

République Démocratique du Congo

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

AFFAIRE RELATIVE AUX ACTIVITES ARMEES SUR
LE TERRITOIRE DU CONGO

(REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO c. OUGANDA)

DEUXIEME PHASE
QUESTION DES REPARATIONS

REPONSES ET ELEMENTS DE PREUVE SUPPLEMENTAIRES FOURNIS
PAR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
DANS LE CADRE DE L'AFFAIRE RELATIVE AUX ACTIVITES ARMEES
SUR LE TERRITOIRE DU CONGO

Version finale

Volume II
(Annexes 1.0.1-13.5)



26 Octobre 2018

Commentaire

L'importance de l'encadrement au sortir d'une institution est évidente. Le présent article fait ressortir la nécessité de créer, sous diverses modalités, des régimes de semi-détention.

Cet article souligne également la nécessité d'organiser toute une gamme de moyens et de services destinés à satisfaire les besoins divers des jeunes délinquants rentrant dans la communauté et de leur fournir une orientation et des institutions de soutien pour contribuer au succès de leur réinsertion sociale.

SIXIEME PARTIE. — RECHERCHE, PLANIFICATION, ELABORATION DE POLITIQUES ET EVALUATION

30. *La recherche, base de la planification, de l'élaboration de politiques et de l'évaluation*

- 30.1 On s'efforcera d'organiser et de promouvoir la recherche nécessaire à l'élaboration efficace des plans et des politiques.
- 30.2 On s'efforcera de revoir et d'évaluer périodiquement les tendances, les problèmes, les causes de la délinquance et de la criminalité juvéniles, ainsi que les divers besoins propres aux mineurs incarcérés.
- 30.3 On s'efforcera d'intégrer un dispositif permanent de recherche et d'évaluation dans le système d'administration de la justice pour mineurs, ainsi que de rassembler et d'analyser les données et informations pertinentes dont on a besoin pour l'évaluation appropriée, l'amélioration future et la réforme de l'administration.
- 30.4 Dans l'administration de la justice pour mineurs, la prestation de services doit être systématiquement planifiée et mise en œuvre et faire partie intégrante de l'effort de développement national.

Commentaire

L'utilisation de la recherche, qui est à la base d'une politique bien informée de justice pour mineurs, passe pour garantir qu'on suive dans la pratique les progrès réalisés dans le domaine des connaissances et pour favoriser l'amélioration constante du système de justice pour mineurs. La symbiose entre la recherche et les politiques revêt une importance particulière en matière de justice pour mineurs. Etant donné les modifications rapides et souvent radicales des styles de vie des jeunes et des formes et dimensions de la criminalité juvénile, les réactions de la société et de la justice à la criminalité et à la délinquance juvénile sont souvent réprimées et inadaptées.

L'article 30 fixe donc les normes permettant d'intégrer la recherche dans le processus d'élaboration et d'application des politiques dans l'administration de la justice pour mineurs. Il appelle une attention particulière sur la nécessité de revoir et d'évaluer les programmes et les mesures existants et de planifier la justice pour mineurs dans le contexte plus large des objectifs du développement global.

Une évaluation sans relâche des besoins des jeunes, ainsi que des tendances et des problèmes de la délinquance, est la condition indispensable pour améliorer la formulation de politiques appropriées et concevoir des interventions satisfaisantes, de caractère formel et informel. Dans ce contexte, les organismes responsables devraient faciliter la recherche effectuée par des personnes et des organismes indépendants. Il peut être intéressant de demander leur opinion aux jeunes eux-mêmes et d'en tenir compte, sans se limiter à ceux qui entrent en contact avec ce système.

Au stade de la planification, il faut prévoir un système de prestation des services nécessaires à la fois efficace et équitable. A cette fin, il faudrait procéder à une évaluation régulière des besoins et des problèmes des jeunes, qui sont étendus et particuliers, et définir des priorités bien précises. A cet égard, il faudrait aussi coordonner l'utilisation des ressources existantes appropriées, et notamment prévoir des solutions de rechange et s'assurer le soutien de la communauté pour monter des mécanismes de mise en œuvre et de contrôle des programmes adoptés.

40/34. Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir*L'Assemblée générale,*

Rappelant que le sixième Congrès pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a recommandé que l'Organisation des Nations Unies poursuive ses activités présentes d'élaboration de principes directeurs et de normes relatifs à l'abus de pouvoir économique et politique⁵⁶,

Consciente que des millions de personnes dans le monde ont subi des préjudices par suite de crimes et d'autres actes

impliquant un abus de pouvoir et que les droits de ces victimes n'ont pas été proprement reconnus,

Consciente que les victimes de la criminalité et les victimes d'abus de pouvoir et fréquemment aussi leurs familles, des témoins et d'autres personnes qui viennent en aide aux victimes subissent injustement des pertes, des dommages ou des préjudices et peuvent en outre être soumis à des épreuves supplémentaires lorsqu'ils aident à poursuivre les délinquants,

1. *Affirme* qu'il est nécessaire que soient adoptées des mesures nationales et internationales visant à garantir la reconnaissance universelle et efficace des droits des victimes de la criminalité et d'abus de pouvoir;

2. *Souligne* la nécessité d'encourager tous les Etats à progresser dans les efforts qu'ils déploient à cette fin, sans préjudice des droits des suspects ou des délinquants;

3. *Adopte* la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir, qui figure en annexe à la présente résolution et vise à aider les gouvernements et la communauté internationale dans les efforts qu'ils font, afin que justice soit rendue aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir et afin que l'assistance voulue leur soit apportée;

4. *Demande* aux Etats Membres de prendre les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions figurant dans la Déclaration et, afin de réduire la victimisation dont il est question ci-après, de s'efforcer :

a) De mettre en œuvre des mesures dans les domaines de l'assistance sociale, de la santé, y compris la santé mentale, de l'éducation et de l'économie, ainsi que des mesures spéciales de prévention du crime pour réduire la victimisation et encourager l'aide aux victimes en détresse;

b) D'encourager les efforts collectifs et la participation du public à la prévention du crime;

c) D'examiner régulièrement la législation et les pratiques existantes afin de veiller à ce qu'elles s'adaptent à l'évolution des situations, et d'adopter et appliquer une législation interdisant les actes contraires aux normes internationalement reconnues en matière de droits de l'homme, de comportement des entreprises et d'autres abus de pouvoir;

d) D'établir et de renforcer des moyens de rechercher, de poursuivre et de condamner ceux qui sont coupables d'actes criminels;

e) D'encourager la divulgation d'informations permettant au public de surveiller la conduite des fonctionnaires et des entreprises et de promouvoir d'autres moyens de faire en sorte qu'il soit tenu compte davantage des préoccupations du public;

f) D'encourager le respect des codes de conduite et des normes d'éthique, notamment des normes internationales par les fonctionnaires, y compris le personnel chargé de l'application des lois, celui des services pénitentiaires, médicaux et sociaux et des forces armées, aussi bien que par le personnel des entreprises commerciales;

g) D'interdire les pratiques et les procédures qui favorisent les abus, tels que l'usage de lieux secrets de détention et la mise au secret elle-même;

h) De collaborer avec les autres Etats dans le cadre d'accords d'entraide judiciaire et administrative dans des domaines tels que la recherche et la poursuite des délinquants, leur extradition et la saisie de leurs biens aux fins du dédommagement des victimes;

5. *Recommande* que, aux échelons international et régional, toutes les mesures appropriées soient prises pour :

a) Développer les activités de formation destinées à encourager le respect des normes et principes des Nations Unies et à réduire les possibilités d'abus;

b) Organiser des travaux conjoints de recherche orientés vers l'action, sur les manières de réduire la victimisation et d'aider les victimes, et pour développer les échanges d'informations sur les moyens les plus efficaces de le faire;

c) Prêter une assistance directe aux gouvernements qui le demandent afin de les aider à réduire la victimisation et à soulager la détresse des victimes;

d) Développer les recours accessibles aux victimes lorsque les voies de recours existant à l'échelon national risquent d'être insuffisantes;

6. *Prie* le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres à faire rapport périodiquement à l'Assemblée générale sur la mise en œuvre de la Déclaration, ainsi que sur les mesures qu'ils auront prises dans ce but;

7. *Prie également* le Secrétaire général de tirer parti des possibilités qu'offrent tous les organes et organismes compétents des Nations Unies, afin d'aider les Etats Membres, le cas échéant, à améliorer les moyens dont ils disposent pour protéger les victimes à l'échelon national et grâce à la coopération internationale;

8. *Prie en outre* le Secrétaire général de promouvoir la réalisation des objectifs de la Déclaration, notamment en lui assurant une diffusion aussi large que possible;

9. *Prie instamment* les institutions spécialisées et les autres entités et organes de l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, ainsi que le grand public, de contribuer à l'application des dispositions de la Déclaration.

96^e séance plénière
29 novembre 1985

ANNEXE

Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir

A. — VICTIMES DE LA CRIMINALITE

1. On entend par "victimes" des personnes qui, individuellement ou collectivement, ont subi un préjudice, notamment une atteinte à leur intégrité physique ou mentale, une souffrance morale, une perte matérielle, ou une atteinte grave à leurs droits fondamentaux, en raison d'actes ou d'omissions qui enfreignent les lois pénales en vigueur dans un Etat Membre, y compris celles qui proscrivent les abus criminels de pouvoir.

2. Une personne peut être considérée comme une "victime", dans le cadre de la présente Déclaration, que l'auteur soit ou non identifié, arrêté, poursuivi ou déclaré coupable, et quels que soient ses liens de parenté avec la victime. Le terme "victime" inclut aussi, le cas échéant, la famille proche ou les personnes à la charge de la victime directe et les personnes qui ont subi un préjudice en intervenant pour venir en aide aux victimes en détresse ou pour empêcher la victimisation.

3. Les dispositions de la présente section s'appliquent à tous, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, d'âge, de langue, de religion, de nationalité, d'opinion politique ou autre, de croyances ou pratiques culturelles, de fortune, de naissance ou de situation de famille, d'origine ethnique ou sociale et de capacité physique.

Accès à la justice et traitement équitable

4. Les victimes doivent être traitées avec compassion et dans le respect de leur dignité. Elles ont droit à l'accès aux instances judiciaires et à une réparation rapide du préjudice qu'elles ont subi, comme prévu par la législation nationale.

5. Il faut établir et renforcer, si nécessaire, des mécanismes judiciaires et administratifs permettant aux victimes d'obtenir réparation au moyen de procédures officielles ou non qui soient rapides, équitables, peu coûteuses et accessibles. Les victimes doivent être informées des droits qui leur sont reconnus pour chercher à obtenir réparation par ces moyens

6. La capacité de l'appareil judiciaire et administratif de répondre aux besoins des victimes doit être améliorée :

a) En informant les victimes de son rôle et des possibilités de recours qu'il offre, des dates et du déroulement des procédures et de l'issue de ces affaires, spécialement lorsqu'il s'agit d'actes criminels graves et lorsqu'elles ont demandé ces informations;

b) En permettant que les vues et les préoccupations des victimes soient présentées et examinées aux phases appropriées des instances, lorsque leurs intérêts personnels sont en cause, sans préjudice des droits de la défense, et dans le cadre du système de justice pénale du pays;

c) En fournissant l'assistance voulue aux victimes pendant toute la procédure;

d) En prenant des mesures pour limiter autant que possible les difficultés rencontrées par les victimes, protéger au besoin leur vie privée et assurer leur sécurité, ainsi que celle de leur famille et de leurs témoins, en leur préservant des manœuvres d'intimidation et des représailles;

e) En évitant les délais inutiles dans le règlement des affaires et dans l'exécution des décisions ou arrêts accordant réparation aux victimes.

7. Les moyens non judiciaires de règlement des différends, y compris la médiation, l'arbitrage et les pratiques de droit coutumier ou les pratiques autochtones de justice, doivent être utilisés, s'il y a lieu, pour faciliter la conciliation et obtenir réparation pour les victimes.

Obligation de restitution et de réparation

8. Les auteurs d'actes criminels ou les tiers responsables de leur comportement doivent, en tant que de besoin, réparer équitablement le préjudice causé aux victimes, à leur famille ou aux personnes à leur charge. Cette réparation doit inclure la restitution des biens, une indemnité pour le préjudice ou les pertes subies, le remboursement des dépenses engagées en raison de la victimisation, la fourniture de services et le rétablissement de droits.

9. Les gouvernements doivent réexaminer leurs pratiques, règlements et lois pour faire de la restitution une sentence possible dans les affaires pénales, s'ajoutant aux autres sanctions pénales.

10. Dans tous les cas où des dommages graves sont causés à l'environnement, la restitution doit inclure autant que possible la remise en état de l'environnement, la restitution de l'infrastructure, le remplacement de équipements collectifs et le remboursement des dépenses de réinstallation lorsque ces dommages entraînent la dislocation d'une communauté.

11. Lorsque des fonctionnaires ou d'autres personnes agissant à titre officiel ou quasi officiel ont commis une infraction pénale, les victimes doivent recevoir restitution de l'Etat dont relèvent les fonctionnaires ou les agents responsables des préjudices subis. Dans les cas où le gouvernement sous l'autorité duquel s'est produit l'acte ou l'omission à l'origine de la victimisation n'existe plus, l'Etat ou gouvernement successeur en titre doit assurer la restitution aux victimes.

Indemnisation

12. Lorsqu'il n'est pas possible d'obtenir une indemnisation complète auprès du délinquant ou d'autres sources, les Etats doivent s'efforcer d'assurer une indemnisation financière :

a) Aux victimes qui ont subi un préjudice corporel ou une atteinte importante à leur intégrité physique ou mentale par suite d'actes criminels graves;

b) A la famille, en particulier aux personnes à la charge des personnes qui sont décédées ou qui ont été frappées d'incapacité physique ou mentale à la suite de cette victimisation.

13. Il faut encourager l'établissement, le renforcement et l'expansion de fonds nationaux d'indemnisation des victimes. Selon que de besoin, il conviendrait d'établir d'autres fonds et indemnisation notamment dans les cas où l'Etat dont la victime est ressortissante n'est pas en mesure de la dédommager.

Services

14. Les victimes doivent recevoir l'assistance matérielle, médicale, psychologique et sociale dont elles ont besoin par la voie d'organismes étatiques bénévoles communautaires et autochtones.

15. Les victimes doivent être informées de l'existence de services de santé, de services sociaux et d'autres formes d'assistance qui peuvent leur être utiles, et doivent y avoir facilement accès.

16. Le personnel des services de police, de justice et de santé ainsi que celui des services sociaux et des autres services intéressés doit recevoir une formation qui le sensibilise aux besoins des victimes, ainsi que des instructions visant à garantir une aide prompte et appropriée pour les victimes.

17. Lorsqu'on fournit des services et de l'aide aux victimes, il faut s'occuper de ceux qui ont des besoins spéciaux en raison de la nature du pré-

dice subi ou de facteurs tels que ceux mentionnés au paragraphe 4 ci-dessus.

B. VICTIMES D'ABUS DE POUVOIR

18. On entend par "victimes" des personnes qui, individuellement ou collectivement, ont subi des préjudices, notamment une atteinte à leur intégrité physique ou mentale, une souffrance morale, une perte matérielle, ou une atteinte grave à leurs droits fondamentaux, en raison d'actes ou d'omissions qui ne constituent pas encore une violation de la législation pénale nationale, mais qui représentent des violations des normes internationalement reconnues en matière de droits de l'homme.

19. Les Etats devraient envisager d'incorporer dans leur législation nationale des normes proscrivant les abus de pouvoir et prévoyant des réparations pour les victimes de tels abus. Parmi ces réparations devraient figurer notamment la restitution et l'indemnisation, ainsi que l'assistance et l'appui d'ordre matériel, médical, psychologique et social nécessaires.

20. Les Etats devraient envisager de négocier des conventions internationales multilatérales relatives aux victimes, selon la définition du paragraphe 18.

21. Les Etats devraient réexaminer périodiquement la législation et les pratiques en vigueur pour les adapter au besoin à l'évolution des situations, devraient adopter et appliquer, si nécessaire, des textes législatifs qui interdisent tout acte constituant un abus grave du pouvoir politique ou économique et qui encouragent les politiques et les mécanismes de prévention de ces actes et devraient prévoir des droits et des recours appropriés pour les victimes de ces actes et en garantir l'exercice.

40/35. Elaboration de normes pour la prévention de la délinquance juvénile

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 4 adoptée par le sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Caracas du 25 août au 5 septembre 1980⁶³, dans laquelle le Congrès a demandé que soit mis au point un ensemble de règles minima concernant l'administration de la justice pour mineurs et le traitement des mineurs,

Notant que l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing)⁷⁶, recommandé par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants qui s'est tenu à Milan (Italie) du 26 août au 6 septembre 1985, ne concerne que l'administration de la justice pour mineurs et l'octroi de garanties juridiques pour les jeunes ayant enfreint les lois,

Consciente de la nécessité d'élaborer des stratégies nationales, régionales et internationales pour prévenir la délinquance juvénile,

Considérant que la prévention de la délinquance juvénile implique que des mesures soient prises pour protéger les mineurs abandonnés, négligés, maltraités ou marginaux et, d'une manière générale, ceux que guette la marginalisation sociale,

Considérant en outre que de nombreux jeunes n'enfreignent pas les lois, mais sont en danger de marginalisation sociale,

Reconnaissant que l'un des principaux objectifs visés par la prévention de la délinquance juvénile est de fournir l'assistance nécessaire et un ensemble de possibilités pour répondre aux divers besoins des jeunes, tout particulièrement ceux qui sont le plus susceptibles de tomber dans la délinquance ou de se trouver en contact avec des délinquants, et à offrir un cadre permettant d'assurer leur épanouissement,

1. *Prend note avec satisfaction* des travaux entrepris par les instituts régionaux des Nations Unies pour la pré-

vention du crime et le traitement des délinquants et par les commissions régionales dans le domaine de la prévention de la délinquance juvénile,

2. *Prend également note avec satisfaction* du document de travail sur les jeunes, la criminalité et la justice qu'a établi le Secrétariat⁷⁷;

3. *Fait siennes* les recommandations formulées dans le rapport de la Réunion préparatoire interrégionale du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenue à Beijing du 14 au 18 mai 1984⁷⁸;

4. *Prie* le Secrétaire général et les Etats Membres de prendre les dispositions nécessaires pour mettre en place, avec l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale, les instituts régionaux des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, le Centre arabe de recherche et de formation en matière de sécurité et d'autres instituts nationaux et régionaux, des programmes conjoints en matière de justice pour mineurs et de prévention de la délinquance juvénile, avec le concours des commissions régionales et de correspondants nationaux; ces programmes devraient prévoir les activités suivantes :

a) L'étude de la situation des mineurs que guette la marginalisation sociale et l'examen des principes et des méthodes de prévention à appliquer dans le contexte du développement socio-économique;

b) Le développement des activités de formation, des travaux de recherche et des services consultatifs en matière de prévention de la délinquance juvénile;

5. *Invite* les Etats Membres à prendre des mesures précises en faveur des mineurs que guette la marginalisation sociale et, le cas échéant, à mettre en place des systèmes conçus dans leur intérêt;

6. *Demande* au Conseil économique et social de prier le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, œuvrant avec le concours des instituts des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, des commissions régionales et des institutions spécialisées, d'élaborer, pour aider les Etats Membres dans la formulation et l'application de programmes et politiques spécifiques, des normes en matière de prévention de la délinquance juvénile qui mettraient l'accent sur l'assistance et la protection, ainsi que sur la participation active de la collectivité, et de faire rapport au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants sur les progrès accomplis dans l'élaboration de ces normes, pour qu'il les examine et décide de la suite des travaux;

7. *Prie* le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance d'examiner régulièrement la question de la prévention de la délinquance juvénile, et le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants d'examiner cette question au titre d'un point distinct de son ordre du jour;

8. *Prie instamment* tous les organismes compétents des Nations Unies de collaborer avec le Secrétaire général pour prendre les mesures propres à assurer l'application de la présente résolution.

96^e séance plénière
29 novembre 1985

⁷⁶ Résolution 40/33, annexe

⁷⁷ A/CONF.121/7.

⁷⁸ A/CONF.121/IPM/1, sect. II

RÉSOLUTION 60/147 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
(PRINCIPES FONDAMENTAUX ET DIRECTIVES CONCERNANT LE DROIT
À UN RECOURS ET À RÉPARATION DES VICTIMES DE VIOLATIONS
FLAGRANTES DU DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME
ET DE VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE)

La question des principes fondamentaux et des directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire a été soulevée pour la première fois en 1988, lors de la quarantième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, dans le contexte de son mandat fondamental, qui consistait à adresser des recommandations à la Commission des droits de l'homme ayant trait à la lutte contre les mesures discriminatoires de toute espèce prises en violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le 1^{er} septembre 1988, la Sous-Commission a adopté la résolution 1988/11, dans laquelle elle a décidé d'examiner la question de l'indemnisation à sa quarante et unième session, en vue d'étudier la possibilité de mettre au point quelques principes fondamentaux et directives en la matière (voir le rapport de la Sous-Commission, paru sous la cote E/CN.4/Sub.2/1988/45).

À sa quarante et unième session, la Sous-Commission a adopté la résolution 1989/13 du 31 août 1989, dans laquelle elle a décidé de charger M. Théo van Boven, Rapporteur spécial, d'entreprendre une étude concernant le droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales, afin d'examiner la possibilité de mettre au point certains principes fondamentaux et directives à cet égard, et l'a prié de présenter à la Sous-Commission, à sa quarante-deuxième session, un rapport préliminaire pour examen [voir le rapport de la Sous-Commission, paru sous la cote E/CN.4/Sub.2/1989/58 (E/CN.4/1990/2)]. À sa quarante-sixième session, sur recommandation de la Sous-Commission, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1990/35 du 2 mars 1990, dans laquelle elle a recommandé au Conseil économique et social d'adopter une résolution autorisant la Sous-Commission à charger M. Théo van Boven de la tâche susmentionnée et priant le Secrétaire général de prêter à M. van Boven toute l'assistance dont il pourrait avoir besoin pour mener à bien sa tâche (voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/1990/22). Le Conseil économique et social a adopté la résolution 1990/36 du 25 mai 1990 à cette fin.

À sa quarante-deuxième session, la Sous-Commission a examiné le rapport préliminaire présenté par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1990/10) et adopté la résolution 1990/6 du 30 août 1990, dans laquelle elle priait le Rapporteur spécial d'établir un rapport intérimaire pour la quarante-troisième session de la Sous-Commission, en tenant compte des observations faites lors du débat sur le rapport préliminaire, ainsi que des travaux et recommandations pertinents du Comité pour la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance, et des décisions pertinentes qui pourraient être adoptées par le huitième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, et d'entreprendre à cet effet les consultations nécessaires avec le Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires (voir le rapport de la Sous-Commission, paru sous la cote E/CN.4/Sub.2/1990/59 (E/CN.4/1991/2)).

Le Rapporteur spécial a présenté, en conséquence, son premier rapport intérimaire à la quarante-troisième session de la Sous-Commission, le 25 juillet 1991 (E/CN.4/Sub.2/1991/7). Le 29 août 1991, la Sous-Commission a adopté la résolution 1991/25, dans laquelle elle a prié le Rapporteur spécial de poursuivre son étude et de lui présenter, à sa quarante-quatrième session, un deuxième rapport intérimaire contenant des informations supplémentaires et une analyse relatives aux décisions et vues pertinentes des organes internationaux des droits de l'homme ainsi que des informations sur les législations et pratiques nationales et une analyse correspondante, et de lui présenter, à sa quarante-cinquième session, un rapport final sur la question [voir le rapport de la Sous-Commission, paru sous la cote E/CN.4/Sub.2/1991/65 (E/CN.4/1992/2)].

Le Rapporteur spécial a présenté son deuxième rapport intérimaire à la quarante-quatrième session de la Sous-Commission, le 29 juillet 1992 (E/CN.4/Sub.2/1992/8). Le 27 août 1992, la Sous-Commission a adopté la résolution 1992/32, par laquelle elle a prié le Rapporteur spécial de poursuivre son étude et de lui présenter, à sa quarante-cinquième session, un rapport final où devrait figurer un ensemble de conclusions et recommandations sur l'élaboration d'orientations et de principes fondamentaux concernant le droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales [voir le rapport de la Sous-Commission, paru sous les cotes E/CN.4/Sub.2/1992/58 (E/CN.4/1993/2)].

Le Rapporteur spécial a présenté son rapport final à la quarante-cinquième session de la Sous-Commission, le 2 juillet 1993 (E/CN.4/Sub.2/1993/8). Le 25 août 1993, la Sous-Commission a adopté la résolution 1993/29, par laquelle elle a décidé de transmettre l'étude du Rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme. Par la même résolution, la Sous-Commission a décidé d'examiner plus avant les projets de principes fondamentaux et de directives énoncés dans l'étude à sa quarante-sixième session et de créer à cet effet, à ladite session, si cela était nécessaire, un groupe de travail de session en vue d'adopter un ensemble de principes et de directives en la matière et a prié, à cet effet, le Secrétaire général d'inviter les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes à soumettre leurs commentaires sur ces projets de principes fondamentaux et de directives (voir le rapport de la Sous-Commission, paru sous les cotes E/CN.4/Sub.2/1993/45 (E/CN.4/1994/2) et Corr.1). À sa cinquantième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1994/35 du 4 mars 1994, dans laquelle elle a recommandé à la Sous-Commission de prendre des dispositions pour examiner les projets de principes fondamentaux et de directives, en vue de formuler des propositions à ce sujet et de faire rapport à la Commission [voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/CN.4/1994/132 (E/1994/24)].

À la quarante-sixième session de la Sous-Commission, tenue du 1^{er} au 26 août 1994 à Genève, un Groupe de travail de session sur l'administration de la justice et la question de l'indemnisation a été créé et chargé d'examiner plus avant le projet de principes fondamentaux et de directives, conformément à la résolution 1993/29 de la Sous-Commission. Le 26 août 1994, la Sous-Commission a adopté la résolution 1994/33, dans laquelle, ayant pris note du rapport du Secrétaire général établi conformément à la résolution 1993/29 de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1994/7 et Add.1) et du rapport du Groupe de travail de session (E/CN.4/Sub.2/1994/22), a décidé de poursuivre l'examen du projet de principes fondamentaux et de directives à sa quarante-septième session (voir le rapport de la Sous-Commission, paru sous la cote E/CN.4/Sub.2/1994/56). Le 3 mars 1995, la Commission des droits de l'homme a adopté, à sa cinquante et unième session, la résolution 1995/34, dans laquelle elle a encouragé la Sous-Commission à continuer à examiner le projet de principes fondamentaux et de directives, prié les États de fournir au

Secrétaire général des renseignements sur leur législation nationale pertinente, et prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur la question, à sa cinquante-deuxième session [voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/CN.4/1995/176 (E/1995/23)].

Le Groupe de travail a poursuivi l'examen du projet de principes fondamentaux et de directives à la quarante-septième session de la Sous-Commission, tenue à Genève du 31 juillet au 25 août 1995. Le 24 août 1995, la Sous-Commission a adopté la décision 1995/117 [voir le rapport de la Sous-Commission, paru sous la cote E/CN.4/Sub.2/1995/51 (E/CN.4/1996/2)], dans laquelle elle a décidé de prier le Groupe de travail de poursuivre en priorité, à la session suivante, l'examen du projet de principes fondamentaux et de directives, et prié l'ancien Rapporteur spécial de lui soumettre un projet révisé d'ensemble de principes fondamentaux et de directives, compte tenu des nouvelles observations reçues des États, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales (voir le rapport du Secrétaire général, paru sous les cotes E/CN.4/Sub.2/1995/17/Add.1 et Add.2), ainsi que des débats qui auraient eu lieu au sein du Groupe (voir le rapport du Groupe de travail, paru sous la cote E/CN.4/Sub.2/1995/16). Le 19 avril 1996, la Commission des droits de l'homme a adopté, à sa cinquante-deuxième session, la résolution 1996/35, par laquelle, prenant acte du rapport présenté par le Secrétaire général à la Commission, en application de la résolution 1995/34 (E/CN.4/1996/29), a prié les États qui ne l'avaient pas encore fait de fournir des renseignements conformément à ladite résolution et a prié le Secrétaire général d'établir un rapport supplémentaire à partir des réponses reçues des États [voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/CN.4/1996/177 (E/1996/23)].

Comme l'avait demandé la Sous-Commission dans sa décision 1995/117 du 24 août 1995, l'ancien Rapporteur spécial a soumis à la Sous-Commission, à sa quarante-huitième session, un projet d'ensemble révisé de principes fondamentaux et de directives (E/CN.4/Sub.2/1996/17). Le 29 août 1996, la Sous-Commission a adopté la résolution 1996/28, dans laquelle elle a décidé de transmettre à la Commission des droits de l'homme le projet de texte révisé ainsi que les commentaires du Groupe de travail (E/CN.4/Sub.2/1996/16). Par la même résolution, la Sous-Commission a prié l'ancien Rapporteur spécial de préparer une note prenant en compte les commentaires et les observations du Groupe de travail et de la Sous-Commission en vue de faciliter l'examen, par la Commission des droits de l'homme, du projet de principes fondamentaux et de directives révisé [voir le rapport de la Sous-Commission, paru sous la cote E/CN.4/Sub.2/1996/41 (E/CN.4/1997/2)]. Le 13 janvier 1997, l'ancien Rapporteur spécial a soumis, en conséquence, une note à la Sous-Commission, ainsi qu'une version remaniée du projet révisé de principes fondamentaux et de directives (E/CN.4/1997/104, annexe). Le 11 avril 1997, à sa cinquante-troisième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1997/29, dans laquelle elle a invité le Secrétaire général à solliciter les opinions et observations de tous les États sur la note et sur le projet de principes fondamentaux et de directives, et d'établir un rapport contenant ces opinions et observations (voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/1997/23).

À sa cinquante-quatrième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1998/43 du 17 avril 1998, par laquelle elle a pris acte du rapport (E/CN.4/1998/34) présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 1997/29 susmentionnée et, avec l'approbation du Conseil économique et social (voir la résolution 1998/256 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1998), a prié le Président de la Commission de désigner un expert qui serait chargé d'établir une version révisée des principes fondamentaux et directives, en tenant compte des opinions et

observations formulées par les États, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et de la présenter à la Commission à sa cinquante-cinquième session, en vue de son adoption par l'Assemblée générale. Par la même résolution, la Commission a continué de prier le Secrétaire général d'inviter les États qui ne l'avaient pas encore fait, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, à faire part de leurs observations et commentaires, le plus tôt possible, et au plus tard le 31 octobre 1998, et de mettre ces renseignements à la disposition de l'expert indépendant (voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/1998/23).

L'expert indépendant désigné par la Commission des droits de l'homme, M. M. Cherif Bassiouni, a présenté son premier rapport à la Commission à sa cinquante-cinquième session, en février 1999 (E/CN.4/1999/65). Le 26 avril 1999, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1999/33, par laquelle elle l'a prié d'achever ses travaux et de lui présenter, à sa cinquante-sixième session, conformément à sa résolution 1998/43, une version révisée des principes fondamentaux et directives (voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/1999/23).

L'expert indépendant a présenté son dernier rapport (E/CN.4/2000/62) à la Commission des droits de l'homme en janvier 2000, à sa cinquante-sixième session. Le 20 avril 2000, la Commission a adopté la résolution 2000/41, par laquelle elle a chargé le Secrétaire général de diffuser auprès de tous les États Membres le projet de texte des « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire », annexé au rapport final de l'expert indépendant, en leur demandant d'envoyer leurs commentaires au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. La Commission a en outre chargé la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser une réunion de consultation à l'intention de tous les gouvernements, organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social intéressés, en vue de mettre au point la version définitive des principes et directives en fonction des commentaires reçus, et de soumettre à la Commission, à sa cinquante-septième session, le résultat final de ladite réunion (voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/2000/23).

Par note verbale du 31 août 2000, le Secrétaire général a invité tous les États Membres à formuler leurs commentaires sur les principes fondamentaux et directives. Au 20 novembre 2000 toutefois, seuls six États Membres avaient communiqué leurs réponses (voir E/CN.4/2001/61). À sa cinquante-septième session, la Commission des droits de l'homme a, en conséquence, adopté la décision 2001/105 du 23 avril 2001, par laquelle elle a chargé à nouveau la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser une réunion de consultation en vue de mettre au point la version définitive des principes fondamentaux et directives, et de transmettre à la Commission, pour examen à sa cinquante-huitième session, le résultat final des travaux de la réunion de consultation (voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/2001/23). Le 24 juillet 2001, le Conseil économique et social a adopté la décision 2001/279, par laquelle il a fait sienne la décision de la Commission des droits de l'homme.

À sa cinquante-huitième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 2002/44 du 23 avril 2002, dans laquelle elle a formulé une demande analogue (voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/2002/23).

La réunion de consultation sur le projet de principes fondamentaux et de directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations du

droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, dont la tenue avait été demandée, a eu lieu les 30 septembre et 1^{er} octobre 2002 à Genève, et le Haut-Commissaire a transmis à la Commission des droits de l'homme, le 27 décembre 2002, le rapport du Président-Rapporteur de la réunion, M. Alejandro Salinas (E/CN.4/2003/63). Le 23 avril 2003, à sa cinquante-neuvième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 2003/34, par laquelle elle a prié le Président-Rapporteur de la réunion de consultation d'établir, en consultation avec les experts indépendants, MM. van Boven et Bassiouni, une version révisée des « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire », en tenant compte des opinions et des commentaires des États, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales, ainsi que des résultats de la réunion de consultation. La Commission a en outre demandé au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser une deuxième réunion de consultation en vue de mettre au point la version définitive des principes fondamentaux et directives, encouragé le Président-Rapporteur de la première réunion de consultation à tenir des consultations informelles avec toutes les parties intéressées et demandé au Haut-Commissaire de lui soumettre, à sa soixantième session, le résultat final de la deuxième réunion de consultation (voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/2003/23).

La deuxième réunion de consultation s'est tenue à Genève les 20, 21 et 23 octobre 2003, et le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a transmis le rapport du Président-Rapporteur de la réunion (E/CN.4/2004/57, annexe) à la Commission des droits de l'homme, à sa soixantième session. Le 19 avril 2004, celle-ci a adopté la résolution 2004/34, par laquelle elle a prié le Président-Rapporteur d'établir, en consultation avec les experts indépendants, une version nouvellement révisée des principes fondamentaux et directives. Elle a en outre demandé à la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser une troisième réunion de consultation, et de lui soumettre, à sa soixante et unième session, les résultats du processus de consultation (voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/2004/23). Le 22 juillet 2004, le Conseil économique et social a adopté la décision 2004/257, par laquelle il a fait sienne la décision de la Commission de demander à la Haut-Commissaire d'organiser une troisième réunion de consultation.

À sa soixante et unième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 2005/35 du 19 avril 2005, par laquelle, accueillant avec satisfaction le rapport du Président-Rapporteur de la troisième réunion de consultation (E/CN.4/2005/59), elle a adopté les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international relatif aux droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire (voir le rapport de la Commission des droits de l'homme, paru sous la cote E/2005/23). Sur recommandation de la Commission, le Conseil économique et social a adopté la résolution 2005/30, par laquelle il a adopté les principes fondamentaux et directives, et a recommandé à l'Assemblée générale de les adopter.

À la soixantième session de l'Assemblée générale, la Troisième Commission a examiné le texte adopté par la Commission des droits de l'homme à la faveur de quatre réunions (voir A/C.3/60/SR.22, 29, 37 et 39). Le 28 octobre 2005, un projet de résolution commun (A/C.3/60/L.24) a été présenté à la Troisième Commission par le Chili au nom de 45 délégations, sous le titre « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire », qui a été adopté

par ladite Commission le même jour. Le 16 décembre 2005, sur recommandation de la Troisième Commission (voir le rapport de la Troisième Commission, paru sous la cote A/60/509/Add.1), l'Assemblée générale a adopté, sans la mettre aux voix, la résolution 60/147, intitulée « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire ».

EVALUATION DECES**VILLE : BENI**

Année: 1990

DECLARANT: KANDONGO BISIKWA**BENI_CCF05032016 (2)_027****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KATSUVA FATAKI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ORNELA KAHAMBU

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KAVIRA BASOLI****BENI_CCF05032016_0008_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUNASA

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KITOKO KAISALE****CCF22082016_0125_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAIKALA KITOKO

5081.0

Total Partiel: 5081.0 \$

Année: 2003

DECLARANT: KOMBA BOLOBO**BENI_CCF05032016_0006 (2)_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

Année: 1990

DECLARANT: KOMBA BOLOBO**BENI_CCF05032016_0006 (2)_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KUKWABO KISEZO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_044****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MBOMBO MOMBELE****BENI_CCF05032016 (2)_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: MBULA ABIONGO****BENI_CCF05032016 (2)_025****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: TAKWINZA CHIDANO****BENI_CCF05032016 (2)_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

Année: 1992

DECLARANT: **BHUKANULA MASIMENGO** BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_061

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AUBIGHO FRANCOIS	19845.0
2 GOMOJA MASIMENGO	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

Année: 1998

DECLARANT: **KAVUO KASWERA** BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_036

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$

Année: 1999

DECLARANT: **KABUSHO KASONSO** BENI_CCF05032016_0010_018

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KABUNGYA FLORIBERT	122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: **KAMBALE KIBAYA** BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_070

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVIRA	19845.0
2 MOTUNGIU	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: **ALEXANDRE NSANZI** BENI_CCF05032016_0010_022

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUMBERI SIMISI	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: **ANDROSI NDEKOTE** BENI_CCF05032016_0005 (2)_040

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 614450.0 \$

DECLARANT: **BAHATI ALEXI** BENI_CCF05032016_0001 (2)_145

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0
5 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 99225.0 \$

DECLARANT: **BALONGA MARIE** BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_006

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASUMBUKO	122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: KAHAMBU FIMBO**BENI_CCF05032016_0001 (2)_035****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 PALUKU MATHUMO

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

Année: 1990

DECLARANT: KAHAMBU KAMBUWE**BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KUTU

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: KAHAMBU MUSAYI**BENI_SUITE2_CCF08032016_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASOKI VATSURANA

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KAHINDO KAMABU****BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_100****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: KAHINDO KIRIPI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_033****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATEMBO NUNGE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KAHINDO SYAHAHA****BENI_CCF05032016_0007_030****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVULUME

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KAHINDO TSONGO****BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_069****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATUNGU

141922.0

Total Partiel: 141922.0 \$**DECLARANT: KAHINDO VAENI****BENI_CCF05032016_0006 (2)_253****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NEEMA SADAKA

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KAHONGYA SYAHRWATI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_059****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

37413.0

Total Partiel: 37413.0 \$**DECLARANT: KAKANI BAHATI****BENI_CCF05032016 (2)_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

DECLARANT: KAKULE MUVUNGA**BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_091****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMBALE MUVUNGA

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KAMATHE KITSA****BENI_CCF05032016_0008_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVUGHO

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KAMBALE SIVAVUYIRWA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_081****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

5205.0

Total Partiel: 5205.0 \$**DECLARANT: KASEREKA MUMBESA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_114****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 PALUKU MUMBESA

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KASEREKA MUTSUVA****BENI_CCF05032016 (2)_051****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KASWERA MUHINDO****BENI_SUITE2_CCF08032016_057****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ELIZE KAKULE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KATHUNGU MAKUKU****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_096****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

141922.0

Total Partiel: 141922.0 \$**DECLARANT: KATUNGU MBAYIRINDI****BENI_CCF05032016_0010_036****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUHINDO THAWITE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KATUNGU SYATOLYA****BENI_SUITE2_CCF08032016_017****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAKULE JACKSON

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KAVIRA BASYIRI****BENI_CCF05032016_0006 (2)_092****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

141922.0

Total Partiel: 141922.0 \$**DECLARANT: KAVIRA KAHASI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_074****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAHINDO

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$

DECLARANT: KAVIRA KAHEMULO**BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_043****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUHINDO KARWANYI

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: KAVIRA KALIVANDA****BENI_CCF05032016_0002 (2)_009****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

124354.0

2 NON SIGNALE

124354.0

3 NON SIGNALE

124354.0

4 NON SIGNALE

124354.0

5 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 621770.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MBAFUMOTA****BENI_CCF05032016 (2)_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

4 NON SIGNALE

19845.0

5 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 99225.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MIYAYANO****BENI_CCF05032016_0006 (2)_102****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUHINDO EDMOND

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MWIMBIRA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_201****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AUGUSTIN

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KAVIRA VUHUMBA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_035****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVIRA SIVIHWA

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: KAVUGHO KAMAPE****BENI_SUITE2_CCF08032016_063****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KYAKIMWA

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: KAVUGHO SAASITA****BENI_SUITE2_CCF08032016_059****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAKULE VIKENE

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: KITEMBO MUKANIRWA****BENI_CCF05032016 (2)_057****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SOKI

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: MABONE BYARUHANGA****BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NATHALIE

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$

DECLARANT: MANDISANA KATHO**BENI_CCF05032016_0005 (2)_171****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0
3 NON SIGNALE	124354.0
4 NON SIGNALE	124354.0
5 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 621770.0 \$**DECLARANT: MASEREKA NSAHANGONDI****BENI_CCF05032016_0010_038****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MBUSA MADEU	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: MASIKA BASILI****BENI_CCF05032016_0006 (2)_227****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUHASA BASILI	124354.0
-----------------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASIKA KAMATE****BENI_CCF05032016_0006 (2)_187****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAHINDO	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 248708.0 \$**DECLARANT: MASIKA KASIMBA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_089****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMBALE KAHUNGU	124354.0
-------------------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASIKA KIKUTSA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_072****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 FIMBO	124354.0
---------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASIKA SARA KWA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_175****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BLAISE	124354.0
----------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASIKA TSEVULA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_229****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATEMBO NGAHANGO	124354.0
--------------------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MUNZADUDU NOBIKANA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_050****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: NAKACHUBA KAHIRHO****BENI_CCF05032016_0006 (2)_219****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUSHABA	19845.0
-----------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: NGOYI DOKAYI****BENI_CCF05032016_0004 (2)_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0
5 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 99225.0 \$

DECLARANT: OUEDO ALEZA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_041**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: PALUKU LUSENGE **BENI_CCF05032016_0006 (2)_133**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: PALUKU MATOLA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_132**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: PALUKU MUKOSASENGE **BENI_SUITE2_CCF08032016_0002_007**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KAKULE MODALI	19845.0
-----------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: PALUKU MUTSOPI **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_099**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: PALUKU SYAHETERA **BENI_SUITE2_CCF08032016_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KAHINDO MAKOFI	19845.0
------------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: PALUKU TSONGO **BENI_CCF05032016_0006 (2)_165**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KASEREKA KAKELEYA	19845.0
---------------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: PALUKU YAYISIRIRYA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_177**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: RUSURA FAZILA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_147**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0
5 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 99225.0 \$

DECLARANT: SAFARI KASYANO **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_038**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMBALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: TSHAMANI KATENGA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_197****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0
5 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 99225.0 \$

Année: 2001

DECLARANT: ASUDE ANTAKUNO**BENI_CCF05032016_0005 (2)_165****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DUNDO JEAN	122890.0
--------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: JACLINE NDAWE****BENI_SUITE2_CCF08032016_047****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SAFARI NGARAMBI	122890.0
2 SIRARUSHA	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: KAMBALE KIYOMA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_074****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MBALE	25701.0
2 PAPY	24969.0

Total Partiel: 50670.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MOWA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_047****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	141922.0
---------------	----------

Total Partiel: 141922.0 \$**DECLARANT: MATHE NDALESHANA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_094****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAKULE	19845.0
----------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: NYAKENISOO ANGENYI****BENI_CCF05032016 (2)_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: PALUKU MICHE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_205****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOBOSIBOLI TCHAMBODECE	19845.0
--------------------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: TSHAMBO FALANGA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_169****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOBOSIBOLI TCHAMBO	19845.0
----------------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

Année: 2002

DECLARANT: AFEKA ARIVO**BENI_CCF05032016_0005 (2)_023****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: AKOTAKO ALEKO****BENI_CCF05032016_0003 (2)_049****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

4 NON SIGNALE

122890.0

5 NON SIGNALE

122890.0

6 NON SIGNALE

122890.0

7 NON SIGNALE

122890.0

8 NON SIGNALE

122890.0

9 NON SIGNALE

122890.0

10 NON SIGNALE

122890.0

11 NON SIGNALE

122890.0

12 NON SIGNALE

122890.0

13 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 1597570.0 \$**DECLARANT: AMAKPELU MATEO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_139****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: ANDAUNDE NKOLO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_153****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: ARIMARI TUKU ISAAC****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_032****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ARIMARI TUKU ISAAC

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: BAGINYO UKAYI****BENI_CCF05032016_0002 (2)_040****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: BALEH KUKWA MARIA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0014 (2)_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BALEH KUKWA MARIA

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: BAMUHIGA MOVE ROGER****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_036****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: BIWAGA ADUBANGO****BENI_CCF05032016_0003 (2)_040****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

4 NON SIGNALE

122890.0

5 NON SIGNALE

122890.0

6 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 737340.0 \$**DECLARANT: BOCAMBA BOTUMA****BENI_CCF05032016_0004 (2)_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: BOLOYO EKONDO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: DIPO KATUMBU****BENI_CCF05032016 (2)_049****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: DJUMA PENE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_247****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: E NZUZI SAMARA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_260****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: ELOMBO BELIBA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_151****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: ESALE ILOKO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_141****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: FAZILI RAMAZANI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 HENRIETTE POSHO

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: GUDUTSI WARA****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_039****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 JEUNE FRERE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: IDAYA FATUMA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

4 NON SIGNALE

122890.0

5 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 614450.0 \$

DECLARANT: ISSUMU BOFALA**BENI_CCF05032016_0004 (2)_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KABATORO MBAZE****BENI_CCF05032016_0001 (2)_084****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

4 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$**DECLARANT: KAHAMBU SIKULI****BENI_CCF05032016_0005 (2)_223****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

4 NON SIGNALE

122890.0

5 NON SIGNALE

122890.0

6 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 737340.0 \$**DECLARANT: KAISALA KELEKELE****BENI_CCF05032016_0003 (2)_061****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KAKULE MALAMBO****BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAHINDO NGUOMOJA

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KAMBALE MULIBONDO****BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KULE KIMA

19845.0

2 PALUKU MULIBONDO

19845.0

3 THEMBO MULIBOBDO

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: KANAMBU MATSIPA****BENI_CCF05032016_0004 (2)_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KASEREKA VARONDI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 HENRIETTE POSHO

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KASWERA ALEKO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_034****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KATUNGU ANGALI****BENI_CCF05032016_0005 (2)_253****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	KAVUGHO MAKASI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_002	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		124354.0	
2	NON SIGNALE		124354.0	
		Total Partiel:	248708.0	\$
DECLARANT:	KAVUO BUKUNDIKA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_004	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		124354.0	
2	NON SIGNALE		124354.0	
		Total Partiel:	248708.0	\$
DECLARANT:	KAVUO HELENE		BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_077	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	VEDE		124354.0	
		Total Partiel:	124354.0	\$
DECLARANT:	KAVUO WANZALUENDO		BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_035	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	KABEREKA KIWANZA		124354.0	
		Total Partiel:	124354.0	\$
DECLARANT:	LINGACHALO JULIENNE		BENI_CCF05032016_0003 (2)_030	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		122890.0	
2	NON SIGNALE		124354.0	
3	NON SIGNALE		122890.0	
4	NON SIGNALE		124354.0	
5	NON SIGNALE		122890.0	
6	NON SIGNALE		124354.0	
7	NON SIGNALE		122890.0	
8	NON SIGNALE		124354.0	
9	NON SIGNALE		122890.0	
10	NON SIGNALE		124354.0	
		Total Partiel:	1236220.0	\$
DECLARANT:	LINGOLI MARIA		ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_024	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		19845.0	
2	NON SIGNALE		19845.0	
3	NON SIGNALE		19845.0	
		Total Partiel:	59535.0	\$
DECLARANT:	LONEMA RUMANYIKA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_288	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		19845.0	
2	NON SIGNALE		19845.0	
3	NON SIGNALE		19845.0	
4	NON SIGNALE		19845.0	
5	NON SIGNALE		19845.0	
		Total Partiel:	99225.0	\$
DECLARANT:	MACHOZI OZUNGAY		COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_037	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MUNO		122890.0	
		Total Partiel:	122890.0	\$

DECLARANT: MAGA KAMARA**COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_029****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 HERITIER KAMARA

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: MAGBOU KOKOLA****BENI_CCF05032016_0002 (2)_042****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

124354.0

4 NON SIGNALE

124354.0

5 NON SIGNALE

122890.0

6 NON SIGNALE

124354.0

7 NON SIGNALE

122890.0

8 NON SIGNALE

124354.0

9 NON SIGNALE

122890.0

10 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 1236220.0 \$**DECLARANT: MARADA MESTIKA****BENI_CCF05032016_0004 (2)_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KANDIMA

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASIKA KAVIRA****BENI_CCF05032016_0002 (2)_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

124354.0

2 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 248708.0 \$**DECLARANT: MASIKA SIVIRI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_033****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMBALE KAMUREHERA

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASIKA WANZAVALERE****BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_086****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAHINDO WANZAVALERE

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASITALA KULAKA****BENI_CCF05032016 (2)_045****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: MATEO TSUTSU****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_043****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ROSELINE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: MATHE KASAKI****BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_056****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

DECLARANT: MBANGANDA KALIAKI**BENI_CCF05032016_0005 (2)_292****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: MBODJIMA TASIMA****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_034****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ANITA	122890.0
2 BAHATI	122890.0
3 LASSANI	122890.0
4 RONE	122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$**DECLARANT: MOZA ASHA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_064****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
---------------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MUHAMASI BAMAZANI****BENI_CCF05032016_0005 (2)_025****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: MUSUBAO KIKOMBE****BENI_CCF05032016_0003 (2)_045****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: NASA JANGA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_273****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0
5 NON SIGNALE	19845.0
6 NON SIGNALE	19845.0
7 NON SIGNALE	19845.0
8 NON SIGNALE	19845.0
9 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 178605.0 \$**DECLARANT: NDODHU BAHUKU****BENI_CCF05032016_0005 (2)_050****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: NGURU VOSI****BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_040****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ANTOINETTE	19845.0
2 KAMBALE KITAMBALA	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: NGURU VOSI MME KAVIRA****BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_058****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASWERA	19845.0
-----------	---------

2 MBAMBU

19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: NYAMABAKU DACHABO BENI_CCF05032016_0004 (2)_010****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

2 NON SIGNALE 19845.0

3 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: NYIRACHE URWOTUN BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_049****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 AKUMU PASCALINE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: OGOGO AGWOBOSI BENI_CCF05032016_0004 (2)_023****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: OHOLE ESAMBO BENI_CCF05032016_0001 (2)_104****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

2 NON SIGNALE 19845.0

3 NON SIGNALE 19845.0

4 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 79380.0 \$**DECLARANT: OLOME UTSUDI BENI_CCF05032016_0005 (2)_157****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 22041.0

Total Partiel: 22041.0 \$**DECLARANT: POSHO MATINDA BENI_CCF05032016_0003 (2)_071****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: RAHINDO FLORENCE BENI_CCF05032016_0005 (2)_249****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

2 NON SIGNALE 19845.0

3 NON SIGNALE 19845.0

4 NON SIGNALE 19845.0

5 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 99225.0 \$**DECLARANT: SAAFI KASONGO BENI_CCF05032016_0005 (2)_221****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 CHITENGOY 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: SHABANI HADJI BENI_CCF05032016_0005 (2)_257****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: SUMBU DJABHA CELESTIN COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_008****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: SUPU NZELA

BENI_CCF05032016_0003 (2)_059

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: TABU ZALASANI

BENI_CCF05032016_0003 (2)_029

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: TONDABO MUGERA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_018

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

8865.0

2 NON SIGNALE

12525.0

3 NON SIGNALE

16185.0

Total Partiel: 37575.0 \$

DECLARANT: UBURANDI SHIRIKA

BENI_CCF05032016_0002 (2)_041

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: VIHAMBA KAMBALE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_091

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAKULE MUYALI

19845.0

2 KASEREKA MUYALI

19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: VUMULLA VANISE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_045

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

4 NON SIGNALE

19845.0

5 NON SIGNALE

19845.0

6 NON SIGNALE

19845.0

7 NON SIGNALE

19845.0

8 NON SIGNALE

19845.0

9 NON SIGNALE

19845.0

10 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 198450.0 \$

DECLARANT: YAMBUYA PENZEKOLE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_047

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BAMEMUKA ALISON

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

Année: 2003

DECLARANT: ABANAKELO AMBOKO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_137

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: ABAPA KAPANGAPANGA **BENI_CCF05032016_0004 (2)_028**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: ADIDJA MANGUBU **BENI_CCF05032016_0003 (2)_057**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	117034.0
2 NON SIGNALE	141190.0
3 NON SIGNALE	138994.0

Total Partiel: 397218.0 \$

DECLARANT: ADIJA NDAGIRE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_036**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: ADUBANGO WARDA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_071**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: AGIKO REBEKA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_006**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: AKELO FWARBE **BENI_CCF05032016_0006 (2)_068**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: AKUMU UZUNGA **BENI_CCF05032016_0002 (2)_032**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$

DECLARANT: ALAFU NDETEDRA **BENI_CCF05032016_0003 (2)_047**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: ALEKO MOSEKA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_027**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: ALI LIBOMBI **BENI_CCF05032016_0006 (2)_010**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: ALOFAU SEMBU**BENI_CCF05032016_0005 (2)_213****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: AMARISEDJO MEKUONZI****BENI_CCF05032016_0001 (2)_066****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: ANGAIKA MUSUNGU****BENI_CCF05032016_0005 (2)_290****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0
5 NON SIGNALE	19845.0
6 NON SIGNALE	19845.0
7 NON SIGNALE	19845.0
8 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 158760.0 \$**DECLARANT: ANGALIAMA IRISI****BENI_CCF05032016_0005 (2)_275****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$**DECLARANT: ANITA TABE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_145****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0
7 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 860230.0 \$**DECLARANT: APIO NEMEMA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_100****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: ASERO ALESİ****BENI_CCF05032016_0006 (2)_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$**DECLARANT: ASERU EDRAKU****BENI_CCF05032016_0002 (2)_021****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: ASUMINI MASUDI**BENI_CCF05032016_0005 (2)_073****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: AVESI NABA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_115****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$**DECLARANT: BAHATI BITA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_105****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$**DECLARANT: BALEMO MINDELA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_097****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: BAMBONO BULO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_081****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

Année: 1990

DECLARANT: BASAKU YAOKANDA**BENI_CCF05032016_0006 (2)_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

Année: 2003

DECLARANT: BATONGO KOKO**BENI_CCF05032016_0005 (2)_282****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: BHANIA KALIA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_086****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: BHOLI YAFUNYA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_327****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: BIANE MASUDI**BENI_CCF05032016_0003 (2)_053****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: CHUDHA NJAGO****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_025****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

24845.0

2 NON SIGNALE

24845.0

3 NON SIGNALE

24845.0

4 NON SIGNALE

24845.0

5 NON SIGNALE

24845.0

6 NON SIGNALE

24845.0

Total Partiel: 149070.0 \$**DECLARANT: DIEU DONNE MARIA MUNGU****BENI_CCF05032016_0001 (2)_056****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 142735.0 \$**DECLARANT: EBWA NGOYA****BENI_CCF05032016_0004 (2)_039****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: EMELI AMANGE****BENI_CCF05032016_0001 (2)_160****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: EVAKETI BIRWATI****BENI_CCF05032016_0001 (2)_119****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

4 NON SIGNALE

122890.0

5 NON SIGNALE

122890.0

6 NON SIGNALE

122890.0

7 NON SIGNALE

122890.0

8 NON SIGNALE

122890.0

9 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 1106010.0 \$**DECLARANT: FATAKI UGUMBA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_007****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: FATUMA MUSSA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_237****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: FEZA RAMAZANI****BENI_CCF05032016_0003 (2)_009****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: FWALING USUSTHO **BENI_CCF05032016_0003 (2)_055**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$

DECLARANT: GANISIKALI **BENI_CCF05032016_0006 (2)_031**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: IPOLINGWANE FATU **BENI_CCF05032016_0001 (2)_163**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: IYUNGE FWAMBE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_170**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: IZUNGU BATUBO **BENI_CCF05032016_0001 (2)_125**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: KABALA WA KABALA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_031**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: KABWERA MWENGESIALI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_135**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: KADIDJA ABAU **BENI_CCF05032016_0005 (2)_069**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	22890.0
---------------	---------

Total Partiel: 22890.0 \$

DECLARANT: KAHAMBU KALIVANDA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_018**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0
7 NON SIGNALE	122890.0
8 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 983120.0 \$

DECLARANT: KAHAMBU MBAFU**BENI_CCF05032016_0001 (2)_139****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$**DECLARANT: KAHAMBU SAFARI****BENI_CCF05032016_0006 (2)_048****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$**DECLARANT: KAHINDO****BENI_CCF05032016_0002 (2)_015****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KAHINDO KACHELEWA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_121****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KAHINDO KAKIRUKA****BENI_CCF05032016 (2)_037****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KAINDO KATHU****BENI_CCF05032016_0001 (2)_151****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KALONDE KIRONGOZI AMISI****BENI_CCF05032016 (2)_029****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KAMANGO YAIYOLO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_335****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$**DECLARANT: KAMBALE VALAMBAYE****BENI_CCF05032016_0009_009****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASEREKA MAHAMBA	19845.0
--------------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KASEREKA MUSUBAO****BENI_CCF05032016_0001 (2)_131****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: KASONGO ESPERENCE**BENI_CCF05032016 (2)_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0
7 NON SIGNALE	122890.0
8 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 983120.0 \$**DECLARANT: KASUERA VUMILIA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_163****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: KASWANYA MWASITIE****BENI_CCF05032016_0001 (2)_147****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$**DECLARANT: KATHONGO MATHE****BENI_CCF05032016_0001 (2)_143****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$**DECLARANT: KATUAGU SIFIWA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_068****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: KAVEMBERE TAWITAE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_294****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATEMBO WANGALIMIRE	19845.0
-----------------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KAVIRA BAHINGANA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_146****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MADAWA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MATATA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_075****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
---------------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$

DECLARANT: KAVIRA MURAGHANE**BENI_CCF05032016_0003 (2)_015****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: KAVIRA SOLANGE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_085****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0
3 NON SIGNALE	124354.0
4 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 497416.0 \$**DECLARANT: KAVUCHO KISANDO****BENI_CCF05032016_0006 (2)_076****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
---------------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: KENGETE****BENI_CCF05032016 (2)_031****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KIESSE TANINA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_047****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 248708.0 \$**DECLARANT: KIKOY MASUDI****BENI_CCF05032016_0003 (2)_069****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KISEMBO HANGO****BENI_CCF05032016_0006 (2)_080****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KOKORO TASIMA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_097****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0
5 NON SIGNALE	19845.0
6 NON SIGNALE	19845.0
7 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 138915.0 \$**DECLARANT: KONDUABO YENYABO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_258****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	24845.0
---------------	---------

Total Partiel: 24845.0 \$

DECLARANT: LAINI BRAHIM **BENI_CCF05032016_0005 (2)_231**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	122890.0
2	NON SIGNALE	122890.0
3	NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: LIBA KANALOLA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_029**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: LISONGO MONGA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_050**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	19845.0
2	NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: LISONGO WIVINE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_099**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	124354.0
2	NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 247244.0 \$

DECLARANT: LOSI JEANNE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_127**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	124354.0
2	NON SIGNALE	124354.0
3	NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 373062.0 \$

DECLARANT: LOTSIMA MANORO JONAS **COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_015**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	19845.0
2	NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: LOVE DHESI **BENI_CCF05032016_0003 (2)_002**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	19845.0
2	NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: LUKUNGA ZAINA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_052**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	124354.0
2	NON SIGNALE	124354.0
3	NON SIGNALE	124354.0
4	NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 497416.0 \$

DECLARANT: LYAGABO MANGANGA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_278**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	124354.0
2	NON SIGNALE	124354.0
3	NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 373062.0 \$

DECLARANT: MAGANI BUZUNE**BENI_CCF05032016_0005 (2)_298****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 79380.0 \$**DECLARANT: MAIKANI APOLI****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_017****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$**DECLARANT: MALIKI DONGO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_062****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0
3 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 373062.0 \$**DECLARANT: MANYIRE BASEZA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_141****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0
3 NON SIGNALE	124354.0
4 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 497416.0 \$**DECLARANT: MANZAKA MONDENGO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_123****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: MARIAMU BINGA MBWENDA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_129****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: MASIKA FATUMA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_123****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
---------------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASIKA KAMBALE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_053****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 248708.0 \$**DECLARANT: MASIKA KIMA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_215****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0

3 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 373062.0 \$**DECLARANT: MASIKA MUYOU****BENI_CCF05032016_0006 (2)_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASIKA SAIBA****BENI_CCF05032016_0003 (2)_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

124354.0

2 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 248708.0 \$**DECLARANT: MASIKA VIRA****BENI_CCF05032016_0009_011****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 PALUKU BAVULYA

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASIMANGO NGUYOLO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_119****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: MATATA KAWA****ITURI_SUITE_CCF05032016 (2)_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 PETIT MATATA

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: MBONDINA NDODHU****BENI_CCF05032016_0006 (2)_034****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: MBOSE THERESE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_064****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: MBOYO BOSASELE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_058****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

124354.0

2 NON SIGNALE

124354.0

3 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 373062.0 \$**DECLARANT: MBOYO NAOMIE****BENI_CCF05032016_0001 (2)_155****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

124354.0

2 NON SIGNALE

124354.0

3 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 373062.0 \$**DECLARANT: MELIGO LUSULE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_284****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

124354.0

2 NON SIGNALE	124354.0
3 NON SIGNALE	124354.0
4 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 497416.0 \$

DECLARANT: MIRAMBO MUAJEKE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_068**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: MM SIFA BAHATI **BENI_CCF05032016_0003 (2)_033**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: MOMBELE AMBOKO **BENI_CCF05032016_0006 (2)_084**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: MONGALA JUSTINE **BENI_CCF05032016_0004 (2)_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: MONOLO YANGE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_319**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
---------------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$

DECLARANT: MOSALA ANIESI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_153**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
---------------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$

DECLARANT: MOSEKA MASIKA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_036**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	124354.0
---------------	----------

Total Partiel: 124354.0 \$

DECLARANT: MUHINDO KALUME **BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_066**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KUTNGU	19845.0
----------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: MULANYANI SAMANYANI **BENI_CCF05032016 (2)_035**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	10205.0
2 NON SIGNALE	8865.0

Total Partiel: 19070.0 \$

DECLARANT: MUMINDO KOMBI **BENI_CCF05032016_0004 (2)_035**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: MUSHEMI MWANULWA **BENI_CCF05032016_0007_022**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	8865.0
3 NON SIGNALE	2277.0

Total Partiel: 30987.0 \$

DECLARANT: MWAMINI AFISE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_107**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 79380.0 \$

DECLARANT: MWAVITA BINEGA **BENI_CCF05032016_0002 (2)_038**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: NDEKE KINGALA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_333**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 79380.0 \$

DECLARANT: NDENGA TSUBU **BENI_CCF05032016_0002 (2)_036**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0
5 NON SIGNALE	19845.0
6 NON SIGNALE	19845.0
7 NON SIGNALE	19845.0
8 NON SIGNALE	19845.0
9 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 178605.0 \$

DECLARANT: NDRODHA NYISI **BENI_CCF05032016_0005 (2)_087**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: NENDAKA MAIMUNA **BENI_CCF05032016_0004 (2)_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0
5 NON SIGNALE	19845.0
6 NON SIGNALE	19845.0
7 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 138915.0 \$

DECLARANT: NENE UNENE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_063**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
-----------------------	----------------------------

1 NON SIGNALE	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: NGAVE NZALE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_203**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
4 NON SIGNALE	19845.0
5 NON SIGNALE	19845.0
6 NON SIGNALE	19845.0
7 NON SIGNALE	19845.0
8 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 158760.0 \$

DECLARANT: NGBELEMA TABU **BENI_CCF05032016_0005 (2)_032**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: NYAKATO BORIVE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_109**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

DECLARANT: NYANGADUDU TANDISHABO **BENI_CCF05032016_0003 (2)_027**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

DECLARANT: NYANZARA KAMBONESA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_137**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: OLEMBO ANIFA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_209**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$

DECLARANT: ONDELTO SOPINZWA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_117**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: OPEKA BOYALE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_101**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

DECLARANT: OSALA ALOZI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_072**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: RWATA TANILE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_149**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: SAMBA ATOSHA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_040**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0
2 NON SIGNALE 19845.0
3 NON SIGNALE 19845.0
4 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 79380.0 \$

DECLARANT: SEZI KANA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_302**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0
2 NON SIGNALE 19845.0
3 NON SIGNALE 19845.0
4 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 79380.0 \$

DECLARANT: SHABANI MANGAZA **BENI_CCF05032016_0002 (2)_034**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: SUMBUKIA ZAS VERONIQUE **COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_033**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0
2 NON SIGNALE 19845.0
3 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

DECLARANT: TSHANDIKANA SIKAKALI **BENI_CCF05032016_0005 (2)_113**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0
2 NON SIGNALE 19845.0
3 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

DECLARANT: TSONGANABO YENYABO **BENI_CCF05032016_0005 (2)_093**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0
2 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: TSONGO SYNDI **BENI_CCF05032016_0005 (2)_089**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0
2 NON SIGNALE 19845.0
3 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

DECLARANT: TSONGO KATSAMBA**BENI_CCF05032016_0004 (2)_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: TSONGO MALO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_255****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: UDJANDA BIWANGA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_173****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: YENGA MATSULI****BENI_CCF05032016_0006 (2)_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**635 CAS DE DECES****TOTAL GENERAL: 4.5072529E7 \$**

EVALUATION DECES**VILLE : BUTEMBO**

Année: 1999

DECLARANT: KAMATE KISONGO**BUTEMBO_CCF04032016_0003_007****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUSUBAHO WANZIRE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KYAKIMWE MWASI YONESIE****BUTEMBO_CCF04032016_0003_013****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUTUBILE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

Année: 2002

DECLARANT: ABOLISOO KYABUSIKU**BUTEMBO_CCF04032016_0022_001****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MADAME MARIE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: MAKAMBO MADELA**BUTEMBO_CCF04032016_0010_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KARTERE MBOYO

22890.0

Total Partiel: 22890.0 \$**DECLARANT: MUSA LUSANGA****BUTEMBO_CCF04032016_0006_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 JUMA MUMBERE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: PALUKU SADIKI SYAVUTWA****BUTEMBO_CCF04032016_0016_001****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

4 NON SIGNALE

19845.0

5 NON SIGNALE

19845.0

6 NON SIGNALE

19845.0

7 NON SIGNALE

19845.0

8 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 158760.0 \$

Année: 2001

DECLARANT: KAHAMBU SOKI SOLANGE**BUTEMBO_CCF04032016_0005_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OKALANA

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KAHINDO MATINDA****BUTEMBO_CCF04032016_0003_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAHINDO

19845.0

2 KAVUGHO

21309.0

Total Partiel: 41154.0 \$

DECLARANT: KANYERE LUBUTO **BUTEMBO_CCF04032016_0006_009**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KAVIRA SIMAROSA 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: KASEREKA SEMBENE **BUTEMBO_CCF04032016_0001_003**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KAVIRA VIVALYA 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: KASWERA TSUKIA **BUTEMBO_CCF04032016_0001_023**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KATEMBO NOEL 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: KATEMBO ZAWADI **BUTEMBO_CCF04032016_0001_002**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KABUGHO SALOME 22890.0

Total Partiel: 22890.0 \$

DECLARANT: KAVIRA ASTRIDA **BUTEMBO_CCF04032016_0003_010**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MASIKA DENISE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: KYAKIMWA FLORINE **BUTEMBO_CCF04032016_013**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KAMBALE KIZITO 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: MPANDA NGOYI KALUMBA **BUTEMBO_CCF04032016_0006_002**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: MUHINDO SIBALINGANA **BUTEMBO_CCF04032016_0001_005**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MUMBERE KAHUNDU 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

Année: 2002

DECLARANT: MUHINDO SIBALINGANA I **BUTEMBO_CCF04032016_0001_005**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KAHAMBU KAHEVO 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

Année: 2001

DECLARANT: MUTOMBO KALENGA **BUTEMBO_CCF04032016_0005_015**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MBUYU MADO 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: NZUVA KABULA **BUTEMBO_CCF04032016_0004_001**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KAVIRA ESPERANCE 19845.0

		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	SELA ODJA I		BUTEMBO_CCF04032016_0005_012	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MBUYI		19845.0	
2	PIRRE		19845.0	
		Total Partiel:	39690.0	\$
DECLARANT:	SELA ODJA II		BUTEMBO_CCF04032016_0005_012	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MBUYI PIERRE		19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
Année: 2002				
DECLARANT:	KAHAMBU KATATU		BUTEMBO_CCF04032016_0005_001	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	KAVUGHO MWASI JETU		32289.0	
		Total Partiel:	32289.0	\$
DECLARANT:	KAHINDO RUPIYA		BUTEMBO_CCF04032016_0006_020	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	KANYERE FATUMA		27165.0	
		Total Partiel:	27165.0	\$
DECLARANT:	KAMBALE MUHESI VUYIRI		BUTEMBO_CCF04032016_0005_005	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	KANYERE STUKA		19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	KAVIRA KAHINDO		BUTEMBO_CCF04032016_0006_022	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	KATUNGU KAVUO		19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	MASIKA WASIVINYAWA		BUTEMBO_CCF04032016_0005_004	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	KAHINDO		22890.0	
		Total Partiel:	22890.0	\$
DECLARANT:	MASIKA WASIVINYAWA		BUTEMBO_CCF04032016_0005_004	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	KABUBU		22890.0	
		Total Partiel:	22890.0	\$
DECLARANT:	NABOTI PALUKU AMINI		BUTEMBO_CCF04032016_0007_004	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	KAMBALE SYAKOLA		19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
37	CAS DE DECES	TOTAL GENERAL:	767673.0	\$

EVALUATION DECES**VILLE : GEMENA**

Année: 2001

DECLARANT: OYOKUDHU ALIKPA FRANK**GEMENA_CCF05032016_0001_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

Année: 2008

DECLARANT: KAMBALE MBAHINGANA**GEMENA_CCF05032016_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ARNOLD MBIUSE	19845.0
-----------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

4 CAS DE DECES	TOTAL GENERAL:	79380.0	\$
-----------------------	-----------------------	----------------	-----------

EVALUATION DECES**VILLE : ITURI**

Année: 1990

DECLARANT: BUBBU CHAMO**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_176****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 FRERE TSOKPA JOACHE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: JEANNETTE NDROY****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_060****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$**DECLARANT: KAMBALE NGONGI****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_170 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVIRA

102277.0

Total Partiel: 102277.0 \$**DECLARANT: KATAWANGA ERIZO****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0007_009****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: KISESO MANGILYO****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_129 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: LOKANA LINA****ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIKIPA VADJEKU

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: LYABO TONDABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: MAGADHA MASUMBUKU****ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_021****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: NGUFEALE KIMOMI MATHIEU****ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: SARA APAY**ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KIZAI ABOTATE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**Année: 1998****DECLARANT: ALIO ADRIKO HELICOPTERE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

119845.0

6 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$**DECLARANT: KAROWA BANZI WILLY****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_032****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: TIBA MWENDA SULEYMAN****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

136681.0

Total Partiel: 136681.0 \$**DECLARANT: ZANAMUZI NGUNDUNKALI****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_040****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$**Année: 1999****DECLARANT: DHEDJO REWADJO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_112****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGABUZI DHEDJO

137413.0

Total Partiel: 137413.0 \$**DECLARANT: DHISABA NYINEYI****ITURI_SUITE1_CCF07032016_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 CREDY

119845.0

2 DZDAYI

119845.0

3 FABRICE

119845.0

4 LHOBO

119845.0

5 LOVE

119845.0

6 MAMY

119845.0

7 MICHEL

119845.0

8 NZANI

119845.0

9 SHUKURU

119845.0

Total Partiel: 1078605.0 \$**DECLARANT: MBIDHA ANTOINETTE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_174****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 CADET KARIBA

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$

DECLARANT: NGABU THOGA CYPRIEN**ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: ATSIDRI ODHAMA**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

127897.0

3 NON SIGNALE

101545.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

107401.0

6 NON SIGNALE

123505.0

7 NON SIGNALE

124969.0

8 NON SIGNALE

130825.0

Total Partiel: 955832.0 \$**DECLARANT: BIYABO LEBISABO PAUL****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_194****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 JOSEPH

119845.0

2 KAYEMBE

119845.0

3 TOLISE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: BODHA EVELINE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOTSOUE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: BUCHU BILO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_021****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KEVITO

119845.0

2 NDTUKPA

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: BUDZA LOKANA MICHEL****ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: BUKI GODZA LAZARA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: DACHABO KIKUHASA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: DHEDONGA BUNDO J****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: DZISSO LOSSI MARIE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_188****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 737340.0 \$**DECLARANT: DZIVENGA MACHOZI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BALIKPA	119845.0
2 SESELIA	105205.0

Total Partiel: 225050.0 \$**DECLARANT: DZKPA JOSEPH****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 JACQUE MAKI	119845.0
2 MAKI	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: KASSO TSYLO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_017****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 FILS KPIKA	119845.0
--------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: KATO GODU JACQUES****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0
11 NON SIGNALE	119845.0
12 NON SIGNALE	119845.0
13 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1557985.0 \$**DECLARANT: KPAGBO MULEFU PIERRE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_198****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: LACHU BETSI EZEKIA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_015****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAWA	119845.0
2 KPAKI	119845.0
3 YENGA MBILI	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

Année: 2001

DECLARANT: ADIRODU JEAN DE DIEU**ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_100****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: ADRAPI YEROBA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

110329.0

Total Partiel: 230174.0 \$**DECLARANT: ALPHONSE MATABISI****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_007 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

118381.0

Total Partiel: 118381.0 \$**DECLARANT: ANGAIKA****ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_007****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

119845.0

6 NON SIGNALE

119845.0

7 NON SIGNALE

119845.0

8 NON SIGNALE

119845.0

9 NON SIGNALE

119845.0

10 NON SIGNALE

119845.0

11 NON SIGNALE

119845.0

12 NON SIGNALE

119845.0

13 NON SIGNALE

119845.0

14 NON SIGNALE

119845.0

15 NON SIGNALE

119845.0

16 NON SIGNALE

119845.0

17 NON SIGNALE

119845.0

18 NON SIGNALE

119845.0

19 NON SIGNALE

119845.0

20 NON SIGNALE

119845.0

21 NON SIGNALE

119845.0

22 NON SIGNALE

119845.0

23 NON SIGNALE

119845.0

24 NON SIGNALE

119845.0

25 NON SIGNALE

119845.0

26 NON SIGNALE

119845.0

27 NON SIGNALE

119845.0

28 NON SIGNALE

119845.0

29 NON SIGNALE

119845.0

30 NON SIGNALE

119845.0

31 NON SIGNALE

119845.0

32 NON SIGNALE

119845.0

33 NON SIGNALE

119845.0

34 NON SIGNALE

119845.0

35 NON SIGNALE

119845.0

36 NON SIGNALE

119845.0

37 NON SIGNALE

119845.0

38 NON SIGNALE

119845.0

39 NON SIGNALE

119845.0

40 NON SIGNALE

119845.0

41 NON SIGNALE

119845.0

42 NON SIGNALE

119845.0

43 NON SIGNALE

119845.0

44 NON SIGNALE

119845.0

45 NON SIGNALE

119845.0

46 NON SIGNALE

119845.0

47 NON SIGNALE

119845.0

48	NON SIGNALE	119845.0
49	NON SIGNALE	119845.0
50	NON SIGNALE	119845.0
51	NON SIGNALE	119845.0
52	NON SIGNALE	119845.0
53	NON SIGNALE	119845.0
54	NON SIGNALE	119845.0
55	NON SIGNALE	119845.0
56	NON SIGNALE	119845.0
57	NON SIGNALE	119845.0
58	NON SIGNALE	119845.0
59	NON SIGNALE	119845.0
60	NON SIGNALE	119845.0
61	NON SIGNALE	119845.0
62	NON SIGNALE	119845.0
63	NON SIGNALE	119845.0
64	NON SIGNALE	119845.0
65	NON SIGNALE	119845.0
66	NON SIGNALE	119845.0
67	NON SIGNALE	119845.0
68	NON SIGNALE	119845.0
69	NON SIGNALE	119845.0
70	NON SIGNALE	119845.0
71	NON SIGNALE	119845.0
72	NON SIGNALE	119845.0
73	NON SIGNALE	119845.0
74	NON SIGNALE	119845.0
75	NON SIGNALE	119845.0
76	NON SIGNALE	119845.0
77	NON SIGNALE	119845.0
78	NON SIGNALE	119845.0
79	NON SIGNALE	119845.0
80	NON SIGNALE	119845.0
81	NON SIGNALE	119845.0
82	NON SIGNALE	119845.0
83	NON SIGNALE	119845.0
84	NON SIGNALE	119845.0
85	NON SIGNALE	119845.0
86	NON SIGNALE	119845.0
87	NON SIGNALE	119845.0
88	NON SIGNALE	119845.0
89	NON SIGNALE	119845.0
90	NON SIGNALE	119845.0
91	NON SIGNALE	119845.0
92	NON SIGNALE	119845.0
93	NON SIGNALE	119845.0
94	NON SIGNALE	119845.0
95	NON SIGNALE	119845.0
96	NON SIGNALE	119845.0
97	NON SIGNALE	119845.0
98	NON SIGNALE	119845.0
99	NON SIGNALE	119845.0
100	NON SIGNALE	119845.0
101	NON SIGNALE	119845.0
102	NON SIGNALE	119845.0
103	NON SIGNALE	119845.0
104	NON SIGNALE	119845.0
105	NON SIGNALE	119845.0
106	NON SIGNALE	119845.0
107	NON SIGNALE	119845.0
108	NON SIGNALE	119845.0
109	NON SIGNALE	119845.0
110	NON SIGNALE	119845.0
111	NON SIGNALE	119845.0
112	NON SIGNALE	119845.0
113	NON SIGNALE	119845.0
114	NON SIGNALE	119845.0
115	NON SIGNALE	119845.0
116	NON SIGNALE	119845.0
117	NON SIGNALE	119845.0

118	NON SIGNALE	119845.0
119	NON SIGNALE	119845.0
120	NON SIGNALE	119845.0
121	NON SIGNALE	119845.0
122	NON SIGNALE	119845.0
123	NON SIGNALE	119845.0
124	NON SIGNALE	119845.0
125	NON SIGNALE	119845.0
126	NON SIGNALE	119845.0
127	NON SIGNALE	119845.0
128	NON SIGNALE	119845.0
129	NON SIGNALE	119845.0
130	NON SIGNALE	119845.0
131	NON SIGNALE	119845.0
132	NON SIGNALE	119845.0
133	NON SIGNALE	119845.0
134	NON SIGNALE	119845.0
135	NON SIGNALE	119845.0
136	NON SIGNALE	119845.0
137	NON SIGNALE	119845.0
138	NON SIGNALE	119845.0
139	NON SIGNALE	119845.0
140	NON SIGNALE	119845.0
141	NON SIGNALE	119845.0
142	NON SIGNALE	119845.0
143	NON SIGNALE	119845.0
144	NON SIGNALE	119845.0
145	NON SIGNALE	119845.0
146	NON SIGNALE	119845.0
147	NON SIGNALE	119845.0
148	NON SIGNALE	119845.0
149	NON SIGNALE	119845.0
150	NON SIGNALE	119845.0
151	NON SIGNALE	119845.0
152	NON SIGNALE	119845.0
153	NON SIGNALE	119845.0
154	NON SIGNALE	119845.0
155	NON SIGNALE	119845.0
156	NON SIGNALE	119845.0
157	NON SIGNALE	119845.0
158	NON SIGNALE	119845.0
159	NON SIGNALE	119845.0
160	NON SIGNALE	119845.0
161	NON SIGNALE	119845.0
162	NON SIGNALE	119845.0
163	NON SIGNALE	119845.0
164	NON SIGNALE	119845.0
165	NON SIGNALE	119845.0
166	NON SIGNALE	119845.0
167	NON SIGNALE	119845.0
168	NON SIGNALE	119845.0
169	NON SIGNALE	119845.0
170	NON SIGNALE	119845.0
171	NON SIGNALE	119845.0
172	NON SIGNALE	119845.0
173	NON SIGNALE	119845.0
174	NON SIGNALE	119845.0
175	NON SIGNALE	119845.0
176	NON SIGNALE	119845.0
177	NON SIGNALE	119845.0
178	NON SIGNALE	119845.0
179	NON SIGNALE	119845.0
180	NON SIGNALE	119845.0
181	NON SIGNALE	119845.0
182	NON SIGNALE	119845.0
183	NON SIGNALE	119845.0
184	NON SIGNALE	119845.0
185	NON SIGNALE	119845.0
186	NON SIGNALE	119845.0
187	NON SIGNALE	119845.0

188	NON SIGNALE	119845.0
189	NON SIGNALE	119845.0
190	NON SIGNALE	119845.0
191	NON SIGNALE	119845.0
192	NON SIGNALE	119845.0
193	NON SIGNALE	119845.0
194	NON SIGNALE	119845.0
195	NON SIGNALE	119845.0
196	NON SIGNALE	119845.0
197	NON SIGNALE	119845.0
198	NON SIGNALE	119845.0
199	NON SIGNALE	119845.0
200	NON SIGNALE	119845.0
201	NON SIGNALE	119845.0
202	NON SIGNALE	119845.0
203	NON SIGNALE	119845.0
204	NON SIGNALE	119845.0
205	NON SIGNALE	119845.0
206	NON SIGNALE	119845.0
207	NON SIGNALE	119845.0
208	NON SIGNALE	119845.0
209	NON SIGNALE	119845.0
210	NON SIGNALE	119845.0
211	NON SIGNALE	119845.0
212	NON SIGNALE	119845.0
213	NON SIGNALE	119845.0
214	NON SIGNALE	119845.0
215	NON SIGNALE	119845.0
216	NON SIGNALE	119845.0
217	NON SIGNALE	119845.0
218	NON SIGNALE	119845.0
219	NON SIGNALE	119845.0
220	NON SIGNALE	119845.0
221	NON SIGNALE	119845.0
222	NON SIGNALE	119845.0
223	NON SIGNALE	119845.0
224	NON SIGNALE	119845.0
225	NON SIGNALE	119845.0
226	NON SIGNALE	119845.0
227	NON SIGNALE	119845.0
228	NON SIGNALE	119845.0
229	NON SIGNALE	119845.0
230	NON SIGNALE	119845.0
231	NON SIGNALE	119845.0
232	NON SIGNALE	119845.0
233	NON SIGNALE	119845.0
234	NON SIGNALE	119845.0
235	NON SIGNALE	119845.0
236	NON SIGNALE	119845.0
237	NON SIGNALE	119845.0
238	NON SIGNALE	119845.0
239	NON SIGNALE	119845.0
240	NON SIGNALE	119845.0
241	NON SIGNALE	119845.0
242	NON SIGNALE	119845.0
243	NON SIGNALE	119845.0
244	NON SIGNALE	119845.0
245	NON SIGNALE	119845.0
246	NON SIGNALE	119845.0
247	NON SIGNALE	119845.0
248	NON SIGNALE	119845.0
249	NON SIGNALE	119845.0
250	NON SIGNALE	119845.0
251	NON SIGNALE	119845.0
252	NON SIGNALE	119845.0
253	NON SIGNALE	119845.0
254	NON SIGNALE	119845.0
255	NON SIGNALE	119845.0
256	NON SIGNALE	119845.0
257	NON SIGNALE	119845.0

258	NON SIGNALE	119845.0
259	NON SIGNALE	119845.0
260	NON SIGNALE	119845.0
261	NON SIGNALE	119845.0
262	NON SIGNALE	119845.0
263	NON SIGNALE	119845.0
264	NON SIGNALE	119845.0
265	NON SIGNALE	119845.0
266	NON SIGNALE	119845.0
267	NON SIGNALE	119845.0
268	NON SIGNALE	119845.0
269	NON SIGNALE	119845.0
270	NON SIGNALE	119845.0
271	NON SIGNALE	119845.0
272	NON SIGNALE	119845.0
273	NON SIGNALE	119845.0
274	NON SIGNALE	119845.0
275	NON SIGNALE	119845.0
276	NON SIGNALE	119845.0
277	NON SIGNALE	119845.0
278	NON SIGNALE	119845.0
279	NON SIGNALE	119845.0
280	NON SIGNALE	119845.0
281	NON SIGNALE	119845.0
282	NON SIGNALE	119845.0
283	NON SIGNALE	119845.0
284	NON SIGNALE	119845.0
285	NON SIGNALE	119845.0
286	NON SIGNALE	119845.0
287	NON SIGNALE	119845.0
288	NON SIGNALE	119845.0
289	NON SIGNALE	119845.0
290	NON SIGNALE	119845.0
291	NON SIGNALE	119845.0
292	NON SIGNALE	119845.0
293	NON SIGNALE	119845.0
294	NON SIGNALE	119845.0
295	NON SIGNALE	119845.0
296	NON SIGNALE	119845.0
297	NON SIGNALE	119845.0
298	NON SIGNALE	119845.0
299	NON SIGNALE	119845.0
300	NON SIGNALE	119845.0
301	NON SIGNALE	119845.0
302	NON SIGNALE	119845.0
303	NON SIGNALE	119845.0
304	NON SIGNALE	119845.0
305	NON SIGNALE	119845.0
306	NON SIGNALE	119845.0
307	NON SIGNALE	119845.0
308	NON SIGNALE	119845.0
309	NON SIGNALE	119845.0
310	NON SIGNALE	119845.0
311	NON SIGNALE	119845.0
312	NON SIGNALE	119845.0
313	NON SIGNALE	119845.0
314	NON SIGNALE	119845.0
315	NON SIGNALE	119845.0
316	NON SIGNALE	119845.0
317	NON SIGNALE	119845.0
318	NON SIGNALE	119845.0
319	NON SIGNALE	119845.0
320	NON SIGNALE	119845.0
321	NON SIGNALE	119845.0
322	NON SIGNALE	119845.0
323	NON SIGNALE	119845.0
324	NON SIGNALE	119845.0
325	NON SIGNALE	119845.0
326	NON SIGNALE	119845.0
327	NON SIGNALE	119845.0

328	NON SIGNALE	119845.0
329	NON SIGNALE	119845.0
330	NON SIGNALE	119845.0
331	NON SIGNALE	119845.0
332	NON SIGNALE	119845.0
333	NON SIGNALE	119845.0
334	NON SIGNALE	119845.0
335	NON SIGNALE	119845.0
336	NON SIGNALE	119845.0
337	NON SIGNALE	119845.0
338	NON SIGNALE	119845.0
339	NON SIGNALE	119845.0
340	NON SIGNALE	119845.0
341	NON SIGNALE	119845.0
342	NON SIGNALE	119845.0
343	NON SIGNALE	119845.0
344	NON SIGNALE	119845.0
345	NON SIGNALE	119845.0
346	NON SIGNALE	119845.0
347	NON SIGNALE	119845.0
348	NON SIGNALE	119845.0
349	NON SIGNALE	119845.0
350	NON SIGNALE	119845.0
351	NON SIGNALE	119845.0
352	NON SIGNALE	119845.0
353	NON SIGNALE	119845.0
354	NON SIGNALE	119845.0
355	NON SIGNALE	119845.0
356	NON SIGNALE	119845.0
357	NON SIGNALE	119845.0
358	NON SIGNALE	119845.0
359	NON SIGNALE	119845.0
360	NON SIGNALE	119845.0
361	NON SIGNALE	119845.0
362	NON SIGNALE	119845.0
363	NON SIGNALE	119845.0
364	NON SIGNALE	119845.0
365	NON SIGNALE	119845.0
366	NON SIGNALE	119845.0
367	NON SIGNALE	119845.0
368	NON SIGNALE	119845.0
369	NON SIGNALE	119845.0
370	NON SIGNALE	119845.0
371	NON SIGNALE	119845.0
372	NON SIGNALE	119845.0
373	NON SIGNALE	119845.0
374	NON SIGNALE	119845.0
375	NON SIGNALE	119845.0
376	NON SIGNALE	119845.0
377	NON SIGNALE	119845.0
378	NON SIGNALE	119845.0
379	NON SIGNALE	119845.0
380	NON SIGNALE	119845.0
381	NON SIGNALE	119845.0
382	NON SIGNALE	119845.0
383	NON SIGNALE	119845.0
384	NON SIGNALE	119845.0
385	NON SIGNALE	119845.0
386	NON SIGNALE	119845.0
387	NON SIGNALE	119845.0
388	NON SIGNALE	119845.0
389	NON SIGNALE	119845.0
390	NON SIGNALE	119845.0
391	NON SIGNALE	119845.0
392	NON SIGNALE	119845.0
393	NON SIGNALE	119845.0
394	NON SIGNALE	119845.0
395	NON SIGNALE	119845.0
396	NON SIGNALE	119845.0
397	NON SIGNALE	119845.0

398	NON SIGNALE	119845.0
399	NON SIGNALE	119845.0
400	NON SIGNALE	119845.0
401	NON SIGNALE	119845.0
402	NON SIGNALE	119845.0
403	NON SIGNALE	119845.0
404	NON SIGNALE	119845.0
405	NON SIGNALE	119845.0
406	NON SIGNALE	119845.0
407	NON SIGNALE	119845.0
408	NON SIGNALE	119845.0
409	NON SIGNALE	119845.0
410	NON SIGNALE	119845.0
411	NON SIGNALE	119845.0
412	NON SIGNALE	119845.0
413	NON SIGNALE	119845.0
414	NON SIGNALE	119845.0
415	NON SIGNALE	119845.0
416	NON SIGNALE	119845.0
417	NON SIGNALE	119845.0
418	NON SIGNALE	119845.0
419	NON SIGNALE	119845.0
420	NON SIGNALE	119845.0
421	NON SIGNALE	119845.0
422	NON SIGNALE	119845.0
423	NON SIGNALE	119845.0
424	NON SIGNALE	119845.0
425	NON SIGNALE	119845.0
426	NON SIGNALE	119845.0
427	NON SIGNALE	119845.0
428	NON SIGNALE	119845.0
429	NON SIGNALE	119845.0
430	NON SIGNALE	119845.0
431	NON SIGNALE	119845.0
432	NON SIGNALE	119845.0
433	NON SIGNALE	119845.0
434	NON SIGNALE	119845.0
435	NON SIGNALE	119845.0
436	NON SIGNALE	119845.0
437	NON SIGNALE	119845.0
438	NON SIGNALE	119845.0
439	NON SIGNALE	119845.0
440	NON SIGNALE	119845.0
441	NON SIGNALE	119845.0
442	NON SIGNALE	119845.0
443	NON SIGNALE	119845.0
444	NON SIGNALE	119845.0
445	NON SIGNALE	119845.0
446	NON SIGNALE	119845.0
447	NON SIGNALE	119845.0
448	NON SIGNALE	119845.0
449	NON SIGNALE	119845.0
450	NON SIGNALE	119845.0
451	NON SIGNALE	119845.0
452	NON SIGNALE	119845.0
453	NON SIGNALE	119845.0
454	NON SIGNALE	119845.0
455	NON SIGNALE	119845.0
456	NON SIGNALE	119845.0
457	NON SIGNALE	119845.0
458	NON SIGNALE	119845.0
459	NON SIGNALE	119845.0
460	NON SIGNALE	119845.0
461	NON SIGNALE	119845.0
462	NON SIGNALE	119845.0
463	NON SIGNALE	119845.0
464	NON SIGNALE	119845.0
465	NON SIGNALE	119845.0
466	NON SIGNALE	119845.0
467	NON SIGNALE	119845.0

468	NON SIGNALE	119845.0
469	NON SIGNALE	119845.0
470	NON SIGNALE	119845.0
471	NON SIGNALE	119845.0
472	NON SIGNALE	119845.0
473	NON SIGNALE	119845.0
474	NON SIGNALE	119845.0
475	NON SIGNALE	119845.0
476	NON SIGNALE	119845.0
477	NON SIGNALE	119845.0
478	NON SIGNALE	119845.0
479	NON SIGNALE	119845.0
480	NON SIGNALE	119845.0
481	NON SIGNALE	119845.0
482	NON SIGNALE	119845.0
483	NON SIGNALE	119845.0
484	NON SIGNALE	119845.0
485	NON SIGNALE	119845.0
486	NON SIGNALE	119845.0
487	NON SIGNALE	119845.0
488	NON SIGNALE	119845.0
489	NON SIGNALE	119845.0
490	NON SIGNALE	119845.0
491	NON SIGNALE	119845.0
492	NON SIGNALE	119845.0
493	NON SIGNALE	119845.0
494	NON SIGNALE	119845.0
495	NON SIGNALE	119845.0
496	NON SIGNALE	119845.0
497	NON SIGNALE	119845.0
498	NON SIGNALE	119845.0
499	NON SIGNALE	119845.0
500	NON SIGNALE	119845.0
501	NON SIGNALE	119845.0
502	NON SIGNALE	119845.0
503	NON SIGNALE	119845.0
504	NON SIGNALE	119845.0
505	NON SIGNALE	119845.0
506	NON SIGNALE	119845.0
507	NON SIGNALE	119845.0
508	NON SIGNALE	119845.0
509	NON SIGNALE	119845.0
510	NON SIGNALE	119845.0
511	NON SIGNALE	119845.0
512	NON SIGNALE	119845.0
513	NON SIGNALE	119845.0
514	NON SIGNALE	119845.0
515	NON SIGNALE	119845.0
516	NON SIGNALE	119845.0
517	NON SIGNALE	119845.0
518	NON SIGNALE	119845.0
519	NON SIGNALE	119845.0
520	NON SIGNALE	119845.0
521	NON SIGNALE	119845.0
522	NON SIGNALE	119845.0
523	NON SIGNALE	119845.0
524	NON SIGNALE	119845.0
525	NON SIGNALE	119845.0
526	NON SIGNALE	119845.0
527	NON SIGNALE	119845.0
528	NON SIGNALE	119845.0
529	NON SIGNALE	119845.0
530	NON SIGNALE	119845.0
531	NON SIGNALE	119845.0
532	NON SIGNALE	119845.0
533	NON SIGNALE	119845.0
534	NON SIGNALE	119845.0
535	NON SIGNALE	119845.0
536	NON SIGNALE	119845.0
537	NON SIGNALE	119845.0

538	NON SIGNALE	119845.0
539	NON SIGNALE	119845.0
540	NON SIGNALE	119845.0
541	NON SIGNALE	119845.0
542	NON SIGNALE	119845.0
543	NON SIGNALE	119845.0
544	NON SIGNALE	119845.0
545	NON SIGNALE	119845.0
546	NON SIGNALE	119845.0
547	NON SIGNALE	119845.0
548	NON SIGNALE	119845.0
549	NON SIGNALE	119845.0
550	NON SIGNALE	119845.0
551	NON SIGNALE	119845.0
552	NON SIGNALE	119845.0
553	NON SIGNALE	119845.0
554	NON SIGNALE	119845.0
555	NON SIGNALE	119845.0
556	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 6.663382E7 \$

DECLARANT: ANGAIKA MBABHUNA **ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_016**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ANGAIKA MBABHU	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ATENDE BANGA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_021**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$

DECLARANT: AVENYUMA SOSI RICHARD **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_012**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: AVODO KAIJANGU **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_023 - COPIE**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDOKA	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BANGARI ROBERT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_008**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ADHIRO MUKWALE	119845.0
2 KUBA MATESO	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: BELO DRAKPA JEAN DE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_062**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: BIALETSI BAMUNIGA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_007**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BIALETSI BAMUNIGA 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BIRIMHO GEREMIE OPE **ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_002**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 112525.0

2 NON SIGNALE 129361.0

3 NON SIGNALE 110329.0

Total Partiel: 352215.0 \$

DECLARANT: BUBBU CHAMO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_176**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 FRERE TSOKPA JOACHE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BUSHA LENGA FLOTENTIN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_182**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: CHOMBE UCHA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: DUBATSO MAWA **ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_009**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: DZIKO NATONA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 129361.0

2 NYAMANDA 116185.0

Total Partiel: 245546.0 \$

DECLARANT: GROUPEMENT DES BURINGI **ITURI_SUITE_CCF04032016_0056_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

5 NON SIGNALE 119845.0

6 NON SIGNALE 119845.0

7 NON SIGNALE 119845.0

8 NON SIGNALE 119845.0

9 NON SIGNALE 119845.0

10 NON SIGNALE 119845.0

11 NON SIGNALE 119845.0

12 NON SIGNALE 119845.0

13 NON SIGNALE 119845.0

14 NON SIGNALE 119845.0

15 NON SIGNALE 119845.0

16 NON SIGNALE 119845.0

17	NON SIGNALE	119845.0
18	NON SIGNALE	119845.0
19	NON SIGNALE	119845.0
20	NON SIGNALE	119845.0
21	NON SIGNALE	119845.0
22	NON SIGNALE	119845.0
23	NON SIGNALE	119845.0
24	NON SIGNALE	119845.0
25	NON SIGNALE	119845.0
26	NON SIGNALE	119845.0
27	NON SIGNALE	119845.0
28	NON SIGNALE	119845.0
29	NON SIGNALE	119845.0
30	NON SIGNALE	119845.0
31	NON SIGNALE	119845.0
32	NON SIGNALE	119845.0
33	NON SIGNALE	119845.0
34	NON SIGNALE	119845.0
35	NON SIGNALE	119845.0
36	NON SIGNALE	119845.0
37	NON SIGNALE	119845.0
38	NON SIGNALE	119845.0
39	NON SIGNALE	119845.0
40	NON SIGNALE	119845.0
41	NON SIGNALE	119845.0
42	NON SIGNALE	119845.0
43	NON SIGNALE	119845.0
44	NON SIGNALE	119845.0
45	NON SIGNALE	119845.0
46	NON SIGNALE	119845.0
47	NON SIGNALE	119845.0
48	NON SIGNALE	119845.0
49	NON SIGNALE	119845.0
50	NON SIGNALE	119845.0
51	NON SIGNALE	119845.0
52	NON SIGNALE	119845.0
53	NON SIGNALE	119845.0
54	NON SIGNALE	119845.0
55	NON SIGNALE	119845.0
56	NON SIGNALE	119845.0
57	NON SIGNALE	119845.0
58	NON SIGNALE	119845.0
59	NON SIGNALE	119845.0
60	NON SIGNALE	119845.0
61	NON SIGNALE	119845.0
62	NON SIGNALE	119845.0
63	NON SIGNALE	119845.0
64	NON SIGNALE	119845.0
65	NON SIGNALE	119845.0
66	NON SIGNALE	119845.0
67	NON SIGNALE	119845.0
68	NON SIGNALE	119845.0
69	NON SIGNALE	119845.0
70	NON SIGNALE	119845.0
71	NON SIGNALE	119845.0
72	NON SIGNALE	119845.0
73	NON SIGNALE	119845.0
74	NON SIGNALE	119845.0
75	NON SIGNALE	119845.0
76	NON SIGNALE	119845.0
77	NON SIGNALE	119845.0
78	NON SIGNALE	119845.0
79	NON SIGNALE	119845.0
80	NON SIGNALE	119845.0
81	NON SIGNALE	119845.0
82	NON SIGNALE	119845.0
83	NON SIGNALE	119845.0
84	NON SIGNALE	119845.0
85	NON SIGNALE	119845.0
86	NON SIGNALE	119845.0

87	NON SIGNALE	119845.0
88	NON SIGNALE	119845.0
89	NON SIGNALE	119845.0
90	NON SIGNALE	119845.0
91	NON SIGNALE	119845.0
92	NON SIGNALE	119845.0
93	NON SIGNALE	119845.0
94	NON SIGNALE	119845.0
95	NON SIGNALE	119845.0
96	NON SIGNALE	119845.0
97	NON SIGNALE	119845.0
98	NON SIGNALE	119845.0
99	NON SIGNALE	119845.0
100	NON SIGNALE	119845.0
101	NON SIGNALE	119845.0
102	NON SIGNALE	119845.0
103	NON SIGNALE	119845.0
104	NON SIGNALE	119845.0
105	NON SIGNALE	119845.0
106	NON SIGNALE	119845.0
107	NON SIGNALE	119845.0
108	NON SIGNALE	119845.0
109	NON SIGNALE	119845.0
110	NON SIGNALE	119845.0
111	NON SIGNALE	119845.0
112	NON SIGNALE	119845.0
113	NON SIGNALE	119845.0
114	NON SIGNALE	119845.0
115	NON SIGNALE	119845.0
116	NON SIGNALE	119845.0
117	NON SIGNALE	119845.0
118	NON SIGNALE	119845.0
119	NON SIGNALE	119845.0
120	NON SIGNALE	119845.0
121	NON SIGNALE	119845.0
122	NON SIGNALE	119845.0
123	NON SIGNALE	119845.0
124	NON SIGNALE	119845.0
125	NON SIGNALE	119845.0
126	NON SIGNALE	119845.0
127	NON SIGNALE	119845.0
128	NON SIGNALE	119845.0
129	NON SIGNALE	119845.0
130	NON SIGNALE	119845.0
131	NON SIGNALE	119845.0
132	NON SIGNALE	119845.0
133	NON SIGNALE	119845.0
134	NON SIGNALE	119845.0
135	NON SIGNALE	119845.0
136	NON SIGNALE	119845.0
137	NON SIGNALE	119845.0
138	NON SIGNALE	119845.0
139	NON SIGNALE	119845.0
140	NON SIGNALE	119845.0
141	NON SIGNALE	119845.0
142	NON SIGNALE	119845.0
143	NON SIGNALE	119845.0
144	NON SIGNALE	119845.0
145	NON SIGNALE	119845.0
146	NON SIGNALE	119845.0
147	NON SIGNALE	119845.0
148	NON SIGNALE	119845.0
149	NON SIGNALE	119845.0
150	NON SIGNALE	119845.0
151	NON SIGNALE	119845.0
152	NON SIGNALE	119845.0
153	NON SIGNALE	119845.0
154	NON SIGNALE	119845.0
155	NON SIGNALE	119845.0
156	NON SIGNALE	119845.0

157	NON SIGNALE	119845.0
158	NON SIGNALE	119845.0
159	NON SIGNALE	119845.0
160	NON SIGNALE	119845.0
161	NON SIGNALE	119845.0
162	NON SIGNALE	119845.0
163	NON SIGNALE	119845.0
164	NON SIGNALE	119845.0
165	NON SIGNALE	119845.0
166	NON SIGNALE	119845.0
167	NON SIGNALE	119845.0
168	NON SIGNALE	119845.0
169	NON SIGNALE	119845.0
170	NON SIGNALE	119845.0
171	NON SIGNALE	119845.0
172	NON SIGNALE	119845.0
173	NON SIGNALE	119845.0
174	NON SIGNALE	119845.0
175	NON SIGNALE	119845.0
176	NON SIGNALE	119845.0
177	NON SIGNALE	119845.0
178	NON SIGNALE	119845.0
179	NON SIGNALE	119845.0
180	NON SIGNALE	119845.0
181	NON SIGNALE	119845.0
182	NON SIGNALE	119845.0
183	NON SIGNALE	119845.0
184	NON SIGNALE	119845.0
185	NON SIGNALE	119845.0
186	NON SIGNALE	119845.0
187	NON SIGNALE	119845.0
188	NON SIGNALE	119845.0
189	NON SIGNALE	119845.0
190	NON SIGNALE	119845.0
191	NON SIGNALE	119845.0
192	NON SIGNALE	119845.0
193	NON SIGNALE	119845.0
194	NON SIGNALE	119845.0
195	NON SIGNALE	119845.0
196	NON SIGNALE	119845.0
197	NON SIGNALE	119845.0
198	NON SIGNALE	119845.0
199	NON SIGNALE	119845.0
200	NON SIGNALE	119845.0
201	NON SIGNALE	119845.0
202	NON SIGNALE	119845.0
203	NON SIGNALE	119845.0
204	NON SIGNALE	119845.0
205	NON SIGNALE	119845.0
206	NON SIGNALE	119845.0
207	NON SIGNALE	119845.0
208	NON SIGNALE	119845.0
209	NON SIGNALE	119845.0
210	NON SIGNALE	119845.0
211	NON SIGNALE	119845.0
212	NON SIGNALE	119845.0
213	NON SIGNALE	119845.0
214	NON SIGNALE	119845.0
215	NON SIGNALE	119845.0
216	NON SIGNALE	119845.0
217	NON SIGNALE	119845.0
218	NON SIGNALE	119845.0
219	NON SIGNALE	119845.0
220	NON SIGNALE	119845.0
221	NON SIGNALE	119845.0
222	NON SIGNALE	119845.0
223	NON SIGNALE	119845.0
224	NON SIGNALE	119845.0
225	NON SIGNALE	119845.0
226	NON SIGNALE	119845.0

227	NON SIGNALE	119845.0
228	NON SIGNALE	119845.0
229	NON SIGNALE	119845.0
230	NON SIGNALE	119845.0
231	NON SIGNALE	119845.0
232	NON SIGNALE	119845.0
233	NON SIGNALE	119845.0
234	NON SIGNALE	119845.0
235	NON SIGNALE	119845.0
236	NON SIGNALE	119845.0
237	NON SIGNALE	119845.0
238	NON SIGNALE	119845.0
239	NON SIGNALE	119845.0
240	NON SIGNALE	119845.0
241	NON SIGNALE	119845.0
242	NON SIGNALE	119845.0
243	NON SIGNALE	119845.0
244	NON SIGNALE	119845.0
245	NON SIGNALE	119845.0
246	NON SIGNALE	119845.0
247	NON SIGNALE	119845.0
248	NON SIGNALE	119845.0
249	NON SIGNALE	119845.0
250	NON SIGNALE	119845.0
251	NON SIGNALE	119845.0
252	NON SIGNALE	119845.0
253	NON SIGNALE	119845.0
254	NON SIGNALE	119845.0
255	NON SIGNALE	119845.0
256	NON SIGNALE	119845.0
257	NON SIGNALE	119845.0
258	NON SIGNALE	119845.0
259	NON SIGNALE	119845.0
260	NON SIGNALE	119845.0
261	NON SIGNALE	119845.0
262	NON SIGNALE	119845.0
263	NON SIGNALE	119845.0
264	NON SIGNALE	119845.0
265	NON SIGNALE	119845.0
266	NON SIGNALE	119845.0
267	NON SIGNALE	119845.0
268	NON SIGNALE	119845.0
269	NON SIGNALE	119845.0
270	NON SIGNALE	119845.0
271	NON SIGNALE	119845.0
272	NON SIGNALE	119845.0
273	NON SIGNALE	119845.0
274	NON SIGNALE	119845.0
275	NON SIGNALE	119845.0
276	NON SIGNALE	119845.0
277	NON SIGNALE	119845.0
278	NON SIGNALE	119845.0
279	NON SIGNALE	119845.0
280	NON SIGNALE	119845.0
281	NON SIGNALE	119845.0
282	NON SIGNALE	119845.0
283	NON SIGNALE	119845.0
284	NON SIGNALE	119845.0
285	NON SIGNALE	119845.0
286	NON SIGNALE	119845.0
287	NON SIGNALE	119845.0
288	NON SIGNALE	119845.0
289	NON SIGNALE	119845.0
290	NON SIGNALE	119845.0
291	NON SIGNALE	119845.0
292	NON SIGNALE	119845.0
293	NON SIGNALE	119845.0
294	NON SIGNALE	119845.0
295	NON SIGNALE	119845.0
296	NON SIGNALE	119845.0

297	NON SIGNALE	119845.0
298	NON SIGNALE	119845.0
299	NON SIGNALE	119845.0
300	NON SIGNALE	119845.0
301	NON SIGNALE	119845.0
302	NON SIGNALE	119845.0
303	NON SIGNALE	119845.0
304	NON SIGNALE	119845.0
305	NON SIGNALE	119845.0
306	NON SIGNALE	119845.0
307	NON SIGNALE	119845.0
308	NON SIGNALE	119845.0
309	NON SIGNALE	119845.0
310	NON SIGNALE	119845.0
311	NON SIGNALE	119845.0
312	NON SIGNALE	119845.0
313	NON SIGNALE	119845.0
314	NON SIGNALE	119845.0
315	NON SIGNALE	119845.0
316	NON SIGNALE	119845.0
317	NON SIGNALE	119845.0
318	NON SIGNALE	119845.0
319	NON SIGNALE	119845.0
320	NON SIGNALE	119845.0
321	NON SIGNALE	119845.0
322	NON SIGNALE	119845.0
323	NON SIGNALE	119845.0
324	NON SIGNALE	119845.0
325	NON SIGNALE	119845.0
326	NON SIGNALE	119845.0
327	NON SIGNALE	119845.0
328	NON SIGNALE	119845.0
329	NON SIGNALE	119845.0
330	NON SIGNALE	119845.0
331	NON SIGNALE	119845.0
332	NON SIGNALE	119845.0
333	NON SIGNALE	119845.0
334	NON SIGNALE	119845.0
335	NON SIGNALE	119845.0
336	NON SIGNALE	119845.0
337	NON SIGNALE	119845.0
338	NON SIGNALE	119845.0
339	NON SIGNALE	119845.0
340	NON SIGNALE	119845.0
341	NON SIGNALE	119845.0
342	NON SIGNALE	119845.0
343	NON SIGNALE	119845.0
344	NON SIGNALE	119845.0
345	NON SIGNALE	119845.0
346	NON SIGNALE	119845.0
347	NON SIGNALE	119845.0
348	NON SIGNALE	119845.0
349	NON SIGNALE	119845.0
350	NON SIGNALE	119845.0
351	NON SIGNALE	119845.0
352	NON SIGNALE	119845.0
353	NON SIGNALE	119845.0
354	NON SIGNALE	119845.0
355	NON SIGNALE	119845.0
356	NON SIGNALE	119845.0
357	NON SIGNALE	119845.0
358	NON SIGNALE	119845.0
359	NON SIGNALE	119845.0
360	NON SIGNALE	119845.0
361	NON SIGNALE	119845.0
362	NON SIGNALE	119845.0
363	NON SIGNALE	119845.0
364	NON SIGNALE	119845.0
365	NON SIGNALE	119845.0
366	NON SIGNALE	119845.0

367	NON SIGNALE	119845.0
368	NON SIGNALE	119845.0
369	NON SIGNALE	119845.0
370	NON SIGNALE	119845.0
371	NON SIGNALE	119845.0
372	NON SIGNALE	119845.0
373	NON SIGNALE	119845.0
374	NON SIGNALE	119845.0
375	NON SIGNALE	119845.0
376	NON SIGNALE	119845.0
377	NON SIGNALE	119845.0
378	NON SIGNALE	119845.0
379	NON SIGNALE	119845.0
380	NON SIGNALE	119845.0
381	NON SIGNALE	119845.0
382	NON SIGNALE	119845.0
383	NON SIGNALE	119845.0
384	NON SIGNALE	119845.0
385	NON SIGNALE	119845.0
386	NON SIGNALE	119845.0
387	NON SIGNALE	119845.0
388	NON SIGNALE	119845.0
389	NON SIGNALE	119845.0
390	NON SIGNALE	119845.0
391	NON SIGNALE	119845.0
392	NON SIGNALE	119845.0
393	NON SIGNALE	119845.0
394	NON SIGNALE	119845.0
395	NON SIGNALE	119845.0
396	NON SIGNALE	119845.0
397	NON SIGNALE	119845.0
398	NON SIGNALE	119845.0
399	NON SIGNALE	119845.0
400	NON SIGNALE	119845.0
401	NON SIGNALE	119845.0
402	NON SIGNALE	119845.0
403	NON SIGNALE	119845.0
404	NON SIGNALE	119845.0
405	NON SIGNALE	119845.0
406	NON SIGNALE	119845.0
407	NON SIGNALE	119845.0
408	NON SIGNALE	119845.0
409	NON SIGNALE	119845.0
410	NON SIGNALE	119845.0
411	NON SIGNALE	119845.0
412	NON SIGNALE	119845.0
413	NON SIGNALE	119845.0
414	NON SIGNALE	119845.0
415	NON SIGNALE	119845.0
416	NON SIGNALE	119845.0
417	NON SIGNALE	119845.0
418	NON SIGNALE	119845.0
419	NON SIGNALE	119845.0
420	NON SIGNALE	119845.0
421	NON SIGNALE	119845.0
422	NON SIGNALE	119845.0
423	NON SIGNALE	119845.0
424	NON SIGNALE	119845.0
425	NON SIGNALE	119845.0
426	NON SIGNALE	119845.0
427	NON SIGNALE	119845.0
428	NON SIGNALE	119845.0
429	NON SIGNALE	119845.0
430	NON SIGNALE	119845.0
431	NON SIGNALE	119845.0
432	NON SIGNALE	119845.0
433	NON SIGNALE	119845.0
434	NON SIGNALE	119845.0
435	NON SIGNALE	119845.0
436	NON SIGNALE	119845.0

437	NON SIGNALE	119845.0
438	NON SIGNALE	119845.0
439	NON SIGNALE	119845.0
440	NON SIGNALE	119845.0
441	NON SIGNALE	119845.0
442	NON SIGNALE	119845.0
443	NON SIGNALE	119845.0
444	NON SIGNALE	119845.0
445	NON SIGNALE	119845.0
446	NON SIGNALE	119845.0
447	NON SIGNALE	119845.0
448	NON SIGNALE	119845.0
449	NON SIGNALE	119845.0
450	NON SIGNALE	119845.0
451	NON SIGNALE	119845.0
452	NON SIGNALE	119845.0
453	NON SIGNALE	119845.0
454	NON SIGNALE	119845.0
455	NON SIGNALE	119845.0
456	NON SIGNALE	119845.0
457	NON SIGNALE	119845.0
458	NON SIGNALE	119845.0
459	NON SIGNALE	119845.0
460	NON SIGNALE	119845.0
461	NON SIGNALE	119845.0
462	NON SIGNALE	119845.0
463	NON SIGNALE	119845.0
464	NON SIGNALE	119845.0
465	NON SIGNALE	119845.0
466	NON SIGNALE	119845.0
467	NON SIGNALE	119845.0
468	NON SIGNALE	119845.0
469	NON SIGNALE	119845.0
470	NON SIGNALE	119845.0
471	NON SIGNALE	119845.0
472	NON SIGNALE	119845.0
473	NON SIGNALE	119845.0
474	NON SIGNALE	119845.0
475	NON SIGNALE	119845.0
476	NON SIGNALE	119845.0
477	NON SIGNALE	119845.0
478	NON SIGNALE	119845.0
479	NON SIGNALE	119845.0
480	NON SIGNALE	119845.0
481	NON SIGNALE	119845.0
482	NON SIGNALE	119845.0
483	NON SIGNALE	119845.0
484	NON SIGNALE	119845.0
485	NON SIGNALE	119845.0
486	NON SIGNALE	119845.0
487	NON SIGNALE	119845.0
488	NON SIGNALE	119845.0
489	NON SIGNALE	119845.0
490	NON SIGNALE	119845.0
491	NON SIGNALE	119845.0
492	NON SIGNALE	119845.0
493	NON SIGNALE	119845.0
494	NON SIGNALE	119845.0
495	NON SIGNALE	119845.0
496	NON SIGNALE	119845.0
497	NON SIGNALE	119845.0
498	NON SIGNALE	119845.0
499	NON SIGNALE	119845.0
500	NON SIGNALE	119845.0
501	NON SIGNALE	119845.0
502	NON SIGNALE	119845.0
503	NON SIGNALE	119845.0
504	NON SIGNALE	119845.0
505	NON SIGNALE	119845.0
506	NON SIGNALE	119845.0

507	NON SIGNALE	119845.0
508	NON SIGNALE	119845.0
509	NON SIGNALE	119845.0
510	NON SIGNALE	119845.0
511	NON SIGNALE	119845.0
512	NON SIGNALE	119845.0
513	NON SIGNALE	119845.0
514	NON SIGNALE	119845.0
515	NON SIGNALE	119845.0
516	NON SIGNALE	119845.0
517	NON SIGNALE	119845.0
518	NON SIGNALE	119845.0
519	NON SIGNALE	119845.0
520	NON SIGNALE	119845.0
521	NON SIGNALE	119845.0
522	NON SIGNALE	119845.0
523	NON SIGNALE	119845.0
524	NON SIGNALE	119845.0
525	NON SIGNALE	119845.0
526	NON SIGNALE	119845.0
527	NON SIGNALE	119845.0
528	NON SIGNALE	119845.0
529	NON SIGNALE	119845.0
530	NON SIGNALE	119845.0
531	NON SIGNALE	119845.0
532	NON SIGNALE	119845.0
533	NON SIGNALE	119845.0
534	NON SIGNALE	119845.0
535	NON SIGNALE	119845.0
536	NON SIGNALE	119845.0
537	NON SIGNALE	119845.0
538	NON SIGNALE	119845.0
539	NON SIGNALE	119845.0
540	NON SIGNALE	119845.0
541	NON SIGNALE	119845.0
542	NON SIGNALE	119845.0
543	NON SIGNALE	119845.0
544	NON SIGNALE	119845.0
545	NON SIGNALE	119845.0
546	NON SIGNALE	119845.0
547	NON SIGNALE	119845.0
548	NON SIGNALE	119845.0
549	NON SIGNALE	119845.0
550	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 6.591475E7 \$

DECLARANT: KABULI LOBBO JEAN DE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_064**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KIKPA KITABO MAXIMIEN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_066**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KPANGA NGUNA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_152**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NZALE AKIKI 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: MAKELELE MATESO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_128**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 FILLE MUMAGANI 119845.0

2 MERE KANGALIMA 119845.0

3 TANTE KANAUNA 119845.0

		Total Partiel:	359535.0	\$
DECLARANT:	MATESO NGUBU		ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_029	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAHATI DTALONGA	122890.0		
		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	MATSO AKYENGA		ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_026	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	122890.0		
		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	MBAKAMA ZALI		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_011	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	122890.0		
2	NON SIGNALE	122890.0		
3	NON SIGNALE	122890.0		
4	NON SIGNALE	122890.0		
5	NON SIGNALE	122890.0		
6	NON SIGNALE	122890.0		
7	NON SIGNALE	122890.0		
		Total Partiel:	860230.0	\$
DECLARANT:	MBITSO BUJJO LIDHU		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_184	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	EPOUSE	116185.0		
2	NON SIGNALE	133753.0		
		Total Partiel:	249938.0	\$
DECLARANT:	MUKOSI MUDJUNGUY		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_030	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	119845.0		
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	MUMBERE KAWAVINGI		ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_008	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	119845.0		
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	NDEKOTE AVETSO JOEL		ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_007	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	119845.0		
2	NON SIGNALE	119845.0		
		Total Partiel:	239690.0	\$
DECLARANT:	NDOKA KAZAMA		ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_023	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ABUKE KAZANA	119845.0		
2	NEMA NGOYI	119845.0		
		Total Partiel:	239690.0	\$
DECLARANT:	NDURU MAKABO		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_026	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	119845.0		
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	NGAGBU MATESO ANTOINE		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_176	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	PERE KPAVURO	119845.0		

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: NOBIRABO KABAKU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_126**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NYATO ESPERENCE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_130**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: OUDO NYARA AMOSE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: PEKE SUMBUSO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: SIGO BIRINZI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_025**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: SODJONGA NDJALO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_156**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BUNU	119845.0
2 NDJABU	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: WEMBE KPANGO GABRIEL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ZANAKY CHWEKADO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_040**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

Année: 2002

DECLARANT: ABDOUL HASSARI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_008**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: ABHOY NYAKEZA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_008**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ADIRODU AIME CESAIRE **ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 AGATA 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ADIRODU RUKOSO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_174 - COPIE**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ALETSOBI 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: AGUDHU KAUZI INNOCENT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_108**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: AKU NDAHURA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_019**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: ALEZO NGOMADHO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_010 - COPIE**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

5 NON SIGNALE 119845.0

6 NON SIGNALE 119845.0

7 NON SIGNALE 119845.0

8 NON SIGNALE 119845.0

9 NON SIGNALE 119845.0

10 NON SIGNALE 119845.0

11 NON SIGNALE 119845.0

12 NON SIGNALE 119845.0

13 NON SIGNALE 119845.0

14 NON SIGNALE 119845.0

15 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 1797675.0 \$

DECLARANT: ALEZU MBONA ABEL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_106**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: ALIO MASIKINI GILBERT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_046**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE -26555.0

Total Partiel: -26555.0 \$

DECLARANT: ALPHONSINE BAGONAKI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_044**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$

DECLARANT: AMBATI KAISOVA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_013**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 VARA	119845.0
2 VEKIZA	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: ANDIBO APALEMBE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_253**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: ANDROZO KINDOMBE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_148 - COPIE**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AVURASI ESTHER	105205.0

Total Partiel: 105205.0 \$

DECLARANT: ANGAIKAMBADO **ITURI_SUITE_CCF04032016_0056_010**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0
11 NON SIGNALE	119845.0
12 NON SIGNALE	119845.0
13 NON SIGNALE	119845.0
14 NON SIGNALE	119845.0
15 NON SIGNALE	119845.0
16 NON SIGNALE	119845.0
17 NON SIGNALE	119845.0
18 NON SIGNALE	119845.0
19 NON SIGNALE	119845.0
20 NON SIGNALE	119845.0
21 NON SIGNALE	119845.0
22 NON SIGNALE	119845.0
23 NON SIGNALE	119845.0
24 NON SIGNALE	119845.0
25 NON SIGNALE	119845.0
26 NON SIGNALE	119845.0
27 NON SIGNALE	119845.0
28 NON SIGNALE	119845.0
29 NON SIGNALE	119845.0
30 NON SIGNALE	119845.0
31 NON SIGNALE	119845.0
32 NON SIGNALE	119845.0
33 NON SIGNALE	119845.0
34 NON SIGNALE	119845.0
35 NON SIGNALE	119845.0

36	NON SIGNALE	119845.0
37	NON SIGNALE	119845.0
38	NON SIGNALE	119845.0
39	NON SIGNALE	119845.0
40	NON SIGNALE	119845.0
41	NON SIGNALE	119845.0
42	NON SIGNALE	119845.0
43	NON SIGNALE	119845.0
44	NON SIGNALE	119845.0
45	NON SIGNALE	119845.0
46	NON SIGNALE	119845.0
47	NON SIGNALE	119845.0
48	NON SIGNALE	119845.0
49	NON SIGNALE	119845.0
50	NON SIGNALE	119845.0
51	NON SIGNALE	119845.0
52	NON SIGNALE	119845.0
53	NON SIGNALE	119845.0
54	NON SIGNALE	119845.0
55	NON SIGNALE	119845.0
56	NON SIGNALE	119845.0
57	NON SIGNALE	119845.0
58	NON SIGNALE	119845.0
59	NON SIGNALE	119845.0
60	NON SIGNALE	119845.0
61	NON SIGNALE	119845.0
62	NON SIGNALE	119845.0
63	NON SIGNALE	119845.0
64	NON SIGNALE	119845.0
65	NON SIGNALE	119845.0
66	NON SIGNALE	119845.0
67	NON SIGNALE	119845.0
68	NON SIGNALE	119845.0
69	NON SIGNALE	119845.0
70	NON SIGNALE	119845.0
71	NON SIGNALE	119845.0
72	NON SIGNALE	119845.0
73	NON SIGNALE	119845.0
74	NON SIGNALE	119845.0
75	NON SIGNALE	119845.0
76	NON SIGNALE	119845.0
77	NON SIGNALE	119845.0
78	NON SIGNALE	119845.0
79	NON SIGNALE	119845.0
80	NON SIGNALE	119845.0
81	NON SIGNALE	119845.0
82	NON SIGNALE	119845.0
83	NON SIGNALE	119845.0
84	NON SIGNALE	119845.0
85	NON SIGNALE	119845.0
86	NON SIGNALE	119845.0
87	NON SIGNALE	119845.0
88	NON SIGNALE	119845.0
89	NON SIGNALE	119845.0
90	NON SIGNALE	119845.0
91	NON SIGNALE	119845.0
92	NON SIGNALE	119845.0
93	NON SIGNALE	119845.0
94	NON SIGNALE	119845.0
95	NON SIGNALE	119845.0
96	NON SIGNALE	119845.0
97	NON SIGNALE	119845.0
98	NON SIGNALE	119845.0
99	NON SIGNALE	119845.0
100	NON SIGNALE	119845.0
101	NON SIGNALE	119845.0
102	NON SIGNALE	119845.0
103	NON SIGNALE	119845.0
104	NON SIGNALE	119845.0
105	NON SIGNALE	119845.0

106	NON SIGNALE	119845.0
107	NON SIGNALE	119845.0
108	NON SIGNALE	119845.0
109	NON SIGNALE	119845.0
110	NON SIGNALE	119845.0
111	NON SIGNALE	119845.0
112	NON SIGNALE	119845.0
113	NON SIGNALE	119845.0
114	NON SIGNALE	119845.0
115	NON SIGNALE	119845.0
116	NON SIGNALE	119845.0
117	NON SIGNALE	119845.0
118	NON SIGNALE	119845.0
119	NON SIGNALE	119845.0
120	NON SIGNALE	119845.0
121	NON SIGNALE	119845.0
122	NON SIGNALE	119845.0
123	NON SIGNALE	119845.0
124	NON SIGNALE	119845.0
125	NON SIGNALE	119845.0
126	NON SIGNALE	119845.0
127	NON SIGNALE	119845.0
128	NON SIGNALE	119845.0
129	NON SIGNALE	119845.0
130	NON SIGNALE	119845.0
131	NON SIGNALE	119845.0
132	NON SIGNALE	119845.0
133	NON SIGNALE	119845.0
134	NON SIGNALE	119845.0
135	NON SIGNALE	119845.0
136	NON SIGNALE	119845.0
137	NON SIGNALE	119845.0
138	NON SIGNALE	119845.0
139	NON SIGNALE	119845.0
140	NON SIGNALE	119845.0
141	NON SIGNALE	119845.0
142	NON SIGNALE	119845.0
143	NON SIGNALE	119845.0
144	NON SIGNALE	119845.0
145	NON SIGNALE	119845.0
146	NON SIGNALE	119845.0
147	NON SIGNALE	119845.0
148	NON SIGNALE	119845.0
149	NON SIGNALE	119845.0
150	NON SIGNALE	119845.0
151	NON SIGNALE	119845.0
152	NON SIGNALE	119845.0
153	NON SIGNALE	119845.0
154	NON SIGNALE	119845.0
155	NON SIGNALE	119845.0
156	NON SIGNALE	119845.0
157	NON SIGNALE	119845.0
158	NON SIGNALE	119845.0
159	NON SIGNALE	119845.0
160	NON SIGNALE	119845.0
161	NON SIGNALE	119845.0
162	NON SIGNALE	119845.0
163	NON SIGNALE	119845.0
164	NON SIGNALE	119845.0
165	NON SIGNALE	119845.0
166	NON SIGNALE	119845.0
167	NON SIGNALE	119845.0
168	NON SIGNALE	119845.0
169	NON SIGNALE	119845.0
170	NON SIGNALE	119845.0
171	NON SIGNALE	119845.0
172	NON SIGNALE	119845.0
173	NON SIGNALE	119845.0
174	NON SIGNALE	119845.0
175	NON SIGNALE	119845.0

176	NON SIGNALE	119845.0
177	NON SIGNALE	119845.0
178	NON SIGNALE	119845.0
179	NON SIGNALE	119845.0
180	NON SIGNALE	119845.0
181	NON SIGNALE	119845.0
182	NON SIGNALE	122890.0
183	NON SIGNALE	122890.0
184	NON SIGNALE	122890.0
185	NON SIGNALE	122890.0
186	NON SIGNALE	122890.0
187	NON SIGNALE	122890.0
188	NON SIGNALE	122890.0
189	NON SIGNALE	122890.0
190	NON SIGNALE	122890.0
191	NON SIGNALE	122890.0
192	NON SIGNALE	122890.0
193	NON SIGNALE	122890.0
194	NON SIGNALE	122890.0
195	NON SIGNALE	122890.0
196	NON SIGNALE	122890.0
197	NON SIGNALE	122890.0
198	NON SIGNALE	122890.0
199	NON SIGNALE	122890.0
200	NON SIGNALE	122890.0
201	NON SIGNALE	122890.0
202	NON SIGNALE	122890.0
203	NON SIGNALE	122890.0
204	NON SIGNALE	122890.0
205	NON SIGNALE	122890.0
206	NON SIGNALE	122890.0
207	NON SIGNALE	122890.0
208	NON SIGNALE	122890.0
209	NON SIGNALE	122890.0
210	NON SIGNALE	122890.0
211	NON SIGNALE	122890.0
212	NON SIGNALE	122890.0
213	NON SIGNALE	122890.0
214	NON SIGNALE	122890.0
215	NON SIGNALE	122890.0
216	NON SIGNALE	122890.0
217	NON SIGNALE	122890.0
218	NON SIGNALE	122890.0
219	NON SIGNALE	122890.0
220	NON SIGNALE	122890.0
221	NON SIGNALE	122890.0
222	NON SIGNALE	122890.0
223	NON SIGNALE	122890.0
224	NON SIGNALE	122890.0
225	NON SIGNALE	122890.0
226	NON SIGNALE	122890.0
227	NON SIGNALE	122890.0
228	NON SIGNALE	122890.0
229	NON SIGNALE	122890.0
230	NON SIGNALE	122890.0
231	NON SIGNALE	122890.0
232	NON SIGNALE	122890.0
233	NON SIGNALE	122890.0
234	NON SIGNALE	122890.0
235	NON SIGNALE	122890.0
236	NON SIGNALE	122890.0
237	NON SIGNALE	122890.0
238	NON SIGNALE	122890.0
239	NON SIGNALE	122890.0
240	NON SIGNALE	122890.0
241	NON SIGNALE	122890.0
242	NON SIGNALE	122890.0
243	NON SIGNALE	122890.0
244	NON SIGNALE	122890.0
245	NON SIGNALE	122890.0

246	NON SIGNALE	122890.0
247	NON SIGNALE	122890.0
248	NON SIGNALE	122890.0
249	NON SIGNALE	122890.0
250	NON SIGNALE	122890.0
251	NON SIGNALE	122890.0
252	NON SIGNALE	122890.0
253	NON SIGNALE	122890.0
254	NON SIGNALE	122890.0
255	NON SIGNALE	122890.0
256	NON SIGNALE	122890.0
257	NON SIGNALE	122890.0
258	NON SIGNALE	122890.0
259	NON SIGNALE	122890.0
260	NON SIGNALE	122890.0
261	NON SIGNALE	122890.0
262	NON SIGNALE	122890.0
263	NON SIGNALE	122890.0
264	NON SIGNALE	122890.0
265	NON SIGNALE	122890.0
266	NON SIGNALE	122890.0
267	NON SIGNALE	122890.0
268	NON SIGNALE	122890.0
269	NON SIGNALE	122890.0
270	NON SIGNALE	122890.0
271	NON SIGNALE	122890.0
272	NON SIGNALE	122890.0
273	NON SIGNALE	122890.0
274	NON SIGNALE	122890.0
275	NON SIGNALE	122890.0
276	NON SIGNALE	122890.0
277	NON SIGNALE	122890.0
278	NON SIGNALE	122890.0
279	NON SIGNALE	122890.0
280	NON SIGNALE	122890.0
281	NON SIGNALE	122890.0
282	NON SIGNALE	122890.0
283	NON SIGNALE	122890.0
284	NON SIGNALE	122890.0
285	NON SIGNALE	122890.0
286	NON SIGNALE	122890.0
287	NON SIGNALE	122890.0
288	NON SIGNALE	122890.0
289	NON SIGNALE	122890.0
290	NON SIGNALE	122890.0
291	NON SIGNALE	122890.0
292	NON SIGNALE	122890.0
293	NON SIGNALE	122890.0
294	NON SIGNALE	122890.0
295	NON SIGNALE	122890.0
296	NON SIGNALE	122890.0
297	NON SIGNALE	122890.0
298	NON SIGNALE	122890.0
299	NON SIGNALE	122890.0
300	NON SIGNALE	122890.0
301	NON SIGNALE	122890.0
302	NON SIGNALE	122890.0
303	NON SIGNALE	122890.0
304	NON SIGNALE	122890.0
305	NON SIGNALE	122890.0
306	NON SIGNALE	122890.0
307	NON SIGNALE	122890.0
308	NON SIGNALE	122890.0
309	NON SIGNALE	122890.0
310	NON SIGNALE	122890.0
311	NON SIGNALE	122890.0
312	NON SIGNALE	122890.0
313	NON SIGNALE	122890.0
314	NON SIGNALE	122890.0
315	NON SIGNALE	122890.0

316	NON SIGNALE	122890.0
317	NON SIGNALE	122890.0
318	NON SIGNALE	122890.0
319	NON SIGNALE	122890.0
320	NON SIGNALE	122890.0
321	NON SIGNALE	122890.0
322	NON SIGNALE	122890.0
323	NON SIGNALE	122890.0
324	NON SIGNALE	119845.0
325	NON SIGNALE	122890.0
326	NON SIGNALE	122890.0
327	NON SIGNALE	122890.0
328	NON SIGNALE	122890.0
329	NON SIGNALE	122890.0
330	NON SIGNALE	122890.0
331	NON SIGNALE	122890.0
332	NON SIGNALE	122890.0
333	NON SIGNALE	122890.0
334	NON SIGNALE	122890.0
335	NON SIGNALE	122890.0
336	NON SIGNALE	122890.0
337	NON SIGNALE	122890.0
338	NON SIGNALE	122890.0
339	NON SIGNALE	122890.0
340	NON SIGNALE	122890.0
341	NON SIGNALE	122890.0
342	NON SIGNALE	122890.0
343	NON SIGNALE	122890.0
344	NON SIGNALE	122890.0
345	NON SIGNALE	122890.0
346	NON SIGNALE	122890.0
347	NON SIGNALE	122890.0
348	NON SIGNALE	122890.0
349	NON SIGNALE	122890.0
350	NON SIGNALE	122890.0
351	NON SIGNALE	122890.0
352	NON SIGNALE	122890.0
353	NON SIGNALE	122890.0
354	NON SIGNALE	122890.0
355	NON SIGNALE	122890.0
356	NON SIGNALE	122890.0
357	NON SIGNALE	122890.0
358	NON SIGNALE	122890.0
359	NON SIGNALE	122890.0
360	NON SIGNALE	122890.0
361	NON SIGNALE	122890.0
362	NON SIGNALE	122890.0
363	NON SIGNALE	122890.0
364	NON SIGNALE	122890.0
365	NON SIGNALE	122890.0
366	NON SIGNALE	122890.0
367	NON SIGNALE	122890.0
368	NON SIGNALE	122890.0
369	NON SIGNALE	122890.0
370	NON SIGNALE	122890.0
371	NON SIGNALE	122890.0
372	NON SIGNALE	122890.0
373	NON SIGNALE	119845.0
374	NON SIGNALE	119845.0
375	NON SIGNALE	119845.0
376	NON SIGNALE	119845.0
377	NON SIGNALE	119845.0
378	NON SIGNALE	119845.0
379	NON SIGNALE	119845.0
380	NON SIGNALE	119845.0
381	NON SIGNALE	119845.0
382	NON SIGNALE	119845.0
383	NON SIGNALE	119845.0
384	NON SIGNALE	119845.0
385	NON SIGNALE	119845.0

386	NON SIGNALE	119845.0
387	NON SIGNALE	119845.0
388	NON SIGNALE	119845.0
389	NON SIGNALE	119845.0
390	NON SIGNALE	119845.0
391	NON SIGNALE	119845.0
392	NON SIGNALE	119845.0
393	NON SIGNALE	119845.0
394	NON SIGNALE	119845.0
395	NON SIGNALE	119845.0
396	NON SIGNALE	119845.0
397	NON SIGNALE	119845.0
398	NON SIGNALE	119845.0
399	NON SIGNALE	119845.0
400	NON SIGNALE	119845.0
401	NON SIGNALE	119845.0
402	NON SIGNALE	119845.0
403	NON SIGNALE	119845.0
404	NON SIGNALE	119845.0
405	NON SIGNALE	119845.0
406	NON SIGNALE	119845.0
407	NON SIGNALE	119845.0
408	NON SIGNALE	119845.0
409	NON SIGNALE	119845.0
410	NON SIGNALE	119845.0
411	NON SIGNALE	119845.0
412	NON SIGNALE	119845.0
413	NON SIGNALE	119845.0
414	NON SIGNALE	119845.0
415	NON SIGNALE	119845.0
416	NON SIGNALE	119845.0
417	NON SIGNALE	119845.0
418	NON SIGNALE	119845.0
419	NON SIGNALE	119845.0
420	NON SIGNALE	119845.0
421	NON SIGNALE	119845.0
422	NON SIGNALE	119845.0
423	NON SIGNALE	119845.0
424	NON SIGNALE	119845.0
425	NON SIGNALE	119845.0
426	NON SIGNALE	119845.0
427	NON SIGNALE	119845.0
428	NON SIGNALE	119845.0
429	NON SIGNALE	119845.0
430	NON SIGNALE	119845.0
431	NON SIGNALE	119845.0
432	NON SIGNALE	119845.0
433	NON SIGNALE	119845.0
434	NON SIGNALE	119845.0
435	NON SIGNALE	119845.0
436	NON SIGNALE	119845.0
437	NON SIGNALE	119845.0
438	NON SIGNALE	119845.0
439	NON SIGNALE	119845.0
440	NON SIGNALE	119845.0
441	NON SIGNALE	119845.0
442	NON SIGNALE	119845.0
443	NON SIGNALE	119845.0
444	NON SIGNALE	119845.0
445	NON SIGNALE	119845.0
446	NON SIGNALE	119845.0
447	NON SIGNALE	119845.0
448	NON SIGNALE	119845.0
449	NON SIGNALE	119845.0
450	NON SIGNALE	119845.0
451	NON SIGNALE	119845.0
452	NON SIGNALE	119845.0
453	NON SIGNALE	119845.0
454	NON SIGNALE	119845.0
455	NON SIGNALE	119845.0

456	NON SIGNALE	119845.0
457	NON SIGNALE	119845.0
458	NON SIGNALE	119845.0
459	NON SIGNALE	119845.0
460	NON SIGNALE	119845.0
461	NON SIGNALE	119845.0
462	NON SIGNALE	119845.0
463	NON SIGNALE	119845.0
464	NON SIGNALE	119845.0
465	NON SIGNALE	119845.0
466	NON SIGNALE	119845.0
467	NON SIGNALE	119845.0
468	NON SIGNALE	119845.0
469	NON SIGNALE	119845.0
470	NON SIGNALE	119845.0
471	NON SIGNALE	119845.0
472	NON SIGNALE	119845.0
473	NON SIGNALE	119845.0
474	NON SIGNALE	119845.0
475	NON SIGNALE	119845.0
476	NON SIGNALE	119845.0
477	NON SIGNALE	119845.0
478	NON SIGNALE	119845.0
479	NON SIGNALE	119845.0
480	NON SIGNALE	119845.0
481	NON SIGNALE	119845.0
482	NON SIGNALE	119845.0
483	NON SIGNALE	119845.0
484	NON SIGNALE	119845.0
485	NON SIGNALE	119845.0
486	NON SIGNALE	119845.0
487	NON SIGNALE	119845.0
488	NON SIGNALE	119845.0
489	NON SIGNALE	119845.0
490	NON SIGNALE	119845.0
491	NON SIGNALE	119845.0
492	NON SIGNALE	119845.0
493	NON SIGNALE	119845.0
494	NON SIGNALE	119845.0
495	NON SIGNALE	119845.0
496	NON SIGNALE	119845.0
497	NON SIGNALE	119845.0
498	NON SIGNALE	119845.0
499	NON SIGNALE	119845.0
500	NON SIGNALE	119845.0
501	NON SIGNALE	119845.0
502	NON SIGNALE	119845.0
503	NON SIGNALE	119845.0
504	NON SIGNALE	119845.0
505	NON SIGNALE	119845.0
506	NON SIGNALE	119845.0
507	NON SIGNALE	119845.0
508	NON SIGNALE	119845.0
509	NON SIGNALE	119845.0
510	NON SIGNALE	119845.0
511	NON SIGNALE	119845.0
512	NON SIGNALE	119845.0
513	NON SIGNALE	119845.0
514	NON SIGNALE	119845.0
515	NON SIGNALE	119845.0
516	NON SIGNALE	119845.0
517	NON SIGNALE	119845.0
518	NON SIGNALE	119845.0
519	NON SIGNALE	119845.0
520	NON SIGNALE	119845.0
521	NON SIGNALE	119845.0
522	NON SIGNALE	119845.0
523	NON SIGNALE	119845.0
524	NON SIGNALE	119845.0
525	NON SIGNALE	119845.0

526	NON SIGNALE	119845.0
527	NON SIGNALE	119845.0
528	NON SIGNALE	119845.0
529	NON SIGNALE	119845.0
530	NON SIGNALE	119845.0
531	NON SIGNALE	119845.0
532	NON SIGNALE	119845.0
533	NON SIGNALE	119845.0
534	NON SIGNALE	119845.0
535	NON SIGNALE	119845.0
536	NON SIGNALE	119845.0
537	NON SIGNALE	119845.0
538	NON SIGNALE	119845.0
539	NON SIGNALE	119845.0
540	NON SIGNALE	119845.0
541	NON SIGNALE	119845.0
542	NON SIGNALE	119845.0
543	NON SIGNALE	119845.0
544	NON SIGNALE	119845.0
545	NON SIGNALE	119845.0
546	NON SIGNALE	119845.0
547	NON SIGNALE	119845.0
548	NON SIGNALE	119845.0
549	NON SIGNALE	119845.0
550	NON SIGNALE	119845.0
551	NON SIGNALE	119845.0
552	NON SIGNALE	119845.0
553	NON SIGNALE	119845.0
554	NON SIGNALE	119845.0
555	NON SIGNALE	119845.0
556	NON SIGNALE	119845.0
557	NON SIGNALE	119845.0
558	NON SIGNALE	119845.0
559	NON SIGNALE	119845.0
560	NON SIGNALE	119845.0
561	NON SIGNALE	119845.0
562	NON SIGNALE	119845.0
563	NON SIGNALE	119845.0
564	NON SIGNALE	119845.0
565	NON SIGNALE	119845.0
566	NON SIGNALE	119845.0
567	NON SIGNALE	119845.0
568	NON SIGNALE	119845.0
569	NON SIGNALE	119845.0
570	NON SIGNALE	119845.0
571	NON SIGNALE	119845.0
572	NON SIGNALE	119845.0
573	NON SIGNALE	119845.0
574	NON SIGNALE	119845.0
575	NON SIGNALE	119845.0
576	NON SIGNALE	119845.0
577	NON SIGNALE	119845.0
578	NON SIGNALE	119845.0
579	NON SIGNALE	119845.0
580	NON SIGNALE	119845.0
581	NON SIGNALE	119845.0
582	NON SIGNALE	119845.0
583	NON SIGNALE	119845.0
584	NON SIGNALE	119845.0
585	NON SIGNALE	119845.0
586	NON SIGNALE	119845.0
587	NON SIGNALE	119845.0
588	NON SIGNALE	119845.0
589	NON SIGNALE	119845.0
590	NON SIGNALE	119845.0
591	NON SIGNALE	119845.0
592	NON SIGNALE	119845.0
593	NON SIGNALE	119845.0
594	NON SIGNALE	119845.0
595	NON SIGNALE	119845.0

596	NON SIGNALE	119845.0
597	NON SIGNALE	119845.0
598	NON SIGNALE	119845.0
599	NON SIGNALE	119845.0
600	NON SIGNALE	122890.0
601	NON SIGNALE	119845.0
602	NON SIGNALE	119845.0
603	NON SIGNALE	119845.0
604	NON SIGNALE	119845.0
605	NON SIGNALE	119845.0
606	NON SIGNALE	119845.0
607	NON SIGNALE	119845.0
608	NON SIGNALE	119845.0
609	NON SIGNALE	119845.0
610	NON SIGNALE	119845.0
611	NON SIGNALE	119845.0
612	NON SIGNALE	122890.0
613	NON SIGNALE	122890.0
614	NON SIGNALE	122890.0
615	NON SIGNALE	122890.0
616	NON SIGNALE	122890.0
617	NON SIGNALE	122890.0
618	NON SIGNALE	122890.0
619	NON SIGNALE	122890.0
620	NON SIGNALE	122890.0
621	NON SIGNALE	119845.0
622	NON SIGNALE	119845.0
623	NON SIGNALE	119845.0
624	NON SIGNALE	119845.0
625	NON SIGNALE	119845.0
626	NON SIGNALE	119845.0
627	NON SIGNALE	119845.0
628	NON SIGNALE	119845.0
629	NON SIGNALE	119845.0
630	NON SIGNALE	119845.0
631	NON SIGNALE	119845.0
632	NON SIGNALE	119845.0
633	NON SIGNALE	119845.0
634	NON SIGNALE	119845.0
635	NON SIGNALE	119845.0
636	NON SIGNALE	119845.0
637	NON SIGNALE	119845.0
638	NON SIGNALE	119845.0
639	NON SIGNALE	119845.0
640	NON SIGNALE	119845.0
641	NON SIGNALE	119845.0
642	NON SIGNALE	119845.0
643	NON SIGNALE	119845.0
644	NON SIGNALE	119845.0
645	NON SIGNALE	119845.0
646	NON SIGNALE	119845.0
647	NON SIGNALE	119845.0
648	NON SIGNALE	119845.0
649	NON SIGNALE	119845.0
650	NON SIGNALE	119845.0
651	NON SIGNALE	119845.0
652	NON SIGNALE	119845.0
653	NON SIGNALE	119845.0
654	NON SIGNALE	119845.0
655	NON SIGNALE	119845.0
656	NON SIGNALE	119845.0
657	NON SIGNALE	119845.0
658	NON SIGNALE	119845.0
659	NON SIGNALE	119845.0
660	NON SIGNALE	119845.0
661	NON SIGNALE	119845.0
662	NON SIGNALE	119845.0
663	NON SIGNALE	119845.0
664	NON SIGNALE	119845.0
665	NON SIGNALE	119845.0

666	NON SIGNALE	119845.0
667	NON SIGNALE	119845.0
668	NON SIGNALE	119845.0
669	NON SIGNALE	119845.0
670	NON SIGNALE	119845.0
671	NON SIGNALE	119845.0
672	NON SIGNALE	119845.0
673	NON SIGNALE	119845.0
674	NON SIGNALE	119845.0
675	NON SIGNALE	119845.0
676	NON SIGNALE	119845.0
677	NON SIGNALE	119845.0
678	NON SIGNALE	119845.0
679	NON SIGNALE	119845.0
680	NON SIGNALE	119845.0
681	NON SIGNALE	119845.0
682	NON SIGNALE	119845.0
683	NON SIGNALE	119845.0
684	NON SIGNALE	119845.0
685	NON SIGNALE	119845.0
686	NON SIGNALE	119845.0
687	NON SIGNALE	119845.0
688	NON SIGNALE	119845.0
689	NON SIGNALE	119845.0
690	NON SIGNALE	119845.0
691	NON SIGNALE	119845.0
692	NON SIGNALE	119845.0
693	NON SIGNALE	119845.0
694	NON SIGNALE	119845.0
695	NON SIGNALE	119845.0
696	NON SIGNALE	119845.0
697	NON SIGNALE	119845.0
698	NON SIGNALE	119845.0
699	NON SIGNALE	119845.0
700	NON SIGNALE	119845.0
701	NON SIGNALE	119845.0
702	NON SIGNALE	119845.0
703	NON SIGNALE	119845.0
704	NON SIGNALE	119845.0
705	NON SIGNALE	119845.0
706	NON SIGNALE	119845.0
707	NON SIGNALE	119845.0
708	NON SIGNALE	119845.0
709	NON SIGNALE	119845.0
710	NON SIGNALE	119845.0
711	NON SIGNALE	119845.0
712	NON SIGNALE	119845.0
713	NON SIGNALE	119845.0
714	NON SIGNALE	119845.0
715	NON SIGNALE	119845.0
716	NON SIGNALE	119845.0
717	NON SIGNALE	119845.0
718	NON SIGNALE	119845.0
719	NON SIGNALE	119845.0
720	NON SIGNALE	119845.0
721	NON SIGNALE	119845.0
722	NON SIGNALE	119845.0
723	NON SIGNALE	119845.0
724	NON SIGNALE	119845.0
725	NON SIGNALE	119845.0
726	NON SIGNALE	119845.0
727	NON SIGNALE	119845.0
728	NON SIGNALE	119845.0
729	NON SIGNALE	119845.0
730	NON SIGNALE	119845.0
731	NON SIGNALE	119845.0
732	NON SIGNALE	119845.0
733	NON SIGNALE	119845.0
734	NON SIGNALE	119845.0
735	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 8.8695075E7 \$

DECLARANT: ANTOINETTE MALIHOBA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_029**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0
11 NON SIGNALE	119845.0
12 NON SIGNALE	119845.0
13 NON SIGNALE	119845.0
14 NON SIGNALE	119845.0
15 NON SIGNALE	119845.0
16 NON SIGNALE	119845.0
17 NON SIGNALE	119845.0
18 NON SIGNALE	119845.0
19 NON SIGNALE	119845.0
20 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 2396900.0 \$

DECLARANT: ANYASI ADJIY ERNESTNE **ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DJUGY	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ASANI GADJARA EDGARD **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_054**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: ATHIM NEDHI BOROCAN **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_144 - COPIE**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 EPOUX	102277.0

Total Partiel: 102277.0 \$

DECLARANT: ATIM NEDHI UPANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_008**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	135217.0
2 NON SIGNALE	135217.0

Total Partiel: 270434.0 \$

DECLARANT: ATOTOKE IDRINGI SAKAYA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_004**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: AUCUN NOM **ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_004**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: AVEGI NGONGI FAUSTIN **ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
-----------------------	----------------------------

1 NON SIGNALE	136681.0
2 NON SIGNALE	135217.0

Total Partiel: 271898.0 \$

DECLARANT: AVODO SAMUEL**ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_037****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: AYENAGE ZANAMUZI**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_046****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: BACHWEKI**ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_034****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: BACHWEKI GAMANYANI**ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: BACHWEKI TAMBARA**ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: BAGUNI FRANCOISE SYLA**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_110****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAMAN LEKI	122890.0
--------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: BAGUNI SEZIKANA**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0008_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: BAHATI BYALETSU**ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BAHEMUKA BAMARAKI**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_074****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: **BAHEMUKA MICHEL** ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_042

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 GASTON	124969.0
----------	----------

Total Partiel: 124969.0 \$

DECLARANT: **BAHINGA MA SIMBIBO** ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_004

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BAHWERE KASOPO** ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_014

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 FREDERIC	119845.0
2 MUGISA SALIRE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **BAINGA SIMBILYABO** ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_001

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BAKEBUKA BAMUNOBA** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_060

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **BALIMANYA KATHO** ITURI_SUITE1_CCF07032016_005

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 BAMANYASA	119845.0
2 HEDONGARIC	119845.0
3 HUVE	119845.0
4 LIGO	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: **BALUKU MEKA VALENTIN** ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_016

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BALUKU MUTUBELE** ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_042

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: **BALUKU NYAGI** ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_026

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 BALUKU NYAGI	119845.0
----------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BAMANYISA AVOLI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_058**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: BAMARAKI THANGU **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: BAMUTARA KAHIGWA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_084**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AMOTI	119845.0
2 DJOISI	119845.0
3 IRENE	119845.0
4 MATHIAS MUSESA	119845.0
5 MOISE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: BANZALA MUKOMBOZI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BENOIT	119845.0
2 MATATA LAURENT	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: BARAKA TOKABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_010**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: BASEGERE BAKANOBA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0005_001**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: BASIA KADISABO JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_070**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: BASITO KUKWABO CLAUDE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_082**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: BASIYA ZANAMUZI JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_040**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BASIYA ZANAMUZI JEAN	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BATAGARE SALIRE **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_114**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 BAMWERE	119845.0
2 TIBAGARA	119845.0
3 TURUBAONGA	119845.0
4 VITARA	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: BAVI BUKI YASETHSO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_012**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BAVI KASOKO **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_080**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 DZIZA	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BAZALIRE SUZANNA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_062**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: BAZUNGU KIPENDI MESAC **ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_026**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 KASORO	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BIABO BUNGAMUZI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_004**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 LEBSABO BUNGAMUZI	119845.0
2 NEEMA	119845.0
3 VOBIKANA	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: BIABO BUNGAMUZI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_004**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: BIABO NGANABO GEDEON **ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_025**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	108865.0
2 NON SIGNALE	103009.0

Total Partiel: 211874.0 \$

DECLARANT: BIDHU CORNEILLE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_025**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BIDU JEANCKE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_012**

N° <i>NOM VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: **BILIKI NYABUNJA** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_094

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: **BIYABO KUNDANYAMA** ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_001

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	105205.0
2 NON SIGNALE	112525.0

Total Partiel: 217730.0 \$

DECLARANT: **BOKOTA NGIMURWABO** ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (3)_004

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BOKOTA NGUMURWABO** ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_005

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **BONCERIZE MBIDJO NEEMA** ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_018

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **BORIVE ROJELINE** ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_014

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 JURBERD	119845.0
-----------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BUCHANDI KAKANI** ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_017

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	122041.0
---------------	----------

Total Partiel: 122041.0 \$

DECLARANT: **BUCHANDI KAKANI MARI** ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_024

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 BUCHANDI KAKANI MARI CHANTAL	119845.0
--------------------------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BUDZA KPALI EDOUARD** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0008_012

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 DJODDA	119845.0
2 DJOKPA	119845.0
3 LANGO	119845.0
4 LOKAMA	119845.0
5 MERE LONDA	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: BUGASAKI MUSEZA**ITURI_SUITE1_CCF07032016_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAHWERE	119845.0
2 BASARA	119845.0
3 RWERERA	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: BULABASIKA ELENE****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: BULABATU SEKO****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_005****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: BULAHAMBI HWENZABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_170****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: BULAMUZI LEMBABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_013****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: BULAMUZI NCHWEKI****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$**DECLARANT: BUNGAMUSI BUABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: BUNGAMUZI DIMADO PERRE****ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$**DECLARANT: BUNGAMUZI IBILYABO****ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 958760.0 \$

DECLARANT: **BUNGAMUZI KISAKA** ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_030

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BUNGAMUZI KOMBOKABO** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_160

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	116185.0
2 NON SIGNALE	116185.0

Total Partiel: 232370.0 \$

DECLARANT: **BUNGAMUZI NDOLIA JEAN** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_052

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BUNGAMUZI NIMBILI** ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_016

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: **BUNGAMUZI NYANABO** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_046

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: **BUNYABO MUNGANGA** ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_006

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: **BURA LONEMA DIEUDONNE** ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_018

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 BURA LONEMA DIEUDONNE	119845.0
-------------------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BUSHA DJOMBO** ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_016

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 BULONU	119845.0
----------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BUSUNE MALIMBA** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_066

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: BYABO NABIRABO ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_020****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 BABA ALIFARIKIDI 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: BYARUHANGA NENE JEAN ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_013****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: CHACHU NGABU ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_178 - COPIE****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 CHAVEHU SIFA 119845.0

2 IRENE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: CHANDABO NIGBUNDA ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_024****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

5 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$**DECLARANT: CHANDIKANA KADAKINA ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_006****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: CHANDIKANA MARIE ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_007****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: CHIKALI DWALIMA ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_022****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 122890.0

2 NON SIGNALE 122890.0

3 NON SIGNALE 122890.0

4 NON SIGNALE 122890.0

5 NON SIGNALE 122890.0

6 NON SIGNALE 122890.0

7 NON SIGNALE 122890.0

8 NON SIGNALE 122890.0

9 NON SIGNALE 122890.0

10 NON SIGNALE 122890.0

11 NON SIGNALE 122890.0

12 NON SIGNALE 122890.0

13 NON SIGNALE 122890.0

14 NON SIGNALE 122890.0

15 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 1843350.0 \$

DECLARANT: CHION LINGANAISO**ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$**DECLARANT: CHOKABO PROSPER****ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$**DECLARANT: CHOKABO ANGALKA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: CHUKISABO BAZALI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: CHWEKABO BAYNGA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_021****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	136681.0
---------------	----------

Total Partiel: 136681.0 \$**DECLARANT: CHWEKABO HANDIKABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0
11 NON SIGNALE	119845.0
12 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1438140.0 \$**DECLARANT: CHWEKABO SEGA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: CHWEKABO TANDISHABO**ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$**DECLARANT: CHWEKISABO GALYA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MARIE NYABOBWA	119845.0
------------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: DGM****ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_031****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OFFIMI TCHOMIA	119845.0
------------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: DHEBU NGORIMA VERONICA****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_074****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 INNOCENT MAWA SAPO	122890.0
----------------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: DHEDJO LOWI SAMUEL****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_038****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$**DECLARANT: DHELO KAPALA JOSEPH****ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	103009.0
2 NON SIGNALE	109597.0
3 NON SIGNALE	116185.0
4 NON SIGNALE	108865.0
5 NON SIGNALE	105205.0
6 NON SIGNALE	105205.0
7 NON SIGNALE	133021.0
8 NON SIGNALE	129361.0
9 NON SIGNALE	129361.0
10 NON SIGNALE	133021.0
11 NON SIGNALE	133021.0
12 NON SIGNALE	133021.0
13 NON SIGNALE	133021.0
14 NON SIGNALE	133021.0
15 NON SIGNALE	134485.0
16 NON SIGNALE	134485.0
17 NON SIGNALE	134485.0
18 NON SIGNALE	134485.0
19 NON SIGNALE	133021.0
20 NON SIGNALE	133021.0
21 NON SIGNALE	133021.0
22 NON SIGNALE	133021.0
23 NON SIGNALE	133021.0
24 NON SIGNALE	133021.0
25 NON SIGNALE	133021.0
26 NON SIGNALE	133021.0
27 NON SIGNALE	133021.0
28 NON SIGNALE	133021.0
29 NON SIGNALE	134485.0

30	NON SIGNALE	134485.0
31	NON SIGNALE	134485.0
32	NON SIGNALE	135217.0
33	NON SIGNALE	135217.0
34	NON SIGNALE	135217.0
35	NON SIGNALE	135217.0
36	NON SIGNALE	135217.0
37	NON SIGNALE	135217.0
38	NON SIGNALE	135217.0
39	NON SIGNALE	135217.0
40	NON SIGNALE	135217.0
41	NON SIGNALE	135217.0
42	NON SIGNALE	134485.0
43	NON SIGNALE	134485.0
44	NON SIGNALE	134485.0
45	NON SIGNALE	134485.0
46	NON SIGNALE	135217.0
47	NON SIGNALE	135217.0
48	NON SIGNALE	135217.0
49	NON SIGNALE	135217.0
50	NON SIGNALE	135217.0
51	NON SIGNALE	133021.0
52	NON SIGNALE	129361.0
53	NON SIGNALE	129361.0
54	NON SIGNALE	130825.0
55	NON SIGNALE	130825.0
56	NON SIGNALE	130825.0
57	NON SIGNALE	130825.0
58	NON SIGNALE	130825.0
59	NON SIGNALE	130825.0
60	NON SIGNALE	130825.0
61	NON SIGNALE	129361.0
62	NON SIGNALE	129361.0
63	NON SIGNALE	129361.0
64	NON SIGNALE	129361.0
65	NON SIGNALE	129361.0
66	NON SIGNALE	129361.0
67	NON SIGNALE	129361.0
68	NON SIGNALE	129361.0
69	NON SIGNALE	129361.0
70	NON SIGNALE	129361.0
71	NON SIGNALE	129361.0
72	NON SIGNALE	130825.0
73	NON SIGNALE	130825.0
74	NON SIGNALE	130825.0
75	NON SIGNALE	133021.0
76	NON SIGNALE	133021.0
77	NON SIGNALE	133021.0
78	NON SIGNALE	133021.0
79	NON SIGNALE	133021.0
80	NON SIGNALE	133021.0
81	NON SIGNALE	133021.0
82	NON SIGNALE	133021.0
83	NON SIGNALE	133021.0
84	NON SIGNALE	130825.0
85	NON SIGNALE	130825.0
86	NON SIGNALE	130825.0
87	NON SIGNALE	130825.0
88	NON SIGNALE	130825.0
89	NON SIGNALE	130825.0
90	NON SIGNALE	130825.0
91	NON SIGNALE	130825.0
92	NON SIGNALE	130825.0

Total Partiel: 1.2040292E7 \$

DECLARANT: DHIBI LIVE GEORGETTE

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_168

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1	TANTE AHIBI	122890.0
2	TANTE BEDHA	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: DHONGA ANTOINETTE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_022**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0
11 NON SIGNALE	119845.0
12 NON SIGNALE	119845.0
13 NON SIGNALE	119845.0
14 NON SIGNALE	119845.0
15 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1797675.0 \$

DECLARANT: DIDZA DZDZA GLOREZA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_205**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ASANTE	122890.0
2 LEOTINE	122890.0
3 MUGENYI	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: DJOMBU BAHWERE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_034**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DZIVENGA	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: DRATCHU BALUFUGA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_062**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: DUATSO NGONGI JEAN **ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AKYENGA	127165.0
2 MUSANGURA	103009.0

Total Partiel: 230174.0 \$

DECLARANT: DUBATSO NYABITALL **ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_011**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ABALA	119845.0
2 ANDROZO	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: DUDO TRIZO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_180 - COPIE**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: DUDU NCHWEKI JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAMAN YONGA

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: DUNJI NGADJOLE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_076**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: DWAHRO MBUTYBO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: DWALINA PASCALINA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: DWALINI SILIVI ANDISANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_038**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBUKALI

101545.0

Total Partiel: 101545.0 \$

DECLARANT: DYIRANU DHENYIMBLU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_064**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: DZIVE LOVE EDITH **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 EPOUX

108865.0

2 NON SIGNALE

129361.0

Total Partiel: 238226.0 \$

DECLARANT: ELENGA KIWI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_009 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TSANDA

105205.0

Total Partiel: 105205.0 \$

DECLARANT: ENILYABO LONZABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

133021.0

2 NON SIGNALE

117649.0

Total Partiel: 250670.0 \$

DECLARANT: ENILYABO NSINGOMA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

129361.0

Total Partiel: 129361.0 \$

DECLARANT: ENOKA ANYACHI**ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$**DECLARANT: FLORIBERT KIYOMBE KESI****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	112525.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	136681.0

Total Partiel: 369051.0 \$**DECLARANT: FURABO BASSIA BERNARD****ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_033****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	133021.0
2 NON SIGNALE	130825.0
3 NON SIGNALE	102277.0
4 NON SIGNALE	116185.0

Total Partiel: 482308.0 \$**DECLARANT: FURABO NKUNGU GASPARD****ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: GAMBANYANI NIJEKI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$**DECLARANT: GANISABO TONDABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$**DECLARANT: GAWANA DIEU DONNE****ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	132289.0
---------------	----------

Total Partiel: 132289.0 \$**DECLARANT: GAYABO KINIKABO FOSTINI****ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: GAYABO SELYABO DIEU**ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_009****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$**DECLARANT: GBEKENDE UZELE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_078****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: GBOMBU KABASEKE****ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_090****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIGO	119845.0
--------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: GBOSSI AKIKI JEANNE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_080****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: GBOSSI LATU OROLIA****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0
7 NON SIGNALE	122890.0
8 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 983120.0 \$**DECLARANT: GILI NABACHWEKI SIMON****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_036****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: GODJIKALE SEDZAKUKWA****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_044****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: GUDZA DHEMBU MICHEL****ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_124****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOUISE	119845.0
2 SINENO	135949.0

Total Partiel: 255794.0 \$**DECLARANT: GUSSA BATCHU-WA MBALA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_005****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	102277.0
---------------	----------

2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	102277.0

Total Partiel: 324399.0 \$

DECLARANT: HANDIKAZO LIMBABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_014**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$

DECLARANT: HENRIETTE SEZIKANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0032_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1078605.0 \$

DECLARANT: HERABO J BOSCO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_030**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: HERABO JEAN MARIE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_084 - COPIE**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: HERABO JOSEPH **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_225**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: HERABO KAZANZABO JEAN **ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_015**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: HERABO MANGILYO JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_044**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 GRANDE MERE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: HERABO NKOSI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_030**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: HERABO SIMBABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_010

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	134485.0
2 NON SIGNALE	116185.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 370515.0 \$

DECLARANT: HONORINE KAPARA ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_017

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: HORORABO LINGABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_003

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	120577.0
2 NON SIGNALE	119113.0
3 NON SIGNALE	123505.0
4 NON SIGNALE	117649.0
5 NON SIGNALE	122041.0

Total Partiel: 602885.0 \$

DECLARANT: HUBURABO NDIANGUMA ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_066

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: IBISABO LUMBABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_015

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: IYABO SEGA DOMINIQUE ITURI_SUITE4_CCF07032016_0010_002

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: JEAN KIMAREKI ZOZI ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_050

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$

DECLARANT: JOMBABO KIMAREKI JEAN ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_002

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1	NON SIGNALE	119845.0
2	NON SIGNALE	119845.0
3	NON SIGNALE	119845.0
4	NON SIGNALE	119845.0
5	NON SIGNALE	119845.0
6	NON SIGNALE	119845.0
7	NON SIGNALE	119845.0
8	NON SIGNALE	119845.0
9	NON SIGNALE	119845.0
10	NON SIGNALE	119845.0
11	NON SIGNALE	119845.0
12	NON SIGNALE	119845.0
13	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1557985.0 \$

DECLARANT: KABABO FLORIBERT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	119845.0
---	-------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KABABO KAKANI GERMAIN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_022**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	130825.0
---	-------------	----------

Total Partiel: 130825.0 \$

DECLARANT: KABABO KUKOPE WILLIAM **ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_006**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	119845.0
2	NON SIGNALE	119845.0
3	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: KABABO KUKWABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_084**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	119845.0
---	-------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KABABO MUKABO GILBERT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_004**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	102277.0
---	-------------	----------

Total Partiel: 102277.0 \$

DECLARANT: KABABO NISINGOMA JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_008**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	128629.0
2	NON SIGNALE	127165.0
3	NON SIGNALE	130093.0
4	NON SIGNALE	125701.0
5	NON SIGNALE	131557.0

Total Partiel: 643145.0 \$

DECLARANT: KABABO TEBABO ELISHA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_011**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	102277.0
2	NON SIGNALE	122773.0
3	NON SIGNALE	121309.0
4	NON SIGNALE	119845.0
5	NON SIGNALE	103009.0
6	NON SIGNALE	102277.0

Total Partiel: 671490.0 \$

DECLARANT: KABABO YOMBIYABO DIEU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_042**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KABAGAMBE KODJO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_015**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	119845.0
2	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: KABAGAMBE NDJALA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_032**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	DIEUDONNE NDJAZA	119845.0
2	ROGER NDJAZA	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: KABISABO NSILI RICHARD **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_030**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KABULABO LEMABO ROGER **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_029**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	129361.0
2	NON SIGNALE	131557.0

Total Partiel: 260918.0 \$

DECLARANT: KADAKIMA ALPHONSINE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_016**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KADHO MAGDALENE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_004**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	ANDROZO	102277.0
2	KUBA	119845.0

Total Partiel: 222122.0 \$

DECLARANT: KADIMALE KANFUNFU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_040**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	119845.0
2	NON SIGNALE	119845.0
3	NON SIGNALE	119845.0
4	NON SIGNALE	119845.0
5	NON SIGNALE	119845.0
6	NON SIGNALE	119845.0
7	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$

DECLARANT: KAKANE HERABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_016**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	134485.0
2	NON SIGNALE	127165.0
3	NON SIGNALE	130825.0

Total Partiel: 392475.0 \$

DECLARANT: KAKANE KATHO JEAN **ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_036**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 135949.0

Total Partiel: 135949.0 \$

DECLARANT: KAKANE ZIMA ALPHONSE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_020**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 SA NIECE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KAKANI CRISPE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_022**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 130825.0
2 NON SIGNALE 130825.0

Total Partiel: 261650.0 \$

DECLARANT: KAKANI DIABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_022**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 COUSINE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: KAKANI KIKURATA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_046**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KAKANI KIMAREKI LAURENT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_027**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0
4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: KAKANI KULYABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0035_002**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0
4 NON SIGNALE 119845.0
5 NON SIGNALE 119845.0
6 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: KAKANI MULIMA SALOMON **ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_012**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0
4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: KAKANI PUDUCHABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_008**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: KAKANI SELYABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_221**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	128629.0
2 NON SIGNALE	129361.0

Total Partiel: 257990.0 \$

DECLARANT: KAMBALE KABAYA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_098**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KAMBALE TSOGO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_028**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: KAMBALE TSOGO MARTIN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0028_004**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: KASEZO HWENZABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_205**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	123505.0
2 NON SIGNALE	102277.0
3 NON SIGNALE	102277.0

Total Partiel: 328059.0 \$

DECLARANT: KASOVI VALERIA **STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0009_011**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DANIEL	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KATAMARA BASSU **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_013 - COPIE**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KASUMBOKU	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KATAMBO GAYABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_024**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: KATANABHO KAKANI JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_020**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: KATANABO HEMURABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_020**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KATANABO KABUNTIANE **ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_009**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 119845.0
 2 NON SIGNALE 119845.0
 3 NON SIGNALE 119845.0
 4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: KATANABO MALAMU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_060**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KATANABO MUZITINA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_032**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 119845.0
 2 NON SIGNALE 102277.0

Total Partiel: 222122.0 \$

DECLARANT: KATANABO MYLIMBA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_018**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 FISTON MBULULA 119845.0
 2 GASTON MAKABO 119845.0
 3 KAMBALE MBULULA 119845.0
 4 MATATA PACHIE 119845.0
 5 NSUSA NORBERT 119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: KATANABO NSINGOMA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_004**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 119845.0
 2 NON SIGNALE 119845.0
 3 NON SIGNALE 119845.0
 4 NON SIGNALE 119845.0
 5 NON SIGNALE 119845.0
 6 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: KATANABO PROSPERE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_006**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KATANABO TANDISHABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_004**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KATANABO TURUZE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_019**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 119845.0
 2 NON SIGNALE 119845.0
 3 NON SIGNALE 119845.0
 4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel:		479380.0	\$
DECLARANT:	KATEMBO SIWASEYA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_063 - COPIE	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		118381.0	
Total Partiel:		118381.0	\$
DECLARANT:	KATHO IBILYABO FELISI	ITURI_SUITE_CCF04032016_0028_016	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		133021.0	
2 NON SIGNALE		130093.0	
3 NON SIGNALE		134485.0	
4 NON SIGNALE		114721.0	
5 NON SIGNALE		116185.0	
Total Partiel:		628505.0	\$
DECLARANT:	KAVE KABAKA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_054	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 KAVE KABAKA		119845.0	
Total Partiel:		119845.0	\$
DECLARANT:	KAVIRA MIREGERE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_019	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 MUHINDO		126433.0	
Total Partiel:		126433.0	\$
DECLARANT:	KAYENYI TIDO ADELINE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_028	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		119845.0	
Total Partiel:		119845.0	\$
DECLARANT:	KENGE BULAYA	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_042	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 MARI		102277.0	
2 NON SIGNALE		119845.0	
Total Partiel:		222122.0	\$
DECLARANT:	KIHEBO KONABO JEAN DE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_024	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		103741.0	
2 NON SIGNALE		123505.0	
3 NON SIGNALE		102277.0	
Total Partiel:		329523.0	\$
DECLARANT:	KILELI SEKEREZABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_054	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 WATUTATU		119845.0	
Total Partiel:		119845.0	\$
DECLARANT:	KIMAREKI CHEKECHE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_018	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		119845.0	
2 NON SIGNALE		119845.0	
3 NON SIGNALE		119845.0	
Total Partiel:		359535.0	\$
DECLARANT:	KIMAREKI MALALI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_002	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		119845.0	

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI MBUTYABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI NISONGO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_034**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI SALAMBONGO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_052**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI SOKIRABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (3)_010**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KIMBABO LEBILYABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_035**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	102277.0

Total Partiel: 102277.0 \$

DECLARANT: KIMOTIA KIMOTIA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_036**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: KISANGA ISSA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_025**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KISANGA LIEVIN	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KISEDZO NSINGOMA **ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_007**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	124354.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0

7 NON SIGNALE	122890.0
8 NON SIGNALE	122890.0
9 NON SIGNALE	122890.0
10 NON SIGNALE	122890.0
11 NON SIGNALE	103858.0

Total Partiel: 1334222.0 \$

DECLARANT: KISEZA NGUMBA BEATRICE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_054**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 248708.0 \$

DECLARANT: KISEZO CIABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_209**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	108865.0
2 NON SIGNALE	133753.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	108865.0
6 NON SIGNALE	135949.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	108865.0
9 NON SIGNALE	105205.0
10 NON SIGNALE	116185.0
11 NON SIGNALE	116185.0
12 NON SIGNALE	119845.0
13 NON SIGNALE	108865.0
14 NON SIGNALE	112525.0
15 NON SIGNALE	105205.0

Total Partiel: 1739847.0 \$

DECLARANT: KISEZO MACHONGANI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_032**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KISEZO NABIRABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_068**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: KISEZO SITAKI JEAN DE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_034**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: KIZA KIDOSABO GASTON **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_026**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	112525.0
2 NON SIGNALE	117649.0
3 NON SIGNALE	130825.0
4 NON SIGNALE	132289.0

Total Partiel: 493288.0 \$

DECLARANT: KIZALA LEMABO NORBERT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_056**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: KIZALA PELEKABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_078**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: KIZEZO MATESO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_034**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KIZZA RAPHAEL **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_064**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KODABO DIEUDONNE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_045**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 102277.0

Total Partiel: 102277.0 \$

DECLARANT: KOLIE JENISALINA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0013 (3)_002**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0
4 NON SIGNALE 119845.0
5 NON SIGNALE 119845.0
6 NON SIGNALE 119845.0
7 NON SIGNALE 119845.0
8 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 958760.0 \$

DECLARANT: KONDUABO LUBAMBO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_022**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: KONDWABO MANGALA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_066**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KONGWABAKO RENGABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_031**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 133021.0
2 NON SIGNALE 110329.0
3 NON SIGNALE 130093.0
4 NON SIGNALE 131557.0

Total Partiel: 505000.0 \$

DECLARANT: KOSYABO MELCIOR COMITE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_048**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 WATIS TATU	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: KRIKAIDJA KABASELE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_016**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	102277.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 222122.0 \$

DECLARANT: KUKWABO CHENDABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_018**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: KUKWABO JEAN PAUL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_010**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: KUKWABO LOKINYABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_114**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: KUKWABO MALABO JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_016**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KUKWABO MUNYORORO **ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_028**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: KUKWABO TABO VISTOUR **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_026**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: KULEMA MBULABABUHU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: KUNDI KALE GREGSER **ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 958760.0 \$

DECLARANT: KUNGWABAKU TEBABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_024**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KUSSA SEZIKANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_017**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: LABABO SUMBABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_032**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: LAMIE BABABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_020**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: LEBABO MAYANI DIEU **ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_007**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: LEBABO MUNGIMBO JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DEUXIEME PERS PERS	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: LEBISABA TEKI ALPHONSE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: LEBISABO MAWAZO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_020**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: LEBISABO NYAMABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_028**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: LEBITO KOMBOKABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_026**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: LEKITYABO LOGABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_014**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	134485.0

Total Partiel: 134485.0 \$

DECLARANT: LEMABO NGUNDUKALI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_217**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CADET	132289.0
2 NON SIGNALE	102277.0
3 NON SIGNALE	103741.0

Total Partiel: 338307.0 \$

DECLARANT: LETY ANDROWA JONAS **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_164**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: LIABO SEBASIE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_023**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: LINGABO TETYABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_058**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: LINGANAISO KACHWEKA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_010**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	102277.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	108865.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 450832.0 \$

DECLARANT: LINGANAISO KAMBALE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_014**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIFA MULUMBA	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: LIRIPA GASTON **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_023**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	102277.0

Total Partiel: 102277.0 \$

DECLARANT: LIRPA MUNGENYI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_006 - COPIE**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: LISIMO MULIKALI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_011**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: LOBO PAY EZEKIA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_203**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: LOGO HAKIRE XAVIER **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_054**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ANGESI	119845.0
2 FRANCINE	119845.0
3 FRANCK	119845.0
4 MICHEL	119845.0
5 PATAG	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: LOKPATCHU LOWI GEDEON **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_261**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: LOMBINU LOTSI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_059**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 485470.0 \$

DECLARANT: LONEMA BUMBI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_013**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: LONGA JP

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_013

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ÉPOUSE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: LOSHA KPAWI SERGE

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_036

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: LOSSA RAMUNOBA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_040

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 GABI PASSA	119845.0
2 MENARO AMOTI	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: LOVE BORIVE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_121

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BAMU	119845.0
2 BUNJI	119845.0
3 TRIPHONETTE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: LOVE KILERA ENRIETTE

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_042

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0
3 NON SIGNALE	124354.0
4 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 497416.0 \$

DECLARANT: LUMBABO BIDABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0028_008

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	130825.0
---------------	----------

Total Partiel: 130825.0 \$

DECLARANT: LUMBALA WAKAZADI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_007

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: LUMUMBA KOLIRA GABRIEL

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_011

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: LYABO MATESO**ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_084 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

118381.0

Total Partiel: 118381.0 \$**DECLARANT: LYABO SIYABO****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_023****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

130825.0

Total Partiel: 130825.0 \$**DECLARANT: LYAGABO BAKOBI****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

119845.0

6 NON SIGNALE

119845.0

7 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$**DECLARANT: LYAGABO LYARUNGA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$**DECLARANT: MABOKA HEZABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

4 NON SIGNALE

122890.0

5 NON SIGNALE

122890.0

6 NON SIGNALE

122890.0

7 NON SIGNALE

122890.0

8 NON SIGNALE

122890.0

9 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 1106010.0 \$**DECLARANT: MACHIKA MUJAGANI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_037****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: MAFU DJUMA MATHIEU****ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: MAGANI KABONZI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: MAGANI MBIMBILA**ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_128****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	129478.0
4 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 498148.0 \$**DECLARANT: MAKABO HEMUKABO****ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	113374.0
---------------	----------

Total Partiel: 113374.0 \$**DECLARANT: MAKALINGI BEDE JEAN****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_251****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1198450.0 \$**DECLARANT: MAKALINGI MAMBULU****ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: MAKANI SUGABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0
7 NON SIGNALE	122890.0
8 NON SIGNALE	122890.0
9 NON SIGNALE	122890.0
10 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 1228900.0 \$**DECLARANT: MAKATI JENISANI ETIENNE****ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$**DECLARANT: MAKATI KATALA GEROME****ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: MAKAWANI KIHORO JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_052**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: MAKI BANGA JEAN CLAUDE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_018**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: MAKI DALE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_158**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 CHELEWA 122890.0
2 NGUPKA 122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: MAKI DHEGBO ALFRED **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 DHEAAAY 122890.0
2 VARODHA 122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: MAKI NGADJOLE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_034**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 122890.0
2 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: MAMBAYA LIKAKANI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 122890.0
2 NON SIGNALE 122890.0
3 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: MAMBO ALEZO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_023**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: MAMI GAYANA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_002**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 98734.0

Total Partiel: 98734.0 \$

DECLARANT: MANARO CHARLOTTE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_018**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 SIFA MULUMBA 122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: MANARO MUSUGANI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 122890.0
2 NON SIGNALE 122890.0
3 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: MANARO NSIKINYANI**ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_027****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE
3 NON SIGNALE

138262.0
134602.0
136066.0

Total Partiel: 408930.0 \$**DECLARANT: MANDRO MAXIMIEN****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_170****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ONCLE MAURICE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: MANGIYO NYAMA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_009****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: MANOTI BUSAGAU****ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_025****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE
3 NON SIGNALE

138262.0
136066.0
133870.0

Total Partiel: 408198.0 \$**DECLARANT: MARCELINE MAKANZALA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE

122890.0
122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: MASIKA CLARIS****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE

122890.0
122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: MASINI KWEKINAY MABIE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_044****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: MASUMBUKO ADADA****ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_019****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: MATESO BAWALI GILBERT****ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_017****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE
3 NON SIGNALE
4 NON SIGNALE

122890.0
122890.0
122890.0
122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$**DECLARANT: MATESO CYPRIEN****ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE

122890.0
122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: MATESO KATANZE JF **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_213**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	106054.0
2 NON SIGNALE	117034.0
3 NON SIGNALE	106054.0
4 NON SIGNALE	106054.0
5 NON SIGNALE	106054.0
6 NON SIGNALE	106054.0
7 NON SIGNALE	106054.0
8 NON SIGNALE	117034.0
9 NON SIGNALE	138262.0
10 NON SIGNALE	138262.0
11 NON SIGNALE	106054.0

Total Partiel: 1252970.0 \$

DECLARANT: MATESO KVALEGA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_118**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BUGASAKI	122890.0
2 YEMIMA	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: MATESO NCHWEKE JUSTIN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_052**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: MATESO NOBIRABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_018**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 737340.0 \$

DECLARANT: MATESO NOZABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_020**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: MATESO NYAMABE JUSTIN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_025**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: MATOYA KIMAREKI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_012**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0
7 NON SIGNALE	122890.0

		Total Partiel:	860230.0	\$
DECLARANT:	MATSO AVEBA		ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_008	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ADABA ALBERT		122890.0	
		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	MATSO TABU LAPADHU		ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_012	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		122890.0	
		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	MAWADRI MATOYA JOSEPH		ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_022	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		126550.0	
		Total Partiel:	126550.0	\$
DECLARANT:	MBAKAMA CAMILE		ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_020	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		120694.0	
2	NON SIGNALE		140458.0	
3	NON SIGNALE		120694.0	
		Total Partiel:	381846.0	\$
DECLARANT:	MBISIKALI NOBIRABO		ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_020	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		122890.0	
		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	MBOYOUNA LASI		ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_030	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		122890.0	
2	NON SIGNALE		122890.0	
		Total Partiel:	245780.0	\$
DECLARANT:	MBUKALI BURAMBULU		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_060	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	MBUKALI KISEZO MARCEL		ITURI_SUITE_CCF04032016_0018_002	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		122890.0	
2	NON SIGNALE		122890.0	
3	NON SIGNALE		122890.0	
4	NON SIGNALE		122890.0	
		Total Partiel:	491560.0	\$
DECLARANT:	MBULABABUHU TCHOMBE		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_068	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
3	NON SIGNALE		119845.0	
4	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	479380.0	\$
DECLARANT:	MBULASIKA LYABOBWA		ITURI_SUITE_CCF04032016_0028_004	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		122890.0	

		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	MBUTIABO GABRIEL		ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_014	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		122890.0	
2	NON SIGNALE		122890.0	
3	NON SIGNALE		122890.0	
		Total Partiel:	368670.0	\$
DECLARANT:	MBUTYABO EMMANUEL		ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_012	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		122890.0	
2	NON SIGNALE		122890.0	
		Total Partiel:	245780.0	\$
DECLARANT:	MBUTYABO LABABO ORIA		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_008	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	239690.0	\$
DECLARANT:	MBUYABO SIMBILYABO		ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_011	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		122890.0	
		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	MONGUA		ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_032	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	MPAKA BUKAKA JEAN		ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_028	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	MUBOYO AJULA VALEUR		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_012	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	MUDZUNA MBIDHA		ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_015	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	MUDZUNA MBIDHA		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	MUGIMBA ZOKI GERMAN		ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_002	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	MUGIMBA ZOKI GERMAN		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	MUJANDUDU PASCALINE		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_012	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
3	NON SIGNALE		119845.0	
4	NON SIGNALE		119845.0	
5	NON SIGNALE		119845.0	
6	NON SIGNALE		119845.0	

7 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$**DECLARANT: MUJIABAKU SIABO JOSEPH ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_257****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: MULIMBA BAITHE REMY ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_024****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: MULIMBA NYAMA NESTOR ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_022****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: MUMIABACKU TEBABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_010****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 TANTE PATERNELLE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: MUNGANGA MBUSUMA ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_040****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: MUNGENYI BASARA ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_066****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 BYARUHA 119845.0

2 DIE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: MUNJADGAU HATIKE ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_004****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

5 NON SIGNALE 119845.0

6 NON SIGNALE 119845.0

7 NON SIGNALE 119845.0

8 NON SIGNALE 119845.0

9 NON SIGNALE 119845.0

10 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 1198450.0 \$**DECLARANT: MUNO DUZORO BENOIT ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_040****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

5 NON SIGNALE 119845.0

6 NON SIGNALE 119845.0

7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 958760.0 \$

DECLARANT: MUNO MANDA **ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_028**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: MUNO WINGI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: MUNYORORO BALUKU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_021**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: MUSANSA MBUSIYA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (3)_002**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: MUSEZO BANKU ETIENNE **ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_028**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	133753.0
2 NON SIGNALE	98617.0
3 NON SIGNALE	98617.0
4 NON SIGNALE	133753.0
5 NON SIGNALE	133753.0

Total Partiel: 598493.0 \$

DECLARANT: MUSUBI HERABO DIEU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_022**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KISIYA JEAN	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: MUSUBI NGONJIABO **ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_032**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	113257.0

Total Partiel: 233102.0 \$

DECLARANT: MUSUNGANI SUGALIMBA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_004**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	136681.0
2 NON SIGNALE	136681.0
3 NON SIGNALE	102277.0

Total Partiel: 375639.0 \$

DECLARANT: MUSUSANI SIDIKOYI **ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_018**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: MUTAGANI SEZIKANA**ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: MUTAMBALA LULACHA****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_078 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: MUTOMBO SAMI****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: MUTUBULE BACHWEKI****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: MUZADUAV TERENAKO****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_038****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: MUZIABAKU DIEUDONNE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_076****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: MUZIAGANI HANDISANA****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_094****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

119845.0

6 NON SIGNALE

119845.0

7 NON SIGNALE

119845.0

8 NON SIGNALE

119845.0

9 NON SIGNALE

119845.0

10 NON SIGNALE

119845.0

11 NON SIGNALE

119845.0

12 NON SIGNALE

119845.0

13 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 1557985.0 \$**DECLARANT: MUZIKALI INANA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: MUZINGANGA NCHWEKE**ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE
- 2 NON SIGNALE

119845.0
119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: MWANSA MBAFUMOYA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE
- 2 NON SIGNALE

119845.0
119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: MWDJADUDU****ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE
- 2 NON SIGNALE
- 3 NON SIGNALE
- 4 NON SIGNALE
- 5 NON SIGNALE
- 6 NON SIGNALE
- 7 NON SIGNALE
- 8 NON SIGNALE
- 9 NON SIGNALE
- 10 NON SIGNALE

119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0

Total Partiel: 1198450.0 \$**DECLARANT: MWZIKALI KATHO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_193****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE
- 2 NON SIGNALE
- 3 NON SIGNALE

119845.0
119845.0
119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: NABABO FRANCOISE****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_077 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: NAGIRANA NISONGO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_030****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 MBANGA NORBERT

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: NCHWEKE DHAKANI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_197****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE
- 2 NON SIGNALE
- 3 NON SIGNALE
- 4 NON SIGNALE
- 5 NON SIGNALE
- 6 NON SIGNALE
- 7 NON SIGNALE
- 8 NON SIGNALE
- 9 NON SIGNALE
- 10 NON SIGNALE
- 11 NON SIGNALE

119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0

Total Partiel: 1318295.0 \$**DECLARANT: NDEY LEMABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: NDOCHA MUHUNI FELEXI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: NDODU LEONARD **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_036**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NDRODHA DROTIA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_086**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KABAROLE	119845.0
2 KOKOYI	119845.0
3 LIGO	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: NDROMI BAWIYA FRANCOIS **ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_017**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NDRUTSE TARAMA TRESOR **ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_029**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: NDUDANGA AUGUSTIN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_104**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: NDUDANGA BULAMUZI JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_033**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NDUDANGA CHENDABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_072**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NDUKUKWA KOSINABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_054**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 JEUNES	124969.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 244814.0 \$

DECLARANT: NDUKUKWA NOBIRABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_020**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: NDUKUKWA RETHA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_006**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NDUKUKWA TAKANE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_024**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

5 NON SIGNALE 119845.0

6 NON SIGNALE 119845.0

7 NON SIGNALE 119845.0

8 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 958760.0 \$

DECLARANT: NGABHUSI ZAWADI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_032**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 REMI 119845.0

2 SINENO 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NGAMU HANDILYA ESTHER **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_024**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: NGANABO KABABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: NGANABO KABAKU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_004**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NGANABO KABULI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_027**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NGANABO YOGANZABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_006**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: **NGAVE SINGADJU** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_040N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **NGOBA MATSO** ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_172 - COPIEN° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 ADJIBA 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **NGOMA LOSA OLIVIER** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_024N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NGJALENGO SUNGU 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **NGONZABO CHOMBE** ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_026N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **NGONZIKALI KANAMALI** ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_002N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

5 NON SIGNALE 119845.0

6 NON SIGNALE 119845.0

7 NON SIGNALE 119845.0

8 NON SIGNALE 119845.0

9 NON SIGNALE 119845.0

10 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 1198450.0 \$

DECLARANT: **NGUMBA NZUNGU** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_024N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: **NGUMBA SONGOLABO** ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_011N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: **NGUNA SINGA SINGA** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_259N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 119845.0

2 NON SIGNALE 119845.0

3 NON SIGNALE 119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

5 NON SIGNALE 119845.0

6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1078605.0 \$

DECLARANT: **NGUNDURALE BASIYA** ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_016

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **NGUNGWABOKU NYASIRI** ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_031

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 958760.0 \$

DECLARANT: **NICHWEKE BASIBONGE** ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_022

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **NIGATA NSILI** ITURI_SUITE_CCF05032016_0014 (2)_006

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **NOBABO SOBURABO** ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_026

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$

DECLARANT: **NOBABO ZANAGANI** ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_012

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **NOBIRABO BADHUDHU** ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_006

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: **NOBIRABO MAKABO** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_010

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NOBIRABO MUNGANGA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_016**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MULAKANI	119845.0
------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: NOBIRABO PELEKABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_056**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0
7 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 860230.0 \$

DECLARANT: NOBIRABO SUNGABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_060**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: NON DISPONIBLE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_004**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NONABO BASIBONGE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_048**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: NSEKAKALE MATOYA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: NSINGOMA ANTOINE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0032_002**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: NSOBA MATSO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_172 - COPIE**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ADJIBA	119845.0
----------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: NYAKATHO MARTIN**ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$**DECLARANT: NYAKUNOBWA ABOOLI****ITURI_SUITE3_CCF07032016_011****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAMUTARA KANDOLE	119845.0
--------------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: NYALAMBGA KONDU****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: NYAMA ABALA ANDRE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAZIGA	119845.0
2 NGAVE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: NYAMABAKU AUGUSTIN****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: NYAMABAKU KISENGI****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_124****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: NYAMABAKU MULIMBA****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_080 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$**DECLARANT: NYAMABO MAKABO****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_084****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: NYAMABO MANONO****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

5	NON SIGNALE	119845.0
6	NON SIGNALE	119845.0
7	NON SIGNALE	119845.0
8	NON SIGNALE	119845.0
9	NON SIGNALE	119845.0
10	NON SIGNALE	119845.0
11	NON SIGNALE	119845.0
12	NON SIGNALE	119845.0
13	NON SIGNALE	119845.0
14	NON SIGNALE	119845.0
15	NON SIGNALE	119845.0
16	NON SIGNALE	119845.0
17	NON SIGNALE	119845.0
18	NON SIGNALE	119845.0
19	NON SIGNALE	119845.0
20	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NYAMABO TSHOKAMUZI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	119845.0
2	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: NYAMAISO SEKABO JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_006**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	JEAN	122890.0
---	------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: NYANGOMA KUKWANYABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	122890.0
2	NON SIGNALE	122890.0
3	NON SIGNALE	119845.0
4	NON SIGNALE	119845.0
5	NON SIGNALE	122890.0
6	NON SIGNALE	119845.0
7	NON SIGNALE	119845.0
8	NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 970940.0 \$

DECLARANT: NYANGOMA MARCELINA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_040**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	119845.0
2	NON SIGNALE	119845.0
3	NON SIGNALE	119845.0
4	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: NYANZAYI THERESE **ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	AVUTA	119845.0
---	-------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: NYAVANDI THERESE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_016**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	119845.0
2	NON SIGNALE	119845.0
3	NON SIGNALE	119845.0
4	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: NZIANI BOLUSI**ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ANYOTSI MUWI	119845.0
2 TAUKA BANGANGAY	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: NZIANI THERESE****ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: OKALELI LIPISA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$**DECLARANT: OKIMO****OKIMO****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ALI D OR MICHEL TSHIMBAYI	102342.0
2 AZIBA MEDZA	120419.0
3 BALONGA BUBU	120419.0
4 BAU BOSEMI	120419.0
5 BUBU DIROKPA	120419.0
6 BUNA LOMBUNI	120419.0
7 BUTSO TCHUKPA	120419.0
8 DHEDONGA KALO	120419.0
9 DUMANI BANDONI	120419.0
10 DUNDJI KPADYU	120419.0
11 DZ BA MUTSU	120419.0
12 ENFANT DHESSA DIROKPA	120419.0
13 ENFANT LOBO NGBATSI	120419.0
14 ENFANT LOBO NGBATSI	120419.0
15 ENFANT LOBO NGBATSI	120419.0
16 ENFANT LOBO NGBATSI	120419.0
17 ENFANT LOBO NGBATSI	120419.0
18 ENFANT LOBO NGBATSI	120419.0
19 ENFANT LOBO NGBATSI	120419.0
20 ENFANT MVUMULIO GAYA	120419.0
21 ENFANT MVUMULIO GAYA	120419.0
22 ENFANT MVUMULIO GAYA	120419.0
23 ENFANT MVUMULIO GAYA	120419.0
24 ENFANT MVUMULIO GAYA	120419.0
25 ENFANT WARAKAMOTI	120419.0
26 ENFANT WARAKAMOTI	120419.0
27 EPOUSE BUDHE MAY	120419.0
28 EPOUSE DHESSA DIROKPA	120419.0
29 EPOUSE LOBO NGBATSI	120419.0
30 EPOUSE MVUMULIO GAYA	120419.0
31 EPOUSE SIMO DJUKPA	120419.0
32 FUNYABO DUCHANABO	120419.0
33 GBORO BADA	120419.0
34 GOMBU DISMA	120419.0
35 GUDZA KOMANI	120419.0
36 KIBONDO RACHID	120419.0
37 KITABO WIKA	120419.0
38 KOCHUKE TAMBAKI	120419.0
39 KOKPA THEMBU	120419.0

40	KPAMBE NDOGI	120419.0
41	LOBO KOPE	120419.0
42	LOBO NGBATSI	120419.0
43	LOMBE NDALI	120419.0
44	LOSSA KPATSI	120419.0
45	LUSALA MWANA	120419.0
46	MANDRO BANDONI	120419.0
47	MATESO SOMBO	120419.0
48	MAYALA MAMPUYA	120419.0
49	MBUDJO LONZAMA	120419.0
50	MVUMULIO GAYA	120419.0
51	NDJUCHOLO EZELI	120419.0
52	NGABU GHILE	120419.0
53	NGONA NGALASI	120419.0
54	NGUSAPA DR KPA	120419.0
55	PELO JINO	120419.0
56	RUHIGWA DINDO	120419.0
57	SIMO DJUKPA	120419.0
58	SIMO DYAPI	120419.0
59	SINGO LITACHU	120419.0
60	TSEDHA LIDYO	120419.0
61	TSEDHA LINA	120419.0
62	TSERA DJUKA	120419.0
63	TSOKPA JISSA	120419.0
64	UCOUN NGADJOLE	120419.0
65	WARA KAMOTI	120419.0

Total Partiel: 7809158.0 \$

DECLARANT: OLOY WAMARA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_177 - COPIE

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1	AVESI	119845.0
2	BAHATI	119845.0
3	MUCHANZA	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: OLYABO MAKONGA JEAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_011

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1	OLYABO MAKONGA JEAN	119845.0
---	---------------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: OMAKO VICTORINE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_134 - COPIE

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1	NON SIGNALE	119845.0
2	NON SIGNALE	119845.0
3	NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: OMARI BAKWAPENGO

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_042

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1	NON SIGNALE	119845.0
---	-------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ONDINI KIDIKPA ALFRED

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_035

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1	NON SIGNALE	119845.0
---	-------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ONYANI MUTANA LEON

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_016

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1	NON SIGNALE	119845.0
---	-------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: OPITOY KERMUNDA**ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_056 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE
3 NON SIGNALE

119845.0
119845.0
119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: OZOBA DUME****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE

119845.0
119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: PAS DE NOM****ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: PEKE GAYA ERNESTE****ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE

119845.0
119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: PITAPITA TANDISHABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: RAGIRABO KIJABO****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_036****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE
3 NON SIGNALE
4 NON SIGNALE
5 NON SIGNALE
6 NON SIGNALE
7 NON SIGNALE
8 NON SIGNALE

119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0
119845.0

Total Partiel: 958760.0 \$**DECLARANT: RUHIGWA MUSEZA****ITURI_SUITE1_CCF07032016_030****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAKUKU AVOLU

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: RUMWIRA GUMBURA****ITURI_SUITE1_CCF07032016_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SINGO LODJU

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: RUWATE DZMBIRABA****ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE
3 NON SIGNALE
4 NON SIGNALE

119845.0
119845.0
119845.0
119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: SAFARI ADJIBA JP**ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: SAFARI PELEKABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SAFARI PELEKABO

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: SANGABO KAKANI****ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

3 NON SIGNALE

122890.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

119845.0

6 NON SIGNALE

122890.0

7 NON SIGNALE

119845.0

8 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 970940.0 \$**DECLARANT: SEBORABO SINGOMA LAWI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

119845.0

6 NON SIGNALE

119845.0

7 NON SIGNALE

119845.0

8 NON SIGNALE

119845.0

9 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 1078605.0 \$**DECLARANT: SEKEREZABO MWERE****ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

119845.0

6 NON SIGNALE

119845.0

7 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$**DECLARANT: SENGI LUC****ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_034****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

119845.0

6 NON SIGNALE

119845.0

7 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$**DECLARANT: SENISALANA ESPERANCE****ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: SERABO JOSEPH ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_004

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: SEZABO KIMAREKI ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_118

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: SEZABO KUDJABO ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_154

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: SEZABO SIMBABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0032_004

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$

DECLARANT: SEZIKANA LEMISE ITURI_SUITE_CCF05032016_0013 (3)_008

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	136681.0
---------------	----------

Total Partiel: 136681.0 \$

DECLARANT: SHABA NDAHORA MATAYO ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_202

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: SHIABO BUNGAMUZI ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_012

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1198450.0 \$

DECLARANT: SIBIHOLYA NJIANI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_020**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: SIMBILYABO MATESO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: SIMBILYABO MICHEL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_019**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: SIMBILYABO MOLAMO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_012**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: SIMBILYABO ZANAMUZI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: SIMIKALI JOREGETA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_005**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: SIMOLABO BUNGAMUZI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: SIMOLABO SELYABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_014**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: SINGO KAPIPINA FAUSTIN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_086**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: SINGOMA NESTOR**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_122****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$**DECLARANT: SIRIKABO NZUNGU****ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_015****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$**DECLARANT: SIYABO IBILYABO PASCAL****ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_021****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: SIYABO KITEBA FERDINANT****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_074****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: SOFIA LIKABINZO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$**DECLARANT: SOKOSHABA SAMBABO****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_162****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: SOMI KUKWA ANNE MARIE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_078****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: SOSABO TINGITIAKO****ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: SUGABO DUMANZABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: SUGABO INNONCENT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	124969.0
2 NON SIGNALE	124969.0
3 NON SIGNALE	124969.0
4 NON SIGNALE	124969.0
5 NON SIGNALE	124969.0

Total Partiel: 624845.0 \$

DECLARANT: SUGABO NYAMABAKU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_024**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: SUGALIMBA TIEDORINE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_034**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SUGALIMBA TIEDORINE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: SUGALINA MARIE LOUISE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_012**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: SUGANABO BUKAMA JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_015**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: SUMBAKUKWA ANGAIKA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_008**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SUMBUKIA	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: SUMBAKUKWA EMOBIE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_018**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1078605.0 \$

DECLARANT: SUMBAKUKWA TABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$

DECLARANT: SUMBUKABO MBUIYABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_002

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: SUMBUSO RIZA ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_032

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE
1 BUJINE 119845.0
2 KAMBONESA 119845.0
3 KATABUKA 119845.0
4 NYAKUNOBWA 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: TABAKUKWA NOBIKANA ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_006

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: TABO KATO ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_026

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0
4 NON SIGNALE 119845.0
5 NON SIGNALE 119845.0
6 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: TABO MAKUKWA ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_018

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: TABO MICHEL KAKISANA ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_056

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: TABU BESISA ETIENNE ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_003

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE
1 MASUMBUKO 130825.0

Total Partiel: 130825.0 \$

DECLARANT: TABU NGILYABO TAGIRABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_028

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE 122890.0
2 NON SIGNALE 122890.0
3 NON SIGNALE 122890.0
4 NON SIGNALE 122890.0
5 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 614450.0 \$

DECLARANT: TAGIRABO BYAMUZI**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_086****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 JOTAB	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$**DECLARANT: TAGIRABO DIEUDONNE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$**DECLARANT: TAGIRABO GILBERT****ITURI_SUITE_CCF04032016_0029_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	134485.0
---------------	----------

Total Partiel: 134485.0 \$**DECLARANT: TAGIRABO KASONGO****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: TAGIRABO MIHALA PIERRE****ITURI_SUITE_CCF05032016_0028_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: TAGIRABO SIRIKANE****ITURI_SUITE_CCF04032016_0013_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	109597.0
2 NON SIGNALE	113257.0
3 NON SIGNALE	109597.0
4 NON SIGNALE	109597.0

Total Partiel: 442048.0 \$**DECLARANT: TALIKABO DIEUDONNE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_112****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATANABO	119845.0
2 KIMAREKI	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: TAMBEKI NYAZUNGU****ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_038****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: TANACHABO BAKOBI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_023****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: TANDISHABO ARCHANGE ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_014

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: TANDISHABO MAKATI ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_044

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	122890.0
---------------	----------

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: TANDISHABO SONGOLABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0030_008

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: TANDISHABO TEBIBO JEAN ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_018

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$

DECLARANT: TCHOMBE KWAYA ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_096

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 UPIO UTONGA	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: TEBABO BANGILJO ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_023

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: TEBABO NKONI ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_201

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	135949.0
---------------	----------

Total Partiel: 135949.0 \$

DECLARANT: TEBABO NYAMA ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_032

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	105205.0
2 NON SIGNALE	105205.0

Total Partiel: 210410.0 \$

DECLARANT: TEBABO NYAMABAKU ITURI_SUITE_CCF05032016_0016 (2)_003

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: TEBAKUKWA JOSEPHINE ITURI_SUITE4_CCF07032016_018**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0
11 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1318295.0 \$**DECLARANT: TEBANI ANTOINETTE ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_026**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: TEBANI HANCYAIKA ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_018**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$**DECLARANT: TEBANI SIKAKALI ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_014**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: TINGABO KAKANI AUGUSTIN ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_010**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: TOBILYABO SEZABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_010**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: TOLISE JACQUES ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_004**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: TOLISE MANGANGA ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_058**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: TOMATE KPATIZI **ITURI_SUITE1_CCF07032016_024**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAHUHIGA	118381.0
2 GOIBU KARUILE	119845.0
3 LOGO CHARLE	119845.0

Total Partiel: 358071.0 \$

DECLARANT: TOMI RAYHABO BERTRAND **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_156**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: TONDANA MALONA **ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_028**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122041.0
2 NON SIGNALE	122041.0
3 NON SIGNALE	122041.0
4 NON SIGNALE	122041.0
5 NON SIGNALE	136681.0

Total Partiel: 624845.0 \$

DECLARANT: TOYABO CHANSIABO JB **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_028**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: TOYABO NZABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_016**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: TSEDHA MAMBO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_172**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 FILS BAUDJO	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: TSEDHA NDUTSI CYPRIEN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_062**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: TUBUGAMBWA BORIVE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_084**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: UKUMU DILE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_127 - COPIE**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: WANABO AKUNABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_008**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1078605.0 \$

DECLARANT: WARASI ZASI **ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_017**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KANDZOYI	119845.0
2 TANTE WARASI	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: YOMBI SONGOLE JOEL **ITURI_SUITE4_CCF07032016_008**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: YOMBIKALI BALIKANANE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_026**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: YOMBIKALI NOBIRABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_008**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: ZABA TAGA JEAN **ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_019**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ZABA TAGA JEAN	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ZAGABONEKI LINENDESIO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_008**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ZAKINEKI MAKANZALA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_028**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ZAKINEKI MANSUBI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_034**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	ZAKINEKI NOBABO		ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_035	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	239690.0	\$
DECLARANT:	ZALABASIKA ESPERANCE		ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_028	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	ZALISA NYAMA PROSPER		ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_004	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	239690.0	\$
DECLARANT:	ZANABO KASONGE		ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_036	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	239690.0	\$
DECLARANT:	ZANAGANI FRANCOISE		ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_030	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ZANAGANI FRANCOISE		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	ZANAMUZI CHENDABO		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_098	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	239690.0	\$
DECLARANT:	ZANAMUZI EMMANUELLA		ITURI_SUITE_CCF05032016_0012_002	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
3	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	359535.0	\$
DECLARANT:	ZANAMUZI GBAHANZABO		ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_052	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
3	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	359535.0	\$
DECLARANT:	ZANAMUZI KERABO		ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_020	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	ZANAMUZI MBULUNGU		ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_036	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	

3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: ZANAMUZI NGWARA ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_034

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0
11 NON SIGNALE	119845.0
12 NON SIGNALE	119845.0
13 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1557985.0 \$

DECLARANT: ZANAMUZI SIBIKABO JUSTIN ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_008

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: ZANAMUZI SILVIN DAKANE ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_082

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0
11 NON SIGNALE	119845.0
12 NON SIGNALE	119845.0
13 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1557985.0 \$

DECLARANT: ZANAMUZI SUBABO ADOLE ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_006

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: ZANAMUZI TEBABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_009

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: ZOGIDABO TYABO JOSEPH ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_014

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: ZUNANABO SINGOMA DAVID **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_004**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

Année: 2003

DECLARANT: ALIAMINI OTENGA BAKUSU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_243**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAYALIWA	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: AMBATI KADO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_019**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: AMINATA CHANTAL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_004**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: ARTHUR TSUNEO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_063**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: ASINA ABDALA SAKINA **ITURI_SUITE7_CCF08032016_011**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUSSA ASEME	119845.0
2 TCHEKABO	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: ATANINGAMU EKOZABEA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_003**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	129361.0
2 NON SIGNALE	101545.0
3 NON SIGNALE	108865.0

Total Partiel: 339771.0 \$

DECLARANT: AUNDEI EMANUEL **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_014**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: AVEBA NYARARA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_102**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	108865.0
2 NON SIGNALE	137413.0

Total Partiel: 246278.0 \$

DECLARANT: **BADENGA DHEBU JOSEPH** **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_225**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BANDEMA BAUDOIN TAULI** **ITURI_SUITE7_CCF08032016_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 JB MUSIRIMA

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BANGA BALEMWAKI** **ITURI_SUITE3_CCF07032016_013**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUDZA

119845.0

2 LOBO POLEPOLE

119845.0

3 NYAMTALE

119845.0

4 TABO

119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: **BANGA DHONZA KALATU** **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_245**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **BANGA DIROSAMO** **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAMAN ZAVE VALERIEENNE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: **BANGA EMANUEL MBAMBA** **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_044**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 EPOUSE JANETTE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **BANGA KILODJALON** **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_086 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **BARONGO MUGENYI ZADOKI** **GEMENA_CCF05032016_0001_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: **BASARA BAGUMA DAVID** **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_031**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **BASEGERE DANZU JOSUA** **ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BAWOLO BATULAISE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ASILATE	119845.0
2 MENI KOBENO	119845.0
3 POZE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: BEDHA BOBILETHI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 958760.0 \$

DECLARANT: BEDHA BOBILETHI **ITURI_SUITE_CCF05032016_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BONAVINGI DZDDA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_016**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 491560.0 \$

DECLARANT: BONGENDA BATINA **ITURI_SUITE7_CCF08032016_003**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BORIVE ANNIE CHANTAL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_020**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: BUGASAKI MACHAPA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_019**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: BUJO DJOMBE CYPRIEN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_024**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: BUJO NDJANGO RAYMOND **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_010**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
-----------------------	----------------------------

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: **BUMA LEMBE CHARLOTTE** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_088

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: **BUTSO ABALA PASCAL** ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_010

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 BUTSO ABALA PASCAL	119845.0
----------------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **DHEDA TCHEBA HENRI** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_086

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **DHEGBO LOPA EVARISTE** ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_006

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **DHENA BALO DESIRE** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_006

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: **DHENA GOBA** ITURI_SUITE1_CCF07032016_008

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 DHOMBO DHENA	119845.0
----------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **DHEUDJO NYAU CHWEKI** GEMENA_CCF05032016_012

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 REMY BARKA	119845.0
--------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: **DHEWI KATHA EDWIGE** ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_009

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: **DHEZUNGA JIWA** ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_166

N° **NOM VICTIME** EVALUATION CHIFFREE

1 MAMAN BABYONA	108865.0
2 NON SIGNALE	120577.0
3 NON SIGNALE	136681.0

Total Partiel: 366123.0 \$

DECLARANT: DJUMANI AMANI AMANI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MYRIAM HIDU 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: DUALINA CHARLOTTE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_018 - COPIE**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: DUBATSO BAGUMA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_104**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 135217.0
2 NON SIGNALE 136681.0
3 NON SIGNALE 112525.0

Total Partiel: 384423.0 \$

DECLARANT: DUNDJI ASIMWE CLAUDE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_018**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0
4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: FATUMA WEMA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_150 - COPIE**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MAMAN KIZA 108865.0
2 PAPA KIZA 103741.0

Total Partiel: 212606.0 \$

DECLARANT: GAFWABUSA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_038**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 111061.0
3 NON SIGNALE 132289.0

Total Partiel: 363195.0 \$

DECLARANT: GBOMBO PIMBO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_032**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 122890.0
2 NON SIGNALE 122890.0
3 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 368670.0 \$

DECLARANT: GBOSI MADASI MARIE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_068**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 122890.0
2 NON SIGNALE 122890.0
3 NON SIGNALE 122890.0
4 NON SIGNALE 122890.0
5 NON SIGNALE 122890.0
6 NON SIGNALE 122890.0
7 NON SIGNALE 122890.0
8 NON SIGNALE 122890.0
9 NON SIGNALE 122890.0
10 NON SIGNALE 122890.0
11 NON SIGNALE 122890.0
12 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 1474680.0 \$

DECLARANT: HABIABO DIEUDONE**ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_004 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: HENRIETTE LOSSI****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_233****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

2 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$**DECLARANT: IDEY KAMAINDA MARIE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: ITURI_SUITE_CCF05032016_0****SUITE_CCF05032016_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$**DECLARANT: JOJI KUMBU TSUBA****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_241****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

4 NON SIGNALE

119845.0

5 NON SIGNALE

119845.0

6 NON SIGNALE

119845.0

7 NON SIGNALE

119845.0

8 NON SIGNALE

119845.0

9 NON SIGNALE

119845.0

10 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 1198450.0 \$**DECLARANT: KABULI BULE FRANCOIS****ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_017****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ARNO

119845.0

2 EMELI

119845.0

3 MBUTCHU

119845.0

4 MBUTE

119845.0

5 NGADJOLE

119845.0

6 PAPI MBUTCHU

119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$**DECLARANT: KAOMA KYAVIHIRE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_054****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

2 NON SIGNALE

119845.0

3 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: KATANABO GILBERT****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KATO GODU JACQUES **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_014**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KAWAYU UZELE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_006**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KIKANI DIABO FABIEN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_094**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KONGI ARANDA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_110 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$

DECLARANT: KPATYU LOGO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_239**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0
4 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$

DECLARANT: KUKUSABO PELEKABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_018**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: KUNABO MBULUNGU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_016**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: LOBBO DJONDROMA DEDIE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_237**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 MERE GORETTE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: LOBI DZRODJO LEONARD **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_002**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0
2 NON SIGNALE 119845.0
3 NON SIGNALE 119845.0
4 NON SIGNALE 119845.0
5 NON SIGNALE 119845.0
6 NON SIGNALE 119845.0
7 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 838915.0 \$

DECLARANT: LOBO DHEGBO LOUIS**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_209****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$**DECLARANT: LOBO JUSTIN****ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_011****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	127165.0
2 NON SIGNALE	128629.0

Total Partiel: 255794.0 \$**DECLARANT: LODIMA NJONJO JEAN****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_219****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
---------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: LOJUNGA BUDHE DESIRE****ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_076****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 239690.0 \$**DECLARANT: LOKANA KPANE INNOCENT****ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOSSI	119845.0
2 JEAN PAUL	119845.0
3 KABUANA	119845.0
4 MAVÉ	119845.0

Total Partiel: 479380.0 \$**DECLARANT: LOKANA LINA FRANCK****ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_025****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIRIPA VADJERU	119845.0
------------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: LONGA JEAN PAUL ROGER****ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LONGA JEAN PAUL ROGER	119845.0
-------------------------	----------

Total Partiel: 119845.0 \$**DECLARANT: LONGBA KPATSO****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_103 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
8 NON SIGNALE	119845.0
9 NON SIGNALE	119845.0
10 NON SIGNALE	119845.0
11 NON SIGNALE	119845.0
12 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 1438140.0 \$

DECLARANT: LORANU KPADJANGA JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DIEU MERCI	119845.0
2 IRENE	119845.0
3 SHUKURU	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$

DECLARANT: LOSSI TSETSE IRMA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_012**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	124354.0
2 NON SIGNALE	124354.0
3 NON SIGNALE	124354.0
4 NON SIGNALE	124354.0
5 NON SIGNALE	124354.0
6 NON SIGNALE	124354.0
7 NON SIGNALE	124354.0

Total Partiel: 870478.0 \$

DECLARANT: LOVE MBIDHA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_089 - COPIE**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MARIE	124237.0
2 NON SIGNALE	122041.0
3 NON SIGNALE	102277.0
4 NON SIGNALE	105205.0
5 NON SIGNALE	122041.0
6 NON SIGNALE	120577.0
7 NON SIGNALE	120577.0

Total Partiel: 816955.0 \$

DECLARANT: MAKATI MAKAWANI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: MAKI KPAKI JONAS **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MAKI KPAKI JONAS	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: MAKI KPANDRO JEAN DE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_011**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 719070.0 \$

DECLARANT: MALIKALE SIKAMOJI NANO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_013**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 UGUTI	122890.0
2 UGUTI	122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: MALOBI TITO INNOCENT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_020**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TSENGA LOMBUNI	119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: MANDRO DHENA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_048**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: MANDRO KATULE RICHARD **ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_007**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 PAPA KATULE 122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: MASIKA ARLETTE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_180**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: MASIKA KASIKA ANITA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_009**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 MOISE 122890.0
2 MUMBERE 122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: MASIKA SAKINA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_061**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$

DECLARANT: MASUMBUKO MUGENYI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_012**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 MAKI 122890.0
2 SAMSON 122890.0

Total Partiel: 245780.0 \$

DECLARANT: MATATA JULES **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_044**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 119845.0

Total Partiel: 119845.0 \$

DECLARANT: MATESO KPALU NORBERT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_006**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 ANA 119845.0
2 MADOYI 119845.0
3 NGADJOLE 119845.0
4 SABUNI 119845.0
5 SALONGO 119845.0

Total Partiel: 599225.0 \$

DECLARANT: MATONDO MABENGA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_018**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 122890.0

Total Partiel: 122890.0 \$

DECLARANT: MAWA RINGE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_014**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 122890.0
2 NON SIGNALE 122890.0
3 NON SIGNALE 122890.0
4 NON SIGNALE 122890.0
5 NON SIGNALE 122890.0

		Total Partiel:	614450.0	\$
DECLARANT:	MBUSI DINA		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_016	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		124354.0	
		Total Partiel:	124354.0	\$
DECLARANT:	MOPAYA MBAFELE		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_176 - COPIE	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	MAWAYI		119845.0	
2	ZABA		119845.0	
		Total Partiel:	239690.0	\$
DECLARANT:	NDASSI NATISSAKO		GEMENA_CCF05032016_004	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ABOKALA FRANCOIS		102277.0	
		Total Partiel:	102277.0	\$
DECLARANT:	NDIALE SALIMA		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_091 - COPIE	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	KINZI KINGONZI		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	NEEMA CHARLOTTE		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_030	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	239690.0	\$
DECLARANT:	NGABU LOKRA		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_140 - COPIE	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		120419.0	
2	NON SIGNALE		120419.0	
3	NON SIGNALE		120419.0	
4	NON SIGNALE		120419.0	
5	NON SIGNALE		120419.0	
		Total Partiel:	602095.0	\$
DECLARANT:	NGILAWANI CHANTL		ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_007	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	ROZIZI		116302.0	
		Total Partiel:	236147.0	\$
DECLARANT:	NGONA LOKANA		ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_002	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	NGONZIBONA JEANNE		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_005	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
		Total Partiel:	119845.0	\$
DECLARANT:	NYAKODJO BENITA		ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_008	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		119845.0	
2	NON SIGNALE		119845.0	
3	NON SIGNALE		119845.0	

Total Partiel:		359535.0	\$
DECLARANT:	OSAKO SUMAILI SUMAILI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_022	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		119845.0	
Total Partiel:		119845.0	\$
DECLARANT:	SHATCHU CHAMU	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_093 - COPIE	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		119845.0	
2 NON SIGNALE		119845.0	
3 NON SIGNALE		119845.0	
Total Partiel:		359535.0	\$
DECLARANT:	SUMBUSA SIMBILYABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_010	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		119845.0	
Total Partiel:		119845.0	\$
DECLARANT:	SWAZA IDALOYA AVOLI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_007	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		119845.0	
2 NON SIGNALE		119845.0	
3 NON SIGNALE		119845.0	
4 NON SIGNALE		119845.0	
5 NON SIGNALE		119845.0	
6 NON SIGNALE		119845.0	
7 NON SIGNALE		119845.0	
8 NON SIGNALE		119845.0	
Total Partiel:		958760.0	\$
DECLARANT:	TADJEKI MILIKALE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_010	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 ARKANDJE MULIMBA		119845.0	
2 MICHEL SABORABO		119845.0	
3 PAUL MUSUBI		119845.0	
Total Partiel:		359535.0	\$
DECLARANT:	TCHUMA MBUKANA CLAUDE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_070	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		119845.0	
Total Partiel:		119845.0	\$
DECLARANT:	TERABO MUYOMBYA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_055	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 BANGISHA ANTOINETTE		119845.0	
Total Partiel:		119845.0	\$
DECLARANT:	UCAMGUI DILE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_131 - COPIE	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		119845.0	
Total Partiel:		119845.0	\$
DECLARANT:	UKELA UKELO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_154 - COPIE	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE		133753.0	
Total Partiel:		133753.0	\$

DECLARANT: UKURANGO DJAMEROMBE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
Total Partiel: 119845.0 \$	
DECLARANT: UZELE KASAMBA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_159 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
Total Partiel: 119845.0 \$	
DECLARANT: WAMARA REBEKA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_003
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
Total Partiel: 359535.0 \$	
DECLARANT: WAPOKIRA UAHERO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_156 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 UDONG UTWIKENDE	119845.0
Total Partiel: 119845.0 \$	
DECLARANT: YOMBeki SOSADO YOMBeki	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_042
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
Total Partiel: 119845.0 \$	
DECLARANT: YUSUF MOHAMMAD	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
Total Partiel: 239690.0 \$	
DECLARANT: ZANAMUZI GERETCHABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CLAUDE	119845.0
2 LEMABO	119845.0
Total Partiel: 239690.0 \$	
DECLARANT: ZAVE DZNE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_142 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAFU MARIE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0
4 NON SIGNALE	119845.0
5 NON SIGNALE	119845.0
6 NON SIGNALE	119845.0
7 NON SIGNALE	119845.0
Total Partiel: 838915.0 \$	
DECLARANT: ZUMUCHABO MUSEZO	ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
Total Partiel: 239690.0 \$	

Année: 2005

DECLARANT: BAHATI BERNARD**ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	102277.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	122041.0
4 NON SIGNALE	124969.0
5 NON SIGNALE	129361.0

Total Partiel: 598493.0 \$
Année: 2008**DECLARANT: DJOMBU KPADYU****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	119845.0
2 NON SIGNALE	119845.0
3 NON SIGNALE	119845.0

Total Partiel: 359535.0 \$
DECLARANT: KAMBALI TEMBEKI**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_136****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	122890.0
2 NON SIGNALE	122890.0
3 NON SIGNALE	122890.0
4 NON SIGNALE	122890.0
5 NON SIGNALE	122890.0
6 NON SIGNALE	122890.0

Total Partiel: 737340.0 \$
4164 CAS DE DECES**TOTAL GENERAL: 5.01372788E8 \$**

EVALUATION DECES**VILLE : KISANGANI**

Année: 1990

DECLARANT: BOFOLA SONY**KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0006_030****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 BOFOLA MONDELE
- 2 BOFOYA DANIEL
- 3 MBOYO ANNIE

24845.0
24845.0
24845.0

Total Partiel: 74535.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: DAMBO OSSEMBE**KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_076****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

Année: 1999

DECLARANT: DAMBO OSSEMBE**KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_076****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 TAHODI JULES

24845.0

Total Partiel: 24845.0 \$

Année: 1990

DECLARANT: FOLLO BOKUWA**KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0001_052****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 FOLOYASOKO

22041.0

Total Partiel: 22041.0 \$**DECLARANT: LIFEFI EMOLI****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_032****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

27165.0

Total Partiel: 27165.0 \$

Année: 1999

DECLARANT: LOMAMI FOLO**KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_072****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

Année: 1990

DECLARANT: LOMBEYA LOTONGA**KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 KOMBANDELA

2277.0

Total Partiel: 2277.0 \$**DECLARANT: SAILE MBALANGA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 SAILE ANETSHO MBONGI

24237.0

Total Partiel: 24237.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: ABABU SANGBA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_220
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ABABU	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: ABELEDRA SAKIRU SOPHIE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_222
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ABABU SANGBA	19845.0
2 AKUA AMUDUNE	19845.0
Total Partiel: 39690.0 \$	
DECLARANT: ABERI BIN UNTU	KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_056
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AFIMBA YALALA	18257.0
Total Partiel: 18257.0 \$	
DECLARANT: AFUA NYOTA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_322
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LANGE	19845.0
2 LANGE DIMANDJE	24845.0
Total Partiel: 44690.0 \$	
DECLARANT: AGOMO NGOY	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0012_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AWEN BEYA	24845.0
2 BELANGE	19845.0
3 KASHINDE	19845.0
Total Partiel: 64535.0 \$	
DECLARANT: AHINDO ELISABETH	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_334
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMANGO	2277.0
Total Partiel: 2277.0 \$	
DECLARANT: AHONDJU LUSEKE	COPIE (2) DE CCF22082016_0032_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AHONDJU LUSEKE	19845.0
2 NON SIGNALE	20419.0
Total Partiel: 40264.0 \$	
DECLARANT: AISI ALIMASI	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_318
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AISI MANE	3009.0
2 AMASO	24969.0
3 AMASOME	2277.0
Total Partiel: 30255.0 \$	
DECLARANT: AKONA MICHEL	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAPO	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: AKUA AMURUNE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_218
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AKUA AMUDUNE	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	

DECLARANT: AKUMA OSIKO	CCF22082016_0050_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SOSA	19845.0
2 YENGA	19845.0
Total Partiel: 39690.0 \$	
DECLARANT: ALANGI MOSEKAUNDU	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_152
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CELINE	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: ALIFE LOUNOLA	COPIE DE CCF22082016_0033_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ONANGA DIEU	25419.0
Total Partiel: 25419.0 \$	
DECLARANT: ALIMASI ILUNGA	KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_239
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 OMARI YOLE	35949.0
Total Partiel: 35949.0 \$	
DECLARANT: ALOKA OKUMEMA	COPIE (2) DE CCF22082016_0032_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	20419.0
Total Partiel: 20419.0 \$	
DECLARANT: ALOKI MONALA	COPIE DE CCF22082016_0034_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	6589.0
Total Partiel: 6589.0 \$	
DECLARANT: ALOMA EDO	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_122
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: AMISA ALEBABA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_110
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ANIALI KIANA	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: AMISI KALEBA HINO	CCF22082016_0051_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	20419.0
Total Partiel: 20419.0 \$	
DECLARANT: AMISI SUBONGEA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_336
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	36681.0
2 NON SIGNALE	25419.0
3 NON SIGNALE	35949.0
Total Partiel: 98049.0 \$	
DECLARANT: AMUNDALA GILBERT	KISANGANI_SUITE_CCF05032016_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 WANA	19845.0

		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	ANGWELA STEPHA		CCF22082016_0007_014	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ANDJOMBA		17887.0	
		Total Partiel:	17887.0	\$
DECLARANT:	ANITA MULONGOI		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_004	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		5081.0	
		Total Partiel:	5081.0	\$
DECLARANT:	AONAYE MASHIDA		CCF22082016_0050_026	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	AONAYE MASHIDA		-2115.0	
		Total Partiel:	-2115.0	\$
DECLARANT:	AOTE ELYSE		KISANGANI_SUITE_CCF05032016_062	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	AMISI ANDELARD		19845.0	
2	AMISI GABRIEL		19845.0	
		Total Partiel:	39690.0	\$
Année: 1990				
DECLARANT:	ASIMBO YAMBAYAMBA		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_213	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ASIMBO MARIE		19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
Année: 2000				
DECLARANT:	ASSANI MINGISO		COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_062	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		1545.0	
		Total Partiel:	1545.0	\$
DECLARANT:	ATUBE MASANGA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_172	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ATUBE MASANGA		29361.0	
		Total Partiel:	29361.0	\$
DECLARANT:	ATUNGA MAWA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_016	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		24969.0	
		Total Partiel:	24969.0	\$
DECLARANT:	AZAMA MWINDA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_272	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	MBINITO		16185.0	
2	ODONKOR PIKISI		19845.0	
		Total Partiel:	36030.0	\$
Année: 1990				
DECLARANT:	BABABO BAUNAJA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_014	
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		19845.0	
2	NON SIGNALE		19845.0	

Total Partiel: 39690.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: **BABABO BAUNDJA**

CCF22082016_0051_028

N° *NOM VICTIME**EVALUATION CHIFFREE*

- 1 ISEMBAKI
- 2 JEANINE

34730.0
33224.0

Total Partiel: 67954.0 \$

DECLARANT: **BADJANGI MOLIMO**

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_006

N° *NOM VICTIME**EVALUATION CHIFFREE*

- 1 SON PERE

81.0

Total Partiel: 81.0 \$

Année: 1990

DECLARANT: **BADJOKO FISTON**

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_006

N° *NOM VICTIME**EVALUATION CHIFFREE*

- 1 NON SIGNALE

30825.0

Total Partiel: 30825.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: **BAELE BERNARD**

CCF22082016_0015_006

N° *NOM VICTIME**EVALUATION CHIFFREE*

- 1 LOUISE ATASIO

5355.0

Total Partiel: 5355.0 \$

DECLARANT: **BAISOLE BAYEHO**

CCF22082016_0014_014

N° *NOM VICTIME**EVALUATION CHIFFREE*

- 1 NON SIGNALE
- 2 NON SIGNALE

20419.0
20419.0

Total Partiel: 40838.0 \$

DECLARANT: **BAKALASI BEATRICE**

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_002

N° *NOM VICTIME**EVALUATION CHIFFREE*

- 1 LIKAKAVI FOFE

2277.0

Total Partiel: 2277.0 \$

DECLARANT: **BAKALASI YANGUMBI**

CCF22082016_0008_006

N° *NOM VICTIME**EVALUATION CHIFFREE*

- 1 NON SIGNALE

25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$

DECLARANT: **BALISONGI BOROME JUSTIN**

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_124

N° *NOM VICTIME**EVALUATION CHIFFREE*

- 1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: **BALISONGI YENGA**

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_126

N° *NOM VICTIME**EVALUATION CHIFFREE*

- 1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: **BALOMA LISANGI**

CCF22082016_0048_022

N° *NOM VICTIME**EVALUATION CHIFFREE*

- 1 NON SIGNALE

20419.0

		Total Partiel:	20419.0	\$
DECLARANT:	BAMANGE PIERETTE	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_156		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAMANGE ALOIS		2277.0	
		Total Partiel:	2277.0	\$
DECLARANT:	BANANGANA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_116		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	APAULINE		19845.0	
2	KANEPAGALA		19845.0	
3	MARANGO		19845.0	
4	MUZUNGU		19845.0	
5	MWANGO		19845.0	
		Total Partiel:	99225.0	\$
DECLARANT:	BANGALA ALUMBU	KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_026		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		122890.0	
		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	BAOMBOLIA LUKAHU	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_090		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAOMBOLIA LUKAHU		12525.0	
		Total Partiel:	12525.0	\$
DECLARANT:	BAOMBOLIA BEYA	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_144		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAOMBOLIA BEYA		22649.0	
		Total Partiel:	22649.0	\$
DECLARANT:	BAPUNO WIKIMANSO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_060		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	AUNDABU		17649.0	
2	BASOLO MARCOL		2277.0	
		Total Partiel:	19926.0	\$
DECLARANT:	BASEKO DORCAS	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_134		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	BASILIEUI ATSHOKO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_126		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BASILIEUI KAKUNGI		19845.0	
2	NON SIGNALE		37413.0	
		Total Partiel:	57258.0	\$
DECLARANT:	BASOMBOLI BILAMBO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_078		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BASOMBOLI AUGUSTIN		19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	BASOSILA BOTSHOMOLI	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_012		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	SON PERE		7277.0	
		Total Partiel:	7277.0	\$

DECLARANT: BATAMBA	CCF22082016_0051_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BATAMBA YALUNGU	20419.0
Total Partiel: 20419.0 \$	
DECLARANT: BATAMBA BEATRICE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 FERUZI AMUNDA	24845.0
Total Partiel: 24845.0 \$	
DECLARANT: BATCHI ELISABETH	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_080
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 YUMA ANNIE MUKUFU	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: BATILAELO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0018_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LISANGI	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: BATSHURI NKANYAHIKO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_066
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NAKOLOBANGE BATSHURU	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: BAYAPA MARIE	CCF22082016_0048_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	20419.0
Total Partiel: 20419.0 \$	
DECLARANT: BAYAPA TOBOTEBA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_058
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUSA BAZIMIRI	24845.0
Total Partiel: 24845.0 \$	
DECLARANT: BEDJU BAGOTO	CCF22082016_0008_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	25419.0
Total Partiel: 25419.0 \$	
DECLARANT: BEFONA BODEALA	CCF22082016_0051_026
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	5355.0
2 NON SIGNALE	5355.0
Total Partiel: 10710.0 \$	
DECLARANT: BEFONA OTONO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: BELADE NGUSU	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_088
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BELADE NGUSU	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	

DECLARANT: BELESI AYI**CCF22082016_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 FEMME EN SEINTE

25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$**DECLARANT: BEOLA OSULI****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 GETELA ASNGO JUSTIN ET

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: BEOLA SELEMANI****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_128****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BEOLA SELEMANI

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**Année: 1990****DECLARANT: BEOSE MOLENDE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_052****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BELOSO LIATU

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**Année: 2000****DECLARANT: BEYOMA BELUINDE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_128****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: BIMBE JEANNE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_036****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AGNES

20419.0

2 ANNY

20419.0

3 ANTONO

20419.0

4 ATONO MOSA

27165.0

5 LIEBE MADO

24969.0

6 LILY MOTIO

8865.0

7 LYLY

20419.0

8 MAMBONDO ANNIE

33753.0

Total Partiel: 176428.0 \$**DECLARANT: BIMOLI MBELO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

24845.0

Total Partiel: 24845.0 \$**DECLARANT: BINUABINGI KUBANABANGU****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KUBANABANDU BALUMA

24969.0

2 MALIABU KUBANABANGU

33021.0

Total Partiel: 57990.0 \$**DECLARANT: BOBE BOSENGI DANNIEL****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_262****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOBE DORCAS

33753.0

2 BOBE KOLIA

31557.0

3 BOBE PAUL

19845.0

Total Partiel: 85155.0 \$

DECLARANT: BOBE LITOKO**COPIE DE CCF22082016_0034_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DORCAS

29938.0

2 NON SIGNALE

11862.0

Total Partiel: 41800.0 \$**DECLARANT: BOBE PAUL****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOBE PAUL

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: BOBELITOKO DAVID****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: BOFATA LITEANONGO****CCF22082016_0051_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2342.0

Total Partiel: 2342.0 \$**DECLARANT: BOFOLA MAMISA****CCF22082016_0013_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

20419.0

2 NON SIGNALE

20419.0

3 NON SIGNALE

20419.0

4 NON SIGNALE

20419.0

5 NON SIGNALE

20419.0

6 NON SIGNALE

20419.0

7 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 142933.0 \$**DECLARANT: BOKOMBI LIFAFU****CCF22082016_0051_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$**DECLARANT: BOKUKA BRIGITTE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_032****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOKUKA BRIGITTE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: BOKWALA OKIYABO****CCF22082016_0008_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 EPOUX

25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$**DECLARANT: BOLAMBA IFANDJAKA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ANTOINETTE BOLAMBA

3009.0

2 DENIS

19845.0

3 ESPERANCE

19845.0

4 HUBERT

19845.0

5 JEANINE

19845.0

6 KOMBOZI

7401.0

7 KOMBOZI

19845.0

8 MARIE

19845.0

9 NON SIGNALE

19845.0

10 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 169170.0 \$**DECLARANT: BOLAMBA WABEYA****CCF22082016_0008_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$**DECLARANT: BOLAMBA WASHA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_130****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ANGWALENO

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: BOLENDE GEBENDE****COPIE DE CCF22082016_0034_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 TROIS PERSONNES

25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$**DECLARANT: BOLIKA LIKUTA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_036****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOKWA TIMAYA

24845.0

Total Partiel: 24845.0 \$**DECLARANT: BOLIKI BULEENA****CCF22082016_0048_030****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$**DECLARANT: BOLOBA LOBAMBA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BASILA BOMATCHA

19845.0

2 LOBAMBA FELIX

19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: BOLUFE ARMONIE****CCF22082016_0008_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 RENATHE

32198.0

2 RENATHE

32198.0

Total Partiel: 64396.0 \$**DECLARANT: BOLUKAOTO BONYENGU****COPIE DE CCF22082016_0033_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAKUMBA MILLAN

25419.0

2 ITOYA

25419.0

3 JULIENNE

25419.0

Total Partiel: 76257.0 \$**DECLARANT: BOLUKAOTO TABU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_084****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: BOLUTA ASANGO****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: BOMBATA ROGER **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_040**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 3009.0

Total Partiel: 3009.0 \$

DECLARANT: BONDELE NILLY **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_116**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BONDELE NILLY 17525.0

Total Partiel: 17525.0 \$

DECLARANT: BONSO NTITE **COPIE (2) DE CCF22082016_0032_002**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 20419.0
2 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 40264.0 \$

DECLARANT: BOONGO LIYONGO **COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_053**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 AMANI NONO 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: BOONZI ATOINETTE **CCF22082016_0051_014**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BEYAYA 20419.0
2 BOKONYE 20419.0
3 IKANGA 20419.0
4 MONGOBEYA 20419.0
5 NKABAINDA 20419.0

Total Partiel: 102095.0 \$

DECLARANT: BOSAMBOLI BOSENGE **CCF22082016_0007_012**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BOSAMBOLI BOSENGE 25419.0
2 BOSAMBOLI BOSENGE 25419.0
3 BOSAMBOLI BOSENGE 25419.0

Total Partiel: 76257.0 \$

DECLARANT: BOSEKELIA FRANCOIS **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_032**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BASANGA 20419.0
2 LOKWA CHARLOTTE 24845.0

Total Partiel: 45264.0 \$

DECLARANT: BOSENGE FELLY **CCF22082016_0051_016**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BOSENGE 20419.0
2 SIFA BWAWANDEKE 20419.0

Total Partiel: 40838.0 \$

DECLARANT: BOSILE KIDA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_122**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 LIOMI 24969.0
2 WIYA 32289.0

Total Partiel: 57258.0 \$

DECLARANT: BOSONGO BOGELI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_046**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 19845.0

2 NON SIGNALE 27165.0

Total Partiel: 47010.0 \$

DECLARANT: BOSONGOBO GELI COPIE DE CCF22082016_0033_006

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: BOTAY LOTIKA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_018

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 2277.0

Total Partiel: 2277.0 \$

DECLARANT: BOTOMBE SAMBO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_048

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 BOTOMBE SAMBO 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: BOTUMBE ATOY KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_024

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 MATESO UTAKA 12525.0

Total Partiel: 12525.0 \$

DECLARANT: BOTUMBE ATOYAUKO CCF22082016_0054_004

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 MATESO 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: BOTUNGANDI CELESTINE CCF22082016_0054_004

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 20419.0

2 NON SIGNALE 20419.0

3 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 61257.0 \$

DECLARANT: BOYALE LOFO JIMMY CCF22082016_0050_006

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 BOKAMA 19845.0

2 LIYALA 19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: BOYALE LUTIYA KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_267

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 BOYALE LUTIYA 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: BUMBA SANTA COPIE DE CCF22082016_0033_002

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 19845.0

2 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 40264.0 \$

DECLARANT: BUNDUKI LOMBO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_252

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 BUNDUKI 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: DANIEL BATSHURU**KISANGANI_SUITE_CCF05032016_056****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NAKOLO BANGE

24845.0

Total Partiel: 24845.0 \$**DECLARANT: DEMANGO VICTOR****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DEMANGO BLANDINE

35825.0

2 DEMANGO CHARLOTTE

27773.0

3 DEMANGO DJEMS

27041.0

4 DEMANGO ISAAC

35949.0

Total Partiel: 126588.0 \$**DECLARANT: DJEMBA KITOKO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOHATA REMY

23505.0

2 PIERRE NGANDU

27165.0

Total Partiel: 50670.0 \$**DECLARANT: DJUMA MAYOLE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_041****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ABJI JOHSEY

33753.0

Total Partiel: 33753.0 \$**DECLARANT: EBELE TOTIKALENI PATRICE****CCF22082016_0054_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ADULTE

16653.0

2 NON SIGNALE

36236.0

Total Partiel: 52889.0 \$**DECLARANT: ELYSE BELIA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_136****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: ENGILISI MELIMO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_048****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAMANGO JEANNE

19845.0

2 JEANNE

19845.0

3 MARIE

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: EPELE ELYSEE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LILOMBE MATHIEU

22041.0

2 MIPIYA BERNARD

35949.0

Total Partiel: 57990.0 \$**DECLARANT: ESOGITE ALPHONSE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ESOGITE BIENVENU

26433.0

Total Partiel: 26433.0 \$**DECLARANT: ETEFA LIKANGO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

8865.0

3 SON PERE

2277.0

		Total Partiel:	30987.0	\$
DECLARANT:	ETIMBELO BOBANGA	KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_269		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		2277.0		
		Total Partiel:	2277.0	\$
DECLARANT:	FIMBO LOBANGA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_022		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		19845.0		
2 NON SIGNALE		19845.0		
		Total Partiel:	39690.0	\$
DECLARANT:	FIMBO RUTH	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_332		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 FLAMBA		6669.0		
		Total Partiel:	6669.0	\$
DECLARANT:	FOLO KOMOY	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_090		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		2277.0		
2 NON SIGNALE		25419.0		
		Total Partiel:	27696.0	\$
DECLARANT:	FUNDJI TANTINE	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_096		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 DACES		19845.0		
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	GBIMADI BUGAY	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_343		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NDISIA WAMA		2277.0		
		Total Partiel:	2277.0	\$
DECLARANT:	GELEME MBOYO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_018		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 MAKONDO		19845.0		
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	GELENGI GE BEYOHA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_130		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 SON PERE		2277.0		
		Total Partiel:	2277.0	\$
DECLARANT:	GEORGES AITOKESA	CCF22082016_0021_008		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 IWINDI		20419.0		
		Total Partiel:	20419.0	\$
DECLARANT:	GETELA GABRIEL	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_124		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		19845.0		
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	HARIDJA MOTORO	KISANGANI_SUITE_CCF05032016_022		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 COCO		19845.0		

2 JOSE	19845.0
3 NGBANDA	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

DECLARANT: IKOLONFA YENGA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_118**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MIPHIE	19845.0
2 PHILO	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: IKOLONGA SIPRIENT **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_308**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BALOKO ROZIMBO	24969.0
------------------	---------

Total Partiel: 24969.0 \$

DECLARANT: ILONGE ITEKU BOFOYA **CCF22082016_0013_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 LOBANGA LEONARD	2342.0
-------------------	--------

Total Partiel: 2342.0 \$

DECLARANT: IMBOLA OTETE **CCF22082016_0050_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 SON PERE	2277.0
------------	--------

Total Partiel: 2277.0 \$

DECLARANT: IMPASSA BOKILA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_340**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	5205.0
---------------	--------

Total Partiel: 5205.0 \$

DECLARANT: ISOMELA YENGA **CCF22082016_0054_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	20419.0
---------------	---------

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: ISSA OLOMBA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_090**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 LOKWA TOMAS	19845.0
---------------	---------

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: ISSA OLONGA JULY **CCF22082016_0051_028**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 THOMAS LOKWA	20419.0
----------------	---------

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: ITINDI MUPAKA **CCF22082016_0051_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	20419.0
---------------	---------

Total Partiel: 20419.0 \$

Année: 1990

DECLARANT: ITOFELE AMANI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_044**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	29361.0
---------------	---------

Total Partiel: 29361.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: ITOKE SEME **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_074**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	20419.0
2	NON SIGNALE	34485.0

Total Partiel: 54904.0 \$

DECLARANT: ITOME SEME **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_074**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	KABOA ITOME	34485.0

Total Partiel: 34485.0 \$

DECLARANT: JACQUES BOSOMBO **CCF22082016_0048_022**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	BASEKO	20419.0
2	BOSOMBO	20419.0

Total Partiel: 40838.0 \$

DECLARANT: JOSEPH KASONGO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_016**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	MISENGABU	19845.0
2	NTUMBA LAZARE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: JOSEPHINE FUNDI OKITO **CCF22082016_0051_018**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	20419.0
2	NON SIGNALE	20419.0
3	NON SIGNALE	20419.0
4	NON SIGNALE	20419.0

Total Partiel: 81676.0 \$

DECLARANT: KABOLA KEDJELE THOMAS **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_106**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: KAISALA LOBANGA **COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_058**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	JEAN K	19845.0
2	KAISALA	19845.0
3	MARIE KAISALA	19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$

DECLARANT: KAITENGE KITAMBALA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_028**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: KAKODI AMULANI **UGANDA 35**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	NON SIGNALE	23505.0

Total Partiel: 23505.0 \$

DECLARANT: KALIMASI BERNARD **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_070**

N°	NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1	YENGA MOTEKA	2277.0

Total Partiel: 2277.0 \$

DECLARANT: KALOMBO MUNINZO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: KALONDA ANNIE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_056**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 WANDELE ISSA

24969.0

2 WANDELE MAMA

11793.0

Total Partiel: 36762.0 \$

DECLARANT: KALONDA MOLISHO JOSEPH **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_032**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: KALONDA MUNINGO **COPIE DE CCF22082016_0034_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KALONDA MORICE

25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$

DECLARANT: KALONDA SARAH **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_206**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LOSEMBE LITANDA

2277.0

Total Partiel: 2277.0 \$

DECLARANT: KALUME LUMBTU **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_044**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: KAPINGA MOSHIA DETHY **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_048**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KASHALA

19845.0

2 MAMIE

19845.0

3 MBUYI

19845.0

4 MUTOMBO

19845.0

5 MWEMBE

19845.0

Total Partiel: 99225.0 \$

DECLARANT: KAYONGO BULAYA **CCF22082016_0050_022**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PAPA AMYANGANYANGA

2277.0

2 SARAH

19845.0

Total Partiel: 22122.0 \$

DECLARANT: KAYUMBA ATIBOLELI **KISANGANI_SUITE3_CCF06032016_128**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BOMELA GEBALI

5205.0

Total Partiel: 5205.0 \$

DECLARANT: KELEKELE LOMBA **CCF22082016_0056_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: KILONGALONGA**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_094****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KILONGANGO LIKOMBELO

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KIMPASSA BOKILA MARTHE****UGANDA 35****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

26309.0

2 NON SIGNALE

5081.0

3 NON SIGNALE

28505.0

Total Partiel: 59895.0 \$**DECLARANT: KINA MANDEFU****COPIE DE CCF22082016_0034_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

25419.0

2 NON SIGNALE

25419.0

Total Partiel: 50838.0 \$**DECLARANT: KINGOMBE JEAN****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_070****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ONGONA KINGOMBE

19845.0

2 SALIMA OWANDJA

19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: KISUBI LUKA****CCF22082016_0057_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

20419.0

2 NON SIGNALE

20419.0

3 NON SIGNALE

20419.0

4 NON SIGNALE

20419.0

5 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 102095.0 \$**DECLARANT: KITOKO LONGUMA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_186****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: KOMBA LOKANGU JUSTINE****CCF22082016_0015_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ENONGA

5355.0

Total Partiel: 5355.0 \$**DECLARANT: KOMBI LWANZO****CCF22082016_0013_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

20419.0

2 NON SIGNALE

20419.0

3 NON SIGNALE

20419.0

4 NON SIGNALE

20419.0

5 NON SIGNALE

20419.0

6 NON SIGNALE

20419.0

7 NON SIGNALE

20419.0

8 NON SIGNALE

20419.0

9 NON SIGNALE

20419.0

10 NON SIGNALE

20419.0

11 NON SIGNALE

20419.0

12 NON SIGNALE

20419.0

13 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 265447.0 \$

DECLARANT: KOMBOZI LIANDE**CCF22082016_0050_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: KOMBOZI BOFOYA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2277.0

Total Partiel: 2277.0 \$**DECLARANT: KOMELE LUMBA LUMBA****CCF22082016_0054_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$**DECLARANT: KOY LOLEKA BERNARD****COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_060****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KOY LOKELE

25419.0

2 KOY LOLEKA JEAN PIERRE

19845.0

Total Partiel: 45264.0 \$**DECLARANT: LIANGE LIMESE****CCF22082016_0050_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: LIBANDA LISUNGI****CCF22082016_0013_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

20419.0

2 NON SIGNALE

20419.0

3 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 61257.0 \$**DECLARANT: LIFENDI PEZA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_248****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AFIAMBATE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: LIFENDI WALO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2277.0

2 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 22122.0 \$**DECLARANT: LIFETA BOMELAKELA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_138****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIFETA

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: LIFETU KOMBOZI****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_052****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

3741.0

2 NON SIGNALE

19845.0

3 NON SIGNALE

2277.0

Total Partiel: 25863.0 \$

DECLARANT: LIFOWA BAKITA	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_030
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	2277.0
Total Partiel: 2277.0 \$	
DECLARANT: LIFUNGOLA WOLOMBI	CCF22082016_0013_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	20419.0
Total Partiel: 20419.0 \$	
DECLARANT: LIKAKA LOKUNA REDDY	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: LIKOLAYA KOWANJA	CCF22082016_0057_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PAPA YATUKA	2342.0
Total Partiel: 2342.0 \$	
DECLARANT: LIKUNDE ALBERT	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_062
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CHRISTOPH	19845.0
2 KABALI	18381.0
3 LIANDE JEAN	22041.0
Total Partiel: 60267.0 \$	
DECLARANT: LIKUNDE ELALIE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_078
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
2 NON SIGNALE	19845.0
3 NON SIGNALE	19845.0
Total Partiel: 59535.0 \$	
DECLARANT: LIKWAKI BOLEFES	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_172
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BOMBALI LIKE	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: LILINGO ALONGO	CCF22082016_0050_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BRIKI THERESSE	19845.0
2 BULUBULU JEAN	19845.0
Total Partiel: 39690.0 \$	
DECLARANT: LILONGO KITAMBO ISAAC	CCF22082016_0050_030
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	19845.0
Total Partiel: 19845.0 \$	
DECLARANT: LIMAKA LIBANDE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_234
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LIPANDA JACQUE	26433.0
Total Partiel: 26433.0 \$	
DECLARANT: LIMELA LIOGO	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0006_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE

1 LOMO GEBALI 16185.0

Total Partiel: 16185.0 \$**DECLARANT: LIMENGO LONGO COPIE DE CCF22082016_0033_006****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**1 BOFA 20419.0
2 BOFA 30825.0**Total Partiel: 51244.0 \$****DECLARANT: LINDEMBU NAOME KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_014****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**1 NON SIGNALE 19845.0
2 NON SIGNALE 2277.0**Total Partiel: 22122.0 \$****DECLARANT: LIONGO ADE CCF22082016_0021_010****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**1 NON SIGNALE 20419.0
2 NON SIGNALE 2342.0**Total Partiel: 22761.0 \$****DECLARANT: LIPALE BERTHE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_024****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: LISALA BOLAYA CCF22082016_0051_006****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 2342.0

Total Partiel: 2342.0 \$**DECLARANT: LISANGE MAPEKO KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_176****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: LISANGI YAKUTU KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_058****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**1 BEFONGA BRUNO 6669.0
2 YANGAMBI KASA 29361.0**Total Partiel: 36030.0 \$****DECLARANT: LISASI LOMBOKWATO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_038****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 OMOKODI MICHELINE 2277.0

Total Partiel: 2277.0 \$**DECLARANT: LISENDJA TUAPANE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**1 JOLY LISENDJA 19845.0
2 TRYPHON LISENDJA 19845.0**Total Partiel: 39690.0 \$****DECLARANT: LISUNGI LOKOTONDO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_160****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 LIFOTI 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: LITALE GEBENDE JEAN**KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_049****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 LITUAMBELA MICHEL
- 2 NON SIGNALE

19845.0
20419.0

Total Partiel: 40264.0 \$**DECLARANT: LITATA YAMUNGWA****CCF22082016_0050_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 MWARABU ELONGO

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: LITATA MALONGO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_224****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 DOUDOU
- 2 NON SIGNALE

20419.0
19845.0

Total Partiel: 40264.0 \$**DECLARANT: LITATA WAKALENGE ISAAC****CCF22082016_0050_018****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 ACHELIMI WAJOKA
- 2 BOLESASE SAMY
- 3 SAOTANGO NELI

19845.0
19845.0
19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: LITATA YAMUNGUA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_092****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 MWARABU ELONGO

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**DECLARANT: LITEMANDIA LOKWITA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 SHALUFA

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: LITOKO AKUMELO****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0006_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: LITUA BOLOO GASTON****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_292****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 BOMALIYA

106786.0

Total Partiel: 106786.0 \$**DECLARANT: LITUA GELINGA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_100****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 BASONGO LITUA

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: LITUA MBELA MICHEL****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_047****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: LOBANGA LITONGO****CCF22082016_0008_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

25419.0

		Total Partiel:	25419.0	\$
DECLARANT:	LOFEMBA HUBERT	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_148		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 LOFEMBA		19845.0		
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	LOFEMBA LOTIKA	COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_064		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 LOTIKA HUBERT		19845.0		
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	LOFEMBE LOTIKA	CCF22082016_0021_008		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 LOTIKA HUBERT		20419.0		
		Total Partiel:	20419.0	\$
DECLARANT:	LOKINU OKONDJI	CCF22082016_0051_024		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		20419.0		
2 NON SIGNALE		20419.0		
3 NON SIGNALE		20419.0		
4 NON SIGNALE		20419.0		
		Total Partiel:	81676.0	\$
DECLARANT:	LOKOKE DENIS	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_030		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		19845.0		
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	LOKWA TIMIYA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_034		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		19845.0		
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	LOMBO MUKURI	CCF22082016_0051_002		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 SON PERE		2277.0		
		Total Partiel:	2277.0	\$
DECLARANT:	LONGONDO ASSANI	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_004		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 LONGONDO SIMON		19845.0		
2 LONGONDO WENGA		19845.0		
		Total Partiel:	39690.0	\$
Année: 1990				
DECLARANT:	LOPITALO CHARLOTTE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_002		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 BAKALASI AUGUSTIN		2277.0		
		Total Partiel:	2277.0	\$
Année: 2000				
DECLARANT:	LOSOMOLA OKONGO	CCF22082016_0050_024		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 BENJAMAIN		19845.0		

		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	LOTIKA MALUMALU	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_008		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BADJOKO FISTON		26433.0	
		Total Partiel:	26433.0	\$
DECLARANT:	LOTIKA OSALEKE	CCF22082016_0050_016		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	LOTIKA PASSAY		24237.0	
2	LOTIKA SYLVIE		26433.0	
		Total Partiel:	50670.0	\$
DECLARANT:	LOTUTA JONATHAN	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_064		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	LOTUTA JONATHAN		19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	LOULA BONGOMBE	COPIE DE CCF22082016_0033_016		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		25419.0	
		Total Partiel:	25419.0	\$
DECLARANT:	LYEMBE LINDO BRIGITTE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_154		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ALANDI		19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	MAAMBO MOLONA ANNIE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_194		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	MBOKA JOEL		19845.0	
2	MBOKA WALALA		19845.0	
3	YALINDE PAUL		19845.0	
		Total Partiel:	59535.0	\$
DECLARANT:	MAFUTAMINGI WAKALEWA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_028		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BASOSILA		15453.0	
2	BIJOUX MAWELE		33021.0	
3	NGUMA HEPHRASIE		35217.0	
		Total Partiel:	83691.0	\$
DECLARANT:	MAINDO SERAPAIN	CCF22082016_0015_006		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		2342.0	
2	NON SIGNALE		2342.0	
3	NON SIGNALE		2342.0	
4	NON SIGNALE		2342.0	
		Total Partiel:	9368.0	\$
DECLARANT:	MAISA BOLOMBE	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_008		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BOLOMBE MUMBA		104590.0	
		Total Partiel:	104590.0	\$
DECLARANT:	MALETE THEOTE	CCF22082016_0009_006		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		25419.0	

		Total Partiel:	25419.0	\$
DECLARANT:	MALOMALO FALAY GILBERT		CCF22082016_0013_012	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE			32470.0	
		Total Partiel:	32470.0	\$
DECLARANT:	MANDA MARTIN		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_012	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 SELE MANDA			22890.0	
		Total Partiel:	22890.0	\$
DECLARANT:	MANGENITATA		CCF22082016_0050_008	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE			19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	MANGO SOKU		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_030	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 ATUNI ASIFOLO			100930.0	
		Total Partiel:	100930.0	\$
DECLARANT:	MANGONDA MALINDI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_326	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 MANGONDA JEAN BAPTISTE			129478.0	
		Total Partiel:	129478.0	\$
DECLARANT:	MANYALE MADELEINE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_032	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 KAKAMANA MUNGAMBA			19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	MAPUNO BIENVENU		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_066	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 MAPUNO			3009.0	
2 MAPUNO			3009.0	
		Total Partiel:	6018.0	\$
DECLARANT:	MARIE WENA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_132	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 MARIE WENA			115570.0	
		Total Partiel:	115570.0	\$
DECLARANT:	MASHAMBA SHAWUMU		CCF22082016_0050_024	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE			19845.0	
2 NON SIGNALE			19845.0	
		Total Partiel:	39690.0	\$
DECLARANT:	MASUDI JACQUE		CCF22082016_0013_014	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE			20419.0	
		Total Partiel:	20419.0	\$
DECLARANT:	MASUMBUKU TENDA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_018	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1 NON SIGNALE			129478.0	

		Total Partiel:	129478.0	\$
DECLARANT:	MATA NYINGELE	COPIE DE CCF22082016_0033_010		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		25419.0		
		Total Partiel:	25419.0	\$
DECLARANT:	MATETA MOELE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_176		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 LONGENI MOKE-MOKE SOPHIE		122890.0		
		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	MATSHOLE IKOLONGA	KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_002		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 MATSHOLE IKOLONGA		122890.0		
		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	MAYELE MALOKA	CCF22082016_0013_012		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		20419.0		
2 NON SIGNALE		20419.0		
		Total Partiel:	40838.0	\$
DECLARANT:	MBALAKA BABOKOYO	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_082		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 MBALAKA GERMAINE		124354.0		
		Total Partiel:	124354.0	\$
DECLARANT:	MBALAKA KAPITA	KISANGANI_SUITE_CCF05032016_058		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 MBALAKA KAPITA		122890.0		
		Total Partiel:	122890.0	\$
DECLARANT:	MBENGA KOTOBANGA	CCF22082016_0054_004		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		20419.0		
		Total Partiel:	20419.0	\$
DECLARANT:	MBIYA MBUYU	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_020		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		104590.0		
		Total Partiel:	104590.0	\$
DECLARANT:	MENU ENDONGALA	COPIE DE CCF22082016_0034_012		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 BOLIBAKO		25419.0		
		Total Partiel:	25419.0	\$
DECLARANT:	MIVANGU BAVANGUA	KISANGANI_SUITE3_CCF06032016_116		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 CONSTANT MILANGU		23505.0		
2 DEBORAH MILANGU		23505.0		
		Total Partiel:	47010.0	\$
DECLARANT:	MOBELE GELENCO	COPIE DE CCF22082016_0033_002		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		20419.0		

		Total Partiel:	20419.0	\$
DECLARANT:	MODUKO DIEUDONNE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_032		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	MODUKO DIEUDONNE		19845.0	
		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	MOKANGI ILONGOSI	CCF22082016_0050_020		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		19845.0	
2	NON SIGNALE		19845.0	
		Total Partiel:	39690.0	\$
DECLARANT:	MOKILI DIEU DONNE	CCF22082016_0051_016		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	MOKILI ANASI		20419.0	
		Total Partiel:	20419.0	\$
DECLARANT:	MOKILI KOI MELLY	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_336		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		27165.0	
		Total Partiel:	27165.0	\$
DECLARANT:	MOKILI KOY NELLY	CCF22082016_0051_010		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		20419.0	
		Total Partiel:	20419.0	\$
DECLARANT:	MOKILI LOOLA DIEU DONNE	CCF22082016_0051_008		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		20419.0	
2	NON SIGNALE		20419.0	
		Total Partiel:	40838.0	\$
DECLARANT:	MOKINDAYA J.C.	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0021_016		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		-5775.0	
		Total Partiel:	-5775.0	\$
DECLARANT:	MOKOBA KUMU	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_020		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BENGBAMA FRANCINE		2277.0	
2	NON SIGNALE		25419.0	
		Total Partiel:	27696.0	\$
DECLARANT:	MOKOPE ALBERT	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_050		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		19845.0	
2	NON SIGNALE		19845.0	
3	NON SIGNALE		37413.0	
		Total Partiel:	77103.0	\$
Année: 1990				
DECLARANT:	MOLILI LOOTA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_048		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	FOLO BAKWANGA		15453.0	
		Total Partiel:	15453.0	\$

Année: 2000

DECLARANT: MOLONGI BANDEYA**CCF22082016_0057_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAMBANGU

15900.0

Total Partiel: 15900.0 \$**DECLARANT: MONGANGA KISASA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_120****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BALOKI

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: MONGOMBA LOHESA****CCF22082016_0014_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

20419.0

2 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 40838.0 \$**DECLARANT: MONGOU ZELEDA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_104****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MONGO CHRISTOPHE

124354.0

2 MONGU KINA

124354.0

Total Partiel: 248708.0 \$**DECLARANT: MOSENGE LOLEKA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_198****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOLEKA LIKEMBO

2277.0

2 LOLEKA REMAY

30825.0

Total Partiel: 33102.0 \$**DECLARANT: MOSISHO MBIKILA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

37413.0

Total Partiel: 37413.0 \$**DECLARANT: MOSONDO KALOKOLA****COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MOSONDO YEMBA ET MOSONDO

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: MUKANDA MBENKE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_080****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

27165.0

Total Partiel: 27165.0 \$**DECLARANT: MUKEINA BAKUNU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_062****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ANSENDJA JACQUIE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: MUKEINA ELISE****CCF22082016_0051_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

20419.0

2 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 40838.0 \$

DECLARANT: MULAMBA GABRIEL**CCF22082016_0050_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 M. LEON
- 2 MULAMBA

19845.0
19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: MULIADA MARTHE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_302****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 AMISIDI

24969.0

Total Partiel: 24969.0 \$**DECLARANT: MULINDA OMBA****CCF22082016_0050_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 AMISI ASSANI
- 2 MULINDA OMBA
- 3 SHAKO BIBISHA

27897.0
813.0
29361.0

Total Partiel: 58071.0 \$**DECLARANT: MUNGANGA BOENO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: MUSAFIRI MARIA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_053****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 LUMBUTU KALUME

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: MUSSA %ABINI MIRIAME****CCF22082016_0051_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE
- 2 NON SIGNALE

20419.0
20419.0

Total Partiel: 40838.0 \$**DECLARANT: MUTSHA LENGI****CCF22082016_0056_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$**DECLARANT: MUYENZI BONYAFALA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_132****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 TOTILONO

2277.0

Total Partiel: 2277.0 \$**DECLARANT: MWADINA OKELE****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_114****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 MWADINA OKELE

12525.0

Total Partiel: 12525.0 \$**DECLARANT: MWAKO MASANDI****CCF22082016_0054_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

9121.0

Total Partiel: 9121.0 \$**DECLARANT: MWANZA KASINDE****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_032****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 FURAHA THOMBA

19845.0

		Total Partiel:	19845.0	\$
DECLARANT:	MWASHAMI ASELE	COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_053		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	JEANNE FUNDJI	23505.0		
		Total Partiel:	23505.0	\$
DECLARANT:	MWAYUMA ANNE	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_002		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	16185.0		
		Total Partiel:	16185.0	\$
Année: 1990				
DECLARANT:	NAONE ROBERT	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_002		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NAONE ROBERT	19845.0		
		Total Partiel:	19845.0	\$
Année: 2000				
DECLARANT:	NAUME BOLONGOLA	CCF22082016_0022_012		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BOLO NGOLA	20419.0		
		Total Partiel:	20419.0	\$
DECLARANT:	NGBEBEYABA SARAH	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_028		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NGBENGBE YAGA ANNIE	16185.0		
		Total Partiel:	16185.0	\$
DECLARANT:	NGBEBEYABA YOBI	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_026		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	19845.0		
		Total Partiel:	19845.0	\$
Année: 1990				
DECLARANT:	NGOLALA ELYSEE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_004		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NGOLALA ELYSEE	19845.0		
		Total Partiel:	19845.0	\$
Année: 2000				
DECLARANT:	NGONGO NYEMBO	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_080		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NUEMBO ININIKAPETI	124354.0		
		Total Partiel:	124354.0	\$
DECLARANT:	NGUDIZAHE	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_162		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	MUNGALA PASCAL	1545.0		
		Total Partiel:	1545.0	\$
DECLARANT:	NGUNDA MOSEKA MBULA	CCF22082016_0014_014		
N° NOM VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	20419.0		
2	NON SIGNALE	20419.0		

3 NON SIGNALE 20419.0
4 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 81676.0 \$

DECLARANT: NGWALEBA MBOLI KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_128

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 IMBONDU TETINO 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: NGWERA GWABINI CCF22082016_0054_010

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: NKONDE BAELONGANDI CCF22082016_0051_012

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: NTEAFANGO NKOY CCF22082016_0013_014

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: NYANDWE BUSHIRI ISSA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_044

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 ZAMIYA 23505.0

Total Partiel: 23505.0 \$

DECLARANT: NYEMBO SHABANI CCF22082016_0015_004

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 SHABANI 2342.0

Total Partiel: 2342.0 \$

DECLARANT: NYOTE MANMIN JEANINE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_250

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 VIOLER DECE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: NZABY MICHEL KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_330

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NZABY JEAN 8865.0

Total Partiel: 8865.0 \$

DECLARANT: ODIMBA CHANTALE KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_168

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 TABU FAVUMA 1545.0

Total Partiel: 1545.0 \$

DECLARANT: OKATA ESHIMA COPIE DE CCF22082016_0032_004

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 9121.0
2 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 28966.0 \$

DECLARANT: OKITO OKOKO CCF22082016_0050_020

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: OMAO PHILIPPE KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_172****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 OMAO PHILIPPE 8865.0

Total Partiel: 8865.0 \$**DECLARANT: OMBA ONYA KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_134****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 OMBA ONYA 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: ONANELA MASUDI KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_038****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 ONANELA MASUDI FERDINAND 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: ONANELA MASUDI GILBERT KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_040****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 ONANELA MASUDI GILBERT 81.0

Total Partiel: 81.0 \$**DECLARANT: ONOKOKO OMELONGA CCF22082016_0050_002****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

2 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$**DECLARANT: ONYANGONGA LOBELELO CCF22082016_0051_026****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$**DECLARANT: ONYANGONGA LOBELELO COPIE DE CCF22082016_0033_006****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$**DECLARANT: ORIPALE ABIBA KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_066****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 MANDRANDELLE TANDRO 10937.0

Total Partiel: 10937.0 \$**DECLARANT: OTSHOPE EKOKO COPIE (2) DE CCF22082016_0032_002****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 2342.0

2 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 22187.0 \$**DECLARANT: OTULI ACHOPI COPIE DE CCF22082016_0034_016****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 LISUKA REMOD 22406.0

Total Partiel: 22406.0 \$**DECLARANT: OTUNGA DIDIER CCF22082016_0007_012****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 OTUNGA MAWA 25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$**DECLARANT: OWATILA KONDO** **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_112****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 LIMBALA LOUISE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: OYOMBESA SEFU** **CCF22082016_0051_010****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$**DECLARANT: PALAKU LUEMBE** **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_320****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NGOLE LOMAMI 19845.0

2 OMBA 19845.0

3 OTOKATOKA 19845.0

Total Partiel: 59535.0 \$**DECLARANT: POSHO BOLAYA** **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_042****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 POSHO BOLAYA 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: POSHO DJUMA SOLEIL** **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_284****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 MUANDALA TEKASASI 2277.0

2 MUSAFIKI 2277.0

Total Partiel: 4554.0 \$**DECLARANT: POSHO MARIE** **CCF22082016_0051_018****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 KASI 20419.0

2 KOBICHA 20419.0

Total Partiel: 40838.0 \$**DECLARANT: SABITI AMISI** **CCF22082016_0050_014****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 8865.0

2 SON PERE 2277.0

Total Partiel: 11142.0 \$**DECLARANT: SAIDI** **CCF22082016_0007_014****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 BABIETO 25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$**DECLARANT: SAIDI ALPHONSE MUSABAH** **CCF22082016_0051_004****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$**DECLARANT: SAKINA MANGA SAKINA** **CCF22082016_0115_008****N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 MANGANGA REGINE 42413.0

Total Partiel: 42413.0 \$

DECLARANT: SENG PAUL **CCF22082016_0010_002**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$

DECLARANT: SENG SALUMU **CCF22082016_0122_005**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 24845.0

Total Partiel: 24845.0 \$

DECLARANT: SENG TABU JOSEPH **CCF22082016_0124_003**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 21185.0

Total Partiel: 21185.0 \$

DECLARANT: SHAKO LOMENA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_022**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 INDIVIDU 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: SIFA BOKUKA **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_018**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: SIKU LOWINO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_059**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MAMAN BILANI 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: SINGA BOEMBAMBE **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_100**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SINGA BOEMBAMBE 8865.0

Total Partiel: 8865.0 \$

DECLARANT: SMAIL BAYANGAMBI **CCF22082016_0051_012**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 BAYANGAMBA ATIRAN 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: SOFANDO **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_102**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 TOWANYELA OSINGA 7401.0

Total Partiel: 7401.0 \$

DECLARANT: SOLO LEMBENDA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_020**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: STANISLAS HYANGO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_320**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 OMBA HYANGO 19113.0

Total Partiel: 19113.0 \$

DECLARANT: SUKOLE ATONDO **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_084**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 SUKOLE ATONDO 16185.0

Total Partiel: 16185.0 \$

DECLARANT: SUMAILI BOLONGO **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_034**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 IBRAHIM 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: SUMBE BEKUNA **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLENE ALBERT 5081.0

Total Partiel: 5081.0 \$

DECLARANT: SYLVIE LITETE **CCF22082016_0015_004**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 LITETE 2342.0
2 LITETE 2342.0
3 LITETE 2342.0
4 NON SIGNALE 7615.0
5 NON SIGNALE 7615.0
6 NON SIGNALE 7615.0
7 NON SIGNALE 2342.0

Total Partiel: 32213.0 \$

DECLARANT: TABU MALIATO **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_050**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 LOTIMBA JOLIE ET SOPHIE MANSAPI 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: TAMBWE PENENGAI **CCF22082016_0050_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: TANGULIA LOBANGA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_324**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 24969.0

Total Partiel: 24969.0 \$

DECLARANT: TCHAMUKONO KAYUMBA **CCF22082016_0056_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: TENGAMIDI NEMOLE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_092**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: THOMAS BENYOLOLO **CCF22082016_0010_002**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 25419.0
2 NON SIGNALE 25419.0

Total Partiel: 50838.0 \$

DECLARANT: TOLENGA ASANGO**COPIE DE CCF22082016_0034_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 TROIS PERSONNES

25419.0

Total Partiel: 25419.0 \$**DECLARANT: TOWANGELA OSINGA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_126****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 TOWANGELA OSINGA

13989.0

Total Partiel: 13989.0 \$**DECLARANT: TSHAMA ALPHONSINE****CCF22082016_0051_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

20419.0

2 NON SIGNALE

20419.0

3 NON SIGNALE

20419.0

4 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 81676.0 \$**DECLARANT: USUMI MWENDENA****CCF22082016_0110_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 COUSINE

24845.0

Total Partiel: 24845.0 \$**DECLARANT: UTSHUMBA TOLENGA****COPIE (2) DE CCF22082016_0032_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

2 NON SIGNALE

20419.0

Total Partiel: 40264.0 \$**DECLARANT: VIAMA VIZO MIKALA****CCF22082016_0051_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 PASSY

20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$**DECLARANT: WEMBAKOY OKOLONGO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_328****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OLONGO WEMBA

26433.0

Total Partiel: 26433.0 \$**DECLARANT: WONDI LITHIBALA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_076****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KOTO MOMBO

109714.0

2 MBULA MONONENGI

106786.0

Total Partiel: 216500.0 \$**DECLARANT: WONDI LITHINALA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_076****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KOTO MOMBOY

5205.0

2 MBULA MOHOLENGI

2277.0

Total Partiel: 7482.0 \$**DECLARANT: WOTO MOKATO AUGUSTIN****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ECHAMOKI BORMAINE

24969.0

Total Partiel: 24969.0 \$

DECLARANT: YAFALI MAGWANGUNDU **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_030**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 EPOUSE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: YAIKE SOMBO **CCF22082016_0050_004**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 19845.0
2 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: YAKANGA MBULIATALE **CCF22082016_0051_016**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 MONDALE ETSHIKO 20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: YAKUSU FELA EMILIANE **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_042**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 ONANELA GILBERT ET MASUDI 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: YANGA LASILOTAYA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_088**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: YANGO LIFONDJA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_332**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 YANGOLE ENIA 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: YANGONYI LAKU **CCF22082016_0022_008**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 2342.0

Total Partiel: 2342.0 \$

DECLARANT: YANGOTIKALA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0021_002**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 YANGOTIKALA 19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: YAOFANGA MUKEIKA **CCF22082016_0056_008**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 20419.0
2 NON SIGNALE 20419.0
3 NON SIGNALE 20419.0
4 NON SIGNALE 20419.0
5 NON SIGNALE 20419.0
6 NON SIGNALE 20419.0
7 NON SIGNALE 20419.0
8 NON SIGNALE 20419.0

Total Partiel: 163352.0 \$

DECLARANT: YAOKELI LIKOKE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_032**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 19845.0
2 NON SIGNALE 19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: YAOKELI LIKOKE DARIUS **CCF22082016_0015_004**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LOKOKE	2342.0
2 YAOKELI KOMBOZI	20419.0

Total Partiel: 22761.0 \$

DECLARANT: YEMBA BAYASEMBA **CCF22082016_0050_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KIBAYA	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: YENGA AUGUSTIN **CCF22082016_0051_026**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

DECLARANT: YENGA BAYASEMBA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_056**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KIBAYA BERNARD	19845.0
2 LOKOLISONDJIA SOPHIE	19845.0

Total Partiel: 39690.0 \$

DECLARANT: YENGA BONAYA **CCF22082016_0009_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	25419.0
2 NON SIGNALE	25419.0

Total Partiel: 50838.0 \$

DECLARANT: YENGA LOFALATA **CCF22082016_0022_012**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DIFO BOFUNDI	20419.0

Total Partiel: 20419.0 \$

Année: 1990

DECLARANT: YENGA LOSOMBI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_180**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 YABONGWE LOSOMBI	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: YENI TEKELE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0012_012**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ITA ATOLONDILA	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: YOHALI AHEKE **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0006_016**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	140458.0

Total Partiel: 140458.0 \$

DECLARANT: YUMA ADEKAMI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_020**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 YUMA ABENDA	19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$

DECLARANT: YUMA RAMAZANI**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_184****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 FANI RAMAZANI

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: ZAABU BITISHO****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0006_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ZAABU BITISHO

113374.0

Total Partiel: 113374.0 \$**DECLARANT: ZABIBU NEMALA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0002 (2)_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

19845.0

Total Partiel: 19845.0 \$**DECLARANT: ZAMULIA AKOKA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_058****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ZAMULIA AKOKA

117034.0

Total Partiel: 117034.0 \$**DECLARANT: ZAWIDA WAKILONGO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_237****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KIRONGONZI WAKILONGO

10205.0

Total Partiel: 10205.0 \$**DECLARANT: ZOTIMINA YATANGO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_330****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AZIZA

124354.0

Total Partiel: 124354.0 \$**600 CAS DE DECES****TOTAL GENERAL: 1.3549356E7 \$**

EVALUATION FUITE**VILLE : BENI****Année 1999****DECLARANT: KAMBALE MWANA****BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR KAMBALE MWANA

2131.0

Total Partiel: 2131.0 \$**Année 2000****DECLARANT: ALEXANDRE NSANZI****BENI_CCF05032016_0010_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR ALEXANDRE NSANZI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BADOSE MUANI****BENI_CCF05032016_0006 (2)_217****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR BADOSE MUANI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: CECILE MBAMBU****BENI_CCF05032016_0008_016****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME CECILE MBAMBU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KABALI KAYUMBA****BENI_CCF05032016_0002 (2)_048****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KABALI KAYUMBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KADEU KIYIEMBA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_209****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR KADEU KIYIEMBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAHABU NZAMA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_029****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAHABU NZAMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAHAMBU FIMBO****BENI_CCF05032016_0001 (2)_035****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAHAMBU FIMBO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAHAMBU LUSENGE****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_068****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAHAMBU LUSENGE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAHAMBU NDAHIRO****BENI_CCF05032016_0001 (2)_027****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAHAMBU NDAHIRO

2065.0

		Total Partiel:	2065.0	\$
DECLARANT:	KAHAMBU NSANGE		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_026	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MME KAHAMBU NSANGE		2065.0	
		Total Partiel:	2065.0	\$
DECLARANT:	KAHAMBU SIMBULERINI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_215	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MR PALUKU KIRENGE MME		2021.0	
		Total Partiel:	2021.0	\$
DECLARANT:	KAHINDO KALAFULI		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_044	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MME KAHINDO KALAFULI		2065.0	
		Total Partiel:	2065.0	\$
DECLARANT:	KAHINDO MUTAHI		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_101	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MR KAHINDO MUTAHI		2065.0	
		Total Partiel:	2065.0	\$
DECLARANT:	KAHINDO		BENI_CCF05032016_0006 (2)_225	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MME KAHINDO MUVAHAWABENDU		2065.0	
		Total Partiel:	2065.0	\$
DECLARANT:	KAHINDO MWENGESYALI		BENI_CCF05032016_0001 (2)_024	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MME KAHINDO MWENGESYALI		2065.0	
		Total Partiel:	2065.0	\$
DECLARANT:	KAHINDO SIKUMBILI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_155	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MME KAHINDO SIKUMBILI		2065.0	
		Total Partiel:	2065.0	\$
DECLARANT:	KAHINDO VAENI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_253	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MME KAHINDO VAENI		2065.0	
		Total Partiel:	2065.0	\$
DECLARANT:	KAKULE CLOVIS		BENI_CCF05032016_0008_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MR KAKULE CLOVIS		2065.0	
		Total Partiel:	2065.0	\$
DECLARANT:	KAKULE MAFUTALI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_179	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MR KAKULE MAFUTALI		2065.0	
		Total Partiel:	2065.0	\$
DECLARANT:	KAMATHE KITSA		BENI_CCF05032016_0008_020	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MR KAMATHE KITSA		2065.0	
		Total Partiel:	2065.0	\$

DECLARANT: KAMBALE KALUNGU **BENI_CCF05032016_0006 (2)_141**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE KALUNGU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE KAMUCHOKERA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_046**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE KAMUCHOKERA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE KOMBI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE KOMBI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MILONDOI **BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_046**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE MILONDOI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MUKEKENYE **BENI_CCF05032016_0006 (2)_205**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE MUKEKENYE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MUTEKE **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE MUTEKE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MUTSANDO **BENI_CCF05032016_0006 (2)_221**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE MUTSANDO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE RATSUVA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_157**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAMBALE RATSUVA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE SYALANDIRA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_034**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE SYALANDIRA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE VAKE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_031**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE VAKE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE VITALE **BENI_CCF05032016_0006 (2)_143**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE VITALE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE WASUKUNDI **BENI_CCF05032016_0007_028**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE WASUKUNDI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KARONDE MBUSA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_193**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KARONDE MBUSA

2021.0

Total Partiel: 2021.0 \$

DECLARANT: KASEREKA HANGI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_026**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA HANGI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA KAMANDOLA **BENI_CCF05032016_0008_026**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA KAMANDOLA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA KICHUMIRWA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_059**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA KICHUMIRWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA KINAME **BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_002**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA KINAME

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA LYATGWERWA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_145**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA LYATGWERWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA MAHIGHA **BENI_CCF05032016 (2)_058**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA MAHIGHA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA NZANZU **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_036**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA NZANZU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA TAHOLYA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_139**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA TAHOLYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASULE KISOKULO **BENI_CCF05032016_0008_008**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASULE KISOKULO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASWEBA KYAKIMWA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_165**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASWEBA KYAKIMWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASWERA BINDA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_169**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASWERA BINDA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASWERA MBUNDU **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_030**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASWERA MBUNDU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASWERA SINANDUNGU **BENI_CCF05032016_0006 (2)_189**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASWERA SINANDUNGU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATEMBO KAHUNDEL **BENI_CCF05032016_0008_022**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KATEMBO KAHUNDEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATEMBO MUKANIRWA **BENI_CCF05032016 (2)_057**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KATEMBO MUKANIRWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATHEMBO NYENZE **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_022**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KATHEMBO NYENZE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATHUNGU MACHECHE **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_040**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KATHUNGU MACHECHE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATHUNGU MAKAKA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_055**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KATHUNGU MAKAKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATHUNGU MAKUKU **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_096**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KATHUNGU MAKUKU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATHUNGU MAYANI **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_107**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KATHUNGU MAYANI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATHUNGU MUSAYI**BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_038****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KATHUNGU MUSAYI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KATSUVA KANYERE****BENI_CCF05032016_0006 (2)_160****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KATSUVA KANYERE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KATUNGO MULONDI****BENI_CCF05032016_0006 (2)_211****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR KATUNGO MULONDI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KATUNGU MBAYIRINDI****BENI_CCF05032016_0010_036****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KATUNGU MBAYIRINDI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KATUNGU MUKUNDI****BENI_CCF05032016_0006 (2)_151****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KATUNGU MUKUNDI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KATUNGU VIOLORWE****BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_038****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KATUNGU VIOLORWE

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$**DECLARANT: KAVIRA KABUNGA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_097****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA KABUNGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA KAHASI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_074****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA KAHASI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA KALAYI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_103****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA KALAYI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA KASIVIRAHU****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_070****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA KASIVIRAHU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA KASUKA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_171****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA KASUKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVIRA KATSUMBIKI**BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_024****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA KATSUMBIKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA KONESA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_173****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA KONESA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MASAVANI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_019****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA MASAVANI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MASIMENGE****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_076****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA MASIMENGE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MBONZO****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_091****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA MBONZO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MUHEMU****BENI_CCF05032016_0006 (2)_159****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA MUHEMU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MURERE****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_051****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA MURERE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MUVUNGA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_095****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA MUVUNGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MWIMBIRA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_223****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA MWIMBIRA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA SIVIHOLYA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_020****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA SIVIHOLYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAVIRA TSONGO****BENI_CCF05032016_0001 (2)_033****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAVIRA TSONGO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVUGHO KALIVWA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_093**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAVUGHO KALIVWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVUGHO KATSUKA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_065**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAVUGHO KATSUKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVUGHO MBINIKA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_162**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAVUGHO MBINIKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVUGHO MBUSO **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_020**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAVUGHO MBUSO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVUGHO TSONGO **BENI_CCF05032016_0006 (2)_153**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAVUGHO TSONGO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVUGHO VAHANI **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_021**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAVUGHO VAHANI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KYAKIMWA KIPURANGA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_164**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KYAKIMWA KIPURANGA

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: MASIKA BENETE **BENI_CCF05032016_0006 (2)_185**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIKA BENETE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA KAHIKIKO **BENI_CCF05032016_0001 (2)_018**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIKA KAHIKIKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA KAMATE **BENI_CCF05032016_0006 (2)_187**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIKA KAMATE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA KATUNGU **BENI_CCF05032016_0006 (2)_195**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIKA KATUNGU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA KIKUTSA**BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_072****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MASIKA KIKUTSA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MASIKA KISEHYA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_181****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MASIKA KISEHYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MASIKA KYIVUKA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_063****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MASIKA KYIVUKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MASIKA MANDEPY****BENI_CCF05032016_0006 (2)_156****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MASIKA MANDEPY

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MASIKA MASIKA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_061****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MASIKA MASIKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MASIKA MUKELUBUNGA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_191****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MASIKA MUKELUBUNGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MASIKA MUKIRA****BENI_CCF05032016_0007_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MASIKA MUKIRA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MASIKA SARAKWA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_175****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MASIKA SARAKWA

4065.0

Total Partiel: 4065.0 \$**DECLARANT: MASIKA TSEVULA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_229****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MASIKA TSEVULA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MASIKA VISESO****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_105****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MASIKA VISESO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MASKA NGONDI****BENI_CCF05032016 (2)_053****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MASKA NGONDI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATHE BAYAMA**BENI_CCF05032016_0006 (2)_207****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MATHE BAYAMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MBAMBU KACHONGERIA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_057****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MBAMBU KACHONGERIA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MBAYO WANDAYE****BENI_CCF05032016_0002 (2)_046****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MBAYO WANDAYE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MBUSA SHINDANI****BENI_CCF05032016_0001 (2)_037****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MBUSA SHINDANI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MUHINDO KAMBIRIGHITHI****BENI_CCF05032016_0001 (2)_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MUHINDO KAMBIRIGHITHI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MUHINDO KIKOLU****BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_042****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MUHINDO KIKOLU

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: MUHINDO KIVAVA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MUHINDO KIVAVA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MUHINDO MUTAHUWA****BENI_CCF05032016_0008_024****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MUHINDO MUTAHUWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MÙME MASIKA KINYUNYU****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_053****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MÙME MASIKA KINYUNYU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MUSUBAO SYAHEMBULWA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_149****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MUSUBAO SYAHEMBULWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MUTOGWA KAHINDO****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_023****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MUTOGWA KAHINDO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MWISA KIHHERABERA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_047**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MWISA KIHHERABERA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NAKACHUBA KAHIRHO **BENI_CCF05032016_0006 (2)_219**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NAKACHUBA KAHIRHO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGURU VOSI **BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_040**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NGURU VOSI

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: NZIAVAKE VITSANGE **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_005**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NZIAVAKE VITSANGE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU ALIMASI **BENI_CCF05032016_0007_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR PALUKU ALIMASI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU FIMBO **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_067**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR PALUKU FIMBO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU GABRIEL **BENI_CCF05032016_0006 (2)_135**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR PALUKU GABRIEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU KAVOHA **BENI_CCF05032016 (2)_055**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR PALUKU KAVOHA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU KIRENGE **BENI_CCF05032016_0006 (2)_213**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR PALUKU KIRENGE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU LUSENGE **BENI_CCF05032016_0006 (2)_133**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR PALUKU LUSENGE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU MAKASI **BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_054**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR PALUKU MAKASI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU MUTSOPI**BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_099****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR PALUKU MUTSOPI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: PALUKU SIYAPATA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR PALUKU SIYAPATA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: PALUKU YAYISIRIRYA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_177****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR PALUKU YAYISIRIRYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: SELINA MUSAVULI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_032****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME SELINA MUSAVULI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: SINDANI ATSUABE****BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_050****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR SINDANI ATSUABE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**Année 2001****DECLARANT: KAKULE MALEMBIO****BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_010****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR KAKULE MALEMBIO

2030.0

Total Partiel: 2030.0 \$**DECLARANT: MBUSA LUKALANGO****BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MBUSA LUKALANGO

2030.0

Total Partiel: 2030.0 \$**DECLARANT: BASALI INGOLE****BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_010****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME BASALI INGOLE

2328.0

Total Partiel: 2328.0 \$**DECLARANT: FAZILI RAMAZANI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_028****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR FAZILI RAMAZANI

2017.0

Total Partiel: 2017.0 \$**DECLARANT: KAHAMBU KAHORO****BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_020****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAHAMBU KAHORO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAHAMBU KALIVWA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_049****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KAHAMBU KALIVWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: **KAHAMBU MALYATERO** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_055**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAHAMBU MALYATERO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: **KAHINDO KIMWANA** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_068**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAHINDO KIMWANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: **KAHINDO MUMBALIYA** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_008**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAHINDO MUMBALIYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: **KAHINDO MUSERENGWA** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_078**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAHINDO MUSERENGWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: **KAHINDO NYAULI** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_062**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAHINDO NYAULI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: **KAHONGYA SYAHRWATI** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_059**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAHONGYA SYAHRWATI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: **KAKULE KAHERO** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAKULE KAHERO

2045.0

Total Partiel: 2045.0 \$

DECLARANT: **KAKULE MALAMBO** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_020**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAKULE MALAMBO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: **KAKULE MULAMBO** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_072**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAKULE MULAMBO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: **KAKULE MWENDAPEKE** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAKULE MWENDAPEKE

2030.0

Total Partiel: 2030.0 \$

DECLARANT: **KAKULE VISANI** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_076**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAKULE VISANI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE BULU **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_012**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE BULU

2131.0

Total Partiel: 2131.0 \$

DECLARANT: KAMBALE KAVULILENE **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE KAVULILENE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MBONZO **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_070**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE MBONZO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MUNDERE **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_057**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE MUNDERE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MUTHAHOKO **BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE MUTHAHOKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASERA KA AVION **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_010**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASERA KA AVION

2131.0

Total Partiel: 2131.0 \$

DECLARANT: KASEREKA MUSONDWA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_115**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA MUSONDWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA MUTHISHALO **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_066**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA MUTHISHALO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA PELEKENYA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_083**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA PELEKENYA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KASEREKA VUHESI **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_096**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA VUHESI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASWERA THEMBO **BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_037**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASWERA THEMBO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KASWERA VUNYATSI **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_028**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASWERA VUNYATSI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATEMBO KAMUNDU **BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_024**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KATEMBO KAMUNDU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATEMBO KANGINZI **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_048**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KATEMBO KANGINZI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATEMBO KENZEKENZE **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KATEMBO KENZEKENZE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATEMBO NZAI **BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_020**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KATEMBO NZAI

2131.0

Total Partiel: 2131.0 \$

DECLARANT: KATHUNGU KAHOMA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_028**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KATHUNGU KAHOMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATUNGU MATE **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_030**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KATUNGU MATE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVIRA KAVYUMA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_092**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAVIRA KAVYUMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVIRA KITSA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_109**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAVIRA KITSA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVIRA MANDEFU **BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_094**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAVIRA MANDEFU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVIRA MBASUVIAKI **BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAVIRA MBASUVIAKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVIRA MUHEMULO	BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_050
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KAVIRA MUHEMULO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAVUGHO KANGETSE	BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_026
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KAVUGHO KANGETSE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAVUO KENDA	BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_026
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KAVUO KENDA	2131.0
Total Partiel: 2131.0 \$	
DECLARANT: MASIKA HANGI	BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_018
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MASIKA HANGI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASIKA KIHUNDO	BENI_CCF05032016_0001 (2)_052
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MASIKA KIHUNDO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASIKA KIHUNDU	BENI_CCF05032016_0001 (2)_052
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MASIKA KIHUNDU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASIKA MWENGESHALI	BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_090
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MASIKA MWENGESHALI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASIKA NDANDA	BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_051
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MASIKA NDANDA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASIKA VYATSURAU	BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_008
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MASIKA VYATSURAU	2045.0
Total Partiel: 2045.0 \$	
DECLARANT: MASUMBUKO ALETSOBHI	COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_045
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASUMBUKO ALETSOBHI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUSA WANZAVALERE	BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_022
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MBUSA WANZAVALERE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: MBUSA WANZAVALERE**BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_024****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MBUSA WANZAVALERE GILBERT

2045.0

Total Partiel: 2045.0 \$**DECLARANT: MUHINDO MUSAVI****BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_030****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MUHINDO MUSAVI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MUHINDO MUTALI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_074****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MUHINDO MUTALI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MUHINDO NZAI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_034****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MUHINDO NZAI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: MUHINDO NZAVARA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_064****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MUHINDO NZAVARA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: NASA JANGA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_273****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME NASA JANGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: PALUKU KAHEHERO****BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_053****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR PALUKU KAHEHERO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: PALUKU KAISAVERA****BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_032****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR PALUKU KAISAVERA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: PALUKU KAPORALE****BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR PALUKU KAPORALE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: PALUKU KARAFULI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_060****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR PALUKU KARAFULI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: PALUKU VAHWERE****BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_018****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR PALUKU VAHWERE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU VUYIMBI**BENI_CCF05032016_0001 (2)_039****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR PALUKU VUYIMBI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: RUSURA FAZILA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_147****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME RUSURA FAZILA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: SIVI SOLA****BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_016****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME SIVI SOLA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: TSHAMBO FALANGA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_169****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME TSHAMBO FALANGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: TSONGO MASHAURI****BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_080****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR TSONGO MASHAURI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**Année 2002****DECLARANT: AFEKA ARIVO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_023****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME AFEKA ARIVO

65.0

Total Partiel: 65.0 \$**DECLARANT: AMAKPELU MATEO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_139****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME AMAKPELU MATEO

65.0

Total Partiel: 65.0 \$**DECLARANT: ANDAUNDE NKOLO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_153****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME ANDAUNDE NKOLO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: ANGALIAMA IRISI****BENI_CCF05032016_0005 (2)_275****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME ANGALIAMA IRISI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: ANITA TABE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_145****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME ANITA TABE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: ANOMANGE YAGBONGUO****BENI_CCF05032016_0003 (2)_067****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR ANOMANGE YAGBONGUO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ARIMARI TUKU ISAAC**COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_032****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ARIMARI TUKU ISAAC

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BADJABU****BENI_CCF05032016_0005 (2)_314****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR BADJABU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BAMBA NOTA****BENI_CCF05032016 (2)_041****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR BAMBA NOTA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BAMUHIGA MOVE ROGER****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_036****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAMUHIGA MOVE ROGER

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BASOMBOLA LISAMBOLA****BENI_CCF05032016_0003 (2)_042****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME BASOMBOLA LISAMBOLA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BOSOMI LISEMBI****BENI_CCF05032016_0003 (2)_043****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME BOSOMI LISEMBI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: DIPO KATUMBU****BENI_CCF05032016 (2)_049****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR DIPO KATUMBU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: EBWA NGOYA****BENI_CCF05032016_0004 (2)_039****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR EBWA NGOYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: EKOKO ATIA****BENI_CCF05032016_0002 (2)_019****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME EKOKO ATIA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: ELOMBO BELIBA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_151****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME ELOMBO BELIBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: EMEMAY ZONGOU****BENI_CCF05032016_0003 (2)_063****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME EMEMAY ZONGOU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ESALE ILOKO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_141
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME ESALE ILOKO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: EVAKETI BIRWATI	BENI_CCF05032016_0001 (2)_119
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME EVAKETI BIRWATI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GUDUTSI WARA	COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_039
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 GUDUTSI WARA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: HANDISANA KATHO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_171
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME HANDISANA KATHO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: HERABO J BOSCO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_030
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 HERABO J BOSCO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KABATORO MBAZE	BENI_CCF05032016_0001 (2)_049
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KABATORO MBAZE	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: KAISALA KELEKELE	BENI_CCF05032016_0003 (2)_061
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KAISALA KELEKELE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KASAI ASANI	BENI_CCF05032016_0005 (2)_251
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KASAI ASANI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KASEMIRE BIGAMBWENDA	BENI_CCF05032016_0005 (2)_312
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KASEMIRE BIGAMBWENDA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KASEREKA MUTSUVA	BENI_CCF05032016 (2)_051
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KASEREKA MUTSUVA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAYIRA KISANGAM	BENI_CCF05032016_0003 (2)_073
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KAYIRA KISANGAM	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: KEROHAN ALIMACHON **BENI_CCF05032016_0001 (2)_059**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KEROHAN ALIMACHON

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LAPI TULIA **BENI_CCF05032016_0003 (2)_005**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME LAPI TULIA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LEMBERAC UDERAS **BENI_CCF05032016_0005 (2)_161**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LEMBERAC UDERAS ZUBEDA

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: LOBANGA KANGIKOLO **BENI_CCF05032016_0005 (2)_125**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LOBANGA KANGIKOLO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOKEMA RUMANYIKA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_288**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LOKEMA RUMANYIKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MACHOZI OZUNGAY **COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_037**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MACHOZI OZUNGAY

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MANOKO MUGERA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_277**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MANOKO MUGERA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MAOTEA BOLOBO **BENI_CCF05032016_0004 (2)_025**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MAOTEA BOLOBO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MAPASA BRIGITTE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_149**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MAPASA BRIGITTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA KAKUMONGA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIKA KAKUMONGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA KAMBALE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_155**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIKA KAMBALE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATESO MUTSAMBI **BENI_CCF05032016 (2)_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MATESO MUTSAMBI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MBANGANDA KALIAKI** **BENI_CCF05032016_0005 (2)_292****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MBANGANDA KALIAKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MBUTSHU OLOMO** **BENI_CCF05032016_0005 (2)_127****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MBUTSHU OLOMO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MELIGO LUSULE** **BENI_CCF05032016_0005 (2)_284****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MELIGO LUSULE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MUHAMASI BAMAZANI** **BENI_CCF05032016_0005 (2)_025****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MUHAMASI BAMAZANI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MUTORO MAKWAYA** **BENI_CCF05032016_0003 (2)_065****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MUTORO MAKWAYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: NILUBA KALAMO** **BENI_CCF05032016_0005 (2)_308****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME NILUBA KALAMO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: NYAGADUDU CLAUDINE** **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_033****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NYAGADUDU CLAUDINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: NZONGOMEKA ERIC** **BENI_CCF05032016_0005 (2)_159****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR NZONGOMEKA ERIC

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: OGOGO AGWOBOSI** **BENI_CCF05032016_0004 (2)_023****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME OGOGO AGWOBOSI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: OLOME UTSUDI** **BENI_CCF05032016_0005 (2)_157****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR OLOME UTSUDI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: OUEDO ALEZA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_041**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR OUEDO ALEZA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU MATOLA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_132**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR PALUKU MATOLA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: POLI MBAFELE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_016**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME POLI MBAFELE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: POSHO MATINDA **BENI_CCF05032016_0003 (2)_071**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME POSHO MATINDA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: RAHINDO FLORENCE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_249**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR RAHINDO FLORENCE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SAAFI KASONGO **BENI_CCF05032016_0005 (2)_221**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR SAAFI KASONGO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SALAMA FURAHA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_010**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME SALAMA FURAHA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUPU NZELA **BENI_CCF05032016_0003 (2)_059**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME SUPU NZELA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TONDABO MUGERA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_018**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME TONDABO MUGERA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TSHAMALA MUBENGU **BENI_CCF05032016_0005 (2)_020**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME TSHAMALA MUBENGU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TSHAMANI KATENGA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_197**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME TSHAMANI KATENGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: **UBURANDI SHIRIKA** **BENI_CCF05032016_0002 (2)_041**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME UBURANDI SHIRIKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$DECLARANT: **VUMULLA VANISE** **BENI_CCF05032016_0001 (2)_045**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME VUMULLA VANISE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$DECLARANT: **WAZIM NDAMBA** **BENI_CCF05032016_0002 (2)_050**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR WAZIM NDAMBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$DECLARANT: **YAMBA ITIYA** **BENI_CCF05032016_0005 (2)_021**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME YAMBA ITIYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$DECLARANT: **YENA MUTOMBO** **BENI_CCF05032016_0001 (2)_058**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR YENA MUTOMBO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$DECLARANT: **ZANANGA EMMA** **BENI_CCF05032016_0001 (2)_061**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR ZANANGA EMMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**Année 2003**DECLARANT: **PALUKU NGELEZA** **BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_066**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR PALUKU NGELEZA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$DECLARANT: **ABANAKELO AMBOKO** **BENI_CCF05032016_0005 (2)_123**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME ABANAKELO AMBOKO

65.0

Total Partiel: 65.0 \$DECLARANT: **ABAPA KAPANGAPANGA** **BENI_CCF05032016_0004 (2)_028**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME ABAPA KAPANGAPANGA

65.0

Total Partiel: 65.0 \$DECLARANT: **ACIRA THUAMBE** **BENI_CCF05032016 (2)_033**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR ACIRA THUAMBE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$DECLARANT: **ADIDFA MANGUBO** **BENI_CCF05032016_0003 (2)_057**N° **VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME ADIDFA MANGUBO

65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: ADIJA NDAGIRE	BENI_CCF05032016_0005 (2)_036
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME ADIJA NDAGIRE	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: ADONDI NKATIKIMO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_042
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME ADONDI NKATIKIMO	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: AGIKO REBEKA	BENI_CCF05032016_0005 (2)_006
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME AGIKO REBEKA	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: AKELO LOYOMA	COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_023
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AKELO LOYOMA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: AKUMU UZUNGA	BENI_CCF05032016_0002 (2)_032
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME AKUMU UZUNGA	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: ALAFU NDETEDRA	BENI_CCF05032016_0003 (2)_047
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR ALAFU NDETEDRA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ALEKO MAGIDRIRO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_135
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME ALEKO MAGIDRIRO	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: ALEKO MOSEKA	BENI_CCF05032016_0005 (2)_027
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME ALEKO MOSEKA	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: ALEZO ALHUBE	BENI_CCF05032016 (2)_039
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR ALEZO ALHUBE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ALI LIBOMBI	BENI_CCF05032016_0006 (2)_010
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR ALI LIBOMBI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: AMEKOKO CHAKO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_280
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME AMEKOKO CHAKO	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	

DECLARANT: ANDOYO LITUMBE	BENI_CCF05032016 (2)_010
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR ANDOYO LITUMBE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ANDROSI NDEKOTE	BENI_CCF05032016_0005 (2)_040
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME ANDROSI NDEKOTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: APIO NEMEMA	BENI_CCF05032016_0001 (2)_100
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME APIO NEMEMA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ASERO ALESI	BENI_CCF05032016_0006 (2)_014
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME ASERO ALESI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ATIA MUSWAKI	BENI_CCF05032016_0005 (2)_267
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR ATIA MUSWAKI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: AVESI NABA	BENI_CCF05032016_0005 (2)_115
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME AVESI NABA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: AZEDJI MATRO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_315
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR AZEDJI MATRO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: AZIZA OTAKO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_137
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME AZIZA OTAKO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BABANDAY COODEFRROID	BENI_CCF05032016_0005 (2)_109
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BABANDAY COODEFRROID	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BACHALE LINGULE	BENI_CCF05032016_0005 (2)_133
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BACHALE LINGULE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHATI ALEXI	BENI_CCF05032016_0001 (2)_145
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BAHATI ALEXI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: BAHATI BITA	BENI_CCF05032016_0001 (2)_105
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME BAHATI BITA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BASAKU YAOKANDA	BENI_CCF05032016_0006 (2)_026
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME BASAKU YAOKANDA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BATONGO KOKO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_282
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BATONGO KOKO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BATOTANDA KAZAMBIA	BENI_CCF05032016_0004 (2)_021
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME BATOTANDA KAZAMBIA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BHUKANULA MASIMENGO	BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_061
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BHUKANULA MASIMENGO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BIANE MASUDI	BENI_CCF05032016_0003 (2)_053
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME BIANE MASUDI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BIWAGA ADUBANGO	BENI_CCF05032016_0003 (2)_040
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME BIWAGA ADUBANGO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BOLONGOSHA BERTHA	BENI_CCF05032016_0003 (2)_025
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME BOLONGOSHA BERTHA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BORIUE SEBISE	BENI_CCF05032016_0006 (2)_012
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME BORIUE SEBISE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: CHUDHA NJAGO	COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_025
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CHUDHA NJAGO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: CHUMASE CHUUE	BENI_CCF05032016_0002 (2)_043
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME CHUMASE CHUUE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: DIEU DONNE MARIA MUNGU **BENI_CCF05032016_0001 (2)_056**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR DIEU DONNE MARIA MUNGU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: EBWA MOLOKA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_016**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME EBWA MOLOKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: FATIMA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_029**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME FATIMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: FATUMA MUSSA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_237**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR FATUMA MUSSA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: FEZA RAMAZANI **BENI_CCF05032016_0003 (2)_009**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME FEZA RAMAZANI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: FWALING USUSTHO **BENI_CCF05032016_0003 (2)_055**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME FWALING USUSTHO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: GBABU YETU **BENI_CCF05032016_0005 (2)_300**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME GBABU YETU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: IPOLINGWANE FATU **BENI_CCF05032016_0001 (2)_163**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME IPOLINGWANE FATU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: IZUNGU BATUBO **BENI_CCF05032016_0001 (2)_125**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME IZUNGU BATUBO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: JEMU KAKUFA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_162**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME JEMU KAKUFA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABALA WA KABALA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_031**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KABALA WA KABALA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABAZUNGU AOSINI **BENI_CCF05032016_0005 (2)_264**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KABAZUNGU AOSINI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABWERA MWENGESIALI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_135**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KABWERA MWENGESIALI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KADAMBU SABUMI **BENI_CCF05032016_0002 (2)_054**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KADAMBU SABUMI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAHAMBU KAILANDA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_010**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAHAMBU KAILANDA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAHAMBU KALIVANDA **BENI_CCF05032016_0006 (2)_018**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAHAMBU KALIVANDA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAHAMBU MBAFU **BENI_CCF05032016_0001 (2)_139**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAHAMBU MBAFU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAHAMBU MUKUNDI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_016**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAHAMBU MUKUNDI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAHAMBU SIKULI **BENI_CCF05032016_0005 (2)_223**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAHAMBU SIKULI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAHINDO KACHELEWA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_121**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAHINDO KACHELEWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAHINDO KAKIRUKA **BENI_CCF05032016 (2)_037**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAHINDO KAKIRUKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAHINDO KESEKESE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_105**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAHINDO KESEKESE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAHINDO MUKIRANYA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_079**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAHINDO MUKIRANYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAHINDO VYAMUREHERE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_117**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAHINDO VYAMUREHERE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAINDO KATHU **BENI_CCF05032016_0001 (2)_151**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAINDO KATHU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAJI NTAMBWE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_296**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAJI NTAMBWE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KALONDA SARAH **BENI_CCF05032016_0003 (2)_017**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KALONDA SARAH

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MAYORA **BENI_CCF05032016_0002_051**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE MAYORA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MUNDUWANDI **BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_068**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAMBALE MUNDUWANDI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MUSENGA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_047**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE MUSENGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MUSUBAO **BENI_CCF05032016 (2)_022**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE MUSUBAO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE SAMBILI **BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_039**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAMBALE SAMBILI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KANDONGO BISIKWA **BENI_CCF05032016 (2)_027**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KANDONGO BISIKWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA MUSUBAO **BENI_CCF05032016_0001 (2)_131**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KASEREKA MUSUBAO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASONGO ESPERENCE **BENI_CCF05032016 (2)_024**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASONGO ESPERENCE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASUERA VUMILIA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_163**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASUERA VUMILIA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASWANYA MWASITE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_147**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASWANYA MWASITE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASWERA ALEKO **BENI_CCF05032016_0005 (2)_034**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASWERA ALEKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASWORA KARAMBA **BENI_CCF05032016_0002 (2)_026**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KASWORA KARAMBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATHUNGU MATHE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_143**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KATHUNGU MATHE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATSELEWA VWUSANGYA **BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_059**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KATSELEWA VWUSANGYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KATUNATO KABEBIAMA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_129**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KATUNATO KABEBIAMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVEMBERE TAWITAE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_294**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KAVEMBERE TAWITAE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVIRA BAHINGANA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_146**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KAVIRA BAHINGANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAVIRA ELIZA	BENI_CCF05032016_0003 (2)_035
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KAVIRA ELIZA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAVIRA KAMUNDU	BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_035
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KAVIRA KAMUNDU	2006.0
Total Partiel: 2006.0 \$	
DECLARANT: KAVIRA MADAWA	BENI_CCF05032016_0001 (2)_014
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KAVIRA MADAWA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAVIRA MBAFUMOTA	BENI_CCF05032016 (2)_020
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KAVIRA MBAFUMOTA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAVIRA MURAGHANE	BENI_CCF05032016_0003 (2)_015
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KAVIRA MURAGHANE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAVUA KENDA	BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_004
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KAVUA KENDA	2131.0
Total Partiel: 2131.0 \$	
DECLARANT: KAVUO BUKUNDIKA	BENI_CCF05032016_0005 (2)_004
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KAVUO BUKUNDIKA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAWAYA RENEMA	BENI_CCF05032016_0005 (2)_317
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME KAWAYA RENEMA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KERAWOBI PAY	COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_019
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KERAWOBI PAY	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KIKOY MASUDI	BENI_CCF05032016_0003 (2)_069
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KIKOY MASUDI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KISINDO MUZEE	BENI_CCF05032016_0003 (2)_011
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KISINDO MUZEE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: KITSA MBAHINSANA**BENI_CCF05032016_0010_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR KITSA MBAHINSANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KOKORO TASIMA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_097****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR KOKORO TASIMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KONGA EUGENIE****BENI_CCF05032016_0002 (2)_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KONGA EUGENIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KONGI KEYDE****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_027****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KONGI KEYDE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KYAKIMWA FATAKI****BENI_CCF05032016_0003 (2)_023****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KYAKIMWA FATAKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LAINI BRAHIM****BENI_CCF05032016_0005 (2)_231****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME LAINI BRAHIM

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LAZO RUWALI****BENI_CCF05032016_0005 (2)_235****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR LAZO RUWALI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LIBA KANALOLA****BENI_CCF05032016_0006 (2)_029****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR LIBA KANALOLA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LINGACHALO JULIENNE****BENI_CCF05032016_0003 (2)_030****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME LINGACHALO JULIENNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LINGOFO EKOMBO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME LINGOFO EKOMBO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LINGOSO LIYALONDA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_102****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR LINGOSO LIYALONDA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LISISHA BOLO KALEKO**BENI_CCF05032016_0005 (2)_271****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR LISISHA BOLO KALEKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LISONGO WIVINE****BENI_CCF05032016_0005 (2)_097****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME LISONGO WIVINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LOKANGU DORA****BENI_CCF05032016_0003 (2)_037****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME LOKANGU DORA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LOSI JEANNE****BENI_CCF05032016_0001 (2)_127****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME LOSI JEANNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LOTSIMA MANORO JONAS****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_015****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOTSIMA MANORO JONAS

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LOVE DHESI****BENI_CCF05032016_0003 (2)_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR LOVE DHESI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LYAGABO MANGANGA****BENI_CCF05032016_0005 (2)_278****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LYAGABO MANGANGA

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$**DECLARANT: MADJESI MAVE YEDI****BENI_CCF05032016_0004 (2)_033****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MADJESI MAVE YEDI

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$**DECLARANT: MAGA KAMARA****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_029****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAGA KAMARA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MAGBOU KOKOLA****BENI_CCF05032016_0002 (2)_042****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME MAGBOU KOKOLA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MAIKANI APOLI****COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_017****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAIKANI APOLI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MAKWA YOHALI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_012**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MAKWA YOHALI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MANGOLO YABHOLO **BENI_CCF05032016_0005 (2)_201**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MANGOLO YABHOLO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MANYIMA MPALA **BENI_CCF05032016 (2)_008**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MANYIMA MPALA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MANYIRE BASEZA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_141**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MANYIRE BASEZA

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: MANZAKA MONDENGO **BENI_CCF05032016_0005 (2)_099**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MANZAKA MONDENGO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MARIAMU BINGA MBWENDA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_129**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MARIAMU BINGA MBWENDA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASHAVRI MATUMONA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_225**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MASHAVRI MATUMONA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIBU BERTTE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_159**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIBU BERTTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA FATUMA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_123**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIKA FATUMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA MULEKIA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_103**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIKA MULEKIA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA MUZI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_098**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MASIKA MUZI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA RIMA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_215**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIKA RIMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIKA SAIBA **BENI_CCF05032016_0003 (2)_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MASIKA SAIBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASIMANGO NGUYOLO **BENI_CCF05032016_0005 (2)_119**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MASIMANGO NGUYOLO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MASUDI SILIMU **BENI_CCF05032016_0003 (2)_032**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MASUDI SILIMU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBEDI KILALA **BENI_CCF05032016_0002 (2)_030**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MBEDI KILALA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBELA ANITA MARIE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_121**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBELA ANITA MARIE THERESSE

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: MBOMBO MOMBELE **BENI_CCF05032016 (2)_012**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MBOMBO MOMBELE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBOYO NAOMIE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_155**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MBOYO NAOMIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBULA ABIONGO **BENI_CCF05032016 (2)_025**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MBULA ABIONGO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MIRAMBO MUAJEKE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_271**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MIRAMBO MUAJEKE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MOLIKI OGALI **BENI_CCF05032016_0005 (2)_304**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MOLIKI OGALI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MOONO LISIKI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_133**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MOONO LISIKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MOSALA ANIESI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_153**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MOSALA ANIESI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUHINDO MAKASI **BENI_CCF05032016_0001 (2)_111**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MUHINDO MAKASI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUHINDO MBANDWA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_233**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MUHINDO MBANDWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MULANYANI SAMANYANI **BENI_CCF05032016 (2)_035**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MULANYANI SAMANYANI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUMBELE KAWA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_229**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MUMBELE KAWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUMINDO KOMBI **BENI_CCF05032016_0004 (2)_035**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MUMINDO KOMBI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUSUBAO KAMUNDU **BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_002**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MUSUBAO KAMUNDU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MWAMINI AFISE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_107**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MWAMINI AFISE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MWENGWA SANGWA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_269**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MWENGWA SANGWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGAVE NZALE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_203**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NGAVE NZALE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGBELEMA TABU **BENI_CCF05032016_0005 (2)_032**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NGBELEMA TABU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGONZI KALE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_064**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NGONZI KALE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NKOLO MOSEKA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_199**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NKOLO MOSEKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NKOLO NGONAGO **BENI_CCF05032016_0005 (2)_219**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NKOLO NGONAGO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAKATO BORIVE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_109**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NYAKATO BORIVE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAKENISOO ANGENYI **BENI_CCF05032016 (2)_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NYAKENISOO ANGENYI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYANGADUDU TANDISHABO **BENI_CCF05032016_0003 (2)_027**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NYANGADUDU TANDISHABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYANZARA KAMBONESA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_137**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NYANZARA KAMBONESA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYONDO SHEMATSI **BENI_CCF05032016_0002 (2)_024**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NYONDO SHEMATSI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NZEYI MARIE **BENI_CCF05032016_0002 (2)_045**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NZEYI MARIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: OHOLE ESAMBO **BENI_CCF05032016_0001 (2)_104**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME OHOLE ESAMBO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ONDELTO SOPINZWA **BENI_CCF05032016_0001 (2)_117**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME ONDELTO SOPINZWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: OPEKA BOYALE **BENI_CCF05032016_0005 (2)_101**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME OPEKA BOYALE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU MOLO **BENI_CCF05032016_0005 (2)_217**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR PALUKU MOLO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU TASI **BENI_CCF05032016_0003 (2)_038**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR PALUKU TASI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: RWATA TANILE **BENI_CCF05032016_0001 (2)_149**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR RWATA TANILE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SADIKI DJAFARI **BENI_CCF05032016_0005 (2)_111**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR SADIKI DJAFARI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SAIDI BIM SAIDI **BENI_CCF05032016_0002 (2)_052**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR SAIDI BIM SAIDI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SENG KOMBÉ **BENI_CCF05032016_0006 (2)_028**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR SENG KOMBÉ

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SEZI KANA **BENI_CCF05032016_0005 (2)_302**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME SEZI KANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SHABANI MANGAZA **BENI_CCF05032016_0002 (2)_034**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME SHABANI MANGAZA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SIFIWA KATHUKO **BENI_CCF05032016_0006 (2)_020**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR SIFIWA KATHUKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SOMY ORENGE	BENI_CCF05032016_0004 (2)_037
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SOMY ORENGE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SUMBUKIA ZAS VERONIQUE	COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_033
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SUMBUKIA ZAS VERONIQUE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TABU ZALASANI	BENI_CCF05032016_0003 (2)_029
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME TABU ZALASANI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TAKWINZA CHIDANO	BENI_CCF05032016 (2)_006
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TAKWINZA CHIDANO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: THEMBO MASTAKI	BENI_CCF05032016_0010_006
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR THEMBO MASTAKI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TSHANDIKANA SIKAKALI	BENI_CCF05032016_0005 (2)_113
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME TSHANDIKANA SIKAKALI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TSONGO KATSAMBA	BENI_CCF05032016_0004 (2)_026
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TSONGO KATSAMBA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TSONGO SINDY	BENI_CCF05032016_0003 (2)_051
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME TSONGO SINDY	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: UCIRCAN MADITKWO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_131
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR UCIRCAN MADITKWO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: UDINI MONIQUE	BENI_CCF05032016_0004 (2)_029
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME UDINI MONIQUE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: UMIRAMBE DJULU	BENI_CCF05032016_0005 (2)_265
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR UMIRAMBE DJULU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: UMIRAMBE UKUMU**BENI_CCF05032016_0005 (2)_306****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR UMIRAMBE UKUMU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: UNEGA GOLI****BENI_CCF05032016_0005 (2)_286****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR UNEGA GOLI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: UZUNGA BAMUTABA****BENI_CCF05032016_0001 (2)_157****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR UZUNGA BAMUTABA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: WADUBIRA UWILO****BENI_CCF05032016_0003 (2)_013****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR WADUBIRA UWILO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: WANDONGE BOLOKO****BENI_CCF05032016_0003 (2)_019****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME WANDONGE BOLOKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: ZAMBI KAPALANGABO****BENI_CCF05032016_0005 (2)_038****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME ZAMBI KAPALANGABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: ZUBAHIRI BADI****BENI_CCF05032016_0003 (2)_021****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR ZUBAHIRI BADI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**446 CAS DE FUITE****TOTAL GENERAL: 896794.59999999 \$**

EVALUATION FUITE**VILLE : BUTEMBO****Année 1998****DECLARANT: KATSONGO FATILIWA****BUTEMBO_CCF04032016_0007_007****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATSONGO FATILIWA ADENISE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: MUHINDO SYAWITE****BUTEMBO_CCF04032016_0007_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUHINDO SYAWITE MATHIEU

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**Année 1999****DECLARANT: LUKUMBUKA NYAMWEMBO****BUTEMBO_CCF04032016_0020_015****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LUKUMBUKA NYAMWEMBO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: NABOTI PALUKU AMINI****BUTEMBO_CCF04032016_0007_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NABOTI PALUKU AMINI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: PALUKU NEPA NEPA****BUTEMBO_CCF04032016_0009_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 PALUKU NEPA NEPA SHIMITA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**Année 2000****DECLARANT: ABOLISOO KYABUKU****BUTEMBO_CCF04032016_0022_001****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ABOLISOO KYABUKU

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: AMBUMA KABWANA****BUTEMBO_CCF04032016_0022_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AMBUMA KABWANA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: DIAKISA TUMAI SI****BUTEMBO_CCF04032016_0019_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DIAKISA TUMAI SI KAMULANGE

4015.33

Total Partiel: 4015.33 \$**DECLARANT: KAHINDO NGANGONDI FELI****BUTEMBO_CCF04032016_0018_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAHINDO NGANGONDI FELI

2010.95

Total Partiel: 2010.95 \$

DECLARANT: **KAHINDO VICTORINE** **BUTEMBO_CCF04032016_0012_001**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAHINDO VICTORINE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **KAMBALE KAMUKENZO** **BUTEMBO_CCF04032016_0022_007**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE KAMUKENZO FAUSTIN

2394.0

Total Partiel: 2394.0 \$

DECLARANT: **KAMBALE KARANI** **BUTEMBO_CCF04032016_0020_005**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE KARANI EMMANUEL

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **KAMBALE MAKELELE** **BUTEMBO_CCF04032016_0020_009**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE MAKELELE PIERROT

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **KAMBALE SAFARI BERNARD** **BUTEMBO_CCF04032016_0016_011**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE SAFARI BERNARD

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **KANYERE HANAMALI** **BUTEMBO_CCF04032016_0008_042**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KANYERE HANAMALI RACHEL

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **KASEREKA MUNGUMWA** **BUTEMBO_CCF04032016_0007_002**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KASEREKA MUNGUMWA LAMBERT

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **KATEMBO KAYENGA** **BUTEMBO_CCF04032016_0014_002**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KATEMBO KAYENGA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **KATIZO MATISO BUMBI** **BUTEMBO_CCF04032016_0016_003**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KATIZO MATISO BUMBI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **KATUNGU NZIAVAKE** **BUTEMBO_CCF04032016_0011_020**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KATUNGU NZIAVAKE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **MAKELELE LETA JOSEPH** **BUTEMBO_CCF04032016_0014_013**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAKELELE LETA JOSEPH

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MASIKA ORTANCE BUTEMBO_CCF04032016_0009_018

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MASIKA ORTANCE JULIENNE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MBULE KALUBU BILOYA BUTEMBO_CCF04032016_0009_026

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBULE KALUBU BILOYA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MUHINDO SYAKAKIWA BUTEMBO_CCF04032016_0015_005

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUHINDO SYAKAKIWA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MUKENDI NKONGO BUTEMBO_CCF04032016_0010_014

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUKENDI NKONGO GODEFROID

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MUMBERE KAMBIBUKE BUTEMBO_CCF04032016_0019_014

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUMBERE KAMBIBUKE POPY

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MUMBERE MUSITU JEAN BUTEMBO_CCF04032016_0020_013

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUMBERE MUSITU JEAN BAPTISTE

2021.0

Total Partiel: 2021.0 \$

DECLARANT: MUSOKA MUBINGWA BUTEMBO_CCF04032016_0007_013

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUSOKA MUBINGWA FLORIBERT

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MUTHAKA FATAKI SAÏC BUTEMBO_CCF04032016_0018_018

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUTHAKA FATAKI SAÏC

2394.0

Total Partiel: 2394.0 \$

DECLARANT: NZEMBO MATHITA BUTEMBO_CCF04032016_0004_007

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NZEMBO MATHITA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: NZUVA YALALA ZALEY BUTEMBO_CCF04032016_0018_010

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NZUVA YALALA ZALEY

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: OMALY MOMBE OKITO BUTEMBO_CCF04032016_0022_013

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 OMALY MOMBE OKITO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU KACHELEWA **BUTEMBO_CCF04032016_0019_008**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU KACHELEWA BIENVE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU KALUME MAYANI **BUTEMBO_CCF04032016_0019_012**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU KALUME MAYANI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU KALYAMUSUNZU **BUTEMBO_CCF04032016_0022_009**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU KALYAMUSUNZU

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU KATULU ALEXIS **BUTEMBO_CCF04032016_0008_029**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU KATULU ALEXIS

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU LUSENGE KOLO **BUTEMBO_CCF04032016_0016_005**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU LUSENGE KOLO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU MANDELA **BUTEMBO_CCF04032016_0016_013**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU MANDELA MADEPENSE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU MASHAURI JOSEPH **BUTEMBO_CCF04032016_0019_002**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU MASHAURI JOSEPH

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU MUKUMBA **BUTEMBO_CCF04032016_0020_003**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU MUKUMBA FERDINAND

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU SADIKI SYAVUTWA **BUTEMBO_CCF04032016_0016_001**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU SADIKI SYAVUTWA II

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: SARTANA ISEMBENE **BUTEMBO_CCF04032016_0012_005**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SARTANA ISEMBENE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: SENZEMERA MUSIOKA **BUTEMBO_CCF04032016_0009_012**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SENZEMERA MUSIOKA ZAIROIS

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: SIRIASI VAROKI MUHINDO **BUTEMBO_CCF04032016_0019_009**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SIRIASI VAROKI MUHINDO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

Année 2001

DECLARANT: EUGENE VIRINGA MAYANI **BUTEMBO_CCF04032016_0018_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 EUGENE VIRINGA MAYANI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAHAMBU MBANYA **BUTEMBO_CCF04032016_002**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAHAMBU MBANYA ROSALIE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAHINDO KIYONGA ZAMANI **BUTEMBO_CCF04032016_0010_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAHINDO KIYONGA ZAMANI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAHINDO MAKALA JEANINE **BUTEMBO_CCF04032016_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAHINDO MAKALA JEANINE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAHINDO MUPIRA REGINA **BUTEMBO_CCF04032016_0004_010**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAHINDO MUPIRA REGINA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAHINDO VIHUNDIRA **BUTEMBO_CCF04032016_0001_013**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAHINDO VIHUNDIRA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAMATE KAHIWA **BUTEMBO_CCF04032016_0003_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMATE KAHIWA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAMBALE BAMUTEYA **BUTEMBO_CCF04032016_0015_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE BAMUTEYA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAMBALE KISOKERO **BUTEMBO_CCF04032016_0008_038**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE KISOKERO KAPALA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAMBALE NZUMWA JOSEPH **BUTEMBO_CCF04032016_011**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE NZUMWA JOSEPH

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAMBALE TSONGO**BUTEMBO_CCF04032016_0015_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMBALE TSONGO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KASEREKA MBAYIKAVOLO****BUTEMBO_CCF04032016_007****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASEREKA MBAYIKAVOLO JEAN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KASEREKA MBINDI****BUTEMBO_CCF04032016_0001_017****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASEREKA MBINDI EMMANUEL

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KASWERA KATUNGU****BUTEMBO_CCF04032016_0004_016****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASWERA KATUNGU BERNADINE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KASWERA MUKENYE MARIE****BUTEMBO_CCF04032016_0004_014****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASWERA MUKENYE MARIE ROSE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KATEMBO MUSUNLU****BUTEMBO_CCF04032016_0001_027****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATEMBO MUSUNLU DIMANCHE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KAVIRA JULIENNE****BUTEMBO_CCF04032016_0004_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVIRA JULIENNE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KAVIRA KALIBANDA****BUTEMBO_CCF04032016_0001_011****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVIRA KALIBANDA PATIENCE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KAVIRA KATAHWA MAMIE****BUTEMBO_CCF04032016_0021_007****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVIRA KATAHWA MAMIE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MUKOKOMA****BUTEMBO_CCF04032016_0001_031****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVIRA MUKOKOMA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KAVIRA MUSAVULI****BUTEMBO_CCF04032016_0001_007****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVIRA MUSAVULI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAVIRA MWASIMUKE BUTEMBO_CCF04032016_0004_018

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAVIRA MWASIMUKE MAKALA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAVIRA SIVYOTSOMANA BUTEMBO_CCF04032016_0011_004

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAVIRA SIVYOTSOMANA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAVUGHE VUTSHUBWA BUTEMBO_CCF04032016_0003_001

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAVUGHE VUTSHUBWA PAUL

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAVUGHO WASAKUDIDI BUTEMBO_CCF04032016_0008_020

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAVUGHO WASAKUDIDI

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KAVUGO MASUMBUKO BUTEMBO_CCF04032016_0007_011

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAVUGO MASUMBUKO LUCIE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KOMBI KAHUKO CHRISTIEN BUTEMBO_CCF04032016_0021_005

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KOMBI KAHUKO CHRISTIEN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KYAKIMWA MUKENYE BUTEMBO_CCF04032016_013

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KYAKIMWA MUKENYE FLORINE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MASIKA VISIKA DENISE BUTEMBO_CCF04032016_0007_024

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MASIKA VISIKA DENISE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MBEMBETE BIN HAMADI BUTEMBO_CCF04032016_0009_020

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBEMBETE BIN HAMADI GUILLAUME

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MBUSA LIENI FABIEN BUTEMBO_CCF04032016_017

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBUSA LIENI FABIEN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MUHINDO KAMALIRHO BUTEMBO_CCF04032016_0004_004

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUHINDO KAMALIRHO DANIEL

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MUHINDO KARAMBURA **BUTEMBO_CCF04032016_015**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUHINDO KARAMBURA KALYOTO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MUHINDO KARUBINE **BUTEMBO_CCF04032016_0017_002**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUHINDO KARUBINE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MUHINDO KISERE **BUTEMBO_CCF04032016_0003_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUHINDO KISERE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: NDONDO NJEMA NONO **BUTEMBO_CCF04032016_0021_003**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NDONDO NJEMA NONO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: NDONGO MUONGO DAVID **BUTEMBO_CCF04032016_0007_009**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NDONGO MUONGO DAVID

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU KAVESTE **BUTEMBO_CCF04032016_0001_029**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU KAVESTE BEAUDOUIN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU KONDA SAMUEL **BUTEMBO_CCF04032016_0001_019**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU KONDA SAMUEL

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU MAKELELE **BUTEMBO_CCF04032016_0003_003**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU MAKELELE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU MATHITA GASTO **BUTEMBO_CCF04032016_0001_015**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU MATHITA GASTO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU MBIWA FLORA **BUTEMBO_CCF04032016_0004_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU MBIWA FLORA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: PALUKU MBOWA FLORA **BUTEMBO_CCF04032016_0002_002**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU MBOWA FLORA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **TEMBO THALULIBO MARTIN** BUTEMBO_CCF04032016_0001_009

N° *VICTIME*

EVALUATION CHIFFREE

1 TEMBO THALULIBO MARTIN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

Année 2002

DECLARANT: **KAMBALE BOYA EMMANUEL** BUTEMBO_CCF04032016_0004_009

N° *VICTIME*

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE BOYA EMMANUEL

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **KASWERA MULAJI** BUTEMBO_CCF04032016_019

N° *VICTIME*

EVALUATION CHIFFREE

1 KASWERA MULAJI THEODESIE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **MWENYEMALI SESENI** BUTEMBO_CCF04032016_021

N° *VICTIME*

EVALUATION CHIFFREE

1 MWENYEMALI SESENI HERITIER

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

90 CAS DE FUITE **TOTAL GENERAL:** 184110.28 \$

EVALUATION FUITE**VILLE : GEMENA****Année 1998****DECLARANT: EGBONDO AMBOKA****GEMENA_CCF05032016_0001_032****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 EGBONDO AMBOKA CELESTIN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: OLOMI GBABESE BÉBÉ****GEMENA_CCF05032016_0001_028****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OLOMI GBABESE BÉBÉ

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: SENEMONA BANGABINE****GEMENA_CCF05032016_0001_020****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SENEMONA BANGABINE DOUDOU

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: WAWAYA SOKOBISA****GEMENA_CCF05032016_0001_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 WAWAYA SOKOBISA FAUSTIN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: ZUGON KEKPU FLORENCE****GEMENA_CCF05032016_0001_030****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ZUGON KEKPU FLORENCE

2021.0

Total Partiel: 2021.0 \$**Année 1999****DECLARANT: BOFIO WOTO PAULIN****GEMENA_CCF05032016_0001_010****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOFIO WOTO PAULIN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KANGI TOROWE GBIA****GEMENA_CCF05032016_0001_014****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KANGI TOROWE GBIA DONATIEN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: MBATI NGUYA PAUL****GEMENA_CCF05032016_0001_018****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MBATI NGUYA PAUL

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: NDANDO SENEMONA****GEMENA_CCF05032016_0001_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NDANDO SENEMONA VINCENT

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**Année 2000**

DECLARANT: NUBEA NEBAKULA ALFRED **GEMENA_CCF05032016_0001_034**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NUBEA NEBAKULA ALFRED

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

Année 2001

DECLARANT: OYOKUDHU ALIKPA FRANCK **GEMENA_CCF05032016_0001_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 OYOKUDHU ALIKPA FRANCK

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

Année 2002

DECLARANT: KWONKE BOHDIRE SAMSON **GEMENA_CCF05032016_0001_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KWONKE BOHDIRE SAMSON

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

12 CAS DE FUITE **TOTAL GENERAL:** 24186.0 \$

EVALUATION FUITE**VILLE : ITURI****Année 1990****DECLARANT: MAKELELE MATEO****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_128****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MAKELELE MATEO BAUDOIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**Année 1998****DECLARANT: TABAGIMA RUGAMBUTA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_003****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 TABAGIMA RUGAMBUTA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**Année 1999****DECLARANT: AGENONGA UBELINO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_126****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AGENONGA UBELINO

2394.0

Total Partiel: 2394.0 \$**DECLARANT: DHEDJO REWADJO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_112****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DHEDJO REWADJO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KABULI BULE FRANCOIS****ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_017****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KABULI BULE FRANCOIS

5197.4

Total Partiel: 5197.4 \$**DECLARANT: KAHINDO KAPERU****ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_005****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAHINDO KAPERU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: NDALO LINA****ITURI_SUITE1_CCF07032016_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NDALO LINA

5197.0

Total Partiel: 5197.0 \$**DECLARANT: NDJANGO GOPKA****ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NDJANGO GOPKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: NGABU THOGA CYPRIEN****ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGABU THOGA CYPRIEN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**Année 2000**

DECLARANT: BUCHU BILO**ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_021****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BUCHU BILO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BUDZA LOKANA MICHEL****ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BUDZA LOKANA MICHEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BUKI GODZA LAZARA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BUKI GODZA LAZARA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: DACHABO KIKUASA ROGER****ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DACHABO KIKUASA ROGER

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$**DECLARANT: DZIVENGA MACHOZI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DZIVENGA MACHOZI MONIQUE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAKORI KANAMALI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_030****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAKORI KANAMALI ARLETTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KASSO TSYLO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_017****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASSO TSYLO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LACHU BETSI EZEKIA****ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_015****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LACHU BETSI EZEKIA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: LONDJIRINGA BELO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LONDJIRINGA BELO CLAUDE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**Année 2001****DECLARANT: ADJIY ANENO AYINESI****ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_005****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ADJIY ANENO AYINESI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: ALPHONSE MATABISI****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_007 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ALPHONSE MATABISI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ANDROZO KINDOMBE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_148 - COPIE**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ANDROZO KINDOMBE 4398.0

Total Partiel: 4398.0 \$

DECLARANT: ANGAIKA MBABHUNA **ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_016**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ANGAIKA MBABHUNA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ATENDE BANGA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_021**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ATENDE BANGA 2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: AVENYUMA SOSI RICHARD **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 AVENYUMA SOSI RICHARD 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: AVODO KAIJANGU **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_023 - COPIE**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 AVODO KAIJANGU 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BANGARI ROBERT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_008**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BANGARI ROBERT 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUNGAMUZI NYANABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_046**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR BUNGAMUZI NYANABO JUSTIN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHOMBE UCHA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 CHOMBE UCHA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DHEGBO DZDJO RICHARD **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_120**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 DHEGBO DZDJO RICHARD 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DUBATSO MAWA **ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_009**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 DUBATSO MAWA ALPHONSINE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DZIKO NATONA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 DZIKO NATONA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DZNA SAFARI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_112 - COPIE**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 DZNA SAFARI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: JOJI KUMBU TSUBA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_241**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR JOJI KUMBU TSUBA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KISEZO MACHONGANI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_032**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR KISEZO MACHONGANI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KPATYU LOGO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_239**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR KPATYU LOGO DEOGRACIAS 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LEBISABO NYAMABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_028**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR LEBISABO NYAMABO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOBBO DJONDROMA DEDIE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_237**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR LOBBO DJONDROMA DEDIE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOVE ANNE KPANE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_098**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 LOVE ANNE KPANE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MALOBI TITO INNOCENT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_020**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR MALOBI TITO INNOCENT 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATESO JOAN **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_044**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MATESO JOAN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATESO KINIKABO JEAN **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_044**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MATESO KINIKABO JEAN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATESO NGUBU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_029**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MATESO NGUBU 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATEZO NDALISABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MATEZO NDALISABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUKOSI MUDJUNGUY **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_030**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUKOSI MUDJUNGUY

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NDEKOTE AVETSO JOEL **ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_007**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NDEKOTE AVETSO JOEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NDJABU KIZA KAVURU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_122**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NDJABU KIZA KAVURU PIERRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NDOKA KAZAMA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_023**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NDOKA KAZAMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NDUKUKWA GILI FLORIBERT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_044**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NDUKUKWA GILI FLORIBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGUMBA NZUNGU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_024**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NGUMBA NZUNGU PASCALINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NONABO BASIBONGE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_048**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NONABO BASIBONGE NORBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: OUDO NYARA AMOSE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 OUDO NYARA AMOSE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PEKE SUMBUSO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PEKE SUMBUSO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SIGO BIRINZI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_025**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SIGO BIRINZI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SINGAMA MWAMUDU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_034**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR SINGAMA MWAMUDU 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SINGOMA DUANARO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_028**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SINGOMA DUANARO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEMANYA THEO DE RINE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_015**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 TEMANYA THEO DE RINE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: VAY KETURA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_112**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 VAY KETURA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: WEMBE KPANGO GABRIEL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_012**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 WEMBE KPANGO GABRIEL 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: YAKISABO NSINGOMA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_022**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR YAKISABO NSINGOMA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

Année 2002

DECLARANT: ABDOUL HASSARI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_008**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ABDOUL HASSARI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ABHOY NYAKEZA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_008**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ABHOY NYAKEZA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ABOBEE BUTUKUNAYO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_032**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR ABOBEE BUTUKUNAYO JOSEPH 65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: ADETINDA DIPO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_055 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ADETINDA DIPO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ADIDORU RUKOSO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_174 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ADIDORU RUKOSO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ADIRODU AIME CESAIRE **ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ADIRODU AIME CESAIRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ADIRODU GAYA CHARLES **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_021**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ADIRODU GAYA CHARLES

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: AGUDHU KAUI INNOCENT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_108**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 AGUDHU KAUI INNOCENT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: AKILIMALI SHEMONDO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_030**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR AKILIMALI SHEMONDO OLIVIER

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: AKU NDAHURA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_019**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 AKU NDAHURA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ALEZO NGAMADHO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_011 - COPIE1**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ALEZO NGAMADHO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ALEZU MBONA ABEL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_106**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ALEZU MBONA ABEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ALIO ADRIKO HELICOPTERE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_026**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR ALIO ADRIKO HELICOPTERE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ALIO MASIKINI GILBERT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_046**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR ALIO MASIKINI GILBERT MAMBO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ALIYA HAMISI ATENYI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ALIYA HAMISI ATENYI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ALOKO NZUMBE JOSEPH **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_040**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR ALOKO NZUMBE JOSEPH

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ALPHONSINE BAGONAKI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_046**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME ALPHONSINE BAGONAKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: AMANI ISSA BIENVENU **ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_025**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 AMANI ISSA BIENVENU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: AMBATI KAISOVA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_013**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 AMBATI KAISOVA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ANGAIKA YOMBA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ANGAIKA YOMBA ALPHONSE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ANOTIANI NENDOMA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_001**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ANOTIANI NENDOMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ANTOINETTE MALIHOBA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_029**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ANTOINETTE MALIHOBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ANYASI ADJIY ERNESTNE **ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ANYASI ADJIY ERNESTNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ANYASI PRUDENCE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_019**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ANYASI

197.0

Total Partiel: 197.0 \$

DECLARANT: APANANE BAWALA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_148**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR APANANE BAWALA GERMAIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ARAMBA BETWALI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_117 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ARAMBA BETWALI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ARIDRU ODHIKO FANUEL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_032**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ARIDRU ODHIKO FANUEL

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: ARIKO ONDOA JOEL	ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_023
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ARIKO ONDOA JOEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: AROMBO AKUMU HONORINE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_044
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME AROMBO AKUMU HONORINE	4065.0
Total Partiel: 4065.0 \$	
DECLARANT: ASIMWE KABABAMBE	ITURI_SUITE5_CCF07032016_0002_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ASIMWE KABABAMBE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ATAILO MBALE	ITURI_SUITE1_CCF07032016_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ATAILO MBALE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ATHIM NEDHU BOROCAN	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_144 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ATHIM NEDHU BOROCAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ATIM NEDHI UPANA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ATIM NEDHI UPANA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ATIMNEDI CHARLOTTE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ATIMNEDI CHARLOTTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ATOTOKE IDRINGI SAKAYA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ATOTOKE IDRINGI SAKAYA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ATSIDRI ODHAMA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR ATSIDRI ODHAMA	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: ATU BAMAKAKI	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ATU BAMAKAKI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: AUNDEI EMANUEL	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR AUNDEI EMANUEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: AVODO SAMUEL	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_037
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AVODO SAMUEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: AVUTA MBOUDHU	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_023
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AVUTA MBOUDHU	6796.0
Total Partiel: 6796.0 \$	
DECLARANT: AYENAGE ZANAMUZI	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_046
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR AYENAGE ZANAMUZI INNOCENT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BACHWEKI GAMANYANI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BACHWEKI GAMANYANI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BADENGA DHEBU JOSEPH	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_215
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BADENGA DHEBU JOSEPH	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BADU VINCENT	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BADU VINCENT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAGUNI FRANCOISE SYLA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_110
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME BAGUNI FRANCOISE SYLA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHATI BYALETSU	ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAHATI BYALETSU SALOMON	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHATI DHELO GERMAIN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_211
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BAHATI DHELO GERMAIN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHATI KAPIPINA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_028
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAHATI KAPIPINA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHATI NYAMA MECHAR	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAHATI NYAMA MECHAR	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: BAHATI SALOMON	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_070
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BAHATI SALOMON	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHEMUKA KABANGAMBE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAHEMUKA KABANGAMBE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHEMUKA MICHEL	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_042
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAHEMUKA MICHEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHINGA MA SIMBIBO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAHINGA MA SIMBIBO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHWERE KASOPO	ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAHWERE KASOPO BARAKA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAINGA SIMBILYABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_001
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAINGA SIMBILYABO PASCAL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAKAMBU IBAZA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_015
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAKAMBU IBAZA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAKEBUKA BAMUNOBA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_060
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BAKEBUKA BAMUNOBA DAUDI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAKEBUKA SAMSON	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_019
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAKEBUKA SAMSON	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAKWEGI KABAKU JEAN DE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BAKWEGI KABAKU JEAN DE DIEU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BALEH KUKWA MARIA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0014 (2)_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BALEH KUKWA MARIA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: BALIMANYA KATHO**ITURI_SUITE1_CCF07032016_005****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BALIMANYA KATHO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BALUKU MUTUBELE****ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_042****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BALUKU MUTUBELE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BALUKU NYAGI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BALUKU NYAGI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BAMAKAKI NYAKUFA****ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_060****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAMAKAKI NYAKUFA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BAMANYISA AVOLI****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_058****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME BAMANYISA AVOLI HENRIETTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BAMARAKI KATHO ROGER****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_068****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR BAMARAKI KATHO ROGER

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BAMARAKI THANGU****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAMARAKI THANGU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BAMUHIGA ANICET****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR BAMUHIGA ANICET

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: BAMUTARA KAHIGWA****ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_084****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAMUTARA KAHIGWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BANGA NGAMAKI****ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BANGA NGAMAKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: BARAKA TOKABO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BARAKA TOKABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BARONGO MUGENYI-ZADOKI **GEMENA_CCF05032016_0001_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	2065.7
2 NON SIGNALE	2065.7
3 NON SIGNALE	2065.7
4 NON SIGNALE	2065.7
5 NON SIGNALE	2065.7
6 NON SIGNALE	2065.7
7 NON SIGNALE	2065.7
8 NON SIGNALE	2065.7

Total Partiel: 16525.6000000000 \$

DECLARANT: BASAKA KABAGAMBE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_026**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BASAKA KABAGAMBE	2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BASEGERE BAKANOBA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0005_001**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BASEGERE BAKANOBA	2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BASEKE NDAHORA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_082**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BASEKE NDAHORA	2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BASIBONGE HANDIKABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_108**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BASIBONGE HANDIKABO	2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BASISA BAHEMUKA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_012**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BASISA BAHEMUKA	2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BASISA LANDJO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_113 - COPIE**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BASISA LANDJO	2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BASISA LODZA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_068**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BASISA LODZA	2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BASITO KUKWABO CLAUDE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_082**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BASITO KUKWABO CLAUDE	2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BASIYA ZANAMUZI JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_040**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BASIYA ZANAMUZI JEAN	2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BATAGARE SALIRE **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_114**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BATAGARE SALIRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BATIANA MUGERA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR BATIANA MUGERA THEODORE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BATONDA KALHO JACQUES **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR BATONDA KALHO JACQUES

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BAUATI KAPIPINA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_028**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BAUATI KAPIPINA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BAVI BUKI YASETHSO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BAVI BUKI YASETHSO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BAVI KASOKO **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_080**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BAVI KASOKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BAZALIRE SUZANNA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_062**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME BAZALIRE SUZANNA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BAZUNGU KIPENDI MESAC **ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_026**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BAZUNGU KIPENDI MESAC

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BELO DRAKPA JEAN DE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_062**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR BELO DRAKPA JEAN DE DIEU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BIATOKA KAMISUNGU **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BIATOKA KAMISUNGU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BIDHU CORNEILLE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_025**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BIDHU CORNEILLE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BIDU JEANCKE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BIDU JEANCKE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BILIKI NYABUNJA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_094**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME BILIKI NYABUNJA MADELEINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BITAMARA NGWERA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_026**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BITAMARA NGWERA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BIYABO LEBISABO PAUL **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_194**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR BIYABO LEBISABO PAUL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BIYABO MANGILIYO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_133 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BIYABO MANGILIYO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BODHA EVELINE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME BODHA EVELINE NDJANGOSI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BOKOTA NGUMURWABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_005**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BOKOTA NGUMURWABO JEAN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BOLINI ADIDJA **COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BOLITI ADIDJA

65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: BOLINI MAKUKUA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BOLINI MAKUKUA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BORIVE NGAVE **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_056**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BORIVE NGAVE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BORIVE ROJELINE **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BORIVE ROJELINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BRANZO MUDJABAKU **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_061 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BRANZO MUDJABAKU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUBANI SONGAKI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_020

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUBANI SONGAKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUBBU CHAMO

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_178

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR BUBBU CHAMO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUCHANDI KAKANI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_017

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUCHANDI KAKANI CHANTALE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUDZA KPALI EDOUARD

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0008_012

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR BUDZA KPALI EDOUARD

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUGASAKI MUSEZA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_002

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUGASAKI MUSEZA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUJO DJOMBE CYPRIEN

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_024

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR BUJO DJOMBE CYPRIEN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BULABASIKA ELENE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_002

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BULABASIKA ELENE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BULABATU SEKO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_005

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BULABATU SEKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BULAMUZI LEMBABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_013

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BULAMUZI LEMBABO FAUSIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BULAMUZI NCHWEKI

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_016

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR BULAMUZI NCHWEKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BULAMUZI SYABO NORBERT	ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BULAMUZI SYABO NORBERT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUMA DHIMBE	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BUMA DHIMBE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUMA LEMBE CHARLOTTE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_088
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME BUMA LEMBE CHARLOTTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNA NDJABU	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0008_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BUNA NDJABU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNGAMUSI BUABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BUNGAMUSI BUABO THEODORE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNGAMUZI DIMADO PERRE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BUNGAMUZI DIMADO PERRE CLAVER	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNGAMUZI KISAKA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_030
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BUNGAMUZI KISAKA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNGAMUZI KOMBOKABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_160
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BUNGAMUZI KOMBOKABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNGAMUZI NDOLIA JEAN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_052
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BUNGAMUZI NDOLIA JEAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNGAMUZI NIMBILI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BUNGAMUZI NIMBILI CYPRIEN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNGAMUZI TEBABO PAUL	ITURI_SUITE_CCF05032016 (3)_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BUNGAMUZI TEBABO PAUL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: BUNGAMUZI TUMBIABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BUNGAMUZI TUMBIABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNGAMUZI TUMBIABO	ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BUNGAMUZI TUMBIABO MICHEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNGISHABAKU SUMABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_034
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR BUNGISHABAKU SUMABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUNYABO MUNGANGA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BUNYABO MUNGANGA CHRISTIAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BURA LONEMA DIEUDONNE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BURA LONEMA DIEUDONNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BUSUNE MALIMBA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_066
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME BUSUNE MALIMBA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BYABO NABIRABO	ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BYABO NABIRABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BYZA BYAKISAKA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BYZA BYAKISAKA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: CHACHU NGABU	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_178 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CHACHU NGABU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: CHANDABO NIGBUNDA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CHANDABO NIGBUNDA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: CHANDIKANA KADAKINA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CHANDIKANA KADAKINA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: CHARLOTTE MAKUKWA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_052**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME CHARLOTTE MAKUKWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHECHU CHAKPA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_019**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR CHECHU CHAKPA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHENDABO SIRIKABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0030_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 CHENDABO SIRIKABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHION LINGANAISO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_020**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 CHION LINGANAISO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHOKABO PROSPER **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_020**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 CHOKABO PROSPER

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHOKABO ANGALKA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 CHOKABO ANGALKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHUKISABO BAZALI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 CHUKISABO BAZALI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHUNGA DHEGURI **ITURI_SUITE1_CCF07032016_007**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 CHUNGA DHEGURI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHUSI PASCALINE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME CHUSI PASCALINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHWEKABO BAYNGA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_021**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 CHWEKABO BAYNGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHWEKABO HANDIKABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_022**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 CHWEKABO HANDIKABO GILBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: CHWEKABO SEGA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CHWEKABO SEGA DIEUDONNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: CHWEKABO TANDISHABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CHWEKABO TANDISHABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: CHWEKISABO GALYA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CHWEKISABO GALYA DIEUDONNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: DACHANA LIKAKANA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_042
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DACHANA LIKAKANA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: DELHO BELLE MAURICE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DELHO BELLE MAURICE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: DETSUNI ABUDJA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DETSUNI ABUDJA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: DHAKANABO MUNGNETI	ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DHAKANABO MUNGNETI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: DHEBU NGORIMA VERONICA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_074
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME DHEBU NGORIMA VERONICA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: DHEDA TCHEBA HENRI	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_086
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR DHEDA TCHEBA HENRI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: DHEDJO BOKO PIERRE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR DHEDJO BOKO PIERRE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: DHEDJO LOWI SAMUEL	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_038
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR DHEDJO LOWI SAMUEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: DHEDONGA BUNDO J**ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR DHEDONGA BUNDO J PIERRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: DHEJO NGONA JEROME****GEMENA_CCF05032016_0001_001****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DHEJO NGONA JEROME

2065.0

2 ENFANT II

2065.0

3 ENFANT III

2065.0

4 MAMAN

2065.0

5 NON SIGNALE

2065.0

6 NON SIGNALE

2065.0

7 NON SIGNALE

2065.0

8 NON SIGNALE

2065.0

Total Partiel: 16520.0 \$**DECLARANT: DHEMBE ENTOINETTE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_213****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME DHEMBE ENTOINETTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: DHESSA MBUCHU****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR DHESSA MBUCHU FERDINAND

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: DHEVE TCHUVE****ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_110****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DHEVE TCHUVE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: DHEWEDZA PERPETUA****ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_030****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DHEWEDZA PERPETUA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: DHEWI KATHA EDWIGE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_009****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME DHEWI KATHA EDWIGE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: DHIDI LIVE GEORGETTE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_168****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DHIDI LIVE GEORGETTE

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$**DECLARANT: DHONGA ANTOINETTE****ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DHONGA ANTOINETTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: DIDZA DZDZA GLOREZA****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_205****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME DIDZA DZDZA GLOREZA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DIDZA THERESE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_196**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME DIDZA THERESE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DITHOSSI AIMEE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_229**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME DITHOSSI AIMEE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DIVE BUVE EUPHRASIE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_060**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME DIVE BUVE EUPHRASIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DIVE KACHWEKA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_106**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 DIVE KACHWEKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DJOMBU BAHWERE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR DJOMBU BAHWERE GUSTAVE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DJOMBU KPADYU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_028**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR DJOMBU KPADYU PROSPERE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DOLYABO MA NZIKAKWA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR DOLYABO MA NZIKAKWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DRATCHU BALUFUGA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_062**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR DRATCHU BALUFUGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DUAGANI NOBIKANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_020**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 DUAGANI NOBIKANA NATARIA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DUANI MONYA JEAN PIERRE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR DUANI MONYA JEAN PIERRE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: DUBATSO NYABITALL **ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_011**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 DUBATSO NYABITALL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DUDO TRIZO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_180 - COPIE**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 DUDO TRIZO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DUDU NCHWEKI JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_006**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR DUDU NCHWEKI JEAN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DUDUNYABO KISEZO **ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_009**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 DUDUNYABO KISEZO EDOUARD 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DUNDJI ASIMWE CLAUDE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR DUNDJI ASIMWE CLAUDE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DUNJI DHETSOLE JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_034**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR DUNJI DHETSOLE JEAN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DUNJI NGADJOLE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_076**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR DUNJI NGADJOLE DIEUDONNE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DWALINA PASCALINA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MME DWALINA PASCALINA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DWALINI SILIVI ANDISANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_038**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 DWALINI SILIVI ANDISANA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DYIRANU DHENYIMBLU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_064**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR DYIRANU DHENYIMBLU MICHEL 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DYKA MBUZI **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_052**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 DYKA MBUZI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DZBA NGORIMA NGAMADILE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_058**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MR DZBA NGORIMA NGAMADILE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DZIDA DHENYINI **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_074**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 DZIDA DHENYINI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DZIRA VANAKI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_227**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MME DZIRA VANAKI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DZIVE LOVE EDITH **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_004**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 DZIVE LOVE EDITH 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DZIVENGA SWAZA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_038**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MME DZIVENGA SWAZA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: EBOMA KELEKELE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_060 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 EBOMA KELEKELE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: EDJIDRA ERIHDIA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_026**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR EDJIDRA ERIHDIA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ELENGA KIWI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_009 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ELENGA KIWI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: EMVI ENGODE PHILIPPE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_002**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 EMVI ENGODE PHILIPPE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ENABO BAUDOUIN **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_021**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ENABO BAUDOUIN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ENILYABO LONZABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_008**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ENILYABO LONZABO CHRSTOME 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ENILYABO NSINGOMA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_012**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ENILYABO NSINGOMA FAUSTIN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ENOKA ANYACHI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ENOKA ANYACHI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: FIMBO SIABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 FIMBO SIABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: FLORIBERT KIYOMBE KESI	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR FLORIBERT KIYOMBE KESI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: FUAMBE AKUMU ANNA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME FUAMBE AKUMU ANNA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: FURABO NKUNGU GASPARD	ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_026
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 FURABO NKUNGU GASPARD	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: FURADO MAKATI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_043
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 FURADO MAKATI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GAMBANYANI NIJEKI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 GAMBANYANI NIJEKI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GANISABO TONDABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 GANISABO TONDABO NORBET	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GANISIKALI NAGIRANA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_017
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 GANISIKALI NAGIRANA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GAWANA DIEU DONNE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 GAWANA DIEU DONNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GAYABO HUBURABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 GAYABO HUBURABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: GBAGBAY PERUSI	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_235
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MME GBAGBAY PERUSI	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: GBEKENDE UZELE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_078
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME GBEKENDE UZELE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GBOMBO PIMBO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_032
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME GBOMBO PIMBO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GBOMBU KABASEKE	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_090
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 GBOMBU KABASEKE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GBOSI MADASI MARIE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_068
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME GBOSI MADASI MARIE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GBOSSI AKIKI JEANNE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_080
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR GBOSSI AKIKI JEANNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GBOSSI LATU OROLIA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME GBOSSI LATU OROLIA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GILI NABACHWEKI SIMON	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR GILI NABACHWEKI SIMON	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GODJIKALE SEDZAKUKWA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_044
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME GODJIKALE SEDZAKUKWA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GONDJI BHADYNGA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_100
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 GONDJI BHADYNGA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: GUDZA DHEMBU MICHEL	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_124
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 GUDZA DHEMBU MICHEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: GUSSA BATCHU-WA MBALA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_005**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 GUSSA BATCHU-WA MBALA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HANDIKABO KIMARELI JEAN **ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_021**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 HANDIKABO KIMARELI JEAN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HANDIKAZO LIMBABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 HANDIKAZO LIMBABO CNSTATIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HANGAIKA SIKAKALI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_062**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME HANGAIKA SIKAKALI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HANZABO KITILA LOUIS **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_030**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 HANZABO KITILA LOUIS

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HENRIETTE LOSSI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_233**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME HENRIETTE LOSSI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HENRIETTE SEZIKANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0032_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 HENRIETTE SEZIKANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HERABO ALPHONSE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_106**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR HERABO ALPHONSE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HERABO GERECHABO JEAN **ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 HERABO GERECHABO JEAN PIERRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HERABO JEAN MARIE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_084 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 HERABO JEAN MARIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HERABO JOSEPH **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_225**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 HERABO JOSEPH

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HERABO KAZANZABO JEAN **ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_015**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 HERABO KAZANZABO JEAN BOSCO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HERABO KIHHERHO GILBERT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_072**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR HERABO KIHHERHO GILBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HERABO MANGILYO JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_044**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR HERABO MANGILYO JEAN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HERABO NKOSI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_030**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR HERABO NKOSI DEOGRACIAS

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HERABO SIMBABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 HERABO SIMBABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HONORINE KAPARA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_017**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 HONORINE KAPARA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HUBURABO NDIANGUMA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_066**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR HUBURABO NDIANGUMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HWENZABO HERABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR HWENZABO HERABO ALPHONSE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: IDEY KAMAINDA MARIE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME IDEY KAMAINDA MARIE JOSEE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: JEAN KIMAREKI ZOZI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_050**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR JEAN KIMAREKI ZOZI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: JEANNETTE NDROY **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_060**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME JEANNETTE NDROY

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABABO FLORIBERT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KABABO FLORIBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABABO HONGABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_035**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KABABO HONGABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABABO KUKOPE WILLIAM **ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KABABO KUKOPE WILLIAM

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABABO KUKWABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_084**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KABABO KUKWABO GABRIEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABABO MUKABO GILBERT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KABABO MUKABO GILBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABABO MUNGANGA JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_038**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KABABO MUNGANGA JEAN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABABO NISINGOMA JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KABABO NISINGOMA JEAN DEDIEU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABABO NKOSI DIEUDONNE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_086**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KABABO NKOSI DIEUDONNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABABO TEBABO ELISHA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_011**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KABABO TEBABO ELISHA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABABO YOMBIYABO DIEU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_042**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KABABO YOMBIYABO DIEU DONNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABAGAMBE BAMARAKI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_032**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KABAGAMBE BAMARAKI SAMSON

65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: KABAGAMBE KAMESO **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_016**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KABAGAMBE KAMESO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABAGAMBE KODJO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_015**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KABAGAMBE KODJO MARTIN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABAGAMBE NDJAZA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_032**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KABAGAMBE NDJAZA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABOLI KERABO **ITURI_SUITE_CCF05032016 (3)_006**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KANABO TENABO 65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: KABULABO LEMABO ROGER **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_029**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KABULABO LEMABO ROGER 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABULI LOBBO JEAN DE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_064**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 MR KABULI LOBBO JEAN DE DIEU 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABULI LOIKPA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_107 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KABULI LOIKPA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABULI MUNYABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_010**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KABULI MUNYABO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABULI MYOKO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_134**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 MR KABULI MYOKO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABULI NJWENGE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_125 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KABULI NJWENGE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KABULO DACHABO JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_010**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KABULO DACHABO JEAN PAUL 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KADAKIMA ALPHONSINE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KADAKIMA ALPHONSINE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KADHO MAGDALENE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KADHO MAGDALENE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KADIMALE KANFUNFU	ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_040
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KADIMALE KANFUNFU LEONARD	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAGWAHABI KAIKAIDJA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_028
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KAGWAHABI KAIKAIDJA DANDI	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAHIGWA TINKAMANYERE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_046
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAHIGWA TINKAMANYERE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANE HAMBIABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANE HAMBIABO GASPARD	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANE KATHO JEAN	ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANE KATHO JEAN BAPTISTE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANI DIABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KAKANI DIABO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANI KIKURATA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_046
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANI KIKURATA BALTAZAR	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANI KIMAREKI LAURENT	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_027
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANI KIMAREKI LAURENT	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANI KULYABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0035_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANI KULYABO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$

DECLARANT: KAKANI KULYABO JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANI KULYABO JEAN CLAUDE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANI LYATUWI PASCAL	ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_013
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANI LYATUWI PASCAL	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANI MBITO MICHEL	ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANI MBITO MICHEL	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANI MBITYABA FAUSTIN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_031
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANI MBITYABA FAUSTIN	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANI MBUTYABO JEAN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KAKANI MBUTYABO JEAN DE	65.0
Total Partiel:	65.0 \$
DECLARANT: KAKANI MULIMA SALOMON	ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANI MULIMA SALOMON	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAKANI SELYABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_221
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANI SELYABO	2065.7
Total Partiel:	2065.7 \$
DECLARANT: KALONGO JUSTIN	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KALONGO JUSTIN	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAMABALE LUTHA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_007
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMABALE LUTHA	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAMBALE KABAYA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_098
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KAMBALE KABAYA	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: KAMBALE KAMAVU JEAN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_080
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KAMBALE KAMAVU JEAN MARIE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE TSOGO**ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMBALE TSOGO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAMBALE TSOGO MARTIN****ITURI_SUITE_CCF05032016_0028_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMBALE TSOGO MARTIN

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$**DECLARANT: KAMBALE VINDU****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_045 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMBALE VINDU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAMUHANDA TEDE****ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_066****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMUHANDA TEDE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAMWANDA BAHIMUKA****ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_092****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMWANDA BAHIMUKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KANABO PASCAL****ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KANABO PASCAL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KANABO TENABO****ITURI_SUITE_CCF05032016 (3)_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KANABO TENABO

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$**DECLARANT: KAOMA KYAVIHIRE****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_054****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MR KAOMA KYAVIHIRE JACQUES

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KAPATIKANA NYAGADUDU****ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_017****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAPATIKANA NYAGADUDU MARIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KARDZAY SUZANA****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_198****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MME KARDZAY SUZANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: KASEREKA MUSIENNE****ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_043 - COPIE****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASEREKA MUSIENNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASHO MUZIABAKU JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KASHO MUZIABAKU JEAN FAUSTIN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATABUKA KAHWA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_030
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KATABUKA KAHWA BAUDOUIN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATABUKA NYATSIMBA	ITURI_SUITE_CCF05032016 (2)_003
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATABUKA NYATSIMBA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATABUKA SANI YONOSANI	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_067
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KATABUKA SANI YONOSANI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATAMARA BASSU	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_013 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATAMARA BASSU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATAMBO GAYABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR CHECHU CHAKPA	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: KATANABHO KAKANI JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATANABHO KAKANI JEAN PIERRE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO GAYABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_042
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KATANABO GAYABO DIEUDONNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO HEMURABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATANABO HEMURABO JEAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO IBILYABO	ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_044
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATANABO IBILYABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO LYAGE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATANABO LYAGE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: KATANABO MALAMU	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_060
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KATANABO MALAMU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO MUZITINA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_032
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATANABO MUZITINA DEGRATIAS	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO MYLIMBA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATANABO MYLIMBA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO NSINGOMA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KATANABO NSINGOMA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO NYAMABAKU	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_005
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATANABO NYAMABAKU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO PROSPERE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KATANABO PROSPERE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO SEDZABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATANABO SEDZABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO SEKABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_088
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KATANABO SEKABO ADOLPHE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO SELYABO JEAN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_026
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KATANABO SELYABO JEAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO TANDISHABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATANABO TANDISHABO CELESTIN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATANABO TURUZE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_019
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATANABO TURUZE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: KATAWANGA ERIZO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0007_009
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATAWANGA ERIZO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATEMBO SIWASEYA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_063 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATEMBO SIWASEYA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATO GODU JACQUES	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KATO GODU JACQUES	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KATOKAMIA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_025
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATOKAMIA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAVE KABAKA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_054
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVE KABAKA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAVIRA MIREGERE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_019
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVIRA MIREGERE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAVUO VYASOLEGHA	ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_026
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVUO VYASOLEGHA HERMINA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAWAYU UZELE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAWAYU UZELE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAYENYI TIDO ADELINE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_028
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAYENYI TIDO ADELINE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KAYOMBE LAZARO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAYOMBE LAZARO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KEBABO TCHENDABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KEBABO TCHENDABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: KERCHAN ANDOKO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_059 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KERCHAN ANDOKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIBONGA KONDE GAYABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_048**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KIBONGA KONDE GAYABO MZEE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIHEBO KANABO JEAN DE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_024**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIHEBO KANABO JEAN DE DIEU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIKPA KITABO MAXIMIEN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_066**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KIKPA KITABO MAXIMIEN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KILELI SEKEREZABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_054**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KILELI SEKEREZABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI CHEKECHE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIMAREKI CHEKECHE HANGAIKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI MASUMBUKO **ITURI_SUITE_CCF05032016 (3)_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIMAREKI MASUMBUKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI MBUTYABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KIMAREKI MBUTYABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI NGILYABO JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIMAREKI NGILYABO JEAN BAPTISTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI NISONGO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIMAREKI NISONGO POLICARPE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI SALAMBONGO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_052**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KIMAREKI SALAMBONGO JEAN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIMAREZI SOKIRABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIMAREZI SOKIRABO CHARLES

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIMBABO LEBILYABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_035**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIMBABO LEBILYABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIMBABO MUYALA **ITURI_SUITE_CCF05032016 (3)_016**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIMBABO MUYALA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIMOTIA KIMOTIA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_036**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIMOTIA KIMOTIA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KISEDZO MATATA GILBERT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KISEDZO MATATA GILBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KISEMBI AMOTI **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_064**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KISEMBO AMOTI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KISEZA NGUMBA BEATRICE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_054**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KISEZA NGUMBA BEATRICE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KISEZO IHABO JEAN PIERRE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_019**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KISEZO IHABO JEAN PIERRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KISEZO LIHABO MATHIEU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_030**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KISEZO LIHABO MATHIEU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KISEZO NABIRABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_068**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KISEZO NABIRABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KISEZO SITAKI JEAN DE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KISEZO SITAKI JEAN DE DIEU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KITISHA SALIMA AGNES **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_050**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KITISHA SALIMA AGNES

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: KIZA BYAKISAKA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0003_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIZA BYAKISAKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIZA KIDOSABO GASTON **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_026**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIZA KIDOSABO GASTON

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIZAI MEDIATRICE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_020**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME KIZAI MEDIATRICE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIZALA LEMABO NORBERT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_056**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KIZALA LEMABO NORBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIZALA PELEKABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_078**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KIZALA PELEKABO CEBASTIEN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: KIZEZO MATESO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIZEZO MATESO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIZZA BAMAKAI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_042**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KIZZA BAMAKAI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KODABO DIEUDONNE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_045**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KODABO DIEUDONNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KODABO PETRO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_022**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KODABO PETRO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KOKPA BAKAMAMA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_078**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KOKPA BAKAMAMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KOKPA MHAKINI ANTOINE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_021
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KOKPA MHAKINI ANTOINE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KOLIE JENISALINA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0013 (3)_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KOLIE JENISALINA CHANTAL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KONDUABO LUBAMBO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KONDUABO LUBAMBO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KONDUABO SEBASTIEN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_028
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KONDUABO SEBASTIEN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KOSYABO MELCIOR COMITE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_048
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KOSYABO MELCIOR COMITE	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: KPAGBO MULEFU PIERRE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_198
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KPAGBO MULEFU PIERRE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KPANGA KPADYU LODDA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KPANGA KPADYU LODDA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KPAUDJO TIBASIMA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_213
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KPAUDJO TIBASIMA MANACE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KRIKAIDJA KABASELE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KRIKAIDJA KABASELE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KUASA KAYOMBE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_068
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KUASA KAYOMBE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: KUKWABO CHENDABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KUKWABO CHENDABO GEORGE	2015.0
Total Partiel: 2015.0 \$	

DECLARANT: KUKWABO JEAN PAUL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KUKWABO JEAN PAUL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KUKWABO LOKINYABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_114**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KUKWABO LOKINYABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KUKWABO MUZI LEOPOLD **ITURI_SUITE_CCF04032016_0019_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KUKWABO MUZI LEOPOLD

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KUKWABO TABO VISTOUR **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_026**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KUKWABO TABO VISTOUR

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KULEMA MBULABABUHU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KULEMA MBULABABUHU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KUNABO MBULUNGU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_016**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR KUNABO MBULUNGU

65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: KUNDI KALE GREGSER **ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KUNDI KALE GREGSER

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KUNGWABAKU TEBABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_024**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KUNGWABAKU TEBABO CRISTOPHE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LABABO SUMBABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_032**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LABABO SUMBABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LEBABO MUNGIMBO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LEBABO MUNGIMBO

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: LEBISABA TEKI ALPHONSE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LEBISABA TEKI ALPHONSE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LEBISABO GUSA LEONARD **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_023**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LEBISABO GUSA LEONARD

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LEBITO KOMBOKABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_026**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LEBITO KOMBOKABO JUSTINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LEKITYABO LOGABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LEKITYABO LOGABO PASCAL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LELYABO FAUSTIN **ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_040**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LELYABO FAUSTIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LEMABHO LINGISABHO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_022**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LEMABHO LINGISABHO JEAN DE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LEMABO NSAANYA DONAT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_096**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LEMABO NSAANYA DONAT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LIABO SEBASIE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_023**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LIABO SEBASIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LIHISABO ZANABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_025**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LIHISABO ZANABO EMANUEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LIKARINZO SEZANI JUSTINE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LIKARINZO SEZANI JUSTINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LIMBABO CHANSIABO JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_062**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LIMBABO CHANSIABO JEAN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LINGABALU MALABO JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_007**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LINGABALU MALABO JEAN PIERRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LINGABO TETYABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_058**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LINGABO TETYABO SEBASTIEN

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: LINGANAISO KACHWEKA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LINGANAISO KACHWEKA RACHELLE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LINGOLI MARIA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_024**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LINGOLI MARIA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LINYANI ALOKO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LINYANI ALOKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LIRIPA GASTON **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_023**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LIRIPA GASTON

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LIRIPA KASIGAKI **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0003_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LIRIPA KASIGAKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LIRPA MUNGENYI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_006 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LIRPA MUNGENYI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LISIMO MULIKALI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_011**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LISIMO MULIKALI DIEUDONNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LIYABO DAVIDI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_032**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LIYABO DAVIDI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOBI DZRODJO LEONARD **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LOBI DZRODJO LEONARD

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOBO KASATU MIKA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_231**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LOBO KASATU MIKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOBO PAY EZEKIA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_203
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR LOBO PAY EZEKIA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LODIMA NJONJO JEAN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_219
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR LODIMA NJONJO JEAN BAPTISTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LODJANGA LOKAMA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_046
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LODJANGA LOKAMA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LOFALANGA LOMEA JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_096
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LOFALANGA LOMEA JEAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LOGO DHEMBU CLEMENT	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR LOGO DHEMBU CLEMENT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LOGO HAKIRE XAVIER	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_054
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR LOGO HAKIRE XAVIER	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LOKPARI LOBO CRISANTE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_078
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR LOKPARI LOBO CRISANTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LOKPATCHU LOWI GEDEON	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_261
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR LOKPATCHU LOWI GEDEON	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LONEMA BUMBI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_013
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LONEMA BUMBI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LONU BELO KALEBE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_060
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR LONU BELO KALEBE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LONU MBOBIO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_068
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR LONU MBOBIO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: LOSHA KPAWI SERGE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_036**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LOSHA KPAWI SERGE GUSTAVE

65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: LOSSA BAMUNOBA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_040**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LOSSA BAMUNOBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOSSI EMELIA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_022**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LOSSI EMELIA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOTSELU LITHU **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_048**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LOTSELU LITHU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOTSOVE LOSI JEANNE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_005**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LOTSOVE LOSI JEANNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOVE GOY ESTELLA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME LOVE GOY ESTELLA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOVE KILERA ENRIETTE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_042**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME LOVE KILERA ENRIETTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LUMBABO BIDABO **ITURI_SUITE_CCF04032016_0028_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LUMBABO BIDABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LUMUMBA KOLIRA GABRIEL **ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_011**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LUMUMBA KOLIRA GABRIEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LYABO BAKU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_140**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LYABO BAKU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LYABO MATESO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_084 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LYABO MATESO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LYABO SEGA DOMINIQUE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0010_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR LYABO SEGA DOMINIQUE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LYABO TONDABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LYABO TONDABO INNOCENT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LYAGABO BAKOBI	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR LYAGABO BAKOBI FERDINAND	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: LYAGABO LYARUNGA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LYAGABO LYARUNGA PATRICE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MABOKE CASIANO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_090
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MABOKE CASIANO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MACHIKA MUJAGANI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_037
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MACHIKA MUJAGANI CHANTALE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MADIKO UKIDJO	ITURI_SUITE_CCF04032016_0020_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MADIKO UKIDJO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAGALI TOBHO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAGALI TOBHO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAGANI KABONZI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAGANI KABONZI ANTOINETTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAGANI MBIMBILA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_128
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAGANI MBIMBILA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAKABO HEMUKABO	ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKABO HEMUKABO MODESTIE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: MAKALINGI BEDE JEAN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_251
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MAKALINGI BEDE JEAN BAUDOIN	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MAKALINGI MAMBULU	ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKALINGI MAMBULU DESIRE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MAKANI SUGABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKANI SUGABO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MAKATI JENISANI ETIENNE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKATI JENISANI ETIENNE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MAKAWANI KIHERO JEAN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_052
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MAKAWANI KIHERO JEAN BOSCO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MAKAWANI MALALI	ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKAWANI MALALI DEGRACIAS	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MAKI BANGA JEAN CLAUDE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKI BANGA JEAN CLAUDE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MAKI DHEGBO ALFRED	ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKI DHEGBO ALFRED	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MAKI KAHIGWA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_017
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKI KAHIGWA	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MAKI KPAKI JONAS	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MAKI KPAKI JONAS	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MAKI KPANDRO JEAN DE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_011
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME DHEWI KATHA EDWIGE	65.0
Total Partiel:	65.0 \$

DECLARANT: MAKI NGADJOLE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_034
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKI NGADJOLE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAKILYABO GUSA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKILYABO GUSA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAKUKWA YELIKANSA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKUKWA YELIKANSA ELISABETH	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MALO LODJI LONARD	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_082
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MALO LODJI LONARD	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAMBASA ALFASON	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_040
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAMBASA ALFASON	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAMBAYA LIKAKANI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_017
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAMBAYA LIKAKANI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAMBO ALEZO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_023
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAMBO ALEZO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAMI GAYANA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MAMI GAYANA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAMI MARIENNE	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_026
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAMI MARIENNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANARO CHARLOTTE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANARO CHARLOTTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANARO MUSUGANI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANARO MUSUGANI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: MANARO NSIKINYANI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_027
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANARO NSIKINYANI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANASHO MUDJADUDU	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANASHO MUDJADUDU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANDRO DHENDO	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_072
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGONA DHENO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANDRO JEAN	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_044 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANDRO JEAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANDRO LONE	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANDRO LONE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANDRO MAXIMIEN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_170
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MANDRO MAXIMIEN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANDROSI CHARLOTTE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_211
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MANDROSI CHARLOTTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANGALA ADIRO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_027
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANGALA ADIRO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANGILYO KUNDIKALE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_050
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MANGILYO KUNDIKALE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANGILYO MARBEN	ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANGILYO MARBEN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANGIYO NYAMA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_009
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANGIYO NYAMA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: MANOTI BUSAGAU	ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_025
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANOTI BUSAGAU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANZINZI CECILE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_015
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANZINZI CECILE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAPENZI LOSI GRATIANA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_046
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MAPENZI LOSI GRATIANA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MARCELINE MAKANZALA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MARCELINE MAKANZALA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MARTA MATOYA NAGIRANA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MARTA MATOYA NAGIRANA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASANI MAKAM	ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASANI MAKAM JACQUELINE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASEKALE KATANABHO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_136
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASEKALE KATANABHO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASIKA LUSSI MARTHA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASIKA LUSSI MARTHA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASINI KWEKINAY MABIE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_044
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MASINI KWEKINAY MABIE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASUA NOBIRABO DAVID	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_092
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MASUA NOBIRABO DAVID	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASUMBOKO KASOHO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASUMBOKO KASOHO JOSEPH	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: MASUMBUKO DAVID	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASUMBUKO DAVID	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATATA JULES	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_044
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MATATA JULES	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATESO BAWALI GILBERT	ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_017
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATESO BAWALI GILBERT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATESO CYPRIEN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATESO CYPRIEN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATESO IBILYABO GUY	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MATESO IBILYABO GUY	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATESO KAVALEGA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_118
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATESO KAVALEGA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATESO KPALU NORBERT	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MATESO KPALU NORBERT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATESO LOPA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_099
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATESO LOPA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATESO NCHWEKE JUSTIN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_052
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MATESO NCHWEKE JUSTIN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATESO NOZABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATESO NOZABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATESO NYAMABE JUSTIN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_025
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATESO NYAMABE JUSTIN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: MATEO TAGIRABO JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (3)_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MATEO TAGIRABO JEAN PIERRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATEO TSAMBA JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MATEO TSAMBA JEAN PIERRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATOYA KIMAREKI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MATOYA KIMAREKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATSI NINGA **ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MATSI NINGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATSO AVEBA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MATSO AVEBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MATSO TABU LAPADHU **ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MATSO TABU LAPADHU MATHIEU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MAVE ANIE **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_020**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAVE ANIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MAWA UKUMU FABIEN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_048**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MAWA UKUMU FABIEN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MAWADRI MATOYA JOSEPH **ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_022**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAWADRI MATOYA JOSEPH

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MAYI NYABUTERE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_019**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAYI NYABUTERE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MAYNYANI INGWESKUMU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_020**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAYNYANI INGWESKUMU SIMEON

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MAZIGA DHEUNGA EVANISI ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_217

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MAZIGA DHEUNGA EVANISI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBAKAMA CAMILE ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_020

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBAKAMA CAMILE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBAKAMA ZALI ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_011

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBAKAMA ZALI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBAVAZI NGOMA ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_108

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBAVAZI NGOMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBIBHABHO BACHERI ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_014

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBIBHABHO BACHERI ERNESTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBIDHA ANTOINETTE ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_182

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MBIDHA ANTOINETTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBIDJO NYALI DIEUDONNE ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_021

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBIDJO NYALI DIEUDONNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBIMBILA KOKWABO JEAN ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_028

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MBIMBILA KOKWABO JEAN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBISIKALI NOBIRABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_020

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBISIKALI NOBIRABO EMMANUEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBODJIMA TASIMA COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_034

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBIDJIMA TASIMA CHRISTOPHE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: MBOLIHIMBE MOBEKA ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_090

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBOLIHIMBE MOBEKA CLAUDINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MBOVANA MOÏSE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_031
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBOVANA MOÏSE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUKALI BURAMBULU	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_060
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MBUKALI BURAMBULU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUKALI KAYOMBE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_058
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MBUKALI KAYOMBE ETIENNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUKALI KISEZO MARCEL	ITURI_SUITE_CCF04032016_0018_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBUKALI KISEZO MARCEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUKALI SUGABO	ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBUKALI SUGABO EVARISTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBULABABUHU TCHOMBE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_068
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MBULABABUHU TCHOMBE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBULASIKA LYABOBWA	ITURI_SUITE_CCF04032016_0028_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBULASIKA LYABOBWA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUNYA MATATA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBUNYA MATATA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUTIABO GABRIEL	ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBUTIABO GABRIEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUTYABO EMMANUEL	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBUTYABO EMMANUEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUTYABO LABABO ORIA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KABULI MYOKO	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	

DECLARANT: MBUYABO SIMBILYABO	ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_011
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBUYABO SIMBILYABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUYU NSAKI ROBERT	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_070
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MBUYU NSAKI ROBERT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: METU DIEU DONNE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 METU DIEU DONNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MGENITO NYNTA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_119 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MGENITO NYNTA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MONGUA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_032
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NYANKUNDE	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: MOPAYA MBAFALE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_176 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MOPAYA MBAFALE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MPAKA BUKAKA JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_028
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MPAKA BUKAKA JEAN BAPTISTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MUBIKALI MULEMO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUBIKALI MULEMO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MUBOYO AJULA VALEUR	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MUBOYO AJULA VALEUR	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MUDZUNA MBIDHA	ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_015
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUDZUNA MBIDHA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MUGIMBA ZOKI GERMAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUGIMBA ZOKI GERMAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: MUJABAKU BONIFACE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_050
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUJABAKU BONIFACE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MUJAGANI ZANAGANI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0014 (2)_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KIHEBO KANABO JEAN DE DIEU	460.0
Total Partiel:	460.0 \$
DECLARANT: MUJANDUDU PASCALINE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MUJANDUDU PASCALINE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MUJIABAKU SIABO JOSEPH	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_257
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MUJIABAKU SIABO JOSEPH	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MULENGWA LUMONA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MULENGWA LUMONA	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MULIMBA BAITHE REMY	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MULIMBA BAITHE REMY	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MUMIABACKU TEBABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUMIABACKU TEBABO JOSEPH	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MUNGANGA KASIGAKI	ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_023
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUNGANGA KASIGAKI TUSSE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MUNGANGA KODABO JEAN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MUNGANGA KODABO JEAN	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MUNGANGA MAPOLI	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MUNGANGA MAPOLI DIEUDONNE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: MUNGANGA MBUSUMA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_040
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUNGANGA MBUSUMA DOMINIQUE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$

DECLARANT: MUNGENYI BASARA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_066**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MUNGENYI BASARA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUNJADGAU HATIKE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUNJADGAU HATIKE JAQUELINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUNO DUZORO BENOIT **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_040**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MUNO DUZORO BENOIT

65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: MUNO WINGI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUNO WINGI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUNYORORO BALUKU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_021**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUNYORORO BALUKU GAUDENS

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUSANSA MBUSIYA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (3)_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUSANSA MBUSIYA GABRIEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUSEMO NGEVERA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_015**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUSEMO NGEVERA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUSEZO BANKU ETIENNE **ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_028**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUSEZO BANKU ETIENNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUSUBI HERABO DIEU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_022**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUSUBI HERABO DIEU DONNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUSUGANI YALALA MARIE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_056**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MUSUGANI YALALA MARIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUSUNGANI SUGALIMBA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MUSUNGANI SUGALIMBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUSURI KIMBELEKETE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_132**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUSURI KIMBELEKETE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUSUSANI SIDHKOYI **ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUSUSANI SIDHKOYI JACQUELINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUTAGANI SEZIKANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUTAGANI SEZIKANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUTAMBALA LULACHA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_078 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUTAMBALA LULACHA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUTOMBO SAMI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUTOMBO SAMI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUTUBULE BACHWEKI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MUTUBULE BACHWEKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUVANUMA MANYANI VIVA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_040**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MUVANUMA MANYANI VIVA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUZADUAV TERENAKO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_038**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MUZADUAV TERENAKO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUZIABAKU DIEUDONNE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_076**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MUZIABAKU DIEUDONNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUZIAGANI HANDISANA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_094**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME MUZIAGANI HANDISANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUZIKALI INANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_024**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUZIKALI INANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MUZIKALI MULEMO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYANKUNDE

65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: MUZINGANGA NCHWEKE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUZINGANGA NCHWEKE LFORIBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MWAMED KANYASI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_024**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MWAMED KANYASI TCHOMBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MWANSA MBAFUMOYA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MWANSA MBAFUMOYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MWARA KARATSI JOEL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_015**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MWARA KARATSI JOEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MWDJADUDU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_022**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MWDJADUDU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NABABO FRANCOISE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_077 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NABABO FRANCOISE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NAGIRANA NISONGO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_030**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NAGIRANA NISONGO PERPETUA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NCHWEKABO KINIKABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_046**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NCHWEKABO KINIKABO ROMER

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NDEY LEMABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NDEY LEMABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NDJABU MADYE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_050**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NDJABU MADYE

65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: NDJUGOSSI VIVI	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_050
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDJUGOSSI VIVI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDOCHA MUHUNI FELEXI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDOCHA MUHUNI FELEXI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDODU LEONARD	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDODU LEONARD	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDRODHA DROTIA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_086
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDRODHA DROTIA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDRUNDRO JINO ISAYA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_044
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDRUNDRO JINO ISAYA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDRUNDRO LINA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_070
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDRUNDRO LINA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDRUTSE TARAMA TRESOR	ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_029
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDRUTSE TARAMA TRESOR	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDUDANGA AUGUSTIN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_104
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR NDUDANGA AUGUSTIN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDUDANGA BULAMUZI JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_033
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDUDANGA BULAMUZI JEAN CLAUDE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDUDANGA CHENDABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_072
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR NDUDANGA CHENDABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDUKUKWA KOSINABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_054
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR NDUKUKWA KOSINABO JOSEPH	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: NDUKUKWA NOBIRABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDUKUKWA NOBIRABO NESSTOR	4015.0
Total Partiel: 4015.0 \$	
DECLARANT: NDUKUKWA RETHA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDUKUKWA RETHA PROSPER	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDUKUKWA TAKANE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDUKUKWA TAKANE ALPHONSE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NEEMA CHARLOTTE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_030
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME NEEMA CHARLOTTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGABHU FANUEL	ITURI_SUITE3_CCF07032016_017
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGABHU FANUEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGABHUSI ZAWADI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_032
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGABHUSI ZAWADI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGABU BUJU DENIS	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR NGABU BUJU DENIS	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGADHO DYILO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_058
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR NGADHO DYILO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGADJON LOVE ONECIETA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME NGADJON LOVE ONECIETA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGADJOYI MUGISA JEANNE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_072
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME NGADJOYI MUGISA JEANNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGAGBU MATESO ANTOINE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_176
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR NGAGBU MATESO ANTOINE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: NGAMU HANDILYA ESTHER **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_024**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGAMU HANDILYA ESTHER

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGANABO KABABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGANABO KABABO EMMANUEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGANABO KABAKU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGANABO KABAKU ANTOINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGANABO MUSUBI JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_038**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGANABO MUSUBI JEAN DEDIEU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGANABO YOGANZABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGANABO YOGANZABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGANDRU KAHIGWA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGANDRU KAHIGWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGASHA BOLINDA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_102**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGASHA BOLINDA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGAVE LOTSOVE **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_076**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGAVE LOTSOVE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGAVE SINGADJU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_040**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NGAVE SINGADJU ROGELINA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGBOGARO FIDEL **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_026**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NGBOGARO FIDEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGJOMA DJALE **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_104**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGJOMA DJALE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGOBA MATSO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_172 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGOBA MATSO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGOMA LOSA OLIVIER	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR NGOMA LOSA OLIVIER	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: NGOMA NDJALO LOZARO	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_104
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGOMA NDJALO LOZARO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGONA DHENDO	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_072
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGONA DHENO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGONA DNEGINI	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGONA DNEGINI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGONTABO SOMISABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_025
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGONTABO SOMISABO BIENVENU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGONZABO CHOMBE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_026
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGONZABO CHOMBE ETIENNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGONZIBONA JEANNE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_005
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGONZIBONA JEANNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGONZIKALI KANAMALI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGONZIKALI KANAMALI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGUMBA SONGOLABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_011
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGUMBA SONGOLABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGUNA SINGA SINGA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_259
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR NGUNA SINGA SINGA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: NGUNDUKALE SUMISABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_023**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGUNDUKALE SUMISABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGUNDURALE BASIYA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_016**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGUNDURALE BASIYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NGUNGWABOKU NYASIRI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_031**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

460.0

2 NON SIGNALE

460.0

3 NON SIGNALE

460.0

4 NON SIGNALE

460.0

5 NON SIGNALE

460.0

6 NON SIGNALE

460.0

7 NON SIGNALE

460.0

Total Partiel: 3220.0 \$

DECLARANT: NICHWEKE BASIBONGE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_022**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NICHWEKE BASIBONGE NESRTOR

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NIGATA NSILI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0014 (2)_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NIGATA NSILI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NIKASOA NDIKOSI JC **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NIKASOA NDIKOSI JC

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NJIANI CHIKA JEMIMA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NJIANI CHIKA JEMIMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NOBABO SOBURABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_026**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NOBABO SOBURABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NOBABO ZANAGANI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NOBABO ZANAGANI BEATRICE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NOBIKANA NAGIRANA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_042**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NOBIKANA NAGIRANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NOBIRABO BADHUDHU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NOBIRABO BADHUDHU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NOBIRABO KIMAREKI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NOBIRABO KIMAREKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NOBIRABO MAKABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NOBIRABO MAKABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NOBIRABO MUNGANGA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_016**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NOBIRABO MUNGANGA NORBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NOBIRABO PELEKABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_056**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NOBIRABO PELEKABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NOBIRABO ZANABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NOBIRABO ZANABO MARCEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NORODHA CHRISTINE LILIE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_064**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NORODHA CHRISTINE LILIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NSANABO KAKANI CIAUDE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_042**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NSANABO KAKANI CIAUDE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NSEKAKALE MATOYA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NSEKAKALE MATOYA BEATRICE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NSIKAKILI TEBAKUKWA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_019**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NSIKAKILI TEBAKUKWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NSINGOMA ANTOINE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0032_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NSINGOMA ANTOINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NSINSOMA BAKAYOMBE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NSINSOMA BAKAYOMBE VENASI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NSONZIKALE NISATA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NSONZIKALE NISATA YERUSSI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAKATHO MARTIN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYAKATHO MARTIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAKODJO BENITA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NYAKODJO BENITA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAKULINDA KAGWAHABI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_215**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NYAKULINDA KAGWAHABI SEMU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAKUNOBWA ABOOLI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_011**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYAKUNOBWA ABOOLI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAKUNOBWA BASEKE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_036**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NYAKUNOBWA BASEKE NOELA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYALAMBGA KONDU **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_024**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYALAMBGA KONDU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAMA ABALA ANDRE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_020**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NYAMA ABALA ANDRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAMA KASORO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_082**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NYAMA KASORO EMMANUEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAMABAKU KISENGI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_124**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NYAMABAKU KISENGI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAMABAKU MULIMBA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_080 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYAMABAKU MULIMBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAMABAKU REMY **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_026**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYAMABAKU REMY

723.0

Total Partiel: 723.0 \$

DECLARANT: NYAMABAKU SUSABO **ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_040**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYAMABAKU SUSABO DIEUDONNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAMABO AUGUSTIN **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYAMABO AUGUSTIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAMABO MAKABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_084**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NYAMABO MAKABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAMABO MANONO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_024**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NYAMABO MANONO PASCAL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAMABO YABABO PASCAL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYAMABO YABABO PASCAL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYAMAISO SEKABO JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR NYAMAISO SEKABO JEAN MARIE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYANGOMA MARCELINA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_040**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME NYANGOMA MARCELINA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYANZAYI THERESE **ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYANZAYI THERESE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYASADUDU LIKABINDO **ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_013**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYASADUDU LIKABINDO BEATRICE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: NYATO ESPERENCE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_130
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME NYATO ESPERENCE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NYAVANDI THERESE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NYAVANDI THERESE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NZALE LIDIA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_166 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NZALE LIDIA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NZIROJO THEOBALE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_040
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME LOMR NZIROJO THEOBALE	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: OLOY WAMARA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_177 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 OLOY WAMARA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: OLYABO MAKONGA JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_011
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 OLYABO MAKONGA JEAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: OMARI BAKWAPENGO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_042
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR OMARI BAKWAPENGO MATHIEU	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: ONYANI MUTANA LEON	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR ONYANI MUTANA LEON	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: OPIToy KERMUNDA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_056 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 OPIToy KERMUNDA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ORATE AKOBI JB	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ORATE AKOBI JB	1578.0
Total Partiel: 1578.0 \$	
DECLARANT: OTUPKA JEA DE DIEU	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_017
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 OTUPKA JEA DE DIEU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: OZOBA DUME	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_026
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 OZOBA DUME	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: PAKIRABO SEZABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_076
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR PAKIRABO SEZABO EMMANUEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: PALUKU KAVUNGA HERMAN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_052
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR PALUKU KAVUNGA HERMAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: PELEKABO ZAKANA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PELEKABO ZAKANA NORBERT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: PIERRE MALABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PIERRE MALABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: PIRACHEL EOTELLA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_094
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PIRACHEL EOTELLA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: PITAPITA TANDISHABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_026
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PITAPITA TANDISHABO JEAN MARIE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: PUKANYA BAMUNORA PAUL	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PUKANYA BAMUNORA PAUL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: RAGIRABO KIJABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR RAGIRABO KIJABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: RASHUI VERON	ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 RASHUI VERON	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: RPAMBE BAHATI	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_038
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 RPAMBE BAHATI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: RUGENYI NYARUBONA JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 RUGENYI NYARUBONA JEAN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: RUHIGWA MUSEZA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_030

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 RUHIGWA MUSEZA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: RUWATE DZMBIRABA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_022

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 RUWATE DZMBIRABA SYLVESTRE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SAFARI ADJIBA JP

ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_012

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SAFARI ADJIBA JP

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SALIKE KAMESO GEDEON

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_019

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SALIKE KAMESO GEDEON

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SAMY BEBA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_006

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SAMY BEBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SEBABO BASIYA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_024

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SEBABO BASIYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SEBORABO SINGOMA LAWI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_002

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SEBORABO SINGOMA LAWI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SEKABO BASIYA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_020

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SEKABO BASIYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SEKABO KONDUABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_032

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SEKABO KONDUABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SELIKANA MAKANZALI

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_092

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SELIKANA MAKANZALI MARIE

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: Sengi Lodjonga Gabriel	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SENGI LODJONGA GABRIEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: Sengi Luc	ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_034
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SENGI LUC	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: Senisalana Esperance	ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SENISALANA ESPERANCE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: Serabo Joseph	ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SERABO JOSEPH	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: Sezabo Kimareki	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_118
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SEZABO KIMAREKI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: Sezabo Kudjabo	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_154
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SEZABO KUDJABO FRANÇAIS	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: Sezabo Simbabo	ITURI_SUITE_CCF05032016_0032_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SEZABO SIMBABO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: Sezikana Lemise	ITURI_SUITE_CCF05032016_0013 (3)_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SEZIKANA LEMISE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: Sezikana Nanashio	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_146
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MME SEZIKANA NANASHIO	65.0
Total Partiel: 65.0 \$	
DECLARANT: Shaba Ndahora Matayo	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_202
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SHABA NDAHORA MATAYO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: Shiabo Bungamuzi	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SHIABO BUNGAMUZI BUDUJEX	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: SIBIHOLYA NJIANI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIBIHOLYA NJIANI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SIBIRWA MUSIEMEME	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIBIRWA MUSIEMEME	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SIKAKALE JEANNETTE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME SIKAKALE JEANNETTE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SIMBABO KIMAREKI	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SIMBABO KIMAREKI ROBERT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SIMBABO MBUTIABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SIMBABO MBUTIABO DIEUDONNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SIMBILYABO CHANBIABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_032
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SIMBILYABO CHANBIABO JEAN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SIMBILYABO MATESO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIMBILYABO MATESO DIEUDONNE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SIMBILYABO MICHEL	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_019
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIMBILYABO MICHEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SIMBILYABO MOLAMO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIMBILYABO MOLAMO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SIMBILYABO ZANAMUZI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIMBILYABO ZANAMUZI FLORIBERT	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: SIMIKALI MBUSIYA	ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIMIKALI MBUSIYA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: SIMOLABO BUNGAMUZI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_006
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIMOLABO BUNGAMUZI FLORIBERT	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: SIMOLABO SELYABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SIMOLABO SELYABO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: SINGO KAPIPINA FAUSTIN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_086
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SINGO KAPIPINA FAUSTIN	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: SINGOMA NESTOR	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_122
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SINGOMA NESTOR	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: SIRIKABO NZUNGU	ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_015
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIRIKABO NZUNGU	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: SIYABO KITEBA FERDINANT	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_074
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SIYABO KITEBA FERDINANT	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: SOKOSHABA SAMBABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_162
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR SOKOSHABA SAMBABO MARTIN	65.0
Total Partiel:	65.0 \$
DECLARANT: SOMBOLI SEMBU	ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_035
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SOMBOLI SEMBU	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: SOMI KUKWA ANNE MARIE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_080
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME SOMI KUKWA ANNE MARIE	65.0
Total Partiel:	65.0 \$
DECLARANT: SOSABO TINGITIAKO	ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SOSABO TINGITIAKO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: SUBABO RATHO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SUBABO RATHO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$

DECLARANT: SUGABO DUMANZABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_010**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SUGABO DUMANZABO VENANCE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUGABO EMMANUEL **ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_006**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SUGABO EMMANUEL 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUGABO INNOCENT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_006**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SUGABO INNOCENT 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUGABO NYAMABAKU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_024**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SUGABO NYAMABAKU ALBERT 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUGABO RICHARD **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_140**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR SUGABO RICHARD 65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: SUGALIMBA TIEDORINE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_034**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SUGALIMBA TIEDORINE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUGANABO BUKAMA JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_015**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SUGANABO BUKAMA JEAN GASPARD 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUMBAKUKWA ANGAIKA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_008**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SUMBAKUKWA ANGAIKA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUMBAKUKWA EMOBIE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_018**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SUMBAKUKWA EMOBIE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUMBAKUKWA TABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_002**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SUMBAKUKWA TABO ANTOINETTE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUMBU DJABHA CELESTIN **COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_008**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 SUMBU DJABHA CELESTIN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUMBUKABO MBUIYABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SUMBUKABO MBUIYABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUMBUSA SIMBILYABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR SUMBUSA SIMBILYABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUMBUSO RIZA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_032**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR SUMBUSO RIZA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SUNGISHABO NDIKEHA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SUNGISHABO NDIKEHA VALENTIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TABAKUKWA NOBIKANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TABAKUKWA NOBIKANA HELEINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TABO ANTHISOGA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_047 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TABO ANTHISOGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TABO KATO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_026**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TABO KATO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TABO MAKUKWA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TABO MAKUKWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TABU BESISA ETIENNE **ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_003**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TABU BESISA ETIENNE

2525.0

Total Partiel: 2525.0 \$

DECLARANT: TABU NGILYABO TAGIRABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_028**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TABU NGILYABO TAGIRABO TADHEE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TADJEKI MILIKALE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR MATESOTADJEKI MILIKALE

65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: TAGIRABO BYAMUZI	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_086
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR KABABO KUMR TAGIRABO	65.0
Total Partiel:	65.0 \$
DECLARANT: TAGIRABO DIEUDONNE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TAGIRABO DIEUDONNE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TAGIRABO GILBERT	ITURI_SUITE_CCF04032016_0029_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TAGIRABO GILBERT	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TAGIRABO HOYABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_039
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TAGIRABO HOYABO CLAVER	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TAGIRABO KASONGO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TAGIRABO KASONGO	65.0
Total Partiel:	65.0 \$
DECLARANT: TAGIRABO MIHALA PIERRE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0028_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TAGIRABO MIHALA PIERRE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TAKUMARA SONGAKI	ITURI_SUITE1_CCF07032016_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TAKUMARA SONGAKI	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TALIKABO DIEUDONNE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_112
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TALIKABO DIEUDONNE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TANACHABO BAKOBI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_023
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TANACHABO BAKOBI MICHELIN	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TANDISHABO BISANGBULU	ITURI_SUITE_CCF04032016_0016_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUSEZO BANKU ETIENNE	460.0
Total Partiel:	460.0 \$
DECLARANT: TANDISHABO ARCHANGE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TANDISHABO ARCHANGE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$

DECLARANT: TANDISHABO MAKATI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_048**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR TANDISHABO MAKATI NESTORT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TANDISHABO SONGOLABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0030_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TANDISHABO SONGOLABO GASTON

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TANDISHABO TEBIBO JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR TANDISHABO TEBIBO JEAN

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: TANGAJE SEKABO SIMFO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR TANGAJE SEKABO SIMFO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TCHOMBE KWAYA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_096**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TCHOMBE KWAYA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TCHUMA MBUKANA CLAUDE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_070**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR TCHUMA MBUKANA CLAUDE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TCHUNGA BAKAMIGA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TCHUNGA BAKAMIGA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBABO LINGABAKU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TEBABO LINGABAKU EMMANUEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBABO MAPELE ANTOINE **ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TEBABO MAPELE ANTOINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBABO NYAMA **ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_032**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TEBABO NYAMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBABO NYAMABAKU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0016 (2)_003**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TEBABO NYAMABAKU DIEUDONNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBABO TAGIRABO PASCAL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_005**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TEBABO TAGIRABO PASCAL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBABO TONDANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_021**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TEBABO TONDANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBAKUKWA JOSEPHINE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME TEBAKUKWA JOSEPHINE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBANI ANTOINETTE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_028**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME TEBANI ANTOINETTE SOLANGE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBANI HANCYAIKA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TEBANI HANCYAIKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBANI SIKAKALI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TEBANI SIKAKALI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TGIRABO MUNJABO WILLY **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_038**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR TGIRABO MUNJABO WILLY

65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: TIBAMWENDA KATABUKA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_058**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TIBAMWENDA KATABUKA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TIBAMWENDA TAMBAKI **ITURI_SUITE1_CCF07032016_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TIBAMWENDA TAMBAKI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TIBASAMI BYENSI JACQUES **ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_017**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TIBASAMI BYENSI JACQUES

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TIBASIMA MUGISA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_062**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TIBASIMA MUGISA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TINGABO KAKANI AUGUSTIN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TINGABO KAKANI AUGUSTIN	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TIYAGANI MARIE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TIYAGANI MARIE	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TOBA BAGAYA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TOBA BAGAYA	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TOBILYABO SEZABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TOBILYABO SEZABO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TOBYABO BALUKU JP	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TOBYABO BALUKU JP	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TOLABO BANOBANI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_084
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TOLABO BANOBANI	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TOLISE JACQUES	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TOLISE JACQUES	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TOMATE KPATIZI	ITURI_SUITE1_CCF07032016_024
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TOMATE KPATIZI	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TOMI RAYHABO BERTRAND	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_156
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TOMI RAYHABO BERTRAND	2015.0
Total Partiel:	2015.0 \$
DECLARANT: TONDABO SEKABO	ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_028
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TONDABO SEKABO AUGUSTIN	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: TONDABO SEZABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TONDABO SEZABO	65.0
Total Partiel:	65.0 \$

DECLARANT: TONDANA BASIBONGE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TONDANA BASIBONGE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TONDANA MALONA	ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_028
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TONDANA MALONA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TONDANA NYAMA GABRIEL	ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_012
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TONDANA NYAMA GABRIEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TOYABO BATIANE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TOYABO BATIANE	2015.0
Total Partiel: 2015.0 \$	
DECLARANT: TOYABO CHANSIABO JB	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_028
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TOYABO CHANSIABO JB	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TOYABO KAYOMBE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_028
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TOYABO KAYOMBE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TOYABO NZABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TANDISHABO TEBIBO JEAN	65.0
2 MR TOYABO NZABO	2015.0
Total Partiel: 2080.0 \$	
DECLARANT: TSEDHA MAMBO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_172
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TSEDHA MAMBO	2015.0
Total Partiel: 2015.0 \$	
DECLARANT: TSEDHA NDUTSI CYPRIEN	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_062
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TSEDHA NDUTSI CYPRIEN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TSENGE VINDU	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_046 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TSENGE VINDU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: TUBUGAMBWA BORIVE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_084
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR TUBUGAMBWA BORIVE	2015.0
Total Partiel: 2015.0 \$	

DECLARANT: TUDUKALI DIKIDABU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TUDUKALI DIKIDABU FLORIBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UDAGA BIRWNYO ERIC **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_094**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 UDAGA BIRWNYO ERIC

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UDAGA CRISTOPHE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 UDAGA CRISTOPHE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UDONGO OSWALA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_058 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 UDONGO OSWALA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UGENSHANI JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_020**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR UGENSHANI JEAN KAWCHAWE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UJUIGA TOWASSO **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_123**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 UJUIGA TOWASSO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UKERDOGU ADROGO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0012_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR UKERDOGU ADROGO ALOYS

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UMAKA HONORE NGAIMOKO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_028**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR UMAKA HONORE NGAIMOKO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: UNGABO IBILYABO TEROME **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_090**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR UNGABO IBILYABO TEROME

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UNWANGA KERMUNDU **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 UNWANGA KERMUNDU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UPAR WOKINEM FLORIBERT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 UPAR WOKINEM FLORIBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: URIEMA MARIE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_004**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 URIEMA MARIE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UTUNGI ABEDICAN IGNACE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0003_028**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR UTUNGI ABEDICAN IGNACE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UTWOYA UNCELA GILBERT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_014**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 UTWOYA UNCELA GILBERT 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UYERGU UMAKI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_168 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 UYERGU UMAKI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UYIKA URINGI UPIO RANY **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_132**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR UYIKA URINGI UPIO RANY 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: VENERANDA KWEKINAY **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_020**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MME VENERANDA KWEKINAY 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: WAKUNGA PARUNGA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_020**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 WAKUNGA PARUNGA MATHIAS 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: WARASI ZASI **ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_017**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 WARASI ZASI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: YOMBI SONGOLE JOEL **ITURI_SUITE4_CCF07032016_008**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR YOMBI SONGOLE JOEL 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: YOMBIKALE KATANABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0005_050**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR YOMBIKALE KATANABO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: YOMBIKALI BALIKANANE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_026**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 YOMBIKALI BALIKANANE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: YOMBIKALI NOBIRABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 YOMBIKALI NOBIRABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZABA TAGA JEAN **ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_019**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ZABA TAGA JEAN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZAEKI SIRIKABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_223**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ZAEKI SIRIKABO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZAGABONEKI LINENDESO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ZAGABONEKI LINENDESO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZAKINEKI MAKANZALA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_028**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ZAKINEKI MAKANZALA CHARLOTTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZAKINEKI MANSUBI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_034**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ZAKINEKI MANSUBI FRANCOISE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZALABASIKA ESPERANCE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_028**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ZALABASIKA ESPERANCE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZALABASIKA LINGAMUZI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0011_048**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME ZALABASIKA LINGAMUZI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZALISA NYAMA PROSPER **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ZALISA NYAMA PROSPER

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZAMAGANI NAGIRANA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_024**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME ZAMAGANI NAGIRANA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZANABO KASONGE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_036**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ZANABO KASONGE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZANAGANI FRANCOISE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_030
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KIHEBO KANABO JEAN DE DIEU	460.0
Total Partiel:	460.0 \$
DECLARANT: ZANAGANI MAKACHIYA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME ZANAGANI MAKACHIYA	65.0
Total Partiel:	65.0 \$
DECLARANT: ZANAKY CHWEKABO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_040
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ZANAKY CHWEKABO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: ZANAMUZI CHENDABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_098
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR ZANAMUZI CHENDABO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: ZANAMUZI EMMANUELLA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0012_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ZANAMUZI EMMANUELLA	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: ZANAMUZI GBAHANZABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_052
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ZANAMUZI GBAHANZABO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: ZANAMUZI GERETCHABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR MATESOTADJMR ZANAMUZI	65.0
Total Partiel:	65.0 \$
DECLARANT: ZANAMUZI KATANABO	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_074
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MR ZANAMUZI KATANABO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: ZANAMUZI KERABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ZANAMUZI KERABO	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: ZANAMUZI LINGABAKU	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_038
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ZANAMUZI LINGABAKU JOSEPH	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$
DECLARANT: ZANAMUZI MBULUNGU	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_036
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ZANAMUZI MBULUNGU FAUSTIN	2065.0
Total Partiel:	2065.0 \$

DECLARANT: ZANAMUZI SIBIKABO JUSTIN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_008**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ZANAMUZI SIBIKABO JUSTIN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZANAMUZI SILVIN DAKANE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_082**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR ZANAMUZI SILVIN DAKANE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZANAMUZI SUBABO ADOLE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_006**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ZANAMUZI SUBABO ADOLE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZANAMUZI TEBABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_009**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ZANAMUZI TEBABO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZAVE DZNE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_142 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ZAVE DZNE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZOGIDABO TYABO JOSEPH **ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_014**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ZOGIDABO TYABO JOSEPH 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

Année 2003

DECLARANT: AKUMU BEYA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_015**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 AKUMU BEYA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ALIGA HALIMA TSELI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_004**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ALIGA HALIMA TSELI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ALIMA BOLAMBI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_029**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ALIMA BOLAMBI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: AMAVU DRADRIA MEDARD **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_004**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 AMAVU DRADRIA MEDARD 1578.0

Total Partiel: 1578.0 \$

DECLARANT: AMBATI KADO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_019**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 AMBATI KADO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ANGELANI MANGAPI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_003
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ANGELANI MANGAPI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ANGWANDA REHEMA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ANGWANDA REHEMA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ASINA ABDALA SAKINA	ITURI_SUITE7_CCF08032016_011
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ASINA ABDALA SAKINA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: ATIBASAY CHRISTIEN	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_075 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ATIBASAY CHRISTIEN	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: AUGUSTIN MBUNYA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_017
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AUGUSTIN MBUNYA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHATI AWENYA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_019
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAHATI AWENYA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAHEMKA DHENDJA YESSE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_019
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAHEMKA DHENDJA YESSE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BAMOYIRA KANDOLI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAMOYIRA KANDOLI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BANGA BALEMWAKI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_013
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BANGA BALEMWAKI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BANGA DIROSAMO EUZEBE	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_010
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BANGA DIROSAMO EUZEBE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: BANGA KILODJALON	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_086 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BANGA KILODJALON	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: BANZALA MUKOMBOZI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BANZALA MUKOMBOZI REMY

5109.0

Total Partiel: 5109.0 \$

DECLARANT: BASARA BAGUMA DAVID **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_031**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BASARA BAGUMA DAVID

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BAWOLO BATULAISE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BAWOLO BATULAISE MICHELE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BEDHA BOBILETHI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_002**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BEDHA BOBILETHI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BESISA MUGISA JOHN **GEMENA_CCF05032016_0001_003**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BESISA MUGISA JOHN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BINEGA JEANNE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_099 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BINEGA JEANNE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BONGENDA BATINA **ITURI_SUITE7_CCF08032016_003**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BONGENDA BATINA VINCENT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BORIVE ANNIE CHANTAL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_020**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BORIVE ANNIE CHANTAL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUDA PILO DANIEL **COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUDA PILO DANIEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUDZA BAKAMBU **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR BUDZA BAKAMBU BLADIMIRD

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: BUGASAKI MACHAPA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_019**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUGASAKI MACHAPA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUJO NDJANGO RAYMOND **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUJO NDJANGO RAYMOND

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUMBA ODHIPIO FREDERIC **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_021**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUMBA ODHIPIO FREDERIC

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUNGAMUZI JUSTIN **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0007_005**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUNGAMUZI JUSTIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUSHA LENGA FLOTENTIN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_182**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR BUSHA LENGA FLOTENTIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUSWAZA NYAKUNOBWA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_017**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUSWAZA NYAKUNOBWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: BUTSO ABALA PASCAL **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BUTSO ABALA PASCAL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DHEGBO LOPA EVARISTE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 DHEGBO LOPA EVARISTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DHENA GOBA **ITURI_SUITE1_CCF07032016_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 DHENA GOBA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DJOMBU KPADHIGO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_182**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 DJOMBU KPADHIGO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DUALINA CHARLOTTE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_018 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 DUALINA CHARLOTTE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DZISSO LOSSI MARIE **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_188**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME DZISSO LOSSI MARIE SUZANE

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: DZITHO KALAKO**COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_010**

N° NOM VICTIME
1 DZITHO KALAKO

EVALUATION CHIFFREE
2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: EDOUNGI KEUSI**ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_109 - COPIE**

N° NOM VICTIME
1 EDOUNGI KEUSI

EVALUATION CHIFFREE
2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: EYAINDATO BOLONGO**ITURI_SUITE_CCF04032016_0060_008**

N° NOM VICTIME
1 EYAINDATO BOLONGO RICHARD

EVALUATION CHIFFREE
2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: FATUMA WEWA**ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_150 - COPIE**

N° NOM VICTIME
1 FATUMA WEWA

EVALUATION CHIFFREE
2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: FRANCOISE DZINZAY**COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_013**

N° NOM VICTIME
1 FRANCOISE DZINZAY

EVALUATION CHIFFREE
2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: GBONDAMA PIEBE**ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_010**

N° NOM VICTIME
1 GBONDAMA PIEBE

EVALUATION CHIFFREE
2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: HARIABU DIEUDONNE**ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_004 - COPIE**

N° NOM VICTIME
1 HARIABU DIEUDONNE

EVALUATION CHIFFREE
2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: KABASEKE MATESO JEAN**ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_008**

N° NOM VICTIME
1 KABASEKE MATESO JEAN DE DIEU

EVALUATION CHIFFREE
2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KALIO EKOMBESE JEANNE**ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_011**

N° NOM VICTIME
1 KALIO EKOMBESE JEANNE

EVALUATION CHIFFREE
2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KAMBALE MBAHINGANA**GEMENA_CCF05032016_006**

N° NOM VICTIME
1 KAMBALE MBAHINGANA INNOCENT

EVALUATION CHIFFREE
2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KASEREKA KITANGA**ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_157 - COPIE**

N° NOM VICTIME
1 KASEREKA KITANGA

EVALUATION CHIFFREE
2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KISEZO YELABO GASTON **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_192**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR KISEZO YELABO GASTON 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KIZA LOKRO **ITURI_SUITE1_CCF07032016_004**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KIZA LOKRO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KUKUSABO PELEKABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_018**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KUKUSABO PELEKABO GILBERT 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KUKWABO FUBABI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_020**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KUKWABO FUBABI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: KUMUKINGA BAMUNGA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_073 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KUMUKINGA BAMUNGA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LEBISABO GONZAGE JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_015**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 LEBISABO GONZAGE JEAN PIERRE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LEBISABO MSOKOSI **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_022**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 LEBISABO MSOKOSI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LIYABO GANGABO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_002**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 LIYABO GANGABO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOBO JUSTIN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_011**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 LOBO JUSTIN 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOGO TSEDHA ARCENE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_017**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 LOGO TSEDHA ARCENE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOJUNGA BUDHE DESIRE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_076**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 LOJUNGA BUDHE DESIRE 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOKANA KPANE INNOCENT **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LOKANA KPANE INNOCENT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LONDJIDU NYAUKPA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LONDJIDU NYAUKPA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LONGA JEAN PAUL ROGER **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LONGA JEAN PAUL ROGER

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LONGBA KPATSO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_103 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LONGBA KPATSO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LORANU KPADJANGA JEAN **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_006**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LORANU KPADJANGA JEAN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOROKE KELI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MR LOROKE KELI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOSSI TSETSE IRMA **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_012**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MME LOSSI TSETSE IRMA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOVE MBIDHA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_089 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LOVE MBIDHA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: LOVE PERDASI **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0006_038**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LOVE PERDASI

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: MAKI KIZOTO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_015**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAKI KIZOTO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MALIKALE SIKAMOJI NANO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_013**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MALIKALE SIKAMOJI NANO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: MANDESI GAFWABOSA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_029
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANDESI GAFWABOSA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MANDRO KATULE RICHARD	ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_007
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MANDRO KATULE RICHARD	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MASIKA SAKINA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_061
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASIKA SAKINA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATAMA AMOTI ESTHER	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_075
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATAMA AMOTI ESTHER	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATATA KAWA	ITURI_SUITE_CCF05032016 (2)_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATATA KAWA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MATONDO MABENGA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATONDO MABENGA ANGEL	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAVE LODYISI ESPERENCE	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MAVE LODYISI ESPERENCE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MAWA RINGE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_014
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAWA RINGE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MBUSI DINA	ITURI_SUITE4_CCF07032016_0009_016
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MME MBUSI DINA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MOLONGOY ABDUSAHN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_020
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MOLONGOY ABDUSAHN MASUDI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MOLOSI DZIDDA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_013
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MOLOSI DZIDDA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: MUGANI EZOPHINE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_013
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUGANI EZOPHINE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MULANI AZAPHINE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_013
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MULANI AZAPHINE	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: MUZINGA MASUDI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_018
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUZINGA MASUDI	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDASI TIBAGUE MATO	ITURI_SUITE7_CCF08032016_008
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDASI TIBAGUE MATO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDASSI BWAKA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_065 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDASSI BWAKA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDIALE SALIMA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_091 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDIALE SALIMA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NDJANGO AHERA GERSON	ITURI_SUITE7_CCF08032016_001
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDJANGO AHERA GERSON	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGONA LOKANA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGONA LOKANA	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NGONA LONU	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_105 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGONA LONU	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	
DECLARANT: NYAMABO KATANABO JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_004
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MACHOU MA BELLE SOEUR	263.0
2 NYAMABO KATANABO JEAN	4065.0
Total Partiel: 4328.0 \$	
DECLARANT: ONDORO ABHUKO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_071 - COPIE
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ONDORO ABHUKO	2065.0
Total Partiel: 2065.0 \$	

DECLARANT: OSAKO SUMAILI SUMAILI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_022**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 OSAKO SUMAILI SUMAILI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: PALUKU MALYABUTANA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_077**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU MALYABUTANA ALBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: RELO RAKWA CELESTIN **ITURI_SUITE7_CCF08032016_009**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 RELO RAKWA CELESTIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: RIGO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 RIGO

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: RINGWEGI ABILA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_164 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 RINGWEGI ABILA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SELENGE MBUTA GILBERT **ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SELENGE MBUTA GILBERT

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SESIKAKA NYANGOWA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_015**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SESIKAKA NYANGOWA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SHATCHU CHAMU **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_093 - COPIE**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SHATCHU CHAMU

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SINGA PELE SAMUEL **COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_003**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SINGA PELE SAMUEL

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: SINGOMA ZAWADI **ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_008**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SINGOMA ZAWADI

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TAMBEKI JEAN FOSTIN **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_007**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 TAMBEKI JEAN FOSTIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TEBA BULUMBU **COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_011**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 TEBA BULUMBU 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: TERABO MUYOMBYA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_055**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 TERABO MUYOMBYA PROSPER 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UCHUEKI YENYABO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0005_003**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 UCHUEKI YENYABO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UKELA UKELO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_154 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 UKELA UKELO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ULYERA THOMAS **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0007_186**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MR ULYERA THOMAS 65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: UMIRAMBE RUVIKA RUVIKA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_031**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 UMIRAMBE RUVIKA RUVIKA ALI 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: UZELE KASAMBA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_159 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 UZELE KASAMBA 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: WAKUNGA ANYOLITHO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_101 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 WAKUNGA ANYOLITHO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: WAPIKIRA UAHERO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_156 - COPIE**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 WAPIKIRA UAHERO 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

DECLARANT: ZWABI NGAPI ODON **ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_017**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ZWABI NGAPI ODON 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

Année 2005

DECLARANT: BAHATI BERNARD **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_012**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 BAHATI BERNARD 2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$

1062 CAS DE FUITE

TOTAL GENERAL: 2125470.0999999 \$

EVALUATION FUITE**VILLE : KISANGANI****Année 1990****DECLARANT: BITELE GODELIVE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_002**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BITELE GODELIVE	2019.0
2 MAMAN	2019.0
3 NON SIGNALE	2019.0
4 NON SIGNALE	2019.0
5 NON SIGNALE	2019.0
6 NON SIGNALE	2019.0
7 NON SIGNALE	2019.0
8 NON SIGNALE	2019.0

Total Partiel: 16152.0 \$**DECLARANT: LUTHY MUZITO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_298**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LUTHY MUZITO	2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**Année 1999****DECLARANT: ALAMAZANI MODESTE****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_138**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ALAMAZANI MODESTE	2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: ALOTSHA MOTENGE****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_108**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ALOTSHA MOTENGE	2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BALABALA NKALI****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_158**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BALABALA NKALI	2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: SIKOMBILI IMBAITA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_056**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BOLANGI NGALANI	65.0

Total Partiel: 65.0 \$**Année 2000****DECLARANT: ABDALA ASANI****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_048**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ABDALA ASANI	2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: ABISEA TENGEMI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_006**

N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ABISEA TENGEMI	2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: AFUA NYOTA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_322**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 AFUA NYOTA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: AKANA BEYELA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_024**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 AKANA BEYELA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: ALAMAZANI LUKONGO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_030**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ALAMAZANI LUKONGO 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: ALIMA KOYA **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_072**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ALIMA KOYA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: ALIMA LOHALI **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_070**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ALIMA LOHALI 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: ALIMASI ILUNGA **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_239**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ALIMASI ILUNGA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: ALIMASI YOLE **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_253**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ALIMASI YOLE 2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: ALIMIAKA EMMANUEL **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_279**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ALIMIAKA EMMANUEL 2010.0

Total Partiel: 2010.0 \$

DECLARANT: ALUBU SHABANI **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_223**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ALUBU SHABANI 15.0

Total Partiel: 15.0 \$

DECLARANT: AMBALI DIEUDONNE **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_062**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 AMBALI DIEUDONNE 394.0

Total Partiel: 394.0 \$

DECLARANT: AMBOYO MBULA **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_006**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 AMBOYO MBULA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: AMOYA HELENE**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	2013.0
2 NON SIGNALE	2013.0
3 NON SIGNALE	2013.0
4 NON SIGNALE	2013.0
5 NON SIGNALE	2013.0
6 NON SIGNALE	2013.0
7 NON SIGNALE	2013.0

Total Partiel: 14091.0 \$**DECLARANT: AMURI MACHORI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_190****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AMURI MACHORI	2015.33
-----------------	---------

Total Partiel: 2015.33 \$**DECLARANT: ANIFA KASONGO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_054****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ANIFA KASONGO	2013.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: ASENGO YOHALI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_040****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ASENGO YOHALI	2013.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: ASIMBA ALEXIS****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	2010.95
2 NON SIGNALE	2010.95
3 NON SIGNALE	2010.95
4 NON SIGNALE	2010.95
5 NON SIGNALE	2010.95
6 NON SIGNALE	2010.95
7 NON SIGNALE	2010.95
8 NON SIGNALE	2010.95

Total Partiel: 16087.6000000000 \$**DECLARANT: ATAI MOLEMA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ATAI MOLEMA	2013.0
---------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: ATUBE LUENGE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_174****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ATUBE LUENGE	2013.0
----------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: AWASO SALEA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AWASO SALEA	2013.0
---------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: AZIZA BIOMBO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AZIZA BIOMBO	2013.0
----------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BABAITO BANGOLA**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BABAITO BANGOLA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BABINI JEANNE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_278****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BABINI JEANNE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BACHAYEKA BAWANGO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BACHAYEKA BAWANGO

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BACHIBURA YAGBOGA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_104****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BACHIBURA YAGBOGA

2013.14

Total Partiel: 2013.14 \$**DECLARANT: BADENAKABE BAZE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BADENAKABE BAZE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BAELO JUSTIN****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2013.0

2 NON SIGNALE

2013.0

3 NON SIGNALE

2013.0

4 NON SIGNALE

2013.0

5 NON SIGNALE

2013.0

6 NON SIGNALE

2013.0

7 NON SIGNALE

2013.0

8 NON SIGNALE

2013.0

Total Partiel: 16104.0 \$**DECLARANT: BAITWAPALA BOYCA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_104****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAITWAPALA BOYCA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BAKIMI BATONDJA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAKIMI BATONDJA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BAKOFE IKOMBA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_158****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAKOFE IKOMBA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BALANGA ALARIS****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BALANGA ALARIS

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BALANGA KALOKOLA**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BALANGA KALOKOLA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BAMBOLE BOSINGALA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_098****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAMBOLE BOSINGALA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BAMBULI THEODOR****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_260****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2019.0

2 NON SIGNALE

2019.0

3 NON SIGNALE

2019.0

4 NON SIGNALE

2019.0

5 NON SIGNALE

2019.0

6 NON SIGNALE

2019.0

7 NON SIGNALE

2019.0

8 NON SIGNALE

2019.0

Total Partiel: 16152.0 \$**DECLARANT: BANDOMBELE SIKA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_168****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BANDOMBELE SIKA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BANGALA FIFI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_054****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BANGALA FIFI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BASAKI TABU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BASAKI TABU

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BASEKWA MONGAME****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_170****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BASEKWA MONGAME

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BASILA JUDITH****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0018_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BASILA JUDITH

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BASILIEUI ATSHOKO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_126****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BASILIEUI ATSHOKO

2004.0

Total Partiel: 2004.0 \$**DECLARANT: BASOMBOLI ALI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BASOMBOLI ALI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BASOSENGE BAYAOSUKA **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_021**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BASOSENGE BAYAOSUKA

2065.7

Total Partiel: 2065.7 \$

DECLARANT: BASUA TIKALEU **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_046**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BASUA TIKALEU

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BASUWA KATE BEFUFU **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_028**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BASUWA KATE BEFUFU

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: BATILAELO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0018_014**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

2017.0

2 NON SIGNALE

2017.0

3 NON SIGNALE

2017.0

4 NON SIGNALE

2017.0

5 NON SIGNALE

2017.0

6 NON SIGNALE

2017.0

7 NON SIGNALE

2017.0

8 NON SIGNALE

2017.0

Total Partiel: 16136.0 \$

DECLARANT: BATOBAE SERMAINE **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_211**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MEBWA JACQUES

394.0

Total Partiel: 394.0 \$

DECLARANT: BATONGI AKOYA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_032**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BATONGI AKOYA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BAUNGU LIOGALI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_308**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BAUNGU LIOGALI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BAUWA NGOMBE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_004**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BAUWA NGOMBE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BAWENO AGNES **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_030**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BAWENO AGNES

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BEANDE BISISHA **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_010**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BEANDE BISISHA

2030.0

Total Partiel: 2030.0 \$

DECLARANT: BOCHOKO LOSANA**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_162****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOCHOKO LOSANA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BOEMBA BOLOMBE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2013.0

2 NON SIGNALE

2013.0

3 NON SIGNALE

2013.0

4 NON SIGNALE

2013.0

5 NON SIGNALE

2013.0

6 NON SIGNALE

2013.0

7 NON SIGNALE

2013.0

8 NON SIGNALE

2013.0

Total Partiel: 16104.0 \$**DECLARANT: BOGULU LITIANONGO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_257****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOGULU LITIANONGO

15.0

Total Partiel: 15.0 \$**DECLARANT: BOKOLI LOKOLI****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_054****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOKOLI LOKOLI

2030.66

Total Partiel: 2030.66 \$**DECLARANT: BOKONDO NOZOR****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_044****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOKONDO NOZOR

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BOKOTA LIYOLO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_165****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOKOTA LIYOLO

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: BOLAMBA WASHA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_130****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLAMBA WASHA

2008.0

Total Partiel: 2008.0 \$**DECLARANT: BOLANGI NGALANI****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_106****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLANGI NGALANI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BOLEBA ANTHONY****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_078****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLEBA ANTHONY

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BOLEMBA BERNARD****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLEMBA BERNARD

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BOLEMBE LEITI**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_072****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLEMBE LEITI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BOLINGA GORGES****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLINGA GORGES

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BOLITA LINGOLIMA ALFAT****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_297****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLITA LINGOLIMA ALFAT

13.0

Total Partiel: 13.0 \$**DECLARANT: BOLOI AIMEE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_264****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2013.0

2 NON SIGNALE

2013.0

3 NON SIGNALE

2013.0

4 NON SIGNALE

2013.0

5 NON SIGNALE

2013.0

6 NON SIGNALE

2013.0

7 NON SIGNALE

2013.0

8 NON SIGNALE

2013.0

Total Partiel: 16104.0 \$**DECLARANT: BOLUKAOTO BONY****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_202****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLUKAOTO BONY

2010.0

Total Partiel: 2010.0 \$**DECLARANT: BOLUTA ELISE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_010****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLUTA ELISE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BOMANDRA MAYAZA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_068****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOMANDRA MAYAZA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BONGINDA LIKUTEKUTE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_249****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BONGINDA LIKUTEKUTE

2008.0

Total Partiel: 2008.0 \$**DECLARANT: BONGUNGU YAKUTU****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_046****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BONGUNGU YAKUTU

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BONU JOSEPHINE****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_124****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BONU JOSEPHINE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BONYOMA CHRISTOPHE **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_055**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BONYOMA CHRISTOPHE 2008.0

Total Partiel: 2008.0 \$

DECLARANT: BONYOMA DIEUDONNE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_010**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 2013.0
2 NON SIGNALE 2013.0
3 NON SIGNALE 2013.0
4 NON SIGNALE 2013.0
5 NON SIGNALE 2013.0
6 NON SIGNALE 2013.0
7 NON SIGNALE 2013.0
8 NON SIGNALE 2013.0

Total Partiel: 16104.0 \$

DECLARANT: BORA ELAYA SOPHIE **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_293**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BORA ELAYA SOPHIE 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BOSEATOKE COLETTE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_012**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BOSEATOKE COLETTE 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BOSEKELIA FRANCOIS **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_032**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BOSEKELIA FRANCOIS 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: BOSILA YAWE **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_233**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BOSILA YAWE 2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: BOSONGO BOGELI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_046**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BOSONGO BOGELI 2032.0

Total Partiel: 2032.0 \$

DECLARANT: BOSONGO BOSULU **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_205**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BOSONGO BOSULU 2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: BOSONGO SAMUEL **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_014**
N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 2013.0
2 NON SIGNALE 2013.0
3 NON SIGNALE 2013.0
4 NON SIGNALE 2013.0
5 NON SIGNALE 2013.0
6 NON SIGNALE 2013.0
7 NON SIGNALE 2013.0
8 NON SIGNALE 2013.0

Total Partiel: 16104.0 \$

DECLARANT: BOTALIMBO IKALOMBO**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_048****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOTALIMBO IKALOMBO

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BOTELANYELE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_173****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOTELANYELE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: BOTUMBE ATOY****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2019.0

2 NON SIGNALE

2019.0

3 NON SIGNALE

2019.0

4 NON SIGNALE

2019.0

5 NON SIGNALE

2019.0

6 NON SIGNALE

2019.0

7 NON SIGNALE

2019.0

Total Partiel: 14133.0 \$**DECLARANT: BULUBULU LOMANGE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_196****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BULUBULU LOMANGE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: BUSE AFUFA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_034****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BUSE AFUFA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: BUSHIRI FATOUMA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_197****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BUSHIRI FATOUMA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: DIDO KIMOTO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_046****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DIDO KIMOTO

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: DILA TOLENGA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0021_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DILA TOLENGA

2008.0

Total Partiel: 2008.0 \$**DECLARANT: DONGO LUFUNGULA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_291****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DONGO LUFUNGULA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: DOSHO BASOSILA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_024****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DOSHO BASOSILA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: EBOLA MOKOMA**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 EBOLA MOKOMA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: EBOMA RENE KALOKOLA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_198****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 EBOMA RENE KALOKOLA

2032.0

Total Partiel: 2032.0 \$**DECLARANT: EDIAMBULU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_038****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 EDIAMBULU

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: EKANIKO LITUKA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_270****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2021.0

2 NON SIGNALE

2021.0

3 NON SIGNALE

2021.0

4 NON SIGNALE

2021.0

5 NON SIGNALE

2021.0

6 NON SIGNALE

2021.0

7 NON SIGNALE

2021.0

8 NON SIGNALE

2021.0

Total Partiel: 16168.0 \$**DECLARANT: EKWALANGA CHRISTIAN****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_116****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 EKWALANGA CHRISTIAN

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: ELIE MAKASI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_084****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ELIE MAKASI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: ELONGA LOKULI BERNARD****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_275****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ELONGA LOKULI BERNARD

2010.0

Total Partiel: 2010.0 \$**DECLARANT: ELONGO ASANI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ELONGO ASANI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: ELONGO SERAPHIN****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_076****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ELONGO SERAPHIN

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: ENAKA GILBERT****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2013.0

2 NON SIGNALE

2013.0

3 NON SIGNALE

2013.0

4 NON SIGNALE

2013.0

5 NON SIGNALE	2013.0
6 NON SIGNALE	2013.0
7 NON SIGNALE	2013.0
8 NON SIGNALE	2013.0

Total Partiel: 16104.0 \$

DECLARANT: EPELE ELYSEE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_008

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 EPELE ELYSEE	2013.0
----------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: ESOGITE ALPHONSE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_016

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	2015.0
2 NON SIGNALE	2015.0
3 NON SIGNALE	2015.0
4 NON SIGNALE	2015.0
5 NON SIGNALE	2015.0
6 NON SIGNALE	2015.0
7 NON SIGNALE	2015.0
8 NON SIGNALE	2015.0

Total Partiel: 16120.0 \$

DECLARANT: ESONGA EFENDJA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_084

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 ESONGA EFENDJA	2013.0
------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: ESONGA OSOLO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_002

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 ESONGA OSOLO	2013.0
----------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: ETEFA LIKANGO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_008

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 ETEFA LIKANGO	2015.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: EUTU KASHINDE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_030

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 EUTU KASHINDE	2015.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: FALIALA NGIMBA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_314

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 FALIALA NGIMBA	2013.0
------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: FELE PIERRE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_008

N° NOM VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	2015.0
2 NON SIGNALE	2015.0
3 NON SIGNALE	2015.0
4 NON SIGNALE	2015.0
5 NON SIGNALE	2015.0
6 NON SIGNALE	2015.0
7 NON SIGNALE	2015.0
8 NON SIGNALE	2015.0

Total Partiel: 16120.0 \$

DECLARANT: FIMBO LOBANGA**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 FIMBO LOBANGA

2017.0

Total Partiel: 2017.0 \$**DECLARANT: FOLO NATERO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_263****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 FOLO NATERO

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: FOMBOLI LOTAMBE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_178****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 FOMBOLI LOTAMBE

2004.0

Total Partiel: 2004.0 \$**DECLARANT: FUNDI MAPOLO****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_126****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 FUNDI MAPOLO

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: GAGA BAKOMA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_235****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 GAGA BAKOMA

2006.0

Total Partiel: 2006.0 \$**DECLARANT: GAMISA MOKE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 GAMISA MOKE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: GELEME ANTOINE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2013.0

2 NON SIGNALE

2013.0

3 NON SIGNALE

2013.0

4 NON SIGNALE

2013.0

5 NON SIGNALE

2013.0

6 NON SIGNALE

2013.0

7 NON SIGNALE

2013.0

8 NON SIGNALE

2013.0

Total Partiel: 16104.0 \$**DECLARANT: GELONGO KWAMY****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_208****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 GELONGO KWAMY

2008.0

Total Partiel: 2008.0 \$**DECLARANT: GOGOWE PANZANGANE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_072****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 GOGOWE PANZANGANE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: GUPA MBOSE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_046****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 GUPA MBOSE

2006.0

Total Partiel: 2006.0 \$

DECLARANT: IGWANDEY RENE**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	2017.0
2 NON SIGNALE	2017.0
3 NON SIGNALE	2017.0
4 NON SIGNALE	2017.0
5 NON SIGNALE	2017.0
6 NON SIGNALE	2017.0
7 NON SIGNALE	2017.0
8 NON SIGNALE	2017.0

Total Partiel: 16136.0 \$**DECLARANT: ISANGALINGA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_102****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ISANGALINGA OLOMANDJOSO	2019.0
---------------------------	--------

Total Partiel: 2019.0 \$**DECLARANT: ITOFELE AMANI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_044****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ITOFELE AMANI	2015.33
-----------------	---------

Total Partiel: 2015.33 \$**DECLARANT: KABEZA MUSELE****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_066****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KABEZA MUSELE	2013.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: KACEKA BILOLO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_261****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KACEKA BILOLO	2024.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2024.0 \$**DECLARANT: KAITENGE KITAMBALA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAITENGE KITAMBALA	2010.0
----------------------	--------

Total Partiel: 2010.0 \$**DECLARANT: KALALA JOSEPHINE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KALALA JOSEPHINE	2197.0
--------------------	--------

Total Partiel: 2197.0 \$**DECLARANT: KALALA MUKULU****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_183****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KALALA MUKULU	2017.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2017.0 \$**DECLARANT: KAMENI LEONTINE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_285****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMENI LEONTINE	2017.0
-------------------	--------

Total Partiel: 2017.0 \$**DECLARANT: KAMULETE MUNDEKE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_051****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMULETE MUNDEKE	2013.0
--------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: KANIKI BIN KABANGU**KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_144****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KANIKI BIN KABANGU

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: KANZA MARIE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KANZA MARIE

2032.0

Total Partiel: 2032.0 \$**DECLARANT: KASA HAMUKWINDE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_(2)_265****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2010.95

2 NON SIGNALE

2010.95

3 NON SIGNALE

2010.95

4 NON SIGNALE

2010.95

5 NON SIGNALE

2010.95

6 NON SIGNALE

2010.95

7 NON SIGNALE

2010.95

8 NON SIGNALE

2010.95

Total Partiel: 16087.6000000000 \$**DECLARANT: KASHINDE KALONDA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_271****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASHINDE KALONDA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: KASIMU RAMAZANI****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_146****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASIMU RAMAZANI

2013.14

Total Partiel: 2013.14 \$**DECLARANT: KASONGA ELONGA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0017_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASONGA ELONGA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: KAVIRA KAHAMBU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_068****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2013.0

2 NON SIGNALE

2013.0

3 NON SIGNALE

2013.0

4 NON SIGNALE

2013.0

5 NON SIGNALE

2013.0

6 NON SIGNALE

2013.0

7 NON SIGNALE

2013.0

8 NON SIGNALE

2013.0

Total Partiel: 16104.0 \$**DECLARANT: KENGE BOLIMOLA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_036****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KENGE BOLIMOLA

2013.0

2 KENGE BOLIMOLA

2013.0

Total Partiel: 4026.0 \$**DECLARANT: KINGOMBE JEAN****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_070****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KINGOMBE JEAN

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: KITOKO BAELODANDE**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KITOKO BAELODANDE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: KITOTO HENRIETTE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2013.0

2 NON SIGNALE

2013.0

3 NON SIGNALE

2013.0

4 NON SIGNALE

2013.0

5 NON SIGNALE

2013.0

6 NON SIGNALE

2013.0

7 NON SIGNALE

2013.0

8 NON SIGNALE

2013.0

Total Partiel: 16104.0 \$**DECLARANT: KOMBA LOKANGU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_166****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KOMBA LOKANGU

2002.0

Total Partiel: 2002.0 \$**DECLARANT: KOMBA SHANDU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_248****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KOMBA SHANDU

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: KOMBOZI BOFOYA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KOMBOZI BOFOYA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: KUSOMA MAISHA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_112****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2013.0

2 NON SIGNALE

2013.0

3 NON SIGNALE

2013.0

4 NON SIGNALE

2013.0

5 NON SIGNALE

2013.0

6 NON SIGNALE

2013.0

7 NON SIGNALE

2013.0

8 NON SIGNALE

2013.0

9 NON SIGNALE

2013.0

Total Partiel: 18117.0 \$**DECLARANT: LIANGE DIEUDONNE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_268****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2013.0

2 NON SIGNALE

2013.0

3 NON SIGNALE

2013.0

4 NON SIGNALE

2013.0

5 NON SIGNALE

2013.0

6 NON SIGNALE

2013.0

7 NON SIGNALE

2013.0

8 NON SIGNALE

2013.0

Total Partiel: 16104.0 \$**DECLARANT: LIENGOLA LIBANGE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIENGOLA LIBANGE

2013.0

		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	LIFENDI WALO		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_002	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LIFENDI WALO		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	LIFETU KOMBOZI		KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_052	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LIFETU KOMBOZI		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	LIFUNGOLA WOLOMBI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_210	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LIFUNGOLA WOLOMBI		2015.0	
		Total Partiel:	2015.0	\$
DECLARANT:	LIKWANDJANDJA BEYELA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0017_016	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LIKWANDJANDJA BEYELA		2013.14	
		Total Partiel:	2013.14	\$
DECLARANT:	LISAMBOLA LOKOMBOLI		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_142	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LISAMBOLA LOKOMBOLI		2015.0	
		Total Partiel:	2015.0	\$
DECLARANT:	LITALE GEBENDE JEAN		KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_049	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LITALE GEBENDE JEAN		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	LITUKA SIDOLO		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_042	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LITUKA SIDOLO		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	LIYEMBE BEFONGA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_156	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LIYEMBE BEFONGA		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	LIYEYE AFOLOTA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_064	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LIYEYE AFOLOTA		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	LOBELA BELAFALAKA		KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_026	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LOBELA BELAFALAKA		2045.0	
		Total Partiel:	2045.0	\$
DECLARANT:	LOFOLI LOMOYO		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_016	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LUTA LUME		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$

DECLARANT: LOKENDO ANDOSO**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOKENDO ANDOSO

2010.95

Total Partiel: 2010.95 \$**DECLARANT: LOLA MBUTU VICTORINE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_247****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOLA MBUTU VICTORINE

2010.0

2 MAMAN

2010.0

3 NON SIGNALE

2010.0

4 NON SIGNALE

2010.0

5 NON SIGNALE

2010.0

6 NON SIGNALE

2010.0

7 NON SIGNALE

2010.0

8 NON SIGNALE

2010.0

Total Partiel: 16080.0 \$**DECLARANT: LOMAMA LIHITI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_100****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2019.0

2 NON SIGNALE

2019.0

3 NON SIGNALE

2019.0

4 NON SIGNALE

2019.0

5 NON SIGNALE

2019.0

6 NON SIGNALE

2019.0

7 NON SIGNALE

2019.0

8 NON SIGNALE

2019.0

Total Partiel: 16152.0 \$**DECLARANT: LONGONDO ASSANI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LONGONDO ASSANI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: LONIA BALO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_312****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LONIA BALO

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: LOPITALO CHARLOTTE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOPITALO CHARLOTTE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: LOSAMO BOLE****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_034****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOSAMO BOLE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: LOSINGA ANGOTOLUWA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_177****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOSINGA ANGOTOLUWA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: LOTENGA BOLEMBE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOTENGA BOLEMBE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: LUMA LISELEMETE**KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_050****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LUMA LISELEMETE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: LUSAMBA BEA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LUSAMBA BEA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: MABIA FRANCOISE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_026****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2015.0

2 NON SIGNALE

2015.0

3 NON SIGNALE

2015.0

4 NON SIGNALE

2015.0

5 NON SIGNALE

2015.0

6 NON SIGNALE

2015.0

7 NON SIGNALE

2015.0

8 NON SIGNALE

2015.0

Total Partiel: 16120.0 \$**DECLARANT: MAILA BOTSHA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAILA BOTSHA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: MALIAMACHO BIN RAMAZAI****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_128****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MALIAMACHO BIN RAMAZAI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: MALILI LONGOBASEKA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MALILI LONGOBASEKA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: MAMBETE EBUTA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0021_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAMBETE EBUTA

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MAMBUENI LUFUA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_014****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAMBUENI LUFUA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: MANDA MARTIN****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MANDA MARTIN

2065.0

Total Partiel: 2065.0 \$**DECLARANT: MANDOLO LEGABO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_234****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MANDOLO LEGABO

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MANDOMBELE LOKOLO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_008**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MANDOMBELE LOKOLO 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MANGIMITATA GISLAINE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_030**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MANGIMITATA GISLAINE 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MANSO SEKU **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_030**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MANSO SEKU 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MANTINTI NTUMBA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_078**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MANTINTI NTUMBA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MANYALE MADELEINE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_032**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MANYALE MADELEINE 2013.0

2 NON SIGNALE 2013.0

Total Partiel: 4026.0 \$

DECLARANT: MAPATANO GEORGE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_188**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MAPATANO GEORGE 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MARTIN KASANGANI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_012**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MARTIN KASANGANI 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MASUDI MAUNDA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_030**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MASUDI MAUNDA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MBAIMBO HELENE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_072**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MBAIMBO HELENE 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MBIABUNINI KITUMBA **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_170**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MBIABUNINI KITUMBA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MBOMBO TAPEPEYONI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_004**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 2013.0

2 NON SIGNALE 2013.0

3 NON SIGNALE 2013.0

4 NON SIGNALE 2013.0

5 NON SIGNALE 2013.0
6 NON SIGNALE 2013.0

Total Partiel: 12078.0 \$

DECLARANT: **MBUKU INNOCENT** KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_012

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MBUKU INNOCENT 2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$

DECLARANT: **MBULA JAQUELINE** KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_020

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MBULA JAQUELINE 394.0

Total Partiel: 394.0 \$

DECLARANT: **MBULA MAKALAMBA** KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_044

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MBULA MAKALAMBA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: **MBULA MATAILI** KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_289

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MBULA MATAILI 394.0

Total Partiel: 394.0 \$

DECLARANT: **MBULA MERCI** KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_034

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MBULA MERCI 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: **MBULA MICHEL** KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_012

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MBULA MICHEL 2017.0

Total Partiel: 2017.0 \$

DECLARANT: **MBUNGA RAPHAEL** KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_044

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MBUNGA RAPHAEL 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: **MEBWA JACQUES** KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_273

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MEBWA JACQUES 2394.0

Total Partiel: 2394.0 \$

DECLARANT: **MELIGO ACHUBA** KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_306

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MELIGO ACHUBA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: **MIKIKA FRANCOISE** KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_134

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MIKIKA FRANCOISE 394.0

Total Partiel: 394.0 \$

DECLARANT: **MOBALI MALHOBI** KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_334

N° *NOM VICTIME* EVALUATION CHIFFREE

1 MOBALI MALHOBI 2013.0

		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	MOBONDA MAMBYANGA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_024	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOBONDA MAMBYANGA		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	MODAU ULONGO PAULINE		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_281	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MODAU ULONGO PAULINE		2394.0	
		Total Partiel:	2394.0	\$
DECLARANT:	MODUKO DIEUDONNE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_032	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MODUKO DIEUDONNE		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	MOKINDAYA J.C.		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0021_016	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOKINDAYA J.C.		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	MOLONGI JOSEPH		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_018	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOLONGI JOSEPH		263.0	
		Total Partiel:	263.0	\$
DECLARANT:	MONGEMA MEFALESI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_012	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MONGEMA MEFALESI		2328.0	
2	MONGEMA MEFALESI		2013.0	
		Total Partiel:	4341.0	\$
DECLARANT:	MONGITA MANGILI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_060	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MONGITA MANGILI		2006.0	
		Total Partiel:	2006.0	\$
DECLARANT:	MOREIRA ALEXIS		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_222	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOREIRA ALEXIS		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	MOSALA KUSAKUSA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_052	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOSALA KUSAKUSA		263.0	
		Total Partiel:	263.0	\$
DECLARANT:	MOSANGA ANDRE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_010	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOSANGA ANDRE		2024.0	
		Total Partiel:	2024.0	\$
DECLARANT:	MOSENGE THERESE		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_122	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOSENGE THERESE		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$

DECLARANT: MOTOHANGELE MONDELE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_032**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MOTOHANGELE MONDELE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MUBANGA GEORGETTE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_038**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

2019.0

2 NON SIGNALE

2019.0

3 NON SIGNALE

2019.0

4 NON SIGNALE

2019.0

5 NON SIGNALE

2019.0

6 NON SIGNALE

2019.0

7 NON SIGNALE

2019.0

Total Partiel: 14133.0 \$

DECLARANT: MUKANDA MBENKE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_080**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUKANDA MBENKE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MUKEINA BAKUMA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_062**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUKEINA BAKUMA

2006.0

Total Partiel: 2006.0 \$

DECLARANT: MUKENDI MARCEL **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_098**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUKENDI MARCEL

2017.0

Total Partiel: 2017.0 \$

DECLARANT: MULONGOY MPIANA **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_181**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MULONGOY MPIANA NGONGO

2460.0

Total Partiel: 2460.0 \$

DECLARANT: MUNDALA IDA **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_106**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUNDALA IDA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MUNDEKE LUFUNGULA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_018**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUNDEKE LUFUNGULA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MUNGANGA JEAN **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_042**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUNGANGA JEAN

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MUNYIRA LOMBANDJA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_036**

N° NOM VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUNYIRA LOMBANDJA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MUSSA AMURI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_310**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MUSSA AMURI 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MWAMBA BINTI **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_094**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 SELEMANI ELYSABETH 65.0

Total Partiel: 65.0 \$

DECLARANT: MWAMINI MOLISHO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_280**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MWAMINI MOLISHO 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MWANGA KASINDE **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_032**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MWANGA KASINDE 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MWENDE OTULO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_004**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MWENDE OTULO 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: MWENE ALAZA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_212**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MWENE ALAZA 2008.0

Total Partiel: 2008.0 \$

DECLARANT: MWINYI AMILI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_014**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 MWINYI AMILI 2032.0

Total Partiel: 2032.0 \$

DECLARANT: NAMBALA ALPHONSINE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NAMBALA ALPHONSINE 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: NDAMI KAYA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_050**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NDAMI KAYA 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: NDJITA ETANGE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_086**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NDJITA ETANGE 2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: NDJOKU BOLONGA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_276**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NDJOKU BOLONGA 2021.0

Total Partiel: 2021.0 \$

DECLARANT: NGENDO LOHUMA**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_016****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	2019.0
2 NON SIGNALE	2019.0
3 NON SIGNALE	2019.0
4 NON SIGNALE	2019.0
5 NON SIGNALE	2019.0
6 NON SIGNALE	2019.0
7 NON SIGNALE	2019.0
8 NON SIGNALE	2019.0

Total Partiel: 16152.0 \$**DECLARANT: NGEREZA AGIZA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_184****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGEREZA AGIZA	2013.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: NGONGO ETALI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGONGO ETALI	2013.0
----------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: NGONGO MELI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_088****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGONGO MELI	2013.0
---------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: NGOY MULONGO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGOY MULONGO	2394.0
----------------	--------

Total Partiel: 2394.0 \$**DECLARANT: NGOY NGINDU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_104****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGOY NGINDU	2013.0
---------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: NGUTU BERNARD****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_100****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGUTU BERNARD	2015.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: NGWALEBA MBOLI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_128****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGWALEBA MBOLI	2013.0
------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: NIKI AFIMA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_022****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NIKI AFIMA	2013.0
--------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: NKULU WAMANINGA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NKULU WAMANINGA	2013.0
-------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: NOGBABO GELENE**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_064****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NOGBABO GELENE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: NONGO SYLVESTRE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_082****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NONGO SYLVESTRE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: NTAMBWE LUKAMBA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_012****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NTAMBWE LUKAMBA

2017.0

Total Partiel: 2017.0 \$**DECLARANT: NTUMBA BAKABAMBA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_044****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NTUMBA BAKABAMBA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: NZADI LAMA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NZADI LAMA

2394.0

Total Partiel: 2394.0 \$**DECLARANT: ODJOMIRI ADJAI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ODJOMIRI ADJAI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: OKITO OKOKO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_092****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OKITO OKOKO

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: OLIKO KOSE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_160****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OLIKO KOSE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: OLIPALE MOYA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_048****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OLIPALE MOYA

2394.0

Total Partiel: 2394.0 \$**DECLARANT: OMAKANI JACQUES****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_304****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OMAKANI JACQUES

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: OMOKODI WOMBE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_074****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OMOKODI WOMBE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: OSUMAKA MARCELINE**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_066****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OSUMAKA MARCELINE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: OTONO BOTALEGA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OTONO BOTALEGA

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: OZONGINIZI****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_259****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAMAN

2010.0

2 NON SIGNALE

2010.0

3 NON SIGNALE

2010.0

4 NON SIGNALE

2010.0

5 NON SIGNALE

2010.0

6 NON SIGNALE

2010.0

7 NON SIGNALE

2010.0

8 OZONGINIZI

263.0

Total Partiel: 14333.0 \$**DECLARANT: POLEPOLE SINGA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_044****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 POLEPOLE SINGA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: PONEA KASOMBO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_004****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 PONEA KASOMBO

4197.0

Total Partiel: 4197.0 \$**DECLARANT: POSHO LOBOYA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_042****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 POSHO LOBOYA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: RAMAZANI MUKENGE****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_140****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 RAMAZANI MUKENGE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: RAMAZANI ONGONA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 RAMAZANI ONGONA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: RAMAZANI YADJOKO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_002****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 RAMAZANI YADJOKO

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: SAFI KATEPE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_020****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SAFI KATEPE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: SAIDI KOMANDA**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_036****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	2024.0
2 NON SIGNALE	2024.0
3 NON SIGNALE	2024.0
4 NON SIGNALE	2024.0
5 NON SIGNALE	2024.0
6 NON SIGNALE	2024.0
7 NON SIGNALE	2024.0
8 NON SIGNALE	2024.0

Total Partiel: 16192.0 \$**DECLARANT: SALEM KASONGO****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_096****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SALEM KASONGO	2013.14
-----------------	---------

Total Partiel: 2013.14 \$**DECLARANT: SALIBOKO SENDEKESA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_082****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SALIBOKO SENDEKESA	2013.0
----------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: SALUMU ASUBETI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_124****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SALUMU ASUBETI	2004.0
------------------	--------

Total Partiel: 2004.0 \$**DECLARANT: SELEMANI BALE KABAMBA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_028****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SELEMANI BALE KABAMBA	2017.0
-------------------------	--------

Total Partiel: 2017.0 \$**DECLARANT: SELEMANI BOHA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SELEMANI BOHA	2015.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: SELEMANI ELYSABETH****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_084****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SELEMANI ELYSABETH	2013.14
----------------------	---------

Total Partiel: 2013.14 \$**DECLARANT: SELEMANI EVARISTE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_262****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	2017.0
2 NON SIGNALE	2017.0
3 NON SIGNALE	2017.0
4 NON SIGNALE	2017.0
5 NON SIGNALE	2017.0
6 NON SIGNALE	2017.0
7 NON SIGNALE	2017.0
8 NON SIGNALE	2017.0

Total Partiel: 16136.0 \$**DECLARANT: SELENGE LIMBISA****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_038****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SELENGE LIMBISA	2013.0
-------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: SENGALOFO	KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_251
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SENGALOFO	2008.0
Total Partiel: 2008.0 \$	
DECLARANT: SHAOLINDE JEROME	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_022
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SHAOLINDE JEROME	2013.0
Total Partiel: 2013.0 \$	
DECLARANT: SIFA YEMA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_106
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIFA YEMA	2013.0
Total Partiel: 2013.0 \$	
DECLARANT: SIMBE LUKO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_084
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SIMBE LUKO	2013.0
Total Partiel: 2013.0 \$	
DECLARANT: SOLOMO BELEA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_108
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SOLOMO BELEA	2013.0
Total Partiel: 2013.0 \$	
DECLARANT: SUKELE ATONDO	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_084
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SUKELE ATONDO	2013.0
Total Partiel: 2013.0 \$	
DECLARANT: TABOMA BEYELA	KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_241
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TABOMA BEYELA	2017.0
Total Partiel: 2017.0 \$	
DECLARANT: TANGELI ESIMBI	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_204
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TANGELI ESIMBI	2013.0
Total Partiel: 2013.0 \$	
DECLARANT: TANGELI ESONGA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_152
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TANGELI ESONGA	2013.0
Total Partiel: 2013.0 \$	
DECLARANT: TANGULIA LOBANGA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_324
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 TANGULIA LOBANGA	2013.0
Total Partiel: 2013.0 \$	
DECLARANT: TEHEGE CARINE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_002
N° NOM VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	2021.0
2 NON SIGNALE	2021.0
3 NON SIGNALE	2021.0
4 NON SIGNALE	2021.0
5 NON SIGNALE	2021.0

6 NON SIGNALE	2021.0
7 NON SIGNALE	2021.0
8 NON SIGNALE	2021.0

Total Partiel: 16168.0 \$

DECLARANT: TIKA LOMBO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_224**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 TIKA LOMBO	2013.0
--------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: TSHIBANGU THEOPHILE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	2017.0
2 NON SIGNALE	2017.0
3 NON SIGNALE	2017.0
4 NON SIGNALE	2017.0
5 NON SIGNALE	2017.0
6 NON SIGNALE	2017.0
7 NON SIGNALE	2017.0
8 NON SIGNALE	2017.0

Total Partiel: 16136.0 \$

DECLARANT: TSHOMBA OKAMBA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0018_010**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 TSHOMBA OKAMBA	2013.0
------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: TSHUMA MOLOMBO **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_038**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 TSHUMA MOLOMBO	2013.0
------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: USENI ADOLPHONSE **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_116**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 USENI ADOLPHONSE	2013.0
--------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: WAMBAMBA LIKUNDE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_016**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WAMBAMBA LIKUNDE	2013.0
--------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: WANGELO ITOLOME **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_046**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WANGELO ITOLOME	2013.0
-------------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: WAWINA BEYELA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_018**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WAWINA BEYELA	2008.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2008.0 \$

DECLARANT: WEMA FOLOYOWA **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_277**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WEMA FOLOYOWA	2013.0
-----------------	--------

Total Partiel: 2013.0 \$

DECLARANT: WENEMOFINE ETIENNE **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_016**

N° NOM VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WENEMOFINE ETIENNE

2015.0

Total Partiel: 2015.0 \$**DECLARANT: WILO OTULIVE IVONE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_287****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 WILO OTULIVE IVONE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: YANYONGO BOKEELI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_006****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YANYONGO BOKEELI

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: YENGA BAYASEMBA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_056****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YENGA BAYASEMBA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: YENGA LOSOMBI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_180****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

2019.0

2 NON SIGNALE

2019.0

3 NON SIGNALE

2019.0

4 NON SIGNALE

2019.0

5 NON SIGNALE

2019.0

6 NON SIGNALE

2019.0

7 NON SIGNALE

2019.0

8 NON SIGNALE

2019.0

Total Partiel: 16152.0 \$**DECLARANT: YENGA SAIDI****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_161****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YENGA SAIDI

2002.0

Total Partiel: 2002.0 \$**DECLARANT: YENGA VALENTINE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_209****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YENGA VALENTINE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: YENI YALINGO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_070****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YENI YALINGO

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: YOBA EKOPPE EVELINE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_034****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YOBA EKOPPE EVELINE

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: YOMBO DJUNDA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_102****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YOMBO DJUNDA

2013.0

Total Partiel: 2013.0 \$**DECLARANT: YONA LOKOSA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0017_008****N° NOM VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YONA LOKOSA

2013.0

		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	YUMA KELEWA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_100	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	YUMA KELEWA		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	YUMA NASIBU		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_018	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	YUMA NASIBU		2010.0	
		Total Partiel:	2010.0	\$
DECLARANT:	YUMA RAMAZANI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_040	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	YUMA RAMAZANI		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	YUNDJWA JOSEPH		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_002	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	YUNDJWA JOSEPH		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	ZAWIDA WAKILONGO		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_237	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	ZAWIDA WAKILONGO		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
DECLARANT:	ZINDUNA MAKUTANO		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_002	
N° NOM VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	ZINDUNA MAKUTANO		2013.0	
		Total Partiel:	2013.0	\$
550	CAS DE FUITE	TOTAL GENERAL:	1089862.87	\$

EVALUATION LESIONS**VILLE : BENI**

Année: 1998

DECLARANT: MME KAVUO KASWERA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVUO KASWERA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUHINDO KIKOLU

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUHINDO KIKOLU	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

Année: 1999

DECLARANT: MR KAMBALE MILONDO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE MILONDO	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MR MATHE KASAKI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATHE KASAKI	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MR PALUKU MILONDO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PALUKU MILONDO	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: KATUSI KOLUWA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATUSI KOLUWA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME BANGOBANGO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BANGOBANGO NYAMBALAY	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MME CECILE MBAMBU

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CECILE MBAMBU	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME JACLINE NDAWE

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 JACLINE NDAWE	500.0

Total Partiel: 500.0 \$

DECLARANT: MME KAHAMBU KABILO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAHAMBU KABILO	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MME KAMBALE KINYATA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE KINYATA	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MME KAVIRA BARUTI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVIRA BARUTI	300.0

Total Partiel: 300.0 \$

DECLARANT: MME KAVIRA BASOLI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVIRA BASOLI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME KAVIRA KALYAMBO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVIRA KALYAMBO	300.0

Total Partiel: 300.0 \$

DECLARANT: MME KAVIRA MESO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVIRA MESO	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MME KAVUGHO KISURA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVUGHO KISURA	300.0

Total Partiel: 300.0 \$

DECLARANT: MME KAVUGHO SAASITA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVUGHO SAASITA	300.0

Total Partiel: 300.0 \$

DECLARANT: MME KAZIA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAZIA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME MASIKA KIKUTSA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASIKA KIKUTSA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME MASIKA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASIKA TSEVULAMBIRE	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME MASIKA VIRA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASIKA VIRA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME MUHINDO MUSAYI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUHINDO MUSAYI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME VIRA MAKOTI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 VIRA MAKOTI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAKULE KYAMUNDU

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKULE KYAMUNDU	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR ALEXANDRE NSANZI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ALEXANDRE NSANZI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAHINDO MUSERENGWA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAHINDO MUSERENGWA	12500.0

Total Partiel: 12500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE KAHANDI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE KAHANDI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE MALONGA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE MALONGA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE MAPENDO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE MAPENDO	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE MUSHENDANIA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE SOMBOLANI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE SOMBOLANI	300.0

Total Partiel: 300.0 \$

DECLARANT: MR KAMBUKA THEMBO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBUKA THEMBO	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KARONDE MBUSA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KARONDE MBUSA	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MR KASEREKA FLORIBERT

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KASEREKA FLORIBERT	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KASEREKA MBUTHO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KASEREKA MBUTHO	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KASULE KISOKULO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KASULE KISOKULO	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KATEMBO KANGINZI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATEMBO KANGINZI	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MR KULE MBOMA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KULE MBOMA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MASEREKA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MASEREKA NSAHANGONDI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MATHE KAWAYA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATHE KAWAYA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MATHE MAKASI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATHE MAKASI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MBUSA KATSAMU

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBUSA KATSAMU	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MR MBUSA MUVUNSA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBUSA MUVUNSA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUHINDO MULYATWA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUHINDO MULYATWA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUHINDO THANO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUHINDO THANO	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUHINDU JEAN PIERRE

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUHINDU JEAN PIERRE	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUHONGYA KIPAYA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUHONGYA KIPAYA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUMBERE MAKANGI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUMBERE MAKANGI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUSABAO LUBANSALA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUSABAO LUBANSALA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUSHEMI MWANULWA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUSHEMI MWANULWA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUSUBAO MUSHESERA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUSUBAO MUSHESERA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUSUBAO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUSUBAO SYAHEMBULWA	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MR PALUKU MUTSOPI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PALUKU MUTSOPI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR PALUKU SYAYIRWA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PALUKU SYAYIRWA	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MR PELE KAYIVIKA**N° VICTIME**

1 PELE KAYIVIKA

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

Année: 2001

DECLARANT: MASUMBUKO ALETSOBHI**N° VICTIME**

1 CADETTE

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME KABUGHO****N° VICTIME**

1 KABUGHO KAVUTHIRWAKI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME KAVIRA KISOKUKO****N° VICTIME**

1 KAVIRA KISOKUKO

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME KAVIRA MBASUVIAKI****N° VICTIME**

1 KAVIRA MBASUVIAKI

EVALUATION CHIFFREE

300.0

Total Partiel: 300.0 \$**DECLARANT: MME KAVIRA MBUTHO****N° VICTIME**

1 KAVIRA MBUTHO

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME KAVIRA VATSURANA****N° VICTIME**

1 KAVIRA VATSURANA

EVALUATION CHIFFREE

300.0

Total Partiel: 300.0 \$**DECLARANT: MME KAVUSHO KAMALA****N° VICTIME**

1 KAVUSHO KAMALA

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME KYEUSI MAHALAKI****N° VICTIME**

1 KYEUSI MAHALAKI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME NZAIAVAKE KIHOMO****N° VICTIME**

1 NZAIAVAKE KIHOMO

EVALUATION CHIFFREE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$**DECLARANT: MME NZIAVAKE KAHINDO****N° VICTIME**

1 NZIAVAKE KAHINDO

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME NZIAVAKE THAWITHE**N° VICTIME**

1 NZIAVAKE THAWITHE

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR MBUSA LUKALANGO****N° VICTIME**

1 MBUSA LUKALANGO

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR KALE KAMALA****N° VICTIME**

1 KALE KAMALA

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR KAMBALE ETIENNE****N° VICTIME**

1 KAMBALE ETIENNE

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR KAMBALE KALENDO****N° VICTIME**

1 KAMBALE KALENDO

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR KAMBALE MWANA****N° VICTIME**

1 KAMBALE MWANA

EVALUATION CHIFFREE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MR KATSELEWA****N° VICTIME**

1 KATSELEWA VWUSANGYA

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR KULE VYONSA****N° VICTIME**

1 KULE VYONSA

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR MUHINDO VAKERETHI****N° VICTIME**

1 MUHINDO VAKERETHI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR MUHINDO VANYOMIRE****N° VICTIME**

1 MUHINDO VANYOMIRE

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR MUSUBAO PADO****N° VICTIME**

1 MUSUBAO PADO

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR PALUKU AMBENE

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PALUKU AMBENE	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR PALUKU KAMESO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PALUKU KAMESO	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR PALUKU MUHONGYA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PALUKU MUHONGYA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR THEMBO KITSA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 THEMBO KITSA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

Année: 2002

DECLARANT: BAMUHIGA MOVE ROGER

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BAMUHIGA MOVE ROGER	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MACHOZI OZUNGAY

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NEEMA MUNOSI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MAGA KAMARA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAGA KAMARA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MBODJIMA TASIMA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBODJIMA TASIMA CHRISTOPHE	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME AMAKPELU MATEO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AMAKPELU MATEO	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MME EVAKETI BIRWATI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 EVAKETI BIRWATI	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MME LEMBERAC

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LEMBERAC	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME MBAMBU MBAHWEKA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MBAMBU MBAHWEKA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR LOBANGA KANGIKOLO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LOBANGA KANGIKOLO	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MR MUHINDO VINYWASIKI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUHINDO VINYWASIKI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR MUHINDO VWIKALO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUHINDO VWIKALO	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR NZONGOMEKA ERIC

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NZONGOMEKA ERIC	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MR UZUNGA BAMUTABA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 UZUNGA BAMUTABA	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: SUMBU DJABHA CELESTIN

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SUMBU DJABHA CELESTIN	350.0

Total Partiel: 350.0 \$

Année: 2003

DECLARANT: MME SALARA MUBULI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SALARA MUBULI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME ADONDI NKATIKIMO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ADONDI NKATIKIMO	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME AMARISEDJO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 AMARISEDJO MEKUONZI	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MME ATIMNEDI UBEMU

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ATIMNEDI UBEMU	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MME KAHAMBU SAFARI**N° VICTIME**

1 KAHAMBU SAFARI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME KAVIRA KALIVANDA****N° VICTIME**

1 KAVIRA KALIVANDA

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME KAVIRA SOLANGE****N° VICTIME**

1 KAVIRA SOLANGE

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME KENGETE SARALUCIE****N° VICTIME**

1 KENGETE SARALUCIE

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME KIESSE TANINA****N° VICTIME**

1 KIESSE TANINA

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME KUKWABO KISEZO****N° VICTIME**

1 KUKWABO KISEZO

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME MANGOLO YABHOLO****N° VICTIME**

1 MANGOLO YABHOLO

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME MBAMBU MULIKI****N° VICTIME**

1 MBAMBU MULIKI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME TSWIKISE TAZEKI****N° VICTIME**

1 TSWIKISE TAZEKI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MME ZABA KIWI****N° VICTIME**

1 ZABA KIWI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR MULANYANI****N° VICTIME**

1 MULANYANI SAMANYANI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KALONDE KIRONGOZI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KALONDE KIRONGOZI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE BOLUNA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE BOLUNA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE KAMYAVYALA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE KAMYAVYALA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE MAYORA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE MAYORA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE MBALIVULA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE MBALIVULA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE MBILIKA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE MBILIKA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE VAVULYA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE VAVULYA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAMBALE VUSASHIRYO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAMBALE VUSASHIRYO	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KAPAMBA VALIHALI

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAPAMBA VALIHALI	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KONDUABO YENYABO

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KONDUABO YENYABO	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR KULE BARNABA

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KULE BARNABA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR LAZO RUWALI**N° VICTIME**

1 LAZO RUWALI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR LISISHA BOLOKALEKA****N° VICTIME**

1 LISISHA BOLOKALEKA

EVALUATION CHIFFREE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MR MANYIMA MPALA****N° VICTIME**

1 MANYIMA MPALA

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR MAOTEA BOLOBO****N° VICTIME**

1 MAOTEA BOLOBO

EVALUATION CHIFFREE

300.0

Total Partiel: 300.0 \$**DECLARANT: MR MUHINDO KALUME****N° VICTIME**

1 MUHINDO KALUME

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR NDUNGO BOSCO****N° VICTIME**

1 NDUNGO BOSCO

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR NZANZALA NZOYEGELE****N° VICTIME**

1 NZANZALA NZOYEGELE

EVALUATION CHIFFREE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MR PALUKU ALIMASI****N° VICTIME**

1 PALUKU ALIMASI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR PALUKU WASAKUNDI****N° VICTIME**

1 PALUKU WASAKUNDI

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR SIFIWA KATHUKO****N° VICTIME**

1 SIFIWA KATHUKO

EVALUATION CHIFFREE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MR TSONGANABO YENYABO****N° VICTIME**

1 TSONGANABO YENYABO

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MR UKELE GEORGES**N° VICTIME**

1 UKELE GEORGES

EVALUATION CHIFFREE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MR UNEGA GOLI****N° VICTIME**

1 UNEGA GOLI

EVALUATION CHIFFREE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

133 CAS DE LESIONS TOTAL GENERAL: 1359700.0 \$

EVALUATION LESIONS**VILLE : BUTEMBO**

Année: 1998

DECLARANT: KATSONGO FATILIWA**BUTEMBO_CCF04032016_0007_007****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATSONGO FATILIWA ADENISE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MUHINDO SYWITE MATHIEU****BUTEMBO_CCF04032016_0007_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

300.0

Total Partiel: 300.0 \$

Année: 1999

DECLARANT: KABUGHO MWASI ESTA**BUTEMBO_CCF04032016_0006_003****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KABUGHO MWASI ESTA

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$**DECLARANT: KAHAMBU FAZILA****BUTEMBO_CCF04032016_0006_019****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAHAMBU FAZILA KAKUNDIKA

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$**DECLARANT: KAHAMBU SIKULIWAKO****BUTEMBO_CCF04032016_0003_019****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVUGHO

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$**DECLARANT: LUKUMBUKA NYAMWEMBO****BUTEMBO_CCF04032016_0020_015****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LUKUMBUKA NYAMWEMBO

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MUHINDO MUSUBAO****BUTEMBO_CCF04032016_0022_011****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUHINDO MUSUBAO EMMANUEL

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MUHINDO NDARURA ISAIE I****BUTEMBO_CCF04032016_0014_007****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUHINDO NDARURA ISAIE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MUHINDO NDARURA ISAIE II****BUTEMBO_CCF04032016_0014_007****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MUHINDO NDARURA ISAIE II

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: SIME NGELEZA SABILI****BUTEMBO_CCF04032016_0014_020****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MANGUZA BOSIME NGELEZA SABILI

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: AMBUMA KABWANA**BUTEMBO_CCF04032016_0022_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AMBUMA KABWANA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: BAHATI MULONGO****BUTEMBO_CCF04032016_0006_011****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

12500.0

2 NON SIGNALE

12500.0

Total Partiel: 25000.0 \$**DECLARANT: BALO MUSESOU YUAKALI****BUTEMBO_CCF04032016_0020_001****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BALO MUSESOU YUAKALI

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: DIAKISA TUMAI SI****BUTEMBO_CCF04032016_0019_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DIAKISA TUMAI SI KAMULANGE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: FATAKI EBUKA FALY****BUTEMBO_CCF04032016_0019_011****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 FATAKI EBUKA FALY

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: JOSE AZALAKA****BUTEMBO_CCF04032016_0013_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 JOSE AZALAKA

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$**DECLARANT: KAHINDO NGANGONDI****BUTEMBO_CCF04032016_0018_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAHINDO NGANGONDI

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: KAKULE MAYANI PEMBENI****BUTEMBO_CCF04032016_0019_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAKULE MAYANI PEMBENI

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: KAMATHE LUSENGE****BUTEMBO_CCF04032016_0019_015****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMATHE LUSENGE SALVINE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: KAMBALE KAKO GUILLOME****BUTEMBO_CCF04032016_0018_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMBALE KAKO GUILLOME

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: KAMBALE KARANI****BUTEMBO_CCF04032016_0020_005****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMBALE KARANI EMMANUEL

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KAMBALE SAFARI BERNARD BUTEMBO_CCF04032016_0016_011

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE SAFARI BERNARD

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KAMBALE SIVAHESWA BUTEMBO_CCF04032016_0018_002

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE SIVAHESWA OBEDE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KAMBIBULE CHABANI BUTEMBO_CCF04032016_0018_021

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBIBULE CHABANI BAUDOIN

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KANYERE KAVIRA FLORIDE BUTEMBO_CCF04032016_0004_002

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KANYERE KAVIRA FLORIDE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: KASWERA ALBETINA BUTEMBO_CCF04032016_0018_019

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KASWERA ALBETINA RUPANDE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: KATIZO MATISO BUMBI BUTEMBO_CCF04032016_0016_003

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KATIZO MATISO BUMBI

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KATUNGU NZIAVAKE BUTEMBO_CCF04032016_0011_020

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KATUNGU NZIAVAKE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KAVIRA YALALA BUTEMBO_CCF04032016_0011_016

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAVIRA YALALA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MAKELELE MAIKE SWEDY BUTEMBO_CCF04032016_0009_024

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAKELELE MAIKE SWEDY

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MAKOTI ROCKY AZANGPETE BUTEMBO_CCF04032016_0022_002

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAKOTI ROCKY AZANGPETE BONNA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MANGUZA BOGA GERANT BUTEMBO_CCF04032016_0014_018

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MANGUZA BOGA GERANT

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MBEMBETE BIN HAMADI **BUTEMBO_CCF04032016_0018_022**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBEMBETE BIN HAMADI GUILLAUME

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MUHINDO NZALAMINGI **BUTEMBO_CCF04032016_0016_009**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUHINDO NZALAMINGI MUBARAK

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MUHINDO SYAKAKIVWA **BUTEMBO_CCF04032016_0015_005**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUHINDO SYAKAKIVWA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MUKENDI NKONGO **BUTEMBO_CCF04032016_0010_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUKENDI NKONGO GODEFROID

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MUMBERE KAMBIBUKE **BUTEMBO_CCF04032016_0019_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUMBERE KAMBIBUKE PAPY

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MUTHAKA FATAKI SAIC **BUTEMBO_CCF04032016_0018_018**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUTHAKA FATAKI SAIC

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: NABOTI PALUKU AMINI **BUTEMBO_CCF04032016_0007_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NABOTI PALUKU AMINI

300.0

Total Partiel: 300.0 \$

DECLARANT: NEPO KIMOYO **BUTEMBO_CCF04032016_0022_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NEPO KIMOYO

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: OMALY MOMBE OKITO **BUTEMBO_CCF04032016_0022_013**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 OMALY MOMBE OKITO

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: PALUKU KACHELEWA **BUTEMBO_CCF04032016_0019_008**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU KACHELEWA BIENVE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: PALUKU KAHAVO GEORGE **BUTEMBO_CCF04032016_0009_010**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU KAHAVO GEORGE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: PALUKU KALUME MAYANI **BUTEMBO_CCF04032016_0019_012**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU KALUME MAYANI

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: PALUKU LUSENGE KOLO **BUTEMBO_CCF04032016_0016_005**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU LUSENGE KOLO

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: PALUKU MBOWA FLORA **BUTEMBO_CCF04032016_0002_002**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU MBOWA FLORA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: PALUKU MUKUMBA **BUTEMBO_CCF04032016_0020_003**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU MUKUMBA FERDINAND

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: PALUKU TUMBE **BUTEMBO_CCF04032016_0021_001**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PALUKU TUMBE KATENDELE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: TSONGO KAVISI **BUTEMBO_CCF04032016_0006_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAHINDO MWENGESHALI

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: USENI AHADI MAPIE **BUTEMBO_CCF04032016_0022_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 USENI AHADI MAPIE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

Année: 2001

DECLARANT: KABUGHO STAMANI **BUTEMBO_CCF04032016_0007_030**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KABUGHO STAMANI JEANINE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: KAHAMBU SOKI SOLANGE **BUTEMBO_CCF04032016_0005_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAHAMBU SOKI SOLANGE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: KAKULE VISIRI ROGER **BUTEMBO_CCF04032016_0009_008**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAKULE VISIRI ROGER

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KAMBALE BAMUTEYA **BUTEMBO_CCF04032016_0015_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE BAMUTEYA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KAMBALE TSONGO **BUTEMBO_CCF04032016_0015_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAMBALE TSONGO

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KANYERE FABIOLA **BUTEMBO_CCF04032016_0007_032**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: KANYERE KALEMIRE **BUTEMBO_CCF04032016_0005_008**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KANYERE KALEMIRE DESANGE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: KATUNGU KALIBANDA **BUTEMBO_CCF04032016_0005_007**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KATUNGU KALIBANDA FLORIDA

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: KAVIRA KATAHWA MAMI I **BUTEMBO_CCF04032016_0021_007**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAVIRA KATAHWA MAMIE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KAVIRA KATAHWA MAMIE **BUTEMBO_CCF04032016_0021_007**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 KAVIRA KATAHWA MAMIE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MASIKA KISUBA MARIE **BUTEMBO_CCF04032016_0003_020**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MASIKA KISUBA MARIE LOUISE

12500.0

Total Partiel: 12500.0 \$

DECLARANT: MASIKA ORTANCE **BUTEMBO_CCF04032016_0009_018**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MASIKA ORTANCE JULIENNE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MBEMBETE BON HAMADI **BUTEMBO_CCF04032016_0009_020**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MBEMBETE BON HAMADI GUILLAUME

250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: MUHINDO KARUBINE **BUTEMBO_CCF04032016_0017_002**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUHINDO KARUBINE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MUHINDO MAYASA **BUTEMBO_CCF04032016_0008_016**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MUHINDO MAYASA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: NDONDO NJEMA NONO	BUTEMBO_CCF04032016_0021_003
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NDONDO NJEMA NONO	17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

Année: 2002

DECLARANT: KASWERA MULAJI	BUTEMBO_CCF04032016_019
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KASWERA MULAJI THÉODESIE	150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: KATUNGU LEONADA	BUTEMBO_CCF04032016_0008_024
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KATUNGU LEONADA	17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: KAVIRA BAGHENI	BUTEMBO_CCF04032016_0005_002
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVIRA BAGHENI BYAMUNGU	17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: MASIKA KAHINDO MASIKA	BUTEMBO_CCF04032016_0010_010
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	12500.0
2 NON SIGNALE	12500.0

Total Partiel: 25000.0 \$

DECLARANT: PALUKU MBOWA FLORA	BUTEMBO_CCF04032016_0002_002
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 PALUKU MBOWA FLORA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

Année: 2003

DECLARANT: KAVIRA VALERIA	BUTEMBO_CCF04032016_0010_020
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAVIRA VALERIA	17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

74 CAS DE LESIONS	TOTAL GENERAL:	840900.0	\$
--------------------------	-----------------------	-----------------	-----------

EVALUATION LESIONS**VILLE : GEMENA**

Année: 1998

DECLARANT: OLOMI GBABESE BEBE**GEMENA_CCF05032016_0001_028****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OLOMI GBABESE BÉBÉ

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: ZUGON KEKPU FLORENCE****GEMENA_CCF05032016_0001_030****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ZUGON KEKPU FLORENCE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

Année: 1999

DECLARANT: KASSA MBOKOLI GERARD**GEMENA_CCF05032016_0001_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KASSA MBOKOLI GERARD

300.0

Total Partiel: 300.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: NUBEA NABAKULA ALFRED**GEMENA_CCF05032016_0001_034****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 CHANTAL

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

Année: 2002

DECLARANT: BARONGO MUGENYI ZADOKI**GEMENA_CCF05032016_0001_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: DHEJO NGONA JEROME****GEMENA_CCF05032016_0001_001****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DHEJO NGONA JEROME

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**6 CAS DE LESIONS TOTAL GENERAL: 67800.0 \$**

EVALUATION LESIONS**VILLE : ITURI**

Année: 1999

DECLARANT: AGENONGA UBELINO**ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_126****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: GIBE GUY BERNARD****ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_110****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: JEANETTE NDROY****ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_060****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 JEANNETTE NDROY

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

Année: 2000

DECLARANT: KAKULE KATUMO**ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAWAYA SIMAPHROSE

150.0

2 KILINA

150.0

3 VANZWA VAKOKA

150.0

Total Partiel: 450.0 \$**DECLARANT: KATABUKA NYATSIMBA****ITURI_SUITE_CCF05032016 (2)_003****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATABUKA NYATSIMBA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

Année: 2001

DECLARANT: ANGAIKA**ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_007****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

17500.0

2 NON SIGNALE

17500.0

3 NON SIGNALE

17500.0

4 NON SIGNALE

17500.0

5 NON SIGNALE

17500.0

6 NON SIGNALE

17500.0

7 NON SIGNALE

17500.0

8 NON SIGNALE

17500.0

9 NON SIGNALE

17500.0

10 NON SIGNALE

17500.0

11 NON SIGNALE

17500.0

12 NON SIGNALE

17500.0

13 NON SIGNALE

17500.0

14 NON SIGNALE

17500.0

15 NON SIGNALE

17500.0

16 NON SIGNALE

17500.0

17 NON SIGNALE

17500.0

18 NON SIGNALE

17500.0

19 NON SIGNALE

17500.0

20 NON SIGNALE

17500.0

21 NON SIGNALE

17500.0

22 NON SIGNALE

17500.0

23 NON SIGNALE

17500.0

24 NON SIGNALE

17500.0

25	NON SIGNALE	17500.0
26	NON SIGNALE	17500.0
27	NON SIGNALE	17500.0
28	NON SIGNALE	17500.0
29	NON SIGNALE	17500.0
30	NON SIGNALE	17500.0
31	NON SIGNALE	17500.0
32	NON SIGNALE	17500.0
33	NON SIGNALE	17500.0
34	NON SIGNALE	17500.0
35	NON SIGNALE	17500.0
36	NON SIGNALE	17500.0
37	NON SIGNALE	17500.0
38	NON SIGNALE	17500.0
39	NON SIGNALE	17500.0
40	NON SIGNALE	17500.0
41	NON SIGNALE	17500.0
42	NON SIGNALE	17500.0
43	NON SIGNALE	17500.0
44	NON SIGNALE	17500.0
45	NON SIGNALE	17500.0
46	NON SIGNALE	17500.0
47	NON SIGNALE	17500.0
48	NON SIGNALE	17500.0
49	NON SIGNALE	17500.0
50	NON SIGNALE	17500.0
51	NON SIGNALE	17500.0
52	NON SIGNALE	17500.0
53	NON SIGNALE	17500.0
54	NON SIGNALE	17500.0
55	NON SIGNALE	17500.0
56	NON SIGNALE	17500.0
57	NON SIGNALE	17500.0
58	NON SIGNALE	17500.0
59	NON SIGNALE	17500.0
60	NON SIGNALE	17500.0
61	NON SIGNALE	17500.0
62	NON SIGNALE	17500.0
63	NON SIGNALE	17500.0
64	NON SIGNALE	17500.0
65	NON SIGNALE	17500.0
66	NON SIGNALE	17500.0
67	NON SIGNALE	17500.0
68	NON SIGNALE	17500.0
69	NON SIGNALE	17500.0
70	NON SIGNALE	17500.0
71	NON SIGNALE	17500.0
72	NON SIGNALE	17500.0
73	NON SIGNALE	17500.0
74	NON SIGNALE	17500.0
75	NON SIGNALE	17500.0
76	NON SIGNALE	17500.0
77	NON SIGNALE	17500.0
78	NON SIGNALE	17500.0
79	NON SIGNALE	17500.0
80	NON SIGNALE	17500.0
81	NON SIGNALE	17500.0
82	NON SIGNALE	17500.0
83	NON SIGNALE	17500.0
84	NON SIGNALE	17500.0
85	NON SIGNALE	17500.0
86	NON SIGNALE	17500.0
87	NON SIGNALE	17500.0
88	NON SIGNALE	17500.0
89	NON SIGNALE	17500.0
90	NON SIGNALE	17500.0
91	NON SIGNALE	17500.0
92	NON SIGNALE	17500.0
93	NON SIGNALE	17500.0
94	NON SIGNALE	17500.0

95	NON SIGNALE	17500.0
96	NON SIGNALE	17500.0
97	NON SIGNALE	17500.0
98	NON SIGNALE	17500.0
99	NON SIGNALE	17500.0
100	NON SIGNALE	17500.0
101	NON SIGNALE	17500.0
102	NON SIGNALE	17500.0
103	NON SIGNALE	17500.0
104	NON SIGNALE	17500.0
105	NON SIGNALE	17500.0
106	NON SIGNALE	17500.0
107	NON SIGNALE	17500.0
108	NON SIGNALE	17500.0
109	NON SIGNALE	17500.0
110	NON SIGNALE	17500.0
111	NON SIGNALE	17500.0
112	NON SIGNALE	17500.0
113	NON SIGNALE	17500.0
114	NON SIGNALE	17500.0
115	NON SIGNALE	17500.0
116	NON SIGNALE	17500.0
117	NON SIGNALE	17500.0
118	NON SIGNALE	17500.0
119	NON SIGNALE	17500.0
120	NON SIGNALE	17500.0
121	NON SIGNALE	17500.0
122	NON SIGNALE	17500.0
123	NON SIGNALE	17500.0
124	NON SIGNALE	17500.0
125	NON SIGNALE	17500.0
126	NON SIGNALE	17500.0
127	NON SIGNALE	17500.0
128	NON SIGNALE	17500.0
129	NON SIGNALE	17500.0
130	NON SIGNALE	17500.0
131	NON SIGNALE	17500.0
132	NON SIGNALE	17500.0
133	NON SIGNALE	17500.0
134	NON SIGNALE	17500.0
135	NON SIGNALE	17500.0
136	NON SIGNALE	17500.0
137	NON SIGNALE	17500.0
138	NON SIGNALE	17500.0
139	NON SIGNALE	17500.0
140	NON SIGNALE	17500.0
141	NON SIGNALE	17500.0
142	NON SIGNALE	17500.0
143	NON SIGNALE	17500.0
144	NON SIGNALE	17500.0
145	NON SIGNALE	17500.0
146	NON SIGNALE	17500.0
147	NON SIGNALE	17500.0
148	NON SIGNALE	17500.0
149	NON SIGNALE	17500.0
150	NON SIGNALE	17500.0
151	NON SIGNALE	17500.0
152	NON SIGNALE	17500.0
153	NON SIGNALE	17500.0
154	NON SIGNALE	17500.0
155	NON SIGNALE	17500.0
156	NON SIGNALE	17500.0
157	NON SIGNALE	17500.0
158	NON SIGNALE	17500.0
159	NON SIGNALE	17500.0
160	NON SIGNALE	17500.0
161	NON SIGNALE	17500.0
162	NON SIGNALE	17500.0
163	NON SIGNALE	17500.0
164	NON SIGNALE	17500.0

165	NON SIGNALE	17500.0
166	NON SIGNALE	17500.0
167	NON SIGNALE	17500.0
168	NON SIGNALE	17500.0
169	NON SIGNALE	17500.0
170	NON SIGNALE	17500.0
171	NON SIGNALE	17500.0
172	NON SIGNALE	17500.0
173	NON SIGNALE	17500.0
174	NON SIGNALE	17500.0
175	NON SIGNALE	17500.0
176	NON SIGNALE	17500.0
177	NON SIGNALE	17500.0
178	NON SIGNALE	17500.0
179	NON SIGNALE	17500.0
180	NON SIGNALE	17500.0
181	NON SIGNALE	17500.0
182	NON SIGNALE	17500.0
183	NON SIGNALE	17500.0
184	NON SIGNALE	17500.0
185	NON SIGNALE	17500.0
186	NON SIGNALE	17500.0

Total Partiel: 3255000.0 \$

DECLARANT: ANGAIKA MBADO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0056_014

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE	12500.0
2	NON SIGNALE	12500.0
3	NON SIGNALE	12500.0
4	NON SIGNALE	12500.0
5	NON SIGNALE	12500.0
6	NON SIGNALE	12500.0
7	NON SIGNALE	12500.0
8	NON SIGNALE	12500.0
9	NON SIGNALE	12500.0
10	NON SIGNALE	12500.0
11	NON SIGNALE	12500.0
12	NON SIGNALE	12500.0
13	NON SIGNALE	12500.0
14	NON SIGNALE	12500.0
15	NON SIGNALE	12500.0
16	NON SIGNALE	12500.0
17	NON SIGNALE	12500.0
18	NON SIGNALE	12500.0
19	NON SIGNALE	12500.0
20	NON SIGNALE	12500.0
21	NON SIGNALE	12500.0
22	NON SIGNALE	12500.0
23	NON SIGNALE	12500.0
24	NON SIGNALE	12500.0
25	NON SIGNALE	12500.0
26	NON SIGNALE	12500.0
27	NON SIGNALE	12500.0
28	NON SIGNALE	12500.0
29	NON SIGNALE	12500.0
30	NON SIGNALE	12500.0
31	NON SIGNALE	12500.0
32	NON SIGNALE	12500.0
33	NON SIGNALE	12500.0
34	NON SIGNALE	12500.0
35	NON SIGNALE	12500.0
36	NON SIGNALE	12500.0
37	NON SIGNALE	12500.0
38	NON SIGNALE	12500.0
39	NON SIGNALE	12500.0
40	NON SIGNALE	12500.0
41	NON SIGNALE	12500.0
42	NON SIGNALE	12500.0
43	NON SIGNALE	12500.0

44	NON SIGNALE	12500.0
45	NON SIGNALE	12500.0
46	NON SIGNALE	12500.0
47	NON SIGNALE	12500.0
48	NON SIGNALE	12500.0
49	NON SIGNALE	12500.0
50	NON SIGNALE	12500.0
51	NON SIGNALE	12500.0
52	NON SIGNALE	12500.0
53	NON SIGNALE	12500.0
54	NON SIGNALE	12500.0
55	NON SIGNALE	12500.0
56	NON SIGNALE	12500.0
57	NON SIGNALE	12500.0
58	NON SIGNALE	12500.0
59	NON SIGNALE	12500.0
60	NON SIGNALE	12500.0
61	NON SIGNALE	12500.0
62	NON SIGNALE	12500.0
63	NON SIGNALE	12500.0
64	NON SIGNALE	12500.0
65	NON SIGNALE	12500.0
66	NON SIGNALE	12500.0
67	NON SIGNALE	12500.0
68	NON SIGNALE	12500.0
69	NON SIGNALE	12500.0
70	NON SIGNALE	12500.0
71	NON SIGNALE	12500.0
72	NON SIGNALE	12500.0
73	NON SIGNALE	12500.0
74	NON SIGNALE	12500.0
75	NON SIGNALE	12500.0
76	NON SIGNALE	12500.0
77	NON SIGNALE	12500.0
78	NON SIGNALE	12500.0
79	NON SIGNALE	12500.0
80	NON SIGNALE	12500.0
81	NON SIGNALE	12500.0
82	NON SIGNALE	12500.0
83	NON SIGNALE	12500.0
84	NON SIGNALE	12500.0
85	NON SIGNALE	12500.0
86	NON SIGNALE	12500.0
87	NON SIGNALE	12500.0
88	NON SIGNALE	12500.0
89	NON SIGNALE	12500.0
90	NON SIGNALE	12500.0
91	NON SIGNALE	12500.0
92	NON SIGNALE	12500.0
93	NON SIGNALE	12500.0
94	NON SIGNALE	12500.0
95	NON SIGNALE	12500.0
96	NON SIGNALE	12500.0
97	NON SIGNALE	12500.0
98	NON SIGNALE	12500.0
99	NON SIGNALE	12500.0
100	NON SIGNALE	12500.0
101	NON SIGNALE	12500.0
102	NON SIGNALE	12500.0
103	NON SIGNALE	12500.0
104	NON SIGNALE	12500.0
105	NON SIGNALE	12500.0
106	NON SIGNALE	12500.0
107	NON SIGNALE	12500.0
108	NON SIGNALE	12500.0
109	NON SIGNALE	12500.0

Total Partiel: 1362500.0 \$

DECLARANT: AVENYUMA SOSI RICHARD **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_012**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 AVENYUMA SOSI RICHARD

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: AVODO KAIJANGU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_023 - COPIE

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BOVIER

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: BIRIMHO GEREMIE OPE

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_002

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BIRIMHO GEREMIE OPE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: BYAKAGABA BAGANDA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_002

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 BYAKAGABA BAGANDA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KOMUNYANZA EVA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_011

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: LOVE ANNE KPANE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_098

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 LOVE ANNE KPANE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MAMUNGU ASERO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_144

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MAMUNGU ASERO ESPERANCE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: MATESO NGUBU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_029

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 MATESO NGUBU

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MUMBERE KAWAVINGI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_008

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: OYOKUDHU ALIKPA FRANK

GEMENA_CCF05032016_0001_006

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 OYOKUDHU ALIKPA FRANK

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: SIGO BIRINZI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_025

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 SIGO BIRINZI

300.0

Total Partiel: 300.0 \$

DECLARANT: VAY NGAVE CARINE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_191**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 VAY NGAVE CARINE 12500.0

Total Partiel: 12500.0 \$

Année: 2002

DECLARANT: ABDOUL HASSARI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_008**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ABDOUL HASSARI 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ABHOY NYAKEZA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_008**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ABHOY NYAKEZA 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: ADIRODU RUKOSO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_174 - COPIE**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ADIRODU RUKOSO 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ALEZO NGOMADHO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_011 - COPIE**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ALEZO NGOMADHO CONSTATIN 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ANDROZO KINDOMBE **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_148 - COPIE**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 TABO KATENDE 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ANGAIKA MBABHUNA **ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_016**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ANGAIKA MBAHUNA 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ATHIM NEDHU BOROCAN **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_144 - COPIE**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ATHIM NEDHU BOROCAN 12500.0

Total Partiel: 12500.0 \$

DECLARANT: BAHATI NYAMA MECHAR **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_008**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KOMASI MUDZUNA 150.0
 2 MUYOMBI NYAMA 150.0

Total Partiel: 300.0 \$

DECLARANT: BALUKU MUTUBELE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_042**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 BALUKU MUTUBELE 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: BANGA KILODJALON **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_086 - COPIE**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 BANGA KILODJALON 13500.0

		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BARONGO MUGENYI ZADOKI	GEMENA_CCF05032016_0001_002		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 NON SIGNALE		13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BASEGERE BAKANOBA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0005_001		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 BASEGERE BAKANOBA		13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BIRIDO TSAISI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_030		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 BIRIDO TSAISI		17500.0		
		Total Partiel:	17500.0	\$
DECLARANT:	BONCERIZE MBIDJO NEEMA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_018		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 BONCERIZE MBIDJO NEEMA		13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BUCHANDI KAKANI MARI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_024		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 BUCHANDI KAKANI MARI CHANTAL		13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BUNGAMUSI BUABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_016		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 BUNGAMUSI BUABO THEODORE		150.0		
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	BUNYABO MUNGANGA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_006		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 BUNYABO MUNGANGA CHRISTIAN		13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BYARUHANGA NENE JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_013		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 BYARUHANGA NENE JEAN CLAUDE		13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	CHANDABO NIGBUNDA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_024		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 CHANDABO NIGBUNDA		150.0		
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	CHUKISABO BAZALI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_014		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 CHUKISABO BAZALI		150.0		
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	CHWEKABO SEGA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_006		
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE			
1 CHWEKABO SEGA DIEUDONNE		150.0		
		Total Partiel:	150.0	\$

DECLARANT: CHWEKISABO GALYA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_022
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CHWEKISABO GALYA DIEUDONNE	150.0
Total Partiel:	150.0 \$
DECLARANT: DACHANA LIKAKANA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_042
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DACHANA LIKAKANA	13500.0
Total Partiel:	13500.0 \$
DECLARANT: DHEJO NGONA JEROME	GEMENA_CCF05032016_0001_001
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DHEJO NGONA JEROME	13500.0
Total Partiel:	13500.0 \$
DECLARANT: DUDU TRIZO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_180 - COPIE
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DUDU TRIZO	150.0
Total Partiel:	150.0 \$
DECLARANT: DZ VENGA NGADJU	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_095 - COPIE
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 DZ VENGA NGADJU	13500.0
Total Partiel:	13500.0 \$
DECLARANT: HANDIKAZO LIMBABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_014
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 HANDIKAZO LIMBABO CNSTATIN	150.0
Total Partiel:	150.0 \$
DECLARANT: HERIETTI NGAMBEKI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_032
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	13500.0
2 NON SIGNALE	13500.0
3 NON SIGNALE	13500.0
Total Partiel:	40500.0 \$
DECLARANT: KABABO KAKANI GERMAIN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_022
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KABABO KAKANI GERMAIN	13500.0
Total Partiel:	13500.0 \$
DECLARANT: KABAGAMBE KODJO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_015
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KABAGAMBE KODJO MARTIN	13500.0
Total Partiel:	13500.0 \$
DECLARANT: KABULI MUNYABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_010
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KABULI MUNYABO	150.0
Total Partiel:	150.0 \$
DECLARANT: KAKANE ZIMA ALPHONSE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_020
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KAKANE ZIMA ALPHONSE	13500.0
Total Partiel:	13500.0 \$

DECLARANT: KAKANI SELYABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_221**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 17500.0

2 NON SIGNALE 17500.0

Total Partiel: 35000.0 \$

DECLARANT: KALONGO JUSTIN **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_014**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KALONGO JUSTIN 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KATAMARA BASSU **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_013 - COPIE**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: KATANABO SEDZABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_004**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KATANABO SEDZABO 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KIHEBO KANABO JEAN DE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_024**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KIHEBO KANABO JEAN DE DIEU 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: KIMAREKI SOKIRABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (3)_010**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KIMAREKI SOKIRABO 13500.0

2 KIMAREKI SOKIRABO 13500.0

Total Partiel: 27000.0 \$

DECLARANT: KIMOTIA KIMOTIA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_036**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KIMOTIA KIMOTIA 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: KIZA KIDOSABO GASTON **ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_026**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KIZA KIDOSABO GASTON 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KOLIE JENISALINA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0013 (3)_002**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KOLIE JENISALINA CHANTAL 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KUKWABO MALABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_019**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KUKWABO MALABO 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: LEBISABA TEKI ALPHONSE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_006**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 LEBISABA TEKI ALPHONSE 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: LIABO SEBASIE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_023
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LIABO SEBASIE	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: LIRIPA KASIGAKI	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0003_004
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LIRIPA KASIGAKI	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: LONEMA BUMBI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_013
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LONEMA BUMBI	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: LUMBALA WAKAZADI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_007
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LUMBALA WAKAZADI CHARLIE	12500.0
Total Partiel: 12500.0 \$	
DECLARANT: LUMUMBA KOLIRA GABRIEL	ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_011
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LUMUMBA KOLIRA GABRIEL	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: LYABO SIYABO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_023
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LYABO SIYABO	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MACHIKA MUJAGANI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_037
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MACHIKA MUJAGANI CHANTALE	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: MAGANI MBIMBILA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_128
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAGANI MBIMBILA	350.0
Total Partiel: 350.0 \$	
DECLARANT: MAKALINGI MAMBULU	ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_020
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKALINGI MAMBULU DESIRE	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MAKANI SUGABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_014
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKANI SUGABO	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MAKI DALE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_158
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKI DALE	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	

DECLARANT: MAKI NGADJOLE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_034
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MAKI NGADJOLE	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MARCELINE MAKANZALA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_020
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MARCELINE MAKANZALA	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MARIETTI NGAMBEKI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_032
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MARIETTI NGAMBEKI THIERRY	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MUBIKALI MULEMO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_002
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUBIKALI MULEMO	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: MUKWAVI NYEMBO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_006
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MACHO	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MUNJADGAU HATIKE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_004
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUNJADGAU HATIKE JAQUELINE	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: MUNJAKUKWA MWAYUMA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_004
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ANDISANA	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MUNO WINGI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_012
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUNO WINGI	500.0
Total Partiel: 500.0 \$	
DECLARANT: MUTOMBO SAMI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_010
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUTOMBO SAMI	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: NDUDANGA BULAMUZI JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_033
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	150.0
2 NON SIGNALE	150.0
Total Partiel: 300.0 \$	
DECLARANT: NGABHUSI ZAWADI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_032
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KEMO	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	

DECLARANT: NGALUBA GOMA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_176**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGALUBA GOMA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: NGANABO KABABO **ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_012**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGANABO KABABO EMMANUEL

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: NGANABO MUSUBI JEAN **ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_038**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGANABO MUSUBI JEAN DEDIEU

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: NGANABO YOGANZABO **ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_006**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGANABO YOGANZABO

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: NGOBA MATSO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_172 - COPIE**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGOBA MATSO

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: NGUFEALE KIMOMI MATHIEU **ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_012**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NGUFEALE KIMOMI MATHIEU

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: NGUNGWABOKU NYASIRI **ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_031**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

150.0

2 NON SIGNALE

150.0

3 NON SIGNALE

150.0

4 NON SIGNALE

150.0

5 NON SIGNALE

150.0

6 NON SIGNALE

150.0

7 NON SIGNALE

150.0

Total Partiel: 1050.0 \$

DECLARANT: NYAMABAKU REMY **ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_026**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NYAMABAKU REMY

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: OPIToy KERMUNDA **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_056 - COPIE**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 OPIToy KERMUNDA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ORATE AKOBI JB **ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_014**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ORATE AKOBI JB

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: OZOBA DUME	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_026
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 OZOBA DUME	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: PIERRE MALABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_018
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 CINQUIEME PERS	13500.0
2 DEUXIEME PERS	13500.0
3 NON SIGNALE	13500.0
4 NON SIGNALE	13500.0
5 TROISIEME PERS	13500.0
Total Partiel: 67500.0 \$	
DECLARANT: RIGA DJALUSENA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_004
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 RIGA DJALUSENA	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: SAFARI ADJIBA JP	ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_012
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SAFARI ADJIBA JP	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: SEBABO BASIYA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_024
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SEBABO BASIYA	300.0
Total Partiel: 300.0 \$	
DECLARANT: SEKABO BASIYA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_020
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SEKABO BASIYA	300.0
Total Partiel: 300.0 \$	
DECLARANT: SENISALANA ESPERANCE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_002
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SENISALANA ESPERANCE	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: SOSABO TINGITIAKO	ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_010
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SOSABO TINGITIAKO	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: SUGABO INNOCENT	ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_006
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SUGABO INNOCENT	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: SUMBAKUKWA ANGAIKA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_008
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SUMBAKUKWA ANGAIKA	12500.0
Total Partiel: 12500.0 \$	
DECLARANT: SUMBAKUKWA TABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_002
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 SUMBAKUKWA TABO ANTOINETTE	150.0

		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	TEBANI HANCYAIKA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_018		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	TEBANI HANCYAIKA	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	TEBANI SIKAKALI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_014		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	TEBANI SIKAKALI	150.0		
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	TOLISE JACQUES	ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_004		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	TOLISE JACQUES	150.0		
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	UCHUEKI YENYABO	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0005_003		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	UCHUEKI YENYABO	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	ZAEKI SIRIKABO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_223		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ZAEKI SIRIKABO	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	ZAKINEKI MANSUBI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_034		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ZAKINEKI MANSUBI FRANCOISE	350.0		
		Total Partiel:	350.0	\$
Année: 2003				
DECLARANT:	ALIGA HALIMA TSELI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_004		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ALIGA HALIMA TSELI	150.0		
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	ALOMA UMIRAMBE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_010		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ALOMA UMIRAMBE	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	AMANI ISSA BIENVENU	ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_025		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	AMANI ISSA BIENVENU	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	ANDROZO KINDOMBE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_148 - COPIE		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	TIMOLO ALEZO	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	ANGELANI MANGAPI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_003		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ANGELANI MANGAPI	150.0		

		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	ASINA ABDALA SAKINA	ITURI_SUITE7_CCF08032016_011		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ASINA ABDALA SAKINA	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	ATANINGAMU EKOZABEA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_002		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	AULE ISAAC	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_019		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	AULE ISAAC	250.0		
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	BANGA BALEMWAKI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_013		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BANGA BALEMWAKI	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	DHENA GOBA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_008		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	PAPI	150.0		
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	DJOMBU KPADHIGO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_182		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	DJOMBU KPADHIGO	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	EZOKO MARIE GEORGETTE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_009		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE	17500.0		
2	NON SIGNALE	17500.0		
		Total Partiel:	35000.0	\$
DECLARANT:	FATUMA WEMA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_150 - COPIE		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NORA	17500.0		
		Total Partiel:	17500.0	\$
DECLARANT:	HONORINE KAPARA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_017		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	HONORINE KAPARA	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	KAMBALE NGONGI	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_170 - COPIE		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	KAMBALE NGONGI	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	KATEMBO SIWASEYA	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_063 - COPIE		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NYAMBU	13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$

DECLARANT: KONDJE DHEDA RESPICIO	ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_021
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	17500.0
Total Partiel: 17500.0 \$	
DECLARANT: LOBO JUSTIN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_011
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	17500.0
2 NON SIGNALE	17500.0
Total Partiel: 35000.0 \$	
DECLARANT: LOJUNGA BUDHE DESIRE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_076
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LOJUNGA BUDHE DESIRE	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: LOVE MBRIVE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_029
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MATEMBELA TCHONGO	ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_018
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATEMBELA TCHONGO	13000.0
Total Partiel: 13000.0 \$	
DECLARANT: MATONDO MABENGA	ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_018
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MATONDO MABENGA ANGEL	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MOLONGOY ABDUSAHN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_020
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MOLONGOY ABDUSAHN MASUDI	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: MOPAYA MBAFELE	ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_176 - COPIE
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MOPAYA MBAFELE	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: MUZINGA MASUDI	ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_018
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 MUZINGA MASUDI	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: NDJANGO AHERA	ITURI_SUITE7_CCF08032016_001
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	17500.0
Total Partiel: 17500.0 \$	
DECLARANT: NGAVELE BURIVE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_031
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NGAVELE BURIVE	17500.0
Total Partiel: 17500.0 \$	

DECLARANT: RIGO **ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 RIGO

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: UJUIGA TOWASSO **ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_123**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 UJUIGA TOWASSO

350.0

Total Partiel: 350.0 \$

DECLARANT: UKURANGO DJAMEROMBE **ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_004**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: WAMRA REBEKA **ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_003**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 WAMRA REBEKA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ZAINABHO SIMANDUGU **ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_016**

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ZAINABHO SIMANDUGU LENDU TELIE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

456 CAS DE LESIONS TOTAL GENERAL: 6033650.0 \$

EVALUATION LESIONS**VILLE : KISANGANI**

Année: 2000

DECLARANT: ACHAINA HELENE**CCF22082016_0013_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ACHAINA HELENE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$**DECLARANT: ADELPHINE****CCF22082016_0051_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ADELPHINE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: ADOLPHE YENGA TOMBITI****CCF22082016_0051_016****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ADOLPHINE YENGA TOMBITI

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: AEMBE LINDO****CCF22082016_0042_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$**DECLARANT: ALI FOLO MOHAMED****CCF22082016_0029_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ALI FOLO MOHAMED

250.0

2 ALI FOLO MOHAMED

250.0

Total Partiel: 500.0 \$**DECLARANT: ALIFE LOUNOLA****COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_060****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ONANAGA DIEU

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: ALIPA NAGANA NAKWA****CCF22082016_0036_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

150.0

2 NON SIGNALE

250.0

Total Partiel: 400.0 \$**DECLARANT: ALOCHA MOPONGE MARIE****CCF22082016_0037_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DEUXIEME PERS

250.0

2 NON SIGNALE

250.0

Total Partiel: 500.0 \$**DECLARANT: AMBALI DIEUDONNE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_062****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AMBALI DIEUDONNE

15000.0

Total Partiel: 15000.0 \$**DECLARANT: AMBANGA NKUMU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 AMBANGA NKUMU

13500.0

		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	AMBONAME SAIDI	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_042		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	AMBONAME SAIDI		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	AMISI SUBONGEA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_336		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	AMISI SUBONGEA		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	AMOYA HELENE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_024		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ABOSELA HENTINETTE		150.0	
2	ANGRANGU JEAN		150.0	
		Total Partiel:	300.0	\$
DECLARANT:	AMUNDALA TSHUNGA	CCF22082016_0018_010		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	AMUNDALA TSHUNGA		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	ANGWELO GIUBA	CCF22082016_0029_016		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ANGWELO GIUBA		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	ANGWELO GUBA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_016		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ANGWELO GUBA		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	ANUNGA LUKINU	CCF22082016_0055_014		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ANUNGA LUKINU		13500.0	
2	ANUNGA LUKINU		13500.0	
		Total Partiel:	27000.0	\$
DECLARANT:	ANZAMA ALPHONSINE	CCF22082016_0026_016		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	EKAMBALE NAKWA EDIDI		150.0	
2	EKAMBALE NAKWA EDIDI		150.0	
3	EKAMBALE NAKWA EDIDI		150.0	
4	EKAMBALE NAKWA EDIDI		150.0	
		Total Partiel:	600.0	\$
DECLARANT:	APILANAGAMA NAKWA	COPIE DE CCF22082016_0036_002		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	APILANAGAMA NAKWA		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	ARIDI SINGOMOYA	CCF22082016_0029_008		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	ARIDI SINGOMOYA		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$

DECLARANT: ASANGO LIKPALALA THEO **COPIE DE CCF22082016_0034_010**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ASANGO LIKPALALA THEO 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: ASANGO LIPKALALA **CCF22082016_0034_010**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: ASIA NOTIA **CCF22082016_0056_006**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ASIA NOTIA 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: ASIA NOTIA **COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_058**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ASIA NOLINE 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ASONGO COKONDA **CCF22082016_0001_008**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ASONGO COKONDA 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: ASONGO LOKONDA **CCF22082016_008**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ASONGO LOKONDA 250.0
2 ASONGO LOKONDA 14000.0

Total Partiel: 14250.0 \$

DECLARANT: ASUMANI KASONGO **CCF22082016_0006_010**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ASUMANI KASONGO 250.0
2 ASUMANI KASONGO 250.0
3 ASUMANI KASONGO 250.0
4 ASUMANI KASONGO 250.0
5 ASUMANI KASONGO 250.0
6 ASUMANI KASONGO 250.0
7 ASUMANI KASONGO 250.0
8 ASUMANI KASONGO 250.0
9 ASUMANI KASONGO 250.0
10 ASUMANI KASONGO 250.0
11 ASUMANI KASONGO 250.0
12 ASUMANI KASONGO 250.0
13 ASUMANI KASONGO 250.0
14 ASUMANI KASONGO 250.0
15 ASUMANI KASONGO 250.0
16 ASUMANI KASONGO 250.0

Total Partiel: 4000.0 \$

DECLARANT: AUFE COUNOLA **CCF22082016_0033_010**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ONANGA DIEU 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: AUWONI AUNUTUTU **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_114**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 AUWONI AUNUTUTU 13500.0

		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BABAITO BANGOLA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_022		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BABAITO RAYMOND		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BACHABUGA YASABOSA	KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_104		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BACHABUGA YASABOSA		15000.0	
		Total Partiel:	15000.0	\$
DECLARANT:	BAELONGANDI ANGELIQUE	CCF22082016_0042_014		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAELONGANDI ANGELIQUE		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	BAENGENGA YAULI	CCF22082016_0004_014		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAENGENGA YAULI THEOPHILE		250.0	
2	BAENGENGA YAULI THEOPHILE		250.0	
3	BAENGENGA YAULI THEOPHILE		250.0	
4	BAENGENGA YAULI THEOPHILE		250.0	
		Total Partiel:	1000.0	\$
DECLARANT:	BAHIZIRE MUGISHE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_232		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAHIZIRE MUGISHE		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BAKA MASASI	CCF22082016_0013_010		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAKA MASASI		250.0	
2	BAKA MASASI		250.0	
		Total Partiel:	500.0	\$
DECLARANT:	BAKOYA SELEMETE	CCF22082016_0026_012		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAKOYA SELEMETE		150.0	
2	BAKOYA SELEMETE		150.0	
		Total Partiel:	300.0	\$
DECLARANT:	BAMBALATIWE BASILA	CCF22082016_0059_002		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAMBALATIWE BASILA		350.0	
		Total Partiel:	350.0	\$
DECLARANT:	BAMBALATIWE YANGONDE	CCF22082016_0051_004		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BAMBALATIWE YANGONDE		12500.0	
		Total Partiel:	12500.0	\$
DECLARANT:	BANGALA FIFI	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_054		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BANGALA FIFI		150.0	
2	NON SIGNALE		150.0	
		Total Partiel:	300.0	\$

DECLARANT: BANGALA FOLO ALIMA**CCF22082016_0036_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BANGALA FOLO ALIMA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: BANGANGA MONDJO****CCF22082016_0006_014****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BANGANGA MONDJO

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: BANGATILI SUKUKU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_050****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BANGATILI SUKUKU

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: BAONGA LIKELI****CCF22082016_0051_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAONGA LIKELI

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: BAROWANI NORBERT****CCF22082016_0006_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAROWANI NORBERT

250.0

2 BAROWANI NORBERT

250.0

3 BAROWANI NORBERT

250.0

4 BAROWANI NORBERT

250.0

5 BAROWANI NORBERT

250.0

Total Partiel: 1250.0 \$**DECLARANT: BARUTI MUTOZO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_133****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BARUTI MUTOZO

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: BASEKAWIKE BISELENDE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_338****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BELENDE BOCHOKO

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: BASILA BOYONA****CCF22082016_0054_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BASILA BOYONA

12500.0

2 BASILA BOYONA

12500.0

Total Partiel: 25000.0 \$**DECLARANT: BASILA JUDITH****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BASILA JUDITH

13500.0

2 KOTABUTU

13500.0

Total Partiel: 27000.0 \$**DECLARANT: BASILA LISANGA****CCF22082016_0037_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BASILA LISANGA

150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: BASILIEKI ATSHOKPO	CCF22082016_0073_004
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BASILIEKI ATSHOKPPO	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: BASONGENE BAYAOSUKA	CCF22082016_0050_006
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: BATAMBA BEATRICE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_010
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BATAMBA BEATRICE	250.0
Total Partiel: 250.0 \$	
DECLARANT: BATCHI ELISABETH	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_080
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 ZAHABU KAPAMA	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: BATIKALELA MOIPA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_026
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BATIKALELA MOIPA	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: BATILAATO AMESILA	CCF22082016_0026_016
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BATILAATO AMESILA CELESTIN	15000.0
Total Partiel: 15000.0 \$	
DECLARANT: BATILAELO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0018_014
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 KOTABUTU	13500.0
Total Partiel: 13500.0 \$	
DECLARANT: BATILANGANDI BOTIYA	CCF22082016_0077_004
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BATILANGANDI BOTIYA	150.0
Total Partiel: 150.0 \$	
DECLARANT: BATILASI CELESTIN	CCF22082016_0019_002
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BATILASI CELESTIN	15000.0
Total Partiel: 15000.0 \$	
DECLARANT: BATSHONGELI MATCHOZI	COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_065
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BATSHONGELI	13500.0
2 BATSHONGELI MATCHOZI	250.0
Total Partiel: 13750.0 \$	
DECLARANT: BATSHURI NKANYAHIKO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_066
N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 BANANGANA	15000.0
2 KINIKI	13500.0
Total Partiel: 28500.0 \$	

DECLARANT: BAUNDWA BANGALA**CCF22082016_0071_003****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAUNDWA BANGALA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: BAUNGU LIOTALI****CCF22082016_0050_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: BAYA MUNDAKA****CCF22082016_0020_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BAYA MUNDAKA

250.0

2 BAYA MUNDAKA

250.0

3 BAYA MUNDAKA

250.0

Total Partiel: 750.0 \$**DECLARANT: BAYAPA TOBOTEBA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_058****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

150.0

2 NON SIGNALE

150.0

Total Partiel: 300.0 \$**DECLARANT: BEFONA EKOMBA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_014****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIFITA BAT

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: BEFONGA AKOLOKA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_043****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BEFONGA AKOLOKA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: BELENGA BELEKOMITO****CCF21082016_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BELENGA BELEKOMITO

150.0

2 BELENGA BELEKOMITO

250.0

Total Partiel: 400.0 \$**DECLARANT: BESAMA AMA****CCF22082016_0041_005****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BESAMA AMA

350.0

Total Partiel: 350.0 \$**DECLARANT: BETA AZANGISA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_206****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 EPOUSE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: BIRINA JOEL****KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_026****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BIRINA JOEL

350.0

Total Partiel: 350.0 \$**DECLARANT: BIRINA THALES****CCF22082016_0042_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

150.0

		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	BOBE YAHUNA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_030		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BOBE YAHUNA		15000.0	
		Total Partiel:	15000.0	\$
DECLARANT:	BOBELITOKO DAVID	KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_020		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BOBELITOKO DAVID		15000.0	
		Total Partiel:	15000.0	\$
DECLARANT:	BOCHOKO LOSANA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_162		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BOCHOKO LOSANA		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	BOEMBA BOLOMBE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_002		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BOEMBA BOLOMBE		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	BOFONGA AKOLOKA	KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_043		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BEFONGA AKOLOKA		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	BOKELAKELA	CCF22082016_0054_028		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BOKELAKELA		150.0	
2	BOKELAKELA		150.0	
3	BOKELAKELA		150.0	
4	BOKELAKELA		150.0	
5	BOKELAKELA		150.0	
6	BOKELAKELA		150.0	
		Total Partiel:	900.0	\$
DECLARANT:	BOKELAKELA BOLILA	CCF22082016_0015_010		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BOKELAKELA BOLILA VICTOR		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	BOKONDO NOZOR	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_044		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	NON SIGNALE		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	BOKOTA NAOMIE	CCF22082016_0018_008		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BOKOTA NAOMIE CHRISTINNE		13000.0	
2	BOKOTA NAOMIE CHRISTINNE		150.0	
		Total Partiel:	13150.0	\$
DECLARANT:	BOKWALA OKIYABO	CCF22082016_0008_008		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1	BOKWALA OKIYABO		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$

DECLARANT: BOLAMBA WABEYA**CCF22082016_0008_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLAMBA WABEYA	150.0
2 BOLAMBA WABEYA	150.0
3 BOLAMBA WABEYA	250.0
4 BOLAMBA WABEYA	150.0
5 BOLAMBA WABEYA	250.0

Total Partiel: 950.0 \$**DECLARANT: BOLEMBE LEITI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_072****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLEMBE LEITI	150.0
2 CHARLOTTE REBECCA	150.0
3 KOMBA ANTO	13500.0
4 KOMBOZI	150.0
5 MAFUTAMINGI	150.0

Total Partiel: 14100.0 \$**DECLARANT: BOLIKI BULEENA****CCF22082016_0048_030****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLIKI BULEENA	13500.0
------------------	---------

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: BOLIMA BELEND****CCF22082016_0009_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLIMA BELEND	250.0
-----------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: BOLINDA BOBONGOSONG****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_070****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLINDA BOBONGOSONG	250.0
-----------------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: BOLINDA BOSONGOSONGO****COPIE (4) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_065****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLINDA BOSONGOSONGO	500.0
------------------------	-------

Total Partiel: 500.0 \$**DECLARANT: BOLOBA LOBAMBA VICKY****CCF22082016_0041_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	150.0
---------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: BOLOMBO ATUNGA NA****CCF22082016_0004_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLOMBO ATUNGA NA LIKALA JEAN	150.0
2 BOLOMBO ATUNGA NA LIKALA JEAN	150.0
3 BOLOMBO ATUNGA NA LIKALA JEAN	150.0

Total Partiel: 450.0 \$**DECLARANT: BOLUKA OTO BONYENGO****CCF22082016_0033_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLUKA FILS	150.0
2 BOLUKA OTO BONYENGO	150.0

Total Partiel: 300.0 \$**DECLARANT: BOLUKAOTO BONY****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_202****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BOLUKAOTO BONY	150.0
------------------	-------

	Total Partiel: 150.0 \$
--	--------------------------------

DECLARANT: BOLUKAOTO BONYENGU	COPIE DE CCF22082016_0033_010
--------------------------------------	--------------------------------------

N° <i>VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
-------------------	----------------------------

1 BOLUKAOTO BONYENGU	13500.0
----------------------	---------

	Total Partiel: 13500.0 \$
--	----------------------------------

DECLARANT: BOMANDRA MAYAZA	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_068
-----------------------------------	--

N° <i>VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
-------------------	----------------------------

1 MADO	150.0
--------	-------

	Total Partiel: 150.0 \$
--	--------------------------------

DECLARANT: BOMBOLI LOSEO	CCF22082016_0006_020
---------------------------------	-----------------------------

N° <i>VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
-------------------	----------------------------

1 BOMBOLI LOSEO	250.0
-----------------	-------

	Total Partiel: 250.0 \$
--	--------------------------------

DECLARANT: BOMBU SABINA	CCF22082016_0029_014
--------------------------------	-----------------------------

N° <i>VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
-------------------	----------------------------

1 BOMBU SABINA	250.0
----------------	-------

2 BOMBU SABINA	250.0
----------------	-------

	Total Partiel: 500.0 \$
--	--------------------------------

DECLARANT: BONAMA BOELA GEORGES	CCF22082016_0076_006
--	-----------------------------

N° <i>VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
-------------------	----------------------------

1 BONAMA BOELA GEORGES	13500.0
------------------------	---------

	Total Partiel: 13500.0 \$
--	----------------------------------

DECLARANT: BONDJALI MARIE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_258
----------------------------------	--

N° <i>VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
-------------------	----------------------------

1 BONDJALI MARIE	150.0
------------------	-------

2 BONDJALI MARIE	13500.0
------------------	---------

3 BONDJALI MARIE	150.0
------------------	-------

4 BONDJALI MARIE	150.0
------------------	-------

	Total Partiel: 13950.0 \$
--	----------------------------------

DECLARANT: BONDONGWE ASUMANI	CCF22082016_0019_002
-------------------------------------	-----------------------------

N° <i>VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
-------------------	----------------------------

1 BONDONGWE ASUMANI	13000.0
---------------------	---------

2 BONDONGWE ASUMANI	150.0
---------------------	-------

	Total Partiel: 13150.0 \$
--	----------------------------------

DECLARANT: BONGELE NGUTU	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_002
---------------------------------	---

N° <i>VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
-------------------	----------------------------

1 MAGUY LUAMA	13500.0
---------------	---------

	Total Partiel: 13500.0 \$
--	----------------------------------

DECLARANT: BONGILI BARUTI	CCF22082016_0051_028
----------------------------------	-----------------------------

N° <i>VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
-------------------	----------------------------

1 BONGILI BARUTI CHRISTOPHE	150.0
-----------------------------	-------

	Total Partiel: 150.0 \$
--	--------------------------------

DECLARANT: BONGILI BAUTI	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_016
---------------------------------	--

N° <i>VICTIME</i>	<i>EVALUATION CHIFFREE</i>
-------------------	----------------------------

1 BONGILI BAUTI	13500.0
-----------------	---------

	Total Partiel: 13500.0 \$
--	----------------------------------

DECLARANT: BONGIMA BOTEMBU **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_088**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BONGIMA BOTEMBU 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: BONGUSO OMENDJE **CCF22082016_0045_002**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BONGUSO OMENDJE AUGUSTIN 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: BONSO NTITE **COPIE (2) DE CCF22082016_0032_002**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BONSO NTITE 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: BONYANGALA LOWINGO **CCF22082016_0074_005**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BONYANGALA LOWINGO 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: BOONZI ATOINETTE **CCF22082016_0051_014**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BOONZI ATOINETTE 250.0

2 BOONZI ATOINETTE 250.0

3 BOONZI ATOINETTE 250.0

4 BOONZI ATOINETTE 250.0

Total Partiel: 1000.0 \$

DECLARANT: BOONZI YOKA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_006**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BOONZI YOKA 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: BOPOTA BOSELA **KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_129**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BOPOTA BOSELA 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: BOSEKELIA FRANCOIS **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_032**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ELULU ANTOINETTE 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: BOSENGO BOYEMBA **CCF22082016_0029_018**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BOSENGO BOYEMBA 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: BOSOLONDO LISALA **CCF22082016_0048_022**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 BOSOLONDO LISALA 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: BOSOMI MATAMU **CCF22082016_0037_012**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 250.0

		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	BOSONGO SAMUEL		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_014	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	BOSONGO GEORGES		150.0	
2	BOSONGO SAMUEL		250.0	
		Total Partiel:	400.0	\$
DECLARANT:	BOTAY LOTIKA		CCF22082016_0050_006	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	LIOTO NAOMI		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BOTELANNYELO LINGOSO		CCF22082016_0029_024	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	BOTELANNYELO LINGOSO		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	BOTELANYELE		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_173	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	BOTELANYELE		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	BOTOYA ANGWALE		CCF22082016_0075_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	BOTOYA ANGWALE		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	BOTUMBE ATOYAUKO		CCF22082016_0054_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	BOTUMBE ATOYAUKO		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	BOYALE ISINGA		CCF22082016_0042_002	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	DEUXIEME PERS		250.0	
2	NON SIGNALE		250.0	
3	NON SIGNALE		250.0	
		Total Partiel:	750.0	\$
DECLARANT:	BOYALE LOFO JIMMY		CCF22082016_0050_006	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	JIMMY		13500.0	
2	LOSIMBA		13500.0	
		Total Partiel:	27000.0	\$
DECLARANT:	BULERI FAZIRI		CCF22082016_0005_012	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	BULERI FAZIRI		250.0	
2	BULERI FAZIRI		250.0	
		Total Partiel:	500.0	\$
DECLARANT:	BUMBA SANTA		CCF22082016_0033_002	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	BUMBA SANTA		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$

DECLARANT: CELESTIN SOLOMO**CCF22082016_0050_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 BOLEA
- 2 MAMBIMBI

150.0
150.0

Total Partiel: 300.0 \$**DECLARANT: DAMAU MILAMBO****CCF22082016_0002_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 DAMAU MILAMBO
- 2 LIANDE KOMBOZI

250.0
250.0

Total Partiel: 500.0 \$**DECLARANT: DANIEL BATSHURU****CCF22082016_0004_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 DANIEL BATSHURU

15000.0

Total Partiel: 15000.0 \$**DECLARANT: DEMANGO VICTOR****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_018****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 DEMANGO BANGE
- 2 DEMANGO JACKY
- 3 DEMANGO VICKY

13500.0
13500.0
13500.0

Total Partiel: 40500.0 \$**DECLARANT: DIDO KIMOTO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_046****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 KITOKO

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: DJEMBA KITOKO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_016****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 KOTANANGA ANGELE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: DJUMA BOLONGOLA****CCF22082016_0107_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 DJUMA BOLONGOLA

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: DJUMA MAYOLE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_041****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 JHONIE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: DOSHO BASOSILA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_024****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 NON SIGNALE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: EBELE TOTIKALENI PATRICE****CCF22082016_0054_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

- 1 EBELE TOTIKALENI PATRICE
- 2 EBELE TOTIKALENI PATRICE

12500.0
150.0

Total Partiel: 12650.0 \$**DECLARANT: EMBANGA KUMU JEAN****CCF22082016_0054_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 EMBANGA KUMU JEAN WILLY	13000.0
2 EMBANGA KUMU JEAN WILLY	14000.0

Total Partiel: 27000.0 \$

DECLARANT: ENGILISI BONAYA **CCF22082016_0029_014**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ENGILISI BONAYA	250.0
-------------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: ENZENDA ZALO **CCF22082016_0041_006**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 YANNICK	250.0
-----------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: ESOLO SUZA **CCF22082016_0015_010**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ESOLO SUZA	250.0
2 ESOLO SUZA	250.0

Total Partiel: 500.0 \$

DECLARANT: ESONGA LITI **CCF22082016_0009_006**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ESONGA LITI	250.0
2 ESONGA LITI	150.0
3 ESONGA LITI	13500.0

Total Partiel: 13900.0 \$

DECLARANT: ESTHER LINA **CCF22082016_0044_002**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ESTHER LINA	250.0
---------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: ETEFA BOHOLA **CCF22082016_0018_018**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ETEFA BOHOLA	150.0
----------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: ETEFA WANGATA **CCF22082016_0015_002**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ETEFA WANGATA	250.0
-----------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: ETHOKA BASTIN **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_104**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	13500.0
2 NON SIGNALE	13500.0
3 NON SIGNALE	13500.0

Total Partiel: 40500.0 \$

DECLARANT: EYANGA TANGELI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_228**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 EYANGA TANGELI	17500.0
------------------	---------

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: FALANGA HELENE **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_061**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 FALANGA HELENE	13500.0
2 FALANGA HELENE	13500.0

		Total Partiel:	27000.0	\$
DECLARANT:	FALIALA NGIMBA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_314	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	FALIALA NGIMBA		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	FAMILLE LUKAGA ASSANI		CCF22082016_0020_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	FAMILLE LUKAGA ASSANI		2000.0	
		Total Partiel:	2000.0	\$
DECLARANT:	FAMILLE MWARABU		CCF22082016_0020_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	FAMILLE MWARABU		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	FISTON BATELANYELE		CCF22082016_0005_002	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	FISTON BATELANYELE		250.0	
2	FISTON BATELANYELE		250.0	
3	FISTON BATELANYELE		250.0	
4	FISTON BATELANYELE		250.0	
		Total Partiel:	1000.0	\$
DECLARANT:	FOLO KOMOY		COPIE DE CCF22082016_0034_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	FOLO KOMOY		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	FOLO KOMOY AUGUSTIN		CCF22082016_0034_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	DEUXIEME PERS		250.0	
2	NON SIGNALE		250.0	
		Total Partiel:	500.0	\$
DECLARANT:	FRANCK MAFUE		CCF22082016_0027_002	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	FRANCK MAFUE ANDERSONE		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	FRANCK MAFUE ENDERSON		CCF22082016_0054_030	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	FRANCK MAFUE ENDERSON		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	GBOISSO MBAKPOKYA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_166	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	GBOISSO MBAKPOKYA		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	GELIGE AOMBE		CCF22082016_0029_026	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	GELIGE AOMBE		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$

DECLARANT: GEORGES AITOKESA **CCF22082016_0021_008**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 GEORGES AITOKESA 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: HEMEDI ABIANGAMBA **CCF22082016_0083_008**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 HEMEDI ABIANGAMBA JOSEPH 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: HEMEDI TOKENYONGO **CCF22082016_0034_008**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 KALOMBOLA LISENDJA 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: HUBERT OFENA YENI **CCF22082016_0026_014**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 HUBERT OFENA YENI NDOLO 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: HYANGO OKITO **CCF22082016_0034_016**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 NON SIGNALE 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: IKOKI ANGALO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_024**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 IKOKI ANGALO 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: IKOLONGA YENGA **CCF22082016_0029_014**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 IKOLONGA YENGA 12500.0

Total Partiel: 12500.0 \$

DECLARANT: IKOMBA BASONGO **CCF22082016_0054_030**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 IKOMBA BASONGO 12500.0

Total Partiel: 12500.0 \$

DECLARANT: ISAYAULI BOTELA **CCF22082016_0037_010**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 BOTELA BV 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: ISSA BUSHIRI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_004**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 MAGUY LUAMA 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ISSA MICHEL **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_002**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
 1 ISSA MICHEL 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: JEANNE KITUTU**CCF22082016_0029_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1	JEANNE KITUTU	150.0
2	JEANNE KITUTU	150.0
3	JEANNE KITUTU	150.0
4	JEANNE KITUTU	150.0
5	JEANNE KITUTU	150.0
6	JEANNE KITUTU	150.0
7	JEANNE KITUTU	150.0
8	JEANNE KITUTU	150.0

Total Partiel: 1200.0 \$**DECLARANT: JOSEPH BAELINGA****CCF22082016_0041_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	150.0
---	-------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: JOSEPHINE FUNDI OKITO****CCF22082016_0051_018****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1	JOSEPHINE FUNDI OKITO	250.0
2	JOSEPHINE FUNDI OKITO	250.0
3	JOSEPHINE FUNDI OKITO	250.0
4	JOSEPHINE FUNDI OKITO	250.0
5	JOSEPHINE FUNDI OKITO	250.0
6	JOSEPHINE FUNDI OKITO	250.0

Total Partiel: 1500.0 \$**DECLARANT: KAAYEMBE KUMUIMBA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_207****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	13500.0
2	NON SIGNALE	13500.0

Total Partiel: 27000.0 \$**DECLARANT: KABANGULI MWINYIPORI****CCF22082016_0055_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1	KABANGULI MWINYIPORI	13500.0
2	KABANGULI MWINYIPORI	13500.0

Total Partiel: 27000.0 \$**DECLARANT: KABEYA KAMWANGA****CCF22082016_0056_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1	KABEYA KAMWANGA	150.0
---	-----------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: KAISALA WAWINA JEAN****CCF22082016_0038_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1	KAISALA WAWINA JEAN	150.0
---	---------------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: KAITENGE KITAMBALA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_028****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1	NON SIGNALE	13500.0
---	-------------	---------

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: KAKUDJI FINDJI****COPIE DE CCF22082016_0036_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1	KAKUDJI FINDJI	350.0
---	----------------	-------

Total Partiel: 350.0 \$

DECLARANT: KAKUDJI FINDJI WA **CCF22082016_0036_002**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: KALEGAMIRE BAYENDA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_098**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KALEGAMIRE BAYENDA 15000.0

Total Partiel: 15000.0 \$

DECLARANT: KALEMBO SIDO **CCF22082016_0042_002**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: KALOKO MUNGENI **CCF22082016_0028_002**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KALOKO MUNGENI 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: KALOKOLA LOHOLO **CCF22082016_0015_008**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KALOKOLA LOHOLO BEMANDE 250.0
2 KALOKOLA LOHOLO BEMANDE 15000.0

Total Partiel: 15250.0 \$

DECLARANT: KALONDA LISAKA **CCF22082016_0079_008**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KALONDA LISAKA 13500.0
2 NON SIGNALE 250.0

Total Partiel: 13750.0 \$

DECLARANT: KAMBI ASUMANI **CCF22082016_0051_026**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KAMBI ASUMANI 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: KAMBI WA KAMBI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_038**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KAMBI WA KAMBI 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: KAPELA USENI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0017_002**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KAPELA USENI 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: KAPELA USENI SOPHIE **CCF22082016_0041_004**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KAPELA USENI SOPHIE 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: KASI BOTIMA **CCF22082016_0029_026**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 KASI BOTIMA 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: KASSONGO ANDRE**CCF22082016_0050_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

15000.0

Total Partiel: 15000.0 \$**DECLARANT: KATANGA****CCF22082016_0042_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATANGA

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: KATANGA YABOYA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NANGUNGU AMBROISE

13500.0

2 NON SIGNALE

13500.0

Total Partiel: 27000.0 \$**DECLARANT: KATUSI ETEFA KADI****CCF22082016_0043_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATUSI ETEFA KADI

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: KATUSI KOLUWA****CCF22082016_0080_005****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KATUSI KOLUWA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: KAVUA TUKUTUKU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAVUA TUKUTUKU

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: KAYONGO BULAYA****CCF22082016_0050_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

150.0

2 NON SIGNALE

150.0

Total Partiel: 300.0 \$**DECLARANT: KELEKELE LOMBA****CCF22082016_0056_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KELEKELE LOMBA

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: KELIKE FELIX****OUGANDA 35****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KELIKE FELIX

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: KEMBA DJONGA****CCF22082016_0029_020****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KEMBA DJONGA

150.0

2 KEMBA DJONGA

150.0

3 KEMBA DJONGA

150.0

4 KEMBA DJONGA

150.0

Total Partiel: 600.0 \$**DECLARANT: KENDEWA TOLANGA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_150****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BIJOUX KENDEWA 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: KIBANGULA MWINYPOKY CCF22082016_0056_006****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**1 KIBANGULA MWINYPOKY 250.0
2 KIBANGULA MWINYPOKY 250.0**Total Partiel: 500.0 \$****DECLARANT: KIBANGULA MWINYPORY COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_058****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**1 BAKWAKWILA 13500.0
2 KIBANGULA 13500.0**Total Partiel: 27000.0 \$****DECLARANT: KILONGA LONGA CCF22082016_0017_012****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**1 KILONGA LONGA 150.0
2 KILONGA LONGA 150.0**Total Partiel: 300.0 \$****DECLARANT: KISUBI LUKA CCF22082016_0057_004****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**1 KISUBI LUKA 13500.0
2 KISUBI LUKA 13500.0
3 KISUBI LUKA 13500.0
4 KISUBI LUKA 13500.0
5 KISUBI LUKA 13500.0
6 KISUBI LUKA 13500.0**Total Partiel: 81000.0 \$****DECLARANT: KITETE KIKOMBA CCF21082016_0007_002****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 KITETE KIKOMBA 250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: KITUNGA SINGA CCF22082016_0054_002****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**1 KITUNGA SINGA 250.0
2 KITUNGA SINGA 250.0**Total Partiel: 500.0 \$****DECLARANT: KODJAWA MARIKI KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_054****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 KODJAWA MARIKI 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: KOLONGO BEKANDA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_066****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 KOLONGO BEKANDA 15000.0

Total Partiel: 15000.0 \$**DECLARANT: KOMBA LOBELE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_252****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 KOMBA LOBELE 150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: KOMBA SHANDU KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_248****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 ELONGO ZAINA 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: KOMBOZI LIANDE CCF22082016_0050_008****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: KOWANDJA MARTIN CCF22082016_0006_016****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 KOWANDJA MARTIN 250.0

2 KOWANDJA MARTIN 12500.0

Total Partiel: 12750.0 \$**DECLARANT: LEGOMBA SIYA OUGANDA 35****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 LEGOMBA SIYA 300.0

Total Partiel: 300.0 \$**DECLARANT: LEMA LEMA BOTENDE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_064****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 LEMA LEMA BOTENDE 13500.0

2 LEMA LEMA BOTENDE 250.0

Total Partiel: 13750.0 \$**DECLARANT: LEMALEMA BOTENDE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_002****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE 14000.0

Total Partiel: 14000.0 \$**DECLARANT: LENGEMA SOPHIE CCF22082016_0036_008****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 LENGEMA SOPHIE 250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: LESSE BOFANDA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_020****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 LESSE BOFANDA 250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: LESSE MARTHE CCF22082016_010****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 LESSE MARTHE 14000.0

2 LESSE MARTHE 14000.0

3 LESSE MARTHE 14000.0

Total Partiel: 42000.0 \$**DECLARANT: LETA FRANCOIS KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_016****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 LETA FRANCOIS 150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: LIANGE DIEUDONNE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_268****N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE**

1 EPOUSE 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: LIBATU MBOKO**CCF22082016_0021_010****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIBATU MBOKO	150.0
2 LIBATU MBOKO	150.0
3 LIBATU MBOKO	150.0

Total Partiel: 450.0 \$**DECLARANT: LIBINI MAKIABO****CCF22082016_010****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIBINI MAKIABO	14000.0
2 LIBINI MAKIABO	14000.0
3 LIBINI MAKIABO	150.0

Total Partiel: 28150.0 \$**DECLARANT: LIFITA BATY****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_090****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIFITA BATY	150.0
---------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: LIFUNGOLA WOLOMBI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_210****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIFUNGOLA WOLOMBI	150.0
---------------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: LIFUNGOLA WOLOMBI****CCF22082016_0013_014****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIFUNGOLA WOLOMBI PASCAL	250.0
2 LIFUNGOLA WOLOMBI PASCAL	250.0
3 LIFUNGOLA WOLOMBI PASCAL	250.0
4 LIFUNGOLA WOLOMBI PASCAL	250.0
5 LIFUNGOLA WOLOMBI PASCAL	250.0

Total Partiel: 1250.0 \$**DECLARANT: LIKULA BATWANYELE****CCF22082016_0013_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIKULA BATWANYELE VALERIE	250.0
-----------------------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: LIKWANZANZA LOSIMBA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_187****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIKWANZANZA LOSIMBA	20000.0
-----------------------	---------

Total Partiel: 20000.0 \$**DECLARANT: LINGEMBA WAKEMBE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 ANGUFIMOKO NAKEMBE	12500.0
2 LINGEMBA WAKEMBE	13500.0

Total Partiel: 26000.0 \$**DECLARANT: LINGOMBE LOKOMBE****CCF22082016_0013_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NISIKI LIKANGO	13500.0
------------------	---------

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: LIONGO ADE****CCF22082016_0021_010****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIONGO ADE	14000.0
--------------	---------

Total Partiel: 14000.0 \$

DECLARANT: LISELE KOLOKOTA**CCF21082016_0006_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**1 LISELE KOLOKOTA
2 LISELE KOLOKOTA250.0
250.0**Total Partiel: 500.0 \$****DECLARANT: LISUNGI BAELONGANDI****COPIE DE CCF22082016_0033_016****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LISUNGI BAELONGANDI

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: LITAMBA BOTAMU****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_046****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LITAMBA BOTAMU

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: LITANDA BASOMBOLI****CCF22082016_0019_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LITANDA BASOMBOLI JUSTINE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: LIYALA NYONGO****CCF22082016_0054_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LIYALA NYONGO

12500.0

Total Partiel: 12500.0 \$**DECLARANT: LKAMANZINA LOMUANGO****CCF22082016_0004_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 KAMANZINA LOMUANGO

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: LOBANGA LITONGO****CCF22082016_0008_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**1 LOBANGA LITONGO
2 LOBANGA LITONGO
3 LOBANGA LITONGO250.0
150.0
150.0**Total Partiel: 550.0 \$****DECLARANT: LOBELA BELAFELALA****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_026****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**1 NON SIGNALE
2 NON SIGNALE13500.0
13500.0**Total Partiel: 27000.0 \$****DECLARANT: LOBELA BOKOMBE PAUL****CCF22082016_0004_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**1 LOBELA BOKOMBE PAUL
2 LOBELA BOKOMBE PAUL250.0
250.0**Total Partiel: 500.0 \$****DECLARANT: LOBESA ASIMBA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**1 LOBESA ASIMBA
2 MICHEL BOLUKANTO150.0
150.0**Total Partiel: 300.0 \$**

DECLARANT: LOFALATA BONAMA**CCF22082016_0008_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOFALATA BONAMA
 2 LOFALATA BONAMA
 3 LOFALATA BONAMA

150.0
 150.0
 150.0

Total Partiel: 450.0 \$**DECLARANT: LOFONGA JEAN****CCF22082016_0036_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOFONGA JEAN

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: LOKENDO ANDOSO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOKENDO ANDOSO

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: LOKILO LOMAMA****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_030****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOKILO LOMAMA

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: LOKWA LONGENGA****CCF22082016_0013_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOKWA LONGENGA

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: LOLESA LOELA****CCF22082016_0022_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOLESA LOELA
 2 LOLESA LOELA

150.0
 150.0

Total Partiel: 300.0 \$**DECLARANT: LOMAME MOSANGA****COPIE (2) DE CCF22082016_0032_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LOMAME MOSANGA

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: LOMBO ELISABETH****CCF22082016_0050_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 OLELA

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: LONGENA SOPHIE****CCF22082016_0036_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LONGENA SOPHIE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: LONGONDO ASSANI JOSEPH****CCF22082016_0078_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LONGONDO ASSANI JOSEPH

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: LONGONYA OSENGE****CCF22082016_0054_010****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 LONGONYA OSENGE

14000.0

Total Partiel: 14000.0 \$

DECLARANT: LONGWELE OSOKOLO CCF22082016_0055_014

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LONGWELE OSOKOLO	13500.0
2 LONGWELE OSOKOLO	13500.0
3 LONGWELE OSOKOLO	13500.0

Total Partiel: 40500.0 \$

DECLARANT: LOPITALO CHARLOTE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_002

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 NON SIGNALE	250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: LOSUA LIFETOLA CCF22082016_0022_002

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LOSUA LIFETOLA	13500.0
2 LOSUA LIFETOLA	250.0
3 LOSUA LIFETOLA	150.0
4 LOSUA LIFETOLA	13500.0
5 LOSUA LIFETOLA	250.0
6 LOSUA LIFETOLA	150.0
7 LOSUA LIFETOLA	13500.0
8 LOSUA LIFETOLA	250.0
9 LOSUA LIFETOLA	150.0
10 LOSUA LIFETOLA	13500.0
11 LOSUA LIFETOLA	250.0
12 LOSUA LIFETOLA	150.0

Total Partiel: 55600.0 \$

DECLARANT: LOTOBO CCF22082016_0001_008

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LOTOBO	14000.0

Total Partiel: 14000.0 \$

DECLARANT: LOTOBO ESPERANCE CCF22082016_010

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LOTOBO ESPERANCE	14000.0
2 LOTOBO ESPERANCE	14000.0

Total Partiel: 28000.0 \$

DECLARANT: LOTOBO NANGAIMO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_060

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LOTOBO NANGAIMO	14000.0

Total Partiel: 14000.0 \$

DECLARANT: LUBU MUBIA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_006

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LUBU MUBIA	13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: LUKINU ETSHINDO CCF22082016_0055_014

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 LUKINU ETSHINDO	13500.0
2 LUKINU ETSHINDO	13500.0

Total Partiel: 27000.0 \$

DECLARANT: LUTUNDULA MICHEL KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_010

N° VICTIME	EVALUATION CHIFFREE
1 OKANJI	300.0

		Total Partiel:	300.0	\$
DECLARANT:	MABABA YASOLO ANNIE		CCF22082016_0090_010	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MABABA YASOLO ANNIE		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MABALA TOY AidILA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0013_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MABALA TOY AidILA		14000.0	
		Total Partiel:	14000.0	\$
DECLARANT:	MABIKINI ANNE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_074	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MABIKINI ANNE		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	MADELAGA MOGG		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_175	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		13500.0	
2	NON SIGNALE		13500.0	
3	NON SIGNALE		13500.0	
4	NON SIGNALE		13500.0	
		Total Partiel:	54000.0	\$
DECLARANT:	MAISA BOLOMBE		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_008	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	WANANA HELENE		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MAISA HENRIETTE		CCF22082016_0004_016	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MAISA HENRIETTE		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	MAKANI JACQUES		UGANDA 35	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MAKANI JACQUE		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MALAMU BERNABE		COPIE DE CCF22082016_0034_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MALAMU BERNABE		150.0	
2	MALAMU BERNABE		150.0	
		Total Partiel:	300.0	\$
DECLARANT:	MALAMU KUMU		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_020	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MALAMU KUMU		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MALAMU KUMU A MBOKA		CCF22082016_0034_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	DEUXIEME PERS		150.0	
2	NON SIGNALE		150.0	
		Total Partiel:	300.0	\$

DECLARANT: MALAMU LITOKO CHRISTINE CCF22082016_0091_008**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MALAMU LITOKO CHRISTINE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MALETE THEOTE** CCF22082016_0009_006**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MALETE THEOTE

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: MALETE THOETE** CCF22082016_0009_006**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MALETE THOETE

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: MALI KISEMI JEAN ANTOINE** CCF22082016_0102_006**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MALI KISEMO JEAN ANTOINE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MALI TSHITENGE RICHARD** CCF22082016_0089_006**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MALI TSHITENGE RICHARD

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MAMAN ANNA** CCF22082016_0054_032**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MAMAN ANNA

14000.0

2 MAMAN ANNA

13000.0

Total Partiel: 27000.0 \$**DECLARANT: MANDA MARTIN** KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_012**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MANGENITATA MINKAKA** CCF22082016_0050_008**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MANGONDA MALINDI** KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_326**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MANGONDA MALINDI

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MANGWANGU WAKENDA** COPIE DE CCF22082016_0036_002**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MANGWANGU WAKENDA

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MANYALE MASUDI** COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_064**N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MANYALE

13500.0

2 MANYALE MASUDI

250.0

3 MANYALE MASUDI

13000.0

4 SALA

13000.0

		Total Partiel:	39750.0	\$
DECLARANT:	MAPOLO JOSEPH		CCF22082016_0041_002	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MARIAM ATAHIRE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_034	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MARIAM ATAHIRE		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MARTHE DETINA		CCF22082016_0051_012	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MARTHE DETINA		350.0	
		Total Partiel:	350.0	\$
DECLARANT:	MASIKA ROSE		CCF22082016_0041_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	KAVUA JOSE		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MASUDI BOLOMBA		CCF22082016_0105_010	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MASUDI BOLOMBA		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MASUDI JACQUES		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_194	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MASUDI JACQUES		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MATA NYINGELE		COPIE DE CCF22082016_0033_010	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MATA NYINGELE		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MATALA KASONGO		COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_054	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MATALA KASONGO		150.0	
2	NON SIGNALE		13500.0	
		Total Partiel:	13650.0	\$
DECLARANT:	MATATA NDJALE		CCF22082016_0027_006	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MATATA NDJALE		250.0	
2	MATATA NDJALE		250.0	
3	MATATA NDJALE		250.0	
		Total Partiel:	750.0	\$
DECLARANT:	MATETA MOELE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_176	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MATETA FILLE		13000.0	
		Total Partiel:	13000.0	\$
DECLARANT:	MAUZIKO KIBASOMBA		CCF22082016_0001_006	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	

1 MAUZIKO KIBASOMBA ODILE	13500.0
2 MAUZIKO KIBASOMBA ODILE	13500.0
3 MAUZIKO KIBASOMBA ODILE	13500.0
4 MAUZIKO KIBASOMBA ODILE	13500.0

Total Partiel: 54000.0 \$

DECLARANT: MAYO EPOKE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0012_004

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 MAYO EPOKE	250.0
--------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: MAYO KUKUWANGA OUGANDA 35

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	300.0
2 NON SIGNALE	13000.0

Total Partiel: 13300.0 \$

DECLARANT: MBAFOME LEONTINE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_026

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 MBAFOME LEONTINE	13500.0
--------------------	---------

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MBAMBARA NOKONDO CCF22082016_0026_012

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 MBAMBARA NOKONDO	150.0
--------------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MBARUKU SHABANI KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_048

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 MBARUKU SHABANI	13000.0
-------------------	---------

Total Partiel: 13000.0 \$

DECLARANT: MBASA LOBELA CCF22082016_0022_006

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 MBASA LOBELA	13500.0
----------------	---------

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MBAYA MUTAMBA ROSE CCF22082016_0087_006

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 MBAYA MUTAMBA ROSE	13500.0
----------------------	---------

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: MBENGA KOTOBANGA CCF22082016_0054_004

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 MBENGA KOTOBANGA DESIRE	150.0
2 MBENGA KOTOBANGA DESIRE	150.0
3 MBENGA KOTOBANGA DESIRE	150.0
4 MBENGA KOTOBANGA DESIRE	150.0
5 MBENGA KOTOBANGA DESIRE	150.0
6 MBENGA KOTOBANGA DESIRE	150.0
7 MBENGA KOTOBANGA DESIRE	150.0

Total Partiel: 1050.0 \$

DECLARANT: MBOKA BIKUNDU COPIE DE CCF22082016_0034_004

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 MBOKA BIKUNDU	150.0
-----------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: MBOKA BIKUNGU MARIE**CCF22082016_0034_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 DEUXIEME PERS	250.0
2 NON SIGNALE	250.0
3 NON SIGNALE	250.0

Total Partiel: 750.0 \$**DECLARANT: MBUBA BAUSAKELE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_283****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MATONGO BANGA	150.0
-----------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MBULA MERCI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_034****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MBULA KELEKELE	150.0
------------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MBULA PENE MARCEL****CCF22082016_0095_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MBULA PENE MARCEL	150.0
---------------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MBWEKE NYUNGE****CCF22082016_0086_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MBWEKE NYUNGE JULIENNE	13500.0
--------------------------	---------

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MEKODI JEAN****CCF22082016_0022_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MEKODI JEAN	250.0
2 MEKODI JEAN	250.0

Total Partiel: 500.0 \$**DECLARANT: MELIGO ATCHUBA****CCF22082016_0042_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MELIGO	250.0
----------	-------

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: METATIABO MEKEKANGOY****CCF22082016_0084_005****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 METATIABO MEKEKANGOY ETIENNE	150.0
--------------------------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MICHEL BOKELAKELA****CCF22082016_0029_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MICHEL BOKELAKELA	150.0
2 MICHEL BOKELAKELA	150.0
3 MICHEL BOKELAKELA	150.0
4 MICHEL BOKELAKELA	150.0
5 MICHEL BOKELAKELA	150.0

Total Partiel: 750.0 \$**DECLARANT: MIKEMBE MUSIBI****CCF22082016_0026_010****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MIKEMBE MUSIBI	250.0
------------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: MIKEMBE THOMAS**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_182****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MIKEMBE THOMAS

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MOBALI MACHOZI****CCF22082016_0029_024****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MOBALI MACHOZI

250.0

2 MOBALI MACHOZI

250.0

Total Partiel: 500.0 \$**DECLARANT: MOKALAMUSI AZAMA****CCF22082016_0013_002****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MOKALAMUSI AZAMA

150.0

2 MOKALAMUSI AZAMA

150.0

3 MOKALAMUSI AZAMA

150.0

Total Partiel: 450.0 \$**DECLARANT: MOKANGI ILONGOSI****CCF22082016_0050_020****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$**DECLARANT: MOKE KALONDA VALENTIN****CCF22082016_0098_005****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MOKE KALONDA VALENTIN

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MOKILI DIEU DONNE****CCF22082016_0088_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MOKILI DIEU DONNE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: MOKINDA ELIMO JEAN****CCF22082016_0101_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MOKINDA ELIMO JEAN PIERRE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MOKINDA YAH JC****CCF22082016_0021_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MOKINDA YAH JC

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MOKONZI ITOLOMBI****CCF22082016_0104_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MOKONZI ITOLOMBI

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: MOLALO LOBAYA****CCF22082016_0006_018****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MOLALO LOBAYA

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: MOLISHO BONGABULE****CCF22082016_0094_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 MOLISHO BONGABULE

150.0

		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MOLISHO MBIKILA		CCF22082016_0093_005	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOLISHO MBIKILA		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MOLISHO SAIDI ALI		CCF22082016_0027_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOLISHO SAIDI ALI		14000.0	
		Total Partiel:	14000.0	\$
DECLARANT:	MONGAMBA YASELIA		CCF22082016_0097_003	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MONGAMBA YASELIA		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MONGEMA MAFALEDI		CCF22082016_0042_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	BANDJOME		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MOPOLO ALIPA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_146	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	DIEU DONNE		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MOSEKA TERESE		CCF22082016_0015_002	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOSEKA TERESE		250.0	
2	MOSEKA TERESE		250.0	
		Total Partiel:	500.0	\$
DECLARANT:	MOUSSA KONDE		CCF22082016_0106_006	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MOUSSA KONDE		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MPASA NGOMA		CCF22082016_0012_014	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MPASA NGOMA		14000.0	
		Total Partiel:	14000.0	\$
DECLARANT:	MUKANDA MBENKE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_080	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MUKANDA ILUNGA		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MUKENDI WILLY		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_143	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MUKENDI WILLY		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MUNDEKE LUFUNGULA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_018	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	MUNDEKE LUFUNGULA		150.0	
2	NON SIGNALE		150.0	

		Total Partiel:	300.0	\$
DECLARANT:	MUNGANGA BOEND	KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_024		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		14000.0		
2 NON SIGNALE		14000.0		
		Total Partiel:	28000.0	\$
DECLARANT:	MUNGANGA LISENDULA	KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_022		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 MUNGANGA LISENDULA		15000.0		
		Total Partiel:	15000.0	\$
DECLARANT:	MUNGWANGU WAKENDA	CCF22082016_0036_002		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		150.0		
2 NON SIGNALE		150.0		
		Total Partiel:	300.0	\$
DECLARANT:	MUSA MONGA MANGENGA	CCF22082016_0085_005		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 MUSA MONGA MANGENGA		13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MUTUPEKE NGEMBE	CCF22082016_0099_006		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 MUTUPEKE NGEMBE ALPHONSE		150.0		
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MWALIMU MAMADOU	CCF22082016_0092_006		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 MWALIMU MAMADOU		150.0		
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	MWAMINI MOLISHO	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_280		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 SINGA		13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MWASHAMI ASELE	COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_053		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 MWASHAMI ASELE		250.0		
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	MWAYUMA CECILE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_266		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 AMISI KISIMBAKA		13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	MWINYI AMILI	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_014		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 MWINYI AMILI		13500.0		
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	NADALI NGINDA	CCF22082016_0033_004		
N° VICTIME		EVALUATION CHIFFREE		
1 NON SIGNALE		250.0		

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: NDELO MANDAFU**CCF22082016_0004_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NDELO MANDAFU	250.0
2 NDELO MANDAFU	250.0
3 NDELO MANDAFU	250.0
4 NDELO MANDAFU	250.0
5 NDELO MANDAFU	250.0
6 NDELO MANDAFU	250.0

Total Partiel: 1500.0 \$

DECLARANT: NDJUNGA NKOY**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_240****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE	13500.0
2 TSHUNGA FRANCINE	13500.0
3 TSHUNGA SUNDJI	13500.0

Total Partiel: 40500.0 \$

DECLARANT: NDUMBE MARIE**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_092****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 EDINGA	13500.0
2 NDUMBE MARIE	150.0
3 NDUMBE MARIE	250.0
4 NDUMBE MARIE	250.0
5 NDUMBE MARIE	250.0
6 NDUMBE MARIE	250.0
7 NDUMBE MARIE	250.0

Total Partiel: 14900.0 \$

DECLARANT: NGBENGBA MAZEGE**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_294****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGBENGBA MAZEGE	14000.0
-------------------	---------

Total Partiel: 14000.0 \$

DECLARANT: NGEMA BASANGA**CCF22082016_0055_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NGEMA BASANGA	17500.0
-----------------	---------

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: NJIBA MWAMBA**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_250****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NJIBA MWAMBA	13500.0
----------------	---------

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: NOZOR BUKONDO**CCF22082016_0054_030****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NOZOR BUKONDO	150.0
-----------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: NYELE**CCF22082016_0054_028****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NYELE	150.0
---------	-------

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: NYEMBO SHABANI**CCF22082016_0015_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NYEMBO SHABANI	250.0
------------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: NZEBA TSHISEKEDI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_230**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 NZEBA TSHISEKEDI 17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$

DECLARANT: ODETTE BOLANGA **CCF22082016_0055_016**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ODETTE BOLANGA 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: ODIMBA CHANTALE **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_168**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ODIMBA CHANTALE 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ODJOMIRI ADJAI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_002**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 PAUL KUFU 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: OFENA YENI **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_010**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 OFENA YENI 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: OLELA GIBRIL **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_112**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 OLELA GIBRIL 14000.0

Total Partiel: 14000.0 \$

DECLARANT: OMAKANI JACQUES **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_304**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 OMAKANI PHILLIPE 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: OMATETE MICHEL **CCF22082016_0009_006**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 OMATETE MICHEL 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: OMOY POTA NAOMIE **CCF21082016_0007_002**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 OMOY POTA NAOMIE 250.0
2 OMOY POTA NAOMIE 250.0

Total Partiel: 500.0 \$

DECLARANT: ONGALA MUSURA **CCF22082016_0026_016**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 ONGALA MUSURA 150.0
2 ONGALA MUSURA 150.0
3 ONGALA MUSURA 150.0
4 ONGALA MUSURA 150.0

Total Partiel: 600.0 \$

DECLARANT: ONGIWA PAKABA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_118**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 JEMERIE 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: ONYEKA EFONGA

CCF22082016_0029_026

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 ONYEKA EFONGA	150.0
2 ONYEKA EFONGA	150.0
3 ONYEKA EFONGA	150.0
4 ONYEKA EFONGA	150.0
5 ONYEKA EFONGA	150.0
6 ONYEKA EFONGA	150.0

Total Partiel: 900.0 \$

DECLARANT: OSOKO EFIKA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_169

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 OSOKO EFIKA	350.0
---------------	-------

Total Partiel: 350.0 \$

DECLARANT: OTOMBOLA ASINGA

CCF22082016_0051_018

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 OTOMBOLA ASINGA	150.0
2 OTOMBOLA ASINGA	150.0

Total Partiel: 300.0 \$

DECLARANT: OUMALI OKAOTO

CCF22082016_0042_012

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 OUMALI OKAOTO	250.0
-----------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: POLE POLE CESAR

CCF22082016_0055_014

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 POLE POLE CESAR	150.0
-------------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: PONEA ANZAMA

CCF22082016_0002_004

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PONEA ANZAMA	250.0
2 PONEA ANZAMA	250.0
3 PONEA ANZAMA	250.0
4 PONEA ANZAMA	250.0
5 PONEA ANZAMA	250.0

Total Partiel: 1250.0 \$

DECLARANT: POSHO LOBOWA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_042

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 POSHO LOBOWA	13500.0
----------------	---------

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: PRECABO SIKILINI

CCF22082016_0018_008

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 PRECABO SIKILINI	250.0
2 PRECABO SIKILINI	250.0

Total Partiel: 500.0 \$

DECLARANT: RAMAZANI MUKENGE

CCF22082016_0005_008

N° VICTIME

EVALUATION CHIFFREE

1 RAMAZANI MUKENGE BAUDOUIIN	250.0
------------------------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: RAPHAEL MATATA**COPIE DE CCF22082016_0032_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 RAPHAEL MATATA

300.0

Total Partiel: 300.0 \$**DECLARANT: RAPHAEL MATATA MUELE****CCF22082016_0032_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 RAPHAEL MATATA MUELE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: SAIDI ALPHONSE****KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_025****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SAIDI ALPHONSE

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: SAIDI ALPHONSE MUSABAH****CCF22082016_0051_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SAIDI ALPHONSE MUSABAH

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: SALUMU ASUBETI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_124****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 VALATIN

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: SEFU SAIDI****CCF22082016_0021_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SEFU SAIDI

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: SEMI MAMBANDU****CCF22082016_0056_008****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SEMI MAMBANDU

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: SENGALOFO****KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_251****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SENGALOFO

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: SENGATABU****CCF22082016_0124_005****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SENGATABU

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: SHENDASALUMU****CCF22082016_0018_012****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SHENDASALUMU

250.0

Total Partiel: 250.0 \$**DECLARANT: SHUABASILA****CCF22082016_0056_004****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 SHUABASILA

250.0

2 SHUABASILA

250.0

Total Partiel: 500.0 \$

DECLARANT: SIANGO LILEE JEANNE **CCF22082016_0037_012**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 250.0

Total Partiel: **250.0** **\$**

DECLARANT: SIFA YEMA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_106**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 IBRAHIM SADIKI 13500.0

Total Partiel: **13500.0** **\$**

DECLARANT: SISIMBI ANDRE **CCF22082016_0054_006**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 SISIMBI ANDRE 14000.0

Total Partiel: **14000.0** **\$**

DECLARANT: SISOBI ANDRE **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_146**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 SISOBI ANDRE 14000.0

Total Partiel: **14000.0** **\$**

DECLARANT: SMELI MONGA NGATUA **CCF21082016_0006_012**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 SMELI MONGA NGATUA 350.0

Total Partiel: **350.0** **\$**

DECLARANT: SOLO LEMBENDA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_020**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 13500.0
2 SOLO LEMBENDA 14000.0

Total Partiel: **27500.0** **\$**

DECLARANT: SOLOMO BELEA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_108**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 BOLEA ANNIE 13500.0
2 BOLEA BALONGA 13500.0

Total Partiel: **27000.0** **\$**

DECLARANT: SONGORO OMARI **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_154**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 SONGORO OMARI 14000.0

Total Partiel: **14000.0** **\$**

DECLARANT: SUMAILI BILONGO **KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_034**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 ASIYA 13500.0

Total Partiel: **13500.0** **\$**

DECLARANT: SUNGULELE YAITO DONAT **CCF22082016_0034_010**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 NON SIGNALE 150.0

Total Partiel: **150.0** **\$**

DECLARANT: SYLVIE BOLAYA **CCF21082016_0006_024**
N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**
1 SYLVIE BOLAYA 250.0
2 SYLVIE BOLAYA 250.0
3 SYLVIE BOLAYA 250.0

		Total Partiel:	750.0	\$
DECLARANT:	SYLVIE LITETE		CCF22082016_0015_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	SYLVIE LITETE		250.0	
		Total Partiel:	250.0	\$
DECLARANT:	TABU		CCF22082016_010	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	TABU		14000.0	
2	TABU		14000.0	
3	TABU		14000.0	
		Total Partiel:	42000.0	\$
DECLARANT:	TABU WALE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_154	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		350.0	
2	TABU WALE		300.0	
		Total Partiel:	650.0	\$
DECLARANT:	TABU WALE MARIE		CCF22082016_0034_010	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		300.0	
		Total Partiel:	300.0	\$
DECLARANT:	TAMBWE LEMBE LEMBE		CCF22082016_0070_008	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	TAMBWE LEMBE LEMBE		17500.0	
		Total Partiel:	17500.0	\$
DECLARANT:	TANGELI ESONGA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_152	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	TANGELI ESONGA		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	TOBANDI MANGOLO		CCF22082016_0018_002	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	TOBANDI MANGOLO		150.0	
		Total Partiel:	150.0	\$
DECLARANT:	TOBOTELA BOUSOLI BA		CCF22082016_0081_002	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		150.0	
2	NON SIGNALE		150.0	
3	NON SIGNALE		150.0	
4	NON SIGNALE		150.0	
5	NON SIGNALE		150.0	
6	NON SIGNALE		17500.0	
7	NON SIGNALE		150.0	
8	TOBOTELA BOUSOLI BA MANGINE		13500.0	
		Total Partiel:	31900.0	\$
DECLARANT:	TOBOTELA LIUNANGWA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0006_032	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	
1	NON SIGNALE		13500.0	
		Total Partiel:	13500.0	\$
DECLARANT:	TOKONDA NONGA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_004	
N° VICTIME			EVALUATION CHIFFREE	

1 NON SIGNALE	250.0
2 TOKONDA NONGA	13500.0

Total Partiel: 13750.0 \$

DECLARANT: TSHAMA ALPHONSINE CCF22082016_0051_006

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 TSHAMA ALPHONSINE	12500.0
2 TSHAMA ALPHONSINE	150.0
3 TSHAMA ALPHONSINE	150.0
4 TSHAMA ALPHONSINE	150.0

Total Partiel: 12950.0 \$

DECLARANT: TSEMBO ISIKAINTETE CCF22082016_0034_016

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	250.0
---------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: UBINI MAKIAMBO JOSEPH CCF22082016_008

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 UBINI MAKIAMBO JOSEPH	14000.0
-------------------------	---------

Total Partiel: 14000.0 \$

DECLARANT: UKERDOGU ALODHA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_006

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 UKERDOGU ALODHA	13000.0
-------------------	---------

Total Partiel: 13000.0 \$

DECLARANT: UMADI WILLY CCF22082016_0109_004

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 UMADI WILLY	150.0
---------------	-------

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: VERONIQUE SHAKO NSIMBA CCF22082016_0018_008

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 VERONIQUE SHAKO NSIMBA	150.0
2 VERONIQUE SHAKO NSIMBA	150.0
3 VERONIQUE SHAKO NSIMBA	150.0

Total Partiel: 450.0 \$

DECLARANT: WALALA BONGELI CCF22082016_0029_014

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 NON SIGNALE	250.0
2 NON SIGNALE	250.0
3 NON SIGNALE	250.0
4 NON SIGNALE	250.0
5 NON SIGNALE	250.0
6 NON SIGNALE	250.0
7 NON SIGNALE	250.0

Total Partiel: 1750.0 \$

DECLARANT: WALTER KIBONGE CCF22082016_0004_002

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 WALTER KIBONGE	250.0
------------------	-------

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: WANAWANYAONGO CCF22082016_0082_004

N° VICTIME EVALUATION CHIFFREE

1 WANAWANYAONGO PAULINE	13500.0
-------------------------	---------

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: WAWINA BEYELA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_018**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WAWINA BEYELA 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: WAWINA BOMBALI **CCF22082016_0048_030**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WAWINA BOMBALI 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: WAWINA FRANCOIS **KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_027**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WAWINA FRANCOIS 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: WAWINA LOBELA **CCF22082016_0029_018**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WAWINA LOBELA 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: WELLO UTSHUDI **CCF22082016_0029_006**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WELLO UTSHUDI 250.0

2 WELLO UTSHUDI 250.0

Total Partiel: 500.0 \$

DECLARANT: WEZO UTSHUDI **CCF22082016_0042_008**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 KONYO 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: WINENE LANDE BOTWETWE **CCF22082016_0006_014**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WINENE LANDE BOTWETWE 15000.0

Total Partiel: 15000.0 \$

DECLARANT: WISIKI LIKANGO **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_058**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 WISIKI LIKANGO 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: YALIA HERVE **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_024**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 YALIA HERVE 150.0

Total Partiel: 150.0 \$

DECLARANT: YANGAMBI BOSEKA **CCF22082016_0055_008**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 YANGAMBI BOSEKA CHARLOTTE 250.0

Total Partiel: 250.0 \$

DECLARANT: YANGAMBI LISALA **KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_064**

N° VICTIME **EVALUATION CHIFFREE**

1 YANGAMBI LISALA 13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$

DECLARANT: YANGO LIFONDJA**KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_332****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YANGO BASOLI

17500.0

Total Partiel: 17500.0 \$**DECLARANT: YENGA AUGUSTIN****CCF22082016_0051_026****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YENGA AUGUSTIN

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: YENGA BONAYA****CCF22082016_0009_006****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YENGA BONAYA

250.0

2 YENGA BONAYA

250.0

3 YENGA BONAYA

150.0

4 YENGA BONAYA

250.0

5 YENGA BONAYA

150.0

6 YENGA BONAYA

13500.0

7 YENGA BONAYA

13500.0

Total Partiel: 28050.0 \$**DECLARANT: YENGA MALAIKA****CCF22082016_0029_014****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YENGA MALAIKA

250.0

2 YENGA MALAIKA

250.0

3 YENGA MALAIKA

250.0

4 YENGA MALAIKA

250.0

5 YENGA MALAIKA

250.0

Total Partiel: 1250.0 \$**DECLARANT: YOHA OKONGO****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_022****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 NON SIGNALE

13500.0

Total Partiel: 13500.0 \$**DECLARANT: YUMA ADEKAMI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_020****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 BONGILI BAUTI

150.0

Total Partiel: 150.0 \$**DECLARANT: YUMA RAMAZANI****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_040****N° VICTIME****EVALUATION CHIFFREE**

1 YUMA RAMAZANI

14000.0

Total Partiel: 14000.0 \$**684 CAS DE LESIONS TOTAL GENERAL: 3333650.0 \$**

EVALUATION PERTES DES BIENS**VILLE : BENI****VICTIME : ABBÉ KATAKA OMER****BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_079**

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CARBURANT (FUTS)	750.0	1	750.0
2	HABITS(VALISE)	350.0	1	350.0
3	MACHINE	2600.0	1	2600.0
4	MOTEUR	1650.0	1	1650.0
5	MOTO	3200.0	1	3200.0
6	TRONCONNEUSE	2200.0	1	2200.0

Total Partiel: 10750.0\$**VICTIME : ALIMENTATION ET CAFETARIAT ISHANGO****BENI_CCF05032016_0002_041**

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL ELECTROMENAGER	3285.0	1	3285.0
2	BOISSON	3818.0	1	3818.0
3	CHARCUTTERIE PATISSERIE	4943.0	1	4943.0
4	HABITS(VALISE)	2860.0	1	2860.0
5	PRODUITS COSMETIQUE	2979.0	1	2979.0

Total Partiel: 17885.0\$**VICTIME : ANR****BENI_CCF05032016_0001_021**

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$**VICTIME : ARIDRU ODHIKO****ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_032**

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	25	2500.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	4	1200.0
4	VACHE	300.0	70	21000.0

Total Partiel: 25020.0\$**VICTIME : BAUWA NGOMBE****KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_004**

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RIZ (SAC)	50.0	10	500.0
3	TOLE	10.0	80	800.0

Total Partiel: 6300.0\$**VICTIME : CENTRE DE SANTE DE REFERENCE****BENI_CCF05032016_0002_031**

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATTERIE	70.0	1	70.0
2	DIVERS BIENS	750.0	1	750.0
3	MATELAS	30.0	22	660.0
4	PANNEAU SOLAIRE	400.0	1	400.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2080.0\$**VICTIME : CENTRE DE SANTEDE REFERENCE****BENI_CCF05032016_0001_019**

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
-----------	---------------------	----------------------	-----------------	-------------------

1	BRANCARD	30.0	1	30.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	MATELAS	30.0	30	900.0
4	MEDICAMENT	4680.0	1	4680.0
5	MICROSCOPE	250.0	1	250.0
6	PANNEAU SOLAIRE	300.0	2	600.0
7	PAQUETS DAVIERS	300.0	1	300.0
8	PESE ADULTE	20.0	1	20.0

Total Partiel: 7380.0\$

VICTIME : CENTRE HOSPITALIER KELEKELE

BENI_CCF05032016_0002_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AUTOCLAVE	150.0	1	150.0
2	BALANCE	15.0	20	300.0
3	HORLOGE	20.0	2	40.0
4	MATELAS	30.0	20	600.0
5	MEDICAMENT	1000.0	1	1000.0
6	MICROSCOPE	250.0	1	250.0
7	TENSIOMETRE	20.0	2	40.0

Total Partiel: 2380.0\$

VICTIME : COMPLEXE SCOLAIRE BANYAMBUNGE

BENI_CCF05032016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FOURNITURE SCOLAIRE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : CONFEDERATION SYNDICALE DU CONGO

BENI_CCF05032016_0002_071

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A ECRIRE	100.0	1	100.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : COOPERATIVE AGRICOLE MOLENDE

BENI_CCF05032016_0002_069

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALANCE	20.0	1	20.0
2	CAFE (SAC)	50.0	70	3500.0
3	COUVEUSE	300.0	1	300.0
4	MAIS (SAC)	50.0	150	7500.0
5	SOJA (SAC)	50.0	2	100.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 11620.0\$

VICTIME : DISPENSAIRE MATERNITE MAPENDO

BENI_CCF05032016_0002_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRAIS DES SOINS MEDICAUX	3783.0	1	3783.0

Total Partiel: 3783.0\$

VICTIME : DIVISION PROVINCIALE DE LA FONCTION

BENI_CCF05032016_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	40	12000.0
2	TOLE	10.0	40	400.0
3	VITRE	20.0	84	1680.0

Total Partiel: 14080.0\$

VICTIME : ECOLE PRIMAIRE DE MAANDALIO II

BENI_CCF05032016_0001_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FOURNITURE DU BUREAU	960.0	1	960.0
2	MOBILIER DE BUREAU	2842.0	1	2842.0

Total Partiel: 3802.0\$**VICTIME :** ECOLE PRIMAIRE KIGHUTU

BENI_CCF05032016_0002_061

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FOURNITURE SCOLAIRE	1500.0	1	1500.0
2	LOCAL	2000.0	10	20000.0

Total Partiel: 21500.0\$**VICTIME :** ECOLE PRIMAIRE RISASI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	2	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$**VICTIME :** EGLISE ECC

BENI_CCF05032016_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL RADIOPHONIQUE	500.0	1	500.0
2	APPAREILLAGE DE	500.0	1	500.0
3	GROUPE ELECTROGENE	1500.0	1	1500.0
4	MOBILIER DE BUREAU	2000.0	1	2000.0
5	TOLE	10.0	360	3600.0

Total Partiel: 8100.0\$**VICTIME :** EGLISE ANGLAICANE

BENI_CCF05032016_0002_045

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMPLIFICATEUR	400.0	1	400.0
2	CHEVRON	10.0	40	400.0
3	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 1400.0\$**VICTIME :** EGLISE CATHOLIQUE

BENI_CCF05032016_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMPLIFICATEUR	400.0	1	400.0
2	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
3	FUT ESSENCE	100.0	1	100.0
4	POCHE DE SAC CIMENT	5.0	250	1250.0
5	TOLE	10.0	370	3700.0
6	TRONCONNEUSE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7950.0\$**VICTIME :** EGLISE CBCA

BENI_CCF05032016_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	1	80.0
2	OUTILLAGES PAROISSE	500.0	1	500.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 680.0\$**VICTIME :** EGLISE CBCA MABOYA

BENI_CCF05032016_0001_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	150.0	1	150.0
2	BATTERIE	50.0	1	50.0
3	MATELAS	30.0	6	180.0

4	MEDICAMENT	2650.0	1	2650.0
5	PANNEAU SOLAIRE	300.0	1	300.0
6	PUPITRES	10.0	150	1500.0
7	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 5130.0\$

VICTIME : EGLISE DE PENTECOTE

BENI_CCF05032016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	INSTRUMENT MUSICAL	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : ENTREPRISE GLOIRE A DIEU

BENI_CCF05032016_0002_041

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATTERIE	50.0	1	50.0
2	CAFE (SAC)	50.0	899	44950.0
3	SAE 40	15.0	2	30.0
4	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 55030.0\$

VICTIME : KADAKIMA ALPHONSINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	PORC	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2600.0\$

VICTIME : KAMBALE MALIYABWANA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : KANABO TEBABO

ITURI_SUITE_CCF05032016 (3)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6190.0\$

VICTIME : LABABO SUMBABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : LEBABO MUNGIMBO JEAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATTERIE	150.0	1	150.0
2	CHEVRE	100.0	11	1100.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

5	PANNEAU SOLAIRE	200.0	1	200.0
6	PORC	100.0	14	1400.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VACHE	300.0	37	11100.0
10	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 19800.0\$

VICTIME : LIONDJA BASINGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_076

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : LOKANA KPANE INNOCENT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FILET	50.0	1	50.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	PIROGUE	500.0	1	500.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6550.0\$

VICTIME : LONGONDO ASSANI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIAMANT	25000.0	12	300000.0
2	MAGNETOSCOPE	100.0	1	100.0
3	RADIO	50.0	2	100.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0
5	TOLE	10.0	35	350.0

Total Partiel: 301050.0\$

VICTIME : MM KABATORO MBAZE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_049

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MM KAMOKEA ANUALITE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_094

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KASUMBA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_211

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME OLEMBO ANIFA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_209

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME SALARA MUBULI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_207

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ABANAKELO AMBOKO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_123			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ABAPA KAPANGAPANGA		BENI_CCF05032016_0004 (2)_028			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ABIMA AMBA		BENI_CCF05032016_0001 (2)_166			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ADIDFA MANGUBO		BENI_CCF05032016_0003 (2)_057			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
2	VELO	100.0	2	200.0	
3	VOLAILLE	500.0	1	500.0	
				Total Partiel:	5700.0\$
VICTIME : MME ADIJA NDAGIRE		BENI_CCF05032016_0005 (2)_036			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ADO ZUNATE		BENI_CCF05032016_0006 (2)_086			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ADONDI NKATIKIMO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_042			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ADUBANGO WARD A		BENI_CCF05032016_0005 (2)_071			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME AFANZA ENEMBI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_043			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME AFEKA ARIVO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_023			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME AKELO FWARBE		BENI_CCF05032016_0006 (2)_064			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	

				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME AKOTAKO ALEKO		BENI_CCF05032016_0003 (2)_049			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ALEKO MAGIDRIRO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_135			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ALEKO MOSEKA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_027			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ALIBASA UVOYA ALPHONSINE		BENI_CCF05032016_0001 (2)_172			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ALILYA NGAIMOKO		BENI_CCF05032016_0006 (2)_054			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ALIMA FULU		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_182			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
2	TOLE	10.0	16	160.0	
				Total Partiel:	360.0\$
VICTIME : MME AMAKPELU MATESO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_139			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME AMEKOKO CHAKO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_280			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ANDAUNDE NKOLO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_153			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ANDROSI NDEKOTE		BENI_CCF05032016_0005 (2)_040			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ANGALIAMA IRISI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_275			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$

VICTIME : MME ANITA TABE		BENI_CCF05032016_0005 (2)_145		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME APIO NEMEMA		BENI_CCF05032016_0001 (2)_100		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME APIYO OZUOR		BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_055		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
Total Partiel:				200.0\$
VICTIME : MME ASERO ALESI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME ASERU EDRAKU		BENI_CCF05032016_0002 (2)_021		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME ASIWANA MOSEKA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_167		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME ASIYA MUSA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_107		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME ASUDE ANTAKUNO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_165		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME ASUMINI MASUDI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_073		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME ATIMNEDI UBEMU		BENI_CCF05032016_0005 (2)_048		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME AVESI NABA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_115		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME AZIZA OTAKO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_137		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME :		MME BAGINYO UKAYI		
		BENI_CCF05032016_0002 (2)_040		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME :		MME BAHEMURWAKI NEEMA		
		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOVIN	100.0	27	2700.0
2	VACHE	300.0	4	1200.0
Total Partiel:				3900.0\$
VICTIME :		MME BAKUMBAI VISIKA		
		BENI_CCF05032016_0001 (2)_165		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME :		MME BALEMO MINDELA		
		BENI_CCF05032016_0005 (2)_095		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME :		MME BALONGA MARIE		
		BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	9	720.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5720.0\$
VICTIME :		MME BANGOBANGO NYAMBALAY		
		BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_060		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAISSE ARGENT EN ESPECES	3000.0	1	3000.0
2	SOINS MEDICAU	8000.0	1	8000.0
Total Partiel:				11000.0\$
VICTIME :		MME BASAKI YAOKANOJA		
		BENI_CCF05032016_0002 (2)_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME :		MME BASAKU YAOKANDA		
		BENI_CCF05032016_0006 (2)_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME :		MME BASALI INGOLE		
		BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
Total Partiel:				500.0\$
VICTIME :		MME BASOMBOLA LISAMBOLA		
		BENI_CCF05032016_0003 (2)_042		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$

VICTIME : MME BATONTANI CHAUSIKU		BENI_CCF05032016_0006 (2)_060		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME BATOTANDA KAZAMBIA		BENI_CCF05032016_0004 (2)_021		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME BHANIA KALIA		BENI_CCF05032016_0001 (2)_082		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME BIANE MASUDI		BENI_CCF05032016_0003 (2)_053		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME BIWAGA ADUBANGO		BENI_CCF05032016_0003 (2)_040		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME BOLONGOSHA BERTHA		BENI_CCF05032016_0003 (2)_025		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME BOLOYO EKONDO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME BOMESI MALETA		BENI_CCF05032016_0006 (2)_041		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME BORIUE SEBISE		BENI_CCF05032016_0006 (2)_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME BOSOMI LISEMBI		BENI_CCF05032016_0003 (2)_043		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME BUNGISE NGUMURAVO		BENI_CCF05032016_0002 (2)_003		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME CECILE MBAMBU		BENI_CCF05032016_0008_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	CANARD	15.0	6	90.0
2	CHEVRE	100.0	3	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	POULE	5.0	30	150.0

Total Partiel: 740.0\$

VICTIME : MME CHUMASE CHUUE

BENI_CCF05032016_0002 (2)_043

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME EBWA MOLOKA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TITRE SCOLAIRE	20.0	5	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : MME EKOKO ATIA

BENI_CCF05032016_0002 (2)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2500.0	1	2500.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : MME ELOMBO BELIBA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_151

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	2	1600.0
3	TELEVISION	350.0	1	350.0

Total Partiel: 6950.0\$

VICTIME : MME EMELI AMANGE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_160

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME EMEMAY ZONGOU

BENI_CCF05032016_0003 (2)_063

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME ESALE ILOKO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_141

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME EWANDANI REGINA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_083

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MME FATAKI UGUMBA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME FATIMA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2500.0	1	2500.0

				Total Partiel:	2500.0\$
VICTIME : MME FEZA RAMAZANI BENI_CCF05032016_0003 (2)_009					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0	
				Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : MME FLORANCE BENI_CCF05032016_0004 (2)_008					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0	
				Total Partiel:	3000.0\$
VICTIME : MME FWALING USUSTHO BENI_CCF05032016_0003 (2)_055					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME GANISIKALI BENI_CCF05032016_0006 (2)_031					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0	
				Total Partiel:	3000.0\$
VICTIME : MME HANDISANA KATHO BENI_CCF05032016_0005 (2)_171					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME IDAYA FATUMA BENI_CCF05032016_0006 (2)_024					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME IPOLINGWANE FATU BENI_CCF05032016_0001 (2)_163					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	1500.0	1	1500.0	
				Total Partiel:	1500.0\$
VICTIME : MME IYUNGE FWAMBE BENI_CCF05032016_0001 (2)_170					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARGENT EN ESPECE	780.0	1	780.0	
2	MOULIN	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	1080.0\$
VICTIME : MME IZUNGU BATUBO BENI_CCF05032016_0001 (2)_125					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	10000.0	1	10000.0	
				Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : MME JACLINE NDAWE BENI_SUITE2_CCF08032016_047					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARGENT EN ESPECE	224.0	1	224.0	
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5224.0\$
VICTIME : MME JEMU KAKUFA BENI_CCF05032016_0001 (2)_162					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	

				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME KABA TAYOMBA		BENI_CCF05032016_0002 (2)_048			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	1500.0	1	1500.0	
				Total Partiel:	1500.0\$
VICTIME : MME KABALA WA KABALA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_031			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0	
				Total Partiel:	3000.0\$
VICTIME : MME KABAZUNGU AOSINI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_264			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0	
				Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : MME KABUGHO KATHUNDA		BENI_CCF05032016_0007_024			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME KABUGHO KAVUTHIRWAKI		BENI_CCF05032016_0010_016			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	1	100.0	
2	CANARD	15.0	8	120.0	
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	420.0\$
VICTIME : MME KABUSHO KASONSO		BENI_CCF05032016_0010_018			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0	
				Total Partiel:	900.0\$
VICTIME : MME KABWERA MWENGESIALI		BENI_CCF05032016_0001 (2)_135			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME KADIDJA ABAU		BENI_CCF05032016_0005 (2)_069			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : MME KAHABU NZAMA		BENI_CCF05032016_0001 (2)_029			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0	
2	RIZ (SAC)	50.0	2	100.0	
3	TOLE	10.0	9	90.0	
				Total Partiel:	790.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU FIMBO		BENI_CCF05032016_0001 (2)_035			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$

VICTIME : MME KAHAMBU KABILO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_086

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAHAMBU KAHORO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	80.0	1	80.0
2	CHEVRE	100.0	1	100.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MEUBLE	167.0	1	167.0

Total Partiel: 547.0\$

VICTIME : MME KAHAMBU KAILANDA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAHAMBU KAKULE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAHAMBU KALIVANDA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAHAMBU KAMBERE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : MME KAHAMBU LUSENGE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_068

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	2	60.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	POISSON SALE (CARTON)	60.0	1	60.0
4	USTENCILS DE CUISINE	10.0	2	20.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MME KAHAMBU MALIMBA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 530.0\$

VICTIME : MME KAHAMBU MALYATERO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_055

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	TOLE	10.0	25	250.0

4	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				530.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU MATHE		BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_077		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU MBAFU		BENI_CCF05032016_0001 (2)_139		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	600.0	1	600.0
Total Partiel:				600.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU MUKUNDI		BENI_CCF05032016_0001 (2)_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5900.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU MUSAYI		BENI_SUITE2_CCF08032016_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	200.0	1	200.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				500.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU MUVIRI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_130		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU NDAHIRO		BENI_CCF05032016_0001 (2)_027		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	TOLE	10.0	5	50.0
Total Partiel:				80.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU NSANGE		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
Total Partiel:				80.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU SABUMI		BENI_CCF05032016_0002 (2)_054		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1200.0	1	1200.0
Total Partiel:				1200.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU SAFARI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_048		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME KAHAMBU SIKULI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_223		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
---	--------	--------	---	--------

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAHAMBU SIMBULERINI BENI_CCF05032016_0006 (2)_215

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	2	60.0
2	POULE	5.0	2	10.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 370.0\$

VICTIME : MME KAHINDO BWAKYANAKAZI BENI_CCF05032016_0002 (2)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2500.0	1	2500.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : MME KAHINDO KALIKUMWEYO BENI_CCF05032016_0006 (2)_118

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 530.0\$

VICTIME : MME KAHINDO KESEKESI BENI_CCF05032016_0005 (2)_105

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KAHINDO MALONGO BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_055

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 710.0\$

VICTIME : MME KAHINDO MBEWIRAHU BENI_CCF05032016_0006 (2)_096

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : MME KAHINDO MUKWARAMBI BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_067

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	POULE	5.0	4	20.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MME KAHINDO MUVAHAWABENDU BENI_CCF05032016_0006 (2)_225

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAHINDO MWENGESYALI

BENI_CCF05032016_0001 (2)_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	10	100.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MME KAHINDO SIKUMBILI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_155

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	2	60.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5060.0\$

VICTIME : MME KAHINDO SYAHAVA

BENI_CCF05032016_0007_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	POULE	5.0	15	75.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 775.0\$

VICTIME : MME KAHINDO THENSERE

BENI_CCF05032016_0009_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	4	60.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	FARINE(SAC)	50.0	3	150.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	POULE	5.0	8	40.0
6	RADIO	250.0	1	250.0
7	RIZ (SAC)	50.0	4	200.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : MME KAHINDO TSONGO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_069

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	PORC	100.0	1	100.0
3	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 415.0\$

VICTIME : MME KAHINDO TSEMBIRA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	3	90.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 190.0\$

VICTIME : MME KAHINDO VAENI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_253

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	250.0	1	250.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MME KAHINDO VYAMUREHERE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_117

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KAHINDO YALERIYA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_098

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	TOLE	10.0	10	100.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MME KAHUMBU NYEMBU

BENI_CCF05032016_0006 (2)_199

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MME KAINDO KATHU

BENI_CCF05032016_0001 (2)_151

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAISALA KELEKELE

BENI_CCF05032016_0003 (2)_061

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAJI NTAMBWE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_296

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KALONDA SARAH

BENI_CCF05032016_0003 (2)_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MME KAMANGO YAIYOLO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_335

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KAMBALE KINYATA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_183

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	OR	100.0	1	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MME KAMBALE KISAVIRE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_053

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KAMBALE RATSUVA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_157

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RIZ (SAC)	50.0	4	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MME KANAMBU MATSIPA

BENI_CCF05032016_0004 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	800.0	1	800.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : MME KAPINGA KAPITA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	POULE	5.0	6	30.0
4	TOLE	10.0	25	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 930.0\$

VICTIME : MME KASEMIRE BIGAMBWENDA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_312

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KASOKI BALIKWISHA

BENI_SUITE2_CCF08032016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 430.0\$

VICTIME : MME KASUERA VUMILIA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_163

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : MME KASWEBA KYAKIMWA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_167

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	RADIO	50.0	2	100.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MME KASWERA ALEKO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MME KASWERA BINDA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_169

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	RIZ (SAC)	50.0	2	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : MME KASWERA MBATANGU

BENI_SUITE2_CCF08032016_065

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COBAYE	5.0	8	40.0
2	LAPIN	15.0	4	60.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 130.0\$

VICTIME : MME KASWERA MUHANDAVUKO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BACHE	20.0	1	20.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 570.0\$

VICTIME : MME KASWERA MUHINDO

BENI_SUITE2_CCF08032016_057

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	400.0	1	400.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MME KASWERA MUTSWIMIRWA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_110

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	100.0	1	100.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : MME KASWERA SINANDUNGU

BENI_CCF05032016_0006 (2)_189

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : MME KASWERA TAMBUHIRIMA

BENI_SUITE2_CCF08032016_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	TOLE	10.0	10	100.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 230.0\$

VICTIME : MME KASWERA THEMBO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_037

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	6	30.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1030.0\$

VICTIME : MME KASWERA TSONGO

BENI_SUITE2_CCF08032016_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 230.0\$

VICTIME : MME KASWERA VALIHALI

BENI_SUITE2_CCF08032016_041

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAFE (SAC)	50.0	2	100.0
2	LAPIN	15.0	1	15.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	POISSON SALE (CARTON)	60.0	2	120.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

				Total Partiel:	435.0\$
VICTIME : MME KASWERA VUNYATSI		BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_028			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MATELAS	30.0	2	60.0	
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5060.0\$
VICTIME : MME KASWORA KARAMBA		BENI_CCF05032016_0002 (2)_026			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : MME KATHONGO MATHE		BENI_CCF05032016_0001 (2)_143			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME KATHUNGU CHARLOTTE		BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_065			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	CANARD	15.0	4	60.0	
2	CHEVRE	100.0	3	300.0	
				Total Partiel:	360.0\$
VICTIME : MME KATHUNGU KAMBALE		BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_037			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	CHEVRE	100.0	1	100.0	
2	MATELAS	30.0	1	30.0	
3	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	230.0\$
VICTIME : MME KATHUNGU MAKUKU		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_096			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	1	100.0	
2	CHEVRE	100.0	3	300.0	
				Total Partiel:	400.0\$
VICTIME : MME KATHUNGU MAYANI		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_107			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MARCHANDISE	1500.0	1	1500.0	
2	MATELAS	30.0	2	60.0	
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	1760.0\$
VICTIME : MME KATHUNGU MUSAYI		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_040			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HARICOT (SAC)	50.0	1	50.0	
2	MATELAS	30.0	2	60.0	
3	POULE	5.0	2	10.0	
				Total Partiel:	120.0\$
VICTIME : MME KATHUNGU YARALA		BENI_CCF05032016_0004 (2)_030			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$

VICTIME : MME KATSUVA KANYERE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_160

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	21	630.0
4	TOLE	10.0	20	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1530.0\$

VICTIME : MME KATUAGU SIFIWA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_068

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KATUNATO KABEBIAMA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_129

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KATUNGU ANGALI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_253

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KATUNGU MBAYIRINDI

BENI_CCF05032016_0010_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	POULE	5.0	4	20.0

Total Partiel: 5020.0\$

VICTIME : MME KATUNGU MUKUNDI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_151

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : MME KAVIGHO NTAHANGULA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_085

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 430.0\$

VICTIME : MME KAVIGHO VIHAMBA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_093

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	6	60.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 310.0\$

VICTIME : MME KAVIRA BAHINGANA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_146

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAVIRA BASOLI		BENI_CCF05032016_0008_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	20.0	15	300.0
2	CHEVRE	100.0	3	300.0
3	POULE	5.0	3	15.0
Total Partiel:				615.0\$

VICTIME : MME KAVIRA BASYIRI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_092		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	50.0	3	150.0
2	TOLE	10.0	15	150.0
Total Partiel:				300.0\$

VICTIME : MME KAVIRA ELIZA		BENI_CCF05032016_0003 (2)_035		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2500.0	1	2500.0
Total Partiel:				2500.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KABUNGA		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_097		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5030.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KAHASI		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_074		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	600.0	1	600.0
Total Partiel:				600.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KAHEMULO		BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_043		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	POULE	5.0	2	10.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				260.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KALAYI		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_103		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
Total Partiel:				1230.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KALIVANDA		BENI_CCF05032016_0002 (2)_009		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KAMUKEHERA		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_078		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5030.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KAMUNDU		BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_035		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0

2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	2	10.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 610.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KASIVIRAHU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_070

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 560.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KASUKA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_171

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	5	150.0
2	MEDICAMENT	1500.0	1	1500.0
3	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 1850.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KATSUMBIKI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TOLE	10.0	24	240.0

Total Partiel: 590.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KIGHOMA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KISOKUKO

BENI_CCF05032016_0009_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 315.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KITSA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_109

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0

Total Partiel: 890.0\$

VICTIME : MME KAVIRA KONESA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_173

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	50.0	1	50.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	400.0	1	400.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : MME KAVIRA LAHERIRE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_100

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 330.0\$

VICTIME : MME KAVIRA LUKUNDULA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_203

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	PADDY(SAC)	500.0	10	5000.0
3	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MASAVANI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	TOLE	10.0	12	120.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MASIMENGE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_076

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	POULE	5.0	2	10.0

Total Partiel: 140.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MASUKA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_191

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MATATA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_075

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MBASUVIAKI

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MBONZO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_091

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	TOLE	10.0	12	120.0

Total Partiel: 150.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MBUKULI

BENI_SUITE2_CCF08032016_053

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	PORC	100.0	1	100.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MBUTHO

BENI_CCF05032016_0010_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MESO

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0

2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
---	--------	--------	---	--------

Total Partiel: 6200.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MIYAYANO

BENI_CCF05032016_0006 (2)_102

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5030.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MOWA

BENI_SUITE2_CCF08032016_043

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POULE	5.0	3	15.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 215.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MUHEMU

BENI_CCF05032016_0006 (2)_159

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	2	60.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5060.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MULIVWAMO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_087

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MURERE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MUVUNGA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_095

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	10	300.0
2	MEDICAMENT	800.0	1	800.0
3	MICROSCOPE	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1350.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MWANANDEKE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_080

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0

Total Partiel: 760.0\$

VICTIME : MME KAVIRA MWIMBIRA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_223

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAFE (SAC)	50.0	100	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAVIRA SIVIHOLYA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	1	100.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	RIZ (SAC)	100.0	1	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MME KAVIRA SOLANGE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_085

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAVIRA SYALICHOLO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_083

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 230.0\$

VICTIME : MME KAVIRA TSONGO

BENI_CCF05032016_0001 (2)_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MME KAVIRA VALIMBESA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COBAYE	5.0	10	50.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : MME KAVIRA VATSURANA

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MME KAVIRA WAKATSURAKI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0002_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	MEUBLE	180.0	1	180.0

Total Partiel: 280.0\$

VICTIME : MME KAVIRA ZAWADI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_082

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KAVOGHO MATSANDE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_108

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	TOLE	10.0	15	150.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 510.0\$

VICTIME : MME KAVUA KENDA

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	1	5.0

Total Partiel: 505.0\$

VICTIME : MME KAVUCHO KISANDO

BENI_CCF05032016_0006 (2)_068

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEDICAMENT	1500.0	1	1500.0
4	POULE	5.0	12	60.0

Total Partiel: 2260.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_321

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FENETRE	10.0	1	10.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORTE	10.0	1	10.0

Total Partiel: 5020.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO KALIVWA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_093

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 430.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO KAMAPE

BENI_SUITE2_CCF08032016_063

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	POULE	5.0	4	20.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 480.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO KANGETSE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0

Total Partiel: 360.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO KASONIA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0002_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO KATSUKA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_065

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 560.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO MAKASI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO MBINIKA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_162

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	100.0	2	200.0
2	POISSON SALE (CARTON)	60.0	2	120.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 470.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO MBUSO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO MUKUNYU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_081

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	3	90.0
2	RADIO	50.0	2	100.0

Total Partiel: 190.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO SAASITA

BENI_SUITE2_CCF08032016_059

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO TSONGO

BENI_CCF05032016_0006 (2)_153

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	10.0	2	20.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5080.0\$

VICTIME : MME KAVUGHO VAHANI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	23	230.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 330.0\$

VICTIME : MME KAVUO BUKUNDIKA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MME KAVUO HELENE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_077

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MME KAVUO KENDA

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	1	5.0

Total Partiel: 505.0\$

VICTIME : MME KAVUO MUTAHENGA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_175		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME KAVUO WANZALUENDO		BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_035		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME KAWAYA RENEMA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_317		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME KAYIRA KISANGAM		BENI_CCF05032016_0003 (2)_073		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME KAZIA		BENI_CCF05032016_0006 (2)_233		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
Total Partiel:				200.0\$
VICTIME : MME KENGETE SARALUCIE		BENI_CCF05032016 (2)_031		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
Total Partiel:				8000.0\$
VICTIME : MME KIAKIMWA KIHOMO		BENI_CCF05032016_0001 (2)_113		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME KIESSE TANINA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_047		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
Total Partiel:				3000.0\$
VICTIME : MME KOITA OMELESSE		BENI_CCF05032016_0006 (2)_045		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME KOKAYI BAGINO		BENI_CCF05032016_0006 (2)_076		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME KONGA EUGENIE		BENI_CCF05032016_0002 (2)_022		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$

VICTIME : MME KUKWABO KISEZO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME KWANZATEGBATE ADUKWAMAZANGA

BENI_CCF05032016_0002 (2)_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MME KYAKIMWA FATAKI

BENI_CCF05032016_0003 (2)_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME KYAKIMWA KIPURANGA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_164

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	RIZ (SAC)	50.0	2	100.0

Total Partiel: 130.0\$

VICTIME : MME KYAKIMWA MUHIMA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_120

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	2	60.0
2	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 260.0\$

VICTIME : MME KYAKIMWA SIKULI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0002_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	POULE	5.0	3	15.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 415.0\$

VICTIME : MME KYEUSI MAHALAKI

BENI_CCF05032016_0010_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	SOINS MEDICAUX	650.0	1	650.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : MME LAINI BRAHIM

BENI_CCF05032016_0005 (2)_231

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MME LAPI TULIA

BENI_CCF05032016_0003 (2)_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MME LEMBERAC

BENI_CCF05032016_0005 (2)_161

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : MME LINGACHALO JULIENNE

BENI_CCF05032016_0003 (2)_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME LINGOFO EKOMBO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : MME LISONGO WIVINE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_097

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : MME LOKANGU DORA

BENI_CCF05032016_0003 (2)_037

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME LOSI JEANNE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_127

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : MME LUKUNGA ZAINA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : MME LYAGABO MANGANGA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_278

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME MABONE BYARUHANGA

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAISSE ARGENT EN ESPECES	500.0	1	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : MME MADASA TSOZA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME MADJESI MAVE

BENI_CCF05032016_0004 (2)_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 5950.0\$

VICTIME : MME MAGBOU KOKOLA

BENI_CCF05032016_0002 (2)_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME MAKWA YOHALI

BENI_CCF05032016_0001 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MME MALIKI DONGO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME MANGOLO YABHOLO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_201

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	18000.0	1	18000.0

Total Partiel: 18000.0\$

VICTIME : MME MANOKO MUGERA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_277

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	4	400.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : MME MANYIRE BASEZA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_141

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME MAPASA BRIGITTE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_149

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POISSON SALE (CARTON)	60.0	5	300.0
2	SUCRE(SAC)	50.0	7	350.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : MME MARADA MESTIKA

BENI_CCF05032016_0004 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MME MASIBU BERTTE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_159

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MME MASIKA BASILI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_227

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : MME MASIKA BENETE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_185

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	50.0	3	150.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : MME MASIKA FATUMA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_123

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MME MASIKA HANGI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 230.0\$

VICTIME : MME MASIKA KAHIKIKO

BENI_CCF05032016_0001 (2)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TOLE	10.0	20	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 350.0\$

VICTIME : MME MASIKA KAKUMONGA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	MOULIN	300.0	1	300.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : MME MASIKA KAMATE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_187

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	TOLE	10.0	8	80.0

Total Partiel: 110.0\$

VICTIME : MME MASIKA KAMBALE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_155

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	TOLE	10.0	40	400.0

Total Partiel: 5580.0\$

VICTIME : MME MASIKA KANYEO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_245

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME MASIKA KARUMBA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0002_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 230.0\$

VICTIME : MME MASIKA KASEREKA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_137

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	POULE	5.0	8	40.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 480.0\$

VICTIME : MME MASIKA KASHAKULU

BENI_CCF05032016_0006 (2)_116

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MME MASIKA KASIMBA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_089

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	10.0	2	20.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : MME MASIKA KATUNGU

BENI_CCF05032016_0006 (2)_195

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	200.0	1	200.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : MME MASIKA KIGHOMA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_251

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	50.0	10	500.0
2	CHEVRE	100.0	8	800.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	3	300.0
4	RIZ (SAC)	50.0	18	900.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : MME MASIKA KIHUNDU

BENI_CCF05032016_0001 (2)_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MME MASIKA KIKUTSA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_072

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 430.0\$

VICTIME : MME MASIKA KISEHYA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_181

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MME MASIKA LUVUNO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_083

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	3	90.0
2	RADIO	50.0	2	100.0

Total Partiel: 190.0\$

VICTIME : MME MASIKA MANDEPY

BENI_CCF05032016_0006 (2)_156

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MME MASIKA MANENO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_337

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	FRIGO	350.0	1	350.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6500.0\$

VICTIME : MME MASIKA MISISA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	COBAYE	5.0	17	85.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MATELAS	30.0	1	30.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	RADIO	50.0	2	100.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1640.0\$

VICTIME : MME MASIKA MUHALE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	TOLE	10.0	10	100.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : MME MASIKA MUKELUBUNGA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_191

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 230.0\$

VICTIME : MME MASIKA MUKIRA

BENI_CCF05032016_0007_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	4	60.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MATELAS	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1060.0\$

VICTIME : MME MASIKA MULEKIA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_103		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME MASIKA MULUKU		BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_059		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5250.0\$
VICTIME : MME MASIKA MUSONGE		BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_089		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	TOLE	10.0	5	50.0
Total Partiel:				280.0\$
VICTIME : MME MASIKA MUYOU		BENI_CCF05032016_0006 (2)_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	4000.0	1	4000.0
Total Partiel:				4000.0\$
VICTIME : MME MASIKA NDAKI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_187		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME MASIKA NDANDA		BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_051		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				130.0\$
VICTIME : MME MASIKA RIMA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_215		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	100.0	1	100.0
Total Partiel:				100.0\$
VICTIME : MME MASIKA SAIBA		BENI_CCF05032016_0003 (2)_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1200.0	1	1200.0
Total Partiel:				1200.0\$
VICTIME : MME MASIKA SARAKWA		BENI_CCF05032016_0006 (2)_175		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5330.0\$
VICTIME : MME MASIKA TSEVULAMBIRE		BENI_CCF05032016_0006 (2)_229		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0

2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : MME MASIKA TSONGO

BENI_CCF05032016_0006 (2)_128

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	80.0	1	80.0
2	PIECE WAX	100.0	6	600.0

Total Partiel: 680.0\$

VICTIME : MME MASIKA VIRA

BENI_CCF05032016_0009_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MARCHANDISE	1500.0	1	1500.0
3	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 1725.0\$

VICTIME : MME MASIKA VISESO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_105

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TOLE	10.0	20	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MME MASIKA VYATSURAU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	2	10.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1260.0\$

VICTIME : MME MASIKA WAHERENDE

BENI_SUITE2_CCF08032016_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	DRAP	10.0	1	10.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0

Total Partiel: 370.0\$

VICTIME : MME MASILA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_241

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME MBAMBU MBAHWEKA

BENI_CCF05032016_0010_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MME MBAMBU MBUTHO

BENI_CCF05032016_0010_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MME MBAMBU MULIKI

BENI_CCF05032016_0010_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MME MBAMBU MUNSANSA

BENI_CCF05032016_0008_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	1	15.0
2	CHEVRE	100.0	8	800.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	POULE	5.0	2	10.0

Total Partiel: 1025.0\$

VICTIME : MME MBAMBU VAENI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	2	60.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5160.0\$

VICTIME : MME MBAYO WANDAYE

BENI_CCF05032016_0002 (2)_046

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	LECTEUR VIDEO	200.0	1	200.0
3	TELEVISION	300.0	1	300.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : MME MBELA ANIFA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_121

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	4000.0	1	4000.0

Total Partiel: 4000.0\$

VICTIME : MME MBOYO BOSASELE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : MME MBOYO NAOMIE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_155

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MME MBULAMBASIKA IHANA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_143

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MOTO	800.0	2	1600.0
3	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 12100.0\$

VICTIME : MME MBUSA SHINDANI

BENI_CCF05032016_0001 (2)_037

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CARTON ALCOOL	20.0	1	20.0
2	CIGARETTE (FARDE)	10.0	1	10.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	SAC VIDE	5.0	200	1000.0

				Total Partiel:	1230.0\$
VICTIME :		MME MBUTSHU OLOMO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_127		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0	
2	MEUBLE	6000.0	1	6000.0	
				Total Partiel:	16000.0\$
VICTIME :		MME MELIGO LUSULE	BENI_CCF05032016_0005 (2)_284		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0	
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	15000.0\$
VICTIME :		MME MOLIKI OGALI	BENI_CCF05032016_0005 (2)_304		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0	
				Total Partiel:	3000.0\$
VICTIME :		MME MONGALA JUSTINE	BENI_CCF05032016_0004 (2)_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION DE LUXE	15000.0	1	15000.0	
				Total Partiel:	15000.0\$
VICTIME :		MME MONOLO YANGE	BENI_CCF05032016_0005 (2)_319		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	4000.0	1	4000.0	
				Total Partiel:	4000.0\$
VICTIME :		MME MONONGO EMONI	BENI_CCF05032016_0001 (2)_080		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0	
				Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME :		MME MOONO LISIKI	BENI_CCF05032016_0001 (2)_133		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME :		MME MOSALA ANIESI	BENI_CCF05032016_0001 (2)_153		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	4000.0	1	4000.0	
				Total Partiel:	4000.0\$
VICTIME :		MME MOSEKA MASIKA	BENI_CCF05032016_0006 (2)_036		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0	
				Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME :		MME MOZA ASHA	BENI_CCF05032016_0006 (2)_047		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	POISSON SALE (CARTON)	60.0	2	120.0	
2	VACHE	300.0	5	1500.0	
				Total Partiel:	1620.0\$

VICTIME : MME MPALA AKILIMALI BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_098

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : MME MUHAMASI BAMAZANI BENI_CCF05032016_0005 (2)_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : MME MUHINDO MUSAYI BENI_CCF05032016_0008_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	7	35.0

Total Partiel: 635.0\$

VICTIME : MME MUNZADUDU NOBIKANA BENI_CCF05032016_0001 (2)_050

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MME MUTOGWA KAHINDO BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	40.0	1	40.0
2	USTENCILS DE CUISINE	10.0	3	30.0

Total Partiel: 70.0\$

VICTIME : MME MWAMINI AFISE BENI_CCF05032016_0001 (2)_107

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MME MWAVITA BINEGA BENI_CCF05032016_0002 (2)_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1500000.0	1	1500000.0

Total Partiel: 1500000.0\$

VICTIME : MME MWENGWA SANGWA BENI_CCF05032016_0005 (2)_269

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME NASA JANGA BENI_CCF05032016_0005 (2)_273

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MME NDODHU BAHUKA BENI_CCF05032016_0005 (2)_050

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				15000.0\$
VICTIME : MME NDRODHA NYISI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_087		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME NENDAKA MAIMUNA		BENI_CCF05032016_0004 (2)_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME : MME NGAVE NZALE		BENI_CCF05032016_0005 (2)_203		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				15000.0\$
VICTIME : MME NGBELEMA TABU		BENI_CCF05032016_0005 (2)_032		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME NGONZI KALE		BENI_CCF05032016_0001 (2)_064		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	700.0	1	700.0
Total Partiel:				700.0\$
VICTIME : MME NGOYI DOKAYI		BENI_CCF05032016_0004 (2)_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME NILUBA KALAMO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_308		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME NKOLO MOSEKA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_199		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME NYAKATO BORIVE		BENI_CCF05032016_0001 (2)_109		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME NYANGADUDU TANDISHABO		BENI_CCF05032016_0003 (2)_027		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : MME NYANZARA KAMBONESA		BENI_CCF05032016_0001 (2)_137		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	15000.0\$
VICTIME : MME NYIRACHE URWOTUN		BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_049		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : MME NYONDO SHEMATSI		BENI_CCF05032016_0002 (2)_024		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : MME NYOTA BOLONTO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_060		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	4000.0	1	4000.0
			Total Partiel:	4000.0\$
VICTIME : MME NZAIAVAKE KIHEMO		BENI_CCF05032016_0003 (2)_007		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME NZEYI MARIE		BENI_CCF05032016_0002 (2)_045		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	15000.0\$
VICTIME : MME NZIAVAKE KAHINDO		BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_090		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAISSE ARGENT EN ESPECES	8000.0	1	8000.0
			Total Partiel:	8000.0\$
VICTIME : MME NZIAVAKE KOSOMO		BENI_CCF05032016_0002 (2)_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	4000.0	1	4000.0
			Total Partiel:	4000.0\$
VICTIME : MME NZIAVAKE VITSANGE		BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_005		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5260.0\$
VICTIME : MME NZUZI WADIAHATA		BENI_CCF05032016_0006 (2)_078		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : MME OGOGO AGWOBOSI		BENI_CCF05032016_0004 (2)_023		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	15000.0	1	15000.0
			Total Partiel:	15000.0\$

VICTIME : MME OHOLE ESAMBO		BENI_CCF05032016_0001 (2)_104		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	20000.0	1	20000.0
Total Partiel:				20000.0\$
VICTIME : MME OMARI SAKINA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_077		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2500.0	1	2500.0
Total Partiel:				2500.0\$
VICTIME : MME ONDELTO SOPINZWA		BENI_CCF05032016_0001 (2)_117		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	21500.0	1	21500.0
Total Partiel:				21500.0\$
VICTIME : MME OPEKA BOYALE		BENI_CCF05032016_0005 (2)_101		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	41500.0	1	41500.0
Total Partiel:				41500.0\$
VICTIME : MME OSALA ALOZI		BENI_CCF05032016_0001 (2)_072		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME OSOLA ZAINABU		BENI_CCF05032016_0005 (2)_173		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	6000.0	1	6000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME : MME POLI MBAFELE		BENI_CCF05032016_0005 (2)_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MME POLINA KAVIRA		BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	300.0	1	300.0
2	CHEVRE	100.0	15	1500.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				1900.0\$
VICTIME : MME POSHO MATINDA		BENI_CCF05032016_0003 (2)_071		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	50.0	10	500.0
2	BRAISE (SAC)	15.0	10	150.0
3	FARINE(SAC)	100.0	10	1000.0
Total Partiel:				1650.0\$
VICTIME : MME RUSAO BATONDANI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_062		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0
Total Partiel:				3000.0\$
VICTIME : MME RUSURA FAZILA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_147		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	10000.0	1	10000.0

				Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : MME SALAMA FURAHA		BENI_CCF05032016_0001 (2)_010			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0	
				Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : MME SAMBA ATOSHA		BENI_CCF05032016_0006 (2)_040			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	45000.0	1	45000.0	
				Total Partiel:	45000.0\$
VICTIME : MME SEZI KANA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_302			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	16000.0	1	16000.0	
				Total Partiel:	16000.0\$
VICTIME : MME SHABANI MANGAZA		BENI_CCF05032016_0002 (2)_034			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME SHANGO AIMENA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_193			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME SIFA BAHATI		BENI_CCF05032016_0003 (2)_033			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0	
				Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : MME SIVI SOLA		BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_016			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0	
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
3	TELEVISION	250.0	1	250.0	
				Total Partiel:	1050.0\$
VICTIME : MME SUPU NZELA		BENI_CCF05032016_0003 (2)_059			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0	
2	MOTO	800.0	1	800.0	
				Total Partiel:	10800.0\$
VICTIME : MME TABU KANYERE		BENI_SUITE2_CCF08032016_0002_005			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARGENT EN ESPECE	300.0	1	300.0	
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
3	TOLE	10.0	5	50.0	
				Total Partiel:	550.0\$
VICTIME : MME TABU ZALASANI		BENI_CCF05032016_0003 (2)_029			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$

VICTIME : MME TONDABO MUGERA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3500.0	1	3500.0
			Total Partiel:	3500.0\$
VICTIME : MME TSHAMALA MUBENGU		BENI_CCF05032016_0005 (2)_020		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FUT HUILE	20000.0	1	20000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	25000.0\$
VICTIME : MME TSHAMANI KATENGA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_197		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : MME TSHAMBO FALANGA		BENI_CCF05032016_0005 (2)_169		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	20000.0	1	20000.0
			Total Partiel:	20000.0\$
VICTIME : MME TSHANDIKANA SIKAKALI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_113		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	10000.0	1	10000.0
			Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : MME TSONGO NDOVYA		BENI_SUITE2_CCF08032016_031		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
			Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : MME TSONGO SINDY		BENI_CCF05032016_0003 (2)_051		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME TSWIKISE TAZEKI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_195		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
			Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : MME UBURANDI SHIRIKA		BENI_CCF05032016_0002 (2)_041		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : MME UDINI MONIQUE		BENI_CCF05032016_0004 (2)_029		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	9000.0	1	9000.0
			Total Partiel:	9000.0\$
VICTIME : MME UDJANDA BIWANGA		BENI_CCF05032016_0001 (2)_173		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	600.0	1	600.0
			Total Partiel:	600.0\$

VICTIME : MME VAYERE ROKA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	80.0	1	80.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 180.0\$

VICTIME : MME VIRA MAKOTI

BENI_CCF05032016_0007_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	POULE	5.0	20	100.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MME VUMILIA MATCHATSI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME VUMULLA VANISE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_045

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MME WANDONGE BOLOKO

BENI_CCF05032016_0003 (2)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MME YALALA KYAKIMWA

BENI_SUITE2_CCF08032016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MME YAMBA ITIYA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MME YAMBUYA PENZEKOLE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	4000.0	1	4000.0

Total Partiel: 4000.0\$

VICTIME : MME YAONGODA OFONDALOWA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_093

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MME YENGA MATSULI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MME ZABA KIWI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_046

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	20000.0	1	20000.0

				Total Partiel:	20000.0\$
VICTIME : MME ZAINA NYEMBO				BENI_CCF05032016_0002 (2)_028	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	2500.0	1	2500.0	
				Total Partiel:	2500.0\$
VICTIME : MME ZAINABU BANINGO				BENI_CCF05032016_0002 (2)_011	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0	
				Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : MME ZAMBI KAPALANGABO				BENI_CCF05032016_0005 (2)_038	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MME ZUBAHIRI BADI				BENI_CCF05032016_0003 (2)_021	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	1500.0	1	1500.0	
				Total Partiel:	1500.0\$
VICTIME : MME ZUENA MUTORO				BENI_CCF05032016_0005 (2)_181	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0	
				Total Partiel:	3000.0\$
VICTIME : MMETSONGO SYNDI				BENI_CCF05032016_0005 (2)_089	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0	
				Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : MR KAKULE KIYOMA				BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_012	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	CANARD	15.0	6	90.0	
2	CHEVRE	100.0	7	700.0	
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
4	MOUTON	50.0	5	250.0	
5	POULE	5.0	11	55.0	
				Total Partiel:	1295.0\$
VICTIME : MR KAKULE KYAMUNDU				BENI_CCF05032016_0009_005	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARGENT EN ESPECE	60.0	1	60.0	
2	BACHE	20.0	1	20.0	
3	MATELAS	30.0	1	30.0	
				Total Partiel:	110.0\$
VICTIME : MR KAKULE MALEMBIO				BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_010	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	BACHE	20.0	3	60.0	
2	CHEVRE	100.0	9	900.0	
3	COBAYE	5.0	5	25.0	
4	POULE	5.0	13	65.0	
				Total Partiel:	1050.0\$

VICTIME : MR KASEREKA MATHAVALI

BENI_CCF05032016_0009_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	1	100.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	MATELAS	100.0	1	100.0
4	POULE	5.0	6	30.0

Total Partiel: 430.0\$

VICTIME : MR MATEZO DIRO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_066

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2780.0	1	2780.0

Total Partiel: 2780.0\$

VICTIME : MR MBOSE THERESE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MR MBUSA LUKALANGO

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	5.0	1	5.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	COBAIYE	5.0	12	60.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 515.0\$

VICTIME : MR MUHINDO ISEVULAMBIRE

BENI_CCF05032016_0009_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	80.0	1	80.0
2	CHEVRE	100.0	5	500.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MARCHANDISE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 2280.0\$

VICTIME : MR MUHINDO MBAKA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_126

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : MR MULENDA MIPENGE

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	120.0	1	120.0
2	RADIO	50.0	2	100.0
3	TONDEUSE	15.0	1	15.0

Total Partiel: 235.0\$

VICTIME : MR PALUKU MICHE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_205

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	OR	25000.0	1	25000.0

Total Partiel: 25000.0\$

VICTIME : MR PALUKU NGELEZA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_066

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COBAYE	5.0	4	20.0

3	COCHON	80.0	1	80.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	POULE	5.0	4	20.0

Total Partiel: 920.0\$

VICTIME : MR ABIMA AMBA BENI_CCF05032016_0001 (2)_168

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1700.0	1	1700.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : MR ACIRA THUAMBE BENI_CCF05032016 (2)_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2200.0	1	2200.0

Total Partiel: 2200.0\$

VICTIME : MR ALAFU NDETEDRA BENI_CCF05032016_0003 (2)_047

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MR ALEXANDRE NSANZI BENI_CCF05032016_0010_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1500.0	1	1500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : MR ALEZO ALHUBE BENI_CCF05032016 (2)_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MOUTON	50.0	6	300.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : MR ALI LIBOMBI BENI_CCF05032016_0006 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MR ALOFAO SEMBU BENI_CCF05032016_0005 (2)_213

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	8200.0	1	8200.0

Total Partiel: 8200.0\$

VICTIME : MR ANDOYO LITUMBE BENI_CCF05032016 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR ANGAIKA MUSUNGU BENI_CCF05032016_0005 (2)_290

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	7000.0	1	7000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MR ANOMANGE YAGBONGUO BENI_CCF05032016_0003 (2)_067

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

2	TELEVISION	250.0	1	250.0
Total Partiel:				5250.0\$
VICTIME : MR APENDEKI JACK		BENI_CCF05032016_0004 (2)_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	6000.0	1	6000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME : MR ATIA MUSZAKI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_267		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1200.0	1	1200.0
Total Partiel:				1200.0\$
VICTIME : MR AVEBA OUDO		BENI_CCF05032016_0001 (2)_084		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MR AYONGO METE		BENI_CCF05032016 (2)_0001 (2)_078		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	10000.0	1	10000.0
Total Partiel:				10000.0\$
VICTIME : MR AZEDJI MATRO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_315		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	700.0	1	700.0
Total Partiel:				700.0\$
VICTIME : MR BABANDAY COODEFROID		BENI_CCF05032016_0005 (2)_109		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	20000.0	1	20000.0
Total Partiel:				20000.0\$
VICTIME : MR BACHALE LINGULE		BENI_CCF05032016_0005 (2)_133		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MR BADJABU		BENI_CCF05032016_0005 (2)_314		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	8000.0	1	8000.0
Total Partiel:				8000.0\$
VICTIME : MR BADOSE MUANI		BENI_CCF05032016_0006 (2)_217		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	4500.0	1	4500.0
Total Partiel:				4500.0\$
VICTIME : MR BAHATI ALEXI		BENI_CCF05032016_0001 (2)_145		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	4500.0	1	4500.0
Total Partiel:				4500.0\$
VICTIME : MR BAKEMBA BAHOMBE		BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

3	VEHICULE	10000.0	1	10000.0
			Total Partiel:	10450.0\$
VICTIME :		MR BAKUMBAY AMUNDALA	BENI_CCF05032016_0001 (2)_088	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME :		MR BALUKU VUMA	BENI_CCF05032016_0006 (2)_125	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	450.0	1	450.0
2	TOLE	10.0	35	350.0
			Total Partiel:	800.0\$
VICTIME :		MR BAMBA NOTA	BENI_CCF05032016 (2)_041	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
			Total Partiel:	3000.0\$
VICTIME :		MR BAMBONO BULO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_081	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
			Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME :		MR BATONGO KOKO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_282	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	7280.0	1	7280.0
			Total Partiel:	7280.0\$
VICTIME :		MR BHOLI YAFUNYA	BENI_CCF05032016_0005 (2)_327	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	4000.0	1	4000.0
			Total Partiel:	4000.0\$
VICTIME :		MR BHUKANULA MASIMENGO	BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_061	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FAUTEUIL	80.0	3	240.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	TOLE	10.0	100	1000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	1500.0\$
VICTIME :		MR BIZIBAKI NDIVIMINDA	BENI_CCF05032016_0007_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BACHE	20.0	1	20.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	820.0\$
VICTIME :		MR BOCAMBA BOTUMA	BENI_CCF05032016_0004 (2)_020	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	50000.0	1	50000.0
			Total Partiel:	50000.0\$
VICTIME :		MR BOFOYA KALONDA	BENI_CCF05032016_0005 (2)_310	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	8000.0	1	8000.0

2	MEUBLE	6000.0	1	6000.0
Total Partiel:				14000.0\$
VICTIME :		MR BOROSO BIN BENDERAH	BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1350.0	1	1350.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
Total Partiel:				1550.0\$
VICTIME :		MR CHEKABO LABANI	BENI_CCF05032016_0005 (2)_323	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	400.0	1	400.0
Total Partiel:				400.0\$
VICTIME :		MR DIEU DONNE MARIA MUNGU	BENI_CCF05032016_0001 (2)_056	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1900.0	1	1900.0
Total Partiel:				1900.0\$
VICTIME :		MR DIPO KATUMBU	BENI_CCF05032016 (2)_049	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	6000.0	1	6000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME :		MR DJUMA PENE	BENI_CCF05032016_0005 (2)_247	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	12000.0	1	12000.0
Total Partiel:				12000.0\$
VICTIME :		MR EBWA NGOYA	BENI_CCF05032016_0004 (2)_039	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	19000.0	1	19000.0
Total Partiel:				19000.0\$
VICTIME :		MR ENDUKADI HOOBO	BENI_CCF05032016_0005 (2)_054	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	4000.0	1	4000.0
Total Partiel:				4000.0\$
VICTIME :		MR FATUMA MUSSA	BENI_CCF05032016_0005 (2)_237	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2500.0	1	2500.0
Total Partiel:				2500.0\$
VICTIME :		MR FAZILI RAMAZANI	BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_028	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5400.0\$
VICTIME :		MR IMBANDA MUZINGWA	BENI_CCF05032016_0006 (2)_058	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	12000.0	1	12000.0
Total Partiel:				12000.0\$

VICTIME : MR ISSUMU BOFALA

BENI_CCF05032016_0004 (2)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	45000.0	1	45000.0

Total Partiel: 45000.0\$

VICTIME : MR JOSUE

BENI_CCF05032016_0007_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MR KADEU KIYEMBA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_209

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	TABLE	20.0	1	20.0
3	TABLE	20.0	1	20.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 390.0\$

VICTIME : MR KAHAMBU MITSIA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_094

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1200.0	1	1200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MR KAHINDO KACHELEWA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_121

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1800.0	1	1800.0

Total Partiel: 1800.0\$

VICTIME : MR KAHINDO KAKIRUKA

BENI_CCF05032016 (2)_037

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1200.0	1	1200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MR KAHINDO KAMATE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_088

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CIGARETTE (CARTON)	25.0	15	375.0
2	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 1175.0\$

VICTIME : MR KAHINDO KIMWANA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_068

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BRAISE (SAC)	15.0	27	405.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	USTENCILS DE CUISINE	10.0	5	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 645.0\$

VICTIME : MR KAHINDO MBATANGU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	50.0	1	50.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 265.0\$

VICTIME : MR KAHINDO MUKIRANYA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_079

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MATELAS	5.0	2	10.0
2	POULE	5.0	6	30.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 390.0\$

VICTIME : MR KAHINDO MUMBALIYA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MR KAHINDO MUSERENGWA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_078

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	250.0	1	250.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MR KAHINDO MUTAHI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_101

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : MR KAHONGYA SYAHIRWATI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_059

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MR KAKANI BAHATI

BENI_CCF05032016 (2)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	32000.0	1	32000.0

Total Partiel: 32000.0\$

VICTIME : MR KAKULE CLOVIS

BENI_CCF05032016_0008_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1916.0	1	1916.0

Total Partiel: 1916.0\$

VICTIME : MR KAKULE ETHORL

BENI_CCF05032016_0006 (2)_072

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	20.0	1	20.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 320.0\$

VICTIME : MR KAKULE KAKURA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0002_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	7	350.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MR KAKULE KAMBERE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

2	TITRE SCOLAIRE	50.0	6	300.0
---	----------------	------	---	-------

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : MR KAKULE KATHUNGU

BENI_CCF05032016_0006 (2)_106

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	400.0	1	400.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MR KAKULE KIMUHA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_075

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	312.0	1	312.0

Total Partiel: 312.0\$

VICTIME : MR KAKULE KIYOMA

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	6	90.0
2	CHEVRE	100.0	7	700.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MOUTON	50.0	5	250.0

Total Partiel: 1240.0\$

VICTIME : MR KAKULE MAFUTALI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_179

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	TOLE	10.0	32	320.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 710.0\$

VICTIME : MR KAKULE MALAMBO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 230.0\$

VICTIME : MR KAKULE MULAMBO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_072

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	370.0	1	370.0

Total Partiel: 370.0\$

VICTIME : MR KAKULE MUTERI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_045

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COBAYE	5.0	7	35.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 985.0\$

VICTIME : MR KAKULE MUVUNGA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_091

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 80.0\$

VICTIME : MR KAKULE MWENDAPEKE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	540.0	1	540.0

Total Partiel: 540.0\$

VICTIME : MR KAKULE SABUNI

BENI_CCF05032016_0008_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	20.0	20	400.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MR KAKULE VISANI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_076

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	TOLE	10.0	10	100.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 430.0\$

VICTIME : MR KALE KAMALA

BENI_CCF05032016_0010_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	9	900.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	15	75.0

Total Partiel: 1175.0\$

VICTIME : MR KALONDE KIRONGOZI

BENI_CCF05032016 (2)_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MR KAMATHE KITSA

BENI_CCF05032016_0008_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	700.0	1	700.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : MR KAMBALE BELA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_070

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	2000.0	1	2000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MR KAMBALE BOLUNA

BENI_CCF05032016_0010_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	1	15.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	1	5.0

Total Partiel: 220.0\$

VICTIME : MR KAMBALE CHAVIRWA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_124

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	730.0	1	730.0

Total Partiel: 730.0\$

VICTIME : MR KAMBALE ETIENNE

BENI_CCF05032016_0009_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	POULE	5.0	5	25.0
3	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 475.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KAHANDI

BENI_CCF05032016_0007_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	750.0	1	750.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KALINDA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_197

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KALUNGU

BENI_CCF05032016_0006 (2)_141

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KAMABU

BENI_CCF05032016_0005 (2)_079

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KAMUCHOKERA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_046

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 130.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KAMYAVYALA

BENI_CCF05032016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KASAMBI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_090

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	TOLE	10.0	30	300.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KASUMBA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_241

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KAVULILENE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	POULE	5.0	4	20.0

Total Partiel: 410.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KAWAYA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_239

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FARINE(SAC)	50.0	4	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
3	POULE	5.0	2	10.0

Total Partiel: 1010.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KIBAYA

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_070

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAFE (SAC)	50.0	2	100.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	POULE	5.0	6	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	RIZ (SAC)	50.0	6	300.0

Total Partiel: 880.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KIHOMWA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	4000.0	1	4000.0

Total Partiel: 4000.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KIYOMA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_074

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER BIERE	20.0	30	600.0
2	CASIER SUCRE	20.0	20	400.0
3	RADIO	50.0	2	100.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KOMBI

BENI_CCF05032016_0001 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	5.0	40	200.0
2	TOLE	10.0	25	250.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MR KAMBALE KYAKWAVULERE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	LAPIN	15.0	5	75.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	POULE	5.0	8	40.0

Total Partiel: 375.0\$

VICTIME : MR KAMBALE LUKUMBI DENIS

BENI_CCF05032016_0006 (2)_245

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	POULE	5.0	5	25.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 835.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MACHOZI

BENI_SUITE2_CCF08032016_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	MARCHANDISE	5000.0	1	5000.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	TOLE	10.0	15	150.0

Total Partiel: 5480.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MALONGA

BENI_CCF05032016_0010_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MAPENDO

BENI_CCF05032016_0006 (2)_237

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	SOINS MEDICAUX	100.0	1	100.0

Total Partiel: 350.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MATHE

BENI_SUITE2_CCF08032016_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	PORC	100.0	1	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MBILIKA

BENI_CCF05032016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	12	60.0

Total Partiel: 1760.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MBONZO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_070

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5030.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MILONDOI

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_046

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	POULE	5.0	60	300.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUKEKENYE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_205

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MULENGYA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0002_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	MEUBLE	1500.0	1	1500.0
3	TOLE	10.0	15	150.0

Total Partiel: 1680.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MULIBONDO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	16	1600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	POULE	5.0	14	70.0
5	TOLE	10.0	15	150.0

Total Partiel: 3120.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUNDERE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_057

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUSENGA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_047

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUSHENDANIA

BENI_CCF05032016_0007_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	POULE	5.0	8	40.0
4	RIZ (SAC)	50.0	2	100.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUSUBAO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_239

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUTEKE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUTHAHOKO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEDICAMENT	1500.0	1	1500.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6500.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUTSANDO

BENI_CCF05032016_0006 (2)_221

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	500.0	1	500.0
2	VELO	120.0	1	120.0

Total Partiel: 620.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUVATSI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_066

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	POISSON SALE (CARTON)	60.0	3	180.0
3	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 505.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUVAYA

BENI_CCF05032016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	20	300.0
2	CHEVRON	10.0	4	40.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
4	POULE	5.0	40	200.0

Total Partiel: 1340.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MUVIRI

BENI_CCF05032016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATERIELS SCOLAIRE	15000.0	1	15000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : MR KAMBALE MWAMBA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	2	60.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 260.0\$

VICTIME : MR KAMBALE SAMBILI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	2	30.0
2	CHEVRE	100.0	5	500.0
3	COCHON	80.0	1	80.0
4	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 625.0\$

VICTIME : MR KAMBALE SIVAVUYIRWA

BENI_CCF05032016_0002_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
3	PORTE	10.0	2	20.0
4	POULE	5.0	20	100.0
5	TABLE	10.0	2	20.0
6	TOLE	10.0	60	600.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1640.0\$

VICTIME : MR KAMBALE SOMBOLANI

BENI_SUITE2_CCF08032016_055

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COBAYE	5.0	10	50.0

2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	PORC	100.0	1	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 260.0\$

VICTIME : MR KAMBALE STANISIAS

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	TOLE	10.0	20	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MR KAMBALE SYAIPUMA

BENI_CCF05032016_0009_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 225.0\$

VICTIME : MR KAMBALE SYALANDIRA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	12	120.0

Total Partiel: 120.0\$

VICTIME : MR KAMBALE VAKE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	100.0	5	500.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	RIZ (SAC)	50.0	2	100.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : MR KAMBALE VALAMBAYE

BENI_CCF05032016_0009_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	50.0	1	50.0
2	FARINE(SAC)	50.0	1	50.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR KAMBALE VAVULYA

BENI_CCF05032016_0010_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FARINE(SAC)	50.0	1	50.0
2	POULE	5.0	5	25.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 175.0\$

VICTIME : MR KAMBALE VISANGE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_087

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TOLE	10.0	30	300.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 950.0\$

VICTIME : MR KAMBALE VITALE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_143

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAFE (SAC)	50.0	3	150.0
2	CHEVRON	5.0	20	100.0

3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : MR KAMBALE VUSASHIRYO

BENI_CCF05032016_0006 (2)_243

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MARCHANDISE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : MR KAMBALE WASUKUNDI

BENI_CCF05032016_0007_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POULE	5.0	2	10.0

Total Partiel: 10.0\$

VICTIME : MR KAMBUKA THEMBO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_057

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MR KANDONGO BISIKWA

BENI_CCF05032016 (2)_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR KAPAMBA VALIHALI

BENI_CCF05032016_0010_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR KARONDE MBUSA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_193

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	6	60.0
2	CHEVRE	100.0	5	500.0
3	LIT	45.0	3	135.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TABLE	10.0	2	20.0
7	TOLE	10.0	100	1000.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2015.0\$

VICTIME : MR KASAI ASANI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_251

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR KASEREKA BIN

BENI_CCF05032016_0006 (2)_074

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MR KASEREKA HANGI

BENI_CCF05032016_0001 (2)_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MR KASEREKA KAMANDOLA

BENI_CCF05032016_0008_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MOULTON	50.0	6	300.0
3	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 515.0\$

VICTIME : MR KASEREKA KINAME

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	POISSON SALE (CARTON)	60.0	1	60.0

Total Partiel: 260.0\$

VICTIME : MR KASEREKA LYATGWERWA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_145

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	240.0	1	240.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	OR	20.0	140	2800.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3940.0\$

VICTIME : MR KASEREKA MAHIGHA

BENI_CCF05032016 (2)_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SAVON(CARTON)	20.0	10	200.0
2	SEL (SAC)	35.0	1	35.0
3	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 435.0\$

VICTIME : MR KASEREKA MBACKULA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	8	120.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	POULE	5.0	4	20.0

Total Partiel: 370.0\$

VICTIME : MR KASEREKA MBUTHO

BENI_CCF05032016_0008_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	2	10.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 660.0\$

VICTIME : MR KASEREKA MUHADAKU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0

Total Partiel: 260.0\$

VICTIME : MR KASEREKA MUMBESA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_114

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CARTON SAVON	20.0	10	200.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	POULE	5.0	3	15.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 545.0\$

VICTIME : MR KASEREKA MUSONDWA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_115

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2500.0	1	2500.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : MR KASEREKA MUSUBAO

BENI_CCF05032016_0001 (2)_131

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	18000.0	1	18000.0

Total Partiel: 18000.0\$

VICTIME : MR KASEREKA MUTHISHALO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_066

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEDICAMENT	450.0	1	450.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : MR KASEREKA MUTSUVA

BENI_CCF05032016 (2)_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : MR KASEREKA NZANZU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	TOLE	10.0	5	50.0

Total Partiel: 310.0\$

VICTIME : MR KASEREKA PELEKENYA

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	COCHON	80.0	1	80.0
4	POULE	5.0	2	10.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1165.0\$

VICTIME : MR KASEREKA TAHOLYA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_139

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	TOLE	10.0	70	700.0

Total Partiel: 1130.0\$

VICTIME : MR KASEREKA VUHESI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_096

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	2	60.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 260.0\$

VICTIME : MR KASOREKA MBITHIHIRE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_088

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	20	200.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR KASULE KISOKULO

BENI_CCF05032016_0008_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMPLIFICATEUR	400.0	1	400.0
2	ARGENT EN ESPECE	250.0	1	250.0
3	CHEVRE	100.0	17	1700.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	17	3400.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10750.0\$

VICTIME : MR KASWERA KANIKI

BENI_SUITE2_CCF08032016_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	4	60.0
2	USTENCILS DE CUISINE	1.0	3	3.0

Total Partiel: 63.0\$

VICTIME : MR KATEMBO KAHUNDEL

BENI_CCF05032016_0008_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	2	20.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 150.0\$

VICTIME : MR KATEMBO KAMUNDU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	POULE	5.0	4	20.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : MR KATEMBO KENZEKENZE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	5	50.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : MR KATEMBO MUKANIRWA

BENI_CCF05032016 (2)_057

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	120.0	1	120.0
2	TOLE	10.0	10	100.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 320.0\$

VICTIME : MR KATEMBO NZAI

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 530.0\$

VICTIME : MR KATHEMBO NYENZE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	25	250.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 350.0\$

VICTIME : MR KATHEMBO TSONGA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	30000.0	1	30000.0

Total Partiel: 30000.0\$

VICTIME : MR KATSELEWA VWUSANGYA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_059

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	LAPIN	15.0	10	150.0
3	MOUTON	50.0	4	200.0
4	POULE	5.0	12	60.0

Total Partiel: 710.0\$

VICTIME : MR KATSUVA FATAKI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	TOLE	10.0	35	350.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : MR KATSUVA MUKANIRWA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_049

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	320.0	1	320.0
2	MATELAS	30.0	5	150.0

Total Partiel: 470.0\$

VICTIME : MR KATUNGO MULONDI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_211

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	10.0	2	20.0
2	TOLE	10.0	150	1500.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1720.0\$

VICTIME : MR KAVEMBERE TAWITAE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_294

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	100.0	1	100.0
2	CHEVRE	100.0	40	4000.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 4400.0\$

VICTIME : MR KAVIRA BALARI

BENI_SUITE2_CCF08032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0

2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
5	POULE	5.0	8	40.0

Total Partiel: 730.0\$

VICTIME : MR KAVIRA KAVYUMA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_092

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : MR KAVIRA MADAWA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR KAVIRA MANDEFU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_094

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 480.0\$

VICTIME : MR KAVIRA MBAFUMOTA

BENI_CCF05032016 (2)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MR KAVIRA MURAGHANE

BENI_CCF05032016_0003 (2)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR KEROHAN ALIMACHON

BENI_CCF05032016_0001 (2)_059

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	3500.0	1	3500.0

Total Partiel: 3500.0\$

VICTIME : MR KIGOMA LUKOHO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOVIN	100.0	17	1700.0
2	CHEVRE	100.0	15	1500.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 9000.0\$

VICTIME : MR KIKOKO KIMILIO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_179

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MR KIKOY MASUDI

BENI_CCF05032016_0003 (2)_069

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MEUBLE	60000.0	1	60000.0
Total Partiel:				60000.0\$
VICTIME : MR KISEMBO HANGO		BENI_CCF05032016_0006 (2)_080		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : MR KISINDO MUZEE		BENI_CCF05032016_0003 (2)_011		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1100.0	1	1100.0
Total Partiel:				1100.0\$
VICTIME : MR KITSA MBAHINSANA		BENI_CCF05032016_0010_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : MR KOKORO TASIMA		BENI_CCF05032016_0001 (2)_097		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : MR KOMBA BOLOBO		BENI_CCF05032016_0006 (2)_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	13500.0	1	13500.0
Total Partiel:				13500.0\$
VICTIME : MR KONDUABO YENYABO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_258		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MR KULE BARNABA		BENI_CCF05032016_0010_044		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	POULE	5.0	2	10.0
Total Partiel:				210.0\$
VICTIME : MR KULE MBOMA		BENI_CCF05032016_0007_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	30	150.0
Total Partiel:				950.0\$
VICTIME : MR KULE VYONSA		BENI_CCF05032016_0009_029		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	1	5.0
Total Partiel:				405.0\$
VICTIME : MR KULE WASUKUNDI		BENI_CCF05032016_0010_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	POULE	5.0	1	5.0

				Total Partiel:	205.0\$
VICTIME : MR LAZO RUWALI BENI_CCF05032016_0005 (2)_235					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : MR LIBA KANALOLA BENI_CCF05032016_0006 (2)_029					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MR LIKOMBOLA NGURU BENI_CCF05032016_0005 (2)_325					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MR LINGOSO LIYALONDA BENI_CCF05032016_0001 (2)_102					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : MR LISISHA BOLO BENI_CCF05032016_0005 (2)_271					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MR LISONGO MONGA BENI_CCF05032016_0006 (2)_050					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	85000.0	1	85000.0	
				Total Partiel:	85000.0\$
VICTIME : MR LOBANGA KANGIKOLO BENI_CCF05032016_0005 (2)_125					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MR LOHATA PENE BENI_CCF05032016_0006 (2)_005					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MR LONEMA RUMANYIKA BENI_CCF05032016_0005 (2)_288					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MR LOVE DHESI BENI_CCF05032016_0003 (2)_002					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : MR MAGANI BUZUNE BENI_CCF05032016_0005 (2)_298					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$

VICTIME : MR MAKASI APOMBUNDE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAISSE ARGENT EN ESPECES	800.0	1	800.0
2	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : MR MAKOMBO YANGA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_090

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MAMBABUA MANDALAI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MANYIMA MPALA

BENI_CCF05032016 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : MR MANZAKA MONDENGO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_099

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MAOTEBA BOLOBO

BENI_CCF05032016_0004 (2)_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MARIAMU BINGA MBWENDA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_129

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MARPELA MERE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_076

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MASEREKA NSAHANGONDI

BENI_CCF05032016_0010_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	POULE	5.0	7	35.0

Total Partiel: 565.0\$

VICTIME : MR MASHAVRI MATUMONA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_225

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MASIKA MUZI BENI_CCF05032016_0001 (2)_098

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MASIKA MWENGESHALI BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_090

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	MARCHANDISE	450.0	1	450.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : MR MASIMANGO NGUYOLO BENI_CCF05032016_0005 (2)_119

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MASITALA KULAKA BENI_CCF05032016 (2)_045

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MASUDI SILIMU BENI_CCF05032016_0003 (2)_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MATENZI MUSUBAO BENI_SUITE2_CCF08032016_0003_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	3	90.0
2	RIZ (SAC)	50.0	5	250.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 440.0\$

VICTIME : MR MATESO MUTSAMBI BENI_CCF05032016 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MATHE BAYAMA BENI_CCF05032016_0006 (2)_207

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	POULE	5.0	20	100.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 3500.0\$

VICTIME : MR MATHE KASAKI BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAISSE ARGENT EN ESPECES	500.0	1	500.0
2	CHEVRE	100.0	1	100.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : MR MATHE KAWAYA BENI_CCF05032016_0009_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	50.0	4	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MR MATHE MAKASI

BENI_CCF05032016_0007_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MATOTI MACHOZI

BENI_CCF05032016 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	3000.0	1	3000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 4000.0\$

VICTIME : MR MATUMO NDUNGO

BENI_SUITE2_CCF08032016_061

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COBAYE	5.0	10	50.0
2	PORC	100.0	1	100.0
3	POULE	5.0	2	10.0

Total Partiel: 160.0\$

VICTIME : MR MBAKUZU ABULA

BENI_CCF05032016 (2)_043

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MBANGANDA KALIAKI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_292

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MBAU MBILI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOIS	25500.0	1	25500.0

Total Partiel: 25500.0\$

VICTIME : MR MBEDI KILALA

BENI_CCF05032016_0002 (2)_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MBOMBO MOMBELE

BENI_CCF05032016 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MBONDINA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MBULA ABIONGO

BENI_CCF05032016 (2)_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MBUSA KASANGAVOLO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : MR MBUSA KASUBEBE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MR MBUSA KATSAMU

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAISSE ARGENT EN ESPECES	350.0	1	350.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POISSON SALE (CARTON)	60.0	8	480.0

Total Partiel: 1030.0\$

VICTIME : MR MBUSA MUVUNSA

BENI_CCF05032016_0008_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	3	45.0
2	CHEVRE	100.0	5	500.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 795.0\$

VICTIME : MR MBUSA THAWITZH

BENI_CCF05032016_0002_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FOURNITURE SCOLAIRE	1500.0	1	1500.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	120	1200.0

Total Partiel: 7700.0\$

VICTIME : MR MBUSA VAVUYA

BENI_CCF05032016_0007_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	POULE	5.0	4	20.0

Total Partiel: 220.0\$

VICTIME : MR MBUSA WANZAVALERE

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	5	250.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	POULE	5.0	3	15.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 715.0\$

VICTIME : MR MBUSA WANZAVALERE GILBERT

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	POULE	5.0	3	15.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 615.0\$

VICTIME : MR MBUSINGE MBITULA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0003_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	TOLE	10.0	25	250.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 380.0\$

VICTIME : MR MIMI DAMIEN KAMUMOU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 230.0\$

VICTIME : MR MIRAMBO MUJEJE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_068

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MOMBELE AMBOKO

BENI_CCF05032016_0006 (2)_084

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MOSE YALIEKE

BENI_CCF05032016 (2)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MUADO KITAKYA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_085

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MR MUHINDO BAYONGI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_227

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MUHINDO KAMATHE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LAPIN	15.0	3	45.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0

Total Partiel: 75.0\$

VICTIME : MR MUHINDO KAMBIRIGHITHI

BENI_CCF05032016_0001 (2)_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : MR MUHINDO KIVAVA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FUT MAZOUT	6500.0	1	6500.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6730.0\$

VICTIME : MR MUHINDO LUMIKA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0002_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	670.0	1	670.0

Total Partiel: 670.0\$

VICTIME : MR MUHINDO LUSASA

BENI_SUITE2_CCF08032016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	RADIO	50.0	2	100.0

Total Partiel: 430.0\$

VICTIME : MR MUHINDO LUSENGE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_177

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MUHINDO MAKASI

BENI_CCF05032016_0001 (2)_111

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MUHINDO MBANDWA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_233

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MUHINDO MBEWIRAHU

BENI_CCF05032016_0006 (2)_122

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 130.0\$

VICTIME : MR MUHINDO MITSE

BENI_CCF05032016_0007_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MR MUHINDO MULYATWA

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	9	900.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1550.0\$

VICTIME : MR MUHINDO MUSAVI

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	POULE	5.0	5	25.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 425.0\$

VICTIME : MR MUHINDO MUTAHUHWA

BENI_CCF05032016_0008_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	TOLE	10.0	20	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : MR MUHINDO MUTALI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_074

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 280.0\$

VICTIME : MR MUHINDO NORBERT

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VEHICULE	10000.0	1	10000.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 15400.0\$

VICTIME : MR MUHINDO NZAI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	CHEVRON	10.0	4	40.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MATELAS	30.0	1	30.0
5	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 495.0\$

VICTIME : MR MUHINDO NZAVARA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : MR MUHINDO THANO

BENI_CCF05032016_0010_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : MR MUHINDO VAKERETHI

BENI_CCF05032016_0009_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAISSE ARGENT EN ESPECES	400.0	1	400.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : MR MUHINDO VALAVA

BENI_CCF05032016_0010_060

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MR MUHINDO VANYOMIRE

BENI_CCF05032016_0009_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	8	1600.0
3	POULE	5.0	8	40.0

Total Partiel: 1840.0\$

VICTIME : MR MUHINDU JEAN PIERRE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_235

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MR MUHONGYA KIPAYA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_231

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	5	1000.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MR MUJINGA KIWAYA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MULANYANI SAMANYANI

BENI_CCF05032016 (2)_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MULENGE MAKAKA

BENI_CCF05032016 (2)_047

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MUMBELE KAWA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_229

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MUMBERE MAKANGI

BENI_SUITE2_CCF08032016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : MR MUMINDO KOMBI

BENI_CCF05032016_0004 (2)_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MUSABALA MBULA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MUSABAO LUBANSALA

BENI_CCF05032016_0010_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MR MUSHEMI MWANULWA

BENI_CCF05032016_0007_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	10	150.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0

Total Partiel: 310.0\$

VICTIME : MR MUSUBAO KAMUNDU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	POULE	5.0	2	10.0

Total Partiel: 210.0\$

VICTIME : MR MUSUBAO KIKOMBE

BENI_CCF05032016_0003 (2)_045

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR MUSUBAO MBAFUMO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 215.0\$

VICTIME : MR MUSUBAO MUSHESERA

BENI_CCF05032016_0010_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : MR MUSUBAO MUTHWE

BENI_CCF05032016_0008_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	7	35.0

Total Partiel: 635.0\$

VICTIME : MR MUSUBAO PADO

BENI_CCF05032016_0009_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	POULE	5.0	8	40.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 490.0\$

VICTIME : MR MUSUBAO SYAHEMBULWA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_149

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	MARCHANDISE	1500.0	1	1500.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2700.0\$

VICTIME : MR MUTORO MAKWAYA

BENI_CCF05032016_0003 (2)_065

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MUTUBUCHWA ANDIMOMBI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_331

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR MWISA KIHHERABERA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_047

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MARCHANDISE	450.0	1	450.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 680.0\$

VICTIME : MR NAKACHUBA KAHIRHO

BENI_CCF05032016_0006 (2)_219

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR NDEKE KINGALA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_333

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR NDENGA TSUBU

BENI_CCF05032016_0002 (2)_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR NDUNGO BOSCO

BENI_CCF05032016_0006 (2)_247

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 315.0\$

VICTIME : MR NENE UNENE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_063

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR NKOLO NGONAGO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_219

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	3800.0	1	3800.0

Total Partiel: 3800.0\$

VICTIME : MR NYAKENISOO ANGENYI

BENI_CCF05032016 (2)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	4500.0	1	4500.0

Total Partiel: 4500.0\$

VICTIME : MR NYAMABAKU DACHABO

BENI_CCF05032016_0004 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION LEGERE	700.0	1	700.0
			Total Partiel:	700.0\$
VICTIME :		MR NZIMBAKALI KATSUVA	BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_029	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
			Total Partiel:	600.0\$
VICTIME :		MR NZONGOMEKA ERIC	BENI_CCF05032016_0005 (2)_159	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	15000.0	1	15000.0
			Total Partiel:	15000.0\$
VICTIME :		MR OKONDO DJADI	BENI_CCF05032016_0001 (2)_070	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME :		MR OLOME UTSUDI	BENI_CCF05032016_0005 (2)_157	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME :		MR OMBENI MUSIVIRWA	BENI_CCF05032016_0001 (2)_074	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	150.0	1	150.0
			Total Partiel:	150.0\$
VICTIME :		MR OTOLITO FOESA	BENI_CCF05032016_0002_067	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATEAU	2000.0	1	2000.0
2	PORC	100.0	50	5000.0
3	TOLE	10.0	2000	20000.0
4	TRACTEUR	100000.0	1	100000.0
5	VACHE	300.0	30	9000.0
			Total Partiel:	136000.0\$
VICTIME :		MR OUEDO ALEZA	BENI_CCF05032016_0001 (2)_041	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5100.0\$
VICTIME :		MR PALUKU ALIMASI	BENI_CCF05032016_0007_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	MEDICAMENT	1500.0	1	1500.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	2400.0\$
VICTIME :		MR PALUKU AMBENE	BENI_CCF05032016_0009_023	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	2	10.0
			Total Partiel:	410.0\$

VICTIME : MR PALUKU FIMBO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_067

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 380.0\$

VICTIME : MR PALUKU GABRIEL

BENI_CCF05032016_0006 (2)_135

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POULE	5.0	3	15.0
2	TOLE	10.0	46	460.0

Total Partiel: 475.0\$

VICTIME : MR PALUKU KAHEHERO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_053

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MR PALUKU KAISAVERA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MR PALUKU KAMESO

BENI_CCF05032016_0009_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MR PALUKU KAPORALE

BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	PORC	100.0	6	600.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1330.0\$

VICTIME : MR PALUKU KASIVIHWA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_112

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	MOTEUR HORS BORD	10000.0	1	10000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10890.0\$

VICTIME : MR PALUKU KAVOHA

BENI_CCF05032016 (2)_055

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	80.0	1	80.0
2	TOLE	10.0	80	800.0

Total Partiel: 880.0\$

VICTIME : MR PALUKU KIRENGE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_213

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MR PALUKU KULUMIA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_104

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0

Total Partiel: 560.0\$

VICTIME : MR PALUKU LUSENGE

BENI_CCF05032016_0006 (2)_133

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	LAPIN	15.0	5	75.0
3	MEDICAMENT	1500.0	1	1500.0
4	POULE	5.0	6	30.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2305.0\$

VICTIME : MR PALUKU MAKASI

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : MR PALUKU MATHAVALI

BENI_CCF05032016_0007_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BACHE	20.0	1	20.0
2	POULE	5.0	5	25.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 245.0\$

VICTIME : MR PALUKU MATHE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0001_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	4	60.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TOLE	10.0	30	300.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 920.0\$

VICTIME : MR PALUKU MATOLA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_147

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2500.0	1	2500.0
2	CHEVRE	100.0	10	1000.0
3	MEDICAMENT	1500.0	1	1500.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MR PALUKU MATSIMWE

BENI_SUITE2_CCF08032016_045

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5180.0\$

VICTIME : MR PALUKU MOLO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_217

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MR PALUKU MUHONGYA

BENI_CCF05032016_0009_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	PORC	100.0	8	800.0
3	POULE	5.0	10	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1350.0\$

VICTIME : MR PALUKU MUKOSASENGE

BENI_SUITE2_CCF08032016_0002_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	250.0	1	250.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MR PALUKU MULONGO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0005_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	200.0	1	200.0
2	TOLE	10.0	20	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MR PALUKU MULOVERIA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_053

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : MR PALUKU MUTSOPi

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_099

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	8	240.0
2	MEDICAMENT	1500.0	1	1500.0
3	MICROSCOPE	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1990.0\$

VICTIME : MR PALUKU NDUNGO

BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_096

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOIS	500000.0	1	500000.0

Total Partiel: 500000.0\$

VICTIME : MR PALUKU NGELEZA BENI_SUITE2_CCF08032016_0007_081

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
Total Partiel:				450.0\$

VICTIME : MR PALUKU SIYAPATA BENI_CCF05032016_0001 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
Total Partiel:				100.0\$

VICTIME : MR PALUKU SYAHETERA BENI_SUITE2_CCF08032016_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	USTENCILS DE CUISINE	10.0	2	20.0
Total Partiel:				420.0\$

VICTIME : MR PALUKU SYAYIRWA BENI_SUITE2_CCF08032016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	POISSON SALE (CARTON)	60.0	5	300.0
Total Partiel:				800.0\$

VICTIME : MR PALUKU TASI BENI_CCF05032016_0003 (2)_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$

VICTIME : MR PALUKU THASIMWA BENI_CCF05032016_0010_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FARINE(SAC)	50.0	4	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
Total Partiel:				400.0\$

VICTIME : MR PALUKU TSONGO BENI_CCF05032016_0006 (2)_165

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	TOLE	10.0	25	250.0
Total Partiel:				990.0\$

VICTIME : MR PALUKU VAHWERE BENI_SUITE1_CCF07032016_0009_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
Total Partiel:				230.0\$

VICTIME : MR PALUKU VUYIMBI BENI_CCF05032016_0001 (2)_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POISSON SALE (CARTON)	60.0	10	600.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				750.0\$

VICTIME : MR PALUKU WASAKUNDI

BENI_CCF05032016_0006 (2)_249

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	POULE	5.0	2	10.0

Total Partiel: 410.0\$

VICTIME : MR PALUKU YAYISIRIRYA

BENI_CCF05032016_0006 (2)_177

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	SUCRE(SAC)	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 990.0\$

VICTIME : MR PELE KAYIVIKA

BENI_SUITE2_CCF08032016_0003_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MARCHANDISE	3200.0	1	3200.0
3	TOLE	10.0	40	400.0

Total Partiel: 3900.0\$

VICTIME : MR RAHINDO FLORENCE

BENI_CCF05032016_0005 (2)_249

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MR RWATA TANILE

BENI_CCF05032016_0001 (2)_149

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	2870.0	1	2870.0
2	OR	1200.0	1	1200.0
3	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 14070.0\$

VICTIME : MR SAAFI KASONGO

BENI_CCF05032016_0005 (2)_221

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10300.0\$

VICTIME : MR SADIKI DJAFARI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_111

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2300.0	1	2300.0

Total Partiel: 2300.0\$

VICTIME : MR SAIDI BIM SAIDI

BENI_CCF05032016_0002 (2)_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR SENG KOMBÉ

BENI_CCF05032016_0006 (2)_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MR SHABANI HADJI		BENI_CCF05032016_0005 (2)_257		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MR SIFIWA KATHUKO		BENI_CCF05032016_0006 (2)_020		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MR SOMY ORENGE		BENI_CCF05032016_0004 (2)_037		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1500.0	1	1500.0
			Total Partiel:	1500.0\$
VICTIME : MR TAKWINZA CHIDANO		BENI_CCF05032016 (2)_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	4000.0	1	4000.0
			Total Partiel:	4000.0\$
VICTIME : MR THEMBO KITSA		BENI_CCF05032016_0009_037		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	5	500.0
2	CHEVRE	100.0	24	2400.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	POULE	5.0	18	90.0
			Total Partiel:	3190.0\$
VICTIME : MR THEMBO MASTAKI		BENI_CCF05032016_0010_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	TOLE	10.0	7	70.0
			Total Partiel:	1170.0\$
VICTIME : MR TSONGANABO YENYABO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_091		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	10000.0	1	10000.0
			Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : MR TSONGO KATSAMBA		BENI_CCF05032016_0004 (2)_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : MR TSONGO MALO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_255		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MR UCIRCAN MADITKWO		BENI_CCF05032016_0005 (2)_131		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MR UKELE GEORGES		BENI_CCF05032016_0001 (2)_043		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	MOTO	800.0	1	800.0
2	OR	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : MR UMIRAMBE DJULU

BENI_CCF05032016_0005 (2)_265

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MR UMIRAMBE UKUMU

BENI_CCF05032016_0005 (2)_306

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR UNEGA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_286

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR UZUNGA BAMUTABA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_157

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR WADUBIRA UWILO

BENI_CCF05032016_0003 (2)_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MR WAZIM NDAMBA

BENI_CCF05032016_0002 (2)_050

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MR YENA MUTOMBO

BENI_CCF05032016_0001 (2)_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	8500.0	1	8500.0

Total Partiel: 8500.0\$

VICTIME : MR YONGESA SIDANI

BENI_SUITE1_CCF07032016_0010_068

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	250.0	1	250.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : MR YUMULANI BATONDANI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_243

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MR YUSUSU SENDUWA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_095

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	18000.0	1	18000.0

Total Partiel: 18000.0\$

VICTIME : MR ZANANGA EMMA

BENI_CCF05032016_0001 (2)_061

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MRME BENDENDA NJAKASI

BENI_CCF05032016_0005 (2)_262

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MRME NZUZI SAMARA

BENI_CCF05032016_0005 (2)_260

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	50000.0	1	50000.0

Total Partiel: 50000.0\$

VICTIME : MÙME MASIKA KINYUNYU

BENI_SUITE2_CCF08032016_0004_053

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	USTENCILS DE CUISINE	10.0	5	50.0

Total Partiel: 280.0\$

VICTIME : NACHOBI TERECE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : NGONA DHENDO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_072

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POULE	5.0	15	75.0
2	VACHE	300.0	27	8100.0

Total Partiel: 8175.0\$

VICTIME : NYAMABO JEAN AUGUSTIN

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : ODJOMIRI ADJAI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	15.0	10	150.0
2	CIMENT(SAC)	15.0	10	150.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : RUHIGWA MUSEZA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	MOUTON	50.0	9	450.0
3	POULE	5.0	20	100.0
4	VACHE	300.0	60	18000.0

Total Partiel: 19250.0\$

VICTIME : SEKABO BASIYA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VACHE	300.0	82	24600.0

Total Partiel: 29650.0\$

VICTIME : SIMBE LUKO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_084

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	2	100.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : URUMU UMIRAMBE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_152 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	50.0	1	50.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	35.0	1	35.0
4	MAGNETOSCOPE	70.0	1	70.0
5	TELEVISION	180.0	1	180.0
6	TOLE	10.0	18	180.0

Total Partiel: 715.0\$

VICTIME : UWAKI

BENI_CCF05032016_0002_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEDICAMENT	35.0	1	35.0
2	TENSIOMETRE	15.0	1	15.0

Total Partiel: 50.0\$

TOTAL GENERAL: 5556527.0 \$

EVALUATION PERTES DES BIENS**VILLE : BUTEMBO****VICTIME : ABETINA ALDEGONDE**

BUTEMBO_CCF04032016_0014_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$**VICTIME : ABOLISOO KYABUSIKU**

BUTEMBO_CCF04032016_0022_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	80.0	1	80.0

Total Partiel: 80.0\$**VICTIME : AMANI MUKAMBA SAMMY**

BUTEMBO_CCF04032016_0007_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	580.0	1	580.0
2	CHEVRE	50.0	6	300.0
3	COLTAN	166.0	300	49800.0
4	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 51980.0\$**VICTIME : AMBUMA KABWANA**

BUTEMBO_CCF04032016_0022_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$**VICTIME : BAHATI BASHENI PIÈRRE KIMWANGA**

BUTEMBO_CCF04032016_0018_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	2	200.0
2	CHAUSSURES	50.0	2	100.0
3	JAKET	20.0	1	20.0

Total Partiel: 320.0\$**VICTIME : BAHATI MULONGO**

BUTEMBO_CCF04032016_0006_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	6	90.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	LAPIN	15.0	10	150.0

Total Partiel: 840.0\$**VICTIME : BALO MUSESOU YUAKALI**

BUTEMBO_CCF04032016_0020_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	1350.0	1	1350.0

Total Partiel: 1350.0\$**VICTIME : BAMANYISA KANDOLE PASCALINE**

GEMENA_CCF05032016_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	20000.0

Total Partiel: 20000.0\$**VICTIME : BARONGO MUGENYI ZADOKI**

GEMENA_CCF05032016_0001_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
-----------	---------------------	----------------------	-----------------	-------------------

1	MEUBLE	27000.0	1	27000.0
2	VACHE	300.0	65	19500.0

Total Partiel: 46500.0\$

VICTIME : BESISA MUGISA GEMENA_CCF05032016_0001_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : BIBICHA MAWAZO BUTEMBO_CCF04032016_0008_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	20.0	1	20.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 420.0\$

VICTIME : CHEU MANGALA HALI BUTEMBO_CCF04032016_0014_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	780.0	1	780.0

Total Partiel: 780.0\$

VICTIME : DHEJO NGONA JEROME GEMENA_CCF05032016_0001_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : DHEUDJO NYAU EMMANUEL GEMENA_CCF05032016_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	20000.0	1	20000.0

Total Partiel: 20000.0\$

VICTIME : DIAKISA TUMAIKI KAMULANGE BUTEMBO_CCF04032016_0019_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : EUGÈNE VIRINGA MAYANI JEAN DE DIEU BUTEMBO_CCF04032016_0018_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	20	600.0
2	CHEVRE	50.0	12	600.0
3	COLTAN	166.0	500	83000.0
4	TOLE	10.0	200	2000.0

Total Partiel: 86200.0\$

VICTIME : FATAKI EBUKA FALY BUTEMBO_CCF04032016_0019_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	5.0	1	5.0
2	HABITS(VALISE)	10.0	4	40.0

Total Partiel: 45.0\$

VICTIME : GIZELE MASIKA MALIRO BUTEMBO_CCF04032016_0008_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	50.0	2	100.0
2	LIT	45.0	1	45.0

Total Partiel: 145.0\$

VICTIME : JOSE AZAKALA

BUTEMBO_CCF04032016_0013_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOISSON LOCALE (BIDON)	50.0	1	50.0
2	FOULARD	5.0	2	10.0
3	PIECE WAX	20.0	3	60.0

Total Partiel: 120.0\$

VICTIME : KABUGHO MULONDE

BUTEMBO_CCF04032016_0003_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	1	45.0

Total Partiel: 245.0\$

VICTIME : KABUYAYA NZALA VINCENT

BUTEMBO_CCF04032016_0007_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	300.0	1	300.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : KAHAMBU MALEMBO

BUTEMBO_CCF04032016_0010_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	50.0	2	100.0
2	BOUTIQUE	2576.0	1	2576.0

Total Partiel: 2676.0\$

VICTIME : KAHAMBU MAMBWA ANITHA

BUTEMBO_CCF04032016_0015_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	15.0	6	90.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	PIECE WAX	20.0	3	60.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 395.0\$

VICTIME : KAHAMBU MBANYA ROSALIE

BUTEMBO_CCF04032016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	2	30.0
2	CHAUSSURES	50.0	2	100.0
3	CHEVRE	50.0	1	50.0
4	COBAYE	5.0	5	25.0
5	LIT	45.0	1	45.0
6	POULE	5.0	4	20.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 620.0\$

VICTIME : KAHAMBU NZANZU EUGENI

BUTEMBO_CCF04032016_0007_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COUVERTURE	30.0	1	30.0
2	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1230.0\$

VICTIME : KAHINDO AWASI JORIME

BUTEMBO_CCF04032016_0008_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 440.0\$

VICTIME : KAHINDO KAMALIRO JUSTINE

BUTEMBO_CCF04032016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	510.0	1	510.0
2	COBAYE	5.0	20	100.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 710.0\$

VICTIME : KAHINDO KATENGERA JACKSON

BUTEMBO_CCF04032016_0014_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	PIECE WAX	20.0	10	200.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1495.0\$

VICTIME : KAHINDO KATSUMIRWAKI JEANINE

BUTEMBO_CCF04032016_0018_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	10.0	2	20.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	PILE(CARTON)	80.0	1	80.0
4	SPORT MAN (CARTON)	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KAHINDO KIYONGA ZAMANI

BUTEMBO_CCF04032016_0010_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAISSE CREME	30.0	8	240.0
2	COUVERTURE	30.0	3	90.0
3	LIT	45.0	3	135.0
4	POULE	5.0	8	40.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 705.0\$

VICTIME : KAHINDO MAKALA JEANINE

BUTEMBO_CCF04032016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDONS BOISSONS	30.0	10	300.0
2	CANARD	15.0	5	75.0
3	COLTAN	166.0	3	498.0
4	HARICOT (SAC)	50.0	1	50.0
5	LIT	45.0	1	45.0
6	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1218.0\$

VICTIME : KAHINDO MUPIRA REGINA

BUTEMBO_CCF04032016_0004_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	5	150.0

2	CHEVRE	50.0	2	100.0
3	COCHON	80.0	2	160.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
6	HARICOT (SAC)	100.0	2	200.0
7	POULE	5.0	10	50.0
8	RIZ (SAC)	50.0	2	100.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1360.0\$

VICTIME : KAHINDO NGANGONDI FELI

BUTEMBO_CCF04032016_0018_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3000.0	1	3000.0
2	BALLOT FRIPPERIE	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	415	4150.0

Total Partiel: 7400.0\$

VICTIME : KAHINDO NGELEZA MARIE

BUTEMBO_CCF04032016_0006_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	150.0	1	150.0
2	COUVERTURE	30.0	1	30.0
3	HABITS(VALISE)	20.0	2	40.0
4	LIT	45.0	1	45.0

Total Partiel: 265.0\$

VICTIME : KAHINDO NZUMWA

BUTEMBO_CCF04032016_0001_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	3	150.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	HOUE	10.0	1	10.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 605.0\$

VICTIME : KAHINDO VICTORINE

BUTEMBO_CCF04032016_0012_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	7	105.0
2	COUVERTURE	30.0	1	30.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 685.0\$

VICTIME : KAHINDO VIHUNDIRA

BUTEMBO_CCF04032016_0001_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COUVERTURE	30.0	1	30.0
2	HABITS(VALISE)	50.0	1	50.0
3	HOUE	10.0	1	10.0
4	LAGOME	2.0	1	2.0
5	LIT	45.0	1	45.0
6	MACHETTE	10.0	1	10.0
7	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 497.0\$

VICTIME : KAKULE JEAN MARIE

BUTEMBO_CCF04032016_0010_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	1	30.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	PIECE WAX	20.0	2	40.0
4	TOLE	10.0	5	50.0

Total Partiel: 165.0\$

VICTIME : KAKULE KASONGO

BUTEMBO_CCF04032016_0014_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	50.0	3	150.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MEUBLE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 1495.0\$

VICTIME : KAKULE MALULU GERARD

BUTEMBO_CCF04032016_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	1	30.0
2	CANARD	15.0	10	150.0
3	CHEVRE	50.0	2	100.0
4	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
5	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 730.0\$

VICTIME : KAKULE MAYANI PEMBENI

BUTEMBO_CCF04032016_0019_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	670.0	1	670.0

Total Partiel: 670.0\$

VICTIME : KAKULE MUTWALAGHUMA

BUTEMBO_CCF04032016_0009_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATTERIE	100.0	1	100.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : KAKULE VISIRI ROGER

BUTEMBO_CCF04032016_0009_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1583.0	1	1583.0
2	MALETTE	20.0	1	20.0

Total Partiel: 1603.0\$

VICTIME : KAKULE VYAKYAKANAKAZI

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0003_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KALEBU ALIMETI BON PÈRE

BUTEMBO_CCF04032016_0009_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	5.0	1	5.0
2	CAHIER	1.0	10	10.0

3	LIVRE	30.0	1	30.0
---	-------	------	---	------

Total Partiel: 45.0\$

VICTIME : KAMATE KAHIWA KOMBI

BUTEMBO_CCF04032016_0003_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	POULE	5.0	2	10.0
3	SCIE	20.0	1	20.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 430.0\$

VICTIME : KAMATE KISONGO

BUTEMBO_CCF04032016_0003_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	190	9500.0
2	COBAYE	5.0	34	170.0
3	COCHON	80.0	13	1040.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
6	MOUTON	50.0	20	1000.0
7	POULE	5.0	72	360.0
8	VACHE	300.0	32	9600.0

Total Partiel: 22170.0\$

VICTIME : KAMATHE LUSENGE SALVINE

BUTEMBO_CCF04032016_0019_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SPORT MAN (CARTON)	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : KAMBALE BAHATI JULES

BUTEMBO_CCF04032016_0021_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	1150.0	1	1150.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : KAMBALE BAMUTEYA

BUTEMBO_CCF04032016_0015_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5291.0	1	5291.0

Total Partiel: 5291.0\$

VICTIME : KAMBALE BOYA EMMANUEL

BUTEMBO_CCF04032016_0004_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	COLTAN	166.0	26	4316.0

Total Partiel: 4496.0\$

VICTIME : KAMBALE KAKO GUILLAUME

BUTEMBO_CCF04032016_0018_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COLTAN	166.0	80	13280.0
2	DIAMANT	1000.0	18	18000.0

Total Partiel: 31280.0\$

VICTIME : KAMBALE KAMUKENZO FAUSTIN

BUTEMBO_CCF04032016_0022_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	4	180.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

4	TOLE	10.0	10	100.0
---	------	------	----	-------

Total Partiel: 480.0\$

VICTIME : KAMBALE KARANI EMMANUEL

BUTEMBO_CCF04032016_0020_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	250.0	1	250.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : KAMBALE KIGHONA HERDIONI

BUTEMBO_CCF04032016_0006_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	20.0	1	20.0
2	RECHAUD	60.0	1	60.0

Total Partiel: 80.0\$

VICTIME : KAMBALE KIMBILO

BUTEMBO_CCF04032016_0013_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	BIDON HUILE	30.0	2	60.0
3	COCHON	80.0	2	160.0
4	PETROLE (BIDON)	40.0	1	40.0
5	PIECE WAX	20.0	3	60.0
6	RIZ (SAC)	50.0	5	250.0

Total Partiel: 670.0\$

VICTIME : KAMBALE KISOKERO KAPALA

BUTEMBO_CCF04032016_0008_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	12	600.0
2	COBAYE	5.0	7	35.0
3	FUSIL	500.0	1	500.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	POULE	5.0	7	35.0
6	TOLE	10.0	30	300.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1770.0\$

VICTIME : KAMBALE KISYALYA DAVID

BUTEMBO_CCF04032016_0015_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	50.0	2	100.0
2	CLOU	10.0	3	30.0
3	COUVERTURE	30.0	1	30.0
4	TOLE	10.0	6	60.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 420.0\$

VICTIME : KAMBALE MAKELELE PIERROT

BUTEMBO_CCF04032016_0020_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COLTAN	166.0	120	19920.0
2	FUSIL	500.0	2	1000.0

Total Partiel: 20920.0\$

VICTIME : KAMBALE MALIMBO

BUTEMBO_CCF04032016_0011_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	RADIO	100.0	1	100.0
3	TOLE	10.0	10	100.0

4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 445.0\$

VICTIME : KAMBALE MAMBALI JEROME

BUTEMBO_CCF04032016_0010_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	DIVERS BIENS	380.0	1	380.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	18	180.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 855.0\$

VICTIME : KAMBALE MBAHINGANA

GEMENA_CCF05032016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
4	POULE	5.0	20	100.0
5	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 2600.0\$

VICTIME : KAMBALE NZUMWA JOSEPH

BUTEMBO_CCF04032016_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	1	30.0
2	COUVERTURE	30.0	3	90.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	2	90.0
5	MEUBLE	200.0	1	200.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 810.0\$

VICTIME : KAMBALE SAFARI BERNARD

BUTEMBO_CCF04032016_0016_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	250.0	1	250.0
2	RADIO	50.0	3	150.0
3	SPORT MAN (CARTON)	100.0	2	200.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : KAMBALE SIHALIKYOLO JANVIER

BUTEMBO_CCF04032016_0007_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	8	400.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
3	MAGNETOSCOPE	50.0	1	50.0
4	MOTO	4500.0	1	4500.0

Total Partiel: 5950.0\$

VICTIME : KAMBALE SIVAHESWA OBEDE

BUTEMBO_CCF04032016_0018_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	3	150.0
2	FUSIL	500.0	1	500.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 1450.0\$

VICTIME : KAMBALE TSONGO

BUTEMBO_CCF04032016_0015_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1311.0	1	1311.0

Total Partiel: 1311.0\$

VICTIME : KAMBIBULE CHABANI BAUDOIN

BUTEMBO_CCF04032016_0018_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	4000.0	1	4000.0

Total Partiel: 4000.0\$

VICTIME : KANO LEBISABO

GEMENA_CCF05032016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MANIOC(HECTARE)	6000.0	1	6000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0
3	RADIO	190.0	1	190.0

Total Partiel: 6690.0\$

VICTIME : KANYERE HANAMALI RACHEL

BUTEMBO_CCF04032016_0008_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	3	45.0
2	LAPIN	15.0	5	75.0
3	POULE	5.0	5	25.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 345.0\$

VICTIME : KAPARAI SALO RUMBA

BUTEMBO_CCF04032016_0020_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	900.0	1	900.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : KAPOSO KAMALA

BUTEMBO_CCF04032016_0008_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BASSIN PLASTIC	3.0	5	15.0
2	CHEVRE	50.0	2	100.0
3	COUVERTURE	30.0	1	30.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	LIT	45.0	1	45.0

Total Partiel: 390.0\$

VICTIME : KASEREKA KAHAVO CLAUDE

BUTEMBO_CCF04032016_0010_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	200.0	1	200.0
2	CHEVRE	50.0	3	150.0
3	COCHON	80.0	1	80.0
4	DIVERS BIENS	208.0	1	208.0
5	LIT	45.0	5	225.0
6	TOLE	10.0	18	180.0

Total Partiel: 1043.0\$

VICTIME : KASEREKA KAMAVU

BUTEMBO_CCF04032016_0008_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	200.0	1	200.0
2	COLTAN	166.0	30	4980.0
3	OR	30000.0	20	600000.0

Total Partiel: 605180.0\$

VICTIME : KASEREKA KASUMBA

BUTEMBO_CCF04032016_0014_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 195.0\$

VICTIME : KASEREKA KATIMBA

BUTEMBO_CCF04032016_0011_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2100.0	1	2100.0
2	LIT	45.0	1	45.0

Total Partiel: 2145.0\$

VICTIME : KASEREKA KIONGULO

BUTEMBO_CCF04032016_0015_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	TOLE	10.0	10	100.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 345.0\$

VICTIME : KASEREKA KITSONGO PILIPILI

BUTEMBO_CCF04032016_0011_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATTERIE	100.0	1	100.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
3	LIT	45.0	8	360.0
4	ORDINATEUR	500.0	1	500.0
5	TELEVISION	500.0	1	500.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2660.0\$

VICTIME : KASEREKA KURUTU

BUTEMBO_CCF04032016_0013_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	1	50.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	LIT	45.0	1	45.0

Total Partiel: 175.0\$

VICTIME : KASEREKA LWATUMBA

BUTEMBO_CCF04032016_0012_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	10	150.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	PIECE WAX	20.0	3	60.0
4	PILE(CARTON)	1.0	5	5.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 310.0\$

VICTIME : KASEREKA MBAYIKAVOLO JEAN

BUTEMBO_CCF04032016_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	POULE	5.0	20	100.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 645.0\$

VICTIME : KASEREKA MBAYIRINDIALO

BUTEMBO_CCF04032016_0003_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	20	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 1900.0\$

VICTIME : KASEREKA MBINDI EMMANUEL

BUTEMBO_CCF04032016_0001_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	3	150.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 745.0\$

VICTIME : KASEREKA MUNGUMWA LAMBERT

BUTEMBO_CCF04032016_0007_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : KASEREKA SIKIMINYWA CELESTIN

BUTEMBO_CCF04032016_0015_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	65.0	1	65.0
2	BIBLE	10.0	1	10.0
3	LIVRE	20.0	1	20.0

Total Partiel: 95.0\$

VICTIME : KASEREKA VIKUNGU NGUNZA

BUTEMBO_CCF04032016_0001_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	1	50.0
2	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	POULE	5.0	6	30.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 3375.0\$

VICTIME : KASEREKA WASAKI

BUTEMBO_CCF04032016_0013_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	COLTAN	166.0	20	3320.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	RADIO	50.0	2	100.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3910.0\$

VICTIME : KASREKA KAMAVU

BUTEMBO_CCF04032016_0008_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	200.0	20	4000.0
2	COLTAN	166.0	30	4980.0
3	OR	30000.0	20	600000.0

Total Partiel: 608980.0\$

VICTIME : KASWELA ALBETINA RUPANDE

BUTEMBO_CCF04032016_0018_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	MANIOC(SAC)	10.0	10	100.0
4	POULE	5.0	15	75.0

Total Partiel: 515.0\$

VICTIME : KASWERA KATUNGU BERNADINE

BUTEMBO_CCF04032016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	1	30.0
2	COBAYE	5.0	20	100.0
3	FARINE BLE (SAC)	50.0	1	50.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
6	TOLE	10.0	5	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 780.0\$

VICTIME : KASWERA LUHOLU MARIE

BUTEMBO_CCF04032016_0006_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	400.0	1	400.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : KASWERA MUKENYE MARIE ROSE

BUTEMBO_CCF04032016_0004_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FARINE BLE (SAC)	50.0	10	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	HOUE	10.0	1	10.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
6	POULE	5.0	5	25.0
7	TOLE	10.0	30	300.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1530.0\$

VICTIME : KASWERA MULAJI THEODESIE

BUTEMBO_CCF04032016_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	HOUE	10.0	5	50.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MACHETTE	10.0	1	10.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 605.0\$

VICTIME : KASWERA MUSUNZU

BUTEMBO_CCF04032016_0015_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	PIECE WAX	20.0	6	120.0

4	TOLE	10.0	10	100.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 710.0\$

VICTIME : KASWERA TSUKIA

BUTEMBO_CCF04032016_0001_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FARINE BLE (SAC)	50.0	1	50.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	PADDY(SAC)	50.0	1	50.0
6	POULE	5.0	4	20.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 865.0\$

VICTIME : KATEMBO KAYENGA I

BUTEMBO_CCF04032016_0014_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	1	30.0
2	CANARD	15.0	3	45.0
3	CHEVRE	50.0	2	100.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 420.0\$

VICTIME : KATEMBO KAYENGA II

BUTEMBO_CCF04032016_0014_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMPLIFICATEUR	500.0	2	1000.0
2	BIBLE	10.0	5	50.0
3	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
4	LANCEUR	20.0	2	40.0
5	LIVRE	20.0	4	80.0
6	MICROSCOPE	30.0	3	90.0

Total Partiel: 2260.0\$

VICTIME : KATEMBO MASAU DEOGRACIAS

BUTEMBO_CCF04032016_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	1	15.0
2	COBAYE	5.0	45	225.0
3	DICTIONNAIRE	50.0	1	50.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 350.0\$

VICTIME : KATEMBO MUSUNLU DIMANCHE

BUTEMBO_CCF04032016_0001_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	2	100.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : KATIZO MATIZO BUMBI

BUTEMBO_CCF04032016_0016_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : KATSONGO FATALIWA ADENISE

BUTEMBO_CCF04032016_0007_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	5	250.0
2	COBAYE	5.0	20	100.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	2	90.0
5	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
6	POULE	5.0	6	30.0

Total Partiel: 820.0\$

VICTIME : KATUNGU IVONY

BUTEMBO_CCF04032016_0015_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	2	60.0
2	CHAUSSURES	50.0	2	100.0
3	LIT	45.0	2	90.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : KATUNGU KYALWAHI VERENA

BUTEMBO_CCF04032016_0012_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON VIDE	5.0	2	10.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	HARICOT (SAC)	50.0	1	50.0
4	POULE	5.0	7	35.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 495.0\$

VICTIME : KATUNGU LEONADA

BUTEMBO_CCF04032016_0008_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	28.0	1	28.0

Total Partiel: 28.0\$

VICTIME : KATUNGU MULIWAVYO HENRIETTE

BUTEMBO_CCF04032016_0007_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	200.0	1	200.0
2	BASSIN PLASTIC	3.0	10	30.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LAPIN	15.0	12	180.0
5	LIT	45.0	1	45.0
6	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 705.0\$

VICTIME : KATUNGU MWEGHEMA GORETH

BUTEMBO_CCF04032016_0011_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHETTE	10.0	1	10.0
2	PADDY(SAC)	50.0	1	50.0
3	POULE	5.0	2	10.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 370.0\$

VICTIME : KATUNGU NZIAVAKE

BUTEMBO_CCF04032016_0011_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	1	80.0
2	RIZ (SAC)	50.0	3	150.0

3	TOLE	10.0	10	100.0
---	------	------	----	-------

Total Partiel: 330.0\$

VICTIME : KATUNGU THASI REZI

BUTEMBO_CCF04032016_0003_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : KAVIRA BASEME ANASTASIE

BUTEMBO_CCF04032016_0011_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	2	60.0
2	BIDON VIDE	5.0	2	10.0
3	CANARD	15.0	3	45.0
4	CHEVRE	50.0	1	50.0
5	COUVERTURE	30.0	1	30.0
6	POULE	5.0	7	35.0

Total Partiel: 230.0\$

VICTIME : KAVIRA JULIENNE

BUTEMBO_CCF04032016_0004_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	1	50.0
2	COUVERTURE	30.0	1	30.0
3	FARINE BLE (SAC)	50.0	2	100.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	HOUE	10.0	5	50.0
6	POULE	5.0	10	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 780.0\$

VICTIME : KAVIRA KALIBANDA PATIENCE

BUTEMBO_CCF04032016_0001_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	POULE	5.0	3	15.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 845.0\$

VICTIME : KAVIRA KASEREKA SIMA

BUTEMBO_CCF04032016_0006_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KAVIRA KATAHWA MAMIE

BUTEMBO_CCF04032016_0021_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIAMANT	1000.0	4	4000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	OR	30000.0	17	510000.0
4	VEHICULE	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 520150.0\$

VICTIME : KAVIRA MUKOKOMA NATHALIE

BUTEMBO_CCF04032016_0001_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	13	195.0
2	CHEVRE	50.0	2	100.0
3	COBAYE	5.0	26	130.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	HARICOT (SAC)	100.0	2	200.0
6	LIT	45.0	1	45.0
7	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
8	PADDY(SAC)	50.0	4	200.0
9	POULE	5.0	4	20.0
10	TOLE	10.0	15	150.0
11	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
12	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1690.0\$

VICTIME : KAVIRA MUSAVULI

BUTEMBO_CCF04032016_0001_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	1	50.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	POULE	5.0	2	10.0
6	TOLE	10.0	10	100.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 685.0\$

VICTIME : KAVIRA MWASIMUKE MAKALA

BUTEMBO_CCF04032016_0004_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER BIERE	10.0	11	110.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	SPORT MAN (CARTON)	100.0	1	100.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 655.0\$

VICTIME : KAVIRA NTITIMA

BUTEMBO_CCF04032016_0011_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	1	30.0
2	BIDON VIDE	5.0	2	10.0
3	BRAISE (SAC)	20.0	1	20.0
4	PETROLE (BIDON)	40.0	1	40.0
5	PIECE WAX	20.0	16	320.0

Total Partiel: 420.0\$

VICTIME : KAVIRA SALAMU CHIMÈNE

BUTEMBO_CCF04032016_0008_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COUVERTURE	30.0	1	30.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 475.0\$

VICTIME : KAVIRA SIVYATSOMANA

BUTEMBO_CCF04032016_0012_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	46.0	4	184.0
2	HARICOT (SAC)	50.0	1	50.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	PADDY(SAC)	50.0	4	200.0
5	PIECE WAX	9.0	24	216.0
6	POULE	5.0	12	60.0

Total Partiel: 1710.0\$

VICTIME : KAVIRA SIVYOTSOMANA

BUTEMBO_CCF04032016_0011_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	40.0	4	160.0
2	HARICOT (SAC)	50.0	1	50.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	PADDY(SAC)	50.0	4	200.0
5	PIECE WAX	9.0	24	216.0
6	POULE	5.0	12	60.0

Total Partiel: 1686.0\$

VICTIME : KAVIRA TAKAVALISI SUSANE

BUTEMBO_CCF04032016_0007_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COUVERTURE	30.0	1	30.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 230.0\$

VICTIME : KAVIRA VALERIA

BUTEMBO_CCF04032016_0010_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	15.0	1	15.0
2	CHAUSSURES	50.0	2	100.0
3	COBAYE	5.0	6	30.0
4	POULE	5.0	6	30.0

Total Partiel: 175.0\$

VICTIME : KAVIRA YALALA

BUTEMBO_CCF04032016_0011_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	50.0	3	150.0
2	COUVERTURE	30.0	1	30.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	POULE	5.0	3	15.0
6	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 490.0\$

VICTIME : KAVIRA YUMA ALPHONSINE

BUTEMBO_CCF04032016_0010_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	25.0	1	25.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MACHETTE	10.0	1	10.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 380.0\$

VICTIME : KAVUGHE VUTSHUBWA PAUL

BUTEMBO_CCF04032016_0003_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	6	300.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 905.0\$

VICTIME : KAVUGHO MASUMBUKO LUCIE

BUTEMBO_CCF04032016_0007_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 295.0\$

VICTIME : KAVUGHO MUVI

BUTEMBO_CCF04032016_0011_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3000.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	RIZ (SAC)	50.0	3	150.0

Total Partiel: 4150.0\$

VICTIME : KAVUGHO TSONGO DOLOROSA

BUTEMBO_CCF04032016_0007_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1590.0	1	1590.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 3590.0\$

VICTIME : KAVUGHO WASAKUDIDI

BUTEMBO_CCF04032016_0008_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COUVERTURE	30.0	1	30.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	45.0	3	135.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 615.0\$

VICTIME : KAYENGA KAVALI AUGUSTIN

BUTEMBO_CCF04032016_0006_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KILOLO AKEKA EDOUARD

BUTEMBO_CCF04032016_0020_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1760.0	1	1760.0
2	CHEVRE	50.0	6	300.0
3	POULE	5.0	20	100.0

Total Partiel: 2160.0\$

VICTIME : KOMBI KAHUKO CHRISTIEN

BUTEMBO_CCF04032016_0021_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COLTAN	100.0	50	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0

3	OR	1000.0	1	1000.0
4	TELEVISION	500.0	1	500.0

Total Partiel: 7300.0\$

VICTIME : KWONKE BOHDIRE SAMSON

GEMENA_CCF05032016_0001_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	4500.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6600.0\$

VICTIME : KYAKIMWA GRACIENNE

BUTEMBO_CCF04032016_0016_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	3	135.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	PIECE WAX	20.0	5	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 635.0\$

VICTIME : KYAKIMWA MUKENYE FLORINE

BUTEMBO_CCF04032016_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	1	15.0
2	CHEVRE	50.0	2	100.0
3	COCHON	80.0	2	160.0
4	FARINE BLE (SAC)	50.0	1	50.0
5	HARICOT (SAC)	100.0	5	500.0
6	HOUE	10.0	2	20.0
7	LIT	45.0	1	45.0
8	MACHETTE	10.0	2	20.0
9	POULE	5.0	5	25.0
10	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
11	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1335.0\$

VICTIME : KYAKIMWA MWENGHEMA JACQUELINE

BUTEMBO_CCF04032016_0010_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	3	150.0
2	COUVERTURE	30.0	1	30.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 570.0\$

VICTIME : KYAVU MUSEKWA MAURICE

BUTEMBO_CCF04032016_0015_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	2	60.0
2	CHAUSSURES	50.0	2	100.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	PIECE WAX	20.0	2	40.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 445.0\$

VICTIME : LUKUMBUKA NYAMWEMBO

BUTEMBO_CCF04032016_0020_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	600.0	1	600.0
2	COBAYE	5.0	63	315.0
3	LIT	45.0	4	180.0
4	POULE	5.0	40	200.0
5	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 1595.0\$

VICTIME : MAKELELE LETA JOSEPH

BUTEMBO_CCF04032016_0014_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1500.0	1	1500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1750.0\$

VICTIME : MAKELELE MATIKE SWEDY

BUTEMBO_CCF04032016_0009_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MAKOTI ROCKY AZANGPETE BONNE

BUTEMBO_CCF04032016_0022_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	700.0	1	700.0
2	CHEVRE	50.0	1	50.0
3	MOTO	800.0	2	1600.0
4	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 3350.0\$

VICTIME : MANGALA ESAU YOKALE

BUTEMBO_CCF04032016_0022_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	980.0	1	980.0

Total Partiel: 980.0\$

VICTIME : MANGUSA BOGA GERANT

BUTEMBO_CCF04032016_0014_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	820.0	1	820.0

Total Partiel: 820.0\$

VICTIME : MASIKA KAHINDO MASIKA

BUTEMBO_CCF04032016_0010_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	65.0	1	65.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	RADIO	37.0	1	37.0

Total Partiel: 192.0\$

VICTIME : MASIKA KALIGHA MARIE CLAIRE

BUTEMBO_CCF04032016_0010_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	1	50.0
2	COUVERTURE	30.0	2	60.0
3	HARICOT (SAC)	50.0	1	50.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	PADDY(SAC)	25.0	1	25.0
6	POULE	5.0	5	25.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 355.0\$

VICTIME : MASIKA MATWALI GENEROSE

BUTEMBO_CCF04032016_0009_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	1	80.0
2	COUVERTURE	30.0	1	30.0
3	HOUE	10.0	3	30.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	MACHETTE	10.0	1	10.0
6	PADDY(SAC)	50.0	1	50.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 495.0\$

VICTIME : MASIKA NZOLE ALPHONSINE

BUTEMBO_CCF04032016_0017_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	20.0	1	20.0
2	PADDY(SAC)	50.0	1	50.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 420.0\$

VICTIME : MASIKA ORTANCE JULIENNE

BUTEMBO_CCF04032016_0009_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	20000.0	1	20000.0
2	COLTAN	166.0	30	4980.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TOLE	10.0	700	7000.0

Total Partiel: 32780.0\$

VICTIME : MASIKA VISIKA DENISE

BUTEMBO_CCF04032016_0007_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 295.0\$

VICTIME : MATATA BEFULA MOKE

BUTEMBO_CCF04032016_0008_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COLTAN	100.0	5	500.0
2	RADIO	80.0	1	80.0

Total Partiel: 580.0\$

VICTIME : MATHE MUSUNZU JEAN BAPTISTE

BUTEMBO_CCF04032016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	5	250.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	COLTAN	166.0	50	8300.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
5	LIT	45.0	1	45.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 9635.0\$

VICTIME : MBAMBU THARURA CECILE

BUTEMBO_CCF04032016_0008_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	1	30.0
2	CHEVRE	50.0	2	100.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
5	LIT	45.0	1	45.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 775.0\$

VICTIME : MBINO MOMBE OSAMA

BUTEMBO_CCF04032016_0008_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	40.0	1	40.0
2	COLTAN	166.0	5	830.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 920.0\$

VICTIME : MBULE KALUBU BILOYA

BUTEMBO_CCF04032016_0009_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	450.0	1	450.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1450.0\$

VICTIME : MBUSA LIENI FABIEN

BUTEMBO_CCF04032016_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	6	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	2	10.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 910.0\$

VICTIME : MUHINDO KAMALIRHO DANIEL

BUTEMBO_CCF04032016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	35.0	4	140.0
2	COCHON	50.0	5	250.0
3	HABITS(VALISE)	183.0	1	183.0
4	LAPIN	15.0	10	150.0
5	MEUBLE	150.0	1	150.0

Total Partiel: 873.0\$

VICTIME : MUHINDO KARAMBURA KALYATO

BUTEMBO_CCF04032016_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	RIZ (SAC)	50.0	5	250.0
6	TOLE	10.0	20	200.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1460.0\$

VICTIME : MUHINDO KARUBINE

BUTEMBO_CCF04032016_0017_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	767.0	1	767.0

Total Partiel: 767.0\$

VICTIME : MUHINDO KISERE

BUTEMBO_CCF04032016_0003_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	LAPIN	15.0	10	150.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	POULE	5.0	5	25.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 520.0\$

VICTIME : MUHINDO MAYASA

BUTEMBO_CCF04032016_0008_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MUHINDO MULIMIRA

BUTEMBO_CCF04032016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MUHINDO MUSUBAO EMMANUEL

BUTEMBO_CCF04032016_0022_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MUHINDO NZALAMINGI MUBARAKE

BUTEMBO_CCF04032016_0016_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER BIERE	10.0	4	40.0
2	RADIO	50.0	3	150.0

Total Partiel: 190.0\$

VICTIME : MUHINDO SYAKAKIVWA

BUTEMBO_CCF04032016_0015_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	942.0	1	942.0

Total Partiel: 942.0\$

VICTIME : MUHINDO SYAWITE MATHIEU

BUTEMBO_CCF04032016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0
2	POULE	5.0	5	25.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VACHE	300.0	5	1500.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2015.0\$

VICTIME : MUKENDI NKONGO GODEFROID ELONGO

BUTEMBO_CCF04032016_0010_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	50.0	5	250.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 2250.0\$

VICTIME : MULYATA MUSOGEA KABWAVE

BUTEMBO_CCF04032016_0008_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	35.0	1	35.0
2	COLTAN	100.0	90	9000.0

Total Partiel: 9035.0\$

VICTIME : MUMBERE KAMBIBUKE PAPY

BUTEMBO_CCF04032016_0019_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COLTAN	166.0	250	41500.0
2	OR	12000.0	1	12000.0

Total Partiel: 53500.0\$

VICTIME : MUMBERE KIVIKWAMO JACKSON

BUTEMBO_CCF04032016_0009_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CIGARETTE (FARDE)	10.0	4	40.0
2	COLTAN	166.0	2	332.0

Total Partiel: 372.0\$

VICTIME : MUMBERE MUSITU JEAN BAPTISTE

BUTEMBO_CCF04032016_0020_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	10	300.0
2	COLTAN	166.0	200	33200.0
3	OR	30000.0	5	150000.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 183700.0\$

VICTIME : MUMBERE SELEMANI JOSUE

BUTEMBO_CCF04032016_0012_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COUVERTURE	30.0	1	30.0
2	DICTIONNAIRE	50.0	1	50.0
3	LIT	45.0	3	135.0
4	LIVRE	30.0	2	60.0
5	MALETTE	20.0	2	40.0
6	NOTES ACADEMIQUES	300.0	1	300.0

Total Partiel: 615.0\$

VICTIME : MUNZOMBO MUMBERE

BUTEMBO_CCF04032016_0008_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MUSOKA MUBINGWA FLORIBERT

BUTEMBO_CCF04032016_0007_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ETOFFE	50.0	4	200.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MUTHAKA FATAKI SAIC

BUTEMBO_CCF04032016_0018_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	250.0	1	250.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	RADIO	50.0	2	100.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : MUZA MUPATAÏ MALUKU

BUTEMBO_CCF04032016_0014_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	1800.0	1	1800.0

Total Partiel: 1800.0\$

VICTIME : MWENYEMALI SESENI HERITIER

BUTEMBO_CCF04032016_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DISCOTHÈQUE	1000.0	1	1000.0
2	KIOSQUE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : NABOTI PALUKU AMINI

BUTEMBO_CCF04032016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	10	500.0
2	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 1750.0\$

VICTIME : NDONGO MUONGO DAVID

BUTEMBO_CCF04032016_0007_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	TOLE	10.0	25	250.0

Total Partiel: 295.0\$

VICTIME : NEPO KIMOYO

BUTEMBO_CCF04032016_0022_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1350.0	1	1350.0
2	CHEVRE	50.0	1	50.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1450.0\$

VICTIME : NZEMBO MATHITA

BUTEMBO_CCF04032016_0004_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	6	180.0
2	CHEVRE	50.0	4	200.0
3	CHIEN	10.0	2	20.0
4	COLTAN	166.0	5	830.0
5	POULE	5.0	6	30.0

Total Partiel: 1260.0\$

VICTIME : NZIAVAKE MUGHEMA

BUTEMBO_CCF04032016_0008_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	1	100.0
2	CANARD	15.0	3	45.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 540.0\$

VICTIME : NZUVA YALALA ZALEY

BUTEMBO_CCF04032016_0018_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	750.0	1	750.0

2	RADIO	50.0	1	50.0
---	-------	------	---	------

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : OMALY MOMBE OKITO BUTEMBO_CCF04032016_0022_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	1600.0	1	1600.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : PALUKU BAKELE BUTEMBO_CCF04032016_0015_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	COLTAN	166.0	50	8300.0
4	HABITS(VALISE)	20.0	1	20.0
5	LIT	45.0	3	135.0
6	PANNEAU SOLAIRE	1000.0	1	1000.0
7	RADIO	50.0	3	150.0

Total Partiel: 9785.0\$

VICTIME : PALUKU KACHELEWA BUTEMBO_CCF04032016_0011_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10.0	1	10.0
2	CHEVRE	50.0	1	50.0
3	LIT	45.0	1	45.0

Total Partiel: 105.0\$

VICTIME : PALUKU KACHELEWA BIENVE BUTEMBO_CCF04032016_0019_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	3020.0	1	3020.0

Total Partiel: 3020.0\$

VICTIME : PALUKU KAHAVO GEORGE BUTEMBO_CCF04032016_0009_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	50.0	10	500.0
3	FUSIL	500.0	1	500.0
4	VACHE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 2900.0\$

VICTIME : PALUKU KAKINGA URBAIN BUTEMBO_CCF04032016_0008_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : PALUKU KALUME PAYANI BUTEMBO_CCF04032016_0019_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	7500.0	1	7500.0
2	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 8300.0\$

VICTIME : PALUKU KALYAMUSUNZU BUTEMBO_CCF04032016_0022_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	50.0	1	50.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : PALUKU KANIKI

BUTEMBO_CCF04032016_0008_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 445.0\$

VICTIME : PALUKU KASIGHANA DANIEL

BUTEMBO_CCF04032016_0008_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	2	30.0
2	CHEVRE	50.0	2	100.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	HABITS(VALISE)	20.0	1	20.0
5	LIT	45.0	2	90.0
6	POULE	5.0	2	10.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : PALUKU KATULU ALEX

BUTEMBO_CCF04032016_0008_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	5000.0	1	5000.0
2	CHEVRE	50.0	10	500.0
3	FUSIL	500.0	2	1000.0
4	MOTO	800.0	2	1600.0
5	TOLE	10.0	500	5000.0

Total Partiel: 13100.0\$

VICTIME : PALUKU KICHOSI EMMANUEL

BUTEMBO_CCF04032016_0007_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : PALUKU KIMIMBI TSONGO

BUTEMBO_CCF04032016_0015_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	USTENCILS DE CUISINE	60.0	1	60.0

Total Partiel: 160.0\$

VICTIME : PALUKU KONDA SAMUEL

BUTEMBO_CCF04032016_0001_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	DICTIONNAIRE	50.0	1	50.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	HABITS(VALISE)	50.0	1	50.0
5	HORLOGE	10.0	2	20.0
6	POULE	5.0	6	30.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : PALUKU LUSENGE KOLO

BUTEMBO_CCF04032016_0016_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	1250.0	1	1250.0
---	-------------------------	--------	---	--------

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : PALUKU MAKELELE

BUTEMBO_CCF04032016_0003_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COBAYE	5.0	20	100.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	MANUEL SCOLAIRE	65.0	1	65.0
4	MARTEAU	20.0	1	20.0
5	RABOT	50.0	1	50.0

Total Partiel: 280.0\$

VICTIME : PALUKU MANDELA MADEPENSE

BUTEMBO_CCF04032016_0016_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	2500.0	1	2500.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : PALUKU MASHAURI JOSEPH

BUTEMBO_CCF04032016_0019_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COLTAN	166.0	50	8300.0
2	DIVERS BIENS	750.0	4	3000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 12250.0\$

VICTIME : PALUKU MATHITA GASTO

BUTEMBO_CCF04032016_0001_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	12	600.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	POULE	5.0	12	60.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1470.0\$

VICTIME : PALUKU MBOWA FLORA

BUTEMBO_CCF04032016_0002_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	PIECE WAX	20.0	13	260.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	10	100.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 655.0\$

VICTIME : PALUKU MUBUNGA DEO ZAKARI

BUTEMBO_CCF04032016_0008_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	10	500.0
2	COLTAN	166.0	10	1660.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2460.0\$

VICTIME : PALUKU MUKUMBA FERDINAND

BUTEMBO_CCF04032016_0020_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	3	135.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	2	100.0

Total Partiel: 435.0\$

VICTIME : PALUKU MUNGUMWA EZECHIEL

BUTEMBO_CCF04032016_0006_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : PALUKU NEPA NEPA SHIMITA

BUTEMBO_CCF04032016_0009_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	50.0	1	50.0
2	OR	1050.0	1	1050.0
3	SOINS MEDICAUX	40.0	1	40.0

Total Partiel: 1140.0\$

VICTIME : PALUKU NGOKO ANDRÉ

BUTEMBO_CCF04032016_0013_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	1	50.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 590.0\$

VICTIME : PALUKU SADIKI SYAVUTWA II

BUTEMBO_CCF04032016_0016_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	83	4150.0
2	COCHON	80.0	7	560.0
3	POULE	5.0	150	750.0
4	VACHE	300.0	125	37500.0

Total Partiel: 42960.0\$

VICTIME : PALUKU TUMBE KATENDELE

BUTEMBO_CCF04032016_0021_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	350.0	1	350.0

Total Partiel: 350.0\$

VICTIME : PALUKU UYALEVEKA

BUTEMBO_CCF04032016_0010_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 350.0\$

VICTIME : PANDA MULYATA

BUTEMBO_CCF04032016_0009_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	25.0	1	25.0

Total Partiel: 25.0\$

VICTIME : SARTANA ISEMBENE

BUTEMBO_CCF04032016_0012_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	COLTAN	166.0	50	8300.0
3	TOLE	10.0	2	20.0

Total Partiel: 8820.0\$

VICTIME : SENZEMERA MUSIOKA ZAIROIS

BUTEMBO_CCF04032016_0009_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	925.0	1	925.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 975.0\$

VICTIME : SIKULITECHEKA KAVUGHO

BUTEMBO_CCF04032016_0015_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PIECE WAX	20.0	4	80.0
4	POULE	5.0	6	30.0
5	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0

Total Partiel: 460.0\$

VICTIME : SIME NGELEZA SABILI

BUTEMBO_CCF04032016_0014_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	800.0	1	800.0
2	PILE(CARTON)	8.0	10	80.0
3	SPORT MAN (FARDE)	10.0	5	50.0

Total Partiel: 930.0\$

VICTIME : SIRIASI VAROKI MUHINDO

BUTEMBO_CCF04032016_0019_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	550.0	1	550.0
2	CHEVRE	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : SISENI NGASA MASIMBO

BUTEMBO_CCF04032016_0018_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COLTAN	166.0	70	11620.0

Total Partiel: 11620.0\$

VICTIME : TEMBO THALULIBO MARTIN

BUTEMBO_CCF04032016_0001_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	5	250.0
2	COBAYE	5.0	5	25.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LAPIN	15.0	6	90.0
5	LIT	45.0	1	45.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 810.0\$

VICTIME : USENI AHADI MAPIE

BUTEMBO_CCF04032016_0022_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	1950.0	1	1950.0

Total Partiel: 1950.0\$

VICTIME : YENGA MUPIRA

BUTEMBO_CCF04032016_0008_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CANARD	15.0	3	45.0
2	CHEVRE	50.0	5	250.0
3	COUVERTURE	30.0	1	30.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	HABITS(VALISE)	20.0	1	20.0
6	POULE	5.0	10	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 795.0\$

VICTIME : ZONGA MATALA

BUTEMBO_CCF04032016_0009_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1550.0	1	1550.0

Total Partiel: 1550.0\$

TOTAL GENERAL: 2680050.0 \$

EVALUATION PERTES DES BIENS**VILLE : GEMENA****VICTIME : BAMOSE YOMA JEAN**

GEMENA_CCF05032016_0001_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
2	MOTEUR VEHICULE	1500.0	1	1500.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 3300.0\$**VICTIME : BIBI YEBANGAMA GUY ALFRED BYBLOS**

GEMENA_CCF05032016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5850.0	1	5850.0
2	MOTO	2225.0	1	2225.0

Total Partiel: 8075.0\$**VICTIME : BOFIO WOTO PAULIN**

GEMENA_CCF05032016_0001_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
2	SCIE	20.0	1	20.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1120.0\$**VICTIME : EGBONDO AMBOKA CELESTIN**

GEMENA_CCF05032016_0001_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
2	PANNEAU SOLAIRE	1000.0	5	5000.0
3	RADIO	50.0	6	300.0

Total Partiel: 6300.0\$**VICTIME : ENTREPRISE GLOIRE A DIEU**

BENI_CCF05032016_0002_041

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$**VICTIME : KANGI TOROWE GBIA DONATIEN**

GEMENA_CCF05032016_0001_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAFE (TONNE)	1200.0	20	24000.0
2	COURGE (SAC)	30.0	50	1500.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 26300.0\$**VICTIME : KASSA MBOKOLI GERARD**

GEMENA_CCF05032016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	10	1000.0
2	CAFE (SAC)	120.0	10	1200.0
3	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
4	LIT	45.0	5	225.0
5	MACHETTE	10.0	50	500.0
6	MOTO	800.0	1	800.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 4975.0\$

VICTIME : MBATI NGUYA PAUL

GEMENA_CCF05032016_0001_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MANUEL SCOLAIRE	3000.0	1	3000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NDANDO SENEMONA VINCENT

GEMENA_CCF05032016_0001_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : NDASSI NATISSAKO

GEMENA_CCF05032016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DICTIONNAIRE	100.0	1	100.0
2	FER A REPASSER	20.0	2	40.0
3	LIT	45.0	7	315.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	45.0	7	315.0
6	TELEVISION	500.0	1	500.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1720.0\$

VICTIME : NUBEA NEBAKULA ALFRED

GEMENA_CCF05032016_0001_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	10	500.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
3	PANNEAU SOLAIRE	1000.0	1	1000.0
4	PIECE WAX	20.0	60	1200.0
5	TELEVISION	500.0	1	500.0
6	VACHE	300.0	8	2400.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6800.0\$

VICTIME : NYAMALE WAWATA SOLANGE

GEMENA_CCF05032016_0001_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	TOLE	10.0	100	1000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 4700.0\$

VICTIME : OLOMI GBABESE BÉBÉ

GEMENA_CCF05032016_0001_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	500.0	1	500.0
2	CHEVRE	50.0	10	500.0
3	SEL (SAC)	20.0	10	200.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : OYOKUDHU ALIKPA FRANCK

GEMENA_CCF05032016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	BOIS	1000.0	1	1000.0
3	CHEVRE	50.0	10	500.0
4	HABITATION MOYENNE	1000.0	1	1000.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
6	HOUE	10.0	1	10.0
7	MACHETTE	10.0	1	10.0
8	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
9	TOLE	10.0	30	300.0
10	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
11	VACHE	300.0	10	3000.0
12	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7820.0\$

VICTIME : SENEMONA BANGABINGI DOUDOU

GEMENA_CCF05032016_0001_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	35.0	1	35.0
2	CHAUSSURES	50.0	1	50.0
3	CIGARETTE (CARTON)	100.0	1	100.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 485.0\$

VICTIME : WAWAYA SOKOBISA FAUSTIN

GEMENA_CCF05032016_0001_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	4	320.0
2	RADIO	50.0	2	100.0
3	VACHE	300.0	10	3000.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3520.0\$

VICTIME : WOOKO LOMBANGU THÉOPHILE

GEMENA_CCF05032016_0001_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : ZUGON KEKPU FLORENCE

GEMENA_CCF05032016_0001_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	7	350.0
2	FARINE BLE (SAC)	50.0	10	500.0
3	LIT	45.0	3	135.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	5	750.0

Total Partiel: 1735.0\$

TOTAL GENERAL: 97550.0 \$

EVALUATION PERTES DES BIENS**VILLE : ITURI****VICTIME : ABDALAZIZ MALISUA**

ITURI_SUITE_CCF04032016_0036_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	5	75.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	GARDE ROBE	50.0	1	50.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
5	LIT	45.0	4	180.0
6	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
7	POULE	5.0	5	25.0
8	RADIO	50.0	1	50.0
9	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2430.0\$**VICTIME : ABDOUL HASSARI**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	20	300.0
2	CHEVRE	100.0	8	800.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	LAPIN	15.0	2	30.0
5	POULE	5.0	12	60.0
6	TOLE	10.0	30	300.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1990.0\$**VICTIME : ABHOY NYAKEZA**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	14	70.0
4	VACHE	300.0	6	1800.0

Total Partiel: 3170.0\$**VICTIME : ADABA RUWALE AUGUSTIN**

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VACHE	300.0	10	3000.0

Total Partiel: 8600.0\$**VICTIME : ADETINDA DIPO**

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_055 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$**VICTIME : ADIDO DUZORO PATRICK**

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

4	TOLE	10.0	45	450.0
5	VACHE	300.0	70	21000.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 24150.0\$

VICTIME : ADIRODU AIME CESIRE

ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	6	300.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	3	1200.0
4	VACHE	300.0	6	1800.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 3820.0\$

VICTIME : ADIRODU GAYA CHARLES

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : ADIRODU JEAN DE DIEU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_100

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	10	3000.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0

Total Partiel: 3510.0\$

VICTIME : ADIRODU RUKOSO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_174 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	80.0	50	4000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	120.0	50	6000.0

Total Partiel: 10300.0\$

VICTIME : ADJIY ANENO AYINESI

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	800.0	1	800.0
2	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 2800.0\$

VICTIME : ADONY BATSIYA FRANCINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MATELAS	30.0	4	120.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5420.0\$

VICTIME : AFINA EVAKI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	2	1600.0

4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 7100.0\$

VICTIME : [AGBEE PANDE](#) STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0007_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : [AGENONGA APOLNORE](#) ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_164

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5340.0\$

VICTIME : [AGENONGA UBELINO](#) ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_126

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MACHINE A ECRIRE	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	ORDINATEUR	250.0	1	250.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6750.0\$

VICTIME : [AGUDHU KAUIZU INNOCENT](#) ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_108

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	COCHON	80.0	15	1200.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MOUTON	50.0	25	1250.0
5	VACHE	300.0	35	10500.0

Total Partiel: 15550.0\$

VICTIME : [AKELO LOYOMA](#) COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	20	300.0
2	CARTON MEDICAMENTS	20.0	5	100.0
3	CHEVRE	50.0	10	500.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : [AKILISENDE BAWEYA](#) ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5850.0\$

VICTIME : [AKU NDAHURA](#) ITURI_SUITE3_CCF07032016_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	40	2000.0

2	COCHON	80.0	25	2000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3000.0
4	POULE	5.0	30	150.0
5	VACHE	300.0	80	24000.0

Total Partiel: 31150.0\$

VICTIME : AKUMU BOYA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	80.0	1	80.0

Total Partiel: 80.0\$

VICTIME : ALEMI AMENI CHARLES

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	3	1800.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2050.0\$

VICTIME : ALEZO NGAMADHO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_011 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	60.0	8	480.0
2	COCHON	75.0	4	300.0
3	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	11000.0
4	VACHE	270.0	5	1350.0

Total Partiel: 13130.0\$

VICTIME : ALEZU MBONA ABEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_106

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	15000.0	1	15000.0
2	CHEVRE	100.0	20	2000.0
3	COCHON	80.0	10	800.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 18400.0\$

VICTIME : ALIGA HALIMA TSELI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MACHINE A ECRIRE	100.0	1	100.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : ALIMA BOLAMBI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	3	135.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 625.0\$

VICTIME : ALISWA HUSENI

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ALIY MUKONGOY

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	COCHON	80.0	10	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : ALIYA HAMISI ATENYI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : ALOMA ANDABA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	48660.0	1	48660.0
2	CHEVRE	100.0	17	1700.0
3	LAPIN	15.0	35	525.0
4	MOUTON	50.0	49	2450.0
5	VACHE	300.0	80	24000.0
6	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 87335.0\$

VICTIME : ALOMA UMIRAMBE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3800.0	1	3800.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 4200.0\$

VICTIME : ALPHONSE MATABISI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_007 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : AMAN MBEYA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VACHE	300.0	10	3000.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 4200.0\$

VICTIME : AMANA FAIDA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5630.0\$

VICTIME : AMANDINA MAIRO BLANDINE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUC	50.0	2	100.0

2	CHEVRE	100.0	3	300.0
3	COCHON	80.0	15	1200.0
4	COQ	5.0	3	15.0
5	POULE	5.0	8	40.0

Total Partiel: 1655.0\$

VICTIME : AMANI ISSA BIENVENU

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	8000.0	1	8000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : AMAVU DRADRIA MEDARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : AMBANGE MUNGU ATISIO

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0004_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : AMBATI KADO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	60.0	1	60.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	83	830.0
4	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 6390.0\$

VICTIME : AMBATI KAISOVA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	8	40.0
6	USTENCILS DE CUISINE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 11340.0\$

VICTIME : AMBOMI BUTSO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	813.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	VELO	110.0	1	110.0

Total Partiel: 1123.0\$

VICTIME : AMINA BINTI ALI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0036_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FER A REPASSER	15.0	1	15.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0

4	POULE	5.0	10	50.0
5	TELEVISION	250.0	4	1000.0
6	TOLE	10.0	30	300.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2065.0\$

VICTIME : AMINATA CHANTAL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : AMISI ALI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	POULE	5.0	24	120.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1620.0\$

VICTIME : AMOMA MUKOKO III

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0011_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : AMOMA MUKOKO IV

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0012_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : AMONA MUKOKO I

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : AMONA MUKOKO II

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0001_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ANDROZO KINDOMBE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_148 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MAIS (SAC)	1200.0	1	1200.0
3	MOTO	2500.0	1	2500.0
4	VACHE	300.0	40	12000.0
5	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 26000.0\$

VICTIME : ANGAIKA MBABHUNA

ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	4500.0
2	MEUBLE	700.0	1	700.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : ANGAIKA YOMBA ALPHONSE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	VACHE	300.0	32	9600.0

Total Partiel: 15800.0\$

VICTIME : ANGAIKA ZEDECHIAS

ITURI_SUITE_CCF04032016_0032_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	2	200.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	VACHE	300.0	25	7500.0
5	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : ANGELANI MANGAPI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	100.0	3	300.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 1190.0\$

VICTIME : ANGWANDA REHEMA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : ANOTIANI NENDOMA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LAMPE	50.0	1	50.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	MOTO	800.0	2	1600.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2040.0\$

VICTIME : ANTOINETTE MALIHOBA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	5	500.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : ANYASI ADJIY ERNESTNE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	6	30.0

5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 5830.0\$

VICTIME : ANYASI PRUDENCE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 2800.0\$

VICTIME : ARAMBA BETWALI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_117 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	6000.0	1	6000.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 6925.0\$

VICTIME : ARIKO ONDOA JOEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	3	300.0
2	CHEVRE	100.0	16	1600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HARICOT (SAC)	100.0	15	1500.0
5	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
6	MAIS (SAC)	50.0	35	1750.0
7	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
8	POULE	5.0	50	250.0
9	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 10950.0\$

VICTIME : ARIMARI TUKU ISAAC

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	40.0	15	600.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION DE LUXE	10000.0	2	30000.0
4	VACHE	4000.0	2	8000.0

Total Partiel: 38920.0\$

VICTIME : ARTHUR TSUNEO BALAMATA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_063

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	ORDINATEUR	250.0	1	250.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7050.0\$

VICTIME : ASIMWE KABABAMBE

ITURI_SUITE5_CCF07032016_0002_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : **ATAILO MBALE**

ITURI_SUITE1_CCF07032016_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TOLE	10.0	100	1000.0
4	VACHE	300.0	386	115800.0
5	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: **132600.0\$**VICTIME : **ATANINGAMU EKOZABEA JEANNE**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: **980.0\$**VICTIME : **ATENDE BANGA**

ITURI_SUITE3_CCF07032016_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	25	2500.0
2	VACHE	300.0	75	22500.0

Total Partiel: **25000.0\$**VICTIME : **ATHIM NEDHI BEROCAN**

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_144 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	80.0	1	80.0
2	HABITS(VALISE)	3160.0	1	3160.0
3	LAMPE	6.0	1	6.0
4	MACHINE A COUDRE	50.0	1	50.0
5	MATELAS	75.0	1	75.0
6	PIECE WAX	18.0	1	18.0
7	USTENCILS DE CUISINE	8.0	6	48.0

Total Partiel: **3437.0\$**VICTIME : **ATIBASAY CHRISTIEN**

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_075 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	100.0	6	600.0

Total Partiel: **800.0\$**VICTIME : **ATIM NEDHI UPANA**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: **11900.0\$**VICTIME : **ATIMNEDI CHARLOTTE**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	1	100.0
4	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: **750.0\$**

VICTIME : ATIWAU APOLINE

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARMOIRE	200.0	1	200.0
2	DIVERS BIENS	385.0	1	385.0
3	DOCUMENT	200.0	1	200.0
4	FAUTEUIL	200.0	4	800.0
5	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
6	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
7	MATELAS	100.0	1	100.0
8	RADIO	50.0	1	50.0
9	TABLE	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2335.0\$

VICTIME : ATOTOKE IDRINGI SAKAYA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : ATU BAMAKANI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	MOUTON	50.0	15	750.0
3	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: 11750.0\$

VICTIME : AUGUSTIN MBUNYA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MATELAS	100.0	2	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : AULE ISAAC

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	35000.0	1	35000.0

Total Partiel: 35000.0\$

VICTIME : AVEBA NYARARA THEODORE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_102

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	COCHON	80.0	15	1200.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	30	9000.0
4	VACHE	300.0	25	7500.0

Total Partiel: 18700.0\$

VICTIME : AVECYUMA MULINDO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	COCHON	80.0	20	1600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	30	150.0
6	VACHE	300.0	15	4500.0

Total Partiel: 14850.0\$

VICTIME : AVEGI NGONGI FAUSTIN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	50	15000.0

Total Partiel: 18300.0\$

VICTIME : AVENYUMA SOSI RICHARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	CHEVRE	100.0	10	1000.0
3	COCHON	80.0	10	800.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
6	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
7	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
8	OR	1000.0	1	1000.0
9	POULE	5.0	10	50.0
10	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 9100.0\$

VICTIME : AVODO KAJDJANGU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_023 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	VACHE	300.0	50	15000.0

Total Partiel: 20000.0\$

VICTIME : AVODO SAMUEL

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_037

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	40.0	6	240.0
2	COCHON	80.0	8	640.0
3	DIVERS BIENS	102.0	1	102.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	3000.0
5	MACHINE A COUDRE	180.0	1	180.0

Total Partiel: 4162.0\$

VICTIME : AVUTA MBOUDHU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	40.0	7	280.0
2	MACHINE A COUDRE	75.0	1	75.0
3	SCIE DE BOIS	35.0	2	70.0
4	VELO	120.0	2	240.0

Total Partiel: 665.0\$

VICTIME : BACHWEKI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 860.0\$

VICTIME : BACHWEKI GAMANYANI DIEU DONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	3	300.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6080.0\$

VICTIME : BACHWEKI TAMBARA ANTOINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	COCHON	80.0	6	480.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	VACHE	300.0	15	4500.0

Total Partiel: 11080.0\$

VICTIME : BADU VINCENT

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	25	2500.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	POULE	5.0	15	75.0
4	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: 11975.0\$

VICTIME : BAGUNA JINO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0037_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	14	70.0
4	VACHE	300.0	22	6600.0

Total Partiel: 8370.0\$

VICTIME : BAHATI AWENYA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ANIMAUX DOMESTIQUES	1200.0	1	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	600.0
3	MEUBLE	800.0	1	800.0

Total Partiel: 2600.0\$

VICTIME : BAHATI BERNARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : BAHATI BYALETSU SALOMON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : BAHATI KAPIPINA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	VACHE	300.0	25	7500.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : BAHATI NYAMA MECHAR

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	2664.0	1	2664.0
2	CHEVRE	30.0	4	120.0
3	COCHON	40.0	10	400.0
4	HABITATION DE LUXE	10000.0	2	18000.0
5	LAPIN	10.0	38	380.0
6	POULE	10.0	25	250.0
7	VACHE	300.0	4	1200.0

Total Partiel: 23014.0\$

VICTIME : BAHEMKA DHENDJA YESSE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOULIN	1000.0	1	1000.0
2	POISSON SALE (CARTON)	700.0	1	700.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : BAHEMUKA BANGA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0037_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	POULE	5.0	14	70.0
4	VACHE	300.0	22	6600.0

Total Partiel: 8670.0\$

VICTIME : BAHEMUKA KABANGAMBE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : BAHEMUKA MICHEL

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	25	2500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	VACHE	300.0	58	17400.0

Total Partiel: 24900.0\$

VICTIME : BAHINGA MA SIMBABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0030_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	COCHON	80.0	15	1200.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MOUTON	50.0	15	750.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VACHE	300.0	80	24000.0

Total Partiel: 29750.0\$

VICTIME : BAHINGA MA SIMBIBO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	COCHON	80.0	15	1200.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	10000.0	1	10000.0
5	MOUTON	50.0	15	750.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	80	24000.0

Total Partiel: 39750.0\$

VICTIME : BAHWERE KASOPO BARAKA

ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	MOUTON	50.0	6	300.0
3	POULE	5.0	15	75.0
4	VACHE	300.0	32	9600.0

Total Partiel: 11975.0\$

VICTIME : BAINGA SIMBILYABO PASCAL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	26	2600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	PORC	100.0	5	500.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	VACHE	300.0	3	900.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 4580.0\$

VICTIME : BAITE TENGABO JIBOKA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0013_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	18	1800.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	20	100.0
6	RADIO	50.0	5	250.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 8650.0\$

VICTIME : BAKABE MILOLO JEAN

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0007_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BAKAMBU IBAZA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	VACHE	300.0	28	8400.0

Total Partiel: 10200.0\$

VICTIME : BALEH KUKWA MARIA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5980.0\$

VICTIME : BALETA INAMASANGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_214

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	7000.0	1	7000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : BALIMANYA KATHO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: 19800.0\$

VICTIME : BALINDA BAGENDA ROGER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_178

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	TOLE	10.0	28	280.0
3	VACHE	300.0	34	10200.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 10980.0\$

VICTIME : BALINDA KOKO

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0010_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	20000.0	1	20000.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	VACHE	300.0	141	42300.0
4	VEHICULE	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 69300.0\$

VICTIME : BALINE ETANI JACQUES

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : BALUKU MEKA VALENTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	10	1000.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	4	1200.0
4	PORC	100.0	4	400.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	VACHE	300.0	6	1800.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : BALUKU MUTUBELE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	PORC	100.0	4	400.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2200.0\$

VICTIME : BALUKU NYAGI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	6	600.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	RADIO	50.0	2	100.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 7230.0\$

VICTIME : BALUKU SIMIKALI

CCF04032016_0009_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	55.0	1	55.0
2	CHEVRE	100.0	3	300.0
3	COBAYE	5.0	7	35.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
6	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
7	PORC	100.0	18	1800.0
8	POULE	5.0	13	65.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7955.0\$

VICTIME : BAMAKAKI NYAKUFA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_060

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	POULE	5.0	10	50.0
3	VACHE	300.0	34	10200.0

Total Partiel: 11750.0\$

VICTIME : BAMANGA YAINA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BAMANYISA SUZANA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_162

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	MOBILETTE	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : BAMARAKI THANGU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
---	--------	--------	---	--------

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BAMOYIRA KANDOLI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : BAMUHIGA MOVE ROGER

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	9	450.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	35000.0
3	TOITURE	750.0	1	750.0
4	VACHE	300.0	26	7800.0

Total Partiel: 44000.0\$

VICTIME : BAMUTARA KAHIGWA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_084

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	1	100.0
4	VACHE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : BANDEMA BAUDOIN TAULI

ITURI_SUITE7_CCF08032016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FUT MAZOUT	340.0	2	680.0
2	GROUPE ELECTROGENE	800.0	1	800.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3000.0
4	HABITS(VALISE)	500.0	1	500.0
5	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
6	PNEU	300.0	4	1200.0
7	VEHICULE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 14180.0\$

VICTIME : BANGA BALEMWAKI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	81	8100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MOUTON	50.0	57	2850.0
4	VACHE	300.0	107	32100.0
5	VOLAILLE	10.0	77	770.0

Total Partiel: 48820.0\$

VICTIME : BANGA DHENU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : BANGA DIROSAMO EUZEBE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1840.0	1	1840.0
2	CHAMP	5.0	2000	10000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	3	15000.0

4	MADRIER	250.0	1	250.0
5	PLANCHE	300.0	1	300.0
6	TOLE	10.0	280	2800.0
7	TRONCONNEUSE	1500.0	1	1500.0
8	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 41690.0\$

VICTIME : BANGA DJUNA KANDRO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BANGA KILODJALON

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_086 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	16000.0

Total Partiel: 16000.0\$

VICTIME : BANGA NGAMAKI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 410.0\$

VICTIME : BANGA STAMOS DIMITROS

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0009_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BAR ET RESTAURANT	15000.0	1	15000.0
2	OCCUPATION CHAMBRES	121000.0	1	121000.0

Total Partiel: 136000.0\$

VICTIME : BANGARI ROBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	OR	512008.0	1	512008.0

Total Partiel: 512008.0\$

VICTIME : BANGATSO KYENGA CHARLES

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	VACHE	300.0	50	15000.0

Total Partiel: 17600.0\$

VICTIME : BANZALA MUKOMBOZI REMY

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	31155.0	1	31155.0

Total Partiel: 31155.0\$

VICTIME : BARAKA TOKABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : BARONGO MUGENYI ZADOKI

GEMENA_CCF05032016_0001_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	FRAIS DE DÉPLACEMENT	30000.0	1	30000.0
---	----------------------	---------	---	---------

Total Partiel: 30000.0\$

VICTIME : BASARA BAGUMA DAVID

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 7100.0\$

VICTIME : BASEGERE BAKANOBA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0005_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	11600.0	1	11600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	VACHE	300.0	50	15000.0

Total Partiel: 31600.0\$

VICTIME : BASEGERE DANZU JOSUA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	TOLE	10.0	30	300.0
3	VACHE	300.0	20	6000.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6700.0\$

VICTIME : BASEKE NDAHORA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_082

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	17	1700.0
2	POULE	5.0	20	100.0
3	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: 10800.0\$

VICTIME : BASHILE MEY JONAS

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DEC	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	5	1000.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	MATELAS	50.0	8	400.0
5	MATELAS	200.0	2	400.0
6	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
7	TELEVISION	150.0	1	150.0
8	USTENCILS DE CUISINE	500.0	1	500.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3950.0\$

VICTIME : BASISA BAHEMUKA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POULE	5.0	10	50.0
2	VACHE	300.0	11	3300.0

Total Partiel: 3350.0\$

VICTIME : BASISA LANDJO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_113 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BASISA LODZA		ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_068		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	VACHE	300.0	15	4500.0
Total Partiel:				5300.0\$

VICTIME : BASIYA ZANAMUZI JEAN		ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_040		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	POULE	5.0	8	40.0
3	VACHE	300.0	2	600.0
Total Partiel:				1040.0\$

VICTIME : BATAGARA SALIRE		ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_114		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	VACHE	300.0	16	4800.0
Total Partiel:				5600.0\$

VICTIME : BATIMENT ADM DE LA CITE DEBUNIA ITURI		ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_015		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	QUARTIER	750000.0	12	9000000.0
Total Partiel:				9000000.0\$

VICTIME : BATSEKE MARTIN		ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_013		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	4	600.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MATELAS	30.0	4	120.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
Total Partiel:				2170.0\$

VICTIME : BATSI ISAMBA IBAZA		ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	20	200.0
Total Partiel:				5280.0\$

VICTIME : BAUATI KAPIPINA		ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_028		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	VACHE	300.0	25	7500.0
Total Partiel:				8000.0\$

VICTIME : BAVI BUKI YASETHSO		ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	DIPLOME	500.0	1	500.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MOUTON	50.0	2	100.0
5	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				1350.0\$

VICTIME : BAVI KASOKO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_080

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	11	1100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	7	35000.0
3	POULE	5.0	70	350.0
4	VACHE	300.0	60	18000.0

Total Partiel: 54450.0\$

VICTIME : BAWOLO BATULAISE MICHELE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : BAZUNGU KIPENDI MESAC

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	40	4000.0
3	COCHON	80.0	12	960.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MOTO POMPE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	10	50.0
7	VACHE	300.0	200	60000.0

Total Partiel: 71310.0\$

VICTIME : BAZUNGU MUNAKO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	TOLE	10.0	15	150.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : BAZZA RISASI BENJAMIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	PORC	100.0	4	400.0
4	POULE	5.0	12	60.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1190.0\$

VICTIME : BEDHA BOBILETHI ANASTASIE

ITURI_SUITE_CCF05032016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	COUVERTURE	15.0	8	120.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	30.0	8	240.0

Total Partiel: 2710.0\$

VICTIME : BEIZA AMOTI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0035_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0

2	VACHE	300.0	5	1500.0
---	-------	-------	---	--------

Total Partiel: 2100.0\$

VICTIME : BENGISIABO KABULABO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_097 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	200.0	1	200.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HORLOGE	30.0	2	60.0
5	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
6	MATELAS	100.0	4	400.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	STABILISATEUR	30.0	1	30.0
9	TELEVISION	250.0	1	250.0
10	THERMOMETRE	5.0	1	5.0
11	THERMOS	10.0	4	40.0
12	VELO	100.0	2	200.0
13	VENTILATEUR	25.0	2	50.0

Total Partiel: 2335.0\$

VICTIME : BESISA MUGISA

GEMENA_CCF05032016_0001_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRAIS DE DÉPLACEMENT	8500.0	1	8500.0

Total Partiel: 8500.0\$

VICTIME : BIABO BUNGAMUZI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6110.0\$

VICTIME : BIABO BUNGAMUZI THEOPHILE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	LIT	45.0	6	270.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6780.0\$

VICTIME : BIABO LAZA PASCAL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0012_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	4	200.0
2	GAUREE	20.0	1	20.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	150.0	1	150.0
5	POULE	5.0	4	20.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

7	VELO	100.0	3	300.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 1190.0\$

VICTIME : BIABO NGANABO GEDEON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	MOTO POMPE	1000.0	1	1000.0
4	MOUTON	50.0	20	1000.0
5	TOLE	10.0	25	250.0

Total Partiel: 3410.0\$

VICTIME : BIALETSI BAMUNIGA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	250.0	1	250.0
2	BIDON HUILE	50.0	8	400.0
3	OR	1000.0	1	1000.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1850.0\$

VICTIME : BIATOKA KAMISUNGU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_006 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MAGNETOSCOPE	45.0	1	45.0
2	MATELAS	100.0	3	300.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1595.0\$

VICTIME : BIDHU CORNEILLE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	6000.0
2	MOTO	650.0	1	650.0
3	TRONCONNUEUSE	3000.0	2	6000.0
4	VACHE	300.0	8	2400.0

Total Partiel: 15050.0\$

VICTIME : BIDU JEANCKE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BINEGA JEANNE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_099 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1500.0	1	1500.0
2	CHEVRE	100.0	5	500.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 7025.0\$

VICTIME : BINGI SUMBASO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0037_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	VACHE	300.0	50	15000.0

Total Partiel: 15300.0\$

VICTIME : BIRIMOHO GEREMIE OPE

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	10	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	6000.0
3	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 7100.0\$

VICTIME : BITAMARA NGWERA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARMOIRE	100.0	1	100.0
2	CHEVRE	100.0	18	1800.0
3	FAUTEUIL	20.0	8	160.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	6	30000.0
5	LIT	45.0	3	135.0
6	POULE	5.0	20	100.0
7	TOLE	10.0	30	300.0
8	VACHE	300.0	73	21900.0

Total Partiel: 54495.0\$

VICTIME : BIYABO KUNDANYAMA FIDELE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	6	600.0
4	VACHE	300.0	2	600.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2400.0\$

VICTIME : BIYABO MANGILIYO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_133 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : BIZA BYAKISAKA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	12	3600.0

Total Partiel: 4700.0\$

VICTIME : BOKOTA NGIMURWABO JEAN GASTON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (3)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	5	500.0
6	POULE	5.0	12	60.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6710.0\$

VICTIME : BOKOTA NGUMURWABO JEAN GASTON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	5	500.0
6	POULE	5.0	2	10.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	6	1800.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8660.0\$

VICTIME : BOLINI ADIDJA

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3580.0

Total Partiel: 3580.0\$

VICTIME : BOLINI MAKUKUA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : BOMERA MUSINGA JUVENAL

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_037

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ÉQUIPEMENTS HOTEL	2662.0	1	2662.0

Total Partiel: 2662.0\$

VICTIME : BONCERIZE MBIDJO NEEMA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
2	IMMEUBLE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3900.0\$

VICTIME : BONGENDA BATINA VINCENT

ITURI_SUITE7_CCF08032016_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	POISSON SALE (CARTON)	1000.0	2	2000.0

Total Partiel: 2400.0\$

VICTIME : BORIVE ANNIE CHANTAL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	48	4800.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	65	6500.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	SORGHO (SAC)	25.0	40	1000.0
5	TOLE	10.0	61	610.0

Total Partiel: 12960.0\$

VICTIME : BORIVE NGAVE MARIE EDOUISE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CARTON DE SAVON	10.0	15	150.0
2	CIGARETTE (FARDE)	5.0	15	75.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MAIS (SAC)	20.0	20	400.0
6	RIZ (SAC)	50.0	20	1000.0

7	SEL (SAC)	10.0	10	100.0
8	TOLE	10.0	50	500.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2775.0\$

VICTIME : BORIVE ROJELINE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MAIS (SAC)	20.0	5	100.0
4	POULE	5.0	7	35.0

Total Partiel: 935.0\$

VICTIME : BRANZO MUDJABAKU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_061 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BUBANI SONGAKI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	25	2500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	VACHE	300.0	150	45000.0

Total Partiel: 52500.0\$

VICTIME : BUBU LENGA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	163950.0	1	163950.0

Total Partiel: 163950.0\$

VICTIME : BUCHANDI KAKANI CHANTALE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	1	80.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	15	75.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5755.0\$

VICTIME : BUCHANDI KAKANI MARI CHANTAL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : BUCHU BILO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	100.0	2	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : BUDA PILO DANIEL

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	ARGENT EN ESPECE	200.0	1	200.0
2	FILET	100.0	1	100.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : BUDJU LODINBA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_160

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VACHE	300.0	35	10500.0

Total Partiel: 16300.0\$

VICTIME : BUDZA LOKANA MICHEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAFE (SAC)	200.0	1	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	TOLE	10.0	20	200.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : BUGASAKI MACHAPA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	POULE	5.0	10	50.0
4	VACHE	300.0	15	4500.0

Total Partiel: 10350.0\$

VICTIME : BUGASAKI MUSEZA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	4	1200.0
3	POULE	5.0	20	100.0
4	VACHE	300.0	50	15000.0

Total Partiel: 17700.0\$

VICTIME : BUJO NDJANGO RAYMOND

ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	5	500.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	MOULIN	1000.0	1	1000.0
4	POISSON SALE (CARTON)	2500.0	1	2500.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 4900.0\$

VICTIME : BUJU LOBO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_148

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	4	400.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	6	600.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1080.0\$

VICTIME : **BUKA FRANCOIS**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_071

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	145.0	1	145.0
2	CHEVRE	100.0	8	800.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	PORC	100.0	4	400.0
5	POULE	5.0	15	75.0
6	VACHE	300.0	6	1800.0

Total Partiel: **3420.0\$**VICTIME : **BUKASAKI ARALI**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_146

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	16	1600.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	3	300.0
3	MAIS (SAC)	50.0	5	250.0
4	POMME (SAC)	40.0	4	160.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: **2360.0\$**VICTIME : **BUKI GODZA LAZARA**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: **5200.0\$**VICTIME : **BULABASIKA ELENE**

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: **5000.0\$**VICTIME : **BULABATU SEKO**

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: **5000.0\$**VICTIME : **BULAHAMBI HWENZABO**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_170

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	POULE	5.0	7	35.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: **1385.0\$**VICTIME : **BULAMUZI LEMBABO FAUSIN**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	4	20.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

8	VACHE	300.0	1	300.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6870.0\$

VICTIME : BULAMUZI SYABO NORBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	2	200.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : BUMA DHIMBE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	8	800.0
4	MAIS (SAC)	20.0	18	360.0

Total Partiel: 2260.0\$

VICTIME : BUMBA ODHIPIO FREDERIC

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	LAPIN	15.0	10	150.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 7200.0\$

VICTIME : BUNA DZEBO SAMY

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	3500.0	1	3500.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 3700.0\$

VICTIME : BUNA LAMA YOHAKIM

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_047

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	PORC	100.0	3	300.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1230.0\$

VICTIME : BUNGAMUSI BUABO THEODORE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COCHON	80.0	2	160.0

Total Partiel: 760.0\$

VICTIME : BUNGAMUZI DIMADO PERRE CLAVER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5940.0\$

VICTIME : BUNGAMUZI JUSTIN

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0007_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BUNGAMUZI KISAKA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : BUNGAMUZI NGANABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 990.0\$

VICTIME : BUNGAMUZI NIMBILI CYPRIEN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6060.0\$

VICTIME : BUNGAMUZI TEBABO PAUL

ITURI_SUITE_CCF05032016 (3)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6250.0\$

VICTIME : BUNGAMUZI TUMBIABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	10	1000.0
4	RABOT	150.0	1	150.0
5	SCISEAU	50.0	1	50.0
6	SERRE JOINT	160.0	1	160.0

Total Partiel: 1960.0\$

VICTIME : BUNGAMUZI TUMBIABO MICHEL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5860.0\$

VICTIME : BUNYABO MUNGANGA CHRISTIAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	7	560.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	5	1500.0
4	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 2860.0\$

VICTIME : BURA LONEMA DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	100.0	20	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BUREAU DE DISTR DEBUNIA ENERGIE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	65000.0	1	65000.0

Total Partiel: 65000.0\$

VICTIME : BUREAU DE LOCALITE KIRIBATA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	32	320.0

Total Partiel: 5320.0\$

VICTIME : BUREAU DU GROUPEMENT MALAMBO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	5000.0	1	5000.0
2	DOSSIER ET ARCHIVE	500.0	1	500.0
3	MEUBLE	10.0	5000	50000.0
4	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 55800.0\$

VICTIME : BUREAU VILLAGE MIKUKA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	36	360.0

Total Partiel: 5360.0\$

VICTIME : BUSHA DJOMBU

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	150.0	4	600.0
2	CHEVRE	36.0	46	1680.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MAIS (SAC)	40.0	32	1280.0
5	VACHE	260.0	67	17420.0

Total Partiel: 25980.0\$

VICTIME : BUSHA ISAAC

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
2	CHEVRE	100.0	8	800.0
3	COCHON	80.0	2	160.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 6260.0\$

VICTIME : BUSWAZA NYAKUNOBWA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VACHE	300.0	17	5100.0

Total Partiel: 10600.0\$

VICTIME : BUTSO ABALA PASCAL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	COCHON	80.0	7	560.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOUTON	50.0	3	150.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7410.0\$

VICTIME : BWENGOBSITRE

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BYABO NABIRABO

ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : BYAKAGABA BAGANDA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3500.0	1	3500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 3800.0\$

VICTIME : BYARUHANGA NENE JEAN CLAUDE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOVIN	300.0	100	30000.0
2	CONCESSION ECALYPTUS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 31000.0\$

VICTIME : CENRTE DE SANTE RUGETSI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EQUIPEMENTS MEDICAUX	350.0	1	350.0
2	MATELAS	30.0	80	2400.0
3	MICROSCOPE	750.0	1	750.0
4	TOLE	10.0	100	1000.0

5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 4700.0\$

VICTIME : CENTRE DE SANTE COMM DE NOMBE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	18	1800.0
2	COCHON	80.0	8	640.0
3	IMMEUBLE	1000.0	1	1000.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	MICROSCOPE	750.0	2	1500.0
6	MOTO	800.0	2	1600.0
7	TOLE	10.0	120	1200.0
8	VACHE	300.0	11	3300.0
9	VEHICULE	10000.0	1	10000.0
10	VIBRATOIRE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 27540.0\$

VICTIME : CENTRE DE SANTE RISASI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	7300.0	1	7300.0
2	BALANCE	50.0	5	250.0
3	KIT CENTRE DE SANTE	6000.0	1	6000.0
4	MICROSCOPE	300.0	2	600.0
5	PINCE	10.0	50	500.0
6	PLATEAU	25.0	10	250.0
7	SCISEAU	5.0	10	50.0
8	STHELOSCOPE	200.0	2	400.0
9	TENSIOMETRE	200.0	2	400.0

Total Partiel: 15750.0\$

VICTIME : CHACHU NGABU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_178 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COCHON	120.0	20	2400.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	4000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : CHANDABO NIGBUNDA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	15	1500.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	3	300.0
5	POULE	5.0	15	75.0
6	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 9375.0\$

VICTIME : CHANDIKANA KADAKINA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : CHANDIKANA MARIE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	1	100.0
4	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : CHEFFERIE ANDISOMA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMIGO	3000.0	1	3000.0
2	BUREAU	5000.0	2	10000.0
3	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	SALLE DE TRIBUNAL	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 21000.0\$

VICTIME : CHEFFERIE DES BAHEMA BAGURU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	700.0	1	700.0
2	BUREAU	5000.0	1	5000.0
3	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
4	MACHINE A ECRIRE	150.0	5	750.0
5	MOTO	800.0	2	1600.0
6	ORDINATEUR	500.0	1	500.0

Total Partiel: 8800.0\$

VICTIME : CHEFFERIE DES BAHEMA BANIWANI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	5000.0	1	5000.0
2	BUREAU	5000.0	1	5000.0
3	PRISON	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : CHEFFERIE DES BASILI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COMPLEXE ADMINISTRATIF	18000.0	1	18000.0

Total Partiel: 18000.0\$

VICTIME : CHENDABO SIRIKABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0030_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ELEVAGE	500.0	1	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	15	75.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5975.0\$

VICTIME : CHION LINGANAISO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOUTON	50.0	10	500.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

5	VACHE	300.0	20	6000.0
---	-------	-------	----	--------

Total Partiel:	12000.0\$
-----------------------	------------------

VICTIME : CHOKABO PROSPER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	POULE	5.0	2	10.0

Total Partiel:	550.0\$
-----------------------	----------------

VICTIME : CHOKABO ANGALKA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	3	300.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel:	800.0\$
-----------------------	----------------

VICTIME : CHOMBE UCHA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel:	5000.0\$
-----------------------	-----------------

VICTIME : CHUDHA NJAGO

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel:	5000.0\$
-----------------------	-----------------

VICTIME : CHUKISABO BAZALI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel:	5000.0\$
-----------------------	-----------------

VICTIME : CHUNGA DHEGURI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	VACHE	300.0	36	10800.0

Total Partiel:	15800.0\$
-----------------------	------------------

VICTIME : CHWEKABO BAYNGA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel:	600.0\$
-----------------------	----------------

VICTIME : CHWEKABO HANDIKABO GILBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	COCHON	80.0	10	800.0
3	VACHE	300.0	8	2400.0

Total Partiel:	4400.0\$
-----------------------	-----------------

VICTIME : CHWEKABO SEGA DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

2	PORC	100.0	2	200.0
3	POULE	5.0	6	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VACHE	300.0	2	600.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1280.0\$

VICTIME : CHWEKABO TANDISHABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	IMMEUBLE	600.0	1	600.0
3	PORC	100.0	2	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : CHWEKISABO GALYA DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1010.0\$

VICTIME : CHWELIO NDAKALA GEREME

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : DACHABO KIKUHASA ROGER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : DACHANA LIKAKANA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	VACHE	300.0	24	7200.0

Total Partiel: 9600.0\$

VICTIME : DELHO BELLE MAURICE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	200.0	1	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MACHINE A BRODER	800.0	1	800.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
5	MATELAS	30.0	1	30.0
6	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 7730.0\$

VICTIME : DESIRE KALINDA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : DETSUNI ABUDJA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3000.0
2	RADIO	80.0	1	80.0
3	VACHE	300.0	5	1500.0
4	VELO	120.0	1	120.0

Total Partiel: 4700.0\$

VICTIME : DHAKANABO MUNGNETI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	4	20.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5720.0\$

VICTIME : DHEDJO KODJE JACQUES

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	25.0	1	25.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	HECTARE DE MANIOC	1000.0	3	3000.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 9025.0\$

VICTIME : DHEDJO REWADJO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_112

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	PETIT BETAIL	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : DHEDONGA LOSURPA YESE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	MATELAS	30.0	6	180.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 6075.0\$

VICTIME : DHEDYA KODJO ELYEZERA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	POULE	5.0	100	500.0
3	VACHE	300.0	147	44100.0

Total Partiel: 45200.0\$

VICTIME : DHEGBO DZDJO RICHARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_120

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	48	480.0
5	VACHE	300.0	25	7500.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 9530.0\$

VICTIME : DHEGBO KPAGBO PAUL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	PETIT BETAIL	500.0	1	500.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : DHEGBO LOPA EVARISTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOUTON	50.0	25	1250.0
4	POULE	5.0	60	300.0
5	VACHE	300.0	4	1200.0

Total Partiel: 8050.0\$

VICTIME : DHEJO NGONA JEROME

GEMENA_CCF05032016_0001_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRAIS DE DÉPLACEMENT	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : DHELIRO KASELU JUSTIN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0032_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	13	1300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	VACHE	300.0	90	27000.0

Total Partiel: 29200.0\$

VICTIME : DHELO KAPALA JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 15600.0\$

VICTIME : DHENA GOBA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	80	8000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	VACHE	300.0	120	36000.0

Total Partiel: 44800.0\$

VICTIME : DHENU KODJO YOSELO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	TOLE	10.0	64	640.0
4	VACHE	300.0	10	3000.0

Total Partiel: 6240.0\$

VICTIME : DHETO RISASI RAPHAEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_037

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	COCHON	80.0	10	800.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MACHINE A CAFE	150.0	1	150.0
5	POULE	5.0	45	225.0
6	VACHE	300.0	24	7200.0

Total Partiel: 9675.0\$

VICTIME : DHEVE TCHUVE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_110

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	20	2000.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	30	3000.0
3	MAIS (SAC)	20.0	150	3000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : DHEWEDZA PERPETUA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	38	3800.0
2	TOLE	10.0	140	1400.0
3	VACHE	300.0	147	44100.0

Total Partiel: 49300.0\$

VICTIME : DHEZUNGA JIWA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_166

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : DHISABA NYINEYI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	205000.0	1	205000.0

Total Partiel: 205000.0\$

VICTIME : DHONGA ANTOINETTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	100.0	30	3000.0
2	MAIS (SAC)	50.0	30	1500.0
3	POULE	5.0	30	150.0

Total Partiel: 4650.0\$

VICTIME : DIEU DONNE KATSO

ITURI_SUITE_CCF05032016 (3)_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	8	120.0
2	CHEVRE	100.0	5	500.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	PORC	100.0	2	200.0
6	RADIO	50.0	2	100.0

7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	VACHE	300.0	1	300.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2120.0\$

VICTIME : DIKANZA JEANNE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0035_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	5	500.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
5	MACHINE A ZIXAQUE	200.0	1	200.0
6	MAIS (SAC)	50.0	10	500.0
7	PORC	100.0	9	900.0

Total Partiel: 4200.0\$

VICTIME : DIKANZA VANI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	30	3000.0
4	MAIS (SAC)	100.0	50	5000.0
5	PORC	100.0	6	600.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : DIRECTION GENERALE DE MIGRATION

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREILLAGE DE	800.0	1	800.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	ORDINATEUR	500.0	3	1500.0
4	STABILISATEUR	50.0	1	50.0
5	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 17350.0\$

VICTIME : DISRTRICT SANITAIRE DE DJUGU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0056_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	5	3000.0
2	EQUIPEMENTS MEDICAUX	3000000.0	1	3000000.0
3	HOPITAL	200000.0	6	1200000.0
4	MOTO	800.0	3	2400.0
5	PANNEAU SOLAIRE	1500.0	10	15000.0

Total Partiel: 4220400.0\$

VICTIME : DIVE KACHWEKA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_106

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	400.0	1	400.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	10	1000.0
3	MAIS (SAC)	20.0	15	300.0
4	MANIOC(SAC)	20.0	11	220.0

Total Partiel: 1920.0\$

VICTIME : DJOKABA BIPI BABA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_154

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION LEGERE	300.0	4	1200.0
---	-------------------	-------	---	--------

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : DJOKABA JIJU SIMON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_085

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : DJOMBU KPADHIGO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_182

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : DJOMBU TSUBA RICHARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	11	1100.0
2	PORC	100.0	2	200.0
3	POULE	5.0	6	30.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1430.0\$

VICTIME : DJOZA DJOMBU JEAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_049

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	MOUTON	50.0	1	50.0
3	PORC	100.0	2	200.0
4	POULE	5.0	12	60.0
5	VACHE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 1810.0\$

VICTIME : DJUMANI AMANI AMANI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : DOMAGE INSTITUT AVELUNA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ECOLE PRIMAIRE	260000.0	1	260000.0
2	ECOLE SECONDAIRE ET	220000.0	1	220000.0
3	JARDIN SCOLAIRE	180000.0	1	180000.0
4	JARDIN SCOLAIRE	160000.0	1	160000.0

Total Partiel: 820000.0\$

VICTIME : DOMAGE PERSONNEL DE SANTE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ANTENNE TV	27000.0	1	27000.0
2	BUREAU DU DISTRICT	17300.0	1	17300.0
3	HOPITAL	42000.0	1	42000.0
4	LABO ELECTRONIQUE	2500.0	1	2500.0
5	ZONE DE SANTE	33000.0	1	33000.0

6	ZONE DE SANTE	7000.0	1	7000.0
---	---------------	--------	---	--------

Total Partiel: 128800.0\$

VICTIME : DUAGANI NOBIKANA NATARIA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	POULE	5.0	4	20.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5430.0\$

VICTIME : DUALINA CHARLOTTE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_018 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : DUANDRO DANIS

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	COCHON	80.0	25	2000.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	4	1200.0
4	VACHE	300.0	72	21600.0

Total Partiel: 27800.0\$

VICTIME : DUATSO NGONGI JEAN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	POULE	5.0	30	150.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : DUATSO MATARA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_049 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	5	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : DUBATSO BAGUMA JONATHAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_104

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 1960.0\$

VICTIME : DUBATSO MAWA ALPHONSINE

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : DUBATSO NYABITALL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0

2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	POULE	5.0	15	75.0
4	VACHE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 2375.0\$

VICTIME : DUBATSU PROSPER

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	JOINT	2.0	5	10.0
3	RABOT	5.0	10	50.0
4	TRONCONNEUSE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1360.0\$

VICTIME : DUDO TRIZO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_180 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1500.0	2	3000.0
2	CHEVRE	50.0	26	1300.0
3	COCHON	100.0	14	1400.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	3740.0
5	MACHINE A COUDRE	100.0	2	200.0
6	POULE	10.0	28	280.0
7	RADIO	180.0	1	180.0
8	TOLE	10.0	70	735.0
9	VACHE	300.0	82	24600.0
10	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 35635.0\$

VICTIME : DUDUNYABO KISEZO EDOUARD

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	9	900.0
2	COCHON	80.0	9	720.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	72	360.0
6	RADIO	50.0	2	100.0
7	SCIE	50.0	2	100.0
8	USTENCILS DE CUISINE	300.0	1	300.0
9	VACHE	300.0	5	1500.0
10	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 10080.0\$

VICTIME : DUNDJI DHEWI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0037_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	15	1500.0
2	CARTON CIGARETTE	25.0	20	500.0
3	SUCRE(SAC)	50.0	25	1250.0
4	TOLE	10.0	60	600.0
5	VACHE	300.0	60	18000.0

Total Partiel: 21850.0\$

VICTIME : DUNJI BUDZA MICHEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : DWAHRO MBUTYBO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	10	50.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6760.0\$

VICTIME : DWALINI SILIVI ANDISANA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : DYKA MBUSI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	70	7000.0
3	MAIS (SAC)	20.0	60	1200.0
4	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 9500.0\$

VICTIME : DZ VENGA NGADJU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_095 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	185.0	1	185.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
3	MAIS (SAC)	20.0	1	20.0
4	MATELAS	80.0	3	240.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 995.0\$

VICTIME : DZIDA DHENYINI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_074

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	POULE	5.0	20	100.0
3	VACHE	300.0	6	1800.0

Total Partiel: 2900.0\$

VICTIME : DZIKO NATONA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : DZITHO KALAKO

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	400.0	1	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : DZIVE LOVE EDITH

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	3	150.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5510.0\$

VICTIME : DZIVENGA MACHOZI MONIQUE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	25.0	16	400.0
2	CARTON SAVON	10.0	16	160.0
3	CHEVRE	100.0	12	1200.0
4	COCHON	80.0	3	240.0
5	MOUTON	50.0	4	200.0
6	SEL (SAC)	30.0	6	180.0

Total Partiel: 2380.0\$

VICTIME : DZNA SAFARI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_112 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	750.0	1	750.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 1550.0\$

VICTIME : EBOMA KELEKELE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_060 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ECOLE PRIMAIRE AMBATA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE DETRUITE	160000.0	1	160000.0

Total Partiel: 160000.0\$

VICTIME : ECOLE PRIMAIRE ARAVA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	5	1500.0
2	SALLE DE CLASSE DETRUITE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : ECOLE PRIMAIRE AVEGI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	JARDIN SCOLAIRE	4000.0	1	4000.0
2	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	8	40000.0

Total Partiel: 44000.0\$

VICTIME : ECOLE PRIMAIRE BUSAMBA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ECOLE PRIMAIRE ET INSTITUT KABONA		ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE ET	860000.0	1	860000.0
			Total Partiel:	860000.0\$
VICTIME : ECOLE PRIMAIRE ET INSTITUT OLONGBA		ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE ET	85700.0	1	85700.0
			Total Partiel:	85700.0\$
VICTIME : ECOLE PRIMAIRE FUNGUSA		ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	INSTALLATION SANITAIRE	250000.0	1	250000.0
2	JARDIN SCOLAIRE	150000.0	1	150000.0
3	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	8	40000.0
			Total Partiel:	440000.0\$
VICTIME : ECOLE PRIMAIRE KAGABA		ITURI_SUITE_CCF04032016_0056_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE ET	47810.0	1	47810.0
			Total Partiel:	47810.0\$
VICTIME : ECOLE PRIMAIRE KASWARA		ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_005		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	JARDIN SCOLAIRE	160000.0	1	160000.0
2	SALLE ET BUREAU DETRUIT	210000.0	1	210000.0
			Total Partiel:	370000.0\$
VICTIME : ECOLE PRIMAIRE KATSO		ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	JARDIN SCOLAIRE	3000.0	1	3000.0
2	SALLE DE CLASSE DETRUTE	5000.0	8	40000.0
			Total Partiel:	43000.0\$
VICTIME : ECOLE PRIMAIRE MBISE		ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	JARDIN SCOLAIRE	3000.0	1	3000.0
2	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	8	40000.0
			Total Partiel:	43000.0\$
VICTIME : ECOLE PRIMAIRE OPILI ET INSTITUT AVINI		ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_019		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE ET	100700.0	1	100700.0
			Total Partiel:	100700.0\$
VICTIME : ECOLE PRIMAIRE OZOBA		ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	JARDIN SCOLAIRE	4000.0	1	4000.0
2	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	8	40000.0
			Total Partiel:	44000.0\$
VICTIME : ECOLE PRIMAIRE RISASI		ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FOURNITURE SCOLAIRE	1000.0	1	1000.0
2	KIT POUR LA CONSTRUCTION	30000.0	1	30000.0
3	MACHINE A ECRIRE	150.0	1	150.0

Total Partiel: 31150.0\$

VICTIME : ECOLE PRIMAIRE RUZINGA MDOGO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	220000.0	1	220000.0
2	JARDIN SCOLAIRE	180000.0	1	180000.0

Total Partiel: 400000.0\$

VICTIME : ECOLE PRIMAIRE TENGE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANC	20.0	98	1960.0
2	DICTIONNAIRE	100.0	1	100.0
3	FOURNITURE SCOLAIRE	5000.0	1	5000.0
4	MATERIEL DIDACTIQUE	15000.0	1	15000.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	TOLE	10.0	150	1500.0

Total Partiel: 28560.0\$

VICTIME : EDIFICES PUBLICS DE WIBINDI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	180000.0	1	180000.0

Total Partiel: 180000.0\$

VICTIME : EDOUNGI KEUSI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_109 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : EGLISE ANGLICANE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : EGLISE ANGLICANE IBATAMA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	POULE	5.0	3	15.0
3	TOLE	10.0	60	600.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1615.0\$

VICTIME : EGLISE CATHOLIQUE KARIVATHA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANC	20.0	40	800.0
2	BIBLE	10.0	3	30.0
3	CHAMP	1000.0	1	1000.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 7030.0\$

VICTIME : EGLISE CEIA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANC	20.0	100	2000.0
2	EGLISE INCENDIEE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : EGLISE MIRIBATA MATUNGU KIGHUTU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	LIT	45.0	5	225.0
4	MACHINE A ECRIRE	150.0	1	150.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	TOLE	10.0	375	3750.0

Total Partiel: 11525.0\$

VICTIME : ELENGA KIWI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_009 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	90000.0	1	90000.0
2	CHEVRE	50.0	17	850.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	VACHE	4000.0	14	56000.0

Total Partiel: 151850.0\$

VICTIME : EMVI ENGODE PHILIPPE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 940.0\$

VICTIME : ENABO BAUDOUIIN

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : ENILYABO LONZABO CHRSTOME

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : ENILYABO NSINGOMA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0013 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6375.0\$

VICTIME : ENILYABO NSINGOMA FAUSTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	SCIE	1000.0	1	1000.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7275.0\$

VICTIME : ENOKA ANYACHI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : EP BADJANGA ET INSTITUT MONT AWI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	8	40000.0
2	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	12	60000.0

Total Partiel: 100000.0\$

VICTIME : EP ANDROZO CODE 5018155

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANC	45000.0	1	45000.0
2	CONSTRUCTION EN COURS	25000.0	1	25000.0
3	MACHINE A ECRIRE	150.0	1	150.0
4	SALLE	5000.0	8	40000.0

Total Partiel: 110150.0\$

VICTIME : EP BARAKA EP TARAMA EP KIZITO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE ET	121700.0	1	121700.0

Total Partiel: 121700.0\$

VICTIME : EP BATOWE ET INSTITUT BUKIRINGI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE ET	40000.0	1	40000.0

Total Partiel: 40000.0\$

VICTIME : EP BATUMBI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	12	60000.0

Total Partiel: 61200.0\$

VICTIME : EP BUNGA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	JARDIN SCOLAIRE	3000.0	2	6000.0
2	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	12	60000.0

Total Partiel: 66000.0\$

VICTIME : EP KIRIBATA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANC	10.0	90	900.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	4	20000.0
4	TOLE	10.0	230	2300.0

Total Partiel: 28200.0\$

VICTIME : EP MARABO EP MUSEZO EP

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FOURNITURE SCOLAIRE	3000.0	1	3000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	21	6300.0
3	MACHINE A ECRIRE	150.0	3	450.0
4	MATERIEL DIDACTIQUE	6000.0	1	6000.0
5	MOBILIER SCOLAIRE	15000.0	1	15000.0
6	PRODUIT DE JARDIN	3000.0	1	3000.0
7	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	12	60000.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 94250.0\$

VICTIME : EP MATUNGU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALANCE	15.0	1	15.0
2	BANC	10.0	50	500.0
3	LIVRE	10.0	4	40.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 5655.0\$

VICTIME : EP NOMBE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0056_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FOURNITURE SCOLAIRE	960.0	1	960.0
2	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	3	15000.0

Total Partiel: 15960.0\$

VICTIME : EP NYASONA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	2	2000.0
2	INSTALLATION SANITAIRE	4000.0	1	4000.0
3	JARDIN SCOLAIRE	4000.0	1	4000.0
4	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	8	40000.0

Total Partiel: 50000.0\$

VICTIME : EP SINGO INSTITUT SINGO EP AVENYUMA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE ET	364400.0	1	364400.0

Total Partiel: 364400.0\$

VICTIME : EP TCHANDA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FOURNITURE SCOLAIRE	1000.0	1	1000.0
2	SALLE DE CLASSE DETRUITE	5000.0	2	10000.0

Total Partiel: 11000.0\$

VICTIME : EP TUMANI ET EPNYANGAZAMA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE ET	40000.0	1	40000.0

Total Partiel: 40000.0\$

VICTIME : EP ZIMBIRA EP MEDHU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE ET	730000.0	1	730000.0

Total Partiel: 730000.0\$

VICTIME : EYAINDATO BOLONGO RICHARD

ITURI_SUITE_CCF04032016_0060_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CABLE ELECTRIQUE	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRON	990.0	1	990.0
3	DEBOISEMENT PLANTATION	5000.0	9	45000.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	RADIO	50.0	4	200.0
7	SISALS	5000.0	1	5000.0
8	TELEVISION	250.0	2	500.0
9	TOLE	10.0	16	160.0

Total Partiel: 58150.0\$

VICTIME : EZOKO MARIE GEORGETTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : FATUMA FATUMA YAZIDI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0036_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	50.0	2	100.0
2	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
4	MATELAS	30.0	6	180.0
5	RADIO	50.0	8	400.0

Total Partiel: 11480.0\$

VICTIME : FATUMA WEMA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_150 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	15000.0	1	15000.0
2	BIJOUX	7000.0	1	7000.0
3	PRODUIT DE CHAMP	28600.0	1	28600.0

Total Partiel: 50600.0\$

VICTIME : FIMBO SIABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	6	480.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 1680.0\$

VICTIME : FRANCOISE DZINZAY

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : FURABO BASSIA BERNARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	4	400.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : FURABO NKUNGU GASPARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	PORC	100.0	4	400.0
3	POULE	5.0	7	35.0

Total Partiel: 735.0\$

VICTIME : FURADO MAKATI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_043

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	6	600.0
5	POULE	5.0	12	60.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6560.0\$

VICTIME : GAFWABUSA TINKAMANYERO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MAGNETOSCOPE	45.0	1	45.0
2	MOTEUR VEHICULE	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	2	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1395.0\$

VICTIME : GAMBANYANI NIJEKI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	OR	2000.0	1	2000.0
3	PORC	100.0	5	500.0
4	VACHE	300.0	5	1500.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 4500.0\$

VICTIME : GANISABO TONDABO NORBET

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

4	POULE	5.0	6	30.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : GANISIKALI NAGIRANA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5650.0\$

VICTIME : GAWANA DIEU DONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	7	2100.0
4	POULE	5.0	6	30.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2790.0\$

VICTIME : GAYABO GINABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6290.0\$

VICTIME : GAYABO HUBURABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	4	320.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	4	1200.0

Total Partiel: 1820.0\$

VICTIME : GAYABO KINIKABO FOSTINI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	6	30.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	25	7500.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 14170.0\$

VICTIME : GAYABO SELYABO DIEU DONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 5750.0\$

VICTIME : GBAGARO DIEU DONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_079

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	POULE	5.0	14	70.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1230.0\$

VICTIME : GBEMBU MULINDRO DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0032_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	VACHE	300.0	23	6900.0

Total Partiel: 7600.0\$

VICTIME : GBOMBO ATANAS

ITURI_SUITE_CCF04032016_0035_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	MACHINE A ZIXAQUE	200.0	1	200.0
5	MAIS (SAC)	50.0	10	500.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : GBOMBU KABASEKE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_090

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	POULE	5.0	12	60.0
3	VACHE	300.0	82	24600.0

Total Partiel: 25660.0\$

VICTIME : GBONDAMA PIEBE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : GITE ETAPPE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : GONDJI BHADYNGA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_100

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1900.0	1	1900.0
2	RADIO	60.0	2	120.0

3	VELO	120.0	2	240.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 2260.0\$

VICTIME : GOSAPA LODA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MOTO	800.0	2	1600.0
5	MOULIN	1000.0	2	2000.0
6	PORC	100.0	6	600.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : GROUPEMENT BANDIAMUSU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_037

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DOSSIER ET ARCHIVE	15000.0	1	15000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	3	15000.0

Total Partiel: 30000.0\$

VICTIME : GROUPEMENT CHINIYA KILIMA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMIGO	2000.0	1	2000.0
2	BUREAU	5000.0	1	5000.0
3	DIVERS BIENS	1200.0	1	1200.0
4	GITE	3000.0	1	3000.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	SALLE DE TRIBUNAL	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 21200.0\$

VICTIME : GROUPEMENT DES BAMOKO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1631	489300.0

Total Partiel: 489300.0\$

VICTIME : GROUPEMENT DES BAVIBA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	3007	902100.0

Total Partiel: 902100.0\$

VICTIME : GROUPEMENT DES BOZOMA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0056_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2319	695700.0

Total Partiel: 695700.0\$

VICTIME : GROUPEMENT DES BUKIRINGI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0056_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1751	525300.0

Total Partiel: 525300.0\$

VICTIME : GROUPEMENT DES ZADHU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1876	562800.0

Total Partiel: 562800.0\$

VICTIME : GROUPEMENT LOPA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	BATIMENT	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A ECRIRE	150.0	1	150.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 10950.0\$

VICTIME : GROUPEMENT LOY BANIGAGA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMIGO	2000.0	1	2000.0
2	BUREAU	5000.0	1	5000.0
3	DIVERS BIENS	1200.0	1	1200.0
4	GITE	3000.0	1	3000.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	SALLE DE TRIBUNAL	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 21200.0\$

VICTIME : GROUPEMENT MAKABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	5000.0	1	5000.0
2	DOSSIER ET ARCHIVE	15000.0	1	15000.0
3	IMMEUBLE	5000.0	3	15000.0

Total Partiel: 35000.0\$

VICTIME : GROUPEMENT MATAMBI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	5000.0	1	5000.0
2	BUREAU	5000.0	1	5000.0
3	PRISON	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : GROUPEMENT SALA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	5000.0	1	5000.0
2	BATIMENT	5000.0	1	5000.0
3	GITE	5000.0	1	5000.0
4	PRISON	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 20000.0\$

VICTIME : GROUPEMENT SIDABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMIGO	2000.0	1	2000.0
2	BUREAU	5000.0	1	5000.0
3	FOURNITURE SCOLAIRE	1200.0	1	1200.0
4	GITE	3000.0	1	3000.0
5	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
6	PETITE SALLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 12700.0\$

VICTIME : GROUPEMENT TOLO EN CHEFFERIE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0057_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A ECRIRE	150.0	1	150.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10150.0\$

VICTIME : GUDUTSI ANYAZO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	75	750.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : GUDUTSI WARA

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	8	400.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	3	6600.0
3	POULE	5.0	7	35.0
4	VACHE	300.0	5	1500.0
5	VACHE	300.0	12	3600.0
6	VELO	100.0	7	700.0

Total Partiel: 12835.0\$

VICTIME : GUDZA DHEMBU MICHEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_124

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	3	150.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2050.0\$

VICTIME : GUSSA BATCHU-WA MBALA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1000.0	1	1000.0
2	CHAMP	1000.0	2	2000.0
3	CHEVRE	100.0	10	1000.0
4	COCHON	80.0	5	400.0
5	DISPENSAIRE	150000.0	1	150000.0
6	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
7	VACHE	300.0	15	4500.0

Total Partiel: 159500.0\$

VICTIME : HABIABO DIEUDONE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_004 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : HANDIKABO KIMARELI JEAN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	17	1700.0
2	COCHON	80.0	13	1040.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	8	40.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	3	900.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 9330.0\$

VICTIME : HANDIKAZO LIMBABO CNSTATIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5410.0\$

VICTIME : HANZABO KITILA LOUIS

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	OR	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5550.0\$

VICTIME : HARABO BULAMUZI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	VACHE	300.0	4	1200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1460.0\$

VICTIME : HENRIETTE SEZIKANA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0032_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	12	960.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6760.0\$

VICTIME : HERABO GERECHABO JEAN PIERRE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	3	300.0
5	POULE	5.0	21	105.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	1	300.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6755.0\$

VICTIME : HERABO J BOSCO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	250.0	1	250.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : HERABO JEAN MARIE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_084 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$**VICTIME :** HERABO JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_225

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	8	640.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	20	100.0

Total Partiel: 1040.0\$**VICTIME :** HERABO KAZANZABO JEAN BOSCO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5850.0\$**VICTIME :** HERABO SIMBABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5860.0\$**VICTIME :** HERABU SEZABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0012_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	4	20.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5930.0\$**VICTIME :** HERIETTI NGAMBEKI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VACHE	300.0	25	7500.0

Total Partiel: 7500.0\$**VICTIME :** HGADJOLI DHEBBO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	128000.0	1	128000.0

Total Partiel: 128000.0\$**VICTIME :** HINDURA KABAGAMBE

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0009_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	133540.0	1	133540.0

Total Partiel: 133540.0\$**VICTIME :** HOMBOLIA MULINDWA JOSIAS

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
-----------	---------------------	----------------------	-----------------	-------------------

1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
---	--------	--------	---	--------

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : HONORINE KAPARA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	18000.0	1	18000.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 18100.0\$

VICTIME : HORORABO LINGABO GULLAUME

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	8	640.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6740.0\$

VICTIME : IBILYABO KIMAREKI

CCF04032016_0009_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	2	200.0
6	POULE	5.0	6	30.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6330.0\$

VICTIME : IBISABO LUMBABO RICHARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	PORC	100.0	1	100.0
3	POULE	5.0	10	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : INSTITUT ABAKA DE GETY

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALLE DE CLASSE DETRUIE	4000.0	3	12000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : INSTITUT DE BADJANGA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	200000.0	1	200000.0

Total Partiel: 200000.0\$

VICTIME : INSTITUT SONGOLO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANC	20.0	102	2040.0
2	FOURNITURE SCOLAIRE	3000.0	1	3000.0
3	JARDIN SCOLAIRE	4000.0	1	4000.0
4	MACHINE A ECRIRE	150.0	2	300.0
5	SALLE DE CLASSE DETRUIE	5000.0	4	20000.0
6	TABLEAU	40.0	8	320.0

Total Partiel: 29660.0\$

VICTIME : JEAN BAPTISTE MUHINDO

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0007_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KABABO FLORIBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5735.0\$

VICTIME : KABABO HONGABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	45.0	1	45.0
2	CHEVRE	100.0	1	100.0
3	COCHON	80.0	5	400.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	POULE	5.0	9	45.0
6	RADIO	50.0	2	100.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1190.0\$

VICTIME : KABABO KAKANI GERMAIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : KABABO KUKOPE WILLIAM

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	2	2000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	VACHE	300.0	120	36000.0

Total Partiel: 39400.0\$

VICTIME : KABABO MUKABO GILBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	2	100.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	6	1800.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8080.0\$

VICTIME : KABABO NISINGOMA JEAN DEDIEU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	5	25.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TOLE	10.0	50	500.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1415.0\$

VICTIME : KABABO TEBABO ELISHA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	7	140.0
2	CHAUSSURES	20.0	7	140.0
3	CHEVRE	100.0	4	400.0
4	COCHON	80.0	2	160.0
5	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
6	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
7	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6540.0\$

VICTIME : KABABO YOMBIYABO DIEU DONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COCHON	80.0	7	560.0
3	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 1210.0\$

VICTIME : KABAGAMBE BAMUGERA THOMAS

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	2	1600.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7100.0\$

VICTIME : KABAGAMBE KAMESO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	VACHE	300.0	27	8100.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 14000.0\$

VICTIME : KABAGAMBE KODJO MARTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOULIN	1000.0	3	3000.0
4	VACHE	300.0	15	4500.0

Total Partiel: 13100.0\$

VICTIME : KABAGAMBE NDJALA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	22	2200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0
3	VACHE	300.0	87	26100.0

Total Partiel: 38300.0\$

VICTIME : KABASEKE MATEO JEAN DE DIEU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : KABASELE NDJANGU GUERCHON

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIBLIOTHEQUE	1000.0	1	1000.0
2	PETIT BETAIL	500.0	1	500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : KABISABO NSILI RICHARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	4	400.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6125.0\$

VICTIME : KABULABO LEMABO ROGER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : KABULI BULE FRANCOIS

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FUT ESSENCE	500.0	1	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	OR	32000.0	1	32000.0
4	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 33400.0\$

VICTIME : KABULI DACHABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	6	30.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VACHE	300.0	25	7500.0

Total Partiel: 13430.0\$

VICTIME : KABULI LOIKPA		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_107 - COPIE		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : KABULO DACHABO JEAN PAUL		ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	6	30.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VACHE	300.0	25	7500.0
			Total Partiel:	13730.0\$
VICTIME : KABUNI NJWENGE		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_125 - COPIE		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	650.0	1	650.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	68	680.0
			Total Partiel:	6330.0\$
VICTIME : KADHO MAGDALENE		ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	71	7100.0
2	PORC	100.0	47	4700.0
3	VACHE	300.0	102	30600.0
			Total Partiel:	42400.0\$
VICTIME : KADIMALE KANFUNFU LEONARD		ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_040		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	26	2600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	VACHE	300.0	5	1500.0
			Total Partiel:	4700.0\$
VICTIME : KAHAMBU CHARLY		ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_172		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	4	120.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	36	360.0
			Total Partiel:	1280.0\$
VICTIME : KAHIGWA TINKAMANYERE		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_046		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MATELAS	100.0	4	400.0
3	POULE	5.0	12	60.0
4	RADIO	50.0	2	100.0
			Total Partiel:	760.0\$

VICTIME : KAHINDO KAPERU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MATELAS	300.0	3	900.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	PHARMACIE	5000.0	1	5000.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8900.0\$

VICTIME : KAHINDO LUSASA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KAHINDO NDJOWE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_146 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	15.0	10	150.0
2	MATELAS	90.0	1	90.0
3	RIZ (SAC)	25.0	1	25.0
4	SILIE	15.0	4	60.0
5	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 425.0\$

VICTIME : KAHINDO VIRIKA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_119

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	18600.0	1	18600.0

Total Partiel: 18600.0\$

VICTIME : KAKANE DUWANI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	FARINE(SAC)	100.0	2	200.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	5	25.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	RIZ (SAC)	50.0	4	200.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7215.0\$

VICTIME : KAKANE HAMBIABO GASPARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5850.0\$

VICTIME : KAKANE KATHO JEAN BAPTISTE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	3	15.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6085.0\$

VICTIME : KAKANE ZIMA ALPHONSE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 6450.0\$

VICTIME : KAKANI CRISPE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	25	125.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6325.0\$

VICTIME : KAKANI KIKURATA BALTAZAR

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_046

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	4	400.0

Total Partiel: 6500.0\$

VICTIME : KAKANI KIMAREKI LAURENT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	17	85.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2155.0\$

VICTIME : KAKANI KULYABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0035_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COBAYE	5.0	40	200.0
3	COCHON	80.0	4	320.0

4	POULE	5.0	5	25.0
---	-------	-----	---	------

Total Partiel: 845.0\$

VICTIME : KAKANI KULYABO JEAN CLAUDE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	22	2200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	18	1800.0
4	VACHE	300.0	44	13200.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 22400.0\$

VICTIME : KAKANI LYATUWI PASCAL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	3	300.0
4	POULE	5.0	2	10.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5910.0\$

VICTIME : KAKANI MBITO MICHEL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6425.0\$

VICTIME : KAKANI MBITYABA FAUSTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	3	300.0

Total Partiel: 6100.0\$

VICTIME : KAKANI MULIMA SALOMON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
2	CHEVRE	100.0	1	100.0
3	COCHON	80.0	12	960.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 6375.0\$

VICTIME : KAKANI PUDUCHABO EMMANUEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	VACHE	300.0	7	2100.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 12500.0\$

VICTIME : KAKANI SELYABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_221

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
2	CHEVRE	100.0	10	1000.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 7200.0\$

VICTIME : KAKANI TAGIRABO DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	TOLE	10.0	30	300.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1090.0\$

VICTIME : KAKORI KANAMALI ARLETTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COBAYE	5.0	10	50.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	2	200.0
6	POULE	5.0	6	30.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6530.0\$

VICTIME : KALIO EKOMBESSE JEANNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHaine MUSICALE	250.0	1	250.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	OR	300.0	1	300.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 7375.0\$

VICTIME : KALONGO JUSTIN

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : KAMABALE LUTHA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KAMARA BAMUMIESA NESTOR

ITURI_SUITE_CCF04032016_0032_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	16	4800.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : KAMAZANI TABHO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	200.0	1	200.0
2	FUT HUILLE DE PALME	200.0	2	400.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : KAMBA GABIE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	30	300.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : KAMBALE KAMABU

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0009_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KAMBALE KATINA ALPHONSE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KAMBALE KYANBOLOSA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : KAMBALE MATSONGA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_088

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	48080.0	1	48080.0

Total Partiel: 48080.0\$

VICTIME : KAMBALE NGONGI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_170 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	4000.0	1	4000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	VACHE	120.0	50	6000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : KAMBALE NZALA MINGI

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KAMBALE TSOGO		ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_028		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	10	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	POULE	5.0	15	75.0
Total Partiel:				1475.0\$

VICTIME : KAMBALE TSOGO MARTIN		ITURI_SUITE_CCF05032016_0028_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	10	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	POULE	5.0	15	75.0
Total Partiel:				1475.0\$

VICTIME : KAMBALE VINDU		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_045 - COPIE		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
Total Partiel:				3000.0\$

VICTIME : KAMBASU TSYANDIA		STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0002_019		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$

VICTIME : KAMBERE MULERE		STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_023		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$

VICTIME : KAMUHANDA TEDE		ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_066		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	POULE	5.0	2	10.0
3	VACHE	300.0	14	4200.0
Total Partiel:				4510.0\$

VICTIME : KAMWANDA BAHIMUKA		ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_092		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3651.0	1	3651.0
Total Partiel:				3651.0\$

VICTIME : KANABO PASCAL		ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				5550.0\$

VICTIME : KANDA NYANZA FAUSTIN		ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_028		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	2	1600.0
4	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 16900.0\$

VICTIME : KANYORO PATRICE

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0002_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KAPATIKANA NYAGADUDU MARIE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARBRE	100.0	5	500.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	6	30.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5930.0\$

VICTIME : KARABO YAMBIYABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	POULE	5.0	8	40.0
6	VACHE	300.0	6	1800.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3840.0\$

VICTIME : KASEMBO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	33	3300.0
2	TOLE	10.0	30	300.0
3	VACHE	300.0	16	4800.0

Total Partiel: 8400.0\$

VICTIME : KASEREKA KAKIMBO

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KASEREKA KITANGA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_157 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	280.0	1	280.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	OR	830.0	30	24900.0

Total Partiel: 26180.0\$

VICTIME : KASEREKA MALIRO

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KASEREKA MANDIMA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0009_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KASEREKA MUHINI CREE		STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : KASEREKA MUSIENENE		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_043 - COPIE		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
			Total Partiel:	3000.0\$
VICTIME : KASEREKA MWARAGHULU		STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : KASEREKA VULIMWAVENE		STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0007_015		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : KASEZO HWENZABO FREDDY		ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_205		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VACHE	300.0	17	5100.0
6	VELO	100.0	2	200.0
			Total Partiel:	7100.0\$
VICTIME : KASIMU HASANI HASANI		ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_024		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	1000.0	1	1000.0
2	CAFE (SAC)	100.0	2	200.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
			Total Partiel:	1500.0\$
VICTIME : KASOVI VALERIA		STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0009_011		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : KASSO TSYLO		ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_017		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TOLE	10.0	100	1000.0
4	VELO	100.0	1	100.0
			Total Partiel:	6900.0\$
VICTIME : KATABUKA NYATSIMBA		ITURI_SUITE_CCF05032016 (2)_003		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAISSE MENUISIERIE	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	500.0	2	1000.0
3	PORC	100.0	3	300.0

4	PORCIN	40.0	8	320.0
5	TRANSPORT	500.0	1	500.0

Total Partiel: 3120.0\$

VICTIME : KATAMARA BASSU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_013 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	40.0	21	840.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	9000.0
3	OR	205.0	30	6150.0
4	VACHE	400.0	86	34400.0

Total Partiel: 50390.0\$

VICTIME : KATANABHO KAKANI JEAN PIERRE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	10	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6050.0\$

VICTIME : KATANABO HEMURABO JEAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	7	2100.0
6	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 3500.0\$

VICTIME : KATANABO IBILYABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COBAYE	5.0	5	25.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	4	20.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5845.0\$

VICTIME : KATANABO KABUNTIANE EFREME

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	14	70.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	7	2100.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 9140.0\$

VICTIME : KATANABO LYAGE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5855.0\$

VICTIME : KATANABO MUZITINA DEGRATIAS

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	4	400.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : KATANABO MYLIMBA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KATANABO NYAMABAKU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KATANABO SEDZABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1000.0	1	1000.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6920.0\$

VICTIME : KATANABO TANDISHABO CELESTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : KATANABO TURUZE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	3	300.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : KATARINA NDODHU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	COCHON	80.0	20	1600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	20	100.0
5	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 9000.0\$

VICTIME : KATAWANGA ERIZO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0007_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1030.0

Total Partiel: 1030.0\$

VICTIME : KATEMBI KEMBI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	TOLE	10.0	35	350.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : KATEMBO NZOMANA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_043

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	63500.0	1	63500.0

Total Partiel: 63500.0\$

VICTIME : KATEMBO SIWASEYA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_063 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : KATHO IBILYABO FELISI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0028_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	7	560.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	2	100.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	2	600.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 7160.0\$

VICTIME : KATIROGO KASIKILYANE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : KATOKAMIA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : KATONKO ABDALAH MARIUS

ITURI_SUITE_CCF04032016_0036_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMPLIFICATEUR	50.0	1	50.0

2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
6	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
7	TOLE	10.0	150	1500.0

Total Partiel: 7750.0\$

VICTIME : KATSO MUZIABAKU JEAN FAUSTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	2	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5650.0\$

VICTIME : KATUNGU MUHINDO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6600.0\$

VICTIME : KAVE KABAKA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	20	2000.0
3	MAIS (SAC)	20.0	20	400.0

Total Partiel: 2700.0\$

VICTIME : KAVIRA MIREGERE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10500.0\$

VICTIME : KAVIRA NZASIRA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0001_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KAVUGHE RUVINGA DEODAT

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KAVUO KATEMBO ESTER

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : KAVUO VYASOLEGHA HERMINA

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KAWANA LIHABO CHRISTOPHE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0013_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COBAYE	5.0	10	50.0
3	COCHON	80.0	3	240.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	6	30.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6520.0\$

VICTIME : KAWAYU UZELE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : KAYENYI TIDO ADELINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	8	1200.0
5	MOULIN	1000.0	1	1000.0
6	VACHE	300.0	15	4500.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8020.0\$

VICTIME : KAYOMBE LAZARO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	1	100.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5530.0\$

VICTIME : KAZI MUGATI JEAN PIERRE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	7	560.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1210.0\$

VICTIME : KEBABO TCHENDABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	16	80.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5840.0\$

VICTIME : KERAWOBI PAY

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BARQUE	50.0	1	50.0
2	CHEVRE	50.0	5	250.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : KERCHAN ANDOKO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_059 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	12000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : KIHEBO KANABO JEAN DE DIEU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TONNE DE MAIS	3000.0	3	9000.0
2	TONNE DE MANIOC	1000.0	4	4000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 13100.0\$

VICTIME : KIMAREKI CHEKECHE HANGAIKA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	PORC	100.0	2	200.0
3	POULE	5.0	10	50.0
4	VACHE	300.0	4	1200.0

Total Partiel: 1750.0\$

VICTIME : KIMAREKI IBILYABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0002_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	4	20.0
6	RADIO	50.0	4	200.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6160.0\$

VICTIME : KIMAREKI LY

ITURI_SUITE_CCF04032016_0002_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	4	200.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : KIMAREKI MALALI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POULE	5.0	6	30.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 380.0\$

VICTIME : KIMAREKI MANGILYO ALAIN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : KIMAREKI MASUMBUKO

ITURI_SUITE_CCF05032016 (3)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	3	240.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	7	35.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6825.0\$

VICTIME : KIMAREKI NGILYABO JEAN BAPTISTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	1	100.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1900.0\$

VICTIME : KIMAREKI NISONGO POLICARPE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COBAYE	5.0	40	200.0
3	COCHON	80.0	4	320.0
4	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 845.0\$

VICTIME : KIMAREKI SOKIRABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (3)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	3	45.0
2	COBAYE	5.0	27	135.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	PORC	100.0	6	600.0
5	POULE	5.0	4	20.0

Total Partiel: 950.0\$

VICTIME : KIMAREKI SUGABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0

2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VACHE	300.0	4	1200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8350.0\$

VICTIME : KIMBABO LEBILYABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : KIMBABO MUYALA

ITURI_SUITE_CCF05032016 (3)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	8	40.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6050.0\$

VICTIME : KIMOTIA KIMOTIA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	3	300.0
3	POULE	5.0	6	30.0

Total Partiel: 730.0\$

VICTIME : KISANGA ISSA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	500.0	1	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : KISEDZO MATATA GILBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6500.0\$

VICTIME : KISEDZO NSINGOMA JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	COCHON	80.0	22	1760.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

5	POULE	5.0	11	55.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	8	2400.0

Total Partiel: 11515.0\$

VICTIME : KISEDZO SIMBULYABO JEAN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	COCHON	80.0	23	1840.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	MOUTON	50.0	18	900.0
6	POULE	5.0	6	30.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	97	29100.0
9	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 36770.0\$

VICTIME : KISEMBO JEANETTEFIDELE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : KISESO MANGILYO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_129 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	15000.0	1	15000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 17000.0\$

VICTIME : KISEZO CIABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_209

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VACHE	300.0	1	300.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 950.0\$

VICTIME : KISEZO IHABO JEAN PIERRE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	2	30.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	3	300.0
6	POULE	5.0	11	55.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6635.0\$

VICTIME : KISEZO TASIRABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0028_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	7	35.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6455.0\$

VICTIME : KIZA BYAKISAKA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	8	2400.0

Total Partiel: 3900.0\$

VICTIME : KIZA FRANCOIS

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_065

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	TOLE	10.0	12	120.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : KIZA ISAKA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	8	2400.0

Total Partiel: 3900.0\$

VICTIME : KIZA KIDOSABO GASTON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VACHE	300.0	4	1200.0

Total Partiel: 7550.0\$

VICTIME : KIZA LOKRO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	25	2500.0
2	TOLE	10.0	45	450.0
3	VACHE	300.0	35	10500.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 13550.0\$

VICTIME : KIZA MUTUMBI

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0010_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	2	20000.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	VACHE	300.0	108	32400.0

4	VEHICULE	6000.0	1	6000.0
---	----------	--------	---	--------

Total Partiel: 59400.0\$

VICTIME : KIZEZO MATESO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 350.0\$

VICTIME : KIZZA BAMAKAKI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	100.0	1	100.0
3	TOLE	10.0	41	410.0

Total Partiel: 710.0\$

VICTIME : KODABO DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_045

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	4	400.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	COCHON	80.0	5	400.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6700.0\$

VICTIME : KODABO PETRO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5910.0\$

VICTIME : KOKPA MHAKINI ANTOINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	POULE	5.0	21	105.0
4	VACHE	300.0	32	9600.0

Total Partiel: 11505.0\$

VICTIME : KOKPIA BAKAMAMA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_078

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : KOLE KAPALAYI ETIENNE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	33	3300.0
2	COCHON	80.0	10	800.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	5	1500.0

4	VACHE	300.0	67			20100.0
---	-------	-------	----	--	--	---------

Total Partiel: 25700.0\$

VICTIME : KOLIE JENISALINA CHANTAL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0013 (3)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	POULE	5.0	8	40.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1480.0\$

VICTIME : KOMUNYANZA EVA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	3	90.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TOLE	10.0	35	350.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6440.0\$

VICTIME : KONDUABO LUBAMBO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5860.0\$

VICTIME : KONDUABO SEBASTIEN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	1	80.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	POULE	5.0	7	35.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	SCIE	200.0	1	200.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5665.0\$

VICTIME : KONGI ARANDA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_110 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2750.0	1	2750.0
2	CHEVRE	100.0	34	3400.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	3	15000.0

Total Partiel: 21150.0\$

VICTIME : KONGI KEYDE

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1000.0	1	1000.0
2	PIROGUE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : KONGWABAKO RENGABO DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	10	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6490.0\$

VICTIME : KPANDRO KODJO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	67036.0	1	67036.0

Total Partiel: 67036.0\$

VICTIME : KPANGA NGUNA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_152

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1500.0	1	1500.0
2	POISSON SALE (CARTON)	8000.0	1	8000.0

Total Partiel: 9500.0\$

VICTIME : KRIKAIDJA KABASELE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : KUKUSABO PELEKABO GILBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	15	75.0
5	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 6035.0\$

VICTIME : KUKWABO FUBABI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : KUKWABO JEAN PAUL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	3	15.0
5	VACHE	300.0	6	1800.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7615.0\$

VICTIME : KUKWABO MALABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	COCHON	80.0	10	800.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 7150.0\$

VICTIME : KUKWABO MALABO JEAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	3	240.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5540.0\$

VICTIME : KUKWABO MUNYORORO CRIS

ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	6	600.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	RADIO	50.0	2	100.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	4	1200.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8325.0\$

VICTIME : KUKWABO MUZI LEOPOLD

ITURI_SUITE_CCF04032016_0019_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	1	300.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6980.0\$

VICTIME : KUKWABO TABO VISTOUR

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6100.0\$

VICTIME : KULEMA MBULABABUHU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	3	240.0

3	POULE	5.0	6	30.0
---	-------	-----	---	------

Total Partiel: 470.0\$

VICTIME : KULYABO PELEKABO PIERRE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6330.0\$

VICTIME : KUMUKINGA BAMUNGA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_073 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARMOIRE	100.0	1	100.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	100.0	1	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : KUNDI KALE GREGSER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	50	250.0

Total Partiel: 7450.0\$

VICTIME : KUNGWABAKU TEBABO CRISTOPHE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 6635.0\$

VICTIME : KUSSA SEZIKANA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PORC	100.0	2	200.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : KUZA LOPA TERU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_083

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MOULIN	500.0	1	500.0
4	TOLE	10.0	50	500.0
5	VACHE	300.0	15	4500.0
6	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 7150.0\$

VICTIME : KYOMBE SIMBLYABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	3	15.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5825.0\$

VICTIME : LACHU BETSI EZEKIA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIBLE	5.0	1	5.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	TROMPETTE	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 815.0\$

VICTIME : LAMIE BABABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	PORC	100.0	2	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : LAUMA SALOMON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : LEBABO MAYANI DIEU DONNE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	10	50.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	1	300.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6900.0\$

VICTIME : **LEBISABA TEKI ALPHONSE**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	MOULIN	150.0	1	150.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : **LEBISABO GONZAGE JEAN PIERRE**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	FORET	1000.0	1	1000.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	20	100.0

Total Partiel: 7200.0\$

VICTIME : **LEBISABO GUSA LEONARD**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	5	500.0
5	POULE	5.0	12	60.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	6	1800.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 9360.0\$

VICTIME : **LEBISABO MSOKOSI**

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : **LEBISABO TANGABO MICHEL**

ITURI_SUITE_CCF04032016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	COCHON	80.0	9	720.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	11	55.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7025.0\$

VICTIME : **LEBITO KOMBOKABO JUSTINE**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0

5	VELO	100.0	1	100.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 990.0\$

VICTIME : LEKITYABO LOGABO PASCAL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	2	200.0
4	POULE	5.0	12	60.0

Total Partiel: 860.0\$

VICTIME : LEKUZO RUSOKE CHARLES

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASE	100.0	30	3000.0
2	CHEVRE	100.0	30	3000.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	LIT	45.0	5	225.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	MOUTON	50.0	12	600.0
7	POULE	5.0	38	190.0
8	VACHE	300.0	70	21000.0

Total Partiel: 33315.0\$

VICTIME : LELYABO FAUSTIN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	4	320.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5970.0\$

VICTIME : LEMABO NGUNDUKALI FLORIBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_217

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	25	2500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	VACHE	300.0	5	1500.0
5	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : LIABO SEBASIE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	12	60.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5820.0\$

VICTIME : LIDJU BUKIMBU

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0010_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CARBURANT (FUTS)	300.0	10	3000.0
2	CHEVRE	50.0	1	50.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 4050.0\$

VICTIME : LIHISABO ZANABO EMANUEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	1	80.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 980.0\$

VICTIME : LIKARINZO SEZANI JUSTINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	3	240.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	7	35.0

Total Partiel: 575.0\$

VICTIME : LIMBABO RENGABU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2800.0	1	2800.0

Total Partiel: 2800.0\$

VICTIME : LINGANAISO KACHWEKA RACHELLE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	VACHE	300.0	6	1800.0
4	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 2460.0\$

VICTIME : LINGANAISO KAMBALE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : LINGISABO LABABO JEAN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0013_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	13	1300.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
4	LAPIN	15.0	50	750.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	23	115.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VACHE	300.0	5	1500.0
10	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 10255.0\$

VICTIME : LINGOLI MARIA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 8200.0\$

VICTIME : LINYANI ALOKO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5590.0\$

VICTIME : LIRIBA KASIGAKI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0003_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0
2	VACHE	300.0	28	8400.0

Total Partiel: 18400.0\$

VICTIME : LIRIPA GASTON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : LIRPA MUNGENYI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_006 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LISIMO MULIKALI DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5650.0\$

VICTIME : LIYABO DAVIDI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	3	450.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 2150.0\$

VICTIME : LOBHO BALONSA WA LOMBE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME :	LOBI WA LOBI	STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0010_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VACHE	300.0	58	17400.0
2	VEHICULE	10000.0	1	10000.0
Total Partiel:				27400.0\$

VICTIME :	LOBO CHELENZE	STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_033		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$

VICTIME :	LOBO INNONCENT	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_174		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5100.0\$

VICTIME :	LOBO JUSTIN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_011		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	OR	500.0	1	500.0
4	TOLE	10.0	80	800.0
Total Partiel:				7100.0\$

VICTIME :	LODJONGA YORAMA	ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_046		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	28	2800.0
2	COCHON	80.0	14	1120.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	7.0	1	7.0
5	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				4327.0\$

VICTIME :	LOFALANGA LOMEA JEAN	ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_096		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME :	LOFATO MARTA	STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0004_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$

VICTIME :	LOGO TSEDHA ARCENE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_017		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	INSTRUMENT MUSICAL	3000.0	1	3000.0
Total Partiel:				3000.0\$

VICTIME :	LOJUNGA BUDHE DESIRE	ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_076		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	2	100.0

5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6500.0\$

VICTIME : LOKANA JEAN THOMAS

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_069

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	PORC	100.0	2	200.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 730.0\$

VICTIME : LOKANA LINA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER BIERE	15.0	812	12180.0
2	CASIER SUCRE	10.0	189	1890.0
3	CASIER VIDANGE	5.0	1270	6350.0
4	CHAISE	10.0	160	1600.0
5	CONGELATEUR	600.0	4	2400.0
6	MEUBLE	500.0	1	500.0
7	RADIO	50.0	2	100.0
8	TABLE	20.0	15	300.0
9	TABLE	20.0	15	300.0
10	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 26120.0\$

VICTIME : LOKANA LINA FRANCK

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER BIERE	5.0	812	4060.0
2	CASIER SUCRE	5.0	189	945.0
3	CASIER VIDANGE	5.0	1050	5250.0
4	CHAISE	10.0	160	1600.0
5	CONGELATEUR	600.0	4	2400.0
6	MEUBLE	200.0	1	200.0
7	RADIO	50.0	2	100.0
8	TABLE	10.0	15	150.0
9	TELEVISION	250.0	2	500.0
10	VIDANGE	0.5	450	225.0

Total Partiel: 15430.0\$

VICTIME : LOKANA SARA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	19	1900.0
2	POULE	5.0	12	60.0
3	VACHE	300.0	87	26100.0

Total Partiel: 28060.0\$

VICTIME : LOKANDU ADOLPHE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 1900.0\$

VICTIME : LOKANGAKA LOKENDA NDJALA EUGENE ITURI_SUITE7_CCF08032016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	300.0	1	300.0
2	PASSEPORT	200.0	1	200.0
3	POISSON SALE (CARTON)	1.0	825	825.0

Total Partiel: 1325.0\$

VICTIME : LOKONDJI BONYEME JEAN MARIE STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0002_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LOKULA ANICET STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0002_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LOKULA CLAUDE STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LOKULI BOLAKE BRUNO BENEDICTE ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MAIS (SAC)	50.0	38	1900.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RIZ (SAC)	100.0	20	2000.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 9100.0\$

VICTIME : LOMBINU LOTSI ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_059

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	PORC	100.0	5	500.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2300.0\$

VICTIME : LONDJIDU NYAUKPA ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LONDJIRINGA BELO CLAUDE ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	SCIE	500.0	3	1500.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7700.0\$

VICTIME : LONEMA DHEDYA ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DEBOISEMENT PLANTATION	500.0	1	500.0

2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PETIT BETAIL	500.0	1	500.0
4	VACHE	300.0	147	44100.0

Total Partiel: 45400.0\$

VICTIME : LONGA JEAN PAUL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
2	OR	8500.0	1	8500.0
3	PADDY(SAC)	50.0	1	50.0

Total Partiel: 8650.0\$

VICTIME : LONGA JEAN PAUL ROGER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	25.0	20	500.0
2	COBAYE	5.0	3	15.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	5	1000.0
4	HARICOT (SAC)	100.0	10	1000.0

Total Partiel: 2515.0\$

VICTIME : LONGBA KPATSO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_103 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LONU MUNGAVU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	PORC	100.0	1	100.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : LORAMU LOSSA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TOLE	10.0	30	300.0
4	VACHE	300.0	150	45000.0

Total Partiel: 51100.0\$

VICTIME : LOSINU DJUHWA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : LOSSA BAMUNOBA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	45760.0	1	45760.0

Total Partiel: 45760.0\$

VICTIME : LOSSI EMELIA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	22	2200.0
2	VACHE	300.0	48	14400.0

Total Partiel: 16600.0\$
VICTIME : LOTSELU LITHU

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_048

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	15000.0	1	15000.0
2	CASIER BIERE	15.0	280	4200.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 20000.0\$
VICTIME : LOTSIMA MANDJAMANDJI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0003_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$
VICTIME : LOTSIMA MANORO JONAS

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1600.0\$
VICTIME : LOTSOVE LOSI JEANNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5300.0\$
VICTIME : LOVE ANNE KPANE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_098

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	10	3000.0
3	POULE	5.0	16	80.0

Total Partiel: 3380.0\$
VICTIME : LOVE BORIVE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_121

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	700.0	1	700.0
2	GLASSIERE	50.0	3	150.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	6500.0
4	MATELAS	100.0	2	200.0
5	TELEVISION	450.0	1	450.0

Total Partiel: 8000.0\$
VICTIME : LOVE MBIDHA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_089 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 5600.0\$
VICTIME : LOWATE KWADJE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_123 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	650.0	1	650.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2650.0\$

VICTIME : LRIPA KODJO GUILLAUME

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_187

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	6	180.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	4	200.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6080.0\$

VICTIME : LUBANGA ISSAMBA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0001_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ÉQUIPEMENTS HOTEL	18110.0	1	18110.0

Total Partiel: 18110.0\$

VICTIME : LUMBABO BIDABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0028_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	12	60.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6230.0\$

VICTIME : LUMBALA WAKAZADI CHARLES

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON ESSENCE	50.0	20	1000.0
2	BIDON MAZOUT	25.0	13	325.0
3	BIDON PETROLE	25.0	15	375.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
5	MAGNETOSCOPE	120.0	1	120.0
6	MATELAS	30.0	1	30.0
7	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
8	MOTEUR	200.0	1	200.0
9	RADIO	50.0	1	50.0
10	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 7750.0\$

VICTIME : LUMUMBA KOLIRA GABRIEL

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	770.0	1	770.0
2	CANARD	15.0	5	75.0
3	CHAT	10.0	1	10.0
4	CHEVRE	50.0	4	200.0
5	CHIEN	20.0	2	40.0
6	COCHON	80.0	3	240.0
7	HABITATION DE LUXE	10000.0	2	60000.0
8	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
9	PIED DE CAFE	50.0	10000	500000.0
10	POULE	5.0	9	45.0
11	VACHE	300.0	7	2100.0

Total Partiel: 563780.0\$

VICTIME : LYABO BAKU		ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_140		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	TOLE	10.0	32	320.0
Total Partiel:				5665.0\$

VICTIME : LYABO MATESO		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_084 - COPIE		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME : LYABO SIYABO		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_023		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	850.0
Total Partiel:				850.0\$

VICTIME : LYABO TONDABO INNONCENT		ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	800.0	1	800.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	30	300.0
Total Partiel:				6100.0\$

VICTIME : LYAGABO LYARUNGA PATRICE		ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				6160.0\$

VICTIME : LYAKUKABA BUTUNGZOKO		ITURI_SUITE_CCF04032016_0037_009		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5300.0\$

VICTIME : LYDJO NGADJOLE MIRAYA		ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TOLE	10.0	140	1400.0
4	VACHE	300.0	96	28800.0
Total Partiel:				36000.0\$

VICTIME : MABOKA HEZABO		ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VACHE	300.0	1	300.0
4	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5700.0\$

VICTIME : MACHIKA MUJAGANI CHANTALE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_037

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	3	300.0
4	RADIO	50.0	2	100.0
5	VACHE	300.0	2	600.0
6	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 2200.0\$

VICTIME : MACHOZI EDUIZE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0035_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	2	200.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	10	1000.0
3	MAIS (SAC)	50.0	8	400.0
4	POMME DE TERRE (SAC)	150.0	2	300.0
5	SORGHO (SAC)	100.0	7	700.0
6	TOLE	10.0	36	360.0

Total Partiel: 2960.0\$

VICTIME : MACHOZI OZUNGAY

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_037

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	60	3000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	4	16000.0
3	VACHE	300.0	27	8100.0

Total Partiel: 27100.0\$

VICTIME : MADIKO UKIDJO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0020_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	700.0	1	700.0
2	CHEVRE	100.0	3	300.0
3	COCHON	80.0	5	400.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	1	300.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7080.0\$

VICTIME : MADYE MASUMBUKO JEAN BAPTISTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_073

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	OR	3000.0	1	3000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 3700.0\$

VICTIME : MAFU DJUMA MATHIEU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : MAGA KAMARA

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	40.0	5	200.0
2	COCHON	80.0	9	720.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	3	12000.0
4	POULE	7.0	13	91.0
5	TOITURE	6000.0	1	6000.0
6	VACHE	1161.0	134	155574.0

Total Partiel: 174585.0\$

VICTIME : MAGADHA MASUMBUKU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : MAGALI TOBHO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MAGANI KABONZI ANTOINETTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (4)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	CHEVRE	100.0	3	300.0
3	COCHON	80.0	8	640.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	POULE	5.0	13	65.0

Total Partiel: 1605.0\$

VICTIME : MAGANI MBIMBILA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_128

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	PORC	100.0	6	600.0
3	POULE	5.0	15	75.0

Total Partiel: 1275.0\$

VICTIME : MAGBO BAKAMBU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0032_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	25.0	1	25.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	5	500.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TOLE	10.0	80	800.0

Total Partiel: 2125.0\$

VICTIME : MAHA KASONDWA JEAN BAPTISTE

ITURI_SUITE6_CCF08032016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : MAIKANI APOLI

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	BARQUE	50.0	1	50.0
2	CHEVRE	50.0	3	150.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : MAJAMBO GOKPA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2805.0	1	2805.0

Total Partiel: 2805.0\$

VICTIME : MAKABO HEMUKABO MODESTIE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAINE MUSICALE	40.0	1	40.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	COCHON	80.0	4	320.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	6	30.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6440.0\$

VICTIME : MAKALINGI MAMBU LU DESIRE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7125.0\$

VICTIME : MAKANI SUGABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	VACHE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 5850.0\$

VICTIME : MAKATI JENISANI ETIENNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	9	900.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	5	500.0

Total Partiel: 6700.0\$

VICTIME : MAKATI KATALA GEROME

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	COCHON	80.0	10	800.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	RADIO	50.0	3	150.0
5	VACHE	300.0	2	600.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2950.0\$

VICTIME : MAKAWANI MALALI DEGRACIAS

ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	9	900.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	16	80.0
5	RADIO	60.0	1	60.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	32	9600.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 16290.0\$

VICTIME : MAKAYI RALESI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	10	150.0
2	CHEVRE	100.0	8	800.0
3	COCHON	80.0	6	480.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	4	1200.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	MOUTON	50.0	8	400.0
7	POULE	5.0	18	90.0
8	VACHE	300.0	45	13500.0
9	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 17820.0\$

VICTIME : MAKI BANGA JEAN CLAUDE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MAKI DALE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_158

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	OR	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 2100.0\$

VICTIME : MAKI DHEGBO ALFRED

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : MAKI KAHIGWA CLAUDE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: 11100.0\$

VICTIME : MAKI KIZOTO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	500.0	1	500.0
2	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : MAKI NGADJOLE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
4	PORC	100.0	5	500.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 5025.0\$

VICTIME : MAKILYABO GUSA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : MAKUKUMA DORICA

CCF04032016_0009_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	20	300.0
2	CHEVRE	100.0	3	300.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	4	400.0
6	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 6325.0\$

VICTIME : MAKUKWA HELENE

CCF04032016_0009_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	14	70.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6130.0\$

VICTIME : MAKUKWA YELIKANSA ELISABETH

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : MALIKALE SIKAMOJI NANO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	4	1200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MALONA KABASEKE ISAMBA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CARTON SAVON	10.0	200	2000.0
2	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	3	450.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	50	15000.0

Total Partiel: 17900.0\$

VICTIME : MAMAN LOKULA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0001_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MAMAN MULUBA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MAMBASA ALFASON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LAPIN	15.0	6	90.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	6	30.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5865.0\$

VICTIME : MAMBAYA LIKAKANI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : MAMBO ALEZO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MAMIE MARIENNE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	3	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	MAIS (SAC)	20.0	30	600.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MANARO CHARLOTTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POULE	5.0	10	50.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MANARO MUSUGANI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	2	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : MANARO NSIKINYANI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	2	10.0

Total Partiel: 770.0\$

VICTIME : MANASHO MUDJADUDU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	150.0

Total Partiel: 150.0\$

VICTIME : MANDE DHETSINA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_116

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MOUTON	50.0	4	200.0
4	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 8300.0\$

VICTIME : MANDESI GAFWABOSA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MANDRO JEAN

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_044 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MANDRO KATULE RICHARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	COCHON	80.0	10	800.0

3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	VACHE	300.0	40	12000.0

Total Partiel: 15100.0\$

VICTIME : MANDRO KODJO ANDRE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_150

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : MANDRO LONE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VACHE	300.0	27	8100.0

Total Partiel: 11650.0\$

VICTIME : MANDRO TSIRBA SIMEON

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0010_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAFE (TONNE)	1140.0	5	5700.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	30000.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	SALLE DE CINEMA	2700.0	1	2700.0

Total Partiel: 39400.0\$

VICTIME : MANGALA ADIRO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	6000.0
2	MACHINE A COUDRE	120.0	2	240.0
3	VACHE	300.0	30	9000.0
4	VELO	120.0	2	240.0

Total Partiel: 15480.0\$

VICTIME : MANGESU MUDJABO BAUDOIN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	10	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6570.0\$

VICTIME : MANGILYO MARBEN

ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 5970.0\$

VICTIME : MANGIYO NYAMA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	GAUREE	90.0	2	180.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	7	35.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7025.0\$

VICTIME : MANOTI BUSAGAU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MANZANI MALOBI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1700.0	1	1700.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	TOLE	10.0	12	120.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2720.0\$

VICTIME : MANZINZI CECILE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5500.0	1	5500.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : MARCELINE MAKANZALA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	300.0	2	600.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	2	400.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : MARIETTI NGAMBEKI THIERRY

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VACHE	300.0	25	7500.0

Total Partiel: 7500.0\$

VICTIME : MARUNDRO JINO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	16	1600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	10	50.0
4	VACHE	300.0	28	8400.0

Total Partiel: 10350.0\$

VICTIME : MASANI MAKAM JACQUELINE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5780.0\$

VICTIME : MASEKALE KATANABHO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_136

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	MOTO POMPE	450.0	1	450.0
5	VACHE	300.0	2	600.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2850.0\$

VICTIME : MASIKA CLARIS

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MASIKA ARLETTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_180

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	2000.0	1	2000.0
2	TOLE	10.0	30	300.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2400.0\$

VICTIME : MASIKA KASIKA ANITA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (4)_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
5	MATELAS	30.0	2	60.0
6	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
7	MOTO	800.0	1	800.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 8560.0\$

VICTIME : MASIKA KIMBESA LOUISE

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0001_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MASIKA LUSSI MARTHA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	7	105.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5605.0\$

VICTIME : MASIKA SAKINA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_061

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7400.0\$

VICTIME : MASITAKI RUHIGWA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0012_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MAGASIN	10000.0	1	10000.0
2	POISSON SALE (TONNE)	300.0	3	900.0
3	VEHICULE	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 16900.0\$

VICTIME : MASUDI HAROUN MOUSHO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0036_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	5	75.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1631	489300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	5	1000.0
5	MATELAS	30.0	3	90.0
6	POULE	5.0	5	25.0
7	RADIO	50.0	2	100.0
8	USTENCILS DE CUISINE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 492990.0\$

VICTIME : MASUMBOKO KASOHO JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	500.0	1	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MASUMBUKO ADADA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	66	19800.0

Total Partiel: 21300.0\$

VICTIME : MASUMBUKO ALETSOBHI FLORIBERT

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_045

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	KIOSQUE	400.0	1	400.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : MASUMBUKO FLORIBERT

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	40.0	5	200.0
2	COCHON	80.0	6	480.0

3	DIVERS BIENS	120.0	1	120.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	3000.0
5	MACHINE A COUDRE	80.0	1	80.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 4080.0\$

VICTIME : MASUMBUKO MUGENYI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	2	100.0

Total Partiel: 3100.0\$

VICTIME : MASUMBUKU PASCAL

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_015 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	20.0	8	160.0
2	COCHON	80.0	30	2400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	400.0
4	VACHE	150.0	4	600.0
5	VELO	125.0	2	250.0

Total Partiel: 3810.0\$

VICTIME : MASUNGA MATUNGA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MASURA KIZA SUMBA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	3	90.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 490.0\$

VICTIME : MATAMA AMOTI ESTHER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_075

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : MATATA KAWA

ITURI_SUITE_CCF05032016 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	16	1600.0
2	COBAYE	5.0	30	150.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 2350.0\$

VICTIME : MATEMBELA TCHONGO

ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MATESO BALUKU JP

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION LEGERE	300.0	4	1200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	2	600.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7150.0\$

VICTIME : MATESO BAWALI GILBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	POULE	5.0	8	40.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5640.0\$

VICTIME : MATESO CYPRIEN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	2	200.0
4	POULE	5.0	6	30.0

Total Partiel: 630.0\$

VICTIME : MATESO JABAGAMBE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	250.0	1	250.0
2	OR	5500.0	1	5500.0
3	PORC	100.0	8	800.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6850.0\$

VICTIME : MATESO KATANZE JF

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_213

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MOUTON	50.0	2	100.0
5	POULE	5.0	8	40.0
6	VACHE	300.0	10	3000.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 3990.0\$

VICTIME : MATESO KAVALIGA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_118

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	8	40.0

Total Partiel: 2080.0\$

VICTIME : MATESO KINIKABO JEAN

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MATELAS	100.0	2	200.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : MATESO KPACHAMA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_081

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MOUTON	50.0	2	100.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : MATESO LOBHO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3000.0	1	3000.0
2	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
3	CHEVRE	100.0	4	400.0
4	COQ	5.0	12	60.0
5	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 8960.0\$

VICTIME : MATESO LOY

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_057

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MOUTON	50.0	8	400.0
4	PORC	100.0	6	600.0
5	TOLE	10.0	25	250.0

Total Partiel: 2650.0\$

VICTIME : MATESO MANGANESE

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0005_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MATESO NGUBU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	25	2000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	3	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	10	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	VACHE	300.0	7	2100.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 10200.0\$

VICTIME : MATESO NOBIRABO JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	POULE	5.0	30	150.0

Total Partiel: 1170.0\$

VICTIME : MATESO NOZABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	8	640.0

Total Partiel: 840.0\$

VICTIME : MATESO NYAMABE JUSTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : MATESO TAGIRABO JEAN PIERRE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (3)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUC	50.0	2	100.0
2	CHEVRE	100.0	7	700.0
3	COCHON	80.0	4	320.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6720.0\$

VICTIME : MATESO TSUTSU DIEUDONNE

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_043

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	40.0	12	480.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1500.0
3	VACHE	350.0	22	7700.0

Total Partiel: 9680.0\$

VICTIME : MATEZO NDALISABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5550.0\$

VICTIME : MATONDO MABENGA ANGEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MATOYA KIMAREKI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	VACHE	300.0	2	600.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6200.0\$

VICTIME : MATSI NINGA

ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	700.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : MATSO AKYENGA FERDINAND

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	COCHON	80.0	20	1600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MOUTON	50.0	20	1000.0
5	POULE	5.0	20	100.0
6	VACHE	300.0	70	21000.0

Total Partiel: 27300.0\$

VICTIME : MATSO AVEBA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1850.0\$

VICTIME : MATSO TABU LAPADHU MATHIEU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BETAIL	240.0	1	240.0
2	CHAMP	1000.0	1	1000.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	LIT	45.0	6	270.0
5	MEDICAMENT	1300.0	1	1300.0
6	MICROSCOPE	350.0	1	350.0
7	MOTO	800.0	1	800.0
8	RADIO	50.0	1	50.0
9	VACHE	300.0	33	9900.0
10	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 14310.0\$

VICTIME : MATUKWONKE BAKAHUNA ALPHONSE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUC	50.0	1	50.0
2	CHEVRE	100.0	9	900.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : MAVÉ ANIE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	FUT HUILE	250.0	2	500.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HARICOT (SAC)	100.0	3	300.0
5	RIZ (SAC)	50.0	10	500.0

Total Partiel: 2100.0\$

VICTIME : MAWA RINGE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	OUTIL DE PECHE	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : MAWADRI MATOYA JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	5	75.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	COCHON	80.0	2	160.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MEUBLE	200.0	1	200.0
6	POULE	5.0	4	20.0
7	RADIO	50.0	2	100.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1455.0\$

VICTIME : MAYELE NATALITE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0036_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: 10260.0\$

VICTIME : MAYI NYABUTERE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MAYNYANI INGWESKUMU SIMEON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	TOLE	10.0	50	500.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VACHE	300.0	8	2400.0
7	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 9160.0\$

VICTIME : MBADHU RANGI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	14	4200.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MBAFELE BHIZO JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0

2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : MBAFELE DALLAS JOEL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTO POMPE	1000.0	1	1000.0
3	VACHE	300.0	45	13500.0

Total Partiel: 14800.0\$

VICTIME : MBAFELE KUFABULE CHARLES

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	PORC	100.0	12	1200.0

Total Partiel: 3200.0\$

VICTIME : MBAKAMA CAMILE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	COCHON	80.0	30	2400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MAGASIN	13885.0	1	13885.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 31085.0\$

VICTIME : MBAKAMA ZALI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MBAVAZI NGOMA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_108

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	FUT ESSENCE	2000.0	1	2000.0
3	FUT MAZOUT	2000.0	1	2000.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 13300.0\$

VICTIME : MBEMBE BABOSALA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	2	1600.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 7050.0\$

VICTIME : MBIBHABHO BACHERI ERNESTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	PORC	100.0	1	100.0
5	POULE	5.0	15	75.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TOLE	10.0	10	100.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1115.0\$

VICTIME : MBIDJO NYALI DIEUDONNE

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	6	300.0
2	POULE	5.0	5	25.0
3	VACHE	300.0	25	7500.0

Total Partiel: 7825.0\$

VICTIME : MBISIKALI NOBIRABO EMMANUEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	PORC	100.0	5	500.0
6	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 1965.0\$

VICTIME : MBITCHU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	20	6000.0
4	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 7800.0\$

VICTIME : MBODHINA MBAKAMA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	TONNE DE PLANCHE	270.0	10	2700.0
3	TRONCONNEUSE	1000.0	1	1000.0
4	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 10300.0\$

VICTIME : MBODJIMA TASIMA CHRISTOPHE

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	40.0	5	200.0
2	COCHON	80.0	7	560.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	4	2200.0
4	MACHINE A COUDRE	200.0	2	400.0
5	VACHE	300.0	5	1500.0
6	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 5160.0\$

VICTIME : MBOLIHIMBE MOBEKA CLAUDINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_090

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	150.0	2	300.0

2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
5	MAIS (SAC)	50.0	2	100.0
6	MATELAS	30.0	6	180.0
7	MICROSCOPE	300.0	1	300.0
8	TOLE	10.0	45	450.0
9	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 2530.0\$

VICTIME : MBOMBO TSHIDEO MELANIE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TELEVISIONPHONE PORTABLE	30.0	1	30.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7160.0\$

VICTIME : MBOVANA MOÏSE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	20.0	18	360.0
2	CHEVRE	30.0	16	480.0
3	COCHON	80.0	4	320.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	4000.0
5	MOTO POMPE	500.0	4	2000.0
6	MOULIN	400.0	1	400.0
7	POULE	10.0	36	360.0
8	VACHE	300.0	173	51900.0
9	VELO	120.0	3	360.0

Total Partiel: 60180.0\$

VICTIME : MBOYOUNA LASI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VACHE	300.0	40	12000.0

Total Partiel: 17300.0\$

VICTIME : MBUBA GILBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_186

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	25.0	1	25.0
2	CHEVRE	100.0	20	2000.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VACHE	300.0	53	15900.0
6	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 18625.0\$

VICTIME : MBUKALI KISEZO MARCEL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0018_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	4	400.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 6850.0\$

VICTIME : MBUKALI SUGABO EVARISTE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	8	120.0
2	CHEVRE	100.0	13	1300.0
3	COBAYE	5.0	12	60.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	PORC	100.0	13	1300.0
7	POULE	5.0	13	65.0
8	RADIO	50.0	1	50.0
9	TOLE	10.0	24	240.0
10	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
11	VACHE	300.0	1	300.0
12	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 9535.0\$

VICTIME : MBULASIKA LYABOBWA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0028_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	COCHON	80.0	2	160.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	6	30.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6890.0\$

VICTIME : MBUNYA MATATA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	COCHON	80.0	20	1600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7150.0\$

VICTIME : MBUSI VANI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FARINE(SAC)	100.0	10	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	25	2500.0
4	RIZ (SAC)	100.0	10	1000.0
5	TOLE	10.0	200	2000.0

Total Partiel: 6800.0\$**VICTIME :** MBUTIABO GABRIEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	6	480.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 980.0\$**VICTIME :** MBUTYABO EMMANUEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	6	600.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1800.0\$**VICTIME :** MBUTYABO KABULI DIEU-DONNE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0024_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	2	30.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	2	200.0
6	POULE	5.0	8	40.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6520.0\$**VICTIME :** MBUYABO SIMBILYABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	7	700.0
5	POULE	5.0	9	45.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7045.0\$**VICTIME :** METU DIEU DONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	2	2000.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	VACHE	300.0	3	900.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 4000.0\$**VICTIME :** MGENITO NYNTA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_119 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1800.0	1	1800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 2100.0\$

VICTIME : MIRINDI NYAKAHUGA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3000.0	1	3000.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	FRIGO	500.0	2	1000.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0
5	VEHICULE	10000.0	1	10000.0
6	VELO	100.0	12	1200.0

Total Partiel: 16300.0\$

VICTIME : MM MARTA

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0001_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BETAIL	580.0	1	580.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1870.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2550.0\$

VICTIME : MOHAMMED MORISHO BAHEMUKE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0036_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANANIERE	2000.0	1	2000.0
2	CHAMP	1000.0	3	3000.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
5	LIT	45.0	2	90.0
6	MATELAS	30.0	1	30.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	2	600.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6720.0\$

VICTIME : MOKILI KOBALUKA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0012_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ÉQUIPEMENTS HOTEL	235495.0	1	235495.0
2	OCCUPATION CHAMBRES	1779375.0	1	1779375.0

Total Partiel: 2014870.0\$

VICTIME : MOLONGOY ABDUSAHN MASUDI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MIROIR	15.0	4	60.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TONDEUSE	60.0	4	240.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : MOLOSI DZIDDA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	24	240.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 540.0\$

VICTIME : MONGUA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1480.0\$

VICTIME : MOPAYA MBAFELE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_176 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3100.0
4	MOTO	1200.0	1	1200.0
5	MOTO POMPE	1800.0	2	3600.0
6	VACHE	300.0	21	6300.0

Total Partiel: 16520.0\$

VICTIME : MOSIKA MWANDOJA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : MPAKA BUKAKA JEAN BAPTISTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	4	400.0
4	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : MUBIKALI MULEMO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	TOLE	10.0	52	520.0

Total Partiel: 820.0\$

VICTIME : MUDERHWA BORA UZIMA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0035_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	175.0	2	350.0
2	CIMENT(SAC)	15.0	10	150.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PHOTOCOPIEUSE	400.0	1	400.0
5	TOLE	10.0	30	300.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : MUDJUNA NAWASI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0032_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	VACHE	300.0	12	3600.0

Total Partiel: 3900.0\$

VICTIME : MUDZUNA MBIDHA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 14500.0\$

VICTIME : MUFANO MUNJIABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0012_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	11	1100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6600.0\$

VICTIME : MUGIMBA ZOKI GERMAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (3)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	6	30.0
4	VACHE	300.0	6	1800.0

Total Partiel: 2330.0\$

VICTIME : MUHETU MUKOLE GABRIEL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	VACHE	300.0	32	9600.0

Total Partiel: 11600.0\$

VICTIME : MUHINDO KANYUKU

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_041

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MUHINDO NDALIKO

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_041

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MUHINDO SAMBI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_041

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CARTON DE LAIT DE BEAUTE	85.0	200	17000.0
2	CARTON DE SAVON	92.0	50	4600.0
3	CARTON DETUBE MOVATE	400.0	100	40000.0

Total Partiel: 61600.0\$

VICTIME : MUJABAKU BONIFACE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_050

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	4	320.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	8	40.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

5	VELO	100.0	1	100.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 960.0\$

VICTIME : MUJAGANI ZANAGANI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	3	15.0
4	USTENCILS DE CUISINE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 775.0\$

VICTIME : MUKOSI MUDJUNGUY

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	12000.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	POULE	5.0	13	65.0
5	VACHE	300.0	24	7200.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 21665.0\$

VICTIME : MULENGWA LUMONA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	INSTRUMENT DE CHAMP	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : MULIMBA BAITHE REMY

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	9	900.0
2	COCHON	80.0	6	480.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	15	75.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	1	300.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 7755.0\$

VICTIME : MULIMBA NYAMA NESTOR

ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	3	300.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : MUMBERE KAWAVINGI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MUMIABACKU TEBABO JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : MUNDURU OKUONZI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_125

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	40.0	2	80.0
2	TOLE	10.0	105	1050.0
3	VACHE	350.0	2	700.0

Total Partiel: 1830.0\$

VICTIME : MUNGANGA KARAUZA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	12	60.0
6	VACHE	300.0	8	2400.0

Total Partiel: 8760.0\$

VICTIME : MUNGANGA KASIGAKI TUSSE

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	4	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3000.0
3	MOUTON	50.0	6	300.0
4	VACHE	300.0	41	12300.0

Total Partiel: 15800.0\$

VICTIME : MUNGANGA MBUSUMA DOMINIQUE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5950.0\$

VICTIME : MUNJADGAU HATIKE JAQUELINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : MUNJAKUKWA MWAYUMA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	30	300.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : MUNO MANDA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PIROGUE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MUNO WINGI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	3	150.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	15	4500.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 12050.0\$

VICTIME : MUNYORORO BALUKU GAUDENS

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MUNYORORO BUNGAMUZI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	COCHON	80.0	23	1840.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	3	300.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	POULE	5.0	13	65.0
6	RIZ (SAC)	50.0	2	100.0
7	VACHE	300.0	19	5700.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 9805.0\$

VICTIME : MUPENZI BINGURU JEREMY

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : MURINDI NYARAHUSA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	3	1800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VEHICULE	10000.0	1	10000.0
4	VELO	100.0	12	1200.0

Total Partiel: 13300.0\$

VICTIME : MUSA RWETCHI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	1	20.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 1820.0\$

VICTIME : MUSANSA MBUSIYA GABRIEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (3)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	11	55.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6355.0\$

VICTIME : MUSEMO NGEVERA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COBAYE	5.0	25	125.0
3	COCHON	80.0	4	320.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	8	40.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6535.0\$

VICTIME : MUSEZO BANKU ETIENNE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOUTON	50.0	8	400.0
5	POULE	5.0	10	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: 16750.0\$

VICTIME : MUSUBI NGONJIABO SYMPHORIEN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	12	180.0
2	CHEVRE	100.0	8	800.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	8	800.0
6	POULE	5.0	21	105.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VACHE	300.0	15	4500.0
10	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 12035.0\$

VICTIME : MUSUDJA TSADHU JECONIAS

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	23	2300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 3500.0\$

VICTIME : MUSURI KIMBELEKETE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_132

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6100.0\$

VICTIME : MUSUSANI SIDHKOYI JACQUELINE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	1	80.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	POULE	5.0	5	25.0
5	USTENCILS DE CUISINE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5605.0\$

VICTIME : MUTAGANI SEZIKANA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3170.0	1	3170.0

Total Partiel: 3170.0\$

VICTIME : MUTAGANZWA IMPUNGA CHARLES

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	VACHE	300.0	215	64500.0

Total Partiel: 70300.0\$

VICTIME : MUTAMBALA LULACHA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_078 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MUTIMBA GELETSI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	CHEVRE	100.0	10	1000.0
3	COCHON	80.0	15	1200.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	TRONCONNEUSE	10000.0	1	10000.0
7	VACHE	300.0	50	15000.0

Total Partiel: 38300.0\$

VICTIME : MUTOMBO SAMI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	32	1600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	4000.0	1	4000.0

4	VACHE	300.0	20	6000.0
5	VELO	150.0	4	600.0

Total Partiel: 17200.0\$

VICTIME : MUTUMUZURI DEOGRACIACE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	4	400.0
6	POULE	5.0	10	50.0
7	PRODUIT DE CHAMP	1000.0	1	1000.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 7550.0\$

VICTIME : MUZIKALI INANA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MUZIKALI MULEMO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MUZINGA MASUDI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	7	700.0
3	POULE	5.0	6	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1780.0\$

VICTIME : MUZINGANGA NCHWEKE LFORIBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : MWANSA MBAFUMOYA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	8	40.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6040.0\$

VICTIME : MWAPILI MOLISHO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0036_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON PETROLE	50.0	5	250.0
2	CHEVRE	100.0	6	600.0
3	FUT HUILE	200.0	5	1000.0

4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
6	LIT	45.0	4	180.0
7	MATELAS	30.0	3	90.0
8	MEUBLE	200.0	1	200.0
9	POULE	5.0	10	50.0
10	SEL DE TABLE (SAC)	25.0	5	125.0

Total Partiel: 3195.0\$

VICTIME : MWARA KARATSI JOEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 960.0\$

VICTIME : MWDJADUDU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	PORC	100.0	5	500.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MWZIKALI KATHO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_193

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : NABABO FRANCOISE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_077 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NABESI GAFWABOSA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : NAGIRANA BEATRICE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_136 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	700.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : NAGIRANA NISONGO PERPETUA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	9	900.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	4	400.0
4	POULE	5.0	15	75.0
5	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 2275.0\$

VICTIME : NARA OUDE GERLANCE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MOTO	800.0	2	1600.0
5	POULE	5.0	20	100.0
6	VACHE	300.0	10	3000.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5550.0\$

VICTIME : NCHWEKABO KINIKABO ROMER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_046

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5510.0\$

VICTIME : NCHWEKE DHAKANI FLORIDE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_197

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	VACHE	300.0	2	600.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : NCHWEKE NSINGOMA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0012_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5760.0\$

VICTIME : NDALO LINA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	44090.0	1	44090.0

Total Partiel: 44090.0\$

VICTIME : NDASI TIBAGUE MATO

ITURI_SUITE7_CCF08032016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NDASSI BWAKA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_065 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	7500.0	1	7500.0
2	MACHINE EN BRIQUE	200.0	1	200.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	VACHE	300.0	15	4500.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 13100.0\$

VICTIME : NDEKOTE AVETSO JOEL

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	10	500.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : NDEY LEMABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOUTON	50.0	4	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : NDIALE SALIMA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_091 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : NDIMAZOLA THEOPHILLE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	40	400.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : NDJABU KIZA KAVURU PIERRE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_122

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	VACHE	300.0	15	4500.0

Total Partiel: 9500.0\$

VICTIME : NDJABU TSOKPA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	HOUE	5.0	3	15.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	PORC	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5775.0\$

VICTIME : NDJANGO AHERA GERSON

ITURI_SUITE7_CCF08032016_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	52.0	24	1250.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
3	MEUBLE	7445.0	1	7445.0
4	POULE	8.0	17	136.0
5	VACHE	150.0	17	2550.0

Total Partiel: 21381.0\$

VICTIME : NDJANGO GOKPA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	ARGENT EN ESPECE	2805.0	1	2805.0
---	------------------	--------	---	--------

Total Partiel: 2805.0\$

VICTIME : NDJUGOSSI VIVI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_050

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	30	9000.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	50	5000.0
3	MAIS (SAC)	20.0	30	600.0

Total Partiel: 14600.0\$

VICTIME : NDOCHA MUHUNI FELEXI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	12	60.0

Total Partiel: 980.0\$

VICTIME : NDODU LEONARD

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	63.0	1	63.0
2	CHEVRE	50.0	2	100.0
3	COCHON	80.0	6	480.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	3000.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3743.0\$

VICTIME : NDOKA KAZAMA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	17	1700.0
2	COCHON	80.0	8	640.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	POULE	5.0	14	70.0
5	VACHE	300.0	23	6900.0

Total Partiel: 9910.0\$

VICTIME : NDRODHA DROTIA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_086

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	10	3000.0

Total Partiel: 3800.0\$

VICTIME : NDROMI BAWIYA FRANCOIS

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
2	CHEVRE	100.0	13	1300.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	VACHE	300.0	42	12600.0

Total Partiel: 19200.0\$

VICTIME : NDRUNDRO GOKPA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_067

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	COCHON	80.0	2	160.0

3	EQUIPEMENTS MEDICAUX	90.0	1	90.0
4	POULE	5.0	15	75.0
5	VACHE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 1925.0\$

VICTIME : NDRUNDRO JINO ISAYA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	16	1600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	POULE	5.0	10	50.0
4	VACHE	300.0	28	8400.0

Total Partiel: 15050.0\$

VICTIME : NDRUNDRO LINA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_070

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : NDRUTSE TARAMA TRESOR

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : NDUKUKWA BULAMUZI JEAN CLAUDE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	PIGEON	2.0	8	16.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 966.0\$

VICTIME : NDUKUKWA NOBIRABO NESSTOR

ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : NDUKUKWA RETHA PROSPER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5790.0\$

VICTIME : NDUKUKWA TAKANE ALPHONSE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6100.0\$

VICTIME : NDURU MAKABO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	15	750.0
2	GROUPE ELECTROGENE	300.0	1	300.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	2400.0
4	MOTO	1500.0	2	3000.0
5	VACHE	300.0	45	13500.0
6	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 20350.0\$

VICTIME : NEEMA KATUNGU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NESTOR WINGI NZILA

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAINE MUSICALE	150.0	1	150.0
2	CHAISE	20.0	12	240.0
3	COUSSIN	10.0	24	240.0
4	FRIGO	2000.0	1	2000.0
5	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0
6	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	12000.0
7	MAGNETOSCOPE	300.0	2	600.0
8	MOTO	4000.0	1	4000.0
9	PANNEAU SOLAIRE	3000.0	1	3000.0
10	PIECE WAX	100.0	9	900.0
11	RADIO	150.0	1	150.0
12	STABILISATEUR	150.0	2	300.0
13	TELEVISION	700.0	2	1400.0
14	VELO	200.0	3	600.0

Total Partiel: 35580.0\$

VICTIME : NGABHU ALITSI JEREMIE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	2	1600.0

Total Partiel: 6900.0\$

VICTIME : NGABHU FANUEL

ITURI_SUITE3_CCF07032016_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	11600.0	1	11600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MOTO	125000.0	4	500000.0
5	OR	3960.0	1	3960.0

Total Partiel: 526560.0\$

VICTIME : NGABHUSI ZAWADI		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_032		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	20000.0	1	20000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	6000.0
3	MEUBLE	13000.0	1	13000.0
Total Partiel:				39000.0\$

VICTIME : NGABO NYERE		ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VACHE	300.0	60	18000.0
Total Partiel:				24200.0\$

VICTIME : NGABU INNOCENT		ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_043		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	1	80.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				1180.0\$

VICTIME : NGABU LOCHE PATRICE		ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	COQ	5.0	1	5.0
3	GORET	100.0	1	100.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	TRUIE	100.0	1	100.0
Total Partiel:				1430.0\$

VICTIME : NGABU LOKRA		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_140 - COPIE		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME : NGABU THOGA CYPRIEN		ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	2	100.0
5	VELO	100.0	2	200.0
Total Partiel:				2760.0\$

VICTIME : NGABU VURA WILLY		ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	PORC	100.0	3	300.0
3	POULE	5.0	7	35.0
Total Partiel:				835.0\$

VICTIME : NGABU WAZO JUSTIN		ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_005		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	17	1360.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2010.0\$

VICTIME : NGADJOLE BATAGURA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0037_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON PETROLE	50.0	20	1000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	SUCRE(SAC)	100.0	20	2000.0
4	VACHE	300.0	60	18000.0

Total Partiel: 21800.0\$

VICTIME : NGADJOLE DHEBBO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	128000.0	1	128000.0

Total Partiel: 128000.0\$

VICTIME : NGAMU HANDILYA ESTHER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	8	800.0
5	POULE	5.0	13	65.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	17	5100.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 12865.0\$

VICTIME : NGANABO HUEWEZARO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0002_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COBAYE	5.0	15	75.0
3	COCHON	80.0	4	320.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	9	45.0
7	RADIO	50.0	4	200.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6640.0\$

VICTIME : NGANABO KABABO EMMANUEL

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0002_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : NGANABO KABAKU ANTOINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	4	60.0
2	CHEVRE	100.0	3	300.0

3	COCHON	80.0	1	80.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5990.0\$

VICTIME : NGANABO KABULI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MAIS (SAC)	100.0	4	400.0
3	PORC	100.0	3	300.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : NGANABO MUSUBI JEAN DEDIEU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	IMMEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	3	15.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6055.0\$

VICTIME : NGANABO YOGANZABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1340.0\$

VICTIME : NGANDAU BAHATI JEAN FOSTIN

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	1	50.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : NGANDRU KAHIGWA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	MOUTON	50.0	3	150.0
4	VACHE	300.0	37	11100.0

Total Partiel: 13350.0\$

VICTIME : NGANITO NYNTA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_119 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : NGASHA BOLINDA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_102

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FUT HUILE	200.0	20	4000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	RIZ (SAC)	50.0	30	1500.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : NGASIRWAKI BESISA EYATUSI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NGAVE LOTSOVE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_076

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	4	20.0
4	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 2120.0\$

VICTIME : NGAVE LUISA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	30	3000.0
4	MAIS (SAC)	100.0	7	700.0
5	PORC	100.0	5	500.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : NGBAPE NGONA JACQUES

ITURI_SUITE7_CCF08032016_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VACHE	300.0	10	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : NGILAWANI CHANTL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : NGJOMA DJALE

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_104

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	10	1000.0
4	MAIS (SAC)	20.0	30	600.0
5	VACHE	300.0	40	12000.0

Total Partiel: 15400.0\$

VICTIME : NGOBA MATSO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_172 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	28.0	17	480.0
2	COCHON	80.0	9	720.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	4000.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : NGODJA OMIIDRIA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6200.0\$

VICTIME : NGOMA KAHIGWA JEEF

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	DEC	105.0	1	105.0
3	MOTO	650.0	1	650.0
4	TELEVISION	210.0	1	210.0
5	VACHE	150.0	10	1500.0

Total Partiel: 3065.0\$

VICTIME : NGOMA NDJALE LAZARO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_104

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	10	1000.0
4	MAIS (SAC)	20.0	30	600.0
5	TOLE	10.0	40	400.0
6	VACHE	300.0	40	12000.0

Total Partiel: 15800.0\$

VICTIME : NGONA DHENDO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_072

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	9	900.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : NGONA JP

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	VEHICULE	10000.0	1	10000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 10900.0\$

VICTIME : NGONA LOKANA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1800.0	1	1800.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	28	280.0

Total Partiel: 7080.0\$

VICTIME : NGONA LONU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_105 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NGONA MACHI JACQUES

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTO	800.0	1	800.0

3	TELEVISION	250.0	2	500.0
---	------------	-------	---	-------

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : NGONGANI BOY JEAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	PORC	100.0	2	200.0
3	POULE	5.0	25	125.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	6	1800.0

Total Partiel: 3125.0\$

VICTIME : NGONTABO SOMISABO BIENVENU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MATELAS	30.0	1	30.0
5	TOLE	10.0	20	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 835.0\$

VICTIME : NGONZABO CHOMBE ETIENNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	POULE	5.0	6	30.0

Total Partiel: 690.0\$

VICTIME : NGONZIBONA JEANNE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHARGE BATTERIE	50.0	2	100.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MAGNETOSCOPE	30.0	1	30.0
4	MATELAS	100.0	1	100.0
5	RADIO	50.0	2	100.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	THERMOS	10.0	1	10.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 940.0\$

VICTIME : NGONZIKALI KANAMALI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5550.0\$

VICTIME : NGORIMA NGADJOLE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MOUTON	50.0	4	200.0

4	TOLE	10.0	12	120.0
5	VACHE	300.0	15	4500.0

Total Partiel: 5280.0\$

VICTIME : NGUFEALE KIMOMI MATHIEU

ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARBRE	1500.0	10	15000.0
2	CHEVRE	50.0	9	450.0
3	HABITATION DE LUXE	10000.0	2	20000.0
4	TOITURE	300.0	1	300.0
5	VACHE	500.0	11	5500.0

Total Partiel: 41250.0\$

VICTIME : NGUMBA SONGOLABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	PORC	100.0	10	1000.0

Total Partiel: 2200.0\$

VICTIME : NGUNA LHEFUGA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	INSTRUMENT MEDICAL	1000.0	1	1000.0
2	MICROSCOPE	250.0	2	500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : NGUNDUKALE SUMISABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	8	640.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	2	10.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6550.0\$

VICTIME : NGUNDURALE BASIYA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	25	125.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6275.0\$

VICTIME : NGUNGWABOKU NYASIRI ESPERENCE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	MOUTON	50.0	4	200.0
4	POULE	5.0	3	15.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 845.0\$

VICTIME : NGURU MAPASE

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_041

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NICHWEKE BASIBONGE NESRTOR

ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	33	3300.0
2	VACHE	300.0	6	1800.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : NIGATA NSILI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	VACHE	300.0	1	300.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6110.0\$

VICTIME : NIKASOA NDIKOSI JC

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : NISONGO MUZIKALE PASCAL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0012_006 (2)

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	6	30.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5780.0\$

VICTIME : NJANGU MASUMBUKO JEAN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0033_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	COCHON	80.0	8	640.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MATELAS	50.0	5	250.0
5	VACHE	300.0	23	6900.0

Total Partiel: 9290.0\$

VICTIME : NJEDHA ADELINÉ

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_115 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : NJIANI CHIKA JEMIMA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5950.0\$

VICTIME : NLIONA DNEGINI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	VACHE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : NOBABO SOBURABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : NOBABO ZANAGANI BEATRICE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	TOLE	10.0	40	400.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : NOBIKANA BUZUNE MARIE

CCF04032016_0009_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MEUBLE	200.0	1	200.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	VACHE	300.0	1	300.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1330.0\$

VICTIME : NOBIKANA SEZIKANA LEONIE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	3	300.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	PRODUIT DE CHAMP	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 7025.0\$

VICTIME : NOBIRABO BADHUDHU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	7	2100.0

Total Partiel: 7800.0\$

VICTIME : NOBIRABO IBILYABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0001_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5970.0\$

VICTIME : NOBIRABO KAIKILYANE

C

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	POULE	5.0	5	25.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 685.0\$

VICTIME : NOBIRABO KATANA BERNARD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTO POMPE	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1350.0\$

VICTIME : NOBIRABO KIMAREKI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIBLE	5.0	1	5.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	TOLE	10.0	200	2000.0

Total Partiel: 7365.0\$

VICTIME : NOBIRABO MUNGANGA NORBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	2	200.0
2	CHEVRE	100.0	7	700.0
3	COCHON	80.0	4	320.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	HARICOT (SAC)	100.0	4	400.0

Total Partiel: 1920.0\$

VICTIME : NOBIRABO ZANABO MARCEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	11	1100.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	30	150.0

6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	3	900.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8370.0\$

VICTIME : NON DISPONIBLE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	RADIO	50.0	2	100.0

Total Partiel: 6220.0\$

VICTIME : NONGO DIYONGA SYLVAIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : NSANABO KAKANI CIAUDE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	LAPIN	15.0	6	90.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5970.0\$

VICTIME : NSEKAKALE MATOYA BEATRICE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 925.0\$

VICTIME : NSIKAKILI TEBAKUKWA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COUVERTURE	25.0	1	25.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MATELAS	30.0	1	30.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : NSINGOMA ANTOINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0032_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

3	LIT	45.0	2	90.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 5565.0\$

VICTIME : NSINSOMA BAKAYOMBE VENASI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	5	25.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1395.0\$

VICTIME : NSONZIKALE NISATA YERUSSI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	COCHON	80.0	10	800.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7500.0\$

VICTIME : NTEBANI NASIRANA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6310.0\$

VICTIME : NYAGADUDU CLAUDINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	5	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	6	30.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5930.0\$

VICTIME : NYAKATHO MARTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	8	800.0
4	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 6500.0\$

VICTIME : NYAKUFA BAGOTA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0037_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VACHE	300.0	50	15000.0

Total Partiel: 20300.0\$

VICTIME : NYAKUNOBWA ABOOLI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	VACHE	300.0	45	13500.0

Total Partiel: 14900.0\$

VICTIME : NYALAMBGA KONDU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NYAMABAKU FAUSTIN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	4	20.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5970.0\$

VICTIME : NYAMABAKU MULIMBA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_080 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NYAMABAKU REMY

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	250.0	1	250.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	2	200.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : NYAMABAKU SUSABO DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6420.0\$

VICTIME : NYAMABO JEAN AUGUSTIN

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
---	--------	--------	---	--------

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : NYAMABO KATANABO JEAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TOLE	10.0	80	800.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : NYAMABO TSHOKAMUZI PASCAL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1310.0\$

VICTIME : NYAMABO YABABO PASCAL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	1	20.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5020.0\$

VICTIME : NYANGO ESPERANCE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0032_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	PIECE WAX	100.0	40	4000.0
5	RIZ (SAC)	50.0	50	2500.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : NYANGOMA KUKWANYABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	3	135.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 235.0\$

VICTIME : NYANZAYI THERESE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	20.0	5	100.0
2	PETROLE	25.0	1	25.0

Total Partiel: 125.0\$

VICTIME : NYARO DHEMBU JEREMY

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FUT ESSENCE	200.0	40	8000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : NYASADUDU LIKABINDO BEATRICE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6275.0\$

VICTIME : NYASITA MARIE JOSE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : NYAVANDI THERESE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 2200.0\$

VICTIME : NYAZUNGU THERESE

CCF04032016_0009_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	6	30.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 970.0\$

VICTIME : NZALE BANDOSI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_067 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NZALE LIDIA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_166 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NZIANGI NSASI ANNE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTEUR	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5550.0\$

VICTIME : NZIANI BOLUSI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	60	6000.0
2	COCHON	80.0	40	3200.0
3	MOUTON	50.0	70	3500.0
4	POULE	5.0	30	150.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VACHE	300.0	110	33000.0

Total Partiel: 46050.0\$

VICTIME : NZIANI THERESE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	5	750.0

Total Partiel: 1350.0\$

VICTIME : NZUVA SITWAMINYA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0010_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : OBUFA ETICHA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIBLIOTHEQUE	1000.0	1	1000.0
2	CHAUSSURES	20.0	3	60.0
3	CHEVRE	100.0	60	6000.0
4	COCHON	80.0	40	3200.0
5	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
6	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
7	MOUTON	50.0	70	3500.0
8	POULE	5.0	30	150.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
10	VACHE	300.0	11	3300.0

Total Partiel: 18410.0\$

VICTIME : OHEDJATSI

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0012_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	180.0	20	3600.0
2	MAGASIN	10000.0	1	10000.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	VACHE	300.0	58	17400.0
6	VEHICULE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 37800.0\$

VICTIME : OKALELI LIPISA CHARLOTTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : OLOY WAMARA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_177 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	60.0	2	120.0
2	COCHON	240.0	2	480.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	4000.0

Total Partiel: 4600.0\$

VICTIME : OLYABO MAKONGA JEAN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MOTO POMPE	1000.0	1	1000.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2060.0\$

VICTIME : OMAKO VICTORINE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_134 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : ONDINI KIDIKPA ALFRED

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PLANTATION	1000.0	1	1000.0
2	VACHE	300.0	27	8100.0

Total Partiel: 9100.0\$

VICTIME : ONDORO ABHUKO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_071 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARMOIRE	100.0	1	100.0
2	CHAISE	10.0	5	50.0
3	CHEVRE	100.0	9	900.0
4	DIPLOME	50.0	1	50.0
5	LIT	120.0	1	120.0
6	TABLE	20.0	1	20.0
7	VACHE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 2140.0\$

VICTIME : ONLYABO ZANAMUZI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0012_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6045.0\$

VICTIME : OPIToy KERMUNDA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_056 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	30000.0	1	30000.0

Total Partiel: 30000.0\$

VICTIME : ORATE AKOBI JB

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : OSAKO SUMAILI SUMAILI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : OTERRO ROSE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	4	120.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6370.0\$

VICTIME : OUDO NYARA AMOSE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : OZIDA ARIRI KERENI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0036_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	VACHE	300.0	28	8400.0

Total Partiel: 9200.0\$

VICTIME : OZOBA DUME

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	500.0
2	RADIO	120.0	1	120.0
3	VACHE	350.0	5	1750.0
4	VELO	120.0	2	240.0

Total Partiel: 2610.0\$

VICTIME : PALUKU KAZI

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : PALUKU LIKOLO

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : PALUKU MALYABUTANA ALBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_077

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : PALUKU WA TIMIRE DENIS

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0008_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUFFE EAU	10.0	1	10.0
2	FRIGO	600.0	1	600.0

3	RADIO	400.0	1	400.0
4	RECHAUD	60.0	1	60.0
5	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 11070.0\$

VICTIME : PAS DE NOM

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	1000.0	1	1000.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6130.0\$

VICTIME : PATCHU ISSAMBA AIME

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_184

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	MAGNETOSCOPE	200.0	1	200.0
3	MOTEUR VEHICULE	700.0	1	700.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2350.0\$

VICTIME : PATRICE JARIE KONGA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTEUR	250.0	1	250.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : PEKE GAYA ERNESTE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0030_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : PEKE SUMBUSO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	OR	500.0	1	500.0
5	POULE	5.0	10	50.0
6	TOLE	10.0	10	100.0
7	VACHE	300.0	4	1200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8250.0\$

VICTIME : PELEKABO ZAKANA NORBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	6	600.0
5	POULE	5.0	15	75.0
6	RADIO	50.0	1	50.0

7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 7125.0\$

VICTIME : PIDJONGA RISASI TIMOTHEE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (2)_041

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 2700.0\$

VICTIME : PIERRE MALABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	LIT	45.0	3	135.0
5	PLANCHE	270.0	1	270.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VACHE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 2225.0\$

VICTIME : PIRACHEL EOTELLA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_094

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : PIRWOTH UKERU

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0001_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : PITAPITA TANDISHABO JEAN MARIE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	RADIO	50.0	2	100.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 8340.0\$

VICTIME : PLANTATION KIMINI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POMPE INJECTEUR	300.0	3	900.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : POSTE DE SANTE MATHUNGU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0059_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	1	30.0
2	MEDICAMENT	5000.0	1	5000.0

3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MICROSCOPE	550.0	1	550.0
5	PENDULE	5.0	1	5.0
6	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 11085.0\$

VICTIME : POSTE DE SECOURS GROUPEMENT ZADHU ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	11	1100.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	MOTO	800.0	1	800.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	7	2100.0
9	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 10160.0\$

VICTIME : PROJET AMELIORATION DE LA CULTURE ITURI_SUITE_CCF04032016_0056_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VEHICULE	10000.0	3	30000.0

Total Partiel: 30000.0\$

VICTIME : PUKANYA BAMUNORA PAUL ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	4	20.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6080.0\$

VICTIME : QUARIER LUMUMBA ITURI_SUITE_CCF04032016_0054_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : RAMAZANI SALOH IBRAHIM ITURI_SUITE_CCF04032016_0036_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	4	80.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 760.0\$

VICTIME : RASHUI VERON ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	TOLE	10.0	40	400.0
4	VACHE	300.0	6	1800.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : REHEMA LOMBU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	27	2700.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	VACHE	300.0	13	3900.0

Total Partiel: 7200.0\$

VICTIME : RELO RAKWA CELESTIN

ITURI_SUITE7_CCF08032016_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	35	350.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : RENE GAZIMBA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0002_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : RIGO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0012_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	27	405.0
2	CHEVRE	100.0	36	3600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
4	POULE	5.0	67	335.0
5	VACHE	300.0	19	5700.0

Total Partiel: 10940.0\$

VICTIME : RINGWEGI ABILA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_164 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARMOIRE	45.0	1	45.0
2	FAUTEUIL	15.0	6	90.0
3	FUT(VIDE)	15.0	2	30.0
4	LIT	55.0	2	110.0
5	MACHINE A COUDRE	45.0	1	45.0
6	USTENCILS DE CUISINE	145.0	1	145.0
7	VELO	75.0	1	75.0

Total Partiel: 540.0\$

VICTIME : RPAMBE BAHATI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FUSIL	50.0	1	50.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : RUHIGWA MUSEZA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : RUMWIRA GUMBURA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	48	4800.0

2	VACHE	300.0	45	13500.0
---	-------	-------	----	---------

Total Partiel: 18300.0\$

VICTIME : RUWATE DZMBIRABA SYLVESTRE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	COCHON	80.0	20	1600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
4	MAGASIN	13885.0	1	13885.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	25	125.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	55	16500.0

Total Partiel: 39710.0\$

VICTIME : SAFARI DIEME

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	50.0	1	50.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	PANNEAU SOLAIRE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6350.0\$

VICTIME : SAFARI ADJIBA JP

ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : SAFARI MULEMA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	COCHON	80.0	6	480.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	LIT	45.0	1	45.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	PLANCHE	270.0	1	270.0
7	POULE	5.0	24	120.0
8	RADIO	50.0	2	100.0
9	VACHE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 7915.0\$

VICTIME : SAFARI PELEKABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL TELEVISIONPHONE	250.0	1	250.0
2	CHAMP	1000.0	1	1000.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MATELAS	30.0	4	120.0
5	PORC	100.0	3	300.0

6	RADIO	50.0	1	50.0
---	-------	------	---	------

Total Partiel: 2020.0\$

VICTIME : SAFARI SEZABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : SAFARI SINDUKU AIME

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	36	3600.0
2	COCHON	80.0	12	960.0
3	POULE	5.0	20	100.0
4	VACHE	300.0	103	30900.0

Total Partiel: 35560.0\$

VICTIME : SAHIDI DJUMA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0003_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : SALIKE KAMESO GEDEON

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	13	650.0
2	COCHON	80.0	6	480.0
3	POULE	5.0	14	70.0
4	VACHE	300.0	12	3600.0

Total Partiel: 4800.0\$

VICTIME : SALIMINI OKITO

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0002_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : SAMY ZEBA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	INSTRUMENT MUSICAL	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : SANGABO KAKANI

ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : SANS NOM

ITURI_SUITE_CCF05032016_0035_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	500.0	1	500.0
2	CHAMP	500.0	2	1000.0
3	CHAMP	500.0	2	1000.0
4	COCHON	80.0	2	160.0
5	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
6	MATELAS	30.0	1	30.0
7	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

8	POULE	5.0	10	50.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 8240.0\$

VICTIME : SARA APAY

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : SEBABO BASIYA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (4)_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VACHE	300.0	82	24600.0
4	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 39650.0\$

VICTIME : SEBORABO SINGOMA LAWI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	PORC	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : SEKABO KONDUABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HACHE	5.0	1	5.0
4	PLANCHE	10.0	15	150.0
5	POULE	5.0	3	15.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 770.0\$

VICTIME : SEKEREZABO MWERE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	2	2000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	5	750.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VACHE	300.0	150	45000.0

Total Partiel: 48400.0\$

VICTIME : SELENGE MBUTA GAUTIER

ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BUREAU	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : SELENGE MBUTA GILBERT

ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	800.0	1	800.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : SELYABO BODHI PIOS

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	TOLE	10.0	5	50.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : SENGU LUC

ITURI_SUITE_CCF05032016_0001 (3)_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	3	300.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	POULE	5.0	11	55.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2355.0\$

VICTIME : SENISALANA ESPERANCE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	PORC	100.0	5	500.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : SERABO JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	4	20.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5930.0\$

VICTIME : SESIKAKA NYANGOWA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARBRE	100.0	10	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : SEZABO MA SIMBABO GILBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0030_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOUTON	50.0	10	500.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : SEZABO PELEKABO JEAN BAPTISTE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0013_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	10	50.0
7	RADIO	50.0	2	100.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

9	VELO	100.0	1	100.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 7900.0\$

VICTIME : SEZABO SIMBABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0032_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOULTON	50.0	10	500.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : SEZIKANA LEMISE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0013 (3)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	PORC	100.0	1	100.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : SHATCHU CHAMU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_093 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : SHIABO BUNGAMUZI BUDUJEX

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	POULE	5.0	8	40.0
6	VACHE	300.0	20	6000.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8040.0\$

VICTIME : SHUNGA DHEGURI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	VACHE	300.0	36	10800.0

Total Partiel: 11100.0\$

VICTIME : SIBIHOLYA NJIANI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (2)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	POULE	5.0	4	20.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1130.0\$

VICTIME : SIBIRWA MUSIEMEME

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARBRE	100.0	20	2000.0
2	TOLE	10.0	21	210.0

Total Partiel: 2210.0\$

VICTIME : SIGO BIRINZI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAFE (SAC)	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : SIMBILYABO MATESO DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	1	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5550.0\$

VICTIME : SIMBILYABO MICHEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	20	2000.0
2	COCHON	80.0	21	1680.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	VACHE	300.0	5	1500.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5630.0\$

VICTIME : SIMBILYABO MOLAMO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0029_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : SIMBILYABO ZANAMUZI FLORIBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5560.0\$

VICTIME : SIMIKALI JOREGETA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	RADIO	50.0	2	100.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : SIMIKALI MBUSIYA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	8	640.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEL	20.0	1	20.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	14	70.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	SCIE	240.0	1	240.0
9	USTENCILS DE CUISINE	300.0	1	300.0
10	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7420.0\$

VICTIME : SIMOLABO BUNGAMUZI FLORIBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0

Total Partiel: 820.0\$

VICTIME : SINGA PELE

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	1	50.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	PIROGUE	1000.0	1	1000.0
5	VACHE	300.0	1	300.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2550.0\$

VICTIME : SINGOMA DUANARO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0006_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	150.0	1	150.0
2	CHEVRE	30.0	10	300.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	4500.0
4	VACHE	150.0	15	2250.0

Total Partiel: 7200.0\$

VICTIME : SINGOMA ZAWADI

ITURI_SUITE5_CCF07032016_0003_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : SIRIKABO NZUNGU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	5	1500.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7150.0\$

VICTIME : SIYABO IBILYABO PASCAL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VELO	100.0	6	600.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : SIYARWENDA MUDJOGORO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_069 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : SOCOFA/HOTEL TAKEBEYA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0003_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1403930.0	1	1403930.0

Total Partiel: 1403930.0\$

VICTIME : SOFIA LIKABINZO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0
2	POULE	5.0	3	15.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 305.0\$

VICTIME : SOMBOLI SEMBU

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : SOSABO TINGITIAKO

ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	9	720.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 1520.0\$

VICTIME : SOYA HIGA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0038_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	VACHE	300.0	40	12000.0

Total Partiel: 12300.0\$

VICTIME : SUBABO RATHO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	POULE	5.0	6	30.0

Total Partiel: 590.0\$

VICTIME : SUGABO DUMANZABO VENANCE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	1	80.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 605.0\$

VICTIME : SUGABO EMMANUEL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	9	900.0
2	COCHON	80.0	9	720.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	72	360.0
6	RADIO	50.0	2	100.0
7	SCIE	50.0	2	100.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VACHE	300.0	5	1500.0
10	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 9980.0\$

VICTIME : SUGABO INNOCENT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	7	700.0

Total Partiel: 2400.0\$

VICTIME : SUGABO NYAMABAKU ALBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0012 (3)_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	POULE	5.0	8	40.0
5	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 1860.0\$

VICTIME : SUGALIMBA TIEDORINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	5	25.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VACHE	300.0	8	2400.0

Total Partiel: 8125.0\$

VICTIME : SUGANABO BUKAMA JEAN GASPAR

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	7	560.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1510.0\$

VICTIME : SUHYA KISHONZORO ALBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_009

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	35	3500.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	MOUTON	50.0	88	4400.0
4	POULE	5.0	52	260.0

5	VACHE	300.0	375	112500.0
---	-------	-------	-----	----------

Total Partiel: 121460.0\$

VICTIME : SUMBAKUKWA ANGAIKA ALPHONSINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	38	3800.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	40	12000.0

Total Partiel: 21600.0\$

VICTIME : SUMBAKUKWA EMOBIE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	2	90.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7340.0\$

VICTIME : SUMBAKUKWA TABO ANTOINETTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0019_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : SUMBU DJABHA CELESTIN

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	300.0	1	300.0
2	CHEVRE	50.0	10	500.0
3	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	VACHE	300.0	10	3000.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : SUMBUKABO MBUIYABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	OR	600.0	1	600.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : SUMBUKIA ZAS VERONIQUE

COPIE DE ITURI_SUITE5_CCF07032016_033

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	3	150.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	15000.0
3	POULE	5.0	10	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 15300.0\$

VICTIME : SUNGISHABO NDIKEHA VALENTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0031_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOUTON	50.0	7	350.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	15	4500.0

Total Partiel: 10650.0\$

VICTIME : SUNGWA GAFWABUSA ATENY

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	3	450.0
4	VACHE	300.0	50	15000.0

Total Partiel: 16750.0\$

VICTIME : SWAZA IDALOYA AVOLI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : TAABO SIKAKALE BEATRICE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1175.0\$

VICTIME : TABAGIMA RUGAMBUTA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0014_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARBRE	4000.0	1	4000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 4900.0\$

VICTIME : TABAKUKWA NOBIKANA HELEINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 5290.0\$

VICTIME : TABO ANTHISOGA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_047 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : TABO CHANTAL

CCF04032016_0009_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0

2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	23	6900.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 13140.0\$

VICTIME : TABO DORIKA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0035_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FARINE(SAC)	100.0	10	1000.0
2	FUT HUILE	200.0	2	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HARICOT (SAC)	100.0	2	200.0
5	RIZ (SAC)	50.0	15	750.0

Total Partiel: 2650.0\$

VICTIME : TABO KATO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0036_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	300.0	1	300.0
4	PORC	100.0	3	300.0
5	POULE	5.0	9	45.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1445.0\$

VICTIME : TABO MAKUKWA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	1	80.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 480.0\$

VICTIME : TABU BESISA ETIENNE

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1500.0
2	LAPIN	20.0	18	360.0
3	MEUBLE	180.0	1	180.0
4	POMPE ARROSAGE	125.0	2	250.0
5	RADIO	90.0	4	360.0
6	VELO	120.0	2	240.0

Total Partiel: 2890.0\$

VICTIME : TABU KASONIA

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0011_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : TABU NGILYABO TAGIRABO TADHEE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0

2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO POMPE	1000.0	1	1000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6800.0\$

VICTIME : TADJEKI MILIKALE ANASTASIE

ITURI_SUITE4_CCF07032016_0004_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1410.0	1	1410.0

Total Partiel: 1410.0\$

VICTIME : TAGIRABO

ITURI_SUITE_CCF04032016_0028_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6215.0\$

VICTIME : TAGIRABO BACHWEKI

ITURI_SUITE_CCF05032016_0025_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	5	1500.0
2	POULE	5.0	4	20.0

Total Partiel: 1520.0\$

VICTIME : TAGIRABO GILBERT

ITURI_SUITE_CCF04032016_0029_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	3	240.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	5	25.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5765.0\$

VICTIME : TAGIRABO HOYABO CLAVER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011 (2)_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	3	15.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6065.0\$

VICTIME : TAGIRABO MIHALA PIERRE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0028_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6500.0\$

VICTIME : TAGIRABO SENGI JULBERT

ITURI_SUITE_CCF05032016_0028_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	5	25.0
7	RADIO	50.0	2	100.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6535.0\$

VICTIME : TAGIRABO SIRIKANE DEPANDA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0013_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	12	1200.0
2	COBAYE	5.0	40	200.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PLANCHE	200.0	1	200.0
6	POULE	5.0	20	100.0
7	RADIO	50.0	2	100.0
8	SCIE	120.0	4	480.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
10	VACHE	300.0	2	600.0
11	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8480.0\$

VICTIME : TAKUMARA SONGARI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	150	45000.0

Total Partiel: 46300.0\$

VICTIME : TALIKABO MBUZALA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0002_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	POULE	5.0	6	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5880.0\$

VICTIME : TALYEVA MATEZO JEAN CLAUDE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0038_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	3	150.0
2	VACHE	300.0	27	8100.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 8450.0\$

VICTIME : TAMBAKI WAMARA ANDRE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0037_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : TAMBAKIS JEAN

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0011_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BACQUIS	300.0	7	2100.0
2	CONGELATEUR	887.0	8	7100.0
3	DIVERS BIENS	12000.0	1	12000.0
4	FILET	1.0	1000	1250.0
5	FRIGO	950.0	1	950.0
6	GROUPE ELECTROGENE	8500.0	1	8500.0
7	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	4850.0
8	HORS BORD	2750.0	2	5500.0
9	MACHINE A RIZ	40000.0	1	40000.0
10	MATÉRIELS DE BUREAU	4000.0	1	4000.0
11	MEUBLE	8000.0	1	8000.0
12	MOTEUR ELECTRIQUE	400.0	3	1200.0
13	PHONIE	1000.0	2	2000.0
14	PIECE WAX	15000.0	1	15000.0
15	TRATA	4500.0	1	4500.0
16	VEHICULE	5500.0	1	5500.0

Total Partiel: 122450.0\$

VICTIME : TAMBEKI JEAN FOSTIN

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0004_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : TAMBEKI NYAZUNGU FRANCOISE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	6	480.0
3	POULE	5.0	12	60.0

Total Partiel: 940.0\$

VICTIME : TANACHABO BAKOBI MICHELIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0034_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1720.0\$

VICTIME : TANDISHABO BISANGBULU

ITURI_SUITE_CCF04032016_0016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COBAYE	5.0	7	35.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	3	300.0
6	POULE	5.0	3	15.0
7	RADIO	50.0	1	50.0

8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 6400.0\$

VICTIME : TANDISHABO NTUZABO ZEBRE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_013

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	3	300.0
4	POULE	5.0	5	25.0
5	PRODUIT DE CHAMP	1000.0	1	1000.0
6	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 7425.0\$

VICTIME : TANDISHABO SONGOLABO GASTON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0030_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : TANDISHABO SUGABO GUILLAUME

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	25	125.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	20	6000.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 13775.0\$

VICTIME : TCHANGA BAKAMIGA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	29	8700.0

Total Partiel: 9700.0\$

VICTIME : TCHOMBE KWAYA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_096

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	16580.0	1	16580.0

Total Partiel: 16580.0\$

VICTIME : TCHULU MUGENYI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	27	2700.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	20	2000.0
4	VACHE	300.0	28	8400.0

Total Partiel: 13400.0\$

VICTIME : TEBABO BANGILJO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	COCHON	80.0	3	240.0

3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	4	20.0

Total Partiel: 5760.0\$

VICTIME : **TEBABO JEAN BOSCO**

ITURI_SUITE_CCF04032016_0023_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	8	800.0
5	POULE	5.0	7	35.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7035.0\$

VICTIME : **TEBABO KABABO PASCAL**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : **TEBABO LINGABAKO**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	3	45.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	COCHON	80.0	2	160.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	5	25.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6480.0\$

VICTIME : **TEBABO LINGABAKU EMMANUEL**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	3	45.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	COCHON	80.0	2	160.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	5	25.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6480.0\$

VICTIME : **TEBABO MAPELE ANTOINE**

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COBAYE	5.0	8	40.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PORC	100.0	2	200.0

6	POULE	5.0	12	60.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : **TEBABO NKONI**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_201

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	5	400.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
5	RADIO	50.0	2	100.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : **TEBABO NYAMA**

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5610.0\$

VICTIME : **TEBABO NYAMABAKU DIEUDONNE**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0016 (2)_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	7	35.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5795.0\$

VICTIME : **TEBABO PITAPITA**

CCF04032016_0009_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	LIT	45.0	2	90.0
6	MATELAS	30.0	2	60.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	2	600.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2110.0\$

VICTIME : **TEBABO TAGIRABO PASCAL**

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (2)_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	16	1600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	5	500.0
5	POULE	5.0	12	60.0
6	RADIO	50.0	2	100.0

7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VACHE	300.0	6	1800.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 10360.0\$

VICTIME : [TEBABO TONDANA](#)

[ITURI_SUITE_CCF05032016_0010 \(2\)_021](#)

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	10	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6050.0\$

VICTIME : [TEBANI HANCYAIKA](#)

[ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 \(4\)_018](#)

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	COCHON	80.0	3	240.0

Total Partiel: 640.0\$

VICTIME : [TEBANI SIKAKALI](#)

[ITURI_SUITE_CCF05032016_0017_014](#)

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	5	500.0

Total Partiel: 1800.0\$

VICTIME : [TEHUNGA BAKAMIGA](#)

[ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_008](#)

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : [TEMANYA THEO DE RINE](#)

[ITURI_SUITE3_CCF07032016_0003_015](#)

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : [TERABO MUYOMBYA PROSPER](#)

[ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 \(2\)_055](#)

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : [TIBA MABDRO SADRAK](#)

[STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0012_006](#)

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	12	600.0
2	DOCUMENT	300.0	1	300.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	PILE(CARTON)	375.0	12	4500.0
5	POULE	5.0	22	110.0
6	SUPER MATCH (CARTON)	100.0	28	2800.0

7	TOLE	10.0	66	660.0
8	VACHE	300.0	15	4500.0

Total Partiel: 14270.0\$

VICTIME : TIBAMWENDA KATABUKA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	14	1400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	20	100.0
4	VACHE	300.0	22	6600.0

Total Partiel: 8400.0\$

VICTIME : TIBAMWENDA KATABUKA MICHEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_189

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 590.0\$

VICTIME : TIBAMWENDA NDURU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_087 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	3875.0	1	3875.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	12	1800.0

Total Partiel: 5675.0\$

VICTIME : TIBAMWENDA TAMBAKI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	11	1100.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VACHE	300.0	81	24300.0

Total Partiel: 25700.0\$

VICTIME : TIBASIMA BARAGUZA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0053_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	TOLE	10.0	5	50.0

Total Partiel: 350.0\$

VICTIME : TIBASIMA BYENSI JACQUES

ITURI_SUITE7_CCF08032016_0001_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	12	600.0
2	DEC	100.0	1	100.0
3	TELEVISION	500.0	1	500.0
4	VACHE	300.0	17	5100.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : TIBASIMA MUGISA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	POULE	5.0	27	135.0
3	VACHE	300.0	43	12900.0

Total Partiel: 13835.0\$

VICTIME : TIBASIMA NJWENGE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_138 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
---	--------------------	--------	---	--------

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TINGABO KAKANI AUGUSTIN OKOCHA ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5395.0\$

VICTIME : TIYAGANI MARIE ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (4)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	45	4500.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	POULE	5.0	60	300.0
4	VACHE	300.0	6	1800.0

Total Partiel: 7400.0\$

VICTIME : TOBA BAGAYA ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	14	70.0
4	VACHE	300.0	33	9900.0

Total Partiel: 11770.0\$

VICTIME : TOBILYABO SEZABO ITURI_SUITE_CCF05032016_0004 (4)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	2	30.0
2	CHEVRE	100.0	3	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5655.0\$

VICTIME : TOBYABO BALUKU JP ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (3)_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	PORC	100.0	5	500.0
7	POULE	5.0	20	100.0
8	RADIO	50.0	1	50.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
10	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6760.0\$

VICTIME : TOLABO BANOBANI ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_084

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : TOLISE JACQUES

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : TOMATE KPATIZI

ITURI_SUITE1_CCF07032016_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TONNE POISSONS SALES	2000.0	3	6000.0
3	VACHE	300.0	80	24000.0
4	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 45000.0\$

VICTIME : TONDABO SEKABO AUGUSTIN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	5	25.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6365.0\$

VICTIME : TONDABO ZANAMUZI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0015_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	COBAYE	5.0	20	100.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	LAPIN	15.0	8	120.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	PORC	100.0	5	500.0
7	POULE	5.0	10	50.0
8	RADIO	50.0	3	150.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
10	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 7720.0\$

VICTIME : TONDANA BASIBONGE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : TONDANA MALONA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0025_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	1	100.0
2	CANARD	15.0	7	105.0
3	CHEVRE	100.0	4	400.0
4	COCHON	80.0	2	160.0
5	FARINE(SAC)	50.0	2	100.0

6	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
7	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
8	POULE	5.0	7	35.0
9	RADIO	50.0	1	50.0
10	VACHE	300.0	1	300.0
11	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6750.0\$

VICTIME : TONDANA NYAMA GABRIEL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0021_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	300.0	1	300.0
2	CANARD	15.0	1	15.0
3	CHEVRE	100.0	6	600.0
4	COCHON	80.0	7	560.0
5	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
6	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
7	MOUTON	50.0	4	200.0
8	POULE	5.0	8	40.0
9	RADIO	50.0	1	50.0
10	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
11	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7365.0\$

VICTIME : TOYABO CHANSIABO JB

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 7250.0\$

VICTIME : TSENGE VINDU

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_046 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : TSERA MANGALA

ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	26	2600.0
2	FILET	15.0	1	15.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 3115.0\$

VICTIME : TSHIKO MUSAFARI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0032_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	LECTEUR VIDEO	250.0	1	250.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	VACHE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 2650.0\$

VICTIME : TSONGO SYAVUTWA		STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0010_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : TSONGO GRAND B		STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0001_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : TUDUKALI DIKIDABU FLORIBERT		ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5650.0\$
VICTIME : TUNGILO RISASI DAVID		ITURI_SUITE_CCF05032016_0002_011		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
Total Partiel:				1100.0\$
VICTIME : UCAMGIU DILE		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_131 - COPIE		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	10000.0	1	10000.0
Total Partiel:				10000.0\$
VICTIME : UCHAMUGIU JEMIS		ITURI_SUITE_CCF04032016_0031_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	5	1500.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				1700.0\$
VICTIME : UCHIDA KERANGU LEONIE		ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_118		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	7	700.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	POULE	5.0	4	20.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	2	200.0
Total Partiel:				1170.0\$
VICTIME : UCHUEKI YENYABO		ITURI_SUITE3_CCF07032016_0005_003		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	500.0
Total Partiel:				500.0\$
VICTIME : UDAGA BIRWNYO ERIC		ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_094		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	6	90.0
2	CHEVRE	100.0	9	900.0
3	COCHON	80.0	2	160.0

4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
6	LAMPE	4.0	1	4.0
7	MATELAS	30.0	1	30.0
8	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
9	RADIO	50.0	1	50.0
10	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
11	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7034.0\$

VICTIME : UDAGA CRISTOPHE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10200.0\$

VICTIME : UDONGO OSWALA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_058 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	8000.0	1	8000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : UGENI ADELLE YOUSOUF

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	150.0	1	150.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	MONTRE	70.0	6	420.0

Total Partiel: 920.0\$

VICTIME : UJUIGA TOWASSO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_123

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	90.0	1	90.0
2	ARGENT EN ESPECE	3720.0	1	3720.0
3	MEUBLE	2800.0	1	2800.0
4	MOTO	1350.0	1	1350.0
5	RADIO	80.0	1	80.0

Total Partiel: 8040.0\$

VICTIME : UKELA UKELO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_154 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	90.0	2	180.0
2	TELEVISION	120.0	1	120.0
3	TOLE	10.0	13	130.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 530.0\$

VICTIME : UKUME DILE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_127 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : UKURANGO DJAMEROMBE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0011_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	ARGENT EN ESPECE	700.0	1	700.0
2	BOIS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : UMIRAMBE RUVIKA RUVIKA ALI MOISE ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6250.0\$

VICTIME : UMIRAMBE ZABENZO INNOCENT ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : UNWANGA KERMUNDU ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	TOLE	10.0	36	360.0

Total Partiel: 2560.0\$

VICTIME : UPAPU GERARD ITURI_SUITE_CCF04032016_0037_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : UPAR WOKINEM FLORIBERT ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : UREDI SEFU ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLE USAGE	50.0	5	250.0
2	CHAUSSURES	20.0	6	120.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5570.0\$

VICTIME : URIEMA MARIE ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	4	320.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MAIS (SAC)	50.0	5	250.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6270.0\$

VICTIME : UTWOYA UNCELA GILBERT ITURI_SUITE_CCF05032016_0024_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	RADIO	50.0	2	100.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : UYERGU UMAKI

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_168 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	220.0

Total Partiel: 220.0\$

VICTIME : UZELE KASAMBA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_159 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	140.0	1	140.0
2	MAGNETOSCOPE	75.0	1	75.0
3	MATELAS	90.0	4	360.0
4	RADIO	100.0	1	100.0
5	STABILISATEUR	40.0	1	40.0
6	TELEVISION	120.0	1	120.0
7	TOLE	10.0	22	220.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1155.0\$

VICTIME : UZOLE KAWAMBE ANYESE

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0011_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ÉQUIPEMENTS HOTEL	1700.0	1	1700.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : VADZA DHEDJO FAUSTIN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0032_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	42	4200.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	TOLE	10.0	36	360.0
4	VACHE	300.0	12	3600.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 8660.0\$

VICTIME : VAGAMBRENI PAUL

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0010_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	VACHE	300.0	161	48300.0
4	VEHICULE	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 65300.0\$

VICTIME : VAY KETURA

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_112

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	POULE	5.0	12	60.0

Total Partiel: 860.0\$

VICTIME : VISANGA VIVIRIVOHA JACQUES

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0010_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : VIVE NPALE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0035_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	10	1000.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	SAC DE MILET	200.0	3	600.0
5	SORGHO (SAC)	200.0	8	1600.0
6	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 4250.0\$

VICTIME : WAKUNGA ANYOLITHO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_101 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	8000.0	1	8000.0
2	CHEVRE	100.0	5	500.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 13525.0\$

VICTIME : WAKUNGA PARUNGA MATHIAS

ITURI_SUITE_CCF05032016_0020_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	10.0	3	30.0
3	LIT	45.0	3	135.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5955.0\$

VICTIME : WAMARA REBEKA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : WANABO AKUNABO DIEUDONNE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 710.0\$

VICTIME : WAPOKIRA UAHERO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_156 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	780.0	1	780.0

Total Partiel: 780.0\$

VICTIME : WARA ALIMBA SAMUEL

ITURI_SUITE_CCF04032016_0034_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	9	900.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	MOUTON	50.0	5	250.0
4	VACHE	300.0	27	8100.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 10350.0\$

VICTIME : WARASI ZASI

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	30	9000.0

Total Partiel: 17500.0\$

VICTIME : WATHUM MOLO

ITURI_SUITE1_CCF07032016_0002_127

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAINE MUSICALE	1500.0	1	1500.0
2	COUVERTURE	1600.0	1	1600.0
3	FENETRE	60.0	2	120.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5500.0
5	MATELAS	180.0	8	1440.0
6	PORTE	120.0	2	240.0
7	TELEVISIONPHONE PORTABLE	150.0	1	150.0

Total Partiel: 10550.0\$

VICTIME : WATUM NYIPIR EDOUARD

ITURI_SUITE_CCF04032016_0052_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALANCE	50.0	2	100.0
2	BATTERIE	150.0	1	150.0
3	BIBLIOTHEQUE	1000.0	1	1000.0
4	CAFE (SAC)	100.0	1	100.0
5	COURTURE	15.0	12	180.0
6	DECHET CAFE	50.0	1	50.0
7	GARDE ROBE	5.0	4	20.0
8	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
9	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
10	INSTALLATION ELECTRIQUE	25.0	1	25.0
11	LIT	45.0	14	630.0
12	LIT	45.0	7	315.0
13	MATELAS	50.0	7	350.0
14	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
15	MOTO	800.0	1	800.0
16	MOTO POMPE	1000.0	1	1000.0
17	NAPPE	62.0	1	62.0
18	ORILLER	5.0	6	30.0
19	PANNEAU SOLAIRE	200.0	1	200.0
20	PLANCHE	270.0	2	540.0
21	RADIO	50.0	1	50.0
22	TELEVISION	250.0	1	250.0
23	TORREFACTEUR	100.0	1	100.0
24	TRONCONNEUSE	1200.0	1	1200.0

25	VELO	100.0	1	100.0
----	------	-------	---	-------

Total Partiel: 12702.0\$

VICTIME : WEMBE KPANGO GABRIEL

ITURI_SUITE_CCF05032016_0010_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 950.0\$

VICTIME : YERABO RICHARD

ITURI_SUITE_CCF04032016_0050_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	2	200.0
5	POULE	5.0	6	30.0
6	PRODUIT DE CHAMP	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 7030.0\$

VICTIME : YOFEMO PROSPER

STE_&_ETS_PRIVES_ITURIS_CCF04032016_0007_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : YOMBIKALI BALIKANANE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0033_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6070.0\$

VICTIME : YOMBIKALI NOBIRABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (4)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : YOSA GUMBURA

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	450.0	1	450.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MATELAS	100.0	5	500.0
4	MOTO	3300.0	1	3300.0
5	RADIO	100.0	3	300.0
6	VACHE	300.0	150	45000.0

Total Partiel: 50150.0\$

VICTIME : YUSUF MOHAMMAD

ITURI_SUITE_CCF05032016_0006 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MOTO	800.0	2	1600.0
---	------	-------	---	--------

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : ZABA TAGA JEAN

ITURI_SUITE_CCF04032016_0027_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	30	3000.0
2	COCHON	80.0	20	1600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VACHE	300.0	20	6000.0

Total Partiel: 16100.0\$

VICTIME : ZAEKI SIRIKABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0015 (3)_223

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	500.0	1	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : ZAGABONEKI LINENDESO JOSEPHINE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 1060.0\$

VICTIME : ZAINABHO SIMANDUGU LENDU TELIE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (2)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	TRONCONNEUSE	3.0	500	1500.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7130.0\$

VICTIME : ZAKINEKI MANSUBI FRANCOISE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	2	40.0
2	CHEVRE	100.0	10	1000.0
3	COCHON	80.0	10	800.0
4	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
6	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
7	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 2540.0\$

VICTIME : ZAKINEKI MAKANZALA CHARLOTTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0008 (3)_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	5	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	3	300.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : ZAKINEKI NOBABO ANTOINETTE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0026_035

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	POULE	5.0	6	30.0

Total Partiel: 790.0\$

VICTIME : ZALABASIKA ESPERANCE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0018_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	4	80.0
2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5520.0\$

VICTIME : ZALISA NYAMA PROSPER

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 820.0\$

VICTIME : ZANABO KASONGE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0027_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1650.0\$

VICTIME : ZANAGANI FRANCOISE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (4)_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	15	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
3	MACHETTE	10.0	5	50.0

Total Partiel: 2150.0\$

VICTIME : ZANAKY CHWEKADO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0011_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAMP	1000.0	1	1000.0
2	GROUPE ELECTROGENE	500.0	1	500.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 4300.0\$

VICTIME : ZANAMUZI EMMANUELLA

ITURI_SUITE_CCF05032016_0012_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ZANAMUZI GBAHANZABO

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ZANAMUZI LINGABAKU JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	POULE	5.0	7	35.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6405.0\$

VICTIME : ZANAMUZI MBULUNGU FAUSTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0009 (3)_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 560.0\$

VICTIME : ZANAMUZI NGWARA ALPHONSE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0021_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 960.0\$

VICTIME : ZANAMUZI SEZABO

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_053 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	VELO	80.0	1	80.0

Total Partiel: 380.0\$

VICTIME : ZANAMUZI SIBIKABO JUSTIN

ITURI_SUITE_CCF05032016_0023_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	VACHE	300.0	6	1800.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 4000.0\$

VICTIME : ZANAMUZI SUBABO ADOLE

ITURI_SUITE_CCF05032016_0007 (3)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5950.0\$

VICTIME : ZAVE DZ VE

ITURI_SUITE3_CCF07032016_0008_142 - COPIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0

2	COCHON	80.0	3	240.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	VACHE	300.0	4	1200.0

Total Partiel: 2340.0\$

VICTIME : ZOGIDABO TYABO JOSEPH

ITURI_SUITE_CCF05032016_0005 (3)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	PORC	100.0	1	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VACHE	300.0	2	600.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1650.0\$

VICTIME : ZONES DE SANTTE

ITURI_SUITE_CCF04032016_0055_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EQUIPEMENT DE LA ZONE DE	18000.0	1	18000.0
2	EQUIPEMENT DE LA ZONE DE	20000.0	1	20000.0
3	EQUIPEMENT DE LA ZONE	25000.0	1	25000.0

Total Partiel: 63000.0\$

VICTIME : ZUMUCHABO MUSEZO

ITURI_SUITE_CCF05032016 (4)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : ZWABI NGAPI ODON

ITURI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 7100.0\$

TOTAL GENERAL: 3.9349611E7 \$

EVALUATION PERTES DES BIENS**VILLE : KISANGANI****VICTIME : ASUMANI KASONGO**

CCF22082016_0006_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$**VICTIME : JAPENGE KENE**

CCF22082016_0032_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TELEPHONE	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6100.0\$**VICTIME : MOBONDA MAYANGA GEORGES**

CCF22082016_0033_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	50000.0	1	50000.0

Total Partiel: 50000.0\$**VICTIME : ABA LOMAMI**

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_060

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FUT HUILE	20.0	10	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PIROGUE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 700.0\$**VICTIME : ABEDI FATAKI**

CCF22082016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	TOLE	10.0	47	470.0

Total Partiel: 7470.0\$**VICTIME : ABEDI FATAKI LAF**

CCF22082016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	MOTO	4500.0	1	4500.0
3	TOLE	10.0	47	470.0

Total Partiel: 5970.0\$**VICTIME : ABELI VICTOR**

CCF22082016_0048_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$**VICTIME : ABENDE ESPERENCE**

CCF22082016_0046_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	300.0	1	300.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0

3	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 11400.0\$

VICTIME : [ABERI BIN UNTU](#) KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : [ABIA MUJOMBA](#) CCF22082016_0012_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : [ABISEA TENGEMI](#) KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : [ABONZI MOPIA](#) CCF22082016_0009_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PADDY(SAC)	20.0	93	1860.0
2	PIROGUE	300.0	3	900.0

Total Partiel: 2760.0\$

VICTIME : [ABUNDI JUSTIN](#) CCF21082016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1550.0\$

VICTIME : [ACHELIMI EDOUARD BONANDA](#) CCF22082016_0026_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6200.0\$

VICTIME : [ACHELIMI LITATA](#) CCF22082016_0054_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	PHOTOCOPIEUSE	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : [ADELPHINE](#) CCF22082016_0051_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : ADISIAGITO EKOSESE GERMANNE

CCF21082016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : ADIYO NDJEKA

CCF22082016_0009_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
2	MOUSSE	80.0	3	240.0
3	RADIO	50.0	8	400.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1990.0\$

VICTIME : ADJIMA BAHATI

CCF22082016_0026_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ADOLPH COKANZILA

CCF21082016_0006_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ADOLPHINE YENGA TOMBITI

CCF22082016_0051_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PIROGUE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : AEMBE LINDO

CCF22082016_0042_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : AFEKIO LOFO

CCF22082016_0021_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	385.0	1	385.0
2	MONTRE	15.0	1	15.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : AFIFI LIFAFU

CCF22082016_0013_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	300.0	1	300.0
2	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
3	PORC	100.0	1	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : AFIFI LIFATU

CCF22082016_0013_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
3	PORC	100.0	1	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : AFIFI WENGE SAMY

CCF21082016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : AFINO BELE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2896.0	1	2896.0

Total Partiel: 2896.0\$

VICTIME : AFINO MBAZE ANTOINE

CCF22082016_0015_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : AFUA NYOTA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_322

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	20	300.0
2	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5750.0\$

VICTIME : AGAMA STANIS

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0001_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER BIERE	15.0	14	210.0
2	CHAISE	10.0	15	150.0
3	MUR	500.0	4	2000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	13.0	10	130.0

Total Partiel: 2790.0\$

VICTIME : AGOMBE MODESTE BAPEABALE

CCF22082016_0026_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : AGOMO NGOM

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0012_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	POULE	5.0	2	10.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VENTILATEUR	30.0	1	30.0

Total Partiel: 540.0\$

VICTIME : AGUNDA BENGEA CCF22082016_0017_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	100.0	1	100.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	15	150.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : AHINDO DONJA CCF21082016_0004_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : AHONDJU LUSEKE CCF22082016_0032_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3500.0	1	3500.0

Total Partiel: 3500.0\$

VICTIME : AITIKALENA OFONDO CCF22082016_0017_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : AKAMBO LITOKOMBE CCF22082016_0055_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : AKANA BEYELA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	9700.0	1	9700.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	RADIO	50.0	40	2000.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	40	400.0
8	USTENCILS DE CUISINE	15.0	1	15.0
9	VENTILATEUR	30.0	1	30.0

Total Partiel: 13205.0\$

VICTIME : AKILI ALAKOY JEANNE CCF21082016_0003_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : AKOKA JOSEPHINE CCF22082016_0054_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

2	MEUBLE	500.0	1	500.0
---	--------	-------	---	-------

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : AKOKA NZENGO CCF22082016_0017_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	PILE(CARTON)	100.0	1	100.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : AKOLO MOYAMOYA OUGANDA 37

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1822.0	1	1822.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 3822.0\$

VICTIME : AKPOKI ATUGBA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_140

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	FUT ESSENCE	2.0	60	120.0
3	LIT	45.0	4	180.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	21	210.0
8	VELO	100.0	1	100.0
9	VENTILATEUR	30.0	1	30.0

Total Partiel: 1630.0\$

VICTIME : AKUMA OSIKO CCF22082016_0050_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : ALAMAZANI CCF22082016_0054_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : ALAMAZANI AKILENGOALO CCF22082016_0054_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DOCUMENT JURIDIQUE	520003.0	1	520003.0

Total Partiel: 520003.0\$

VICTIME : ALAMAZANI LUKONGO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	520003.0	1	520003.0

Total Partiel: 520003.0\$

VICTIME : ALANGAWO MWABE ISABELE CCF21082016_0007_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ALEXIS ILANO ATETE ATONGELO

CCF22082016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ALI BEFONA

CCF22082016_0054_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	1	60.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5410.0\$

VICTIME : ALI BIMWANA

CCF22082016_0015_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : ALI BIN FEROUZI

CCF22082016_0032_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	EPONGE	80.0	2	160.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 11010.0\$

VICTIME : ALI BIN SALUMU RIVAN

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	LIT	100.0	2	200.0
3	SALON	1000.0	1	1000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 11750.0\$

VICTIME : ALI BIN SALUMU WA IKELA KELA

CCF22082016_0046_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : ALI FOLO MOHAMED

CCF22082016_0029_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ALI PEMBA

CCF22082016_0026_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	1	150.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5550.0\$

VICTIME : ALIBIN FERUZI

COPIE DE CCF22082016_0032_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	EPONGE	60.0	2	120.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VENTILATEUR	30.0	1	30.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : ALIFE LIKAKA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 6890.0\$

VICTIME : ALIFE LOUNOLA

COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_060

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	4200.0	1	4200.0

Total Partiel: 4200.0\$

VICTIME : ALIMA FOLO

CCF22082016_0051_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	1	60.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	TOLE	10.0	12	120.0

Total Partiel: 5380.0\$

VICTIME : ALIMA YOMALI HENRIETTE

CCF22082016_0015_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ALIMASI AMINA

OUGANDA 37

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : ALIMIAGA EMMANUEL

CCF22082016_0042_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DRAP	10.0	1	10.0
2	EPONGE	30.0	3	90.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	SCEAU METAL	10.0	1	10.0
5	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 360.0\$

VICTIME : ALIMSILAMU CCF22082016_0055_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ALIPA NAGANA NAKWA CCF22082016_0036_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : ALOCHA MOPONGE MARIE CCF22082016_0037_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	MOUSSE	30.0	2	60.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1610.0\$

VICTIME : ALOIS KATUSI CCF22082016_0055_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : ALOKA OKUMEMA COPIE (2) DE CCF22082016_0032_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : ALOKA OKUNEMA CCF22082016_0032_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ALOKI MOHALA CCF22082016_0034_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1395.0\$

VICTIME : ALOKI MONALA COPIE DE CCF22082016_0036_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	150.0	1	150.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : ALONGA LIEMBELA				CCF22082016_0027_007
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : ALOWA ISMUEL BIBISHA				CCF22082016_0005_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : ALUBA SHABANI				CCF21082016_0002_010
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				1200.0\$
VICTIME : AMANI MBAVU MOYA				CCF22082016_0013_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PRODUIT PHARMACEUTIQUE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : AMBA MWAMINI				KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_151
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : AMBALI DIEUDONNE				KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_062
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				15000.0\$
VICTIME : AMBALI KONDIEUDONNE				CCF22082016_0047_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	4	80.0
2	EPONGE	50.0	6	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
4	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				1080.0\$
VICTIME : AMBALI VICTOR				CCF22082016_0055_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME : AMBONAME SAIDI				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_042
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TOITURE	2000.0	1	2000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				2350.0\$
VICTIME : AMBOYO MBULA				KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_006
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10200.0\$

VICTIME : AMBOYO MOMBILA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_070

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : AMBOYO NOMBILA

CCF22082016_0015_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : AMESILA WENGA WAKWELO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1.7E7	1	1.7E7
2	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1.70102E7\$

VICTIME : AMIR

CCF22082016_0047_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	10	150.0
2	LAPIN	15.0	10	150.0
3	MOUSSE	50.0	2	100.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : AMISA SIANA

CCF22082016_0054_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	150.0	2	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : AMISI KALEBA HINO

CCF22082016_0051_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VAISE)	200.0	5	1000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 3200.0\$

VICTIME : AMISI MBAVU

CCF22082016_0013_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PRODUIT PHARMACEUTIQUE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : AMISI NGONGO

CCF22082016_0042_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	30.0	3	90.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5090.0\$

VICTIME : AMISI NGONGO

CCF22082016_0042_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	80.0	2	160.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	13.0	20	260.0

Total Partiel: 670.0\$

VICTIME : AMISI NGONGO

CCF22082016_0042_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : AMISI RAYMO

CCF21082016_0002_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : AMISI SALUMU JEAN MARIE

CCF22082016_0026_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : AMISI SUBONGEA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_336

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : AMISI WA AMISI RAYMOND

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	200.0	1	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	3	135.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
5	PORC	100.0	10	1000.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	TOLE	10.0	80	800.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2925.0\$

VICTIME : AMONDALA JEAN

CCF21082016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	4	200.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	50	500.0
4	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : AMOYA HELENE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	TOLE	10.0	40	400.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5850.0\$

VICTIME : AMUNDALA KOMBOZI MERIDJO

CCF22082016_0015_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : AMUNDALA LOMBELE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_134

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : AMUNDALA TSHUNGA

CCF22082016_0018_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : AMURI AMIS GISLAIN

CCF22082016_0029_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : AMURI MACHORI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_190

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : AMURI MACHOZI

OUGANDA 33

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	15000.0	1	15000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 22000.0\$

VICTIME : ANANGI JULIEN

CCF22082016_0034_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHARPENTE ET TOITURE	5000.0	1	5000.0
2	CHAUSSURES	20.0	1	20.0
3	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
6	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

7	PENDULE	20.0	1	20.0
8	VENTILATEUR	15.0	1	15.0
9	VITRE	50.0	2	100.0

Total Partiel: 12455.0\$

VICTIME : [ANDJE LANI ILUNGA](#) CCF21082016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : [ANDJOMBI LOKONDA](#) CCF22082016_0055_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : [ANDRE LOMBA AFOFA](#) CCF22082016_0012_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2630.0	1	2630.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2830.0\$

VICTIME : [ANGABU](#) CCF21082016_0002_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	10.0	10	100.0
2	CHEVRE	50.0	10	500.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 5650.0\$

VICTIME : [ANGANGA SENG JULES](#) COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MOTEUR	550.0	2	1100.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 7200.0\$

VICTIME : [ANGANGA THOMAS](#) KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	LIT	100.0	1	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	13.0	50	650.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 11500.0\$

VICTIME : [ANGELA YUNGALAMA BOB](#) CCF22082016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	80.0	1	80.0
2	MONTRE	10.0	1	10.0
3	PANTALON	10.0	2	20.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 260.0\$

VICTIME : ANGELI KABOTE

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_186

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	2	20.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	13.0	5	65.0
4	USTENCILS DE CUISINE	20.0	6	120.0

Total Partiel: 455.0\$

VICTIME : ANGEMBE MBANDANA

CCF21082016_0004_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : ANGOTO LUWA JOSEPHINE

CCF22082016_0019_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ANGWELA STEPHA

CCF22082016_0007_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	180000.0	1	180000.0

Total Partiel: 180000.0\$

VICTIME : ANIFA JEANNE

CCF22082016_0015_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : ANIFA KASONGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	20	300.0
2	DIVERS BIENS	3000.0	1	3000.0
3	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
4	MATELAS	30.0	1	30.0
5	TOLE	10.0	20	200.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 4030.0\$

VICTIME : ANNIE KOSEKA

CCF22082016_0026_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ANUNGA LUKINU

CCF22082016_0055_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	50.0	1	50.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : ANZAMA ALPHONSINE

CCF22082016_0026_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : AONAYE MASHIDA

CCF22082016_0050_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : AOTE ELISE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	9050.0	1	9050.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 9600.0\$

VICTIME : APAKA YENGA

CCF22082016_0029_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	BIDON HUILE	25.0	10	250.0
3	PIROGUE	800.0	1	800.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	RIZ (SAC)	50.0	5	250.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VALISE POISSON FUME	20.0	5	100.0

Total Partiel: 2200.0\$

VICTIME : APOLINA BOGABO

CCF22082016_0047_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : ARIDI SINGOMOYA

CCF22082016_0029_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : AROYO MARCELINE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	TOITURE	2000.0	1	2000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2550.0\$

VICTIME : ARTHUR BAELONGANDI

CCF22082016_0029_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FUFU	20.0	5	100.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0

3	RADIO	50.0	2	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	40	400.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : ASADI MABAY CCF22082016_0055_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	3	240.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 540.0\$

VICTIME : ASALA KAKI BAMBIA CCF22082016_0005_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : ASANGO LIKPALALA THEO COPIE DE CCF22082016_0034_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	4	40.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5630.0\$

VICTIME : ASANGO LIPKALALA THEODORE CCF22082016_0034_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10295.0\$

VICTIME : ASEKAKOY LUKE CCF21082016_0002_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	1000.0	1	1000.0
2	RADIO	50.0	50	2500.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 4250.0\$

VICTIME : ASELE EKATISA CCF22082016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : ASELE VICTORINE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MOULIN	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6150.0\$

VICTIME : ASENGO YOHALI KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ASHELINI EDOUARD KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : ASIA NOTIA COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	370000.0	1	370000.0

Total Partiel: 370000.0\$

VICTIME : ASIANGAME TAMBEGE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_074

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	150.0	1	150.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	INSTALLATION ELECTRIQUE	25.0	1	25.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5425.0\$

VICTIME : ASIANGAME TAMBENGE CCF22082016_0027_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 5125.0\$

VICTIME : ASILI MUTORO JANVIER CCF22082016_0022_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	300000.0	1	300000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 310000.0\$

VICTIME : ASIMBA ALEXIS KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5930.0\$

VICTIME : ASIMBA MELANGA CCF22082016_0026_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	MOUSSE	80.0	1	80.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

4	TOLE	10.0	5	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 580.0\$

VICTIME : ASIMBO BOLEA CCF22082016_0026_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ASIMBO LIOGALI CCF21082016_0006_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ASIMBO YAMBAYAMBA KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_213

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0

Total Partiel: 5150.0\$

VICTIME : ASINA ATOSHA CCF22082016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	3	150.0
2	MUR	200.0	1	200.0
3	TOITURE	450.0	1	450.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : ASSANA BEBABANA CCF21082016_0004_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : ASSANA MARIE JEANNE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001 (2)_304

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MATELAS	50.0	1	50.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	50	500.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1350.0\$

VICTIME : ASSANI KANYONYI CCF22082016_0017_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	50000.0	1	50000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 55000.0\$

VICTIME : ASSANI KAPINGA CCF22082016_0021_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	150000.0	1	150000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 155000.0\$

VICTIME : ASSANI MINGISO

COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	9500.0
2	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : ASSIMBO BOLENDE

CCF21082016_0004_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	20000.0	1	20000.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	7	7000.0
3	MOTEUR	7000.0	12	84000.0
4	MOUTON	50.0	15	750.0
5	PORC	100.0	22	2200.0
6	POULE	5.0	4	20.0
7	VACHE	300.0	7	2100.0

Total Partiel: 116070.0\$

VICTIME : ASUMANI KALIKOLA

CCF22082016_0030_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ASUMANI KALIKULA

CCF22082016_0029_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ASUMANI KASONGO

CCF22082016_0006_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	1	150.0
2	CHAINE MUSICALE	250.0	1	250.0
3	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
4	CUISINIERE	250.0	1	250.0
5	FRIGO	600.0	1	600.0
6	GARDE ROBE	200.0	1	200.0
7	HABITS(VALISE)	200.0	5	1000.0
8	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
9	MALE	200.0	3	600.0
10	MATELAS	100.0	7	700.0
11	PENDULE	30.0	2	60.0
12	RADIO	50.0	3	150.0
13	RECHAUD	60.0	1	60.0
14	TELEVISION	250.0	2	500.0
15	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
16	VELO	100.0	5	500.0
17	VENTILATEUR	25.0	3	75.0

Total Partiel: 6195.0\$

VICTIME : ASUMANI NYENGE NTENGE

CCF22082016_0029_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ATAI MOLEMA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				5530.0\$

VICTIME : ATALO ASALA JIMY		CCF22082016_0005_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	80	800.0
Total Partiel:				800.0\$

VICTIME : ATALO ASALO		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_024		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
Total Partiel:				8000.0\$

VICTIME : ATANDJU LUNULA		CCF22082016_0050_030		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	24	240.0
Total Partiel:				5240.0\$

VICTIME : ATANIGAME SOPHIE		CCF22082016_0016_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	100.0	3	300.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				1950.0\$

VICTIME : ATAOLO MAMBO		CCF22082016_0029_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				6000.0\$

VICTIME : ATCHOKIMWIDE BARA BARA		CCF22082016_0031_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				6000.0\$

VICTIME : ATEFA BOLINGOU		CCF21082016_0001_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				1200.0\$

VICTIME : ATHANAS NSODI		CCF22082016_0020_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	HABITATION LEGERE	400.0	1	400.0
2	MEUBLE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : ATIBU SHABANI GODEFROID

CCF22082016_0050_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
2	TOLE	10.0	45	450.0

Total Partiel: 2450.0\$

VICTIME : ATINDI MUPALA

COPIE DE CCF22082016_0034_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 6500.0\$

VICTIME : ATIWAU TUTA

CCF22082016_0006_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	27000.0	1	27000.0
2	DIVERS BIENS	27000.0	1	27000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 56000.0\$

VICTIME : ATIYA LIMBI

CCF22082016_0001_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	100.0	4	400.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	VITRINE	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : ATIYOLE YANAKIS

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0006_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	150.0	1	150.0
2	LIT	150.0	1	150.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : ATUBA KANANZI

CCF22082016_0005_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ATUBA MASANGA

CCF22082016_0026_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : ATUBE LUENGE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_174

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CUISINIERE	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0

5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6290.0\$

VICTIME : AUFE COUNOLA CCF22082016_0033_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	4200.0	1	4200.0

Total Partiel: 4200.0\$

VICTIME : AUGUSTIN KIRONGOZI KENGE CCF22082016_0046_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	11840.0	1	11840.0

Total Partiel: 11840.0\$

VICTIME : AUGUSTIN LILEMO CCF22082016_0012_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	100.0	1	100.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : AUWONI AUNUTUTU KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_114

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	6000.0	1	6000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 13000.0\$

VICTIME : AVANDEKANE ZUBIA CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	670.0

Total Partiel: 670.0\$

VICTIME : AVERY ABERI BINUNTU CCF22082016_0029_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : AWASO SALEA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	2000.0	2	4000.0

Total Partiel: 4000.0\$

VICTIME : AWASSO SALEM CCF22082016_0016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : AWAZI ANIFA CCF22082016_0010_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : AWIKIMANGO DANIEL

CCF21082016_0006_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	SOULIER	100.0	2	200.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : AZAMA OTOMALI

CCF22082016_0020_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 10300.0\$

VICTIME : AZISEA TENGEMI

CCF22082016_0004_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	15000.0	1	15000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : AZIZA BIOMBO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	100.0	2	200.0
3	MATELAS	50.0	2	100.0
4	OR	500.0	1	500.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : AZIZA FAILA ANGEL

CCF21082016_0007_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	MUR	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6200.0\$

VICTIME : BABABO BAUNAJA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	MOULIN	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	2	100.0

Total Partiel: 1900.0\$

VICTIME : BABABO BAUNDJA

CCF22082016_0051_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	MOULIN	250.0	1	250.0
3	RADIO	50.0	2	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : BABAITO BANGOLA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

6	TOLE	10.0	45	450.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 3150.0\$

VICTIME : BABANGA PIERRE CCF22082016_0048_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TELEPHONE	20.0	1	20.0

Total Partiel: 5020.0\$

VICTIME : BABINI JEANNE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_278

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BABOLO ABAKA CCF21082016_0004_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2450.0\$

VICTIME : BACHALAU KONDE CCF21082016_0004_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BACHAYEKA BOWANGO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PAIRE SOULIER	50.0	2	100.0
2	RADIO	50.0	2	100.0
3	TOLE	10.0	40	400.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : BADIBANGA NKUADI COPIE DE CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : BADIBANGA NKWADI EMMANUEL CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	25000.0	1	25000.0

Total Partiel: 25000.0\$

VICTIME : BADJANGI MOLIMO KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	2	200.0
2	LIT	150.0	1	150.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : **BADJOKO BOKOTA KASHINDE**

CCF22082016_0022_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	1500.0	1	1500.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1550.0\$VICTIME : **BADJOKO FISTON**

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$VICTIME : **BADJOKO SADIKI**

CCF22082016_0001_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$VICTIME : **BAELO JUSTIN**

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	150.0	1	150.0
2	FILET	150.0	2	300.0
3	HABITS(VALISE)	50.0	20	1000.0
4	MATELAS	30.0	4	120.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	PIROGUE	300.0	2	600.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0
9	TOLE	10.0	12	120.0
10	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 7890.0\$VICTIME : **BAELO SOFIE**

CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	340.0	1	340.0

Total Partiel: 340.0\$VICTIME : **BAELO SOPHIE**

COPIE DE CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$VICTIME : **BAELONGANDI ANGELIQUE**

CCF22082016_0042_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5500.0\$VICTIME : **BAELONGANDI ANNY**

CCF22082016_0048_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5400.0\$VICTIME : **BAELONGANDI JEROME**

CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
-----------	---------------------	----------------------	-----------------	-------------------

1	DIVERS BIENS	305.0	1	305.0
2	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1805.0\$

VICTIME : BAELONGANDI YENGA CCF22082016_0005_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BAENGENGA YAULI THEOPHILE CCF22082016_0004_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BAENGI MONIQUE CCF21082016_0006_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	47	470.0

Total Partiel: 6470.0\$

VICTIME : BAFOKA CCF22082016_0048_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PANTALON	12.0	5	60.0

Total Partiel: 60.0\$

VICTIME : BAFONGA BAGENINGA CCF21082016_0004_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	50.0	1	50.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	USTENCILS DE CUISINE	100.0	1	100.0
5	VOITURE	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 7400.0\$

VICTIME : BAFOTO NKOY KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_086

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	12.0	4	48.0
2	CHEVRE	100.0	7	700.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
5	POULE	5.0	30	150.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	VELO	100.0	1	100.0
8	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 6898.0\$

VICTIME : BAFOTO NKOY MICHEL CCF22082016_0033_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	40000.0	1	40000.0

Total Partiel: 40000.0\$

VICTIME : BAFUWA MARIE CCF21082016_0003_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : BAGAYA OBOMBA CCF22082016_0037_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BAHIZI EKABO CCF22082016_0056_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BAHO NGA BATIGEMA CCF21082016_0006_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : BAIMBO HELENE CCF22082016_0047_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	70000.0	1	70000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MATELAS	50.0	3	150.0

Total Partiel: 75150.0\$

VICTIME : BAISSOLE BAYEHO CCF22082016_0014_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATTERIE	50.0	2	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : BAIYA MAINDO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	300.0	1	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5660.0\$

VICTIME : BAIYA NGASI KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_082

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BAKA MASASI CCF22082016_0013_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BAKA MASASI

CCF22082016_0013_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BAKALASI YANGUMBI

CCF22082016_0008_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : BAKENGO LINGAMA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BAKIMI BATONDJA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	2	30.0
2	COCHON	80.0	2	160.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : BAKOFE IKOMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_158

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FILET	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	PORC	100.0	2	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	15.0	5	75.0

Total Partiel: 5525.0\$

VICTIME : BAKOMBA MARTHE

CCF22082016_0037_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BAKONZI LONYYO LOUISE

CCF22082016_0019_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	4015.0	1	4015.0

Total Partiel: 4015.0\$

VICTIME : BAKOYA SELEMETE

CCF22082016_0026_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	MOUSSE	80.0	14	1120.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6620.0\$

VICTIME : BAKUNGU IKENGLO

CCF22082016_0042_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	150000.0	1	150000.0

Total Partiel: 150000.0\$

VICTIME : BAKUNGU LOLE LATHO

CCF21082016_0002_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : BAKWANI MULANGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_068

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 10600.0\$

VICTIME : BAKWAZANGE NADY

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BALANGA ALARIS

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BALANGA ALEXIS

OUGANDA 34

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	17000.0	1	17000.0

Total Partiel: 17000.0\$

VICTIME : BALANGA GEORGE

CCF22082016_0055_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BASSIN	5.0	3	15.0
2	EPONGE	80.0	2	160.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5375.0\$

VICTIME : BALANGA KALOKOLA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	45	450.0
6	USTENCILS DE CUISINE	30.0	1	30.0

Total Partiel: 6020.0\$

VICTIME : BALANGA WAKALEWALE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0

2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MACHINE A ECRIRE	150.0	1	150.0
4	MARMITE	15.0	6	90.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	125	1250.0
7	USTENCILS DE CUISINE	50.0	1	50.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2340.0\$

VICTIME : BALANGA WANINA CCF22082016_0005_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BALE PALITO VEONICA CCF22082016_0012_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : BALELIA BOMA CCF21082016_0006_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	MATELAS	45.0	1	45.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5140.0\$

VICTIME : BALETA INAMASANGA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_214

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	3	45.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
3	POULE	5.0	3	15.0

Total Partiel: 10060.0\$

VICTIME : BALO KATUSI CCF22082016_0012_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMPLIFICATEUR	350.0	8	2800.0
2	ATELIER ELECTRONIQUE	5000.0	1	5000.0
3	BAFFLE	250.0	6	1500.0
4	DIVERS BIENS	3000.0	0	0.0
5	GROUPE ELECTROGENE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 9800.0\$

VICTIME : BALO KATUSI CCF22082016_0012_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : BALO KATUSI CCF22082016_0012_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	8	400.0
2	TELEVISION	250.0	8	2000.0

Total Partiel: 2400.0\$

VICTIME : BALOMA LISANGI				CCF22082016_0048_022
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BAMANGE MARGUERITTE				CCF22082016_0042_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	215000.0	1	215000.0
Total Partiel:				215000.0\$
VICTIME : BAMAZANT YAOYOKO				CCF22082016_0018_010
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	33	330.0
6	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5930.0\$
VICTIME : BAMBALATINE HENRIETTE				CCF22082016_0034_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TOLE	10.0	84	840.0
Total Partiel:				1040.0\$
VICTIME : BAMBALATIWE BASILA				CCF22082016_0038_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : BAMBALATIWE KUEMBOLO				CCF22082016_0042_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	TOLE	10.0	15	150.0
Total Partiel:				550.0\$
VICTIME : BAMBALE ATIWE BAYABALA				CCF21082016_0001_010
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				150.0\$
VICTIME : BAMBALE LIPASA				CCF22082016_0051_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BAMBU ENINGA				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_034
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOITURE	2000.0	1	2000.0
4	VELO	100.0	1	100.0
5	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 2450.0\$

VICTIME : BAMBULI THEODOR

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_260

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : BAMBULI THEODORE

CCF22082016_0015_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : BAMOSILA DAVID

CCF22082016_0010_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	608.0	1	608.0

Total Partiel: 608.0\$

VICTIME : BANANGANA NAKOLOBANGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_116

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	16000.0	1	16000.0
2	DIAMANT	150000.0	1	150000.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MOTO	800.0	2	1600.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 169850.0\$

VICTIME : BANANGANA NAKOLOBANGE NESTOR

CCF22082016_0041_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BANAZO LEONTINE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CARNADERIE	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	POULLAYER	200.0	1	200.0
4	TOLE	10.0	10	100.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : BANDE NDATEKIPAME ANDRE

CCF22082016_0013_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BANDOMBELE SIKA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_168

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BANDUA ITOWA				CCF22082016_0055_016
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	800.0	1	800.0
Total Partiel:				800.0\$
VICTIME : BANDUA ITOWA				CCF22082016_0055_016
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BANDUA ITOWA				CCF22082016_0055_016
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE AMOULIN	100.0	1	100.0
Total Partiel:				100.0\$
VICTIME : BANDUA ITOWA				CCF22082016_0055_016
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : BANDUA ITOWA				CCF22082016_0055_016
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				100.0\$
VICTIME : BANGA GEOGERTHE				CCF22082016_0015_006
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BANGALA ALUMBU				CCF22082016_0031_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	100.0	2	200.0
2	TOLE	10.0	50	500.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0
5	VITRINE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : BANGALA CHARLOTTE				CCF22082016_0006_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : BANGALA FIFI				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_054
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	MUR	200.0	1	200.0
Total Partiel:				700.0\$
VICTIME : BANGALA FOLO ALIMBA				CCF22082016_0036_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BANGALA FONGOLE				CCF22082016_0013_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5050.0\$

VICTIME : BANGALA ONGALA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_072

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	500.0	1	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5850.0\$

VICTIME : BANGALA TONGOLE

CCF22082016_0013_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5050.0\$

VICTIME : BANGAMA SAMA

CCF22082016_0050_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PIECE ANGLAISE	140.0	5	700.0
4	TOLE	10.0	17	170.0

Total Partiel: 6070.0\$

VICTIME : BANGANGA LOKEKELEKE

CCF22082016_0026_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BANGANGA MONDJO

CCF22082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BANGATILI SUKUKU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_050

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : BANGATIZI SUKULU

CCF22082016_0042_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	50000.0	1	50000.0
2	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 50300.0\$

VICTIME : BANGAZA TONGOLE

CCF22082016_0015_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BANGE NDATE

CCF22082016_0013_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MEUBLE	200.0	1	200.0
---	--------	-------	---	-------

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : BANGO BAOWALI PAFI

CCF22082016_0051_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BANGOLU BERNARD

CCF22082016_0006_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	30000.0	1	30000.0
2	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 31000.0\$

VICTIME : BANGOMA SOMBO

CCF22082016_0026_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LAGOME	100.0	10	1000.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	20	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2850.0\$

VICTIME : BANILA LIFETA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	1	20.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
3	MAGNETOSCOPE	250.0	2	500.0
4	MATELAS	30.0	4	120.0
5	RADIO	50.0	2	100.0
6	TELEVISION	250.0	2	500.0
7	USTENCILS DE CUISINE	15.0	4	60.0

Total Partiel: 2100.0\$

VICTIME : BANQUE CENTRALE DU CONGO

CCF05032016 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2630.0	1	2630.0
2	CHaine MUSICALE	650.0	1	650.0
3	RADIO	1300.0	1	1300.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 4830.0\$

VICTIME : BANSALA ONGALA YENO

CCF22082016_0045_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	80000.0	1	80000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 85300.0\$

VICTIME : BAONDELE

CCF22082016_0022_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BAONGA BRIGITTE

CCF22082016_0050_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : BAONGA LIKELI

CCF22082016_0051_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BAOOMBOLI LITOMBE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	10	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	PORC	100.0	40	4000.0
4	TOLE	10.0	40	400.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : BAROWANI NORBERT

CCF22082016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : BARUMBI ANTOINE

CCF22082016_0027_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	CHEVRE	50.0	10	500.0
3	FER A REPASSER	15.0	1	15.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 1465.0\$

VICTIME : BASAKI NYOSO

CCF21082016_0003_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 645.0\$

VICTIME : BASAKI TABU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	7000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	PORC	100.0	3	300.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8210.0\$

VICTIME : BASALO LIMELA

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	50.0	2	100.0
2	MALLE	50.0	1	50.0
3	MOTO	800.0	2	1600.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TRONCONNEUSE	50.0	2	100.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BASAYEKE ATSHONGBO

CCF22082016_0029_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BASEANGANDI LOULA

CCF22082016_0037_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	3	180.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 830.0\$

VICTIME : BASEKAWIKE BISELENDE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_338

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BASEKAWIKE LOMOLO

CCF22082016_0005_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	15000.0	1	15000.0
2	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 18000.0\$

VICTIME : BASEKWA MONGAME

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_170

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BASEKWA MONGAME

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_170

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BASIKA LISANGA

CCF21082016_0006_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BASILA ALAMA

CCF22082016_0005_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

2	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
Total Partiel:				8000.0\$
VICTIME : BASILA BAELONGANDA				CCF22082016_0010_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
Total Partiel:				400.0\$
VICTIME : BASILA BAELONGANO				CCF22082016_0010_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				10000.0\$
VICTIME : BASILA BOYONA				CCF22082016_0054_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIAMANT	375000.0	1	375000.0
Total Partiel:				375000.0\$
VICTIME : BASILA INUSE				CCF22082016_0042_014
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BASILA KINENE				CCF21082016_0006_026
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : BASILA LISANGA				CCF22082016_0037_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BASILA LOLIA				CCF22082016_0018_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BASILA MARIE				CCF21082016_0006_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	EPONGE	20.0	3	60.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
4	HARICOT (SAC)	100.0	2	200.0
Total Partiel:				1360.0\$
VICTIME : BASILIEKI ATSHOKPO				CCF22082016_0073_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				7000.0\$
VICTIME : BASILIEUI ATSHOKO				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_126
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0

2	IVOIRE	100.0	38	3800.0
---	--------	-------	----	--------

			Total Partiel:	13800.0\$
--	--	--	-----------------------	------------------

VICTIME : BASOKI JEROME

CCF22082016_0022_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	16265.0	1	16265.0

			Total Partiel:	16265.0\$
--	--	--	-----------------------	------------------

VICTIME : BASOLO LIMELA

CCF22082016_0047_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	50.0	5	250.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

			Total Partiel:	750.0\$
--	--	--	-----------------------	----------------

VICTIME : BASOMBOLI ALI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	3	240.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

			Total Partiel:	640.0\$
--	--	--	-----------------------	----------------

VICTIME : BASOMBOLI BOSENGE

CCF22082016_0018_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3000.0	1	3000.0

			Total Partiel:	3000.0\$
--	--	--	-----------------------	-----------------

VICTIME : BASOMBOLI BOSENGE

CCF22082016_0018_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

			Total Partiel:	10000.0\$
--	--	--	-----------------------	------------------

VICTIME : BASOMBOLI BOSENGE

CCF22082016_0018_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0

			Total Partiel:	250.0\$
--	--	--	-----------------------	----------------

VICTIME : BASOMBOLI ENTO

CCF21082016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FER A REPASSER	10.0	1	10.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

			Total Partiel:	260.0\$
--	--	--	-----------------------	----------------

VICTIME : BASOMBOLI LITOMBO

CCF22082016_0029_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

			Total Partiel:	1000.0\$
--	--	--	-----------------------	-----------------

VICTIME : BASOSENGE BAYAOSUKA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PIROGUE	1000.0	1	1000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1350.0\$

VICTIME : BASOSILA BATSHIOMALI

CCF22082016_0021_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BASOSILA BOBHOMOLI EMILE

CCF22082016_0036_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BASOSILA BOTSHOMOLI

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BASOSILA TCHOMATCHOMA

CCF22082016_0026_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : BASOSILA TSHOMA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	400.0	1	400.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : BASUA TKAILEU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_046

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BASUABA BUTOLOBO

CCF22082016_0005_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BASUMBALI BALAKALITO

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BASUWA BEFUFU

CCF22082016_0050_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VENTILATEUR	50.0	1	50.0

Total Partiel: 950.0\$

VICTIME : BASUWA KATE BEFUFU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	RIZ (SAC)	50.0	3	150.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : BATALANDI NDOO

CCF22082016_0056_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0

Total Partiel: 5150.0\$

VICTIME : BATALE LISALIKO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : BATALE MADELEINE

CCF22082016_0041_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : BATCHE ELIZABETH

CCF21082016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : BATCHI ELISABETH

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_080

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOITURE	2000.0	1	2000.0
3	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 7050.0\$

VICTIME : BATELA INAMALANGA

CCF22082016_0015_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BATI BONDA PIERRE

CCF21082016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : BATI LOTIKA REBECCA

CCF22082016_0026_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BATIKALELA MOIPA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DEC	20.0	1	20.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	MOTO POMPE	1000.0	2	2000.0
4	SALON	1000.0	1	1000.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	120	1200.0

Total Partiel: 4530.0\$

VICTIME : BATILA WELO OSO

CCF21082016_0002_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : BATILAAATO AMESILA CELESTIN

CCF22082016_0026_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BATILAELO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0
7	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5930.0\$

VICTIME : BATILAELO ESABE

CCF21082016_0001_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BATILANGANDI MATSHOZI

CCF22082016_0029_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	1	150.0
2	EPONGE	80.0	5	400.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TOLE	10.0	100	1000.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2900.0\$

VICTIME : BATIMBA BAUDOUIN

CCF22082016_0061_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BATITA FRANCOIS

CCF22082016_0054_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : BATITA JULIENNE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_302

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	500.0	1	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LUNETTE	100.0	1	100.0
4	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BATOBAE GERMAINE

CCF22082016_0021_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	20	600.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 2300.0\$

VICTIME : BATOKO BAMBULE

CCF22082016_0029_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BATOKO BAMBULE

CCF22082016_0029_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MAISON O.N.L	5000.0	1	5000.0
3	MATELAS	100.0	4	400.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : BATOKO LIKELESE

CCF22082016_0048_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	500.0	1	500.0
3	PANTALON	10.0	10	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5750.0\$

VICTIME : BATOKO LIMBELE JOSEPH

CCF22082016_0021_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BATOKO ROBERT

CCF22082016_0051_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	500.0	1	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BATOLA LOBELA

CCF22082016_0041_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	TOLE	10.0	25	250.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6050.0\$

VICTIME : BATONGI AKOYA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2300.0\$

VICTIME : BATONGI PASI

CCF22082016_0047_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2800.0\$

VICTIME : BATSHI NGABU ZACHARIE

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0007_066

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	150.0	3	450.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	SALON	1000.0	1	1000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	13.0	36	468.0

Total Partiel: 2968.0\$

VICTIME : BATSHONGELI MATCHOZI

COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_065

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	75000.0	1	75000.0

Total Partiel: 75000.0\$

VICTIME : BATSHURI NKANYAHIKO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_066

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3740.0	1	3740.0

Total Partiel: 3740.0\$

VICTIME : BATWANIE BOLESE

CCF22082016_0033_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : BAUMETU MAWESE BLAISE

CCF22082016_0020_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	500.0	1	500.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : BAUNDWA BANGALA

CCF22082016_0071_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : BAUNGU LIOGALI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_308

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
5	TOLE	10.0	40	400.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2750.0\$

VICTIME : BAUNGU LIOLAGI

CCF22082016_0050_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BAUSAMELA ERNEST

CCF22082016_0030_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : BAWENO AGNES

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BAYA MUNDAKA

CCF22082016_0020_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3030.0

Total Partiel: 3030.0\$

VICTIME : BAYAPA MARIE

CCF22082016_0048_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BAYEHO BAMBALA

CCF22082016_0006_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0

2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5850.0\$

VICTIME : BAYENO LIKULA KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_019

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	10.0	25	250.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	PIECE WAX	1000.0	2	2000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	30	300.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3500.0\$

VICTIME : BAYUMBUYA MATHIEU CCF22082016_0056_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BAZILE BENZE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	150.0	1	150.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : BEANDE BISISHA KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	50.0	3	150.0
2	MATELAS	100.0	4	400.0
3	PORTE	20.0	3	60.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	50	500.0
7	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 1910.0\$

VICTIME : BEANDE MBULA BLAISE CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1600.0	1	1600.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : BEDJU BAGOTO CCF22082016_0008_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	2	200.0
2	MEUBLE	1500.0	1	1500.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2750.0\$

VICTIME : BEFELA BAITOLUALE CCF22082016_0047_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	DIVERS BIENS	80000.0	1	80000.0
---	--------------	---------	---	---------

Total Partiel: 80000.0\$

VICTIME : BEFONA BODEALA

CCF22082016_0051_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	5	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5650.0\$

VICTIME : BEFONA EKOMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	LIT	45.0	5	225.0
4	MARMITE	15.0	1	15.0
5	MATELAS	30.0	5	150.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7490.0\$

VICTIME : BEFONA OKOMBA

CCF22082016_0017_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	5	400.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	LIT	45.0	5	225.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5925.0\$

VICTIME : BEFONGA AKOLOKA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_043

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	FILET	100.0	1	100.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : BELANGANDE LINGOSO

CCF22082016_0054_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FER ELECTRIQUE	15.0	2	30.0
2	MATELAS	100.0	2	200.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 680.0\$

VICTIME : BELENDA YENYA

CCF21082016_0002_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : BELENGA BELEKOMITO

CCF21082016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	SALON	2000.0	1	2000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 3450.0\$

VICTIME : BELESI AYI CCF22082016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2050.0\$

VICTIME : BELESI AYI LABWE CCF22082016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : BELESI AYI LABWEL KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : BELESI AYI LABWEL KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : BELESI AYI LABWEL KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	SALON	500.0	1	500.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : BELESI AYI LABWEL KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : BEMBELE BASOSILA CCF22082016_0042_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	15000.0	1	15000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 20000.0\$

VICTIME : BEOSE MOSENDE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIAMANT	27000.0	7	189000.0
2	MAGNETOSCOPE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 189400.0\$

VICTIME : BERNAR KALOMBOLA

CCF22082016_0111_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : BERNARD LOMAMA BALEMBA

CCF22082016_0054_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : BESAMA AMA

CCF22082016_0041_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BESAMA AMA MARIE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	250.0	1	250.0
2	BIDON HUILE	20.0	100	2000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	5	1000.0
4	LIT	45.0	5	225.0
5	MARMITE	15.0	15	225.0
6	MATELAS	30.0	5	150.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0
9	TOLE	10.0	50	500.0
10	USTENCILS DE CUISINE	50.0	20	1000.0
11	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5850.0\$

VICTIME : BETA AZANGISA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_206

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	7000.0	1	7000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : BETOTE FUNDI

CCF22082016_0029_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LECTEUR VIDEO	200.0	1	200.0
2	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 225.0\$

VICTIME : BIANGANA PAUL

CCF21082016_0004_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	VOITURE	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 11000.0\$

VICTIME : BIAZAMA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_065

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	50000.0	1	50000.0

Total Partiel: 50000.0\$

VICTIME : BIBICHE BOLEMBO

CCF21082016_0002_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1800.0\$

VICTIME : BIHO OKOTO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
2	TOITURE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : BILALI SAMEDE

CCF22082016_0026_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BIMBE JEANNE

CCF21082016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : BIMOLI MBELO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	17000.0	1	17000.0
2	CHAISE	10.0	15	150.0
3	CIMENT(SAC)	15.0	40	600.0
4	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
5	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
6	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
7	MARMITE	15.0	1	15.0
8	MOTO	800.0	1	800.0
9	RADIO	50.0	1	50.0
10	RECHAUD	100.0	1	100.0
11	TOLE	10.0	5	50.0
12	TOLE	10.0	60	600.0
13	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 25565.0\$

VICTIME : BIMON MBELO METODE

CCF21082016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : BINANA LUKADI

CCF22082016_0018_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BINGONGA BAFETI JOSEPHINE

CCF21082016_0002_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : BINUABINGI KUBANABARU

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
2	MATELAS	150.0	1	150.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	100.0	1	100.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : BIRINA THALES

CCF22082016_0042_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6200.0\$

VICTIME : BISONGA ANKULA

CCF22082016_0036_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER BIERE	20.0	10	200.0
2	CONGELATEUR	600.0	3	1800.0
3	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
5	ORDINATEUR	250.0	2	500.0

Total Partiel: 7700.0\$

VICTIME : BISONGI YENGA

CCF22082016_0036_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	1	150.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10750.0\$

VICTIME : BITELE WANGATA

CCF21082016_0006_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	47	470.0

Total Partiel: 6470.0\$

VICTIME : BITIAMISI BIBI

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_050

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
2	MATELAS	100.0	3	300.0
3	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : BITONDO BENYONA

CCF21082016_0006_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

				Total Partiel:	1200.0\$
VICTIME : BITONDO BILOULA DIDO				CCF21082016_0006_024	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0	
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME : BOALIMO BOMBANGA PAULIN				CCF22082016_0015_030	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : BOBE LITOKO				COPIE DE CCF22082016_0034_014	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : BOBE LITOKO DAVID				KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_020	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MUR	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : BOBE WA BOSENGE DANIEL				CCF22082016_0026_014	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0	
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME : BOBE WA BOSENGI				CCF21082016_0003_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	27	27000.0	
2	TOLE	10.0	27	270.0	
				Total Partiel:	27270.0\$
VICTIME : BOBE YABOBENGE DANIEL				CCF22082016_0034_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : BOCHOKO LOSANA				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_162	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
2	TOLE	10.0	50	500.0	
				Total Partiel:	5500.0\$
VICTIME : BODA LIYALA NYONGO				CCF21082016_0001_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : BODILI JOSE				CCF21082016_0004_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MATELAS	50.0	1	50.0	
2	TOLE	10.0	10	100.0	
				Total Partiel:	150.0\$

VICTIME : BOEMBA BOLOMBE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMPLIFICATEUR	300.0	1	300.0
2	ARGENT EN ESPECE	200.0	1	200.0
3	ELEVATEUR COURANT	100.0	1	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : BOFAKA BONYONGWE

CCF22082016_0031_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	2000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2850.0\$

VICTIME : BOFALA MAMISA

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : BOFAMBO BOUMBE

CCF22082016_0015_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	CONGELATEUR	600.0	2	1200.0
3	LIT	45.0	5	225.0
4	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 2025.0\$

VICTIME : BOFANDA SALOMO

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FENETRE	10.0	3	30.0
2	RADIO	100.0	1	100.0
3	TOLE	10.0	60	600.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 930.0\$

VICTIME : BOFANDO BOKAKU

CCF22082016_0010_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : BOFANDO BOKANGI

CCF22082016_0054_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : BOFATA LITEANONGO

CCF22082016_0051_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	CHEVRE	50.0	1	50.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7250.0\$

VICTIME : BOFENDA BERNARD

CCF2208016_0037_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BOFENU MYAMAGELE

CCF21082016_0002_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : BOFENU NIABANGELE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	200.0	1	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	SALON	200.0	1	200.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : BOFOLA MAMISA

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3000.0	1	3000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : BOFONGA AKOLOKA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_043

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : BOGAGO MAKANGILA

CCF22082016_0054_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BOGULU LITEANONGO

CCF22082016_0012_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : BOGULU LITEANONGO

CCF22082016_0012_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DRAP	20.0	3	60.0

Total Partiel: 60.0\$

VICTIME : BOGULU LITEANONGO

CCF22082016_0012_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : BOGULU LITEANONGO

CCF22082016_0012_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	MACHETTE	50.0	1	50.0
3	MATELAS	60.0	2	120.0
4	SOULIER	100.0	1	100.0

Total Partiel: 670.0\$

VICTIME : BOGULU LITEANONGO

CCF22082016_0012_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : BOGULU LITEANONGO

CCF22082016_0012_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : BOHOLI LOKOLI

COPIE DE CCF22082016_0033_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BOHOLI LOKOLI FRANCOIS

CCF22082016_0033_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BOKANDA WALIUMA

CCF22082016_0051_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BOKANGA TUKU JOSEPH

CCF21082016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	SALON	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BOKEGA KELA MICHEL

CCF22082016_0030_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BOKELAKELA

CCF22082016_0054_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	800.0	1	800.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VITRINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2050.0\$

VICTIME : BOKOMBI LIFAFU

CCF22082016_0051_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : BOKONDO NOZOR		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_044		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
			Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : BOKOTA BAULU FRANCOIS		CCF21082016_0001_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : BOKOTA KOMBA		CCF22082016_0012_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : BOKOTA LIYOLO		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_165		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	60.0	4	240.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	50	500.0
			Total Partiel:	1790.0\$
VICTIME : BOKOTA LWASO		CCF22082016_0055_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME : BOKOTA SANGALIMENE		CCF22082016_0054_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	12000.0	1	12000.0
			Total Partiel:	12000.0\$
VICTIME : BOLAMBA IFANDJAKA		CCF22082016_0036_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
3	HORS BORD	2500.0	1	2500.0
4	MOTEUR	7000.0	1	7000.0
			Total Partiel:	24500.0\$
VICTIME : BOLAMBA LIKONDE		CCF22082016_0055_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME : BOLAMBA LILEMO		CCF22082016_0050_020		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	6000.0\$

VICTIME : BOLAMBA MOKILI

CCF22082016_0026_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BOLAMBA MUKIRI

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_072

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : BOLAMBA WABEYA

CCF22082016_0008_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 95.0\$

VICTIME : BOLAMBA WASHA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_130

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	200.0	1	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	30.0	1	30.0
6	PANIER	30.0	12	360.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0
9	TOLE	10.0	53	530.0
10	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
11	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2560.0\$

VICTIME : BOLAMBA WASHATIWELO

CCF22082016_0008_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	HABITS(VALISE)	100.0	3	300.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	53	530.0

Total Partiel: 1720.0\$

VICTIME : BOLAMBA WAYAWILI ROGER

CCF22082016_0018_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BOLANGI KALAU

CCF22082016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BOLEBA ANTHONGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_078

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BOLEKALEKA BONENA MICHEL

CCF21082016_0004_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BOLEMBA BERNARD

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : BOLEMBA LISINGA

CCF22082016_0042_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TOLE	10.0	10	100.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : BOLEMBE BOTONGE

CCF22082016_0005_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0
5	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 5525.0\$

VICTIME : BOLEMBE LEITI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_072

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATTERIE	100.0	1	100.0
2	MAGNETOSCOPE	150.0	1	150.0
3	PANNEAU SOLAIRE	400.0	1	400.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	38	380.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1480.0\$

VICTIME : BOLEMBO BOUWEKOMI

CCF21082016_0004_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : BOLEMOYA CONSTANT

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	250.0	1	250.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MATELAS	30.0	8	240.0
4	MOTO	800.0	2	1600.0
5	TELEVISION	250.0	2	500.0
6	TELEVISIONPHONE PORTABLE	150.0	4	600.0

7	TOLE	10.0	50	500.0
8	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 4490.0\$

VICTIME : BOLENDE GEBENDE

COPIE DE CCF22082016_0034_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : BOLENDE GEBENDE GILBERT

CCF22082016_0034_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : BOLIKI BULEENA

CCF22082016_0048_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PIECE WAX	100.0	4	400.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	45	450.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : BOLIMA BELENDI

CCF22082016_0009_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	58000.0	1	58000.0

Total Partiel: 58000.0\$

VICTIME : BOLINDA BOSONFOSOMU

CCF22082016_0005_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BOLINDA BOSONGOSO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_070

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	800.0	1	800.0
2	CARTON DE PRODUIT	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1800.0\$

VICTIME : BOLINDA BOSONGOSONGO

COPIE (4) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_065

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	DIVERS BIENS	229500.0	1	229500.0

Total Partiel: 230000.0\$

VICTIME : BOLINGA GEORGES

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	LIT	45.0	4	180.0
3	MATELAS	30.0	4	120.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	TOLE	10.0	100	1000.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VITRINE	50.0	1	50.0

				Total Partiel:	11550.0\$
VICTIME : BOLINGA IYATA				CCF22082016_0050_020	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	TOLE	10.0	100	1000.0	
				Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME : BOLINGALA BASESILO				CCF22082016_0042_020	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	23435.0	1	23435.0	
				Total Partiel:	23435.0\$
VICTIME : BOLINGOLA MICHEL				KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0	
2	MEUBLE	3000.0	1	3000.0	
				Total Partiel:	13000.0\$
VICTIME : BOLITE SOMBO				CCF22082016_0012_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : BOLITE SOMBO				CCF22082016_0012_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : BOLITE SOMBO				CCF22082016_0012_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : BOLITE SOMBO				CCF22082016_0012_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	RADIO	50.0	1	50.0	
2	TELEVISION	250.0	1	250.0	
3	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	400.0\$
VICTIME : BOLOBA ALIATA				CCF22082016_0042_022	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0	
				Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : BOLOBA LOBAMBA VICKY				CCF22082016_0041_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	2	2000.0	
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
3	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0	
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0	
5	RADIO	50.0	1	50.0	
6	TELEVISION	250.0	1	250.0	
7	VELO	100.0	2	200.0	
				Total Partiel:	8450.0\$

VICTIME : BOLOBA VIVIANE				CCF22082016_0050_022
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PIECE SOTEXKI	100.0	5	500.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				650.0\$
VICTIME : BOLOI AIMEE				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_264
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BOLOME MUMBA				CCF22082016_0046_010
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3776.0	1	3776.0
Total Partiel:				3776.0\$
VICTIME : BOLONGA CHARLY				CCF21082016_0001_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
Total Partiel:				800.0\$
VICTIME : BOLONGANYA BAMANGA				CCF22082016_0016_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : BOLONGE TWANGAKA				CCF22082016_0015_026
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				7000.0\$
VICTIME : BOLONGOLA AMISILE				CCF22082016_0023_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : BOLOY AIME				CCF22082016_0033_014
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				2200.0\$
VICTIME : BOLUBA BOLUWE				CCF22082016_0056_005
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BOLUBA LOLLUE HENRIE				CCF22082016_0048_020
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
Total Partiel:				5500.0\$

VICTIME : BOLUFE ARMONIE		CCF22082016_0008_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : BOLUFE NICOLES		CCF22082016_0009_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : BOLUKA OTO BONYENGO		CCF22082016_0033_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1363.0	1	1363.0
Total Partiel:				1363.0\$
VICTIME : BOLUKANTO OWELOLIA		COPIE (5) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_065		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3500.0	1	3500.0
Total Partiel:				3500.0\$
VICTIME : BOLUKAOTO BONY		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_202		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	40	600.0
2	TOITURE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2600.0\$
VICTIME : BOLUKAOTO BONYENGU		COPIE DE CCF22082016_0033_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				200.0\$
VICTIME : BOLUKAOTO OWELOLIA		CCF22082016_0005_022		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3500.0	1	3500.0
Total Partiel:				3500.0\$
VICTIME : BOLUKAOTO TATU		CCF22082016_0048_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100000.0	1	100000.0
Total Partiel:				100000.0\$
VICTIME : BOLUMBU BRADETTE		COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_049		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	12550.0	1	12550.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				19550.0\$
VICTIME : BOLUNGO MBONGO		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_218		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DOCUMENT	300.0	1	300.0
2	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	35	350.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	2	200.0
Total Partiel:				1300.0\$

VICTIME : BOLUTA ELISE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0
2	TOLE	10.0	50	500.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				850.0\$

VICTIME : BOLUTE NICOLAS		CCF22082016_0009_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$

VICTIME : BOMAGE LIFEMBE		CCF22082016_0054_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	17	850.0
2	COCHON	80.0	25	2000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
5	POULE	5.0	12	60.0
Total Partiel:				9910.0\$

VICTIME : BOMANDRA MAYAZA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_068		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	45	450.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				1940.0\$

VICTIME : BOMANI		CCF21082016_0002_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CAMIONETTE	1000.0	1	1000.0
2	VOITURE	6000.0	1	6000.0
Total Partiel:				7000.0\$

VICTIME : BOMANORA MAYAZA		CCF22082016_0012_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	100.0	1	100.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				400.0\$

VICTIME : BOMBOLO BOKAKOMBE		KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_054		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME : BOMBOLO BOKOKOMBE		COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_065		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0

2	DIVERS BIENS	490000.0	1	490000.0
			Total Partiel:	500000.0\$
VICTIME :		BOMBU SABINA	CCF22082016_0029_014	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME :		BOMETO NGWENDE	CCF22082016_0051_020	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	1	15.0
2	CHEVRE	50.0	3	150.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
6	POULE	5.0	1	5.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
			Total Partiel:	7420.0\$
VICTIME :		BONABALA AUGUSTINE	CCF22082016_0013_006	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME :		BONAMA BOELA GEORGES	CCF22082016_0076_006	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME :		BONDELE GELIBA JOSEPH	CCF21082016_0006_028	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VELO	100.0	1	100.0
			Total Partiel:	400.0\$
VICTIME :		BONDJALI MARIE	CCF22082016_0026_016	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TOLE	10.0	40	400.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	650.0\$
VICTIME :		BONDONGWE ASUMANI	CCF22082016_0019_002	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME :		BONDULU WENGE ROSSY	CCF22082016_0043_002	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	6000.0\$

VICTIME : BONGANGA WANGONGO

CCF22082016_0006_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BONGELE NGUTU MARGUERITE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASSEROLE	5.0	3	15.0
2	SEAU	5.0	1	5.0

Total Partiel: 20.0\$

VICTIME : BONGILI BARUTI CHRISTOPHE

CCF22082016_0051_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BONGIMA BOTEMBU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_088

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	20.0	30	600.0
2	CHEVRE	100.0	15	1500.0
3	MANIOC(SAC)	10.0	7	70.0
4	NOIX DE COCO	1.0	45	45.0
5	PIROGUE	300.0	1	300.0
6	RIZ (SAC)	50.0	45	2250.0

Total Partiel: 4765.0\$

VICTIME : BONGINDA LIKUTEKUTE

CCF22082016_0048_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIAMANT	3000.0	1	3000.0
2	FENETRE	5.0	10	50.0
3	MACHINE	100.0	1	100.0
4	MAGNETOSCOPE	200.0	1	200.0
5	MATELAS	60.0	7	420.0
6	ORDINATEUR	250.0	1	250.0
7	PORTE	10.0	7	70.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0
9	TOLE	12.0	200	2400.0

Total Partiel: 6740.0\$

VICTIME : BONGONGO WAWINA

COPIE DE CCF22082016_0033_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : BONGUSO OMENDJE AUGUSTIN

CCF22082016_0045_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 10100.0\$

VICTIME : BONINGOLI BEYELA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_186

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3000.0	1	3000.0
2	CHEVRE	100.0	5	500.0
3	ELEVAGE CHEVRE	300.0	1	300.0
4	ELEVAGE PORC	500.0	1	500.0
5	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
6	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
7	PIECE WAX	140.0	10	1400.0
8	TOLE	10.0	40	400.0
9	TOLE	10.0	50	500.0
10	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
11	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 12300.0\$**VICTIME :** BONSO NTITE

CCF22082016_0032_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$**VICTIME :** BONUI JOSEPHINE

CCF21082016_0003_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1600.0\$**VICTIME :** BONYANGALA LOWINGO

CCF22082016_0074_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$**VICTIME :** BONYOLOLO ROYINSHE

CCF22082016_0015_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$**VICTIME :** BONYOMA CHRISTOPHE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_055

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MATELAS	60.0	4	240.0
3	SALON	500.0	1	500.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1590.0\$**VICTIME :** BONYOMA DIEUDONNE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	LIT	45.0	3	135.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
5	SALON	2000.0	1	2000.0

6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0
9	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 8525.0\$

VICTIME : BONYOMA LOBANGA

CCF22082016_0047_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	11070.0	1	11070.0

Total Partiel: 11070.0\$

VICTIME : BONYOMA PATRICK

CCF22082016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300000.0	1	300000.0

Total Partiel: 300000.0\$

VICTIME : BOOMBO KASONGO

CCF22082016_0016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	MEUBLE	200.0	2	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : BOOMBO LIBATSHA JACQUES

CCF22082016_0018_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	351	10530.0
2	CANARD	15.0	53	795.0
3	COCHON	80.0	60	4800.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	POULE	5.0	45	225.0

Total Partiel: 26350.0\$

VICTIME : BOONDI BASINI JEANNE

CCF21082016_0002_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	1	150.0
2	CASIER BIERE	15.0	20	300.0
3	CASIER SUCRE	10.0	10	100.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	SUPER WAX	140.0	10	1400.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BOONGO LYYONGO

COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_053

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	12	960.0
2	POULE	5.0	36	180.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1240.0\$

VICTIME : BOONZI ATOINETTE

CCF22082016_0051_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TOLE	10.0	3	30.0

Total Partiel: 80.0\$**VICTIME : BOOYO LIKUKÉ**

CCF22082016_0047_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5100.0\$**VICTIME : BOPE LITOKO DAVID**

CCF22082016_0034_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$**VICTIME : BOPINGI MOKILI**

CCF22082016_0030_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$**VICTIME : BORA ELAYA MUTORO SOPHIE**

CCF22082016_0015_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6300.0\$**VICTIME : BORA ELAYA SOPHIE**

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_293

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	8	800.0
2	RIZ (SAC)	100.0	27	2700.0

Total Partiel: 3500.0\$**VICTIME : BORA HONORINE**

CCF22082016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	15	150.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 400.0\$**VICTIME : BOSALE NKONGANDANGI**

CCF21082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$**VICTIME : BOSAMBOLI BOSENGE**

CCF22082016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$**VICTIME : BOSEA TSHOKE COLLETTE**

CCF22082016_0055_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BOSEATOKE COLETTE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	LIT	45.0	3	135.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10425.0\$

VICTIME : BOSEKA WIKE ONDELA

CCF22082016_0018_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
4	MOUSSE	50.0	2	100.0

Total Partiel: 8300.0\$

VICTIME : BOSEKELIA FRANCOIS

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	100.0	3	300.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6550.0\$

VICTIME : BOSENGE FELLY

CCF22082016_0051_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BOSENGO BOYEMBA

CCF22082016_0029_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BOSENGO BOYEMBA DIDO

CCF22082016_0030_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : BOSILA BOLIMBO

CCF22082016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMPLIFICATEUR	200.0	1	200.0
2	BAFFLE	200.0	2	400.0
3	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
4	MEUBLE	500.0	1	500.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	70	700.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3550.0\$

VICTIME : BOSILA YAWELI

CCF22082016_0029_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : BOSILA YAWERI JEAN MARIE

CCF22082016_0030_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : BOSILE KIDA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_122

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	1	150.0
2	MATELAS	30.0	4	120.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	50	500.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1420.0\$

VICTIME : BOSOLO MARCEL

CCF22082016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	7	105.0
2	PORC	100.0	5	500.0
3	POULE	5.0	12	60.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 1165.0\$

VICTIME : BOSOLONDO LISALA

CCF22082016_0048_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	4	40.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	PIROGUE	350.0	1	350.0
5	TABLE	15.0	1	15.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : BOSOMI MATAMU

CCF22082016_0037_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	2	120.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1020.0\$

VICTIME : BOSONDO MUBEY MARIE

CCF22082016_0019_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	DIVERS BIENS	80000.0	1	80000.0
---	--------------	---------	---	---------

Total Partiel: 80000.0\$

VICTIME : BOSONGO BOGELI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_046

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	120000.0	1	120000.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 125400.0\$

VICTIME : BOSONGO BOLOLIA

CCF21082016_0003_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TABLE	10.0	60	600.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1145.0\$

VICTIME : BOSONGO BOSULU

CCF21082016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	150.0	1	150.0
2	CHEVRE	100.0	4	400.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MAISON O.N.L	5000.0	1	5000.0
5	MEUBLE	200.0	1	200.0
6	RADIO	150.0	1	150.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	TOLE	10.0	12	120.0

Total Partiel: 6470.0\$

VICTIME : BOSONGO KIDICHO

CCF22082016_0015_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	685.0	1	685.0

Total Partiel: 685.0\$

VICTIME : BOSONGO KIRICHO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_069

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BETAIL	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MATELAS	60.0	4	240.0

Total Partiel: 940.0\$

VICTIME : BOSONGO KITENGE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_243

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BOSONGO LIAOFONGA

CCF22082016_0019_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BOSONGO SAMUEL

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
3	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
5	MOTEUR HORS BORD	7000.0	1	7000.0

Total Partiel: 19000.0\$

VICTIME : BOSONGO WENDA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_066

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FILET	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	PIROGUE	300.0	1	300.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 610.0\$

VICTIME : BOSONGO WENDA MADO

CCF22082016_0046_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	4000.0	1	4000.0

Total Partiel: 4000.0\$

VICTIME : BOSONGO YAFI MARIE JEANNE

CCF22082016_0012_012CCF22082016_0012_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MATELAS	100.0	2	200.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VACHE	300.0	5	1500.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2400.0\$

VICTIME : BOSONGOBO GEELI

COPIE DE CCF22082016_0033_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BOSULU PETELO

CCF22082016_0051_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BOSUNGA BASEKAWIKE

CCF22082016_0022_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : BOTA BOLENDE

CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BROUETTE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 50.0\$

VICTIME : BOTA BOLENDE

CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	DIVERS BIENS	100.0	1	100.0
---	--------------	-------	---	-------

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : BOTA BOLENDE CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1350.0	1	1350.0

Total Partiel: 1350.0\$

VICTIME : BOTA BOLENDE CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARMITE	60.0	1	60.0
2	MATELAS	100.0	1	100.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 560.0\$

VICTIME : BOTA BOLENDE CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : BOTALIMBO IKALOMBO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_048

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1550.0\$

VICTIME : BOTAMBA BAELO CCF21082016_0001_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BOTAMBA LIFOKA CCF21082016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	200.0	5	1000.0
3	SOULIER	100.0	5	500.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1800.0\$

VICTIME : BOTAY LOTIKA CCF22082016_0050_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	6	60.0

Total Partiel: 5060.0\$

VICTIME : BOTELANNYELO LINGOSO CCF22082016_0029_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATTERIE	100.0	4	400.0
2	CHAISE EN PLASTIQUE	10.0	6	60.0
3	LAPIN	15.0	6	90.0
4	LIT	45.0	2	90.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

6	TOLE	10.0	35	350.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1140.0\$

VICTIME : BOTELANYELE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_173

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0
2	MEUBLE	400.0	1	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	55	550.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : BOTILEWE

CCF22082016_0047_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	42000.0	1	42000.0

Total Partiel: 42000.0\$

VICTIME : BOTOYA ANGWALE

CCF22082016_0075_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BOTSHAKA LITETA MATHIEU

CCF22082016_0057_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : BOTULU MICHEL

CCF22082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
2	TOLE	10.0	80	800.0

Total Partiel: 2800.0\$

VICTIME : BOTUMBE ATOY

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 10400.0\$

VICTIME : BOTUMBE ATOYA LIKU DIEU DONNE

CCF21082016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : BOTUMBE ATOYAUKO

CCF22082016_0054_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5460.0\$

VICTIME : BOTUNA BOLINOLA

OUGANDA 34

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : BOTUNGANDI CELESTINE

CCF22082016_0054_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	3	180.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 480.0\$

VICTIME : BOUMBE LIOGO

CCF22082016_0017_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	5	50.0
2	LIT	45.0	4	180.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	60	600.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1330.0\$

VICTIME : BOUMBE LIUGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARMITE	15.0	1	15.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	SALON	2000.0	1	2000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	60	600.0
6	USTENCILS DE CUISINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 2965.0\$

VICTIME : BOYAFUNGA MARIE

CCF22082016_0012_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BECHE	10.0	10	100.0
2	EPONGE	30.0	2	60.0
3	TOLE	10.0	10	100.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 360.0\$

VICTIME : BOYALE ISINGA

CCF22082016_0042_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0
3	TOLE	10.0	95	950.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2650.0\$

VICTIME : BOYALE LOFO JIMMY

CCF22082016_0050_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : BOYEMBA LINDAMBI

CCF22082016_0029_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME :		BOYOKO ALEMA	CCF21082016_0007_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	1200.0\$
VICTIME :		BOYOMA LISUNGA JEAN	CCF21082016_0007_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME :		BOYOMBI MOTONIA NGENE	CCF22082016_0004_012	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	1	15.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	10	100.0
			Total Partiel:	365.0\$
VICTIME :		BUGABU MATESO	CCF22082016_0012_020	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME :		BULERI VERONIQUE	CCF21082016_0006_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	1200.0\$
VICTIME :		BULU BOBINE	CCF21082016_0002_014	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
			Total Partiel:	750.0\$
VICTIME :		BULUBULU LOMANDE	CCF22082016_0008_012	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME :		BULUBULU LOMANGE	KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_196	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0
			Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME :		BUMBA BOTOGAMBANGU	CCF21082016_0002_002	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	500.0\$

VICTIME : BUMBA SAIDI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_246		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANDE VIDEO	25.0	1	25.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	2000.0
3	MUR	3000.0	1	3000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	100	1000.0
Total Partiel:				6325.0\$

VICTIME : BUMBA SAIDI DAVID		CCF22082016_0050_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME : BUNDUKI LOMBE NICOLAS		CCF22082016_0036_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	TELEVISION	250.0	2	500.0
Total Partiel:				1300.0\$

VICTIME : BUSE AFOFA		OUGANDA 34		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0
2	MEUBLE	1500.0	1	1500.0
Total Partiel:				3500.0\$

VICTIME : BUSE AFUFA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_034		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				10000.0\$

VICTIME : BUSHIKI MOBANOJA		CCF22082016_0018_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEPHONE	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	80	800.0
5	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				1200.0\$

VICTIME : BUSILAMBI BAKOMBI ALBERT		CCF22082016_0019_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				6000.0\$

VICTIME : BUTUGFE BUKUNDU		CCF22082016_0056_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$

VICTIME : BWANONDO MPUKI GILBERT		CCF22082016_0048_030		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : BWEMBOLA BAGOLONE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : CELESTIN SOLOMO

CCF22082016_0050_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	10.0	5	50.0
2	LATTE	5.0	8	40.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
4	TOLE	10.0	140	1400.0

Total Partiel: 3490.0\$

VICTIME : CENTRE POUR HANDICAPES

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	4502.0	1	4502.0
2	CENTRE DE SANTE	9773.0	1	9773.0
3	CENTRE POUR HANDICAPES	50890.0	1	50890.0
4	ECOLE	80867.0	1	80867.0
5	ECOLE PRIMAIRE	62738.0	1	62738.0
6	EGLISE ET RESIDENCE PRETRE	63641.0	1	63641.0
7	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	41015.0

Total Partiel: 313426.0\$

VICTIME : CHIHONZI NYOTAMYA

CCF22082016_0017_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : CHINDANO MAKANDO PIERRE

CCF22082016_0034_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	3	150.0
2	PORTE	100.0	4	400.0
3	TOLE	10.0	2	20.0
4	VITRE	50.0	3	150.0

Total Partiel: 720.0\$

VICTIME : CHINDAVO MAKANDO

OUGANDA 36

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	150.0	1	150.0
2	CHEVRON	10.0	3	30.0
3	PORTE	30.0	4	120.0
4	TOLE	10.0	20	200.0
5	VITRE	20.0	3	60.0

Total Partiel: 560.0\$

VICTIME : CHRISTOPHE LIFOTO

CCF22082016_0047_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIAMANT	60000.0	1	60000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	MOUSSE	50.0	4	200.0

4	RIZ (SAC)	50.0	5	250.0
---	-----------	------	---	-------

Total Partiel: 61250.0\$

VICTIME : COBENGA MARTIN

CCF22082016_0009_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : COCO BOLA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_060

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1260.0	1	1260.0

Total Partiel: 1260.0\$

VICTIME : COLLEGE MOELLE ECOLE PRIMAIRE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_066

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BETON LAVE	7802.0	1	7802.0
2	DEMOLITION MACONNERIE	4771.0	1	4771.0
3	DEMONTAGE DE LA	13475.0	1	13475.0
4	DEMONTAGE GITAGE EN BOIS	1856.0	1	1856.0
5	DEMONTAGE PANNE TUBILAIRE	283.0	1	283.0
6	DEMONTAGE PLANCHE DE RIVE	10082.0	1	10082.0
7	ENDUISAGE MURS BUREAU	112116.0	1	112116.0
8	ETAYAGE DALLE EN BA	2000.0	1	2000.0
9	FOURNITURE ET POSE	29250.0	1	29250.0
10	FOURNITURE ET POSE FERME	35090.0	1	35090.0
11	FOURNITURE ET POSE PANNE	26244.0	1	26244.0
12	FOURNITURE ET POSE	248198.0	1	248198.0
13	FOURNITURE ET POSE	234037.0	1	234037.0
14	FOURNITURE ET POSE	93483.0	1	93483.0
15	FOURNITURE ET POSE TOLLE	1039500.0	1	1039500.0
16	INSTALLATION DU CHANTIER	529461.0	1	529461.0
17	MACONNERIE DE CLAUSTRAS	13112.0	1	13112.0
18	REPRISE MACONNERIES	229454.0	1	229454.0
19	REPRISE PLAQUETTE MOELLON	27454.0	1	27454.0

Total Partiel: 2657668.0\$

VICTIME : COLLETTE BOKANGA

CCF22082016_0046_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	70000.0	1	70000.0

Total Partiel: 70000.0\$

VICTIME : COMPLEXE SCOLAIRE ANUALITE

BENI_CCF05032016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANC	25.0	10	250.0
2	CARTON DE CRAIE	5.0	1	5.0
3	CHAISE	10.0	7	70.0
4	PORTE	50.0	1	50.0
5	TABLE	15.0	4	60.0
6	TABLEAU	30.0	4	120.0

Total Partiel: 555.0\$

VICTIME : COMPLEXE SCOLAIRE HOME FEYEN

BENI_CCF05032016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	30.0	10	300.0

2	LAMELLES	10.0	100	1000.0
3	MUR	5000.0	1	5000.0
4	TABLE	15.0	8	120.0
5	TOLE	10.0	150	1500.0
6	VITRE	30.0	40	1200.0

Total Partiel: 9120.0\$

VICTIME : COMPLEXE SCOLAIRE LIKUNDE/LUBUNGA

BENI_CCF05032016_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARMOIRE	30.0	2	60.0
2	BANC	25.0	80	2000.0
3	BOITE CRAYON	5.0	5	25.0
4	BOITE STYLO	5.0	5	25.0
5	BUREAU DIRECTION	3000.0	1	3000.0
6	CAHIER	1.0	250	250.0
7	CARTE GEOGRAPHIQUE	10.0	30	300.0
8	CARTON DE CRAIE	5.0	2	10.0
9	CHAISE	10.0	10	100.0
10	FARDE	1.0	10	10.0
11	FOURNITURE SCOLAIRE	5.0	3	15.0
12	TABLEAU	30.0	6	180.0
13	TOLE	10.0	150	1500.0

Total Partiel: 7475.0\$

VICTIME : COMPLEXE SCOLAIRE ODILO

BENI_CCF05032016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANC	25.0	48	1200.0
2	BOITE STYLO	5.0	1	5.0
3	CARTON DE CRAIE	5.0	1	5.0
4	CHAISE	10.0	2	20.0
5	FARDE	1.0	10	10.0
6	FENETRE	25.0	2	50.0
7	FOURNITURE SCOLAIRE	5.0	1	5.0
8	PORTE	50.0	1	50.0
9	TABLE	15.0	3	45.0
10	TABLEAU	30.0	3	90.0
11	TOLE	10.0	15	150.0

Total Partiel: 1630.0\$

VICTIME : COMPLEXE SCOLAIRE OKAPI

BENI_CCF05032016_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BANC	25.0	200	5000.0
2	CARTE GEOGRAPHIQUE	10.0	13	130.0
3	LIVRE	30.0	102	3060.0
4	TABLEAU	30.0	26	780.0
5	TOLE	10.0	64	640.0

Total Partiel: 9610.0\$

VICTIME : DAMALI BOLIKA

CCF22082016_0042_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	80000.0	1	80000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 85000.0\$

VICTIME : DANDU CCF22082016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : DANIEL BATSHURUNKANYAHIKO KISANGANI_SUITE_CCF05032016_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	6413.0	1	6413.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6913.0\$

VICTIME : DAULA ALENGA MBO JOSEPH CCF22082016_0036_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : DEDRA APWAMA CCF22082016_0054_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	15.0	4	60.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 5560.0\$

VICTIME : DEMANGO VICTOR KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5280.0	1	5280.0

Total Partiel: 5280.0\$

VICTIME : DEMBO ONADIKONDO CCF22082016_0006_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	1	80.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 580.0\$

VICTIME : DHIKALA LIGBENDEKI TOSAMBO CCF22082016_0005_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VITRINE	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : DIDO KIMOTO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_046

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	250.0	4	1000.0
2	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	TOLE	10.0	50	500.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : DIEU DONNE BONYONGO

COPIE DE CCF22082016_0033_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : DIEU DONNE MWAMBA TSHAMUNYONGE

CCF22082016_0042_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : DIEUDONNE BONYONGO

CCF22082016_0033_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	40	400.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10600.0\$

VICTIME : DIFUMA BASOMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	26680.0	1	26680.0

Total Partiel: 26680.0\$

VICTIME : DILA TOLENGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0021_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	6	60.0
2	CIMENT(SAC)	15.0	70	1050.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	40	400.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1690.0\$

VICTIME : DIOPE ELONGO

CCF22082016_0048_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	21114.0	1	21114.0

Total Partiel: 21114.0\$

VICTIME : DJAMBO DJAMBO BISSABITA MORINO

CCF22082016_0015_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	300.0	1	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : DJEMBA KITOKO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	4	180.0

2	MATELAS	30.0	4	120.0
3	TOLE	10.0	40	400.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : DJUMA ANDJELA CCF22082016_0015_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : DJUMA BALONGOLA CCF22082016_0042_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	TOITURE ET CHARPENTE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : DJUMA BOLONGOLA CCF22082016_0107_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : DJUMA LOUISE KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
3	LIT	100.0	4	400.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	RADIO	100.0	1	100.0
6	SALON	1000.0	1	1000.0
7	TOLE	13.0	20	260.0

Total Partiel: 12510.0\$

VICTIME : DJUMA MAYOLE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_041

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	100.0	1	100.0
2	BASSIN	50.0	2	100.0
3	BOUSOLE GEOMETRE	1000.0	1	1000.0
4	CHAUSSURES	100.0	2	200.0
5	HABITS(VALISE)	50.0	2	100.0
6	MALLE	500.0	1	500.0
7	MATELAS	100.0	2	200.0
8	PIECE WAX	100.0	2	200.0
9	RADIO	50.0	2	100.0
10	TELEVISION	250.0	1	250.0
11	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
12	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 3150.0\$

VICTIME : DJUMAINE NGANDU UGANDA 8

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	7250.0	1	7250.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

5	PASSEPORT	200.0	2	400.0
Total Partiel:				9350.0\$
VICTIME : DJUNGA KAYA		CCF22082016_0048_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
Total Partiel:				5150.0\$
VICTIME : DJUNGA KOY		CCF22082016_0056_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : DJUNGA NKOY		CCF22082016_0046_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2475.0	1	2475.0
Total Partiel:				2475.0\$
VICTIME : DOLA RAMAZANI		CCF22082016_0050_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	30	300.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5400.0\$
VICTIME : DOMBA BOBITIE		CCF22082016_0046_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
Total Partiel:				10000.0\$
VICTIME : DONAT AENGA		CCF21082016_0002_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	4500.0	1	4500.0
Total Partiel:				4500.0\$
VICTIME : DONGO LUFUNGULA		COPIE DE CCF22082016_0034_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	7000.0	1	7000.0
Total Partiel:				7000.0\$
VICTIME : DONGO LUFUNGULA JEANNE		CCF22082016_0034_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				6100.0\$
VICTIME : DONGO YEMA		CCF22082016_0042_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	240000.0	1	240000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
Total Partiel:				250000.0\$
VICTIME : DOSHO BASOSILA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_024		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	6	90.0

2	CASIER VIDANGE	12.0	21	252.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	POULE	5.0	11	55.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	TOITURE	2000.0	1	2000.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 8097.0\$

VICTIME : DUMA MAYOLA

CCF22082016_0001_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	100.0	1	100.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : DUMALI AKAOTO

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 13000.0\$

VICTIME : EBANDA KWASA

CCF22082016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE EN PLASTIQUE	10.0	4	40.0
2	EPONGE	80.0	1	80.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	PENDULE	30.0	2	60.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	SOULIER	50.0	3	150.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1080.0\$

VICTIME : EBANGWA ALINE THETE

CCF22082016_0042_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : EBANGWA MALENGELA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_282

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	DIVERS BIENS	100.0	1	100.0
3	HABITS(VALISE)	20.0	1	20.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	TOLE	10.0	54	540.0

Total Partiel: 2150.0\$

VICTIME : EBANGWA MONDA MOSOMBI

CCF21082016_0003_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : EBANGWA NICOLAS

CCF22082016_0012_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : EBANGWA NICOLE

CCF22082016_0012_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : EBAY GABALO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_185

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
2	MATELAS	60.0	3	180.0
3	MUR	50.0	1	50.0
4	PORTE	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	20	200.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1280.0\$

VICTIME : EBAY GABIO MARIE

CCF22082016_0016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	6	1200.0
2	MATELAS	100.0	6	600.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	30	300.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2550.0\$

VICTIME : EBELE PATRICE

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MAGNETOSCOPE	50.0	1	50.0
4	MOTEUR HORS BORD	5000.0	1	5000.0
5	SALON	1000.0	1	1000.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 11900.0\$

VICTIME : EBELE TOTIKALENI PATRICE

CCF22082016_0054_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : EBOLA MOKOMA

CCF22082016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
---	--------	--------	---	--------

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : EBOLA MOKOMA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : EBOMA RENE KALOKOLA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_198

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : EBONGA EFENDJA GEOGEFINE

CCF22082016_0050_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 950.0\$

VICTIME : EBUNDABUNDA EZAZO

CCF21082016_0004_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MOTO	4500.0	1	4500.0
4	MOUSSE	80.0	3	240.0
5	MUR	300.0	1	300.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	TOLE	10.0	20	200.0
9	USTENCILS DE CUISINE	25.0	1	25.0
10	VELO	100.0	1	100.0
11	VITRE	20.0	1	20.0

Total Partiel: 6435.0\$

VICTIME : EBUTA MALUKU

CCF22082016_0026_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : EDIAMBULU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : EDIAMBULU NSUMBU

CCF22082016_0050_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

				Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : EFOLO BIENMERC		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_010			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0	
2	HABITS(VALISE)	100.0	5	500.0	
3	TOLE	13.0	100	1300.0	
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	12000.0\$
VICTIME : EFOLO VICKY		CCF22082016_0033_018			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	1500.0	1	1500.0	
				Total Partiel:	1500.0\$
VICTIME : EFULU MATHIEU		CCF22082016_0010_002			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : EFULU MATTHIEU		CCF22082016_0010_002			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MEUBLE	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	5300.0\$
VICTIME : EFULU VICKY		COPIE DE CCF22082016_0033_018			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	1500.0	1	1500.0	
				Total Partiel:	1500.0\$
VICTIME : EGONABI MOMABIO		CCF22082016_0004_018			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : EKAMBALE NAKWA EDIDI		CCF22082016_0026_016			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : EKANIKO KAUNE		CCF22082016_0026_010			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0	
				Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : EKANIKO LITUKA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_270			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0	
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
3	RADIO	50.0	2	100.0	
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
5	VELO	100.0	2	200.0	
				Total Partiel:	1200.0\$
VICTIME : EKELI ZAGI		CCF22082016_0054_030			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
				Total Partiel: 5000.0\$
VICTIME : EKILI ZANGI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_236		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	2	100.0
				Total Partiel: 5100.0\$
VICTIME : EKODI MENEYA		CCF22082016_0005_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	50000.0	1	50000.0
				Total Partiel: 50000.0\$
VICTIME : EKOFO POYO		CCF22082016_0033_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	7000.0	1	7000.0
2	MEUBLE	1500.0	1	1500.0
				Total Partiel: 8500.0\$
VICTIME : EKOMISA JOSEPHINE		COPIE DE CCF22082016_0033_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1500.0	1	1500.0
				Total Partiel: 1500.0\$
VICTIME : EKOMISA MWA YUMA JOSEPH		CCF22082016_0033_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	4000.0	1	4000.0
				Total Partiel: 4000.0\$
VICTIME : ELASI KAWAMBA OMENDE JULES		CCF22082016_0041_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
				Total Partiel: 10000.0\$
VICTIME : ELENKO OGENDO		CCF22082016_0044_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	50.0	9	450.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
				Total Partiel: 5900.0\$
VICTIME : ELODI OREDI CHANTAL		CCF21082016_0006_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
				Total Partiel: 5400.0\$
VICTIME : ELONGA ASANI MUKOKA		CCF22082016_0033_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
				Total Partiel: 10000.0\$
VICTIME : ELONGA BILIWENGA		CCF22082016_0054_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
---	--------------------	--------	---	--------

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ELONGA LIKULU

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_069

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : ELONGA LOKOLI

CCF22082016_0021_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : ELONGO ASANI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ELONGO SELEMANI

CCF21082016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MATELAS	50.0	1	50.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VENTILATEUR	20.0	1	20.0

Total Partiel: 1370.0\$

VICTIME : ELONGO SERAPHIN

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_076

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ELULU LOKWA

CCF22082016_0048_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1500.0	60	90000.0
2	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 90600.0\$

VICTIME : ELYSEE BOLUTA BOTUA MANA

CCF22082016_0041_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CIMENT(SAC)	15.0	6	90.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	50	500.0
5	VELO	100.0	6	600.0
6	VENTILATEUR	20.0	1	20.0

Total Partiel: 2460.0\$

VICTIME : EMANGE OMOKOKO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	9	135.0
2	CHEVRE	100.0	2	200.0

3	MATELAS	30.0	4	120.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	TELEVISION	250.0	2	500.0
6	TOITURE	2000.0	1	2000.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 8155.0\$

VICTIME : EMANGE OMOKONO

CCF22082016_0018_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 6150.0\$

VICTIME : ENAKA GILBERT

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : ENDOPONI VERONIQUE

CCF22082016_0015_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CIMENT(SAC)	10.0	15	150.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	2	500.0
6	TOLE	10.0	25	250.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2150.0\$

VICTIME : ENGILISI BONAYA

CCF22082016_0029_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5350.0\$

VICTIME : ENGILISI MELIMO

CCF22082016_0026_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	5	750.0
2	CONGELATEUR	600.0	3	1800.0
3	GROUPE ELECTROGENE	500.0	2	1000.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
6	MOTO	800.0	10	8000.0
7	TELEVISION	250.0	2	500.0
8	TOLE	10.0	80	800.0
9	VEHICULE	10000.0	5	50000.0

Total Partiel: 68050.0\$

VICTIME : **ENGONJI MAKUTANO**

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_086

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOITURE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: **2290.0\$**VICTIME : **ENNGODJI MAKUTANO**

CCF22082016_0042_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: **1600.0\$**VICTIME : **ENZAKASI NABONGO**

CCF22082016_0029_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: **1000.0\$**VICTIME : **ENZENDA ZALO**

CCF22082016_0041_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: **100.0\$**VICTIME : **EPANYA LOWAKONJO MICHEL**

CCF21082016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: **5000.0\$**VICTIME : **EPELE ELYSEE**

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0018_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	30.0	2	60.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: **6000.0\$**VICTIME : **ERNEST GEWNGAGE BAUSAMELA**

CCF22082016_0029_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: **1000.0\$**VICTIME : **ESAYA BUTOMBE BERNARD**

CCF22082016_0034_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: **1000.0\$**VICTIME : **ESAYA BOTOMBE**

COPIE DE CCF22082016_0034_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$**VICTIME :** ESOGITE ALPHONSE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	15	150.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5530.0\$**VICTIME :** ESONGA EFENDJA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_084

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOITURE	2000.0	1	2000.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3100.0\$**VICTIME :** ESONGA LITI

CCF22082016_0009_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	15000.0	1	15000.0

Total Partiel: 15000.0\$**VICTIME :** ESONGA OSOLO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	4	180.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	TOLE	10.0	63	630.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6110.0\$**VICTIME :** ETEFA BOHOLA

CCF22082016_0018_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$**VICTIME :** ETEFA LIKANGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	PIROGUE	300.0	1	300.0
3	RADIO	50.0	4	200.0
4	TELEVISION	250.0	4	1000.0
5	TOLE	10.0	205	2050.0

Total Partiel: 4350.0\$**VICTIME :** ETEFA WANGATA

CCF22082016_0015_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : ETHOKA BASTIN		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_104		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BETAIL	2000.0	1	2000.0
2	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
Total Partiel:				12090.0\$

VICTIME : ETS ALSAN		STE_&_ETS_PRIVES_KISANGANI_CCF04032016_0009_013		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	35315.0	1	35315.0
Total Partiel:				35315.0\$

VICTIME : ETS RIMCA		STE_&_ETS_PRIVES_KISANGANI_CCF04032016_0010_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	82174.0	1	82174.0
Total Partiel:				82174.0\$

VICTIME : ETUTU CHRISTINE		CCF22082016_0050_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				7000.0\$

VICTIME : EUTU BASOMBELE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
Total Partiel:				245.0\$

VICTIME : EUTU JOSEPH		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_189		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	1	10.0
Total Partiel:				860.0\$

VICTIME : EUTU JOSEPH FRANCOIS		CCF22082016_0022_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DRAP	50.0	3	150.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	10	100.0
Total Partiel:				700.0\$

VICTIME : EUTU KASHINDE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_030		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 775.0\$

VICTIME : EWASSO SALEM

CCF22082016_0017_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : EWOLO NGBELE

CCF22082016_0008_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : EYAKE MASTA

CCF22082016_0055_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : EYANE MASTAKI

CCF22082016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : EYANGA TANGELI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_228

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : EYONGA TANGELI

CCF22082016_0055_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	50.0	1	50.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	SAC A MAIN	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : EZEMBA CORNEIL

CCF22082016_0021_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	50	500.0
7	VENTILATEUR	25.0	1	25.0
8	VITRINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7125.0\$

VICTIME : FAILA MOSOMBO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_136

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	10.0	2	20.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	50	500.0

6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 1970.0\$

VICTIME : FAKA LUZINGA CCF22082016_0050_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : FALANGA HELENE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_061

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	5	75.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	PIECE WAX	100.0	5	500.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	TOLE	10.0	20	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1125.0\$

VICTIME : FALIALA NGIMBA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_314

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	15	225.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	12	120.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 805.0\$

VICTIME : FALIYALA LOUIS CCF22082016_0031_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON VIDE	2.0	3	6.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	80.0	2	160.0
4	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 966.0\$

VICTIME : FAMILLE LUKAGA ASSANI CCF22082016_0020_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	20	200.0
2	TRIPLEX	10.0	10	100.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : FAMILLE MWARABU CCF22082016_0020_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	20	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2550.0\$

VICTIME : FAMILLE NDOMBE FELE CCF22082016_0020_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITS(VALISE)	400.0	1	400.0
2	PLAFOND	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	20	200.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : FAMILLES SALIBOKO

CCF22082016_0050_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : FANILLE BONGONGWE

CCF21082016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHONIE	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : FATAKI KOMBONZI

CCF22082016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	PANNEAU SOLAIRE	1000.0	1	1000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	35	350.0
8	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 2625.0\$

VICTIME : FATUMA BOTUMA

CCF22082016_0005_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	300.0	1	300.0
2	EPONGE	50.0	1	50.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
6	PIECE SUPER	140.0	6	840.0
7	PORTE	50.0	1	50.0
8	RADIO	50.0	1	50.0
9	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 7740.0\$

VICTIME : FATUMA PANALOLOYA

CCF2208016_0037_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : FELE GENINGA

CCF22082016_0022_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PIECE WAX	140.0	6	840.0

4	PORC	100.0	5	500.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2390.0\$

VICTIME : FELE PIERRE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	SALON	2000.0	1	2000.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	30	300.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8300.0\$

VICTIME : FERDINAR CANA OLODOKO CCF21082016_0006_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : FIDELE BAYOLA CCF22082016_0015_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : FIFI SEKOA IBUKA CCF21082016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : FIMBO LOBANGA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	EPAVE MOTO	500.0	1	500.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6100.0\$

VICTIME : FLORENT LOTIKA COPIE DE CCF22082016_0033_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MAGNETOSCOPE	50.0	1	50.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2450.0\$

VICTIME : FOLIBOLI LOTAMBE BENOIT CCF22082016_0018_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOUSSE	50.0	1	50.0
2	PANTALON	20.0	4	80.0
3	SOULIER	50.0	1	50.0

Total Partiel: 180.0\$

VICTIME : FOLO ELISE		CCF22082016_0045_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
Total Partiel:				15000.0\$
VICTIME : FOLO ELISEE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_254		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : FOLO KOMOY		COPIE DE CCF22082016_0034_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPARGNE	250.0	1	250.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
Total Partiel:				500.0\$
VICTIME : FOLO KOMOY AUGUSTIN		CCF22082016_0034_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DEC	50.0	1	50.0
2	EPONGE	60.0	1	60.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
Total Partiel:				360.0\$
VICTIME : FOLO MOILA		CCF21082016_0004_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	1	80.0
2	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				180.0\$
VICTIME : FOMBOLI LOTAMBE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_178		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5700.0\$
VICTIME : FRANC MAFULE		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0006_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
Total Partiel:				10000.0\$
VICTIME : FRANCIS LITANDA		CCF22082016_0051_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : FRANCK MAFUE ANDERSONE		CCF22082016_0027_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
Total Partiel:				800.0\$

VICTIME : FRANCK MAFUE ENDERSON

CCF22082016_0054_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : FRANCOIS LITANDA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_076

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	200.0	1	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	60.0	1	60.0
6	TOLE	10.0	60	600.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1555.0\$

VICTIME : FUNDI MAPELO

CCF22082016_0007_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	250.0	50	12500.0
2	HABITS(VALISE)	100.0	2	200.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	5	500.0
5	VENTILATEUR	30.0	12	360.0

Total Partiel: 13810.0\$

VICTIME : FUNDI MARIAMU

CCF21082016_0003_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2700.0\$

VICTIME : FUNGI ALI

CCF22082016_0126_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	250000.0	1	250000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 260000.0\$

VICTIME : FURAHA FATUMA ESTHER

CCF22082016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1300.0	1	1300.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : GADRANDA TABU

CCF22082016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : GADRANGA TABU

CCF22082016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : GAMBA KITAMBALA PIERRE

CCF22082016_0016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : GAMISA MOKE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TOITURE	2000.0	4	8000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 8250.0\$

VICTIME : GANA NYIWA TENE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	10	100.0
2	DIVERS BIENS	150.0	1	150.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MATELAS	30.0	4	120.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	MOTO	800.0	1	800.0
7	MOULIN	1000.0	1	1000.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0
9	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 7820.0\$

VICTIME : GANA NYIWATENE

CCF22082016_0019_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : GBALANGA TINDINGWE NICOLAS

CCF21082016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : GBOISSO MBAKPOKYA

CCF22082016_0006_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0
2	DIVERS BIENS	4000.0	1	4000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : GBONDANDRO SUZE

CCF22082016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
4	VEHICULE	10000.0	5	50000.0

Total Partiel: 52900.0\$

VICTIME : GBONDANDRO SUZE GEORGINE

CCF22082016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	VEHICULE	10000.0	3	30000.0

Total Partiel: 36600.0\$

VICTIME : GEFONDELA HENRI JACQUES

CCF22082016_0022_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : GELEME ANTOINE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	SALON	2000.0	1	2000.0
3	TOLE	10.0	50	500.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7600.0\$

VICTIME : GELEME MBOYO

CCF21082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	300.0	1	300.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2700.0\$

VICTIME : GELIGE AOMBE

CCF22082016_0029_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : GELONGO KWAMY

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_208

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : GEORGES AITOKESA

COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100000.0	1	100000.0

Total Partiel: 100000.0\$

VICTIME : GERMAINE MAUWA

CCF22082016_0014_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CARREAUX	10.0	20	200.0
2	CIMENT(SAC)	15.0	40	600.0
3	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	100	1000.0
8	TRIPLEX	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 3900.0\$

VICTIME : GOGO WEDO

CCF22082016_0015_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : GOGOWE PANZANGANE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_072		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MEUBLE	5030.0	1	5030.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOITURE	2000.0	1	2000.0
5	VELO	100.0	1	100.0
			Total Partiel:	7530.0\$
VICTIME : GUPA MBOSE JOSE		CCF22082016_0031_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : GUPA NDOSE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_046		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	80	800.0
			Total Partiel:	6650.0\$
VICTIME : HANGO OKITO		COPIE DE CCF22082016_0034_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	4000.0	1	4000.0
			Total Partiel:	4000.0\$
VICTIME : HAWA RASHIDI		CCF21082016_0001_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : HELEINE NZITA E.		CCF22082016_0013_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : HEMEDI ABIANGAMBA JOSEPH		CCF22082016_0083_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME : HENGEMANGE MABWANEZA JEROME		CCF22082016_0042_020		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
			Total Partiel:	15000.0\$
VICTIME : HENRI CHRISTOPHE MBOMBÉ		CCF22082016_0046_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0

2	VELO	100.0	6	600.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : HENRI MBALAKA

CCF22082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	85	850.0

Total Partiel: 5850.0\$

VICTIME : HENRIETTE ANGWENIKLAE

CCF21082016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTEUR	7000.0	1	7000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0
4	VENTILATEUR	20.0	1	20.0

Total Partiel: 7170.0\$

VICTIME : HENRIETTE LUNGA

CCF22082016_0056_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : HOTEL KISANGANI

STE_&_ETS_PRIVES_KISANGANI_CCF04032016_0002_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	800.0	1	800.0
2	HABITS(VALISE)	25.0	24	600.0
3	MATELAS	80.0	12	960.0
4	MOTO	2300.0	1	2300.0
5	TRONCONNUEUSE	1750.0	2	3500.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 8360.0\$

VICTIME : HUBERT OFENA YENI NDOLO

CCF22082016_0026_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : HYANGO OKITO

CCF22082016_0034_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : IDUMBO NSAMBA GASTON

CCF21082016_0001_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	MATELAS	50.0	1	50.0
4	MOTO	4500.0	1	4500.0
5	MOUSSE	50.0	2	100.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TRANSFORMATEUR	5000.0	1	5000.0
8	VITRINE	250.0	1	250.0

Total Partiel: 10795.0\$

VICTIME : IGWANDEY RENE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
2	LIT	45.0	3	135.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1425.0\$

VICTIME : IKENGE GELENGI CEDRIC

CCF21082016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MOUSSE	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : IKOLONGA LIFETU

CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : IKOLONGA YENGA

CCF22082016_0029_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : IKOMBA BASOMBA JOSEPH

CCF22082016_0051_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : IKONI WALINGE MADO

CCF22082016_0048_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ILANO ATELE

CCF22082016_0015_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ILOMBELOMBE BAEMBI

CCF22082016_0029_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ILONGE BOTUNGA

CCF22082016_0041_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	PORTE	50.0	3	150.0
3	TOLE	10.0	30	300.0
4	VITRE	50.0	6	300.0

Total Partiel: 1750.0\$

VICTIME : ILONGE ITEKU BOFOYA

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : ILONGOSI MONINGI

CCF22082016_0046_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	TOITURE ET CHARPENTE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 16000.0\$

VICTIME : ILULU WA ILULU

CCF21082016_0006_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ILUNDELA KAMBAMUSU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	AMPLIFICATEUR	400.0	1	400.0
2	CUISINIERE	400.0	1	400.0
3	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
4	FOREUSE	400.0	1	400.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	TOITURE	2000.0	1	2000.0
9	VITRE	40.0	5	200.0

Total Partiel: 4700.0\$

VICTIME : INGILISI MELIMO LOUISE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_048

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	3	1800.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1500.0	2	3000.0
3	MOTO	800.0	10	8000.0
4	OR	90000.0	5	450000.0
5	TELEVISION	250.0	2	500.0
6	TOLE	10.0	80	800.0
7	VEHICULE	10000.0	1	10000.0
8	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 484100.0\$

VICTIME : INGILISI MOKELETE

CCF22082016_0056_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DOCUMENTS CONCESSION	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : INGILISI MOKELETS

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_023

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DOCUMENT	1000.0	1	1000.0
2	TITRE DE PROPRIETE MAISON	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : **INGUBA LITALE**

CCF22082016_0017_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: **2000.0\$**VICTIME : **IPOANI MANYENYE BARTHELEMY**

CCF22082016_0012_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: **5000.0\$**VICTIME : **IREKABO SIKILINI PEPE**

CCF21082016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: **5200.0\$**VICTIME : **ISAMAEL BAYANGAMBI**

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	100.0	3	300.0
2	RADIO	100.0	1	100.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	13.0	42	546.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: **1396.0\$**VICTIME : **ISANGALINGA OLOMANDASO**

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_102

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	LIT	45.0	4	180.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MACHINE A ECRIRE	100.0	1	100.0
5	MATELAS	30.0	4	120.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: **5850.0\$**VICTIME : **ISANGALINGA OLOMANDJARO**

CCF22082016_0018_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MACHINE A ECRIRE	80.0	1	80.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	6	600.0
5	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: **6330.0\$**VICTIME : **ISAULA MAPENGO**

CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: **5000.0\$**VICTIME : **ISAYAULI BOTELA**

CCF22082016_0037_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	4060.0	1	4060.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: **9060.0\$**

VICTIME : ISAYAULI BOTELA

CCF22082016_0037_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	STABILISATEUR	20.0	1	20.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0
7	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 1445.0\$

VICTIME : ISEMBO BOLEILA

CCF22082016_0029_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ISISAU BOLEKESA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	9	180.0
2	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	HORLOGE	20.0	1	20.0
6	LIT	45.0	2	90.0
7	MATELAS	30.0	2	60.0
8	RADIO	50.0	1	50.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : ISOMBO

CCF22082016_0055_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	80.0	1	80.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 330.0\$

VICTIME : ISOMELA YENGA

CCF22082016_0054_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	1	60.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5160.0\$

VICTIME : ISONO MARIE JOSE

CCF22082016_0021_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DOCUMENT SCOLAIRE	500.0	1	500.0
2	MEUBLE	30000.0	1	30000.0

Total Partiel: 30500.0\$

VICTIME : ISSA BUCHIRI

CCF21082016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : ISSA MICHEL KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				10200.0\$

VICTIME : ISSA OLONGA JULY CCF22082016_0051_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$

VICTIME : ISSAKA YATUMBA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	46	460.0
Total Partiel:				1910.0\$

VICTIME : ISSAKA YATUNGA CCF22082016_0010_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	10	100.0
2	COSTUME	150.0	3	450.0
3	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
5	MATELAS	80.0	1	80.0
6	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0
7	SOULIER	100.0	4	400.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0
9	TOLE	10.0	85	850.0
10	USTENCILS DE CUISINE	50.0	10	500.0
Total Partiel:				3980.0\$

VICTIME : ITEKU BASAKI CCF22082016_0051_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
2	RADIO	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				2500.0\$

VICTIME : ITIBONDO JOMBO CCF21082016_0006_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				6000.0\$

VICTIME : ITINDI MUPALA CCF22082016_0051_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	4	180.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				2380.0\$
VICTIME : ITINDI MOPALA		CCF22082016_0034_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				1200.0\$
VICTIME : ITINGONDO MARIE		CCF22082016_0006_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : ITOFELE AMANI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_044		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	60.0	1	60.0
2	CHIKWANGE	50.0	3	150.0
3	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				310.0\$
VICTIME : ITOKE SEME		CCF22082016_0042_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	15000.0	1	15000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				20000.0\$
VICTIME : ITOWA KOMBOZI		CCF22082016_0033_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	78000.0	1	78000.0
Total Partiel:				78000.0\$
VICTIME : ITYEKU BASAKI		CCF22082016_0029_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	150	1500.0
2	VITRE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				1700.0\$
VICTIME : IVAN ISOMELE BANDOMBELE		CCF21082016_0002_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : IYOJOMONYA JULES		CCF22082016_0007_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : J.P. SENG MANGOBO		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_052		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	SALON	2000.0	1	2000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VENTILATEUR	30.0	1	30.0
Total Partiel:				2930.0\$

VICTIME : JACQUES BOSOMBO

CCF22082016_0048_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : JAHUMBA MWAYO

CCF21082016_0004_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : JAPENGE KENE

CCF22082016_0032_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TELEPHONE	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6100.0\$

VICTIME : JEAN MARIE SIKOMBILI BONDONDO

CCF22082016_0054_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	400.0	1	400.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
4	PORC	100.0	7	700.0
5	POULE	5.0	60	300.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 3900.0\$

VICTIME : JEAN NDJOBAL MASIKINI

CCF22082016_0026_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FER A REPASSER	15.0	1	15.0
2	FUSIL	500.0	1	500.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	10	100.0
5	TOURNE DISQUE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 715.0\$

VICTIME : JEAN PAUL MANGOSA MOKAKI

CCF22082016_0012_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10200.0\$

VICTIME : JEAN PIERRE FALANGA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0
5	TOLE	10.0	45	450.0

Total Partiel: 2300.0\$

VICTIME : JEAN WILANGI

CCF22082016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : JEANNE KITUTU

CCF22082016_0029_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : JOHN BEDJO

CCF22082016_0046_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIAMANT	20000.0	1	20000.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 20250.0\$

VICTIME : JOLENGA OWDANYANGO

CCF22082016_0050_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	12	180.0
2	COCHON	80.0	6	480.0
3	POULE	5.0	25	125.0
4	PRODUIT PHARMACEUTIQUE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3785.0\$

VICTIME : JOSE LIKUWAFINDI

CCF22082016_0042_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6450.0\$

VICTIME : JOSEPH

UGANDA 5

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : JOSEPH BAELINGA

CCF22082016_0041_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : JOSEPH KABEMBA

CCF22082016_0010_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : JOSEPH KASONGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON VIDE	10.0	5	50.0
2	CONGELATEUR	650.0	1	650.0
3	HABITS(VALISE)	150.0	1	150.0

4	MAIS (SAC)	40.0	1	40.0
5	MANIOC(SAC)	10.0	5	50.0
6	MIROIR	50.0	1	50.0
7	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0
8	TOLE	140.0	1	140.0

Total Partiel: 1180.0\$

VICTIME : JOSEPH YUMA MWARABU

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	2770.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3420.0\$

VICTIME : JOSEPHINE FUNDI OKITO

CCF22082016_0051_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : JULIA MELI TULIA

CCF22082016_0006_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : JUMBE BEKUMA

CCF22082016_0013_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : JUSTIN LIFOLI KOY

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	2000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	5	1000.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 3200.0\$

VICTIME : JUSTIN LIFOLO NKOY

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : KABANGULI MWINYIPORI

CCF22082016_0055_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : KABANJI SHITALA SEBASTIEN

CCF22082016_0021_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : KABEYA KAMWANGA

CCF22082016_0056_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KABEZAMUGELE BERNARD

CCF21082016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KABOLA KEDJELE THOMS

CCF22082016_0054_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	PIECE WAX	100.0	8	800.0

Total Partiel: 6200.0\$

VICTIME : KACEKA BILOLO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_261

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PORTE	50.0	1	50.0
4	RECHAUD	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	1	10.0

Total Partiel: 860.0\$

VICTIME : KACEKA BILOLO EDMOND

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_261

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PORTE	10.0	1	10.0
4	RECHAUD	30.0	1	30.0
5	TOLE	10.0	1	10.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : KADJITAYE SAPUA PIRRETTE

CCF22082016_0014_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	14	140.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 690.0\$

VICTIME : KAFUA MARIE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_060

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : KAHENGA MUSAFIRI

CCF22082016_0012_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

				Total Partiel:	5200.0\$
VICTIME : KAHENGA MUSAFIRI PRISCA				CCF22082016_0012_014	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0	
				Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : KAISALA COBANGA				CCF22082016_0056_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0	
				Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : KAISALA LOBANGA				COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_058	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0	
				Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : KAISALA WAWINA				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_256	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : KAISALA WAWINA JEAN				CCF22082016_0038_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : KAITENGE KITAMBALA				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_028	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
3	TELEVISION	250.0	1	250.0	
4	TOLE	10.0	60	600.0	
5	VELO	100.0	2	200.0	
				Total Partiel:	11050.0\$
VICTIME : KAKODI AMULANI				OUGANDA 35	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARGENT EN ESPECE	4000.0	1	4000.0	
2	TOLE	10.0	30	300.0	
				Total Partiel:	4300.0\$
VICTIME : KAKUDJI FINDJI WA MWAMBA				CCF22082016_0036_002	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIAMANT	25000.0	1	25000.0	
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	10000.0	
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	40000.0\$
VICTIME : KAKUDJI NGOY				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_090	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
3	MATELAS	30.0	4	120.0	
4	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	5420.0\$

VICTIME : KAKULANGE BARUTE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_018		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : KALALA JOSEPHINE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
			Total Partiel:	1200.0\$
VICTIME : KALALA JOSEPHINE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	7000.0	1	7000.0
			Total Partiel:	7000.0\$
VICTIME : KALALA JOSEPHINE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	1	100.0
			Total Partiel:	100.0\$
VICTIME : KALALA KUKULU		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_183		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : KALAMBAYI TSHIDIKA		CCF21082016_0006_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : KALEGAMIRE BAYENDA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_098		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIPLOME	200.0	1	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
			Total Partiel:	700.0\$
VICTIME : KALEKA BILOLO EDMOND		CCF22082016_0057_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : KALEMBO SIDO		CCF22082016_0042_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	50.0	1	50.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5050.0\$
VICTIME : KALIMASI MOTOKA		CCF21082016_0003_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	10	100.0

4	VELO	100.0	1	100.0
			Total Partiel:	1250.0\$
VICTIME :		KALOKA MUGENI		CCF22082016_0116_005
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME :		KALOKO MUGENI		CCF22082016_0116_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME :		KALOKO MUGENI		CCF22082016_0028_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	3	30.0
			Total Partiel:	30.0\$
VICTIME :		KALOLO MUGENI		COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	3	30.0
			Total Partiel:	30.0\$
VICTIME :		KALOMBOLA LISENDJA		CCF22082016_0034_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIAMANT	500.0	1	500.0
2	FUT ESSENCE	300.0	1	300.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5800.0\$
VICTIME :		KALOMBOLA MASUBUKU SUZA		CCF21082016_0002_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	1	150.0
			Total Partiel:	150.0\$
VICTIME :		KALONDA LISAKA		CCF22082016_0079_006
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
			Total Partiel:	6100.0\$
VICTIME :		KALONDA LISAKA GABREL		CCF21082016_0002_016
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0
			Total Partiel:	1500.0\$
VICTIME :		KALONDA MANINGO MPENE		CCF22082016_0034_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME :		KALONDA MUNINGO		COPIE DE CCF22082016_0034_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6100.0\$

VICTIME : KALONDI MULOPU CCF21082016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KALONGO LITUKA CCF22082016_0054_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	200.0	1	200.0
2	DIVERS BIENS	720.0	1	720.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1870.0\$

VICTIME : KALUKULA EBOMA RENE CCF22082016_0051_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 7300.0\$

VICTIME : KALUMBA BUSHIRI CCF21082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : KAMANDE MULEBA CCF22082016_0018_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KAMANDE MULEBA CCF22082016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : KAMANGO BOFOYA KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_059

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : KAMANGO SADA CCF21082016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : KAMANZINA LOMUANGO

CCF22082016_0004_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
2	MUR	300.0	1	300.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : KAMBALE SAAMBILI

CCF22082016_0029_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	3	240.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
5	PIECE WAX	140.0	15	2100.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TOLE	10.0	70	700.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 4935.0\$

VICTIME : KAMBI ASUMANI

CCF22082016_0051_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PENDULE	20.0	1	20.0
4	VENTILATEUR	30.0	1	30.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : KAMBI WA KAMBI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : KAMENI EKAKOSE LEONTINE

CCF21082016_0006_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : KAMULETE MUNDEKE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	80.0	1	80.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 680.0\$

VICTIME : KANA LINA

CCF22082016_0054_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KANAMO PAUL

CCF22082016_0013_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

				Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : KANAMOTO MAMO				CCF22082016_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	30000.0	1	30000.0	
				Total Partiel:	30000.0\$
VICTIME : KANDALA NKOY				COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_060	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	HABITS(VALISE)	200.0	5	1000.0	
3	MALE	150.0	1	150.0	
4	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	6250.0\$
VICTIME : KANDEKE KASANGALA MARTIN				CCF22082016_0026_016	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : KANDOLO PAUL				CCF22082016_0013_006	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : KANGAKOLO YALALA				CCF21082016_0002_006	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0	
2	MEUBLE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	500.0\$
VICTIME : KANGISA MIBEKO				COPIE DE CCF22082016_0034_012	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	CASIER BIERE	15.0	10	150.0	
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5150.0\$
VICTIME : KANGISA MIBEKO				CCF22082016_0034_012	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	CASIER BIERE	20.0	10	200.0	
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
3	MANIOC(SAC)	50.0	9	450.0	
4	RIZ (SAC)	50.0	2	100.0	
5	USTENCILS DE CUISINE	250.0	1	250.0	
				Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME : KANGOLA DOMBILO				KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0007_064	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	LIT	80.0	4	320.0	
2	MATELAS	50.0	4	200.0	
3	MOTO	800.0	1	800.0	
4	SALON	500.0	1	500.0	
5	TELEVISION	250.0	1	250.0	
6	TOLE	13.0	40	520.0	
				Total Partiel:	2590.0\$

VICTIME : KANZA MARIE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	7	105.0
2	POULE	5.0	4	20.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 525.0\$

VICTIME : KANZA MPUTU

CCF22082016_0054_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	23170.0

Total Partiel: 23170.0\$

VICTIME : KANZA PAMELA

CCF22082016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	5	400.0
2	RADIO	50.0	5	250.0
3	TELEVISION	250.0	5	1250.0
4	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 2400.0\$

VICTIME : KAPI ANNI

CCF22082016_0029_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE EN PLASTIQUE	10.0	10	100.0
2	PIECE WAX	140.0	5	700.0
3	POULE	5.0	10	50.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	5	50.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : KAPINGA JANVIER

OUGANDA 35

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : KAPINGA KALUBI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0012_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	40.0	3	120.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 370.0\$

VICTIME : KAPINGA MOSHIA

CCF22082016_0026_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	100.0	5	500.0
5	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 2350.0\$

VICTIME : KAPINGA MOSHIA DETHY

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_048

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MACHINE A COUDRE	344000.0	1	344000.0
4	MALLE	200.0	3	600.0
5	MATELAS	60.0	5	300.0
6	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 346600.0\$

VICTIME : KAPINGA SOPHIE

CCF22082016_0017_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : KASA HAMUKWINDE

CCF22082016_0051_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION LEGERE	500.0	1	500.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MAGNETOSCOPE	200.0	1	200.0
5	MATELAS	60.0	1	60.0
6	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
7	TOLE	12.0	12	144.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 3904.0\$

VICTIME : KASE MAKANZA

CCF22082016_0117_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	30000.0	1	30000.0

Total Partiel: 30000.0\$

VICTIME : KASEREKA NZANZO

CCF22082016_0042_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	MATELAS	50.0	3	150.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 760.0\$

VICTIME : KASEREKA ROSE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5380.0\$

VICTIME : KASI BOTIMA

CCF22082016_0029_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KASIMU RAMAZANE

CCF22082016_0005_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : KASONGO BAGALE

CCF22082016_0005_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KASONGO BONAMA

CCF21082016_0002_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : KASONGO ELONGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0017_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : KASONGO KOMBOZI

CCF21082016_0004_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	50.0	1	50.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	SUPER WAX	140.0	13	1820.0

Total Partiel: 3070.0\$

VICTIME : KASONGO SALUMU

CCF22082016_0020_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	2000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : KASSONGO ANDRE

CCF22082016_0050_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
2	TOLE	10.0	30	300.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2400.0\$

VICTIME : KASUSULA LOUIS

CCF22082016_0048_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	100.0	1	100.0
2	PANTALON	12.0	4	48.0
3	PIECE WAX	100.0	6	600.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 1548.0\$

VICTIME : KASUSULA MFAUME

CCF21082016_0006_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LECTEUR DVD	20.0	1	20.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	40	400.0

Total Partiel: 1920.0\$

VICTIME : KASUSULA MOLO

CCF22082016_0061_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : KASWERA LUHIMBO

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_192

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	250.0	1	250.0
2	MATELAS	50.0	3	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	SALON	100.0	1	100.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : KATALA ASMARA

CCF22082016_0030_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	MOTEUR	500.0	1	500.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	PIECE WAX	140.0	4	560.0
5	SOULIER	50.0	1	50.0

Total Partiel: 2310.0\$

VICTIME : KATANGA

CCF22082016_0042_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0

Total Partiel: 6150.0\$

VICTIME : KATANGA YABOYA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
3	TOLE	10.0	22	220.0

Total Partiel: 720.0\$

VICTIME : KATANGA YASANGA

CCF22082016_0018_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BACHE	30.0	4	120.0
2	POISSON SALE (CARTON)	60.0	25	1500.0
3	RIZ (SAC)	50.0	45	2250.0

Total Partiel: 3870.0\$

VICTIME : KATIABO MOFANJA

CCF21082016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	3	3000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	SALON	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : KATSHELEWA SHINDANO

CCF21082016_0006_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : KATUSI ETEFA KADI

CCF22082016_0043_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KATUSI KOLUWA

CCF22082016_0080_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DOCUMENTS SCOLAIRES	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : KATUSI LONYENYENGE JACQUE

CCF21082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KATUSI OSENGE

CCF22082016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : KATUTA MBUTU JEAN

CCF22082016_0018_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : KAVIRA KAHAMBU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_068

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	LIT	45.0	4	180.0
4	MATELAS	30.0	4	120.0
5	TOLE	10.0	35	350.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5950.0\$

VICTIME : KAVU DONGELONGE

CCF21082016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KAWAYA LITUAMBILA

CCF21082016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : KAYEMBE KUMUIMBA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_207

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER BIERE	20.0	100	2000.0
2	CASIER SUCRE	15.0	60	900.0
3	CIMENT(SAC)	15.0	5	75.0
4	CIMENT(SAC)	15.0	5	75.0
5	CONGELATEUR	600.0	2	1200.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 4600.0\$

VICTIME : KAYOMBO LOKASSA

CCF22082016_0048_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KAYONGO BULAYA

CCF22082016_0050_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	PRODUIT PHARMACEUTIQUE	2000.0	1	2000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 7300.0\$

VICTIME : KAYUMBA

CCF22082016_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0
2	BAFFLE	20.0	4	80.0
3	CHAISE	10.0	150	1500.0
4	CHEVRE	50.0	70	3500.0
5	CONGELATEUR	600.0	2	1200.0
6	EPONGE	40.0	40	1600.0
7	RADIO	50.0	2	100.0

Total Partiel: 9980.0\$

VICTIME : KAYUMBA LISUNGILA

CCF22082016_0029_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	2	160.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 6035.0\$

VICTIME : KELEKELE LOMBA

CCF22082016_0056_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : KELEKELE TABU

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_077

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KELEENDA SEFU NGONGO

CCF21082016_0002_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	MOTEUR MOTO POMPE	500.0	1	500.0
5	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 3100.0\$

VICTIME : KELIKE FELIX

OUGANDA 35

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	8000.0	1	8000.0
2	CASIER BIERE	15.0	45	675.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	TOLE	10.0	40	400.0

Total Partiel: 9375.0\$

VICTIME : KEMBA DJONGA

CCF22082016_0029_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : KEMBA DOUKOUR

CCF22082016_0119_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	32000.0	1	32000.0

Total Partiel: 32000.0\$

VICTIME : KEMBA DOUKOURE

CCF22082016_0119_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KENDEWA TOLANGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_150

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VENTILATEUR	30.0	2	60.0

Total Partiel: 1310.0\$

VICTIME : KENGA VERONIQUE

CCF22082016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	50.0	1	50.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

4	VELO	100.0	1	100.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : KIBANGULA KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : KIBANGULA LUBANGA CCF21082016_0006_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	TOLE	10.0	48	480.0

Total Partiel: 1480.0\$

VICTIME : KIBANGULA LUBENGA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0013_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	2000.0	2	4000.0

Total Partiel: 4000.0\$

VICTIME : KIBANGULA MWINYPOKY CCF22082016_0056_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHaine MUSICALE	250.0	1	250.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MAGNETOSCOPE	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : KIBANGULA MWINYPOROY COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHaine MUSICALE	400.0	1	400.0
2	DIVERS BIENS	200.0	4	800.0
3	MAGNETOSCOPE	200.0	1	200.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1650.0\$

VICTIME : KIBONDO MUSAFIRI OUGANDA 15

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SIEGE	1.0	100000	100000.0

Total Partiel: 100000.0\$

VICTIME : KIBONGE NGOY WALTER KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_029

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MATELAS	100.0	1	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	SAFARI	100.0	2	200.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	THERMOS	25.0	1	25.0
8	USTENCILS DE CUISINE	100.0	1	100.0
9	VENTILATEUR	30.0	2	60.0

Total Partiel: 1385.0\$

VICTIME : KIDA BOLOA OTHON CCF22082016_0047_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0

2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	50.0	2	100.0
4	RADIO	50.0	2	100.0

Total Partiel: 440.0\$

VICTIME : KIDICHO BASUA VALEUR

CCF22082016_0057_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : KIDICHO BOTOMOITO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : KIKOMBA OUDJA HELENE

CCF22082016_0034_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PENDULE	20.0	1	20.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5620.0\$

VICTIME : KIKUMBA ONDJA

COPIE DE CCF22082016_0034_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	150.0	1	150.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : KIKUNGA KABEYA

CCF22082016_0055_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	2	160.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	40	400.0
5	VELO	100.0	40	4000.0
6	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 4835.0\$

VICTIME : KILONGALONGA BASOSILA

CCF22082016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : KIMBANGULA JEAN CLAUDE

CCF22082016_0015_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

				Total Partiel:	500.0\$
VICTIME : KIMBUNDI MOBANGU		COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : KIMBUNDI MOBANGU		COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0	
				Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : KIMBUNDI MOBANGU		COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MARMITE	20.0	1	20.0	
2	PIECE HOLLADAIS	50.0	3	150.0	
				Total Partiel:	170.0\$
VICTIME : KIMBUNDI MOBANGU		COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	PIECE WAX	140.0	3	420.0	
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	620.0\$
VICTIME : KIMBUNDI MOBANGU		COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	100.0\$
VICTIME : KIMBUNDI MOBANGU		COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	100.0\$
VICTIME : KIMBUNDU MOBANGU		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_056			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITS(VALISE)	100.0	2	200.0	
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0	
3	USTENCILS DE CUISINE	15.0	1	15.0	
4	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	465.0\$
VICTIME : KIMPASSA BOKILA MARTHE		OUGANDA 35			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	HABITS(VALISE)	100.0	10	1000.0	
				Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME : KINA MANDEFU		COPIE DE CCF22082016_0034_010			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : KINA MANDEFU CHRISTINE		CCF22082016_0034_010			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	

3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10700.0\$

VICTIME : KINALAKWAYE MARQUERITE

CCF22082016_0054_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KINGOMA

CCF22082016_0054_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KINGOMA BAENDA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	LIT	45.0	4	180.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	30.0	4	120.0
6	RADIO	50.0	3	150.0
7	TELEVISION	250.0	2	500.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6600.0\$

VICTIME : KINGOMA CHARLOTTE

CCF22082016_0118_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KINGOMBE JEAN

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_070

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	350.0	1	350.0
2	BRIQUE	2.0	100	200.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	30.0	2	60.0
6	PENDULE	20.0	1	20.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	SALON	2000.0	1	2000.0
9	TELEVISION	250.0	1	250.0
10	TOLE	10.0	20	200.0
11	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
12	VENTILATEUR	50.0	2	100.0

Total Partiel: 3625.0\$

VICTIME : KINGOMBE MARIE

CCF21082016_0003_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : KINOLU BANDASI

CCF22082016_0029_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON	20.0	2	40.0
2	EPONGE	80.0	2	160.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	2	90.0
5	PENDULE	30.0	1	30.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	RECHAUD	30.0	1	30.0
8	TOLE	10.0	90	900.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : KIRONGOZI LITELE FERNAND

CCF22082016_0042_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	FISUL	250.0	1	250.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	VACHE	300.0	10	3000.0
5	VITRINE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 9450.0\$

VICTIME : KIRONGOZI OTONO DELPHINE

CCF21082016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	50.0	1	50.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : KISAMBA IMANGO NORBERT

CCF22082016_0017_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : KISUBI LOFALATA

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_190

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	100.0	3	300.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	13.0	10	130.0

Total Partiel: 480.0\$

VICTIME : KISUBI LUKA

CCF22082016_0057_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : KISUSU DIDI

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0007_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	100.0	6	600.0
4	RADIO	50.0	2	100.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

6	TOLE	13.0	40	520.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1920.0\$

VICTIME : KITANGO LOSEMBE ADAMU

CCF22082016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : KITOKO BAELODANDE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : KITOKO KAISALA

CCF22082016_0125_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1.0E7	1	1.0E7
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 1.001E7\$

VICTIME : KITOKO LISALA

CCF21082016_0004_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KITOKO LONGUNA

CCF22082016_0036_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KITOKO LOTOKO

CCF22082016_0012_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : KITOKO TWANGATA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	18	270.0
2	CHEVRE	100.0	10	1000.0
3	COCHON	80.0	13	1040.0
4	LAPIN	15.0	15	225.0

Total Partiel: 2535.0\$

VICTIME : KITOKOLOTOKE

CCF22082016_0012_016CCF22082016_0012_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	PIECE WAX	100.0	1	100.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : KITOTO HENRIETTE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	250.0	1	250.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	PORC	100.0	4	400.0
5	TOLE	10.0	24	240.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6340.0\$

VICTIME : KITOTO TWANGAKA

CCF22082016_0006_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	32	480.0
2	CHEVRE	50.0	30	1500.0
3	COBAIYE	5.0	10	50.0
4	LAPIN	15.0	5	75.0
5	PIGEON	5.0	30	150.0
6	PORC	100.0	21	2100.0
7	POULE	5.0	19	95.0

Total Partiel: 4450.0\$

VICTIME : KITUNGA SINGA

CCF22082016_0054_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7150.0\$

VICTIME : KITUTU JEANNE

CCF22082016_0030_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KITUTU OKOKO

CCF22082016_0050_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : KIVALE SENDYA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_039

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : KIVALE SENDYA JOSEPH

CCF22082016_0042_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	50000.0	1	50000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 55000.0\$

VICTIME : KOKO FALE

CCF22082016_0019_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	87000.0	1	87000.0

Total Partiel: 87000.0\$

VICTIME : KOLI KOLO LEONARD

COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CARTON SAVON	10.0	4	40.0
2	CHEVRE	50.0	3	150.0
3	FRIGO	400.0	1	400.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 790.0\$

VICTIME : KOLO MOSEKA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	200.0	1	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
3	LIT	45.0	3	135.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
5	MEUBLE	500.0	1	500.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2125.0\$

VICTIME : KOLOLEKAY

CCF22082016_0016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : KOLONI BISELENGE

CCF22082016_0012_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	100.0	1	100.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	PIECE WAX	100.0	6	600.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1210.0\$

VICTIME : KOMBA LOBELE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_252

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	1	10.0
2	DIVERS BIENS	150.0	1	150.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 5710.0\$

VICTIME : KOMBA LOKANGU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_166

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TOLE	10.0	70	700.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

5	VELO	100.0	1	100.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 6150.0\$

VICTIME : KOMBA LOKANGU JUSTINE

CCF22082016_0015_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	ORDINATEUR	100.0	1	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	10	100.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5750.0\$

VICTIME : KOMBA SHANDU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_248

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	405.0	1	405.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	MATELAS	30.0	7	210.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	MUR	400.0	1	400.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	TOLE	10.0	30	300.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
10	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2715.0\$

VICTIME : KOMBA SUZANE

CCF22082016_0037_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : KOMBE BEYOMA MARTIN

CCF22082016_0054_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : KOMBI LWANZO

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MAGNETOSCOPE	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : KOMBO KALONDA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_148

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	RADIO	50.0	2	100.0
4	SALON	5000.0	1	5000.0
5	TOLE	10.0	50	500.0

6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 6250.0\$

VICTIME : KOMBOKA BOFANDO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KOMBOLI BOTELANYELA

CCF22082016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KOMBOZE LEANDE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KOMBOZI BAELONGANDI

CCF22082016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	ELEVAGE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : KOMBOZI BAELONGANDI

CCF22082016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ELEVAGE ET PISCICULTURE	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : KOMBOZI BAELONGANDI

CCF22082016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HORS BORD	1200.0	1	1200.0

Total Partiel: 6200.0\$

VICTIME : KOMBOZI BAELONGANDI

CCF22082016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : KOMBOZI BAELONGANDI

CCF22082016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : KOMBOZI BAELONGANDI

CCF22082016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PIECE WAX	120.0	5	600.0
2	USTENCILS DE CUISINE	50.0	5	250.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : KOMBOZI BOFOYA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	PIROGUE	300.0	1	300.0
4	RADIO	50.0	2	100.0
5	TOLE	10.0	50	500.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7100.0\$

VICTIME : KOMBOZI BOTELANYELA

CCF22082016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : KOMELE LUMBA LUMBA

CCF22082016_0054_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : KONGOLO ASANGO

CCF21082016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KOSOONYA KABAO

CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : KOSSONGO SALEH

CCF22082016_0004_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MATELAS	100.0	3	300.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : KOSWANYA LOKANGU

CCF22082016_0015_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : KOTA BUTU SIDOLO

CCF22082016_0047_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	250.0	1	250.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	50	500.0
5	VACHE	300.0	7	2100.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3200.0\$

VICTIME : KOTO MOPALANGA

CCF22082016_0054_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0

4	RECHAUD	60.0	1	60.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	12	120.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1780.0\$

VICTIME : KOTO OHALO CCF22082016_0041_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : KOY KOLEKA BERNARD CCF22082016_0033_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	45000.0	1	45000.0

Total Partiel: 45000.0\$

VICTIME : KOY LOLEKA BERNARD COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_060

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	45000.0	1	45000.0

Total Partiel: 45000.0\$

VICTIME : KULABASA CLEMENTINE CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1055.0	1	1055.0

Total Partiel: 1055.0\$

VICTIME : KULAPASA CLEMENCE COPIE DE CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : KULUGBO GASSI CCF22082016_0037_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : KULUGBO MAURICE CCF22082016_0013_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : KUSOMA MAISHA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_112

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	10	100.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 950.0\$

VICTIME : KWENEMBI TCHENSI KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FENETRE	40.0	1	40.0
2	PORTE	100.0	4	400.0
3	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 1040.0\$

VICTIME : KYNGU NDATEVWA SIMON

CCF22082016_0051_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : KYUNDA LUPINDA

CCF21082016_0004_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : KYUNGU NDATEVNA

CCF22082016_0042_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	80000.0	1	80000.0
2	TOITURE ET CHARPENTE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 90000.0\$

VICTIME : KYUNGU NDATEVWA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_015

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : LA GRANDE MAISON MASUDIN

STE_&_ETS_PRIVES_KISANGANI_CCF04032016_0009_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	4452.0	1	4452.0

Total Partiel: 4452.0\$

VICTIME : LAINI ALPHONSINE

CCF22082016_0050_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	EPONGE	60.0	3	180.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	20	200.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2630.0\$

VICTIME : LAKELE ANGELI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0021_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2500.0	1	2500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	1000.0	1	1000.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	VITRINE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 13800.0\$

VICTIME : LALIA KISEBELE

CCF22082016_0016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : LANGI SANDO

CCF22082016_0029_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANNE	20.0	1	20.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6020.0\$

VICTIME : LANU TSHAMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	8475.0	1	8475.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 14475.0\$

VICTIME : LEGODO KODU THERESE

CCF22082016_0018_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LEGOMBA SIYA

OUGANDA 35

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	45.0	4	180.0

Total Partiel: 180.0\$

VICTIME : LEKABUSIA CATHERINE

CCF22082016_0021_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LEMA LEMA BOTENDE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	850000.0	1	850000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 852000.0\$

VICTIME : LEMALEMA BOTENDE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	6000.0	1	6000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 11000.0\$

VICTIME : LENDIMA JEROME

CCF22082016_0026_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LENGBELETO MAYARIB

CCF22082016_0012_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
2	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : LENGEMA SOPHIE

CCF22082016_0036_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
Total Partiel:				300.0\$
VICTIME : LENGIBELETO MAYARIBU		CCF22082016_0012_024 24		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				200.0\$
VICTIME : LENGONDO NOKOSSA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_020		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				7000.0\$
VICTIME : LEON KASONGA TSHILUMBAY		CCF22082016_0019_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10040.0	1	10040.0
Total Partiel:				10040.0\$
VICTIME : LEONARD MOTSHOMANI		CCF22082016_0051_020		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COSTUME	140.0	5	700.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	PIECE WAX	100.0	10	1000.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
Total Partiel:				7400.0\$
VICTIME : LEONTINE KUKUMU		CCF22082016_0006_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	TOLE	10.0	30	300.0
Total Partiel:				1500.0\$
VICTIME : LESEA OKANGO		CCF22082016_0017_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : LESSE MARTHE		CCF22082016_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	20000.0	1	20000.0
Total Partiel:				20000.0\$
VICTIME : LETA FRANCOIS		KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
5	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				1000.0\$

VICTIME : LIAMBA LITUAMBELA

CCF22082016_0022_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	50.0	1	50.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	10	100.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : LIANDE KOMBOZI

CCF22082016_0002_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : LIANGE DIEUDONNE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_268

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATERIEL IMPRIMERIE	6000.0	1	6000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 11800.0\$

VICTIME : LIANGE LIMESE

CCF22082016_0050_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0
2	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : LIANGE MAKATHO

CCF22082016_0015_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	3000.0
2	ORDINATEUR	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3100.0\$

VICTIME : LIANGE MWENGA GUYCHA

CCF22082016_0019_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LIBANDA LISUNGI

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	800.0	1	800.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : LIBANDA LISUNGI

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	48	480.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5830.0\$

VICTIME : LIBANDE SALA

CCF22082016_0051_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : LIBANGI ATIASEYA

CCF22082016_0002_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	50	500.0
5	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 2300.0\$

VICTIME : LIBATE BATSO MAMISA

CCF21082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : LIBATU MBOKO

CCF22082016_0021_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LIBEMBA WAKEMBO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LIBONDA KIRONGOZI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	10	500.0
2	COBAYE	20.0	40	800.0
3	LAPIN	15.0	12	180.0
4	PINTADE	20.0	10	200.0

Total Partiel: 1680.0\$

VICTIME : LIBONDA KIRONGOZI GEORGES

CCF22082016_0037_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COBAIYE	5.0	40	200.0
2	LAPIN	15.0	8	120.0
3	POULE	5.0	7	35.0
4	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 955.0\$

VICTIME : LIBONDO

CCF22082016_0042_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	50.0	3	150.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
5	VELO	100.0	1	100.0
6	VITRE	50.0	3	150.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : LIBONDO MONDALU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0

2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	30	300.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2700.0\$

VICTIME : LIENGOLA LIBANDE

CCF22082016_0013_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : LIENGOLA LIBANGE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER VIDANGE	12.0	15	180.0
2	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOITURE	2000.0	1	2000.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 3890.0\$

VICTIME : LIENKOLA LIBANDE

CCF22082016_0013_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : LIFAFU KOY MUKE

CCF21082016_0006_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LIFANGA BONDHO

CCF21082016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	250.0	2	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1800.0\$

VICTIME : LIFENDI WALO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VACHE	300.0	6	1800.0

10	VELO	100.0	1	100.0
----	------	-------	---	-------

Total Partiel: 11800.0\$

VICTIME : LIFETU KOMBOZI

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	65200.0	1	65200.0

Total Partiel: 65200.0\$

VICTIME : LIFITA BATY

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_090

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PLANTATION	1000.0	1	1000.0
2	PORTE	100.0	2	200.0
3	TOLE	10.0	24	240.0

Total Partiel: 1440.0\$

VICTIME : LIFITA SOMBO

CCF22082016_0018_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LIFOFE MANDEFU

CCF22082016_0013_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	STABILISATEUR	50.0	1	50.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : LIFOFE MANDEFU ROGER

CCF22082016_0013_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	STABILISATEUR	40.0	1	40.0

Total Partiel: 5090.0\$

VICTIME : LIFOKA LITITIYO

CCF22082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	100.0	2	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	100	1000.0
6	VENTILATEUR	30.0	3	90.0

Total Partiel: 1690.0\$

VICTIME : LIFOLI MANDEFU

CCF22082016_0019_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : LIFOTI OTONYONGO

CCF21082016_0003_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL ELECTRONIQUE	500.0	1	500.0
2	BOUSSOLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LIFOWA BOKITA

CCF22082016_0055_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ELEVAGE	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PIECE WAX	140.0	3	420.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	SALON	200.0	1	200.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1320.0\$

VICTIME : LIFUMA NORBERT

CCF22082016_0054_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MATELAS	100.0	2	200.0
4	TOLE	10.0	35	350.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2150.0\$

VICTIME : LIFUNGOLA WOLOMBI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_210

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	20	200.0
6	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : LIFUNGOLA WOLOMBI PASCAL DELTA

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : LIGOGO NDEMBE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_070

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	5	75.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	30.0	3	90.0
6	MOUSSE	50.0	2	100.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	TOITURE	2000.0	1	2000.0
9	TOLE	10.0	45	450.0
10	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3415.0\$

VICTIME : LIGOMBE LIFOLO

CCF22082016_0005_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : LIINGA TONDO JOSEPH

CCF22082016_0030_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5100.0\$

VICTIME : LIKABO FLAC

CCF22082016_0021_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	15000.0	2	30000.0
2	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 30200.0\$

VICTIME : LIKAI EKATISA

CCF22082016_0004_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COLIS DE DIAMANT	420.0	1	420.0
2	DIAMANT	1000.0	1	1000.0
3	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 2420.0\$

VICTIME : LIKAKA MATESO GABRIEL

CCF22082016_0051_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	5000.0	5	25000.0

Total Partiel: 25000.0\$

VICTIME : LIKAKA OLIKO

CCF22082016_0016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LIKAKA OLIKO

CCF22082016_0016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : LIKAKA OLIKO

CCF22082016_0016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : LIKAKA OLIKO

CCF22082016_0016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : LIKALAKALA SALIKI

CCF22082016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : LIKEMA LIFUFU

CCF22082016_0054_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	7000.0

				Total Partiel:	7000.0\$
VICTIME : LIKITA MAKITA MONGA				CCF22082016_0017_010	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : LIKITA MONGA MAKILA				CCF22082016_0055_012	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : LIKOKA KAPELA				CCF22082016_0022_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0	
				Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : LIKOKE EYISA JEAN MARIE				CCF22082016_0001_001	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	15000.0	
				Total Partiel:	15000.0\$
VICTIME : LIKOKO EKUMA PROSPER				CCF22082016_0040_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0	
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0	
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
4	HABITS(VALISE)	200.0	6	1200.0	
5	MOTO	800.0	1	800.0	
6	TELEVISION	250.0	2	500.0	
7	VELO	100.0	5	500.0	
				Total Partiel:	9600.0\$
VICTIME : LIKOLAYA KOWANJA				CCF22082016_0057_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : LIKULA BATWANYELE VALERIE				CCF22082016_0013_012	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0	
2	MATELAS	100.0	2	200.0	
3	RADIO	50.0	1	50.0	
				Total Partiel:	450.0\$
VICTIME : LIKULA DUNA JACQUES				OUGANDA 36	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARGENT EN ESPECE	6482.0	1	6482.0	
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
3	MEUBLE	1500.0	1	1500.0	
				Total Partiel:	12982.0\$
VICTIME : LIKULA DUNIA				COPIE DE CCF22082016_0034_002	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0	

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LIKULA DUNIA JACQUE

COPIE DE CCF22082016_0034_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1200.0	1	1200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6300.0\$

VICTIME : LIKULA DUNIA JACQUES

CCF22082016_0034_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	LIT	45.0	3	135.0
3	MATELAS	50.0	1	50.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5885.0\$

VICTIME : LIKUNDA KANDA MARC

CCF21082016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LIKUNDA MANDA MARC

CCF21082016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LIKUNDE BARAKA

CCF22082016_0047_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : LIKUNDE ELALY

CCF22082016_0046_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	240000.0	1	240000.0
2	EPONGE	50.0	4	200.0
3	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
4	LIT	45.0	4	180.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 250830.0\$

VICTIME : LIKUNDE LYA BOSONGO

CCF22082016_0051_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BATIMENT	5000.0	3	15000.0
2	FOURNITURE SCOLAIRE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 21000.0\$

VICTIME : LIKUNDE MABBUKI

CCF21082016_0006_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : LIKUNDE MAHASHAY

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LIKUNDE MARIAM

CCF22082016_0048_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LIKUTU LOFO BANGALA

CCF22082016_0050_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10200.0\$

VICTIME : LIKUWA ISESE

OUGANDA 32

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	15000.0	1	15000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TOLE	10.0	45	450.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 22750.0\$

VICTIME : LIKWAKI BOLEFE ALBERT

CCF22082016_0004_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	10000.0

Total Partiel: 21000.0\$

VICTIME : LIKWANDJANDJA BEYELA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0017_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	15	150.0
2	CIMENT(SAC)	15.0	40	600.0
3	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
4	CUISINIERE	100.0	1	100.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
6	MARMITE	15.0	1	15.0
7	MOTO	800.0	1	800.0
8	RADIO	50.0	1	50.0
9	TOLE	10.0	65	650.0
10	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 3565.0\$

VICTIME : LIKWANZA LOSIMBA

CCF22082016_0047_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	55000.0	1	55000.0

Total Partiel: 55000.0\$

VICTIME : LIKWANZANZA LOSIMBA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_187

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIBLIOTHEQUE	1500.0	1	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2350.0\$

VICTIME : LIKWEKWE LITANDA

CCF22082016_0029_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	VOITURE	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : LILATEMI BILATO CHARLOTTE

CCF21082016_0003_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	100	1000.0
4	VITRINE	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : LILEKE FRANCINE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_063

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	250.0	2	500.0
2	BIDON ESSENCE	25.0	5	125.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
5	PIECE WAX	100.0	20	2000.0

Total Partiel: 9625.0\$

VICTIME : LILINGO ALONGO HENRIETTE

CCF22082016_0050_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LILOBE LOSOBA

CCF22082016_0015_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LILONGO KITAMBO ISAAC

CCF22082016_0050_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LILOO NDJABI

CCF22082016_0047_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	20000.0	1	20000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0

3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 21150.0\$

VICTIME : LIMELA LIOGO CCF22082016_0008_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : LIMEME ACHANGINE MAURICE CCF22082016_0010_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : LIMEME ACHANGWE MAMIE CCF22082016_0010_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	2000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 4000.0\$

VICTIME : LIMEME NOSUNDO CCF21082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : LIMENGO LONGO COPIE DE CCF22082016_0033_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LIMENGO BADJOKO CCF21082016_0006_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : LIMENGO LONGO CF22082016_0033_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	50000.0	1	50000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	10000.0

Total Partiel: 60000.0\$

VICTIME : LIMENGO OKAWA KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_200

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	250.0	1	250.0
2	MATELAS	50.0	2	100.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	13.0	40	520.0
5	USTENCILS DE CUISINE	10.0	5	50.0

Total Partiel: 1170.0\$

VICTIME : LINDIMA MBEKA

CCF22082016_0012_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MATELAS	60.0	4	240.0
3	PIECE WAX	100.0	8	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	40	400.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2090.0\$

VICTIME : LINDJANDJA FOLO

CCF22082016_0042_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LINDJANDJA FOLO

CCF22082016_0042_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	9500.0

Total Partiel: 9500.0\$

VICTIME : LINDJANDJA FOLO

CCF22082016_0042_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	2	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : LINDUMBA LOYE

CCF22082016_0005_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : LINGGOSO LOSUA

CCF22082016_0047_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	3	450.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 3050.0\$

VICTIME : LINGOFO BOKOTA JEROME

CCF22082016_0012_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LINGOMBE LOKOMBE

CCF22082016_0013_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	PENDULE	20.0	1	20.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	VELO	100.0	1	100.0
8	VENTILATEUR	30.0	2	60.0

Total Partiel: 10630.0\$

VICTIME : LINGOMO LOKOMBE

CCF22082016_0013_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	400.0	1	400.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : LINONGE DIMANCHE

CCF22082016_0055_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6100.0\$

VICTIME : LIOGALA FATAKI MENI

CCF22082016_0004_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LIOGALI BAUNGU JULIENNE

CCF22082016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100000.0	1	100000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 105000.0\$

VICTIME : LIONGA JEAN CHRISTIAN

CCF22082016_0018_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CIMENT(SAC)	15.0	15	225.0
2	FER DE BETON	10.0	25	250.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 725.0\$

VICTIME : LIONGO ADE

CCF22082016_0021_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	EPONGE	60.0	3	180.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1080.0\$

VICTIME : LIPASO LOKULU JEAN

CCF21082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : LISAMBOLA CEDRIC

CCF22082016_0015_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	MATELAS	200.0	2	400.0
5	TOLE	10.0	10	100.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 11300.0\$

VICTIME : LISANGI MAPIKO CHRISPIN

CCF21082016_0006_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : LISASI LOMBO KWANGO

CCF21082016_0002_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LISELE KOLOKOTA

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3000.0	1	3000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : LISELELE MOKWET ANTOINNE

OUGANDA 34

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	143.0	1	143.0
2	MEUBLE	100.0	1	100.0

Total Partiel: 243.0\$

VICTIME : LISELELE MOTIALELO

CCF22082016_0005_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : LISEMBE BETONGA

CCF22082016_0055_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	8	120.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 520.0\$

VICTIME : LISENDJA TUAPANE

CCF22082016_0028_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : LISENDJA TUAPANE HELENE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	145000.0

Total Partiel: 145000.0\$

VICTIME : LISIKA MONGA

CCF22082016_0029_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LISIKI THERESE

CCF22082016_0019_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	8000.0	1	8000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : LISIKU OSE DONATIEN

CCF22082016_0016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	3	150.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 2200.0\$

VICTIME : LISIMO JEAN

CCF22082016_0020_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	25	250.0
4	VITRINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : LISIMO LOMBEYA

CCF22082016_0036_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LISINGA MAKOLONGO

CCF22082016_0048_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	50000.0	1	50000.0

Total Partiel: 50000.0\$

VICTIME : LISINGI KIDICHO

CCF22082016_0054_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5975.0	1	5975.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 11175.0\$

VICTIME : LISOMBOLI MENGA

CCF21082016_0006_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : LISUNGI BAELONGANDI

CCF22082016_0033_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

2	HABITATION LEGERE	5000.0	1	5000.0
---	-------------------	--------	---	--------

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : LISUNGI EBOLA ELISE

COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	985.0	1	985.0
2	TOLE	10.0	45	450.0

Total Partiel: 1435.0\$

VICTIME : LISUNGI KWENGENE

CCF21082016_0002_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : LISUNGI YASOLA

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3000.0	1	3000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 13000.0\$

VICTIME : LITALE GEBENDE JEAN

CCF22082016_0012_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	DRAP	10.0	6	60.0
3	MATELAS	60.0	3	180.0
4	PIECE WAX	100.0	6	600.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	3	750.0
7	TOLE	10.0	1000	10000.0
8	VELO	100.0	2	200.0
9	VOITURE	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 18440.0\$

VICTIME : LITANDA BASOMBOLI JUSTINE

CCF22082016_0019_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : LITANDA HENCY

CCF21082016_0003_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : LITANDA WENDA

CCF22082016_0034_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FER A REPASSER	15.0	1	15.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
4	LIT	45.0	4	180.0
5	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
6	MATELAS	50.0	4	200.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 6195.0\$

VICTIME : LITATA MALONGO

CCF22082016_0051_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	38	380.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5580.0\$

VICTIME : LITATA WAKALENGE ISAAC

CCF22082016_0050_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : LITATA YAMUNGAMA

CCF21082016_0003_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LITATA YAMUNGWA

CCF22082016_0050_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LITEMANDIA LOKUTA

CCF22082016_0017_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : LITEMBU LIFEE

CCF22082016_0029_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LITETE MAEMBO

CCF22082016_0016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	100.0	1	100.0
4	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2400.0\$

VICTIME : LITETE MARIE

CCF22082016_0041_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LITEYE LOELA

CCF22082016_0055_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BABOUCHES	10.0	2	20.0
2	EPONGE	80.0	1	80.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	PIECE WAX	80.0	4	320.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

6	TOLE	10.0	5	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1020.0\$

VICTIME : LITOFÉ LILA CCF21082016_0006_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	100.0	1	100.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
5	TELEVISION	250.0	2	500.0
6	VITRINE	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3100.0\$

VICTIME : LITOKÉ KOMANDA CCF22082016_0007_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : LITUA BOLO BOFANGO GASTON CCF21082016_0004_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LITUA GELINDA CCF22082016_0027_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LITUA NGOBALA CCF22082016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : LITUAMBELA AMESY CCF22082016_0001_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LITUKA ANNIE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	500.0	1	500.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	40	400.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6350.0\$

VICTIME : LITUKA ANNY CCF21082016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : LITUKA JOSE

CCF2208016_0037_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	2	100.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5750.0\$

VICTIME : LITUKA LOBIYA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FER A REPASSER	20.0	1	20.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	SALON	500.0	1	500.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1480.0\$

VICTIME : LITUKA LOMIA MARIE

CCF22082016_0054_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	700.0	1	700.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	SOULIER	100.0	5	500.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : LITUKA SIDOLO

CCF22082016_0047_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100000.0	1	100000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 105000.0\$

VICTIME : LITUKA WANGIVA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_017

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	10.0	25	250.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MOTEUR HORS BORD	7000.0	1	7000.0
5	TOLE	10.0	75	750.0

Total Partiel: 8450.0\$

VICTIME : LITUKAKOLO ITWANYONGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COUPE TUYAU	300.0	1	300.0
2	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
3	ETAU	100.0	1	100.0
4	MACHINE A FILIERE	600.0	1	600.0

5	MOTO	800.0	1	800.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 6800.0\$

VICTIME : LIUMO MASANDJA MAURICE

CCF22082016_0003_007

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 20000.0\$

VICTIME : LIUTE BOKOTA

CCF22082016_0051_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LIYALA NYONGO

CCF22082016_0054_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LIYEMBE BEFONGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_156

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	10	150.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
4	POULE	5.0	10	50.0
5	TOITURE	2000.0	1	2000.0
6	TOLE	10.0	35	350.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3740.0\$

VICTIME : LIYEYE AFOLOTA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	2	30.0
2	CHAUSSURES	20.0	1	20.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
6	LIT	45.0	3	135.0
7	MATELAS	30.0	3	90.0
8	POULE	5.0	2	10.0
9	RADIO	50.0	1	50.0
10	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5835.0\$

VICTIME : LIYEYE DEBALOM

CCF22082016_0005_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	17	850.0
2	COCHON	80.0	37	2960.0

Total Partiel: 3810.0\$

VICTIME : LIYO GELENGI

CCF21082016_0006_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : LNDEKO NICOLAS				CCF22082016_0015_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	780.0	1	780.0
Total Partiel:				780.0\$
VICTIME : LOANZA LOKWA				CCF22082016_0013_014
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	790.0	1	790.0
Total Partiel:				790.0\$
VICTIME : LOBANGA LITONGO KIPBAYA J.P				CCF22082016_0008_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	30.0	500	15000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				20000.0\$
VICTIME : LOBANGA SONGOLI EMILE				CCF21082016_0006_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	TOLE	10.0	35	350.0
Total Partiel:				1350.0\$
VICTIME : LOBANZA				CCF22082016_0042_016
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				2650.0\$
VICTIME : LOBELA BELAFELAKA NORBERT				CCF21082016_0002_014
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				1200.0\$
VICTIME : LOBELA BELAFELALA				KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_026
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	PIECE WAX	100.0	2	200.0
3	RADIO	50.0	2	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	10	100.0
Total Partiel:				950.0\$
VICTIME : LOBELA BOKOMBE PAUL				CCF22082016_0004_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VOITURE	6000.0	1	6000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME : LOBELA NDJABI ANIFA				CCF22082016_0050_016
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
---	--------	--------	---	--------

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LOBELA NOIPABI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_142

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	POULE	5.0	7	35.0
3	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 335.0\$

VICTIME : LOBENGE BOFELE

CCF22082016_0013_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	8.0E7	1	8.0E7
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 8.0005E7\$

VICTIME : LOBESA ASIMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	8	800.0
2	MUR	200.0	1	200.0
3	TOLE	10.0	7	70.0

Total Partiel: 1070.0\$

VICTIME : LOBESA ASIMBO

CCF22082016_0059_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LOCHISO MADO

CCF22082016_0021_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : LOFALATA BONAMA

CCF22082016_0008_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	2	1200.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	2	2000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	TELEVISION	250.0	2	500.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VITRINE	200.0	2	400.0

Total Partiel: 10250.0\$

VICTIME : LOFEMBA BONDO

CCF22082016_0026_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : LOFEMBA BUGBUMBA

CCF22082016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	150000.0	1	150000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 155000.0\$

VICTIME : LOFEMBA GBUNGUBA

CCF22082016_0042_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : LOFEMBA LIASA

CCF22082016_0018_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 10500.0\$

VICTIME : LOFEMBA LOTIKA

COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	47	470.0
2	USTENCILS DE CUISINE	86530.0	1	86530.0

Total Partiel: 87000.0\$

VICTIME : LOFEMBE LOTIKA

CCF22082016_0021_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : LOFO KOMBA

CCF22082016_0019_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	POULE	5.0	7	35.0
3	TOLE	10.0	40	400.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1035.0\$

VICTIME : LOFOFO WANAWENA

CCF21082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : LOFOLE JEAN JACQUE

CCF22082016_0051_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	1	15.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	MOTO	800.0	4	3200.0

Total Partiel: 3415.0\$

VICTIME : LOFOLI LOMOYO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	70.0	3	210.0
2	PIECE WAX	100.0	3	300.0
3	RADIO	50.0	3	150.0
4	SALON	2000.0	1	2000.0
5	TOLE	10.0	25	250.0

Total Partiel: 2910.0\$

VICTIME : LOFONGA JEAN

CCF22082016_0036_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 5675.0\$

VICTIME : LOFUTU MONANA

CCF22082016_0036_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : LOGO BASIKA

CCF22082016_0012_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : LOHAKA PIERRE

CCF22082016_0045_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	80	800.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : LOHO AKOKO

CCF22082016_0026_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	2	160.0
2	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 460.0\$

VICTIME : LOHO KAANDJA

COPIE DE CCF22082016_0034_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	35	350.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LOKANGA KINDE MAMI

CCF22082016_0042_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : LOKANGU BASOKO JOSEPH

CCF21082016_0002_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LOKANGU LILEMO

CCF22082016_0002_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
---	--------	--------	---	--------

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : LOKELA AKEGOIRE

CCF22082016_0012_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARMOIRE DE LUXE	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	LIT	100.0	1	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : LOKELA GREGOIRE

CCF22082016_0012_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 10345.0\$

VICTIME : LOKEMBO ADIYO ANTHO

CCF21082016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LOKENDO ANDOSO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MAGNETOSCOPE	100.0	1	100.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : LOKILO JOSEPH

OUGANDA 37

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : LOKILO LOMAMA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	200.0	1	200.0
2	CANARD	15.0	4	60.0
3	CHEVRE	100.0	5	500.0
4	MARMITE	15.0	6	90.0
5	POULE	5.0	11	55.0
6	USTENCILS DE CUISINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 955.0\$

VICTIME : LOKINONGO SYLVAIN

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_164

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	25	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : LOKINU OKONDI DIMANCHE

CCF22082016_0051_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LOKO SUKOLONGO

CCF22082016_0037_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	11370.0	1	11370.0

Total Partiel: 11370.0\$

VICTIME : LOKOMBE DIKETE

CCF22082016_0012_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	PIECE WAX	100.0	6	600.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : LOKONDA MATSHUKIZO

CCF21082016_0004_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LOKULA ANNE MARIE

CCF22082016_0017_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	2	160.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1360.0\$

VICTIME : LOKWA LONDENGA

CCF22082016_0013_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MAGNETOSCOPE	50.0	1	50.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5350.0\$

VICTIME : LOKWA LONGENGA

CCF22082016_0013_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	LECTEUR VIDEO	100.0	1	100.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : LOKWELE ELEKE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LOLA MBUTU

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_247

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	SEL (SAC)	50.0	1	50.0
4	SUCRE(SAC)	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	20	200.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : LOLENGE NDJATE SIMON

CCF22082016_0005_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LOLESA LOELA

CCF22082016_0022_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : LOMA YAULI JUNIOR

CCF21082016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARACHIDE(SAC)	100.0	50	5000.0
2	MOUSSE	50.0	2	100.0
3	PIROGUE	5000.0	1	5000.0
4	SALON	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15100.0\$

VICTIME : LOMALIZA LILEMO

CCF22082016_0012_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	50000.0	1	50000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
3	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 60500.0\$

VICTIME : LOMALIZA LILEMO JUSTIN

CCF22082016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : LOMAMA LIHITI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_100

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	TOLE	10.0	45	450.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 12100.0\$

VICTIME : LOMAME MOSANGA

COPIE (2) DE CCF22082016_0032_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	TOLE	10.0	70	700.0

Total Partiel: 2900.0\$

VICTIME : LOMAMI BOLAYA

CCF22082016_0057_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LOMAMI HYANGO

CCF22082016_0008_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : LOMANI LUIAKA INNOCENT

CCF21082016_0003_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MOTO	4500.0	1	4500.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5150.0\$

VICTIME : LOMANI MISHEKOMA

CCF21082016_0002_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : LOMANI MUKEKOMO

CCF21082016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MAISON O.N.L	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LOMBA NDJADIALEKA

CCF22082016_0054_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	650.0	1	650.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	TELEVISION	250.0	4	1000.0
6	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 3450.0\$

VICTIME : LOMBEYA TOLONGA SIMON

CCF22082016_0005_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : LOMBO ELISABETH WEMBAKOY

CCF22082016_0050_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	70	700.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : LOMBO MUKUBI

CCF22082016_0051_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LONA YAULI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_048

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	3	135.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
4	PIROGUE	300.0	1	300.0
5	RIZ (SAC)	50.0	50	2500.0

Total Partiel: 6025.0\$

VICTIME : LONDO LIOWANGO

CCF22082016_0046_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	EPONGE	50.0	1	50.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	10000.0
4	LIT	45.0	2	90.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 11440.0\$

VICTIME : LONGA MADELEINE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_046

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : LONGALA ASENDI

CCF22082016_0015_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5445.0\$

VICTIME : LONGENA SOPHIE

CCF22082016_0036_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : LONGO BASEKA

CCF22082016_0041_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LONGO BLAISE		CCF22082016_0042_024		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	50000.0	1	50000.0
			Total Partiel:	50000.0\$
VICTIME : LONGOMBA		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_201		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	3	900.0
2	TOLE	10.0	130	1300.0
			Total Partiel:	2200.0\$
VICTIME : LONGONDO ASSANI JOSEPH		CCF22082016_0078_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	7000.0\$
VICTIME : LONIA BALO		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_312		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : LONIA BALO SALOMON		CCF22082016_0012_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	250	2500.0
			Total Partiel:	2500.0\$
VICTIME : LONIA BALO SALOMON VICTOR		CCF22082016_0012_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : LONIA BUSUBUS KATUSI		CCF22082016_0055_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
2	TOITURE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	1200.0\$
VICTIME : LOOMBE LOBOLAMBA HENRI		CCF22082016_0037_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	6000.0	1	6000.0
			Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME : LOPITALO CHARLOTTE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
3	TOITURE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	2450.0\$
VICTIME : LOSABA BANZA MICHEL		CCF22082016_0002_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	15000.0\$

VICTIME : LOSANA MBULA		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_217		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	7600.0	1	7600.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	MOULIN	100.0	1	100.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
Total Partiel:				9350.0\$

VICTIME : LOSANGO BULE		CCF22082016_0054_028		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$

VICTIME : LOSINGA ANGOTALUWA		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_177		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME : LOSOMOLA OKONGO		CCF22082016_0050_024		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				7000.0\$

VICTIME : LOSUA LIFETOLA		CCF22082016_0022_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				4000.0\$

VICTIME : LOTENGA BOLEMBE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOITURE	2000.0	1	2000.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VELO	100.0	2	200.0
Total Partiel:				4600.0\$

VICTIME : LOTIKA BANDO JULES MBELE		CCF22082016_0033_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	9210.0	1	9210.0
Total Partiel:				9210.0\$

VICTIME : LOTIKA BANDOMBELE		COPIE DE CCF22082016_0033_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$

VICTIME : LOTIKA BANGALA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	26500.0	1	26500.0
2	HARICOT (SAC)	100.0	1	100.0
3	POULE	5.0	30	150.0
4	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	1	10.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 27010.0\$

VICTIME : LOTIKA BOOLE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1500.0	1	1500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3200.0\$

VICTIME : LOTIKA LOMAMI FLORANT

CCF22082016_0033_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MAGNETOSCOPE	100.0	1	100.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : LOTIKA MALUMALU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LOTIKA MALUMALU SAMUEL

CCF22082016_0012_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : LOTIKA OIYOMALAKA

CCF22082016_0042_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LOTIKA OSALEKE

CCF22082016_0050_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : LOTIKA YAFUNGA

CCF22082016_0029_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : LOTIKA YAFUNGA SYLVAIN				CCF22082016_0030_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : LOTIKA ZABIBO ALPHY				CCF22082016_0006_020	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : LOTIKA ZABIBU				KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_036	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	TELEVISION	250.0	1	250.0	
				Total Partiel:	250.0\$
VICTIME : LOTOBO ESPERANCE				CCF22082016_010	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0	
				Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : LOTOBO NANGAIMO				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_060	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : LOTOMBA LITONGO				CCF22082016_0027_006	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	CHEVRE	50.0	10	500.0	
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0	
4	MOUTON	50.0	10	500.0	
5	TELEVISION	250.0	1	250.0	
6	TOLE	10.0	20	200.0	
7	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	1900.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA				KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA				KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0	
				Total Partiel:	600.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA				KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	LIT	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	100.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA				KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	LIT	100.0	8	800.0	
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	

				Total Partiel:	5800.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	RADIO	50.0	1	50.0	
				Total Partiel:	50.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	RADIO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	100.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	TOLE	13.0	60	780.0	
				Total Partiel:	780.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	TOLE	13.0	40	520.0	
				Total Partiel:	520.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	100.0\$
VICTIME : LOTOMBE BOLILAMA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_008			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	100.0\$
VICTIME : LOUIS NDJONGO LONGANGA		CCF22082016_0054_008			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0	
				Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : LOULA BOLANGA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_028			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	5100.0\$
VICTIME : LOULA BONGOMBE		COPIE DE CCF22082016_0033_016			
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0	

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LOUNA LISELEMETE ADOLPHE

CCF21082016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ELEVATION	2000.0	1	2000.0
2	MATELAS	50.0	5	250.0
3	PORC	100.0	1	100.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2650.0\$

VICTIME : LOWA LOMANDJA

CCF22082016_0032_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FOUR ELECTRIQUE	400.0	2	800.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 11000.0\$

VICTIME : LOWA LOMANJA

COPIE DE CCF22082016_0032_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	50.0	3	150.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7150.0\$

VICTIME : LOWANGA BERNARD

CCF22082016_0005_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	100.0	3	300.0
3	RADIO	50.0	40	2000.0
4	TELEVISION	250.0	40	10000.0
5	TOLE	10.0	40	400.0

Total Partiel: 12900.0\$

VICTIME : LOWANGA EKANDA

CCF22082016_0051_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	50	500.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : LOWAYE TEMBELE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_274

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	600.0	1	600.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	FUT ESSENCE	3.0	40	120.0
4	HABITS(VALISE)	70.0	32	2240.0
5	MAGNETOSCOPE	150.0	1	150.0
6	MOTO	800.0	1	800.0
7	MUR	800.0	1	800.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0

9	TOLE	10.0	40	400.0
---	------	------	----	-------

Total Partiel: 5960.0\$

VICTIME : LOYENGE ETIKELIKWENI

CCF22082016_0022_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : LUKALA FERUZA ALBERT

CCF22082016_0015_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : LUKALA FERUZI

CCF22082016_0014_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	50000.0	1	50000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 60000.0\$

VICTIME : LUKILA BATWA

CCF22082016_0013_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	MATELAS	100.0	2	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : LUKINU ETSINDO

CCF22082016_0055_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6250.0\$

VICTIME : LUKUNDE BAKAZA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	50.0	5	250.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : LUKWELU STANIS

CCF22082016_0055_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE EN PLASTIQUE	10.0	10	100.0
2	MATELAS	10.0	2	20.0
3	POULE	5.0	20	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 670.0\$

VICTIME : LULENDU TOHOYA

CCF22082016_0012_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

				Total Partiel:	7500.0\$
VICTIME : LULENDU TOHOYA				CCF22082016_0012_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	RADIO	50.0	1	50.0	
				Total Partiel:	50.0\$
VICTIME : LULENDU TOHOYA				CCF22082016_0012_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	TOLE	10.0	18	180.0	
				Total Partiel:	180.0\$
VICTIME : LULENDU TOHOYA				CCF22082016_0012_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : LUSAMBA BEA				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_014	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : LUTHY MUZITO				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_298	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0	
				Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : LUTUAMBELA PHILIFE				CCF22082016_0048_032	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	EPONGE	50.0	2	100.0	
2	PANTALON	12.0	5	60.0	
3	RADIO	50.0	1	50.0	
4	TELEVISION	250.0	1	250.0	
5	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	560.0\$
VICTIME : LUTULA MUZULUNGI				CCF21082016_006	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0	
				Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : LUTULA MUZULUNGU				KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_038	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	BLOC EN CIMENT	5.0	2500	12500.0	
2	CIMENT(SAC)	10.0	65	650.0	
3	LIT	100.0	1	100.0	
4	RADIO	50.0	1	50.0	
5	TELEVISION	250.0	1	250.0	
6	TOLE	13.0	65	845.0	
7	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	14495.0\$
VICTIME : LUTUNDULA MICHEL				KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_010	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	

3	LIT	45.0	2	90.0
4	MATELAS	60.0	2	120.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5710.0\$

VICTIME : LUVIRINGA MASUMBUKO

CCF22082016_0005_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100000.0	1	100000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 105000.0\$

VICTIME : LUYEYE ONGBALA ANTHONY

CCF22082016_0015_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2280.0	1	2280.0

Total Partiel: 2280.0\$

VICTIME : MABABA MARDOCHE

COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_049

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : MABABA MBONGOMPASI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_318

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	8200.0	1	8200.0

Total Partiel: 8200.0\$

VICTIME : MABABA YASOLO ANNIE

CCF22082016_0090_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MABALA TOYALIDI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0013_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	65.0	1	65.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5265.0\$

VICTIME : MABANGA PIERRE

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL TELEVISIONPHONE	100.0	2	200.0
2	ARGENT EN ESPECE	15000.0	1	15000.0
3	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
4	LIVRE	15000.0	1	15000.0

Total Partiel: 30800.0\$

VICTIME : MABANGI NDJEKI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10200.0\$

VICTIME : MABIA FRANCOISE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PORC	100.0	5	500.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : MABO LANDRO LEA

CCF22082016_0012_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	500.0	1	500.0
2	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
3	MATELAS	60.0	3	180.0
4	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
5	SAC A MAIN	20.0	2	40.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 3120.0\$

VICTIME : MABOMA AKUPE

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 6500.0\$

VICTIME : MABONDA LYLY

COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	11465.0	1	11465.0

Total Partiel: 11465.0\$

VICTIME : MABONDA LYLY

COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	8232.0	1	8232.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	8232.0

Total Partiel: 16464.0\$

VICTIME : MABONDA LYLY

COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MABOWA AGUPE

CCF22082016_0055_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MABU BAMWA PATRICE

CCF22082016_0047_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	20000.0	1	20000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	TOLE	10.0	100	1000.0
4	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 22100.0\$

VICTIME : MABWA AKUPE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	5	75.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	POULE	5.0	4	20.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 890.0\$

VICTIME : MADELAGA MOGG

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_175

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ETANGS	2000.0	2	4000.0
2	PORC	100.0	48	4800.0
3	POULE	5.0	50	250.0
4	TOLE	10.0	150	1500.0

Total Partiel: 10550.0\$

VICTIME : MAFUTAMINGI WAKALUVAKE

CCF22082016_0001_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MAGANDA KABUMETI

CCF21082016_0002_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MAHAMBWA MWERINGO ANTOINE

CCF22082016_0006_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MAHUMA MABRUKI

CCF22082016_0050_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOUSSE	60.0	4	240.0
2	RECHAUD	60.0	1	60.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	32	320.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 970.0\$

VICTIME : MAILA BOTSHA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARMITE	15.0	1	15.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5015.0\$

VICTIME : MAILA BOTSHA ALPHONSE

CCF22082016_0046_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	MOUSSE	30.0	2	60.0
3	TOLE	10.0	40	400.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1160.0\$

VICTIME : MAINDO SERAPAIN

CCF22082016_0015_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1800.0	1	1800.0

Total Partiel: 1800.0\$

VICTIME : MAISA BOLOMBE

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : MAISA HENRIETTE

CCF22082016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	SALON	5000.0	1	5000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6595.0\$

VICTIME : MAKE AMBONI

CCF21082016_0006_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MAKELELE

CCF22082016_0027_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	1	80.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	20	200.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 975.0\$

VICTIME : MAKELELE ANTOINETTE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_074

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	30.0	3	90.0
5	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 840.0\$

VICTIME : MAKELELE NDOMBE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_244

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	6	1200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	SALON	1000.0	1	1000.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 3600.0\$

VICTIME : MAKISEN MBOLONGE CCF21082016_0002_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MAKOKO JEAN BAPTISTE CCF21082016_0003_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : MAKOKO TSHILU KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0021_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : MAKUTUBU ZABIBU FRANCOISE CCF22082016_0041_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MALAMU BERNABE COPIE DE CCF22082016_0034_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MALAMU KUMU A MBOKA BERNABE CCF22082016_0034_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MALAMU LITOKO CHRISTINE CCF22082016_0091_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MALETE THOETE CCF22082016_0009_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : MALI KISEMI CCF22082016_0013_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MALI KISEMI JEAN ANTOINE

CCF22082016_0102_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MALI TSHITENGE RICHARD

CCF22082016_0089_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MALIAMA CHODJAMBA

OUGANDA 34

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1.5E7	1	1.5E7
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 1.5002E7\$

VICTIME : MALILI LONGOBASEKA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	LIT	45.0	3	135.0
3	MARMITE	15.0	3	45.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	48	480.0

Total Partiel: 1110.0\$

VICTIME : MALOMALO FALAY GILBERT

CCF22082016_0013_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VENTILATEUR	30.0	1	30.0

Total Partiel: 1480.0\$

VICTIME : MALONGA LISINGA

CCF22082016_0015_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MALUKA MBULA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_193

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MALUKA MBULA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_193

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	20	200.0
5	VENTILATEUR	25.0	1	25.0
6	VITRINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 770.0\$

VICTIME : MALUKA MBULA DIEUDONNE

CCF22082016_0048_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 7100.0\$

VICTIME : MAMA FAYA ZAMBA

CCF22082016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HOTEL	20000.0	1	20000.0

Total Partiel: 20000.0\$

VICTIME : MAMAIBO ELIMA LOWONDO LOMBA

CCF22082016_0050_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MAMATALI SEMELI

OUGANDA 34

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	33000.0	1	33000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 35000.0\$

VICTIME : MAMBA MARIE

CCF22082016_0050_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MAMBAMBU LEBAKWA

CCF21082016_0004_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MAMBE DIAMBA BERNARD

CCF22082016_0022_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MAMBETE EBOTA AUGUSTIN

CCF22082016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VITRINE	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MAMBOMBO IYOME IVONE

CCF22082016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	10	100.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : MAMBUENI LUFUA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	FUSIL	500.0	1	500.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1350.0\$

VICTIME : MAMBUENI LUFUA SAMUEL

CCF22082016_0019_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MAMBULI THEODOR

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_260

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MAMBUNE HULAIRE

CCF22082016_0029_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	100.0	2	200.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : MAMBWINI WAYIZA

CCF22082016_0015_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MANDA MARTIN

CCF22082016_0012_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MANDAMBA MARIE

CCF22082016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MANDELA YAFUNGA

CCF22082016_0042_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MANDJANDJA MALANGA

CCF22082016_0054_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 7800.0\$

VICTIME : MANDOLO LEGABO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_234

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

4	TOLE	10.0	7	70.0
---	------	------	---	------

Total Partiel: 5370.0\$

VICTIME : MANDOMBELE LOKOLO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MANDOMBELE NDJELO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_062

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	8	1600.0

Total Partiel: 6700.0\$

VICTIME : MANDOMBELIKOLO

CCF22082016_0042_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MEDICAMENT	1000.0	1	1000.0
4	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : MANGA YEMO

CCF22082016_0015_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1200.0	1	1200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MANGAZA MALUNGU

CCF22082016_0050_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CIMENT(SAC)	15.0	15	225.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
4	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 8225.0\$

VICTIME : MANGAZU MALUNGU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_038

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MANGENITATA MINKAKA GHISLAINE

CCF22082016_0050_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : MANGIMITATA GISLAINE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	5	400.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1160.0\$

VICTIME : MANGO BOKU JEAN

COPIE DE CCF22082016_0033_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MANGO BOSINGAKA

CCF21082016_0001_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MANGONDA MALINDI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_326

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	40	400.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : MANGUBU LOKANGU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_328

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	30	300.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MANGWANGU WAKENDA

COPIE DE CCF22082016_0036_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6700.0\$

VICTIME : MANKOTO MBOMI

CCF22082016_0022_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON ESSENCE	50.0	6	300.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : MANTINTI ITUMBA JOSEPH

CCF22082016_0005_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MANTINTI NTUMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_078

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	PENDULE	30.0	1	30.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 480.0\$

VICTIME : MANYALE MADELEINE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10350.0\$

VICTIME : MANYALE MASUDI

COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100000.0	1	100000.0

Total Partiel: 100000.0\$

VICTIME : MAOMBI YALITANDA

CCF22082016_0018_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MAONE BOLIMA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_199

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MAPATANO GEORGE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_188

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ELEVAGE	2000.0	1	2000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : MAPOANI ELISABETH

CCF22082016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : MAPOLO JOSEPH

CCF22082016_0041_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MAPUMU AWELE

CCF21082016_0006_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MOTO	4500.0	2	9000.0
4	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 10600.0\$

VICTIME : MARCEL BONDI PILE

CCF21082016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL CAMERA	100.0	1	100.0
2	APPAREIL PHOTO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MARIAM ATAHIRE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	USTENCILS DE CUISINE	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	2	200.0
6	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1760.0\$

VICTIME : MARIE LIFE

CCF21082016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MARIE MANDAMBA

CCF22082016_0018_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MARIUS MAKOLE VUNOKA

CCF22082016_0012_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	TOLE	10.0	220	2200.0

Total Partiel: 9200.0\$

VICTIME : MARTHE DETINA

CCF22082016_0051_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MARTHE KASANGANI

CCF21082016_0003_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MARTIN DIKHALA

CCF22082016_0015_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MARTIN KASANGANI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	2000.0

				Total Partiel:	7000.0\$
VICTIME : MASAMBA MAYEMBA CCF22082016_0015_020					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	PRODUIT PHARMACEUTIQUE	1000.0	1	1000.0	
				Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : MASANA IVONE CCF21082016_0004_004					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : MASANA IVONE CCF21082016_0004_004					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : MASANA IVONE CCF21082016_0004_004					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	RADIO	50.0	1	50.0	
2	TELEVISION	250.0	1	250.0	
				Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : MASHAMBA SHAWOMU CCF22082016_0050_024					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0	
3	VELO	100.0	3	300.0	
				Total Partiel:	7300.0\$
VICTIME : MASIKA KANYERE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_014					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	LIT	45.0	2	90.0	
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
3	TOLE	10.0	47	470.0	
				Total Partiel:	5560.0\$
VICTIME : MASIKA ROSE CCF22082016_0041_004					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MASINI BATSHONGE CCF22082016_0007_012					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0	
				Total Partiel:	2000.0\$
VICTIME : MASUDI BOLAMBA CCF22082016_0026_016					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0	
2	MOTEUR HORS BORD	300.0	2	600.0	
				Total Partiel:	1600.0\$
VICTIME : MASUDI BOLOMBA CCF22082016_0105_008					
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0	

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MASUDI JACQUES

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_194

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	10	150.0
2	POULE	5.0	15	75.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 725.0\$

VICTIME : MASUDI MAUNDA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALANCE	300.0	1	300.0
2	CHAISE	12.0	10	120.0
3	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
4	DIAMANT	3700.0	1	3700.0
5	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
6	MACHINE PONDU	300.0	1	300.0
7	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
8	MOTO	800.0	1	800.0
9	STABILISATEUR	100.0	1	100.0
10	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 12420.0\$

VICTIME : MASUDI SELEMANI

CCF22082016_0027_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MASUMBUKO ANITA

COPIE DE CCF22082016_0032_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MASUTA TAMINZALA ANTOINE

CCF22082016_0018_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MOUSSE	50.0	1	50.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5750.0\$

VICTIME : MATA NYINGELE

COPIE DE CCF22082016_0033_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MATA NYINZELO

CCF22082016_0033_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2550.0	1	2550.0

Total Partiel: 2550.0\$

VICTIME : MATALA KASONGO

COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_054

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	625.0	1	625.0
2	POULE	625.0	1	625.0
3	VACHE	300.0	4	1200.0

Total Partiel: 2450.0\$

VICTIME : MATAPANO GEORGE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_220

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	POULE	5.0	20	100.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 7600.0\$

VICTIME : MATATA NDJALE

CCF22082016_0027_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : MATATA YELI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_242

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	250.0	1	250.0
2	LIT	45.0	3	135.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	SALON	1000.0	1	1000.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	50	500.0
7	VELO	100.0	2	200.0
8	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 2475.0\$

VICTIME : MATEMOSE VERONIQUE

CCF22082016_0027_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	CHEVRE	50.0	10	500.0
3	EPONGE	80.0	3	240.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MOUTON	50.0	10	500.0
6	POULE	5.0	10	50.0

Total Partiel: 1590.0\$

VICTIME : MATESO LIPOYA ELISABETH

CCF22082016_0005_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MATETA MOELE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_176

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	20.0	3	60.0
2	DIVERS BIENS	30.0	1	30.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 350.0\$

VICTIME : MATHILU KALOYO

CCF21082016_0002_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MATSHANDE MUNALE

CCF22082016_0008_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2400.0\$

VICTIME : MATSHOZI KOCOUSA

CCF21082016_0006_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MAU MAKONAJO

CCF21082016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MAUZIKO KIBASOMBA ODILE

CCF22082016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : MAWUA BIBALI

CCF22082016_0008_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100000.0	1	100000.0

Total Partiel: 100000.0\$

VICTIME : MAYELE MALOKA

CCF22082016_0013_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ELEVAGE	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MICROSCOPE	100.0	1	100.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 7500.0\$

VICTIME : MAYELE MAMBOYA				CCF22082016_0042_020
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MAYELE NGUTU				CCF21082016_0003_006
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME : MAYO AKUKUWANGA				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0012_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MAYO EPOVE				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0012_004
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MAYO KUKUWANGA				OUGANDA 35
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	7500.0	1	7500.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				19500.0\$
VICTIME : MBAIMBO HELENE				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_072
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MARMITE	15.0	4	60.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	TOLE	300.0	1	300.0
6	USTENCILS DE CUISINE	50.0	1	50.0
Total Partiel:				5670.0\$
VICTIME : MBALAKA HENRI				CCF22082016_0005_020
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	4850.0
Total Partiel:				4850.0\$
VICTIME : MBALAKA KAPITA				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0012_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
Total Partiel:				5800.0\$
VICTIME : MBALANGA MOBOBONGOLIA				CCF22082016_0012_014
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				200.0\$
VICTIME : MBALANGA MOMBONGOLIA				CCF22082016_0012_014
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : MBALASANI LOTATA				CCF22082016_0015_028
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : MBALI FERDINAND				CCF22082016_0018_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : MBALI SUZE				CCF22082016_0027_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME : MBAMBARA NOKONDO				CCF22082016_0026_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VELO	100.0	3	300.0
Total Partiel:				5550.0\$
VICTIME : MBANOKO ADJAKA STANISLAS				CCF22082016_0020_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	300.0	1	300.0
2	PRODUIT PHARMACEUTIQUE	400.0	1	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				850.0\$
VICTIME : MBARUKU SHABANI				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_048
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				10000.0\$
VICTIME : MBARUKU SHABANI ANTOINE				CCF22082016_0015_020
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				7000.0\$
VICTIME : MBASA LOBELA				KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_048
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	2	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
Total Partiel:				350.0\$
VICTIME : MBASA LOBELA				KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_048
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$

VICTIME : MBASA LOBELA KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_048

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SALON	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MBAYA MUTAMBA ROSE CCF22082016_0087_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MBELO LOSANA CCF22082016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	TOLE	10.0	70	700.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : MBENGA KOTOBANGA DESIRE CCF22082016_0054_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MBILE ALIDO COPIE (4) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	40000.0	1	40000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 41000.0\$

VICTIME : MBILE ALISO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_144

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A BRODER	150.0	1	150.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	2	500.0
4	TOLE	10.0	60	600.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : MBOKA BIKUNDU COPIE DE CCF22082016_0034_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MBOKA BIKUNGU MARIE CCF22082016_0034_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6745.0\$

VICTIME : MBOKA WANALA

CCF21082016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MBOLO MIKI PAULINE

CCF22082016_0016_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MBOMBETEKE LONA

CCF22082016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MUR	400.0	1	400.0
2	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : MBOMBO LIKANZA

CCF22082016_0021_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1750.0	1	1750.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MBOMBO TAPEPEYONI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : MBOMBO TAZEPEYONE

CCF22082016_0046_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON PETROLE 20L	500.0	3	1500.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3250.0\$

VICTIME : MBONGO BABIAMI

CCF22082016_0015_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	980.0	1	980.0

Total Partiel: 980.0\$

VICTIME : MBOTSHI BASAKI

CCF22082016_0050_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MBOYO LOUISSE LOKWA

CCF22082016_0051_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : MBUBA BAUSAKELE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_283

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARMITE	50.0	2	100.0
2	RADIO	50.0	2	100.0
3	TOLE	10.0	40	400.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : MBUBA BAUSEKELE

CCF22082016_0036_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MBUKU INNOCENT

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0008_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	TOLE	10.0	16	160.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6250.0\$

VICTIME : MBULA BANDEA

CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	17540.0

Total Partiel: 17540.0\$

VICTIME : MBULA BANDEA EMMANUEL

CCF22082016_0031_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	30	450.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0

Total Partiel: 10450.0\$

VICTIME : MBULA BETOFE

CCF22082016_0026_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MBULA HUKO

CCF22082016_0056_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MBULA JAQUELINE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : MBULA LEONIE

CCF22082016_0054_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	250.0	1	250.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6050.0\$

VICTIME : MBULA LIKALEBE

CCF22082016_0007_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	100.0	3	300.0
3	LIT	45.0	3	135.0
4	VENTILATEUR	30.0	1	30.0

Total Partiel: 765.0\$

VICTIME : MBULA LIOTO DAVID

CCF22082016_0004_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	2	30.0
2	POISSON SALE (CARTON)	60.0	2	120.0
3	TOLE	10.0	70	700.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : MBULA LISUNGI

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
2	RADIO	100.0	1	100.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	USTENCILS DE CUISINE	20.0	8	160.0

Total Partiel: 610.0\$

VICTIME : MBULA MAKALAMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_044

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : MBULA MAKALAMBA CAMILLE

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1600.0	1	1600.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : MBULA MANGANA

CCF22082016_0019_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MBULA MERCI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCOTIER	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MARMITE	15.0	3	45.0

Total Partiel: 5145.0\$

VICTIME : MBULA MICHEL		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	26	260.0
6	VELO	100.0	1	100.0
7	VENTILATEUR	30.0	1	30.0
Total Partiel:				5890.0\$

VICTIME : MBULA MOKE FOLO		CCF22082016_0013_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME : MBULA PASIA		CCF22082016_0047_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	60000.0	1	60000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
Total Partiel:				65350.0\$

VICTIME : MBULA PENE MARCEL		CCF22082016_0095_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				6000.0\$

VICTIME : MBULAMATALI IWANGINDEFUTA		CCF22082016_0056_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$

VICTIME : MBULAMATARI HENRIETTE		CCF22082016_0021_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$

VICTIME : MBUNGA NDOFUSU		COPIE DE CCF22082016_0032_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	100.0	1	100.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	TOLE	10.0	36	360.0
Total Partiel:				2460.0\$

VICTIME : MBUNGA NDOFUSU		COPIE DE CCF22082016_0032_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	36	360.0
Total Partiel:				360.0\$

VICTIME : MBUNZA EUPHRANIE		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

2	LIT	100.0	2	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : MBUTU BAEHITE CCF22082016_0004_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MBWEKE NYUNGE JULIENNE CCF22082016_0086_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MEBWA JACQUES KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_273

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	2	1200.0
2	FRIGO	300.0	1	300.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	6	1200.0
5	TELEVISION	250.0	3	750.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VEHICULE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 9250.0\$

VICTIME : MEKODI JEAN CCF22082016_0022_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MELIGO ACHUBA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_306

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	130.0	1	130.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1080.0\$

VICTIME : MELIGO ATCHUBA PASCALINE CCF22082016_0042_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MELLY LIPASO CCF2208016_0037_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MENDAKA JACQUES

CCF22082016_0023_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MENGU ENDONGOLA

CCF22082016_0034_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	1	150.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	EPONGE	50.0	3	150.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 2050.0\$

VICTIME : MENU ENDONGALA

COPIE DE CCF22082016_0034_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	250.0	1	250.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : METATIABO MEKEKANGOY ETIENNE

CCF22082016_0084_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MICHEL BOKELAKELA

CCF22082016_0029_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MICHEL NZABY

CCF22082016_0015_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MIFUNDI YENGE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_050

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MIKALA SELENGE

CCF22082016_0042_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MIKEMBE MUSIBI

CCF22082016_0026_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MIKEMBE THOMAS		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_182		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	20	200.0
Total Partiel:				5250.0\$

VICTIME : MIKIKA MARIE FRANCOISE		CCF22082016_0026_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				200.0\$

VICTIME : MILAMBO YANINCE		CCF22082016_0050_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$

VICTIME : MILASI LOSIYA		CCF22082016_0013_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME : MILONGO MWASHUMU		KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_007		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	MATELAS	60.0	1	60.0
4	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				2605.0\$

VICTIME : MINGILA FRANSISCO		CCF22082016_0054_020		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME : MISIKEPOMA LOMAME		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	TOLE	10.0	10	100.0
Total Partiel:				5130.0\$

VICTIME : MM BESANGA LITAKU		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0001_022		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	RECHAUD	50.0	1	50.0
3	TOLE	13.0	50	650.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				1300.0\$

VICTIME : MM NGOLE LOKULI		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003_022		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
2	RADIO	100.0	1	100.0

3	RADIO	100.0	1	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : MOBALI MACHOZI CCF22082016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	5.0	50	250.0
2	CIMENT(SAC)	20.0	100	2000.0
3	EPONGE	80.0	7	560.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7810.0\$

VICTIME : MOBALI MACHOZI CCF22082016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MOBALI MACHOZI CCF22082016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MOBALI MACHOZI CCF22082016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MOBALI MACHOZI CCF22082016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MOBALI MALHOBI KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_334

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MOBELE GELENCO JEANETTE CCF22082016_0033_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	LECTEUR VIDEO	200.0	1	200.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5850.0\$

VICTIME : MOBELE GELENCO JEANNETTE COPIE DE CCF22082016_0033_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	2	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MOBONDA MABYANGA

COPIE DE CCF22082016_0033_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MODOGI ELIFA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_110

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MODUKO DIEUDONNE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	DOCUMENT	100.0	1	100.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOITURE	2000.0	1	2000.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2900.0\$

VICTIME : MOJO MONYA JULE

CCF22082016_0018_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MOKAGALI NGBODUE

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0006_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	13.0	20	260.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 510.0\$

VICTIME : MOKALAMUSI AZAMA

CCF22082016_0013_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MOKANGI ILONGOSI

CCF22082016_0050_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	3	150.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 6450.0\$

VICTIME : MOKE KALONDA VALENTIN

CCF22082016_0098_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MOKENDI MOKENAY

CCF22082016_0022_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITS(VALISE)	500.0	1	500.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MOKILI CCF22082016_0025_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5050.0\$

VICTIME : MOKILI KOY NELLY CCF22082016_0051_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MOKILI LOOLA DIEU DONNE CCF22082016_0051_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL PHOTO	100.0	1	100.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MAGNETOSCOPE	50.0	1	50.0
5	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
6	PANNEAU SOLAIRE	1000.0	1	1000.0
7	RADIO	50.0	1	50.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0
9	TOLE	10.0	20	200.0
10	VELO	100.0	8	800.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : MOKILI MBONGO CCF22082016_0017_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	140.0	1	140.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 690.0\$

VICTIME : MOKINDA ELIMO JEAN PIERRE CCF22082016_0101_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MOKINDA YAH JC CCF22082016_0021_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	20	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : MOKO ALITAOTO CCF22082016_0012_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$**VICTIME :** MOKOBA KUMU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	20000.0	1	20000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 30800.0\$**VICTIME :** MOKONDOKO BERNADETTE

CCF21082016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 5300.0\$**VICTIME :** MOKONDOKO MOKAMBA

CCF22082016_0027_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	100.0	1	100.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 800.0\$**VICTIME :** MOKONZI ITOLOMBI

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
4	TOLE	10.0	49	490.0

Total Partiel: 6790.0\$**VICTIME :** MOKONZI ITOLOMBI MAHILI

CCF22082016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1500.0

Total Partiel: 2000.0\$**VICTIME :** MOLALO LOBAYA

CCF22082016_0006_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$**VICTIME :** MOLENDE MALESA ANGELIQUE

CCF22082016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$**VICTIME :** MOLIMA LIFOTO

CCF22082016_0036_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MOLISHO BONGABULE				CCF22082016_0094_006
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME : MOLISHO MBIKILA				CCF22082016_0093_005
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME : MOLOBIBI EYAMBE				CCF21082016_0004_006
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : MOLOSHO MBIKILA				CCF22082016_0042_026
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	20000.0	1	20000.0
Total Partiel:				20000.0\$
VICTIME : MOMBONDANI MWAMINI				CCF21082016_0002_016
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : MONDANGA MONDANGANGA				CCF22082016_0008_010
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	5	500.0
Total Partiel:				900.0\$
VICTIME : MONDELE BOTEMBO				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_024
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	7000.0	1	7000.0
Total Partiel:				7000.0\$
VICTIME : MONDELE BOTEMBO SIMON				CCF22082016_0026_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : MONGALA GABRIEL				CCF22082016_0051_006
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				7000.0\$
VICTIME : MONGAMBA YASELIA				CCF22082016_0097_003
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				6000.0\$

VICTIME : MONGAMBO KOTOLA ANDRE

CCF21082016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MONGANGA KISASA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_120

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	30.0	4	120.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	68	680.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1800.0\$

VICTIME : MONGEMA MAFALEDI

CCF22082016_0042_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	3	60.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	20	200.0
6	TRIPLEX	5.0	8	40.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : MONGEMA MEFA LEVI

CCF22082016_0018_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	300.0	1	300.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	LECTEUR DVD	50.0	3	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	3	750.0
6	VELO	100.0	5	500.0
7	VITRINE	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2600.0\$

VICTIME : MONGEMA MEFALESI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	MAGNETOSCOPE	200.0	1	200.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0
8	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 2250.0\$

VICTIME : MONGINDA CHARLOTTE

OUGANDA 36

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	675.0	1	675.0
2	CHAUSSURES	100.0	2	200.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	2	20.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1545.0\$

VICTIME : MONGINDA EKILA CHARLOTTE

CCF22082016_0034_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	20.0	2	40.0
2	MATELAS	50.0	2	100.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	2	20.0
5	USTENCILS DE CUISINE	250.0	1	250.0

Total Partiel: 660.0\$

VICTIME : MONGITA MANGILI AUGUS

CCF22082016_0026_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : MONGITA MONGILI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_060

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	50	500.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6100.0\$

VICTIME : MONGOMBA LOHESA

CCF22082016_0014_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MONGU ZELEDA

CCF22082016_0017_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	150.0	1	150.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : MOPETE GUYAUME

OUGANDA 37

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	30000.0	1	30000.0

Total Partiel: 30000.0\$

VICTIME : MOPOLO ALIPA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_146

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0

3	RADIO	50.0	2	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	20	200.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	2	200.0
8	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : MOREIRA ALEXIS

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_222

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	450.0	1	450.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	POULE	5.0	20	100.0

Total Partiel: 5550.0\$

VICTIME : MOSALI EFOKE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	30.0	4	120.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	SOUDURE	1000.0	1	1000.0
4	TOLE	10.0	32	320.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1590.0\$

VICTIME : MOSEKA TERESE

CCF22082016_0015_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1280.0	1	1280.0

Total Partiel: 1280.0\$

VICTIME : MOSENGA LOLEKA PITCHOU

CCF22082016_0046_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	60000.0	1	60000.0

Total Partiel: 60000.0\$

VICTIME : MOSENGO MUHEMEDI

CCF22082016_0017_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	VACHE	300.0	2	600.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : MOSONDO KALOKOLA

COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	FARINE(SAC)	50.0	2	100.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	3	150.0
5	SUCRE(SAC)	50.0	1	50.0
6	SUCRE(SAC)	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	VELO	100.0	7	700.0
9	VELO	100.0	7	700.0

Total Partiel: 7600.0\$

VICTIME : MOTHABABOTHA PAUL

CCF22082016_0004_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
				Total Partiel: 5000.0\$
VICTIME : MOTOHANGELE MONDELE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_032		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
				Total Partiel: 5000.0\$
VICTIME : MOTOHIANGENE MONDELE		CCF22082016_0051_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
				Total Partiel: 5000.0\$
VICTIME : MOTOMUNGU LOKALABA WILLY		CCF22082016_0005_004		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
				Total Partiel: 5000.0\$
VICTIME : MOUSSA KONDE		CCF22082016_0106_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
				Total Partiel: 5000.0\$
VICTIME : MOZA MACHAFU SUZANA		CCF21082016_0003_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
				Total Partiel: 1000.0\$
VICTIME : MPASA NGOMA		CCF22082016_0012_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	LIT	100.0	1	100.0
				Total Partiel: 500.0\$
VICTIME : MPASA NGOMA		CCF22082016_0012_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
				Total Partiel: 200.0\$
VICTIME : MPASA NGOMA		CCF22082016_0012_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	RADIO	100.0	1	100.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	3	300.0
				Total Partiel: 1400.0\$
VICTIME : MPEMBA MILAMBO		CCF21082016_0003_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
				Total Partiel: 6000.0\$
VICTIME : MPOSA ALIFI ROSE		CCF22082016_0019_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	33000.0	1	33000.0
				Total Partiel: 33000.0\$

VICTIME : MUADI MARIE				OUGANDA 34
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	20	200.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VENTILATEUR	50.0	1	50.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : MUBANGA GEORGETTE				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_038
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : MUBANGA GEORPETHE				CCF21082016_0003_014
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MUDEKEREZA CITUNGA				CCF22082016_0015_024
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MUKALAHUSI AZAMA				CCF22082016_0013_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : MUKALAMUSI AZAMA				CCF21082016_0003_006
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MUKANDA NDENKE				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_080
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MACHINE A ECRIRE	300.0	1	300.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : MUKANDA NKESE				CCF21082016_0003_014
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MUKEINA BAKUNU				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_062
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	1	30.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 1030.0\$

VICTIME : MUKEINA ELISE

CCF22082016_0051_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	5	50.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6350.0\$

VICTIME : MUKENO MARCEL

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_098

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	STABILISATEUR	200.0	1	200.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : MUKOKOLE KATANGA

CCF21082016_0003_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	100	1000.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : MUKUNA MAYELA

CCF22082016_0033_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MUKWAKISI TOKOKASI JEAN

CCF21082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MULAMBA GABRIEL AGONGO

CCF22082016_0050_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : MULAMBA GABRIEL NGONGO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_049

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : MULASI LUCIE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 450.0\$

VICTIME : MULASI LUSIYA

CCF22082016_0013_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MULENDA OBIMBA

CCF22082016_0015_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEDICAMENT	50.0	1	50.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5250.0\$

VICTIME : MULENDA UBIMBA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_110

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : MULENGA MBOY

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE	2000.0	1	2000.0
2	VITRE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MULENGA MBOYA

CCF22082016_0005_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MULINDA OMBA

CCF22082016_0050_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : MULONGOY MPIANA NGONGO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_181

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	10.0	1	10.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PORTE	10.0	2	20.0

4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 980.0\$

VICTIME : MULOWE TOTO STEPHIE

MULOWE TOTO STEPHIE

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3770.0	1	3770.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 4770.0\$

VICTIME : MULUMBA MONGATSATSA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	50	500.0
2	USTENCILS DE CUISINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : MULUNDA BIN RAMAZANI BERNARD

STE_&_ETS_PRIVES_KISANGANI_CCF04032016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PARCELLE	210328.64	1	210328.64

Total Partiel: 210328.64\$

VICTIME : MUMBAMBI MATANGALA

CCF22082016_0012_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : MUMBAMBI MUTANGALA

CCF22082016_0012_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : MUMPINI ANZAS

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_011

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MUNDEKE LUFUNGULA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BETAIL	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : MUNDEKE LUFUNGULA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MUNDEKE LUFUNGULA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : MUNDEKE LUFUNGULA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0

3	MACHINE A ECRIRE	150.0	1	150.0
4	PORC	100.0	1	100.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : MUNDEKE LUFUNGULA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 50.0\$

VICTIME : MUNDEKE LUFUNGULA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MUNDEKE LUFUNGULA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : MUNDEKE LUFUNGULA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
2	VELO	100.0	2	200.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : MUNGAMBA YASELYA CCF22082016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	50.0	10	500.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	22	220.0

Total Partiel: 970.0\$

VICTIME : MUNGAMBA YASELYA DESIRE CCF22082016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	10	600.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	22	220.0

Total Partiel: 1070.0\$

VICTIME : MUNGANGA BOENO KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : MUNGANGA MAMADOU CCF22082016_0055_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MUNGANGA MBOMA HELENE CCF21082016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	50.0	1	50.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : MUNGWANGU WAKENDA

CCF22082016_0036_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2700.0\$

VICTIME : MUNYAPARA

OUGANDA 33

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	960.0	1	960.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1960.0\$

VICTIME : MUNYIRA LOMBANDJA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : MUNZEMBA MPEMBELE FIDELE

CCF22082016_0022_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	196.0	1	196.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5196.0\$

VICTIME : MUNZEMBA PEMBELE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0016_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5196.0	1	5196.0
2	HABITATION LEGERE	800.0	1	800.0

Total Partiel: 5996.0\$

VICTIME : MUPENDA PATUALE

CCF22082016_0048_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MURUABA LOKALABA BERNARD

CCF22082016_0015_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE	150.0	1	150.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5350.0\$

VICTIME : MUSA MONGA MANGENGA

CCF22082016_0085_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MUSA SAIDI

CCF22082016_0036_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MEUBLE	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : MUSAFIRI AMBALU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0013_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MARMITE	15.0	1	15.0
4	USTENCILS DE CUISINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 415.0\$

VICTIME : MUSAFIRI MARIA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_053

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1100.0	1	1100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1100.0

Total Partiel: 2200.0\$

VICTIME : MUSEMA AMANI

CCF22082016_0013_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	FRIGO	400.0	1	400.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 6800.0\$

VICTIME : MUSHABA LONGANGI

CCF22082016_0046_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	2	90.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2590.0\$

VICTIME : MUSSA AMURI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_310

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON VIDE	2.0	2	4.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOITURE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2514.0\$

VICTIME : MUSSA MABINI MIRIAME

CCF22082016_0051_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HORS BORD	1000.0	1	1000.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	3	450.0
5	MACHINE TRONCONNEUSE	1000.0	2	2000.0

6	MOTO	800.0	1	800.0
7	PIROGUE	1000.0	2	2000.0
8	RADIO	50.0	1	50.0
9	TELEVISION	250.0	1	250.0
10	TOLE	10.0	100	1000.0
11	VELO	100.0	4	400.0

Total Partiel: 13950.0\$

VICTIME : MUTABALA MOLULU

CCF22082016_0054_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MUTSHA LENGI

CCF22082016_0056_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MUTUKUFELE AFINO MWANO

CCF22082016_0056_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MUTUMOYA BOMBOMBE JACQUE

CCF22082016_0005_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2200.0\$

VICTIME : MUTUMOYA BONDOMBE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	100	1000.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1845.0\$

VICTIME : MUTUPEKE NGEMBE ALPHONSE

CCF22082016_0099_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MWA LOLEKA OWENE

CCF22082016_0046_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : MWA MBUYI NDAYE JUSTIN

CCF21082016_0006_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	100.0	3	300.0

2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TABLE VITRE	100.0	1	100.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : MWABILA KALENDA CCF22082016_0054_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : MWAKABU WAELONGO JEAN CCF22082016_0021_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MWAKO MASANDI CCF22082016_0054_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	1	60.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 360.0\$

VICTIME : MWALIMU MAMADOU CCF22082016_0092_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : MWAMINI BERNADETTE CCF22082016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	TOLE	10.0	42	420.0

Total Partiel: 6420.0\$

VICTIME : MWAMINI MOLISHO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_280

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	TOLE	10.0	40	400.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3400.0\$

VICTIME : MWANGO ELISABETH CCF22082016_0029_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	2	10000.0
2	MEUBLE	1000.0	2	2000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : MWANGO LIKOTO TCHIS CCF22082016_0042_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : MWANGO MUKOKOLE				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0016_002	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	5200.0\$
VICTIME : MWANVUA NGONGO				CCF22082016_0019_006	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0	
				Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : MWANZA KASINDE FELICITE				CCF21082016_0001_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : MWANZA TSHIBANGA SAMUEL				CCF21082016_0003_002	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0	
2	TOLE	10.0	1	10.0	
				Total Partiel:	1010.0\$
VICTIME : MWARABU LISASI				CCF22082016_0046_014	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	47000.0	1	47000.0	
				Total Partiel:	47000.0\$
VICTIME : MWASHAMI ASELE				COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_053	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0	
2	MATELAS	50.0	3	150.0	
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	5350.0\$
VICTIME : MWAYA KITENGE				CCF22082016_0012_002	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MATELAS	100.0	1	100.0	
3	RADIO	50.0	1	50.0	
				Total Partiel:	5150.0\$
VICTIME : MWAYUMA CECILE				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_266	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	RADIO	50.0	1	50.0	
2	TELEVISION	250.0	1	250.0	
3	TOLE	10.0	10	100.0	
				Total Partiel:	400.0\$
VICTIME : MWEENDE OTULO				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MATELAS	30.0	1	30.0	
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0	
3	RADIO	50.0	1	50.0	
4	VELO	100.0	1	100.0	

Total Partiel: 2180.0\$

VICTIME : MWENE ALAZA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_212

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MAGNETOSCOPE	150.0	1	150.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : MWENE ALAZA GODE

CCF21082016_0004_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MOTO	4500.0	1	4500.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	SOULIER	100.0	2	200.0
5	SUPER WAX	140.0	8	1120.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6320.0\$

VICTIME : MWESSI MOBELE

CCF22082016_0048_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	250.0	1	250.0
2	FRIGO	150.0	1	150.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	MOULIN	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 1850.0\$

VICTIME : MWINYI AMILI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : NABODO ANTOINETTE

CCF22082016_0015_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NADALI NGINDA

CCF22082016_0033_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100000.0	1	100000.0

Total Partiel: 100000.0\$

VICTIME : NALUNGU LOSOBE

CCF21082016_0004_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NAMBALA ALPHONSINE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	20.0	1	20.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 5070.0\$

VICTIME : NANGALA ALPHONSINE

CCF22082016_0006_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	100.0	1	100.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : NANGALA ALPHOSE

CCF22082016_0005_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	1	45.0

Total Partiel: 1245.0\$

VICTIME : NANGWEMU NAMUNGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : NATHY KEPAPA

CCF21082016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NAZE NKOBAGONGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	135.0	1	135.0
2	HABITATION LEGERE	535.0	1	535.0
3	HABITS(VALISE)	1484.0	1	1484.0
4	LIT	125.0	1	125.0
5	MATELAS	300.0	1	300.0

Total Partiel: 2579.0\$

VICTIME : NAZE NKOMANGONGO VIVIANE

CCF22082016_0015_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : NDAMI KAYA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_050

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	8000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : NDAMIKAYA NGBADE

CCF22082016_0054_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : NDANI THERESE

CCF22082016_0026_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NDATI BAINDANA

CCF21082016_0004_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NDELO MANDAFU

CCF22082016_0004_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : NDELO MANDEFU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	200.0	1	200.0
2	MARMITE	15.0	1	15.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOITURE	2000.0	1	2000.0
7	USTENCILS DE CUISINE	30.0	1	30.0
8	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 3595.0\$

VICTIME : NDEMBE NGELAMBO

CCF22082016_0029_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NDIULI LOOLA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_048

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	4	400.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	50	500.0
6	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 2550.0\$

VICTIME : NDJITA ETANGE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_086

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0

2	LIT	45.0	3	135.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0
5	USTENCILS DE CUISINE	50.0	1	50.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1575.0\$

VICTIME : NDJOKU BOLONGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_276

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NDJOLO HONORINE

CCF21082016_0002_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	1	45.0
2	MATELAS	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	50	500.0
4	USTENCILS DE CUISINE	20.0	1	20.0

Total Partiel: 615.0\$

VICTIME : NDJOMONA JULA

CCF22082016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : NDJONGO LONGANGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_031

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3000.0	1	3000.0
2	BIBLIOTHEQUE	10000.0	1	10000.0
3	CONGELATEUR	600.0	2	1200.0
4	FOURNITURE SCOLAIRE	1000.0	1	1000.0
5	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
6	HABITS(VALISE)	10000.0	1	10000.0
7	HABITS(VALISE)	10000.0	2	20000.0
8	LIT	45.0	4	180.0
9	MATELAS	30.0	4	120.0
10	MOTO	800.0	1	800.0
11	RADIO	50.0	1	50.0
12	SALLE A MANGER	1000.0	1	1000.0
13	SALON	2000.0	1	2000.0
14	TELEVISION	250.0	1	250.0
15	VELO	100.0	2	200.0
16	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 54850.0\$

VICTIME : NDJUNGA NKOY

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_240

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER BIERE	25.0	50	1250.0
2	DIVERS BIENS	600.0	1	600.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	SUCRE(SAC)	20.0	50	1000.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	100	1000.0

Total Partiel: 9150.0\$

VICTIME : NDOKO JEROME LIONGO

CCF21082016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : NDOMI JACQUE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_047

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	1000.0	1	1000.0
2	DIVERS BIENS	25000.0	1	25000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	MOTO	800.0	2	1600.0
5	SALON	500.0	1	500.0
6	TELEVISION	250.0	2	500.0

Total Partiel: 29000.0\$

VICTIME : NDUMBE MARIE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_092

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 6050.0\$

VICTIME : NEMENABA ALOKO

CCF22082016_0016_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TOLE	10.0	10	100.0
3	VACHE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : NEMENABA ALOKOTA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	6	90.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	POULE	5.0	6	30.0
4	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 765.0\$

VICTIME : NENEMO ETIENNE

OUGANDA 33

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	350.0	1	350.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1350.0\$

VICTIME : NGABIAC NDJUNI

CCF22082016_0022_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOUSSE	100.0	1	100.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VELO	100.0	1	100.0
4	VENTILATEUR	30.0	1	30.0

Total Partiel: 480.0\$

VICTIME : NGBANGA KILO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_203

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	6570.0	1	6570.0
2	FUT MAZOUT	300.0	2	600.0
3	FUT(VIDE)	1200.0	1	1200.0
4	MATELAS	60.0	4	240.0
5	PIECE WAX	100.0	12	1200.0
6	TELEVISION	250.0	3	750.0

Total Partiel: 10560.0\$

VICTIME : NGBENGBA MAZEGE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_294

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MUR	800.0	1	800.0
3	TOLE	10.0	35	350.0

Total Partiel: 1750.0\$

VICTIME : NGBENGBA PEDIA CEDRICK

CCF22082016_0111_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : NGBENGBA VALANTIN

CCF22082016_0037_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : NGBENGBA VALENTIN

COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1820.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2120.0\$

VICTIME : NGEMA BASANGA

CCF22082016_0055_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	5	75.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	50	500.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1145.0\$

VICTIME : NGENDO LOHUMA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	70	700.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

8	VELO	100.0	1	100.0
9	VENTILATEUR	30.0	1	30.0

Total Partiel: 6680.0\$

VICTIME : NGENGO LOHUMA

CCF22082016_0042_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	SAC DE MECHE	100.0	1	100.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : NGEREZA

CCF22082016_0007_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : NGEYINUTILA JEAN BOSCO

CCF21082016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COUVERTURE	50.0	1	50.0
2	FUT(VIDE)	20.0	1	20.0

Total Partiel: 70.0\$

VICTIME : NGEYIWUTILA NTETA

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_194

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	250.0	1	250.0
2	LIT	250.0	1	250.0
3	SALON	100.0	1	100.0
4	TOLE	13.0	10	130.0

Total Partiel: 730.0\$

VICTIME : NGILALISA LEONARD

CCF22082016_0041_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NGJADI NDJONGA

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_188

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	4	600.0
2	PORTE	100.0	8	800.0
3	TOLE	10.0	85	850.0
4	VITRE	20.0	8	160.0

Total Partiel: 2410.0\$

VICTIME : NGOLALA ELYSEE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	30000.0	1	30000.0

Total Partiel: 30000.0\$

VICTIME : NGOLE BASEKA

CCF21082016_0006_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NGOLY RICHARD

CCF22082016_0005_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : NGOMBA MONGA JOSEPH

CCF22082016_0018_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FAUTEUIL	300.0	1	300.0
2	MAGNETOSCOPE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 1250.0\$

VICTIME : NGONGO ETALI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	3	135.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	30.0	3	90.0
6	RADIO	50.0	3	150.0
7	SALLE A MANGER	1000.0	1	1000.0
8	SALON	2000.0	1	2000.0
9	TELEVISION	250.0	2	500.0
10	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 9275.0\$

VICTIME : NGONGO MELI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_088

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NGOY BELEGE GEDEON

CCF21082016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NGOY MUANA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_021

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	MAGNETOSCOPE	250.0	1	250.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NGOY MULONGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	30.0	4	120.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	RADIO	50.0	2	100.0
5	TOLE	10.0	10	100.0

6	VELO	100.0	2	200.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 5580.0\$

VICTIME : NGOY NGONDU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_104

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NGUMA

CCF22082016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	53875.0	1	53875.0

Total Partiel: 53875.0\$

VICTIME : NGUNDA MOSEKA MBULA SYLVIE

CCF22082016_0014_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : NGUTU BERNARD

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_100

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TOLE	10.0	45	450.0

Total Partiel: 6400.0\$

VICTIME : NGWALEBA MBOLI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_128

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BETAIL	2000.0	1	2000.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	DIVERS BIENS	900.0	1	900.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
5	MAGNETOSCOPE	100.0	1	100.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	VELO	100.0	1	100.0
9	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 4850.0\$

VICTIME : NGWALENGA MBOLI YELENE

CCF21082016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NGWANGWATA BERNARD

CCF22082016_0017_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NGWERA GWABINI

CCF22082016_0054_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	1	60.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5510.0\$

VICTIME : NIKI AFIMA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : NIKOLO ETANDA

CCF22082016_0015_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : NJIBA MWAMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_250

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	30000.0	1	30000.0
2	BIJOUX	500.0	1	500.0
3	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 35500.0\$

VICTIME : NKONDE BAELONGANDI

CCF22082016_0051_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : NKULU WAMANINGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
3	MARMITE	15.0	1	15.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1415.0\$

VICTIME : NOGBABO GELENE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 2440.0\$

VICTIME : NOKOS MEMBAKO BIBICHE

CCF22082016_0013_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BASSIN	50.0	4	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : NOKOY MEMBAKO

CCF22082016_0013_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : NONGO SYLVESTRE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_082

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	LAPIN	15.0	20	300.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : NONO ESSYMANDRA

CCF22082016_0017_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	6000.0	1	6000.0
2	CHAINE MUSICALE	250.0	1	250.0
3	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
4	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
5	FRIGO	600.0	1	600.0
6	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
7	LIT	45.0	1	45.0
8	MAGNETOSCOPE	50.0	1	50.0
9	MATELAS	100.0	3	300.0
10	VITRINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 8745.0\$

VICTIME : NOZOR BUKONDO

CCF22082016_0054_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	13912.0	1	13912.0

Total Partiel: 13912.0\$

VICTIME : NSENGA KANDE

CCF21082016_0006_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NTAKWINDJA AMOS

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0017_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	8475.0	1	8475.0

Total Partiel: 8475.0\$

VICTIME : NTAMBWE LUKAMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	PORC	100.0	4	400.0
3	POULE	5.0	8	40.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	75	750.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6690.0\$

VICTIME : NTFANFANGO NKOY

CCF22082016_0013_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : NTOMBA NGANDU CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3900.0	1	3900.0

Total Partiel: 3900.0\$

VICTIME : NTUMBA BAKABANGA KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_048

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	300.0	1	300.0
2	MOTO	800.0	2	1600.0
3	RADIO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : NTUMBA KABANGU CCF22082016_0056_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : NTUMBA NGANDU COPIE DE CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : NYANDO BUSHIRI CCF22082016_0021_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : NYANGA MAYANGU CCF22082016_0027_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOULIN	300.0	1	300.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : NYELE CCF22082016_0054_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	100.0	7	700.0
2	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
3	PIROGUE	1000.0	1	1000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	REGIME DE BANANE	5.0	10	50.0
6	RIZ (SAC)	50.0	20	1000.0

Total Partiel: 3300.0\$

VICTIME : NYEMBO SHABANI CCF22082016_0015_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : NYOTA BEBALI CCF22082016_0112_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ENTREPRISE	1.0E7	1	1.0E7

Total Partiel: 1.0E7\$

VICTIME : NZADI LAMA		KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	11	165.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
4	RIZ (SAC)	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
Total Partiel:				1365.0\$

VICTIME : NZONGO DESIRE		CCF22082016_0047_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	20	200.0
Total Partiel:				750.0\$

VICTIME : NZUZI MANIANGA MATITI		CCF22082016_0013_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1985.0	1	1985.0
Total Partiel:				1985.0\$

VICTIME : OBELA ISOMELA		CCF22082016_0042_024		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FUT HUILE	500.0	1	500.0
2	PADDY(SAC)	50.0	100	5000.0
3	PIROGUE	1000.0	2	2000.0
4	PLANCHE	10.0	15	150.0
5	TRONCONNEUSE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				8650.0\$

VICTIME : OBISI NELLY		CCF22082016_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$

VICTIME : OBOTELA KALOBOLA		CCF22082016_0018_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				10000.0\$

VICTIME : OFENA YENI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	2	500.0
4	USTENCILS DE CUISINE	50.0	4	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				1550.0\$

VICTIME : OHO KAANDJA		CCF22082016_0034_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	1	150.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MATELAS	50.0	3	150.0

4	POISSON FRAIS	100.0	1	100.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TOLE	10.0	35	350.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : OKANDJO OPANGA CCF21082016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : OKANGA SAPATE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 700.0\$

VICTIME : OKANGA SAPATE DOVE CCF22082016_0015_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : OKATA ESHIMA COPIE DE CCF22082016_0032_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : OKATA ESHIMA COPIE DE CCF22082016_0032_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : OKENGE MBAYO CCF22082016_0015_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : OKITO OKOKO KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_092

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
4	TOITURE	2000.0	1	2000.0
5	USTENCILS DE CUISINE	150.0	1	150.0

Total Partiel: 9350.0\$

VICTIME : OLENGA KENGOMBE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOUTIQUE	7000.0	1	7000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 7300.0\$

VICTIME : OLENGA KIGOMBE

CCF22082016_0054_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : OLEWILI BAYAUNDELE

CCF22082016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : OLIKO KOSE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_160

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	2	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	RADIO	50.0	2	100.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : OLIKOKOSE FRANCOISE

CCF21082016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	50	500.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : OLINGO PAUL

CCF22082016_0051_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER VIDANGE	10.0	50	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MALE	20.0	1	20.0
4	MATELAS	50.0	4	200.0
5	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TOLE	10.0	25	250.0

Total Partiel: 3220.0\$

VICTIME : OLIPALE MOYA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_048

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : OLONGA KINGOMBE

CCF22082016_0045_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	45000.0	1	45000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MACHINE FEUILLE DE MANIOC	20.0	1	20.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	54	540.0
7	VELO	100.0	1	100.0
8	VENTILATEUR	20.0	1	20.0

Total Partiel: 50980.0\$

VICTIME : OLOWELI BOYAUNDELE

CCF22082016_0029_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : OMAKANI JACQUES

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_304

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VENTILATEUR	30.0	3	90.0

Total Partiel: 1030.0\$

VICTIME : OMARI BENDERA JOSEPH

CCF21082016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	600.0	1	600.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : OMARI BURAHIHU RAYMOND

CCF22082016_0048_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	400000.0	1	400000.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 401000.0\$

VICTIME : OMARI IBRAHIME

CCF21082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : OMARI SULUBU

CCF22082016_0029_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	1	45.0

Total Partiel: 745.0\$

VICTIME : OMARI SULUBU

CCF22082016_0029_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : OMARI SULUBU

CCF22082016_0029_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : OMATETE MICHEL

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

				Total Partiel:	10000.0\$
VICTIME : OMATETE MICHEL				KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : OMBA APOLLO MARIE				CCF21082016_0004_018	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0	
2	MEUBLE	500.0	1	500.0	
				Total Partiel:	1500.0\$
VICTIME : OMBEYA MUSUA VICTOR				CCF22082016_0029_008	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : OMETETE MICHAU				CCF22082016_0009_006	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : OMEYAKA ONDEMBO				OUGANDA 37	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARGENT EN ESPECE	15000.0	1	15000.0	
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	20000.0\$
VICTIME : OMOKODI JEANPAUL WOMBO				CCF21082016_0002_012	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0	
2	LOTS DE MEDICAMENT	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	6000.0\$
VICTIME : OMOKODI WOMBE				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_074	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0	
2	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	10000.0	1	10000.0	
				Total Partiel:	15000.0\$
VICTIME : ONATA ONGENGE				CCF22082016_0050_022	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MATELAS	60.0	2	120.0	
3	RADIO	50.0	1	50.0	
4	VACHE	300.0	1	300.0	
				Total Partiel:	5470.0\$
VICTIME : ONGA BALONDE				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_080	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
				Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : ONGA BALONDE				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_080	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	

2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
			Total Partiel:	350.0\$
VICTIME : ONGA BALONDE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_080		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
2	TOLE	10.0	100	1000.0
			Total Partiel:	3000.0\$
VICTIME : ONGA BALONDE		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_080		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
2	VELO	100.0	1	100.0
			Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : ONGALA MUSURA		CCF22082016_0026_016		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	1	80.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	40	400.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	730.0\$
VICTIME : ONGIWA PAKABA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_118		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	60	600.0
5	VELO	100.0	2	200.0
			Total Partiel:	1300.0\$
VICTIME : ONOKOKO OMELONGA		CCF22082016_0050_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : ONYANGONGA LOBELELO ALBERT		CCF22082016_0051_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : ONYANGONGA LOBELELO ALBERT		COPIE DE CCF22082016_0033_006		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	45	450.0
			Total Partiel:	5450.0\$
VICTIME : ONYEKA EFONGA		CCF22082016_0029_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : ONYEMBE AKAKE		KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_046		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : ONYEMBO FATUMA

CCF22082016_0042_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0
3	TOLE	10.0	50	500.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 11200.0\$

VICTIME : ORIPALE ATANDROA MOVA

CCF22082016_0042_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	7000.0	1	7000.0
2	BIJOUX	300.0	1	300.0
3	CHAINE MUSICALE	400.0	1	400.0
4	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
5	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	10000.0
6	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
7	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
8	RADIO	50.0	1	50.0
9	TELEVISION	250.0	1	250.0
10	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 20200.0\$

VICTIME : OSE OKOKO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_094

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : OSENGE LONGOMO

CCF22082016_0029_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MOTO	800.0	1	800.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : OSICHA BERNARD

CCF22082016_0044_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10.0	19000	190000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	72	720.0

Total Partiel: 195720.0\$

VICTIME : OSILELU LISUNGILA

CCF22082016_0037_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 11400.0\$

VICTIME : OSSIO NICOLAS

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_231

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	GROUPE ELECTROGENE	600.0	1	600.0
2	VEHICULE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10600.0\$

VICTIME : OSUMAKA MARCELINE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_066

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOITURE	2000.0	1	2000.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2880.0\$

VICTIME : OSUMAKA OKANGA

CCF22082016_0006_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : OSUNGI MALIAMUNGU

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	HABITS(VALISE)	600.0	1	600.0

Total Partiel: 10600.0\$

VICTIME : OSUNGI MALIAMUNGU

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : OSUNGI MALIAMUNGU

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	100.0	1	100.0
2	SALON	1000.0	1	1000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : OTABULU NGANABO ANNA PAULINE

CCF22082016_0006_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : OTAMA ELIMA

CCF22082016_0015_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : OTAMA ELIMA LUCIE

CCF22082016_0015_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : OTENDELA BITONDO

CCF22082016_0050_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : OTENGA LEOPOLD

CCF22082016_0019_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : OTETE ITIKANGA BERNARD

CCF22082016_0022_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : OTIKAKI KIBAMBI PEPE

CCF22082016_0015_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	4500.0	1	4500.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	STABILISATEUR	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 4850.0\$

VICTIME : OTIKAKI KIBANGA PEPE

CCF22082016_0015_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	STABILISATEUR	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : OTOMBOLA ASINGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_192

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : OTONO BATALEGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON HUILE	20.0	3	60.0
2	SAVON(CARTON)	10.0	4	40.0
3	SEL (SAC)	15.0	3	45.0
4	SUCRE(SAC)	5.0	5	25.0
5	TOLE	10.0	25	250.0
6	TOLE	10.0	25	250.0

Total Partiel: 670.0\$

VICTIME : OTONO BEBEANU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	TOITURE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : OTSHOPE EKOKE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : OTSHOPE EKOKO CCF22082016_0032_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2500.0	1	2500.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : OTULI ACHOPI COPIE DE CCF22082016_0034_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : OTULI ACHOPI SEBASTIEN CCF22082016_0034_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : OTUNGA DIDIER CCF22082016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : OUMALI AKAOTO NELY CCF22082016_0051_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : OUMALI OKAOTO CCF22082016_0042_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : OYA SAULUNGA CCF22082016_0022_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : OYOMBESA SEFU CCF22082016_0051_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : PALUKU LULUAKO STE_&_ETS_PRIVES_KISANGANI_CCF04032016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	21211.0	1	21211.0

Total Partiel: 21211.0\$

VICTIME : PAPY MAYO CCF21082016_0003_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
---	--------	--------	---	--------

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : PAUL OMALOKENGE ONEMBO

CCF22082016_0046_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	TOLE	10.0	40	400.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : PAYENO LIKULA

CCF22082016_0017_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	4500.0	1	4500.0
2	TOLE	10.0	25	250.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 4850.0\$

VICTIME : PHILIP ITUWANYONGO

CCF22082016_0055_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	OUTILLAGES DE PLOMBERIE	800.0	1	800.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : PHILIPPE BATITA

CCF21082016_0002_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : PLAFOND

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FOURNITURE ET APPLICATION	6200.0	1	6200.0
2	FOURNITURE ET POSE CADRE	74.0	1	74.0
3	FOURNITURE ET POSE VITREE	1820.0	1	1820.0
4	FOURNITURE ET POSE VITREE	68.0	1	68.0
5	FOURNITURE ET POSE	17.0	1	17.0
6	FOURNITURE ET POSE	21.0	1	21.0
7	PORTE	306.0	1	306.0
8	PORTE	148.0	1	148.0
9	REPARATION FENETRE	100.0	1	100.0
10	REPARATION PORTE EN BOIS	578.0	1	578.0

Total Partiel: 9332.0\$

VICTIME : POLE POLE CESAR

CCF22082016_0055_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MUR	300.0	3	900.0

Total Partiel: 900.0\$

VICTIME : POLELA HENRIETTE

CCF22082016_0037_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : POLELA SHALUFA

CCF22082016_0066_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : PONEA ANZAMA

CCF22082016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	80	800.0
5	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 2075.0\$

VICTIME : PONEA KASOMBO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0
2	TOLE	10.0	105	1050.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : POSHO BOLAYA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : POSHO BOLAYA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0001_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : POSHO LIBOWA

CCF22082016_0006_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7300.0\$

VICTIME : POSHO LIBOWA ALPHOSE

CCF22082016_0005_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MUR	300.0	1	300.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	SALON	5000.0	1	5000.0
5	TOLE	10.0	40	400.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6050.0\$

VICTIME : POSHO LOBOWA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : PRECABO SIKILINI

CCF22082016_0018_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DOCUMENT SCOLAIRE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	SYLLABUS	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1400.0\$

VICTIME : RACHIDI PIERRE

CCF22082016_0050_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : RAMAZANI JULES

CCF22082016_0051_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FER A REPASSER	20.0	1	20.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	PENDULE	25.0	1	25.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	32	320.0

Total Partiel: 765.0\$

VICTIME : RAMAZANI MUKENGE

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	27	405.0
2	HABITS(VALISE)	100.0	3	300.0
3	MATELAS	50.0	2	100.0
4	TOLE	13.0	30	390.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 1395.0\$

VICTIME : RAMAZANI ONGONA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOITURE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2700.0\$

VICTIME : RAMAZANI YADJOKO

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MAGNETOSCOPE	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	33	330.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1830.0\$

VICTIME : RAMAZANI YUMA

CCF22082016_0048_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	PIECE WAX	100.0	6	600.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : RAPHAEL MOLIBA

CCF22082016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : REGINE KAYUMBA

CCF22082016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	3	150.0
2	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 650.0\$

VICTIME : ROBERT DARABU

CCF22082016_0055_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
3	EPONGE	80.0	7	560.0
4	MOTEUR MOULIN	300.0	1	300.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	STABILISATEUR	50.0	1	50.0

Total Partiel: 2810.0\$

VICTIME : ROGE BASSAY

CCF21082016_0002_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : RULINDI MUSAFI

CCF22082016_0005_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
2	PORTE	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 925.0\$

VICTIME : RUTH FIMBO

CCF22082016_0017_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
2	VOITURE	6000.0	1	6000.0

Total Partiel: 8000.0\$

VICTIME : SAASITA NZANZU

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_180

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	13.0	36	468.0

Total Partiel: 468.0\$

VICTIME : SABITI AMISI

CCF22082016_0050_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : SABITI OMBELU

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : SADIKI KIYELE

CCF22082016_0005_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	200.0	2	400.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : SADIKI KIYELE

CCF22082016_0005_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SADIKI KIYELE

CCF22082016_0005_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	2	1600.0
2	SALON	500.0	1	500.0
3	TOLE	13.0	100	1300.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 3600.0\$

VICTIME : SADIKI MUSENE

CCF22082016_0013_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : SAFI KATEPE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	LIT	100.0	1	100.0
4	MOUSSE	60.0	1	60.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 15410.0\$

VICTIME : SAFI MUTONI

CCF22082016_0041_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SAIDI

CCF22082016_0007_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	15000.0	1	15000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : SAIDI ALPHONSE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_025

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0
2	POULE	5.0	5	25.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VITRINE	500.0	2	1000.0

Total Partiel: 1165.0\$

VICTIME : SAIDI ALPHONSE MUSABAH

CCF22082016_0051_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	SOULIER	100.0	4	400.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : SAIDI ANGAKI

CCF22082016_0055_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	40	400.0
4	VELO	100.0	1	100.0
5	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 825.0\$

VICTIME : SAIDI BOKONGOLO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_096

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	7	700.0
2	MATELAS	30.0	4	120.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	74	740.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1910.0\$

VICTIME : SAIDI BOLA

CCF22082016_0050_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : SAIDI KALINDA

CCF22082016_0015_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : SAIDI KALINDA MICHEL

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_284

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	9178.0	1	9178.0

Total Partiel: 9178.0\$

VICTIME : SAIDI KAMBA

CCF22082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SAIDI KAMONDA DENIS

CCF22082016_0051_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 5800.0\$

VICTIME : SAIDI KOMANDA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 7100.0\$

VICTIME : SAIDI LOMWANGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_292

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	15000.0	1	15000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : SAIDI MARIE THERESE

CCF22082016_0048_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SAIDI SELEMANI

CCF22082016_0121_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SAIDI SELEMANI AUGUYSTIN

CCF22082016_0121_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	50000.0	1	50000.0

Total Partiel: 50000.0\$

VICTIME : SAIDI SIMBA RADI

CCF22082016_0042_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6290.0\$

VICTIME : SAILE MBANGALA

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	12500.0	1	12500.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	48500.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 62150.0\$

VICTIME : SAKINA MAPI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	30	300.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	2	400.0

Total Partiel: 1040.0\$

VICTIME : SALA CHRISTINNE ETILOKOKA

CCF22082016_0020_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	1	60.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	10	100.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 510.0\$

VICTIME : SALA ETIMOLA

CCF22082016_0017_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE EN PLASTIQUE	10.0	5	50.0
2	EPONGE	80.0	2	160.0
3	FAUTEUIL	50.0	5	250.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	10	100.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1110.0\$

VICTIME : SALA ETIMOLA CHRISTINE

CCF22082016_0017_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	5	50.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	100.0	2	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	1	10.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 810.0\$

VICTIME : SALA NYONGOLO FIFI

CCF21082016_0006_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CARTON DE SAVON	15.0	5	75.0
2	EPONGE	100.0	2	200.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	40	400.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1225.0\$

VICTIME : SALEH KALYO

CCF21082016_0004_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : SALIA BOBANGA

CCF22082016_0047_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	LIT	45.0	4	180.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 6230.0\$

VICTIME : SALIBOKO SENDEKESA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_082

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREILS ELECTRONIQUE	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	5	1000.0

4	LIT	45.0	3	135.0
5	MATELAS	30.0	3	90.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 6925.0\$

VICTIME : SALIMA KAFUA

CCF22082016_0005_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : SALUMU ASUBETI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_124

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	3	300.0
2	CHEVRON	100.0	1	100.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0
5	TOLE	10.0	68	680.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2580.0\$

VICTIME : SAMBA ALBERTINE

CCF22082016_0056_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : SAMBI SALUMU

CCF22082016_0050_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 7250.0\$

VICTIME : SAMUEL ALUTA KOY WA KOY

CCF21082016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : SANDJA YALUNGA

CCF21082016_0004_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : SANDUKU BASEKA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_200

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARMOIRE	300.0	1	300.0
2	CHAISE	15.0	8	120.0
3	FILET	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	2	90.0
5	TABLE	25.0	2	50.0

Total Partiel: 760.0\$

VICTIME : SANDUKU LILOMBI

CCF22082016_0120_001

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : SARAHANI GOHA

CCF21082016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	4	200.0
2	FRIGO	80.0	1	80.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 580.0\$

VICTIME : SEFU AMURI

CCF22082016_0015_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	300.0	1	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7300.0\$

VICTIME : SEFU SAIDI

CCF22082016_0021_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2300.0\$

VICTIME : SEFU SHALUFA

CCF22082016_0017_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAINE MUSICALE	250.0	1	250.0
2	EPONGE	80.0	5	400.0
3	FRIGO	600.0	1	600.0
4	MAGNETOSCOPE	50.0	2	100.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1600.0\$

VICTIME : SELECT SPRL

STE_&_ETS_PRIVES_KISANGANI_CCF04032016_0017_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	PARCELLE	516328.64	1	516328.64

Total Partiel: 516328.64\$

VICTIME : SELEMANI AZAMA

CCF21082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : SELEMANI BALE KABAMBA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE TRONCONNUEUSE	200.0	1	200.0
2	MATELAS	60.0	4	240.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 890.0\$

VICTIME : SELEMANI BALENGISILA TARSIS

CCF22082016_0057_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : SELEMANI BIN ANDUKU

COPIE (2) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_053

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : SELEMANI BOHA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0001 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BOIS	10.0	2	20.0
2	MATELAS	50.0	4	200.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	PORTE	10.0	5	50.0
5	RADIO	50.0	2	100.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	80	800.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2420.0\$

VICTIME : SELEMANI EVARISTE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_262

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	TOLE	10.0	14	140.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5390.0\$

VICTIME : SELEMANI JAMAL

CCF22082016_0015_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	USTENCILS DE CUISINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 6850.0\$

VICTIME : SELEMANI MARIAMU

CCF22082016_0050_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : SELEMANI MASUDI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_272

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MUR	2000.0	1	2000.0
2	TOLE	10.0	8	80.0

Total Partiel: 2080.0\$

VICTIME : SELEMANI MOLISHO

CCF21082016_0002_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : SELEMANI MWIMBA

CCF22082016_0047_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1550.0\$

VICTIME : SELENGE NGONGO

CCF22082016_0019_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : SELENOE CIMBISA

CCF21082016_0004_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASSEROLE	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 1900.0\$

VICTIME : SELUWA

CCF22082016_0123_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : SELUWA MOLANGWAY

CCF22082016_0123_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	400000.0	1	400000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 405000.0\$

VICTIME : SEMI MAM BANDU

CCF22082016_0056_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7200.0\$

VICTIME : SENG A

CCF22082016_0122_005

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SENG A PAUL

CCF22082016_0010_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : SENG PAUL		CCF22082016_0010_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : SENG PAUL		CCF22082016_0010_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	KIOSQUE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : SENG PAUL		CCF22082016_0010_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
			Total Partiel:	1000.0\$
VICTIME : SENG PAUL		CCF22082016_0010_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOULIN	300.0	1	300.0
			Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : SENG PAUL		CCF22082016_0010_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	20	200.0
			Total Partiel:	200.0\$
VICTIME : SENG SALUMU		CCF22082016_0122_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	1.0E7	1	1.0E7
			Total Partiel:	1.0E7\$
VICTIME : SENG TABU JOSEPH		CCF22082016_0124_001		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	20000.0	1	20000.0
			Total Partiel:	20000.0\$
VICTIME : SENGHOL MBELI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_138		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	50000.0	1	50000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	10	100.0
			Total Partiel:	55350.0\$
VICTIME : SHABANI		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003 (2)_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
2	TOLE	10.0	22	220.0
			Total Partiel:	3220.0\$
VICTIME : SHABANI FANDISHALO		CCF22082016_0048_030		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	7000.0\$
VICTIME : SHABUWA BUSHIRI		CCF22082016_0042_020		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL

1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : SHADA IMORANI CCF22082016_0018_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : SHAIKI MUSENE JEROME CCF22082016_0013_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : SHAKO LOMENA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CASIER VIDANGE	15.0	12	180.0
2	CHEVRE	100.0	1	100.0
3	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 305.0\$

VICTIME : SHALUFA AMAMA CCF22082016_0055_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : SHOKO ANNE MARIE CCF22082016_0013_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : SHOKOTO LILOLA CCF22082016_0026_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SHUA BASILA CCF22082016_0056_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : SIAKI BENDALA CCF22082016_0005_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : SIANGO LILEE JEANNE CCF22082016_0037_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	2	120.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

5	VELO	100.0	1	100.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 720.0\$

VICTIME : SIFA BOKUKA

CCF22082016_0048_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SIFA BOKUKA

CCF22082016_0048_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SIFA BOKUKA

CCF22082016_0048_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : SIFA MOZA

CCF21082016_0006_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : SIFA YEMA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_106

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : SIFA YEMA SENGA MADO

CCF22082016_0047_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	50.0	1	50.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : SIKOMBILI BONDONDO

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_196

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHaine MUSICALE	250.0	1	250.0
2	COCHON	80.0	26	2080.0
3	FRIGO	800.0	1	800.0
4	FUSIL	250.0	1	250.0
5	HABITS(VALISE)	250.0	1	250.0
6	LIT	100.0	2	200.0
7	MAGNETOSCOPE	50.0	1	50.0
8	PORTE	80.0	4	320.0
9	SALON	1000.0	1	1000.0
10	TOLE	13.0	52	676.0

Total Partiel: 5876.0\$

VICTIME : SILEKI KOMBOZI

CCF21082016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CIMENT(SAC)	15.0	10	150.0
2	TOLE	10.0	80	800.0

Total Partiel: 950.0\$

VICTIME : SIMON GENINGA

CCF22082016_0002_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	2	300.0
2	RADIO	50.0	2	100.0
3	VELO	100.0	4	400.0
4	VENTILATEUR	25.0	2	50.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : SIOLE MANGONDE

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	3000.0	1	3000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	13.0	20	260.0

Total Partiel: 8310.0\$

VICTIME : SISIMBI ANDRE

CCF22082016_0054_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : SMAIL BAYANGAMBI

CCF22082016_0051_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : SOCIÉTÉ TEXTILE DE KISANGANI

STE_&_ETS_PRIVES_KISANGANI_CCF04032016_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1642224.0	1	1642224.0

Total Partiel: 1642224.0\$

VICTIME : SOKO SUKULONGO

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0005_182

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	10	100.0
2	MATELAS	80.0	3	240.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	3	300.0

Total Partiel: 940.0\$

VICTIME : SOLO LEMBENDA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	LIT	45.0	2	90.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	30.0	3	90.0
4	TOLE	10.0	80	800.0

Total Partiel: 1130.0\$

VICTIME : SOLOLEMBENDA MARIE THEREBE

CCF21082016_0002_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : SOLOMO AONDU

CCF22082016_0027_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FER A REPASSER	15.0	1	15.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TOLE	10.0	20	200.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
6	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 690.0\$

VICTIME : SOLOMO AUNDU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5345.0\$

VICTIME : SOLOMO BELEA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_108

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BETAIL	2000.0	1	2000.0
2	COUVEUSE	320.0	1	320.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	LIT	45.0	2	90.0
5	TOITURE	2000.0	1	2000.0
6	TOLE	10.0	90	900.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5610.0\$

VICTIME : SOMBA ELENGI MOSUNGA

CCF22082016_0054_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	MACHINE A ECRIRE	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2350.0\$

VICTIME : SOMBO BEKEBE

CCF22082016_0002_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	5	500.0

Total Partiel: 1900.0\$

VICTIME : SOMBO NGONGO

CCF22082016_0048_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	500.0	1	500.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : SONGOLI KUMI CCF22082016_0006_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : SONGOLO KITENGE CCF21082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : SONGOLO KITENGE CCF21082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MAISON O.N.L	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SONGOLO KITENGE CCF21082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SOTEXKI KISANGANI 1 STE_&_ETS_PRIVES_KISANGANI_CCF04032016_0011_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	46533.0	1	46533.0

Total Partiel: 46533.0\$

VICTIME : SOTEXKI KISANGANI 2 STE_&_ETS_PRIVES_KISANGANI_CCF04032016_0011_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	1056776.0	1	1056776.0

Total Partiel: 1056776.0\$

VICTIME : SUDI SHANI CCF22082016_0048_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	10	100.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : SUMANE BAKWALE CCF22082016_0050_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	EPONGE	60.0	4	240.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	TELEVISION	250.0	2	500.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7440.0\$

VICTIME : SUMBE BEKUMA

CCF22082016_0013_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : SUNGUFU CARINE

CCF22082016_0048_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
3	HABITATION LEGERE	600.0	1	600.0
4	MATELAS	80.0	5	400.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
7	VITRINE	150.0	1	150.0

Total Partiel: 2300.0\$

VICTIME : SWALEH AMAN GEORGES

CCF22082016_0051_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : SYLUESTRE NONGO AKUTSHU ASUMBU

CCF22082016_0021_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	5	75.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	6	1200.0
3	LAPIN	15.0	5	75.0
4	MATELAS	60.0	2	120.0
5	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 1495.0\$

VICTIME : SYLVESTRE NONGO AKUTSHU ASUMBU

CCF22082016_0050_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	1	15.0
2	LAPIN	20.0	1	20.0
3	POULE	5.0	5	25.0

Total Partiel: 60.0\$

VICTIME : SYLVIE BOLAYA

CCF21082016_0006_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BALLOT FRIPPERIE	250.0	2	500.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1050.0\$

VICTIME : TABOMA BEYELA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_241

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	300.0	1	300.0
2	MATELAS	60.0	1	60.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	50	500.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1260.0\$

VICTIME : TABORA BEYELA				CCF22082016_0051_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$
VICTIME : TABORA WAWINA				CCF22082016_0004_012
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				6000.0\$
VICTIME : TABU BAIBO				CCF22082016_0029_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : TABU BAIBO				CCF22082016_0029_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				5000.0\$
VICTIME : TABU BAIBO				CCF22082016_0029_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	100.0	5	500.0
Total Partiel:				700.0\$
VICTIME : TABU BAIBO				CCF22082016_0029_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
Total Partiel:				1000.0\$
VICTIME : TABU BAIBO				CCF22082016_0029_008
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
2	VELO	100.0	2	200.0
Total Partiel:				400.0\$
VICTIME : TABU BONYOMA				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_050
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	600.0	1	600.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	INSTALLATION HYGEINIQUE	2000.0	1	2000.0
4	PLAFOND	1000.0	1	1000.0
5	TOLE	10.0	20	200.0
Total Partiel:				4400.0\$
VICTIME : TABU KOSE				CCF21082016_0005_002
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				1200.0\$
VICTIME : TABU MANZANUNI				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_226
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0

2	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 10960.0\$

VICTIME : TABU MAZANONE

CCF22082016_0013_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : TABU NALE

CCF21082016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	80	800.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : TABU SHARUFA

CCF21082016_0001_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	TOLE	10.0	400	4000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : TABU WALE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_154

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	20	200.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : TABU WALE MARIE

CCF22082016_0034_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : TABU YANGALA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_141

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	80.0	3	240.0
3	RADIO	50.0	2	100.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5790.0\$

VICTIME : TAKUMENDA MANAJALA CELINE

CCF21082016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : TALAKWA NAUME

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_032

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	TOITURE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : TAMBWE DJUMA

CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TAMBWE LEMBE LEMBE

CCF22082016_0070_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : TAMBWE SADIKI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_076

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	50.0	1	50.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	30.0	4	120.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 470.0\$

VICTIME : TAMBWE SADIKI FRANCOIS

CCF22082016_0015_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	100.0	4	400.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : TAMBWE SHABANI

CCF22082016_0044_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VENTILATEUR	20.0	2	40.0

Total Partiel: 6890.0\$

VICTIME : TAMBWE SHABANI JEREMIE

CCF22082016_0065_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TAMPWE DJOMA

COPIE DE CCF22082016_0033_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1500.0	1	1500.0

Total Partiel: 1500.0\$

VICTIME : TANGAMIANA COLETTE

KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0
---	--------------------	---------	---	---------

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : TANGELI ESIMBI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_204

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TANGELI ISABELLE

CCF21082016_0002_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIJOUX	150.0	1	150.0

Total Partiel: 150.0\$

VICTIME : TANGEMI AKA ATUWA

CCF22082016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5550.0\$

VICTIME : TANGULIA LOBANGA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_324

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BLEU	90.0	280	25200.0
2	DIVERS BIENS	380000.0	1	380000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	RIZ (SAC)	60.0	250	15000.0

Total Partiel: 425200.0\$

VICTIME : TAPENGE KENE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_163

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2850.0\$

VICTIME : TAYEMBA LOKETEMBO

CCF22082016_0056_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	MOTO	4500.0	1	4500.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	STABILISATEUR	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	VENTILATEUR	25.0	1	25.0

Total Partiel: 5475.0\$

VICTIME : TEHEGE CARINE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	LIT	45.0	2	90.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
---	----------------------	-------	---	-------

Total Partiel: 10550.0\$

VICTIME : TEKOMOSO ROGER

CCF22082016_0018_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : TEKWIBELE SIMON

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0005_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 10200.0\$

VICTIME : TELE LAYINGO ELISE

CCF22082016_0048_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	15	150.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : TELUMPE WANELONGO THETHE

CCF22082016_0015_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : TEMBE MONGA MOKONZI

CCF22082016_0051_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : TENDA TANGWA

CCF22082016_0033_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : TENDA TANGWA

CCF22082016_0033_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : TENDENDE AMANDINE

CCF22082016_0022_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : TENGAMINDITE NEMOLE

CCF21082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

2	MEUBLE	200.0	1	200.0
---	--------	-------	---	-------

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : TEZIRAME ATOYA

CCF21082016_0001_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	50	500.0
4	VACHE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 1100.0\$

VICTIME : THERESE MAGAZINI

CCF22082016_0016_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	600.0	1	600.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : THERESE WABISA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ACCESSOIRE	200.0	1	200.0
2	CONGELATEUR	600.0	2	1200.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	RADIO	50.0	2	100.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOITURE	2000.0	1	2000.0
7	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 3980.0\$

VICTIME : THOMAS BENYOLOLO

CCF22082016_0010_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 5700.0\$

VICTIME : TIBA HADJI DETTE

CCF22082016_0004_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	3000.0	1	3000.0

Total Partiel: 3000.0\$

VICTIME : TIKA LEMBO LEON

COPIE DE CCF22082016_0033_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : TIKA LOMBO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_224

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TIKA LOMBO LEON

CCF22082016_0033_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	4	240.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
3	LIT	45.0	4	180.0

4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	RADIO	50.0	2	100.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 6770.0\$

VICTIME : TIKAILELI TOLEKI CCF21082016_0006_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : TIKAILELI TUNGA COPIE DE CCF22082016_0033_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DOCUMENT SCOLAIRE	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
4	TOLE	10.0	56	560.0

Total Partiel: 7660.0\$

VICTIME : TINDA WA TINDA CCF22082016_0054_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	SOULIER	100.0	2	200.0
4	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : TINDA WATINDA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_238

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	50	500.0

Total Partiel: 5890.0\$

VICTIME : TINO FANAMBA COPIE DE CCF22082016_0036_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : TINO PANAMBA CCF22082016_0036_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : TOBANDI MANGOLO CCF22082016_0018_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TOBOTELA AFINOMWAMO CCF22082016_0022_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	110800.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 111800.0\$

VICTIME : TOBOTELA BOUSOLI BA MANGINE

CCF22082016_0081_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : TOBOTELA MUNGU

CCF22082016_0016_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : TOBOTELA NGELENGO

CCF22082016_0019_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 5500.0\$

VICTIME : TOFENDO

CCF22082016_0055_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CIGARETTE (CARTON)	30.0	5	150.0
2	EPONGE	80.0	10	800.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TOLE	10.0	150	1500.0

Total Partiel: 3300.0\$

VICTIME : TOKALI FREDERIC

CCF22082016_0015_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TOKOLO FOLLIBER

CCF21082016_0006_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : TOKONDA NONGA

CCF22082016_0050_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	TOLE	10.0	30	300.0

Total Partiel: 7300.0\$

VICTIME : TOLENGA ASANGO

COPIE DE CCF22082016_0034_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3000.0	1	3000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 3700.0\$

VICTIME : TOLENGA EFUE GABRIEL

CCF22082016_0042_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	STABILISATEUR	100.0	1	100.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : TOMILALI TWALOMBA

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_157

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TOMWENA LISONGE

CCF22082016_0018_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	TOLE	10.0	120	1200.0

Total Partiel: 6200.0\$

VICTIME : TOSWESWE LIONDA

CCF22082016_0019_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TOTINGO TOLOTO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TOTUKE EKILA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : TOYAMBI SALA

CCF22082016_0054_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : TRIBUNAL ISOHAIHA DIEU MERCI

CCF21082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	5	250.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PORC	100.0	5	500.0
5	VACHE	300.0	5	1500.0

Total Partiel: 8250.0\$

VICTIME : TSHAMA ALPHONSINE

CCF22082016_0051_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : TSEMBO ISIKAINTE

CCF22082016_0034_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	TOLE	10.0	12	120.0

Total Partiel: 1120.0\$

VICTIME : TSEMBO ISIKWANDEY

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_295

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION LEGERE	300.0	2	600.0

Total Partiel: 5600.0\$

VICTIME : TSHETSHELE EDMOND

CCF22082016_0008_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : TSHEUSI KWENEMBI

CCF22082016_0004_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	4000	20000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	SALON	5000.0	1	5000.0
4	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 206600.0\$

VICTIME : TSHIAMA LULENGA

CCF22082016_0050_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	2	120.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2370.0\$

VICTIME : TSHIBANGU

CCF21082016_0006_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 550.0\$

VICTIME : TSHIBANGU THEOPHILE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	3	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	5	50.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1700.0\$

VICTIME : TSHIKANA MONDELI PAUL

CCF22082016_0050_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
---	--------	--------	---	--------

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : TSHIOMBO KATAKO OUGANDA 4

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0
2	BUREAU ENDOMAGE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 12000.0\$

VICTIME : TSHISEKEDI MUPITA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_296

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	450000.0	1	450000.0

Total Partiel: 450000.0\$

VICTIME : TSHOKO OSOMBA CCF22082016_0029_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	1	80.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	PIECE WAX	140.0	2	280.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 760.0\$

VICTIME : TSHOMBA OKAMBA KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_001&_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	TOLE	10.0	12	120.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5820.0\$

VICTIME : TSHUMA MOSENGE CCF22082016_0007_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TUKEKI TALULE KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0003_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	MUR	400.0	1	400.0
3	TOITURE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7400.0\$

VICTIME : TUKEKI TALULES CCF22082016_0056_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : TUMBA BAKABAMBA CCF22082016_0034_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	USTENCILS DE CUISINE	300.0	1	300.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 2450.0\$

VICTIME : TUMILALI LOMBA

CCF22082016_0015_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	7	350.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	TOLE	10.0	10	100.0

Total Partiel: 5450.0\$

VICTIME : TUMILALI LOTCHALE

CCF22082016_0057_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : TUWA FOLO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_094

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
3	RADIO	50.0	2	100.0
4	RECHAUD	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	86	860.0

Total Partiel: 2860.0\$

VICTIME : UKANGIEA MASSA JUSTIN

CCF22082016_0041_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 6800.0\$

VICTIME : UKERDOBO AKODHA VITAL

CCF21082016_0001_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : UMBA MACHOZI

CCF21082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : UMBA MBIOKO

CCF22082016_0017_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MARMITE	30.0	1	30.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	40	400.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 830.0\$

VICTIME : UMBOLA OTETE

CCF22082016_0050_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : UMOY NYOTA		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0003_038		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARMOIRE	100.0	1	100.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				300.0\$

VICTIME : USENI ASSUMANI		CCF22082016_0047_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	50000.0	1	50000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
Total Partiel:				55000.0\$

VICTIME : USHIDA KERANGO		CCF22082016_0013_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$

VICTIME : USUMI MWENDENA		CCF22082016_0110_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	SIEGE	10000.0	1	10000.0
Total Partiel:				10000.0\$

VICTIME : UTSHU ONEMA LOUIS		CCF21082016_0006_012		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				200.0\$

VICTIME : UTSHUDI GENERALE		CCF21082016_0002_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
Total Partiel:				1200.0\$

VICTIME : UTSHUMBA TOLENGA		CCF22082016_0032_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0
Total Partiel:				2000.0\$

VICTIME : UYEYE KOLONGO		CCF22082016_0034_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
5	VELO	100.0	1	100.0
Total Partiel:				5700.0\$

VICTIME : VAFOMO KAYUMBA		CCF21082016_0001_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	1	50.0
2	TOLE	10.0	50	500.0
Total Partiel:				550.0\$

VICTIME : VALERIE GEOSA		CCF22082016_0050_022		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : VAZISEA TENGEMI

COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_056

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	10.0	80	800.0
2	CIMENT(SAC)	10.0	40	400.0
3	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
4	MADRIER	10.0	50	500.0
5	MATELAS	60.0	3	180.0
6	TOLE	10.0	280	2800.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 5680.0\$

VICTIME : VERONIQUE SHAKO NSIMBA

CCF22082016_0018_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5900.0\$

VICTIME : VIAMA VIZO MIKALA

CCF22082016_0051_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	50	500.0
2	TOLE	10.0	50	500.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : VICTOR DEMANGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0012_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5780.0	1	5780.0

Total Partiel: 5780.0\$

VICTIME : VICTOR LIKAKAL

CCF22082016_0023_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : VICTOR LIKUMASIA

CCF22082016_0048_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : VICTOR SAIDI BOKONGOLE

CCF22082016_0006_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MEUBLE	500.0	1	500.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	74	740.0

Total Partiel: 1690.0\$

VICTIME : VIRGINIE KOMBOKI

CCF21082016_0005_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

2	MEUBLE	200.0	1	200.0
---	--------	-------	---	-------

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : WABIWA MONIQUE

CCF22082016_0031_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	3	240.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
3	MATELAS	100.0	3	300.0

Total Partiel: 1540.0\$

VICTIME : WAKALE WAE

CCF21082016_0003_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	COCHON	80.0	4	320.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
4	PIECE WAX	10.0	25	250.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 1970.0\$

VICTIME : WAKALEWAE

CCF22082016_0009_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0
3	MEUBLE	500.0	1	500.0
4	TOLE	10.0	5	50.0

Total Partiel: 6550.0\$

VICTIME : WAKALEWAE BONDEKWE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016 (2)_079

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : WAKALEWAE BAFKA

CCF22082016_0019_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : WALALA BONGELI

CCF22082016_0029_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6200.0\$

VICTIME : WALALA LISALIKO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_042

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	RADIO	50.0	2	100.0
3	SALON	2000.0	1	2000.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	50	500.0
6	VENTILATEUR	30.0	4	120.0
7	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 3520.0\$

VICTIME : WALINGE CCF22082016_0051_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : WALTER KIBONGE COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	500.0	1	500.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : WALTER KIBONGE COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0

Total Partiel: 300.0\$

VICTIME : WALTER KIBONGE COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	100.0	2	200.0

Total Partiel: 200.0\$

VICTIME : WALTER KIBONGE COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	60.0	2	120.0

Total Partiel: 120.0\$

VICTIME : WALTER KIBONGE COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 800.0\$

VICTIME : WALTER KIBONGE COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MOTO	800.0	1	800.0
2	SALON	500.0	1	500.0

Total Partiel: 1300.0\$

VICTIME : WALTER KIBONGE COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : WALTER KIBONGE COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 250.0\$

VICTIME : WALTER KIBONGE COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : WALTER KIBONGE COPIE DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	60	600.0
2	USTENCILS DE CUISINE	18.0	3	54.0

Total Partiel: 654.0\$

VICTIME : WAMBAMBA LIKUNDE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COUSSIN	5.0	16	80.0
2	MACHINE A ECRIRE	150.0	1	150.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	PIROGUE	300.0	1	300.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	TOLE	10.0	25	250.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 6240.0\$

VICTIME : WAMBAMBA LIKUNDE BERUARD

CCF22082016_0018_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CANARD	15.0	8	120.0
2	CHEVRE	50.0	2	100.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5620.0\$

VICTIME : WANAWANYAONGO PAULINE

CCF22082016_0082_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : WANAWANYONGO PAULINE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_051

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	FRIGO	300.0	1	300.0
3	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	37215.0
4	RECHAUD	50.0	1	50.0
5	SALON	37215.0	1	37215.0
6	STABILISATEUR	20.0	1	20.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 80000.0\$

VICTIME : WANGANGE MADJU

CCF22082016_0005_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : WANGELO DAVID

CCF22082016_0056_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : WAOKOTO BIKOLO

CCF21082016_0006_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0

2	MEUBLE	200.0	1	200.0
---	--------	-------	---	-------

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : WAOKOTO BOFOYA

CCF21082016_0006_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 6500.0\$

VICTIME : WAOKOTO BOKILI

CCF22082016_0026_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAUSSURES	40.0	7	280.0

Total Partiel: 280.0\$

VICTIME : WAOKOTO BOKILI

CCF22082016_0026_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : WAOKOTO BOKILI

CCF22082016_0026_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	2	200.0
2	LIT	100.0	3	300.0
3	MEUBLE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : WAOKOTO BOKILI

CCF22082016_0026_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : WAOKOTO BOKILI

CCF22082016_0026_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	13.0	38	494.0
2	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 594.0\$

VICTIME : WAWINA BEYELA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0020_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	7394.0	1	7394.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 9294.0\$

VICTIME : WAWINA BEYELA WILLY

CCF22082016_0006_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MATELAS	100.0	1	100.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	30	300.0
4	USTENCILS DE CUISINE	300.0	1	300.0

5	VELO	100.0	1	100.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 850.0\$

VICTIME : WAWINA BOMBALI CCF22082016_0048_030

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	DIVERS BIENS	1000.0	1	1000.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	MOTO	800.0	1	800.0

Total Partiel: 7400.0\$

VICTIME : WAWINA FRANCOIS KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0002 (2)_027

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FRIGO	300.0	1	300.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	TOLE	10.0	25	250.0
6	VITRINE	500.0	1	500.0

Total Partiel: 1440.0\$

VICTIME : WAWINA KATANGO CCF22082016_0019_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : WAWINA LOBELA CCF22082016_0029_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : WAWINA LOBELA JEAN CCF22082016_0030_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : WAWINA NGONDA CCF22082016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : WAYAWAYA FRANCOIS CCF21082016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : WELLO UTSHUDI CCF22082016_0029_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : WEMA FOLOY CCF21082016_0006_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	BATIMENT	1000.0	1	1000.0
---	----------	--------	---	--------

Total Partiel: 1000.0\$

VICTIME : WEMA FOLOYOWA FLORENT

CCF22082016_0050_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	6	1200.0
3	RADIO	50.0	10	500.0
4	TOLE	10.0	30	300.0
5	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 7200.0\$

VICTIME : WEMBAKOY OKOLONGO

CCF22082016_0050_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MOTO	800.0	1	800.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 8150.0\$

VICTIME : WESHO KONDALUKONGO

CCF22082016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	30000.0	1	30000.0

Total Partiel: 30000.0\$

VICTIME : WEZO UTSHUDI

CCF22082016_0042_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	MEUBLE	500.0	3	1500.0
4	MOUSSE	30.0	3	90.0
5	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 2040.0\$

VICTIME : WINENE LANDE BOTWETWE

CCF22082016_0006_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10000.0\$

VICTIME : WISIKI LIKANGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_058

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOITURE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2500.0\$

VICTIME : WITEMO DO COLETTE

CCF22082016_0001_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	5	400.0
2	FUT HUILE	100.0	10	1000.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
4	PADDY(SAC)	50.0	20	1000.0

5	PIROGUE	1000.0	1	1000.0
---	---------	--------	---	--------

Total Partiel: 8400.0\$

VICTIME : WITEMO NGANDO COLETTE

CCF22082016_0007_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	FUT HUILE	200.0	1	200.0
3	PIROGUE	350.0	1	350.0

Total Partiel: 750.0\$

VICTIME : WOTO AUGUSTIN

CCF22082016_0049_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : WUNGUDI

CCF21082016_0006_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : YAATO BOFANANA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOITURE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2250.0\$

VICTIME : YAATO BOFAWANA

COPIE DE CCF22082016_0033_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : YAATO BOFAWAVA

CCF22082016_0033_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 10200.0\$

VICTIME : YABO LOTILALONDE

CCF22082016_0033_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIAMANT	100000.0	1	100000.0
2	TAMISAGE	500.0	10	5000.0

Total Partiel: 105000.0\$

VICTIME : YAFUNGA BOLIMA ELOLA HENRITTE

CCF22082016_0020_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	MEUBLE	100.0	1	100.0

Total Partiel: 400.0\$

VICTIME : YAIKE SOMBO

CCF22082016_0050_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	EPONGE	60.0	2	120.0

3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	20	200.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5670.0\$

VICTIME : YAKANGA BASEKAVIRE CCF22082016_0005_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TELEVISION	250.0	1	250.0
2	VITRINE	80.0	1	80.0

Total Partiel: 330.0\$

VICTIME : YAKANGA MBULIATALE CCF22082016_0051_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : YAKOSO NAUME KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0009_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FENETRE	100.0	6	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MUR	200.0	1	200.0
4	PORTE	100.0	4	400.0
5	RADIO	50.0	2	100.0
6	TOLE	10.0	15	150.0
7	VENTILATEUR	30.0	1	30.0

Total Partiel: 6480.0\$

VICTIME : YAKUSU EMILIE CCF22082016_0013_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2200.0\$

VICTIME : YAKUTU ASHA CCF22082016_0055_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	100.0	4	400.0

Total Partiel: 5400.0\$

VICTIME : YALANGA BATI CCF21082016_0003_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	50.0	2	100.0
2	SALON	300.0	1	300.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	VENTILATEUR	20.0	1	20.0
5	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 720.0\$

VICTIME : YAMBUYA LIKOKE CCF22082016_0054_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	1	60.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 5360.0\$

VICTIME : YAMELE LOLA PITSHOU

CCF22082016_0058_003

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : YAMISO BIGE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : YAMUNGU MBULAMATARI

CCF22082016_0047_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : YANGAMBI BOSEKA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_132

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100.0	1	100.0
2	LIT	45.0	2	90.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	PORC	100.0	1	100.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TOLE	10.0	40	400.0
7	TOLE	10.0	40	400.0

Total Partiel: 1200.0\$

VICTIME : YANGAMBI BOSEKA CHARLOTTE

CCF22082016_0055_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	COCHON	80.0	3	240.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TOLE	10.0	40	400.0
4	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 890.0\$

VICTIME : YANGAMBI LISALA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_064

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MATELAS	30.0	2	60.0
3	MEUBLE	5000.0	2	10000.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 10660.0\$

VICTIME : YANGBO NYLARU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_036

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : YANGO BOMBATA

CCF22082016_0017_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION LEGERE	300.0	1	300.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5300.0\$

VICTIME : YANGO LIFONDA

CCF22082016_0007_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	100.0	5	500.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MOTO	800.0	1	800.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	TELEVISION	250.0	1	250.0
8	TOLE	10.0	35	350.0
9	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 7800.0\$

VICTIME : YANGO LIFONDJA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_332

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRE	100.0	6	600.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	TELEVISION	250.0	1	250.0
4	TOLE	10.0	15	150.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1150.0\$

VICTIME : YANGOLA ROBERT

CCF22082016_0022_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 500.0\$

VICTIME : YANGONYI LAKU

CCF22082016_0022_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : YANYONGO BOKEELI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_006

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	10.0	15	150.0
2	CIMENT(SAC)	15.0	20	300.0
3	DIVERS BIENS	300.0	20	6000.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
5	LATTE	3.0	20	60.0
6	TOLE	10.0	38	380.0

Total Partiel: 11890.0\$

VICTIME : YANYONGO MIKI

CCF22082016_0042_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	70.0	1	70.0
2	BIDON HUILE	20.0	1	20.0
3	CHAUSSURES	20.0	20	400.0

4	EPONGE	50.0	3	150.0
5	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
6	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1090.0\$

VICTIME : YANYONGO TWANGAKA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0004_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	5.0	15	75.0
2	CIMENT(SAC)	15.0	20	300.0
3	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
4	LATTE	3.0	20	60.0
5	TOLE	10.0	38	380.0

Total Partiel: 5815.0\$

VICTIME : YAOFANGA MUKEIKA

CCF22082016_0056_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : YAOKELI LIKOKE DARIUS

CCF22082016_0015_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MARCHANDISE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : YAOMBOTI KAMBAMA HUISO

CCF22082016_0051_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHaine MUSICALE	100.0	1	100.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	FENETRE	50.0	1	50.0
4	MAGNETOSCOPE	50.0	1	50.0
5	MEUBLE	2000.0	1	2000.0
6	MOTO	800.0	1	800.0
7	PORTE	50.0	1	50.0
8	TELEVISION	250.0	1	250.0
9	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
10	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 4200.0\$

VICTIME : YAONGO LUMBU

CCF22082016_0018_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
2	MOUSSE	50.0	1	50.0
3	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 350.0\$

VICTIME : YASI MBUMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_096

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : YASO LOTILA

COPIE DE CCF22082016_0033_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	COLIS DE DIAMANT	150000.0	1	150000.0
			Total Partiel:	150000.0\$
VICTIME : YASSO DIEUDONNE		KISANGANI_SUITE2_CCF06032016_0004_014		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	100.0	1	100.0
2	SAC A MAIN	100.0	1	100.0
3	VELO	100.0	1	100.0
			Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : YATUA NGANDI		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_048		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	5000.0	1	5000.0
2	TOITURE	2000.0	1	2000.0
			Total Partiel:	7000.0\$
VICTIME : YEKONDA LOFOLI		CCF22082016_0025_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
			Total Partiel:	1400.0\$
VICTIME : YELI NELI		CCF21082016_0002_008		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0
2	MEUBLE	200.0	1	200.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0
			Total Partiel:	2600.0\$
VICTIME : YELONGA BEYEZA		KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	3800.0	1	3800.0
2	RADIO	50.0	1	50.0
3	RECHAUD	80.0	1	80.0
4	VELO	100.0	1	100.0
			Total Partiel:	4030.0\$
VICTIME : YELONGA MARIE		CCF22082016_0019_002		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
			Total Partiel:	5000.0\$
VICTIME : YENGA AUGUSTIN		CCF22082016_0051_026		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHAISE	10.0	14	140.0
2	TELEVISION	250.0	2	500.0
			Total Partiel:	640.0\$
VICTIME : YENGA BAKALA ELYSEE		CCF22082016_0015_010		
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	2000.0	1	2000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

				Total Partiel:	7000.0\$
VICTIME : YENGA BAWAKA ELISE				CCF22082016_001	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	30000.0	
				Total Partiel:	30000.0\$
VICTIME : YENGA BAYASEMBA YAMBAU				CCF22082016_0050_006	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0	
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	600.0\$
VICTIME : YENGA BAYASENGA				KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_056	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0	
2	VELO	100.0	1	100.0	
				Total Partiel:	300.0\$
VICTIME : YENGA BETOFE				CCF22082016_0019_004	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	DONNEES ALIMENTAIRE	3700.0	1	3700.0	
				Total Partiel:	3700.0\$
VICTIME : YENGA BOFEKA HENRIETTE				CCF22082016_0024_002	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	ARGENT EN ESPECE	10000.0	1	10000.0	
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0	
				Total Partiel:	20000.0\$
VICTIME : YENGA BOLANDI				CCF22082016_0012_020	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MEUBLE	200.0	1	200.0	
				Total Partiel:	5200.0\$
VICTIME : YENGA BONAYA				CCF22082016_0009_006	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	EPONGE	80.0	4	320.0	
2	GROUPE ELECTROGENE	1000.0	1	1000.0	
3	LIT	45.0	4	180.0	
4	LIT	45.0	4	180.0	
5	PIROGUE	500.0	1	500.0	
6	RADIO	50.0	1	50.0	
7	RADIO	50.0	1	50.0	
8	TELEVISION	250.0	1	250.0	
9	TELEVISION	250.0	1	250.0	
10	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0	
11	VELO	100.0	1	100.0	
12	VITRINE	200.0	2	400.0	
				Total Partiel:	3480.0\$
VICTIME : YENGA HENRIETTE				CCF22082016_0012_012	
N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL	
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0	
2	MEUBLE	200.0	1	200.0	

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : YENGA LOFALATA

CCF22082016_0022_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	11	55000.0

Total Partiel: 55000.0\$

VICTIME : YENGA LOKOMBA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0017_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	APPAREIL ELECTRONIQUE	100.0	1	100.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
4	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
5	MATELAS	30.0	3	90.0
6	RADIO	50.0	3	150.0
7	SALON	2000.0	1	2000.0
8	TELEVISION	250.0	2	500.0
9	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 8440.0\$

VICTIME : YENGA LOME

CCF22082016_0047_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	46000.0	1	46000.0

Total Partiel: 46000.0\$

VICTIME : YENGA LOSOMBI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_180

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
5	TOLE	10.0	70	700.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 11450.0\$

VICTIME : YENGA MALAIKA

CCF22082016_0029_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : YENGA TOLENDIA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	6000.0

Total Partiel: 6000.0\$

VICTIME : YENGA VALENTINE

CCF22082016_0021_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	500.0	1	500.0
2	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	80.0	4	320.0
5	RADIO	50.0	1	50.0
6	TELEVISION	250.0	1	250.0
7	TOLE	10.0	40	400.0

8	VELO	100.0	2	200.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 2470.0\$

VICTIME : YENI TEKELE

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0012_012

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0
2	TELEVISION	250.0	1	250.0
3	TOLE	10.0	20	200.0
4	VENTILATEUR	25.0	1	25.0
5	VITRINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 725.0\$

VICTIME : YENI YALINGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0014_070

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	350.0	1	350.0
2	DIVERS BIENS	300.0	1	300.0
3	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	50	500.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1750.0\$

VICTIME : YEROGA BAKALA ELYSEE

CCF22082016_0015_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : YESEKA LABAMA

CCF22082016_0054_024

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	7000.0

Total Partiel: 7000.0\$

VICTIME : YOBA EKOPPE EVELINE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0004 (2)_034

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
2	MATELAS	60.0	1	60.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
4	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 760.0\$

VICTIME : YOHA OKONGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0010_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	150.0	1	150.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	4	800.0
3	MATELAS	30.0	5	150.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0
5	TOLE	10.0	80	800.0
6	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 2600.0\$

VICTIME : YOHALI ASENGO

CCF22082016_0054_026

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	2000.0	1	2000.0

2	EPONGE	80.0	5	400.0
3	FARINE BLÉ (SAC)	50.0	2	100.0
4	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
5	PETROLE (BIDON)	40.0	1	40.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	SUCRE(SAC)	1.0	10	10.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 7800.0\$

VICTIME : YOHALI NUMBA CHANTAL

CCF22082016_0013_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	15000.0	1	15000.0
2	MOTO	800.0	2	1600.0
3	MOTO	4500.0	2	9000.0

Total Partiel: 25600.0\$

VICTIME : YOLAMA WELO

CCF21082016_0002_014

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1000.0
2	MATELAS	50.0	2	100.0
3	MEUBLE	500.0	1	500.0
4	TELEVISION	250.0	1	250.0
5	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 1950.0\$

VICTIME : YOMBO DJINGA ALPHONSINE

CCF22082016_0012_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	715.0	1	715.0
2	BIJOUX	500.0	1	500.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1415.0\$

VICTIME : YOMBO DJUNDA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_102

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	715.0	1	715.0
2	BIJOUX	500.0	1	500.0
3	CANARD	15.0	2	30.0
4	HABITS(VALISE)	200.0	2	400.0
5	LAPIN	15.0	3	45.0
6	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
7	MAIS (SAC)	20.0	5	100.0
8	MANIOC(SAC)	20.0	3	60.0
9	POULE	5.0	3	15.0
10	RADIO	50.0	1	50.0
11	SAC A MAIN	30.0	1	30.0
12	TELEVISION	250.0	1	250.0

Total Partiel: 2345.0\$

VICTIME : YOMBO DJUNGA ALPHONSINE

CCF22082016_0012_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	715.0	1	715.0
2	BIJOUX	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0

4	MEUBLE	200.0	1	200.0
5	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1315.0\$

VICTIME : YUMA NASIBU

CCF22082016_0042_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	BIDON VIDE	5.0	3	15.0
2	EPONGE	30.0	2	60.0
3	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0
4	LIT	45.0	2	90.0
5	SCEAU	10.0	3	30.0

Total Partiel: 1195.0\$

VICTIME : YUMA ADEKAMI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_020

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CONGELATEUR	600.0	1	600.0
2	LIT	45.0	4	180.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MOTO	800.0	1	800.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOITURE	2000.0	1	2000.0
7	TOLE	10.0	40	400.0
8	VELO	100.0	2	200.0

Total Partiel: 4580.0\$

VICTIME : YUMA EDEKAMI

CCF22082016_0033_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0
2	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

Total Partiel: 5200.0\$

VICTIME : YUMA NASIBU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016 (2)_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 20000.0\$

VICTIME : YUMA RAMAZANI

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_040

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CIMENT(SAC)	10.0	5	50.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MATELAS	30.0	2	60.0
4	PLAFOND	400.0	1	400.0
5	TELEVISION	250.0	3	750.0
6	TOLE	10.0	18	180.0
7	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
8	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0
9	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 2090.0\$

VICTIME : YUNDWA JOSEPH

COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	60.0	2	120.0

Total Partiel: 120.0\$

VICTIME : YUNDWA JOSEPH

COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FER A REPASSER	20.0	1	20.0

Total Partiel: 20.0\$

VICTIME : YUNDWA JOSEPH

COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	FER A REPASSER	15.0	1	15.0
2	HABITATION LEGERE	1000.0	1	1000.0

Total Partiel: 1015.0\$

VICTIME : YUNDWA JOSEPH

COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	1215.0
2	MATELAS	60.0	2	120.0
3	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 1385.0\$

VICTIME : YUNDWA JOSEPH

COPIE (3) DE KISANGANI_SUITE_CCF05032016_052

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	RADIO	50.0	1	50.0

Total Partiel: 50.0\$

VICTIME : ZAHINA YEMA

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0007_022

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	200.0	1	200.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
3	LIT	45.0	1	45.0
4	MATELAS	30.0	2	60.0
5	TOLE	10.0	40	400.0
6	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5805.0\$

VICTIME : ZAINA YEMA CECILE

CCF21082016_0003_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ZAKUANI MULANGO

CCF22082016_0046_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	96000.0	1	96000.0
2	HABITATION DE LUXE	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 106000.0\$

VICTIME : ZALEA TINGINAKA

CCF22082016_0042_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOITURE ET CHARPENTE	15000.0	1	15000.0

Total Partiel: 15000.0\$

VICTIME : ZAWIDA WAKILONGO

CCF22082016_0017_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	60.0	2	120.0
3	USTENCILS DE CUISINE	200.0	1	200.0

4	VELO	100.0	1	100.0
---	------	-------	---	-------

Total Partiel: 5420.0\$

VICTIME : ZETIYO JULIENNE

KISANGANI_SUITE_CCF05032016_0003 (2)_008

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	HABITS(VALISE)	200.0	1	200.0
3	MACHINE A COUDRE	150.0	1	150.0
4	MATELAS	45.0	1	45.0
5	MOUSSE	50.0	2	100.0
6	RADIO	50.0	1	50.0
7	VELO	100.0	1	100.0

Total Partiel: 5645.0\$

VICTIME : ZIBANGO ALPHONSE

CCF22082016_0029_016

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	EPONGE	80.0	3	240.0
2	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5240.0\$

VICTIME : ZIBANGU

CCF22082016_0005_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 600.0\$

VICTIME : ZIDUNA MILONGO

CCF22082016_0050_004

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	ARGENT EN ESPECE	68000.0	1	68000.0
2	MOTO	800.0	4	3200.0
3	RATION	300.0	1	300.0

Total Partiel: 71500.0\$

VICTIME : ZIMBANGU ZIMBANGU

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0015_018

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CLOTURE	2500.0	1	2500.0
2	MATELAS	30.0	3	90.0
3	TOLE	10.0	60	600.0

Total Partiel: 3190.0\$

VICTIME : ZINDUNA BWATI MARIE

CCF22082016_0015_028

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	MEUBLE	2000.0	1	2000.0

Total Partiel: 2000.0\$

VICTIME : ZINDUNA MAKUTANO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	100.0	1	100.0

Total Partiel: 100.0\$

VICTIME : ZINDUNA MAKUTANO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0

Total Partiel: 5000.0\$

VICTIME : ZINDUNA MAKUTANO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0019_002

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
----	--------------	---------------	----------	------------

1	HABITATION MOYENNE	5000.0	1	5000.0
2	MATELAS	30.0	4	120.0
3	RADIO	50.0	1	50.0
4	TELEVISION	250.0	2	500.0
5	VEHICULE	10000.0	1	10000.0
6	VITRINE	50.0	1	50.0

Total Partiel: 15720.0\$

VICTIME : ZOTIMINA YATANGO

KISANGANI_SUITE1_CCF06032016_0011_330

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	CHEVRON	30.0	10	300.0
2	LIT	45.0	1	45.0
3	MATELAS	30.0	1	30.0
4	RADIO	50.0	1	50.0
5	TELEVISION	250.0	1	250.0
6	TOLE	10.0	20	200.0

Total Partiel: 875.0\$

VICTIME : ZUANA SAFI

CCF22082016_0042_010

N°	LIBELLE BIEN	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
1	DIVERS BIENS	10000.0	1	10000.0

Total Partiel: 10000.0\$

TOTAL GENERAL: 1.7323998827 \$

TABLEAU DE SYNTHESE EVALUATION PERTE BIENS

VILLE : BENI

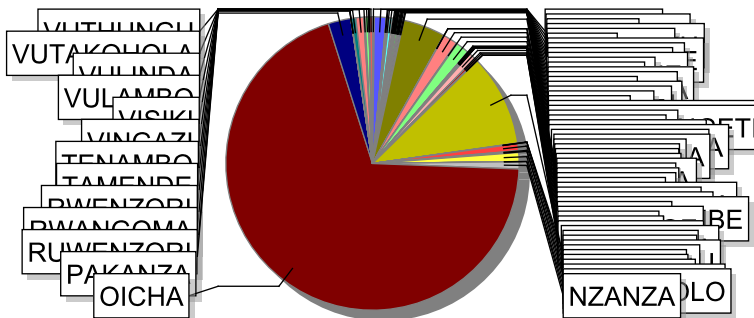
De 1998 à 2003

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
BAKAKA	10000.0
BULONGO	66435.0
BUNIA	715.0
BUTANUKU	7000.0
CANTINE	7500.0
CME	18180.0
ISLAMIQUE	10000.0
KABASHA	300.0
KALINDA	4000.0
KESEGHE	5500.0
KIBAYA	400.0
KIBWE	1770.0
KIDEDEYA	1435.0
KIMANZA	1190.0
KITHY	1165.0
KITOKOLI	1300.0
KIVISIRE	3120.0
KYUMA	10300.0
LOYA	910.0
LUNA ERINGATI	1550.0
LUNA ERINGETI	1400.0
LUSILUBI	3821.0
LUVARA	5675.0
MABABEKA	9000.0
MABAKANGA	200.0
MABALAKO	233527.0
MABAPULA	1500.0
MABOLIO	200.0
MABOYA	78867.0
MABUKA	5160.0
MABUKU	73007.0
MAKANZA	500.0
MAKELA	5250.0
MALAKO	235.0
MALEPE	450.0
MAMBA	2000.0
MAMBABEKA	5000.0
MANBUKU	280.0
MASANGI II	1900.0

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
MASIMBEMBE	540.0
MASOSI	35000.0
MATONGE	1300.0
MAVIVI	14400.0
MBUKA	2925.0
MUHETHO	230.0
MULEKERA	508200.0
MULINGO	2343.0
MUNDIBA	310.0
MUPEPELU	515.0
MURAMBI	38700.0
MUSASA	5250.0
MUVINGI	5000.0
MWENDA	49225.0
NDENGERE	715.0
NGONGOLO	370.0
NZANZA	40000.0
OICHA	3491887.0
PAKANZA	125600.0
RUWENZORI	250.0
RWANGOMA	610.0
RWENZORI	1500.0
TAMENDE	25850.0
TENAMBO	42780.0
VINGAZI	6800.0
VISIKI	20705.0
VULAMBO	600.0
VULINDA	615.0
VUTAKOHOLA	2535.0
VUTHUNGU	16590.0

EVALUATION TOTALE : 5022087.0

Graphique Synthèse Evaluation Perte Bens



- BAKAKA ● BULONGO ● BUNIA ● BUTANUKU ● CANTINE ● CME ● ISLAMIQUE ● KABASHA ● KALINDA
- KESEGHE ● KIBAYA ● KIBWE ● KIDEDEYA ● KIMANZA ● KITHY ● KITOKOLI ● KIVISIRE ● KYUMA
- LOYA ● LUNA ERINGATI ● LUNA ERINGETI ● LUSILUBI ● LUVARA ● MABABEKA ● MABAKANGA
- MABALAKO ● MABAPULA ● MABOLIO ● MABOYA ● MABUKA ● MABUKU ● MAKANZA ● MAKELA
- MALAKO ● MALEPE ● MAMBA ● MAMBABEKA ● MANBUKU ● MASANGI II ● MASIMBEMBE ● MASOSI
- MATONGE ● MAVIVI ● MBUKA ● MUHETHO ● MULEKERA ● MULINGO ● MUNDIBA ● MUPEPELU
- MURAMBI ● MUSASA ● MUVINGI ● MWENDA ● NDENGERE ● NGONGOLO ● NZANZA ● OICHA
- PAKANZA ● RUWENZORI ● RWANGOMA ● RWENZORI ● TAMENDE ● TENAMBO ● VINGAZI ● VISIKI
- VULAMBO ● VULINDA ● VUTAKOHOLA ● VUTHUNGU

TABLEAU DE SYNTHESE EVALUATION PERTE BIENS

VILLE : BUTEMBO

De 1998 à 2003

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
BUNIA	6690.0
BYAMBWE	71774.0
KALEKO	345.0
KANYABAYONGA	20930.0
KATWA	3590.0
KIRUMBA	7020.0
KISASA	2250.0
LUMUMBA	51980.0
MABUNAZEGE	580.0
MAJENGO	1216838.0
MAMBEMBE	14703.0
MAMBOWA	670.0
MANGURUDJIPA	1145138.0
MUKUNA	5950.0
MUPONDA	605.0
MUSUSA	1140.0
NGAZI MOJA	105.0
NGAZIMOJA	475.0
NJIAPANDA	65081.0
OMBOLE	350.0
RUGHANDA	230.0

EVALUATION TOTALE : 2616444.0

Graphique Synthèse Evaluation Perte Bens

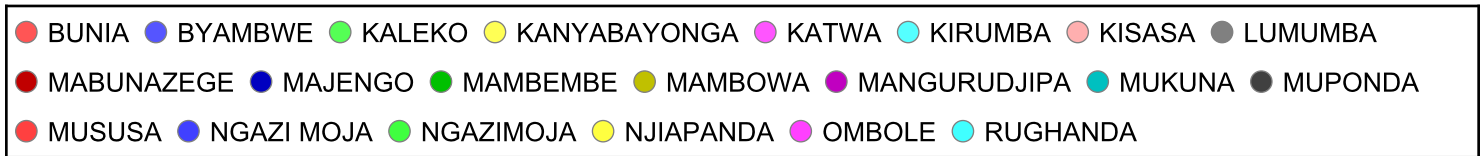
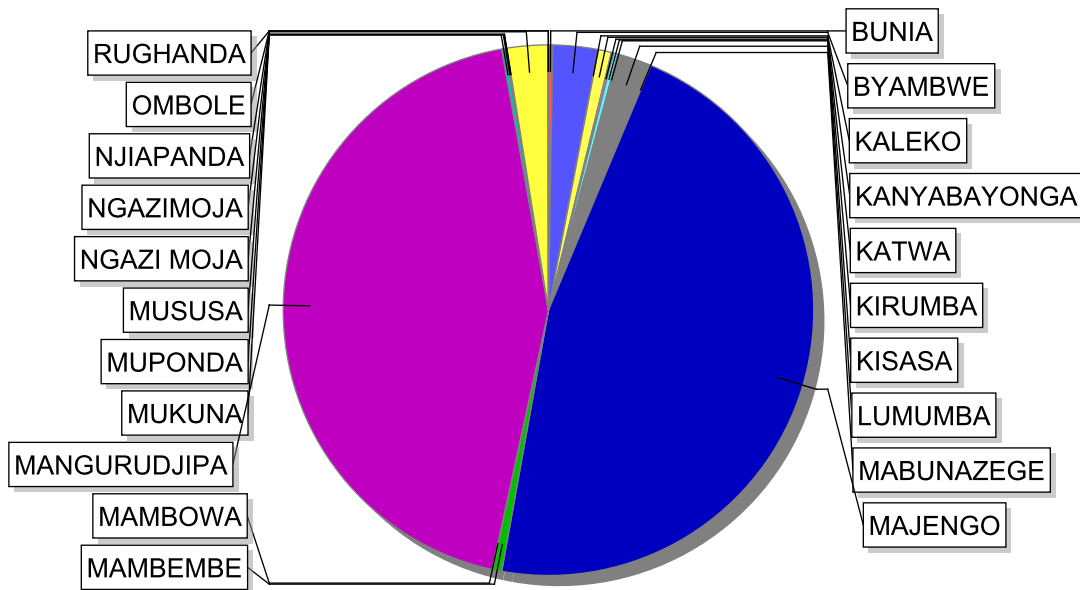


TABLEAU DE SYNTHESE EVALUATION PERTE BIENS

VILLE : GEMENA

De 1998 à 2003

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
BOKADA DANGA	6800.0
BOKANGADOA	8275.0
BOYADEMELE	485.0
BUNIA	43255.0
CEUM BOKONZO	3520.0
CONGO	1300.0
GBADIO	6300.0
KOTONI	7820.0
MASOSI	65030.0
SITE ELISABETH	5200.0

EVALUATION TOTALE : 147985.0

Graphique Synthèse Evaluation Perte Bens

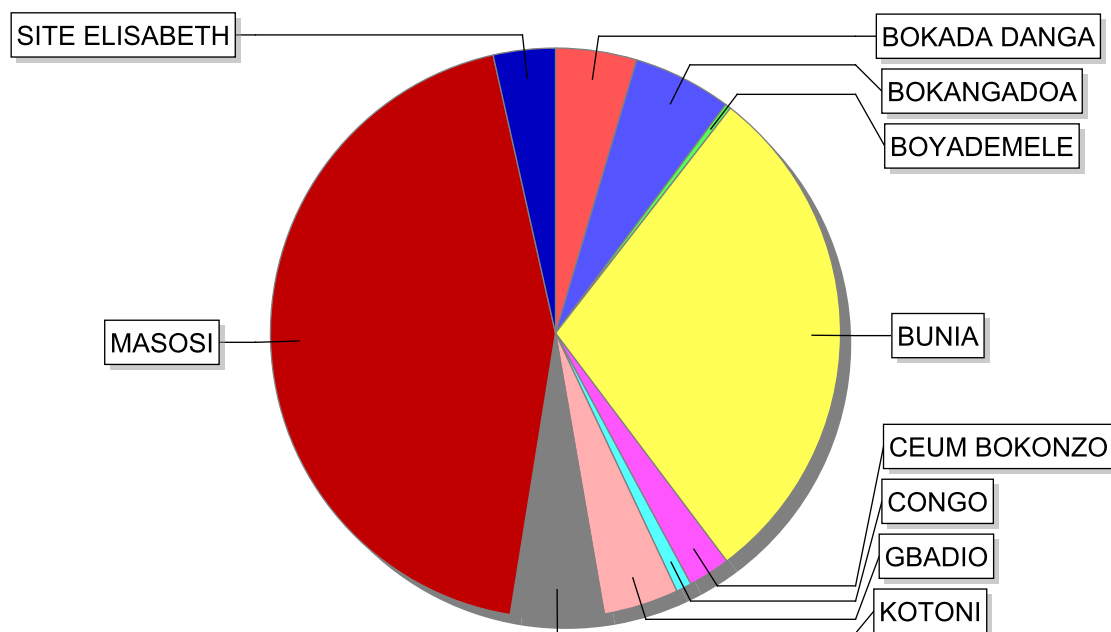


TABLEAU DE SYNTHESE EVALUATION PERTE BIENS**VILLE : ITURI****De 1998 à 2003**

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
AGIDJI	3900.0
AVELUNA	4162.0
AVENGO	25700.0
BADJANGA	200000.0
BAMBILI	44000.0
BANDIBOKE	5600.0
BANGOYA	950.0
BANI OLONGWA	5400.0
BANIZAGA	6500.0
BANKOKO	26750.0
BARABO	5930.0
BAROZI	7410.0
BATUMBI	61200.0
BAUNGINE	16420.0
BAVI	17200.0
BAVIBA	5550.0
BAVIBA AGUKPA	3000.0
BEDU NUMERO2	6000.0
BENI BUNA	15600.0
BIGO III	3120.0
BINGO I	4800.0
BOGA	28230.0
BOGORO	12450.0
BOSA	1130.0
BOULEVARD CITE	65000.0
BOYA I	6640.0
BUDANA	31000.0
BUDE	1925.0
BUGUJE	10675.0
BUKIRING	24150.0
BUKIRINGI	266795.0
BUKUMU	5200.0
BULONGO	71000.0
BULUMUDZI	1415.0
BUNIA	2.1703691E7
BURUMBA	16900.0
BUTSO	3420.0
CECA 20	7715.0
CHAMO	15735.0

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
CHWEKABO	5300.0
CHWEKE	2081.0
CHYEKELE	12600.0
DALULA	21150.0
DATULE	351790.0
DHEDJA	50075.0
DHELI	29200.0
DHENDRU	5700.0
DHENGAPA	1230.0
DHENGAPI	680.0
DJIMO	18400.0
DJUGU	4277870.0
DUARU	1800.0
DZARINE	13500.0
DZIRO	2760.0
FUNGUSA	440000.0
GAMBILI	7600.0
GANGU II	5500.0
GASONJA	5860.0
GETY	676108.0
GINA	14270.0
GOKALU	11915.0
HEMBA	7030.0
HOYO NUMERO2	6440.0
HURARA	55800.0
HWENDRA	950.0
IBATAMA	7270.0
IRUMU	281350.0
ISURU	10260.0
JINA	8660.0
JISADA	1750.0
KABAKABA	500.0
KABAMBARE	492990.0
KABANGU	9680.0
KABHURU	12835.0
KABONDO	860000.0
KAGABA	71520.0
KAGUMA	800.0
KAMA	500.0
KAMABI MUKUBWA	180000.0
KAMALE	5450.0
KAMUDA	9100.0
KANDALE	5200.0
KANYORO	151850.0

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
KARADA	13300.0
KARANBI	16300.0
KARIVATHA LUME	7030.0
KASENYI	20000.0
KASITU	1000.0
KASWARA	8760.0
KATIROGO	1350.0
KATOTO	650821.0
KATSO	43000.0
KAVUMU	6300.0
KAZUNGA	5950.0
KELEGE	17300.0
KIKALE	8745.0
KIKIDOGO	17820.0
KIMANDA TARAMA	121700.0
KINDIA	78915.0
KIRIBATA	33520.0
KISENGI	2650.0
KODJO	54425.0
KOMANDA	280060.0
KON	1600.0
KOTOTO	6080.0
KPAU LELE	2380.0
KWABUNZI	30445.0
KWAMBUZI	37675.0
KWANDRA	16050.0
KWENDRA	107050.0
KYENGA	68750.0
LAWA	1330.0
LEMBABO	47320.0
LENGA SALO	12000.0
LITA	5300.0
LOC RAYABO	2380.0
LOCALITE	1400.0
LOCALITE KEGARA	41250.0
LOG JIMBI	5600.0
LOKELE	58150.0
LOPA	21800.0
LOPIRI I	5500.0
LOTSILU JOSEPH	15750.0
LOY	5775.0
LOY BATINE	6060.0
LOY BATINO	605.0
LUGA II	35000.0

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
LUKWERA	9200.0
LUMA	15000.0
LUME	33310.0
LUMUMBA	148580.0
LUUTU	10000.0
LUVE	730.0
MABANGA CHARI	2515.0
MADHI	5600.0
MAFALA	9815.0
MAGA	14800.0
MAHIMBI	1150.0
MALABO	4250.0
MALEKESA	6210.0
MAMBASA	40896.0
MANDRO	1678120.0
MANDRON	11975.0
MANGIMBA	10250.0
MANGIVA	30000.0
MANIRO	15000.0
MAPOU MUTWANGA	900.0
MARABO	1073925.0
MASEREKA	1000.0
MATAMBI	15000.0
MAZUNGA	313740.0
MBADI	1100.0
MBANA	7400.0
MBARI	575.0
MBASA	11340.0
MBIKPA	44490.0
MBISE	43000.0
MESEZO	5930.0
MIKUKA	5360.0
MISSION	400.0
MISSION	1350.0
MOBALA	6000.0
MOHOYO	7050.0
MOKAMBO	1200.0
MOMO	835.0
MONT HOYO	5630.0
MORI	10000.0
MOTUMBI	10580.0
MUANGA	4200.0
MUDJAMBI	2890.0
MUDZE PELA	10500.0

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
MUDZI PELA	140920.0
MUDZIPELA	129600.0
MUGO	2960.0
MUJUMBI	4327.0
MULANGI	21610.0
MUNDRO	13300.0
MUNOBI	15550.0
MUSEDZO	19730.0
MUSIENENE	5000.0
MUTIMBA	2500.0
MUTORO	6710.0
MUTUMBI	52120.0
MUTWANGA	41785.0
MUZIPELA	5442.0
NCHWEKE	18530.0
NDENGE	7025.0
NDENGE II	33405.0
NDETE	1520.0
NDIBE	1300.0
NDIYA SOTA	38900.0
NDJANGA	6000.0
NGAMBILI	585.0
NGASUBAVI	6300.0
NGBATCHULU	3115.0
NGEZI	14400.0
NGILE	400.0
NGONGIB	15100.0
NISINGOMA	1300.0
NJUGU	550.0
NOMBE	94170.0
NSINGOMA	12870.0
NYAKODJO	2775.0
NYAMA	11050.0
NYANKUNDE	35750.0
NYANKUNDE	1869719.0
NYASONA	50000.0
NZARAKONDE	3170.0
ODJO	7000.0
OLONGBA	114605.0
OZOBA	44000.0
RAWNYOK	5000.0
RISASI	102560.0
RUDJOKO	565790.0
RUZINGA	400000.0

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
RWANKOLE	109935.0
SANGAZA	7100.0
SARA	28060.0
SEDZABO	21200.0
SENSECHA	6355.0
SIMBILYABO	101125.0
SINGA	7000.0
SINGO ET	364400.0
SINGOMA	7280.0
SIWGA	4600.0
SONGOKOYI	14310.0
SONGOLO	237920.0
TARAMA	3170.0
TCHEDÉ	16700.0
TOLO	10150.0
TONGBE	3743.0
TOTOBO	25000.0
TSADHU	3500.0
TSADU	38300.0
TSARUKANA	6900.0
TUTUBA	7100.0
UVIRA	7080.0
WALENDU BINDI	3175200.0
WAMARA	7100.0
YAMBI YAYA	10000.0
YANKUNDE	1650.0
ZIMIRA MEDHU	730000.0
ZUNGULUKA	7730.0

EVALUATION TOTALE : 4.532463E7

Graphique Synthèse Evaluation Perte Bens

● LOKELE ● LOPA ● LOPIRI I ● LOTSILU JOSEPH ● LOY ● LOY BATINE ● LOY BATINO ● LUGA II
 ● LUKWERA ● LUMA ● LUME ● LUMUMBA ● LUUTU ● LUVE ● MABANGA CHARI ● MADHI ● MAFALA
 ● MAGA ● MAHIMBI ● MALABO ● MALEKESA ● MAMBASA ● MANDRO ● MANDRON ● MANGIMBA
 ● MANGIVA ● MANIRO ● MAPOU MUTWANGA ● MARABO ● MASEREKA ● MATAMBI ● MAZUNGA
 ● MBADI ● MBANA ● MBARI ● MBASA ● MBIKPA ● MBISE ● MESEZO ● MIKUKA
 ● MISSION KIMANGUISTE BUNIA ● MISSION KIMBANGUISTE NKANDA BUNIA ● MOBALA ● MOHOYO
 ● MOKAMBO ● MOMO ● MONT HOYO ● MORI ● MOTUMBI ● MUANGA ● MUDJAMBI ● MUDZE PELA
 ● MUDZI PELA ● MUDZIPELA ● MUGO ● MUJUMBI ● MULANGI ● MUNDRO ● MUNOBI ● MUSEDZO
 ● MUSIENENE ● MUTIMBA ● MUTORO ● MUTUMBI ● MUTWANGA ● MUZIPELA ● NCHWEKE ● NDENGE
 ● NDENGE II ● NDETE ● NDIBE ● NDIYA SOTA ● NDJANGA ● NGAMBILI ● NGASUBAVI ● NGBATCHULU
 ● NGEZI ● NGILE ● NGONGIB ● NISINGOMA ● NJUGU ● NOMBE ● NSINGOMA ● NYAKODJO ● NYAMA
 ● NYANKUNDE ● NYANKUNDE ● NYASONA ● NZARAKONDE ● ODJO ● OLONGBA ● OZOBA
 ● RAWNYOK ● RISASI ● RUDJOKO ● RUZINGA ● RWANKOLE ● SANGAZA ● SARA ● SEDZABO
 ● SENSECHA ● SIMBILYABO ● SINGA ● SINGO ET AVENYUMA ● SINGOMA ● SIWGA ● SONGOKOYI
 ● SONGOLO ● TARAMA ● TCHEDE ● TOLO ● TONGBE ● TOTOBO ● TSADHU ● TSADU ● TSARUKANA
 ● TUTUBA ● UVIRA ● WALENDU BINDI ● WAMARA ● YAMBI YAYA ● YANKUNDE ● ZIMIRA MEDHU
 ● ZUNGULUKA

TABLEAU DE SYNTHESE EVALUATION PERTE BIENS

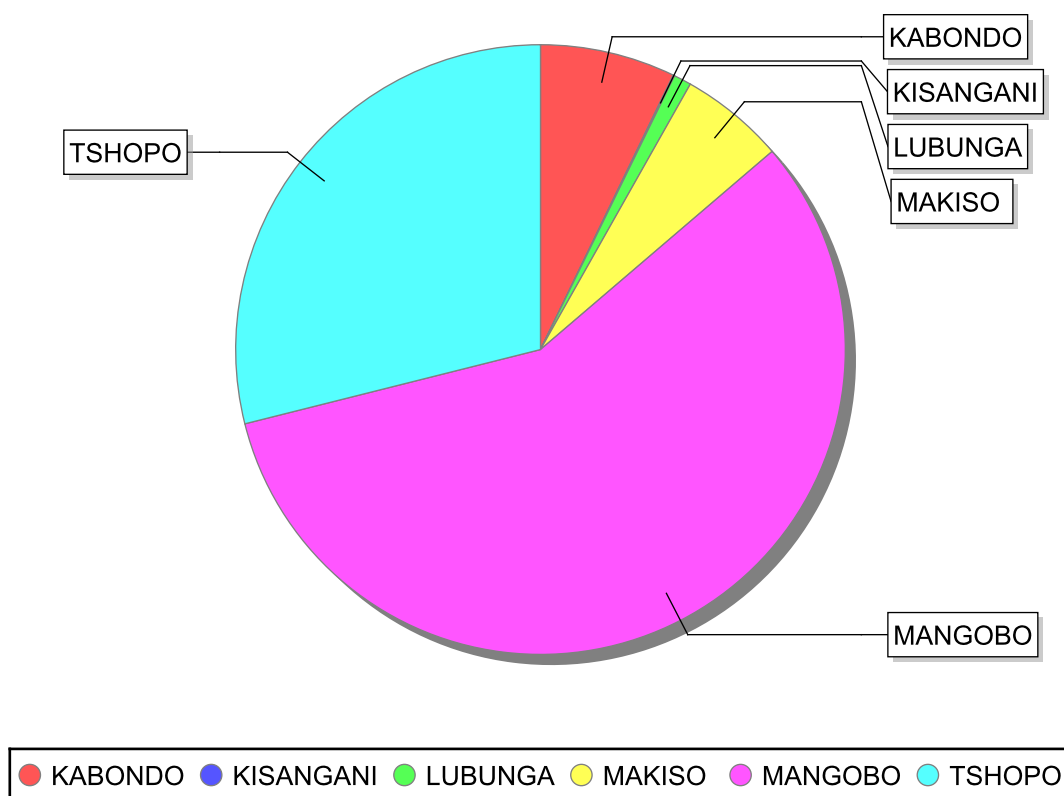
VILLE : KISANGANI

De 1998 à 2003

LIEU EVENEMENT	EVALUATION
KABONDO	1.0897686E7
KISANGANI	115865.0
LUBUNGA	1415674.0
MAKISO	8451279.28
MANGOBO	8.7147182E7
TSHOPO	4.3945187E7

EVALUATION TOTALE : 1.5197287328E8

Graphique Synthèse Evaluation Perte Bens



LISTE DES BIENS PERDUS DE 1998 A 2003**VILLE: BENI**

1	AMPLIFICATEUR	3
2	APPAREIL ELECTROMENAGER	1
3	APPAREIL PHOTO	3
4	APPAREIL RADIOPHONIQUE	1
5	APPAREILLAGE DE SONORISATION	1
6	ARACHIDE(SAC)	9
7	ARGENT EN ESPECE	31
8	AUTOCLAVE	1
9	BACHE	7
10	BALANCE	21
11	BALLOT FRIPPERIE	2
12	BATEAU	1
13	BATTERIE	4
14	BIDON HUILE	63
15	BOIS	2
16	BOISSON	1
17	BOVIN	44
18	BRAISE (SAC)	37
19	BRANCARD	1
20	CAFE (SAC)	1076
21	CAISSE ARGENT EN ESPECES	7
22	CANARD	91
23	CARBURANT (FUTS)	1
24	CARTON ALCOOL	1
25	CARTON SAVON	10
26	CASIER BIERE	30
27	CASIER SUCRE	20
28	CHAISE	14
29	CHAMP	1
30	CHARCUTTERIE PATISSERIE	1
31	CHAUSSURES	3
32	CHEVRE	850
33	CHEVRON	118
34	CIGARETTE (CARTON)	15
35	CIGARETTE (FARDE)	1
36	CIMENT(SAC)	10
37	COBAIYE	12
38	COBAYE	71
39	COCHON	24
40	CONGELATEUR	3
41	COUVEUSE	1
42	DIAMANT	12
43	DIVERS BIENS	6
44	DRAP	1
45	FARINE(SAC)	23
46	FAUTEUIL	3
47	FENETRE	1
48	FILET	1
49	FOURNITURE DU BUREAU	1

50	FOURNITURE SCOLAIRE	3
51	FRAIS DES SOINS MEDICAUX	1
52	FRIGO	1
53	FUT ESSENCE	1
54	FUT HUILE	1
55	FUT MAZOUT	1
56	GROUPE ELECTROGENE	1
57	HABITATION DE LUXE	21
58	HABITATION LEGERE	164
59	HABITATION MOYENNE	82
60	HABITS(VALISE)	185
61	HARICOT (SAC)	16
62	HORLOGE	2
63	INSTRUMENT MUSICAL	1
64	LAPIN	28
65	LECTEUR VIDEO	1
66	LIT	4
67	LOCAL	10
68	MACHINE	1
69	MACHINE A COUDRE	27
70	MACHINE A ECRIRE	1
71	MAGNETOSCOPE	2
72	MAIS (SAC)	150
73	MARCHANDISE	29
74	MATELAS	296
75	MATERIELS SCOLAIRE	1
76	MEDICAMENT	13
77	MEUBLE	276
78	MICROSCOPE	4
79	MOBILIER DE BUREAU	2
80	MOTEUR	1
81	MOTEUR HORS BORD	1
82	MOTO	13
83	MOULIN	2
84	MOUTON	35
85	OR	144
86	OUTILLAGES PAROISSE	1
87	PADDY(SAC)	10
88	PANNEAU SOLAIRE	5
89	PAQUETS DAVIERS	1
90	PESE ADULTE	1
91	PIECE WAX	6
92	PIROGUE	1
93	POCHE DE SAC CIMENT	250
94	POISSON SALE (CARTON)	39
95	PORC	88
96	PORTE	3
97	POULE	737
98	PRODUITS COSMETIQUE	1
99	PUPITRES	150
100	RADIO	77
101	RIZ (SAC)	61

102	SAC VIDE	200
103	SAE 40	2
104	SALLE DE CLASSE DETRUITE	2
105	SAVON(CARTON)	10
106	SEL (SAC)	1
107	SOINS MEDICAUX	3
108	SOJA (SAC)	2
109	SUCRE(SAC)	8
110	TABLE	6
111	TELEVISION	14
112	TENSIOMETRE	3
113	TITRE SCOLAIRE	11
114	TOLE	4844
115	TONDEUSE	1
116	TRACTEUR	1
117	TRONCONNEUSE	2
118	USTENCILS DE CUISINE	86
119	VACHE	315
120	VEHICULE	7
121	VELO	112
122	VITRE	84
123	VOLAILLE	1

TOTAL: 11308

LISTE DES BIENS PERDUS DE 1998 A 2003**VILLE: BUTEMBO**

1	AMENDE TRANSACTIONNELLE	23
2	AMPLIFICATEUR	2
3	APPAREIL PHOTO	1
4	ARACHIDE(SAC)	7
5	ARGENT EN ESPECE	61
6	BALLOT FRIPPERIE	2
7	BASSIN PLASTIC	25
8	BATTERIE	2
9	BIBLE	6
10	BIDON HUILE	56
11	BIDON VIDE	6
12	BIDONS BOISSONS	10
13	BOISSON LOCALE (BIDON)	1
14	BOUTIQUE	1
15	BRAISE (SAC)	1
16	CABANE	1
17	CAHIER	10
18	CAISSE CREME	8
19	CANARD	75
20	CASIER BIERE	15
21	CHAISE	6
22	CHAUSSURES	21
23	CHEVRE	512
24	CHIEN	2
25	CIGARETTE (FARDE)	4
26	CLOU	3
27	COBAYE	271
28	COCHON	51
29	COLTAN	2240
30	COUVERTURE	24
31	DIAMANT	22
32	DICIONNAIRE	3
33	DISCOTHEQUE	1
34	DIVERS BIENS	18
35	ETOFFE	4
36	FARINE BLE (SAC)	16
37	FOULARD	2
38	FUSIL	7
39	GROUPE ELECTROGENE	4
40	HABITATION DE LUXE	2
41	HABITATION LEGERE	13
42	HABITATION MOYENNE	7
43	HABITS(VALISE)	60
44	HARICOT (SAC)	19
45	HORLOGE	2
46	HOUE	18
47	JAKET	1
48	KIOSQUE	1
49	LAGOME	1

50	LANCEUR	2
51	LAPIN	53
52	LIT	110
53	LIVRE	8
54	MACHETTE	8
55	MACHINE A COUDRE	14
56	MAGNETOSCOPE	1
57	MALETTE	3
58	MANIOC(HECTARE)	1
59	MANIOC(SAC)	10
60	MANUEL SCOLAIRE	1
61	MARCHANDISE	12
62	MARTEAU	1
63	MATELAS	3
64	MEUBLE	12
65	MICROSCOPE	3
66	MOTO	14
67	MOUTON	20
68	NOTES ACADEMIQUES	1
69	OR	65
70	ORDINATEUR	1
71	PADDY(SAC)	17
72	PANNEAU SOLAIRE	1
73	PETROLE (BIDON)	2
74	PIECE WAX	118
75	PILE(CARTON)	16
76	POULE	579
77	RABOT	1
78	RADIO	51
79	RECHAUD	1
80	RIZ (SAC)	22
81	SAVON(CARTON)	1
82	SCIE	1
83	SOINS MEDICAUX	1
84	SPORT MAN (CARTON)	6
85	SPORT MAN (FARDE)	5
86	SUCRE(SAC)	50
87	TELEVISION	2
88	TOLE	2229
89	USTENCILS DE CUISINE	69
90	VACHE	230
91	VEHICULE	2
92	VELO	49

TOTAL: 7444

LISTE DES BIENS PERDUS DE 1998 A 2003**VILLE: GEMENA**

1	ARACHIDE(SAC)	10
2	ARGENT EN ESPECE	2
3	BOIS	1
4	CAFE (SAC)	10
5	CAFE (TONNE)	20
6	CHAMP	1
7	CHAUSSURES	1
8	CHEVRE	37
9	CIGARETTE (CARTON)	1
10	COCHON	4
11	COURGE (SAC)	50
12	DICTIONNAIRE	1
13	DIVERS BIENS	2
14	FARINE BLE (SAC)	10
15	FER A REPASSER	2
16	GROUPE ELECTROGENE	3
17	HABITATION MOYENNE	2
18	HABITS(VALISE)	2
19	HOUE	1
20	LIT	15
21	MACHETTE	51
22	MACHINE A COUDRE	6
23	MANUEL SCOLAIRE	1
24	MATELAS	7
25	MEUBLE	8
26	MOTEUR VEHICULE	1
27	MOTO	4
28	PANNEAU SOLAIRE	6
29	PIECE WAX	60
30	RADIO	9
31	SCIE	1
32	SEL (SAC)	10
33	TELEVISION	2
34	TOLE	130
35	USTENCILS DE CUISINE	5
36	VACHE	33
37	VEHICULE	1
38	VELO	7

TOTAL: 517

LISTE DES BIENS PERDUS DE 1998 A 2003**VILLE: ITURI**

1	AMIGO	4
2	AMPLIFICATEUR	1
3	ANIMAUX DOMESTIQUES	1
4	ANTENNE TV	1
5	APPAREIL PHOTO	7
6	APPAREIL TELEVISIONPHONE PORTABLE	1
7	APPAREILLAGE DE SONORISATION	1
8	ARACHIDE(SAC)	143
9	ARBRE	47
10	ARGENT EN ESPECE	97
11	ARMOIRE	5
12	BACQUIS	7
13	BALANCE	8
14	BALLE USAGE	5
15	BALLOT FRIPPERIE	12
16	BANANIERE	1
17	BANC	481
18	BAR ET RESTAURANT	1
19	BARQUE	2
20	BATIMENT	12
21	BATTERIE	1
22	BETAIL	62
23	BIBLE	5
24	BIBLIOTHEQUE	3
25	BIDON ESSENCE	20
26	BIDON HUILE	82
27	BIDON MAZOUT	13
28	BIDON PETROLE	40
29	BIJOUX	1
30	BOIS	1
31	BOUC	5
32	BOUTIQUE	30
33	BOVIN	100
34	BUREAU	9
35	BUREAU DU DISTRICT SANITAIRE	1
36	CABLE ELECTRIQUE	1
37	CAFE (SAC)	6
38	CAFE (TONNE)	5
39	CAISSE MENUISIERIE	1
40	CANARD	214
41	CARBURANT (FUTS)	10
42	CARTON CIGARETTE	20
43	CARTON DE LAIT DE BEAUTE	200
44	CARTON DE SAVON	65
45	CARTON DETUBE MOVATE	100
46	CARTON MEDICAMENTS	5
47	CARTON SAVON	216
48	CASE	30
49	CASIER BIERE	1904

50	CASIER SUCRE	378
51	CASIER VIDANGE	2320
52	CHAINE MUSICALE	4
53	CHAISE	357
54	CHAMP	2062
55	CHARGE BATTERIE	3
56	CHAT	1
57	CHAUFFE EAU	1
58	CHAUSSURES	35
59	CHEVRE	6999
60	CHEVRON	1
61	CHIEN	2
62	CIGARETTE (CARTON)	31
63	CIGARETTE (FARDE)	15
64	CIMENT(SAC)	10
65	COBAYE	414
66	COCHON	1745
67	COLLEMAND	1
68	COMPLEXE ADMINISTRATIF	1
69	CONCESSION ECALYPTUS	1
70	CONGELATEUR	34
71	CONSTRUCTION EN COURS DETRUITE	1
72	COQ	16
73	COURTURE	12
74	COUSSIN	24
75	COUVERTURE	10
76	DEBOISEMENT PLANTATION	10
77	DEC	4
78	DECHET CAFE	1
79	DICTIONNAIRE	1
80	DIPLOME	3
81	DISPENSARE	1
82	DIVERS BIENS	132
83	DOCUMENT	3
84	DOSSIER ET ARCHIVE	3
85	ECOLE PRIMAIRE	1
86	ECOLE SECONDAIRE ET HUMANITE	1
87	EGLISE INCENDIEE	1
88	ELEVAGE	1
89	EQUIPEMENT DE LA ZONE DE BOGA	1
90	EQUIPEMENT DE LA ZONE DE GETY	1
91	EQUIPEMENT DE LA ZONE MAMBASA	1
92	ÉQUIPEMENTS HOTEL	4
93	EQUIPEMENTS MEDICAUX	3
94	ETAGE ET BUREAU	10
95	FARINE(SAC)	49
96	FAUTEUIL	20
97	FENETRE	2
98	FER A REPASSER	3
99	FIL A RECUIT	1
100	FILET	1002
101	FORET	1

102	FOURNITURE SCOLAIRE	7
103	FRAIS DE DÉPLACEMENT	3
104	FRIGO	6
105	FUSIL	1
106	FUT ESSENCE	52
107	FUT HUILE	29
108	FUT HUILLE DE PALME	2
109	FUT MAZOUT	3
110	FUT(VIDE)	2
111	GARDE ROBE	5
112	GAUREE	3
113	GITE	4
114	GLASSIERE	3
115	GORET	1
116	GROUPE ELECTROGENE	16
117	HABITATION DE LUXE	26
118	HABITATION LEGERE	13384
119	HABITATION MOYENNE	199
120	HABITS(VALISE)	229
121	HACHE	1
122	HARICOT (SAC)	1175
123	HECTARE DE MANIOC	3
124	HOPITAL	7
125	HORLOGE	2
126	HORS BORD	2
127	HOUE	3
128	IMMEUBLE	7
129	INSTALLATION ELECTRIQUE	1
130	INSTALLATION SANITAIRE	2
131	INSTRUMENT DE CHAMP	1
132	INSTRUMENT MEDICAL	1
133	INSTRUMENT MUSICAL	2
134	JARDIN SCOLAIRE	13
135	JOINT	5
136	KIOSQUE	2
137	KIT CENTRE DE SANTE	1
138	KIT POUR LA CONSTRUCTION	1
139	LABO ELECTRONIQUE	1
140	LAMPE	4
141	LAPIN	182
142	LECTEUR VIDEO	2
143	LIT	111
144	LIVRE	4
145	MACHETTE	5
146	MACHINE	3
147	MACHINE A BRODER	1
148	MACHINE A CAFE	1
149	MACHINE A COUDRE	203
150	MACHINE A ECRIRE	17
151	MACHINE A RIZ	1
152	MACHINE A ZIXAQUE	2
153	MACHINE EN BRIQUE	1

154	MADRIER	1
155	MAGASIN	5
156	MAGNETOSCOPE	8
157	MAIS (SAC)	986
158	MANIOC(SAC)	18
159	MANUEL SCOLAIRE	1
160	MARCHANDISE	87
161	MARTEAU	1
162	MATELAS	312
163	MATERIEL CONSTRUCTION	1
164	MATERIEL DE TRAVAIL	1
165	MATERIEL DIDACTIQUE	1
166	MATERIEL ET MAISON	1
167	MATERIEL FOYER	5
168	MATÉRIELS DE BUREAU	1
169	MATERIELS MENUISERIES	1
170	MATERIELL DIDACTIQUE	1
171	MEDICAMENT	3
172	MEL	1
173	MEUBLE	5516
174	MICROSCOPE	10
175	MIROIR	4
176	MOBILETTE	1
177	MOBILIER SCOLAIRE	1
178	MONTRE	6
179	MOTEUR	4
180	MOTEUR ELECTRIQUE	3
181	MOTEUR VEHICULE	2
182	MOTO	160
183	MOTO POMPE	15
184	MOULIN	16
185	MOUTON	711
186	NAPPE	1
187	OCCUPATION CHAMBRES	2
188	OR	84
189	ORDINATEUR	6
190	ORILLER	6
191	OUTIL DE PECHE	1
192	PADDY(SAC)	1
193	PANNEAU SOLAIRE	15
194	PASSEPORT	1
195	PENDULE	1
196	PETIT BETAIL	4
197	PETITE SALLE	1
198	PETROLE	1
199	PETROLE (BIDON)	4
200	PHARMACIE	1
201	PHONIE	2
202	PHOTOCOPIEUSE	1
203	PIECE WAX	117
204	PIED DE CAFE	10000
205	PIGEON	8

206	PILE(CARTON)	12
207	PILLAGE BETAÏL	1
208	PINCE	50
209	PIROGUE	3
210	PLANCHE	21
211	PLANTATION	2
212	PLATEAU	14
213	PNEU	4
214	POISSON SALE (CARTON)	834
215	POISSON SALE (TONNE)	3
216	POMME (SAC)	4
217	POMME DE TERRE (SAC)	2
218	POMPE ARROSAGE	2
219	POMPE INJECTEUR	3
220	PORC	788
221	PORCIN	8
222	PORTE	5
223	POULE	4602
224	PRISON	3
225	PRODUIT DE CHAMP	6
226	PRODUIT DE JARDIN	1
227	QUARTIER	12
228	RABOT	11
229	RADIO	297
230	RATEAU	1
231	RECHAUD	1
232	RIZ (SAC)	275
233	SAC DE MILET	3
234	SALLE	8
235	SALLE DE CINEMA	1
236	SALLE DE CLASSE DETRUIE	114
237	SALLE DE CLASSE DETRUTE	8
238	SALLE DE CLASSE ET FOURNITURES	9
239	SALLE DE TRIBUNAL	3
240	SALLE ET BUREAU DETRUIT	1
241	SALON	1
242	SAVON(CARTON)	98
243	SCIE	14
244	SCIE DE BOIS	2
245	SCISEAU	11
246	SEL (SAC)	36
247	SEL DE TABLE (SAC)	5
248	SERRE JOINT	2
249	SILIE	4
250	SISALS	1
251	SORGHO (SAC)	55
252	STABILISATEUR	5
253	STHELOSCOPE	2
254	SUCRE(SAC)	175
255	SUPER MATCH (CARTON)	28
256	TABLE	50
257	TABLEAU	8

258	TELEVISION	61
259	TELEVISIONPHONE PORTABLE	2
260	TENSIOMETRE	2
261	THERMOMETRE	1
262	THERMOS	5
263	TITRE SCOLAIRE	1
264	TOITURE	3
265	TOLE	8306
266	TONDEUSE	4
267	TONNE DE MAIS	3
268	TONNE DE MANIOC	4
269	TONNE DE PLANCHE	10
270	TONNE POISSONS SALES	3
271	TORREFACTEUR	1
272	TRANSPORT	1
273	TRATA	1
274	TROMPETTE	1
275	TRONCONNEUSE	507
276	TRUIE	1
277	USTENCILS DE CUISINE	346
278	VACHE	13251
279	VEHICULE	29
280	VELO	624
281	VENTILATEUR	3
282	VIBRATOIRE	1
283	VIDANGE	450
284	VOLAILLE	77
285	ZONE DE SANTE	2

TOTAL: 84917

LISTE DES BIENS PERDUS DE 1998 A 2003**VILLE: KISANGANI**

1	ACCESSOIRE	11
2	AMPLIFICATEUR	11
3	APPAREIL CAMERA	1
4	APPAREIL ELECTRONIQUE	2
5	APPAREIL PHONIE	1
6	APPAREIL PHOTO	7
7	APPAREIL TELEVISIONPHONE PORTABLE	2
8	APPAREILS ELECTRONIQUE	1
9	ARACHIDE(SAC)	61
10	ARGENT EN ESPECE	154
11	ARMOIRE	7
12	ARMOIRE DE LUXE	1
13	ATELIER ELECTRONIQUE	1
14	BABOUCHES	8
15	BACHE	7
16	BAFFLE	12
17	BALANCE	1
18	BALLOT FRIPPERIE	71
19	BANC	338
20	BANDE CASSETTE	14700
21	BANDE VIDEO	458
22	BASSIN	9
23	BATIMENT	17
24	BATTERIE	7
25	BECHE	10
26	BETAIL	5
27	BETON LAVE	1
28	BIBLIOTHEQUE	2
29	BIDON	2
30	BIDON ESSENCE	11
31	BIDON HUILE	1078
32	BIDON PETROLE 20L	3
33	BIDON VIDE	13
34	BIJOUX	3037
35	BLEU	280
36	BLOC EN CIMENT	2500
37	BOIS	2
38	BOITE CRAYON	5
39	BOITE STYLO	6
40	BOUSSOLE	1
41	BOUSSOLE GEOMETRE	1
42	BOUTIQUE	5
43	BRIQUE	1101
44	BROUETTE	1
45	BUREAU DIOCESAIN	1
46	BUREAU DIRECTION	1
47	BUREAU ECOLE MAPENDAMO	1
48	BUREAU ENDOMAGE	1
49	CAHIER	250

50	CAMIONETTE	2
51	CANARD	464
52	CANNE	1
53	CARAT DE DIAMANT	1520
54	CARNADERIE	1
55	CARREAUX	20
56	CARTE GEOGRAPHIQUE	43
57	CARTON ALLUMETTE	1
58	CARTON DE CRAIE	4
59	CARTON DE PRODUIT PHARCENTIQUE	1
60	CARTON DE SAVON	5
61	CARTON SAVON	4
62	CARTON SUPER MATCH	10
63	CASIER BIERE	330
64	CASIER SUCRE	125
65	CASIER VIDANGE	128
66	CASSEROLE	4
67	CASSETTE VIERGE	700
68	CD AUDIO ET VIDEO	4000
69	CENTRE DE SANTE	2
70	CENTRE POUR HANDICAPES	2
71	CHAINE MUSICALE	12
72	CHAISE	468
73	CHAISE EN PLASTIQUE	35
74	CHARPENTE ET TOITURE	1
75	CHAUSSURES	69
76	CHEVRE	4345
77	CHEVRON	297
78	CHIKWANGE	3
79	CIGARETTE (CARTON)	5
80	CIMENT(SAC)	550
81	CISEAUX	2
82	CLIMATISEUR	1
83	CLOTURE	1
84	COBAIYE	50
85	COBAYE	122
86	COCHON	230
87	COCOTIER	1
88	COLIS DE DIAMANT	2
89	COMPRESSEUR	3
90	COMPTOIR EN VITRINE	2
91	CONGELATEUR	152
92	CONTACTEUR	1
93	COSTUME	8
94	COUPE TUYAU	1
95	COUSSIN	16
96	COUVERTURE	1
97	COUVEUSE	1
98	CUISINIERE	7
99	DEC	2
100	DEMOLITION MACONNERIE	1
101	DEMONTAGE DE LA COUVERTURE EN BOIS	1

102	DEMONTAGE GITAGE EN BOIS ECROULE	1
103	DEMONTAGE PANNE TUBILAIRE	1
104	DEMONTAGE PLANCHE DE RIVE EN BOIS	1
105	DIAMANT	17
106	DIPLOME	1
107	DIVERS BIENS	19642
108	DOCUMENT	4
109	DOCUMENT JURIDIQUE	1
110	DOCUMENT SCOLAIRE	3
111	DOCUMENTS CONCESSION	1
112	DOCUMENTS SCOLAIRES	1
113	DONNEES ALIMENTAIRE	1
114	DRAP	13
115	ECOLE	2
116	ECOLE PRIMAIRE	2
117	EGLISE ET RESIDENCE PRETRE	2
118	ELEVAGE	5
119	ELEVAGE CHEVRE	1
120	ELEVAGE ET PISCICULTURE	1
121	ELEVAGE PORC	1
122	ELEVATEUR COURANT	1
123	ELEVATION	1
124	ENDUISAGE MURS BUREAU TOILETTE	1
125	ENTREPRISE	1
126	EPARGNE	1
127	EPAVE MOTO	1
128	EPONGE	254
129	ETANGS	2
130	ETAU	1
131	ETAYAGE DALLE EN BA TOILETTE	1
132	FARDE	20
133	FARINE BLÉ (SAC)	2
134	FARINE(SAC)	12
135	FAUTEUIL	7
136	FENETRE	31
137	FER A REPASSER	11
138	FER DE BETON	25
139	FER ELECTRIQUE	2
140	FILET	6
141	FISUL	1
142	FOREUSE	1
143	FOUR ELECTRIQUE	2
144	FOURNITURE ET APPLICATION	1
145	FOURNITURE ET POSE CADRE	1
146	FOURNITURE ET POSE VITREE	2
147	FOURNITURE ET POSE CHAINAGE METALLIQUE	1
148	FOURNITURE ET POSE FERME METALLIQUE	1
149	FOURNITURE ET POSE PANNE EN TUBE	1
150	FOURNITURE ET POSE PLAFOND	2
151	FOURNITURE ET POSE PLAFOND INFERIEUR	1
152	FOURNITURE ET POSE PLAFOND TRIPLEX	1
153	FOURNITURE ET POSE PLANCHE DE RIVE EN BOIS	1

154	FOURNITURE ET POSE TOLLE GALVANISEES	1
155	FOURNITURE SCOLAIRE	6
156	FRIGO	28
157	FROMAGE	113
158	FUFU	5
159	FUSIL	3
160	FUT ESSENCE	101
161	FUT HUILE	22
162	FUT MAZOUT	2
163	FUT(VIDE)	7
164	GARDE ROBE	1
165	GRAND SEMINAIRE	1
166	GRANDES USTENSILES DE CUISINES	8
167	GROUPE ELECTROGENE	41
168	HABITATION DE LUXE	64
169	HABITATION LEGERE	220
170	HABITATION MOYENNE	1056
171	HABITS(VALISE)	938
172	HARICOT (SAC)	11
173	HORLOGE	1
174	HORS BORD	4
175	HOTEL	2
176	IMMEUBLE	1
177	INSTALLATION DU CHANTIER	1
178	INSTALLATION ELECTRIQUE	1
179	INSTALLATION HYGEINIQUE	1
180	IVOIRE	38
181	KIOSQUE	1
182	LABO ELECTRONIQUE	2
183	LAGOME	10
184	LAMELLES	100
185	LAPIN	85
186	LATTE	48
187	LECTEUR DVD	764
188	LECTEUR VIDEO	53
189	LIT	2523
190	LIVRE	108
191	LOTS DE MEDICAMENT	1
192	LUNETTE	1
193	LUSTRE	2
194	MACHETTE	81
195	MACHINE	2
196	MACHINE A BRIQUE	1
197	MACHINE A BRODER	1
198	MACHINE A COUDRE	186
199	MACHINE A ECRIRE	8
200	MACHINE A FILIERE	1
201	MACHINE AMOULIN	1
202	MACHINE FEUILLE DE MANIOC	1
203	MACHINE PONDU	1
204	MACHINE TRONCONNEUSE	4
205	MACONNERIE DE CLAUSTRAS	1

206	MADRIER	50
207	MAGNETOSCOPE	34
208	MAIS (SAC)	6
209	MAISON O.N.L	8
210	MALE	5
211	MALLE	8
212	MANIOC	1
213	MANIOC(SAC)	24
214	MARCHANDISE	36
215	MARMITE	51
216	MATELAS	724
217	MATERIEL IMPRIMERIE	1
218	MEDICAMENT	2
219	MEUBLE	851
220	MICROSCOPE	2
221	MIROIR	1
222	MOBILIER DU SALON	2
223	MONTRE	3
224	MOTEUR	18
225	MOTEUR DYNAMO	1
226	MOTEUR ELECTRIQUE	1
227	MOTEUR HORS BORD	6
228	MOTEUR MOTO POMPE	1
229	MOTEUR MOULIN	3
230	MOTO	346
231	MOTO POMPE	2
232	MOUCHOIRS DE POCHE (DOUZAINES)	2
233	MOULIN	12
234	MOUSSE	54
235	MOUTON	58
236	MUR	38
237	NOIX DE COCO	45
238	OR	6
239	ORDINATEUR	7
240	OUTILLAGES DE PLOMBERIE	1
241	PADDY(SAC)	213
242	PAIRE SOULIER	2
243	PANIER	15
244	PANIER DE POISSON FUMES	35
245	PANNEAU SOLAIRE	3
246	PANTALON	30
247	PARCELLE	2
248	PASSEPORT	2
249	PENDULE	18
250	PETROLE (BIDON)	4
251	PHOTOCOPIEUSE	1
252	PIECE ANGLAISE	5
253	PIECE HOLLADAIS	3
254	PIECE SOTEXKI	5
255	PIECE SUPER	6
256	PIECE WAX	242
257	PIGEON	30

258	PILE(CARTON)	10
259	PILLAGE DE TOUS BIENS PILLES	1
260	PINCE	1
261	PINTADE	10
262	PIROGUE	35
263	PLAFOND	4
264	PLAFONIER	3
265	PLANCHE	15
266	PLANTATION	1
267	POISSON FRAIS	1
268	POISSON SALE (CARTON)	28
269	POMPE MOTEUR	1
270	PORC	316
271	PORTAIL	1
272	PORTE	110
273	POSTE DE SOUDURE	2
274	POULE	701
275	POULLAYER	1
276	PRODUIT PHARMACEUTIQUE	6
277	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	3
278	RADIO	814
279	RATION	1
280	RECHAUD	16
281	REGIME DE BANANE	10
282	REPARATION FENETRE	1
283	REPARATION PORTE EN BOIS	1
284	REPRISE MACONNERIES DEMOLIES	1
285	REPRISE PLAQUETTE MOELLON SUR MUR MACONNE	1
286	RESIDENCE SOEURS FRANCISCAIN	1
287	RIZ (SAC)	458
288	SAC A MAIN	5
289	SAC DE MECHE	1
290	SAC VIDE	20
291	SAFARI	2
292	SALLE A MANGER	2
293	SALON	55
294	SAVON(CARTON)	4
295	SCEAU	3
296	SCEAU METAL	1
297	SEAU	1
298	SEAUX	2
299	SEL (SAC)	5
300	SIEGE	100001
301	SOUDURE	1
302	SOULIER	30
303	STABILISATEUR	11
304	SUCRE(SAC)	75
305	SUPER WAX	31
306	SYLLABUS	1
307	TABLE	86
308	TABLE VITRE	1
309	TABLEAU	39

310	TAMISAGE	10
311	TELEPHONE	4
312	TELEVISION	734
313	TELEVISIONPHONE PORTABLE	4
314	THERMOS	1
315	TITRE DE PROPRIETE MAISON O.N.L	1
316	TOITURE	55
317	TOITURE ET CHARPENTE	4
318	TOLE	25182
319	TOURNE DISQUE	1
320	TRANSFORMATEUR	1
321	TRIPLEX	118
322	TRONCONNEUSE	5
323	USTENCILS DE CUISINE	446
324	VACHE	54
325	VALISE POISSON FUME	5
326	VEHICULE	30
327	VELO	957
328	VENTILATEUR	76
329	VITRE	85
330	VITRINE	54
331	VOITURE	7

TOTAL: 198514

TABLEAU DE SYNTHESE EFFECTIF PERTE BIENS**VILLE : BENI****De 1998 à 2003**

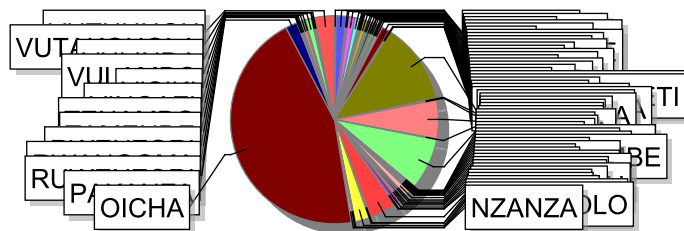
LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
BAKAKA	2
BULONGO	13
BUNIA	1
BUTANUKU	2
CANTINE	8
CME	6
ISLAMIQUE	1
KABASHA	1
KALINDA	1
KESEGHE	1
KIBAYA	1
KIBWE	5
KIDEDEYA	2
KIMANZA	2
KITHY	4
KITOKOLI	1
KIVISIRE	1
KYUMA	3
LOYA	2
LUNA ERINGATI	1
LUNA ERINGETI	1
LUSILUBI	3
LUVARA	10
MABABEKA	1
MABAKANGA	1
MABALAKO	103
MABAPULA	1
MABOLIO	1
MABOYA	49
MABUKA	1
MABUKU	65
MAKANZA	1
MAKELA	1
MALAKO	1
MALEPE	1
MAMBA	1
MAMBABEKA	1
MANBUKU	1
MASANGI II	1

LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
MASIMBEMBE	1
MASOSI	7
MATONGE	1
MAVIVI	3
MBUKA	3
MUHETHO	1
MULEKERA	3
MULINGO	5
MUNDIBA	1
MUPEPELU	1
MURAMBI	34
MUSASA	1
MUVINGI	1
MWENDA	18
NDENGERE	1
NGONGOLO	1
NZANZA	3
OICHA	366
PAKANZA	15
RUWENZORI	1
RWANGOMA	1
RWENZORI	1
TAMENDE	2
TENAMBO	4
VINGAZI	2
VISIKI	8
VULAMBO	1
VULINDA	1
VUTAKOHOLA	2
VUTHUNGU	25

EFFECTIF TOTAL

816

Graphique Synthèse Effectif Perte Biens



- BAKAKA ● BULONGO ● BUNIA ● BUTANUKU ● CANTINE ● CME ● ISLAMIQUE ● KABASHA ● KALINDA
- KESEGHE ● KIBAYA ● KIBWE ● KIDEDEYA ● KIMANZA ● KITHY ● KITOKOLI ● KIVISIRE ● KYUMA
- LOYA ● LUNA ERINGATI ● LUNA ERINGETI ● LUSILUBI ● LUVARA ● MABABEKA ● MABAKANGA
- MABALAKO ● MABAPULA ● MABOLIO ● MABOYA ● MABUKA ● MABUKU ● MAKANZA ● MAKELA
- MALAKO ● MALEPE ● MAMBA ● MAMBABEKA ● MANBUKU ● MASANGI II ● MASIMBEMBE ● MASOSI
- MATONGE ● MAVIVI ● MBUKA ● MUHETHO ● MULEKERA ● MULINGO ● MUNDIBA ● MUPEPELU
- MURAMBI ● MUSASA ● MUVINGI ● MWENDA ● NDENGERE ● NGONGOLO ● NZANZA ● OICHA
- PAKANZA ● RUWENZORI ● RWANGOMA ● RWENZORI ● TAMENDE ● TENAMBO ● VINGAZI ● VISIKI
- VULAMBO ● VULINDA ● VUTAKOHOLA ● VUTHUNGU

TABLEAU DE SYNTHESE EFFECTIF PERTE BIENS**VILLE : BUTEMBO****De 1998 à 2003**

LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
BUNIA	1
BYAMBWE	39
KALEKO	1
KANYABAYONGA	11
KATWA	1
KIRUMBA	9
KISASA	1
LUMUMBA	1
MABUNAZEGE	1
MAJENGO	5
MAMBEMBE	18
MAMBOWA	1
MANGURUDJIPA	70
MUKUNA	1
MUPONDA	1
MUSUSA	1
NGAZI MOJA	1
NGAZIMOJA	1
NJIAPANDA	50
OMBOLE	1
RUGHANDA	1

Graphique Synthèse Effectif Perte Biens

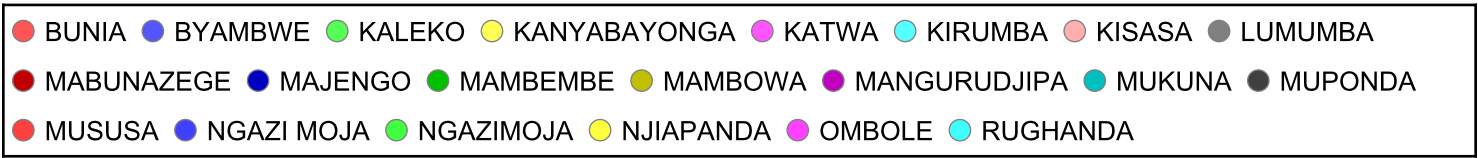
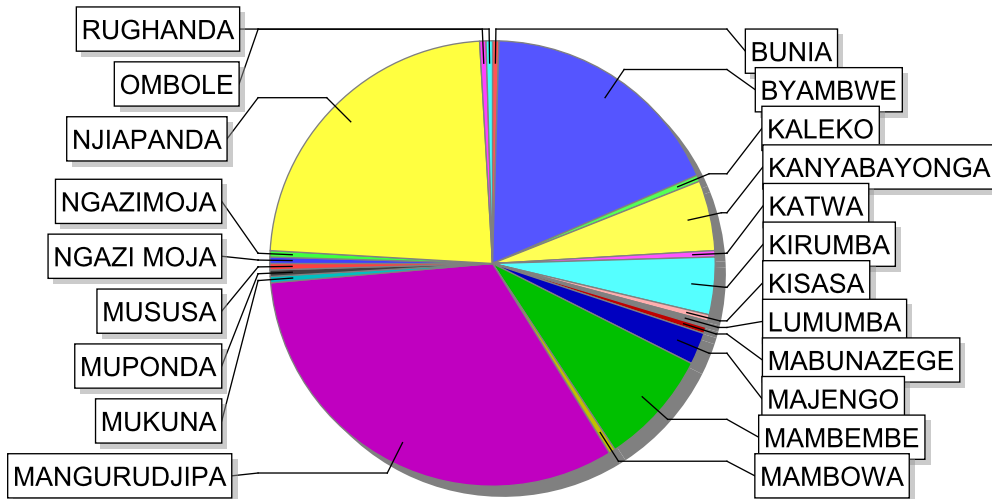
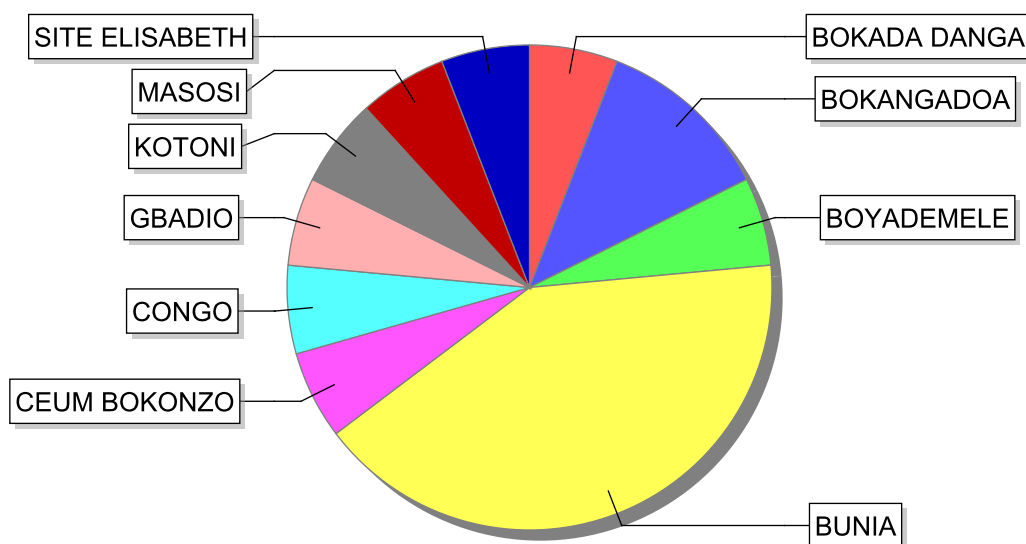


TABLEAU DE SYNTHESE EFFECTIF PERTE BIENS**VILLE : GEMENA****De 1998 à 2003**

LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
BOKADA DANGA	1
BOKANGADOA	2
BOYADEMELE	1
BUNIA	7
CEUM BOKONZO	1
CONGO	1
GBADIO	1
KOTONI	1
MASOSI	1
SITE ELISABETH	1
EFFECTIF TOTAL	17

Graphique Synthèse Effectif Perte Biens

● BOKADA DANGA
 ● BOKANGADOA
 ● BOYADEMELE
 ● BUNIA
 ● CEUM BOKONZO
 ● CONGO
 ● GBADIO
● KOTONI
● MASOSI
● SITE ELISABETH

TABLEAU DE SYNTHESE EFFECTIF PERTE BIENS**VILLE : ITURI****De 1998 à 2003**

LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
AGIDJI	1
AVELUNA	1
AVENGO	1
BADJANGA	1
BAMBILI	1
BANDIBOKE	1
BANGOYA	1
BANI OLONGWA	1
BANIZAGA	1
BANKOKO	2
BARABO	1
BAROZI	1
BATUMBI	1
BAUNGINE	2
BAVI	1
BAVIBA	1
BAVIBA AGUKPA	1
BEDU NUMERO2	1
BENI BUNA	1
BIGO III	1
BINGO I	1
BOGA	2
BOGORO	2
BOSA	1
BOULEVARD CITE	1
BOYA I	1
BUDANA	1
BUDE	1
BUGUJE	3
BUKIRING	1
BUKIRINGI	7
BUKUMU	1
BULONGO	2
BULUMUDZI	1
BUNIA	363
BURUMBA	1
BUTSO	1
CECA 20	2
CHAMO	2

LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
CHWEKABO	1
CHWEKE	2
CHYEKELE	3
DALULA	1
DATULE	28
DHEDJA	3
DHELI	1
DHENDRU	1
DHENGAPA	1
DHENGAPI	1
DJIMO	1
DJUGU	29
DUARU	2
DZARINE	2
DZIRO	1
FUNGUSA	1
GAMBILI	2
GANGU II	1
GASONJA	1
GETY	12
GINA	1
GOKALU	6
HEMBA	2
HOYO NUMERO2	1
HURARA	1
HWENDRA	1
IBATAMA	2
IRUMU	24
ISURU	1
JINA	1
JISADA	1
KABAKABA	1
KABAMBARE	1
KABANGU	1
KABHURU	1
KABONDO	1
KAGABA	4
KAGUMA	1
KAMA	1
KAMABI MUKUBWA	3
KAMALE	1
KAMUDA	1
KANDALE	1
KANYORO	1

LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
KARADA	1
KARANBI	1
KARIVATHA LUME	1
KASENYI	1
KASITU	1
KASWARA	1
KATIROGO	1
KATOTO	56
KATSO	1
KAVUMU	1
KAZUNGA	5
KELEGE	1
KIKALE	3
KIKIDOGO	1
KIMANDA TARAMA	1
KINDIA	9
KIRIBATA	2
KISENGI	1
KODJO	2
KOMANDA	34
KON	1
KOTOTO	1
KPAU LELE	1
KWABUNZI	3
KWAMBUZI	6
KWANDRA	5
KWENDRA	23
KYENGA	4
LAWA	1
LEMBABO	8
LENGA SALO	1
LITA	1
LOC RAYABO	1
LOCALITE	1
LOCALITE KEGARA	1
LOG JIMBI	1
LOKELE	1
LOPA	3
LOPIRI I	1
LOTSILU JOSEPH	1
LOY	2
LOY BATINE	1
LOY BATINO	1
LUGA II	1

LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
LUKWERA	1
LUMA	1
LUME	4
LUMUMBA	12
LUUTU	1
LUVE	1
MABANGA CHARI	1
MADHI	2
MAFALA	2
MAGA	1
MAHIMBI	1
MALABO	1
MALEKESA	2
MAMBASA	3
MANDRO	100
MANDRON	1
MANGIMBA	4
MANGIVA	1
MANIRO	1
MAPOU MUTWANGA	1
MARABO	143
MASEREKA	2
MATAMBI	1
MAZUNGA	1
MBADI	1
MBANA	1
MBARI	1
MBASA	1
MBIKPA	8
MBISE	1
MESEZO	1
MIKUKA	1
MISSION	1
MISSION	1
MOBALA	1
MOHOYO	1
MOKAMBO	2
MOMO	1
MONT HOYO	1
MORI	1
MOTUMBI	2
MUANGA	1
MUDJAMBI	1
MUDZE PELA	1

LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
MUDZI PELA	25
MUDZIPELA	2
MUGO	2
MUJUMBI	1
MULANGI	2
MUNDRO	1
MUNOBI	2
MUSEDZO	3
MUSIENENE	1
MUTIMBA	1
MUTORO	1
MUTUMBI	10
MUTWANGA	7
MUZIPELA	3
NCHWEKE	3
NDENGE	1
NDENGE II	5
NDETE	1
NDIBE	1
NDIYA SOTA	1
NDJANGA	1
NGAMBILI	1
NGASUBAVI	1
NGBATCHULU	1
NGEZI	2
NGILE	1
NGONGIB	1
NISINGOMA	1
NJUGU	1
NOMBE	6
NSINGOMA	4
NYAKODJO	1
NYAMA	1
NYANKUNDE	2
NYANKUNDE	422
NYASONA	1
NZARAKONDE	1
ODJO	1
OLONGBA	6
OZOBA	1
RAWNYOK	1
RISASI	17
RUDJOKO	2
RUZINGA	1

LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
RWANKOLE	28
SANGAZA	1
SARA	1
SEDZABO	1
SENSECHA	1
SIMBILYABO	8
SINGA	1
SINGO ET	1
SINGOMA	2
SIWGA	1
SONGOKOYI	1
SONGOLO	6
TARAMA	1
TCHEDÉ	1
TOLO	1
TONGBE	1
TOTOBO	1
TSADHU	1
TSADU	1
TSARUKANA	1
TUTUBA	1
UVIRA	1
WALENDU BINDI	5
WAMARA	1
YAMBI YAYA	1
YANKUNDE	1
ZIMIRA MEDHU	1
ZUNGULUKA	1

EFFECTIF TOTAL

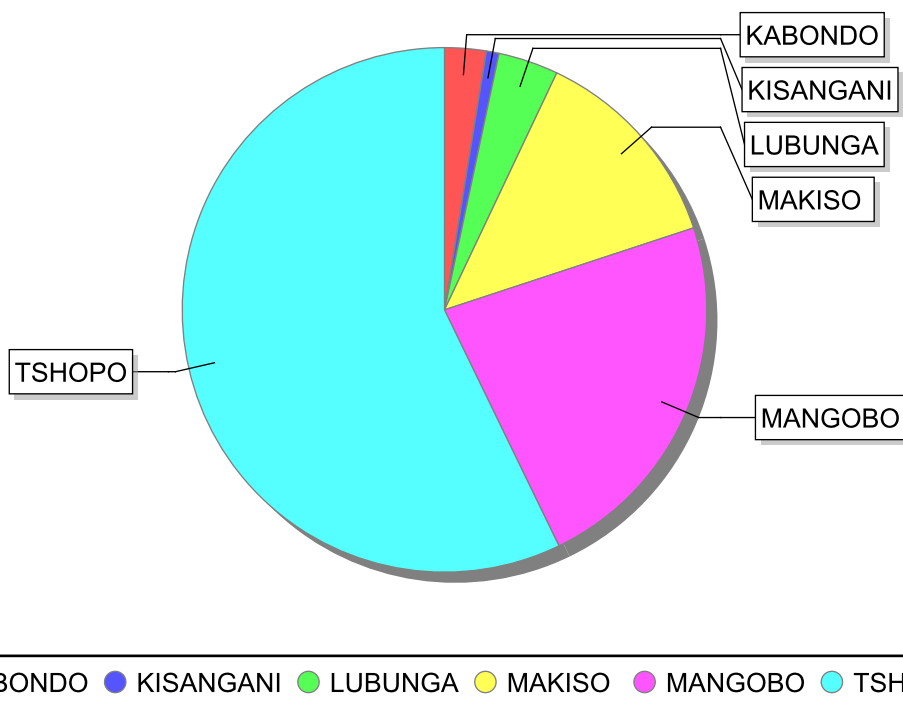
1702

Graphique Synthèse Effectif Perte Biens

● MAGA ● MAHIMBI ● MALABO ● MALEKESA ● MAMBASA ● MANDRO ● MANDRON ● MANGIMBA
 ● MANGIVA ● MANIRO ● MAPOU MUTWANGA ● MARABO ● MASEREKA ● MATAMBI ● MAZUNGA
 ● MBADI ● MBANA ● MBARI ● MBASA ● MBIKPA ● MBISE ● MESEZO ● MIKUKA
 ● MISSION KIMANGUISTE BUNIA ● MISSION KIMBANGUISTE NKANDA BUNIA ● MOBALA ● MOHOYO
 ● MOKAMBO ● MOMO ● MONT HOYO ● MORI ● MOTUMBI ● MUANGA ● MUDJAMBI ● MUDZE PELA
 ● MUDZI PELA ● MUDZIPELA ● MUGO ● MUJUMBI ● MULANGI ● MUNDRO ● MUNOBI ● MUSEDZO
 ● MUSIENENE ● MUTIMBA ● MUTORO ● MUTUMBI ● MUTWANGA ● MUZIPELA ● NCHWEKE ● NDENGE
 ● NDENGE II ● NDETE ● NDIBE ● NDIYA SOTA ● NDJANGA ● NGAMBILI ● NGASUBAVI ● NGBATCHULU
 ● NGEZI ● NGILE ● NGONGIB ● NISINGOMA ● NJUGU ● NOMBE ● NSINGOMA ● NYAKODJO ● NYAMA
 ● NYANKUNDE ● NYANKUNDE ● NYASONA ● NZARAKONDE ● ODJO ● OLONGBA ● OZOBA
 ● RAWNYOK ● RISASI ● RUDJOKO ● RUZINGA ● RWANKOLE ● SANGAZA ● SARA ● SEDZABO
 ● SENSECHA ● SIMBILYABO ● SINGA ● SINGO ET AVENYUMA ● SINGOMA ● SIWGA ● SONGOKOYI
 ● SONGOLO ● TARAMA ● TCHEDÉ ● TOLO ● TONGBE ● TOTOBO ● TSADHU ● TSADU ● TSARUKANA
 ● TUTUBA ● UVIRA ● WALENDU BINDI ● WAMARA ● YAMBI YAYA ● YANKUNDE ● ZIMIRA MEDHU
 ● ZUNGULUKA

TABLEAU DE SYNTHESE EFFECTIF PERTE BIENS**VILLE : KISANGANI****De 1998 à 2003**

LIEU EVENEMENT	EFFECTIF
KABONDO	69
KISANGANI	21
LUBUNGA	100
MAKISO	348
MANGOBO	617
TSHOPO	1543
EFFECTIF TOTAL	2698

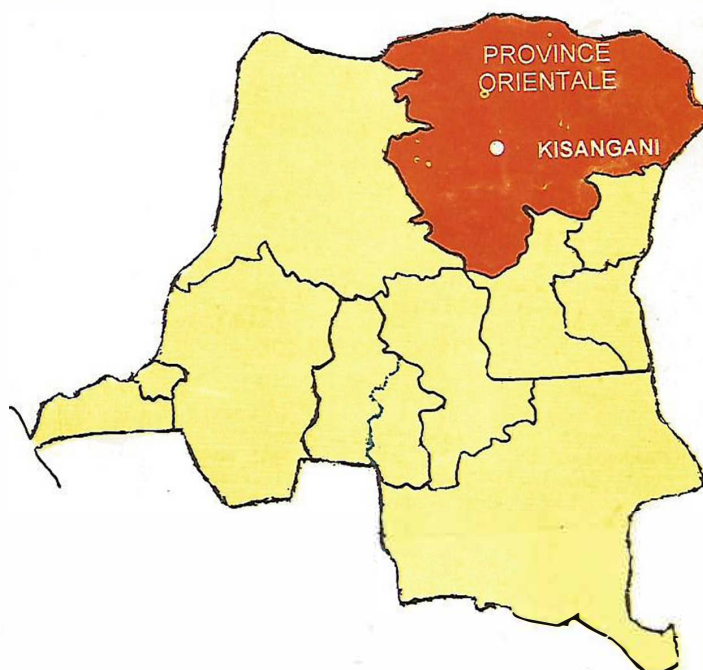
Graphique Synthèse Effectif Perte Biens

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET
DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

CABINET DU MINISTRE



MEMOIRE SUR
LES EVENEMENTS
DE KISANGANI



Couvrant la période d'août 1999 à mai 2002

KINSHASA, SEPTEMBRE 2002

« La paix et la sécurité internationales demeurent deux des composantes essentielles des responsabilités qui incombent à l'ONU. La prévention des conflits revêt une importance capitale et exige une compréhension approfondie des motifs et de la dynamique de l'affrontement armé ».

« La crédibilité de l'Organisation en tant que moyen d'agir dans ce domaine ne saurait procéder que de l'efficacité avec laquelle elle s'attaque aux causes profondes de la belligérance ».

Kofi Annan

Extrait du Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.

Assemblée générale

Documents officiels

Cinquante-sixième session supplément n° 1 (A/56/1)

Nations Unies

AVANT-PROPOS

Conscient de ses responsabilités et de son devoir de défendre l'intégrité du territoire, la souveraineté nationale et l'indépendance politique de la République Démocratique du Congo contre toute agression extérieure, et soucieux de préserver le droit à la vie ainsi que le droit du peuple congolais à la paix, plus particulièrement des populations martyres de la ville de Kisangani, le Gouvernement de la RDC à travers le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale publie, ce jour, le présent « Mémoire sur les événements de Kisangani », en signe de solidarité et de compassion à leur endroit.

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, deux Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, en l'occurrence l'Ouganda et le Rwanda, se sont livrés, à trois reprises, à une bataille rangée, sur le territoire d'un autre Etat, également membre de l'Organisation universelle. C'est une véritable guerre dans la guerre d'agression.

Faisant suite au message du Chef de l'Etat, le Général-Major **Joseph KABILA**, du 17 mai 2002 et au nom des populations civiles, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale dénonce les massacres, les graves atrocités et les autres violations massives et flagrantes des droits de l'homme et du Droit international humanitaire perpétrés en toute impunité par les troupes de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), de l'Armée ougandaise ainsi que celles du Rassemblement Congolais pour la Démocratie - Goma (RCD/Goma) à Kisangani.

Cette situation est inacceptable à plusieurs points de vue. Car, si le Conseil de sécurité avait appliqué ses résolutions pertinentes sur le conflit armé en République Démocratique du Congo, particulièrement les dispositions relatives à la démilitarisation de Kisangani, on aurait jamais déploré les massacres répétés parmi les populations civiles de cette ville.

Vu l'ampleur de ces événements en termes des dégâts humains, matériels et écologiques, on ne peut pas comprendre qu'à ce jour, en dépit des preuves irréfutables produites par des organismes indépendants et officiels, certains acteurs et personnalités, au niveau tant interne qu'international, continuent à les considérer comme des faits bénins. Avec l'entrée en vigueur du Statut de Rome sur la Cour pénale internationale, celui-ci rendra justice aux nombreuses victimes de cette ville pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qui continuent à s'y perpétrer comme Human Rights Watch vient de le confirmer dans son rapport d'août 2002, (vol.14, No. 6(G)).

A l'instar du Comité politique de l'Accord de cessez-le-feu de LUSAKA qui a envisagé l'éventualité de l'application des sanctions à l'endroit du Rwanda et du RCD-Goma, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo demande au Conseil de sécurité de faire respecter sans atermoiements les dispositions relatives à la démilitarisation de Kisangani, contenues notamment dans les résolutions 1304(2000), 1332 (2000), 1341(2001), 1355(2001), 1376(2001), 1399(2001) et 1417(2002), au besoin en ayant recours aux sanctions prévues au chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Ainsi, le Conseil rendra justice non seulement aux populations meurtries de Kisangani, mais aussi à tout le peuple congolais.

INTRODUCTION

- 01 Depuis le 02 août 1998, la République Démocratique du Congo (RDC) fait l'objet d'une agression de la part du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi.(1)
- 02 Cette agression entraîne des nombreuses violations des Droits de l'homme et des règles de base du Droit international humanitaire qui se caractérisent notamment par des massacres, des attaques aveugles ou indiscriminées, la liquidation des militaires hors combat, des viols systématiques des femmes, la propagation volontaire du VIH/SIDA, les tortures et autres traitements inhumains et dégradants, le pillage des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo.(2)
- 03 Un fait particulier de cette guerre d'agression demeure les affrontements armés, à trois reprises, à Kisangani entre le Rwanda et l'Ouganda, suivis des récents massacres des 14 et 15 mai 2002.
- 04 C'est pour chercher à mettre fin à ces affrontements que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté plusieurs résolutions sur la base du Chapitre VII de la Charte, dont certaines ont exigé la démilitarisation de Kisangani.(3)
- 05 Soucieux d'obtenir la mise en œuvre de ses résolutions par les parties en conflit, le Conseil de sécurité a effectué trois missions dans la région des Grands Lacs, y compris en République Démocratique du Congo. Toutes ces missions ont réitéré l'exigence de la **démilitarisation** de Kisangani.(4)
- 06 Parallèlement aux résolutions prises par le Conseil de sécurité, plusieurs réunions ont eu lieu dans le cadre du Comité Politique institué par l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, lesquelles ont réaffirmé les exigences formulées par le Conseil quant à la démilitarisation de Kisangani.
- 07 Dans le même ordre d'idées, le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, a exigé, lors de sa visite du 1^{er} au 5 septembre 2001 dans la région des Grands

(1) Cf. La guerre d'agression contre la RDC et l'interpellation du Droit international, in Actes des journées de réflexion, du 05 au 06 octobre 1998, Faculté de Droit, UNIKIN, PUK Kinshasa, 1998. Concernant la situation humanitaire à Kisangani, voir notamment le Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme présenté devant le Conseil de sécurité de l'ONU le 16 juillet 2002 ; le rapport de l'ONG Réseau d'Organisations des Droits Humains et d'éducation civique d'inspiration chrétienne (R.O.D.H.E.C.I.C.) « Rapport et Témoignage sur les massacres de Kisangani du 14 au 15 mai 2002 » ; le Rapport du Groupe Lotus intitulé « Les rivalités ougando-rwandaïses à Kisangani : la prise en otage de la population civile, mai 2000 » ; le Rapport annuel 2001 de l'ONG « Les Amis de Nelson Mandela » pour la Défense des Droits Humains, Rapport annuel 2001.

(2) Voir Livre Blanc, Tome I, publié par le Ministère des Droits Humains, décembre 1998.

(3) Selon Gérard Cornu, la **démilitarisation** est une mesure de sûreté internationale qui – en tout ou en partie - interdit la présence des forces ou d'installations militaires sur un territoire déterminé (dit zone démilitarisée), ordonne la destruction des ouvrages existants Cfr. Gérard CORNU, **Vocabulaire juridique**, 7^e éd., PUF, Paris 1998, p. 264.

(4) Sur la démilitarisation de Kisangani, voir notamment les résolutions 1304 (2000) du 16 juin 2000, 1332 (2000) du 14 décembre 2000, 1341 (2001) du 22 février 2001, 1355 (2001) du 15 juin 2001, 1376 (2001) du 19 mars 2002, 1471 (2002) du 14 juin 2002 du Conseil de sécurité ; les Rapports du Secrétaire général de l'ONU sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC) ; les déclarations présidentielles du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Union européenne, les communiqués conjoints des réunions mixtes du Comité politique pour la mise en œuvre de l'Accord de cessez-le-feu en RDC et les Missions du Conseil de sécurité, la Résolution CM/Dec.12 (LXXIV) adoptée par la 74^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres de l'OUA (5 au 8 juillet 2001) à Lusaka.

Lacs, des responsables du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) et du Rwanda, de démilitariser Kisangani.(1)

- 08 A son tour, et dans le but de favoriser la démilitarisation de cette ville, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a entrepris plusieurs actions diplomatiques et politiques, sans parvenir au résultat escompté à cause de l'intransigeance du Gouvernement rwandais et du RCD-Goma.
- 09 Le présent mémoire a pour objet, d'une part, de rendre compte des efforts qui ont été déployés par le Gouvernement de la République Démocratique du Congo ainsi que par la Communauté internationale pour obtenir cette démilitarisation et, d'autre part, d'indiquer les actions à entreprendre en vue d'atteindre cet objectif.
- 10 Les éléments ci-après seront développés :
- les raisons des affrontements entre les troupes rwandaises et ougandaises à Kisangani (I^{ère} Partie) ;
 - le premier affrontement entre les troupes rwandaises et ougandaises à Kisangani en août 1999 (II^{ème} Partie) ;
 - le deuxième affrontement entre les troupes rwandaises et ougandaises en mars 2001 (III^{ème} partie) ;
 - le troisième affrontement de Kisangani de mai 2001 (IV^{ème} partie) ;
 - les instruments internationaux exigeant la démilitarisation de Kisangani (V^{ème} partie) ;
 - les violations des droits de l'homme et des règles de base du droit international humanitaire des 14 et 15 mai 2002 imputables au RCD-Goma et au Rwanda (VI^{ème} Partie) ;
 - la responsabilité du Rwanda et du RCD-Goma (VII^{ème} Partie) ;
 - conclusion générale et mesures recommandées (VIII^{ème} Partie).

I^{ère} PARTIE : LES RAISONS DES AFFRONTEMENTS ARMES ENTRE LE RWANDA ET L'UGANDA

- 11 Les raisons justifiant la lutte pour le contrôle de la ville de Kisangani entre agresseurs rwandais et ougandais sont principalement de 3 ordres : politique, économique et stratégique (2).
- a) **Les raisons d'ordre politique**
- 12 Suite au rayonnement de Kisangani sur les autres villes et localités de la Province Orientale, son contrôle peut occasionner un effet d'allégeance des populations locales à l'endroit des autorités administratives, politiques et militaires qui contrôlent le Chef-lieu de la Province.
- 13 De plus, Kisangani est une ville multi-ethnique, cosmopolite et contestataire. L'existence d'une importante université officielle et de quelques institutions d'enseignement supérieur favorise les débats d'idées sur la gestion de la Cité.
- 14 Par ailleurs, dans l'optique des négociations politiques, préalable non négligeable pour le rétablissement de la paix en République Démocratique du

(1) Voir le neuvième rapport du Secrétaire général sur la Monuc. S/2001/970 du 16 octobre 2001.

(2) Gauthier de Villers, Jean Omasombo et Erik Kennes. **République Démocratique du Congo**, les trente derniers mois de Kabila, L'Harmattan, Paris. 2001, p.215.

Congo, le contrôle des entités territoriales peut intervenir lors du partage du pouvoir, ou tout au moins pour la prise en considération des arguments des délégués au cours de différents pourparlers. Il en va de même des troupes des Etats agresseurs pour le retrait desquelles certaines conditions pourraient être posées par rapport à l'importance des villes contrôlées.(1)

b) Les raisons d'ordre économique

15 Au regard de sa position géographique et de la praticabilité du tronçon fluvial Kinshasa - Kisangani, le colonisateur belge a fait de Kisangani une ville de transit. Les autorités politiques congolaises, nouveaux gestionnaires du pays, ont obéi à cette logique. Cela a pour conséquence que les produits agricoles partent de l'intérieur pour atteindre Kisangani en vue de prendre d'autres destinations, par voie fluviale, routière ou aérienne. Toutes ces transactions créent une forte ambiance d'affaires, dont l'Etat tire profit grâce à diverses taxations.

16 Aussi, la découverte des matières précieuses dans l'interland de la ville et la libéralisation du commerce de ces matières ont-elles fait pousser une multitude de comptoirs d'achat d'or et de diamant. Ce qui justifie la fréquence des vols sur Kisangani, en provenance de Kampala et de Kigali. L'Ouganda et le Rwanda sont subitement devenus exportateurs d'or et de diamant alors que leur sous-sol ne regorge pas de ces richesses.

17 Economiquement, l'Ouganda et le Rwanda veulent bien bénéficier à leurs opérateurs économiques d'un grand marché de consommation, stimuler leur production interne, tirer profit - au maximum - des échanges commerciaux surtout ceux portant sur le bois, le café, l'or et le diamant, et en même temps avoir un droit de regard sur les recettes publiques que gèrent leurs alliés congolais, influencer leur affectation et pourquoi pas s'en servir dans une moindre mesure.(2)

c) Les raisons stratégiques

18 Depuis les années 1960, Kisangani présente des enjeux stratégiques indéniables :

- En 1964, c'est à la suite d'un cuisant échec à Kisangani devant l'Armée Nationale Congolaise (ANC), appuyée par des militaires belges, que la rébellion Muleliste qui avait déjà conquis une grande partie du territoire n'a pu vaincre ;
- En 1997, c'est la prise de Kisangani par les forces de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) qui a fait sauter l'un des dispositifs importants mis en place par les Forces Armées Zairoises (FAZ) et a permis aux forces de l'Alliance d'atteindre rapidement Kinshasa ;
- C'est à Kisangani que les ougandais ont créé le Mouvement de Libération du Congo (MLC), à la tête duquel ils ont installé de force le Professeur Wamba dia Wamba.

19 La ville de Kisangani est dotée d'un aéroport de standard international, de part sa piste. Celle-ci est située le long d'un tronçon navigable du fleuve Congo et est connectée à l'arrière-pays par sept voies routières.

En temps de guerre, le caractère stratégique de la ville n'est plus à démontrer :

(1) Cf. Rapport du groupe Louis, « les rivalités ougando-rwandaïses à Kisangani : la prise en otage de la population civile, mai 2000 » Op. Cit.

- son aéroport peut accueillir de gros porteurs pour, d'une part, l'acheminement de renfort en troupes et en matériels, soit par route, soit par fleuve, en vue du renforcement des positions sur le terrain et, d'autre part, l'évacuation des malades et blessés de guerre ;
- la grande forêt dont elle est entourée peut permettre aux troupes d'évoluer à découvert, tendre des embuscades au camp adverse si les différentes pistes sont suffisamment exploitées ;
- inversement, il y a beaucoup plus de facilités en cas de danger imminent – lorsque les troupes battent en retraite par exemple - de se sauver soit par la route, soit par chemin de fer, soit par le fleuve, soit encore par la voie aérienne ;
- de part sa position géographique qui l'éloigne quelque peu de toutes les frontières de la RDC avec les pays limitrophes, Kisangani est épargnée des attaques surprises et d'où peuvent se préparer des contre-offensives.(1)

II^{ème} PARTIE : LE PREMIER AFFRONTLEMENT DE KISANGANI ENTRE LES ARMEES RWANDAISE ET OUGANDAISE

- 20 Il conviendra successivement d'exposer les faits (A), d'indiquer la réaction de la Communauté internationale (B) et de qualifier ces faits en droit (C).

A) Faits

- 21 La situation à Kisangani est complexe car c'est la seule zone, dans les territoires occupés, où cohabitent les envahisseurs ougandais et rwandais. La ville était en son temps occupée par les forces ougandaises, les forces rwandaises et une brigade congolaise où étaient intégrés des éléments banyamulenge(2). Le premier affrontement entre les armées du Rwanda et de l'Ouganda remonte au 7 août et du 14 au 17 août 1999.
- 22 Dans son troisième Rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (3), le Secrétaire général des Nations Unies indique que de violents combats n'ont cessé d'éclater dans la ville de Kisangani (Province orientale) ; on estime qu'ils ont fait 150 morts parmi la population civile et plus d'un millier de blessés, et ils ont causé de graves dégâts matériels (4). Les combats à Kisangani ont été particulièrement destructeurs, les deux parties ayant recours à des tirs d'artillerie, de mortier et d'armes automatiques. Outre les morts et les blessés parmi la population civile et les nombreux soldats morts au combat, cela a eu pour effet d'endommager gravement la centrale hydroélectrique, la cathédrale et au moins un des hôpitaux de la ville. De nombreux logements, y compris ceux occupés par des observateurs militaires de la Monuc, ont été détruits ou gravement endommagés. L'électricité et l'eau ont été coupées, et on craint qu'il y'ait des cas de choléra car les habitants se servent de l'eau du fleuve. (paragraphe 13, 14 et 15 du rapport.)
- 23 Cet affrontement trouve des ramifications dans les scissions intervenues au sein du RCD/Goma, elles-mêmes liées aux divergences rwando-ougandaises et à la lutte pour le leadership quant au contrôle de cette ville au regard des différents

(1) Rapport Lotus, *op. cit.*, p.4.

(2) Gauthier de Villers, Jean Omasombo, Eric Kennes, *op. Cit.* p. 59.

(3) Doc. S/2000/566 du 12 juin 2000.

(4) Voir le 3^{ème} Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo, Doc. S/2000/566 du 12 juin 2000, p.21.

6

enjeux décrits précédemment¹. Ces scissions ont culminé avec la création du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC) dont le siège a été installé à Kisangani.8520/

1. Les scissions du RCD et la création du MLC

- 24 Selon Colette Braeckman, (Le Soir, 20/07/1999), les divergences ougandorwandaises étaient déterminantes dans la scission du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD)(2). Le Président Yoweri Museveni de l'Ouganda souhaitait mettre fin à la guerre ou plutôt retirer ses troupes (notamment parce que plusieurs responsables militaires tendaient à se transformer en Chefs de guerre agissant pour leur compte), sans pourtant renoncer à obtenir la chute du Président KABILA. Pour atteindre cet objectif, il misait sur l'action d'une rébellion congolaise (celle avant tout du MLC) bénéficiant de la part de son pays d'un appui dans le domaine de l'entraînement et de la logistique.
25. Pour sa part, le Rwanda était favorable à la poursuite de la guerre et se donnait pour prochain objectif la chute de Mbuji-Mayi et le contrôle de ses richesses.
26. La rupture intervient le 16 mai 1999 lorsqu'une assemblée « spéciale » de 38 sur 125 membres convoquée par Lunda Bululu, alors Coordonnateur du Comité Exécutif du RCD, décide de la dissolution de tous les organes de ce mouvement rebelle et de la révocation de Wamba dia Wamba qui est remplacé par Emile Ilunga.
- 27 En réaction, Wamba dia Wamba et ses partisans dénoncent le putsch, claquent la porte et retournent à Kisangani, accompagnés d'une importante fraction du RCD, peut être de la majorité des membres de l'Assemblée(3). Le RCD-Wamba, qui prendra le nom de RCD-Mouvement de Libération, est né.
- 28 Sur le plan militaire la brigade congolaise commandée en son temps par Tango Tango (de son vrai nom William Balengeke) est restée fidèle au RCD/Goma et donc en alliance avec le Rwanda bien que les relations entre cette brigade et les rwandais soient parfois tendues(4) tandis que Wamba dia Wamba passe très vite sous la protection ougandaise.
- 29 Avec la création du RCD/ML et la coexistence de trois factions rebelles à Kisangani, la lutte pour le leadership devient vive. Un certain apaisement s'observe car les factions en compétition se partagent Kisangani. Le 8 juin 1999, ils se retrouvent à Kabale (Ouganda) pour tenter, sinon de refaire leur limite, du moins d'établir un front commun. Seul le principe d'un front commun est adopté ; celui-ci sera très vite ébranlé.
- 30 En effet, les parrains des protagonistes vont jouer chacun son propre jeu. Le Rwanda assoit la tutelle sur le Kivu, l'Ouganda s'attribue une sorte de droit éminent sur les régions frontalières qu'il contrôle en créant la province de Kibali-Ituri (fusion des districts de l'Ituri et du Haut-Uélé) et en nommant à la tête de celle-ci Mme Adèle Lotsove, jusque là Vice-Gouverneur de la Province orientale, Gouverneur de la nouvelle province. L'acte de nomination signé par le Général de brigade Kazini, Chef des opérations ougandaises en République

(1) Gauthier de Villers et les autres, op. cit., p. 58.

(2) Sur les enjeux des scissions, lire Cojeski, Rapport semestriel 1^{er} avril - 30 septembre 1999, p 56.

(3) Gauthier de Villers et les autres, op. cit., p. 59.

(4) Idem.

Démocratique du Congo, la charge spécialement de la réorganisation du secteur minier.

- 31 Selon Cojeski (1), les deux alliés se seraient entendus sur la gestion des territoires occupés. Pour sa part, l'Ouganda devrait gérer politiquement la partie nord qui comprend la province de l'Equateur, la province Orientale et la partie nord de la province du Nord-Kivu (en l'occurrence : Beni, Butembo et Lubero), tandis que le Rwanda devrait s'occuper du sud, c'est-à-dire le Sud-Kivu, les Kasai, le Katanga, le Maniema et une partie du Nord-Kivu.(2)
- 32 A la suite de tous ces entre faits, les rwandais estiment qu'ils ont des nombreuses raisons d'en découdre : constitution du MLC, soutien à la « dissidence » de Kibali-Ituri, remise en cause par Kazini de la partition de la ville intervenue après les affrontements, arrogance des commandants ougandais qui se sont transformés en chefs d'une entreprise de pillage des matières précieuses, de la perception de taxes et des trafics aux frontières. En effet, ces chefs gênaient le Rwanda et ses alliés « rebelles » dans la poursuite de leurs objectifs politico-militaires et de leurs propres activités de prélèvement et de pillage.(3)

2. Les affrontements armés proprement dits(4)

33. L'annonce le 6 août 1999 de l'arrivée de Wamba-dia-Wamba à Kisangani a créé la frustration des parrains rwandais et ont provoqué une insécurité dans cette ville.
- 34 Les affrontements entre les forces ougandaises et rwandaises reprennent le 7 août 1999 et se soldent notamment par le départ des forces rwandaises de la banque centrale au profit des forces ougandaises. L'objectif immédiat poursuivi est d'empêcher l'arrivée de Wamba-dia-Wamba.
- 35 A partir du 8 août 1999, des avions et des véhicules font des navettes pour acheminer le renfort, respectivement de Kigali ou de Kampala vers Kisangani.
- 36 Le 12 août 1999, Kisangani devait accueillir Madame la Ministre Sud-africaine des Affaires Etrangères et Monsieur Silwamba, Ministre zambien à la Présidence en mission de vérification sur le conflit déchirant les deux ailes du RCD au sujet de la signature de l'Accord de Lusaka. Les deux protagonistes vont en profiter pour tenter de prouver leur influence aux deux hôtes de marque.
- 37 La première phase des journées nationales de vaccination contre la poliomyélite devait commencer le vendredi 13 août 1999.
- 38 C'est finalement du 14 au 17 août 1999 qu'auront lieu sans répit de affrontements à l'arme lourde et en pleine ville entre les deux armées.

(1) Cojeski signifie Collectif des organisations et associations des jeunes du Sud-Kivu en RDC

(2) Voir Cojeski, Rapport semestriel 1^{er} avril – 30 septembre 1999, p. 55

(3) Garthier de Villers et les autres, op. cit., p. 64

(4) Sur les affrontements proprement dits, lire aussi le Rapport semestriel de Cojeski, op. cit., p. 56 et ss.

8

3. Les conséquences (1)

- 39 Ces affrontements à l'arme lourde en pleine ville de Kisangani ont entraîné beaucoup de pertes en vies humaines : au moins 650 tués, de milliers des blessés, mutilés et disparus.
- 40 Du fait des tirs des combats et des pillages, les dégâts matériels ont été très importants : des édifices publics, des sociétés, des installations industrielles, des ports, des habitations ont été durement endommagés. A la société textile de Kisangani (Sotexki), les militaires rwandais et ougandais ont continué le pillage jusqu'au 20 août 1999, bien après la signature du cessez-le-feu.
- 41 Les affrontements des 14, 15 et 16 août 1999 entre les troupes rwandaises et ougandaises à Kisangani ont compromis la campagne de vaccination contre la poliomyélite dans la province Orientale. Cette campagne a malheureusement commencé par la perte de trois millions de doses de vaccin destinées aux enfants de 0 à 5 ans. Le stock prévu pour les enfants de cette partie du territoire a été détérioré à la suite de la coupure du courant provoquée par ces affrontements.(2)

4. Fin des premières hostilités

- 42 Les premiers affrontements se sont terminés par la signature à MOYA (Ouganda), le 17 août 1999, d'un cessez-le-feu entre les deux parties belligérantes, suivie de l'institution d'une Commission d'enquête conjointe. Le rapport conjoint, signé du côté ougandais par un haut responsable militaire, met principalement en cause les Forces de Défense Populaire Ougandaises (UPDF) dans le déclenchement des combats le 7 août 1999. L'Ouganda rejettera ces conclusions par la suite.
- 43 Au plan militaire, à l'issue de ces affrontements, le camp rwandais paraît globalement vainqueur car il a obtenu le contrôle des grandes artères et places de la ville. Les Ougandais gardent les aéroports et principaux voies de sortie. Selon Justice et libération(3), les politiciens et militaires du RCD-Goma ont sillonné la ville en célébrant leur « victoire » et ont tenu divers meetings.
- 44 L'issue des hostilités a donc renforcé la main mise rwandaise sur la ville, alors que, contraints de choisir entre deux maux(4), les boyomais (5) semblent avoir considéré que le moindre mal était l'occupation de la ville par Wamba dia Wamba et ses alliés ougandais. L'issue de ces affrontements sera à l'origine du deuxième affrontement car les ougandais ont tenu à une revanche afin de laver l'affront de son "*allié-ennemi*", malgré la signature du cessez-le-feu.

B. Réaction de la Communauté internationale

- 45 Le premier affrontement ont mis à nu l'agression contre la République Démocratique du Congo et a ébranlé la thèse de la rébellion longtemps soutenue par les agresseurs et certains membres de la Communauté internationale.

(1) Sur les conséquences et les dégâts matériels des affrontements d'août 1999, voir le Rapport du groupe Lotus, op. cit.

(2) Ministère des Droits Humains, Livre blanc, Tome III, Ed. CEDI, Kinshasa, janvier 2000, p. 11.

(3) Justice et Libération, la guerre des alliés en RDC et le droit à l'autodétermination du peuple congolais, Kisangani, 31 10 1999, cite par Gauthier de Villers et les autres, op. Cit., p. 62

(4) Gauthier de Villers et les autres, Idem, p. 63

- 46 Cet affrontement a établi également la **complexité de la belligérance** car ils ont opposé deux armées alliées devenues « ennemies ». A la suite de ces événements, certains membres de la Communauté internationale ont réclamé un cessez-le-feu immédiat, notamment la Belgique, la France et les Etats-Unis d'Amérique ainsi que le Conseil de sécurité.
- 47 Concernant particulièrement le Conseil de sécurité, dans son Rapport du 11 mai 2000, relatif à la mission effectuée par les membres du Conseil en République Démocratique du Congo du 3 au 4 mai 2000, la Mission du Conseil fait état des préoccupations formulées par la Commission Militaire Mixte quant au mandat de la Monuc spécialement la possibilité pour cette dernière d'intervenir dans le combat. En réponse, M. Jeremy Greenstock, Représentant permanent du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande auprès des Nations Unies a déclaré que « c'était au Conseil qu'il incombait au premier chef d'assurer la cessation de tous les combats en République Démocratique du Congo ». Pour sa part, M. Jean-David Levitte, Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation Universelle, a relevé que « l'ONU avait le droit et le devoir d'intervenir pour aider à mettre fin aux combats à Kisangani du fait en particulier que ceux-ci avaient causé la mort de plusieurs civils congolais ». Enfin, toujours au sujet des combats à Kisangani, le même rapport relève que lors des entretiens avec le Président Kagame du Rwanda, M. Richard Holbrooke, Représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique aux Nations Unies et Chef de délégation de la première Mission du Conseil de sécurité dans la région des Grands Lacs, a noté que « les Nations Unies en avaient publiquement attribué la responsabilité à l'Ouganda » et qu'à son tour, le Président Kagame, avait proposé que « les forces rwandaises et ougandaises se retirent de la ville sous la supervision de l'ONU et que la Monuc s'y déploie aussitôt conformément au concept d'opérations approuvé par le Conseil de sécurité ».

C. Qualification des faits en Droit international

48. Il sied de rappeler que le, 02 août 1998, les troupes régulières rwandaises, ougandaises et burundaises ont traversé les frontières orientales de la République Démocratique du Congo pour attaquer et investir les différentes provinces de l'Est. Il s'agit des provinces des Nord-Kivu et Sud-Kivu, Orientale, de l'Equateur ainsi que du Bas-Congo.
49. Ces actes perpétrés par les Etats précités constituent une violation manifeste des normes de droit international et contreviennent aux buts et principes fondamentaux de la Charte de l'Organisation des Nations Unies et de l'Acte constitutif de l'Union Africaine. Il s'agit notamment du non recours à la force, du règlement pacifique des différends, du respect de l'intégrité territoriale, de la souveraineté nationale et de l'indépendance politique des Etats, de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation...
50. L'entrée des troupes rwandaises, ougandaises et burundaises sur le territoire congolais constitue un acte d'agression au regard de l'article premier de la Résolution 3314(XXIX) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1974 sur la définition de l'agression. Aux termes dudit article « l'agression est l'emploi de la force armée par un Etat contre la souveraineté politique d'un autre Etat, ou de toute autre manière incompatible avec la Charte des Nations Unies ».

51. Il convient de ne pas perdre de vue que la résolution précitée, en son article 5, dispose qu' « aucune considération de quelque nature que ce soit (politique, économique, militaire ou autre) ne saurait justifier l'agression ».
52. Faut-il rappeler que l'acte d'agression posée par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi est contre la politique de bon voisinage que prône la Charte des Nations Unies⁽¹⁾ et elle est l'illustration la plus éloquente du crime contre la paix.
53. Depuis le début du conflit armé international en République Démocratique du Congo, les Etats agresseurs et les Mouvements rebelles qu'ils parrainent, dont le RCD-Goma, mènent cette guerre au mépris total des règles de base du droit international humanitaire et des Droits de l'homme contenues respectivement dans les Conventions de Genève du 12 août 1949 et leurs Protocoles additionnels du 8 juin 1977 ainsi que dans la Charte internationale des Droits de l'homme.
54. En témoignent les différents massacres des populations civiles allant de Makobola à ceux perpétrés récemment à Kisangani les 14 et 15 mai 2002, les exécutions sommaires et extrajudiciaires, les attaques indiscriminées, les arrestations arbitraires surtout des défenseurs des droits de l'homme, les déportations des populations civiles qui résistent contre l'occupation vers les territoires desdits Etats, le pillage et l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC, les viols systématiques des femmes et jeunes filles par les éléments armés des agresseurs, du reste déjà contaminés par le VIH/sida, les atteintes graves portées à l'environnement, notamment les bombardements des parcs nationaux (Virunga, Maïko, Garamba), élevés au rang du patrimoine culturel mondial par l'Unesco...
55. Les meurtres, les déportations ou transferts forcés des populations congolaises, les tortures pratiquées sur les paisibles citoyens congolais, les viols ou toutes autres formes de violence sexuelle commis sur les femmes et jeunes filles congolaises constituent des crimes contre l'humanité, au regard de l'article 7 du statut de la Cour pénale internationale.
56. Les homicides intentionnels tels que ceux perpétrés à Kisangani par les troupes du RCD-Gomla sur les populations civiles et les militaires dissidents, les traitements inhumains et dégradants comme l'enterrement vivant des 15 femmes à Mwenga dans le Sud-Kivu les maux superflus pratiqués sur les corps des cadavres victimes des massacres des 14 et 15 mai 2002 à Kisangani, la destruction et l'appropriation de biens, non-justifiés par des nécessités militaires, constituent des violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés internationaux et rentrent dans la catégorie des crimes de guerre prévus à l'article 8 du statut de la Cour Pénale Internationale.
57. En définitive, les actes commis par les troupes d'agression ainsi que les éléments du RCD sont des violations graves du Droit international et entraînent la responsabilité de leurs auteurs.

2. Réaction de l'Union Européenne.

63. Dans sa déclaration du 27 septembre 2000, concernant la situation en République Démocratique du Congo, l'Union européenne a réagi en ces termes :
L'Union européenne :
« Appelle, afin de préserver le processus de paix entamé à Lusaka et de rétablir l'opérationalité de l'Accord, le Gouvernement de la RDC ainsi que les autres signataires de l'Accord de Lusaka à rétablir entre eux sans délai un minimum de confiance en respectant le cessez-le-feu, en mettant en œuvre le désengagement par l'Accord de Kampala et l'Accord tripartite (Ouganda, Rwanda, Nations Unies) **relatif à la démilitarisation de Kisangani ...** ».

C. ACTIONS MENEES PAR LE GOUVERNEMENT DE SALUT PUBLIC

64. Il convient de noter qu'à la suite de l'interpellation des Ambassadeurs des Etats et Organismes internationaux accrédités à Kinshasa, le Chef de l'Etat, M'Zee Laurent-Désiré KABILA, avait instruit le Représentant Permanent de la République Démocratique du Congo auprès des Nations Unies, l'Ambassadeur André KAPANGA, à saisir le Conseil de sécurité de l'ONU pour la convocation d'une réunion spéciale du Conseil sur la situation en République Démocratique du Congo.
65. Les Ambassadeurs des Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU, de l'Union Européenne, de l'OUA ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la Monuc, ont été conviés à suivre la communication du Gouvernement de Salut Public, par le biais du Ministre des Droits Humains, Léonard She Okitundu.
66. Après avoir décrit et dénoncé les graves affrontements armés entre les troupes armées ougandaises et rwandaises à Kisangani, le Gouvernement s'est exprimé devant les membres du corps diplomatique en ces termes :

« Mon propos de ce jour serait incomplet si je n'osais pas attirer l'attention du Conseil de sécurité, de l'OUA, de l'Union européenne... sur les dangers des affrontements armés entre les troupes d'agression rwandaises et ougandaises dans le territoire d'un Etat indépendant et souverain.

Aussi, le Gouvernement de la RDC lance t-il un appel pathétique à la Communauté internationale pour que soient prises des mesures de nature à faire cesser les conséquences néfastes pour les populations civiles déjà victimes des affres de cette guerre injuste.

Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement invite la Communauté internationale à mettre tout en œuvre pour que cessent les violations répétées de l'Accord de LUSAKA, violations actuellement manifestées par la reprise des violents combats à KISANGANI entre rwandais et ougandais »

D. QUALIFICATION DES FAITS EN DROIT INTERNATIONAL

67. Avant de procéder à toute qualification du comportement, des faits ou gestes du Rwanda et de l'Ouganda à Kisangani, il n'est pas sans intérêt de rappeler, à la suite de Hubert Thierry et de Serge Sur (1), **que les normes internationales**

(1) Huber Thierry et Serge Sur, **Droit international**, éd. Montchrestien, Paris, 1985, p. 360.

peuvent procéder des traités internationaux, par lesquels les Etats s'engagent à observer les dispositions convenues. Les normes conventionnelles et coutumières forment le noyau dur du **Droit international. Elles ont pleinement et clairement valeur obligatoire** parce que les Etats en concluant des traités ont la volonté de se lier mutuellement par ceux-ci et qu'un même processus volontaire commande l'autorité des normes coutumières.

68. Malheureusement, le deuxième affrontement armé entre le Rwanda et l'Ouganda à Kisangani a établi au grand jour la mauvaise foi manifeste des Etats agresseurs à respecter les Chartes de l'ONU et de l'OUA, les Conventions de Genève du 12 août 1949 et leurs Protocoles additionnels de juin 1977 sur le Droit international humanitaire, la Charte internationale des Droits de l'homme, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ... pour ne citer que ces textes.
69. L'interdiction pour les Etats et autres sujets du droit des gens d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat est un des principes fondamentaux du Droit international contemporain. Il est le corollaire de l'égalité souveraine des Etats.
70. Dans la sentence arbitrale rendue par Max HUBER à propos du différend ayant opposé les Etats-Unis et les Pays-Bas sur l'île de Palmas, l'arbitre unique écrit :
- « La souveraineté, dans les relations entre Etats, signifie l'indépendance. L'indépendance relativement à une partie du globe est le droit d'y exercer, à l'exclusion de tout autre Etat, les fonctions étatiques ».** Cette agression empêche le Gouvernement de la RDC d'exercer la plénitude de ses compétences étatiques. L'évolution de la société internationale durant les derniers siècles et, comme corollaire, le développement du droit international ont établi le principe de la compétence exclusive de l'Etat en ce qui concerne son propre territoire, de manière à en faire le point de départ du règlement de la plupart des questions qui touchent aux rapports internationaux.
71. De même, dans son arrêt du 26 novembre 1984, en l'affaire des *Activités militaires et para-militaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua C. Etats-Unis d'Amérique)*, la Cour internationale de Justice a indiqué ce qui suit, à propos du recours à la force et autres violations des principes fondamentaux régissant les rapports entre les Etats :
- « ... Des principes comme ceux du non-recours à la force, de la non intervention, du respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des Etats et de la liberté de navigation conservent un caractère obligatoire en tant qu'éléments du Droit international coutumier ... ».** (1)
72. Depuis la Seconde Guerre mondiale, c'est la première fois que deux armées régulières étrangères se sont livrées des combats sur un **territoire tiers** en vue de s'approprier les richesses de celui-ci et d'y commettre des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Triste constatation quand on sait que la victime de ces combats insensés est la **population congolaise** parmi laquelle l'on peut déplorer des centaines de morts, des milliers de blessés, et la destruction quasi systématique d'une ville naguère très prospère.

(1) C.I.J. Recueil 1984, p.424-425, par. 73.

14

73. Comme on peut le constater, le Rwanda et l'Ouganda, agresseurs de la République Démocratique du Congo, en se livrant bataille à Kisangani sont en porte en faux avec la jurisprudence ci-haut exposée. Leur responsabilité internationale en l'espèce est clairement établie.
74. Dans leur ouvrage commun intitulé « République Démocratique du Congo, les trente derniers mois de Laurent-Désiré KABILA (août 1998-janvier 2001), Gauthier de Villers, Jean Omasombo, et Erik Kennes, **affirment**, en ce qui concerne la deuxième bataille de Kisangani que « **La violence est extrême. Des armes lourdes sont utilisées massivement. Selon un officier de la Monuc, plus d'un millier d'obus ont pilonné la ville. Des témoins accusent les belligérants de prendre la population civile pour cible ou pour bouclier. Le quartier très peuplé de la Tshopo a été en grande partie dévasté par les obus. La cathédrale, un hôpital, la centrale électrique sur la rivière Tshopo sont endommagés** ».
75. Une semaine après la fin des combats, le Comité International de la Croix-Rouge a dressé le bilan suivant : 398 civils et 120 militaires tués, 1.668 civils blessés selon un recensement encore incomplet. La population et les organisations de la société civile de Kisangani ont établi des estimations beaucoup plus lourdes. Des dizaines de milliers de civils ont fui la ville pendant les combats, pour se réfugier dans les forêts avoisinantes.
76. Faut-il que des congolais fuient leur ville puisque le Rwanda et l'Ouganda se règlent de compte sur le territoire d'un Etat indépendant et souverain, et ce au mépris des normes impératives du Droit international ?

IV^e PARTIE : LE TROISIEME AFFRONTEMENT DE KISANGANI ENTRE LE RWANDA ET L'OUGANDA

A. FAITS.

77. Des nouveaux affrontements se sont déroulés avec des interruptions, du 05 juin au 11 juin 2000. Le 14 mai, les Présidents ougandais et rwandais se sont rencontrés en Tanzanie et **ont réaffirmé leur volonté de démilitariser** la ville, mais il faudra attendre le 22 mai 2000 pour que les chefs d'état-major des deux pays belligérants concluent un accord sur ce point. **Et les combats reprendront encore !** La MONUC, qui a été renforcée à Kisangani après le déclenchement des combats, cherche en vain à faire respecter le ~~cesses~~ **cesses**-le-feu successivement conclu : **elle sera elle-même prise pour cible par les combattants.**
78. Ces affrontements armés, troisième de la série, ~~entre le Rwanda et l'Ouganda,~~ ont été d'une extrême horreur sans pareille aux ~~deux précédents~~ (de mars 2000 et d'août 1999), si bien que l'ONG « **Justice et Libération** » et d'autres témoins ont accusé les belligérants de prendre la ~~population civile~~ **population civile** pour cible ou pour bouclier en vue d'atteindre leurs objectifs militaires.
79. Le quartier très populaire de la Tshopo a été en **grande** partie dévasté par les **obus**. La cathédrale, un hôpital, la centrale électrique sur la rivière Tshopo ont été endommagés par les tirs. Arrivée en pleins combats, **Collette Braeckman**, **emportée** par une émotion bien compréhensible, titre un reportage qu'elle câble à son journal « **un génocide est en cours à Kisangani** ». Ce titre évoque des propos tenus par le responsable de la MONUC selon lesquels «des

5 commandants militaires qui placent leurs hommes au milieu d'une population civile doivent répondre des crimes contre l'humanité, de génocide ». (1)

80. Selon un recensement encore incomplet (Le Soir, 20 juin 2000 ; AFP), la population et l'organisation de la société civile de Kisangani font des estimations beaucoup plus lourdes ; des dizaines des milliers de civils ont fui la ville pendant les combats, pour se réfugier dans les forêts avoisinantes, et environ cinq cent morts.
81. Conformément à l'**Accord de démilitarisation**, les troupes ougandaises et rwandaises ont opéré un retrait mais, entendaient bien tirer profit de la relative victoire que semble avoir à nouveau remporté les alliés rwandais du RCD-Goma. Ce mouvement rebelle accroît sa présence militaire et prétend assurer la police et l'administration de la ville (Rec-info).

B. REACTION DU GOUVERNEMENT DE SALUT PUBLIC SOUS LA DIRECTION DE M'ZEE LAURENT DESIRE KABILA

82. Dans son quatrième rapport sur la Mission de l'ONU en RDC, le Secrétaire général des Nations Unies relève que : « Dans une lettre datée du 28 août que le Président KABILA m'a adressée, il a réitéré un grand nombre des sentiments qu'il avait exprimés devant mon envoyé spécial. **Le Président a rappelé que son pays était victime d'une agression. En citant les trois affrontements qui avaient eu lieu entre les troupes rwandaises et ougandaises à Kisangani**, il a réitéré que l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka n'avait pas répondu aux principales préoccupations de son gouvernement, parmi lesquelles celle qu'il soit mis fin aux hostilités ... » (2)
83. Toutefois, indique le même rapport, le Représentant permanent de la République Démocratique du Congo a adressé une lettre au Président du Conseil de sécurité (S/2000/837, annexe), à laquelle était annexée la position de son gouvernement sur le processus de paix. Dans cette position, le Gouvernement continuait que l'Accord de Lusaka devait être révisé afin de tenir compte des événements de Kisangani.
84. Les affrontements de Kisangani ont étayé davantage la thèse soutenue par la RDC, celle de l'agression armée contre son territoire.

C. REACTION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

1. Réaction de l'ONU/Conseil de sécurité par sa résolution 1304(2000) du 16 juin 2000

85. Le Conseil de sécurité des Nations Unies, **se déclarant** indigné par la reprise des combats entre les forces ougandaises et les forces rwandaises à Kisangani (République Démocratique du Congo) le 5 juin 2000, ainsi que **par le manquement de l'Ouganda et du Rwanda à l'engagement** de mettre fin aux hostilités et de se retirer de Kisangani qu'ils ont pris dans leurs déclarations conjointes du 08 mai 2000 et du 15 mai 2000 (S/2000/445) et **déplorant** les pertes en vies civiles, les risques pour la population civile et les dommages matériels infligés à la population congolaise par les forces de l'Ouganda et du Rwanda ; **Constatant** que la situation dans la République Démocratique du

(1) Le soir, 09 juin 2000.

(2) Quatrième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en RDC S/2000/888 du 21 septembre 2000, par. 13.

Congo continue de faire peser une menace sur la paix et la sécurité internationales dans la région, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies a :

- **Condamné à nouveau sans réserve les combats** entre les forces ougandaises et rwandaises à Kisangani en violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo et exige que ces forces et celles qui leur sont alliées mettent fin aux affrontements.
- Exigé également que l'Ouganda et le Rwanda, qui ont violé la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo, retirent toutes leurs forces du territoire de la RDC sans plus tarder, conformément au calendrier prévu dans l'Accord de cessez-le-feu et le Plan de désengagement de Kampala en date du 8 avril 2000,
- Exigé que les forces ougandaises et rwandaises et l'autre groupe armé, se retirent immédiatement et complètement de Kisangani, et demande à toutes les parties à l'Accord de cessez-le-feu de respecter la démilitarisation de la ville et de ses environs.

86. C'est le point de départ de la décision de la démilitarisation de la ville de Kisangani exigée par l'organe principal de l'ONU chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, au Rwanda et à l'Ouganda, ainsi qu'au Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD-GOMA).(1)

2. REACTION DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

87. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), dont les principes fondamentaux ont été foulés aux pieds par trois de ses Etats membres (le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi), ne s'est manifestée qu'en juillet 2001 et ce, sur insistance de la RDC. La Résolution CM/Déc.12(LXXIV)146 de l'OUA énonce :

la Conférence : « exige du RCD la **démilitarisation de la ville de Kisangani** et de ses environs, sans tarder et ce, conformément aux résolutions 1304 et 1355 du Conseil de sécurité de l'ONU » (paragraphe 8).

88. Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et le peuple congolais tout entier auraient souhaité voir l'Organisation panafricaine s'impliquer davantage sur la situation en République Démocratique du Congo.

3. REACTION DU COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

1°. Communiqué de presse du CICR du 18 mai 2000.

89. Pendant et après les combats entre les troupes rwandaises et ougandaises à Kisangani le 5 mai 2000, le Comité International de la Croix-Rouge a continué à venir en aide à la population de la ville de Kisangani et de ses environs en collaboration avec la Croix-Rouge de la République Démocratique du Congo (CRRDC).

(1) Voir la Résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000 exigeant la démilitarisation de Kisangani

90. Par le biais des médias locaux, le CICR a émis plusieurs messages mettant en garde la population civile et les belligérants, et en particulier les enfants, contre le danger de ces munitions qui jonchent les rues de la ville.

2°. Communiqué de presse du 9 juin 2000

91. Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a vivement exprimé sa préoccupation dans un communiqué de presse du 9 juin 2000, sur les conséquences, pour les civils, des combats qui se poursuivent entre forces armées ougandaises et forces armées rwandaises à Kisangani.
92. Les affrontements, qui ont éclaté le 5 juin ont fait 50 morts et 150 blessés au moins parmi les civils, les combats ont touché la plus grande partie de la ville notamment les quartiers résidentiels. La population a eu de ce fait des difficultés à trouver de la nourriture et de l'eau.(1)
93. Le CICR a rappelé aux belligérants qu'ils sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils contre les dangers résultant d'opérations militaires.(2)

3°. Communiqué de presse du 14 juin 2000 (combats à Kisangani)

94. Dans ce communiqué, le CICR a tenu une fois de plus à rappeler que les forces armées ont l'obligation de respecter les civils et leurs biens comme le stipule le Droit international humanitaire.
95. Par ailleurs, le CICR a recensé près de 18.000 déplacés de guerre, dont un peu plus de 7.000 dans sept sites à Kisangani et quelque 10.000 à 25 km à l'Ouest de la ville.(3)

D. ACTIONS MENEES PAR LE GOUVERNEMENT DE SALUT PUBLIC.

96. Le Gouvernement de Salut public, réuni en Conseil extraordinaire des Ministres, le lundi 9 mai 2000, à la cité de l'OUA, sous la présidence du Chef de l'Etat, M'zee **Laurent-Désiré KABILA**, au regard des combats qui se sont déroulés une fois de plus à Kisangani, opposant les armées rwandaise et ougandaise, a réclamé d'urgence la convocation d'une réunion spéciale du Conseil de sécurité des Nations Unies pour statuer sur ce drame, conformément à la Charte de cette Organisation internationale.(4)

E. QUALIFICATION DES FAITS EN DROIT INTERNATIONAL

97. Corrélativement au troisième affrontement de Kisangani, le Rwanda et l'Ouganda ont de nouveau consommé l'acte d'agression, en faisant voler en éclat la thèse de la guerre civile.
98. Cot et Pellet, indiquent qu'une seconde précision, d'une très grande portée dans les relations internationales contemporaines, a été apportée par la résolution

(1) Voir le communiqué de presse du CICR du 6 juin 2000.

(2) Idem

(3) Voir le Communiqué de presse du CICR du 14 juin 2000

2625 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 24 octobre 1970
 (1) lorsqu'elle déclare que « **chaque Etat a le devoir de s'abstenir d'organiser ou d'encourager des actes de guerre civile ou des actes de terrorisme sur le territoire d'autres Etats, d'y aider ou de perpétrer de tels actes lorsque les actes mentionnés dans le présent paragraphe constituent une menace ou l'emploi de la force** ». (2)

V^{ème} PARTIE : LES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX EXIGEANT LA DEMILITARISATION DE KISANGANI

99. Cette partie exploite les rapports du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Congo (Monuc), la visite du Secrétaire général dans la région des Grands Lacs, les déclarations présidentielles du Conseil de sécurité et de l'Union européenne, les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et **d'autres documents pertinents ayant exigé la démilitarisation de la ville de Kisangani.**

A. RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA MISSION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

a.1. Troisième rapport du Secrétaire général sur la MONUC S/2000/566 DU 12 JUIN 2000

100. Dans le rapport susmentionné, le Secrétaire général des Nations Unies affirme que les premiers combats de grande ampleur entre les Forces de Défense Populaire Ougandaise (UPDF) et l'Armée Patriotique Rwandaise (RPA) ont éclaté à Kisangani en mai et août 1999, faisant de nombreux morts parmi les civils congolais. **Malgré l'accord conclu entre les Présidents rwandais et ougandais ainsi qu'un accord écrit, établi sous l'égide de la Monuc, concernant le retrait de leurs forces et la démilitarisation de la ville, des combats violents ont par la suite éclaté à nouveau le 5 juin 2000, alors que les deux forces en présence avaient commencé à se retirer de la ville.**
101. Comme on peut le constater, **le Rwanda et l'Ouganda avaient déjà conclu un accord portant sur la démilitarisation de la ville de Kisangani** avant même que le Conseil de sécurité n'intervienne d'autorité, le 16 juin 2000, par sa résolution 1304 (2000) exigeant de ces deux Etats agresseurs et des autres groupes rebelles, dont le RCD/Goma, la **démilitarisation** de cette ville. Malheureusement cet accord de démilitarisation n'a **jamais été respecté** par les deux belligérants.

a.2. Quatrième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en RDC S/2000/888 du 21 septembre 2000

102. Concernant la situation à Kisangani, conformément à la résolution 1304(2000), le Rwanda et l'Ouganda ont retiré leurs forces à **une distance d'environ 100 kilomètres du centre de Kisangani...** Cependant, **note** le Secrétaire général de l'ONU dans ce rapport, les éléments militaires et politiques du RCD ont maintenu

(1) Cette **résolution** est connue sous l'appellation « Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre Etats, conformément à la Charte des Nations Unies ».

(2) Cor et Pellet. **La Charte des Nations Unies.** Commentaire article par article, revue et augmenté,

leur contrôle sur la ville. Le 8 août, au cours d'une réunion avec mon Représentant spécial, poursuit le Secrétaire général, les dirigeants du RCD ont fait savoir qu'ils étaient disposés à retirer leurs forces de la ville selon un calendrier qui sera convenu avec la Monuc. Malgré cet engagement, le RCD a renforcé sa présence militaire à Kisangani pendant le mois d'avril 2000...

103. Par rapport au comportement du RCD vis-à-vis de l'ONU, le constat est simple : le mouvement rebelle a défié l'Organisation mondiale à un niveau tel que tous les congolais et les observateurs de la situation en RDC se pose la question de savoir si le RCD, dans l'état où se trouve Kisangani, mérite-t-il encore des avertissements ou ne faudrait-il appliquer le Chapitre VII de la Charte afin d'épargner les populations civiles des affres de la guerre ?

a.3. Cinquième Rapport du Secrétaire général sur la Monuc S/2000/1156

104. Concernant la situation à Kisangani, le paragraphe 38 du Rapport du Secrétaire général sur la Monuc indique qu'en application de la résolution 1304(2000) du Conseil de sécurité, le Rwanda et l'Ouganda ont continué à maintenir leurs forces à une distance d'environ 100 kilomètres du centre de Kisangani. Toutefois des éléments militaires du RCD sont restés dans la ville et les dirigeants du RCD maintiennent que la situation en matière de sécurité ne leur permet pas de retirer leurs forces avant l'arrivée des troupes des Nations Unies.
105. Fort de ce qui précède, il y a lieu de relever ici que ni le Rwanda, ni l'Ouganda, moins encore le RCD n'a obtempéré au paragraphe 3 de la Résolution 1304 exigeant la démilitarisation de Kisangani.

a.4. Sixième Rapport du Secrétaire général sur la Monuc S/2000/1156 du 6 décembre 2000

106. **Dans ce rapport**, relativement à la démilitarisation de Kisangani, le Secrétaire général de l'ONU note que : « **les résolutions 1304 (2000) et 1332 (2000) du Conseil de sécurité dans lesquelles le Conseil exigeait le retrait des forces rwandaise et ougandaise du territoire congolais dans les plus brefs délais**, conformément au calendrier prévu dans l'Accord de Lusaka et le plan de désengagement de Kampala, n'ont toujours pas été appliquées dans leur intégralité».
107. A ce stade, le Gouvernement de la République Démocratique déplorait déjà le fait que huit mois se soient écoulés après le vote de la résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000 sans que la ville de Kisangani ne soit effectivement démilitarisée. Et comme le souligne bien le passage de l'extrait du rapport, le Secrétaire général des Nations Unies ne se limite qu'à constater que les Résolutions 1304 (2000) et 1332 (2000) « n'ont toujours pas été appliquées dans leur intégralité », alors qu'il devrait recommander au Conseil d'envisager les mesures prévues au chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

a.5. Septième Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo S/2001/373 du 17 avril 2001.

108. Une précision fondamentale s'impose à ce niveau : alors que le présent rapport était en cours d'élaboration, le déploiement prévu des troupes des Nations Unies à Kisangani a été bloqué par les autorités du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD-Goma) (Par. 3 du rapport).

20

109. Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, le comportement du RCD-Goma tendant à défier l'ONU est un non événement, car, même, en pleine séance de la réunion mixte Conseil de sécurité et Comité politique issu de l'Accord de Lusaka, ayant abouti au vote à l'unanimité de la Résolution 1355 (2001) du 15 juin 2001, on a vu le Secrétaire général de ce mouvement «oser donner des leçons des grammaires au Conseil ! » Hélas ! le Représentant permanent de la France aux Nations Unies l'a rappelé à l'ordre.
110. En l'absence de toute sanction de l'ONU contre ce mouvement rebelle ou ses dirigeants, ils continueront toujours à défier l'Organisation Mondiale. En témoignent l'expulsion d'un fonctionnaire de la Monuc chargé des Droits de l'homme et la limitation des mouvements du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la Monuc dans les territoires contrôlés par le RCD-Goma et les troupes rwandaises, pour avoir fait un rapport objectif sur les massacres de Kisangani de mai 2002.
111. Concernant la démilitarisation de Kisangani, le septième Rapport du Secrétaire général relève en son paragraphe 40 que le Rwanda et l'Ouganda ont continué à maintenir leurs forces à une distance d'environ 100 kilomètres du centre de Kisangani...
112. Dans sa lettre adressée au Président du Conseil de sécurité le 26 février 2001 (S/2001/174), le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a déclaré que les forces ougandaise et rwandaise ainsi que les forces d'un mouvement d'opposition armée ne s'étaient pas retirées de Kisangani, contrairement aux dispositions de la Résolution 1304 (2000) du Conseil de sécurité en date du 16 juin 2000.
113. A ce sujet, le Gouvernement a demandé l'application du paragraphe 14 de la résolution, dans lequel le Conseil estimait que le Rwanda et l'Ouganda devraient fournir des réparations pour les pertes en vies humaines et les dommages commis à Kisangani.(1)
114. Comme on peut le constater, la lettre officielle du Gouvernement est demeurée lettre morte.

a.6. Huitième Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo concernant la démilitarisation de Kisangani, dans son huitième Rapport S/2001/572 du 8 juin 2001, le Secrétaire Général de l'ONU fait le constat ci-après :

115. Le Rwanda et l'Ouganda ont continué de maintenir leurs forces à une distance d'environ 100 km du centre de Kisangani. Néanmoins, des éléments militaires du RCD sont demeurés dans la Ville, ... (paragraphe 44 du Rapport). Le Secrétaire Général note en outre que pendant la réunion du Comité Politique avec la Mission du Conseil de sécurité, le 22 mai 2001, celle-ci a vivement exhorté le RCD à démilitariser Kisangani, conformément à la résolution 1304 (2001) du Conseil.

(1) Paragraphe 41 du 7^{ème} Rapport, doc. S/2001/373 du 17 avril 2001.

a.7. Neuvième Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo S/2001/970 du 16 octobre 2001.

116. **S'agissant de la situation à Kisangani**, le Secrétaire général de l'ONU mentionne dans le paragraphe 39 de son Rapport ce qui suit : « **Le RCD continue à s'opposer à la démilitarisation de Kisangani** et il y maintient des forces sous prétexte de faire opposition à la menace des Maï-Maï et des Forces armées congolaises (FAC). Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a toutefois déclaré qu'il n'avait pas l'intention d'occuper Kisangani en cas de démilitarisation. D'une façon générale, le RCD continue à se méfier des motifs avancés pour exiger la démilitarisation de Kisangani, bien qu'il sache qu'il pourrait y maintenir un contrôle administratif et de police en l'absence de forces militaires. »
117. Aucune autre conséquence juridique n'a été tirée par l'ONU face au refus persistant du Rwanda et du RCD à démilitariser la ville de Kisangani, alors que la résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000 a été votée sur la base du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

a.8. Dixième Rapport du Secrétaire général sur la Monuc S/2002/169 du 15 février 2002

118. En son paragraphe 42 intitulé « Démilitarisation de Kisangani, le dixième rapport du Secrétaire général de l'ONU note que : « Le Conseil a exigé de nouveau que Kisangani soit démilitarisé et il a noté que le RCD-Goma s'était engagé à démilitariser la ville. »
119. Le constat est on ne peut plus clair depuis l'élaboration de ce Rapport, le RCD n'a jamais respecté ses engagements : Kisangani n'est toujours pas démilitarisée.

a.9. Onzième Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en RDC S/2002/621 du 5 juin 2002

120. S'agissant de la démilitarisation de la ville de Kisangani, le Secrétaire général de l'ONU note dans son onzième Rapport sur la Monuc ce qui suit :
- « Je déplore vivement les violences dont **Kisangani a été de nouveau la proie au cours des dernières semaines**. Contrairement aux engagements pris par les Chefs du RCD-Goma, **la ville n'a pas encore été démilitarisée, ce qui constitue une violation** des résolutions du Conseil de sécurité.⁽¹⁾ Je demande à nouveau aux Chefs du RCD-Goma de démilitariser Kisangani. »
121. La non-démilitarisation de Kisangani, en dépit des résolutions du Conseil et des parties belligérantes se passe de tout commentaire, et le Conseil devait en tirer les conséquences pour sa propre crédibilité. Comme le souligne lui-même le Secrétaire général de l'ONU : « la paix et la sécurité internationales demeurent deux des composantes essentielles des responsabilités qui incombent à l'ONU... la crédibilité de l'Organisation en tant que moyen d'agir dans ce domaine ne

(1) L'article 25 de la Charte des Nations Unies prévoit : « Les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité conformément à la présente Charte. » Il est à noter que la Résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000 a été adoptée sur la base du chapitre VII, et revêt ainsi un caractère obligatoire.

22

saurait procéder que de l'efficacité avec laquelle elle s'attaque aux causes profondes de belligérance ».(1)

122. C'est le dernier rapport du Secrétaire général sur la Monuc après les événements sanglants de Kisangani de mai 2002, où les troupes de l'APR et du RCD-Goma ont perpétré d'horribles massacres et des populations civiles et des soldats congolais qui ne voulaient plus être sous l'emprise de ces deux entités hors-la loi internationale.
123. Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a salué le ton avec lequel le Secrétaire général de l'ONU a rappelé aux dirigeants du RCD-Goma l'obligation de démilitariser Kisangani. Il a cependant déploré qu'aucune allusion n'ait été faite au Rwanda qui a aidé et a participé aux massacres de mai 2002, et auquel est également opposable l'exigence de la démilitarisation de la ville de Kisangani, ce conformément aux résolutions permanentes du Conseil de sécurité.
124. Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, le Rwanda et le RCD-Goma ne méritent plus la confiance de la Communauté internationale : l'heure est aux sanctions. Le Conseil de sécurité peut appliquer les mesures non coercitives conformément au Chapitre VII de la Charte de l'ONU.

B. EXIGENCE DE LA DEMILITARISATION DE LA VILLE DE KISANGANI PAR LE SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU A L'OCCASION DE SA VISITE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

125. Dans son neuvième Rapport sur la Monuc (Cf. le paragraphe 3), le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies note qu' : « avant de me rendre en République Démocratique du Congo, j'ai rencontré à Lusaka, le Président **KABILA** et le Président KAGAME en marge de la trente-septième Session de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA. Du 1^{er} au 5 septembre 2001, je me suis rendu en République Démocratique du Congo et au Rwanda. Au cours de ma mission en République Démocratique du Congo, je me suis entretenu à Kinshasa avec le Président **Joseph KABILA** et le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, **SHE OKITUNDU** ;

Lors de l'entretien avec le Président KABILA, le 2 septembre, je me suis félicité du fait que, le Gouvernement continuait d'observer le cessez-le-feu, mais je lui ai fait savoir que j'étais gravement préoccupé par la poursuite des combats à l'est de la République Démocratique du Congo...

Le 3 septembre 2001, je me suis entretenu avec des représentants de la Société civile et les dirigeants du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) à Kisangani. Au cours de ma rencontre avec les dirigeants du RCD j'ai insisté sur la **démilitarisation de ville le plutôt possible, conformément à la résolution 1304 (2000) du Conseil de sécurité**. J'ai également souligné que le déploiement additionnel de la Monuc exigerait la coopération entière du RCD et impliquerait également en temps voulu, le rétablissement de la ligne ferroviaire entre Kisangani et Ubundu, en vue de rouvrir la liaison ferroviaire et fluviale entre Kindu et Kisangani (dite « K-2 link »). Les dirigeants du RCD qui étaient présents à cette rencontre ont exprimé leur Accord de principe pour cette approche. »

(1) Nations Unies, Rapport du secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, Assemblée générale, Documents officiels, cinquante sixième session, supplément n°1(A/56/1), Par. 6.

126. De l'avis du Gouvernement et du peuple congolais tout entier, si le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD/Goma) était réellement un Mouvement de « libération nationale » et soucieux de la protection des droits fondamentaux du peuple congolais, en général, et des populations de Kisangani, en particulier, il aurait démilitarisé cette ville sans trop de heurts !

C. DECLARATIONS PRESIDENTIELLES DU CONSEIL DE SECURITE EXIGEANT LA DEMILITARISATION DE LA VILLE DE KISANGANI

C.1. Déclaration du Président du Conseil de sécurité de l'ONU/PRST/2000/15 du 5 mai 2000

127. A la 4135^{ème} séance du Conseil de sécurité, tenue le 5 mai 2000, au sujet de la question intitulée « la situation concernant la République Démocratique du Congo », le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil :
128. **« Le Conseil de sécurité se déclare gravement préoccupé par la reprise des affrontements entre les forces ougandaises et rwandaises à Kisangani (République Démocratique du Congo), le 5 mai 2000. il souscrit à la déclaration appelant à la cessation immédiate des combats que sa mission dans la République Démocratique du Congo a fait le même jour ... Le Conseil exige que ceux qui prennent part aux combats à Kisangani réaffirment leur attachement au processus de Lusaka et se conforment à toutes ses résolutions pertinentes. Le Conseil estime que ces actes de violence contreviennent directement à l'« Accord de Lusaka, au Plan de désengagement de Kampala en date du 8 avril 2000, au cessez-le-feu du 14 avril 2000... »(1)**
129. Au regard de la gravité des faits engendrés par les affrontements de mai 2002 entre le Rwanda et l'Ouganda, et **avant même l'adoption de la Résolution 1304 du 16 juin 2000, le Conseil, par la voix de son Président avait exigé à ces deux Etats de cesser immédiatement leurs combats.**

C.2. Déclaration du Président du Conseil de sécurité de l'ONU S/PRST/2000/28 du 7 septembre 2000

130. A la 4194^{ème} séance du Conseil de sécurité, tenue au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement le 7 septembre 2000, dans le cadre de l'examen par le Conseil de sécurité de la question intitulée « Assurer au Conseil de sécurité un rôle effectif dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en particulier en Afrique », les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé que la déclaration ci-après relative à la République Démocratique du Congo, qui avait été examinée et convenue par les Représentants permanents des Etats Membres du Conseil de sécurité au cours de consultations préalables du Conseil, serait publiée par le Sommet en tant que déclaration du Président :

« Le Conseil de sécurité est profondément préoccupé par la poursuite des hostilités en République Démocratique du Congo, par les conséquences néfastes du conflit sur la situation humanitaire et par les informations faisant état de graves violations de Droits de l'homme ainsi que de l'exploitation illégale des ressources naturelles de ce pays.

(1) Voir l'intégralité de la Déclaration de la Présidence du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Conseil réaffirme la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République Démocratique du Congo et de tous les Etats de la Région.

Le Conseil prend note dans ce contexte des déclarations faites par l'Ouganda et le Rwanda concernant des mesures en vue du désengagement et du retrait de leurs troupes présentes en RDC. **Il demande le retrait accéléré des forces ougandaises et rwandaises ainsi que de toutes les autres forces étrangères hors du territoire de la République Démocratique du Congo, en pleine conformité avec sa résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000.** »

131. Or, nul n'ignore que la résolution susdite exige la démilitarisation de la ville de Kisangani, et par le Rwanda, et par l'Ouganda mais aussi par le RCD-Goma. Au moment où le Président du Conseil de sécurité avait fait cette déclaration, trois mois s'étaient déjà écoulés depuis qu'elle a été votée par le Conseil, à l'unanimité de ses membres, et sur la base du Chapitre VII de la Charte, intitulé : « actions en cas de menace de paix, de rupture de paix et d'agression ». Il ne fait aucun doute que les affrontements armés entre le Rwanda et l'Ouganda à Kisangani constituent une illustration parfaite en droit international des cas de rupture de la paix, donc des actes d'agression.

C.3. Déclaration du Président du Conseil de sécurité de l'ONU S/PRST/2001/19 du 24 juillet 2001

132. A la 4349^{ème} séance du Conseil de sécurité, tenue le 24 juillet 2001, au sujet de la question intitulée « la situation en République Démocratique du Congo », le Président du Conseil de sécurité a fait la déclaration suivante au nom du Conseil :

Le Conseil de sécurité prend note avec satisfaction des progrès réalisés jusqu'à présent dans le processus de paix en République Démocratique du Congo.

... Le Conseil de sécurité estime qu'il est inacceptable que plus d'un an après l'adoption de sa résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000, dans laquelle il a exigé la démilitarisation complète de Kisangani, une demande qu'il a réitérée dans sa résolution 1355(2001) du 15 juin 2001, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie ne se soit pas conformé à sa demande. Le Conseil de sécurité appelle le Rassemblement Congolais pour la Démocratie à s'acquitter intégralement et immédiatement des obligations qui lui incombent en vertu de la résolution 1304 (2000), et note que si celui-ci continue de s'y soustraire il pourrait en résulter des conséquences dans l'avenir ».

133. Le Gouvernement note que cette déclaration du Président du Conseil de sécurité a eu le mérite d'endurcir le ton vis-à-vis du RCD, mais elle a soustrait son parrain, le Rwanda. En outre, le Conseil n'avait plus à regretter le comportement récidiviste du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) concernant les obligations à charge de ce mouvement au regard de la Résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000 ; il aurait suffi, pour le Conseil, d'appliquer les mesures que ses propres résolutions ont préconisé (Résolution 1341 (2001) du 22 février 2001 et Résolution 1355(2001) du 15 juin 2001)¹.

¹ Voir notamment le point 28 commun à ces Résolutions.

C.4. Déclaration du Président du Conseil de sécurité de l'ONU S/PRST/2001/29 du 24 octobre 2001

134. A la 4396^{ème} séance du Conseil de sécurité, tenue le 24 octobre 2001 et consacrée à l'examen de la question intitulée « La situation concernant la République Démocratique du Congo », le Président du Conseil de sécurité a fait la déclaration suivante, au nom du Conseil :

« ... Le Conseil rappelle l'importance qu'il accorde à l'application de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka et de ses résolutions pertinentes. En particulier, il :

135. **Demande** aux Etats qui ne l'ont pas encore fait de se retirer du territoire de la RDC conformément à l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka et de ses résolutions pertinentes ;
136. **Exige la démilitarisation de Kisangani**, conformément à sa résolution 1304 (2000)
137. Le Conseil se déclare vivement préoccupé par l'aggravation de la situation humanitaire et de la situation en matière des Droits de l'homme, en particulier dans l'Est de la République Démocratique du Congo... »
138. Une année et deux mois après le vote de la résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000, et malgré cette importante Déclaration présidentielle, Kisangani n'était pas encore démilitarisée.

C.5. Déclaration du Président du Conseil de sécurité du 24 mai 2002 S/PRST/2002/17 du 24 mai 2002

139. A la 4544^{ème} séance du Conseil de sécurité tenue le 24 mai 2002, dans le cadre de l'examen par le Conseil de la question intitulée « la situation concernant la République Démocratique du Congo », le Président du Conseil de sécurité a fait la déclaration suivante au nom du Conseil :

« Le Conseil de sécurité condamne vigoureusement les massacres, en particulier de civils, qui ont eu lieu récemment à Kisangani. Le Conseil demande la cessation immédiate de toutes les violations des Droits de l'homme et du Droit international humanitaire. **Il exige de nouveau que la ville soit démilitarisée conformément aux résolutions pertinentes**, en particulier la résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000, et à l'assurance donnée par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Goma à la dernière Mission du Conseil de sécurité.

Le Conseil de sécurité attire l'attention du Haut Commissaire aux Droits de l'homme sur la gravité des événements qui se sont produits à Kisangani le 14 mai 2002 et immédiatement après. Le Conseil souligne qu'il importe que la Monuc appuie, dans le cadre de son mandat actuel, la démilitarisation complète de Kisangani ».

C.6. Déclaration du Président du Conseil de sécurité de l'ONU S/PRST/2002/19 du 5 juin 2002

140. A la 4548^{ème} séance du Conseil de sécurité, tenue le 5 juin 2002, dans le cadre de l'examen par le Conseil du point intitulé « La situation en République

Démocratique du Congo », le Président du Conseil de sécurité a fait la déclaration suivante au nom du Conseil :

« Le Conseil de sécurité réaffirme sa condamnation des meurtres et attaques perpétrés contre des civils et des soldats à la suite des événements qui ont eu lieu le 14 mai à Kisangani et attend avec intérêt de recevoir le rapport et les recommandations conjoints de la Monuc et du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme sur les actes de violence perpétrés à Kisangani.

Le Conseil considère que c'est au RCD/Goma, en sa qualité d'autorité de fait, qu'il incombe de mettre un terme aux exécutions extrajudiciaires, aux violations des droits de l'homme et aux actes arbitraires de harcèlement de civils commis à Kisangani et dans toutes les autres zones placées sous son contrôle.

Le Conseil de sécurité exige du RCD-Goma :

- qu'il cesse immédiatement de harceler les représentants de l'ONU et facilite le déploiement et les opérations de la Monuc ;
- qu'il coopère pleinement à toutes les enquêtes sur les actes de violence perpétrés à Kisangani et dans les zones avoisinantes ;
- **et qu'il se conforme à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment en démilitarisant Kisangani.**

C.7. DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU DU 23 JUILLET 2002.

1. Le Conseil de sécurité, après les massacres horribles et les autres violations graves des Droits de l'homme et des règles de base du droit international humanitaire commis par les troupes du RCD/Goma les 14 et 15 mai 2002 à Kisangani, et après examen des faits contenus dans le Rapport de la Haut Commissaire aux Droits de l'homme, a fait la Déclaration suite :
2. Le Conseil de sécurité :
 - « Rappelle la gravité des événements qui se sont produits à Kisangani le 14 mai 2002... » ;
 - Réitère sa condamnation énergique des meurtres et des attaques perpétrés contre des civils, des soldats et des membres de la police les 14 et 15 mai 2002 et par la suite à Kisangani ;
 - Souligne que le Rassemblement congolais pour la Démocratie – Goma (RCD-Goma) est responsable des massacres qui se sont produits après qu'il ait repris le contrôle de la station de radio de la ville le 14 mai ;
 - Exige que le RCD-Goma prenne les mesures nécessaires pour traduire en justice les auteurs de ces actes et ceux qui ont ordonné le massacre ou y ont participé ;
 - Souligne que le Rwanda a le devoir d'user de sa forte influence pour s'assurer que le RCD-Goma obtempère.
3. Le Conseil réitère que le RCD-Goma doit démilitariser Kisangani sans plus tarder et sans condition préalable et souligne que ceci éviterait toute répétition à l'avenir d'événements tragiques du genre de ceux qui se sont produits récemment. »

D. LES RESOLUTIONS DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU EXIGEANT LA DEMILITARISATION DE KISANGANI :

141. **Résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000**, le Conseil de sécurité, agissant en vertu chapitre VII de la Charte des Nations Unies,
1. Point 2 : Condamne à nouveau sans réserve les combats entre forces ougandaises et rwandaises à Kisangani, en violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo, et exige que ces forces et celles qui leur sont alliées mettent fin aux affrontements.
 2. Point 3 : Exige que les forces ougandaises et rwandaises, ainsi que les forces de l'opposition armée congolaise et d'autres groupes armés, **se retirent immédiatement et complètement de Kisangani et demande à toutes les parties à l'Accord de cessez-le-feu de respecter la démilitarisation de la ville et de ses environs ;**
142. **Résolution 1332(2000) du 14 décembre 2000** adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4247^e séance.

Le Conseil de sécurité :

3. Point 10 : « **Demande que les forces ougandaises et rwandaises, ainsi que toutes les autres forces étrangères, se retirent du territoire de la République Démocratique du Congo, conformément à sa résolution 1304 (2000)** et à l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, et exhorte ces forces à prendre d'urgence des mesures en vue d'accélérer leur retrait ».
143. **RESOLUTION 1341** adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4282^{ème} séance, le 22 février 2001. Le Conseil de sécurité agissant en vertu chapitre VII :
4. Point 2 : « **Exige une nouvelle fois que les forces ougandaises et rwandaises, ainsi que toutes les autres forces étrangères, se retirent du territoire de la République Démocratique du Congo, conformément au paragraphe 4 de sa résolution 1304 (2000)** et à l'Accord de cessez-le-feu de LUSAKA, et exhorte ces forces à prendre sans délai les mesures en vue d'accélérer leur retrait ».

La Résolution 1355(2001) du 15 juin 2001

144. Le Conseil de sécurité de l'ONU, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies :
5. Point 3 : « **Exige une nouvelle fois que les forces ougandaises et rwandaises, ainsi que toutes les autres forces étrangères, se retirent du territoire de la République Démocratique du Congo, conformément au paragraphe 4 de sa résolution 1304 (2000)** et à l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, exhorte ces forces à prendre les mesures nécessaires en vue d'accélérer leur retrait ... »

Nations Unies, Haut-Commissariat pour les droits de l'homme, Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, Août 2010

(EXTRAITS)

version complète sur

http://www.ohchr.org/Documents/Countries/CD/DRC_MAPPING_REPORT_FINAL_FR.pdf

347. À la suite de ces incidents, les Mayi-Mayi ont repris et intensifié leurs attaques contre des convois de l'UPDF entre Beni et Butembo. En représailles, les forces de l'UPDF ont mené des opérations contre les villages soupçonnés d'abriter les groupes Mayi-Mayi. Au cours de ces attaques, les militaires de l'UPDF ont souvent fait un usage disproportionné de la force, tuant sans discrimination combattants et civils. L'incident allégué suivant a été documenté :

- Le 1er novembre 2000, les militaires de l'UPDF ont tué entre sept et onze personnes au cours d'une attaque contre la population des villages de Maboya et Loya, à 16 kilomètres au nord de la ville de Butembo. Quelques heures avant l'attaque, quatre militaires de l'UPDF avaient été tués par des Mayi-Mayi Vurondo lors d'une embuscade près du village de Maboya. Dans l'après-midi, des militaires de l'UPDF ont attaqué sans discrimination les habitants des deux villages et incendié 43 maisons. Certaines victimes ont été tuées par balle et d'autres sont mortes brûlées vives⁵³³.

348. Le 8 novembre 2000, près du village de Butuhe, à 10 kilomètres au nord de Butembo, les Mayi-Mayi Vurondo ont attaqué un convoi de l'UPDF qui escortait des camions transportant des minerais. L'incident allégué suivant a été documenté :

- Le 9 novembre 2000, des militaires de l'UPDF ont tué sans discrimination 36 personnes dans le village de Kikere, à proximité de Butuhe, au nord de Butembo. Les militaires ont tiré aveuglément sur les civils au fusil et au lance-roquettes. Certains civils sont morts brûlés vifs dans leurs maisons. Les militaires ont aussi tué systématiquement les animaux domestiques et détruit les biens des civils⁵³⁴.

348. Dans la ville de Beni, les militaires de l'UPDF ont fait régner un climat de terreur pendant plusieurs années en toute impunité. Ils ont procédé à des exécutions sommaires de civils, ont détenu arbitrairement de nombreuses personnes et leur ont fait subir des tortures et divers autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ils ont notamment

introduit un nouveau mode de détention particulièrement cruel en mettant les détenus dans des trous de deux ou trois mètres de profondeur creusés dans la terre, où les prisonniers devaient vivre exposés aux intempéries, sans hygiène et sur un sol boueux. L'incident allégué suivant a été documenté :

- En mars 2000, des militaires de l'UPDF ont tué quatre civils et en ont blessé plusieurs dans la ville de Beni lors d'une opération de répression contre une manifestation. Les victimes avaient protesté contre l'assassinat d'une femme, l'arrestation arbitraire de son mari et le pillage de leur maison, commis quelques jours plus tôt par des militaires de l'UPDF⁵³⁵

361. En août 1999, alors que s'intensifiait la pression internationale pour que les responsables du RCD-Goma signent l'accord de Lusaka⁵⁹⁷, la crise latente entre le Rwanda et l'Ouganda pour le contrôle du RCD a dégénéré en conflit ouvert à Kisangani. Le 7 août au matin, les militaires de l'APR et de l'UPDF se sont affrontés à l'arme lourde pendant plusieurs heures sans faire de blessés parmi les civils. Au cours des jours qui ont suivi, le calme est revenu. Toutefois la tension n'a cessé de monter et les deux camps ont renforcé leurs positions et acheminé de grandes quantités d'armements autour de la ville.

Le 14 août au soir, les combats ont repris entre les deux armées au niveau de l'aéroport avant de s'étendre aux principaux axes routiers et au centre ville. L'incident allégué suivant a été documenté :

- Du 14 au 17 août 1999, les militaires de l'APR et de l'UPDF ont fait usage d'armes lourdes dans des zones à forte densité de population civile lors des combats qui les ont opposés pour le contrôle de la ville de Kisangani. Ces combats ont provoqué la mort de plus de 30 civils et en ont blessé plus d'une centaine. L'APR a tiré sur des cibles militaires ainsi que sur des résidences privées appartenant à des civils soupçonnés de soutenir les Ougandais. Après la fin des hostilités, les militaires rwandais et ougandais ont pillé plusieurs sites à Kisangani⁵⁹⁸.

362. Au terme de trois jours de combats, l'Ouganda et le Rwanda ont signé un accord de cessez-le-feu prévoyant la démilitarisation de Kisangani et la relocalisation à Bunia, le 1er octobre 1999, du quartier général de la branche pro-ougandaise du RCD, le RCDKisangani-

Mouvement de Libération (RCD-K-ML) dirigé par Wamba dia Wamba. Au cours des mois suivants, la province Orientale s'est trouvée divisée entre une « zone rwandaise » sous contrôle du RCD-G et une « zone ougandaise » dominée par les différents mouvements soutenus par Kampala. En mai 2000, cependant, à Kisangani la tension entre les armées ougandaise et rwandaise est à nouveau montée d'un cran. L'UPDF a renforcé ses positions militaires au nord-est de la ville et l'APR a réagi en acheminant de l'armement supplémentaire. L'incident allégué suivant a été documenté :

- Le 5 mai 2000, l'APR et l'UPDF ont fait usage d'armes lourdes dans des zones à forte densité de population, causant la mort de plus de 24 civils et en blessant un nombre indéterminé d'autres. Avant le début des hostilités, l'armée ougandaise avait prévenu la population de l'imminence de bombardements et avait demandé l'évacuation de plusieurs périmètres situés à proximité de leurs cibles⁵⁹⁹.

362. Le 12 mai 2000, une équipe d'observateurs militaires des Nations Unies a été envoyée sur place. Sous médiation internationale, les deux parties ont adopté un plan de démilitarisation de la ville qu'ils ont commencé à exécuter le 29 mai. Toutefois, dès le 5 juin les combats ont repris, donnant lieu à la guerre dite « des Six Jours ». L'incident allégué suivant a été documenté :

- Du 5 au 10 juin 2000, l'APR et l'UPDF se sont affrontés à Kisangani. Les deux camps se sont livrés à des attaques indiscriminées à l'arme lourde, tuant entre 244 et 760 civils selon certaines sources, en blessant plus de 1 000 et provoquant le déplacement de milliers de personnes. Les deux armées ont également détruit plus de 400 résidences privées et gravement endommagé des biens publics et commerciaux, des lieux de culte, dont la cathédrale catholique Notre-Dame, des établissements consacrés à l'éducation et des établissements sanitaires, dont des

hôpitaux. L'UPDF avait pris certaines dispositions pour éviter les pertes civiles en ordonnant l'évacuation des zones de combat avant le début des hostilités et en interdisant l'accès à trois zones déclarées hors limites pour les non-combattants. Cette limitation a toutefois été étendue au personnel humanitaire, notamment au CICR, qui n'a pu porter secours aux blessés pendant plusieurs jours⁶⁰⁰.

364. Mi-août 1998, les militaires de l'UPDF sont entrés en Ituri et ont rapidement pris contrôle du district sans rencontrer de véritable résistance. Comme le reste de la province Orientale, l'Ituri a été placé sous l'administration du RCD. À la suite de la scission, en mars 1999, de ce mouvement entre une branche pro-rwandaise (RCD-Goma) et une branche pro-ougandaise (RCD-ML), l'Ituri a été intégré au sein de la zone RCD-ML et dirigé depuis Kisangani. Sur le terrain, cependant, le véritable homme fort de l'Ituri était le chef d'état-major de l'UPDF, le général Kazini. Ce dernier a appliqué une politique favorisant l'autonomie de la région par rapport au reste de la province Orientale et favorisé ouvertement les intérêts de la communauté hema, ravivant ainsi les anciens conflits fonciers.

365. Les exploitants hema-gegere⁶⁰¹ qui, quelques années auparavant, avaient acquis auprès du cadastre de nouvelles concessions dans le territoire de Djugu ont profité de la nouvelle configuration politique pour faire valoir leurs droits. Comme les Lendu de la collectivité des Walendu Pitsi⁶⁰², détenteurs des droits coutumiers sur ces terres, contestaient la valeur de leurs titres fonciers, les exploitants hema-gegere ont fait appel aux tribunaux et obtenu l'expulsion des Walendu Pitsi des concessions convoitées. Ceux-ci ont cependant refusé de partir et des heurts ont éclaté avec les policiers venus les expulser. Plusieurs notables lendu, dont les chefs des collectivités des Walendu Pitsi et Walendu Djatsi ont été arrêtés pour vandalisme. En avril 1999, les concessionnaires hema-gegere ont payé des militaires de l'UPDF et de l'APC pour qu'ils attaquent les villages lendu situés sur les concessions en litige⁶⁰³.

366. [...]

- Entre juin et décembre 1999, les militaires de l'UPDF et de l'APC ont tué un nombre indéterminé de civils lendu dans les villages du territoire de Djugu se trouvant à proximité des concessions revendiquées par les exploitants hema-gegere. Les villages des groupements de Dz'na Buba, Linga, Jiba, Dhendo, Blukwa Mbi, Laudjo, Laudedjo Gokpa, Nyalibati et Gbakulu ont été particulièrement touchés. Les victimes étaient pour la plupart des Lendu mais des Hema ont aussi été tués lors des attaques. De nombreuses victimes sont mortes dans l'incendie de leur village ou à la suite de tirs à l'arme lourde sur leurs habitations. Certaines victimes ont été tuées par balle à bout portant⁶⁰⁶.
- Entre juin et décembre 1999, les miliciens lendu ont tué plusieurs dizaines de Hema-Gegere dans le village de Libi de la collectivité des Walendu Pitsi et dans celui de Fataki de la collectivité des Walendu Djatsi. Ces attaques ont entraîné le déplacement de la quasi-totalité des Hema-Gegere vivant dans la collectivité des Walendu Pitsi⁶⁰⁷.

[...]

- Le 20 juin 1999, des miliciens hema et des militaires de l'UPDF ont tué au moins 25 personnes, dont plusieurs civils, lors d'une attaque sur le village de Dhendro,

dans la collectivité des Walendu Pitsi, à la frontière avec le groupement de Dhendro609.

- Le 14 septembre 1999, des miliciens lendu venant de la collectivité des Walendu Pitsi ont tué à l'arme blanche plusieurs centaines de Hema-Gegere, dont une majorité de civils, au cours d'attaques généralisées contre les localités du groupement de Dhendro, dans la collectivité Bahema-Nord. Les miliciens ont également pillé et incendié des dizaines de villages. Les victimes ont été enterrées dans des fosses communes. Selon plusieurs sources, ce massacre aurait eu lieu en représailles après l'attaque perpétrée le 20 juin par les miliciens hema sur le village de Dhendro610.
- Le 14 septembre 1999, lors d'une offensive nocturne contre le village de Fataki, dans la collectivité des Walendu Djatsi, des miliciens et des militaires hema de l'APC ont tué à l'arme blanche plusieurs dizaines de civils lendu, dont au moins 15 mineurs et plusieurs femmes. Les assaillants ont ensuite, eux-mêmes enterré les corps. À la suite de cette attaque, tous les Lendu ont quitté le village et Fataki est devenu un bastion hema dans la collectivité des Walendu Djatsi611.

367. Pendant les mois qui ont suivi, les miliciens lendu ont tenté à plusieurs reprises de reprendre Fataki. De son côté, l'UPDF a concentré des troupes à Fataki et Linga et mené plusieurs offensives contre les bases des milices lendu à Kpandroma et Rethy, dans la collectivité des Walendu Djatsi.

368. Au cours de la période considérée, les milices lendu ont aussi attaqué les villages du territoire de Djugu situés au bord du lac Albert, peuplés en majorité de Hema612. L'incident allégué suivant a été documenté :

- En juillet 1999, des miliciens lendu du groupement de Buba, dans la collectivité des Walendu Pitsi, ont tué plus d'une centaine de civils hema dans le village de pêcheurs de Musekere de la collectivité Bahema-Nord. Après avoir encerclé le village à l'aube et fait fuir les six militaires de l'APC qui s'y trouvaient, ils ont massacré la population à l'aide de machettes et autres armes blanches. Depuis le début du conflit, les dirigeants lendu du groupement de Buba avaient à plusieurs reprises menacé d'une attaque les habitants de Musekere613.

369. [...]

- Le 1er décembre 1999, des miliciens lendu ont affronté des éléments de l'UPDF et des miliciens hema pour le contrôle de la ville minière de Bambou, dans la collectivité des Walendu Djatsi du territoire de Djugu. Les combats ont fait plus de 200 morts parmi la population civile. De nombreuses victimes ont été mutilées et la cité pillée. Les corps des victimes, pour la plupart, ont été jetés dans la rivière Chari615.

370. [...]

- En janvier 2000, des miliciens lendu venus des collectivités des Walendu Pitsi et Bahema-Nord ont attaqué les populations du groupement de Blukwa, tuant à l'arme blanche plusieurs centaines de Hema. Depuis septembre 1999, le groupement était le théâtre de violents affrontements interethniques. L'attaque de janvier a eu lieu après le départ des troupes de l'APC fuyant la violence croissante618.

- Le 26 avril 2000, des miliciens hema et des troupes de l'UPDF ont attaqué le groupement de Buba, dans la collectivité des Walendu Pitsi, faisant une dizaine de morts, parmi lesquels une majorité de civils lendu⁶¹⁹.
- Entre le 27 août et le 12 septembre 2000, des miliciens hema venant de Mangala, Ghele, Gele et Likio, agissant parfois avec l'appui de militaires hema de l'APC, ont pillé et incendié plusieurs villages dans la collectivité des Walendu Djatsi parmi lesquels Mbau (27 août), Glakpa et Gobi (28 août), Logai (29 août), les villages du groupement de Dz'na (31 août) et Mayalibo (6-12 septembre)⁶²⁰.

10. Équateur

381. En novembre 1998, une nouvelle rébellion, le Mouvement pour la libération du Congo (MLC) a vu le jour avec l'appui de l'Ouganda. Présidé par Jean-Pierre Bemba Gombo, le MLC ne disposait au départ que d'un bataillon composé principalement de militaires des ex-FAZ soutenus par des éléments de l'UPDF. En quelques mois, cependant, l'armée du MLC, l'Armée de libération du Congo (ALC) a intégré dans ses rangs de nombreux ex-FAZ et a pris le contrôle de plusieurs agglomérations dans le nord de la province de l'Équateur. La ville de Bumba est tombée le 17 novembre, celle de Lisala le 10 décembre, le village de Businga, au carrefour conduisant aux villes de Gemena et Gbadolite le 20 décembre, la ville de Gemena le 24 décembre et le village de Libenge, à l'extrême ouest de la province, sur la frontière avec la République centrafricaine, le 4 janvier 1999

386. Profitant du retrait des troupes de l'ANT et de l'arrivée de renforts en provenance des camps de recrutement et d'entraînement, les militaires de l'ALC/UPDF ont lancé une seconde grande offensive en mai 1999. En trois mois, les troupes de l'ALC/UPDF ont repris le contrôle des villes de Kateke (27 avril 1999), Businga (14 mai 1999) et Gbadolite (3 juillet 1999).

[...]

387. En juin 1999, les troupes de l'ALC/UPDF se sont emparées de Bongandanga, ville située au sud de Lisala.

[...]

402. Au cours de la période considérée, le district du Bas-Uélé est resté sous le contrôle des militaires de l'ALC/UPDF. Ces derniers ont commis de graves violations à l'encontre de tous ceux qui osaient contester leur autorité ou dénoncer leur implication dans le pillage des ressources naturelles de la région. Le cas allégué ci-dessous est mentionné à titre illustratif.

- De 2001 à janvier 2003, des éléments de l'ALC/UPDF ont torturé et tué un nombre indéterminé de civils dans la ville de Buta. La plupart des victimes étaient détenues dans des trous boueux dans des conditions propres à entraîner la mort par maladie ou épuisement. Après qu'un activiste des droits de l'homme eut été torturé et détenu dans l'un de ces trous boueux par les militaires, la MONUC et les organismes des Nations Unies ont envoyé une mission d'enquête et obtenu la fermeture de ces cachots⁷⁰⁹.

404. Au cours du second semestre 2000, le conflit latent entre le Président du RCDML, Wamba dia Wamba, et ses deux principaux lieutenants, le Nande Mbusa Nyamwisi⁷¹⁵ et le Hema John Tibasima⁷¹⁶, a éclaté au grand jour. Depuis longtemps déjà, Wamba dia Wamba reprochait à Nyamwisi et Tibasima de chercher à

instrumentaliser le conflit communautaire entre Hema et Lendu⁷¹⁷ afin d'asseoir leur pouvoir dans le district et de contrôler les ressources naturelles de la région. En août 2000, Wamba dia Wamba avait tenté de reprendre le contrôle du mouvement en démettant de leurs fonctions Nyamwisi et Tibasima, mais ces derniers avaient résisté et les incidents sur le terrain s'étaient multipliés entre les différentes factions de l'APC. Après plusieurs vaines tentatives de médiation de la part de l'Ouganda et une série d'affrontements en plein cœur de Bunia, Wamba dia Wamba est parti en exil à Kampala en décembre, laissant la direction du RCD-ML à Nyamwisi et Tibasima.

405. En janvier 2001, l'Ituri a connu un regain de violence dans le territoire de Djugu. Entre janvier et février, des miliciens hema en provenance de Bogoro, généralement accompagnés de militaires hema de l'APC et de militaires de l'UPDF ont mené des attaques indiscriminées dans la collectivité des Walendu Tatsi, voisine de la collectivité de Bahema-Nord, tuant un nombre indéterminé de civils lendu. Dans ce contexte, l'Equipe Mapping a documenté les incidents allégués suivants :

- Le 4 janvier 2001, lors d'une attaque manquée sur Kpandroma, des miliciens hema basés à Fataki ont tué au moins 35 civils lendu dans le groupement Zabau de la collectivité des Walendu Pitsi, notamment à Aruda et Mola et dans les environs⁷¹⁸.
- Début 2001, des miliciens hema ont tué au moins 16 personnes et enlevé deux mineures depuis lors portées disparues dans les groupements de Salimboko, Poli-Masumbuku et Penyi de la collectivité des Walendu Tatsi⁷¹⁹.

- Début 2001 également, des miliciens lendu ont tué un nombre indéterminé de civils, parmi lesquels une majorité de Hema et d'Alur dans les villages bordant le lac Albert dans les collectivités des Bahema Banywagi et Bahema-Nord⁷²⁰.

- Entre janvier et février 2001, des militaires de l'UPDF ont attaqué une vingtaine de villages de la collectivité des Walendu Tatsi, tuant une centaine de personnes, dont de nombreux civils lendu. Au cours des attaques, les militaires ont aussi commis des viols et des pillages et fait disparaître un nombre indéterminé de personnes. La plupart des victimes ont été tuées dans les villages situés autour de la centrale de Zumba, dans le groupement de Bedu Ezekere, où elles s'étaient regroupées sous la protection des miliciens lendu⁷²¹.

- Le 3 février 2001, des miliciens hema et des troupes de l'UPDF ont tué 105 personnes, dont de nombreux civils lendu, dans les villages du groupement de Bulu de la collectivité Ndo Okebo, dans le territoire de Djugu. Les victimes étaient souvent originaires de la collectivité des Walendu Pitsi. Elles s'étaient réfugiées dans le groupement de Bulu à la suite des récentes attaques dirigées contre leur village⁷²².

406. Fin 2000, le conflit entre Hema et Lendu a fini par atteindre le territoire d'Irumu. Les militaires de l'UPDF ont apporté leur soutien aux communautés hema locales et des incidents violents ont éclaté sur le terrain. L'incident allégué suivant a été documenté :

- Entre le 9 et le 18 janvier 2001, des miliciens hema ont tué une soixantaine de personnes, dont de nombreux civils lendu et ngiti⁷²³, dans le village de Kotoni, dans le territoire d'Irumu, et ses environs⁷²⁴.

407. Après le bombardement de la collectivité de Walendu Bindi par un hélicoptère de l'UPDF, des miliciens ngiti, d'origine commune avec les Lendu de Djugu en provenance de la collectivité de Walendu Bindi ont, le 19 janvier 2001, lancé une attaque contre les

positions de l'UPDF à l'aéroport de Bunia. Au cours de l'attaque, les miliciens ngiti ont tenté de détruire l'hélicoptère qu'avait utilisé l'UPDF pour bombarder leurs villages. L'UPDF a fini par repousser l'attaque mais au prix d'importantes pertes en vies humaines. L'incident allégué suivant a été documenté :

- Le 19 janvier 2001, des miliciens et des civils hema ont tué entre 200 et 250 civils d'ethnies lendu, ngiti, nande et bira dans le quartier de Mudzipela de la ville de Bunia. Les victimes, qui comptaient un grand nombre de femmes et d'enfants, ont été tuées à coups de machettes, de lances ou de bâtons cloutés. La plupart d'entre elles ont subi des mutilations. Certaines ont été décapitées et leur tête portée en guise de trophées à travers la ville. Les miliciens et les civils hema ont aussi pillé systématiquement les biens des victimes et incendié plusieurs maisons. Peu de temps avant le massacre, des officiers de l'UPDF et des notables de la communauté hema de Bunia avaient, lors d'une réunion, appelé les civils hema à s'attaquer aux populations lendu⁷²⁵.

408. Afin de ramener le calme en Ituri et d'éviter de nouvelles fragmentations au sein du RCD-ML, l'Ouganda a contraint le RCD-ML et le MLC à se regrouper au sein d'un nouveau mouvement, le Front de libération du Congo (FLC) présidé par Jean-Pierre Bemba⁷²⁶. Le 6 février 2001, le FLC a organisé des consultations avec les chefs traditionnels de l'Ituri et le 17 février, ces derniers ont signé un protocole d'accord prévoyant notamment une cessation immédiate des hostilités, le désarmement des miliciens et le démantèlement des camps d'entraînement⁷²⁷. Au cours des mois qui ont suivi, le nombre de violations a diminué sensiblement. Toutefois, les tensions intercommunautaires sont restées fortes sur le terrain et les milices ont continué de s'armer. Dans ce contexte, l'Equipe Mapping a documenté les incidents allégués suivants :

- Le 26 avril 2001, des hommes armés ont tué six membres du CICR lors d'une attaque contre un convoi humanitaire dans les environs de Fataki de la collectivité des Walendu Djatsi, dans le territoire de Djugu. Des sources locales indiquent que l'attaque aurait été perpétrée par des militaires ougandais et des miliciens hema. L'attaque aurait eu pour objectif de mettre un terme à la présence du personnel humanitaire dans des zones où s'étaient réfugiés des déplacés lendu. Au cours de la période considérée, de nombreuses sources indiquent que les milices et groupes armés hema auraient fortement entravé le travail des organismes humanitaires dans les zones peuplées en majorité de Lendu⁷²⁸.
- En 2001, des militaires hema de l'APC ont tué 40 Lendu, parmi lesquels une majorité de civils, dont des femmes, des enfants, des vieillards et des handicapés, dans le village de Gobu de la collectivité de Bahema-Nord. Les victimes ont été conduites près d'une fosse et ont été fusillées. Leurs corps ont ensuite été jetés dans la fosse⁷²⁹.
- En janvier 2002, des troupes de l'UPDF et des miliciens hema ont ouvert le feu sur la population du village de Kobu de la collectivité des Walendu Djatsi, dans le territoire de Djugu, tuant 35 civils lendu. En entrant dans le village, les militaires ougandais ont tué quatre civils lendu au marché, dont un handicapé mental. La quasi-totalité de la population a pris la fuite et s'est cachée dans la forêt pendant près de deux mois. À leur retour dans le village, les villageois ont trouvé 35 corps décomposés qu'ils ont enterrés en divers lieux. Les responsables de ce massacre cherchaient à faire partir les populations lendu de la zone de Kobu, à proximité des mines d'or de Kilomoto. Après la tuerie, la population de Kobu a adressé une

pétition au Gouverneur Loponde qui s'est rendu peu de temps après sur les lieux en compagnie de responsables de l'UPDF. À la suite de cette visite, les militaires de l'UPDF ont quitté la zone⁷³⁰.

- Le 26 janvier 2002, des miliciens hema ont tué une centaine de Lendu dans une forêt située à quelques kilomètres de Datule, dans la collectivité de Bahema-Sud du territoire d'Irumu. Les victimes avaient été chassées du village de Datule, la veille, par un commandant de l'UPC. Elles ont été tuées à coups de machettes, de lances ou de bâtons cloutés. Seule une jeune fille de 13 ans a survécu à l'attaque⁷³¹.
- Le 28 janvier 2002, des miliciens hema ont tué et mutilé une cinquantaine de civils lendu dans la localité de Kasenyi du territoire d'Irumu. Après avoir été informées du massacre survenu le 26 janvier, les victimes avaient fui le village de Datule le 27 janvier dans l'espoir de rejoindre des villages lendu de la collectivité de Walendu Bindi. Elles étaient cachées dans un poste de police lorsqu'elles ont été surprises et tuées⁷³².
- Entre janvier et mai 2002, des miliciens hema de la région ont procédé au recrutement forcé de tous les hommes d'ethnie Alur vivant dans le village de Gobu de la collectivité de Bahema-Nord du territoire de Djugu⁷³³.
- Entre février et avril 2002, des éléments de l'UPDF et des miliciens hema ont tué plusieurs centaines de civils lendu dans la collectivité de Walendu Bindi du territoire d'Irumu. Ils ont aussi torturé et violé un nombre indéterminé de personnes. Les villages d'Aveba, Bukiringi, Nombe, Kaswara, Djino, Kagaba, Biro, Kapalayi, Gety étang, Tsubina, Kinyamubaya, Karach, Bolomo, Bachange, Tsede, Molangi, Tamara, Irura, Modiro, Mukiro et Anyange ont tous été pillés⁷³⁴.

409. À compter de février 2002, sur fond de rivalités économiques grandissantes entre les hommes d'affaires hema et nande et de désaccords concernant les nouvelles orientations stratégiques prises par le Mouvement⁷³⁵, le Ministre de la défense du RCDML, Thomas Lubanga, et les militaires hema de l'APC ont rompu avec le RCD-ML pour former un groupe politico-militaire hema, l'Union des patriotes congolais (UPC). En réaction, Mbusa Nyamwisi et les officiers nande de l'APC soutenus par certains membres de l'UPDF ont réduit l'influence des Hema dans le district⁷³⁶, intensifié leur coopération avec les FAC⁷³⁷ et encouragé les miliciens lendu et ngiti à se regrouper au sein de groupes politico-militaires, le Front National Intégrationniste (FNI)⁷³⁸ et les Forces de résistance patriotique en Ituri (FRPI)⁷³⁹. Au cours de 2002, ces différents groupes armés ont reçu d'importants stocks d'armements en provenance d'Ouganda et du Gouvernement de Kinshasa. Dans ce contexte, l'Equipe Mapping a documenté les incidents allégués

suivants :

- À compter du 21 mai 2002 et au cours des six mois suivants, des éléments de l'UPC ont tué au moins 46 civils, pour la plupart d'ethnie bira, dans la localité de Walu du groupement de Ngombe-Nyama, dans le territoire d'Irumu. Les miliciens ont aussi violé un nombre indéterminé de femmes, commis des pillages et détruit des établissements d'enseignement et des hôpitaux. Ces attaques auraient été décidées en représailles du fait de l'aide apportée aux Lendu par les Bira au cours d'attaques précédentes menées contre les Hema de la région⁷⁴⁰.
- En mai 2002, des miliciens lendu accompagnés de civils ont tué au moins 80 personnes, pour la plupart des Hema et des Alur, dans le village de Gobu de la collectivité de Bahema-Nord. Les victimes étaient des civils ou des militaires mis

hors de combat. La plupart ont été exécutés sommairement à l'arme blanche. D'après plusieurs témoignages, les miliciens hema qui se trouvaient sur les lieux avaient fui avant l'entrée des miliciens lendu dans le village⁷⁴¹.

- Début juin 2002, des éléments de l'UPDF et des miliciens hema ont tué sans discrimination des miliciens lendu et un nombre indéterminé de civils dans les villages lendu de la collectivité des Walendu Pitsi. À titre d'exemple, en juin 2002, des miliciens hema et des éléments de l'UPDF ont tué au moins 27 personnes dans la localité de Buba⁷⁴².

410. En juin 2002, face à l'avancée des miliciens lendu dans la collectivité de Banyali-Kilo du territoire de Djugu, le Conseil de sécurité local de la ville de Mongwalu a décidé de chasser ou d'éliminer les Lendu vivant dans la ville. Dans ce contexte, l'Equipe Mapping a documenté les incidents allégués suivants :

- Le 10 juin 2002, des éléments de l'UPC appuyés par de jeunes locaux ont attaqué systématiquement les maisons des Lendu vivant à Mongwalu, tuant une vingtaine de civils. Les victimes, qui vivaient à Mongwalu depuis longtemps, ont été tuées par balle et à l'aide de bâtons cloutés⁷⁴³.
- Le 11 juin 2002, en représailles au massacre commis la veille, plusieurs centaines de Lendu venant des villages de Kobu, Bambou et Kpandroma ont tué des dizaines de civils à l'arme blanche, pour la plupart d'ethnie hema, dans la ville de Mongwalu. À la suite de ce massacre, les Hema ont quitté Mongwalu⁷⁴⁴.

411. Début août 2002, des éléments de l'UPC, avec le soutien des troupes de l'UPDF, seraient parvenus à chasser des éléments de l'APC de la ville de Bunia. Dans ce contexte, l'Equipe Mapping a documenté les incidents allégués suivants :

- Entre le 7 et le 10 août 2002, à Bunia, 300 civils au moins ont été tués sur la base de leur appartenance ethnique, la plupart par des miliciens de l'UPC. Entre les 7 et 8 août, des éléments de l'UPC ont tué un nombre indéterminé de civils bira, lendu et nande lors des raids effectués dans les quartiers de Mudzipela, Bigo et Saio. Des miliciens lendu et ngiti ont répliqué en tuant un nombre indéterminé de civils hema dans les quartiers de Mudzipela, Saio, Rwambuzi et Simbiliabo. Dans le même temps, des miliciens lendu et ngiti ont tué 32 civils hema et en ont blessé et mutilé un nombre indéterminé dans une ferme du village de Lengabo, à quelques kilomètres de Bunia. Entre les 9 et 11 août, des éléments de l'UPDF et de l'UPC ont tué au moins 80 civils lendu, nande et bira au niveau de la résidence du Gouverneur, à l'hôpital de Bigo et à la prison centrale de Bunia. Les corps des victimes ont ensuite été placés dans des fosses communes⁷⁴⁵.

412. Au cours des mois suivants, de violents combats ont éclaté sur plusieurs fronts entre, d'un côté, des éléments de l'UPC et de l'UPDF et, de l'autre, ceux de l'APC et du FNI-FRPI. Les deux coalitions ont pris pour cible les populations civiles sur la base de leur appartenance ethnique. De nombreux civils issus de tribus non belligérantes ont aussi été massacrés en raison de leur soutien réel ou supposé en faveur de l'un ou de l'autre camp. Nombre d'entre eux ont aussi été victimes de recrutement forcé au sein des différents groupes armés. Les régions minières situées au nord de Bunia, dont le contrôle était considéré comme stratégique par les différents groupes en présence ont été le théâtre de combats particulièrement violents.

413. Le 9 août 2002, après avoir dû quitter précipitamment Bunia, le Gouverneur Lopondo, les troupes de l'APC et les miliciens lendu et ngiti⁷⁴⁶ se sont installés à Komanda en vue de préparer la contre-offensive. De son côté, l'UPC a consolidé ses positions au sud de Bunia afin de prévenir la contre-attaque des éléments de l'APC et des FNI-FRPI et de placer sous son contrôle les ressources minières de la zone. Dans ce contexte, l'Equipe Mapping a documenté les incidents allégués suivants :

- Le 9 août 2002, des éléments de l'APC et des miliciens lendu et ngiti ont tué des dizaines de civils, pour la plupart hema, dans la ville de Komanda et les villages environnants de la collectivité de Basili-Basumu, dans le territoire d'Irumu.

Guidés par des miliciens ngiti qui s'étaient infiltrés dans le village ainsi que par de jeunes locaux, les éléments de l'APC et les miliciens sont passés de maison en maison pour tuer des civils hema au seul motif de leur appartenance ethnique. Les victimes ont pour la plupart été tuées à l'arme blanche. Certaines ont été ligotées puis tuées à coup de lance⁷⁴⁷.

- Du 14 au 19 août 2002, des éléments de l'UPC ont tué plus d'une cinquantaine de civils de différentes ethnies lors d'une attaque sur le village de Komanda. Les victimes, pour la plupart, ont été tuées par balle ou à l'arme blanche alors qu'elles fuyaient Komanda en direction de Beni. Nombre de ces victimes avaient quitté Bunia quelques jours auparavant à la suite de la prise de la ville par l'UPC et s'étaient réfugiées à Komanda. L'attaque de l'UPC visait à venger le massacre commis à Komanda le 9 août⁷⁴⁸.

- Le 28 août 2002, des miliciens hema-gegere associés à l'UPC ont tué à l'arme blanche plusieurs dizaines d'habitants « non-originares »⁷⁴⁹ dans la ville aurifère de Mabanga de la collectivité de Mambisa, dans le territoire de Djugu. Les victimes ont été tuées à coups de machette ou de bâton clouté. Seize d'entre elles sont mortes clouées sur des planches en bois. Les miliciens hema-gegere assimilaient les « non-originares » au Gouverneur Lopondo et aux militaires de l'APC. Alors que les milices lendu cherchaient à prendre le contrôle des mines de la région, les miliciens hema-gegere craignaient que les « non-originares » les aident dans cette entreprise. Lors de précédents combats à Mabanga, les miliciens lendu avaient tué systématiquement les civils hema mais avaient épargné les populations « non-originares ». Après le massacre, des troupes de l'UPDF sont intervenues pour couvrir la fuite des non-originares vers Bunia⁷⁵⁰.

- Le 31 août 2002, des éléments de l'UPC soutenus par des miliciens bira ont tué au moins 14 civils, dont des femmes et des enfants, dans plusieurs villages de la localité de Songolo de la collectivité de Walendu Bindi, dans le territoire d'Irumu. Ils ont aussi commis des actes de pillage et de destruction généralisée en incendiant plus d'un millier de maisons. Plusieurs victimes ont été mutilées et tuées de façon extrêmement cruelle. Trois femmes au moins ont été empalées. Songolo était considérée comme l'un des fiefs du FRPI⁷⁵¹.

- Entre le 5 et le 15 septembre 2002, des éléments des FRPI et de l'APC ont massacré systématiquement plus d'un millier de civils hema-gegere et bira, dont de nombreux enfants, dans la localité de Nyakunde et les villages environnants de la collectivité d'Andisoma, dans le territoire d'Irumu. Ils ont également commis de nombreux actes de pillage. Les victimes ont été tuées sur la seule base de leur appartenance ethnique, pour la plupart à l'aide de flèches ou d'armes blanches. Les éléments de l'APC et des FRPI avaient érigé des barrages sur les routes afin qu'aucune personne d'ethnie hema ou bira ne puisse s'échapper de Nyakunde.

Dans le Centre médical évangélique, des miliciens des FRPI ont trié les civils ainsi que les militaires mis hors de combat présents sur les lieux en fonction de leur origine ethnique. Ils ont tué systématiquement les Hema et les Bira et épargné les membres des autres groupes ethniques. De nombreuses victimes ont été détenues dans des conditions cruelles, inhumaines ou dégradantes pendant plusieurs jours avant d'être finalement exécutées. La plupart des massacres ont eu lieu alors que les combats avec les miliciens de l'UPC présents à Nyakunde avaient pris fin depuis déjà plusieurs jours⁷⁵²

- Le 13 septembre 2002, des éléments des FRPI en provenance de Gety ont tué environ 150 personnes, dont de nombreux civils, pour la plupart hema, dans le groupement lacustre de Bandikado de la collectivité Bahema-Sud, dans le territoire d'Irumu. Ils ont par exemple tué et mutilé un nombre indéterminé de personnes dans la localité de Nyamavi. Avant de quitter le groupement, ils ont également pillé les villages. Ces attaques ont provoqué le déplacement de milliers de personnes pendant plusieurs années⁷⁵³.
- Le 11 octobre 2002, dans le territoire de Djugu, des éléments du FNI venant de la collectivité des Walendu Djatsi ont tué un nombre indéterminé de civils alur, hema, bira et nyali dans la cité minière de Nizi de la collectivité de Mambisa. Sur le site minier de Kilomoto, ils ont également tué 28 personnes et enlevé 23 femmes. Au cours de ces attaques, les miliciens ont mutilé de nombreuses victimes, commis des pillages à grande échelle et incendié de nombreux bâtiments, parmi lesquels le bureau de la collectivité, des écoles et un hôpital. Les corps des victimes ont été enterrés dans neuf fosses communes. Selon les témoins, les miliciens du FNI reprochaient aux habitants de la ville, toutes ethnies confondues, de soutenir l'UPC⁷⁵⁴.

414. Entre octobre et décembre 2002, les affrontements entre les éléments des FNIFPRI et ceux de l'UPC se sont généralisés dans le territoire d'Irumu. Les troupes de l'UPC ont mené dans ledit territoire des opérations militaires majeures contre les bases des FRPI situées dans la collectivité de Walendu Bindi et les enclaves lendu de la collectivité de Bahema-Sud. Les fermiers bira vivant à Pinga, dans la localité de Songo du territoire d'Irumu ont également été attaqués, l'UPC les soupçonnant de financer le FNI et les FRPI. Dans ce contexte, l'Equipe Mapping a documenté les incidents allégués suivants :

- Entre le 15 et le 16 octobre 2002, des miliciens de l'UPC ont tué au moins 180 personnes, dont des civils, dans la localité de Zumbe de la collectivité des Walendu Tatsi. Les miliciens ont également violé au moins 50 femmes. La plupart des victimes ont été tuées à coups de machette ou de lance. Certaines ont été tuées par balle. Certaines ont survécu mais ont été gravement mutilées. Après avoir pillé de nombreux biens et volé 1 500 têtes de bétail, les troupes de l'UPC ont incendié le village, détruisant plus de 500 édifices, parmi lesquels des centres sanitaires et des écoles. Zumbe était un fief du FRPI⁷⁵⁵.
- Le 20 octobre 2002, des éléments de l'UPC venant de Bunia et Bogoro ont tué au moins 10 civils lendu au cours d'attaques sur plusieurs villages, parmi lesquels ceux de Nombe, Medhu, Pinga, Kagaba, Singo et Songolo, dans la collectivité de Walendu Bindi du territoire d'Irumu. Une femme bira mariée à un civil lendu a également été tuée. Les miliciens ont pillé systématiquement les biens et volé le

bétail appartenant aux Lendu dans les villages attaqués⁷⁵⁶.

- Le 24 octobre 2002, des éléments de l'UPC ont tué plusieurs dizaines de Lendu dans la collectivité de Walendu Bindi, notamment dans les villages de Nombe, Kagaba, Lakabo, Lokpa, Medhu, Songolo, Pinga, Androzo et Singo. La plupart des victimes ont été tuées à l'arme blanche. Les miliciens ont également enlevé plus d'une vingtaine de personnes, dont des femmes. Ils ont aussi volé quelque 1 450 têtes de bétail et brûlé au moins 351 maisons, dont des écoles et des centres sanitaires⁷⁵⁷.

- Le 5 novembre 2002, des éléments des FRPI ont tué au moins 14 civils, dont deux femmes, dans le village de Saliboko de la collectivité de Mobala, dans le territoire d'Irumu. Ils ont également pillé et incendié le village. Les victimes étaient pour la plupart des Bira. Elles ont été attaquées de nuit dans leurs maisons. Après avoir été ligotées, elles ont été tuées à coups de machette. Certains civils ont réussi à s'enfuir mais ils ont souvent été gravement mutilés. Les miliciens reprochaient aux Bira de Saliboko d'avoir hébergé des déplacés hema. Depuis lors, le village n'a pas été reconstruit⁷⁵⁸.

415. À compter de septembre 2002, la signature d'un accord entre la RDC et l'Ouganda a offert de nouvelles perspectives de paix en Ituri. Outre le retrait des troupes de l'UPDF de Gbadolite et de Beni, l'accord prévoyait la création d'une Commission de pacification de l'Ituri et la mise sur pied d'une Administration intérimaire de l'Ituri (AII) en charge de gérer le district après le départ des militaires ougandais. Sur le terrain, cependant, loin de stabiliser la région, le rapprochement entre Kinshasa et Kampala a provoqué des reconfigurations d'alliances qui ont rendu la situation encore plus volatile. Comme mentionné précédemment, en octobre 2002, l'ALC, l'armée du MLC, et ses alliés du RCD-N ont lancé une grande opération à l'est de la province Orientale, appelée « Effacer le tableau ». Cette opération visait à détruire définitivement l'APC de façon à priver le Gouvernement de Kinshasa de son allié à l'est du Congo et à mettre la main sur les ressources naturelles encore sous contrôle du RCD-ML avant que ne débute la période de transition. L'UPC, qui cherchait elle aussi à écraser l'APC, s'est jointe à l'opération.

416. Le 12 octobre 2002, l'ALC et ses alliés du RCD-N sont entrés dans la ville de Mambasa. Le 29 octobre, cependant, ils ont dû battre en retraite avant de reprendre, le 27 novembre, la ville à l'APC. Au cours de ces attaques, les militaires de l'ALC (MLC et RCD-N) ont commis de nombreuses exactions à l'encontre des civils. L'incident allégué suivant a été documenté :

- Entre le 12 et le 29 octobre 2002, des éléments de l'ALC et du RCD-N participant à l'opération « Effacer le tableau » ont tué au moins 173 civils nande et pygmées à Mambasa et dans les villages situés le long de l'axe Mambasa-Beni, notamment à Teturi, Mwemba et Byakato, dans le territoire de Mambasa. Les militaires ont également perpétré des actes de cannibalisme, mutilé un nombre indéterminé de civils, violé un grand nombre de femmes et d'enfants et commis des pillages généralisés. Les victimes ont été tuées sur la seule base de leur appartenance ethnique, les Nande et les Pygmées étant accusés de soutenir le RCD-ML⁷⁵⁹.

417. Après leur victoire sur l'APC à Mambasa, les éléments de l'ALC/RCD-N/UPC ont lancé, avec l'aide de militaires de l'UPDF, une grande opération militaire afin de

prendre le contrôle de la ville minière de Mongwalu. L'incident allégué suivant a été documenté :

- Le 20 novembre 2002, au cours de leur attaque contre Mongwalu, des éléments de l'ALC/RCD-N/UPC ont tué au moins une cinquantaine de lendu, dont des civils et des miliciens lendu mis hors de combat. La plupart des victimes ont été tuées à l'arme blanche ou par balle. Certaines ont été tuées alors qu'elles s'étaient cachées dans une église. Certaines ont survécu mais ont été gravement mutilées et torturées⁷⁶⁰.

421. Le 6 mars 2003, après que l'UPC eut attaqué la base de l'UPDF à Ndele, à quelques kilomètres de Bunia, les militaires de l'UPDF et les éléments du FNI et des FRPI ont monté une opération militaire conjointe et repris le contrôle de la ville de Bunia.

L'incident allégué suivant a été documenté :

- Le 6 mars 2003, des éléments de l'UPC et de l'UPDF/FNI/FRPI se sont affrontés à l'arme lourde à Bunia, tuant entre 17 et 52 civils. Après le retrait des troupes de l'UPC de la ville, des éléments du FNI ont tué un nombre indéterminé de civils hema sur la base de leur appartenance ethnique. Des éléments de l'UPDF/FNI/FRPI ont également pillé et détruit de nombreux bâtiments, des habitations privées et des locaux utilisés par des ONG locales et internationales. Des militaires de l'UPDF sont parfois intervenus pour demander aux éléments des FNI/FRPI de cesser les exactions et de quitter la ville⁷⁷⁰.

429. Au cours de la période considérée, tous les groupes armés de l'Ituri (UPC, FNI, FRPI, FAPC et PUSIC) ont procédé au recrutement de milliers d'enfants sur une base communautaire. L'incident allégué suivant a été documenté :

- Entre 2001 et 2003, des milliers d'enfants hema recrutés par l'UPC ont suivi une formation militaire dans les camps de Mandro, Katoto et Bule. Au cours de cette formation, ils ont souvent été torturés, victimes d'actes cruels, inhumains et dégradants ainsi que de viols. En 2000, 163 au moins de ces enfants ont été envoyés en Ouganda suivre une formation militaire dans le camp de l'UPDF à Kyankwanzi avant d'être finalement rapatriés en Ituri par l'UNICEF en février 2001. Entre 2002 et 2003, certains enfants associés à l'UPC ont été enlevés et conduits au Rwanda pour y suivre une formation militaire au sein des camps de l'APR. Un nombre indéterminé d'enfants lendu ont été emmenés dans des camps d'entraînement militaire au Nord-Kivu. Les autres communautés ont été affectées par ce phénomène, notamment les Alur, essentiellement dans le territoire de Mahagi⁷⁸³

442. Dans les territoires de Beni et Lubero contrôlés par le RCD-ML, les combats entre, d'un côté les troupes de l'APC (branche armée du RCD-ML) et de l'UPDF et, de l'autre, les différents groupes Mayi-Mayi locaux se sont poursuivis. L'incident allégué suivant a été documenté :

- En 2001, des éléments de l'APC ont tué au moins cinq civils et incendié des maisons dans le village de Kiantsaba, à 15 kilomètres de Beni. Depuis longtemps déjà, les militaires de l'APC et les Mayi-Mayi de Vurondo se disputaient le contrôle du village⁸⁰⁹.

443. À compter de 2001, des groupes Mayi-Mayi et des militaires de l'UPDF, soutenus parfois par des éléments de l'APC, se sont livrés à des combats acharnés pour le contrôle

du village d'Irango, à une vingtaine de kilomètres de Beni. L'incident allégué suivant a été documenté :

- En 2001, des éléments de l'UPDF ont tué un nombre indéterminé de personnes dans le village d'Irango. Les victimes étaient accusées de soutenir les Mayi-Mayi. Les militaires ont aussi violé de nombreuses jeunes filles. Au cours de l'attaque, ils ont incendié et pillé plusieurs maisons⁸¹⁰.

444. Dans la ville de Beni, les militaires de l'UPDF ont fait régner un climat de terreur pendant plusieurs années en toute impunité. Ils ont exécuté sommairement des civils, torturé et détenu arbitrairement un nombre indéterminé de personnes, dont plusieurs dans des trous boueux de deux ou trois mètres de profondeur.

697. L'armée du MLC, l'ALC, qui bénéficiait de l'appui de l'armée ougandaise, l'UPDF, aurait également recruté des enfants, essentiellement à Mbandaka dans la province de l'Équateur. En 2001, le MLC aurait reconnu avoir 1 800 EAFGA dans ses rangs¹²⁷³. Les enfants soldats ont été impliqués dans des offensives de l'ALC au cours desquelles des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire ont été commises. Ce fut notamment le cas lors des attaques menées dans le cadre de l'opération « Effacer le tableau »¹²⁷⁴.

(EXTRAITS)

ANNEXE MRDC 43

**Rapport sur la situation des droits de l'homme en
République Démocratique du Congo, présenté par le Rapporteur spécial,
M. Roberto Garreton,
conformément à la Résolution 1999/56 de la Commission
18 janvier 2000**

NATIONS
UNIES

E



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/42
18 janvier 2000

FRANÇAIS
Original : ESPAGNOL/FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Rapport sur la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo,
présenté par le Rapporteur spécial, M. Roberto Garretón conformément
à la résolution 1999/56 de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Résumé		5
I. INTRODUCTION	1 - 12	8
A. Mandat et activités.....	1 - 6	8
B. Mission conjointe d'enquête sur des allégations de massacres	7 - 8	9
C. Représailles contre des personnes qui ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies.....	9 - 10	10
D. Traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et coopération avec l'Organisation des Nations Unies	11 - 12	10
II. LE CONFLIT ARMÉ	13 - 30	11

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
III. ÉVOLUTION POLITIQUE.....	31 - 47	16
A. Sur le territoire contrôlé par le Gouvernement.....	31 - 41	16
B. Sur le territoire contrôlé par le RCD et ^par le MLC	42 - 47	19
IV. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME	48 - 107	20
A. Dans le territoire contrôlé par le Gouvernement de Kinshasa	48 - 80	20
B. Dans le territoire contrôlé par le RCD et le MLC	81 - 107	27
V. VIOLATIONS DU DROIT INTERNTIONAL HUMANITAIRE..	108 - 117	32
A. Violations imputables au Gouvernement de Kinshasa	108 - 111	32
B. Violations imputables aux forces du RCD et du MLC.....	112 - 117	33
VI. CONCLUSIONS.....	118 - 137	34
A. Le conflit armé.....	118	34
B. Violations du droit international humanitaire commises par les forces du Gouvernement	119	34
C. Violations du droit international humanitaire commises par les forces rebelles alliées des pays non invités.....	120	34
D. Violations des droits de l'homme attribuées au Gouvernement de Kinshasa.....	121	35
E. Violations des droits de l'homme dans le territoire contrôlé par le RCD	122	35
F. Situation des défenseurs des droits de l'homme	123	35
G. Droit à la démocratie dans le territoire placé sous le contrôle du Gouvernement	124 - 132	36
H. Le droit à la démocratie dans le territoire placé sous le contrôle du RCD.....	133	37
I. L'Accord de paix de Lusaka	134 - 137	37
VII. RECOMMANDATIONS.....	138 - 151	37
A. Respect du processus de paix	138 - 139	37
B. Démocratie.....	140 - 151	38

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Annexes</u>	<u>Page</u>
I.	Résolutions et rapports précédents de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme	40
II.	Autorités du Gouvernement de la République démocratique du Congo rencontrées par le Rapporteur spécial	41
III.	Autorités du Rassemblement congolais pour la démocratie rencontrées par le Rapporteur spécial.....	42
IV.	Autres institutions, églises, magistrats, organisations de la société civile, organisations non gouvernementales, partis politiques rencontrés dans les territoires contrôlés par les autorités de Kinshasa	43
V.	Autres institutions, églises, magistrats, organisations de la société civile, organisations non gouvernementales, partis politiques rencontrés dans les territoires contrôlés par les autorités du Rassemblement congolais pour la démocratie.....	46
VI.	Lieux visités par le Rapporteur spécial.....	47
VII.	Instruments internationaux auxquels la République démocratique du Congo est partie	48
VIII.	Groupes armés irréguliers qui sont impliqués directement ou indirectement dans le conflit armé en République démocratique du Congo ...	49
IX.	Conflits armés qui se développent sur le territoire de la République démocratique du Congo	50
X.	Principales initiatives de paix conduites par la communauté internationale depuis le déclenchement du conflit.....	51
XI.	Calendrier de la mise en œuvre de l'accord de cessez le feu.....	53
XII.	Liste non exhaustive des cas de violations des droits de l'homme commises dans les territoires sous contrôle du Gouvernement de la République démocratique du Congo et portés à la connaissance du Rapporteur spécial....	55
XIII.	Liste non exhaustive des cas de violations des droits de l'homme commises dans les territoires sous contrôle du RCD et du MLC et portés à la connaissance du Rapporteur spécial	71

fin à l'impunité. Toutefois, ce progrès est annulé par l'incorporation virtuelle à l'armée des Maï-Maïs et leur activité criminelle qui provoque la réaction du RCD.

B. Sur le territoire contrôlé par le RCD et par le MLC

42. Sur le territoire qu'il contrôle, le RCD est le seul parti, exception faite d'un petit parti appelé le Mouvement des réformateurs. En janvier, face à la désertion de son premier Président, le RCD a convoqué une assemblée générale qui a établi une assemblée et une présidence collégiale de huit membres, seul moyen d'harmoniser les diverses composantes, les civils et les militaires, les Congolais et ceux que la population perçoit comme des étrangers. En mars, la cassure est totale, lorsque son nouveau Président, Wamba dia Wamba, part pour Kisangani, plus tard pour Bunia - où il bénéficie de l'appui de l'Ouganda. En mai, les partisans de la faction de Goma - soutenue par le Rwanda - s'opposent à la faction de Kisangani (bilan : entre trois et huit morts). À Goma, l'assemblée créée au mois de janvier est dissoute en juin et une autre désertion a lieu en octobre qui vient s'ajouter à celles de janvier et de mars, quand l'élément katangais décide de se rebeller contre la majorité considérée comme étrangère.

43. Les affrontements les plus graves ont lieu entre le 15 et 18 août; ils opposent des militaires ougandais et des Rwandais à Kisangani et se sont soldés par la mort de près de 200 militaires et d'une trentaine de civils, congolais évidemment. La résidence de l'évêque congolais Laurent Monsengwo, qui critiquait la présence de Rwandais sur le sol de sa patrie, a été attaquée par les Rwandais. Ces factions se sont également affrontées à Beni, Butembo, Rutshuru et d'autres localités.

44. Pour faire face à la population civile qui lui est en majorité hostile, le RCD a constitué des "groupes d'autodéfense", entraînés par les militaires rwandais, que l'on a souvent accusés d'arrêter ou de séquestrer des personnes. La radio officielle a engagé la population à s'enrôler dans ces groupes qui constituent une authentique force paramilitaire et on leur a même imputé la mort d'un prêtre.

45. Plusieurs mesures adoptées par le RCD ont contribué à exacerber l'hostilité à son égard : la fuite des richesses nationales vers l'Ouganda et le Rwanda, la création d'un nouveau drapeau pour la région, la déclaration de jumelage entre Kigali et la région du Sud-Kivu; et, enfin, la constitution d'un prétendu parlement ("Baraza") dont les membres ont été nommés par le Gouverneur du Sud-Kivu. En novembre, un conflit au sein du RCD-Goma a encore compliqué la situation car, pour ne plus continuer à dépendre de Goma, un groupe tenterait d'établir une espèce d'État fédéral au Sud-Kivu.

46. De ces deux visites à Goma et d'une visite à Bukavu, le Rapporteur spécial retire l'impression que dans le territoire contrôlé par le RCD la population vit dans la terreur et l'humiliation.

47. Le Rapporteur spécial n'a pu obtenir aucune information sur la situation politique dans le territoire contrôlé par le MLC.

B. Violations imputables aux forces du RCD et du MLC

Attaques dirigées contre la population civile

112. Les représailles dont la population civile a été l'objet à la suite des actes commis par les Maï-Maïs à Chipaho et Lemera (3 et 4 décembre 1998) ont fait environ 70 morts; à Makobola (fin de 1998 et début de 1999) elles ont fait, d'après certaines sources, jusqu'à plus de 800 morts; on citera également Burhale et Misunga (12 janvier, 12 morts), Bashali (14 janvier, de nombreuses victimes parmi les réfugiés hutus); Kukweti, Sud-Kivu (25 février, 45 morts); Budaha, Sud-Kivu (17 mars); Walungu, Mwenga (entre le 19 et le 21 mars); Mikondero (15 février, une centaine de morts en comptant les localités de Kyondo, Beni-Nord-Kivu); Kamituga (près de 100 morts entre le 14 et le 17 mars, dans les villages de Kutunda, Kenge, Lubila, Kabukungu); Budaha, Burhinyi, Ngweshe, Kigulube (31 mai, d'après les sources, près de 90 morts); Kibizi, Buyankiri (des faits analogues ont eu lieu pendant toute l'année à des degrés divers); Kasala (Katanga) (45 morts, un grand nombre brûlés vifs, le 28 juillet); Kalambi (Menga, 30 septembre); Kahungwe (23 octobre, une centaine de morts); Kashambi (61 morts le 31 octobre); Kalami (octobre); Chifunze (Sud-Kivu, plus de 60 morts). Ce sont les attaques les plus meurtrières et les plus violentes commises sans le moindre respect des règles de la guerre. Un bon nombre de ces massacres ont été perpétrés à la machette, au couteau, à l'arme à feu et s'accompagnent généralement de l'incendie des habitations. Le RCD affirme que les coupables sont les interahamwe ou les Maï-Maïs, mais ceux-ci n'ont aucune raison de commettre des massacres contre la population congolaise ou les réfugiés hutus, qui comptaient le plus grand nombre de victimes. Le RCD a d'abord nié tous ces faits – Kasika (1998), Makobola – et les a finalement reconnus, les qualifiant de simple "bavure". C'est ainsi que le chef du Département de la sécurité et des renseignements, Bizima Karaha, les a qualifiés, de même que le chef du Département de la justice, des réformes institutionnelles et des droits de l'homme, Jean-Marie Emungu; le terme apparaît également dans un rapport fourni par le Gouverneur du Sud-Kivu. Tous ces faits se caractérisent généralement par un effort visant à éliminer immédiatement toute trace. Les troupes ougandaises ont commis des massacres analogues à Beni le 14 novembre faisant – bilan encore non confirmé – une soixantaine de victimes parmi les civils⁸.

113. Une autre violation des règles du droit international humanitaire est constituée par les attaques dont les populations civiles sans défense ont été victimes lors du conflit entre des soldats ougandais et rwandais à Kisangani en août, attaques qui ont fait une trentaine de victimes civiles, et lors d'autres attaques ultérieures à Beni et à Rutshuru.

Incendies et destructions

114. Outre les massacres – mais parfois en même temps – les forces du RCD ont incendié et détruit de nombreux villages.

Expulsions

115. Des Maï-Maïs et d'autres personnes ont été arrêtés lors des opérations et transportés vers le Rwanda et l'Ouganda où on a perdu leurs traces.

E/CN.4/2000/42

page 34

Mutilations

116. Le Rapporteur spécial a reçu de nombreuses plaintes faisant état de mutilations et dans au moins un cas il a pu vérifier le bien-fondé de la plainte. Au cours de sa mission de février, il a reçu un jeune homme de 18 ans qui avait été arrêté avec un compagnon par des soldats rwandais dans un village du Sud-Kivu, parce qu'ils étaient soupçonnés de collaborer avec les Maï-Maïs. On lui avait coupé le sexe et on l'avait abandonné dans la forêt; il avait été ensuite secouru mais avait subi une mutilation irréparable. On avait tué son compagnon en lui arrachant le cœur.

Le viol en tant qu'instrument de guerre

117. Le Rapporteur spécial a reçu des rapports faisant état de viols commis à Kabamba, Katana, Lwege, Karinsimbi, Kalehe. Des viols ont également été commis dans les villes de la province orientale par des soldats ougandais.

VI. CONCLUSIONS

A. Le conflit armé

118. Depuis le 2 août 1998, l'est de la République démocratique du Congo connaît une guerre provoquée par un mouvement appelé Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) – qui s'est par la suite scindé en deux factions - mouvement qui bénéficie de l'appui des armées du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi (pays que le Conseil de sécurité a qualifiés de "non invités"). Plus tard, un autre mouvement rebelle s'est constitué, le Mouvement pour la libération du Congo (MLC). Face à cette situation, le Gouvernement de la République démocratique du Congo a dû demander un soutien aux armées de cinq autres pays : Zimbabwe, Tchad, Soudan, Angola et Namibie, en vertu de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. La présence de ces neuf armées jointe à l'intervention de diverses milices, principalement les interahamwe et les Maï-Maïs, les ex-FAR, le Front pour la Défense de la Démocratie (FDD), l'Armée de Résistance du Seigneur, a créé un climat de grande insécurité. L'est du pays est secoué par des conflits que l'on peut qualifier d'internationaux et par des conflits internes. Toutes les parties en présence ont commis de graves violations du droit international humanitaire, notamment des assassinats et des attaques contre la population civile, y compris des viols de femmes non combattantes.

B. Violations du droit international humanitaire commises par les forces du Gouvernement

119. Les actes les plus graves ont été les bombardements de populations civiles par les forces armées congolaises et les forces alliées zimbabwéennes et tchadiennes (Kisangani, Gemena, Zongo, Libenge, Goma, Bunga) et les représailles dont les populations civiles de Bunga et de Gemena ont été victimes.

C. Violations du droit international humanitaire commises par les forces rebelles, alliées des pays non invités

120. En représailles à des attaques commises contre ceux que la population congolaise désigne comme des "agresseurs", des "militaires rwandais", etc., les forces du RCD se sont vengées en massacrant à la machette, au couteau et à l'arme à feu des groupes de civils sans défense,

actes qui ont fait des milliers de victimes. Les actes de vengeance commis à Chipaho, Lemera, Makobola, Burhale, Musinga, Bashali, Lukweti, Budaha, Walungu, Mwenga, Mikondero, Kamituga, Burhinyi, Ngweshe, Kigulube, Kibizi, Buyankiri, Kasala, Kalambi, Kahungwe, Kashambi, Kalami et Chifunze sont les plus connus.

D. Violations des droits de l'homme attribuées au Gouvernement de Kinshasa

121. L'application constante de la peine de mort, que le Président Kabila justifie par la nécessité de garantir la sécurité de la population - bien qu'il se soit qualifié lui-même d'abolitionniste -, l'existence d'une Cour de l'ordre militaire (COM) qui ne respecte pas les garanties judiciaires, les attaques permanentes à la presse indépendante (arrestations de journalistes, rafles dans des imprimeries, citations à comparaître, recours à une législation liberticide de l'époque de Mobutu), l'utilisation systématique de la torture, la pratique des disparitions forcées et des exécutions sommaires, tous ces faits apparaissent les plus graves. Pour les éléments positifs, il faut relever les efforts déployés par le Ministre des droits de l'homme pour améliorer quelques aspects ponctuels de la situation et la solution trouvée pour les "personnes à risque" (à la physionomie tutsi, qu'il a fallu protéger pour éviter qu'elles ne fassent l'objet de représailles de la part de la population), l'élaboration d'un Plan national d'action en matière de droits de l'homme, avec la participation des principales organisations de défense des droits de l'homme et l'autorisation accordée en novembre au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de visiter les centres de détention.

E. Violations des droits de l'homme dans le territoire contrôlé par le RCD

122. Ce qui est le plus frappant sur le territoire occupé par les forces "rebelle ou d'agression" est le climat de terreur qui règne partout ainsi qu'un sentiment de rejet de plus en plus vif à l'égard de ceux qui exercent le pouvoir. La population de la région se sent humiliée. Le droit à la vie est en permanence foulé aux pieds mais toutes les libertés publiques sont également bafouées, comme le droit d'association, de réunion, d'expression et d'opinion. Il n'existe aucun organe d'information indépendant et les rares qui fonctionnaient, comme la radio Maendeleo, ont été interdits. Toute dissidence ou opposition est présentée comme une "tentative de génocide". L'expulsion de prisonniers vers le Rwanda ainsi que vers l'Ouganda est particulièrement grave. Il est en outre symptomatique que, lors de la dernière réforme structurelle du RCD/Goma, tout organe public chargé des droits de l'homme ait été supprimé. La peine de mort, prévue par la loi, n'est pas appliquée et c'est là le seul élément qui peut être considéré comme positif.

F. Situation des défenseurs des droits de l'homme

123. Dans les deux parties dans lesquelles le pays est divisé, la situation des défenseurs des droits de l'homme est particulièrement grave. On trouvera en annexe plusieurs cas concrets de violations des droits d'association, d'expression, de réunion mais aussi du droit à la vie, à l'intégrité physique et à la liberté individuelle dont sont victimes les défenseurs des droits de l'homme. Le Président Kabila considère que les organisations non gouvernementales sont des "partis politiques". Pour le Gouverneur du Sud-Kivu, la société civile est un groupement de partis politiques extrémistes, dont le financement doit être assuré par les services secrets de Kinshasa.

G. Droit à la démocratie dans le territoire placé sous le contrôle
du Gouvernement

124. Une étude de la résolution de la Commission des droits de l'homme 1999/57, en date du 27 avril 1999, relative à la promotion du droit à la démocratie - dont le Rapporteur spécial soutient la réalité dans tous ses rapports depuis 1994 - permet de conclure que non seulement ce droit n'est pas en vigueur dans la République démocratique du Congo mais qu'aucun progrès n'a été accompli pour parvenir à le réaliser.

125. Le droit à la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de pensée et de conscience, le droit d'association et de réunion sont bafoués et le seul droit qui pourrait être considéré comme respecté est la liberté de religion. Les partis politiques sont interdits (sauf s'ils se plient à une nouvelle loi qui ne répond pas aux critères démocratiques) et, au contraire, des comités de pouvoir populaire (CPP) ont été créés et imposés, avec le financement et l'appui idéologique de l'État; ces comités ne sont rien d'autre que le prolongement de l'État et doivent lui permettre de réaliser ses propres politiques; ils ont de surcroît été autorisés à constituer dans les quartiers des milices armées appelées Forces d'autodéfense populaire (FAP).

126. Le droit fondamental de recevoir et de diffuser des informations et des idées est bafoué par l'application de sanctions sévères : arrestations, procès (même devant la Cour de l'ordre militaire), interdiction de quitter le pays, torture.

127. Le respect de la loi n'est exigé que des particuliers et le chef de l'État s'y soustrait car il s'est lui-même octroyé les pouvoirs discrétionnaires les plus absolus, en vertu du décret-loi No 3 de 1997 qui lui confère tous les pouvoirs de l'ordre exécutif et législatif et une grande partie des pouvoirs judiciaires. Il n'existe aucun recours efficace pour assurer la protection des libertés fondamentales et la sécurité des citoyens.

128. Le droit de vote n'a pas été rétabli et aucune des annonces qui avaient été faites n'a été suivie d'effet, même avant l'attaque du 2 août 1998 dans l'est du pays.

129. De la même manière, le droit de participer à la vie politique dans des conditions d'égalité n'a pas été rétabli. En vertu de la nouvelle loi sur les partis politiques, seuls les partis qui ont l'autorisation du Ministère de l'intérieur pourront agir en politique. Dans le "débat national" que le Gouvernement a demandé, les seules questions qui peuvent être abordées sont les thèmes proposés par le Président.

130. Les institutions de l'État sont toujours placées sous le contrôle extrêmement rigoureux du Gouvernement. Même des ministres, des magistrats, des militaires de tout rang et de hauts fonctionnaires ont été envoyés en prison, bien souvent sans avoir été jugés, ce qui suppose une totale absence de transparence dans l'exercice du pouvoir et tout cela dans la plus parfaite impunité.

131. Le peuple congolais n'exerce pas le droit de choisir son système de gouvernement et le "débat national" proclamé par le Président est limité aux seules questions que lui-même propose.

132. Le droit à l'accès à la fonction publique dans des conditions d'égalité n'est pas garanti aux citoyens.

H. Le droit à la démocratie dans le territoire placé sous le contrôle du RCD

133. Dans le territoire contrôlé par le RCD il n'y a pas de parti politique et la liberté d'expression, d'information, d'association, de réunion, de participation politique et le droit de vote, etc., n'existent pas. La population n'a même pas le droit de critiquer ce qu'elle considère comme "une agression et une occupation étrangères". Seul est autorisé le RCD, qui est de fait un parti-État. La population a essuyé des humiliations politiques considérables, comme la décision prise sans la moindre consultation de changer le drapeau national et la décision de jumeler la capitale du Rwanda, Kigali, avec le territoire du Sud-Kivu, qui cherche d'ailleurs à obtenir son autonomie.

I. L'Accord de paix de Lusaka

134. Après de nombreuses tentatives de paix, un accord a été signé à Lusaka le 10 juillet et le RCD ne l'a signé que le 31 août. Il contient des dispositions d'ordre militaire et d'ordre politique et prévoit la participation, en qualité d'observateurs, de la Zambie ainsi que de l'OUA et de l'ONU. Le cessez-le-feu n'a pas été respecté puisque les affrontements et les levées de troupes ont continué; les milices n'ont pas été désarmées et les massacres n'ont pas cessé. Pire encore, les parties en présence ont continué de tenir – avec de plus en plus de vigueur chaque jour – un langage de guerre, dénigrant même la participation de la "communauté internationale" qui, à ce jour, semble dans les faits être la seule, au côté de la société civile des deux parties du territoire, à vouloir le succès de l'Accord. Néanmoins, aucun changement majeur n'est intervenu dans les positions territoriales en vigueur à la date de la signature.

135. Les engagements d'ordre politique pris en vertu de l'Accord n'ont pas davantage été tenus : le facilitateur entre les éléments congolais parties à l'Accord n'a toujours pas été désigné; le Gouvernement du Président Kabila se refuse à engager le "dialogue national" (négociation politique intercongolaise) d'une grande portée pour le destin du pays, devant associer les partis politiques généralement reconnus et la société civile, auquel il préfère le "débat national" limité aux seules questions que lui-même accepte d'aborder.

136. Aucune des décisions figurant dans l'Accord de Lusaka n'a été appliquée dans les délais prévus et la grande majorité d'entre elles ne sont toujours pas exécutées.

137. La mission commune chargée par la Commission des droits de l'homme d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises pendant la guerre de 1996-1997 n'a pas pu commencer à travailler car les mesures de sécurité indispensables ne sont pas assurées.

VII. RECOMMANDATIONS

A. Respect du processus de paix

138. Les parties en présence doivent respecter strictement l'accord de paix tant dans ses aspects militaires (fin de l'emploi d'un langage de guerre, désarmement des milices, retrait de toutes les troupes étrangères, qu'elles soient invitées ou "non invitées", respect de l'intangibilité des frontières, proclamation d'un cessez-le-feu véritable, établissement des conditions de sécurité



Conseil de sécurité

Distr. générale
10 septembre 2002
Français
Original: anglais

Rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

I. Introduction

1. Le présent rapport est présenté conformément à la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 15 août (S/PRST/2002/24), dans laquelle le Conseil m'a prié de formuler des recommandations sur la façon dont la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et, grâce à la coordination assurée par celle-ci, tous les organismes des Nations Unies intéressés pourront aider les parties à s'acquitter des responsabilités liées à l'application de l'Accord de paix entre les Gouvernements de la République démocratique du Congo et de la République du Rwanda sur le retrait des troupes rwandaises du territoire de la République démocratique du Congo et le démantèlement des forces des ex-FAR et des Interahamwe en République démocratique du Congo (S/2002/914, annexe), signé à Pretoria le 30 juillet 2002.

2. Le présent rapport énonce les tâches à accomplir au titre de l'Accord de Pretoria, ainsi que des recommandations concernant les mesures que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre afin d'aider les parties à appliquer l'Accord. Il contient également une analyse de l'Accord entre les Gouvernements de la République démocratique du Congo et de la République de l'Ouganda sur le retrait des troupes ougandaises de la République démocratique du Congo, la coopération et la normalisation des relations entre les deux pays, signé le 6 septembre à Luanda par les États intéressés, et formule des recommandations concernant les mesures que l'ONU pourrait prendre à ce propos.

3. Il sera fait état des autres faits nouveaux intervenus depuis la parution de mon onzième rapport sur la MONUC (S/2002/621) dans un nouveau rapport, qui sera soumis au Conseil de sécurité au début d'octobre.

II. Dispositions des accords et suite donnée à ce jour

A. Accord de Pretoria

4. Les chefs d'État de la République démocratique du Congo et du Rwanda ont signé le 30 juillet 2002, à Pretoria, l'Accord de paix sur le retrait des troupes rwandaises de la République démocratique du Congo et le démantèlement des ex-forces armées rwandaises (ex-FAR) et des forces Interahamwe en République démocratique du Congo. Le Président de la République sud-africaine et moi-même avons signé l'Accord en qualité de témoins.

5. Les principales dispositions de l'Accord concernent l'engagement du Gouvernement de la République démocratique du Congo à continuer de « poursuivre et désarmer » (S/2002/914, annexe, par. 8.1) les Interahamwe et les ex-FAR dans le territoire dont il a la maîtrise. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo a également convenu de collaborer avec la MONUC, la Commission militaire mixte (CMM) et « toute autre force constituée par la tierce partie pour regrouper et désarmer les ex-FAR et les Interahamwe » (ibid., par. 7) sur tout le territoire de la République



démocratique du Congo. De son côté, le Gouvernement rwandais s'est engagé à retirer ses troupes de la République démocratique du Congo « dès qu'il aura été convenu de mesures effectives répondant à ses préoccupations en matière de sécurité, en particulier le démantèlement des forces des ex-FAR et des Interahamwe » (ibid, par. 5). L'Accord stipule que le retrait du Rwanda devrait commencer en même temps que l'exécution de ces mesures, le retrait et les mesures étant vérifiées par la MONUC, la CMM et la tierce partie.

6. La tierce partie, qui s'entend du « Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de l'Afrique du Sud, en sa double capacité de Président de l'Union africaine et de facilitateur » (ibid, p. 6), est chargée d'exécuter un certain nombre de tâches de vérification, dont la vérification des renseignements que doivent fournir les parties au sujet des groupes armés, et l'application de mesures effectives prises au titre de leur démantèlement. Il est demandé expressément à la MONUC de commencer immédiatement de mettre en application la troisième phase de son déploiement et d'établir et de sécuriser les points de rassemblement des éléments des ex-FAR et des Interahamwe, ainsi que de faciliter leur rapatriement.

7. Le programme d'application de l'Accord de paix (ibid, p. 6 à 9) prévoit un calendrier de 90 jours, dont les éléments sont les suivants :

a) Mise en place par la tierce partie du mécanisme de vérification;

b) Achèvement de la troisième phase du déploiement de la MONUC;

c) Etablissement de lieux de rassemblement des éléments des ex-FAR et des Interahamwe;

d) Poursuite, désarmement et démantèlement de ces groupes armés;

e) Diverses tâches de contrôle et de vérification;

f) Retrait complet des troupes rwandaises du territoire de la République démocratique du Congo.

Par la suite, la tierce partie doit procéder à la vérification finale de l'achèvement du programme d'application de 90 jours et déposer un rapport dans les 30 jours suivants.

Mesures prises à ce jour

8. Comme suite à la signature de l'Accord de Pretoria, l'Organisation des Nations Unies a engagé des consultations avec les Gouvernements de l'Afrique du Sud, de la République démocratique du Congo et du Rwanda afin de mieux connaître le contexte de l'Accord et d'obtenir les précisions nécessaires pour organiser son appui à l'Accord. Plusieurs réunions ont eu lieu au cours de la semaine du 5 août 2002 avec des délégations des trois pays. Des précisions supplémentaires ont été communiquées lors de la réunion tenue le 8 août entre le Conseil de sécurité et les Ministres des affaires étrangères de l'Afrique du Sud et de la République démocratique du Congo ainsi qu'avec l'Envoyé spécial du Président du Rwanda pour la région des Grands Lacs. Le 6 août, le Département des opérations de maintien de la paix a communiqué au Conseil de sécurité une étude préliminaire des incidences de l'Accord de Pretoria.

9. Le 9 août, à l'issue de consultations tenues au Siège de l'ONU avec une délégation sud-africaine, un communiqué conjoint a été publié à New York au sujet de la constitution d'un secrétariat du mécanisme de vérification de la tierce partie. Dans ce communiqué, l'Organisation des Nations Unies et l'Afrique du Sud se déclarent disposées à coopérer étroitement à la surveillance et à la vérification de l'exécution des engagements pris par les deux signataires. Il était également annoncé dans le communiqué que le secrétariat du mécanisme de vérification de la tierce partie serait composé comme suit, avec l'appui des experts nécessaires : pour l'Organisation des Nations Unies, ma Représentante spéciale adjointe pour la République démocratique du Congo et le commandant en second de la Force de la MONUC; pour ce qui est de l'Afrique du Sud, le Conseiller du Président pour les questions de sécurité; le Conseiller du Président pour les affaires étrangères, le Directeur principal pour les affaires étrangères, le Directeur principal pour l'Afrique centrale du Ministère des affaires étrangères et le Représentant spécial du Ministère de la défense.

10. Le secrétariat du mécanisme de vérification de la tierce partie a été établi à Kinshasa et sera doté d'un groupe de liaison à Kigali. La MONUC se propose, avec l'accord du Conseil de sécurité, de coopérer sans réserve avec le mécanisme de vérification, notamment en l'aidant dans ses fonctions de vérification. Dans le même temps, la MONUC continuera de s'acquitter du mandat que le Conseil de sécurité lui a confié, conformément à sa chaîne de commandement et à ses

procédures. Le mandat du mécanisme de vérification est en cours d'élaboration.

11. Le mécanisme de vérification a tenu sa première réunion à Kinshasa le 21 août, au cours de laquelle il a examiné son programme de travail et son règlement intérieur. Il a également tenu pour la première fois des réunions avec les Gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda les 26 et 27 août, afin d'examiner la marche à suivre et de les prier de désigner des groupes de contact qui constitueraient leurs principaux interlocuteurs pour ce qui est du mécanisme de vérification. Celui-ci déterminera en temps voulu les modalités précises de diverses fonctions de vérification prévues dans l'Accord de Pretoria.

12. Lors de ma récente visite en Afrique du Sud, j'ai mené des consultations approfondies avec des dirigeants de la région au sujet des diverses modalités d'application de l'Accord de Pretoria.

13. Depuis la signature de l'Accord, les Gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda sont restés en contact afin d'examiner l'application. Le Gouvernement rwandais a communiqué au mécanisme de vérification des premières informations au sujet de son plan de retrait de ses troupes rwandaises de la République démocratique du Congo, ainsi que des renseignements au sujet des groupes armés rwandais opérant en République démocratique du Congo. Toutefois, selon une évaluation préliminaire de ces documents, les renseignements sont nettement insuffisants dans ces domaines. Par ailleurs, le mécanisme de vérification attend que le Gouvernement de la République démocratique du Congo lui fournisse des renseignements au sujet des éléments des ex-FAR et des Interahamwe qui se trouvaient dans l'ouest de la République démocratique du Congo et, en particulier, concernant le sort de leurs dirigeants connus.

B. Accord de Luanda

14. Le 6 septembre 2002, à Luanda, les chefs d'État de la République démocratique du Congo et de la République de l'Ouganda ont signé un accord sur le retrait des troupes ougandaises de la République démocratique du Congo et la coopération et la normalisation des relations entre les deux pays. Le

Président de l'Angola a signé l'Accord en qualité de témoin.

15. En vertu de cet accord, le Gouvernement ougandais s'est engagé à poursuivre le retrait de ses forces de la République démocratique du Congo conformément à un calendrier arrêté d'un commun accord. En particulier, les troupes ougandaises doivent quitter immédiatement Gbadolite, Béni et les environs. L'Ouganda a également réaffirmé qu'il était prêt à retirer ses troupes de Bunia lorsqu'une administration aurait été établie dans l'Ituri. L'Accord stipule également que les troupes ougandaises se trouvant sur les flancs des monts Ruwenzori ne se retireraient que lorsque les parties auraient mis en place des « mécanismes de sécurité garantissant la sécurité de l'Ouganda », notamment des patrouilles conjointes le long de la frontière commune aux deux pays.

16. À propos de la situation dans l'Ituri, les deux parties sont convenues de constituer, avec le concours de la MONUC, une commission mixte de pacification de l'Ituri, composée de représentants des Gouvernements de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda, ainsi que de divers dirigeants sur le terrain. Selon le calendrier d'application annexé à l'Accord, la Commission serait créée dans les 20 jours suivant la signature de l'Accord. Une autorité administrative serait établie une fois qu'un mécanisme de maintien de l'ordre aurait été arrêté. Ensuite, l'Ouganda élaborerait un plan de retrait de Bunia, prévoyant l'achèvement du retrait des Forces armées ougandaises dans les 100 jours.

17. D'autres dispositions de l'Accord concernent la normalisation des relations entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda, y compris le rétablissement de la souveraineté de la République démocratique du Congo, tout en prenant en compte les préoccupations de l'Ouganda en matière de sécurité, par l'interdiction de tout type d'appui militaire et logistique aux groupes armés; l'accélération de la pacification des territoires de la République démocratique du Congo actuellement sous contrôle ougandais et la normalisation de la situation le long de la frontière commune; les échanges de renseignements sur toutes les questions de sécurité; le rétablissement de relations diplomatiques normales; la reconstitution de la commission ministérielle mixte de coopération dans divers domaines dont la défense, la sécurité, le commerce, les investissements, les infrastructures, les transports, la télécommunication et les échanges

S/2002/1005

culturels. Les parties sont également convenues de régler à l'avenir tout différend par la voie du dialogue et d'autres moyens pacifiques.

18. Au moment de l'établissement du présent rapport, le Gouvernement ougandais avait retiré quelque 1 200 hommes de Béni et 650 de Gbadolite, depuis la fin août. La MONUC a observé le retour de ces éléments des Forces armées ougandaises en Ouganda. Le retrait des troupes ougandaises de ces emplacements devrait être achevé pour la fin de septembre.

III. Obstacles à l'application

A. Accord de Pretoria

19. La signature de l'Accord de Pretoria a été considérée par les parties et le médiateur comme un effort tendant à lever les principaux obstacles à l'application de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka (S/1999/815, annexe), à savoir l'absence de progrès dans le retrait des troupes rwandaises et l'opération de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion (DDRRR) des éléments des ex-FAR et des Interahamwe opérant en République démocratique du Congo. Cet accord constitue ainsi un cadre politique pour l'examen des principaux sujets de préoccupation, permettant ainsi aux parties de régler leur conflit persistant.

20. C'est dans ce contexte que le concept d'opérations de la MONUC pour la phase III a été révisé, comme indiqué plus loin à la section IV, pour tenir compte des aménagements nécessaires pour favoriser l'application de l'Accord de Pretoria et notamment les diverses fonctions de vérification prévues pour le mécanisme de vérification de la tierce partie et l'opération progressive de DDRRR des groupes armés en République démocratique du Congo, concernant en particulier les éléments des ex-FAR et des Interahamwe.

21. La mise en oeuvre de l'Accord de Pretoria passe par la détermination des deux parties à collaborer étroitement – avec l'aide de la tierce partie – dans un climat de confiance. Ce n'est que dans ce contexte qu'il sera possible d'aplanir plusieurs désaccords persistants, tels que la divergence de vues entre les deux gouvernements quant au nombre et à l'emplacement des groupes armés rwandais et aux « mesures effectives » (S/2002/914, annexe, par. 5)

restant à définir, pour ce qui est du démantèlement des ex-FAR et des Interahamwe. Par ailleurs, il faudra absolument que les parties s'entendent sans plus tarder au sujet de leurs obligations au titre de l'Accord. C'est pourquoi la proposition du Président Mbeki tendant à tenir, au niveau des chefs d'État, des réunions d'examen mensuelles ou au moins régulières devrait être vigoureusement appuyée et suivie, étant donné que ces réunions seront indispensables au maintien de la détermination des parties à continuer d'aller de l'avant.

22. La poursuite des contacts entre les parties depuis la signature de l'Accord de Pretoria est un signe encourageant de leur attachement au processus de paix. Dans le même temps, les informations faisant état de l'intensification des activités militaires sur le terrain et l'échange récent d'accusations publiques de non-respect de l'Accord ne sont pas faits pour en accélérer l'application. Si la cessation des hostilités entre les Gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda est généralement effective depuis un certain temps le long de la ligne de dégagement, les parties devront absolument apporter la preuve de leur attachement à l'Accord de Pretoria en faisant en sorte que des conditions de sécurité soient réunies non seulement aux fins du déploiement de la MONUC mais aussi pour le désarmement volontaire des groupes armés. Il faudra également que les parties usent de leur influence auprès des intéressés pour qu'ils déposent les armes et entreprennent une opération volontaire de DDRRR.

23. Sans être directement lié à l'Accord de Pretoria, un règlement politique global entre les parties congolaises n'en constitue pas moins un élément vital de son application. Un gouvernement de transition ouvert à tous devrait être en mesure d'étendre son autorité sur tout le territoire de la République démocratique du Congo à l'issue du retrait des forces étrangères. À l'évidence, l'action que mène mon Envoyé spécial, M. Mustapha Niasse, exige le soutien indéfectible de tous les intéressés, si l'on veut que les parties congolaises parviennent rapidement à un accord global au sujet des arrangements de transition.

B. Accord de Luanda

24. L'Accord conclu entre les Gouvernements de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda prévoit le retrait total des troupes ougandaises de la République démocratique du Congo et la normalisation

des relations entre les deux pays. Pour ce qui est de Bunia, une ville clef dans la riche région de l'Ituri et jusqu'à récemment le bastion politique du Rassemblement congolais pour la démocratie-Kisangani-Mouvement de libération (RCD-K-ML) dans un territoire chaudement disputé, la décision de l'Ouganda de retirer son bataillon de cette zone, une fois qu'une administration civile aura été établie dans l'Ituri, pourrait avoir des répercussions positives aussi bien que négatives.

25. Comme je l'ai indiqué dans mes rapports précédents au Conseil de sécurité, l'Ituri est depuis des décennies le théâtre de nombreux affrontements violents, en particulier entre les Lendu, les Hema et les groupes apparentés. Il convient toutefois de noter que la tension entre Lendu et Hema ne constitue pas, comme ailleurs, un conflit classique entre majorité et minorité. Depuis juin 1999, les tensions sont au plus fort dans l'Ituri où, selon le Gouvernement de la République démocratique du Congo, jusqu'à 20 000 personnes ont trouvé la mort. Pour l'ensemble de l'Ituri, qui compte 4,6 millions d'habitants, quelque 500 000 personnes sont déplacées depuis peu, dont 60 000 rien qu'à Bunia. L'insécurité régnant dans la région a été dramatiquement illustrée en avril 2001 par l'assassinat de six agents du Comité international de la Croix-Rouge par des agresseurs non identifiés, à une trentaine de kilomètres de Bunia, ce qui témoignerait, d'après certains, de la volonté d'éloigner les yeux et les oreilles de la communauté internationale de la région.

26. La persistance de l'extrême violence est souvent imputée à l'absence d'une administration impartiale; aux rivalités entre dirigeants du RCD-K-ML, aux conflits économiques entre puissants hommes d'affaires; à l'ingérence, réelle ou supposée, de certains éléments des Forces armées ougandaises sur le terrain; et aux tentatives de certains éléments répondant à diverses motivations d'ordre politique, militaire et économique, de former des milices à base ethnique.

27. Le bilan total des tueries qui ont eu lieu ces dernières semaines dans l'Ituri est impossible à dresser. Il est généralement admis qu'il y a eu des centaines de victimes à Bunia même, mais avec la propagation de la violence jusqu'à des villages situés à 90 kilomètres de Bunia, selon des chiffres, non confirmés de manière indépendante, communiqués par des ONG et d'autres sources, il y aurait eu des milliers de tués rien qu'en

août, et des dizaines de milliers de déplacés. Une milice hema-gerere récemment bien équipée, l'Union des patriotes congolais (UPC), aurait pris des villes importantes le long de l'axe Mahagi-Bunia-Béni, et a pris le contrôle des environs immédiats de Bunia, réduisant ainsi le secteur d'influence du RCD-K-ML. Une vive méfiance s'est instaurée entre les communautés Lendu et Hema, qui se sont engagées dans le cercle vicieux de représailles meurtrières. Depuis quelques mois, des personnes cherchant à rétablir une vie normale ont reçu des menaces de mort et ont été contraintes de fuir la région.

28. Le 29 août, le Ministre des droits humains de la République démocratique du Congo, M. Luaba Ntumba et ses collaborateurs ont été enlevés à proximité de l'aéroport de Bunia par un groupe de miliciens de l'UPC. Les otages ont été relâchés trois jours plus tard en échange du retour à Bunia de neuf compagnons du chef de l'UPC, M. Thomas Lubanga, ancien dirigeant du RCD-K-ML, titulaire du « portefeuille de la défense ». La MONUC a fourni ses bons offices dans cet incident et a engagé tous les intéressés à parvenir à une solution pacifique.

29. Une solution à long terme passe par le retrait de toutes les troupes étrangères de la région et la mise en place d'une autorité nationale légitime qui assurera avec impartialité l'administration civile, mais il n'y a guère de chances que cette administration, acceptable par toutes les communautés de Bunia, puisse être effectivement mise en place à bref délai. Bien que certains de leurs éléments soient généralement considérés comme ayant manqué d'impartialité, les Forces armées ougandaises restent actuellement les seules forces à Bunia qui puissent assurer une certaine sécurité, certes limitée et circonscrite. Il convient également de noter que la situation dans le nord-est a encore été déstabilisée par une offensive militaire menée par le RCD-National, qui aurait bénéficié de l'appui du Mouvement de libération du Congo (MLC), en direction d'Isiro. À ce jour, le RCD-National aurait progressé jusqu'à moins de 200 kilomètres de Bunia.

30. Il est indispensable de redresser la situation à Bunia, non seulement aux fins de l'application de l'Accord de Luanda, mais également pour rétablir la sécurité dans le nord-est et, d'une manière générale, faire progresser le processus de paix dans la République démocratique du Congo. Le rôle que la MONUC jouerait dans ce contexte est présenté plus loin, aux paragraphes 57 à 63.

IV. Rôle de la MONUC à l'appui des accords

31. Mon neuvième rapport au Conseil de sécurité (S/2001/970) contenait le plan initial de la MONUC pour le déploiement de la phase III qui indiquait que la Mission adopterait une approche progressive pour assurer le désarmement, la démobilisation, le rapatriement, la réinstallation et la réinsertion des groupes armés tout en continuant d'exécuter les tâches relevant de la phase II, en particulier le contrôle du dégagement des parties sur de nouvelles positions défensives, la réalisation d'enquêtes sur les violations présumées du cessez-le-feu et l'observation du retrait des forces étrangères.

32. Au cours de l'année écoulée, la MONUC a accompli des progrès considérables dans l'exécution des activités relevant de la phase II mais aussi dans la préparation de celles de la phase III, notamment en déployant son personnel civil et militaire à Kindu et Kisangani. À cet égard, les informations préliminaires recueillies sur les groupes armés ont été communiquées au Conseil de Sécurité dans l'annexe à ma lettre du 1er avril 2002 (S/2002/341). Toutefois, en l'absence d'accord politique global sur les mesures de DDRRR et étant donné que les hostilités n'ont pas cessé dans l'est du pays, la Mission n'a pu faire grand chose à cet égard si ce n'est faciliter les demandes ponctuelles de démobilisation et de rapatriement de combattants comme ceux regroupés à Kamina et Beni et organiser l'opération plus vaste de DDRRR.

33. Les accords de Pretoria et de Luanda, qui confirment les principes énoncés dans l'Accord de Lusaka, offrent désormais la possibilité concrète de faire avancer le processus de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réinsertion des groupes armés ainsi que de retrait des forces rwandaises et ougandaises.

A. Désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion

1. Principes intervenant dans le désarmement, la démobilisation, le rapatriement, la réinstallation et la réinsertion des groupes armés étrangers

34. Les principaux principes qui guideront l'action de la MONUC dans ce domaine sont énoncés ci-après :

a) La République démocratique du Congo et le Rwanda doivent communiquer toutes les informations dont ils disposent sur l'emplacement, le nombre et les armes des groupes armés, qui doivent être vérifiées par le mécanisme de vérification de la tierce partie;

b) Les combats doivent avoir pris fin pour entreprendre les activités de DDRRR propices; en d'autres termes, la cessation de toutes les hostilités est indispensable;

c) Le désarmement et la démobilisation, le rapatriement des groupes armés seront entrepris sur une base volontaire. La MONUC n'essaiera nullement de désarmer les combattants par la force;

d) Le processus de DDRRR prévoira aussi le rapatriement librement consenti des ex-combattants ainsi que des membres de leur famille. Il est essentiel que les pays en question fournissent la garantie que les ex-combattants et les personnes à leur charge pourront rentrer dans des conditions de sécurité. À cet égard, il faudra mettre en place les mesures de confiance requises, et notamment prévoir la fourniture d'une assistance internationale pour les activités de contrôle et de réinsertion. Il convient aussi de tenir compte des membres des « familles mixtes » (par exemple les ex-combattants rwandais ayant des épouses congolaises);

e) La question des ex-combattants qui ne souhaiteraient pas rentrer dans leur pays d'origine doit être examinée avant le lancement des opérations de DDRRR. La MONUC et le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) mèneront avec les parties et avec d'autres gouvernements de nouvelles consultations pour arrêter diverses solutions durables, y compris l'octroi de l'asile en République démocratique du Congo et la réinstallation dans des pays tiers pour les personnes pouvant prétendre au statut de réfugié qui ne désirent pas regagner leur foyer;

f) La MONUC et le HCR s'efforceront de coopérer avec les Gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda et d'autres pays intéressés pour faire en sorte que ces deux

Gouvernements livrent au Tribunal pénal international pour le Rwanda toute personne recherchée par le Tribunal;

g) Dans les zones qui ne sont pas sous le contrôle du Gouvernement de la République démocratique du Congo, la MONUC fournira une sécurité ponctuelle dans les sites de désarmement et de démobilisation mais les autorités locales demeureront responsables de la sécurité générale. Dans les zones tenues par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, ce dernier devra assurer la sécurité des sites de désarmement et de démobilisation;

h) Il faudra parvenir avec les Gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda à un accord sans équivoque sur leurs responsabilités et rôles concrets respectifs ainsi que sur ceux de la MONUC, du HCR et des autres organismes compétents des Nations Unies pour ce qui est des opérations de DDRRR des ex-combattants et les tâches qui y sont associées.

2. Dispositions prévues pour le désarmement, la démobilisation, le rapatriement, la réinstallation et la réinsertion

35. Dans les zones tenues par le Gouvernement de la République démocratique du Congo tous les membres des ex-FAR ou des Interahamwe dont il a été établi qu'ils opéraient aux côtés des forces armées congolaises demeureraient dans leurs formations jusqu'à ce qu'ils soient, comme dans le cas de Kamina, désarmés par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, et contrôlés, démobilisés et rapatriés par la MONUC. Les forces armées congolaises seraient responsables du maintien de la sécurité pendant l'opération de DDRRR. La MONUC ne serait pas tenue de fournir de protection, au-delà des unités de gardes nécessaires pour protéger le personnel et le matériel de l'ONU. En conséquence, la MONUC pourra entamer les phases initiales de DDRRR à l'aide des ressources dont elle dispose actuellement dans les zones tenues par le Gouvernement dès que les ex-FAR/Interahamwe en question auront été identifiés.

36. Dans l'est, l'opération de DDRRR continuera de poser un grave problème sur les plans politique, logistique et sur celui de la sécurité. Comme indiqué dans mes précédents rapports, la situation dans la partie orientale de la République démocratique du Congo demeure extrêmement instable. Il est probable

que le climat général d'hostilité et l'absence d'ordre public subsistent même si les hostilités cessent officiellement. Aussi, est-il proposé que le processus de DDRRR dans cette région soit lancé au départ dans des zones relativement sûres.

37. Le plan de DDRRR proposé prévoit que la MONUC gèrerait simultanément à tout moment deux à quatre centres d'accueil mobiles pour les opérations de désarmement, de démobilisation et de rapatriement. On estime qu'au total, 10 à 12 centres d'accueil mobiles pourraient être créés pendant tout le processus par la MONUC en association avec le HCR, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Outre la présence militaire de la MONUC, y compris des observateurs militaires, une équipe civile multidisciplinaire serait également attachée à chaque centre.

38. À l'issue de consultations avec des organismes des Nations Unies, il a été convenu en principe que le HCR participera à l'accueil et au rapatriement des personnes à la charge des ex-combattants qui seront hébergés dans un camp distinct. Le PAM fournira et distribuera des vivres; l'UNICEF s'occupera des enfants soldats et l'OMS apportera une assistance pour la prestation de services médicaux. La MONUC et les organismes des Nations Unies travailleront aussi en étroite collaboration avec les organisations non gouvernementales qui peuvent faciliter ce processus. À cet égard, une formation spécialisée en matière de protection des enfants et de prise en compte des sexospécificités sera dispensée aux civils et au personnel militaire qui participeront au processus de DDRRR.

39. D'après des estimations préliminaires, il faudra peut-être deux mois environ pour créer un centre mobile, deux mois pour enregistrer les combattants et les personnes à leur charge et un mois pour démanteler le camp. Le nombre total d'ex-combattants, y compris les personnes à leur charge, pourrait atteindre 90 000. La MONUC estime qu'avec l'aide de ses partenaires d'exécution, elle pourrait rapatrier jusqu'à 200 personnes par jour dans chaque centre d'accueil et que, jusqu'à 7 000 personnes pourraient être prises en charge dans chaque centre sur une période de deux mois, selon leur emplacement et leur situation logistique.

40. Il sera indispensable de faire largement usage des moyens d'information de la Mission pour diffuser des renseignements sur le processus de DDRRR. La MONUC aura davantage recours à Radio Okapi pour diffuser des informations sur la politique du Rwanda à l'égard des ex-combattants qui ont déjà été rapatriés pour continuer à encourager les combattants à déposer leurs armes et à rentrer dans leur pays. Ce faisant, elle continuera de diffuser à partir des bases déjà existantes à Kindu et Kisangani et à utiliser ses trois émetteurs radio mobiles à modulation de fréquence.

B. Cadre général des activités relevant de la phase III

41. Comme prévu dans l'Accord de Pretoria, le mécanisme de vérification de la tierce partie vérifiera les informations sur les groupes armés qui auront été communiquées par les parties. En outre, le mécanisme de vérification jouera un rôle crucial pour surmonter les obstacles auxquels pourrait se heurter l'application de l'Accord de Pretoria en prenant une décision définitive sur les mesures prises en ce qui concerne le démantèlement des groupes armés. Bien qu'elle soit une entité distincte du mécanisme de vérification, la MONUC devrait être la principale branche opérationnelle du mécanisme de vérification pour ce qui est des activités de vérification. D'autres organes, comme la Commission militaire mixte (CMM), seront invités à participer à ces activités, selon qu'il conviendra, conformément à l'Accord de Pretoria.

42. Le mécanisme de vérification jouera un rôle particulièrement important quand il s'agira de vérifier que les groupes armés ne reçoivent plus d'assistance, étant donné que cette fonction est censée être un élément essentiel des « mesures efficaces » visant à assurer le démantèlement des ex-FAR/Interahamwe. Pour concourir à cet effort, la MONUC devrait stationner des observateurs en des points névralgiques situés sur les itinéraires de ravitaillement présumés, notamment l'aéroport de Ndjili, et les aérodromes de Kamina et Lubumbashi. Le mécanisme de vérification continuera aussi à collaborer avec les gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda à l'identification des dirigeants des ex-FAR/Interahamwe en vue de les retrouver et de les livrer au Tribunal pénal international pour le Rwanda [voir aussi plus haut, par. 34 f)].

43. La structure de la MONUC – à la fois civile et militaire – serait remaniée afin qu'elle puisse relever les défis auxquels elle devra faire face durant la phase à venir. Il sera créé un comité mixte de coordination des opérations de DDRRR, dont l'actuelle division de DDRRR formera le noyau, et qui relèvera directement du Représentant spécial du Secrétaire général. Ce comité comprendrait les différentes composantes de la MONUC et ses principaux partenaires, le HCR, le PAM, l'UNICEF, l'OMS, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le PNUD.

44. Étant donné les immenses problèmes logistiques et la nécessité d'une coordination efficace avec la multitude d'intervenants dans l'opération de DDRRR, je me propose de nommer à la MONUC un second représentant spécial adjoint qui sera chargé des opérations et de la gestion, y compris de tous les aspects ayant trait à l'appui du programme de DDRRR. Ma première représentante spéciale adjointe conservera, outre ses autres fonctions, la responsabilité de l'orientation politique de l'opération de DDRRR et, comme il est indiqué plus haut au paragraphe 9, sera ma principale représentante au sein du mécanisme de vérification.

45. Il sera créé à Kisangani un état-major de mission avancé, qui sera placé sous la direction d'un haut fonctionnaire civil et qui coordonnera les activités de la MONUC dans l'est et dirigera l'opération de DDRRR dans cette région. La création d'un tel état-major permettra à la MONUC de déplacer progressivement vers l'est du pays, le centre de gravité de toutes ses activités à mesure qu'elle entreprendra les activités de la phase III.

46. Dans l'intervalle, les bureaux de la MONUC à Kampala et Kigali seront étoffés pour appuyer les travaux de la mission, en particulier ceux ayant trait à la mise en oeuvre des Accords de Pretoria et de Luanda, et pour assurer une meilleure liaison politique et fournir une meilleure analyse de l'évolution de la situation en Ouganda et au Rwanda. La MONUC prévoit aussi d'établir une présence sur le terrain à Lubumbashi.

47. Un contrôle international des ex-combattants et des personnes à leur charge qui rentrent au Rwanda est une mesure de confiance essentielle. Il est prévu que le HCR s'acquittera des fonctions de contrôle qu'il remplit normalement pour les réfugiés regagnant leur pays. Par ailleurs, des consultations sont en cours pour

définir le moyen le plus efficace de contrôler les ex-combattants qui sont rapatriés en passant par des « camps de solidarité » avant de revenir dans leur communauté d'origine. L'expérience de Kamina a montré que des mesures propres à renforcer la confiance sont indispensables pour faire en sorte que les ex-combattants puissent bénéficier des garanties de sécurité données par le Gouvernement rwandais.

Concept des opérations

48. Afin de faciliter le déroulement des opérations de désarmement, de démobilisation et de rapatriement des groupes armés étrangers en République démocratique du Congo, la composante militaire de la MONUC devra être sensiblement renforcée par la création d'une force d'intervention avancée. Une telle force comprendra deux solides forces opérationnelles, basées à Kindu et Kisangani, un bataillon de réserve, des unités fluviales et des unités spécialisées destinées à renforcer la capacité logistique militaire de la Mission.

49. Chaque force opérationnelle sera une force intégrée (comportant des éléments de commandement, de combat et d'appui) et souple d'environ 1 700 hommes, mobile et articulée autour d'un bataillon d'infanterie bien équipé. Elle sera également appuyée par des avions de transport ayant une capacité d'emport de 120 hommes, des éléments logistiques spécialisés et deux unités du génie militaire, ayant chacune une capacité de déminage et de construction limitée. En outre, une seule unité d'hélicoptères d'assaut sera déployée dans l'est pour la force d'intervention avancée. Les deux forces opérationnelles conserveront leurs bases principales à Kindu et Kisangani et chacune sera en mesure d'assurer le déploiement avancé de trois compagnies vers des sites mobiles de désarmement et de démobilisation dans l'est.

50. Les forces opérationnelles fourniront, entre autres, une sécurité ponctuelle dans les sites de désarmement et de démobilisation lors du déroulement de processus de désarmement, de démobilisation et de rapatriement, apporteront un appui pour la préparation technique des sites de désarmement et de démobilisation, détruiront les armes et munitions et fourniront une capacité de déminage limité.

51. Un bataillon de réserve, provenant d'un seul pays fournisseur de contingents, sera composé d'un état-

major et de quatre compagnies d'infanterie. Ce bataillon de réserve sera stationné à Kisangani et présentera la souplesse et la capacité nécessaires pour faire face aux imprévus. Il pourra aussi aider les équipes civiles et militaires spécialisées à mener les opérations ponctuelles de DDRRR dans l'ouest du pays, qui seront un prélude à l'opération plus vaste de DDRRR.

52. Il est proposé que la composante militaire fournisse des services d'aérodromes afin de permettre à la MONUC d'élargir rapidement ses opérations de désarmement, de démobilisation et de rapatriement. Il s'agit de services essentiels tels que la météorologie, le contrôle du trafic aérien, le contrôle des mouvements et la manutention des marchandises nécessaires pour assurer la souplesse, la sécurité et la fiabilité des opérations sur les aérodromes.

53. Les unités fluviales serviront à faciliter la réouverture du fleuve Congo au trafic commercial et aux mouvements des unités de transport de l'ONU ainsi que les activités de contrôle de la MONUC dans la zone située au sud-est de Kisangani. D'autres observateurs militaires sont également prévus pour la composante militaire de l'état-major de mission avancé à Kisangani et pour l'accomplissement des tâches de caractère plus général de la phase III, notamment la fourniture d'une assistance pour les opérations de contrôle des combattants dans le cadre de l'opération de désarmement, de démobilisation et de rapatriement.

54. Les effectifs militaires de la MONUC actuellement déployés comprennent environ 640 observateurs militaires et 3 600 hommes. Pour accomplir les tâches décrites plus haut dans le cadre du concept des opérations révisé, 120 autres observateurs militaires et jusqu'à 4 340 hommes seront nécessaires, ce qui porterait l'effectif total autorisé à 8 700 militaires. Les besoins en contingents continueront à être étudiés de près, compte tenu en particulier des tâches entreprises dans le cadre du précédent déploiement lors de la phase II. Comme on l'a vu plus haut au paragraphe 48, les nouveaux besoins militaires comprennent des moyens logistiques militaires essentiels. Il convient toutefois de noter que, dans le passé, l'Organisation des Nations Unies a eu énormément de mal à obtenir ces contingents des États Membres. Si elle n'y parvient pas, des contrats civils spécialisés devront être conclus, ce qui est habituellement très coûteux et prend beaucoup de temps.

C. Retrait des troupes étrangères

55. La MONUC continuera de contrôler le retrait des troupes étrangères du territoire de la République démocratique du Congo qui demeure un élément essentiel d'un règlement global. La Mission a observé le retrait récent des troupes ougandaises de Beni et de Gbadolite et contrôle aussi actuellement le redéploiement des troupes zimbabwéennes vers des centres de regroupement, en prévision de leur retrait du territoire de la République démocratique du Congo. La MONUC a récemment observé le retrait de plusieurs troupes des forces de défense zimbabwéennes de la région de Mbandaka et Mbuji-Mayi. La MONUC a affecté au Zimbabwe un officier de liaison militaire qui surveillera l'arrivée dans le pays des troupes zimbabwéennes qui se seront retirées.

56. La MONUC sera également prête à contrôler le retrait des troupes rwandaises, la présence militaire étrangère la plus importante en République démocratique du Congo, conformément à la résolution 1304 (2000) du Conseil de sécurité et aux résolutions ultérieures. On espère que le mécanisme de vérification de la tierce partie sera en mesure d'appuyer ce processus. En attendant, le plan de retrait initial communiqué par le Gouvernement rwandais demande à être précisé, notamment en ce qui concerne le nombre, le matériel et l'emplacement des unités de l'Armée patriotique rwandaise en République démocratique du Congo ainsi que les itinéraires qu'elles emprunteront pour quitter le pays. Il faudrait aussi établir un calendrier pour le retrait des troupes rwandaises et le présenter au plus tôt au mécanisme de vérification. Une fois que les informations requises auront été fournies, la MONUC établira son propre plan en vue de contrôler le retrait des troupes de l'Armée patriotique rwandaise de la République démocratique du Congo.

D. Rétablissement de la sécurité dans le nord-est

57. La situation actuellement explosive qui règne à Bunia exige que la communauté internationale redouble d'efforts pour désamorcer les tensions et donner très vite un sentiment de normalité. On prévoit que l'action de la MONUC sera double : promouvoir la responsabilité des autorités de facto et mettre en place

des mesures propres à renforcer la confiance entre les communautés.

58. Étant donné l'instabilité actuelle, les Forces de défense populaires de l'Ouganda devraient continuer de s'acquitter des fonctions de sécurité de manière impartiale jusqu'à ce qu'elles puissent être remplacées par une force de police capable représentant une autorité légitime qui soit acceptable pour les communautés de l'Ituri. En temps opportun, lorsqu'un accord sur la mise en place d'une nouvelle administration à Ituri aura été réalisé, on pourrait examiner plus avant la possibilité que la MONUC apporte une assistance dans cette région pour la formation des forces de police et de contrôle. Il importe aussi que les intervenants extérieurs s'abstiennent d'exploiter la situation précaire qui règne dans l'Ituri.

59. Étant donné la peur et la méfiance généralisées qui caractérisent les relations entre les Lendu et Hema, il est essentiel d'amorcer et de maintenir un dialogue entre ces deux groupes ainsi qu'avec l'ensemble de la communauté de l'Ituri. Dans le passé, l'organisation de tribunes et de tables rondes auxquelles participaient les notables et les chefs traditionnels, avait contribué à désamorcer les tensions. L'absence de contrôle ou la non-application des mesures convenues a entravé les efforts de réconciliation.

60. Conformément à l'Accord de Luanda, les Gouvernements de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda envisagent de constituer une commission mixte de pacification de l'Ituri (voir plus haut, par. 16). La MONUC travaillera à ce projet avec les deux Gouvernements et des personnalités clefs sur le terrain, afin de les aider dans la recherche d'un règlement de la situation préoccupante dans l'Ituri.

61. Cela étant, la MONUC a l'intention d'étoffer son équipe de Bunia et de la placer sous la direction d'un conseiller politique principal. Cette équipe sera chargée d'étudier et d'analyser les développements qui risquent d'avoir un impact sur la sécurité. Pour cela, la MONUC a déjà renforcé son antenne dans la région en lui affectant un spécialiste des questions politiques, un spécialiste des affaires civiles et un spécialiste des questions humanitaires. Cependant, si l'on veut que la MONUC puisse déployer dans l'Ituri des effectifs civils importants, il faudra que tous les intéressés s'attachent d'urgence à régler les problèmes de sécurité.

62. Le fait que la population n'ait pas accès à des informations objectives et impartiales – ce qui l'expose à des manipulations et, parfois, à des incitations à l'émeute de la part de ceux qui souhaitent déstabiliser l'Ituri – contribue fortement à la situation explosive qui prévaut dans cette province. La MONUC fera de son mieux pour intensifier ses activités d'information à Bunia, et elle a déjà pris les dispositions nécessaires pour y installer un émetteur pour Radio Okapi.

63. Le sentiment général est qu'un petit nombre de dirigeants se sont attachés à créer délibérément une situation marquée par la confusion en semant la discorde entre les communautés, et cela afin d'avancer leurs propres intérêts. Si l'on veut mettre fin à un cycle de violences favorisé par l'impunité générale, il faudra que ces dirigeants soient amenés à répondre de leurs actes.

E. Police civile

64. On se rappellera que l'idée de créer une composante de police civile au sein de la MONUC a été pour la première fois abordée dans mon huitième rapport (S/2001/572), où elle répondait au souci d'aider les autorités locales à se doter des moyens de maintenir l'ordre dans les zones d'où les forces étrangères se retireront et où se déroulera l'opération de DDRRR. Par sa résolution 1355 (2001) du 15 juin 2001, le Conseil de sécurité a autorisé la création, au sein de la MONUC, d'une composante de police civile chargée de procéder à une évaluation approfondie des services, des besoins et des capacités en matière de police en vue de formuler des recommandations concernant l'expansion future de cette même composante. La composante de police civile originale avait pour mandat de fournir des conseils et une assistance aux autorités locales pour qu'elles puissent exercer leurs responsabilités dans la protection des populations locales, notamment en prévision des problèmes de sécurité que pourrait entraîner le retrait des forces étrangères.

65. Depuis la signature des Accords de Pretoria et de Luanda, la MONUC étudie de façon plus concrète le type d'assistance qu'elle pourrait fournir dans les zones dont l'Armée patriotique rwandaise et les Forces armées ougandaises doivent se retirer. J'ai l'intention, lorsque la situation dans ces zones sera devenue plus claire au cours des prochains mois, de faire au Conseil de sécurité des recommandations sur l'aide que la

MONUC pourrait fournir en vue de renforcer les moyens dont disposent les mécanismes locaux de sécurité, y compris dans des domaines relevant plus largement du maintien de l'ordre, comme les droits de l'homme et le système judiciaire.

V. Observations et recommandations

66. La signature de deux accords bilatéraux distincts entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et les Gouvernements rwandais et ougandais est un fait nouveau extrêmement important dans le processus de paix en République démocratique du Congo et pourrait constituer une étape importante sur la voie de la cessation d'un conflit persistant. Les initiatives extrêmement positives des Gouvernements sud-africain et anglais tendant à redynamiser le processus de paix en République démocratique du Congo méritent tout notre appui. Il appartient maintenant aux parties sur le terrain d'apporter la preuve de leur attachement indéfectible à ces accords en prenant des mesures concrètes et décisives.

67. À ce propos, l'intensification des activités militaires qui est signalée dans l'est est particulièrement préoccupante. J'engage les parties à ne ménager aucun effort pour parvenir à un cessez-le-feu immédiat et à cesser d'appuyer les groupes armés, en signe de bonne volonté. J'engage également tous les intéressés, en particulier le RCD-National, appuyé par le MLC, et le RCD-K-ML, à mettre un terme à toutes leurs activités militaires dans le nord-est. Il ne faut pas laisser la situation sur le terrain se détériorer davantage alors que les démarches diplomatiques sont de plus en plus positives.

68. Je suis particulièrement préoccupé par les problèmes de sécurité dans la région de l'Ituri. La dynamique du conflit plus vaste en République démocratique du Congo n'a fait qu'aviver les tensions entre les communautés locales. Je lance un appel à tous les intéressés pour qu'ils s'abstiennent de toute mesure risquant d'exacerber les tensions. L'évolution de la situation dans l'Ituri souligne combien il importe de parvenir d'urgence à un accord global au sujet d'un gouvernement de transition qui puisse rapidement asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo.

69. J'exhorte les Gouvernements de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda, dans le cadre de l'Accord de Luanda, à poursuivre leurs consultations afin de régler la situation préoccupante qui règne dans l'Ituri et, en particulier, éviter tout vide en matière de sécurité dans la région. À ce propos, on ne peut que se réjouir de leur décision de constituer une commission mixte de pacification de l'Ituri.

70. Les efforts que déploient des organismes humanitaires pour répondre aux énormes besoins de cette région, comme d'autres de la République démocratique du Congo, sont d'une importance vitale. Ces organismes ont récemment créé une équipe spéciale chargée d'examiner la situation dans l'Ituri pour suivre de près l'évolution de la situation et coordonner leurs interventions. Toutefois, les besoins sont immenses et les ressources dont on dispose actuellement ne sont pas suffisantes. J'engage vivement les donateurs à financer généreusement les organismes humanitaires qui opèrent dans la zone. Pour qu'ils puissent accomplir leur tâche, des dispositions appropriées doivent être prises en matière de sécurité et j'invite instamment toutes les parties présentes dans la région de l'Ituri à faire en sorte que le personnel des organisations à vocation humanitaire ait pleinement et librement accès et puisse apporter l'assistance voulue à tous ceux qui en ont besoin.

71. Les Accords de Pretoria et de Luanda ont jeté les bases de l'instauration d'une paix durable en République démocratique du Congo. Ils abordent les principaux aspects du conflit en constituant un cadre pour l'opération de DDRRR des groupes armés étrangers et le retrait en bon ordre de toutes les troupes étrangères. Le rapatriement des Forces armées ougandaises de Béni et de Gbadolite, prélude au retrait total de l'Ouganda du territoire de la République démocratique du Congo, constitue un important pas en avant. Il y a également lieu de se réjouir, bien qu'il ne soit pas partie à l'Accord de Pretoria ou à l'Accord de Luanda, de l'intention annoncée récemment par le Zimbabwe de rapatrier ses troupes de la République démocratique du Congo. Je demande au Gouvernement zimbabwéen de collaborer étroitement avec la MONUC de façon que son retrait s'opère dans l'ordre et la transparence. Le Rwanda devrait également se montrer disposé à retirer ses troupes de la République démocratique du Congo, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

72. Il ne devrait faire aucun doute que la MONUC ne pourra exécuter son concept d'opérations révisé que si elle bénéficie de la coopération sans réserve des parties, qui suppose les éléments suivants : fourniture de tous les renseignements nécessaires; cessation complète des hostilités sur tout le territoire de la République démocratique du Congo et, en particulier, des combats entre les non-signataires de l'Accord de Lusaka et les forces rwandaises et du RCD-Goma;

cessation de l'appui du Gouvernement de la République démocratique du Congo et de ses alliés aux ex-FAR et aux Interahamwe ainsi qu'aux autres groupes armés; garantie par les parties de la sécurité, des déplacements et de la liberté de mouvement de la MONUC.

73. J'espère sincèrement que le mécanisme de vérification de la tierce partie permettra de surmonter les obstacles qui se sont dressés dans le passé à l'application de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka. La MONUC apportera sa coopération pleine et entière au mécanisme de vérification et fera état des éventuelles incidences financières.

74. L'exécution effective de l'opération de DDRRR des groupes armés étrangers sera indispensable au règlement du conflit en République démocratique du Congo. Compte tenu des enseignements tirés de situations analogues, il faut éviter les retards qu'entraîne généralement une pénurie de contributions volontaires. La communauté internationale ne peut se permettre de laisser passer l'occasion qu'offre l'Accord de Pretoria de désarmer, de démobiliser et de rapatrier les groupes armés étrangers, objectif poursuivi depuis plusieurs années déjà. Il est donc recommandé que l'opération de désarmement, de démobilisation et de rapatriement des membres des groupes armés soit financée au moyen du budget ordinaire. Par ailleurs, j'entends ne ménager aucun effort pour encourager les donateurs à verser des contributions volontaires à cet effet, afin de rembourser les crédits imputés sur le budget ordinaire. De surcroît, toutes les dépenses liées à la réinsertion devraient continuer d'être couvertes par des contributions volontaires aux gouvernements et organismes intéressés. Je lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle soutienne généreusement ces actions, en particulier en prêtant assistance aux communautés où les anciens combattants se réinstalleront.

75. Dans ce contexte, je voudrais également recommander la prolongation du financement de projets à impact rapide pour la MONUC, qui est absolument indispensable au moment où la Mission entame une nouvelle phase de son mandat et élargit son déploiement et sa présence. Bien que ne représentant qu'un très faible pourcentage du budget global de la Mission, ces projets aident considérablement celle-ci à offrir des avantages concrets aux communautés où elle est déployée et à gagner l'appui de la population locale.

76. À l'évidence, l'application des accords est essentiellement tributaire de la volonté politique des parties et de leur détermination à honorer leurs engagements, mais la communauté internationale a beaucoup à faire pour aider les parties à tenir leurs promesses. À ce propos, un réaménagement de la structure et du déploiement de la MONUC a été soigneusement envisagé afin de déterminer comment la Mission pourrait jouer au mieux son rôle d'appui au processus de paix. En conséquence, il est proposé que la MONUC porte le gros de ses activités vers l'est, augmente sa capacité en matière de DDRRR et renforce considérablement sa présence, essentiellement par le déploiement de deux forces d'intervention, comme indiqué plus haut aux paragraphes 48 à 54.

77. En conséquence, je recommande que l'effectif militaire autorisé de la MONUC soit porté à 8 700 personnes, tous grades confondus, étant entendu que les effectifs des contingents seraient maintenus à l'examen. En prévision de la décision du Conseil de sécurité et afin que l'Organisation des Nations Unies puisse agir rapidement, j'ai donné pour instruction au Département des opérations de maintien de la paix de redoubler d'efforts pour consulter des futurs fournisseurs de contingents. À ce propos, je lance un appel particulier aux pays qui sont en mesure de fournir des unités spécialisées, notamment dans les domaines de l'aviation militaire, des services d'aérodromes et du génie.

78. Je prie instamment les parties congolaises de parvenir aussitôt que possible à un accord global au sujet d'un nouvel ordre politique en République démocratique du Congo. Mon Envoyé spécial, M. Niassé, continuera de coopérer étroitement avec les dirigeants congolais afin d'atteindre cet objectif très important. Tout retard dans la concrétisation d'un règlement politique ne peut que freiner la dynamique suscitée récemment par les Accords de Pretoria et de Luanda.

79. Ainsi qu'il est relevé dans l'Accord de Pretoria, le règlement du conflit en République démocratique du Congo est un processus et non pas un événement. De ce fait, tout en constituant un pas important sur la voie de la paix, la signature des récents accords n'est que le point de départ d'un cheminement, dont le déroulement est tributaire d'abord de la volonté des parties, ensuite de l'appui décisif que la communauté internationale est disposée à apporter.

S/2002/1005



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 mai 2003
Français
Original: anglais

Deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

I. Introduction

1. Le présent rapport est présenté en application de la résolution 1417 (2002) du 14 juin 2002, par laquelle le Conseil de sécurité a décidé de proroger jusqu'au 30 juin 2003 le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et de la résolution 1468 (2003) du Conseil de sécurité en date du 20 mars 2003, par laquelle le Conseil a notamment exprimé son appui aux orientations générales sur le rôle de la MONUC dans le soutien à apporter au processus de paix que j'ai présentées au paragraphe 59 de mon rapport du 21 février 2003 (S/2003/211), et s'est proposé d'examiner en temps voulu les recommandations que j'ai formulées à ce sujet. Le présent rapport porte également sur les principaux faits nouveaux intervenus depuis mon dernier rapport, jusqu'au 14 mai 2003.

II. Évolution de la situation politique et militaire

Acte final des négociations politiques intercongolaises

2. Le 2 avril 2003 à Sun City (Afrique du Sud), les participants au dialogue intercongolais ont signé l'Acte final des négociations politiques intercongolaises qui avaient commencé en octobre 2001, par lequel ils ont formellement approuvé l'ensemble d'accords qui constituent un programme global pour la restauration de la paix et de la souveraineté nationale en République démocratique du Congo pendant une période de transition de deux ans. Les accords comprennent l'Accord global et inclusif sur la transition en République démocratique du Congo signé à Pretoria le 17 décembre 2002, la Constitution de la transition, le Mémoire sur les questions militaires et les questions de sécurité du 6 mars 2003 et les 36 résolutions adoptées par les participants au dialogue intercongolais à Sun City en mars et avril 2002. La signature de l'Acte final marque un nouveau chapitre important dans le processus de réconciliation nationale et de paix en République démocratique du Congo, voire dans l'histoire du continent africain.



Faits nouveaux

3. Depuis la signature de l'Acte final, les parties congolaises ont pris un certain nombre de mesures initiales importantes pour mettre en place le gouvernement de transition. Après avoir promulgué la Constitution de la transition le 4 avril, Joseph Kabila a officiellement prêté serment comme Président pour la période de transition le 7 avril. Son investiture a été suivie par la promulgation d'un décret accordant une amnistie pour faits de guerre et infractions politiques et d'opinion et l'abolition de la Cour d'ordre militaire qui avait été largement critiquée pour avoir violé les normes internationales de base.

4. Le 14 avril, le Président Kabila a convoqué à Kinshasa la première réunion de la Commission de suivi qui était chargée de préparer la mise en place des nouvelles institutions. Tous les membres de la Commission étaient présents à l'exception des représentants du Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma (RCD-Goma) qui n'ont pas participé en raison des préoccupations au sujet de leur sécurité à Kinshasa, et de l'opposition politique qui ne s'était pas encore entendue sur ses représentants. À la suite de longs entretiens à Goma le 19 avril, mon Représentant spécial, Amos Namanga Ngongi, a proposé un ensemble de mesures de confiance – y compris le transport aérien par la MONUC et le déploiement de troupes de la MONUC dans un périmètre de sécurité limité à Kinshasa – qui ont permis à la délégation du RCD-Goma de se rendre à Kinshasa le 27 avril. À son arrivée à Kinshasa, le Secrétaire général du RCD-Goma a publiquement annoncé la fin de la guerre et la levée des restrictions à la libre circulation des personnes et des biens dans l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo.

5. Tous les membres de la Commission de suivi ont participé à la deuxième réunion le 29 avril. Deux sous-comités ont été créés, à savoir le Comité des affaires politiques et des affaires de sécurité, présidé par le Secrétaire général du RCD-Goma, et le Comité de la logistique, présidé par le Secrétaire général du Mouvement pour la libération du Congo (MLC). À sa troisième réunion, le 3 mai, la Commission a fixé au 23 mai la date d'investiture des vice-présidents, au 28 mai l'installation du gouvernement de la transition et au 10 juin l'inauguration du Sénat et de l'Assemblée nationale.

6. Les chefs d'état-major se sont également réunis de nouveau le 3 mai afin de conclure les négociations commencées à Pretoria sur la structure et la distribution des postes au sein du haut commandement de l'Armée congolaise intégrée. Selon le calendrier adopté par la Commission de suivi, le haut commandement intégré de la nouvelle armée devait être mis en place avant la mi-mai. Toutefois, en dépit des négociations qui se sont poursuivies quotidiennement, les parties n'ont pas été en mesure de faire des progrès sur cette question et ont continué de camper sur leurs positions. On s'attend à ce que la Commission de suivi fixe un nouveau délai pour la conclusion des négociations.

7. Le 10 avril, mon Représentant spécial a convoqué à Kinshasa la première réunion du Comité international d'accompagnement de la transition, qui s'est, depuis lors, réuni régulièrement. Le Comité international se compose de représentants diplomatiques des membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que de la troïka de l'Union africaine (Afrique du Sud, Mozambique et Zambie), de l'Angola, de la Belgique, du Canada, du Gabon, de l'Union africaine et de l'Union européenne. Le Comité international s'est entretenu avec le Président Kabila le 17 avril afin d'établir des relations étroites avec la Commission de suivi. Toutes les

parties sont convenues que les acteurs congolais participant au gouvernement de transition devraient contrôler et piloter le processus de paix, le Comité international apportant appui et assistance.

8. Malgré les progrès politiques réalisés au niveau national, les hostilités se sont poursuivies dans l'est, en particulier entre les milices Lendu et Hema dans l'Ituri et entre le RCD-Goma, les Maï Maï et d'autres groupes armés dans le Kivu. Ces hostilités ont été marquées par des violations systématiques et généralisées des droits de l'homme.

La situation dans l'Ituri

9. Les équipes d'enquête spéciales pluridisciplinaires de la MONUC ont confirmé que des massacres tant de Lendu que de Hema ont bien eu lieu en Ituri depuis février 2003. Du 17 janvier au 6 mars, dans une tentative visant à prendre le contrôle total de la région de l'Ituri, un groupe de miliciens dénommé l'Union des patriotes congolais (UPC) a lancé de vastes opérations militaires dans quatre localités, qui se sont soldées en tueries, destruction de biens et déplacements massifs de population. Selon des témoins oculaires, environ 330 civils ont été tués dans la localité de Bogoro, qui a été complètement détruite, et 160 autres personnes seraient mortes à Mandro. À Drodoro, des tueries ont eu lieu à une échelle jusqu'alors inconnue dans la région, des centaines de civils ayant été massacrés dans une série d'exécutions sommaires bien coordonnées près de la paroisse et dans 16 localités avoisinantes. Vingt fosses communes ont été identifiées par la MONUC. Celle-ci a envoyé dans la région une deuxième commission d'enquête dont faisait partie une équipe d'experts médico-légaux du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme mais elle a dû interrompre ses activités en raison de la détérioration de la situation en matière de sécurité.

10. L'incidence humanitaire du conflit armé pour les 4,6 millions d'habitants de l'Ituri a été catastrophique. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, entre 500 000 et 600 000 personnes déplacées sont dispersées dans l'ensemble de la région; un grand nombre de ces personnes continuent de se cacher et on ne sait donc pas vraiment ce qu'elles sont devenues, sans compter près de 100 000 réfugiés venus de l'Ouganda et du Soudan. Depuis la première grande explosion de violence en juin 1999, il y a eu selon les estimations plus de 60 000 morts et un nombre incalculable de personnes mutilées, dont certaines très gravement. Sur les 400 centres sanitaires que compte la région selon les estimations, 212 ont été fermés et pas un seul ne dispose des services d'un chirurgien. Environ 200 écoles ont été détruites. Par ailleurs, le climat d'insécurité qui règne a bloqué l'accès des organismes humanitaires à de vastes secteurs de la région, ce qui empêche effectivement d'apporter de l'aide aux populations les plus vulnérables.

11. Le 6 mars, les forces de défense populaires de l'Ouganda (UPDF) ont repris la ville de Bunia qui avait été sous le contrôle de l'UPC depuis août 2002. Par la suite, la présence de l'UPDF dans l'Ituri a été considérablement renforcée et portée à plus de 7 000 soldats. Les troupes ougandaises ont été déployées dans toutes les zones stratégiques de la région. Leur déploiement n'a toutefois pas mis fin aux activités des milices armées. Il convient de rappeler que les causes profondes du conflit de l'Ituri, lutte de pouvoir entre des populations autochtones pour contrôler les terres et les ressources de la région, ont été récemment exacerbées par les protagonistes du conflit élargi en République démocratique du Congo. Du fait de la prolifération des

groupes armés qui ne cessent de changer de camp, la situation dans la région est devenue extrêmement tendue et tout a fait imprévisible.

12. Compte tenu de la tension montante entre le Rwanda et l'Ouganda au sujet de la présence accrue des forces de ce dernier dans la région, mon Représentant spécial a proposé une réunion trilatérale des chefs d'Etat de la République démocratique du Congo, de l'Ouganda et du Rwanda. Le Président Thabo Mbeki d'Afrique du Sud a accueilli cette réunion au sommet le 9 avril au Cap (Afrique du Sud), réunion au cours de laquelle les présidents ont confirmé le calendrier du retrait des troupes ougandaises de l'Ituri, qui commencerait le 24 avril et s'achèverait le 14 mai. Cette rencontre a été suivie d'une réunion entre le Président Paul Kagame et le Président Yoweri Museveni, accueillie par le Gouvernement britannique le 8 mai.

13. Afin de négocier un cessez-le-feu sur le terrain et engager un processus politique local qui permettrait de résoudre le conflit pacifiquement, la MONUC a également intensifié ses consultations avec les principaux acteurs au début du mois de mars. Cette initiative a conduit à la signature le 18 mars d'un accord de cessez-le-feu par les Gouvernements de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda et six groupes armés (à l'exception de l'UPC qui avait pratiquement perdu tous les territoires qu'elle contrôlait), ce qui a ouvert la voie à la convocation tant attendue de la Commission de pacification de l'Ituri. La Commission de pacification de l'Ituri, qui se compose de 177 délégués représentant les principaux groupes et communautés de l'Ituri, y compris certains représentants de l'UPC, s'est réunie à Bunia du 4 au 14 avril sous la direction de la MONUC. À la dernière séance plénière, à laquelle ont participé plusieurs ambassadeurs de pays membres du Conseil de sécurité, les délégués ont convenu de mettre en place une administration interimaire composée comme suit : une assemblée spéciale de 32 membres, un organe exécutif de 18 membres et 3 sous-commissions sur la sécurité et la consolidation de la cessation des hostilités, le rétablissement des services publics et du respect de la légalité, et l'aide humanitaire et le redressement. Ces organes ont commencé leurs travaux le 25 avril. Il a été déterminé que l'administration interimaire a besoin de quelque 300 000 dollars pour les trois premiers mois de fonctionnement. Les fonds nécessaires n'ont toutefois pas encore été obtenus. Il est donc essentiel que des ressources suffisantes soient fournies à l'administration aussitôt que possible. La MONUC continue d'apporter son appui à la Commission de pacification de l'Ituri dans toute la mesure possible. Récemment, le chef de l'UPC a également exprimé son appui à la Commission dans une déclaration qui a été diffusée sur Radio Okapi.

14. Afin d'assurer la sécurité de sa présence à Bunia, qui a été renforcée en vue d'aider le processus politique engagé par la Commission de pacification de l'Ituri, la MONUC a commencé à déployer un contingent de gardes uruguayens et ses éléments d'appui à Bunia le 23 avril. À ce jour, 720 soldats sur les quelque 800 prévus d'ici à fin mai ont été déployés. Les tâches du contingent sont limitées et consistent notamment à assurer une présence à l'aéroport de Bunia et la protection du personnel et des installations des Nations Unies ainsi que des lieux de réunion de la Commission de pacification de l'Ituri à Bunia. La MONUC a également augmenté le nombre et les effectifs des équipes d'observateurs militaires dans l'Ituri, qui ont été déployées à Aru, Mahagi, Mongwalu, Kaseyni, Kpandroma et Komanda, sans compter Bunia et Mambasa, où la MONUC avait déjà établi sa présence. Toutefois, le 26 avril, à Komanda, un observateur militaire a été tué et un autre a été blessé dans un incident provoqué par des mines sur une route qui avait

été précédemment utilisée par des patrouilles de la MONUC. La position de l'équipe d'observateurs de Komanda a été évacuée pour le moment en raison du caractère fortement explosif de la situation et de la menace posée par les mines mais elle sera réoccupée dès que ce sera concrètement possible. Par ailleurs, en raison des menaces contre la sécurité qui ont été reçues, des équipes installées à Mahagi, Mongwalu, Kaseyni et Kpandroma ont également été évacuées. Elles seront réinstallées dès que la situation en matière de sécurité le permettra.

15. Le 25 avril, l'UPDF a commencé à retirer ses troupes de l'Ituri. À ce jour, la MONUC a constaté le retrait de quelque 2 000 soldats. Il semble toutefois que les forces ougandaises aient laissé derrière elles divers fournitures et équipements. L'UPDF a achevé son retrait de Bunia le 6 mai et envisage d'achever son retrait total de l'Ituri d'ici au 19 mai.

16. Immédiatement après le départ de l'UPDF de Bunia, des milices Hema et Lendu ont cherché à établir leur contrôle sur la ville, ce qui a entraîné de violents accrochages, souvent près des locaux des Nations Unies. Les accrochages étaient également accompagnés de pillages généralisés, y compris des locaux du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Le 9 mai, le siège même de la MONUC a été pris pour cible et les gardes de la Mission ont été contraints de riposter pour repousser les agresseurs. Ces combats ont semé la panique au sein de la population et plusieurs milliers de personnes ont cherché refuge dans les locaux des Nations Unies et à l'aérodrome. Le 25 avril, le Gouvernement de la République démocratique du Congo a commencé à déployer à Bunia des éléments de sa police nationale, y compris la police d'intervention rapide mais, très vite, des préoccupations ont été exprimées au sujet de leur manque d'équipements, en particulier de véhicules, de moyens de communications et de systèmes de réapprovisionnement, des dispositions imprécises en matière de commandement, du rôle exact de l'Administration intérimaire de l'Ituri et des relations avec elle. Toutefois, la MONUC a effectué quelques patrouilles conjointes avec la police d'intervention rapide. Lorsque les violents accrochages ont commencé, la force de police de 700 membres s'est désintégréée en tant qu'unité.

17. Le 7 mai, mon Représentant spécial s'est entretenu avec le Président Kabila, qui a accepté de prendre des mesures pour renforcer la direction de la police d'intervention rapide et équiper convenablement celle-ci. Le Président Kabila a convenu de travailler en étroite collaboration avec l'administration locale et a assumé la responsabilité d'assurer le cantonnement des groupes armés et leur alimentation pendant une période déterminée. À une réunion ultérieure avec mon Représentant spécial, le 10 mai, le Président Kabila a fait part de son intention de déployer des troupes des FAC à Bunia pour faire face à la « situation d'urgence ». Les réactions préliminaires du MLC et du RCD-Goma portent à croire qu'ils appuieraient cette initiative si leurs propres forces de police et forces armées étaient intégrées à la force, tandis que les groupes locaux Hema à Bunia ont fait part de leur opposition au déploiement des FAC. La MONUC a insisté auprès du Gouvernement de la République démocratique du Congo sur la nécessité de procéder à un tel déploiement dans le contexte du processus de transition et en étroite collaboration avec toutes les parties concernées.

Nord-Kivu et Sud-Kivu

18. Depuis mon dernier rapport, le RCD-Goma a continué de redéployer presque toutes ses forces militaires (11 brigades sur 12), les retirant de leurs positions sur la ligne de désengagement pour mener simultanément des offensives dans le Kivu et la province de Maniema. Les principales zones de conflit sont les suivantes :

- À l'ouest et au nord de Goma, où les forces du RCD-Goma ont mené des attaques vers le nord sur le territoire tenu par le RCD-Kisangani/Mouvement de libération (RCD-K/ML), pour établir, semble-t-il, leur contrôle sur l'ensemble du Nord-Kivu;
- Au nord-est de Kindu, dans la zone de Lima, où les forces du RCD-Goma combattent les Maï Maï et avancent en direction de l'ouest vers Shabunda;
- À l'ouest et au sud de Bukavu, où, début avril, le RCD-Goma a éliminé son ancien allié maï maï – le groupe Mudundu 40 – de Walungu;
- Autour d'Uvira où les forces du RCD-Goma affrontent les milices Banyamulenge dirigées par le commandant Masunzu et les Maï Maï.

Des combats ont également éclaté entre les Maï Maï et le RCD-Goma à Uvira dans la soirée du 2 mai. Huit soldats du RCD-Goma ont été blessés. Bien que les combats aient cessé le matin du 3 mai, ils ont repris le 5 mai. Si le RCD-Goma a prétendu qu'il tentait de reprendre les territoires perdus avec le retrait des troupes rwandaises à l'automne de 2002, il a en réalité avancé bien au delà de ses anciennes positions, empiétant sur la zone contrôlée par le RCD-K/ML.

19. En conséquence, la situation humanitaire dans le Kivu a continué de se détériorer. Les dernières offensives du RCD-Goma ont entraîné de graves violations des droits de l'homme et déclenché de nouvelles vagues de population, contraignant des dizaines de milliers de personnes à prendre refuge dans la forêt ou les villages avoisinants. La poursuite des combats a perturbé les activités ordinaires des organismes humanitaires et rendu difficile la fourniture d'une assistance aux populations touchées par la guerre qui sont prises entre des forces opposées. À la suite des violents combats qui ont éclaté à Bukavu le 6 avril, certains organismes humanitaires ont été contraints d'évacuer leur personnel non essentiel et de suspendre toutes les activités. On a largement fait état de viols, de pillages, de vols à main armée et d'exécutions arbitraires par les troupes du RCD-Goma, les Interhamwe, les ex-FAR (Forces armées rwandaises), les Maï Maï et des groupes armés non identifiés. Pour mobiliser l'assistance aux groupes les plus vulnérables, la MONUC a effectué des missions communes d'évaluation humanitaire avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et négocié souvent les questions d'accès avec les autorités locales.

Désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion

20. Les combats qui continuent d'éclater dans l'est de la République démocratique du Congo ont continué d'entraver, de perturber et de retarder les opérations de la MONUC visant à désarmer, démobiliser et rapatrier les ex-combattants étrangers, qui constituent à ce jour la principale activité de la Mission. La MONUC a rapatrié plus de 1 500 Rwandais, y compris des ex-combattants et les personnes à leur charge depuis octobre 2002 tandis que le Haut Commissariat des Nations Unies pour

les réfugiés (HCR) a, pour sa part, rapatrié 3 021 réfugiés rwandais depuis le début de l'année. L'expérience a montré que le programme de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion sur une base volontaire exécuté par la MONUC ne peut être mené à bien que s'il règne des conditions de sécurité raisonnables, et avec la pleine coopération de toutes les parties concernées, y compris les groupes armés eux-mêmes. Le RCD-Goma n'a pas pleinement coopéré, limitant souvent la liberté de circulation du personnel de la MONUC. Les interlocuteurs maï maï de la Mission, qui étaient considérés comme des contacts utiles avec les combattants rwandais opérant dans la clandestinité, se sont également avérés peu fiables et exigent souvent une compensation monétaire pour leur coopération.

21. Depuis l'ouverture du centre d'accueil de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion de Lubero en décembre 2002, la MONUC a mené des discussions approfondies avec des représentants des combattants rwandais et des personnes à leur charge se trouvant dans la région. Selon les estimations de la MONUC, quelque 3 000 à 4 000 combattants et plusieurs milliers de personnes à leur charge se trouvent dans les environs de Lubero. Bien que les hommes de rang soient prêts, semble-t-il, à entrer dans le programme de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion, leurs dirigeants extrémistes continuent de faire part de leurs appréhensions et de tenir en suspicion la MONUC et le Gouvernement rwandais, diffusant souvent leurs vues dans des programmes radiophoniques transmis de l'étranger. Ainsi, les dirigeants font effectivement pression sur les combattants pour qu'ils ne participent pas au programme. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo, qui a quelque peu réussi à « démanteler » la direction des ex-FAR et des Interahamwe conformément à l'accord bilatéral signé le 30 juillet 2002 avec le Rwanda, n'a pas fait grand-chose à cet égard au cours de la période considérée.

22. Néanmoins, grâce à des contacts personnels soutenus et à une campagne ciblée d'information du public, la MONUC a réussi à persuader certains représentants de combattants d'accepter de participer au processus de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion. Des tentatives ont également été faites auprès des États qui accueillent certains des dirigeants du mouvement pour qu'ils les encouragent à mettre fin à la propagande négative menée sur les ondes radiophoniques au sujet des activités de la MONUC relatives au processus. À la fin de mars, un groupe initial de quelque 200 à 300 combattants et de personnes à leur charge était réuni près de Kasuo, dans les environs de Lubero, et se préparait à entrer dans le centre de réception. Toutefois, le groupe a été dispersé dans la forêt lorsque les forces du RCD-Goma ont attaqué et se sont emparées des villages de Muhanga et de Bunyatenge. Bien que la MONUC poursuive ses efforts pour prendre contact avec les représentants des combattants, la situation dans la région demeure précaire et il n'a pas été possible de rassembler de nouveau ce groupe.

Réouverture du fleuve Congo

23. Des progrès sensibles ont été faits en ce qui concerne la réouverture du fleuve Congo. Mettant à profit les résultats obtenus par la MONUC depuis juillet 2002, date à laquelle le trafic fluvial régulier a été établi entre les zones gouvernementales et les zones tenues par le MLC, le premier trafic commercial privé autorisé par le RCD-Goma est arrivé à Kisangani en février 2003. L'entrée en vigueur de l'Accord global et de ses dispositions concernant la totale liberté de circulation ainsi que la

déclaration faite à Kinshasa le 27 avril par le Secrétaire général du RCD-Goma sur la levée des restrictions restantes ont offert de nouvelles possibilités pour une réouverture complète du fleuve. Au début du mois de mai, la MONUC a facilité la visite à Kisangani et à Goma d'une délégation commerciale de haut niveau composée de 20 membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) venus de Kinshasa pour rencontrer leurs homologues locaux et les dirigeants du RCD-Goma. À l'issue de la Mission, les autorités du RCD-Goma ont confirmé qu'elles accepteraient immédiatement que des convois commerciaux soient acheminés sur Kisangani. Jusqu'à ce que le gouvernement de transition soit officiellement installé à Kinshasa, les procédures en vigueur pour le transport fluvial demeureront en place. Un important convoi commercial devrait partir pour Kisangani dans 10 jours. Il a été également convenu que pendant les semaines à venir, une délégation d'hommes d'affaires de grandes villes de l'est (Kisangani, Goma et Bukavu) se réunirait à Kinshasa.

Ajustement au déploiement de la Mission

24. La MONUC a réexaminé sa stratégie de déploiement afin de réajuster globalement, selon qu'il conviendrait, sa structure, qui était fondée sur l'Accord de Lusaka, de manière à ce qu'elle réponde aux besoins liés à l'évolution de la situation politique et militaire. Deux des quatre centres de coordination de la MONUC (Ilebo et Basankusu) ne sont plus opérationnels et les unités de gardes qui y étaient assignées ont été affectées à d'autres tâches, notamment à des fonctions de sécurité à Kinshasa. Les deux centres de coordination restants, Boende et Manono, seront fermés dans les mois à venir, les gardes qui y sont déployés pouvant alors être réaffectés à d'autres secteurs prioritaires. Compte tenu de l'Accord global qui a réuni le territoire de la République démocratique du Congo, la MONUC procède également au redéploiement de quelque 12 équipes d'observateurs militaires de positions défensives le long de la ligne de désengagement Kampala-Harare vers des régions de l'est du pays où la situation est plus explosive. Par conséquent, d'ici au 30 août, la MONUC aura redéployé presque 100 observateurs militaires et plus de 1 400 soldats de fonctions de la phase II à des fonctions de la phase III. Elle procède également à la fermeture de 22 bases d'opérations dans l'ouest du pays.

III. Application des accords de transition

25. Pendant la période transitoire de deux à trois ans, le gouvernement de transition devra simultanément relever les défis immédiats et s'attaquer aux problèmes à long terme. Il devra en premier lieu mettre en place les institutions requises et assurer leur fonctionnement. Il devra également jeter les bases d'un gouvernement démocratiquement élu, qui sera constitué à la fin de la transition, en préparant les élections, et en rédigeant une nouvelle constitution. En même temps, le gouvernement de transition devra régler les questions d'ordre sécuritaire et militaire et répondre aux attentes de la population en améliorant la situation économique.

Responsabilité des parties congolaises

26. Il est clair que l'application effective de divers accords conclus dans le cadre du dialogue intercongolais dépend directement de la volonté politique des parties congolaises. Des années de conflit ont créé un climat de méfiance qui a sapé les efforts déployés par la communauté internationale pour aider les Congolais à trouver

des solutions durables à leurs problèmes. Pour assurer une transition sans heurt, les parties congolaises doivent dès le départ indiquer clairement leur intention d'appliquer les accords qu'elles ont signés.

27. Dans les semaines et les mois à venir, les parties devront prendre un certain nombre de mesures déterminantes pour maintenir la dynamique du processus et démontrer leur engagement, notamment :

- La cessation immédiate des hostilités, ainsi que des déclarations et de la propagande incendiaires;
- La cessation du soutien et des fournitures militaires à tous les groupes armés;
- La levée des restrictions à la libre circulation des personnes et des biens dans l'ensemble du pays;
- La libéralisation de l'activité politique dans les secteurs qu'elles contrôlent;
- Le démantèlement des groupes armés ou leur transformation en partis politiques;
- L'adoption de mesures visant à mettre en place le haut commandement des forces armées nationales et à constituer une première unité de police intégrée.

28. En même temps, les États voisins doivent également jouer un rôle positif et constructif en aidant la République démocratique du Congo à progresser sur la voie de la paix et de la réconciliation nationale. Ils devraient respecter les dispositions de l'Accord global et la décision des parties congolaises de constituer un gouvernement provisoire d'unité nationale. On ne peut plus tolérer les ingérences persistantes dans les affaires intérieures de la République démocratique du Congo. Les intérêts légitimes des États voisins en matière de sécurité devraient être traités par des voies pacifiques avec le gouvernement de transition.

IV. Rôle de l'ONU et de la Mission

29. Depuis l'adoption de la résolution 1468 (2003) du Conseil de sécurité par laquelle le Conseil a approuvé la vision préliminaire du rôle de la MONUC pendant la période de transition, telle que définie dans les grandes lignes dans mon treizième rapport (S/2003/211), il y a eu des consultations approfondies avec les parties congolaises et les partenaires internationaux, notamment celles menées par une équipe spéciale de planification du Département des opérations de maintien de la paix dépêchée dans le pays. De ce fait, un cadre général a été mis au point sur le rôle que la MONUC pourrait jouer et l'assistance qu'elle pourrait fournir pendant la période de transition. Sous réserve de l'approbation du Conseil de sécurité, les priorités actuelles de la Mission seraient réajustées et comprendraient les éléments suivants : a) appui politique à la transition en aidant les parties congolaises à appliquer leurs engagements, en vue de l'organisation d'élections qui seront l'un des aspects importants de la stratégie de sortie de la Mission; b) contribution au règlement du conflit au niveau local et au maintien de la sécurité dans les secteurs clefs du pays; c) poursuite des activités qui lui ont été prescrites concernant le désarmement, la démobilisation, le rapatriement ou la réinstallation et la réinsertion des groupes armés étrangers, tout en contribuant au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion des combattants congolais; d) rôle catalyseur pour la coordination des efforts politiques déployés par la communauté internationale et

des efforts des donateurs sur les questions fondamentales liées à la transition; et e) promotion du renforcement de la confiance entre la République démocratique du Congo et les États voisins. En même temps, la MONUC poursuivrait ses activités dans des domaines cruciaux comme les droits de l'homme, les affaires humanitaires, la protection des enfants et les questions relatives aux femmes.

A. Priorités immédiates

30. Au cours des semaines et des mois à venir, les priorités immédiates ci-après requerront l'attention de la MONUC : assistance aux parties pour la constitution du gouvernement de transition; promotion des arrangements en matière de sécurité à Kinshasa; appui à la poursuite des initiatives de paix et de réconciliation dans la région de l'Ituri, contribuant au règlement du conflit au niveau local et à la continuation des activités de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion des groupes armés dans le Kivu.

31. Afin de contribuer à fournir un soutien immédiat aux mécanismes préparatoires de la transition, un groupe d'appui à la transition a été créé au sein de la MONUC à l'aide des ressources à sa disposition, pour aider mon Représentant spécial, en sa qualité de coordonnateur du Comité international d'accompagnement de la transition. Le groupe devra également surveiller le processus politique, assurer la liaison avec les parties à l'Accord global et faciliter la coordination avec les autres acteurs nationaux et internationaux. À mesure que le processus de transition avancera, la capacité de la MONUC devra être renforcée afin d'établir éventuellement une présence dans les principales capitales provinciales.

32. En même temps, compte tenu des responsabilités supplémentaires envisagées pour la Mission, sa structure dirigeante – tant civile que militaire – devra être considérablement renforcée. À cette fin, il a été créé un poste de deuxième représentant spécial adjoint, ainsi que d'autres postes de haut niveau. La structure de la direction militaire doit encore être renforcée, notamment le poste de commandement avancé de la Mission à Kisangani, pour déterminer le secteur du commandement et de la conduite des opérations; compte tenu de l'étendue du pays, l'augmentation des effectifs de la MONUC et la complexité de la tâche consistant à gérer plusieurs opérations militaires politiquement sensibles et dangereuses exigent de reclasser les postes de commandant de la Force et de commandant adjoint au sein de la direction militaire de la MONUC et de créer un poste de commandant de la Force avancée.

Arrangements en matière de sécurité à Kinshasa

33. Dans l'Accord global, les parties congolaises ont demandé à la communauté internationale d'aider à mettre en place un système de sécurité et de renforcement de la confiance crédible aux stades initiaux de la formation du gouvernement de transition, car certains dirigeants de la transition doutent que les structures existantes puissent assurer une sécurité suffisante. Dans le cadre de l'Accord, les parties ont notamment demandé à la communauté internationale de fournir une « force neutre », pour renforcer la sécurité générale, tandis que les parties fourniraient également leurs propres gardes du corps.

34. Compte tenu du fait que ce sont les Congolais eux-mêmes qui sont en dernier ressort responsables de la sécurité des dirigeants et des institutions, le rôle de la

communauté internationale devrait se limiter à les aider à élaborer des mesures efficaces et immédiates face aux préoccupations en matière de sécurité. En ce qui concerne la demande de déploiement d'une force neutre formulée par les parties, on considère que toute assistance internationale fournie par des unités militaires ou par la police devrait relever du commandement de la MONUC, afin d'éviter la présence de deux missions de maintien de la paix séparées opérant sur le même théâtre suivant des voies hiérarchiques différentes.

35. Compte tenu de ces considérations et de l'évaluation des dangers effectuée par la MONUC et d'autres spécialistes internationaux, il est proposé de mettre en place le système de renforcement de la confiance et de sécurité multicouches ci-après :

a) Les structures de police existantes (police nationale, y compris la police d'intervention rapide, la police des transports et les unités de la police territoriale) qui continueraient d'assurer les fonctions normales de maintien de l'ordre en ville;

b) Le corps de protection rapprochée comprenant des gardes du corps personnels (opérant sous le contrôle d'un commandement central intégré) pour un nombre limité de dirigeants politiques, lequel serait renforcé par une nouvelle unité de police intégrée; et

c) Un contingent de la MONUC comprenant environ 740 membres.

Les activités du système de sécurité proposé seraient coordonnées par un centre des opérations de sécurité commun comprenant des représentants de haut niveau de toutes les entités, qui seraient chargés de certaines tâches en matière de sécurité. En même temps, tous les éléments des forces armées congolaises actuellement déployés à Kinshasa seraient placés en garnison, conformément à l'accord auquel sont parvenus les chefs d'état-major réunis à Pretoria, en mars 2003, et contrôlés par les observateurs militaires de la MONUC.

36. Il est essentiel d'organiser simultanément la formation d'une nouvelle unité de police intégrée de la future force de police congolaise intégrée, compte tenu de la nécessité de rendre cette unité opérationnelle dans un délai de six mois suivant la constitution du gouvernement de transition. À cette date, l'unité devra être prête à assumer les tâches de sécurité transférées de la MONUC.

37. Avant la formation du gouvernement de transition, la MONUC a l'intention d'utiliser sa compagnie d'agents de sécurité déjà présente à Kinshasa et de redéployer d'autres endroits dans le pays deux unités de gardes vers la capitale. Ces effectifs seront aidés par une trentaine de membres de la police militaire qui renforceront la confiance dans une zone de sécurité de la capitale spécialement désignée. Cette zone sera limitée à l'aéroport de Ndjili et à certains itinéraires entre l'aéroport et le district de Gombe, ainsi qu'au centre-ville et au district de Gombe lui-même. Les agents de sécurité de la MONUC rassureraient les parties par une présence visible dans la zone de sécurité, des positions fixes, des patrouilles mobiles et des escortes armées. La Mission disposera également d'une capacité limitée lui permettant d'évacuer les personnes menacées à l'intérieur de la zone. Les activités des Nations Unies dans ce domaine seront facilitées par les officiers de la police civile de la MONUC qui assureront la liaison et fourniront des conseils techniques à leurs interlocuteurs congolais. En outre, ce personnel de police civile conseillera et surveillera les diverses entités congolaises assumant des responsabilités en matière de sécurité et fera rapport sur leur conduite. Un tel arrangement est fondé sur l'évaluation de la sécurité et l'hypothèse qu'une période de six à neuf mois sera

nécessaire. La MONUC serait certes en mesure de fournir les ressources militaires pour assumer ces tâches en redéployant des éléments dans les limites des effectifs actuellement autorisés mais si le danger s'accroît considérablement ou persiste plus longtemps que prévu, il faudra augmenter la présence des Nations Unies en lui ajoutant des unités supplémentaires d'agents de sécurité et éventuellement des unités de police constituées.

38. La MONUC aurait besoin du personnel de police civile ci-après pour exécuter les nouvelles tâches prévues à l'appui des arrangements de sécurité à Kinshasa, comme indiqué aux paragraphes 35 à 37 ci-dessus : 15 officiers de police civile, y compris des experts de l'administration, de la planification, de la gestion stratégique et de la coordination; 55 agents faisant fonction d'officiers de liaison auprès du Centre d'opérations commun pour les questions de sécurité 24 heures sur 24, sept jours sur sept, des éléments de la police congolaise et des agents chargés de la protection rapprochée; et 34 officiers faisant fonction de conseillers techniques en matière de sécurité auprès des diverses entités congolaises de police et de sécurité, ainsi que le contingent de la MONUC chargé des tâches de sécurité à Kinshasa.

39. Les modalités, les mécanismes et le financement à mettre en place pour la création et la mise en route de l'unité de police intégrée doivent être examinés sans retard. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo et les autres parties, et finalement le gouvernement de transition, devront fournir des bureaux au Centre d'opérations et assurer la rémunération des membres du Corps de protection rapprochée et de l'unité de police intégrée, et leur fournir un logement et du matériel. Le versement régulier des traitements constituera un préalable pour l'ensemble de la structure de sécurité, question que les parties congolaises devront examiner à titre prioritaire. En même temps, certains donateurs bilatéraux ont manifesté un intérêt louable et évaluent actuellement la possibilité de former du personnel de police, de fournir un système de communication à Kinshasa pour la nouvelle structure de sécurité et la remise en état des centres de formation pour l'unité de police intégrée.

Formation d'une unité de police intégrée

40. Le meilleur moyen de constituer et de former rapidement cette unité de police consiste à confier l'exécution de ce projet à un ou plusieurs donateurs bilatéraux, qui travailleraient directement avec les Congolais pour former et équiper 1 200 officiers pour l'unité de police sur une période de six mois, remettre en état les centres de formation nécessaires et mettre en place le système de communication qui permettra à l'unité de police de fonctionner dans le cadre des mécanismes de sécurité de Kinshasa. La composante police civile de la MONUC, avec d'autres entités des Nations Unies, pourrait compléter ces efforts en fournissant une assistance à la formation sur les normes internationales en matière de maintien de l'ordre dans différents domaines thématiques, une attention particulière étant accordée aux principes de la légalité et aux droits fondamentaux. Cette option exigerait six formateurs/coordonnateurs de la police civile de la MONUC supplémentaires.

41. Si cette option était à exclure compte tenu des délais requis, une deuxième option consisterait à fournir une assistance bilatérale directe pour former et équiper un groupe de 600 officiers de l'unité de police intégrée à Kinshasa, tandis que la MONUC appuierait la formation à Kisangani d'un groupe de 600 officiers dans le

cadre d'un programme d'encadrement associant des instructeurs congolais. Cette option de formation combinée exigerait 24 formateurs/conseillers de la police civile. Si aucune de ces options n'est rapidement applicable, la composante police civile de la MONUC se chargerait de former les 1 200 officiers de l'unité de police intégrée à Kinshasa et Kisangani par le biais d'un programme d'encadrement comprenant des instructeurs congolais. Quarante-huit formateurs/conseillers de la police civile seraient nécessaires pour cette proposition. La remise en état des centres de formation et la fourniture de matériel de formation et d'autres matériels opérationnels de base et matériels de communication devraient être envisagées dans toutes les options. Les vues des donateurs bilatéraux sont sollicitées d'urgence pour déterminer l'option la plus viable.

Restructuration de la composante police civile

42. Compte tenu de la nouvelle phase du processus de paix en République démocratique du Congo, la composante police civile de la MONUC est en cours de restructuration. Le programme de formation pilote actuellement exécuté à Kisangani sera suspendu, en prévision de la formation d'une force de police intégrée. Par contre, la composante police civile assumera les tâches suivantes : a) promotion des arrangements en matière de sécurité à Kinshasa; b) contribution à la formation d'une unité de police intégrée; et c) poursuite de l'évaluation et de la planification de son rôle futur dans les secteurs stratégiques (comme l'Ituri et certains endroits dans le Kivu). Il est envisagé de mettre en place la structure suivante : personnel d'état-major, y compris le nouveau secteur de Kinshasa (35), conseillers de police civile/officiers de liaison/observateurs afin de contribuer à la mise en oeuvre des arrangements en matière de sécurité à Kinshasa, comme indiqué au paragraphe 38 ci-dessus (89) et planificateurs régionaux/officiers de liaison à déployer à Bunia, Goma et Gbadolite (10). En conséquence, il faudrait 134 officiers de police, soit 34 de plus que l'effectif actuellement autorisé, pour répondre aux besoins de base. De 6 à 48 officiers supplémentaires seront également nécessaires, en fonction de l'option qui sera retenue pour la formation de l'unité de police intégrée (voir par. 40 et 41 ci-dessus).

Initiative de paix dans l'Ituri

43. L'Ituri est devenue l'une des régions les plus instables et les plus anarchiques de la République démocratique du Congo. À l'heure même où il semblait permis d'espérer une paix générale, l'Ituri menace de compromettre les progrès réalisés au plan national. Il convient de noter à cet égard que l'instabilité est générale, que les différents acteurs se livrent à des manipulations constantes et que des milices rivales bien armées mais mal payées et divers autres éléments font peser des risques considérables sur la sécurité.

44. Le processus qui a mené, avec l'aide de la MONUC, à la création de la Commission de pacification de l'Ituri offre des perspectives réelles – et qui doivent être vigoureusement mises à profit – de restauration de la paix et de réconciliation générale dans la région. Ce qu'il faut faire dans l'immédiat, c'est instaurer des conditions de sécurité et un climat de confiance suffisants pour que les membres de la Commission et le personnel international présent sur place puissent conforter un processus encore fragile et mal assuré. Ainsi donc, sans perdre de vue que l'intégration de l'Ituri dans les structures nationales de l'État reste l'objectif final,

on ne pourra atteindre cet objectif qu'au prix d'une action résolue et durable sur les plans national et international.

45. À cette fin, et en fonction de l'évolution de la situation sur le plan de la sécurité, la présence de la MONUC dans l'Ituri devrait être considérablement renforcée avec la création d'un groupe de soutien à la Commission de pacification de l'Ituri composé d'une équipe pluridisciplinaire des Nations Unies chargée d'apporter un appui général à l'administration intérimaire de l'Ituri. Toutes les composantes organiques de la MONUC (affaires politiques, droits de l'homme, affaires humanitaires, protection de l'enfance, information, etc.) seront représentées dans ce groupe. Étant donné qu'il faudra également aider les populations de l'Ituri à mettre en place une administration locale temporaire – en attendant l'implantation dans l'Ituri du gouvernement de transition –, il faudra également déployer des spécialistes des affaires civiles de l'ONU.

46. La MONUC pourrait aussi mettre en place une petite cellule de police civile chargée de planifier l'aide que la communauté internationale pourrait apporter, soit par le truchement de la MONUC soit dans un cadre bilatéral, à la constitution d'une composante de police intégrée à déployer dans l'Ituri. Il serait également essentiel de disposer d'une forte équipe de spécialistes des droits de l'homme afin de pouvoir enquêter sur les violations des droits de l'homme, accompagner et soutenir les nouveaux organes de protection des droits de l'homme et aider le système judiciaire à mettre fin à la culture de l'impunité. Des équipes d'observateurs militaires renforcées seraient déployées pour surveiller le retrait des troupes ougandaises, assurer la liaison avec les groupes armés et observer leurs activités et, chaque fois que possible, surveiller les centres urbains et certains aérodromes. Ces mesures seraient appuyées par un énergique programme d'information de la MONUC, qui comprendrait l'installation d'une station de radio à Bunia et le lancement de projets utilisant les médias comme outil de règlement des conflits. Étant donné la prolifération des armes dans la région, la MONUC, en coopération avec la sous-commission de la Commission de pacification de l'Ituri chargée des groupes armés, pourrait aider l'administration intérimaire à lancer un programme limité de désarmement local qui devra recevoir l'appui des bailleurs de fonds.

47. La MONUC travaillerait en étroite collaboration avec la communauté des organismes humanitaires et de développement, qui est en train d'élaborer une stratégie pour cette région longtemps inaccessible. Les activités les plus urgentes sont la fourniture de secours humanitaires aux zones touchées par l'insécurité et les combats; la remise en état de l'habitat dans les zones dévastées; le rétablissement des services d'hygiène, des services médicaux et des services sociaux dans les zones récemment touchées par des massacres; la création d'activités rémunérées, avec par exemple la remise en état des routes et de l'infrastructure, qui pourrait être confiée aux quelque 25 000 miliciens et autres ex-combattants; une aide à la démobilisation et à la réinsertion des enfants soldats; et des projets à impact rapide dans les zones où sera déployé le personnel des Nations Unies.

48. Afin d'assurer la protection du personnel et du matériel des Nations Unies positionnés en divers endroits de l'Ituri et de mettre en place un dispositif de sécurité permettant d'encadrer le processus politique, on estime qu'il faudra déployer au minimum un groupement tactique de la taille d'une brigade, composé de trois bataillons d'infanterie disposant de l'appui nécessaire (logistique, hélicoptères de manœuvre, génie) et doté d'un effectif pouvant aller jusqu'à 3 800

personnes. Il convient de préciser que, même dotée d'un tel effectif, cette force ne serait en mesure d'assurer complètement la sécurité ni dans l'ensemble de l'Ituri, ni le long de toutes les grandes routes, ni le long de la frontière avec l'Ouganda. Outre la protection du personnel, du matériel et des principales installations des Nations Unies à Bunia, cette brigade assurera la sécurité de la base logistique des Nations Unies à l'aéroport de Bunia ainsi que des abords immédiats de la ville, fournira une aide aux équipes d'observateurs militaires des Nations Unies envoyées dans des lieux éloignés et apportera un appui limité aux activités humanitaires dans des endroits prédéterminés. En se projetant progressivement au-delà de Bunia, d'abord le long de l'axe Djugu-Mahagi, la brigade envisagée élargirait son champ d'action et, à mesure que la situation le permettra, sécuriserait des aérodromes, des villes et des zones plus éloignées dans d'autres secteurs de l'Ituri.

49. Le déploiement actuel à Bunia du bataillon de réserve de la MONUC (fourni par l'Uruguay) constitue une mesure d'urgence, provisoire et limitée, qui doit permettre de préserver, malgré les difficultés sur le plan de la sécurité, la dynamique lancée par la création de la Commission de pacification de l'Ituri. Ce bataillon ne pourra pas étendre sa présence au-delà de Bunia vers d'autres secteurs de l'Ituri. D'ici à la fin de mai, l'effectif total du contingent uruguayen déployé à Bunia s'élèvera à près de 800 personnes, y compris les unités logistiques et de génie. Cette force est, de toute évidence, très en deçà du minimum requis pour rétablir intégralement la sécurité dans la ville, et son déploiement ne peut être que temporaire, sauf à sacrifier le principe fondamental selon lequel la MONUC doit pouvoir compter à tout moment sur un bataillon de réserve en cas d'urgence. On aura donc besoin le plus tôt possible du contingent uruguayen pour reconstituer cette réserve.

50. Il convient de noter que l'effectif uruguayen déployé à Bunia est le minimum qui soit acceptable d'un point de vue militaire pour assurer la sécurité des opérations de l'ONU à l'aéroport, protéger le personnel et le matériel positionnés en différents endroits de la ville, appuyer le processus de la Commission de pacification de l'Ituri, préparer les déploiements ultérieurs et maintenir la logistique nécessaire. Sur les 800 Uruguayens du bataillon, un peu moins de 450 sont des fantassins qui, pour l'essentiel, remplissent les fonctions ci-après : constituer une compagnie de réserve chargée de répondre 24 heures sur 24 aux situations d'urgence qui peuvent se produire à Bunia; assurer la sécurité ponctuelle de huit positions des Nations Unies et de la Commission dans la ville (y compris l'entrée de l'aéroport et le quartier général du secteur); protéger les soldats du génie (qui remettent les routes en état, assurent le déminage et entretiennent les bâtiments); escorter les équipes d'observateurs militaires aux alentours de Bunia; effectuer, à l'occasion, des patrouilles dans Bunia; et, le cas échéant, escorter des convois humanitaires et des convois de l'ONU dans la ville.

51. Pour élargir l'éventail de ces fonctions, et notamment pour faire face de façon plus systématique aux problèmes de l'Ituri, il faudra au minimum un groupement tactique de la taille d'une brigade (Brigade de l'Ituri). Le Département des opérations de maintien de la paix a déjà commencé à examiner la géométrie d'une telle force et à chercher des pays susceptibles de fournir rapidement les éléments nécessaires à la force envisagée. L'unité qui se prêterait le mieux à un déploiement immédiat est le bataillon renforcé polyvalent envisagé à l'origine pour Kisangani, qui compte un effectif de 1 700 personnes et est composé d'un bataillon d'infanterie appuyé par des hélicoptères de transport, des éléments du génie, des unités de

gestion d'aéroport, des policiers militaires et une équipe d'évacuation médicale aérienne. Les hélicoptères d'assaut qui doivent être déployés pour appuyer les opérations de la phase III de la MONUC auraient pour mission prioritaire d'appuyer la Brigade de l'Ituri. Les pays susceptibles de fournir les premiers éléments de la force ont indiqué leur accord préliminaire pour son déploiement, et une mission de reconnaissance a été dépêchée sur place pendant les deux premières semaines de mai. Le Département des opérations de maintien de la paix est également en contact avec des pays qui pourraient fournir des contingents pour constituer les deux bataillons d'infanterie supplémentaires qui seront nécessaires pour compléter l'effectif de la Brigade. Ces bataillons supplémentaires (d'un effectif approximatif de 1 050 personnes chacun) assureront à la MONUC la capacité de réaction et de projection nécessaire dans cette région éloignée et extrêmement instable.

52. Une fois déployé, le bataillon renforcé devra progressivement prendre à sa charge les missions de sécurité actuellement confiées au contingent uruguayen, jusqu'à ce que celui-ci soit complètement relevé et retourne à ses fonctions normales. Même lorsqu'elle sera un peu plus en mesure de sécuriser la ville, la MONUC ne pourra que de façon très limitée appuyer des opérations de surveillance ou réagir à des actes de violence commis dans des zones éloignées. Elle ne pourra commencer à étendre son champ d'action, d'abord aux environs de Bunia, que lorsque la sécurité à Bunia même aura été renforcée. Et ce n'est que lorsque la Brigade de l'Ituri aura été complètement constituée que la MONUC pourra progressivement étendre ses opérations et élargir la gamme de ses activités de sécurisation dans l'Ituri.

53. Le fait que la MONUC ne dispose actuellement pas d'une force suffisamment crédible dans l'Ituri aura probablement pour conséquence que ses opérations resteront limitées à Bunia, que le niveau de risque augmentera et que ses militaires seront exposés à des provocations. Inévitablement, on peut craindre que cette force ne soit même plus suffisante pour remplir les objectifs pourtant limités qui lui ont été assignés. C'est un risque qui, dans toutes les éventualités, persistera jusqu'à ce que la Brigade ait été déployée et soit effectivement opérationnelle, mais on pourrait le réduire considérablement si toutes les parties réalisent que les déploiements initiaux font partie d'une stratégie à long terme réaliste.

54. La durée de l'actuel déploiement militaire – limité – de la MONUC à Bunia et celle de la force militaire plus importante envisagée aux paragraphes 48 à 53 dépendront de la rapidité et de l'efficacité avec lesquelles le processus politique engagé dans la région atteindra ses objectifs de normalisation et de réconciliation. On peut espérer, qu'une fois qu'il aura été constitué, un groupe de police intégré congolais assumera progressivement les responsabilités en matière de sécurité qui sont actuellement exercées par la brigade de la MONUC. Étant donné l'extrême instabilité de la région, la MONUC et le Coordonnateur des mesures de sécurité de l'ONU ont dressé un plan d'évacuation qui couvre à la fois le personnel de la MONUC et celui des organismes des Nations Unies. Les organisations non gouvernementales qui ont signé des mémorandums d'accord avec le Bureau du Coordonnateur pour les questions de sécurité sont incluses dans ce plan.

Le Kivu et le processus de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion

55. Quels que soient le nombre et l'urgence relative des priorités en République démocratique du Congo, le Kivu conserve toute son importance. C'est là qu'ont commencé les deux dernières guerres de la République démocratique du Congo, et il reste aujourd'hui un élément crucial du processus général de paix dans ce pays. Le Kivu borde la frontière de la République démocratique du Congo avec ses trois voisins orientaux : l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. Les conflits qui ont dévasté ces voisins ont eu un impact direct sur la sécurité des localités frontalières de la République démocratique du Congo situées dans le Kivu, avec notamment les mouvements de réfugiés et les activités transfrontalières des groupes rebelles en lutte contre le gouvernement de leur pays d'origine. La région est également confrontée à des problèmes de rivalité ethnique, d'inégalité dans la distribution des terres et de lutte pour le contrôle des richesses naturelles. Dans ce contexte, la MONUC entend mettre en oeuvre une stratégie à deux volets : a) poursuivre le désarmement, la démobilisation, le rapatriement ou la réinstallation et la réinsertion des groupes armés étrangers actifs au Nord-Kivu et au Sud-Kivu; et b) soutenir les mécanismes locaux de paix et de réconciliation.

Désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion

56. Comme il a été dit plus haut, les activités de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion de la MONUC ont récemment été entravées par les opérations de divers groupes armés dans l'est du pays. Néanmoins, le centre d'accueil de Lubero, les postes de transit de Goma et de Bukavu et un certain nombre d'autres zones temporaires de rassemblement continueront d'être entretenus par l'Organisation des Nations Unies en prévision de la reprise à grande échelle de ses activités dans les zones concernées, lorsque les conditions le permettront. Par ailleurs, l'expérience acquise en la matière par la MONUC lui a permis d'affiner ses méthodes, d'améliorer ses techniques de collecte et d'analyse des informations et de resserrer sa collaboration avec la Banque mondiale/Programme multinational de démobilisation et de réinsertion ainsi qu'avec les organismes compétents des Nations Unies tels que l'UNICEF. De son côté, le HCR continuera de favoriser le rapatriement des réfugiés rwandais en adoptant une stratégie plus active d'approche des groupes de réfugiés rwandais sur tout le territoire de la République démocratique du Congo.

57. Avec le déploiement du premier groupement tactique des Nations Unies dans le Kivu (qui aura sa base principale à Kindu), la MONUC sera en mesure de positionner des éléments dans des endroits importants – dont certains étaient précédemment hors de portée de ses observateurs militaires – et de fournir l'appui nécessaire au processus de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion. La mobilité et l'armement de ce groupement tactique, qui est équipé de véhicules de l'avant blindés et d'hélicoptères, permettra de déployer simultanément plusieurs équipes de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion de la MONUC vers certains des groupes les plus éloignés de la région. Ces moyens la doteront également de la capacité d'intervention rapide qui lui manquait jusqu'à présent. Cette stratégie sera menée en parallèle par les diverses composantes de la MONUC, avec l'appui essentiel de l'élément militaire. Plus important encore, on espère que le groupement tactique renforcera la crédibilité de l'ONU et suscitera parmi les groupes concernés une confiance accrue dans le programme de désarmement, démobilisation, rapatriement

ou réinstallation et réinsertion en leur offrant une protection contre le harcèlement et en accélérant leur transport vers les camps de réinstallation situés de l'autre côté de la frontière.

Mécanismes locaux pour la paix et la réconciliation

58. Si la mise en place du gouvernement de transition et l'application intégrale de l'Accord global devraient effectivement entraîner la réunification de la République démocratique du Congo et y ramener la paix, on peut cependant s'attendre à ce que des conflits localisés, tout particulièrement dans le Kivu, se poursuivent dans l'avenir prévisible. La période de transition risque d'être tumultueuse et d'être une source de nouveaux conflits qui, si on les laisse pourrir, risquent de déstabiliser tout le processus national et même de servir de prétexte à une intervention extérieure. Il importe donc au plus haut point que la communauté internationale aide les Congolais, au plan local, à mettre en place des mécanismes provisoires pour la paix et la réconciliation.

59. La situation dans l'est se caractérise actuellement par une juxtaposition de groupes armés principalement locaux, déchirés par leurs rivalités et méfiants à l'égard les uns des autres. La désintégration de l'appareil d'État, la diversité des ethnies, la mauvaise gestion de l'économie et l'exploitation illégale des richesses naturelles, les tensions entre les différentes générations de migrants et de réfugiés, les conflits fonciers et la prolifération des armes sont autant de facteurs d'instabilité dans la région. Il importe clairement de s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs d'aggravation des conflits actuels et d'empêcher que de nouveaux conflits n'éclatent. La communauté internationale peut jouer à cet égard un rôle d'appui crucial en facilitant l'adoption de solutions pacifiques aux conflits locaux. Pour cela, la MONUC a déjà adopté, à l'intention de son personnel, des directives qui s'appuient sur la stratégie ci-après : a) gestion de crise pour répondre aux principales préoccupations de sécurité des différents groupes; b) mesures de rétablissement de la confiance après les conflits; et c) campagnes de prévention des conflits destinées à prévenir un retour à la violence.

60. Pour mettre en oeuvre cette stratégie, la MONUC s'efforcera de remplir un rôle de catalyseur de l'aide internationale et d'appuyer les initiatives des institutions religieuses locales, des organisations populaires congolaises et d'organisations non gouvernementales internationales qui ont fait leurs preuves. Elle a l'intention d'agir dans le cadre des institutions de transition prévues par l'Accord global, et notamment de celles qui ont pour objet la réconciliation. La MONUC travaillera en étroite collaboration avec les autorités nationales de transition et avec ses partenaires des Nations Unies, et notamment le PNUD, qui élabore actuellement une stratégie de relèvement, reconstruction et redressement au niveau local. De façon à pouvoir jouer ce rôle d'encouragement et de médiation, la MONUC renforcera son personnel civil dans le Kivu.

61. Enfin, il conviendra de mettre en place des mécanismes de normalisation des relations transfrontalières. S'il est vrai que cela constitue une des priorités à gérer par le gouvernement de transition et avec les pays voisins, des initiatives préliminaires, et notamment des initiatives économiques conjointes, pourraient être lancées à titre d'essai, et l'on pourrait également envisager des projets communautaires transfrontaliers. Par exemple, une fois que les nouvelles forces armées nationales seront constituées, des patrouilles conjointes – contrôlées par la

MONUC – pourraient être menées avec les forces armées des pays voisins le long de secteurs particuliers de la frontière. Des recommandations supplémentaires sur l'élargissement du rôle de la MONUC dans le Kivu seront communiquées en temps utile au Conseil de sécurité. Ces questions frontalières devraient également être au centre des délibérations de l'éventuelle conférence internationale sur la paix et le développement dans la région des Grands Lacs.

Droits de l'homme et justice transitoire en République démocratique du Congo

62. Il demeure évident que, si des structures nationales solides de protection des droits de l'homme ne sont pas mises en place et si l'impunité généralisée ne prend pas fin en République démocratique du Congo, il ne peut y avoir de réconciliation véritable ni l'avènement d'une paix durable à long terme. La MONUC entend, en étroite collaboration avec le Haut Commissariat aux droits de l'homme, renforcer sa capacité d'appuyer la mise en place d'infrastructures nationales de protection des droits de l'homme ainsi que de mécanismes de justice transitoire. Tout en axant davantage les efforts sur les enquêtes relatives aux droits de l'homme, on s'attachera à renforcer la capacité des institutions nationales, notamment de la Commission nationale vérité et réconciliation et de l'Observatoire national des droits de l'homme (qui devrait être créé aux termes de l'Accord global), et à coordonner les initiatives internationales à cet égard, afin de trouver des solutions aux préoccupations du peuple congolais. À ce propos, il importe de veiller à ce que les questions relatives à la protection de l'enfant retiennent l'attention.

Faciliter la fourniture de l'aide humanitaire

63. Il est également indispensable de poursuivre, voire d'accroître, l'aide alimentaire. Selon les estimations, plus de 3,5 millions de personnes seraient décédées depuis 1998 du fait des effets directs ou indirects du conflit. Bien qu'il faille préparer le relèvement et le développement futurs, d'énormes besoins ne sont toujours pas satisfaits et exigent la fourniture immédiate d'une aide vitale. Le principal obstacle a été le manque d'accès aux populations nécessiteuses et l'insécurité créée par les activités des parties au conflit.

64. La MONUC poursuivra ses activités humanitaires consistant à faciliter et à assurer l'accès aux populations vulnérables en coordonnant, en étroite collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, la fourniture de l'aide nécessaire, et ce de trois manières : a) mettre en oeuvre, tout en y participant, des missions conjointes d'évaluation de la situation humanitaire afin de permettre d'accéder aux zones précédemment inaccessibles et de faciliter la fourniture de l'aide voulue dans les localités où elle est le plus nécessaire; b) engager systématiquement les belligérants à négocier des voies d'accès sûres et sécurisées pour les agents humanitaires, comme ce fut le cas au Nord-Kivu, où a lieu un dialogue avec l'Alliance maï maï locale; et c) engager activement les organisations non gouvernementales partenaires à associer les initiatives de déminage aux activités humanitaires prévues, en particulier dans les régions où la présence de mines a entravé l'action humanitaire.

Prendre des mesures face à la menace des mines

S/2003/566

65. Le grave incident dû à une mine dont il est fait état au paragraphe 14, le second depuis la mise en place de la MONUC, atteste la nécessité pour la MONUC de sensibiliser le personnel de la Mission et les communautés avec lesquelles il travaille au danger des mines, en collaboration avec l'UNICEF et d'autres partenaires locaux. La Mission devrait également être dotée de moyens pour rassembler, analyser et diffuser des informations sur la présence de mines et d'engins non explosés et procéder au déminage en cas de besoin. En outre, la Mission s'emploiera à amener les parties à mettre fin à l'utilisation des mines terrestres et à fournir des informations concernant les zones minées.

66. Le Centre de coordination de la lutte antimines fait partie intégrante de la Mission et gère une base de données sur les zones minées à l'intention de la Mission et des organisations humanitaires. Le personnel du Centre fournit des conseils spécialisés à la Mission et à d'autres organismes des Nations Unies, coordonne le déploiement des spécialistes de la lutte antimines et effectue des missions d'évaluation de la menace en appui à la MONUC. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo, qui a récemment adhéré à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, a demandé au Centre de coordonner également l'aide extérieure fournie pour l'exécution de programmes de lutte antimines dans tout le pays. Aussi est-il proposé de renforcer le Centre en lui affectant trois spécialistes et des ressources supplémentaires. Parallèlement, le Service de la lutte antimines du Département des opérations de maintien de la paix recherche activement des contributions volontaires pour mettre en place une capacité opérationnelle en appui aux activités humanitaires. Cette capacité pourrait être fournie, en partie et en appui direct à la MONUC, grâce au déploiement d'unités suffisamment qualifiées de pays fournisseurs de contingents.

B. Priorités à long terme

67. Il va sans dire qu'accompagner le processus de transition dans un pays aussi vaste et aussi ravagé que la République démocratique du Congo constitue, pour toutes les parties concernées, une gageure. Il faudra adopter une approche globale, par laquelle le système des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et les donateurs bilatéraux et multilatéraux devront planifier et coordonner leurs activités à un niveau presque sans précédent. Les arrangements politiques sur lesquels se fonde le processus de transition sont complexes, le pays ne dispose pas d'une administration publique vigoureuse et efficace et nombre des acteurs politiques n'ont guère d'expérience directe des pratiques démocratiques. Les mécanismes fondamentaux d'un État moderne (par exemple un système bancaire couvrant tout le territoire) sont souvent inexistantes. Par conséquent, l'appui au processus de transition doit être substantiel et novateur.

68. Comme je l'ai indiqué dans mon dernier rapport, outre les priorités immédiates définies aux paragraphes 30 à 66 ci-dessus, l'ONU, en coopération avec les organismes des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et les autres partenaires internationaux, aidera le gouvernement de transition à réaliser les objectifs à long terme concernant les élections, l'instauration de l'état de droit et la réforme du secteur de la sécurité, en particulier le désarmement et la démobilisation des groupes congolais. La période de transition pourrait servir de charnière entre les programmes humanitaires en cours et les initiatives de développement qui suivront.

Appui pour les élections

69. La tenue d'élections libres, équitables et transparentes vers la fin de la période de transition de deux ans pourrait devenir l'un des éléments clefs de la stratégie de sortie de la MONUC. Les élections en République démocratique du Congo constituent un enjeu monumental. Le pays n'a pas organisé de scrutin démocratique depuis l'indépendance il y a 43 ans, et il n'existe pas actuellement de cadre juridique pour le processus électoral. Les modalités d'organisation du référendum et des élections présidentielles et législatives devront être définies par une loi électorale adoptée par le parlement de transition. Dans un pays de la dimension de la République démocratique du Congo, où les moyens logistiques et de communication laissent plutôt à désirer, les élections seront coûteuses et nécessiteront un important effort collectif des autorités de transition, des Nations Unies et des donateurs bilatéraux.

70. Comme suite aux discussions préliminaires qui ont eu lieu entre l'Organisation des Nations Unies et les représentants de la communauté internationale à Kinshasa, on pourrait envisager que la MONUC fournisse une assistance technique et logistique à la Commission électorale indépendante et l'épaulé dans sa tâche en coordonnant l'appui international à cette fin. Toutefois, la contribution exacte de la MONUC sera fonction de l'idée que s'en fait le gouvernement de transition lorsqu'il sera formé. Dès que cela interviendra, une mission d'étude de faisabilité sera envoyée dans le pays. Dans l'intervalle, la MONUC mettra en place une petite cellule électorale aux fins de planification et de liaison.

État de droit

71. La situation en République démocratique du Congo est caractérisée par une culture généralisée de l'impunité et une très mauvaise gouvernance. Le renforcement de l'état de droit est l'un des défis fondamentaux à relever pour briser le cercle vicieux de la violence, mettre fin à l'impunité, lutter contre les causes profondes du conflit et jeter les bases d'une société démocratique. Les autorités de la transition en République démocratique du Congo doivent à cet égard faire preuve d'une responsabilité et d'une volonté politique exemplaires. Comme je l'ai initialement indiqué dans mon treizième rapport au Conseil de sécurité (S/2003/211, par. 59), la MONUC pourrait apporter son concours pour faire respecter le régime du droit en coordonnant l'action internationale dans les domaines de la police civile, des droits de l'homme et des structures judiciaires et correctionnelles. Il faudra, pour ce faire et pour harmoniser les initiatives, un appui et une collaboration étroite des donateurs bilatéraux et multilatéraux et d'autres institutions. Mon Représentant spécial se propose de mettre en place un groupe de travail multidisciplinaire sur l'état de droit chargé de la coordination interne et externe des efforts. Tout en insistant sur la maîtrise par les Congolais de toutes les étapes de la transition, force est de constater que la MONUC est bien placée pour contribuer à créer les conditions favorables et coordonner les activités et pour fournir des avis techniques et des conseils et structures en matière de formation propres à permettre la mise en place d'une police fonctionnelle et à assurer le respect des droits de l'homme, ainsi que pour contribuer à la réforme des services judiciaires et correctionnels.

72. Pour atteindre ces objectifs, il convient de procéder à une évaluation détaillée de la situation en matière de régime de droit. À cette fin, des représentants du Département des opérations de maintien de la paix, de la MONUC, du Haut

S/2003/566

Commissariat aux droits de l'homme et du PNUD ont tenu à Genève, le 6 mai, des consultations préliminaires avec d'autres organismes des Nations Unies et acteurs internationaux intervenant dans ce domaine. Les consultations seront activement poursuivies, notamment avec le gouvernement de transition de la République démocratique du Congo, en particulier ses ministères de la justice, de l'intérieur et des droits de l'homme, une fois celui-ci installé, ainsi qu'avec les donateurs bilatéraux qui souhaiteraient activement apporter une assistance dans ce secteur vital. Par la suite, une équipe multidisciplinaire procédera à une évaluation d'ensemble et recommandera un cadre dans lequel chaque acteur désireux d'apporter une assistance pourra être recensé, compte tenu des vœux du nouveau gouvernement et des avis des divers acteurs nationaux en République démocratique du Congo, notamment la société civile.

73. Au niveau de l'équipe de pays des Nations Unies, un groupe thématique sur les droits de l'homme et la justice a également entamé les activités préparatoires à la mise en place d'un programme global d'appui au gouvernement de transition. L'assistance du système des Nations Unies, qui sera fournie en collaboration étroite avec d'autres acteurs et bénéficiera de leur appui, portera essentiellement sur les domaines suivants : réforme et renforcement du cadre juridique et du système judiciaire; réforme, remise en état et développement d'un service de police nationale intégré mettant en particulier l'accent sur l'état de droit et les questions relatives aux droits de l'homme; réforme et renforcement du système correctionnel; formation des forces armées en matière de respect du régime de droit et des droits de l'homme; appui aux institutions nationales de défense des droits de l'homme; appui à la création de la Commission vérité et réconciliation; et adoption de mesures visant à promouvoir la gouvernance démocratique et participative. Les mesures à prendre pour surveiller et étudier les violations des droits de l'homme et y apporter réparation devraient être la priorité absolue.

74. En ce qui concerne l'appui que pourrait nécessiter la création d'une police nationale intégrée, outre l'assistance nécessaire pour former une unité de police intégrée à Kinshasa et éventuellement en Ituri, la communauté internationale et la MONUC devraient notamment contribuer à améliorer les compétences professionnelles, la capacité d'organisation et l'intégrité institutionnelle, sensibiliser la population au rôle de la police dans une société démocratique et renforcer la coopération entre la police, l'appareil judiciaire et le système correctionnel. Pour atteindre ces objectifs, il faudra jouer un rôle en matière de services consultatifs, de formation et de développement et fournir une assistance matérielle et financière pour l'acquisition de l'équipement et des structures nécessaires, y compris la remise en état éventuel des anciens établissements de formation dans les cinq centres régionaux (Kinshasa, Lumumbashi, Kisangani, Gbadolite et Bukavu). S'il est vrai que certains États Membres ont déjà offert une aide bilatérale pour l'équipement et la formation de la police nationale, il n'en demeure pas moins qu'une mission spéciale de donateurs devrait être mise sur pied pour étudier plus avant les activités nécessaires dans ce domaine vital et faire des recommandations à la communauté internationale.

75. Toutefois, l'aide internationale pour la formation de la police doit être liée à des activités de référence que doivent exécuter les autorités congolaises, notamment le paiement régulier de salaires convenables, la transparence en matière de recrutement, de promotion et de discipline, l'affectation du personnel sur la base de la formation reçue, la mise en place de mécanismes internes de responsabilisation et

un programme d'entretien des bâtiments remis en état par la communauté internationale financé par les autorités. Tous ces efforts d'appui à la police doivent aller de pair avec un appui à l'appareil judiciaire et aux services correctionnels, et l'ouverture des crédits nécessaires doit être coordonnée avec les institutions de Bretton Woods.

Réforme du secteur de la sécurité et désarmement, démobilisation et réinsertion des combattants congolais

76. L'un des principaux objectifs de la période de transition sera la réforme du secteur de la sécurité. Il est indispensable que de nouvelles institutions nationales intégrées de sécurité soient mises en place dans la transparence pour jouer légitimement et démocratiquement leur rôle en toute responsabilité en assurant la sécurité de tout le peuple congolais. Comme indiqué plus haut, la création d'une police intégrée qui sera chargée de la sécurité intérieure est une priorité immédiate. La formation dans les plus brefs délais d'une armée nationale professionnelle est également primordiale. Certains donateurs bilatéraux ont déjà indiqué leur intention d'aider éventuellement le gouvernement de transition dans ces domaines.

77. La création d'une armée nationale et le désarmement, la démobilisation et la réinsertion de combattants seront un aspect essentiel de toute réforme du secteur de la sécurité. À cet égard, la MONUC a étudié avec le PNUD, le Programme multinational de démobilisation et de réinsertion conduit par la Banque mondiale et les organismes des Nations Unies la possibilité de donner suite à la proposition que j'ai faite dans mon dernier rapport (S/2003/211, par. 60), tendant à ce que les compétences de la MONUC dans le domaine des opérations de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion soient étendues au désarmement des combattants congolais et à la coordination des activités des donateurs bilatéraux.

78. Toute mesure que prendrait la MONUC à cet égard, sous réserve de l'accord du Conseil de sécurité, contribuerait à la création d'une armée nationale congolaise unifiée. Les activités de la MONUC en matière de désarmement, démobilisation et réinsertion des combattants congolais pourraient consister à : a) fournir des informations concernant les groupes armés congolais au moyen de sa base de données déjà en place; b) tirer parti de ses contacts existants, sensibiliser les groupes armés congolais non signataires de l'Accord ainsi que les Maï Maï aux opérations de désarmement, démobilisation et réinsertion; c) contribuer à la campagne d'information; et d) fournir l'assistance technique nécessaire au programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion qui doit être élaboré. D'autres recommandations concernant le rôle que la MONUC pourrait jouer dans le désarmement des combattants congolais seraient soumises au Conseil de sécurité ultérieurement.

79. En réponse à une demande officiellement formulée par le Président Kabila en septembre 2002 et suite aux consultations qu'a tenues l'équipe de pays des Nations Unies, le PNUD a été désigné organisme responsable de la coordination des opérations internationales de désarmement, mobilisation et réinsertion des forces congolaises. Cette décision a été approuvée en février 2003 par le Programme multinational de démobilisation et de réinsertion. Le PNUD a élaboré une stratégie intérimaire pour la mise en place d'un programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion pour les trois à six mois prochains, qui a été examiné au cours d'une réunion récente du Programme multinational tenue à Paris en avril.

Cette stratégie intérimaire se fonde sur quatre axes simultanés, à savoir : a) un dialogue entre les principaux acteurs politiques de la République démocratique du Congo concernant la structure et la gestion du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion qui devrait bénéficier de l'appui actif de toutes les composantes du gouvernement de transition; b) la planification d'un programme national de désarmement, mobilisation et réinsertion de large portée et complexe sur le plan logistique; c) la mise en place d'un mécanisme d'intervention rapide pour étudier les questions de désarmement, démobilisation et réinsertion en attendant la mise en place effective d'un programme national; et d) les efforts déployés actuellement par l'UNICEF pour assurer le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des enfants soldats ainsi que l'appui apporté par le PNUD aux ex-combattants handicapés, qui se poursuivront et seront incorporés dans le programme national.

Protection de l'enfant et questions relatives aux femmes

80. Nombre des fonctions actuelles de la MONUC, en particulier celles qui n'ont pu pleinement donner les résultats escomptés du fait des combats et de l'insécurité, seront encore plus valables pendant la période de transition. Au cours de cette période, la MONUC surveillera l'intégration des questions relatives à la protection de l'enfant aux lois et institutions nouvelles ou réformées de manière à s'assurer que les besoins sont pleinement satisfaits. Le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion des enfants soldats est appelé à prendre de l'ampleur une fois que le programme national sera exécuté et que les conditions seront favorables. La tâche qui s'impose demeure énorme étant donné le nombre élevé d'enfants soldats qui se trouvent toujours sur les lignes de front ou dans les camps militaires dans tout le pays et la situation précaire en matière de sécurité dans certaines régions qui rend la réinsertion difficile et accroît les risques de nouveaux recrutements. La MONUC continuera également de surveiller les violations des droits de l'enfant afin d'évaluer l'incidence de la transition sur les enfants. La collaboration déjà active de la section de la MONUC s'occupant des questions relatives aux femmes avec la société civile et les partis politiques sera également déterminante pour renforcer la capacité des organisations féminines et de leurs dirigeantes afin de leur permettre de jouer un plus grand rôle dans le processus démocratique.

Soutien au processus de paix : nécessité d'une approche globale

81. Comme indiqué plus haut, la MONUC est censée s'acquitter de son mandat dans le cadre d'un partenariat de tout le système des Nations Unies et de la communauté internationale dans son ensemble. Il reste que l'apport de la MONUC sera nécessairement limité alors que les besoins demeureront importants tout au long de la période de transition. Dans l'immédiat, il faut donner la priorité à la remise en état de l'infrastructure et apporter un appui technique suffisant pour permettre aux nouvelles structures gouvernementales de bien fonctionner. Même à un stade si précoce, il importe de mettre en place les conditions voulues pour la bonne gouvernance en associant des mesures à court terme et des activités à long terme. En ce qui concerne l'infrastructure, il faudrait construire immédiatement des locaux pour les institutions et les fonctions nouvellement créées. Le Gouvernement a demandé au PNUD, à la Banque mondiale et à l'Union européenne de l'aider à mobiliser les ressources nécessaires pour remettre en état les bâtiments publics existants. Une évaluation des besoins est en cours, dont les résultats seront présentés

à la communauté des donateurs. Une demande à cette fin pourrait être introduite par la Commission de suivi, ce qui pourrait constituer la première étape de l'appui à la gouvernance pendant la période de transition, laquelle culminera avec la préparation et l'organisation d'élections.

82. En ce qui concerne la remise en état de l'infrastructure, les autres besoins, comme la formation et l'appui technique nécessaires au bon fonctionnement des nouvelles structures, seront satisfaits compte tenu de la durée limitée du mandat. Les organismes des Nations Unies devraient jouer un rôle moteur à cet égard. Le PNUD et d'autres partenaires ont commencé à travailler sur un programme de réforme du service public et sur une stratégie de renforcement des capacités pour la période de transition. L'appui des organismes des Nations Unies s'étendra ensuite aux administrations provinciales, afin de promouvoir l'unité de l'administration nationale et de préparer le terrain pour les élections, qui devront se tenir à la fin de la période de transition.

83. À moyen terme, l'unification du territoire et la liberté de circulation totale sont indispensables sur le plan humanitaire comme aux fins du développement. Actuellement, l'insécurité est le principal obstacle; si la MONUC se déployait plus largement dans l'est de la République démocratique du Congo, la situation pourrait sans doute s'améliorer, même si en tout état de cause, la sécurité dépend surtout de la volonté des parties de cesser toute activité militaire. L'infrastructure des transports, qui est pratiquement inexistante, doit être considérablement améliorée pour permettre à la MONUC d'être mobile. Des discussions sont en cours avec des donateurs bilatéraux pour qu'ils contribuent à la réfection des routes et à la remise en état de l'infrastructure de transport. En attendant, les organismes des Nations Unies et les agents d'exécution continueront d'utiliser les moyens de transport de la MONUC.

84. En ce qui concerne la gestion efficace des ressources naturelles, un nouveau cadre législatif et réglementaire a été établi avec l'assistance de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Il est prévu de lancer un processus d'homologation des titres et concessions existants dans le cadre de la transition, le Groupe de travail économique du dialogue intercongolais ayant pris une décision dans ce sens. Il serait bon que ce processus d'homologation commence rapidement, car l'incertitude qui entoure de nombreux titres et concessions risque de retarder les investissements productifs dans ces secteurs importants. Parallèlement, il est essentiel que les parties commencent au plus vite à coopérer pour faire appliquer la législation et empêcher une surenchère dans l'exploitation des ressources, en particulier des ressources forestières, qui aurait des conséquences extrêmement préjudiciables pour l'environnement. À ce propos, le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial s'occupent de la gestion environnementale de plusieurs sites dans le pays. La communauté internationale pourrait apporter une aide précieuse, par le biais de l'Initiative du bassin du Congo, ainsi qu'en s'associant avec des organisations non gouvernementales pour contrôler l'abattage.

85. En ce qui concerne la reconstruction et le relèvement à long terme, le Programme d'action humanitaire, sociale et culturelle d'urgence, adopté lors du dialogue intercongolais à Sun City offre un cadre valable. Les parties congolaises devraient mettre en place un mécanisme pour l'élaboration stratégique et la coordination de l'aide apportée par les donateurs, de façon à optimiser la

contribution de ces derniers et à accélérer l'exécution des projets. Un élément essentiel dans ce contexte est le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, qui a été approuvé à Sun City. De plus, il importe d'assurer le suivi des décisions prises par le Groupe consultatif pour la République démocratique du Congo, qui s'est réuni à Paris en décembre 2002. Le Groupe avait notamment décidé que le Gouvernement et tous les donateurs accepteraient le Programme multisectoriel pour la réhabilitation et la reconstruction d'urgence comme cadre pour le financement de la reconstruction et de l'investissement public, et aussi qu'un effort des donateurs serait entrepris dès que possible pour étendre ce programme à tout le pays. Il importe de coordonner un tel élargissement du Programme avec l'importante action humanitaire que mènent les organismes des Nations Unies, afin d'assurer une transition sans heurt entre le stade de l'assistance humanitaire (surtout dans l'est du pays), celui du redressement et de la reconstruction, et celui du développement. Il faut donc que l'effort porte sur la reconstruction de l'infrastructure mais aussi sur la gouvernance et la réconciliation.

86. Pour atteindre cet objectif, il faut d'abord constituer, à l'échelon national, des groupes de travail techniques, qui se consacreront à quelques questions parmi les plus urgentes. L'expérience a montré que dans des situations d'après conflit, les activités de coopération technique peuvent contribuer à rétablir la confiance. À cette fin, une réelle coordination doit être instaurée entre, d'une part, la Commission de suivi et le Comité international et, d'autre part, les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods pour toutes les décisions politiques ou techniques. La MONUC, qui participe au processus politique, pourrait servir d'intermédiaire. Le succès des activités menées par les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods dépendra de la mise en place de mécanismes de coordination fiables (les groupes de travail techniques mentionnés plus haut), ainsi que de l'efficacité des mécanismes existants (coordonnateur résident et équipe de pays des Nations Unies, initiatives régionales et autres). Les trois questions prioritaires pourraient être les suivantes : désarmement, démobilisation et réinsertion, monnaie nationale et VIH/sida. Dans un deuxième temps, une mission des donateurs pourrait être organisée au mois de juin afin de rendre plus visibles, aux yeux de la population, les résultats concrets de l'effort de la communauté internationale. Cette mission pourrait être suivie d'une seconde mission de haut niveau qui serait organisée pendant l'été, juste avant l'important effort de mobilisation qu'entreprendra le Groupe consultatif à sa prochaine réunion qui se tiendra à la fin de l'automne.

V. Aspects financiers et administratifs

87. Par sa résolution 56/252 C du 27 juin 2002, l'Assemblée générale a ouvert un crédit de 581,9 millions de dollars pour le financement de la MONUC pour la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003. Au 30 avril 2003, le solde non acquitté des contributions au Compte spécial de la MONUC mises en recouvrement s'élevait à 108 752 465 dollars. À cette même date, le montant total des quotes-parts restant dues au titre de l'ensemble des opérations de maintien de la paix s'élevait à 1 375 914 354 dollars. Depuis sa création, en octobre 1999, 1 124 980 dollars de contributions volontaires ont été versés au Fonds d'affectation spéciale de soutien au processus de paix en République démocratique du Congo et, à ce jour, des dépenses d'un montant équivalent ont été autorisées.

88. Jusqu'à maintenant, les ressources logistiques de la Mission, notamment l'aviation, ont été affectées aux opérations de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion, principalement dans les zones de Kindu et de Kisangani. En raison de la médiocrité de l'infrastructure à l'échelle nationale, la Mission continue de faire un usage important des moyens aériens et a demandé la mise en service du second hélicoptère Mi-26. Une unité d'entretien d'aérodromes militaires a été affectée à cette tâche et un projet de remise en état d'aérodromes devrait être entrepris à brève échéance par l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui se concentrera sur un certain nombre d'aérodromes importants dans l'est du pays. Le déploiement et l'entretien de la force envisagée pour l'Ituri constituent un défi de taille et de surcroît non prévu. La MONUC devra mettre en place une infrastructure logistique viable, susceptible d'assurer le soutien dans l'Ituri d'une force qui comptera jusqu'à 3 800 militaires et membres de la police civile. Les postes de dépense les plus élevés seront les avions supplémentaires de capacité moyenne ou lourds qui seront nécessaires, les réparations qui devront être effectuées sur la piste de l'aérodrome de Bunia et la remise en état de l'infrastructure de transport terrestre, pour le soutien à long terme. L'ensemble exigera des investissements considérables.

89. Étant donné que les voies d'accès à l'Ituri sont limitées, il est envisagé d'assurer le soutien logistique par mer, par route, par chemin de fer et par avion. Le déploiement des forces ainsi que le soutien de la présence militaire et civile de la MONUC s'effectueraient depuis l'Ouganda. Ce dernier dispose d'aéroports utilisables et les routes qui mènent à la frontière avec la République démocratique du Congo sont dans un état relativement correct. En République démocratique du Congo, les routes menant à Bunia sont en mauvais état et nécessiteront d'importants travaux de réfection. L'ensemble de ces tâches prendra du temps, aussi le réapprovisionnement des contingents militaires s'effectuera-t-il, dans un avenir prévisible, principalement par avion.

VI. Observations

90. Au terme de près de cinq années de combats continus, la République démocratique du Congo traverse une période charnière entre la paix et la guerre. L'aboutissement des négociations menées dans le cadre du dialogue intercongolais constitue une étape cruciale, attestant la volonté des parties congolaises de s'engager enfin sur la voie de la paix et de la réconciliation. Les dirigeants congolais doivent s'acquitter de leurs obligations envers la population du pays, qui attend depuis trop longtemps qu'il soit mis un terme à ses souffrances. Je tiens à féliciter les parties congolaises d'avoir fait ce pas en avant et remercier Sir Ketumile Masire, le Facilitateur neutre, ainsi que mon Envoyé spécial pour le dialogue intercongolais, M. Moustapha Niasse, qui se sont montrés infatigables et déterminés à mener à bien ces négociations. Je voudrais également féliciter l'Union africaine, et en particulier son actuel Président, M. Thabo Mbeki, Président de l'Afrique du Sud, pour son appui et son assistance de tous les instants dans le cadre du processus de paix.

91. C'est également une étape marquante pour l'ONU. Depuis août 1999, le rôle principal de la MONUC a consisté à faciliter l'application de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka et des accords bilatéraux complémentaires, qui ont servi de base pour le règlement des aspects militaires du conflit. Bien que les parties aient tardé à se

S/2003/566

mettre en conformité avec ces accords et ne les appliquent toujours que partiellement, des avancées majeures ont été constatées, notamment le désengagement des forces armées étrangères et de leurs alliés, qui occupent désormais des positions défensives, le retrait de la majorité des troupes étrangères de République démocratique du Congo et les premiers progrès enregistrés en ce qui concerne les opérations ponctuelles de désarmement, de démobilisation et de rapatriement de groupes armés rwandais. Je souhaite rendre un hommage spécial aux hommes et aux femmes de la MONUC, en particulier à mon Représentant spécial, Amos Namanga Ngongi, et au commandant de la force, le général Mountaga Diallo, pour leurs efforts courageux et indispensables, qui ont fait avancer le processus de paix.

92. Le processus de paix en République démocratique du Congo est allé au-delà des bases jetées par l'Accord-cadre de Lusaka et c'est un nouveau chapitre qui a été entamé. Il exigera, plus encore que les étapes précédentes, l'engagement et l'assistance à tous les niveaux de l'ONU et de la communauté internationale dans son ensemble. L'ampleur des difficultés ne devrait pas être sous-estimée : le pays demeure divisé, les hostilités se poursuivent dans l'est, la population est traumatisée par plusieurs années de conflit et la pauvreté règne dans le pays du fait de l'inexistence des services et de l'infrastructure publics.

93. La MONUC est bien placée, même si elle n'est pas la seule dans ce cas, pour jouer un rôle déterminant en aidant les parties à traverser la période de transition. Pour cette raison, je crois que la Mission devrait désormais s'attacher en priorité à faciliter la transition et être réaménagée et renforcée en conséquence. La priorité immédiate consiste à favoriser la mise en place d'un gouvernement de transition. Tant les signataires de l'Accord global que le Président Kabila, dans une lettre datée du 4 mai, ont demandé à l'ONU de déployer une force qui participerait au système de sécurité à plusieurs niveaux proposé aux fins d'instaurer un climat de confiance, notamment envers les dirigeants du gouvernement de transition à Kinshasa, comme il est indiqué aux paragraphes 33 à 38 du présent rapport. Je recommande au Conseil de répondre favorablement à cette demande et d'approuver le rôle proposé pour la MONUC.

94. En ce qui concerne les institutions de transition, je me félicite des premières mesures positives qui ont été prises, telles que la constitution de la Commission de suivi, aux travaux desquels participent tous ses membres, ainsi que la création du Comité international d'accompagnement de la transition, qui se réunit sous les auspices de mon Représentant spécial. La nouvelle Unité d'appui à la transition de la MONUC a déjà contribué à faciliter la phase préparatoire de l'application de l'Accord global. J'ai l'intention de lui adjoindre une petite cellule qui sera chargée d'offrir une assistance à l'occasion des élections et commencera à planifier le rôle possible de l'ONU dans le cadre de ces élections.

95. Les obstacles qui freinent la transition sont nombreux, notamment les conflits brutaux qui se poursuivent dans l'Ituri et dans le Kivu. Le conflit actuel dans l'Ituri représente une catastrophe humanitaire qui menace de faire échouer l'ensemble du processus de paix. Dans cette zone, la seule stratégie viable susceptible de conduire à la paix consiste à appuyer l'administration transitoire représentative, instaurée le 14 avril par la Commission de pacification de l'Ituri. Le retrait ougandais de l'Ituri est le bienvenu, mais l'Ouganda, comme tous les autres acteurs extérieurs, doit

assumer la responsabilité des actions de groupes armés à la constitution desquels il a contribué et cesser de les appuyer ou de leur venir en aide.

96. Compte tenu du contexte actuel d'instabilité et de violence, des travaux de la Commission de pacification de l'Ituri et des dispositions de l'Accord global, la fourniture d'armes à quelque groupe que ce soit ne peut se justifier. Je recommande donc que soit envisagée l'imposition d'un embargo sur les armes dans l'Ituri et dans le Kivu, exception faite du matériel destiné aux membres des futures unités intégrées d'armée et de police.

97. La MONUC, dont la présence a été renforcée par le déploiement d'une brigade, comme il est indiqué aux paragraphes 45 à 54, a un rôle vital à jouer à l'appui du processus politique encore fragile qui a débuté dans l'Ituri. Je suis extrêmement préoccupé par la présence limitée de la MONUC dans l'Ituri à l'heure actuelle, surtout lorsque je constate la disproportion flagrante entre sa capacité et les attentes de la population. La communauté internationale doit exercer sa responsabilité collective et trouver des solutions propres à améliorer la situation sur le plan de la sécurité à Bunia, qui se détériore rapidement. J'exhorte le Conseil de sécurité à approuver d'urgence le déploiement d'un groupement tactique à Bunia, ainsi que le concept d'opérations pour une brigade de la MONUC, tel que décrit aux paragraphes 51 à 54 ci-dessus.

98. Le déploiement d'un tel groupement ne serait pas possible avant la fin du mois de juillet, dans le meilleur des cas, ce qui conduirait à la persistance d'un vide politique dangereux dans cette zone explosive. J'invite donc le Conseil de sécurité à envisager d'urgence le déploiement rapide à Bunia d'une force ayant reçu une formation intensive, bien équipée et placée sous l'égide d'un État Membre, qui assurerait la sécurité de l'aéroport ainsi que d'autres installations essentielles dans cette ville et protégerait les populations civiles. Il s'agirait d'un dispositif temporaire, dans l'attente du possible renforcement de la présence des Nations Unies sur place. Un tel déploiement – pour une période limitée – devrait être autorisé par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Les États voisins et tous les autres acteurs concernés doivent se garder d'intervenir dans les événements qui se déroulent actuellement dans l'Ituri.

99. Les offensives militaires en cours dans le Kivu continuent d'être la source de grandes souffrances, de nuire au bon déroulement des activités de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion et laissent planer le risque de voir des États voisins s'engager de nouveau directement dans les combats. J'exhorte toutes les parties impliquées – le Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma, divers groupes maï maï et d'autres milices locales – à mettre immédiatement un terme aux hostilités. Il faut également cesser sans délai d'approvisionner en armes l'ensemble de ces groupes ou de leur apporter toute autre forme d'appui militaire. Mais ces mesures à elles seules ne suffiront pas. Il appartient à la MONUC d'encourager ses partenaires locaux et internationaux à poursuivre leurs efforts en faveur du règlement du conflit et les aider à y parvenir en augmentant ses effectifs civils et le nombre de ses observateurs militaires dans le Kivu. J'invite les donateurs à alimenter le fonds spécial pour le processus de paix local, qui sera utilisé par mon Représentant spécial. Les ressources de ce fonds pourraient permettre d'effectuer un versement initial au titre du renforcement des projets à impact rapide de la MONUC, qui visent à appuyer les initiatives prises au niveau local.

S/2003/566

100. Le désarmement, la démobilisation, le rapatriement ou la réinstallation et la réinsertion des groupes armés étrangers doivent demeurer un objectif important de la communauté internationale – car c'est un élément essentiel pour le règlement du conflit dans la région des Grands Lacs. Cependant, l'idée que le succès du programme de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion n'est pas une condition préalable à l'instauration d'une paix durable, mais plutôt un résultat dérivé, gagne du terrain. Les travaux effectués dans le cadre du mécanisme de vérification de la tierce partie, établi conformément à l'Accord du 30 juillet 2002 entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, ont contribué à accélérer le retrait des troupes rwandaises et le désarmement, la démobilisation, le rapatriement ou la réinstallation et la réinsertion des groupes armés rwandais. Ces travaux se concluront à la fin mai. Depuis la mise en place du mécanisme il y a 10 mois, beaucoup a été accompli. Le déploiement complet, ce mois-ci, du premier groupement tactique dans le Kivu mettra la MONUC en meilleure position pour mener à bien ses activités ponctuelles de désarmement, démobilisation, rapatriement ou réinstallation et réinsertion. J'invite toutes les parties concernées à coopérer avec la Mission de sorte qu'elle puisse s'acquitter de cette tâche importante. J'encourage également le gouvernement de transition du Burundi, ainsi que l'ensemble des groupes armés, à établir un programme de désarmement, démobilisation et réinsertion sur place, de sorte que les groupes armés burundais identifiés par la MONUC dans l'est de la République démocratique du Congo puissent être rapatriés dans leur pays d'origine dans le cadre d'une structure officielle.

101. Le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des forces armées et des forces irrégulières congolaises sont tout aussi importants pour le succès de la transition en République démocratique du Congo. Conformément à la suggestion que j'avais faite dans mon rapport précédent, je propose au Conseil de sécurité que le mandat de la MONUC soit prorogé, afin qu'elle puisse venir en aide au gouvernement de transition, à sa demande, dans le cadre de la planification du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des combattants congolais, qui pourraient s'effectuer parallèlement à la création de forces armées nationales congolaises unifiées et en collaboration étroite avec le Programme multinational de démobilisation et de réinsertion, les donateurs bilatéraux et les organismes des Nations Unies compétents. Je formulerai en temps opportun toute autre recommandation opérationnelle qui pourrait s'avérer nécessaire à cet égard.

102. Je suis horrifié par le nombre de violations flagrantes des droits de l'homme qui continuent d'être perpétrées dans l'ensemble de la République démocratique du Congo, et dont certaines ont été attestées par la MONUC. Je lance un appel aux dirigeants du gouvernement de transition congolais pour qu'ils placent la protection des droits de l'homme en tête de leurs priorités. À cet égard, la MONUC et le Haut Commissariat aux droits de l'homme travailleront en collaboration étroite avec les institutions de transition.

103. De toute évidence, il faut accorder des ressources supplémentaires à la MONUC afin qu'elle puisse s'attaquer aux priorités immédiates, en particulier celles qui ont trait à la sécurité à Kinshasa et aux initiatives en faveur de la paix dans l'Ituri. Tenant compte des importants réajustements auxquels il a été procédé sur le plan opérationnel, je recommande que le mandat de la MONUC soit prorogé d'un an, jusqu'au 30 juin 2004, et que l'effectif militaire autorisé de la MONUC soit porté à 10 800, tous grades confondus. Je recommande en outre que le nombre des

membres de la police civile soit porté de 100 à 134. Il convient de noter que le recrutement de 6 à 48 membres de la police civile supplémentaires, selon l'option de formation qui aura été retenue pour l'unité de police intégrée (voir par. 41 et 42 ci-dessus), sera nécessaire. Il importera également de renforcer le personnel spécialisé qui appuie les activités de la MONUC entreprises au titre des priorités immédiates (sect. IV.A). Une attention constante sera portée à l'effectif des contingents, étant bien entendu que les besoins actuels reposent sur une évaluation de la menace telle qu'elle se présente aujourd'hui, mais que si la situation se détériorait, des ressources supplémentaires pourraient être requises. Je reviendrai devant le Conseil de sécurité lui présenter des recommandations spécifiques en ce qui concerne les objectifs à long terme, décrits aux paragraphes 67 à 86 du présent rapport.

104. Pour consolider la paix, toujours obtenue au prix de sacrifices, les opérations de maintien de la paix de l'ONU dépendent de la coopération de partenaires. C'est pourquoi j'invite tous les intéressés à coordonner leurs efforts afin d'harmoniser les initiatives visant à tirer tout le profit possible des résultats obtenus en République démocratique du Congo. Je me félicite de noter que la Banque mondiale et d'autres donateurs augmentent déjà l'assistance qu'ils apportent au pays.

105. Même avec la meilleure volonté du monde, l'ONU et ses partenaires ne pourront faire progresser le processus de paix si les dirigeants congolais ne s'engagent pas ouvertement à y contribuer. Dans les semaines à venir, les parties devront prendre un certain nombre de mesures déterminantes pour maintenir la dynamique du processus et démontrer leur engagement, notamment la cessation immédiate des hostilités, ainsi que des déclarations et de la propagande incendiaires; la levée des restrictions à la libre circulation des personnes et des biens dans l'ensemble du pays; la libéralisation de l'activité politique dans les secteurs qu'elles contrôlent; le démantèlement des groupes armés ou leur transformation en partis politiques; l'adoption de mesures visant à mettre en place le haut commandement des forces armées nationales intégrées et à constituer une première unité de police intégrée.

106. L'exploitation illicite des ressources naturelles dans certaines zones du conflit est une infraction criminelle qui prive la population congolaise de son héritage et de ses moyens de subsistance et fait qu'il est encore plus difficile de mettre un terme aux hostilités. Le gouvernement de transition doit établir dans la transparence un budget qui alloue les ressources nécessaires aux services publics essentiels. Il devrait être rendu comptable de la gestion efficace des ressources naturelles de la République démocratique du Congo, et l'assistance nécessaire devrait être fournie à cette fin.

107. Le défi à relever est de taille. Il appartient aux Congolais eux-mêmes de préserver la dynamique du processus de paix et de le mener à bon terme. La communauté internationale, notamment la MONUC, emprunteront la voie ainsi ouverte et fourniront l'assistance nécessaire pour que la perspective de la paix devienne réalité.



Conseil de sécurité

Distr. générale
12 février 2001
Français
Original: anglais

Sixième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

I. Introduction

1. Par sa résolution 1332 (2000) du 14 décembre 2000, le Conseil de sécurité a décidé de proroger le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) jusqu'au 15 juin 2001 et a souscrit à la proposition faite par le Secrétaire général de déployer des observateurs militaires supplémentaires dans le but de contrôler et de vérifier l'application du cessez-le-feu et des plans de désengagement adoptés par les parties à l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka (S/1999/815, annexe).

2. Dans la même résolution, le Conseil de sécurité a invité le Secrétaire général à consulter l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et toutes les parties concernées sur la possibilité d'organiser, en février 2001, une réunion de suivi entre les signataires de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka et les membres du Conseil. En outre, le Conseil a prié le Secrétaire général de :

a) Présenter un examen de l'exécution du mandat actuel de la MONUC, y compris d'éléments en vue de l'actualisation du concept d'opérations;

b) Présenter des propositions sur les moyens de régler la situation dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo;

c) Présenter des propositions concernant la mise en place d'un mécanisme de suivi du retrait des forces étrangères, du désarmement et de la démobilisation des groupes armés, de la sécurité des frontières entre la République démocratique du Congo et le

Rwanda, l'Ouganda et le Burundi et de questions connexes.

3. Le présent rapport a été établi conformément à ces demandes et rend compte de l'évolution de la situation depuis la parution du cinquième rapport du Secrétaire général sur la MONUC, daté du 6 décembre 2000 (S/2000/1156).

II. Évolution de la situation politique

4. Le Président Laurent-Désiré Kabila a été mortellement blessé par balles par un membre de la garde présidentielle à Kinshasa le 16 janvier. Je condamne cet assassinat et le recours à la force pour régler des différends politiques. Il est encourageant de constater que les autres parties concernées se sont abstenues de profiter de la situation.

5. Le 17 janvier, les pouvoirs et responsabilités de chef d'État et de commandant en chef des Forces armées congolaises (FAC) ont été confiés au général Joseph Kabila par une réunion conjointe de ministres et d'officiers supérieurs. Après les funérailles nationales du Président Laurent-Désiré Kabila, des membres du Parlement de transition congolais ont approuvé à l'unanimité la nomination par le Gouvernement du général Joseph Kabila en tant que Président de la République démocratique du Congo. Toutefois, tant les groupes rebelles que certains éléments de la classe politique congolaise ont rejeté la nomination du général Kabila comme chef de l'État.

6. Le 21 janvier, les chefs d'État de l'Angola, de la Namibie et du Zimbabwe ont publié un communiqué

redemandé que le dialogue intercongolais soit organisé sans délai ni conditions préalables.

13. Le 17 janvier, trois mouvements rebelles ont fusionné pour constituer le Front de libération du Congo (FLC), comprenant le Mouvement pour la libération du Congo (MLC), le Rassemblement congolais pour la démocratie-Mouvement de libération (RCD-ML) et le RCD-National (RCD-N). Ce nouveau mouvement envisage une force militaire et une stratégie uniques vis-à-vis du Gouvernement. Son président actuel est M. Jean-Pierre Bemba, ancien dirigeant du MLC. En dépit d'informations selon lesquelles M. Wamba dia Wamba aurait été nommé vice-président, il semblerait qu'il ait été exclu de la direction du FLC après avoir dénoncé la fusion comme un arrangement adopté à la convenance des militaires.

14. La poursuite du regroupement de la partie rebelle a été indiquée par un membre de rang élevé du RCD, M. Bizima Karaha, qui a annoncé que le RCD et le FLC avaient une vision commune des questions politiques qui pouvait conduire à la formation d'un front commun placé sous la même direction politique et militaire. Il a prédit que l'unification aurait lieu dans un avenir proche. Ces faits nouveaux représentent le dernier des nombreux efforts déployés par les groupes rebelles pour parvenir à l'unification.

Dialogue intercongolais

15. Au cours de la période examinée dans le présent rapport, Sir Ketumile Masire est resté décidé à s'acquitter de ses responsabilités de facilitateur neutre du dialogue intercongolais. Il a continué à bénéficier du soutien explicite des mouvements rebelles congolais et des principaux partis politiques et de la société civile.

16. Le 16 décembre, à la demande du Gouvernement de la République démocratique du Congo, le Président Bongo a parrainé une réunion entre le Président Laurent-Désiré Kabila et les groupes d'opposition congolais. Bien que le Président Kabila se soit rendu à Libreville, la réunion n'a pas eu lieu du fait que les invités de l'opposition ne sont pas venus.

17. Bien que le Gouvernement de la République démocratique du Congo n'ait pas retiré officiellement son rejet de Sir Ketumile Masire en tant que facilitateur neutre, des signes de plus en plus nombreux indiquent qu'il est prêt à accepter la nomination d'un cofacilita-

teur francophone qui travaillerait en collaboration avec Sir Ketumile. Le Président Joseph Kabila semblait approuver cet arrangement et, dans l'allocution qu'il a prononcée lors de son investiture, il a prié l'OUA d'aider à relancer le processus de paix, en particulier en ce qui concerne la nomination d'un cofacilitateur. Le dirigeant du RCD a cependant déclaré par la suite que cette référence à une cofacilitation constituait une violation de l'Accord de Lusaka, qui ne prévoit pas cette fonction.

18. Les partis politiques en République démocratique du Congo, qui sont jusqu'ici restés silencieux en raison des mesures d'interdiction qui continuent de frapper leurs activités, commencent à élever la voix pour réclamer l'application de l'Accord de Lusaka, et spécifiquement l'organisation du dialogue intercongolais. Ils sont de manière générale favorables à la nomination d'un cofacilitateur francophone. Le 29 janvier, le Président Joseph Kabila a rencontré des représentants des quatre principaux partis politiques à Kinshasa.

III. Évolution de la situation sur le plan militaire

19. Bien que la situation soit restée calme dans la plus grande partie du pays au cours de la période couverte par le présent rapport, en particulier au cours des trois dernières semaines, des activités militaires ont été observées dans la province de l'Équateur et au Katanga en décembre et au début de janvier 2001. Des combats sporadiques, auxquels ont souvent participé des groupes armés, ont été signalés dans les Kivus.

Situation au Katanga

20. À la fin du mois de novembre, à la suite d'attaques lancées par les forces gouvernementales (FAC) au Katanga, le RCD et l'Armée patriotique rwandaise (RPA) ont lancé une contre-attaque à l'issue de laquelle elles ont pris Pweto, le 6 décembre. Des milliers de combattants et de réfugiés se sont enfuis en Zambie pour échapper aux combats. Selon les autorités zambiennes, plus de 5 000 combattants auraient franchi la frontière. Par la suite, environ 3 000 membres des FAC et 200 soldats zimbabwéens ont été désarmés et ramenés sous escorte en République démocratique du Congo. Quelque 1 925 combattants, appartenant au Front burundais pour la défense de la démocratie

violence. Depuis le 22 janvier, les observateurs militaires de la MONUC à Bunia ont signalé que la situation dans la localité était tendue, les UPDF en assurant le contrôle effectif. La MONUC examine actuellement avec les organisations humanitaires les mesures à prendre pour améliorer les relations entre les deux communautés.

28. Des inquiétudes ont également été exprimées concernant les attaques répétées perpétrées contre la population banyamulenge dans le Sud-Kivu. Cette question est examinée plus en détail au paragraphe 59 ci-après.

Kisangani

29. En application de la résolution 1304 (2000) du Conseil de sécurité, le Rwanda et l'Ouganda ont maintenu leurs forces à une distance d'environ 100 kilomètres de Kisangani. Toutefois, des éléments militaires du RCD sont restés dans la ville, ses dirigeants affirmant que la situation en matière de sécurité ne leur permettait pas de retirer leurs forces avant l'arrivée des troupes des Nations Unies. La zone entourant Kisangani a été de fait divisée en quadrants : le RCD occupe le sud et l'ouest, le MLC et les UPDF le nord-ouest et le nord; et les UPDF à elle seules l'est. Cette répartition est généralement respectée, à l'exception de quelques accrochages isolés, généralement entre le RCD et le MLC-RCD-N dans la zone d'extraction de diamants au nord de la ville.

Application des plans de désengagement

30. Les chefs d'état-major des parties, à l'exception du MLC, ont ratifié les plans auxiliaires détaillés de désengagement et de redéploiement à Harare, le 6 décembre. Le représentant du MLC avait reçu ordre de ne pas signer le document, car il ne contenait pas de référence au dialogue intercongolais. Par la suite, un porte-parole du RCD a indiqué que ses forces n'appliqueraient pas non plus les plans de désengagement, à moins que le Président Laurent-Désiré Kabila n'engage des pourparlers sur la formation d'un gouvernement de transition et ne désarme les milices progouvernementales dans l'est de la RDC.

31. Conformément au plan de désengagement d'Harare, la MONUC a reçu notification de l'Angola,

de la Namibie, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Zimbabwe, que leurs autorités respectives avaient donné ordre à leurs forces militaires d'entamer le processus de désengagement. Aucune notification n'a encore été reçue des mouvements rebelles.

32. Le plan de désengagement d'Harare stipulait que les forces militaires des parties procéderaient à un désengagement de 15 kilomètres sur une période de deux semaines commençant le 21 janvier. Aucune des parties ne s'est encore conformée à ces dispositions. D'après certaines indications, l'application des plans de désengagement dépend maintenant des progrès accomplis dans l'instauration du dialogue intercongolais envisagé par l'Accord de Lusaka, car les mouvements rebelles congolais soulignent que les deux processus – militaire et politique – sont indissolublement liés. Néanmoins, la MONUC part du principe que les parties appliqueront effectivement les dispositions du plan de désengagement.

Retrait des forces étrangères

33. Le 9 janvier, le Président Kabila a organisé des pourparlers, à Libreville, entre le Président Buyoya et Jean-Bosco Ndayikengurukiye, chef du FDD, principal groupe rebelle burundais. Par la suite, le Ministre des affaires étrangères de la RDC, Leonard She Okintundu, a informé le corps diplomatique de Kinshasa que les deux parties avaient décidé de retirer leurs forces de la RDC. Le 23 janvier, le FDD a fait savoir que le décès du Président Kabila n'avait pas affecté sa détermination à poursuivre les pourparlers avec le Gouvernement burundais. Dans une déclaration, ce dernier a confirmé que ses pourparlers avec le FDD avaient donné des résultats positifs et seraient poursuivis.

34. Les résolutions 1304 (2000) et 1332 (2000) du Conseil de sécurité dans lesquelles le Conseil exigeait le retrait des forces rwandaises et ougandaises du territoire congolais dans les plus brefs délais, conformément au calendrier prévu dans l'Accord de Lusaka et le Plan de désengagement de Kampala, n'ont toujours pas été appliquées dans leur intégralité. D'après certaines informations, les forces armées rwandaises maintiennent environ 20 000 hommes et les forces armées ougandaises 10 000 hommes sur le territoire de la RDC et rien ne permet d'affirmer qu'une réduction importante de ces effectifs soit envisagée. Des hauts fonctionnaires rwandais ont continué de mettre l'accent sur les préoc-

S/2001/128

cupations de leur pays en matière de sécurité et d'exiger que des mesures soient prises pour désarmer et démobiliser les groupes armés dans les provinces orientales de la RDC, avant le retrait des forces armées rwandaises. Les autorités ougandaises, en particulier le Président Museveni, ont récemment indiqué qu'à la suite de la défaite des rebelles de l'Alliance des forces démocratiques, l'objectif principal de leur intervention avait été atteint.

35. Du côté gouvernemental, on estime qu'il y a environ 12 000 soldats zimbabwéens, 7 000 soldats angolais et 2 000 soldats namibiens déployés sur le territoire de la RDC. Depuis mon dernier rapport, les effectifs des alliés de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont augmenté en raison des revers militaires subis au Katanga et des préoccupations sécuritaires à Kinshasa et Lubumbashi provoquées par l'assassinat du Président Kabila. Le Rwanda continue d'affirmer que les FAC comprennent de nombreux éléments des ex-FAR et combattants Interahamwe.

IV. Coopération avec la Commission militaire mixte (CMM)

36. Le manque de ressources a continué d'entraver les activités de la CMM. L'OUA lui a fait savoir qu'il était peu probable que des fonds suffisants puissent être réunis pour couvrir les dépenses envisagées cette année.

37. Le 26 janvier, le Secrétariat de l'OUA a annoncé que le général de brigade Njuki Mwaniki, du Kenya, avait été nommé Président de la CMM. Ce dernier a pris ses fonctions à Lusaka à la fin de janvier et effectué une mission d'information à Kinshasa et dans d'autres endroits.

V. État du déploiement de la Mission

Déploiement actuel

38. Au 8 février, la MONUC comptait au total 200 militaires. En RDC, outre Kinshasa, des officiers de liaison sont déployés auprès des postes de commandement des mouvements rebelles (Bunia, Gbadolite et Goma) et des quatre commissions militaires mixtes régionales (Boende, Kabalo, Kabinda et Lisala). Des

équipes d'observateurs militaires sont également stationnées dans six autres villes (Gemena, Isiro, Kananga, Kindu, Kisangani et Mbandaka). Une équipe a aussi été déployée à Nchelenge, dans le nord de la Zambie. Vingt-trois officiers de liaison sont stationnés dans les capitales des pays voisins, dont 14 qui fournissent un soutien à la CMM en matière de planification à Lusaka. Enfin, la MONUC maintient un officier de liaison auprès de l'OUA à Addis-Abeba (voir carte et annexe).

39. La Mission a établi trois états-majors de secteur pour la mise en oeuvre des plans de désengagement de Kampala/Harare. Le premier, doté d'un petit effectif comprenant des militaires et des civils, a été ouvert à Kisangani en juin. Depuis mon dernier rapport, des états-majors de secteur ont été ouverts à Mbandaka et Kananga. Les bases de soutien logistique de la MONUC, nécessaires pour appuyer le déploiement des observateurs et des troupes, sont opérationnelles à Kinshasa, Goma et Bangui, en République centrafricaine.

Sécurité du personnel de la Mission

40. Les parties ont continué d'assurer des conditions de sécurité généralement satisfaisantes pour le personnel militaire et civil de la MONUC. À Bunia, les forces armées ougandaises sont chargées de la protection des locaux de la Mission. À Kinshasa, le Gouvernement affecte, depuis le 15 décembre, 35 membres de la police civile à la protection des locaux et des biens de la MONUC, à son quartier général, à sa base logistique et à l'aéroport de Kinshasa. Malgré l'incertitude créée par l'assassinat du Président Kabila, la capitale est demeurée calme.

41. Au Sud-Kivu, la fréquence des attaques lancées par des groupes armés a contraint les organisations internationales et les organisations non gouvernementales à suspendre un grand nombre de leurs opérations. La menace que représentent ces groupes empêche pour le moment la Mission de déployer des observateurs militaires dans les provinces orientales.

Coopération des parties

42. Depuis le 30 septembre, la Mission et le Commissariat général chargé des affaires de la MONUC se réunissent chaque semaine pour évaluer l'application des dispositions de l'Accord sur le statut de la Force par le

d'affaires et d'étrangers résidant en République démocratique du Congo, ainsi que par de graves restrictions en ce qui concerne la liberté de la presse et de circulation.

56. Du 29 au 31 janvier, une délégation du bureau extérieur du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a effectué une mission à Bunia. La délégation a pu recueillir des informations de première main et interroger des témoins oculaires. Sur la base de ces conclusions préliminaires, l'équipe du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a confirmé qu'un massacre de Lendu de souche avait été perpétré par des milices Hema à Bunia le 19 janvier. Au moins 200 personnes avaient été tuées et une quarantaine de personnes avaient été blessées. La majorité des victimes étaient des civils, y compris des femmes et des enfants. Certaines des victimes avaient été tuées à coups de machette et certaines avaient été décapitées. Certains des corps avaient été jetés dans des latrines à ciel ouvert. Des troupes de l'UPDF avaient assisté au massacre et n'avaient rien fait pour protéger les civils.

57. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, M. Roberto Garretón, a publié le 26 janvier un communiqué de presse condamnant le massacre à Bunia. Il a demandé au Gouvernement ougandais et au FLC de donner immédiatement à leurs troupes l'ordre de protéger les non-combattants et les civils et de lancer des enquêtes sur l'incident susmentionné afin d'identifier les responsables et de les traduire en justice.

58. En outre, de graves violations des droits de l'homme ont également été signalées dans les Kivus à la suite des attaques répétées et des représailles de différents groupes armés. À Bukavu, les autorités locales ont arrêté des représentants de la société civile et d'autres civils. On a reçu des informations selon lesquelles certaines des personnes arrêtées auraient été torturées.

59. De graves tensions interethniques ont également été signalées dans la province du Sud-Kivu. Selon certaines informations, il y aurait eu des massacres de la population banyamulenge. Les spécialistes des droits de l'homme de la MONUC ont l'intention de se rendre dans la zone pour évaluer la situation sur le terrain, sensibiliser les autorités locales au sujet des informations inquiétantes qui ont été reçues et proposer de nouvelles mesures à prendre pour résoudre la crise.

60. Dans les zones contrôlées par le Gouvernement, les représentants de la société civile font également l'objet de harcèlement, d'arrestations arbitraires et de détentions illégales. À Kinshasa, récemment, quatre dirigeants de la société civile, et membres d'un parti politique et des milieux d'affaires ont été arrêtés et détenus sans fondement. Les journalistes qui travaillent pour les médias privés ne peuvent plus assumer leurs fonctions librement. Par une décision récente, le Ministre des communications a interdit la publication de plus d'une centaine de journaux locaux accusés de ne pas respecter la législation du Gouvernement.

61. Des cas d'arrestations arbitraires et d'exécutions sommaires et extrajudiciaires sont toujours signalés fréquemment. Un exemple récent est le cas du commandant Masasu, un officier supérieur de l'armée arrêté pour avoir prétendument organisé un complot contre l'ancien Président. Le Gouvernement a continué à nier que le commandant Masasu aurait été exécuté en décembre. Plusieurs autres militaires et civils originaires des Kivus et d'autres personnes proches de Masasu ont également été arrêtés et détenus. Ces personnes comprenaient un fonctionnaire local du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République démocratique du Congo qui a été arrêté à Kinshasa le 3 janvier et détenu par la DEMIAP (Détection militaire des activités antipatrie) jusqu'à sa libération le 10 janvier, assortie de restrictions sérieuses quant à sa liberté de circulation.

62. Le tribunal militaire continue à appliquer la peine de mort. De nombreux accusés sont arbitrairement condamnés à mort. Récemment, le 11 décembre, le garde du corps du chef-d'état major de la police a été condamné à mort par ce tribunal spécial. Il était accusé d'avoir pénétré par effraction dans la résidence du Gouverneur de la Banque centrale du Congo, bien qu'il ait proclamé son innocence. Il a été exécuté le lendemain en même temps que sept autres condamnés à la prison centrale de Kinshasa sans avoir eu l'occasion de faire appel conformément aux normes internationales traditionnelles des droits de l'homme. Cependant, un autre suspect a été arrêté en janvier pour le même délit.

63. Les violations continues des droits de l'homme, accompagnées par l'absence de réformes démocratiques, ont plongé le pays dans une impasse politique. Même si de nombreux membres de l'opposition sont libérés des centres de détention, de nombreux dirigeants des partis politiques vivent à l'étranger pour éviter le harcèlement et les restrictions.

S/2001/128

64. Dans ce contexte, il y a eu deux évolutions positives depuis la visite effectuée en octobre 2000 par la Haute Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Robinson, et l'engagement qui avait été pris par le Gouvernement de la République démocratique du Congo d'améliorer la situation des droits de l'homme. Premièrement, le Gouvernement a libéré 900 détenus, y compris plus de 200 prisonniers politiques et journalistes. Deuxièmement, le nouveau Président a annoncé que le respect des droits de l'homme, la sécurité des personnes et des biens, la réforme de la justice militaire et la constitutionnalité de l'action gouvernementale constitueraient les priorités de son administration. Avec effet immédiat, la juridiction des tribunaux militaires sera limitée aux affaires relevant du Code de justice militaire.

VIII. Protection des enfants

65. La situation concernant le recrutement d'enfants dans les forces armées et dans divers groupes belligérants ne s'est pas beaucoup améliorée pendant la période considérée. Du fait des protestations de plus en plus nombreuses des organisations non gouvernementales, de l'UNICEF et de la MONUC, la République démocratique du Congo a arrêté sa campagne de recrutement militaire dans les zones urbaines. Toutefois, elle a contesté l'allégation selon laquelle elle recrutait des enfants soldats et a fait savoir que les jeunes s'étaient joints au mouvement de leur propre initiative. Ils n'avaient pas été déployés sur le front. Les informations reçues d'autres sources indiquent cependant que le recrutement se poursuit dans les zones rurales du Kivu, notamment à Kachele, dans l'île d'Idjwi, à Musingati et à Rugano. Il a aussi été signalé que tous les enfants nouvellement recrutés étaient transportés dans des camps dans la région de Masisi pour entraînement militaire. On pense que le camp de Mushaki a reçu plus de 3 000 jeunes soldats fraîchement recrutés, dont plus de 60 % ont moins de 18 ans. La MONUC a demandé et reçu de la République démocratique du Congo la permission de visiter les camps. On espère que, si la République démocratique du Congo coopère mieux avec la MONUC et l'UNICEF, on pourra enfin appliquer la décision congolaise du 15 mai tendant à démobiliser les enfants soldats.

66. Comme indiqué dans mon rapport du 6 décembre 2000, un nombre considérable d'enfants congolais recrutés dans les régions de Bunia, Beni et Butembo ont

été emmenés, apparemment pour entraînement militaire, en Ouganda (par. 75). On s'est inquiété de la possibilité que ces enfants ne soient redéployés comme soldats en République démocratique du Congo. Au moment où on mettait la dernière main au présent rapport, on a appris que 600 de ces enfants seraient transférés à la garde d'organisations humanitaires la semaine prochaine.

67. Feu le Président Kabila a permis aux Nations Unies d'accéder aux camps militaires pour lancer le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. C'est là un premier pas vers l'application du décret du 9 juin sur la démobilisation. L'UNICEF a établi un accord de travail avec l'antenne locale d'une organisation non gouvernementale internationale, le Bureau international catholique de l'enfance (BICE), qui sera son principal partenaire dans ce processus, lequel sera engagé en collaboration avec le Gouvernement.

IX. Aspects financiers

68. Par sa résolution 54/260 A du 7 avril 2000, l'Assemblée générale m'a autorisé à engager, et à mettre en recouvrement, des dépenses d'un montant de 200 millions de dollars pour financer les besoins immédiats de la Mission et lui permettre d'entamer les préparatifs logistiques en vue du déploiement échelonné des unités militaires constituées. Par la suite, par sa résolution 54/260 B du 15 juin 2000, l'Assemblée, tenant compte du montant de 58,7 millions de dollars engagé pour la MONUC pour la période s'achevant le 30 juin 2000, m'a autorisé à utiliser, au cours de la période commençant le 1er juillet 2000, le montant de 141,3 millions de dollars représentant le solde de l'autorisation d'engagement de dépenses qu'elle avait donnée pour la MONUC dans la résolution 54/260 A.

69. Si le Conseil de sécurité adopte le projet de plan d'opérations révisé figurant aux paragraphes 71 à 84 ci-après, on pourra couvrir les dépenses connexes immédiates dans les limites des ressources que l'Assemblée générale a déjà approuvées pour l'exercice en cours. En ce qui concerne l'exercice 2001-2002 qui commence à courir le 1er juillet 2001, je demanderai les ressources nécessaires pour la MONUC à l'Assemblée lors de la reprise de sa cinquante-cinquième session.



The inside story on emergencies

[Aid and Policy](#)

[Conflict](#)

[Environment and Disasters](#)

[Migration](#)

[More](#) ▾

FEATURED TOPICS: [NIGERIA](#) [EMAIL ALERTS](#) [MIDDLE EAST](#) [MOST READ](#) [EXCLUSIVE: BLUE NILE FRONTLINE](#)

Feature

Politics and Economics

IRIN Special Report on the Ituri clashes - [part one]

NAIROBI, 3 March 2000

[Share this report](#)

Introduction

Bloody ethnic clashes in the Ituri district of northeastern DRC, which broke out in June last year, drew international attention to an ongoing conflict between the Hema and Lendu people in the area. The clashes resulted in the deaths of some 4,000-7,000 and an estimated 150,000 displaced people. Hundreds of survivors have been left seriously maimed, and local hospitals are stretched to the limits of their skills and resources to care for patients with gruesome machete injuries and traumatic amputations. Villages have been razed to the ground, homes burnt, crops and land abandoned, and vital possessions including seeds, agricultural tools and clothes destroyed.

No peace agreement between the hostile parties

Most Popular



EXCLUSIVE

:
Inside Saudi Arabia's Yemen war rooms

8
Septemb
2016



Lots of peace talk

has yet been reached, and the rebel Rassemblement congolais pour la démocratie-Mouvement de libération (RCD-ML), which controls the area, calls the present lull in the fighting no more than “hopeful”. As a “test of sentiment”, according to RCD-ML leader Ernest Wamba dia Wamba, the authorities are encouraging people to return to their abandoned and destroyed villages. But many of the displaced fear to return to villages where there is inadequate security and no structure has been put in place for returnees.

Septemb
2016

Since the beginning of February, hospitals have admitted new victims attacked on an individual basis when attempting to go home. Nominal security - sometimes only two or three soldiers - is provided in the villages by the Ugandan army, which occupies northeastern Congo and backs the RCD-ML. Humanitarian agencies complain extremist sentiment from both the Lendu and Hema camps is obstructing a basic response to the crisis that was deemed “acute” last October.



Top
Picks:
Mass
atrocit
ies,
make
shift
refine
ries,
and
migra
nt
childr
en
9

Origin of the conflict

Septemb
2016

Hostility between the Lendu and Hema communities is rooted in unequal acquisition and access to land, education, and local government. Although neither community originated in the area, the settlement of the Bantu Lendu agriculturists pre-dated the 19th century arrival of the Nilotic cattle-herding Hema. Both sides have differing interpretations of the original history and pattern of settlement, but it is generally recognised that the minority Hema benefited disproportionately from the departing Belgian colonialists. They inherited plantations, farms and fertile lands, and became a land-owning class. The Lendu were employed to work on the land, and see the Hema as acquisitive “outsiders” who migrated from areas in Uganda and Sudan. The comparative wealth of the Hema gave them more access to education and greater representation in

advertisement

administration and local government despite having a minority status.

Other tribes are involved in the conflict, also woven into this relationship of inequality. The Alur, for example, used the Lendu for cultivation and service "like slaves", according to one local player. The area is actually a patchwork of many different tribes, of which the Lendu and Hema are only part. According to RCD-ML representatives, out of a population of 1.4 million in the main Djugu area of Ituri, some 450,000 are Lendu and about 250,000 are Hema.

This local construction of communities fits into a larger political context in the Democratic Republic of Congo where the state has tended to lend "authenticity" to Bantu groups. More recently, Nilotic groups like the Hema have been associated with the occupying armies of Rwanda and Uganda. There were hostile flashpoints between the Lendu and Hema before the current conflict - notably 1975 and 1991 - although nothing comparable to the present massacres. Lendu and Hema representatives say previous conflicts were stopped during former president Mobutu Sese Seko's regime through the mechanisms of local administration, security and intelligence, as well as successful mediation and traditional agreements.

Theories put forward as to why the massacres began tend to focus on expansionism by the Hema and unequal land access, which provoked attacks by the Lendu, then spiralled into counter-attacks. The "trigger" event that turned an inequality - typical on the continent - into mass killings is not known. It has been variously attributed to evictions and manipulated borders as well as planned retribution. In 1998 there were some incidents of Hema manipulation and Lendu looting that have been retrospectively related to the build-up of hostilities. But inequality of land and representation did not make the killings inevitable. Research in the area of

conflict shows that initial attacks were far more sophisticated than spontaneous grievances, and paperwork kept in the administration files of Blukwa - a flashpoint of the clashes - demonstrate an element of planning and execution in the absence of any real authority. There is also the possibility of a wider political dynamic, though this remains speculative, involving former soldiers and factionalism. All camps make references to a "hidden hand", implying a political strategy behind the conflict. Ugandan soldiers claim former Mobutu soldiers are masterminding some of the attacks.

While there is no evidence of state participation in the Lendu-Hema conflict, the ethnic focus, the method of attack and the sheer numbers killed has led to accusations of "genocide". The UN Special Rapporteur on Human Rights has called the killings "possible crimes against humanity".

The first round of violence

According to displaced Lendu and Hema, the first mass machete attacks were launched by the Lendu from the Pitsi collectivity against Hema villages in the Djugu and Blukwa areas in June 1999. This coincided with the appointment of district governor, Adele Lotsove, a Hema, roundly criticised for her attempts to increase the economic and political standing of her own people, and her partisan handling of subsequent peace talks.

Concern among international and local observers to apply the concept of "balance" to a conflict that has seen vast numbers of both Lendu and Hema killed, has emphasised historical grievances and counter-killings. This tends to obscure the pattern and origin of the killings. Apart from complaints about their immediate circumstances, recent attacks and traditional grievances, Lendu and Hema victims concur that extremists in the Pitsi collectivity initiated mass killings. The planned assaults took the Hema

unaware, and aimed to remove the Hema from land considered Lendu. Both Lendu and Hema victims point out, also, that it would have taken lengthy planning to make the enormous numbers of arrows used in mass attacks. In the absence of any real authority, killings escalated when the Hema launched counter-attacks and used Ugandan soldiers in a defensive strategy. Subsequently, the scale of tit-for-tat attacks over the last few months has resulted in thousands dead on both sides, gruesome injuries, and rendered meaningless notions of “attacker” and “defender”.

A displaced Lendu man in Bunia described how a Lendu village, Buli, was attacked early one morning by Lendu extremists. His daughter broke her leg in the rush to find sanctuary in the Catholic church, where they waited for three hours before Ugandan soldiers arrived. Extremists have put pressure on Lendu communities, he says. “They want us all to join the fight. When they come to us, the message is clear - let’s go and fight Hema and soldiers together with machetes. If you don’t, you will also be killed.”

The strategy

Attacks were preceded by written warnings sent out in May from chiefs from the Pitsi locality that Hema should vacate the land and leave their livestock and crops behind. Blukwa administration has kept notes sent out by the Lendu chiefs of Bamgusu and Mukpa (Pitsi grouping) to the population of Uchubu and Juza to vacate by 18 June. According to villagers and the administration in Blukwa, houses were burnt on 18 June, then the attacks moved onto Blukwa itself on 22 June.

Copies of the threats from Pitsi are kept in official files held by the Blukwa administration. Written in Swahili, the note to Blukwa translates:

“Today, today, today, visitors who are living here in

these hills, you are ordered to leave. Those who have cattle, goats and sheep should hand them over and leave our hills forever. The fifth day is your last day. After that, it will be as you have heard. Leave and get out.”

Once received, original copies were attached to official letters from the administration requesting protection and increased security. Urgent alerts were sent to the security committee, commander of the army, and commander of the police in Bunia and Djugu, in June, but without response. The letters bear the official stamps indicating the date they were sent and the date received.

Representatives of the Hema community claim Lendu extremists are using an organisation formed around 1993 as a political vehicle - the ‘Liberation of the Oppressed Race of Ituri’, or LORI. In the KiLendu language, “lori” means “the place where things are settled”. According to its detractors, LORI has senior leaders based in Kinshasa. In February, representatives of LORI in Bunia told international journalists that the organisation was a cultural association and played no part in the killings.

Mass killings over the next few months, initiated by these extremists, included attacks on moderate fellow Lendu. The latter typically continued to live among the Hema and avoided active participation in the attacks. They make up a large proportion of the displaced in urban and trading centres like Bunia, Djugu and Drodro.

With the escalation of counter-attacks by Hema, there must be concern about the continued ability of the displaced to exist together. To date, displaced Hema and Lendu mix successfully in the centres and hospitals. But as the conflict continues, increased polarisation makes resentment follow purely ethnic lines, so that, for example, displaced moderate Lendu, are finding it increasingly difficult to find survival work in the fields.

Initial attacks by Lendu extremists included assaults on other tribes, such as the Ndo Okebo and Alur, seen to share interests or territory with the Hema. These attacks were not small or incidental. The Ndo Okebo lost many people and villages in the Djugu area and, along with the Alur and Mambisa, are a crucial part of the peace talks currently underway.

The Hema began to use their comparative wealth and influence to hire Ugandan soldiers for counter attacks. Although the Ugandan army had no clear instructions on how to handle the conflict at this stage, soldiers admit there was a “sympathy” for the Hema, not just as victims of the first attacks, but because they were derided as having Ugandan origins. In the absence of policy, the “special relationship” between the Hema and the Ugandan soldiers added a deadly dynamic, based partly on socio-political factors, and partly on wealth and resources. Some individual officers took the opportunity to accumulate wealth by protecting the Hema, acting like mercenaries.

Method of attack

Initial attacks on targeted villages caught victims unaware, and there was a wholesale slaughter by machetes and arrows of hundreds of villagers, and a comprehensive destruction of houses. An unknown number of bodies -possibly thousands - were buried in mass graves or left in the bush for scavengers. Unable to return to occupied and destroyed villages, many families from both sides have failed to properly bury their dead. Counter-attacks followed a similar modus operandi. These are descriptions of attacks by some of the victims:

“They came dressed in sports shirts early in the morning, and some had animal skins round their heads. They carried a lot of arrows. There were hundreds of fighters. They started first in the village

with machetes and burnt houses. If you ran into the bush, you would be hit with arrows. Some of us managed to get back later and bury the dead but some of the bodies had been burnt in the houses, and some had been cut up. They take the heart, the sex, the tongue and the hands of the dead.”

[Displaced Hema interviewed in Drodro, after Lendu attack on Buyi village in July 1999].

“The attackers came early on Sunday morning and killed more than 80 people in two villages, using machetes and arrows. There were hundreds of Hema with Ndo Okebo. First they sent a letter saying they will attack us. They started the attack by encircling the village and blowing horns. Many were injured and we brought people to hospital, but we have no medicine.” [Lendu survivor interviewed in Saliboko, describing a 15 January 2000 Hema attack].

Ugandan soldiers concur that thousands of fighters group together for an attack. Mostly the attackers are adult male, but include boys as young as ten and occasionally women. Victims are often trapped in their houses early in the morning and killed as they run for the bush, or tracked down in the bush with arrows and machetes. Many victims describe how the attackers bang on the doors of houses shouting an alert, then kill as people run out of the house.

The number dilemma

There are no reliable figures of dead or injured on each side. A UN assessment mission to Djugu in October estimated over 100,000 displaced and said estimates of the dead ranged from 5,000-7,000. More massacres have taken place - on a monthly basis - up to February since that figure was established as the upper estimate.

That figure and allegations of “genocide” provoked a reaction from RCD-ML authorities in January, who

said no more than 2,000 had been killed. But leader Ernest Wamba dia Wamba admitted in February that “numbers were estimates”, and “around 4,000” had been killed. Some humanitarian representatives in the field said 7,000 was now an accepted figure, and the number of dead could be greater.

Although there are no reliable figures on the numbers of dead on each side, there are certain patterns of hospitalisation and injuries. The vast majority of victims presently hospitalised with gross machete wounds and traumatic amputations are Hema. Hospital staff do not keep records, but say that the early victims were overwhelmingly Hema. Bunia hospital, on the other hand, has received more Lendu victims with bullet wounds. There are six such cases since January 2000, including small children, attributed to attacks by security forces. One international humanitarian organisation warns that Lendu victims may not be brought into town and are more likely, particularly with bullet wounds, to remain in the bush.

end part one

**Get latest reports in your inbox.
Subscribe to email alerts**

Share this report

Join the discussion

advertisement

0 Comments

Sort by **Oldest**

Add a comment...

Facebook Comments Plugin

**Cela a supprimer m
hallux**



Une méthode oubliée de nos an
qui supprime les hallux en un ter
record!

Hallu Motion [Lire la s](#)

advertisement

	<p>Cartouche C525/526B/CL pour CANON Pixma MG5...</p> <p>21,64 €</p> <p>Acheter</p>	<p>Cartouche PG5/CL8CLRXL pour CANON MP 510</p> <p>12,97 €</p> <p>Acheter</p>	<p>Cartouche T180140 pour EPSON Expression Home X...</p> <p>10,60 €</p> <p>Acheter</p>	<p>Cartoi P3KE71B/C EPSON C</p> <p>17,8</p> <p>Ache</p>
--	---	---	--	--

Get the inside story

Enter your email address to sign up for updates with our latest news and reports.

Enter your email address

Sign up

The inside story on emergencies

- About us
- Meet the team
- Our partners
- Most popular

© All Rights Reserved
2016
Privacy
Reprints

Themes

- Aid and Policy
- Conflict
- Environment and Disasters
- Food
- Health
- Human Rights
- Migration
- Politics and Economics

Regions

- Africa
- Americas
- Asia-Pacific
- Europe
- Middle East
- Global Issues

Follow us

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 juillet 2004
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 16 juillet 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo sur les événements intervenus en Ituri, dans le nord-est du pays, entre janvier 2002 et décembre 2003.

Je saisis cette occasion d'exprimer à nouveau ma grave préoccupation face à la persistance des violations des droits de l'homme en République démocratique du Congo et, en particulier, à l'impunité dont jouissent les auteurs des crimes commis contre les citoyens de ce pays. Comme l'a affirmé le Conseil de sécurité dans plusieurs résolutions et déclarations de son président sur la République démocratique du Congo, il faut absolument que cesse l'impunité et que les auteurs de crimes tels que ceux qui sont décrits dans le rapport ci-joint aient à répondre de leurs actes devant la justice.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer aux membres du Conseil de sécurité le texte de la présente lettre et du rapport qui lui est joint.

(Signé) Kofi A. Annan

Rapport spécial sur les événements d'Ituri (Janvier 2002-décembre 2003)

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Acronymes		3
I. Résumé	1-11	5
II. Introduction : le district de l'Ituri	12-16	8
III. Origines du conflit	17-31	10
IV. Méthodologie de l'enquête	32-34	16
V. Violations les plus graves des droits de l'homme commises dans le district de l'Ituri de janvier 2002 au 31 décembre 2003	35-158	17
A. Attaques dirigées contre des groupes ethniques particuliers	41-94	19
B. Autres massacres	95-117	33
C. Assassinats politiques, enlèvements et déplacements forcés d'adversaires présumés	118-137	38
1. Assassinats politiques, disparitions forcées, arrestations illégales et déplacements forcés de diverses personnes par l'UPC	119-132	38
2. Assassinats politiques, arrestations illégales et déplacements forcés de certaines personnes par les FAPC	133-137	42
D. Enfants associés à des groupes armés	138-158	43
1. Profil des enfants associés aux groupes armés – la lutte pour la survie ..	141-146	44
2. Formation des enfants	147-148	46
3. Utilisation des enfants dans les combats	149-150	47
4. Présence et utilisation des filles dans les groupes armés	151-154	48
5. Utilisation des enfants par les groupes armés pour l'exploitation des ressources naturelles : un cercle vicieux	155	49
6. Perspectives de retrait des enfants des groupes armés	156-158	49
VI. Conclusion et recommandations	159-161	50
Annexes		
I. Groupes armés et groupes politiques impliqués dans le conflit en Ituri		52
II. Chronologie des principaux événements politiques et des principaux incidents comportant des violations graves des droits de l'homme en Ituri entre 1998 et 2004		56
Cartes		
District de l'Ituri		68
Collectivités de l'Ituri – Territoires de Djugu et d'Irumu		69
Principaux camps militaires où des enfants se trouvent ou suivent une instruction militaire – District de l'Ituri		70

Acronymes

AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo
ALC	Armée de libération du Congo
ANC	Armée nationale du Congo
ANR	Agence nationale de renseignement
APC	Armée populaire congolaise
ASADHO	Association africaine de défense des droits de l'homme
CME	Centre médical évangélique
DGM	Direction générale des migrations
FAC	Forces armées congolaises
FAPC	Forces armées du peuple congolais
FAR	Forces armées rwandaises
FDD	Forces pour la défense de la démocratie
FDLR	Forces de libération du Rwanda
FIPI	Front pour l'intégration et la paix en Ituri
FLC	Front de libération du Congo
FNI	Front des nationalistes intégrationnistes
FNL	Front national pour la libération
FPDC	Forces populaires pour la démocratie au Congo
FRPI	Front de résistance patriotique de l'Ituri
HCDH	Haut Commissariat aux droits de l'homme
IRIN	Réseaux intégrés d'information régionale (Integrated Regional Information Networks)
LRA	Lord's Resistance Army (Armée de résistance du Seigneur)
MLC	Mouvement pour la libération du Congo
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MPC	Mouvement patriotique congolais
PPRD	Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie
PRA	People's Redemption Army (Armée de rédemption du peuple)
PUSIC	Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo

ERROR: limitcheck
OFFENDING COMMAND: image

S/2004/573

RCD(K/ML/G/N)	Rassemblement congolais pour la démocratie (Kisangani/Mouvement de libération/Goma/National)
UDPS	Union pour la démocratie et le progrès social
UPC	Union des patriotes congolais
UPDF	Uganda People's Defence Forces (Forces de défense du peuple ougandais, appellation de l'armée ougandaise)

I. Résumé

1. La situation des droits de l'homme dans le district de l'Ituri, situé dans la province orientale de la République démocratique du Congo, est aujourd'hui l'une des plus désastreuses du monde après avoir été longtemps l'une des plus méconnues. D'après les enquêtes menées par la MONUC et diverses associations de défense des droits de l'homme entre janvier 2002 et décembre 2003, quelque 8 000 civils – probablement plus, en fait – ont été victimes de meurtre délibéré ou de l'emploi aveugle de la force. Il est impossible pour le moment de fournir une estimation du nombre de femmes qui ont été violées ou mises en esclavage sexuel. D'innombrables femmes ont été enlevées, les unes pour être gardées comme « épouses de guerre » et les autres pour être violées ou soumises à des sévices sexuels avant d'être relâchées. Plus de 600 000 civils ont été forcés de fuir de chez eux. Des milliers d'enfants âgés de 7 à 17 ans ont été enrôlés de force ou volontairement par des groupes armés, ce qui a mis leur vie en danger et les a privés d'enfance. Des villages entiers représentant tous les groupes ethniques ont été détruits de fond en comble : maisons, installations médicales, écoles et autres équipements publics.

2. Ces violences ont été commises en toute impunité par tous les groupes armés de l'Ituri ainsi que par plusieurs mouvements extérieurs (MLC, RDC, RCD-ML et RCD-N). Le Gouvernement congolais d'avant la transition et les Gouvernements rwandais et ougandais ont, quant à eux, concouru à cette violence généralisée en fournissant aux groupes armés locaux, à un moment ou à un autre, des armes, un entraînement militaire et des conseils.

3. La Force multinationale intérimaire d'urgence (opération Artémis) déployée par l'Union européenne, puis la brigade de l'Ituri de la MONUC que le Conseil de sécurité a investie d'un mandat relevant du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies (c'est-à-dire autorisant l'emploi de la force dans certaines situations) ont certes contribué à réduire à la fois l'intensité du conflit et la capacité d'agir des groupes armés locaux. Il reste cependant d'importants obstacles à surmonter si l'on veut faire cesser la violence et les exactions, rétablir entre les communautés les liens nécessaires à l'instauration d'une paix durable et mettre en place les institutions qui permettront de mieux protéger les droits de l'homme et de mettre fin à l'impunité complète dont jouissent les auteurs de ces actes; pour surmonter ces obstacles, le Gouvernement de la République démocratique du Congo doit pouvoir compter sur l'aide de la Communauté internationale. Il y a eu, certes, quelques timides tentatives de rétablissement d'une certaine présence de l'État dans l'Ituri, où un petit groupe de magistrats et de policiers a été récemment déployé, mais ni ces magistrats ni ces policiers n'ont les moyens, pour le moment, de faire régner l'ordre dans le district. Il importe donc au plus haut point, que le mandat de la MONUC continue de s'inscrire dans le cadre du Chapitre VII afin qu'elle puisse contribuer au rétablissement de la sécurité.

4. Il existe depuis longtemps, entre les communautés hema et lendu du district de l'Ituri, des tensions et des conflits exacerbés par la mauvaise gouvernance. Le plus récent de ces conflits, qui s'est accompagné d'innombrables actes de violence, a son origine dans un litige foncier survenu en 1998, lorsque certains concessionnaires¹

¹ On appelle « concessionnaire » la personne qui prend à bail une « concession » de l'État. La « concession » est un contrat par lequel l'État reconnaît à une personne physique ou morale le

hema ont profité de l'affaiblissement de l'appareil d'État pour agrandir leurs concessions au détriment des agriculteurs – principalement lendu² – installés au voisinage de ces concessions. Lorsque les agents de la force publique sont venus les expulser de leurs terres, ces agriculteurs se sont révoltés et ont commencé à ravager les concessions des concessionnaires hema. Parties du nord de Bunia, les violences se sont progressivement étendues à l'ensemble du district de l'Ituri. De surcroît, au fur et à mesure de sa progression sur le terrain, le conflit s'est transformé en affrontement entre deux communautés, les Hema et les Lendu. Il n'aurait cependant pas atteint un tel degré de férocité si des acteurs de la scène nationale congolaise et certains gouvernements étrangers n'y avaient pas mis la main. L'armée ougandaise (UPDF), déployée dans l'Ituri depuis la fin de 1998, a attisé le conflit en apportant son appui, au moins au début, à certains notables hema et, selon certains rapports, en bombardant plusieurs centaines de villages lendu. Certaines chefferies coutumières lendu ont alors organisé des milices d'autodéfense. Convaincus de l'existence d'un complot hema contre eux, les Lendu ont lancé ces milices à l'assaut de villages hema au seul motif qu'ils étaient peuplés de Hema. Les Lendu ont également reçu des appuis extérieurs pour s'organiser, tant de la part de parties congolaises (Gouvernement d'avant la transition, mouvements rebelles, etc.) que de certains officiers ougandais.

5. Le conflit a connu une escalade de la violence à la fin de 2001, avec une multiplication des attaques à caractère ethnique contre des villages et leur cortège de meurtres, tortures, viols, pillage des propriétés privées et destruction de l'équipement social. Lorsqu'une milice hema, l'Union des Patriotes Congolais (UPC), a pris le contrôle de Bunia, d'abord en août 2002 puis en mai 2003, elle a mis en œuvre une politique de nettoyage ethnique visant à « nettoyer » la ville de ses habitants lendu et bira et de sa communauté nande « non originaire », cette dernière communauté se trouvant en situation de rivalité commerciale avec les hommes d'affaires hema. Plusieurs centaines de villages lendu ont été attaqués et complètement détruits par des hélicoptères de l'armée ougandaise agissant de liaison avec des milices hema au sol.

6. Un certain nombre des chefs de faction rebelles se disputent le pouvoir politique en Ituri se sont fait du capital politique en exploitant le ressentiment ethnique provoqué par le litige foncier original. De 1999 à la mi-2003, les scissions successives des mouvements rebelles ont fait de Bunia – chef-lieu de l'Ituri – le théâtre d'affrontements et de luttes acharnées pour le pouvoir. À chaque étape de cette fragmentation des groupes rebelles, le commandant ou le chef de l'une ou l'autre des factions concernées s'empressait de recruter de nouveaux miliciens sur la loyauté desquels il puisse compter. Les enfants représentaient souvent la moitié de l'effectif de ces milices, dont le rôle ne se limitait pas à se faire la guerre entre elles, mais consistait aussi à aggraver l'insécurité dans les campagnes, à s'emparer de localités stratégiques et à mettre la main sur les ressources économiques. Au lieu d'essayer de rétablir le calme, les officiers de l'armée ougandaise, qui était déjà déployée dans l'Ituri, cherchaient à tirer un profit maximum de la situation en

droit d'exploiter, dans les conditions déterminées par la loi, des terres ou des immeubles appartenant à l'État. En République démocratique du Congo, toutes les terres appartiennent à l'État.

² Le premier affrontement est survenu dans la collectivité des Walendu Pitsi, dans le territoire de Djugu.

prêtant alternativement leur concours à une faction ou à une autre³ en fonction de leurs propres intérêts politiques et financiers.

7. Les chefs des groupes armés ont concentré entre leurs mains les fonctions normalement exercées par les administrateurs, les chefs d'entreprise, les chefs coutumiers et les agents de la force publique. Ils ont nommé des « fonctionnaires », perçu des taxes locales, vendu les richesses naturelles des territoires sous leur contrôle et fait arrêter, juger et, dans certains cas, exécuter des civils. La lutte des groupes armés pour le contrôle des richesses naturelles, exacerbée par un vide politique presque constant en Ituri, a été un facteur important de prolongation de la crise. Il convient d'ajouter que ces richesses suscitaient depuis longtemps déjà la convoitise de certains intérêts étrangers actifs dans la région. La vente de concessions à ces intérêts étrangers a d'ailleurs constitué, pour les groupes rebelles, un moyen de se procurer des revenus.

8. À la fin du mois de mars 2004, date de conclusion du présent rapport, la MONUC avait réussi à atténuer le conflit ethnique dans l'Ituri grâce aux efforts qu'elle déploie pour imposer la paix et rétablir l'état de droit. Depuis qu'elle a pris la succession de l'opération Artémis le 1^{er} septembre 2003, la brigade de l'Ituri, dont le mandat relève du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a consolidé ses positions à Bunia, mené des campagnes de ramassage d'armes qui ont permis de déclarer Bunia « zone exempte d'armes », et mis en place sept postes avancés au nord, au nord-est, au sud et au sud-est de Bunia (Iga-Barrière, Bogoro, Mongbwalu, Marabo, Tchomia, Mahagi et Kpandroma). La MONUC poursuit aujourd'hui son travail de sécurisation en effectuant des patrouilles et en menant diverses autres activités militaires dans différents secteurs de l'Ituri.

9. Pour conforter l'état de droit et rétablir l'ordre public, la MONUC a placé en détention un certain nombre de suspects, dont le chef d'état-major du FNI, Mathieu Ngudjolo, et plusieurs officiers supérieurs de l'UPC, notamment Aimable Saba Rafiki et Étienne Nembe. Elle a dû procéder elle-même à ces détentions parce qu'il n'y avait sur place ni appareil judiciaire ni force de police, et notamment pas de tribunal en état de fonctionner ni de maison d'arrêt. Le 14 janvier 2004, la MONUC a transporté à Bunia 12 magistrats sur les 20 qui avaient été nommés par le Gouvernement de transition. Ces magistrats ont prêté serment le 28 janvier 2004, ce qui leur donne compétence pour exercer à Bunia. Un appareil judiciaire minimum a ainsi été rétabli dans le chef-lieu de l'Ituri.

10. Cependant, depuis la mi-janvier 2004, le FNI, l'UPC et la FAPC – qui est une milice installée à Aru, près de la frontière avec l'Ouganda – ont multiplié les attaques contre la MONUC et la population civile. À la mi-janvier, un massacre de civils a fait jusqu'à 200 victimes à Gobu, près du lac Albert. À fin mars 2004, la MONUC poursuivait son enquête sur ce massacre pour établir avec certitude l'identité de leurs auteurs ainsi que leur appartenance politique. Il s'agissait du massacre le plus meurtrier depuis celui de Kachele en octobre 2003. Après le massacre de Gobu, les milices ont lancé plusieurs attaques contre des aéronefs et des patrouilles de la MONUC, l'incident le plus sérieux ayant été le meurtre d'un observateur militaire de la MONUC lors d'une embuscade montée le 12 février 2004 par des éléments d'une milice non identifiée contre un convoi de véhicules qui

³ Les autorités ougandaises ont alternativement soutenu et armé le RCD-ML, le MLC, le RCD-N, l'UPC, le PUSIC, le FNI et les FAPC.

revenaient d'une enquête pluridisciplinaire menée à 20 kilomètres au nord-est de Bunia.

11. Le présent rapport a été rédigé par les sections des droits de l'homme et de la protection de l'enfance de la MONUC. On y trouvera une description détaillée du contexte du conflit ainsi que des informations sur de nombreux massacres et actes de violence, dont beaucoup ont été commis dans le cadre d'attaques contre des villages. On y trouvera aussi des informations sur les assassinats politiques, le harcèlement des opposants politiques et le recrutement et le déploiement d'enfants par les groupes armés entre janvier 2002 et décembre 2003. Le présent rapport met également en évidence l'impunité complète avec laquelle les groupes armés ont pu commettre leurs atrocités. Il ne constitue cependant pas une analyse politique de la situation, et encore moins un catalogue complet des violations des droits de l'homme commises en Ituri, étant donné à la fois l'ampleur de ces violations et la difficulté – notamment en raison de l'insécurité qu'il y a à enquêter sur elles.

II. Introduction : le district de l'Ituri

12. L'Ituri est un district de la province orientale qui jouxte l'Ouganda et compte entre 3,5 et 5,5 millions d'habitants (le recensement le plus récent remonte à plusieurs années). Sa population est répartie entre 18 groupes ethniques, dont les Lendu et leur sous-groupe des Ngiti ou Lendu du Sud, les Hema et leur sous-groupe des Hema du Nord ou Gegere; les Bira, les Alur, les Ndo Okebo, les Lugbara, les Mambissa et les Nyali. L'effectif de chacun de ces groupes varie considérablement selon les estimations, mais les Alur considèrent que leur groupe est le plus nombreux et pourrait représenter jusqu'à 25 % de la population de l'Ituri, les Lendu venant en deuxième position. On ne dispose actuellement d'aucune donnée démographique fiable sur la répartition de la population entre les différents groupes ethniques. La ville de Bunia, qui comptait environ 100 000 habitants avant le conflit⁴, en compterait maintenant le double en raison de l'afflux de personnes déplacées fuyant les hostilités.

13. Le district de l'Ituri a pour chef-lieu Bunia et comprend cinq territoires : Aru, Mahagi, Mambasa, Djugu et Irumu. Chaque territoire est divisé en plusieurs collectivités⁵, les Lendu étant essentiellement établis sur le territoire de Djugu, tandis que les Hema et les Ngiti se trouvent surtout sur le territoire d'Irumu. Le territoire de Djugu, d'où le conflit est parti, compte 10 collectivités⁶ – trois collectivités lendu, trois hema et quatre d'autres groupes ethniques – auxquelles s'ajoute la ville de Mongbwalu, qui est dotée d'un statut administratif particulier. Avec ses quelque 700 000 habitants, le territoire de Djugu est le plus riche et le plus densément peuplé. Celui d'Irumu, auquel le conflit s'est étendu dès la fin de 2001, compte 12 collectivités – une collectivité ngiti (celle des Walendu-Bindi), quatre

⁴ Chiffres communiqués par M. Gilbert Sugabo Ngulabo, maire de Bunia jusqu'en mai 2003.

⁵ Les « collectivités » sont des unités administratives dont la population est soumise à l'autorité d'un chef coutumier en fonction de son appartenance tribale ou ethnique. Les chefferies sont héréditaires chez les Hema, les Bira et les Alur, et électives chez les Lendu et les Ndo Okebo. Les collectivités sont divisées en groupements et les groupements en localités.

⁶ Ce sont les collectivités des Walendu-Pitsi, des Walendu-Djatsi, des Banyari-Kilo, des Mambissa, des Mabendi, des Ndo Okebo, des Bahema-Banywagi, des Bahema-Nord et des Bahema-Badjere.

collectivités hema (celles des Bahema-Sud, des Bahema-Boga, des Bahema-Mitego et des Bahema d'Irumu) et sept collectivités peuplées d'autres groupes ethniques⁷. Chaque territoire est administré par un administrateur qui est nommé par le Gouvernement mais travaille en étroite collaboration avec les chefs coutumiers des différentes collectivités. L'Administrateur rend compte au Gouverneur de la province, qui réside à Kisangani et est seul habilité à destituer un chef de collectivité.

14. Composée en majorité d'agriculteurs, la population de l'Ituri compte cependant une minorité importante d'éleveurs, de pêcheurs et de commerçants. D'une façon générale, les Hema sont réputés pratiquer l'élevage et les Lendu l'agriculture. Ceci dit, la population de la collectivité des Bahema-Boga, dans le territoire d'Irumu, qui est d'ethnie hema, pratique l'agriculture. Sous le régime colonial belge, les Hema ont bénéficié d'un favoritisme qui leur a notamment ouvert les portes des séminaires et de l'école publique et qui leur a facilité l'accès à des postes de cadre, tandis que les Lendu étaient systématiquement traités comme des travailleurs manuels. Par ce « favoritisme ethnique » qu'il pratiquait dans quasiment tous les domaines, y compris dans les rangs de l'administration et au sein du clergé catholique, la puissance coloniale a creusé les inégalités sociales entre les divers groupes ethniques de la région. Et lorsqu'elle s'est retirée du Congo, elle a laissé derrière elle en Ituri une élite hema.

15. Ces luttes pour le pouvoir et ces préjugés ethniques sont venus se greffer sur la question foncière. Dans le territoire de Djugu, la plus grande partie des terres des collectivités lendu des Walendu-Pitsi et des Walendu-Djatsi, sont divisées en concessions appartenant à quelques membres privilégiés de la communauté hema qui emploient des ouvriers lendu. Dans les zones plus pauvres et dans les zones rurales, les communautés hema et lendu vivaient généralement en bonne intelligence et les mariages interethniques étaient fréquents⁸. Les concessions qui appartenaient à des étrangers (les colons) et se trouvaient dans des collectivités lendu, principalement dans le territoire de Djugu⁹, étaient exploitées dans le cadre d'un accord entre le colon et la collectivité aux termes duquel le concessionnaire était autorisé à exploiter la terre moyennant paiement d'une redevance spéciale au chef coutumier de la collectivité¹⁰. Lorsqu'ils ont été forcés de partir dans le cadre de la « zaïrianisation » en 1973, les concessionnaires étrangers ont chargé des gérants hema de gérer leurs concessions, avec l'espoir de revenir sur place une fois que la zaïrianisation serait passée¹¹. Au bout d'un certain temps, comme les concessionnaires étrangers n'étaient toujours pas autorisés à revenir au Zaïre, les gérants ont fait mettre les concessions à leur propre nom. Ce phénomène s'est accéléré avec la nomination par le Président Mobutu, en 1969, d'un Ministre de

⁷ Ces collectivités sont celles des Andisoma (population d'ethnie bira), des Baboa-Bokoe, des Babelbe, des Banyari-Tchabi, des Basili, des Mobala et des Walese-Vonkutu.

⁸ Une dépêche d'IRIN (Réseaux intégrés d'information régionale) rapporte ce commentaire d'une Hema citée par Jacques Depelchin, représentant rebelle qui participait à une campagne de réconciliation en 1999 : « ce n'est pas entre les Hema et les Lendu qu'il y a la guerre, mais entre les riches Hema et le reste d'entre nous ».

⁹ Djugu est de loin la région agricole la plus riche de l'Ituri.

¹⁰ Le concessionnaire s'obligeait également à acquitter des taxes spéciales aux autorités locales, à rémunérer la main-d'œuvre locale et à entretenir les équipements sociaux.

¹¹ La zaïrianisation était une politique de nationalisation de tous les biens appartenant à des étrangers qui devaient être confiés à des citoyens congolais chargés de les administrer au nom de l'État.

l'agriculture hema, Zbo Kalugi, qui a joué un rôle considérable dans l'attribution de concessions aux Hema de l'Ituri. Tout cela a créé chez les Lendu l'impression que les Hema constituaient une classe riche et instruite qui, non contente d'avoir accumulé de façon inique terres et commerces, avait mis la main sur l'administration et s'ouvrait ainsi un accès toujours plus large à l'argent, à l'éducation et au pouvoir politique.

16. Les convoitises dont les richesses naturelles de l'Ituri sont l'objet ont alimenté le conflit. Outre ses forêts, son agriculture – notamment ses plantations de café – et un commerce frontalier actif, l'Ituri possède le gisement aurifère de Kilo Moto, qui est l'un des plus grands du monde. Et des gisements de pétrole qui pourraient se révéler importants ont été découverts récemment dans le bassin du lac Albert. Tout cela explique que la lutte pour le contrôle de villes richement dotées en ressources naturelles comme Mongbwalu, Gety et Mabanga (or) et Haru, Mahagi, Tchomia et Kasenyi (bois, pêche, droits de douane), à laquelle se livrent les groupes armés et leurs alliés respectifs – l'Ouganda, le Rwanda et le Gouvernement de Kinshasa – ait été un facteur déterminant de perpétuation de la crise, car ces ressources naturelles procurent des profits considérables à ceux qui en contrôlent la production et l'exportation.

III. Origines du conflit

17. Durant l'année 1997, plusieurs concessionnaires hema/gegere ont étendu les limites de leur territoire soudoyant les autorités foncières pour obtenir des certificats d'enregistrement de propriétés foncières sans avoir obtenu préalablement les attestations de vacance délivrées à la suite d'une enquête sur l'occupation des terres effectuée par les autorités locales conformément à la loi. Ils ont donné un permis juridique à leurs actes illégaux en déposant secrètement ces documents auprès d'un tribunal. En 1999, à l'expiration du délai de prescription de deux ans prévu pour les recours, les requérants se sont rendus auprès du Tribunal de grande instance de Bunia qui a ordonné l'expulsion des personnes qui vivaient sur ces territoires acquis illégalement, au besoin par la force militaire. Si ces ordres avaient été exécutés, 200 000 Lendu auraient dû abandonner leurs terres et leurs foyers. Toutefois, les forces de l'ordre ne les ont jamais pleinement exécutés parce que les Lendu se sont révoltés et ont détruit et occupé un grand nombre de propriétés.

18. Ces problèmes locaux n'auraient pas donné lieu à des massacres massifs sans l'intervention d'acteurs nationaux et étrangers. En 1998, le district de l'Ituri a été pris par le mouvement rebelle du RCD, avec l'appui des forces armées ougandaises et rwandaises. Quand le RCD s'est scindé en deux factions – le RCD-Goma, appuyé par le Rwanda, et le RCD-ML, appuyé par l'Ouganda – l'Ituri est tombé aux mains du RCD-ML. Depuis, l'Ituri se trouve à la croisée des chemins de tous les acteurs de l'est, qu'ils soient Congolais ou étrangers : RCD-ML, MLC et RCD-N, agissant pour son compte, et l'armée ougandaise. En 2002, le RCD-Goma a conclu une alliance avec l'UPC, à la suite de contacts entre cette milice et Kigali. Simultanément, le Gouvernement de prétransition a appuyé certaines milices rivales par l'intermédiaire de Beni. En outre, à la fin de 2002, le MLC et le RCD-N ont coordonné une partie de leur offensive contre le RCD-ML avec l'UPC. L'intervention durable d'acteurs nationaux et étrangers a permis aux diverses milices de l'Ituri d'obtenir des approvisionnements et d'accroître le nombre de

combattants. Cette interaction a conduit à une escalade régulière de la violence exercée contre les populations civiles de l'Ituri depuis 1999.

19. En 1999, quand le différend foncier a éclaté, l'Ituri était aux mains des rebelles du RCD-ML et de leurs alliés de l'armée ougandaise. En mai 1999, six différends ont éclaté l'un après l'autre, dans la collectivité des Walendu Pitsi¹². Des témoins interviewés par la MONUC ont déclaré que sous la direction de la famille Savo, les concessionnaires ont commencé à organiser des milices autour de Fataki. Ils ont mis en place un système pour extorquer des fonds aux commerçants hema/gegere. Deux commerçants hema/gegere bien connus qui s'y étaient opposés ont été assassinés. Comme la direction collégiale de cette milice s'attendait à des actes de violence, tous les concessionnaires hema, à la fin de mai 1999, ont engagé des groupes de soldats de l'UPDF pour protéger leurs terres. Le 29 mai 1999, d'importantes familles hema, auraient payé le capitaine Kyakabale, commandant de secteur de l'armée ougandaise¹³, un montant qui se serait élevé à 12 000 dollars pour mener des actions punitives contre les populations qui occupaient leurs concessions et les zones voisines dans la collectivité des Walendu Pitsi, et arrêter l'Administrateur du territoire de Djugu, Christian Dhedonga Ngaga-Lolo, parce qu'il refusait de signer a posteriori¹⁴ l'attestation de vacance des terres. Christian Dhedonga Nganga-Lolo a été arrêté le même jour par des soldats de l'armée ougandaise, en même temps que Longbe Chabi, chef traditionnel des Walendu Pitsi, le Président du Conseil de collectivité et cinq autres notables locaux, et ils ont tous été détenus dans un conteneur à l'aéroport de Bunia. À part l'Administrateur, qui était accompagné par la police congolaise, toutes ces personnes auraient été torturées parce qu'elles refusaient de signer l'attestation de vacance. Elles ont été relâchées par la suite. Plus tard, le chef lendu du groupement de Pitsi, le chef Djiba, aurait été exécuté sur ordre de l'un des concessionnaires hema. Dans la nuit du 29 au 30 mai 1999, l'armée ougandaise a lancé ses premières attaques contre le village de Loda, situé entre Fataki et Libi, qu'elle a réduit en cendres, brûlant vives plusieurs personnes âgées et des femmes qui s'étaient enfermées dans leurs maisons. Plus tard, les villages de Lubea, Buba, Giba, Linga, Ladejo, Petro et Arr auraient tous été détruits par les forces ougandaises sous le commandement du capitaine Kyakabale, qui aurait été payé par Lobo Tasoro et plusieurs concessionnaires hema. Les soldats ougandais, accompagnés par les milices hema, ont poursuivi leurs actions punitives, incendiant d'abord les villages de la collectivité des Walendu Pitsi, puis ceux des Walendu Djatsi, au cours de la période allant de 1999 à la fin de 2001.

20. Les nouvelles autorités administratives n'ont guère prêté attention à la détérioration de la situation et le Gouverneur de l'époque, Adele Lotsove, un Hema/Gegere installé par le général Kazini de l'armée ougandaise en juin 1999, a

¹² Six différends fonciers : 12 avril 1999, différend entre Kadjo Singa et la population de Gonsenge dans la concession de Leyina; 14 mai, différend dans la concession de Leyina où des témoins interviewés par la MONUC ont déclaré que la famille Singa avait payé des membres de l'armée ougandaise pour qu'ils attaquent les Lendu sur ses terres, à la suite de quoi 20 civils avaient été tués; mai 1999, différend entre le concessionnaire Abisayi (un Hema) et la population de la localité de Londju (des Lendu); mai 1999, différend entre le concessionnaire Yasona (un Hema) et la population lendu de Laudjo; 1^{er} mai 1999, différend entre la famille Savo (des Hema) et la population lendu de Sanduku dans la concession de Bidha; 28 mai 1999, différend entre le concessionnaire Uguaro et la population de Lomba, dans la localité de Tsupu Libi, chef-lieu des Walendu Pitsi.

¹³ Le capitaine Kyakabale a par la suite quitté l'armée ougandaise et s'est réfugié au Rwanda.

¹⁴ Bien qu'il fût un Hema comme les propriétaires.

pris des mesures pour mettre fin à la révolte des Lendu en faisant appel à des soldats de l'armée ougandaise. Certains Lendu ont cherché à obtenir justice par des moyens légaux, alors même que les tribunaux de Bunia se prononçaient en faveur des concessionnaires qui les avaient grassement payés. Les efforts menés ultérieurement pour contenir l'escalade de la violence intercommunautaire ont échoué parce que des individus de part et d'autre souhaitaient voir le conflit se perpétuer. De plus, plusieurs concessionnaires ont pu profiter de la situation pour acquérir plus de terres quand les Lendu qui vivaient à proximité de leurs propriétés ont été expulsés et que leurs villages ont été détruits.

21. La collectivité des Walendu Tatsi, où Hema et Lendu vivaient en paix, n'est entrée dans le conflit qu'à la fin de 2001¹⁵. En 2002, d'importantes familles hema du Sud auraient contribué à financer la participation de l'armée ougandaise aux attaques contre la collectivité des Walendu Bindi, seule collectivité ngiti sur le territoire d'Irumu. Des centaines de localités ont été détruites par l'armée ougandaise et les milices hema du Sud. Dans l'intervalle, les Lendu se sont organisés en groupes armés pour se venger. L'armée ougandaise a entraîné des milliers de jeunes Hema en Ituri et en Ouganda. Après 2002, d'autres auraient été entraînés au Rwanda. Toutefois, les membres des milices hema n'étaient pas seuls à porter des armes; dans certaines localités hema, comme Mandro et Bogoro, toutes les familles auraient reçu des armes pour se défendre. C'est l'une des raisons données par les combattants lendu pour justifier les massacres de civils soupçonnés de porter des armes.

22. L'Institut supérieur pédagogique (ISP) et l'École catholique de Bunia ont été au centre de la lutte pour le pouvoir entre l'élite intellectuelle hema et d'autres groupes ethniques pendant un certain temps. Ainsi, pendant la période où l'Institut était dirigé par Tharcisse Pilo Kamagari, de 1993 à 1997, jusqu'à l'arrivée de l'AFDL, la plupart des non-Ituriens, qui constituaient la majorité du personnel enseignant, ont été forcés de partir et tous les nouveaux postes ont été donnés à des professeurs hema/gegere au détriment des autres groupes. Selon les témoignages de plusieurs intellectuels vivant dans le quartier de Mudzipela à Bunia, certains professeurs hema/gegere bien connus de l'Institut auraient tenu des réunions secrètes, parfois avec des membres des milices hema/gegere, pour décider de stratégies visant à fomenter la haine ethnique. Selon les mêmes sources, le massacre de quelque 200 Lendu de Mudzipela, le 19 janvier 2001, aurait été organisé voire dirigé par le même groupe avec la complicité des forces ougandaises sous le commandement d'Edison Muzora¹⁶. Les habitants de Bunia disent souvent que

¹⁵ Selon des sources dans l'administration des Walendu Tatsi, 257 localités ont été incendiées rien que de 2000 à la fin de 2002. Apparemment, presque toutes les localités des Walendu Pitsi avaient déjà été incendiées en 1999.

¹⁶ Le 19 janvier 2001, le lendemain d'une attaque lancée par les milices lendu contre les soldats de l'armée ougandaise basés à l'aéroport de Bunia apparemment pour détruire l'hélicoptère qui bombardait leurs villages, un massacre organisé de Lendu a été perpétré à Mudzipela. Les Hema de Bunia sont entrés dans toutes les maisons de Lendu où ils ont tué quelque 250 personnes, la plupart au moyen de bâtons hérissés de clous qui leur avaient été distribués avant l'attaque, avant d'incendier leurs maisons. Plusieurs témoins de Mudzipela ont dit que des professeurs hema de l'ISP de Bunia, dont ils ont donné les noms, étaient les organisateurs de ce massacre et le chef des opérations aurait également été un professeur. Parmi les victimes, on comptait également plusieurs professeurs et élèves lendu de l'Institut. Depuis cet incident, tous les Lendu ont quitté Mudzipela : il n'y a plus d'élèves ni d'enseignants lendu à l'Institut. Juste avant le massacre, le colonel Muzora aurait déclaré en public : « À partir de maintenant, nous pouvons

l'Église catholique est « pro-Hema ». Cette impression remonte à l'époque de Leonard Dhejju, l'évêque hema de Bunia¹⁷, qui non seulement favorisait son propre groupe ethnique au sein de l'Église mais qui aurait également été en étroite contact avec les commandants des milices hema¹⁸. Il aurait notamment transféré l'argent obtenu de membres de la communauté hema à leurs comptes dans une banque privée de Kigali et négocié avec les autorités rwandaises pour acheter des armes et faire en sorte que les membres des milices hema puissent être entraînés au Rwanda. L'évêque Dhejju aurait été présent lors de la première réunion entre le chef Kawa et les autorités militaires rwandaises en juin 2002. Le Vatican lui aurait demandé de démissionner en 2002, et il vit maintenant à Kigali. Suite à la décision de destituer l'évêque Dhejju, M^{gr} Mosengwa Basinya est arrivé à Bunia le 7 avril 2002, en compagnie d'un nouvel administrateur apostolique nande, Janvier Kataka. Alors que l'Église se préparait à annoncer officiellement le changement de direction, la congrégation composée principalement de Hema est devenue agressive et l'intronisation de l'administrateur apostolique a été reportée par la force. Le 11 avril, l'archevêque Monsengwa et tout un groupe de prêtres, ont été pris en otage par un groupe de jeunes Hema, dont certains avaient été amenés du village de Katoto par Liripa Savo. Le lendemain, l'archevêque est parti avec le nouvel administrateur apostolique.

23. Après s'être enfuis dans la brousse à la suite de la destruction de leurs villages entre 1999 et 2001, les Lendu de Djugu, et plus tard ceux d'Irumu, ont décidé de prendre la justice dans leurs mains. Au cours de ces représailles, ils ont massacré des milliers de civils hema innocents. Ils avaient remplacé les flèches et les machettes qu'ils avaient utilisées au cours de la première phase du conflit par des armes modernes qu'ils avaient pu acheter principalement en Ouganda, avec les revenus miniers illégaux du gisement aurifère de Mongbwalu. Ils avaient également reçu des armes du Gouvernement de Kinshasa, par l'intermédiaire de certains membres du RCD-ML originaires de l'Ituri, et de certaines autorités ougandaises. Un partisan ougandais bien connu des combattants lendu et qui leur aurait aussi fourni des armes était le colonel Peter Karim, officier alur de l'armée ougandaise. Par ailleurs, la plupart des officiers de l'armée ougandaise ont continué à donner leur appui à l'UPC.

24. En août 2002, les forces ougandaises ont délogé les forces militaires du RCD-ML de Bunia. Comme l'UPC se trouvait temporairement en mesure d'obtenir des approvisionnements à la fois de l'Ouganda et du Rwanda, elle a pu attaquer le territoire de Mahagi qui est tombé entre ses mains. L'UPC a ensuite bénéficié de son alliance avec la milice du commandant Jérôme Kakwavu, ancien officier du RCD-ML, basée dans le territoire d'Aru. Le territoire de Mahagi a alors souffert de

commencer à tuer les Lendu. »

¹⁷ Monseigneur Dhejju, un Hema/Gegere, était évêque de Bunia de 1976 à 2002. Il a été accusé de donner la préférence à son propre groupe ethnique, de distribuer les terres de l'église de Mudzipela à des membres de la tribu hema/gegere des villages et de ne nommer prêtres que des Hema ou des Hema/Gegere. C'est pour cette raison que Mudzipela, qui était initialement habité par des Bira, est petit à petit devenu un quartier hema. En outre, plusieurs étudiants de théologie qui avaient passé leurs examens n'ont jamais été nommés, apparemment parce qu'ils n'étaient pas des Hema. Quand la hiérarchie catholique l'a forcé à démissionner, il n'y avait que 6 Lendu et 2 Bira parmi les 49 prêtres qu'il avait nommés et parmi lesquels on comptait également les fils de chefs de milice hema.

¹⁸ L'évêque de Goma aurait semble-t-il des liens très étroits avec les autorités rwandaises. C'est lui qui leur a présenté l'évêque Dhejju.

violations massives des droits de l'homme, y compris la destruction de villages et le recrutement forcé d'enfants soldats par l'UPC et la milice de Jérôme, ainsi que de violences sexuelles auxquelles l'UPC a notamment eu recours pour terroriser les élites et la population locales. Suite à ces retombées du conflit dans le territoire de Mahagi, certains notables alur ont cherché à créer une milice, le FPDC. Ce plan a néanmoins échoué parce que les commerçants n'étaient pas prêts à le financer et, par-dessus tout, parce que l'évêque de Mahagi, qui lui-même est un Alur, y était opposé. Contrairement à ce qui s'était passé avec le clergé catholique à Bunia, le diocèse de Mahagi, durant tout le conflit, a participé à des initiatives visant à gérer le conflit et à éviter une mobilisation armée dans le territoire de Mahagi.

25. Les attaques lendu sont devenues plus cruelles et plus destructrices après mars 2003, quand l'armée ougandaise a cessé d'appuyer les Hema. En outre, quand les forces ougandaises ont délogé l'UPC de Bunia, les milices lendu ont fait main basse sur ses stocks de munitions et d'armes. Les jeunes lendu ont créé des milices d'autodéfense pour protéger leurs villages, milices qui n'avaient souvent aucune structure hiérarchique organisée. Même après la création du FNI, plusieurs milices lendu ou ngiti ont conservé leur indépendance et ont souvent refusé d'obéir à leurs soi-disant chefs du FNI qui leur intimaient l'ordre de cesser les hostilités. Les combattants obligeaient toute la population, y compris les femmes et les enfants, à faire partie des milices. Certains dirigeants communautaires ont essayé de résister alors que d'autres se sont joints aux groupes armés. Quelques anciens lendu ont recommandé aux combattants de revenir aux vieilles méthodes consistant à absorber des drogues spéciales, à porter des amulettes et à manger certaines parties du corps humain pour acquérir des forces surnaturelles. Ces méthodes ont rendu les membres des milices encore plus cruels et inhumains.

26. Les autres communautés ethniques comme les Bira, les Alur, les Nyali, les Lugbara, les Kakwa, les Ndo Okebo et les Lese, qui n'étaient pas directement impliquées dans le conflit, ont été obligées de prendre parti et/ou ont été attaquées par les deux parties qui les accusaient de donner refuge à l'ennemi. Cette polarisation a réduit toute possibilité de continuer à mettre en œuvre des initiatives locales de gestion des conflits. Les diverses milices non seulement terrorisaient les gens et leur infligeaient des sévices, mais elles empêchaient aussi délibérément les initiatives locales de désamorcer les tensions ou de contenir la violence. La communauté des Bira, sur le territoire de laquelle se trouve Bunia, a perdu le chef de sa collectivité d'Andisoma, Dieudonné Bulamuzi. Plusieurs centaines de civils, y compris les élites intellectuelles, ont été tués et les structures sanitaires, y compris la plus importante à Nyankunde, ont été détruites. La communauté des Nyali, sur le territoire de laquelle se trouve le gisement aurifère de Kilo Moto, a été attaquée par les deux parties. Elle a perdu la plus grande partie de ses infrastructures sociales et de nombreux habitants ont été forcés de quitter leurs villages et de se cacher dans la brousse.

27. **Rôle de l'Ouganda.** L'Ouganda a affirmé à plusieurs occasions qu'il était en Ituri pour défendre ses « objectifs légitimes en matière de sécurité », et que ses actions avaient pour but de promouvoir la réconciliation et la protection des civils. Toutefois, même si dans certains cas les soldats ougandais sont intervenus pour mettre fin aux combats entre forces rivales, leurs commandants ont favorisé la création de presque tous les groupes armés, ont instruit leurs milices – parfois même en Ouganda –, leur ont vendu des armes et ont parfois même envoyé leurs soldats à de riches Hema pour massacrer des civils lendu et détruire les villages à Walendu

Tatsi en 1999. L'armée ougandaise a également bombardé et détruit des centaines de villages de 2000 à 2002 dans les collectivités lendu/ngiti de Walendu Pitsi et Walendu Bindi. Ces mêmes commandants de l'armée ougandaise sont également devenus des hommes d'affaires qui ont vendu les ressources de l'Ituri. En quatre ans, sept commandants de secteur ougandais ont été envoyés en Ituri : le capitaine Kyakabale, le lieutenant-colonel Arocha, le colonel Charles Angina, le lieutenant-colonel Edison Muzora, le colonel Fred Seka Mwenge, le major Muhozi et Kale Kayura. Seuls Charles Angina et Kale Kayura sont partis faire l'objet de graves allégations. L'Ouganda a d'abord appuyé le RCD¹⁹, puis le MLC et le RCD-ML. Il est aussi directement intervenu dans la création de l'UPC et dans l'instruction et l'armement de ses milices.

28. L'Ouganda a reconsidéré son appui à l'UPC en raison des liens étroits qui existaient entre l'UPC et le Rwanda, aux environs de décembre 2002. Pour contrebalancer cette alliance, l'Ouganda a appuyé plusieurs autres groupes armés de l'Ituri. L'armée ougandaise a participé à la création du FIPI, qui comprenait le PUSIC, les FPDC et le FNI/FRPI. Toutefois, ce front n'a pas duré longtemps, et il a disparu en février 2003 après l'attaque de Bogoro par le FNI. En mars 2003, les FAPC ont été créés avec l'appui direct de l'Ouganda. À cette même époque, des commandants de l'armée ougandaise appuyaient également le FNI/FRPI qui les avait aidés à déloger l'UPC de Bunia. À la suite des engagements qu'elle avait pris dans le cadre de l'Accord de Luanda, l'armée ougandaise s'est retirée de l'Ituri en mai 2003. Depuis, elle a continué à apporter un appui ouvert au PUSIC et aux FAPC, qui se sont tous deux séparés de l'UPC pour l'affaiblir.

29. **Rôle du Rwanda.** Le 6 janvier 2003, le RCD-Goma, mouvement rebelle congolais appuyé par le Rwanda, a annoncé une alliance avec l'UPC. Le Rwanda était toutefois impliqué dans la crise de l'Ituri depuis bien avant. Le chef d'état-major de l'armée rwandaise, James Kabarebe Kagunda, aurait été le principal partisan de la fourniture par le Rwanda d'un appui aux milices hema et était en contact avec le chef Kawa qui avait négocié les fournitures d'armes en juin 2002. Le Rwanda aurait parachuté des armes aux camps de l'UPC situés à Mandro, Tchomia, Bule, Bulukwa et Dhego et envoyé des experts militaires chargés d'entraîner les milices hema, y compris des enfants soldats. En outre, certains éléments de l'UPC (estimés au nombre de 150) ont reçu un entraînement au Rwanda de septembre à décembre 2002. Le 31 décembre 2002, Thomas Lubanga s'est rendu à Kigali pour la première fois. Kigali a également facilité le transport en Ituri d'éléments de la PRA, qui avaient été entraînés auparavant au Rwanda, et a utilisé certains Congolais qui parlaient kinyarwande pour organiser cet appui. Un ancien commandant de secteur de l'armée ougandaise en Ituri, le colonel Muzora, qui avait quitté l'armée ougandaise pour se joindre aux forces rwandaises, a été vu par plusieurs témoins dans les camps de l'UPC, principalement pour assurer l'orientation des nouveaux venus du Rwanda. Pratiquement tous les témoins interrogés par la MONUC pensent que des nationaux rwandais occupaient des postes dans le commandement militaire de l'UPC. La MONUC a obtenu des témoignages selon lesquels des adultes et des enfants avaient été entraînés au Rwanda puis envoyés via Goma, en 2002 et 2003, se battre avec l'UPC dans l'Ituri²⁰. Il apparaît également que, quand Thomas Lubanga

¹⁹ Au début, l'Ouganda et le Rwanda ont tous deux appuyé le RCD (1998-1999), avant qu'il ne commence à se scinder en plusieurs factions, phénomène qui a marqué la fin de l'alliance Ouganda-Rwanda dans le conflit.

²⁰ En septembre 2002, 107 enfants et adultes auraient été transportés par avion de Tchomia à

S/2004/573

et d'autres officiers supérieurs de l'UPC se sont enfuis de l'Ituri en mars 2003, ils ont été évacués par avion au Rwanda. Des armes et des munitions ont ensuite été fournies à l'UPC par avion, en provenance du Rwanda, avant que l'UPC ne reprenne Bunia en mai 2003. Les 11 et 12 mai 2003, deux avions ont atterri à Dhego – non loin de Mongbwalu – en provenance du Rwanda, chargés de grenades, de grenades à tubes (RPG), de pièces de mortier et de munitions. Le premier de ces avions ramenait également Lubanga et Bosco de Kigali.

30. **Rôle du Gouvernement de Kinshasa.** Jusqu'en 2002, le Gouvernement de prétransition de Kinshasa n'est guère intervenu en Ituri. Sa première délégation est arrivée à Bunia en août 2002, à la suite d'une visite à Kampala. Lors d'une deuxième visite, le 29 août 2002, le Ministre aux droits de l'homme, Ntumba Lwaba, a été enlevé par des membres de milices hema et a été relâché trois jours plus tard seulement, en échange de Lubanga et de plusieurs membres de l'UPC qui avaient été arrêtés à Kampala et transférés à Kinshasa. Au cours des premiers mois de 2002, le Gouvernement de Kinshasa s'est principalement employé à fournir une assistance militaire au RCD-ML à Beni. Il a envoyé des instructeurs et des armes mais aussi quelques éléments militaires, qui auraient représenté à peu près l'effectif de quatre bataillons, à l'appui de l'APC, qui envoyait, semble-t-il, des armes de Beni aux milices lendu. Selon des témoins oculaires et des victimes, les FAC et l'APC auraient également participé à quelques attaques lancées contre des villages hema. Il semblerait qu'au cours des trois derniers mois de 2002, des fournitures militaires aient également été envoyées directement aux milices lendu, notamment à Rethy, dans le territoire de Djugu.

31. L'initiative politique prise par le Gouvernement de transition de calmer les tensions en Ituri a été axée sur le déploiement de personnel judiciaire et de police et l'envoi de délégations officielles. Il y a également eu un certain nombre de déclarations de presse. Mis à part une cargaison envoyée au début de 2004, l'aide humanitaire fournie par le Gouvernement aux victimes de l'Ituri a été négligeable. Il faudrait un plus grand nombre d'actions concrètes et un engagement plus actif pour trouver une solution à la crise actuelle. Il était prévu que la première brigade de la nouvelle armée nationale soit déployée en Ituri avant juin 2004. Rien ne garantit cependant que ces soldats seront régulièrement payés et approvisionnés.

IV. Méthodologie de l'enquête

32. Pour établir le rapport spécial sur l'Ituri, la MONUC a mené au total neuf enquêtes. Plus de 1 600 personnes ont été interviewées, y compris des victimes, des témoins, des dirigeants communautaires, des intellectuels, des agents des services de santé et des enfants associés aux groupes armés. En outre, des témoignages écrits ont été reçus de témoins oculaires et de victimes par l'intermédiaire d'ONG locales. Des témoins et d'autres personnes ont été entendus en privé afin que leurs témoignages restent confidentiels et qu'ils ne risquent pas de faire l'objet de représailles. Chaque fois que possible, les auteurs présumés d'actes criminels et les

Kigali et conduits au centre d'instruction de Gabiro. Ils auraient appris à se servir de pièces d'artillerie et seraient repartis en Ituri en novembre. Sur le chemin du retour, ils auraient atterri à l'aéroport de Bunia dans un Antonov (souvent basé à Goma). Chacun de ces combattants a reçu un pistolet mitrailleur. L'officier connu sous le nom de « Safari » conduisait cette opération.

chefs de groupes armés ont été confrontés aux allégations portées contre eux. Plusieurs visites ont été effectuées sur le terrain à Bunia, Nyankunde, Mambasa, Bogoro, Mandro, Lipri, Bambu, Kobu, Drodoro, Kasenyi, Tchomia, Mahagi, Aru, Ariwara, Zumbe, Boga, Koga, Katoto, Fataki, Kachele, Kilo et Marabo – toutes localités situées en Ituri. L'équipe de la MONUC s'est rendue deux fois dans la région de Beni et trois fois dans les zones frontalières de l'ouest de l'Ouganda. À Beni, elle a entendu les témoignages de personnes déplacées de l'Ituri à Oicha, Erengeti, Butembo et Beni; la première visite a eu lieu après les événements qui se sont produits à Mambasa à la fin de 2002, et la seconde après les événements de mai 2003 à Bunia. En Ouganda, l'équipe de la MONUC s'est rendue dans les régions de Rwebisengo, Ntoroko et Paidha où elle a entendu des centaines de réfugiés de l'Ituri. Elle a également rencontré plusieurs dirigeants militaires et politiques à Kinshasa.

33. Jusqu'à l'arrivée de la Force multinationale intérimaire d'urgence en juin 2003, l'accès du personnel de la MONUC à la région de l'Ituri était extrêmement limité. C'est la raison pour laquelle les informations sur la situation concernant les droits de l'homme ont été recueillies au moyen de mission d'enquête à court terme dans un petit nombre de localités. Après l'ouverture d'un bureau de la MONUC à Bunia en juin 2003, la présence d'observateurs de la situation en matière de droits de l'homme et de protection des enfants a facilité les enquêtes, mais l'insécurité les a empêchés de mener des enquêtes sur tous les cas de violations flagrantes des droits de l'homme qui se sont produits dans la région. Même après le déploiement de la Brigade de l'Ituri dans différentes parties de l'Ituri, qui y a facilité l'accès, certaines régions, demeurent inaccessibles. La MONUC a cependant mené des enquêtes sur la plupart des attaques de villages fondées sur des motifs ethniques, massacres et destructions massives de biens et de services sociaux qui se sont produits dans différentes régions de l'Ituri, de même que sur les exécutions extrajudiciaires, les enlèvements ou les menaces dont ont fait l'objet différentes personnes comme des administrateurs, des agents d'organisations non gouvernementales, des journalistes, des enseignants et des hommes d'affaires, à Bunia, Aru et dans les environs. La section de la protection des enfants de la MONUC a axé ses enquêtes en particulier sur le recrutement et l'utilisation d'enfants associés aux groupes armés.

34. Pour analyser de manière aussi approfondie que possible la période visée par le rapport, la MONUC s'est également fondée sur des rapports rédigés par des organisations non gouvernementales nationales et internationales et des organismes des Nations Unies sur la question des violations massives des droits de l'homme et sur leur analyse. Lorsqu'un incident n'a pas fait l'objet d'une enquête directe par la MONUC, la source des informations est donc indiquée.

V. Violations les plus graves des droits de l'homme commises dans le district de l'Ituri de janvier 2002 au 31 décembre 2003

35. Tous les groupes armés ont commis des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des violations des lois relatives aux droits de l'homme sur une échelle massive en Ituri. Des civils non armés ont été tués systématiquement, contrairement à l'article 3 commun aux Conventions de Genève, souvent simplement à cause de leur appartenance ethnique. Les attaques lancées contre les villages sont allées de

S/2004/573

pair avec le massacre de plusieurs milliers de civils, un pillage généralisé et la destruction de maisons et de structures sociales, l'enlèvement de civils, y compris des femmes aux fins d'esclavage sexuel, de viols et de tortures (voir plus loin, sect. A).

36. Les combattants lendu se sont rendus coupables d'actes inhumains tels que mutilations et cannibalisme, souvent sous l'effet de drogues préparées par leurs guérisseurs traditionnels. Ils ont enlevé des femmes et des enfants et les ont contraints à des travaux forcés et à l'esclavage sexuel. D'après deux témoins qui ont été relâchés, les combattants lendu ont déclaré qu'ils ne tuaient pas les enfants hema mais leur donnaient des drogues pour les « transformer en lendu ». Des centaines de femmes hema ont subi des sévices sexuels et ont été forcées de travailler pour les combattants. De nombreux enfants et femmes d'origine hema n'ont jamais été relâchés (sect. A).

37. Les forces de l'UPC ont bombardé des centaines de villages lendu sans faire de distinction entre combattants armés et civils. Certains villages du territoire de Djugu ont été attaqués à plusieurs reprises quand les habitants sont revenus et ont reconstruit au cours de périodes plus calmes. Chaque fois qu'elles ont pris le contrôle de Bunia – en août 2002 et en mai 2003 – les forces de l'UPC ont mené des chasses à l'homme, poursuivant les Lendu, les Bira, les Nande et les non-Ituriens qu'elles considéraient comme des adversaires : de nombreuses personnes ont été tuées et de nombreuses autres ont disparu ou ont décidé de fuir Bunia. Les soldats de l'UPC ont également commis de nombreux viols dans différentes parties de la ville, et ont parfois violé des fillettes à peine âgées de 12 ans (voir plus loin, sect. A et C).

38. Les milices aussi bien hema que lendu ont attaqué à maintes reprises des localités où vivaient des membres d'autres groupes ethniques, souvent à la limite de leurs propres collectivités, pour différentes raisons : dans le territoire nyali de Banyari Kilo pour avoir accès aux mines d'or, dans les territoires de Mahagi et d'Aru pour prélever les droits de douane, et dans d'autres localités juste pour les punir d'avoir accepté d'accueillir la partie considérée ennemie (voir sect. B).

39. Tous les groupes armés ont recruté et entraîné des enfants pour en faire des combattants. Selon certaines estimations, chaque milice pourrait être composée à raison de 40 % d'enfants de moins de 18 ans. Vu l'incertitude des chiffres concernant l'effectif total des groupes armés, il est impossible de donner des chiffres exacts sur le nombre d'enfants soldats. Selon les estimations actuelles, les groupes armés compteraient quelque 6 000 enfants dans leurs effectifs, et il se pourrait qu'il y en ait plusieurs milliers d'autres enrôlés dans les groupes de défense locale. Les enfants ont non seulement été utilisés comme combattants mais aussi pour travailler dans des exploitations illégales de ressources naturelles. Les filles ont été forcées d'accomplir des tâches domestiques et ont été utilisées comme esclaves sexuelles. Selon de nombreuses allégations, l'Ouganda et le Rwanda auraient aidé des groupes armés de l'Ituri à recruter et entraîner des enfants durant toute la période de conflit (voir sect. B).

40. Quelque 8 000 civils ont été tués lors de massacres systématiques ou en raison de l'utilisation aveugle de la force de janvier 2002 à décembre 2003. Plus de 600 000 ont été forcés à s'enfuir de chez eux. La zone à la frontière de l'Ouganda et le Nord-Kivu ont accueilli des milliers de réfugiés et de personnes déplacées extrêmement vulnérables.

A. Attaques dirigées contre des groupes ethniques particuliers

41. Au cours des attaques dirigées contre des localités occupées par les groupes ethniques de l'autre camp et où se trouvait souvent un bataillon de l'UPC ou une milice lendu locale déployée pour assurer la « protection » des civils, les combats entre les groupes armés ont, le plus fréquemment, été brefs mais intenses. Les attaquants finissaient souvent par tuer des civils, détruire des maisons et des infrastructures sociales, enlever des femmes pour leur faire subir des sévices sexuels et piller tout le village. Les milices lendu et l'UPC justifiaient leurs actions en déclarant que tous les civils faisaient partie des groupes armés du fait que la plupart d'entre eux avaient reçu des armes pour se protéger. Les attaques décrites ci-après illustrent certains des incidents les plus graves, mais la liste n'est pas exhaustive. Plusieurs autres attaques ont été orchestrées par les deux parties et ont fait des centaines de victimes civiles, par exemple à Mahagi, Komanda, Dungu, Ambé, Gety, Mitega et Fataki.

Collectivité des Walendu Bindi : massacre et destruction de centaines de localités

42. Du 9 février au 24 avril 2002, les forces ougandaises basées à Gety, en compagnie de milices hema et bira, ont mené des opérations de grande envergure contre les villages lendu des groupements de Boloma, Bukiringi, Zadhu, Baviba et Bamuko, tous situés dans la collectivité des Walendu Bindi, dans le territoire d'Irumu. Les massacres se sont poursuivis pendant deux semaines encore après la visite, le 4 avril, de Lompondo Molondo, qui était à l'époque Gouverneur de l'Ituri et qui était accompagné du colonel Peter Karim, de l'armée ougandaise, qui avait été envoyé dans la région par Kampala pour faire une enquête sur les sévices commis par des soldats ougandais. L'un et l'autre ont demandé à l'armée ougandaise de mettre fin aux hostilités. Une organisation non gouvernementale locale a indiqué que 2 867 civils ont été tués²¹ et 77 localités entièrement détruites, avec toutes leurs infrastructures sociales, ce qui a entraîné le déplacement de 40 000 civils. La collectivité des Walendu Bindi, située dans le sud de l'Ituri, n'a pas été impliquée dans le conflit jusqu'à la fin de 2001²².

43. Au début de 2002, les soldats de l'armée ougandaise ont été déployés à Gety, principale ville de la collectivité, à la demande semble-t-il de familles de Hema du Sud qui accusaient les Lendu d'être de mèche avec les rebelles ougandais. Les opérations militaires n'ont pas été menées sous le commandement des forces ougandaises à Bunia toutefois, mais par des soldats directement venus d'Ouganda et placés sous le commandement du colonel Arocha actuellement nommé à Bundibujjo, dans l'ouest de l'Ouganda à la frontière de l'Ituri²³. Le commandant de secteur Fred

²¹ Les massacres les plus graves qui ont été commis sont indiqués ci-après : 10 février 2002, attaque contre les localités de Tsarukaka, Nombe, Tsubina et Kagaba – 173 civils tués; 15 février 2002, attaques et destruction des localités de Kagaba, Rudjoko, Biro, Kapalayi et Kinyamubaya – 120 civils tués ; 21 février 2002, attaque contre Bukiringi – 220 civils tués ; 14 mars 2002, attaque contre la localité de Sadji/Kaguma A – 146 civils tués; 29 mars 2002, massacre de la population de Gety par les forces ougandaises basées à Gety – 109 civils tués.

²² En janvier 2001, plusieurs attaques ont été lancées contre les localités des Walendu Bindi par les forces de l'APC et de l'armée ougandaise, alors que Lubanga était Ministre de la défense, principalement pour détruire les localités et détruire leurs infrastructures sociales. Un hélicoptère de l'armée ougandaise basé à Bunia a été utilisé pour effectuer des bombardements. La collectivité avait connu une période de calme de février 2001 à février 2002.

²³ Le colonel Arocha était le commandant de secteur en chef des forces ougandaises de l'Ituri

S/2004/573

Seka Mwenge, basé à Bunia, n'aurait apparemment pas été impliqué dans l'opération. Les opérations contre les villages lendu ont été menées par les forces ougandaises basées à Gety, conjointement avec les membres des milices hema de Bogoro, Kagoro, Boga, Mitego, Kyakurundu et Bukiringi et des milices bira de Talolo. Selon un témoin de Gety, un certain Madilu était l'un des commandants des forces ougandaises.

Mabanga : nettoyage ethnique d'une ville minière

44. Mabanga, dans la collectivité de Mambisa du territoire de Djugu, était une ville habitée par plusieurs groupes ethniques à cause de ses gisements miniers, qui avaient attiré des marchands et des travailleurs non ituriens. Le 28 août 2002, après une attaque lancée par des milices lendu, la milice locale hema/gegere a forcé les non-Ituriens à se battre avec eux pour refouler les attaquants. Les témoins interviewés par la MONUC ont déclaré que quand des renforts sont arrivés d'Iga Barrière, leur commandant, T'Sirba Rene, a déclaré qu'il avait vu des non-Ituriens parmi les forces lendu et a donné l'ordre d'éliminer la population non iturienne.

45. La MONUC a recueilli un certain nombre de témoignages directs sur cette attaque. Le père d'une des victimes a raconté comment son fils avait été tué, son corps mutilé et sa tête et ses bras brandis à travers la ville. Il semblerait que 150 personnes aient été systématiquement tuées. Le chef des opérations, T'Sirba Rene, originaire de Mabanga, vivait à Iga Barrière²⁴. Les forces ougandaises avaient un camp militaire à Mabanga; l'armée ougandaise n'est pas intervenue pour mettre fin au massacre de civils mais a donné refuge à ceux qui sont arrivés jusqu'au camp. Quelque 2 000 civils qui avaient trouvé refuge dans le camp ougandais ont été escortés jusqu'à Bunia le lendemain de ces événements.

Bunia : massacre de membres de certains groupes ethniques pour gagner le contrôle de la capitale

46. Au début du mois d'août 2002, les hostilités entre le RCD-ML et l'UPC qui avaient commencé en mars 2002 avec l'arrivée du Gouverneur Jean-Pierre Lompondo ont débouché sur des affrontements directs en vue de la prise de la ville. Jean-Pierre Lompondo avait été envoyé à Bunia par Mbusa Nyamwisi du RCD-ML comme chef des opérations militaires et Gouverneur de l'Ituri, pour mettre en échec le dirigeant de l'UPC, Thomas Lubanga. Le refus par Mbusa d'accepter la nomination par Lubanga de Bosco en tant que chef adjoint des opérations a exacerbé les tensions. Les combats entre les deux forces ont pris fin quand le RCD-ML s'est replié de Bunia sur Beni après le bombardement par les forces ougandaises et l'UPC, le 9 août 2003, de la résidence du Gouverneur Lompondo. L'UPC et ses alliés de l'armée ougandaise ainsi que les milices ngiti/lendu ont tué des civils qu'ils avaient dans de nombreux cas pris pour cibles uniquement à cause de leur appartenance ethnique.

47. Les 7 et 8 août, les milices de l'UPC et des groupes d'autodéfense civils placés sous le commandement de Bosco ont sillonné principalement les quartiers de Mudzipela, Bigo I, II et III et Saio, tuant tous ceux qu'ils soupçonnaient d'appartenir à des groupes ethniques « adverses ». À Mudzipela, ils ont

d'août 1999 à juin 2000, quand il a été remplacé par le colonel Charles Angina.

²⁴ T'Sirba Rene a été condamné à mort en 2002 par le Tribunal de grande instance de Bunia pour l'assassinat du Directeur du gisement aurifère de Mabanga, Lodju Niro.

complètement détruit toutes les maisons appartenant à des membres des communautés bira, lendu et nande. Quelque 110 civils, principalement des Bira, des Lendu et des Nande, ont été tués. D'après plusieurs témoins interrogés par la MONUC, les combattants de l'UPC ont tué un certain nombre de personnes sur la base d'une liste préétablie. Ils ont également attaqué des civils lendu venant du marché de Lipri, à 15 kilomètres de Bunia. Les milices lendu ont contre-attaqué Mudzipela et tué des douzaines de civils hema à titre de représailles. L'UPC a poursuivi ses massacres de Bira, de Lendu et de Nande à Kolomani et dans le centre de Bunia jusqu'au 10 août 2002.

48. Alors que les combats se poursuivaient pour le contrôle de Bunia, les milices lendu ont attaqué la ferme de John Tibasima Aseenyi, Vice-Président hema du RCD-ML, située à Lengabo, à une vingtaine de kilomètres de Bunia. D'après Human Rights Watch, 32 Hema et les membres de leur famille qui travaillaient dans la ferme ont été tués, la plupart à la machette²⁵.

49. Le 9 août, les forces ougandaises et l'UPC ont attaqué la résidence du Gouverneur Lompondo à l'arme lourde. La veille, des membres de tous les groupes ethniques de Bunia, dont un grand nombre de Lendu, étaient allés se réfugier dans la résidence du Gouverneur, espérant que les forces de l'APC qui s'y trouvaient les protégeraient. Jean-Pierre Lompondo et les soldats de l'APC se sont enfuis à pied en direction de Beni, et l'UPC a massacré les civils aux alentours de la résidence du Gouverneur, ainsi que près de l'hôpital principal du quartier de Bigo et près de la prison centrale. Rien qu'à la résidence du Gouverneur, quelque 80 personnes ont été tuées. Plusieurs fosses communes ont été découvertes par la suite par la MONUC, dont deux près de la résidence du Gouverneur et d'autres près de la prison et de l'hôpital. L'UPC et l'armée ougandaise, profitant du chaos qui régnait dans la ville, se sont également livrés à un pillage de grande envergure. L'UPC a coupé toutes les routes sortant de Bunia au moyen de barrages et a exécuté sommairement plusieurs civils qui cherchaient à s'enfuir. Le 9 août 2002, toute la ville de Bunia est tombée aux mains de l'UPC qui y a mis en place un gouvernement fondé sur une base ethnique et comptant très peu de non-Hema. Dès le premier jour, l'UPC a organisé une chasse à l'homme dans la ville, à la poursuite de Lendu, de Bira et de non-Ituriens²⁶. On n'a jamais su exactement combien de personnes avaient été victimes des combats pour le contrôle de Bunia. Si l'on tient compte cependant des récits de témoins, au moins 300 personnes auraient été tuées, principalement par l'UPC, mais également par les milices lendu. D'après les organismes humanitaires qui se trouvaient à Bunia, les combats ont également entraîné le déplacement de 10 000 familles. La plus grande partie de la communauté nande a quitté Bunia pour se réfugier à Beni au cours des semaines suivantes. L'UPC a étendu son contrôle dans toutes les directions, stabilisant ses forces à Nyankunde, et prenant la zone de Mahagi-Aru dans le nord.

²⁵ Voir le rapport de Human Rights Watch, intitulé : *Ituri « Couvert de sang »... – Violence ciblée sur certaines ethnies dans le nord-est de la République démocratique du Congo*, juillet 2003. Disponible à l'adresse suivante : <<http://www.hrw.org>>. Suivre : Publication/par pays/République démocratique du Congo.

²⁶ Pour des détails, voir sect. B.

Songolo : massacre de femmes et d'enfants principalement

50. Un grand nombre de Ngiti de Nyankunde se trouvaient à Songolo, dans la collectivité des Walendu Bindi. Ils avaient été pris comme cibles et finalement chassés par le chef de la collectivité d'Andisoma, tout au long de 2001 et au début de 2002. En août 2002, les soldats de l'UPC sont venus relever les forces ougandaises à Nyankunde. Le but de l'opération était apparemment de lancer des attaques contre les localités ngiti voisines. L'UPC aurait apparemment aussi demandé l'aide des Bira pour attaquer les Ngiti.

51. Le 31 août 2002, à 7 heures du matin, un groupe comptant environ 500 soldats de l'UPC et une cinquantaine de Bira a attaqué Songolo. D'après un témoin, la plupart des hommes n'étaient pas dans le village. Les attaquants ont utilisé des mortiers et des roquettes avant d'y entrer. Après un court combat avec les forces lendu, les attaquants, apparemment guidés par des civils bira, sont allés de maison en maison pour tuer les habitants. De nombreux civils, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées, ont été tués dans leur sommeil. L'attaque a duré neuf heures. D'après les témoignages recueillis par la MONUC, les attaquants ont pillé le village et le centre de santé de Songolo et sont partis avec des centaines de têtes de bétail. Il est difficile d'estimer le nombre de personnes qui ont été tuées. D'après Human Rights Watch, il y a eu quelque 140 victimes, principalement des femmes et des enfants²⁷. Les survivants qui sont retournés à Songolo après l'attaque pour enterrer les morts ont fait une enquête auprès de la population et calculé qu'il manquait 787 personnes. Jusqu'à ce jour, il n'a pas été possible de déterminer exactement combien de personnes avaient été tuées et combien s'étaient simplement enfuies. D'après une organisation non gouvernementale congolaise, l'UPC aurait enlevé 12 civils.

Nyankunde : « nettoyage ethnique » de Bira, de Hema et de Hema/Gegere

52. Il se peut que durant et après une attaque contre Nyankunde et les villes et villages voisins lancée conjointement par des Ngiti, l'APC et des Mai Mai le 5 septembre 2002, plus de 1 000 personnes auraient été massacrées systématiquement parce qu'elles appartenaient aux ethnies hema, hema/gegere et bira. Nyankunde et apparemment un grand nombre des 45 localités composant les trois groupements (Loy-Banigaga, Chi Ya Kilima/Sedzabo et Sidabo/Bagabela) de la collectivité d'Andisoma ont été le théâtre de destructions, de pillages et de déplacements massifs de population.

53. Avant l'attaque dévastatrice du 5 septembre 2002, Nyankunde, principale ville d'Andisoma, essentiellement peuplée de Bira, était un important centre d'activités commerciales doté d'un hôpital bien équipé, le Centre médical évangélique, où travaillaient plusieurs médecins expatriés et qui fournissait des soins spécialisés de qualité à toute la région. D'après un recensement effectué par l'administration locale entre 2001 et 2002, environ 21 000 personnes vivaient dans la collectivité, dont 14 000 à Nyankunde. Depuis septembre 2002, plusieurs milliers de personnes ont été déplacées dans des camps dans le Nord-Kivu, et les locaux de l'hôpital, l'Institut d'enseignement médical et l'Institut supérieur des techniques médicales, de même que plusieurs autres institutions religieuses et établissements d'enseignement, ont été pillés et abandonnés.

²⁷ Voir le rapport de Human Rights Watch, intitulé : *Ituri : « Couvert de sang »...*

54. Les relations entre la population ngiti et les Bira et Hema de Nyankunde étaient très tendues. Tout au long de 2001 et en 2002, les Ngiti ont été en butte à des actes d'intimidation et d'autres sévices. Ils ont finalement été forcés de quitter Nyankunde. Les attaques lancées par les Ngiti contre Nyankunde et d'autres villages Bira dans la collectivité d'Andisoma au cours de la même période ont encore plus attisé la haine entre les trois groupes ethniques et ont été suivies par des représailles sanglantes, ainsi que par des bombardements aveugles de l'armée ougandaise sur des positions ngiti après l'attaque lancée par les Ngiti en janvier 2001 contre Nyankunde. Selon certaines informations, le chef de la collectivité, Dieudonné Bulamuzi, accusé d'être pro-Hema, serait monté à bord d'un hélicoptère des forces ougandaises au cours de ces représailles. L'attaque du 5 septembre 2002 a suivi l'agression sanglante lancée le 31 août 2002 par des forces de l'UPC, avec l'aide semble-t-il d'éléments bira, contre la ville voisine de Songolo, principalement peuplée de Ngiti (voir par. 50 et 51).

55. Quelques jours avant l'attaque du 5 septembre 2002, une délégation de haut niveau de Nyankunde composée de cinq membres – le chef Bulamuzi, le Directeur médical du Centre médical évangélique et trois autres personnes – s'était rendue à Bunia pour avertir la MONUC qu'il risquait d'y avoir un bain de sang à Nyankunde. La MONUC n'avait ni les moyens ni pour mandat de prendre la moindre mesure pour prévenir le massacre à l'époque.

56. Les attaques sont apparemment venues de trois directions différentes : Singo, Songolo et Atele. Du 5 septembre jusqu'au milieu du mois, des combattants ngiti – dont beaucoup étaient d'anciens habitants de Nyankunde – ont systématiquement cherché et tué des Bira, des Hema et des Gegere, principalement à la machette, avec des lances et avec des flèches. Les combattants étaient en civil, semblaient avoir pris des drogues qui les surexcitaient et portaient des fioles et des fétiches sur la poitrine. La MONUC a entendu plusieurs témoignages concernant la mutilation des corps des victimes (dont la gorge et le cœur avaient notamment été arrachés) par des combattants ngiti. Apparemment, ces parties du corps sont utilisées pour les fétiches.

57. L'hôpital de Nyankunde, le Centre médical évangélique, n'a pas été épargné. Des massacres et des pillages ont eu lieu dans l'enceinte de l'hôpital dès le premier jour de l'attaque. Le 10 septembre, le colonel Kandro Ndekote, commandant ngiti, a effectué des fouilles et des arrestations à l'hôpital. À la suite de cette opération, une centaine de personnes qui travaillaient pour l'hôpital ou y avaient cherché refuge ont été détenues dans des conditions inhumaines. D'après les mêmes sources, le nombre de personnes arrêtées à l'hôpital pourrait être plus élevé. Un grand nombre de détenus auraient par la suite été exécutés sans jugement ou auraient disparu après avoir été emmenés de force à Bavi, localité située entre Singo et Olongba, et dans d'autres bases ngiti. Le sort des autres n'est pas connu mais on craint qu'il n'y ait eu des exécutions extrajudiciaires.

58. D'après les témoignages de 80 survivants qui ont été recueillis par la MONUC, il semblerait que les forces ngiti aient principalement été responsables des massacres. L'APC a commis des actes de pillage et d'extorsion généralisés, mais d'après des témoignages, ses membres sont intervenus au moins plusieurs fois pour empêcher les massacres ou permettre l'évacuation des survivants. D'après un officier de rang supérieur de l'APC et d'autres sources fiables, le commandant Faustin Kakule de l'APC avait négocié avec le commandant ngiti, le commandant

Kandro, et s'était entendu avec lui sur les détails de l'attaque contre Nyankunde. On ne dispose d'aucune information sûre quant aux termes de leur accord. Toutefois, le commandant Faustin a déclaré à certains membres du personnel de l'hôpital qu'il avait demandé que celui-ci ne soit pas attaqué. Le commandant Bisima (APC) de Komanda se serait également rendu à Nyankunde, y compris au Centre médical évangélique, le 10 septembre, mais serait reparti le même jour. Le commandant Hilaire de l'APC aurait lui aussi participé à l'attaque.

59. La MONUC a eu des entrevues séparées avec plus de 15 personnes qui avaient ramassé des corps à Nyankunde pour les enterrer. Les quelques enterrements qui ont eu lieu très rapidement en raison de l'insécurité dans la ville ont été limités à quelques quartiers de Nyankunde seulement mais n'étaient pas terminés le 12 septembre, quand des centaines d'habitants de Nyankunde qui avaient cherché refuge à l'hôpital ont finalement été autorisés à quitter la ville. Sur la base de témoignages reçus, il semblerait que plusieurs centaines de corps aient été trouvés dans les rues et dans les maisons. Il s'agissait dans la plupart des cas de civils et un grand nombre des victimes avaient été tuées à la machette. Dans la plupart des cas, il n'a pas été creusé de tombes et la plupart des corps ont été jetés dans les latrines. Dans certains cas, ils ont été brûlés. Des habitants de villages ngiti, notamment Gety, Songolo et Abova, portant des tabliers de la Croix-Rouge ont également enterré des corps. Leur dirigeant aurait dit qu'ils devaient le faire rapidement afin que personne ne puisse dire qu'il y avait eu un « génocide » à Nyankunde. Selon certaines informations, il se pourrait que la Croix-Rouge de Ngiti ait enterré ou brûlé des centaines de corps.

60. La MONUC a obtenu les noms de quelque 800 victimes présumées de massacres systématiques ou de disparitions forcées à Nyankunde et dans les villages voisins. À l'époque de l'attaque du 5 septembre, Nyankunde était aux mains des forces de l'UPC, qui y étaient entrées après le départ des soldats de l'armée ougandaise en juillet 2002. Selon toutes les informations reçues, les attaquants ngiti ont rapidement vaincu l'UPC et les combats dans les rues n'ont pas duré longtemps. Ceci a réduit le nombre de civils qui auraient pu être victimes de balles perdues. Des dizaines de civils auraient également été enlevés et forcés de porter le butin jusqu'à des villages ngiti, notamment Songolo, Singo, Bavi, Bolo, Gety, Kagaba et Atele. Leur nombre exact est inconnu. Apparemment, une centaine d'entre eux au moins ont été tués à Singo. Plus de 10 personnes de Nyankunde qui avaient cherché refuge à Marobo auraient disparu après avoir été capturées sur les ordres du colonel Kandro au lendemain de l'attaque. Quelque 70 personnes auraient été tuées dans les villages du groupement de Musedzo et à Mambesu (groupement de Mayarabu), l'un et l'autre dans la collectivité de Mobala, qui ont été attaqués aux mêmes dates.

61. À ce jour, aucune des personnes présumées responsables des massacres massifs dans la collectivité d'Andisoma en septembre 2002 n'a été traduite en justice. Après septembre 2002, le commandant Faustin de l'APC aurait été arrêté à Beni et détenu par l'APC pour avoir laissé ses soldats désertir. Il a par la suite été relâché et serait toujours un membre de l'APC. Le colonel Kandro, de l'ethnie ngiti, aurait été tué durant le partage du butin après l'attaque contre Nyankunde. Toutefois, d'autres commandants comme le commandant Matata continueraient à diriger des milices ngiti dans le district d'Irumu.

Bedu-Ezekele : opération terre brûlée dans 24 villages

62. Bedu-Ezekele, un groupement lendu, situé dans la collectivité des Walendu Tatsi, a été attaqué à plusieurs reprises entre janvier 2001 et mars 2003. À chaque fois, plusieurs personnes ont été tuées et les 24 localités ont été détruites. Zumbe, bien connu comme étant l'un des quartiers généraux de la milice lendu, fait partie de cette collectivité, ce qui peut expliquer le nombre et l'intensité des attaques. Les attaquants étaient apparemment des membres de l'armée ougandaise placés sous le commandement de Muzora et des milices hema de Bogoro, Mandro, Tchomia, Kasenyi et Bunia, sous le commandement du chef Kawa.

63. En 2002 et 2003, le groupement a fait l'objet de 11 attaques au total, qui d'après un enseignant lendu qui a pris des notes à chaque occasion, ont fait 445 victimes parmi les civils. Les attaques les plus graves se sont produites les 15 et 16 octobre 2002, quand des milices hema, accompagnées de soldats ougandais venus de Bogoro, ont attaqué Zumbe et y sont restés 48 heures. À partir de Zumbe, les attaquants ont incendié tous les villages voisins, tué environ 125 civils et planté plusieurs mines antipersonnel.

Bogoro : massacre de civils et destruction de tout le village

64. Bogoro, un village hema, était une localité stratégique au milieu de laquelle l'UPC avait un camp militaire. Le village se trouve sur la route principale menant de Bunia à Kasenyi. La présence de l'UPC empêchait par conséquent les Lendu de la collectivité des Walendu Bindi d'emprunter la route pour se rendre à Bunia. Mathieu Ngudjolo, un Lendu qui était à l'époque chef d'état-major du FNI, a admis avoir organisé l'attaque lancée contre Bogoro et Mandro, déclarant aux enquêteurs de la MONUC que ses forces avaient effectué des opérations militaires pour déloger les forces de l'UPC, qui attaquaient les villages lendu aux alentours de Bogoro au mortier depuis plusieurs mois²⁸. Toutefois, selon les enquêtes de la MONUC, l'attaque lendu ne s'est pas limitée à des objectifs militaires, mais semblait également constituer une opération de représailles contre la population civile hema.

65. Le 24 février 2003, Bogoro a été attaquée par des milices lendu et ngiti à 5 h 30 du matin. Les agresseurs venaient de quatre directions : Kasenyi, Gety, Nyankunde et Mission. Ils portaient apparemment des treillis verts ou des vêtements civils et utilisaient des machettes, des lances et des flèches, mais avaient également des armes lourdes, notamment des mortiers, des grenades à tube, des fusils-mitrailleurs et des lance-roquettes. Le camp de l'UPC se trouvait près de l'école et les soldats ont dit à la population civile de se réfugier à l'intérieur. Certaines personnes y sont arrivées mais d'autres ont été tuées alors qu'elles s'enfuyaient. Quand les soldats de l'UPC se sont trouvés à court de munitions, ils ont ouvert un corridor par lequel ils se sont enfuis, avec quelques civils; d'autres ont pris le chemin de Kasenyi. Les milices lendu/ngiti auraient poursuivi les massacres et le pillage après le départ de l'UPC. D'après les témoignages d'une centaine de survivants, quelque 260 personnes auraient été tuées et 70 autres manquaient. Parmi les victimes, 173 avaient moins de 18 ans.

²⁸ Ces informations ont été confirmées par la suite, au cours d'une visite effectuée à Zumbe le 23 décembre 2003, par les habitants de Zumbe et Zekele, deux localités lendu qui ont été attaquées et complètement détruites par les milices hema de Bogoro.

S/2004/573

66. Les enquêteurs de la MONUC qui se sont rendus à Bogoro le 26 mars 2003 ont vu que la plupart des bâtiments et des maisons le long de la route principale avaient été détruits ou incendiés. Ils ont également eu une discussion avec le chef des opérations qui contrôlait encore la ville, le commandant Dark du FNI, un Lendu, qui ne les a pas autorisés à visiter toute la ville et leur a en particulier interdit de voir l'endroit où les massacres auraient eu lieu. D'après les autorités ougandaises, ce refus s'expliquait par le fait qu'il restait des corps non enterrés aux environs de l'école locale. Le commandant Dark a informé les membres de l'équipe qu'il était lui-même sous les ordres du commandant Germain Katanga, responsable des opérations militaires au sud de Bunia²⁹.

67. D'après des enfants soldats qui ont participé à l'opération dans le camp de l'UPC, les agresseurs comprenaient des Lendu du nord, des Ngiti du sud, des membres de l'APC et quelques soldats ougandais. Deux des enfants ont déclaré qu'ils avaient entendu une communication radio en swahili ougandais et qu'ils avaient été témoins du massacre de soldats ougandais. D'autres victimes ont déclaré qu'elles avaient entendu des soldats parler portugais. Certains pensent que ces éléments étaient des forces spéciales des FAC entraînées en Angola.

Lipri, Bambu, Kobu : opération « Chikana Namukono »

68. Le 13 janvier 2003, environ deux bataillons de l'UPC venant de Mongbwalu sont arrivés à Nyangaraye vers 5 heures du matin. Ils ont forcé les habitants à sortir de leurs maisons et en ont forcé 15 à entrer dans la chapelle. Ils les auraient tous tués à la machette et auraient brûlé leurs corps. Les témoins ont pu identifier deux victimes, dont un enfant. À partir de Nyangaraye, l'UPC a commencé à mener son opération militaire dénommée « Chikana Namukono³⁰ », sous le commandement de Salumu Mulenda. L'UPC a d'abord pris Lipri et Kobu le 18 février 2003.

69. Du 18 février 2003 au 3 mars 2003, les milices de l'UPC ont mené une opération militaire de grande envergure contre les villages situés entre Lipri et Nyangaraye. Au cours de la première attaque, qui a duré jusqu'au 23 février, 15 villages ont été détruits³¹ et la plupart de leurs habitants tués. Des témoins ont indiqué que le 24 février, le commandant de l'UPC, Salumu Mulenda, a envoyé par écrit un message – dont la MONUC a reçu copie – aux notables lendu de la région et aux dirigeants des milices lendu, y compris au chef traditionnel Djatsi, ainsi qu'au commandant de milice Kabuli, les invitant à une réunion de pacification. Le 25 février, quand les dirigeants lendu, accompagnés de 50 personnes, sont venus à la réunion à Bule, ils ont tous été arrêtés et transférés à Kobu durant la nuit. Les prisonniers ont alors été emmenés derrière le camp de l'UPC à Kobu, les mains liées, et ont été attaqués à la machette, au couteau et avec des bâtons de bois. Deux personnes seulement, dont l'une a rencontré la MONUC, ont pu s'enfuir. Il est confirmé que toutes les autres avaient été tuées. D'après les personnes qui ont enterré les corps, il y avait 47 victimes, qu'elles ont enterrées avec 53 autres corps qu'elles ont trouvés dans la brousse aux alentours de Kobu dans deux fosses communes. Au cours des journées qui ont suivi, l'UPC a poursuivi sa chasse à l'homme dans la forêt de Jicho, où apparemment 92 autres personnes auraient été

²⁹ Le commandant Germain est actuellement chef d'état-major du FNI/FRPI.

³⁰ Expression qui, en lingala, signifie « prendre avec les mains ».

³¹ Lipri, Ndrè Chupka, Dhepka, Tsili, Ndjaza, Mbidjo, Ngbachulu, Kpaki, Bukpa, Djuba, Bemu, Nduy, Ngaru, Ndalou et Thali.

tuées, la plupart à la machette. Durant les derniers jours de février, l'UPC a attaqué huit autres villages³², utilisant les mêmes méthodes pour tuer les civils, se livrant à des actes de pillage et incendiant toutes les maisons. Au cours de cette opération, Bambu, quartier général de la compagnie minière de Kilo Moto, a été attaqué à plusieurs reprises : tous les bureaux de la société, l'hôpital principal de la région, toutes les structures religieuses, l'orphelinat et les écoles ont été pillés, et tout le matériel électronique, les archives et le matériel médical ont été détruits.

70. Les enquêteurs de la MONUC ont pu se rendre à Lipri, Bambu et Kobu le 3 avril 2003. En chemin, ils ont vu plusieurs villages qui avaient été incendiés et qui étaient désertés, ils ont visité l'endroit où 47 personnes avaient été tuées à Kobu et ont interviewé environ 90 victimes de sévices ou témoins de massacres. Les personnes interrogées leur ont donné les noms de 250 victimes, mais d'autres victimes ont été identifiées par une autre équipe d'enquête en mai 2003, et d'autres encore durant les enquêtes effectuées dans la région de Beni en novembre 2003. Au cours de l'opération Chikana Namukono, au moins 350 personnes ont été tuées et 26 localités totalement détruites³³. Environ 60 000 civils ont été forcés de s'enfuir dans la brousse qui était relativement plus sûre, et on ne sait pas combien de personnes sont mortes de faim et de maladie.

Mandro : attaque et massacre dans un bastion de l'UPC

71. C'est à Mandro, situé dans la collectivité des Bahema Banywagi, qu'est né le chef Kawa. Le village était connu dès le début du conflit comme un bastion de l'UPC qui y avait établi un camp de formation pour des enfants nouvellement recrutés. La population lendu soupçonnait que plusieurs attaques lancées contre leurs villages venaient de Mandro. D'après des témoignages concordants, Mandro a été attaqué à plusieurs reprises par les Lendu à partir du début de 2003, mais les forces de l'UPC ont pu les refouler et contrôler la ville.

72. Le 4 mars 2003, aux premières heures de la matinée, l'attaque lendu et ngiti lancée contre les positions de l'UPC à Mandro n'a pas duré plus de quelques heures. Les groupes armés ont réussi à prendre Mandro et ont attaqué les civils, tuant quelque 168 personnes d'après les témoignages reçus par la MONUC à Mandro et Bunia. D'après le chef de groupement, les attaquants ont kidnappé plusieurs jeunes gens et des filles qu'ils ont forcés à porter le butin. Comme l'attaque n'a pas duré longtemps, peu de maisons ont été pillées mais le camp de l'UPC a été totalement détruit. Il semblerait que les agresseurs aient fait partie de milices lendu de Zumbe et de Loga. Interviewé plus tard à Bunia, l'ancien chef d'état-major du FNI, Mathieu Ngudjolo, a reconnu avoir organisé l'attaque avec les Ngiti pour mettre fin aux opérations de l'UPC contre les villages lendu. D'après lui, tous les gens qui se trouvaient à Mandro étaient des combattants en possession d'une arme.

Bunia : l'UPDF et les milices lendu chassent l'UPC

73. Le 6 mars 2003, l'UPDF aurait riposté à une attaque menée par l'UPC contre ses forces basées à Ndele, en chassant l'UPC de Bunia et en prenant le contrôle de la ville avec l'aide de groupes armés lendu³⁴. Les 6 et 7 mars 2003, pendant et après

³² Jicho, Buli, Ngabuli, Pili, Athe, Bakpa, Lambi et Widde.

³³ D'après une organisation non gouvernementale locale fiable, le nombre de civils tués durant l'opération est nettement plus élevé.

³⁴ Le 6 janvier 2003, l'UPC a signé une alliance militaire avec le RCD-Goma. Au cours des

les combats entre l'UPC et l'UPDF à Bunia, plusieurs civils ont été tués, des maisons et des commerces ont été pillés et des civils ont été blessés par balle. Selon les habitants de Bunia, les combats entre l'UPC et l'UPDF ont commencé vers 6 heures et se sont poursuivis toute la journée. Des balles perdues auraient tué plusieurs civils tandis que des obus ont été tirés sur les maisons d'autres. Des civils hema connus pour avoir financé l'UPC ont été également tués et certains magasins appartenant à des hommes d'affaires hema ont été pillés dans la zone du marché de Bunia.

74. La Croix-Rouge locale a enterré au total 54 soldats et 17 civils et a informé la MONUC que les forces ougandaises avaient enterré leurs compatriotes. Les organisations non gouvernementales locales ont mené des enquêtes sur les événements du 12 mars 2003, qui ont produit les résultats suivants : 52 civils tués, 30 blessés, 15 maisons complètement détruites et 60 autres, dont les bureaux des organisations non gouvernementales Coopi, Aciar, J-plus, Hellenique et Cemif, complètement pillés. Des témoins oculaires ont accusé l'UPDF d'avoir directement participé au pillage. L'UPDF a rétabli l'ordre le 8 mars. Les membres des communautés hema qui avaient fui ont commencé à revenir. La Croix-Rouge locale a enterré les corps du 6 au 12 mars 2003.

Drodro : massacre de centaines de civils

75. Drodro, bien connue pour sa paroisse et ses infrastructures sociales bien construites, fait partie du territoire de Djugu (collectivité de Bahema-Nord) et se trouve à environ 80 kilomètres de Bunia. Après avoir été contraints de se retirer de Bunia, l'UPC et son dirigeant, Thomas Lubanga, se sont réinstallés d'abord à Bule, puis à Blukwa et Drodro. Le 3 avril 2003, du fait de cette présence mais aussi pour se venger, les milices lendu ont attaqué la paroisse de Drodro (située dans le village de Duma) et les villages environnants de Dhassa (Largu), Nyali, Dzathi, Kiza, Ngazba, Jissa, Kpatiz, Koli, Lera, Ndjala et Kpaluma entre 5 h 45 et 8 heures. Les assaillants ont tué aussi bien des militaires que des civils au moyen de fusils AK-47 et de Kalachnikov mais aussi de machettes, de lances et de flèches. Une équipe composée du personnel de la MONUC et du Haut Commissariat aux droits de l'homme s'est rendue dans les zones touchées pour recueillir le témoignage de survivants, de témoins oculaires, de parents et des autorités religieuses et administratives, qui ont indiqué que 408 civils ont été tués et 80 autres grièvement blessés, dont 48 se trouvaient toujours à l'hôpital local au moment de l'enquête, et 150 maisons et commerces ont été détruits. Les experts légistes qui ont accompagné la MONUC et examiné l'un des nombreux charniers à Largu ont confirmé ce massacre. L'équipe a vu d'autres charniers à Largu, Nyali et Jissa.

76. Les assaillants seraient des combattants lendu provenant des villages lendu environnants de Andu, Jukr, Masumbuko, Tsoro, Ango et Asso. Certains témoins oculaires ont déclaré avoir vu également des soldats portant des uniformes verts et des tenues de camouflage. Selon une organisation congolaise de défense des droits de l'homme, la présence de Lubanga et Edison Muzora, un ancien commandant de

semaines qui ont suivi, le RCD-Goma a commencé à transporter par air des soldats et des armes dans le territoire de l'UPC. Le 23 janvier, l'UPC a officiellement demandé à l'Ouganda de se retirer de l'Ituri. Chef Kawa, qui avait déjà fait défection de l'UPC en novembre 2002 et s'était installé en Ouganda, a souhaité que l'Ouganda maintienne sa présence en Ituri. Il était devenu le nouvel allié de l'Ouganda dont il avait l'appui pour diriger le FIPI nouvellement créé.

l'UPDF qui a rallié la rébellion, pendant la deuxième moitié de mars 2003 à Drodro expliquerait l'alliance entre les milices lendu et l'UPDF. Cette version des faits a été rejetée par l'UPDF, qui a indiqué qu'à cette date, ses soldats étaient à Bule, à 30 kilomètres de Drodro, et ne pouvaient être responsables des massacres survenus à Drodro.

Bunia : retour en force de l'UPC et fuite massive de la population

77. Le 6 mai 2003, sous la pression de la communauté internationale, les derniers soldats de l'UPDF ont quitté Bunia après une longue présence de 4 ans et demi³⁵. Environ 20 000 civils, pour la plupart des Hema et quelques membres d'autres groupes ethniques, les ont suivis en Ouganda par crainte d'une attaque de combattants lendu. Dès le premier jour de leur départ, la ville a été le théâtre de combats violents entre l'UPC et les milices lendu, combats qui se sont poursuivis jusqu'à ce que la MONUC négocie un accord de cessez-le-feu le 17 mai. Des combats ont eu lieu dans différents quartiers, avec pour conséquence des centaines de victimes civiles, des pillages systématiques des bâtiments et la destruction par le feu d'un millier d'habitations. Après le cessez-le-feu, les deux parties ont accepté de retirer leurs forces et de les caserner dans leur quartier général en ville. Cette situation a duré jusqu'au 27 mai, lorsque l'UPC a chassé les combattants lendu de Bunia. Dès lors, les violations des droits de l'homme se sont poursuivies à grande échelle.

78. Deux différentes équipes de la MONUC ont mené deux enquêtes sur les événements, l'une à Bunia au début de juin 2003 et l'autre dans les camps de personnes déplacées dans la région de Beni en novembre 2003³⁶. Elles ont interrogé 311 témoins et membres des familles des victimes. Au total, 563 cas de massacres délibérés ont été signalés à la MONUC, dont 260 commis par l'UPC et 303 par les combattants lendu. D'autres victimes ont été tuées par des personnes non identifiées. Les combattants lendu auraient commis plusieurs massacres à relents ethniques visant les Hema et d'autres groupes ethniques qui leur sont associés d'une façon ou d'une autre, tandis que les forces de l'UPC tuaient apparemment au hasard, ciblant éventuellement des non-autochtones et des membres de certaines professions tels que les policiers et les chauffeurs de taxi. Selon une source, l'UPC a tué plusieurs dizaines de civils lendu à Simbilyabo et les a enterrés en secret.

79. On a signalé un nombre particulièrement élevé de victimes dans le secteur de Mudzipela à Bunia, considéré comme un lieu sûr pour les civils hema, et le secteur de Lumumba, qui est le centre-ville. Le massacre de quelque 16 civils et 2 prêtres hema le 10 mai 2003 par les milices lendu dans les locaux de l'église de Nyakasanza témoigne du caractère ethnique des massacres. Selon des témoignages concordant de survivants lendu et hema des massacres, des centaines de combattants lendu sont arrivés à 10 heures et ont pénétré dans les locaux après un affrontement de courte durée avec la police nationale. Les Hema et les Lendu déplacés s'étaient réfugiés dans l'église où ils avaient été accueillis dans deux salles différentes. Après avoir tué deux prêtres hema dans leur chambre, les combattants sont entrés dans la salle où se trouvaient les civils hema et l'un d'eux a massacré 12 adultes et 4 enfants. Ils se sont ensuite rendus dans la salle abritant les Lendu mais ne leur ont pris que leur

³⁵ L'UPDF est entré à Bunia en novembre 1998.

³⁶ Des enquêtes ont été menées dans les camps des personnes déplacées à Erengeti, Oicha, Butembo et Beni.

S/2004/573

argent. Ce massacre semblait être un acte perpétré pour venger le père ngiti Boniface Bwanalongo, qui a été tué par l'UPC en novembre 2002 à Mongbwalu. Par ailleurs, le père Aimé, l'un des prêtres hema tués, était publiquement connu comme un partisan de l'UPC; on l'avait vu à plusieurs reprises conduire des représentants de l'UPC dans le véhicule de l'église.

80. Dix-huit cas de viols commis par des soldats de l'UPC après la signature du cessez-le-feu ont été signalés à l'équipe, certaines des victimes n'ayant que 11 ans. La plupart ont été enlevées alors qu'elles étaient à la recherche d'eau ou de nourriture et ont été amenées dans des locaux militaires ou des maisons privées pour subir des sévices sexuels.

81. La ville a commencé à être pillée dès le départ des forces ougandaises, d'abord par les combattants lendu puis par des éléments de l'UPC. Par la suite, des civils profitant de la situation se sont joints à eux, avec pour conséquence le pillage systématique de maisons privées et de commerces sans distinction ethnique. Le marché a été complètement dévasté. Outre les habitations pillées, l'équipe de la MONUC a remarqué, pendant ses visites dans les quartiers, qu'un nombre considérable de magasins et d'habitations avaient été détruits par le feu. Un millier de maisons ont ainsi été incendiées.

82. L'équipe de la MONUC a reçu des informations faisant état de nombreux cas de menace ou d'intimidation perpétrés par des éléments de l'UPC lorsqu'ils ont pris le contrôle total de la ville. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles près de 200 000 personnes auraient fuit Bunia et les villages voisins du 8 au 14 mai 2003. Les habitants ont quitté Bunia en empruntant essentiellement deux routes : un groupe a pris l'axe Komanda-Beni et un autre l'axe Medu-Bole-Beni passant à travers la forêt. Un groupe de Lendu a fuit à Gety et un autre à Zumbe. Selon les organismes humanitaires, près de 74 000 civils sont arrivés dans la région de Beni en passant par Komanda au début de juin 2003. Le nombre total de personnes nouvellement déplacées du fait des événements survenus à Bunia en mai s'élèverait à 180 000.

83. Pendant le trajet, le groupe qui a emprunté la route allant vers Komanda a été attaqué à Chayi par l'UPC, les biens ont été pillés et un nombre inconnu de civils tués. Le groupe qui a emprunté la route allant vers Medu et Bole a été arrêté par des combattants ngiti qui ont tué les civils hema faisant partie du groupe. Un survivant nandé que la MONUC a rencontré a fait état de l'exécution sommaire à Longba, du fait de leur origine ethnique, de 13 civils, essentiellement des Hema et des personnes prises pour des Hema du fait de leur faciès, par les combattants et leur commandant Matata Banaloki Justin, connu sous le nom de Cobra. Le même témoin a ajouté que les corps des victimes ont été mutilés et les combattants ont extrait certains organes qu'ils ont mangés. Un grand nombre de Hema auraient également été tués près de Olongbo et de Masini.

Tchomia : massacres et enlèvements de civils pendant deux différentes attaques

84. Tchomia était un grand centre commercial comptant environ 12 000 personnes, et est situé dans la collectivité de Bahema Banywagi, dans le territoire de Djugu sur les bords du lac Albert. Cette localité abritait également un important camp militaire du PUSIC³⁷. Selon les autorités hema, la région de Kasenyi et Tchomia, à proximité

³⁷ Le PUSIC n'a été créé qu'en octobre/novembre 2002; cette milice relevait précédemment de

du lac Albert, a commencé à connaître l'insécurité après la prise de Bogoro par les milices lendu à la fin de février 2003.

85. Le 31 mai 2003, Tchomia a été attaquée vers 5 heures et l'opération s'est poursuivie jusqu'à 13 heures. Les assaillants, qui proviendraient de Zombe et Loga, sont arrivés de trois directions et ont attaqué d'abord le camp militaire puis la population civile au moyen de grenades propulsées par fusée, de fusils, d'obus de mortier, de flèches, de machettes et de haches. Ils parlaient kiswahili, kilendu et lingala. Ils demandaient ouvertement aux victimes leur appartenance ethnique, ce qui laisse penser que leur objectif était de tuer seulement les hommes du groupe ethnique hema. Selon la majorité des victimes, les assaillants étaient des combattants lendu, accompagnés de quelques soldats de l'APC et des FAC. Des spécialistes de la MONUC chargés d'enquêter sur les droits de l'homme qui se sont rendus en Ouganda pour interroger des témoins ont établi une liste de 96 victimes, qui ont essentiellement subi des exécutions sommaires, dont 30 patients tués dans leur lit d'hôpital et 6 victimes d'enlèvement. L'assistant de l'Administrateur du territoire de Kasenyi, qui s'est rendu à Tchomia avec le chef Kawa le jour de l'attaque, a indiqué qu'il a enterré un total de 250 corps. Le chef Kisembo de Kasenyi a déclaré qu'un milicien appelé Naydo, affilié à la milice lendu de Zombe, a mené l'opération.

86. Selon des informations concordantes reçues par la MONUC plus tard à Beni et à Kinshasa, lorsque l'UPDF a quitté Bunia, les assaillants se sont installés à Tchomia dans l'intention d'organiser une nouvelle attaque contre Zombe avec le concours du PUSIC. Selon certaines sources, les forces de l'UPDF étaient toujours à Tchomia le jour de l'attaque, contrairement à leur déclaration précédente selon laquelle elles l'avaient quitté vers le 20 mai; un grand nombre de soldats de l'UPDF auraient ainsi été tués pendant l'attaque.

87. Le 15 juillet 2003, Tchomia a été attaquée pour la deuxième fois vers 5 heures par les mêmes assaillants provenant de Zombe. Quelque 11 civils ont été tués, la ville s'étant quasiment vidée après la première attaque.

Katoto : massacres de civils pendant plusieurs attaques

88. Katoto, village hema situé à quelque 25 kilomètres au nord de Bunia, dans la collectivité de Bahema-Nord (territoire de Djugu), a subi deux attaques sérieuses des Lendu en juin 2003. Le 7 juin, 104 personnes ont été tuées, selon les autorités locales et des témoins oculaires. Le 20 juin, une nouvelle attaque aurait laissé plus de 32 tués et un nombre indéterminé de personnes déplacées. Il semble que Katoto avait une population de 17 000 habitants avant les attaques et que ce chiffre est tombé à 7 000. Les attaques ont été menées par des milices du FNI dirigées par les commandants Ngakpa, Nyanya, Ngerey, Kame et Lonu, entre autres, qui venaient principalement de la localité de Loga, située à une dizaine de kilomètres au nord-ouest de Katoto.

Kasenyi : massacres et enlèvements de civils

89. Kasenyi, ville de pêcheurs comptant quelque 8 000 habitants, selon le chef traditionnel de la localité, située sur les bords du lac Albert, dans la collectivité de Bahema-Sud (territoire de Irumu), abrite un important camp militaire du PUSIC. La

l'UPC.

ville a subi deux attaques, les 11 juin et 23 juillet 2003, perpétrées par des combattants ngiti qui cherchaient à déloger les soldats du PUSIC.

90. Le 11 juin 2003, Kasenyi a été attaquée vers 6 heures par des milices ngiti qui auraient été accompagnées par quelques éléments de l'APC et des FAC. Les assaillants ont d'abord délogé les forces du PUSIC puis se sont attaqués aux civils en ville. La MONUC a reçu des témoignages faisant état du massacre de plus de 80 civils et de l'enlèvement de 30 autres. Une victime, enlevée et emmenée à Zumbe, a indiqué que le chef des opérations s'appelait Mumbere, un Lendu qui s'est donné un nom nande. Sur la route menant à Zumbe, la victime a été témoin de l'exécution, à la machette, de six personnes qui ne pouvaient plus marcher. La victime a été retenue à Zumbe pendant une semaine puis a été déplacée avec deux otages alur à Beni, accompagnés par 200 miliciens lendu et soldats de l'APC. Selon le témoin, l'opération menée à partir de Zumbe à Beni avait été organisée dans le but de ramener des munitions fournies par le RCD-ML. Le père des deux otages alur s'est rendu à Beni pour récupérer ses enfants et les emmener avec le témoin à Ntoroko (Ouganda). Le 23 juillet 2003, Kasenyi a subi une deuxième attaque de combattants lendu. La MONUC a reçu des témoignages faisant état du massacre de 16 civils et de l'enlèvement de 4 autres.

Fataki : massacres et enlèvements de civils pendant deux attaques

91. Fataki, centre administratif du territoire de Djugu, comptait une population de quelque 16 000 habitants, essentiellement d'origine hema, avant le conflit. Fataki a été la cible de deux attaques graves le 19 juillet et le 31 juillet 2003. L'attaque du 19 juillet a eu pour résultat, la mort de 51 civils, l'enlèvement de 50 autres, le déplacement de centaines de personnes et la destruction de plusieurs bâtiments, dont l'orphelinat, deux couvents, l'hôpital et l'école. L'attaque du 31 juillet a été la plus meurtrière : elle a causé la mort d'environ 71 personnes identifiées, dont 7 survivants de la première attaque de l'hôpital³⁸. Comme suite aux deux attaques, environ 10 000 civils ont fui la région.

92. Selon les survivants, les assaillants étaient exclusivement des combattants lendu pendant la première attaque et des combattants lendu accompagnés de membres des FAPC pendant la deuxième. Après la deuxième attaque, les miliciens lendu sont restés en ville pendant quelque temps et ont tué quelques survivants qui étaient revenus chercher leurs biens. Les combattants et des éléments des FAPC auraient continué à enlever des civils pendant le mois d'août 2003.

Kachele : massacre de civils

93. Kachele est un petit village hema de la collectivité de Bahema Badjere, situé dans le territoire de Djugu. Le 6 octobre 2003, entre 5 heures et 10 heures, Kachele et les villages environnants de Lôkô, Bû, Luguba et Lutsiko ont été attaqués par des milices Lendu provenant des villages voisins de Laudju et Petro. Au total, 65 civils, dont 42 enfants, ont été tués et 26 autres ont été blessés.

94. Une équipe d'enquêteurs de la MONUC s'est rendue sur place le même jour pour vérifier les faits, recueillir des preuves et reconforter et aider la population. Le lendemain, une nouvelle mission ayant un volet relatif aux droits de l'homme a

³⁸ Le nombre réel de personnes tuées pourrait être plus élevé mais du fait des déplacements de populations consécutifs à l'attaque, les enquêteurs n'ont pu toucher que quelques survivants.

poursuivi l'enquête, établi des listes de victimes, recueilli de nouvelles preuves, interrogé des survivants et visité des charniers. Immédiatement après l'attaque, la brigade d'Ituri a été déployée à Bule et a procédé à plusieurs patrouilles du secteur d'où seraient partis les assaillants. Des preuves de l'existence d'éléments armés et d'armes ont déjà été trouvées tout comme des traces du retrait des assaillants de Kachele à la région de Petro, ce qui confirme l'origine de l'attaque.

B. Autres massacres

95. Pour différentes raisons, les combattants hema comme lendu ont attaqué des territoires appartenant à d'autres communautés ethniques : il s'agissait de punir ces dernières, soit d'avoir accueilli des combattants ennemis, soit de s'être effectivement rangées d'un côté ou de l'autre du conflit. Ils ont également attaqué certaines villes, telles que Mongbwalu, Mahagi et Aru, pour s'approprier leurs ressources naturelles ou financières. Indépendamment de leurs motivations, les milices lendu et hema ont commis les mêmes types d'exactions : massacres de civils, destruction des infrastructures sociales, pillage de biens, enlèvement de femmes pour les soumettre à l'esclavage sexuel ou au travail forcé.

96. La seule attaque qui pourrait se distinguer des autres est celle dénommée « Opération effacer le tableau », qui a été menée par les forces du MLC et du RCD-N, avec l'assistance directe de l'UPC, dans la zone de Mambasa (voir par. 105 ci-après).

Walu : massacre de civils, destruction de l'infrastructure sociale

97. Le 11 mai 2002, le village de Walu, situé dans la collectivité de Babelebe et sur le territoire d'Irumu, a été attaqué par des miliciens hema de 5 heures à 13 heures. Les attaquants ont entièrement brûlé les infrastructures sociales, dont deux écoles et trois centres de santé, et tué des civils qui n'avaient pas réussi à s'enfuir. Après l'attaque, les habitants ont quitté leurs cachettes pour venir enterrer les morts. Un témoin oculaire, présent lors des enterrements, a déclaré avoir dénombré 42 corps, dont celui du chef du village. Le village a encore été attaqué quelques jours plus tard, par les mêmes miliciens, qui ont tué quatre autres civils. Selon les informations, les miliciens étaient venus de Mazangina, de Kabarole et de Sota, et étaient dirigés par Kisembo, le chef de Kabarole.

Mongbwalu, une ville convoitée pour ses ressources naturelles

98. Important centre d'exploitation aurifère, Mongbwalu, qui comptait environ 80 000 habitants avant le déclenchement du conflit, était la deuxième ville la plus peuplée de l'Ituri. Bien que située dans la collectivité nyali de Banyali Kilo, la ville était surtout peuplée par des Lendu. C'est au début des années 80 que les Lendu étaient venus à Mongbwalu pour y travailler comme ouvriers dans la société d'exploitation aurifère Kilo Moto. Les familles lendu s'étaient concentrées aux abords de la ville, dans la zone de Camp Sayo où se trouvait le campement des ouvriers, tandis que les Hema vivaient dans la Cité (centre-ville). Soumise à une série d'attaques et de contre-attaques, la ville a souvent changé de mains. Lors de l'offensive menée en juin 2002 par des milices hema et quelques éléments soudoyés de l'APC, la ville était aux mains du RCD-ML.

S/2004/573

99. Le 11 juin 2002, informés que « quelque chose » se préparait, les ouvriers lendu ont quitté leur campement pour aller chercher refuge sur la colline, où se trouvait un camp armé lendu. Le même jour, le chef de la Cité, Taga Mpigwa Atenyi, un Hema, aurait déclaré dans un discours : « Demain, nous prendrons le café dans la zone lendu ».

100. Le 12 juin 2002, appuyés par des habitants hema, des soldats de l'APC basés à Mongbwalu ont attaqué les secteurs lendu de la ville. L'APC avait été soudoyée par de riches Hema qui cherchaient à vider Mongbwalu de sa population lendu. Commencée à 3 heures, l'offensive s'est poursuivie jusqu'à 7 heures. Les attaquants ont tué un nombre indéterminé de civils lendu, jeté les corps dans des fossés et mis le feu aux maisons des Lendu. La milice hema avait à sa tête Bakambu, appelé aussi « le maître » parce qu'il avait occupé un poste d'enseignant dans la zone des mines de Bambu toute proche. Vers la fin de l'attaque, les combattants lendu sont arrivés de leur campement. En guise de représailles, ils ont détruit des maisons appartenant à des Hema et tué quelque 100 civils hema. La majorité des Hema avaient eu le temps de fuir pour aller se réfugier dans le camp de l'APC, sauvant ainsi leur vie. Le gouverneur d'alors, Jean-Pierre Lompondo, a désigné un nouveau commandant de l'APC, Papi Yani, pour remplacer celui qui avait été soudoyé, le commandant Alemi. Dans le même temps, les dirigeants traditionnels de la collectivité que sont les notables de la communauté nyali se sont rendus auprès des combattants lendu pour leur proposer un plan de paix. Les Lendu ont accepté leur proposition en fixant comme condition le départ de la population hema de la ville de Mongbwalu pour Watsa et Ariwara. Les Hema sont partis, laissant dans la ville la population nyali, l'APC, ainsi que les civils et les miliciens lendu. Selon les informations, cette première tentative de récupération de Mongbwalu et de ses mines d'or par les Hema avait été financée par Lombe, qui possédait une concession minière à Bunia, et par Mandefu, Kazana et Labomba, tous trois hommes d'affaires. Mongbwalu a été attaqué à nouveau en août 2002 par les forces de l'UPC, qui ont été repoussées par les combattants lendu et l'APC. Toutefois, résolue à se rendre maître de la ville, l'UPC a recherché des alliés plus puissants, tels que le MLC, présent dans la zone de Watsa.

101. Le 8 novembre 2002, l'UPC a commencé son offensive en bombardant Mongbwalu à l'arme lourde. La MONUC a rencontré un témoin oculaire qui, au moment des événements, était allé chercher refuge dans le camp lendu. Ce témoin avait vu arriver de Watsa un combattant lendu blessé, qui avait dit que l'UPC avançait sous le commandement de Bosco. Les combattants lendu ont pu repousser cette première attaque et ont réussi à capturer un jeune milicien de l'UPC. Selon ce dernier, l'UPC avait planifié une importante opération après avoir reçu l'assurance qu'elle bénéficierait de l'assistance du MLC pour prendre Mongbwalu afin d'y installer le siège de Lubanga. Du 9 au 17 novembre 2002, l'APC a combattu sur la route de Watsa pour arrêter l'avancée des forces du MLC.

102. Le 20 novembre 2002, l'UPC et le MLC ont attaqué ensemble Mongbwalu, en utilisant des mortiers lourds et autres engins explosifs. Les combats, qui ont duré deux jours, ont provoqué la mort de près de 200 civils et la destruction des infrastructures. L'UPC s'est emparée de la ville le 24 novembre. Selon Human Rights Watch, un nombre indéterminé de civils, qui sont allés se cacher dans une église dénommée Mungu Samaki et située à Sayo, ont été suivis par les soldats de

l'UPC et du MLC³⁹. Les soldats de l'UPC les ont retrouvés dans l'église et les ont massacrés. D'autres civils ont été capturés et emprisonnés dans un camp militaire où ils ont plus tard été tués. Pendant son séjour dans la ville, l'UPC a tenté d'exploiter les mines d'or. Elle a demandé aux Lendu, expérimentés dans l'exploitation aurifère, de rentrer chez eux. Ces derniers ayant refusé de revenir, l'UPC a obligé les Nyali qui restaient dans la ville et les Hema qui étaient rentrés à travailler pour eux. Mongbwalu a ensuite été occupé par les milices lendu du FNI, lorsque l'UPC a perdu le soutien de l'Ouganda, en mars 2003.

Nizi : massacres de civils

103. Situé dans la collectivité de Mambisa, sur le territoire de Djugu, Nizi était avant le conflit un village minier prospère de 20 000 habitants. Le 11 octobre 2002, des combattants lendu venus de Bambu et de Mabanga ont attaqué le village. L'UPC avait un camp militaire à Nizi et les Lendu accusaient les habitants de Mambisa d'être favorables aux Hema. Selon une organisation non gouvernementale locale, 320 corps ont été enterrés. Les personnes qui les ont enterrés ont pu en identifier 69.

104. Le village a été attaqué à nouveau le 20 juillet 2003, vers 10 heures, par des combattants lendu du FNI venus de Bambu. Les attaquants ont tué 22 civils et en ont enlevé 15 autres. L'arrivée de la Force multinationale, qui a mis fin à l'agression et arrêté quatre combattants lendu, a permis de limiter le nombre des victimes. Le 23 août, Nizi a encore été attaqué par des combattants venus du mont Zanzi, qui ont enlevé 12 personnes et tué 2 d'entre elles en retournant vers leur camp militaire de Mbao.

Mambasa : « Opération effacer le tableau »

105. Située sur la route de Beni, dans le territoire de Mambasa, la localité de Mambasa est une ville moyenne d'environ 25 000 habitants. Épargnés par le conflit qui a fait rage dans les territoires de Djugu et d'Irumu, les habitants de Mambasa ont maintenu un niveau de vie relativement décent. Des milliers de personnes déplacées de l'Ituri se sont installées à Mambasa, considéré plus sûr que le reste de l'Ituri.

106. Le 12 octobre 2002, les forces du MLC et du RCD-N, assistées par l'UPC, ont attaqué la ville une première fois. L'offensive, dénommée « Opération effacer le tableau⁴⁰ » avait manifestement pour but le contrôle de toute la zone aux mains du RCD-ML, notamment de l'aéroport de Beni et de la zone économiquement active de Beni-Butembo. Avec l'attaque de Mambasa, la région a vu une escalade sans précédent de la violence, caractérisée par des opérations préméditées au cours desquelles les pillages, les viols et les exécutions sommaires ont été utilisés comme des armes de guerre.

107. Après la première prise de Mambasa, les forces du MLC et du RCD-N y sont restées du 12 au 29 octobre 2002, avant d'en être expulsées par les forces du RCD-ML. Elles ont pu reprendre la ville le 27 novembre 2002 et y sont restées jusqu'au 5 février 2003; un mois après cette reconquête, le 30 décembre 2002, la MONUC a négocié, à Gbadolite, un accord de cessez-le-feu.

³⁹ Human Rights Watch, *Ituri : « Couvert de sang »...*

⁴⁰ En anglais : Operation « Clean the blackboard ».

S/2004/573

108. Durant leurs séjours dans la ville, les forces du MLC et du RCD-N, agissant sous des commandements différents, ont commis de graves violations des droits de l'homme telles que les exécutions sommaires, la pratique systématique des viols et des pillages et les actes de cannibalisme. Après la prise de Mambasa, des actes de violence analogues ont été commis de manière systématique dans les villages situés au sud de la ville et entre Komanda et Erengeti, avec la participation de l'UPC. Le nombre de viols – principalement de fillettes ou de femmes âgées de 12 à 25 ans – a, de son côté, atteint un niveau alarmant.

109. Du 3 au 20 janvier 2003, la MONUC s'est entretenue avec 502 témoins oculaires et proches parents de victimes, qui ont fait état du meurtre de 173 civils, adultes et enfants, à Mambasa, Komanda et le long des deux axes allant vers Beni. Les faits rapportés comprenaient 12 cas de cannibalisme. La plupart des victimes de Mambasa et des zones avoisinantes auraient été tuées par des soldats du MLC ou du RCD-N, tandis que la majorité des victimes de Komanda auraient été tuées par des éléments de l'UPC. Les incidents ont surtout visé la population nande, à laquelle appartient Mbusa Nyamwisi, président du RCD-ML, ainsi que, par la suite, la population pygmée, accusée d'assister l'APC.

110. La première opération, qui a duré du 12 au 29 octobre 2002, a été exécutée sous le commandement du colonel Freddy Ngalimu, alias Grand Mopao, du MLC. La deuxième opération a été menée sous le commandement du colonel Widdy Ramses Masamba, alias Roi des imbéciles⁴¹, et a duré du 27 novembre 2002 jusqu'à la fin de janvier 2003, quand les derniers éléments du MLC ont quitté Mambasa. Ces deux chefs militaires étaient tous deux directement sous les ordres du général Constant Ndima⁴², à Isiro. Le général Ndima était placé directement sous les ordres du chef d'état-major du MLC, le général Amuli. Il aurait reçu du général Amuli l'ordre de remplacer Freddy Ngalimu par le colonel Ramses. D'après un informateur du MLC, le colonel Ramses serait très proche du général Amuli, un Hema de l'Ituri.

111. Dès que les conclusions préliminaires de l'enquête ont été rendues publiques par la MONUC, les autorités du MLC ont décidé de mener une enquête sur les événements qui s'étaient produits. C'est sur la base du rapport de l'Équipe qu'un nouveau procès a été ouvert contre 27 suspects des forces du MLC. Le procès des 27 individus accusés par le MLC d'avoir participé aux atrocités commises à Mambasa et dans les environs a duré du 18 au 25 février. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré clairement que les procès étaient illégaux et illégitimes.

112. Hormis la question constitutionnelle de la légitimité du procès, il y a lieu de considérer quatre autres questions le concernant. Premièrement, des témoignages auto-incriminants faits des défenseurs gardés au secret durant leur interrogatoire par la police militaire ont été admis en tant qu'éléments de preuve. Deuxièmement, il existe une disparité évidente entre les accusations et les sentences prononcées.

⁴¹ En novembre 2003, Widdy Ramses Masamba a été nommé chef de la septième région militaire, dont le siège est établi à Kindu.

⁴² Selon plusieurs sources, le général Ndima était surnommé « Effacer le tableau » et faisait partie d'un groupe dénommé « Effacer le tableau » qui avait été créé en 2001, du temps du FLC. Le bataillon « Effacer le tableau » était bien connu pour la férocité de ses hommes et la façon dont ils se comportaient en temps de guerre. Après la dissolution du FLC six mois plus tard, le bataillon serait resté à Isiro, mais certaines de ses compagnies auraient été chargées de missions particulièrement difficiles comme l'invasion de territoires perdus à Mambasa.

Ainsi, le viol a été puni d'une peine de prison maximum de 13 mois. La désertion, qui entraîne généralement la peine de mort, a de façon surprenante été punie de 39 mois de prison par cette « Cour martiale ». Troisièmement, aucun soldat n'a été inculpé des crimes contre l'humanité et crimes de guerre monstrueux tels que les meurtres, les viols collectifs et les actes de cannibalisme mentionnés dans le rapport de la MONUC sur les événements qui se sont produits à Mambasa (voir S/2003/674). Quatrièmement et dernièrement, après le prononcé de la sentence, on a observé une vague d'arrestations de témoins de la défense.

Collectivité de Banyari Kilo : insécurité constante et exécutions sommaires

113. La collectivité de Banyari Kilo, qui se trouve sur le territoire de Djugu, a plusieurs fois changé de mains entre les milices hema et les milices lendu, du fait de l'attrait qu'exercent les mines d'or de Kilo. L'UPC a occupé cette zone de janvier 2002 à mars 2003. Durant cette période, elle a mené plusieurs attaques contre des localités lendu. Lorsqu'elle a été chassée de la collectivité par les Forces de défense populaires de l'Ouganda (FDPU) et les milices lendu, en mars 2003, les Nyali, accusés par les Lendu d'avoir accueilli l'UPC, ont été pourchassés et assassinés.

114. Les 15, 17 et 23 mai 2003, des combattants lendu venus de Nyangaraye et de Ngotochu ont attaqué les localités de Batata, Kilo, Itende et Lisey. Ils ont tué quelque 50 civils et enlevé 28 filles. Tous les villages situés sur l'axe Sindoni-Kilo et Kilo-Mongbwalu, qui ont été détruits à la suite de plusieurs attaques de miliciens lendu, ont été désertés par leurs habitants. Au moins la moitié de la population de Banyari Kilo, qui compte environ 40 000 habitants selon le chef de la collectivité, a cherché refuge dans les forêts de Madombo et de Kirongazi, en mai et juin 2003. Cinq centres de santé situés à Kilo, Itende, Kabakaba, Kilo-État et Kilo-Mission et une maternité située à Kilo-Mission ont été obligés de fermer leurs portes après avoir été presque entièrement pillés.

Nioka : massacres de civils et viols, destructions graves de l'infrastructure sociale

115. Nioka, une petite ville de 20 000 habitants essentiellement d'origine alur, est située dans la collectivité de Pandoro, sur le territoire de Mahagi. Nioka a d'abord été occupé par l'UPC, puis par les FAPC du commandant Jérôme Kakwavu, à la suite de la rupture intervenue entre les deux groupes en septembre 2002. Selon un témoin, la communauté alur s'assurait la protection des FAPC en les rémunérant avec du bétail. Toutefois, la plupart des soldats des FAPC sont partis le 28 mai 2003. Un certain Dilo a décidé de réunir tous les habitants qui avaient reçu une formation militaire et a organisé un groupe armé de 15 miliciens. Selon les premières informations, le jour de l'attaque, les FAPC auraient pris l'initiative de tirer des grenades propulsées par fusée sur le baraquement occupé par ces nouveaux miliciens, probablement dans le but d'éliminer ce nouveau groupe armé.

116. Le 10 juin 2003, Nioka a été attaqué de 5 heures 30 à environ 14 heures par des miliciens lendu venus de Kpandroma et de Livo. Selon les témoignages recueillis par la MONUC, les miliciens ont tué quelque 55 civils. Soixante autres civils ont été enlevés et forcés à transporter le butin d'abord à Livo, puis à Kpandroma. Selon une fille qui avait été enlevée, plusieurs filles ont été réduites à l'esclavage sexuel. Cinquante-six otages seulement ont été libérés, le plus souvent après le versement d'une rançon par les familles. Trois jours plus tard, les habitants sont revenus, sous escorte des FAPC, pour enterrer les morts. Ils auraient enterré

S/2004/573

70 corps, dont plusieurs dans une fosse commune. Après cette première attaque, les Lendu sont revenus plusieurs fois pour poursuivre le pillage et brûler tous les bâtiments.

117. Un certain Lego aurait dirigé les opérations. Floribert Ndjabu, chef du FNI au moment des faits, a confirmé que l'opération avait été menée par Lego et 40 de ses partisans, sans le consentement des autorités du FNI à Kpandroma. Il a ajouté qu'après cette opération Lego et 20 de ses hommes avaient été exécutés à Kpandroma par le FNI.

C. Assassinats politiques, enlèvements et déplacements forcés d'adversaires présumés

118. Les milices de l'Ituri ont exécuté, enlevé, arrêté ou forcé à s'enfuir des personnes qu'elles considéraient comme des adversaires politiques, tels que des juges, des intellectuels de groupes ethniques ennemis, des journalistes et des membres d'organisations non gouvernementales. La MONUC a seulement pu mener des enquêtes sur les actes de ce type commis à Bunia et à Aru alors que ces villes étaient aux mains de l'UPC et des FAPC, respectivement. Ceci ne veut pas dire que les autres groupes armés n'ont pas eux aussi commis des meurtres politiques, enlevé des gens et déplacé leurs adversaires par la force.

1. Assassinats politiques, disparitions forcées, arrestations illégales et déplacements forcés de diverses personnes par l'UPC

119. Peu après avoir pris le pouvoir en août 2002 à Bunia et plus tard dans d'autres régions de l'Ituri, l'UPC a organisé des chasses à l'homme, suivies d'exécutions sommaires, d'arrestations arbitraires et de disparitions forcées. Selon plusieurs témoins, l'UPC avait une liste préétablie de personnes à éliminer à Bunia⁴³. Les commandants Bagonza, Kitembo, chef d'état-major de l'UPC, et Aimable Saba Rafiki, chef de la sécurité, auraient dirigé l'opération de Bunia. Ceux qui en avaient été informés à temps et ont pu se cacher ont vu leurs maisons détruites par le feu et leurs biens pillés, ce qui montre bien que l'on cherchait à les chasser pour de bon. Parmi les victimes, on pouvait compter des adversaires politiques, des intellectuels, des hommes d'affaires, des dirigeants religieux, des journalistes et des administrateurs principalement d'origine bira, lendu et nande, des non-Ituriens mais également un petit nombre de Hema modérés. Rien qu'en août et septembre 2002, plus de 200 personnes auraient été victimes de cette campagne dans la ville de Bunia⁴⁴. Une nouvelle campagne a été lancée en mai 2003, quand l'UPC est revenu à Bunia. Cette fois, les victimes étaient surtout des non-Ituriens. Les membres de certaines professions, comme les chauffeurs de taxi et les agents de police, étaient spécifiquement ciblés.

120. Parmi les victimes des chasses à l'homme organisées par l'UPC en août 2003, on peut citer les personnes ci-après : Ileri Kuba, Lendu âgé de 70 ans, parlementaire à la retraite; Nasser Nbuna, non-Iturien âgé de 65 ans, ancien membre du Parlement;

⁴³ Cette liste aurait été établie par les extrémistes hema de la ville de Bunia, y compris les intellectuels extrémistes de l'Institut supérieur pédagogique.

⁴⁴ Ce chiffre a été donné par Human Rights Watch dans son rapport intitulé *Ituri : « Couvert de sang »*...

M. Ngura, un Alur, chef des travaux à l'Institut supérieur pédagogique et sa fille; M. Mateso, directeur lundu de la discipline au lycée de Kigonze; le révérend Basimaki Byabasaija, pasteur anglican; Eric Duandro Akobi, pasteur protestant et étudiant en théologie âgé de 38 ans; Monaco Mbaduale, étudiant lundu de l'Institut supérieur pédagogique, âgé de 25 ans; Ngure Gabriel Ukumu, un Alur âgé de 45 ans, secrétaire administratif de Radio Candip; Selian, journaliste bira de la même radio; Malili, agent de police d'Isiro; Giselaïne Bofende, une Topoke qui travaillait pour l'organisations non gouvernementale ABC. Plusieurs Lendu ont également été enlevés et emmenés à la résidence de Bosco, de Bagonza ou de Lubanga. On n'a aucune nouvelle d'eux à ce jour⁴⁵.

121. Plusieurs chefs traditionnels et administrateurs ont été tués à l'intérieur du district, principalement parce qu'ils refusaient de collaborer avec l'UPC : Nobamuzi, chef de la collectivité de Babebebe, tué en décembre 2002; Matata, chef de la collectivité Basili, tué en juillet 2002; Mundukukuwe, chef de la collectivité de Baboa Bokowe, tué en décembre 2002; Bulabato Aloise, chef du groupement de Chendabo, tué au milieu de 2002; Fundi Kusu, administrateur de Bambu, tué en juillet 2002; Richard Bokalala Elanga, administrateur RCD-ML du territoire de Djugu, tué le 11 mai 2002⁴⁶.

122. **Dieudonné Bulamuzi Binmangili**, chef traditionnel de la collectivité d'Andisoma, âgé de 52 ans, a été enlevé à Bunia le 5 septembre 2002. Plus tôt dans la matinée, lorsqu'une coalition de Ngiti et de membres de l'APC a attaqué Nyankunde, il a réussi à s'échapper avec un membre de la police judiciaire. Les deux ont réussi à se rendre à Bunia en passant par Sota, Masabo et Badiya. Dans chacune de ces localités, ils ont informé les éléments de l'UPC de l'attaque et demandé une assistance militaire. Les témoins interrogés par la MONUC ont déclaré que quand il est arrivé à Bunia, le chef Bulamuzi a été emmené au quartier général de l'UPC où il a été interrogé par le commandant Kitembo et apparemment torturé; Kitembo l'a accusé de savoir que les Ngiti allaient attaquer Nyankunde. Le chef Bulamuzi était dans un état grave quand il a été ramené chez lui. Les témoins ont déclaré par ailleurs que, vers 6 heures du soir, six éléments de l'UPC, dont Jaguar de la famille Senga, sont venus et l'ont repris. Quelques minutes après leur départ, les membres de sa famille ont entendu un coup de feu. Quand ils sont sortis de la maison, ils ont vu du sang juste devant le portail, mais pas de corps. Le même jour, le commandant de l'armée ougandaise, qui avait été informé de la situation, est allé voir les commandants Kitembo et Bagonza de l'UPC pour leur demander des explications. Ils lui ont dit que le chef Bulamuzi avait été roué de coups parce qu'il était complice des Ngiti, puis envoyé à l'hôpital. Le corps n'a jamais été rendu à la famille. De fait, toute la famille Bulamuzi, qui faisait l'objet de menaces constantes, a décidé de quitter Bunia.

123. **Adriko Johnson**, un Lubara âgé de 33 ans, adjoint au maire de Bunia et membre de l'UPC, a disparu le 29 septembre 2002. Il semble que M. Johnson ait quitté sa maison le 29 septembre 2002 dans l'après-midi et ne soit jamais revenu. Le lendemain, son beau-frère a appris que la dernière fois qu'on l'avait vu, il était sur sa motocyclette à proximité du camp militaire de l'UPC. Tous les efforts déployés

⁴⁵ Parmi les autres noms donnés par les organisations non gouvernementales locales, on peut citer les suivants : Claude, 30 ans, fils de Valery; Zakayo, 24 ans; Claudine, 22 ans; Loba, 48 ans; Ndalo, 29 ans; Justin, 28 ans; Edward Wamba, 54 ans; et Pierre Minzi Kakado, 30 ans.

⁴⁶ Apparemment par des soldats de l'armée ougandaise sur les ordres de l'élite politique hema.

S/2004/573

par les membres de sa famille pour que l'UPC mène une enquête ont été vains. Son corps n'a jamais été retrouvé. Il semblerait que l'une des raisons de sa disparition tiennent au fait qu'il avait donné refuge dans sa maison, en août 2002, à des civils lundu quand les soldats de l'UPC faisaient la chasse aux Lendu. Adriko Johnson avait apparemment aussi critiqué en public le fait que des Lendu et des Ngiti soient pris comme cibles des attaques et tués.

124. **L'abbé Boniface Bwanalunga**, prêtre catholique ngiti de la paroisse de Mongbwalu, a été arrêté peu après la prise de Mongbwalu par l'UPC, le 20 novembre 2002, avec deux sœurs. Les sœurs ont été relâchées par la suite. Quand elles sont revenues pour lui apporter à manger, les combattants de l'UPC ne les ont pas autorisées à le voir et les ont chassées. L'abbé Bwanalunga n'a jamais été revu. Sa disparition a été très mal prise par les membres de la communauté lundu/ngiti, qui le tenaient en très haute estime et qui ont par la suite justifié l'assassinat de l'abbé Ngona de Nyakasanza en déclarant qu'ils l'avaient tué pour se venger du meurtre de l'abbé Boniface.

125. **Joseph Eneko Nguaza**, un Alur âgé de 47 ans très respecté que l'UPC avait nommé Gouverneur de l'Ituri pour obtenir un appui plus large, a été tué le 21 novembre 2002. Le Gouverneur était basé à Aru et avait reporté son départ pour Bunia. Entre-temps, il a annoncé qu'il se dissociait de l'UPC et a engagé des entretiens de paix avec différents groupes. L'UPC a alors envoyé une délégation dirigée par Floribert Kisembo, qui était chef d'état-major à l'époque, pour le ramener à Bunia. Le 21 novembre, avant de partir pour Bunia, le Gouverneur avait décidé de se rendre à Mahagi pour y installer un nouvel administrateur territorial. Juste avant son départ, le commandant de l'UPC à Aru, Jérôme Kakwavu, a changé ses gardes du corps et son chauffeur. La délégation est tombée dans une embuscade à 8 kilomètres de Mahagi. Hormis deux gardes du corps qui ont réussi à s'échapper, tous les passagers ont été tués : le Gouverneur Eneko, son chauffeur, son secrétaire, le chef du Bureau public et cinq autres gardes. Selon les témoignages de résidents locaux, recueillis par Human Rights Watch, les attaquants étaient des soldats de l'UPC⁴⁷. Selon le témoignage fourni à la MONUC par deux témoins qui vivaient à Aru à l'époque des événements et qui avaient rencontré les deux survivants, l'opération avait été organisée par le commandant Jérôme qui a reçu une somme considérable pour ses services.

126. **Jacques Kabasele**, Président du Tribunal de Grande Instance de Bunia, originaire de Kasai et âgé de 43 ans, a été arrêté le 11 novembre 2002 par l'UPC, qui l'a accusé d'avoir eu des contacts avec ses ennemis. Le juge a été arrêté par deux personnes de la Direction générale de migration qui était placée sous le commandement de Rafiki et a été conduit à la prison de ce service où il a été gardé pendant deux jours, sans chef d'inculpation formel. Le troisième jour, une équipe est venue l'interroger, principalement sur ses contacts avec Beni, Kinshasa et le monde extérieur. Les membres de l'équipe lui ont dit également que l'ordre de l'arrêter venait de Lubanga lui-même. Il n'a pas été menacé physiquement mais a été gardé dans la prison pendant 18 jours, puis libéré sans qu'aucune accusation ait jamais été portée contre lui. Une fois mis en liberté, il a été menacé et il a quitté Bunia en avril 2003⁴⁷.

⁴⁷ Voir le rapport de Human Rights Watch intitulé *Ituri : « Couvert de sang »...*

127. **Honoré Musoko**, avocat et Président de l'organisation non gouvernementale Justice Plus, organisation de défense des droits de l'homme basée à Bunia, a cherché à défendre plusieurs personnes victimes d'abus commis par les autorités de l'UPC. Il avait également été brièvement Ministre de la justice sous Jean-Pierre Bemba. Il a été accusé de travailler avec l'ancien Gouverneur Jean-Pierre Lompondo et d'être un ennemi de l'UPC. Honoré Musoko a été forcé de fuir la région en novembre 2002, mais les autorités de l'UPC ont lancé un raid contre son organisation, Justice Plus, le 5 février 2003, après une interview qu'il a donnée à une radio internationale sur la situation des droits de l'homme dans la région de l'Ituri. Les autorités de l'UPC se sont alors rendues dans les bureaux de Bunia Business Communications, organisme appartenant à Musoko, où deux employés ont été arrêtés et tous les équipements saisis. Un des membres de Justice Plus qui était également responsable de Bunia Business Communications s'est réfugié dans les bureaux de la MONUC jusqu'à ce que l'UPC envoie une lettre déclarant qu'il avait toute liberté de mouvement. Les bureaux de Justice Plus ont de nouveau été visités par l'UPC en mai 2003, tous les documents et le matériel ont été pillés et les membres de l'organisation ont été forcés de se cacher⁴⁷.

128. La MONUC a également reçu les témoignages de 8 victimes de harcèlement – 5 Bira, 1 Nande, 1 Ngiti et 1 Topoke – qui ont été forcés de quitter Bunia. Il s'agissait principalement d'intellectuels, de journalistes, d'enseignants et de fonctionnaires, dont les noms auraient figuré sur une liste de personnes à éliminer. Les maisons de six d'entre eux ont été incendiées par des éléments de l'UPC et les parents de la victime ngiti ont été tués après son départ de Bunia. Ils ont tous quitté Bunia entre mai et septembre 2003 et ne sont jamais revenus.

129. Il y a également eu plusieurs cas de harcèlement de travailleurs d'organismes humanitaires et de prêtres qui avaient pour objectif de bloquer la fourniture d'aide humanitaire aux membres de groupes ethniques rivaux. Selon Human Rights Watch, il y a eu plus de 30 incidents au cours desquels des travailleurs humanitaires ont été arrêtés, menacés, roués de coups ou expulsés de la région⁴⁷. Dans certains cas, les soldats de l'UPC ont arrêté des travailleurs humanitaires qui avaient refusé de leur donner des vivres et des médicaments. L'UPC a même expulsé de Bunia en novembre 2003 le représentant du Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU, parce qu'il avait protesté contre l'arrestation illégale de travailleurs humanitaires. Des prêtres ont également été menacés quand ils ont essayé d'aider des civils lendu. Le 15 janvier 2003, la paroisse de Nioka, où se trouvait un centre pour enfants souffrant de malnutrition qui avait été créé avec l'aide d'une organisation non gouvernementale internationale, a été attaquée par quatre éléments de l'UPC et un Hema appelé Jabu. Les prêtres étrangers qui travaillaient au centre ont été arrêtés et battus et le centre complètement pillé.

130. **Mark Deneckere**, un prêtre belge de la congrégation Missionnaires d'Afrique, a été expulsé au début de 2003 parce qu'il avait aidé un groupe de Lendu déplacés. Dans son témoignage à Human Rights Watch⁴⁷, le père Mark a déclaré que les Lendu étaient venus se réfugier en août quand les combattants de l'UPC attaquaient les Lendu de Bunia. Cette histoire a suscité la colère des autorités de l'UPC quand elle a été reprise dans la presse internationale. Elles ont déclaré qu'elles ne savaient pas que 120 Lendu avaient trouvé refuge auprès des Missionnaires d'Afrique. Le 11 février 2003, le père Mark a été convoqué pour un interrogatoire, et a été accusé d'aider les Lendu et de leur donner des armes. Le 14 février, l'UPC lui a donné 48 heures pour quitter l'Ituri.

S/2004/573

131. La MONUC a été informée de nombreux cas d'exécutions sommaires, menaces ou actes d'intimidation commis par des éléments de l'UPC quand ils ont de nouveau repris contrôle de Bunia en mai 2003. Les actes d'intimidation visaient principalement les non-locaux, Bira, Nande et les rares Lendu qui étaient encore dans la ville, certains commerçants, des journalistes, des chauffeurs de taxi et des agents de police. L'UPC a également attaqué les fonctionnaires non-Ituriens, les accusant d'être pro-Lendu. Même après l'installation de la Brigade de l'Ituri, les assassinats sélectifs se sont poursuivis, commis durant la nuit par des éléments de l'UPC en civil. Le degré de violence atteint a entraîné l'exode le plus massif dans l'histoire de Bunia, au cours duquel environ 200 000 habitants de Bunia et des villages voisins ont été forcés de s'enfuir.

132. Un certain nombre d'agents de la police nationale et de chauffeurs de taxi ont déclaré à la MONUC que les membres de leur profession étaient ciblés par les soldats de l'UPC pour des exécutions sommaires. Les chauffeurs de taxi, en majorité non-Ituriens, étaient accusés d'avoir conduit des Lendu hors de la ville, tandis que les agents de la police nationale, pour la plupart non-Ituriens, étaient considérés comme étant pro-Lendu. Du 6 mai 2003 jusqu'à la fin du mois, 11 agents de police et 12 chauffeurs de taxi auraient été exécutés sommairement par des soldats de l'UPC.

2. Assassinats politiques, arrestations illégales et déplacements forcés de certaines personnes par les FAPC

133. Après septembre 2002, un ancien commandant du RCD-ML, Jérôme Kakwavu, a pris le territoire pour le compte de l'UPC⁴⁸. Il y a eu très rapidement des désaccords entre l'UPC et Jérôme à propos du contrôle des profits financiers considérables venant de ce territoire, où se trouvent l'important marché d'Ariwara – centre du commerce de l'or, des diamants et du bois – ainsi que deux sociétés de production de tabac et la douane d'Aru, dernier point de sortie sûr de l'Ituri. En fin de compte, Jérôme a quitté l'UPC, a créé les FAPC le 6 septembre 2002 et a étendu son domaine d'influence jusqu'à Mahagi après avoir conclu un accord avec le FNI.

134. Dans le territoire placé sous le contrôle des FAPC, le territoire d'Aru et aussi celui de Mahagi, une fois que l'UPC en a été refoulé en mars 2003, les actes de violence massive semblent avoir été limités. Toutefois, selon certaines allégations, les FAPC auraient commis des massacres soit pour se débarrasser d'adversaires potentiels soit pour maintenir leur contrôle sur une partie des activités économiques.

135. En août 2003, les enquêteurs de la MONUC ont pu se rendre d'abord à Aru et Ariwara et, le lendemain à Mahagi, toutes villes placées sous le contrôle du commandant Jérôme. Ils ont parlé à quelques victimes, mais étaient toujours suivis par des agents des renseignements civils, qui leur ont interdit de poser des questions sur la sécurité. En Ouganda, les enquêteurs ont eu des entretiens avec des sources bien informées d'Aru qui leur ont signalé l'arrestation illégale de deux civils par Jérôme. Selon leur témoignage, qui corrobore des informations reçues d'autres sources indépendantes, la population des localités placées sous le contrôle de Jérôme est exposée à de graves menaces psychologiques, et n'a aucun moyen de

⁴⁸ Le commandant Jérôme prétend être un Banyamulenge mais est plus probablement un Banyarwanda du Nord-Kivu, du territoire de Rutshuru.

manifester la moindre opposition; les rares personnes qui ont essayé de lui faire front ont toutes été exécutées.

136. Le 22 mai 2003, un groupe d'éléments des FAPC placé sous le commandement de Raymond Isala a essayé de renverser Jérôme. La tentative de coup a échoué, apparemment grâce à l'intervention du commandant Justus Basisira de l'armée ougandaise, basé à Arua (Ouganda). Le même jour, le commandant de l'aéroport, Jean Ngoyi Mwanawasa, a été arrêté par Jérôme, traduit devant un soi-disant tribunal et tué en présence du commandant Justus Basisira. Après cette tentative de coup, Jérôme a déclaré qu'il tuerait tous ceux qui avaient été proches de Raymond Isala. Deux civils proches du commandant ont décidé de quitter Arua le jour même pour Arua, en compagnie du commandant Idris Bobale. Au cours des journées qui ont suivi cet événement, les deux civils, le commandant Idris et ses deux gardes du corps ont tous été enlevés en territoire ougandais, à des dates différentes, par un groupe composé de miliciens de Jérôme et d'éléments des services de renseignements ougandais et emmenés dans une prison militaire relevant du commandement de Justus Basisira. Ils ont été détenus pendant 18 jours sans être interrogés, jusqu'au 10 juin, quand on leur a dit qu'ils seraient libérés. Toutefois, le même jour, le commandant Ali, chef des services de renseignements militaires de Jérôme, est arrivé en compagnie d'un officier des services de renseignements ougandais, appelé Chris, et ils les ont ramenés de force à Arua, où ils ont été placés dans un conteneur avec d'autres détenus. C'est dans ce conteneur, qui servait de prison, que l'ancien Administrateur d'Arua, Kanyi Lubara, avait été détenu pendant deux mois. L'Administrateur avait été relâché après avoir payé une somme suffisante pour apaiser Jérôme. Les deux civils et le commandant Idris ont été convoqués le lendemain par Jérôme, leurs vêtements ont été arrachés et ils ont été fouettés. Après avoir été torturés, les trois hommes ont été remis dans le conteneur, sans nourriture ni eau pendant quatre jours. Le cinquième jour, le commandant Justus est revenu d'Ouganda et a ramené les deux détenus civils à Arua, où ils sont restés en prison pendant deux jours encore avant d'être relâchés sans explication aucune. Les gardes du corps du commandant Idris qui avaient été sortis de la prison d'Arua par le commandant Justus pour être ramenés à Arua n'ont jamais réapparu, et le commandant Idris est resté dans le conteneur. En décembre 2003, il était toujours détenu.

137. Selon des sources crédibles, le commandant Justus de l'armée ougandaise est au service de Jérôme, qui le paie. Il assure également la police à Arua et attrape les déserteurs des FAPC qu'il ramène à Arua. La MONUC a obtenu les noms de trois déserteurs des FAPC qui auraient été ramenés par le commandant Justus et tués par Jérôme.

D. Enfants associés à des groupes armés

138. Les informations sur les enfants associés aux groupes armés ont été réunies au cours d'enquêtes spéciales, dans le cadre des activités normales de surveillance et de plaidoyer de la MONUC, qui a mené des entrevues préliminaires avec plus de 200 enfants associés à des groupes armés, avec des organisations partenaires, à l'occasion de visites sur le terrain, notamment dans un petit nombre de camps militaires, et des entrevues avec des militaires et d'autres autorités. Les informations ainsi recueillies sont loin de donner un tableau complet de la présence d'enfants dans différents groupes armés et de leur utilisation par ces groupes, en raison de

S/2004/573

l'accès extrêmement limité et inégal, voire de l'absence totale d'accès, à ces enfants et à leur communauté, que ce soit pour obtenir des informations ou pour corroborer des informations recueillies. Il est aussi particulièrement délicat de faire témoigner des enfants. Néanmoins, comme cela était signalé et observé à maintes occasions, il n'y a aucun doute que tous les groupes armés ont systématiquement recruté des enfants de 7 à 17 ans dans tout le district de l'Ituri, les ont utilisés, et leur ont fait subir des sévices⁴⁹.

139. La République démocratique du Congo a ratifié à la fois la Convention relative aux droits de l'enfant et son Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Conformément aux obligations découlant de ces instruments internationaux, qui sont définies de façon plus précise dans la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant africain et la Convention 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, il est interdit de recruter des enfants de moins de 18 ans dans les forces militaires d'un État partie. Le Protocole interdit également à tout groupe armé qui se trouve sur le territoire national de la République démocratique du Congo de recruter des enfants de moins de 18 ans. Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, ratifié par la République démocratique du Congo le 30 mars 2002, définit la conscription et l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou dans des groupes armés et leur participation active à des hostilités comme un crime de guerre.

140. Aux termes du décret présidentiel 66 de décembre 2000 et de l'article 184 de la Constitution intérimaire de la République démocratique du Congo, ces obligations découlant d'instruments internationaux ont été intégrées à la législation nationale, bien que le recrutement d'enfants n'ait pas encore été érigé en crime. L'Accord de Luanda en date du 6 septembre 2002, concernant le règlement du conflit en Ituri et créant la Commission de pacification de l'Ituri, a expressément reconnu ces obligations contractées à l'échelon international et national envers les enfants associés aux groupes armés en Ituri, notamment des mesures minimales de protection en faveur des enfants se trouvant dans les divers groupes armés. En avril 2003, la Commission de pacification de l'Ituri a lancé, dans le cadre de son accord de paix, un appel solennel au respect de ces obligations contractées à l'échelon national et international grâce à la création de conditions permettant l'instauration d'un environnement facilitant la démobilisation de ces enfants.

1. Profil des enfants associés aux groupes armés – la lutte pour la survie

Les enfants sont devenus soldats parce qu'ils se sont retrouvés orphelins, ont voulu se venger ou n'avaient personne pour s'occuper d'eux. Etienne Nembe, chef du renseignement, UPC (entretien, 2003)

Si je devais donner une arme à un enfant de 2 ans [pour défendre sa communauté], je le ferais. Chef Kawa, PUSIC (entretien, 2003)

De nombreux enfants ont décidé de s'enrôler parce qu'ils avaient perdu leurs parents dans les massacres. Tout le monde était obligé de résister, y compris les femmes et les enfants. Commandant Banga, FNI/FRPI (entretien, 2003)

⁴⁹ L'enfant le plus jeune associé à un groupe armé à avoir été interviewé par la Section de la protection des enfants de la MONUC à Tchomia en septembre 2003 était un garçon de 7 ans qui a affirmé qu'il avait passé un certain temps avec le PUSIC.

[Les enfants] cherchaient une protection et un appui lorsqu'ils ont intégré [mes] troupes. Commandant Jérôme Kakwavu Bukande, FAPC (entretien, 2003)

141. Comme il a déjà été dit, au cours de ces dernières années, tous les groupes armés de l'Ituri ont enrôlé des enfants. Si l'on ne dispose pas de chiffres précis, les partenaires qui s'occupent de la protection des enfants estiment, en s'en tenant à une estimation prudente, que chaque milice intègre au moins 40 % d'enfants de moins de 18 ans, dont une minorité non négligeable d'enfants de moins de 15 ans. Les efforts déployés depuis mars 2003 – prises de contact et demandes de renseignements – pour vérifier le nombre de mineurs que comptent les différents groupes armés n'ont pas encore permis de recueillir des informations précises, y compris dans le cadre du Comité de concertation des groupes armés. Les groupes qui enrôlent des enfants sont souvent réticents à fournir aux agents chargés de la protection des enfants des informations fiables sur l'ampleur réelle du phénomène et communiquent même parfois des renseignements manifestement inexacts. Par exemple, le 28 décembre 2003, dans un entretien avec la Section Protection de l'enfant de la MONUC, les FAPC avaient soutenu qu'ils avaient regroupé tous leurs enfants à Aru. Lorsque, dans la même journée, l'équipe s'est rendue à Kandoy, dans une autre zone tenue par les FAPC à 100 km plus au sud, elle y a rencontré quatre enfants qui faisaient partie de la brigade locale. Il apparaît également difficile de dénombrer précisément les enfants associés aux groupes armés de l'Ituri, dans la mesure où ces groupes se sont scindés ou regroupés au gré de nécessités politico-militaires qui n'ont cessé de changer dans la région pendant tout le conflit. Un certain nombre d'enfants que l'on a interrogés ont expliqué comment, avec le temps, ils étaient passés d'un groupe armé à l'autre, certains affirmant ainsi que, dans un premier temps, ils avaient été recrutés par l'AFDL en 1998. D'autres ont déclaré avoir commencé leur parcours au FLC ou à l'APC.

142. En contenant le conflit et en facilitant la démobilisation des enfants, l'arrivée de la Force multinationale (Opération Artémis), en juin 2003, puis de la Brigade Ituri de la MONUC, qui l'a remplacée, a eu des répercussions sur la présence des enfants dans les groupes armés. Si l'on ne peut dénombrer avec précision les enfants qui ont été démobilisés par ces groupes, cette démarche ne s'étant pas toujours inscrite dans le cadre d'un processus spécifique, on peut cependant noter que des progrès ont été accomplis (voir par. 156 à 158 ci-après). Peu de recrutements ont été signalés au cours de ces derniers mois. Il reste que, selon les estimations du moment, les différents groupes armés – UPC, FAPC, FNI, FRPI, FPDC et PUSIC – compteraient encore dans leurs rangs plusieurs milliers d'enfants – peut-être 6 000 –, auxquels il faut ajouter de nombreux autres, enrôlés par des forces de défenses ou des milices locales moins structurées. De son côté, l'ancienne APC compterait aussi dans ses rangs de nombreux enfants, même si la plupart d'entre eux ne se trouvent pas dans l'Ituri. En décembre 2003, plusieurs mères interrogées par la MONUC ont déclaré que leurs enfants avaient intégré l'APC après les massacres perpétrés à Nyankunde, en septembre 2002, et qu'ils demeuraient au sein de ce groupe à Béni et dans les environs.

143. Tous les groupes armés ont recruté en faisant appel au « volontariat » ou alors en recourant aux enlèvements – les enfants retrouvés dans des marchés ou dans la rue étant emmenés de force dans des camions. L'UPC a mené des campagnes de recrutement tout au long de 2002 et au début de 2003. Les FAPC auraient recruté jusqu'en juillet 2003, dans les zones d'Aru et de Mahagi. Selon certaines informations, le PUSIC aurait également recruté en 2003, jusqu'au mois de

septembre. Lors des nombreuses attaques perpétrées par les milices de l'une ou l'autre ethnie contre des populations civiles, les enfants et les familles ont dû se résoudre à la logique de la survie à tout prix. Le chef militaire FNI/FRPI, Augustin Ngabo-Tchepo, a déclaré que, sur le territoire de Djugu, presque tous les enfants avaient été recrutés pendant la série d'attaques menées contre Bambu (en janvier-février 2003). D'autre part, le RCD-K/ML ayant recruté et utilisé, à très grande échelle, des enfants de toutes les ethnies, la scission intervenue entre les Hema et les Lendu faisait planer sur de nombreux enfants le risque de nouveaux recrutements par les forces présentes dans leurs zones.

144. Le présent rapport ne s'étend pas sur les raisons souvent complexes de l'intégration des enfants dans les groupes armés de l'Ituri. Lors des entretiens, les enfants démobilisés ont notamment invoqué la volonté de survie, le désir de revanche, particulièrement à la suite du massacre de proches, la soif d'aventure ou des considérations ethniques. Quelles que soient les raisons invoquées, il convient d'utiliser avec précaution le terme « volontaire », compte tenu du caractère extrêmement limité des options disponibles. Qu'ils se soient « volontairement » enrôlés ou qu'ils aient été recrutés de force, la plupart des enfants interrogés ont fait état de leur désenchantement face aux conditions extrêmes vécues dans les camps d'entraînement ou sur le champ de bataille. Une fois enrôlés, les enfants ne peuvent guère choisir de rester ou de partir. Pour les enfants démobilisés par un groupe armé, le risque demeure d'être à nouveau enrôlés, même si le niveau du conflit a baissé.

145. Lorsque les combats ont repris en Ituri, en 2003, nombre d'enfants, sur un groupe de 163 qui avaient été rapatriés d'un camp d'entraînement situé en Ouganda et réinsérés dans leurs familles, ont été soustraits à l'action des organismes de protection. D'après le témoignage de SOS-Grands Lacs, 130 enfants ont été recrutés par l'UPC et envoyés dans des unités de combat⁵⁰. L'un des enfants qui étaient revenus du camp de l'UPDF à Chakwanzi, en 2003, a déclaré à la Section Protection de l'enfant : « ... En 2003, après les attaques contre la ville de Bogoro (Hema du Sud), j'ai réintégré l'UPC, sous les ordres du commandant Germain ». Il avait, à l'époque, 12 ans.

146. Bien qu'implanté dans des villages et ayant apparemment démobilisé et renvoyé dans leurs villages d'origine, avec l'assistance des organismes d'aide, la majorité des enfants qu'il avait recrutés, le FNI/FRPI n'est pas affranchi de la pratique du re-enrôlement des enfants. Un responsable d'un organisme de protection de l'enfance a déclaré que le FNI continuait peut-être d'utiliser des enfants dans les forces de défense locales pour défendre leurs villages. Il a également dit que le FNI/FRPI savait qu'il pourrait réintégrer ces enfants ex-combattants dans ses rangs si la situation en matière de sécurité venait à se détériorer.

2. Formation des enfants

147. Après leur enrôlement – forcé ou volontaire –, les enfants sont formés dans des camps aménagés à cet effet ou dans des sites improvisés dans des villes ou des villages. La carte ci-jointe indique l'emplacement de 28 camps d'entraînement et de 9 bases militaires utilisés par les différents groupes – FNI/FPRI, UPC, APC, PUSIC et FAPC; les enfants y ont été vus à l'entraînement ou ont déclaré y avoir été formés

⁵⁰ Voir Human Rights Watch, *Ituri « Couvert de sang »...*

au cours de ces deux dernières années. La formation dure plusieurs semaines ou plusieurs mois, selon les capacités du groupe armé ou de ses soutiens étrangers. En règle générale, les milices lendu/ngiti (FNI/FPRI) semblent avoir opté pour une formation sommaire dans leurs villages ou dans les environs, le recrutement se faisant au sein de communautés données et en fonction des besoins opérationnels. On sait que le FNI/FRPI utilise régulièrement Kpandroma et Zumbe comme sites d'entraînement. L'UPC, le PUSIC et les FAPC ont bénéficié des services de conseillers militaires et ont aménagé des camps permanents. De l'avis de tous, les conditions d'entraînement sont, en règle générale, extrêmement éprouvantes, qu'il s'agisse des rations alimentaires ou des punitions (les enfants ont fait état de menaces de mort, de coups et, dans un cas, d'une exécution). Parfois, les formateurs sont eux-mêmes des mineurs.

148. On a également fait état de la présence de formateurs rwandais et ougandais dans certains camps, tels que ceux de Mandro, Rwanpara et Montawa. Dans un certain nombre de cas, les enfants auraient été transférés en Ouganda ou au Rwanda pour y recevoir une formation spécialisée avec des adultes, la première grande opération de ce type – la formation d'enfants recrutés de l'APC par l'Ouganda – ayant eu lieu en 1999. Le cas le plus connu et qui a été évoqué plus haut est celui des 163 enfants de l'UPC, que l'on a vus à l'entraînement en Ouganda et que l'UNICEF a ramenés dans leurs familles en Ituri, en 2001. En juillet 2003 encore, le PUSIC aurait transféré plus de 200 enfants de Tchomia vers des camps de formation de l'UPDF dans le comté de Rwebisengo et à Kibuku, en Ouganda. Si le PUSIC a déclaré que les enfants avaient été transférés pour des raisons de sécurité et de scolarisation, plusieurs garçons et une fille interrogés par la suite ont dit avoir suivi une formation militaire avant d'être envoyés au combat en RDC en septembre 2003. De même, plusieurs sources ont indiqué que des enfants avaient été emmenés au Rwanda, par exemple en septembre 2002, pour y recevoir une formation en artillerie. Cette politique constitue une violation flagrante du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, qui condamne l'enrôlement, l'entraînement et l'utilisation des enfants en deçà et au-delà des frontières nationales.

3. Utilisation des enfants dans les combats

149. Au terme de leur formation, les enfants sont souvent envoyés au combat, en fonction des exigences militaires du moment. Cette pratique est une violation potentielle du droit à la vie, à la survie et au développement. On ne dispose guère, pour l'instant, d'informations complètes ou vérifiées concernant les noms et le nombre des enfants qui sont morts ou ont été blessés en participant aux hostilités en Ituri. La plupart des enfants interrogés disent avoir participé à divers combats en 2002 et 2003. Les témoignages recueillis auprès des enfants font état de la mort d'enfants, par exemple à Dele et Nyankunde (septembre 2002), Irumu (novembre 2002), avec la mort d'un enfant de 10 ans, Kasenyi (2003), Marabo, Tchai (décembre 2002/janvier 2003), Bambu (février 2003), Bule (mars 2003), Bogoro (mars 2003), Drodoro (avril 2003) et Linga (septembre 2003). Dès que les conditions le permettront, il faudra poursuivre les enquêtes pour réunir autant d'informations que possible sur chaque cas, ne serait-ce que pour informer les familles et aussi pour faire connaître les violations commises par ceux qui ont enrôlé les enfants.

150. Dans certains cas, les enfants n'ont pas forcément pris part aux combats eux-mêmes mais plutôt aux pillages qui les ont suivis. Il en a été ainsi lors des attaques

menées par les groupes lendu/ngiti. Par exemple, après une attaque menée par le FNI contre Tchomia, le 31 mai 2003, les femmes et les enfants ont rapporté le butin des pillages à leurs bases à Zumbe et à Loga. En avril 2003, des miliciens lendu, accompagnés de femmes et d'enfants, ont entièrement pillé des maisons et d'autres bâtiments et emporté de nombreux objets, ainsi que du bétail (notamment des vaches et des chèvres).

4. Présence et utilisation des filles dans les groupes armés

151. Tous les groupes armés de l'Ituri ont enrôlé des filles, souvent par la force, bien que les annonces de libération officielle n'aient concerné qu'un nombre limité d'entre elles. Le déni, la honte et la peur empêchent celles qui recouvrent la liberté de rechercher une assistance. Après leur libération, elles restent parfois plus ou moins liées avec les chefs militaires. Les filles ont joué différents rôles. Elles ont pris part aux combats, après avoir été formées au maniement des armes, ou ont fait office d'accompagnatrices ou de domestiques.

152. Il reste que la plupart des filles qui arrivent dans un groupe armé sont sujettes aux sévices sexuels. D'après un certain nombre de récits, ces sévices commencent dans les camps d'entraînement, du fait des instructeurs, et se poursuivent pendant toute la formation. Il convient de noter que deux filles, qui ont été interrogées par la MONUC, ont déclaré que la présence de femmes officiers dans leurs camps d'entraînement les avaient protégées des sévices sexuels. Dans certains cas, les sévices sont limités dans le temps ou sporadiques et sont le fait de plusieurs agresseurs. Certaines filles sont soumises, pendant de longues périodes, à des sévices sexuels et notamment à des viols répétés perpétrés par exemple par un officier militaire. Ces filles sont généralement connues sous le nom d'« épouses de guerre ». Elles subissent une double épreuve puisque, selon les informations, nombreuses sont celles qui participent aux combats et qui, parallèlement, sont utilisées pour satisfaire les appétits sexuels des chefs militaires. Toutefois, certaines filles seraient enlevées uniquement pour servir d'esclaves sexuelles⁵¹.

153. Un témoin a déclaré qu'à partir de septembre 2003 des membres du FNI avaient enlevé, dans les villages de Lалу, Goda, Vissa et Kakro, sur le territoire de Djugu, des filles dont l'âge ne dépassait parfois pas 14 ans, et ce, manifestement à des fins sexuelles. Un chef militaire aurait dit aux villageois que les filles avaient été enlevées sur ses ordres. Il aurait précisé : « ... le soldat qui prend une fille, c'est son bonheur; elle est à lui; il viendra payer la dot plus tard... » On ne dispose guère d'informations sur le lieu où se trouvent ces filles. Une fille de 15 ans qui aurait été enlevée en avril 2002 à Luguba par l'UPC a décrit comment elle avait été remise à un chef militaire « comme sa femme », dès qu'elle était arrivée dans le camp d'entraînement de Bule. En octobre et novembre 2003, la Section Protection de l'enfance a été informée que l'UPC avait enlevé des filles dans une autre zone du territoire de Djugu. Un témoin a rapporté qu'une femme avait été battue à mort parce qu'elle s'opposait à l'enlèvement de sa fille de 15 ans. Dans la même communauté, le 30 novembre, deux filles de 14 et 15 ans auraient été enlevées par des soldats de la même unité qui voulaient en faire des esclaves sexuelles. L'un des kidnappeurs était apparemment un adolescent bira âgé de 18 ans. Le 10 juin, des

⁵¹ Selon les Principes de Cape Town, adoptés en 1997, les filles utilisées comme esclaves sexuelles ou épouses de guerre entrent dans la catégorie d'enfants soldats, qu'elles aient reçu ou non une formation militaire.

miliciens l'endument auraient enlevé au moins sept filles pour en faire des épouses de guerre, lors d'une attaque menée contre Nioka où était basé un groupe des FAPC.

154. Le déploiement des troupes internationales en Ituri, au milieu de 2003, a facilité la libération de quelques adolescentes et leur accès à des programmes d'aide. Alors qu'elles étaient encore enrôlées dans des groupes armés, certaines filles ont sollicité une aide médicale et même un traitement médical pour les sévices qu'elles avaient subi. D'autres sont maintenant des filles-mères. Il en existe encore probablement de nombreuses autres au sein des groupes armés. Le statut des épouses de guerre, qui sont sans doute nombreuses, pose un problème grave dans la mesure où, selon des croyances très répandues, une fille sexuellement « prise » par un homme devient sa propriété. La question se réduit ensuite au simple paiement d'une dot. Dans un entretien avec la Section Protection de l'enfant, le 9 novembre 2003, un colonel des FAPC, faisant allusion aux filles que ses troupes avaient enlevées et soumises à des sévices sexuels, a déclaré qu'il serait « difficile de libérer ces filles de ces mariages forcés ».

5. Utilisation des enfants par les groupes armés pour l'exploitation des ressources naturelles : un cercle vicieux

155. En décembre 2003, la Section Protection de l'enfant s'est rendue à Kilo-État, tenue par le FNI, et à Iga Barrière/Nizi, zone aurifère aux mains des milices de l'UPC. Dans la zone d'Iga Barrière, tenue par l'UPC, ancien siège de la Kilo Moto Mining Company, les membres de la Section ont relevé que les trois quarts de l'équipe d'un puits de mine avaient moins de 18 ans, la plupart étant âgés de 11 à 15 ans. Des sources de ce site ont déclaré que les enfants de cette mine étaient soit des enfants soldats soit des enfants soldats démobilisés, qui travaillaient pour le compte de chefs militaires de l'UPC. À Kilo-État, un chef militaire du FNI a admis qu'il comptait 12 enfants dans son groupe armé – le plus jeune étant âgé de 11 ans – et qu'il y avait « beaucoup d'enfants soldats » dans les mines de Bambu toutes proches. Après ces rapports préliminaires, il conviendrait de mener une enquête plus approfondie pour évaluer l'utilisation des enfants associés aux groupes armés dans l'exploitation des minerais, dont les profits servent à acheter des armes qui aboutissent, en partie, dans les mains des enfants.

6. Perspectives de retrait des enfants des groupes armés

156. Les partenaires qui s'occupent de la protection des enfants et l'UNICEF ont activement participé au programme de planification du désarmement et de la réinsertion des groupes armés de l'Ituri. Depuis le lancement du processus de pacification de l'Ituri, la mise en place de l'Administration intérimaire de l'Ituri et l'arrivée de la force multinationale en juin 2003, les représentants des groupes armés changent d'attitude vis-à-vis des enfants. De manière unilatérale, l'UPC puis les FAPC ont commencé à démobiliser les mineurs présents dans leurs camps, sans passer par des arrangements avec les partenaires qui s'occupent de la protection des enfants. Le FNI a renvoyé de nombreux enfants directement dans leurs communautés d'origine, où ils peuvent, dans une certaine mesure, être scolarisés. En novembre, sans suivre de procédure particulière, 16 chefs militaires de l'UPC auraient libéré des douzaines d'enfants en leur disant de se rendre à Bunia où, pensaient-ils, avait été ouverte « une école pour les enfants soldats ». Nombre de ces enfants sont arrivés dans les bureaux de la MONUC ou à l'un des centres de transit et d'orientation. Les dirigeants du PUSIC ont même établi un centre de transit pour

S/2004/573

les anciens enfants soldats, près de la résidence du chef Kawa, à Tchomia. L'identification des partenaires locaux chargés de la protection et de la réinsertion des enfants dans les différentes communautés est en cours.

157. Les premiers regroupements familiaux officiels effectués à partir des centres de transit en Ituri ont commencé en septembre-octobre 2003. En raison de l'amélioration des communications, les contacts entre réseaux communautaires ont facilité la recherche des familles. La MONUC et le Comité de concertation des groupes armés (CCGA) ont effectué des missions de vérification de sites potentiels de regroupement, parfois avec des partenaires spécialisés dans la protection des enfants. Le dénombrement officiel des mineurs accueillis jusque-là ne correspond guère, cependant, à la situation réelle, dans la mesure où il existe un facteur dissuasif lié à la possibilité de poursuites pénales futures. Dans de nombreux cas, les enfants sont démobilisés et scolarisés à nouveau par les communautés qui les avaient enrôlés. Les chefs militaires de l'UPC ont démobilisé des enfants sans les faire passer par les centres d'accueil officiels.

158. L'avenir des enfants encore associés aux groupes armés de l'Ituri et même de ceux qui ont déjà été démobilisés dépendra, dans une large mesure, de l'évolution de la situation en matière de sécurité, de la possibilité d'accéder à toutes les zones du district et de la mise en route d'un plan viable de désarmement, démobilisation et réinsertion pour les adultes. La question revêt une importance particulière dans la mesure où de nombreux enfants avec lesquels l'équipe des enquêteurs s'est entretenue se sont montrés réticents à regagner leur village d'origine de peur d'être recrutés à nouveau par les groupes armés, qui continuent d'avoir une certaine mainmise sur les populations locales, souvent par le biais de l'intimidation et de la terreur. Un assistant social qui s'occupe de la protection des enfants en Ituri a clairement exposé la situation à la Section Protection de l'enfant à Bunia : « Même si le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion des enfants réussit, comme dans les zones du FNI, il est évident que, si la situation se détériore, ces groupes armés sauront exactement où trouver ces enfants et les utiliseront ».

VI. Conclusion et recommandations

159. En dépit du désengagement des forces étrangères de la République démocratique du Congo, de la mise en place du Gouvernement de transition et de l'intégration de tous les groupes armés dans la nouvelle armée nationale congolaise, l'Ituri reste un champ de bataille pour les forces qui agissent pour le compte du Rwanda, de l'Ouganda et de Kinshasa. Les conditions de sécurité se sont améliorées à la fin de 2003 uniquement grâce à l'opération Artémis, au déploiement ultérieur de la Brigade Ituri en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et des progrès accomplis dans la restauration d'un régime de droit, fruits de l'action menée par la MONUC en coopération avec la communauté internationale. Pour assurer à long terme la stabilité de la situation en matière de sécurité, le Gouvernement de la République démocratique du Congo doit désormais assumer ses responsabilités et asseoir son autorité.

160. Face à l'action énergique menée par la Brigade Ituri, certains chefs de guerre ont révisé leurs stratégies et noué de nouvelles alliances afin de résister activement aux efforts de pacification de la MONUC. Cette situation délicate n'encourage pas les nombreuses personnes déplacées des camps de Bunia et d'ailleurs en Ituri, ainsi

que du Nord-Kivu et de l'Ouganda, à regagner leurs lieux d'origine où, très souvent, leurs logements et leurs structures sociales sont complètement détruits ou occupés par des éléments militaires.

161. Pour instaurer une paix véritable dans la région et mettre un terme aux violations des droits de l'homme, le Gouvernement de la République démocratique du Congo et la communauté internationale doivent entreprendre de front plusieurs démarches :

- a) La poursuite de l'application énergique du mandat de la MONUC sous le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies;
- b) La reprise en mains, par l'État, des ressources naturelles, afin de mettre un terme à l'exploitation qui en est actuellement faite;
- c) La restauration intégrale de l'autorité de l'État, qui devra disposer d'une police efficace, d'une administration compétente et impartiale et de forces militaires appropriées;
- d) La révision, par l'État, du droit foncier et de tous les titres de propriété foncière;
- e) La mise en application intégrale du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion;
- f) La remise en état de l'infrastructure publique et des logements privés;
- g) Le lancement de campagnes d'information destinées à encourager les communautés à regagner leurs lieux d'origine;
- h) La réhabilitation des initiatives locales de gestion des conflits en vue de restaurer la confiance et la réconciliation entre les habitants de l'Ituri.

S/2004/573

Annexe I**Groupes armés et groupes politiques impliqués dans le conflit en Ituri****A. Groupes armés ituriens**

Aucun des groupes armés ituriens ne peut légitimement se présenter comme l'aile armée d'un mouvement politique, car dans tous les cas la création du mouvement militaire a précédé celle du mouvement politique. Les ailes politiques de ces groupes armés ne sont qu'une façade censée leur donner la respectabilité nécessaire pour faciliter leur intégration dans les institutions et les négociations locales et nationales et leurs contacts avec la communauté internationale.

Union des patriotes congolais (UPC)

Chef original : Thomas Lubanga
 Chefs actuels : Lubanga pour le groupe UPC-Lubanga
 Floribert Kisembo pour le groupe UPC-Kisembo
 Composition ethnique : Majoritairement hema du Nord-gegere

L'UPC a été créée sous forme embryonnaire en janvier 2001 grâce à des fonds apportés par l'importante communauté économique gegere et au soutien de l'Ouganda. Elle a ensuite étendu son influence à certains Hema du Sud, notamment au chef Kawa Panga Mandro. Cependant, des rivalités personnelles et l'accaparement des positions les plus importantes par les Hema du Nord ont provoqué une scission en septembre 2002. L'UPC n'avait pourtant commencé son existence officielle qu'au milieu de 2002, lorsque Lubanga a quitté le RCD-K/ML et déclenché la bataille de Bunia. Après avoir pris le contrôle de Bunia en août 2002 avec l'aide de l'armée ougandaise, l'UPC a cherché l'appui du Rwanda et, en janvier 2003, a conclu une alliance avec le RCD-Goma. Pour avoir ainsi pris ses distances, au moins sur le plan politique, par rapport à l'Ouganda, l'UPC a été chassée de Bunia par l'armée ougandaise en mars 2003, avant de reprendre la ville par la force des armes en mai 2003. Lubanga étant parti pour Kinshasa en août 2003, le chef d'état-major de l'UPC, le commandant Floribert Kisembo, s'est proclamé chef de l'UPC au début de décembre 2003. L'UPC s'est alors trouvée divisée en deux factions, la première dirigée par Kisembo et basée à Bunia, et la deuxième dirigée par Lubanga représenté en Ituri par Bosco Ntaganda, son nouveau chef d'état-major.

Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo (PUSIC)

Chef original : Chef Kawa Panga Mandro
 Chef actuel : Chef Augustin Kisembo Bitamara*
 Composition ethnique : Majoritairement hema du Sud

Le PUSIC a été créé en octobre-novembre 2002 par le chef Kawa, jusqu'alors membre du l'UPC. Sa milice est principalement approvisionnée par l'Ouganda dans le cadre de la stratégie ougandaise de guerre par milices interposées. L'Ouganda a essayé de l'associer au Front nationaliste intégrationniste (FNI) et aux Forces

* À la date de rédaction du présent rapport.

populaires pour la démocratie au Congo (FPDC) au sein du Front pour l'intégration et la paix en Ituri (FIPI). Cette initiative a été un échec complet. En mai 2003, à Bunia, le PUSIC s'est allié à nouveau à l'UPC contre les Lendu, mais cette alliance de circonstance n'a duré que quelques jours. En juin 2003, Kawa, qui avait été présenté à Kadhafi par Museveni, a passé deux semaines en Libye au cours desquelles il s'est converti à l'islam; d'après certains rapports, il recevrait aujourd'hui d'importants subsides de la Libye. D'autres rapports signalent que le PUSIC est de plus en plus impliqué dans le trafic d'armes par le lac Albert.

Forces populaires pour la démocratie au Congo (FPDC)

Chef actuel : Thomas Unen Chen (membre du Parlement sous Mobutu)

Composition ethnique : Majoritairement alur

Les FPDC ont été créées en octobre 2002 par l'Ouganda pour contrebalancer l'UPC. Elles comprennent essentiellement des Alur du territoire de Mahagi et bénéficient de l'appui d'Alur exilés à Paidha, en Ouganda. Environ 500 Alur congolais ont reçu une brève formation militaire en Ouganda, près du territoire de Mahagi. Les FPDC ont été soutenues par l'Ouganda dans le cadre d'une coalition qui n'a guère duré, la coalition du Front pour l'intégration et la paix en Ituri (FIPI). L'aile militaire du mouvement a été défaite par les Forces armées du peuple congolais, qui ont pris le contrôle du territoire de Mahagi à la fin de juin 2003 avec l'aide du Front nationaliste et intégrationniste.

Forces armées du peuple congolais (FAPC)

Chef actuel : Commandant Jérôme Kakwavu Bukande (Banyarwanda du Nord-Kivu)

Composition ethnique : Majoritairement « non-originaire »

Les FAPC ont été créées en mars 2003 pour servir de façade politique au bataillon du commandant Jérôme qui contrôlait le territoire d'Aru. Le commandant Jérôme a changé d'allégeance à plusieurs reprises, passant des Forces armées congolaises au RCD-K/ML, puis au RCD-N et à l'UPC, avant de fonder son propre groupe avec l'appui de l'Ouganda. Alors qu'elles avaient conclu avec les FPDC et le FNI un accord sur la sécurité et le partage des recettes fiscales à Mahagi, les FAPC ont attaqué leurs « associés » et pris le contrôle de la ville et du territoire à la fin de juin 2003. Le commandant Jérôme garde des relations avec les Ougandais tout en proclamant sa loyauté à l'égard du Gouvernement congolais.

Front des nationalistes intégrationnistes (FNI)

Chef original/actuel : Floribert Ndjabu

Composition ethnique : Majoritairement lendu du Nord

Le FNI a été créé au début de 2003 pour servir de façade politique à des groupes armés lendu présents principalement à Kpandroma et Rethy. Il soutient que les Lendu approuvent largement son action d'opposition à l'UPC. Le FNI a reçu l'appui, notamment sous forme d'instruction militaire, du RCD-K/ML et, par le biais de ce mouvement, de Kinshasa. En 2001 et 2002, l'une ou l'autre des factions ougandaises lui a probablement procuré à l'occasion des armes automatiques légères. Le FNI a noué des alliances avec des milices lendu basées à Lipri et Zumbe

ainsi qu'avec les Ngiti du Front de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et a participé aux négociations politiques de la Commission de pacification de l'Ituri en qualité de parti lendu représentant l'ensemble de la communauté lendu. Sur le terrain, cependant, un certain nombre de groupes armés semblent vouloir conserver leur indépendance dans leurs secteurs géographiques respectifs. Ayant bénéficié du soutien de l'Ouganda dans le cadre du FIPI, le FNI s'est joint à l'armée ougandaise pour chasser l'UPC de Bunia en mars 2003.

Front de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI)

Chef actuel : Commandant Germain Katanga

Composition ethnique : Majoritairement ngiti/lendu du Sud

Le FRPI a été lancé en novembre 2002 pour servir de façade politique à des milices ngiti recrutées principalement à Gety, Bogoro et Songolo. Ces milices ont dans un premier temps bénéficié de l'apport de transfuges ngiti de l'APC. Elles ont aussi reçu l'appui occasionnel d'une faction du RCD-K/ML. Le FRPI s'est joint aux Ougandais pour chasser l'UPC de Bunia en mars 2004 et, avec le FNI, a pris brièvement le contrôle de cette ville en mai 2003. Depuis, le FRPI s'est allié au FNI et l'un de ses dirigeants, le commandant Germain, a été nommé chef d'état-major de leur milice commune.

Front pour l'intégration et la paix en Ituri (FIPI)

Composition : Coalition de trois partis à base ethnique

Coalition de trois partis - le PUSIC, le FNI et les FPDC – créés en décembre 2002 avec le soutien de l'Ouganda. Hors son principal objectif, qui était de se débarrasser de l'UPC, il ne semble pas avoir eu de véritable programme. Après l'attaque de Bogoro par le FNI, la coalition s'est effondrée.

B. Groupes politiques régionaux

Mouvement de libération du Congo (MLC)

Chef actuel : Jean-Pierre Bemba

Composition ethnique : Mixte

Soutenu à l'origine par l'Ouganda, le MLC est basé à Gbadolite. Il a tenté, à deux reprises, de s'étendre vers l'Ituri : en 2001, quand Jean-Pierre Bemba s'est transporté à Bunia pour y présider une coalition de groupes rebelles soutenus par l'Ouganda, le Front pour la libération du Congo (FLC), qui n'a guère duré, et en 2002, quand le MLC a attaqué Mambasa, dans l'ouest de l'Ituri, avec pour objectif de prendre le contrôle de Beni, avant d'être obligé de se retirer aux termes d'un accord de cessez-le-feu signé sous les auspices de la MONUC. Le MLC est allié au RCD-N et s'est battu à l'occasion aux côtés de l'UPC. Il a participé au Dialogue intercongolais et son chef, Jean-Pierre Bemba, occupe l'un des postes de vice-président.

Rassemblement congolais pour la démocratie-Kisangani/Mouvement de libération (RCD-K/ML)

Chef actuel : Mbusa Nyamwisi

Composition ethnique : Majoritairement nande

Le RDC-K/ML a été lancé en septembre 1999 à Kampala lorsque Wamba dia Wamba a quitté le RCD-Goma. Après plusieurs scissions, une brève alliance avec le MLC et une série de luttes intestines pour le pouvoir, Mbusa Nyamwisi a pris le contrôle du mouvement. Le RCD-K/ML a une aile militaire, qui est l'armée du peuple congolais (APC). Il a participé au Dialogue intercongolais et son chef est aujourd'hui Ministre de la coopération régionale. Le RCD-K/ML s'est engagé dans le conflit en Ituri d'abord par le biais du MLC, puis directement, et aussi comme courroie de transmission pour le gouvernement prétransition. Il s'est retiré de Bunia en août 2002 après avoir été battu par l'UPC et l'armée ougandaise (UPDF). Après cette date, il a continué à apporter son appui aux milices lendu.

Rassemblement congolais pour la démocratie-National (RCD-N)

Chef actuel : Roger Lumbala

Composition ethnique : Mixte

Maintenant basé à Isiro et Watsa, dans le district du Haut-Uélé, voisin de celui de l'Ituri, le RCD-N a d'abord bénéficié de l'appui des Ougandais pour exploiter les diamants de Bafwasende. En 2001 et 2002, il s'est transformé en mouvement politique avec l'aide de Jean-Pierre Bemba, afin de pouvoir se présenter comme mouvement politico-militaire et de fournir un deuxième allié au MLC dans le cadre du Dialogue intercongolais. Il n'a jamais eu de moyens militaires propres.

S/2004/573

Annexe II**Chronologie des principaux événements politiques et des principaux incidents comportant des violations graves des droits de l'homme en Ituri entre 1998 et 2004****1998**

- 30 janvier 1998 Le Rapporteur spécial, M. Roberto Garretón, soumet son rapport sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo (E/CN.4/1998/65 et Corr.1)
- 2 août 1998 Le RCD, mouvement rebelle, lance une rébellion armée contre le Président de la République démocratique du Congo, Laurent-Désiré Kabila. L'Ouganda et le Rwanda soutiennent les rebelles et le mouvement prend rapidement le contrôle d'une grande partie de l'est du pays.
- Novembre 1998 L'UPDF établit une base à Bunia.
- Novembre 1998 Avec l'appui de l'Ouganda, Jean-Pierre Bemba crée dans la province de l'Équateur un autre mouvement rebelle, le MLC.

1999

- 8 février 1999 Le Rapporteur spécial, Roberto Garretón, soumet son rapport sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo (E/CN.4/1999/31).
- Avril 1999 Ernest Wamba dia Wamba, premier Président du RCD, s'installe à Kisangani, et le mouvement commence à subir une série de scissions.
- Mai 1999 Le capitaine Kyakabale, de l'UPDF, est nommé commandant du secteur de Bunia.
- 16 mai 1999 Un nouveau dirigeant du RCD (faction de Goma) est nommé : Émile Ilunga. Les factions de Goma et de Kisangani du RCD s'allient respectivement avec le Rwanda et l'Ouganda.
- Juin 1999 Après une extension abusive et illégale des concessions, les Lendu se rebellent contre les Hema propriétaires de grandes exploitations et attaquent celles-ci. L'UPDF soutient les propriétaires. La collectivité des Walendu Pitsi est complètement détruite par l'UPDF. Ce mouvement bombarde des centaines de villages lendu dans les trois collectivités lendu de Djugu. Les organisations non gouvernementales locales dénoncent des bombardements aveugles et disproportionnés, qui font entre 5 000 et 7 000 victimes.
- 18 juin 1999 Adèle Lotsove, une hema, est nommée Gouverneur de l'Ituri et du Haut-Uele (deux districts de la vaste province orientale) par l'UPDF. Elle a par la suite été critiquée pour avoir jeté de l'huile sur le feu et pour son attitude partisane lors des pourparlers de paix qui ont suivi.
- 5 juillet 1999 Adèle Lotsove annonce la formation de la « province » de Kibali-Ituri.

10 juillet 1999	L'Accord de cessez-le-feu de Lusaka est signé en Zambie par les six États impliqués dans le conflit. Le MLC rebelle signe cet accord le 1 ^{er} août, et le RCD le 31 août.
6 août 1999	Le Conseil de sécurité autorise le déploiement d'un personnel de liaison des Nations Unies à l'appui de l'Accord de Lusaka.
Septembre 1999	Les opérations militaires menées à Ame, dans la collectivité des Walendu Pitsi, par l'UPD, dirigée par le capitaine Kyakabale font des victimes lendu. Des civils lendu sont tués au pont franchissant l'Aruda.
14 septembre 1999	Les forces lendu mènent une attaque de grande envergure contre un village hema (Dhendro) situé dans la collectivité de Bahema Nord; 416 Hema sont tués.
18 septembre 1999	La faction Kisangani du RCD est rebaptisée RCD-ML. Wamba est confirmé à la présidence de cette faction, dont le bastion est Bunia. Mbusa Nyamwisi et Jacques Depelchin sont respectivement nommés Premier Ministre et Ministre de l'administration locale.
18 octobre 1999	La « province » de l'Ituri se détache du Haut-Uele.
Octobre 1999	Une mission d'évaluation des Nations Unies déclare que la situation humanitaire et sur le plan des droits de l'homme en Ituri est « catastrophique », estimant à plus de 100 000 le nombre des personnes déplacées et constatant qu'un grand nombre de villages ont été incendiés. Le nombre de morts est estimé entre 5 000 et 7 000.
Octobre 1999	Le RCD-ML nomme Jacques Depelchin président d'une commission de la paix et de la sécurité, dans le but de promouvoir le dialogue et la réconciliation entre les parties.
21 octobre 1999	Première mission du personnel de liaison des Nations Unies à Bunia.
Novembre 1999	Les divisions entre Wamba et Nyamwisi s'aggravent; ce dernier prend le contrôle de Beni.
28 novembre 1999	Massacre, par des soldats de l'UPDF, de 10 paysans lendu qui étaient venus vendre leurs produits au marché de Bambumines, dans la collectivité de Banyali Kilo.
Fin de novembre 1999	Affrontements entre les combattants lendu et les soldats de l'UPDF basés à Bambumines, le centre commercial de Kobu. Des milliers de paysans lendu quittent leurs villages pour trouver refuge à Bambumines, qu'ils considèrent comme un refuge sûr du fait de la présence du bureau des mines d'or de Kilo Moto.
1 ^{er} décembre 1999	Massacre de Lendu à Bambu dans la collectivité de Banyali Kilo; 300 civils auraient été tués.
13 décembre 1999	Selon le CICR, les combats en Ituri auraient déjà fait 150 000 personnes déplacées.
Décembre 1999	Selon Wamba, le capitaine Kyakabale, de l'UPDF, aurait été démis de ses fonctions pour avoir mis des soldats à la disposition des chefs hema. Il est remplacé par le lieutenant-colonel Arocha de l'UPDF.

S/2004/573

- 16 décembre 1999 Wamba démet de ses fonctions Adèle Lotsove et la remplace par Ernest Uringi Padolo, un Alur.
- 20 décembre 1999 La Commission Depelchin publie son rapport ainsi qu'un projet de traité de pacification de la région.
- Décembre 1999 Association congolaise de défense des droits de l'homme (ASADHO) dans son « Rapport de l'Asadho sur le conflit interethnique hema-lendu en territoire de Djugu dans la province orientale », accuse le capitaine Kyakabale de violations massives des droits de l'homme.
- Décembre 1999 L'ancien Président du Botswana, Sir Ketumile Masire, est nommé facilitateur du dialogue intercongolais prévu par l'Accord de Lusaka.
- 2000**
- Janvier 2000 Médecins sans frontières fait état de 180 000 personnes déplacées en Ituri. Les organisations humanitaires se préparent à agir à la faveur d'une période de calme relatif.
- 18 janvier 2000 Le Rapporteur spécial, Roberto Garretón, soumet son rapport sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo (E/CN.4/2000/42).
- 24 janvier 2000 La MONUC annonce la première phase du déploiement d'officiers de liaison à Bunia.
- 29 janvier 2000 MSF-Hollande suspend toutes ses opérations en Ituri et déclare que la méfiance croissante de la population à l'égard de Médecins sans frontières, concernant la neutralité de cet organisme, explique une violente attaque contre une équipe de MSF.
- Fin janvier 2000 L'ensemble de la collectivité de Walendu Djatsi est plongée dans le conflit interethnique. De nombreux villages lendu sont incendiés par des soldats ougandais. Plus de 1 000 Lendu auraient été tués. Les Lendu organisent et créent un camp militaire à Mbau.
- Février 2000 Un rapport de l'Association congolaise de défense des droits de l'homme ASADHO déclare que le conflit a été allumé en avril 1999 par l'éviction d'agriculteurs lendu par les propriétaires hema des parcelles voisines des leurs, avec l'aide du RCD-ML et des autorités ougandaises. L'ASADHO affirme que des soldats ougandais ont activement participé au massacre des Lendu.
- 24 février 2000 Le Conseil de sécurité élargit le mandat de la MONUC par la résolution 1291 (2000).
- Mars 2000 La MONUC déploie des officiers de liaison à Bunia.
- 24 mars 2000 Une mission d'évaluation interinstitutions des Nations Unies constate que la situation humanitaire est « pratiquement catastrophique ».
- Avril 2000 Les autorités ougandaises remplacent le colonel Arocha par le colonel Charles Angina.
- 4-10 juin 2000 De graves combats opposent les forces ougandaises et rwandaises à Kisangani.

Août 2000	La formation de membres des milices hema en Ouganda commence dans le camp de Kyakwanzi. En six mois 750 miliciens sont ainsi formés. Thomas Lubanga et le chef Kawa figureraient parmi les soldats ainsi entraînés.
Août 2000	Le conflit atteint progressivement la collectivité de Walendu Tatsi, où plusieurs villages sont incendiés, ainsi qu'au village de Masumbuko.
Septembre 2000	Du fait des opérations militaires dans la région, un groupe de Lendu cherche refuge dans l'église de Lita, à Walendu Tatsi. Des miliciens hema accompagnés par l'UPDF installés à Katoto, entrent dans l'église et massacrent les civils.
5 novembre 2000	L'UPDF nomme un nouveau commandant de secteur. Le colonel Angina est remplacé par le colonel Edison Muzora.
20 novembre 2000	Les divisions au sein du RCD-ML s'exacerbent. Nyamwisi et Tibasima éliminent Wamba lors du « putsch de novembre ». L'Ouganda semble accorder sa protection à Wamba. Pendant ce temps, des divisions au sein du RCD-ML entraînent la formation de plusieurs milices et de deux factions nouvelles : Roger Lumbala, dissident du RCD-ML lance un mouvement intitulé RCD-National et, à Beni, le gouverneur Bwanakawa Nyonyi crée l'éphémère RCD-Populaire.
2001	
Décembre 2000- janvier 2001	Des personnalités hema de Irumu se rendent à Kampala pour convaincre le Président Museveni de déployer trois bataillons dans la collectivité de Walendu Bindi. Une fois sur place, les bataillons de l'UPDF saccagent des centaines de villages, des écoles, des dispensaires et des paroisses. Ces attaques aveugles et disproportionnées font de nombreux morts.
6 janvier 2001	Les milices lendu et ngiti attaquent la ville de Nyankunde, tuant 50 personnes, des civils hema pour la plupart, et jetant sur les routes des milliers d'autres.
Janvier 2001	La lutte pour le pouvoir au sein du RCD-ML aboutit à l'expulsion de Bunia du Gouverneur Urungi et de Jacques Depelchin. Wamba reste à Kampala.
15 janvier 2001	Au moins 3 500 personnes, surtout des Hema, dans les territoires touchés par le conflit, cherchent refuge au-delà de la frontière, en Ouganda.
16 janvier 2001	Le Président Laurent-Désiré Kabila est assassiné. Joseph Kabila lui succède.
18 janvier 2001	Les milices ngiti, depuis Irumu, attaquent la base d l'UPDF à l'aéroport de Bunia, afin de détruire les hélicoptères ougandais qui, selon elles, avaient pris part au bombardement des villages ngiti dans la zone de Walendu Bindi. Plusieurs Ougandais auraient été tués durant l'opération.
19-21 janvier 2001	Un massacre organisé d'habitants lendu est perpétré dans le quartier de Mudzipela, à Bunia. Des Hema de Bunia se rendent dans chaque maison habitée par une famille lendu et 250 personnes environ sont tuées, la plupart à l'aide de bâtons armés de clous, distribués avant l'attaque, et les maisons sont incendiées.

S/2004/573

- 16 janvier 2001 Une nouvelle alliance rebelle, le FLC, est formée après des semaines de pourparlers à Kampala. Elle fusionne le MLC de Bemba, le RCD-ML et le RCD-National de Lumbala. Bemba dirige le groupe tandis que Nyamwisi est nommé Vice-Président et Tibasima Ministre des mines et de l'énergie. Wamba rejette l'accord.
- 1^{er} février 2001 Le Rapporteur spécial, Roberto Garretón, soumet son rapport sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo (E/CN.4/2001/40)
- Février 2001 Une importante réunion de rétablissement de la paix a lieu à Bunia. Un accord de paix est signé par des dirigeants des groupes ethniques hema et lendu. Bemba, qui est désormais le principal chef rebelle, dans la région, déclare : « la milice devra être désarmée et dispersée ». Une commission de suivi est constituée pour suivre et faire avancer le processus.
- 20 février 2001 L'ONU chiffre à 140 000 le nombre des personnes déplacées en Ituri.
- 27 février 2001 Le FLC nomme des gouverneurs adjoints hema et lendu.
- Mars 2001 Human Rights Watch publie un rapport de 50 pages intitulé *Uganda in Eastern DRC : Fuelling Political and Ethnic Strife*, qui affirme que des soldats ougandais ont participé au conflit et ont « ouvertement exploité la richesse du Congo pour leur propre profit et celui de leur supérieurs ».
- 29 mars 2001 Bemba annonce un accord avec la milice maï-maï et des dispositions en vue de la démobilisation des rebelles ougandais des forces alliées démocratiques (ADF) et de l'Armée nationale de libération de l'Ouganda.
- 12 avril 2001 Le Groupe d'experts des Nations Unies publie son premier rapport sur l'exploitation des ressources dans la République démocratique du Congo; il conclut que les Gouvernements burundais, rwandais et ougandais ont profité du conflit pour piller l'or et autres minerais précieux, les diamants, le bois d'œuvre, l'ivoire et même les recettes fiscales du Congo.
- 26 avril 2001 Six employés du CICR, quatre Congolais, un Colombien et un Suisse, sont tués sur la route entre Djugu et Fataki. Tous les organismes humanitaires internationaux mettent un terme à leurs activités. Un groupe de professeurs hema de l'Institut supérieur pédagogique serait parmi les organisateurs de la tuerie, qui aurait été réalisée par des milices hema.
- 9 mai 2001 Le colonel Mohamed Buli Bangolo, de la province de l'Équateur, est nommé Gouverneur de l'Ituri par le FLC.
- 4 juin 2001 Des combats éclatent entre les troupes de Bemba et celles de Nyamwisi à Beni. Les forces de Nyamwisi semblent l'avoir emporté. Le FLC commence à se désintégrer, et Nyamwisi et Bemba se séparent, en août, ce qui entraîne une division du territoire en zones d'influence. La faction de Nyamwisi prend alors le nom de RCD-Kisangani/ML et Wamba continue à se prétendre le dirigeant légitime du RCD-ML originel.
- 11 juin 2001 L'Ouganda crée une commission judiciaire d'enquête, qui prendra ensuite le nom de Commission Porter, pour examiner les allégations d'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo.

27 juin 2001	Les organismes humanitaires reprennent leurs activités en Ituri.
27 juin 2001	Nymawisi et le RCD-National de Lumbala annoncent une alliance. Lumbala est nommé dans la délégation de Nymawisi au dialogue intercongolais, mais reste allié à Bemba.
Juillet 2001	L'UPC est créée, avec à sa tête Thomas Lubanga. Adèle Lotsove serait une des cofondatrices de ce parti, qui ne prendra de l'importance qu'un an plus tard.
18 août 2001	Le reste des factions de Wamba au sein du RCD-NL rejoint l'alliance de Bemba, le FLC, probablement pour être assuré de participer au dialogue intercongolais imminent.
Novembre 2001	Le colonel Fred Seka Mwenge est nommé nouveau commandant de l'UPDF.
11 novembre 2001	Le RCD-K-ML se constitue en parti distinct, sous la tutelle de Nyamwisi, Tibasima étant vice-président.
21 novembre 2001	Le MLC de Bemba retire ses troupes de Bunia, invoquant la « confusion » entre le RCD-ML, le RCD-K/ML.
28 novembre 2001	La Commission des droits de l'homme nomme Iulia Motoc Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo.
Décembre 2001	Le RCD-K/ML tente d'élargir sa base en incluant Thomas Lubanga, comme Ministre de la défense, et en rappelant Wamba et Uringi.
Décembre 2001	Joseph Eneko Nguaza, originaire d'Aru, est nommé Gouverneur de l'Ituri.
2002	
Janvier 2002	Bemba et Lumbala obtiennent des gains territoriaux contre le RCD-K/ML; ils prennent Isiro, Watsa et Bafwasende.
Janvier 2002	Des hostilités sont signalées pour la première fois entre Alur et Lendu à Nioka, au nord de Bunia. La presse ougandaise signale 50 morts. Les relations entre ces deux ethnies n'étaient pas auparavant considérées comme hostiles.
1 ^{er} février 2002	Le Ministre ougandais de la défense, Amama Mbabazi, fait observer que la situation à Bunia est explosive et demande aux Nations Unies de dépêcher des forces pour prendre le contrôle de cette région.
2 février 2002	Jean-Pierre Lompondo Molondo, originaire du Kasai, est nommé Gouverneur de l'Ituri par Nyamwisi. Lubanga perd le contrôle militaire du RCD-K/ML.
9 février 2002	Les milices hema et l'UPDF attaquent Gety. Des maisons sont détruites, et il y aurait 35 morts parmi les civils.
19 avril 2002	Les pourparlers de paix de Sun City du dialogue intercongolais aboutissent à un large accord, mais renvoient à plus tard l'examen de dispositions relatives à un partage du pouvoir. Wamba et Nyamwisi participent aux pourparlers comme représentants du RCD-ML. Lubanga amorce la scission du RCD-K/ML et met en route la création de l'UPC.

S/2004/573

17 mai 2002	Une milice hema attaque le village de Walu dans la collectivité de Babalebe, en territoire Irumu. Un témoin affirme à la MONUC avoir enterré 42 corps.
19 mai 2002	Une délégation venue de Kinshasa, comprenant les Ministres de l'intérieur et des droits de l'homme se rend en Ituri. Le Ministre des droits de l'homme, Mtuba Lwaba déclare que trois ans de combat ont fait 20 000 morts.
Mai 2002	Les organismes humanitaires estiment à 500 000 le nombre de personnes déplacées en Ituri.
Juin 2002	La première délégation de l'UPC, qui comprend le Chef Kawa, rencontre les autorités rwandaises.
7 juin 2002	La milice lendu attaque le camp d'entraînement de la milice hema, à Mandro, et affirme avoir tué des Rwandais chargés de l'entraînement.
10 juin 2002	La compagnie pétrolière Heritage annonce qu'elle a signé un accord avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de la prospection pétrolière dans un vaste segment du nord-est du Congo incluant l'est de l'Ituri.
9-12 juin 2002	Après une attaque de l'APC et des milices hema, les forces lendu acceptent de ne pas attaquer Nyali, à condition que la population hema quitte cette localité.
12 juin 2002	L'ancien Premier Ministre du Sénégal, Moustapha Niassé, est nommé Envoyé spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies afin de faire progresser le dialogue intercongolais.
13 juin 2002	Lubanga et d'autres personnes sont arrêtés à Kampala et transférés à Kinshasa. Au même moment, des responsables de l'UPDF entretiennent des contacts étroits avec le mouvement UPC à Bunia.
Début juillet 2002	Des combats entre le RCD-K/ML et une milice soutenant Lubanga font plusieurs dizaines de morts. L'UPDF soutiendrait Lubanga.
28 juillet 2002	L'Institut supérieur pédagogique est vide, la plupart des étudiants hema ayant quitté cet établissement pour se rendre au camp d'entraînement militaire de Mandro. Ils y restent deux semaines. Les étudiants sont alors organisés en patrouilles, et certains reçoivent des armes.
30 juillet 2002	L'accord de paix entre le Rwanda et la République démocratique du Congo est signé à Pretoria.
Début août 2002	L'UPC déploie ses forces à Nyankunde.
6-9 août 2002	Des combats éclatent entre l'UPC et l'APC à Bunia. L'UPDF soutient l'UPC. Il y aurait 300 morts parmi les civils.
9 août 2002	Le Gouverneur Lompondo et l'APC sont chassés de Bunia; l'UPC prend le contrôle de la ville. L'UPC et l'UPDF continuent à tuer, piller et détruire les maisons appartenant aux groupes ethniques qu'ils souhaitent éliminer.

9-28 août 2002	Plusieurs opérations militaires menées par l'UPC contre les localités lendu de Lipri, Zumbe, Penyi, Loga, Za et Ezekere entraînent la destruction de ces villages par le feu et font un grand nombre de morts parmi les civils, notamment le Chef Pilo du village de Ezekele.
14 août 2002	Mbusa Nyamwisi accepte de retirer ses troupes d'Irumu afin de faciliter une négociation, et affirme qu'il n'y aura pas de contre-attaque contre Bunia.
18 août 2002	Le carrefour des routes reliant Beni, Bunia et Komanda est pris par l'UPC.
23 août 2002	Des combats éclatent entre Ngiti et l'UPC à Komanda. Un grand nombre de civils auraient été tués.
23 août 2002	Le rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et d'un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires est publié (note du Secrétaire général, A/57/349).
Août 2002	Enlèvement et exécution sommaire de civils lendu et bira à Bunia et dans les environs. D'autres intellectuels bira et lendu voient leurs maisons incendiées, mais parviennent à s'échapper vers le Nord-Kivu.
31 août 2002	Opération militaire de l'UPC depuis Nyankunde, contre la localité lendu de Songolo. Le groupe armé trouve dans cette localité surtout des femmes et des enfants, dont 140 auraient été massacrés.
27-29 août 2002	Une attaque de l'UPC est lancée contre la population non iturienne à la mine d'or de Mabanga, à 32 kilomètres de Bunia. Cent cinquante civils environ sont tués.
29 août 2002	Le Ministre congolais des droits de l'homme, Ntumba Lwaba se rend à Bunia pour dynamiser les pourparlers de paix en cours à Kinshasa. Il est pris en otage par le Chef Kawa, à Mandro. L'incident est réglé avec la libération de neuf prisonniers de l'UPC, dont Lubanga, qui était incarcéré à Kinshasa.
Août 2002	À Boga, une milice hema est organisée dans la ville, au moyen surtout de jeunes, parmi lesquels des mineurs.
1 ^{er} septembre 2002	Les dirigeants des communautés ethniques, aux pourparlers de paix de Kinshasa, exigent le départ des Ougandais et leur remplacement par une force de police. Ntumba Lwaba prétend que le Rwanda fait entrer en Ituri des forces qui prépareront le départ de l'UPDF.
2 septembre 2002	Un gouvernement UPC est constitué à Bunia, avec Adèle Lotsove, Ministre des finances, Jean-Baptiste Dhetchuvi, Ministre des affaires étrangères et Eneko, Gouverneur.
5 septembre 2002	Une coalition de l'APC, de Lendu, de Ngiti et de milices Maï-Maï attaquent Nyankunde, visent les groupes ethniques hema et biri, et auraient tué plus de 1 000 personnes dans la ville et dans les villages voisins.

S/2004/573

- 6 septembre 2002 L'accord de Luanda est signé entre l'Ouganda et la République démocratique du Congo. Un délai de 100 jours est prévu pour le retrait de l'UPDF après l'établissement de la Commission de pacification de l'Ituri.
- 10 septembre 2002 Il est indiqué dans le rapport spécial du Secrétaire général que dans le district de l'Ituri, 200 000 personnes auraient été tuées depuis le 11 juin 1999, que 500 000 auraient été déplacées et que plus de 60 000 des déplacés se trouvent à Bunia; l'UPC s'est emparée de villes importantes de l'axe Mahagi-Bunia-Beni et a réduit l'emprise du RCD-K/ML.
- 16 septembre 2002 L'APC et les milices lendu de Kpandroma, dans la collectivité de Djugu, lancent une attaque contre Mahagi, à 53 kilomètres de Bunia.
- 29 septembre 2002 Le rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo est soumis par le Rapporteur spécial (Iulia Motoc) (A/57/437)
- 7 octobre 2002 Des éléments de l'UPC occupent Mahagi.
- 15 octobre 2002 Le deuxième rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo accuse l'UPDF de continuer à susciter des conflits ethniques pour réaliser des profits, en particulier dans l'Ituri.
- Octobre 2002 Des organismes humanitaires ont du mal à obtenir la permission d'atterrir à Bunia, contrôlé par l'UPC. Les relations entre l'UPC et les organismes humanitaires demeurent tendues.
- 20 octobre-
10 novembre 2002 L'UPC lance plusieurs opérations militaires contre des localités lendu : Nombe, Kagabe, Songolo, Androzo, Pinga, Singo, Mongbwalu et Tseletsele. Des centaines de localités sont incendiées et des civils, en nombre inconnu, sont massacrés.
- 22 novembre 2002 L'ancien gouverneur de l'Ituri, Joseph Eneko Nguaza, est tué dans une embuscade à 20 km de Mahagi avec huit représentants des collectivités de l'Ituri.
- Novembre 2002 Les travaux de la Commission de pacification de l'Ituri sont bloqués car l'Ouganda exige que l'Ituri soit reconnu comme province et non comme district, ce que refusent les autorités de Kinshasa.
- Fin novembre-
fin décembre 2002 Le MLC, avec le RCDN et l'UPC, attaquent Mambasa, se livrent à des pillages systématiques et des viols, et tuent des centaines de civils. La population appelle cela « effacer le tableau ».
- Décembre 2002 L'UPC organise une opération militaire d'envergure à Mongbwalu, avec l'aide du MLC, et parviennent à s'emparer de cette localité.
- 17 décembre 2002 Au dialogue intercongolais qui se tient à Pretoria, un accord de paix global est signé.
- 20 décembre 2002 Création du FIPI, Front pour l'intégration et la paix en Ituri, qui regroupe le PUSIC, le FPDC et le FNL/FRPI à Ariwara.
- 31 décembre 2002 Le MLC, le RCD-N et le RCD-ML signent un accord de cessez-le-feu sous les auspices de la MONUC à Gbadolite.

2003

- 6 janvier 2003 Le RCD-Goma annonce qu'il a noué une alliance avec l'UPC.
- 6 janvier-15 janvier 2003 Les localités de Rethy et de Kpandroma sont prises par le RCD-K/ML et les milices lendu durant des opérations contre l'UPC.
- 15 janvier 2003 L'UPC attaque Nioka et détruit le centre de soins nutritionnels pour l'enfance créé par une organisation non gouvernementale internationale. Ils arrêtent et rouent de coups des prêtres accusés d'aider la population lendu.
- 17 février-6 mars 2003 L'UPC attaque les localités lendu de Lipri, Bambu et Kobu dans la collectivité de Banyari Kilo et incendie tous les villages environnants.
- 21 février 2003 Le Secrétaire général, dans son treizième rapport sur la République démocratique du Congo (S/2003/211), note l'insécurité généralisée, les déplacements massifs et les graves limitations de l'accès des organismes humanitaires en Ituri; 100 000 personnes ont été déplacées dans le nord-est depuis octobre 2002; les violations des droits de l'homme se poursuivent, tout comme les combats entre groupes ethniques et hema et lendu; la MONUC a du mal à assurer le contrôle de la situation en raison de l'absence de sécurité.
- 24 février 2003 Des ngiti attaquent Bogoro dans la localité de Bahema au Sud; 350 civils environ auraient été exécutés.
- 4 mars 2003 Jérôme Kakwavu crée un nouveau groupe rebelle, les Forces armées pour le Congo (FAPC).
- 6 mars 2003 Des combats éclatent entre l'UPDF et l'UPC à Bunia, l'UPC est chassée de Bunia.
- 17 mars 2003 L'établissement catholique de Drodro est attaqué, et 17 élèves sont tués.
- 20 mars 2003 La résolution 1468 (2003) du Conseil de sécurité prie le Secrétaire général d'intensifier la présence de la MONUC dans le district de l'Ituri et de suivre l'évolution sur le terrain.
- 2 avril 2003 Le document final du Dialogue intercongolais est signé à Sun City (Afrique du Sud).
- 3 avril 2003 Attaque lendu sur Drodro, qui fait 400 victimes parmi les civils.
- 4-14 avril 2003 La première réunion de la Commission de pacification de l'Ituri a lieu à Bunia le 7 avril 2003.
- 7 avril 2003 Joseph Kabila prête serment comme nouveau président pour la période de transition.
- 15 avril 2003 Le rapport sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, est présenté par Iulia Motoc, le Rapporteur spécial (E/CN.4/2003/43).
- 6 mai 2003 Les troupes de l'UPDF quittent Bunia
- 10 mai 2003 Deux prêtres et 16 civils sont tués dans l'église de Nyakasanza, à Bunia, par des milices lendu

S/2004/573

14 mai 2003	Deux observateurs militaires de la MONUC sont portés disparus à Mongwalu (leurs corps sont retrouvés le 18 mai).
6-16 mai 2003	Des combats éclatent entre les milices lendu et l'UPC; 500 civils environ auraient été tués. La plus grande partie de la population de Bunia quitte la ville.
17 mai 2003	La MONUC négocie un cessez-le-feu entre l'UPC et le FNI.
23 mai 2003	Les localités de Kilo, Itende et Lisey, dans la collectivité de Banyari Kilo, sont attaquées par des combattants lendu venus de Nyangaraye; 35 villages auraient été incendiés.
24 mai 2003	Signature de l'accord de cessez-le-feu entre le FNI et l'UPC, sous le patronage de Joseph Kabila et du Représentant spécial du Secrétaire général, Amos Namanga Ngongi.
27 mai 2003	L'UPC chasse les troupes du FNI de Bunia.
30 mai 2003	La résolution 1484 (2003) du Conseil de sécurité autorise le déploiement d'une force multinationale intérimaire d'urgence à Bunia jusqu'au 1 ^{er} septembre 2003, pour assurer la protection et la sécurité des civils.
31 mai 2003	Les milices lendu et ngiti attaquent la localité de Tchomia avec, croit-on savoir, l'appui de l'APC et du FAC, faisant 90 morts parmi les civils.
5 juin 2003	La décision 2003/432/CFSP du Conseil de l'Union européenne autorise l'Opération Artémis, conformément au mandat énoncé dans la résolution 1484 (2003) du Conseil de sécurité et en établit la logistique (la France encadre cette mission; le général Neveux en est nommé le commandant).
10 juin 2003	Après l'attaque lendu contre Nioka, la ville est détruite; selon les enquêtes effectuées par la MONUC, 60 civils ont été tués.
11 juin 2003	Les milices lendu et ngiti attaquent Kasenyi et tuent au moins 80 civils.
12 juin 2003	L'Opération Artémis commence; 400 militaires sont déployés à Bunia et 500 à Entebbe (Ouganda) pour un appui logistique.
19 juin 2003	Un accord de cessez-le-feu est signé au Burundi.
1 ^{er} juillet 2003	Le Gouvernement de transition est installé.
6-7 juillet 2003	Les milices lendu et ngiti attaquent la localité d'Ambe et ses environs. Au moins 30 civils auraient été tués.
15 juillet 2003	Les mêmes milices attaquent Tchomia, faisant 10 morts.
19 juillet 2003	Le FNI et le FAPC attaquent Fataki, faisant 22 morts parmi les civils.
23 juillet 2003	Les milices ngiti attaquent Kaseyni, tuant 16 civils.
28 juillet 2003	Par la résolution 1493 (2003), le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte, autorise la MONUC à prendre les mesures nécessaires pour protéger les civils en Ituri et dans les deux Kivu.
5 août 2003	Le FNI et le FAPC attaquent Fataki, tuant probablement 100 civils.
22 août 2003	Un massacre est signalé dans la localité de Gobu, située entre Mandro et Katoto. Il semble que 23 personnes au moins aient été tuées.

Fin août-début septembre 2003	De nouvelles attaques sont signalées contre la population de Fataki et de Bule. Selon de premières indications, on apprend l'existence de camps de travail forcé organisés par des combattants lendu près de Fataki (à Habo, Libi, Bali, Aleda, Ali et Beau Marché).
15 septembre 2003	La Force multinationale quitte Bunia et est remplacée par des éléments militaires de la MONUC, sous le nom de Brigade Ituri.
15 septembre 2003	L'UPC organise des manifestations à Bunia pour célébrer son premier anniversaire et demande que les dirigeants arrêtés par la MONUC soient relâchés. Les manifestations provoquent des incidents qui entraînent l'arrestation de 74 personnes, et de 28 autres le lendemain. Kisembo, Rafiki et Lobo sont placés en résidence surveillée pour quelques jours; les autres sont relâchés le lendemain. Lors des incidents causés par l'UPC, 12 personnes au moins ont été blessées.
29 septembre 2003	Huit policiers arrêtés en mai 2003 ont été relâchés. Kisembo, Rafiki et Lobo organisent leur remise à la MONUC. Les policiers sont transférés à Kinshasa.
6 octobre 2003	Les forces lendu attaquent Kachele, près de Bule, dans la collectivité de Bahema Badjere, faisant 65 morts.
17 octobre 2003	La MONUC arrête le chef d'état-major du FNI, Matthieu Ngudjolo.
9 novembre 2003	La MONUC arrête Saba Aimable Rafiki, chef de la sécurité de l'UPC.
2004	
Janvier	Des magistrats et des membres du ministère public auprès du tribunal de grande instance de Bunia rentrent à Bunia avec l'aide de la MONUC, de l'Union européenne et de la coopération française. Les victimes de violations des droits de l'homme commencent à porter plainte.

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO



350 Fifth Ave 34th Floor
New York, N.Y. 10118-3299
<http://www.hrw.org>
(212) 290-4700

Vol. 15, No. 11 (A) - July 2003

I hid in the mountains and went back down to Songolo at about 3:00 p.m. I saw many people killed and even saw traces of blood where people had been dragged. I counted 82 bodies most of whom had been killed by bullets. We did a survey and found that 787 people were missing – we presumed they were all dead though we don't know. Some of the bodies were in the road, others in the forest. Three people were even killed by mines. Those who attacked knew the town and posted themselves on the footpaths to kill people as they were fleeing.

-- Testimony to Human Rights Watch

ITURI: "COVERED IN BLOOD" Ethnically Targeted Violence In Northeastern DR Congo

1630 Connecticut Ave, N.W., Suite 500
Washington, DC 20009
TEL (202) 612-4321
FAX (202) 612-4333
E-mail: hrwdc@hrw.org

2nd Floor, 2-12 Pentonville Road
London N1 9HF, UK
TEL: (44 20) 7713 1995
FAX: (44 20) 7713 1800
E-mail: hrwuk@hrw.org

15 Rue Van Campenhout
1000 Brussels, Belgium
TEL (32 2) 732-2009
FAX (32 2) 732-0471
E-mail: hrwbe@hrw.org

“You cannot escape from the horror”

This story of fifteen-year-old Elise is one of many in Ituri. She fled one attack after another and witnessed appalling atrocities. Walking for more than 300 miles in her search for safety, Elise survived to tell her tale; many others have not.

I am fifteen years old and my father is Hema while my mother is Nande. I was in Komanda in August 2002 when Ngiti fighters attacked the town. They were killing people especially the Hema. I hid with my family in the forest but they found us. There were six of them in civilian clothes with axes and machetes. I saw people being killed, men, women and children. Then it was our turn. They asked us what ethnic group we were. We said Nande. They did not believe us and said they would kill us. They took us one by one. They killed my mother, father and older brother. Then they took me and cut my wrist, my neck and both shoulders. They thought I was dead, so they left me. I think more than 200 people were killed that day, mostly Hema and Gegere.

I managed to get up and find a hospital in Komanda. It took me about five hours. I had to walk six miles to get there. I was all alone. At the hospital they treated my hand and neck. I spent some time in the hospital before the Hema militia decided to take me to the bigger hospital in Nyakunde. I spent one month there or so, and then on September 5 the Ngiti attacked that town as well. They killed many people. This time it was the Ngiti, Lendu, and the APC soldiers. I hid in the operating room with other Hema people. They were killing everybody leaving only Nande and those who were not Hema. I did not know what to do. I told them I was Nande and I managed to escape. Along with about 50 others we were able to run away.

I wanted to go far away from the killing and so I walked to Mambasa [about 200 miles away]. I went to the white priest, who arranged for me to get treatment in Mambasa hospital. Another woman also helped to look after me. But then in October, Mambasa was also attacked by the Effaceurs [MLC and RCD-N troops]. They were shooting from morning till evening. We fled into the forest. They looted our things. They raped many girls. I spent about one month in the forest. They killed four people in Mambasa. They were killed under a tree near the house of the commissaire. They were buried in a mass grave. I found the bodies decomposing. I fled again to Mayuano, some 20 miles away, but the Effaceurs reached there too. So I went to Teturi where they also attacked and then to Byakato. I continued on to Mangina where I stayed.

Will this killing ever stop?

(Human Rights Watch interview, Mangina, February 2003)

July 2003

Vol. 15, No. 11 (A)

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

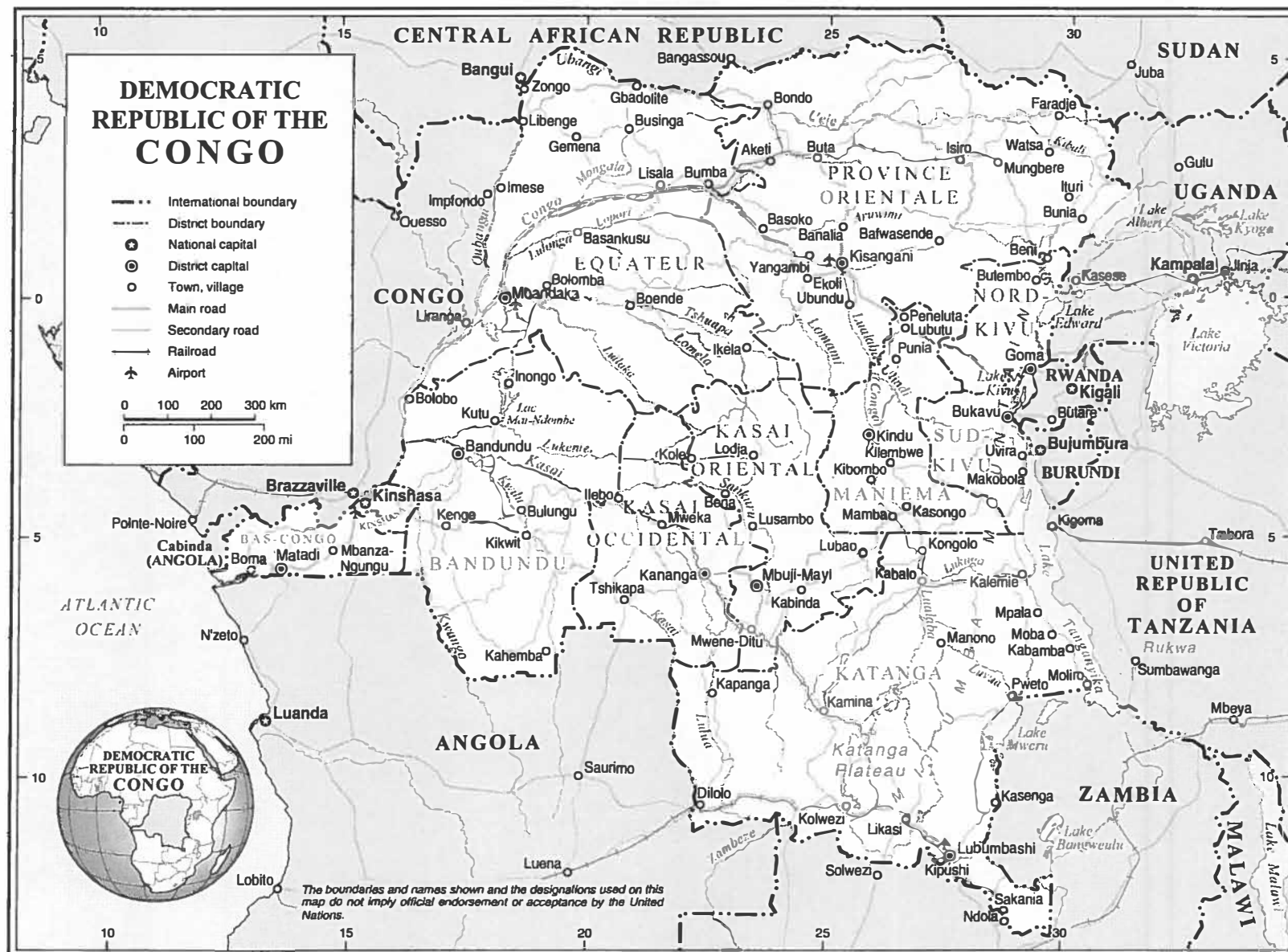
ITURI: “COVERED IN BLOOD” Ethnically Targeted Violence In Northeastern DR Congo

LIST OF ACRONYMS.....	i
I. SUMMARY.....	1
II. RECOMMENDATIONS.....	3
To the Ugandan, Rwandan and DRC Governments:.....	3
To the Ugandan Government:	3
To the DRC Government:	3
To the Hema, Lendu, Ngiti and Other Armed Political Groups:.....	3
To the United Nations:	3
To Donor Governments:.....	4
To the Office of the Prosecutor of the International Criminal Court:	4
III. CONTEXT: EXTERNAL ACTORS.....	5
The Peace Process and Ituri.....	5
RCD-ML and Its Links with Ethnic Groups in Ituri	5
Ugandan Manipulation of Local Politics.....	6
The Ugandan Government Response	7
The Role of the DRC Government in Ituri.....	8
Military Assistance to the RCD-ML and Other Armed Groups.....	9
DRC Minister of Human Rights Taken Hostage.....	10
Involvement of RCD-Goma and the Rwandan Government in Ituri.....	10
Economic Gain	12
IV. LOCAL CONTEXT – ARMED POLITICAL GROUPS	14
Proxies Pursuing Their Own Interests	14
The Hema - Lendu Conflict.....	18
Rumor, Propaganda and Prejudice	18
V. MASSACRES AND OTHER HUMAN RIGHTS ABUSES.....	19
The Attack on Bunia.....	19
Massacres and other Abuses by the UPC	21
The UPC Government and the Growth of Extremism.....	21
Attack at Mabanga.....	22
Massacre at Songolo.....	22
Massacre at Mongbwalu.....	23
UPC Abuses of Lendu and Others Seen as Political Opponents	27
Massacres and Other Abuses by the APC and by Lendu and Ngiti Armed Groups.....	30
Nyakunde Massacre.....	30
Lendu and Ngiti Summary Executions Tolerated by RCD-ML Authorities	35
Abuses by the MLC and RCD-N.....	36
Summary Executions and Looting at Mambasa	36
Assassination of Governor Joseph Enecko.....	38

Blocking Humanitarian Aid and Targeting Humanitarian Workers.....	39
The Murders of ICRC Staff.....	40
Inhumane Acts – Cannibalism and Deliberate Mutilations of Corpses.....	42
Sexual Violence.....	44
Child Soldiers.....	46
VI. THE CURRENT SITUATION	48
VII. International Law and Justice	48
International Humanitarian Law.....	48
International Criminal Court	50
VII. RESPONSE OF THE INTERNATIONAL COMMUNITY	50
The United Nations and MONUC.....	51
International Donors.....	53
The European Union.....	54
The United Kingdom.....	54
The United States	55
ACKNOWLEDGEMENTS	56

LIST OF ACRONYMS

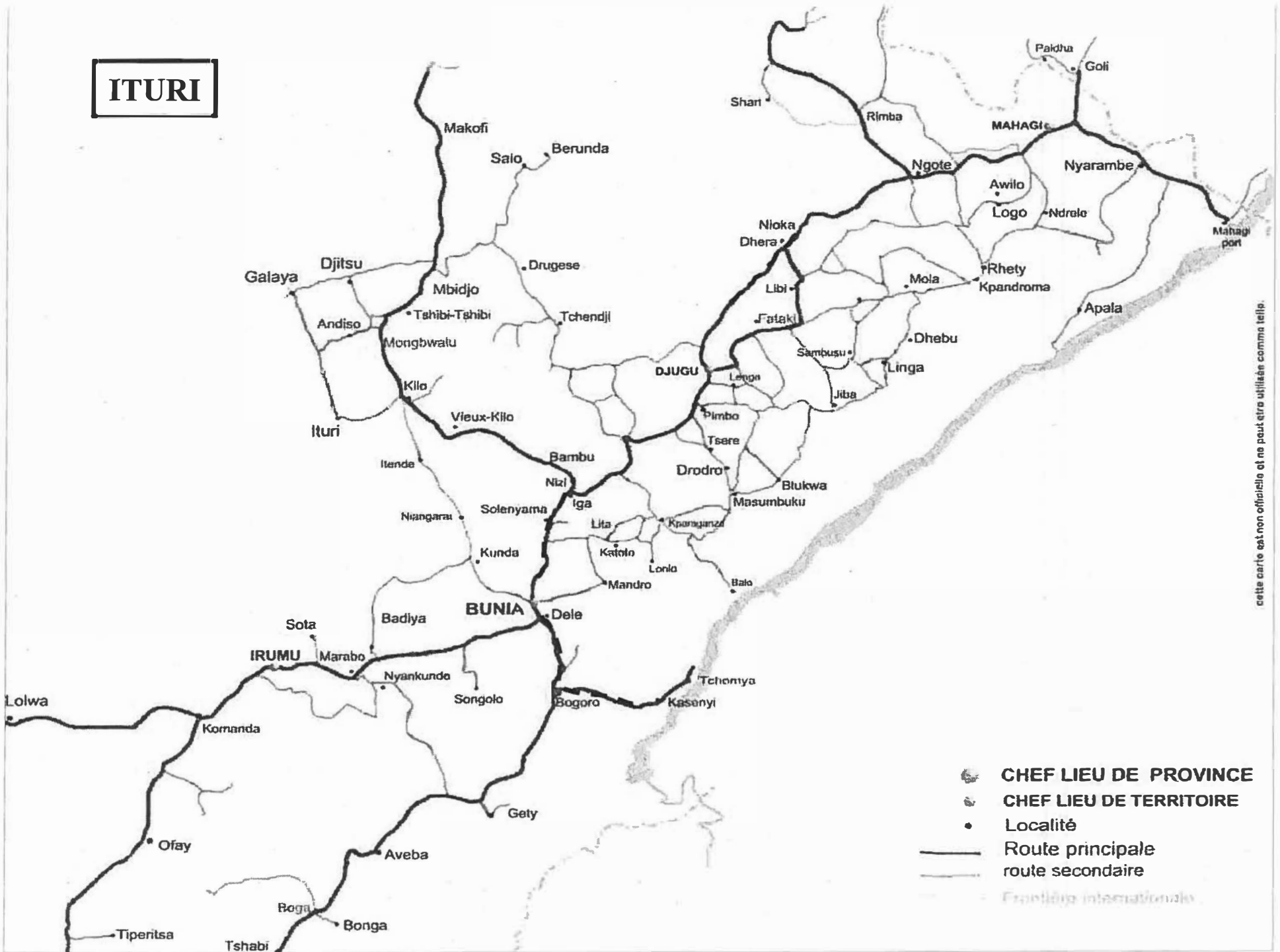
APC:	Congolese Popular Army, armed wing of the RCD-ML (Armée Populaire Congolaise)
FAC:	Congolese Armed Forces (Forces Armées Congolaise)
FAPC:	People's Armed Forces of Congo (Forces Armées Populaire du Congo)
FIPI:	Front for Integration and Peace in Ituri (Front pour L'Integration et Paix en Ituri)
FLC:	Front for the Liberation of Congo (Front de Libération du Congo)
FNI:	Front for National Integration (Front Nationalist et Integrationist)
FPDC:	Popular Force for Democracy in Congo (Force Populaire pour la Démocratie du Congo)
FRPI:	Patriotic Force of Resistance in Ituri (Force des Resistance Patriotique d'Ituri)
ICC:	International Criminal Court
IEMF:	Interim Emergency Multinational Force
IPC:	Ituri Pacification Commission
LRA:	Lords Resistance Army
MLC:	Movement for the Liberation of Congo (Mouvement Pour la Liberation du Congo)
MONUC:	United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of Congo
PRA:	People's Redemption Army
PUSIC:	Party for Unity and Safeguarding of the Integrity of Congo
RCD-GOMA:	Congolese Rally for Democracy-Goma (Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Goma)
RCD-ML:	Congolese Rally for Democracy-Liberation Movement (Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Mouvement de Libération)
RCD-N:	Congolese Rally for Democracy- National (Rassemblement Congolais pour la Démocratie- National)
RPA:	Rwandan Patriotic Army
UPC:	Union of Congolese Patriots (Union des Patriots Congolais)
UPDF:	Ugandan People's Defence Forces









Map No. 4007 Rev. 7 UNITED NATIONS
March 2002

Department of Public Information
Cartographic Section

ITURI



-  **CHEF LIEU DE PROVINCE**
-  **CHEF LIEU DE TERRITOIRE**
-  **Localité**
-  **Route principale**
-  **route secondaire**
-  **Frontière internationale**

cette carte est non officielle et ne peut être utilisée comme telle.

I. SUMMARY

Ituri is often described as the bloodiest corner of the Democratic Republic of Congo (DRC). Despite three peace agreements purportedly ending the five year-old Congolese war, fighting in northeastern DRC intensified in late 2002 and early 2003. In early May 2003, hundreds of civilians were slaughtered in the town of Bunia and tens of thousands of others were forced to flee. Some sought shelter near the United Nations compound desperately looking for protection from the violence. While the international community focused on the town of Bunia, massacres continued in other parts of Ituri away from media attention. As one witness described it, "Ituri was covered in blood."

Based on information gathered by its researchers and on other reports, Human Rights Watch estimates that at least 5,000 civilians died from direct violence in Ituri between July 2002 and March 2003. These victims are in addition to the 50,000 civilians that the United Nations estimates died there since 1999. These losses are just part of an estimated total of 3.3 million civilians dead throughout the Congo, a toll that makes this war more deadly to civilians than any other since World War II.

Armed groups have committed war crimes, crimes against humanity, and other violations of international humanitarian and human rights law on a massive scale in Ituri. Assailants have massacred unarmed civilians, often solely on the basis of their ethnicity, killing scores and sometimes hundreds of civilians in each such attack. In one of several such massacres documented by Human Rights Watch researchers, Ngiti combatants together with soldiers of the Congolese Popular Army (Armée Populaire Congolaise, APC) of Mbusa Nyamwisi killed at least 1,200 Hema and Bira children, women and other civilians in Nyakunde. Over a ten-day period assailants carried out a well-planned operation, systematically slaughtering and often torturing civilians in house-to-house searches and executing hospital patients still in their beds. Many other massacres, especially those that occurred in more remote areas, were never even reported.

Armed groups also committed summary executions, forcefully abducted persons whose whereabouts remain unknown and arbitrarily arrested and unlawfully detained others, some of whom they subjected to systematic torture. Survivors told Human Rights Watch researchers that the Hema Union of Congolese Patriots (UPC) conducted a "man hunt" for Lendu and other political opponents shortly after taking power in August 2002. Many Lendu were arrested. Others fled or went into hiding, afraid to walk openly in the streets of Bunia. According to witnesses, senior UPC military officers were in charge of two prison areas that became notorious places of summary execution and torture.

Combatants of armed groups also committed rapes and engaged in such inhumane acts as mutilations and cannibalism, a practice meant to bring ritual strength to perpetrators and to inspire terror in opponents.

All groups have recruited children for military service, some as young as seven years old, subjecting them to the risks and rigors of military operations. As the war intensified, the forced recruitment of children increased so dramatically that observers described the fighting forces as "armies of children."

More than 500,000 people have been forced to flee from their homes in Ituri often encountering further violence in their flight. Members of armed groups have looted many of these homes and have sometimes burned down entire villages, destroying them to discourage any return. Armed political groups and their outside backers have violated international humanitarian law by deliberately preventing humanitarian agencies from delivering assistance to people whom they have defined as their enemies. In the last year, there have been more than thirty cases where humanitarian workers have been detained, threatened, beaten or expelled from Ituri. The most serious attack was the murder of six staff of the International Committee of the Red Cross in April 2001, an incident with wide ramifications further documented in this report.

Perpetrators of these crimes are rarely punished. According to information available to Human Rights Watch researchers, Hema, Lendu and other armed groups have not investigated any of the abuses described in this report nor have they held accountable those responsible for them. In those few cases where political movements have

bowed to local or international pressure and have tried alleged perpetrators, the proceedings have not met international fair trial standards.

The war in Ituri is a complex web of local, national, and regional conflicts that developed after a local dispute between Hema and Lendu was exacerbated by Ugandan actors and aggravated by the broader international war in the DRC. National rebel groups such as the Congolese Liberation Movement (Mouvement pour la Libération du Congo, *MLC*), the Congolese Rally for Democracy-Liberation Movement (Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Mouvement de Libération, *RCD-ML*) and the Congolese Rally for Democracy-Goma (Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Goma, *RCD-Goma*) have supported local militia in their conflicts as a way to expand their own base of power in the DRC transitional government or perhaps even to derail negotiations. These national groups, as well as local ethnic groups in Ituri, have been and, in some cases, still are supported by the Ugandan, Rwandan and DRC governments.

Ituri is now the battleground for the war between the governments of Uganda, Rwanda and the DRC which have provided political and military support to local armed groups despite abundant evidence of their widespread violations of international humanitarian law. In doing so and in failing to exercise their influence over them to bring such abuses to an end, they share responsibility for these crimes. International leaders and the UN Security Council regularly denounce the crimes, but have also failed to end them or to deliver justice for them.

Uganda, the occupying power in Ituri from 1998 to 2003, failed in its obligation under international humanitarian law to protect the civilian population. The Ugandan authorities played a direct role in political and administrative changes in Ituri, stimulating new political parties and militia groups to form. As this conflict expanded to encompass more people and wider areas, Uganda used it as a pretext to remain in the resource-rich area, exploiting its minerals and commerce.

The availability of political and military support from external actors, whether national governments or rebel movements, encouraged local leaders to form new groups, generally based on ethnic loyalty. Some of these groups advocated increasingly extreme ethnically based positions. Leaders of these groups often set their own agendas and readily switched patrons as their interests dictated. In this fast-changing scene there was one constant: the abuses committed against the civilian population.

The conflict in Ituri is important not just because of the extent of the suffering and destruction imposed on local people, but also because of these links with broader struggles. The complex mix of local, national, and regional conflicts exists also in the Kivus, where civilians have suffered from massacres and other grave abuses, and it may develop elsewhere in the DRC. The continuation of this kind of local level combat endangers the peace process throughout the country and beyond.

Until recently, the conflict in Ituri has been largely ignored by the international community. Despite information to the contrary, some UN member states and UN officials viewed Ituri as merely a “tribal war” not related to the broader war in the DRC. Between 1999 and April 2003 the U.N. Organization Mission in the DRC (MONUC) had only a small team of fewer than ten observers covering this volatile area of some 4.2 million people. MONUC forces were urgently increased to several hundred in April 2003, but they had no capability to protect thousands of civilians who fled to them for protection when fighting again broke out between opposing militia groups in early May. The UN Security Council authorised an Interim Emergency Multinational Force with a Chapter VII mandate to protect civilians and UN staff in the town of Bunia for a short period while MONUC reinforced its presence. This decision, while helpful to residents of the town, has left tens of thousands of civilians outside Bunia unprotected and at the mercy of armed groups who continue to fight. At the time of publication, Human Rights Watch continues to receive reports of massacres in Ituri.

This report results from fieldwork done by two Human Rights Watch researchers in February 2003, along with follow-up research up until late June, focusing on ethnically targeted violence, violations of international humanitarian law, and the role of foreign armies in Ituri. It is based on investigations in Bunia, displaced persons camps north of Beni, and western Uganda border areas. Human Rights Watch acknowledges with gratitude and

respect the assistance given its researchers by Congolese human rights organizations and numerous other groups and individuals who took great risks to provide information. For their safety we have withheld their names and details necessary to protect their identities.

II. RECOMMENDATIONS

To the Ugandan, Rwandan and DRC Governments:

- Provide no military, financial, or other assistance to armed groups that have committed serious violations of international humanitarian and human rights law in Ituri. This should include Lendu, Ngiti and Hema militias, parties such as the UPC and PUSIC, as well as the RCD-ML, RCD-N and the MLC. Use your influence with these groups to persuade them to halt these abuses.

To the Ugandan Government:

- Investigate alleged violations of international human rights and humanitarian law by Ugandan forces and bring to justice those accused of having committed such crimes or of having facilitated or tolerated the commission of such crimes by local groups over which they exercised control.

To the DRC Government:

- Make the development of an effective, independent and impartial national justice system a priority, focusing efforts first in areas where grave violations of international human rights and humanitarian law have been committed.
- Pass the necessary legislation implementing the establishment of the International Criminal Court. Request the prosecutor of the International Criminal Court (ICC) to conduct a preliminary examination of those cases within the jurisdiction of the court.
- Request that the U.N. Security Council establish a judicial mechanism to prosecute the most serious violations of international humanitarian law that are outside the jurisdiction of the ICC.

To the Hema, Lendu, Ngiti and Other Armed Political Groups:

- Direct your combatants to adhere to international humanitarian law in all military operations, particularly as it relates to the protection of civilians and the provision of humanitarian aid. Investigate alleged violations of international humanitarian law, including those described in this report, and hold combatants accountable for them.
- Stop the recruitment and training of children under the age of eighteen and disarm, demobilize, rehabilitate and return to their homes all such children.

To the United Nations:

- The UN Security Council should strengthen the MONUC mandate to one based on chapter VII that allows for the robust use of force by MONUC troops in protection of the civilian population throughout the DRC. Provide the force with adequate numbers of troops and the necessary resources and equipment so that it can fulfill its mandate, particularly with regard to the protection of civilians.
- Urge the commander of the Interim Emergency Multinational Force to interpret the mandate accorded by the Security Council in resolution 1484 to ensure the full protection of civilians both inside and outside of Bunia.
- In follow up to resolution 1468, the Security Council should establish a credible and effective international justice mechanism for the DRC to investigate and prosecute grave violations of international humanitarian law committed by all parties, including citizens of countries other than the DRC from 1996 to July 2002.
- The UN secretary general should establish a team of MONUC human rights investigators in Ituri with sufficient resources to document and publicly report on violations of international human rights and humanitarian law.
- The High Commissioner for Human Rights should establish a field office in Bunia to assist the MONUC human rights team in monitoring and publicly reporting on human rights violations and to strengthen local human rights organizations.

- Within the context of the World Bank coordinated regional demobilization program, UNICEF should support the demobilization, disarmament and re-integration of child soldiers under the age of 18 from all armed forces or groups regardless of ethnicity and political affiliation.

To Donor Governments:

- Exert political, diplomatic, and economic pressure on the Ugandan, Rwandan and DRC governments to dissuade them from supporting local armed groups responsible for crimes against humanity and other serious violations of international humanitarian and human rights law. Publicly denounce violations of international human rights and humanitarian law, including recruitment of child soldiers, by all local armed political groups and their backers in Ituri and insist upon accountability for the perpetrators of such crimes.
- Support efforts in the Security Council to establish a credible and effective international justice mechanism to investigate and prosecute grave violations of international humanitarian law by all parties to the DRC war, including those who are not citizens of the DRC.

To the Office of the Prosecutor of the International Criminal Court:

- As set out under article 15 of the Rome Statute of the International Criminal Court, initiate an investigation proprio motu by undertaking a preliminary investigation of serious crimes committed in Ituri within the presumptive jurisdiction of the ICC for possible prosecution.

III. CONTEXT: EXTERNAL ACTORS

The Peace Process and Ituri

The second Congo war began in 1998 and pitted the DRC government, supported by Angola, Zimbabwe, and Namibia, against several rebel movements backed by Uganda, Rwanda, and Burundi. In 1999 the major parties to the war signed the Lusaka Peace Accords, resulting in the deployment in 2000 of a United Nations force, the U.N. Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo (MONUC) to monitor arrangements for ending the conflict. But the accords were not respected and the DRC was in effect divided among four regimes, each of which depended on foreign troops to survive. After further negotiation, the DRC government reached an accord on future political arrangements with two of the three major rebel movements, the MLC and RCD-ML.¹ Known as the Sun City accord, the agreement was signed in April 2002 without the signature of the third important rebel movement, the RCD-Goma.

After further international pressure and shuttle diplomacy, the government of the DRC signed bilateral accords with Rwanda (July 2002) and with Uganda (September 2002), paving the way for withdrawal of their troops. The Rwandan soldiers left in October and Ugandan troops began withdrawing soon after, although some stayed on.² In early 2003 Uganda briefly increased the number of its soldiers in Ituri, but under significant international pressure it started its final withdrawal of troops in May. In April 2003 RCD-Goma joined the other DRC parties to the conflict in the All Inclusive Agreement on the Transitional Government, meant to settle interim political arrangements.

Despite the agreements and the troop movements, the war in Ituri intensified as local surrogates carried on the battles of the national and international actors.

RCD-ML and Its Links with Ethnic Groups in Ituri

Links between the RCD-ML and ethnic groups form one strand of the complex political fabric in Ituri. The RCD-ML split off from the original RCD in 1999 and moved its base from Kisangani to Bunia. Mbusa Nyamwisi sought to oust the first RCD-ML president, Wamba dia Wamba, from his post. During their year-long struggle in 2000 each appealed to ethnic groups for support, with Wamba relying on the Lendu, and Mbusa Nyemwisi, together with Hema businessman Tibasima Ateenye, drawing strength from the Hema. Ethnically-based militia, incorporated into the RCD-ML forces, supported their chosen candidates, sometimes by force of arms. Mbusa Nyamwisi triumphed and Wamba left the scene. Nyamwisi, himself a Nande, then began fostering ties with the Lendu. In early 2002, he named Jean-Pierre Molondo Lompondo, an outsider from Kasai, as governor of Ituri and allowed him to take control of the RCD-ML forces, thus limiting the power of Thomas Lubanga, a leading Hema member of the movement and nominally his minister of defense. As Nyamwisi depended more on the Lendu, he increasingly alienated his former supporters among the Hema. In April 2002, Nyamwisi's bodyguard was assassinated, a crime widely attributed to Lubanga. Skirmishes followed between those RCD-ML troops, known now as the Congolese Popular Army (Armée Populaire Congolaise, APC), who supported Nyamwisi, and combatants backing Lubanga. Lubanga and his forces, identified with the Union of Congolese Patriots (UPC), set up their own base at Mandro, some twelve miles outside Bunia and took control of part of Bunia town from the APC. In the process, both sides committed abuses against the civilian population.³

In April 2002, Nyamwisi participated in the Sun City negotiations, establishing links with the DRC government that he could use to strengthen his base at home. During his absence in Sun City, the UPC circulated a document in Bunia denouncing the RCD-ML for its willingness to deal with outsiders. Under the slogan "Ituri for Iturians," they advocated regional autonomy.⁴

¹ Initially known as the RCD-Kisangani, the name was changed to RCD-ML after the move to Bunia. It is sometimes referred to as RCD-K-ML to denote its early origins.

² Under the Luanda Accords, Uganda promised to withdraw its forces immediately from Gbadolite and Beni but arranged to keep soldiers in Bunia until a civilian administration was established there.

³ Human Rights Watch, "Chaos in Eastern Congo: UN Action Needed Now," A Briefing Paper, October 2002.

⁴ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

In the following months, Governor Molondo integrated Lendu militia into the RCD-ML forces in accord with the Sun City agreement. The Hema militia charged Molondo with favoring the Lendu and remained apart from the APC. In June, Ugandan authorities detained Lubanga and eight aides while they were in Kampala and then delivered them to Kinshasa where they were held under house arrest. But two months later, Ugandan authorities switched clients and Ugandan troops joined the UPC in ousting Governor Molondo and APC forces from Bunia. Soon after, the UPC set up a government purporting to control Bunia and the rest of Ituri.⁵

Ugandan Manipulation of Local Politics

Ugandan involvement with the RCD-ML and other political groups in Ituri constituted another strand of the complex political fabric. This link was sometimes echoed by further ties between the RCD-ML and locally-based groups. In other cases, Ugandans cooperated directly with the locally-based groups, creating still another strand of political involvement.

During its four years occupying the north-eastern DRC, the Ugandan army--the Ugandan Peoples Defense Force (UPDF)--claimed to be a "peacemaker" in a region torn by ethnic strife. In reality the Ugandan army provoked political confusion and created insecurity in areas under its control. From its initial involvement in a land dispute between the Hema and Lendu ethnic groups in 1999 through its joint operation with Lendu and Ngiti militias to dislodge Hema from Bunia in March 2003, the Ugandan Army more often aggravated than calmed ethnic and political hostilities.⁶

Since 1999 the initial conflict between Hema and Lendu drew in more ethnic groups and spawned increasing numbers of ethnically-based militia. Uganda provided assistance to many of these groups often helping to launch, arm, and train them, but its support was erratic and determined by its own interests.⁷ A local politician who discussed Ituri political affairs with Ugandan authorities in late 2002 told Human Rights Watch researchers, "It was clear to me that Uganda wanted a pawn in Ituri. When their pawn didn't work, they were happy to change it for another.... If Uganda continues to play games like this there will never be peace in Ituri."⁸

The list below summarizes some of the ways that Uganda intervened in Ituri politics.⁹

- There are currently ten armed political groups operating in Ituri (see box below). Since 1998 most of these groups have at one point or another been armed, trained or politically supported by the Ugandan authorities. For some this support has been only of brief duration while for others it has been more long-term.¹⁰ Uganda has played a major role in launching or supporting at least five of these groups.¹¹
- On the political level, Ugandans directed important changes in the rebel movements based in Bunia, including removing Wamba dia Wamba as head of the RCD-ML and replacing him by Mbusa Nyamwisi; supporting the creation of two coalitions, the Front for the Liberation of Congo (FLC) which grouped rebel movements at the national level and the Front for Integration and Peace in Ituri (FIPI) which grouped local rebel groups of the Lendu, Alur and dissatisfied Hema; and driving away the RCD-ML and helping install the UPC in Bunia in August 2002. These changes were directed from Kampala and supported by the Ugandan forces in Ituri.
- Uganda intervened in local administration by establishing a new province, Kibali-Ituri, in 1999, by naming its first governor, and by playing a major role in changing four of the six governors since then. Three governors

⁵ Human Rights Watch, "Chaos in Eastern Congo: UN Action Needed Now."

⁶ Human Rights Watch, A Short Report, *Uganda in Eastern DRC: Fuelling Political and Ethnic Strife*, March 2001.

⁷ Ibid. See also U.N. Integrated Regional Information Network (IRIN), Special on Ituri, December 2002.

⁸ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

⁹ Human Rights Watch interviews, Bunia, Beni, and Kampala, February 2003; Human Rights Watch, *Uganda in Eastern DRC: Fuelling Political and Ethnic Strife*, March 2001; and IRIN chronology on Ituri, December 2002.

¹⁰ Ibid.

¹¹ RCD-ML, MLC, RCD-N, UPC and the FIPI platform of three ethnic based groups. For support to the RCD-ML, MLC and RCD-N see Human Rights Watch, A Short Report, *Uganda in Eastern DRC: Fuelling Political and Ethnic Strife*, March 2001. For support to the UPC and FIPI see following chapters in this report.

were removed directly by Ugandans with their army providing the force in two of these cases.¹² One governor was forced to leave after the Ugandan-backed coalition FLC failed and another was never accepted by the local population and was unable to carry out his duties.¹³ Between January and May 2001, Col. Edison Muzoora of the Ugandan Army effectively acted as governor, a period during which inter-ethnic violence escalated dramatically.¹⁴

- Of the seven Ugandan commanders in charge of the Ugandan forces in Ituri, four were accused by local actors and other independent groups of favoring the Hema over the Lendu.¹⁵ The Porter Commission set up by the Ugandan government also acknowledged that it had received evidence that four senior Ugandan Army officers (two of whom were the same accused by local groups) had in one way or another been highly suspected of involvement in the Hema–Lendu conflict.¹⁶ Another commander was removed supposedly after he tried to stop the Ugandan exploitation of DRC resources.¹⁷
- Ugandan authorities often managed and chaired political negotiations on Ituri. Between 1999 and February 2003, Ituri leaders went to Kampala for political negotiations more than fifteen times and met frequently with either President Museveni or his brother Salim Saleh.

Ugandan meddling in Ituri politics stimulated new political parties and militia groups to form and most did so along ethnic lines, contributing to growing ethnically- based extremism.

On many occasions since their arrival in Ituri in 1998, Ugandan forces failed to protect civilians in areas under their control, most dramatically in Bunia on January 19, 2001 and between August 6 and 10, 2002 when ethnic killings took place within a kilometer of the large Ugandan army camp at the airport. In a few cases, however, Ugandan soldiers did protect civilians. During the early August attacks in Bunia, for example, two Ugandan soldiers reportedly died protecting Hema at Lengabo. In another case at Mabanga on August 28, 2002, Ugandan troops sheltered hundreds of Lendu and others from Hema attack and then the next day escorted them to safety past hostile Hema militias and the bodies of their relatives and friends.

The Ugandan Government Response

On April 15, 2003 Ugandan army Brig. Kale Kayihura, addressing the Ituri Pacification Commission in the name of President Museveni, reportedly deviated from his prepared text to ask the delegates to excuse Ugandan troops for atrocities they committed in Ituri.¹⁸ If so, this represented an unusual recognition of wrongdoing by Ugandan military authorities who more frequently claimed to have acted as peacekeepers and perhaps even to have prevented a genocide. As Brigadier Kayihura told journalists, “There are indicators of possible genocide if the UPDF leaves the area without an effective peacekeeping force and administration. The savage killings in Drodro are a reminder to the international community to stop the genocide before it reaches alarming levels.”¹⁹ President Museveni reportedly denigrated MONUC and its ability to deal with the threat, saying “MONUC is just a tourist group.”²⁰

Ugandan authorities claimed in the press that the UN asked them to stay in Ituri, although the UN never explicitly did so. Ugandan spokesmen relied on a September 2002 report by the U.N. secretary general in which he called

¹² Governors Adele Lotsove Mugisa, Ernest Uringi Padolo and Jean Pierre Molondo Lompondo.

¹³ Col Mohammed Buli Bangolo was the first, Ruhugwa Baguma the second.

¹⁴ During this time there was no official governor and Colonel Muzoora effectively held administrative control.

¹⁵ Captain Kyakabale, Colonel Arosha, Col. Edison Muzoora and Col. Freddy Segamwenge.

¹⁶ Final Report of the Judicial Commission of Inquiry into Allegations into Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth in the Democratic Republic of Congo 2001 (May 2001 – November 2002), November 2002, p. 138. The Porter Commission mentions Cap Kyakabale, Colonel Arosha, Cap. Peter Karim and Colonel Angina.

¹⁷ Col. Charles Angina.

¹⁸ Electronic mail and telephone communication with delegates who attended the conference, April 16, 2003.

¹⁹ “A Whole New Genocide is Well Underway in Congo,” *The New Vision*, Kampala, April 17, 2003.

²⁰ “Army Sets Terms for Pulling out of DRC,” *The Monitor*, Kampala, April 11, 2003.

on the Ugandan army to exercise its security responsibilities “in an impartial manner”²¹ and on similar U.N. statements reminding Uganda of its responsibility to protect civilians in Ituri. At first neither the secretary general nor the Security Council explicitly refuted these assertions but they reportedly did so through diplomatic channels several months later.²²

In late April 2003, Brigadier Kayihura claimed also that Ugandan troops were needed “to secure the Ituri Pacification Commission process” as well as to protect Uganda against the Ugandan dissident group the Peoples Redemption Army (PRA) and armed cattle rustlers.²³ When Uganda first sent troops to Ituri, authorities claimed they were there to protect Uganda against the Ugandan rebel group the Allied Democratic Forces (ADF).

Ugandan forces missed repeated deadlines for leaving Ituri but finally completed their withdrawal from Bunia on May 6, 2003 and continued withdrawing from other areas in Ituri, claiming to have completed their total withdrawal in early June. Foreign Minister James Wapakhabulo disclaimed Ugandan responsibility for “any ugly situations such as massacres” that might happen after the Ugandan withdrawal.²⁴ There were reports that the DRC government was willing to allow one Ugandan army battalion to stay on the slopes of the Ruwenzori mountains, although exactly where and for how long was unclear. Wapakhabulo also reportedly warned that the Ugandan army withdrawal would not “remove an inherent right to self defence” and that Uganda would be prepared to “carry out small military incursions” into Ituri if necessary.²⁵

When Ugandan troops arrived in Uganda, they were welcomed by Defense Minister Amama Mbabazi who congratulated them and declared their mission in DRC “an overall success”. Brigadier Kayihura returning with his troops from Bunia stated, “We return home keeping our heads high because we have done Uganda proud.”²⁶

The Role of the DRC Government in Ituri

Until April 2002, the Kinshasa government played little role in Ituri but with the Sun City agreement, it sought more influence in parts of northeastern Congo which were nominally under the control of the RCD-ML, though in fact occupied by the Ugandan army. Focused first on regaining control over resources and strengthening the military forces of its ally the RCD-ML, the DRC government otherwise lacked a coherent strategy for effectively governing the northeast. Unlike Uganda which manipulated several local political links simultaneously, the DRC government worked primarily with the RCD-ML and, through it, with Lendu, Ngiti, and other ethnic groups. These links undermined the credibility of the DRC government with Hema ethnic groups and others allied with them, and made it nearly impossible for the national government to serve as a neutral force in Ituri.

Shortly after the Sun City agreement was signed, the DRC authorities reclaimed control over Ituri’s resources by signing an exclusive oil exploration license with the Canadian-British Heritage Oil Company for the area on the DRC side of the Semliki Valley.²⁷ The agreement gained them some cash and set an important precedent for future deals on resource exploitation, but did nothing to increase their authority over the area. The military wing of the RCD-ML, the APC, had no control over most of the area where the oil exploration license had been granted and was weakening elsewhere. Mbusa Nyamwisi himself was unable to return to Bunia after the Sun City agreement was signed and he was forced to move his base to his hometown of Beni.

²¹ U.N. Security Council, “Special report of the Secretary-General on the United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo,” S/2002/1005, September 10, 2002.

²² Human Rights Watch interviews, Kampala, February 2003.

²³ “A Genocide Could Erupt After UPDF Quits DRC,” the *New Vision*, Kampala, April 23, 2003.

²⁴ “UPDF to Meet Congo Deadline, Says Wapa,” *The Monitor*, Kampala, April 18, 2003.

²⁵ Ibid.

²⁶ “UPDF Says Congo Mission a Success,” *The Monitor*, April 28, 2003.

²⁷ On 10 June 2002 Heritage Oil announced an agreement with the DRC government to develop oil production in approximately 7.7 million acres of Eastern Congo (Ituri). Dominic Johnson, “*Shifting Sands: Oil Exploration in the Rift Valley and the Congo Conflict*,” Pole Institute Report, March 13, 2003.

Military Assistance to the RCD-ML and Other Armed Groups

Faced with the growing power of the UPC, the DRC government sought to strengthen the APC and to integrate it more effectively into the DRC government army, the Forces Armées Congolaises (FAC). Kinshasa provided the APC with uniforms, ammunition, and trainers from FAC. At several camps, such as that at Nyaleke, FAC soldiers trained local forces, including APC, Lendu and Ngiti militias, and Mai Mai, groups of local combatants of various ethnic groups united in their goal of expelling outsiders. According to local sources, approximately two FAC battalions arrived in the Beni area to prop up the APC.

In February 2003 a witness described the training to Human Rights Watch researchers:

There is an alliance between the APC and the Ngiti. They are trying to find ways to integrate more fighters into the army. There is a training center in Nyaleke where the FAC are training the APC, Mai Mai, Ngiti and Lendu. Some of the fighters are young although there is an agreement that only those who are 18 or older will be trained. In the training camp in Nyaleke, a FAC commander called Colonel Aguru is responsible for the training. Currently there are more than fifty Ngiti and Lendu fighters being trained in the camp. At Mangangu there is a camp just for the Mai Mai as they have different requirements than do the APC soldiers.

In early February there was an agreement reached between the Ngiti leadership and Colonel Aguru that Lendu and Ngiti fighters would not have to come to Beni for training but that they could be trained locally in their own villages. This has made them very happy.²⁸

Mbusa Nyamwisi admitted that his APC troops received support from the FAC but denied any alliance with the Ngiti and the Lendu. As he said to Human Rights Watch researchers, "The Ngiti and Lendu see us as potential allies, but I put the brakes on this alliance."²⁹ Lendu leaders of the Front for National Integration (FNI) and Ngiti leaders of the Patriotic Force of Resistance in Ituri (FRPI), however, assert that such an alliance does exist.³⁰

The training and support to the APC and others produced results. When the MLC attacked the ANC positions in Mambasa in October, November, and December 2002, Mbusa Nyamwisi's troops together with the Mai Mai used heavy weapons for the first time and stopped the MLC advance near Teturi and Eregenti. Local sources said these new weapons had been delivered by the FAC.³¹

Ready to act through their local proxies, DRC authorities declined to openly confront Uganda. Instead the DRC government agreed to a gradual withdrawal of Ugandan forces and to a period of joint control over the border area, insisting on the Ugandan responsibility for helping to restore order in the area. "Uganda controlled this part of our territory for the last four years, it is therefore duty bound to repair the damage it has caused," argued Congo's General Commissioner for Peace Kamerhe.³²

With no coherent plan for extending its authority in the northeast and little accurate information about local realities, the DRC government engaged in several ad hoc interventions ranging from the symbolic declaration that it would pay the salaries of the public sector employees in RCD-ML areas to the organization in Kinshasa of a promising peace and reconciliation conference to resolve the Ituri crisis. Leading the peace initiative was Ntumba Luaba, the DRC Minister for Human Rights, who traveled to Bunia a number of times to persuade influential actors to join discussions in Kinshasa.³³

²⁸ Human Rights Watch interview, Beni, February 2003.

²⁹ Human Rights Watch interview with Mbusa Nyamwisi, Beni, February 11, 2002.

³⁰ Human Rights Watch interview, Beni, February 2003.

³¹ Human Rights Watch interview, Beni, February 2003.

³² Réseau Européen Congo (REC), Bulletin d'Information no. 10 / 2002, October 16, 2002, item 17.

³³ Representatives of the government, about 100 delegates of the nine ethnic communities of Ituri, members of MONUC, civil society, and religious confessions were present at the conference, but there were no representatives of the rebel factions and ethnic militias.

DRC Minister of Human Rights Taken Hostage

In August 2002 peace discussions took on added urgency with the killings in Bunia (see below). Hoping to win the UPC cooperation that had now become essential to ending the conflict, DRC Minister of Human Rights Luaba went to Bunia on August 26 with Lubanga, still nominally under house arrest. Shortly before the delegation was to leave Bunia, Lubanga persuaded the minister to visit Hema injured in the recent fighting. The minister agreed and learned too late that this was a ruse to take him and others hostage to be held in exchange for Lubanga and for others still in Kinshasa.

A witness recounted:

Heavily surrounded by the UPC Hema militias, the delegation was taken to the house of local Chief Kahwa Mandro, where upon arrival they were informed by Chief Kahwa that the entire delegation had become his hostages. MONUC was quickly informed of the situation and became the intermediary between Chief Kahwa and the DRC government. The demands were clear: the Kinshasa government was asked to release nine people³⁴ who had been taken by the Ugandans to Kinshasa in exchange for the return of the Minister of Human Rights and his delegation.³⁵

Negotiations continued for three days while the hostages were kept in Mandro. On August 27, 2002, former Ituri governor Adele Lotsove Mugisa arrived in Mandro reportedly declaring that she had been sent by Salim Saleh to free the hostages.³⁶ Two days later the hostages were permitted to fly back to Kinshasa and the UPC members held in Kinshasa were also released.

Chief Kahwa told Human Rights Watch researchers:

I took the Minister of Human Rights hostage as I wanted to find a way to free Lubanga. I took them all and then we negotiated the release of our friends. I planned it myself and it worked very well. Lubanga and the others were freed.³⁷

Shortly after the plane departed, the UPC established a government that purported to control Bunia and the rest of Ituri. The participants in the hostage-taking assumed key posts in the new government: Thomas Lubanga became President; Adele Lotsove Mugisa, criticized for having incited ethnic violence during her tenure as first governor of Ituri, became Minister of Finance; Bosco Taganda became Assistant Minister of Defense; Chief Kahwa was named Presidential Advisor; and Rafiki Saba Aimable, Chief of Security Services.

Neither the new UPC government nor Kinshasa investigated the taking of the hostages or pressed charges in connection with the case. The UPC success in getting their members released showed its strength and the corresponding weakness of the Kinshasa government, handicapped by the paucity of its local clients and by its distance from the scene. The incident reportedly intensified the DRC government's determination to counter the UPC and may have contributed to increased support for Lendu and Ngiti groups via the RCD-ML.³⁸

Involvement of RCD-Goma and the Rwandan Government in Ituri

The UPC depended heavily on Ugandan assistance to win control of Bunia in August 2002, as is described below, but it apparently simultaneously began cultivating links with the Rwandan-backed RCD-Goma and with Rwanda itself. Towards the end of the year, the UPC finally shifted from reliance on Ugandan support to reliance on the RCD-Goma. The change was marked by a January 6, 2003 agreement in which the Rwandan-backed movement agreed to provide military and political support to the UPC.³⁹ The agreement, which committed Rwanda's local

³⁴ These included Bagonza and Bosco Taganda who would later become key individuals within the UPC administration.

³⁵ Human Rights Watch interview, Kampala, February 2003.

³⁶ Ibid.

³⁷ Human Rights Watch interview, Chief Kahwa Mandro, Kampala, February 22, 2003.

³⁸ Human Rights Watch interviews, Beni and Kampala, February 2003.

³⁹ Human Rights Watch interview, Thomas Lubanga, Bunia, February 14, 2003.

partner to aiding the Hema group, was the clearest and most public indication until that time of Rwandan involvement in Ituri which, according to local sources, had been growing throughout 2002.⁴⁰

Rwandan involvement in Ituri, whether directly or through RCD-Goma, increased the complexity of the conflict as well as the risks that it may continue and expand. Rwanda and Uganda, enemies for the last three years, have accused each other of preparing attacks in eastern DRC. The Ugandan government has charged Rwanda with supporting armed groups hostile to it, including the Lord's Resistance Army (LRA) and with training other dissidents, such as the People's Redemption Army (PRA). The Rwandan government in turn asserted that Uganda was assisting Rwandan rebels and the Interahamwe militia involved in the 1994 genocide, assistance which they viewed as a "direct security threat" to Rwanda.⁴¹

In addition to continuing their conflict with Uganda, Rwandan authorities may also seek a role in Ituri to counter the deployment of FAC forces and the possible growth of DRC influence in the area; to win a share of the rich resources of the region; and to support the Hema whom they view as an ethnic group related to the Tutsi and as a threatened minority.⁴²

Hema Chief Kahwa Mandro was apparently the first local actor to solicit Rwandan assistance. He told Human Rights Watch researchers that he asked for Rwandan aid in June 2002 and discussed his request with General James Kabarebe of the Rwandan general staff.⁴³ His group then received arms, ammunition, and training from Rwanda. Chief Kahwa reportedly assisted in bringing other UPC members into contact with Kigali, although he himself eventually fell out with the UPC and resumed his allegiance to Uganda, his original backer.⁴⁴

Numerous witnesses reported that Rwanda helped the UPC with advice and training and the delivery of ammunition.⁴⁵ A few even claimed having seen Rwandans fighting alongside UPC forces (see below). Many of these reports come directly or indirectly from RCD-ML or Ugandan sources and must be treated with reserve. Others, however, come from local witnesses not apparently attached to anti-Hema or anti-Rwandan groups.

Mbusa Nyamwisi, for example, alleged that Kigali was delivering arms, ammunition, and even Rwandan soldiers into the airstrips at Irumu, Mongbwalu, and Bunia.⁴⁶ One of his senior military staff told Human Rights Watch researchers that in the first week of February 2003 an Antonov 26 landed in Irumu with weapons and people from Kigali.⁴⁷ Ugandan soldiers claimed to have flight data, collected by radar, showing planes such as Antonov 26 leaving Kigali and going to air strips in Ituri.⁴⁸

MONUC passed on similar information to its Kinshasa headquarters, at least some of it obtained from Ugandan military sources. On September 18, 2002 the MONUC team in Bunia reported to Kinshasa that "on 16 September 2002 at 18:10, a plane from Rwanda airdropped arms, ammunition and uniforms at Mandro. The UPC are now seen with new camouflage uniforms and new weapons." On October 7, 2002 MONUC reported that "Ugandan army Major David Muhoozi states that the RPA⁴⁹ are in Bunia and are expected to be in Mandro training camp. They are small in number and in civilian clothes." A day later again MONUC forces in Bunia told Kinshasa that "the [Ugandan army] confirms that the RPA soldiers in Bunia are former RPA/Banyamulenge and are instructors at Mandro. Also [Chief] Kahwa (UPC) has visited Rwanda for support."⁵⁰

⁴⁰ Human Rights Watch interviews, Beni and Kampala, February 2003.

⁴¹ "Congo, Rwanda Sabre Rattling Turns Into PR War," *The East African Standard*, Nairobi, March 31, 2003.

⁴² Human Rights Watch interviews with local analysts, Beni, Bunia and Kampala, February 2003.

⁴³ Human Rights Watch interview, Chief Kahwa Mandro, Kampala, February 22, 2003.

⁴⁴ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

⁴⁵ Human Rights Watch interviews with a range of sources in Beni, Bunia, Kampala, February 2003.

⁴⁶ Human Rights Watch interview, Mbusa Nyamwisi, Beni, February 11, 2003.

⁴⁷ Human Rights Watch interview, military commander, Beni, February 2003.

⁴⁸ Human Rights Watch interview, Ugandan military source, Kampala, February 2003.

⁴⁹ Then known as the Rwandan Patriot Army (RPA), the Rwandan armed forces are now called the Rwandan Defense Forces, RDF.

⁵⁰ Internal MONUC correspondence, September and October 2002.

A civilian witness unaffiliated with either the RCD-ML or the Ugandans saw Rwandans arrive at an airstrip near Mahagi in northern Ituri in early 2003. He told Human Rights Watch researchers:

I was at the airstrip with a retired former Ugandan military man who had once trained Rwandans when they were still in Uganda many years ago. The Rwandans recognized the old man and came over to salute him as I was standing there. He asked them what they were doing and they said they were there to train the UPC.⁵¹

Another witness in Kigali saw Lubanga and a high level delegation of UPC officials, including Jean Baptist Dhetchuvi, Richard Lonema, Commander Kisémbó, and Rafiki Saba Aimable, arrive in the Rwandan capital on December 30, 2002. The witness said:

After a meeting in Gbadolite where Lubanga was refused a place in the talks with the MLC, RCD-N and RCD-ML, the UPC delegation boarded an Antonov 26 and went straight to Kigali. In Kigali, UPC officials said they met with James Kabarebe and President Kagame. They spent one night in Kigali and then the whole delegation returned to Bunia except for the foreign minister Jean Baptiste Dhetchuvi who stayed behind to organize further details with Kigali and was then going to Goma to write the new agreement. Before they returned [to Bunia] I saw the plane loaded with about five tons of ammunition and weapons.⁵²

UPC Foreign Minister Dhetchuvi, a former biology professor at the National University of Rwanda, apparently negotiated the January 6, 2003 agreement between RCD-Goma and the UPC in Goma just when the Ugandans were organising talks with all the armed groups in Arua. A month later President Onasumba of the RCD-Goma visited Bunia to solidify the new relationship.⁵³

Economic Gain

Ituri is one of the richest areas of Congo with deposits of gold, diamonds, coltan, timber and oil. Foreign governments, their soldiers, and numerous others unofficially attached to them as well as the DRC government itself wanted to profit from the many and valuable resources of this area, including cross border trade and customs revenue. A number of independent reports including those by a United Nations Panel of Experts and by international non-governmental organizations have documented the link between the conflict in the DRC and the exploitation of natural resources. In the case of Mongbwalu documented below, witness testimony showed how quickly the victors in combat moved to exploit local resources—in this case, gold.

Trade statistics show the extent to which Uganda has profited from the riches of the DRC. Gold exports from Uganda more than doubled after their troops crossed into the DRC, although there was no increase in domestic production capacities.⁵⁴ This upsurge coincided with a heavy deployment of Ugandan troops in mining areas in Ituri such those near Kilo Moto, described as one of the most productive gold mines in Congo. The record of diamond exports is even clearer. No diamond exports were recorded from Uganda in the decade before their troops arrived in the DRC. Then from 1997 to 2000, diamond exports jumped from 2,000 to 11,000 carats. In 2001 an estimated \$3.8 million worth of diamonds was exported.⁵⁵

The final report of UN Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the DRC, published in October 2002, concludes that an elite network of Ugandan soldiers, officials, and politicians, local rebels, and international businesses plundered the Congo for their own benefit and to finance

⁵¹ Human Rights Watch Interview, Paidha, February 2003.

⁵² Human Rights Watch interview, February 2003.

⁵³ Human Rights Watch interview, Thomas Lubanga, Bunia, February 14, 2003. Also see local press reports in *The Millenaire*, February 2003 and U.N. IRIN, February 2003.

⁵⁴ U.N. Security Council, "Addendum to the report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the DRC," S/2001/1072, November 13, 2001.

⁵⁵ *Ibid.*

the war.⁵⁶ According to the Panel, this network included Hema businessmen like the Savo family in Ituri. Museveni's brother Salim Saleh and former Ugandan army Major General James Kazini were identified as leaders of the network, using the Ugandan army and various rebel militias as their personal enforcement arm for commercial purposes.⁵⁷

The Panel stated that the Hema-Lendu conflict stems in part from attempts by the Ugandans and powerful Hema businesspeople and politicians to increase their profits from commercial activities.⁵⁸ The Hema, it said, fill an important niche in the operation of the criminal enterprises by transporting primary products from Ituri across the border to Uganda under the protection of Ugandan troops and bringing back gasoline, cigarettes and arms, all exempt from taxation. Dissatisfied with their relatively limited share of the business, many of them joined the UPC under Lubanga in an attempt to secure greater profits.⁵⁹

The Porter Commission established by the Ugandan Government on May 23, 2001 to look into the allegations of Ugandan involvement in illegal exploitation of Congolese resources produced its final report in November 2002, although it was only recently made public. The report exonerated the Ugandan government and its army of official involvement in such exploitation.⁶⁰ The Commission did, however, support the U.N. panel's findings in relation to senior Ugandan army officers who, said the Commission, had "lied to protect themselves." It said also that "officers to very senior levels, and men of the Ugandan army have conducted themselves in the DRC in a manner unbecoming."⁶¹ It particularly singled out General Kazini for having "shamed the name of Uganda"⁶² and it recommended disciplinary action against him. The Commission strongly recommended further investigation of diamond smuggling, stating that there was a link between senior Ugandan army members, known diamond smugglers, and a Ugandan business.⁶³

Rwandan authorities allegedly also hoped to profit from the gold of Ituri. Lubanga's UPC was reportedly ready to help Rwanda get a share of the gold mined in Mongbwalu but was unable to deliver when it lost power in Bunia.⁶⁴

The discovery of oil in the Semliki Valley, an area straddling the border between Uganda and Ituri, ensures that competition over Ituri will increase. Heritage Oil, to which the DRC government has conceded exploration rights in Ituri, drilled test bores on the Ugandan side of the border. On March 31, 2003, the company announced it had struck oil in Uganda and said the area had the potential of being a new world-class oil basin.⁶⁵ The Ugandan Director of Heritage Oil planned to start activities on the Congolese side of the border in March 2003 projecting that it would take 5 years and \$15 to \$20 million in investment to turn a profit.⁶⁶ In addition to its contract with the DRC government, Heritage Oil maintains close links with Ugandan authorities.⁶⁷ In 2002 agents of the company started to make contact with local chiefs in Ituri, including several in Burasi as well as Chief Kahwa of Mandro.⁶⁸ Chief Kahwa said "I have been contacted by the Canadian Oil people who came to see me. I told them they could only start work in Ituri once I had taken Bunia from the UPC."⁶⁹

⁵⁶ U.N. Security Council, "Final Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the DRC," S/2002/1146, October 16, 2002.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Ibid., paragraph 118.

⁵⁹ Ibid., paragraph 121.

⁶⁰ Final Report of the Judicial Commission of Inquiry into Allegations into Illegal Exploitation of Natural resources and Other Forms of Wealth in the Democratic Republic of Congo 2001 (May 2001 – November 2002), Kampala, November 2002, p 199.

⁶¹ Ibid., p.202 and 207

⁶² Ibid., p.203.

⁶³ Ibid., p.205.

⁶⁴ "UPC Rebels Grab Mongbwalu's Gold," *African Mining Intelligence* No. 53, January 15, 2003.

⁶⁵ Heritage Oil Press Release, "Heritage Confirms Uganda Oil Potential and Outlines Further Investment Plans", March 31, 2003.

⁶⁶ Ibid., Johnson, "Shifting Sands," p. 24.

⁶⁷ Ibid., p. 24.

⁶⁸ Human Rights Watch interview, Kampala, February 2003.

⁶⁹ Human Rights Watch interview, Chief Kahwa Mandro, Kampala, February 22, 2003.

Kahwa's statement with its implication that oil rights could be traded for the backing needed to win Bunia suggests the risks if ambitious local actors begin soliciting and receiving support from yet another group of external actors, powerful international corporations. Local and international observers fear the consequences should one of the world's most capital-intensive extractive industries enter one of the world's most complex conflict areas. As UPC Foreign Minister Dhetchuvi claimed, "in Ituri we are in an oil war."⁷⁰

IV. LOCAL CONTEXT – ARMED POLITICAL GROUPS

Proxies Pursuing Their Own Interests

Ituri is home to eighteen different ethnic groups, with the Hema/Gegere⁷¹ and Lendu/Ngiti⁷² communities together representing about 40 per cent of the inhabitants. The other major groups are the Bira, the Alur, the Lugbara, the Nyali, the Ndo-Okebo, and the Lese. With ethnic identity of growing importance, a new group has emerged, the "non-originaires"⁷³, that is, 'outsiders' who were not born in Ituri. The Nande of north Kivu represent the most prominent of the "non-originaires", due to their importance in the business sector. The emergence of Mbusa Nyamwisi, a Nande, as the leader of the RCD-ML raised the profile of the Nande in Ituri. Hema elites seeking to assert or protect their control of the political and economic spheres in Ituri tend to consider the Nande as direct competitors.

The Hema, Lendu, and other ethnic groups that serve as proxies for governments and rebel movements also seek to set agendas that serve their own interests. They are skilled at playing off the various outside rivals and change sides as their interests dictate. They adapt rapidly to developments on the national scene, working on the basis of the enemy of my enemy is my friend—at least for the moment.

⁷⁰ Ibid., Johnson, "Shifting Sands," p.19.

⁷¹ The Hema ethnic group is divided in two sub-groups: the Gegere, also known as the Hema from the north, who speak Kilendu and the Hema, also known as Hema from the south, who speak Kihema. There are increasing divisions between these two groups. This report refers to the Hema for both groups and differentiates Gegere only when their views are different.

⁷² The Lendu ethnic group is also divided into two sub-groups: Lendu who originate from the northern areas of Ituri and the Ngiti who come from the south. In general they consider themselves as brothers and have similar political views.

⁷³ In the local language this is expressed as "the Bakuyakuya".

Who is Who - Armed Political Groups in Ituri (May 2003)**RCD-ML: Congolese Rally for Democracy- Liberation Movement**

Current Leader: Mbusa Nyamwisi

Also known as RCD-Kisangani, the RCD-ML was launched in September 1999 in Kampala when Wamba dia Wamba split from the RCD-Goma. Backed at the start by Uganda, the RCD-ML has been fractured by leadership struggles and in-fighting. The current leader, Mbusa Nyamwisi took power after ousting Wamba dia Wamba. The RCD-ML's military wing is the Congolese Popular Army (APC). The RCD-ML entered into the Sun City agreement of April 2002 and the APC are now being trained and armed by Kinshasa.

MLC: Movement for the Liberation of Congo

Current Leader: Jean-Pierre Bemba

Based in Gbadolite, the MLC has been backed by Uganda since the start of the war in 1998 although there have been occasional differences between the two. The MLC tried twice to establish a foothold in Ituri: in 2001 Bemba had nominal control of the short-lived FPC coalition of Ugandan-backed rebel groups and in 2002 the MLC attacked Mambasa in western Ituri but were forced back by the APC of Mbusa Nyamwisi. The MLC has occasionally fought alongside the UPC and has been a rival of Mbusa's RCD-ML.

RCD-National: Congolese Rally for Democracy - National

Current Leader: Roger Lumbala

Now based in Watcha, northern Ituri, the RCD-N initially operated as a front organization for the Ugandans in exploiting the diamond riches of the town of Bafwasende. In 2001 and 2002, the RCD-N supported MLC attempts to win resource-rich areas from the RCD-ML. RCD-N has few soldiers and relies on the MLC army.

UPC: Union of Congolese Patriots (predominately Hema/Gegere party)

Current Leader: Thomas Lubanga

Purportedly launched to promote reconciliation, the UPC quickly became a predominately Gegere-led political party intent on promoting the interests of the Hema and related Gegere. It came to power in Bunia in August 2002 with the help of the Ugandans and used Hema militia as part of its armed forces. It turned to Rwanda for support and formed an alliance with the Rwandan-backed RCD-Goma after being excluded by the RCD-ML and the MLC from the Mambasa ceasefire talks in December 2002. Having turned from Uganda politically, the UPC was ousted from Bunia by the Ugandan army in March 2003 but fought its way back into town in May.

FIPI: Front for Integration and Peace in Ituri (platform of three ethnic-based parties)

Current Leader: A coalition of three leaders of PUSIC, FNI and FPDC

Created in December 2002 with Ugandan support, the three ethnically-based political parties shared the objective of getting rid of the UPC. Otherwise FIPI has no apparent program. The group includes Hema dissatisfied with the UPC, Lendu, and Alur, each with its own political party (see below). After the UPC was forced from Bunia, the parties began squabbling and the coalition appears to have collapsed.

Who is Who - Armed Political Groups in Ituri (May 2003), continued**PUSIC: Party for Unity and Safeguarding of the Integrity of Congo (Hema dissatisfied with the UPC)**

Current Leader: Chief Kahwa Mandro

Former UPC member Chief Kahwa created PUSIC in early February 2003. Most members appear to be Hema from the south. Uganda supports the party as part of the FIPI coalition. Chief Kahwa was backed briefly by the Rwandans when he was in the UPC, but claims that PUSIC currently has no such support and is more interested in working with Kinshasa. PUSIC may have allied with the UPC against the Lendu in Bunia in May 2003; if so, this alliance of convenience would be tenuous and probably short-lived. PUSIC appears to have continued close links with Ugandan authorities.

FPDC: Popular Force for Democracy in Congo (Alur and Lugbara political party)

Current Leader: Thomas Unen Chen, a former member of the Zairian parliament

FPDC was created in late 2002 mostly by Alur and Lugbara from the Aru and Mahagi area, north Ituri, to counter the UPC. Recently it started to recruit and train its own militias. Although professedly interested in dialogue, it is prepared to fight if dialogue fails. It has been supported by Uganda as part of the FIPI coalition and appears to have close ties with former Ugandan army Col. Peter Karim, an Alur from Uganda.

FNI: Front for National Integration (Lendu political party)

Current Leader: Floribert Njabu Ngabu

Lendu intellectuals and traditional chiefs established FNI but the party claims broad support by the Lendu community in its effort to oppose the UPC. Lendu militias are reportedly being organised under the military wing of this party, which some equate with the FRPI (see below). Supported by Uganda as part of the FIPI coalition, it joined the Ugandan army in driving the UPC from Bunia on March 6, 2003, for which some its members were publicly thanked by Brigadier Kayihura in April. FNI has also benefited from military training and support from the RCD-ML and, through it, from Kinshasa.

FRPI: Patriotic Force of Resistance in Ituri (Ngiti political party)

Current Leader: Dr Adirodo.

Launched in November 2002 the Ngiti party FRPI is said to be closely linked to the Lendu FNI. It is meant to bring together Ngiti militias with traditional leaders in a single force against the UPC. Based in Beni and said to number 9,000 combatants, the FRPI has close ties to the RCD-ML from which it receives both military training and arms. It claims to have a large fighting force and many see it as the army of the FNI. It joined the Ugandans in driving the UPC from Bunia in March 2003 and together with the FNI briefly controlled Bunia in May 2003.

FAPC: People's Armed Forces of Congo (mixed)

Current Leader: Commander Jerome Kakawave Bakonde

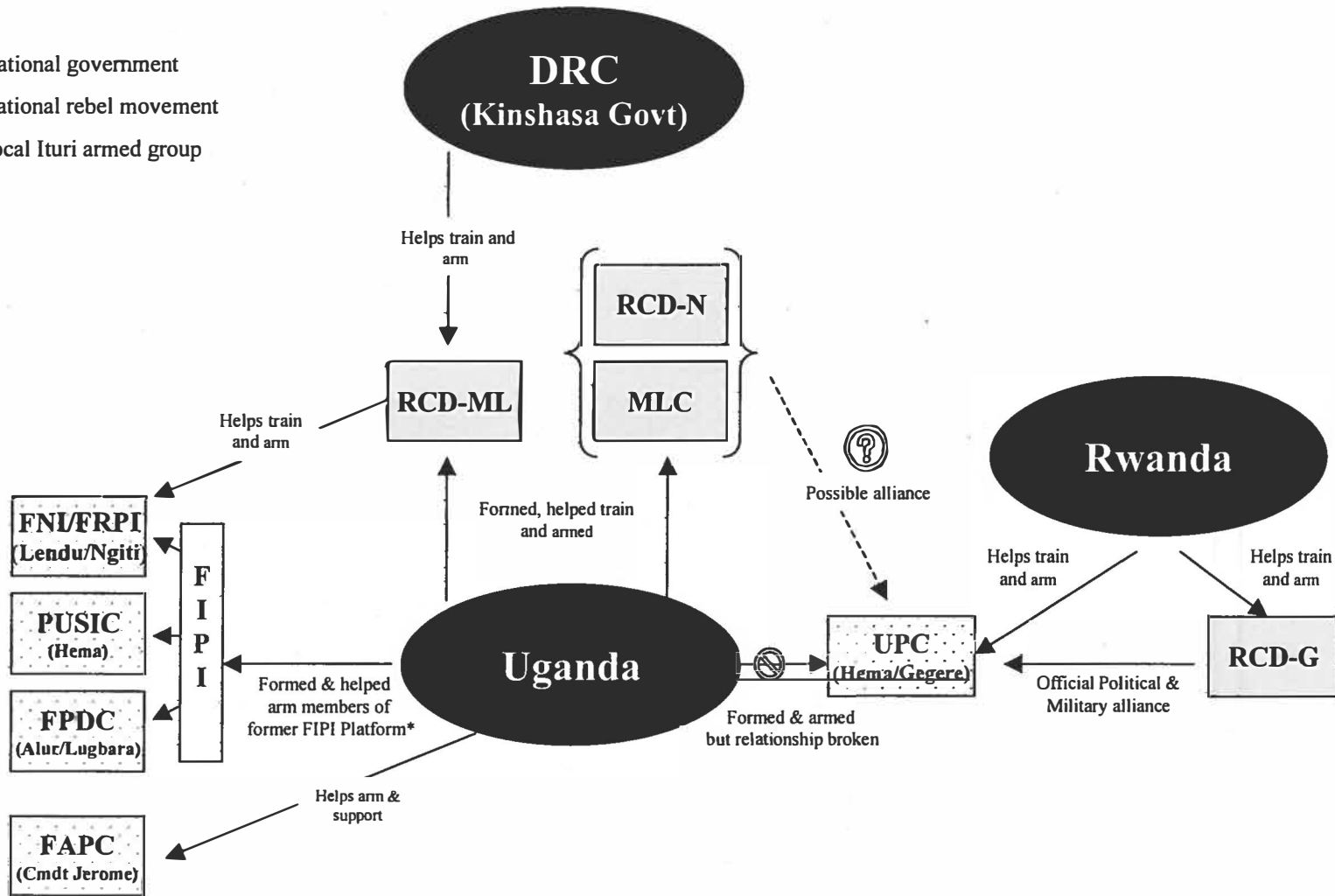
Commander Jerome, based in Aru and Mahagi, established FAPC in March 2003. Jerome has changed allegiances several times, moving from the RCD-ML, to the RCD-N, to the UPC and to the Ugandans but he has more or less stayed in the area of Aru. His group recently obtained support from the Ugandans who attempted to put Commander Jerome in charge of a mixed security apparatus in Bunia just prior to the start of their withdrawal. Other parties objected and Commander Jerome returned to his home at Aru.⁷⁴ A mutiny occurred in his ranks in May 2003 which was allegedly put down with Ugandan support.⁷⁵ Jerome is reportedly a Banyarwanda from North Kivu.

⁷⁴ Human Rights Watch telephone interview, Bunia, May 2003.

⁷⁵ Human Rights Watch telephone interview, Kampala, May 2003.

Web of Alliances in Ituri

- Denotes national government
- Denotes national rebel movement
- Denotes local Ituri armed group



* FIPI Platform collapsed in May 2003

Please note that alliances change frequently. This is accurate as of May 2003.

The actions of the Hema Chief Kahwa Mandro illustrate the readiness of local actors to change allegiances. Initially supported by Uganda, Chief Kahwa and some other Hema noticed a decline in this backing and decided that the Ugandan Army was not doing enough to protect them against the Lendu. Chief Kahwa Mandro explained to Human Rights Watch researchers:

In August 2000, I was fighting the Lendu in Ituri. But I was accused of being with the Rwandans and the Ugandan rebels, the ADF, so the Ugandans also started to fight with me. I decided I should go and talk to President Museveni which I did in August. He decided that my cause was noble. Our group came for training to Uganda on August 28, 2000. I was in Uganda for 6 months at Kyakwanzi training camp where 705 of us were trained.

After Sun City the Lendu started to be armed by Mbusa [RCD-ML] and so we decided we had to get rid of him. Then Lubanga was arrested by the Ugandans. We didn't understand this. I stayed in Bunia while Governor Molondo planned a genocide against us.⁷⁶ I started training about 3,000 fighters in Mandro with the financial help of the Hema community. We collected guns from small attacks. We had been negotiating with Uganda for three years and they had been responsible for so many deaths. No one was aware of our problem. In June 2002 I decided to go to Rwanda to find help for our defense. They had lived through a genocide so they knew what it was like. They understood me and provided us with weapons and logistics. I discussed the situation with James Kabarebe.

Initially this support was good and I thought Rwanda understood my situation, but they profited from it to create another situation. They wanted Ituri to be their rear base to attack Uganda. They continue to send arms including missiles and ammunition for tanks when we don't even have tanks. They are even sending troops. They are recruiting young soldiers and putting fear into them. They come in with small planes to airstrips like Mongbwalu, Aru, Boga and Bule. I know they do this as I used to go myself on small planes from Kigali to Ituri.⁷⁷

After becoming disillusioned with Rwandan support and the policy direction of Lubanga's UPC, Chief Kahwa felt threatened. He separated from Lubanga's group and re-established links with the Ugandans. He continued:

I was on the list of people to be eliminated by the UPC. When Museveni found out about this, he sent a plane to come and get me. He encouraged me to talk to the Lendu in Kpandruma so we could stop fighting. I started a political party, PUSIC, and then became part of the FIPI coalition which wants peace in Ituri and includes Lendu plus others. I talked to President Kabila in Dar es Salaam where I told him he must stop supporting the Lendu. They were killing us. He understood.

I am going to attack Bunia again and will take it, even if I die. The Ugandan army is informed of our plans but I don't count on them for help.⁷⁸

Assistance from external actors may prompt dissidents in a group to hive off and form their own organization, as Chief Kahwa did. However, external actors can also promote coalitions, including those across ethnic lines, like the FIPI group which included Hema, Lendu, and Alur political groups.

The increase in the number of combatant groups in and around Bunia has been matched by increased flow of arms to Ituri as outside actors attempt to ensure victory for their local allies. This greater availability of arms contributed to more casualties in Ituri including civilians.⁷⁹ In addition to being better armed than in the past,

⁷⁶ See below for conflict between Governor Molondo and Hema.

⁷⁷ Human Rights Watch interview, Chief Kahwa Mandro, Kampala, February 22, 2003

⁷⁸ Ibid.

⁷⁹ Different estimates exist of the number of people killed in Ituri, none of which is based on a systematic survey. The UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) cited 50,000 dead in its Integrated Regional Information Network report on Ituri, December 2002.

Hema, Lendu, and Ngiti militia groups also appear to be better organized and trained and to function with a more structured military hierarchy.

The Hema - Lendu Conflict

The Hema are pastoralists and the Lendu agriculturalists, but historically there was a high degree of co-existence between the two groups and intermarriage was common. Belgian colonial rule accentuated ethnic divisions between the two communities, however, by trying to reorganize traditional chieftaincies into more homogeneous groups and by favoring the Hema over the Lendu. Even after independence in 1960, the Hema continued as the administrative, landowning, and business elite. When the territory of Kibali-Ituri was created in 1962, for example, no Lendu obtained key positions in the administration. President Sese Sokoto Mobutu confirmed the Hema in management positions in the farming, mining, and local administrative sectors as part of his "Zairiasation" policy. Hema and Lendu fought small battles over land and fishing rights on several occasions after independence, but in general customary arbitration, backed by the state, contained the incidents.⁸⁰

At no point in the documented history of Ituri has the violence attained the levels seen since 1999. The broader war in Congo has undoubtedly sparked the greater violence of the current conflict.

This conflict began in June 1999 when a small number of Hema allegedly attempted to bribe local authorities into modifying land ownership registers in their favor in the area of Walendu Pitsu, part of the Djugu district of Ituri. They reportedly used the false papers to evict Lendu inhabitants from the land, or so some local Lendu believed. These Lendu decided to retaliate. In the absence of a strong local authority, the incident quickly turned into a confrontation between the two communities.

Ugandan interference aggravated the situation. Brig. Gen. James Kazini, then in charge of the Ugandan army in DRC, named Adele Lotsove Mugisa, a Hema, Provisional Governor of the districts of Ituri and Haut Uele⁸¹, formerly part of Orientale Province.⁸² Although the proposal to create such a unit had been backed by some politicians in the area, it was the decree of the Ugandan general that altered administrative boundaries, effectively creating a new "province." In his letter setting up the new post of governor, General Kazini gave full assurances of Ugandan support for the endeavor.⁸³ This important decision, coinciding with the local land dispute, created the impression that the Ugandan army was siding with the Hema landholders.

By 2003 the original dispute had expanded in numbers of people and area touched by the violence. Groups like the Nande, Bira, and Alur previously not associated with either of the contenders have now been forced to choose sides.

Rumor, Propaganda and Prejudice

As conflict between the Hema and Lendu spread and became more bitter, each group turned to propaganda and myths to justify its cause. Hema and Lendu intellectuals alike distorted history for political gain, fabricating new narratives that supported their point of view.⁸⁴ One Hema spokesperson told Human Rights Watch researchers, "We know there is a genocide against the Hema, but we have been ignored for a long time." Other Hema evoked a connection with the Tutsi in Rwanda and claimed that the Lendu together with Interahamwe and Ugandan rebels, the ADF, were perpetrating a genocide like that of 1994 in Rwanda.⁸⁵ These Hema expanded the term "negative forces" to include the Lendu.⁸⁶ The term had previously being used to describe the Interahamwe and

⁸⁰ Tensions were high in 1962, 1965, 1975, 1983, 1984, 1997.

⁸¹ Governor Lotsove eventually let the Haute Uele district go its own way after it rebelled against her leadership; she retained control over Kibali-Ituri, commonly known as Ituri.

⁸² Ugandan High Command, Brig. Gen. James Kazini to Madame Lotsove, June 18, 1999, reference OPN/SH/C/6A.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ See Johan Pottier, *Re-Imagining Rwanda: Conflict, Survival and Disinformation in the Late Twentieth Century*; Cambridge University Press, 2002.

⁸⁵ Human Rights Watch interview with Hema leaders including Dr Dhejju Maruka, Professor Karimagi Pilo, Mr Philemon, and Mr Kiza, Bunia, February 13, 2003.

⁸⁶ Jean Baptiste Dhetchuvi, open letter, *Ituri – What Future?*, September 1, 2002.

ADF. Official Hema statements declared that these “negative forces” were hostile to peace and must be eliminated.⁸⁷ At times some Hema described the Lendu as “terrorists”.

Some Lendu and Ngiti allied with them sought to whip up anger against Rwanda, Uganda, and their local allies. The Ngiti armed group FRPI published a pamphlet charging that Presidents Kagame and Museveni sought to establish a Hima⁸⁸-Tutsi empire. They claimed that the Hema, backed by Uganda and Rwanda, would carry out “ethnic purification” and eliminate the Lendu peoples (including the Ngiti) in Ituri. They urged “fierce resistance” against external aggressors and those groups complicit with them.⁸⁹

In November 2002, a Lendu group, the LORI Cultural Association stressed the historical grievances of their people and called on “all Lendu to resist aggression and all forms of domination that have been a part of Lendu history.”⁹⁰ In a January 2002 communiqué, Lendu Chief Longbe Tschabi Linga complained about the marginalization and subordination of his community. He went on to “denounce the alliance of death between the UPC and RCD-Goma” that have resulted in the “Hema proudly singing about the extermination of the Lendu.”⁹¹

V. MASSACRES AND OTHER HUMAN RIGHTS ABUSES

The Attack on Bunia

In early August 2002, the UPC combatants, then in control of part of Bunia, worked together with the Ugandan army to dislodge the RCD-ML forces and take control of the town and some of its outlying areas. In the process, they committed the abuses detailed below. The taking of Bunia was the prelude to the establishment of the UPC government later the same month.⁹²

The early August violence in Bunia demonstrates three essential aspects of the conflict in Ituri. First, all parties commit abuses. In this case it was more or less simultaneously with both Hema and Lendu armed groups killing civilians of the opposing ethnicity, often in their homes. In other cases the killing has taken place in succession purportedly as retaliation for attacks. Second, the support of external actors is important. In most cases such support remains in the background, but in this case, the aid of the Ugandan army clearly assured the UPC victory. Third, as in all other cases, civilians bore and continue to bear the brunt of the casualties.

The build-up to the August violence began in June and July as Hema militia grew more and more hostile to Governor Molondo as he integrated Lendu and Ngiti militia into the APC. Lodged at Lubanga’s house and protected by soldiers of the Ugandan army, they sought control of increasingly large parts of Bunia town. They skirmished with APC combatants on July 10 at a bar called TV5 and on July 25 at Camp Ndoromo, where the APC were training an estimated 1,200 Lendu and Ngiti combatants. On August 6 Hema combatants reportedly backed by Ugandan soldiers launched a major attack at Ndoromo and were repulsed only after fourteen hours of fighting, supposedly with the loss of two Ugandan soldiers. According to local sources, the UPC used anti-personnel mines, one of which wounded an APC soldier. Families of Lendu and Ngiti combatants fled to the governor’s residence in Bunia seeking protection.⁹³

On August 7 and 8 UPC militia tried to occupy some neighborhoods of Bunia and in the process deliberately killed Lendu civilians and others, such as Nande and Bira, seen as Lendu allies. Lendu militia targeted and killed dozens of Hema civilians in the Mudzi Pela neighborhood and in other predominantly Hema neighborhoods like

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Hima are an ethnic group in Uganda often said to be related to Tutsi of Rwanda; Museveni is said to have had a Hima among his ancestors.

⁸⁹ Patriotic Force of Resistance in Ituri (FRPI), Manifesto of Resistance, January 2003.

⁹⁰ LORI Cultural Association, Declaration of the Lendu Community, November 16, 2002.

⁹¹ Chief Longbe Tchabi Linga and the Editorial Committee, SOS of the Lendu Community in Kpandruma, January 22, 2003.

⁹² Human Rights Watch interviews, Bunia, February 2003.

⁹³ Human Rights Watch interviews, Bunia, Beni, and Kampala, February 2003; Human Rights Watch, “Chaos in Eastern Congo: UN Action Needed Now, A Briefing Paper, October 2002.

Saio, Rwambuizi, and Simbiliabo. Both sides burned houses, displacing large numbers of civilians.⁹⁴ A witness said:

On August 7 the young Hema militias chased the Bira and the Lendu in Bunia. They knew which houses to go to and whom to target. There were about 200 of them, a mix of those in uniform and in civilian dress. They killed a lot of people that day – about thirty-seven – though I think there were more. A few days later, on August 9, they were buried by the Red Cross and the chief of the area. They included men, women and children. The killing went on from 7:00 a.m. till about 1:00 p.m.⁹⁵

Outside of town, at Lengabo, Lendu and Ngiti militia deliberately killed thirty-two Hema civilians who had sought refuge at the farm of Tibasima Ateenye, a Hema leader once linked with the RCD-ML but at this time resident in Kinshasa. A witness reported:

Thirty-two Hema people died there [at Tibasima's farm]. I counted them. About seven died from bullets while the rest had died from machete wounds. This attack really increased the tensions. Some of the injured came to Bunia. They had even cut off the legs of one child and the arm of another.⁹⁶

The militia reportedly killed two Ugandan soldiers who had been protecting the Hema at the farm and drove the others away. It is unclear whether these Ugandan soldiers sought to protect Hema from a sense of duty—in contrast to their fellows who did nothing or joined in killing Hema—or whether they had been privately hired to protect Tibasima's farm, an arrangement that Ugandan soldiers sometimes made for their own profit.⁹⁷

On August 8, 2002 the Governor met with Ugandan army commanders to appeal for restraint in the town. He said that the Ugandan army was there to provide security, not to take sides. According to a witness at the meeting, one of the Ugandan army commanders threatened Governor Molondo, saying that he had been ordered by the highest military level in Kampala to neutralize him.⁹⁸ At 8:00 p.m. that evening the Ugandan army attacked the governor's residence. The attack lasted for only ten minutes but was enough to cause further panic in the town. The Lendu, fearing for their lives, ran to the governor's residence for protection as killings continued in Mudzi Pela and other areas of Bunia.

On August 9, 2002 at 2:00 p.m. the Ugandan army, followed by the UPC, again attacked the governor's residence and the surrounding neighborhood, known as the *sous-region*, using heavy weapons including tanks. After a short battle, Governor Molondo and APC troops fled on foot towards Beni. After they left, UPC combatants continued killing Lendu, Nande, and Bira civilians near the main hospital in the Bigo neighborhood and near the central prison. A witness reported:

On August 11 I was finally able to go to the governor's residence. I saw the Ugandan army and the Hema looting the houses. In the house of a military commander called Pichu there were five bodies of women including the wife of Pichu and four others. All had been shot and his wife had a bullet in the head. At the next house I found another three bodies – one woman and two children. There were still people seeking refuge there. Further along I found the body of a small child. That really shocked me. At the vice-governor's house I saw seventeen bodies, including women and children. After seeing all this I returned to where I was staying. I was scared.⁹⁹

Several mass graves have been discovered, including two near the governor's residence and others near the prison and the hospital. According to MONUC, 110 people died in the violence in and around Bunia, but local sources

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

⁹⁶ Ibid.

⁹⁷ Human Rights Watch, "Chaos in Eastern Congo."

⁹⁸ Human Rights Watch interview, Beni, February 2003. See also Human Rights Watch, "Chaos in Eastern Congo."

⁹⁹ Human Rights Watch interview, Kampala, February 2003.

estimated the dead as at least 150. The victims included both Hema and Lendu civilians many of whom had been targeted only on the basis of their ethnicity. Several mass graves were subsequently discovered including one with twenty-six bodies of mostly women and children, many with bullet wounds in their backs.¹⁰⁰ Some witness said that victims were also thrown in the Chari River.¹⁰¹

The Ugandan army backed the UPC attack that deliberately killed large numbers of civilians. In addition, they failed in most cases to protect civilians who were being targeted for killing in and around the town, despite having large numbers of troops available less than a mile away. Ugandan soldiers also joined UPC and others in looting homes and shops. Major David Muhoozi and Captain Eddy Muwonge of the Ugandan army disclaim responsibility for these abuses, saying this was “a Congolese matter”.¹⁰²

Massacres and other Abuses by the UPC

The UPC Government and the Growth of Extremism

The UPC was the first ethnically- based political party established in Ituri. Its formation of a government under Thomas Lubanga in August 2002 sparked the creation of several other ethnically- based movements seeking to counter its growth. (See box above.) Initially the UPC claimed to be a national and representative movement, created by Iturians, for peace and reconciliation in the area. It was reportedly financed by key Hema businessmen in the region who supposedly had a controlling hand in many political decisions.¹⁰³

From August 2002 to March 2003, the UPC controlled Bunia and the immediate surrounding area, including most parts of the Djugu territory just to the north. Although it claimed to control all of the former district of Ituri, it did not control Mambasa to the west and the area of Kpandruma and Rethy to the north where the Lendu had their base. It exercised only sporadic control over the Alur and Lugbara areas near the Ugandan border. During this period, the former Governor of Ituri, Jean-Pierre Lompondo Molondo appointed by Mbusa Nyamwisi of the RCD-ML, claimed to still govern the western parts of Ituri that were under the military control of the APC.

On paper the UPC government appeared representative with a number of ministers from other ethnic groups, but in practice it was controlled by the Gegere – the northern branch of the Hema ethnic group. Some representatives of other ethnic groups joined the movement and the government under duress. One such minister said,

I decided to enter the UPC for security reasons and not because I wanted to. I was desperate to protect my family. A lot of people were disappearing and I felt I had no choice. Everyday I go to work and to the movement meetings, but my heart is not in it. There are many others in a similar position.”¹⁰⁴

Other persons unwilling to join the UPC or its government fled or went into hiding when they heard they had been nominated to government posts.¹⁰⁵

At about the time the UPC established its government, a group composed mostly of Gegere attempted to set a more clearly anti-Lendu policy for the party. The group reportedly included Adele Lotsove Mugisa, Jean Baptiste Dhetchuvi, and Richard Lonema, an influential local Hema spokesperson. According to Hema now estranged from the UPC, this group together with Lubanga—whom they may have led rather than followed--advocated eliminating the Lendu and Ngiti in order to end ethnic conflict once and for all. They reportedly proposed killing key Lendu and Ngiti leaders, especially intellectuals, and cutting economic links to Lendu communities.¹⁰⁶

¹⁰⁰ Human Rights Watch interviews, Bunia, February 2003.

¹⁰¹ Human Rights Watch interviews, Bunia, February 2003.

¹⁰² Human Rights Watch Interview, Major David Muhoozi and Captain Eddy Muwonge, Bunia February 2003.

¹⁰³ Human Rights Watch interviews, Bunia and Kampala, February 2003. See also U.N. Security Council, “Final Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the DRC,” S/2002/1146, October 16, 2002, paragraph 121.

¹⁰⁴ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

¹⁰⁵ Human Rights Watch interview, Beni, February 2003.

¹⁰⁶ Human Rights Watch interviews, Kampala and Bunia, February 2003.

A Hema now opposed to the UPC said, “Meetings of the movement became divisive as a core group including Lotsove, Lubanga and Dhetchuvi held meetings apart in Kilendu, a language not spoken by Hema from the south. It was clear to us they had a different vision.”¹⁰⁷ Some UPC members claimed they opposed the new direction. One such person explained, “When we came to power the logic of the movement changed to eliminating the Lendu and the Ngiti. I was against this and told the leadership this.”¹⁰⁸ After protesting, the dissident believed the leaders planned to kill him and he fled for his life.

Against this backdrop of growing extremism, the UPC pressed for autonomy for Ituri. In public statements they asked, “Why should non-Iturians be managing our territory?”¹⁰⁹ and they argued that if the national government took control of the area it would loot Ituri, as had others. Some UPC leaders talked in terms of the new division of people into “originaires” and “non-originaires”.¹¹⁰ While it was never completely clear who were “originaires”, many people understood them to be Hema and Gegere. People of other groups feared and resented this UPC claim to being the original inhabitants of the area.

Attack at Mabanga

As UPC leaders began defining anyone not on their side as “the enemy”, Hema and Gegere armed groups attacked other groups that had previously seen themselves as neutral in the conflict. In Mabanga, a gold mining town inhabited by several ethnic groups, for example, Gegere militias turned on the “non-originaires” on August 28, 2002. An attack by Lendu militia had just been repulsed and the local Gegere combatants forced the “non-originaires” to join them in chasing the retreating Lendu fighters. After driving the assailants to a safe distance, the Gegere combatants turned on the “non-originaires.” A witness recounted:

When we returned from the fighting, the Gegere said that all those who spoke Swahili and were non-originaires should leave straight away. Then I saw a group of Gegere who had come from Iga Barriere. They were in civilian clothes, running together and were well armed with spears, machetes, chains, and guns. They were chanting, “Non-originaires slaughtered, Bira killed.” Within minutes of their arrival they started to kill people. If they saw you and you were light skinned they would kill you shouting “jajabo”¹¹¹. They were slashing people with their machetes on their arms and their heads. I saw them kill people. They killed Mr. Totosca and also Ramon Faraho – two people that I knew. They hacked them to death with their machetes and then burned them.¹¹²

Massacre at Songolo

The UPC moved south after establishing its hold over Bunia and surrounding areas. The Ngiti, a people related to the Lendu, who lived in this area felt increasingly under pressure as the UPC took market towns and key roads. Those living near Nyakunde were particularly concerned because they had a history of land disputes with the locally important Bira. During the August violence in Bunia, the Hema had attacked the Bira, lumping them together with the Lendu. But in this area, perhaps because of the competition over land, the Bira were more often allied with the Hema and wanted to drive away the Lendu, seeing their presence as a potential reason for attracting war to their region.¹¹³ In August 2002 UPC troops replaced a small Ugandan force that had withdrawn

¹⁰⁷ Human Rights Watch interview, Kampala, February 2003.

¹⁰⁸ Ibid.

¹⁰⁹ Jean Baptiste Dhetchuvi, open letter, *Ituri – What Future?*, September 1, 2002.

¹¹⁰ “Originaires” and “non-originaires”, meaning indigenous and non-indigenous. The French term is used throughout as it has a specific relevance in Ituri. The ethnic groups who are “originaires” tend to include Hema, Bira, Lendu, Ndo Okebo, and Alur although this is contested. In practice since the Lendu are considered the “enemy”, the concept “originaires” for the Hema excludes them.

¹¹¹ Local term for Lingala speakers not from the Ituri region.

¹¹² Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

¹¹³ This was done by the Bira Chief of Andisomma. It was likely also linked with historical tensions between the Bira and the Ngiti over land. Much of this history has not been forgotten by either group and is often cited as further justification for killings by both sides. Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

from Nyakunde the week before. Several Ngiti civilians were killed in late August, for which many Ngiti held the Hema combatants responsible.

Colonel Khandro and others from a group of Ngiti combatants reportedly met with Ngiti community leaders at Songolo, a town some ten miles from Nyakunde to discuss possible military action against the Hema. The community leaders appealed for restraint and got the combatants' agreement not to attack Nyakunde and to launch military operations only in self-defense.

In the early hours of August 31, 2002, the UPC together with Bira attacked Songolo. A witness recounted:

The UPC and Bira attacked in three groups, about 500 of them, coming from three different directions. They had military uniforms. Most of them were UPC. Commander Bagonza ordered the troops to attack Songolo. He was there himself; I saw him. They were together with Bira in civilian clothes who had machetes and spears. In the center of Songolo there was a clash between Ngiti fighters and the UPC and Bira. They used mortars and rockets. We saw this from where we were, at the bottom of the hill. Nine Ngiti combatants were killed and more than twenty Hema/UPC.

Then the Bira combatants guided the UPC to the houses. They killed people, most with bullets, others with machetes and spears. I saw mostly old people killed. Some were attacked in their sleep, including children and women. The Bira combatants also decapitated some people with machetes. There were 140 dead, including many women and children. We asked people to come out of the bush to bury the dead. We took turns doing the burial.¹¹⁴

The attack lasted about nine hours. Witnesses "felt surrounded" as the attackers entered the town, cutting off escape routes, including the small footpaths. One said:

I hid in the mountains and went back down to Songolo at about 3:00 p.m. I saw many people killed and even saw traces of blood where people had been dragged. I counted 82 bodies most of whom had been killed by bullets. We did a survey and found that 787 people were missing – we presumed they were all dead though we don't know. Some of the bodies were in the road, others in the forest. Three people were even killed by mines. Those who attacked knew the town and posted themselves on the footpaths to kill people as they were fleeing.¹¹⁵

Ngiti community leaders sought help by informing MONUC in Bunia and submitting a report about the events. MONUC did report back to its Kinshasa headquarters on September 3, 2002 that UPC soldiers were seen looting in Songolo,¹¹⁶ but otherwise there was no action taken. Ngiti combatants accused the community leaders of letting their people down "as the reports meant nothing."¹¹⁷ They began planning a reprisal attack against the Hema which was carried out on September 5, 2002 in Nyakunde (see below).

Massacre at Mongbwalu

Mongbwalu, an important gold mining town northwest of Bunia at the heart of the Ashanti Goldfields' concession, changed hands frequently in a series of attacks and counter-attacks during this conflict. In mid-June 2002, while the RCD-ML were still in control of Ituri, their forces and Lendu militia attacked Hema civilians in the town while Hema militia targeted Lendu civilians in outlying areas. For greater security people moved to areas inhabited by others of their ethnic group, a move facilitated apparently by local chiefs. Many Hema civilians left Mongbwalu through "safe corridors" to other areas. Those who decided to stay faced abuses by the Lendu, including the summary execution of women and children accused of being witches (see below).

¹¹⁴ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

¹¹⁵ Human Rights Watch interview, Beni, February 2003.

¹¹⁶ Internal MONUC correspondence, September and October 2002.

¹¹⁷ Ibid.

When the UPC took power in Bunia in August, they were keen to take Mongbwalu to have access to its gold mines. In October they attacked the town but were pushed back by the Lendu combatants and APC soldiers. The UPC regrouped and in late November 2002 attacked again, this time joined by some of Bemba's MLC soldiers, some Ugandans, and perhaps some Rwandans.

Bemba's MLC forces had been in the area for several weeks along with troops of Lumbala's RCD-N troops. They were trying to push east into parts of Ituri controlled by their rival Mbusa Nyamwisi's RCD-ML (see below). Their campaign was known as "effacer le tableau" (Operation Erase the Blackboard) so witnesses referred to Bemba's soldiers as the "Effaceurs." Numerous witnesses also said that Ugandans helped the UPC. One said, "The Hema and the Ugandans were always together."¹¹⁸ Another witness explained their tactics, saying the Ugandans led and the Hema were behind during the attack.¹¹⁹

In their second attack, the UPC used heavy weapons, including mortars and other explosive devices, probably made available to them through one or the other of their outside backers. They began their attack at a village called Pluto on the outskirts of Mongbwalu. A witness recounted:

The Hema of the UPC, Ugandans and the "Effacer le Tableau" [MLC] came at 11:00 on Friday. They all worked together and attacked Pluto just outside Mongbwalu. They entered directly with their guns to shoot at the population. I was at home in Pluto and I heard cries and mortars falling and I knew the war had started. I fled from Pluto and ran to Mongbwalu. I saw that it was soldiers attacking us as they had camouflage uniforms and some had black berets. They all had guns and they were everywhere.

As I was running I saw people being hit by bullets. Women and children were falling. Some people did not run and hid in their houses in Pluto. I heard afterwards that these people were all slaughtered. The assailants continued to kill people for five days in Pluto. People who escaped from Pluto told me this, although not many managed to find their way out.

They then attacked Mongbwalu as well and I was forced to flee again to Saio, about three miles from Mongbwalu. The attackers were looking for Lendu, Ngiti, and Nande people. The Hema combatants knew us so they could easily find who we were. Other people were killed as well though. Not much later they also came to attack us in Saio. I had to flee again. They killed many people.¹²⁰

Another witness told what happened in Mongbwalu itself:

The Hema and the "Effaceurs" [MLC] came into town and started killing people. We hid in our house. I opened the window and saw what happened from there. A group of more than ten with spears, guns and machetes killed two men in Cité Suni, in the center of Mongbwalu. I saw them pull the two men from their house and kill them. They took Kasore, a Lendu man in his thirties, from his family and attacked him with knives and hammers. They killed him and his son (aged about 20) with knives. They cut his son's throat and tore open his chest. They cut the tendons on his heels, smashed his head and took out his intestines. The father was slaughtered and burnt.

We fled to Saio. On the way, we saw other bodies. ... They were shooting anyone, just shooting. Anyone caught by the bullets died. Most of the people were killed by bullets. There were also many people killed at the airport, with machetes and guns. There were even more bodies there, more than thirty.¹²¹

A gold digger who worked in Mongbwalu said:

¹¹⁸ Human Rights Watch interview, Erengeti, February 2003.

¹¹⁹ Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

¹²⁰ Ibid.

¹²¹ Ibid.

There were two groups of Hema militia: one with firearms, the other with machetes, spears, and mukuki (a sharp knife attached to a piece of wood which is thrown). The second group was killing civilians who hadn't fled. The victims were Lendu and Jajabo. The Hema militia didn't have any pity for people. They slashed them with machetes and killed them.¹²²

Many civilians fled with the Lendu combatants to Saio, a few kilometers away. When the UPC, MLC, and Ugandan assailants followed them there after taking Mongbwalu, some civilians ran into the forests while others tried to hide in Saio, including at a church called "Mungu Samaki." When UPC combatants found the people in the church, they slaughtered them.¹²³

The UPC combatants captured other civilians and imprisoned them at a military camp, where they later killed them. A man who was imprisoned there told Human Rights Watch researchers:

I was taken to the prison and could see out the window of my cell. The Hema militia were killing people from particular groups. They were especially looking for Lendu. They would pick out prisoners to kill. They took them one by one to question them, then they released them or killed them. They shot people in front of other prisoners. They tied their arms behind their backs with wires. They slashed their heads with knives. They made them sit down and then they shot them. They also shot any who tried to escape. Sometimes they took people outside and they never came back. They killed about twenty people, including some boys I knew from my neighborhood. I even saw them kill two Pygmies – a man and a woman. Another woman came to the prison to look for her son. They asked her why she had come there and then they killed her. They beat us with whips and ropes. They questioned me too. They asked me where the Lendu and the APC had fled to. I didn't say anything. I managed to escape the following day. I saw more than ten bodies outside the prison. The Hema militia were everywhere in Mongbwalu and I hid so they wouldn't see me. I saw holes, like graves on the edge of town. They were freshly dug and covered with earth. I presumed there were people inside.¹²⁴

Based on witness statements, local human rights organizations estimate that at least 200 people were killed in and around Mongbwalu, but the death toll could be much higher. The victims include Freddy Bosama, Lokana Kpakani, and two teachers called Budhe and Lossa.¹²⁵ A witness related:

Six days later I returned as I knew some Hema and I wanted to collect my things. There were only combatants in Mongbwalu and they had looted everywhere. I saw that many Hema had returned to move into Lendu houses. I counted five bodies of civilians including women and children. I had come into Mongbwalu from the forest with another girl who was on her way to Saio. I saw her again later and she told me that there were many bodies along the side of the road. Many houses had also been burnt. The soldiers took many young men that day to bury the bodies of the people they had killed.¹²⁶

Abbé Boniface Bwanalunga, the Ngiti priest of Mongbwalu parish, disappeared during the November attack. There are reports that the UPC combatants detained him along with two nuns. The nuns were released and later returned to bring food to the abbé, but the UPC combatants refused them permission to see him and told them to go away and not come back again. Abbé Bwanalunga has not been seen since.¹²⁷

The co-operation between Bemba's MLC and Lubanga's UPC was new. The UPC may have been exploring the possibility of a real alliance with the MLC while it seems that the MLC was interested in getting access to Mongbwalu's gold. A witness who returned to Mongbwalu after the attacks said:

¹²² Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

¹²³ Justice Plus interviews, Ituri, March 2003.

¹²⁴ Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

¹²⁵ Justice Plus interviews, Ituri, March 2003.

¹²⁶ Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

¹²⁷ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

At that time it was clear the UPC were in charge. Commander Bosco had been at the head of the attack but he didn't stay long after it was over. The troops of the MLC were led by the UPC. They all spoke Lingala. I spoke to a person I knew from this group. He told me that the UPC from Aru had asked them to come and attack Mongbwalu. They had been promised gold if they helped. As soon as they had captured Mongbwalu they set up a system of collecting taxes and gold from people who were mining.¹²⁸

Soon after the attack, the UPC attempted to start up the gold operations. This required labor and the most experienced diggers were Lendu and "non-originaires". The UPC sent out messengers to encourage the population to return. According to a witness, "The UPC commander said in a meeting that the UPC was for everyone. He asked the population to return, especially the Lendu, but they refused."¹²⁹ When a few people returned, the UPC tried to use them to persuade others to come also. A witness said:

Gbala also came back and the Hema asked him to go into the forest and call for the others to return. He did go into the forest and told the people the truth, that their homes had been looted. Some people refused to return but others did. When Gbala returned on 16 December 2002 he was arrested and accused of being against the UPC as he had denounced the looting. He was taken to prison and then killed.¹³⁰

Because most Lendu refused to return, UPC troops forced others to begin mining. A witness said:

Many people fled but those who stayed in Mongbwalu were made to work for the Hema militia digging gold. There were three shifts: those who worked in the morning, those who worked in the afternoon, and those who worked at night. They were not paid. It was hard labor. They had to dig under big stones without machines. They had only hand tools like pick-axes. They were given bananas and beans to eat and they were beaten. Some tried to run away by pretending to go to the toilet. The Hema militia were keeping watch over the workers. As the Lendu had fled, all the other groups were made to dig. I saw them working there on the first day. The Ugandans were also there to ensure security. If they hadn't been there, it would have been terrible. The quarry belonged to Mr. Baou. Before, everyone used to dig gold, but the Lendu were considered the experts.¹³¹

In this case Ugandan soldiers present to protect the gold mining operations apparently also limited militia abuses of persons forced to work there.

Local witnesses report that some Rwandans were present during the Mongbwalu attack, claiming they recognized them by their language, their accents, and their appearance. According to one person, Lendu combatants captured several Rwandans along with Ugandans in the fighting. He said, "They found their ID cards which showed they were Ugandan and Rwandans. I saw them bringing Rwandans into Saio. The Lendu called out to us to come and see the Rwandans they had captured."¹³²

With the tension between Uganda and Rwanda, it is unlikely that regular soldiers of their armies would have cooperated in military operations, but it is possible that dissidents or rebels from one force could have joined with regular forces from the other. Such was the report in one journal that specializes in mining affairs. The Rwandans, reportedly already supplying training and arms to the UPC, would have been prompted in part by a desire to exploit local resources in gold. Lubanga reportedly promised to ship the gold out through Kigali rather than through Kampala.¹³³

¹²⁸ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

¹³² Human Rights Watch interview, Erengeti, February 2003.

¹³³ "UPC Rebels Grab Mongbwalu's Gold", *African Mining Intelligence* No. 53, January 15, 2003.

Establishing the identity of all the perpetrators of abuses at Mongbwalu will require further investigation. What is already known is that civilians suffered enormously from their exactions.

In addition to the cases documented above, Human Rights Watch researchers collected information on deliberate killings of civilians by UPC combatants at Bolombo in late August or early September 2002 and at Zungulouka in October 2002.

UPC Abuses of Lendu and Others Seen as Political Opponents

Soon after taking power in Bunia and with extremists in powerful positions, Lubanga's UPC launched a campaign of arbitrary arrests, executions and enforced disappearances. Witnesses described it as a "man hunt" for Lendu, Ngiti, "non-originaires," and others opposed to extremist UPC policies. Many fled and others went into hiding. Wherever the UPC took control, it initiated a campaign against the "enemy," including in Bunia, Mahagi, and Aru. The campaign was systematic and often involved torture and apparently was authorized at the most senior levels of the UPC leadership.

Commanders Bagonza, Kisémbu Bahemuka (UPC Chief of Staff), and Rafiki Saba Aimable (UPC Chief of Security Services) reportedly directed the campaign. Two prison areas in Bunia became notorious as places of execution and torture. These included Bureau Deux¹³⁴, an old warehouse on one of the main streets in Bunia and the house of Commander Bagonza himself just off the main street in the center of town. Human Rights Watch researchers collected information about more than 100 people victimized by this campaign, including the cases described below.

On September 28, 2002, Adriko Johnson, the thirty-year-old assistant mayor of Bunia and a leading member of the UPC, disappeared after a party meeting. A number of Lendu testified that Mr. Johnson had given them refuge at his house when UPC troops were searching for Lendu in August.¹³⁵ Other witnesses testified that Johnson had wanted to end the targeting of the Lendu and Ngiti, arguing that the movement could not be based on one ethnic group. According to reports, he was taken to the house of Commander Kisémbu, the UPC Chief of Staff, the night he disappeared. Here he was interrogated and then executed a few days later. No body has ever been found. Friends and family members called on the UPC to launch an investigation. One told Human Rights Watch researchers, "When we inquired about where he was the UPC wouldn't say. They said they would do some research but they didn't. The UPC security services say it is a very complicated case but until today we know nothing. We even spoke to the Ugandans and President Lubanga but they also did nothing. We have just received silence."¹³⁶

Chief Bulamuzi Dieudonné, a forty-year-old traditional chief from Nyakunde, was killed in Bunia on September 5, 2002. He had been asked to join the UPC but had refused. He was allegedly tortured in Bureau Deux and was then released. That same evening, six UPC soldiers came and shot him dead about 100 meters from his house.¹³⁷

A young student, accused of being a Lendu combatant, was taken by the UPC militia to an underground prison in the compound of the governor's residence in Bunia where he spent at least four days with some corpses. He was then taken to the prison of Commander Bagonza where he was tortured so severely that he still bears scars all over his body. The torturers put a stone in his mouth and stamped on his head. He shouted and fainted. They woke him up by whipping him and throwing water on him. Nearby Ugandan soldiers heard him shouting and intervened to stop the abuse. He later escaped.¹³⁸

Persons suspected of being in contact with the DRC government or with RCD-ML authorities in Beni were considered enemies and often subjected to arbitrary arrest, torture, and sometimes execution:

¹³⁴ This is the term used by local residents.

¹³⁵ Human Rights Watch interview, Kampala, February 2003.

¹³⁶ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

¹³⁷ Ibid.

¹³⁸ Ibid.

On December 9, 2002 I was talking with my family in Aru when UPC soldiers entered the compound. [Commanders] . . . ordered the soldiers to shoot anyone who tried to flee. They forced us to strip, tied us up, and made us lie face down. Then they hit us with large sticks all over our legs, buttocks, and backs. One of the commanders accused us of communicating with Kinshasa, Beni, the Lendu and Aru to bring the war to Bunia, but I was just a student. He said they were trying to find fuel to burn me. I prayed and they laughed at me saying God couldn't save me. I was then taken to the house of one of the commanders and put into a large hole in the ground. They beat us till we cried. There were other prisoners in the hole who were in a terrible state. We were 20 in total. There were two Lendu men who looked as if they had been really badly beaten: Ngdjole and Lobo, who had a broken arm, and a Nande man called Kasiko. The night of December 12 the soldiers came with guns and called these three men. All day long they had been taunting them, asking them how they wanted to die. We shouted at them saying what they were doing was illegal. But they took the men anyway. We heard them cry and ten minutes later the soldiers came back. I was told the three men had been killed. It wasn't a normal place; it was a place of execution.¹³⁹

In this case and those detailed below, witnesses identified their torturers by name to Human Rights Watch researchers.

On November 11, 2002, UPC authorities arrested the most senior judge in Ituri, Jacques Kabasele, accusing him of having contacts with their enemies. The judge related:

I was at home when two people from the DGM [Department of Internal Security] together with a soldier told me that I had been summoned by their boss. They handed me a "bulletin des services" which said that I was required for an investigation. They arrested me and took me to one of the prison cells at the DGM. For two days I waited. There was no formal charge placed against me nor was I allowed access to a lawyer. On November 13 at 7:00 p.m. a team came to interrogate me including officials from the DGM. They asked me many questions about whether I had been in contact with Beni, Kinshasa, or the outside world. They accused me of being in contact with Kabila, Mbusa Nyamwisi, and former Governor Molondo but I had not. They told me the order for my arrest had come from President Lubanga and then they left. I was not physically threatened and I believe they were more careful than usual as they were aware of my knowledge of the law.

They kept me in prison for eighteen days and then released me. No formal charge was laid against me. I requested an official document to explain my absence from work and also I wanted my record cleared but I received no document. The UPC President Lubanga refused to meet with me.

I cannot move around freely and I often do not sleep in my own house. People here are afraid. The UPC does whatever they like and have no respect for the law.¹⁴⁰

Not only senior officials but also ordinary workers were accused of betraying the UPC. Bicycle carriers, known locally as Kumba Kumba¹⁴¹, were suspected of carrying messages from Beni or Mongbwalu to Bunia. On August 23, 2002, UPC authorities went to a warehouse where the bicycle carriers usually picked up their goods. They arrested eleven men including Mahamba Kisala, Tavugha Nzuva, Kalandero Kambale and Sivyalo Ndungo. A witness said:

The UPC asked the carriers for their ID cards. Most of them have two ID cards in order to facilitate their work – one where they are from and one to where they are going. This is quite common. But the UPC

¹³⁹ Human Rights Watch interview, Arua, February 2003.

¹⁴⁰ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

¹⁴¹ Lingala word meaning people of the bikes.

used this as an excuse to arrest them and they also asked them for money. They took them to Bureau Deux and they have not been seen since.

Some days later bodies were thrown into the Chari River in Bunia. I don't know how many bodies there were but someone I know. . . recognized the bodies as those of the Kumba Kumba who had been arrested earlier. There is now no more transportation on bicycles as people are too scared.¹⁴²

A similar campaign was carried out in areas in northern Ituri such as Mahagi and Aru where UPC troops threatened, tortured, and killed many business people involved in trade with the Lendu. Two Alur businessmen said:

On November 23, 2002 we were arrested on the road in Aru by two UPC Commanders. They took us to their headquarters and then four soldiers beat us with sticks for over an hour on our backs, legs and buttocks. They accused us of being pro-Lendu and against the UPC. After beating us they put us in a container¹⁴³ that they used as a prison. There were another four people besides us held prisoner there. We were kept for eleven days. Our wives had to pay the UPC \$4 per meal to feed us. After pressure from others, we were released and then we fled. There are many others like us here.¹⁴⁴

Concerned about their abuses becoming known, UPC authorities also targeted those who had talked to MONUC and international journalists. A Lendu student suspected of contacts with MONUC said:

The UPC soldiers arrested me on October 29, 2002 and took me to the home of one of the commanders. I saw him on the veranda. When we got there, they threw me to their colleagues. They kicked me and hit me with the butts of their guns. They undressed me. They dragged me to a shallow well and threw me in it. They hit me with stones. I put my arms over my head. They asked me what I was doing at MONUC but they didn't let me answer. There were seven of us in total in a space of two square meters. Other prisoners said that the day before, soldiers had shot dead a Lendu civilian prisoner. The next morning, the soldiers took me to the commander who interrogated me about my contacts with MONUC. I told him. He said: "if you continue lying, you will end up dead like the others." He questioned me for about fifteen minutes.... When I went to fetch the water, they beat me with sticks, like a goat. Then they put me in the well again. I was released only because MONUC intervened.¹⁴⁵

The MONUC team in Bunia knew of some of these cases of arbitrary execution, arrest, and torture and reported some twenty of them, involving scores of people, to MONUC headquarters in Kinshasa in September and October 2002. These reports included one on September 9 about thirty-three local businessmen arrested by the UPC; another on September 12 about the slaughter outside Bunia of ten men and six women, whose bodies were then thrown in the river; and yet another on September 14 about a businessman arrested by the UPC and later found dead in Bunia town.¹⁴⁶ Despite these reports, no human rights staff from MONUC headquarters came to investigate the matter until January 2003 and no public denunciations were made concerning these serious abuses. In several cases, however, MONUC staff intervened at the time to stop abuses and to arrange the release of persons arbitrarily arrested.¹⁴⁷

Honoré Musoko, a lawyer and president of Justice Plus, a human rights organization based in Bunia, sought to defend several victims abused by UPC authorities.¹⁴⁸ He then found himself accused of working with the former Governor Molondo and of being an enemy of the UPC. Maitre Honore fled the region in November 2002 but

¹⁴² Human Rights Watch interview, Bunia, February, 2003.

¹⁴³ Large shipping containers are often re-used in central Africa as prisons.

¹⁴⁴ Human Rights Watch interview, Arua, February 2003.

¹⁴⁵ Ibid.

¹⁴⁶ Internal MONUC correspondence, September and October 2002.

¹⁴⁷ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

¹⁴⁸ He had previously been arrested by RCD-ML authorities for having given an interview on Voice of America about human rights abuses they had committed.

UPC authorities raided his organization, Justice Plus, on February 5, 2003 after he gave an interview on international radio about human rights in Ituri. Finding the Justice Plus office empty, the UPC authorities then went on to the office of Bunia Business Communications, which is owned by Maitre Honoré. There they arrested two workers and seized a satellite phone and computer equipment. The two workers were later released without charge but fearing similar treatment, other members of Justice Plus went into hiding.¹⁴⁹

When Human Rights Watch researchers raised this case with UPC President Lubanga and UPC Foreign Minister Jean Baptiste Dhetchuvi, they responded that the equipment had been seized because it was being used for “negative propaganda.” They had taken the equipment, they said, to “make them think and calm them down,” adding that human rights activists were “creating dangers for themselves.”¹⁵⁰ Within a day of this meeting, the equipment of Justice Plus was returned.

A foreign journalist, Gabriel Khan, drew the ire of UPC leaders when he reported in early 2003 on international television about the plight of more than 100 Lendu who had taken refuge in an abandoned house in Bunia. In an interview with Human Rights Watch, Lubanga labeled Khan an unrepentant “criminal” and blamed him for “having turned Ituri into an explosive area.” He accused him of having “given false information to the public which is worse than using firearms or machetes.”¹⁵¹ UPC authorities particularly resented Khan’s having broadcast a statement by a Lendu man who said he did not want Ugandan soldiers to leave because he feared the Hema would kill him if they did.

As of this writing, it appears that UPC authorities have investigated none of these abuses nor have they held anyone accountable for them. Many of those involved in the human rights abuses continue to hold senior positions in the UPC.

Massacres and Other Abuses by the APC and by Lendu and Ngiti Armed Groups

Lendu and Ngiti combatants massacred civilians of the Hema, Gegere and sometimes the Bira groups in late 2002. Among the cases documented by Human Rights Watch researchers were the slaughter at Komanda in August and early September 2002; at Nyakunde on September 5, 2002; at Nizi on October 11, 2002; and at Blukwa and Logo in October 2002. Often seeing themselves as victims, the Lendu and Ngiti combatants apparently believed their attacks to be justified reprisals against previous instances of Hema violence. Supported by the RCD-ML of Mbusa Nyamwisi, and through it by the DRC Government, the Lendu and Ngiti groups have at times carried out joint operations with APC troops. In response to the rise to power of the Hema group through the UPC, the Ngiti and Lendu have also established their own political parties including the Front for National Integration (FNI) and the Patriotic Force of Resistance in Ituri (FRPI), which work closely together. FRPI is often seen as the military arm of the FNI. Some of the leaders of these massacres later played important roles in these parties.

Nyakunde Massacre

In response to the UPC attacks on Songolo described above, the Ngiti Colonel Khandro and an APC Commander called Faustin launched a reprisal attack on Nyakunde on September 5. Over a ten day period these forces systematically massacred at least 1,200 Hema, Gegere, and Bira civilians in the town and in the Center Médical Evangélique (CME), a church-supported hospital.¹⁵²

During the attack, Commander Faustin reportedly told the hospital staff that Ngiti combatants wanted to attack the hospital, one of the largest medical facilities and training centers in eastern DRC and one staffed by several expatriate doctors. They saw the attack as a way of attracting international attention to their cause. He claimed that he personally opposed this plan. In accord with RCD-ML leader Nyamwisi, he wanted to focus the attack on

¹⁴⁹ Human Rights Watch interviews, Bunia and Kampala, February 2003.

¹⁵⁰ Human Rights Watch interview with Thomas Lubanga, Bunia, February 14, 2003.

¹⁵¹ Ibid.

¹⁵² This figure is based on information collected from a variety of sources, including eyewitnesses and others who collected bodies for burial. Many of the victims were buried in mass graves in Nyakunde. It is likely that the number killed is actually much higher.

defeating UPC soldiers and capturing Nyakunde as a prelude to retaking Bunia. Commander Faustin said that he and the Ngiti had finally agreed to attack the UPC camp and kill the Hema found there and then to loot the commercial center, but to leave the hospital untouched.¹⁵³

If there were such an agreement, some Ngiti combatants showed immediately that they would not observe it. A witness related:

I saw a column of Ngiti coming down the mountain. As the groups entered town they went into different directions in quite an organized way. One group went to the left and another to the right to surround the airstrip. A few moments later we heard shots from three different directions like a signal. Then a second group came down the road towards the center of town. I heard the commander shout "Do not touch the hospital". Then a third group appeared a few moments later. Their commander also shouted at them not to touch the hospital but they disobeyed him straight away and entered the hospital grounds where they started to kill people. I witnessed their killing a Bira woman whom they left to die at the crossroads. I saw another woman shot by arrows. After the third group, came another group. The arrival of these four groups, in what seemed like waves, took less than one hour. There was a battle near the UPC camp which lasted for a few hours, though it was only the first group that carried out this battle. All the others entered the hospital grounds and started to kill people.¹⁵⁴

The APC and Ngiti combatants destroyed the UPC camp in the first hours of the attack. But they continued the operation, switching to a systematic search for Hema, Bira and Gegere civilians. According to witnesses the Ngiti combatants called it "Operation Polio", implying a house-to-house search similar to a vaccination campaign. They continued the killing for at least ten days.

The Ngiti militia, wearing civilian clothes and fetishes, were armed mostly with traditional weapons such as machetes, spears, knives and axes. A smaller number carried firearms. A woman said:

I was in the market selling fruit and vegetables. We saw people coming from the hills, shouting. We didn't know what was happening. They came to the hospital and killed anyone they could find. They wanted to kill my mother. I shouted that my mother was not a Hema. They killed two women, Marie-Louise and Françoise, aged between twenty and twenty-five, both Bira, and two children, including my own eight-month-old girl. Seven Ngiti combatants slaughtered them in front of me. The other child was a one-year-old boy.¹⁵⁵

A man who had been at the hospital said:

Through the window of one of the hospital rooms I saw them break through the fence. There were many of them and they broke into the building that I was in and started to kill people. They would cut their throats and take the hearts or bits from the throat. Sometimes they would cut the meat off the people's thighbones and put this into their bags. They asked people what group they were from as they were looking for Hema, Bira and Gegere. That first day I saw them kill sixteen people.¹⁵⁶

Some assailants knew their intended victims and searched for them, calling out their names.

A witness said:

¹⁵³ Human Rights Watch interview, Beni, February 2003.

¹⁵⁴ Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

¹⁵⁵ Ibid.

¹⁵⁶ Ibid.

When it began I was in the hospital and heard cries. People were running everywhere. I heard them call people's names. One of them came running into my room terrified and I hid the person under the sewing machine and covered her with blankets.¹⁵⁷

One of those targeted related:

I hid in the ceiling of the intensive care ward with some others, but the attackers tried to get in. They used big stones to force the door and then started to kill. In the male surgery ward, they killed twelve people, all of them Hema patients. They just threw their bodies in the latrine.¹⁵⁸

The assailants forced people of other ethnic groups and hospital staff to help them find the victims. Another targeted person said:

I hid in the ceiling of the Operating Room with Pastor Solomon Iserve, his family and others. We spent four days there coming down just to get water and then going back up. It was very hot and there was no food. There were fourteen of us there - some were staff, some were students, some were women. On Tuesday [September 10, 2002], the APC and Ngiti went to see the doctor and told him that if he didn't give up the Hema hiding there, they would kill him. The doctor pleaded with them but they insisted. He was forced to open the operating room where we were hiding. We had to climb down. They wrote down our names and the administrator handed over the list. The fourteen of us included Hema, Gegere, Lendu, and Alur. They released two women, one Alur and one Lendu. They kept the Hema and the Gegere. The soldiers said we should keep calm and they would give us food, but if we ran away, there would be problems for the doctor. They gave us lots of food but we couldn't eat much.

They came back a few hours later to get us. They tied us to each other with ropes around our wrists, except Pastor Solomon who had his arms tied behind his back and then was tied to the others. . . . They searched all the hospital and took out lots of people who had been hiding, making us all sit in the corridor. The APC and Ngiti combatants were guarding us and beating us. They made us put our hands on our heads. They said if we put our hands down, they would beat us. They searched every room. They beat us and asked us our ethnic groups. They said: "if you tell us the truth, it may save you. If you lie, you will die." We didn't know what to say. They asked me and I said Hema. They said: "You're telling the truth". The combatants said they would kill us. They took my shirt and watch. They hit me with flashlights and punched me and kicked me. I said nothing.

At about 10:00 p.m., they told us to line up. We walked with Ngiti combatants on one side and APC on the other, not knowing where we were going. Together there were more than seventy of us, including some women who had just given birth and patients on intravenous drips. . . . They made us go into a house in the nurses' compound. We spent one night there. It was very small and crowded. We just prayed. The soldiers and the Ngiti combatants were standing guard outside and coming in and checking. They beat us.

In the room where we were, a two-week-old baby died. His body was thrown into the latrine. His mother had no milk to feed him. People were crying, urinating and defecating in there.¹⁵⁹

A member of the hospital staff related how they tried to appeal to the Ngiti commander. He said:

We went to Colonel Khandro to ask if we could see the people who had been taken from the hospital the night before. He allowed us to talk with them through a small window in the side of the building they were using as a prison. We managed to speak with Pastor Solomon who told us that there were about

¹⁵⁷ Ibid.

¹⁵⁸ Ibid.

¹⁵⁹ Ibid.

seventy of them in the building and that many were tied. He said he was there with his family – his wife and young baby. We could see some people sitting and others standing. It was very crowded. He asked for water for everyone as they had had nothing to drink since they had been taken the night before. We returned to Colonel Khandro to ask if we could have permission to bring the people water. He refused and said it was none of our business. We felt completely defeated and made the decision that we should do everything possible to leave Nyakunde. There was no hope anymore.¹⁶⁰

After days of negotiations the remaining hospital staff was eventually allowed to leave late on September 12. With an escort of eight APC soldiers and carrying a few belongings, a small amount of equipment, and medicines, a few hundred of the medical staff made a ten-day journey on foot southwards towards Oicha. They left behind a destroyed hospital, hundreds dead, and some of their friends and colleagues held prisoners. “As we walked out, the Ngitu combatants carefully looked over the whole group still searching for the enemy,” said one person who made the trek. “On the road we saw the body of a man whose throat had just been slit. It was a sad reminder of what could happen to us. We were all so quiet and sad.”¹⁶¹

The Ngitu combatants and the APC interrogated the remaining prisoners and released those who were not Hema, Bira, or Gegere. A few others managed to escape. The remaining prisoners were separated into groups according to their strength. A witness recounted:

In the morning at 6.40 a.m., they came and untied the ropes of the women as we had slept tied up. They separated the stronger women and took us away, about sixty of us. A similar number of about sixty men and weaker women, including the Pastor Solomon’s wife, stayed behind. They gave us loads to carry of the things they had looted. I was made to carry roofing. They said: “we’re going to take these to our village, Singo.” We carried them many kilometers uphill, beyond the river Talolo. On the hill, there was a plain and we saw a troop of fighters. They made us go there.

When we got to Singo [twelve miles away] I heard that an earlier group had already arrived there and been killed. We were the second group. They put us in a house like a prison. It was very crowded and suffocating. Children were crying. We couldn’t breathe or even sit down.

On Saturday [September 14, 2002] the third group of prisoners arrived. These were the men, including Pastor Solomon. He was exhausted from carrying ammunition and hadn’t eaten. He had collapsed along the way. The Ngitu said he was a politician and should be killed. Some of the others disagreed and said they should wait for Colonel Khandro to arrive before killing him. They went back to get the Pastor who had fallen and brought him back. I saw him. He was just wearing a pair of brown shorts. They carried him and leaned him against another man. Then they “tried” him. They accused him of calling Hema militia from Bunia to kill Lendu and of playing politics against the Ngitu. He denied talking with Hema militia. They hit him. He denied being involved in politics. Then they “tried” other people. Each of these trials lasted about ten minutes but the Pastor was the only one accused of being involved in politics. The others were just told that they were causing problems because they were Bira or Hema. Then they took them away to two other prisons.

The next morning, an Ngitu combatant announced that the pastor was dead. He said, “The pastor has died before his time.” Someone else told me that he had been killed because of his involvement in politics. His body was cut up and the pieces thrown into the latrine.

At about 5:00 p.m. on Sunday [September 15, 2002] Colonel Khandro arrived. He was angry because we were all still being held as prisoners. He said all the people in the prisons should be killed.¹⁶² One of the

¹⁶⁰ Ibid.

¹⁶¹ Human Rights Watch Interview, Erengeti, February 2003.

¹⁶² Other persons, speaking separately with Human Rights Watch researchers, reported the same information. Human Rights Watch interviews, Bunia, February 2003.

prisoners was a Rwandan Hutu girl, Kasima, aged about eighteen. Khandro was very cross. He said: "Why are you still holding the hostages?" He whipped the guards, and then killed Kasima himself with a double-edged knife. I saw him kill her. I ran away.

At about 6 p.m. that evening, Khandro gave the order to kill those remaining in the prison. The people in the second and third groups were taken into the bush and killed there. I think there were about sixty people in each group. I saw as the Ngiti combatants came back with their knives and spears covered in blood and with the clothes of the prisoners. They killed them quickly. I was hiding and was very scared.¹⁶³

By the second day, the APC and Ngiti combatants had set up roadblocks to ensure that no Hema, Gegere, or Bira escaped from Nyakunde. Witnesses said:

We were stopped by the APC and Ngiti just outside Nyakunde. They asked us our ethnic group and asked for our identity cards. They separated people into groups: those from Kivu on one side and the Hema and Bira on the other. The Bira pretended they were from other groups. Some Bira said they didn't have a card. The APC told us that if we were hiding Bira or Hema, they would kill us. The APC were manning the roadblocks while the Ngiti were looting. They said if they found any Hema, they would kill them.¹⁶⁴

During these days of killing APC commander Hilaire from the 13th battalion was sent from Komanda to assess the situation at Nyakunde. He told Human Rights Watch researchers that he saw no civilian bodies during his visit but only the bodies of UPC combatants. He did not stay long and escorted the medical staff out of Nyakunde, leaving behind many other civilians who could have been saved.¹⁶⁵

Both commander Hilaire and commander Faustin apparently reported the events to the APC chief of staff. RCD-ML President Nyamwisi himself admitted knowing of the Nyakunde massacre. He told Human Rights Watch researchers, "I know about the events but we didn't give orders for this to happen," he said.¹⁶⁶ The APC troops "were outnumbered and taken hostage by the Ngiti," he continued and added that he had "no control over them at the time of the events in Nyakunde."¹⁶⁷ According to witnesses, some APC troops did on occasion try to stop the killings, but were unable to restrain the Ngiti combatants.

Assuming the RCD-ML disapproved of the Nyakunde massacre, it is remarkable that it has launched no investigation into the conduct of APC troops and their allies, far less made any arrests for participation in the massacre. Commander Faustin is currently in jail in Beni but he is charged with letting soldiers under his command desert the APC, not with any actions he might have committed in Nyakunde.¹⁶⁸ Colonel Khandro was reportedly killed just days after the massacre by an individual in his own ranks. One of his deputies, Commander Germain who had also participated in the massacre, took control and is currently a key commander in the newly formed FRPI political armed group with links to the RCD-ML and the DRC government.¹⁶⁹ He was in charge of significant elements of the Ngiti and Lendu fighters who fought in Bunia in May 2003; a battle that resulted in the deaths of more than 400 civilians.

MONUC, with its severely limited resources and mandate was in no position to avert this massacre or to halt it once it had begun. In July a high-level delegation from the CME hospital warned MONUC that the risk of violence was high and that the hospital was threatened. The MONUC team sent a brief report back to

¹⁶³ Human Rights Watch Interview, Bunia, February 2003.

¹⁶⁴ Human Rights Watch Interview, Oicha, February 2003.

¹⁶⁵ Human Rights Watch interview, Commander Hilaire, Beni, February 12, 2003. Witness refused to give his full name.

¹⁶⁶ Human Rights Watch interview, President Mbusa Nyamwisi, Beni, February 11, 2003

¹⁶⁷ Ibid.

¹⁶⁸ Ibid.

¹⁶⁹ Human Rights Watch interviews, Beni and Kampala, February 2003.

headquarters in Kinshasa, but did nothing more. At the hospital, the staff despaired, with one saying, “The Congolese are dying but the UN says nothing.”¹⁷⁰

Information on the kind and extent of the massacre was available at the beginning of the second day when expatriate staff were evacuated. A subsequent e-mail message courageously sent on September 7 from Nyakunde entitled “Nyakunde - Fire and Blood”¹⁷¹ also alerted many to the scale and ethnic nature of the killings. The e-mail was addressed to a number of church organizations who reportedly passed it on to others, including the MONUC delegation in Bunia, but the UN force did not come to assist the victims.¹⁷²

The MONUC Bunia team reported back to Kinshasa headquarters on September 19, two weeks after the massacre, that more than 150 people had been killed in Nyakunde,¹⁷³ an astonishing underestimate of the death toll. While it may have been difficult at first to confirm information about the massacre, MONUC has not to our knowledge conducted any later investigations into this massacre.

Lendu and Ngiti Summary Executions Tolerated by RCD-ML Authorities

Lendu and Ngiti militia killed individuals of opposing ethnic groups just as they attacked large communities of such people. When RCD-ML authorities were in control of Mongbwalu, militia abused and sometimes killed Hema for no reason except their ethnic affiliation. Many Hema feared beatings or worse and left town. One witness related the killing of a newborn boy taken from the maternity ward of the hospital because both his mother and father were Hema. Had his father been of another ethnic group, the baby would not have been killed because ethnic affiliation is passed through the father’s line according to the witness.¹⁷⁴

A witness to the killing of a Hema woman in another incident said:

One day in October they arrested a woman who was accused of being a witch. But she was Hema and that was the real reason. There were about ten Lendu combatants with machetes and knives. They took her from her house, stripped her and then cut her all over – they cut off her arms and then cut her genitals. Then they killed her near the central market place and burned her body. About fifteen of us witnessed this. The authorities eventually intervened and the APC Commander Papy stopped it. They tried to get the Lendu notables to calm the situation down but they didn’t arrest anyone.¹⁷⁵

In this case, the soldiers attached to the RCD-ML were ready to prevent further such crimes—at least in the immediate future—but were also ready to tolerate impunity for the crime just committed.

In Mongbwalu APC Commander Kongolo publicly tried one of his soldiers, Pierre Ukila Wadhum, accused of killing a popular Lendu combatant. After considerable threats, Wadhum confessed to the crime, but his guilt was not otherwise established. Kongolo proposed arresting Wadhum and sending him to Beni, but the Lendu combatants refused and demanded that he be handed over to them to be killed, Kongolo gave in to their demand. A witness to the October 2, 2002 mob killing said:

Kongolo failed in his negotiations, as did others, and they finally said to the Lendu, “If this is what you have judged, then take him.” They took him to the central area of Mongbwalu and called everyone to come and see. Pierre [Wadhum] was tied up and completely nude. They made him sit on the ground and then a Lendu fighter sat on a chair behind him, holding the man’s head between his legs. He cut the soldier’s throat with quick cut of his knife. Another Lendu fighter came with a big machete and cut open his chest and took out his heart. They gave the heart to their Chief – Maitre Kiza – who took the heart and washed it in a bowl of water they had prepared. He then placed the heart on the fire. He put a little

¹⁷⁰ Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

¹⁷¹ CME Hospital staff member, “Nyakunde en feu et en sang”, September 7, 2003.

¹⁷² Human Rights Watch interview, Beni February 2003; electronic correspondence, June 2003.

¹⁷³ Internal MONUC correspondence, September and October 2002.

¹⁷⁴ Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

¹⁷⁵ Ibid.

bit of salt and oil on the heart and then roasted it. They had two large bowls of cassava ready near the fire. As the heart cooked, the other Lendu combatants took the remainder of the body and placed it on hot wood and then placed other hot pieces of wood on the top so the body was roasting as well. The Chief and his entourage then ate the heart with the cassava while the rest of the Lendu fighters ate the body. They even offered the crowd some of the meat. The APC soldiers at first watched but then went away as they saw their comrade being eaten. Whatever wasn't eaten was then burned. This whole ceremony took over two hours.

There were many of us who witnessed this. They told us not to take any pictures and if anyone did there would be trouble.¹⁷⁶

Two days later Maitre Kiza and Kung Fu, another Lendu fighter, were sent to Beni where they were reportedly judged by military officials. They returned to Mongbwalu a few days later. They called another meeting at the same place and told the population there would be no more such executions. Maitre Kiza became a key figure in the Lendu political armed group, the FNI, who have links with the RCD-ML.¹⁷⁷ He was reportedly killed in fighting in Ituri in early June 2003.

As with the Nyakunde case, RCD-ML authorities appeared willing to let serious human rights abuses, mob justice and cannibalism go uninvestigated and unpunished, but sought to deter further cases of such crimes.

Abuses by the MLC and RCD-N

The MLC had been involved in Ituri during the short-lived agreement of the Front for the Liberation of Congo (FLC), a platform of the MLC, RCD-N and the RCD-ML, sponsored by Uganda under the leadership of Jean Pierre Bemba. But Nyamwisi refused to accept Bemba's leadership in Ituri and his forces pushed Bemba and the MLC troops out of Beni and Bunia. In the last months of 2002, the MLC tried to fight its way back into Ituri with the support of Roger Lumbala's RCD-N, claiming that Nyamwisi had violated the Lusaka Accord. In doing so, their combatants committed violations of international humanitarian law including the deliberate killing of civilians, numerous cases of rape, looting and some acts of cannibalism. Some of these violations may have been directed at the Nande ethnic group, targeted for their connection with Nyamwisi, himself a Nande.

Summary Executions and Looting at Mambasa

Mambasa, a district in the western part of Ituri, was relatively untouched in the early years of the conflict between the Hema and the Lendu. Although officially part of the former territory of Ituri, it remained in the hands of the RCD-ML after the fall of Bunia to the UPC in August 2002. As the killings continued in eastern areas of Ituri, many civilians fled west towards Mambasa and Komanda. By the beginning of November, a reported 5,200 displaced people from other parts of Ituri were being given assistance in Mambasa.¹⁷⁸

In early October, the MLC and RCD-N launched their attacks near the town of Mambasa and then attempted to move further south towards the RCD-ML capital of Beni in the "effacer le tableau" [Wipe the Slate] campaign which would eventually end with the ceasefire signed in Gbadolite on December 31, 2002. In the area of Mongbwalu, UPC troops attacked jointly with the MLC forces, as described above, and the UPC was rumored to be seeking an alliance with the MLC.¹⁷⁹

When the MLC and RCD-N troops arrived in Mambasa on October 12, 2002, most residents fled to the forest. The troops sought out residents in the bush, trying to identify at least some of them by ethnic group. A witness said:

¹⁷⁶ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

¹⁷⁷ Human Rights Watch interview, Kampala, February 2003.

¹⁷⁸ Human Rights Watch interview Beni, February 2003.

¹⁷⁹ Ibid.

We had fled there but they found us. They asked us our names. If they sounded like Nande names, they took people away. I was captured along with my older brother. They tied our arms behind our backs with rope and took us to the Mambasa cemetery. . . .They made us lie on the ground. They said: "You're Nande and we're against Nande. Therefore you should be eliminated." There were twenty-five soldiers who took us there. They were well-armed with guns. They said they were going to kill us. We were lucky because after about ten minutes, some APC soldiers appeared, and the MLC soldiers fled. We ran away, still with our arms tied.¹⁸⁰

Bemba's MLC and RCD-N troops also killed four people because of their supposed political loyalties. One witness said:

Days after they came into Mambasa they took my brother-in-law from the house. They had APC uniforms and claimed to be his friends, but they were really the Effacer. They asked him and a group of eight others how they viewed the Effacer. The people responded that they were very bad and they had looted everything from the population. The effaceurs then took four of the nine people and killed them, including the chef de quartier of central Mambasa. They buried them behind the St Anouarite Church in the center of town. The others were allowed to go.¹⁸¹

Another witness who saw the corpses said that their arms and ears had been cut off. Of the four victims, he had known two, Daniel Kahindo and Francois.¹⁸²

The troops reportedly shot Gerard of Mandima because he refused to tell them where to find the driver of his truck, which they wanted to steal.¹⁸³

Local Red Cross officials report that in the district of Mambasa, including the town and surrounding areas of Teturi, Lwemba, and Byakato, some 185 victims of violence were buried from the violence between October and December 2002.¹⁸⁴ It is unclear how many of those were killed by MLC combatants and how many died in other ways.

MLC and RCD-N soldiers, many of them drunk or drugged, systematically looted the town. Some were bare-chested, others had uniforms or headbands with US. flags. One soldier told the residents of a house he had entered, "Don't resist because for four days we can do whatever we want. That is the agreement."¹⁸⁵ They forced residents to transport the loot to their camp.¹⁸⁶ Colonel Freddy Ngalimo who commanded the operation for the MLC explained the looting to community leaders as normal. "Even the Palestinians do it," he reportedly said.¹⁸⁷ To quiet community protest, the troops made a pretence of returning the loot, but in fact gave back only a few of the less valuable items.

The Kinshasa government and its ally, the RCD-ML, were outraged at Bemba's attempts to muscle into new territory and may have prompted publicity about abuses by MLC forces. Bemba reacted to the substantial national and international criticism by having MLC Lieutenant-Colonel Freddy Ngalimo and twenty-six others tried for "extortion, rape, assassination, looting and disobeying orders."¹⁸⁸ Under Common Article 3 to the Geneva Conventions, the MLC had legal authority to prosecute and punish its own soldiers by a regularly constituted court, but the trials failed to meet internationally recognized standards for fairness. The judges were neither independent nor impartial and the prosecution had done no real investigation nor offered serious examination of

¹⁸⁰ Human Rights Watch interview in Mangina, February 2003.

¹⁸¹ Ibid.

¹⁸² Ibid.

¹⁸³ Ibid.

¹⁸⁴ Human Rights Watch interview, Beni, February 2003.

¹⁸⁵ Ibid.

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ Ibid.

¹⁸⁸ UN IRIN, Interview with Jean-Pierre Bemba by IRIN, February 6, 2003.

the charges. The trial, held in February 2003, appeared to have been a public relations exercise with the aim of shielding Bemba and his main officers from more serious prosecutions. It resulted in a number of convictions, with the lower ranking officers sentenced to harsher punishments than their commanders. The most serious sentence of life imprisonment went to Corporal Katembo Kombi and Lt. Jose Zima for murder. Colonel Freddy Ngalimo, who had been in charge of the military operation with direct control over events, was found guilty only of permitting insubordination by troops under his control, and was sentenced to three years imprisonment. Sixteen combatants received sentences ranging from six months to three years for crimes of desertion, disobedience, or rape, and seven others received only “internal sanctions” for indiscipline. For actions that might have amounted to crimes against humanity, these trials made a mockery of justice.

Assassination of Governor Joseph Enecko

To gain wider acceptance for their movement, the UPC appointed an Alur, Joseph Enecko, as Governor of Ituri in August 2002. Governor Enecko had been a well-respected Alur community leader and surprised many in his own constituency when he accepted the position. Some even viewed him as a traitor for having joined forces with the UPC. From the beginning things did not go according to plan. A high level delegation sent to Aru to make the official announcement of his nomination were surprised—some were reportedly even shocked—when the newly appointed Governor stated publicly he would accept the position, but that he should not be considered as member of the UPC.¹⁸⁹

The governor delayed his departure to Bunia in order to resolve some matters in Aru and Mahagi, an action which may have increased UPC concerns about his attitude. He talked openly of his mission for peace and met with various groups in the north of Ituri, including Roger Lumbala of the RCD-N, Lendu leaders in Kpandruma, and some local Hema leaders in Fataki. He visited the Lendu before the Hema prompting rumors that he was pro-Lendu. The UPC sent a delegation headed by Kitembo Bahemuka, the Chief of Staff of the UPC army, to oblige Governor Enecko to come to Bunia.

Before leaving for Bunia Governor Enecko set out on November 21 for Mahagi to install a new territorial administrator in his post. Just before he left, the UPC commander in Aru changed the governor’s bodyguards and driver. En route, near Simbi, the local people stopped the governor’s car and informed him that APC troops and Lendu militia had been fighting the UPC on the road ahead earlier in the day. Night was falling but the Governor was determined to go on. A local source reported:

Around five miles from Mahagi the delegation saw three bodies on the road. The driver stopped, saying they should go back, but the Governor insisted they should go on. Then a person stepped out into the road wearing a military jacket. The bodyguards tensed and wanted to shoot, but the Governor restrained them. They shouted that they were with the Governor. The soldier responded, “Which governor – is it the one killing us here?” and then gave the order to shoot. Within minutes all the passengers were killed except two bodyguards who were in the back of the vehicle and managed to escape. Governor Enecko, his driver, his secretary, the Chief of the Public Office and five other guards were killed.¹⁹⁰

People from the nearby village heard the shooting and went to investigate the following morning. “I walked up the road to see what had happened. I saw all the bodies and was really scared,” said a witness. “I didn’t know at that time that it was the governor. Then the UPC arrived and started to destroy the houses in my village. I don’t know why. They made people come with them to the scene and bury four UPC soldiers but not the ones near the car. They were very nervous and made them do it quickly as they wanted to leave straight away.”¹⁹¹

¹⁸⁹ Human Rights Watch interview, Arua, February 2003.

¹⁹⁰ Ibid.

¹⁹¹ Human Rights Watch interview, Nebbi, February 2003.

The following day, before any more formal investigation had been done, UPC authorities announced that the two survivors had identified APC soldiers as the killers. At the time of the Human Rights Watch mission to Ituri, the two survivors were under UPC surveillance motivated, it was said, by a concern for their lives.¹⁹²

Witnesses and local residents who lived near the ambush site claim that UPC soldiers attacked the Governor's car. One said:

At around 6:00 p.m. there were a lot of shots in the Nzii area not far away where the APC were fighting with the UPC. I fled about half a mile away along with others. The shooting stopped at about 6:30 and I returned to my house. Near my place I saw APC soldiers on the road walking away from the place where the fighting had been. They heard a car approaching and so they hid on the edge of the road. After it passed some of them came out and shouted "APC, APC let's go" and then many of them came out and carried on walking down the road in the direction opposite to that taken by the car. . . . A few moments later I heard shots again in the direction the car had taken which lasted for about 15 minutes. I stayed alone in my house that night and saw no more soldiers pass that evening.¹⁹³

A few days later UPC soldiers raided the Governor's house in Bunia and looted everything inside.

At the time of writing, no official investigation has been carried out and no one has been charged with the murder of the most senior local authority in Bunia.

Blocking Humanitarian Aid and Targeting Humanitarian Workers

Armed groups in Ituri began intimidating humanitarian workers and blocking the delivery of assistance to "rival" areas in late 1999. All parties to the conflict have been guilty of this violation of international humanitarian law, the incidence of which increased and became more serious over time. In the last year alone, there have been more than thirty cases where humanitarian workers have been arrested, threatened, beaten, or expelled from the area. UPC authorities have been responsible for the majority of these recent cases, often charging the agencies and their workers of being complicit with the Lendu. Such was the case when UPC soldiers imprisoned two aid workers in November 2002. In other cases, UPC soldiers have arrested aid workers who have refused to provide them with food or medicines.¹⁹⁴ In a statement on September 1, 2002 UPC Foreign Minister Jean Baptiste Dhetchuvi deplored the "negative attitude" of humanitarian agencies and accused them of having helped the Lendu cut the water pipes that provided clean water to Bunia, ignoring the fact that those agencies had been the ones to install the pipes.¹⁹⁵

In early 2003 UPC authorities expelled the Belgian priest, Mark Deneckere of the White Fathers of Africa, for having helped a group of displaced Lendu, the same group whose story drew the wrath of the authorities on journalist Khan in the incident described above. Father Deneckere had worked in Ituri for over 40 years. He said:

In August the UPC burned many houses in Bunia and that night the Lendu came to us with what little they had, asking for assistance. They took refuge in an empty house nearby. I was later accused of taking these people hostage – all 120 of them. How could I possibly have done that? Of course I helped them. How could I not? They were people in need and as a priest I could not ignore that.

Then a journalist did a story on the situation in Bunia that really angered the UPC. On February 9 the UPC took me into the house where the Lendu had taken refuge and claimed that they did not know these people were there. This was of course impossible as they had visited many times and often the soldiers would look over the wall. I was told I had to come for an interrogation. On February 11, 2003 I was officially summoned to their office and they asked me many questions. They accused me of helping the

¹⁹² Ibid.

¹⁹³ Ibid.

¹⁹⁴ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

¹⁹⁵ Jean Baptiste Dhetchuvi, *Ituri: What Future?*, September 1, 2002.

Lendu, of giving them weapons, and wanted to know why I had opened my doors to them. It was absurd.¹⁹⁶

On February 14, 2003 the UPC gave Father Deneckere 48 hours to leave Ituri. The expulsion order gives the reason as “secretly hosting displaced people with the intention of tarnishing the UPC movement and of being in contact with negative forces against peace and reconciliation.”¹⁹⁷

UPC soldiers threatened and actually attacked priests and aid workers in other areas as well. On January 15, 2003, the UPC attacked the parish in Nioka where a feeding center for malnourished children had been set up with the assistance of an international nongovernmental organization. They arrested and beat the priests, accusing them of helping the Lendu. They looted the parish and then destroyed the warehouse where the food for the feeding center was kept. A witness said:

There were four UPC soldiers who came with a Hema civilian called Jabu. They accused us of being with the APC and having weapons. They said they were could do anything they wanted to us. They beat me for nearly thirty minutes. They accused me of being with the Lendu and said they would kill me like they were killing the Lendu. They took some of the Lendu from the village, men named Njangu and Kpatchuma, and they executed them behind the prison. I had to sleep outside all night long.

They looted the parish, shot into the ceiling and tied up Father Mario, one of the white priests. They accused him of helping the Lendu because he was working at the feeding center for malnourished children. They took him to the prison in Nioka and asked him for money. They beat him. They made another priest carry water for them all day long. He was kept for two days and hit with a stick. I managed to escape to the forest where I stayed for four days.

All we were doing was helping starving children - Lendu and others as well. Now all that is finished which is exactly what they wanted.¹⁹⁸

The increase of attacks by armed groups has caused humanitarian agencies to reduce their activities in the area, despite the desperate need of tens of thousands of people for assistance. According to a relief worker, the results have been catastrophic, “Thousands of people will have died because of political games.”¹⁹⁹

UPC authorities have also intimidated and in one case expelled UN personnel. On November 23, 2002, UPC President Lubanga declared persona non grata a UN officer from the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) who had protested against the arrest and intimidation of humanitarian workers. The official reasons for his expulsion were “arrogance, malicious intervention, spreading of false rumors and discourteous language to UPC officials,” charges which Lubanga declared to be “very serious for the security of the territory controlled by the UPC.”²⁰⁰ Another OCHA representative and a MONUC staff member had previously left Bunia after intimidation by Hema leaders.

The Murders of ICRC Staff

The most serious attack on humanitarian workers in Ituri was the murder of six staff members (four Congolese and two expatriate) of the International Committee for the Red Cross (ICRC) on April 26, 2001.²⁰¹ Local police began investigating the killings under the authority of the Congolese Liberation Front (FLC) which controlled

¹⁹⁶ Human Rights Watch interview, Father Mark Deneckere, Kampala, February 20, 2003.

¹⁹⁷ Process Verbal de Refoulement against Marc Deneckere, signed by Saba Aimable, UPC Judicial Officer, February 14, 2003.

¹⁹⁸ Human Rights Watch interview, Paidha, February 2003.

¹⁹⁹ Human Rights Watch interview, Kampala, February 2003.

²⁰⁰ Process Verbal de Refoulement, signed by Saba Musanganya, UPC General Administrator of Security, November 23, 2002.

²⁰¹ They were Aduwe Boboli, Julio Delgado, Rita Fox-Stuecki, Jean Molokabonge, Véronique Saro and Unen Ufoirworth.

Ituri briefly in 2001. Since the collapse of the FLC, apparently no official has pursued the investigation despite repeated appeals for action from the international humanitarian community.

Human Rights Watch had access to information gathered by the police and was able to independently verify some of it. The evidence suggests a conspiracy to kill international aid workers carried out by local Hema community leaders, some of whom were members of the UPC, and Ugandan soldiers.

On April 26, 2001, a team from the ICRC was attacked in the early afternoon shortly after leaving Fataki, in the Djugu territory of Ituri, and heading towards Bunia. All six ICRC staff members were killed and the two cars burned. The bodies were discovered shortly afterwards by others on the road who raised the alarm, and a team of Ugandan military and local police came from the nearby town of Djugu. A witness said:

Behind the second vehicle there were five bodies in a row. The sixth body was a little further away. It looked like the bodies may have been arranged after they died. They all had cuts and spear marks on them and one had a spear mark in the back of his head. Some of the bodies had drag marks and it looked like they had been moved afterwards. The bodies were collected and taken to Djugu and shortly afterwards to Bunia by the military under the escort of Ugandan army Sector Commander Colonel Muzoora.²⁰²

According to witnesses, the Ugandan army Major David, usually posted at Fataki, had been in Fataki the morning of the murders and arrived in Djugu at about 5:30 p.m. having apparently traveled a longer road, perhaps to avoid being near the place of attack. He was accompanied by three well-known Hema extremists named Loringa, Assau and Tharcisse. That night Major David, Ugandan soldiers, and the three Hema civilians went to the crime scene, but refused to allow local police to accompany them.²⁰³

Two days later an official inquiry team including police investigators and some ministers arrived from Bunia. Thomas Lubanga was among them, although his job responsibilities at the time as Minister of Youth, Sport and Leisure did not include criminal investigations. There were also a large number of Ugandan soldiers attached to the team despite reservations concerning their presence expressed by the Minister of Justice.²⁰⁴

A witness told the team that he had seen five men leaving the scene of the crime, three in uniform and carrying backpacks and two in civilian dress. This witness changed his statement a few days later and said the men were not in uniform.²⁰⁵ Despite requests from the Assistant Administrator of the Territory, the Ugandan army did not provide protection to this witness and he later disappeared.

Several days after the crime, the Ugandan army allegedly conducted a “clean-up” exercise in which they encircled the area called Likopi near the crime scene and killed some twenty-five people, including a judge named Jicho who lived three miles from where the ICRC murders had taken place.²⁰⁶ Civilian police were afraid to investigate these latest killings.

Soon after the Ugandan army arrested a Lendu man named Dongo Tchudja, whom they accused of committing the murders along with other Lendu bandits. According to the Ugandan army, Mr Dongo confessed to the murders. The accused, however, repeatedly changed his statement and got many details wrong in his “confession,” such as the date, color of the cars, and number of people he killed.²⁰⁷ The Ugandan army guarded the “perpetrator” at a container in their military camp at the Bunia airport and refused to hand him over to the civilian judicial authorities. A MONUC observer who spoke with Dongo said that he appeared “unbalanced”.²⁰⁸

²⁰² Human Rights Watch interview, Arua, February 2003.

²⁰³ Bunia Police files, 2001.

²⁰⁴ Human Rights Watch interview, Arua, February 2003.

²⁰⁵ Bunia Police files, 2001.

²⁰⁶ Ibid.

²⁰⁷ Ibid.

²⁰⁸ Human Rights Watch interview, Bunia, 2001.

The suspect continued to be held without charge and in January 2002 the magistrate sent a letter to the new prosecutor complaining about the continued interrogation of Dongo.²⁰⁹ According to local sources, Ugandan soldiers then took Dongo to Kampala without asking the consent of local judicial authorities or even informing them of it. His fate is unknown.

The Ugandans and the FLC announced that the killer of the ICRC team had been apprehended before the official enquiry was completed. Local police tried to continue their investigation and summoned men from Fataki for questioning, including those named Mohindo, Tharcisse, Assau, Adidace, and Loringa. When those summoned failed to appear, the police found no way to compel them to come. At one point, they asked the vice-governor for backing and he refused, saying, "It is not my affair".²¹⁰

Lubanga sought access to the local police files, as did senior officers of the Ugandan army. Eventually the Ugandan army sent an officer to take the files from the prosecutor, saying that a plane was due to arrive from Kampala to take the information to President Museveni. The Ugandan officer was given some of the documents, but not the whole file.²¹¹

Those familiar with Hema politics believe that a number of Hema community leaders may have held meetings several months before to plan the crime. As one insider explained to Human Rights Watch researchers, "I believe the Hema leaders planned to kill the people from ICRC. I heard people talking about it before it happened and they told me they were going to carry out an ambush. . . .They didn't want the ICRC to help the Lendu and they were very much against them."²¹²

According to diplomatic sources, the Government of Uganda set up a military investigation into the ICRC killings in mid-2002, but no results have been published and, to our knowledge, no arrests have been made.

Inhumane Acts – Cannibalism and Deliberate Mutilations of Corpses

Members of the most important armed groups in Ituri have carried out inhumane acts, such as cannibalism and deliberate mutilation of corpses. Following a MONUC press release charging that Bemba's MLC forces had committed cannibalism, the international press focused on these acts, repulsive by their nature. But they affected a relatively small number of people. Journalists accorded these crimes far more attention than the more usual acts of killing that had been devastating the region on a far larger scale. The Human Rights Watch mission to Ituri followed in the wake of this publicity and found that acts of cannibalism were not unique to the MLC forces in Mambasa, but had been carried out also by other armed groups in the conflict since 1999 including the Ngiti and Lendu militias and Hema forces of the UPC. Victims included people of several ethnic groups.

Perpetrators in these cases may have consumed human flesh as part of a larger political and ritual context, as has happened elsewhere in the DRC and in the world.²¹³ Cannibalism is sometimes linked to the belief that those who consume the flesh of a person acquire his strength. The appearance of this practice at this time in Ituri may indicate that peoples subjected to constant threat over a period of years have become cannibals as a way of strengthening themselves and assuring their survival. It may also mean that perpetrators have found that fear of cannibalism terrorizes victims more effectively into compliance with their orders than does the simple fear of death, so frequently faced in daily life.

²⁰⁹ Letter from Jerome Lutimba Hussein to Monsieur le Procureur on January 5, 2002. Ref No 001/JLU/PIR/2002.

²¹⁰ Bunia Police files, 2001.

²¹¹ Human Rights watch interview, Kampala and Arua, February 2003.

²¹² Human Rights Watch interview, Kampala, February 2003.

²¹³ There are also reports of cannibalism by the Mai Mai in the Kivus in DRC, see IRIN-CEA Weekly Round-up 161, February 8 – 14, 2003. Eating the flesh or internal organs of the enemy has been reported in a number of armed conflicts in recent years. See, e.g. "You'll Have to Learn Not to Cry": *Child Combatants in Colombia*, Human Rights Watch, forthcoming July 2003; *Sowing Terror: Atrocities against Civilians in Sierra Leone*, Human Rights Watch, July 1998, p. 12; *Leave None to Tell the Story: Genocide in Rwanda*, Human Rights Watch: New York, March 1999, p. 255; *Vigilantes in the Philippines: A Threat to Democratic Rule*, Lawyers Committee for Human Rights: New York, 1988, p. 44.

In the last three months of 2002, MLC and RCD-N troops raped, killed, and cannibalized Pygmies, hunters and gatherers who live in the forest. They sought thus to terrorize the Pygmies into helping them as guides through the dense forest so that they could avoid travel on the main roads where they would be subject to attack. Some of the combatants who engaged in this practice may have hoped to acquire strength from their victims.

Human Rights Watch researchers gathered information about the case of a Pygmy named Amuzati. A witness said:

About twenty miles from Mambasa, the MLC soldiers attacked a Pygmy camp. Amuzati, who was hunting in the forest, heard shooting. As he wasn't far from his camp he returned to see what was happening. About half a mile away, he heard shouts and crying and then there was silence. He came closer and saw several soldiers. He saw the corpses of his family, including his nephew, four or five years old, with his stomach cut open. They were cutting the flesh off the victims. Then he watched as they ate his mother, elder brother, and two nephews. He was filled with emotion and afraid that if he shouted, they would catch him too, so he crept away.²¹⁴

Some Lendu militia carried out deliberate mutilations and acts of cannibalism against their victims, mainly targeting the Hema. This often involved a ritual in which the flesh of the victim was distributed to Lendu combatants. A witness taken by Lendu militias on the road near Makofi in November 2002 said:

I was in a truck with five other people en route to Mongbwalu. Near Makofi we ran out of fuel. We started to walk when we were attacked by the Lendu. There were many of them with guns and machetes. They surrounded us and captured us. They started to interrogate the driver, Independent Dedjo and they hit him. They also beat me. They asked us what tribe we were from and we said Alur. They asked us for our identity cards. They did not believe the driver and thought he was Hema. A man who knew me and some of the others vouched for us and said we were Alur, but he did not know the driver. They decided to conduct a test. They rolled two eggs on the ground. If the eggs rolled back then the man was not a Hema, if they did not, then he was. The eggs did not roll back.

They told Dedjo to run for his life. As he ran they shot at him with arrows. He fell and they cut him with their machetes. They killed him. Then they lit a fire and grilled his body for hours. Six of the Lendu fighters ate the meat. The rest of us saw them do this. We were held for four days and they threatened to do the same to us. Commander Katumba was in charge of the fighters and organized all this. I think he is now dead. Eventually we paid them with the goods from the truck and they let us go.²¹⁵

Some Hema combatants of the UPC have carried out similar acts of deliberate mutilation of bodies and cannibalism. A witness from Mongbwalu explained what he saw the Hema militia do:

The Hema didn't have any pity for people. They slashed them with machetes. They cut people's ears off and made them eat them, then they killed them. I saw this happen in Pluto. For example, they caught a Lendu combatant. They cut off his ear and part of his buttock and made him eat them. They killed him with machetes.²¹⁶

A witness from Boga area, south of Bunia, said:

In September 2002, the Hema intercepted some Ngiti to the south of Kyabwoke in the Boga area. A young man, the son of Obadhia, came to me and bragged that he had killed an Ngiti woman. He had cut off her genitals and had put the clitoris on his forehead like a trophy. He wanted to show how strong he was.

²¹⁴ Human Rights watch interview, Program d'Assistance aux Pygmées (PAP), Beni, February 9, 2003.

²¹⁵ Human Rights Watch interview, Arua, February 2003.

²¹⁶ Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

In October 2002, the Hema again attacked the Ngiti in Zungulouka. When they returned from the attack they brought with them forty ears and one hand that they had cut off their victims. They carried them in a stripped plastic bag like the ones that hold shopping. They called us over to look at them and I saw it myself. They were singing victory songs. Commander Ateenyi Kagwa directed the operation. They said they had killed many people and they looted as well. They came back with more than twenty goats. The killing must have been horrible; even today you can still see skeletons in that place where people were slaughtered.²¹⁷

Sexual Violence

Combatants of all armed groups have committed rape and other forms of sexual violence in Ituri.²¹⁸ They have often raped women and girls as part of a more general attack in which these forces killed and injured civilians and pillaged and destroyed property. This was done to terrorize communities or punish them for real or supposed aid to opposing forces. In other cases, women and girls were raped simply due to their ethnicity. In some cases, victims were forced to leave with the rapists and have not been seen since. Some may have been killed and others may be being held by their abductors for continuing sexual and other services. Some rapists aggravated their crimes by other acts of extraordinary violence such as puncturing the vagina with spears or cutting off parts of the body. Armed combatants from militia groups and regular soldiers responsible for acts of sexual violence commit war crimes. Where these crimes are widespread or systematic, they could amount to crimes against humanity.

In the DRC a girl or woman who has been raped has been personally dishonored and, through no fault of her own, has brought shame to her household. An unmarried woman who has been raped will have trouble finding a husband if the crime becomes known. A married woman could be rejected by her husband or his family and suffer daily humiliation, if not outright expulsion from the household. Many victims are afraid to talk about the crimes, but groups working with women describe the situation as desperate, saying that rape is widespread even if rarely talked about.²¹⁹ Human Rights Watch researchers confirmed this conclusion during the course of their field work.

During attacks on Mambasa in October and November 2002, numerous MLC and RCD-N soldiers raped women. Witnesses describe one case:

In Mambasa in November 2002, a young girl, aged 14, was raped by four soldiers of the MLC. She was a virgin. They pinned her to the bed. They forced her brother to watch and said that if he left, they would kill her. . . . After they raped her, she cried. They slapped her on her face and leg and told her to stop crying. They said: "We can do what we want as long as we don't kill people." She bled for three days and was sick for two months afterwards.²²⁰

The aunt of one victim recounted another instance of rape:

One day in early November we were on the road near Mambasa when we ran into three soldiers who seemed to be MLC. Some had camouflage uniforms and others just had green ones; some of them had green berets. They took all our things from us including our bicycle and goats and then they took our niece who was only fifteen years old and raped her in front of us. They spoke to us in Lingala and they took her away with them. We have not seen her since. Her name was Marie Anzoyo and she is Logo. I know other girls were taken as well including a girl called Therese and another called Vero.²²¹

A witness described another case:

²¹⁷ Human Rights Watch interview, Kampala, February 2003.

²¹⁸ Human Rights Watch researchers and their Congolese colleagues documented a similar pattern in North and South Kivu provinces of eastern DRC in 2002. Human Rights Watch, *The War Within the War: Sexual Violence Against Women and Girls in Eastern Congo*, June 2002.

²¹⁹ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

²²⁰ Human Rights Watch interview, Beni, February 2003.

²²¹ Human Rights Watch interview, Mangina, February 2003.

In October 2002, two miles from Mambasa, the daughter of a man named Ndalo was raped and then disappeared. She was about twelve. Several soldiers raped her in the bush, and then they took her away. It was at night. The father was present. We never saw the girl again.

The victim in yet another case said:

I was raped one night in December, at about 11 pm, in our house, by five Bemba [MLC] soldiers. My mother-in-law was also raped. They came while we were sleeping. They were wearing military uniforms. All five of them did it. My father-in-law was made to hold my one-year-old child and was forced to watch. They also beat him with ropes. They said they wanted to kill all Nande and take Mambasa. I managed to get out through the window. My father-in-law helped me climb out. He fled; I don't know where he is now. My mother-in-law was taken by the soldiers.

In another case, a Pygmy woman was sexually assaulted by soldiers. A witness said:

In Nombi a Pygmy woman was attacked by soldiers. She had gone into the forest to search for food and met a group of military from Mambasa. They were in civilian clothes and spoke both Lingala and Swahili. There were many of them. They captured the woman and interrogated her. She told them she was looking for food to trade for salt. They got out some salt they had and forced her to eat it at gunpoint. They also made her eat a kind of meat she didn't recognize. After eating all this they shaved her head and forced her to strip. A soldier then put his hand into her vagina. No one stopped it. They let her go but told her she must not talk about what had happened. She was very sick from having eaten all the salt and when she arrived back at her Pygmy camp she told the others what had happened. They tried to find traditional medicine to help her but she is still sick in Nombi.²²²

Rape was a frequent part of general massacres and other ethnically targeted violence that was taking place in Ituri. In Nyakunde a witness tells of how she was raped by Ngiti combatants:

On the night they came to search out the Hema and the enemies, I was picked out with two other women who were students. When they came to me, they said that they had previously told those who were not enemies to leave Nyakunde. Therefore as I had stayed I must be the enemy and would have to be tortured. They bound my hands, took me out of the room and started to beat me. They hit me repeatedly on my head and my back.

At about 4:00 in the morning they made us walk to the nurses' compound. They made us go into the first house and continued to hit us. There were about nine combatants – four of them had guns, others had machetes, spears, and axes. They made us strip and then they raped us. Two men raped me, three men raped each of the other girls – it lasted about an hour and a half. I knew the men who raped me. They were people from Nyakunde. One said to me that he had liked me before but that my parents wouldn't let him marry me. He said he could do whatever he wanted to me and that I didn't have a word to say about it. He even said he could kill me if he wanted to.

After they finished raping me they said I could put on some of my clothes and that I should go to check on my son – he was just twelve years old. My son had a Lendu father, so he is Lendu although I am considered Hema. They started to accompany me to the hospital but then they disappeared and I fled. The other two girls were taken to another house, but I don't know what happened to them. I looked everywhere for my boy that night but couldn't find him. I heard they had taken him to transport their goods to Songolo and it was only much later that I heard from a friend that he had died.

I am now five months pregnant by the men who raped me. I don't know what to do. I have no future.²²³

In another case, it was Hema combatants of the UPC who raped two young Lendu women. A witness said:

²²² Human Rights Watch interview, Beni, February 2003.

²²³ Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

In July 2002, two young Lendu women were abducted and raped by UPC militias. They were going to the market from Rwankole with the husband of one of the women when some UPC members identified the women as Lendu. They took the two women and the young husband into a nearby building. They put them in a room and beat them. They killed the husband with machetes and raped the women. Many soldiers raped them. They stayed there for thirteen days with almost no food. A soldier sometimes gave them water. They were held naked throughout and were raped repeatedly. They saw the husband being buried in the compound. Another Bira boy was also killed in front of them with machetes and buried in the same grave. The soldiers suspected him of being a Lendu combatant.²²⁴

Women who have been brutalized by sexual violence may suffer continuing physical problems or may contract sexually transmitted diseases or be infected by HIV-virus. Most such victims receive no medical help, either because there is no functioning medical facility near enough to visit or because they fear that seeking help will make the crime generally known in the community. Many girls and women will never recover from the physical, psychological, and social effects of these assaults and some will die from them.

Child Soldiers

All armed groups fighting in Ituri have large numbers of children in their ranks.²²⁵ As the war intensified, the forced recruitment of children also increased dramatically. Children as young as seven, including girls, have been recruited for military service.

Protocol II of 1977 to the 1949 Geneva Conventions prohibits all combatants in an internal armed conflict from recruiting children under the age of fifteen or allowing them to take part in hostilities.²²⁶ The basic human rights standard on the recruitment of children for the armed forces is set by article 38 of the Convention on the Rights of the Child (CRC), ratified by the DRC in 1990, which restates the ban on the recruitment of under-fifteens established in Protocol II.²²⁷

The CRC's article 38 is an anomaly in using a fifteen-year age minimum; in all other respects, the CRC definition of a child is any person under the age of eighteen. Other international standards have been adopted since the drafting of the CRC that strengthen protections for children affected by armed conflict. These standards reflect a growing international consensus that children under the age of eighteen should not participate in armed conflict. The Optional Protocol to the CRC on the Involvement of Children in Armed Conflict establishes eighteen as the minimum age for direct participation in hostilities, for compulsory recruitment, and for any recruitment or use in hostilities by irregular armed groups. The DRC ratified the Optional Protocol in November 2001.

Human Rights Watch researchers observed a large number of child soldiers among UPC combatants. In an interview with Human Rights Watch researchers, UPC President Lubanga claimed to have 15,000 troops. Local experts and observers believe that nearly 40 per cent of these are children under the age of eighteen. In February 2003, witnesses saw newly recruited children, still in their school uniforms, on the streets of Bunia. During their visit to the president, researchers saw a number of soldiers guarding his residence who were clearly younger than eighteen. When asked about this, Lubanga said, "The UPC does not have many children under eighteen. When we recuperate people from the militia, we sometimes find children. We don't force anyone. It is just those who come freely."²²⁸

²²⁴ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

²²⁵ In this report, consistent with international legal standards, the word "children" refers to any person under the age of eighteen.

²²⁶ Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II), 8 June 1977, art. 4(3)(c). Although the DRC is not a party to Protocol II, many of its provisions are widely accepted as customary international law.

²²⁷ Convention on the Rights of the Child, G.A. res. 44/25, annex, 44 U.N. GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989), entered into force Sept. 2, 1990.

²²⁸ Human Rights Watch Interview with UPC President Thomas Lubanga, Bunia, February 14, 2003.

Yet there are frequent reports of the forcible recruitment of children by the UPC. On November 8, 2002 at 8:00 a.m., the UPC reportedly entered the Ecole Primaire of Mudzi Pela and forcibly rounded up the entire fifth grade, some forty children, for military service. A similar operation was carried out in Salongo where the UPC surrounded a neighborhood and then abducted all the children they could find. At the end of November, a school director complained that half of his students had been lost and spoke openly against the forcible recruitment. The Mothers Forum of Ituri complained to UPC President Lubanga in late 2002 about the recruitment of children. The UPC opened a small demobilization center, but, according to local people, this was a mere public relations gimmick; the recruitment of children continued.²²⁹

Witnesses report that at the start of the conflict each Hema family had to give one child to the Hema militias or had to pay to be exempt from this obligation. If parents refused, their children were taken by force. Parents with the necessary financial means sent their children away to Kisangani, Kampala, or elsewhere to avoid their being pressed into military service.²³⁰

Many observers described the UPC force as “an army of children”. The children, some as young as seven and including girls, were trained by the UPC at training centers in Mandro and Rwampara for one to two months before being sent into action. A person arrested by the UPC in Bunia said he was guarded by child soldiers.” There were four children guarding the cell, all under 13,” he recounted. “I asked them what they were doing there. They said their parents were dead and they could earn something in the army. One of them said he’d done only three years of school. They were all armed but you could tell they didn’t want to be there.”²³¹

MONUC observers reported back to headquarters in Kinshasa that an estimated twenty percent of the recruits in Mandro camp were children.²³² Other sources estimated the Mandro camp to have about 5,000 fighters, implying there may have been nearly 1,000 child soldiers there. On September 10 and 27 MONUC officers reported to Kinshasa that the UPC was continuing forcible recruitment of children. When MONUC staff took up the problem with UPC Commander Bosco he said that “the underage children were all orphans and that the UPC were looking after them.”²³³ He insisted that all recruitment was voluntary.

The UPC has even mobilized child soldiers who were demobilized by efforts of UNICEF in late 2000. MONUC protection officers and other independent sources, including Human Rights Watch, reported that Congolese children, mostly Hema, were being training in Uganda. After local and international pressure, the Ugandan army admitted that it was training the Congolese recruits and gave UNICEF and other agencies access to them. The group included 163 children. With much fanfare, these child soldiers were returned to Bunia in early 2001, a “success” in demobilizing children. But little was done for the children after their return and the majority of them, an estimated 130, have since been recruited again by the UPC.²³⁴

The Lendu and Ngiti militias also reportedly have children in their ranks. Witnesses said that during a number of attacks, women and children were used as shields for combatants, but that at other times they served as a fighting force primarily to loot but sometimes engaged in combat as well. During the Nyakunde attack described above, a witness reported that one of the groups who attacked “was mostly made up of women, children and older people. They were all carrying more traditional weapons like axes, arrows and spears.”²³⁵ Another witness said that, “The children were also killing. They were aged twelve and upwards. They had firearms and knives.” An Ngiti recruiter told Human Rights Watch researchers that most Ngiti militia members being trained in Bunia were adults but that sometimes children under eighteen would also be trained.²³⁶

²²⁹ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

²³⁰ Ibid.

²³¹ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

²³² Internal MONUC correspondence, September and October 2002.

²³³ Ibid.

²³⁴ Human Rights Watch interview with local NGOs, Bunia, February 2003.

²³⁵ Human Rights Watch interview, Oicha, February 2003.

²³⁶ Human Rights Watch interview, Beni, February 2003.

VI. THE CURRENT SITUATION

In the Luanda Accords of September 6, 2002, Uganda and the DRC agreed that an Ituri Pacification Commission (IPC) would be established as an interim structure to govern Ituri after the departure of the Ugandan army and until a regular Congolese administration could be set up. The DRC government and the local parties were to organize the IPC with the support of the UN, but early organizational efforts failed and fighting continued. A number of high-level meetings raised hopes for action in February 2003 but the UPC contested the composition of the commission, rejected any role for Kinshasa, and demanded that a more “neutral” chair replace MONUC. According to observers, Lubanga pushed for peace on his terms or no peace at all.²³⁷

The Ugandan army removed the UPC from power in March, making UPC objections less of an obstacle, and the IPC was launched in early April. By April 24 it had finished its work:

- establishing a new Interim Special Assembly with an executive to be headed by a coordinator until the new DRC transitional government takes power
- abolishing the role of governor, thereby ending the status of Ituri as a province
- setting up a Prevention and Verification Committee to look into the causes of the conflict and to prevent further violence
- creating a consultative team from all the armed groups to restrain combatants
- establishing a human right committee to help victims and work towards educating the public on issues of human rights.

The new structure had no real force to execute its decisions. The Ugandan army tried to install a combined general staff with Commander Jerome from Aru at its head, but other parties refused and this proposal collapsed within days. With the departure of Ugandan forces in early May, a MONUC force strengthened by some 200 Uruguayan troops was left with the task of trying to support the IPC. Within days of the Ugandan army withdrawal from Bunia, fighting restarted between UPC and Lendu and Ngiti militia, killing hundreds of civilians as each militia attacked people of the opposite group. MONUC increased its troop presence to 700, but the Uruguayan guard units were neither capable nor equipped to deal with the scale of the fighting. They withdrew to their compound surrounded by nearly 20,000 civilians seeking protection.

With the prospect of escalating violence, the Security Council voted on May 30, 2003 to create an Interim Emergency Multinational Force to provide security and protection for civilians in Bunia, including members of the interim assembly, while MONUC reinforced its presence with troops due to arrive before September 1.

VII. INTERNATIONAL LAW AND JUSTICE

The armed forces and militias involved in the Ituri conflict have been responsible for serious violations of international humanitarian law, also known as the laws of war. The individuals and armed groups that have carried out massacres, murders, rapes, inhumane acts such as cannibalism, and other crimes in Ituri must bear primary responsibility for them. But armed forces and political movements under the control of governments, namely Uganda, Rwanda, and the DRC, are also responsible for having provided military and other support to local groups with abysmal human rights records. Apart from a few exceptional cases where Ugandan or Congolese soldiers have intervened to halt abuses, the government forces have not restrained the armed groups over which they exercise control. Uganda bears particular responsibility among the governments for having fuelled ethnic violence between the Hema and the Lendu for its own immediate interests. Ugandan soldiers have themselves committed numerous violations of international humanitarian law in Ituri since 1999.

International Humanitarian Law

Under the 1949 Geneva Conventions, the ongoing war in the DRC, including in Ituri, is an international armed conflict that intersects with several internal conflicts. International armed conflicts, defined as those occurring

²³⁷ Human Rights Watch interview, UN official in Kampala, February 2003

between states, are regulated by the 1949 Geneva Conventions, the First Additional Protocol of 1977 to the Geneva Conventions (Protocol I), and customary international humanitarian law. Internal armed conflicts are those arising within the territory of a state party to the Geneva Conventions and are covered by article 3 common to the 1949 Geneva Conventions and the Second Additional Protocol of 1977 to the Geneva Conventions (Protocol II), as well as by much customary law applicable to international conflicts. The DRC ratified the 1949 Geneva Conventions in 1961 and Protocol I in 1982. Uganda ratified the Geneva Conventions in 1964, and Protocols I and II in 1991.

Common Article 3 to the Geneva Conventions expressly binds all parties to an internal conflict, including non-state armed groups, such as Lendu militias, Ngiti militias, and UPC/Hema militias, although they do not have the legal capacity to sign the Geneva Conventions. Common Article 3 requires the humane treatment of civilians and captured combatants and prohibits violence to life and person, particularly murder, mutilation, cruel treatment and torture; taking of hostages; outrages upon personal dignity; and the passing of sentences and the carrying out of executions without previous judgment pronounced by a regularly constituted court.²³⁸ Customary international humanitarian law also prohibits armed groups from directly attacking civilians or carrying out attacks that have a disproportionate or indiscriminate effect on the civilian population.

In violation of Common Article 3, the various armed political groups and militias, including the RCD-ML, MLC, RCD-N, UPC/Hema militias, Lendu militias, and Ngiti militias, have committed deliberate killings of unarmed civilians on a mass scale. They have also carried out summary killings of captured combatants, torture and arbitrary arrests, rape and other direct assaults. Some forces have also engaged in cannibalism and deliberate mutilation of corpses. Although in some cases the alleged perpetrators have been identified, those responsible for countless atrocities in Ituri have not been brought to justice. This culture of impunity has further fuelled the cycle of violence.

Where Ugandan forces exercised control or authority over the civilian population in the DRC, they were bound by provisions of the Fourth Geneva Convention that apply to occupied territories.²³⁹ Military commanders on the spot must respect the fundamental rights of the civilian population.²⁴⁰ Specifically prohibited are physical and moral coercion against civilians and captured combatants (article 31), corporal punishment and torture (article 32), and collective punishment, pillage and reprisals (article 33). Women shall be especially protected against any attack, in particular against rape, enforced prostitution, or any form of indecent assault. Everyone shall be treated with the same consideration by the occupying power without any adverse distinction based, in particular, on race, religion or political opinion. Private property may not be confiscated.²⁴¹ Ugandan soldiers deployed in Ituri at times engaged in one or several of these prohibited actions, such as the deliberate killing of civilians during the attack on the governor's residence and surrounding areas in Bunia in early August 2002.

Under international humanitarian law, an occupying power has a duty to restore and ensure public order and safety in the territory under its authority. It is responsible for protecting the population, including minority group members, from violence and reprisals by third parties, such as armed groups.²⁴² During the period of occupation by Uganda, this placed a duty on their armed forces to restore and ensure public order in such places as Bunia, Nyakunde, Mongbwalu, and Drodro. In countless cases, the Uganda army was in breach of its responsibilities under the Geneva Conventions by not defending vulnerable populations, both Hema and Lendu, in areas under its control.

Uganda also has the responsibility under international humanitarian law to prevent violations of international humanitarian law by forces over which it exercises effective control. The International Court of Justice has ruled

²³⁸ Geneva Conventions of August 12, 1949.

²³⁹ Under international humanitarian law, an occupying power takes on the role as a transitional administrator of a sovereign territory. As such, it is not entitled to change the legal status of the territory, a principle that Uganda has violated by creating the province of Ituri.

²⁴⁰ Fourth Geneva Convention, arts. 29, and 47.

²⁴¹ Hague Convention, art. 46; Fourth Geneva Convention, art. 27.

²⁴² 1907 Hague Convention, art. 47.

that a foreign state is responsible for the conduct of a faction in a civil war if the faction is a *de facto* agent of the foreign state or the foreign state otherwise orders it to commit certain acts.²⁴³ The Ugandan authorities have had a close relationship at different times with the UPC forces and Hema militias and with Lendu militias and others from the former FIPI coalition, having armed and trained these groups. Uganda violated international humanitarian law by not using its influence to stop gross violations of human rights by these groups.

Ituri is a humanitarian catastrophe: over 500,000 people have been displaced from their homes and large segments of the population at risk do not have access to humanitarian assistance.²⁴⁴ Under the Geneva Conventions, Uganda was responsible for providing secure and unimpeded access for humanitarian agencies to vulnerable populations and for respecting their independence and impartiality. Humanitarian personnel were also to be respected and protected. Uganda had a special responsibility as an occupying power to maintain hospitals and other medical services “to the fullest extent of the means available to it”²⁴⁵ which includes protecting civilian hospitals, medical personnel, and the wounded and sick. Uganda violated their international obligations by allowing humanitarian agencies to be blocked in Bunia for over six months in 2002 without reviewing the restriction or exerting influence to open up access to areas where civilians were in desperate need. As a result, thousands are believed to have died from lack of access to humanitarian assistance.

International Criminal Court

The DRC government ratified the Statute of the International Criminal Court (ICC) on March 30, 2002²⁴⁶ and its cabinet drafted implementing legislation in June and October 2002, though this has still not been sent to parliament. The draft legislation incorporates into domestic law all the ICC crimes and provides for full cooperation between the ICC Prosecutor and Congolese judicial authorities.

With the ratification of the ICC Statute, any crime of genocide, crimes against humanity or war crimes²⁴⁷ committed after July 1, 2002 on any part of DRC territory or anywhere by Congolese nationals may be subject to ICC prosecution, if the DRC government is unable or unwilling to prosecute such cases itself.

It is highly likely that crimes committed in Ituri after July 1, 2002, will be subject to ICC jurisdiction. The Kinshasa government does not yet have full control over Ituri and is not able to exercise judicial functions in the territory. Any trials within the DRC for crimes committed in Ituri after July 1, 2002 will not prevent the exercise of ICC jurisdiction if the trials are shown to have been organized for political reasons and without regard to due process.

VII. RESPONSE OF THE INTERNATIONAL COMMUNITY

The major powers with an interest in Africa have long professed a desire to see an end to the war in the DRC. They have invested diplomatic efforts and some financial resources in facilitating negotiations among the national governments and the rebel movements with national pretensions that are the parties to the war. Members of the UN Security Council and missions from various heads of state have toured the region, attempting to rally support for an end to the conflict. But these efforts dealt with only the top layer of conflict and failed to address the

²⁴³ See Case Concerning Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua, Nicaragua v. U.S.A (Merits) (“Nicaragua”), 1986 I.C.J. Reports; see, e.g. ICTY, *Prosecutor v. Zlatko Aleksovski*, Judgment of June 25, 1999.

²⁴⁴ Estimates of the UN Office for the Co-ordination of Humanitarian Affairs (OCHA), January 2003.

²⁴⁵ Fourth Geneva Convention, arts. 55 and 56.

²⁴⁶ Journal Officiel de la RDC 43eme annee, numero special, December 5, 2002, p. 169.

²⁴⁷ International humanitarian law has historically restricted use of the term “war crimes” to international armed conflicts. Much of the conflict in Ituri is considered a non-international (internal) armed conflict. Increasingly, serious violations of international humanitarian law committed in non-international armed conflicts have been recognized as war crimes, such as under the Rome Statute of the International Criminal Court.

smaller, local wars, themselves sustained by the larger war, which have killed tens of thousands of people²⁴⁸ and wrecked the lives of thousands of others who have been raped, injured, and deprived of home and property. The failure to address the conflict in Ituri finally produced a crisis that required an international intervention force. Unless that force is adequately supported and able to ensure the protection of the civilian population in Ituri, that conflict and others like it in the Kivus, will endanger all the carefully engineered arrangements meant to end the war at national level.

The United Nations and MONUC

UN pronouncements about ending the DRC war notwithstanding, the UN Security Council was slow to authorize a force to supervise the initial Lusaka Peace Accords and the force it mustered was small and inadequately equipped. The Security Council initially authorized some 5,537 troops—including 550 UN military observers with the rest being troops to protect them and UN installations—but it took years for the MONUC forces to reach this level. Charged with monitoring implementation of agreements ending combat between national forces, MONUC concentrated its first small troop deployment of fewer than 2,000 troops along the ceasefire line, where it recorded general compliance with the terms of the treaties. But far from the front, fighting continued in the Kivus and Ituri where proxy forces and local militias picked up the guns put down by the main actors.

Information about the local war in Ituri was available both from UN agencies and from independent sources. A UN agency with an active presence in Ituri, warned in an internal report in February 2001: “The situation in Ituri today is highly explosive. Individuals and groups on all sides are said to be preparing new massacres, arms are being bought and distributed within and around Bunia. If actions are not undertaken immediately to diffuse tensions, larger-scale, more violent and uncontrollable confrontations are to be feared.”²⁴⁹ In March 2001, the then UN Commission on Human Rights Special Rapporteur for Congo, Roberto Garreton published a report that described the ethnically targeted violence in Ituri and linked it with the exploitation of natural resources.²⁵⁰ The final report in 2002 from the UN Panel of Experts on Illegal Exploitation of Natural Resources and other Forms of Wealth in the DRC depicted in more detail the link between the ethnic violence and the desire by Uganda to exploit the natural resources of Ituri.²⁵¹ The Security Council invited analysts from nongovernmental associations, including Human Rights Watch, to brief members on the local wars. In September 2002, the UN Secretary General, in a Special Report on the United Nations Organization Mission in the DRC (MONUC), termed the situation “explosive.”

Despite the amount of information available, some UN members and officials did not recognize the complex connections between the local and the larger war and treated Ituri as a “tribal war,” not suitable for UN action. The Special Representative of the Secretary General for DRC, Amos Ngongi, was cited as having said that in Ituri, “Congolese are fighting among themselves,” a conclusion that falls far short of describing the complexities of the conflict.²⁵²

Unwilling to get further involved in the local facet of the war, the UN acquiesced in continued Ugandan control of Ituri, whether directly or through its various surrogates. After the establishment of the IPC in September 2002, MONUC undertook to support the new institution, but with only ten observers, it lacked the means to back the commission and to oblige the UPC to cooperate with it.

At the end of 2002, MONUC did indeed move quickly when the MLC and RCD-N advanced against the RCD-ML positions in Mambasa and further south towards Beni. It denounced this violation of the ceasefire and

²⁴⁸ International Rescue Committee, “Mortality in the Democratic Republic of Congo: Results from a Nationwide Survey, April 2003. According to this report estimates vary from 3.0 to 4.7 million deaths throughout the Congo since the start of the war in 1998.

²⁴⁹ UN internal paper, February 2001.

²⁵⁰ Commission on Human Rights, Report from the Special Rapporteur on the Question of the Violation of Human Rights and Fundamental Freedoms in the DRC, E/CN.4/2001/40/Add.1, March 27, 2001.

²⁵¹ U.N. Security Council, “Final Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the DRC,” S/2002/1146, October 16, 2002.

²⁵² Integrated Regional Information Network (IRIN), Special Report on Ituri, December 2002.

eventually brokered a new ceasefire that stopped further fighting. It then placed a MONUC team in Mambasa to observe its implementation. Perhaps finally forced to recognize that arrangements to end the larger war would be constantly threatened if the local wars were not addressed, the Security Council passed Resolution 1445 enlarging the UN peacekeeping force from 5,527²⁵³ to 8,700 troops and requested the Secretary-General to place more MONUC resources in the Ituri region, security permitting. Nearly two years after the first warnings of the impending violence, the resolution expressed the Security Council's "deep concerns over the intensification of ethnically targeted violence in the Ituri region," condemned the violence and incitement to violence taking place, and called on combatant forces in the region to take immediate actions to ensure the protection of civilians and end violations of human rights.

It proved difficult, however, to find troops for the DRC mission. No European or North American government would contribute, nor were many African states enthusiastic about participating. While awaiting action from headquarters, the small MONUC team in Bunia attempted where possible to defuse tensions and assist civilians. It was an apparently impossible task, but on occasion the arrival of the MONUC observers on the scene helped avoid confrontations. The mandate for the force authorized soldiers to protect civilians if in imminent danger of harm. The conduct of this small team showed what a courageous interpretation of the mandate could achieve.²⁵⁴

In January 2003 MONUC carried out one of its first extensive human rights investigations, looking into accusations against the MLC and RCD-N during their military activities in the last months of 2002. MONUC reported that some of these troops had committed systematic rapes, looting, summary executions and ten confirmed cases of cannibalism against persons of the Nande ethnic group.²⁵⁵ On January 15 the Security Council condemned "in the strongest terms" the systematic massacres and violations perpetrated by Bemba's MLC and the RCD-N. Declaring sentiments presumably shared by other council members, the US representative expressed revulsion that members of an armed faction meant to take power in a future government could engage in these acts of torture, rape, killing and cannibalism.²⁵⁶

Meanwhile both bilateral and multilateral pressure increased on Uganda to withdraw its troops from Ituri. But the departure of Ugandan troops without an international force to replace it would create a power vacuum that could then be filled by local armed groups. In resolution 1468 on March 20, 2003, the Security Council called on Uganda to withdraw and expressed its concern that it had failed to leave by previous deadlines. It also stressed to Rwanda that any return of its forces "would be unacceptable". The Council also again asked the Secretary-General to increase MONUC in Ituri and support the Ituri Pacification Commission.²⁵⁷

After a massacre at Drodro made headlines²⁵⁸ and with the Ugandan army withdrawal impending, MONUC announced on April 23 that its troops in Ituri would be increased to 850, of whom 200 would be sent immediately to Bunia. The Ugandan withdrawal on May 6, 2003 resulted in the power vacuum that had been feared. The newly arrived MONUC troops consisting of Uruguayan guard units had no capacity to prevent the fighting in Bunia as Hema and Lendu armed groups vied for control of the town throughout May. On May 30, 2003 the Security Council authorized an Interim Emergency Multinational Force for Ituri with a Chapter VII mandate, so acknowledging the urgent need to protect civilians, including by the use of force if necessary. But this short-term measure ends on September 1, 2003 when a contingent of Bangladeshi troops is due to reinforce MONUC forces in Bunia. As of this writing there is no clear indication how MONUC, with a much weaker Chapter VI mandate, will be able to protect civilians either in or outside of Bunia after the departure of the emergency force.

²⁵³ Although the UN Security Council had initially authorized a troop force of 5,537 this maximum figure was not reached in initial deployment.

²⁵⁴ Human Rights Watch interview, Bunia, February 2003.

²⁵⁵ "North Kivu: MONUC Investigation", MONUC press release, February 18, 2003.

²⁵⁶ Remarks by Ambassador Richard S. Williamson, United States Representative to the United Nations for Special Political Affairs, on the Democratic Republic of the Congo, Security Council, February 13, 2003. To date the report of the investigation has not been published.

²⁵⁷ United Nations Security Council Resolution 1468, March 20, 2003.

²⁵⁸ The initial death toll of this massacre were widely exaggerated with reports claiming nearly 1,000 dead. Later investigations revealed a much lower number of deaths. But it was symptomatic of the killings taking place in Ituri.

In its March 20, 2003 resolution, the Security Council condemned the human rights violations committed in the DRC, and particularly in Ituri. It said that members of the MLC, RCD-ML and the UPC had perpetrated these crimes and that they would be held accountable for them. The ICC will have jurisdiction to initiate an investigation into war crimes and crimes against humanity committed after July 2002. Far less clear is what mechanism - if any - will be put in place to investigate and prosecute those international crimes committed before this date. The Security Council has requested the Secretary-General, in consultation with the High Commissioner for Human Rights, to make recommendations to the council on how to address the issue of justice for these crimes.

International Donors

The Ugandan, Rwandan and the DRC governments depend heavily on donor assistance, a situation that presumably gives major donors significant leverage in influencing their policy decisions. These donors often say they are committed individually, as U.N. members, and as members of multilateral financial institutions to ending the DRC war, in part because they know that the conflict and attendant military spending hampers the reduction of poverty and the economic development that they seek to promote. Donors also know that the assistance they give for economic development or for humanitarian relief is fungible—that is, funds given for one purpose, such as education, frees up money that can then be spent for another purpose, such as buying weapons. Donors must find effective ways to monitor the use of the money they deliver; otherwise they may end up funding further war and the human rights violations that it has entailed.

In fiscal year 2000 to 2001, for example, international donors financed 55 percent of Uganda's budget, a total of US\$582.2 million. Since 2000, Uganda also received about \$2 billion in debt relief from various sources. The International Monetary Fund (IMF) in September 2002 approved a further three-year arrangement under the Poverty Reduction and Growth Facility for US\$17.8 million for Uganda. At the same time as these new commitments were being made, Uganda overspent its defense budget by more than 30 percent, according to estimates by the International Institute of Strategic Studies.²⁵⁹ It also moved expenditure from other ministries to its defense and security budgets.²⁶⁰ The Defense Minister in 1999 admitted during an inquiry that the Defense Ministry hid its spending within other budget lines to avoid pressure from donors.²⁶¹

Despite their stated desire to end the DRC war, donors failed to use their leverage effectively and for years made little progress in persuading the parties to halt the conflict. In 2002 both bilateral and multilateral donors took stronger stands. In May the International Monetary Fund (IMF) linked resumption of aid to DRC to further progress in the peace process (and also to progress in pursuing economic reforms).²⁶² The U.S. also refused to support a Rwandan bid for renewal of its IMF assistance and, according to State Department sources, told Rwandan authorities that their stand was a response to continued Rwandan presence in the DRC and to human rights abuses committed by its forces there.²⁶³ The Danish government cut its aid to Uganda in early 2002 as a result of concerns about Ugandan military activity in the DRC.²⁶⁴ Faced with these and presumably other instances of increased pressure, Rwanda and Uganda withdrew their regular military units in 2003, thus meeting a major policy objective of many donors. Both retained sufficient influence with Congolese actors to protect their interests, both in Ituri and elsewhere.

Donors have raised human rights concerns but have used their leverage even less effectively on these issues than for bringing an end to the war. Sufficiently well informed about human rights abuses in the DRC by their own embassies, by U.N. agencies, and by national and international human rights organizations, donors have not

²⁵⁹ IISS make *estimates* of military spending as opposed to using reported figures. This figure is based on estimates from various IISS *Military Balance* publications, 1997 – 2001.

²⁶⁰ Republic of Uganda: *Semi-annual Budget Performance Report FY 2001 / 02*, MFPED, April 2002.

²⁶¹ "Creative Accounting in Africa: Hidden skills", *The Economist*, October 9, 1999.

²⁶² "IMF dangles aid carrot for Congo", BBC New Online, May 1, 2002.

²⁶³ Human Rights Watch interviews, Washington, July 23 and October 8, 2002.

²⁶⁴ "Denmark cuts Aid to Kampala," *The New Vision*, Kampala, February 1, 2002.

succeeded in getting governments and other actors to end their abuses in the DRC nor to punish the perpetrators in their ranks.

The European Union

Until mid-2002, the European Union (EU) proved largely ineffective in influencing developments in DRC because leading member states were divided over which side to support: the United Kingdom—generally supported by Germany and the Netherlands—backed Rwandan and Uganda while France—often together with Belgium—backed the DRC government. Throughout the war the EU issued several statements denouncing violence against civilians, including one in February 2001 that identified the role of Uganda in exacerbating the conflict between Hema and Lendu. It noted, “the continued military presence of the Ugandan army in this part of the DRC ... hampers the efforts to re-establish peace there.”²⁶⁵ Yet apart from this reprimand, the EU did little publicly to pressure Uganda for a change in behavior.

EU members subscribe to a Code of Conduct on Arms Exports that prohibits arms transfers that might “aggravate existing tensions or armed conflicts in the country of final destination” or risk fuelling human rights abuses. Yet they did nothing to halt the delivery of arms to the Great Lakes, a region where the plethora of arms was certainly contributing to human rights abuses. In June 1999 an EU presidential statement reminded members of their obligation to uphold the Code of Conduct, but a year later, in May 2000, members still failed to agree on a suspension of arms shipments to the Great Lakes region, some arguing that any such embargo would always be violated. But by January 22 and 23, 2001, the General Affairs Council had decided to ask relevant EU bodies to facilitate early recommendations on “a possible embargo and its modalities to stem the flow of arms fuelling and protracting the conflict in the DRC and the Great Lakes region.”

In the past year, efforts have reportedly been made to secure a more coherent EU policy on the Great Lakes. In January 2002, the French and British Foreign Minister made a joint mission to the Great Lakes, meant to promote peace in the region as well as to attempt to unify EU policy on the area, with a repeat visit due in 2003. The EU role in DRC, and specifically Ituri, got a substantial boost with the agreement that the EU would lead the Interim Emergency Multinational Force to Ituri under its European Security and Defense Pact – the first time such a force has been authorized outside of Europe. Although France is taking a leading role in the multinational force, the UK will also send a small number of troops.

The United Kingdom

Prime Minister Tony Blair publicly stated in October 2001 that “The international community could..., with our help, sort out the blight that is the continuing conflict in the Democratic Republic of the Congo, where three million people have died through war or famine in the last decade.”²⁶⁶ As the largest bilateral donor to Uganda and the second largest to Rwanda, the UK appears well-placed to bring pressure to bear on those governments to change their conduct in the DRC. Former Secretary of State for International Development, Clare Short expended considerable effort in trying to minimize tensions and avoid a possible war between Rwanda and Uganda but did not invest similar effort in trying to bring about an end to human rights abuses in parts of the DRC controlled by Uganda or Rwanda.

The UK government, like many other donors, has moved towards delivering assistance through balance of payment support to the Ugandan and Rwandan governments, meaning that funds are given without being linked to specific projects. Acknowledging the possibility that such open-ended contributions might end up covering military expenditures, the UK urged Ugandan authorities to review defense spending and in 2001 began examining such expenditures with a view to ensuring greater transparency. To date the outcome of this review is unknown. Meanwhile, the British government has continued to support Uganda and Rwanda politically and financially. British authorities generally abstained from any open criticism of either Uganda or Rwanda. If they

²⁶⁵ European Union, “Declaration of the Presidency on behalf of the European Union on the Hema-Lendu conflict in north-eastern DRC,” Brussels, February 1, 2001.

²⁶⁶ Prime Minister Tony Blair, to the Labour Party Conference, October 2001.

exerted private pressure to persuade them to halt human rights violations by their soldiers or groups controlled by their soldiers in the DRC, such pressure produced little visible result.

The UK parliament has been more critical of the continuing war and its toll on civilians. In a November 2002 report, the All Party Parliamentary Group for the Great Lakes and Genocide Prevention expressed concern about the role of Uganda in the DRC and urged that “allegations about the Ugandan army’s role in resource exploitation and human rights violations, especially in the Ituri region” be fully appraised in measuring the success of UK assistance to Uganda.

The United States

The U.S. has long provided substantial support to Uganda, not just because of its ostensible success in economic development and combating HIV/AIDS, but also because it offered assistance in curbing the power of the Sudan, regarded by the U.S. as a major threat to stability in northeastern Africa. In the fiscal year 2001, the U.S. delivered some \$81 million in development assistance and food aid to Uganda; in the fiscal year 2002, U.S. assistance totalled approximately \$71.8 million; and approximately \$70 million was requested for 2003.

In December 2002, the Bush administration certified that Uganda was eligible for preferential trading status under the African Growth and Opportunity Act (AGOA), a program which supposedly includes human rights performance among its criteria for selection. In 2001 the U.S. Department of State in its annual *Country Reports on Human Rights Practices* criticized Ugandan soldiers for human rights abuses in the DRC, but the next year it said that there were “no confirmed reports” of further abuses there in 2002. The 2002 report did note that thousands of civilians had been killed in violence between Hema and Lendu in areas under Ugandan army influence.

In March 2003 U.S. Assistant Secretary of State for African Affairs Walter H. Kansteiner III met with President Museveni in Uganda to discuss bilateral and regional issues but he made no public reference to abuses associated with the Ugandan presence in DRC. Similarly the White House issued no statement critical of Ugandan actions in the DRC after a June 2003 meeting between Presidents Bush and Museveni. According to press accounts and other sources, however, Bush was said to have privately criticized the Ugandan role in Ituri.

In testimony about the Great Lakes before the Africa Subcommittee of the House International Relations Committee on April 3, 2003, Deputy Assistant Secretary of State Charles Snyder focused largely on political and humanitarian developments in DRC. He stressed the need for the withdrawal of Ugandan troops and said only that the U.S. has a “constant and active” engagement on human rights issues, not providing any details.

In a March 2003 document on AGOA, U.S. authorities described the Rwandan human rights record as “poor,” an assessment echoed in recent years in the *Country Reports on Human Rights Practices* which criticized the conduct of Rwandan troops in the DRC. In Snyder’s April 2003 testimony, he called on Rwanda to cease support for Congolese groups, including the UPC, and to keep its soldiers out of the DRC. The State Department decision to refuse support for the renewal of IMF assistance to Rwanda would have delivered a stronger message to Rwandan authorities had it not been undermined by a more lenient attitude towards Rwanda at the National Security Council, the foreign policy arm of the White House. In a similar case, the State Department attempted to suspend Rwandan participation in the International Military Education and Training (IMET) program run by the U.S. military because of Rwandan activities in the DRC, but was overruled by the Bush administration. The decision to admit Rwanda to the AGOA program despite its “poor” human rights record was also taken by the administration.

ACKNOWLEDGEMENTS

Information presented in this report was gathered by Anneke Van Woudenberg and Carina Tertsakian, senior researchers in the Africa Division of Human Rights Watch.

The report was written by Anneke Van Woudenberg and edited by Alison Des Forges, Senior Advisor to the Africa Division, Peter Takirambudde, executive director of the Africa Division and Carina Tertsakian. The report was reviewed by Iain Levine, program director; Janet Fleishman, Washington Director for Africa; Pascal Kambale, counsel in the International Justice program; Tony Tate, Researcher in the Children's Rights division; and James Ross who provided legal review. Production assistance and coordination was provided by Jeff Scott, Kate Fletcher, Floriane Begasse, associates in the Africa division; Patrick Minges, Publications Director; and Veronica Mathushaj, Photo Editor and Associate Director. Anne Fonteneau translated this report into French.

We wish to thank our colleagues in northeastern DRC, who risk their lives to defend the rights of others, for their commitment and assistance. We greatly appreciate all those who took the time and courage to speak to our researchers, in particular those who had themselves been the victims of abuse.

*Human Rights Watch
Africa Division*

Human Rights Watch is dedicated to protecting the human rights of people around the world.

We stand with victims and activists to bring offenders to justice, to prevent discrimination, to uphold political freedom and to protect people from inhumane conduct in wartime.

We investigate and expose human rights violations and hold abusers accountable.

We challenge governments and those holding power to end abusive practices and respect international human rights law.

We enlist the public and the international community to support the cause of human rights for all.

The staff includes Kenneth Roth, executive director; Michele Alexander, development director; Rory Mungoven, advocacy director; Carroll Bogert, communications director; John T. Green, operations director, Barbara Guglielmo, finance director; Lotte Leicht, Brussels office director; Patrick Minges, publications director; Maria Pignataro Nielsen, human resources director; Joe Saunders, interim program director; Wilder Tayler, legal and policy director; and Joanna Weschler, United Nations representative. Jonathan Fanton is the chair of the board. Robert L. Bernstein is the founding chair.

Its Africa division was established in 1988 to monitor and promote the observance of internationally recognized human rights in sub-Saharan Africa. Peter Takirambudde is the executive director; Bronwen Manby is the deputy director; Janet Fleischman is the Washington director; Alison Des Forges is the senior adviser; Suliman Ali Baldo and Alex Vines are senior researchers; Binaifer Nowrojee and Jemera Rone are counsels; Carina Tertsakian and Lars Waldorf are researchers; Juliane Kippenberg is the NGO Liaison; Caroline Conway, Chiwoniso Kaitano, and Jeff Scott are associates; Corinne Dufka, Sara Rakita, and Tony Tate are consultants. Vincent Mai is the chair of the advisory committee.

Web Site Address: <http://www.hrw.org>

Listserv address: To receive Human Rights Watch news releases by email, subscribe to the HRW news listserv by sending a blank e-mail message to hrw-news-subscribe@topica.email-publisher.com

Human Rights Watch is dedicated to protecting the human rights of people around the world.

We stand with victims and activists to prevent discrimination, to uphold political freedom, to protect people from inhumane conduct in wartime, and to bring offenders to justice.

We investigate and expose human rights violations and hold abusers accountable.

We challenge governments and those who hold power to end abusive practices and respect international human rights law.

We enlist the public and the international community to support the cause of human rights for all.

Human Rights Watch
350 Fifth Avenue 34th Floor
New York, N.Y. 10118-3299
<http://www.hrw.org>

1^{er} Document

« LA GUERRE DU CONGO A KISANGANI ET LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME. DU 02 AOÛT AU 17 SEPTEMBRE »

Le 1^{er} document du Groupe Justice et Libération, signé le 18 septembre 1998, a pour titre « La Guerre du Congo à Kisangani et les violations des Droits de l'Homme. Du 02 août au 17 septembre ». Ce document porte sur les 45 premiers jours de la guerre telle que vécue à Kisangani, et parcourt un ensemble des droits de l'homme violés par les belligérants. Le danger de la partition du pays en est l'élément dominant.

Ce document a été signé par François Zoka, Pierre Kibaka, Justin Pabu, Françoise Marchand, Jean-Pierre Badidike, et endossé par Clément Citeya qui en a assumé le toilettage et la diffusion.

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo connaît des affrontements armés depuis le début du mois d'août. A travers les lignes qui suivent, le *Groupe Justice et Libération* examine les 45 premiers jours de cette situation de guerre dans la ville de Kisangani où il a son siège.

Après que nous ayons situé dans le temps ce qui nous paraît être la cause proche de ces affrontements, nous nous proposerons d'abord de décrire brièvement les faits tels que vécus à Kisangani du 2 août au 17 septembre et ensuite de relever quelques cas de violations des droits de l'homme enregistrés pendant cette période. Nous terminerons par notre appréciation des enjeux directs et indirects des hostilités. Cette appréciation en appellera évidemment à quelques recommandations pour le retour de la paix et de la convivialité entre communautés dans la Région des Grands Lacs.

I. GENESE

Dix neuf mois après la guerre dite de libération ou « *Guerre de l'AFDL* », la République Démocratique du Congo est de nouveau plongée dans une guerre - « *Guerre du RCD* » - , partie encore une fois de la région nerveuse du Kivu. L'objectif affiché est de « *chasser la dictature naissante de Monsieur KABILA* ».

Les hostilités qui ont commencé le 2 août 1998 ont comme source apparente le renvoi des soldats rwandais dans leur pays.

En effet, le 13 juillet, la Présidence de la République Démocratique du Congo (R.D.C.) a rendu public le Décret-loi nommant Monsieur Célestin KIFWA, Chef d'état Major Général des *Forces Armées Congolaises*, FAC en sigle. Monsieur James KABARE qui exerçait jusque là ces fonctions est nommé Conseiller Spécial Militaire du Président de la République. L'on se rappellera que le 1^{er} juillet, Mr DAN SAMPSON, Ambassadeur des USA en R.D.C., rentré à New-York, avait déclaré au *Centre des Etudes Stratégiques et Internationales* que « *c'est toujours un rwandais qui est à la tête des Forces Armées Congolaises* ».

Ce décret fut suivi de la mesure gouvernementale de rapatrier les soldats rwandais, anciens alliés du régime en place.

II. LES FAITS

Les événements qui ont marqué ces 45 jours peuvent être répartis en deux périodes : **avant et après la prise de la ville, le 23 août, par les forces rebelles**. Toutefois, nous donnerons aussi un aperçu global sur les deux périodes.

1. Avant l'entrée des rebelles

A Kisangani, la mesure de rapatriement des soldats rwandais connut un début d'exécution vendredi 31/07/1998 et samedi 01/08/1998. Une partie des soldats rwandophones (d'origine *tutsi*) est conduite à l'aéroport de Bangboka pour être acheminés à Kigali à bord d'un avion de la Compagnie *Blue Air Lines*, affrété par le Gouvernement. Ces soldats trouvent à l'aéroport les éléments *ex-FAZ*¹ - avec leurs familles - attendant d'être évacués sur Kamina. Ces derniers ne sont pas armés.

Les soldats rwandophones devant regagner Kigali refusent d'embarquer ; ils exigent des indemnités compensatoires pour des loyaux services rendus à la R.D.C. L'avion retourne à Goma sans eux.

Le Dimanche 02/08/1998, rien de spécial n'est signalé. Le lundi 03/08/98 on apprend à Kisangani via les médias étrangères que le Commandant James KABARE, a réquisitionné 3 avions stationnés à Goma pour mener l'expédition qui devait aboutir à la prise de la Base Militaire de Kitona. *La Radio France Internationale* annonce le même jour la fuite de Monsieur BIZIMA KARAHHA, Ministre des Affaires Etrangères de la R.D.C. et la présence à Bruxelles de Monsieur Deogratias BUGERA, Ministre d'Etat à la Présidence de la République. La journée de lundi 03/08/1998 est calme dans le centre-ville de Kisangani, tandis que l'après-midi des coups de feu épisodiques sont entendus à l'aéroport de Bangboka.

Dans la nuit de lundi à mardi, l'aéroport de Bangboka est le théâtre d'une fusillade nourrie. Les soldats rwandophones restés au centre urbain assiègent le Camp KETELE et se procurent des armes pour commencer le siège de la ville avec la complicité des éléments de la Police Militaire, P.M. en

¹ Ex-FAZ est l'abréviation des anciennes *Forces Armées Zairoises*, et désigne les soldats du Maréchal Mobutu qui n'ont pas été intégrés dans la nouvelle armée formée par Monsieur Kabila.

sigle. Ils rencontrent une résistance des forces loyalistes et des *ex-FAZ* précipitamment réarmés pour la circonstance. Les loyalistes contrôlent l'aéroport et empêchent l'atterrissage d'un avion qui amenait des renforts aux insurgés.

Le Mardi 04/08/1998, Kisangani vibre des tirs à l'arme automatique et au canon. Entre-temps, les perquisitions sont faites dans les maisons des rwandophones *tutsi*, civils et militaires. Par la même occasion, sont arrêtés les Congolais soupçonnés d'être en intelligence avec les insurgés.

Le mercredi 05/08/1998, les loyalistes, avec l'appui des troupes venues en renfort de Kinshasa, contrôlent toute la ville et l'aéroport. Les insurgés évacuent Kisangani par la route *Ituri* et la route *Lubutu*. Le couvre-feu est instauré de 18 H à 6 H du matin. Le Jeudi 06/08/1998, les *FAC* réquisitionnent des véhicules et font appel à la Croix Rouge pour évacuer les victimes - civiles et militaires - des affrontements. Les morts sont enterrés dans des fosses communes au bout de la piste d'atterrissage à l'aéroport de Bangboka et derrière la morgue de l'Hôpital Général.

Certains ressortissants rwandophones et des présumés complices congolais sont mis en protection à la *Police d'Intervention Rapide* (P.I.R.) qui a tenu à les soustraire à la vindicte populaire et à la méchanceté des inciviques isolés, militaires ou civils. Ils ont néanmoins été bien traités - sur ordre du Commandant de la Police.

Vendredi - Samedi - Dimanche : c'est l'accalmie des armes, mais la tension persiste.

Le Lundi 10/08/1998, est organisée une marche de colère contre les « *ennemis de la République* » et de soutien au Chef de l'Etat. Au moins 10.000 personnes descendent dans les rues de Kisangani scandant des slogans hostiles aux rwandais, à Monsieur ZAIDI NGOMA et ses alliés considérés comme des traîtres à la solde des rwandais. Les manifestants portent toutes sortes d'armes blanches, et sont encadrés par les éléments des *FAC*. Aucun débordement n'est enregistré. Le même jour, les *ex-FAZ* reçoivent tenues, armes et munitions et une solde ou prime de guerre. Des armes sont également distribuées aux *Mayi-Mayi*² du Site H et du Centre C.T.T.³

Mardi 11/08/1998 débutent l'enrôlement des volontaires et des exercices d'entraînement à l'endurance physique. Les forces gouvernementales, régulièrement ravitaillées par Kinshasa, se réorganisent. Elles patrouillent la ville et ses environs, jour et nuit, pour rassurer les populations avec qui elles collaborent généralement bien. Comparativement

² Ce sont des miliciens à des pratiques occultes qui se sont illustrés dans des attitudes guerrières fondamentalement anti-tutsi. Ils furent respectivement alliés et adversaires farouches de l'AFDL. La plupart sont originaires de la Région du Kivu. Après la prise de pouvoir par l'AFDL, au moins 1.500 ont été acheminés et internés à Kisangani où ils suivaient une formation devant leur permettre soit d'être incorporés dans l'armée régulière soit d'être réorientés dans la vie civile.

³ Le site H est un hôpital en construction qui servit de camp d'accueil aux déplacés de guerre en 1996-1997. Le C.T.T. (Centre *Tusimame Tudjenge*) est l'ancien orphelinat "*Maman Mobutu*" rebaptisé par l'AFDL. Ces deux centres ont servi d'internement aux éléments *Mayi-Mayi* une fois retirés du camp de rééducation à KAPALATA.

à la veille de la *Guerre de l'AFDL*, la population est moins terrorisée et compose avec l'armée. L'interpellation des *tutsi* et congolais *traîtres* se poursuit en même temps que s'installe un calme précaire jusqu'au vendredi 21/08/98.

2. *Entrée des forces rebelles*

Les journées de vendredi 21 et samedi 22 août sont particulièrement agitées. Des rumeurs font état de l'entrée imminente des rebelles prévue pour la nuit du vendredi au samedi. La panique gagne toute la ville, une panique propagée par les militaires revenus du front sur l'axe *Lubutu*, où des combats violents auraient eu lieu au point kilométrique 47 toute la journée du vendredi.

Les premiers éléments des forces rebelles entrent en ville la nuit du samedi, vers 19 h 00. Les éléments des forces gouvernementales décrochent sans grande résistance; certains s'habillent tout simplement en civil, d'autres préfèrent déguerpir en empruntant les axes *Yangambi* et *Buta*. Des coups de feu sont entendus toute la nuit. Le matin du dimanche 23 août, un communiqué radiodiffusé, signé par le *commandant Bernard BIAMUNGU* des Forces Rebelles, annonce la prise de la ville et la levée du couvre-feu. La population est invitée à garder le calme et restituer les armes de guerre qu'elle détiendrait. Quant aux militaires et policiers, ils doivent répondre à un pointage organisé à l'Etat Major. Des « prisonniers » détenus aux cachots de l'ANR⁴ et de l'Etat-major sont libérés. Du dimanche au lundi les rebelles sillonnent la ville en triomphateurs, réquisitionnent des véhicules et des motos. Certains ne parlent qu'anglais, d'autres le kinyarwanda ou un shwahili inhabituel, d'autres enfin le lingala et le français. **On dirait trois composantes dans ce mouvement armé : ougandaise, rwandaise et congolaise.** La population ne s'y reconnaît pas ; se sentant *envahie* et *dominée*, elle renâcle.

Le mercredi 26 août, des militaires tentent de dévaliser les paroisses de *St Joseph* (Tshopo) et *Christ-Roi* (Mangobo). Aux sons des cloches des églises, la population sort armée et les jeunes gens s'affrontent aux militaires. Ces affrontements s'étendent à la commune de *Kabondo* et une partie de la *Makiso* (aéroport militaire) et se prolongent jusqu'à la mi-journée du jeudi. Bilan : 15 tués dont 6 militaires et 9 civils. Les soldats rwandophones sont progressivement remplacés par les éléments congolais qui patrouillent la ville et essaient de ramener le calme. Un calme précaire règne jusqu'au mardi 1^{er} septembre. La méfiance grandit dans la population en même temps que la crainte des représailles. Plusieurs familles déménagent.

Du 1^{er} au 10 septembre, la rébellion renforce lourdement sa présence militaire en hommes et en matériel. Des chars de combat sillonnent quelques fois la ville en pleine journée avant d'aller stationner à des postes névralgiques.

⁴ ANR (Agence Nationale de Renseignements) est la nouvelle appellation des services de renseignements congolais, anciennement connus sous le nom de SNIP (Service National d'Intelligence et de Protection).

Entre-temps les activités commerciales et administratives sont paralysées. Les gens restent chez eux. Les autorités civiles sont introuvables depuis la nuit du samedi 22. Les denrées coûtent extrêmement cher, le dollar monte : la spéculation s'installe, c'est la confusion et l'anarchie; malgré les appels de la délégation politique venue de Goma pour engager des pourparlers. D'autre part, c'est la course au pouvoir. Plusieurs personnes au profil obscur postulent aux postes vacants, principalement celui de gouverneur. Certains prétendants politiques, connus pour leur vénalité, courtisent le nouveau pouvoir dans des émissions radiotélévisées. Les accusations qu'ils portent à l'endroit des anciennes autorités politico-administratives frisent parfois un appel à la haine et à la vengeance. Tout cela se passe sur fond d'un climat d'**insécurité généralisée imputable aux soldats rebelles, aux FAC et ex-FAZ, aux Mayi-Mayi, aux anciens policiers, et aux bandes des civils armés.**

Malgré les efforts notables de la hiérarchie militaire du RCD, « *Rassemblement Congolais pour la Démocratie* »⁵, pour assurer la sécurité des personnes et des biens et ainsi gagner la confiance de la population, la situation reste confuse jusqu'à ce jour. Kisangani regorge trop d'éléments incontrôlés, les patrouilles se multiplient, beaucoup d'inciviques sont mis aux arrêts.

3. *Aperçu global*

De façon générale, la panique pèse sur la ville depuis que les affrontements ont commencé. Plus que la panique c'est le désordre. Rien ne marche normalement. Les gens se réveillent sans daigner prévoir la fin de la journée; ils se rendorment - quand ils peuvent - sans être sûrs de revoir le jour.

Des coups de feu, entendus à longueur des journées et des nuits les trois premières semaines, sont devenus sporadiques depuis le 23 août. Aussi devons-nous dire que l'on ne sait pas toujours très bien qui tire et contre qui, surtout la nuit.

Peu de gens sont rassurés de la rectitude des intentions des rebelles. Les autorités administratives sont méfiantes; elles ne se manifestent pas. Quelques gestionnaires et administratifs ont repris - timidement - le travail. Ils s'interrogent toutefois sur leur sort au cas où les forces gouvernementales reprendraient la ville. En plus, les signes de sinistre sont déjà perceptibles suite à la paralysie des activités. *Parce que les gens ne travaillent pas, ils ne produisent pas ; comme ils ne produisent pas ils ne peuvent être payés ; comme ils ne sont pas payés, leur pouvoir d'achat reste nul.* Comment survivre ! D'autre part, travailler *normalement* dans une ville contrôlée par le RCD ne risque-t-il pas de faire croire à une adhésion politique, ou tout au moins à un soutien ? Cercle vicieux. Que faire alors ? Personne ne sait. La population fait difficilement la part des choses entre un soutien politique, un travail d'administration et la chance de survie devant un pouvoir de fait. Sur terrain, la population ne sait pas à qui s'adresser en cas de problème. Les

⁵ Le RCD est la dénomination politique de forces rebelles.

insurgés multiplient des rencontres - sans beaucoup de succès - avec les opérateurs économiques pour les convaincre à relancer les activités. Entre temps les communications nationales et internationales sont interdites. Sans téléphone ni appareils de phonie, sans trafic aérien ni fluvial, Kisangani est coupé du reste du pays et du monde. Tout cela donne libre cours à la « **radio trottoir** », **aux fausses nouvelles, à l'intoxication, à la panique, au désordre, à l'anarchie.**

Sur le plan des activités des associations des droits de l'homme, personne n'a été **directement inquiétée** ni par les forces gouvernementales ni par les forces insurgées, du moins jusqu'à ce jour. Ce qui n'est pas nécessairement un pari gagné car pendant toute cette période tumultueuse la stratégie est à la prudence et à l'observation. Cependant plusieurs programmes d'éducation civique - et de développement - sont perturbés, voire suspendus pour autant que les intentions des insurgés en ces matières ne sont pas encore clairement définies. Cela est dû aussi à l'insécurité, aux difficultés de communication, de circulation et de ravitaillement. Et tel que les choses paraissent, cette confusion peut perdurer.

Cette situation confuse inspire une crainte éprouvée par toute la population : **le danger de la partition du pays.** "*Notre pays doit rester un et unifié*" disent les gens.

III. CAS DE VIOLATIONS DE DROITS DE L'HOMME

Les droits de l'homme ont été massivement violés pendant cette période. Les auteurs en sont les forces gouvernementales, les forces rebelles, la population, les autorités civiles. Nous regroupons les cas de violations en 8 catégories : atteintes à la vie, tortures, arrestations, atteintes aux droits des enfants, atteintes au droit à la santé, atteintes aux droits sociaux et économiques, atteintes à la sécurité et atteintes à la propriété.

1. **Atteintes à la vie**

Nous reprenons sous cette rubrique les exécutions sommaires, les disparitions et l'incitation à la haine inter-ethnique.

1.1 *Exécutions sommaires et disparitions*

En son article 6 alinéa 1, le "*Pacte International relatif aux droits civils et politiques*" du 23 mars 1976 stipule :

"Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie".

Plusieurs témoignages font état des exécutions sommaires commises tout autant par les forces gouvernementales que par les forces rebelles. Nous ne pouvons pas pour le moment garantir leur véracité. Toutefois nous

utiliserons le terme « *exécutions sommaires* » pour des cas attestés par des témoignages oculaires tandis que le terme "*disparitions*" couvrira les autres cas.

a) Exécutions sommaires

1. Monsieur PROTAIS NDAYITWAEKO, étudiant finaliste à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation de l'UNIKIS⁶, d'origine tutsi burundais est abattu froidement par les militaires loyalistes à son domicile au quartier *Kilima ya Bahindi*, le 05/08/1998.
2. Monsieur le Révérend Pasteur de l'Église Néo-apostolique de Bangboka, habitant dans la périphérie de l'aéroport Bangboka, est tué non loin de son domicile par des militaires non identifiés, le mercredi 05/08/98.
3. Monsieur CRISPIN MBOMBO MUJANI, Inspecteur à l'O.C.P.T.⁷, domicilié sur l'avenue des Erables n° 15, est assassiné chez lui le 06/08/98 à 19 h 00 par un militaire rwandais. La victime avait quelques heures avant sa mort signalé la présence des militaires rwandais cachés dans une maison voisine.
4. Au camp Ketele : 2 militaires insurgés arrêtés ont été froidement abattus par des éléments des Forces Gouvernementales le 06/08/98.
5. A *Isangi*, 2 militaires rwandais sont exécutés le 07/08/98 par les forces gouvernementales venues de Kinshasa.
6. Monsieur FAUSTIN IBANDA, congolais de souche *Hema*, proche de *tutsi* et agent à la compagnie d'aviation « SUN AIR » est tué le 08/08/98 de plusieurs coups de balles par les forces gouvernementales. Son corps est balancé du haut du 2^{ème} niveau, de l'immeuble MARSAVCO (ex SEDEC) où il habitait au n° 3.
7. Le directeur de l'École Primaire de *Kole* et son fils, d'origine *Hema*, sont tués le 20/08/98 par la population qui les a pris pour des *tutsi*. *Kole* est à plus de 180 km de Kisangani sur la route *Buta*.
8. Un civil congolais a été tué le samedi 22/08/98 à 20 H 00 par des soldats gouvernementaux en faction au pont de la *Tshopo*.
9. Deux soldats congolais du RCD sont tués par la population le mercredi 26/08/1998 à la suite de la tentative de dévaliser la paroisse *Christ-Roi* (Mangobo).
10. A *Kabondo* : au moins dix personnes dont 4 militaires ont été tuées le mercredi 26/08/98 à la suite des affrontements entre population et militaires. Les militaires ont été tués par la population. Un groupe des militaires rwandais a abattu 6 civils entre la 14^{ème} bis et la 16^{ème} avenue.
11. A la *Tshopo* : 2 civils, dont un infirmier, ont été abattus à la suite des affrontements entre population et militaires le mercredi 26/08/98. L'infirmier travaillait au Centre de Santé C.N.C.A sur la 19^{ème} avenue dans la même commune.
12. A *Mangobo*, deux jeunes gens sont abattus à bout portant par des militaires du RCD le jeudi 27 août dans le quartier *Wagenia*.

⁶ UNIKIS : Université de Kisangani.

⁷ O.C.P.T. : Office Congolais des Postes et des Télécommunications.

13. Entre le 6 et 15/08/1998, des exécutions sommaires des congolais militaires de la *Police Militaire* (P.M.) soupçonnés d'intelligence avec les insurgés ont eu lieu à Simi - Simi et à l'aéroport de Bangboka.
14. Une rumeur assez répandue a fait état des exécutions sommaires à Bangboka et à *Simi Simi*⁸ par les forces gouvernementales. La plupart des victimes seraient des personnes civiles que l'on habillait intentionnellement en militaire avant de les exécuter.

b) Disparitions

Ces disparitions sont consécutives à l'arrestation, par les forces gouvernementales, des ressortissants rwandais et congolais considérés comme complices des forces insurgées. Les personnes ci-dessous citées n'ont pas été retrouvées après la prise de Kisangani.

1. Monsieur Jean-Marie LISASI, Commandant de la 25^{ème} brigade, accusé de trahison, a été vu pour la dernière fois le 08/08/98 à l'aéroport militaire peu avant d'être embarqué sous escorte pour Kinshasa.
2. Monsieur Jean CHIHASHA, habitant Bloc Agetraf, av. Mabe Sabiti, n° 5. Il est d'origine *mushi* (province du Sud-Kivu), marié à une rwandophone.
3. Monsieur Francis CHIHASHA, âgé de 18 ans, qui a tenu à accompagner son Père Jean CHIHASHA lors de son arrestation. Il vivait avec ses parents.
4. Monsieur KATABIRORA (appelé Katablos), rwandophone, chef d'Agence de la Compagnie d'aviation « SUN AIR », habitant Avenue des Chênes, n° 20 (résidence de M. MOZAGBA), commune de la Makiso.
5. Monsieur SENGI SIBOBANA, rwandophone, domicilié sur l'avenue Mulamba, Immeuble CAFCO. Il fut trésorier de l'AFDL et chargé des relations avec les ONG à Kisangani.
6. Monsieur François BUCHANA, agent de la Compagnie « SUN AIR », habitant sur la 3^{ème} avenue, commune de Kabondo.
7. Monsieur Guy RONGORONGO, agent à l'A.N.R., résidant au n° 427 de l'hôtel Congo Palace.
8. Monsieur Vianey BIGEGA, agent à la SNEL, arrêté chez lui, au quartier Regideso, commune Mangobo.
9. Monsieur SANDE, trafiquant de diamant, Avenue Lac Moero, n° 4, commune Makiso.
10. Monsieur Moïse MUHIRE, étudiant en 1^{er} Graduat, à l'I.F.A.⁹.
11. Monsieur BEDEL, étudiant en 2^{ème} médecine, à l'UNIKIS
12. Monsieur Jean Baptiste KANYAMUZANI, étudiant finaliste à L'I.S.C.¹⁰/SOIR.
13. Monsieur ELMASE, finaliste à l'UNIKIS, résidant à l'hôtel Congo Palace.
14. Monsieur Patrick NDAYAMBAJE, 13^{ème} avenue bis, n° 9, commune Kabondo.

⁸ Simi Simi est une extension rurale de la Commune Makiso en aval de l'actuel aéroport militaire.

⁹ I.F.A. : Institut Facultaire Agronomique de Yangambi fonctionnant actuellement à Kisangani.

¹⁰ I.S.C. : Institut Supérieur de Commerce.

15. Monsieur SEBERA WANGU, 5^{ème} avenue bis, n° 76, commune de Kabondo.
16. Monsieur Norbert GASANA, habitant le Plateau Médical.
17. Monsieur MIDUGUDU KALINDA, Avenue du Bassin, 2^{ème} parcelle à gauche (sans n°), Plateau médical.
18. Monsieur RWAKABUBA, Boulevard Mobutu, n° 41, Commune Makiso
19. Monsieur Fidèle RUGABO, avenue Sergent Ilunga (vers le Cercle Grec), dans l'ancienne villa du Colonel Opango.
20. Monsieur HEMEDI, agent de l'OFIDA arrêté chez lui à la Tshopo sur la 5^{ème} Avenue bis, N° 17.

1.2. Incitation à la xénophobie et la haine ethnique

La xénophobie et la haine ethnique font partie de ce que la "Convention Internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale" du 21 décembre 1965 entend par "discrimination raciale".

D'après cette convention, l'expression "*discrimination raciale*" vise toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans les conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique.¹¹

Les Etats, dont la R.D.C., qui ont ratifié cette convention se sont engagés au terme de l'article 2, alinéa 1.b "*à ne pas encourager, défendre, ou appuyer la discrimination raciale pratiquée par une personne ou une organisation quelconque*".

Des déclarations du Gouvernement Central contre l'*envahisseur rwandais* et ses commanditaires ont été largement diffusées et abondamment commentées par les instances officielles tant dans la capitale qu'en province. Sur base de ces déclarations, la population a développé des sentiments de révolte et d'animosité contre certains pays, voire de haine contre le *peuple tutsi*.

1. Les femmes et les enfants rwandophones sont ainsi restés emmurés chez eux sans possibilité de se procurer à manger. N'eût été l'aide de certains voisins, on aurait enregistré des cas de décès par inanition.
2. La marche de colère et de soutien au Chef de l'Etat organisée le 10/08/1998 à Kisangani a ravivé la haine contre les rwandais. Un des slogans était "*laissez passer le serpent mais tuez le rwandais*".
3. Enrôlement des ressortissants *hutu* et réarmement des *Mayi Mayi* pour exploiter leur haine viscérale contre les *tutsi*.
4. Après la prise de Kisangani, Monsieur WALE SOMBO BOLENE, professeur d'université et ancien Mobutiste, usant d'opportunisme, distille à travers des émissions à la radio, des propos ségrégationnistes

¹¹ Voir Article 1^{er}, alinéa 1.

contre Monsieur KABILA et ses représentants en province. C'est presque un appel à la haine contre les Katangais et les autorités qui avaient fui la ville de Kisangani avant l'arrivée des insurgés. Ce discours rediffusé plusieurs fois a éloigné toute chance de voir les autorités en fuite sortir de leurs caches où elles vivent dans des conditions précaires.

5. Le message politique diffusé à la radio par les forces insurgées critiquant le népotisme du Président KABILA a créé une psychose *anti-katangaïse*. En conséquence plusieurs *katangais* sont restés emmurés, sans provisions, craignant pour leur vie.

2. Tortures, traitements dégradants et inhumains

L'article 2 de la "Convention contre la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants" du 10 Décembre 1989 stipule que :

"1. Tout Etat partie prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction.

2. **Aucune circonstance exceptionnelle**, quelle qu'elle soit, **qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menaces de guerre**¹², d'instabilité politique intérieure ou tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture.

3. L'ordre d'un supérieur ou d'une autorité publique ne peut être invoqué pour justifier la torture".

Or, pendant ces 45 premiers jours d'affrontements, plusieurs plaintes de torture - ou traitements cruels - ont été rapportées, dont ci-dessous quelques cas.

1. Monsieur Jean-Marie LISASI, Commandant de la 25^{ème} brigade, accusé de haute trahison, arrêté le 06/08/98 par les Forces Gouvernementales, frappé et blessé à coup de poignards et traîné à l'aéroport dévêtu.
2. Maître Dieudonné NGWASHI, Directeur Provincial Adjoint de la D.G.M¹³, détenu à la P.I.R. et au cahot de l'Etat Major, accusé d'être en intelligence avec le RCD. Il fut régulièrement torturé et échappa à la mort grâce à un *kadogo*¹⁴ de son village qui, soudain, le reconnut.
3. Monsieur André RWABIHAMA, dentiste à la Polyclinique d'Etat, a reçu des coups de fouet en des intervalles de temps réguliers au cours de sa détention à la Police d'Intervention Rapide (P.I.R.).

3. Arrestations arbitraires

¹² C'est nous qui soulignons.

¹⁴ Appellation swahili de "enfant-soldat".

Selon le Pacte International relatif aux droits civils et politiques, en son article 9, alinéa 1 :

"Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires. Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi".

Soupçonnées d'intelligence avec les forces insurgées, les personnes ci-après ont été arrêtées sans respect de la procédure en la matière. Elles sont pour la plupart d'expression kinyarwanda ou simplement ressortissants des provinces du Sud et Nord-Kivu. Ceux qui ont été détenus à l'Etat Major ont souffert de traumatisme à la suite des crépitements intensifs des balles à cet endroit qui fut un des grands terrains d'affrontements entre les forces gouvernementales et les insurgés.

1. Maître Dieudonné NGWASHI, Directeur Provincial Adjoint de la D.G.M., détenu à la P.I.R. et au cahot de l'Etat Major, accusé d'être en intelligence avec le RCD.
2. Monsieur Jean NGARAMBE habitant la 13^{ème} avenue n°9, commune Kabondo, détenu au cachot *Simi Simi* puis au cachot de l'Etat Major.
3. Monsieur Venant MATATA KALIWABO, chambre n°36, Hôtel Zongia, détenu à *Simi Simi* puis au cachot de l'Etat Major.
4. Monsieur Deo SHIMIMANA, arrêté à son domicile dans la commune de la Makiso, Avenue Sergent Ilunga, ex-villa du Colonel OPANGO.
5. Monsieur Fidèle KANUNA, agent à la Compagnie "SUN AIR", habitant 12^{ème} bis n°7, commune Kabondo, arrêté parce que de morphologie *tutsi*. Il a été détenu au cachot de *Simi Simi*.
6. Monsieur André RWABIMANA, dentiste à la Polyclinique d'Etat, détenu à la P.I.R. avant d'être acheminé à l'A.N.R.
7. Monsieur KULIMUSHI, chargé des finances à la Police, suspecté d'être en intelligence avec la rébellion.
8. Monsieur Michel ZAGABE, d'origine *mushi*, cadre de l'AFDL/Banalia. Il fut séquestré pendant 6 heures par la population en pleine forêt (à 3 heures de marche à pied de Banalia). Récupéré de justesse par la police de Banalia venue à son secours, il a été acheminé à Kisangani, conduit à la Police communale de Mangobo, puis à l'Inspection de la Police et enfin détenu à l'A.N.R.
9. Monsieur KARANGWE SEMPINGA, arrêté par la Police, habitant Boulevard MOBUTU n°41, commune Makiso.
10. Madame KAYITESI SESSONGA et ses deux enfants habitant 7^{ème} bis n°16, Commune Tshopo, incarcérée au cahot de l'Etat Major.
11. Madame MUKADONA TSHIM, veuve de Monsieur TSHIMANGA (surnommé TSHIM Marley), habitant l'avenue Maman MOBUTU, n°3, Commune Makiso. Elle est d'origine rwandaise et s'est régulièrement naturalisée congolaise. Elle fut détenue au cachot de l'Etat Major avec ses 4 enfants.

12. Madame RUSHUKURI MORORENKWERE, habitant le quartier Saïo n°9, commune Makiso, incarcérée avec ses cinq enfants au cachot de l'Etat Major.
13. Madame KABERA, habitant la 5^{ème} bis n°76, commune de Kabondo, détenue au cachot de l'Etat Major.
14. MUNKATELE SEBERA, MUNDEKERE SEBERA, MUKAMUNANDA SEBERE, FURAHA SEBERA et SEKUMBUMBA SEBERA, habitant tous sur la 5^{ème} bis n° 76 à Kabondo ont été détenus au cachot de l'Etat Major.
15. Madame MUKAGASANA, habitant Boulevard MOBUTU n°41, commune Makiso, détenue au cachot de l'Etat Major.
16. Monsieur NANZI MUKAGASANA, Boulevard MOBUTU n°41, commune Makiso, détenu au cachot de l'Etat Major.
17. Madame Brigitte KAYISALA, habitant 7^{ème} bis n°76, commune Kabondo détenue au cachot *Simi Simi*.
18. Madame SEOZO MAMY, résidant au Plateau Boyoma n°2, commune Makiso, détenue au cachot *Simi Simi*.
19. Monsieur Gilbert SONGA, cadre à la FORESTIERE, initialement mis en protection à la Police d'Intervention Rapide, s'est retrouvé détenu et transféré au cachot de l'A.N.R.

4. Atteintes aux droits des enfants

Les différents instruments juridiques internationaux tels que la "Convention sur les Droits de l'Enfant" du 20 Novembre 1989, les "Conventions de Genève" et les "Statuts du tribunal militaire international de Nuremberg", interdisent l'enrôlement des enfants. Et plus particulièrement, la "Convention sur les droits de l'Enfant" recommande, en son article 38, alinéa 4, la protection des enfants en cas de conflit armé.

Or,

1. les forces loyalistes ont enrôlé, à coup de propagande anti-rwandaise et de promesses d'une forte solde, beaucoup des jeunes parmi lesquels les enfants de moins de 15 ans;
2. elles ont aussi distribué des armes sans contrôle aux *Mayi Mayi* pourtant internés pour des raisons de maladie ou de rééducation. Cette distribution anarchique a contribué au foisonnement d'armes de guerre dans la population civile;
3. les forces insurgées ont gardé dans leurs rangs des enfants de moins de 15 ans;
4. les enfants en bas âge ont été traumatisés par les détonations d'armes lourdes et automatiques.

5. Privation des soins de santé

Le "Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels" du 16 Décembre 1966, prescrit aux Etats parties, en son article 12, alinéa 2, d'améliorer tous les aspects de l'hygiène du milieu, de traiter les

maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, et d'assurer à **tous** des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie.

Certains de ces droits n'ont pas été assurés pendant cette période de guerre.

1. A la suite de l'insécurité toujours grandissante et ravivée par les ragots de tout bord, le personnel soignant a dès le soir du mardi 03/08/98 demandé aux malades, dont les femmes à terme, de rentrer chez eux. Ainsi, les hôpitaux à grande capacité d'accueil comme *l'Hôpital Général* et *les Cliniques Universitaires* ont dû fermer.
2. Les personnes emprisonnées ou gardées pour raison de sécurité ont été privées des soins de santé.
3. Le coût élevé des soins de santé et la cherté des produits pharmaceutiques a fait qu'une population déjà démunie ne puisse plus accéder à des soins même primaires.
4. La *Croix Rouge* locale a abattu un travail de titan pour ramasser et enterrer les morts et conduire les blessés vers des postes de santé. Cependant elle a travaillé sans matériel adéquat ni moyens de protection personnelle contre des éventuelles contaminations.
5. La putréfaction de certains corps - victimes des affrontements - dont l'inhumation a été tardive dans une province à climat chaud, a exposé la population à des risques d'épidémies.

6. Atteintes aux droits sociaux et économiques

A cause de la situation de guerre, des droits socio-économiques auxquels les Etats parties avaient souscrit dans le "*Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*", notamment en son article 13, n'ont pas été respectés.

1. Perturbation du calendrier académique : les Instituts Supérieurs qui étaient à deux semaines de la fin de l'année ont interrompu les enseignements. C'est le cas de *l'Institut Supérieur de Commerce* (I.S.C.), *L'Institut Supérieur Pédagogique* (I.S.P.), *L'Institut Supérieur de Techniques Médicales* (I.S.T.M.).
2. Les Forces Insurgées ont occupé les locaux des écoles et utilisé les bancs comme bois de chauffage. De telles occupations ont été enregistrées à *l'Institut Lisanga*, et à l'Ecole Primaire *Malkia Wa Mashahidi* (Rive droite) dans la Commune de la Tshopo.
3. La paralysie des activités économiques dans la ville et la flambée du cours du dollar ont davantage marginalisé la population. Monnaie de référence pour les transactions, le dollar est passé de 150.000 NZ à 250.000 NZ ou encore de 1,5 FC à 2,5 FC. Les prix de produits de première nécessité ont soit doublé, soit triplé, voir quintuplé pour une population dont le pouvoir d'achat était déjà très faible. Dans ces conditions, l'éducation des enfants est hypothéquée.

7. Atteintes au droit à la sécurité

La sûreté des personnes est vivement recommandée par l'article 3 de la "*Déclaration Universelle des Droits de l'homme*".

Après la prise de Kisangani, l'insécurité s'est trouvée accrue. Voici un échantillon des faits qui l'attestent :

7.1. *Vols à mains armées par des militaires seuls ou en complicité avec les civils*

1. La journée du dimanche 23/08/98 : casse du dépôt *Caritas* (garage) de l'Archidiocèse de Kisangani par 4 militaires (2 rwandophones et 2 congolais) accompagnés d'un civil qui leur servait d'indicateur. Ce dépôt est cogéré par *Rotary Club* qui y stockait de l'aide humanitaire.
2. La nuit du 06 au 07/09/98, l'habitation du pilote « *Aviation Sans Frontières* » a été cambriolée par trois éléments de *l'ancienne DSP* - des *ex-FAZ* - actuellement dans les rangs du *RCD* via les *FAC*. Ils ont emporté plusieurs biens de valeur qui ont été retrouvés à la cité, gardés dans le Centre de Santé *SOWETO*, dans la commune de Mangobo. Un des inciviques a été mis aux arrêts.
3. Trois militaires se sont introduits à la paroisse *Ste Marthe* (Rive Gauche) la nuit du 9 au 10 septembre vers 1 H 50 du matin; ils ont emporté argent et des petits biens.
4. Chez *BAGHMEK*, compagnie angolaise d'aviation, des militaires rwandais ont emporté des biens de valeur et occupent présentement l'immeuble.
5. Chez *BELECT*, des marchandises ont été volées par effraction de la serrure du magasin.
6. *Le Site des sinistrés des inondations d'eau* (nouveau lotissement à la Rive Droite dans la commune de la Tshopo), a été visité la nuit du 11/09/98 par deux civils armés qui ont emporté du matériel de construction. Le projet de construction des maisons sur ce site est géré par *le Groupe Justice et Libération*, sur financement du Gouvernement canadien (par l'entremise de *l'ACDI*)¹⁵ et de *l'Organisation catholique Développement et Paix* du Canada.
7. Plusieurs commerçants et autres particuliers ont reçu des visites nocturnes de la part des personnes armées ou en uniforme. Argent et divers objets ont souvent été emportés. C'est le cas de la *Maison des Pères de Scheut*, le *Centre SIMAMA*, etc.
8. Dans plusieurs organismes et compagnies tels que *UNICEF*, *Médecins Sans Frontières*, *Procure des Missions*, *AMEX BOIS*, *SORGERI*, *Banque Centrale du Congo*, *SUN AIR*, *FINA*, *OMS*, etc. charroi automobile, carburant, lubrifiant, produits pharmaceutiques, mobilier et matériel de travail ont été emportés aussi bien par les militaires des *FAC* que ceux du *RCD*.

7.2. *Accidentés des armes à feu*

¹⁵ *ACDI* : Agence Canadienne de Développement International

1. Un obus tombé le mercredi 05/08/98 dans une parcelle sur la 12^{ème} Avenue dans la commune de Kabondo a fait trois morts dans une même famille, à savoir le père, la mère et un enfant.
2. La famille FABIEN BELEKI, lors du retrait de deuil de la regrettée Micheline, a été dispersée à la suite des coups de feu tirés sans sommation par des inconnus le mercredi 02/09/98 autour de 22 h 00. L'incident s'est passé sur la 10^{ème} bis dans la commune de Kabondo.
3. Monsieur Gedéon NGOLAY a été amputé de la jambe gauche à la suite des balles tirées par des inconnus lors du retrait de deuil à la résidence de Monsieur BELEKI le mercredi 02/09/98. L'intéressé est actuellement interné à l'Hôpital de Référence (où il a été amputé) dans la chambre 1, et y occupe le lit C.
4. Monsieur Benjamin BIAMALINGO, parent à Gédéon NGOLAY, fut blessé au bras et à la jambe lors du même incident survenu au retrait de deuil. Lui aussi est interné à l'hôpital de Référence dans la chambre 1 et occupe le lit A.
5. Monsieur Love ASANGO, 3^{ème} victime de l'incident du mercredi 02/09/98, blessé à la colonne vertébrale, est interné à l'Hôpital de Référence, dans la chambre 1, lit B.
6. Monsieur KIAMAKIA KAMBASU, est victime des affrontements entre population et militaires le 26/08/98. Il en est sorti avec une fracture ouverte à la jambe droite suite à l'explosion d'une grenade. Il habite l'Avenue Bukavu, n° 4 dans la commune de Kisangani. Il est interné à l'hôpital de Référence dans la chambre 2.
7. Monsieur AKILIMASI, mécanicien de son état, résidant la 18^{ème} avenue, au Quartier Artisanal de la commune de *Kabondo*, est blessé à la jambe droite par l'explosion tardive d'une grenade qu'il a confondue avec un instrument de mécanique à côté de son atelier.
8. Monsieur PALUKU, habitant la 19^{ème} avenue n° 22 dans la commune de *Kabondo*, a été blessé à la jambe lors des affrontements entre population et militaires le 27/08/98.
9. Mademoiselle SHARUFA, habitant la 4^{ème} trans, n° 149, dans la commune de *Kabondo*, a été blessée au dos dans la parcelle familiale par l'explosion d'un obus tiré lors des affrontements entre population et militaires le mercredi 26/08/98. Elle est actuellement internée dans la chambre 3 de l'hôpital de Référence.

Cette liste n'est pas exhaustive.

7.3. Déménagement individuel et collectif

Suite à la situation d'insécurité généralisée, mais beaucoup plus manifeste à certains endroits jugés stratégiques (autour des aéroports et des camps militaires), plusieurs personnes ont déménagé pour trouver refuge en forêt ou auprès des connaissances. Souvent ces déménagements se faisaient sous les crépitements des balles, et quelques fois de nuit.

1. Le quartier *Guest House*, en face de l'Aéroport militaire (*Simi Simi*), est vide de ses habitants qui sont essentiellement des professeurs et cadres

de l'Université de Kisangani et fonctionnaires de la RVA (Régie des Voies Aériennes). Les résidences désertées ont été régulièrement visitées par des hommes en uniforme et des bandits qui ont emporté plusieurs biens de valeur : meubles, appareils électroménagers, ustensiles de cuisine, livres, etc. Certains de ces biens se vendaient encore il y a peu aux alentours de l'aéroport. Ce déménagement collectif a commencé peu après l'entrée des insurgées suite à la menace des bombardements de la part des Forces Gouvernementales.

2. Plusieurs habitants du quartier *Bangboka* et des environs (du km 10 au km 28 sur la route LUBUTU) ont trouvé refuge en forêt. Ce quartier a été le théâtre des affrontements violents depuis le début du conflit.
3. Les quartiers *Etat-Major* et *Port* (ONATRA) ont été désertés à la suite des tirs nourris à l'arme automatique, d'abord le 4 et le 5 août, ensuite le 22 et le 23 août.
4. Les habitants du Quartier *Regideso* (Avenue de l'Eglise et Avenue *Mabe Sabiti*) ont dû fuir leurs habitations par crainte des éventuelles représailles de la part des soldats rwandais. C'est en fait dans ce quartier que résidait la famille CHIHASHA dont le père et le fils, arrêtés par les Forces Gouvernementales, sont portés disparus jusqu'à ce jour.
5. Tout le noviciat (novices et professes) de la Congrégation *des Sœurs de la Sainte Famille*, à *Simi Simi*, a déménagé vers le centre-ville depuis le 25 août.
6. Plusieurs cas de déménagement individuel ont été notés, notamment dans les milieux *katangais* où, les gens, à tort ou à raison, ont eu peur pour leur vie.

8. Atteintes au droit de propriété

La jurisprudence considère comme criminelle, **même en temps de guerre, l'atteinte au** droit de propriété tel qu'énoncé par l'article 17 de la "Déclaration Universelle des Droits de l'Homme" :

"1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété."

Avant l'entrée des insurgés, et beaucoup plus après, la population de Kisangani a souffert de violations du droit à la propriété. Les automobiles et les motocycles sont réquisitionnés à longueur de journées et dans certains cas sous menace d'armes. Les résidences privées sont habitées par des hommes en uniforme. Dans certains cas, un bon de réquisition a été signé en bonne et due forme, mais malheureusement sans effet : aucun respect des clauses de durée, de réparation des dommages, d'indemnisation des préjudices subis, etc.

8.1. Habitation anarchique des résidences privées

1. Résidence Lengema, habitée respectivement par les Forces Gouvernementales et les Forces Rebelles.
2. Résidence Mokonda, idem.
3. Résidence Likulia, idem.
4. Résidence Kikunda, idem.
5. Résidence BCDC, idem.
6. Building Lengema, Idem.
7. Résidence CFU (Chemins de Fer des Uélé) , habitée par les insurgés.
8. Résidence Mawano, idem.
9. Résidence - Gîte Bralima, A côté de la résidence officielle du *Général*, idem.
10. Building Beltexco, idem.
11. Ex Villa Colonel Opango, av. Sgt. ILUNGA, idem.
12. Résidence Directeur SONAS, habitée par les Forces Gouvernementales.
13. Résidence du Directeur Adjoint de la RVA, idem.

8.2. *Occupation des hôtels sans paiement par les autorités politiques du RCD et les militaires.* Il s'agit entre autres des hôtels : *Palm Beach, Masudin, Zongia, Makacer, Moseka, Congo-Palace, etc.*

8.3. *Réquisition le samedi 08/08/98, par le commandement militaire des Forces Gouvernementales, du Boeing 727 de la Compagnie Congo Air Lines pour transporter des militaires ex-FAZ et des éléments Mayi Mayi de Kisangani à Isiro.*

8.4. *Confiscation sans aucune décharge des phonies des particuliers par les services militaires et civils (Direction Générale des Migrations).* Certains appareils ont été restitués moyennant paiement. Tel est le cas de l'Economat du Peuple qui a payé 300 \$ pour récupérer sa phonie.

8.5. *Les Forces Gouvernementales se sont repliées sur l'axe BUTA à bord de la voiture Land Rover (110) des Prêtres Monfortains, prise à leur couvent du Plateau Boyoma sous menace d'armes et de coups de feu - de 19 h 55 à 20 H 40 - le samedi 22 août.*

8.6. *Le camion Mercedes 1924 (camion container) de la Procure de Kisangani, gentiment réquisitionné le mardi 8 septembre par les forces insurgées est toujours en leur possession malgré la ferme promesse de le rendre après deux jours.*

IV. APPRECIATION ET RECOMMANDATIONS

1. APPRECIATION

Un an après la guerre dite de libération (*Guerre de l'AFDL*), la R.D.C. doit faire face à une nouvelle guerre de libération (*Guerre du RCD*).

Une chose est sûre : la décision et l'initiative prises par le *Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD)* de chasser par les armes

le Président Laurent Désiré KABILA auront été **cause de morts innombrables**, cause de beaucoup de souffrances et de larmes, cause de vies brisées, cause de détérioration des conditions de vie d'une population congolaise vivant depuis trois décennies en situation d'extrême précarité, cause de traumatisme pour des personnes fragiles (enfants et personnes âgées, femmes enceintes et personnes malades), cause de blessures physiques et morales et de destruction d'infrastructures vitales pour un peuple qui n'a que trop souffert. Cette guerre semble inopportune du fait que les populations congolaises reprenaient timidement courage pour reconstruire leur pays sur les ruines de **32 ans de dictature féroce** et les cendres encore chaudes de la **guerre dite de libération**.

Voilà pourquoi nous faisons des considérations suivantes.

1. La décision du *RCD* de prendre le pouvoir par les armes et le refus du Gouvernement de Kinshasa de négocier ont dévoilé l'implication de 6 pays de l'Afrique Centrale et Australe dans un conflit qui devait être interne au peuple congolais. L'internationalisation rapide de ce conflit pourra mettre à nu les contours d'une **guerre « ethnicisée »** entre **Bantous** d'une part et **nilotiques** d'autre part, chaque camp ayant ses protagonistes et commanditaires occultes. Il pourrait aussi s'agir d'une guerre entre **pro-** et **anti-américains**. Et qui sait s'il n'est pas tout simplement question du *leadership member* au sein des communautés africaines !
2. Ce conflit présage que **l'Afrique Centrale** va amorcer le virage qui le conduit au **21^{ème} siècle dans un chaos** qui, encore une fois, fait la fortune des pêcheurs traditionnels en eau trouble. Et l'Afrique - comme toujours - sera le grand perdant.
3. Si l'on peut admettre la légitimité et la pertinence de la contestation du *RCD* contre un pouvoir qui s'est manifestement éloigné de l'idéal démocratique, et si l'on peut à la rigueur concevoir l'usage de la force comme l'ultime recours quand toutes les voies de dialogue sont épuisées, la population congolaise s'interroge sur le prix (matériel, vies humaines, temps, etc.) d'une guerre brusque et son parrainage par des forces étrangères. Les insurgés eux-mêmes s'étonnent que la population ne leur ait pas réservé le même accueil enthousiaste que celui dont avaient bénéficié les forces de l'*AFDL* en mars 97.
4. Après l'imbroglio créé par *la guerre et la mauvaise gouvernance de l'AFDL*, la population croit aujourd'hui davantage à **la vertu du dialogue** même si cela doit prendre du temps. C'est pourquoi le *Groupe Justice et Libération* renouvelle son adhésion aux acquis de la CNS (Conférence Nationale Souveraine). Par ailleurs, pour lui, aujourd'hui le *RCD*, comme hier *l'AFDL*, crée un antécédent fâcheux : **désormais, tous les mécontents prendront les armes pour conquérir le pouvoir au mépris de la marche du siècle, des aspirations du peuple, du timide processus démocratique enclenché par la CNS et des valeurs ancestrales respectueuses de la vie**.
5. La population, tout en reconnaissant la pertinence de certains reproches faits par le *RCD* au pouvoir de Kinshasa, se réserve le droit de juger

Monsieur KABILA au moment opportun, en l'occurrence à l'occasion des élections prévues en juin 1999.

6. Jusqu'à ce jour, le peuple congolais ignore les termes des accords conclus entre d'une part les membres de l'AFDL et d'autre part entre l'AFDL et ses alliés pour chasser en 1997 la dictature de Monsieur MOBUTU. Il n'en sait pas plus sur ceux du RCD.
7. Le Gouvernement de la R.D.C. n'a pas honoré ses engagements, vis-à-vis de la Communauté Internationale, de faciliter **l'enquête sur les massacres présumés** des *réfugiés hutu* commis sur le territoire congolais. Au contraire il a fait systématiquement obstruction à la recherche de la vérité en utilisant des subterfuges et d'autres moyens dilatoires, voire en dressant des populations contre les enquêteurs. Par voie de conséquence, toutes les déclarations reconnaissant aujourd'hui les massacres et les imputant à ses alliés d'hier peuvent être retenues contre lui.
8. Monsieur Laurent Désiré KABILA, malgré la force de son discours démocratique d'inauguration et d'investiture, a trahi la confiance de son peuple, d'abord en décidant d'ignorer purement et simplement tout le travail - perfectible cela s'entend - abattu par la CNS, ensuite en gouvernant le pays de façon totalitaire. Comme sous MOBUTU, le mensonge continue à trôner à la chaire de l'histoire nationale. En lieu et place de l'Etat de droit annoncé, c'est la dictature « *des maquisards et des rebelles* » - comme il aime appeler son AFDL - qui est venue. Dictature toute aussi absurde qu'inutile.
9. Comme MOBUTU, Monsieur Laurent Désiré KABILA refuse de traiter avec la rébellion et d'accepter celle-ci à la table des négociations. Cette attitude belliciste détermine l'option pour la lutte armée avec tout ce que celle-ci implique comme tribut pour les paisibles citoyens et la reconstruction du pays.
10. Monsieur Laurent Désiré KABILA dont on vante aujourd'hui le nationalisme a pourtant confié le ministère des Affaires Etrangères et l'Etat Major Général des Forces Armées (postes hautement stratégiques) entre les mains des personnes à qui il renie aujourd'hui la nationalité congolaise; ces nominations avaient déjà fait l'objet de contestation.
11. Le Gouvernement de la R.D.C. a abandonné et humilié les soldats *ex-FAZ*. Elle n'a pas fait diligence pour constituer une armée vraiment républicaine. Conséquence : aujourd'hui la R.D.C. n'a pas une armée organisée, équipée et suffisamment motivée pour défendre la nation. Elle est maintenant obligée de recourir aux forces étrangères et de recruter à la va-vite des civils sans formation et des enfants de la rue sous prétexte que c'est une guerre populaire.
12. Les autorités congolaises n'ont pas respecté les instruments juridiques réglementant les relations entre les pays en guerre. Elles n'ont pas respecté les droits des ressortissants rwandais ni des congolais qui leur étaient proches par le travail ou par la morphologie. Au contraire elles ont développé un discours incitatif à la haine.
13. Le *Groupe Justice et Libération* ne comprend pas le silence de la *Communauté Internationale* après que des sources concordantes aient établi la présence des troupes rwando-ougandaises aux côtés des « *rebelles congolais* ». Le moins que l'on puisse dire c'est que cette seconde

« *guerre de libération* » tout comme la première, est décidée et préparée avec la bénédiction de ceux qui, en 1996, avaient décidé de porter Monsieur KABILA à la magistrature suprême.

2. RECOMMANDATIONS

La situation qui prévaut actuellement en République Démocratique du Congo est extrêmement complexe. Elle requiert un examen minutieux et des pistes de solution durable. Quelle que soit la supériorité militaire d'une des parties sur le terrain, il faudrait éviter de traiter le problème avec légèreté.

Le *Groupe Justice et Libération* invite tous ceux qui ont un quelconque pouvoir au plan national et international à s'investir dans la **recherche des solutions de fond** à ce qui semble être un conflit *passager ou sectoriel*. **Une solution négociée est incontournable**, et le *dialogue primordial* comme dans *toute palabre africaine*.

Aux autorités de la R.D.C, aux Forces Insurgées, à la population, aux alliés des belligérants, à la Communauté Internationale ainsi qu'aux Organisations Non Gouvernementales, nous recommandons :

2.1. Au Gouvernement de la R.D.C.

1. De défendre l'intégrité du territoire national sans pour autant aliéner la souveraineté du pays dans des accords avec ses alliés actuels.
2. De privilégier la résolution pacifique du conflit ainsi que **le dialogue** en lieu et place de la logique de la confrontation armée.
3. De respecter et faire respecter les instruments juridiques internationaux relatifs à la période de guerre notamment en matière de protection de civils, des étrangers et de prisonniers de guerre.
4. De faire l'économie des discours xénophobes ou porteurs de haine dans une Afrique meurtrie par des guerres fratricides.
5. D'indemniser toutes les victimes des appels à la haine ethnique.
6. De promouvoir une politique internationale qui défende les règles de bon voisinage et de coopération bilatérale sans sacrifier l'intérêt national.
7. D'inscrire la **question de la nationalité parmi les priorités** à traiter sans complaisance en vue de la réconciliation nationale.
8. De ne pas se réfugier derrière « *l'agression extérieure* » aux fins de banaliser de revendications pertinentes des rebelles congolais.
9. De **renoncer à la politique d'exclusion** d'autres forces vives de la nation, et en particulier à l'égard de **l'opposition interne et non-violente**.
10. De constituer une **armée républicaine** capable de défendre la nation.
11. De former, le plus rapidement possible, **un gouvernement de transition, représentatif** de toutes les forces vives du pays. Ce gouvernement sera chargé de l'organisation des élections.

12. De commencer à revenir, dès l'arrêt des hostilités, au schémas tracé par la Conférence Nationale Souveraine.

2.2. *Aux forces insurgées*

1. De privilégier la politique du **dialogue** pour résoudre le conflit qui les oppose au Gouvernement de Kinshasa.
2. De clarifier les **engagements** pris avec des partenaires extérieurs pour mener la guerre.
3. De présenter à la population un **projet de société clair et distinct**.
4. De réparer tous les dommages causés aux personnes et aux biens.
5. De faciliter l'approvisionnement des villes sous leur contrôle.
6. De respecter les instruments juridiques internationaux relatifs à la période de guerre.
7. De s'abstenir de représailles.
8. De rompre avec de stratégies de *prise d'otages* ou de *boucliers humains* en habitant parmi les civils chaque fois que pèsent sur la ville de menaces de bombardement.

2.3. *A la population congolaise*

1. De reprendre **courage et confiance** en l'avenir.
2. De restituer toutes **les armes de guerre** ramassées, volées ou distribuées anarchiquement.
3. De *résister par des moyens non-violents* à tout celui qui veut **conquérir ou conserver** le pouvoir de façon non démocratique.
4. D'éviter de **se faire justice** en marge des instances judiciaires ou d'appliquer la vindicte populaire.
5. D'exercer un esprit critique aussi bien à l'égard de l'intoxication politicienne qu'à la « *radio trottoir* ».
6. De ne pas imputer **la responsabilité de la politique d'un pays à ses ressortissants** qui ont choisi la R.D.C comme terre d'accueil.
7. D'offrir aide et assistance saines à toute personne en danger, quelles que soient son origine, sa race, sa religion et ses opinions.
8. De combattre la *culture de la mort* qui est en train d'élire domicile chez nous contrairement au **caractère sacré de la vie** hérité de nos ancêtres.

2.4. *Aux alliés des belligérants*

De retirer, sans délai, **leurs troupes du territoire congolais**.

De convaincre leurs alliés respectifs (Gouvernement de Kinshasa d'une part et rebelles congolais d'autre part) à **s'asseoir à la table des négociations**

et à s'abstenir de tout acte ou déclaration de nature à raviver la tension sur le terrain.

2.5. A la Communauté Internationale

1. A l'Assemblée Générale de l'ONU

- 1.1. De rappeler sa résolution appelant les **forces étrangères à se retirer** du territoire congolais et de réaffirmer le respect de **l'intégrité territoriale** de la R.D.C. et de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation.
- 1.2. De s'impliquer activement dans les initiatives africaines tendant à trouver une solution négociée à la guerre en R.D.C.
- 1.3. D'imposer un **embargo de ventes d'armes** dans la région tant que la paix et la sécurité restent un leurre.
- 1.4. D'aider à **l'instauration de la démocratie** dans la Région en vue de garantir la stabilité et la paix, **en soutenant des régimes et non des individus.**
- 1.5. D'organiser une **conférence internationale** sur la paix, la sécurité et le développement dans la Région des Grands Lacs.
- 1.6. D'assurer aux activistes des droits de l'homme aide et protection.**
- 1.7. De fournir une **aide humanitaire urgente** aux populations congolaises; aide supervisée en collaboration étroite avec des ONG locales.

2. Au Conseil de Sécurité des Nations Unies

- 2.1. De faire déployer **les forces d'interposition** entre la R.D.C., le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et le Soudan et instituer une commission d'observation de la paix dont feront partie les associations locales des droits de la personne.
- 2.2. D'examiner la plainte de la R.D.C. sur l'agression de son territoire par les forces étrangères et condamner les agresseurs si cette plainte s'avère fondée.

2.6. Aux ONG étrangères de développement et de Droits de l'homme

1. De soutenir l'idée du *Groupe Justice et Libération* d'organiser au mois de décembre à Kisangani, à l'occasion du *cinquantenaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*, un forum sur les droits de l'homme, la paix et le développement dans la Région des Grands Lacs.
2. D'assister les ONG congolaises des droits de l'homme dans leur travail qui devient de plus en plus délicat.

3. De continuer les différents programmes de formation ou d'assistance, en cours d'exécution, d'élaboration ou de négociation.

CONCLUSION

Les 45 premiers jours des affrontements armés à Kisangani ont été marqués par plusieurs cas de violations des droits de l'homme, allant de l'atteinte à la propriété à l'atteinte à la vie.

En plus, cette période de 45 jours a permis de découvrir d'une part le caractère complexe d'un conflit qui oppose théoriquement le Gouvernement de Kinshasa et les rebelles, et d'autre part l'imminence de l'embrasement du continent au cas où une solution de fond n'est pas trouvée sur le plan national et international.

Pour nous, l'unique issue sérieusement envisageable est le dialogue et la revalorisation des acquis fondamentaux **de la Conférence Nationale Souveraine.**

Fait à Kisangani, le 18 septembre 1998

[28] Rapport Du Groupe Justice Et Liberation - II #1

Text:

Source App: [rapport du groupe Justice et Liberation - II - Inbox - Netscape Folder]

Subject:

rapport du groupe Justice et Liberation - II

Date:

Sun, 23 May 1999 15:24:14 +0200

From:

"serv. informazioni Congosol" <congosol@neomedia.it> To:
gruppi 1 2 <congosol@neomedia.it>

II. VIOLATIONS DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

Le Droit International Humanitaire est aujourd'hui compose' des Conventions de Geneve de 1949, au nombre de quatre, et des deux Protocoles Additionnels de 1977.

Ces textes constituent un ensemble de normes destinees a' proteger la personne humaine en cas de conflits armes.

Les belligerants de la Guerre du Congo ont transgresse' ces mecanismes de protection.

A. MASSACRE DE POPULATIONS CIVILES

La protection des personnes civiles en temps de guerre est garantie par la quatrieme convention de Geneve et completee par le deuxieme protocole additionnel.

De sources concordantes, dans la Region des Grands lacs, la haine interethnique fait des progres et gagne meme des populations connues pour leur caractere pacifique. Cette haine se nourrit et se propage a' partir de tueries faciles et gratuites auxquelles se livrent certaines factions de belligerants. Citons quelques cas.

1. Massacre de populations a' ONANGO

ONANGO est un village situe' a' 166 km de Kisangani sur la route de LUBUTU. Les soldats rwandais y ont massacre' 28 personnes dont 2 femmes enceintes.

Les faits remontent au 24 octobre 98. Des elements Mayi-Mayi ont extorque' a' un marchand ambulant du nom de Mario KOKO un sac de sel et un carton de savons. Relache' et autorise' a' poursuivre sa route, Monsieur KOKO se plaindra aupres de l'administration militaire rebelle installee a' LUBUTU. Les soldats

rwandais de LUBUTU ont été plus sensibles à la présence des Mayi-Mayi qu'à l'extorsion dont a été victime Monsieur KOKO et qui faisait l'objet de sa plainte. Dépechés sur les lieux, ils n'y trouverent aucun Mayi-Mayi. Dépités et furieux de cette expédition inutile, ils s'en sont pris aux villageois inoffensifs qu'ils ont accusés de complicité avec les May-May qu'ils n'avaient pas retrouvés. Voici la liste des victimes :

Hommes : 6.

- . DJINGA SUBAENE (notable et enseignant)
- . BUMBA PELEKENI (notable)
- . MBULA SUBAENE (ancien notable)
- . MUNEI ALUTA
- . MONGE BULUMIA
- . BALINBA (Pasteur CEPAC)

Femmes : 7.

- . KAMUSINGI DOROTHEE (enceinte)
- . BORA MARIE-JEANNE
- . UYIYO MARGUERITE
- . ENOWA THERESE
- . NKAOMBO THERESE
- . SANI KANGAKOLO
- . NKANIGA ANNE-MARIE (enceinte)

Enfants : 15.

- . MUNGAZI LAURENT
- . FURAH DOROTHEE
- . KAKA EMMANUEL
- . MONGE LAMBERT
- . DJINGA SUBAENE
- . AGAMINOI CAROLINE
- . KAGONGO IGNACE
- . AMATOBGA MWAYUMA
- . KONKYANDJA SAKINA
- . KENOWA THERESE
- . NDOZO VERONIQUE
- . UYIYO MARGUERITE
- . ASHA
- . KONOKO MICHEL
- . MBUMA CHRISTOPHE

2. Massacres à LISALA, LIBENGE et ZONGO

Du 24 au 26 février au cours de leur tentative de reprendre la ville de LISALA, des éléments de l'armée gouvernementale ont massacré plus de 300 civils principalement des jeunes soupçonnés de sympathie avec les rebelles du MLC.

Les cités de Zongo et Libenge étaient sous contrôle de la Rébellion depuis le Nouvel An. Mais les troupes gouvernementales auraient réussi à chasser les soldats rebelles. Des sources concordantes confirment que beaucoup de civils ont été massacrés sous prétexte qu'ils avaient collaboré avec les rebelles. Cependant le Groupe n'a pas pu avoir de précisions sur le nombre de victimes.

3. Assassinat dans le Kivu

Depuis toujours, les tutsi et les hutu s'entre-tuent dans l'Est de la RDC. Mais la situation a sensiblement change' ces derniers temps. Les milices interhamwe, les soldats de l'armee rwandaise, les may-may se livrent une guerre impitoyable : chaque camp veut faire disparaître l'autre, et ce par n'importe quel moyen. Il s'ensuit une continuelle insecurite' qui n'epargne pas les personnes etrangeres au conflit. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'assassinat de l'Abbe' DJWAKALI par des inconnus sur la route de Mweso le mercredi 7 avril. Il a ete' frappe' a' coups de machette et acheve' d'un coup de balle.

4. Assassinat au Point Kilometrique 137

Le 23 fevrier 1999, sur la route LUBUTU - KISANGANI, Monsieur IBRAVASKI, commercant de son etat, a eu le malheur de rencontrer les soldats rebelles qui l'ont egorge' et ont emporte' sa moto et ses marchandises. Sa depouille a ete' retrouvee et transportee a' Lubutu pour l'inhumation. La population a du reste neutralise' et arrete' les 4 militaires auteurs du crime qu'elle a achemine' a' Kisangani le 25 fevrier apres les avoir battus. L'auteur principal du crime a succombe' en prison la nuit du 25 au 26 fevrier.

B. BOMBARDEMENT DE VILLES

Le deuxieme protocole additionnel aux conventions de Geneve oblige les belligerants a' distinguer les cibles militaires des cibles civiles. Seules les premieres sont visees dans les hostilites.

1. Bombardement de la ville de Kisangani

Le 10 janvier 1999 vers 21 H 45 les habitants de Kisangani ont entendu le bruit d'un avion volant a' basse altitude. Presque aussitot de fortes detonations ebranlaient l'atmosphere et faisaient vibrer les maisons. Dans l'heure qui suivit, les blesses, transportes par familles et voisins, commencerent a' affluer dans les formations medicales. Au matin, la population atterree defilait dans la commune Tshopo ou' etaient exposes une douzaine de cadavres.

Il semble aujourd'hui etabli qu'un avion des forces gouvernementales a largue' trois bombes en visant des cibles militaires avec plus ou moins de precision et que la defense anti - aerienne des forces d'occupation a replique'.

C'est ainsi que les bombes gouvernementales ont touche' :

- Une maison sise avenue Kabasele n° 1 quartier des Musiciens, a' proximite' de l'hotel Zongia occupe' peu de temps avant par la hierarchie militaire des forces d'occupation ;
- Le centre anti - tuberculeux au Plateau medical ;
- L'aeroport militaire, entre l'aerogare et le pavillon militaire de l'hopital general.

Par contre les projectiles de la defense anti - aerienne du RCD sont probablement responsables des destructions enregistrees dans la commune de la Tshopo :

- A la 1ere avenue Depotoir (Mont Kitenge) ;
- A la 3eme avenue Depotoir
- A la 2eme avenue

Toutes les victimes civiles (morts et blesses) ont ete' touchees sur l'une de ces trois avenues.

Les morts

- Monsieur BOTWETE ACHAFUTE, Assistant Medical a' la Regie des Voies Aeriennes, Etudiant en deuxieme licence a' l'Institut Superieur des Techniques Medicales, resident a' Mangobo, sur le quartier Lugbara II, n° 239.
- Monsieur LIYEMBE SAKOUL, resident sur la 2eme avenue n° 29, commune Tshopo. - Monsieur Francois BASOSILA, Pasteur a' l'eglise Corps du Christ, resident sur la 2eme avenue n° 23, commune Tshopo.
- Monsieur Emmanuel MANZANUNI, eleve, 19 ans, resident sur la 16eme avenue n° 20, commune Tshopo.
- Mademoiselle DALIZA MUJANAHERI, eleve, 13 ans, resident sur la 2eme avenue n° 19, commune Tshopo.
- Mademoiselle Passy LOTIKA, 20 ans, resident sur la 1ere avenue depotoir, commune Tshopo.
- Mademoiselle Sylvie LOTIKA, 17 ans, resident sur la 1ere avenue depotoir, commune Tshopo.
- Monsieur Baudouin MBULA, eleve, 14 ans, resident sur la 2eme avenue n° 28, commune Tshopo.
- Monsieur LOLEKA LIKEMBE, adulte, 54 ans, resident sur la 2eme avenue n° 28, commune Tshopo.
- Monsieur Remy LOLEKA, enfant, 11 ans, resident sur la 2eme avenue n° 28, commune Tshopo.
- BANDOLE alias DJAMO, 18 ans, resident sur la 2eme avenue n° 26, commune Tshopo.
- Le corps d'un homme adulte, non identifie', se trouvant a' la morgue de l'Hopital General de Kisangani le 11 janvier 1999 et presentant les plaies de debris de bombe.

Les blesses

- . AINONGA Michel, 27ans, 2eme Avenue, 21, TSHOPO
- . ALUNGA Atimineda, 18ans, 2eme Avenue, 28, TSHOPO
- . ATANAO Ngongo Sylvie, 13 ans, 3eme Depotoir, 35, TSHOPO
- . BAENGenga Alongo, 13ans, 2eme Avenue, 26, TSHOPO
- . BAENGenga Mbeno, 1an, 2eme Avenue, 26, TSHOPO
- . BAENGenga Mondele, 10ans, 2eme Avenue, 26, TSHOPO
- . BANDOLE Julie, 20ans, 2eme Avenue, 26, TSHOPO
- . BISELENge Lotombe, 40ans, Guest House, 758, Makiso
- . BOLANDA Lofu, 29 ans, 3eme Depotoir, 36, TSHOPO
- . BOKATOLA Fabrice, 7 ans, 2eme Avenue, 19, TSHOPO
- . EKILI Ngonde, 19 ans, 3eme Depotoir, 24, TSHOPO
- . ILONDO Esi, 16 ans, 3eme Depotoir, 24, TSHOPO
- . LUMBA Muzinga, 19 ans, 3eme Depotoir, 35, TSHOPO
- . LUPANZA Keny, Adulte, 2eme Avenue, 19, TSHOPO
- . LOTIKA Tresor, 3 ans, 3eme Depotoir, 30, TSHOPO
- . Maman Lyli, Adulte, 2eme Avenue, 25, TSHOPO
- . Maman WEYANA, 31 ans, 1ere Aruwimi, TSHOPO
- . MANGWANGWE J. Louis, adulte, 2eme Avenue, 28, TSHOPO
- . MBULA Luta, 34 ans 2eme Avenue, 29, TSHOPO
- . MULULU Kumbula, 43 ans, 1ere Avenue, 12, TSHOPO
- . NDEMBIA Antoinette, 39 ans, 2eme Avenue, 21, TSHOPO
- . NYONGONYI Mireille, 10 ans, 3eme Depotoir, 35, TSHOPO
- . ONYANGONGA, 13 ans, 1ere Avenue, 33, TSHOPO
- . OSAMALO, 11 ans,
- . NGANDA Rafiki, Q. Musiciens 25, MAKISO

- . SEKUMA Koy, 13 ans, 2eme Avenue, 25, TSHOPO
- . UKETO Mukeanga, 19 ans, 2eme Avenue, 28, TSHOPO

Les degats materiels

- La maison appartenant a' la famille KANYAMA sur l'avenue Kabasele n°1 au quartier des Musiciens dans la commune Makiso. D'une valeur d'au moins 60.000 \$, cette maison est detruite aux 3/5. Le mobilier, les appareils electro- menagers, les installations electriques sont completement detruits. Une camionnette Pick up Toyota Stout est calcinee, le mur de cloture s'est ecroute'.
- Le centre Anti - Tuberculeux de Kisangani (C.A.T.), le seul de toute la province, a ete' fortement endommage' : le batiment administratif et la pharmacie ont ete' touches ; la toiture, le mobilier, les fournitures de bureau, les toilettes sont completement detruits.
- A la 2eme avenue Tshopo les cables electriques et les conduites d'eau ont ete' endommages, une dizaine de maisons ont ete' en grande partie detruites : murs, toitures et plafonds endommages, fenetres cassees, portes defoncees. Les familles pauvres qui habitent ces maisons vivent encore aujourd'hui dans les decombres.

2. Bombardement de la ville de LISALA

Depuis le 13 janvier, la ville de LISALA a ete' soumise a' des bombardements intermittents de la part des troupes gouvernementales. Une centaine d'obus et de bombes ont ete' lancees sur cette ville entre le 24 et le 26 fevrier precisement entre l'aerodrome, l'Institut Technique Social (ADO) et la riviere Langalanga y compris la nouvelle cite'. Beaucoup de civils y ont trouve' la mort. Une prime de 200.000 NZ (environs 0,5 \$US) a ete' payee a' quiconque a enterre' 3 cadavres. Les trois quarts de la population ont fui dans la foret.. Les degats materiels suivants ont ete' enregistres :

- Destruction de plus de 40 maisons d'habitation ;
- Destruction du port de l'ONATRA ;
- Destruction d'infrastructures sanitaires et religieuses (le centre de sante' de Busumandji ou' plusieurs malades ont ete' tues, le centre TELEMA pour handicapes, la paroisse de UMANGI, la maison mere des S'urs de Ste Therese, la maison provinciale des Pretres).

3. Bombardement de la ville de GOMA

Selon les radios internationales et nationales, la ville de GOMA a ete' bombardee le mardi 11 mai 1999 vers 19H30' par un avion Antonov des forces gouvernementales. Il y aurait une trentaine de morts.

C. RECRUTEMENT FORCE DE JEUNES CONGOLAIS

La convention pour la prevention et la repression du crime de genocide du 12 janvier 1951 conforte le Droit International Humanitaire en considerant comme crime de guerre - donc violation des lois ou des coutumes de la guerre - le fait de contraindre des personnes a' prendre les armes contre leur pays.

L'Ouganda s'emploie actuellement a' un recrutement force' de jeunes congolais vivant a' Kampala pour venir faire la guerre au Congo. Trois jeunes congolais ont ete' enleves a' bord d'une camionnette militaire

de couleur blanche le jeudi 25 fevrier vers 20 h a' Nsambia (Kampala) et conduits a' un bureau de police en attendant leur transfert dans un centre de formation. Ils ont ete' relaches par la police qui leur a conseille' de ne pas repondre aux interpellations militaires parce que les Ougandais ont mis en place un systeme de recrutement force' des congolais pour les envoyer combattre en RDC, apres une formation rapide au camp militaire de JINJA.

De meme une campagne de charme est en cours a' Kisangani pour inciter les jeunes a' rallier les forces armees du RCD. Plusieurs finalistes de l'Universite' et des Instituts Superieurs de la place, dans l'incapacite' de rejoindre leurs familles a' cause de la guerre, se sont laisse' seduire.

D. ARRESTATIONS POLITIQUES ET TRAITEMENTS INHUMAINS

L'article 3 commun aux autres Conventions de Geneve stipule, en matiere de protection specifique, que la personne humaine sera en toutes circonstances traitee avec humanite', sans aucune discrimination. Cet article tient donc entre autres pour prohibees les atteintes a' la dignite' humaine.

Le bombardement du 10 janvier sur la ville de Kisangani a declenche' une vague d'arrestations :

- Le 12 janvier, Monsieur Jose' ETSALINA, etudiant en 2eme annee de graduat a' l'Institut Superieur des Techniques Medicales, habitant Avenue Zero n° 1, Quartier des Musiciens, commune de la Makiso, est arrete' par les officiers du Bureau de Renseignements des Rebelles en lieu et place de son beau-frere, le Docteur TEPAGE, Medecin Directeur de l'hopital general de BUTA, soupconne' d'etre en contact phonique avec le gouvernement de Kinshasa. A sa suite plusieurs ressortissants de Buta ont ete' arretes. Parmi eux Monsieur NDALI , commercant transporteur de son etat, et Monsieur ROBA. Il faut savoir que BUTA est le district d'origine de Monsieur YAGI SITOLO, gouverneur de la province avant la chute de Kisangani et qu'aux yeux des Rebelles, les ressortissants de Buta sont automatiquement pro-KABILA. Le Docteur TEPAGE, qui sera finalement arrete' le 15 janvier, subira, avec les autres, des traitements inhumains et degradants a' telle enseigne qu'il a meme commence' une greve de la faim. Les accuses n'ont pas ete' inculpes et ont ete' relaches apres plusieurs jours de reclusion. A un certain moment, la ville a pu craindre que les medecins se mettent en greve pour protester contre l'arrestation arbitraire et la detention illegale d'un des leurs.
- Le Procureur de la Republique, M. MOLISHO, a ete' arrete' le 24 janvier a' son domicile par un groupe de militaires rwandais et congolais. Sa femme qui tenait absolument a' l'accompagner fut aussi embarquee dans la camionnette mais sera debarquee de force quelques metres plus loin. Le Procureur se retrouve ainsi au cachot du camp des prevotes militaires avec d'autres personnes, dont le Commandant de Police, Monsieur BIONA wa BIONA, avec lesquelles il avait joue' au football le matin. Ils sont tous soupconnes d'avoir eu des contacts avec les officiers ultra-mobutistes NZIMBI et BARAMOTO proches du MLC. Ces personnes auraient tenu des discours favorables au MLC pendant qu'elles prenaient un rafraichissement apres la partie de football. Paradoxalement le Maire de la ville et le Bourgmestre de la Commune de Mangobo qui ont ete' de la partie n'ont pas ete' arretes. Monsieur MOLISHO et ses compagnons d'infortune ont subi des traitements inhumains : ils ont du dormir a' meme le sol dans un cachot exigu avec les criminels de droit commun et endurer des privations de nourriture. Si le Procureur a ete' vite libere', les autres ont totalise' 20 jours de reclusion. Humiliee, la magistrature de Kisangani a observe' une greve perlee.

E. ABANDON DES COMBATTANTS MALADES ET BLESSES

La premiere Convention de Geneve, parlant de l'amelioration du sort des blesses et des malades dans les

forces armées en campagne, exige des belligérants de soigner les combattants alliés ou ennemis de façon égale. Or les Forces armées du RCD n'arrivent même pas à remplir cette exigence vis-à-vis de leurs hommes mis hors combat. Des soldats malades ou blessés ont récemment dû être secourus par Caritas Kisangani. Qui plus est, les soldats congolais ne reçoivent pratiquement ni solde ni nourriture et constituent un danger réel pour la population.

F. CRIME CONTRE L'ESSOR DE LA JEUNESSE

Lorsque le Droit International Humanitaire se donne pour but de protéger les personnes qui ne sont pas directement engagées dans les hostilités, en particulier les civils, il vise de façon spéciale les enfants et les jeunes qui sont les plus exposés (cf. DUDH art. 25 et Déclaration des droits des enfants § 8). Ces enfants et ces jeunes ont un droit imprescriptible à l'éducation; l'article 26 de la DUDH stipule :

« Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite ». (art. 26 § 1 ; Déclaration des Droits de l'Enfant § 7 et Convention des Droits de l'Enfant, Art. 28).

Or nous constatons que ce droit à l'éducation est violé.

Examens d'Etat 1998

Les Examens d'Etat sont une épreuve qui évalue les connaissances des élèves à la fin de leurs études secondaires. La réussite à cet examen est sanctionnée par un « diplôme d'Etat ».

Selon le système de l'Education Nationale de la RDC tous les candidats subissent les mêmes épreuves aux mêmes dates à travers toute la République ; les sujets d'examen sont composés à Kinshasa, et les corrections des copies se font exclusivement à Kinshasa.

Cette année 1998, les épreuves de l'Examen d'Etat ont eu lieu les 28- 29 - 30 et 31 juillet. Environ 4.000 candidats de la Province Orientale y ont participé. Quelques jours plus tard la guerre éclatait et le 23 août les troupes du RCD entraient à Kisangani. Avec comme conséquence que les copies n'ont jamais été acheminées à Kinshasa ; jusqu'à ce jour, elles sont gardées dans les coffres-forts de la Banque Centrale de Kisangani..

La situation est dramatique pour des milliers de jeunes qui craignent de voir leur examen annulé pendant que pour les provinces sous contrôle du Gouvernement central les résultats sont déjà publiés. Quant aux parents qui s'imposent de lourds sacrifices pour payer les études de leurs enfants, ils risquent d'avoir consenti des dépenses inutiles et de devoir continuer encore leurs efforts pendant un temps indéterminé.

Le Département de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel du RCD a convoqué à GOMA du 24 au 27 mars les responsables publics de l'Enseignement Primaire, Secondaire et professionnel (EPSP) des provinces dites libérées pour traiter du problème. Le document de présentation et d'orientation de la rencontre comprenait la question suivante :

« Comment préparer et organiser le traitement de ces examens ? faut-il les traiter par un centre à créer du côté des provinces déjà libérées ? faut-il attendre le dénouement de la crise politique pour pouvoir assurer leur traitement à leur centre habituel à Kinshasa ? »

Les responsables publics de l'EPSP des provinces concernées se sont montrés fermes dans leur position :

les copies doivent être acheminées à Kinshasa pour correction sous la responsabilité de l'UNESCO. Le Groupe Justice et Libération a saisi dans le même sens les autorités de la Rébellion, celles du gouvernement de Kinshasa ainsi que l'UNESCO.

Année académique 98-99 et les « sans papiers »

Les " sans papiers " , tel est le nouveau syntagme nominal utilisé à l'Université pour désigner les étudiants de Première année de graduat dont les épreuves d'Examen d'Etat sont toujours gardées dans les caves de la Banque Centrale.

En effet, ces jeunes gens, sur injonction du RCD, sont inscrits à l'Université et dans divers Instituts supérieurs de la place sans aucun papier attestant leur fin d'études secondaires. Le comble est qu'ils ont même régulièrement payé les frais d'études et déjà passé les examens du premier semestre moyennant paiement.

Année scolaire 98-99

Les autorités du RCD à GOMA avaient d'abord fixé la date de la rentrée scolaire au 5/10/98, puis elles ont dû la reporter au 19/10, la date de clôture de l'année scolaire étant prévue le 16 juillet 1999 (241 jours de classe en primaire, 216 en secondaire). À Kisangani le calendrier établi en fonction de ces deux dates est convenablement suivi. Par contre à l'intérieur il a fallu établir un deuxième calendrier allant du 5/01/99 au 27/08/99 (180 jours de classe en primaire, 190 en secondaire).

L'activité scolaire n'est pas normale :

- au BAS-UELE : BONDO, AKETI, BUTA, POKO (interruptions scolaires) - au HAUT-UELE : ANGO, DUNGU, WATSA, FARADJÉ n'ont jamais repris. - en ITURI : MAHAGI a repris partiellement
- à la TSHOPO : les axes OPALA et BAFWASENDE n'ont jamais repris.

Les anomalies sont dues en grande partie à l'insécurité, mais aussi à l'impossibilité dans laquelle se trouvent les parents de payer la prime des enseignants.

G. NON - PROTECTION DE LA POPULATION CONTRE LA CONSOMMATION DE BIENS IMPROPRES

SEL

À partir du mois d'août 1998, les commerçants de Kisangani ne peuvent plus acheter du sel iodé à Kinshasa du fait de la guerre actuelle. La quantité disponible présentement sur les marchés locaux vient pour l'essentiel de l'Ouganda.

Il se fait malheureusement que jusqu'au mois de février dernier, l'Office Congolais de Contrôle (OCC en sigle), service public chargé du contrôle de la qualité des denrées importées, stockées ou vendues, n'avait pas accès à ce sel pour vérifier s'il contenait de l'iode. Les forces armées l'empêchaient de faire son travail parce que des officiers sont impliqués dans le commerce de ce sel.

Cette situation est d'autant plus grave qu'une bonne partie de la Province Orientale avait déjà été déclarée zone endémique à cause de très nombreux cas de goitre. Or, d'après une étude faite à l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers, il a été scientifiquement prouvé que la carence en iode peut handicaper le développement de toute une communauté. En effet, outre le goitre, cette carence peut entraîner le crétinisme, des retards importants dans la croissance physique et mentale, des avortements, des naissances de bébés anormalement petits, l'augmentation de la mortalité périnatale et infantile, la diminution de la fécondité.

La consommation actuelle du sel non iodé ne peut que favoriser dans la Province la prévalence de tous ces maux, véritables obstacles au développement. Aussi le refus de vérification signalé ci-dessus a-t-il été fort décrié et dénoncé dans la ville.

Heureusement qu'à partir de ce mois de mars, l'OCC est autorisé à procéder aux analyses de tout le sel importé et à détruire toutes les quantités jugées impropres à la consommation. Mais hélas ! l'OCC déplore la fraude qui fait que d'énormes quantités de ce sel suspect échappent au contrôle.

EAU

La Regideso (Société Nationale de traitement et de distribution des eaux) procède depuis le début de la guerre à une surfacturation de ses services, l'excédent dégagé devant servir à l'effort de guerre. Beaucoup d'abonnés, chômeurs, travailleurs non ou mal payés, ne peuvent plus honorer leurs factures. Le non-paiement de facture est sanctionné par la coupure d'eau pour l'abonné retardataire. Ce qui expose un grand nombre de gens à boire de l'eau non potable.

III. APPRECIATIONS ET RECOMMANDATIONS

Conçue pour être expéditive grâce à l'opération aéroportée sur la province du Bas-Congo à partir de Goma, déclarée populaire et longue par le Président KABILA qui exploitait le sentiment anti-tutsi et était sans doute convaincu de l'incapacité de son armée, l'actuelle guerre du Congo a connu en 8 mois des violations massives des droits humains.

Au cours de cette guerre, les belligérants ont minimisé les normes du Droit International Humanitaire soit sous prétexte qu'il s'agissait de répondre à une agression soit en invoquant le fait que Monsieur KABILA ait recruté des interhamwe et qu'il était lui-même un génocidaire.

A. APPRECIATIONS

1. Crimes de guerre

Pendant les hostilités, le minimum que l'on demande aux protagonistes est de faire l'économie de violences superflues, de distinguer les cibles militaires des cibles civiles pour la protection de la population, bref de s'abstenir de commettre des crimes de guerre.

La Charte de Londres du 08/08/1945, qui a permis la mise sur pied du Tribunal Militaire International de Nuremberg chargé de juger les criminels de guerre de 1940-1945, définit le crime de guerre comme la violation des lois ou coutumes de la guerre. Or les belligérants de la guerre du Congo et leurs alliés respectifs ont effectivement commis des crimes de guerre dont ils doivent répondre personnellement ou

collectivement.

Les forces armees du RCD ont massacre' des villageois en represailles partout ou' elles ont essaye' des attaques eclairs des la part des combattants Mayi-Mayi dans les territoires qu'elles controlent. Le pretexte par trop simpliste qu'elles invoquent est la protection que ces populations assureraient a' ces Mayi-Mayi en les cachant.

Les forces gouvernementales continuent a' larguer des bombes sur des agglomerations, faisant ainsi des victimes civiles innocentes. Dans la province de l'Equateur particulierement (LISALA, GEMENA, ZONGO), les militaires gouvernementaux ont tue' des jeunes gens sous pretexte de collaboration avec l'ennemi.

Des lors les uns et les autres auraient du mal a' convaincre l'opinion de leur intention de « liberer » le peuple par cette guerre.

En ce qui concerne les bombardements , toutes les bombes deversees jusqu'a' ce jour n'ont pas permis de recuperer un seul metre carre' en territoire national occupe'. La logique recommande que l'on s'arrete pour ne pas allonger encore la liste des morts.

Quand Kinshasa se permet de considerer comme acquis au RCD les Congolais habitant dans les territoires occupes (a' cause de l'incapacite' de l'armee gouvernementale a' proteger les personnes et leurs biens), il y a lieu de craindre que ces populations redoutent la reprise de leurs contrees. Car en effet, ceci equivaudrait a' leur extermination sans autre forme de proces.

Enfin, pour ce qui est des represailles des populations a' la suite des attaques Mayi-Mayi , des proces reguliers auraient du etre organises pour etablir la culpabilite' des uns et des autres comme le prevoient les conventions de Geneve dans l'article 3 : « Sont et demeurent prohibees en tout temps et en tout lieu les executions effectuees sans un jugement prealable, rendu par un tribunal regulierement constitue', assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilises ».

2. Vers l'epuration ethnique

Pendant les sept mois de la guerre au Congo en 1996, les militaires tutsi, allies de Monsieur KABILA, ont systematiquement massacre' les refugies Hutu qu'ils ont pourchasses de l'est a' l'ouest.

Dans la guerre actuelle , l'hegemonie tutsi exacerbe, surtout dans le Kivu, la revendication d'autonomie des autres ethnies et les pousse a' vouloir se defendre, meme au prix d'une extermination totale (voir le Rapport de Monsieur ROBERTO GARRETON)

Ainsi, les Mayi-Mayi, naguere disperses, se donnent maintenant les moyens de proteger leur « droit terrien » en organisant des attaques audacieuses contre les troupes du RCD, attaques au cours desquelles ils se montrent impitoyables vis-a-vis des tutsi.. Ceux-ci, en represailles, deciment des villages,

5^{ème} Document

« LA GUERRE DES ALLIES EN R.D.C. ET LE DROIT A L'AUTODETERMINATION DU PEUPLE CONGOLAIS »

La rédaction du cinquième document est occasionnée par les affrontements armés de grande envergure durant trois jours (du 14 au 16 août 1999), entre troupes rwandaises et ougandaises alliées aux factions rebelles qui se battent contre le gouvernement central de Kinshasa. Le volet droit de l'homme mis en exergue est celui de l'autodétermination du peuple congolais dont il est apparu que le destin ne lui appartenait plus. Le cas illustratif est celui par exemple de l'érection d'une de la Province autonome de Kibali-Ituri, non pas par les rebelles, mais par leurs alliés militaires. Ce document couvre la période allant du 13 mai (lendemain de la publication du 4^{ème} document) au 30 août 1999. Ce document a été signé par François Zoka, Pierre Kibaka, Jean-Pierre Badidike, et endossé par Clément Citeya qui en a assumé le toilettage et la diffusion.

INTRODUCTION

Le 2 août 1998 commençait sur le territoire congolais une guerre déclenchée par un mouvement politico-militaire dénommé *Rassemblement Congolais pour la Démocratie*, R.C.D. en sigle. Cette guerre initialement planifiée pour 15 à 20 jours est aujourd'hui entrée dans sa 57^{ème} semaine et c'est depuis le 23 août que la ville de Kisangani a totalisé une année sous le contrôle de la rébellion.

En toute logique, il est fort tentant de dresser le bilan d'une année de cette guerre de plus absurdes. Mais les affrontements qui ont eu lieu à Kisangani du 14 au 17 août entre les armées du Rwanda et de l'Ouganda confirment l'existence des enjeux obscurs qui sous-tendent la crise politique dans la région autour du Congo. En effet, deux pays alliés dans une guerre déclarée et effective contre le Congo, se sont affrontés directement en plein territoire de leur ennemi et c'est peut-être la première fois que cela arrive dans l'histoire des guerres.

Voilà pourquoi, au lieu d'un simple bilan, nous aimerions épingler un des goulots d'étranglement qui pèsent sur la plupart des pays africains. Il s'agit de leur **droit à s'autodéterminer** pour prendre en mains leur destinée. C'est donc ce problème majeur *de l'autodétermination* qui a consacré le ridicule du peuple congolais que nous voulons faire ressortir dans ce présent document, le cinquième¹ que *le Groupe Justice et Libération*

¹ . Les 4 premiers documents ont porté respectivement sur *les 45 premiers jours de la guerre, les conséquences politiques et socio-économiques, les droits des peuples, et le droit humanitaire international.*

publie depuis le début du déclenchement de la guerre du RCD le 2 août 1998.

Cependant, nous devons avouer que c'est à l'épreuve de beaucoup de courage que nous publions ce rapport, car les acteurs de cette guerre ne dissimulent plus leur intention de mettre nos vies en péril. Mais avons-nous d'autre choix si la défense des droits de l'homme reste pour nous un idéal ! **De même que personne n'a le droit de manger à côté de ceux qui meurent de faim, de même personne n'a le droit de se taire à côté des violations des droits inaliénables des autres.**

Ce document aura 4 parties. Nous commencerons par relever les faits qui se sont déroulés depuis la parution de notre dernier document sur *Le droit humanitaire international* daté du 12 mai 1999. Et ici nous essayerons de montrer comment ces événements sont les signes annonciateurs des affrontements du 14 au 17 août. En deuxième lieu, nous regrouperons ces événements en violations des droits de l'homme dont l'atteinte au droit à l'autodétermination du peuple congolais est le cas le plus saillant. En troisième lieu, nous donnerons notre appréciation des faits. Enfin Nous ferons quelques recommandations pour une issue pacifique de la crise.

I. QUELQUES FAITS

Les événements meurtriers de 14 au 17 août 1999 ne sont pas le fait du hasard mais l'aboutissement logique de la crise qui prévaut actuellement en RDC et dans la région autour de la RDC.

1. Signes avant-coureurs des affrontements du 14 au 17 août

Le tout est parti du 16 mai 1999 quand à Goma, pendant l'Assemblée Générale du RCD, le Collège des Fondateurs a retiré la Présidence du Mouvement au Professeur Ernest WAMBA dia WAMBA. Ainsi éclatait à la Direction Politique du RCD la crise qui couvait depuis plusieurs mois.

Le 21 mai, le Professeur, qui conteste sa destitution en la qualifiant de coup d'Etat, revient à Kisangani à bord d'un avion C 130 de l'armée ougandaise pour y installer l'aile dite « progressiste » de la rébellion dont le slogan est : « *négociation sans conditions avec le Gouvernement de Kinshasa* ».

Le samedi 22 mai, une fusillade s'engage entre les forces **ougando-congolaises et les forces rwando-congolaises** à la suite de l'interdiction par l'autorité politico-militaire proche du RCD/Goma d'une marche de la paix programmée par le RCD/Kisangani. On a déploré 4 morts, tous militaires (trois ougandais et un rwandais). Il y eut aussi plusieurs blessés graves.

Le dimanche 23 mai, le RCD/Kisangani organise un meeting devant la maison de commune de *Mangobo* sous forte escorte militaire ougandaise. A

la fin du meeting, vers 17 30', une délégation de haut rang du RCD/Goma débarque à l'aéroport de Simi-Simi. Conduite par le Premier vice-président, le Commandant ONDEKANE, cette délégation s'est rendue directement au *stade Lumumba* où elle avait espéré s'entretenir avec les spectateurs d'un match de football : mais leur arrivée a coïncidé par hasard avec la fin de la partie. Pris de panique par l'escorte qui accompagnait la délégation, les spectateurs se sont dispersés.

Le samedi 29 mai, le RCD/Kisangani appelle la population à un meeting sur l'esplanade de l'hôtel des Postes, mais les forces combattantes de l'aile dite « militariste » de la rébellion empêchent la tenue de ce meeting. Finalement celui-ci a eu lieu en début d'après midi aux environs du Grand Marché de la *Makiso*. A cette occasion, la nomination d'un autre Gouverneur de Province consacre le dédoublement des institutions de la rébellion. C'est à la faveur d'un grand déploiement avec un char (ougandais) à l'appui que ce meeting a eu lieu. La tension a été vive mais, heureusement, la situation n'a pas dégénéré.

Le jeudi 3 juin, aux environs de 3 h 30', des coups de feu ont crépité à Kisangani semant la panique parmi la population.

Le samedi 5 juin, 4 chars ougandais ont sillonné le centre-ville de 2 h 30' à 5 h 00' du matin. Ce mouvement des chars fut accompagné des tirs à l'arme lourde.

Donc au cours du mois de mai, le RCD fut, du moins dans les faits, divisé en deux. **Chaque branche - du RCD - est soutenue dans la ville de Kisangani par un des alliés principaux de la rébellion, à savoir le Rwanda et l'Ouganda, qui continuent pourtant ensemble la guerre contre Kinshasa.** Notons que l'Ouganda parraine aussi le MLC de Jean-Pierre BEMBA, une autre branche de la rébellion.

2. Quelques faits divers

- Le 8 juin 99, sans avoir bénéficié d'un procès, un militaire est publiquement exécuté devant la maison de la commune de Kisangani en présence des autorités administratives et militaires de la place. M. KAKULE serait coauteur du meurtre d'un civil à la suite d'un vol à main armée dans la même commune.
- Le 13 juin, le *Groupe Justice et Libération*, en vaste campagne de la paix initiée par la Société Civile lance son message de paix dont en annexe l'intégralité du texte.
- Le 16 juin, à l'occasion de la célébration de la journée de l'Enfant Africain, le *Groupe Justice et Libération* ouvre une année de campagne de paix pour les enfants. Ceux-ci adressent des messages de paix aux rebelles, aux parents et aux hommes de bonne volonté. Le coordonnateur urbain du RCD a assisté à cette manifestation.
- Le 13 juillet, un militaire congolais succombe suite à la torture dont il fut victime à la résidence du Directeur Provincial de l'OFIDA. Il lui fut

reproché la complicité d'un vol d'un magnétoscope pendant qu'il était en faction à cette résidence. Le Directeur, qui est de souche rwandophone, n'est toujours pas inculpé.

- Dimanche 18 juillet, une émission de la RTNC fait allusion à la nomination des Autorités Académiques et Administratives à l'Université et dans les Instituts Supérieurs. Cette mise en place est intervenue alors que la clôture de l'année académique pointait à l'horizon. La plupart des personnes nommées sont proches du RCD/Goma.
- Le lundi 19 juillet les deux factions du RCD tiennent leurs meetings respectifs. Arrivé à Kisangani pour accueillir le Président CHILUBA de la Zambie qui n'est plus venu, Le Président du RCD/Goma, Monsieur Emile ILUNGA, en a profité pour tenir un meeting populaire devant l'esplanade de l'hôtel des postes. Prévu initialement pour 10 heures, ce meeting n'a pu commencer qu'aux environs de 12 heures, le temps de disperser le marché central de Kisangani, de fermer les magasins et bureaux pour contraindre la population à y assister. Toutefois, l'assistance ne fut pas nombreuse. A 15 heures, Monsieur Ernest WAMBA dia WAMBA a tenu lui aussi un meeting populaire sur la 15^{ème} avenue dans la commune Tshopo devant une foule venue spontanément.

3. Création de la Province de KIBALI-ITURI

Le 22 juin 1999, le Commandant des Forces Ougandaises à Kisangani, le Général KAZINI, crée la Province de KIBALI-ITURI détachant ainsi les districts de l'Ituri et du Haut-Uélé de la Province Orientale.

Le 23 juin, Madame Adèle LOTSOVE, jusqu'alors Vice-Gouverneur de la Province chargé des finances, arrive à Bunia, pour prendre ses nouvelles fonctions de Gouverneur de Kibali-Ituri. Sa nomination est également signée par Monsieur KAZINI. On notera que Madame LOTSOVE comme Vice-Gouverneur séjournait plus à Kampala qu'à Kisangani sans rompre les contacts avec la direction du RCD/Goma.

4. Conflit ethnique entre Hema et Lendu

Le 22 juin resurgit à LIBI dans le territoire de DJUGU en Ituri le conflit terrien entre les *Lendu* et les *Hema*. Une petite dispute entre ouvriers dans la concession de M. UGWARO est à la base de ce conflit qui s'est rapidement étendu sur une cinquantaine de km. Les centres suivants ont été impliqués : DRODRO, JIBA (plusieurs villages), BLUKWA, RETHY.

Le nombre des victimes avoisine 7.000. Les foyers les plus meurtriers sont JIBA et BLUKWA entre lesquels des villages entiers auraient disparu : habitants massacrés ou mis en fuite, cases incendiées, maisons détruites, bétail décimé, etc. De façon générale, plusieurs infrastructures scolaires, administratives et de production ont été détruites. Autour de BLUKWA, les villages de NIBI, TSUKI et KOO ont été rasés (plus ou moins 1.200 familles). Les rescapés se sont réfugiés en OUGANDA, à BUNIA ou à FATAKI. Les menaces pesant sur ce dernier centre, pointé comme prochaine cible, ont

emmené les Autorités Ecclésiastiques à fermer précipitamment le Petit Séminaire sans devoir attendre la clôture régulière de l'année scolaire. Les armes utilisées sont les flèches, les lances, les machettes, les fusils ou autres instruments tranchants. On a trouvé dans certaines familles des réserves allant de 50 à 150 flèches.

Les vues divergent sur les vrais commanditaires de ces actes. Certaines personnes parlent d'un rebondissement du conflit séculaire entre les *Lendu* (*Tatsi, Pitsi, Watsi, Bindî*) et les *Hema* (*Nord-Wanywagi et Sud*)². Ceux-ci sont accusés d'étendre leurs plantations et élevages sur les terres arables des populations *Lendu*. Les *Lendu* accusent les forces ougandaises qui contrôlent l'Ituri de s'être interposées en faveur des *Hema* dont une souche habite en Ouganda. Il paraîtrait aussi que les hommes politiques originaires de ces milieux ont suscité et entretenu la haine entre les gens. Les hommes d'affaires *Nande* sont parfois cités comme prenant partie pour les *Lendu*. D'autre part il n'a pas manqué de comparaisons entre ce conflit et celui qui oppose les *tutsi* et les *hutus* au Rwanda.

Des efforts de négociations sont en cours entre les anciens, notables des ethnies en conflit et des ethnies non impliquées (Alur ou Bira). C'est le C.C.I. (Centre Culturel de l'ITURI à Nyakasanza) qui offre le cadre des pourparlers.

5. Les Accords de Lusaka

Le 10 juillet est signé à Lusaka l'*Accord de Cessez-le-feu en République Démocratique du Congo*.

Outre le préambule, cet Accord de 3 articles en 26 points comprend trois annexes : A, B et C. L'Annexe « A » présente en 11 chapitres les modalités de mise en œuvre de l'Accord. L'Annexe « B » est un agenda de 21 événements majeurs du Cessez-le-feu. L'Annexe "C" est un lexique des termes utilisés dans l'Accord.

L'Accord de Cessez-le-feu devait être signé par sept Parties devant quatre Témoins. Les parties sont les belligérants : La République d'Angola, La République Démocratique du Congo, La République de Namibie, La République du Rwanda, La République d'Ouganda, La République du Zimbabwe, Le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) et Le Mouvement pour la Libération du Congo (MLC). Les Témoins sont : La République de Zambie, L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), L'Organisation des Nations Unies, La Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC).

Le 10 juillet, les deux mouvements rebelles, ayant pourtant participé activement aux travaux des experts, n'avaient pas signé. Le RCD a allégué un

² L'histoire de cohabitation entre ces deux peuples est jalonnée de graves moments de conflit. Les cas les plus récents sont ceux de 1994 entre les *Lendu Bindî* et les *Hema Sud*, et celui de 1996 entre les *Lendu Tatsi* et les *Hema Nord*.

conflit de protocole entre les deux branches tandis que le MLC qui signera un peu plus tard s'était abstenu par solidarité avec une des branches.

6. Fusillade au Centre LUMUMBA TRING WING

Le samedi 17 juillet, le major ougandais MUGENYI et un officier Rwandais avec ses quatre gardes du corps investissent le *Lumumba Tring Wing*, Centre de formation militaire du RCD/ Kisangani sous supervision ougandaise. Ils sont à la recherche des *interahamwe*. Après qu'ils aient rassemblé autour de 80 *suspects*, les cadres et soldats congolais se sont interposés et une fusillade s'est ensuivie. Les chercheurs *d'interahamwe* sont désarmés, tabassés, blessés et les gardes du corps faits prisonniers. Dans la soirée les militaires rwandais prennent position autour du Centre, mais le dialogue entre le R.C.D./Kisangani et le commandement militaire rwandais l'a emporté sur le recours à la force.

D'après les officiers rwandais et ougandais, cette opération s'inscrivait dans le cadre de l'Accord de Cessez-le-feu de Lusaka (cf. Chapitre 8, § 8.1 de l'Annexe « A », traitant du désarmement des groupes armés)³. Notons en passant qu'à cet endroit précis, l'Accord - que le RCD n'avait pas encore signé - reconnaît plutôt la compétence à « *la Commission Militaire Mixte, avec l'assistance des Nations Unies* ». Et cette commission n'est pas encore mise en place.

7. La mission onusienne et le calvaire des associations des droits de l'homme

Attendue pour le samedi 24 juillet, la délégation onusienne a foulé le sol de Kisangani le mercredi 28 juillet et y a séjourné pendant 24 heures. Elle était composée entre autres des représentants de l'UNICEF, l'O.M.S., le P.N.U.D., le Haut Commissariat aux droits de l'homme.

Cette délégation avait principalement pour mission de préparer les Journées Nationales de Vaccination (J.N.V.), d'amener de façon symbolique à Kinshasa quelques items des Examens d'Etat 1997-1998, d'étudier les modalités d'installation d'un sous-bureau des droits de l'homme dans la partie est du pays.

Au cours de cette mission, M. FREJ FENNICHE, Représentant du Haut-Commissariat de l'O.N.U. aux droits de l'homme en RDC, s'est entretenu d'abord avec les Associations des droits de l'homme et de la Société Civile, et a reçu une délégation des élèves qui avaient présenté les examens d'Etat en 1998. Sur demande des Groupes *Justice et Libération* et *Lotus*, les élèves furent aussi reçus par le Vice-Gouverneur en présence du Maire de la ville. La causerie était amicale, voire familiale et a porté sur les motifs qui ont prévalu à ce que la délégation n'amène plus, comme prévu, quelques items à

³ . Les alinéas a et b précisent que des mesures devront être prises pour la remise au Tribunal International ou aux tribunaux nationaux des auteurs de massacres et de crimes contre l'humanité, ainsi que d'autres criminels de guerre.

Kinshasa pour correction. Les autorités du RCD à GOMA ont plutôt exigé que toutes les malles soient convoyées et centralisées à GOMA avant d'être remises aux représentants onusiens.

Après le départ de la délégation, l'émission « CONGO NOUVEAU » et d'autres émissions spécialisées de la RTNC ont formulé des menaces très dures accompagnées d'injures, et cela pendant trois jours de suite (31 juillet, 1^{er} et 2 août) à l'endroit des membres de *Justice et Libération* et de *Lotus*. Rappelons que l'émission « CONGO NOUVEAU » est une création des autorités du RCD pour faire la réplique à l'émission "CHANGEMENT FONDAMENTAL" de la RADIO-LIBERTE⁴. Il est donc reproché à ces associations :

- de faire des rapports négatifs sur le RCD ;
- de décourager les onusiens à venir s'installer à Kisangani ;
- d'entêter les élèves dans leurs revendications ;
- de faire des voyages à l'étranger ;
- d'être au service de M. KABILA ;
- de travailler avec des prêtres et l'Eglise Catholique ;
- de faire de la politique.

Le Commandant Jean Louis Guillaume MBUYI TSHIBWABWA de l'A.N.C./Goma, auto-surnommé "**MUVUNJA ANAVUNJA**" (du swahili "**Le casseur casse**"), Monsieur Clément MANGUBU LOTIKA, Coordonateur Provincial du R.C.D./Goma, et Monsieur Maurice NGONGO, Chargé de presse du R.C.D./Goma, sont les principaux animateurs de ces émissions.

8. La mission de vérification

Dans le but de se faire une idée sur la représentativité des deux branches de la rébellion, les négociateurs de la crise au Congo ont organisé deux missions de vérification à Kisangani.

La première a été conduite par le Ministre zambien à la Présidence, M. Eric SILWAMBA, en lieu et place du Président zambien. Cette mission a été reçue par Monsieur Emile ILUNGA, Président du RCD. La fanfare kimbanguiste a été pour la circonstance habillée en tenue militaire pour rendre les honneurs à l'aéroport de BANGBOKA. Comme du temps du M.P.R., les épouses des militaires, les vendeurs des marchés et autres sont mobilisés pour se rendre à l'aéroport mais la population dans son ensemble garde ses distances. De leur côté, à l'absence de leur Président, les membres du R.C.D./Kisangani se manifestent en déployant un cortège motorisé dans la ville sous les applaudissements de la population qu'ils invitent à soutenir la signature de l'Accord par Monsieur WAMBA. La délégation zambienne est rentrée le même jour au soir après s'être entretenue uniquement avec les représentants du R.C.D./Goma.

⁴ . La Radio-Liberté émet à partir du quartier Général des Forces Ougandaises. Elle serait une propriété du MLC.

La deuxième mission a eu lieu le mardi 10 août. Elle fut conduite par le ministre Sud Africain des Affaires Etrangères, Mme ZUMA, assisté par le Ministre zambien à la Présidence. Cette mission faisait un travail de contre-vérification. Elle a rencontré les deux représentants de deux branches après un désordre protocolaire indescriptible à l'aéroport.

Le Groupe *Justice et libération* a remis à l'intention de ces missions des documents - en annexe de ce rapport - rédigés pour la circonstance dans le cadre de sa campagne pour une paix durable en RDC. La remise de ces documents a relancé les menaces contre les membres du Groupe.

9. Les premiers affrontements et la semaine du 7 au 13 août

Le 06 août 1999, le R.C.D./Kisangani annonce l'arrivée de Monsieur WAMBA dia WAMBA à Kisangani. Le Gouverneur de Province et le Maire de la Ville interdisent toute manifestation publique et les attroupements de plus de cinq personnes en menaçant de mort les récalcitrants. La RTNC, dans ses émissions spécialisées, invite les parents à garder leurs enfants à la maison.

En début d'après-midi, une Land Cruiser de l'armée ougandaise essuie des tirs d'un militaire congolais en faction devant l'hôtel *Congo Palace* où logent les officiers congolais du R.C.D./Goma. Deux soldats ougandais sont grièvement blessés.

Le 07 août, tôt le matin, les Forces ougando-congolaises consolident leurs positions en hommes et matériels de guerre au centre de la ville qu'ils avaient occupé la veille au soir. Vers 9 h 00 éclate une fusillade nourrie à l'arme lourde qui durera au moins quatre heures. Les soldats congolais du R.C.D./Goma sont délogés de la Banque Centrale et de l'hôtel *Congo Palace* ; le Commandant HAMULI, conseiller politique de M. ONDEKANE, est fait prisonnier. Il y a eu des morts et des blessés parmi les militaires, ainsi que des dégâts matériels.

Morts :

- BAKONOBAN NYAMA
- Le soldat Etienne du RCD/Goma abattu aux environs de l'hôtel WAGENIA
- Quatre soldats congolais et trois ougandais non identifiés.

Blessés :

- Le Commandant Sylvain BUKI avec ses 3 gardes de corps
- KILIMALI BUSHIKI (17 ans)
- FRANCO YEKO
- USOKA AZAKA (23 ans)
- SEFRWADA (36 ans)
- FRANCIS
- ODOMYO (37 ans)
- EKADU (25 ans)

- OKONGO BOSCO (24 ans)
- ONYEMA FREDDY (36 ans)
- OKWI Charles (36 ans).

Dégâts matériels

- La façade de l'aile droite de l'hôtel *Congo Palace* est endommagée ;
- L'immeuble KILIMA, situé entre l'Hôtel Congo Palace et l'Etat Major, a été touché ;
- La maison d'habitation de l'Inspecteur Judiciaire MAMBWINI, située en face des locaux de la société CELCO où logent les soldats rwandais a été atteinte par une roquette. L'épouse de l'Inspecteur a été blessée.

A 13 heures, la *Radio Liberté* annonce l'arrivée de Monsieur WAMBA à Kisangani et celui-ci dans un message diffusé sur les ondes de la même radio invite la population pour un meeting à l'hôtel Wagenia érigé depuis lors en Quartier Général du R.C.D./Kisangani. Ce meeting a eu lieu à 15 h 00 devant une grande foule.

Le 08 août. Les deux parties renforcent leurs positions en hommes et en matériels de guerre. Du 08 au 10 août on a relevé 15 rotations d'avions entre Kigali - Goma - Kisangani. A partir du même dimanche 8 août, des véhicules militaires venus de Gisenyi vont déposer des chargements à l'aéroport de Goma. Les vols civils sont suspendus entre Goma et Kisangani jusqu'au mardi 10 août au profit des affrètements militaires rwandais. Les militaires burundais, en renfort aux Forces Rwandaises, commencent à atterrir à Kisangani le lundi 9 août par l'Aéroport de Simi-Simi. Ce dernier devint une sorte de base arrière pour l'armée rwandaise.

Pendant ce temps, la guerre des ondes (RTNC et *Radio Liberté*) faite d'insultes et d'attaques personnalisées exacerbe le stress de la population qui sent l'imminence d'un affrontement armé, chaque radio prenant fait et cause pour la partie de son obédience.

Inconsolable de la perte du contrôle de la Banque Centrale, le RCD/Goma, via un Arrêté du Gouverneur de la Province Orientale pris le 10 août, suspend toutes les transactions avec la Banque Centrale et charge les banques commerciales de recueillir les taxes dues au trésor.

Le mercredi 11 et le jeudi 12 août se tiennent des réunions importantes d'abord entre officiers rwandais, puis entre officiers rwandais et congolais, et encore entre seuls officiers rwandais. De ces réunions, il s'est dégagé le principe d'attaquer les positions ougandaises.

Le 13 août commence, dans un climat de vive tension, la campagne de vaccination contre la poliomyélite pendant que les produits destinés à la Province de l'Equateur et l'hinterland de Kisangani traînent encore en ville.

10. La guerre des alliés du RCD (Rwanda contre Ouganda)

Il est encore très tôt de décrire avec exactitude la situation de guerre qui s'est passée à Kisangani. A l'heure actuelle, les gens n'ont pas encore délié leur langue, les enquêtes sur toutes les victimes sont en cours. Nous nous limiterons à un sommaire.

- Le samedi matin, 14 août, Tango Tango (William BALENGELE de son vrai nom), Commandant de la 7^{ème} Brigade, est suspendu de ses fonctions. Il lui est reproché entre autres de n'avoir pas rendu les services que l'on attendait de lui, notamment au cours des affrontements du 7 août.
- Le samedi soir à 18 h 20, une détonation d'une arme lourde en provenance de l'aéroport de Bangboka est entendue à travers toute la ville. D'autres coups de feu, à l'arme automatique, ont crépité plusieurs fois la nuit et le matin du dimanche dans les environs de l'aéroport.
- Le dimanche, on aperçoit par petits groupes des éléments rwandais, burundais et congolais en patrouille. C'est plus tard que l'on comprendra qu'ils se dirigeaient progressivement et discrètement vers leurs centres d'attaque. Ce mouvement aurait commencé depuis la nuit, surtout dans la commune de Mangobo (vers les abords de la SOTEXKI) et au centre-ville.
- A 14 h 30, une grande détonation à l'arme lourde ébranle toute la ville, elle se répétera trois fois en l'intervalle de 20 minutes. Un feu nourri se généralise comme une traînée de poudre à travers le centre ville et peu à près dans toute la ville et principalement autour de l'Aéroport, au point Kilométrique 6, et autour de la SOTEXKI.
- Les premiers coups de feu au centre ville sont entendus autour de *l'hôtel Wagenia*. Les éléments ougandais sont pris au dépourvu. Déboussolés, certains ont de la peine à se réaliser que l'attaque rwandaise est effectivement enclenchée. Ils ripostent à l'arme automatique et puis lourde.
- La première détonation a surpris même les officiers congolais. Apparemment ils ne savaient pas que l'attaque commençait, tout au moins à cette heure-là. Une réunion tenue à la résidence du Commandement ONDEKANE s'estompe et se disperse ; c'est le sauve-qui-peut, civils et militaires rivalisant de souplesse pour escalader l'enclos ou passer par la porte étroite, et cela en deux sens.
- La ville est vite coupée en trois cercles ou zones de combats : le Centre-ville, autour de la SOTEXKI, la zone AEROPORT/BANGBOKA - FORESTIERE (Quartier général de l'armée ougandaise).
- Les gens sont obligés de s'immobiliser ou de s'abriter là où les affrontements les ont trouvés. Certains dont de petits enfants y resteront jusqu'au cessez-le-feu, loin de familles. Les joueurs de *l'A.S. Lubunga* venus de la Rive-Gauche pour une partie de football se sont terrés loin de chez eux pendant trois jours. Au rond-point SGA, les vendeurs de cabris et passants ont passé deux jours à même le sol et à la belle étoile pendant que crépitaient au-dessus d'eux des balles tirées à l'arme lourde et automatique. Sept coiffeurs et clients du *Salon Maître Célestin* dans les environs de l'Hôtel Wagenia ont partagé pendant trois jours, et sans manger ni boire, un espace exigu de 4 m² qui leur a aussi servi de lieu d'aisance.

- Seuls des piétons et cyclistes téméraires ont couru le risque de se faufiler ; on tirait sur les motocycles et les engins automobiles. Le Père ZENON, revenant en voiture d'une eucharistie à TSHOPO a échappé de justesse à une roquette qui s'est écrasée sur les murs de l'Institut Maele.
- Une ceinture est dressée au centre-ville : elle longe l'axe suivant dans une sorte de carré : 1) Boulevard Lumumba jusqu'au rond-point du stade *Lumumba* en passant par le *gouvernorat*, 2) du rond-point du stade en passant par le D.S.R.⁵ à l'ancienne Résidence du Général, 3) de la résidence du Général au Port de l'ONATRA, 4) du Port de l'ONATRA, Hôtel des Postes, marché central jusqu'au *gouvernorat*. Deux petites ceintures ou deux petits demi-cercles y sont concentriques.
- Pour ce qui est du centre-ville, les combats se cristallisent autour des points suivants dans l'ordre de leur dureté : Hôtel Wagenia, Banque Centrale, Hôtel Palm Beach, Cristaleau ou Bâtiment administratif de la Radio Liberté, Résidence Mgr MONSENGWO.
- La résidence Mgr MONSENGWO est pilonnée de 14 h 30' (dimanche) à 2 h 00 du matin (lundi), heure où les militaires ougandais qui en assuraient la garde battent en retraite suite à la rupture des munitions. Ils se replient à l'hôtel *Palm Beach* emportant les dépouilles de deux de leurs camarades. 5 roquettes sont tombées sur la résidence : une en chambre, une au salon, une au bureau, une à côté du garage, une enfin vers le Centre de Pastorale. C'est vers 16 h 00 que Mgr, modestement habillé, et ses 4 compagnons d'infortune (le Vicaire Général, deux religieuses, le chauffeur) ont quitté la résidence pour se réfugier à la Maison du Sacré-Cœur.
- Une petite accalmie était intervenue autour de 17 h (dimanche), et elle avait duré environs une heure. Les combats reprennent vers 18 h 10 d'abord faiblement et puis de plus en plus durement jusqu'au matin, 5 heures 30. Les Ougandais tiennent dans leur position défensive.
- Le lundi 16, les combats reprennent autour de 9 heures. Avec des petites interruptions de 30 à 45 minutes. Au début de l'après-midi, les rwandais contrôlent les principales artères de la ville.
- Le mardi 17, les combats qui ont repris la veille à 22 h 15' sont sérieux. Ils se concentrent de plus en plus autour de deux cibles, *Hôtel Wagenia* et *Hôtel Palm Beach*. Ceux qui gardaient la SGA lâchent, les rwandais étant nombreux, très nombreux.
- Vers 11 h 30, à bord d'un engin meurtrier appelé *FOURTEEN*, M. WAMBA sort de Wagenia escorté par une soixantaine de militaires ougandais et congolais qui tirent sans sommation pour se frayer le chemin. En route vers la SOTEXKI, le *FOURTEEN* crache le feu, pendant que les éléments ougandais livrent une parade impressionnante de professionnels commandos. Ils tirent incessamment ; en accompagnant le véhicule à pas feutrés, ils se couvrent, couvrent leur engin protecteur et se relayent pour boucher les axes secondaires de la route BUTA. Le cortège débouche sur l'avenue du Stade vers la TSHOPO. Ils écrasent une petite résistance congolaise sur la 15^{ème} avenue (Tshopo), foncent tout droit et éloignent les Burundais stationnés à la BRALIMA. Quelques ougandais restent sur la 15^{ème} avenue pour divertir leurs adversaires au moment où leurs collègues

⁵ D.S.R. : Département de la Sécurité et des Renseignements; c'est la nouvelle appellation des Services secrets du RCD.

se faufilent via *Pumzika* vers la rivière Tshopo où M. WAMBA est embarqué dans une pirogue. Au retour du *FOURTEEN* pour tenter de reprendre la 15^{ème}, les burundais s'interposent; ce face-à-face qui dura 50' aura permis à M. WAMBA de rejoindre la SOTEXKI qu'il a atteint dans un état d'extrême épuisement.

- Les combats du Cercle SOTEXKI se sont déroulés principalement dans l'enceinte de la concession et les alentours immédiats. Les éléments rwandais et burundais s'étaient déjà infiltrés dans le quartier de l'usine depuis le début de la matinée. L'attaque a commencé par le portail principal du quartier résidentiel. Connaissant leurs adversaires - qu'ils ont par ailleurs formés - les ougandais se sont plutôt déployés en sens inverse c'est-à-dire vers le verger. C'est de ce côté en effet que devait venir le coup fatal. Des obus en quantité sont tombés sur les résidences dont les habitants ont eu la vie sauve grâce à la solidité du béton sous la toiture. Ont été particulièrement touchées la résidence de M. RIDJA, Directeur Général, la résidence de M. LOKO et celle de M. MWAMBA, respectivement Directeur du personnel et Sous-Directeur à la maintenance. Au plus fort des affrontements, tous les habitants du quartier résidentiel se sont retranchés chez le Directeur Général. Ils y étaient au nombre de 56 personnes dont les femmes et les petits enfants. Il y a eu autour de 200 morts à la SOTEXKI.
- Le Cercle AEROPORT-FORESTIERE : C'est le cercle où les combats ont été les plus meurtriers (pas moins de 400 morts), les deux armées s'affrontant à ciel ouvert. Les villageois des Km 17 et 21 ont été sommés de déménager depuis le vendredi 13 août. Il en est de même de ceux de km 6 et 10. Ce grand cercle comprenait deux petits cercles juxtaposés, l'un autour de l'Aéroport (km 17), l'autre autour de la FORESTIERE (km 13). La stratégie rwandaise visait en plus de prendre le contrôle de l'aéroport de Bangboka, couper le centre-ville de la FORESTIERE qui en constituait le centre de ravitaillement. Si le premier objectif ne fut pas atteint - sauf qu'aucun renfort ne pouvait atterrir - le deuxième fut un succès. En effet, les éléments ougandais déployés en ville ont été isolés de leur Quartier Général et plusieurs ont replié au *Palm Beach* par manque de munitions et de renforts. Comme pour la SOTEXKI, les rwandais ont attaqué LA FORESTIERE par l'entrée principale avant que les combats n'éclatent dans la forêt qui prolonge la carrière des pierres. Une partie de la concession du Petit Séminaire de Mandombe s'est retrouvée entre deux feux.
- Le mardi, les éléments du CICR/Kisangani ont été requis pour le ramassage des corps non sans une injonction discriminatoire : priorité aux corps rwandais, puis congolais et enfin ougandais. La population a été invitée par la voie des ondes - bien avant la fin des combats - à venir contempler la décomposition des corps ougandais, comme préfiguration de ce qui lui arriverait en cas *d'entêtement*.

VICTIMES

Il est précoce de préciser le nombre et l'identité des morts vu que certains corps ont été évacués avant le cessez-le-feu. En plus, certaines zones comme la Forestière et les environs de l'Aéroport restent interdits

d'accès. Néanmoins d'après nos renseignements, il y aurait autour de 650 morts chez les militaires et une trentaine des civils. Voici quelques cas parmi les victimes civiles.

- M. KASILIKA, 19^{ème} trans, n° 48, Kabondo;
- M. ASOMBA, fils de Mr KASILIKA, 19^{ème} trans, n° 48, Kabondo
- M. Pascal AGAMA, résidant à l'immeuble RENAPI, Makiso; il a été abattu au bâtiment de GTER par les militaires congolais;
- M. YOUSOUF, un homme d'affaires ougandais, parent à la famille présidentielle ougandaise;
- M. SIMON, 1^{ère} avenue TSHOPO; c'est un détraqué mental, abattu par les militaires ougandais au moment où il traversait leurs positions;
- ABUBAKAR, chef d'atelier de la menuiserie du Centre Simama;
- Un monsieur à Lubunga;
- Un mécanicien abattu par un militaire congolais sur la 8^{ème} armée devant l'Auditorat Militaire;
- Un monsieur qui se rendait au moulin au Plateau Boyoma, abattu par les militaires rwandais, puis habillé en tenue militaire avant d'être évacué,
- Trois jeunes gens abattus par les militaires rwandais dans le Quartier Matete, commune de Mangobo;
- Une maman, vendeuse de la viande de porc au marché central, tuée dans les environs du marché le dimanche en début d'affrontements;
- Un monsieur victime d'une mine anti-personnelle au km 6 sur la route de l'aéroport;
- Un jeune garçon, victime d'une grenade placée devant la porte de sa maison au km 6 sur la route de l'Aéroport;
- Une femme, tuée au Plateau Boyoma; elle résidait à côté de l'Institut BALEKOMOSO;
- Une dame abattue derrière la pharmacie Wembophar;
- Une cultivatrice, avenue Baluba, Commune de Lubunga (Rive Gauche);
- Un vendeur des Etablissements Kitumba abattu à bout portant par un militaire congolais cherchant à piller dans la famille où l'infortuné avait trouvé refuge.

Il y a eu une centaine de blessés parmi les civils.

11. Cessez-le-feu et dégâts

Les hostilités prennent fin le mardi 17 août vers 14 h 00. C'est tard à la fin de la journée que la population de Kisangani apprendra la décision du cessez-le-feu prise par les Chefs d'Etat du Rwanda et de l'Ouganda à l'issue de leurs pourparlers à KAMPALA.

Les dégâts consécutifs aux combats concernent la destruction des immeubles publics et privés ci-après :

- SOTEXKI : les installations ont été massivement soumises à l'artillerie légère et lourde du 15 au 17 août 99. La principale unité de production à savoir le département de finissage avec son primordial accessoire la chaudière centrale, a été gravement endommagée. Après la signature du

cessez-le-feu, les militaires rwandais et burundais se sont livrés, du 17 au 20 août, à un pillage systématique des installations de cette société. Ce pillage a notamment touché toute la production réalisée et autres outillages de maintenance, tous les bâtiments administratifs (bureaux cassés, documentations détruite ou emportées, fournitures de bureau, autres matériels informatiques sabotés ou emportés, la caisse centrale cassée, espèces emportées) et le Centre médical. La valeur de la production pillée (plus de 300 ballots de tissu) peut être estimée à 500.000 \$.

- Banque Centrale : vitres cassées et façades criblées de balles à la suite des affrontements ; archives détruites ou emportées ; espèces emportées ; matériel de bureau et appartements saccagés; biens meubles volés.
- *Hôtel Congo Palace* : propriété de l'INSS⁶, c'est l'unique hôtel à trois étoiles de la ville. Son aile droite a été fortement touchée par des obus.
- *Hôtel Wagenia*, propriété privée : toute la façade avant défoncée, vitres brisées, hall d'entrée défectueux, appartements et studios saccagés, biens meubles et documents emportés.
- *Hôtel Palm Beach* : vitres et clôture cassées, toiture touchée.
- Résidence Mgr MONSENGWO : portes, fenêtres et façade avant endommagées, 1 ordinateur détruit; accessoires d'une voiture et appareils volés.
- Plusieurs bâtiments endommagés : Cristaleau, Belect, Peugeot, Bissan, Procure des Missions, Bakam, Hôtel des Postes, Union des Banques Congolaises (UBC), Villas du Quartier résidentiel de la SOTEXKI, Centre Médical SOTEXKI, Bâtiment (et extension) St Laurent, Institut Maele, CADECO, *Hotel Zambeke*, Le Solidaire, Résidence Président Groupe Justice et Libération, Résidence Kalisa, Immeuble Kilima, GTER, Mantasera, Mosquée de Kisangani, NOGUEIRA, Maison du Sacré-Cœur, Bureau du Groupe Canadien de travail sur le Congo (GCTC) , SHELL et bâtiment contigu à SHELL sur le Boulevard du 30 juin, Bâtiment SGA, diverses maisons dans les alentours de l'Etat Major, de *l'hôtel Palm Beach*, de *l'hôtel Wagenia*, etc.

12. Après le cessez-le-feu de KAMPALA

Depuis la fin des hostilités, l'insécurité bat son plein dans la ville de Kisangani. Dès 18 h 00', la circulation est inexistante à certains endroits, comme dans la commune de la Makiso. Les hommes en uniforme et d'autres inciviques opèrent chez les particuliers comme ce fut le cas pour le presbytère de la Paroisse Ste Famille, le Centre de Santé MUNGANO, AMEXBOIS, MAELE, etc.

Les cas d'exactions sur les routes ont augmenté, surtout à LULA, au km 26 (route Opala), sur le Fleuve (entre Kisangani et Isangi), aux marchés riverains DJUBU-DJUBU et IAT, au pont Tshopo (route Buta), etc.

⁶ INSS : Institut National de Sécurité Sociale.

Les lieux d'affrontements sont parsemés de bombes non encore éclatées. Cinq bombes déjà répertoriées à la SOTEXKI n'ont pas encore été désamorçées malgré les appels des Forces congolaises d'être saisies.

Certaines personnes ayant approché M. WAMBA ou ses collaborateurs pour de raisons de sympathie ou de curiosité se cachent par peur de représailles. Plusieurs compatriotes qui ne partagent pas l'idéologie du RCD/GOMA sont victimes d'interpellations et de menaces. C'est le cas de :

- M. Dismas KITENGE, Président du *Groupe Lotus*, interpellé au D.S.R. le 23 août 99.
- Le Dr. Léon KINUANI, Chef d'Antenne de l'O.M.S. pour la Province Orientale, interpellé au D.S.R. le 25 août pour expliquer le but du voyage d'une délégation de l'ONU le 22 août 99 à Kisangani.
- M. Claude OLENGA, Pasteur-catéchète de l'Eglise Catholique, et 10 étudiants, mis aux arrêts au D.S.R. le 25 août.
- M. Théophile MBUYI, journaliste à la Radio Liberté, arrêté le 22 août à l'aéroport de Bangboka alors qu'il terminait son reportage sur le séjour de la délégation onusienne qui venait de s'envoler pour GOMA.
- M. Célestin KOSEKE, commerçant, arrêté au D.S.R.
- M. TABIN, Membre du RCD/Kisangani, arrêté au D.S.R.
- M. Coco MOZAGBA, accusé d'avoir hébergé des soldats ougandais dans leur résidence.
- Membres du *Groupe Justice et Libération* (François ZOKA, Jean-Pierre BADIDIKE, Pierre KIBAKA) fortement menacés par les autorités militaires et administratives au cours de différentes réunions de sécurité dont celles du 15 et du 20 août.
- Des menaces pèsent sur certains membres de services de sécurité et militaires congolais soupçonnés d'être en intelligence avec l'aile WAMBA sur base de leur appartenance ethnique ou de leur passé professionnel.

Ce climat d'insécurité et de menaces est corroboré par des faits suivants :

- **Commission spéciale de sécurité** : les services de sécurité ont mis en place un dispositif policier pour interpellier et arrêter des personnes considérées comme suspectes par le RCD/Goma. Ce dispositif est supervisé par des officiers rwandais et exécuté par 5 inspecteurs congolais suivants :
 - M. Léonard ROKAMBALE FARIALA (Chef de division opérations et actions)
 - M. Baudouin KUMISA (Chef de division contre espionnage)
 - M. Léon BUYIKUKIA (Chef de division du Secrétariat)
 - M. MITSHABU (Chef de division de l'administration)
 - M. LEON (Chef de division des Investigations).
- **Discours triomphaliste** : après l'arrêt des combats le 17 août 1999, les politiciens et militaires du RCD/Goma ont sillonné la ville pour fêter la "victoire". Ils ont tenu devant les marchés publics des meetings populaires où sans gêne ils clamaient la bravoure de leurs soldats. Ils ont

culpabilisé la population d'être responsable des affrontements pour n'avoir pas obéi au RCD/GOMA qui lui demandait de se désolidariser de M. WAMBA et de se désillusionner de la puissance militaire ougandaise. Le même discours a été repris sur les ondes de la RTNC et ceci pendant plusieurs heures.

- **Exposition des corps** : les soldats rwandais, burundais et congolais ont exposé les corps de plusieurs soldats ougandais tombés sur le champ de bataille pendant longtemps au centre - ville. Certains corps autour du marché et sur la 8^{ème} armée ont même été dévorés par les chiens. Les émissions spécialisées de la RTNC **ont vanté l'exposition des corps comme un message à la population pour qu'elle ne se mette plus au travers de la route du RCD/GOMA.**
- **Question Toleka** : Les *tolekistes (vélo-taxi)* ont été interdits de circuler dans la ville après les affrontements pour, semble-t-il, avoir été complices des ougandais et de M. WAMBA. Les Toleka sont pourtant l'unique moyen de transport dans la ville (600.000 habitants) en même temps qu'ils constituent le gagne-pain de nombreuses familles (environ 2.000 *vélo-taxi* circulent dans la ville et nourrissent plus de 10.000 personnes).
- **Mission de clarification** : les Chefs d'Etat Major des armées rwandaises et ougandaises ont séjourné à Kisangani du 19 au 20 août. Ils avaient pour mission d'établir les responsabilités dans les affrontements et d'arrêter les modalités pratiques du cessez-le-feu. Ils sont répartis sans daigner se pencher sur les conséquences que la guerre de leurs armées a créées pour la population.
- **Mission de l'ONU** : une mission de l'ONU a séjourné à Kisangani le 22 août pour évaluer les J.N.V. et les besoins humanitaires à la suite des affrontements entre les alliés du RCD. L'agenda de 4 heures imposé à cette mission par le RCD/GOMA ne fut pas propice à une bonne évaluation au bénéfice de la population qui se sent abandonnée par la Communauté Internationale.
- **Traumatisme de la population** : de mémoire de boyomais, Kisangani n'a jamais connu une guerre si intense et sans interruption pendant 3 jours durant lesquels les deux parties tenaient avec acharnement sur leurs positions. Des détonations à l'arme lourde ont été incessamment entendues. La population, surtout les enfants, en a gardé un grand traumatisme jusqu'à ce jour de telle sorte qu'à la moindre rumeur d'affrontements et en une lueur de secondes les rues se vident. L'exposition des corps et l'incrimination de la population ont amplifié ce traumatisme.
- **Destruction des installations de pêche aux Chutes Wagenia** : des militaires rwandais et congolais ont détruit les échafaudages en bois montés par les riverains des Chutes Wagenia dans le cadre de leurs techniques traditionnelles de la pêche. Il est reproché à ces riverains d'avoir, après le cessez-le-feu, guidé les militaires ougandais postés à la Mosquée Centrale dans leur repli vers la FORESTIERE

II. VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Comme la *Guerre du Congo*, la *Guerre des alliés* du RCD à Kisangani dénote des violations massives de droits de l'homme dont les plus flagrantes sont les atteintes au droit à l'autodétermination du peuple congolais et au Droit International Humanitaire. En voici quelques illustrations :

1. Atteinte à l'autodétermination du peuple congolais

La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale des Nations Unies en date du 14 décembre 1960 proclame dans l'alinéa 1 "*la sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangère constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations Unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales*".

Le Pacte International relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 stipule dans l'article 1^{ER} :

"Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes (...)".

En s'affrontant sur le sol congolais, le Rwanda et l'Ouganda ont violé le Droit International. Une guerre extra-territoriale des alliés de la rébellion congolaise a été enclenchée sur le sol congolais en dehors de tout intérêt du peuple congolais ; et on y a mis fin de la même façon. Avec cette guerre, le Rwanda et l'Ouganda ont dépassé le **registre "agression"** pour **subjuguer le peuple congolais** au gré de leurs intérêts voire de leurs querelles intestines. Ils ont ainsi compromis grandement *la cause de la paix et de la coopération mondiales*.

2. Perturbation des Journées Nationales de Vaccination (J.N.V.)

Autour de la période des affrontements, la première phase des J.N.V. prévue du 13 au 15 août 1999 a été perturbée. Pire, même l'exécution partielle de la vaccination a été faite dans un climat de forte tension caractérisée par le déploiement militaire des belligérants empêchant ainsi beaucoup de parents à amener leurs enfants aux sites de vaccination. De même l'évacuation du matériel et de vaccin dans les sites de la province de l'Equateur et dans la périphérie de Kisangani a été compromise.

Le Rwanda et l'Ouganda ont ainsi violé le Droit International Humanitaire spécialement la Convention de Genève, du 12 août 1949, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre en son article 15 b qui stipule :

"Toute partie au conflit pourra, soit directement, soit par l'entremise d'un Etat neutre ou d'un organisme humanitaire, proposer à la partie adverse la création, dans les régions où ont lieu des combats, de zones neutralisées destinées à mettre à l'abri des dangers des combats, sans aucune destination, les personnes suivantes :

b) les personnes civiles qui ne participent pas aux hostilités et qui ne se livrent à aucun travail de caractère militaire pendant leur séjour dans ces zones".

La résolution 1234 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 9 avril 1999 avait demandé du reste à tous les belligérants d'observer une trêve et d'apporter un soutien aux J.N.V. dont l'objectif global consiste en l'éradication mondiale de la poliomyélite d'ici l'an 2000.

Le Secrétaire Général des Nations Unies, M. KOFI ANNAN, dans son message du 22 juillet 1999 avait invité d'urgence toutes les parties impliquées dans le conflit en RDC à cesser les hostilités sur toute l'étendue du territoire avant et au cours de la première phase des J.N.V., à savoir du 8 au 20 août 1999. Le RCD/Goma par la bouche de son Président, M. Emile ILUNGA, avait décrété le cessez-le-feu unilatéral pour ce faire.

Les enfants congolais et le peuple congolais sont victimes de cette grave violation qui frise le crime contre l'humanité.

3. Aménagement des points des combats dans les sites civils

Pour protéger la partie de la ville qu'elles occupaient notamment *l'hôtel Wagania*, le quartier général du R.C.D./Kisangani, les forces militaires ougandaises s'étaient déployées dans les habitations des particuliers où elles avaient creusé des tranchées et les fusiliers.

De leur côté, les forces rwandaises avaient également organisé l'attaque des positions ennemies à partir des habitations privées.

Ainsi, les belligérants ont exposé à la mort et au traumatisme des populations civiles, et surtout les enfants (traumatisme suite aux tirs assourdissants à l'arme lourde.)

Ces actes contrastent avec la protection des personnes civiles en temps de guerre tel que prévu par l'article 15 b de la Convention de Genève susmentionnée.

4. Découpage illégal de la Province Orientale

La Province Orientale compte quatre districts dont l'Ituri passe pour le plus riche. On y exploite l'or à l'échelle industrielle par la société d'Etat *Kilo-Moto*. Celle-ci est également présente à Watsa dans le district du Haut-Uélé.

Par son sol et son climat, l'Ituri est un important grenier vivrier du pays. Son cheptel est aussi de plus important.

Dans le fédéralisme, comme mode de gestion de la 3^{ème} République, prôné par la Conférence Nationale Souveraine, l'Ituri était appelé à devenir une province.

L'érection d'une entité territoriale en province est un acte de souveraineté. Qu'un étranger, en l'occurrence un haut responsable militaire allié à la rébellion congolaise, ait, sans froid aux yeux, pris cette grave

décision, est un acte de bradage de l'autodétermination du peuple congolais et une preuve supplémentaire de l'occupation de la RDC.

Cette violation au droit à l'indépendance du peuple congolais est condamnée par le Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 13 février 1988 en son article 21, alinéa 1 qui stipule :

"Tout peuple a droit à l'existence. Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il détermine librement son statut politique et assure son indépendance économique et social selon la voie qu'il a librement choisie".

C'est en ce sens que le Pacte International relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 stipulait dans l'article 1^{ER} :

"Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leurs statuts politiques et assurent librement leur développement économique, social et culturel".

Dans le même ordre d'idées, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux du 14 décembre 1960 proclame en son article 5 :

"Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies".

5. Jumelage de la ville de Kigali et la Province du Sud-Kivu

Le jumelage de la ville de Kigali, Capitale du Rwanda, et la Province congolaise du Sud-Kivu est contraire aux règles du Droit International.

Le Rwanda et l'Ouganda, par l'entremise d'une rébellion congolaise sous leur contrôle, occupent une grande partie du territoire du Congo dont la Province du Sud-Kivu. C'est ce moment d'occupation que le Rwanda choisit pour ce jumelage dont le moins que l'on puisse dire n'est pas seulement culturel. En effet, un protocole de sécurité mutuelle a été signé entre le Préfet de Kigali et le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu.

Quoi qu'en guerre, le Congo reste un Etat unitaire. La diplomatie reste la prérogative des Autorités Centrales. La décision de jumelage n'a pas suivi ce schéma. Certes, le RCD est en rébellion contre le Gouvernement de Kinshasa, mais à ce jour, il ne représente pas une entité gouvernementale c'est-à-dire n'est pas un sujet de Droit International. Donc, même si le Rwanda fait ce jumelage sous ce couvert, le droit à l'autodétermination du peuple congolais ne serait pas moins violé.

Mais il y a plus, car même ***l'Accord de Cessez-le-feu*** de Lusaka, dont le Rwanda est déjà signataire, s'en trouve violé. En effet, aux termes du chapitre 6. de l'Annexe "A" relatif au rétablissement de l'autorité administrative de l'Etat sur l'ensemble du territoire congolais, il est prévu *"un mécanisme de concertation entre les Parties congolaises qui permettra de poser, sur l'ensemble*

du territoire national, des actes, et de mener des opérations ou des actions qui relèvent de l'intérêt général, notamment dans le domaine de la santé publique, de l'éducation, des migrations, de la circulation des personnes et des biens".

La Province du Sud-Kivu est, avec le Nord-Kivu, la partie du pays où se pose la difficile cohabitation entre les populations autochtones et les peuples d'expression Kinyarwanda. Le Rwanda, qui a toujours remis en cause ses frontières territoriales avec la République Démocratique du Congo, n'a jamais caché son ambition hégémonique sur ces provinces. Les peuples du Kivu vivent donc dans la hantise de l'annexion d'une partie de leur province. Ce jumelage paraît donc une décision qui ne prend pas en compte la vraie aspiration de la base dans une matière extrêmement sensible. Il ressemble plutôt à une entreprise pernicieuse compromettant l'unité et l'intégrité nationale. Ainsi, est violé l'article 6 de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux prise par la Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 14 décembre 1960 qui stipule :

*"Toute **tentative** visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies".*

6. Discrimination dans le ramassage des corps

L'article 15 de la Convention de Genève, du 12 août 1949, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne dispose que :

*"En tout temps et **notamment après un engagement**, les parties au conflit prendront sans tarder toutes les mesures possibles pour rechercher et recueillir les blessés et les malades, ainsi que pour rechercher les morts et empêcher qu'ils ne soient dépouillés".*

Or, après que les forces ougandaises se soient repliées à leurs bases de la SOTEXKI et du *Palm Beach*, les militaires rwandais ont ramassé seulement leurs morts. Plusieurs corps des militaires ougandais et civils congolais ont commencé à se décomposer sur place notamment dans les parages de la prison centrale, du bâtiment administratif de la Radio Liberté, du rond-point du Canon.

Auparavant, les militaires décédés avaient été dépouillés de leur argent et ceintures militaires.

7. Pillage

A la faveur des hostilités, les troupes rwando-burundaises ont occupé la Banque Centrale et l'usine SOTEXKI.

A la Banque Centrale, toutes les archives ont été détruites et l'argent trouvé en vrac emporté.

A l'usine de la SOTEXKI, le magasin de finissage a été cassé et les bureaux administratifs délestés de leurs matériels de travail. Le centre médical a été complètement dépouillé. Des pertes subies rien que pour les tissus volés se chiffrent à 500.000 \$ U.S.

Devant l'ampleur de la destruction, le Chef d'Etat Major Général de l'armée rwandaise a, lors de sa visite à l'usine le vendredi 20 août, ordonné l'évacuation immédiate de ses troupes de l'usine.

Ce pillage délibéré viole :

- le droit de propriété pour les actionnaires de la SOTEXKI et les droits économiques des agents et travailleurs de cette entreprise;
- le droit à disposer de leurs biens pour les populations de Kisangani et du Congo en général comme le prévoit l'article 21 - déjà cité⁷ - de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

8. Incitation à la haine

Le Pacte International relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 précise dans l'article 20 :

1. *"Toute propagande en faveur de la guerre est interdite."*
2. *"Tout appel à la haine nationale, raciale, ou religieuse qui constitue une violation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdite par la loi."*

Or, comme décrit dans les faits, la *Radio Liberté* et la RTNC (notamment dans les émissions spécialisées) ont développé avant, pendant et après les hostilités, des discours irresponsables incitant à la haine et même menaçant l'intégrité physique des personnes :

- les associations de défense des droits de l'homme pour leurs rapports aux instances onusiennes et démobilisation de la population autour du RCD;
- la population pour son adhésion au RCD/Kisangani. *"Nul ne peut être inquiété pour des opinions"* dit pourtant l'article 19 I du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques;
- les rwandais et les ougandais pour leur soutien à l'un ou l'autre camp.

Ces discours qui, le moins que l'on puisse en dire, violent les droits fondamentaux de l'homme, ont largement contribué à l'intransigeance des parties et a précipité les hostilités.

III. APPRECIATIONS

1. De la signature ou non des accords par le RCD

⁷ Voir II. 4. Le découpage illégal de la Province Orientale.

La guerre du R.C.D. met en évidence une palette étendue d'enjeux dont les revendications sécuritaires aux frontières orientales du Congo et l'éradication de la dictature de Kinshasa constituent la face visible de l'iceberg. C'est justement à cause de ces enjeux qu'il convient de juger de la volonté réelle des uns et des autres de voir aboutir le cessez-le-feu conclu à Lusaka le 10 juillet 1999.

Dans son cahier des charges contre le régime en place à Kinshasa, le R.C.D. reproche au Président KABILA de monopoliser tous les pouvoirs avec le concours d'une oligarchie composée de ses frères et amis. Le Rwanda et l'Ouganda - même le Burundi - justifient leurs présences aux côtés du R.C.D. par l'incursion des rebelles de leurs pays respectifs dans leurs territoires à partir des frontières orientales de la République Démocratique du Congo.

La convergence des intérêts de la rébellion congolaise et ses alliés se noue ainsi sur le départ du Président KABILA du pouvoir et, ce, par la force des armes. Ils y seraient parvenus n'eût été l'intervention musclée de l'armée angolaise dans le Bas-Congo.

La guerre s'enlisant, la diplomatie s'est mise en branle et a réussi, après plusieurs tractations, à engager les belligérants à accepter un protocole de cessez-le-feu à Lusaka. En date du 10 juillet, toutes les parties ont apposé leurs signatures au bas du texte sauf le R.C.D. Et pour cause ?

En effet, par le jeu de l'influence de ses deux alliés cherchant apparemment chacun à être seul maître à bord, le *Rassemblement Congolais pour la Démocratie* est allé à ces négociations divisé en factions rivales à savoir le R.C.D./Goma et le R.C.D./Kisangani soutenus respectivement par le Rwanda et l'Ouganda.

Prenant encre sur la volonté populaire de la paix, le R.C.D./Kisangani promeut un discours de dialogue sans condition avec Kinshasa. C'est le branle-bas dans l'autre camp qui rétorque avoir recouru à la guerre comme moyen de pression sur Monsieur KABILA pour qu'il accepte les négociations.

Bien plus, le R.C.D. n'a pas pu auparavant maintenir sa position du seul interlocuteur congolais face au Gouvernement de Kinshasa. Encore une fois, c'est un de ses alliés, en l'occurrence l'Ouganda, qui a suscité et promu au rang de front militaire le *Mouvement de Libération du Congo* (M.L.C.). Fort de son front militaire de la Province de l'Equateur où il progresse vers Kinshasa, le M.L.C. s'est imposé comme signataire de l'accord de cessez-le-feu.

Dès lors, même s'ils ont signé le cessez-le-feu en tant qu'Etats belligérants, le Rwanda et l'Ouganda avaient encore la possibilité de continuer la guerre par l'entremise du RCD.

Après la Guerre des Alliés à Kisangani - si pas à cause d'elle - les négociateurs ont proposé que signent tous les 50 membres du « *Collège des Fondateurs* » du RCD. Cette solution, qui a l'avantage de nous faire avancer

sur le chemin d'un texte adopté par toutes les parties, est présentée comme un pis-aller. Et c'est là sa faiblesse. L'aile/Kisangani risque d'en sortir noyée dans la marrée des co-fondateurs. M. WAMBA lui-même, lors de sa destitution à la tête du Mouvement par ce même Collège, en avait déjà énergiquement contesté la compétence. Ne la reconnaît-il pas indirectement aujourd'hui quoique les textes constitutifs du Mouvement, toujours d'après M. WAMBA, n'en définiraient aucune attribution spécifique ? D'autre part, la signature des accords est concédée par un Rwanda très affaibli après la bavure de Kisangani qui risque de l'amputer de son meilleur allié dans la Région, à savoir l'Ouganda. C'est plus pour caresser l'Ouganda courroucé et humilié et éviter un isolement international que le Rwanda a levé, via son protégé, ses réserves vis-à-vis de l'aile de Kisangani.

Dans tous les cas la signature de l'Accord par 50 personnes - ce nombre élevé est une première - ouvre une brèche à des blocages éventuels dont tireraient profit ceux qui ne veulent pas de la paix. En effet, le collège est géré sur fond d'une division de fait entre deux factions rivales. Ensuite le même collège assume une lourde responsabilité dans la manière de résoudre les dissensions internes notamment quand il fut question de changer le bureau du Mouvement. Enfin la gestion intransigeante de sa crise interne a engendré une guerre qui non seulement a endeuillé des familles innocentes, mais aussi mis à nu les divergences profondes entre les principaux alliés du Mouvement. Il lui sera donc extrêmement difficile d'arriver à un consensus pour les tractations à venir : choix du facilitateur, constitution de la Commission Militaire Mixte, Dialogue national, etc.

Dans les paysages actuels, la signature des accords par 50 personnes représentant une de sept Parties (belligérants) devra être accompagnée des mécanismes additionnels susceptibles de contourner de blocages éventuels dans l'application de l'Accord.

2. Guerre de leadership au Congo

La guerre de signature de l'Accord de Cessez-le-feu à la base directe des affrontements meurtriers de Kisangani traduit ce que l'on connaît déjà à savoir la dépendance de la rébellion congolaise à ses alliés Rwandais et Ougandais.

L'Ouganda et le Rwanda cherchent chacun à s'aménager une zone d'influence sur le territoire sous contrôle de la rébellion pour des raisons économiques et politiques.

Sur le plan économique, les deux alliés s'affrontent sur :

- *la perception des contributions et taxes aux postes frontières* de Kasindi dans le Nord-Kivu et dans le district minier et agro-pastoral de l'Ituri. La douane de Kasindi génère au moins 24.000 \$ US par mois contre 4.000 à l'Ituri. L'Ouganda s'est emparé de cette partie;
- *le commerce des matières précieuses* à Kisangani et dans sa périphérie. Le Rwanda s'y est imposé avec la compagnie SAROPA à Banalia. Les taxes des

comptoirs d'achat de diamant tenus principalement par des sujets étrangers sont disputées entre l'administration du R.C.D./Goma, le R.C.D./Kisangani et le M.L.C tandis que l'exploitation de l'or en Ituri et dans le Haut-Uele est l'apanage de l'Ouganda;

- *l'exploitation du café et du bois* dans la Province de l'Equateur et la Province Orientale par l'Ouganda via le M.L.C. interposé.

Sur le plan politique, les observateurs notent que les deux alliés tiennent mordicus à contrôler le pouvoir de Kinshasa en projetant d'y installer un homme de confiance.

Le Rwanda soutient le R.C.D./Goma qui revendique la paternité de la rébellion et la prise de la ville de Kisangani; ce mouvement est dirigé par le congolais Emile ILUNGA. De son côté, l'Ouganda aligne deux chevaux, le M.L.C. et le R.C.D./Kisangani dont les dirigeants congolais sont respectivement Messieurs Jean Pierre BEMBA et Ernest WAMBA dia WAMBA. Si le premier y va par la voie militariste avec un front qui est né "spontanément" dans l'Equateur, le second - son mot magique est la paix - exploite la corde sensible du Congolais fatigué par la guerre.

Dans l'un ou l'autre cas, les deux alliés combattent le pouvoir de Kinshasa pour en assurer le contrôle au mieux de leurs intérêts. Cette marche commune ne va pas sans la recherche d'un leadership personnel. En effet, la RDC occupe une position stratégique telle que celui en assure le contrôle interfère dans la région autour du Congo.

3. L'Accord de Lusaka et la médiation zambienne

L'accord de Lusaka présente l'avantage de vouloir restaurer à la fois la paix en RDC et la stabilité dans la région autour du Congo. La démarche laisse transparaître néanmoins quelques faiblesses qu'il faudra absolument gérer pour l'aboutissement heureux des termes de l'entente.

1. **La dimension militaire.** Elle est traitée à l'article 3 dénommé "Principes de l'Accord" et concerne la cessation des hostilités. Celle-ci, avant le déploiement des vérificateurs de l'ONU et de l'OUA, est réglée et surveillée par une Commission Militaire Mixte composée d'un nombre égal des représentants de toutes les Parties et à tous les niveaux (Cf. Annexe "A" chapitre 7.1.). Les Parties, qui sont ici **juge et partie**, présentent des intérêts tellement divergents qu'il leur serait difficile de trouver un consensus sur des matières qui constituent l'objet même du conflit, notamment la question de ce que l'on appelle "Groupes armés".⁸
2. **La dimension politique.** Explicitée dans l'Annexe "A" (Modalités de mise en oeuvre), elle concerne entre autres le dialogue inter-congolais, comme prélude au nouvel ordre institutionnel, et éventuellement l'amnistie et l'asile politique sauf pour les génocidaires. Cependant, la dimension

⁸ "Groupes armés" signifie les forces autres que celles du gouvernement de la RDC, du RCD et du MLC, qui ne sont pas signataires de L'Accord du cessez-le-feu (cf. Annexe "C")

politique dans la résolution d'un conflit national, reçoit une sorte de caution morale des parties contractantes. Celles-ci se sont en effet réservées le droit de choisir un facilitateur neutre du débat national congolais. (Voir Annexe "A", chapitre 5.3.)

3. **Le désarmement des Groupes armés.** Il est confié à une Commission Militaire Mixte constituée par les Parties sous le mandat du Conseil de Sécurité des Nations Unies. C'est une véritable gageure que de penser déloger les groupes armés dont la plupart des revendications sont surtout politiques. Quand on réalise d'une part les dangers de l'opération et par conséquent la réticence des Etats à engager leurs troupes, et d'autre part les moyens financiers et matériels à réunir, il y a lieu de penser qu'il faut chercher une solution politique au démantèlement de ces *Groupes armés*.

En plus de ces faiblesses inhérentes au texte, la Zambie a commis une erreur d'appréciation de la situation en optant pour **la vérification de la légitimité** de chaque faction sur terrain à Kisangani. Cette démarche était à haut risque à plus d'un titre. D'abord, la tension avait déjà atteint le niveau des affrontements armés. Ensuite, rien n'a été dit sur la nature de cette légitimité, encore moins sur les critères de son évaluation. **Enfin, sur le plan purement moral et démocratique, l'on ne peut pas évaluer la légitimité populaire pour une rébellion que tout un peuple condamne.**

A la lumière de ce qui précède et surtout puisque le peuple congolais ne doit pas être pris en otage d'un conflit de leadership au sein d'un Mouvement non populaire, les deux parties devaient simplement signer l'Accord mais s'engager à en respecter le cursus.

Rappelons que le RCD est allé à Lusaka divisé en deux factions. Pour faire avancer la rédaction du texte de l'Accord, la médiation zambienne avait préféré différer la solution à la crise interne du RCD. La crise n'était donc pas résolue mais seulement occultée. Et malheureusement c'est cette crise qui sera à la base des affrontements entre les alliés. Ces derniers, qui avaient déjà signé l'Accord, en ont violé l'article I. qui stipule :

1. *"Les parties conviennent d'un Cessez-le-feu entre toutes leurs forces en République Démocratique du Congo.*
2. *Le Cessez-le-feu signifie :*
(...)
(b) *La cessation effective des hostilités, des mouvements et renforts militaires ainsi que des actes hostiles, y compris la propagande hostile;*
3. *Le Cessez-le-feu implique la cessation de :*
(...)
(c) *Tous les actes de violence contre les populations civiles par le respect et la protection des droits humains (...)*

(d) Toute autre action qui peut entraver l'évolution normale du processus de Cessez-le-feu".

Nous espérons qu'un jour les Témoins (Zambie, OUA, ONU, SADC) dénonceront cette violation de l'Accord et demanderont réparation pour le préjudice causé au peuple congolais ainsi qu'au processus de paix. Aussi, souhaiterions-nous, comme le prévoit l'Accord en son article III.26, que les parties se concertent rapidement pour tirer au clair les zones d'ombre de l'Accord.

4. Permissivité rwandaise

A l'analyse des faits, il ressort clairement que c'est l'armée rwandaise qui a déclenché les hostilités, suite à un plan minutieusement élaboré à Kigali. Les soldats rwandais ont étonné la population de Kisangani par leur esprit de combativité, de détermination et de persévérance. Eux au moins savent pourquoi ils se battent, et ils aiment se battre.

Non seulement la bataille des alliés a été planifiée jusque dans les détails, elle fut exécutée par des professionnels. La réussite de l'opération est due à plusieurs facteurs dont : une bonne préparation, l'effet de surprise, la supériorité numérique, le morcellement de la ville en des zones précises de combats, l'isolement de l'adversaire de ses centres de ravitaillements, la concentration de l'attaque (dans l'ensemble) sur des cibles militaires.

KIGALI a envoyé publiquement des renforts à Kisangani dès le lendemain de l'occupation, le 7 août, de quelques points stratégiques de la ville par l'armée ougandaise. Les combats se sont déroulés pendant trois jours à l'intérieur des cercles qui constituaient les points de cantonnement des positions ougandaises. L'armée ougandaise n'a fait que se défendre. Le Plateau Boyoma où est installé le Quartier Général de l'armée rwandaise n'a pas connu des combats. Il en est de même du Plateau Médical et de l'Aéroport de Simi-Simi contrôlés par les rwandais. A Mangobo, les combats ne se sont pas trop éloignés de la SOTEXKI. La Commune de la Tshopo n'a été secouée que lors du passage des éléments ougandais devant se frayer un chemin pour ramener M. WAMBA à la SOTEXKI.

Mais au delà de cette stratégie hautement digne de louanges sur le plan militaire, il y a autre chose. Le Rwanda se croit tout permis et par conséquent développe une tolérance des comportements non-conformistes. Il est donc permis au Rwanda, au nom d'une logique qui lui est propre, d'attaquer et de tuer qui il veut, quand il veut et où il veut, même ses propres partenaires.

Pour la petite histoire, il sied de rappeler que

- C'est le RWANDA qui commence la guerre de l'AFDL et y entraîne l'Ouganda et le Burundi ;
- C'est le RWANDA qui commence la guerre du RCD et y entraîne l'Ouganda et le Burundi ;

- C'est le RWANDA qui commence la guerre des Alliés et y entraîne le Burundi en l'opposant à leur parrain commun l'Ouganda ;
- C'est le RWANDA qui tue des ougandais, qu'il a entraînés dans des guerres, quand ils osent s'écarter des chemins battus ;
- C'est le RWANDA qui présente des alliés aux rebelles, que ces derniers combattront quand les intérêts rwandais l'exigeront;
- C'est le RWANDA qui met en cause les limites territoriales dans la Région des Grands Lacs et voudrait s'approprier des terres ;
- C'est le Rwanda qui détermine qui est *interhamwe* ou *mayi-mayi* et quel est son sort quel que soit l'endroit où il se trouve ;
- C'est le RWANDA qui avait décidé de façon unilatérale d'un cessez-le-feu avec Kinshasa qu'il a enfin lui-même interrompu quand il lui a plu de remonter sur le ring ;
- C'est le Rwanda, enfin, qui décide des conditions d'octroi de la nationalité congolaise à des personnes se disant congolais.

Dans cette logique univalente, la divergence d'opinions est interdite, sinon, l'arme à la main, on remet de "l'ordre". Même un simple conseil est interprété comme une désapprobation, donc une adversité, sinon une déclaration d'inimitié, pourquoi pas de guerre. En effet, il est difficile de comprendre qu'un conflit de protocole entre les rebelles congolais conduise à un affrontement meurtrier entre leurs parrains respectifs. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les affrontements du 14 au 17 août ont démontré la fragilité du système sur lequel ont été faites des alliances qui ont amené deux guerres au Congo en deux ans. On se battrait donc au Congo pour autre chose que ce qui a été jusqu'ici allégué : nationalité des Banyamulenge, sécurité aux frontières, menace des interhamwe.

Si tout est permis au pouvoir de Kigali, alors tout lui est vraiment permis, c'est-à-dire toutes les cartes, bonnes et mauvaises, toutes les chances ainsi que toutes les menaces. **La force du Rwanda est en même temps sa grande faiblesse ; c'est donc le Rwanda qui menace le Rwanda et le grand ennemi du Rwanda c'est le Rwanda lui-même.**

5. Incohérence dans la politique ougandaise

Le lendemain du Cessez-le-feu, les éléments ougandais retranchés au *Palm Beach* étaient inconsolables malgré la sympathie que leur présentaient des vieilles mamans et des jeunes gens en leur tendant des morceaux de bananes et de l'eau à boire. Ils n'osaient plus lever les yeux, et ne disaient mot.

La population de Kisangani, quoique qu'elle ait désapprouvé la guerre dès le début, a toujours été fortement impressionnée par la discipline et la discrétion des éléments ougandais. Mais cette grande armée classée parmi les meilleures de l'Afrique Centrale ne serait-elle pas un mythe ? Difficile de répondre. Du moins pour les événements de Kisangani, les raisons ne manquent pas dans les commentaires de la population : elle a été surprise ; elle a joué de la comédie ; elle a voulu épargner de grandes pertes parmi les civils, elle a été piégée par les rwandais ; elle fut trahie par ses officiers ; elle

s'est surestimée et a minimisé le danger, elle ne connaissait pas bien les artères de la ville, etc.

Dans tous les cas, en dehors des raisons militaires, il y a toute la politique de l'Ouganda dans la crise congolaise qui fait objet de réflexion.

- C'est l'Ouganda qui a créé et financé le MLC de Jean-Pierre BEMBA, un vieil ami et collaborateur des services de sécurité ougandais du temps de MOBUTU ;
- C'est l'Ouganda qui a encouragé M. WAMBA dans sa résistance et l'a soutenu moralement, matériellement et diplomatiquement ;
- C'est l'Ouganda qui a soutenu la création de la Province autonome de KIBALI-ITURI, et c'est un Officier ougandais qui en a nommé le Gouverneur ;
- C'est le commandement militaire ougandais qui a autorisé aux rwandais d'aller trier des présumés hutu, recrutés et entraînés par les ougandais ;
- Ce sont des éléments ougandais qui ont facilité la prise des villes de l'Equateur après le 10 juillet, c'est-à-dire après le Cessez-le-feu déjà signé par l'Ouganda ;
- C'est l'Ouganda qui fut le premier allié à reconnaître la présence de ses troupes en République Démocratique du Congo ;
- C'est l'Ouganda qui fut le premier allié des rebelles à parler le langage de la paix jusqu'à recevoir officiellement les émissaires de Kinshasa ;
- C'est l'Ouganda qui facilite la médiation libyenne dans la crise congolaise alors qu'il désapprouve le soutien de la même Libye en faveur du Soudan d'où partirait une rébellion contre lui ;
- C'est l'armée ougandaise qui a entretenu au sein de la population les espoirs de neutraliser les rwandais en cas d'imposture ;
- C'est l'Ouganda qui parraine pendant les années le pouvoir à Kigali.

L'Ouganda se serait donc engagé dans cette guerre par simple solidarité avec le Rwanda où poursuit-il des intérêts qui ont sensiblement divergé des préoccupations majeures du Rwanda ? M. MUSEVENI dans un discours au Parlement pour justifier l'intervention au Congo n'avait-il pas suggéré que si à la Guerre de l'AFDL, l'Ouganda n'avait rien gagné, il n'en serait pas de même cette fois. Que compte gagner l'Ouganda ? Dans tous les cas, ce n'est pas pour rien que l'Ouganda fait la guerre au Congo. Il poursuit quelque chose qu'il n'a pas dévoilé à son partenaire le Rwanda. Et ce dernier a commencé à s'en méfier. Par delà le discours positif par rapport au Rwanda, il y a lieu de s'inquiéter des accointances de l'Ouganda avec les mobutistes. Et si il faut aujourd'hui remettre les mobutistes au pouvoir, pourquoi les en avait-on chassés en 1997 ?

L'Ouganda est sans doute humilié, mais l'Ouganda est aussi victime de sa propre politique.

6. Responsabilité des politiciens et militaires congolais

L'armée du Congo n'a jamais été une armée républicaine. Elle continue à se nourrir de la répression qui a caractérisé son ancêtre, la Force

Publique du Congo-Belge et Ruanda-Urundi. Le gros de ses troupes est constitué des enfants difficiles que les parents confient à l'armée pour leur redressement.

A la faveur du Coup d'Etat du 24 novembre 1965, les militaires congolais se sont découverts des ambitions politiques. Tout le monde sait où ils ont conduit le pays jusqu'à l'avènement de l'AFDL au pouvoir.

Les politiques civils congolais ne sont pas non plus taillés dans l'étoffe des véritables patriotes. Ils considèrent la politique comme moyen de promotion sociale et une source d'enrichissement facile au détriment de l'intérêt général. Ainsi, de compromissions en compromissions, ils se laissent asservir par les étrangers pour les intérêts de ceux-ci.

La guerre du RCD a davantage mis à nu le vrai visage du politique et du militaire congolais. Mouvement politico-militaire, le RCD n'a des congolais que le nom. Il est sous l'emprise des parrains rwandais et ougandais dont la divergence des vues politiques - vraies ou fausses - sur la crise au Congo a conduit aux affrontements armés du 14 au 17 derniers à Kisangani.

Cette guerre a commencé sans les militaires congolais et s'est terminée sur un accord de cessez-le-feu obtenu en Ouganda entre les Présidents MUSEVENI et BIZIMUNGU. De même, les Chefs d'Etat Major des armées rwandaises et ougandaises dépêchés à Kisangani pour constater les dégâts des affrontements n'ont que occasionnellement associé, dans leurs investigations, la hiérarchie militaire congolaise.

Aux fronts militaires contre le pouvoir de Kinshasa, ce sont les troupes rwandaises et ougandaises qui combattent dans les premiers rangs, les congolais sont relégués sur les lignes arrières sous bon encadrement pour anéantir leur velléité à vite décrocher. Au lieu de s'en offusquer, les congolais revendiquent la paternité des victoires militaires sur la route de Kinshasa. Ainsi par exemple, pendant que les armées du Rwanda et de l'Ouganda reconnaissent s'être affrontées directement à Kisangani, le commandement militaire congolais continue à vanter la bravoure de l'ANC (Armée Nationale Congolaise) contre les forces ougandaises.

Sur le plan de la gestion des provinces contrôlées par le RCD, les dirigeants congolais n'ont pas le pouvoir réel. Celui-ci est exercé par les parrains par voie d'injonction et de recommandation. Ainsi, un étranger s'est permis d'ériger une province autonome dans la Province Orientale et y a nommé un Gouverneur. Les richesses nationales sont bradées au vu et au su des responsables militaires et politiques congolais de la rébellion. Pendant ce temps, les troupes congolaises vivent d'expédients. Elles doivent attendre la prise de Kinshasa pour prétendre à la solde.

Tant que le politique et le militaire congolais n'auraient pas assumé le droit du peuple congolais à l'autodétermination, le Congo risque d'aller de

guerre en guerre, si pas d'exploitations en exploitations, donc de violations massives en violations massives des droits de l'homme.

7. Responsabilité du peuple congolais

Le peuple congolais est la plus grande victime de toutes ces guerres. C'est lui qu'on utilise, c'est lui qui est culpabilisé quand les commanditaires n'ont pas atteint leur but, c'est lui qu'on tue.

Mais ce peuple assume une responsabilité, si petite soit-elle, dans la violation de son droit à l'autodétermination. Les tissus pillés à la SOTEXKI par les éléments rwandais et burundais ont été achetés sur place par la population : une pièce qui coûte habituellement 10 \$ a été négociée jusqu'à 1,5 \$ ou tout simplement échangée contre une bouteille d'alcool local (0,7 \$). Au matin du cessez-le-feu, on a vu des femmes en tenue de sport au centre-ville regrettant que le pillage n'ait pas commencé. Les congolais ont été utilisés par les deux radios tenues par des armées étrangères (RTNC et *Radio-Liberté*) pour s'invectiver et s'opposer.

Il ne s'agit pas pour le peuple de choisir le meilleur entre le Rwanda et l'Ouganda, mais de refuser de se laisser avilir par une idéologie qui ne corresponde à son idéal de paix et de développement.

8. Et la Communauté Internationale ?

Un an après le déclenchement de la guerre en RDC, la Communauté Internationale ne se sensibilise toujours pas suffisamment pour la restauration de la paix au Congo et dans la Région autour du Congo.

Bien sûr, le Conseil de Sécurité de l'ONU a pris plusieurs résolutions allant dans le sens de l'appel à la paix. Mais cela paraît dérisoire au regard des moyens en sa possession.

Certes, la tragédie au Congo ne représente pas un danger à la porte de l'Occident, à l'instar du KOSOVO, mais le peuple congolais ne fait-il pas partie de cette famille humaine pour laquelle, la Charte des Nations Unies a été rédigée ?

L'intérêt mitigé que la Communauté Internationale accorde au conflit en RDC et dans les Grands Lacs traduit, au détriment de l'Afrique, le déséquilibre des interventions de l'ONU qu'a dénoncé récemment le Secrétaire Général de l'ONU, le Ghanéen KOFI ANNAN. A titre illustratif, un réfugié kosovar reçoit une aide 13 fois plus grande que celle octroyée à un réfugié africain, alors que la situation de ce dernier est plus préoccupante (famine, épidémies, etc.)

Maintenant que toutes les Parties auront signé l'Accord de Lusaka, le peuple congolais attend de la Communauté Internationale des mesures

concrètes de coercition pour que les signataires respectent leurs engagements.

IV. RECOMMANDATIONS

Incontestablement, le protocole d'Accord de Lusaka reste le seul cadre perfectible pour le retour de la stabilité au Congo et dans la Région autour du Congo. Il est à souhaiter que les signataires l'exécutent de bonne foi.

C'est pourquoi nous faisons les recommandations suivantes :

Aux politiciens et militaires du RCD

- exécuter de bonne foi l'Accord;
- veiller à la sauvegarde de l'intérêt du pays;
- ne pas hypothéquer les richesses nationales dans les territoires sous leur contrôle.

Aux alliés du RCD

- exécuter de bonne foi l'Accord, notamment en ce qui concerne le retrait de leurs troupes de la RDC;
- cesser l'exploitation des richesses nationales du Congo;
- ne pas interférer dans l'administration des territoires sous contrôle de la rébellion;
- décréter l'amnistie dans leurs pays respectifs, sauf pour les génocidaires et autres criminels de guerre, pour résorber leurs rébellions internes;
- ouvrir leurs pays à une démocratie véritable.

Au peuple congolais

- ne pas se laisser entraîner dans la spirale de la violence;
- développer un esprit de discernement à l'égard du politique;
- faire pression sur les signataires pour l'exécution de bonne foi de l'accord;
- susciter des leaders au sein de la Société Civile pour l'émergence d'une nouvelle classe politique, préoccupée par l'intérêt général du pays.

A la Communauté internationale

- aider le peuple congolais à installer une démocratie plutôt que lui imposer ses chefs;
- prendre des mesures concrètes de rétorsion contre toute partie signataire de l'Accord qui le violerait;
- se mobiliser suffisamment pour la restauration de la paix au Congo et dans la Région autour du Congo.

Au Conseil de Sécurité des Nations Unies

- de condamner le Rwanda et l'Ouganda pour violation du droit à l'autodétermination du peuples congolais ;
- de condamner le Rwanda et l'Ouganda à l'indemnisation des familles ayant perdu des vis humaines et à la réparation des dommages subis par la ville de Kisangani durant les affrontements.

CONCLUSION

La guerre des Alliés du RCD en RDC a une fois de plus montré la faiblesse des alliances fondées sur les armes et la pertinence de chercher les solutions à nos problèmes par le dialogue. A ces jours le Congo a connu 11 guerres qui n'ont pas résolu son problème de fond, c'est-à-dire la prise en charge des aspirations du souverain primaire par la mise ne place des institutions démocratiques. Comme nous n'avons cessé de le dire, le dialogue reste la voie obligée pour la promotion de la paix et du développement aussi bien au Congo que dans la région autour du Congo.

Fait à Kisangani, le 30 août 1999

6^{ème} Document

« LA GUERRE DES ALLIES A KISANGANI (du 5 mai au 10 juin 2000) ET LE DROIT A LA PAIX »

Le 6^{ème} document cite dans son titre, pour la 3^{ème} fois, le terme allié. Il est occasionné par les affrontements par deux fois en moins de 40 jours entre troupes rwandaises et ougandaises, d'abord le 5 mai et puis du 5 au 10 juin. L'angle du droit sous lequel sont décrits les événements est celui de la paix. La guerre qui, a été présentée au début comme celle d'une franche du peuple contre le pouvoir central, s'est finalement révélée comme celle des divergences d'intérêts extérieurs aux congolais. Ce n'est pas gratuit que le document ait été signé le 30 juin, en la fête de l'indépendance, car cette date contraste avec les mobiles de libération qui semblent s'attribuer les belligérants. Ce document décrit des éléments dont certains remontent au 31 août 1999.

Le document a été signé le 30 juin 2000 par François Zoka, Pierre Kibaka, Jean-Pierre Badidike, et endossé par Clément Citeya qui en a assumé le toilettage et la diffusion.

INTRODUCTION

Depuis le 2 juin 2000 la République Démocratique du Congo (RDC) a totalisé vingt deux mois d'une guerre initialement amorcée par un mouvement politico-militaire dénommé *Rassemblement Congolais pour la Démocratie* (RCD) contre le Gouvernement Central. Depuis lors, la rébellion s'est démembrée en deux branches, le RCD et le MLC, respectivement parrainées par le Rwanda et l'Ouganda. Le RCD s'est lui-même fractionné en deux ailes (RCD/GOMA et RCD/KISANGANI ou RCD/ML) dont la deuxième fonctionne sous le parapluie ougandais.

Les divergences entre poulains n'étaient en fait que le reflet des divergences entre parrains. Ceux-ci, qui se sont déjà militairement affrontés à Kisangani au mois d'août 1999, ont réitéré leur exploit dans la même ville successivement le 05 mai 2000 et du 05 au 10 juin 2000. Ce sont ces exploits, si exploits il y a, que le *Groupe Justice et Libération*, Association des Droits de l'Homme basée à Kisangani, veut décrire dans ce document¹, le sixième qu'il publie depuis le début de la guerre.

Le présent document, qui couvre la période du 5 mai au 30 juin 2000, comportera trois parties à savoir : la description des événements, leur

¹ Depuis le début de la Guerre déclenchée le 2 août 1998, Le *Groupe Justice et Libération* a déjà publié 5 documents qui ont respectivement porté sur : « *Les 45 premiers jours de la Guerre* », « *Les conséquences politiques et socio-économiques* », « *Les droits des peuples* », « *Le Droit Humanitaire International* » et « *La Guerre des Alliés en RDC et le droit à l'autodétermination du peuple congolais* ».

traitement au regard des Droits de l'Homme, enfin une appréciation suivie de quelques recommandations.

Notre Groupe étant une Association des Droits de l'Homme, notre lecture et notre appréciation des événements relatifs à ce qu'il est convenu d'appeler **la Bataille du 5 mai** et **la Bataille des six jours**, se feront à travers le prisme des violations des Droits de l'Homme ; **le Droit à la Paix** constituera notre principal cadre d'approche.

I. LES FAITS

Vendredi 5 mai. Il est 3 h 30' du matin. Des détonations inhabituelles réveillent de leur paisible sommeil les habitants de Kisangani, désarçonnés mais non autrement surpris. En effet, ils s'y attendaient depuis quelques jours car rien ne cachait plus le paroxysme de la tension entre les armées du Rwanda et de l'Ouganda.

A Kisangani, la préparation à la session de l'Examen d'Etat dominait l'actualité. La situation politique dans le pays était marquée par la visite de la délégation *onusienne* à Kinshasa, venue négocier la tenue du dialogue inter-congolais et la possibilité de déploiement de la force de maintien de la paix. Le Gouvernement de Kinshasa, qui avait refusé d'adhérer aux propositions de M. KITUMINE MASIRE, médiateur du conflit congolais, propositions qui entrevoyaient, entre autres, la tenue du dialogue inter-congolais dans un pays africain autre que la RDC, avait, à cette occasion, assoupli certaines de ses conditions.

A. LA SYNERGIE POUR LA PAIX (SYPA)

La population à Kisangani vit au rythme de la *Synergie pour la Paix*, en sigle SYPA. **Synergie pour la Paix est un cadre de travail regroupant une vingtaine d'associations de la Société Civile** : *Droits de l'Homme, Education Civique, Développement, Groupe de Femmes, Syndicats, Groupes d'Eglise, Cadres de recherche, Jeunes, Associations culturelles*, etc.

La SYPA organise depuis le mois de février une série d'activités en faveur de la paix : sensibilisation des milieux scolaires et universitaires, vulgarisation de l'*Accord de Lusaka*, sessions de formation sur la résolution pacifique des conflits, publication de textes littéraires sur la paix, activités sportives, théâtrales et musicales à l'issue desquelles des prix de paix sont octroyés, émissions radio et télédiffusées, distribution de tee-shirts avec mention "*Tous pour la paix*", etc. Toutes ces activités ont eu un impact considérable dans la ville où visiblement le peuple est fatigué d'une guerre inutile et absurde.

Les responsables politiques et militaires ont soutenu la campagne de

la SYPA en faveur de la paix. Ils ont pris part à toutes les activités auxquelles ils étaient invités. Ils ont même contribué financièrement à la réussite du Tournoi de football pour la paix.

C'est à ce moment précis où tous, politiciens, militaires et civils, expriment de plus en plus publiquement leur désir de paix, que les Alliés de la rébellion décident de se tirer dessus.

B. TOPOGRAPHIE DE KISANGANI

Pour mieux comprendre les derniers événements, une petite description de la ville de Kisangani est nécessaire.

Kisangani est une presqu'île² située entre le Fleuve Congo (sud de la ville) et les Rivières *Tshopo* (nord de la ville) et *Lindi*. La *Tshopo* se déverse dans la *Lindi*, affluent du Fleuve à la limite nord-ouest de la ville. On parle habituellement des quartiers *Rive Gauche* et *Rive Droite* par rapport au Centre-ville situé sur l'île.

La *Rive Gauche* est une extension de la ville sur *la rive gauche du Fleuve*, et la *Rive Droite* est un arrondissement de la ville sur *la rive droite de la Rivière Tshopo*. La *Rive Gauche* constitue une commune urbaine au sud de la ville ; on s'y rend par bac (quand il y a du carburant) mais régulièrement par pirogue à moteur ou à pagaies. La *Rive Droite* est un quartier de la Commune *Tshopo* au nord de la ville à laquelle elle est reliée par le pont sur la *Tshopo* ; c'est la porte menant à BUTA.

Kisangani a deux aéroports, l'Aéroport International de *Bangboka* situé à l'est de la ville, et l'Aéroport de *Simi-Simi* situé à l'ouest.

Six routes désenclavent Kisangani : Route de BUTA, passant par le Pont sur la *Tshopo*, Route de l'ITURI, Route de LUBUTU, Route d'UBUNDU (en amont du fleuve), Route d'OPALA (longeant en aval la rive gauche du Fleuve), Route de YANGAMBI (longeant en aval la rive droite du Fleuve) vers BUMBA.

C. CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS DEPUIS LE 31 AOÛT 1999

Les affrontements des mois de mai et juin 2000 sont la suite logique d'une série de faits qui sont advenus depuis le 31 août 1999, date où le RCD a signé *l'Accord de Cessez-le feu* de Lusaka.³

² Etymologiquement, le nom *Kisangani* est composé d'un substantif swahili «*kisanga*» qui signifie «*île*» et du suffixe locatif «*ni*» qui signifie «*dans*», «*sur*», etc. *Kisangani* veut donc dire «*sur l'île*».

³ Le 31 août est aussi la date de publication de notre dernier document portant sur la «*Guerre des Alliés et le droit à l'autodétermination du peuple congolais*».

Rappelons que cette signature a été activée au lendemain des affrontements armés entre les troupes rwandaises et ougandaises du 14 au 17 août à Kisangani. **Si la signature de l'Accord a quelque peu colmaté les brèches, elle ouvrirait néanmoins la porte à un nouvel affrontement, tant les frustrations ont été profondes.** La succession des événements nous le montre à suffisance :

- **31 août 1999** : signature de l'Accord de Lusaka⁴ par 50 membres fondateurs du R.C.D.
- **01 septembre 1999** :
 - marche de la paix organisée à Kisangani par le Gouverneur de Province qui annonce la fin des hostilités;
 - libération de MM. OLENGA, KOSEKE et TABIN, arrêtés au D.S.R. (Département de la Sécurité et des Renseignements) sous le prétexte d'intelligence avec les éléments ougandais autour de la *Guerre des trois jours*;
- **02 septembre 1999** : les soldats ougandais quittent les installations de la SOTEXKI pour la FORESTIERE. Plusieurs unités ougandaises iront camper à *Bafwasende*, à 260 Km de Kisangani, Route de l'ITURI.
- **05 septembre 1999** : rencontre entre la SOCIPO (*Société Civile de la Province Orientale*) et la délégation du RCD/Goma conduite par M. BENE KABALA, chef de département à l'Urbanisme, Habitat et Titres Fonciers. La délégation du RCD a reproché à la Société Civile sa tiédeur envers la rébellion. La même délégation fait retomber la responsabilité de *la Guerre des trois jours* sur la population qui, selon elle, n'avait pas voulu écouter les avertissements du RCD, avertissements selon lesquels la population devait s'abstenir de suivre les partisans de M. WAMBA. "D'ailleurs, concluait le chef de la délégation, cela se répétera en cas de récurrence".
- **06 septembre 1999** : Organisation par les éléments de la Police Nationale d'une marche de Paix pour saluer la signature de l'Accord de Lusaka par le RCD.
- **19 septembre 1999** : dans le cadre des Accords de *Mweya* en Ouganda, les soldats congolais et rwandais quittent le territoire de *Banalia* pour Kisangani, à la grande satisfaction de la population de cette localité.
- **Du 22 au 25 septembre 1999** : séjour à *Banalia* d'une mission du G.J.L (*Groupe Justice et Libération*) qui a été mise au courant des faits suivants :
 - à *Yambelo* (52 km de Kisangani) assassinat d'une femme par un élément de l'ANC⁵ qui avait volé dans sa maison.
 - assassinat à 21 km de *Banalia* sur la route de *Panga* d'un *tolekiste* (chauffeur de vélo-taxi) par un policier. Ce dernier avait exigé du *tolekiste* une somme de 500.000 NZ à titre d'effort de guerre. Le pauvre, qui ne disposait que de 200.000 NZ, a été abattu de quatre balles. La population de *Banalia* s'est révoltée et a exigé que le soldat coupable soit fusillé publiquement.
 - vol de 2 motos de l'UNICEF (à la disposition du service de vaccination)

⁴ Le Rwanda et l'Ouganda sont signataires de cet accord.

⁵ ANC : abréviation de Armée Nationale Congolaise (appellation des rebelles congolais dépendant du RCD/Goma).

par quatre éléments de l'ANC sur la route de *Panga*. Ils ont en outre ravi la moto d'un particulier et commis plusieurs actes d'exaction à l'endroit de paisibles citoyens et commerçants.

- **25 septembre 1999** : une rumeur, relayée par la radio RTNC, annonce l'entrée imminente des *May May* à Kisangani. La ville est restée paralysée (magasins, bureaux, marchés fermés), toutes les activités ont été suspendues.
- **27 septembre 1999** : une délégation parlementaire rwandaise séjourne à Kisangani pour dissuader la population d'organiser les élections populaires à tous les échelons de l'administration Territoriale (Gouverneur, Vice-Gouverneur, Bourgmestres, Chefs de quartiers, etc.), élections prévues par les Accords signés à *Mweya* entre les Présidents rwandais et ougandais après la Guerre des Trois Jours. Les notables et autres représentants de certaines associations refuseront, effectivement, par une déclaration, l'organisation desdites élections. Le RCD aussi, par la voix du Gouverneur, rejettera la tenue de ces élections.
- **30 septembre 1999** : les soldats ougandais venus de *Buta* occupent *Banalia* et y installent les autorités politico-administratives du MLC.
- **02 octobre 1999** : annonce de la création du RCD/ML du Professeur Ernest WAMBA dia WAMBA et publication de son équipe gouvernementale avec onze Commissaires.
- **11 octobre 1999** : réunion à Kampala de la *Commission Militaire Mixte* prévue par l'*Accord de Lusaka*.
- **15 octobre 1999** : réunion à Lusaka de la *Commission Politique* prévue par le même Accord.
- **17 octobre 1999** : départ obligatoire pour Kigali de plus de 500 personnes (cadres administratifs, étudiants, *tolekistes* et chômeurs, etc.) parmi lesquelles le Maire de la ville et ses adjoints, les bourgmestres des communes et leurs adjoints, les chefs des quartiers. Le motif prétendu du voyage est un séminaire sur la gestion. A leur retour à Kisangani après un mois, ils annonceront qu'ils avaient en fait suivi une formation politico-militaire au Rwanda.
- **Jeudi 02 décembre 1999** : l'armée ougandaise prend possession de *Bengamisa* (58 km de Kisangani) et y installe les autorités administratives du MLC.
- **Mercredi 15 décembre 1999** : circule à Kisangani, à l'intention des membres de la Société Civile, l'information relative à la tenue à Kinshasa en mi-janvier d'un forum nommé *Consultation Nationale*.
- **Samedi 18 décembre 1999** : le Professeur WAMBA destitue, par décret, Mme Adèle LOTSHOVE de ses fonctions de Gouverneur de *Kibali-Ituri* et la remplace par M. Ernest URINGI.
- **Mardi 21 décembre 1999** : mise en place à *Kabale*, en Ouganda, d'un Front Commun de la Rébellion, constitué des trois mouvements rebelles MLC, RCD et RCD/ML et ceci en présence des représentants des gouvernements rwandais et ougandais.
- **Samedi 25 décembre 1999** : un avion *Illouyichine*, en provenance de Kampala, affrété par l'armée ougandaise, atterrit à 14 H 30' à l'aéroport international de *Bangboka*. A son bord, trente-six (36) sacs contenant une importante somme d'argent en coupures de 20 et 100 Francs Congolais,

équivalant à près de 600.000 \$ U.S. Le colis est convoyé par Monsieur MAMADOU, sujet malien, qui travaille pour le compte de la Maison d'achat de diamant "VICTORIA". La Maison VICTORIA, dirigée par Monsieur TALAL, de nationalité libanaise, est sous la protection ougandaise. C'est pourquoi une équipe de militaires ougandais est venue, sous le commandement d'un Colonel, escorter les sacs d'argent. Le service du D.S.R. en poste à l'aéroport a saisi un sac. Alertés, les militaires Ougandais ont mis sens dessus dessous les services du D.S.R. à l'aéroport et ont tabassé et dévêtu Madame Nicole NDOLO, adjointe au Chef de Poste, qui était enceinte. Ils ont ensuite poursuivi et arrêté MM. Claude UBINDI et Lucien OMEYANGA, qui avaient dénoncé la contrebande. Les prisonniers ont été acheminés à *Kasese* (en Ouganda) pour être jugés. Ils y sont restés pendant trois semaines.

- **Mercredi 5 janvier 2000** : les troupes ougandaises, venues de *Bengamisa*, s'installent à 36 km de Kisangani.
- **Semaine du 17 au 22 janvier** : en présence du Gouverneur de Province, conférence de restitution de la rencontre de KABALE tenue par MM. Frédéric ESISO et Jean Pierre LOLA, respectivement Chef du Département de l'Enseignement Supérieur et chef du Département Adjoint des Transports et Communications. Au cours de cette restitution, ils annoncent la tenue à Kisangani, le 04 février 2000, de la réunion du Forum des Leaders de la Rébellion.
- Limogeage du Vice-Gouverneur Justin YOGBAA à qui sont reprochés sa tiédeur envers le RCD et la mauvaise gestion de l'affaire d'argent frauduleux du 25 décembre 1999.⁶
- **Samedi 22 janvier 2000** : les autorités du RCD décident de convertir en *Centre de formation des policiers* le Camp militaire *Kapalata* (9 km de Kisangani), abandonné par les éléments ougandais au lendemain des Accords de *Mweya*, à la suite de la *Guerre des Trois Jours*.
- **Jeudi 27 janvier 2000** : ouverture solennelle du *Centre de formation des policiers* de *Kapalata* par une prise d'armes, à l'occasion de laquelle le Gouverneur a présenté ses deux adjoints, MM. Jean-Pierre LOLA KISANGA et Maurice ABIBU SAKAPELA, ainsi que le nouveau directeur du DSR, M. MUSA KITOKO. Le *camp Kapalata* n'étant pas encore habitable, les policiers n'y sont pas restés ce jour-là.
- **Vendredi 28 janvier 2000** : pour contrer le projet du RCD, des éléments ougandais, à bord de quatre camions, viennent chaque jour du Camp FORESTIERE pour travailler à la réfection du *camp Kapalata*.
- **Dimanche 30 janvier 2000** : le Gouverneur de Province demande à la population de Kisangani, à travers l'émission *Vie et Société* de la RTNC, de protester contre la tenue à Kisangani de la réunion du *Forum des Leaders* de la rébellion. La date et le lieu de la réunion avaient été décidés à la rencontre de *Kabale*. D'après le Gouverneur, la présence de M. WAMBA à Kisangani entraînerait des troubles dans la ville.
- **Mercredi 02 février 2000** : Conférence de presse organisée à *l'Hôtel*

⁶ Voir Chronologie des événements : 25 décembre. Plus tard, M. YOGBAA a été nommé Chef du Département Adjoint des Transports et Communications.

*Congo Palace par Visa Province Orientale*⁷, les *Notables*, les *Leaders Politiques et de la Société Civile*⁸ pour protester contre la tenue à Kisangani de la réunion du Forum des Leaders des trois factions de la rébellion prévue lors de la dernière réunion de *Kabale* en Ouganda. La raison principale invoquée est que la présence de M. WAMBA à Kisangani serait synonyme de trouble et peut-être cause d'une nouvelle guerre entre les rwandais et les ougandais. Les autorités provinciales du RCD/Goma ont repris ce message à leur actif pour le répercuter à leur hiérarchie. Ainsi la réunion n'a pu se tenir à Kisangani.

- **Vendredi 04 février 2000** : des éléments ougandais venus du point kilométrique 36 occupent le Camp *Kapalata* et le rebaptisent « *Lumumba Training Center* ».
- **Lundi 07 février 2000** : les troupes ougandaises interdisent l'accès du Camp *Kapalata* (*Lumumba Training Center*) aux policiers venus se présenter pour une prise d'armes sur ordre des autorités du RCD.
- **Dimanche 13 février 2000** : après plusieurs tractations, la délégation de la Société Civile de la Province Orientale est autorisée à se rendre à Kinshasa pour prendre part aux travaux de la *Consultation Nationale*.
- **Mercredi 01 mars 2000** : les cadres politiques et politico-militaires du RCD/Goma de la Province Orientale organisent une marche à travers les artères de la ville, réclamant la destitution de toutes les autorités provinciales pour mauvaise gestion. Au *gouvernorat*, M. MUDUMBI, Chef de Département de l'administration du Territoire, les reçoit à l'extérieur et leur adresse des mises en garde. Quelques heures après, M. MUDUMBI suspendra toutes les activités du RCD à travers la Province Orientale. Cette mesure sera ensuite levée par M. MENDE, Chef de Département à la Mobilisation, Propagande, Jeunesse et Sports, lors de son séjour à Kisangani.
- **Dimanche 05 mars 2000** : on signale la présence à Kisangani du Commandant ougandais *Kazini* et du congolais *Tango Tango*⁹ venus, a-t-on dit, débaucher ceux de l'ANC. Le Gouverneur de Province et le Commandant *Tango Four*¹⁰ de la 7^{ème} Brigade déclarent *Tango Tango* « *persona non grata* » à Kisangani pour le motif qu'il était déserteur de l'ANC. Ils menacent quiconque le garderait chez lui. M. MENDE, qui séjournera quelques jours plus tard à Kisangani, reprendra les mêmes menaces sur les ondes de la Radio Nationale. Curieusement, *Tango Tango* se promène librement, quoique sous escorte ougandaise, dans les rues de la ville.

⁷ *Visa Province Orientale* est une ONG dont la spécificité n'est pas très bien connue du moins sur le plan de la classification habituelle des ONG de la Société Civile en Droits de l'homme, Développement, Syndicats, Presse, Femmes, etc.

⁸ *Les leaders Politiques et de la Société Civile* est un forum qui réunit quelques citoyens s'estimant leaders sur le plan politique et associatif.

⁹ Le Général KAZINI commandait les troupes ougandaises lors la Guerre des trois jours. *Tango Tango* est un nom de code de William BALENGELE, ancien commandant de la 7^{ème} Brigade à Kisangani. Il a été destitué et relégué à GOMA après la Guerre des trois jours pour n'avoir pas exécuté des ordres de la hiérarchie du RCD. Evadé de Goma, il s'est réfugié en Ouganda où il entretient des relations avec le RCD de M. WAMBA.

¹⁰ *Tango Four* ou *Tango Fort*, Gabriel AMISI de son vrai nom, a remplacé *Tango Tango* au poste de Commandant de la 7^{ème} Brigade après la Guerre des Trois jours.

- **Du lundi 27 mars au mercredi 29 mars 2000** : à l'issue de la 3^{ème} réunion des Gouverneurs de Province tenue à Goma, il est décidé que toutes les autorités territoriales cumulent leurs fonctions avec celles de responsable numéro un du mouvement, comme à l'époque du M.P.R. Ainsi, par exemple, le Gouverneur de Province devient en même temps Président Provincial du RCD.
- **Mercredi 03 mai 2000** : marche de colère organisée par le RCD contre la présence ougandaise dans la ville de Kisangani. Les activités sont de façon informelle suspendues dans toute la ville de Kisangani pour obliger la population (élèves, étudiants, fonctionnaires, vendeurs et autres opérateurs économiques) à manifester son mécontentement contre la présence des soldats de l'UPDF qui « s'apprêtaient à détruire la ville ». En fait, les manifestants, au lieu de suivre les directives des organisateurs, ont réclamé le départ des ougandais et des rwandais. La marche s'est achevée devant le Bureau du Président Provincial du RCD et Gouverneur de Province à qui un cahier de charges contre les ougandais a été remis. La RTNC à travers l'émission *Congo Nouveau* (une émission spécialisée du RCD) a repris durant toute sa tranche, des propos discourtois contre l'UPDF.
- **Jeudi 04 mai 2000** : les soldats de l'UPDF en faction à la rive droite de la *Rivière Tshopo* interdisent, à partir de 11 h 00', le retour à la rive gauche (de la *Tshopo*) de tous les *Boyomais*¹¹ ayant traversé pour diverses raisons (vendeurs, commerçants, élèves et même ceux qui sont allés enterrer leurs morts au cimetière de la Rive Droite).

C. POSITIONS RESPECTIVES DES ARMEES

Avant les affrontements du 05 mai, la ville est coupée en quatre aires : le nord, le sud, l'est et l'ouest.

L'armée ougandaise (soldats et officiers) occupe l'extrémité est (Aéroport de *Bangboka* et Camp FORESTIERE) ainsi que le nord (*Rive Droite* : Camp *Kapalata*). Les ougandais ont une base arrière à *Bafwasende* (260 km sur la route de *l'Ituri*) ainsi qu'à *Buta* (300 km de Kisangani), devenu le centre principal de ravitaillement. En fait toute la route de BUTA (du *Pont Tshopo* jusqu'à *Buta*) est parsemée de positions ougandaises (*Km 36*, *Bengamisa*, *Banalia*, *Kole*, etc.).

L'armée rwandaise occupe l'ouest (Aéroport de *Simi-Simi* jusqu'à la *Lindi* et le sud (*Rive Gauche* : Camp *Lukusa*), contrôlant ainsi les routes menant à *Isangi*, à *Opala* et à *Ubundu*. Elle occupe tout le centre-ville sous supervision de l'ANC. Les bâtiments de la RTNC, de l'Office des Routes, etc. hébergent les soldats tandis que les officiers logent dans des résidences de particuliers au centre ville, notamment au Building *Lengema*. Les rwandais ont une base arrière à *Lubutu* avec détachement à *Wanie-Rukula* (58 km de Kisangani).

¹¹ *Boyomais* signifie habitant de la ville de Kisangani, dénommée aussi *Boyoma*.

La branche congolaise du RCD d'obédience rwandaise occupe le Centre-Ville (*Camp Ketele*) et la *Rive Gauche* (*Camp Lukusa*).

D. PREPARATIFS

C'est depuis le 1^{er} mai que, tout en le niant dans les médias, les troupes rwandaises et ougandaises ont mis la dernière main aux plans de guerre en vue des affrontements directs.

- **Lundi 1^{er} mai** : une compagnie ougandaise stationnée au Km 36, route de BUTA, arrive au Camp *Kapalata*. Avec cette compagnie se trouvent des centaines d'éléments congolais de la DSP¹².
- **Mardi 2 mai** : les éléments rwandais inspectent la rive gauche de la rivière *Tshopo* et y prennent progressivement position sur une distance de 20 km.
- **Mercredi 3 mai** : le Commandant *Tango Four* (ou *Tango Fort*), de la 7^{ème} brigade (côté congolais) informe la population d'essais de tirs à l'arme lourde au cours de la journée du jeudi.
- **Jeudi 4 mai** : les deux armées sont face à face au *Pont Tshopo*, chacune occupant une rive. Les civils peuvent passer de la Rive Gauche (position rwandaise) vers la rive droite (position ougandaise) de la Rivière mais il n'y a pas de mouvement inverse. La population s'inquiète et certains refusent de traverser pour ne pas être coincés. L'armée ougandaise ordonne à la population de la Rive Droite de déménager d'au moins 7 km, sur la Route BUTA. Les essais ont effectivement lieu pendant 2 heures de 12 h 00' à 14 h 00' et sont opérés à partir de la rive gauche du Fleuve. Les ougandais ne laissent plus sortir les citoyens congolais en déplacement à la Rive Droite. Toute la population est déplacée jusqu'au km 20. L'armée ougandaise campe sur ses positions à la *Rive Droite* et autour de l'Aéroport de *Bangboka* ainsi que sur la Route de *l'Ituri* et *Lubutu*. De leur côté, en plus de leurs positions traditionnelles, les militaires rwandais et congolais se déploient aux points suivants au Centre-ville : Km 6 et toute la Commune de *Kabondo*, Grand Séminaire, *Maison Comboni*, *Maison Deo-Soli*, Usine de traitement des eaux (REGIDESO), *Bralima* et *Unibra*, Centrale thermique de la SNEL, *Sotexki*, plusieurs artères de la Commune *Makiso* (Centre-Ville), le marché LITOYI, le marché DJOUBAIN à *Pumuzika*. Ce même jour, les autorités politiques et administratives du RCD déménagent de leurs résidences. Plusieurs traversent le Fleuve pour passer la nuit à la Rive Gauche. Les militaires congolais de l'ANC se mobilisent à partir de 19 h 00' autour du Commandant *Tango Fort* dans les bâtiments de l'Etat-major (au Centre-ville).

E. AFFRONTEMENTS

Les affrontements entre les armées du Rwanda et de l'Ouganda ont été

¹² DSP : Division Spéciale Présidentielle de l'armée de M. MOBUTU, combattant dans les rangs des rebelles dirigés par M. BEMBA.

entrecoupés de trêves et de négociations.

LA BATAILLE DU 5 MAI

- **Vendredi 5 mai** : à 3 h 30 du matin, des tirs à l'arme lourde interrompent le sommeil de la population qui se contente de se terrer chez elle. L'origine de ces tirs est encore difficile à déterminer. A 4 h 00', trois fortes détonations sont localisées vers le terrain de football du Grand Séminaire où campent les troupes rwandaises. Les militaires rwandais et ougandais de la *Commission Militaire Mixte* qui patrouillaient se tirent dessus au Camp *Ketele*. Le même scénario se passe dans la zone de l'Aéroport de *Bangboka* où deux voitures militaires ont été atteintes à la roquette. Les détonations continuent sans arrêt jusqu'à 6 h 30'. Le tracé lumineux que dessinent les projectiles de chaque tir dans le ciel ténébreux ainsi que la résistance sonore de la trajectoire focalisent les positions d'attaque et de lancement de part et d'autre de la *Rivière Tshopo*, du Fleuve Congo et de la Zone des deux aéroports. Après une brève accalmie, vers 8 h reprennent les tirs à l'arme lourde, légèrement accompagnés du crépitement d'armes automatiques (de 10 h 00' à 11 h 00'), jusqu'à 16 h 30'. Un calme de mort règne sur la ville jusqu'à 22 h 00' quand retentiront des tirs à l'arme automatique pendant 5 minutes, autour du *Pont Tshopo* où les deux armées sont stationnées face à face. On a compté plus de 30 morts et 150 blessés parmi les civils. Des obus en quantité (autour de 250) sont tombés sur la ville et plus précisément aux endroits suivants : RTNC, Immeubles *Lengema*, SNEL, SEDEC, *Plankumu* (Sun Air), Cliniques Universitaires, Hôpital Général, Résidence officielle du Gouverneur (dépôt des munitions de l'armée rwandaise), Hôtel Trois Maisons, Paroisse Ste Marthe *Rive Gauche*, Quartier *Basoko*, Quartier *Mokili Doso*, Plateau *Boyoma*, *Kabondo*, Quartier *Pumuzika* et autres quartiers de la commune *Tshopo*. Le déroulement des hostilités était accompagné toute la journée par des commentaires belliqueux des deux radios, à savoir la radio RALI (Radio-Liberté) d'obédience ougandaise et la RTNC (la Radio officielle) d'obédience rwandaise. A 10 h 00', la RALI avait d'ailleurs annoncé la prise de la ville par les soldats de l'UPDF qui auraient mis en fuite ceux de l'APR. Quelques minutes seulement après, la RTNC annoncera que les combats continuaient et que la situation ne s'était pas encore éclaircie. A 12 h 15', trois fortes détonations sont entendues à la radio (RTNC) où les émissions se sont arrêtées brusquement pour reprendre à 17 h 00' avec le message du Gouverneur de Province appelant la population au calme et annonçant que les troupes du RCD contrôlaient toute la situation et poursuivraient les ougandais jusqu'au dernier élément. Le Gouverneur a aussi tenu les ougandais pour responsables des victimes humaines et dommages matériels. Ni le vendredi, ni le samedi, le CICR n'a été autorisé à circuler pour ramasser les corps et apporter assistance aux blessés. Depuis le 5 mai, le courant électrique n'arrive plus à la FORESTIERE ni dans la zone environnante occupée par les civils. Panne ou acte volontaire ? Les deux aéroports sont fermés.
- **Samedi 6 mai** : la journée relativement calme est principalement

consacrée à l'inhumation des victimes, dont plusieurs dans les parcelles des familles. Une rafale à la mitrailleuse est entendue entre 10 h 00' et 10 h 30'. Dans la matinée, un avion est visé par des tirs de l'armée ougandaise. Vers 19 h 00' des éléments rwandais et congolais sont dépêchés à *Yangambi* par voie fluviale pour aller contrer des ougandais qui seraient en train de contourner la ville pour amorcer une attaque par derrière. Deux barrières sont érigées sur la route de l'Aéroport de *Bangboka*, une au point kilométrique 6 contrôlée par l'armée rwandaise, une autre au Km 11 sous contrôle ougandais. La route est interdite aux automobiles.

- **Dimanche 7 mai** : la population se rend timidement au culte en quête d'un réconfort. L'armée congolaise du RCD procède à des arrestations de congolais soupçonnés d'être en intelligence avec les ougandais ou tout simplement ne partageant pas l'idéologie et la vision du RCD : M. Thomas KABULUKU (Directeur de Congo SEP), M. Bovic KATUMBAYI (Ancien agent de Congo Air Lines), M. Kas KASONGO (Gérant de Pétro-Congo & Elf), Dr Robert KABEMBA (Médecin-Directeur de la *Maison Médicale*). Il leur est communiqué une liste de 9 personnes sur laquelle figure le nom de l'Abbé Jean-Pierre BADIDIKE à qui on reproche d'avoir donné, sur les ondes de RFI et de la Voix de l'Amérique, une version des faits contraire à celle du RCD. Les interpellés ont été relâchés le lundi matin à 6 h 00' sans aucun procès, sur intervention des officiers rwandais.
- **Lundi 8 mai** :
 - début de la session de l'Examen d'Etat dans un imbroglio indescriptible. Le nombre des cahiers d'items est insuffisant pour celui des élèves. Certains jettent des pierres sur les centres;
 - l'émission Congo Nouveau de la RTNC menace l'Abbé Jean-Pierre BADIDIKE pour avoir accordé des interviews sur la guerre à des radios étrangères;
 - des tracts signés par le *Groupe des Cinquante Sacrifiés*¹³ réclament le départ des troupes ougandaises et rwandaises et invitent la population à la résistance;
 - le Maire de la Ville réunit tous les *agents territoriaux* de Kisangani (bourgmestres des communes, chefs de quartiers, cadres politico-militaires du RCD) pour leur demander de protester contre la présence des éléments de l'UPDF à Kisangani le jour où la délégation des Nations Unies arrivera dans la ville ;
 - deux compagnies de l'armée ougandaise traversent - en amont du pont - la *Rivière Tshopo* au point kilométrique 24 de l'ancienne route de BUTA (cette route passe par le Grand Séminaire). Les rwandais renforcent leurs positions autour du Grand Séminaire et installent une unité d'élite dans la palmeraie.
- **Mardi 9 mai** :
 - un accrochage a lieu entre les deux armées dans la zone de l'Aéroport de *Bangboka* et sur la route de *Lubutu* (entre 17 et 40 km). Des tirs à l'arme lourde sont entendus entre 1 h 00' et 3 h 00' du matin. Ces affrontements ont causé plus de 300 morts parmi les militaires.

¹³ Ce groupe est inconnu à Kisangani.

- à 9 h 00', la RALI diffuse un communiqué de l'armée ougandaise qui enjoint à la population de quitter le Centre-ville dans les 50 minutes afin qu'elle procède au bombardement de la station de la RTNC. Naturellement la panique est générale : militaires rwandais et congolais, administratifs, civils, cyclistes et automobilistes, vendeurs du marché. C'est la débandade. Le centre ville est vidé dans les 30 minutes, seuls restent sur place les curieux et quelques téméraires. La session de l'Examen d'Etat est perturbée, certains élèves ne passeront les examens qu'à 16 h 00' alors que leurs condisciples ont fini avant 12 h 00'. Entre-temps les militaires rwandais creusent des trous de fusiliers un peu partout dans les parcelles de la population civile. Des mouvements de militaires rwandais s'observent chaque soir, ils quittent la Rive Gauche du fleuve pour se rendre à *l'Immotshopo* et à la *Tshopo* du côté de la BRALIMA. A la *Rive Droite*, les ougandais interdisent aux habitants de rejoindre leurs demeures ; la population déplacée continue à passer la nuit dehors, bravant les intempéries et la faim.
- **Mercredi 10 mai :**
- la MONUC/Kisangani reçoit le Gouverneur et son Conseil Provincial de sécurité ;
- par un communiqué diffusé sur la radio nationale, le Gouverneur réquisitionne les techniciens de la SNCC (Société Nationale des Chemins de Fer du Congo) pour finaliser les travaux de réparation de la locomotive desservant la ligne *Kisangani - Ubundu*. Le trafic sur cette voie ferrée est interrompu depuis plusieurs mois;
- l'armée ougandaise est amplement ravitaillée à partir de BUTA en hommes (beaucoup de congolais) et munitions. Des rotations d'hélicoptère sont régulières (3 par jour) entre BUTA et le Km 36. C'est par le trafic automobile que le point kilométrique 36 est relié au Camp *Kapalata*. La route de l'Aéroport de *Bangboka* (et non l'aéroport) est ouverte aux automobiles de 8 h 00' à 18 00'; les passants sont systématiquement fouillés aux deux barrières (rwandaise et ougandaise).
- **Jeudi 11 mai :**
- la mission de la MONUC annoncée n'est pas arrivée. La session de l'Examen d'Etat prend fin dans une atmosphère moins tendue que les deux premières journées;
- les troupes ougandaises stationnées à *Bumba* remontent le fleuve et prennent possession de la Zone de *Basoko* (260 Km de Kisangani) et y installent des autorités politiques et administratives d'obédience MLC.
- **Vendredi 12 mai :**
- les délégués de la MONUC venant de Kinshasa atterrissent à Kisangani. Il est 16 h 12'. A 17 h 00', ils rendent visite au Gouverneur de Province (entouré de son Conseil de sécurité) à qui ils précisent leur mission, strictement limitée aux aspects militaires ;
- le Commandant KAZINI de l'UPDF adresse un ultimatum de 2 jours à l'APR pour quitter la ville;
- sur invitation de l'ONG Visa Province Orientale, un culte pour la paix est organisé sur la place des Martyrs ; les autorités politiques et administratives y ont pris part.
- **Samedi 13 mai :**

- le train est dépêché à *Ubundu* (125 km de Kisangani) théoriquement (selon la RTNC) pour chercher des denrées alimentaires et approvisionner la ville. Les rumeurs parlent plutôt d'une opération de récupération des militaires rwandais débarqués à *Lubutu* (245 km de Kisangani) pour venir prêter main forte aux troupes déjà présentes en ville. C'est le Vice-Gouverneur chargé de l'administration, Monsieur Maurice ABIBU qui inaugure la réouverture de cette ligne après plusieurs mois d'interruption;
- la MONUC continue sa mission et ses contacts militaires. Malgré l'insistance de la SYPA (*Synergie pour la Paix*) pour qu'ils reçoivent et écoutent les doléances de la population, les délégués de la MONUC refusent toute entrevue avec les civils en dehors du Gouverneur. La MONUC reçoit le Commandant de la 7^{ème} Brigade avec son Etat Major. Ce dernier exige que la MONUC limite la démilitarisation de la ville aux troupes étrangères.
- **Dimanche 14 mai 2000** : les Présidents ougandais et rwandais, réunis à *Mwanza* en Tanzanie, réaffirment leur volonté de démilitariser Kisangani.
- **Lundi 15 mai** :
 - l'*Hôtel-Restaurant Wagenia* est en flammes depuis 2 h 00' du matin. Cet incendie d'origine obscure a été précédé par un crépitement de balles à l'arme automatique au Centre-Ville, environ une heure avant qu'on ait vu les flammes. La *Synergie pour la Paix* (SYPA) a commis un avocat, en la personne de Me Firmin YANGAMBI, pour une enquête indépendante ainsi que la constitution des dossiers physiques de toutes les victimes de la guerre en vue de poursuites judiciaires et de réparation;
 - la MONUC remet au Gouverneur le rapport de ses contacts et consultations concernant la démilitarisation de la ville. Le Gouverneur y répondra par un texte de 6 pages mettant en cause l'armée ougandaise dans tous les troubles survenus à Kisangani depuis plus d'une année. L'ANC, pour sa part, relayant les déclarations du Commandant Jean-Pierre ONDEKANE, affirme ne pas être concernée par la démilitarisation;
 - la MONUC négocie le retour des civils retenus par l'armée ougandaise à la *Rive Droite*.
- **Mardi 16 mai** :
 - le Pont sur la *Tshopo* est ouvert, et les habitants de Kisangani qui étaient bloqués à la Rive Droite sont autorisés à rejoindre leurs familles. Sur la rive gauche du pont, ils sont systématiquement fouillés par les éléments congolais de l'ANC au grand mécontentement des officiers rwandais intervenus pour laisser les gens partir librement ;
 - le *Groupe Justice et Libération* est saisi de l'arrestation de 19 femmes soupçonnées d'intelligence avec l'armée ougandaise.
- **Mercredi 17 mai** :
 - le Pont sur la *Tshopo* est de nouveau interdit d'accès, cette fois-ci dans les deux sens. La population de la *Rive Droite* reste déplacée entre les points kilométriques 13 et 22 et ne peut traverser le Pont;
 - des militaires rwandais en position au Cimetière de *Kamba Kamba* refusent toute inhumation après 13 h 00'. Ils obligent pour ce faire les familles à creuser des tombes ne dépassant pas un mètre;
 - la présence de soldats ougandais et congolais est signalée à *Yabwanza*

(190 km de Kisangani et 70 km de *Basoko*)

- **Jeudi 18 mai :**
- *Synergie pour la Paix* (SYPA) réunit les associations membres pour examiner la situation de la guerre;
- le *Groupe Justice et Libération* signe un communiqué de presse condamnant l'appel à la guerre, l'incitation à la haine et l'injure facile distillées nuit et jour sur les antennes des radios RTNC et RALI;
- le Gouverneur, entouré de son Conseil de Sécurité, réunit les animateurs des émissions spécialisées du RCD pour les inviter à suivre la déontologie journalistique et ne plus verser dans la bassesse des injures et des appels à la violence. A la même occasion, il demande au Directeur de la RTNC, Monsieur Joseph HERY mis en congé par l'armée, de reprendre le service avec tout son staff régulier.
- **Vendredi 19 mai :** arrivée à Kisangani d'une délégation *onusienne* conduite par M. Charles PETRI du PNUD/Kinshasa. Cette délégation discute avec les autorités politiques et militaires sur les dangers de dérapage des émissions hostiles appelant à la haine et à la guerre.
- **Samedi 20 mai :**
- *Synergie Pour la Paix* écrit à la MONUC en réservant copies aux parties belligérantes pour suggérer **la tenue du Débat Intercongolais à Kisangani**. Dans ce cadre, Kisangani a besoin d'une neutralité politique devant arranger toutes les parties;
- le commandement militaire rwandais ordonne au Gouverneur de maintenir le "vaillant commandant MBUYI TSHIBWABWA" comme directeur intérimaire de la RTNC. Ce dernier s'est toujours illustré dans les attaques personnelles contre les adversaires du RCD et de l'armée rwandaise.
- **Dimanche 21 mai :** la population de Kisangani s'attend à de nouveaux affrontements entre les Alliés. Le déploiement des militaires, qui ont creusé des trous toute la matinée, a accrédité cette thèse. La rumeur fait état de l'atterrissage à *Kapalata*, à bord d'un hélicoptère *Puma*, du Président BEMBA du MLC et de généraux *mobutistes*¹⁴ dont NZIMBI.
- **Lundi 22 mai :** les chefs d'Etat-major rwandais et ougandais signent le calendrier de désengagement de leurs troupes.
- **Mardi 23 mai :**
- arrivée à Kisangani des chefs d'Etat-major des Armées rwandaise et ougandaise.
- en matinée, l'armée rwandaise, pour gêner l'armée ougandaise, donne l'ordre à la REGIDESO de couper l'alimentation à la Rive Droite. Le Directeur de la REGIDESO en informe la MONUC et le Gouverneur en précisant que toute coupure d'eau à *Kapalata* à partir de l'usine entraînera la rupture de l'alimentation en eau de la moitié de la ville, notamment les quartiers *Kabondo*, *Kibibi*, *Amexbois*, et le Plateau *Boyoma* où logent les officiers rwandais.¹⁵

¹⁴ Partisans de Mobutu.

¹⁵ L'usine de traitement d'eau de la REGIDESO est située à 50 m du *Pont Tshopo* sur la rive occupée par l'armée rwandaise. A partir de l'usine, *Kapalata* partage la même voie d'alimentation que plusieurs autres quartiers de la ville.

- le train dépêché à *Ubundu* est de retour. A son bord, point de militaires. Néanmoins, le reporter de la RTNC, Monsieur NANGAA, qui y avait accompagné le Vice-Gouverneur, dit avoir vu des militaires congolais venant à pied d'*Ubundu* en direction de Kisangani.
- **Mercredi 24 mai :**
- le commandement militaire rwandais suspend la décision de couper l'eau à *Kapalata*;
- le journaliste NANGAA, au cours d'un reportage sur le déplacement du Vice-Gouverneur à *Ubundu*, signale des actes de pillage perpétrés par les soldats congolais entre *Ubundu* et Kisangani. Il est arrêté juste après l'émission et conduit au cachot du Bureau des Renseignements à l'Etat Major;
- en soirée l'Etat Major de l'ANC annonce à la population qu'elle se retire incessamment de la ville selon les Accords signés avec la MONUC. Les militaires rwandais quittent quelques postes d'observation en ville, notamment à la RTNC.
- **Jeudi 25 mai :**
- l'armée rwandaise réquisitionne la réserve en carburant de la société CONGO-SEP.
- une réunion entre l'APR et l'ANC tenue au quartier Général de l'APR (résidence Mokonda) recommande l'insertion des militaires de l'ANC dans la police pour les faire échapper à la démilitarisation.
- **Vendredi 26 mai :**
- les militaires reprennent leurs positions habituelles. Le commandant *Tango Four* réunit les policiers, anciens et nouveaux, au Camp PM et leur recommande la vigilance devant l'action de la MONUC qui pourrait être au service de leur ennemi;
- M. Roger LUMBALA, ancien Haut cadre du RCD/Goma, annonce sur les antennes de la RALI la création d'un nouveau parti politique, dénommé RCD/NATIONAL ; il en est le Président.
- **Samedi 27 mai :**
- le *Pont Tshopo* est ouvert à la circulation,
- l'inhumation d'un étudiant mort par suite d'une injection hasardeuse de pénicilline tourne au drame, véhicules ravis et défoncés par les étudiants, passage moyennant paiement sur l'artère menant à l'université, passants molestés et blessés (par les étudiants); tout cela se passe sans aucune intervention de la police.
- **Dimanche 28 mai :** le *Pont Tshopo* est fermé à la circulation. La population furieuse se défoule sur une voiture de la MONUC venue s'entretenir avec les militaires ougandais : certains éléments incontrôlés sont allés jusqu'à enlever des planches du pont, sous les yeux des militaires rwandais.
- **Lundi 29 mai :**
- M. Jean MASUDI KAYUMBA, pasteur néo-apostolique de la commune de *Lubunga (Rive Gauche)* est assassiné pour avoir reconnu les militaires congolais qui étaient venus piller sa maison. La population en colère a traversé le fleuve avec le cadavre pour le présenter à la MONUC. Elle a été ensuite refoulée avant d'avoir pu atteindre le *Gouvernorat*. Après avoir

repassé le fleuve, elle a mis le feu à la maison de la commune en signe de protestation;

- début des opérations de démilitarisation.
- **Mercredi 31 mai** : réouverture de l'aéroport de Bangboka aux vols civils.
- **Jeudi 1^{er} juin** : sur instigation du RCD, marche des femmes paysannes de *Mangobo* pour protester contre les exactions et viols dont elles sont victimes de la part des soldats ougandais dans leurs champs situés à la rive droite de la *Tshopo*. Les manifestantes ont terminé leur marche au bureau de la MONUC où elles ont présenté leurs doléances.
- **Samedi 3 juin** : fin de la démilitarisation de la zone 1 (aéroport de Bangboka et la Forestière). Cette opération concerne les soldats ougandais. Cependant, conformément aux accords, une compagnie ougandaise et une compagnie rwandaise sont installées à l'aéroport de Bangboka pour en assurer la surveillance.
- **Dimanche 4 juin** : le Commandant *Tango Four* visite la Forestière et l'aéroport de *Bangboka* et affirme que les troupes ougandaises ont effectivement quitté les lieux. Il demande aux travailleurs de la Forestière de réoccuper leur usine et de reprendre le travail. La RTNC diffuse le message du Gouverneur appelant tous les employés de l'aéroport à reprendre leurs activités.

LA BATAILLE DE SIX JOURS

- **Lundi 5 juin** : en ce lundi matin, la ville grouille d'activités : école, marché, bureau, usine... A 9 H 45', du côté du Pont *Tshopo* deux coups de canon retentissent, immédiatement suivis de deux autres et du crépitement des armes automatiques. Aussitôt c'est la panique, les uns restant là où ils étaient, les autres se réfugiant là où ils pouvaient, d'autres enfin fuyant sous les balles. C'est le commencement du nouveau combat à l'arme lourde entre ougandais d'une part et rwandais, burundais d'autre part, appuyés par leurs alliés congolais respectifs. 45 minutes environ après les premiers tirs, l'eau et l'électricité sont coupées. La MONUC ordonne aux appareils stationnés à l'aérogare de *Bangboka* de décoller incessamment. Les tirs se prolongent toute la journée après une accalmie entre 11 h 00' et 12 h 00'. La progression des militaires ougandais est étonnante. Ils occupent une grande partie de la Commune de la *Tshopo* jusqu'à la 6^{ème} avenue et le Plateau *Boyoma* (rond point Combonien et Kilomoto), où les rwandais réussissent à les stopper.
- **Mardi 6 juin** :
 - les soldats ougandais, maîtres du quartier de *Pumuzika*, en évacuent les habitants, leur enjoignant de passer le pont *Tshopo* pour gagner la rive droite où ils sont établis. "*Nous allons pilonner le quartier*", disaient-ils. L'exode continuera tous les jours suivants ; le nombre des déplacés sur cette route de *Buta* peut être évalué à plus de 50.000 personnes, parties la plupart sans argent et presque sans bagages. Le même mouvement aura lieu au Campus Universitaire de *Kisangani* où plus de 3.000 personnes trouvent abri, à *Simi Simi* où l'on dénombre plus de 5.000

personnes, à *Yakusu* plus de 10.000 , sur la route de *Lubutu* et dans d'autres sites plus de 25.000 ;

- un cessez-le-feu négocié par la MONUC n'est pas respecté. Des renforts rwandais arrivent en provenance de *Lubutu* et même de Kigali accompagnés par le chef d'état-major adjoint de l'APR, le Colonel KARENZI.
- **Mercredi 7 juin :**
 - une petite accalmie observée entre 8 h 00 et 10 h 00' permet à la population de souffler et même de croire à la cessation des combats. Vers 11 h 00' les combats s'intensifient et les ougandais occupent plus de la moitié de la commune Tshopo (jusqu'à la 1^{ère} avenue).
 - les officiers rwandais déclarent aux membres de la MONUC qu'ils ne sont plus en mesure d'assurer leur sécurité à la Procure des Missions où ils se sont réfugiés depuis le début des affrontements pour des raisons de communication. Ils leur demandent de quitter la ville.
 - l'après-midi ainsi que toute la nuit se livrent des combats à l'arme lourde d'une violence rare. Environ 200 obus sont tirés par heure. La Cathédrale Notre Dame du Très Saint Rosaire jouxtant la Procure est touchée par un obus, ce qui déclenche un incendie.
- **Jeudi 8 juin :** à New York, sous les auspices de l'ONU, un cessez-le-feu est signé entre les Ambassadeurs du Rwanda et de l'Ouganda. Il doit entrer en vigueur à 16 H 00 (heure de Kisangani). Pourtant, les affrontements continuent. Un obus tombe au campus universitaire de Kisangani. C'est alors la panique dans ce centre où des milliers de personnes ont trouvé refuge. Les militaires rwandais tirent à partir des résidences privées en changeant régulièrement de position pour ne pas être localisés par les ripostes ougandaises.
- **Vendredi 9 juin :** un accord est conclu entre les états majors rwandais et ougandais pour le déploiement de la MONUC entre les belligérants à partir de 10 H 00'. Cette opération ne peut avoir lieu suite à l'intensité des affrontements. Des témoignages font état de tirs gratuits à l'arme lourde sur des maisons de particuliers.
- **Samedi 10 juin :** à 20 H 00', la MONUC arrache un cessez-le-feu humanitaire de 24 heures allant du dimanche 11 juin à 8 H 00' au lundi 12 juin à 8 H 00'. Des civils sont abattus à *Pumzika* alors qu'ils récoltaient des légumes dans un jardin. La Radio Liberté reprend ses émissions et ses appels à la guerre. Les militaires congolais et rwandais s'adonnent au vol et au pillage des biens dans les maisons abandonnées. Pour leur part, les soldats ougandais ont raflé les volailles des habitants de la Tshopo au moment où ils occupaient les lieux.
- **Dimanche 11 juin :** c'est l'accalmie mais la population ne revient pas encore en ville car elle n'est pas certaine de l'arrêt des hostilités. Sur la 7^{ème} avenue Tshopo, trois militaires ougandais sont abattus à bout portant par une unité rwandaise. La RALI ordonne à la population de quitter la ville car les bombardements vont reprendre.
- **Lundi 12 juin :** la population déplacée sur la route de Buta revient en ville. Le CICR commence son opération d'inhumation et de désinfection, opération qui prendra plus d'une semaine.
- **Mardi 13 juin :**

- la Société Civile sur initiative des associations des droits humains décrète trois jours de deuil ;
- une délégation du RCD/GOMA conduite par M. ILUNGA visite la ville ;
- le premier avion humanitaire atterrit à *Kisangani* avec quelques vivres ;
- plusieurs personnes quittent la ville vers les routes de *Buta, Opala, et Yangambi* à raison d'une moyenne de 6.000 personnes par jour.
- les étudiants organisent une marche de protestation contre le Rwanda et l'Ouganda qui s'achève au bureau de la MONUC où ils déposent un cahier de revendications. Celles-ci concernent le retrait immédiat des troupes rwandaises et ougandaises de l'ensemble du territoire national ainsi que l'implication plus active de la Communauté Internationale en faveur de la restauration de la paix au Congo.
- **Mercredi 14 juin** : la MONUC reçoit des renforts en personnel pendant que son commandant est sommé de quitter d'urgence *Kisangani* car sa vie est menacée par une des armées belligérantes.
- **Jeudi 15 juin** : la Société Civile organise une journée de recueillement et de commémoration des victimes et prolonge le deuil de 10 jours. Cela se passe à la *Tshopo* qui a été un des principaux champs de bataille. A titre symbolique, en hommage aux victimes, des gerbes de fleurs sont déposées au Rond Point de la 10^{ème} avenue.
- **Vendredi 16 juin** :
 - le Conseil de Sécurité vote la résolution 1304 ordonnant le retrait immédiat de *Kisangani* des troupes rwandaises et ougandaises et le départ de la RDC de toutes les troupes étrangères, mais sans précision de date ;
 - les autorités du RCD venues de GOMA reçoivent les militants des Droits de l'homme et certains acteurs de la Société Civile. Les discussions tournent autour de l'idée de **dépolitisation** soutenue par plusieurs associations ;
 - l'armée ougandaise interdit les vols dans l'espace aérien de *Kisangani*, un avion venu de GOMA est sommé de re-décoller.
- **Samedi 17 juin** :
 - l'armée rwandaise commence le désengagement de la ville notamment à partir de *Simi Simi* et du Plateau Boyoma. Les militaires congolais réoccupent certaines des positions rwandaises notamment sur l'ancienne route de BUTA ;
 - une délégation de l'Union Européenne passe à peine quelques heures à *Kisangani* pour évaluer les dégâts et les besoins de la population.
- **Dimanche 18 juin** : L'armée ougandaise entame timidement son retrait du Camp *Kapalata*. Le mouvement d'exode de la population diminue sensiblement. L'ANC conforte ses positions le long de la Rivière *Tshopo* en prévention d'une attaque de l'A.L.C.¹⁶ de BEMBA.
- **Lundi 19 juin** :
 - les militaires ougandais assistés par la MONUC déminent le *Pont Tshopo* : ils en extraient 18 mines antichars.
 - la Société Civile annonce son plan de dix actions en faveur de la paix. Les autorités locales du RCD y réagissent négativement. Des acteurs de la

¹⁶ A.L.C. : Armée de Libération du Congo, la branche armée du M.L.C.

Société Civile sont interpellés.

- **Mardi 20 juin :**
 - la RTNC attaque la Société Civile et l'Eglise Catholique, en particulier certains prêtres, à cause de leur engagement dans les actions de paix ;
 - les militaires ougandais quittent tous le camp *Kapalata* conformément aux accords de démilitarisation de la ville et se dirigent vers *Banalia*.
- **Mercredi 21 juin :** on signale la présence de militaires ougandais dans la zone forestière du km 18 (route de *Buta*) ainsi que celle de rwandais et congolais au km 17 ancienne route de *Buta*.
- **Jeudi 22 juin :** le Conseil Provincial de Sécurité tient une réunion extraordinaire au cours de laquelle il est décidé d'arrêter ou d'expulser de la Province Orientale, certains acteurs de la Société Civile.
- **Vendredi 23 juin :** le Gouverneur de Province adresse un message à la population ; il avait aussi invité les associations à un entretien qui n'a pas eu lieu faute de participants.
- **Samedi 24 juin :** le RCD, par la voix du Gouverneur, réquisitionne la Station de *Télévision Boyoma* et l'immeuble qui l'abrite. Il s'agit dans les deux cas de propriétés privées de la Famille *Lengema*. De nouvelles autorités sont nommées à la RTNC avec un Comité Editorial composé d'un représentant de l'armée, de services de sécurité, du RCD et d'un journaliste de la RTNC. C'est le Gouverneur de Province qui procède à ces nominations alors que cette prérogative revient au P.D.G. de la RTNC.
- **Dimanche 25 juin :** arrivée à Kisangani des ambassadeurs de Belgique, d'Espagne et d'Italie. Après un petit tour au centre-ville, ils rentrent à Kinshasa.
- **Lundi 26 juin :** dans la cour de l'*Hôtel Olympia* la Société Civile organise un culte pour clôturer les journées de deuil et de commémoration des victimes des affrontements.
- **Mardi 27 juin :** la Société Civile est saisie de la présence massive de militaires rwandais et congolais travestis en civil.
- **Mercredi 28 juin :** à la Rive Gauche, Mlle TSHITUKA, âgée de 17 ans, est abattue par des militaires congolais qui ont tenté de la violer et de subtiliser les biens de la famille. Son frère, mortellement touché, succombera aux Cliniques Universitaires trois jours plus tard. Le corps de Mlle TSHITUKA a été présenté à la MONUC et au commandement militaire de l'ANC. Le commandant *Tango Four* abat lui-même publiquement, sans autre forme de procès, un des assassins présumés.
- **Jeudi 29 juin :** arrivée à Kisangani pour 5 heures de M. Louis Michel, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères de la Belgique. Il s'entretient successivement avec les autorités locales du RCD, les responsables de l'Eglise catholique et les délégués de la Société Civile. Il visite aussi le Pont Tshopo, le quartier de *Pumuzika*, la 15^{ème} avenue *Tshopo* l'Hôpital Général et les Cliniques Universitaires.
- **Vendredi 30 juin :** la journée du 40^{ème} anniversaire de l'indépendance se passe dans l'indifférence et le traumatisme.

II. EU EGARD AUX DROITS DE L'HOMME

Les belligérants des combats du 05 mai puis du 05 au 10 juin 2000 à

Kisangani ont commis des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des violations flagrantes du Droit International Humanitaire.

A. CRIMES DE GUERRE, VIOLATIONS FLAGRANTES DU DROIT HUMANITAIRE INTERNATIONAL ET CRIMES CONTRE L'HUMANITE

Le crime de guerre est défini dans la Charte de Londres du 08 août 1945 comme la violation des lois ou coutumes de la guerre. Celles-ci ont été codifiées par les quatre Conventions de Genève de 1949 complétées par deux Protocoles. Le crime de guerre peut également être considéré comme un crime contre l'humanité.

1. Massacres des populations civiles

Durant six jours, plus de 10.000 obus et des milliers de balles à l'arme légère et automatique ont été tirés dans la ville, tuant environ 1.000 personnes et en blessant plus de 3.000 autres. Ces tirs n'ont apporté aucun avantage militaire aux parties belligérantes. Or l'article 57 du Protocole I aux Conventions de Genève stipule, à son alinéa 2 point iii "*en ce qui concerne les attaques, les précautions suivantes doivent être prises :*

- a) ...
- i) ...
- ii) ...
- iii) *s'abstenir de lancer une attaque dont on peut attendre qu'elle cause incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, ..., qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret direct attendu"*

2. Représailles contre la population civile

Le quartier peuplé allant de la 15^{ème} avenue *Tshopo* à *Pumuzika* a subi un pilonnage en règle qui a détruit les habitations civiles. Celles-ci avaient été auparavant vidées de la plupart de leurs habitants qui avaient été dirigés par les soldats ougandais sur la rive droite de la *Tshopo*. Les forces rwandaises avaient accusé cette population d'avoir hébergé les soldats ougandais qui, selon elles, auraient pris position dans ce quartier la veille au soir des affrontements.

L'article 51 alinéa 6 du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève interdit les attaques dirigées à titre de représailles contre la population civile ou des personnes civiles.

3. Utilisation de la population civile comme bouclier humain

Les belligérants avaient pris position dans certains quartiers de la ville pour organiser et conduire leurs attaques. Dans bien des cas, ils n'étaient séparés que par quelques avenues plaçant ainsi les populations civiles entre deux feux très nourris. Tel a été le cas dans les quartiers de *Saïo*, *Pumuzika*, de la 7^{ème} à la 9^{ème} avenue *Tshopo*, de la 10^{ème} à la 17^{ème} avenue *Tshopo*, au

rond-point Comboni et au Plateau Boyoma. Les tireurs d'obus étaient si mobiles que la riposte ennemie atteignait inévitablement sur des cibles civiles. C'est ce qui explique que des familles entières ont été exterminées par des obus.

Devant ce danger suspendu sur leurs têtes, bien des personnes ont voulu quitter leurs domiciles mais en ont été empêchées par des soldats rwandais. Il faudrait noter que, contrairement à l'U.P.D.F., l'A.P.R. n'a pas organisé l'évacuation des civils des quartiers qu'elle contrôlait pour les soustraire à la mort.

Pourtant, parmi les tâches humanitaires destinées à protéger la population civile contre les dangers des hostilités, l'évacuation est recommandée par l'article 61 du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève.

4. Coupure d'eau et d'électricité

L'article 54 du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève interdit d'attaquer ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile tels que les installations d'eau et d'électricité.

Or, quelques minutes après le début de la bataille entre l'U.P.D.F. et l'A.P.R., l'eau et le courant avaient été coupés. On apprendra après les hostilités que ces installations avaient été touchées par des balles. Les belligérants n'ont même pas daigné respecter une trêve humanitaire pour la remise d'eau et de courant. Ainsi plusieurs personnes sont mortes de balles perdues ou d'éclats d'obus alors qu'elles cherchaient à s'approvisionner en eau dans des sources ou puits installés loin de chez elles. De même, la nuit l'obscurité augmentait l'angoisse lorsque sifflaient les obus dans le ciel.

5. Obstruction au C.I.C.R.

L'article 15 de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949 stipule dans ses alinéas 2 et 3 :

"Toutes les fois que les circonstances le permettront, un armistice, une interruption de feu ou des arrangements locaux seront convenus pour permettre l'enlèvement, l'échange et le transport des blessés laissés sur le champ de bataille".

"De même, des arrangements locaux pourront être conclus entre les parties au conflit pour l'évacuation ou l'échange des blessés et malades d'une zone assiégée ou encerclée et pour le passage de personnel sanitaire et religieux et de matériel sanitaire à destination de cette zone".

Les belligérants n'ont pas respecté cette clause humanitaire tout au long des combats. Aussi, les nombreux cadavres jonchant les rues et gisant

dans des maisons se sont-ils décomposés sur place. Un risque d'épidémie certain plane sur la ville si des dispositions adéquates ne sont pas rapidement prises. S'agissant particulièrement des cadavres des soldats ougandais, non seulement ils ont été dépouillés et dénudés, mais, ils ont été laissés ostensiblement sur place par les soldats rwandais comme ils avaient, du reste, agi lors de la guerre des trois jours en août 1999. C'est, semble-t-il, leur façon de prouver aux yeux du public, qu'ils sont invincibles.

B. DROIT A LA VIE

L'article 6 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques du 16 décembre 1966 stipule : "**Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie**".

1. Morts du 05 mai 2000

Au cours de la bataille une trentaine de personnes ont perdu la vie.

Cf. ANNEXE 1.

2. Morts de la bataille du 05 au 10 juin 2000

Il est impossible à l'heure actuelle d'établir un bilan définitif mais, compte tenu du nombre d'obus lancés sur la ville (10.000) et de nos observations, on peut estimer qu'il y a eu un millier de morts civils. Nous connaissons des parcelles dans lesquelles sept membres d'une même famille ont été tués sur le coup.

Cf. ANNEXE I.

3. Blessés du 05 mai 2000

Les blessés ont été répartis dans différentes institutions sanitaires, à savoir Cliniques Universitaires, Centre de Santé St Joseph, Dispensaire Confiance, Centre de Santé *Kondima*, Maison Médicale, Hôpital de Référence de Kabondo...

Cf. ANNEXE I

4. Blessés de la bataille du 05 au 10 juin 2000

Ils sont extrêmement nombreux, au moins 3.000 d'après les chiffres en notre possession et plusieurs succombent encore à leurs blessures. D'autres ont dû être amputés et seront infirmes à vie. Les hôpitaux ont été débordés et n'ont pu donner tous les soins appropriés.

5. Asphyxie de la ville entre le 05 et le 31 mai 2000

La ville de Kisangani a été quadrillée par les troupes qui ont empêché tout ravitaillement. Toutes les voies (routières, fluviales et aériennes) ont été obturées pendant un mois.

Les militaires ont aussi occupé les eaux, la brousse et la forêt faisant obstacle aux activités de pêche, d'agriculture et de commerce.

C. DROIT DE PROPRIETE

1. Immeubles

Bataille du 05 mai 2000

Des résidences de particuliers ont été touchées et plusieurs immeubles ont été endommagés.

- Une maison sur la 10^{ème} avenue n°2, *Tshopo*; une maison sur la 12^{ème} n°115, *Tshopo* (toute la toiture enlevée); plusieurs maisons au beach *Djubu-Djubu* (DJOUBAIN) et à *Mangobo*; Maison familiale de l'Abbé Jean Trésor MUKANGA, Boulevard du 30 juin, n° 5/A, Plateau *Boyoma*, *Makiso*; Immeuble Lengema; Immeuble SEDEC; Immeuble PLANKUMU; Banque Congolaise du Commerce Extérieur; Immeuble S.N.EL.; Immeuble TSHULU;
- Presbytère de l'Eglise Sainte Marthe à *Lubunga*; Hôpital Général de Kisangani; Cliniques Universitaires; Laboratoire des Cliniques Universitaires.

En outre, de nombreux exploitants agricoles ont été spoliés de leur récolte et de leurs outils de travail. Des champs ont été saccagés et des troupeaux décimés. Tous ces méfaits ont été commis par des militaires ougandais ou rwandais qui avaient investi les champs.

Bataille du 05 au 10 juin 2000

La ville toute entière a subi des destructions massives. Signalons particulièrement :

- dans la commune *Tshopo* tout le quartier de la 15^{ème}, 16^{ème} et 17^{ème} avenue, la 10^{ème} et la 11^{ème}, la 9^{ème} et la 8^{ème}.
- Dans la commune *Makiso*, la maison Saint Joseph abritant l'Institut Philosophique intercongrégationel Edith Stein, la maison Provinciale des Pères Montfortains et plusieurs autres résidences du Plateau *Boyoma*, la Cathédrale Notre Dame du Très Saint Rosaire, le Collège Maele, le Centre Simama pour handicapés physiques et des résidences du même quartier.

2. Meubles

A cause de la bataille du 05 au 10 juin, comme de celle du 05 mai, des biens de particuliers ont été ravés ou volés. Beaucoup de personnes ont perdu leurs biens lors des bombardements.

Des bandes d'inciviques ont profité de la situation pour opérer seules ou en complicité avec les militaires dans plusieurs résidences de particuliers.

Les militaires ougandais ont arraché des portes aux maisons du camp des sinistrés des inondations pour s'en servir comme bois de chauffage. Il en été de même pour les tables de certaines écoles.

En attendant les résultats de l'enquête initiée par la SYPA, il est rapporté à *Justice et Libération* que les éléments ougandais ont volé dans plusieurs résidences de la *Rive Droite* après avoir déplacé la population aux Km 13 et 22.

Un certain nombre de maisons de déplacés ont été vidées en l'absence de ceux-ci (entre le 05 et le 10 juin) par des militaires rwandais et congolais. Après la Bataille de six jours, la station *Télé Boyoma* a été réquisitionnée par le RCD.

D. DROITS DIVERS

Plusieurs droits ont été d'une façon ou d'une autre violés :

1. Droit à l'éducation

Le droit à l'éducation est affirmé par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (article 26), par la Déclaration des Droits de l'Enfant ainsi que par la Convention sur les Droits de l'Enfant.

Ce droit a été, à nouveau, gravement violé à Kisangani à cause de l'affrontement armé du 5 mai dernier. Et cela de deux manières.

a) Déroulement de l'Examen d'Etat, édition 1998-1999

Cet examen qui sanctionne les études secondaires de toute une promotion a été maintes fois reporté par suite de la bipartition du pays. Il était enfin programmé du 8 au 11 mai 2000, soit dix mois après la date normale et seulement deux à trois mois avant la date théorique de l'examen 1999-2000 !

Contrairement à ce que redoutait l'opinion publique, l'examen a effectivement eu lieu du 8 au 11 mai, mais il a commencé seulement trois jours après l'affrontement du 5 mai qui a semé le deuil et la désolation dans la ville.

Il est facile de deviner que cet examen passé sous le contrôle de la

MONUC, s'est déroulé dans de très mauvaises conditions. Alors que la plupart des habitants de Kisangani hésitaient encore à s'éloigner de leur domicile, on appelait les jeunes à se présenter dans les centres d'examens. Sur 2.344 inscrits, 2.050 se sont présentés mais il faut remarquer que ces 2.050 n'ont pas forcément participé à toutes les épreuves de la session (nous ne disposons pas encore des chiffres détaillés) ; les candidats demeurant sur la Rive Droite étaient d'office exclus puisque le pont était fermé à la circulation.

De multiples incidents ont marqué la session :

Le premier jour, dans les centres des autodidactes, le nombre de cahiers d'items était très inférieur au nombre de candidats. Cela s'explique par une mesure de grâce prise à l'égard des candidats qui avaient échoué à l'Examen d'Etat 1998, cette mesure étant intervenue après l'emballage des cahiers d'items venus de Kinshasa dans des malles scellées. A titre d'exemple, en section commerciale il n'y avait que 12 cahiers d'items pour 252 candidats ; la situation était semblable pour les autres sections. Il a fallu en hâte faire des photocopies (plus de 1000 exemplaires). Cela a demandé du temps. Les jeunes se sont révoltés. Dans certains centres d'examens, il y a eu de la casse et des coups ; des candidats du centre *Mapendano* sont sortis pour aller inciter à la révolte ceux du centre *Maele*. Les autres jours, le problème du nombre de cahiers d'items a été résolu avant le début des épreuves.

Mais le deuxième jour à 10 H 06', la Radio-Liberté a lancé un communiqué enjoignant à la population d'évacuer le centre ville dans les 50 minutes car les ougandais allaient bombarder la Radio Télévision Nationale Congolaise. Ce fut immédiatement la panique dans toute la ville, chacun se hâtant de rentrer chez soi. Dans les centres d'examens où les sujets avaient déjà été distribués, les candidats sont restés; mais à l'Institut Kisangani, les sujets n'avaient pas été distribués, les candidats se sont enfuis et on a dû attendre qu'ils reviennent Mais sont-ils tous revenus ?

Dans une telle ambiance, dans de telles conditions, quelle valeur pourra-t-on accorder à cet Examen ?

b) Interruption des enseignements

- **en primaire** : on peut dire que depuis le 5 mai, les enseignements n'ont repris que le lundi 22 mai 2000. D'une part, certaines écoles sont occupées par les militaires (par exemple l'école primaire *Maleke* à *Kibibi*), d'autre part certains enfants sont déplacés (changement de domicile de la famille pour fuir un quartier exposé) ; enfin et surtout les parents ont peur de laisser leurs enfants s'éloigner de la maison ;
- **en secondaire** : les écoles du centre ville reprennent progressivement depuis le lundi 15 mai. Mais dans les écoles de *Kabondo* ou *Simi-Simi* les enseignants sont là mais les élèves ne se sont présentés que le lundi 29

mai. Il faut noter qu'il s'agit là des quartiers fortement militarisés ; la prime versée par les parents aux enseignants, même au niveau du primaire, a été majorée mais, certains parents refusent de payer la totalité de cette prime pour le mois de mai au risque de voir leurs enfants exclus de l'école.

- **à l'université** : les enseignements ont repris le lundi 15 mai ;
- la bataille du 05 au 10 juin a automatiquement entraîné la fermeture des écoles et de l'université. La fin de l'année scolaire semble irrémédiablement compromise car il n'est pas question pour les parents de renvoyer leurs enfants à l'école tant que la démilitarisation et le déminage de la ville ne sont pas effectifs.

2. Arrestations

Plusieurs personnes ont été arrêtées.

Cf. Annexe I.

3. Liberté de mouvement

Les habitants de la *Rive Droite* ont été privés de toute liberté de mouvement ainsi que d'autres personnes du 4 au 27 mai.

Du 05 au 10 juin, toute la population de la ville a été bloquée dans des maisons, des caves et autres abris.

4. Viol

- Une fille de 17 ans a été violée à la Rive Droite par deux soldats ougandais la nuit du 5 au 6 mai.
- Une femme, qui allaite encore son bébé, a été violée par les militaires rwandais alors qu'elle cultivait un champ aux alentours de la SOTEXKI.
- Une femme prénommée MARTHE, amie à des civils ougandais habitant RIZACO, Boulevard Makiso n° 26/A dans la commune de la Makiso, a été violée par huit militaires congolais, la nuit du 24 au 25 mai.
- Une femme attendant famille a été violée au km 16, ancienne route de Buta par un militaire congolais le 10 juin.
- Plusieurs cas de viol ont été signalés à *Mangobo* et à la *Rive Droite*.

5. Incitation à la haine et appels à la guerre

Avant, pendant et après les affrontements, la Radio-Liberté (RALI) d'obédience ougandaise et la RTNC d'obédience rwandaise ont, nuit et jour, distillé des appels à la haine, à la vengeance et à la guerre. Cette intoxication rappelle la *Radio des Mille Collines* du Rwanda en 1994.

Ces émissions sont animées par :

- M. Jean Louis Guillaume MBUYI TSHIBWABWA, de la RTNC;
- M. Alex KIMANUKA, de la RTNC;
- M. Freddy PATAULE, de la RTNC;
- M. Joseph SANGO, de la RTNC;
- M. Maurice NGONGO, de la RTNC;
- M. Antoine Roger DIKONGO, de la RTNC;
- M. Jean LIABO MANEGAGA, de la Radio-Liberté;
- M. Théophile MBUYI, de la Radio-Liberté;
- M. Freddy MUSABA de la Radio-Liberté ;
- M. Déogratias KAHINDO KAMBI KAMBI de la Radio-Liberté ;
- M. King Georges MBULI de la Radio-Liberté;
- Mme Dorothee MANGBAMBOWA de la Radio-Liberté.

6. Violation de l'Accord de Lusaka

Les combats de Kisangani n'ont pas seulement violé plusieurs dispositions consignées dans des grandes chartes de droits de l'homme dont le Rwanda et l'Ouganda sont signataires. Ils ont, de façon massive, porté une atteinte dommageable à *l'Accord de Cessez-le-feu en République Démocratique du Congo*¹⁷ signé à LUSAKA par les Parties belligérantes en RDC, **et mis en péril le processus de paix.**

Nous citons ci-dessous quelques articles de *l'Accord de Lusaka* violés eu égard à la description des faits relatifs aux affrontements armés entre Alliés de la rébellion.

Art I. § 1

« Le Cessez-le-feu signifie :

la cessation des hostilités entre toutes les forces des Parties en République Démocratique du Congo (...)

la cessation effective des hostilités, des mouvements et renforts militaires ainsi que des actes hostiles y compris la propagande hostile. »

Art. I § 2.

« Le Cessez-le-feu implique la cessation de :

toute attaque aérienne, terrestre et maritime ainsi que tout acte de sabotage ;

toute tentative d'occupation de nouvelles positions sur le terrain et de mouvements des forces et des équipements militaires d'un endroit à l'autre sans accord préalable ;

tous les actes de violence contre les populations civiles par le respect et la protection des droits humains ; ces actes incluent (...) le harcèlement, la détention des civils sur base de leur origine ethnique, la violence sexuelle, la propagande et l'incitation à la haine ethnique et tribale, le bombardement des

¹⁷ L'Ouganda et le Rwanda sont signataires de cet Accord.

populations civiles. »

Art. III § 5.6 :

« Le Cessez-le-feu garantira la libre circulation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national de la République Démocratique du Congo. »

Art. III § 5.9 :

« Les Parties permettront l'accès immédiat et sans réserve au Comité International de la Croix Rouge (CICR)/ Croissant Rouge (CR) afin de permettre les arrangements pour la libération des prisonniers de guerre et autres personnes détenues en raison de la guerre ainsi que l'évacuation et l'inhumation des morts et le soin aux blessés. »

Art. III § 5.10

« Les Parties faciliteront l'acheminement de l'aide humanitaire grâce à l'ouverture de couloirs d'aide humanitaire et la création de conditions favorables à la fourniture de l'aide d'urgence aux personnes déplacées, aux réfugiés et autres personnes concernées. »

D. AUTRES VIOLATIONS NON LIEES AUX AFFRONTLEMENTS

Au delà des violations liées aux affrontements du 5 mai, il règne dans la Province Orientale un climat d'arbitraire et de terreur qui conduit à des abus des droits.

- **Le 7 mai**, le Commandant SAIDI de l'APR, basé à *Yaleko*, terrorise la population à qui il fait arracher poules, chèvres et paddy et réquisitionne des vélos de particuliers pour acheminer ce butin au marché de *Yanonge* où ils sont vendus pour son compte.
- Dans tout le territoire d'*Opala*, beaucoup de villageois ont déserté leurs domiciles à cause de ces tracasseries et cachent leurs filles pour les soustraire à l'appétit sexuel des militaires.
- Le responsable du DSR *Opala*, Monsieur MANDJAMBOLA brime également la population sous prétexte de recherche des militaires fuyards d'*Ikela*. A son passage, il récolte chèvres, poules et autres produits agricoles.
- Sur la route *Ubundu - Kisangani*, les militaires congolais de l'ANC extorquent les biens des paysans. La situation est pratiquement la même dans toute la périphérie de Kisangani.
- Les commandants militaires jugent et condamnent des personnes en lieu et place des juridictions normales. Ils vont jusqu'à emprisonner des prévenus dans des cachots installés à leurs domiciles.
- Le MLC fait payer des taxes à l'exportation pour le café acheté à *Bumba* et convoyé sur Kisangani comme s'il s'agissait de deux pays différents.
- **le 16 mai**, le Commandant Emmanuel de l'APR, installé à *Yatolema* (90 km de Kisangani dans le district de la Tshopo), a égorgé trois garçons du

village de *Yaolonga* dont il a arraché les cœurs. Il a taxé ces garçons d'être des militaires de l'ANC ayant fui les combats à *Ikela*.

- Le même Commandant a fait fouetter une jeune femme de *Yatolema* pour avoir fait avorter la grossesse dont il aurait été l'auteur. Les parents de la fille et les infirmiers qui avaient pratiqué l'avortement ont tous été passés à tabac.

III. APPRECIATIONS ET RECOMMANDATIONS

Au terme de la description des faits liés à *aux affrontements du 5 mai et à la bataille du 05 au 10 juin 2000* entre Alliés de la rébellion, nous aimerions partager notre appréciation de la situation et formuler quelques recommandations à l'endroit des personnes impliquées ou intéressées à la crise en RDC et dans la région des Grands Lacs.

A. APPRECIATIONS

Les affrontements armés entre l'UPDF et l'A.P.R. pour le contrôle de la ville de Kisangani rajoutent à la complexité de la crise congolaise mais ne peuvent cacher les visées réelles des ougandais et rwandais ou tout le moins de leurs parrains.

Dans tout cela, la population de Kisangani est victime de violations massives de ses droits dont le plus sacré est **le DROIT A LA PAIX**.

Droit à la paix, droit sacré de tous les peuples de la terre.

La Déclaration sur le droit des peuples à la paix approuvée par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 39/11 du 12 novembre 1984 en son point n°1 *"proclame solennellement que les peuples de la Terre ont un droit sacré à la paix"*.

Le même texte renchérit au point n°3 : *"pour assurer l'exercice du droit des peuples à la paix, il est indispensable que la politique des Etats tende (...), à l'abandon du recours à la force dans les relations internationales et au règlement pacifique des différends internationaux sur base de la Charte des Nations Unies"*.

Depuis l'atomisation du RCD en plusieurs factions sous la coupe de l'un ou l'autre des Alliés, la ville de Kisangani est devenue un champ de bataille politique et militaire, **ce qui fait de la population l'otage de la recherche du leadership**. Cela est inadmissible. La sécurité des personnes et de leurs biens s'en ressent d'autant plus qu'à chaque affrontement, **les armées se fondent dans la population civile dont elles se servent comme boucliers humains ou lancent des obus d'une façon aveugle**. Ces obus font naturellement plus de victimes dans la population civile qu'ils n'atteignent de cibles militaires. Ceci est contraire au Protocole additionnel

aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux qui stipule en son article 13 alinéa 2 *"Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne devront être l'objet d'attaques"*.

Sur le plan des dividendes politiques, chaque camp tente de s'allier la sympathie de la population en se présentant comme son libérateur après avoir démontré les impairs du camp adverse. La population qui ne suit pas ces arguties pour avoir déjà déclaré la guerre inopportune est prise ensuite à partie. Elle est ainsi accusée de prendre fait et cause pour l'un des camps. De ce fait, on l'accuse d'être à la base des affrontements sous prétexte qu'elle entretient la psychose de tension entre les Alliés. **La vérité est que ce sont plutôt ces Alliés eux-mêmes qui font circuler des bruits sur les affrontements auprès des milieux congolais qu'ils côtoient pour le commerce ou pour la prostitution. Après maturation de ces rumeurs, ils en tirent profit en déclenchant les hostilités.**

La guerre au Congo du RCD ou plutôt de ses Alliés est vraiment intolérable. Non seulement elle retarde la reconstruction du pays mais à cause d'elle **la vie à Kisangani de près de 1.000.000 d'habitants est depuis plus d'une année suspendue à la seule volonté des ougandais et rwandais, véritables maîtres du jeu de dames dont les congolais rebelles se révèlent être de simples pions. Et les derniers affrontements ont transformé Kisangani en un champ de ruines.**

1. Qui a commencé les hostilités le 5 mai et le 5 juin 2000 ?

Pour répondre à cette question, il faut remonter à la *Guerre de trois jours* ou même à la motivation de l'Ouganda et du Rwanda pour mener la guerre en RDC.

Après avoir longtemps nié leur présence au Congo, l'Ouganda et le Rwanda ont fini par avouer leur participation à la guerre en donnant pour motif la sécurité de leurs frontières avec le Congo.

L'Ouganda qui s'en veut de ne pas avoir gagné des dividendes lors de la guerre de l'AFDL en 1997, semble s'employer à **contrôler des factions rebelles (RCD/ML avec WAMBA, MLC avec BEMBA) pour qu'elles lui assurent non seulement le contrôle politique des futurs gouvernants congolais mais aussi la possibilité de piller systématiquement les richesses minières et naturelles des territoires actuellement occupés.** C'est ce qui justifie les actes de déni de la souveraineté congolaise par la création de provinces.

Le Rwanda, de son côté, s'obstine à propulser un mouvement, le RCD, dont il regrette la crise de leadership. Ici aussi, **l'ambition de contrôler le pouvoir central transparait clairement ainsi que le besoin d'argent pour continuer la guerre. Celui-ci doit venir de l'exploitation du coltan et de la cassitérite du Nord-Kivu.**

L'on se trouve donc en face **d'alliés qui cherchent chacun à placer leurs poulains au pouvoir en se couvrant derrière leurs problèmes de sécurité intérieure**. Ceux-ci, soit dit en passant, requièrent aussi une réponse interne.

Après la *Guerre de trois jours* à Kisangani, ont été prises des mesures de cohabitation qui n'ont pas trouvé un début d'exécution. Il s'agit d'abord de la Commission Militaire Mixte (ougando-rwandaise) qui n'a pas réussi à arbitrer les conflits mineurs locaux entre les deux parties. Ensuite, des élections devaient être organisées pour la mise en place des Autorités Administratives. Celles-ci n'ont jamais eu lieu, le RCD/Goma ayant opposé une fin de non exécution. Enfin, le Forum des Leaders des factions rebelles créé sous l'égide du Rwanda et de l'Ouganda à KABALE devait tenir sa seconde réunion le 04 février 2000 à Kisangani. Le RCD/Goma a, encore une fois, refusé la tenue de cette réunion sous le prétexte fallacieux que la présence de Monsieur WAMBA dia WAMBA, Président du RCD/ML, était de nature à troubler l'ordre à Kisangani.

Il y a lieu de noter aussi que l'Ouganda, qui passe pour être le parrain du pouvoir FPR et le grand pourvoyeur en armes lourdes de la rébellion - agression au Congo, n'a jamais oublié l'affront lui administré par le Rwanda lors de la guerre de trois jours.

C'est pourquoi, **aussi bien l'Ouganda que le Rwanda, savaient que le feu couvait sous la cendre et que, tôt ou tard, ils devraient s'affronter sur le sol congolais, convaincus que leurs parrains étrangers toléreraient ces affrontements** pourvu qu'ils se déroulent loin des frontières.

La veille du vendredi 05 mai, tout présageait un affrontement entre les deux armées en dépit des assurances des autorités locales et même des observateurs de la MONUC.

Les ougandais peuvent avoir été les premiers à enclencher les hostilités vu le cordon qu'ils avaient installé autour de la ville. Mais en même temps, rien ne peut empêcher d'incriminer les troupes rwandaises qui pouvaient profiter de la situation pour faire porter la responsabilité à leurs ennemis conjoncturels. Dans tous les cas, l'important n'est pas de savoir qui a commencé, mais pourquoi les deux camps se battent sur le sol de leur ennemi commun et comment arrêter leur élan belliciste.

Pour ce qui est du 05 juin, il reviendra à une commission d'enquête de déterminer qui a tiré sur le véhicule ougandais escorté de la MONUC qui revenait de l'aéroport de *Bangboka* aux environs de 9 H 00'. En effet, les premiers tirs ougandais ont été entendus 45 minutes plus tard.

2. Pourquoi les Alliés se battent-ils à et pour Kisangani ?

Troisième ville du pays, Kisangani a un passé chargé de la turbulence politique du Congo. Le Héros National, Monsieur Patrice Emery LUMUMBA y a fourbi ses premières armes avant de descendre à la conquête du pouvoir central. Ses fidèles du MNC¹⁸ ont, après son arrestation et assassinat, élu domicile à Kisangani où ils ont établi la République sécessionniste du Congo.

La rébellion de 1964 partie du *Kwilu* a pris de l'ampleur et s'est étendue sur l'Est du pays à partir de Kisangani.

Kisangani fut aussi à l'époque du M.P.R. le bastion des fidèles de M. MOBUTU et plusieurs ressortissants de la Province Orientale ont occupé des postes clés de ce régime.

La chute de Kisangani entre les mains des troupes de Monsieur KABILA en mars 1997 a ouvert la porte de la capitale. Politiquement donc, la ville de Kisangani est un atout important dans l'accession au pouvoir.

Dotée de deux aéroports, dont un international, terminus du bief navigable du fleuve Congo reliant l'ouest et l'est du pays en passant par l'Equateur, et point de jonction des routes et de la voie ferrée, la capitale de la Province Orientale est d'une importance militaire indéniable.

Enfin, Kisangani c'est aussi la métropole où se commercialisent l'or et le diamant en provenance des foyers miniers disséminés dans son hinterland et dans des contrées tributaires d'elle en produits manufacturés.

C'est tout cela qui fait courir ougandais et rwandais dans cette lutte du contrôle de la ville.

Les rwandais, sur le plan sécuritaire, tiennent Kisangani comme base avancée de la protection de leurs frontières. Sa reprise par les forces gouvernementales sonnerait le glas du régime en place à Kigali. La divergence dans la conduite de la guerre au Congo et sa finalité avec leurs acolytes ougandais accroît davantage leur susceptibilité. Il est à considérer que *Bunia*, frontalier de l'Ouganda, constitue la base avancée pour la sécurité de ce pays.

Les ougandais n'ont jamais abandonné l'idée de faire de Kisangani la base politique de l'un de leurs deux poulains en l'occurrence M. WAMBA en quête d'une assise populaire pour tenter la conquête de Kinshasa.

Enfin, **les deux Alliés ont aussi les yeux braqués sur les immenses richesses minières de la Province Orientale qui, déjà maintenant, garnissent les escarcelles des responsables publics et des particuliers des deux pays.**

¹⁸ M.N.C. : Mouvement National Congolais, Parti Politique de M. LUMUMBA.

3. Utilisation de la famine contre les personnes civiles comme méthode de combat

L'article 4 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux stipule : *"Il est interdit d'utiliser contre les personnes civiles la famine comme méthode de combat. Il est par conséquent interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage à cette fin des biens indispensables à la survie de la population, tels que les denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation"*.

Or, l'UPDF dans son déploiement progressif autour de la ville de Kisangani a fini par bloquer la circulation sur la route de BUTA, l'une des voies essentielles d'approvisionnement de la ville en denrées alimentaires provenant des champs de la périphérie de BANALIA et même de BUTA.

C'est encore par cette route que le diamant d'exploitation artisanale, véritable pourvoyeur de liquidités, transite pour les maisons d'achat et autres comptoirs de diamant installés à Kisangani.

La conséquence immédiate de cette situation est le manque de liquidités conduisant au rétrécissement de l'offre. Ainsi, les prix ont pris l'ascenseur pour les denrées essentielles. L'aide humanitaire est jusqu'à présent insuffisante et couvre à peine 10 pour cent des besoins réels de la population.

Quant à la coupure d'eau et d'électricité pendant les six jours de combats du 05 au 10 juin, elle est tout simplement criminelle !

4. La rébellion congolaise réduite au rôle de figurant

La rébellion de l'AFDL et celle du RCD passent pour être des paravents d'acteurs étrangers dont les intérêts prévalent sur les considérations nationales congolaises.

Les parrains de l'AFDL, qui ont conduit au pouvoir le régime actuel de Kinshasa, le combattent aujourd'hui parce qu'il n'a pas promu leurs intérêts.

Le RCD, qui a failli prendre le pouvoir à la faveur de l'opération du *Bas-Congo* en août 1998, étale dès lors la suprématie des Alliés ougandais et rwandais dans sa gestion.

En effet, les deux Alliés se battent militairement et rivalisent dans le pillage des ressources du Congo sans que les rebelles congolais n'en disent mot. Pour mettre fin à la *Guerre de Trois Jours* d'août 1999, du 5 mai dernier et celle de six jours, ce sont les deux chefs d'Etat Major

ougandais et rwandais qui, loin des rebelles congolais, ont décidé.

Avec un peu plus de diplomatie préventive, les rebelles congolais auraient pu désamorcer le différend entre leurs Alliés dont les signes précurseurs à Kisangani datent de l'arrivée de M. BEMBA en septembre 1998. Ce dernier s'est vu opposer par le RCD/Goma le refus catégorique d'installer à Kisangani son parti politique, le MLC. En réplique, les ougandais avaient fait circuler un tract appelant à la révolte contre les rwandais accusés de vouloir dominer le peuple congolais. Le fossé ira grandissant avec l'exclusion de M. WAMBA de la présidence du RCD/Goma. Les intérêts matériels comme dividendes de la guerre finiront par radicaliser les deux parties.

5. Non respect par les alliés des accords conclus entre eux

A considérer la progression des troupes et l'occupation des territoires conquis, l'agression dont est victime la RDC, via une rébellion fortement manipulée, est basée sur un contrat - tacite ou écrit - entre l'Ouganda et le Rwanda.

Après l'échec du débarquement de *Kitona*, le Rwanda, qui avait déjà occupé Goma, a prolongé son avancée sur Kisangani en passant par *Walikale*, *Punia* et *Lubutu*, des territoires tous connus de ses troupes depuis la guerre de l'AFDL.

De son côté, l'Ouganda, voisin direct de la Province Orientale par le district de *l'Ituri*, est entré à *Bunia* par une colonne blindée avant d'envahir *Isiro*, chef-lieu du district du *Haut-Uélé*.

L'occupation militaire était suivie par la mise en place d'une administration jusque-là commune sous le label du RCD.

Les deux armées ougandaise et rwandaise ont ensuite fait jonction à Kisangani pour descendre sur Kinshasa en transitant par l'Equateur. C'est ici qu'apparaîtra le premier accroc portant sur la coordination des troupes ougandaises, rwandaises et celles des rebelles congolais. La tentative de créer un commandement conjoint ne put résister à l'épreuve du temps. La guerre de leadership entre les vrais - faux alliés venait de commencer.

Les troupes rwandaises et leurs alliés congolais se sont chargés du front *d'Ikela* pour entrer à l'Equateur. Les militaires ougandais, traînant aussi dans leur sillage leurs congolais, ont pris d'assaut *Gbadolite* et *Zongo* après avoir guerroyé à *Buta*, *Aketi* et *Bondo* dans la Province Orientale contre les troupes tchadiennes, alliées de M. KABILA.

L'alliance de base venait donc d'être défaite. La *Guerre de trois jours* en août 1999 s'est terminée par l'accord de désengagement de la ville de Kisangani par les belligérants, accord conclu à *Mweya* en Ouganda. Aucune des parties n'a respecté cet accord, chacune faisant venir furtivement ses

troupes à Kisangani ou y cachant ses hommes dans des immeubles publics érigés en camps militaires. Le même accord avait conclu à la neutralité et à la division de la ville de Kisangani entre les deux alliés.

Aux termes de ces clauses, les autorités administratives devaient être élues tandis que la rive droite du fleuve devait être sous occupation ougandaise et la rive gauche sous contrôle rwandais. La partie rwandaise s'est opposée à l'exécution de ces clauses en prenant appui sur des prétextes aussi fallacieux que démagogiques.

Le 14 mai dernier, à l'issue des affrontements entre leurs deux armées le 5 mai à Kisangani, les Présidents rwandais et ougandais ont accepté le principe de la démilitarisation de Kisangani. Cette démilitarisation n'a pas été menée à terme en raison de la mauvaise foi des deux parties. D'où les combats du 05 au 10 juin. En dépit des derniers accords entre les deux pays, en dépit de la Résolution 1304 du Conseil de Sécurité de l'ONU, la démilitarisation de la ville et le retrait des troupes à 100 Km sont loin d'être effectifs.

Dès lors, la question demeure de la sincérité de ces deux pays quand déjà ils ne respectent pas les accords conclus entre eux : qu'en sera-t-il de l'Accord de Lusaka ?

6. Rébellion ou agression !

Dans les différends armés internationaux, la qualification de l'acte est déterminante pour l'action à entreprendre par l'ONU aux termes des chapitres 6, 7 et 8 de la Charte Internationale des Nations Unies sur le règlement des conflits.

La Guerre au Congo est considérée par les uns comme une insurrection interne (rébellion) et par les autres comme une agression.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a, dans sa résolution 1238, levé un pan du voile en demandant aux "forces non invitées" de quitter le territoire congolais. Or, on ne peut inviter à la rescousse pour faire face à la menace ou rupture de la paix dans son territoire, qu'un Etat légalement reconnu.

Les affrontements militaires entre ceux qui se présentent comme les alliés d'une rébellion congolaise finissent par exclure tout doute sur l'agression dont l'Etat congolais est victime.

La guerre de l'AFDL dont les acteurs se retrouvent dans la guerre actuelle, se révèle être également une agression contre un Etat souverain. Le Conseil de Sécurité devrait condamner, sans ambages, l'agression dont est victime le Congo de la part de l'Ouganda et du Rwanda.

7. Démilitarisation et Dépolitisation de Kisangani

La mission de l'ONU au Congo (MONUC) conduite par son chef d'état major, lors de son séjour à Kisangani du 12 au 15 mai dernier, avait préconisé l'éloignement des forces militaires des alliés du RCD pour rétablir la paix maintes fois troublée dans cette ville. Ce point de vue a été entériné par la Résolution 1304 du Conseil de Sécurité du 13 juin 2000. Il devrait s'ensuivre le déploiement des casques bleus en août prochain.

Outre la bonne foi des parties qui est sujette à caution au regard de l'expérience du passé, la démilitarisation de Kisangani ne prend pas en compte l'ensemble des divergences entre les belligérants.

En effet, les affrontements militaires ne sont en réalité que l'aboutissement d'une lutte de leadership politique au Congo entre l'Ouganda et le Rwanda. Cette lutte fait apparaître clairement le rôle que chacun des Présidents de ces deux pays veut jouer dans la Région des Grands Lacs et autour du Congo avec la bénédiction des parrains étrangers. C'est pourquoi, la restauration de la paix à Kisangani passe également par la dépolitisation de l'administration de la ville actuelle sous la direction du RCD/Goma. **Sur ce plan, il conviendrait de confier provisoirement jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions qui sortiront du dialogue inter-congolais prévu dans l'Accord de Lusaka la gestion de la ville de Kisangani à l'administration civile de l'ONU. Dans cette perspective les technocrates et personnalités de la Société Civile seraient associés à cette gestion. Sans cette dépolitisation, la tension politique entre les factions rebelles conduira à d'autres affrontements militaires,** les deux armées n'ayant qu'à parcourir 100 Km pour atteindre leur champ de bataille.

Si elles sont bien appliquées, la démilitarisation et la dépolitisation de Kisangani débloquent la difficile mise à exécution de l'Accord de Lusaka.

Néanmoins, en attendant qu'on arrive en août, la vie de toute la population de Kisangani reste malheureusement suspendue à la bonne foi que mettront les ougandais et les rwandais pour le respect de ce désengagement.

B. RECOMMANDATIONS

Si la situation de Kisangani est bien gérée, elle peut constituer un début de la fin de la guerre au Congo. Dans le processus du retour à la paix durable, nous recommandons :

1. Au Conseil de Sécurité :

- **d'assurer la neutralité politique à Kisangani,** notamment dans les secteurs suivants : l'administration publique, la justice, les services de sécurité, la presse ;

- **d'ériger un tribunal pour juger les crimes de guerre commis au Congo** depuis la guerre de l'AFDL.
- **de dire établie en droit l'agression dont est victime la RDC** par les Alliés du RCD et la condamner conformément à l'article 3 de la Résolution 3314 du 24 décembre 1974 de l'Assemblée Générale des Nations Unies ;

2. Aux Gouvernements rwandais et ougandais

- **d'indemniser les victimes humaines et matérielles de Kisangani;**
- de renoncer à la voie de la violence qui ne peut qu'engendrer violence et peut-être se retourner contre eux à long terme ;
- **de s'abstenir de manipuler les congolais;**
- de s'abstenir de toute action de nature à retarder la mise en application de *l'Accord de cessez-le-feu* de Lusaka ;
- de respecter le désengagement de leurs troupes à Kisangani et la dépolitisation de cette ville.

3. Aux pays occidentaux

- d'être encore plus solidaires avec le peuple congolais en renforçant par leurs troupes le contingent des casques bleus au lieu de se limiter à l'assistance logistique.

4. Au Médiateur du conflit en RDC

- de soutenir la **tenue du Dialogue inter-congolais** à Kisangani.

5. Aux politiciens congolais

- **de se prendre au sérieux en mettant fin au jeu de marionnettes** où ils sont passés maîtres ;

6. Au Gouvernement de Kinshasa

- de cesser de faire obstacle à la tenue du dialogue inter-congolais ;

7. Aux organisations humanitaires

- d'assurer la réinsertion sociale des personnes déplacées et traumatisées,
- **de travailler avec les ONG locales** pour que leur assistance trouve un enracinement dans la population, enracinement pouvant continuer après leur départ,
- **d'encourager et d'assister des programmes qui prônent la paix et d'élargir l'assistance aux projets de développement.**

C O N C L U S I O N

Les affrontements du 5 mai et les combats du 05 au 10 juin 2000 entre Alliés de la Rébellion congolaise n'ont fait que manifester la complexité de la crise socio-politique qui sévit en RDC et la situation difficile où s'est mise la Communauté Internationale en restant muette sur la vraie nature du conflit.

Seul un règlement pacifique, et non une victoire militaire, pourrait assurer une paix durable au Congo et dans la Région des Grands Lacs. Si déjà des nations dites Alliées dans une **cause commune** ont du mal à composer sur la **route commune** de leur marche contre un **ennemi commun**, tout laisse présager que la victoire d'une des parties ouvrirait sur une **cohabitation difficile** et laisserait subsister des **marques indélébiles de frustration et d'esprit vindicatif.**

Pour nous du *Groupe Justice et Libération* nous réaffirmons **que seul le dialogue peut nous sortir de ce borbier.** L'Accord de Lusaka, bien que perfectible, constitue la voie indiquée, tout au moins à l'heure actuelle, pour désamorcer cette crise qui visiblement dépasse ceux qui l'ont parrainée. **Dans ce contexte, la tenue rapide du Dialogue Inter-congolais, reste d'un prix inestimable pour la paix au Congo.**

Fait à Kisangani, le 30 juin 2000

En la fête de l'indépendance



Kinshasa le 17 OCT 2018

Bureau Central de Coordination

Le Directeur Général

N° 2093 /BCECO/DG/DT/KD/2018

A Son Excellence Monsieur le Ministre
d'Etat, Ministre de la Justice et Garde
des Sceaux*(Avec l'expression de notre Haute considération)*Palais de Justice, Place de
l'IndépendanceE-mail: info@minjustice.cd

Tél. +243 15 16 45 95

à Kinshasa/Gombe**Concerne :** Votre lettre 1924/BNS 673/KN/CAB/ME/MIN/J&GS/2018.**Excellence Monsieur le Ministre d'Etat,**

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre dont référence susmentionnée du 12/10/2018 relative à la collecte des informations demandées par la Cour Internationale de Justice de la Haye et vous en remercions.

Certes, le BCECo a en sa qualité du Maître d'Ouvrage Délégué, signé des conventions des travaux avec des agences locales d'exécution suivant les procédures transparentes de passation des marchés pour la réalisation des objectifs du Maître d'Ouvrage, en l'occurrence le Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et Professionnel (MEPSP) dans le cadre du projet de reconstruction, réhabilitation des infrastructures scolaires à travers la République Démocratique du Congo.

Pour la Province d'Ituri, 25 écoles ont été identifiées dont 18 écoles sont reconstruites et partiellement équipées en mobiliers scolaires et 7 écoles sont en attente de financement pour démarrer les travaux. Ces 25 écoles sont réparties dans les territoires d'Aru, Bunia, Djugu, Irumu, Mahagi et Mambasa.

Le coût unitaire moyen d'une l'école à reconstruire et à équiper en mobilier scolaire est évalué à 154.150 \$ US sans frais de gestion ni les prestations pour la supervision et la surveillance des travaux dont le coût moyen est estimé à 22.000 \$ US.

Veuillez trouver, en annexe de la présente lettre, le détail de l'évaluation du coût unitaire moyen tiré d'un échantillon significatif représentant 20% d'écoles à reconstruire dans la Province d'ITURI.

Veuillez agréer, **Excellence Monsieur le Ministre d'Etat**, l'assurance de notre parfaite considération.

MATONDO MBUNGU

Province	Territoire	Nbre	Ecoles Primaires		COUTS					Frais de Gestion	Mobilier	Ingénieur à Pieds d'Œuvre	Coût Total
					Bâtiment 1	Bâtiment 2	Bâtiment Administratif	Bloc sanitaire	Total Travaux par école				
FURI	DJUGU	1	E.P1	KILO	60 002,67	60 002,67	17 560,55	10 445,08	148 010,97	17 761,32	25 000,00	3 550,00	194 322,29
	DJUGU	1	E.P2	BWA	60 002,67	60 002,67	17 560,55	10 445,08	148 010,97	17 761,32	25 000,00	3 550,00	194 322,29
	MAMBASA	1	E.P	NYANYA 1	65 095,12	65 095,12	19 308,23	10 774,13	160 272,60	19 232,71	25 000,00	3 550,00	208 055,31
	MAMBASA	1	E.P	NYAMOVE	65 095,12	65 095,12	19 308,23	10 774,13	160 272,60	19 232,71	25 000,00	3 550,00	208 055,31
	IRUMU	1	E.P	IRUMU	60 002,67	60 002,67	17 560,55	10 445,08	148 010,97	17 761,32	25 000,00	3 550,00	194 322,29
		5			310 198,25	310 198,25	91 298,11	52 883,50	764 578,11	91 749,37	125 000,00	17 750,00	999 077,48

ARCHIDIOCESE DE KISANGANI

B.P. 505

KISANGANI

République Démocratique du Congo

**TRAVAUX DE REPARATION DES
DEGATS CAUSES PAR LA GUERRE
DU 5 AU 10 JUIN 2000**



ARCHIDIOCESE
B.P. 505
KISANGANI
RDC
 E-mail : evechedemahagi@yahoo..

BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR APOSTOLIQUE

Kisangani

A Mr le Président du Parquet Général
 de Kisangani,

Prot : AAK/036/08

**Concerne : Fiche d'Identification De la Victime du Préjudice Subi par la RDC
 lors de la guerre d'agression par l'Ouganda**

Nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe de la présente les fiches d'identification de la victime du préjudice subi par la RDC lors de la guerre d'agression par l'Ouganda du 5 au 10 juin 2000 ainsi que les dépenses des travaux de réparation.

Nous vous souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre franche collaboration.

† UTEMBI TAPA Marcel
 Evêque de Mahagi-Nioka et
 Administrateur apostolique de Kisangani



ARCHIDIOCESE DE KISANGANI
TRAVAUX DE REPARATION DES DEGATS CAUSES PAR LA GUERRE
DU 5 AU 10 JUIN 2000

N°	SITE	MONTANT
1	CATHEDRALE NOTRE DAME DU TRES SAINT ROSAIRE	
	- Total travaux	153 269,81
	- Expertise Technique 5%	7 663,49
	- Imprévus physique 10%	15 326,96
	- S/Total Cathédral prix avandr crise du 5 juin 2000	191 587,27
	- Majoration incertitude liée à l'incertitude prix 50 %	95 793,63
	S/Total CATHEDRALE prix majorés	287 380,90
2	COMPLEXE SCOLAIRE MAELE	
2.1.	COLLEGE MAELE	
2.1.1.	Bâtiment principal	199 430,35
2.1.2.	Bâtiment polyvalent	135 338,83
2.1.3.	Troisième bâtiment	146 886,53
2.1.4.	Ecole primaire	49 824,19
2.1.5.	Préaux	9 562,76
2.2.	PREBYSTERE	15 795,92
2.3.	SACRE COEUR	11 149,39
3	CHRIST ROI	33 086,83
4	COMBONI	
4.1	Maison Saint Joseph	70 651,61
4.2	Edith Stein	121 901,00
4.3	Résidence Sœurs Comboniennes	20 228,83
4.4.	Maison formation soeursComboniennes	9 047,46
4.5.	Foyer Comboni	4 648,82
5	EGLISE ANUARITE	24 879,10
6	MAISON PERES MONFORTAINS (DEO SOLI)	
6.1	Maison de Formation	24 991,87
6.2	Providence I	150 624,59
6.3	Providence II	114 889,75
6.4	Providence III	164 343,61
7	PROPEDEUTIQUE DIOCESAINE	370 459,37
8	AUMONERIE DES JEUNES	99 874,85

N°	SITE	MONTANT
9	CENTRE POUR HANDICAPES (SIMAMA)	50 890,26
10	MAISON WITTE BOLS	41 015,78
11	PAROISSE SAINT JOSEPH	
11.1	Eglise et Residence pretres	63 641,89
11.2	Ecole primaire Saliboko I	62 738,31
11.3	EP Saliboko, ancienne Eglise et bureaux	80 867,98
11.4	Centre de santé	9 773,77
12	SOEURS IMMACULEES CONCEPTION-PUMUZIKA	4 502,00
13	GRAND SEMINAIRE	43 683,20
14	BUREAU DIOCESAIN CARITAS	2 309,04
15	MAISON SŒURS USUMA	9 051,10
16	SOEURS SAINTE FAMILLE Av. Chêne	6 892,49
17.1	COMPLEXE SCOLAIRE MAPENDANO	
17.1	Résidence Soeurs Franciscaines	16 395,55
17.2	Bureau Ecole Mapendano	4 817,78
17.3	Section technique coupe et couture	94 743,00
17.4	Bâtiment polyvalent	94 743,00
17.5	Section commerciale I	94 743,00
17.6	Section commerciale II	25 822,80
17.7	Section pédagogique	68 286,96
17.8	Ecole primaire bâtiment I et II	189 486,00
	S/Total Sites 2 à 17 Prix avant crise du 5 juin	2 742 019,57
	- Frais d'expertise Technique 5 % (postes 2 à 17)	137 100,98
	- Imprévus physiques (10 %)	274 201,96
	- Majoration liée à l'incertitude prix après crise 50 %	1 371 009,79
	S/Total Sites 2 à 17 Prix majorés	4 524 332,29
	TOTAL GENERAL HORS TAXES (postes 1 à 17)	4 811 713,19

Revu et corrigé à Kisangani, le 26 juillet 2000

par:

Patrick ITUNEME ML Ir Civil des Constructions

Roger LUNDANDILA W Ir BTP

Jean LOWA Y. Ir CIB

Pionus G.B. KATUALA, Analyste

COLLEGE MAELE : BATIMENT POLYVALENT

Dévis estimatif sommaire de réparation des dégats

457,28

N°	Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
I					
O	INSTALLATION DU CHANTIER		fft		12 719,24
I	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
1.1.	Démontage de la toiture et du gitage				
1.1.1	Démontage et récupération tuiles rommaines	m ²	980,00	0,49	480,20
1.1.2	Démontage pannes et lattes en bois	m ³	31,00	0,66	20,46
1.1.3	Démontage gitages en bois	m ²	830,00	0,20	166,00
1.1.4	Démontages planches de rive	ml	146,00	0,06	8,76
1.1.5	Démontage fermes en bois	m ³	16,76	0,66	11,06
1.2.	Etayage poutres ceinture sous fermes avec bois de récupération	ml	38,40	4,15	159,36
1.3.	Démolition maçonneries de brique cuite fissurées	m ³	23,62	0,75	17,72
1.4.	Démolition partielle des linteaux en B.A.	m ³	0,65	0,75	0,49
1.5.	Démontage brise soleil façade ouest	m ²	89,50	0,75	67,13
1.6.	Démolition pavement couloir de circulation affaissé	m ²	72,33	0,20	14,47
	<i>S/total travaux préliminaires</i>				945,64
II	BETON ARME				
2.1.	Liaison poutres ceintures et linteaux	m ³	16,72	673,04	11 253,23
2.2.	Fourniture et pose brise-soleil de 5 x 17 x 135 en B.A.	m ³	0,70	673,04	471,13
	<i>S/total BA</i>				11 724,36
III	MACONNERIES D'ELEVATION				
3.1.	Reprise maçonneries de briques cuites 40 cm d'épaisseur	m ³	18,22	132,94	2 422,17
3.2.	Enduisage nouvelles maçonneries	m ²	93,00	6,55	609,15
3.3.	Rejointayage nlls maçonneries de briques cuites	m ²	93,00	4,39	408,27
3.4.	Bouchage trous d'impacts des balles au mortier de ciment	fft			250,00
	<i>S/total maçonneries</i>				3 689,59
IV	TOITURE				
4.1.	Fourniture et pose fermes en bois traité	m ³	12,06	523,09	6 308,47
4.2.	Fourniture et pose panne en bois traité	m ³	5,71	429,54	2 452,67
4.3.	Fourniture et pose tôles galvanisées 26 BG	m ²	980,00	18,90	18 522,00
4.4.	Fourniture et pose faitière	ml	88,45	16,65	1 472,69
4.5.	Fourniture et pose planches de rive en bois traité	ml	165,8	6,12	1 014,70
	<i>S/total toiture</i>				29 770,53

N° Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
V PLAFONDS				
5.1. Fourniture et pose plafond intérieur en triplex sur gitage en bois traité	m ²	830,00	21,53	17 869,90
5.2. Fourniture et pose plafond extérieur en lattes non jointives sur gitage en bois traité	m ²	161,4	17,07	2 755,10
<i>S/total plafonds</i>				20 625,00
VI MENUISERIES				
6.1. Réparation fenêtre métallique	pce	1	100,00	100,00
6.2. Renouvellement portes en bois simple battant				
6.2.1 Porte de 108 x 212	pce	1	148,80	148,80
6.2.2 Porte de 107 x 220	pce	2	153,00	306,00
6.3. Réparation porte en bois double battant 208 x 212	pce	2	287,00	574,00
6.4. Fourniture imposte vitrée de 50 x 210	pce	1	68,25	68,25
6.5. Fourniture et pose vitres de 3 mm épaisseur	m ²	25,21	72,20	1 820,16
6.7. Fourniture et pose cadre moustiquaire	m ²	22	3,40	74,80
<i>S/total menuiseries</i>				3 092,01
VII PEINTURE				
7.1. Fourniture et application latex sur murs intérieurs et extérieurs	m ²	1550	4,00	6 200,00
7.2. Fourniture et application vernis sur plafond	m ²	780	6,00	4 680,00
7.3. Fourniture et application émail sur menuiseries en bois et métallique	m ²	60	6,00	360,00
<i>S/total peinture</i>				11 240,00
VIII PAVEMENTS				
8.1. Béton de sous pavement en béton B, 10 cm d'épaisseur	m ²	72,33	45,00	3 254,85
8.2. Chappe supérieur en ciment lissé	m ²	72,33	16,77	1 212,97
8.3. Reprise pavements extérieurs 8 cm épaisseur, 1,10 m de large sur hérisson en moellon existant	m ³	10,89	450,00	4 900,50
<i>S/total pavements</i>				9 368,32
LX INSTALLATION ELECTRIQUE				
9.1. Fourniture et pose réglette TL 1 x 40 W	pce	26	44,59	1 159,34
9.2. Fourniture et pose prise avec terre	pce	6	21,73	130,38
9.3. Fourniture et pose plafonnier	pce	7	80,00	560,00
9.4. Fourniture et pose coffret de manoeuvre 324	pce	1	300,00	300,00
9.5. Fourniture et pose coffret divisionnaire de 6 cc	pce	1	100,00	100,00
Fourniture et pose interrupteur	pce	10	21,73	217,30
<i>S/total installation électrique</i>				2 467,02

<i>N°</i>	<i>Désignation des Travaux</i>	<i>Ute</i>	<i>Qté</i>	<i>Pu(usd)</i>	<i>PT(usd)</i>
X	CONSOLIDATION DES FONDATIONS PERIPHERIQUES				
10.1.	Ouverture fondations sur 60 cm de large	m3	49,36	3,52	173,75
10.2	Réparation maçonneries de fondation (scellement des moellons, reprise des joints...)	m3	101,59	121,07	12 299,50
10.3	Coulage semelle de béton 15 cm d'épaisseur en sous oeuvre	m3	11,72	450,00	5 274,00
10.4	Remblais en matériaux graveleux d'apport	m3	37,64	18,24	686,55
	S/total consolidationfondations périphériques				18 433,80
XI	ASSAINISSEMENT				
11.1.	Aménagement filet d'eau 0,5 m de côté, 10 cm d'épaisseur	ml	123,8	90,98	11 263,32
TOTAL					135 338,83

BATIMENT SCOLAIRE
Dévis estimatif sommaire de réparation des dégâts

N° Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
I				
O INSTALLATION DU CHANTIER			ffit	13 768,93
I TRAVAUX PRELIMINAIRES				
1.1. Démontage de la toiture et du gitage				
1.1.1 Démontage et récupération tuiles rommaines	m ²	980,00	0,49	480,20
1.1.2 Démontage pannes et lattes en bois	m ³	31,00	0,66	20,46
1.1.3 Démontage gitages en bois	m ²	830,00	0,20	166,00
1.1.4 Démontages planches de rive	ml	146,00	0,06	8,76
1.1.5 Démontage fermes en bois	m ³	16,76	0,66	11,06
1.2. Etagage des poutres ceinture sous fermes avec bois de récupération	ml	38,40	4,15	159,36
1.3. Démontage de la maçonnerie de brique cuite au dessus des poutres linteaux	m ³	23,62	0,75	17,72
1.4. Démolition partielle linteaux en B.A.	m ³	0,65	0,75	0,49
1.5. Démontage brise soleil façade ouest	m ²	89,50	0,75	67,13
1.6. Démolition pavement couloir de circulation	m ²	72,33	0,20	14,47
<i>S/total travaux préliminaires</i>				945,64
II BETON ARME				
2.1. Liaison poutres ceinture et linteaux	m ³	14,99	673,04	10 088,87
<i>S/total BA</i>				10 088,87
III MACONNERIES D'ELEVATION				
3.1. Reprise maçonneries de briques cuites 40 cm d'épaisseur	m ³	18,22	132,94	2 422,17
3.2. Enduisage nouvelles maçonneries	m ²	93,00	6,55	609,15
3.3. Rejointayage nles maçonneries de briques cuites	m ²	93,00	4,39	408,27
<i>S/total maçonneries</i>				3 439,59
IV TOITURE				
4.1. Fourniture et pose fermes en bois traité	m ³	12,06	523,09	6 308,47
4.2. Fourniture et pose pannes en bois traité	m ³	5,71	429,54	2 452,67
4.3. Fourniture et pose tôles galvanisées 26 BG	m ²	980,00	18,90	18 522,00
4.4. Fourniture et pose faitière	ml	88,45	16,65	1 472,69
4.5. Fourniture et pose planches de rive en bois traité	ml	165,8	6,12	1 014,70
<i>S/total toiture</i>				29 770,53

N° Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
V PLAFONDS				
5.1. Fourniture et pose plafond intérieur en triplex sur gitage en bois traité	m ²	830,00	21,53	17 869,90
5.2. Fourniture et pose plafond extérieur en lattes non jointives sur gitage en bois traité	m ²	161,4	17,07	2 755,10
<i>S/total plafonds</i>				20 625,00
VI MENUISERIES				
6.2. Renouvellement portes en bois simple battant				
6.2.1 Porte de 110 x 2,55	pce	9	168,30	1 514,70
6.2.2 Porte de 0,75 x 2,55	pce	18	114,75	2 065,50
6.5. Fourniture et pose vitres de 3 mm épaisseur	m ²	25,21	72,20	1 820,16
6.7. Fourniture et pose cadre moustiquaire	m ²	44	3,40	149,60
<i>S/total menuiserie</i>				5 549,96
VII PEINTURE				
7.1. Fourniture et application latex sur murs intérieurs et extérieurs	m ²	1990	4,00	7 960,00
7.2. Fourniture et application vernis sur plafond	m ²	780	6,00	4 680,00
7.3. Fourniture et application émail sur menuiseries en bois et métallique	m ²	60	6,00	360,00
<i>S/total peinture</i>				13 000,00
VIII PAVEMENTS				
8.1. Béton de sous pavement en béton B, 10 cm d'épaisseur	m ²	201	45,00	9 045,00
8.2. Chappe supérieur en ciment lissé	m ²	201	16,77	3 370,77
8.3. Reprise pavements extérieurs 8 cm épaisseur, 1,10 m de large sur hérisson en moellon existant	m ³	10,89	450,00	4 900,50
<i>S/total pavements</i>				17 316,27
IX INSTALLATION ELECTRIQUE				
9.1. Fourniture et pose réglette TL 1 x 40 W	pce	41	44,59	1 828,19
9.2. Fourniture et pose prise avec terre	pce	9	21,73	195,57
9.4. Fourniture et pose coffret de manoeuvre 324	pce	1	300,00	300,00
9.5. Fourniture et pose coffret divisionnaire de 6 cc	pce	1	100,00	100,00
9.6. Fourniture et pose interrupteur	pce	12	21,73	260,76
<i>S/total installation électrique</i>				2 684,52
X CONSOLIDATION FONDATIONS PERIPHERIQUES				
10.1. Ouverture fondations sur 60 cm de large	m ³	49,36	3,52	173,75
10.2 Réparation maçonneries de fondation (scellement moellons, reprise joints...)	m ³	101,59	121,07	12 299,50
10.3 Coulage semelle de béton 15 cm d'épaisseur en sous oeuvre	m ³	11,72	450,00	5 274,00
10.4 Remblais en matériaux graveleux d'apport	m ³	37,64	18,24	686,55
<i>S/total consolidation fondations périphériques</i>				18 433,80

N° Désignation des Travaux	Ute Qté	Pu(usd)	PT(usd)
11.1 Aménagement filet d'eau 0,5 m de côté, 10 cm d'épaisseur	ml	123,8	90,98
			11 263,32
TOTAL			14 688 63

COLLEGE MAELE : BATIMENT PRINCIPAL
Dévis estimatif sommaire de réparation des dégats

<i>N°</i>	<i>Désignation des Travaux</i>	<i>Uté</i>	<i>Qté</i>	<i>Pu(usd)</i>	<i>PT(usd)</i>
O	INSTALLATION DU CHANTIER			ff	19199,89
I	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
1.2.	Démontage de la toiture et du gitage				
1.2.1.	Démontage et récupération tuiles romaines	m ²	1406,00	0,49	688,94
1.2.2.	Démontage pannes et lattes en bois	m ³	37,00	0,66	24,42
1.2.3.	Démontage gitages en bois	m ²	881,60	0,20	176,32
1.2.4.	Démontages planches de rive	ml	194,90	0,06	11,69
1.2.5.	Démontage fermes en bois	m ³	20,00	0,66	13,20
1.2.6.	Etayage poutres ceinture sous fermes avec bois de récupération	ml	34,20	4,15	141,93
1.3.	Démolition maçonneries de brique cuite fissurées	m ³	63,77	0,75	47,83
1.4.	Démolition maçonneries des fondations fissurées	m ³	31,19	0,75	23,39
1.5.	Démolition partielle des linteaux en B.A.	m ³	0,65	0,75	0,49
	Démolition pavement couloirs de circulation affaissés	m ²	290,86	0,20	58,17
	<i>S/total travaux préliminaires</i>				1186,38
II	BETON ARME				
2.1.	Liaison poutres de ceinture supérieure et linteaux	m ³	16,82	673,04	11320,53
2.2.	Fourniture et pose brise-soleil de 5 x 17 x 135 en B.A.	m ³	0,41	673,04	275,95
2.3.	Reprise colonnes cassées	m ³	0,15	877,00	131,55
	<i>S/total BA</i>				11728,03
III	MACONNERIES				
	Semelle de fondation en béton B	m ³	3,59	450,00	1615,50
3.1.	Reprise maçonneries de fondation en moellon	m ³	29,34	196,06	5752,40
3.2.	Reprise maçonneries de briques cuites 40 cm d'épaisseur	m ³	63,77	132,94	8477,58
3.3.	Enduisage nouvelles maçonneries	m ²	239,34	6,55	1567,68
3.4.	Maçonneries de claustras	m ²	3,22	40,72	131,12
3.5.	Rejointayage maçonneries de briques cuites existantes	m ²	98,63	4,39	432,99
3.6.	Bouchage trous d'impacts des balles au mortier de ciment	ff			300,00
	<i>S/total maçonneries</i>				10909,36
IV	TOITURE				
4.1.	Fourniture et pose fermes en bois traité	m ³	14,39	523,09	7527,27
4.2.	Fourniture et pose panne en bois traité	m ³	6,81	429,54	2925,17
4.3.	Fourniture et pose tôles galvanisées 26 BG	m ²	1406,00	18,90	26573,40
4.4.	Fourniture et pose faitières en tôle galvanisée 26 BG	ml	135,00	16,65	2247,75
4.5.	Fourniture et pose planches de rive en bois traité	ml	194,9	6,12	1192,79
	<i>S/total toiture</i>				40466,37

N°	Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
V	PLAFONDS				
5.1.	Fourniture et pose plafonds intérieurs en triplex sur gitage en bois traité	m ²	881,60	21,53	18980,85
5.2.	Fourniture et pose plafonds extérieurs en lattes non jointives sur gitage en bois traité	m ²	102,36	17,07	1747,29
	S/total plafonds			20728,13	
VI	MENUISERIES				
6.1.	Fourniture et pose chassis métallique de 2,03 x 1,58	pce	1	224,52	224,52
6.2.	Fourniture et pose porte en bois vitrée				
6.2.1.	Porte de 108 x 212	pce	11	148,8	1636,80
6.2.2.	Porte double de 208 x 212	pce	2	287	574,00
6.3.	Fourniture et pose vitre de 3 mm épaisseur	m ²	43,1	72,2	3111,82
6.4.	Fourniture et pose cadre moustiquaire	m ²	26	3,4	88,40
	S/total menuiseries			5411,02	
VII	PEINTURE				
7.1.	Fourniture et application latex sur murs intérieurs et extérieurs	m ²	1941,08	4	7764,32
7.2.	Fourniture et application vernis sur plafonds	m ²	881,60	6	5289,60
7.3.	Fourniture et application émail sur menuiseries en bois et métallique	m ²	41,4	6	248,40
	S/total peinture			13302,32	
VIII	PAVEMENTS				
8.1.	Béton B en sous pavement, 10 cm d'épaisseur	m ²	290,86	45	13088,70
8.2.	Chappe supérieur en ciment lissé	m ²	290,86	16,77	4877,72
8.2.	Reprise pavements périphériques 8 cm épaisseur; 1,10 m de large sur hérisson en moellon existant	m ³	12,66	450	5697,00
	S/total pavements			23663,42	
IX	INSTALLATION ELECTRIQUE				
9.1.	Fourniture et pose réglette TL 1 x 40 W	pce	16	37,16	594,56
9.2.	Fourniture et pose prise avec terre	pce	14	21,73	304,22
9.3.	Fourniture et pose interrupteur simple		14	21,73	304,22
9.4.	Fourniture et pose coffret de manoeuvre 32 A	pce	1	300	300,00
9.5.	Fourniture et pose coffret divisionnaire de 12cc avec fusibles automatiques	pce	1	186,95	186,95
	S/total installation électrique			1689,95	

<i>N°</i>	<i>Désignation des Travaux</i>	<i>Uté</i>	<i>Qté</i>	<i>Pu(usd)</i>	<i>PT(usd)</i>
X	CONSOLIDATION DES FONDATIONS PERIPHERIQUES				
10.1.	Ouverture fondations sur 60 cm de large	m3	145,16	3,52	510,96
10.2.	Coulage semelle de béton 15 cm d'épaisseur en sous oeuvre	m3	19,54	450	8793,00
10.3.	Remblais en matériaux graveleux d'apport		235,62	18,24	4297,71
10.4.	Réparation maçonneries de fondation (scellement des moellons et reprise des joints)	m3	145,16	98,03	14230,03
	S/total consolidation fondations périphériques			27831,71	
XI	ASSAINISSEMENT				
11.1.	Aménagement filet d'eau 0,5 m de côté, 10 cm d'épaisseur	ml	172,8	90,98	15721,34
	S/total assainissement			15721,34	

Total	199430,35
--------------	------------------

COLLEGE MAELE : ECOLE PRIMAIRE
Dévis estimatif sommaire de réparation des dégats

<i>N°</i>	<i>Désignation des Travaux</i>	<i>Uté</i>	<i>Qté</i>	<i>Pu(usd)</i>	<i>PT(usd)</i>
INSTALLATION DU CHANTIER					
I TRAVAUX PRELIMINAIRES					
1.1.	Démontage de la toiture et du gitage	m²	550,00	0,25	134,75
1.1.1.	Démontage de la couverture en bacs auto portaj en Alu.	m²	550,00	0,25	134,75
1.1.2.	Démontage gîtages en bois éroulé	m²	92,80	0,20	18,56
1.1.3.	Démontages panne tubulaire de 1 " cassé	ml	3,30	0,86	2,83
1.1.4.	Démontage planche de rive en bois	ml	152,75	0,66	100,82
1.2.	Etagage Dalle en BA toilette	ftt			20,00
1.1.	Démolition maçonneries fissurées (toilette)	m3	63,61	0,75	47,71
Stotal travaux préliminaires 324,67					
II BETON ARME					
2.1.	Reprise linteau en BA	m3	0,13	673,04	87,50
Stotal BA 87,50					
III MACONNERIES					
3.1.	Reprise maçonneries démolies (toilette)	m3	17,26	132,94	2 294,54
3.2	Reprise plaquette moellon sur mur maçonné	m²	14,00	19,61	274,54
3.3.	Béton lavé sur 3,10 m façade nord local bureau	m²	2,48	31,46	78,02
3.4.	Enduisage murs, bureau, toilette, 1 salle de classe et impact	m²	171,17	6,55	1 121,16
3.5.	Maçonnerie de claustras	m²	3,22	40,72	131,12
Stotal maçonneries 1330,30					
IV TOITURE					
4.1.	Fourniture et pose 1 ferme métallique en cornière de 5 x 5 x 50	pce	1,00	350,90	350,90
4.2.	Fourniture et pose panne en tube de 1" avec raidissage en D 12	ml	17,30	15,17	262,44
4.3	Fourniture et pose chaînage métallique en U	ml	7,50	39,00	292,50
4.4.	Fourniture et pose tôles galvanisées 26 BG	m²	550,00	18,90	10 395,00
4.5.	Fourniture et pose planches de rive en bois traité	ml	152,75	6,12	934,83
Stotal toiture 12235,67					
V PLAFONDS					
5.1.	Fourniture et pose plafond intérieur en triplex sous gitage en bois traité	m²	115,28	21,53	2 481,98
5.2.	Fourniture et pose plafond en triplex	m²	212,42	11,02	2 340,87
Stotal plafonds 4822,85					

N°	Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
VI ETANCHEITE DALLE BETON					
6.1.	Posç bacs de récupération sur dalle toilettes	m²	40,00	9,90	396,00
	<i>S/total étanchéité dalle béton</i>			396,00	
VII MENUISERIE					
7.1.	Renouvellement porte en bois plein de 90 x 210	pce	6,00	113,40	680,40
7.2.	Fourniture et pose grille métallique de protection (bureau)	m²	2,48	70,00	173,60
	<i>S/total menuiserie</i>			854,00	
VIII PEINTURE					
8.1.	Fourniture et application latex sur murs intérieurs et extérieures	m²	904,57	4,00	3 618,28
8.2.	Fourniture et application vernis sur plafond	m²	327,70	6,00	1 966,20
8.3.	Fourniture et application émail sur menuiserie en bois et métallique	m²	43,64	6,00	261,84
	Fourniture et application anti rouille sur structures métalliques	m²	195,44	6,00	1 172,64
	<i>S/total peinture</i>			7018,96	
IX INSTALLATIONS SANITAIRES					
9.1.	Fourniture et pose WC turc	pce	3,00	370,00	1 110,00
9.2.	Construction fosse septique et puit perdu 150 usagers	pce	1,00	3000,00	3 000,00
9.3.	Reprise pavements extérieurs 10 cm d'épaisseur	m3	0,34	450,00	153,00
	<i>S/total installations sanitaires</i>			4263,00	
X INSTALLATION ELECTRIQUE					
10.1.	Fourniture et pose réglette TL 1 x 40 W	pce	12,00	37,16	445,92
10.2.	Fourniture et pose prise avec terre	pce	2,00	21,73	43,46
10.3.	Fourniture et pose interrupteur simple		6,00	21,73	130,38
	<i>S/total installation électrique</i>			619,76	
XI ASSAINISSEMENT					
11.1.	Filet d'eau triangulaire 10 cm épaisseur, 50 cm de côté	ml	110,00	90,98	10 007,80
	<i>S/total assainissement</i>			10007,80	
Total					49 824,19

COLLEGE MAELE : PREAUX

Dévis estimatif sommaire de réparation des dégats

N°	Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
	INSTALLATION DU CHANTIER			ffit	869,34
I	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
1.1.	Démontage de la toiture et du gitage				
1.2.1	Démontage et récupération tuiles romaines	m ²	145,00	0,49	71,05
1.2.2	Démontage pannes et lattes en bois	m ³	2,80	0,66	1,85
1.2.3	Démontage gitages en bois	m ²	129,15	0,20	25,83
1.2.4	Démontages planches de rive	ml	42,00	0,06	2,52
1.2.5	Démontage fermes en bois	m ³	0,76	0,66	0,50
	<i>S/total travaux préliminaires</i>			101,75	
II	REPRISE TOITURE				
2.1.	Fourniture et pose fermes en bois traité	m ³	0,31	523,09	162,16
2.2.	Fourniture et pose panne en bois traité	m ³	0,61	429,54	262,02
2.3.	Fourniture et pose tôles galvanisées 26 BG	m ²	145,00	18,90	2 740,50
2.4.	Fourniture et pose faitière tôle galvanisée 26 BG	ml	21,00	16,65	349,65
2.5.	Fourniture et pose planches de rive en bois traité	ml	42,00	6,12	257,04
	<i>S/total reprise toiture</i>			3 771,37	
III	PLAFONDS				
3.1.	Fourniture et pose plafond intérieur en triplex sur gitage en bois traité	m ²	74,55	21,53	1 605,06
3.2.	Fourniture et pose plafond extérieur en lattes non jointives sur gitage en bois traité	m ²	21,00	17,07	358,47
	<i>S/total plafonds</i>			1 963,53	
IV	ASSAINISSEMENT				
4.1.	Filet d'eau triangulaire 10 cm épaisseur, 50 cm côté	ml	31,40	90,98	2 856,77
	<i>S/total assainissement</i>			2 856,77	
Total					9 562,76

COLLEGE MAELE : PREBYSTERE
Dévis estimatif sommaire de réparation des dégats

N°	Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
0	INSTALLATION DU CHANTIER	ffit			1 435,99
	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
1.1	Démontage de la toiture et du gitage				
1.2	Démontage de la couverture en bac auto portant en Alu.	m ²	120,00	0,25	29,40
1.3	Démolition maçonneries	m ³	20,98	0,75	15,74
	<i>S/total travaux préliminaires</i>			45,14	
II	TOITURE				
2.1.	Fourniture et pose bac auto portant en Aluminium	m ²	120,00	37,80	4 536,00
	<i>S/total toiture</i>			4 536,00	
III	MACONNERIES				
3.1.	Reprise maçonneries de bloc ciment de 20	m ³	20,98	245,00	5 140,10
3.3.	Enduisage nouvelles maçonneries	m ²	209,80	11,02	2 312,00
	<i>S/total maçonneries</i>			7 452,10	
IV	BETON				
	Reprise béton de chainage sur porte	m ³	1,20	673,04	807,65
	<i>S/total béton</i>			807,65	
VI	MENUISERIE				
6.1.	Fourniture et pose cadre en bois avec chassis nacco (2,45 x 2,02)	m ²	4,95	15,00	74,25
6.2.	Fourniture et pose lamelles de 15 x 80	pce	42,00	1,70	71,40
6.3	Fourniture et pose lamelles de 15 x 1,17	pce	42,00	2,30	96,60
	<i>S/total menuiserie</i>			242,25	
VII	PEINTURE				
7.1.	Fourniture et application émail sur murs intérieurs	m ²	209,80	6,00	1 258,80
7.2	Fourniture et application émail sur plinthes	m ²	3,00	6,00	18,00
	<i>S/total peinture</i>			1 276,80	
Total					15 795,92

MAELE : SACRE COEUR
Devis estimatif sommaire de réparation des dégats

N° Désignation des Travaux		Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
I INSTALLATION DU CHANTIER					
TRAVAUX PRELIMINAIRES					
1.1.	Démontage de la toiture et du gîtage	m ²	217,00	0,25	54,25
1.2.	Démontage bacs autoportant en Aluminium	m ²	15,00	0,06	0,90
1.3.	Démontage planche de rive	ml			
<i>S/total travaux préliminaires</i>					
				55,15	
II MACONNERIES					
2.1.	Bouchage trous d'impacts des balles au mortier de ciment	ftt	10,99	11,02	121,11
<i>S/total maconneries</i>					
				121,11	
III TOITURE					
3.1.	Remplacemnt bacs autoportant en Aluminium	m ²	217,00	37,85	8213,45
3.2.	Remplacemnt tôles galvanisées ondulées 26 BG	m ²	52,65	18,90	995,09
3.3.	Remplacemnt planche de rive	ml	15	6,12	91,80
<i>S/total toiture</i>					
				9300,34	
IV PLAFONDS					
4.1.	Remplacemnt partielle lattes non jointives	m ²	15	17,07	256,05
<i>S/total plafonds</i>					
				256,05	
V PEINTURE					
5.1.	Fourniture et application émail sur murs intérieurs				403,16
<i>S/total peinture</i>					
				403,16	
Total					11149,39

PAROISSE CHRIST ROI
Dévis estimatif sommaire de réparation des dégats

N° Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
I				
1.1. INSTALLATION DU CHANTIER			fft	3007,89
TRAVAUX PRELIMINAIRES				
1.2. Démontage de la couverture détruite	m ²	1066	0,13	138,58
1.7.				
<i>S/total travaux préliminaires</i>			138,58	
MACONNERIES				
3.5. Bouchage trous d'impacts des balles au mortier de ciment	m ³	0,92	132,04	121,48
<i>S/total maçonneries</i>			121,48	
<i>S/total maçonneries</i>			121,48	
IV TOITURE				
4.1. Remplacement tôles ondulées galvanisées 26 BG	m ²	1066,00	18,90	20147,40
<i>S/total toiture</i>			20147,40	
PLAFOND				
Remplacement lattes non jointives assées	m ²	73,96	21,53	1592,36
<i>S/total plafond</i>			1592,36	
VITRES				
Remplacement vitres cassées	m ²	6,38	72	459,36
VII PEINTURE				
7.1. Renouvellement peinture	m ²	1794	4	7176,00
Renouvellement vernis	m ²	73,96	6	443,76
<i>S/total peinture</i>			7619,76	

Total	33086,83
--------------	-----------------

COMBONI MAISON SAINT JOSEPH ET BATIMENT TECHNIQUE
Dévis estimatif sommaire de réparation des dégâts

N°	Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
I	INSTALLATION DU CHANTIER				
II	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
2.1	Démontage tôles galvanisées	m ²	1 778,07	0,13	231,15
2.2	Démontage pannes endommagées	ft			10,00
2.3	Démontage gitages en bois endommagé	m ²	120,00	0,20	24,00
2.4	Démontages planches de rive endommagées	ft			5,00
2.5	Démontage fermes en bois endommagées	ft			10,00
	<i>Stotal travaux préliminaires</i>			280,15	
III	BETON ARME				
3.1	Reprise colonnes cassées	m3	0,25	673,04	168,26
	<i>Stotal B4</i>			168,26	
IV	MACONNERIES				
4.1	Réparation maçonneries blocs de ciment de 20	m3	5,00	245,00	1 225,00
4.2	Bouchage trous d'impacts d'obus au mortier de ciment	ft			350,00
	<i>Stotal maçonneries</i>			1 575,00	
V	TOITURE				
5.1	Fourniture et pose fermes en bois traité	m3	1,00	523,09	523,09
5.2	Fourniture et pose pannes en bois traité	m3	1,00	429,54	429,54
5.3	Fourniture et pose tôles galvanisées 26 BG	m ²	1 060,00	18,90	20 034,00
5.4	Fourniture et pose faitières en tôles galvanisées 26 BG	ml	175,00	16,65	2 913,75
5.5	Fourniture et pose planches de rive en bois traité	ml	20,00	6,12	122,40
	<i>Stotal toiture</i>			24 022,78	
VI	PLAFONDS				
6.1	Fourniture et pose plafonds intérieurs en triplex sur gitage existant	m ²	1 060,00	11,02	11 681,20
6.2	Fourniture et pose plafond sous gitage en bois traité	m ²	120,00	21,03	2 523,60
	<i>Stotal plafonds</i>			14 204,80	

N°	Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
VII MENUISERIES					
7.1	Reprise portes en bois plein de 0,97 x 2,16	pce	6,00	125,70	754,20
7.2	Remplacement vitres cassées	m ²	57,00	72,00	4 104,00
7.3	Remplacement lamelles de 15 x 32	pce	16,00	8,86	141,76
7.4	Renouvellement toile moustiquaire	m ²	100,00	2,50	250,00
	S/total menuiserie			5 249,96	
VIII PEINTURE					
8.1	Fourniture et application latex sur murs intérieurs et extérieurs	m ²	2 860,27	4,00	11 441,06
8.2	Fourniture et application vernis sur plafond	m ²	1 180,00	6,00	7 080,00
8.3	Fourniture et application émail sur menuiserie en bois	m ²	25,00	6,00	150,00
	S/total peinture			18 671,06	
IX PAVEMENTS					
9.1	Reprise pavements extérieurs 10 cm épaisseur chappe supérieure lissée et teintée	m ²	16,20	61,77	1 000,67
	S/total pavements			1 000,67	
X ELECTRICITE					
10.1	Fourniture et pose réglette TL 1 x 40 W	pce	45,00	37,16	1 672,20
10.2	Fourniture et pose réglette TL 1 x 20 W	pce	30,00	35,16	1 054,80
10.3	Fourniture et pose prise avec terre	pce	52,00	21,71	1 128,92
10.4	Fourniture pose interrupteur simple	pce	18,00	21,71	390,78
10.5	Fourniture pose interrupteur double direction	pce	12,00	21,71	260,52
10.6	Fourniture pose interrupteur triple direction	pce	1,00	21,71	21,71
10.7	Fourniture et pose plafonier	pce	7,00	80,00	560,00
	S/total installation électrique			5 088,93	
XI SANITAIRE					
11.1	Remplacement de WC monobloc cassé	pce	1,00	390,00	390,00
	S/total sanitaire			390,00	
TOTAL TRAVAUX					70 651,61

MAISON COMBONI*Dévis estimatif sommaire de réparation des dégâts*

Surface bâtie Maison Comboni	2 060,77	m²
Montant travaux de réfection: Comboni St. Joseph sans couverture bâtiment technique	68 542,58	\$
Surface bâtie Comboni St. Joseph	1 158,73	m²
Taux réfection: Comboni St. Joseph sans couverture bâtiment technique	59,15	\$
TOTAL REFECTION MAISON COMBONI	121 901,13	\$

EGLISE ANUARITE
Dévis estimatif sommaire de réparation des dégâts

N° Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
Insallation chantier (10 %)				2 261,74
Démontage tôles abimées	m ²	760,24	0,13	98,83
Remplacement tôles abimées	m ²	760,24	18,9	14 368,54
Bouchage trous d'impact des balles	ffit			2 750,00
Renouvellement peinture	ffit			5 400,00
Total				24 879,10

RESIDENCE SOEURS COMBONI

Devis estimatif sommaire de réparation des dégâts

N°	Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
	Insallation chantier (10 %)				1 800,96
	Démontage tôles en fibre ciment abîmées	m²	453,78	0,13	58,99
	Remplacemement tôles galvanisées BG 26	m²	453,78	18,9	8 576,44
	Remplacemement faitière en tôle galvanisée BG 26	ml	32,5	16,65	541,13
	Démolition maçonneries endommagées	m3	1,53	1,75	2,68
	Reprise maçonneries briques cuites	m3	1,39	132,04	183,54
	Reprise linteau BA	m3	0,14	673,04	2 750,00
	Renouvellement peinture	m²	1440	4	5 400,00
	Renouvellement vitres cassées	m²	6,9	72	496,80
	Renouvellement plafonds en triplex sur gîtage existant	m²	13	11,02	143,26
	Portail : Remplacemement tôle perforée	m²	12	22,92	275,04
	Total				20 228,83

SOEURS COMBONI : MAISON DE FORMATION
Dévis estimatif sommaire de réparation des dégâts

N° Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
Insallation chantier (10 %)				776,28
Démontage tôles galvanisées	m ²	97,6	0,13	12,69
Reprise pannes cassées	m3	0,11	429,54	45,10
Remplacement tôles galvanisées BG 26	m ²	97,6	18,9	1 844,64
Remplacement faitière en tôle galvanisée BG 26	ml	27,65	16,65	460,37
Renouvellement peinture	m ²	1440	4	5 400,00
Renouvellement plafonds en triplex sur gitage existant	m ²	30	11,02	330,60
Réparation circuit électrique :				
- 1 reglette TL 1 x 40 W	pce	2	37,16	74,32
- 1 reglette TL 1 x 20 W	pce	1	35	35,00
- Bulbe lumineux	pce	1	25	25,00
- Prise avec terre	pce	1	21,73	21,73
- Interrupteur simple	pce	1	21,73	21,73

Total				9 025,73
--------------	--	--	--	-----------------

FOYER COMBONI

Dévis estimatif sommaire de réparation des dégâts

<i>N° Désignation des Travaux</i>	<i>Uté</i>	<i>Qté</i>	<i>Pu(usd)</i>	<i>PT(usd)</i>
Insallation chantier (10 %)				403,03
Démontage tôles galvanisées	m ²	125	0,13	16,25
Remplacement tôles galvanisées BG 26	m ²	125	18,9	2 362,50
Remplacement faitière en tôles galvanisées BG 26	ml	15	16,65	249,75
Renouvellement peinture	fft			1 000,00
Renouvellement vitres cassées	m ²	5,58	72	401,76
Renouvellement plafonds en triplex sous gitage existant	m ²	10	21,553	215,53

Total

4 648,82

MAISON PERES MOFORTAINS : PROVIDENCE I

Dévis estimatif sommaire de reconstruction

N° Désignation des Travaux Ute Qté Pu(usd) PT(usd)

0 Montage et démontage échaffaudage métallique de location 250,00

TRAVAUX PRELIMINAIRES

1 Démolition bâtiment principal avec évacuation des décombres

1.1 Démontage toiture 0,13 395,60 51,45

1.2 Démontage toiles ondulées galvanisées 0,20 286,25 57,25

1.2.3 Démontage gâlis en bois 0,06 82,00 4,92

1.2.4 Démontage planches de rive 0,06 82,00 4,92

1.2.5 Démontage ferrures en bois 35,00

1.2.6 Démontage pannes en bois 20,00

1.3 Démontage maçonneries 200,00

1.4 Démontage pavements intérieurs et extérieurs 1,26 386,25 486,68

1.4 Démolition niveaux en B.A. 0,65 0,49

1.5 Démontage fondations 0,75 400,00

1.6 Démolition ouvrages divers 50,00

Solal travaux préliminaires

1 305,79

RECONSTRUCTION

2.1 Reconstruction bâtiment neuf de 11,50 m x 23,50 m avec aile de 4,00 m x 4,00 m

286,25 500,00 143 125,00

2.2 Reconstruction pavement extérieur en moellons

100,00 44,41 4 441,00

2.3 Aménagement garage couvert (toles sur grège en bois) de 6,50 x 8,00

52,00 28,90 1 502,80

Reconstruction

1 49 068,80

Total

300 999,17

MAISON PERES MOFORTAINS : PROVIDENCE II*Dévis estimatif sommaire de reconstruction*

Surface bâtie Providence II	294,64	m ²
Montant travaux de démolition et de reconstruction Providence I	150 624,59	\$
Surface bâtie Providence I	386,25	m ²
Taux démolition et de reconstruction Providence I	389,97	\$

Total démolition et reconstruction Providence II	114 899,75	\$
--	------------	----

MAISON PERES MOFORTAINS : PROVIDENCE III*Dévis estimatif sommaire de reconstruction*

Surface bâtie Providence III	421,43	m²
Montant travaux de démolition et de reconstruction Providence I	150 624,59	S
Surface bâtie Providence I	386,25	m²
Taux démolition et de reconstruction Providence I	389,97	S

Total démolition et reconstruction Providence III	164 343,61	S
--	-------------------	----------

PROPEDEUTIQUE DIOCESAINE
Dévis estimatif sommaire de reconstruction

Surface bâtie Propedeutique diocésaine	909,88	m ²
Montant travaux de démolition et de reconstruction Providence I	150 624,59	\$
Surface bâtie Providence I	386,25	m ²
Taux démolition et de reconstruction Providence I	389,97	\$
Reconstruction Propedeutique diocésaine	354 822,79	\$
Reconstruction mur de clôture 117,7 m briques cuites 15 cm d'épaisseur + 2 grilles entrée	15 636,58	\$
Total	370 459,37	\$

AUMONERIE DES JEUNES
Dévis estimatif sommaire de réparation des dégats

N°	Désignation des Travaux	Uté	Qté	Pu(usd)	PT(usd)
0	Location, montage et démontage des échafaudage métalliques	fft			9 079,53
I	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
1.1.	Démontage couverture détruite	m ²	2 248,20	0,13	292,27
1.2.	Démolition plafonds détruits	m ²	1 798,60	0,60	1 079,16
	<i>S/total travaux préliminaires</i>				1 371,43
II	TOITURE				
2.1.	Réparation fermes détruites	m ³	1,00	523,09	523,09
2.2.	Renouvellement pannes détruites	m ³	0,50	429,54	214,77
2.3.	Remplacement de tôles galvanisées ondulées 26 BG	m ²	2 248,20	18,90	42 490,98
2.4.	Remplacement faitières	ml	70,30	16,65	1 170,50
	<i>S/total toiture</i>				44 399,34
III	PLAFONDS				
3.1.	Fourniture et pose de plafonds intérieurs en triplex sur gitage en bois	m ²	1 798,60	21,03	37 824,56
	<i>S/total plafonds</i>				37 824,56
IV	PEINTURE				
4.1.	Fourniture et application latex sur murs et plafonds	m ²	1 800,00	4,00	7 200,00
	<i>S/total peinture</i>				7 200,00
Total					99 874,85

CARTE DES CONCESSIONS MINIÈRES DU CONGO ET DU RWANDA-BURUNDI

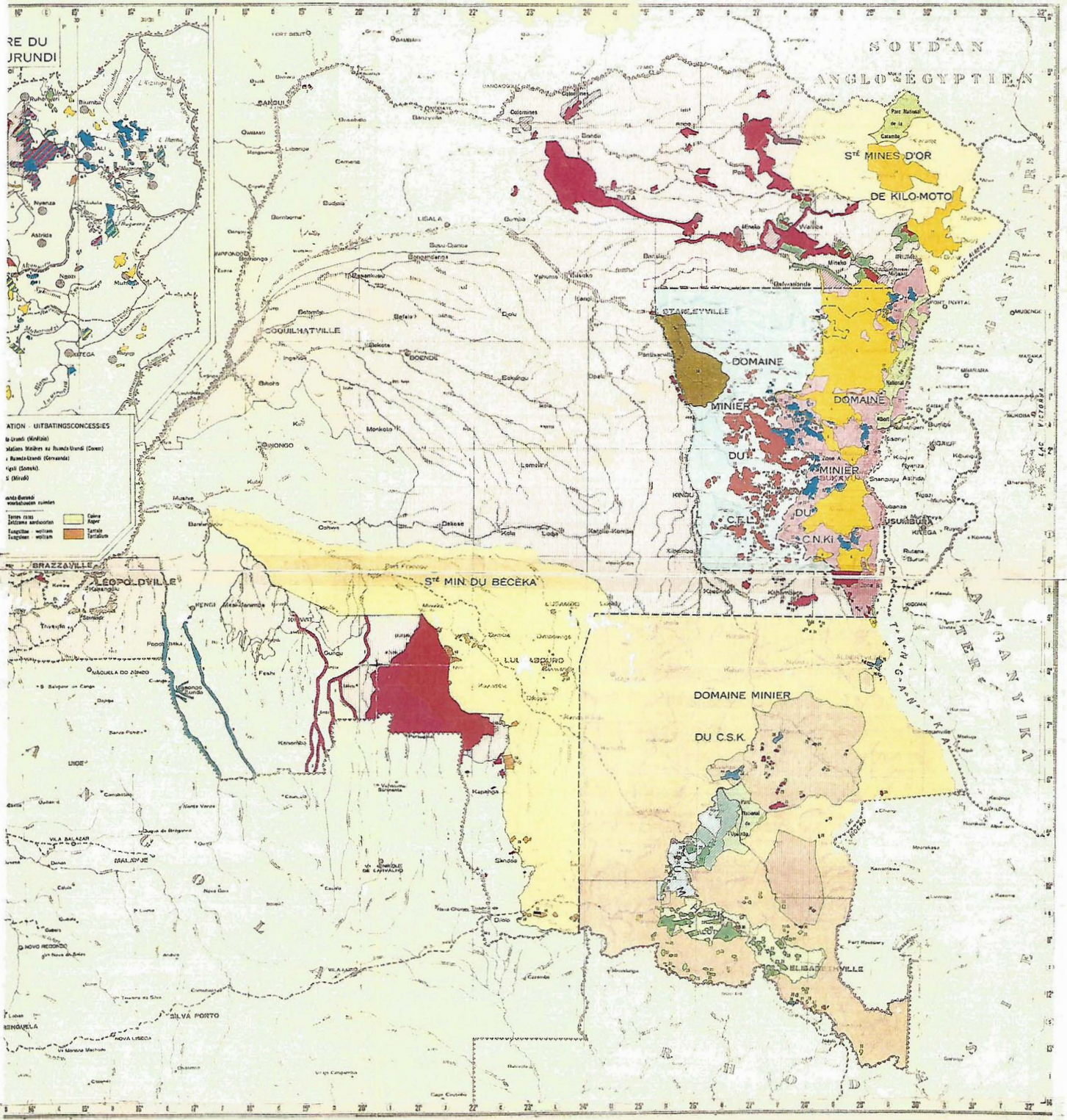
DRESSEE PAR F. GILSOUL ET A. MASSART (SITUATION AU 30 JUIN 1960)

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
CENTRALE DE
L'ÉNERGIE DU CONGO
752.1

KAART DER MIJNCONCESSIES VAN CONGO EN RWANDA-BURUNDI

OPGESTELD DOOR F. GILSOUL EN A. MASSART (TOESTAND GP 30 JUNI 1960)

KONINKLIJKE ACADEMIE VOOR OVERZEESE WETENSCHAPPEN
CENTRALE COMMISSIE VOOR DE
ALGEMENE ATLAS VAN CONGO
INDEX N° 752.1



Fond dressé par le Service Cartographique du Ministère des Colonies en 1953
Révisé conformément à la République du Congo
Cartographie approuvée par le Service Cartographique du Ministère des Colonies en 1953
Cartographie approuvée par le Service Cartographique du Congo en 1960

Echelle: 1:500,000

Légende Verklaring

DOMAINES MINIERS - MIJNGEBIEDEN		BLOCS À DROITS EXCLUSIFS DE RECHERCHES RUIMTES VOOR EXCLUSIEF EFOPSPORINGSRECHT	
[White box]	Domaine minier de Congo belge	[Light green box]	Société des Mines d'Or de Kilo-Moto (Sakou)
[Orange box]	Domaine minier de Congo belge de Kinshasa (C.S.K.)	[Yellow box]	Société Minière de Bakwa
[Light blue box]	Domaine minier de la Compagnie des Domaines de Fer du Congo Supérieur des Grands Lacs Africains (C.F.L.)	[Light blue box]	Union Minière du Haut-Katanga (Union des Grands Lacs Africains)
[Light green box]	Domaine minier de Congo belge au Nord (C.N.B.)	[Light blue box]	Union Minière de Haut-Katanga (Zone de Fer)
[Light blue box]	Domaine minier de Congo belge au Sud (C.S.B.)	[Light blue box]	Union Minière de Haut-Katanga (Zone de Fer)
[Light green box]	Domaine minier de Congo belge au Nord (C.N.B.)	[Light blue box]	Union Minière de Haut-Katanga (Zone de Fer)
[Light blue box]	Domaine minier de Congo belge au Sud (C.S.B.)	[Light blue box]	Union Minière de Haut-Katanga (Zone de Fer)
[Light green box]	Domaine minier de Congo belge au Nord (C.N.B.)	[Light blue box]	Union Minière de Haut-Katanga (Zone de Fer)
[Light blue box]	Domaine minier de Congo belge au Sud (C.S.B.)	[Light blue box]	Union Minière de Haut-Katanga (Zone de Fer)

CONCESSIONS D'EXPLOITATION - UITBATINGSCONCESSIE:			
[Red box]	Société Industrielle Forestière et Minière du Congo (S.I.F.M.)	[Yellow box]	Société Minière de Bakwa
[Orange box]	Société Minière de Bakwa	[Light blue box]	Compagnie des Mines de Fer du Congo Supérieur des Grands Lacs Africains (C.F.L.)
[Light blue box]	Compagnie des Mines de Fer du Congo Supérieur des Grands Lacs Africains (C.F.L.)	[Light blue box]	Compagnie des Mines de la Belgique (Belgimines)
[Light blue box]	Compagnie des Mines de la Belgique (Belgimines)	[Light blue box]	Société Minière de Bakwa
[Light blue box]	Société Minière de Bakwa	[Light blue box]	Les Mines d'Or et d'Étain de Kilo-Moto (Sakou)
[Light blue box]	Les Mines d'Or et d'Étain de Kilo-Moto (Sakou)	[Light blue box]	Société Minière de Bakwa
[Light blue box]	Société Minière de Bakwa	[Light blue box]	Compagnie Minière de Congo belge (Minesbel)
[Light blue box]	Compagnie Minière de Congo belge (Minesbel)	[Light blue box]	Société Minière de Bakwa
[Light blue box]	Société Minière de Bakwa	[Light blue box]	Société Minière de Bakwa
[Light blue box]	Société Minière de Bakwa	[Light blue box]	Société Minière de Bakwa

Annexe RRDC 70

**Additif au rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation des
ressources naturelles et autres richesses de la République
démocratique du Congo, 13 novembre 2001, S/2001/1072
(Extraits)**

Nations Unies

S/2001/1072

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 novembre 2001
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 10 novembre 2001, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

Je me réfère à la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 3 mai 2001 (S/PRST/2001/13), par laquelle le Conseil de sécurité a prorogé le mandat du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo pour une dernière période de trois mois. Je me réfère aussi à la lettre du Président par laquelle le Conseil de sécurité a prorogé le mandat du Groupe jusqu'au 30 novembre 2001 (S/2001/951) et a prié le Groupe d'experts de lui soumettre, par mon intermédiaire, un additif à son rapport final.

J'ai l'honneur de vous transmettre l'additif au rapport du Groupe d'experts, que m'a présenté son président. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir le porter à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. Annan

01-63002 (F) 151101 151101



S/2001/1072

**Additif au rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation
illégal des ressources naturelles et autres richesses
de la République démocratique du Congo**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-9	4
II. Perspective historique	10-11	5
III. Situation dans la région des Grands Lacs	12-14	5
IV. Exploitation des ressources naturelles	15-55	6
Coltan (colombotantalite)	17-25	6
L'or	26-29	8
Le cuivre et le cobalt	30-35	9
Diamants	36-47	10
Bois d'oeuvre	48-55	12
V. Liens existant entre l'exploitation des ressources et la poursuite du conflit	56-104	14
République démocratique du Congo	61-75	15
Zimbabwe	76-82	18
Angola	83-86	19
Namibie	87-90	20
Rwanda	91-94	20
Ouganda	95-100	21
Burundi	101-104	22
VI. Les pays de transit	105-122	23
Afrique du Sud	106-109	23
Zambie	110-114	24
République-Unie de Tanzanie	115-117	24
Kenya	118	25
République centrafricaine et République du Congo	119-122	25
VII. Les groupes armés	123-142	25
Les groupes armés nationaux	123-134	25
Les groupes armés étrangers (les « forces négatives »)	135-142	27
VIII. Conclusions	143-151	28
IX. Recommandations	152-160	29

S/2001/1072

Annexes

I. Liste des pays visités et des représentants des gouvernements et organisations rencontrés ..	31
II. Abréviations	40

S/2001/1072

I. Introduction

1. Dans la déclaration du Président datée du 2 juin 2000 (S/PRST/2000/20), le Conseil de sécurité a demandé au Secrétaire général de mettre en place un groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo (RDC), dont le mandat serait le suivant :

a) Examiner les rapports et réunir les informations sur toutes les activités d'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC, et ce, notamment en violation de la souveraineté du pays;

b) Étudier et analyser les liens existant entre l'exploitation des ressources naturelles et autres richesses du pays et la poursuite du conflit en RDC.

2. Dans une lettre qu'il lui a adressée le 12 avril 2001 (S/2001/357), le Secrétaire général a transmis au Conseil le rapport du Groupe d'experts. Dans la Déclaration du Président du 3 mai 2001 (S/PRST/2001/13), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de proroger le mandat du Groupe d'experts pour une dernière période de trois mois, et prié aussi le Groupe de lui soumettre, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un additif à son rapport final qui comprendrait les éléments suivants :

a) Une mise à jour des données pertinentes et une analyse d'éléments nouveaux, comme le prévoit en particulier le plan d'action que le Groupe a soumis au Conseil;

b) Des informations sur les activités des pays et autres acteurs au sujet desquels on ne possédait pas jusqu'à présent d'informations fiables en quantité suffisante;

c) Une réponse, fondée dans la mesure du possible sur des éléments de preuve corroborés, aux commentaires et réactions des États et acteurs cités dans le rapport du Groupe d'experts;

d) Une évaluation de la situation à la fin de la période de prorogation du mandat du Groupe ainsi que des conclusions de celui-ci, en vue de déterminer si des progrès ont été réalisés au sujet des questions relevant de son mandat.

3. Le Groupe d'experts était composé comme suit :

Mahmoud Kassem (Égypte), Président;
Le général Mujahid Alam (CR) (Pakistan);
Mel Holt (États-Unis d'Amérique);
Henri Maire (Suisse);
Moustapha Tall (Sénégal).

4. Le Groupe d'experts était secondé d'un conseiller technique, Gilbert Barthe, de deux spécialistes des questions politiques, d'un administrateur et d'un secrétaire.

5. Après une brève série de consultations à New York, le Groupe d'experts s'est mis à la tâche à Nairobi le 30 juillet 2001. Ses membres se sont rendus ensemble, mais parfois séparément pour des raisons de calendrier, en Afrique du Sud, en Angola, en Belgique, au Botswana, au Burundi, aux États-Unis, en France, en Namibie, en Ouganda, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en République du Congo (Brazzaville), au Royaume-Uni, au Rwanda, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe.

6. Les experts se sont informés auprès de chefs d'État, de hauts fonctionnaires, d'ONG, de diverses parties prenantes, de représentants des milieux d'affaires, des universités et des médias, de particuliers, etc. Ils ont également rencontré les parties citées dans le rapport, les représentants de gouvernements et de diverses institutions et entreprises privées, ou des particuliers qui avaient fait commenté le rapport par écrit.

7. Le Groupe n'a pas le pouvoir de citer des témoins et a donc dû se contenter des informations que les États et les autres sources ont bien voulu lui donner. Ils attendaient encore des informations d'Afrique du Sud, de la République-Unie de Tanzanie, de Zambie et du Zimbabwe. L'Angola a finalement fourni des informations, mais avec un retard considérable. Cette circonstance, aggravée par la rigueur des délais qui lui étaient impartis, a empêché le Groupe de présenter un additif plus complet.

8. Pendant toutes ces rencontres et tous ses travaux, le Groupe a gardé à l'esprit les progrès du processus de paix en RDC, du point de vue de la mise en application de l'Accord de cessez-le-feu signé à Lusaka le 10 juillet 1999 (S/1999/815), plus particulièrement, du point de vue du Dialogue intercongolais.

9. Le Groupe s'est efforcé de faire droit et de répondre aux observations suscitées par le rapport et il a réussi à rencontrer la plupart des parties. Cependant,

la brièveté du temps dont il disposait l'a empêché d'épuiser la question.

II. Perspective historique

10. Le Groupe tient à insister sur le fait que l'histoire de la République démocratique du Congo (RDC) n'est que la longue suite de déprédations dont ses richesses naturelles et son capital humain ont fait l'objet, quels qu'aient été le régime politique ou le gouvernement en place. Cette exploitation, le plus souvent appuyée par la force brutale, avait pour but l'enrichissement de quelques-uns. Alors que les précieuses ressources du pays étaient pillées ou allaient à vau-l'eau, une économie informelle faite de troc, de contrebande et de trafic de matières premières, s'est mise à prospérer jusqu'à devenir l'unique moyen de subsistance de la plus grande partie de la population. Cette économie a renforcé les liens ethniques et claniques et les structures coloniales entre les provinces du Kivu et les États voisins, comme le Burundi et le Rwanda, ou le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie. Des réseaux analogues d'échanges informels unissent étroitement la province du Katanga à la Zambie et à l'Angola.

11. C'est ainsi qu'un pays vanté pour l'abondance de ses richesses naturelles s'est retrouvé au début des années 90 dans les rangs des États les plus pauvres et les plus endettés. Dès le début de la rébellion de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), le Président Laurent-Désiré Kabila a repris à son compte beaucoup des pratiques de ses prédécesseurs. Il a exercé un pouvoir tout à fait personnel sur les ressources publiques, sans même un semblant de transparence ou de sens des responsabilités. Pratiquement aucune autorité directoriale n'était imposée aux entreprises publiques et des contrats accordant n'importe quelle concession étaient signés pour produire rapidement des revenus et répondre aux exigences politiques et financières les plus criantes. On a vu rapidement se remettre en place les figures familières de la corruption, du clientélisme et de l'impunité. C'est dans ce contexte qu'a commencé la guerre d'août 1998.

III. Situation dans la région des Grands Lacs

12. Le cessez-le-feu sur le front tient depuis le 12 avril 2001. L'Ouganda a commencé à retirer quelques unités, la Namibie a retiré la quasi-totalité des siennes. Le dégagement sur de nouvelles positions défensives, prévu dans l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, semble achevé. Cependant, les combats isolés n'ont pas cessé, le conflit se déplaçant vers l'est, le long des frontières du Rwanda et du Burundi et du littoral du Lac Tanganyika. La plupart de ces accrochages opposent les « forces négatives » et les groupes armés rwandais et burundais et les milices congolaises maï-maï à l'Armée patriotique rwandaise, à l'Armée burundaise et aux forces rebelles du RCD-Goma. L'Armée pour la libération du Rwanda (ALIR I), où se regroupent les ex-FAR et les Interahamwe, a fait mouvement à travers le massif du Kivu, franchi la frontière et attaqué l'Armée patriotique rwandaise. Celle-ci a repoussé l'incursion. Les opérations armées les plus récentes se sont centrées sur la ville de Fizi, dans le Sud-Kivu, près du Lac Tanganyika. On a également signalé des accrochages sporadiques entre combattants maï-maï et diverses autres formations dans le nord-est de la Province orientale et au Nord-Kivu. Enfin, des combats auraient éclaté entre diverses factions des groupes rebelles soutenus par l'Ouganda.

13. Les efforts de réconciliation et de réunification se sont poursuivis. C'est ainsi que s'est tenue à Gaborone, en août 2001, la réunion préparatoire du dialogue intercongolais, occasion pour les parties congolaises de négocier la transition politique qui fera suite au conflit. La réunion a été marquée par l'esprit d'accommodement et de coopération et a notamment abouti à la signature par tous les participants d'un engagement public. Parmi les diverses questions auxquelles ceux-ci ont promis de s'atteler, il y a celle de la protection des ressources naturelles contre toute activité d'exploitation illégale. Le dialogue proprement dit a commencé en septembre, à Addis-Abeba. Il a été interrompu prématurément pour des raisons financières, mais les pourparlers devraient reprendre en décembre en Afrique du Sud. Le Gouvernement de Kinshasa a continué d'insister pour que les Maï-Maï participent aux négociations. Il y a eu entre le Président Kabila et les chefs des États signataires de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka des conversations qui tendaient à instaurer la confiance. En un geste de bonne volonté visant à encourager le retrait des militaires

S/2001/1072

rwandais, le Président Joseph Kabila a annoncé que 3 000 soldats identifiés comme appartenant aux ex-FAR et aux Interahamwe dans la province du Katanga seraient désarmés et démobilisés sous contrôle de l'ONU.

14. Pour ce qui est de l'exploitation des ressources naturelles, le Zimbabwe est le plus actif des pays alliés. Beaucoup des coentreprises qu'il lance sont en cours de montage et arriveront vraisemblablement à leur plein développement avec les capitaux d'investisseurs étrangers dont l'absence se fait cruellement sentir. La plupart des investisseurs sont des sociétés offshore et le Zimbabwe semble envisager une réduction de l'activité de ses forces armées et une intervention plus marquée des administrations publiques dans ce domaine commercial. Du côté des forces non invitées, les réseaux mis en place par les commandants des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) ont permis à celles-ci de poursuivre leurs activités d'exploitation en dépit du retrait d'un nombre important de soldats. L'Armée patriotique rwandaise continue de tirer de l'argent du commerce des richesses naturelles et à le faire circuler grâce à un mécanisme interne très élaboré.

IV. Exploitation des ressources naturelles

15. Le Groupe d'experts a cherché à savoir si les tendances qu'il avait constatées dans son rapport avaient évolué, et ses enquêtes ont confirmé que l'exploitation des ressources persistait. Cette exploitation est le fait de nombreux acteurs étatiques et non étatiques, parmi lesquels des rebelles et des groupes armés, et elle est menée sous le couvert de diverses entités de façade afin de dissimuler la vraie nature de ces activités. Ces entités de façade sont parfois des coentreprises, mais d'autres activités sont menées par les autorités de facto existant dans la région, qui entendent exercer les mêmes pouvoirs et assumer les mêmes responsabilités que le gouvernement légitime. D'autres encore prennent des formes différentes, qui seront analysées plus loin. Étant donné son mandat, le Groupe d'experts a limité son examen à certaines ressources matérielles bien précises telles que la colobotantalite, l'or, le cuivre et le cobalt, les diamants, le bois d'oeuvre, qui sont des produits qui illustrent les formes actuelles de cette exploitation. Choisir de considérer ces ressources a

également permis au Groupe d'experts d'examiner certaines des réactions qu'a suscitées son rapport.

16. Le Groupe d'experts tient également à souligner un autre aspect très important de l'exploitation constatée, qui n'a pas reçu jusqu'à présent l'importance qu'il mérite. Il s'agit de l'exploitation des ressources humaines par toutes les parties au conflit, phénomène beaucoup plus grave que l'exploitation des ressources matérielles. Cette forme d'exploitation donne lieu à des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme dans le peuple congolais. Les ressources humaines constituent la richesse la plus importante d'un pays, et le Groupe d'experts est fermement convaincu qu'il faut que la communauté internationale prête une attention plus grande à cette situation, de façon que des mesures soient prises d'urgence.

Coltan (colobotantalite)

17. Excellent conducteur, ce minerai métallique existe en abondance dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Sous l'effet de l'augmentation de la demande émanant des industries de pointe, des secteurs des télécommunications et de l'aérospatiale, les cours de ce minerai ont atteint un sommet historique de plus de 300 dollars la livre (660 dollars le kilogramme) en 2000, les cours tombant ensuite, durant les six premiers mois de 2001, à des niveaux situés entre 44 et 66 dollars le kilo. Ces fortes fluctuations, qui s'expliquent par une vive augmentation de la production mondiale, en particulier en Australie, et par une baisse de la demande, ont coïncidé avec la publication du rapport du Groupe d'experts et, selon certaines sources, cette diminution de la demande s'expliquerait aussi par le fait que les producteurs industriels ont souhaité prendre leurs distances avec ce que l'on a appelé, après la publication du rapport, le « tantale du sang ».

18. Les fluctuations du cours du minerai, de même que la publication du rapport du Groupe d'experts, ont eu un certain nombre d'effets sur le commerce de ce produit à partir de l'est du territoire de la RDC. En réponse aux recommandations du Groupe d'experts, un projet de loi a été déposé sur le bureau du Congrès américain en septembre 2001 afin d'interdire temporairement les importations de colobotantalite depuis certains pays participant aux hostilités dans la RDC. Certaines sociétés américaines qui transforment et utilisent le tantale, comme Kemet et Cabot

S/2001/1072

coltan était importé pour alimenter les usines de traitement rwandaises, qui ont des capacités en excédent, bien que les autorités rwandaises n'aient pu préciser au Groupe d'experts comment ces quantités se reflétaient dans les statistiques communiquées. Aucun certificat d'origine n'a été présenté à cet effet. En outre, dans l'ensemble, les données présentées par le Gouvernement rwandais relativement à sa production et à ses exportations de coltan, en particulier les statistiques fournies par la Banque nationale du Rwanda sur le volume annuel et la valeur annuelle des exportations de coltan, ne sont pas cohérentes. Cependant, la tendance générale que révèlent ces statistiques est que les exportations de coltan du Rwanda ont pratiquement triplé entre 1998 et 2000.

24. Le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie et les autorités portuaires tanzaniennes ont également nié avec insistance que du coltan provenant de la RDC fût exporté par Dar es-Salaam. Cependant, le Groupe d'experts dispose d'informations dignes de foi prouvant le contraire. Ces informations font état par exemple de l'expédition d'un conteneur de coltan qui a quitté Dar es-Salaam le 13 juillet 2001 à bord de la *Karina*, un navire de la Safmarine, à destination de Hambourg, via Anvers.

25. Le coltan est un mélange dont un élément, le niobium (l'ancien columbium) est produit par la société congolaise SOMIKIVU, au nord-ouest de Goma, région actuellement contrôlée par le groupe rebelle RCD-Goma. Dans le rapport du Groupe d'experts, on signalait qu'un prêt bonifié de 500 000 deutsche marks accordé par le Gouvernement allemand à un citoyen allemand du nom de Karl Heinz Albers, actuellement Directeur de la SOMIKIVU, lui a permis d'accroître la capacité de sa société. Le Gouvernement allemand a ensuite précisé cette information et a déclaré qu'il s'agissait d'un paiement résultant de la garantie fédérale accordée à l'actionnaire ayant réalisé l'investissement initial dans la société de droit allemand « Gesellschaft für Elektrometallurgie mbh, de Nuremberg ». Ce prêt avait été accordé dans les années 80 et « l'investisseur devait être couvert, au début des années 90, contre les pertes pouvant résulter des guerres ayant éclaté dans l'est de la République démocratique du Congo ». Le Gouvernement allemand a souligné qu'il n'offrait pas de « mesures de soutien du commerce international » à la SOMIKIVU ou à toute autre société nommée dans le rapport.

L'or

26. On trouve dans le nord-est et l'est du Congo, dans les provinces de Kivu, de Maniema et d'Ituri, d'importants dépôts aurifères. Durant les derniers jours du gouvernement Mobutu, c'était même le seul produit minéral dont les ventes augmentaient. À la suite d'une première tentative visant à privatiser les mines d'or, par la création de coentreprises, l'extraction industrielle de l'or s'est pratiquement arrêtée après le début de la guerre civile en 1996. Cependant, l'extraction artisanale de l'or s'est poursuivie jusqu'à ce jour à grande échelle.

27. Le rapport du Groupe d'experts jette quelque lumière sur les activités d'extraction d'or menées par l'armée ougandaise, qui a pris le contrôle de cette zone riche en dépôts aurifères. La forte augmentation des exportations d'or de l'Ouganda, qui dépassent nettement la production nationale, est une autre indication que cet or est transporté par des éléments des forces armées de l'Ouganda jusqu'à Kampala, et que cet or est exporté à partir de cette ville. Le Gouvernement ougandais a contesté les constatations consignées dans le rapport du Groupe d'experts, attribuant l'augmentation de ses exportations d'or à la politique de libéralisation des ventes et des exportations d'or, adoptée en 1993, qui a permis aux orpailleurs ougandais de conserver les devises fortes résultant de ces ventes. Étant donné que l'or peut facilement sortir d'Ouganda par contrebande, selon les autorités ougandaises, l'Ouganda est devenu la destination d'élection pour l'or produit par les orpailleurs de toute la région.

28. La disparité entre les chiffres relatifs aux exportations d'or communiqués par le Ministère de l'énergie et du développement minéral et ceux établis par le Ministère des finances ougandais a été attribuée au fait que les premiers tiennent compte des quotas fixés pour la production de sociétés ougandaises autorisées à exporter. Celles-ci sont autorisées à acheter de l'or aux orpailleurs, dont le volume total apparaît sur les permis d'exportation. Une contrebande d'or à petite échelle explique peut-être les disparités constatées entre les chiffres de production et les chiffres d'exportation d'or de l'Ouganda, mais le Groupe d'experts dispose d'informations montrant qu'au nord-est l'extraction artisanale de l'or par les forces armées ougandaises et par le RCD-ML, ainsi que par l'éphémère coalition de rebelles FLC, se

S/2001/1072

poursuit. Dans la zone de Kilo-moto par exemple, l'exploitation des mines de Gorumbwa et de Durba est désormais sous le contrôle des forces armées ougandaises et du RCD-ML. La mine de Malaka emploierait 10 000 orpailleurs et produirait pour 10 000 dollars d'or par jour. L'or ainsi extrait est ensuite vendu par le comptoir Victoria à Kampala.

29. L'or produit dans la République démocratique du Congo transite également par Bujumbura, au Burundi. Le Groupe d'experts a appris auprès de fonctionnaires et d'hommes d'affaires, à Bujumbura, que la contrebande d'or se poursuivait par les villes de Bukavu, Fizi Baraka et Uvira, et qu'il s'agit d'une activité traditionnelle qui s'explique par la facilité de passer les frontières du Burundi et par la capacité de l'aéroport de Bujumbura, qui peut accueillir de gros avions cargos. À Bujumbura, les intermédiaires venant de pays tels que le Sénégal, le Pakistan ou la Grèce achètent cet or de contrebande, qu'ils transportent ensuite en personne en Europe ou vers d'autres destinations.

Le cuivre et le cobalt

30. La Gécamines, principale société minière de la République démocratique du Congo, qui était autrefois une entreprise d'État, dispose de concessions dans la province du Katanga, contrôlée par le Gouvernement congolais, et où se trouverait l'un des plus riches gisements de cuivre et de cobalt au monde. Les détournements, le vol, les pillages, la mauvaise gestion et l'absence d'investissements ont ruiné ce qui était l'un des fleurons de l'économie congolaise et qui assurait autrefois 70 % des recettes d'exportation du pays, et la production ne dépasse actuellement pas un dixième seulement de la capacité antérieure.

31. Des sociétés australiennes, américaines, canadiennes, belges et sud-africaines ont créé des coentreprises dans les concessions de la Gécamines, mais le Gouvernement congolais a utilisé la Gécamines principalement pour conserver l'aide du Zimbabwe. Le Zimbabwéen Billy Rautenbach a été nommé directeur général de la Gécamines en novembre 1998 après une visite à Harare du Président Laurent Kabila. Aux termes de l'accord ainsi conclu, certaines des meilleures mines de cobalt de la Gécamines ont été transférées à une coentreprise réunissant la Ridgpoint Overseas Development Ltd. de M. Rautenbach et le Groupe minier central, société congolaise contrôlée par

M. Pierre-Victor Mpyo qui était alors Ministre d'État. M. Rautenbach a également rempli la fonction de directeur général de la coentreprise, ce qui est manifestement un conflit d'intérêts. Le Groupe d'experts a appris que la décision de l'ex-Président Laurent-Désiré Kabila de nommer M. Rautenbach – un homme n'ayant aucune expérience de l'extraction minière mais ayant des liens étroits avec le parti ZANU-PF du Zimbabwe – a été prise à la demande du Président Mugabe durant cette visite.

32. Cependant, l'ancien Président Laurent-Désiré Kabila a remplacé M. Rautenbach par l'homme d'affaires belge Georges Forrest en mars 1999, le premier n'ayant pas remis au Gouvernement congolais sa part des profits réalisés par la coentreprise. Le Président Kabila l'avait alors accusé d'avoir transféré des bénéfices à une société écran, et d'avoir constitué des stocks de cobalt en Afrique du Sud. Les livraisons de cobalt avaient, semble-t-il, été saisies à Durban pour régler les créanciers sud-africains de la Gécamines. M. Rautenbach a depuis entamé une action judiciaire contre le Gouvernement congolais.

33. À la demande instante des autorités zimbabwéennes, en janvier 2001, M. John Bredenkamp et sa société, la Tremalt Ltd., a constitué une coentreprise avec la Gécamines, la Kababancola Mining Company (KMC). Celle-ci se voit accordée pour 25 ans une concession représentant les gisements les plus intéressants de la Gécamines. M. Bredenkamp, qui a promis d'investir 50 millions de dollars dans les opérations d'extraction minière, contrôle 80 % de cette entreprise commune. Les bénéfices que fera sa société seront partagés entre le Gouvernement de la RDC (68 %) et la Tremalt (32 %).

34. La direction de la Gécamines a changé de mains à nouveau après un audit de toutes les entreprises d'État congolaises. Le Ministre rattaché à la présidence, qui dispose d'un droit de contrôle sur toutes les entreprises publiques en raison d'un autre poste ministériel qu'il détient, celui de Ministre du portefeuille, a fait procéder, cette année, à un audit de ces entreprises. Cet audit a révélé de graves fautes de gestion et aurait amené les autorités congolaises à licencier plusieurs cadres supérieurs des entreprises publiques en août 2001. Un neveu du Ministre a par la suite été nommé à un poste influent au nouveau comité chargé de gérer la Gécamines.

S/2001/1072

35. Comme autrefois, la Gécamines continue à être une source d'importantes recettes pour le Gouvernement congolais. Cependant, sa capacité de produire des recettes ne découle plus principalement de sa production effective, comme c'était le cas au début du régime du Président Mobutu. Au contraire, les recettes viennent principalement des versements initiaux effectués par des partenaires potentiels étrangers dans des coentreprises d'exploitation minière en échange de concessions. Le Groupe d'experts a ainsi établi que le montant de ces versements est l'une des considérations primordiales, quand le Gouvernement congolais, qui a un pressant besoin d'espèces, accorde des concessions minières. De ce fait, les activités d'extraction minière de cuivre et de cobalt de la Gécamines sont actuellement des opérations qui ne sont pas viables à terme et qui présentent des dangers graves pour l'environnement. C'est dire que l'avenir de ce qui était autrefois un des pôles majeurs de l'économie congolaise paraît bien sombre.

Diamants

36. En raison de l'importance de leur production et de la stabilité relative de leurs prix, il est maintenant établi que les diamants ont joué un rôle important dans les conflits en Afrique. En Angola et en Sierra Leone, les « diamants de la guerre », extraits dans les secteurs contrôlés par les rebelles¹ ont fourni le motif de certaines des guerres civiles les plus longues et les plus sanglantes sur le continent et permis de les poursuivre. La République démocratique du Congo (RDC) ne fait pas exception. À ce sujet, le Groupe d'experts souligne l'importance des efforts déployés par les parties associées au processus de Kimberley, afin de mettre au point un cadre réglementaire international visant à empêcher l'écoulement et le commerce des diamants issus des conflits par les circuits professionnels légitimes. Le Gouvernement de la RDC a récemment commencé à contribuer à ces efforts.

37. En 1998, l'ancien Gouverneur de la province du Kasai oriental, Jean-Charles Okoto, a été nommé Directeur général de la Société minière de Bakwanga

(MIBA). D'après les statistiques obtenues par le Groupe d'experts, si les diamants industriels et de qualité secondaire ont toujours représenté plus de 90 % de la production de cette société au cours des 10 dernières années, la petite partie de pierres de qualité supérieure, qui représentait environ 4 % de la production, a diminué progressivement depuis 1999. En 2001, ces pierres représentaient à peine 1,8 % de la production totale. Ces données, de même que les informations provenant de sources extrêmement fiables, indiquent qu'une grande partie de la production de diamants de très haute qualité de la MIBA est détournée et vendue à des fins de profit personnel par des cadres supérieurs de cette société et peut-être par des représentants du Gouvernement. Le Groupe d'experts pense, sur la base de rapports crédibles indépendants, qu'une partie de ces gemmes détournées sort clandestinement par l'Afrique du Sud pour être vendue dans des pays tiers. Des informations crédibles indiquent également que les autorités congolaises récupèrent régulièrement des millions de dollars provenant des ventes de la MIBA. Dans certains cas, les fonds sont transférés directement du compte de la MIBA à Bruxelles à la Banque Belgoise. Suivant de nombreuses allégations, que le Groupe n'a pu vérifier, les diamants des forces rebelles angolaises de l'UNITA sont blanchis par le biais de la MIBA par adjudication.

38. L'une des principales coentreprises auxquelles sont associées les Forces de défense zimbabwéennes est la concession diamantifère Sengamines. La concession de 25 ans représente manifestement les plus riches gisements du patrimoine de la MIBA, avec une valeur de production potentielle estimée à plusieurs milliards de dollars.

39. La coentreprise prévoyait initialement un partenariat entre la société OSLEG (Operation Sovereign Legitimacy), contrôlée par les Forces de défense zimbabwéennes, et la société congolaise COMIEX-Congo. Cette dernière est une société à participation publique et privée, qui agit en tant que plate-forme principale du Gouvernement pour les transactions commerciales et maintiendrait des liens avec la présidence et les principaux ministres. La coentreprise résultant de cette association, la COSLEG, ne disposait ni du capital ni des compétences nécessaires pour exploiter pleinement le potentiel de la concession. Conformément à un mode d'opérations suivi pour tous les investissements commerciaux du Zimbabwe dans la RDC, un appui technique et

¹ Diamants provenant des secteurs contrôlés par des forces ou factions opposées aux gouvernements légitimes reconnus par la communauté internationale et utilisés pour financer des opérations militaires contre ces gouvernements ou en contravention des décisions du Conseil de sécurité.

financier a été sollicité auprès d'une partie tierce. Dans ce cas, la partie en question était Oryx Natural Resources, société anglo-omanaise².

40. La structure financière de Sengamines demeure relativement obscure. Les informations obtenues des représentants de cette société et de COMIEX en RDC indiquaient qu'Oryx possédait 49 % du capital, COMIEX 33,8 % et la MIBA 16 %. Les parts sociales restantes (1,2 %) sont réparties entre plusieurs personnes, dont le Ministre de la sécurité publique. Les représentants de Sengamines ont également dit au Groupe d'experts que la société COMIEX serait bientôt dissoute et que la part du Gouvernement dans l'entreprise serait contrôlée par le Ministère du portefeuille. Toutefois, dans un document concernant un rachat inversé prévu d'Oryx Natural Resources en 2000, il est fait référence à la répartition des « bénéfices distribuables » de la concession sur la base suivante : 40 % au groupe Oryx, 20 % à OSLEG et 20 % à COMIEX-COSLEG. Suivant ce scénario, les partenaires congolais seraient considérablement marginalisés, en particulier la MIBA. La coentreprise séparée Oryx-Zimcon, comprenant encore une autre société contrôlée par les Forces de défense zimbabwéennes, est décrite comme détenant 90 % des droits d'exploitation de la concession. De nombreuses sources bien informées ont souligné au Groupe d'experts que la concession attribuée à la société Sengamines était la dernière réserve stratégique de diamants de la MIBA et que cette société avait été affaiblie de manière irréparable par la perte de cette concession. Certaines sources ont même affirmé que l'octroi de cette concession annonçait la liquidation de la MIBA, Sengamines remplaçant cette société en tant que nouveau premier producteur de diamants de la RDC.

41. Tandis que le partenaire congolais fournit les ressources à exploiter, Oryx apporte le capital et les compétences nécessaires. Par l'intermédiaire d'Abadiam, son agent à Anvers, la société est aussi directement associée au processus de commercialisation. Bien que recevant une part importante des bénéfices, la partie zimbabwéenne associée à cette coentreprise complexe n'a apparemment d'autre rôle que d'assurer le déploiement stratégique de soldats dans la région du Kasai riche en

² La société, dirigée par un entrepreneur omanais, est immatriculée aux Îles Caïmanes.

diamants. Cette région est connue pour ses tendances sécessionnistes et pour constituer le bastion du dirigeant populaire de l'opposition, Étienne Tshisekedi, de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UPDS).

42. On estime qu'un tiers de la production totale de diamants bruts dans la RDC, évaluée à 300 millions de dollars par an, est exporté en contrebande vers la République centrafricaine et la République du Congo, en raison des droits d'exportation beaucoup plus bas pratiqués dans ces pays. Un pourcentage important de ces diamants se retrouve également en Afrique du Sud. À partir de ces points de transit, le Groupe d'experts est d'avis que la plupart des pierres sont exportées vers les grands centres de commerce des diamants en Belgique, aux Pays-Bas, en Israël et au Royaume-Uni. Les centres plus petits à Maurice, en Inde et à Dubai (Émirats arabes unis) recevraient une part moins importante. Le nouveau code minier du Gouvernement congolais, actuellement élaboré avec l'assistance de la Banque mondiale et les avis du Conseil mondial du diamant, devrait permettre de trouver une solution au problème des lourdes taxes frappant les exportations de diamants, imposées par le Gouvernement, dont les rentrées fiscales sont très nettement insuffisantes, taxes qui encouragent ce commerce illicite.

43. En suivant la piste des exportations de diamants par les sociétés zimbabwéennes établies en RDC, le Groupe d'experts a appris du Ministère zimbabwéen des mines que l'importation de diamants bruts au Zimbabwe était interdite. Cette information a été corroborée par les données provenant d'autres sources crédibles, qui ne montraient aucune importation de diamants en provenance du Zimbabwe. Le Groupe a pu établir que ces diamants étaient traités par la société Petra Diamonds Ltd.³, dont le siège est en Afrique du Sud, qui contrôle maintenant Oryx Natural Resources, à la suite d'un rachat inversé en 2000.

44. Les diamants provenant de l'exploitation artisanale dans le secteur nord de Kisangani ont fourni

³ Petra Diamonds Ltd. est en fait immatriculée aux Bermudes, bien que la majeure partie de ses opérations et de ses avoirs soient en Afrique du Sud. La société a également des filiales et des concessions, certaines étant actives et d'autres non, en Namibie, au Botswana et en Angola. Parmi les directeurs figure un ancien diplomate américain et un représentant du Gouvernement omanais, ainsi qu'un haut fonctionnaire du Secrétariat du Commonwealth.

S/2001/1072

une source de revenus aux rebelles, à l'Armée patriotique rwandaise, aux Forces armées ougandaises, leur permettant de poursuivre le conflit. Les taux d'imposition combinés élevés appliqués par le groupe rebelle du RCD-Goma et l'Armée patriotique rwandaise ont entraîné une réorientation de l'exploitation des diamants dans ce secteur vers Kampala où les taux sont plus bas. Les données sur les exportations de diamants ougandaises confirment cette situation. De 1987 à 1996, aucune exportation de diamants par l'Ouganda n'a été enregistrée pour ce marché. Entre 1997 et 2000, les exportations d'Ouganda se situaient entre 2 000 et 11 000 carats, avec des valeurs pouvant atteindre 1,7 million de dollars par an. Les chiffres pour 2001, extrapolés des ventes des huit premiers mois, montrent que les exportations de diamants ougandaises vers Anvers sont estimées à 35 000 carats, pour une valeur de 3,8 millions de dollars.

45. Afin de mieux comprendre les activités d'exploitation des diamants poursuivies dans les territoires contrôlés et occupés par les rebelles, le Groupe d'experts a examiné plus en détail les activités du comptoir Belco-Diamant à Kisangani. À la suite de l'annulation par l'administration rebelle du monopole sur les exportations de diamants accordé à M. Nassour à Kisangani, le comptoir Belco a été établi; il est contrôlé par M. Lukasa, ancien Ministre du Président Mobutu, et Emile Serphati, et a été autorisé à exporter des diamants par l'administration rebelle. Bien que Belco acquitte une taxe d'exportation de 5 % au Ministère des mines contrôlé par le RCD, le Groupe d'experts a été informé qu'une taxe de 10 % était également perçue sur le comptoir par le Bureau Congo à Kigali. Des acheteurs comme Arslanian Frères achètent des diamants à Belco, qui sont ensuite expédiés directement à Anvers (Belgique). Comme il n'existe pas de régime de sanctions contre les diamants en provenance de la RDC, le Conseil supérieur du diamant à Anvers a inspecté et approuvé les importations de diamants de Arslanian Frères en provenance du secteur de Kisangani contrôlé par les rebelles. Le propriétaire, Raffi Arslanian, a déclaré au Groupe d'experts que la société Arslanian Frères avait cessé toute importation auprès de la société Belco en mai 2001 et présenté des récépissés à l'appui de ces affirmations.

46. Des statistiques provenant de sources crédibles ont également fait apparaître que les exportations de

diamants du Rwanda à destination d'Anvers n'avaient pas augmenté, contrairement à celles de l'Ouganda. Elles ont montré au Groupe d'experts que la raison était le taux d'imposition relativement élevé (10 %) appliqué aux exportations de diamants de la République démocratique du Congo par le Bureau Congo du Rwanda, auquel s'ajoutait la taxe de 5 % perçue par l'administration rebelle congolaise. Ces taxes ont poussé de nombreuses sociétés d'exploitation artisanales du secteur de Kisangani à écouler clandestinement leur production par la République centrafricaine et la République du Congo. Les diamants seraient également transportés par des négociants asiatiques et libanais opérant dans la région orientale vers l'Afrique du Sud, la Belgique et d'autres pays européens.

47. La Belgique, de même que le Conseil supérieur du diamant à Anvers, a pris des mesures énergiques afin de mettre un terme aux importations de diamants issus des zones de conflit, en particulier de l'Angola et de la Sierra Leone, en instituant des contrôles rigoureux et en jouant un rôle de premier plan dans la mise au point et l'adoption d'un système de certification international. Elles demeurent toutefois une destination importante pour ces diamants du sang, car les autres pays de l'Union européenne n'appliquent pas de contrôles analogues. Une autre question connexe soulevée dans le processus de Kimberley est la difficulté d'adapter un régime de certification et d'inspection aux procédures douanières et autres procédures commerciales d'un marché intégré unique comme l'Union européenne.

Bois d'oeuvre

48. La République démocratique du Congo (RDC) est dotée de certaines des meilleures essences feuillues du monde. La majeure partie des produits du bois provenant de l'est du pays était généralement expédiée par le fleuve Congo à Kinshasa pour être exportée. Le Groupe d'experts a toutefois appris que depuis le début de la guerre de 1998, les sociétés d'exploitation forestière dans la région orientale utilisaient le port de Mombassa au Kenya pour leurs exportations. Bien que le Groupe dispose d'éléments de preuve attestant que le bois provenant de l'est de la RDC est exporté à la fois du port de Dar es-Salaam et par Kampala vers le port de Mombassa, les Gouvernements tanzanien et ougandais n'iaient que ces exportations aient transité

par leur pays. Toutefois, les informations fournies au Groupe d'experts prouvent que le bois traité à Mangina (Nord-Kivu) transite par l'Ouganda en direction de Mombassa et est transporté par la société de fret TMK. En ce qui concerne la République-Unie de Tanzanie, le Groupe a obtenu des documents indiquant clairement que, pendant la période de décembre 2000 à mars 2001, au moins deux expéditions de bois en provenance de la RDC avaient transité par la République-Unie de Tanzanie, par voie ferrée, de Kigoma jusqu'au port de Dar es-Salaam. Les documents montrent également que les deux expéditions devaient transiter par le port. Les chargements ont été destinés à des sociétés en Grèce et en Belgique.

49. L'exploitation du bois d'oeuvre se poursuit également dans les territoires contrôlés par le Gouvernement. En 2000, la COSLEG, coentreprise créée par la société OSLEG, contrôlée par les forces de défense zimbabwéennes, et COMIEX ont constitué une filiale, Société congolaise d'exploitation du bois (SOCEBO) pour l'exploitation et la commercialisation du bois en RDC. Cette société a été créée afin de « contribuer à l'effort de guerre dans le cadre de la coopération Sud-Sud ».

50. Le Groupe d'experts a recueilli des informations contradictoires concernant la superficie exacte des concessions attribuées à la coentreprise, de même que son statut opérationnel et ses stratégies d'investissement. Des représentants de la SOCEBO lui ont dit que six concessions avaient été demandées dans les provinces du Bandundu, du Bas-Congo, du Kasai et du Katanga, représentant au total 1,1 million d'hectares. Toutefois, l'ONG britannique Global Witness signale que quatre concessions, représentant une superficie totale de 33 millions d'hectares, ont été attribuées, faisant de cette société la plus grande entreprise d'exploitation du bois du monde. D'après l'organisation, ces concessions représentent 15 % du territoire national. Ses statuts indiquent que la COSLEG détient 98,8 % du capital de la coentreprise, les parts sociales restantes (1,2 %) étant réparties entre Mwapanga Mwana Nanga, Abdoulaye Yerodia Ndombasi, Godefroid Tchamlesso, Charles Dauramanzi, Collins Phiri et Francis Zvinavashe.

51. D'après certaines sources, le bois en provenance des concessions du Kasai et du Katanga serait acheminé par train de Lubumbashi par la Zambie jusqu'au port de Durban (Afrique du Sud), d'où il serait exporté vers l'Asie, l'Europe et les États-Unis

d'Amérique. Le Groupe d'experts a également reçu des informations très crédibles indiquant que les marchés cibles de la SOCEBO comprenaient l'Afrique du Sud.

52. Lors d'une réunion tenue à Harare, le Président Mugabe a dit au Groupe d'experts que la SOCEBO devait commencer ses activités d'abattage en mai 2001, mais que celles-ci avaient été retardées en raison d'une incapacité d'acquitter au Service des impôts du Zimbabwe les droits de douane applicables aux machines importées à cette fin. Le Groupe a également reçu des informations crédibles indiquant que le capital de démarrage, d'un montant de 600 000 dollars, devant servir à financer les opérations de la SOCEBO, avait été détourné par des représentants du bureau d'achat de diamants, Minerals Business Company (MBC), autre filiale de la COSLEG. Le Groupe a appris que l'enquête de police sur la disparition de ces fonds avait été suspendue.

53. D'importants investissements demeureront nécessaires pour que la société puisse atteindre ses objectifs – d'un montant de plus de 5 millions de dollars, suivant son plan d'opérations. Le Groupe n'a pas pu vérifier les informations selon lesquelles les Forces de défense zimbabwéennes auraient contacté des investisseurs malaisiens, libanais et français en vue d'étudier la possibilité de créer des coentreprises pour exploiter ces concessions.

54. Toutefois, d'après les informations fournies par la SOCEBO, en juillet 2001, une coentreprise a été créée avec la société Western Hemisphere Capital Management (WHCM) décrite par certains comme étant une société britannique sise à Harare. La société SAB-Congo a été créée pour exploiter l'une des concessions dans la province du Katanga. La société WHCM, qui fournit le capital et le matériel nécessaires, détient actuellement 60 % du capital, la SOCEBO 35 % et l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomique (INERA), institut de recherche agronomique géré par l'État congolais, 5 %. La durée de ce contrat est de 10 ans. Les premières ventes de bois par cette société sont prévues pour novembre 2001. Le Groupe d'experts n'a pu établir si la société WHCM était liée à la Western Hemisphere Resource Exploration⁴, qui a récemment créé une coentreprise d'extraction de diamant avec la COSLEG et la Société congolaise d'exploitation minière (SCEM). La

⁴ Cette société est immatriculée dans l'île de Man et d'après ses statuts son propriétaire est Elkin Planim.

S/2001/1072

SOCEBO poursuit également des négociations avec Assetfin, société zimbabwéenne contrôlée par Time Bank, en vue d'un arrangement similaire pour une autre concession.

55. La direction de la SOCEBO a dit au Groupe d'experts, lors d'un entretien qui a eu lieu en septembre à Kinshasa, que, si elle continuait de rechercher des investisseurs, elle exportait actuellement du bois acheté à de petites sociétés d'exploitation locales. Elle a également engagé une procédure afin d'annuler un contrat de partenariat avec une société d'exploitation congolaise privée pour sa concession dans le Bas-Congo, décrite comme « non rentable ». Si la direction de la SOCEBO a donné l'image d'une société luttant encore pour lancer ses opérations et accablée de dettes et d'arriérés d'impôts, le Groupe d'experts a reçu des informations crédibles indiquant que le personnel militaire zimbabwéen poursuivait des opérations d'exploitation intensives du bois dans la concession de la SOCEBO au Katanga, apparemment en conjonction avec la SAB-Congo.

V. Liens existant entre l'exploitation des ressources et la poursuite du conflit

Aperçu général

56. En procédant à des enquêtes, le Groupe d'experts a essayé de déterminer dans quelle mesure l'exploitation des ressources naturelles et autres richesses était le véritable mobile des activités de chacune des parties au conflit dans la République démocratique du Congo (RDC), et dans quelle mesure cette exploitation fournissait les moyens de poursuivre le conflit. Ce faisant, il a analysé les faits nouveaux survenus dans le conflit et leurs incidences sur les activités en matière d'exploitation. Il a ensuite évalué séparément les activités des différents États qui participent au processus d'exploitation.

Les faits nouveaux et leurs incidences

57. Les affrontements qui ont eu lieu au cours des sept derniers mois dans la région orientale et au Kivu entre les Maï-Maï, qui semblent être mieux équipés et mieux coordonnés qu'avant, et l'UPDF et le groupe rebelle MLC paraissent être directement liés aux efforts faits pour contrôler l'exploitation du coltan et de l'or. De brefs combats qui avaient pour enjeu l'accès aux

mines de coltan ont également opposé les Maï-Maï et l'APR dans toute la région du Kivu. Le Groupe d'experts pense que les luttes intestines qui ont eu lieu au cours des derniers mois entre les groupes rebelles congolais et qui ont provoqué des scissions à l'intérieur de ces groupes et, à l'occasion, des flambées de violence, sont liées à la lutte pour le contrôle des mines de coltan, d'or et de diamants dans les régions de Beni et de Bafwasende.

58. Le Groupe d'experts a reçu des informations fiables corroborant des rapports de sources indépendantes selon lesquels le Zimbabwe appuie les forces rebelles burundaises FDD en leur fournissant des armes et des conseils d'experts. Selon de nombreuses sources dignes de foi, les FDD sont formées par les Forces de défense zimbabwéennes à Lubumbashi, où elles ont leur quartier général et où se trouvent les exploitations de cuivre et de cobalt dans lesquelles le Zimbabwe a des intérêts. Le fait que les forces de l'Armée pour la libération du Rwanda (ALIR II) soient basées près des FDD dans le Sud-Kivu et qu'elles aient aussi un poste de commandement et un bureau de liaison à Lubumbashi montre qu'elles ont des liens plus ou moins structurés avec les rebelles burundais. Le Groupe d'experts a conclu que l'armement de ces groupes irréguliers contribue à entretenir une sorte de guerre par forces interposées dans l'est du pays, car il permet de respecter le cessez-le-feu tout en créant dans la zone occupée un conflit « contrôlable » qui satisfait les intérêts de nombreuses parties. Avec la poursuite de ce conflit sporadique de faible intensité, un certain statu quo est maintenu dans la région, où de nombreuses ressources précieuses sont extraites, vendues et exportées. Le Zimbabwe et le Rwanda sont les pays dont la présence commerciale est la plus importante dans la RDC en raison de leur participation à la guerre. Le rôle que le Zimbabwe joue à cet égard dans la poursuite du conflit pourrait bien être partagé par le Gouvernement congolais, ou du moins par certains de ses éléments, ainsi que par d'autres gouvernements. Ces activités armées, en alimentant les craintes du Rwanda et du Burundi en matière de sécurité, peuvent servir à ces deux pays de prétexte supplémentaire pour maintenir leur position militaire. Le Rwanda peut s'en prévaloir pour étendre légitimement son contrôle sur un territoire extrêmement vaste ainsi que sur sa population et ses ressources. Quand sa participation à l'exploitation des mines et des forêts deviendra rentable, le Zimbabwe sera peut-être tenté de maintenir une présence militaire

S/2001/1072

Angola et dans la RDC. En Israël, ces diamants sont alors taillés et vendus au centre diamantaire de Ramat Gan.

70. Lors des réunions qu'ils ont tenues avec le Groupe d'experts, les membres de la Commission congolaise ont dit que, comme leur pays évoluait vers une plus grande transparence politique, le Gouvernement de Kinshasa devrait prendre des mesures pour régler la question des activités du Zimbabwe dans la RDC. A leur avis, cette question devait figurer à l'ordre du jour du Dialogue intercongolais et un protocole d'accord devait être établi entre la RDC et le Zimbabwe pour corriger les irrégularités actuelles, y compris les accords signés secrètement sous la pression de la situation militaire à l'époque.

71. La position que le Gouvernement de Kinshasa adopte actuellement à l'égard des activités qui ont lieu dans les régions contrôlées par les rebelles prouve une fois de plus qu'il est incapable de prendre des décisions dans l'intérêt national. D'après les entreprises commerciales et les hommes d'affaires qui ont exercé leurs activités à la fois sous le Gouvernement congolais et sous les autorités rebelles, les règlements et les procédures n'ont généralement pas changé sous l'administration des rebelles. En fait, les fonctionnaires nommés par le Gouvernement de Kinshasa remplissent encore des fonctions comme celles de douanier ou de percepteur dans les régions tenues par les rebelles. Toutefois, les impôts ne sont pas reçus par le Gouvernement de Kinshasa et sont détournés par les rebelles à leur propre usage. Cette situation est reconnue par le Gouvernement congolais, qui a offert, en septembre 2001, de payer les 37 mois d'arriérés de salaire de ces fonctionnaires. Le Gouvernement de Kinshasa semble également avoir reconnu les activités des entités commerciales qui opèrent dans les régions aux mains des rebelles. On peut citer, entre autres exemples, la société allemande Somikivu, qui opère dans l'est de la République démocratique du Congo, mais continue à payer des impôts aux rebelles et maintient un bureau à Kinshasa. Interrogé sur le statut juridique des entités commerciales qui opèrent dans les territoires contrôlés ou occupés par les rebelles, le Ministre congolais de la justice a dit au Groupe d'experts, lors d'une réunion tenue en septembre 2001, qu'aucune des concessions n'avait été révoquée jusqu'à et qu'une évaluation serait effectuée au cas par cas

lorsque le Gouvernement reprendrait le contrôle des régions dans lesquelles ces entités opéraient.

72. Pour en avoir la preuve, le Groupe d'experts a examiné de plus près le statut juridique de DARA Forest, société thaïlandaise opérant dans la province du Nord-Kivu. DARA Forest est une société d'exploitation forestière enregistrée au Congo qui appartient à cinq actionnaires. Le principal d'entre eux, Royal Star Holdings, appartient en partie au Directeur général de DARA Forest, John Kortiram, ainsi qu'à trois autres actionnaires congolais. En mars 1998, DARA Forest a été enregistrée à Kinshasa en tant que société congolaise, après quoi des travaux ont commencé en vue de la construction d'une scierie à Mangina, dans la province du Nord-Kivu. En juin 1998, DARA Forest s'est vu accorder une concession forestière de 35 000 hectares par l'Autorité provinciale du Nord-Kivu, qui accorde des concessions aux sociétés après leur enregistrement auprès du Gouvernement central. La même autorité a également accordé à DARA Forest une licence d'exploitation pour acheter du bois à des exploitants forestiers locaux et l'exporter. Ses exportations, à destination des États-Unis et de la Chine, ont commencé au début de 1999, quelques mois après le commencement de la guerre.

73. DARA Forest, qui a respecté tous les règlements en vigueur, paie actuellement ses impôts à la même banque qu'avant la prise de la région par les rebelles. Elle a également affaire aux mêmes fonctionnaires des douanes lorsqu'elle exporte ses produits et importe du matériel de production. Le Groupe d'experts a également appris que les autorités congolaises du Nord-Kivu procèdent tous les deux mois à une vérification pour s'assurer que DARA Forest se conforme aux conditions des licences qui lui ont été accordées. En outre, le 12 septembre 2001, le Ministère de la justice à Kinshasa a accordé à DARA Forest un certificat d'enregistrement, qui semble indiquer clairement que le Gouvernement de la RDC reconnaît la société et accepte qu'elle opère dans des zones tenues par les rebelles.

74. Le cas des Frères Arslanian montre aussi l'ambiguïté de l'attitude du Gouvernement de Kinshasa. La société diamantaire des Frères Arslanian, dont le siège est en Belgique, est autorisée, aux termes d'un accord, à acheter tout le stock du comptoir Belco Diamants, à Kisangani, en échange de l'aide financière nécessaire, et ses représentants se sont rendus ouvertement à Kisangani pour acheter des diamants

S/2001/1072

extraits de mines situées dans les zones tenues par les rebelles autour de la ville. Un des propriétaires de la société, Raffi Arslanian, n'en a pas moins reçu en 2001 une lettre du Ministre congolais des mines lui proposant d'investir dans un projet de plusieurs millions de dollars destiné à réorganiser l'entreprise diamantaire MIBA qui appartient à l'État.

75. Il semble que le Président Joseph Kabila souhaite sincèrement introduire dans son pays des changements positifs. Le Groupe d'experts a noté qu'en dépit des considérations politiques qui entrent en jeu dans l'octroi de concessions favorables à ses alliés, il cherche sérieusement à attirer des investissements étrangers pour restructurer, moderniser et libéraliser ce que l'État possède encore dans le secteur minier. À cet égard, le nouveau code minier de la RDC devrait introduire certains changements positifs fondamentaux dans l'industrie minière du pays.

Zimbabwe

76. D'après les renseignements dont disposait le Groupe d'experts, cinq grands facteurs ont déterminé la nature de l'engagement du Zimbabwe en République démocratique du Congo (RDC). L'un des facteurs les plus déterminants est la volonté du Zimbabwe d'affirmer son rôle au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Un appui militaire à la RDC lui offrait cette possibilité. Le deuxième facteur réside dans les difficultés de l'économie et du système politique du Zimbabwe. Les conséquences de la très mauvaise gestion de l'économie, des dépenses publiques incontrôlées, de la corruption et du règne du parti unique sont manifestes et ont provoqué une chute du niveau de vie. À l'instar de la politique de redistribution des terres, la campagne militaire devait permettre de rallier l'opinion publique autour des dirigeants. Le troisième facteur est qu'en 1996 le Zimbabwe avait soutenu l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre du Président Kabila, fournissant 5 millions de dollars pour aider à renverser le régime Mobutu. Le quatrième facteur et le plus décisif a été l'enseignement tiré de l'engagement militaire du Zimbabwe dans la guerre civile du Mozambique. En tant que révolutionnaire et combattant de la liberté, le Président Mugabe avait engagé des forces militaires dans ce pays, pour se rendre compte plus tard que des hommes d'affaires sud-africains étaient venus monopoliser ce marché après le retrait zimbabwéen. Les responsables

zimbabwéens étaient déterminés à ne pas commettre la même erreur en RDC. Un cinquième facteur a été signalé au Groupe d'experts par un certain nombre d'analystes. La baisse du taux de change, la faillite de l'industrie minière et la pénurie critique d'énergie au Zimbabwe ne laissent plus guère de sources d'enrichissement aux responsables de l'État, qui se sont alors tournés vers la RDC.

77. Le Zimbabwe a commencé ses activités commerciales en RDC lorsque la Zimbabwean Defence Industries, société appartenant aux Forces de défense du Zimbabwe, a obtenu un contrat de vente de produits alimentaires et de matériel aux troupes de Kabila qui avançaient vers Kinshasa. À la suite du déclenchement de la guerre de 1998, le nouveau statut du Zimbabwe en RDC s'est précisé avec la nomination de Billy Rautenbach à la tête de la Gécamines et l'octroi d'un contrat à Congo-Duka, une coentreprise réunissant la ZDI et une société congolaise, General Strategic Reserves, en vue de la fourniture de produits alimentaires et d'autres biens de consommation à la RDC. Cependant, en raison d'une politique financière déplorable, les opérations de la société se sont soldées par un échec, qui a découragé les investisseurs que la ZDI espérait attirer.

78. Le personnage clef de l'engagement commercial du Zimbabwe est Emmerson Mnangagwa. Considéré par le Président Mugabe comme un membre dévoué de la ZANU-PF, M. Mnangagwa est intervenu pour la première fois en RDC lorsqu'en 1998 le Président Mugabe l'a chargé d'aller inspecter les forces zimbabwéennes. Maître d'œuvre des activités commerciales de la ZANU-PF, M. Mnangagwa s'est servi de l'influence dont il jouissait auprès du Président Kabila pour élaborer les premiers plans des projets commerciaux du Zimbabwe en RDC. C'est à cette époque, plus précisément en 1999, qu'a été conçu l'Operation Sovereign Legitimacy (OSLEG), à la suite du sommet qui s'était tenu à Windhoek et au cours duquel les alliés avaient demandé une compensation pour leur participation au conflit.

79. OSLEG représente le volet commercial des Forces de défense du Zimbabwe (ZDF) en RDC. Ses dirigeants sont majoritairement de hauts responsables militaires. Sa principale plate-forme d'intervention est la COSLEG, coentreprise constituée avec la COMIEX, société détenue majoritairement par feu le Président Laurent-Désiré Kabila et de hauts responsables de l'ADFL. OSLEG a été défini comme étant le partenaire

S/2001/1072

caractère structuré qui était à l'origine des activités purement commerciales qu'elle assume aujourd'hui.

92. Dans sa réponse au rapport du Groupe, le Gouvernement rwandais a accusé ce dernier de ne pas tenir compte de la menace permanente que présentent pour la sécurité du Rwanda les auteurs du génocide, et il déclare ne pas comprendre pourquoi le Groupe qualifie d'exploitation illégale ce qui est en fait la perpétuation de liens commerciaux traditionnels dans la région. S'il est vrai que les pays sans littoral de la région des Grands Lacs ont de tout temps été tributaires des ports de Mombassa et de Dar es-Salaam, l'industrie minière de la région orientale de la RDC a principalement fait transporter ses diamants et son or par voie aérienne via Kinshasa. Les produits du bois étaient, comme on l'a dit, transportés par voie fluviale à Kinshasa. En ce qui concerne les métaux de base, ils étaient transportés directement au port de Dar es-Salaam par le chemin de fer de Tazara. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des échanges transfrontières de proximité dans la région. De fait, les populations locales de la RDC ont toujours compté sur les pays voisins pour leurs relations commerciales et leurs échanges. Toutefois, ces échanges transfrontières officiels ont essentiellement porté sur des biens de consommation, des produits pétroliers, etc. Pour autant que le Groupe d'experts le sache, les échanges de quantités importantes de colomboantalite, de diamants ou d'or n'ont jamais fait partie des relations commerciales des populations frontalières ou vivant à proximité des frontières.

93. En ce qui concerne les menaces contre la sécurité, il faut noter que les groupes armés Interahamwe et les ex-forces armées rwandaises (FAR), y compris ALIR I (Armée pour la libération du Rwanda) et ALIR II ont ouvertement déclaré leur intention de renverser le régime de Kagame. Il ne faudrait pas pour autant que des préoccupations d'ordre sécuritaire servent de prétexte pour maintenir une présence militaire importante, qui facilite par ailleurs la poursuite de l'exploitation des ressources congolaises dans des régions de l'est de la RDC, comme Kisangani et Kindu.

94. En ce qui concerne les réseaux financiers mis en place pour que l'APR (Armée patriotique rwandaise) exploite les ressources naturelles du Congo, le Groupe s'est entretenu avec Alfred Kalisa, Président de la Banque de commerce, de développement et d'industrie (BCDI) à Kigali et actionnaire et administrateur de la Banque de commerce et de développement (BCD) à

Kinshasa. M. Kalisa a confirmé que la SARL « Tristar Investments », dont il a dit qu'elle était la propriété du Front patriotique rwandais, détient 13 % des actions de la BCDI. Il ressort du rapport d'audit de 2000 concernant la BCDI, créée en tant que coentreprise par la COMIEX [contrôlée par l'ADL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre)], que Tristar détient 10 % des parts. M. Kalisa a dit aux membres du Groupe que les données figurant dans son rapport et concernant une transaction bancaire relative à des versements de fonds à la COMIEX-ADL en 1997 étaient fausses. Le Groupe a été en mesure de vérifier la présentation faite par M. Kalisa de cette opération, dans laquelle 3,5 millions de dollars ont été transférés de la Banque Belgoise, par l'intermédiaire de la Citibank, à la BCDI en vue d'un paiement à la COMIEX. M. Kalisa a également dit au Groupe que les informations figurant dans son rapport et concernant un prêt de 1 million de dollars accordé à la SONEX (appartenant au RCD-Goma) pour régler des factures de combustible concernant la ligne aérienne Jambo Safari étaient incorrectes. Selon M. Kalisa, le prêt a été consenti pour le règlement de combustible concernant la ligne aérienne Alliance Express.

Ouganda

95. L'Ouganda peut également faire légitimement valoir que des menaces contre sa sécurité ont déclenché son intervention militaire en République démocratique du Congo (RDC). Ce faisant, le Gouvernement ougandais a mis en place un protocole signé en avril 1998 entre la RDC et l'Ouganda, aux termes duquel deux bataillons de chaque pays étaient autorisés à traverser la frontière pour poursuivre des auteurs d'actes terroristes.

96. Le Groupe a pris note du fait que l'Ouganda a donné suite à la déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2001/13) et a créé une commission nationale d'enquête, la Commission Porter.

97. Au vu du rapport du Groupe d'experts et du retrait d'un nombre important de soldats des UPDF (Uganda People's Defence Forces), on peut avoir l'impression que les activités d'exploitation ont été réduites, mais il faut souligner qu'en fait elles continuent. Les réseaux commerciaux mis en place par les officiers de l'armée ougandaise et leurs homologues civils, qui ont été présentés dans le rapport, continuent de fonctionner dans la province orientale et à Kampala. Ainsi, les sociétés Trinity et Victoria continuent à

S/2001/1072

exploiter activement les diamants, l'or, le café et le bois. Les UPDF ont donc pu retirer leurs troupes, tout en laissant derrière elles des structures qui permettent à des officiers militaires et à leurs associés, y compris des chefs rebelles, de continuer à tirer profit de ces activités.

98. Certes, le Gouvernement ougandais ne participe pas directement à ces activités d'exploitation, mais la mentalité qui inspire le comportement de son personnel militaire fait que lesdites activités sont tolérées et excusées. Les activités commerciales des officiers supérieurs des UPDF sont connues de tous. Dans une entrevue accordée en août 2001 au Groupe, le général Salim Saleh (aujourd'hui à la retraite) a reconnu que bien que n'ayant jamais été en RDC, une de ses compagnies s'était livrée à l'exportation de marchandises vers l'est de ce pays. Il a signalé que l'avion transportant ces marchandises avait été dans un premier temps confisqué par le général Kazini. Le général Kazini, qui participait également à cette entrevue, a à son tour exposé le rôle qu'il avait joué pour faciliter le transport des marchandises ougandaises vers Kisangani et d'autres régions de la RDC. Ayant la maîtrise totale des zones placées sous leur juridiction, le général Kasini et d'autres ont utilisé de leur pouvoir, comme ils l'auraient fait n'importe où ailleurs, pour mettre en place un dispositif propre à promouvoir leurs intérêts commerciaux. Ce sont les caractéristiques de la zone placée sous leur contrôle qui déterminent essentiellement le type d'activités d'exploitation menées par les membres des UPDF.

99. Le Groupe a constaté que les officiers des UPDF mènent généralement leurs activités par l'intermédiaire d'un associé congolais à qui ils délèguent tout pouvoir et qu'ils soutiennent. Tel a été le cas de Jean-Pierre Bemba, d'Adele Lotsove et plus récemment de Roger Lumbala, appartenant au RCD-National (Rassemblement congolais pour la démocratie-National), aujourd'hui disparu, ainsi que celui de Mbusa Nyamwisi. Le Groupe a appris de sources diverses que le RCD-National avait été créé en 2000 par le général Kasini avec des transfuges du RCD-Goma, en prenant Bafwasende comme base. Plus récemment, le Groupe a appris que M. Lumbala avait signé deux accords commerciaux portant les signatures du commandant Kahinda Otafire des UPDF et des contreparties belge et autrichienne. En outre, le Groupe a appris que, fin décembre 2000, Lumbala – qui servirait d'écran pour le monopole de la société

Victoria sur les diamants de Bafwasende – se trouvait à Kampala pour remettre des diamants à ses « maîtres », selon les termes de ces mêmes sources. Une autre des activités auxquelles se livrent les officiers des UPDF consiste à effectuer de généreuses ponctions sur les recettes douanières provenant du commerce illicite entre la RDC et l'Ouganda. Une source extrêmement fiable a fait savoir à cet égard au Groupe que M. Nyamwisi « épongeait » jusqu'à 400 000 dollars des États-Unis sur les recettes douanières prélevées au poste de Beni à la frontière de l'Ouganda. Selon cette même source, M. Nyamwisi partage ces sommes avec le général Kazini et le général Salim Saleh.

100. S'agissant de l'Ouganda, il existe un lien entre la poursuite du conflit et l'exploitation des ressources naturelles. Des membres influents du Gouvernement, des officiers et des hommes d'affaires continuent à exploiter le volet « sécurité » au mieux de leurs intérêts commerciaux.

Burundi

101. Le Groupe d'experts n'a trouvé aucune preuve liant directement la présence du Burundi en République démocratique du Congo (RDC) à l'exploitation des ressources de ce pays. Bien que l'armée burundaise se trouve dans la RDC à proximité d'un centre traditionnel d'échange et de transit des minéraux, sa présence a et continue d'avoir pour objectif d'arrêter les attaques lancées par les groupes rebelles, en particulier les FDD, qui sont basés dans le Sud-Kivu et au Katanga.

102. Dans sa réponse au rapport du Groupe d'experts, le Gouvernement burundais a contesté les conclusions selon lesquelles le Burundi avait exporté des minéraux qu'il ne produisait pas, en se référant spécifiquement aux exportations de diamants qui coïncidaient avec l'occupation en 1998 de la partie orientale de la RDC. Pour vérifier cette information, le Groupe d'experts a contacté le Département Afrique du FMI pour lui demander une copie d'un mémorandum du Fonds qui étaye les affirmations contenues dans son rapport. Bien que les représentants du FMI aient confirmé qu'ils s'efforçaient de retrouver le document demandé, le Groupe d'experts n'a pas pu en obtenir de copie. En outre, le Ministre de l'énergie et des mines et des représentants du secteur minier du Burundi ont fourni au Groupe d'experts des informations étayant les affirmations du Burundi selon lesquelles il y a des gisements d'or, de coltan et de cassitérite dans le nord

S/2001/1072

titre d'incitation. Ils ont remporté de petites victoires militaires dans des zones assez isolées du Burundi.

Interahamwe et ex-FAR (Forces armées rwandaises) (ALIR I et II)

141. Après l'échec d'une offensive d'un mois contre le l'APR qui avait commencé en mai, ce qui restait de l'ALIR I s'est dispersé dans la région du Nord-Kivu, principalement aux alentours de Masisi. Cette offensive, qui aurait été préparée avec l'appui de l'armée zimbabwéenne, a échoué en raison du manque de coordination entre les forces de l'ALIR I et II pour planifier les attaques et de l'absence de soutien de la part de la population rwandaise. Une fois leur commandant en chef capturé par l'APR, le reste des forces de l'ALIR I a lancé quelques attaques ponctuelles, essentiellement pour survivre. Lors de certaines attaques, elles auraient tenté de s'emparer de stocks de colobotantalite et d'autres ressources. On considère que l'ALIR I, sérieusement affaiblie, ne représente plus une sérieuse menace, un grand nombre de ses combattants ayant été capturés et conduits à un camp de réadaptation au Rwanda.

142. L'ALIR II, forte de plus de 5 000 hommes, est principalement basée dans le Sud-Kivu près de Shabunda, Fizi et Baraka, mais elle a aussi des hommes assurant des fonctions de commandement et de liaison à Lubumbashi (province du Katanga). Certains de ses combattants seraient recrutés dans des camps de réfugiés de Zambie. Dans le cadre d'une alliance peu structurée, qui existe toujours, avec le FDD et les Mai-Mai, ils auraient eu des affrontements avec le RCD-Goma et les forces rwandaises et burundaises dans la région du Sud-Kivu. Ces combats, qui se poursuivent et parfois s'intensifient, semblent avoir pour but, selon plusieurs sources bien informées, soit de s'assurer le contrôle d'un corridor pénétrant sur le territoire du Burundi, soit de continuer à déstabiliser la région afin de retarder la mise en place d'un plan de démobilisation efficace. Selon des sources fiables, plusieurs milliers de combattants de l'ALIR ont récemment été intégrés dans les Forces armées congolaises. Lors de la visite du Secrétaire général en RDC, en septembre, le Président Kabila a annoncé que 3 000 soldats des ex-FAR et d'Interahamwe, qui se trouvaient à Kamina (province du Katanga), seraient démobilisés, sous le contrôle de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo.

VIII. Conclusions

143. L'exploitation systématique des ressources naturelles et autres formes de richesses de la République démocratique du Congo (RDC) se poursuit sans relâche. Ces activités sont menées avec la participation d'un grand nombre d'acteurs, nationaux et non nationaux, appartenant ou non à la région, qu'ils participent directement ou non au conflit. Elles se sont traduites par l'enrichissement de particuliers et d'institutions qui, avec opportunisme, profitent de la situation actuelle pour amasser le maximum de richesses.

144. Tant que n'aura pas été réglé le conflit de plus large ampleur qui sévit dans l'ensemble de la République et dans la région, il serait parfaitement irréaliste d'espérer que cesse l'exploitation des ressources naturelles et autres formes de richesses dans la RDC. L'exploitation de ces ressources ne peut être analysée et traitée isolément, sans tenir compte de la situation de fait existant dans la région. Il est indispensable d'avoir conscience qu'elle ne représente qu'un aspect du problème qui est lié de façon inextricable à d'autres enjeux importants à l'échelle de la région.

145. L'une des raisons fondamentales de la poursuite de l'exploitation systématique et continue des ressources par divers groupes « prédateurs » opérant dans le pays est l'effondrement de fait de toutes les institutions et structures de l'État dans la RDC. L'incapacité de résister à toute pression ou le manque de volonté à cet égard rendent le pays extrêmement vulnérable. Il ne faut pas oublier qu'une telle situation offre des occasions et avantages financiers importants à des éléments dépourvus de scrupules qui opèrent sous le couvert de divers organismes publics, entreprises privées et groupes mafieux ou pour le compte de particuliers. Il serait tout à fait irréaliste de s'attendre à ce qu'un État se trouvant dans une telle situation puisse exercer ne serait-ce qu'un minimum d'autorité sur son territoire. Pour remédier à une situation aussi grave que celle-ci, il est d'une importance capitale de commencer à remettre sur pied les institutions publiques. Cette tâche exigera l'application d'une stratégie systématique et soutenue pendant de nombreuses années, avec l'assistance et la coopération entières de la communauté internationale.

146. Le conflit se poursuit à faible intensité; il s'agit principalement d'affrontements entre les divers

groupes armés et les forces étrangères pour empêcher celles-ci d'avoir accès à diverses ressources et d'en prendre le contrôle. Toutefois, le cessez-le-feu est d'une manière générale respecté sur la ligne de front et, de ce fait, l'exploitation des ressources est l'activité principale des troupes étrangères ainsi que des différents groupes armés, les premiers tolérant les activités des seconds, car ceux-ci constituent à leurs yeux une force d'opposition encadrée et donc une menace à la sécurité qui justifie le maintien de leur présence militaire dans la RDC.

147. Il existe par conséquent un lien très clair entre la poursuite du conflit et l'exploitation des ressources naturelles. Il ne serait pas faux de dire qu'ils découlent l'un de l'autre. Les opérations militaires et la présence d'éléments armés de toutes les parties dans la RDC sont devenues des activités qui s'autofinancent et n'entraînent donc aucune charge financière pour les parties intéressées. Celles-ci jouissent ainsi d'une plus grande liberté et, n'ayant pas de contraintes financières, ne sont aucunement incitées à faire cesser le conflit.

148. La motivation initiale des armées étrangères qui sont intervenues dans la RDC était essentiellement d'ordre politique et liée à la sécurité, mais avec le temps et en raison de l'évolution de la nature du conflit, leur motivation primordiale est désormais de tirer de la situation le maximum d'avantages commerciaux et matériels, qu'il s'agisse des gouvernements alliés ou des partisans des rebelles.

149. La persistance du conflit et des guerres civiles qui sévissent dans la région semble avoir suscité chez plusieurs pays un sentiment d'insécurité accrue ainsi que des soupçons quant à la motivation de leurs voisins. Les pays qui sont parties au conflit ne devraient toutefois pas exploiter la situation dans l'intérêt de leurs propres ambitions et programmes nationaux.

150. Nonobstant ses vives protestations, le Gouvernement de la RDC a permis à certaines sociétés étrangères de poursuivre l'exploitation de ressources dans les zones occupées par les rebelles, sans dénoncer ou résilier leurs contrats de concession. En témoigne le fait que certains ministères à Kinshasa ont toujours des contacts avec ces sociétés et collaborent activement avec elles.

151. Les sources réelles de financement de l'effort de guerre par toutes les parties au conflit, y compris la

RDC, restent entourées de mystère. Aucune des personnes interrogées par le Groupe d'experts n'a donné de réponse claire à ce sujet et il était évident que bien des choses ne devaient pas être divulguées. Les budgets militaires officiels des pays participant aux hostilités, dans les cas où certaines informations ont été communiquées, montrent clairement que ces pays ne sont pas en mesure de financer leurs activités dans la RDC. Il est évident que, dans de tels cas, l'effort de guerre a été financé par des sources extrabudgétaires, ce qui suscite beaucoup de méfiance et d'inquiétude. Il se peut qu'une partie de l'aide internationale ait été détournée pour financer le conflit, ce qui pourrait être interprété à tort comme une façon de reconnaître et d'accepter le rôle joué par les intéressés dans la poursuite du conflit dans la RDC.

IX. Recommandations

Sur le plan des institutions

152. Pour que la République démocratique du Congo (RDC) exerce effectivement son autorité sur son territoire et mette ses richesses naturelles à l'abri des activités illicites, la communauté internationale devrait aider à formuler un plan d'action organisant la restauration des institutions publiques du pays. Cette initiative devrait être liée à l'organisation d'une conférence internationale sur la paix et le développement dans la région des Grands Lacs.

153. Il conviendrait d'examiner et de réviser tous les accords de concession et tous les accords et contrats commerciaux conclus sous le régime de Laurent-Désiré Kabila (1997-2001), puis dans les zones tenues par les rebelles, y compris les concessions, les accords et les contrats signés en secret et sous la contrainte, pour en faire disparaître ou en corriger toutes les irrégularités. Le travail de renégociation qui permettrait de rééquilibrer ces obligations contractuelles devrait être entrepris sous les auspices d'un organe spécial qu'il incomberait au Conseil de sécurité de créer. Cette initiative concourra aux efforts de relèvement et de reconstruction du pays entrepris par le Président Joseph Kabila de façon transparente et organisée, encourageant ainsi l'investissement étranger direct dont la RDC a si cruellement besoin. La mise en place d'un gouvernement d'union nationale à large base serait susceptible de faciliter cette évolution.

S/2001/1072

154. La Mission de l'ONU en République démocratique du Congo devrait accélérer les opérations de démobilisation, désarmement et réinstallation afin de réduire les problèmes de sécurité dont se sont explicitement inquiétés un certain nombre d'États de la région, y compris la RDC elle-même, jusqu'au niveau où les États concernés pourront négocier entre eux les moyens de garantir leurs frontières sans empiéter sur la souveraineté des autres.

Sur le plan financier et technique

155. La Banque mondiale, le FMI et les autres donateurs internationaux sont les meilleurs critiques de leur propre assistance. Ces donateurs internationaux envisageront peut-être de présenter dans les meilleurs délais au Conseil de sécurité leurs conclusions quant au rôle que joue l'aide qu'ils fournissent dans le financement de la poursuite du conflit et le maintien du statu quo dans la région des Grands Lacs.

156. Il conviendrait d'imposer, pendant une période déterminée, un moratoire à l'achat et à l'importation de produits précieux, comme la colomboantalite, le diamant, l'or, le cuivre, le cobalt, le bois d'oeuvre et le café, provenant de régions de la République démocratique du Congo (RDC) où se trouvent des forces étrangères et de territoires tenus par les groupes rebelles.

157. Pendant ce moratoire, les pays impliqués directement ou indirectement dans le conflit en RDC, en particulier les pays de transit qui sont par exemple la Zambie, l'Afrique du Sud, le Kenya et la République-Unie de Tanzanie, devraient réviser leur législation interne et adopter les lois nécessaires pour faire enquête sur la contrebande de produits précieux congolais et poursuivre les trafiquants.

158. En même temps, il conviendrait de mettre définitivement au point les mesures techniques actuellement envisagées, par exemple la normalisation des certificats d'origine, des régimes fiscaux et des règlements de vérification, et la synthèse des statistiques de la production et du commerce des diamants. L'application de ces mesures serait contrôlée par les organes compétents, comme le Conseil mondial du diamant, le Forum intergouvernemental sur les forêts et la CITES, qui en vérifieraient l'efficacité. Il faudrait également insister sur la normalisation et l'harmonisation des procédures et des règlements applicables à l'entrée dans le pays de destination finale.

159. Les revenus tirés des richesses de la RDC devraient être acheminés par les budgets des États. La collecte de l'impôt et l'emploi des recettes devraient être strictement contrôlés, transparents et assortis d'un système de responsabilisation.

Sur le plan des sanctions

160. Le Conseil de sécurité peut envisager d'imposer des sanctions. Cependant, le moment où il conviendra de le faire dépend de l'évolution de la situation en ce qui concerne l'exploitation des richesses naturelles de la République démocratique du Congo et des événements qui intéresseront la région des Grands Lacs après la parution du présent additif. En attendant la décision que le Conseil de sécurité voudra prendre, il est nécessaire, avant de se prononcer en matière de sanctions, de mettre en place un mécanisme de contrôle et de suivi, qui rendra compte périodiquement au Conseil de sécurité des progrès éventuellement réalisés en matière d'exploitation et dans les autres domaines que le Conseil garde à l'étude.

Le Président
(Signé) Mahmoud Kassem
(Signé) Général Mujahid Alam (CR)
(Signé) Mel Holt
(Signé) Henri Maire
(Signé) Moustapha Tall
(Signé) Gilbert Barthe

Annexe I

Liste des pays visités et des représentants des gouvernements et organisations rencontrés

Le Groupe d'experts souhaite exprimer sa profonde reconnaissance aux fonctionnaires, diplomates, représentants d'organisations non gouvernementales, journalistes et autres interlocuteurs qu'il a rencontrés et qui l'ont aidé à élaborer le présent additif. Il souhaite remercier en particulier les Gouvernements du Burundi, de la Namibie et de l'Ouganda pour le niveau élevé de coopération qu'ils lui ont accordé.

En revanche, le Groupe d'experts est déçu de constater que les Gouvernements de l'Afrique du Sud, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe ne lui ont pas apporté un concours suffisant.

Par ailleurs, le Groupe d'experts souhaite remercier en particulier la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, et spécialement les Ambassadeurs Kamal Morjane et Amos Namanga Ngongi, l'Office des Nations Unies à Nairobi, le Bureau des Nations Unies en Angola, le Bureau des Nations Unies au Burundi et les bureaux du Programme des Nations Unies pour le développement à Bujumbura, Dar es-Salaam, Harare, Kampala, Kigali, Lusaka, Pretoria et Windhoek.

On trouvera ci-après la liste des fonctionnaires et autres interlocuteurs que le Groupe d'experts a rencontrés au cours de son mandat. Cette liste est incomplète car beaucoup d'autres personnes rencontrées par le Groupe d'experts ont souhaité garder l'anonymat dans leur propre intérêt.

Afrique du Sud

Représentants du Gouvernement

Ministère des affaires étrangères

Experts en diamants du Gouvernement

Représentants d'États

Ambassadeur de Belgique

Ambassadeur de France

Ambassadeur de la République démocratique du Congo

Organisations internationales

Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies

Autres

Institut d'études stratégiques

Anglo-American Corporation

S/2001/1072

Angola**Représentants du Gouvernement**

Ministre des affaires étrangères
Ministre de la défense
Ministre de l'intérieur
Ministre et Vice-Ministre de la géologie et des mines
Ministre du pétrole
Gouverneur de la Banque centrale
Vice-Ministre du commerce
Vice-Ministre des finances
Président de la société Sonangol

Représentants d'États

Ambassadeur de Belgique
Ambassadeur de France
Ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Ambassade des États-Unis d'Amérique
Ambassade du Portugal

Organisations internationales

Représentant du Secrétaire général en Angola

Autres

Président-Directeur général de l'Angola Selling Corporation (ASCORP)

Belgique**Représentants du Gouvernement**

Ministère des affaires étrangères
Ministère de l'économie

Autres

Président de la Commission d'enquête parlementaire (Geens) belge sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo
Hoge Raad voor Diamant (HRD) d'Anvers
Université d'Anvers
International Peace Information Service (IPIS)

Burundi**Représentants du Gouvernement**

Son Excellence le Président Pierre Buyoya
Son Excellence le Vice-Président Domitien Ndayizeye
Ministre des affaires étrangères
Ministre de la défense
Ministre du commerce et de l'industrie
Ministre de l'énergie et des mines

S/2001/1072

Ministre des finances
Administration des douanes
Banque de la République du Burundi

Représentants d'États

Ambassade de Belgique
Ambassade des États-Unis d'Amérique
Ambassade de la République démocratique du Congo

Organisations internationales

Représentant du Secrétaire général au Burundi
Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies
Banque mondiale

Autres

Association de banques commerciales
Comptoirs miniers des exploitations du Burundi (COMEBU)
Burundi Mining Company (BUMINCO)
Comité international de secours

États-Unis d'Amérique

Banque mondiale
Fonds monétaire international

France

Ministère des affaires étrangères

Kenya**Représentants du Gouvernement**

Ministère des affaires étrangères
Cabinet du Président
Ministère des finances et du plan
Ministère du commerce et de l'industrie
Ministère des transports et des communications
Ministère de l'environnement et des ressources naturelles
Ministère de la défense
Administration des douanes et accises
Administration portuaire, port de Mombasa
Service des douanes, port de Mombasa

Représentants d'États

Ambassadeur de Belgique
Ambassadeur de Chine
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique
Ambassadeur de France
Ambassadeur du Rwanda

S/2001/1072

Ambassadeur de Suisse
Ambassadeur de Thaïlande
Haut Commissaire de l'Ouganda
Haut Commissaire de la République-Union de Tanzanie
Haut Commissaire de la Zambie
Ambassade d'Allemagne
Ambassade des Pays-Bas
Ambassade de la République démocratique du Congo
Ambassade du Soudan
Haut Commissariat d'Afrique du Sud
Haut Commissariat du Royaume-Uni
Chef de la délégation de la Commission européenne

Namibie**Représentants du Gouvernement**

Son Excellence le Président Sam Nujoma
Ministre et Ministre adjoint des affaires étrangères
Ministre de la défense
Ministre du commerce et de l'industrie
Ministre des mines et de l'énergie
Secrétaire permanent de la Commission nationale de planification
Cabinet du Président

Représentants d'États

Haut Commissaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Ambassadeur de France
Chef de la délégation de la Commission européenne

Organisations internationales

Coordonnateur résident du PNUD

Autres

August 26 Holding Company

Ouganda**Représentants du Gouvernement**

Son Excellence le Président Yoweri Museveni
Ministre des affaires étrangères
Ministre de la défense
Ministre des finances, de la planification et du développement économique
Ministre de l'agriculture
Ministre du tourisme, du commerce et de l'industrie
Ministre d'État à l'exploitation des ressources minérales
Ministre d'État à l'environnement
Général James Kazini
Lieutenant-colonel Nobel Mayumbu

S/2001/1072

Représentants d'États

Haut Commissariat du Royaume-Uni
Ambassade de France

Organisations internationales

Représentant résident de la Banque mondiale
Représentant résident du Fonds monétaire international

Autres

Général en retraite Salim Saleh
Commission d'enquête ougandaise (Commission Porter)
British Broadcasting Corporation (BBC)
The East African
The Monitor
The New Vision
DARA Forest

République centrafricaine**Représentants du Gouvernement**

Ministère des mines, de l'énergie et de l'hydraulique
Central Bank of the States of Central Africa
Office de la réglementation, de la commercialisation et du contrôle des produits agricoles

Représentants d'États

Ambassade de France
Ambassade de la République démocratique du Congo
Consul honoraire de Belgique
Union européenne

Organisations internationales

Représentant du Secrétaire général en République centrafricaine
PNUD

Autres

Comptoirs d'exportation de diamants

République démocratique du Congo**Représentants du Gouvernement**

Son Excellence le Président Joseph Kabila
Ministre des affaires étrangères
Ministre de la Présidence
Ministre de la sécurité nationale et de l'ordre public
Ministre délégué à la défense
Ministre de l'économie, des finances et du budget

S/2001/1072

Ministre de la justice
 Ministre du plan et de la reconstruction
 Ministre de l'agriculture
 Ministre de la santé
 Ministre de l'environnement et du tourisme
 Ministre des PTT
 Ministre des transports et des communications
 Ministre et Vice-Ministre des mines et des hydrocarbures
 OFIDA (Office des douanes et accises)

Représentants d'États

Ambassadeur de l'Angola
 Ambassadeur de Belgique
 Ambassadeur de Namibie
 Ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
 Ambassade des États-Unis d'Amérique
 Ambassade de France

Organisations internationales

Représentant spécial du Secrétaire général en République démocratique du Congo
 Commandant et chef d'état-major de la MONUC
 Général de division Chingombe, commandant de l'Équipe spéciale de la
 Communauté pour le développement de l'Afrique australe
 Coordonnateur résident et coordonnateur résident adjoint du PNUD

Autres

Jean-Pierre Bemba, MLC/FLC
 Banque de commerce et de développement
 Commission d'experts nationaux sur le pillage et l'exploitation illégale des
 ressources naturelles et autres richesses
 COMIEX
 COSLEG
 Catholic Relief Services
 Group Forrest
 Groupe juridique international des droits de l'homme
 Kababankola Mining Company
 KSENGE Manganese
 Oxfam-Royaume-Uni
 Sengamines
 SOCEBO
 SODIMICO

République du Congo

Représentants du Gouvernement

Administration des douanes

S/2001/1072

Représentants d'États

Ambassadeur de Belgique
Ambassadeur de France
Ambassade de la République démocratique du Congo
Union européenne

République-Unie de Tanzanie**Représentants du Gouvernement**

Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères
Secrétaire permanent du Ministère de la défense
Secrétaire permanent du Ministère de l'énergie et des ressources minières
Ministère de l'industrie et du commerce
Ministère de l'intérieur
Gouverneur de la Banque de Tanzanie
Administration portuaire tanzanienne

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**Représentants du Gouvernement**

Foreign and Commonwealth Office
Administration des douanes et accises

Autres

Amnesty International
Africa Confidential
Global Witness
British Petroleum
De Beers
Anglo-American Corporation
America Mineral Fields
Oxfam
Hart Ryan Productions

Rwanda**Représentants du Gouvernement**

Son Excellence le Président Paul Kagame
Cabinet du Président : Envoyé spécial pour la République démocratique du Congo et du Burundi
Chef d'état-major adjoint de l'Armée patriotique rwandaise
Ministre du commerce
Ministre de l'énergie, de l'eau et des ressources naturelles
Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères
Secrétaire permanent du Ministère des finances
Secrétaire permanent du Ministère de la défense
Ministère de la justice
Banque nationale du Rwanda

S/2001/1072

Administration fiscale du Rwanda
Magasins généraux du Rwanda (MAGERWA)

Représentants d'États

Ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Ambassade d'Afrique du Sud
Ambassade d'Allemagne
Ambassade de Belgique
Ambassade du Canada
Ambassade des États-Unis d'Amérique
Ambassade de France
Ambassade des Pays-Bas
Ambassade de Suisse

Organisations internationales

Banque mondiale
Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies

Autres

Fédération du secteur privé rwandais (FSPR)
Federation of Customs Clearance Commissioners
Banque du commerce, du développement et de l'industrie (BCDI)
Association des banquiers rwandais
Banque commerciale du Rwanda
Banque de Kigali
Eagles Wings Resources
Rwanda Metals SARL
SOGERMI SARL

Zambie**Représentants du Gouvernement**

Son Excellence le Président Frederick Chiluba
Ministre de la défense
Ministre des finances et du développement économique
Ministre du commerce et de l'industrie
Ministre d'État aux affaires présidentielles
Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères
Secrétaire permanent du Ministère des mines et de l'exploitation des ressources minérales

Représentants d'États

Ambassadeur des États-Unis d'Amérique
Ambassadeur de France
Ambassadeur de la République démocratique du Congo

S/2001/1072

Organisations internationales

Secrétaire général du Marché commun d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe
(COMESA)
Coordonnateur de la Communauté de développement de l'Afrique australe pour le
secteur minier

Autres

AFRONET

Zimbabwe**Représentants du Gouvernement**

Son Excellence le Président Robert Mugabe
Ministre des mines et de l'énergie
Ministre des transports et des communications
Ministre de l'environnement
Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères
Chef de l'armée

Représentants d'États

Ambassadeur de Belgique
Ambassadeur de France

Organisations internationales

Coordonnateur résident des Nations Unies

Autres

Commercial Farmers' Union
Zimbabwe Defence Industries

S/2001/1072

Annexe II

Abréviations

ADF	Alliance des forces démocratiques
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
ALIR	Armée pour la libération du Rwanda
APR	Armée patriotique rwandaise
BCD	Banque de commerce et de développement
BCDI	Banque de commerce, de développement et d'industrie, Kigali
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
Coltan	Colombotantalite
COMESA	Marché commun d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe
COMIEX	Compagnie mixte d'import-export
COSLEG	Coentreprise entre la COMIEX et OSLEG
Ex-FAR	Ex-Forces armées rwandaises
FAC	Forces armées congolaises
FDD	Forces pour la défense de la démocratie
FLC	Front de libération du Congo
FLEC	Frente para a Libertacao do Enclave de Cabinda
FMI	Fonds monétaire international
FNL	Forces nationales de libération
FPR	Front patriotique rwandais
Gécamines	Générale des carrières et des mines
IDI	International Diamond Industries
LRA	Lord's Resistance Army
MIBA	Société minière de Bakwanga
MLC	Mouvement de libération du Congo
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
OSLEG	Operation Sovereign Legitimacy
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRA	People's Redemption Army
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RCD-Goma	Rassemblement congolais pour la démocratie, basé à Goma

S/2001/1072

RCD-ML	Rassemblement congolais pour la démocratie, Mouvement de libération basé initialement à Kisangani, et maintenant à Bunia
RCD-National	Rassemblement congolais pour la démocratie, qui était basé à Bafwasende
SCEM	Société congolaise d'exploitation minière
SOCEBO	Société congolaise d'exploitation du bois
SOMIKIVU	Société minière du Kivu
SONANGOL	Sociedade Nacional de Combustiveis de Angola
UNITA	União Nacional para a Independência Total de Angola
UPDF	Forces armées ougandaises
ZANU-PF	Zimbabwe African National Union-Patriotic Front
ZDF	Zimbabwe Defence Forces
ZDI	Zimbabwe Defence Industries

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
22 mai 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 22 mai 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

Je me réfère à la Déclaration du Président (S/PRST/2001/39) datée du 19 décembre 2001, dans laquelle le Conseil de sécurité a prorogé le mandat du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo pour une période de six mois. Le Conseil a demandé au Groupe d'experts de lui présenter un rapport intérimaire à l'expiration d'une période de trois mois et un rapport définitif à la fin de son mandat.

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport intérimaire du Groupe d'experts soumis par le Président du Groupe. Le rapport présente une évaluation indépendante de la situation sur le terrain ainsi que les observations du Groupe sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter le rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. Annan



Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo

I. Introduction

1. À la demande du Conseil de sécurité, le Groupe d'experts est retourné à Nairobi le 18 février 2002 pour entreprendre une troisième série d'enquêtes sur le pillage des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo ainsi que sur les liens entre ces activités et la poursuite du conflit.
2. Le Conseil de sécurité avait chargé deux groupes d'experts précédents d'étudier ces mêmes questions et de lui faire rapport (voir S/PRST/2000/20 et S/PRST/2001/13). Le rapport du premier Groupe au Conseil de sécurité a été publié le 12 avril 2001 (S/2001/357). Le deuxième Groupe a poursuivi ses enquêtes pour fournir une mise à jour, réunir des informations sur les pays et les intervenants qui n'avaient pas été suffisamment étudiés dans le rapport et répondre aux réactions suscitées par ledit rapport. Il a présenté au Conseil de sécurité un additif au rapport, daté du 13 novembre 2001 (S/2001/1072). Dans cet additif, le Groupe a examiné le rôle joué dans l'exploitation illégale des ressources congolaises non seulement des sept pays directement engagés dans le conflit, mais aussi de six pays de transit africains.
3. Dans une déclaration de son Président, datée du 19 décembre 2001 (S/PRST/2001/39), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de proroger le mandat du Groupe pour une période de six mois et demandé à ce dernier de présenter un rapport intérimaire et un rapport définitif. Le mandat élargi du Groupe, prévoit que ses rapports devraient comprendre les éléments ci-après :
 - a) Une mise à jour des données pertinentes et une analyse des autres informations provenant de tous les pays concernés, en particulier ceux qui n'ont pas jusqu'à présent communiqué au Groupe d'experts des renseignements demandés;
 - b) Une évaluation des mesures que pourrait prendre le Conseil, y compris celles que le Groupe d'experts a recommandées dans son rapport et dans l'additif à ce rapport afin d'aider à mettre un terme au pillage des ressources naturelles de la République démocratique du Congo, en prenant en compte l'impact qu'auraient ces mesures sur le financement du conflit et l'impact qu'elles pourraient avoir sur la situations humanitaire et économique du pays;
 - c) Des recommandations concernant les mesures concrètes que la communauté internationale pourrait prendre en soutien au Gouvernement de la République démocratique du Congo, par le biais des organisations internationales, mécanismes et organes de l'ONU existants, pour s'attaquer aux problèmes énumérés dans le rapport et son additif;
 - d) Des recommandations relatives aux mesures éventuelles que pourraient prendre les pays de transit ainsi que les utilisateurs finaux pour aider à mettre un terme à l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo.
4. Le Conseil a également souligné qu'il importait que le Groupe « maintienne un haut niveau de collaboration avec tous les intervenants congolais, qu'ils soient gouvernementaux ou non gouvernementaux, sur l'ensemble du territoire national ».
5. Le Groupe actuel est composé des membres suivants :
 - S. E. M. Mahmoud Kassem (Égypte), Président
 - M. Jim Freedman (Canada)
 - M. Mel Holt (États-Unis d'Amérique)
 - M. Bruno Schiemsy (Belgique)
 - M. Moustapha Tall (Sénégal).
6. Le Groupe a bénéficié du concours d'un conseiller technique à temps partiel, M. Gilbert Barthe (Suisse) et de deux spécialistes des questions politiques ainsi que d'un administrateur et d'une secrétaire. Certaines difficultés d'ordre administratif ont entravé ses travaux. Certaines ont été réglées mais un membre et un conseiller technique à temps partiel manquent toujours au Groupe, qui s'est néanmoins efforcé de s'acquitter au mieux de son mandat.
7. Pour guider ses travaux, le Groupe a élaboré un plan d'action qui a été transmis au Conseil de sécurité. Il a décidé de se concentrer au cours des trois premiers mois sur quatre aspects de son mandat : la mise à jour des données, le rôle des pays de transit et des

utilisateurs finaux, l'impact des activités d'exploitation et du conflit armé sur la situation humanitaire et économique et le maintien d'un haut niveau de collaboration avec tous les intervenants congolais. Plusieurs de ces éléments sont en cours d'examen en vue de déterminer les mesures qui seraient les plus efficaces pour mettre fin à l'exploitation illégale. Les enquêtes se limitent aux diamants, à l'or, au coltan, au cuivre, au cobalt, au bois d'oeuvre, à la faune et la flore sauvages et aux ressources financières. Les liens entre les activités d'exploitation et le trafic d'armes et autres activités criminelles organisées font également l'objet des enquêtes du Groupe.

II. Activités en Afrique

8. Le Groupe s'est rendu dans trois pays de la région des Grands Lacs qui ont été impliqués dans le conflit et qui ont également servi de points de transit pour certaines ressources naturelles : le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda. Le Groupe a également effectué deux voyages en République démocratique du Congo ainsi que dans deux pays de transit africains en dehors de la région, à savoir la République du Congo et la République centrafricaine. Au cours de ces voyages, le Groupe a rencontré des représentants du Gouvernement de haut niveau, des responsables techniques, des membres dirigeants de groupes rebelles congolais, des représentants du corps diplomatique, de la MONUC, des organismes des Nations Unies, des donateurs multilatéraux, des ONG, et des associations représentant la société civile. Il s'est également entretenu avec des exploitants commerciaux privés. Des réunions techniques ont eu lieu avec des responsables dans chacun des cinq pays de transit visités pour examiner les réponses des gouvernements aux questions posées par le Groupe au sujet du commerce en transit de ressources comme le coltan, les diamants et l'or.

Burundi, Ouganda et Rwanda

9. Le mandat de la Commission judiciaire d'enquête créée par le Gouvernement ougandais devant à l'origine venir à expiration en mars, le Groupe avait décidé de choisir Kampala pour sa première visite dans la région. Une séance de travail a eu lieu avec la Commission, sous la conduite du juge David Porter. La Commission enquête également sur l'exploitation

illégale des ressources en République démocratique du Congo et, plus particulièrement, sur la participation du Gouvernement et d'autres parties ougandaises. Il s'agissait de la troisième réunion du Groupe avec la Commission Porter.

10. À la demande de la Commission et des autorités gouvernementales et avec l'encouragement des membres de la communauté internationale, le Groupe a décidé de remettre à la Commission trois éléments de preuve écrites réunis au cours de ses propres enquêtes. Ces éléments de preuve, qui, de l'avis du Groupe, revêtent un intérêt considérable, ont été soumis au juge Porter au milieu du mois de mars. Le Groupe espère que ce geste de coopération aidera la Commission Porter à faire progresser son enquête et à formuler des recommandations constructives touchant les mesures à prendre par le Gouvernement ougandais. Le mandat de la Commission a été prorogé jusqu'à la fin du mois de mai 2002.

11. Au cours de la visite du Groupe à Kigali, les autorités rwandaises ont continué d'insister sur les très nombreux problèmes de sécurité qui étaient toujours les leurs du fait des activités des groupes armés de l'opposition hutue en République démocratique du Congo. Ils ont souligné que le Gouvernement de ce pays devrait aborder ces problèmes dans le cadre de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka. Ils ont également estimé que l'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo et le commerce de nombre de ces ressources, qui a de tout temps existé entre les deux pays, sont des questions secondaires qui ne pourront être convenablement résolues tant que des progrès n'auront pas été réalisés sur les problèmes fondamentaux d'ordre politique et en matière de sécurité.

12. Le Groupe s'est aussi rendu à Bujumbura. Les liens entre les conflits au Burundi et en République démocratique du Congo ainsi que leurs répercussions éventuelles sur la stabilité de la région ont été un aspect important de l'enquête du Groupe pendant son séjour.

République démocratique du Congo

Dialogue intercongolais

13. Conformément à son mandat et à son plan d'action, le Groupe avait prévu de se rendre en Afrique du Sud pour y rencontrer des représentants des divers

S/2002/565

secteurs participant au dialogue intercongolais à Sun City. Il a consulté le Bureau du Facilitateur, le Gouvernement sud-africain et la MONUC au sujet de l'opportunité et de la date de la visite qu'il envisageait d'entreprendre en Afrique du Sud pour y rencontrer les participants au dialogue intercongolais. Sur les conseils de l'équipe de facilitation, qui a estimé que la présence du Groupe pourrait avoir un effet préjudiciable, le Groupe a décidé de ne pas se rendre en Afrique du Sud avant la fin du dialogue. De ce fait, il a été contraint de se mettre en rapport avec des représentants des secteurs invités au dialogue intercongolais dans différentes régions de la République démocratique du Congo. Ces efforts se poursuivront pendant la deuxième moitié de son mandat.

Kinshasa et l'est de la République démocratique du Congo

14. Le dialogue intercongolais ayant été prolongé d'une semaine, il a coïncidé avec la visite du Groupe à Kinshasa qui a eu, de ce fait, quelques difficultés à rencontrer les membres dirigeants de diverses délégations. Malgré ces complications, le Groupe a pu s'entretenir avec certains représentants de haut rang du Gouvernement et de la société civile ainsi qu'avec quelques membres des partis d'opposition et du groupe Mai-Mai.

15. Les intervenants congolais et les observateurs internationaux ont communiqué leurs vues sur l'évolution du dialogue intercongolais et les éventuelles ramifications des décisions prises à Sun City. Le Groupe a poursuivi ses enquêtes sur plusieurs stratégies, mécanismes et intervenants impliqués dans l'exploitation des ressources. La question des droits en matière d'environnement et des droits de l'homme liés aux activités d'exploitation et au conflit a occupé une place importante dans les travaux du Groupe au cours de sa visite. Une partie de l'enquête du Groupe concernait aussi les réformes entreprises par le Gouvernement de la République démocratique du Congo qui pouvaient contribuer à mettre fin à cette exploitation. Le Groupe a rencontré à deux reprises des membres de la Commission d'experts nationaux, créée par le Gouvernement congolais en mai 2001. Il a posé à la Commission une série de questions se rapportant aux divers éléments de son mandat.

16. Deux membres du Groupe se sont rendus dans l'est de la République démocratique du Congo, et ont séjourné pendant près de trois semaines dans la

province orientale et dans le Nord et le Sud-Kivu. Les membres du Groupe ont recueilli de nombreuses informations sur la situation dramatique des populations civiles et l'état des économies locales dans l'est du fait du conflit armé et de l'exploitation économique. Ils ont également étudié les stratégies et mécanismes d'exploitation des ressources naturelles, de répartition des ressources financières et de contrôle du commerce par des armées étrangères et toute une série de parties armées présentes dans la région, parfois en collusion avec des exploitants privés.

République du Congo et République centrafricaine

17. Une partie de la mission d'enquête du Groupe en République du Congo a été axée sur le trafic de diamants provenant de la République démocratique du Congo. Les autorités et certains exploitants privés ont souligné combien il était difficile de contrôler le commerce de transit pénétrant en République démocratique du Congo par le fleuve Congo. Le Groupe s'est aussi rendu à Bangui. Le commerce de transit du café ainsi que le trafic de diamants et d'or ont été parmi les questions évoquées au cours des consultations avec les représentants de la République centrafricaine.

Réunion d'information à l'intention de la Mission du Conseil de sécurité en Afrique du Sud

18. À la demande du chef de la mission du Conseil de sécurité, l'Ambassadeur Jean-David Levitte, le Groupe s'est rendu à Pretoria pour rencontrer le 28 avril la mission envoyée dans la région des Grands Lacs qui avait pour objectif de mobiliser un soutien en faveur des initiatives de paix dans la région. Au cours d'une réunion à huis clos, le Groupe a informé la mission du Conseil de sécurité de l'évolution récente de la situation dans la région des Grands Lacs et des dernières données recueillies au cours de son enquête.

III. Activités à l'extérieur de l'Afrique

Consultations à New York et à Washington

19. Avant de reprendre ses travaux dans la région des Grands Lacs, le Groupe s'est réuni à nouveau le 4 février au Siège de l'ONU. Il a tenu des consultations avec les Représentants permanents de 17 États Membres, dont des membres du Conseil de sécurité et des pays impliqués dans le conflit, qui ont exprimé leur appui à ses travaux. Il s'est entretenu avec des fonctionnaires du Secrétariat et des représentants d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales. À Washington, il a rencontré des représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ils ont examiné ensemble les types d'assistance fournie aux pays impliqués dans le conflit et la mesure dans laquelle les institutions nationales pourraient contribuer à lutter dans ces pays contre l'exploitation illégale des ressources de la République démocratique du Congo.

Allemagne, Belgique, France et Royaume-Uni

20. **Pays de transit secondaire et pays de destination finale.** L'une des méthodes utilisées pour les enquêtes du Groupe consiste à analyser les chaînes commerciales de divers produits provenant de la République démocratique du Congo. Le Groupe s'est efforcé d'identifier ces filières, depuis l'extraction et la production jusqu'au traitement et à l'utilisation finale, y compris les réseaux de transport. Cette méthode a été adoptée afin non seulement d'identifier ceux qui commercialisent les produits ainsi que l'endroit où ils se trouvent, mais aussi de proposer les mesures les plus efficaces pour lutter contre le commerce illicite. Une analyse partielle a permis au Groupe d'identifier divers pays qui n'étaient pas seulement des utilisateurs finals des produits traités ou raffinés, mais aussi des points de transit secondaire pour des produits primaires. Figurent parmi eux plusieurs pays d'Europe occidentale, où se trouvent certains des grossistes, essayeurs, associations commerciales et compagnies de transport aérien s'occupant des produits visés par le Groupe. Celui-ci s'est rendu, du 1er au 10 avril, au Royaume-Uni, en Belgique, en Allemagne et en France. Il s'est entretenu avec des responsables des ministères, des représentants

du Parlement, des membres d'organisations non gouvernementales et des opérateurs commerciaux. Des opérateurs privés du commerce de la colobotantalite (coltan) et des diamants, ainsi que des représentants d'une association commerciale, ont déclaré qu'après s'être entretenus avec le Groupe, ils se rendaient maintenant mieux compte des conséquences de l'exploitation des ressources de la République démocratique du Congo.

IV. Communauté des donateurs

21. Donnant suite à ses contacts avec les donateurs à Washington, le Groupe a cherché à rencontrer, au cours de ses enquêtes en Europe comme en Afrique, des donateurs multilatéraux et bilatéraux ainsi que des organisations non gouvernementales internationales. Il estime en effet que ces rapports avec la communauté des donateurs font partie intégrante de ses travaux. En Belgique, il s'est entretenu avec des responsables de la Direction générale du développement de la Commission européenne, qui lui ont exposé les divers types d'aide accordée aux pays de la région des Grands Lacs ainsi que les mécanismes de contrôle et d'audit de la Direction. Ils ont également examiné ensemble les questions concernant la fongibilité de l'assistance financière de la communauté européenne et le contrôle des flux financiers servant à blanchir de l'argent. Il a été convenu que le Groupe et les représentants des délégations de la Commission dans la région des Grands Lacs se rencontreraient à Kinshasa, à la fin de mai, afin de continuer à examiner comment l'aide internationale des donateurs peut contribuer, indirectement ou directement, à la poursuite du conflit en République démocratique du Congo.

22. Aussi bien en Europe qu'en Afrique, le Groupe a eu conscience que les donateurs étaient de plus en plus disposés à examiner comment les politiques d'aide pouvaient être utilisées comme moyen efficace de communiquer les convictions des organisations donatrices et, peut-être, d'influer sur les politiques des pays.

V. Commerce de transit

23. Le Groupe était chargé par le Conseil de sécurité de soumettre des recommandations sur les mesures que pourraient prendre les pays de transit ainsi que les pays

de destination finale afin de contribuer à lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo.

24. Conformément à son plan d'action, le Groupe a présenté une série de questions à 11 pays de transit africains, dont certains étaient directement impliqués dans le conflit en République démocratique du Congo : le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda et le Zimbabwe. Il a également contacté d'autres pays d'Afrique par lesquels transitaient les produits de la République démocratique du Congo : l'Afrique du Sud, le Kenya, le Mozambique, la République centrafricaine, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie.

25. Les neuf questions posées par le Groupe portaient sur la législation applicable, les enquêtes officielles sur les mouvements illicites de produits, les mesures déjà prises pour lutter contre ce phénomène, l'efficacité de ces mesures, l'adoption éventuelle d'autres mesures susceptibles d'être appliquées et les besoins des gouvernements en matière d'aide et de compétences supplémentaires.

26. Le Groupe s'est ensuite rendu en Ouganda, au Rwanda, au Burundi, en République centrafricaine et en République du Congo, où il s'est entretenu avec des représentants des ministères et institutions chargés des différents aspects du commerce de transit. Les réponses écrites promises par certains gouvernements n'ont pas encore été reçues. Des consultations avec d'autres responsables nationaux afin de recueillir des renseignements supplémentaires seront nécessaires avant que le Groupe puisse achever son analyse.

VI. Contexte et orientations des travaux du Groupe : exploitation des ressources, liens avec le conflit et crise humanitaire et économique

Exploitation des ressources naturelles et autres richesses et liens avec le conflit

27. Le Groupe poursuit ses enquêtes sur les différentes stratégies d'exploitation des ressources auxquelles ont recours les acteurs locaux et étrangers et sur la mesure dans laquelle ces stratégies contribuent à faire durer le conflit. Sont indiquées ci-après certaines

des tendances et des pistes d'enquête qui continueront d'orienter les travaux du Groupe sur le terrain.

28. Après avoir étudié pendant deux mois la situation dans la région et à l'extérieur, le Groupe est enclin à penser que l'exploitation illégale des ressources congolaises se poursuit et qu'elle se renforce même dans de nombreux domaines. Par exemple, malgré la forte baisse des prix de la colobotantalite en 2001, les opérations d'extraction de ce produit se poursuivent dans tout l'est de la République démocratique du Congo. Tandis que plusieurs opérateurs commerciaux extérieurs à la région des Grands Lacs ont arrêté d'exporter de la colobotantalite de la République démocratique du Congo en raison de la baisse des prix qui a considérablement réduit la rentabilité du commerce de ce produit, d'autres opérateurs liés aux parties impliquées dans le conflit ont continué d'en exporter d'importantes quantités. Un autre exemple de la poursuite de l'exploitation est l'augmentation des frais de licence, des impôts et des droits de douane, apparemment pour compenser la diminution des recettes du commerce de la colobotantalite.

29. Le Groupe commence à mieux comprendre la diversité du rôle des armées étrangères, des groupes d'opposition armée étrangers, des groupes de rebelles congolais et des groupes Mai-Mai¹ dans l'exploitation des ressources et le conflit armé. Il enquête également sur la manière dont les divers conflits existant entre les parties armées – certains semblent s'intensifier et d'autres diminuer – peuvent être liés à la maîtrise des ressources, du territoire, des recettes fiscales et du commerce en général. Il apparaît que la portée, l'intensité et les modalités des activités liées à l'exploitation des ressources se reflètent parfois dans l'assise du pouvoir extrêmement commercialisée de certains acteurs militaires et politiques. Dans le cas des armées étrangères présentes en République

¹ Les groupes Mai-Mai sont un phénomène typiquement congolais et ne doivent pas être confondus avec les groupes armés étrangers explicitement mentionnés dans l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka. Dans le cas des Mayi-Mayi, il s'agit généralement de combattants provenant des diverses communautés qui s'organisent pour défendre leur territoire local, y compris contre les armées étrangères et leurs alliés. Toutefois, des différences considérables marquent la structure, les moyens militaires et l'organisation politique des nombreux groupes disséminés dans tout l'est de la République démocratique du Congo qui se disent Mai-Mai.

démocratique du Congo, le Groupe enquête sur l'implication directe et institutionnalisée de certaines d'entre elles dans l'exploitation des ressources et la mainmise sur l'économie locale.

30. Des indices donnent à penser que des activités et des réseaux criminels d'autres pays et régions d'Afrique et de l'extérieur se sont implantés dans la région des Grands Lacs. Le Groupe étudie actuellement les réseaux criminels qui seraient basés à l'extérieur de l'Afrique et qui pourraient utiliser pour blanchir de l'argent le commerce de certaines ressources de la République démocratique du Congo. Il suit également les activités d'un autre réseau de criminalité organisée qui s'est occupé de l'extraction des ressources congolaises, du transport de certains produits à l'extérieur de la République démocratique du Congo aux fins d'exportation et de l'importation d'armes dans la région des Grands Lacs. Les opérations de ce réseau font maintenant l'objet d'enquêtes judiciaires au moins dans un pays. Un autre réseau, basé en Afrique, financerait une série d'activités criminelles grâce aux bénéfices provenant de la contrebande de certaines ressources. D'autres réseaux peuvent être liés à l'exploitation illégale du bois et autres activités connexes. Des enquêtes complémentaires sont menées au sujet des allégations selon lesquelles le trafic des ressources naturelles de la République démocratique du Congo serait lié à certaines organisations de l'Afrique et de l'extérieur. Celles-ci auraient commencé à utiliser pour leurs transactions des ressources minérales précieuses au lieu de monnaie forte, que les institutions financières et les gouvernements peuvent plus facilement repérer. Certaines de ces activités criminelles organisées peuvent viser aussi la déstabilisation politique.

31. Le Groupe continue d'étudier les chaînes commerciales de certains produits. Cette méthode lui a permis d'approfondir divers aspects du commerce de ces produits et d'en dégager progressivement certaines caractéristiques. Par exemple :

a) Les liens bien établis existant entre certains opérateurs commerciaux et sociétés privées, d'une part, et certains fonctionnaires et institutions publiques, de l'autre;

b) Les divers niveaux auxquels des individus, des sociétés ou des entités ainsi que des gouvernements sont impliqués dans le trafic de ressources naturelles;

c) Les secteurs des chaînes commerciales qui font entrer en jeu des réseaux criminels;

d) L'importance des bases militaires permettant aux différents acteurs du conflit d'acheminer des produits jusqu'au point d'exportation initial;

e) L'insuffisance des contrôles dans les administrations civiles des différentes régions d'Afrique, qui s'explique en partie par des instruments et des procédures juridiques périmés, par la faiblesse de l'application des règlements et procédures en vigueur et par le manque de ressources.

f) Le fait que certains opérateurs commerciaux aspirant à une transparence et à une éthique plus grandes se rendent de plus en plus compte que des régimes de certification d'origine devraient être établis pour des produits autres que les diamants;

g) La manière dont les facteurs du marché influent sur les activités d'exploitation;

h) Comment ceux qui sont impliqués dans le commerce illicite des ressources congolaises modifient une fois de plus leurs opérations et leur tactique en vue d'essayer de dissimuler leurs activités. Le Groupe a appris que les itinéraires de transit des produits sont de nouveau modifiés et que les ressources congolaises sont apparemment réétiquetées en transit afin de masquer leur origine. Des partenaires commerciaux « congolais » ou étrangers sont utilisés comme façades permettant de les légitimer, tandis que des entités commerciales sont restructurées afin d'estomper leurs liens et leurs activités. Les différents acteurs mettent davantage l'accent sur le contrôle des recettes douanières et fiscales résultant du commerce en général et du commerce des ressources naturelles en particulier, ainsi que sur la saisie des biens.

32. Un volume substantiel de certaines ressources continue de transiter par des pays voisins de la République démocratique du Congo, dans certains cas par des moyens clandestins et dans d'autres de manière ouverte, sous le couvert du commerce de transit légitime. Le Groupe s'emploie actuellement à identifier les opérateurs qui sont impliqués dans ces courants commerciaux et à déterminer s'ils sont reliés aux principaux acteurs du conflit.

33. Le Groupe examine l'impact sur l'exploitation des ressources qu'exercent une série de réformes entreprises par le Gouvernement de la République

S/2002/565

démocratique du Congo. Ces réformes portent sur la mise en oeuvre d'un système de certification des diamants déjà adopté à titre bilatéral avec le Haut Conseil des diamants en Belgique, sur l'application imminente du nouveau code minier et sur la mise au point d'un code forestier, ces deux dernières activités bénéficiant de l'appui de la Banque mondiale. Durant le reste de son mandat, le Groupe évaluera également l'impact potentiel de l'application de la résolution sur l'examen de tous les accords et contrats commerciaux signés durant le conflit, résolution qui a été adoptée durant la Conférence de Sun City (Afrique du Sud) sur le dialogue intercongolais, ainsi que la création d'une commission d'éthique et de lutte anticorruption, qui est l'une des institutions civiles créées au titre de l'accord partiel sur la transition démocratique conclu durant le dialogue. De plus, le Groupe suit la participation du Gouvernement de la République démocratique du Congo au Processus de Kimberley, qui devrait aboutir à la mise en place d'un système international de certification des diamants d'ici à la fin de 2002.

34. Le Groupe continue aussi d'axer ses travaux d'enquête sur le statut et le fonctionnement des coentreprises opérant dans certains secteurs des ressources de la République démocratique du Congo.

Nature actuelle du conflit en République démocratique du Congo

35. Selon le Groupe d'experts, il n'y a pratiquement plus d'affrontements directs entre les principaux adversaires qui ont signé l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka. Les combats, au sens classique du terme, ont cessé entre les armées de la RDC et de ses alliés et leurs ennemis, à savoir les forces rebelles congolaises et les armées étrangères qui les soutiennent. D'une façon générale, les principaux adversaires restent séparés par la ligne de cessez-le-feu, qui a, de fait, coupé le pays en deux et a pratiquement éliminé tous les heurts directs entre les ex-parties au conflit. L'exception la plus notable a été l'offensive menée par les troupes du RCD-Goma, appuyées par l'Armée patriotique rwandaise qui ont délogé, en mars 2002, les Forces armées congolaises et les rebelles burundais du Front pour la défense de la démocratie (FDD) du village de Moliro, dans la province du Katanga².

² Moliro est un lieu stratégique situé sur la rive

36. Des deux côtés de la ligne de cessez-le-feu, les armées étrangères ont renforcé leur présence et la lutte pour le contrôle des ressources naturelles et du territoire est devenue un sujet de préoccupation majeure. La rivalité pour le contrôle des ressources se manifeste sous des formes différentes de chaque côté de la ligne de cessez-le-feu. À l'ouest, les forces étrangères, de concert avec certaines parties congolaises, se sont solidement implantées et continuent d'exploiter les ressources naturelles de la RDC à leur profit, tout en se montrant discrètes. Elles exercent aussi parfois un certain contrôle sur l'économie locale. Ainsi, alors que le Zimbabwe a officiellement déclaré avoir retiré d'importants effectifs au cours des 18 mois écoulés, le Groupe d'experts a reçu des rapports selon lesquels de nouveaux contingents ont été envoyés dans des régions comme le Kasai, où les parties zimbabwéennes continuent d'exploiter des mines de diamant. Dans les régions contrôlées par le Gouvernement, il n'y a pas de conflit armé entre parties rivales se disputant l'exploitation des ressources ou entre adversaires politiques, comme c'est le cas dans l'est du pays, mais le Groupe d'experts a reçu des rapports faisant état des conséquences néfastes que la présence de troupes étrangères, en particulier des forces zimbabwéennes, continuaient d'avoir sur les populations civiles. Les rapports signalent notamment de graves violations des droits de l'homme et des abus de pouvoir.

37. Alors qu'il règne un calme relatif le long de la ligne de cessez-le-feu et que l'exploitation des ressources se poursuit discrètement dans l'ouest du pays, la recherche de ressources naturelles dans l'est du pays se caractérise par des affrontements armés d'intensité variable entre armées étrangères, groupes armés étrangers, armées rebelles et groupes Mai-Mai.

méridionale du Lac Tanganyika, près de la frontière zambienne. Malgré les accords négociés dans le cadre des plans de désengagement de Kampala et d'Harare, en 2000, il semble que les revendications concernant Moliro en tant que nouvelle position de défense n'ont jamais été véritablement réglées. La concentration de forces autour de cette zone pendant plusieurs mois a créé un climat d'incertitude et de tension autour du dialogue intercongolais. À la suite de l'offensive, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1399 (2002), dans laquelle il a exigé le retrait immédiat des troupes du RCD-Goma de Moliro et de Pweto (province du Katanga), et demandé que toutes les autres parties se retirent des sites qu'elles occupent en violation des plans de désengagement.

Ces conflits en alimentent souvent d'autres. Certains ont pour objet de disperser les forces d'opposition. D'autres résultent de tensions ethniques ravivées. D'autres encore découlent du fait que, pour survivre, nombreux sont ceux qui portent des armes.

38. Au cours des cinq derniers mois, les combats ont régulièrement repris dans toute la partie orientale du pays. Les affrontements sont parfois violents. Les zones dans lesquelles ont lieu ces accrochages sont réparties sur tout le territoire de la partie est du Congo, du centre de la Province orientale aux zones frontalières avec l'Ouganda en passant par les Kivus, et s'étendent à l'est et au sud dans les provinces du Maniema et du Katanga. Il ressort des rapports et des témoignages recueillis que les populations civiles sont gravement touchées par ces combats, qui font de nombreuses victimes, entraînent des déplacements forcés et aggravent l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Un climat d'insécurité généralisée règne dans de nombreuses zones rurales de la Province orientale et des Kivus, où des bandes de jeunes « soldats » ou de miliciens incontrôlés attaquent, pillent et brûlent villages et champs.

39. Dans le nord-est de la République démocratique du Congo, où deux bataillons ougandais sont encore stationnés, de violents conflits armés ont éclaté opposant essentiellement les trois groupes rebelles congolais soutenus par l'Ouganda qui dominent la région – le Mouvement de libération du Congo, son prétendu allié le RCD-National et le RCD-ML. Certains de ces groupes rebelles ont parfois conclu des alliances éphémères avec ce qu'on a présenté comme des groupes Maï-Maï. Dans certains cas, des soldats des Forces de défense du peuple ougandais sont aussi intervenus. Il y a eu des combats pour le contrôle de Buta, d'Isiro, de Watsa, de Bafwasende et de Bunia, qui sont tous dotés à des degrés divers de gisements d'or, de diamants, de coltan ou de cassitérite, ainsi que de bois sur pied. Des attaques répétées ont aussi été lancées contre Butembo, important centre d'importation et de distribution et deuxième poste douanier du pays. La lutte pour le contrôle de précieuses ressources et l'accès aux recettes fiscales et douanières, dont certains groupes et individus ont besoin pour consolider un pouvoir fondé dans une large mesure sur l'activité commerciale, ont, semble-t-il, alimenté ces combats. Pendant trois ans et demi, diverses armées se sont affrontées pour ces zones

économiquement stratégiques, qui sont passées successivement sous le contrôle des unes et des autres.

40. Solidement implantées dans quatre des provinces de l'est du Congo particulièrement riches en ressources minérales, les forces contrôlées par le Rwanda, le RCD-Goma et l'Armée patriotique rwandaise, ont progressé vers le nord, dans le Nord-Kivu, au cours des derniers mois et ont avancé vers le nord-ouest de Kisangani, dans la Province orientale, en avril, vers des territoires occupés respectivement par les forces du RCD-ML et du Mouvement de libération du Congo. Les forces de l'Armée patriotique rwandaise ont récemment occupé Kowe, zone du Nord-Kivu où des gisements de diamant ont été découverts. Plus ou moins à la même époque, des forces supplémentaires ont été déployées plus au sud, dans la province du Katanga. Ces mouvements de troupes ont rarement donné lieu à des accrochages avec les groupes armés hutus rwandais.

41. Depuis février, le RCD-Goma et l'armée rwandaise ont subi des attaques plus intenses dans le sud. Les offensives se sont multipliées contre les forces soutenues par le Rwanda au Sud-Kivu, au Maniema et dans le haut Katanga, régions riches en coltan, cassitérite, or et diamant. Dans ces zones, tant le RCD-Goma que l'Armée patriotique rwandaise, qui sont implantés de longue date, semblent prendre le contrôle de nouveaux territoires, de saisir de nouveaux avoirs, percevoir des recettes fiscales et exploiter de nouvelles richesses minières. Les affrontements, qui sont parfois de courte durée mais se reproduisent régulièrement, sont essentiellement le fait de divers groupes Maï-Maï, qui s'allient parfois avec les forces de la deuxième Armée pour la libération du Rwanda (ALIR II). Le Groupe d'experts a reçu récemment des rapports selon lesquels divers groupes Maï-Maï ont pour stratégie de s'attaquer à des centres d'activité minière contrôlés par le RCD-Goma ou par l'Armée patriotique rwandaise, afin soit d'en prendre le contrôle, soit de perturber les activités et de les rendre moins rentables. La cible de certaines attaques récentes menées par des groupes Maï-Maï semble bien s'inscrire dans cette stratégie; c'est le cas notamment des combats menés à Shabunda dans le Sud-Kivu (minerais d'or et de coltan et présence d'un aéroport) et à Kitutu près de Kamituga (or et cassitérite ou coltan).

Situation sur les plans humanitaire et économique : ravages causés par l'exploitation et le conflit

42. Le Groupe d'experts a rassemblé et examiné plusieurs rapports sur les incidences économiques, sociales et humanitaires du conflit et des activités d'exploitation. Il s'est appuyé sur ces rapports pour orienter ses enquêtes, procéder à des analyses et formuler ses propres conclusions.

43. Dans ses enquêtes, le Groupe d'experts s'attache à déterminer comment les différentes stratégies d'exploitation des ressources ont une incidence sur les populations locales, compte tenu des conditions propres à chaque localité, et comment cet impact au niveau local influe à son tour sur les conséquences humanitaires à la fois du conflit et du commerce des ressources, qui varie également d'une localité à l'autre. Il est possible de dégager un certain nombre de caractéristiques générales, notamment en ce qui concerne l'est de la RDC, et c'est ce que le Groupe d'experts s'est employé à faire au cours de la première moitié de son mandat.

44. Dans l'est de la RDC, les déplacements de population, les reprises fréquentes du conflit armé et un climat général d'insécurité sont monnaie courante. L'une des conséquences de cette situation est la destruction des récoltes et des pâturages dans les zones rurales, l'interruption de la production alimentaire et une pression accrue sur les ressources alimentaires disponibles. L'insécurité alimentaire va croissant. Les organisations humanitaires, que les armées et milices refusent de protéger, ont du mal à accéder à ces zones pour fournir l'assistance nécessaire.

45. D'après différentes sources, les populations locales, y compris les enfants, sont recrutés dans plusieurs régions par des groupes armés qui les utilisent comme main-d'oeuvre forcée pour exploiter les ressources. Certaines parties armées ont aussi recours à d'autres tactiques, telles que la destruction des infrastructures agricoles, pour contraindre les populations locales à participer aux activités extractives.

46. Dans certaines régions, des communautés entières ont été déplacées sous la contrainte par des forces armées afin que celles-ci puissent prendre le contrôle de zones riches en ressources ou des routes d'accès à ces zones. De petits exploitants locaux utilisant des

méthodes artisanales auraient été expulsés par des forces armées ou des milices, qui se seraient emparées de la production ou auraient pris le contrôle des sites de forage artisanaux. On signale aussi d'autres violations graves des droits de l'homme qui sont directement liées au contrôle des sites d'extraction par des forces armées ou de leur présence à proximité de ces sites, notamment des assassinats, des violences sexuelles et des abus de pouvoir à des fins lucratives.

47. Les économies locales sont paralysées par une fiscalité excessive, des ponctions sur les recettes, la confiscation des ressources locales, la réquisition des avoirs et le contrôle accru des échanges commerciaux par des militaires étrangers et locaux, avec ou sans la complicité des opérateurs commerciaux. De ce fait, dans bien des endroits, rares sont les entreprises commerciales qui ont survécu. Dans certaines villes, qui ressemblent de plus en plus à des enclaves, les conditions se rapprochent progressivement de celles qui résulteraient d'un embargo.

48. Les services publics, tels que les services collectifs de distribution, les services de santé ou les écoles ne reçoivent pratiquement pas de fonds. Les infrastructures et les services sont pratiquement inexistantes. D'après les informations communiquées au Groupe d'experts, rares sont les fonctionnaires qui touchent le moindre traitement. Cela semble aussi être le cas des membres de la police et des forces armées locales. La plupart des travailleurs étant au chômage ou ne percevant pas de salaire dans les zones urbaines, et la production alimentaire ne cessant de diminuer dans les zones rurales, les taux de malnutrition augmentent dans des proportions considérables, en particulier dans les zones où l'exploitation des ressources est la plus intense.

49. Le nombre considérable de décès liés au conflit, auquel s'ajoute un nombre encore plus grand de décès imputables à la malnutrition et aux maladies, se traduisent par des taux de mortalité extrêmement élevés à tous les âges, mais plus particulièrement chez les nourrissons et les enfants. Les taux de mortalité enregistrés dans les zones de conflit de l'est du Congo sont parmi les plus élevés du monde.

Conséquences du conflit et des activités d'exploitation sur l'environnement

50. Le Groupe d'experts est en train d'actualiser les résultats de ses enquêtes antérieures sur l'étendue des dégâts écologiques résultant du conflit. Le Groupe d'experts s'est particulièrement intéressé à la situation des parcs nationaux de la RDC, notamment en ce qui concerne l'exploitation illicite de la faune et des ressources forestières et autres. Les activités d'extraction minière et d'exploitation forestière intensives et non viables qui sont menées en dehors des réserves naturelles protégées, tant dans l'est de la RDC que dans les régions contrôlées par le Gouvernement, présentent également de réels dangers pour l'environnement, et devront faire l'objet d'enquêtes plus poussées. Le Groupe d'experts a également recueilli des informations concernant l'impact négatif du conflit sur l'environnement dans les pays voisins, tels que la République du Congo et la République centrafricaine, en raison des déplacements massifs de réfugiés.

51. Sur les huit parcs nationaux existants en République démocratique du Congo, cinq se trouvent dans l'est du pays. Cette région, où se trouve l'une des chaînes montagneuses les plus hautes d'Afrique, est renommée pour la diversité exceptionnelle des habitats et de la vie sauvage. Parmi ces cinq réserves naturelles, dont beaucoup abritent des espèces en voie de disparition, quatre ont été désignées par l'UNESCO sites du patrimoine mondial : le parc national de Virunga, celui de Kahuzi-Biega, celui de Garamba et la réserve naturelle d'Okapi. C'est aussi dans cette dernière réserve que se trouvent les terres traditionnelles des tribus pygmées nomades.

52. La conjugaison des activités d'exploitation et de la poursuite du conflit a, de fait, éliminé tout contrôle administratif sur les parcs et conduit à une militarisation de nombre d'entre eux, notamment des réserves de Virunga, de Kahuzi-Biega et d'Okapi. Ces parcs occupent une position stratégique le long de la frontière orientale de la RDC, et sont régulièrement utilisés comme point de passage par les forces armées pour pénétrer dans l'est du Congo. La présence accrue d'armées étrangères, de forces rebelles locales et de groupes armés, dont certains occupent une partie des parcs presque en permanence, a entraîné une croissance inégalée des activités systématiques et hautement organisées d'exploitation des ressources. Ces activités

comprennent le braconnage d'éléphants (pour l'ivoire), de gibier et d'espèces rares, l'exploitation forestière et l'extraction minière de coltan, d'or et de diamants. De nombreux opérateurs et groupes armés congolais sont associés aux activités d'exploitation. Toutefois, la plupart des activités sont menées sous le contrôle d'armées étrangères, et bénéficient souvent de leur appui logistique et de leur protection. L'essentiel de la production est transportée dans les pays voisins, pour être ensuite exportée vers les pays tiers. Les activités de braconnage et la présence militaire considérable ont donné naissance, dans certains parcs, à un trafic d'armes. Les réserves sont aussi parfois le lieu de violents affrontements entre certaines de ces parties armées. Le conflit a entraîné de nombreuses pertes en vies humaines dans les parcs. Plus de 50 gardes et autres membres du personnel de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN³) ont trouvé la mort depuis 1996.

53. L'impact du conflit sur les économies des communautés voisines a aussi incité les populations locales à se réinstaller en nombres croissants dans les parcs où, pour assurer leur subsistance, ils se livrent à des activités d'abattage des arbres, de pêche et de braconnage. Selon certains rapports, des habitants de pays voisins se sont aussi installés dans les parcs. Les modes migratoires de nombreuses espèces sauvages ont été considérablement perturbés, ce qui crée des problèmes durables pour ce qui est du repeuplement de certaines zones des parcs ou du maintien de l'équilibre démographique dans d'autres.

VII. Observations

Stratégies employées récemment pour tirer des bénéfices excessifs et entretenir le conflit

54. Contrôler les ressources financières – droits perçus sur les licences, taxes à l'exportation, droits d'importation et impôts généraux à l'échelle de l'État ou de la communauté – semble prendre de plus en plus d'importance dans l'est de la République démocratique du Congo pour les groupes rebelles et les armées étrangères. Certains de ces revenus seraient détournés au profit personnel de certains individus ou groupes

³ Organe gouvernemental congolais chargé de surveiller les réserves naturelles.

d'individus. D'autres serviraient à payer des armées étrangères, soit pour s'assurer leur appui contre des groupes rivaux, soit pour financer la poursuite de vastes opérations militaires. On a vu récemment les taux d'imposition doubler ou tripler dans certaines régions, avec des pénalités de plus en plus sévères imposées en cas de non-paiement. Beaucoup de routes terrestres étant impraticables et peu sûres, et la circulation fluviale ayant cessé, certaines zones se retrouvent de plus en plus isolées, ce qui facilite d'autant plus le contrôle du commerce. L'effet immédiat de ces stratégies a été que la plupart des économies locales sombrent de plus en plus dans le marasme, et que la plupart des familles congolaises se retrouvent encore plus pauvres.

Le dialogue intercongolais et la question de l'exploitation des ressources

55. Pour ce qui est de la question générale de l'exploitation illégale des ressources naturelles, le Groupe a été informé par diverses sources que les représentants de la société civile participant au dialogue intercongolais ont tenté à plusieurs reprises d'ouvrir un débat sur le sujet mais se sont heurtés à un mur. Il est intéressant de noter que les trois principales parties belligérantes font preuve de la plus grande réticence à aborder le sujet. La question maintenant est de savoir si ces trois parties, de même que d'autres, sont impliquées dans ces activités d'exploitation et en tirent profit.

56. À la conférence du dialogue intercongolais, le Comité de l'économie et des finances a adopté des résolutions sur la mise en place de mécanismes chargés d'examiner tous les accords et contrats commerciaux signés pendant le conflit en cours et d'évaluer les coûts des deux conflits qui se sont produits depuis 1996. L'une des recommandations précédentes du Groupe d'experts demandait l'examen et la révision de tous les accords et concessions. La mission d'établissement des faits précédente du Groupe portait sur la question du coût de la guerre. Ces résolutions traduisent les vues de la majorité des Congolais. Toutefois, certains fonctionnaires congolais ont estimé qu'il ne fallait examiner que les concessions et accords touchant la région est du Congo, qui se trouve entre les mains des rebelles, conformément au nouveau code d'exploitation minière. Par contre, les

représentants des organisations de la société civile, du secteur privé et de l'opposition politique ont estimé qu'il fallait examiner ou réviser tous les accords et concessions signés, que ce soit du côté des alliés ou de celui des groupes rebelles.

La tragédie humanitaire

57. L'occupation de vastes portions de la République démocratique du Congo par les armées d'États voisins a causé des souffrances considérables dans tous les secteurs de la population, touchant agriculteurs, commerçants, gens d'affaires, fonctionnaires, cadres, hommes et femmes de tous âges, et enfants. L'appui militaire aux mouvements rebelles et l'utilisation d'armées nationales de pays voisins pour appuyer l'exploitation des ressources ont eu pour résultat un conflit généralisé, l'armement inconsidéré de grandes parties de la population et une insécurité considérable. Un minimum de 15 % de la population du nord et du sud du Kivu ont été déplacés ces 18 derniers mois à la suite de ces conflits. L'économie de plusieurs des principaux centres urbains et des zones environnantes s'est effondrée, tandis que les activités économiques rurales ont littéralement cessé dans nombre d'endroits. La sécurité alimentaire est généralisée, le chômage atteint jusqu'à 80 à 90 % dans de nombreuses régions, ce qui réduit les populations rurales et urbaines à la pauvreté extrême. Les taux élevés de malnutrition aiguë sont inquiétants. Les taux de mortalité varient considérablement d'un endroit à l'autre selon l'étendue du conflit et l'existence de services de santé, mais se situent dans l'ensemble parmi les plus élevés du monde.

(Signatures)

Le Président
Mahmoud Kassem

Jim Freedman
Mel Holt
Bruno Schiemy
Moustapha Tall
Gilbert Barthe

Annexe I

Pays visités et représentants de gouvernements et d'organisations avec qui le Groupe s'est entretenu

Le Groupe souhaite exprimer sa profonde gratitude aux fonctionnaires, diplomates, organismes des Nations Unies, organisations de donateurs, organisations non gouvernementales, groupes de la société civile, journalistes, commerçants et autres groupes et personnes avec lesquels il s'est entretenu et qui ont contribué à l'élaboration du présent rapport.

Le Groupe tient aussi à remercier spécialement la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, et en particulier le Représentant spécial du Secrétaire général en République démocratique du Congo, Amos Namanga Ngongi. Il souhaite en outre remercier le Bureau des Nations Unies au Burundi et les bureaux du PNUD à Bangui, Brazzaville, Bujumbura, Kampala, Kigali, Kinshasa et Yaoundé pour leur assistance et leur appui.

Allemagne

Représentants du Gouvernement

Ministère des affaires étrangères

Autres entités

Karl-Heinz Albers Mining and Minerals
Processing
H.C. Starck

Belgique

Représentants du Gouvernement

Commission parlementaire d'enquête sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo Groupe de travail spécial interministériel sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo

Représentants d'États

Union européenne

Autres entités

Tantalum Nobium International Study Center
Société de commerce de minéraux SOGEM
(filiale d'Umicore)
Arslanian Frères
International Peace Information Service

Burundi

Représentants du Gouvernement

Ministre de la défense
Ministre de l'énergie et des mines
Ministre des finances
Ministre des affaires étrangères
Département des douanes (Ministère des finances)

Représentants d'États

Ambassade de Belgique
Ambassade de France

Organisations internationales

Représentant spécial par intérim du Secrétaire général au Burundi
Bureau de la coordination des affaires humanitaires
PNUD
HCR
UNICEF
Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Burundi

Autres entités

Société de commerce des minéraux ASYST
Société de commerce de l'or Affimet
Comptoir minier des exploitations du Burundi (COMEBU)
Société de commerce des minéraux HAMZA

S/2002/565

États-Unis d'Amérique**Représentants d'États**

Représentants permanents des États membres du
Conseil de sécurité et d'autres États Membres

Organisations internationales

Fonds monétaire international
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire
général pour les enfants et les conflits armés
PNUD
Forum intergouvernemental sur les forêts (ONU)
Bureau de la coordination des affaires
humanitaires
Banque mondiale

Autres entités

Human Rights Watch

France**Représentants du Gouvernement**

Ministère des affaires étrangères
Ministère de l'économie et des finances

Autres entités

Air France Cargo

Kenya**Représentants du Gouvernement**

Autorité kényenne du revenu

Représentants d'États

Ambassadeur de Belgique
Ambassadeur du Rwanda
Haut Commissaire de l'Ouganda
Ministère belge de la défense
Ambassade de la République démocratique du
Congo
Haut Commissaire de la République sud-africaine

Organisations internationales

Représentant spécial du Secrétaire général pour la
région des Grands Lacs
Organisation mondiale des douanes

Autres entités

Président de l'Association of Cargo Airlines
International Crisis Group
Kencargo
Martin Air
Oxfam
World Vision

Ouganda**Représentants du Gouvernement**

Premier Vice-Premier Ministre
Ministre par intérim des affaires étrangères
Ministre de la défense
Chef d'état-major de l'UPDF
Ministère du tourisme, du commerce et de
l'industrie
Bank of Uganda
Département des études géologiques et des mines
Bureau de statistique ougandais
Autorité de l'aviation civile ougandaise
Autorité de mise en valeur du café ougandaise
Autorité ougandaise du revenu

Représentants d'États

Ambassadeur de Belgique
Ambassadeur du Danemark
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique
Ambassadeur de France
Haut Commissaire du Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande du Nord
Chef de la délégation de l'Union européenne

Organisations internationales

PNUD
UNICEF
Banque mondiale

Autres entités

Amnesty International
Commission judiciaire d'enquête
Uganda Debt Network

République centrafricaine**Représentants du Gouvernement**

Ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques
 Ministre du commerce et de l'industrie
 Ministère de l'économie
 Ministère de l'équipement, des transports et des établissements humains
 Ministère des finances et du budget
 Département des douanes

Représentants d'États

Ambassade de France
 Ambassade de la République démocratique du Congo
 Union européenne

Organisations internationales

Représentant du Secrétaire général en République centrafricaine
 ASECNA
 HCR
 PNUD

République démocratique du Congo**Représentants du Gouvernement**

Ministre de la défense
 Ministre des affaires foncières, de l'environnement et du tourisme
 Vice-Ministre des affaires étrangères
 Vice-Ministre des mines
 Chef d'état-major adjoint des Forces armées
 Gouverneur de la Banque centrale
 Centre d'évaluation, d'expertise et de certification des matières précieuses
 Comité interministériel du « Small Scale Mining » (CISSCAM)
 Régie des voies aériennes

Représentants d'États

Ambassadeur d'Allemagne
 Ambassadeur de Belgique
 Ambassadeur du Canada
 Ambassade du Danemark
 Ambassade des États-Unis d'Amérique

Ambassade de France
 Ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
 Union européenne

Organisations internationales

Représentant spécial du Secrétaire général en République démocratique du Congo
 ECHO
 GTZ
 MONUC
 Bureau de la coordination des affaires humanitaires
 Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République démocratique du Congo
 PNUD
 UNICEF
 Banque mondiale
 Programme alimentaire mondial

RCD-Goma

Vice-Président
 Département des mines et de l'énergie
 Vice-Gouverneur de Kisangani

RCD-ML

Deuxième Vice-Président
 Ministre de l'intérieur
 Chef d'état-major par intérim de l'APC
 Gouverneur de la province d'Ituri
 Maire de Butembo

Autres entités

Ashanti Goldfield
 Association africaine des droits de l'homme (ASADHO)
 Banque internationale du commerce
 Centre national d'appui au développement et à la participation populaire (CENADEP)
 Comité international de secours
 Comité régional des ONG s'occupant du développement
 Commission nationale d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo
 Commissions Paix et Justice

S/2002/565

Compagnie de fret TRAFCO
 Conseil apostolique des laïques catholiques au Congo (CALCC)
 Conseil national des ONG s'occupant du développement
 Dara Forêt
 Église anglicane
 Église du Christ congolaise
 Église mennonite
 Exploitation forestière, scierie raffinage de la papaïne (ENRA)
 Fédération des entreprises du Congo (FEC-Kinshasa, Kisangani, Beni, Goma, Bukavu)
 Groupe Lotus
 Groupe musulman des droits de l'homme
 Héritiers de la Justice
 International Human Rights Law Group
 Médecins sans frontières (Belgique et France)
 OKIMO
 Parti démocrate et social chrétien (PDSC)
 Pharmakina
 Pole Institute
 Programme d'appui aux femmes victimes des conflits et des catastrophes
 Représentants des Mai-Mai
 SOCEBO
 Société civile du Congo (SOCICO)
 Société de renforcement de communauté de base (SERACOB)
 Société minière de Bakwanga (MIBA)
 Solidarité
 TOFEN-CONGO
 UDPS (comité provincial de Goma)
 Union des banques congolaises
 UPDF – colonel Peter Karim
 UPDF – commandant de bataillon à Butembo
 UPDF – commandant de secteur à Bunia

République du Congo

Représentants du Gouvernement

Ministre de l'environnement
 Ministère des transports
 Département des douanes (Ministère des finances)

Représentants d'États

Ambassade de Belgique

Ambassade de la République démocratique du Congo
 Union européenne

Organisations internationales

PNUD

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Représentants du Gouvernement

Ministère des affaires étrangères

Rwanda

Représentants du Gouvernement

Envoyé spécial du Président pour la République démocratique du Congo et le Burundi
 Cabinet du Président du Rwanda
 Ministre des affaires étrangères
 Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme
 Commission douanière

Représentants d'États

Ambassadeur de Belgique
 Ambassadeur des États-Unis d'Amérique
 Ambassadeur de France
 Ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
 Union européenne

Organisations internationales

MONUC
 UNICEF
 Banque mondiale

Autres entités

Adolphe Onusumba, Président du RCD-Goma
 Société de transport SDV
 Eagles Wings Resources
 Société de commerce des minéraux SOGERMI

Annexe II

Sigles et abréviations

ALIR	Armée pour la libération du Rwanda
APC	Armée patriotique congolaise du groupe rebelle RCD-ML
ASECNA	Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar
CEEC	Centre d'évaluation, d'expertise et de certification des matières précieuses
coltan	colombotantalite
ECHO	Office d'aide humanitaire de la Communauté européenne
ex-FAR	ex-Forces armées rwandaises
FAC	Forces armées congolaises
FDD	Forces pour la défense de la démocratie
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (organisme public allemand pour la coopération internationale)
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ICCN	Institut congolais pour la conservation de la nature
MIBA	Société minière de Bakwanga
MLC	Mouvement de libération congolais
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
OKIMO	Office des mines d'or de Kilo-Moto
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RCD-G	Rassemblement congolais pour la démocratie (à Goma)
RCD-ML	Rassemblement congolais pour la démocratie – Mouvement de libération, initialement basé à Kisangani, a maintenant son quartier général à Bunia
RCD-N	Rassemblement congolais pour la démocratie – National
RPA	Armée patriotique rwandaise
SOCEBO	Société d'exploitation du bois
UDPS	Union pour la démocratie et le progrès social
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UPDF	Forces de défense du peuple ougandais

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 octobre 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 15 octobre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de me référer à la déclaration présidentielle en date du 19 décembre 2001 (S/PRST/2001/39), par laquelle le Conseil de sécurité a prorogé pour une période de six mois le mandat du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo. Le Conseil a demandé au Groupe d'experts de lui présenter au bout de trois mois un rapport intérimaire suivi, à la fin de son mandat, d'un rapport final. Je me réfère également à la lettre du Président en date du 12 juillet dernier (S/2002/763), par laquelle le Conseil de sécurité a prorogé le mandat du Groupe jusqu'au 31 octobre 2002.

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport final du Groupe d'experts que m'a soumis son président, M. Mahmoud Kassem. Ce rapport indépendant comporte une évaluation de la situation sur le terrain ainsi que les observations du Groupe sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo. Je vous serais obligé de bien vouloir porter le rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. Annan



Annexe**Lettre datée du 8 octobre 2002, adressée au Secrétaire général
par le Président du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale
des ressources naturelles et autres formes de richesse
de la République démocratique du Congo**

[Original : anglais]

Conformément à la déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2001/39) datée du 19 décembre 2001 et à la lettre du 12 juillet 2002 qui vous a été adressée par le Président du Conseil, le Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo a le plaisir de vous faire tenir son rapport pour que vous le transmettiez au Président du Conseil de sécurité.

Le Président du Groupe d'experts
sur l'exploitation illégale des ressources
naturelles et autres formes de richesse
de la République démocratique du Congo
(*Signé*) Mahmoud Kassem

Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–11	4
II. Changement de tactique avec les réseaux d'élite	12–21	5
III. Zone tenue par le Gouvernement	22–64	7
IV. Zone contrôlée par le Rwanda	65–96	15
V. Zone contrôlée par l'Ouganda	97–131	21
VI. Collaboration du Groupe d'experts avec la Commission Porter en Ouganda	132–138	27
VII. Commerce de transit et pays de destination	139–148	29
VIII. Observations	149–154	31
IX. Conclusions	155–160	32
X. Recommandations	161–188	33

Annexes

- I. Companies on which the Panel recommends the placing of financial restrictions
- II. Persons for whom the Panel recommends a travel ban and financial restrictions
- III. Business enterprises considered by the Panel to be in violation of the OECD Guidelines for Multinational Enterprises
- IV. Countries visited and representatives of Governments and organizations interviewed
- V. Abbreviations

I. Introduction

1. Dans une déclaration de son président en date du 19 décembre 2001 (S/PRST/2001/39), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de proroger le mandat du Groupe d'experts pour une période de six mois, et demandé au Groupe de lui présenter un rapport intérimaire et un rapport final. Aux termes du nouveau mandat du Groupe d'experts, les rapports devaient comprendre les éléments ci-après :

a) Une mise à jour des données pertinentes et une analyse des autres informations provenant de tous les pays concernés, y compris en particulier de ceux qui n'ont pas encore communiqué au Groupe d'experts les renseignements demandés;

b) Une évaluation des mesures que pourrait prendre le Conseil, y compris celles recommandées par le Groupe d'experts dans son rapport (S/2001/357) et dans l'additif à ce rapport (S/2001/1072) afin d'aider à mettre un terme au pillage des ressources naturelles de la République démocratique du Congo, compte tenu de l'impact qu'auraient ces mesures sur le financement du conflit et leurs répercussions éventuelles sur la situation humanitaire et économique en République démocratique du Congo;

c) Des recommandations concernant les mesures concrètes que la communauté internationale pourrait prendre pour soutenir le Gouvernement de la République démocratique du Congo, par le biais des organisations internationales, mécanismes et organes de l'ONU, et s'attaquer aux problèmes évoqués dans le rapport et son additif;

d) Des recommandations relatives aux mesures que pourraient prendre les pays de transit ainsi que les utilisateurs finals pour aider à mettre un terme à l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo.

2. Le Conseil de sécurité a également souligné qu'il importait que le Groupe d'experts maintienne une collaboration étroite avec tous les intervenants congolais, qu'ils soient gouvernementaux ou non gouvernementaux, sur l'ensemble du territoire national.

3. Le 22 mai 2002, le Groupe d'experts a présenté au Conseil de sécurité un rapport intérimaire (S/2002/565). À la demande du Conseil, les membres du Groupe ont répondu par écrit aux questions et

observations que leur avaient adressées les membres du Conseil au sujet du rapport intérimaire et de leurs travaux en cours. Avant de soumettre son rapport intérimaire, et à la demande du chef de la mission du Conseil de sécurité envoyée dans la région des Grands Lacs, le Groupe s'est rendu à Pretoria le 28 avril pour informer les membres de la mission.

4. Afin d'orienter leurs travaux en fonction de la redéfinition de son mandat, le Groupe a élaboré deux plans d'action successifs, qui ont été communiqués au Conseil : les enquêtes ont été axées sur les diamants, l'or, le coltan (colombotantalite), le cuivre, le cobalt, le bois d'oeuvre, la faune et la flore sauvages, les ressources financières et les échanges commerciaux en général.

5. Le Groupe d'experts a estimé que l'une de ses principales tâches devait consister à recueillir des informations sur les puissants groupes politiques et économiques participant aux activités d'exploitation, qui agissaient très souvent au mépris total de la loi. Le Groupe a donc introduit la notion de réseau d'élite (définie au chapitre II).

6. Aux fins de l'organisation de ses travaux d'enquête, le Groupe d'experts a divisé la République démocratique du Congo en trois zones distinctes, délimitées en fonction de l'identité des intervenants des trois grands réseaux, à savoir : a) la zone tenue par le Gouvernement; b) la zone tenue par le Rwanda; et c) la zone tenue par l'Ouganda. Le Groupe est également parvenu à la conclusion que si ces trois zones sont bien conformes à ce qu'il entend par réseaux d'élite, elles n'en présentent pas moins des variantes importantes.

7. Le Groupe a recueilli des informations auprès de sources très diverses, dont les gouvernements – représentés par des civils et des militaires –, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, des entreprises et des particuliers. En raison de la nature de son mandat, le Groupe a eu du mal à obtenir l'information. Il a néanmoins réussi à recueillir des éléments solidement documentés et corroborés par de multiples sources indépendantes. Ces sources bien informées ont présenté à l'appui de leurs dires des documents ou des observations directes, sur lesquels le Groupe s'est fondé pour établir son rapport.

8. Le Groupe a appliqué des normes raisonnables pour l'obtention des éléments de preuve sans recourir aux autorités judiciaires pour citer des témoins à comparaître ou ordonner la production de documents.

Les éléments d'information lui ont été communiqués sur une base strictement volontaire. De plus, il a fait tout son possible pour évaluer en toute impartialité et objectivité les éléments qu'il avait rassemblés.

9. Tout au long de ses travaux, le Groupe a suivi de près l'évolution du processus de paix en République démocratique du Congo, ainsi que dans l'État voisin du Burundi. L'Accord de cessez-le-feu signé à Lusaka en 1999 et l'Accord de paix et de réconciliation conclu à Arusha en 2000 ont marqué des jalons importants dans les activités du Groupe. Les Accords de Sun City, de Pretoria et de Luanda ont également influé sur ses travaux.

10. Le Groupe d'experts était composé des membres suivants :

S. E. M. Mahmoud Kassem (Égypte), Président;
M. Jim Freedman (Canada);
M. Mel Holt (États-Unis d'Amérique);
M. Bruno Schiemsy (Belgique);
M. Moustapha Tall (Sénégal).

11. Le Groupe d'experts a bénéficié des services de deux conseillers techniques à temps partiel, M. Gilbert Barthe (Suisse) et M. Patrick Smith (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), de deux spécialistes des questions politiques, d'un administrateur et d'un secrétaire.

II. Changement de tactique avec les réseaux d'élite

12. Le conflit régional qui a fait converger les armées de sept pays africains vers la République démocratique du Congo a perdu de son intensité, mais les microconflits étroitement imbriqués qui en ont découlé persistent. Ils sont alimentés par la convoitise des minerais, des produits agricoles, de la terre et même des recettes fiscales. Les groupes criminels associés aux armées rwandaise, ougandaise, zimbabwéenne et au Gouvernement de la République démocratique du Congo ont tiré avantage de ces microconflits et ne se démantèleront donc pas spontanément, même si les forces armées étrangères continuent de se retirer. Ils ont mis sur pied une « économie de guerre » qui s'autofinance et est axée sur l'exploitation des minéraux.

13. Les Accords de Pretoria et de Luanda, conclus avec l'aide de l'Afrique du Sud et de l'Angola, ont

accélééré les récents retraits de troupes opérés dans l'est de la République démocratique du Congo. Bien qu'ils soient perçus comme un signe encourageant, ces retraits ont peu de chances d'entamer la volonté résolue d'individus zimbabwéens, rwandais et ougandais d'exercer un contrôle économique sur certaines régions de la République démocratique du Congo. Le départ de leurs forces ne réduira guère le contrôle économique qu'ils exercent ou les moyens dont ils disposent pour exercer ce contrôle, l'utilisation des armées nationales n'étant qu'un des multiples outils auxquels ils ont recours. Les trois pays ont pris les devants prévoyant le moment où, sous la pression de la communauté internationale, il leur serait impossible de maintenir d'importantes forces d'occupation en République démocratique du Congo. Les régimes rwandais et zimbabwéen et des particuliers ougandais influents ont adopté d'autres stratégies pour maintenir en place, après le départ de leurs troupes, des mécanismes générateurs de revenus, dont de multiples activités criminelles.

14. Les Forces de défense du peuple ougandais continuent, comme par le passé, d'alimenter les conflits ethniques, pleinement conscientes que l'agitation qui règne en Ituri justifiera la maintien de la présence d'un nombre minimum de leurs membres. Le Groupe d'experts a la preuve que des officiers de haut rang des Forces de défense du peuple ougandais ont pris des dispositions pour entraîner des milices locales et les constituer en force paramilitaire placée directement et discrètement sous le commandement des Forces de défense du peuple ougandais et capable d'assumer les mêmes fonctions qu'elles. Le contrôle exercé aujourd'hui par les Ougandais sur les échanges commerciaux et les ressources économiques demeurera sensiblement le même. Bien qu'elles procèdent avec plus de discrétion que par le passé, les Forces de défense du peuple ougandais continuent d'armer les groupes locaux, de sorte que le départ des forces armées ougandaises ne devrait avoir qu'une faible incidence sur les activités économiques poursuivies par les individus influents qui agissent dans le nord-est du pays.

15. À l'instar des Forces de défense du peuple ougandais et sous la pression de ses plus proches alliés, le Rwanda a commencé à se retirer de la République démocratique du Congo. En prévision de ce retrait, il a mis en place des mécanismes de contrôle économique qui ne nécessitent pas une présence clairement établie

de l'Armée patriotique rwandaise. Des hommes d'affaires de Kigali sont venus prendre la place des directeurs congolais d'entreprises paraétatiques de façon à garantir des recettes régulières des usines d'approvisionnement en eau, des centrales électriques et des moyens de transport. La monnaie locale a été remplacée par la monnaie rwandaise. Des bataillons de l'Armée patriotique rwandaise spécialisés dans la pose de mines sont restés sur place même s'ils ont cessé de porter l'uniforme et ils poursuivront leurs activités sous couvert d'échanges commerciaux. Certaines sources ont signalé au Groupe d'experts que l'Armée patriotique rwandaise avait récemment lancé une opération pour obtenir un grand nombre de passeports congolais dans le but d'offrir à ses officiers une identité de complaisance les autorisant à rester en place sur les sites stratégiques de la République démocratique du Congo.

16. Le Groupe a eu connaissance d'autres tactiques employées pour masquer le maintien de la présence d'une force armée inféodée au Rwanda. Des sources dignes de foi lui ont signalé une initiative du chef d'état-major de l'Armée nationale congolaise, le major Sylvain Mbuki, visant à réorganiser les forces du RCD-Goma de façon à intégrer un plus grand nombre d'hommes de l'Armée patriotique rwandaise dans les unités de l'Armée nationale congolaise et les forces de défense locales composées d'éléments pro-rwandais. La plupart de ces unités ont été dirigées un temps par l'Armée patriotique rwandaise et, avec la restructuration en cours, de nombreux soldats de l'Armée patriotique rwandaise vont entrer dans les rangs de l'Armée nationale congolaise. Au lieu de rentrer au Rwanda, un grand nombre de Hutus rwandais qui servaient dans l'Armée patriotique rwandaise se sont vu remettre un uniforme et ont regagné des brigades de l'Armée nationale congolaise en tant que Hutus congolais. Le Rwanda a intentionnellement détourné l'attention du fait que des soldats restaient en République démocratique du Congo en accordant une importance particulière au départ de ceux qui quittaient le pays. Des cérémonies ont été organisées aux points de passage des soldats qui rentraient chez eux. En réalité, le nombre de soldats qui ont quitté la République démocratique du Congo ne représente jusqu'à présent qu'une infime partie de l'ensemble des troupes de l'Armée patriotique rwandaise stationnées dans l'est de la République démocratique du Congo, qui, selon diverses sources, comptent de 35 000 à 50 000 hommes. Parallèlement

au retrait des troupes de l'Armée patriotique rwandaise, les responsables du Gouvernement rwandais ont rapatrié de force dans le Nord-Kivu des milliers de réfugiés tutsis congolais des camps situés à la périphérie des provinces de Byumba et Kibuye. Les écoles dans les camps rwandais sont restées fermées et certaines structures ont été rasées pour encourager de nouveaux rapatriements au Rwanda. Toutes les sources s'accordent à penser que ce pourrait être là une nouvelle tactique destinée à maintenir la présence du Rwanda dans l'est de la République démocratique du Congo.

17. Si les Forces de défense zimbabwéennes ont été les principaux garants de la sécurité du Gouvernement de la République démocratique du Congo contre ses rivaux de la région, les officiers supérieurs de ces forces se sont personnellement enrichis grâce à l'exploitation des ressources minières de la République démocratique du Congo sous couvert d'arrangements visant à rétribuer le Zimbabwe pour la prestation de services militaires. À l'heure actuelle, les Forces de défense zimbabwéennes créent de nouvelles entreprises et concluent de nouveaux contrats pour défendre leurs intérêts économiques à long terme, dans l'éventualité d'un retrait complet de leurs troupes. De nouveaux accords commerciaux et de services ont été conclus entre la République démocratique du Congo et le Zimbabwe juste avant l'annonce du retrait des troupes des Forces de défense zimbabwéennes du centre diamantifère de Mbuji Mayi, à la fin du mois d'août 2002.

18. Vers la fin de son mandat, le Groupe a reçu copie d'un mémorandum, daté d'août 2002, adressé au Président, M. Robert Mugabe, par le Ministre de la défense, M. Sidney Sekeramayi, dans lequel ce dernier proposait la création à Maurice d'une entreprise commune Zimbabwe/République démocratique du Congo destinée à dissimuler les intérêts économiques conservés en République démocratique du Congo par les Forces de défense zimbabwéennes. Il était écrit dans ce mémorandum : « Votre Excellence doit être au courant de la campagne négative et de critiques suscitées par l'existence des entreprises République démocratique du Congo/Zimbabwe, qui a eu pour effet d'amener les enquêteurs actuels du Groupe d'experts de l'ONU à s'intéresser de près à nos activités commerciales ». Ce mémorandum mentionne également un projet de création d'une entreprise de matériel militaire zimbabwéenne privée destinée à

protéger les investissements économiques du Zimbabwe en République démocratique du Congo après le retrait des Forces de défense zimbabwéennes. Il y est précisé que cette entreprise a été créée en vue de fonctionner aux côtés d'une nouvelle entreprise militaire détenue par la République démocratique du Congo.

19. Par ailleurs, des milices et hommes politiques locaux se sont arrogé le rôle précédemment joué par les armées d'État pour accéder aux ressources précieuses et les contrôler et pour détourner les recettes publiques. Le pillage, qui était auparavant le fait des armées, a été remplacé par des systèmes organisés de détournement de fonds, de fraude fiscale, d'extorsion de fonds, d'octroi d'options d'achat d'actions comme dessous-de-table et de détournement de fonds publics sous la direction de groupes assimilables à des organisations criminelles.

20. Ces activités occupent une place de plus en plus importante dans les méthodes employées pour exploiter les richesses de la République démocratique du Congo. Le Groupe a identifié trois groupes distincts exerçant des activités dans trois zones différentes, groupes qu'il a qualifiés de « réseaux d'élite ». Ces réseaux ont la mainmise sur une série d'activités commerciales comprenant l'exploitation des ressources naturelles, le détournement de recettes fiscales et d'autres opérations productrices de revenus dans les trois zones distinctes, respectivement tenues par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, du Rwanda et de l'Ouganda.

21. Le Groupe a recensé un certain nombre d'éléments communs à tous les réseaux d'élite, qu'il convient d'étudier pour bien comprendre la nature de l'exploitation à laquelle se livrent ces réseaux en République démocratique du Congo :

- Les réseaux sont composés d'un petit noyau de dirigeants politiques et militaires et d'hommes d'affaires, et, dans les zones occupées, de certains chefs rebelles et administrateurs. Certains membres des réseaux d'élite occupent des postes clefs au sein de leur gouvernement ou de leur groupe rebelle respectif;
- Les membres de ces réseaux agissent en coopération pour produire des revenus et, dans le cas du Rwanda, des profits matériels institutionnels;

- Les réseaux d'élite assurent la viabilité de leurs activités économiques en exerçant un contrôle sur les forces armées et autres forces de sécurité auxquelles ils ont recours pour mener des opérations d'intimidation, menacer de recourir à la violence ou encore commettre des actes de violence;
- Ils monopolisent la production, le commerce et les fonctions fiscales;
- Ils se cachent derrière les administrations rebelles dans les régions occupées pour générer des recettes publiques qu'ils détournent ensuite à leur profit, vidant ainsi les caisses du trésor public;
- Ils détournent les bénéfices financiers en recourant à diverses activités criminelles telles que l'escroquerie et le détournement de fonds « publics », la sous-évaluation des produits, la contrebande, l'établissement de fausses factures, la fraude fiscale, le versement de pots-de-vin à de hauts fonctionnaires et la corruption;
- Ils créent des entreprises commerciales ou des coentreprises qui servent de prête-noms grâce auxquels leurs membres peuvent mener leurs activités commerciales respectives;
- Ils soutiennent leurs activités économiques par le biais de filières et « services » (transports aériens, trafic illicite d'armes, transactions portant sur les ressources naturelles de la République démocratique du Congo) offerts par des groupes criminels organisés ou transnationaux.

III. Zone tenue par le Gouvernement

22. Le réseau d'élite congolais et zimbabwéen ayant des intérêts politiques, militaires et commerciaux cherche à garder la mainmise sur les principales ressources naturelles – les diamants, le cobalt, le cuivre et le germanium – se trouvant dans la zone tenue par le Gouvernement. Au cours des trois dernières années, ce réseau a transféré des actifs représentant au moins 5 milliards de dollars du secteur minier public à des entreprises privées qu'il contrôle, sans verser aucune indemnité ni prestation au Trésor public de la République démocratique du Congo.

23. Ce réseau tire profit de l'instabilité qui règne en République démocratique du Congo et que ses représentants au gouvernement de Kinshasa et dans les

Forces de défense zimbabwéennes ont entretenue en soutenant des groupes armés opposés au Rwanda et au Burundi.

24. Même si les initiatives actuellement prises en vue de rétablir la paix aboutissent à un retrait complet des forces zimbabwéennes, ce réseau continuera d'avoir la mainmise sur les gisements les plus riches de la République démocratique du Congo et sur les activités commerciales liées à ces ressources. En août 2002, les représentants de la classe politico-militaire zimbabwéenne ont signé avec le Gouvernement congolais six gros contrats portant sur des opérations commerciales et la prestation de services. Des sources dignes de foi ont signalé au Groupe d'experts qu'il était prévu de créer de nouvelles sociétés de holding pour permettre la poursuite en sous-main de l'exploitation commerciale des ressources de la République démocratique du Congo par les Forces de défense zimbabwéennes et qu'une société militaire privée contrôlée par ces forces devait être détachée dans le pays pour assurer la garde de ces ressources.

Le réseau d'élite

25. Ce réseau qui opère dans la zone tenue par le Gouvernement compte trois types d'intervenants : des hauts fonctionnaires congolais et zimbabwéens et des hommes d'affaires. Les personnalités les plus en vue de la branche congolaise de ce réseau sont le Ministre de la sécurité nationale, Mwenze Kongolo, qui est également actionnaire et sert d'intermédiaire pour des entreprises d'exploitation de diamants et de cobalt; le Ministre de la présidence et du portefeuille, Augustin Katumba Mwanke, ancien employé de la société minière Bateman en Afrique du Sud et un intermédiaire très influent pour les transactions minières et diplomatiques; le Président de la société diamantifère d'État, Société minière de Bakwanga (MIBA), Jean-Charles Okoto; le Ministre du Plan et ancien Vice-Ministre de la défense, le général Denis Kalume Numbi, actionnaire au sein de la COSLEG et de la Sengamines qui s'adonne au commerce lucratif de diamants; le Directeur général de la Gécamines, Yumba Monga, qui a joué un rôle déterminant pour faciliter plusieurs opérations conjointes de pillage des ressources menées par la société minière d'État et des entreprises privées.

26. Même s'ils attirent moins l'attention, la branche congolaise compte également des membres actifs, tels

que Frédéric Tshineu Kabasele, qui est directeur de trois entreprises créées en participation avec le Zimbabwe utilisant la plate-forme de la COSLEG : la société diamantifère Minerals Business Company, la société forestière SOCEBO et le groupe bancaire congolais First Banking Corporation-Congo; le Directeur de l'Agence nationale de renseignements, Didier Kazadi Nyembwe, qui contrôle un grand nombre d'opérations commerciales privées et qui a été associé par plusieurs sources au trafic d'armes destinées à des groupes d'opposition burundais et aux groupes Maï Maï dans les provinces du Maniema et du Sud-Kivu. La COSLEG, coentreprise contrôlée par le Congo et le Zimbabwe, continue de jouer un rôle important pour faciliter le commerce des diamants, du bois d'oeuvre et les opérations bancaires bénéficiant de l'appui des militaires dans les zones tenues par le Gouvernement. Le Directeur technique de la COSLEG, Mfuni Kazadi, s'est spécialisé dans la négociation de contrats de groupement d'entreprises destinés à servir les intérêts privés de ce réseau d'élite.

27. Le principal stratège de la branche zimbabwéenne de ce réseau est le Président du Parlement et ancien Ministre de la sécurité nationale, Emmerson Dambudzo Mnangagwa, dont la politique agressive en République démocratique du Congo lui a valu le ferme appui des cadres militaires et des agents des renseignements. Son principal allié, le général Vitalis Musunga Gava Zvinavashé, est commandant des Forces de défense zimbabwéennes et Président exécutif de la COSLEG. Le général et les membres de sa famille ont été impliqués dans le commerce de diamants et la négociation de contrats d'approvisionnement au Congo. Un allié de longue date du Président Mugabe, le général de corps aérien, Perence Shiri, a quant à lui été impliqué dans l'achat de matériel militaire et a participé à l'organisation d'un soutien aérien pour les groupes armés inféodés au pouvoir de Kinshasa, qui combattent dans l'est de la République démocratique du Congo. Il fait également partie du groupe restreint de diamantaires des Forces de défense zimbabwéennes, qui ont fait d'Harare un centre important du commerce illicite des diamants.

28. D'autres éminentes personnalités zimbabwéennes sont également membres de ce réseau, notamment, le général de brigade Sibusiso Busi Moyo, Directeur général de la COSLEG, ancien conseiller auprès des sociétés Tremalt et Oryx Natural Resources, qui représentaient en sous-main les intérêts financiers de

l'armée zimbabwéenne dans les négociations avec les sociétés minières publiques de la République démocratique du Congo. Le général de brigade aérienne, Mike Tichafa Karakadzai, également Vice-Secrétaire de la COSLEG, où il est responsable de la politique générale de l'entreprise, a joué un rôle déterminant en facilitant la conclusion de contrats d'exploitation du cobalt et du cuivre avec la société Tremalt. Le colonel Simpson Sikhulile Nyathi est Directeur du programme de défense de la COSLEG et Sidney Sekeramayi, Ministre de la défense et ancien Ministre de la sécurité, assure la coordination avec les cadres militaires et est actionnaire à la COSLEG. Le Groupe d'experts a reçu copie d'une lettre émanant de M. Sekeramayi, dans laquelle il remerciait le Président-Directeur général de la société Oryx Natural Resources, Thamer Bin Said Ahmed Al-Shankari, du soutien matériel et moral qu'il lui avait apporté lors des élections parlementaires de 2000. Un tel soutien constitue une violation de la loi au Zimbabwe.

29. En juin 2002, le Groupe d'experts a été informé d'une nouvelle opération secrète d'exploitation de diamants au profit des Forces de défense zimbabwéennes menée à Kalobo dans le Kasaï occidental par la société Dube Associates qui, d'après des documents bancaires, serait liée, par l'intermédiaire du colonel Tshinga Dube, membre du complexe militaire zimbabwéen, à Leonid Minim, trafiquant d'armes et de diamants ukrainien, actuellement accusé de contrebande en Italie. Ces opérations ont été menées dans le plus grand secret.

30. Parmi les hommes d'affaires qui font partie de ce réseau d'élite, on compte notamment le ressortissant belge, George Forrest, qui est à l'origine des accords d'exploitation en association conclus entre des sociétés privées et la Gécamines. M. Forrest doit son ascension dans ce secteur à ses liens de longue date avec les autorités en place de la République démocratique du Congo. En outre, l'une de ses sociétés fabrique et vend du matériel militaire. Depuis 1994, il est actionnaire à 100 % du groupe New Lachaussée en Belgique, qui est le principal fabricant de douilles, de grenades, d'armes légères et de lanceurs d'engins. La nomination de M. Forrest à la direction de la Gécamines de novembre 1999 à août 2001 alors que ses sociétés privées négociaient de nouveaux contrats manifestement dans l'intention d'utiliser les avoirs de la Gécamines pour son profit personnel, constituait un conflit d'intérêts flagrant. Durant cette période, il a

constitué le portefeuille minier privé le plus diversifié en République démocratique du Congo. M. Forrest bénéficie du ferme soutien de certains milieux politiques en Belgique, où sont établies certaines de ses sociétés. Ces opérations ont suscité de vives critiques (on a évoqué dans un câble diplomatique belge la « stratégie d'usure » dans le secteur minier en République démocratique du Congo adoptée par M. Forrest) et ont récemment été examinées de près par le Sénat belge dans le cadre d'une enquête sur l'exploitation des ressources en République démocratique du Congo.

31. Les procédés utilisés par M. Forrest ont été repris par deux entrepreneurs soutenus par le Zimbabwe, M. John Arnold Bredenkamp et M. Al-Shanfari. M. Bredenkamp, qui possède une fortune personnelle dépassant 500 millions de dollars, a acquis une solide expérience dans la création de sociétés clandestines et le lancement d'opérations visant à contourner les sanctions. M. Al-Shankari a obtenu un accès privilégié au Gouvernement congolais et dans certaines concessions diamantifères en échange de fonds mobilisés auprès d'entrepreneurs influents de la région du Golfe, comme M. Issa Al Kawari, qui gère la fortune de l'Émir déposé du Qatar. Un criminel déjà condamné résidant en Afrique du Sud, M. Nico Shefer, qui a organisé la formation d'agents zimbabwéens dans le domaine de l'expertise des diamants à Johannesburg, a également collaboré avec les Forces de défense zimbabwéennes. La société Tandan Holdings, qui appartient à M. Shefer, détient une participation de 50 % dans Thorntree Industries, entreprise diamantifère créée en association avec les Forces de défense zimbabwéennes.

32. Le Zimbabween, Billy Rautenbach, a dirigé une coentreprise d'exploitation du cobalt et a été Directeur général de la Gécamines de novembre 1998 à mars 2000. Bien qu'il ait perdu ses concessions de cobalt au Katanga, M. Rautenbach a signalé au Groupe d'experts que le Gouvernement congolais avait offert les droits d'exploitation de sa société, Ridgpointe International, à la Gécamines qui détient des concessions dans le centre minier de Shinkolobwe où se trouvent d'importants gisements d'uranium, de cuivre et de cobalt. Ses représentants ont indiqué que tout nouveau contrat qui serait conclu devrait être conforme au nouveau code minier de la République démocratique du Congo et que l'Agence internationale de l'énergie

atomique pourrait inspecter tous les sites d'extraction de l'uranium.

33. L'exploitation de minéraux à une telle échelle serait impossible sans la collusion de fonctionnaires haut placés qui délivrent des licences d'exploitation et des permis d'exportation en échange de profits personnels. Le Groupe d'experts a réuni un grand nombre de documents concernant ces pratiques. Ainsi, la société canadienne, First Quantum Minerals (FQM), qui souhaitait acquérir des droits sur les résidus des mines de Kolwezi, a offert à l'État un versement initial de 100 millions de dollars, ainsi que des paiements en espèces et des actions tenues en dépôt pour le compte de hauts fonctionnaires. D'après les documents dont disposait le Groupe d'experts, le Ministre de la sécurité nationale, Mwenze Kongolo, le Directeur de l'Agence nationale de renseignements, Didier Kazadi Nyembwe, le Directeur général de la Gécamines, le général Yumba Monga et l'ancien Ministre d'État à la présidence, Jean-Pierre Mpoyo, figuraient sur la liste des personnes ayant reçu ces faveurs. L'offre d'actions misait sur le fait que ces actions monteraient en flèche une fois qu'il serait annoncé que la société détenait quelques-unes des plus riches concessions minières de la République démocratique du Congo.

34. Le Groupe d'experts possède des documents indiquant que trois « clans » d'origine libanaise qui exploitaient des entreprises autorisées à faire le commerce de diamants à Anvers ont acheté, en 2001, des diamants en provenance de la République démocratique du Congo d'une valeur de 150 millions de dollars, en passant directement par Kinshasa ou par des comptoirs établis en République démocratique du Congo. Ces trois clans – Ahmad, Nassour et Khanafer – sont des organisations criminelles distinctes qui opèrent à l'échelle internationale. Leurs activités, qui comportent notamment la contrefaçon, le blanchiment d'argent et la contrebande de diamants, sont bien connues des services de renseignements et de police. Selon plusieurs sources crédibles, ces clans entretiennent également des liens avec le groupe Amal et le Hezbollah. Certaines sociétés qui leur sont associées sont Sierra Gem Diamonds, Asa Diam, Triple A Diamond et Echogen. Un groupe lié à ces clans fournit des faux dollars à d'anciens généraux de l'ère du Président Mobutu, qui tentent de renverser le Gouvernement de la République démocratique du Congo.

Stratégies et sources de revenus

35. Le Groupe d'experts a établi que le réseau d'élite recourait à cinq stratégies pour se procurer des revenus par l'intermédiaire des sociétés minières extrayant des diamants, du cuivre et du cobalt et coordonnait les opérations de ses branches politique, militaire et commerciale de manière à se procurer un maximum de revenus.

Spoliation des sociétés minières publiques

36. Les coentreprises créées par les sociétés privées du réseau d'élite s'accaparent actuellement des ressources minières les plus riches et les plus aisément exploitables de la République démocratique du Congo. Le détournement ainsi réalisé, qui s'effectue sous le couvert de contrats secrets et par l'intermédiaire de sociétés privées offshore, s'établit à plusieurs milliards de dollars, dont une trentaine d'hommes d'affaires, d'hommes politiques et d'officiers sont les principaux bénéficiaires. Le réseau d'élite tente de légitimer ces vols et de commercialiser les ressources détournées pour légitimer les sociétés minières internationales.

37. Le Groupe d'experts dispose désormais de documents prouvant que la société Oryx Natural Resources de M. Al-Shanfari sert de couverture aux ZDF et à leur société militaire, OSLEG. Sengamines prétend posséder, juste au sud de Mbuji Mayi, une concession de 800 kilomètres carrés qui faisait initialement partie de la concession d'une société publique, la Société minière publique de Bakwanga (MIBA). À en croire ses responsables, ses concessions contiendraient des réserves diamantifères qui, si elles étaient pleinement exploitées, rapporteraient au moins 2 milliards de dollars.

38. Sengamines a prétendu qu'elle avait modifié la composition de son capital après avoir échoué à se faire coter à la bourse de Londres en juin 2000 et que celui-ci était désormais détenu à hauteur de 49 % par la société Oryx Natural Resources, de 35 % par COMIEX-Congo et de 16 % par la MIBA. Comme le Groupe d'experts en a été informé, cette modification n'a jamais eu lieu. Ce n'était qu'un artifice destiné à occulter les liens étroits qui unissent Sengamines aux ZDF et abuser les investisseurs internationaux. Les 49 % du capital de Sengamines dont Oryx prétend officiellement être le détenteur sont en fait la propriété d'Osleg et donc des ZDF. C'est lors d'une réunion tenue le 1er août 2000 qu'OSLEG a décidé qu'Oryx

serait le détenteur officiel de cette part de capital. Le capital restant est détenu à hauteur de 35 % par la société Comiex-Congo et de 16 % par la MIBA.

39. La société Tremalt Ltd., qui est représentée par M. Bredenkamp, est propriétaire, pour une période de 25 ans, des droits d'exploitation de six concessions de Gécamines, qui contiennent plus de 2,7 millions de tonnes de cuivre et 325 000 tonnes de cobalt. Elle n'a versé que 400 000 dollars au Gouvernement de la République démocratique du Congo pour acquérir ces droits, alors que la valeur estimative des six concessions est supérieure à 1 milliard de dollars. La gestion des concessions a été confiée à la société minière Kababankola, dont la Tremalt détient 80 % des parts et Gécamines 20 %. Le Groupe d'experts a été informé que Gécamines ne tirait aucun bénéfice financier direct de sa participation. Bien que les représentants de Tremalt aient déclaré au Groupe d'experts qu'ils avaient investi 15 millions de dollars à ce jour, rien ne prouve que d'importants investissements aient été faits dans les concessions ni que Gécamines se soit vu remettre un calendrier d'investissements sous la forme d'un plan d'opération.

40. À l'instar d'Oryx, la Tremalt maintient que ses opérations n'ont aucun lien avec ZDF ni avec le Gouvernement zimbabwéen mais le Groupe d'experts a obtenu un exemplaire d'un accord confidentiel d'intéressement en vertu duquel la Tremalt conserve 32 % des bénéfices nets, dont elle s'engage à verser 34 % à la République démocratique du Congo et 34 autres pour cent au Zimbabwe. Cet accord d'intéressement a fait l'objet d'un mémorandum confidentiel que le Ministre de la défense Sekeramayi a adressé au Président Mugabe en août 2002. Par ailleurs, la Tremalt fournit à la République démocratique du Congo et aux militaires congolais et zimbabwéens autant de véhicules motorisés, de camions, de cars et de liquidités que nécessaire, le coût en étant déduit de la part des bénéfices des deux pays. La Tremalt et les ZDF ont créé une instance qui est chargée de planifier leur stratégie en République démocratique du Congo et de « veiller aux intérêts des Zimbabwéens ». Les principaux membres de cette instance, qui se réunit tous les mois, sont le général Zvinavashe, le général de brigade Moyo, le général de brigade aérienne Karakadzai, M. Bredenkamp, le Directeur général de la KMC, Colin Blythe-Wood, et le Directeur de la KMC, Gary Webster.

41. Des responsables de Gécamines ont déclaré au Groupe d'experts que le Ministre de la sécurité nationale de la République démocratique du Congo, Mwenge Kongolo, avait fait pression sur leurs négociateurs pour qu'ils acceptent le contrat de coentreprise, en dépit des incidences négatives qu'il aurait sur les finances de la société. Les propriétaires et bénéficiaires véritables de Tremalt se cachent derrière un écran de sociétés d'investissement et de sociétés holding privées enregistrées aux îles Vierges britanniques et à l'île de Man, dont le Groupe d'experts n'a pas été autorisé à consulter directement le fichier.

Contrôle des marchés et de la comptabilité

42. Le contrôle de gestion joue un rôle essentiel dans la stratégie que le réseau d'élite met en oeuvre pour retirer le maximum de revenus des coentreprises qu'il a créées. Une bonne partie des revenus ne figure sur les bilans que sous forme de contrats de sous-traitance et d'arrangements en matière d'achat avec des sociétés et des personnes liées au réseau dont le montant est surévalué. Les deux plus grandes coentreprises créées par le Zimbabwe et la République démocratique du Congo, à savoir Sengamines et KMC, déclarent des pertes colossales.

L'entreprise générale Malta Forrest et le Groupe George Forrest

43. Le Groupe George Forrest (GGF), qui est associé au Groupe OM installé aux États-Unis, gère actuellement l'une des opérations minières de la République démocratique du Congo les plus profitables, opération dont la société minière publique, Gécamines, ne retire qu'un bénéfice minime. Dans son cadre, les Scories du Terril de Lubumbashi (STL) – société également connue sous le nom de Big Hill Project –, M. Forrest et le Groupe OM ont fait en sorte d'accéder à des stocks de cuivre et de cobalt contenant plus de 3 000 tonnes de germanium, métal rare que l'on utilise pour fabriquer des fibres optiques, des lentilles infrarouges et des satellites de télécommunication. Ces stocks, qui appartenaient auparavant à Gécamines, ont actuellement sur le marché une valeur de plus de 2 milliards de dollars. Bien que le capital des Scories du Terril de Lubumbashi se répartisse entre le Groupe OM (55 %), le Groupe George Forrest (25 %) et Gécamines (20 %), il est expressément prévu que celle-ci ne perçoive aucun des revenus tirés du traitement du germanium.

44. Les responsables de Gécamines se plaignent que le Groupe OM et le Groupe George Forrest aient délibérément ignoré le plan technique convenu pour STL, qui prévoyait la construction de deux raffineries électriques et d'un transformateur à proximité des stocks de cuivre et de cobalt et qui impliquait que la totalité du germanium soit extraite en République démocratique du Congo et que Gécamines perçoive une part des revenus. Au lieu de cela, le minerai est expédié à demi-traité à l'usine du Groupe OM en Finlande, où le germanium est extrait. L'ancien Président de Gécamines, M. Forrest, dont les entreprises de construction ont construit les installations de STL, a refusé d'intercéder en faveur de l'entreprise publique. Gécamines a rejeté une offre du Groupe OM tendant à ce qu'il lui reverse 5 % seulement des revenus tirés du traitement du germanium en Finlande.

45. Selon plusieurs sources fiables, M. Forrest s'est servi de sa position dans le réseau d'élite pour s'assurer le contrôle du secteur minier en République démocratique du Congo. À titre d'exemple, la société canadienne Kinross Gold a tenté d'investir jusqu'à 1 milliard de dollars dans des opérations d'extraction de cuivre et de cobalt mais en a été empêchée par des interventions de M. Forrest et de hauts fonctionnaires de la République démocratique du Congo. Cette société a mené à nouveau des activités en République démocratique du Congo à la fin 2001 mais en tant que filiale de la société Kinross-Forrest Ltd., qui est enregistrée dans les îles Vierges britanniques. De même, après qu'une petite société basée en Belgique, Madsa, eut obtenu de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel une subvention de 20 millions de dollars au titre du développement pour construire des installations permettant de traiter les minerais (à savoir un haut fourneau, une usine de fabrication d'acides et une cimenterie), M. Forrest et ses associés se sont opposés au projet, en partie, semble-t-il, parce que cela aurait réduit les profits qu'ils retirent de la passation de marchés surévalués.

Tremalt Ltd (John Bredenkamp)

46. Le fait que Tremalt détienne 80 % du capital de KMC lui permet de contrôler étroitement la gestion de cette société au jour le jour et d'influer de manière décisive sur ses stratégies d'exploitation à long terme. Par ailleurs, Tremalt achète pour le compte des ZDF et des Forces armées congolaises (FAC) du matériel dont

il déduit le coût de la part des revenus de la KMC qui leur revient. Bien que la société Ridgepointe International, dirigée par M. Rautenbach, l'investisseur étranger qui a naguère financé les concessions de Kababankola, ait dû se servir d'installations de traitement particulièrement délabrées pour mener ses activités, elle a dégagé plus de 20 millions de dollars de bénéfices depuis qu'elle exploite la concession, c'est-à-dire 18 mois. Pour les analystes industriels, les pertes de plus de 13 millions de dollars que Tremalt prétend avoir essuyées de février 2001 à juillet 2002 ne sont pas vraisemblables.

Vols organisés

47. Des soldats des FAC et des ZDF qui sont chargés d'assurer la sécurité des principaux établissements des coentreprises sont impliqués dans des détournements importants de produits miniers et facilitent ces détournements. Le Groupe d'experts a été informé par des sources fiables que les directeurs de plusieurs établissements, qui bénéficient pour cela de l'appui de membres du réseau d'élite, sont complices de ces vols.

48. La Société minière de Bakwanga, entreprise publique d'extraction de diamants, est pillée par sa hiérarchie, qui ferme les yeux sur les très nombreux vols commis par des personnes ayant accès à ses installations. Trois réseaux de vols sont à l'oeuvre à l'intérieur des installations de la MIBA, qui sont connues sous le nom de « polygone ». Le premier de ces réseaux a été créé et est dirigé par 48 soldats zimbabwéens, qui sont en poste à cinq endroits différents du vaste site de la mine. Ces soldats autorisent certains groupes de personnes à entrer à l'intérieur du « polygone » pour y subtiliser des diamants, en échange d'argent et de diamants.

49. Le deuxième réseau de vol est dirigé par la brigade minière, qui est chargée de garder la mine. Son commandant, M. Mushitu, l'a réintégrée après en avoir été renvoyé pour vol. En échange de sa protection, il reçoit des sacs de gravier riche en diamants. Les mineurs sont d'ailleurs souvent exposés aux coups de feu que la Brigade minière et les Zimbabwéens échangent dans la lutte qu'ils se livrent pour avoir le monopole du vol des diamants.

50. Les pertes imputées à ces deux premiers réseaux sont probablement modestes si on les compare à celles que l'on impute au troisième, qui regroupe des cadres supérieurs de la MIBA et opère dans les installations

de nettoyage, de tri et de classement. Les vols portent sur les gemmes et les produits miniers proches de l'état de gemme, dont 3 à 4 % sont à l'origine de 50 % des revenus. Le manque à gagner dû à ces vols a été estimé à environ 25 % du montant total des revenus, soit en gros 25 millions de dollars par an. Sous la pression de ses créanciers, la MIBA a été contrainte de faire appel aux services d'une société de sécurité privée, la société Overseas Security Services, qui a établi qu'un syndicat du crime opérait dans les locaux réservés au classement.

Sociétés écrans

51. Certains membres du réseau d'élite se trouvant à la tête de coentreprises sont impliqués dans la contrebande de métaux précieux et de gemmes, le trafic d'armes, les opérations illégales sur devises et le blanchiment d'argent. Le Groupe d'experts dispose de très nombreux documents et témoignages de première main expliquant la manière dont ils mènent leurs activités.

52. Sengamines complète ses revenus en blanchissant des diamants de contrebande en provenance d'Angola et de Sierra Leone. Elle sort aussi clandestinement ses propres diamants de la République démocratique du Congo et le Groupe d'experts a appris par certaines entités à quels moments et en quels lieux des opérations de contrebande ont été menées et qui y a été mêlé. Ainsi, en mars 2001, M. Al-Shanfari a donné pour instructions à son chef de la sécurité de faire parvenir clandestinement des diamants de la concession à Johannesburg (Afrique du Sud) et de les faire remettre au Président-Directeur général de la société Serengeti Diamonds, Ken Roberts.

53. Sengamines sert aussi à couvrir des opérations illégales sur devises, se servant de plusieurs itinéraires pour faire entrer les devises en République démocratique du Congo et les en faire sortir. Cela l'amène la plupart du temps, dans le deuxième cas, à enfreindre la législation nationale relative aux devises et à procéder à des arbitrages en vue de tirer un bénéfice de la différence entre les cours du dollar des États-Unis et du franc congolais à Kinshasa et dans l'est de la République démocratique du Congo. Ainsi, le 13 mars 2000, à Kinshasa, les responsables d'Oryx ont chargé à bord d'un avion appartenant à M. Bredenkamp huit caisses de billets en francs congolais qu'ils expédiaient à Harare. De même, le Groupe d'experts est en possession de documents

confirmant les informations selon lesquelles un employé d'Oryx transportait régulièrement à l'insu des autorités congolaises, à Kinshasa dans un premier temps puis à Harare et dans l'est de la République démocratique du Congo une fois qu'ils avaient été convertis en francs congolais, des paquets de billets de dollars des États-Unis (500 000 dollars à la fois) dont le montant était débité sur le compte d'Oryx à la Hambros Bank de Londres. Les employés d'Oryx ont déclaré qu'il leur avait été demandé de verser à M. Mnangagwa une commission sur ces opérations, qui sont contraires à la législation zimbabwéenne. Bien que les représentants de M. Bredenkamp aient déclaré à plusieurs reprises qu'ils ne faisaient pas affaire avec M. Al-Shanfari, le Groupe d'experts a reçu un document, daté de janvier 2001 et signé conjointement par M. Bredenkamp et M. Al-Shanfari, prouvant qu'un prêt de 1,5 million de dollars avait été consenti par la société Python Services Ltd à Oryx Natural Resources.

Les recettes tirées des activités minières et l'armée

54. La passation de contrats d'achat de matériel militaire et de services est une source majeure de revenus pour le réseau d'élite. Plusieurs coentreprises minières ont des liens étroits avec les fournisseurs de fournitures militaires, qui facilitent leurs opérations en République démocratique du Congo. Le Groupe d'experts dispose d'informations selon lesquelles des revenus tirés des diamants ont servi à régler les achats d'armes des FAC et servi indirectement à financer la contribution du Gouvernement de la République démocratique du Congo au traitement des ZDF. Il a reçu un document établissant que le général de brigade François Olenga avait demandé un transfert de fonds de la MIBA pour acheter des armes destinées aux FAC.

55. Oryx Natural Resources travaille en étroite collaboration avec Avient Air, une société militaire fournissant des services et du matériel aux ZDF et aux FAC. En avril 2002, Avient Air a fait office d'intermédiaire dans la vente de six hélicoptères de combat au Gouvernement de Kinshasa. Des relevés bancaires prouvent qu'elle a effectué plusieurs transactions avec Leonid Minim, qui est accusé de se livrer à des trafics. Sous la direction de Andrew Smith, un ancien capitaine de l'armée britannique, de Gerry O'Brien et de Lewis Kling, Avient Air a signé des contrats aux termes desquels elle a organisé des bombardements aériens dans l'est de la République

démocratique du Congo en 1999 et en 2000. Elle a aussi organisé la logistique et le transport du matériel minier de Sengamines, son statut de fournisseur de matériel militaire travaillant avec les ZDF lui ayant permis d'obtenir le feu vert des services de sécurité. Le Groupe d'experts est en possession du relevé d'un versement de 35 000 dollars qu'Oryx a effectué en septembre 2001 en faveur d'Avient Ltd., société soeur d'Avient Air basée au Royaume-Uni, par prélèvement sur son compte auprès de la Banque belge.

56. John Bredenkamp, qui est connu pour passer des marchés militaires clandestins, a investi des fonds dans la société Aviation Consultancy Services (ACS). Le Groupe d'experts est parvenu à savoir, indépendamment de M. Bredenkamp, que cette société représentait British Aerospace, la société française Dornier et la société italienne Agusta en Afrique. Loin d'investir passivement dans ACS comme le prétendent les représentants de Tremalt, M. Bredenkamp s'emploie activement à faire des affaires en se servant des relations qu'il a établies avec des hommes politiques de haut niveau. Lors d'entretiens avec de hauts fonctionnaires, il s'est proposé de servir d'intermédiaire dans la vente à la République démocratique du Congo de matériel militaire fabriqué par British Aerospace. Les représentants de M. Bredenkamp ont prétendu que les sociétés qu'il a créées observent les sanctions décrétées par l'Union européenne à l'encontre du Zimbabwe mais c'est en infraction à ces sanctions qu'elles ont livré aux ZDF au début de 2002 des pièces de rechange d'avions Hawk fabriquées par British Aerospace. M. Bredenkamp dirige également les entreprises Raceview, qui assurent la logistique des ZDF. Le Groupe d'experts a obtenu un exemplaire des factures datées du 6 juillet 2001 que les entreprises Raceview ont adressées aux ZDF après leur avoir livré pour 3,5 millions de dollars de toile de camouflage, de batteries, de carburant et de lubrifiants, de bottes et de rations. Il est également en possession d'exemplaires de factures d'un montant total de 3 millions de dollars, relatives à l'achat de pièces de rechange d'avion pour le compte de l'Armée de l'air zimbabwéenne.

Étude d'une filière de vente de diamants

57. La Minerals Business Company (MBC), qui a été créée conjointement par la République démocratique du Congo et le Zimbabwe, est la cheville ouvrière du Zimbabwe dans le lucratif commerce des diamants de

la République démocratique du Congo. Elle achète et commercialise les produits de Sengamines, coentreprise du Zimbabwe et de la République démocratique du Congo, qui tente de dissimuler ses liens avec les ZDF. La MBC se sert de l'influence militaire et politique exercée par le Zimbabwe pour se soustraire aux lois de la République démocratique du Congo et éviter de s'acquitter de droits de licence onéreux. Le refus de la MBC d'honorer ses obligations envers le trésor public lui a valu de faire l'objet de plaintes officielles du Ministère des mines, qui exige qu'elle se conforme aux lois de la République démocratique du Congo. Les représentants de la MBC affirment que les entités zimbabwéennes ne sont pas tenues de respecter ces lois.

58. La MBC autorise un nombre limité d'autres compagnies exploitant des diamants à tirer profit du statut privilégié dont elle jouit à Kinshasa. La société Sandrian Mining, qui est basée dans cette ville, a des relations d'affaires avec la MBC. Thorntree Industries, coentreprise créée par le groupe Tandan de Nico Shefer, basé en Afrique du Sud, et par les ZDF, entretient aussi des relations d'affaires avec elle. Il en va de même pour la société Mixen Trading, qui a ouvert des bureaux au Zimbabwe. La MBC fait affaire avec la société Flashes of Color, basée aux États-Unis, la société suisse Ibryn & Associates et les sociétés belges Jewel Impex, Komal Gems et Diagem. L'un de ses partenaires commerciaux les plus importants est la société Abadiam, basée en Belgique, qui lui achète des diamants, comme elle en achète directement à la Sengamines. Le Groupe d'experts est en possession de relevés bancaires en date de septembre 2001 établissant qu'Oryx Natural Resources a fait virer plus d'un million de dollars sur le compte belge de la société Abadiam.

Effondrement du secteur public, conflit armé et ses conséquences humanitaires

Kasaï oriental et Kasaï occidental

59. Le détournement de fonds d'entreprises publiques et du trésor public, frauduleusement ou au nom de l'*effort de guerre*, a contribué à réduire à zéro les fonds disponibles pour les services publics. Le secteur public dans les deux provinces du Kasaï a effectivement disparu. Sur les cinq installations de production d'eau

du Kasai oriental, quatre ne fonctionnent plus et la cinquième, dans la ville de Mbuji Mayi, tourne à moins de 20 % de sa capacité. Dans le Kasai occidental, cinq des six installations qui existaient ne fonctionnent plus, tandis que la sixième, à Kananga, tourne dans le meilleur des cas à 10 % de sa capacité.

60. Les responsables gouvernementaux imputent la baisse catastrophique des dépenses publiques à la guerre. La plupart des soldats ne sont pas payés et se transforment en prédateurs qui subviennent à leurs besoins par le vol et le pillage et vivent aux dépens de la population qu'ils sont censés protéger, tandis que les autorités provinciales ne font rien pour les décourager. Les impôts et les droits de licence ont cependant augmenté, de même que l'acquisition forcée des ressources d'entreprises publiques au nom de l'effort de guerre. Le Gouvernement a donc profité de l'état de guerre en s'en servant comme prétexte, non seulement pour justifier l'augmentation des taxes qu'il perçoit auprès de la population pour accroître les recettes de l'État, mais également pour justifier la diminution des dépenses publiques. L'insécurité dans la zone contrôlée par le Gouvernement n'est qu'une conséquence mineure du soutien apporté à l'armée en guerre. Elle est plutôt une conséquence de la volonté délibérée d'ignorer les soldats qui, de ce fait, tournent leurs armes contre la population.

61. Le prétexte de la guerre, l'augmentation des taxes perçues par le Gouvernement, le non-paiement des salaires et l'absence de services gouvernementaux se sont conjugués pour accélérer l'effondrement de l'économie urbaine à Mbuji Mayi, Kananga et, à un moindre degré, Lubumbashi. Les banques n'accordent plus de crédit dans les provinces du Kasai. L'absence de crédit local et le déclin des transports par la route ont forcé la plupart des industries locales de Kananga à fermer.

Katanga

62. Lubumbashi, et de manière générale tout le sud du Katanga, sont touchés par la présence du Rwanda dans le nord. L'occupation par l'Armée patriotique rwandaise (APR) des riches plaines agricoles du nord du Katanga, aux alentours de Nyunzu et de Kongolo, a coupé le sud d'une région qui était dans le temps le grenier du Katanga.

63. Une étude effectuée récemment par Médecins sans frontières à Kilwa, ville représentative du sud du

Katanga, située au sud de la ligne de front et comptant 350 000 habitants, a révélé que le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans s'établissait à 3,2 pour 10 000 par jour. Ceci signifie qu'au cours d'une année, 12 % des enfants de moins de 5 ans meurent, et qu'un enfant sur quatre meurt dans l'espace de deux ans. Il est intéressant de noter que le taux de mortalité imputable à la violence est pratiquement nul (0,6 %). La mortalité est due à des maladies – paludisme et dysenterie – qui sont étroitement liées à la malnutrition et à l'absence de services sanitaires.

64. Le paludisme et la dysenterie peuvent être traités. Des organisations internationales – Organisation internationale de perspective mondiale et Médecins sans frontières, en l'occurrence – essaient d'intervenir là où les services gouvernementaux ne fonctionnent plus. Toutefois, l'augmentation des taux de mortalité dans les zones contrôlées par le Gouvernement autour d'Ankoro, de Kilwa, de Dubie et de Lwanza, en particulier là où il n'y a pas de services sanitaires et où le personnel médical de l'État n'est pas payé, atteste le peu d'intérêt que le Gouvernement accorde à la région. Les taux élevés de malnutrition et de mortalité sont une mesure de ce manque d'intérêt et la conséquence, en partie, du détournement des ressources de sociétés publiques comme Gécamines au profit de comptes privés appartenant à des Zimbabwéens, des Congolais et d'autres intérêts privés.

IV. Zone contrôlée par le Rwanda

65. Le Rwanda a justifié la présence continue de ses forces armées par des raisons de sécurité alors que leur objectif réel à long terme consiste, pour reprendre les termes employés par le Bureau Congo de l'APR, à « se procurer des biens ». Les dirigeants rwandais ont réussi à convaincre la communauté internationale que leur présence militaire dans l'est de la République démocratique du Congo a pour objet de protéger le pays contre des groupes hostiles qui se trouvent en République démocratique du Congo et qui, selon eux, se préparent activement à envahir le Rwanda.

66. Le Groupe d'experts a de nombreuses preuves du contraire. Il détient par exemple une lettre datée du 26 mai 2000, dans laquelle Jean-Pierre Ondekane, Premier Vice-Président et chef du Haut Commandement militaire pour le RCD-Goma, engage toutes les unités de l'armée à entretenir de bonnes relations « avec nos frères » les Interahamwe et Mai

Maï, et « les laisser au besoin exploiter le sous-sol pour leur survie ».

67. Des membres importants d'un groupe congolais hutu, Benemugabohumwe, ont récemment commencé à encourager les Hutus qui vivent dans la République démocratique du Congo et dont certains font partie de groupes d'opposition, à oeuvrer plutôt pour la cause du Rwanda en République démocratique du Congo. Eugène Serufuli, Gouverneur de la province du Nord-Kivu appartenant au RCD-Goma et apparemment lui-même Hutu, a donné son appui à une ONG, Tous pour la paix et la démocratie (TPD), pour encourager les Hutus de tous bords à se rallier aux Rwandais. Leur objectif, tel qu'il était décrit dans une circulaire datée du 16 avril 2002, publiée dans le *Nord Kivu Reveil*, était de « prêter son allégeance au Rwanda en s'associant à ses efforts pour contrôler l'est de la République démocratique du Congo.

68. Un combattant interahamwe âgé de 30 ans vivant dans la région de Bukavu a décrit la situation comme suit lors d'une entrevue enregistrée avec un représentant de l'ONU au début de 2002.

« Nous ne nous sommes pas beaucoup battus avec l'APR au cours des deux dernières années. Nous pensons qu'ils sont fatigués de cette guerre, comme nous. De toute façon, ils ne sont pas au Congo pour nous chasser, comme ils le prétendent. Je les ai vu exploiter les mines d'or et de coltan ici; nous voyons comment ils volent la population. C'est pour cette raison qu'ils sont ici. Les soldats de l'APR viennent et tirent en l'air, et pillent les maisons des villageois, mais ils ne nous attaquent plus. Si vous avez de la chance et avez un grand frère dans l'APR, il arrivera peut-être à vous trouver quelques provisions et des munitions. »

69. Sur la base de son analyse de nombreux documents et témoignages oraux, le Groupe d'experts estime que la présence du Rwanda dans la République démocratique du Congo a pour but d'accroître le nombre de Rwandais qui se trouvent dans l'est du pays et d'encourager ceux qui y sont déjà installés à conjuguer leurs efforts pour aider le Rwanda à exercer son contrôle économique. Le départ récent des troupes rwandaises ne devrait pas être interprété comme un signe de la volonté du Rwanda de réduire sa participation considérable à l'opération d'évacuation de ressources précieuses, de réduire l'intensité du

conflit armé ou de réduire la crise humanitaire dans la région. L'exploitation économique sous ses diverses formes continuera, mais en s'appuyant sur une force armée moins visible et en ayant recours à d'autres stratégies.

Le réseau d'élite

70. Les opérations du réseau d'élite dans l'est de la République démocratique du Congo sont gérées centralement par le Bureau Congo de l'APR, qui assure la liaison entre les activités commerciales et militaires de l'APR. Le Groupe a décrit cette fonction en détail dans ses rapports précédents. Il continue à recevoir des documents sur la façon dont la présence armée est financée par l'aile commerciale de l'APR. À titre d'exemple, il a récemment obtenu des documents faisant apparaître des ventes de coltan négociées par des responsables du Bureau Congo de l'APR. Le Groupe a des copies de fax envoyées par le bureau du major Dan Munyuza de l'APR pour le compte de la société minière de Maniema et d'un autre fax envoyé par le bureau du chef d'état-major de l'APR, le général James Kaberebe.

71. Si les recettes et les dépenses du Bureau Congo de l'APR sont considérables, elles sont inscrites à un compte strictement distinct du budget national du Rwanda. Selon une source fiable associée à ce bureau, les recettes de ce dernier ont servi à financer 80 % des dépenses totales de l'Armée patriotique rwandaise en 1999. Dans le budget officiel du Rwanda pour 1999, un montant de 80 millions de dollars était alloué à l'armée. Si cette allocation officielle budgétaire de 80 millions de dollars représente les 20 % des dépenses militaires qui, selon la source du Groupe d'experts, ne sont pas financées par le Bureau Congo, le budget militaire total, toutes sources de financement confondues, serait de l'ordre de 400 millions de dollars. Ce montant représente 20 % du PNB pour 1999 et environ 150 % des dépenses budgétaires courantes pour cette année. La contribution du Bureau Congo aux dépenses militaires du Rwanda aurait donc été de l'ordre de 320 millions de dollars. Les activités financées par les recettes provenant du Bureau Congo définissent dans une large mesure la politique étrangère du Rwanda et influent directement sur la prise des décisions nationales dans de nombreux domaines. Mais les transactions à l'origine de ces recettes sont toutefois

opérées à l'abri du regard des organisations internationales.

72. Le réseau d'élite entretient d'étroites relations commerciales avec les réseaux criminels transnationaux, y compris ceux de Victor Bout, Sanjivan Ruprah et Richard Muamba Nozi. Les avions de Victor Bout sont utilisés à diverses fins, y compris le transport de coltan et de cassitérite, le transport de fournitures à destination de mines et le transport de soldats et de matériel militaire. Au cours de la dernière grande campagne militaire à Pweto, en République démocratique du Congo, des avions de Victor Bout ont été utilisés pour acheminer des membres de l'Armée patriotique rwandaise dans la région.

73. Sanjivan Ruprah collabore fréquemment avec l'organisation criminelle de Victor Bout, mais il est également associé indépendamment au Bureau Congo à Kigali. Le 7 février 2002, il a été arrêté en Belgique où il était soupçonné de se préparer à fournir 6 millions de billets de nouveaux zaïres – qui sont toujours valides dans l'est de la République démocratique du Congo – au RCD-Goma, le financement de l'opération étant assuré par des trafiquants de diamant basés en Belgique. Le Président du RCD-Goma, Adolphe Onusumba, qui a des liens de famille et entretient des relations commerciales avec Sanjivan Ruprah, a joué un rôle clef dans cette opération de faux. Un autre groupe qui fabrique de la fausse monnaie, celui de Muamba Nozi, fournit également des faux francs congolais au RCD-Goma. Sa base d'opérations régionale se trouve à Nairobi, où les faux billets sont imprimés en vue d'être distribués en grandes quantités dans l'est de la République démocratique du Congo. Des responsables de la Banque centrale de Kinshasa ont déclaré au Groupe d'experts que les activités de faux de Muamba Nozi ont des motifs politiques et visent à délibérément déstabiliser le régime actuel en affaiblissant la monnaie.

Stratégies et sources de revenus

Colombotantalite (coltan)

74. Le monopole que la Société minière des Grands Lacs (SOMIGL) exerçait sur la colombotantalite a pris fin en avril 2001, non pas tant à cause de la chute du prix du coltan que du fait que le Rwanda était déterminé à s'emparer d'une part plus importante des recettes qui étaient prélevées sous la forme d'impôts

par l'administration rebelle du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma). La fin du contrat avec la SOMIGL a permis à l'Armée patriotique rwandaise (APR) de déjouer les tentatives du RCD-Goma de prélever des impôts pour servir ses propres intérêts.

75. La plus grande partie de la colombotantalite exportée de l'est de la République démocratique du Congo (pas moins de 60 à 70 %), est extraite sous la surveillance directe des superviseurs de l'APR préposés aux activités minières et évacuée directement vers Kigali ou Cyangugu par avion, à partir des aérodromes proches des mines. Aucune taxe n'est versée. Des avions militaires rwandais, des avions de Victor Bout et de petites compagnies aériennes sont utilisés pour transporter le coltan. L'APR maintient son contrôle sur la plupart des mines de colombotantalite où les gisements sont importants, où la teneur en tantale est élevée et où les aérodromes locaux sont accessibles. Dans les sites d'extraction qui sont gérés par les superviseurs de l'APR, divers régimes de travail forcé coexistent, pour l'extraction, pour le transport et pour les tâches domestiques. Selon de nombreuses sources, il serait largement fait appel à des prisonniers importés du Rwanda, qui travaillent comme main-d'oeuvre sous contrat.

76. Une plus petite part – peut-être 15 à 25 % du volume total des exportations de colombotantalite – est achetée par les comptoirs qui appartiennent à des Rwandais auprès de « négociants » locaux dans des mines éloignées ou d'agents de groupes locaux de défense. Plus généralement, ces comptoirs, qui appartiennent à des officiers de l'Armée rwandaise ou aux proches du Gouvernement rwandais, comme le comptoir MHI, Eagle Wings ou Rwanda Metals SARL, ont leurs propres sites d'extraction et recrutent leurs propres travailleurs qu'ils soumettent à des conditions très difficiles.

77. La plus petite part de colombotantalite est achetée par les rares comptoirs congolais qui existent encore dans l'une des nombreuses mines situées dans des régions éloignées. La plupart des comptoirs congolais n'arrivent pas à concurrencer les comptoirs tenus par l'APR ou le Rwanda.

78. Les bénéfices que le Bureau Congo retire de l'exploitation minière ayant augmenté, la part du RCD-Goma a diminué. Le Bureau Congo prive continuellement son partenaire plus jeune, le RCD-

Goma, de toute part substantielle des ressources et des avantages, et le RCD-Goma ne cesse de se plaindre. Les administrateurs du RCD-Goma ont souvent souligné le fait qu'ils n'étaient pas en mesure de gérer leur armée s'ils ne disposaient pas de ressources suffisantes. Faute d'assistance financière, les brigades de l'Armée nationale congolaise (ANC) se sont mises à piller les villages dans tout l'est de la République démocratique du Congo (République démocratique du Congo). La troisième brigade a volé un grand nombre de têtes de bétail aux alentours de Kalémié et la première brigade a pris des diamants à Opala. Le Groupe d'experts possède de nombreux documents sur ces activités. La plupart de ces forces rebelles sont sous le commandement des bureaux de l'APR. Quand l'ordre leur est donné de le faire, elles n'hésitent guère à attaquer des groupes locaux d'autodéfense qui font obstacle à leurs transactions, à éliminer certains ennemis, à assurer la sécurité des zones riches en or, colomboantalite et diamants, à fournir des services de police dans les zones urbaines et, parfois, à maintenir une force sur les lignes de front. Puisque leurs hommes ne sont ni payés ni soumis à une quelconque discipline, ils se servent de leurs armes pour s'attaquer à la population, souvent en brûlant des villages entiers pour obtenir des biens et de la nourriture.

Étude de cas d'une chaîne commerciale concernant la colomboantalite

79. Le comptoir de colomboantalite Eagle Wings Resources, qui opère à Bukavu, est une filiale de Trinitech International Inc., société ayant son siège dans l'Ohio (États-Unis). Eagle Wings a des bureaux au Rwanda, au Burundi et en République démocratique du Congo. Le directeur de Eagle Wings à Kigali entretient des liens étroits avec le régime rwandais. Aussi la société Eagle Wings opère-t-elle en République démocratique du Congo comme un comptoir contrôlé par les Rwandais, avec tous les avantages qui s'y attachent. Le comptoir Eagle Wings n'est pas tenu d'assumer toutes ses responsabilités vis-à-vis du Trésor public géré par l'administration du RCD-Goma. À l'instar des autres comptoirs de coltan contrôlés par les Rwandais, Eagle Wings collabore avec l'APR afin de jouir d'un accès privilégié aux mines de coltan et à une main-d'oeuvre captive.

80. Près de 25 % de la colomboantalite d'Eagle Wings est expédiée en bateau de Kigali à l'usine métallurgique de la société NAC Kazatomprom à Ulba,

au Kazakhstan. Vingt-cinq pour cent sont vendus à la maison mère de Eagle Wings, Trinitech International Inc. (États-Unis), qui gère les ventes à la fois à Ulba et à l'usine de traitement chinoise de Ningxia Non-Ferrous Metals Smeltery (NNMS). H. C. Starck, société basée en Allemagne et filiale de la société transnationale Bayer AG, achète près de 15 % du coltan d'Eagle Wings. H. C. Starck a nié qu'il se procurait du coltan en Afrique centrale. Dans un communiqué de presse publié le 24 mai 2002, H. C. Starck a de nouveau affirmé que la société n'avait pas acheté de matières premières provenant d'Afrique centrale depuis août 2001. Le Groupe d'experts a des preuves du contraire. Dans le même communiqué de presse, H. C. Starck a affirmé qu'il obtenait sa colomboantalite auprès de cultivateurs et non de groupes rebelles. En fait, toutes les mines de coltan situées dans l'est de la République démocratique du Congo profitent soit à un groupe rebelle soit à des armées étrangères.

81. Le Groupe d'experts expose le cas suivant, sur la base des documents qu'il possède : la société Mozambique Gemstone a produit de faux documents certifiant que le Mozambique était le pays d'origine d'une cargaison de colomboantalite provenant du Rwanda et transitant par l'Afrique du Sud. Elle a ensuite vendu la cargaison à la société AMC African, Trading and Consulting Co. Ltd., basée en Afrique du Sud, qui l'a vendu à son tour à H. C. Starck Ltd à Rayong (Thaïlande) le 21 septembre 2001. Le 9 mai 2002, H. C. Starck a envoyé une lettre de crédit, pour cette cargaison à Chemie Pharmacie Holland, qui a supervisé la transaction, et qui est un partenaire commercial de Eagle Wings et lui rend des services logistiques et financiers. Eagle Wings est le seul fournisseur de colomboantalite de Chemie Pharmacie Holland. Eagle Wings n'opère pas au Mozambique.

82. Le Groupe d'experts a également eu des contacts directs avec l'usine de traitement chinoise NNMS, afin de déterminer si elle utilisait de la colomboantalite provenant de l'est de la République démocratique du Congo. NNMS a nié catégoriquement traiter avec « tout individu ou toute entité représentant une personne ou une entité en République démocratique du Congo ». En fait, un certain nombre d'intermédiaires qui font le commerce de coltan provenant de l'est de la République démocratique du Congo ont informé le Groupe d'experts de leurs ventes à NNMS. Dans une présentation publicitaire conçue par NNMS, il est

indiqué que si cette société peut vendre sa production à des prix si bas, c'est parce qu'elle achète des quantités considérables de matière première bon marché en Afrique centrale. Il ressort d'un rapport de NNMS que 50 % du volume total de colombotantalite achetée à des fins de traitement proviennent d'Afrique centrale. NNMS n'a pas répondu aux nombreuses demandes de renseignements que le Groupe d'experts lui a présentées par la suite.

Diamants

83. C'est pour avoir son propre marché du diamant que le Rwanda s'est battu contre l'Ouganda. Après le dernier affrontement à Kisangani en juin 2000, l'APR a, par l'intermédiaire de l'administration du RCD-Goma, fait acheminer tous les diamants à Kisangani par le Bureau Congo. La technique consistait à obliger tous les diamantaires locaux à vendre à un comptoir principal, détenteur exclusif des droits d'exportation.

84. Le Bureau Congo a donné le premier monopole à Aziz Nassour. Ce dernier a cessé de plaire au Bureau Congo qui l'a remplacé par un diamantaire israélien, Philippe Surowicz. Les négociants de Kisangani se souviennent de la période Surowicz comme du « règne de la terreur ». Ils rapportent que souvent, à peine entrés dans le comptoir de « Monsieur Philippe », ils se trouvaient face aux militaires de l'APR qui fixaient un prix dérisoire et emportaient les diamants. En octobre 2001, le Bureau Congo a remplacé M. Surowicz par Hamad Khalil, un Libanais qui travaillait avec le comptoir Bakayoko à Kisangani.

85. À la mi-novembre 2001, le Département des terres, des mines et de l'énergie du RCD-Goma a mené une étude sur les résultats obtenus par M. Hamad Khalil pendant le mois qui a suivi son entrée en fonctions. Un minimum de 500 000 dollars par mois lui avait été fixé. M. Khalil l'a atteint en exportant un volume de diamants évalué à 576 380 dollars sur une période de 27 jours, mais ses résultats étaient bien en deçà du potentiel de ventes de Kisangani évalué à pas moins de deux millions de dollars par mois. La prestation médiocre de M. Khalil a fait naître la suspicion que le Bureau Congo l'utilisait pour détourner des recettes qui seraient autrement revenues à l'administration du RCD-Goma. Une inspection similaire de la production de diamants dans les régions de Sankuru et de Lodja dans le Kasai oriental – menée la semaine précédente – avait également révélé que des officiers de l'APR acheminaient clandestinement de

grandes quantités de diamants du Kasai oriental directement vers le Bureau Congo à Kigali. Le RCD-Goma en a conclu que M. Khalil sous-évaluait le prix des diamants, ce qui avait pour conséquence de réduire les taxes à payer au trésor public du RCD-Goma et d'augmenter la marge bénéficiaire de M. Khalil et du Bureau Congo. La conclusion de l'étude était que « sans les pratiques frauduleuses en cours et la sous-évaluation des diamants, les recettes dégagées par le trésor public sur l'exploitation des diamants seraient quatre fois supérieures à ce qu'elles étaient ».

Importations, impôts et réquisition par le secteur public

86. Les « diamants de la guerre » de Kisangani sont commercialisés par des réseaux de criminels. Le produit de ces ventes criminelles est blanchi par l'achat à Dubaï de grandes quantités de biens d'équipement ménager – sucre, savon, tissu et médicaments – qui sont ensuite importés en République démocratique du Congo et proposés aux vendeurs locaux à des prix intéressants. Les grossistes rwandais utilisent les bénéfices réalisés en francs congolais pour acheter des dollars et – pour boucler la boucle – acheter des diamants.

87. L'intérêt que la vente de produits de consommation à des prix intéressants présente pour la branche commerciale de l'APR n'est pas seulement de blanchir l'argent provenant des ventes criminelles de diamants, mais également de placer l'économie de Kisangani, jadis florissante, sous le contrôle du Rwanda. Les tissus, qui étaient autrefois fabriqués à l'usine Sotexki à Kisangani et renommés pour leur qualité, ne sont plus compétitifs par rapport aux tissus importés moins chers, si bien que Sotexki, qui comptait 2 000 employés, n'en a aujourd'hui plus que 100. L'huile de palme, qui était autrefois produite sur place dans l'usine appartenant à Unilever, n'est plus compétitive face à l'huile importée qui se vend à Kisangani à un tiers du prix de l'huile produite sur place. L'usine d'huile de palme de Kisangani qui appartient à Unilever ne produit pratiquement plus. Non seulement l'affaiblissement de la production locale compromet l'économie manufacturière locale et fait des habitants de Kisangani des consommateurs otages, mais il a également pour effet de déplacer l'activité manufacturière de Kisangani à Kigali.

88. Une autre stratégie adoptée pour dégager des recettes consiste à utiliser le secteur public du RCD-

Goma comme façade pour réquisitionner des fonds auprès des entreprises publiques. Le 21 novembre 2001, le Secrétaire général du RCD-Goma a réquisitionné par décret toutes les recettes produites par les entreprises publiques et semi-publiques. Le lendemain, il a annulé toutes les conventions collectives qui régissaient les droits des travailleurs dans ces entreprises. Ces décrets s'appliquaient à toutes les entreprises du service public, notamment la compagnie de distribution d'eau, l'administration de l'aéroport, la compagnie de distribution d'électricité, l'administration des ponts et chaussées et des transports. Le RCD-Goma a déclaré que les réquisitions servaient l'intérêt public. En l'espace d'un mois, la compagnie de distribution d'eau n'avait plus suffisamment d'argent pour acheter des produits chimiques pour épurer l'eau à Kisangani et Bukavu et les centrales avaient cessé de fonctionner car les réparations nécessaires n'avaient pas été effectuées. Le Comité international de la Croix-Rouge est intervenu en fournissant 60 tonnes de produits chimiques destinés à l'épuration de l'eau et a financé des réparations coûteuses à la station de Tshopo, afin d'éviter une interruption de la distribution d'eau à Kisangani et de prévenir une épidémie de choléra. La compagnie de transport semi-publique a cessé de fonctionner et l'administration de l'aéroport a engagé le RCD-Goma à lui rendre une partie des fonds réquisitionnés, aucun salaire n'ayant été payé pendant les six mois écoulés.

89. En application d'un décret promulgué le 15 mars 2002, de nouveaux impôts ont été introduits et tous les taux d'imposition ont été relevés. Sur une période de 18 mois, depuis le décret fiscal précédent (septembre 2000), les taxes sur la consommation d'électricité ont augmenté de 200 %. La patente pour le commerce de produits agricoles a quadruplé. La plupart des frais de licence à acquitter pour gérer une affaire ont doublé ou triplé. Le nombre de types d'impôts levés dans la région sous l'administration du RCD-Goma a quadruplé depuis 1998. Aucune recette fiscale ne sert à assurer des services publics.

Conflit armé et conséquences

90. Les médecins, les employés cléricaux et les organisations non gouvernementales dans le nord du Katanga s'accordent tous à dire que Kalémié a très vite connu des troubles croissants et que des groupes très divers – dont certains sont affiliés au RCD-Goma et

d'autres non – ont eu de plus en plus recours aux armes. Les combats entre l'APR et les Forces armées congolaises (FAC) se sont limités à la prise du nord du Katanga par le Rwanda en novembre 1998 et à une contre-offensive du gouvernement en octobre 2000. Ces affrontements ont provoqué des déplacements de populations considérables au gré des mouvements de troupes. Ce sont toutefois les conséquences de ces affrontements qui ont provoqué le conflit armé le plus grave. Les troupes rwandaises ont saisi du matériel pour leurs campagnes. La troisième brigade de l'ANC du RCD-Goma, suivant l'exemple du Rwanda dans son propre style, a saisi de la nourriture et d'autres biens. La population locale a créé des mouvements armés pour se défendre, et parfois ces milices locales en ont rejoint avec d'autres pour créer des groupes armés plus importants. Le Groupe d'experts a reçu des juristes locaux, des Églises catholiques et protestantes, de la Fédération des entreprises au Congo (FEC) et d'autres, de nombreux documents faisant état de vols de bétail estimés à plus de 15 millions de dollars, de vols de produits de consommation d'une valeur de plus d'un million de dollars et de la destruction ou de la vente frauduleuse de matériel appartenant à la Société nationale de chemin de fer du Congo.

91. Dans l'est de la République démocratique du Congo, l'Église catholique a dénoncé courageusement les vols, les meurtres, la torture, le chantage, les viols et les actes de piraterie perpétrés sur le lac Tanganyika, d'abord par l'APR, puis par l'ANC, la police du RCD-Goma et la milice des Banyamulenge. L'Église, et surtout l'évêque de Kalémié-Kirungu, a dirigé récemment une campagne visant à dénoncer ces abus. Les directeurs du Département de la sécurité et de l'information du RCD-Goma ont répondu en menaçant de tuer des personnalités religieuses. Le 15 mai 2002, le diocèse de l'Église catholique a publié une liste des menaces en question.

92. La multiplication des forces armées et des combats à l'intérieur du pays a pour ainsi dire détruit la production agricole sur le riche plateau du nord du Katanga. Les excès dont l'APR a fait preuve en réquisitionnant des ressources destinées à « l'effort de guerre » ont servi d'exemple aux forces rebelles de l'ANC – bien moins disciplinées – qui ont dévasté les campagnes. Les cultivateurs hésitent à investir dans des récoltes qui risquent fort d'être volées. Sous l'effet de la peur, nombreux sont ceux qui ont quitté leur foyer et abandonné leurs terres. Le Bureau de la coordination

des affaires humanitaires estime que pour la seule région du nord du Katanga, 350 000 personnes déplacées ne vivent pas chez elles, mais chez des voisins, dans les villes ou dans la brousse.

93. Le conflit armé qui fait rage le long de l'axe Masisi-Walikale-Goma résulte des tensions entre les nombreuses troupes de l'APR qui sont là pour gérer les opérations d'extraction minière et les Hutus, dont certains sont résidents, mais d'autres sont importés et réquisitionnés par les forces rwandaises pour travailler comme forçats dans les mines. Différents comptoirs rwandais se disputent l'accès aux mines. L'APR a attaqué et brûlé des villages pour saisir de la colombo-tantalite extraite par des groupes de Hutus ou les habitants des villages alentour. Le Groupe d'experts a recueilli des témoignages de villageois qui ont été contraints de quitter leur village qui avait été attaqué. À quelques rares exceptions près, l'objectif de l'activité militaire est de garantir un accès sûr aux mines ou d'assurer une offre de main-d'oeuvre captive.

94. Les déplacements de populations, qui résultent des fréquents conflits armés, s'accompagnent de conséquences prévisibles, à savoir l'insécurité alimentaire, la malnutrition, un taux de mortalité élevé – à la fois chez les personnes déplacées et les populations hôtes. D'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le nombre de personnes déplacées dans les zones occupées par le Rwanda dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu et dans les provinces du Maniema et du Katanga s'élevait, en mars 2001, à 1,5 million, soit près de 14 % de la population. Plus de trois quarts des familles vivant dans les zones rurales ont probablement dû se déplacer au moins une fois au cours des cinq dernières années. Ce degré de conflit armé compromet le pouvoir local et favorise la mise en place d'un climat propice aux désordres sociaux. L'infrastructure publique est détruite. Le taux de scolarisation à Shabunda a chuté de 56 % depuis 1998. La pratique de sévices sexuels se répand sur une échelle surprenante dans tout l'est de la République démocratique du Congo. Les organisations non gouvernementales internationales fournissent des récits détaillés de femmes prises en otages qui sont soumises à des sévices sexuels pendant de longues périodes. Les enfants deviennent des instruments de la guerre, forcés de travailler dans les mines et réquisitionnés par les forces armées. Les représentants de l'ONU estiment que le nombre d'enfants soldats dans les armées rebelles est bien plus élevé que celui indiqué par les

administrations rebelles, et que 50 % des groupes locaux de défense et des groupes Maï Maï sont des enfants.

Malnutrition et mortalité

95. Il ressort d'études sur la malnutrition menées par des organisations non gouvernementales, à la fois dans le nord du Katanga et dans les Kivus, que, dans certains endroits, de 25 à 30 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition. Dans la plupart des cas, cette situation est due au grand nombre de personnes déplacées qui ont été forcées d'abandonner leur propre activité agricole et se sont réfugiées dans les villages d'accueil des environs. Un certain nombre d'études établissent un lien étroit entre le taux élevé de malnutrition et le taux de mortalité dans cette région.

96. La conclusion des enquêtes du Comité international de secours citée le plus souvent est que sont imputables à la guerre 2,5 millions de décès. Bien que l'étude concerne directement les 1,3 million de personnes qui ont servi d'échantillon, le Comité considère que les conditions sont suffisamment similaires dans les cinq provinces de l'est du pays pour pouvoir appliquer les taux de mortalité établis pour l'échantillon à l'ensemble de la population des cinq provinces réunies. L'étude portait sur la période allant d'août 1998 à avril 2001. En admettant que le taux de mortalité, qui explique ce nombre si élevé de décès supplémentaires, se soit maintenu au même niveau, la guerre aurait causé plus de 3,5 millions de décès supplémentaires entre le moment où elle a éclaté et septembre 2002. Ces morts sont la conséquence directe de l'occupation du pays par le Rwanda et l'Ouganda. Le taux de mortalité élevé, surtout chez les enfants, fait suite au cycle d'agression, à la multiplication des forces armées, à la fréquence des conflits et à leurs conséquences, surtout les déplacements. Il n'est pas surprenant que dans les régions les plus touchées par le conflit, le taux de mortalité soit de 35 % chez les enfants de moins de 5 ans.

V. Zone contrôlée par l'Ouganda

97. L'objectif du réseau d'élite dans les zones sous contrôle de l'Ouganda a été d'exercer un monopole sur les principales ressources naturelles de la région, les échanges transfrontaliers, et les recettes fiscales afin

d'enrichir les membres du réseau. En dépit du rapprochement politique actuel et de l'élan apparent vers la normalisation entre l'Ouganda et la République démocratique du Congo, le réseau continue de renforcer sa mainmise économique sur la région.

Le réseau d'élite

98. Le réseau d'élite qui opère à partir de l'Ouganda est décentralisé et a une hiérarchie peu structurée, contrairement à celui qui opère à partir du Rwanda. Le réseau ougandais est constitué d'un groupe restreint de membres, comprenant un certain nombre d'officiers de haut rang de l'UPDF, d'hommes d'affaires privés et de quelques dirigeants/administrateurs de groupes rebelles. Le général de corps d'armée de l'UPDF (à la retraite) Salim Saleh et le général de division James Kazini en sont les personnages clefs. Font également partie du réseau le colonel Noble Mayombo, chef du renseignement militaire, ainsi que le colonel Kahinda Otafiire et le colonel Peter Karim de l'UPDF. Parmi les entrepreneurs privés, on compte Sam Engola, Jacob Manu Soba et Mannase Savo ainsi que d'autres membres de la famille Savo. Les politiciens et administrateurs rebelles membres du réseau sont notamment Wamba dia Wamba, Roger Lumbala, John Tibasima, Mbusa Nyamwisi et Toma Lubanga.

99. Le réseau continue de mener ses activités par le biais de sociétés écrans, telles que le groupe Victoria, Trinity Investment, la Conmet et Sagricof. Chacune de ces sociétés peut se concentrer sur un ou deux créneaux commerciaux, quoiqu'elle puisse changer de créneau. Le rôle de ces sociétés est de gérer leurs créneaux respectifs en rassemblant le personnel, en assurant la logistique et occasionnellement en finançant ces opérations.

100. Le réseau d'élite tire des recettes de l'exportation de matières premières, du contrôle des importations de produits de consommation, du vol et de l'évasion fiscale. Le succès des activités du réseau en République démocratique du Congo dépend de trois facteurs intimement liés, à savoir : l'intimidation militaire; le maintien d'une façade de secteur public, sous la forme de l'administration d'un mouvement rebelle; et la manipulation de la masse monétaire et du secteur bancaire, par le biais de la fausse monnaie et d'autres mécanismes apparentés.

101. L'UPDF et les milices rebelles qui lui sont associées ont été utilisées comme la force d'exécution de facto du réseau, qui veille à assurer la prééminence de la position commerciale du réseau par l'intimidation, et la menace et l'emploi de la force. L'UPDF ou les milices associées à certains officiers de l'UPDF ont établi un contrôle physique sur des zones contenant des ressources naturelles à potentiel commercial, notamment de la colobotantalite (coltan), des diamants, du bois et de l'or. Ces forces ont établi leur autorité sur des centres urbains et financiers clefs – Bunia, Beni et Butembo – où elles utilisent l'administration rebelle comme une façade de secteur public pour faire des recettes, en particulier pour percevoir des taxes sous divers prétextes, notamment des droits de délivrance de permis aux opérateurs commerciaux, et des droits et taxes à l'importation et à l'exportation de produits spécifiques.

102. L'Ouganda s'est engagé récemment à retirer toutes les troupes de l'UPDF à l'exception d'un bataillon renforcé à Bunia et d'un petit nombre d'unités sur les flancs des monts Rwenzori. En prévision de ce retrait, une force paramilitaire est à l'entraînement sous l'autorité personnelle du général de corps d'armée Saleh, force qui, selon les sources du Groupe d'experts, devrait continuer de faciliter les activités commerciales des officiers de l'UPDF une fois que l'UPDF serait partie. Ce groupe paramilitaire recrute parmi les dissidents du MLC de Jean-Pierre Bemba, les membres du RCD-Congo soutenus par l'Ouganda, y compris ses dirigeants, le professeur Kin-Kiey Mulumba et Kabanga Babadi, et parmi d'autres dans le nord-est de la République démocratique du Congo qui s'étaient alliés à l'UPDF dans le passé. On a indiqué que le général Saleh fournit discrètement un appui financier à ce nouveau groupe rebelle. Des sources du Groupe d'experts ont indiqué que Heckie Horn, Directeur général de Saracen Uganda Ltd, est un partenaire clef du général Saleh dans l'appui à ce groupe paramilitaire et que le général Saleh lui-même est propriétaire de 25 % de Saracen. Le Directeur général de Saracen assure également une formation militaire aux membres de ce groupe et leur fournit des armes. Dans une entrevue avec les membres du Groupe d'experts, le Directeur général de Saracen Ltd, a catégoriquement nié toute participation aux activités du général Saleh dans le nord-est de la République démocratique du Congo.

103. Selon des sources du Groupe d'experts, le général Saleh et M. Horn se sont entretenus avec le Président Joseph Kabila pour obtenir son appui à cette opération clandestine dont l'objectif fondamental était essentiellement de remplacer Mbusa Nyamwisi par Roger Lumbala comme chef du RCD/K-ML, afin d'assurer l'accès aux zones riches en diamants autour de Buta et d'Isiro contrôlées par le groupe rebelle de M. Lumbala, le RCD-National. Ces objectifs ont pour l'essentiel été atteints. Leur objectif à plus long terme est de faire tomber Jean-Pierre Bemba, et d'intégrer au nouveau mouvement rebelle RCD-Congo le nombre croissant de dissidents qui se trouvent dans les rangs de M. Bemba. Avec des effectifs plus élevés et mieux formés, ils seront en mesure d'affronter le RCD-Goma et le Rwanda.

104. Les membres du réseau d'élite ougandais sont en règle générale exonérés d'impôts. Le Groupe d'experts est en possession de documents indiquant que le réseau utilise son contrôle sur l'administration rebelle du RCD/K-ML pour demander des exonérations de taxes pour l'importation de produits de grande valeur. L'octroi de nombreuses exonérations au colonel Otafiire de l'UPDF entre fin 2001 et début 2002 en est l'un des nombreux exemples. Non seulement le colonel Otafiire tire un avantage financier de ces exonérations mais celles-ci en définitive obligent les concurrents locaux à abandonner le marché à Bunia et Beni, laissant ainsi le commerce du carburant essentiellement sous le contrôle du réseau.

105. Par contre, les opérateurs commerciaux locaux sont tenus de payer des droits d'importation et d'exportation élevés. Ils peuvent bénéficier d'un traitement préférentiel sous la forme d'arrangements de préfinancement donnant droit à une réduction de la charge fiscale mais le paiement des taxes est obligatoire. Les arrangements de préfinancement impliquent le paiement par un importateur d'un niveau d'imposition réduit en échange d'un paiement financier à un politicien ou administrateur rebelle autorisant l'opération. Aucun de ces paiements à l'administration rebelle ne sert à financer les services publics.

106. Le réseau utilise son influence économique pour contrôler le secteur bancaire, ce qui lui permet de contrôler encore davantage l'accès aux capitaux d'exploitation pour les opérateurs commerciaux exerçant leurs activités dans la région. L'économie de cette région est devenue captive, les types d'entreprises commerciales qui y opèrent étant manipulés et la

viabilité des entreprises commerciales locales étant contrôlée. Par ailleurs, les flux monétaires sont contrôlés par le réseau, par le biais des opérations de change et l'introduction à grande échelle de faux francs congolais sur le marché.

107. Comme par le passé, le réseau continue d'être associé au groupe de criminalité transnationale Victor Bout. Récemment, M. Bout a acheté une compagnie aérienne non opérationnelle, Okapi Air, basée en Ouganda. L'achat de la compagnie a permis à Victor Bout d'utiliser les permis d'Okapi. La compagnie a ultérieurement été rebaptisée Odessa. Le Groupe d'experts est en possession d'une liste des vols au départ de l'aéroport international d'Entebe de 1998 au début de 2002 qui confirme les activités opérationnelles de l'avion de M. Bout à partir du territoire ougandais. Actuellement, cet avion partage les temps de vol et les destinations de vol avec Planet Air, qui appartient à l'épouse du général de corps d'armée (à la retraite) Salim Saleh et qui facilite les activités de M. Bout en présentant les plans de vol pour son avion.

Stratégies et sources de revenus

Colombotantalite (coltan)

108. Le coltan a été exploité de façon extensive dans la province orientale par divers groupes armés sous la protection de l'UPDF. Un certain nombre d'opérations concernant le coltan, menées en particulier sous la supervision des colonels Muzora et Burundi de l'UPDF, ont été coordonnées par le biais de Trinity Investment, société écran dont le général de division Kazini de l'UPDF est le personnage principal. Des groupes armés souvent proches des milices armées sous le commandement d'officiers de l'UPDF gèrent des sites dans des endroits reculés où les prospecteurs paient un droit journalier pour exploiter une zone.

Étude de cas d'une chaîne commerciale concernant la colombotantalite

109. En mars 2002, les membres du Groupe d'experts se sont entretenus avec Valentina Piskounova qui, avec son mari Anatoly Piskounov, représente et gère la Conmet à partir de sa base à Kampala. Au cours des entretiens avec le Groupe d'experts, Mme Piskounova a expliqué qu'en raison de l'effondrement du marché international du coltan, les cours du minerai ont chuté

dans l'est de la République démocratique du Congo. Toutefois, elle a dit au Groupe d'experts que l'intérêt que continue de susciter le coltan de la République démocratique du Congo sur le marché international tient au « très faible » coût de la main-d'oeuvre pour l'extraction du minerais. Par conséquent, la Conmet a continué d'acheter du coltan à partir de son bureau à Butembo en République démocratique du Congo. Mme Piskounova a dit que leur prix d'achat pour le coltan, à une teneur de 30 % de tantale, était de 10 dollars le kilogramme. Le même coltan était ensuite vendu à 17 dollars le kilogramme.

110. Mme Piskounova a ajouté que le coltan de la Conmet était acheminé par la route à travers la frontière entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda à Kasindi jusqu'à l'aéroport international d'Entebe d'où il était transporté par Boeing 707, via Sharjah (Émirats arabes unis) au coût de 140 000 dollars par vol, jusqu'à Ulba (Kazakhstan) pour y être traité.

111. Outre le profit dégagé sur les ventes de coltan, la Conmet réalisait également des économies en bénéficiant d'une « exonération totale » pour « toutes les activités se rapportant à l'exploitation pour le territoire de Beni-Lubero » (République démocratique du Congo), y compris du paiement des droits à caractère fiscal et des droits de douane. Le Groupe d'experts est en possession du document accordant les exonérations. Ce dernier a été signé à Kampala par Mbusa Myamwisi, qui était alors commissaire général pour le RCD/Kisangani, le 5 janvier 2000; dans le document, Salim Saleh était désigné comme propriétaire de la Conmet, ses représentants étant « le groupe russe la Conmet ».

Diamants

112. Le réseau coordonne tous les éléments du commerce des diamants, les sociétés d'achat locales, les activités des exportateurs libanais, la protection de forces armées assurée par l'UPDF et différentes milices, les exonérations fiscales du secteur public, et les relations libanaises à Anvers, sous les auspices de la société écran, le groupe Victoria. Le Groupe d'experts dispose de nombreux éléments donnant à penser que le Libanais Khalil Nazeem Ibrahim et un autre nommé M. Abbas centralisent actuellement à Kampala les opérations du groupe Victoria concernant les diamants. Le Groupe a des preuves crédibles que Khalil Nazeem Ibrahim a utilisé les capitaux et les

services de commercialisation de Hemang Nananal Shah, propriétaire de Nami Gems à Anvers. Le général de corps d'armée Salim Saleh est reconnu par les sources du Groupe d'experts à Bunia, Kisangani et Kampala comme le fondateur et directeur du groupe Victoria et comme le cerveau de ses opérations.

113. Les Libanais, ainsi que les membres de leur famille, qui sont communément désignés à propos du groupe Victoria sont aussi considérés comme étant étroitement associés aux familles libanaises Khanafer et Ahmad. Khanafer Nahim a été désigné en particulier comme un personnage clef dans les opérations du groupe Victoria. Il est bien connu d'un certain nombre de services du renseignement et de services de police nationaux pour la fabrication de fausse monnaie, le blanchiment de l'argent et la contrebande de diamants au nom de généraux qui étaient haut placés au temps du Président Mobutu et qui souhaiteraient encore revenir au pouvoir. Il est de notoriété publique que le groupe Victoria achète de l'or auprès des comptoirs locaux à Bunia avec de faux dollars des États-Unis.

Fraude fiscale et réquisition de biens

114. Le contrôle des importations est aussi lucratif que la monopolisation des exportations. L'exonération des droits à l'importation donne au réseau dans le nord-est de la République démocratique du Congo un avantage sur les importateurs locaux qui paient les droits et taxes. Une exonération globale a été proclamée récemment dans le protocole d'accord publié par le RCD/K-ML le 22 février 2002, qui assure aux opérateurs commerciaux ougandais une exonération complète de toutes les taxes dans les zones se trouvant sous leur contrôle.

115. Toutefois, l'augmentation de la marge bénéficiaire grâce aux importations en franchise de droits et taxes ne constitue qu'une fraction des avantages. Tout aussi lucratif est l'accès aux taxes et impôts eux-mêmes, monopolisés par le réseau qui utilise la façade de trésor public de l'administration rebelle et ses percepteurs pour faire des recettes auprès des hommes d'affaires locaux et de l'ensemble de la population. Des centaines de conteneurs sont importés chaque mois dans les régions de Butembo, Beni et Buni, et les importateurs sont tenus de payer en moyenne 8 000 dollars par conteneur. Les recettes provenant de ces droits à l'importation peuvent être considérables. Certaines sont également détournées par le biais des arrangements de préfinancement, qui

accordent une réduction des droits d'importation en échange de commissions illicites versées à des politiciens rebelles. Des sources du Groupe d'experts affirment que les recettes provenant des droits d'importation et les paiements au titre du préfinancement sont détournés au profit d'officiers de l'UPDF. Aucune de ces ressources n'est utilisée pour les services publics.

116. Les transporteurs locaux de Trinity Investment à Bunia, notamment le groupe familial Savo, transportent des produits agricoles, du bois et du bétail de Bunia à Kampala en franchise de taxes à l'exportation et des paiements communément effectués aux péages de l'UPDF. Trinity Investment travaille également avec une autre société écran dénommée Sagricof pour enlever frauduleusement du bois de la région du Nord-Kivu et d'Ituri. Trois plantations ont été attaquées dans les zones de Mahagi et Djugu le long de la frontière nord-est avec l'Ouganda. Des citoyens alarmés et des organisations non gouvernementales locales qui ont mené des recherches à ce sujet ont identifié le colonel Peter Karim et le colonel Otafiire, en plus du parlementaire ougandais bien connu Sam Ngola, comme des acteurs puissants dans l'exploitation illégale et frauduleuse du bois.

117. Une grande partie du bétail enlevé a été pris dans des villages qui ont fait l'objet d'attaques menées par les milices hema soutenues par les troupes de l'UPDF. Le Groupe d'experts a reçu des rapports d'éleveurs dans les régions au sud de Bunia ainsi qu'au nord à Mahagi donnant des détails sur l'enlèvement de grands nombres de têtes de bétail par les troupes de l'UPDF. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Bunia a signalé la pratique relativement récente de l'UPDF consistant à offrir une protection aux éleveurs contre des attaques qu'ils ont eux-mêmes orchestrées, en échange d'un paiement régulier en nature (bétail). L'UPDF a également demandé aux bouchers locaux de remettre les peaux d'animaux abattus localement et ces peaux sont ensuite transportées à Kampala où elles sont, selon la rumeur, vendues à la société de fabrication de chaussures Bata.

Exploitation économique et conflit ethnique

118. Le conflit armé qui oppose actuellement les membres des clans des Hema et des Lendu découle, en partie, des tentatives de politiciens et hommes d'affaires influents hema visant à accroître les

avantages qu'ils tirent des activités commerciales du réseau d'élite par le biais de leurs sociétés écrans, le groupe Victoria et Trinity Investment, dans la région d'Ituri.

119. Les membres du clan des Hema et en particulier ceux du sous-clan des Gegere ont justifié l'achat d'armes et la formation de leurs propres milices par la nécessité de se défendre contre les Lendu, leurs ennemis traditionnels. Il est vrai qu'un différend de longue date au sujet de terres a entraîné un désaccord entre les deux groupes. Toutefois récemment, leur inimitié traditionnelle à propos des terres et le conflit qui les oppose actuellement sont utilisés comme une justification par les Hema, et en particulier le sous-clan extrémiste des Gegere, pour importer des armes et former leurs propres milices, l'objectif final non avoué étant de consolider leur pouvoir économique dans la région.

120. Le sous-clan des Gegere joue un rôle important dans les opérations du réseau d'élite. La majorité des transporteurs et commerçants locaux à Bunia appartiennent à ce groupe. Jacob Manu Soba, Manasse Savo et d'autres membres de la famille Savo font partie de ceux qui ont approvisionné l'UPDF dans la région et qui fournissent des services de transports et de logistique et des liaisons commerciales locales. Ils ont établi des liens étroits avec une succession de commandants et de troupes de l'UPDF dans la région et travaillent étroitement avec eux pour procéder à des échanges transfrontières.

121. Les Hema occupent un créneau important dans le fonctionnement des entreprises criminelles en tant qu'hommes d'affaires et propriétaires de camions. Ils transportent des cargaisons de produits primaires à partir d'Ituri à travers la frontière avec l'Ouganda sous la protection des soldats de l'UPDF et reviennent avec de l'essence, des cigarettes et des armes, toutes ces opérations étant exemptées de droits et taxes. Ils tirent parti de ce commerce avec des marges bénéficiaires généreuses, et de leur association avec les protecteurs ougandais du groupe Trinity. Mais leur créneau est resté marginal. Ils ne contrôlent eux-mêmes l'exportation d'aucun des produits primaires et demeurent à la périphérie d'une alliance entre les dirigeants du RCD/K-ML.

122. L'UPDF a créé les conditions qui nécessitent la présence de ses troupes et leur permettent de continuer à participer aux opérations commerciales. À cet effet,

elle a notamment fourni des armes aux deux parties du conflit ethnique, les Lendu et les Hema. L'intensification des combats ethniques qui en a résulté a fait que l'UPDF a été instamment priée d'aider à favoriser le processus de paix à Bunia. Cette fonction a été officialisée dans un protocole d'accord signé le 22 février 2002 par Mbusa Nyamwisi et John Tibasima respectivement, en tant que Président et Vice-Président du RCD/K-ML, et par le colonel Noble Mayombo en tant que représentant officiel du Gouvernement ougandais. Ce protocole d'accord a donné officiellement à l'UPDF la responsabilité de réduire les conflits armés interethniques en Ituri et d'aider à assurer un retour à la paix en maintenant en place un contingent aux fins d'observation et pour la négociation d'une solution à long terme éventuelle. En échange, il a été promis à l'UPDF une allocation de 25 000 dollars imputée sur le trésor public du RCD/K-ML et à toutes les entreprises ougandaises qui auront été approuvées par l'UPDF une exonération de tous les droits et taxes dus à l'administration rebelle. Cela a donné à l'UPDF une couverture légitime pour continuer d'apporter son appui militaire aux activités du réseau d'élite dans la région.

123. Le Protocole d'accord a été signé une semaine après que l'UPDF a été impliquée dans une succession d'attaques, entre le 11 et le 16 février 2002 contre des villageois à Geti. Toutes les sources du Groupe d'experts sur la question ont indiqué que l'attaque a été financée par des hommes d'affaires hema à Bunia. Les motifs de l'UPDF ont été clarifiés encore davantage à une réunion avec les chefs de département du RCD/K-ML le 12 juillet 2002, au cours de laquelle un membre du Groupe d'experts a été informé que les hommes d'affaires hema en question cherchaient à contrôler des gisements d'or dans la zone de Geti et qu'en réalité le conflit ethnique était une question mineure.

Le conflit armé et ses conséquences

124. Les opérations militaires de l'UPDF ont contribué à la prolifération des armes. Celle-ci a entraîné la milice de ses alliés commerciaux en Ituri, les Hema. Les victimes des attaques des Hema ont été forcées de se défendre. Les villages Lendu ont constitué leurs propres forces locales et ont à leur tour fréquemment attaqué les villages Hema. La création de groupes locaux d'autodéfense est une méthode courante par laquelle les groupes ethniques locaux créent des

groupes armés pour défendre leurs villages ou leurs collectivités.

125. Le conflit armé s'est étendu à toute la société, alors que l'insécurité économique et personnelle atteignait des niveaux extrêmes. De nombreux jeunes gens, laissés à l'abandon, ont rejoint l'un ou l'autre des groupes armés, seul moyen pour eux de se procurer de la nourriture ou des médicaments. Ils ne sont pas rémunérés par l'Armée patriotique congolaise mais elle leur donne des armes et un uniforme, ce qui leur permet de menacer les autres. Les activités armées intensives se caractérisent par des rencontres opportunistes et chaotiques. Des enfants sont assassinés, des adultes éventrés, les femmes sont violées, les biens volés, les maisons brûlées, les églises démolies et les infrastructures abandonnées.

126. Dans les villes, les jeunes affublés d'uniformes militaires et brandissant des armes à feu s'attaquent aux commerces, aux maisons et aux églises. Dans la campagne, des groupes armés assaillent des villages entiers. L'attaque du village de Mpingi, le 24 décembre 2001, illustre bien la situation. Un petit groupe Maï Maï s'était allié à un autre groupe se réclamant de l'opposition hutue pour installer un barrage sur la route allant de Butembo à Kanyabayonga. Lorsque l'APC a découvert ce barrage, le groupe Maï Maï s'est retiré vers l'ouest se réfugiant dans le village de Mpingi. L'APC les a poursuivis et a attaqué le village, détruisant et brûlant les maisons, pillant l'église, rasant l'école et la clinique et forçant tous les habitants à fuir. Les attaques contre des villages entiers, les massacres, les vols, le vol de bétail, de nourriture et autre et la fuite des habitants sont typiques des agressions armées. Certains parmi les fuyards cherchent refuge dans les villages voisins, abandonnant leurs propres activités de production et deviennent tributaires des ressources des populations d'accueil.

127. Une partie de la population déplacée se réfugie dans les zones urbaines où elle se trouve un peu plus en sécurité mais où ses moyens de survie sont très faibles, voire inexistantes. Le taux de chômage dans les villes atteint souvent 90 %. Une enquête sur les revenus, réalisée par des groupes de la société civile à Butembo, a révélé que 90 % des réfugiés ne disposaient que de quelques centimes par jour et ne faisaient qu'un seul repas quotidien. Les familles se disloquent, chacun essayant de survivre seul de son côté. Les femmes se prostituent, les hommes âgés repartent vers ce qu'il reste de leurs villages ou exploitations minières et les

jeunes hommes rejoignent l'armée rebelle, venant ainsi gonfler tant ses rangs que le nombre des jeunes garçons armés sans autre moyen de subsistance.

128. En mars 2001, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a estimé à 620 000 le nombre des personnes déplacées dans le Nord-Kivu. La zone couverte par l'enquête comprenait tant les régions sous contrôle ougandais que celles contrôlées par les Rwandais, mais elle est plus représentative de la situation dans la zone sous contrôle ougandais. Compte tenu de la fréquence des déplacements dans la région, quatre habitants des campagnes sur cinq ont été déplacés sous la contrainte à un moment ou à un autre depuis 1998. Il s'agit du chiffre le plus élevé jamais enregistré pour l'Afrique. Ces chiffres ont été confirmés par des organisations non gouvernementales internationales pour les localités où elles ont réalisé des enquêtes.

129. La propagation du VIH/sida, le nombre élevé d'enfants soldats et les viols de femmes sont les autres conséquences de la généralisation du conflit armé. Les soldats sont pour la plupart de jeunes garçons qui semblent à peine capables de manier les armes qu'ils portent. La question des enfants soldats s'est posée lorsque l'on a découvert 700 jeunes recrues de la région de Bunia dans un camp d'entraînement de l'UPDF, au Tchakwanzi, en Ouganda, dont 165 n'avaient pas plus de 14 à 16 ans. Le programme de démobilisation de ces 165 enfants, dont deux filles, a suscité un énorme intérêt. La question s'est à nouveau posée, il y a peu, lorsque le Gouverneur de Bunia, Jean-Pierre Molondo, a révélé que 60 % des recrues entraînées par la milice extrémiste Hema avaient moins de 18 ans.

Malnutrition et mortalité

130. Les déplacements de population ont des incidences directes sur la production agricole, la sécurité alimentaire et les niveaux de malnutrition. Les risques d'attaques et de déplacements sont tels dans cette région que les paysans adoptent des stratégies agricoles visant à réduire au minimum les pertes dans des conditions d'insécurité extrême. Ils ne font plus d'élevage de bétail car celui-ci peut être facilement volé. De moins en moins de paysans cultivent des légumes riches en protéines car ces cultures exigent des soins qu'ils sont rarement en mesure de fournir. La

malnutrition, quant à elle, augmente considérablement les risques de maladies mortelles pour la population.

131. Les enquêtes réalisées par le Comité international de secours fournissent les données les plus complètes pour l'est de la République démocratique du Congo. Aucune des zones sanitaires retenues pour les deux enquêtes principales n'appartenait aux régions dorénavant contrôlées par l'Ouganda. Toutefois, les grandes lignes du conflit armé, le déplacement de population, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les zones sous contrôle ougandais sont des facteurs qui expliquent les taux de mortalité très élevés rencontrés dans les sept zones sanitaires qui ont servi de base à l'enquête. L'équipe du Comité international de secours a jugé que les similitudes étaient suffisantes pour que l'on puisse extrapoler les résultats obtenus dans les régions du Kivu à l'ensemble de la région est de la République démocratique du Congo, notamment aux zones sous contrôle ougandais. Le Groupe d'experts partage cet avis. On peut prévoir un taux de mortalité identique pour des enfants de moins de 5 ans, à savoir entre environ 30 % par an dans les régions où règne une insécurité extrême et qui ne possèdent pas d'infrastructures sanitaires et 7 % dans celles où l'insécurité est moins grande et qui sont dotées d'un minimum de services. S'agissant des 20 millions et plus qui vivent dans les cinq provinces de l'est de la République démocratique du Congo, le nombre de décès supplémentaires directement imputables à l'occupation rwandaise et ougandaise peut être évalué entre 3 millions et 3,5 millions.

VI. Collaboration du Groupe d'experts avec la Commission Porter en Ouganda

132. Lors de son précédent mandat, les rapports du Groupe d'experts avec la Commission d'enquête judiciaire présidée par le juge David Porter (Commission Porter) ont parfois été tendus. Cependant, encouragé par les États Membres, notamment les membres du Conseil de sécurité, le Groupe d'experts a noué des relations de travail amicales avec la Commission. Cette collaboration est unique dans l'histoire des groupes d'experts mandatés par le Conseil de sécurité, compte tenu de l'importance et de la nature de la coopération qui s'est établie entre les deux organes.

133. Les experts ont eu de nombreux entretiens avec la Commission Porter. Le juge Porter a tout d'abord critiqué la qualité des rapports du Groupe d'experts et a mis en doute la crédibilité de ses sources. Dans le même temps, il prétendait que les enquêtes de la Commission, en cours depuis plus d'un an, n'aboutissaient pas essentiellement du fait d'une « conspiration du silence » au sein de l'UPDF. Aux termes de la loi sur la Commission d'enquête, celle-ci est habilitée à procéder à des fouilles et à ordonner la production de documents et de témoignages.

134. Le Groupe d'experts a communiqué des preuves à la Commission, notamment des copies de 12 lettres, la transcription d'un témoin ainsi que les originaux de 5 cassettes audio renfermant les déclarations d'un témoin principal. Celles-ci ne représentent qu'une infime partie des documents recueillis par le Groupe d'experts sur le rôle de dirigeants militaires et gouvernementaux ougandais, mais elles apportent la preuve que les autorités ougandaises se sont rendues coupables d'actes criminels. Elles indiquent que des hauts responsables ont extorqué des fonds et exigé des exonérations fiscales aux mouvements rebelles congolais, notamment le chef du personnel de l'UPDF qui a demandé que ses véhicules transportant de la colobotantalite puissent traverser la frontière sans s'acquitter des taxes d'exportation. Le Groupe d'experts a également pris des dispositions pour que l'une de ses sources accepte de témoigner devant la Commission lors d'une audience spéciale malgré les risques encourus. En échange, la Commission Porter a communiqué au Groupe d'experts des copies du témoignage de certains officiers militaires de haut rang, de responsables gouvernementaux, d'hommes d'affaires et d'autres particuliers qui ont comparu devant elle.

135. Malgré les nombreux efforts déployés par le Groupe d'experts pour établir des rapports constructifs avec la Commission, sa crédibilité a été sans cesse remise en cause. La Commission a mis en doute l'authenticité des lettres communiquées par le Groupe d'experts et qui montrent que des officiers de l'UPDF ont reçu des sommes importantes prélevées sur les budgets du mouvement rebelle, même lorsque celle-ci était étayée par des témoins dignes de foi. Elle a soumis d'autres documents signés par des officiers de haut rang à une analyse graphologique, alléguant qu'elle avait des raisons de penser qu'il s'agissait de faux. Toutefois, les résultats de l'analyse indiquent que

ces signatures sont probablement authentiques. Lors d'une audience spéciale convoquée pour corroborer l'authenticité de certains documents transmis par le Groupe d'experts, la Commission Porter a soumis l'un des informateurs du Groupe à un interrogatoire particulièrement agressif en vue de l'effrayer et de discréditer son témoignage.

136. Lorsque la Commission a rappelé le général de division James Kazini en mai 2002 pour l'interroger sur la base des documents fournis par le Groupe d'experts, le commandant militaire de l'UPDF a fini par admettre que la signature apposée sur les documents était bien la sienne et que les documents étaient liés à ses activités en qualité d'ancien commandant des opérations de l'UPDF en République démocratique du Congo. Le juge Porter lui a fait remarquer lors de l'interrogatoire qu'il avait systématiquement nié, sous serment, toute participation à de telles exploitations illégales, et qu'il s'était donc rendu à plusieurs reprises coupable de faux témoignage, tant lors de la présente audience que lors de son premier témoignage devant la Commission l'année précédente. Le chef de la Commission a également admis, sur la base des minutes de l'audience, que les « allégations » du Groupe d'experts au sujet de la participation du général Kazini à des activités d'exploitation, notamment en ce qui concerne le commerce des diamants et les recettes fiscales étaient « en fait vraies ». Le juge Porter a à nouveau confirmé ces déclarations lors des réunions avec le Groupe d'experts, concédant encore une fois que les conclusions des précédents rapports du Groupe d'experts au sujet de cet officier et la participation de l'UPDF à des activités d'exploitation illégale étaient « vraies ». Dans un message électronique daté du 25 mai 2002, le juge Porter a adressé une lettre au Président du Groupe d'experts concernant les pièces versées au dossier et la deuxième comparution du général Kazini devant la Commission. Il a remercié le Groupe d'experts en déclarant « Nous estimons et espérons que vous conviendrez, que grâce à votre aide nous avons au moins pu rompre ce que nous avons décrit comme une conspiration du silence au sein de l'UPDF, au moins pour ce qui est des diamants et des "paiements sécurisés" et nous vous en sommes très reconnaissants ».

137. Lors de la dernière réunion du Groupe avec la Commission, en septembre 2002, à Kampala, le juge Porter a expliqué que toute recommandation formulée

par la Commission afin de poursuivre toute personne au pénal à l'issue de ses enquêtes devait tout d'abord recevoir l'approbation du Ministre des affaires étrangères et du Président Museveni. Une investigation criminelle serait alors nécessaire avant que les autorités ne déterminent s'il y a matière à poursuites. Le Groupe d'experts a également cru comprendre qu'en dépit des larges pouvoirs d'investigation de la Commission, son mandat restreint la portée de ses enquêtes sur les activités du personnel militaire. Elle n'est ni habilitée à obtenir des dossiers et des documents militaires du Ministère de la défense ni à procéder à des vérifications individuelles des comptes des officiers.

138. Le mandat de la Commission Porter a dorénavant été prorogé au-delà de celui du Groupe d'experts, à savoir au 15 novembre 2002, lui permettant ainsi de formuler des observations sur le rapport de ce groupe. Si la Commission Porter décide d'ignorer ou de rejeter la validité et la force probante des documents fournis ou tente de discréditer à nouveau le travail du Groupe d'experts, le Président de ce dernier demande au Conseil de sécurité de l'autoriser à répondre au rapport de la Commission dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, qui serait distribuée comme document de l'Organisation des Nations Unies.

VII. Commerce de transit et pays de destination

Pays de transit

139. Le Groupe d'experts a identifié 11 États africains qui sont susceptibles de voir transiter des marchandises en provenance de la République démocratique du Congo. Certains de ces États sont directement impliqués dans le conflit, à savoir, le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda et le Zimbabwe. Les autres sept pays sont l'Afrique du Sud, le Kenya, le Mozambique, la République centrafricaine, la République du Congo, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie. Le Groupe d'experts a présenté une série de questions aux 11 pays et a eu des entretiens approfondis avec les représentants de cinq gouvernements. Le Groupe a demandé des informations sur la législation applicable, les enquêtes menées sur les mouvements illicites de marchandises, les mesures prises pour y mettre fin, sur l'adoption d'éventuelles autres mesures susceptibles d'être appliquées ainsi que sur les besoins d'assistance de ces gouvernements dans ce domaine. Outre le

Nigéria, 4 de ces 11 pays – le Mozambique, la République du Congo, la Tanzanie et le Zimbabwe n'ont pas souhaité répondre. Par la suite, le Groupe a identifié un point de transit supplémentaire pour le coltan congolais, le Nigéria, et a sollicité des informations à ce propos. Aucune réponse n'a été fournie. Pratiquement aucun des pays ayant répondu aux questions du Groupe d'experts n'avait mené des enquêtes ou adopté des mesures spécifiques pour identifier ou inspecter les marchandises en transit en provenance de la République démocratique du Congo. Les autorités ougandaises ont mentionné avoir saisi un cargo transportant de l'ivoire en contrebande. Des fonctionnaires sud-africains ont confirmé la saisie d'importantes expéditions clandestines de diamants en provenance de la République démocratique du Congo, sans fournir davantage de détails. Aucune des autorités de ces pays n'a indiqué que les ressources de la République démocratique du Congo commercialisées sur leur territoire devaient être traitées ou considérées comme des marchandises alimentant les conflits. Très peu de pays ont proposé des mesures pour limiter les activités commerciales portant sur les ressources naturelles de la République démocratique du Congo liées aux activités militaires ou criminelles. Le Kenya a toutefois proposé la réouverture du couloir septentrional sous l'égide de l'Autorité de coordination du transport en transit du couloir septentrional avec l'assistance de la communauté internationale.

140. Des sources dignes de foi ont informé le Groupe que les diamants provenant de Mbuji Mayi en République démocratique du Congo représentaient une part substantielle de l'augmentation phénoménale observée ces dernières années des diamants transitant par Doubaï. Selon les statistiques du Conseil supérieur du diamant, les exportations des Émirats arabes unis à destination d'Anvers sont passées de 4,2 millions de dollars en 1998 à 149,5 millions de dollars en 2001. Le Groupe a été informé que des vols directs affrétés de Mbuji Mayi vers Doubaï et d'autres itinéraires passant par Dar es-Salaam ont servi au transport illicite des diamants. De même, Doubaï est devenu un point de transit pour le coltan issu de la zone sous contrôle ougandais ainsi que pour une partie des diamants provenant de Kisangani dans la zone contrôlée par le Rwanda. Le trafiquant d'armes et de diamants Victor Bout a implanté sa base permanente aux Émirats arabes unis; neuf de ses avions sont basés à l'aéroport international Ra's Al Khaimah.

Pays de destination

141. En vue de déterminer les mesures susceptibles d'être prises en fin de filière pour contrôler le trafic des ressources de la République démocratique du Congo et briser ses liens avec le conflit armé, le Groupe d'experts a enquêté dans 17 pays de destination en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord. Nombre de ces pays sont des points de transit secondaire et des centres de transformation tout en étant d'importants marchés de consommateurs. Ils comprennent notamment l'Allemagne, la Belgique, la Chine, les Émirats arabes unis, les États-Unis, la France, l'Inde, Israël, le Japon, le Kazakhstan, le Liban, la Malaisie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie, la Suisse et la Thaïlande. Dans ses demandes de renseignements, le Groupe d'experts a souligné que son objectif n'était pas de s'opposer au commerce, mais d'identifier les mécanismes ou les pratiques susceptibles de permettre de prévenir les ravages de la guerre et les pertes en vie humaine résultant de l'extraction et de la commercialisation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo. En sollicitant l'avis de ces pays, le Groupe a mentionné un large éventail de mesures possibles, sans exclure l'éventualité d'approches nouvelles fondées sur les enseignements tirés d'autres situations de conflit. Quatre pays n'ont pas répondu : l'Inde, le Kazakhstan, la Malaisie et les Émirats arabes unis. Peu de pays ont reconnu de façon explicite dans leurs commentaires le rôle que le commerce de ces ressources naturelles exerce sur la prolongation du conflit en République démocratique du Congo.

142. Les réponses révèlent néanmoins une intensification des efforts dans la lutte contre le trafic illicite des ressources naturelles ainsi qu'une sensibilisation croissante aux responsabilités éthiques que pose le commerce des matières premières qui alimentent les conflits. La France, les États-Unis, le Japon et Israël ont souligné le caractère adéquat des certificats d'origine existants ainsi que des systèmes de certification d'origine des produits pour freiner le commerce illicite, notamment le procédé de certification en cours d'application dans le cadre du Processus de Kimberley. À l'instar de la Chine, la Fédération de Russie a également souligné que sa participation au Processus de Kimberley avait pour but de briser les liens existants entre le commerce des diamants bruts et les conflits armés, en particulier en Afrique. L'Allemagne a déclaré que les transitaires

ainsi que les pays de destination devraient mettre un terme à toutes les activités commerciales et de transport liées au commerce des ressources en provenance de cette région, « à moins que leurs homologues ne soient en mesure de leur fournir des certificats d'origine avec preuves à l'appui ». La plupart des réponses n'ont pas fait état d'une évaluation comparative de l'efficacité des différents systèmes de certification face à des filières de criminalité organisée ou des circuits commerciaux opaques. La Suisse a estimé qu'il était prématuré de porter des jugements sur les systèmes de certification visant à contrôler le commerce des matières premières provenant de certaines régions avant même l'entrée en vigueur du Processus de certification de Kimberley et avant d'avoir accumulé une certaine expérience de sa mise en oeuvre. Les pays de destination n'ont pas explicitement demandé aux pays frontaliers de la République démocratique du Congo, tels que le Burundi, la République du Congo, le Rwanda et l'Ouganda qui font également le commerce de diamants bruts, de prendre part au Processus de Kimberley. Le Liban a suggéré la création de certificats d'origine standardisés et obligatoires pour certaines matières premières précieuses par le biais des organes ou entités compétentes de l'Organisation des Nations Unies.

143. La Fédération de Russie a relevé qu'il était nécessaire de veiller à ce que les mesures proposées visant à maîtriser le commerce alimentant les conflits ne constituent pas des obstacles au commerce légitime des matières premières et « qu'elles n'imposent pas un fardeau excessif aux pays pratiquant un commerce légitime ». Plusieurs membres de l'Union européenne, notamment la France et les Pays-Bas ont fait remarquer que toute mesure affectant les courants commerciaux devait être prise dans le cadre de l'Union européenne et de ses règles commerciales. La Belgique et le Royaume-Uni ont souligné que le coût du fardeau imposé par la transparence des courants commerciaux et financiers et des circuits de distribution affecterait principalement le secteur privé et devrait par conséquent être soit basé sur des mesures volontaires, soit sur les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales de l'OCDE. L'Allemagne a fait sienne cette proposition, en mentionnant qu'elle avait invité les entreprises allemandes à se conformer à ces directives ainsi qu'aux principes contenus dans le Livre vert sur la responsabilité sociale des entreprises de la Commission européenne et dans le Pacte mondial

de l'ONU dans le cadre de leurs activités commerciales dans la région. L'Allemagne a également invité les Groupes d'experts à poursuivre ses efforts pour accroître la transparence des circuits commerciaux relatifs aux ressources naturelles de la République démocratique du Congo, notamment en renforçant le dialogue avec les entreprises privées. Seule la Belgique a suggéré la possibilité d'imposer des sanctions ciblées à l'encontre d'entreprises et d'individus tirant profit du commerce des biens du sang. Les Pays-Bas ont estimé que la vérification des marchandises serait moins difficile et moins onéreuse si elle débutait au point d'origine du circuit commercial.

144. L'Allemagne, la Belgique et les États-Unis ont souligné que le rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo était une condition essentielle pour lutter contre l'exploitation illicite de ses ressources naturelles et qu'il s'avérait nécessaire de renforcer les capacités à cette fin. De même, le Liban a déclaré que l'administration de douane de la République démocratique du Congo devait être consolidée afin de pouvoir mieux contrôler les frontières, surveiller les courants commerciaux et lutter contre la contrebande.

Organisations internationales et régionales

145. La Communauté de développement de l'Afrique australe a souscrit à la position exprimée par certains États de destination, à savoir que les certificats d'origine existants s'avéraient suffisants pour prouver que les marchandises avaient été produites et acquises légalement. Les services de renseignement des douanes et les capacités d'investigation pour lutter contre la contrebande continuent d'être développés au sein de la CDAA. Les questions de renforcement des capacités et de partage des informations au sein de la région devront être abordées au fur et à mesure de l'avancement du processus.

146. L'Organisation mondiale des douanes (OMD) a fait part au Groupe d'experts de la mise en place d'un réseau de Bureaux régionaux de liaison chargés du renseignement, chacun couvrant plusieurs pays, en vue de faciliter l'échange d'informations et la coopération à l'échelon régional. La République démocratique du Congo et divers autres pays francophones de la région sont rattachés au Bureau de liaison de Douala au Cameroun. Selon l'OMD, ses membres font peu appel aux bureaux de liaison, de même, leur utilisation de

son réseau sur Internet de mise en application douanière, basé à Douala, était limitée. L'OMD a souligné l'importance d'une communication efficace inter pays au sein de la région pour limiter le transit illégal des ressources naturelles.

147. S'agissant des courants commerciaux, l'Organisation mondiale du commerce dans sa réponse au Groupe d'experts a fait état de deux dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, une composante du traité de l'OMC, qui autorisent ses membres à prendre des mesures qui seraient autrement contraires aux règlements du GATT et de l'OMC. Ces règlements de façon générale proscrivent les restrictions au commerce et la discrimination. L'alinéa c) de l'article XXI et l'article XX détaillent les situations et les objectifs politiques autorisant le recours à des mesures d'exception. Le premier, qui a trait aux exceptions concernant la sécurité, se réfère aux exceptions nécessaires pour permettre à un État de prendre des mesures en application de ses engagements au titre de la Charte des Nations Unies. Selon l'OMC, cette disposition pourrait légitimer des mesures d'exception prises par les États Membres en application des résolutions du Conseil de sécurité sur le maintien de la paix et de la sécurité. L'article XX, relatif aux exceptions générales, pourrait être invoqué au titre de l'un ou l'autre alinéa de l'article. Par exemple, l'alinéa b) qui se réfère aux mesures nécessaires à la protection de la vie des personnes.

148. La Commission économique pour l'Afrique a partagé le point de vue de la Belgique sur des sanctions ciblées qui devraient faire partie de la solution pour mettre un terme au commerce illicite. Elle a ajouté que les gouvernements de la région devraient également « être tenus responsables des activités illicites des individus et/ou des entreprises actives dans le pays puisqu'ils ont le pouvoir de les réglementer ».

VIII. Observations

149. L'exploitation illégale des ressources naturelles, les violations flagrantes des droits de l'homme et une situation humanitaire désastreuse sont quelques-unes des conséquences de quatre années de guerre et de l'absence en République démocratique du Congo d'un gouvernement central doté de l'autorité et de la capacité de protéger ses citoyens et ses ressources naturelles.

150. Le retrait des forces armées étrangères constitue une étape importante pour mettre fin à l'exploitation illégale des ressources naturelles. Toutefois, les réseaux se sont solidement implantés pour assurer la continuité de cette exploitation illégale, indépendamment de la présence physique des armées étrangères.

151. Une autre étape en vue de faire cesser l'exploitation des ressources naturelles sera d'instaurer rapidement un gouvernement transitoire en République démocratique du Congo qui assurerait le rétablissement du contrôle du Gouvernement et d'une administration locale viable, dotée des moyens nécessaires pour protéger et réglementer les activités d'exploitation au bénéfice de la population. Toutefois, il est manifeste que même dans l'éventualité de l'instauration d'un gouvernement incluant toutes les parties, le contrôle effectif du territoire et de ses ressources naturelles prendra du temps et ne sera réalisable que dans le cadre plus large d'un renforcement efficace des capacités institutionnelles. Entre-temps, le Groupe d'experts estime que la surveillance et les rapports sur l'exploitation illégale des ressources serviront au moins à décourager ces activités.

152. L'élément le plus important pour mettre un terme définitif à l'exploitation illégale des ressources en République démocratique du Congo est lié à la volonté politique de ceux qui assistent, protègent et profitent de ces filières. Ce n'est pas un des moindres défis, vu la complexité des liens qu'ils ont forgés et leur dépendance des bénéficiaires qu'ils retirent de ces trafics. L'économie de guerre qui est contrôlée par trois réseaux « d'élite » en République démocratique du Congo domine une grande part des activités économiques de la région des Grands Lacs. Cependant, les Accords de Lusaka, de Pretoria et de Luanda ne portent pas cet aspect économique primordial du conflit.

153. Les groupes armés, qu'ils soient étrangers ou congolais, qui profitent de ces activités devraient également être pris en compte dans les efforts pour y mettre fin. Des années de désordre et un gouvernement incapable de protéger ses citoyens ont permis à ces groupes armés de piller les ressources du pays en toute impunité. Bien que certains se réfugient derrière un programme politique, tous poursuivent ces activités économiques illégales pour leur survie. Il faut espérer que des progrès dans le processus de paix, accompagnés d'un programme de désarmement, de

démobilisation, de rapatriement, de réinsertion et de réinstallation efficace et répondant aux besoins, fournira une meilleure alternative aux groupes armés. À cet effet, des fonds seraient nécessaires pour financer des programmes de réinsertion et de garanties de sécurité destinés à ceux qui ne sont pas recherchés pour crimes de guerre ou actes de génocide. La communauté internationale devrait par conséquent fournir une assistance à ces programmes, les faire connaître et inciter les groupes armés à y participer.

154. Le Groupe d'experts formule le vœu que ce rapport contribuera à un changement d'orientation des politiques – en raison de la récente évolution encourageante de la situation politique et militaire sur le terrain – qui permettront de ramener l'exploitation des ressources à un niveau légalement acceptable.

IX. Conclusions

155. Un embargo ou un moratoire sur les exportations de matières premières en provenance de la République démocratique du Congo ne semblent pas être un moyen viable permettant d'aider à améliorer la situation de son gouvernement, des ressortissants ou du milieu naturel congolais. Il faudrait apporter une assistance technique et financière massive à la population pour atténuer l'impact humanitaire de ces mesures de restriction. Cela étant, si le rapport du Groupe d'experts ne recommande pas de quelconques mesures punitives pour freiner l'exploitation et le commerce illégaux des ressources de la République démocratique du Congo, cela ne fera qu'encourager diverses organisations criminelles à continuer sur leur lancée. Ces activités pourraient s'en trouver facilement accrues, d'où la nécessité d'efforts de dissuasion soutenus.

156. Le rôle des entreprises et des particuliers qui ravitaillent les armes et pillent les ressources doit faire l'objet de mesures de restriction. Ces activités illégales sont d'une très grande envergure internationale et multinationale. Il faut instaurer des pratiques commerciales morales et transparentes pour les combattre.

157. L'établissement d'un gouvernement de transition à Kinshasa devrait s'accompagner de quatre éléments, à savoir : le désarmement de tous les groupes rebelles en République démocratique du Congo; le retrait progressif des troupes étrangères; l'adoption de

mesures visant à réduire de manière draconienne l'exploitation illégale au profit de l'exploitation légale; et la mise en oeuvre d'importants moyens de pression au niveau multilatéral et de mesures d'incitation. Ces éléments doivent s'accompagner d'un processus de suivi dynamique et le tout doit se dérouler de manière graduelle, simultanée et continue. Ce processus dynamique ferait non seulement avancer le processus de paix en République démocratique du Congo, mais conduirait également à un règlement pacifique et définitif de la question de l'exploitation, assurant ainsi le triomphe des modes légaux d'exploitation des ressources. Les deux premiers éléments semblent déboucher sur une application simultanée et graduelle des récents accords signés à Pretoria et à Luanda. Le troisième élément est intimement lié au quatrième, autrement dit au recours à des moyens de pression à caractère incitatif et dissuasif.

158. Afin de redresser le processus d'exploitation illégale actuel et encourager une exploitation légale, qui pourrait contribuer à la stabilité économique de l'ensemble des parties, il faut des mesures de dissuasion et d'incitation énergiques dont le contrôle serait assuré par un organe de surveillance dynamique. Jusqu'ici, rien n'a fortement incité les parties qui exploitent illégalement les ressources du pays à modifier le statu quo économique. Il faut donc adopter des mesures tendant à les rassurer au sujet de perdre leurs revenus. Seulement, elles ne pourront être efficaces que si elles s'accompagnent d'un processus politique.

159. La reconstruction et la réorientation des économies de la région sont essentielles au rétablissement et à la consolidation de la paix. Le Groupe d'experts estime que la communauté internationale devrait insister sur des dividendes de la paix sous forme d'incitations économiques afin d'encourager les parties à respecter ces accords de paix et de créer un climat de confiance. Le Groupe d'experts recommande également une série de mesures à effet dissuasif comme moyen de pression en cas de non-respect de ces accords.

160. Nombre des conclusions du Groupe d'experts sur les causes et les conséquences économiques de ce conflit se sont retrouvées dans des idées visant à proposer la tenue d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement durable dans la région des Grands Lacs. Les accords récemment signés peuvent en être le prélude. Elle

serait l'occasion idéale pour discuter de la nécessité de réorienter le système de commerce régional pour répondre aux exigences d'une situation de postconflit et pour négocier le cadre d'un accord multilatéral permettant d'y parvenir. La réussite de cette politique de réorientation dépendra de l'adoption de mesures de caractère incitatif et de la mise en oeuvre de moyens d'intégration économique régionale qui permettraient de faire peu cas d'activités dictées par des considérations d'ordre criminel et militaire au profit d'un développement commercial légitime, transparent et tourné vers la croissance. L'intégration régionale favoriserait le rapprochement progressif des pays engagés dans le conflit et éviterait ainsi qu'un conflit armé n'éclate entre eux ultérieurement.

X. Recommandations

Dividendes de la paix

161. Le Groupe d'experts estime qu'avec la nouvelle dynamique créée par la signature des accords politiques et militaires de Sun City, Pretoria et Luanda, et les progrès qui en résultent, une série d'accords ou d'initiatives sur la reconstruction et le développement durable sont nécessaires pour tenir compte du facteur économique dans le processus de paix de Lusaka et encourager les parties à continuer dans la voie du progrès. La première série d'initiatives pourrait consister à débloquer rapidement des fonds, au titre de programmes de reconstruction et de relèvement, pour aider la République démocratique du Congo et les autres pays de la région des Grands Lacs engagés dans le conflit à créer des emplois, à rétablir leur infrastructure et à améliorer les conditions de vie des populations locales, surtout dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

162. L'intégration économique et les échanges régionaux pourraient faire l'objet d'un accord ou d'une série d'accords susceptibles de se dégager de consultations régionales, notamment de la Conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement durable. La communauté internationale, en particulier l'Organisation des Nations Unies et les pays développés qui ont contribué activement à la signature des récents accords, peuvent prendre l'initiative de convoquer cette conférence.

Réforme institutionnelle

Renforcement des capacités institutionnelles de la République démocratique du Congo

163. Le rétablissement et la réforme des institutions de la République démocratique du Congo, en particulier la capacité de l'État d'assurer la sécurité de son territoire et de ses frontières, sont le contrepoint du retrait des troupes étrangères. Le principal objectif devrait être de permettre au gouvernement de transition légitime de contrôler les ressources naturelles du pays et de protéger ses frontières contre toute intervention étrangère.

164. Un programme accéléré de recyclage et de professionnalisation de l'ensemble de l'appareil de sûreté de l'État, dont l'armée, les renseignements et les organes chargés de l'application des lois et de la réglementation tels que la douane, les impôts, l'immigration et les ressources naturelles doit être mis en place. Une aide internationale importante sera nécessaire à cela ainsi qu'un suivi méthodologique des progrès à long terme. Les donateurs multilatéraux et bilatéraux ainsi que les organisations internationales devront coordonner leurs efforts, s'inspirer de l'expérience la plus enrichissante accumulée lors d'autres passages à des phases de postconflit et encourager la participation de toutes les couches de la société congolaise.

165. Les réformes et le renforcement des institutions nationales ou centrales prévus dans les domaines prioritaires définis permettraient :

- De combattre la criminalité généralisée en République démocratique du Congo;
- D'améliorer la rigueur et la transparence;
- D'accroître l'obligation de rendre compte et de mettre un terme à l'impunité dont jouissent de hauts responsables et divers agents de la fonction publique;
- De renforcer les pouvoirs et moyens de réglementation;
- De professionnaliser les institutions et leur personnel, notamment en assurant leur indépendance et leur neutralité;
- De réformer les administrations douanière et fiscale telles que l'Office des douanes et accises et la Direction générale des recettes

administratives, judiciaires, domaniales et de participations;

- De donner plus de moyens à des ministères et services spécialisés s'occupant des ressources naturelles comme le Centre d'évaluation, d'expertise et de certification des matières précieuses et l'Institut congolais pour la conservation de la nature.

Promouvoir des administrations civiles légitimes et transparentes à l'est de la République démocratique du Congo

166. Le Groupe d'experts recommande qu'un vaste programme de développement économique et social soit établi dans l'est de la République démocratique du Congo pour aider à passer à une administration civile légitime dotée d'un service chargé de la sécurité et de l'application des lois digne de ce nom. Il pourrait être financé partiellement grâce à l'aide substantielle que se sont engagés à verser l'Union européenne, la Banque mondiale et le FMI au titre de la reconstruction de la République démocratique du Congo après le conflit.

Saine conduite des affaires publiques en République démocratique du Congo et respect des accords de paix

167. Le Groupe d'experts estime que le versement rapide d'une aide au développement est essentiel à la satisfaction des besoins sociaux et économiques pressants du pays. Il recommande toutefois que le décaissement soit assujéti au respect par le Gouvernement de la République démocratique du Congo des accords de paix qu'il a signés avec le Rwanda et l'Ouganda, à son engagement en faveur de la démocratie et aux progrès qu'il aura accomplis dans la lutte contre l'exploitation illégale de ses ressources naturelles.

Réforme des secteurs des ressources naturelles

168. Les réformes des secteurs minier et forestier doivent s'accompagner d'une renégociation de toutes les concessions et de tous les contrats signés durant les deux guerres. La résolution adoptée lors du dialogue intercongolais et portant création d'une commission spéciale chargée d'examiner la validité des accords économiques et financiers pourrait servir de cadre à ce processus. Cela pourrait également viser, d'après les résultats de l'enquête du Groupe d'experts, tous les

accords privés sur l'octroi de concessions et l'exécution de contrats. La communauté internationale, y compris la Banque mondiale, la Société financière internationale et le PNUD pourraient collaborer étroitement avec cette commission et l'épauler dans son travail afin qu'elle le fasse de manière rigoureuse et objective. Il pourrait s'agir notamment d'avis d'experts et d'assistance technique destinés en partie à attirer des investisseurs étrangers à long terme pour redresser les secteurs minier et forestier de la République démocratique du Congo et créer des sources de revenus viables.

Mesures techniques et financières

169. En cas de non-respect des accords récemment signés et de poursuite de l'exploitation illicite et illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo, le Groupe d'experts recommande de prendre une série de mesures contre les parties concernées.

Rôle des gouvernements

170. Les gouvernements des pays où sont basés les individus, entreprises et institutions financières qui se livrent systématiquement et activement à cette exploitation devraient assumer leur part de responsabilité. Ils ont le pouvoir de réglementer leurs actions et de les sanctionner. Ils pourraient, le cas échéant, adapter leur législation nationale de manière à enquêter réellement sur les trafiquants et les traduire en justice. Les principes directeurs de l'OCDE offrent en outre un mécanisme qui permet de porter à l'attention des gouvernements des pays d'origine, c'est-à-dire des pays où ces entreprises sont enregistrées, les violations, par elles, de ces principes. Les gouvernements dont la juridiction s'exerce sur ces entreprises se rendent coupables de complicité en ne prenant pas les mesures correctives nécessaires.

Réduction de l'aide publique au développement

171. Il ressort de l'échange de vues entre le Groupe d'experts et les organisations bilatérales et multilatérales, et de l'examen d'accords en vigueur tels que la Convention de Cotonou, que les donateurs ont tout lieu de se montrer sensibles à une résolution du Conseil de sécurité où il était question de réduire au besoin l'aide publique au développement pour

promouvoir la paix et la saine conduite des affaires publiques.

172. L'aide financière au Burundi, au Rwanda, à l'Ouganda et au Zimbabwe devrait aussi être subordonnée au respect des accords pertinents signés dans le cadre du processus de paix de Lusaka et à l'adoption de mesures assorties de clauses de vérification visant à mettre un terme à l'exploitation illégale et illicite des ressources de la République démocratique du Congo, ce qui pourrait aider à réaliser plusieurs objectifs.

173. Le non-respect de ces accords provoquerait automatiquement une révision et une réduction des programmes d'assistance en faveur de ces pays. La réduction des décaissements prévus au titre de l'aide devrait expressément s'appliquer au budget d'appui des institutions, aux prêts de stabilisation ou aux prêts-projets et aux ressources allouées à des secteurs non spécifiques.

L'opération se déroulerait en trois phases :

- a) Une courte période de grâce permettant de s'assurer du respect des accords par l'ensemble des parties;
- b) Une période initiale où les taux de décaissement sont légèrement réduits lorsque les pays visés n'ont pas atteint les objectifs fixés en matière de retrait;
- c) Une période ultérieure où l'aide est proportionnellement réduite à intervalles réguliers jusqu'à ce que les normes fixées pour les retraits de troupes soient remplies et que les accords de paix soient entièrement respectés.

Restrictions imposées aux entreprises commerciales et aux particuliers

174. Le Groupe d'experts a établi une liste exhaustive des entreprises commerciales et des particuliers dont la participation aux activités commerciales des trois réseaux d'élite implantés en République démocratique du Congo est bien documentée. Néanmoins, les mesures restrictives qu'il recommande se limitent pour l'instant à un petit nombre d'entreprises (annexe I) et d'individus (annexe II) – dont plusieurs sont cités dans le présent rapport – en raison de la quantité d'informations et de documents qu'il a recueillis sur eux.

175. En contribuant directement ou indirectement aux recettes des réseaux l'élite, ces entreprises et individus alimentent le conflit en cours et ajoutent aux violations des droits de l'homme. Plus précisément, ces entreprises commerciales violent les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Par conséquent, le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité envisage d'imposer des restrictions à un certain nombre d'entreprises commerciales et d'individus qui se livrent aux types d'exploitation criminelle et illicite visés dans le présent rapport. La liste souligne la participation d'entreprises étrangères et de ressortissants de la République démocratique du Congo à l'exploitation économique.

176. Les entreprises et les particuliers visés pourraient bénéficier d'une courte période de grâce allant de quatre à cinq mois avant que les restrictions ci-après ne soient imposées, ce qui leur laisserait le temps de prouver qu'ils ne participent plus à ces activités d'exploitation. Les mesures de restriction sont notamment les suivantes :

- a) Interdiction des déplacements de certains des individus identifiés par le Groupe;
- b) Gel des avoirs personnels de ceux qui sont impliqués dans l'exploitation illégale des ressources;
- c) Interdiction à un nombre déterminé de sociétés et d'individus d'avoir accès à des institutions bancaires et financières, de recevoir un financement d'institutions financières internationales ou d'établir un partenariat ou d'autres relations commerciales avec elles.

Respect des principes directeurs de l'OCDE par les entreprises commerciales

177. Le Groupe d'experts a dressé une autre liste d'entreprises commerciales (annexe III) qui, de l'avis du Groupe, violent les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Les pays signataires et autres sont moralement tenus de veiller à ce que leurs entreprises commerciales se conforment et s'en tiennent à ces principes.

178. Les principes directeurs de l'OCDE définissent une procédure permettant de porter à l'attention des gouvernements des pays où les entreprises commerciales sont enregistrées les violations qu'elles ont commises à leur égard. Ces gouvernements sont

tenus de veiller à ce que les entreprises sur lesquelles s'exerce leur juridiction ne violent pas le code de conduite qu'ils ont adopté comme principe juridique. Ils font preuve de complicité en ne prenant pas les mesures correctives nécessaires. L'organe de surveillance, décrit ci-dessous, contribuera à appliquer ces procédures en vérifiant et en actualisant sa liste des entreprises commerciales coupables d'avoir violé les principes directeurs de l'OCDE et en communiquant les preuves de ces violations aux points de contact nationaux de l'OCDE basés dans les pays d'origine de ces entreprises.

Commerce de transit et organisations régionales

179. Pour promouvoir des programmes de consolidation de la paix au lendemain des conflits, le Groupe d'experts recommande à la communauté internationale d'aider à instaurer les mesures de confiance suivantes, notamment en :

- a) Encourageant la Communauté des États de l'Afrique de l'Est, composée du Kenya, de la République-Unie de Tanzanie et de l'Ouganda, à inclure le Rwanda et le Burundi parmi ses membres;
- b) Aidant à rétablir les courants d'échanges historiques et légaux, par exemple en rouvrant la voie de transit du couloir nord au commerce légal entre la République démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya;
- c) Aidant les organisations commerciales régionales africaines à améliorer leurs mécanismes de contrôle douanier et commercial, notamment en juxtaposant des postes de contrôle frontaliers, en harmonisant la réglementation permettant de promouvoir les systèmes et l'utilisation de certificats d'origine et de destination et en aidant à élaborer une législation nationale permettant de suivre les flux financiers liés au commerce;
- d) Améliorant les services de contrôle du trafic aérien dans la région des Grands Lacs. Le programme de coopération technique de l'OACI peut aider dans ce sens les États de la région qui en ont besoin.

Réglementation du commerce de produits provenant de zones de conflit

180. Des organisations spécialisées de l'industrie telles que le Tantalum Niobium International Study Centre,

l'International Gold Council et l'International Coffee Federation pourraient être invitées en coopération avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à suivre le commerce de produits provenant de zones de conflit. Cela constituerait un ensemble de données fiables sur l'acheminement des produits, les voies de transit passant par les pays voisins et sur les utilisateurs finals et leurs activités. Les données ainsi recueillies permettraient à l'industrie de surveiller les particuliers, entreprises et institutions financières qui se livrent au commerce de produits provenant de zones de conflit. Elles pourraient être également utiles en cas de moratoire sur le commerce illégal de produits en provenance de la République démocratique du Congo comme le coltan.

Processus de Kimberley

181. Tous les États Membres où s'effectue la vente de diamants bruts doivent participer au Processus de Kimberley, ce qui permettra d'en faire un instrument plus efficace.

182. Les pays producteurs de diamants doivent mettre en place des mécanismes de contrôle interne permettant de suivre les diamants de leur extraction à leur exportation. Ils doivent également envisager d'établir une série de normes internationalement reconnues au titre de ce processus. Un organisme technique chargé de les appliquer et doté des pouvoirs, des connaissances et des compétences spécialisées requises pour garantir l'efficacité du Processus de Kimberley doit être créé dans chacun des pays Membres.

183. Il conviendrait de mettre en place un secrétariat doté de fonctionnaires permanents chargé de coordonner l'application du Processus de Kimberley.

Protection du bois et des produits forestiers

184. Le Groupe de travail recommande que les États Membres appuient énergiquement les efforts des organisations intergouvernementales et non gouvernementales aux niveaux international et régional afin de mettre un terme à l'abattage illégal et d'arrêter une définition internationale du « bois de zone de conflit ».

Commerce d'espèces en voie de disparition

185. Le commerce d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction provenant de zones protégées de l'est de la République démocratique du

Congo est une autre activité à laquelle se livrent des éléments des réseaux criminels. Les États Membres sont priés instamment de soutenir l'équipe spéciale créée en application de l'Accord de Lusaka sur les opérations concertées de coercition visant le commerce illégal de la faune et de la flore sauvages en a) renforçant leur législation nationale afin de doter les agents de cette équipe spéciale de pouvoirs d'investigation et de poursuites judiciaires plus étendus, et b) veillant à ce que leurs bureaux nationaux, établis en vertu dudit accord, intensifient leurs enquêtes sur le trafic d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, comme défini dans la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Processus de suivi

186. Il y a lieu de continuer à suivre de très près la situation dans la région des Grands Lacs afin de s'assurer que les activités d'exploitation ont été considérablement réduites. Un organe de surveillance, que le Conseil de sécurité pourrait envisager de créer, pourrait régulièrement lui présenter ses conclusions et lui recommander d'autres mesures à adopter pour mettre un terme aux activités qui violent ses décisions. Les compétences du Groupe pourraient se révéler utiles à cet égard.

187. L'organe de surveillance pourrait signaler au Conseil de sécurité tout État ou entreprise susceptible de participer à l'exploitation illégale de ressources naturelles. Il pourrait lui recommander que les principaux organismes multilatéraux et donateurs bilatéraux révisent et réduisent les programmes d'assistance financière de tout État dont il a été établi qu'il participe à ces activités, et que toute entreprise impliquée dans l'exploitation économique illégale soit ajoutée ou maintenue sur la liste des entreprises faisant l'objet de restrictions sur les transactions financières et les voyages. En outre, l'organe de surveillance pourrait collaborer étroitement avec les agents nationaux, y compris ceux de la Banque centrale de la République démocratique du Congo, de l'Office des douanes et accises, de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations, du Ministère des mines et des hydrocarbures, des entreprises minières d'État et des sociétés d'exploitation minière et minière privées, afin d'actualiser les données sur les effets du

S/2002/1146

renforcement des capacités et des réformes sur les activités d'exploitation. Dans l'exécution de ces tâches, l'organe de surveillance pourrait consulter les institutions financières internationales, l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique.

188. Le Groupe d'experts recommande également à l'organe de surveillance, doté des compétences et ressources suffisantes, de suivre notamment :

a) La baisse éventuelle du niveau d'exploitation illégale;

b) L'application des éventuelles mesures d'interdiction de déplacements et de gel des avoirs;

c) Les enquêtes en cours sur le commerce illicite de produits minéraliers, de bois, d'espèces de faune et de flore menacées d'extinction. L'organe de surveillance pourrait également continuer de collaborer à certaines de ces enquêtes;

d) Les secteurs de l'économie qui ont été touchés par les activités d'exploitation;

e) Les incidences sur la situation humanitaire en République démocratique du Congo et dans la région;

f) L'atténuation du conflit et le maintien de l'ordre public dans l'est de la République démocratique du Congo et la viabilité des administrations et des institutions locales, conformément au mandat de l'organe de surveillance que le Conseil pourrait adopter.

Le Président,
(Signé) Mahmoud Kassem

(Signé) Jim Freedman

(Signé) Mel Holt

(Signé) Bruno Schlemsky

(Signé) Moustapha Tall

(Signé) Patrick Smith

Annex I

**Companies on which the Panel recommends the placing of
financial restrictions**

<i>Name</i>	<i>Address</i>	<i>Business</i>	<i>Principal officers</i>	<i>Comment</i>
1 AHMAD DIAMOND CORPORATION	ANTWERP BELGIUM	Diamond trading	Mr. AHMAD Imad	
2 ASA DIAM	ANTWERP BELGIUM	Diamond trading	Mr. AHMAD Ali Said	
3 BUKAVU AVIATION TRANSPORT	DRC	Airline company	Mr. BOUT Victor	
4 BUSINESS AIR SERVICE	DRC	Airline company	Mr. BOUT Victor	
5 COMIEX-CONGO	KINSHASA DRC		Mr. KABASELE TSHINEU Frederic	
6 CONGO HOLDING DEVELOPMENT COMPANY	DRC	Trading and exploitation of natural resources DRC	Mr. Félicien RUCHACHA BIKUMU Mrs. Gertrude KITEMBO	
7 CONMET	UGANDA and DRC	Coltan trading	Mr. Salim Saleh Mr. and Mrs. PISKUNOV	
8 COSLEG	ZIM and DRC	Joint-venture COMIEX and OSLEG	Mr. KABASELE TSHINEU Frédéric ZVINAVASHE Gava MUSUNGWA Vitalis	
9 EAGLE WINGS RESOURCES INTERNATIONAL	PO BOX 6355 Kigali, Rwanda	Exploitation coltan from the DRC	Mr. Alfred RWIGEMA Mr. Anthony MARINUS Mr. Ronald S. SMIERCIAK	Tel: +250.51.17.25
10 ENTERPRISE GENERAL MALTA FORREST		Exploitation Cobalt, Copper in DRC	Mr. George FORREST	

S/2002/1146

<i>Name</i>	<i>Address</i>	<i>Business</i>	<i>Principal officers</i>	<i>Comment</i>
11 EXACO		Exploitation Cobalt, Copper in the DRC		
12 GREAT LAKES GENERAL TRADE	BP 3737 KIGALI, RWANDA	Mineral trading	Maj Dan MUNYUZA Mr. E. GATETE Mr. Steven K. AKHIMANZI	Tel/Fax: +250.78.792
13 GREAT LAKES METALS	Kigali, Rwanda	Mineral trading		
14 GROUP GEORGE FORREST		Exploitation Cobalt and Copper	Mr. George FORREST	
15 MINERALS BUSINESS COMPANY	Boulevard Du 30 Juin, Immeuble ex- SCIBE, Kinshasa, DRC	Mineral trading	Mr. KABASELE TSHINEU Frederic Lt General ZVINAVASHE Gava Musungwa Vitalis Mr. Charles DAURAMANZI	
16 OKAPI AIR ODESSA AIR	Uganda	Airline company	Mr. BOUT Victor	
17 OPERATION SOVEREIGN LEGITIMACY (OSLEG) Pvt Ltd	Harare, Zimbabwe	Commercial interests ZIM in DRC	Lt General ZVINAVASHE Gava Musungwa Vitalis	
18 ORYX NATURAL RESOURCES	DRC	Diamond exploitation in the DRC	Mr. AL-SHANFARI Thamer Said Ahmed	
19 RWANDA ALLIED PARTNERS	Kigali, Rwanda	Mineral trading	Mr. Hadji OMARI Mr. Simba MANASE	
20 RWANDA METALS	Kigali, Rwanda	Mineral trading		
21 SARACEN UGANDA Ltd	Uganda	Security Company	Lt General (Rtd) Salim Saleh Mr. Heckie HORN	

S/2002/1146

<i>Name</i>	<i>Address</i>	<i>Business</i>	<i>Principal officers</i>	<i>Comment</i>
22	SIERRA GEM DIAMONDS	ANTWERP BELGIUM	Diamond trading	Mr. AHMAD Said Ali Mr. AHMAD Hassan Mr. AHMAD Nazem
23	TANDAN GROUP	SOUTH AFRICA	Holding	Mr. Niko SHEFER
24	THORNTREE INDUSTRIES (Pvt) Ltd		Provides capital to MBC	Mr. Niko SHEFER
25	TREMALT Ltd		Exploitation cobalt and copper	Mr. John Arnold BREDEKAMP
26	TRINITY INVESTMENT GROUP	DRC and UGANDA	Exploitation resources and tax fraud	Mr. NGOLA Sam General KAZINI
27	TRIPLE A DIAMONDS	ANTWERP BELGIUM	Diamond trading	Mr. AHMAD Moussa Ahmad Mr. AHMAD Ahmad Ali
28	TRISTAR	Kigali, Rwanda	Holding FPR	
29	VICTORIA GROUP	DRC and UGANDA	Exploitation resources and tax fraud	Lt General (Rtd) Salim Saleh Mr. KHANAFER Nahim

S/2002/1146

Annex II**Persons for whom the Panel recommends a travel ban and financial restrictions**

	<i>Last name</i>	<i>First name</i>	<i>Alias</i>	<i>Date of birth</i>	<i>Passport number</i>	<i>Designation</i>
1	AHMAD	Ali Said		01.03.1959		Businessman
2	AHMAD	Ahmad Ali		01.01.1929		
3	AHMAD	Imad				Businessman
4	AHMAD	Said Ali		09.04.1935		Businessman
5	AHMAD	Hassan		21.05.1957		Businessman
6	AHMAD	Moussa Ahmad				
7	AHMAD	Nazem		05.01.1965		Businessman
8	AKHIMANZA	Steven K.				Businessman
9	AL-SHANFARI	Thamer Said Ahmed		03.01.1968	00000999 (Oman)	Chairman & Managing Director ORYX Group and ORYX Natural Resources
10	BOUT	Victor Anatoljevitch	BUTT, BONT, BUTTE, BOUTOV, SERGITOV Vitali	13.01.1967 or ???	21N0532664 29N0006765 21N0532664 21N0557148 44N3570350	Dealer and transporter of weapons and minerals
11	BREDENKAMP	John Arnold		11.08.1940		Businessman
12	BURUNDI					Colonel UPDF
13	DAURAMANZI	Charles				Shareholder MBC
14	ENGOLA	Sam				Businessman
15	FORREST	George A.				Businessman
16	GATETE	Edward				Officer RPA; Operation Congo Desk
17	HORN	Heckie				Manager Saracen Uganda Ltd
18	KABANDA	Emmanuel				Officer RPA; Operation Congo Desk
19	KABAREBE	James				Chief of Staff RPA; Former Chief of Staff DRC; in charge of Congo Desk
20	KABASELE TSHINEU	Frédéric				Manager COMIEX, representative of COSLEG
21	KALUME NUMBI	Denis				General, shareholder SENG SENGA
22	KARIM	Peter				Officer UPDF
23	KATUMBA MWANKE	Augustin				Minister of Presidency, DRC

S/2002/1146

	<i>Last name</i>	<i>First name</i>	<i>Alias</i>	<i>Date of birth</i>	<i>Passport number</i>	<i>Designation</i>
24	KAZADI NYEMBWE	Didier				Director Agence National de Renseignements DRC
25	KAZINI	James				Chief of Staff, Maj. General UPDF
26	KHANAFAER	Nahim				Businessman
27	KIBASSA MALIBA					Politician, former Minister of Mines, shareholder SENG SENG
28	KITEMBO	Gertrude				Businesswoman
29	KONGOLO	Mwenz				Minister DRC, shareholder SENG SENG
30	MANASE SIMBA					Businessman
31	MAWAPANGA	Mwana Nanga				Ambassador DRC in Harare
32	MAYOMBO	Nobel				Chief Military Intelligence (CMI) in Uganda
33	MNANGAGWA DAMBUDZO	Emmerson				Speaker of Parliament ZIMBABWE
34	MOYO	Mike				Wing Commander ZDF
35	MOYO	Sibusio				Bd-Gen (Rtd) ZDF
36	MUAMBA NOZI	Richard	MWAMBA NOZY			Congolese diamond trader; Counterfeiter
37	MUNYUZA	Dan				Colonel RPA; In charge of security DRC (96-98)
38	MWENZE KONGOLO					Minister National Security, DRC
39	NUMBI KALUME	Denis				Minister of Planning and Reconstruction DRC
40	NZIZA	Jack				Officer RPA
41	OKOTO LOLAKOMBE	Jean-Charles				PDG MIBA
42	OMARI HADJI					Businessman
43	OTAFIRE KAHINDA					Colonel UPDF
44	MARINUS	Anthony				Manager Eagle Wings
45	PISKUNOV	Anatol				Businessman
46	PISKUNOVA	Valentina				Businesswoman
47	RUCHACHA BIKUMU	Felicien				Businessman
48	RUPRAH	Sanjivan	Samir Nasr Medhi Khan	09.08.1966	D-001829-00	Businessman
49	RWIGEMA	Alfred				Manager Eagle Wings
50	SALIM SALEH		AKANDWA NAHO Caleb			Lt General (Ret.) UPDF

S/2002/1146

	<i>Last name</i>	<i>First name</i>	<i>Alias</i>	<i>Date of birth</i>	<i>Passport number</i>	<i>Designation</i>
51	SHEFER	Niko	Nico	25.12.1950	7616225 (Israel) 6651101 (Israel)	Businessman
52	SMIERCIAK	Ronald S.				Manager Eagle Wings
53	YUMBA MONGA					Manager GECAMINES
54	ZVINAVASHE GAVA MUSUNGWA	Vitalis				Lt General ZDF, Rep. of COSLEG, shareholder MBC

Annex III**Business enterprises considered by the Panel to
be in violation of the OECD Guidelines for
Multinational Enterprises**

	<i>Name of company</i>	<i>Business</i>	<i>Country</i>	<i>Country signatory of OECD Guidelines</i>
1	AFRICAN TRADING CORPORATION Sarl	Trading of natural resources from DRC	SOUTH AFRICA	NO
2	AFRIMEX	Coltan trading	UK	YES
3	AHMAD DIAMOND CORPORATION	Diamond trading	BELGIUM	YES
4	A.H. PONG & Sons	Import-Export	SOUTH AFRICA	NO
5	A. KNIGHT INTERNATIONAL Ltd	Assaying	UK	YES
6	A & M MINERALS and METALS Ltd	Trading minerals	UK	YES
7	ALEX STEWART (Assayers) Ltd	Assaying	UK	YES
8	AMALGAMATED METAL CORPORATION Plc	Trading coltan	UK	YES
9	AMERICA MINERAL FIELDS (AMFI)	Mining	USA	YES
10	ANGLO AMERICAN Plc	Mining	UK	YES
11	ANGLOVAAL MINING Ltd	Mining	SOUTH AFRICA	NO
12	ARCTIC INVESTMENT	Investment	UK	YES
13	ASA DIAM	Diamond trading	BELGIUM	YES
14	ASA INTERNATIONAL		BELGIUM	YES
15	ASHANTI GOLDFIELDS	Mining	GHANA	NO
16	AVIENT AIR	Private military company	ZIMBABWE	NO
17	BANRO CORPORATION	Mining	SOUTH AFRICA	NO
18	BARCLAYS BANK	Banking	UK	YES
19	BAYER A.G.	Chemical industry	GERMANY	YES
20	B.B.L.	Banking	BELGIUM	YES
21	BELGOLAISE	Banking	BELGIUM	YES

S/2002/1146

	<i>Name of company</i>	<i>Business</i>	<i>Country</i>	<i>Country signatory of OECD Guidelines</i>
22	CABOT CORPORATION	Tantalum processing	USA	YES
23	CARSON PRODUCTS	Commercialization of resources of the DRC	SOUTH AFRICA	NO
24	CHEMIE PHARMACIE HOLLAND	Financial and logistical support to EWRI	NETHERLANDS	YES
25	COGECOM	Coltan trading	BELGIUM	YES
26	C. STEINWEG NV	Freight Forwarders	BELGIUM	YES
27	DARA FOREST	Timber exploitation	THAILAND	NO
28	DAS AIR	Airline company	UK	YES
29	DE BEERS	Diamond mining and trading	UK	YES
30	DIAGEM BVBA	Diamond trading	BELGIUM	YES
31	EAGLE WINGS RESOURCES INTERNATIONAL	Exploitation coltan from the DRC	USA	YES
32	ECHOGEM	Diamond trading	BELGIUM	YES
33	EGIMEX		BELGIUM	YES
34	ENTREPRISE GENERALE MALTA FORREST	Construction, Mining, Trading	DRC	NO
35	EUROMET	Coltan trading	UK	YES
36	FINCONCORD SA	Coltan trading from DRC	SWITZERLAND	YES
37	FINMINING	Coltan trading from DRC	SAINT KITTS	NO
38	FIRST QUANTUM MINERALS	Mining	CANADA	YES
39	FLASHES OF COLOR	Diamond trading	USA	YES
40	FORTIS	Banking	BELGIUM	YES
41	GEORGE FORREST INTERNATIONAL AFRIQUE	Management	DRC	NO
42	HARAMBEE MINING CORPORATION	Mining	CANADA	YES
43	H.C. STARCK GmbH & Co KG	Processing coltan	GERMANY	YES
44	IBRYV AND ASSOCIATES LLC	Diamond trading	SWITZERLAND	YES

S/2002/1146

	<i>Name of company</i>	<i>Business</i>	<i>Country</i>	<i>Country signatory of OECD Guidelines</i>
45	INTERNATIONAL PANORAMA RESOURCES Corp	Mining	CANADA	YES
46	ISCOR	Mining	SOUTH AFRICA	NO
47	JEWEL IMPEX Bvba	Diamond trading	BELGIUM	YES
48	KABABANKOLA MINING COMPANY	Mining	ZIMBABWE	NO
49	KEMET ELECTRONICS CORPORATION	Capacitor manufacture	USA	YES
50	KHA International AG	Minerals trading and exploitation	GERMANY	YES
51	KINROSS GOLD CORPORATION	Mining	USA	YES
52	K & N	Project development	BELGIUM	YES
53	KOMAL GEMS NV	Diamond trading	BELGIUM	YES
54	LUNDIN GROUP	Mining	BERMUDA	NO
55	MALAYSIAN SMELTING CORPORATION	Coltan processing	MALAYSIA	NO
56	MASINGIRO GmbH	Minerals trading	GERMANY	YES
57	MELKIOR RESOURCES Inc	Mining	CANADA	YES
58	MERCANTILLE CC	Trading in natural resources from DRC	SOUTH AFRICA	NO
59	MINERAL AFRIKA Limited	Trading in natural resources from DRC	UK	YES
60	NAC KAZATOMPROM	Tantalum processing	KAZAKHSTAN	NO
61	NAMI GEMS	Diamond trader	BELGIUM	YES
62	NINGXIA NON-FERROUS METALS SMELTER	Tantalum processing	CHINA	NO
63	OM GROUP Inc	Mining	USA FINLAND	YES (USA) YES (FINLAND)
64	OPERATION SOVEREIGN LEGITIMACY (OSLEG) Pvt Ltd	Commercial interests ZIMBABWE in the DRC	ZIMBABWE	NO

S/2002/1146

	<i>Name of company</i>	<i>Business</i>	<i>Country</i>	<i>Country signatory of OECD Guidelines</i>
65	ORION MINING Inc	Mining	SOUTH AFRICA	NO
66	PACIFIC ORES METALS AND CHEMICALS Ltd	Coltan trading	HONG KONG	NO
67	RAREMET Ltd	Coltan trading from DRC	SAINT KITTS	NO
68	SARACEN	Security company	SOUTH AFRICA	NO
69	SDV TRANSINTRA	Transport	FRANCE	YES
70	SIERRA GEM DIAMONDS	Diamond trading	BELGIUM	YES
71	SLC GERMANY GmbH	Coltan transport	GERMANY	YES
72	SOGEM	Coltan trading	BELGIUM	YES
73	SPECIALITY METALS COMPANY SA	Coltan trading	BELGIUM	YES
74	STANDARD CHARTERED BANK	Banking	U.A.E.	NO
75	SWANEPOEL	Construction	SOUTH AFRICA	NO
76	TENKE MINING CORPORATION	Mining	CANADA	YES
77	THORNTREE INDUSTRIES (Pvt) Ltd	Provides capital to MBC	ZIMBABWE	NO
78	TRACK STAR TRADING 151 (Pty) Ltd	Exploitation and trading minerals DRC	SOUTH AFRICA	NO
79	TRADEMET SA	Coltan trading	BELGIUM	YES
80	TREMALT Ltd	Mining	British Virgin Islands	NO
81	TRINITECH INTERNATIONAL Inc	Coltan trading and exploitation	USA	YES
82	TRIPLE A DIAMONDS	Diamond trading	BELGIUM	YES
83	UMICORE	International Metals and Materials Group	BELGIUM	YES
84	VISHAY SPRAGUE	Capacitor manufacture	USA and ISRAEL	YES (USA) NO (ISRAEL)
85	ZINCOR	Mining	SOUTH AFRICA	NO

Annex IV**Countries visited and representatives of Governments and organizations interviewed**

The Panel wishes to express its deep appreciation to the Government officials, diplomats, United Nations agencies, donor institutions, non-governmental organizations, civil society groups, journalists, commercial operators and others with whom it met and who have assisted in making possible the present report.

The Panel also wishes to extend special thanks to the United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo. In addition, the Panel would like to thank the United Nations Office in Burundi and the UNDP offices in Bangui, Brazzaville, Bujumbura, Kampala, Kigali, Kinshasa, Pretoria and Yaounde for their assistance and support.

Austria**International organizations**

United Nations Office for Drug Control and Crime Prevention

Belgium**Government officials**

Inter-Ministerial Ad Hoc Working Group on the Illegal Exploitation of the Natural Resources of the Democratic Republic of the Congo

Parliamentary Inquiry Commission on the Illegal Exploitation of the Natural Resources of the Democratic Republic of the Congo

State representatives

European Union Commission

Others

Arslanian Frères

International Peace Information Service

Sibeca

Sogem mineral trading company (division of Umicore)

Tantalum Niobium International Study Center

Vrije Universiteit Brussel

Burundi**Government officials**

Minister of Defence

Minister of Energy and Mines

Minister of Finance

Minister of Foreign Affairs

Department of Customs (Ministry of Finance)

State representatives

Embassy of Belgium

Embassy of France

International organizations

Acting Special Representative of the Secretary-General in Burundi

Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

UNDP

UNHCR

UNICEF

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in Burundi

Others

Affimet

ASYST mineral trading company

Comptoir minier des exploitations du Burundi (COMEBU)

HAMZA mineral trading company

Central African Republic

Government officials

Ministry of Economy

Ministry of Equipment, Transport and Settlement

Ministry of Finance and Budget

Minister of Mines, Energy and Hydraulics

Minister of Trade and Industry

Department of Customs

State representatives

Embassy of the Democratic Republic of the Congo

Embassy of France

European Union

International organizations

Representative of the Secretary-General in the Central African Republic

ASECNA

UNHCR

UNDP

Democratic Republic of the Congo**Government officials**

Minister of Defence

Minister of Foreign Affairs

Minister of Land Affairs, Environment and Tourism

Minister of Planning and Reconstruction

Vice-Minister of Foreign Affairs

Vice-Minister of Mines

Deputy Chief of Staff of the FAC

Governor of the Central Bank

Governor of Equateur Province

Governor of Katanga

Governor of Mbuji Mayi

Vice-Governor, in charge of the Economy, Finance and Development, Equateur Province

Centre d'évaluation, d'expertise et de certification

Comité interministériel de "Small Scale Mining"

Générale des carrières et des mines (Gécamines)

Office national des transports

Régie des voies aériennes

Société minière de Bakwanga (MIBA)

State representatives

Ambassador of Angola

Ambassador of Belgium

Ambassador of Canada

Ambassador of Germany

Ambassador of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Ambassador of the United States of America

Belgian Consul

Embassy of Denmark

Embassy of France

European Union

International organizations

Special Representative of the Secretary-General in the Democratic Republic of the Congo

European Commission's Humanitarian Aid Office (ECHO)

FAO

GTZ

MONUC

Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

UNDP

UNHCR

UNICEF

World Bank

World Food Programme

World Health Organization

MLC

President

Secretary-General

RCD-Goma

Vice President

Commissioner of the Interior

Governor of Kalemie

Department of Mines and Energy

Vice-Governor of Kisangani

Customs officials

RCD-K/ML

Second Vice-President

Minister of Interior

Acting Chief of Staff for the APC

Governor of Bunia

Governor of Ituri Province

Mayor of Butembo

Others

Action contre la faim

ADETE

Agro Action Allemand

Associazione per la Cooperazione Internazionale e l'Ainto Umanitario

Anglican Church

Ashanti Goldfield

Association africaine des droits de l'homme (ASADHO)

Banque internationale de commerce

BEP Productique (BEPROD)

Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)

Caritas

Centre d'information et d'animation missionnaire (CIAM)

Centre d'ctudes national sur le développement populaire (CENADEP)

Centre de formation, recherches en conservation forestière

Centre national d'appui au développement et à la participation populaire (CENADEP)

Church of Christ of the Congo

Comité provincial des diamantaires (CPD)

Commissions diocésaines Justice et Paix (CDPJ)

Conseil apostolique des laïques catholiques au Congo (CALCC)

Conference on Central Africa Moist Forest Ecosystems participants

Confédération de petites et moyennes entreprises du Congo (COPEMECO)

COSLEG (joint venture of COMIEX Congo and OSLEG)

Dara Forêt

Exploitation forestière, sciéric raffinage de la papaine (ENRA)

Fédération des entreprises du Congo (FEC — Kinshasa, Kisangani, Mbandaka, Beni, Goma, Géména, Bukavu)

Fédération nationale des parents d'élèves du Congo (FNPEC)

Fédération des ONG laïques à vocation économique au Congo (FOLECO)

Forces novatrices pour l'union et la solidarité (FONUS)

Groupe de recherches et d'échanges technologiques (in Kabinda)

Groupe Lotus
Groupe musulman des droits de l'homme
GST (Gécamines labour union)
Héritiers de la justice
International Human Rights Law Group
International Rescue Committee
Inter Press Service (IPS)
JAMS
Journalistes en danger
Justice et Paix
Ligue des avocats pour les droits de l'homme
Kababankola Mining Company
Kotinne Plantation
Jardin botanique d'Eala
Maintenance, Assistance, Technique and Design
Mayi-Mayi representatives
Médecins sans Frontières (of Belgium and France)
Mennonite Church
Mouvement nationale congolais Lumumba (MNCL)
Mouvement des pionniers de l'indépendance
Mouvement populaire de la révolution (MPR)
National Commission of Experts on the illegal exploitation of the natural resources and other forms of wealth of the Democratic Republic of the Congo
National Congolese Railway Society (SNCC)
National Council of Development NGOs (CNONGD)
Nganga Plantation
Norwegian Refugee Council (NRC)
Organisation concertée des ecologistes et amis de la nature (OCEAN)
OKIMO
Oxfam
Parti démocrate et social chrétien (PDSC)
Parti lumumbiste unifié (PALU)
Pharmakina
Pole Institute

Promotion de la femme rural (PROFER)
Programme d'appui aux femmes victimes des conflits et des catastrophes
Radio Okapi
Regional Committee of Development NGOs (CRONGD)
Religious community representatives
Radio Télé Debout Kasai (RTDK)
Save the Children
Sengamines
Shenimed Coltan Comptoir
Syndicat des exploitants alluvionnaires du diamant (APLOKA)
SOCEBO
Société civile du Congo (SOCICO)
Société de renforcement de communauté de base (SERACOB)
Solidarités
TOFEN-CONGO
TRAFCO Freight Company
UDPS representatives
UPDF Sector Commander in Bunia
UPDF Battalion Commander in Butembo
UPDF Colonel Peter Karim
Union des banques congolaises
Voix du handicapé pour les droits de l'homme (VHDH)
Wildlife Conservation Society

France**Government officials**

Ministry of Economy and Finance

Ministry of Foreign Affairs

Others

Air France Cargo

Germany**Government officials**

Ministry of Foreign Affairs

Others**H. C. Starck****Karl-Heinz Albers Mining and Minerals Processing****Kenya****Government officials****Minister of Foreign Affairs and International Cooperation****Ministry of Defence****Ministry of Finance****Ministry of Trade and Industry****Ministry of Transport and Communications****Kenya Revenue Authority****State representatives****Ambassador of Belgium****High Commissioner of the Republic of South Africa****Ambassador of Rwanda****High Commissioner of Uganda****Belgian Ministry of Defence****German Embassy****Belgian Parliamentary Inquiry Commission****Embassy of the Democratic Republic of the Congo****Democratic Republic of the Congo National Parks representatives****Institut congolais de conservation de la nature (Ministry of Environment,
Democratic Republic of the Congo)****International organizations****Special Representative of the Secretary-General for the Great Lakes Region****Special Adviser to the Special Representative of the Secretary-General for the
Democratic Republic of the Congo****World Customs Organization****World Wildlife Fund****Others****Association of Cargo Airlines****Congolese Commission of National Experts****Dian Fossey Gorilla Fund**

International Crisis Group
Kababankola Mining Company/Tremalt Ltd.
Kencargo
Lusaka Agreement Task Force
Martin Air
Oryx Natural Resources
Oxfam
World Vision

Republic of the Congo

Government officials

Minister of Environment
Ministry of Transport
Department of Customs (Ministry of Finance)

State representatives

Embassy of Belgium
Embassy of the Democratic Republic of the Congo
European Union

International organizations

UNDP

Rwanda

Government officials

Special Envoy of the President for the Democratic Republic of the Congo and Burundi
Office of the President of Rwanda
Minister of Foreign Affairs
Ministry of Commerce, Industry and Tourism
Customs Commission

State representatives

Ambassador of Belgium
Ambassador of France
Ambassador of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Ambassador of the United States of America
European Union

S/2002/1146

International organizations

MONUC

UNICEF

World Bank

Others

President of RCD-Goma

Eagle Wings Resources

SDV Transintra

SOGERMI mineral trading company

South Africa**Government officials**

Acting Director-General for Foreign Affairs

Department of Foreign Affairs

Department of Defence

Department of Home Affairs

Department of Minerals and Energy

Financial Intelligence Centre

National Intelligence Agency

National Intelligence Coordinating Committee

National Prosecuting Authority

National Treasury

Secretariat for Safety and Security

South African Diamond Board

South African Police

South African Revenue Service

State representatives

Ambassador of Belgium

Ambassador of France

Ambassador of the United States

High Commission of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Others**Banro****Bateman Minerals and Metals****Centre for the Study of Economic Crime****Cobalt Metals Company****Compliance Institute****De Beers Group****DiamondWorks****Executive Outcomes****Fluxmans Attorneys****Grove Family Trust****International Institute of Security Studies****Kimberley Process Secretariat****Money Laundering Forum****Overseas Security Services****PricewaterhouseCoopers Forensic Services Division****Rand Afrikaans University****Rand Merchant Bank****SaferAfrica****STK Consulting****Tandan Holdings****Trans Hex****Ware Associates****University of South Africa at Pretoria****University of Witwatersrand/South African Institute for International Affairs****Uganda****Government officials****First Deputy Prime Minister****Acting Minister of Foreign Affairs****Minister of Defence****Chief of Staff of UPDF****Ministry of Tourism, Trade and Industry****Bank of Uganda**

Department of Geological Survey and Mines

Uganda Bureau of Statistics

Uganda Civil Aviation Authority

Uganda Coffee Development Authority

Uganda Revenue Authority

State representatives

Ambassador of Belgium

Ambassador of Denmark

Ambassador of France

High Commissioner of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Ambassador of the United States of America

Head of the Delegation of the European Union

International organizations

UNDP

UNICEF

World Bank

Others

Amnesty International

Judicial Commission of Inquiry

Saracen Uganda Ltd.

Uganda Debt Network

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Government officials

Ministry of Foreign Affairs

United States of America

Government officials

Department of Justice

State representatives

Belgian Deputy Minister of Foreign Affairs

Permanent Representatives to the United Nations, Security Council members and other Member States

International organizations**International Monetary Fund****Office of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict****UNDP****Forum on Forests****Office for the Coordination of Humanitarian Affairs****World Bank****Others****Human Rights Watch****Oxfam****Winston Strawn and Partners****Zambia****Others****Non-governmental organizations****Zimbabwe****Government officials****Ministry of Mines****State representatives****British High Commission****Others****Renaissance Bank****Dozer Parts**

Annex V**Abbreviations**

ADB	African Development Bank
ANC	Armée nationale congolaise (army of RCD-G movement)
APC	Armée patriotique congolaise (army of the RCD-ML rebel group)
ASECNA	Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar
CIDA	Canadian International Development Agency
CITES	Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora
coltan	columbo-tantalite
COMIEX	Compagnie mixte d'import-export
COSLEG	COMIEX-OSLEG joint venture
FAC	Forces armées congolaises
ex-FAR	former Forces armées rwandaises
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
Gécamines	Générale des carrières et des mines
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (German Government agency for technical cooperation)
ICAO	International Civil Aviation Organization
IMF	International Monetary Fund
KMC	Kababankola Mining Company
MIBA	Société minière de Bakwanga
MLC	Mouvement de libération congolais
MONUC	United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo
OECD	Organization for Economic Cooperation and Development
OKIMO	Office des Mines de Kilo-Moto
OSLEG	Operation Sovereign Legitimacy
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie (Rally for Congolese Democracy)
RCD-Congo	Rassemblement congolais pour la démocratie (newly formed rebel group made up of MLC and RCD-Goma dissidents)
RCD-Goma	Rassemblement congolais pour la démocratie, based in Goma
RCD-K/ML	Rassemblement congolais pour la démocratie — Mouvement de libération, initially based in Kisangani, now headquartered in Bunia

RCD-N	Rassemblement congolais pour la démocratie-National
RPA	Rwandan Patriotic Army
SADC	Southern African Development Community
SIDA	Swedish International Development Agency
SOMIGL	Société minière des Grands Lacs
SOCEBO	Société congolaise d'exploitation du bois
UDPS	Union pour la démocratie et le progrès social
UNDP	United Nations Development Programme
UNHCR	Office of the United Nations High Commissioner for Refugees
UNICEF	United Nations Children's Fund
UPDF	Uganda People's Defence Forces
USAID	United States Agency for International Development
WCO	World Customs Organization
ZDF	Zimbabwe Defence Forces

Le Fléau de l'Or
République Démocratique du Congo

Human Rights Watch

Le Fléau de l'Or

I. Resume.....	1
II. Recommandations	5
III. Méthodologie.....	9
IV. Contexte: Enrichissement des Élités	12
La signification de l'or.....	14
Les forces ougandaises pillent l'or du district du Haut Uélé, 1998-2002.....	16
Des groupes armés locaux luttent pour l'or de l'Ituri, 2002-2004.....	22
V. Abus contre les Droits Humains commis dans la Région des Mines d'Or de Mongbwalu.....	25
Massacres et autres abus commis par l'UPC et ses alliés	28
Massacre à Mongbwalu, novembre 2002.....	28
Massacre à Kilo, décembre 2002.....	32
Arrestations arbitraires, actes de torture et exécutions sommaires.....	34
Exploitation minière de l'or : exemples de travail forcé.....	36
Accroissement du commerce.....	38
Justice pour les crimes commis par l'UPC.....	39
Massacres et autres abus commis par le FNI, les FAPC et l'armée ougandaise.....	40
Massacre de Kilo, mars 2003	40
Responsabilité pour le massacre de Kilo en mars 2003.....	43
« La guerre de 48 heures », juin 2003 et les massacres qui ont suivi.....	44
La « chasse aux sorcières » contre les femmes hema et d'autres opposants.....	47
Meurtre de deux observateurs de la MONUC.....	50
Menace contre les défenseurs des droits humains et d'autres personnes qui dénoncent les abus	51
Arrestations arbitraires, actes de torture et travail forcé.....	53
Contrôle des mines d'or.....	56
VI. AngloGold Ashanti – le Début des Opérations d'Exploration de l'Or.....	63
Compétition pour les droits d'exploitation de l'or dans les mines de Mongbwalu	65
AngloGold Ashanti cherche à débiter les activités d'exploration à Mongbwalu, 2003.....	66
AngloGold Ashanti développe une relation avec le groupe armé FNI.....	70
AngloGold Ashanti tire bénéfice de sa relation avec le groupe armé FNI.....	74
Bénéfices pour le groupe armé FNI	78
Position d'AngloGold Ashanti concernant ses contacts avec le FNI	82
Incapacité à respecter les droits humains, les normes internationales et les critères en matière d'affaires.....	84

VII. Abus contre les Droits Humains dans les Mines d'Or de Durba et sur les Voies Commerciales	91
Exécutions sommaires perpétrées par le Commandant Jérôme, 2002-2004	93
Exécuter et torturer les opposants politiques présumés.....	95
Détenition arbitraire et torture	98
Tolérance pour les abus commis par les partenaires en affaires.....	101
Djalasiga : conflit continu sur les mines d'or.....	103
VIII. Commerce de l'or souille	106
Nouveau code minier congolais	107
Organisation du commerce de l'or via Butembo et Ariwara.....	109
Le Docteur Kisoni à Butembo	110
Omar Oria à Ariwara	114
Or congolais exporté vers l'Ouganda	116
Données chiffrées sur les exportations d'or en provenance de l'Ouganda	117
Commerçants en or à Kampala.....	119
Encouragement du gouvernement ougandais au commerce de l'or.....	121
Acheteurs d'or souillé.....	122
Suisse : or volatilisé ?.....	122
Metalor Technologies SA	125
IX. Initiatives Internationales pour Aborder le Problème de l'Exploitation des Ressources en RDC	130
Rapports du Panel d'experts des Nations unies sur l'exploitation illégale des ressources en RDC	130
Enquêtes sur les violations des principes directeurs de l'OCDE	133
Réponse des gouvernements régionaux	135
Commission Porter en Ouganda.....	135
Enquêtes rwandaises	136
Réponse du gouvernement de la RDC.....	137
MONUC	138
Institutions financières internationales	139
Cour pénale internationale.....	140
X. Conclusion	142
XI. Remerciements	143
XII. Appendices	144

Ce rapport a été rédigé en anglais et traduit en français. S'il existe des incohérences entre les versions anglaise et française de ce document, la version anglaise doit servir de référence. Ce rapport était exact à la date du 26 avril 2005.

I. Resume

« On est maudit à cause de notre or. On ne fait que souffrir. Il n'y a pas de profit pour nous. »

Chercheur d'or congolais.

La région située dans la partie Nord-Est de la République Démocratique du Congo abrite l'un des gisements aurifères les plus riches de toute l'Afrique. La compétition pour obtenir le contrôle des mines d'or et des routes qui permettent son commerce a nourri le conflit sanglant qui s'est emparé de la région avec le début, en 1998, de la guerre congolaise qui se poursuit aujourd'hui encore. Des soldats et des responsables de groupes armés qui perçoivent le contrôle des mines d'or comme un moyen de financer armes et pouvoir se sont opposés sans merci, prenant souvent pour cibles des civils lors de leurs affrontements. Les combattants placés sous leur commandement ont perpétré des massacres ethniques de grande ampleur, des exécutions, des actes de torture, des viols et des arrestations arbitraires, toutes ces exactions constituant de graves abus contre les droits humains et de graves violations du droit international humanitaire. Plus de 60 000 personnes sont mortes des suites directes de la violence dans cette seule partie du Congo. Au lieu d'apporter la prospérité aux habitants du Nord-Est du Congo, l'or s'est révélé être un fléau pour ceux qui ont la malchance de vivre dans cette partie du pays.

Ce rapport apporte des informations détaillées sur les abus contre les droits humains qui ont accompagné les efforts déployés pour obtenir le contrôle de deux zones minières clés, Mongbwalu (district d'Ituri) et Durba (district du Haut Uélé), toutes les deux frontalières de l'Ouganda.

Lorsque l'Ouganda, un belligérant de premier plan dans cette guerre, a occupé le Nord-Est du Congo de 1998 à 2003, ses soldats ont pris le contrôle direct des régions riches en or et ont contraint les mineurs à extraire l'or pour leur propre bénéfice. Ils ont battu et arrêté, de façon totalement arbitraire, ceux qui s'opposaient à leurs ordres. Ignorant totalement les règles de la guerre relatives à la conduite des armées d'occupation, ils se sont emparés d'environ une tonne d'or congolais d'une valeur estimée à plus de 9 millions USD. Les pratiques totalement irresponsables mises en œuvre dans l'exploitation des mines ont conduit en 1999 à l'effondrement de l'une des mines les plus importantes de la région, la mine de Gorumbwa, entraînant la mort de 100 personnes prises au piège dans les galeries et détruisant ainsi un moyen de subsistance important pour les habitants de cette région.

L'armée ougandaise s'est retirée du Congo en 2003, à la suite du Rwanda, autre belligérant de premier plan, qui s'était retiré l'année précédente. Chacun des deux pays a laissé derrière lui des groupes locaux, s'affrontant en leur nom, le Front des Nationalistes et Intégrationnistes (FNI) lié à l'Ouganda et l'Union hema des Patriotes Congolais (Union des Patriotes Congolais, UPC) soutenue par le Rwanda. Avec l'aide continue de leurs appuis étrangers, ces groupes armés locaux ont à leur tour combattu pour le contrôle des zones aurifères et des routes permettant le commerce du minerai. Dès qu'un groupe remportait le contrôle d'une zone riche en or, il se mettait très vite à exploiter les gisements. Le FNI et l'UPC ont livré cinq batailles pour arracher le contrôle de Mongbwalu, chacune accompagnée d'abus contre les droits humains de grande ampleur. Les chercheurs de Human Rights Watch ont recueilli des informations sur le massacre d'au moins 2 000 civils dans la seule région de Mongbwalu, entre juin 2002 et septembre 2004. Des dizaines de milliers de civils ont été contraints de quitter leur maison et de fuir dans la forêt pour échapper à leurs assaillants. Beaucoup de ces civils n'ont pas survécu.

En 2003, des négociations de paix conduites au niveau national ont abouti à l'installation d'un gouvernement de transition mais le Nord-Est du Congo est resté très instable et a échappé au contrôle du gouvernement central. Des entreprises multinationales ont néanmoins cherché à signer de nouveaux accords ou à redonner vie à d'anciens accords afin de débiter des opérations d'extraction de l'or et d'exploration dans les riches concessions aurifères du Nord-Est. L'une de ces entreprises, AngloGold Ashanti, l'un des plus importants producteurs d'or au monde a débuté ses activités d'exploration dans la zone aurifère de Mongbwalu. Suite à de précédentes tentatives pour entrer en contact avec le groupe armé UPC, les représentants d'AngloGold Ashanti ont établi des relations avec le FNI, un groupe armé qui contrôlait la région de Mongbwalu et était responsable de graves abus contre les droits humains dont des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. En échange des garanties offertes par le FNI sur la sécurité de ses opérations et de son personnel, AngloGold Ashanti a fourni un soutien logistique et financier – soutien qui a ensuite procuré des avantages politiques – au groupe armé et à ses responsables. La compagnie savait ou aurait dû savoir que le groupe armé FNI avait commis de graves abus contre les droits humains sur des civils et ne participait pas au gouvernement de transition.

En tant que compagnie affichant publiquement un engagement en faveur de la responsabilité sociale des grandes entreprises, AngloGold Ashanti aurait dû s'assurer que ses opérations se déroulaient précisément dans le respect de ces engagements et n'avaient pas un effet contraire sur les droits humains. La compagnie n'en a apparemment rien fait. Les considérations d'affaires l'ont emporté sur le respect des droits humains. Dans ses activités d'exploration à Mongbwalu, AngloGold Ashanti n'a

pas respecté ses propres principes relatifs aux droits humains et n'a pas suivi les normes internationales régissant le comportement des entreprises internationalement. Human Rights Watch n'a pas été en mesure d'identifier les mesures efficaces prises par la compagnie pour veiller à ce que ses activités n'aient pas un impact négatif sur les droits humains.

Lors d'autres opérations minières de petite envergure conduites pendant toute la durée du conflit, des groupes armés et leurs alliés en affaires ont utilisé les recettes tirées de la vente de l'or pour soutenir leurs activités militaires. Travaillant hors des circuits légaux, un réseau de commerçants a fait sortir du Congo et passer en Ouganda de l'or extrait par des mineurs artisanaux et par des mineurs travaillant sous la contrainte. En échange de leurs services, certains commerçants comptaient sur le soutien des combattants des groupes armés qui menaçaient, détenaient et même assassinaient leurs rivaux en affaires ou les personnes soupçonnées de ne pas honorer un contrat d'affaire. Ces commerçants ont vendu le minerai à des exportateurs basés en Ouganda qui l'ont eux ensuite vendu sur le marché mondial de l'or, une pratique qui a encore cours aujourd'hui.

En 2003, environ 60 millions USD d'or congolais ont été exportés d'Ouganda, la majeure partie à destination de la Suisse. L'une des compagnies achetant de l'or en Ouganda est Metalor Technologies, une raffinerie suisse de premier plan. La chaîne des intermédiaires congolais, commerçants ougandais et entreprises multinationales constitue un important réseau de financement pour les groupes armés qui opèrent dans le Nord-Est du Congo. Metalor savait, ou aurait dû savoir, que l'or acheté à ses fournisseurs en Ouganda provenait d'une zone de conflit dans le Nord-Est de la RDC où les droits humains sont bafoués de façon systématique. L'entreprise aurait dû envisager si le rôle qu'elle jouait en achetant de l'or à ses fournisseurs en Ouganda était compatible avec les dispositions relatives aux droits humains. Elle aurait également dû examiner sa chaîne d'approvisionnement pour vérifier que des normes éthiques acceptables étaient mises en œuvre. Par ses achats d'or réalisés en Ouganda, Metalor Technologies a pu indirectement contribuer à alimenter un flux financier au profit de groupes armés responsables d'abus contre les droits humains de grande ampleur.

La communauté internationale n'a pas réussi à aborder efficacement le lien entre exploitation des ressources et conflit au Congo. Après trois années d'enquête sur ce lien, un panel d'experts des Nations unies (ONU) a affirmé que le retrait des armées étrangères du Congo ne mettrait très probablement pas fin au cycle conflit et exploitation des ressources. Cependant, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas mis en place de mécanisme de suivi des recommandations de ce panel. Le commerce de l'or n'est qu'un exemple d'une tendance plus importante qui voit la compétition pour les ressources naturelles entraîner des abus contre les droits humains dans les régions riches

en minerais, partout au Congo. Le lien entre conflit et exploitation des ressources soulève des questions plus larges sur la responsabilité des grandes entreprises dans les pays en développement. Compte tenu des allégations inquiétantes décrites dans les rapports du panel d'experts des Nations unies et dans ce rapport, il est impératif que des mesures additionnelles soient prises pour traiter de la question ressources naturelles et conflit au Congo et ailleurs.

Pour préparer ce rapport, les chercheurs de Human Rights Watch ont interrogé plus de 150 personnes dont des victimes, des témoins, des chercheurs d'or, des commerçants en or, des exportateurs d'or, des douaniers, des responsables de groupes armés, des représentants de gouvernements et des responsables d'institutions financières internationales au Congo, en Ouganda et en Europe, en 2004 et 2005. Les chercheurs de Human Rights Watch ont également rencontré des représentants d'AngloGold Ashanti et de Metalor Technologies et ont communiqué par écrit avec ces personnes.

Nous souhaitons exprimer nos remerciements à nos collègues congolais de Justice Plus ainsi qu'à d'autres personnes que nous ne pouvons nommer pour des raisons de sécurité pour l'aide et le soutien qu'ils ont apportés à notre recherche. Ces personnes risquent leur vie pour défendre les droits des autres. Leur courage et leur engagement forcent notre admiration.

IV. Contexte: Enrichissement des Élités

L'or, l'une des ressources les plus lucratives du Congo, pourrait contribuer à la reconstruction financière après une guerre qui a coûté des millions de vies et laissé un nombre incalculable de personnes supplémentaires dans la pauvreté la plus extrême. Cependant, au cours des dernières années, l'or n'a fait qu'enrichir quelques heureux privilégiés, beaucoup ayant obtenu par la force le contrôle qu'ils exercent sur les ressources aurifères. L'or n'a que peu contribué à la prospérité d'ensemble du pays et a, au contraire, représenté un fléau pour ceux qui ont la malchance de vivre dans les régions où il est découvert.

En 1996, les forces rwandaises et ougandaises ont envahi le Congo, chassé le président, Mobutu Sese Seko, depuis longtemps au pouvoir et installé à sa place Laurent Désiré Kabila. En juillet 1998, Kabila a tenté d'expulser les troupes rwandaises mais au lieu de cela, ces dernières aidées par les forces ougandaises ont entraîné le gouvernement Kabila dans la seconde guerre du Congo qui a fini par impliquer le Zimbabwe, l'Angola, la Namibie (soutenant Kabila) et le Burundi (allié des Rwandais et des Ougandais). Souvent qualifié de première guerre mondiale africaine, ce conflit a entraîné la mort de 3,5 millions de personnes, pour une grande majorité dans le Nord-Est du Congo. Parmi les victimes se trouvaient de nombreuses personnes déplacées qui sont mortes des suites des intempéries, de la faim ou du manque d'assistance médicale.¹ Un premier accord de paix, signé à Lusaka en 1999, a eu peu d'effets mais les Nations unies ont accepté de constituer une force de maintien de la paix désignée sous le nom de Mission de l'Organisation des Nations unies en République Démocratique du Congo (MONUC) en novembre 1999. En réponse à des pressions internationales continues, le gouvernement national et les principaux mouvements rebelles ont finalement signé à Sun City, en avril 2002, un accord portant sur le partage du pouvoir qui permettait l'établissement d'un Accord de paix global et inclusif. Ce dernier a conduit à la constitution d'un gouvernement de transition en juin 2003. En dépit de cet accord et d'autres accords bilatéraux et régionaux sur la sécurité, l'insécurité s'est maintenue dans de vastes parties de l'Est du Congo.

La guerre dans le Nord-Est du Congo, spécifiquement en Ituri, est issue plus largement de la guerre congolaise et s'est transformée en un tissu complexe de conflits locaux, nationaux et régionaux. Cette guerre a pris de l'ampleur lorsque l'armée ougandaise, qui

¹ International Rescue Committee et Burnet Institute, *Mortality in the Democratic Republic of Congo: Results from a Nationwide Survey*, décembre 2004.

occupait la région et des groupes rebelles nationaux avides d'étendre la base de leur pouvoir ont exacerbé un différend foncier local, en 1999, entre les groupes ethniques hema et lendu. La disponibilité d'un soutien politique et militaire offert par des acteurs extérieurs, en particulier l'Ouganda et le Rwanda ainsi que la montée de sentiments extrémistes ont encouragé les responsables locaux en Ituri à former des mouvements plus structurés. Des groupes armés sont nés, généralement sur la base de loyautés ethniques dont l'UPC², un groupe composé majoritairement d'Hema du Nord, le FNI³ majoritairement lendu, le PUSIC, composé majoritairement d'Hema du Sud et les FAPC⁴ à la composition plus mélangée. Chacun de ces groupes a reçu le soutien militaire et politique des gouvernements soit congolais⁵, soit ougandais, soit rwandais à des moments divers, faisant ainsi de l'Ituri un champ de bataille pour la guerre qui les opposait.⁶

Entre 2002 et 2004, ces groupes armés en Ituri ont tenté de se faire reconnaître sur la scène internationale, espérant des postes dans le gouvernement de transition basé à Kinshasa et dans la nouvelle armée intégrée. Au milieu de ce désordre, les responsables des milices locales ont fréquemment modifié leurs alliances entre eux et avec d'autres soutiens, au gré de leurs intérêts. Ils ont tenté de contrôler d'énormes portions de territoire et des sites stratégiques, notamment des mines d'or et des postes frontières très lucratifs afin d'accroître l'importance de leur mouvement. Les sites stratégiques fournissaient également aux groupes armés une source de financement très recherchée et leur permettaient d'obtenir les faveurs des puissances les soutenant. Un rapport spécial des Nations unies sur les événements en Ituri publié en juillet 2004 soulignait que la compétition que se livraient les groupes armés pour le contrôle des ressources naturelles, en particulier l'or, était un facteur majeur dans la prolongation de la crise en Ituri.⁷

² Le groupe des Hema du Nord est souvent désigné par le nom de Gegere, un sous-clan des Hema.

³ Ceci a inclus temporairement le groupe lendu du Sud connu sous le nom de Ngiti qui avait formé la milice FRPI.

⁴ Un autre groupe, les Forces Populaires pour la Démocratie au Congo (FPDC) a également vu le jour mais il n'a joué qu'un rôle mineur. Le PUSIC n'était pas actif dans les zones minières de Mongbwalu et Durba et n'est donc que peu mentionné dans ce rapport.

⁵ Le gouvernement de Kinshasa antérieur à la transition a offert son assistance avant la mi-2003 mais un soutien se serait maintenu de la part de certaines composantes du gouvernement de transition après la mi-2003.

⁶ Human Rights Watch, « Ituri : 'couvert de sang' – Violence ciblée sur certaines ethnies dans le Nord-Est de la RDC », *un rapport*, juillet 2003.

⁷ Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité, « Special Report on the Events in Ituri January 2002 – December 2003 », juillet 16 2004, p. 5.

La signification de l'or

L'or a été découvert pour la première fois dans la rivière Agola, au Nord-Est du Congo, en 1903, par deux prospecteurs australiens. Ils ont baptisé la zone du nom du chef local, Kilo⁸ et peu de temps après, ils ont fait une découverte similaire dans la rivière Moto, juste au nord d'où le nom de Kilo-Moto. L'exploitation de l'or a débuté en 1905 et s'est poursuivie sur une échelle de plus en plus importante. Au cours de la première moitié du vingtième siècle, les entrepreneurs coloniaux ont exploité l'or par l'intermédiaire de compagnies privées qui ont introduit une exploitation minière à grande échelle ou industrielle. Après l'indépendance en 1960, l'Etat a nationalisé bon nombre de ces compagnies, notamment en 1966, la Société des mines d'or de Kilo-Moto (SOKIMO) qui exploitait les veines du Nord-Est du Congo. L'Etat a accordé la vaste concession de SOKIMO, dans les districts d'Ituri et du Haut Uélé de la Province orientale, à un nouvel Office national des mines d'or de Kilo-Moto (OKIMO). A ce jour, les responsables d'OKIMO estiment que plus de 400 tonnes d'or ont été extraites de leur concession et que bien davantage encore restent disponibles même s'il n'existe pas d'estimation quantitative précise.⁹ De nombreux experts miniers sont d'accord pour dire que la concession d'OKIMO est l'une des plus prometteuses réserves d'or non exploitées en Afrique et potentiellement la plus importante d'entre elles.¹⁰ Au début des années 90, OKIMO a conclu des accords avec de grandes sociétés multinationales pour que soient exploitées les vastes mines du Nord-Est du Congo en utilisant des méthodes industrielles (évoquées plus bas). OKIMO a également autorisé des mineurs locaux à exploiter d'autres zones par des méthodes artisanales.

En 2000, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est dit préoccupé par le fait que les ressources naturelles du Congo telles que l'or, les diamants et d'autres minerais alimentaient cette guerre meurtrière. Le Conseil a nommé un panel d'experts¹¹ pour examiner cette question. Ce dernier a produit quatre rapports distincts entre avril 2001 et octobre 2003.¹² Dans ces séries de rapports, le panel d'experts des Nations unies faisait état de l'enrichissement, grâce aux ressources congolaises, d'officiers des armées

⁸ Le chef local s'appelait en fait Krilo mais les Australiens ont cru que son nom était Kilo.

⁹ Pasteur Cosma Wilingula Balongelwa, Directeur général d'OKIMO, "Written Presentation on OKIMO", Kinshasa, 31 janvier 2004.

¹⁰ Entretiens conduits par Human Rights Watch avec des experts de l'industrie minière de l'or, Bunia, Kampala, Londres, février – mai 2004. Les experts de cette industrie utilisent le terme de « dépôt de minerai » plutôt que le terme courant de réserve en or.

¹¹ Connue sous le nom de Panel d'experts des Nations unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République Démocratique du Congo, désigné ensuite par le nom de Panel d'experts des Nations unies.

¹² Voir les rapports du Panel d'experts des Nations unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République Démocratique du Congo, 12 avril 2001 (S/2001/357), 22 mai 2002 (S/2002/565), 16 octobre 2002 (S/2002/1146), 23 octobre 2003 (S/2003/1027) plus autres addenda.

rwandaise, ougandaise et zimbabwéenne. Il mentionnait également l'enrichissement des membres de l'élite congolaise. Ces experts ont montré comment l'extraction de ces ressources avait contribué au financement des groupes armés, alimentant ainsi la guerre. Ils ont par la suite recueilli des informations sur la façon dont les minerais congolais étaient injectés dans les réseaux du commerce mondial. Le panel a conclu dans son rapport d'octobre 2002 que le retrait des armées étrangères ne mettrait pas fin à l'exploitation des ressources parce que les élites avaient créé une économie de guerre capable de s'autofinancer.¹³

En 2002, suite à de fortes pressions internationales, en partie à cause des rapports du panel des Nations unies, les gouvernements rwandais et ougandais ont accepté de retirer leurs soldats du Congo. L'Ouganda s'est ensuite entendu avec le gouvernement congolais pour maintenir certaines forces dans le Nord-Est du Congo jusqu'en 2003 lorsque s'est retiré son dernier soldat.

Ce rapport, centré sur le contrôle de l'or dans le Nord-Est du Congo montre que le mécanisme d'exploitation des ressources naturelles décrit par le panel d'experts des Nations unies est de fait toujours en vigueur, entraînant des abus de grande ampleur commis contre les droits humains. Le commerce de l'or n'est qu'un exemple d'une tendance plus importante qui voit la compétition pour les ressources naturelles entraîner des abus contre les droits humains dans les régions riches en minerais, partout au Congo.

¹³ Ibid., Rapport du panel des Nations unies (S/2002/1146), 16 octobre 2002.



Mineurs travaillant dans la mine d'or à puit ouvert de Durba. © 2004 Marcus Bleasdale.

Les forces ougandaises pillent l'or du district du Haut Uélé, 1998-2002

En août 1998, peu de temps après le début de la seconde guerre congolaise, les troupes ougandaises ont occupé les régions riches en or du Haut Uélé, notamment la ville de Durba (territoire de Watsa, district du Haut Uélé, province orientale) qui abrite trois importantes mines d'or : Gorumbwa, Durba et Agbarabo. Selon les estimations des ingénieurs et des géologues familiers de la zone, environ une tonne d'or a été extraite de cette région pendant les quatre années d'occupation ougandaise.¹⁴ Sur la base des prix pratiqués à l'époque, ceci représenterait environ 9 millions USD.

Les troupes ougandaises apportaient leur soutien à l'avancée de leurs alliés congolais, le mouvement rebelle du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) et le Mouvement pour la Libération du Congo (MLC) mais selon des observateurs locaux, les Ougandais ont essentiellement pris Durba pour les richesses qu'offrait cette ville. Quelques semaines après le début de la deuxième guerre, les forces rebelles du RCD soutenues par les Rwandais et les Ougandais ont rapidement annoncé leur « contrôle sur les mines OKIMO » et par le biais d'une décision écrite, ces forces ont interdit toute

¹⁴ Entretien conduit par Human Rights Watch avec des ingénieurs et géologues d'OKIMO, Durba, 13 mai 2004. Les estimations s'appuient sur des observations et un suivi réguliers.

activité minière illicite, affirmant que le RCD allait « réorganiser économiquement le territoire sous son contrôle. »¹⁵ A Durba, un témoin ayant assisté à l'entrée de l'armée ougandaise a déclaré : « Les Ougandais n'étaient là que pour l'or ... Il n'y avait pas de raison militaire [à leur présence] et ils n'ont livré aucune bataille ici. »¹⁶ Les responsables de l'agence d'Etat chargée de l'exploitation des mines d'or, OKIMO, avaient reçu la responsabilité des mines de Durba après la fuite du personnel expatrié de Barrick Gold Corporation, une compagnie minière détentrice d'une concession d'OKIMO. Un ancien employé d'OKIMO présent lors de l'arrivée des Ougandais a déclaré : « Nous avons compris qu'ils n'étaient venus dans notre région que par intérêt économique. Dès leur arrivée, ils étaient plus intéressés par OKIMO que par tout autre chose. »¹⁷

Pendant les premiers jours de l'occupation, les soldats ougandais, notamment un officier ougandais du nom de Major Sonko, sont arrivés par hélicoptère afin de tenter de lancer la production d'or.¹⁸ La gestion des mines sur une échelle industrielle s'étant révélée trop difficile et trop coûteuse, les soldats ougandais décidèrent d'avoir recours à la technique artisanale des orpailleurs bien que la loi minière congolaise interdise à de tels mineurs de travailler dans des mines industrielles et limite leur activité à des sites de plus petite taille. Selon un ancien employé d'OKIMO, la décision d'obtenir rapidement de l'or à faible coût en ayant recours aux orpailleurs a conduit à la mise en œuvre de pratiques risquées qui finirent par détruire la mine de Gorumbwa, la plus importante de la région.¹⁹

Des sources locales ont affirmé que le lieutenant ougandais, David Okumu avait donné l'ordre initial de débiter les opérations minières à Gorumbwa.²⁰ Selon un rapport préparé par des responsables d'OKIMO qui apporte des détails supplémentaires, les soldats ougandais ont pris en charge la sécurité de la mine, chassant les gardes d'OKIMO et la police locale afin de pouvoir profiter de la mine d'or.²¹ Les mineurs locaux sont allés travailler dans les mines même s'ils devaient payer un droit d'entrée aux soldats ougandais ou leur laisser en partant une partie de l'or qu'ils avaient extrait. Des témoins ont rapporté que les soldats ougandais battaient les mineurs locaux qui

¹⁵ Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), cabinet du coordinateur, décision No. 004/RCD/CD/LB/98, Goma, 28 octobre 1998.

¹⁶ Entretien conduit par Human Rights Watch, Durba, 11 mai 2004.

¹⁷ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un employé d'OKIMO, Durba, 13 mai 2004.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Entretiens conduits par Human Rights Watch avec des mineurs congolais et d'autres sources, Durba et Watsa, 10-13 mai 2004.

²¹ Mémorandum interne d'OKIMO au Management général, "La sécurité au Groupe d'Exploitation Moto", 17 mars, 2000. Détails supplémentaires également fournis dans des notes internes d'OKIMO du 9 septembre 1999 et du 29 mai 2000. Documents archivés à Human Rights Watch. Voir également William Wallis, "Warlords and Adventurers in Scrambles for Riches," *Financial Times*, 15 juillet 2003.

refusaient de travailler dans ces conditions ou qui ne parvenaient pas à extraire la quantité de minerai requise.²² Pour accélérer l'extraction du minerai, les soldats ougandais ont ordonné aux mineurs d'utiliser des explosifs dérobés dans les stocks d'OKIMO. Des habitants du coin ont affirmé qu'il y avait eu plus de 50 explosions dans les mines pendant le mois de décembre 1999, certaines suffisamment violentes pour faire trembler les habitations situées à proximité. Les piliers de roche soutenant le plafond dans la mine ont même été soufflés afin d'en extraire le minerai qu'ils auraient pu contenir.²³

A plusieurs occasions, les responsables d'OKIMO ont protesté auprès des commandants de l'armée ougandaise au sujet de l'exploitation illégale de la mine, du vol de carburant et d'explosifs dans leur stock et des dommages possibles causés par les explosions dans les mines.²⁴ Les soldats ougandais ont battu, arrêté et menacé certains des protestataires. Le lieutenant Okumu a arrêté le directeur local d'OKIMO, Samduo Tango et l'a fait battre en public. Un témoin de la scène a déclaré :

[Samduo Tango] a été arrêté et emmené aux Bruns [une maison sur la concession OKIMO] par le commandant Okumu. Et il a été battu. Il protestait contre la façon dont les Ougandais faisaient les choses. Cela s'est passé quelques mois après l'arrivée des Ougandais. Ils ont aussi battu d'autres ouvriers qui n'étaient pas d'accord avec eux. Samduo a dû payer pour être libéré et après, il a pris la fuite. Une autre personne qui a été battue, c'est Aveto parce qu'il a vu les Ougandais prendre de la dynamite dans l'entrepôt. Il a été arrêté avec Samduo et a aussi été battu en public. Le commandant Okumu les a lui-même battus et il a demandé à d'autres soldats de les battre aussi. J'ai vu tout ça de mes propres yeux.²⁵

Un autre responsable d'OKIMO a affirmé à un chercheur de Human Rights Watch :

J'ai eu de nombreuses réunions avec [le Commandant Okumu] pour lui faire comprendre qu'ils ne devaient pas détruire la mine. Mais ces réunions ne faisaient qu'augmenter le danger pour nous. J'ai moi-même

²² Entretien conduit par Human Rights Watch, Durba, 13 mai 2004.

²³ Ibid., Mémoire interne d'OKIMO, 17 mars 2000. Voir aussi un entretien conduit par Human Rights Watch avec un ingénieur d'OKIMO, Durba, 13 mai 2004.

²⁴ Ibid., Mémoire interne d'OKIMO, 17 mars 2000.

²⁵ Entretien conduit par Human Rights Watch, Durba, 13 mai 2004.

été menacé à cause de tout ça. Une fois j'ai été emmené dans leur camp militaire pour être interrogé.²⁶

Le lieutenant Okumu a quitté la région de Durba, début 1999 mais d'autres commandants ougandais se sont comportés de façon similaire et n'ont rien entrepris pour faire cesser l'exploitation minière illégale. En juin 1999, des responsables d'OKIMO ont de nouveau fait état de la situation et ont demandé au Commandant Sula basé à Isiro d'intervenir. Il a ignoré la requête et peu de temps après, l'officier ougandais, Freddy Ziwa, basé à Durba a arrêté l'un des responsables d'OKIMO.²⁷ Selon un mémorandum interne d'OKIMO, le Commandant Sula a rencontré des mineurs locaux et des soldats ougandais le 12 juillet 1999 à Durba et leur a ordonné d'organiser une exploitation minière plus extensive dans la concession OKIMO. Le 29 juillet 1999, des orpailleurs et des soldats ougandais ont commencé à travailler dans la seconde mine de la région par sa taille, celle de Durba.²⁸ Les mineurs auraient été conduits sur le site dans des véhicules de l'armée.²⁹

En décembre 1999, des responsables d'OKIMO ont rencontré deux autres officiers de l'armée ougandaise très impliqués dans l'exploitation de la mine, les commandants Bob et Peter Kashilingi. Ils ont cherché à mettre un terme à l'exploitation de la mine et ont prévenu que la mine de Gorumbwa pouvait s'effondrer si on ne cessait pas de faire sauter les piliers de soutien. Selon les responsables d'OKIMO, les commandants ougandais n'ont pris aucune mesure en ce sens.³⁰

Fin 1999, la mine de Gorumbwa s'est effondrée tuant 100 mineurs pris au piège des galeries et provoquant des inondations dans la région.³¹ Selon un ingénieur local :

L'armée ougandaise est responsable de la destruction de la mine de Gorumbwa. Ils ont commencé à faire sauter les piliers. Ils faisaient ça de façon désordonnée et sur de nombreux piliers. Des gens ont été tués quand la mine a fini par s'effondrer. Ce n'est pas leur pays alors ils se

²⁶ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un employé d'OKIMO, Durba, 13 mai 2004.

²⁷ Ibid., Mémorandum interne d'OKIMO, 17 mars 2000.

²⁸ Ibid.

²⁹ Ibid.

³⁰ Entretien conduit par Human Rights Watch, Durba, 13 mai 2004. Voir également le Mémorandum interne d'OKIMO, 17 mars 2000.

³¹ Ibid, Wallis, "Warlords and adventurers in scrambles for riches".

moquaient de cette destruction. Ils promettaient tout le temps qu'ils allaient aider à consolider la mine mais ils ne l'ont jamais fait.³²

Un autre ingénieur qui a perdu son travail avec l'effondrement de la mine a expliqué : « La mine de Gorumbwa était la plus importante. Elle a été ruinée par les Ougandais et ceci a stoppé le développement ici. Cela a causé une dégradation sociale. »³³

En décembre 1998, une épidémie de fièvre hémorragique de Marburg a tué plus de cinquante personnes à Durba, des mineurs pour la plupart. Le point de départ aurait été la mine de Gorumbwa.³⁴ Selon une équipe d'experts médicaux envoyés dans la région par les Nations unies plusieurs mois plus tard, le manque d'hygiène dans la mine de Gorumbwa a accru le risque de contamination chez les mineurs.³⁵

Les soldats ougandais n'avaient pas autorité pour extraire l'or des mines de la région de Durba. Conscients peut-être du caractère illégal de leur exploitation, ils ont cherché une fois, en mai 1999, à donner un semblant de légitimité à leurs activités. Par le biais de leur intermédiaire local congolais, le RCD, le commandant local de la brigade congolaise, Mbanga Buloba, a tenu une réunion remettant en question le fait qu'OKIMO détenait le droit légal d'exploitation des mines de la région et affirmant que c'était à la nouvelle administration rebelle que revenait le droit de gérer l'exploitation artisanale. L'effort, décrit par un responsable d'OKIMO dans un mémorandum, n'a abouti à rien.³⁶

Les soldats ougandais n'étaient pas non plus soumis à un impératif militaire qui aurait pu justifier l'exploitation ou la destruction des mines d'or de la région de Durba. En tant que puissance d'occupation, ils étaient responsables, selon le droit international, de la protection des biens civils et des biens nationaux non-militaires, notamment les mines. Ils avaient pour obligation de les maintenir en état. Leur exploitation systématique et abusive des mines d'or a signifié une perte immédiate de biens nationaux. La destruction de l'infrastructure et les dommages causés à la mine de Gorumbwa ont diminué la valeur

³² Entretien conduit par Human Rights Watch avec un ingénieur, Durba, 13 mai 2004.

³³ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un ancien ingénieur, Durba, 11 mai 2004.

³⁴ Entretien conduit par Human Rights Watch, Watsa, 12 mai 2004. La fièvre de Marburg avait déjà frappé la région en 1992, 1994 et 1997. Voir également les articles médicaux du Dr Matthias Borchert.

³⁵ Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, "Rapport de mission du conseiller humanitaire : épidémie de fièvre hémorragique de Durba/Province Orientale," Mai 1999. Voir également un entretien conduit par Human Rights Watch avec un professionnel de la santé, Watsa, 13 mai, 2004.

³⁶ Ibid., Mémorandum interne d'OKIMO, 17 mars 2000.

des biens nationaux pour une utilisation future, le tout en violation du droit international.³⁷

En 2001, le Panel d'experts des Nations unies sur l'exploitation illégale des ressources en RDC a fait état de l'implication d'officiers ougandais dans les activités minières à Durba.³⁸ Les rapports du panel ont été suivis en 2002 par la constitution d'une commission judiciaire d'enquête nommée par le gouvernement ougandais et dirigée par le Juge David Porter, communément désignée par le nom de Commission Porter. La mission de cette commission était de répondre aux allégations avancées par le panel.³⁹ La Commission Porter a interrogé divers officiers ougandais quant à leur implication dans des activités minières illégales à Durba, notamment le Lieutenant Okumu, le Major Sonko et le Lieutenant Colonel Mugeny entre autres. Tous ont nié avoir pris part à de telles activités. La Commission Porter a découvert que les officiers mentaient et a déclaré qu'il y avait eu, au sein de l'UPDF, une tentative « d'étouffement » de l'affaire afin de dissimuler l'étendue de ces activités.⁴⁰

En dépit des conclusions de la Commission Porter, aucun officier responsable des pillages cruels pratiqués sur une vaste échelle n'a été arrêté. Aucun dédommagement n'a été offert à OKIMO ou à l'Etat congolais pour de telles activités. En septembre 2004, le gouvernement de la RDC a demandé 16 millions USD au gouvernement ougandais en compensation du pillage des ressources naturelles par ses forces alors qu'elles occupaient certaines parties de la RDC, en violation du droit international.⁴¹ Dans certains journaux, des représentants du gouvernement ougandais ont reconnu une certaine responsabilité dans les meurtres, le pillage, les dommages infligés par leurs troupes à la RDC mais ils ne se sont pas engagés à verser des compensations, affirmant que le montant requis était « colossal. »⁴²

En 2002, sous la pression internationale, les forces ougandaises ont commencé à se retirer de certaines parties de la RDC et ont déplacé leurs troupes de Durba, laissant la région aux mains d'une faction dissidente du RCD originel, connue celle-ci sous le nom

³⁷ Article 55 des Règlements de la Haye (Convention IV) concernant les Lois et coutumes de la guerre sur terre et son annexe : règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, La Haye, 18 octobre 1907.

³⁸ Rapport du Panel d'experts (S/2001/357), 12 avril 2001, p. 11.

³⁹ « Rapport final de la Commission judiciaire d'enquête sur les allégations relatives à l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse en République Démocratique du Congo (mai 2001 – novembre 2002) », novembre 2002. Ci-après il sera appelé « Rapport de la Commission Porter »

⁴⁰ Ibid., p. 69 et 70.

⁴¹ Article 55 des Règlements de la Haye (Convention IV).

⁴² David Musoke et A. Mutumba-Lule, "DRC Wants \$16 billion for Plunder by Uganda, Rwanda," *East African*, 27 septembre 2004.

de RCD-ML et de son bras armé, l'Armée du Peuple Congalais (APC). Après les accords de Sun City en 2002, le RCD-ML s'est également allié avec le gouvernement national. Au cours des deux années suivantes, cette région riche en mines d'or a changé de mains plusieurs fois, passant de mouvements nationaux rivaux à des groupes armés locaux. Chaque fois une constante demeurait. « Chaque fois qu'il y avait un changement de groupe armé », a déclaré un témoin, « la première chose qu'ils faisaient c'était de commencer à creuser pour trouver de l'or. »⁴³ Avec l'établissement du gouvernement transitoire mi-2003, Kinshasa aurait réaffirmé son contrôle sur la région mais en fait, des militaires autrefois rebelles ont continué à jouer un rôle dans l'exploitation de l'or bien qu'ils aient déclaré appartenir maintenant à une nouvelle armée nationale intégrée.⁴⁴

Des groupes armés locaux luttent pour l'or de l'Ituri, 2002-2004

Avec le retrait de l'intégralité ou presque des soldats rwandais et ougandais de l'Est du Congo en 2002 et 2003, des groupes armés locaux sont devenus les principaux rivaux directs pour le contrôle des régions riches en or. Dans le district d'Ituri, les plus importants de ces groupes étaient affiliés soit aux Hema, soit au Lendu, des groupes ethniques qui s'opposaient depuis 1999 sur des questions foncières et de droit de pêche.⁴⁵ Le conflit ethnique se mêlant à la lutte pour l'or, les combats dans le district d'Ituri ont impliqué un nombre beaucoup plus élevé de civils que ce ne fut le cas autour de Durba, dans le district du Haut Uélé. Les deux régions disposaient de mines d'or significatives mais Durba a connu moins de tensions ethniques historiques entre Hema et Lendu. Le contrôle de sites riches en or garantissait aux responsables de groupes armés les moyens pour acheter des armes et d'autres matériaux utiles à la poursuite du conflit. Un tel contrôle conférait également aux responsables une importance politique, augmentant la probabilité qu'ils obtiennent une certaine reconnaissance et des postes convoités au niveau national.⁴⁶

Bien que des groupes armés locaux aient gagné le devant de la scène et soient devenus des acteurs majeurs, les soldats ougandais et rwandais ont continué à jouer un rôle, fournissant armes et conseils aux responsables de ces groupes armés, parfois directement, parfois par l'intermédiaire de l'un ou l'autre des mouvements rebelles congolais avec lesquels ils étaient alliés. Ces seconds rôles avaient une mission propre et étaient disposés à modifier les alliances établies avec les acteurs locaux au fur et à mesure

⁴³ Entretien conduit par Human Rights Watch, Durba, 13 mai 2004.

⁴⁴ Entretiens conduits par Human Rights Watch, Durba et Watsa, 11-13 mai 2004.

⁴⁵ Human Rights Watch, « Couvert de sang », « L'Ouganda dans l'est de la République Démocratique du Congo : alimenter les conflits politiques et ethniques », *rapport*, mars 2001 et « Chaos dans l'est du Congo : nécessité d'une action immédiate des Nations Unies », *Document de présentation*, octobre 2002.

⁴⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, *Special Report on the Events in Ituri*, 16 juillet 2004, p. 5.

des changements de situation. En 2002, le Rwanda et l'Ouganda se sont brouillés, une rupture mise en évidence par les combats entre leurs forces à Kisangani en mai 2002. Cette division a ajouté une complexité supplémentaire à la dynamique des alliances locales, offrant parfois de nouvelles opportunités aux groupes locaux pour qu'ils opposent l'une des puissances les soutenant à une autre. Un troisième groupe armé ethniquement mixte, les FAPC, conduit par le commandant Jérôme Kakwavu, un Tutsi congolais et ancien commandant du RCD-ML, a rejoint la lutte du côté des Hema. Les groupes armés locaux, les mouvements rebelles, le Rwanda et l'Ouganda géraient tous des intérêts multiples mais le désir de contrôler l'or figurait toujours à une place de choix.

Au cours de cette période, le gouvernement congolais avait peu d'influence en Ituri, laissant largement son allié, le RCD-ML gérer les affaires locales. Lors d'une tentative de la communauté internationale pour trouver une solution politique aux affrontements ayant cours en Ituri, les Nations unies ont présidé un dialogue entre le gouvernement congolais, les groupes armés et le gouvernement ougandais. Ceci a conduit à l'établissement d'une Administration intérimaire ad hoc de l'Ituri (AII) en avril 2003. Lorsque cette instance s'est révélée inefficace, le gouvernement national et la MONUC ont fait pression en mai 2003 sur les représentants de six groupes armés afin qu'ils s'engagent par écrit à coopérer au processus de paix. Le Commissaire aux affaires étrangères du FNI a manifesté son intention de ne pas respecter l'engagement en déclarant : « Nous sommes forcés de signer le document. Il ne signifie rien pour nous. »⁴⁷ Des responsables d'autres groupes étaient apparemment animés d'un sentiment similaire et les combats se sont poursuivis depuis entre les milices elles-mêmes et entre les milices et les forces de maintien de la paix de la MONUC. En février 2005, après le meurtre d'autres soldats de maintien de la paix des Nations unies en Ituri, la MONUC a réitéré ses pressions sur les groupes armés. Certains des responsables des milices ont de nouveau déclaré qu'ils étaient prêts à participer à des opérations de désarmement même si au moment de la rédaction de ce rapport, il n'était pas clair s'ils allaient cette fois-ci respecter leurs engagements.

Faiblement financée par la communauté internationale et ne bénéficiant pas du soutien de la MONUC, l'administration intérimaire a accompli peu de choses et a été dissoute en juin 2004. Le gouvernement de transition a rétabli les structures administratives locales et a nommé des administrateurs ayant peu ou pas de liens avec les groupes armés. Les nouveaux fonctionnaires n'étaient pas payés dans l'ensemble et ne disposaient pas des moyens pour exercer un contrôle sur les groupes armés. Lors d'une tentative pour

⁴⁷ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Floribert Njabu, Président du FNI et Lonu Lonema, commissaire aux affaires étrangères du FNI, Kampala, 3 juillet 2004.

résoudre les problèmes de sécurité, le Président Joseph Kabila, qui a succédé à son père, Laurent Kabila décédé en 2001, a signé un décret fin 2004 accordant des postes de généraux dans la nouvelle armée congolaise intégrée à six chefs de groupes armés d'Ituri ainsi que des postes de lieutenants colonels, colonels et majors à trente-deux autres membres des milices. En dépit des divisions au sein du gouvernement de transition au sujet des ces nominations, les généraux ont rejoint les rangs de l'armée en janvier 2005. Le gouvernement n'a fourni aucune garantie sur le fait que les généraux nouvellement nommés ne seraient pas renvoyés en Ituri. Il ne s'est pas non plus engagé à lancer des enquêtes judiciaires sur les graves allégations mentionnant de possibles crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par les responsables nouvellement nommés. L'intégration de criminels de guerre présumés dans l'armée, à des postes de haut rang a été dénoncée par Human Rights Watch et par des diplomates internationaux.⁴⁸ Après le meurtre de neuf soldats de maintien de la paix des Nations unies en Ituri en février 2005, le gouvernement de transition a arrêté Floribert Njabu, Thomas Lubanga et une poignée d'autres commandants de haut rang en Ituri. Cependant, au moment de la rédaction de ce rapport, ils n'ont encore été accusés d'aucun crime ni été traduits en justice.

⁴⁸ Voir Human Rights Watch, « RDC: l'armée ne doit pas nommer des criminels de guerre », *communiqué de presse*, 14 janvier 2004.

soit déterminée leur inéligibilité à des postes supérieurs, du fait de leur participation à des violations des droits humains.⁹³

En mars 2003, les combattants de l'UPC ont perdu le contrôle de la région de Mongbwalu et des profits tirés des mines d'or lorsqu'ils ont été attaqués et repoussés par une nouvelle alliance de forces conduite par leur ancien allié désormais passé dans le camp ennemi : l'armée ougandaise.

Massacres et autres abus commis par le FNI, les FAPC et l'armée ougandaise

Après avoir abandonné les Hema, les soldats ougandais ont construit une nouvelle alliance avec les Lendu qui avaient créé le parti FNI, sous la responsabilité de Floribert Njabu, en novembre 2002. A la fin février 2003, le Commandant Jérôme a également mis un terme aux relations qu'il entretenait avec l'UPC et a créé sa propre milice, connue sous le nom de FAPC, basée dans l'importante ville frontière d'Aru, au Nord-Est de Mongbwalu. Selon un rapport spécial du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'Ituri, les FAPC ont été créées avec le soutien direct de l'Ouganda.⁹⁴

Avec l'intensification de la pression internationale en faveur d'un retrait de leurs troupes d'Ituri, les soldats ougandais ont cherché à préserver un maximum de territoire pour leurs alliés locaux. Le 6 mars 2003, apparemment en réponse à une attaque de l'UPC, l'armée ougandaise a chassé l'UPC de Bunia avec l'aide des milices lendu. Un ancien responsable lendu qui a participé à l'opération a déclaré que ses hommes et lui avaient ainsi procédé à la demande du Brigadier de l'armée ougandaise, Kale Kayihura.⁹⁵ Les soldats ougandais et les combattants du FNI ont pourchassé des troupes de l'UPC en fuite vers le Nord en direction de Mongbwalu.

Massacre de Kilo, mars 2003

Le 10 mars 2003, les forces ougandaises et les forces lendu ont attaqué Kilo, une ville située juste au sud de Mongbwalu, les Lendu arrivant quelques heures avant les Ougandais.⁹⁶ Les combattants lendu se sont heurtés à une faible résistance de la part de l'UPC et ils ont commencé à tuer des civils qu'ils supposaient appartenir à l'ethnie nyali,

⁹³ Parmi les bailleurs impliqués dans le secteur de la sécurité et de la réforme de l'armée en RDC, se trouvent les gouvernements belge et sud-africain ainsi que l'Union européenne.

⁹⁴ Ibid., Conseil de sécurité des Nations unies, Special Report on the Events in Ituri, p.13.

⁹⁵ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un ancien responsable d'une milice lendu, 21 février 2004.

⁹⁶ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 4 mai 2004.

les accusant d'avoir aidé les Hema. Selon des sources locales, ils ont tué au moins une centaine de personnes, dont de nombreux femmes et enfants. Ils ont pillé les habitations et les magasins sur place et ont exigé des civils qu'ils transportent le butin pour leur compte.⁹⁷ Des habitants qui marchaient sur la route près de la ville de Kilo, un mois après les faits, ont évoqué l'odeur de pourriture émanant des cadavres laissés dans la forêt.⁹⁸

Une femme du coin a assisté à l'incendie de sa maison et a vu ensuite les combattants lundu tuer un homme, cinq femmes et un enfant avec des machettes. Elle a ensuite été contrainte à aider au transport du butin pour les combattants lundu. Elle a raconté qu'en route les Lendu avaient choisi quatre enfants entre dix et quinze ans, Rosine, Diere, Kumu et Flory dans le groupe et les avaient tués. Ils ont ensuite tué cinq adultes supplémentaires. Lorsque certaines des femmes ont chancelé sous le poids des lourdes charges qu'elles étaient contraintes de porter, les Lendu les ont tuées et ont coupé leurs seins puis leurs parties génitales. Le témoin a déclaré :

A Kilo Mission, en haut de la colline, il y avait beaucoup de combattants lundu. Ils avaient quelques armes mais surtout des machettes, des arcs et des flèches. Ils étaient très sales et avaient de la boue sur le visage pour qu'on ne puisse pas les reconnaître. Sur la colline, on a vu de nombreux corps de gens qui avaient été tués. Ils étaient tous sur le ventre au sol. Ils étaient nus. Les Lendu se préparaient à brûler les corps. Il y en avait beaucoup, trop pour les compter.⁹⁹

Selon des témoins, le Commandant Kaboss commandait l'attaque. Il rendait compte au Commandant Matesso Ninga surnommé Kung Fu, qui avait la charge des opérations pour le FNI bien qu'il n'ait pas été vu à Kilo pendant le massacre. A cette époque, le chef d'état major militaire du FNI était Maître Kiza.¹⁰⁰

Les troupes ougandaises aux ordres du Commandant Obote sont arrivées quelques heures après les Lendu et elles ont tenté de faire cesser les meurtres. Le témoin a déclaré :

⁹⁷ Entretien conduit par Human Rights Watch avec des analystes de la situation sur place, Bunia, 10 octobre 2004. Voir également l'entretien conduit par Human Rights Watch avec Floribert Njabu, Président du FNI, 2 mai 2004.

⁹⁸ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 5 mai 2004.

⁹⁹ Entretien conduit par Human Rights Watch, Bunia, 24 février 2004.

¹⁰⁰ Entretien conduit par Human Rights Watch avec des analystes de la situation sur place, Bunia, 10 octobre 2004. Voir également l'entretien conduit par Human Rights Watch avec Floribert Njabu, Président du FNI, 2 mai 2004.

Lorsque les soldats ougandais sont arrivés, ils ont commencé à frapper les Lendu et à leur tirer dessus. Ils leur ont dit : « Pourquoi vous avez tué des gens, on avait dit que vous pouviez piller mais pas tuer des gens. Vous allez salir notre réputation. » Ils ont essayé de rendre une partie du butin mais les Lendu commençaient à fuir. Les Ougandais ont dit qu'ils regrettaient la façon dont les Congolais se comportaient et qu'ils regrettaient beaucoup l'incendie et la destruction de la maison du chef.¹⁰¹

Bien que les Ougandais aient fait cesser les meurtres dans la ville, les combattants du FNI lendu ont continué à tuer des gens dans les villages voisins comme Kabakaba, Buwenge, Alimasi et Bovi. « Si les Ougandais entendaient parler des meurtres, » a raconté un témoin, « ils partaient pour essayer de les stopper mais c'était souvent trop tard. »¹⁰² Les autorités locales ont également fait état du viol d'environ vingt-sept femmes et de l'incendie de villages, notamment Emanematu et Livogo qui ont été complètement détruits.¹⁰³

Bien que les soldats ougandais aient tenté de limiter les abus commis par le FNI après l'attaque de Kilo, ils n'ont ni désarmé les combattants, ni mis un terme à l'alliance militaire qu'ils avaient avec eux. Ils ont au contraire poursuivi leurs opérations militaires conjointes vers Mongbwalu où ils sont arrivés le 13 mars 2003 et ont installé le quartier général militaire du 83ème Bataillon.¹⁰⁴ Le lendemain, un responsable communautaire a cherché à obtenir des garanties sur la sécurité auprès du Commandant ougandais Okelo qui avait la charge du camp militaire. Selon lui, le Commandant Okelo a confirmé « qu'il contrôlait les combattants lendu et leur avait donné une semaine pour déposer leurs armes traditionnelles. »¹⁰⁵ Des témoins ont observé les troupes de l'armée ougandaise mener à bien des patrouilles conjointes avec des combattants lendu et ont rapporté « qu'il était clair que c'était l'armée ougandaise qui commandait. »¹⁰⁶

Lorsque les soldats ougandais ont quitté l'Ituri deux mois plus tard, ils travaillaient toujours de façon rapprochée avec le FNI. Selon un document de l'armée ougandaise daté du 1er mai 2003, le Major Ezra, un Ougandais, a remis le contrôle de Mongbwalu

¹⁰¹ Entretien conduit par Human Rights Watch, Bunia, 23 février 2004.

¹⁰² Entretien conduit par Human Rights Watch, Bunia, 24 février 2004.

¹⁰³ Entretien conduit par Human Rights Watch avec les autorités locales, Bunia, 8 octobre 2004.

¹⁰⁴ Lettre du Brigadier Kale Kayihura au Directeur général de la MONUC à Bunia : Disposition de l'UPDF dans les deux secteurs de commandement de Bunia et Mahagi, 17 avril 2003. Le document confirme également que la 1ère infanterie Coy est restée à Kilo.

¹⁰⁵ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 2 et 4 mai 2004.

¹⁰⁶ Ibid.

aux commandants FNI Mutakama et Butsoro alors que les troupes de l'armée ougandaise quittaient la région. Toutes les parties ont signé le document, devant Oran Safwat, observateur de la MONUC.¹⁰⁷ Bien que le Commandant Jérôme et la plupart de ses troupes se soient retirés d'Aru, un contingent est resté à Mongbwalu aux ordres du Commandant Sey.

Des témoins ont également affirmé que les commandants de l'armée ougandaise avaient laissé derrière eux certaines de leurs munitions et de leurs armes pour le FNI.¹⁰⁸ De plus, une cargaison d'armes ougandaises à destination de Mongbwalu a été saisie par la MONUC à Beni, plusieurs mois après le retrait des Ougandais. Les personnes accompagnant les armes ont rapporté que le FNI recevait toujours une aide de l'Ouganda et que les armes saisies à Beni leur étaient destinées. Selon le rapport de la MONUC relatif à cet incident, l'une des personnes accompagnant les armes, un responsable administratif adjoint de Mongbwalu, a reconnu qu'il était constamment en contact avec les Ougandais.¹⁰⁹

Responsabilité pour le massacre de Kilo en mars 2003

De nombreux témoins ont rapporté aux autorités locales les abus commis. Ces dernières ont ensuite écrit un courrier à la section Droits humains de la MONUC à Bunia, le 26 septembre 2003 listant les 125 morts civils, les cas de torture et de viol dans la région de Kilo, de mars à mai 2003 commis par les combattants du FNI alors que les soldats ougandais étaient encore présents dans la région.¹¹⁰ Aucune réponse n'a été fournie et le 20 novembre 2003, une seconde lettre a été envoyée détaillant dix-neuf autres morts supplémentaires, huit cas de torture et deux cas de viol commis entre juillet et novembre 2003.¹¹¹

L'armée ougandaise avait le contrôle du commandement des combattants du FNI lendu lors de leur opération militaire conjointe. Elle devrait être tenue pour responsable des abus commis par les combattants du FNI lendu. Bien qu'elle ait pu tenter de minimiser

¹⁰⁷ Document confidentiel UPDF, « Retrait des forces de défense du peuple ougandais de la République démocratique du Congo », UPDF Form No. AC/DRC/01 signé à Mongbwalu, 1er mai 2003. Document archivé à Human Rights Watch.

¹⁰⁸ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 2 mai 2004.

¹⁰⁹ Rapport interne confidentiel des Nations unies relatif à l'enquête sur la saisie de l'avion à Beni, 25 juillet 2003.

¹¹⁰ Lettre des autorités locales à la section Droits humains de la MONUC à Bunia, "Transmission du rapport sur les événements tragiques perpétrés contre la population civile par les combattants lendu à Banyali/Kilo du 9 mars 2003 à ce jour", Ref No 323/09/1,180/2003, 26 septembre 2003.

¹¹¹ Lettre des autorités locales à la section Droits humains de la MONUC à Bunia, "Tableau des violations des droits humains dans le secteur B/Kilo", Ref No 323/21/1,180/2003, 20 novembre 2003.

les crimes en organisant des patrouilles conjointes et en exigeant que les combattants déposent leurs armes traditionnelles, cette armée n'a pas mis en œuvre de mesures supplémentaires garantissant que les auteurs des crimes commis seraient tenus pour responsables de leurs actes. De plus, cette armée a rapidement armé le FNI avec des armes modernes. Human Rights Watch n'a connaissance d'aucune enquête ou arrestation entreprises soit par l'armée ougandaise, soit par les autorités du FNI lendu concernant les abus commis par leurs troupes. A ce jour, personne n'a été tenu pour responsable du massacre des civils et des autres graves abus contre les droits humains commis à Kilo.

« La guerre de 48 heures », juin 2003 et les massacres qui ont suivi

Après le départ des forces ougandaises en mai 2003, l'UPC a repris Mongbwalu le 10 juin 2003. En dépit d'un arrivage récent d'armes supplémentaires en provenance du Rwanda, livrées sur une piste d'atterrissage nouvellement construite à environ 30 kilomètres de Mongbwalu¹¹², l'UPC n'a pu tenir la ville que 48 heures avant d'être repoussé par les combattants du FNI lendu sous le commandement de Mateso Ninga, surnommé Kung Fu. Le FNI a contre-attaqué avec des armes lourdes qui auraient été abandonnées par les Ougandais.¹¹³ Les Lendu ont tiré une grande fierté de leur victoire dans ce qui fut baptisé « la guerre de 48 heures. » Selon un témoignage local, il semble que 500 personnes aient été tuées lors de la contre-attaque lendu, dont de nombreux civils.¹¹⁴

Les autorités du FNI ont affirmé que l'UPC avait attaqué Mongbwalu afin de reprendre le contrôle de l'or.¹¹⁵ De plus, un nombre important de civils accompagnaient les combattants, dans l'intention apparemment de piller et d'aider les combattants à piller la ville.¹¹⁶ Selon des témoins et les autorités du FNI, les victimes tuées au cours de la contre-attaque lendu étaient pour beaucoup des civils.¹¹⁷ Un témoin a raconté avoir été choqué en voyant autant de corps, civils et combattants, en ville le jour de la victoire lendu. Il a déclaré :

¹¹² Ibid., Panel d'experts, Supplément confidentiel au Conseil de sécurité des Nations unies, novembre 2003.

¹¹³ Entretiens conduits par Human Rights Watch avec les autorités du FNI, Mongbwalu, 2 mai 2004 et avec des habitants du coins, 3 mai 2004.

¹¹⁴ Entretiens conduits par Human Rights Watch, Beni et Mongbwalu, 27 février et 2 mai 2004.

¹¹⁵ Entretien conduit par Human Rights Watch avec les autorités du FNI, Mongbwalu, 2 mai 2004.

¹¹⁶ Entretien conduit par Human Rights Watch, Beni, 27 février 2004.

¹¹⁷ Entretiens conduits par Human Rights Watch, Beni et Mongbwalu, 27 février et 2 mai 2004.

[Le Commandant] Kung Fu a vu que beaucoup de gens étaient morts et il a demandé aux gens de l'aider à les enterrer. Mais il y en avait trop alors ils ont décidé de les brûler plutôt. Ils ont brûlé pendant trois jours au moins. Il y avait une odeur horrible dans l'air.¹¹⁸

Les responsables du FNI ont reconnu devant un chercheur de Human Rights Watch que des civils accompagnaient les combattants UPC.¹¹⁹ Lors d'une représentation commémorative de la bataille pour les célébrations du 1er mai 2004, dans le stade de Mongbwalu à laquelle assistait Human Rights Watch, des femmes et des jeunes jouant le rôle des civils hema portaient des biens avant d'être tués par des combattants lendu sous le commandement de Kung Fu. La pièce s'est poursuivie en montrant la communauté en train de brûler les corps des personnes tuées et proclamant que le Commandant Kung Fu était un héros.¹²⁰ Cependant, interrogé sur la question, le Président du FNI comme il aimait lui-même se faire appeler, Floribert Njabu, a affirmé qu'il n'y avait pas de civils parmi les combattants qui avaient lancé l'attaque. Il a déclaré que le FNI disposait « de commandants professionnels qui connaissaient les règles internationales de la guerre »,¹²¹ impliquant ainsi qu'ils n'auraient pas tué de civils.

Aucune preuve ne laisse penser que les combattants du FNI établissaient une distinction entre cibles civiles et cibles militaires pendant la bataille. Selon des récits locaux et des témoins, les meurtres ont été perpétrés à l'aveuglette, sans faire de différence entre femmes, enfants et combattants. S'il n'est pas exceptionnel que des femmes et des enfants aient pris part à des pillages dans des opérations militaires de ce type en Ituri, ils auraient dû être respectés.

Peu de temps après avoir repris Mongbwalu à l'UPC, les combattants du FNI ont poursuivi leurs attaques contre des civils hema. Entre juillet et septembre 2003, les combattants FNI ont attaqué de nombreux villages hema à l'Est de Mongbwalu dont Nizi, Drodro, Largo, Fataki et Bule. Dans la ville de Fataki, un témoin arrivé peu de temps après une attaque de ce type lancée par des combattants FNI a rapporté avoir vu les cadavres frais de victimes, dans les rues, les bras liés, des bâtons dans l'anus et des parties du corps tranchées comme les oreilles.¹²² A Drodro, des témoins ont rapporté

¹¹⁸ Entretien conduit par Human Rights Watch. Mongbwalu, 1er mai 2004.

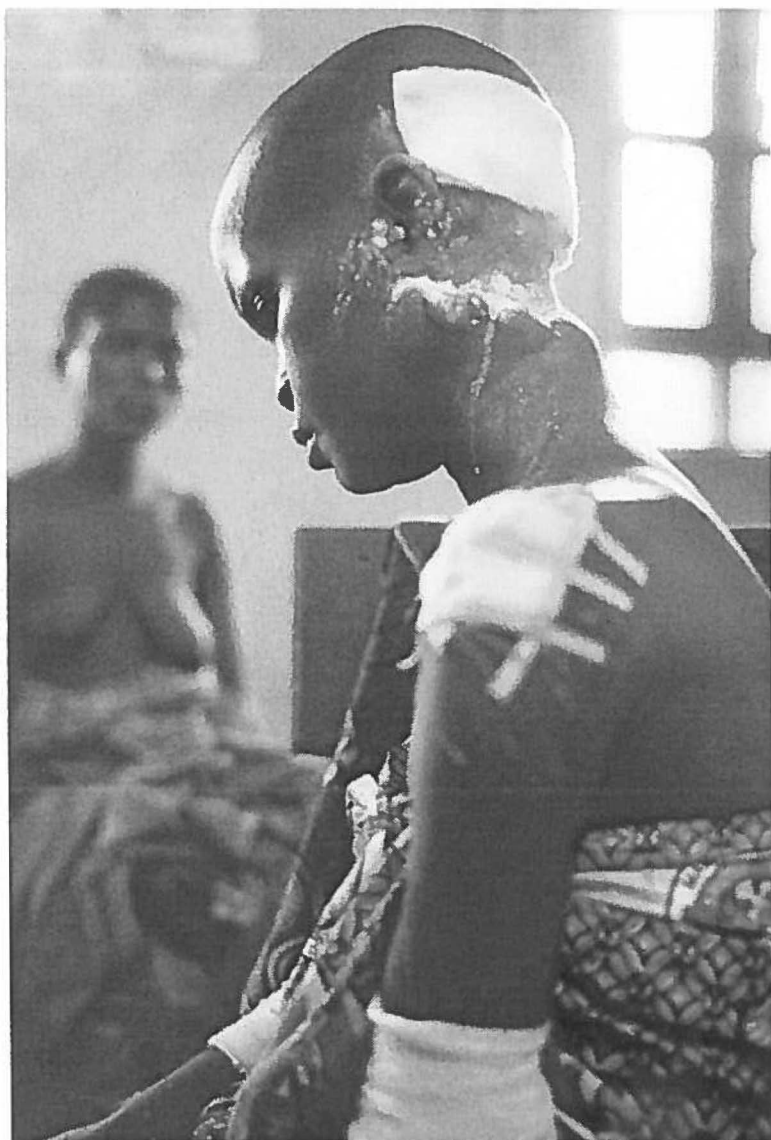
¹¹⁹ Entretien conduit par Human Rights Watch avec des responsables du FNI, 2 mai 2004.

¹²⁰ Célébrations du 1er mai, stade de Mongbwalu, 1er mai 2004 auxquelles assistait un chercheur de Human Rights Watch.

¹²¹ Entretien conduit par Human Rights Watch, avec le Président du FNI, Floribert Njabu, Mongbwalu, 7 mai 2004.

¹²² Entretien conduit par Human Rights Watch avec un journaliste international, Londres, 12 janvier 2005.

que des combattants FNI avaient attaqué l'hôpital en tuant des patients hema dans leur lit.¹²³ Des sources locales ont affirmé que des dizaines de civils avaient été tués lors de ces attaques et des milliers d'autres contraints de fuir. Un avertissement simple et brutal avait été gravé par les attaquants sur le mur d'un bâtiment de Largo : « On ne rigole pas avec les Lendu. »¹²⁴



Une jeune victime hema à l'hôpital de Drodro. Des combattants lendu ont essayé de la tuer en lui coupant le cou avec des machettes. Beaucoup de femmes et d'enfants, à la fois hema et lendu, ont été ciblés sur base de leur ethnie.

© 2003 Marcus Bleasdale.

¹²³ Ibid., voir également Helen Vesperini, « Les villageois de la République démocratique du Congo secoués par un second massacre en quatre mois », *Agence France Presse*, 27 juillet 2003.

¹²⁴ Ibid.

La MONUC était présente en Ituri à ce moment-là de façon non négligeable, tout comme les troupes de maintien de la paix de l'Union européenne dans le cadre de l'opération Artémis.¹²⁵ Aucun responsable des Nations unies n'a fait état des meurtres commis à Mongbwalu en juin 2003. Les troupes des Nations unies et de l'U.E. ont eu connaissance des derniers meurtres commis dans les régions situées à l'est de Mongbwalu via des journalistes internationaux qui s'étaient rendus dans la région et avaient survolé la zone pour tenter de décourager toute violence supplémentaire. Le mandat de l'Opération Artémis tel que confié par le Conseil de sécurité n'autorisait pas d'actions de maintien de la paix hors de la ville de Bunia.

La « chasse aux sorcières » contre les femmes hema et d'autres opposants

Peu de temps après l'attaque par l'UPC en juin 2003, les combattants du FNI ont commencé à accuser les femmes hema qui vivaient à Mongbwalu et dans ses environs d'espionner au profit des groupes armés hema. Les femmes hema qui vivaient encore dans la région étaient peu nombreuses et la plupart étaient mariées à des Lendu. Elles vivaient en toute sécurité dans la communauté lendu. Cependant, après la « guerre de 48 heures », les combattants lendu ont arrêté, torturé et tué ces femmes et certains hommes, les accusant de « salir et trahir » leur société. S'appuyant sur des accusations de sorcellerie, les combattants lendu et les responsables spirituels ont couvert leurs crimes en affirmant que les meurtres avaient été ordonnés par un esprit connu sous le nom de Godza. Des responsables plus modérés, au sein du FNI ont eu des difficultés à contrer ces affirmations et n'ont rien entrepris pour les stopper. Un témoin a déclaré :

Après l'attaque de juin [2003], les Lendu ont décidé de tuer toutes les femmes hema sans exception. Il y a des femmes que je connaissais qui ont été tuées. Je n'avais jamais vu quelque chose comme ça avant. Avant on ne faisait pas de mal aux femmes hema mariées à des étrangers. Maintenant ils voulaient chasser ces femmes. L'esprit lendu, Godza, leur a dit de tuer toutes les femmes pendant l'une des cérémonies spirituelles lendu. Une des femmes qu'ils ont tuées, c'était Faustine Baza. Je la connaissais bien. Elle était très responsable et vivait à Pluto. Le FNI est venu pour la chercher et ils l'ont emmenée dans leur camp. Ils l'ont tuée là-bas. Ils ont tué d'autres femmes aussi. Je ne voulais pas participer à tout ça alors je suis parti. Je ne pouvais pas rester pendant qu'ils

¹²⁵ Opération Artémis est le nom donné à la Force multinationale intérimaire d'urgence envoyée par l'Union européenne et autorisée par le Conseil de sécurité des Nations unies dans la résolution 1484 du 30 mai 2003 afin de contribuer aux conditions de sécurité et améliorer la situation humanitaire à Bunia. Cette mission était limitée à trois mois, avec un champ géographique d'intervention ne concernant que la ville de Bunia.

exterminaient ces femmes hema. Ils ont fait ça à Pluto et Dego. Ils venaient de Dego avec 37 femmes hema à tuer. Je ne veux pas y retourner maintenant – c'est trop dur.¹²⁶

Un autre témoin a déclaré :

En juillet, des femmes ont été tuées à Pluto et Dego. La stratégie consistait à les enfermer dans la maison et à y mettre le feu. Plus de 50 ont été tuées. Pluto, c'était le lieu d'exécution des femmes hema de Pluto et d'ailleurs aussi. Ils ont capturé les femmes dans les campagnes autour. Ils ont dit que c'était pour les faire venir parler de la paix. Ils ont mis dix femmes dans une maison, ont lié leurs mains, ont fermé les portes et ont mis le feu à la maison. Ceci a duré pendant deux semaines environ, avec des meurtres nuit et jour. Après ça, il ne restait plus de femmes hema dans [notre région] et les hommes n'avaient pas le droit de partir avec leurs enfants. Ils appelaient les femmes « bachafu » - sales. Parfois, les hommes étaient emmenés en prison. Le mari de Suwa a dû payer 300 USD. Ils lui ont dit qu'ils avaient tué sa femme et il a dû payer 30 grammes d'or (300 USD) pour nettoyer le couteau qu'ils avaient utilisé pour la tuer.¹²⁷

De nombreuses personnes avaient conscience des meurtres en cours et les corps étaient fréquemment visibles dans les villes. Un témoin a rapporté avoir vu six corps de femmes au Club, un bâtiment bien connu de Mongbwalu, mi-2003. Il a dit que de nombreux autres passants avaient également vu les corps dénudés et marqués par les coups et que les combattants lundu essayaient de recruter des gens pour les aider à les brûler.¹²⁸ Un responsable communautaire dans un village excentré a exprimé sa frustration de voir se poursuivre de telles pratiques, affirmant qu'il avait été interrogé plus de dix fois par des combattants lundu sur la localisation des femmes hema. Il a déclaré à un chercheur de Human Rights Watch : « Je veux savoir ce que Kinshasa va faire pour nous aider. Est-ce qu'ils vont laisser le FNI rester ici ? La population souffre vraiment. »¹²⁹

L'opération contre les femmes hema s'est étendue aux hommes et à d'autres tribus et s'est poursuivie au moins jusqu'en avril 2004, faisant environ soixante-dix victimes à

¹²⁶ Entretien conduit par Human Rights Watch, Beni, 27 février 2004.

¹²⁷ Entretien conduit par Human Rights Watch, Beni, 27 février 2004.

¹²⁸ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 2 mai 2004.

¹²⁹ Entretien conduit par Human Rights Watch, village voisin de Mongbwalu, 6 mai 2004.

Pluto, Dego, Mongbwalu, Saio, Baru, Mbau et Kobu et peut-être également dans d'autres localités de la région de Mongbwalu. A cette époque, l'allégation de sorcellerie est devenue une accusation fréquente, entraînant la mort après une « cérémonie de jugement » conduite par des responsables spirituels locaux. Tenues dans le secret, ces cérémonies de jugement utilisaient différentes méthodes pour déterminer la culpabilité ou l'innocence de la personne. Un civil accusé d'être hema a décrit à un chercheur de Human Rights Watch la cérémonie qu'il a dû subir avec d'autres après avoir été capturé par des combattants lendu, en 2003 :

Un fétichiste local [responsable spirituel] est venu là où j'étais retenu. Il avait deux œufs avec lui. J'étais attaché et j'avais très peur. Il a fait rouler les œufs au sol devant mes pieds. On m'a dit que si les œufs roulaient en s'éloignant de moi alors je serais innocent. Mais si les œufs revenaient en roulant vers moi, alors je serais hema et donc coupable. J'ai eu de la chance, les œufs se sont éloignés de moi. Quelqu'un d'autre, Jean, qui était avec moi n'a pas eu autant de chance. Les œufs ont roulé dans le mauvais sens et on lui a dit de partir en courant. Pendant qu'il courait, les Lendu lui ont tiré une flèche dessus. Il est tombé. Ils l'ont coupé en morceaux avec leurs machettes devant moi. Puis ils l'ont mangé. J'étais horrifié.¹³⁰

Dans la région de Mongbwalu, les meurtres se sont poursuivis pendant toute l'année 2003 et jusqu'en 2004. Un témoin a décrit à un chercheur de Human Rights Watch la poursuite des meurtres :

[Après la guerre de juin], ils ont dit qu'ils ne voulaient pas que les Hema reviennent. Ceux qui restaient ont été tués. Ils les ont tués à Saio et Baru. Ils les emmenaient et c'est tout. Un homme du nom de Mateso Bandelai Gaston, un Nyali et son frère Augustin ont été tués parce qu'ils étaient accusés d'être des sorciers. Des femmes aussi ont été tuées. Céline, une Alur, a été tuée pour sorcellerie. Gabriel, un Kakwa et sa femme ont aussi été tués. On les accusait de protéger les Hema.¹³¹

Certains responsables communautaires ont exprimé leurs inquiétudes sur les « cérémonies Godza » au responsable du FNI, Njabu, en juillet 2003. Il semblait alors n'avoir rien entrepris pour faire cesser les meurtres mais selon des habitants du coin, leur

¹³⁰ Entretien conduit par Human Rights Watch, Arua, Ouganda, février 2003.

¹³¹ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 5 mai 2004.

nombre a diminué après son déplacement vers Mongbwalu en février 2004, coïncidence ou conséquence de sa présence, la question n'est pas tranchée.¹³²

Alors que certaines autorités du FNI ont pu désapprouver de tels meurtres et peut-être prendre des mesures pour minimiser leur nombre, à la date de rédaction de ce rapport, personne n'a été tenu pour responsable de ces actes. Human Rights Watch n'a connaissance d'aucune investigation conduite par les représentants du FNI sur ces meurtres.

Meurtre de deux observateurs de la MONUC

Le 12 mai 2003, peu de temps après que les troupes ougandaises eurent abandonné Mongbwalu au FNI et aux FAPC, les combattants FNI ont délibérément tué deux observateurs militaires des Nations unies qui n'étaient pas armés, le Major Safwat Oran de Jordanie et le Capitaine Siddon Davis Banda du Malawi. Des rumeurs sur une imminente attaque hema – qui allait de fait se produire avec la « guerre de 48 heures » un mois plus tard – ont suscité la panique chez les habitants de la ville. Une centaine d'entre eux a cherché refuge dans la résidence des observateurs de la MONUC. Les observateurs, apparemment inquiets eux aussi ont pris des dispositions pour être évacués. Lorsque l'hélicoptère des Nations unies est arrivé sur une piste d'atterrissage proche, les combattants FNI ont refusé d'autoriser le passage des observateurs. Conduits par le Commandant Issa, les combattants les ont emmenés au Commandant Sey des FAPC, dans son quartier général, les « appartements ». « Les combattants martelaient en chantant que Sey ne les laisserait pas partir, » a déclaré un témoin.¹³³

Peu de temps après, les combattants ont de nouveau emmené les observateurs, apparemment parce que Sey avait refusé de les prendre sous sa protection. Ils les ont tués à une faible distance des « appartements ». Un témoin qui s'est trouvé à passer sur les lieux, un peu plus tard ce même après-midi a déclaré :

J'ai trouvé les corps sur la route qui descend des appartements. Tous les deux avaient été tués par balles. L'un avait une balle dans la tête et l'autre dans le ventre. J'ai trouvé l'armée des FAPC autour des corps.¹³⁴

¹³² Entretiens conduits par Human Rights Watch, Mongbwalu, 2 et 4 mai 2004.

¹³³ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 4 mai 2004.

¹³⁴ Ibid.

Les habitants du coin ont transporté les corps vers le quartier général des FAPC et les ont placés dans une maison vide toute proche. Sey et ses combattants ont fui Mongbwalu ce même soir, cherchant apparemment à prendre leur distance avec ce crime.¹³⁵ Les habitants du coin ont ensuite enterré les deux corps dans une tombe peu profonde à Mongbwalu.¹³⁶

Selon plusieurs habitants de Mongbwalu, le Commandant Issa du FNI était responsable de ces meurtres. Des témoins ont rapporté que les combattants FNI avaient pris possession des voitures des observateurs des Nations unies et les avaient utilisées jusqu'à ce que les Nations unies les récupèrent.¹³⁷

Au cours de discussions avec un chercheur de Human Rights Watch, le responsable du FNI, Njabu a déclaré : « Nous n'avons pas enquêté sur les meurtres. Ce n'est pas notre affaire. Notre armée était à Saio au même moment, à une distance de sept kilomètres. Les combattants du Commandant Jérôme étaient dans les appartements. Vous devriez demander au Commandant Sey ce qui s'est passé. »¹³⁸ Cependant, dans un second entretien quelques jours plus tard, il a admis que le Commandant Issa était peut-être également présent et il a indiqué qu'une enquête était en cours.¹³⁹ Plus d'un an plus tard, les autorités du FNI n'avaient encore annoncé aucun résultat de l'enquête. Selon un récit local non confirmé, le Commandant Kung Fu du FNI a bel et bien réalisé une enquête et apparemment suite à cela, le Commandant Sey a pris la fuite et a ensuite été tué.¹⁴⁰

Menace contre les défenseurs des droits humains et d'autres personnes qui dénoncent les abus

Certains combattants FNI ont tenté d'empêcher les habitants du coin d'entrer en relation avec la MONUC ou tout autre agence extérieure, apparemment par crainte qu'ils ne transmettent des informations sur les abus commis par le FNI.

D'importants commandants du FNI ont menacé des activistes des droits humains de l'organisation Justice Plus après leur voyage en Europe et leurs récits de la situation en Ituri.¹⁴¹ D'autres responsables du FNI auraient planifié d'examiner les activités de

¹³⁵ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 5 mai 2004.

¹³⁶ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 4 mai 2004.

¹³⁷ Entretien conduit par Human Rights Watch, Bunia et Mongbwalu, 19 février et 4 mai 2004.

¹³⁸ Entretien conduit par Human Rights Watch avec le Président du FNI, Floribert Njabu, 2 mai 2004.

¹³⁹ Entretien conduit par Human Rights Watch avec le Président du FNI, Floribert Njabu, 7 mai 2004.

¹⁴⁰ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 5 mai 2004.

¹⁴¹ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Justice Plus, Bunia, 24 février 2004.

l'organisation et menacé de considérer ses employés comme ennemis s'il s'avérait que ces derniers avaient eu des contacts avec les Rwandais et les Hema.¹⁴²

Les combattants du FNI lendu ont agi de façon plus directe et immédiate contre des habitants du coin qui avaient échangé avec les employés de la MONUC, lors de leurs visites occasionnelles à Mongbwalu, fin 2003.¹⁴³ Une personne ayant subi ces abus a déclaré :

J'ai été emmené par neuf combattants [lendu] en uniforme. Ils sont venus chez moi et ont crié : « Lève-toi ! Qu'est-ce que tu as dit à la MONUC ? » Ils m'ont menacé avec leurs lances. Ils m'ont emmené aux appartements et j'ai été interrogé par [un commandant lendu]. Il m'a demandé ce que j'avais dit à la MONUC. C'est tout ce qu'il voulait savoir. Il m'a menacé. Ils m'ont frappé au visage. J'ai dit que je n'avais rien raconté à la MONUC. Ils ont dit qu'ils allaient me mettre en prison. Ils m'ont pris 100 USD mais un commandant qui me connaissait m'a sauvé et ils m'ont laissé partir.¹⁴⁴

Cette même personne a été arrêtée une seconde fois et sévèrement frappée avec des bâtons et des cordes. Cette personne a été retenue pendant sept jours et frappée régulièrement.¹⁴⁵

Des témoins ont rapporté que des civils étaient menacés pour avoir applaudi aux visites du personnel de la MONUC.¹⁴⁶ Après une mission de ce type en novembre 2003, douze civils environ ont été battus et arrêtés et l'un d'entre eux au moins, un homme du nom de Choms, a été sommairement exécuté. Un témoin a raconté au chercheur de Human Rights Watch que M. Choms avait applaudi à l'arrivée d'un avion des Nations unies, affirmant que selon lui, cela signifiait l'instauration de la paix. La police locale a rapporté ce fait au FNI et deux combattants de la force ont arrêté M. Choms et une autre personne et les ont conduits au poste de police. Un témoin qui s'est rendu au poste de police le lendemain pour prendre des nouvelles de M. Choms a déclaré :

¹⁴² Entretien conduit par Human Rights Watch avec Justice Plus, Bunia, 24 février 2004.

¹⁴³ Après le meurtre de deux observateurs de la MONUC, aucun autre employé de la MONUC n'a été affecté à Mongbwalu jusqu'à avril 2005.

¹⁴⁴ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 4 mai 2004.

¹⁴⁵ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 4 mai 2004.

¹⁴⁶ Ibid.

Les autres prisonniers m'ont dit qu'il avait été interrogé et battu et qu'il y avait eu ensuite un coup de feu ... Je suis entré de force dans la salle et le corps y était encore. Il n'avait pas de chemise et il avait une balle dans la poitrine. Il portait des traces de coups de fouet sur le dos. Ils m'ont ensuite interrogé et m'ont forcé à partir. Ils ne voulaient pas nous remettre le corps pour l'enterrement.¹⁴⁷

Arrestations arbitraires, actes de torture et travail forcé

Les combattants du FNI ont imposé un certain nombre « d'impôts », collectés de façon arbitraire et irrégulière. Ils ont organisé des travaux forcés communautaires connus sous le nom de *salongo*. Les représentants du FNI ont eu recours à des arrestations arbitraires, des passages à tabac et d'autres formes de traitement cruel et dégradant afin d'obtenir le maximum de paiements et de services des civils. Selon des habitants du coin, ces pratiques ont considérablement empiré après le départ des troupes ougandaises.¹⁴⁸

Des habitants ont dû payer un « impôt de guerre » dont le montant et la fréquence à laquelle s'en acquitter variaient.¹⁴⁹ Les commerçants du marché ont également été soumis à des demandes d'impôts, irrégulières et peu claires. Un homme d'affaire a déclaré :

Il y a environ cinq ou six impôts différents. Ils varient entre 2 USD et 20 USD. Tout le monde doit payer. On paye quand ils viennent et parfois, ils reviennent après quelques jours seulement. C'est très irrégulier. Si tu ne paies pas, tu es battu ou emmené en prison ... L'armée du FNI et des civils font ça.¹⁵⁰

Les chercheurs de Human Rights Watch ont recueilli des informations sur des cas similaires d'abus dans toute la région de Mongbwalu, Kilo, Rethy et Kpandruma. « Les gens ne peuvent rien dire ni rien faire, » a déclaré un témoin. « On fait juste ce que le FNI dit. »¹⁵¹

Un jeune commerçant arrêté le 5 février 2004 par le FNI pour non-paiement d'un impôt a été battu et emmené dans le camp militaire de Scirie-Abelcoz. Il a déclaré :

¹⁴⁷ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 5 mai 2004.

¹⁴⁸ Entretien conduit par Human Rights Watch avec des habitants du coin, Mongbwalu, 3 et 4 mai 2004.

¹⁴⁹ Ibid.

¹⁵⁰ Entretien conduit par Human Rights Watch, Ariwara, 7 mars 2004.

¹⁵¹ Entretien conduit par Human Rights Watch, Bunia, 20 février 2004

J'ai passé deux jours dans ... un trou dans le sol recouvert de bâtons. Ils m'ont sorti du trou pour me battre. Ils m'ont attaché à une bûche et après, chacun à leur tour, ils m'ont battu avec des bâtons, sur la tête, sur le dos, sur les jambes. Ils ont dit qu'ils allaient me tuer... Il y avait une femme avec moi dans la prison souterraine. Ils l'ont aussi frappée. Ils ont essayé de me forcer à avoir des relations sexuelles avec elle mais je n'ai pas pu. Elle s'appelait Bagbedu.

Après deux jours, ils m'ont emmené à Mongbwalu. Ils m'ont fait porter la femme et m'ont forcé à chanter pendant que je la portais. J'étais escorté par trois combattants du FNI et un kadogo [enfant soldat]. En route, on a rencontré d'autres soldats qui m'ont forcé à laisser tomber la femme et m'ont encore battu. A Mongbwalu, les soldats m'ont encore battu avec des bâtons. Ils m'ont emmené dans une prison dans une maison. Ils ont aussi mis la femme dans la maison mais elle est morte quatre jours plus tard. J'ai passé cinq jours là-bas. Chaque jour, ils m'ont battu.¹⁵²

Après une semaine, sa famille a payé 80 USD et le Commandant Maki du Camp Goli l'a laissé partir.

Les représentants du FNI ont montré à un chercheur de Human Rights Watch une longue liste d'impôts exigés des habitants, dont un « impôt de guerre » qui d'après leurs dires, était volontaire.¹⁵³

Le FNI a utilisé des pratiques similaires pour appliquer la politique « salongo » de travail communautaire pour réparer les routes, ramasser le bois pour l'armée, nettoyer le camp militaire ou même brûler les corps comme décrit plus haut. Parfois, il fallait s'acquitter du salongo pendant au moins deux journées pleines par semaine mais fin 2004, l'exigence a été réduite à une fois par semaine pendant trois heures. Les participants recevaient un morceau de papier montrant qu'ils avaient effectué le travail requis. Les personnes qui ne pouvaient présenter une telle preuve lorsqu'elles étaient sollicitées par la police ou les combattants étaient soumises à des coups, des arrestations, des amendes ou même la mort. Selon un témoin, un jeune homme nommé Lite qui n'avait pas présenté la preuve requise lorsque celle-ci lui avait été réclamée a eu la tête écrasée par un

¹⁵² Ibid.

¹⁵³ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Jean-Pierre Bikilisende Badombo, chef de cité et Sukpa Bidjamaro, chef adjoint de cité, 3 mai 2004.

coup de fusil asséné par un combattant FNI et est décédé des suites de ce coup. Le témoin a demandé aux autorités FNI quelle justice serait rendue à la famille de Lite et il a déclaré : « Ils ont répondu que la famille de Lite pouvait tuer l'homme qui avait fait ça mais la famille ne voulait pas. »¹⁵⁴

Un autre homme a rapporté qu'il avait dû rejoindre un groupe d'une centaine d'hommes qui avaient tous refusé de se présenter pour un travail de salongo à une vingtaine de kilomètres de chez eux, parce que la distance était trop élevée. Ils ont été contraints de marcher toute la nuit, puis ont été emprisonnés et chaque personne âgée a dû payer 5 USD, chaque personne jeune 10 USD et chaque homme d'affaires 20 USD pour être libérée.¹⁵⁵

Un responsable administratif local a reconnu que pour obtenir des travailleurs pour le salongo, ils devaient « intimider les gens pour qu'ils viennent sinon ils ne viendraient pas. »¹⁵⁶ Une personne responsable du salongo à Saio a raconté à un chercheur de Human Rights Watch que le chef local « s'occuperait des gens qui ne travaillent pas » alors qu'un commissaire de police ajoutait qu'il « sanctionnait ceux qui refusaient de travailler. »¹⁵⁷ Il ne s'est pas étendu sur le type de sanctions envisagées.

¹⁵⁴ Entretien conduit par Human Rights Watch, Bunia, 23 février 2004.

¹⁵⁵ Entretien conduit par Human Rights Watch, Ariwara, 7 mars 2004.

¹⁵⁶ Entretien conduit par Human Rights Watch, Mongbwalu, 4 mai 2004.

¹⁵⁷ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Manu Ngabi, autorité locale et Gérard Kitabo, Commissaire de police, Saio, 5 mai 2004.



Jeune représentant en or arrêté et torturé à Mongbwalu en février 2004 par des combattants du FNI lendu car il était incapable de payer une taxe du marché.
© 2004 Human Rights Watch.

Contrôle des mines d'or

En prenant le contrôle de Mongbwalu le 13 mars 2003, les responsables de la milice FNI, comme avant eux l'UPC, ont tout de suite tout mis en œuvre pour commencer à tirer profit des mines d'or. Les orpailleurs ont recommencé à creuser mais ils devaient payer une taxe aux combattants FNI pour pouvoir entrer dans les mines, 1 USD par personne pour certaines mines. Sur la base des registres d'entrée, tenus par les gardes FNI dans une mine, consultés par les chercheurs de Human Rights Watch, le FNI a touché 2 000 USD par mois de droits d'entrée dans cette seule mine.¹⁵⁸ Les mineurs

¹⁵⁸ Visite de Human Rights Watch à la mine d'Adidi, 3 mai 2004. Statistiques du registre d'entrée tenu par les responsables FNI de la sécurité, à l'entrée de la mine. Livre clairement intitulé comme étant du FNI.

devaient aussi remettre au FNI entre deux et cinq grammes d'or par semaine, souvent sous la forme de minerai brut. A partir de ce minerai, les combattants FNI étaient en mesure d'estimer la densité d'or et donc de localiser les veines les plus rentables. Ils pouvaient ensuite envoyer leurs propres hommes pour exploiter les veines de ces zones.¹⁵⁹ Un mineur a ainsi déclaré :

L'argent qui circule à Mongbwalu, c'est l'or. L'or, c'est l'économie. Les Lendu prennent l'or à ceux qui creusent. Ils prennent les meilleures zones par la force. Beaucoup de gens ne veulent pas partir creuser pour de l'or dont ils savent qu'il leur sera confisqué.¹⁶⁰

Les combattants FNI, certains d'entre eux étant d'anciens chercheurs d'or, ont également extrait de l'or eux-mêmes ou ont organisé des groupes qui creuseraient pour eux. A Itendey, une région riche en or, au sud de Mongbwalu par exemple, les combattants FNI ont contraint de jeunes hommes à chercher de l'or pour eux dans le lit d'une rivière tout proche. Un responsable communautaire qui avait fui la région a raconté au chercheur de Human Rights Watch :

Les combattants FNI viennent chaque matin et font du porte à porte. Ils se séparent pour trouver de jeunes gens et ils en prennent environ soixante à la rivière Agula pour trouver de l'or. Ils [les jeunes gens] sont gardés par des militaires et ne sont pas payés. Ils sont contraints de travailler. Si les autorités essaient d'intervenir, ils sont battus. Le chef a essayé de mettre un terme à ça en les raisonnant mais ils n'aiment pas ça. Ils ont même forcé les enfants les plus jeunes à quitter l'école pour porter du sable et transporter des biens.¹⁶¹

Les mineurs travaillaient dans des conditions déplorables, exposés au risque d'accidents dans les mines et lorsqu'ils manipulaient du mercure pour traiter le minerai.

¹⁵⁹ Entretien conduit par Human Rights Watch, Bunia, 23 février 2004.

¹⁶⁰ Entretien conduit par Human Rights Watch, Beni, 25 février 2004.

¹⁶¹ Entretien conduit par Human Rights Watch, Bunia, 20 février 2004.



Registre d'entrée tenu par les gardes de la sécurité du FNI à la mine d'or d'Adidi (« Gestion de la mine d'Adidi pour le rapport journalier et la gestion financière, Ndjabu-Simo, FNI-FR »). Chaque mineur payait US\$1 pour entrer dans la mine et était forcé de donner une partie de l'or extrait aux gardes en sortant. ©2004 Human Rights Watch

Encadré 2 – Conditions de travail dans les mines

En mai 2004, un chercheur de Human Rights Watch a visité les mines de Mongbwalu et Durba où de nombreux mineurs et des ingénieurs ont évoqué les conditions de sécurité en cours de dégradation dans les mines. Un ancien ingénieur d'OKIMO a parlé à Human Rights Watch du manque d'air dans certaines parties de la mine souterraine où l'équipement utilisé pour assurer la circulation d'oxygène ne fonctionnait plus. Des mineurs ont raconté que certains de leurs collègues étaient morts de suffocation dans certaines parties de la mine, en particulier lorsque des feux étaient allumés pour tenter d'amollir des zones rocheuses dures, une technique dont ont été témoins les chercheurs de Human Rights Watch.¹⁶² Les mineurs ont également évoqué de fréquentes chutes de pierres, des inondations et d'autres accidents. Aucun équipement de sécurité de quelque type que ce soit n'était visible.

Les mineurs travaillaient individuellement ou en petits groupes avec des outils rudimentaires comme des marteaux et des burins. Ils étaient généralement pieds nus et portaient des bougies ou de petites lampes de poche pour éclairer leur chemin. Dans certaines mines souterraines, des ouvriers marchaient pendant des kilomètres avec de l'eau jusqu'à la poitrine et dans des passages étroits pour atteindre les galeries où ils travaillaient. Les femmes travaillaient également dans les mines, souvent comme porteuses.

Extraire de l'or de mines à ciel ouvert, certaines profondes de 300 mètres, est également risqué. Les mineurs ont évoqué de fréquents glissements de terrain et des chutes. Des ingénieurs spécialistes de l'or ont déploré les pratiques anarchiques d'extraction qui ont cours, sans préoccupation aucune pour la sécurité des mineurs eux-mêmes, ni pour les dommages à long terme causés aux infrastructures minières.¹⁶³

Un mineur a déclaré : *« Il y a des zones qui ont été murées par les Belges il y a longtemps. Mais on casse les planches et on y va quand même. On utilise un marteau et un gros piton en fer ou un burin pour creuser pour l'or. Le travail est très dur et je ne pouvais pas travailler plus de six heures par jour environ. »*¹⁶⁴

¹⁶² Entretien conduit par Human Rights Watch avec un ancien ingénieur spécialiste de l'or, Mongbwalu, 2 mai 2004. Voir également la visite de Human Rights Watch aux mines d'Adidi et de Makala, Mongbwalu, 3 mai 2004.

¹⁶³ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un ingénieur d'OKIMO, Durba, 13 mai 2004.

¹⁶⁴ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un mineur d'or, Bunia, 21 février 2004.

Les mineurs, s'ils ont de la chance gagnent environ 10 USD par jour. Un mineur a déclaré : « *Je peux faire entre 5 et 20 USD par jour si j'ai de la chance et si je trouve une bonne veine. Autrement, je peux travailler pendant deux semaines à chercher de l'or sans rien gagner.* »¹⁶⁵

A la question sur les raisons d'un travail dans de telles conditions de danger, un mineur a répondu : « *C'est quoi les autres choix ? C'est la seule façon de gagner de l'argent. C'est pour ma propre survie et celle de ma famille.* »¹⁶⁶

L'ensemble du processus d'extraction et de raffinage est réalisé à la main. Après l'extraction du minerai, celui-ci est réduit en sable à l'aide d'une barre de fer. Le sable est ensuite mélangé à de l'eau et du mercure qui attire les particules d'or et les sépare de la poussière de roche. Le mélange or-mercure est ensuite chauffé pour que le mercure s'évapore et que l'or subsiste. Le mercure est une substance dangereuse qui est aisément disponible sur les marchés de la région. Human Rights Watch a vu de nombreux mineurs utiliser du mercure sans gants ni masques, ne prenant aucune précaution en manipulant cette substance.

En plus des profits directs tirés de l'extraction de l'or, les responsables du FNI ont cherché à contrôler le commerce de l'or. Selon des commerçants en or, le contrôle du commerce par le FNI était encore hasardeux et impliquait parfois un recours direct à la force. En mai 2004, le commissaire aux mines du FNI a expliqué à un chercheur de Human Rights Watch que le FNI avait bien conscience de l'importance du marché de l'or à Mongbwalu et « qu'ils cherchaient des moyens supplémentaires pour contrôler le commerce. »¹⁶⁷ Il n'existe pas de statistiques fiables sur le montant du commerce de l'or de Mongbwalu, ni sur les bénéfices engrangés par le FNI. Des commerçants locaux et d'autres sources informées ont estimé qu'entre 20 et 60 kilogrammes d'or quittaient la région de Mongbwalu chaque mois, soit une valeur allant de 240 000 USD à 720 000 USD par mois, à la date de rédaction de ce rapport. La majeure partie de l'or est échangée de Mongbwalu à Butembo dans le Nord-Kivu où le Dr Kisoni Kambale est l'un des principaux exportateurs d'or (voir plus bas).

¹⁶⁵ Ibid.

¹⁶⁶ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un mineur d'or, Mongbwalu, 2 mai 2004.

¹⁶⁷ Entretien conduit par Human Rights Watch avec M. Basiani, commissaire aux mines du FNI, 5 mai 2004.



Des mineurs artisanaux transportant des bacs de minerai naturel mélangé à de la terre à l'extérieur d'une mine à puit ouvert de Durba. Ce genre de puit, parfois aussi profond que 300 mètres, peut être très instable avec des glissements de terrain et des chutes fréquents. © 2004 Marcus Bleasdale.

Comme l'a expliqué un mineur, « Les profits entrent dans les poches du FNI »¹⁶⁸, à la fois dans le sens de profits personnels et dans celui de profit pour le FNI. Un ancien commandant supérieur du FNI a raconté au chercheur de Human Rights Watch que certains des revenus tirés de l'or étaient utilisés pour acheter des armes et des munitions

¹⁶⁸ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un mineur d'or, Bunia, 23 février 2004.

afin de compléter le stock d'armes récupérées sur le champ de bataille.¹⁶⁹ Le responsable du FNI, Njabu, a lui-même reconnu auprès des chercheurs de Human Rights Watch que ses combattants extrayaient de l'or et qu'il échangeait de l'or contre des armes. Il a estimé les revenus qu'il tirerait de la vente de cinq kilogrammes d'or à 50 000 USD, ajoutant : « Ce n'est pas du pillage puisque je suis Congolais. »¹⁷⁰ Une enquête de la MONUC sur les armes saisies à Beni en juillet 2003 a confirmé que le FNI utilisait les taxes tirées des mines d'or pour acheter des armes.¹⁷¹ Njabu a admis à un chercheur de Human Rights Watch qu'il avait acheté ces armes, ajoutant : « Je veux les récupérer ou je me battraï pour ça. »¹⁷²

Le groupe armé du FNI a également été approché par des multinationales impatientes d'avoir accès aux significatives réserves d'or de la région. Le commissaire aux mines du FNI a expliqué à Human Rights Watch qu'ils avaient été approchés par un certain nombre de compagnies différentes mais qu'officiellement, la concession dans la région de Mongbwalu était aux mains d'AngloGold Ashanti et qu'ils étaient en contact avec eux (voir plus bas pour plus d'informations).¹⁷³ L'arrivée des multinationales dans une région instable où conflit et compétition pour le contrôle des ressources naturelles sont étroitement mêlés crée des complexités supplémentaires et peut potentiellement créer davantage de violence. Alors qu'AngloGold Ashanti est la seule compagnie minière travaillant dans la région de Mongbwalu, d'autres compagnies ont signé des contrats de travail dans des zones de mines d'or plus au Nord, dans la ville de Durba.

¹⁶⁹ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un ancien Commandant du FNI, Bunia, 21 février 2004.

¹⁷⁰ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Floribert Njabu, Président du FNI, Kinshasa, 7 octobre 2003.

¹⁷¹ Rapport interne des Nations unies relatif à l'enquête sur la saisie de l'avion à Beni, 25 juillet 2003.

¹⁷² Entretien conduit par Human Rights Watch avec Floribert Njabu, Président du FNI, Kinshasa, 7 octobre 2003.

¹⁷³ Entretien conduit par Human Rights Watch avec M. Basiani, commissaire aux mines du FNI, 5 mai 2004.



Représentants d'or faisant affaires. © 2004 Marcus Bleasdale

Or congolais exporté vers l'Ouganda

L'or faisant l'objet d'un commerce à partir du Nord-Est du Congo part principalement vers une destination, l'Ouganda. Le Dr Kisoni et M. Oria vendent leur « or souillé » à des commerçants ougandais basés à Kampala. Beaucoup le revendent ensuite à des compagnies en Suisse ou ailleurs.³⁷⁶ La majeure partie de cet or est exportée illégalement du Congo : les commerçants n'ont pas de licence d'exportation, ni de documents de change. Ils ne sont pas autorisés comme comptoirs. Ils ne disposent pas de comptes à la Banque centrale du Congo et ne s'acquittent pas des taxes et redevances appropriées comme l'exige le droit congolais.³⁷⁷ La population congolaise ne tire pratiquement aucun bénéfice de ce commerce. Au contraire, les habitants subissent de graves violations des droits humains perpétrées par des groupes cherchant à contrôler le commerce et les mines d'or.

L'or est « légalisé » en Ouganda. Les commerçants à Kampala n'exigent pas de leurs clients congolais qu'ils présentent des documents autorisant l'exportation de l'or, opérant sur la base du « on ne pose pas de question. » Ils traitent l'or comme s'il était une

³⁷⁶ Si la destination principale est la Suisse, l'or est également vendu à Dubai, à l'Afrique du Sud et à d'autres pays en Europe.

³⁷⁷ Toutes ces exigences sont définies dans le Code minier de juillet 2002.

marchandise en transit, remplissant les formulaires et autres documents requis pour rendre cette exportation légale à partir de l'Ouganda et acceptable par le marché mondial non régulé.³⁷⁸

Dans les années 90, la plupart des exportations d'or non autorisées à partir du Congo sont allées vers le Burundi mais la guerre civile au Burundi et un embargo régional sur le commerce déclaré en 1997 ont rendu le Burundi moins attractif comme point de transit. Après un bref déplacement vers le Kenya, le commerce s'est dirigé vers Kampala où le climat est plus favorable. En 1993, la Banque centrale ougandaise a allégé les restrictions sur les ventes d'or et a décidé de ne pas imposer les exportations d'or.³⁷⁹ Ce changement suivi cinq ans plus tard par l'établissement du contrôle de l'armée ougandaise sur les riches régions en or du Nord-Est du Congo a entraîné une augmentation dramatique des exportations d'or en provenance de l'Ouganda (voir le tableau plus bas).

Données chiffrées sur les exportations d'or en provenance de l'Ouganda

Selon les statistiques officielles, l'Ouganda a exporté de l'or pour une valeur de presque 60 millions USD en 2002, une année record et pour environ 46 millions USD en 2003. Cependant, en 2003, les spécialistes de ce commerce attribuaient encore à ces exportations une valeur de 60 millions USD.³⁸⁰ Selon la Banque centrale ougandaise, les données de ces experts de l'industrie pourraient être plus précises que celles établies à partir des données gouvernementales tirées des douanes.³⁸¹ Que l'on utilise les statistiques de l'industrie ou celles de sources officielles, l'augmentation des exportations en or a été remarquable. L'or est actuellement la troisième exportation ougandaise après le café et le poisson.³⁸² En 2001, l'or représentait 84 pour cent de la valeur totale de tous les minerais exportés à partir de l'Ouganda. En 2002, ce chiffre était de 99 pour cent.³⁸³

La majeure partie de l'or exporté d'Ouganda provient du Congo. La production nationale ougandaise est négligeable, en dépit des encouragements de la Banque mondiale et des nouvelles régulations minières introduites en 2001. Les statistiques du Ministère de l'énergie et du développement minier et les chiffres officiels des

³⁷⁸ Entretiens conduits par Human Rights Watch avec des représentants de Uganda Commercial Impex Ltd, Machanga Ltd et A. P. Bhimji Ltd, Kampala, 7 et 8 juillet 2004.

³⁷⁹ Etude géologique américaine, The Mineral Industry of Uganda, 1997.

³⁸⁰ Entretiens conduits par Human Rights Watch avec des représentants de Uganda Commercial Impex Ltd, Machanga Ltd et A. P. Bhimji Ltd, Kampala, 7 et 8 juillet 2004.

³⁸¹ Courriel électronique avec la Banque centrale ougandaise, 12 juillet 2004.

³⁸² Bureau ougandais de la statistique, « Valeur des exportations par biens », 1998-2003.

³⁸³ Rapport annuel 2002, Ministère ougandais de l'énergie et du développement minier disponible à l'adresse www.energyandminerals.go.ug (recherché février 2005).

exportations montrent que la production ougandaise d'or représente moins de 1 pour cent des exportations officielles d'or.³⁸⁴ Dans le rapport annuel du Ministère de l'énergie et du développement minier, les écarts entre production d'or et exportations d'or sont frappants. En 2002, par exemple, la production nationale d'or était estimée à 24 817 USD alors que les exportations d'or pour la même année apparaissaient avec une valeur tout juste inférieure à 60 millions USD.³⁸⁵ Lorsque les chercheurs de Human Rights Watch ont interrogé les représentants du Ministère sur cet écart, ceux-ci ont refusé de fournir un commentaire.³⁸⁶

Les statistiques sur les importations ne parviennent pas à mettre en évidence l'échelle réelle du commerce de l'or. Officiellement, l'or amené en Ouganda devrait être déclaré à l'entrée dans le pays comme étant une importation si cette marchandise est destinée à rester dans le pays ou comme un bien en transit si elle doit partir vers une autre destination finale. Cependant, les statistiques officielles des importations ougandaises montrent une faible quantité d'or importée dans le pays et ne montrent aucune statistique pour les biens en transit. Le commerce officieux de l'or est très probablement facilité par la mise en application laxiste des régulations existantes aux postes frontières entre l'Ouganda et le Congo. Selon une étude conduite en 2004 par le Bureau ougandais de la Statistique (UBOS), plus de 50 pour cent de toutes les importations et exportations n'apparaissent dans aucun registre à six postes frontières.³⁸⁷ Dans les cas où les gens voulaient dissimuler des minerais précieux, l'étude a estimé que l'entrée de tels biens restait totalement secrète. Le groupe d'experts des Nations unies chargé de l'observation de l'embargo sur les armes vers l'Est de la RDC a observé qu'au poste frontière du Nord, à Vurra, entre Aru (RDC) et Arua (Ouganda), il n'y avait que peu ou pas d'inspection douanière ou migratoire, en particulier dans le cas des combattants FAPC autorisés à passer en toute liberté.³⁸⁸

Puisque la production d'or ougandais représente moins de 1 pour cent des exportations officielles, la majeure partie de l'or exporté a dû entrer en Ouganda en provenance d'ailleurs. Les statistiques officielles n'enregistrent pas l'entrée de montants significatifs d'or donc la majeure partie de ce commerce doit être illégale et non enregistrée. En 2004,

³⁸⁴ Sur la base des statistiques sur la production du Ministère ougandais de l'énergie et du développement minier et des chiffres sur les exportations officielles du Bureau ougandais de la statistique de 1998 à 2003.

³⁸⁵ Rapport annuel 2002, Ministère ougandais de l'énergie et du développement minier disponible à l'adresse www.energyandminerals.go.ug.

³⁸⁶ Entretien conduit par Human Rights Watch avec le représentant du Ministère ougandais de l'énergie et du développement minier, juillet 2004.

³⁸⁷ Entretien conduit par Human Rights Watch avec le représentant au commerce du Bureau ougandais de la statistique, Entebbe, juillet 2004.

³⁸⁸ Ibid., Rapport du Groupe d'experts sur l'embargo des Nations unies sur les armes, 25 janvier 2005, para 98.

l'écart entre l'or produit dans le pays et l'or exporté était juste supérieur à 45 millions USD comme le montrent les chiffres officiels ci-dessous.

Tableau 1 : Chiffres officiels ougandais sur l'importation, l'exportation et la production d'or, en USD

Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Exportations d'or	18,600,000	38,360,000	55,730,000	50,350,000	59,900,000	45,760,000	45,590,000
Importations d'or	0	2,000	3,076,000	890,000	0	2,000	nd
Production locale d'or	nd	40,307	477,000	1,412	24,817	23,000	21,000
Ecart	18,600,000	38,317,693	52,177,000	49,458,588	59,875,183	45,735,000	45,569,000

Note : Les statistiques pour l'année 2004 sont des estimations.

Source : Bureau ougandais de la statistique, Ministère de l'énergie et du développement minéral et Banque centrale ougandaise.

Commerçants en or à Kampala

Les experts de l'industrie de l'or à Kampala reconnaissent et expliquent facilement l'écart entre la production nationale d'or et le total des exportations que mettent en évidence les statistiques officielles. Lors d'entretiens avec des chercheurs de Human Rights Watch, les commerçants en or ont confirmé que la majeure partie de l'or qu'ils exportaient provenait du Congo. Ils ont estimé que ce commerce avoisinait un total annuel de 60 millions USD.³⁸⁹ Il existe trois principales entreprises d'exportation d'or à Kampala. Les deux plus importantes, Uganda Commercial Impex Ltd et Machanga Ltd contrôlent environ 70 pour cent du commerce d'exportation à partir de l'Ouganda. Les marges de profit sur chaque transaction étant relativement réduites, ces commerçants dégagent leur profit en échangeant de gros volumes et en offrant de l'or de bonne qualité pour lequel ils ont besoin d'une source d'approvisionnement fiable.

Uganda Commercial Impex est le plus important exportateur d'or en Ouganda. Dans un entretien avec les chercheurs de Human Rights Watch, ses représentants ont affirmé que pratiquement 90 pour cent de leur or provenaient d'Ituri et ils ont confirmé que le Dr

³⁸⁹ Entretiens conduits par Human Rights Watch avec des représentants de Uganda Commercial Impex Ltd, Machanga Ltd et A. P. Bhimji Ltd, Kampala, 7 et 8 juillet 2004.

Kisoni Kambale de Butembo était « l'un de leurs clients ».³⁹⁰ Des représentants de la compagnie ont expliqué qu'ils payaient l'or de leurs clients en liquide ou qu'ils transféraient des fonds dans les comptes dont disposaient leurs clients soit localement, soit à l'étranger. Comme le Dr Kisoni, ils avaient leur propre raffinerie sur place afin de traiter tout or arrivant sous la forme de minerai avant de l'exporter vers la Suisse ou l'Afrique du Sud. Des représentants de la compagnie ont affirmé qu'ils déclaraient l'or à l'exportation, s'assurant qu'un formulaire de douane et une facture pour transport aérien accompagnaient chaque envoi.³⁹¹

Des représentants de Machanga Ltd, le second exportateur d'or par la taille ont également déclaré aux chercheurs de Human Rights Watch que l'or dont ils faisaient commerce provenait du Congo et ils ont confirmé que l'un de leurs clients était M. Omar Oria.³⁹² Ils ont ensuite expliqué qu'ils avançaient du liquide pour l'achat de l'or, parfois jusqu'à 30 pour cent du prix d'achat escompté, un système également utilisé par M. Oria à Ariwara. Les représentants de Machanga ont affirmé qu'ils exportaient tout leur or à destination de Metalor Technologies SA, une entreprise de raffinage de l'or basée en Suisse.³⁹³ D'autres commerçants ont affirmé qu'ils vendaient également de l'or en Suisse mais également ailleurs comme par exemple en Afrique du Sud et à Dubaï.

Les sociétés commerciales à Kampala n'opèrent pas illégalement mais profitent plutôt de réglementations laxistes sur le commerce de l'or. N'étant pas contraintes d'exiger des documents d'importation ou de demander l'origine de l'or, elles achètent de l'or congolais de contrebande comme s'il était entré légalement en Ouganda et l'exportent comme s'il s'agissait d'un bien légal. Point essentiel vers l'économie mondiale, elles tirent bénéficient des risques encourus par des commerçants congolais tels que le Dr Kisoni et M. Oria et de leurs relations avec des groupes armés locaux.

Ces sociétés sont cependant susceptibles de violer un embargo des Nations unies sur les armes. Le groupe d'experts des Nations unies a conclu que les entreprises et les individus qui établissaient des relations financières avec des groupes armés en Ituri pouvaient commettre une violation de l'embargo des Nations unies sur les armes dans l'Est de la RDC.³⁹⁴

³⁹⁰ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Kanal Chune, Uganda Commercial Impex Ltd, Kampala, 7 juillet 2004.

³⁹¹ Ibid.

³⁹² Entretien conduit par Human Rights Watch avec Jigendra Jitu, Machanga Ltd, Kampala, 8 juillet 2004.

³⁹³ Ibid.

³⁹⁴ Ibid., Rapport du groupe d'experts sur l'embargo sur les armes des Nations unies, 25 janvier 2005, pages 30-33.

Encouragement du gouvernement ougandais au commerce de l'or

Le Président Museveni a cherché à étendre les faibles bases économiques de l'Ouganda en augmentant les exportations. Le café, la plus importante des exportations dans le passé, a fourni environ 40 pour cent de l'ensemble des recettes d'exportations. Cependant, une chute du prix mondial du café a frappé durement l'économie ougandaise tout comme les prix internationaux plus élevés du pétrole. La poursuite des faibles rentrées d'impôts et la corruption ont encore davantage affaibli l'économie. L'impact de l'adhésion à l'union douanière de la Communauté de l'Afrique de l'Est, censé être bénéfique à long terme, pourrait être négatif dans un premier temps.³⁹⁵ L'augmentation des exportations d'or, l'un des secteurs d'exportation non traditionnels dont la croissance est la plus rapide, offre certains espoirs dans ce tableau par ailleurs bien sombre. Le gouvernement estime que le commerce des minéraux peut potentiellement concurrencer le café comme source de revenus étrangers pour l'Ouganda. En janvier 2004, le gouvernement ougandais a signé un accord de prêt pour un montant de 25 millions USD avec la Banque mondiale afin de financer l'exploration des dépôts de minerais du pays.³⁹⁶ La production minérale nationale pourrait à un moment donné se substituer à une partie de l'or importé du Congo mais ceci concerne un avenir lointain.

Depuis 1999, le gouvernement ougandais récompense les exportateurs ougandais d'or pour leurs efforts de promotion de ce commerce. En 2002, Uganda Commercial Impex Ltd a reçu le President's Export Award pour les meilleurs résultats obtenus dans le secteur du commerce de l'or. Machanga a pris la seconde place dans cette compétition. Hon. Omwony Ojok, Ministre d'état à l'Inspection économique, représentait le Président à la cérémonie de remise des prix à laquelle participaient également cinq autres ministres du gouvernement.³⁹⁷ Les entreprises étaient récompensées pour avoir encouragé les exportations et pour avoir rempli certaines responsabilités sociales dans le cadre de leurs affaires. La façon dont le comité de sélection a examiné les relations d'affaires de ces entreprises avec les commerçants congolais eux-mêmes liés à des groupes armés responsables d'abus contre les droits humains au Congo est peu claire.

Le gouvernement ougandais a proposé des contrôles plus stricts sur les importations d'or, peut-être dans un effort pour augmenter ses propres revenus. Parmi les régulations en cours de négociation, il en est une qui exige des permis pour tous les métaux précieux

³⁹⁵ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un économiste de la Banque mondiale, Kampala, juillet 2004 et des conseillers diplomatiques pour les affaires économiques, Kampala, juillet 2004.

³⁹⁶ Steven Odeu, "Uganda gets funds to explore minerals," *New Vision*, 22 janvier 2004.

³⁹⁷ Ugandan Export Promotion Board, *Export Bulletin*, News Highlights: Presidents' Export Aware (PEA) 2002, Edition 3, janvier-mars 2004. Egalement President Export Award 2002, *Evening Programme*, 5 décembre 2003. Ugandan Commercial Impex Ltd a également remporté le Gold Award en 1999 et 1998.

importés en Ouganda et qui impose une taxe d'importation de 0.5 pour cent du prix d'achat.³⁹⁸ Ces réglementations ne sont pas encore devenues lois. Une réglementation plus stricte du commerce de l'or en Ouganda et dans d'autres pays de transit aiderait à supprimer la contrebande illégale et à couper le lien entre commerçants en or et groupes armés qui commettent des abus contre les droits humains. Les propositions du gouvernement ougandais augmenteraient les revenus de l'Ouganda et pourraient aider, dans une certaine mesure, à enregistrer l'or en provenance de la RDC mais sans exiger de contrôles supplémentaires tels que certificats de sortie, ces propositions sont peu susceptibles de limiter le commerce illégal des contrebandiers.

Acheteurs d'or souillé

Selon le panel d'experts des Nations unies sur l'exploitation illégale des ressources congolaises, les entreprises qui achètent de l'or en Ouganda pourraient également contribuer de façon indirecte aux abus contre les droits humains commis au Congo. Après avoir dressé la carte des interrelations entre les parties congolaises au conflit, les gouvernements étrangers et les entreprises, le panel a maintenu que certaines transactions d'affaires, directement ou indirectement, délibérément ou par négligence, contribuaient à la prolongation du conflit et aux abus contre les droits humains qui l'accompagnent.³⁹⁹ Les experts de l'industrie de l'or et les compagnies qui travaillent dans le commerce de l'or doivent ou devraient être conscients que la majeure partie de l'or dont fait commerce l'Ouganda provient d'une zone de conflit au Congo et que cet or a très probablement été exporté illégalement.

Suisse : or volatilisé ?

Selon des experts de l'industrie en Ouganda, plus de 70 pour cent de l'or exporté à partir de l'Ouganda sont destinés à la Suisse. La Suisse est l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Ouganda. Selon les statistiques ougandaises du commerce, les exportations à destination de la Suisse sont passées de 29 millions USD pour l'année 1999 à 99 millions USD en 2000, un record pour le commerce entre l'Ouganda et la Suisse. Bien que les échanges aient diminué jusqu'à atteindre 70,6 millions USD puis 69 millions USD pour les deux années suivantes, ils restent considérablement plus importants que pendant les deux années qui ont précédé le début de la guerre au Congo. Selon les chiffres du commerce ougandais en 2002, la Suisse était le plus important partenaire commercial de l'Ouganda recevant plus de 69 millions USD de biens. Le

³⁹⁸ Ugandan Government Draft Mining Regulations 2004, Subsection 3, Section 117.

³⁹⁹ Ibid., Rapport du panel d'experts des Nations unies, 12 avril 2001 (S/2001/357) para 215 et 16 octobre 2002 (S/2002/1146) paras 174 et 175.

Kenya, second partenaire commercial reçoit des biens pour une valeur de 61,5 millions USD.⁴⁰⁰

Il est très probable qu'un fort pourcentage des échanges entre l'Ouganda et la Suisse concerne l'or. Selon des informations suisses officielles, les importations de l'Ouganda, à l'exclusion de l'or, représentaient un peu plus de 11 millions USD en 2002 et en 2003, l'essentiel concernant le café.⁴⁰¹ Les importations suisses d'or sont classées « données sensibles ». Le gouvernement fournit uniquement le montant total d'or qu'il importe et exporte chaque année, sans répartir ces montants selon les pays d'origine. Mais les responsables du gouvernement suisse ont estimé que les importations en provenance d'Ouganda avaient atteint environ 13 millions USD (voir tableau ci-dessous).⁴⁰²

Tableau 2 : Statistiques sur les importations suisses et les exportations ougandaises : des écarts flagrants

Année	2001 (USD)	2002 (USD)	2003 (USD)
Importations suisses en provenance de l'Ouganda à l'exclusion de l'or	6,965,000	11,405,898	11,637,025
Importations suisses d'or en provenance d'Ouganda (chiffres non officiels)	14,315,187	1,684,140	12,631,047
TOTAL des importations suisses en provenance d'Ouganda selon les statistiques suisses sur les importations (or et autres importations)	21,280,187	13,090,037	24,268,072
TOTAL des exportations de l'Ouganda vers la Suisse selon les statistiques ougandaises sur les exportations	99,104,000	70,674,000	69,011,000
Ecart	77,823,813	57,583,963	44,742,928

Source : Administration fédérale des douanes, Commerce extérieur de la Suisse et Bureau ougandais de la statistique. Les chiffres non officiels proviennent de sources du gouvernement fédéral suisse.

Une comparaison entre les statistiques ougandaises sur les exportations et les statistiques suisses sur les importations en 2001, 2002 et 2003 montre des écarts flagrants. En 2003,

⁴⁰⁰ Bureau ougandais de la statistique, *Statistical Abstract 2003*, Exports by Region and Country of Destination 1998 – 2002, 2000.

⁴⁰¹ Administration fédérale des douanes (AFD), Commerce extérieur de la Suisse, « Statistiques selon les pays et marchandises », 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003.

⁴⁰² Entretien conduit par Human Rights Watch avec un responsable suisse, Berne, 26 janvier 2005.

des biens en provenance d'Ouganda pour une valeur de 44 millions USD n'ont pas été enregistrés au point d'entrée en Suisse et sont restés inexplicables. En 2001, le chiffre était de 77 millions USD. Interrogés sur les écarts, les douaniers suisses ont affirmé aux chercheurs de Human Rights Watch qu'il était possible que des biens soient entrés par les zones franches suisses, des zones normalement situées autour des aéroports qui opèrent effectivement hors du contrôle du gouvernement suisse.⁴⁰³ Les biens qui entrent dans de telles zones ne sont ni enregistrés, ni imposés ; ils n'apparaissent pas dans les statistiques suisses sur les importations et sont expédiés vers d'autres lieux sans droits à l'exportation. L'or étant le bien le plus coûteux importé d'Ouganda, l'or pourrait représenter une part importante des marchandises ougandaises entrant dans les zones franches. Selon un responsable du commerce suisse, les banques suisses sont de possibles candidats à l'achat d'or via les zones franches.⁴⁰⁴ Si les zones franches font partie du territoire suisse, elles opèrent en dehors du contrôle des douanes suisses. Un responsable des douanes suisses a déclaré aux chercheurs de Human Rights Watch : « Le contrôle des zones franches ne dépend pas de nous. »⁴⁰⁵

Les zones franches ne sont pas transparentes et pourraient abriter des activités illégales. Conscient de ces risques, le gouvernement suisse a soumis en décembre 2003 une nouvelle Loi sur les douanes au parlement afin de renforcer le contrôle sur les zones franches. Au moment de la rédaction de ce rapport, la nouvelle loi étant encore en cours de discussion, sans qu'un consensus ne se dégage sur les marchandises que les douaniers devraient suivre de façon plus rapprochée. Cependant, un responsable des douanes suisses a déclaré aux chercheurs de Human Rights Watch que l'or ne serait probablement pas soumis à des contrôles plus stricts dans le cadre de la nouvelle loi.⁴⁰⁶ Si la Suisse imposait des contrôles plus stricts sur l'or transitant dans les zones franches, une telle mesure pourrait faciliter les efforts entrepris pour mettre un terme au commerce de l'or souillé en provenance du Congo et à destination d'autres régions du monde.

⁴⁰³ Entretiens conduits par Human Rights Watch avec des douaniers suisses, Berne, 26 janvier 2005. Les zones franches existent également dans d'autres pays mais le contrôle des zones franches en Suisse est considéré comme plus faible que dans d'autres pays européens, rendant ces zones plus attractives pour de nombreux commerçants.

⁴⁰⁴ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un responsable du commerce suisse, Berne, 26 janvier 2005. Cette affirmation est partagée par un commerçant basé en Ouganda qui a affirmé avoir vendu de l'or à des banques suisses, entretien conduit par Human Rights Watch avec des représentants de Uganda Commercial Impex Ltd, 7 juillet 2004.

⁴⁰⁵ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un douanier suisse, Berne, 26 janvier 2005.

⁴⁰⁶ Ibid.

Metalor Technologies SA

Si une bonne partie de l'or faisant l'objet d'un commerce à partir du Nord-Est du Congo via l'Ouganda est difficile à repérer, il est clair qu'une quantité d'or d'une valeur approximative de 13 millions USD est entrée sur le territoire suisse en provenance de l'Ouganda et a été officiellement enregistrée comme une importation.⁴⁰⁷ D'après les recherches menées par Human Rights Watch, une partie de cet or importé en Suisse est achetée par Metalor Technologies SA basé à Neuchâtel, en Suisse, l'un des plus anciens fabricants de produits pour le marché international de l'or. Metalor fait partie des raffineurs les plus importants du monde de l'or et des autres métaux précieux. En 2003, les ventes nettes de la compagnie ont atteint 225 millions USD.⁴⁰⁸

Un représentant de l'agence d'exportation de l'or basée en Ouganda, Machanga Ltd a affirmé aux chercheurs de Human Rights Watch que sa compagnie avait exporté tout son or vers Metalor.⁴⁰⁹ Les représentants de Machanga ont également confirmé aux représentants de Human Rights Watch qu'ils avaient acheté de l'or à M. Omar Oria, très proche en affaires du Commandant Jérôme, basé dans le Nord-Est du Congo.⁴¹⁰ M. Oria a directement participé à des abus contre les droits humains notamment des actes de torture et des détentions arbitraires perpétrés par le Commandant Jérôme et son groupe armé FAPC, comme l'a montré Human Rights Watch (voir plus haut). Un groupe d'experts des Nations unies chargé du suivi de l'embargo sur les armes dans l'Est de la RDC a également rapporté que Metalor achetait de l'or à Machanga.⁴¹¹ Par ses achats d'or à Machanga, Metalor pourrait être ainsi indirectement impliqué dans un commerce qui apporte un soutien à un groupe armé responsable de graves abus contre les droits humains.

Dans une lettre du 17 décembre 2004 en réponse à une question de Human Rights Watch, Metalor a refusé de dire si Machanga fournissait de l'or à la compagnie sans requérir au préalable l'accord de Machanga, affirmant que « divulguer des informations sur nos fournisseurs et sur certaines transactions serait contraire aux obligations de confidentialité et de secret qui sont les nôtres. »⁴¹² Ni cette lettre, ni un échange écrit ultérieur ne font clairement apparaître si la compagnie a tenté de contacter Machanga

⁴⁰⁷ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un expert suisse de l'industrie, Berne, 26 janvier 2005.

⁴⁰⁸ Rapport annuel 2003, Metalor Technologies International SA.

⁴⁰⁹ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Jigendra Jitu, Machanga Ltd, Kampala, 8 juillet 2004.

⁴¹⁰ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Jigendra Jitu, Machanga Ltd, Kampala, 8 juillet 2004.

⁴¹¹ Ibid., Rapport du groupe d'experts sur l'embargo des Nations unies sur les armes, 25 janvier 2005, p. 32.

⁴¹² Dr. Scott Morrison, CEO, Metalor Technologies à Anneke Van Woudenberg, Human Rights Watch, 17 décembre 2004. Document archivé Human Rights Watch.

pour obtenir une telle permission.⁴¹³ Lors d'une réunion avec Human Rights Watch le 21 avril 2005, un représentant de Metalor a confirmé que la compagnie achetait de l'or à des fournisseurs en Ouganda même si la compagnie a insisté pour maintenir secrète l'identité de ces fournisseurs.⁴¹⁴

Lors de sa réunion avec Human Rights Watch et dans ses lettres du 17 décembre 2004 et du 14 avril 2005, Metalor affirmait que la compagnie n'acceptait pas de marchandises résultant d'activités criminelles, provenant de groupes criminels ou terroristes, ni de marchandises utilisées pour financer des activités criminelles. L'entreprise affirmait respecter toutes les mesures requises par la loi fédérale suisse relatives au blanchiment d'argent et par l'acte suisse sur le contrôle des métaux précieux, notamment l'exigence d'assurances données par les fournisseurs sur le fait qu'ils possèdent bien les marchandises, que de telles marchandises ont été légalement acquises et que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour interdire le commerce de marchandises d'origine illicite.⁴¹⁵ Lors de sa réunion avec Human Rights Watch, le représentant de la compagnie a expliqué que les managers des clients de Metalor rendaient régulièrement visite à leurs fournisseurs, notamment en Ouganda, pour procéder aux vérifications avec toute l'attention requise. Cette personne a cependant été peu précise sur la date de la dernière visite aux fournisseurs ougandais.⁴¹⁶

Dans une communication électronique en date du 1^{er} février 2005, Metalor a affirmé : « L'attention requise [a été] portée par tous les moyens raisonnables et légaux disponibles (tels que les instances gouvernementales, les institutions officielles, les représentations diplomatiques, les fournisseurs d'informations financières, les registres de commerce, etc.) »⁴¹⁷ Lors de sa réunion d'avril 2005 avec Human Rights Watch, un représentant de Metalor a affirmé que dans le cadre de ses vérifications, la compagnie avait également cherché à obtenir des informations auprès des autorités comme le Secrétariat d'état suisse à l'économie (SECO)⁴¹⁸. Interrogé sur les résultats de ces vérifications, le

⁴¹³ Ibid. Egalement Dr. Scott Morrison, CEO, Metalor Technologies à Anneke Van Woudenberg, Human Rights Watch, 14 avril 2005. Egalement Morrison à Van Woudenberg, courrier électronique, 1^{er} février 2004. Documents archivés à Human Rights Watch.

⁴¹⁴ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Mme Nawal Ait-Hocine, Head of Legal and Compliance, Metalor Technologies SA, Neuchâtel (Suisse), 21 avril 2005.

⁴¹⁵ Ibid., Morrison à Van Woudenberg, 17 décembre 2004 et 14 avril 2005. Documents archivés à Human Rights Watch. Voir également l'entretien conduit par Human Rights Watch avec Mme Nawal Ait-Hocine, Head of Legal and Compliance, Metalor Technologies SA, Neuchâtel (Suisse), 21 avril 2005.

⁴¹⁶ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Mme Nawal Ait-Hocine, Head of Legal and Compliance, Metalor Technologies SA, Neuchâtel (Suisse), 21 avril 2005. Egalement Ibid., Rapport annuel 2003 Metalor.

⁴¹⁷ Ibid., Morrison à Van Woudenberg, courrier électronique, 1^{er} février 2005. Document archivé à Human Rights Watch.

⁴¹⁸ Ibid., Morrison à Van Woudenberg, 14 avril 2005.

représentant de Metalor a expliqué que de tels contacts n'étaient pas toujours formels ou transcrits par écrit mais que la compagnie n'avait reçu aucune « réponses négatives » en lien avec le commerce d'or en provenance d'Ouganda.⁴¹⁹

En dépit de ces assurances, des questions demeurent sur la minutie avec laquelle Metalor s'acquitte de ces vérifications. La production nationale d'or en Ouganda étant négligeable et l'Ouganda n'important pas d'or d'autres pays, l'or exporté de l'Ouganda vers Metalor est très certainement extrait dans le Nord-Est du Congo. Lorsque les statistiques sur les exportations d'or et la production minière provenant de sources ougandaises officielles, publiquement disponibles ont été présentées au représentant de Metalor, ce dernier a exprimé sa surprise face à l'écart évident.⁴²⁰ Ce représentant a affirmé que Metalor n'avait jamais vu de telles statistiques et n'était pas conscient d'un quelconque écart même si la compagnie a reconnu avoir rencontré à plusieurs reprises le commissaire ougandais aux mines,⁴²¹ une personne très probablement consciente du fait que la majeure partie de l'or exporté d'Ouganda provenait du Nord-Est du Congo comme le montrent les statistiques publiées dans le rapport annuel de ce département.⁴²² Metalor a affirmé que les informations présentées par Human Rights Watch lors de la réunion d'avril 2005 seraient examinées avec toute l'attention requise.

Le représentant de Metalor a affirmé à Human Rights Watch que la compagnie « pensait que l'or [qu'elle achetait] avait une origine légale. »⁴²³ Cependant, les commerçants en or de Kampala auprès desquels Metalor achetait son or ont clairement répondu à la question des chercheurs de Human Rights Watch que l'or qu'ils achetaient provenait du Congo et qu'ils n'exigeaient pas de documents de leurs fournisseurs congolais tels que des certificats d'importation et d'exportation.⁴²⁴ Entre 2001 et 2004, de nombreux rapports ont été publiés, dont un dans des journaux suisses, sur le commerce des ressources naturelles en provenance du Congo, décrivant les horribles abus contre les droits humains qu'un tel revenu contribuait à financer.⁴²⁵ Lors de sa réunion d'avril 2005

⁴¹⁹ Entretien conduit par Human Rights Watch avec Mme Nawal Ait-Hocine, Head of Legal and Compliance, Metalor Technologies SA, Neuchâtel (Suisse), 21 avril 2005.

⁴²⁰ Ibid.

⁴²¹ Ibid.

⁴²² Ministère de l'énergie et du développement minéral, gouvernement ougandais, rapport annuel 2002.

⁴²³ Ibid.

⁴²⁴ Entretiens conduits par Human Rights Watch avec des représentants de Uganda Commercial Impex Ltd, Machanga Ltd et A. P. Bhimji Ltd, Kampala, 7 et 8 juillet 2004.

⁴²⁵ De nombreux rapports publics sur la situation en Ituri et les abus contre les droits humains commis par des groupes armés étaient disponibles. Pour les articles publiés par des journaux suisses, voir par exemple : « Or : la descente aux enfers, » *L'Hebdo*, 29 juillet, 1999 ; David Haerberli, « Justice : la Suisse bloque 13 millions de dollars issus d'un trafic de minerai congolais », *Le Temps*, 30 novembre 2002 ; Alexis Masciarelli, « Après le départ de l'armée ougandaise, les massacres interethniques reprennent à Bunia, » *Le Temps*, 12 mai 2003 ;

avec Human Rights Watch, le représentant de Metalor a affirmé que la compagnie n'avait pas connaissance de telles informations et n'avait pas entendu parler d'une série de rapports publics du panel d'experts des Nations unies publiés entre avril 2001 et octobre 2003 décrivant en détail comment l'exploitation des ressources du Congo avait financé des groupes armés dans l'Est du Congo et comment le commerce de l'or en provenance du Congo transitait par l'Ouganda.⁴²⁶ Lors de sa réunion avec Human Rights Watch, le représentant de Metalor a expliqué que parfois la compagnie procédait à des vérifications supplémentaires sur ses fournisseurs lorsqu'elle remarquait des informations « surlignées en rouge » en provenance de sources publiques ou privées soulevant des interrogations sur un pays d'origine en particulier ou l'éthique d'un fournisseur.⁴²⁷ Récemment encore, lorsque Metalor était mentionné dans un rapport du groupe d'experts des Nations unies en charge du suivi de l'embargo sur les armes dans l'Est de la RDC, aucune information n'a apparemment été « surlignée en rouge » relativement à l'or que Metalor achetait à ses fournisseurs en Ouganda. Les représentants de Metalor ont effectivement informé Human Rights Watch qu'ils procédaient à des vérifications supplémentaires auprès de leurs fournisseurs à la lumière du rapport des Nations unies.⁴²⁸

Metalor savait ou aurait dû savoir que l'or acheté à ses fournisseurs en Ouganda provenait d'une zone de conflit dans le Nord-Est de la RDC où les droits humains sont bafoués de façon systématique. Selon les normes internationales relatives à la conduite des affaires telles que les Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales auxquels la Suisse a adhéré, les compagnies sont obligées d'encourager les fournisseurs à appliquer des principes dans la conduite des entreprises qui soient compatibles avec les Principes directeurs de l'OCDE, notamment les dispositions sur les droits humains.⁴²⁹ Les normes des Nations unies sur les responsabilités des sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'Homme

«Les vraies causes des guerres civiles: Misère ethnique? Non, économique.» *L'Hebdo*, 19 juin 2003 ; «La CPI s'intéressera tout d'abord au Congo. Deux priorités pour le procureur de la CPI : L'Ituri et le business de la guerre.» *La Tribune de Genève*, 17 juillet 2003. Voir également *Ibid.*, Rapports de Human Rights Watch, mars 2001, octobre 2002 et juillet 2003 ; Amnesty International, octobre 2003 ; International Crisis Group, juin 2003 ; Conseil de sécurité des Nations unies, juillet 2004, entre autres.

⁴²⁶ Voir les rapports du panel d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo, 12 avril 2001 (S/2001/357), 22 mai 2002 (S/2002/565), 16 octobre 2002 (S/2002/1146), 23 octobre 2003 (S/2003/1027) et autres addenda.

⁴²⁷ *Ibid.*, entretien conduit par Human Rights Watch avec Mme Nawal Ait-Hocine, Head of Legal and Compliance, Metalor Technologies SA, Neuchâtel, 21 avril 2005.

⁴²⁸ *Ibid.*

⁴²⁹ *Ibid.*, Principes directeurs de l'OCDE, Paragraphe II.10 et Politiques générales, paragraphes 1 et 2. Une étude récente de l'OCDE s'est spécifiquement intéressée à la question du commerce en provenance des zones de conflit. Voir le Groupe de travail du comité d'investissement de l'OCDE, "Conducting Business with Integrity in Weak Governance Zones: Issues for Discussion and a Case Study of the DRC," 26 novembre 2004.

affirment que les compagnies « au sein de leurs sphères respectives d'activité et d'influence », ⁴³⁰ notamment via leurs fournisseurs, ont l'obligation de promouvoir et d'assurer le respect des droits humains. Metalor aurait dû envisager si son propre rôle dans l'achat de ressources en or à ses fournisseurs en Ouganda était compatible avec la nécessité de veiller au respect des droits humains. Metalor aurait dû activement contrôler la chaîne de ses fournisseurs pour vérifier que des standards éthiques acceptables étaient maintenus. Dans son propre rapport annuel, la compagnie réaffirmait son engagement en ce sens. ⁴³¹

Les groupes armés en Ituri seraient confrontés à de sérieuses difficultés pour maintenir leurs opérations militaires s'ils n'étaient plus en mesure de transformer l'or en fonds pour acheter des armes et d'autres biens. Les intermédiaires congolais, les commerçants ougandais et les entreprises multinationales forment une chaîne qui génère un flux financier dont les groupes armés tirent un bénéfice financier non négligeable. Par le biais de l'un ou l'autre des achats en or réalisés à partir de ce réseau, Metalor Technologies a pu contribuer indirectement au flux financier qui soutient les groupes armés se livrant en Ituri à des abus contre les droits humains de grande ampleur. Toute incapacité à mettre un terme à des relations avec des fournisseurs en Ouganda qui traitent avec les responsables des groupes armés au Congo peut indirectement impliquer Metalor dans les abus contre les droits humains que ces groupes commettaient.

⁴³⁰ Projet de normes sur les responsabilités des sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'Homme, E/CN.4/Sub.2/2003/12 (2003), Section A, Obligations générales.

⁴³¹ Ibid., Rapport annuel Metalor 2003.

ETUDE SUR LE ROLE DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES DANS L'ALIMENTATION ET LA PERPETUATION DES CRISES DE L'EST DE LA RDC

OCTOBRE 2009



About International Alert

International Alert is an independent peacebuilding organisation that has worked for over 20 years to lay the foundations for lasting peace and security in communities affected by violent conflict. Our multifaceted approach focuses both in and across various regions; aiming to shape policies and practices that affect peacebuilding; and helping build skills and capacity through training.

Our field work is based in Africa, South Asia, the South Caucasus, Latin America, Lebanon and the Philippines. Our thematic projects work at local, regional and international levels, focusing on cross-cutting issues critical to building sustainable peace. These include business and economy, gender, governance, aid, security and justice. We are one of the world's leading peacebuilding NGOs with more than 120 staff based in London and our 11 field offices.

For more information, please visit www.international-alert.org

La présente publication a été produite avec l'apport financier de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité d'International Alert et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

© International Alert 2009

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise, without full attribution.

ETUDE SUR LE ROLE DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES DANS L'ALIMENTATION ET LA PERPETUATION DES CRISES DE L'EST DE LA RDC

Table des matières

Liste des abréviations	3
Résumé exécutif	5
Introduction	10
Chapitre 1: panorama général de l'exploitation minière	14
1.1 L'exploitation minière: une histoire ancienne	14
1.2 Les lieux de l'exploitation: un mapping imparfait	17
1.3 Les sites miniers du Nord-Kivu	19
1.4 Les sites miniers du Sud-Kivu	20
1.5 Les sites miniers du Maniema	21
1.6 Les sites miniers de l'Ituri et du Haut Uele	21
1.7 Des quantifications au lieu d'une quantification	22
Chapitre 2: le système de production	25
2.1 Droits de propriété, droits de prospection, droits d'exploitation: entre confusion, incertitudes, enchevêtrements et «arrangements locaux»	26
2.2 Droits des groupes miniers internationaux: anciens et nouveaux acteurs	28
2.3 Les forces armées ou le contrôle territorial des mines	31
2.4 Une organisation du travail organisée et hiérarchisée	33
Chapitre 3: systèmes de commercialisation	36
3.1 Deux systèmes commerciaux	37
3.2 Géoéconomie du commerce	40
3.3 Les acteurs-clés	44
3.4 La répartition des bénéficiaires au fil de la chaîne commerciale	50
Chapitre 4: mécanismes de la fraude	52
4.1 La nature de la fraude	52
4.2 Efforts en matière de réglementation/redevabilité	57
Chapitre 5: impact de l'exploitation sur les populations et l'environnement	61
5.1 L'économie minière comme piège à pauvreté	61
5.2 Insécurité et violence dans le secteur minier artisanal	64
5.3 L'impact géoenvironnemental	66
Chapitre 6: synthèse analytique des recommandations	69
6.1 Classement thématique des principales recommandations	69
6.2 De l'inefficacité du régime actuel de sanctions à la certification/traçabilité	72
6.3 Un nouveau paradigme: formaliser le commerce pour le moraliser	75
6.4 Initiatives passées et présentes	76

Liste des abréviations

AFDL	Alliance des Forces Démocratiques de Libération
AFED	Amis de la Forêt et de l'Environnement pour le Développement
AGK	AngloGold Ashanti Kilo
AMG	Advanced Metallurgical Groupe
ANR	Agence Nationale de Renseignement
APPG	All Party Parliamentary Group
BEST	Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques
BGR	Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe
BNA	Bureau de la Navigation Aérienne
CAMI	Cadastré minier
CASM	Communities and Small-Scall Mining
CdC	Cadre de Concertation
CEDAF	Centre d'Etude et de Documentation Africaines
CEEC	Centre d'Expertise, d'Evaluation et de Certification
CEPAS	Centre d'Etudes pour l'Action Sociale
CEPGL	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CHDC	Congo Holding Development Company
CIRAD	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CIRDI	Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements
CIRGL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
COCABI	Coopérative des Creuseurs Artisanaux de Bisie
COFED	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
COMIMPA	Coopérative Minière Mpama Bisie
DDR	Désarmement, Démobilisation, Réinsertion
DFID	Department for International Development
DGM	Direction Générale des Migrations
EAU	Emirats Arabes Unis
FAPC	Forces Armées du Peuple Congolais
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FEC	Fédération des Entreprises Congolaises
FNI	Front des Nationalistes et Intégrationnistes
GFE	Gesellschaft für Elektrometallurgie
GMB	Groupe Minier Bangandula
GRAMA	Groupe de Recherche sur les Activités Minières en Afrique
HRW	Human Rights Watch
ICCN	Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
INICA	Initiative pour l'Afrique Centrale
IPIS	International Peace Information Service
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
KIMIN	Kilo-Moto Mining International
KMC	Krall Metal Congo
LRA	Lord Resistance Army
MDDZ	Mines d'or du Zaïre
MGL	Minière des Grands Lacs

MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo
MPA	Metal Processing Association
MPC	Mining and Processing Congo
MPR	Mouvement Populaire de la Révolution
NMC	Niobium Mining Company
OCC	Office Congolais de Contrôle
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OCHA	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires
OFIDA	Office des Douanes et Accises
OKIMO	Office des Mines d'Or de Kilo Moto
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PARECO	Alliance des Patriotes pour la Refondation du Congo
PNC	Police Nationale Congolaise
PNKB	Parc National de Kahuzi Biega
RAID	Rights and Accountability in Development
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDC	République Démocratique du Congo
RMA	Ressources Minérales Africaines
SAESSCAM	Service d'Assistance et d'Encadrement de l'Artisanat Minier
SAKIMA	Société Aurifère du Kivu-Maniema
SARW	Southern Africa Resource Watch
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
SOKIMO	Société des Mines d'Or de Kilo Moto
SOMICO	Société des Mines du Congo
SOMIGL	Société Minière des Grands Lacs
SOMINKI	Société Minière du Kivu
SWOT	Strenghts, Weaknesses, Opportunities, Threats
UCI	Uganda Commercial Impex
UPC	Union des Patriotes Congolais
UPDF	Uganda People's Defence Force
USAID	US Agency for International Development
WCS	Wildlife Conservation Society

Résumé exécutif

1. L'or et les minerais composites du groupe de l'étain (cassitérite, coltan, niobium, wolfram) sont exploités depuis le début du XX^{ème} siècle dans les provinces orientales de la RDC. Le secteur minier a été durablement affecté par le délitement de l'Etat congolais, la corruption et la destruction des infrastructures territoriales. Les compagnies nationales minières de l'est congolais (OKIMO, SOMINKI) ont sombré au cours des années 1990, cédant la place à une exploitation artisanale informelle employant des centaines de milliers de creuseurs. Les guerres qui ont affecté le Nord et le Sud-Kivu et l'Ituri entre 1996 et 2003 ont renforcé le caractère illégal de l'exploitation des minerais et favorisé la formation de milices qui tirent du contrôle des mines les moyens financiers nécessaires à leur survie économique et à l'achat d'armes.
2. Dans ce contexte où insécurité et illégalité s'auto-entretiennent, l'économie minière est une économie conflictuelle particulièrement opaque («*conflict minerals*») et l'Est congolais fait figure d'espace d'extraction de matières premières dérégulé et structuré par des intérêts locaux et régionaux en contact avec les acteurs du marché international.
3. La géographie des sites miniers n'est que partiellement connue. Parmi les plus importants, on peut citer Mongbwalu et Djalassiga (Ituri), Durba (Haut Uélé) Numbi, Kama, Kamituga, Twangiza, Lugushwa, Minoro (Sud-Kivu) et Bisie, Itebero, Mumba-Bibatama, Lueshe, Fatwa Kasugho, Musienene et Manguredjipa (Nord-Kivu), Kalima, Kampene, Namoya, Makania (Maniema).

Alors que le système de production et de commercialisation des minerais du Kivu est aujourd'hui bien documenté, il est toujours impossible de dresser une cartographie précise et exhaustive des lieux de production. La géographie des mines est encore imparfaite. Cela tient pour une part à la quasi impossibilité pour l'exploitation artisanale de se mettre en conformité avec le nouveau Code Minier de 2002. Celui-ci stipule en effet que l'activité artisanale doit s'effectuer dans une zone d'exploitation «*délimitée en surface et en profondeur*»; le titre IV précise que là où les conditions «*ne permettent pas une exploitation industrielle ou semi-industrielle, le ministre des Mines peut ériger de tels gîtes dans les limites d'une aire géographique déterminée en zone d'exploitation artisanale*». Or, aucune de ces zones n'a jusqu'à présent été définie dans l'Est de la RDC. L'information sur l'activité minière devrait en principe être centralisée dans les Directions provinciales des Mines. Celles-ci manquent malheureusement des moyens matériels et financiers qui leur permettraient de remplir leur mission. Il en résulte que l'information reste partielle. L'opacité du secteur minier n'est pas seulement due aux pratiques de dissimulation et de fraude et aux entraves que représentent les groupes armés; elle commence avec les graves lacunes d'une géographie de la production qui n'est qu'ébauchée.

4. Il est impossible à l'heure actuelle de connaître avec un degré de fiabilité acceptable les quantités de minerais produites et exportées en raison de la multiplicité des organismes qui interviennent dans le contrôle de la production et de l'exportation des minerais, des déficiences dans l'élaboration des données statistiques, de la fraude et de la contrebande aux frontières, particulièrement importante pour l'or. L'évaluation quantitative de la production nécessite une méthodologie de recoupement des données qu'il reste à bâtir à partir des données administratives, de la FEC et des enquêtes de terrain auprès des producteurs et transporteurs. Compte tenu de l'absence de centralisation et de fiabilité des statistiques et de la dispersion des sites, une telle enquête sera nécessairement locale et ne fournira pas une vision exhaustive. La contrebande sera toujours le point aveugle de la quantification.

5. Les productions des sites miniers de la Province orientale, du Maniema et du nord Katanga s'écoulent en partie par les Kivus et l'Ituri; la Province orientale, le Maniema et le nord Katanga souffrent d'un déficit de connaissances ainsi que les sites miniers de production de diamants des Kivus.
6. Le caractère informel de la production minière n'empêche pas qu'elle soit structurée. Le système de production est fondé sur l'exploitation de la force de travail d'une main-d'œuvre sous-payée et innombrable et sur une cascade de prélèvements effectués par tous les acteurs, civils ou militaires, intervenant entre la mine et les comptoirs d'achat. Creuseurs, pelleteurs, porteurs travaillent avec un outillage rudimentaire et leur seule énergie musculaire sous la surveillance de chefs d'équipes ou de militaires. Les différents groupes armés, tout comme l'armée congolaise (FARDC) participent activement à la prédation.
7. L'histoire des concessions montre l'instabilité des droits de prospection et d'exploitation. La valse des contrats qui a caractérisé la fin du règne de Mobutu et le régime de Laurent-Désiré Kabila s'explique par l'arbitraire du pouvoir et non par la logique économique. Dans ces régions, l'exploitation minière repose sur des arrangements locaux où la règle de droit moderne compose avec le droit coutumier. Néanmoins, et même si les sociétés étrangères qui se sont substituées à la SOMINKI et l'OKIMO tardent à démarrer l'exploitation, l'intérêt des groupes internationaux pour cette zone reste vif.
8. Depuis 2000, deux systèmes de commercialisation des «*conflict minerals*» ont existé : le commerce informel des comptoirs et le commercialisme militaire. Malgré la fin de la présence des armées étrangères en territoire congolais, le commercialisme militaire n'a pas totalement disparu : les FARDC et les divers groupes armés ont militarisé, brutalisé et parasité l'exploitation artisanale dont ils bénéficient largement. L'exploitation minière constitue donc un enjeu de sécurité et de résolution des conflits.

L'implication substantielle des FARDC dans le commerce minier fait de l'armée une «*self-generating revenue agency*» dont les bénéficiaires supérieurs restent soigneusement dans l'ombre. Cette implication a généré une véritable mafia au sein des militaires de haut rang en accord avec les plus hauts échelons de l'Etat. L'implication substantielle des FARDC dans le commerce minier est un facteur de ralentissement de leur «*intégration*» et donc de la réforme de l'armée (volonté de rester sur place).

9. Le système actuel de commercialisation constitue un système oligopolistique qui profite à un conglomérat de fonctionnaires, militaires, chefs de milices, négociants, transporteurs et intermédiaires étrangers dont les profits s'évaluent en millions de dollars et dont l'identification entreprise par l'ONU et les ONG sous le terme de «*réseaux d'élites*» est encore partielle. En dépit de leur opacité, ces «*réseaux d'élites*» mettent en évidence les relations coupables entre business, politique et violence. Le commerce des minerais représente une part importante des revenus légaux et illégaux des fonctionnaires chargés du contrôle du commerce et, même si les taxes perçues sont inférieures à ce qu'elles devraient être en raison de la fraude, elles représentent plusieurs millions de dollars par an. En ce sens, la question minière dans l'Est congolais est un enjeu de gouvernance fort.
10. Le commerce des minerais en RDC repose sur un système de communications multimodal qui associe portage/route/avion et définit une géoéconomie régionale résolument tournée vers l'Afrique orientale. Les villes frontalières ou proches de la frontière où sont installés les comptoirs – Goma, Bukavu, Uvira, Béni, Butembo, Bunia – constituent la charnière entre un amont informel et un aval branché sur les circuits de l'économie mondialisée. Le commerce des minerais contribue à l'intégration économique informelle de l'Afrique des Grands Lacs et signale une disjonction forte entre le politique (cadre de la souveraineté nationale) et l'économique (système d'échanges intégré à l'Afrique de l'Est).

L'intégration des minerais congolais dans le commerce formel s'effectue au niveau des pays de transit (Burundi, Rwanda et Ouganda), même si la contrebande existe aussi aux frontières orientales de ces Etats et même si la dissimulation de l'origine des minerais exportés est une pratique courante. Les minerais suivent les mêmes voies commerciales que les autres marchandises et s'inscrivent dans les échanges transfrontaliers. On note une certaine spécialisation de ces routes commerciales correspondant à des considérations politiques et surtout économiques. Ainsi, l'axe Uvira-Bujumbura est surtout connu pour l'exportation d'or et l'axe Bukavu-Cyangugu pour les exportations d'or, de cassitérite et de coltan. Au début des années 90, le Burundi était le pays le plus important pour le transit de l'or congolais mais, après l'embargo régional contre le régime de Buyoya et la mise en place d'un système d'exemptions fiscales pour l'or en Ouganda, ce pays a supplanté le Burundi. De même la Tanzanie est montée en puissance depuis quelques années en ce qui concerne les exportations de diamants.

11. Les pays de transit (Burundi, Rwanda et Ouganda) sont les grands bénéficiaires de la rente minière congolaise qui constitue une de leurs ressources économiques importantes. Une spécialisation minérale s'observe à leur niveau : transit de l'or par le Burundi et l'Ouganda et des minerais du groupe de l'étain par le Rwanda. Leurs sphères d'influence économique dans l'Est congolais restent à peu près stables depuis 2000. La question minière est, par conséquent, un enjeu de géoéconomie majeur dans la région.
12. Les investigations de l'ONU et des ONG ont mis en lumière les destinataires finaux du commerce des «*conflict minerals*» en Europe, aux Etats-Unis, au Moyen-Orient et en Asie ainsi que le rôle pivot de certains milieux d'affaires (libanais, indopakistanaï, russes, etc.). Les filières américaines, russes et chinoises sont les moins documentées.
13. La fraude minière prend la forme de taxations illégales (sur et sous-taxations) et de contrebande. La corruption générée par le secteur minier bloque toute tentative sérieuse de rétablissement de l'autorité de l'Etat et contribue à la gouvernance par le désordre à l'œuvre dans cette région. Le problème de la corruption générée par le secteur minier est un enjeu de gouvernance majeur en RDC. Les initiatives nationales et internationales (ITIE) mises en œuvre pour réguler l'industrie minière en RDC n'ont pas encore atteint l'Est congolais et n'ont eu que peu de résultats au niveau national.
14. L'enjeu social et économique de l'artisanat minier est considérable. Cette activité apparaît comme un piège à pauvreté pour la plupart des mineurs engagés, volontairement ou sous la contrainte, dans un travail de survie. Le travail à la mine représente une rupture avec l'organisation sociale traditionnelle en modifiant les rôles des jeunes et des femmes. C'est une activité dangereuse (risques d'accidents) et violente dans le contexte de rivalités entre groupes armés et possesseurs des sites.

Malgré son effet de création d'emplois, l'activité minière est un piège à pauvreté : derrière l'apparence illusoire d'un enrichissement soudain, elle génère une dynamique d'appauvrissement. Les recherches portant sur les conséquences humaines de l'artisanat minier se sont surtout intéressées aux creuseurs, il est vrai les plus nombreux et les plus mal lotis. Les acteurs de la chaîne du commerce, depuis la sortie de mine jusqu'aux comptoirs d'achat, ne sont pas pour autant oubliés. Il y a parmi eux des gagnants et des perdants, mais qui sont-ils ? Une étude fine montrerait certainement que les groupes ethniques qui occupent traditionnellement des positions commerciales dominantes sont les mêmes qui contrôlent le commerce des minerais : les Bashi au Sud-Kivu, les Nande au Nord-Kivu. Les uns comme les autres considèrent les Banyarwanda comme des intrus et ils ont toujours cherché à les discréditer car ils les concurrencent.

L'artisanat minier s'inscrit dans un processus global de transformation sociale qui s'accompagne d'un transfert de population du milieu rural vers les mines et le milieu urbain. Des petites villes émergent sur les sites miniers les plus importants en modifiant la répartition spatiale de la population. Ces agglomérations nées de la mine modifient l'espace économique, social et culturel des Kivus et de l'Ituri.

Le système de l'exploitation minière artisanale produit une violence directe et indirecte. Les violences directes s'exerçant le long de la chaîne du commerce des produits miniers peuvent être classées en deux catégories : celles qui sont exercées par les hommes armés (milices et forces de sécurité) sur les acteurs du commerce et celles qui opposent les acteurs du commerce entre eux. Le commerce des minerais est un business violent et, quand elles sont «calmes», les zones minières restent des «*Far West* congolais», en l'occurrence ici des «*Far East*». Les conflits entre propriétaires informels des carrés miniers aboutissent parfois à des violences quand l'intervention des autorités décidant des droits ne suffit pas. La présence des milices et de l'armée est naturellement le premier facteur de violence. Les négociants sont aussi victimes des hommes armés qui les interceptent souvent pour leur dérober leur marchandise.

15. Les conséquences environnementales sont strictement négatives : pollution des nappes phréatiques par les produits chimiques, déforestation, détournement des rivières, arrachement de pans entiers de collines et disparition des terres arables, braconnage intensif dans les parcs pour nourrir les creuseurs. Les parcs paient un lourd tribut à l'activité minière anarchique, notamment dans le parc national de Kahuzi Biega où l'exploitation du coltan et de la cassitérite bat son plein. Par rapport à l'immensité du parc, les dommages provoqués par l'ouverture des mines ne sont que des balafres dans la masse forestière. En revanche, la pression sur la faune pour l'approvisionnement des chantiers cause des dégâts considérables, d'autant plus qu'une partie du produit du braconnage est destinée aux marchés des villes du Kivu. La question minière est donc aussi un enjeu environnemental dans l'Est.
16. Le régime actuel de sanctions onusiennes (gel des avoirs et interdiction de voyager) vise à sanctionner les commerçants et non le commerce des minerais. De l'aveu même de l'ONU, ce régime n'est pas efficace en raison du manque de coopération des Etats et de l'absence de préjudice pour les sociétés qui ont appris à gérer le risque d'atteinte à leur réputation de par leurs activités en zone de conflits. Pour l'heure, l'effet le plus marquant de l'inscription sur la liste des Nations Unies a été la suspension de certains contrats d'approvisionnement par des sociétés importatrices. Certaines sociétés occidentales ont pris leurs distances avec leurs fournisseurs congolais. L'ONU met maintenant l'accent sur la publication du mapping des sites miniers et sur le contrôle des frontières.
17. Face au problème des «*conflict minerals*», deux réponses sont actuellement en débat : restreindre le commerce (de manière plus ou moins radicale : de l'embargo total à l'interdiction sélective) ou formaliser le commerce par un mélange d'actions économiques, institutionnelles et sécuritaires. Sceptiques quant à la possibilité de réduire l'insécurité en restreignant le commerce, certaines organisations (INICA, DFID, USAID, etc.) présentent une option alternative qui consiste non plus à sanctionner le commerce mais à tenter de le formaliser pour le discipliner et le moraliser. Cette dernière réponse, inspirée par le précédent du processus de Kimberley et le monde du développement, implique une stratégie globale liant sanctions, amélioration de la sécurité dans toutes ses dimensions (juridique, économique, physique) et réforme de l'activité minière.
18. Les tentatives congolaises d'amélioration de la situation n'ont donné aucun résultat tangible (suspension des exportations de minerais en 2007, fermeture des postes douaniers de Bunagana et Ishasa en 2008, fermeture de la mine de Walikale et d'Adidi en 2008, etc.). Dans un contexte où les initiatives internationales sur cette problématique tendent à se

multiplier, il convient de souligner l'initiative sur la traçabilité du coltan (Allemagne) et celle sur l'obligation de déclaration de l'origine des minerais (USA).

19. En vue de contribuer à une exploitation minière non génératrice de conflits, ce rapport recommande 1/ d'améliorer la connaissance géographique de l'activité minière 2/ d'améliorer la connaissance du monde minier en Ituri et dans les Kivus 3/ de comprendre l'aval de la chaîne commerciale 4/ d'évaluer les possibilités de sanctions 4/ de diffuser l'information en RDC 5/ de soutenir l'agenda de la formalisation 6/ de réduire l'incitation à la contrebande par une harmonisation et une simplification des tarifs douaniers au niveau régional.

Introduction

‘In Africa, trade never stops. It is only interrupted’.

A Bend in the River. V. S. Naipaul

Economie et conflits, économie des conflits : dénonciations et recherches sur les «*conflict minerals*» de l’Est congolais

Les publications de tout ordre consacrées à l’exploitation des ressources minières comme facteur de guerre sont aujourd’hui extrêmement nombreuses. Jusqu’au déclenchement de la rébellion de 1998, les analyses de la guerre dans la région des Grands Lacs se sont inscrites dans la mémoire du génocide rwandais et des bouleversements régionaux consécutifs au changement de pouvoir à Kigali. Dans son livre sur «la guerre des Grands Lacs» publié en 1999, Filip Reyntjens mentionne à peine la dimension économique du conflit.¹ L’ouvrage réalisé, la même année, sous la direction de Paul Mathieu et Jean-Claude Willame, «Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs» se focalise sur la question foncière au Kivu et sur la dimension régionale de la guerre. Une seule page évoque les «intérêts économiques du conflit».² C’est dans la presse, en particulier dans les journaux belges «Le Soir» et «La Libre Belgique» qu’est dénoncé le «*pillage du Congo*»³ par les soldats rwandais et ougandais. Le Soir rapporte que Museveni serait critiqué en Ouganda à cause de «*l’implication de son demi-frère, Salim Saleh, dans les trafics d’or et de bois précieux*» et que «*les bailleurs de fonds commencent à s’inquiéter des ressources affectées à la guerre*».⁴ En 1999, «L’enjeu congolais» de Colette Braeckman déplore la «guerre des butins» et voit dans l’évolution du Congo après 1996 «*un nouvel épisode du hold-up sur le Congo qui dure depuis un siècle*»⁵ mais elle s’étend peu sur cet aspect du conflit. Dans «Les nouveaux prédateurs» paru en 2003, elle revient plus amplement sur ce «hold-up».⁶ Le schéma de la guerre autofinancée par l’exploitation des ressources naturelles du Kivu a été entre-temps solidement étayé par les travaux du groupe d’experts de l’ONU. Cette perception du conflit rejoint les réflexions conduites par Paul Collier pour la Banque mondiale et désormais dans l’air du temps.⁷

Les premières études approfondies consacrées aux enjeux miniers de la guerre dans l’Est du Congo, correspondent à la période où, après le pillage par les militaires, la fièvre du coltan a embrasé le Kivu. Le coltan (colombo-tantalite) qui a connu un boom en 1999–2000 est le minerai par lequel le scandale est arrivé. A l’époque de ce boom, plusieurs ONG se sont mobilisées en Belgique pour dénoncer les achats de coltan congolais effectués en zone de conflit par les compagnies européennes (campagne «Pas de sang sur mon portable»). Cette dénonciation a conduit le Conseil de Sécurité à instaurer un *Groupe d’experts sur l’exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo* qui, depuis sa création en juin 2000, a toujours été renouvelé. L’intérêt des ONG et de l’ONU pour cette question a conduit, dans un premier temps, à une très volumineuse littérature d’investigation et de dénonciation, puis à des recherches de terrain qui s’inscrivent dans le cadre théorique des réflexions sur les rapports entre conflit, économie de guerre, ressources naturelles et développement.

1 F. Reyntjens (1999). *La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale.* L’Harmattan.

2 P. Mathieu et J-C Willame (1999). *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale.* Paris : Cahiers africains n° 39–40. Tervuren. Institut Africain-CEDAF. L’Harmattan.

3 Le Soir, 23 décembre 1998.

4 Le Soir, 28 décembre 1998.

5 C. Braeckman (1999). *L’enjeu congolais. L’Afrique centrale après Mobutu.* Paris : Fayard.

6 C. Braeckman (2003). *Les nouveaux prédateurs. Politiques des puissances en Afrique centrale.* Paris : Fayard. Nouvelle édition actualisée en 2009.

7 P. Collier (2000). *Economic causes of conflict and their implication for policy.* Policy Research Paper. Washington : World Bank.

En même temps que le panel d'experts de l'ONU, des chercheurs locaux étudient aussi le lien entre conflits et ressources naturelles. A Goma, le Pole Institute (Institut Interculturel dans la région des Grands Lacs) créé à la fin des années 1990, publie en février 2001 une étude dirigée par son directeur Aloys Tegera, «Le coltan et les populations du Nord-Kivu».⁸ A Bukavu, Didier De Faily du BEST (Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques) mène une enquête précise sur l'exploitation artisanale du coltan et la chaîne de commercialisation.⁹ Il expose de façon concrète le *modus operandi* des acteurs impliqués dans l'extraction, le transport et la commercialisation du coltan, dans un système mondialisé que bien d'autres chercheurs ont de leur côté mis en exergue (par exemple Stephen Jackson qui insiste sur le fait que les producteurs «sont rattachés au marché mondial à travers une chaîne d'intermédiaires et en subissent de plein fouet les hauts et les bas»)¹⁰. L'exploitation des minerais, qu'elle soit industrielle ou artisanale, est en effet très réactive aux fluctuations des cours mondiaux. **Le creuseur qui dépense son énergie musculaire pour assurer sa survie en extrayant du coltan dans quelque forêt perdue du Kivu représente le premier maillon d'une chaîne mondialisée dont le dernier maillon est l'utilisateur du téléphone portable.**

On dispose aujourd'hui d'une documentation abondante, bien que souvent redondante, sur l'exploitation minière et le conflit dans l'est de la RDC. La pléthore de rapports et publications dont la plupart sont désormais disponibles sur Internet impose des choix.

Les nombreux rapports des groupes d'experts de l'ONU, qu'il s'agisse du «*Panel of Experts*» entre 2000 et 2003, ou du «*Group of Experts*» depuis 2004, demeurent une source fondamentale depuis le premier rapport du 12 avril 2001 jusqu'au plus récent du 18 mai 2009. Parmi les nombreuses études d'ONG ou de groupes de recherche, celles du Pole Institute, IPIS (International Peace Information Service), Global Witness, International Crisis Group, International Alert, Human Rights Watch (HRW) constituent une source essentielle car elles couvrent l'ensemble de la période 2001–2008 et les différents champs d'investigation. Le Diane Fossey Gorilla Fund a conduit une série d'études concernant l'impact de l'exploitation illicite du coltan sur la faune sauvage dans les parcs naturels. Le groupe canadien GRAMA (Groupe de Recherche sur les Activités Minières en Afrique) de l'Université du Québec à Montréal s'est intéressé à la commercialisation du coltan congolais.¹¹ En 2007, un rapport de Pact commandité par DFID, USAID et COMESA analyse les relations entre exploitation minière et circuits commerciaux en RDC.¹² Une étude du CASM (Communities and Small-Scale Mining) parue en 2008 fournit des données très précises sur l'exploitation et le commerce de la cassitérite à partir de l'exemple de la mine de Bisie, la plus importante du Nord-Kivu.¹³ Cette mine qui a par ailleurs fait l'objet d'autres investigations, comme celle d'AFED (Amis de la Forêt et de l'Environnement pour le Développement) en 2007, constitue une bonne illustration du fonctionnement du secteur minier dans l'ensemble du Kivu. Tout récemment, en avril 2009, dans le prolongement de l'expérience acquise à partir de Bisie, Nicholas Garrett et Harrison Mitchell ont conduit une réflexion sur la relation entre commerce des minerais et développement dans les zones de conflit de l'Est du Congo.¹⁴ Cette étude a été réalisée avec le soutien de DFID, London School of Economics, Crisis States Research Centre et Conflict Research Group. Aux Etats-Unis, Enough, du Center for American Project dédié à la prévention des génocides et des crimes contre l'humanité, s'est aussi découvert un intérêt pour le Kivu.¹⁵

8 A. Tegera (sous la direction de) (2002). *Le coltan et les populations du Nord-Kivu*. Co-recherche Pole Institute/CREDAP. Regards croisés n°007. Pole Institute.

9 D. De Faily (2001). «Coltan : pour comprendre», pp.279–306. *L'Afrique des Grands Lacs – Annuaire 2000-2001*. L'Harmattan.

10 S. Jackson (2001). «Nos richesses sont pillées! Economies de guerre et rumeurs de crime au Kivu», *Politique africaine*, n° 84, pp.117–135.

11 P. Martineau (2003). *La route commerciale du coltan congolais : une enquête*. GRAMA, UQAM.

12 Pact (2007). *Researching natural resources and trade flows in the Great Lakes Region*. Washington, DC : Pact.

13 N. Garrett (2008). *Cassiterite mining and trade in North Kivu : Implications for poverty reduction and security*, CASM.

14 N. Garrett and H. Mitchell (2009). *Trading conflict for development : Utilising the trade in minerals from Eastern DR Congo for development*. Resource Consulting Services.

15 Enough Project Team (2009). *A comprehensive approach to Congo's conflict minerals*. Strategy Paper.

La revue de la littérature met en évidence la place centrale tenue par des organisations anglo-saxonnes, que leur but soit humanitaire, académique ou qu'il réponde à des considérations ou à des intérêts économiques. Une part notable de l'expertise revient toutefois à des institutions et des chercheurs belges : Africamuseum de Tervuren (géologie, cartographie, Centre d'Etude et de Documentation Africaines – CEDAF), universités et groupes de recherche d'Anvers,¹⁶ de Gand, de Louvain. Les travaux de Koen Vlassenroot notamment, sont incontournables. En dehors de la Belgique et de la Grande Bretagne, quelques centres de recherche européens apportent leur contribution au débat sur le thème exploitation minière-conflit à l'Est du Congo, comme le SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute.¹⁷ L'Allemagne n'est pas en reste. Le BGR, Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe (Institut fédéral allemand des sciences de la terre et des matières premières) a réalisé en 2007, en association avec KfW Entwicklungsbank, une étude sur les ressources naturelles en RDC.¹⁸ Suite aux recommandations formulées par la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs en quête d'un «Mécanisme Régional de Certification des Ressources Naturelles»,¹⁹ une initiative du G8 lors du sommet de Heiligendamm en juin 2007 relative à la certification des minerais vient de se concrétiser. Des chercheurs du BGR travaillent sur l'empreinte géochimique, ou «*Fingerprint*», des métaux, notamment du tantale qui devrait permettre d'identifier leur origine : un projet pilote vient de démarrer au Rwanda pour la mise au point du support scientifique des CTC, *Certified Trading Chains*.²⁰

L'Afrique du Sud, très directement concernée par l'économie minière, est naturellement très attentive à la situation en RDC. En 2007, SARW (Southern Africa Resource Watch) a publié une étude concernant la révision des contrats miniers.²¹ La dimension régionale du secteur minier a été explorée par INICA, Initiative pour l'Afrique Centrale : en 2004 Roland Pourtier a réalisé une étude sur les implications régionales de l'artisanat minier au Kivu.²² Alain Karsenty, chercheur au CIRAD à Montpellier, a étudié la question de la fiscalité sur les recettes naturelles en RDC.²³

Conception des cartes

Les cartes font partie intégrante du rapport. Les unes sont des cartes de localisation (ressources minières, principales mines, groupes armés), élaborées à partir des différentes sources bibliographiques et cartographiques consultées. D'autres illustrent les aspects commerciaux de l'économie minière depuis l'échelle locale jusqu'à l'échelle mondiale : modes de transport du minerai de la mine (exemple de Bisié) aux comptoirs de vente de Goma; corridors régionaux entre l'est de la RDC et les ports de l'Océan Indien; pays importateurs. Quelques cartes enfin représentent des données structurelles essentielles à la compréhension des conflits dans les Kivus : héritage colonial de l'économie minière, répartition des groupes ethniques, des chefferies, et des densités démographiques.

La principale difficulté d'élaboration des cartes tient à l'absence d'une cartographie de référence homogène, exhaustive, et à jour de la RDC. Un projet de «Référentiel Géographique Commun» (RGC) est en cours de réalisation (projet lancé en 2006 par le centre de logistique de l'ONU, relayé

16 En particulier le Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique qui publie depuis 1997 sous la direction de Stefaan Marysse et Filip Reyntjens un Annuaire : *l'Afrique des Grands Lacs*. L'Harmattan.

17 R. de Koning (2008). «Resource-conflicts links in Sierra Leone and the Democratic Republic of the Congo». *SIPRI Insights on Peace and Security*, 2008, 2.

18 C. Berke, J. Pulkowski, N. Martin, J. Vasters, M. Wagner (2007). *Les ressources naturelles en République démocratique du Congo – Un potentiel de développement?* Frankfurt : BGR-KMW.

19 Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (2006). *Programme d'Action Régionale de Certification des Ressources Naturelles*. Projet n° 3.2.2. Dar es Salaam.

20 BGR, Communiqué de presse (13 mars 2009). *BGR-Pilotprojekt in Rwanda : Transparenz, Sozial-und Umweltsstandards durch Zertifizierung mineralischer Rohstoffe*.

21 C. Kabamba (2007). *Directives pour une révision des contrats d'exploitation Minière en RDC*, juin 2007. Johannesburg : Braamfontein. Available at info@sarwatch.org.

22 R. Pourtier (2004). *L'artisanat minier au Kivu et ses implications régionales*. Paris : INICA-OCDE.

23 A. Karsenty (2006). Etude d'identification d'un programme pour l'amélioration des recettes fiscales et domaniales en République Démocratique du Congo [composante «ressources naturelles» d'un programme d'appui à la gouvernance en RDC]. Ministère des Finances. Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED (COFED). CIRAD.

par OCHA et coordonné depuis juillet 2007 par le PNUD). Dans «Cartographie des motivations», IPIS a utilisé les données disponibles du RGC. Sa cartographie, au 1/ 1 000 000 couvre la plus grande partie du Nord et du Sud-Kivu, mais pas le Maniema. Celui-ci est en revanche inclus dans les spatio-cartes au 1/ 200 000 produites par l'Université de Gand à partir d'images satellitaires. Les espaces cartographiés par ces deux séries de documents ne couvrent malheureusement pas l'ensemble de la région étudiée. Pour disposer d'un fond cartographique homogène, on a utilisé la carte du Congo au 1/ 2 000 000 établie par l'Université catholique de Louvain en 2007.²⁴ Des compléments d'information ont été trouvés dans la carte de la République Démocratique du Congo publiée en 2000 par Management Kongo Development, carte construite à partir d'un modèle numérique de terrain de l'United States Geological Service. Quelques distorsions mineures peuvent apparaître entre ces différentes sources mais elles n'ont aucune incidence à l'échelle des cartes figurant dans le rapport. Les fonds hydrographiques sont tout à fait cohérents d'une carte à l'autre, ce qui n'est pas toujours le cas ni des routes, ni des limites administratives qui peuvent présenter de réelles divergences dans leur tracé.

L'incertitude concernant la toponymie est un obstacle plus sérieux. D'une carte à l'autre, beaucoup de noms de villages diffèrent. Il a été impossible de localiser certaines mines signalées dans les textes consultés car leurs noms n'apparaissent sur aucune carte. Même des sites importants ne sont pas mentionnés sur les cartes récentes, par exemple Lueshe, seul site industriel du Nord-Kivu. De même on cherche en vain Ariwara, pourtant un des centres les plus importants du commerce de l'or en Ituri, qu'on a pu cependant situer grâce à une étude de Human Rights Watch. Les cartes jointes au rapport ne peuvent donc avoir qu'une précision relative. Elles sont conçues pour offrir une vision synthétique en complément du texte auquel elles apportent la force de l'image.

Figurent en annexe de ce rapport les cartes et la bibliographie.

L'espace concerné par l'étude

Superficie (km ²)		Population		Densité (hab/km ²)	
		1984 (recensement)	2008 (estimations)	1984	2008
Nord-Kivu	59 483	2 434 000	5 200 000	41	87
Sud-Kivu	65 070	1 940 000	4 700 000	30	72
Ituri	65 658	1 749 000	4 200 000	27	64
Maniema	132 250	850 000	2 250 000	6	17

Source pour 2008 : OCHA, Plan d'action humanitaire 2009

24 République Démocratique du Congo, 1/ 2 000 000, Unité de recherche en environnémentrie et géomatique, Université catholique de Louvain. Avec la collaboration de l'Institut Géographique du Congo et de l'Institut Géographique National belge. ULC-Géomatics, Louvain-la-neuve (2007).

Chapitre 1 : Panorama général de l'exploitation minière

Résumé :

L'or et l'étain sont exploités depuis le début du XX^e siècle dans les provinces orientales de la RDC. Le secteur minier a été durablement affecté par le délitement de l'Etat congolais, la corruption et la destruction des infrastructures territoriales. L'industrie minière a sombré au cours des années 1990, cédant la place à une exploitation artisanale informelle employant des centaines de milliers de creuseurs. Les guerres qui ont affecté le Nord et le Sud-Kivu et l'Ituri entre 1996 et 2003 ont renforcé le caractère illégal de l'exploitation des minerais et favorisé la formation de milices qui tirent du contrôle des mines les moyens financiers nécessaires à l'achat d'armes. Dans ce contexte où insécurité et illégalité s'auto-entretiennent, l'économie minière est particulièrement opaque, ce qui rend très difficile l'accès à une information fiable et précise (localisation des mines, volumes de production, etc.).

1.1 L'exploitation minière : une histoire ancienne

Les origines coloniales de l'économie minière

L'exploitation des minerais dans l'Est du Congo a commencé voici plus d'un siècle.²⁵ C'est en 1903 que deux prospecteurs australiens ont découvert de l'or dans la rivière Agola; ils ont dénommé cette zone du nom du chef Kilo. Après la découverte du site de Moto, la région aurifère de l'Ituri-Haut Uélé a reçu ce nom de Kilo-Moto qui depuis plus d'un siècle symbolise l'or du Congo dont la longue histoire a été récemment ternie par les massacres de 2002–2003²⁶ à Mongbwalu. En 1926 a été créée la Société des Mines d'Or de Kilo Moto (SOKIMO) sur le modèle des grandes compagnies coloniales comme l'Union Minière du Haut Katanga, caractérisées par leur politique paternaliste à l'égard d'une main-d'œuvre peu payée mais prise en charge pour tous les aspects de la vie sociale. Ces sociétés, véritables Etat dans l'Etat, étaient fortement impliquées dans le financement et la gestion des infrastructures régionales et socio-éducatives (transport, santé, éducation).

Au Kivu,²⁷ l'exploitation minière n'est devenue importante que dans les années 1920. La MGL, Minière des Grands Lacs, et le CNKI, Comité National du Kivu, commencèrent à exploiter l'or, avant que soit découverte la cassitérite, en 1926. Le Maniema devint bientôt la grande région de production stannifère avec les centres de Kalima, Punia, Kasese, Sakumakanga. Deux sociétés, créées en 1932 et 1933, Symetain et Cobelmin du groupe Empain dominèrent le secteur minier jusqu'après l'indépendance du Congo.

Les rapports annuels des affaires économiques du Kivu²⁸ donnent des chiffres de production intéressants en comparaison avec les évaluations actuelles :

Production d'or et de cassitérite à l'époque coloniale

	1935	1940	1945	1950	1955	1959
Or (kg)	2 954	6 269	3 174	2 397	2 107	3 449
Cassitérite (t.)	1 200	5 250	12 110	8 383	11 379	6 074

25 Voir cartes Bassin de l'étain au Congo belge et Rwanda-Urundi et Gisements miniers.

26 Human Rights Watch (2005). *Le Fléau de l'Or*. New York : HRW.

27 La région du Kivu, délimitée par l'administration coloniale, comprenait trois entités : Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema. En 1988, celles-ci ont été érigées en province.

28 B. Musharhamina (1998). «Conjoncture mondiale et exploitation minière au Kivu (1933–1959)». *Likunduli. Enquêtes d'histoire coloniale*, 9,1 pp.108–121. Lubumbashi : CERDAC.

L'emploi dans le secteur minier à l'époque coloniale était déjà important comme le montrent quelques chiffres concernant l'ensemble du Congo belge :²⁹

Emploi dans les grands secteurs miniers

moyenne annuelle	or	étain	cuivre	diamant
1928-1929	21 000	5 000	16 500	28 600
1938-1940	90 437	38 588	8 498	17 582
1941-1943	88 177	73 303	14 365	12 319

L'indépendance et l'effondrement de l'économie minière : l'échec exemplaire de la SOMINKI et de KILO MOTO

L'exploitation industrielle des minerais a été victime de la conjonction de deux facteurs :

- L'instabilité des cours mondiaux
- L'affaiblissement et la désorganisation des encadrements économiques et administratifs d'une société rongée par le «mal zaïrois», variante désastreuse de la mauvaise gouvernance couplée à une corruption généralisée.

En 1976, Symetain, Cobelmin et quelques autres sociétés créèrent la SOMINKI, Société Minière du Kivu, dans laquelle le Zaïre détenait 28% du capital, le groupe Empain 72%. Déjà handicapée par les coûts d'enclavement des mines du Maniema, la SOMINKI n'a pas résisté à la brutale chute des cours de l'étain en 1985 : après avoir atteint un pic en février 1985 à plus de 10 000 livres la tonne, les cours n'étaient plus que de 4 300 livres un an plus tard. Leur dépréciation durable a conduit le groupe Empain à vendre sa participation majoritaire dans la SOMINKI.

Cours de l'étain en livre par tonne

1970	1975	1980	1985	1990	1994
1 500	3 000	7 200	9 200	3 500	3 500

Production d'étain et métaux associés de la SOMINKI (en tonne)

1980	1985	1990	1995
3 000	4 000	2 500	1 000

Le déclin de la production d'étain consécutif à l'effondrement des cours mondiaux a précédé les pillages de l'AFDL qui, en 1996, ont donné le coup de grâce à une entreprise moribonde dont les effectifs salariés avaient considérablement diminué :

Evolution des effectifs de la SOMINKI (1978-1995)

Année	Expatriés	Personnel d'encadrement	Personnel d'exécution
1978	110	215	16 500
1985	80	283	11 500
1990	24	275	8 500
1995	13	221	5 700

29 J-L Vellut (1981). *Les bassins miniers de l'ancien Congo Belge. Essai d'histoire économique et sociale (1900-1960)*, Cahier 7. CEDAF.

La SOMINKI a été rachetée en 1996 par le groupe canadien Banro. Après les années chaotiques de guerre et de rébellion, la situation juridique de Banro s'est clarifiée en 2003 autorisant une reprise d'activité.³⁰ Celle-ci se dessine, mais la production n'avait pas encore redémarré en 2008.

Créée en 1926, la Société des Mines d'Or de Kilo Moto (SOKIMO) a construit presque toutes les infrastructures lourdes du district de l'Ituri à l'époque coloniale et a développé une gestion paternaliste de sa main-d'oeuvre. En 1966, la société a été nationalisée sous le nom d'OKIMO (Office des Mines d'Or de Kilo Moto), lequel a repris les 83 000 km² de concession répartis entre l'Ituri et le Haut-Uélé. Le principal site minier de l'Ituri, celui de Mongbwalu a été divisé en trois blocs (38, 39 et 40). Le déclin progressif de la société a entraîné, dans les années 90, la sous-traitance de l'exploitation à des mineurs artisanaux avec la possibilité pour un individu de faire des prospections (150\$), d'exploiter une zone de 500m² (250\$), voire davantage (contre 30% des bénéfices à OKIMO). Ce système de sous-traitance de la production/exploration compensait l'incapacité de l'OKIMO d'exploiter ses gisements. Mais il est à noter que l'OKIMO n'avait même pas les fonds pour acheter l'or creusé par les orpailleurs et l'écouler sur le marché. Au fil des années 90, l'OKIMO a sous-loué ses concessions à des entrepreneurs qui contrôlent l'accès aux mines et perçoivent des taxes, voire s'impliquent eux-mêmes dans la commercialisation. Dans le passé, ces sous-traitants honoraient le paiement de la location à OKIMO mais cela a cessé.

Artisanat informel et déliquescence de l'Etat congolais

Depuis la cessation d'activité de SOMINKI et de l'OKIMO, l'exploitation industrielle a disparu du Kivu et de l'Ituri. Il ne reste sur les anciens sites que quelques bâtiments en dur, des installations en ruine et des machines rouillées qui rappellent le temps où l'économie du Congo n'avait pas entièrement sombré dans l'informel.³¹ **La substitution de l'artisanat minier à l'industrie extractive ne s'est pas faite brutalement : elle a accompagné la décomposition progressive de l'Etat.** L'exploitation artisanale existait depuis longtemps au Congo : sans remonter à l'ancien Katanga dont les «croisettes» de cuivre servirent longtemps de monnaie dans une grande partie de l'Afrique centrale, l'orpaillage était pratiqué pendant la période coloniale tout comme durant les premières années de l'indépendance, mais seulement à petite échelle. **C'est la désorganisation de l'économie consécutive à la «zaïrianisation» de 1974 qui a fait basculer les activités productives vers l'informel :** la confiscation des biens des colons et leur dilapidation par les bénéficiaires d'une redistribution fondée non pas sur la compétence mais sur l'allégeance au MPR (Mouvement Populaire de la Révolution) eut les conséquences les plus néfastes pour l'économie. Au fur et à mesure que le «mal zaïrois» et l'application de «l'article 15» de la constitution («débrouillez-vous») devenaient la norme, le nombre de creuseurs augmentait, en particulier dans les régions diamantifères des Kasaï. En 1982, l'exploitation artisanale, en dehors des concessions minières, fut autorisée. La nouvelle législation, entérinant une situation de fait, allait favoriser le développement de l'artisanat minier.

Au Kivu, de nombreux mineurs ayant perdu leur emploi suite à l'effondrement de la SOMINKI ont cherché une compensation dans l'exploitation informelle de gisements qu'ils connaissaient bien. Une véritable économie parallèle, en marge de toute légalité, s'est progressivement organisée, impliquant de nombreux acteurs, depuis la mine jusqu'aux comptoirs d'exportation. Les violences armées dont le Kivu a été le théâtre – campagne de l'AFDL en 1996–1997, occupation par des militaires rwandais et ougandais pendant les années de la rébellion (1998–2002) – ont achevé la déstructuration de l'économie formelle et fait du contrôle des ressources minières un des enjeux majeurs d'un conflit régional. **Le boom du coltan en 1999–2000 a provoqué une ruée sans précédent vers les zones minières** d'une population jeune attirée par l'espoir d'un gain rapide. D'origine rurale ou urbaine, ces hommes et ces femmes ont cru trouver dans la mine une occasion d'émancipation vis-à-vis d'une société en crise profonde

30 Voir chapitre 2.2.

31 Voir *L'or noyé de Kamituga* (2007), film de Yvon Lammens et Colette Braeckman, production Simple Production –Philofilm.

ne leur offrant pas de perspectives d'avenir satisfaisantes. Le boom du coltan a été de courte durée : après s'être négocié jusqu'à 230 dollars la livre en 2000, le tantale retrouvait fin 2001 ses valeurs d'avant 1999, soit entre 25 et 30 dollars. Pourtant, l'épisode a eu des conséquences durables car il a représenté une rupture irréversible pour beaucoup de jeunes embarqués dans l'aventure de la mine.³²

1.2 Les lieux de l'exploitation : un mapping imparfait

Alors que le système de production et de commercialisation des minerais du Kivu est aujourd'hui bien documenté, il est toujours impossible de dresser une cartographie précise et exhaustive des lieux de production. Le document de référence qu'est la carte géologique et minière de la RDC publiée en 2005 par l'Africamuseum de Tervuren³³ reprend des données extraites de la carte des gîtes minéraux du Zaïre datant de 1976.³⁴ La localisation des ressources minérales est bien sûr utile, mais elle n'informe pas sur la réalité de leur exploitation. Les cartes de la MONUC et d'OCHA ne donnent que des informations très succinctes et parcellaires sur les sites miniers.

Le document le plus intéressant est celui qu'a établi IPIS : la «cartographie des motivations derrière les conflits» localise non seulement les mines mais aussi les différents groupes armés au Nord et au Sud-Kivu sur la période comprise entre septembre 2007 et janvier 2008.³⁵ Ce travail considérable a naturellement ses limites car il est impossible de cartographier simultanément sur l'ensemble d'un espace couvrant 59 500 km² pour le Nord-Kivu et 65 000 km² pour le Sud-Kivu des situations constamment changeantes. Ce véritable travail de Sisyphe repose en outre sur des informations provenant de correspondants locaux et difficiles à contrôler. La cartographie d'IPIS localise de très nombreux sites miniers sans faire le partage entre ce qui existe aujourd'hui et ce qui a existé dans le passé. Par exemple, on retrouve dans le parc national de Kahuzi Biega tous les noms des sites d'exploitation du coltan figurant déjà sur celle de l'étude INICA de 2004 qui se basait sur une étude plus ancienne d'une ONG de Bukavu. **Un mille-feuilles de données empilant des localisations souvent imprécises dans l'espace comme dans le temps ne suffit pas pour constituer un état des lieux indiscutable et à jour.**

La géographie des mines est encore imparfaite. Cela tient pour une part à la quasi impossibilité pour l'exploitation artisanale de se mettre en conformité avec le nouveau Code Minier de 2002. Celui-ci stipule en effet que l'activité artisanale doit s'effectuer dans une zone d'exploitation «*délimitée en surface et en profondeur*»; le titre IV précise que là où les conditions «*ne permettent pas une exploitation industrielle ou semi-industrielle, le ministre des Mines peut ériger de tels gîtes dans les limites d'une aire géographique déterminée en zone d'exploitation artisanale*». Or aucune de ces zones n'a jusqu'à présent été définie dans l'Est de la RDC.

L'information sur l'activité minière devrait en principe être centralisée dans les Directions provinciales des Mines. Celles-ci manquent malheureusement des moyens matériels et financiers qui leur permettraient de se rendre sur les sites miniers. Il en résulte que l'information reste partielle. L'opacité du secteur minier n'est pas seulement due aux pratiques de dissimulation et de fraude et aux entraves que représentent les groupes armés; elle commence avec les graves lacunes d'une géographie de la production qui n'est qu'ébauchée. De nombreux sites miniers mentionnés dans tel ou tel rapport ne sont pas localisés avec précision. Les spatio-cartes établies par l'université de Gand pour le Musée de Tervuren n'indiquent les emplacements de mines que sur certaines planches, en particulier celles de la région stannifère du Maniema.

32 Voir chapitre 5.1.

33 Musée royal de l'Afrique Centrale [2005]. *Carte géologique et minière de la République Démocratique du Congo*, échelle 1/2 500 000, Tervuren.

34 Service géologique du Zaïre, Musée Royal de l'Afrique centrale et BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) (1976). *Carte des gîtes minéraux du Zaïre*, échelle 1/200 000.

35 S. Spittaels & F. Hilgert (2008). *Cartographie derrière les conflits : le cas de l'Est de la RDC*. Anvers : IPIS, Fatal Transactions.

L'exploitation minière de l'Est de la RDC se répartit entre deux types principaux de production :

- L'or, alluvionnaire ou filonien, représente l'essentiel de la production de l'Ituri (Province Orientale) et se trouve dans d'assez nombreux sites du Nord et du Sud-Kivu.
- Les minerais composites du groupe de l'étain associent plusieurs métaux, les «3T», Tin, Tungsten, Tantale. Au Congo, le tungsten porte le nom de wolfram; le tantale est présent dans la colombo-tantalite, dite couramment coltan, qui contient aussi un pourcentage variable de niobium. La composition des minerais varie selon les sites; coltan et cassitérite sont souvent associés, mais le coltan peut l'être avec le wolfram. L'intérêt porté à tel ou tel composant dépend de la demande : en 1999–2000 la cassitérite n'était qu'un sous-produit peu valorisé du coltan, c'est aujourd'hui l'inverse. Dans tous les cas les minerais contiennent du fer, considéré comme impureté, ce qui nécessite des opérations de séparation pour arriver à un taux de concentration en étain atteignant si possible 65% pour être commercialisé dans de bonnes conditions.

- L'établissement d'une cartographie exhaustive et à jour est un préalable à une bonne connaissance d'un secteur artisanal minier très dispersé.

Liste des principaux sites miniers connus³⁶

Provinces	Nom de la zone minière	Production (minerai et volume)	Nombre de mineurs
Orientale – Ituri – Haut Uele	Mongbwalu, Kilo-Moto Djalassiga Durba	Or Production d'or pour tout l'est de la RDC : estimations 5 à 10 tonnes	60 000
Nord-Kivu	Bisie (Walikale) Itebero Mumba-Bibatama Lueshe Fatwa Kasugho Musienene Manguredjipa	Cassitérite, 10 000 tonnes Coltan, cassitérite Coltan, cassitérite Wolframite Production de cassitérite du Nord-Kivu estimée à 14 000 tonnes Niobium Diamant Diamant Or	Estimation pour la Province : 200 000
Sud-Kivu	Numbi Nyabibwe Kama Kamituga Twangiza Lugushwa Minoro	Coltan, cassitérite, Tourmaline Coltan, cassitérite Coltan cassitérite Or Or Or Diamant	

36 Voir carte Sites d'exploitation minière.

1.3 Les sites miniers du Nord-Kivu

Les minerais du groupe de l'étain

La plupart des sites se trouvent dans le «Petit Nord», formé des territoires de Walikale, Masisi, Rustshuru, et Nyiragongo. C'est la région la plus riche, principalement le territoire de Walikale, mais aussi la plus complexe du Kivu car elle concentre tous les facteurs de tension (fonciers, démographiques, ethniques, économiques, militaires). Elle a été en 2007 et 2008 au centre des combats qui ont opposé les FARDC et leurs appuis du moment, Maï Maï et parfois FDLR, au CNDP.

Le site minier le plus important est aujourd'hui Bisié, dans le territoire de Walikale. Selon l'étude approfondie de Nicholas Garrett,³⁷ ce gisement exceptionnel fournirait 70% de la cassitérite exportée par Goma. Au moment de l'enquête (avril-décembre 2007), les quatre chantiers de production totalisaient 1 732 travailleurs. Une autre étude fait état de «7000 têtes» sur le site :³⁸ aux mineurs s'ajoutent les porteurs, les commerçants, des membres de la famille, des prostituées.

Quelques sites sont accessibles par route, avec plus ou moins de difficultés et peuvent donc être localisés avec précision, par exemple au Masisi, un territoire principalement voué aux activités agropastorales qui ont fait sa renommée avant la guerre mais qui compte aussi quelques carrés miniers. A Mumba-Bibatama dans la zone de Ngungu, 3 carrés sont exploités, dont un appartient à une personnalité tutsie de premier plan de la province, le sénateur Edouard Mwangaschuchu Hizi.

Dans bien des cas la localisation des mines pose problème. Dans son étude sur «Le coltan et les populations du Nord-Kivu»,³⁹ le Pole Institute fait mention d'un grand nombre de sites miniers (une trentaine) dans les territoires de Masisi, Kalehe, Walikale, mais sans les indications qui pourraient permettre de les localiser précisément, d'autant que les noms des villages ne sont pas toujours cohérents entre les cartes consultées. Des «foyers miniers» sont attestés au sud de Walikale, près d'Itebero, mais sans plus de précision sur la localisation des «collines» Nkuba et Kakelo.⁴⁰ Pareillement, le Pole Institute signale des sites d'exploitation au nord du Parc national de Kahuzi Bieza, mais les noms cités ne sont pas localisables faute d'indications géographiques. L'Atlas de l'organisation administrative de la République Démocratique du Congo⁴¹ n'est pas d'un grand secours, car les sites miniers sont rarement référencés dans les études consultées par rapport aux groupements ou collectivités auxquels ils appartiennent.

Lueshe, pourtant le seul site industriel du Nord-Kivu, spécialisé dans le traitement du pyrochlore (niobium) n'apparaît pas sur les cartes IPIS, ni sur les spatio-cartes, ni sur aucune des cartes générales récentes de la RDC. Il est indiqué en revanche sur la carte de la République du Zaïre de 1988. Cet effacement de Lueshe est surprenant; il souligne à quel point **une mise à jour rigoureuse de la cartographie s'impose**.

Or et diamant du «Grand Nord»

Le «Grand Nord», qui comprend les territoires de Lubero et de Béni, ne compte que quelques sites stannifères. L'essentiel de l'exploitation minière porte sur l'or, principalement dans le territoire de Béni, et le diamant à proximité de Butembo et Lubero. Les études ne sont abondantes qu'au Petit Nord, probablement parce que le Grand Nord est moins touché par les conflits armés. Les Nande confèrent une forte cohésion sociale au Grand Nord, dont l'économie est par ailleurs une des plus dynamiques de toute la RDC. Butembo et Béni sont des centres de commerce très actifs, notamment dans le négoce des matières précieuses, or et diamant.⁴²

37 N. Garrett (2008). Op. cit.

38 AFED, Amis de la forêt et de l'Environnement pour le Développement (2007). *Rapport général de l'étude sur l'exploitation artisanale des ressources minières en territoire de Walikale : Cas du Coltan*. Goma : AFED.

39 A. Tegera (dir.) (2002). Op. cit.

40 R. Pourtier (2004). *L'économie minière au Kivu et ses implications régionales*. INICA-OCDE.

41 L. de Saint Moulin, J.-L. Lalombo Tshibanda (2005). *Atlas de l'organisation administrative de la République Démocratique du Congo*. Kinshasa : CEPAS.

42 Voir le chapitre 3. Géomécanisme du commerce.

1.4 Les sites miniers du Sud-Kivu

Les sites miniers se répartissent en deux ensembles : au nord de la province prédominent les minerais du groupe de l'étain, et au sud, l'or.

Les minerais du groupe de l'étain

Les sites les plus accessibles se trouvent sur les routes Bukavu-Walikale et Bukavu-Goma. La mine de Nyabibwé (cassitérite-coltan) se situe au sud de Saké, en bordure de la route réhabilitée par «Agroallemande» (Welthungershilfe). Des résidus de machines abandonnées témoignent de l'ère «pré-artisanale». En revanche, l'important centre minier de Numbi (coltan, cassitérite, tourmaline) à la limite du Nord et du Sud-Kivu, est difficile d'accès.

La partie occidentale du Parc National de Kahuzi Biega, partagée entre Sud et Nord-Kivu a été envahie dans la plus grande illégalité lors du boom du coltan (la partie orientale autour du Mont Biega renommée pour ses gorilles de montagne est restée davantage protégée). L'ONG Vision Verte de Bukavu a dressé une cartographie précise de la soixantaine de mines qui ont été exploitées à l'intérieur du Parc. Le Diane Fossey Gorilla Fund est particulièrement attentif aux dommages causés à la flore et à la faune par la présence des mineurs.⁴³ Il manque une information récente pour actualiser l'état des lieux.

L'or

La zone aurifère du Sud-Kivu comprend trois grands sites, Twangiza, Kamituga, Lugushwa qui forment, avec Namoya, situé au Maniema, le «sillon d'or» au sud-ouest de Bukavu. L'or alluvionnaire a été exploité à partir des années 1920 autour de Kamituga, l'or filonien plus tardivement. Après la période de confusion juridique des années de guerre, la Sakima (groupe Banro) est désormais seule détentrice des titres miniers mais la société canadienne est confrontée sur le terrain à la résistance de creuseurs artisanaux qui exploitent depuis longtemps des sites alluvionnaires à l'intérieur des périmètres des permis. Au cours des dernières années, Banro s'est surtout consacré à des travaux préalables à la relance de l'exploitation (recherches géologiques et minéralogiques, forages etc). En 2007, Namoya a fait l'objet d'une étude très fouillée⁴⁴ réalisée par des ingénieurs sud-africains. Selon des informations orales, des Chinois participeraient à l'exploitation du site pour le compte de Banro.

L'information disponible sur le site Internet de Banro permet de localiser les mines avec une grande précision dans les périmètres qui intéressent la société. En revanche, la connaissance des sites d'exploitation artisanale situés à l'extérieur est plus aléatoire. Cela contribue à rendre particulièrement opaque une production et une commercialisation qui échappent très largement au contrôle des organismes d'Etat – mais pas à celui des détenteurs d'une forme ou d'une autre de pouvoir, qu'ils soient militaires ou civils.

Une autre ressource échappe au contrôle de l'Etat : le diamant. Il semble pourtant qu'il y ait de plus en plus d'exploitations diamantifères au Kivu, mais on y prête encore peu d'attention, considérant sans doute que le diamant est d'abord l'affaire des Kasai, des zones du Bandundu frontalières de l'Angola et de la région de Kisangani. IPIS fait mention d'une production notable dans la mine de Shindano, près de Minoro (nord de Shabunda).⁴⁵ Le Pole Institute cite la mine de Makania dans la région de Punia : des milliers de creuseurs abandonneraient les carrières de cassitérite pour le diamant. D'autres mines sont mentionnées au sud-est de Lubutu.

43 I. Redmond (2001). *Coltan boom, gorilla bust : The impact of Coltan mining on gorillas and other wildlife in Eastern DR Congo*, May 2001, Diane Fossey Gorilla Fund and Born Free Foundation; K. D'Souza (2003). *Scoping study of the artisanal mining of coltan in the Kahuzi Biega National Park (avril 2003)*. London : Diane Fossey Gorilla Fund.

44 SENET (2007). *Preliminary assessment no 43-101. Technical Report, Namoya Gold Project, Maniema Province, RDC, prepared for Banro Corporation*. Johannesburg : Senet House.

45 S. Spittaels & F. Hilgert (2008). Op. cit.

- La géographie de l'artisanat est évolutive, la capacité de mobilisation et de déplacement des creuseurs étant considérable.

1.5 Les sites miniers du Maniema

Le Maniema a longtemps été le cœur minier du Kivu. Jusqu'à l'effondrement des cours de l'étain en 1985, l'exploitation revêtait un caractère industriel, l'énergie était fournie par des centrales hydroélectriques, Lutshulukulu et Ambwe pour l'approvisionnement de Kalima et Kailo. Les centres miniers de la SOMINKI ont été fermés les uns après les autres dans les années 1990, mais la remontée des cours de l'étain a dopé l'exploitation artisanale. En comparaison du Nord et du Sud-Kivu, l'information sur le Maniema est très maigre. Ce bout du monde perdu mais épargné par les violences militaires récentes n'a pas suscité un grand intérêt parmi les chercheurs et les humanitaires.

La localisation des mines de l'ancienne SOMINKI est visible sur les spatio-cartes. Cependant, nous ne connaissons pas leur état actuel. Elles sont réparties en plusieurs zones. Kalima, l'ancien siège de la Direction Générale de SOMINKI, accessible par la route depuis Kindu, est au centre d'une zone ayant conservé un potentiel minier. Quelques pistes d'aviation, Kamisuku, Kinkungwa, Kama, Kampene sont utilisées pour transporter du minerai vers Bukavu. Kailo a été un important centre minier; la production de cassitérite et wolframite part vers Kindu. Punia et Kasese produisent cassitérite et coltan. Selon un chercheur préparant une thèse sur le Maniema, Mr. Kalombo Vivi Lukongo, l'or est aussi activement recherché. Entre Kasese et Shabunda se trouvent de nombreux sites d'orpaillage, de même près de Kama et de Kampene. Dans le territoire de Kasongo, Bikenge est un centre important de production d'or, évacué par Kama. Au nord du Maniema, près de Lubutu des carrières de diamant sont mentionnées. Le parc de la Maïko renferme des mines d'or. Grégoire Kayobo, un ancien simba qui combattit en 1964 au côté de Laurent-Désiré Kabila, y a toujours son fief.

- Les informations recueillies sur le Maniema demeurent succinctes : il serait utile d'y effectuer des enquêtes de terrain afin de mieux appréhender la réalité de l'économie minière dans un espace dont la production s'écoule par les Kivus.

1.6 Les sites miniers de l'Ituri et du Haut-Uélé

L'activité minière est moins dispersée qu'au Nord et au Sud-Kivu. Elle se résume pratiquement à l'exploitation de l'or dans le vaste bassin aurifère qui s'étend au nord-ouest de Bunia, autour de deux centres de production importants, Mongbwalu en Ituri et Durba dans le Haut-Uélé. Le contrôle des mines d'or a été au centre des conflits armés d'une grande violence qui ont opposé plusieurs groupes politico-militaires entre 2002 et 2004. HRW a analysé ces événements dans un rapport très documenté paru en 2005.⁴⁶

Comme toutes les entreprises zairoises nationalisées, OKIMO n'a pas résisté à une gestion prédatrice. Après avoir sous-loué ses concessions à des sous-traitants, elle a dû se résoudre à chercher des partenariats avec des groupes internationaux. En 1996 Ashanti Goldfields acquérait les parts de Kilo-Moto Mining International, mais, comme pour Banro, la période allant de la campagne militaire de Laurent-Désiré Kabila en 1996–1997 jusqu'au retrait des troupes ougandaises en 2003 fut celle des tribulations les plus aventureuses. Pendant la rébellion, le leader du RCD-ML, dissident du RCD-Goma, Mbusa Nyamwisi joua un rôle clé dans les affaires minières.⁴⁷ Un joint venture a finalement été négocié en 2003 en vue de l'exploitation de la concession 40 qui couvre 8 191 km² autour de Mongbwalu; AGK (AngloGold Ashanti Kilo) associe OKIMO (13,787%) et AngloGold (86,22%).

46 Human Rights Watch (2005). Op. cit.

47 Mbusa Nyamwisi, un Nande, fut ministre pendant la Transition et a depuis lors toujours été détenteur d'un portefeuille ministériel.

L'or a suscité les convoitises de toutes les parties prenantes aux conflits régionaux (pillages des forces armées ougandaises dénoncés par le premier rapport du panel d'experts de l'ONU; conflit ethnique opposant Hema et Lendu, pour des questions foncières et de droits de pêche). Le retrait des troupes ougandaises laissa le champ libre aux milices qui se sont disputé le contrôle de Mongbwalu en 2002–2003. Les Hema de l'UPC, Union des Patriotes Congolais de Thomas Lubenga⁴⁸ puis les Lendu du FNI, Front des Nationalistes et Intégrationnistes, se sont tristement illustrés par des massacres, notamment à Mongbwalu. Ce passé récent de violences a laissé des traces, d'autant qu'AngloGold avait conclu des accords avec le FNI, si bien que le retour à la normale a du mal à lever la suspicion à son égard. Les activités d'AGK se sont limitées à de l'exploration et à des études de faisabilité d'une part, à quelques actions à caractère social de l'autre (rénovation de l'hôpital, paiement de salaires dans le secteur de la santé, de l'éducation, de l'énergie). Le début de la production n'est pas envisagé avant 2011 – la crise actuelle n'étant pas faite pour accélérer les choses.

- **Les lacunes d'information sur le Haut-Uélé nécessitent des investigations de terrain, d'autant plus que, selon des informations concordantes, la LRA se serait engagée dans le commerce des minerais.**

1.7 Des quantifications au lieu d'une quantification

Il est impossible à l'heure actuelle de connaître avec un degré de fiabilité acceptable les quantités de minerais produites et exportées. Les principaux obstacles à une appréciation quantitative de l'économie minière sont :

- la multiplicité des organismes qui interviennent dans le contrôle de la production et de l'exportation des minerais, et le manque de coordination entre elles;⁴⁹
- les déficiences dans l'élaboration des données statistiques, ce qui contribue à maintenir l'économie minière dans une grande opacité volontaire favorisant les pratiques frauduleuses;
- la fraude administrative : sous-déclaration des quantités exportées et falsification de documents par les services des douanes;
- la contrebande aux frontières, particulièrement importante pour l'or.

Les incohérences statistiques entre les différents services administratifs sont mises en évidence par le Pole Institute avec l'exemple de la wolframite exportée à Goma en 2006 :

OFIDA	392 t	Division des Mines	401 t
OCC	268 t	Commerce Extérieur	295 t

Les données de l'OFIDA de 2006 pour le Nord-Kivu sont incomplètes : elles additionnent les exportations via Goma et Kasindi, mais pas celles de Bunagana et Ishasa à cause de l'insécurité due aux combats entre FARDC, FDLR et Maï-Maï :

Exportations de produits miniers du Nord-Kivu en 2006 (OFIDA)

	Poids	Valeur \$
Cassitérite (t.)	2 968	7 065 123
Wolframite (t.)	483	1 063 567
Coltan (t.)	41	217 558
Niobium (t.)	8	17 136
Or (kg)	9	109 918

⁴⁸ Thomas Lubenga a été un des premiers à être arrêté pour crime de guerre et déféré devant la CPI.

⁴⁹ Voir chapitre 3. Les acteurs-clés du commerce, les administrations.

A ces incertitudes relatives à la production s'ajoute le flou concernant le potentiel minier, soit par suite de la culture du secret des sociétés minières, soit par manque de connaissances fondamentales. C'est ainsi que l'évaluation des réserves de tantale se situe dans une fourchette extrêmement large allant de 15 à 60% des réserves mondiales.

Les chercheurs qui tentent une quantification des volumes et de la valeur des minerais ont recours à différents moyens indirects :

- l'estimation du nombre de vols effectués par les avions petits porteurs qui desservent les zones minières, sachant qu'ils transportent en principe 2 tonnes de minerai par rotation;
- le croisement des résultats d'enquêtes auprès des mineurs, des négociants et des comptoirs d'achat, mais seules un petit nombre de mines, comme Bisie, sont à cet égard bien documentées, de sorte qu'en l'absence d'enquêtes exhaustives le recours aux extrapolations relève du bricolage statistique;
- la recherche vers l'aval africain de la chaîne de commercialisation : contrairement à la RDC, les statistiques des directions ministérielles chargées du commerce extérieur au Rwanda sont bien tenues et considérées comme fiables. Les structures administratives de l'Ouganda et du Burundi ne sont pas aussi performantes que celles du Rwanda, mais les données statistiques sont malgré tout exploitables;
- les enquêtes auprès des transporteurs;
- les chiffres du commerce extérieur issus des grandes banques de données (EUROTRACE, TRADEMAP, EUROSTAT, etc.) qui malheureusement ne sont pas concordants;
- l'analyse des données fournies par les sociétés européennes, américaines et asiatiques importatrices de minerais en provenance de l'Afrique des Grands Lacs.

Les estimations de production/exportation mentionnées dans les rapports sont toujours parcellaires. L'étude la plus récente (avril 2009), «*Trading Conflict for Development*»,⁵⁰ donne les chiffres de production suivants établis à partir de données de la Division des Mines de Goma et de la FEC (Fédération des Entreprises du Congo) de Bukavu. Les auteurs affectent ces chiffres d'un coefficient de 35% pour tenir compte de la contrebande. Ce coefficient est lui-même une estimation.

Exportation de minerais du Kivu, 2007 et 2008 (en tonne)

	2007	+ 35%	2008	+ 35%
Cassiterite	13 656	18 435	18 216	24 592
Wolframite	1 095	1 479	652	880
Tantale	267	360	383	517

Le Pole Institute a produit des estimations sur une plus longue période (1999–2006), ce qui permet de montrer l'évolution de la production par minerai : boom passager du coltan, reprise spectaculaire de la cassitérite, plus récemment du wolfram (tungsten), crise de l'usine de Lueshe (niobium). En revanche, ces chiffres sont loin de refléter l'importance de la production réelle, car la fraude est considérable.

Année	Cassitérite	Coltan	Wolframite	Niobium
1999	71	5	5	
2000	23	15	15	22
2001	550	90	28	605
2002	497	28	28	1339
2003	938	26	26	670
2004	4 672	42	42	386
2005	3 599	26	26	91
2006	2 909	39	401	9

Source : Pole Institute, 2007

50 N. Garrett and H. Mitchell (2009). Op. cit.

- En conclusion, la question statistique reste entière. La collecte de données quantitatives portant sur les volumes de la production minière ne permet pas une quantification fiable sur l'ensemble de la zone étudiée.
- L'évaluation quantitative de la production nécessite une méthodologie de recoupement des données qu'il reste à bâtir à partir des données administratives, de la FEC et des enquêtes de terrain auprès des producteurs et transporteurs. Compte tenu de l'absence de centralisation et de fiabilité des statistiques et de la dispersion des sites, une telle enquête sera nécessairement locale et ne fournira pas une vision exhaustive. La contrebande sera toujours le point aveugle de la quantification.

Chapitre 2 : Le système de production

Résumé :

Le caractère informel de la production minière n'empêche pas qu'elle soit très structurée. Le système est fondé sur l'exploitation du travail de la multitude des mineurs et sur une cascade de prélèvements effectués par tous les acteurs, civils ou militaires, intervenant entre la mine et les comptoirs d'achat. Creuseurs, pelleteurs, porteurs travaillent avec un outillage rudimentaire et leur seule énergie musculaire sous la surveillance de chefs d'équipes ou de militaires. Les différents groupes armés, tout comme l'armée congolaise (FARDC) participent activement à la prédation.

L'enchevêtrement entre droit coutumier et droit moderne entretient une confusion juridique, source de conflits potentiels. Les sociétés internationales (groupe Banro, AngloGold Ashanti), qui se sont substituées à la SOMINKI et à l'OKIMO, tardent à démarrer leurs activités dans un environnement non sécurisé. Leur arrivée soulève la question de l'avenir des mineurs et de la cohabitation entre artisanat minier et exploitation industrielle.

Pour les raisons exposées dans le chapitre 1, la production de substances minérales au Kivu et dans la Province Orientale est entièrement artisanale, en attendant le retour des grands groupes internationaux. Ce retour est retardé par l'insécurité endémique et depuis 2008 par la crise de l'économie mondiale qui a entraîné une forte baisse des cours des matières premières, à l'exception de l'or.

Bien que l'artisanat minier relève du secteur dit «informel», il n'en est pas moins fortement organisé. Tous les acteurs économiques participent à un système qui a sa cohérence interne et ses règles, même s'il fonctionne aux marges de la légalité de l'Etat et s'il inclut des hommes armés. **Il en résulte des contradictions, notamment entre pouvoirs coutumiers et autorités administratives, mais aussi des formes hybrides de gestion articulant tradition et modernité dans le cadre d'un bricolage institutionnel local.**

La production des minerais reste conforme au schéma de l'économie de cueillette qui prévalait au début de la colonisation. Une main-d'œuvre innombrable travaille avec un outillage rudimentaire et sa seule énergie musculaire pour extraire du sous-sol des produits exportés à l'état brut ou, au mieux, ayant subi une première transformation dans les comptoirs d'achat (depuis 2007 seuls sont agréés, en principe, les comptoirs équipés de séparateurs magnétiques et de concentrateurs qui permettent de donner une valeur ajoutée aux minerais du groupe de l'étain).

Les méthodes artisanales d'extraction du minerai sont les mêmes au Kivu ou en Ituri que dans toutes les régions de la RDC qui participent à la production minière, qu'il s'agisse des Kasai ou du Katanga. Le creuseur est une figure nationale, certains spécialistes estimant qu'il y aurait 2 millions de mineurs artisanaux dans l'ensemble du pays. L'est du Congo se différencie des autres régions minières sur deux points :

- la totalité de la production dépend actuellement du travail des creuseurs;
- les tensions sociales et ethniques y sont exacerbées par les conflits fonciers, les ressentiments des «autochtones» envers les «étrangers» et l'héritage du débordement des violences rwandaises sur l'est du Kivu. La généralisation de l'artisanat s'est faite dans ce contexte qui a favorisé la militarisation de l'économie.

2.1 Droits de propriété, droits de prospection, droits d'exploitation : entre confusion, incertitudes, enchevêtrements et «arrangements locaux»

Une situation juridique confuse

Savoir qui est propriétaire d'une mine est d'apparence très simple, mais il n'en est rien. C'est en réalité très complexe car on est en présence d'un chevauchement de droits. Comme partout en Afrique subsaharienne, droit coutumier et droit moderne issu de la colonisation s'entrechoquent. La transposition du droit foncier européen parmi des sociétés dont l'accès à la terre répondait à d'autres critères qu'à celui de la propriété privée s'est heurtée à la résistance des pouvoirs coutumiers en milieu rural. Dans les sociétés à chefferie de l'Est du Kivu, les *mwami* sont les détenteurs de droits fonciers qu'ils délèguent à des «chefs de terre» ou des «chefs de colline» dont la légitimité repose sur le droit du premier occupant, un droit qui se transmet par héritage. L'administration coloniale s'était appuyée sur les chefs coutumiers en leur confiant des responsabilités administratives. L'avènement de la République a affaibli leur autorité en les privant, d'un point de vue légal, de leurs prérogatives foncières. La Loi Bakajika de 1966 complétée par la Loi foncière de 1973 a, en effet, attribué à l'Etat la plénitude des droits sur le sol et le sous-sol et l'exclusivité des compétences en matière de transactions foncières. Il y a cependant loin de l'écrit à la pratique, surtout dans un Etat défaillant, incapable d'appliquer ses propres lois.

Dans des territoires très éloignés de Kinshasa et de plus en plus isolés par la décomposition des infrastructures de transport, les chefs coutumiers ont conservé un réel pouvoir et ils continuent à revendiquer leur prééminence foncière. Ils sont toutefois bien informés des procédures légales d'accès à la propriété et savent en réalité jouer sur les deux tableaux pour se faire délivrer des titres fonciers. Un double droit coexiste donc, ce qui contribue à brouiller le statut du sol et aboutit de facto à l'ouverture du marché foncier et à la formation d'une classe de propriétaires constituée de «big men» : exploitants agricoles, notamment éleveurs, commerçants, politiciens, gradés de l'armée. Les transactions foncières ont varié au gré des changements politiques. Sous l'administration du RCD-Goma les rwandophones, principalement les Tutsis, ont été favorisés. Un document rédigé par les autorités coutumières du territoire de Kalehe en 2004, dénonce les «ventes anarchiques des terres avec la complicité des autorités de la Province, du Cadastre et des Affaires foncières de Bukavu». Il donne une liste de noms d'acheteurs, dont un député du RCD et le Gouverneur du Nord-Kivu, Eugène Serufuli; des photocopies d'actes de vente et baux emphytéotiques étayent le memorandum qui demande notamment la restauration des droits du Mwami Ntale IV de la chefferie de Buhavu.⁵¹ Il existe un grand nombre de mémorandums provenant de la société civile, d'associations et ONG locales : ils font toucher du doigt la réalité locale des conflits d'intérêts entre acteurs. Un des défis et non des moindres sera de clarifier la question foncière des contentieux que les déplacements de population provoqués par les guerres ont multipliés⁵² – tâche particulièrement complexe étant donné l'opacité des services cadastraux et les multiples contentieux entre propriétaires légitimes et occupants de fait.

■ Les intérêts fonciers interfèrent avec les intérêts miniers.

La colline et le carré

L'exploitation minière a introduit un nouveau paramètre juridique, le droit minier étant distinct du droit foncier. Selon le code de 2002, le cadastre minier l'emporte sur le cadastre foncier. En cas d'attribution de permis miniers, les détenteurs de titres fonciers peuvent seulement prétendre à une indemnisation. Le cas, le plus général, où les chefs coutumiers ne possèdent pas de titre foncier, ouvre les voies de la négociation ou du rapport de force. Dans l'Est de la RDC, les chefs coutumiers qui se déclarent «propriétaires de collines» justifient à ce titre leur droit à exploiter

51 Entente des ressortissants du territoire de Kalehe «EREKA», *Memorandum des notables du territoire de Kalehe à l'intention de son excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo à Kinshasa*, 4 mai 2004.

52 S. Mugangu Matabaro (2008). «La crise foncière à l'est de la RDC». *L'Afrique des Grands Lacs*, annuaire 2007-2008, pp.385-414.

les minerais ou à retirer une rente locative. La colline n'a aucune existence juridique au regard du code minier⁵³ pour lequel un titre minier n'est recevable que s'il est enregistré au cadastre minier (CAMI). Le règlement minier⁵⁴ apporte toutes les précisions techniques concernant le quadrillage du territoire national.

L'unité cadastrale de base est le carré. Les côtés du carré, orientés est-ouest et nord-sud, correspondent à «un intervalle angulaire de 30 secondes en coordonnées géographiques représentées sur les cartes géographiques officielles à l'échelle du 1 : 200 000 de tout le territoire national, produites par l'Institut Géographique du Congo» (art. 39 du règlement minier). Chaque carré couvre une superficie de 84,955 hectares. Précision admirable étant donné l'état de la couverture cartographique du territoire. Les concessions minières, les permis de recherche sont délimités en fonction de ces carrés. Pour ce qui concerne l'artisanat, le Ministre des Mines définit des zones d'exploitation artisanale notifiées au Cadastre Minier qui les porte sur les cartes de retombes minières (art. 109 du code minier). L'article 109 précise aussi qu'«un Périmètre faisant l'objet d'un titre minier en cours de validité ne peut pas être transformé en zone d'exploitation artisanale».

Sur le terrain, la situation est très éloignée d'un code inapplicable dans le contexte congolais. La totalité ou presque des exploitations artisanales de l'Est du Congo sont **hors la loi** car :

- aucune zone d'exploitation artisanale n'a été définie dans les mines (dites aussi carrières ou chantiers) récemment ouvertes;
- les mineurs sont rarement déclarés;
- un grand nombre de sites exploités se situent dans des concessions théoriquement protégées par des titres miniers.

L'imbrication entre la colline et le carré crée des situations juridiquement hybrides et prêtant souvent à contestation entre exploitants de carrières, détenteurs de permis et «propriétaires» du sol. Le Pole Institue en donne un exemple dans le Masisi en rappelant que les conflits ne sont pas nouveaux, que les droits s'acquièrent à coup d'argent dans cette jungle où la loi du plus fort est la norme, où «*les vaches sont désormais remplacées par les fameux «carrés miniers» d'exploitation du coltan*».⁵⁵ La réalité de terrain est toujours très complexe. Par exemple, dans le Masisi la mine de Mumba/Bibatama comprend trois carrés très riches en cassitérite, coltan, wolframite. L'un d'eux est exploité par la société Hizi international du Sénateur Mwangachuchu, le seul, semble-t-il, à posséder un permis d'exploitation. Un secteur formel, en règle avec le Code Minier, coexiste avec le secteur informel.

Un modèle d'arrangement entre acteurs légaux et illégaux : la mine de Bisié

Les enjeux économiques suscités par la mine de Bisié illustrent l'imbrication entre les deux niveaux de droits de même que la concurrence entre groupes internationaux et locaux.⁵⁶ Après la découverte de la richesse du site minier, deux comptoirs de Goma se sont trouvés en compétition pour avoir leur part dans l'exploitation économique, GMB, Groupe Minier Bangandula et MPC, Mining and Processing Congo. GMB a été constitué par des actionnaires locaux autour d'Alexis Makabuza (détenteur de 50% des parts) un des hommes les plus en vue du complexe politico-affairiste tutsi de Goma, proche de Laurent Nkunda. MPC est associé à MPA, Metal Processing Association dont dépend la fonderie d'étain de Gisenyi. Les deux sociétés sont des filiales du groupe sud-africain Kivu Resources basé à Maurice.

Sur le terrain, chacune de ces sociétés s'est alliée avec un chef coutumier influent issu de l'une des quatre familles qui prétendent détenir des droits fonciers, la famille Bangandula pour la première, Bassa pour la seconde. Chacun de ces chefs se déclare «chef de colline» en se prévalant du «droit du premier occupant». Sur le plan juridique, GMB a signé en octobre 2005 un contrat d'amodiation avec Sakima portant sur 7 concessions dont celle de Biruwe était censée inclure Bisié. Courant 2006 GMB prit «possession» de la mine après avoir signé un contrat avec l'administrateur du territoire

53 Code minier. Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002. Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, 15 juillet 2002.

54 Règlement minier, Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003, Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, 1er avril 2003.

55 A. Tegera (dir.) [2002]. Op. cit.

56 N. Garrett (2008). Op. cit.

de Walikale pour assurer la sécurité de son personnel, et surtout après s'être entendu avec la 85^{ème} Brigade non intégrée qui contrôlait de facto la zone minière. De son côté, MPC après avoir prouvé grâce au GPS que le site de Bisié était hors de la concession a obtenu en septembre 2006 un permis de recherche couvrant la zone litigieuse.

Les chefs de colline des familles Bangandula et Bassa ont fini par s'entendre et ont signé un accord avec MPC qui s'est engagé à leur ristourner un pourcentage de ses revenus. Quant à la 85^{ème} Brigade elle garantissait le fonctionnement du système et un minimum de sécurité en prélevant sa part sur la production à la sortie de la mine. **Entre les acteurs «légaux» comme MPC, en règle avec le Code Minier, et les acteurs qui s'appuient sur le droit coutumier ou la force des armes, il y a davantage de complémentarité d'intérêt que d'opposition.**

- Les périodes troublées et l'informalisation de l'Etat congolais ont aggravé une incertitude juridique qui ouvre les portes à tous les arrangements entre les formes de pouvoir local (administrateurs, chefs coutumiers, milices, politiciens locaux, forces de sécurité) et les hommes d'affaires congolais. La «propriété» d'un site minier n'est jamais un acquis définitif mais un compromis dynamique entre pouvoirs locaux.

2.2 Droits des groupes miniers internationaux : anciens et nouveaux acteurs

Depuis le renversement de Mobutu en 1997, les guerres civiles, une transition aux tractations labyrinthiques, et la lenteur de la mise en place des nouvelles institutions ont eu de graves conséquences pour les sociétés minières anciennes ou nouvelles qui tardent à devenir opérationnelles. Malgré les incertitudes, de nouveaux groupes miniers qui n'ont pas de passé à épurer entrent en scène et prennent position au Kivu en misant sur l'avenir.

L'héritage contesté de la SOMINKI

La vente de la SOMINKI a donné lieu à un de ces imbroglios juridiques dont le Congo-Zaïre est coutumier. Envisagée dès 1986 par le groupe Empain, elle ne s'est conclue que dix ans plus tard, en 1996, par la vente au groupe canadien Banro et à la société belge Mines d'or du Zaïre (MDDZ). Banro, après avoir racheté les parts de MDDZ, a créé la SAKIMA, Société Aurifère du Kivu-Maniema, création juridiquement entérinée par un décret en date du 6 mai 1997, soit dix jours seulement avant la chute de Mobutu. La société Banro devenait détentrice des 47 concessions couvrant au total plus de 10 000 km² qui constituaient le patrimoine de SOMINKI, dont six concessions aurifères : Kamituga (3), Lugushua, Namoya et Twangitza.

La liquidation de la SOMINKI s'est faite dans une grande confusion consécutive au contexte politique : campagne militaire de l'AFDL accompagnée du pillage des stocks et des bâtiments de la société; accession au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila. Principalement intéressé par l'or, Banro décida de ne pas s'impliquer directement dans l'exploitation des concessions stannifères : en octobre 1997, la SAKIMA signa une convention d'amodiation avec la RMA, Ressources Minérales Africaines, une société de Kinshasa appartenant au belgo-américain Bernard Van Rooyen. La gérance de la RMA était déléguée à un homme d'affaires bien connu de Goma, Victor Ngezayo, un métis tutsi.⁵⁷

L'attitude de Banro, décidé à se dégager du volet étain, la remise en cause des contrats conclus par Mobutu pendant la guerre de libération menée par Kabila et sans doute aussi l'hostilité croissante de celui-ci envers les dirigeants du Rwanda, le conduisirent à abroger le décret de création de SAKIMA par un décret du 29 juillet 1998 – à la veille du déclenchement de la seconde guerre

⁵⁷ Son frère, Albert, a été assassiné en mars 2008, peut-être suite à une confusion des tueurs. Celui-ci n'était en tout cas pas impliqué dans les affaires politico-minières, à la différence de Victor. Ce dernier cherchait à faire reconnaître ses droits, ou à les monnayer. Pendant la rébellion il avait pris ses distances vis-à-vis du RCD-Goma en créant son propre parti politique. Quoi qu'il en soit, assassinats et autres règlements de compte ne sont pas rares dans ce «Far East» congolais et ajoutent à l'insécurité endémique.

du Congo. Le même jour, une nouvelle société, la SOMINCO, Société Minière du Congo, était créée, décision suivie, le 31 juillet 1998, par la déchéance de tous les titres miniers de Banro récupérés par l'Etat congolais. Il n'est pas anodin que la nomination comme administrateur délégué de la SOMINKO se soit portée sur le mwami de Luhwinja, Philemon Naluhwindja, lequel n'avait cessé de revendiquer ses droits sur les terres attribuées au concessionnaire : les pouvoirs coutumiers restent une des parties prenantes de ce jeu complexe qui articule intérêts économiques, revendications juridiques et postures politiques.

Les acteurs congolais ne sont toutefois pas maîtres d'un jeu soumis à des règles internationales. Le contentieux opposant Banro à l'Etat congolais a été porté devant la Cour internationale d'arbitrage de Washington, le CIRDI, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. Après la parenthèse de la guerre, génératrice d'une grande confusion, la situation s'est normalisée, tout au moins sur le plan juridique, avec la restitution de ses concessions à Banro (décret d'avril 2003), même si le contentieux n'est peut-être pas définitivement réglé entre Banro et la RMA. Si la situation est en principe clarifiée en droit, elle ne s'est traduite sur le terrain que par les travaux préparatoires à l'exploitation. Pendant qu'avocats et experts bataillent dans les salons dorés de la justice internationale, des dizaines de milliers de creuseurs remuent la terre sur les permis du concessionnaire.

La SOMIKIVU : situation confuse et avenir incertain

La Société des Mines du Kivu, créée en 1982, associe l'Etat congolais (20%), la société allemande GFE, Gesellschaft für Elektrometallurgie (70%) et la société belge Cofimines (10%). GFE est une filiale de l'américaine Metallurg, dont le principal actionnaire, selon David Barouski, est Safeguard International Fund basé à Wayne, Pennsylvanie.⁵⁸ En 2006 Metallurg a absorbé la société néerlandaise Advanced Metallurgical Groupe (AMG) dont le conseil de surveillance comporte, selon Barouski, de nombreuses personnalités politiques et financières influentes. Au Congo, en bout de chaîne des réseaux politico-financiers des grandes puissances, la fonction de Directeur Général de SOMIKIVU est assurée par Modeste Makabuza, un des hommes d'affaires les plus influents de Goma (son frère Alexis, qu'on dit proche de Laurent Nkunda, est aussi présent dans le secteur minier par l'intermédiaire de Bangandula Group).

La SOMIKIVU avait été mise en sommeil après 1993, l'insécurité provoquée par les massacres interethniques ayant provoqué le départ du personnel expatrié. Pendant la période du RCD-Goma, l'activité a repris sous la direction de Karl-Heinz Albers, la société Niobium Mining Company (NMC) basée en Angleterre fournissant l'assistance technique. La situation juridique s'est compliquée lorsque Krall Metal Congo (KMC) société créée en 1999 à Kinshasa, s'est vu attribuer par l'Etat congolais (arrêté du 6 avril 1999) les droits de GFE. Depuis la «réunification» Krall Metal a tenté de faire valoir ses droits avec l'appui de Kinshasa qui trouvait là une occasion de restaurer son autorité au Kivu en affaiblissant l'héritage du RCD, lequel avait tiré profit d'une société impliquée dans le pillage des ressources. Ayant fait l'objet de poursuites judiciaires, Karl Heinz Albers a démissionné en mars 2004, en déléguant ses pouvoirs à Julien Boillot, administrateur de Niobium Mining Company qui les délégua à son tour à Modeste Makabuza. Selon le rapport de l'ONU de 2001, celui-ci entretient de bonnes relations avec Paul Kagame. Sa compagnie Jumbo Safari participe au transport du minerai. En 2003, le rachat par NMC de la fonderie d'étain à Kigali a renforcé les liens avec le Rwanda.

En 2007, l'administrateur de SOMIKIVU avait annoncé une relance de la production. Il n'en a rien été pour plusieurs raisons : la persistance de l'insécurité et des violences armées, les difficultés croissantes d'accès à l'usine consécutives à la dégradation des infrastructures routières, le manque chronique d'énergie, l'état de la demande mondiale en pyrochlore qui ne justifie pas des investissements relativement lourds dans un pays à risque.

58 D. Barouski (2008). *The case of the Lueshe Mine*, ZSpace [27 juillet 2008]. Voir <http://www.zmag.org/zspace/commentaries/3566>.

La valse des contrats pour Kilo Moto

L'histoire de la propriété des mines d'or de Kilo Moto est particulièrement agitée. En 1991, Kilo-Moto Mining International (KIMIN) a signé un contrat avec OKIMO concernant 2 000 km² autour de Mongbwalu. En 1996, Ashanti Goldfields a racheté les parts de KIMIN mais, en 1997, Laurent-Désiré Kabila a rompu le contrat de manière unilatérale et l'a attribué à Russell Ressources International (Australie). Mbusa Nyamwisi, alors chef du RCD-ML avant de devenir ministre pendant la transition, avait de son côté attribué la gestion de l'entreprise d'Etat OKIMO à un certain Kiza qui louait les concessions à certains de ses proches. En 2000, un nouveau contrat entre Ashanti et OKIMO a été signé aboutissant à la création d'un joint-venture (AngloGold Ashanti Kilo, AGK) et, en 2001, Ashanti a obtenu les droits sur toute la concession 40. Le joint-venture détient les droits sur cette concession depuis 2003 : OKIMO 13,78% et Anglo 86,22%. AGK est revenu sur le terrain en 2004 et a entretenu des «relations douteuses» avec le FNI qui ont été documentées dans la presse internationale (soins aux miliciens, attribution d'un logement à un chef de milice et transferts financiers) et ont forcé cette société à condamner ces pratiques.⁵⁹ Le rétablissement du contrôle de l'Etat à Mongbwalu, site très disputé entre milices, s'est effectué grâce à la MONUC (déploiement d'un bataillon d'infanterie pakistanaise en 2005) et à une des premières brigades intégrées des FARDC. Entre 2005 et 2007, AGK a fait de l'exploration et des études de faisabilité et prévoit de commencer la production seulement en 2011, faute d'infrastructures. Désormais, le problème n'est plus les groupes armés mais les mineurs artisanaux qui contrôlent physiquement les gisements : en décembre 2007, le gouverneur de la Province Orientale (Médard Autsai Asenga) a prononcé la fermeture de la mine d'Adidi pour des «motifs de santé et de sécurité». En fait, il s'agissait d'une manœuvre pour permettre à AGK de reprendre le contrôle physique du site grâce à la police qui en interdit maintenant l'entrée.

Les nouveaux venus

Les perspectives de normalisation de la situation politique en RDC et la forte hausse des prix des matières premières minérales, la cassitérite entre autre, entre 2004 et 2008 ont attiré des sociétés internationales jusqu'alors absentes du Congo. Ces nouveaux venus ont acquis des droits mais n'ont pas encore commencé la phase de prospection.

C'est le cas par exemple de Shamika Resources Inc., une société immatriculée au Canada qui se présente comme une *junior mining company* visant à promouvoir par l'extraction minière le développement durable au service de la population. En janvier 2007 elle a créé une filiale congolaise, Shamika Congo Kalehe Sprl et ouvert un bureau à Goma. D'après son site internet,⁶⁰ elle a acquis des droits miniers au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Maniema, dans la Province Orientale et au Katanga. Au Maniema, elle est détentrice de trois permis dans la région Punia-Lubutu. Au Sud-Kivu, la société détient des permis dans l'île d'Idjwi et à Kalehe. Au Nord-Kivu, ses visées portent sur le territoire de Walikale, dans l'Orientale sur le site de Poko, au Katanga sur celui de Manono, naguère centre de l'exploitation industrielle de l'étain au Congo. Au total, elle détient 15 permis de recherche.

Transafrika, une société de droit mauricien avec des capitaux majoritairement sud-africains, détient des permis de recherche dans le sud du Sud-Kivu mais n'a pas débuté la prospection.

Début 2009, une société russe, Congo Russia Industry, filiale de Rosspetsstslav, a manifesté son intention de relancer la production de niobium au Nord-Kivu. Une holding basée au Luxembourg, Midural Inc, détient les actifs congolais et le ministre des Affaires étrangères congolais s'est rendu en Russie. La pénétration russe dans ce secteur est déjà sujette à des problèmes : les autorités congolaises ont confisqué une cargaison de niobium au motif que les minerais proviendraient d'une zone anciennement contrôlée par le CNDP.⁶¹

59 Human Rights Watch (2005). Op. cit.

60 Shamika Resources. Voir <http://www.shamikaresources.com/overview.cfm>.

61 Africa Mining Intelligence, 29/04/2009.

- Comme dans toutes les régions minières de RDC, le retour des sociétés industrielles pose de façon aiguë la question de l'avenir des creuseurs, l'économie informelle étant profondément ancrée dans les pratiques sociales depuis 1982.
- A l'instar du Katanga, le Kivu est aussi le terrain de grandes manœuvres des groupes internationaux qui dominent le secteur minier. Une vision d'ensemble nécessite des investigations auprès des autorités minières chargées de délivrer les titres.

2.3 Les forces armées ou le contrôle territorial des mines

Les forces armées sont un des acteurs cruciaux du système économique minier comme cela a été démontré par les nombreuses enquêtes de l'ONU et des ONG militant pour la paix et les droits de l'Homme.⁶² Le travail de cartographie remarquable d'IPIS a localisé les positions des différents groupes armés pendant la période septembre 2007- janvier 2008. Depuis lors, d'importants changements se sont produits à la suite des combats de l'été et de l'automne 2008 et surtout des événements militaires de l'hiver 2009 : arrestation de Laurent Nkunda en janvier, suivie de l'intégration des troupes du CNDP dans les FARDC et offensive conjointe du Rwanda et de la RDC contre les FDLR. Après s'être retirés dans les profondeurs de la forêt, ces derniers sont maintenant en phase de retour au détriment des populations villageoises.

- Les FDLR :⁶³ présents au Nord et au Sud-Kivu, avec une forte concentration de leurs troupes dans le Petit Nord où se trouvait leur QG à Kalonge, ils stationnent principalement dans des zones de forêt, notamment aux marges des Parcs nationaux et Réserves naturelles (Virunga, Kahuzi Biega, Tayna). La fonction refuge de la forêt est particulièrement importante pour la fraction des FDLR composée d'anciens miliciens hutus *interahamwe* redoutant d'être jugés et condamnés comme génocidaires en cas de retour au Rwanda. Selon le rapport préliminaire du Groupe d'experts, ils réalisent plusieurs millions de dollars grâce au contrôle direct sur de nombreux sites de production (75% de leurs ressources proviendraient du commerce de minerais). Ils contrôlèrent la majorité des sites miniers artisanaux du Sud-Kivu sauf Kamituga (cassitérite, or et coltan), des gisements d'or à l'ouest de Lubero et de cassitérite dans la zone de Walikale au Nord-Kivu, la mine de Unde dans le «Grand Nord» et d'autres sites dans le parc de Kahuzi Biega à la frontière des deux Kivus. Le 3^{ème} bataillon des FDLR-FOCA est présent dans la zone de Kilembwe et perçoit de l'or et de la cassitérite.
- Le CNDP : l'implantation du CNDP correspond aux espaces du Masisi et de la région de Rutshuru où les «Tutsis du Congo» sont les plus nombreux. Il s'agit de zones vouées aux activités agropastorales où les sites miniers sont peu nombreux. En 2007 et 2008, lorsque le CNDP, fort de ses victoires militaires, renforça ses positions, il organisa à son profit une fiscalité parallèle aux postes frontières d'Ishasha et Bunangana et, comme tous les groupes armés, préleva des taxes à chacun des barrages mis en travers des routes.⁶⁴ Le CNDP a aussi été présent sur quelques sites de coltan et la mine de Lueshe. D'après les Nations Unies, seules 15% de ses recettes proviendraient de l'activité minière.
- Les Maï Maï : les Maï Maï et autres milices locales se rattachent à une tradition ancienne d'auto-défense des communautés rurales. Le PARECO rassemble plusieurs ethnies «autochtones» sous le leadership d'un Nande, le général Sikuli Lafontaine, en particulier les Hunde, Nyanga, Tembo, déjà alliés lors des massacres interethniques qui les opposèrent en 1993 aux Banyarwandas, auxquels se sont joints les Havus et quelques Hutus. Le rapport des experts de l'ONU de décembre 2008 considère qu'il s'agit du troisième groupe armé en importance. Très attachés à leur indépendance mais en même temps facilement instrumentalisés par les leaders politiques, leurs alliances sont fluctuantes, le seul point

62 Voir carte Les groupes armés au Kivu.

63 Voir carte Localisation des FDLR.

64 S. S.Andrew (2008). *Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu. Au cœur de la guerre congolaise*. Paris : Karthala.

commun à tous les groupes maï maï étant le rejet viscéral des «étrangers», notamment les Tutsis. Les enjeux fonciers, beaucoup plus que miniers, sont au cœur des combats menés par le Pareco qui dénonce ce qui apparaît à ses yeux comme une menace de création d'un «Tutsiland» et s'oppose au retour des réfugiés tustis. A Shabunda et dans l'extrême nord de Kalehe, le PARECO a déployé des unités sur des sites miniers. Les Maï Maï participent, à l'instar de tous les groupes armés, au système généralisé d'extorsion en assurant la «protection» des mines situées dans les zones qu'ils contrôlent, notamment dans le Petit Nord, et en prélevant des taxes aux barrages installés sur les routes.

- les FARDC : au Kivu et en Ituri, l'armée congolaise a trouvé dans l'économie minière une occasion idéale de prédation. Dans les mines et sur les routes, les soldats prélèvent en toute illégalité des taxes qui seraient destinées à la hiérarchie militaire de Bukavu. Plusieurs brigades participent à la **militarisation de l'artisanat minier**⁶⁵ et en tirent profit :
 - la 18^{ème} brigade intégrée tient le terrain d'atterrissage de Lulingu au Sud-Kivu pour l'exportation de la production de Kahuzi Biega.
 - la 122^{ème} brigade contrôle Kamituga et la route entre Mwenga et Kitutu au Sud-Kivu.
 - des militaires du 12^{ème} bataillon des FARDC exploitent l'or (mine de Mufa) et la cassitérite (mine de Karhembu) à Tubimbi dans le territoire de Walungu (Sud-Kivu).
 - la 11^{ème} brigade intégrée contrôle Shabunda, la cité d'où partent les exportations vers Bukavu.
 - la 6^{ème} brigade du Sud-Kivu contrôle la mine de Mobale.
 - la 85^{ème} brigade, commandée par le colonel Samy Matumo, contrôlait la zone de Walikale et notamment la mine de coltan de Bisie située à deux jours de marche de Walikale et qui produit 70% de la cassitérite qui arrive aux comptoirs de Goma. Cette brigade a été remplacée par des éléments du CNDP après l'opération congolowo-rwandaise du début 2009.
 - des militaires ont été impliqués dans l'exploitation de la cassitérite à Lemera au Sud-Kivu.
 - une brigade est déployée à Mongbwalu en Ituri.
 - est aussi à noter la présence de FARDC sur les sites miniers (Kamole et Nyamakinga) de l'île d'Idjwi sur le lac Kivu.

Les sites miniers ont suscité et suscitent encore la convoitise des groupes armés. L'Ituri illustre bien le combat pour l'or entre groupes armés : les milices ituriennes (UPC, FNI, FAPC) se sont affrontées pour le contrôle de ses gisements. Le FAPC et le FNI se sont affrontés pour le contrôle de Djalasiga. L'UPC a tenu Mongbwalu jusqu'en 2003, puis a été supplantée par le FNI auquel a succédé en 2005 la première brigade des FARDC déployée en Ituri. A l'époque de la domination FNI, ce dernier imposait un droit d'entrée sur la mine aux creuseurs et se livrait à des échanges armes contre or qui ont terni l'image des casques bleus. Il est à noter que, lors de son premier déploiement en Ituri en 2005, l'armée congolaise s'est installée immédiatement sur les sites miniers (Mongbwalu et Bambu) dont elle a délogé manu militari les miliciens sans considération pour la population civile.⁶⁶ Des affrontements entre FDLR et FARDC ont eu lieu en 2005 pour le contrôle de Mwenga au Sud-Kivu.

Il est toutefois important de noter que les forces en présence ne se livrent pas à une **guerre minière permanente** : elles peuvent s'entendre pour partager les bénéfices d'un site de production et trouver un point d'équilibre économique. Les pratiques sur le terrain sont beaucoup plus complexes que le laisserait penser l'opposition entre groupes rivaux. Ainsi, avant «l'opération Kimia II», la zone de Shabunda était pacifiquement «partagée» entre le 4^{ème}

65 Global Witness (2009). *Face à un fusil, que peut-on faire ? La guerre et la militarisation du secteur minier dans l'Est du Congo*. London : Global Witness.

66 Cf. *Ituri : l'armée n'a pas fait la différence*. Justice Plus, 2007.

bataillon des FDLR-FOCA, les Maï Maï et les FARDC. La zone de production minière était sous contrôle des FDLR tandis que les aéroports locaux étaient sous le contrôle des FARDC, ce qui aboutissait à une collaboration obligatoire. La mine de Numbi au nord du Sud-Kivu qui produit de la cassitérite, du coltan, du manganèse et de la tourmaline est «partagée». Cette importante zone minière a constitué une source de revenus pour le RCD et pour le Rwanda à l'époque de l'occupation militaire.⁶⁷ IPIS rapporte que Numbi, au moment de l'enquête (février 2007) était sous le contrôle de la 14^{ème} brigade intégrée. Des unités militaires des PARECO et des FDLR stationnaient dans des villages autour de la zone minière, chacun prélevant un pourcentage de la production. Le CNDP, nouveau venu et ennemi commun, a sans doute lui aussi tiré profit de l'exploitation minière; les propriétaires des sites miniers sont en effet pour la plupart des Tutsis congolais, le principal opérateur étant, comme à Mumba, Edouard Mwangachuchu, un des soutiens de poids du CNDP. **Il existe donc des arrangements pour faire main basse sur les ressources minières, des arrangements qui transcendent le sort des armes, et dont les big men, militaires ou civils, sont les principaux bénéficiaires.** Cette logique de partage économique fonctionne surtout entre les trois forces citées (FARDC, Maï Maï et FDLR) mais elle est toujours structurellement précaire.

- Les groupes armés et des FARDC exercent une emprise territoriale serrée sur les principaux sites miniers. Seuls les sites miniers secondaires échappent à leur mainmise. Cette emprise territoriale est à la fois leur force et leur faiblesse.⁶⁸ Toutefois, on ne se trouve pas dans un schéma «*blood diamonds*» où les populations sont réduites en esclavage pour creuser.
- L'implication substantielle des FARDC dans le commerce minier fait de l'armée une «*self-generating revenue agency*» dont les bénéficiaires supérieurs restent soigneusement dans l'ombre. Cette implication a généré une véritable mafia au sein des militaires de haut rang.
- L'implication substantielle des FARDC dans le commerce minier est un facteur de ralentissement de leur «intégration» et donc de la réforme de l'armée (volonté de rester sur place).
- Certains mouvements militaires consécutifs à l'opération congolo-rwandaise peuvent s'interpréter comme des changements de contrôle militaire sur des sites miniers (CNDP à Bisié et mouvement arrêté du CNDP vers Shabunda pour s'emparer des sites miniers).

2.4 Une organisation du travail organisée et hiérarchisée

Les techniques d'exploitation

De nombreuses études ont décrit l'organisation du travail à la mine, depuis celle du Pole Institute en 2001 jusqu'à l'analyse minutieuse de la mine de Bisié en 2008. Le fonctionnement de la mine présente quelques variantes selon qu'il s'agit d'une carrière dans les alluvions, à ciel ouvert, ou en galeries souterraines. L'outillage est toujours rudimentaire, pelles et pioches, marteaux pour concasser les blocs de minerai ou attaquer la roche au burin, cuvettes et jerricanes, batées pour l'orpaillage. Les galeries peuvent descendre à plusieurs dizaines de mètres de profondeur, avec ou sans étayage selon la nature de la roche. Le travail est harassant et dangereux; quelques films en apportent une illustration comme «L'or noyé de Kamituga»⁶⁹ ou le récent «Katanga Business».⁷⁰

⁶⁷ Le Rapport du Groupe d'Expert du 12 avril 2001 mentionne le fait que l'Armée Patriotique Rwandaise utilisait 1500 prisonniers pour exploiter le coltan dans la zone de Numbi.

⁶⁸ Voir chapitre 3.

⁶⁹ *L'or noyé de Kamituga* (2007), film de Yvon Lammens et Colette Braeckman production Simple Production –Philofilm.

⁷⁰ *Katanga Business* (2009), film de Thierry Michel.

Techniques d'exploitation aurifère artisanale

On exploite deux types d'or à Mongbwalu : l'or sec (90-95% pur) et l'or amalgamé (82-90% pur). Avant la fermeture du gisement de Adidi, 35-40kg d'or par mois étaient produits à Mongbwalu (25% or sec et 75% or amalgamé). Plusieurs modes d'exploitation ont cours :

- souterrain dans trois anciennes mines industrielles (Adidi, Senzere et Makala). La plus grande est Adidi à 4km de Mongbwalu qui comprenait environ 2 000 creuseurs avant sa fermeture en 2007 mais 5 000 travailleurs au total (transporteurs, broyeurs, etc.).
- pit mining : 365 dans les concessions 40 et 33 dans le voisinage de Mongbwalu.
- alluvial mining : dragues (quelques négociants s'en sont procurées) ou détournement des rivières.

Il existe deux systèmes d'exploitation de l'or à Kamituga : exploitation de la mine à ciel ouvert (la boue est filtrée dans des bassins de réception par les orpailleurs); exploitation souterraine (creusée à la dynamite et soutènement en poteaux de bois : nombreux accidents du travail). Plusieurs systèmes de production/commercialisation ont cours : les orpailleurs vendent leur production au propriétaire de l'outra (fosses de filtrage), ou bien ils sont employés par le «doyen» ou «sentinelle», ou travaillent directement pour des comptoirs.

En règle générale, l'exploitation est strictement manuelle, avec l'appui de pompes motorisées pour faciliter l'exhaure. Seule la société, Hizi international, exploite sa mine de coltan avec un outillage pour le lavage du minerai, ce qui représente une avancée technologique.

L'organisation de l'unité de production

L'organigramme de l'exploitation comprend le «propriétaire» de la mine ou le locataire des terres sur lesquelles elle se situe. Un gérant, rémunéré par le propriétaire selon un pourcentage contractuellement défini de la production, supervise le chantier et collecte le minerai. Des chefs d'équipe organisent le travail d'une dizaine de personnes. Les «creuseurs» proprement dit se distinguent des pelleteurs. Le chantier est surveillé par des «policiers» chargés de veiller à ce que les mineurs ne dérobent pas de minerai. Dans les zones contrôlées par les forces armées celles-ci remplissent souvent cette fonction. Les porteurs constituent une catégorie à part. Une étude fine comme celle de Nicholas Garrett⁷¹ montre qu'il existe une hiérarchie parmi les creuseurs entre les détenteurs d'une carte (une petite minorité) et les autres. Les concasseurs se situent au plus bas de la hiérarchie du travail.

La question du nombre de creuseurs⁷² reste entière car seule une petite partie d'entre eux exerce son activité en conformité avec le code minier, c'est-à-dire en ayant acheté sa carte de creuseur. Ils constituent parfois des coopératives qui ne sont pas exemptes de problèmes. L'organisation d'une coopérative dépasse bien souvent les capacités des creuseurs dont beaucoup sont des jeunes déscolarisés, sans capital social ni légitimité. Parce qu'elles doivent répondre à certaines normes, notamment de gestion comptable, les coopératives sont le plus souvent sous la responsabilité de personnes disposant d'un certain niveau de formation ou de notables locaux. Par exemple, dans un document destiné à la recherche de financements en faveur des creuseurs artisanaux et «des femmes faisant des activités nutritionnelles forestières», le Président Administrateur de la Coopérative du Foyer Minier de Kakelo/Walikale n'est autre que le propriétaire de la colline Kakelo. L'expérience prouve que les bonnes intentions proclamées ne protègent pas de la tentation d'abuser des positions de président ou de trésorier. La création de coopératives n'échappe pas non plus à la manipulation comme l'a montré le case de Bisié : les deux sociétés rivales ont poussé à la création de coopératives de mineurs. GMB, est à l'origine de la COMIMPA (Coopérative Minière Mpama Bisiye) : la moitié des membres de la coopérative, notamment Alexis Makabuza, est actionnaire du groupe Bangandula. MPC a réagi en suscitant la création d'une coopérative rivale,

71 N. Garrett (2008). Op. cit.

72 Voir chapitre 5.

la COCABI (Coopérative des Creuseurs Artisanaux de Bisie). En 2007, au terme de négociations entre les différentes parties prenantes, un compromis a été trouvé préservant les intérêts commerciaux de MPC tout en laissant COMIMPA intervenir au stade de la production. Dans un pays où les associations poussent comme champignon après la pluie, les creuseurs paraissent très peu organisés. Certains d'entre eux travaillent en petit groupe, en dehors des grands sites miniers, de façon indépendante mais avec le risque de se faire voler leur production. La plupart effectuent leur tâche sous le contrôle des chefs d'équipe, parfois doublés par la surveillance d'hommes armés. Dans les environnements sociaux déstructurés de lieux de vie improvisés, l'individualisme l'emporte.

- Les techniques de production sont rudimentaires et dangereuses et pourraient être améliorées avec des investissements modestes.
- La faiblesse de l'organisation collective des creuseurs interpelle et nécessite des études de sociologie du travail qui font jusqu'à présent défaut.

Les techniques d'exploitation artisanale en images



Chapitre 3 : Systèmes de commercialisation

Résumé :

Depuis 2000, deux systèmes de commercialisation des «*conflict minerals*» ont existé : le commerce informel des comptoirs et le commercialisme militaire. Malgré la fin de la présence des armées étrangères en territoire congolais, le commercialisme militaire n'a pas totalement disparu : les FARDC et les divers groupes armés ont repris ce commercialisme militaire à leur compte. Il persiste donc sous une forme beaucoup moins organisée, très «décentralisée» et parasitaire.

Le commerce des minerais en RDC repose sur un système de communications multimodal qui associe portage/route/avion. Les Kivus et l'Ituri ne sont pas seulement des zones de production, ce sont aussi les voies de sortie des minerais qui viennent de la profondeur du territoire congolais (Province Orientale, Maniema, Nord Katanga). Les villes frontalières ou proches de la frontière où sont installés les comptoirs – Goma, Bukavu, Uvira, Béni, Butembo, Bunia – occupent une position essentielle dans le système de commercialisation. Ces villes constituent la charnière entre un amont informel et un aval branché sur les circuits de l'économie mondialisée.

Ce commerce constitue un système oligopolistique qui profite à un conglomérat de fonctionnaires, militaires, chefs de milices, négociants, transporteurs et intermédiaires étrangers dont l'identification entreprise par l'ONU et les ONG est encore partielle.

Décrite comme «un» sinon «le» motif unique des guerres de l'Est congolais, la commercialisation des minerais a été et est encore l'objet d'une attention internationale. Tandis que les rapports du Groupe d'experts, de IPIS, Global Witness, Human Rights Watch, etc., visent essentiellement à dénoncer les dessous économiques du conflit dans l'Est congolais et à dévoiler les relations entre les acteurs du marché international des matières premières et les entrepreneurs de violence en RDC, la littérature de recherche tente de décrypter les mécanismes de fonctionnement et les impacts de ce commerce international, essentiellement dans sa partie congolaise. Cette double littérature oscille donc entre le commerce des minerais conçu comme trafic (perspective onusienne) et le commerce des minerais conçu comme une des incarnations de l'économie informelle qui domine la RDC et met à l'épreuve les catégories mêmes d'illégalité et de légalité. Ce commerce étant très largement informel, certains auteurs estiment qu'il est davantage «a-légal» qu'illégal.⁷³ Il est à noter que, parmi tous les minerais commercialisés dans l'Est congolais, la filière du coltan est celle qui a été la plus documentée pour la raison précédemment citée. Compte tenu de la remontée des cours après la crise de 2008, la filière de l'or est actuellement celle qui attire le plus l'intérêt.

Outre les rapports du Groupe des experts, les documents suivants présentent un intérêt particulier pour l'analyse du commerce des minerais de l'Est congolais :

- **analyse du commerce** : les travaux du Pole Institute (Les ressources minées, Formal and Informal Crossborder Trade in Eastern DRC), de Resource Consulting Services (Trading Conflict for Development), du DFID (Trading for Peace) de INICA (L'Economie minière au Kivu et ses implications régionales), ou de GRAMA (La route commerciale du coltan congolais)

⁷³ Sur la pertinence des concepts de légalité et d'illégalité appliqués au commerce des minerais, voir plus particulièrement *Les ressources minées* (Pole Institute) et *Trading Conflict for Development* (Resource Consulting Services). Ces deux études contestent la pertinence de la notion d'exploitation illégale dans la mesure où, en RDC, l'économie informelle est le mode de survie de la majorité de la population et où la «légalité» est synonyme de vol par l'Etat.

- **analyse des relations entre acteurs du conflit et commerce international** : tous les travaux de Human Rights Watch (*The Curse of Gold*), d'IPIS (notamment *Cartographie des motivations derrière les conflits*), de Global Witness (*Under-Mining Peace, Tin : The Explosive Trade in Cassiterite in Eastern DRC*)

Dans le domaine des minerais, **plusieurs systèmes commerciaux** ont cours dans l'Est congolais. Ils se sont moins succédé dans le temps que superposé. Le système commercial basé sur l'artisanat minier a coexisté avec la commercialisation industrielle officielle pendant l'époque coloniale et p'ère Mobutu. Comme indiqué au chapitre 1, la commercialisation basée sur les sociétés industrielles formelles (quelles soient nationales ou étrangères) a disparu dans les années 90, emportée dans la déliquescence générale de la fin du régime Mobutu. Cette forme de commerce n'a pas réapparu car les deux seules grandes sociétés industrielles à être revenues au Kivu (Banro) et en Ituri (AngloGold Ashanti) sont encore au stade des études et ne commercialisent pas la production artisanale (fait confirmé par le Groupe d'experts de l'ONU). A partir de l'effondrement du mobutisme et de l'apparition de l'AFDL et du RCD, le vide laissé par les sociétés industrielles a été comblé par le **commerce largement informel des comptoirs et par le «commercialisme militaire»**. Ces deux systèmes de commercialisation mettent en évidence les relations coupables entre business, politique et violence ainsi que la criminalisation du commerce des minerais dans cette partie du monde.

3.1 Deux systèmes commerciaux

Le commercialisme militaire⁷⁴

Le «commercialisme militaire» définit le système d'exploitation mis en œuvre pendant les deux guerres (1996–97 et 1998–2002) par l'Ouganda et le Rwanda qui reposait sur une **implication plus ou moins directe** de l'armée dans la commercialisation des minerais. Décrit en détails par le Groupe d'experts de l'ONU et plusieurs ONG, le commercialisme militaire désigne l'usage de l'armée afin de générer des profits directs pour les élites politico-militaires de Kampala et Kigali. L'implication des officiers des armées ougandaises et rwandaises dans le commerce des ressources naturelles a été démontrée par plusieurs rapports. Un accident d'avion en 1998 en Ituri a révélé la présence conjointe d'un général de l'UPDF, d'hommes d'affaires israéliens et indopakistanaïes et de membres de la famille de James Kazini, commandant en chef de l'armée ougandaise en RDC (ils étaient en possession de 1,2 million de dollars pour acheter de l'or).⁷⁵ Outre cette révélation accidentelle, les exportations de minerais en provenance de l'Ouganda (notamment l'or) et du Rwanda (coltan) ont augmenté significativement après leur intervention militaire en RDC, ce qui a été considéré comme le résultat d'exportations frauduleuses orchestrées par les armées de ces deux pays. De même, selon le Groupe d'experts, le Rwanda et l'Ouganda ont exporté respectivement pour 4,5 et 6,2 millions \$ de diamants en Belgique entre 1998 et 2001, bien que ces pays n'aient pas de gisements de diamants. Les exportations d'or d'Ouganda ont monté en puissance après l'intervention de l'UPDF en Ituri (de 225kg en 1994 à 6 819kg en 1997). Il est à noter qu'en Ouganda la Commission Porter a contesté l'accaparement des productions aurifères de la RDC, indiquant que les variations d'exportation étaient dues à une sous-estimation initiale des statistiques officielles de production d'or en Ouganda en raison de la prédominance de l'artisanat minier (90% de l'artisanat minier s'effectuerait hors du cadre légal en Ouganda).

Ce commercialisme militaire a pris une forme différente à Kampala et à Kigali.

L'armée rwandaise a organisé l'accaparement des ressources naturelles de manière très rationnelle tandis que, moins disciplinée, l'armée ougandaise a vite été prise au piège de cette prédation – ses officiers s'y livrant très vite à titre aussi bien «public» que privé. Au Rwanda, à partir de la première guerre, les importations de minerais congolais étaient contrôlées par le «Congo-desk»

⁷⁴ Expression inventée par IPIS.

⁷⁵ G. Prunier (octobre 1999). «L'Ouganda et les guerres congolaises», *Politique africaine*, n°75, pp.43–62.

qui était une émanation des services de renseignement. Il aurait enregistré pour 64 millions \$ de coltan en 2000 et 44 millions \$ en 2001 (selon IPIS) et aurait réinvesti 60 à 70% des profits dans l'effort de guerre. La prédation des ressources naturelles a été organisée directement par l'armée rwandaise : à l'époque du boom du coltan (novembre 1999-mars 2001), des vols directs avaient lieu entre les sites de production au Sud-Kivu et Kigali. De plus, les sociétés de négoce rwandaises comprenaient souvent des militaires de haut rang en leur sein (Rwanda Metals, Prime Holdings, Caldor Holdings, TriStar, Rwanda Investment Group). Selon le Groupe d'experts, le boom du coltan qui n'a duré que 18 mois aurait rapporté jusqu'à 250 millions \$ à l'armée rwandaise.

Salim Saleh, beau-frère du président ougandais, et James Kazini, général en charge de la campagne de l'UPDF en RDC, ont monté plusieurs sociétés afin de canaliser les ressources minérales de la RDC vers Kampala (notamment une société de négoce à Kisangani, Caleb International, et une compagnie aérienne, Air Alexander). En tant que commandant en chef, James Kazini a envoyé des instructions aux unités occupantes de l'UPDF afin d'apporter assistance à la société Victoria; créée en 1999 et dirigée par Salim Saleh, son épouse et Muhoozi Kainerugabe (un des fils de Museveni), elle «avait le monopole de l'exportation de café, de diamant et d'or dans la région sous son commandement».⁷⁶ Après la rupture avec Laurent-Désiré Kabila, l'armée ougandaise qui était présente dans la Province Orientale a rapidement pris position dans les zones aurifères du nord-est (Durba dans le district du Haut-Uélé) et Mongbwalu (dans le district de l'Ituri) et s'est emparée d'environ une tonne d'or tirée des concessions de l'OKIMO. La prise de contrôle des concessions de la société publique OKIMO par l'armée ougandaise s'est traduite par l'intimidation et la violence à l'encontre de l'encadrement congolais de la société qui ne souhaitait pas collaborer.

Ce commercialisme militaire a aussi été mis en oeuvre par l'intermédiaire des mouvements armés congolais affiliés à Kigali et Kampala qui se sont livrés à un affermage des concessions minières et du droit de commercer. En Ituri, Tibasima, un des leaders du RCD-ML, avait accordé une exemption d'impôts à la société Trinity Investment pour toutes ses activités commerciales dans la zone administrée par ce mouvement (flux d'or, de café et de bois de la Province Orientale à l'Ouganda). A l'époque du boom du coltan, le RCD-Goma avait accordé un monopole des taxes d'exportation du coltan à la Société Minière des Grands Lacs (SOMIGL 2000-2001), puis à la Congo Holding Development Company (CHDC), dirigée par Gertude Kitembo. Ces deux sociétés étaient les **branches commerciales du RCD-Goma**.⁷⁷

Ce commercialisme militaire reposait sur la domination des armées ougandaise et rwandaise ainsi que de leurs alliés congolais. De ce fait, sa performance dépendait de l'emprise territoriale des armées : la tentative de contrôler la production des sites miniers du Sud-Kivu à travers la CHDC qui, en échange de la protection militaire du RCD-Goma, devait remettre 50% de ses bénéfices à Kigali, a échoué car le RCD-Goma ne contrôlait que les principaux axes routiers à partir de Bukavu mais ne parvenait pas à asseoir un vrai contrôle sur des sites éloignés des centres urbains et régulièrement attaqués par les FDLR et les Maï Maï. Le commercialisme militaire avait comme limite le degré du contrôle territorial par les armées engagées sur le terrain.

Les gouvernements ougandais et rwandais ont réagi par la dénégation à l'accusation de commercialisme militaire proférée par le Groupe d'experts.⁷⁸ Ils ont toujours attribué ce phénomène à des actes isolés commis par des militaires indélélicats : le président Kagame a reconnu que certains militaires s'étaient livrés à l'exploitation illégale des ressources naturelles mais qu'ils avaient été sanctionnés; en Ouganda, la commission Porter mise en place suite aux accusations du Groupe d'experts a exonéré le gouvernement de toute implication officielle dans l'exploitation illégale des ressources congolaises mais a tout de même recommandé des enquêtes supplémentaires concernant le général Kazini et le frère du président, Salim Saleh. A titre anecdotique, le gouvernement

76 T. Raeymaekers (2003). «*Network war : An introduction to Congo's privatised war economy*». IPIS.

77 Idem.

78 Rapport d'activité du Groupe d'experts en date du 16/01/2001.

ougandais a indiqué au Groupe d'experts que des cadeaux en nature (minerais) avaient été faits aux militaires ougandais épousant des Congolaises. Le commercialisme militaire a pris fin avec le retrait des armées rwandaises et ougandaises (la dernière à partir en 2003), mais les relations commerciales établies pendant la période 1996–2003 entre les élites politico-militaires rwandaises et ougandaises et de grands commerçants congolais ont la vie dure; comme le faisait remarquer un des membres du Panel «*when the spider leaves, the web remains*» (Mervin Holt) ! On comprend que la récente offensive congolo-rwandaise se soit accompagnée d'une forte suspicion de retour du commercialisme militaire rwandais au Nord-Kivu.

- **Malgré la fin de la présence des armées étrangères en territoire congolais, le commercialisme militaire n'a pas totalement disparu : les FARDC et les divers groupes armés ont repris ce commercialisme militaire à leur compte. Il persiste donc sous une forme beaucoup moins organisée, très «décentralisée» et parasitaire.⁷⁹**

Le système des comptoirs

En RDC, la production artisanale informelle donne lieu à un commerce tout aussi informel, c'est-à-dire fonctionnant en dehors de la régulation étatique et administrative. Ce commerce informel est un système en entonnoir formé par une chaîne de négociants allant des sites miniers aux centres d'exportation où se trouvent les grands comptoirs (Bukavu, Bunia, Butembo, Goma, Uvira). Cette chaîne débute par les petits négociants situés près des mines qui vendent à des négociants qui eux-mêmes revendent aux «grands commerçants» des comptoirs, les seuls à être habilités à exporter, du moins en principe. Cette chaîne commerciale se prolonge dans les capitales des pays voisins (Bujumbura, Kigali et Kampala) par des sociétés de négoce officiellement enregistrées qui sont les intermédiaires obligés vers un marché international composé d'acheteurs d'Europe, d'Asie et des Etats-Unis.

En RDC, les «grands commerçants», ceux qui réalisent les plus grands volumes d'affaires, avancent aux négociants intermédiaires les fonds nécessaires pour acheter des minerais. Dans certains sites miniers, le négoce est dispersé entre de très nombreux vendeurs (250 à Mongbwalu !) tandis que, dans d'autres, la commercialisation est le fait de quelques individus en position dominante. Cette chaîne commerciale en entonnoir est dominée par une poignée de grands commerçants qui sont les donneurs d'ordre : ils détiennent les fonds nécessaires pour mobiliser les moyens de transport et acheter le minerai. L'activité des négociants dépend en grande partie des préfinancements que leur accordent les exportateurs. Il y a donc de nombreux petits vendeurs, de nombreux négociants et quelques exportateurs. Panju, Groupe Olive, MDM, Etablissement Namukaya, World Mining Company et Etablissement Muyeye sont les 6 grands exportateurs qui dominent le marché du Sud-Kivu. Dans le domaine aurifère, les principaux négociants de Bukavu sont les établissements Namukaya (Congocom) et Panju qui commercialisent des quantités importantes d'or et de cassitérite en provenance de Shabunda et Kamituga (entre avril 2005 et février 2006, Namukaya a déclaré 109,11 kg d'exportations d'or et Panju 549,95kg). A Butembo, on dénombre une soixantaine de négociants dont une dizaine en position économique dominante. Grâce à leur position dominante, les exportateurs ont la capacité d'influer sur les prix par différentes méthodes (stockage, contrôle du transport, etc.). Cette chaîne commerciale n'est, bien sûr, pas toujours respectée car certains acheteurs essaient de contourner les négociants intermédiaires et même les comptoirs : à Mongbwalu, des acheteurs viennent directement de Butembo, voire d'Ouganda.

Si la phase de production est complètement informelle, la phase de commercialisation l'est partiellement. A Butembo, sur 7 comptoirs de diamants, 1 seul a une licence. Les négociants sont rarement enregistrés (sur 60 négociants à Butembo, seulement 1/3 serait déclaré) tandis que les comptoirs le sont plus fréquemment. Enregistrés ou non, ces opérateurs commerciaux respectent rarement le code minier et déclarent rarement la totalité de leurs opérations commerciales.⁸⁰ Une

79 Sur ce point, voir chapitre 3.3. Les acteurs clés.

80 Voir chapitre 4.

partie des minerais passe la frontière en contrebande (notamment l'or facilement transportable), mais les minerais qui sont « volumineux » et impliquent des moyens de transport lourds (avions, camions) sont enregistrés par différentes administrations parfois dès le site de production. Dans les centres d'exportation, une certaine formalisation du commerce se produit sous la forme d'un enregistrement des quantités et de la perception de taxes par différentes administrations. Le coltan de Walikale, par exemple, suit un circuit commercial relativement formel dans la mesure où les volumes de coltan envoyés à Goma par la voie aérienne sont « enregistrés » par plusieurs services administratifs et donnent lieu à des taxes. Cette **formalisation administrative du commerce** est évidemment partielle dans la mesure où une partie du coltan emprunte les routes de la contrebande et où, comme indiqué dans le chapitre 4, la sous-estimation des volumes est une pratique courante. La formalisation s'intensifie dans les centres d'exportation régionaux : les sociétés de négoce sont souvent – mais pas systématiquement – enregistrées officiellement par les autorités et déclarent au moins une partie de leurs ventes, comme le prouvent les registres de l'OFIDA, du CEEC, de l'OCC, etc.

La formalisation des ventes congolaises franchit une étape décisive dans les capitales des pays de la région où les acheteurs opèrent dans un contexte de gouvernance étatique plus ferme que dans l'Est congolais. Il s'agit donc de sociétés officielles en règle avec la législation commerciale en vigueur, ayant une comptabilité, payant des taxes et ayant des documents retraçant leurs ventes et achats. Comme les investigations du Groupe d'expert et d'IPIS l'ont montré, ces sociétés de négoce ont des contrats de fourniture de minerais en bonne et due forme avec des négociants situés dans les pays de transformation ou avec des sociétés de transformation industrielle tout à fait officielles.⁸¹ A ce stade, le commerce des minerais congolais sort en grande partie de l'informel et s'intègre dans le marché international des minerais. Cette intégration dans le commerce formel s'effectue au niveau des pays de transit (Burundi, Rwanda et Ouganda), même si la contrebande existe aussi aux frontières orientales de ces Etats et même si la dissimulation de l'origine des minerais exportés est une pratique courante.

Schéma de la formalisation progressive des échanges de produits miniers⁸²

Vendeurs des sites
Négociants
Exportateurs congolais
Exportateurs des pays voisins

- Au niveau de la chaîne commerciale, la phase amont du commerce est dans l'ombre tandis que l'aval est dans la lumière.

3.2 Géoéconomie du commerce

La chaîne commerciale dessine la géographie économique de la région : les centres commerciaux secondaires sont ceux qui abritent les négociants intermédiaires (il y a environ 10 hommes d'affaires indiens et 30 négociants localisés dans cette voie de sortie de l'or de Watsa qu'est Ariwara),⁸³ tandis que les « grands commerçants » – une poignée par ville – traitent leurs affaires à partir des centres d'exportation congolais. Les voies commerciales vont des principaux sites aux deux points de sortie maritime : Mombasa et Dar es Salaam.

Des flux commerciaux orientés vers l'est⁸⁴

Tous les minerais extraits des zones considérées dans cette étude empruntent les routes terrestres

81 Pour l'identité des acheteurs finaux, voir chapitre 3.3 Les acheteurs finaux.

82 Le degré de clarté indique le degré de formalisation des acteurs commerciaux.

83 Ariwara est une modeste ville commerciale située en Ituri, au nord de Aru, à proximité de la frontière ougandaise.

84 Voir carte Les corridors d'accès à l'Est de la RDC.

et aériennes de l'Est. Il existe sept principales voies commerciales qui partent de l'Ituri et des Kivus vers l'Afrique de l'Est et qui rejoignent les deux corridors débouchant sur l'océan Indien, l'un à Mombasa, l'autre à Dar es-Salaam :

- l'axe Beni-Butembo-Kasese-Kasindi-Kampala-Nairobi-Mombasa : meilleure voie terrestre (route goudronnée et large);
- l'axe Goma-Gisenyi-Kigali-Dodoma-Dar es Salaam;
- l'axe Uvira-Bujumbura-Dodoma-Dar es Salaam;
- l'axe Uvira-Fizi-Baraka-Kigoma : voie difficile car traversée du lac mais accès aux réseaux ferroviaires et routiers de Tanzanie;
- l'axe Bukavu-Cyangugu-Bujumbura-Dodoma-Dar es Salaam;
- l'axe Bunia-Kampala-Nairobi-Mombasa : voie aérienne et transport routier;
- l'axe Aru-Arua-Kampala-Nairobi-Mombasa : voie terrestre.

A ces voies commerciales internationales s'ajoutent les voies d'échange plus modestes qui partent des villes frontalières de Ariwara et Mahagi en Ituri vers l'Ouganda. Si les points de départ sont multiples en RDC, les échanges terrestres finissent par se retrouver sur seulement deux voies commerciales : celle qui mène de Kampala à Mombasa (complètement bitumée) et celle qui mène de l'ouest tanzanien, du Burundi et du Rwanda à Dar es Salaam (moins pratique que la première, celle-ci a l'avantage d'être à la fois routière et ferroviaire).

Les minerais suivent les mêmes voies commerciales que les autres marchandises et s'inscrivent dans les échanges transfrontaliers. On note une certaine spécialisation de ces routes commerciales correspondant à des considérations politiques et surtout économiques. Ainsi, l'axe Uvira-Bujumbura est surtout connu pour l'exportation d'or et l'axe Bukavu-Cyangugu pour les exportations d'or, de cassitérite et de coltan. Au début des années 90, le Burundi était le pays le plus important pour le transit de l'or congolais mais, après l'embargo régional contre le régime de Buyoya et la mise en place d'un système d'exemptions fiscales pour l'or en Ouganda, ce pays a supplanté le Burundi. De même, la Tanzanie est montée en puissance depuis quelques années en ce qui concerne les exportations de diamants (elles sont passées de 115 392 \$ en 2000 à 16 015 349 \$ en 2004 sans explication particulière) – ce qui témoigne de la vitalité et du développement des voies commerciales de l'Est.

Il est, à ce titre, très révélateur que, dans son projet concernant «les relations de la RDC avec les pays de la région d'Afrique centrale et des Grands Lacs», le CEEC propose purement et simplement un détournement du trafic de cassitérite de l'Est vers l'Ouest par la voie fluviale via Kisangani, arguant d'un coût moindre (!) que l'évacuation aérienne par l'Est et de la perte d'opportunités d'affaires pour les entrepreneurs congolais.

- **Tout le commerce des minerais des Kivus et de l'Ituri étant orienté vers l'Est, sa réorientation vers l'ouest et Kinshasa est un enjeu à la fois économique, géostratégique et nationaliste.**
- **Multiplicité des voies commerciales en RDC malgré l'état des infrastructures**

Le contraste entre la disparition des infrastructures de transport en RDC et la multiplicité des voies commerciales extérieures des minerais est frappant. Étudiées en détail dans *Researching Natural Resources and Trade Flows in the Great Lakes Region*, les voies de sortie de l'or de Mongbwalu, une zone pendant longtemps sans accès routier, sont un exemple typique de cette situation :

- Mongbwalu-Bunia-Kampala (voie aérienne);
- Mongbwalu-Kwandroma-Mahagi-Kampala (voie terrestre);
- Mongbwalu-Watsa-Ariwara-Kampala (voie terrestre);
- Mongbwalu-Bunia-Beni-Butembo-Kampala (voie aérienne);

Le portage humain est souvent le premier mode de transport des minerais; la bicyclette et le tchukudu⁸⁵ sont courants dès lors qu'il existe un chemin praticable. Le site de Bisié, par exemple, est isolé dans la forêt et aucune liaison routière n'a été aménagée pour le relier à la route Goma-Kisangani, elle-même difficilement praticable. Le sentier le plus fréquenté pour atteindre la route mesure 45 km entre le village de Manoiré, au cœur de la zone minière, et Ndjingala. Le transport s'effectue à dos d'homme, par sacs de 50 kg, et demande 16 heures. Arrivé à Ndjingala, le minerai est convoyé par camion jusqu'à la piste improvisée sur une portion de bitume à Kilambo où des avions petits porteurs embarquent 2 tonnes par rotation.⁸⁶

85% de l'or qui arrive à Bunia part à Kampala par la voie des airs tandis que les 15% restants vont sur Butembo.⁸⁷ A partir de Bunia qui est l'aéroport d'exportation de l'or de Mongbwalu, celui-ci part dans deux directions (une indirecte : Butembo au Nord-Kivu; une directe : Kampala). Mais ces deux voies conduisent à la même destination : Kampala. D'autres centres d'exportation frontaliers Ouganda/Ituri sont plus directs (Ariwara, Aru, Mahagi). Ariwara est un marché de l'or vers l'Ouganda traitant un volume estimé à 5kg par semaine. En dépit de la détérioration, voire de l'absence de voies routières, les minerais parcourent de grandes distances. Selon l'antenne du CEEC à Butembo, l'or commercialisé dans cette ville vient principalement de la Province Orientale en général et d'Ituri en particulier, du Nord-Kivu (Lubero, Beni, Walikale), du Sud-Kivu mais aussi du Katanga et de l'Equateur. A Butembo parviennent aussi les diamants en provenance de Kisangani, Bafwasende, Mambasa et même du parc de la Garamba frontalier du Soudan. Autre exemple : l'or et la cassitérite de Kilembwe prennent la route de Fizi, puis Baraka et arrivent à Uvira pour être ensuite exportés.

Les communications aériennes jouent un rôle majeur dans le commerce intérieur des minerais car certains sites sont totalement enclavés :⁸⁸ Butembo est un marché important de minerais en raison des gisements proches mais aussi de son «infrastructure aéroportuaire» qui permet à ses comptoirs de drainer la production du Haut et Bas Uélé. Le minerai de Namoya, qui se trouve au Maniema, gagne Bukavu par voie aérienne car il n'y a plus de route praticable. Idem pour le minerai de Kamituga, la RN2 qui mène à Bukavu étant en très mauvais état. Idem pour le minerai du parc de Kahuzi Biega dont une bonne partie sort grâce au terrain d'atterrissage de Lulingu. Au plus fort du boom du coltan, il y avait environ 7 et 10 rotations aériennes par jour entre Mubi et Goma. Outre les connections internationales des villes frontalières du Rwanda (Bukavu, Goma) ou proches des frontières de l'Ouganda (Bunia, Beni, Butembo), il existe des «vols internationaux» directs assez profonds dans le territoire congolais (par exemple, entre Isiro et Entebbe) pour exporter minerais et diamant.

- Bien que difficiles, coûteux et même dangereux, les chemins du commerce intérieur forment un réseau d'échanges beaucoup plus profond et dense qu'on ne l'imagine.
- Le commerce des minerais en RDC repose sur un système de communications multimodal qui associe portage/route/avion.
- Les Kivus et l'Ituri ne sont pas seulement des zones de production, ce sont aussi les voies de sortie des minerais qui viennent de la profondeur du territoire congolais (Province Orientale, Maniema, Nord Katanga).
- Les villes frontalières ou proches de la frontière où sont installés les comptoirs – Goma, Bukavu, Uvira, Béni, Butembo, Bunia – occupent une position essentielle dans le système de commercialisation. Ces villes constituent la charnière entre un amont informel et un aval branché sur les circuits de l'économie mondialisée.

85 Grosse trottinette en bois de confection artisanale capable de porter des charges de plus de 100 kg.

86 Voir carte Transport de la cassitérite de Bisié à Goma.

87 Voir carte Production et commercialisation de l'or en Ituri.

88 Voir carte Transport des minerais par avion.

Les destinations finales⁸⁹

Le recoupement de plusieurs registres d'échanges commerciaux (EUROTRACE, COMESA, TRADEMAP, EUROSTAT) permet d'affirmer qu'en 2005–2006 les sociétés importatrices de minerais congolais étaient situées en Europe, en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient :

- Belgique (diamants, cassitérite, wolframite, cobalt)
- Allemagne (coltan)
- Royaume-Uni (cassitérite, cobalt, wolframite)
- Dubai/EAU (or)
- Chine (coltan)
- Malaisie (cassitérite)
- Israël (diamant)
- Pays-Bas
- Thaïlande (coltan)

Les dernières investigations du Groupe d'experts étendent cette liste :⁹⁰ le plus souvent par l'intermédiaire du Rwanda, la cassitérite, la wolframite et le coltan prennent la direction de l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Chine, l'Inde, la Malaisie, la Thaïlande, l'Afrique du Sud, la Suisse, les Pays-Bas, la Russie, les EAU et la Grande-Bretagne. L'or prend essentiellement la direction des EAU et de l'Europe (Belgique et Suisse) en transitant essentiellement par l'Ouganda et le Burundi.⁹¹ Les filières commerciales spécifiquement mises en lumière sont les suivantes :

- *exportation du coltan :*

la filière kazakh : Rwanda Metals – Raremet, Finconcord et Finmining (sociétés off-shore détenues par un homme d'affaires suisse, Chris Huber)⁹² – Ulba Mechanical Works (usine de transformation au Kazakhstan).

la filière russe : Pan African Business Group (comptoir de Goma) – Eurosib Logistics (société basée à St-Petersbourg) – Novosibirsk Integrated Tin Work

la filière allemande : Rwanda Metals, Grands Lacs Metals – A&M Minerals and Metals (Grande-Bretagne, société de trading) – H.C. Starck (Allemagne, usine de transformation, groupe Bayer AG, leader du marché).

la filière belge : Hua Ying, Gemico, Kivu Metal, WMC (comptoirs de Goma) – Traxys (Belgique).

la filière belgo-asiatique : Munsad, Amur, Clepad (comptoirs) – Trademet – réexportations en Inde, Chine et Thaïlande.

la filière britannique : Socomi et Kotecha (basées à Bukavu) – Afrimex – Thailand Smelting and Refining Corporation (appartenant à la société britannique Amalgamated Metal Corporation).

la filière américaine : Eagles Wing Resources (Rwanda) – Cabott (USA), Trinitech (USA).

exportation de l'or : la filière émiratie : Machanga et UCI (Burundi et Ouganda) – Emirates Gold (Dubai).

89 Voir carte Pays importateurs de minerais de l'Est de la RDC.

90 Voir rapport décembre 2008.

91 Par exemple, le Burundi a exporté 55 millions \$ d'or en 2005 selon la COMESA en direction des EAU, Suisse et Belgique.

92 Chris Huber avec des associés russes était le pivot de la filière kazakh de coltan. Après que sa société suisse Finconcord a été condamnée pour évasion fiscale au Kazakhstan, il en a reformé deux autres enregistrées à St-Kitts.

la filière suisse : Machanga et UCI (Burundi et Ouganda) – Metalor (Suisse) (filiale officiellement suspendue après les sanctions onusiennes).

la filière belge : Etablissements Namukaya (Bukavu) – Machanga (Burundi) – (Belgique).

Il est à noter que les sociétés importatrices sont soit des sociétés de trading des métaux soit directement des sociétés métallurgiques de transformation.

Le rapport d'octobre 2002 du Groupe d'experts accusait 85 sociétés d'avoir violé les principes de l'OCDE en matière d'engagement des multinationales dans les zones de conflit. La plupart de ces sociétés étaient européennes.⁹³ Les liens avérés par les rapports de l'ONU entre certains opérateurs économiques étrangers et les ventes d'armes (notamment au niveau de la filière kazakh avec l'apparition d'une société de transport de Victor Bout) corroborent l'accusation de participation active au conflit adressée à certains milieux d'affaires étrangers.

3.3 Les acteurs-clés

Groupes armés et forces de sécurité

Le rôle des groupes armés dans le trafic de minerais a fait et fait encore l'objet de l'attention des Nations Unies qui ont mis en place un Groupe d'experts spécialement dédiés à cette tâche. Si l'implication des groupes armés dans la commercialisation des minerais a été connue et documentée la première, l'implication des forces de sécurité (FARDC, PNC) commence à attirer l'attention comme l'indique le récent rapport de Global Witness.⁹⁴

Au fil des ans, le Groupe d'experts a accumulé les preuves du financement des groupes armés par le commerce des minerais et considère qu'aucun groupe armé n'est étranger à cette pratique.

Selon le rapport du Groupe d'experts de décembre 2008, le CNDP était en relation avec les hommes d'affaires tutsis actifs dans le commerce des minerais (comme Tribert Rujugiro Ayabatwa, le sénateur Mwangachuchu ou les frères Makabusa). Il percevait des taxes au poste douanier de Bunagana (700 000 \$ entre septembre 2007 et septembre 2008) ainsi qu'aux alentours de la mine de coltan de Bibatama exploitée par deux comptoirs dont il a autorisé les activités (MUNSAD et MH1). Selon l'ONU, environ 15% des ressources financières du CNDP proviendraient du commerce des minerais car sa base financière serait très diversifiée (taxation aux postes de douanes de Bunagana et Ishasa).

En plus d'être fournisseurs de minerais, les FDLR perçoivent les taxes sur les marchandises le long de routes stratégiques pour l'exportation. Le Groupe a mis en évidence leurs relations avec les grands commerçants de Bukavu. De plus, des commerçants FDLR sont en relation d'affaires suivies avec des comptoirs de vente dont certains sont tenus par des Tutsis.

Dans son dernier rapport, Global Witness a mis en lumière l'implication des FARDC dans l'exploitation minière au Nord et Sud-Kivu, soit en étant physiquement présents soit en ayant des représentants locaux qui vendent pour leur compte (des puits «appartiennent» à des autorités militaires provinciales). A Bisie, la 85^{ème} brigade composée d'anciens Maï Maï avait mis en place un double système de taxation : taxation de la production de minerais (qui aurait rapporté environ 120 000 \$ par mois) et taxation des marchandises importées à des barrières le long de l'axe Njingala-Bisie (qui aurait rapporté environ 100 000 \$ par mois).

93 UN Panel of Experts Report (Oct. 2002). Annex III, p.7.

94 Global Witness (2009). Op. cit.

En Ituri, l'UPC, mouvement hema, exploitait la zone aurifère de Mongbwalu suite à un accord avec la direction de l'entreprise OKIMO, facilitée par une même affiliation ethnique. Quand le FNI lui a succédé, il a prélevé une taxe de 1 \$ sur les orpailleurs, lui rapportant environ 2 000 \$ par mois.⁹⁵

Les hommes en armes tirent profit du commerce minier d'au moins trois façons :

- prélèvement des taxes;
 - paiement contre protection (la PNC et les FARDC protègent les sites miniers où Banro et AGK travaillent);
 - prélèvement des minerais (méthode la moins courante).
- **Les hommes en armes sont les parasites fiscaux du commerce minier sur les sites de production et les voies d'acheminement. Ils sont aussi impliqués dans les violations des droits de l'Homme (voir chapitre 5).**

Les «administrations» : un maquis institutionnel⁹⁶

Il existe un écart substantiel entre les administrations qui ont la responsabilité d'encadrer l'exploitation et le commerce des produits miniers et celles qui prélèvent des taxes sur ce commerce. Selon la réglementation congolaise, les premières sont au nombre de 5 tandis que les secondes varient en fonction de l'imagination des fonctionnaires et surtout de la présence physique des administrations là où l'exploitation et le commerce des produits miniers ont cours (par exemple, le CEEC n'est pas présent dans tous les centres d'exportation de l'Est mais seulement à Butembo et Goma). Ces 5 services sont :

- L'OFIDA, Office des Douanes et Accises. Il enregistre et contrôle les exportations et les importations. Il perçoit 5% de la valeur des produits exportés et collecte aussi les droits alloués à l'OGEFREM, Office de gestion du fret maritime, et au FPI, Fonds de Promotion de l'Industrie.
- La Division des Mines. Ses agents contrôlent les produits miniers, le pesage et l'enfûtage avant leur exportation, soit dans les comptoirs soit dans les aéroports. Elle reçoit 45% d'une taxe rémunératoire estimée à 1,25% de la valeur des exportations, les 55% restants étant destinés au CEEC.
- L'OCC, Office Congolais de Contrôle. Il est censé contrôler la qualité et la quantité des produits exportés, mais il a perdu ce contrôle sur l'or et le diamant en 1999.
- Le CEEC, Centre d'Expertise, d'Evaluation et de Certification, a été créé en 2003 afin de mettre en œuvre les recommandations du processus de Kimberley pour le diamant.
- La Division du Commerce Extérieur enregistre les données concernant les produits exportés et importés.

A ces services s'en ajoutent quelques autres qui sont aussi fournisseurs de données statistiques, notamment le BNA (Bureau de la Navigation Aérienne) et la DGM (Direction Générale des Migrations).

Conséquence de la pauvreté et de la déstructuration de l'administration congolaise, la **prédation administrative** s'exerce sur toute la chaîne de commercialisation des minerais. Des monographies ont mis en évidence ce parasitisme administratif qui commence aux sites de production et s'achève à l'exportation.

95 Human Rights Watch (2005). Op. cit.

96 Voir carte Les collectivités au Nord et Sud-Kivu.

Quelques exemples de prédation administrative

A Aru/Arua 12 services perçoivent des taxes sur les minerais exportés :⁹⁷ OFIDA, OCC, OGEFREM, ANR, DGM, autorités provinciales, autorités territoriales, police des frontières, BIC, commerce extérieur, hygiène et division des mines...

Entre la mine de Bisie et la douane à Goma, la production minière est taxée 23 fois (plusieurs fois par la même administration : 3 fois par la DGRAD, 3 fois par le CEEC, etc.) pour un total d'environ 15% de la valeur du produit (soit 365 \$ par tonne). Cette taxation réelle s'élève à 40% pour l'exportation de l'or en Ituri.

Il est à noter qu'il paraît naturel à tout le monde que les services de renseignement civil et militaire soient impliqués dans la taxation minière.

De l'avis commun, la réunification administrative – le passage des règles du RCD-Goma aux règles de Kinshasa – et la mise en place des «tarifs réunifiés» se sont accompagnées d'un alourdissement de la fiscalité sur le secteur minier.⁹⁸ En son temps, le RCD-Goma avait déjà relevé les tarifs des cartes de creuseurs (50 \$) ainsi que des licences d'agrément pour les comptoirs (15 000 \$ par an) et ces tarifs ont encore augmenté. Au Nord-Kivu, les exportations de minerais ont rapporté 2 millions \$ (2007) et 4,3 millions \$ (2008) aux administrations des douanes, du CEEC, de l'OCC, de la DGRAD et des Entités Administratives Décentralisées (l'OFIDA étant le principal bénéficiaire loin devant les autres services). La taxation par les administrations est relativement arbitraire dans les sites de production et les voies d'acheminement mais elle se régularise quelque peu au niveau des centres d'exportation. Toutefois, il convient de noter que :

- la destination finale de la taxation administrative sur le commerce des minerais est opaque;
 - la taxation opérée est largement arbitraire, i.e non fondée sur des textes légaux;
 - outre son arbitraire, le régime des taxes d'exportation des minerais en RDC est très désavantageux par rapport aux pays voisins;
 - la tentative de remettre de l'ordre dans les services taxateurs aux postes frontières a échoué : en 2002, le gouvernement a décrété que seulement quatre administrations devaient opérer aux postes frontaliers, à savoir OFIDA, DGM, OCC et Service d'Hygiène. Ce décret n'a jamais été respecté.
- Le commerce des minerais représente une part importante des revenus légaux et illégaux des fonctionnaires chargés du contrôle du commerce et, même si les taxes perçues sont inférieures à ce qu'elles devraient être en raison de la fraude, elles représentent plusieurs millions de dollars par an.

Les «Big Men» du commerce

Les grands commerçants sont au cœur du système politico-financier qui constitue l'arrière-plan du commerce des minerais. Leur capacité financière leur permet à la fois d'avoir accès aux politiciens locaux et nationaux, de pré-financer les plus gros achats de minerais, de contrôler les moyens de transport en direction des zones minières difficiles d'accès, de fixer le prix local des minerais, d'acheter la protection des groupes armés et des forces de sécurité, et parfois de les instrumentaliser, c'est-à-dire de les utiliser contre la concurrence. Ainsi, en 2006, la MONUC, Global Witness et le Pole Institute ont rapporté des tensions pour le contrôle de la mine de Bisie au Nord-Kivu entre deux sociétés. Mining Processing Congo, société sud-africaine très liée au Rwanda, et le Groupe Minier Bagandula (GMB), société aussi étroitement liée aux membres du RCD-Goma, rivalisaient pour avoir accès à cette mine. GMB l'a «emporté» en signant un accord avec l'administrateur du territoire le 28 août 2006 lui octroyant 10% de la production de Bisie contre la sécurité, i.e l'appui de la brigade locale des FARDC. De plus, la Coopérative Minière de Mpama Bisiye (Comimpa) est une création de GMB : sur ces 22 membres fondateurs, 11 sont des actionnaires de GMB. GMB

⁹⁷ Pact (2007).

⁹⁸ Pole Institute (2005). *Ressources minées, la faillite de la politique minière en RDC*. Goma.

a été créé le 23 septembre 2005, 50% de son actionnariat appartient à Saphir Society et l'une des personnes clés de GMB est Alexis Makabuza, l'un des financiers du CNDP.

Trois autres «Big Men» du commerce ont été identifiés :

- le sénateur **Mwangachuchu** qui est le propriétaire de la société MHI (Mwangachuchu Hizi International) détient un des carrés miniers du site de Bibatama à Masisi – où le CNDP est présent – ainsi que des intérêts dans la mine de Numbi au Sud-Kivu.
- Mme **Aziza Kulsum**, alias Mme Gulamali, une métisse originaire de Bukavu qui a dirigé la SOMIGL à laquelle le RCD-Goma avait donné le monopole d'exportation des minerais au Sud-Kivu en échange d'un million de dollars par mois et qui possède une société de négoce de coltan (Shenimed) ayant des comptoirs à Bukavu et à Goma. Sa contribution au RCD-Goma a permis à ce mouvement de faire un budget au mois de décembre 2000 pour la première fois. Elle possédait une usine de tabac à Bukavu (Uzabuco) et a été accusée de trafic d'armes en faveur des rebelles burundais FDD et du RCD-Goma. Mme Gulamali est en affaires avec Panju à Bukavu.
- M. **Omar Oria**, citoyen ougandais, installé à Ariwara est apparu comme le principal négociant en or de cette localité, qui doit son essor à ce commerce. Avec James Nyakuni et Vincent Adjua, Omar Oria faisait partie des principaux commerçants/financeurs du FAPC du commandant Jérôme. En échange de la protection et d'une sorte de monopole commercial attribué par le FAPC, Omar Oria écoulait la production d'or à Kampala et aidait au financement de cette milice.

Ces grands commerçants sont tellement puissants qu'ils peuvent parfois s'opposer aux mouvements armés dominants. L'échec du contrôle de l'exportation de minerais par la SOMIGL auquel le RCD-Goma avait donné le monopole d'exportation des minerais au Sud-Kivu en est un bel exemple. Les réseaux de commerçants bashis floués par cette décision ont résisté et exporté du minerai en contrebande. Du coup, la SOMIGL n'est jamais parvenue à imposer son monopole et elle a été abandonnée en 2002.

Fin tragique d'un Big Man nandé du commerce : le meurtre de Kambale Kisoni

Dirigeant de Congo Metal, Kambale Kisoni était l'un des plus grands commerçants d'or de Butembo. Mis sur la liste des sanctions de l'ONU en mars 2007 pour ses liens avec le FNI qui contrôlait Mongbwalu et assassiné le 5 juillet 2007, c'était un proche de Mbusa Nyamwisi et un aimable contributeur à l'effort de guerre du RCD-ML, voire son principal financeur. Sa compagnie d'aviation, Butembo Airlines, volait directement entre Mongbwalu et Butembo et avait transporté armes et troupes pour le FNI en plus de l'or, ce qui lui valut d'être sanctionné par l'ONU.

Il a été abattu dans son bureau à Butembo par une équipe de tueurs internationaux (Kenyans et Ougandais) et peu avant de mourir il avait fait des démarches pour ne plus figurer sur la liste des sanctions de l'ONU. Plusieurs théories ont circulé sur son assassinat : hommes d'affaires jaloux et voulant son business; inquiétudes de Kinshasa ou Kampala sur d'éventuelles révélations en échange de son retrait de la liste des sanctionnés. La communauté commerçante de Butembo a observé un jour de deuil en sa mémoire en fermant les boutiques. Ses affaires ont été reprises par son épouse qui aurait maintenant réorienté son commerce sur les vêtements et autres biens de consommation, abandonné le commerce des minerais et s'est installée en Ouganda.

- Les «grands commerçants» sont le maillon stratégique du système de commercialisation des minerais, le point de concentration du capital et du réseau relationnel indispensable aux affaires dans cet environnement. Leur connaissance est encore parcellaire.
- Les réseaux de commerçants ont souvent une assise ethnique (commerçants hemas, bashis, nandés et rwandophones se partagent le marché) mais le commerce ne connaît pas d'exclusivité ethnique.⁹⁹

⁹⁹ Voir carte Les groupes ethniques du Kivu.

Les intermédiaires indispensables

Les transporteurs et les sociétés de négoce basées dans les pays voisins sont les intermédiaires indispensables de ce commerce.

A Goma, TMK est le principal transporteur qui assure le transport entre Beni et Goma, puis sur le corridor nord du Nord-Kivu à Mombasa. L'entreprise Jambo Safari est en seconde position. Les transporteurs aériens qui sont impliqués dans le commerce des minerais à Bukavu sont : Delta Force, Atral, Zalia (vols pour Kamituga); Agefreco Air, Congocom Air et Stellavia (vols pour Namoya); Agefreco Air, Congocom Air, Grace Express, Lokole et Acocha (vols pour Shabunda et Lulingu). Deux filiales de Boloré sont aussi présentes dans la région : Agetraf SDV à Bukavu et SDV Transami à Kigali.

Favorisées par une politique très favorable aux exportateurs (absence de taxation à l'importation) et le contrôle de l'armée ougandaise sur le nord-est de la RDC, des sociétés ougandaises se sont lancées avec succès dans l'exportation d'or. Les principales sociétés exportatrices d'or entre 2002 et 2006 sont :

- Uganda Commercial Impex
- Machanga Limited
- AP Bhimji Limited.

UCI et Machanga figurent sur la liste des Nations Unies depuis 2007. Machanga Ltd a une antenne à Bujumbura et achète donc aussi l'or en provenance du Sud-Kivu. Entre 2005 et 2007, Emirates Gold a acheté à cette société en Ouganda et au Burundi 10,17 tonnes d'or, 6,61 tonnes à UCI, 1,39 tonne à AP Bhimji Limited et 0,03 tonne à Congomet. UCI dispose d'une raffinerie pour traiter l'or qu'il importe.

Les principales sociétés exportatrices d'or à Bujumbura étaient : Farrel Trade & Investment et Gold Link Burundi Trading dirigé par Mutoka Ruganyira. La première société a cessé ses activités en 2009, laissant la seconde en situation de monopole. Son directeur disposerait d'entrées dans les cercles du pouvoir burundais et se rendrait fréquemment à Dubaï. Il y a en tout 64 comptoirs agréés au Burundi.

Du côté rwandais, les sociétés de négoce sont nombreuses :¹⁰⁰

- Africa Primary Tungsten
- Afriprom
- Albert Mupenzi
- Centrale Multi Services
- Copimar
- Ets Munsad
- Ets Mbanzabugabo
- Eurotrade International
- Harelimana Froduald Enterprises
- Imperial Trading Company
- Metal Processing Association
- Metrade Overseas
- Minerals Supply Africa
- Multiserve Consult
- NRD Rwanda
- Niobium Mining Company
- Phoenix Metal
- Pyramide
- Redemi

100 N. Garrett & H. Mitchell (avril 2009). Op. cit.

- Rwanda Metals
- Sodem
- Trading Services Logistics
- Valence Kalinda

Il est à noter que le Rwanda effectue une transformation (primaire) des minerais. Gisenyi abrite une fonderie d'étain – propriété de Metal Processing Association qui possède à Goma Metal Processing Congo¹⁰¹ – et, à Kigali, plusieurs comptoirs séparent les accompagnateurs comme le fer ou le wolfram du coltan. Selon le ministre des mines rwandais, 25% des exportations rwandaises proviendraient de la RDC, mais ce chiffre pourrait être plus proche de 80% selon Global Witness.¹⁰²

- Il y a un déficit d'informations sur les exportateurs des pays voisins, en particulier ceux du Burundi et de l'Ouganda.¹⁰³
- Il y a un déficit d'informations sur les propriétaires réels des sociétés de négoce dans les trois pays voisins.

Les étrangers

La présence de **milieux d'affaires étrangers** dans le système de commercialisation des Grands Lacs est un phénomène qui doit retenir l'attention. Trois groupes d'étrangers apparaissent de manière rémanente dans le commerce des minerais au fil des investigations :

- **les hommes d'affaires de l'ex-Union Soviétique** : à l'époque du boom du coltan, sont apparus de nombreux citoyens de l'ex-Union Soviétique (ouzbeks, kazakhs, russes, etc.). Un comptoir actif à Beni et Butembo, Conmet, était géré par des Russes dont les dirigeants étaient installés à Kampala. Dirigé par Valentina Piskanova, Conmet appartenait à l'entreprise ougandaise Kullinan Finance Investment qui avait des contrats d'approvisionnement avec l'Allemagne, l'Afrique du Sud et le Kazakhstan. Valentina Piskanova était aussi présente en Ituri à travers l'Ituri Gold Mining Company Limited. Cette présence russe via l'Ouganda s'inscrit dans le cadre de la filière kazakh du coltan. Il convient de noter le regain d'intérêt russe pour le niobium.¹⁰⁴
- **les diamantaires libanais** sont apparus proches de l'élite ougandaise à l'époque où l'UPDF était en RDC. IPIS et le Groupe d'experts ont documenté leurs activités en montrant leurs liens avec la société Victoria (Khalil Nazeera Ibrahim, un des hommes clés de la société Victoria, possédait un restaurant en co-propriété avec l'épouse de Salim Saleh), leur implantation en RDC (comptoirs de diamants en Province Orientale, à Beni et à Bukavu) et leurs rapports avec la Belgique (lieu d'écoulement des diamants, sociétés et propriétés immobilières). D'évidence, les milieux libanais actifs dans le secteur du diamant dans l'Est congolais ont réorienté leurs activités vers Kampala à l'époque où l'Ouganda était devenue la «puissance dominante». A Goma, le comptoir Sodexmines est dirigé par un homme d'affaires libanais depuis 2005 pour le compte d'un des grands hommes d'affaires de la RDC.
- **les hommes d'affaires indopakistanaïens originaires des Grands Lacs** : ils sont très actifs dans le commerce de l'or en Ouganda (à travers les sociétés UCI et Machanga Ltd) et au Burundi, à travers Farrel Trade and Investment Corporation. Machanga est contrôlée par les hommes d'affaires Rajendra Vaya et Vipul Kumar et UCI par J.V Lodhia. Les Indopakistanaïens de Kampala ont aussi été mis en cause dans les trafics d'or impliquant des casques bleus pakistanais en Ituri. Pour l'heure, les indopakistanaïens d'Ouganda sont les seuls dont les sociétés sont sur la liste des sanctions de l'ONU (UCI et Machanga).

101 MPA est considérée comme une société sud-africaine, a été créée en 2001 et produit 200 tonnes de lingots d'étain par an.

102 Global Witness (2009). Op. cit.

103 Dans leur dernier rapport, le Groupe d'experts souligne le manque de coopération des autorités burundaises en termes d'information sur les sociétés exportatrices et leurs liens supposés avec les réseaux FDLR.

104 Voir chapitre 2.

Il est aussi à noter que SDE et Sodexmines, deux comptoirs de Goma, appartiennent au groupe de Elwyn Blattner, un homme d'affaires américain installé en RDC depuis très longtemps et qui y possède plusieurs sociétés.

- Cette réorientation et l'apparition de marchands de diamants libanais dans les cercles du pouvoir à Kampala témoignent de l'extrême flexibilité et adaptabilité des acteurs du commerce du diamant.
- Ces milieux d'affaires constituent parfois le trait d'union entre le commerce congolais des minerais et l'économie criminelle internationale, notamment les mafias de l'Est (apparition de Victor Bout comme transporteur, liens entre le trafic d'armes et les exportations de minerais démontrés par l'ONU).

3.4 La répartition des bénéfices au fil de la chaîne commerciale

L'absence d'application homogène de la réglementation fiscale, l'intérêt à l'opacité des acteurs de la filière et les différents mécanismes de fraude rendent impossible le calcul des bénéfices réels retirés de l'exploitation des minerais dans l'Est congolais par les acteurs passifs et actifs de ce commerce. Plusieurs études ont tenté d'évaluer les gains des différents acteurs. S'il est impossible d'arriver à un degré élevé de précision, il ne fait aucun doute que les creuseurs ne perçoivent que la portion congrue de la valeur ajoutée issue de la mine. Leur revenu journalier moyen se situe entre 1 et 2 ou 3 dollars par jour, somme aussitôt dépensée auprès des commerçants pour couvrir les dépenses indispensables, de nourriture notamment. L'isolement d'un grand nombre de mines pèse fortement sur le coût de la vie, une part considérable de l'approvisionnement arrivant par voie aérienne. La plus grande part de la valeur de la production à la sortie de la mine est répartie entre les chefs d'équipe, les gérants, les propriétaires et les militaires comme l'ont montré les différents rapports consacrés à l'économie minière.

Néanmoins, les observations de terrain effectuées confirment l'intuition selon laquelle plus on monte dans la chaîne commerciale plus les bénéfices sont importants. Situés au commencement de la chaîne, les creuseurs gagnent à peine de quoi vivre; les négociants qui maîtrisent les flux commerciaux entre les carrières et les comptoirs dégagent des bénéfices (une centaine de dollars par mois d'après des témoignages de négociants); en fonction de leurs volumes d'échanges, les exportateurs réalisent des bénéfices qui se chiffrent en milliers, voire en millions de dollars – tout comme les acteurs passifs du commerce que sont les fonctionnaires et les hommes en armes. Si les analyses n'indiquent pas comment se répartit la valeur le long de la chaîne commerciale, elles s'accordent toutes sur le fait que les grands perdants de ce commerce sont les creuseurs : d'une part, les creuseurs sont victimes d'une dissymétrie d'information par rapport aux acheteurs qui font l'analyse des échantillons et fixent donc le prix; d'autre part, les creuseurs sont incapables d'épargner.¹⁰⁵

Les pays voisins sont les grands bénéficiaires de cette **rente partagée** dans la mesure où la production minière congolaise leur permet d'augmenter leurs propres exportations de minerais et donc d'améliorer leur balance commerciale et d'alimenter leur budget national. Ce partage obligé de la rente minière congolaise a été mis en évidence en comparant les productions nationales et les exportations. Dans une étude de 2005, Global Witness¹⁰⁶ cite les chiffres de l'OCC pour le total de l'exportation de cassitérite du Nord et du Sud-Kivu : 7 591 tonnes. L'analyse de données collectées au Rwanda indique que celui-ci a exporté 1 800 tonnes de plus que sa propre production : l'ONG en conclut qu' «il est fort probable que ces importations proviennent principalement de l'est de la RDC, y compris des zones de conflit». De même la comparaison entre la production et l'exportation

105 Voir chapitre 5.

106 Global Witness (2005). *La paix sous tension : dangereux et illicite commerce de la cassitérite dans l'est de la RDC*. London : Global Witness.

d'or en Ouganda est assez éloquent et révèle que l'or exporté provient essentiellement de RDC, et plus particulièrement de la Province Orientale.

Exportation et production d'or en Ouganda (kg)

	1994	1996	2000	2004	2006	2007
Exportation	225	3206	7 303	5 465	6 937	3 556
Production	2	3	56	178	22	25

Source : D. Fahey (2008). «Le fleuve d'or : the production and trade of gold from Mongbwalu, DRC». pp.357-383. *L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 2007-2008. L'Harmattan.

Indépendamment de la qualité des minerais, il va de soi que la rentabilité de ce commerce dépend de nombreux paramètres : le coût du transport, l'ampleur de la fraude et l'évolution des cours mondiaux conditionnent davantage la rentabilité que les gains des creuseurs. Le paramètre «évolution des cours mondiaux» a été mis en évidence lors 1/ du boom du coltan qui a permis un enrichissement très rapide de certains opérateurs 2/ de la chute des cours en 2008. Depuis lors, les acteurs du commerce des minerais tentent surtout de se repositionner sur l'or dont le cours est soutenu.

- La rentabilité des filières d'exploitation dépend de trop de paramètres (et notamment de paramètres pour lesquels l'information est défaillante) pour être évaluée sans modèle économétrique.

Chapitre 4 : Mécanismes de la fraude

Résumé :

Le commerce des minerais en RDC est caractérisé par un degré élevé d'activités frauduleuses en termes à la fois de taxation illégale et de fraude à l'exportation/ contrebande. La différence entre les activités légales, illégales et «déréglementées» est souvent difficile à établir et la majeure partie du commerce opère dans une économie souterraine qui se formalise progressivement, à mesure que les minerais s'acheminent vers la frontière pour être exportés vers les marchés mondiaux. Un certain nombre de mécanismes nationaux et internationaux visant à améliorer la réglementation du secteur minier n'ont pas encore atteint les Kivus et leur succès reste limité au niveau national.

4.1 Nature de la fraude

La fraude dans le commerce des minerais en RDC est un vaste sujet sur lequel de nombreuses informations et documentations approfondies sont disponibles. Un nombre considérable de sources fournissent une excellente description de la nature de la fraude dans le cadre du secteur minier, qu'il soit formel ou informel. Elles contiennent bien plus d'éléments sur la complexité de la question qu'il n'est possible de développer dans cette étude. Ces sources sont les suivantes :

- Rapports du Pole Institute (Goma, RDC), en particulier «*Rules for Sale*»;
- Documentation du projet de recherche «Le commerce au service de la paix», financé par le DFID, USAID et COMESA;
- Les rapports du panel d'experts et du groupe d'experts des Nations Unies.

D'autres rapports et documents des ONG telles que Global Witness et Rights and Accountability in Development (RAID) approfondissent les liens entre commerce des minerais et conflits violents, et se penchent sur la question de la corruption dans le processus. D'autres auteurs, Hans Romkema, Koen Vlassenroot et Tim Raeymaekers, ont également rassemblé des informations sur la fraude dans le commerce des minerais, en lien avec la gouvernance locale et la transformation sociale en particulier. La récente analyse intitulée «*Trading Conflict for Development : Using the Trade in Minerals from Eastern DRC for Development*», publiée en avril 2009 dans le cadre du projet «Le commerce au service de la paix», fournit certainement le panorama le plus à jour du fonctionnement du secteur minier, avec notamment un débat approfondi sur la fraude chez les acteurs locaux.

Selon le rapport de synthèse intitulé «Le commerce au service de la paix» publié en 2007, le nombre d'exportations par le Congo qui ne sont pas recensées comme elles devraient l'être par les fonctionnaires est estimé à 50 %. Ce phénomène peut être attribué à la combinaison de faiblesses bureaucratiques, d'une mauvaise gestion des organisations étatiques de réglementation et d'un comportement frauduleux visant à éviter les taxes et les charges. Les fonctionnaires eux-mêmes violent souvent la réglementation, ce que «Le commerce au service de la paix» identifie comme la raison principale pour laquelle les négociants adoptent un comportement frauduleux.¹⁰⁷

107 «Le commerce au service de la paix : Instauration de la sécurité et réduction de la pauvreté par le commerce des ressources naturelles dans la Région des Grands Lacs», p.4-7 (octobre 2007). DFID, COMESA et USAID.

Ce chapitre de l'étude récapitulative traitera essentiellement du comportement frauduleux, bien que les faiblesses bureaucratiques et réglementaires rendent le système particulièrement sensible à la corruption.¹⁰⁸ **Il existe différents types de comportements frauduleux communément abordés par la littérature portant sur les échanges de ressources, c'est-à-dire :**

1. La taxation illégale
2. La fraude à l'exportation/contrebande

Taxation illégale

La taxation du secteur minier n'est pas illégale en soi. Mais de très nombreux agents de l'État taxent au-delà de ce qui est autorisé par le droit congolais.¹⁰⁹ Bien que la loi congolaise spécifie quelles sont les entités habilitées à contrôler le commerce aux frontières, elle n'est pas respectée et bien souvent beaucoup plus d'agents sont présents que ce que la loi autorise. En outre, la taxation par l'armée congolaise, illégale dans tous les cas, est souvent dénoncée, notamment dans l'est de la RDC.¹¹⁰ Il est à noter que la taxation par les groupes armés n'est pas limitée au commerce des minerais. Dans l'est de la RDC en général, la forte présence des forces de sécurité (de l'armée ou de la police gouvernementale ou bien des membres de groupes armés) se traduit par des «tracasseries» contre les populations dans tous les secteurs économiques.¹¹¹

Dans l'est de la RDC, existe également le phénomène des échanges «légaux mais non recensés» de produits non taxés et donc des agents qui ne prennent pas la peine de les recenser. Les personnes handicapées sont exemptes de taxes aux frontières et sont par conséquent souvent utilisées comme trafiquants. Elles seraient capables de déplacer des charges entières de camions en peu de temps en faisant de multiples allers-retours dans des fauteuils roulants ou des charrues spécialement adaptés.¹¹² **Au plus fort du conflit, une grande partie du secteur minier opérait sans aucune règle ou structure formelle, c'est ce que nous entendons par «déréglementation».**¹¹³ En effet, en 2001, le panel d'experts des Nations Unies a abordé la question de l'exploitation des ressources sous l'angle d'une «guerre financière» plutôt que sous celui de l'opposition entre les activités légales et illégales.¹¹⁴ De même, l'activité minière artisanale peut-être qualifiée de «déréglementée», bien qu'elle puisse avoir des effets bénéfiques pour les individus et l'État.¹¹⁵

La Division des mines estime à 6 millions \$ les recettes minières perçues dans les Kivus entre janvier 2007 et septembre 2008, ce qui signifie que la sphère formelle du commerce n'est pas inexistante.¹¹⁶ Cependant, cette situation se complique au niveau local où même les impôts «légalement» collectés (c'est-à-dire par ceux qui sont habilités à le faire) peuvent être utilisés illégalement par ces mêmes agents à des fins d'enrichissement personnel au lieu d'être déposés sur les comptes de l'État. Par exemple, selon l'étude «Le commerce pour la paix», 30 à 40 % des revenus collectés légalement finissent dans la poche des fonctionnaires qui les collectent.¹¹⁷ En d'autres termes, aucune transparence budgétaire n'est appliquée dans l'administration et les impôts légalement prélevés peuvent être utilisés à des fins illégales.

La taxation légale et illégale a lieu tout au long de la chaîne commerciale, depuis la mine jusqu'à l'arrivée sur le marché. Des efforts sont mis en œuvre depuis des années pour créer un cadre législatif en mesure de combler les vides juridiques. Comme l'indique un rapport du Pole Institute, «l'on n'a jamais vraiment su, par exemple, si le commerce dans une zone rebelle est considéré comme

108 «Le commerce au service de la paix», p.5. Op. cit.

109 Voir chapitre 3, Les acteurs-clés.

110 N. Garrett et H. Mitchell (avril 2009). Op. cit., p.7.

111 A. Tegera et D. Johnson (mai 2007). *Rules for sale : Formal and informal cross-border trade in Eastern DRC*, p.7. Goma : Pole Institute.

112 A. Tegera et D. Johnson (mai 2007). Op. cit., p.21.

113 «Le commerce au service de la paix», p.14. Op. cit

114 T. Raeymaekers (2003). Op. cit.

115 N. Garrett and H. Mitchell (2009). Op. cit., p.7.

116 N. Garrett and H. Mitchell (2009). Op. cit., p.7.

117 «Le commerce au service de la paix». Op. cit, p.26.

illégal si le négociant ne paie aucune taxe ou si au contraire il en paie». ¹¹⁸ Autre exemple, faut-il considérer l'évasion fiscale comme frauduleuse lorsqu'il est de notoriété publique que les recettes des taxes seront utilisées de manière abusive par ceux qui les prélèvent au lieu d'aller à l'État ? Le rapport du Pole Institute indique également que les structures existantes pour l'exploitation des ressources n'ont été légalisées que lorsque les belligérants sont devenus des dirigeants légitimes, mais les ressources n'ont pas pour autant profité à la population congolaise. ¹¹⁹

Exportation frauduleuse/contrebande

Le commerce transfrontalier entre la RDC et ses voisins de l'est est un phénomène qui existe depuis bien avant le début du conflit. De forts liens ethniques existent au-delà des frontières, notamment entre les Nande du «Grand Nord» au Nord-Kivu et les Kondjo en Ouganda et entre les Banyarwanda du «Petit Nord» et les Rwandais. Autre pratique commerciale frauduleuse datant d'avant la guerre : certaines personnes cherchaient à ne pas payer les taxes aux bureaucrates de Kinshasa. ¹²⁰ L'or est apparemment l'une des principales marchandises échangées frauduleusement, facilement transportable et dissimulable. Bien que les données statistiques fiables en matière d'échanges commerciaux dans l'est de la RDC restent difficiles à obtenir, une estimation indique que 35 % des échanges dans l'est ne seraient pas déclarés. Dans le cas de la cassitérite au départ de l'aéroport de Goma, cela correspond à l'équivalent d'environ 9,4 millions \$ (prix de 2007). ¹²¹ Dans le cas de l'or, le chiffre pourrait atteindre les 95 %. ¹²² Selon un rapport de la Banque mondiale datant de mai 2008, le secteur minier en RDC devrait dans l'ensemble générer environ 200 millions \$ par an (calcul antérieur à l'actuelle crise financière). Or en 2005, le gouvernement a déclaré qu'il avait recueilli 27 millions \$, au titre des taxes du secteur minier. ¹²³

Souvent, les commerçants évitent de payer les taxes et droits dans les zones de contrôles aux frontières en «négociant» avec les fonctionnaires : ils leur paient une somme de manière informelle plutôt que de leur verser les taxes. Cela arrange les deux parties et a donné naissance à l'expression «fraude entre adultes consentants». ¹²⁴ Autre possibilité : les commerçants évitent les lieux de prélèvement en prenant un autre moyen de transport. Le Pole Institute a identifié un certain nombre de manières dont la fraude à l'exportation est réalisée dans le secteur minier au Nord-Kivu.

Mécanismes d'exportation frauduleuse

Les exploitants et services du Nord-Kivu conviennent qu'un grand pourcentage de marchandises entrant et sortant de la province en provenance / et à destination de pays voisins passe la frontière de manière informelle et ce même aux postes frontaliers reconnus. Ces passages frauduleux se manifestent sous des formes diverses :

les marchandises sont détaxées et / ou exemptes de droits d'entrée / de sortie et, par conséquent, les organismes douaniers ne prennent pas la peine de les enregistrer;

l'utilisation incorrecte de la nomenclature de commerce pour calculer les taxes constitue un autre moyen d'extraire des revenus supérieurs à la somme due;

les marchandises sont assujetties à la taxe et, pour diminuer la charge fiscale, les importateurs / exportateurs soudoient les fonctionnaires des douanes et autres agents de l'État en leur demandant d'enregistrer une quantité / valeur inférieures voire de les laisser passer sans rien consigner;

118 Pole Institute & International Alert (février 2004). «Natural Resource exploitation and human security in the Democratic Republic of Congo : Seminar Report», p.18

119 Ibid., p.24.

120 A. Tegera et D. Johnson (mai 2007). Op. cit., p.15.

121 N. Garrett and H. Mitchell (2009). Op. cit., p.29.

122 N. Garrett and H. Mitchell (2009). Op. cit., p.7 et 23.

123 Banque mondiale (mai 2008). «République Démocratique du Congo : La bonne gouvernance dans le secteur minier comme facteur de croissance», p.6. Rapport n° 43402-ZR.

124 A. Tegera et D. Johnson (mai 2007). Op. cit., p.7.

les organismes de l'État concernés profitent de leur statut pour ne pas appliquer le régime fiscal / douanier officiel, en partie ou intégralement, aux passages des négociants ou de négociants sélectionnés, moyennant paiement;
les marchandises assujetties à la taxe sont cachées sous des marchandises non assujetties et les contrôles détaillés sont soit minimisés soit occultés moyennant paiement;
les négociants bénéficient de la franchise fiscale pour certaines marchandises et en profitent pour cacher d'autres marchandises dans un chargement de marchandises exemptées;
les négociants bénéficiant de la franchise fiscale négocient au nom de tierces personnes qui elles, n'en bénéficient pas;
les marchandises sont négociées par des gens qui connaissent des militaires haut placés ou des membres de l'armée et les services de sécurité ordonnent aux représentants d'autres services «d'aller se promener» pendant le passage des véhicules;
les marchandises passent par des postes frontaliers non officiels – en pleine campagne, sur des routes secondaires ou par bateau, en traversant les lacs.

Source : Pole Institute, interviews avec les services de l'État et les négociants à Goma, janvier-avril 2007.

Source : «Le commerce au service de la paix» p.25

Selon l'étude «Le commerce au service de la paix», les négociants et un grand nombre de fonctionnaires préféreraient en réalité une meilleure régulation, un système «plus juste» à celui qui existe aujourd'hui. Mais le système informel actuel est plus économique pour les négociants que le système formel. En effet, le Pole Institute cite un observateur pour qui «si tous s'acquittaient de toutes leurs taxes, tout deviendrait trop cher pour tout le monde».¹²⁵

Un autre négociant de Goma s'explique : «Pour l'instant, pour exporter un conteneur de 25 tonnes de cassitérite légalement en provenance de RDC, je dois verser 6 500 USD de taxes. Si j'exporte du Rwanda, ça me coûte 200 USD, d'Ouganda, 40 USD. Et donc, si j'arrive à faire passer mon produit au Rwanda ou en Ouganda en premier et à l'exporter officiellement de ces pays-là, j'économise une grosse somme d'argent. Éviter les taxes de RDC me coûte 2 000 USD par conteneur, soit une économie de 4 500 USD. La RDC est le seul pays de la région qui pratique encore la taxe d'exportation. Elle a été abolie partout ailleurs».

Source : «Le commerce au service de la paix», p.26.

- **Le commerce au service de la paix» a comparé les exportations enregistrées du secteur minier avec les exportations réelles, ce qui a mis en évidence l'écart qui les sépare et une large sous-diffusion des informations. Cela ne vaut pas uniquement pour les minerais mais aussi pour les denrées alimentaires, les machines, véhicules, etc. Plusieurs agences de l'État collectent des données concernant les échanges, ce qui explique l'absence d'une seule et unique source fiable.¹²⁶ Différentes agences recueillent des informations sur différents produits et certaines statistiques sur des produits identiques diffèrent même entre les agences. Certaines marchandises sont enregistrées dans une catégorie ne leur appartenant pas.**

Tentatives d'évaluation de la fraude

Plusieurs tentatives d'évaluation de la fraude ont été effectuées. L'étude précitée du Pole Institute a cherché à la mesurer à partir du cas précis de la cassitérite provenant de Walikale (mines de Bisié) et exportée par Goma en comparant les données de différents services dont le Bureau de la navigation aérienne à Goma, le Bureau minier de Walikale et le bureau de la Direction générale des migrations à Walikale.

125 A. Tegera et D. Johnson (mai 2007). Op. cit., p.7.

126 Les organes qui recueillent les statistiques sont l'OFIDA (Office des douanes et assises), le département provincial du commerce, l'OCC (Office congolais de contrôle), la Division des mines et géologie et le CEEC (Centre d'expertise, évaluation et certification). Le rapport du Pole Institute «Rules for Sale» propose un examen détaillé de la manière dont ces agences mènent leurs contrôles.

Évaluation de la cassitérite de Walikale destinée à Goma en 2006 (en tonnes)

OFIDA	Com.Ext.	OCC	Dir.Mines	BM Walikale	BNA Goma	DGM Walikale
2 948	2896	2912	2904	4 767	4 818	10 309

Ces chiffres montrent de très faibles écarts entre les 4 services directement impliqués dans l'exportation. En revanche les écarts avec ceux que fournissent le Bureau minier de Walikale, le Bureau des voies aériennes de Goma (BNA) et surtout celui du bureau de la Direction des migrations (DGM) de Walikale sont considérables. Si les données enregistrées par la DGM sont fiables, ce que pensent les enquêteurs du Pole Institute, cela signifie que plus de 50 % de la production disparaît entre Walikale et Goma, et si l'on compare ces données avec les déclarations de l'OFIDA, c'est plus des 2/3 de la production qui s'est volatilisée et échappe au contrôle et à la fiscalité de l'État. Pour les chercheurs du Pole Institute, les enregistrements de la DGM diffèrent de tous les autres parce que ses agents ne sont pas dans une position qui leur permettrait de «négocier» un service rendu.

Cet exemple très précisément étudié souligne la difficulté d'obtenir des données statistiques satisfaisantes. Chacun sait que la production est très sous-évaluée par les services officiels, mais de combien ? Le chiffre de 35 % avancé dans «Le commerce au service de la paix» est lui-même une hypothèse. La fraude est particulièrement importante en ce qui concerne l'or dont la majeure partie de la production est écoulee frauduleusement dans les pays voisins. Selon une étude du commerce transfrontalier menée par INICA en 2007, la plus grosse part de l'or produit au Sud-Kivu part en contrebande vers Bujumbura.¹²⁷ Dans «Le commerce au service de la paix», étude réalisée en 2007, les auteurs¹²⁸ mettent en parallèle les données officielles d'exportation des minerais au Nord et au Sud-Kivu avec celles qu'ils estiment correspondre à la réalité :

	Exportations enregistrées	Exportations réelles
cassitérite (2006)	6 748 t	16 870 t
or (2005)	609 kg	10 000 kg

Le tableau ci-dessous illustre la différence entre les niveaux d'exportation déclarés et les niveaux réels estimés.

Tableau 1 : Évaluation des exportations réelles et enregistrées de la RDC

Exportations enregistrées provenant de la RDC	Exportations réelles estimées	Observations
Cuivre (2005)		
OFIDA, 117 315 T	223 000 T	Volume réel basé sur les importations enregistrées vers la Zambie, ajustées à la hausse de 10%
Or (2005)		
600 kg (Sud-Kivu); 9 kg (Nord-Kivu)	Environ 10 tonnes	Basé sur les volumes produits, l'enquête US Geological et les estimations des négociants

127 INICA, UNECA (2007). Natural resources and trade flows in the Great Lakes Region.

128 H. Sunman et N. Bates (2007). *Le commerce au service de la paix*. DFID, USAID, COMESA.

Cassitérite (2006)		
3 599 T (DM, Nord-Kivu) 3 149 T (OFIDA, Sud-Kivu)	16 870 T	Estimation des volumes réels basée sur les détails de fret aérien pris en charge à Walikale, enregistrés par la Direction Générale des Mines, et sur les estimations des négociants portant sur les niveaux d'exportations et de productions non enregistrées
Bois (2006)		
25 000 m3, voir paragraphe 40	50-70 000 m3 d'Ituri, Nord-Kivu	Exportations de RDC orientale. Volumes réels basés sur les importations enregistrées de bois en Ouganda, au Rwanda et au Burundi, où la collecte de données est relativement solide
Importations de produits pétroliers (2005)		
Volume déclaré, 16 264 m3	Volume réel, 25 805 m3	Données compilées par la branche Beni de la compagnie pétrolière nationale SEP-Congo, 2005 (juin à septembre)

Source : «Le commerce au service de la paix», p.17.

En outre, les minerais sont enregistrés plusieurs fois sur la chaîne commerciale, ouvrant la voie à de multiples possibilités de fraude. Par exemple, les minerais acheminés des mines vers les centres d'échanges près de Walikale seront enregistrés à leur départ de l'aéroport de Walikale, une deuxième fois en arrivant à l'aéroport de Goma puis au départ de Goma par la route vers le marché international. À cela il faut ajouter les enregistrements conservés par les pays voisins/ de transit. De plus, le système bancaire offre un fort potentiel de fraude. Les gains provenant des échanges extérieurs seraient en effet illégalement perçus par le gouvernement central pour financer ses dépenses.¹²⁹ Cela incite d'autant les négociants à éviter l'ensemble du secteur formel. De même, l'évaluation des minerais par les négociants dès le site de production donne lieu à des fraudes envers les producteurs : les négociants sous-estiment la qualité des minerais ou manipulent les prix d'achat.

- Les motifs de la fraude sont classiques (empilement et désordre fiscal, abus de pouvoir des fonctionnaires, etc.) et caractéristiques d'une administration prédatrice dans un contexte d'Etat failli.

4.2 Efforts en matière de réglementation / redevabilité dans le commerce des minerais

Initiatives nationales

Le gouvernement de la RDC a promulgué un Code minier en 2002¹³⁰ suivi d'un Règlement minier en 2003¹³¹ définissant l'application du Code. Le Code minier confirme les entités habilitées à réguler le secteur minier, c'est-à-dire le ministre des Mines, le Cadastre minier, la Direction des mines et la Direction chargée de la protection de l'environnement minier.¹³² Le Code établit également une base de calcul des taxes, droits de douanes et redevances associés au commerce des minerais. Mais à l'instar de nombreuses lois au Congo, le code n'est pas entièrement appliqué.

Entre autres choses, le Code minier a établi un cadastre minier sous tutelle des ministères des Mines

129 A. Tegera et D. Johnson (mai 2007). Op. cit., p.59.

130 Loi N° 007/2002 du 11 juillet 2002.

131 Décret N° 038/2003 du 26 mars 2003.

132 «Corruption et gouvernance en RDC durant la transition (2003-2006)», p.53.

et des Finances, afin de réguler le système de gestion des droits et titres miniers, réduisant ainsi en théorie les possibilités de fraude. Le Cadastre Minier (CAMI), traite les demandes et délivre des permis de recherche et d'exploitation. La Banque mondiale a relevé des problèmes dans le suivi des paiements, c'est-à-dire entre ceux facturés par le CAMI et ceux qu'ont reçus le ministère des Finances et la Banque centrale. La Banque mondiale a également relevé des accusations de pressions exercées sur le CAMI pour obtenir des «déroptions aux directives et critères établis dans le cadre de la transparence dans la délivrance des droits miniers».¹³³

Un certain nombre d'autres entités étatiques sont responsables de différents aspects du suivi et de la réglementation du secteur minier. Le CEEC,¹³⁴ agence autonome, a été créé pour mettre en œuvre le Processus de Kimberley, mais il est également chargé, depuis un décret récent, d'évaluer et d'apprécier les minerais avant leur exportation. L'OCC est responsable du suivi quantitatif et qualitatif de tous les produits importés et exportés. **Étant donné la faible capacité de toutes les agences étatiques à surveiller les échanges de manière efficace, les possibilités, pour les intérêts hostiles à tout changement, d'utiliser le processus de suivi pour leur propre bénéfice sont de plus en plus larges.** Comme l'indique un rapport du CASM de 2008, «il n'est pas rare pour ces individus et/ou organisations (compagnies minières, hommes politiques ou militaires) de diffuser délibérément de fausses informations, de doubler ou de s'attirer les faveurs des autorités afin d'atteindre une position profitable pendant et après le processus de formalisation».¹³⁵ Le SAESSCAM (Service d'assistance et d'encadrement de l'artisanat minier) est une agence étatique créée pour apporter un soutien technique et des conseils aux mineurs artisanaux en matière de sensibilisation au droit, de formation aux techniques d'extraction, d'organisation de coopératives, de santé et sécurité, etc.¹³⁶ En principe, cette initiative devrait aider à réduire l'exploitation des mineurs artisanaux. Mais au-delà des problèmes causés par les financements insuffisants, le SAESSCAM a dû faire face à des accusations de corruption interne et de conflits d'intérêts concernant sa responsabilité de collecter les taxes portées par les mineurs artisanaux eux-mêmes.¹³⁷

Un certain nombre d'initiatives nationales ont été mises en place pour examiner les aspects frauduleux ou abusifs des contrats miniers. L'accord de paix signé en 2003 appelait à la mise en place d'une commission parlementaire multipartite pour enquêter sur l'exploitation des ressources naturelles pendant la guerre, de 1996 à 2003. Menée par le parlementaire Christophe Lutundula, la «Commission Lutundula» a publié son rapport en 2005, indiquant les contrats miniers qui devaient être résiliés ou renégociés. La Commission recommandait également des procédures judiciaires à l'encontre de certains hommes politiques et hommes d'affaires.¹³⁸ À l'époque, certaines ONG ont critiqué l'Assemblée nationale et le gouvernement pour leur absence de réaction face aux recommandations du rapport.

En 2007, le gouvernement congolais a commencé l'examen de 61 contrats miniers, afin d'émettre des recommandations quant à la révision ou la résiliation des contrats. Le but était de corriger les «déséquilibres» en faveur des entreprises privées et au détriment de l'État.¹³⁹ Le rapport final de la commission d'enquête, publié en mars 2008, recommandait que 39 contrats soient renégociés et que 22 soient résiliés. L'entreprise australienne Anvil Mining, pour laquelle la résiliation a été recommandée, avait obtenu l'exemption totale des taxes pour elle-même et l'un de ses sous-traitants pendant vingt ans, grâce à un contrat signé en 1998. Le gouvernement congolais s'est

133 «République Démocratique du Congo : La bonne gouvernance dans le secteur minier comme facteur de croissance» mai 2008, p.41. Banque mondiale.

134 Décret de création en annexe.

135 N. Garrett (1er juin 2008). «Artisanal Cassiterite Mining and Trade in North Kivu : Implications for Poverty Reduction and Security», p.24. Communities and Artisanal & Small-Scale Mining Initiative (CASM).

136 N. Garrett (22 octobre 2007). «Preliminary Observations from the Democratic Republic of the Congo (DRC)». Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) et Artisanal & Small-scale Mining (ASM), avant-projet.

137 «Artisanal Cassiterite Mining and Trade in North Kivu», p.22.

138 Global Witness (12 février 2006). «R.D. Congo : mettre fin à l'exploitation illégale des ressources naturelles», communiqué de presse. Voir http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/422/fr/r.d._congo_mettre_fin_a_lexploitation_illegale_des.

139 IPIS (25 mars 2008). «République Démocratique du Congo : Contrats miniers – État des affaires», p.1. Anvers.

engagé dans un processus à long terme de renégociation avec les 6 dernières entreprises minières dont les contrats n'ont pas été traités. Ce processus, qui concerne AngloGold Ashanti, Banro, First Quantum, Gold Fields, Freeport-MacMoRan et Mwana Africa, vient d'être prolongé de 6 mois.¹⁴⁰ Les ONG telles que Global Witness critiquent le manque de transparence et de redevabilité du processus d'examen.¹⁴¹

Initiatives du secteur minier international

L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) est une coalition de gouvernements, de compagnies privées, d'organisations de la société civile et de parties prenantes qui soutiennent une meilleure gouvernance des secteurs miniers des États par la transparence et la publication des versements des taxes par les entreprises et leur perception par les gouvernements. L'ITIE propose des normes et lignes directrices mais leur mise en œuvre relève de la responsabilité des États membres. La RDC est candidate à l'ITIE et doit entreprendre la validation d'ici le 9 mars 2010 pour devenir un membre conforme. Un Comité national a été créé et a publié un programme de travail.¹⁴²

Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sont des normes auxquelles les gouvernements adhèrent de manière volontaire concernant le comportement que les entreprises devraient adopter sur les questions des droits humains, de lutte contre la corruption, de fiscalité, de publication des informations, entre autres. Pendant le conflit, le Panel d'experts des Nations Unies les utilisait comme référence pour évaluer le rôle que jouaient les entreprises dans l'alimentation des activités économiques des groupes armés de l'est de la RDC. Le Panel a spécifiquement recommandé que les gouvernements signataires s'assurent que les entreprises enregistrées sur leurs territoires n'enfreignent pas les principes de l'OCDE.¹⁴³

Selon «Le commerce au service de la paix», le processus de Kimberley a clarifié la gestion du secteur du diamant mais «la production et les ventes restent encore largement sous déclarées».¹⁴⁴ D'autres expliquent que le processus de Kimberley met en œuvre des «mesures commerciales visant à faire cesser ce qui est par essence un problème de gouvernance, dont l'insécurité est un symptôme, [et donc] qui se méprend sur les dynamiques fondamentales de la question».¹⁴⁵

Actions des Nations Unies

De nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant la RDC ont été votées et se penchent sur la question des ressources naturelles. En 2000, le Conseil de sécurité a institué un Panel d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et des autres formes de richesse en RDC afin de recueillir des informations et d'émettre des recommandations au Conseil sur l'exploitation illégale des ressources en RDC et ses liens avec le conflit. En 2004, le Conseil de sécurité a créé un Comité de sanctions et un Groupe d'experts pour superviser la mise en œuvre de l'embargo sur les armes en RDC.¹⁴⁶ Dans de nombreux rapports, le Groupe d'experts mentionne les réseaux criminels opérant dans l'est de la RDC et apportant un soutien aux groupes armés, et s'attarde sur le rôle du secteur minier.

Afin de mieux réglementer le commerce minier, dans son rapport de décembre 2008, le Groupe d'experts recommandait que le Conseil de sécurité demande à la MONUC d'établir des équipes de contrôle des frontières à Bunagana et Kasindi pour effectuer des contrôles transfrontaliers ponctuels.¹⁴⁷ Le Groupe recommandait également aux États membres d'élaborer une carte des

140 The Northern Miner [17 avril 2009]. «More delays for DRC's big miners».

141 Voir par exemple «L'examen des contrats miniers en RDC : filière rapide ou fausse piste?», communiqué de presse de Global Witness, 18 février 2008. Voir http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/629/fr/lexamen_des_contrats_miniers_en_rdc_filiere_rapide_t.

142 Voir <http://eitransparency.org/fr/R%C3%A9publiqueD%C3%A9mocratiqueCongo>.

143 Rapport du panel d'experts des Nations Unies, octobre 2002, p.36.

144 «Le commerce au service de la paix», p.24. Op. cit.

145 N. Garrett and H. Mitchell [2009]. Op. cit., p.28.

146 Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies S/RES/1533 du 12 mars 2004.

147 Rapport du groupe d'experts des Nations Unies, décembre 2008, p.57.

régions riches en minéraux et de la position des groupes armés et de la publier afin d'informer les entreprises commerciales sur l'origine des minéraux qu'elles achètent. Ces deux recommandations sont maintenant réalité. Les États membres ont également été invités à s'assurer que les entreprises sous leur juridiction exercent une diligence raisonnable sur les questions d'origine.¹⁴⁸ Dans des rapports précédents, le Groupe avait recommandé aux États voisins de passer au crible et d'empêcher les partenariats économiques entre leurs entreprises nationales et les groupes armés.¹⁴⁹

À la suite des recommandations du Groupe d'experts, le Conseil de sécurité a donné pour mandat à la MONUC d'«empêcher la fourniture d'un appui aux groupes armés illégaux, y compris par des moyens tirés d'activités économiques illicites» et d'«utiliser ses moyens de surveillance et d'inspection pour empêcher les groupes armés illégaux de bénéficier d'un appui provenant du trafic des ressources naturelles».¹⁵⁰ Dans une autre résolution, le Conseil de sécurité a étendu l'interdiction de voyager et le gel des avoirs pour y inclure les personnes ou entités appuyant les groupes armés illégaux dans l'est de la République démocratique du Congo au moyen du commerce illicite de ressources naturelles.»¹⁵¹ La même résolution encourage les États membres à s'assurer que les importateurs, les industries de transformation et les consommateurs «exercent toute la précaution voulue à l'égard de leurs fournisseurs et de l'origine des minéraux qu'ils achètent» et à communiquer au Comité de sanctions des Nations Unies les noms des personnes ou entités pour inscription sur la liste d'interdiction de voyager et de gel des avoirs.¹⁵² Les résolutions du Conseil de sécurité ayant un caractère légalement contraignant, les personnes peuvent être poursuivies pour transactions commerciales bénéficiant aux groupes armés. Mais le Groupe d'experts a également indiqué que de nombreux États membres n'appliquaient pas entièrement les sanctions existant à l'encontre des personnes.¹⁵³

- Aucune de ces tentatives de régulation/remise en ordre n'a porté ses fruits.

148 Rapport du groupe d'experts des Nations Unies, décembre 2008, p.58.

149 Voir par exemple, Rapport du groupe d'experts des Nations Unies, S/2004/551 du 15 juillet 2004, p.31.

150 Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies S/RES/1856 du 22 décembre 2008, Op. paragraphes 3(g) et (j), pp.4-5.

151 Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies S/RES/1857 du 22 décembre 2008, Op. paragraphe 4(g), p.3.

152 Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies S/RES/1857 du 22 décembre 2008, paragraphes 15-16.

153 Rapport du groupe d'experts des Nations Unies, décembre 2008, p.52.

Chapitre 5 : Impact de l'exploitation minière sur les populations et l'environnement

Résumé :

L'artisanat minier apparaît comme un piège à pauvreté pour la plupart des mineurs engagés, volontairement ou sous la contrainte, dans une activité de survie. L'impact économique et social d'un afflux massif vers les sites miniers ne peut être évalué qu'en intégrant l'ensemble des activités des populations, notamment l'agriculture car le départ pour la mine est souvent la conséquence d'une crise du monde rural. Le travail à la mine représente une rupture avec l'organisation sociale traditionnelle en modifiant les rôles des jeunes et des femmes. C'est une activité dangereuse (risques d'accidents) et violente dans le contexte de rivalités entre groupes armés. Les violences sexuelles à l'encontre des femmes sont la conséquence de cette insécurité généralisée plus que de l'activité minière proprement dite.

L'occupation militaire rwandaise et ougandaise et le boom du coltan ont transformé l'exploitation minière en véritable pillage des ressources naturelles, sans respect pour les parcs naturels et réserves de faune. La faune sauvage a payé un lourd tribut du fait de l'intensification de la chasse pour approvisionner les mineurs et les militaires en gibier. Les conséquences environnementales de l'activité minière dépendent dans une large mesure des densités de population.

L'impact négatif de l'exploitation minière sur les populations et l'environnement est reconnu par les Nations Unies mais plus particulièrement documenté par les ONG qui ont dénoncé le «commerce de la guerre» dans l'Est congolais. D'inspiration à la fois droits de l'homme et environnementale, une littérature importante existe sur ce point dont les textes essentiels sont les études du Pole Institute, notamment «Le coltan et les populations du Nord-Kivu», les rapports de Human Rights Watch, Amnesty International, Global Witness sans compter les textes publiés dans des revues comme «Congo-Afrique» du CEPAS de Kinshasa ou l'Annuaire «L'Afrique des Grands Lacs» du Centre d'Etude de la région des Grands Lacs d'Afrique d'Anvers.

5.1 L'économie minière comme piège à pauvreté

L'activité minière, entre machine à pauvreté et bouée de sauvetage économique

L'économie minière artisanale est une économie de survie à grande échelle qui touche des centaines de milliers de Congolais. Les estimations du nombre de mineurs glanées dans la littérature sont très aléatoires. Les chiffres sont de toute façon impressionnants : 200 000 personnes seraient impliquées dans l'économie minière au Nord-Kivu. Cet ordre de grandeur n'est pas impossible pour une province qui comptait déjà 2 434 000 hab. en 1984. Pour le Chef de Division des Mines de Bunia, l'Ituri compterait au moins 60 000 orpailleurs répartis entre les sites de Mahagi (10 000), Djugu (20 000), Irumu (10 000) et Mambasa (20 000). Pour Mongbwalu seul, l'exploitation artisanale compterait 50 000 à 60 000 mineurs sur la concession selon l'étude récente et très documentée de Dan Fahey «Le fleuve d'or». ¹⁵⁴ S'y ajoutent ceux du Sud-Kivu et du Maniema pour lesquels on manque d'estimations mais qui totalisent sans aucun doute des dizaines de milliers de personnes étant donné le nombre de sites miniers répertoriés. Il n'est pas possible d'aller plus loin que des estimations très grossières, mais une chose est sûre : **dans tout l'est de la RDC l'artisanat minier est une source de revenus essentielle pour quelques centaines de milliers de familles.**

154 D. Fahey (2008). «Le fleuve d'or : The production and trade of gold from Mongbwalu, DRC», pp.357-383. *L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 2007-2008. L'Harmattan.

Malgré son effet de création d'emplois, l'activité minière est un piège à pauvreté : derrière l'apparence illusoire d'un enrichissement soudain, elle génère une dynamique d'appauvrissement. Les recherches portant sur les conséquences humaines de l'artisanat minier se sont surtout intéressées aux creuseurs, il est vrai les plus nombreux et les plus mal lotis. Les acteurs de la chaîne du commerce, depuis la sortie de mine jusqu'aux comptoirs d'achat, ne sont pas pour autant oubliés. Il y a parmi eux des gagnants et des perdants, mais qui sont-ils ? Une étude fine montrerait certainement que les groupes ethniques qui occupent traditionnellement des positions commerciales dominantes sont les mêmes qui contrôlent le commerce des minerais : les Bashi au Sud-Kivu, les Nande au Nord-Kivu. Les uns comme les autres considèrent les Banyarwanda comme des intrus et ils ont toujours cherché à les discréditer car ils les concurrencent.

Les creuseurs ne retirent de leur travail que des gains minimes qu'ils sont incapables de capitaliser. Les différentes sources, le Groupe d'experts de l'ONU comme les ONG, ont cherché à évaluer le revenu des creuseurs. Pour les orpailleurs, par exemple, il varie entre 1 et 6 \$ par jour selon les sites, ce qui n'est pas un mauvais salaire selon les standards congolais. A Kamituga, le revenu mensuel des creuseurs est plus proche de 30\$. En 2007, l'étude Pact¹⁵⁵ sur l'exploitation de l'or en Ituri et Orientale estime la production journalière par mineur à 0,5 grammes en moyenne. Le gain net des creuseurs se situerait entre 1 et 2 dollars par jour. Selon le Groupe d'experts, sur 17 foyers étudiés en zone minière en Ituri, 4 seulement avaient des revenus nets positifs. Sur 39 foyers étudiés par le groupe au Nord et au Sud-Kivu 75% étaient endettés. En raison de l'enclavement des sites, la nourriture et les biens de consommation courante sont deux à trois fois plus chers dans les mines. De plus, les creuseurs dépensent une partie de leurs gains en bière et en femmes. Ils sont souvent contraints à s'endetter auprès des négociants qui contrôlent le circuit commercial entre les carrières et les comptoirs et le flux inverse de biens de consommation. Les mineurs dépendent totalement de ceux qui contrôlent l'exploitation et la commercialisation des produits miniers. Cet endettement se manifeste surtout pendant la saison des pluies quand il est plus difficile de travailler. Au total, le revenu médian des mineurs leur permet tout juste de survivre. **Le Groupe d'experts a même établi que les creuseurs avaient finalement un revenu annuel négatif et qu'ils étaient des proies faciles pour les usuriers.** Cette notion de revenu négatif fondée sur une approche comptable paraît toutefois inadéquate pour rendre compte d'une réalité totalement immergée dans l'informel. **La condition financière des creuseurs semble à peu près la même quelle que soit la nature du minerai.**

Avant d'être un «piège à pauvreté», la mine a représenté pour beaucoup une alternative économique désirable parce qu'elle était perçue comme une entrée dans la modernité et donnait accès, du moins le croyait-on, à l'argent facile. Au Kivu les violences armées exercées à l'encontre des civils ont produit un très grand nombre de déplacés. Quand ils ne sont pas pris en charge par le HCR ou des ONG humanitaires, le salut vient souvent de la mine, alternative locale à la migration vers une ville lointaine. Les personnes marginalisées par leur déracinement se trouvent contraintes d'accepter les tâches les moins bien rémunérées, celles du concassage des minerais. A côté de ces pauvres parmi les pauvres qui ont fui les villages, on trouve à la mine des originaires des villes, jeunes déscolarisés ou fonctionnaires dont le salaire, quand il arrive, ne permet pas de faire vivre une famille. On compte parmi eux nombre d'enseignants, certains travaillant à la mine en année pleine, d'autres pendant les congés scolaires. A la suite des opérations de DDR conduites par la MONUC, d'anciens soldats démobilisés, notamment parmi les Maï Maï, se convertissent en mineurs. La mine offre aussi des opportunités économiques pour les femmes, comme la petite restauration des «mamans» qui n'ont besoin que d'une marmite pour s'improviser restauratrices et répondre ainsi aux besoins des hommes célibataires. Les plus démunies des femmes trouvent une place dans la chaîne de production des minerais en participant au concassage de la cassitérite et du coltan, au tamisage de l'or ou au portage de l'eau.

Dans leur étude sur Kamituga, Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers rappellent qu'on creuse pour l'or car la culture du manioc ne rapporte pas d'argent; ils mentionnent le fait que l'orpailleur

155 K. Hayes et al. (2007). *Researching natural resources and trade flows in the Great Lakes Region*. PACT.

ou «garimpeiro»¹⁵⁶ qui a réussi est «un modèle pour les enfants».¹⁵⁷ Le phénomène était déjà remarquable avant la guerre : d'après une étude de 1987 dans le pays Bushi, 30% des jeunes hommes avaient quitté la terre pour la mine.¹⁵⁸ Dans les régions de forte densité de l'extrême Est du Kivu, les difficultés d'accès à la terre pour les jeunes sont une des causes majeures du départ.

Les mineurs ont peu de moyens de défense face à une économie d'extorsion qui exploite leur force de travail. Ils essaient de reconstituer un semblant de société dans des lieux de vie dont les photographies et les films ne sont pas loin d'évoquer le bagne. Pour compenser l'effritement d'une cohésion sociale jusqu'alors ancrée dans les structures de la parenté, de nouveaux types de liens sociaux apparaissent selon une dynamique rappelant celle que l'on observe dans les quartiers les plus défavorisés des villes où, selon Théodore Trefon, la pauvreté se transforme en «solidarité du désespoir».¹⁵⁹ Aussi pénible que soit la condition des creuseurs, abusés par le mirage de l'enrichissement ou contraints par le contexte des violences armées, on peut avancer l'hypothèse qu'elle est préférable à leurs yeux à celle des cultivateurs confinés dans des villages dépourvus d'accès aux services sociaux de base.

- **S'il est vrai que l'économie minière artisanale n'offre aucune richesse durable au niveau de la base, elle a donné des moyens de survie à tous ceux qui, volontairement ou sous la contrainte, se retrouvent dans la mine.**
- **Seul l'établissement de données quantitatives aussi précises que possible permettra de mesurer correctement l'impact économique et social de l'artisanat minier.**

Mutations sociales et artisanat minier

L'artisanat minier s'inscrit dans un processus global de transformation sociale qui s'accompagne d'un transfert de population du milieu rural vers les mines et le milieu urbain. Des petites villes émergent sur les sites miniers les plus importants; en modifiant la répartition spatiale de la population, ces agglomérations nées de la mine modifient l'espace économique, social et culturel des Kivus et de l'Ituri.

Ce changement profond ne date pas des guerres récentes mais des années 1980 lorsque la libéralisation de l'exploitation minière a attiré les jeunes par dizaines de milliers. Le changement social s'évalue à l'aune de l'ensemble des dynamiques qui s'exercent sur les sociétés et aussi sur leur espace. De ce point de vue le Kivu n'a pas été épargné par la dégradation des infrastructures de transport qui a conduit à une «archipellisation» du territoire congolais. La désarticulation villes-campagnes a relégué les villages isolés dans la sphère de l'autoconsommation et compromis l'approvisionnement des villes et des sites miniers en produits vivriers. Les exactions des groupes armés, les pillages de récoltes ont accentué la coupure entre les villes et leur hinterland. Kamituga, situé à environ 180 km au sud-ouest de Bukavu a cessé d'être accessible par route, sinon au prix de difficultés telles que l'avion s'est substitué au camion pour l'approvisionnement d'une agglomération dépassant la dizaine de milliers d'habitants. La répercussion du coût du transport sur les produits de consommation pèse lourdement sur le budget des mineurs qui supportent les conséquences de l'enclavement. Les plus âgés se souviennent avec nostalgie que la SOMINKI achetait une partie de la production agricole locale pour nourrir son personnel. Les routes remplissaient alors leur fonction de lien entre les lieux de l'offre et de la demande. **Le retour à une économie formelle ne pourra se réaliser sans une réhabilitation préalable, ou simultanée, des infrastructures de transport.**

156 De Boeck Filip (2001). «Garimpero worlds : Digging, dying & hunting for diamonds in Angola», pp.549–562. *Review of African Political Economy*, 90/28.

157 K. Vlassenroot et T. Raeymaekers (2004). «Divisé en deux. Or et identité sociale à Kamituga (Sud-Kivu)». *L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 2003-2004.

158 H. Dupriez (1987). *Bushi : l'asphyxie d'un peuple*. Bukavu : ADI-Kivu.

159 T. Trefon (2002). «The political economy of sacrifice : Kinois and the State». *Review of African Political Economy*, n°93/94.

Les conséquences de l'exode des jeunes hommes sur l'économie rurale sont difficiles à évaluer au-delà de l'affirmation générale d'une dégradation de l'agriculture et d'une fragilisation de la sécurité alimentaire attribuées dans les rapports au déficit en main-d'œuvre masculine. Toutes les personnes interrogées lors de l'enquête de terrain du Pole Institute ont mentionné l'effet d'éviction entre les activités agro-pastorales et les activités minières. Les situations sont souvent plus complexes : il n'est pas rare que les mineurs possèdent des terres agricoles exploitées par leurs familles, ce qui constitue un filet de sécurité. Les systèmes de production agricole doivent être précisément observés. Par exemple, chez les groupes bantou vivant en milieu forestier, la répartition sexuelle des tâches confère à la femme un rôle central, l'homme ayant comme obligation principale la préparation des champs par la technique de l'abattis brûlis. Le reste du travail incombe à la femme : semer et planter, sarcler, récolter, transporter la production du champ au village. L'absence des hommes n'est véritablement problématique que si elle correspond à la période des défrichements en saison sèche : c'est un moment crucial mais d'assez courte durée, quelques semaines, voire seulement quelques jours quand on peut disposer d'une tronçonneuse. Les nombreux rapports focalisés sur la condition des mineurs n'abordent pas, ou très peu, cette question de l'emploi du temps qui mériterait pourtant des investigations, les systèmes de production informels se caractérisant très souvent par la pluriactivité.

C'est l'absence prolongée des jeunes hommes partis à la mine qui déséquilibre les exploitations. Elle affaiblit les capacités productives de l'agriculture familiale, car les femmes et les hommes âgés ne peuvent effectuer les tâches exigeantes en force physique comme l'essartage. La production des vivres s'en trouve affectée sur un plan quantitatif mais aussi qualitatif. L'appauvrissement des ressources cynégétiques, causé notamment par les prélèvements inconsidérés des groupes armés, provoque des carences protéiniques. Des médecins signalent une recrudescence du kwashiorkor. L'isolement, l'absence de structures de soins, l'insécurité aggravent les conditions de vie des villageois.

- Les creuseurs ne constituent pas un groupe homogène, ni socialement, ni culturellement, contrairement à ce que laissent entendre la plupart des études focalisées sur leur condition économique, leur niveau de revenu et la nature de leurs dépenses. La complexité sociologique des centaines de milliers de creuseurs que compte la RDC doit être prise en considération dans la perspective, même lointaine, de leur réinsertion dans un système économique moins informel qu'aujourd'hui.
- L'amélioration durable de la situation économique des mineurs ne dépend pas seulement de l'augmentation de leurs revenus mais aussi et peut-être surtout de la réhabilitation des infrastructures de transport qui conditionne le rattachement au marché des espaces ruraux que la disparition de la circulation routière a transformés en autant d'enclaves.
- La lutte contre la pauvreté passe par une relance de tous les segments de l'économie, la réinsertion de l'agriculture dans l'économie de marché tout autant que l'amélioration des conditions de travail à la mine.

5.2 Insécurité et violence dans le secteur minier artisanal

Le système de l'exploitation minière artisanale produit une violence directe et indirecte. Les violences directes s'exerçant le long de la chaîne du commerce des produits miniers peuvent être classées en deux catégories : celles qui sont exercées par les hommes armés (milices et forces de sécurité) sur les acteurs du commerce et celles qui opposent les acteurs du commerce entre eux. Le commerce des minerais est un business violent et, quand elles sont «calmes», les zones minières restent des zones de paix violente, des «*Far West* congolais», en l'occurrence ici des «*Far East*». Les conflits entre propriétaires informels des carrés miniers aboutissent parfois à des violences quand l'intervention des autorités décidant des droits ne suffit pas. Par exemple, à Mukungwe

(Sud-Kivu), deux groupes revendiquant la propriété du site minier ont fait appel à des militaires pour prendre l'avantage l'un sur l'autre. La présence des groupes armés est naturellement le premier facteur de violence. Même si les ONG s'accordent sur le fait que le phénomène de la mise en esclavage de la population par les groupes armés est une exception dans l'artisanat minier, certains cas ont été relevés : l'ONG Justice Plus a dénoncé la mise en esclavage des Walendu Bindi de la localité de Bhavi par les FARDC qui forçaient les jeunes à creuser l'or pour eux.¹⁶⁰ A Durba, l'armée ougandaise a exercé des violences contre le personnel d'encadrement de l'OKIMO à partir de 1999 pour le forcer à collaborer à leur entreprise de prédation et à augmenter la production d'or. A Mongbwalu où l'affrontement entre le FNI et l'UPC pour le contrôle de la zone a fait environ 2 000 morts entre 2002 et 2004, on considère que les exactions des milices ont été remplacées par celles des FARDC quand ils étaient installés dans la concession. Dans son rapport de février 2007, le Groupe d'Experts a confirmé qu'il n'y avait pas de différence entre les milices et les FARDC qui, en Ituri, «occupent les gisements aurifères où ils remplacent les diverses milices et utilisent la force pour imposer des obligations et extorquer des taxes aux communautés minières». Toujours en Ituri, il ne faut pas oublier que deux observateurs militaires de la MONUC déployés à Mongbwalu ont été assassinés. Les négociants sont aussi victimes des hommes armés qui les interceptent souvent pour leur dérober leur marchandise. Le banditisme ne s'arrête pas aux frontières : utilisée par les contrebandiers de manière notoire, la route d'Entebbe à Kampala a été le théâtre de beaucoup de braquages sanglants.

Le rôle de la violence dans l'exploitation et le commerce des minerais fait débat. Le niveau de violence exercée par les hommes en armes varie en effet considérablement d'un groupe à l'autre et d'un site à l'autre. A Bisie, la 85^{ème} brigade pratique un contrôle plus qu'une coercition sur la population avec un usage sélectif de la violence. Il semble s'établir une sorte d'échange inégalitaire entre les populations qui creusent et dont dépendent les ressources des groupes armés et les groupes armés qui assurent leur protection physique.¹⁶¹ Ce phénomène a aussi été mis en évidence dans la zone minière de Kilo Moto où, pendant l'occupation ougandaise certains commandants de l'UPDF avaient invité et encouragé la population à venir travailler dans les mines grâce à un accord de partage de la ressource : chaque mineur devait un gramme d'or par jour en contrepartie de la protection.

La violence indirecte concerne les femmes et les enfants. L'impact social de l'activité minière est perçu très négativement par les Congolais qui associent les sites miniers avec la déstructuration des familles, la dégradation des mœurs et la déscolarisation. Les femmes se plaignent d'être laissées seules au village avec la charge d'élever les enfants et de cultiver la terre sans soutien financier, la majorité des creuseurs étant hors d'état d'économiser. L'absence des hommes n'a pas que des conséquences économiques, elle se fait sentir sur le plan de la sécurité. Quand les femmes sont abandonnées à elles-mêmes, les foyers sans père se multiplient. Les femmes sont les premières victimes de l'insécurité généralisée. Tout récemment, une campagne d'Enough présente l'Est du Congo comme l'endroit sur terre le plus dangereux pour les femmes.¹⁶²

Les violences sexuelles ne sont pas directement liées à l'économie minière mais à l'insécurité et à l'anomie généralisée dans les zones de non-droit où règne la Kalachnikov. Dans ce contexte, la mine représenterait un milieu plutôt mieux protégé que des villages isolés et sans défenses, exposés aux exactions de tout ordre des détenteurs d'armes. En revanche, les centres miniers sont le lieu par excellence de la prostitution. Le miroir aux alouettes de l'argent attire des jeunes filles désireuses d'échapper au carcan de l'autorité familiale; d'autres vont à la mine parce qu'elles sont rejetées par leur famille par exemple à la suite d'un viol. Cette prostitution dans des lieux aux conditions sanitaires déplorables est un facteur de propagation du sida.

160 Justice Plus (2007). *Ituri : l'armée n'a pas fait la différence.*

161 Rapport Groupe d'Experts décembre 2008, et N. Garrett (2008). *Artisanal cassiterite mining and trade in North Kivu : Implications for poverty reduction and security.* Walikale : SCAM.

162 Enough (2009). *Ten reasons why eastern Congo is the most dangerous place on earth for women.* Washington, DC : Center for American Progress.

Les enfants sont eux aussi associés à la production minière. A Kamituga, ils vont à l'école le matin et à la recherche de l'or l'après-midi : le peu d'argent gagné permet de payer les frais de scolarisation. Selon les rapports, la déscolarisation serait plus forte en zone minière qu'en milieu rural, mais qu'en est-il aujourd'hui de la situation de l'école dans les villages ? Ceux-ci en effet n'ont pas été épargnés par la désorganisation des services éducatifs consécutive à la guerre. La catégorie «enfant» reste floue à défaut d'enquêtes précises sur l'âge et les tâches effectuées. A quel âge par exemple descend-on dans les galeries de mines ? Les jeunes garçons sont appréciés parce qu'ils sont sveltes et agiles ce qui leur permet de se glisser dans les étroits boyaux des exploitations souterraines. De nombreux enfants présents sur les chantiers aident leurs parents ou tuteurs à raison de leurs capacités physiques. La guerre a produit beaucoup d'orphelins; certains ont trouvé dans la mine un moyen de survie.

- Une alliance forcée d'intérêts constitue la base de la relation entre la main-d'œuvre et les forces armées.
- Les sites d'artisanat minier sont caractérisés par une insécurité individuelle permanente.

Accidents du travail et risques sanitaires

Les conditions de travail sont extrêmement dangereuses dans les mines artisanales : les glissements de terrain emportent chaque année leur lot de creuseurs; les techniques rudimentaires employées dans les mines souterraines conduisent à des accidents fréquents. A Adidi, mine souterraine dans la zone de Mongbwalu, les mineurs étaient exposés à des risques permanents : absence de ventilation, usage de feux de charbon de bois pour assouplir la roche, soutènements de fortune. Pendant l'occupation ougandaise, la sécurité a été le moindre souci des militaires qui ne songeaient qu'au pillage des ressources : fin 1999, environ 100 mineurs ont péri dans l'effondrement de la mine souterraine de Gorumbwa suite à des pratiques d'exploitation intensive; plusieurs dizaines de creuseurs ont été ensevelis à Bibatama, dans la localité de Kibabi en mars 2001 par suite d'un soutènement défectueux. Dans le contexte technique de l'exploitation artisanale, le risque est toujours élevé. Par exemple, à la mine souterraine de Senzere (Mongbwalu), 2 mineurs sont morts asphyxiés le 24 février 2008.

Outre le fait que les creuseurs risquent leur vie à la mine, le travail, physiquement éprouvant, affecte leur santé. Quelques initiatives locales visent à mieux gérer les risques et à minimiser les nuisances engendrées par l'activité extractive. Les sociétés minières se disent concernées par ces questions. A Mongbwalu, une étude portant sur les conditions de vie des mineurs réalisée en 2007 par le Cadre de Concertation (CdC) mis en place par AGK a mis en évidence la détérioration de l'état de santé des personnes vivant en zone minière : maladies dues aux poussières et produits chimiques utilisés (mercure, acide), maladies sexuellement transmissibles, accidents, fausses couches pour les femmes travaillant à la mine, sans oublier les conséquences d'un travail pénible sur les enfants et les abus sexuels. Le CdC fournit un exemple d'actions sociales en direction de la population des creuseurs : éducation pour un meilleur usage de l'argent, encouragement à la diversification économique. De telles initiatives sont encore assez rares, les populations restent généralement livrées à elles-mêmes ou cherchent dans les groupes religieux et les sectes qui fleurissent sur le terreau de la misère un recours à leur désarroi. C'est là un problème général, non spécifique au monde de la mine.

5.3 L'impact géoenvironnemental

Les conséquences environnementales sont strictement négatives : pollution des nappes phréatiques par les produits chimiques, déforestation, détournement des rivières, arrachement de pans entiers de collines et disparition des terres arables, braconnage intensif dans les parcs pour nourrir les creuseurs.

Les différentes aires protégées, Parcs Nationaux, Réserves de faune, Réserves Nationales ont beaucoup souffert des guerres et de l'invasion de mineurs. L'appauvrissement de la faune et de

la flore est bien documenté par les grandes ONG internationales de préservation de la nature et leurs relais locaux. L'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) a par exemple bénéficié du soutien de la GTZ pour un projet concernant le Parc National de Kahuzi Biega (PNKB). La Wildlife Conservation Society (WCS) est elle aussi très présente sur le terrain. Dans la partie basse du Parc dite «Basse Altitude» qui représente avec ses 5 400 km² 90% du Parc, le WCS avait recensé en 1996 près de 3 600 éléphants et 8 000 gorilles, chiffres rapportés par *Le Gorille*, magazine de communication environnementale publié par le projet PNKB-GTZ.¹⁶³ Avec la fièvre du coltan en 1999–2000 quelque 12 000 creuseurs autochtones et étrangers (Hutus de l'actuel FDLR) se seraient installés à l'intérieur du parc dans une vingtaine de sites. L'ONG de Bukavu, Vision Verte, en a dressé une cartographie précise.¹⁶⁴ La comparaison entre celle-ci et une carte établie par GTZ quelques années auparavant est éloquente : le parc était alors pratiquement inhabité.¹⁶⁵

Par rapport à l'immensité du parc, les dommages provoqués par l'ouverture des mines ne sont que des balafres dans la masse forestière. En revanche, la pression sur la faune pour l'approvisionnement des chantiers cause des dégâts considérables, d'autant plus qu'une partie du produit du braconnage est destinée aux marchés des villes du Kivu. De la viande de brousse boucanée (l'absence de routes ne permet pas le transport de produits frais) provenant du Parc National se retrouve ainsi sur les étals des marchands de Bukavu, où il n'est pas difficile non plus de trouver des pointes d'ivoire. **Les atteintes portées à l'environnement ne sont pas imputables à la seule économie minière, mais à l'ensemble d'un système de prédation que la guerre a totalement débridé et dont la biodiversité fait les frais.** La petite partie montagneuse du PNKB, dite «Haute Altitude», qui héberge ce patrimoine mondial que sont les gorilles de montagne a souffert elle aussi, non pas du fait de l'activité minière mais de l'impuissance des gestionnaires du parc, démunis face aux bandes armées qui viennent chercher des trophées. Au cours de l'été 2000, le WCS a organisé un recensement des gorilles : il estimait leur nombre à 130 au lieu des 258 recensés en 1996.

L'action de la Fondation Diane Fossey soutenue par ses relais médiatiques et ses publications¹⁶⁶ a contribué à sensibiliser nombre d'acteurs et décideurs du Nord. Créé en 2003, The Durban Process milite pour la protection des gorilles de Kahuzi Biega. Les actions de plaidoyer finissent par avoir quelque effet sur les sociétés des pays du Nord. La société américaine Cabot, l'une des plus importantes dans l'industrie du Tantale, épinglée par le rapport des experts de l'ONU de 2002, s'est engagée à ne pas acheter de coltan provenant de RDC, en particulier des aires protégées : «*We do not and will not knowingly purchase any material containing Tantalum, including coltan, which was mined in the Kahuzi-Biega National Park and the Okapi Wildlife Reserve in the Congo*».¹⁶⁷

Les conséquences environnementales de l'exploitation minière dépendent dans une large mesure de la densité de population. De ce point de vue le Kivu présente des situations très contrastées. Sa partie orientale, sur une profondeur maximum d'une centaine de kilomètres depuis la frontière de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi, a les densités les plus élevées de la RDC, jusqu'à 250 hab/km² et plus, alors qu'à l'ouest les territoires de Walikale et de Shabunda en comptait en moins de 10 lors du recensement de 1984 comme le montre la cartographie très précise établie par Henri Nicolai.¹⁶⁸ 25 ans plus tard, le contraste entre espaces pleins, sinon trop pleins, et espaces vides est le même. A défaut de recensement, les images par satellites le confirment. La différence tient au fait qu'entre-temps, les densités ont doublé. Une des caractéristiques fondamentales du Kivu est l'existence de cet «escarpement oro-démographique» qui sépare hautes terres pleines et

163 SOS (juin 2001). «Le PNKB à la merci du Coltan». *Le Gorille*, n°4.

164 Voir carte Sites d'exploitation de coltan dans le parc de Kahuzi Biega.

165 Institut Zaïrois de Conservation de la Nature-GTZ (1996). *Carte de la végétation et de l'utilisation des terres du Parc National de Kahuzi-Biega et des régions avoisinantes*.

166 I. Redmond (2001). Op. cit.; K. D'Souza (2003). Op. cit.

167 *Cabot Position on Tantalum and Coltan and the Democratic* (août 2008). Cabot.

168 H. Nicolai (1998). *La répartition et la densité de la population du Kivu. Bruxelles : Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer*. Voir carte Nord et Sud-Kivu : densité de la population par collectivité.

basses terres vides. La vie quotidienne dans les mines est aussi tributaire des densités humaines environnantes. L'ouverture d'une carrière n'est génératrice de conflit que dans un contexte de peuplement dense. En revanche l'approvisionnement vivrier des mineurs y est moins problématique que dans des sites éloignés des zones habitées et qui dépendent des arrivages de vivres par avion.

Exemple de destruction des berges de rivière et minage du paysage (sites aurifères en Ituri)



Chapitre 6 : Synthèse analytique des recommandations

Résumé :

Le régime actuel de sanctions n'est pas efficace. Le problème des «conflict minerals» suscite deux grandes familles de recommandations :

- restreindre le commerce (de manière plus ou moins radicale : de l'embargo total à l'interdiction sélective);
 - formaliser le commerce par un mélange d'actions économiques, institutionnelles et sécuritaires
- Plusieurs initiatives sont en cours, dont une sur la traçabilité (Allemagne) et une autre sur l'obligation de certification de l'origine des minerais (USA).

Tous les acteurs (ONG, Nations Unies, groupe parlementaire, etc.) cherchent la solution pour les «*conflict minerals*» et accompagnent leurs rapports de recommandations. La première génération de rapports, qui coïncidait avec le boom du coltan, préconisait un boycott des produits miniers congolais et des sanctions contre les acteurs de ce commerce : ces recommandations ont trouvé des points d'application et, presque dix ans plus tard, il est possible d'en tirer des conclusions. Une seconde génération de rapports préconise maintenant une **stratégie globale** qui lie sanctions, amélioration de la sécurité et formalisation du secteur minier. La version la plus récente de cette seconde génération de recommandations est produite par l'ONG américaine Enough qui propose, dans sa «*comprehensive approach to Congo's conflict minerals*»,¹⁶⁹ une stratégie en quatre points :

- transparence dans la chaîne d'approvisionnement;
- sécurisation des mines stratégiques;
- réforme de gouvernance;
- développement des opportunités économiques pour les creuseurs.

6.1 Classement thématique des principales recommandations

Dans ce chapitre, les recommandations sont classées selon l'ordre thématique du présent rapport et leur organisation d'origine est indiquée entre parenthèses.

Recommandations relatives au système de production

Recommandations	Méthodes de mise en œuvre
Casser l'emprise territoriale des groupes armés sur la production des minerais	Déploiement des FARDC et MONUC dans les principales mines et les axes commerciaux (Resource Consulting Services) Interdiction d'accès aux sites miniers et aux voies commerciales pour les belligérants grâce à la surveillance de la MONUC (Global Witness) Poursuites contre les militaires impliqués dans le commerce des minerais (Global Witness) Réindustrialisation prudente (introduction de compagnies minières responsables et laissant un espace aux mineurs artisanaux) (Resource Consulting Services)
Réforme du système de sécurité	Formation, discipline et paiement régulier de la PNC et des FARDC (UN, DFID, APPG, SARW, Global Witness)

169 Enough [23 avril 2009]. *Comprehensive approach to Congo's conflict minerals*. Washington, DC : Center for American Progress.

Formaliser le secteur minier artisanal	Formation de coopératives minières (Banque mondiale, Global Witness, Pact) Développement du SAESSCAM (enregistrement des creuseurs, attribution des cartes, etc.) (Resource Consulting Services) Désignation officielle de zones d'artisanat minier (Resource Consulting Services) Développement des contrôles du CEEC dans les mines artisanales (Resource Consulting Services)
Restaurer la sécurité juridique	Revue des titres fonciers, des contrats miniers et des droits des communautés locales (DFID) Simplification et clarification du droit minier afin notamment de distinguer les rôles des négociants et des comptoirs (UN) et de résoudre les conflits entre droits coutumiers, droits fonciers et droit minier (Pact) Extension des services du CAMI dans les provinces (Banque mondiale, Global Witness)
Renforcer l'application du droit minier	Création d'une autorité minière indépendante (nationaux et internationaux) chargé de surveiller l'application de la loi minière et notamment les attributions de concessions dans les Kivus (APPG) Création d'une commission parlementaire congolaise sur les ressources naturelles (APPG)

Recommandations relatives au système de commercialisation et à la lutte contre la fraude

Recommandations	Méthodes de mise en œuvre
Réduire les recettes extraites du commerce des minerais par les groupes armés	Interdiction générale d'importation de certains minerais en provenance de l'Est congolais (IPIS, HRW) Mise en œuvre de la diligence raisonnable (UN, Global Witness, Enough)
Simplifier, harmoniser et clarifier les tarifs douaniers dans la région des Grands Lacs	Négociations dans le cadre de la CEPGL (DFID, Resource consulting services) Etablir un organisme douanier régional (RDC, Rwanda, Burundi, Ouganda, Tanzanie) (INICA)
Assurer la traçabilité au sein de la chaîne d'approvisionnement	Obligation de publication de l'origine des minerais par les compagnies importatrices (Enough, IPIS) Application effective de la «due diligence» (Global Witness, HRW) Mise en place d'une procédure administrative d'identification des minerais(ITRI) ¹⁷⁰ Obligation législative d'audits indépendants pour les compagnies importatrices sur l'origine des minerais et amendes en cas de violation (Global Witness, Enough, IPIS, HRW) Développement de la certification administrative tout au long de la chaîne d'approvisionnement (DFID, Global Witness, Pact, Resource consulting services, UN) Développement de la certification géochimique (Pact, Institut fédéral de géosciences) Monitoring des activités minières par la société civile (APPG, HRW)

170 «Progress report : towards a responsible cassiterite supply chain». Available at www.itri.co.uk.

Formaliser le commerce transfrontalier	<p>Publication des comptes et des taxes d'exportation payées par les comptoirs (DFID, Resource consulting services)</p> <p>Institutionnalisation d'un forum de dialogue régional (Resource consulting services, Pact)</p> <p>Etablissement de postes douaniers conjoints (Resource consulting services)</p> <p>Instaurer un ITIE régional ou appliquer l'ITIE national aux Kivus (Global Witness, DFID, Resource consulting services)</p>
Lutter contre la fraude douanière	<p>Monitoring indépendant des pratiques des services administratifs aux frontières par des observatoires du commerce transfrontalier (DFID, INICA, UN)</p> <p>Formations et salaires réguliers pour les douaniers</p> <p>Réforme des procédures douanières (DFID)</p> <p>Réduction du nombre de services administratifs impliqués dans le commerce transfrontalier (DFID)</p> <p>Externalisation des fonctions douanières à une société privée (UN, APPG)</p> <p>Révéler les identités des fonctionnaires corrompus et les poursuivre en justice (Pole Institute)</p> <p>Définir le prélèvement à la source des 40% de recettes selon la constitution (Pole Institute, SARW)</p>
Faire respecter les principes de l'OCDE et les sanctions de l'ONU	<p>Publier un mapping des zones de production minière sous contrôle des groupes armés (UN)</p> <p>Surveillance des sociétés de trading et industrielles par leurs gouvernements (IPIS, UN, Global Witness, HRW)</p> <p>Poursuite par la CPI des commerçants impliqués dans les «<i>conflicts minerals</i>» (Global Witness)</p> <p>Engagement systématique de poursuites criminelles contre les sociétés violant les sanctions (Global Witness, HRW, Resource consulting services)</p> <p>Boycott par les consommateurs occidentaux des produits fabriqués avec des «<i>conflicts minerals</i>» (Enough)</p> <p>Arrêt de l'exploitation des minerais dans certaines zones occupées par des groupes armés (HRW, IPIS, Global Witness)</p> <p>Création d'un «observatoire de l'or» en Ituri (HRW)</p>

Recommandations relatives à l'impact sur les populations et l'environnement

Recommandations	Méthodes de mise en œuvre
Diversifier les opportunités économiques locales	<p>Développement agricole (SARW, INICA, Pole Institute, Pact, Global Witness)</p> <p>Développement des infrastructures (notamment routes de desserte agricole) (INICA, Pole Institute, SARW, Global Witness)</p> <p>Création de marchés locaux (INICA, Pact)</p>
Développer la responsabilité sociale des entreprises minières présentes en RDC	Conception d'un code de conduite des entreprises minières (UN)
Adopter des standards environnementaux congolais propres aux activités minières artisanales et industrielles	Loi ou décret (INICA)



Améliorer la sécurité des creuseurs	Surveillance des conditions de travail dans les mines artisanales par le SAESSCAM (Banque mondiale)
Développer l'information des creuseurs sur leurs droits et les prix du marché	Téléphonie mobile (INICA) Dissémination du code minier (INICA, Banque mondiale) Formation des creuseurs par le SAESSCAM (Banque mondiale)
Réduire le travail des enfants	Programme de prise en charge éducative des enfants employés dans les mines (Pact)

6.2 De l'inefficacité du régime actuel de sanctions à la certification/ traçabilité

Issue des travaux du Groupe d'experts, la première génération de mesures mises en œuvre se traduit par des sanctions ciblées décrétées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies prenant la forme de :

- **blacklisting** (les individus ou sociétés figurant sur la liste des Nations Unies ne devraient plus être utilisés comme fournisseurs ou négociants par les sociétés du secteur minier);
- **gel des avoirs;**
- **interdiction de visas.**¹⁷¹

De l'aveu même des Nations Unies, ces sanctions qui visent non pas le commerce en soi mais certains acteurs du commerce illégal n'ont pas eu l'effet escompté : les «sanctions gênent leurs cibles (mais) leur effet général ne réduira guère les pratiques auxquelles elles visent à mettre fin».¹⁷² En d'autres termes, elles n'empêchent ni l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC ni les groupes armés de tirer profit du commerce des minerais ni les violences. La multiplicité de négociants, de comptoirs et de possibilités d'exportation rend inefficaces des sanctions ciblées sur quelques commerçants en relation d'affaires avec les groupes armés. En d'autres termes, les sanctions actuelles sont incapables de :

- réduire le recours à la force dans l'extraction des ressources minières
- décourager la fraude
- pénaliser tous les opérateurs miniers coupables d'entretenir des relations avec les milices.

Selon les Nations Unies, une des grandes faiblesses du système de sanctions actuel est l'absence de coopération des Etats à qui incombe la responsabilité de la mise en œuvre des sanctions. Bien que les Nations Unies aient inscrit sur leur liste les deux plus grands exportateurs d'or ougandais en 2007, ils n'ont aucunement été inquiétés par les autorités de Kampala : Ozia Mazio, décédé en 2008, grand commerçant de Ariwara mentionné dans la liste des personnes violant l'embargo sur les armes au bénéfice du FAPC et impliqué dans le commerce de l'or et, de ce fait, blacklisté par le Trésor américain et la Banque d'Angleterre, continuait en 2008 d'acheter de l'or à Mongbwalu et se rendait régulièrement à Kampala pour l'écouler (c'est par une communication d'officiels des Nations Unies qu'il aurait appris son inscription sur la liste). Dans son rapport de décembre 2008, le Groupe d'experts souligne la réticence de la Banque centrale d'Ouganda ainsi que de plusieurs banques de Kampala à geler les comptes de sociétés de négoce d'or ougandaises blacklistées par les Nations Unies. En Ouganda, les recommandations de la commission Porter relatives à des suppléments d'enquête n'ont jamais été suivies d'effet. Les gouvernements rwandais et burundais n'exercent aucune «*due diligence*» sur les importateurs d'or et d'autres minerais opérant dans leurs pays.

Les gouvernements de la région ne sont pas seuls en cause : les gouvernements européens sont très réticents à policer les sociétés européennes dénoncées par les Nations Unies. Jusqu'à présent,

¹⁷¹ L'interdiction de voyager et le gel des avoirs remontent à 2005 (résolution 1596) et ont toujours été renouvelés.

¹⁷² Rapport du Groupe d'experts du 8 février 2007.

aucune d'entre elles n'a été condamnée en justice; seules quelques-unes ont été «auditionnées» (davantage par des commissions d'enquête parlementaire que par des juges), la plus grande «sanction» étant jusqu'à présent d'être déclaré officiellement comme violant les Principes de l'OCDE en matière d'engagement des multinationales dans les zones de conflit. Même celles qui ont été prises en «flagrant délit» (AngloGoldAshanti avec le FNI, Traxys et Trademet avec des comptoirs s'approvisionnant chez les FDLR) de coopération avec des groupes armés n'ont pas été poursuivies. Concernant Trademet et Traxys, les autorités belges ont fait part à ces sociétés de leur préoccupation mais se refusent à aller plus loin pour le moment. Concernant AngloGoldAshanti qui a fourni un soutien logistique et financier à la milice FNI en échange de garanties de sécurité,¹⁷³ aucune poursuite n'a été engagée et cette société, tout en reconnaissant des relations inappropriées avec une milice, a surtout recouru à la communication pour gérer ce désagrément. Aucun gouvernement européen ne semble actuellement favorable à l'imposition d'une obligation de «*due diligence*» aux compagnies, comme réclamée par les ONG. Autre limite d'efficacité des sanctions : les compagnies exportatrices ciblées par les Nations Unies font passer leurs activités dans la clandestinité ou se reforment sous d'autres noms.¹⁷⁴ En l'absence de sanctions contre les entreprises, les mesures de l'ONU sont réduites à une sorte d'embargo moral sur les «*conflict minerals*» : le respect de ces mesures est renvoyé à la bonne volonté des sociétés privées qui actuellement n'exercent quasiment pas de contrôle sur leurs fournisseurs.¹⁷⁵

Le cas Afrimex : dénonciation sans condamnation

En Europe, seul le Royaume-Uni a osé déclarer une de ses entreprises comme violant les principes de l'OCDE après un dépôt de plainte de Global Witness en février 2007. Le Point National de Contact britannique pour la mise en œuvre de ces principes a indiqué en 2009 que Afrimex qui figurait sur la liste des Nations Unies dès 2002 pour ses liens avec la société écran du RCD-Goma avait violé les principes de l'OCDE. Mais ceci n'emporte pas de conséquences judiciaires. Afrimex prétend avoir cessé de s'approvisionner en minerais en RDC et, dans son dernier rapport, Global Witness demande au gouvernement britannique une vérification indépendante de cette assertion.

Pour l'heure, l'effet le plus marquant de l'inscription sur la liste des Nations Unies a été la **suspension de certains contrats d'approvisionnement** par des sociétés importatrices. Certaines sociétés occidentales ont officiellement pris leurs distances avec leurs fournisseurs congolais : en 2001, suite au rapport du Groupe d'experts, American Cabot a cessé ses importations de coltan congolais et Eagles Wings Resources a renoncé aux importations congolaises de coltan pour se repositionner sur le Rwanda. Suite à l'inscription des grands exportateurs ougandais sur la liste des Nations Unies et du scandale de AngloGoldAshanti, la société suisse Metalor Technologies SA a arrêté d'acheter de l'or ougandais à partir de 2005; les sociétés ougandaises concernées (UCI et Machanga) ont alors trouvé un nouvel acheteur dans le Golfe, Emirates Gold basé à Dubai. Cette société a acheté 18 tonnes d'or en provenance d'Ouganda et du Burundi mais, en 2007, les autorités émiraties lui ont demandé de cesser ses achats et Emirates Gold a bloqué les comptes de UCI et Machanga. Néanmoins, le groupe d'experts a mis en lumière dans son rapport de décembre 2008 que Emirates Gold avait continué d'acheter de l'or de provenance douteuse après 2007. Même réaction de Hussar Ltd à l'égard d'UCI qu'il accuse de ne pas avoir révélé la véritable origine de son or. L'effet le plus marquant consiste en des rétorsions financières des acheteurs à l'égard de leurs fournisseurs en raison du **risque d'atteinte à leur réputation**. Très récemment (mai 2009), la société belge Traxys a annoncé son intention d'interrompre ses approvisionnements au Kivu à la suite des révélations par IPIS des liens entre un de ses négociants fournisseurs (World Mining Co) et deux groupes armés (les Maï Maï du Pareco et les FDLR). Le risque réputationnel est un levier qui a une certaine efficacité mais n'est pas sans limite. En effet, les grandes compagnies d'électronique (Ericsson, Hewlett Packard, Intel et Motorola) ont réagi

173 Human Rights Watch (2005). Op. cit.

174 Dans son rapport de décembre 2008, le Groupe d'experts indique que la société de négoce d'or blacklistée Machanga Limited, sise à Kampala, avait créé une société écran à Nairobi Usindi Exports par laquelle passaient désormais ses exportations d'or à Emirates Gold.

175 Global Witness (2009). Op. cit.

à la campagne «Pas de sang dans ton cellphone» en faisant surtout de la communication (codes de conduite), en rejetant la responsabilité sur leurs fournisseurs et en plaidant en faveur d'une responsabilité en cascade.¹⁷⁶

Reconnue par les Nations Unies dans un rapport qui fait figure de «*soul searching*» et réitérée dans le rapport du Groupe d'experts de décembre 2008,¹⁷⁷ l'inefficacité du régime actuel de sanctions motive les réflexions sur une seconde génération de mesures qui s'éloigne de l'idée de bloquer le commerce des minerais. L'idée d'un embargo ou d'un boycott des produits miniers de l'Est congolais avait été émise en réaction à l'inefficacité des sanctions ciblées : en 2001, IPIS demandait un embargo complet sur le coltan originaire de cette zone. Dans la même perspective, l'ONG américaine Enough et Amnesty International expliquent que des résolutions devaient être prises par les Nations Unies afin d'interdire la vente et l'achat des minerais provenant des zones de conflit en République démocratique du Congo. Amnesty International demande le démantèlement des réseaux mafieux qui sous-tendent ces guerres et entretiennent des groupes armés, considérant que la fin de la guerre était tributaire de la fin de l'exploitation illégale et de la vente frauduleuse des richesses du pays.

Même si l'option d'une interdiction du commerce et non plus des commerçants continue à être évoquée, il y a désormais consensus entre les Nations Unies et les ONG pour ne pas s'engager sur la voie de l'embargo commercial car il pourrait aboutir à :

- pénalisation des mineurs artisanaux, c'est-à-dire des plus pauvres;
- pénalisation du gouvernement congolais;
- discrédit des exportations légitimes de minerais des pays environnants;
- risques de représailles contre la MONUC;
- ressources de substitution pour les groupes armés;
- contournement de l'embargo par dissimulation de l'origine véritable du minerai;
- extension de la contrebande (notamment pour l'or qui est facilement exportable en petites quantités).

La «*due diligence*» (vérification de la blacklist lors de transactions commerciales) reste donc la solution du moment mais, pour être pleinement efficace, elle suppose 1/ d'être obligatoire 2/ de pouvoir déterminer précisément l'origine des minerais. Cela peut être réalisé administrativement (certification de l'origine) ou/et physiquement (traçabilité géochimique du minerai). S'inspirant du processus de Kimberley, l'Allemagne a développé un projet pilote de certification de la «*business chain*» au Rwanda pour le coltan et elle souhaite l'étendre à la RDC. Ce projet s'inscrit dans la logique industrielle de la labellisation qui cette fois-ci ne concerne pas la qualité du minerai mais sa «**propreté politique**». Outre-Atlantique, une initiative américaine vise à rendre la «*due diligence*» obligatoire pour les sociétés cotées en bourse et elle peut constituer une étape importante en permettant de passer d'un régime de bonne volonté à un système d'obligations contradictoires (vérification des déclarations par des audits indépendants de la chaîne d'approvisionnement).

- **Les partisans des sanctions sont à la recherche des points de pression pertinents dans la chaîne d'approvisionnement : les ONG occidentales considèrent qu'il faut exercer une pression sur les compagnies finales par le biais des consommateurs et du législateur afin que celles-ci exercent en retour une pression sur leurs fournisseurs. Il est à craindre que cette stratégie soit trop indirecte pour avoir un impact réel sur le terrain (les fournisseurs peuvent trouver d'autres acheteurs et/ou dissimuler l'origine des minerais).**
- **La faisabilité technique, financière et institutionnelle d'une certification/traçabilité, sorte de transposition du processus de Kimberley aux «*conflict minerals*» fait encore question.**

¹⁷⁶ Les sociétés d'électronique sont prêtes à se déclarer responsables pour leurs fournisseurs de premier rang mais pas pour ceux des rangs inférieurs qui doivent être contrôlés par les autres sociétés d'approvisionnement dans la chaîne. En d'autres termes, ces sociétés refusent d'assumer une responsabilité pour l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement.

¹⁷⁷ Chapitre 196, p.50 : «*If steps are not taken by Member States to enforce compliance with the sanctions regime and relevant Security Council resolutions, the work of the Group will have little impact*».

6.3 Un nouveau paradigme : formaliser le commerce pour le moraliser

Les opinions varient sur la pertinence des systèmes d'interdiction sélective ou non du commerce des minerais dans la mesure où ces interdictions dépendent des capacités de contrôle et vérification («*due diligence*» et «*certification schemes*»). Sceptiques quant à la possibilité de réduire l'insécurité en restreignant le commerce, certaines organisations (INICA, DFID, USAID, etc.) présentent une option alternative qui consiste non plus à sanctionner le commerce mais à tenter de le formaliser pour le discipliner et le moraliser. Ces rapports privilégient une formalisation/remise en ordre du commerce des minerais dans la région qui implique une gamme très large d'actions de nature économique (clarification et simplification de la réglementation douanière congolaise, réindustrialisation, publication des taxes, système douanier régional, etc.). Bien qu'ils prennent ses distances vis-à-vis des systèmes de contrainte (embargo, sanctions ciblées et mécanismes de certification), ces rapports reconnaissent toutefois la nécessité de recourir à la contrainte, notamment pour chasser les groupes armés des sites miniers (introduction simultanée de forces de l'ordre congolaises et d'un opérateur minier industriel) et lutter contre le trafic de minerais (création d'une unité de police spéciale). Le rapport «*Trading Conflict for Development*» par exemple préconise même une stratégie de contrainte sur les FDLR : sanctions ciblées sur le leadership, opération militaire contre leurs sites miniers, poursuites judiciaires, etc.

A l'époque de la solution juridique (sanctionner) a succédé l'époque de la solution économique : formaliser le commerce minier. Cette formalisation devrait accomplir ce que les sanctions ne sont pas parvenues à réaliser, à savoir la marginalisation progressive des groupes armés dans ce secteur d'activités. Cette solution par l'économie s'oppose, par exemple, aux sanctions ciblées qui ont pour conséquence de renforcer l'informalisation du secteur en faisant passer les activités commerciales dans la clandestinité. De la restriction du commerce, on passerait à la formalisation du commerce dans l'Est congolais, formalisation qui suppose une très large gamme d'actions :

- réforme du secteur de sécurité;
- réforme des douanes;
- lutte contre la corruption dans la police des mines, l'OFIDA, les services de renseignement et le ministère des Mines;
- développement d'une législation sur la transparence et l'éthique des sociétés actives en zone de conflit;
- création d'une commission transfrontalière pour établir des mécanismes de contrôle conjoints, voire externalisation du contrôle douanier à une société privée;
- certification des minerais par le CEEC;
- harmonisation douanière régionale pour réduire l'incitation à la contrebande;
- création de postes douaniers conjoints.

Pour être efficace, la voie de la formalisation suppose l'implication consensuelle d'une multitude d'intervenants (gouvernement congolais, gouvernements voisins, acteurs internationaux et secteur privé) dans des actions de long terme, portant sur des sujets complexes et plusieurs réformes structurelles (sécurité, douanes, etc.). Cette formalisation ne peut que reposer sur une stratégie incitative dont on voit mal quels seraient les leviers à ce stade (quel serait, par exemple, l'intérêt du Rwanda à introduire de la transparence dans ses importations congolaises ?). Les auteurs semblent contourner ce problème en insistant sur la volonté des négociants de commercer dans la légalité si l'administration améliore son fonctionnement.

- Inspirée par l'ITIE et le processus de Kimberley, résolument développementaliste, la formalisation du commerce est une alternative séduisante à l'inefficacité des sanctions mais elle ouvre un champ d'actions très vaste et dont les paramètres sont loin d'être tous maîtrisables et connus.

6.4 Initiatives passées et présentes

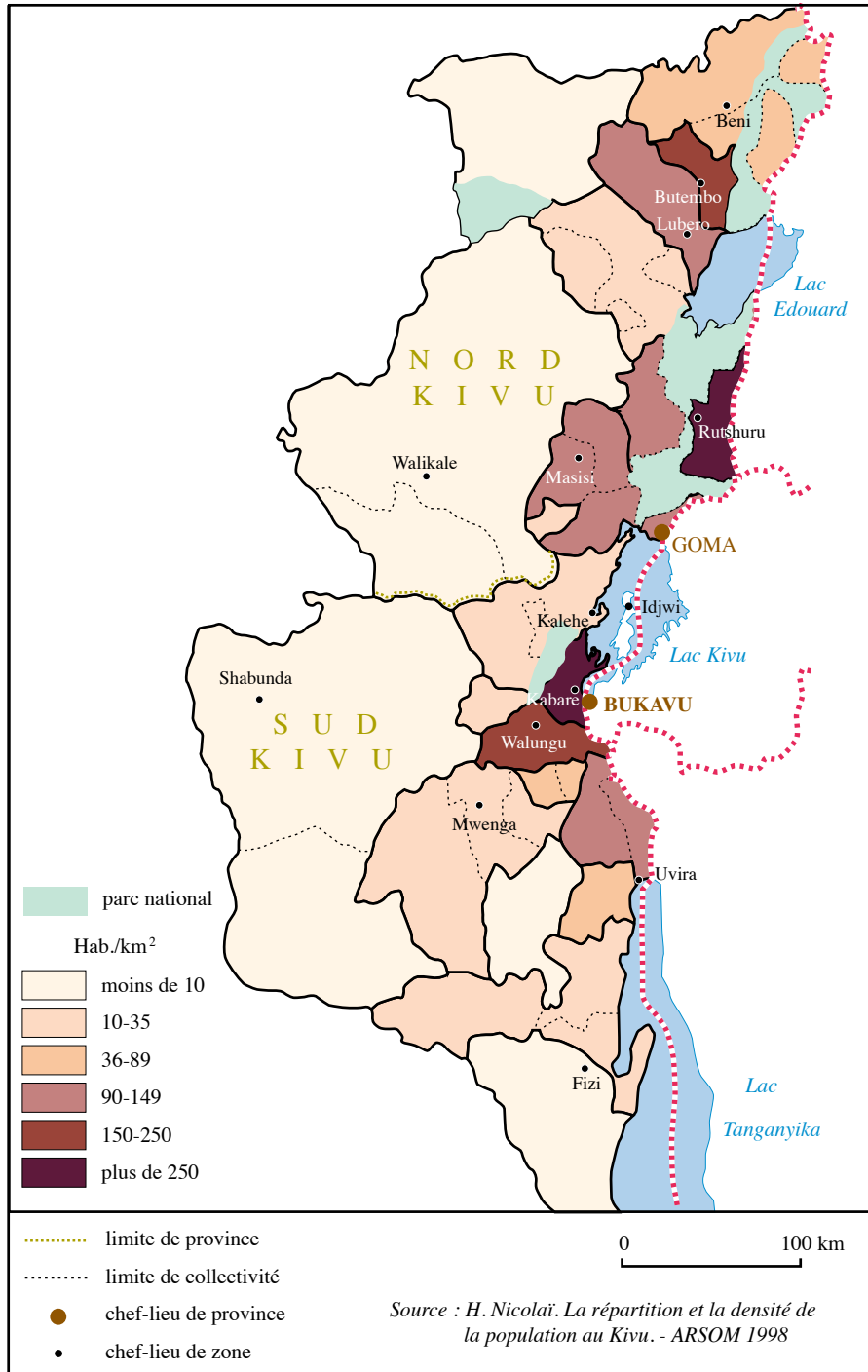
Les débats en cours sur les mesures efficaces au niveau des Nations Unies et des ONG n'ont pas significativement entraîné une inertie complète en matière de tentatives de régulation du commerce minier dans la région des Grands Lacs. Outre les processus nationaux (ITIE, etc.) mentionnés au chapitre 4, la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs se saisit de la question de l'exploitation illégale des ressources naturelles. Des mesures ponctuelles ont été prises en RDC (suspension des exportations de minerais en 2007, fermeture des postes douaniers de Bunagana et Ishasa en 2008, fermeture de la mine de Walikale et d'Adidi en 2008, etc.) et des interventions plus structurelles sont en cours.

Initiatives passées	Commentaires
Fermeture de postes douaniers de Bunagana et Ishasa (2008)	Cette fermeture visait à priver le CNDP des recettes douanières mais, selon les dernières informations de l'ONU, ce poste continuerait à être utilisé par le CNDP. ²
Fermeture de la mine de Walikale et d'Adidi (2008)	Echec. La mine de Walikale a été réouverte en avril 2008 sous la pression des commerçants.
Suspension des exportations de minerais (avril 2007)	Réattribution des licences à 11 comptoirs.
Interdiction d'importation de minerais sans transformation	Echec car la RDC n'a actuellement aucune capacité de transformation. En 2005, lors d'une visite de Kabila en Chine et en Corée du Sud, des projets de construction d'une usine de traitement du coltan lui avaient été présentés.
Demande de la démilitarisation des sites miniers par le vice-gouverneur du Sud-Kivu (2008)	Aucun résultat.
Instauration du guichet unique	Echec car maintien d'une multitude d'administrations pour les formalités douanières
Opération militaire rwando-congolaise anti-FDLR (2009)	L'offensive congolo-rwandaise devait couper les FDLR des zones de production minière. Retrait des FDLR et réinstallation. Opération seulement conduite au Nord-Kivu, pas d'impact sur leur patrimoine minier au Sud-Kivu et usage de l'or facilement transportable. Echec du point de vue minier.
Initiatives en cours	Commentaires
Projet pilote de certification de la chaîne commerciale (CTC) commencé en septembre 2008 au Rwanda par l'Institut fédéral allemand pour les géosciences et les ressources naturelles (BGR). Le projet concerne la colombo-tantalite, la cassitérite et la wolframite.	Projet d'une durée de 18 mois pouvant être étendu à la RDC. La certification dépend de la bonne volonté des pays d'origine. Possibilité de contournement en mélangeant des minerais de diverses provenances. La détermination de l'origine du tantale par des procédés géochimiques (Fingerprint) expérimentée dans un autre projet par BGR est longue et coûteuse.
Inspections aléatoires des chargements de minerais par la MONUC (résolution 1856).	Ces inspections doivent s'effectuer en présence des autorités congolaises qui ne sont pas systématiquement disponibles et la MONUC n'a aucun pouvoir d'arrestation en cas de découverte d'un trafic.

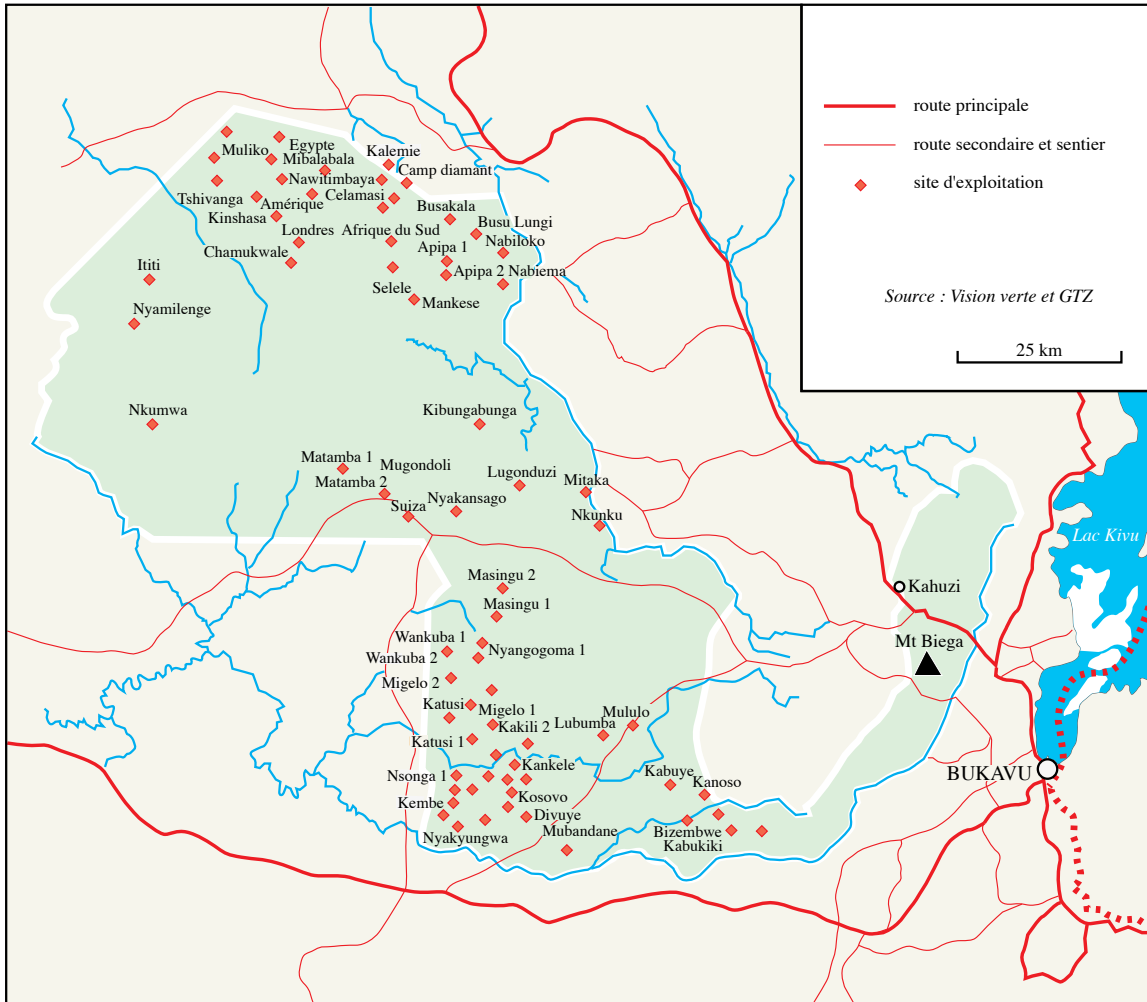
<p>Préparation d'un projet de loi au Congrès américain imposant la «<i>due diligence</i>» aux sociétés et des obligations de déclaration d'origine</p>	<p>Trois sénateurs américains avec l'appui de l'ONG Enough, le républicain San Brownback et des démocrates Dick Durbin et Russel Feingold, ont initié un projet de loi sur les métaux du conflit en République démocratique du Congo qui vise à réglementer l'achat des métaux servant à fabriquer des produits de haute technologie (radar, téléphone portable...) et qui permettent de financer des groupes armés en RDC. Si ce projet de loi est voté, les entreprises enregistrées à la bourse américaine se verraient dans l'obligation de «déclarer annuellement à l'ASEC, gendarme de la bourse des Etats-Unis, les pays d'origine de ces matières premières. Si ces pays étaient la RDC ou ses voisins, l'entreprise devrait révéler de quelle mine le minerai a été extrait», stipule le projet de loi. Outre cette obligation de déclaration d'origine, les entreprises devraient aussi se soumettre à des audits indépendants de leur chaîne d'approvisionnement. Enough fait actuellement une campagne publique pour soutenir ce projet de loi (www.raisehopeforcongo.org).</p>
<p>Extension de la compétence de certification du CEEC à tous les minerais</p>	<p>Le CEEC a reçu l'autorisation de certifier tous les minerais et sollicite des appuis pour s'étendre. Il est actuellement présent à Bukavu, Goma et Butembo.</p>
<p>Lutte régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (réunion de Bujumbura en avril 2009)</p>	<p>Une réunion de l'Initiative régionale de lutte contre l'exploitation illégale a eu lieu au Burundi en avril et l'agenda comporte un projet de mécanisme régional de certification, un protocole régional sur l'exploitation illégale et du renforcement de capacités. Ce projet reste très vague.</p>

- **Les initiatives congolaises ont été contrées par des intérêts congolais; l'initiative régionale reste floue et lente; et les initiatives bilatérales (américaine et allemande) sont les plus crédibles en termes d'achèvement dans des délais raisonnables.**
- **Il y a en concurrence deux grandes écoles de pensée vis-à-vis du problème de l'exploitation illégale des minerais :**
 - restreindre le commerce (de manière plus ou moins radicale : de l'embargo total à l'interdiction sélective)
 - réformer le commerce par un mélange d'actions économiques, institutionnelles et sécuritaires

NORD ET SUD-KIVU : DENSITÉ DE LA POPULATION PAR COLLECTIVITÉ - (recensement de 1984)

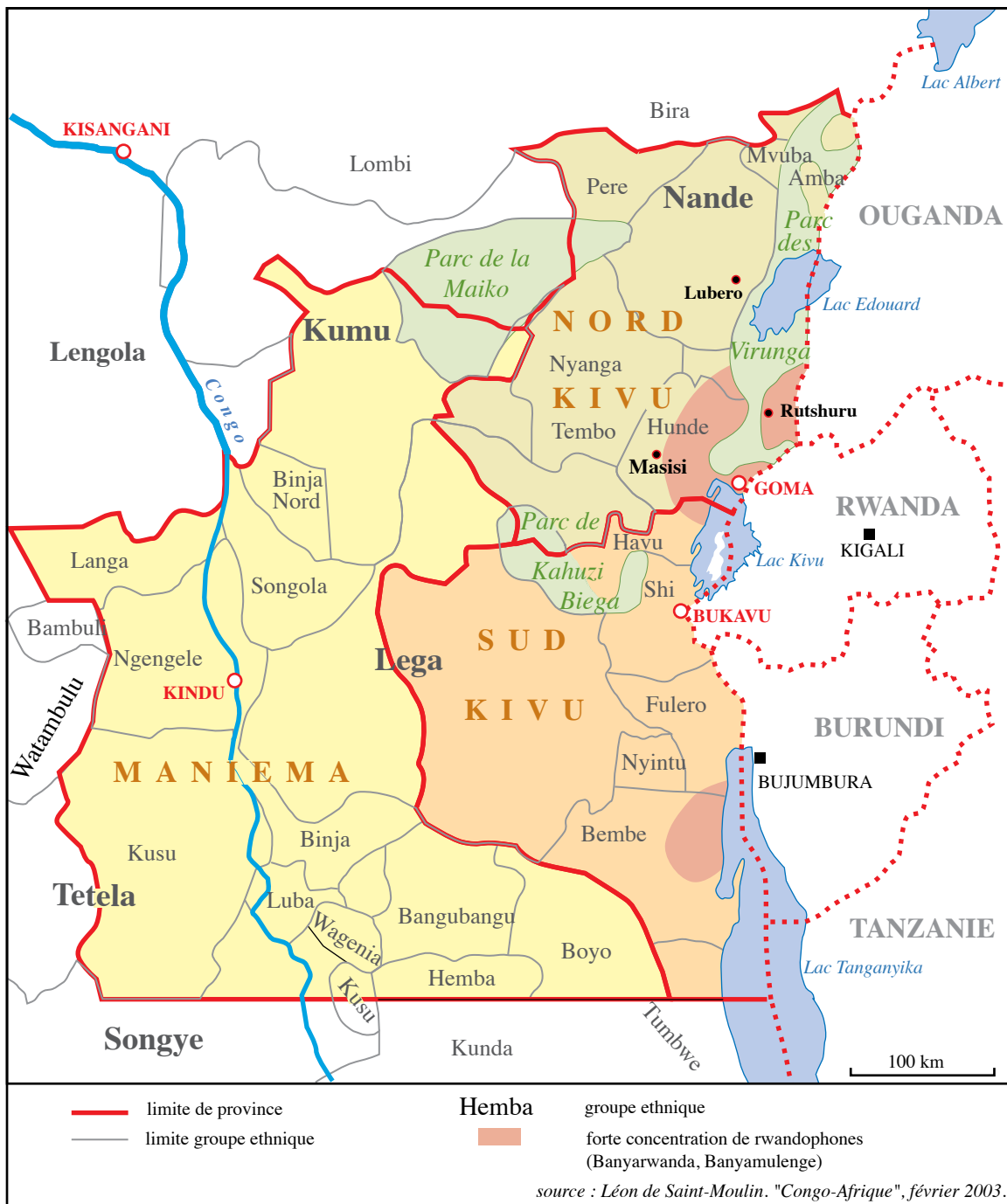


SITES D'EXPLOITATION DE COLTAN DANS LE PARC DE KAHUZI BIEGA (situation fin 2001)

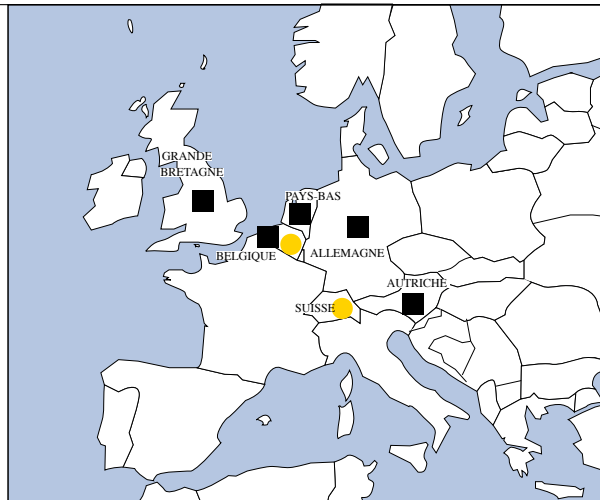
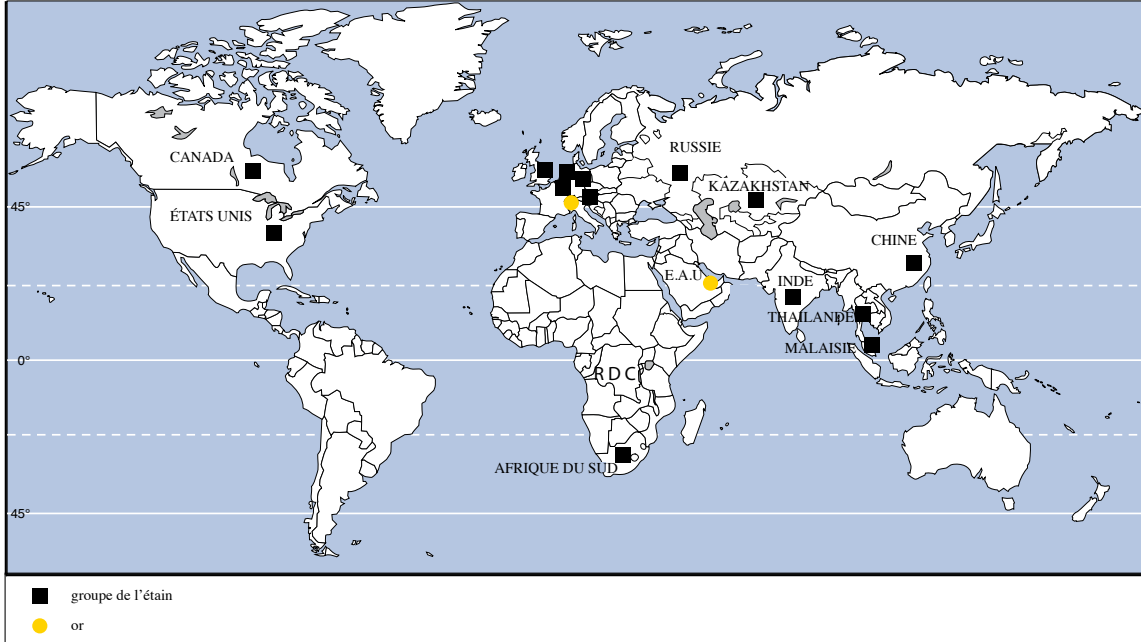


N et R Pourtier

GROUPES ETHNIQUES DU KIVU

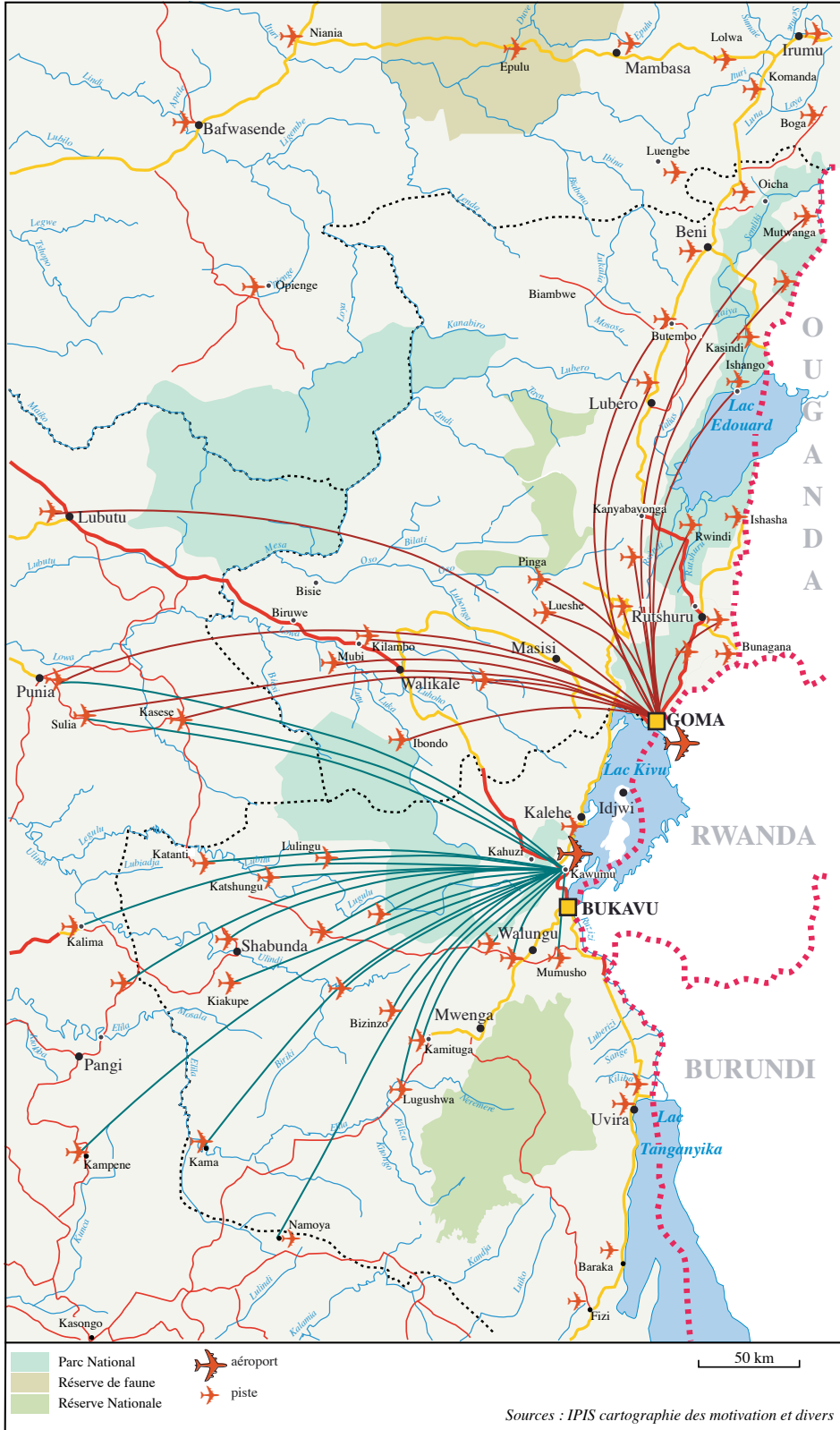


PAYS IMPORTATEURS DE MINERAIS DE L'EST DE LA RDC

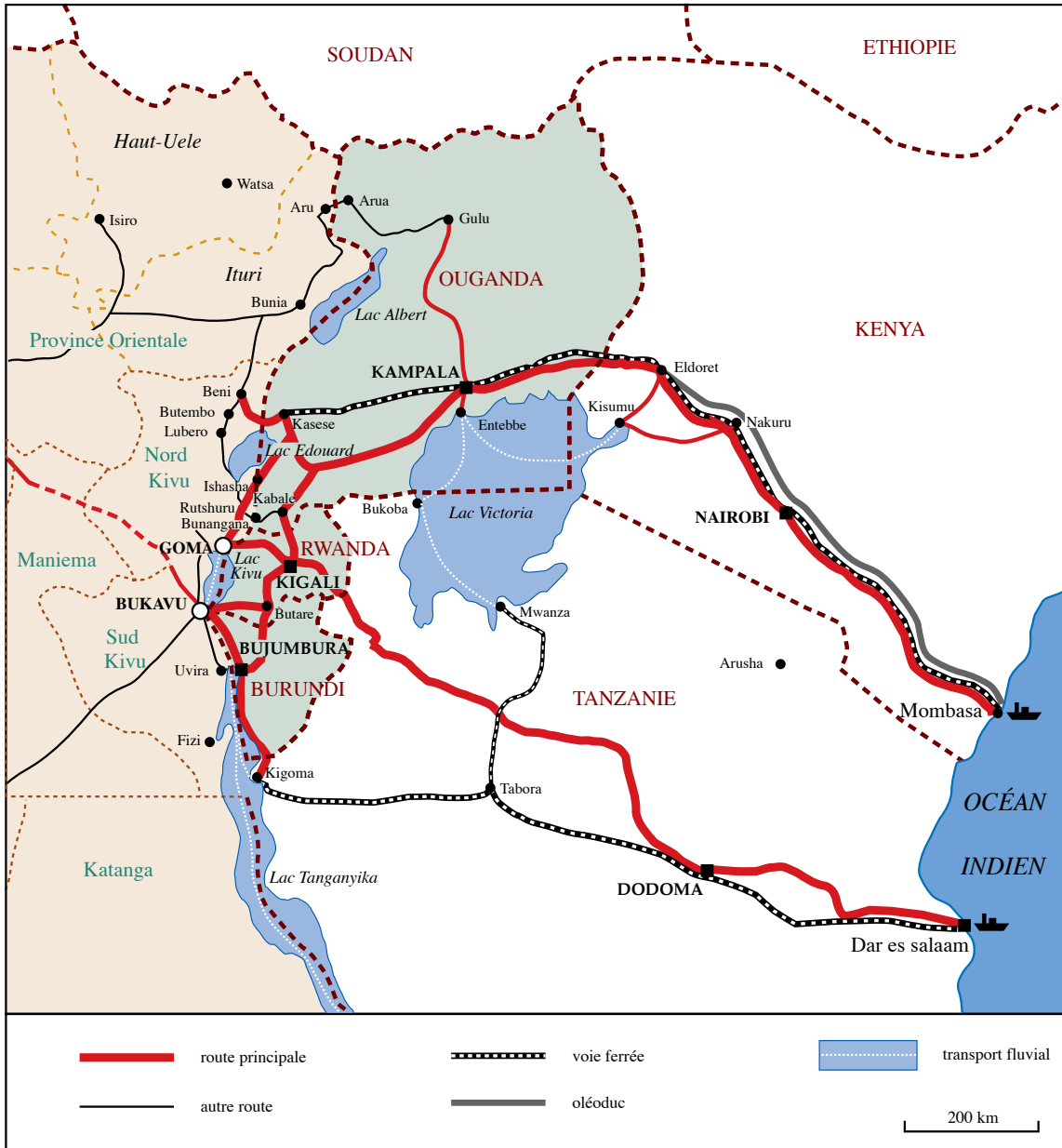


N. et R. FOURTIER

TRANSPORT DES MINÉRAIS PAR AVION

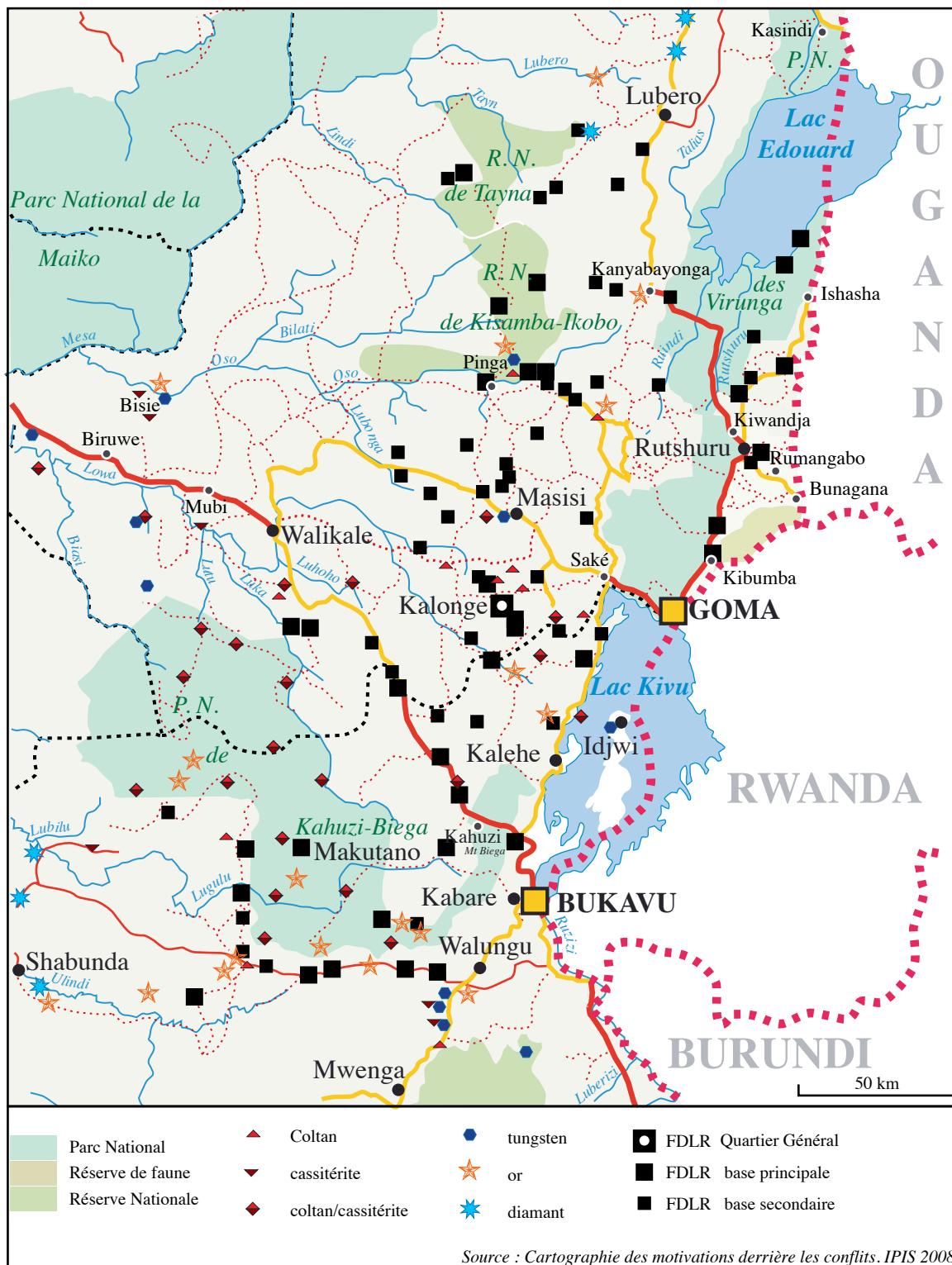


LES CORRIDORS D'ACCÈS À L'EST DE LA R.D.C.

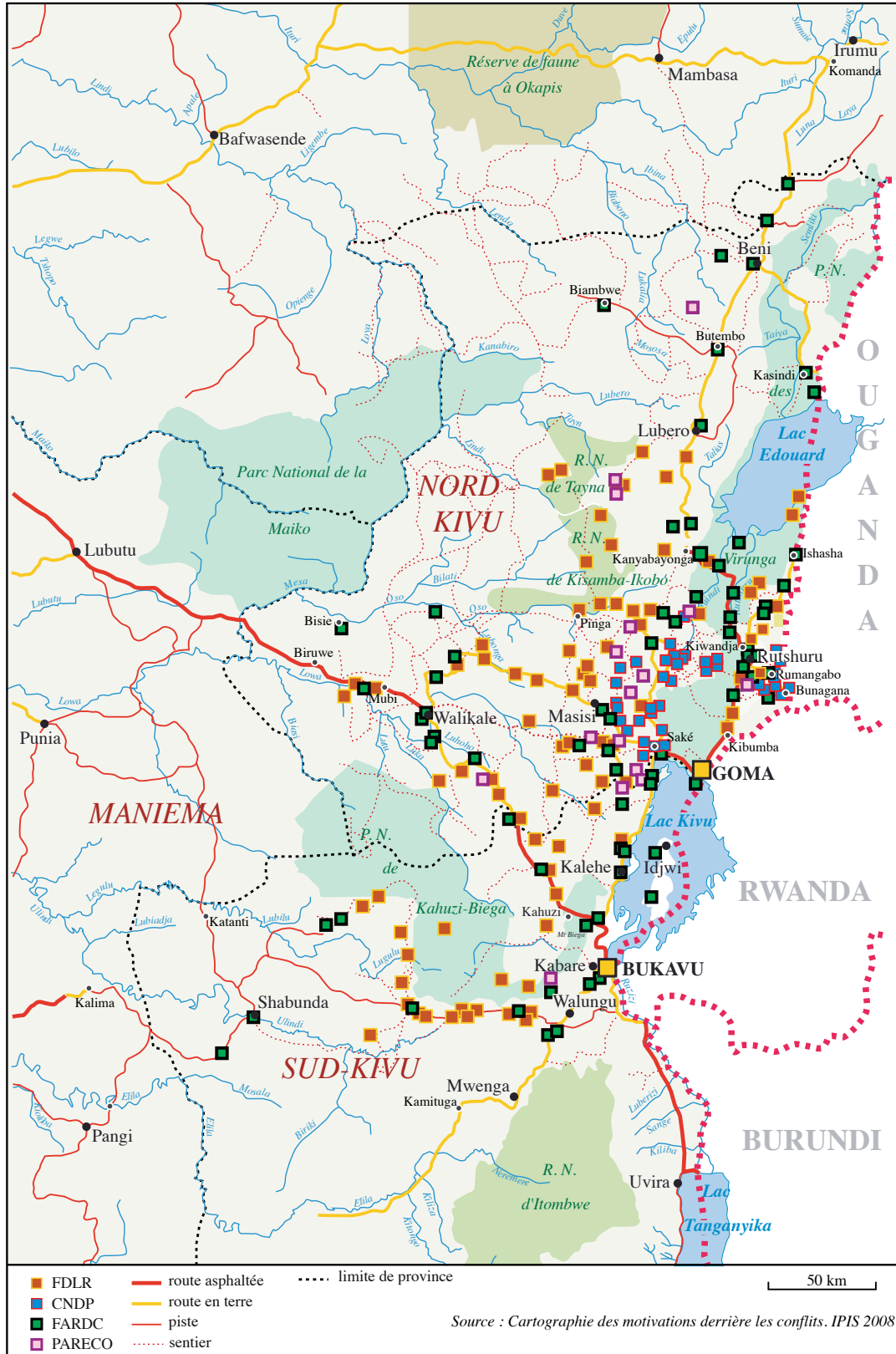


N. et R. POURTIER

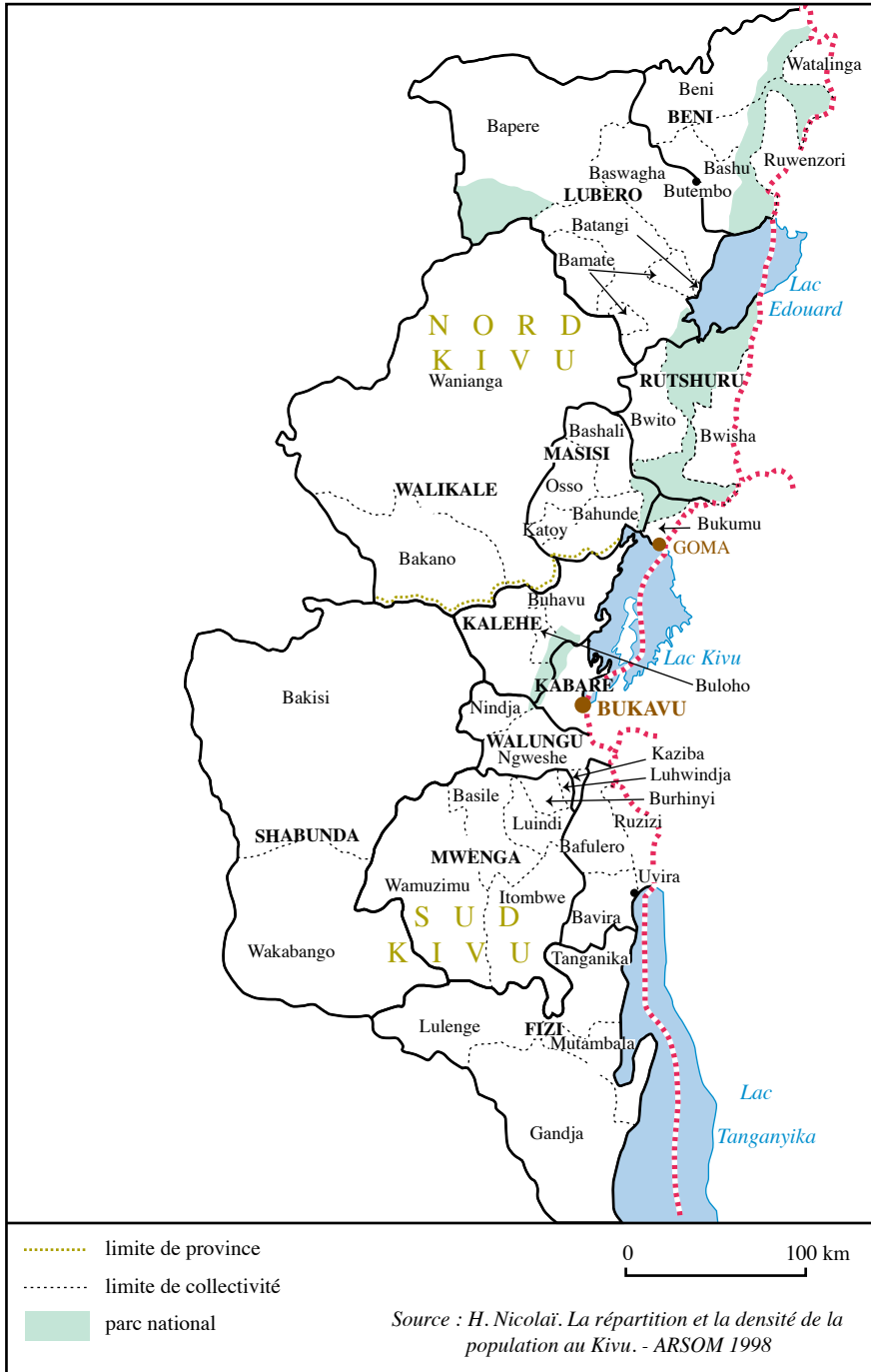
LOCALISATION DES FDLR (FIN 2007)



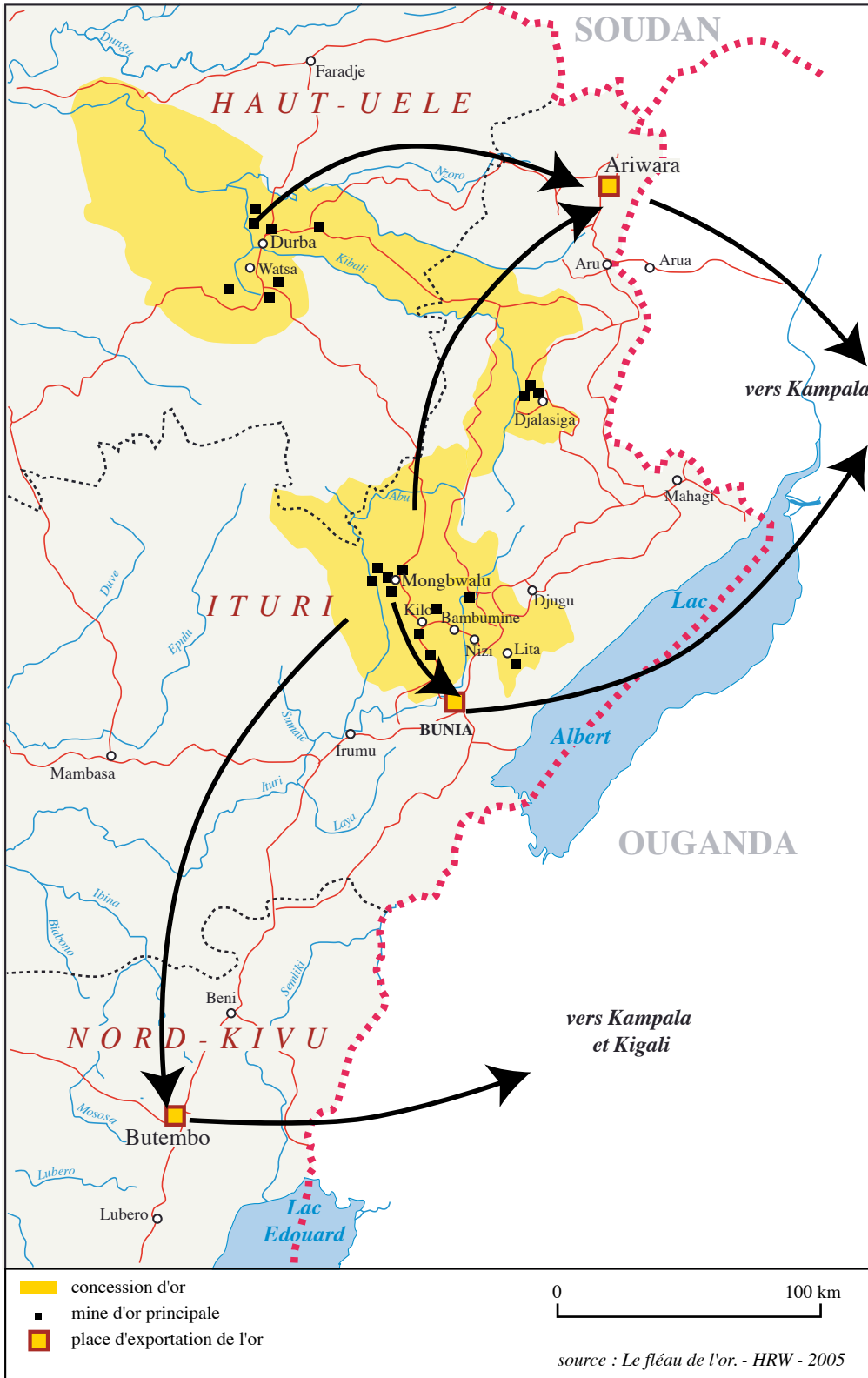
LES GROUPES ARMÉS AU KIVU (FIN 2007)



LES COLLECTIVITÉS AU NORD ET AU SUD-KIVU



PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DE L'OR EN ITURI

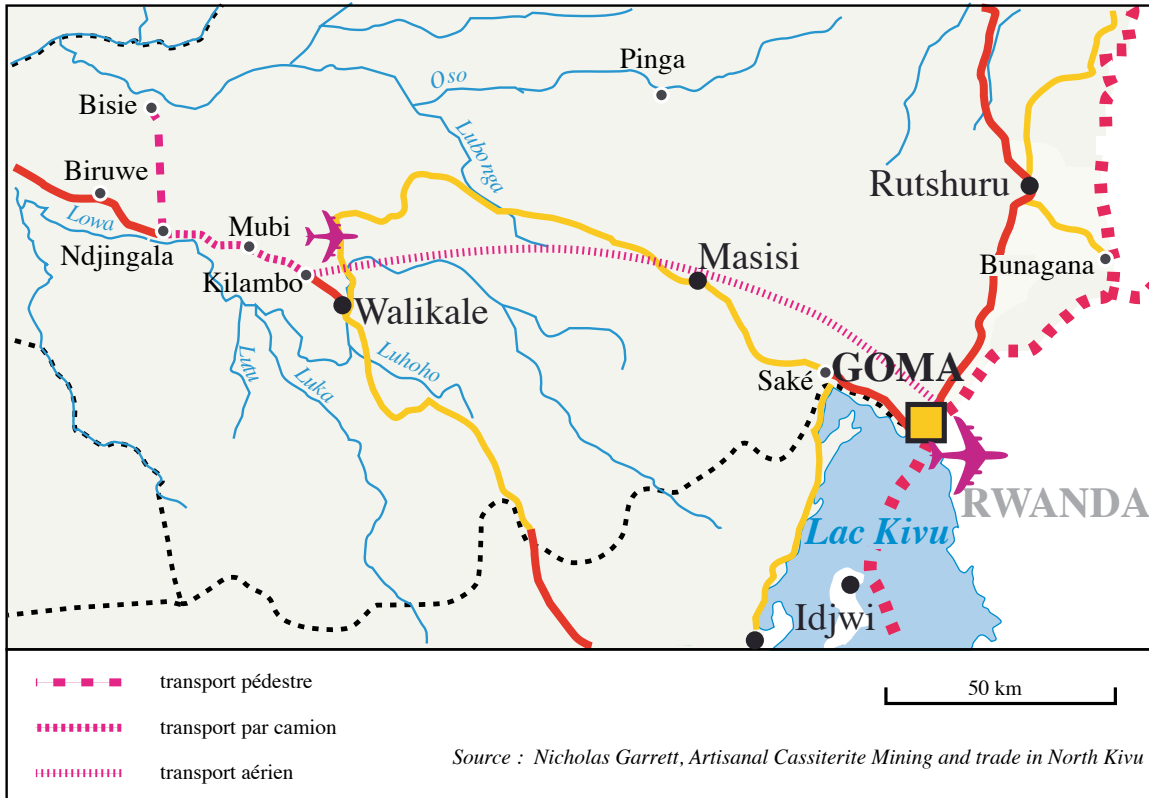


N. et R. POURTIER

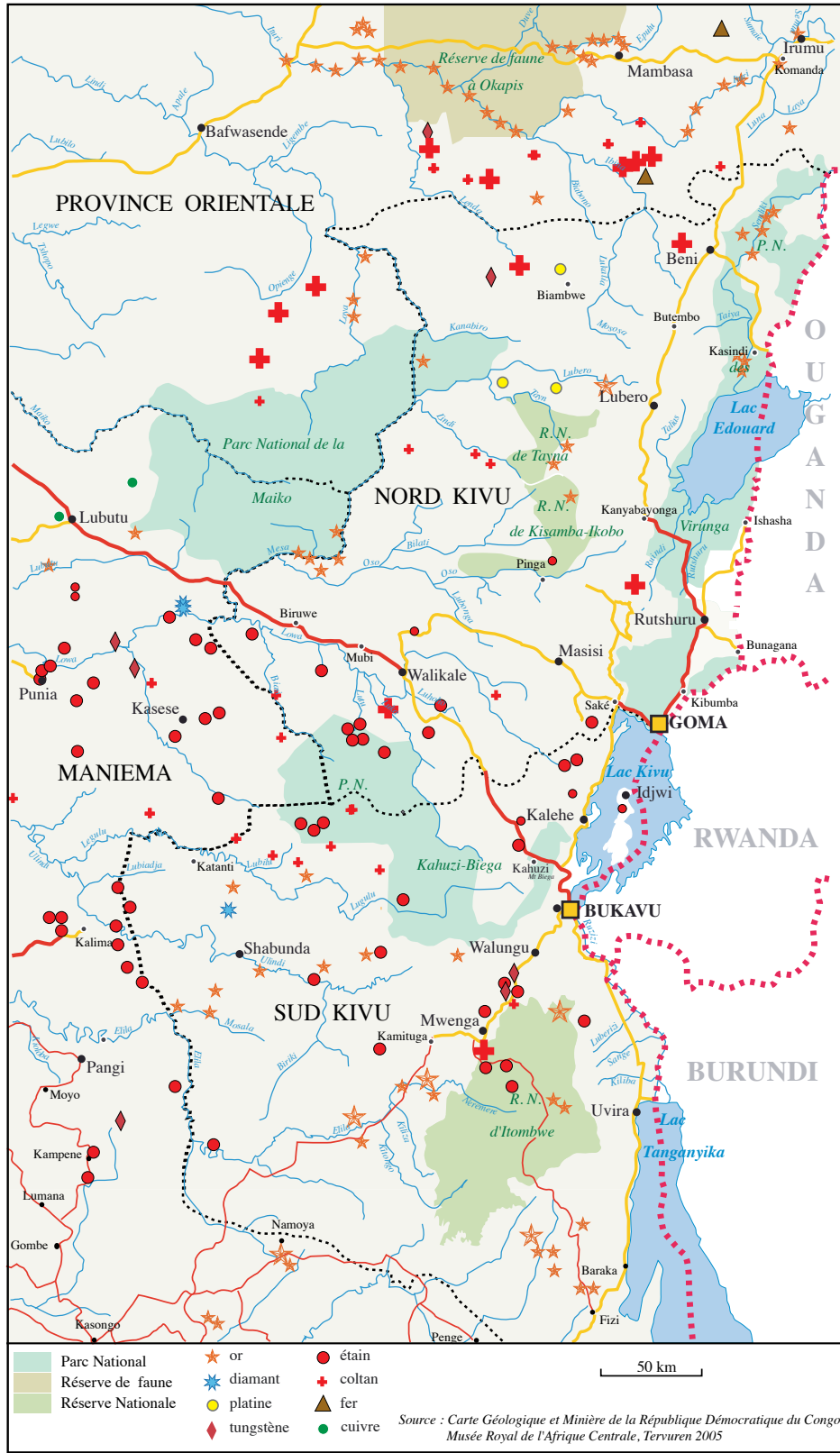
SITES D'EXPLOITATION MINIERE



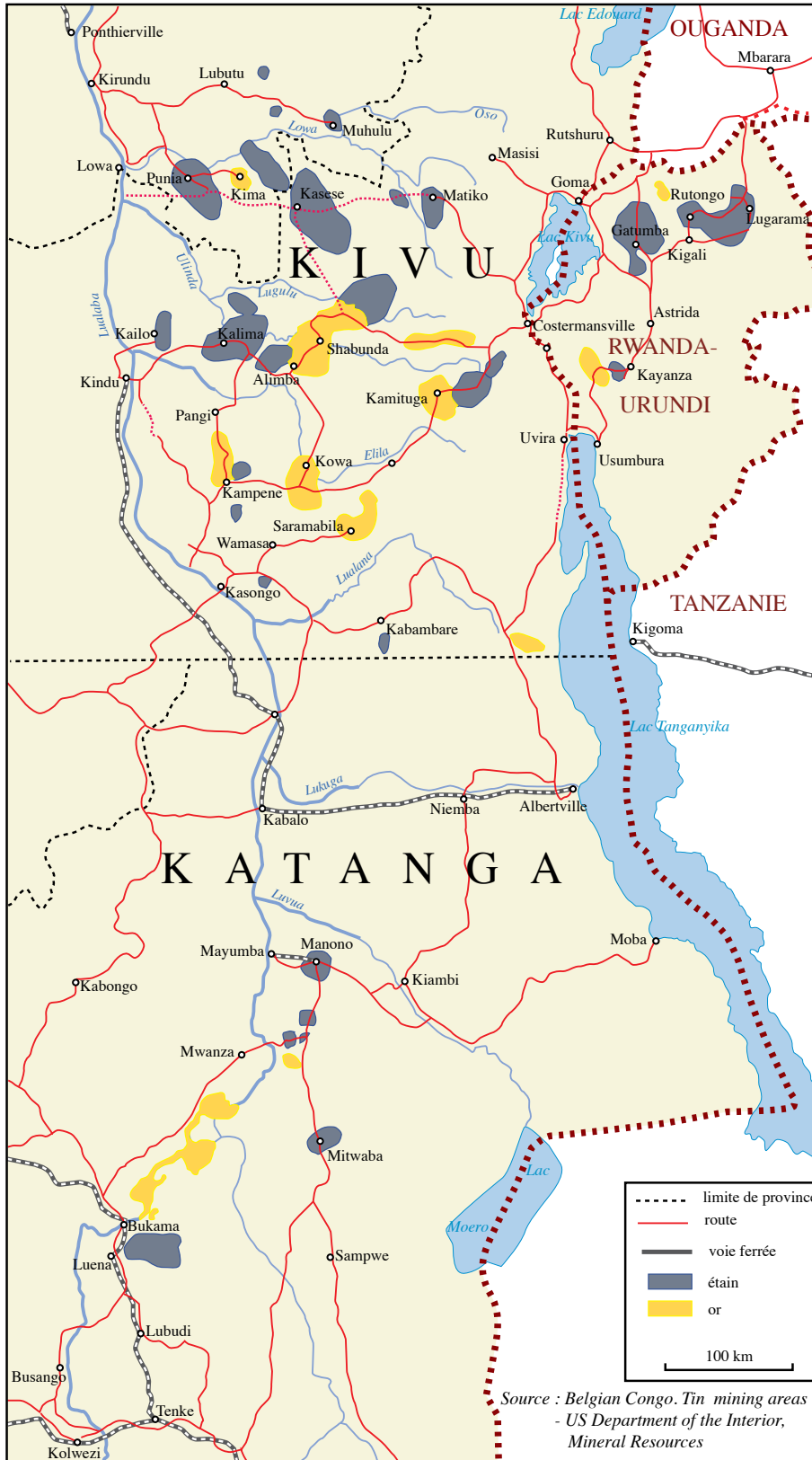
TRANSPORT DE LA CASSITÉRITE DE BISIE À GOMA



GISEMENTS MINIERS



LE BASSIN DE L'ÉTAIN AU CONGO BELGE ET AU RWANDA-URUNDI EN 1945



International Alert.

346 Clapham Road, London SW9 9AP, United Kingdom

Tel +44 (0)20 7627 6800, Fax +44 (0)20 7627 6900, Email general@international-alert.org

www.international-alert.org

TOUT CE QUI BRILLE N'EST PAS OR : Dubai, le Congo et le commerce illicite des minéraux de conflit





Tout ce qui brille n'est pas or :
Dubaï, le Congo et le commerce illicite des minéraux de conflit

Directeurs de publication : Alan Martin and Bernard Taylor

Conception graphique : Marie-Joanne Brissette

ISBN: 978-1-897320-30-3

© Partenariat Afrique Canada
 Mai 2014

Veillez vous adresser à Partenariat Afrique Canada pour obtenir la permission de reproduire ou de traduire ce document, en tout ou en partie

Partenariat Afrique Canada est très reconnaissant du soutien à son programme de recherche par Irish Aid. Cependant, les idées, opinions et commentaires exprimés dans la présente publication sont ceux des auteurs et ne représentent ou ne reflètent pas nécessairement ceux d'Irish Aid.



PARTENARIAT
AFRIQUE CANADA

331 rue Cooper, bureau 600
 Ottawa, Ontario, K2P 0G5
 Canada

Tél : +1-613-237-6768
 Téléc : +1-613-237-6530
 info@pacweb.org
 www.pacweb.org

TOUT CE QUI BRILLE N'EST PAS OR :

Dubaï, le Congo et le commerce illicite des minéraux de conflit

Introduction

Depuis plus d'une décennie, des problèmes de financement des conflits, d'évasion fiscale et de corruption entachent le commerce de l'or et des diamants de la République démocratique du Congo (RDC), faisant fuir les investisseurs et déstabilisant le commerce dans toute la région. L'or est considéré comme le « minerai de conflit » le plus persistant aujourd'hui; en effet, plus de la moitié des mines d'or artisanales, dont on estime le nombre à 800 dans l'est de la RDC, sont sous le contrôle illégal des rebelles ou de l'armée¹. Presque toute la production de ces mines — 98 %, selon les Nations Unies — quitte le pays en contrebande, ce qui représente de lourdes pertes pour le fisc congolais². Bien que la majorité des diamants de la RDC soient produits à l'extérieur des zones de conflit notoires de l'est du pays, et qu'ils soient certifiés libres de conflit par l'entremise du Processus de Kimberley (PK), la contrebande et la sous-évaluation endémiques entravent la contribution du secteur aux recettes de l'État. Les faibles contrôles internes en RDC rendent aussi le pays extrêmement vulnérable aux produits de contrebande en provenance des régions touchées par le conflit, dont la République centrafricaine plus récemment.

Le présent rapport est une contribution à un corpus de recherche grandissant qui vise à mieux comprendre le commerce illicite de l'or (et, à un degré moindre, des diamants) provenant de la République démocratique du Congo, et le rôle que jouent l'industrie et les acteurs de l'État, surtout dans les pays voisins et dans les Émirats arabes unis (ÉAU), pour favoriser cette illégalité.

Ce n'est pas par hasard que nous mettons l'accent sur la RDC. En volume, ce pays est le deuxième plus important pays producteur de diamants; depuis plus d'un siècle, il est le lieu d'une extraction corrompue et souvent violente de ressources naturelles de grande valeur. Plus récemment, depuis une dizaine d'années, les mines d'or de l'est de la RDC sont à l'épicentre d'un conflit armé prolongé qui a fauché des millions de vies humaines et qui a déstabilisé l'économie de la région des Grands Lacs. Bien que riche en minéraux, la RDC demeure sous-développée, et cela en raison d'une myriade de facteurs interreliés, dont la corruption, les conflits armés, l'instabilité politique, les faibles capacités d'application de la loi dans le pays et un manque d'instruments fiscaux pour réaliser le plein potentiel de sa richesse minérale.

Mais la façon dont de complexes organisations internationales de contrebande ont exploité — et, dans certains cas, encouragé — ces faiblesses à leur propre bénéfice est tout aussi importante. Nos enquêtes portent sur le commerce illicite de ces minéraux, depuis le site minier jusqu'aux principaux affineurs d'or et aux centres de commerce de diamants dans les ÉAU (Dubaï) — et finalement, jusqu'aux usines de fabrication de bijoux en Inde et au-delà.

1 « Analysis of the interactive map of artisanal mining areas in Eastern DR Congo », International Peace Information Service (IPIS), novembre 2013.

2 Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo des Nations Unies, (S/2014/42), 23 janvier 2014, par. 171.

Ce rapport explique comment Dubaï en est venue à jouer un rôle à ce point central dans ce commerce, et comment elle s'y est prise pour attirer une proportion sans cesse croissante du commerce international de l'or et des diamants bruts au cours des 10 dernières années. En 2013, 40 % du commerce mondial de l'or, dont on estime la valeur à 75 milliards de dollars, a transité par Dubaï³, ce qui représente une augmentation de 12 fois sa valeur par rapport à la décennie précédente⁴. En 2013, plus de 15 % des diamants bruts du monde, d'une valeur de 12,4 milliards de dollars, ont été commercialisés par l'entremise de l'Émirat, en comparaison de 690 millions en 2003⁵.

Une partie de cette augmentation est due aux nouveaux flux d'or et de diamants congolais qui arrivent sur le marché de Dubaï. Avant 2006, l'or congolais (qui est extrait en majeure partie de façon artisanale) était surtout exporté en Suisse et en Afrique du Sud, mais il est maintenant acheminé presque exclusivement aux ÉAU, après avoir transité par des pays voisins tels que l'Ouganda, le Burundi, la Tanzanie ou le Kenya⁶. Bien que l'Union européenne demeure la principale destination des exportations de diamants congolais, près du tiers des exportations légales sont maintenant acheminées vers les ÉAU alors qu'il n'y en avait que 3 % en 2003⁷.

Devant le déclin de leurs réserves de pétrole, les ÉAU ont cherché à diversifier leur économie; une stratégie musclée, qui vise à attirer le commerce en l'éloignant des centres traditionnels d'or et de diamants de l'Europe, est au cœur de ces efforts. En général, les ÉAU doivent leur ascension en tant que centre de commerce de matières premières à leur régime fiscal libre de taxes sur les importations et les exportations, de même qu'à l'absence d'impôts sur les sociétés. Certains facteurs propres aux matières premières qui ne sont pas un enjeu dans d'autres pays expliquent aussi l'augmentation. Les exigences en matière de documentation pour les importations d'or transportées à la main sont minimales; il est permis de régler des transactions liées à des minéraux (dont certaines valent des millions de dollars) en espèces plutôt qu'en empruntant les voies bancaires officielles; et l'absence de dispositions législatives sur l'établissement des prix de transfert permet à des sociétés affiliées d'acheminer des diamants sous-évalués, provenant surtout de producteurs africains, par l'entremise des ÉAU vers des centres de commerce tels qu'Anvers et Tel-Aviv, et vers les usines de diamants de Surat, en Inde.



Mineurs d'or artisanaux,
Province Orientale, RDC
Crédit : Joanne Lebert/PAC

3 « Dubai gold trade grows to \$70bn », The National, le 9 avril 2013; <http://www.thenational.ÉAU/business/industry-insights/economics/dubai-gold-trade-grows-to-70bn>

4 « Dubai gold trade reached \$75 billion in 2013 », Mining.com, le 7 avril 2014; <http://www.mining.com/dubai-gold-trade-reached-75-billion-in-2013-26806/>

5 Kimberley Process Rough Diamond Statistics, Annual Global Summary 2004 and 2012; https://kimberleyprocessstatistics.org/public_statistics

6 UN Comtrade

7 Statistiques du PK sur la RDC, 2003 et 2013.

Le commerce de l'or et des diamants congolais n'est pas assujéti à un embargo, mais dans les ÉAU et ailleurs, les sociétés ont l'obligation, en vertu de l'embargo sur les armes des Nations Unies, de s'assurer que leurs achats ne servent pas indirectement à financer des groupes armés. Pour aider les sociétés à atténuer ce risque, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié en 2010 une série de lignes directrices facultatives sur le devoir de diligence afin d'améliorer les pratiques d'approvisionnement responsable relatives à l'étain, au tungstène et au tantale (qu'on appelle familièrement les 3T), de même qu'à l'or⁸.

Le certificat du PK offre une assurance en ce qui concerne l'approvisionnement libre de conflit, mais les appels en faveur d'un approvisionnement diligent en diamants vont de plus en plus au-delà de la certification du PK pour englober des questions telles que l'évasion fiscale, la sous-évaluation et la criminalité organisée. On a aussi remis en question la crédibilité de la certification du PK au cours des dernières années, devant la résistance de certains États membres à accepter une définition élargie des diamants de conflit, qui englobe non seulement les violations perpétrées par les groupes rebelles (tels que définis lors de la création du PK en 2000), mais aussi celle qui sont commises par des acteurs de l'État ou par les services de sécurité des sociétés privées. On a commencé à appliquer les lignes directrices relatives au devoir de diligence élaborées pour les 3T, mais l'or et les diamants continuent de marquer le pas au regard des exigences internationales; ce rapport conclut que cette situation compromet gravement la réputation des secteurs de l'or et des diamants, et constitue un facteur significatif de l'insécurité et du sous-développement économique qui persistent dans la région des Grands Lacs.

Dans cette optique, ce rapport situe le commerce illicite de l'or et des diamants dans un cadre international d'efforts de diligence de plus en plus établi et harmonisé portant sur les minéraux touchés par le conflit. En plus de celui de l'OCDE, d'autres processus complémentaires relatifs au devoir de diligence sont actuellement en voie d'être adoptés dans la région des Grands Lacs de l'Afrique. Les affineurs et les utilisateurs finaux du secteur des 3T ont commencé à suivre et à retracer leurs approvisionnements jusqu'aux mines libres de conflit d'où ils proviennent, dans des endroits tels que le Rwanda, de même que le Nord-Katanga et le Sud Kivu en RDC. La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) a aussi créé un Mécanisme de certification régional pour les minéraux 3T et l'or, qui établit les normes et les procédures que doivent respecter les pays en émettant des certificats régionaux pour des exportations libres de conflit⁹. PAC met aussi à l'essai actuellement la toute première chaîne d'approvisionnement propre d'or extrait de façon artisanale dans une province congolaise et prévoit étendre le projet à trois autres chaînes, plus tard en 2014.

Dans les Émirats, l'organisme de réglementation de la zone franche pour les pierres et les métaux précieux, le Dubai Multi Commodities Centre (DMCC), a aussi mis en place, en 2012, des exigences obligatoires pour les affineurs concernant l'approvisionnement responsable, par l'entremise de la norme Dubai Good Delivery (DGD). Cette norme est aussi basée sur le devoir de diligence tel que le conçoit l'OCDE. Jusqu'à maintenant, trois affineurs ont fait l'objet d'un audit indépendant et ont été déclarés conformes, bien que la rigueur et l'intégrité de l'audit du plus gros affineur, Kaloti Jewellery International, aient été remises en question après qu'un auditeur eut prétendu que son ancienne firme (Ernst and Young), Kaloti et le DMCC s'étaient entendus pour occulter les constatations défavorables, y compris les quantités considérables d'or transformé provenant de sources à risque élevé ou inconnues¹⁰.

L'une des principales constatations de ce rapport est qu'il reste au secteur de l'or de Dubaï à élaborer une stratégie cohérente, complète et d'application universelle pour être en mesure d'exercer un devoir de diligence ou de mettre en place une chaîne de possession pour son approvisionnement en or. Les efforts des affineurs des ÉAU en matière de diligence, par exemple, ont surtout porté sur l'arrêt des approvisionnements directs en or extrait en RDC et provenant de pays de transit connus, mais on s'est peu penché sur l'établissement de chaînes d'approvisionnement traçables permettant de remonter aux sites miniers.

8 <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/GuideEdition2.pdf>

9 Le Rwanda a émis le premier certificat de la CIRGL pour ses exportations de 3T en novembre 2013.

10 « City of Gold: Why Dubai's first conflict gold audit never saw the light of day », Global Witness, février 2014; http://www.globalwitness.org/sites/default/files/library/dubai_gold_layout_lr.pdf

De plus, malgré les efforts du DMCC et de certaines de ses sociétés membres, le commerce de l'or (et, dans une moindre mesure, celui des diamants) de la RDC vers les ÉAU témoigne d'un manque de transparence et d'engagement à l'égard du devoir de diligence de la part de la majorité des sociétés et des personnes concernées. On a déjà décrit avec moult détails l'économie de contrebande de la RDC, mais les méthodes de travail des exportateurs régionaux sont mal comprises, alors que les joailliers et les commerçants importateurs sont rarement identifiés et parties prenantes en cette matière. Dans le secteur du diamant, la RDC a été systématiquement identifiée comme pays par l'entremise duquel on pouvait obtenir frauduleusement des certificats du PK pour des diamants touchés par le conflit afin qu'ils poursuivent leur route vers les centres de commerce, y compris Dubaï. Ce fut le cas des diamants de Marange, au Zimbabwe, qui étaient assujettis à des sanctions et qui sont d'abord apparus dans les comptoirs de Kinshasa en 2008-2009¹¹; plus récemment, on craint que les contrôles internes de la RDC aient été contournés au moyen de pierres sous embargo provenant de la République centrafricaine voisine, qui est déchirée par la guerre¹².

Ce rapport conclut aussi qu'à cause de la faiblesse des procédures relatives à la chaîne de possession en Ouganda, au Kenya, au Burundi et en RDC, des exportateurs camouflent délibérément l'origine de l'or qu'ils exportent ou semblent l'ignorer. De la même façon, les procédures d'exportation laxistes permettent de graves sous-déclarations de l'or, en particulier en Ouganda, de même qu'une sous-évaluation des exportations de diamants en RDC. Cela représente des pertes considérables pour les économies de la région.

Un nombre plutôt faible de personnes sont responsables de l'exportation organisée d'or illicite de la RDC vers Dubaï. Des rapports précédents du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC ont identifié quelques-uns des principaux acteurs, tels que Rajendra Vaya Kumar, de même que Jamnadas VasANJI Lodhia et son fils, Kunal, en Ouganda; toutefois, bien qu'on les ait dénoncés, ils continuent d'exporter de l'or sans subir de sanctions administratives ou juridiques de la part des pays exportateurs en Afrique de l'Est ou de Dubaï. Cela pourrait être attribuable en partie au manque de chaînes d'approvisionnement traçables mentionné ci-dessus, mais dans certains cas, l'impunité dont jouissent les exportateurs délinquants pourrait être due à la protection politique dont ils bénéficient. On croit que c'est particulièrement le cas de Sibteïn Alibhai, un ressortissant canadien considéré comme « un passage clé » derrière les exportations d'or de l'Afrique et Dubaï.

Une autre constatation importante est que l'or présenté de façon fallacieuse et les diamants sous-évalués de la région entrent librement dans les ÉAU. Les contrôles de documents sont minimaux dans le cas des importations d'or transporté à la main, et les acheteurs ne font l'objet d'aucune vérification. On peut vendre l'or de la région n'importe où à Dubaï, pour autant que les droits de douane soient acquittés. La plus grande partie de l'or est vendue à des joailliers, mais il y a un risque considérable et crédible que l'or de la région soit vendu aux principaux affineurs des ÉAU, déguisé en déchets d'or ou caché dans des fournitures provenant de pays d'origine « acceptés ».

L'établissement des prix de transfert pose aussi des problèmes d'éthique et d'application considérables au secteur du diamant de Dubaï. Les diamants réexportés sont évalués en moyenne à un montant 44 % plus élevé que leur valeur à l'importation — un chiffre qui est plus de cinq fois supérieur à celui du plus proche concurrent de Dubaï, la Suisse. Une étude majeure du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux et de l'Egmont Group portant sur le lien entre les diamants, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme concluait — comme la présente étude — que le statut de Dubaï en tant que zone franche rend son commerce des diamants particulièrement vulnérable aux abus perpétrés par des réseaux de criminels et de terroristes¹³.

11 « Reap What you Sow: Greed and Corruption in Zimbabwe's Marange Diamond Fields », Partenariat Afrique Canada, novembre 2012; http://www.pacweb.org/Documents/diamonds_KP/Reap_What_You_Sow-eng-Nov2012.pdf

12 « Behind the Headlines: Drivers of Violence in the Central African Republic », Enough Project, mai 2014; <http://www.enoughproject.org/files/CAR%20Report%20-%20Behind%20the%20Headlines%205.1.14.pdf>

13 « Money Laundering and Terrorism Financing Through Trade of Diamonds », GAFI-Egmont Group, octobre 2013, p. 63 <http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/ML-TF-through-trade-in-diamonds.pdf>

Nous formulons plusieurs recommandations, dont la liste complète se trouve à la fin de ce rapport.

Les gouvernements de l'Ouganda, du Burundi, du Kenya et de la RDC, et d'autres pays de la CIRGL devraient :

- intégrer le devoir de diligence et le Mécanisme de certification régional de la CIRGL dans la législation nationale relative au secteur minier, et opérationnaliser son application dans le secteur minier;
- harmoniser les politiques et les pratiques dans le but de mettre un terme au commerce illicite. Cela devrait comprendre une harmonisation plus poussée des régimes fiscaux, et de meilleures stratégies d'application et coopération transfrontière;
- enquêter sur les personnes et les sociétés engagées dans le commerce illégal de l'or provenant de la RDC, y compris les bénéficiaires finaux des entités sanctionnées par l'ONU et leurs sociétés-écrans, et intenter des poursuites;
- achever la mise en place du bureau de l'auditeur indépendant de la chaîne des minéraux de la CIRGL chargé d'enquêter sur les activités minières illicites, ainsi que le système d'audit par des tiers des exportateurs de la CIRGL.

Le Processus de Kimberley devrait :

- créer un groupe de travail extraordinaire pour enquêter sur les prix de transfert entre sociétés dans l'industrie du diamant, dans le but de recommander aux pays africains producteurs de diamants des moyens de garantir des évaluations plus équitables et précises des diamants, et d'assurer des recettes fiscales plus prévisibles.

Le gouvernement des ÉAU devrait :

- resserrer les contrôles réglementaires relatifs aux importations d'or, particulièrement l'or transporté à la main, y compris la vérification du consignataire, le certificat d'origine ou le permis d'exportation (leur authenticité) et les documents de dédouanement (y compris les reçus à des fins fiscales);
- régler la question du prix de transfert des diamants par l'entremise d'une loi fédérale et établir des inspections de routine fréquentes portant sur la valeur des lots importés par le DMCC, avec un seuil de sous-évaluation de 15 % pour le rejet;
- retourner dans leur pays d'origine les lots dont le seuil de sous-évaluation dépasse les 15 % afin que les autorités de ce pays puissent prélever les taxes exigibles après une juste évaluation réalisée par un évaluateur indépendant;
- participer de manière constructive aux efforts de conception d'un guide sur le devoir de diligence relatif aux diamants et aux pierres précieuses; cette participation devrait être proportionnelle au rôle de meneur que joue Dubaï au sein de l'industrie du diamant.

Les négociants, les joailliers et les affineurs des ÉAU qui s'approvisionnent directement ou indirectement en or extrait dans la région de la CIRGL devraient :

- adopter et mettre en œuvre des politiques relatives au devoir de diligence qui soient conformes au Supplément sur l'or du Guide OCDE, c'est-à-dire par l'entremise d'une inspection sur place des conditions de l'extraction et du commerce du minerai, et de la mise en place d'un système de chaîne de possession ou de traçabilité avec les exportateurs locaux.

Ce document comporte quatre parties. La première section compare les statistiques sur les exportations des principaux pays de transit de l'or congolais avec les statistiques sur les importations par les ÉAU en provenance de ces pays, de façon à estimer le volume des activités commerciales légales et illégales. Elle décrit aussi les acteurs, les pratiques, les procédures et les principales évolutions du commerce légal et illégal de l'or en Ouganda, au Kenya, au Burundi et en RDC. La deuxième partie examine la façon dont l'or entre et circule dans les ÉAU, et comment il en est exporté, surtout vers l'Inde. La troisième partie se concentre sur la question de la sous-évaluation des diamants de la RDC et de l'établissement des prix de transfert qui y est associé dans les ÉAU. La quatrième et dernière partie fait le point sur les politiques et les mesures législatives relatives aux chaînes d'approvisionnement dans certains pays de l'Afrique et dans les ÉAU, et formule des recommandations en matière de politiques à l'intention des gouvernements et des sociétés de ces pays.

Première section ÉTUDES DE CAS DANS LE COMMERCE DE L'OR

Cette section examine les statistiques commerciales régionales et bilatérales relatives aux exportations d'or entre la région des Grands Lacs et Dubaï, et certains des écarts par rapport aux chiffres officiels du commerce. Elle présente certaines des pratiques et des échappatoires qui permettent à l'or, surtout congolais, d'éviter la réglementation locale en matière d'exportation avant d'être expédié à Dubaï. La section étudie aussi certaines des raisons pour lesquelles les négociants résistent à l'adoption d'un approvisionnement responsable au point d'exportation initial. Les constatations présentées ici sont fondées sur des entretiens avec des exportateurs et des fonctionnaires des mines et des douanes, et sur une analyse de la documentation relative aux exportations trouvée dans les pays concernés.

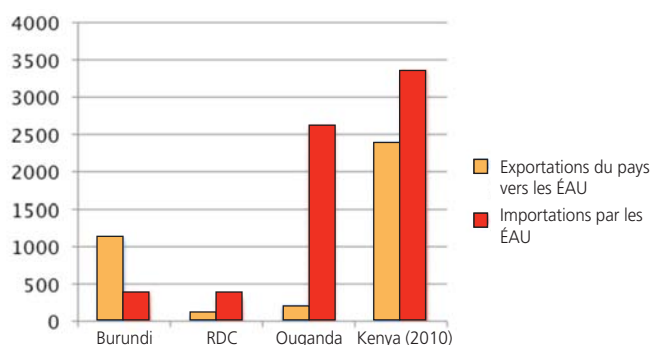
On estime que la RDC produit au moins 12 tonnes d'or artisanal chaque année, ce qui représente une valeur pouvant atteindre 500 millions de dollars¹⁴. En 2006, les exportations combinées de l'Ouganda et du Burundi s'élevaient à 11,5 tonnes¹⁵, bien que la production d'or de ces pays soit minime. Les sanctions des Nations Unies contre deux des principaux exportateurs d'or de Kampala, en mars 2007, ont entraîné un déclin prononcé des exportations officielles, qui sont passées de près de 7 tonnes, en 2006, à 165 kilogrammes, en 2013¹⁶. Le déclin du commerce officiel de l'Ouganda ne signifie pas que les quantités réelles qui transitent par Kampala ont chuté d'autant. Les documents officiels sur l'importation montrent que jusqu'à trois tonnes d'or en provenance de l'Ouganda sont entrées dans les ÉAU en 2010 puis en 2011, ce qui situe le véritable déclin du commerce de l'or plus près des 50 %¹⁷.

Le déclin des exportations officielles du Burundi a été moins prononcé qu'en Ouganda, chutant de 4,5 tonnes, en 2006, à 313 kilogrammes, en 2010, avant de rebondir jusqu'à plus de 2,5 tonnes en 2013¹⁸. Les chiffres relatifs aux exportations du Kenya sont plutôt irréguliers, mais ils semblent s'être stabilisés à environ 2,5 tonnes par année au cours des dernières années.

La Tanzanie est une autre voie qu'emprunte l'or illicite congolais en transit vers Dubaï. Contrairement à la plupart de ses voisins, la Tanzanie est un producteur d'or industriel établi, qui extrait pour près de 2 milliards de dollars d'or par année. Comme dans le cas du Kenya, la majorité de sa production industrielle est exportée soit vers la Suisse ou vers l'Afrique du Sud, où l'or est affiné; toutefois, sa chaîne d'approvisionnement est néanmoins compromise par les flux d'or illicite congolais qui entrent par la ville-frontière de Kigoma et ressortent par Dar es-Salaam. En raison de contraintes logistiques et de temps, cette recherche n'en a cependant pas tenu compte.

Figure 1 : Statistiques sur l'exportation d'or (en kilos) de pays sélectionnés comparées aux statistiques d'importation des ÉAU en provenance de ces pays (2011).

Source : Comtrade, Reuters¹⁹



14 « Striking Gold: How M23 and its Allies are Infiltrating Congo's Gold Trade », Enough Project, octobre 2013; p. 1.

15 De Koning, R., « Conflict Minerals in the Democratic Republic of the Congo: Aligning Trade and Security Interventions », Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, juin 2011, p. 12.

16 Ibid., et statistiques de 2013 sur l'exportation d'or du ministère des Levés géologiques et des Mines de l'Ouganda, données inédites.

17 <http://comtrade.un.org/db/dqBasicQueryResults.aspx?px=H2&cc=7108&r=784&y=2011>

18 De Koning, Ibid; Rapport final, Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, S/2014/42, 23 janvier 2014, p. 196; <http://comtrade.un.org/db/dqBasicQueryResults.aspx?px=H2&cc=7108&r=108&y=2010>;

19 <http://comtrade.un.org/db/mr/daCommoditiesResults.aspx?px=H2&cc=7108>; et « Conflict gold trade continues in face of U.S. law », Reuters, 29 juin 2012; <http://www.reuters.com/article/2012/06/29/us-gold-conflict-idUSBRE8551A420120629>

Le vaste écart entre les exportations de l'Ouganda vers les ÉAU et les importations déclarées des ÉAU en provenance de l'Ouganda donne à croire en un volume significatif de sous-déclaration ou de contrebande. Cet écart est moins prononcé au Kenya, ce qui permet de croire que la plus grande part des exportations réelles vers les ÉAU sont déclarées au moment de l'exportation. Au Burundi, on déclare davantage d'exportations d'or vers les ÉAU que ce qui paraît dans les statistiques sur l'importation des ÉAU. Il se peut qu'une partie de l'or du Burundi emprunte une autre direction, ou qu'elle transite par un autre pays qu'on considère comme le pays d'origine au moment de son entrée dans les ÉAU. Très peu d'exportations d'or congolais sont déclarées, et seule une petite quantité est importée par les ÉAU comme provenant de la RDC.

On ne sait pas vraiment si les écarts mentionnés ci-dessus se sont reproduits après 2011. PAC a reçu des autorités minières des données sur les exportations de l'Ouganda et de la RDC, et a récupéré des statistiques du Burundi par l'entremise d'autres rapports, mais les statistiques sur les importations des ÉAU par pays d'origine ne sont pas publiées pour les années 2012 et 2013. PAC a demandé ces données au gouvernement des ÉAU, mais sans succès. Le DMCC et des représentants des douanes des ÉAU ont dit à PAC que puisque les procédures d'importation sont plus rigoureuses, les écarts observés en 2011 pour des pays tels que l'Ouganda seraient probablement plus petits²⁰. En l'absence de données sur l'importation des ÉAU, il est impossible de vérifier si tel est le cas ou non.

OUGANDA

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, le commerce de l'or de l'Ouganda est passé, dans une large mesure, dans la clandestinité à la suite des sanctions des Nations Unies contre ses deux principales firmes d'exportation, en 2007. Il serait faux cependant de prétendre que le commerce actuel entre la RDC, l'Ouganda et les ÉAU est complètement illégal. En Ouganda, des négociants fonctionnent par l'entremise d'entités légales et respectent les procédures d'importation et d'exportation. Par ailleurs, ils faussent l'origine de l'or, falsifient des documents, sous-déclarent l'or et échappent ainsi à l'impôt. Les autorités ougandaises se cachent derrière la prétendue légalité qu'affichent les négociants, invoquant l'ignorance des activités courantes des anciens propriétaires des entités sanctionnées et des membres de leurs familles²¹.

Le recours à des sociétés-écrans dont la structure de propriété demeure nébuleuse est une pratique courante chez les négociants d'or qui veulent camoufler leur implication. En 2012, le Groupe d'experts sur la RDC des Nations Unies déclarait que Rajendra Vaya Kumar, de l'entité sanctionnée Machanga Ltd, utilisait la société Mineral Impex Uganda pour expédier son or²². D'après des négociants intermédiaires, deux autres anciennes sociétés d'exportation utilisent Mineral Impex comme façade pour leurs exportations courantes. De 2011 à 2013, Mineral Impex a exporté 240 kilogrammes d'or, selon les statistiques du ministère des Levés géologiques et des Mines de l'Ouganda²³.



²⁰ Entrevues avec des fonctionnaires du DMCC et des douanes des ÉAU, Dubaï, 4–7 février 2014.

²¹ Rapport final, Groupe d'expert sur la RDC des Nations Unies, S/2014/42, 23 janvier 2014, par. 187.

²² http://www.un.org/sc/committees/1533/pdf/1533_list.pdf

²³ Document gouvernemental inédit.

TENUE DE REGISTRES PAR LES NÉGOCIANTS D'OR DE L'UGANDA

D'après l'article 72 de la Ugandan Mining Act de 2003, les négociants de minéraux sont tenus, entre autres, de tenir un registre montrant 1) le nom et l'adresse du vendeur et son droit d'être en possession de tels minéraux, et 2) le nom et l'adresse de l'acheteur ou du consignataire à qui les minéraux sont vendus. Les registres doivent être communiqués périodiquement au ministère des Levés géologiques et des Mines. Lorsque les négociants s'approvisionnent de l'intérieur auprès de producteurs artisans sans permis, le premier point leur causerait un problème. En réalité, le problème du droit de possession des fournisseurs est contourné en présentant les fournisseurs comme des joailliers et des détaillants ou en faisant passer les fournitures par leur entremise. Les deux entités ont le droit de posséder des minéraux, mais ne sont pas tenues de démontrer ce droit de possession à leurs fournisseurs. Quant au deuxième point, le ministère des Levés géologiques et des Mines déclare ne posséder aucun détail sur l'acheteur ou le consignataire étranger des exportations du négociant. Seule la destination de l'exportation est retracée à partir de la demande de permis d'exportation par le négociant et est rapportée dans les statistiques commerciales.

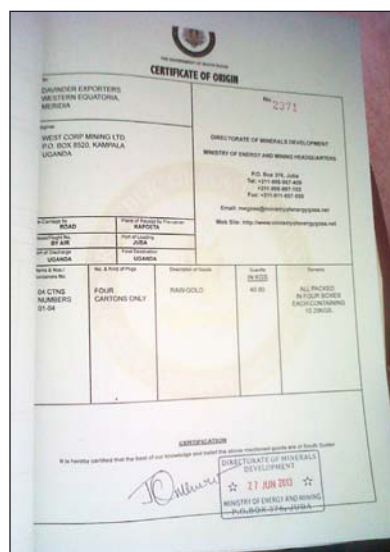
Les sociétés d'exportation ougandaises telles que Mineral Impex et Silver Mineral, dont on a aussi déclaré qu'elles s'approvisionnaient en RDC, avaient l'habitude de prétendre que l'or qu'elles exportaient provenait du Soudan du Sud, un pays producteur d'or émergent. Ce faisant, elles payaient une taxe à l'importation de 1 % au lieu de redevances de 3 % sur l'or d'origine intérieure²⁴. Parallèlement, ces sociétés camouflaient couramment l'origine réelle de l'or. Depuis mai 2013, le commissaire des mines ne délivre plus de permis d'importation sur la seule base de factures commerciales, mais insiste pour obtenir des certificats d'origine de la part des pays fournisseurs²⁵. Silver Mineral n'a pas présenté ces certificats et prétend maintenant s'approvisionner de l'intérieur²⁶. Mineral Impex n'a rien exporté depuis l'imposition des exigences en matière de documentation.

Une société, la Westcorp Mining, a importé 40 kg d'or après mai 2013, en présentant un certificat d'origine du Soudan du Sud, que les responsables des mines de l'Ouganda jugent authentique²⁷. PAC n'a pu joindre les autorités compétentes du Soudan du Sud pour se prononcer sur l'authenticité du certificat, mais il y a lieu de noter que le nom du ministère émetteur est erroné. Il aurait fallu que ce soit le ministère du Pétrole et des Mines plutôt que le ministère de l'Énergie et des Mines. Le site Web inscrit sur le certificat est celui d'un investisseur qui n'est pas hébergé par le gouvernement du Soudan du Sud. Il n'y avait pas de service à l'adresse électronique et au numéro de téléphone figurant sur le certificat.

En juin 2013, une nouvelle société, appelée Treasure Highland Caves, a aussi demandé à l'Ouganda un permis d'importation pour 156 kilogrammes d'or en provenance de Butembo, dans le Nord Kivu, montrant plusieurs certificats d'origine congolais. Un des certificats semblait authentique, mais les autorités minières du Nord Kivu ne connaissaient pas la société et ont nié lui avoir délivré un certificat²⁸. Les autres certificats sont des copies de l'original, affichant le même numéro d'enregistrement et la

même prétendue signature d'un ancien fonctionnaire du ministère des Mines à Butembo. Ce fonctionnaire a dit à PAC qu'il n'aurait jamais pu signer ces certificats puisqu'il a été muté dans une autre région du pays il y a trois ans²⁹.

Finalement, les autorités ougandaises n'ont délivré aucun permis d'importation parce que Treasure Highland Caves n'a pas acquitté la taxe de 1 %. PAC a communiqué avec le directeur général de la société, qui a dit que celle-ci n'avait pas encore réuni la quantité totale d'or qu'elle voulait exporter et qu'il avait voulu voir s'il serait capable d'obtenir un permis d'importation de l'Ouganda³⁰. Il entend maintenant fonctionner par l'entremise d'une firme d'exportation à Butembo, la Northern Gold, à qui il reste à obtenir un permis d'exportation, et recevoir des documents d'exportation authentiques et en règle, en RDC.



Certificat falsifié du Soudan du Sud utilisé par la Westcorp Mining pour exporter 40 kg d'or en mai 2013.

24 La Uganda Mining Act (2003), Mining regulations Part B (7), prescrit des droits d'importation.

Si des minéraux sont importés, par exemple de la RDC ou du Soudan du Sud, les négociants sont censés payer des droits de 0,5 % pour les pierres et les métaux précieux, et de 1 % pour les métaux de base, d'après les prix de la London Metal Exchange (LME). En réalité, les importations d'or sont imposées au taux des métaux de base. PAC a aussi vu des calculs de droits d'importation d'or par le ministère des Levés géologiques et des mines de l'Ouganda à un taux de 1 %.

25 La Mining Act de 2003 passe sous silence les exigences en matière de documentation pour les importations de minéraux; toutefois, un rapport statistique du gouvernement de 2010 mentionne une exigence voulant que les négociants présentent des certificats d'origine vérifiables pour les minéraux avant de pouvoir obtenir des permis d'importation — c'était la première fois que cela était divulgué publiquement. « Mines Division Annual Statistics Report, 2010 », avril 2011, document gouvernemental inédit.

26 Les exportations officielles de la production intérieure d'or de l'Ouganda sont encore minimes, à 12 kilogrammes par année en moyenne depuis 2011. Calculé à partir des statistiques sur l'exportation de 2011-2013 compilées par le ministère des Levés géologiques et des Mines, documents gouvernementaux inédits.

27 Entrevue avec un responsable du ministère des Levés géologiques et des Mines de l'Ouganda, Kampala, 27 janvier 2014.

28 Correspondance par courriel avec le chef de la Division des mines de la RDC au Nord Kivu, 28 janvier 2014.

29 Entrevue téléphonique avec un ancien chef de l'antenne de la Division des mines de la RDC à Butembo, 28 janvier 2014. Le chef du ministère des Mines à Goma a confirmé ses dires.

30 Entrevue téléphonique avec le directeur général de Treasure Highland Caves, 1er février 2014.

PAC a visité les installations de Treasure Highland Caves et a obtenu le numéro de téléphone du directeur d'une autre société, appelée Midas Ltd., qui, nous a-t-on dit, pourrait nous fournir de l'information concernant l'ancienne société. Le directeur de cette société a dit à PAC qu'il n'avait fait que conseiller la société et qu'il n'en possédait pas d'actions³¹. Il a ensuite dit à PAC que l'ancienne société Midas All Minerals avait cessé d'exporter de l'or, ayant éprouvé des difficultés financières après le vol de son or à l'aéroport d'Entebbe, en novembre 2011.

À l'instar du directeur général de Treasure Highland Caves, le directeur de Midas Ltd. Est conscient de la nécessité de commencer à faire des exportations légales d'or congolais à partir de la RDC plutôt que de l'Ouganda, une première étape de l'exercice du devoir de diligence dans la chaîne d'approvisionnement. Toutefois, il considère que le long processus d'émission des permis, la taxe sur l'exportation de 2 %³², de même que la corruption et l'insécurité sont les principaux obstacles au démarrage d'un commerce légal à partir de la RDC.

En plus de fonctionner par l'entremise de sociétés-écrans, certains négociants d'or semblent aussi faire complètement fi des autorités minières. Officiellement, les négociants doivent produire leur permis d'exportation et leur licence de négociant, tous deux obtenus des autorités minières, afin de pouvoir dédouaner l'or³³. Toutefois, les statistiques sur les douanes de 2011 et 2012 en Ouganda montrent un plus grand nombre de négociants exportateurs que les statistiques du ministère des Levés géologiques et des Mines³⁴. Cela porte à croire que certains négociants arrivent à passer la douane sans obtenir leur permis d'exportation.

En effet, un expéditeur d'or a dit à PAC que certains agents des douanes à l'aéroport d'Entebbe ne demandent pas à voir de permis autres que la licence de négociant, laissant passer l'or après le paiement des « taxes » d'après un « pourcentage »³⁵. Davantage de négociants sont susceptibles de faire fi du ministère des Levés géologiques et des Mines depuis que le ministère insiste sur les certificats d'origine à la réexportation de l'or. En effet, des sources près de Rajendra Kumar ont dit à PAC que ce dernier entend cesser d'obtenir des permis d'exportation par l'entremise de Mineral Impex et qu'il « s'entend » avec les douanes seulement³⁶.

Une fois payés les frais de douane, l'or est soit expédié comme fret (de valeur), soit transporté à la main, dans les deux cas sur des vols commerciaux réguliers. D'après un représentant d'un service de fret exploité entre Kampala/Nairobi et Dubaï, le transport à la main est pratiquement devenu la seule option parce que les lignes aériennes commerciales refusent de transporter l'or en tant que fret³⁷. Cela s'explique surtout parce que les sociétés de transport de fret sont incapables d'assurer l'or sur ces lignes, reportant la responsabilité sur le transporteur aérien en cas de perte ou de vol.



Certificat à l'exportation falsifié utilisé par Treasure Highland Caves pour exporter de l'or de la RDC vers Ouganda.

31 Entretien avec le directeur de Midas Ltd, 28 janvier 2014.

32 Bien que la taxe officielle soit de 2 %, de nombreux exportateurs disent qu'elle est plus près des 10 % si l'on tient compte des divers niveaux de corruption chez les fonctionnaires.

33 Les exigences en matière de documentation comprennent aussi un certificat d'exportation du ministère du Tourisme, du Commerce et de l'Industrie. Mais puisque l'émission du certificat d'exportation dépend du permis d'exportation, il semble qu'il soit facultatif. « Required Documents at the Point of Entry », Uganda Revenue Authority, décembre 2011;

http://www.ura.go.ug/openFile.do?path=/webupload/upload/download/staticContent/RGTMENU/307/312_Required_Doc.pdf

34 Statistiques douanières de l'Ugandan Revenue Authority (URA), janvier 2011 à avril 2012, document gouvernemental inédit.

35 Entretien avec un expéditeur d'or, Kampala, 29 janvier 2014.

36 Entretien téléphonique avec un initié du commerce de l'or, 13 février 2014.

37 Entretien avec un manutentionnaire de fret, Dubaï, 6 février 2014.

Les données des douanes de l'Ouganda montrent une moyenne d'un peu plus de trois kilogrammes pour chaque expédition d'or. D'après des experts de l'industrie qui ont de l'expérience dans l'expédition d'or à partir de l'Afrique, ces chiffres sont faux, puisque les exportateurs doivent faire des envois d'au moins cinq kilogrammes simplement pour récupérer les coûts logistiques³⁸. Deux cas de vol donnent aussi à croire que les expéditions en provenance de l'Ouganda ont tendance à être beaucoup plus importantes que ce qui est rapporté. Dans un des cas, un envoi d'une valeur de 800 000 \$ appartenant à Midas All Minerals a été volé à l'aéroport d'Entebbe, en novembre 2011³⁹, ce qui représente une exportation d'environ 20 kilogrammes. Les registres des douanes montrent cependant que la société n'avait exporté légalement que 2,5 kg au cours de toute l'année⁴⁰. Un autre cas, plus récent, survenu à l'aéroport de Dubaï, concernait un joaillier ougandais à qui l'on aurait volé 25 kilogrammes d'or au cours d'une livraison au souk de l'or de Dubaï⁴¹.

Les deux exemples pointent vers une sous-déclaration considérable ou des exportations illégales d'or en provenance de l'Ouganda, qui, si elles sont pratique courante, pourraient expliquer le vaste écart entre les exportations officielles de l'Ouganda vers les ÉAU et les importations de l'Ouganda enregistrées dans les ÉAU.

KENYA

Deux sociétés, Skyhawk International Limited et Ushindi Exports Limited, dominent depuis plusieurs années les exportations d'or du Kenya. Ushindi exerce ses activités depuis 2005, exportant officiellement en moyenne une tonne par année, tandis que Skyhawk a exporté, de 2010 à 2013, en moyenne 1,7 tonne par année⁴². Les données des douanes du Kenya pour 2010 et 2011 montrent que les exportations se font uniquement vers les ÉAU⁴³. L'écart entre les exportations kényanes enregistrées et les importations aux ÉAU est beaucoup plus petit si on le compare à celui de l'Ouganda (voir la figure 1), ce qui donne à croire à une sous-déclaration ou à des exportations illégales relativement moindres. Les données des douanes kényanes pour 2011 montrent que les envois individuels d'or par les deux sociétés seraient en moyenne de 23 kilogrammes, ce qui est une quantité réaliste pour des envois d'or transportés à la main⁴⁴.

En août 2013, les taux des redevances sur les minéraux au Kenya ont changé et un taux forfaitaire de 2 % de la valeur de tout l'or exporté était établi. Jusqu'à présent, les taux des redevances étaient fixés séparément pour les deux concessions industrielles du pays — 2,5 % pour Karebe Gold et 5 % pour Kilimapesa Gold⁴⁵— payables en principe par les négociants autorisés qui exportaient l'or, mais, sous réserve de tout accord contraire, que récupérerait la société au nom de qui l'or était exporté⁴⁶. L'or provenant des deux concessions est envoyé en Afrique du Sud pour y être affiné⁴⁷, et non aux ÉAU, et ne semble donc pas compter parmi l'or exporté par Skyhawk et Ushindi⁴⁸.

38 Entrevue avec un importateur d'or, Dubaï, 3 février 2014.

39 « Airport staff jailed over stolen gold », Daily Monitor, 28 janvier 2012; <http://mobile.monitor.co.ug/News/-/691252/1314966/-/format/xhtml/-/pgoc9/-/index.html>

40 Statistiques douanières des autorités ougandaises du revenu, janvier 2011–avril 2012, document gouvernemental inédit.

41 « Four cops in dock over Dhs1.2m gold theft », The Gulf Today, 20 décembre 2013; <http://gulftoday.ÉAU/portal/b4568825-bd93-4b9c-a28a-03f23a46c8c0.aspx>

42 « DCI wants suspended mining boss charged », The People, 14 août 2013; http://www.ipsos.co.ke/NEWBASE_EXPORTS/Bamburi/130814_The%20People%20-%20Wednesday_2_5a600.pdf

43 Kenya Revenue Authority, statistiques douanières, janvier 2010–avril 2011, document gouvernemental inédit.

44 Ibid.

45 Communiqué de presse sur l'état de l'exploitation minière dans le pays, Hon. Najib Balala, 5 août 2013; <http://www.mining.go.ke/index.php/2013-06-10-13-08-38>

46 République du Kenya, « Trading in Unwrought Precious Metals Act (1987) », Chapter 309, T12-9.

47 « Goldplat Kilimapesa Gold Project, Kenya », Mining Technology, sans date; <http://www.mining-technology.com/projects/golplat-kilimapesa/>; et Kenya Revenue Authority, statistiques douanières, janvier 2010–avril 2011. Document gouvernemental inédit.

48 Karebe et Kilimapesa ont produit 536 kilogrammes d'or entre janvier et juin 2013, d'après les preuves fournies par le Criminal Investigation Department au Comité parlementaire sur l'environnement et les ressources naturelles en août 2013. Voir « CID wants mines boss prosecuted over gold exports », Business Daily, 11 août 2013; <http://www.businessdailyafrica.com/CID-wants-mines-boss-prosecuted-over-gold-exports/-/539546/1944352/-/pfdfyiz/-/index.html>

En mai 2013, les sociétés Ushindi et Skyhawk ont dû interrompre leurs activités lorsque le Comité parlementaire sur l'environnement et les ressources naturelles a lancé une enquête sur les transactions d'or. Un rapport soumis au comité par le Criminal Investigation Department (CID) soulevait un certain nombre de questions concernant les pratiques d'approvisionnement des deux sociétés. La corruption a aussi fait l'objet de préoccupations après qu'on eut révélé que des commissaires qui s'étaient succédé aux Mines avaient prétendument écrit des lettres — en 1997 et encore en 2012 — exemptant les deux exportateurs de révéler les sources de l'or et l'identité de leurs fournisseurs⁴⁹.

Les autorités minières du Kenya ont déclaré à PAC qu'elles avaient toujours insisté pour que les exportateurs tiennent et transmettent des registres présentant le lieu, la date, les quantités et les prix des achats (bien que l'identité des vendeurs n'y soit pas mentionnée)⁵⁰. Les autorités ont aussi déclaré qu'en effectuant des visites sur le terrain, elles étaient en mesure d'évaluer les niveaux de production dans différentes régions, ainsi que la véracité de l'origine déclarée des envois exportés⁵¹.

Ushindi déclare avoir tenu des registres en émettant des bordereaux de paiement, et avoir remis ceux-ci à l'équipe d'enquête⁵², mais rejette les exigences relatives à l'enregistrement et à la vérification de l'identité des vendeurs en alléguant qu'elles sont irréalisables puisque de nombreux mineurs artisans craignent d'être arrêtés parce qu'ils travaillent sans permis — un point que lui concèdent les autorités minières.

D'où Ushindi et Skyhawk obtiennent-ils leur or alors? Les présidents des deux sociétés auraient admis acheter une partie de cet or de négociants de pays voisins tels que la RDC, la Tanzanie et l'Ouganda⁵³. Un des directeurs d'Ushindi a aussi dit à PAC que la société achetait son or de mineurs artisans un peu partout au Kenya, comme Turkana, Lodwar, Logorien et Migori, mais qu'il serait impossible de garantir qu'aucun or provenant de l'extérieur du Kenya n'entrait dans leur chaîne de possession. Le directeur a aussi affirmé que le taux de redevances de 2 % est trop élevé et qu'il décourage les exportations légales d'or.

BURUNDI

Pendant de nombreuses années, la société Berkenrode et celle qui lui a succédé, Ntangwa Mining, ont dominé les exportations d'or du Burundi. Toutefois, plusieurs nouvelles sociétés ont vu le jour en 2012 et 2013 et ont exporté des quantités importantes d'or, faisant grimper les exportations jusqu'à plus de 2,5 tonnes en 2013, dont la presque totalité a été expédiée aux ÉAU⁵⁴. Le régime fiscal avantageux du Burundi, soit 0,3 % de redevances, a changé en octobre 2013 avec l'adoption d'un nouveau Code minier, qui élève le taux à 2 %, soit le même que celui de la RDC⁵⁵. Les deux nouvelles venues qui croissent le plus rapidement sur le marché sont Golden Gold et SCEEMB, qui ont exporté chacune environ une demi-tonne d'or entre janvier et octobre 2013.

Etablissement Jean Jbeili est un autre acteur de premier plan, même si les statistiques officielles ne traduisent pas pleinement sa notoriété. En 2013, Jbeili a déclaré au Groupe d'experts des Nations Unies qu'elle n'avait pas exporté d'or, malgré les indications contraires figurant dans les documents d'exportation. La société a exporté légalement 45 kg de janvier à octobre, y compris 1 kg au Liban, même si le Liban n'a déclaré aucune importation du Burundi pour 2013. La situation de Jbeili est aussi inhabituelle en ce qu'elle possède un permis et des installations d'affinage d'or bien qu'on lui ait interdit d'affiner de l'or jusqu'à ce qu'elle se conforme au règlement du gouvernement en matière de traçabilité⁵⁶.

DECLARATION N° 104/2012 POUR EXPORTATION D'OR	
Nom et adresse du Comptoir	GOLDEN GOLD, BP 597 Bujumbura-BURUNDI
N° et date d'agrément	38/2012, le 30/04/2012
Nom et adresse du représentant au Burundi	KARIM SOMJI
Exportation n°	002/2012
Poids net (en Kg)	5,057 Kg
Teneur (en %)	87%
Cours de l'or au fixing de clôture à Londres (Ville)	1.558 USD
Valeur à l'exportation (en toutes lettres)	176.995 USD (Cent septante six mille neuf cent nonante cinq USD)
Taxe ad valorem minier de 0,3% (en chiffres et toutes lettres)	530,99 USD (Cinq cent trente dollars nonante neuf centimes)
Droits de sortie de 0,2% (en chiffres et toutes lettres)	353,99 USD (Trois cent cinquante trois dollars, nonante neuf centimes)
Bureau de douane de sortie	Aéroport de Bujumbura
Compagnie de transport	Kenya Airways
Lettre de transport	Bagage accompagné
Coursier	AZAD Somji
Numéro et date de vol	du 31/07/2012
Je soussigné GOLDEN GOLD en signe attesté par la présente que les informations ci-dessous sont sincères et conformes à la réalité.	
Bujumbura, le 28/07/2012	
Signature et cachet de l'expéditeur LE PRÉSIDENT DU BURUNDI	

49 Entretien avec le directeur du commissariat de police, Nairobi, 31 janvier 2014.

50 Entretien avec des fonctionnaires du ministère des Levés géologiques et des Mines (Kenya), Nairobi, 30 janvier 2014.

51 PAC a demandé des preuves documentaires de cette méthode de travail, mais on lui a dit que l'équipe d'enquête avait réquisitionné une bonne partie des dossiers et que les enquêtes en cours empêchaient de communiquer quelque information disponible que ce soit.

52 Entretien téléphonique avec le directeur d'Ushindi Exports, 30 janvier 2014.

53 Op cit. Business Daily, 11 août 2013.

54 Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo des Nations Unies, (S/2014/42), 23 janvier 2014, p. 196

55 Ibid., par. 193

56 Ibid. par. 192

Formulaire de déclaration pour exportation d'une société affiliée à la Sibten Alibahai qui montre que l'or a été exporté par avion en bagage à main.

Selon les autorités minières du Burundi, l'accroissement des exportations est dû à l'expansion rapide de l'exploitation minière artisanale dans la province de Musinga, dans le nord-est du pays⁵⁷. Toutefois, on estimait la capacité de production burundaise à environ 750 kilogrammes en 2011⁵⁸, ce qui rend irréaliste la multiplication par trois de la production en deux années. Le Groupe d'experts sur la RDC des Nations Unies a affirmé à maintes reprises que le propriétaire de Berkenrode (Mutoka Ruganyira) s'approvisionnait en or surtout en RDC, avec l'aide du groupe rebelle FDLR. Le groupe a aussi conclu que Mutoka Ruganyira est en mesure de poursuivre le commerce sans aucun obstacle juridique grâce à la protection des hauts fonctionnaires de la sécurité, à la fois au Burundi et en RDC⁵⁹.

La société Golden Gold, enregistrée à Bujumbura, aurait prétendument exporté de l'or au nom d'AR Gold, à Goma, sans l'autorisation des autorités congolaises⁶⁰. Le principal propriétaire d'AR Gold est Sibtein Alibhai, et son associé Karim Somji dirige la Golden Gold. On attribue tour à tour à Sibtein Alibhai la nationalité canadienne⁶¹ et la nationalité mozambicaine⁶². Avant de s'aventurer dans le commerce africain des minéraux, Alibhai était un promoteur immobilier avec son frère, Mohamed Aquil Ali, au Costa Rica. Alibhai a dû fuir les procureurs américains lorsqu'on l'a accusé de fournir un appui matériel à un présumé blanchisseur d'argent⁶³. On le connaît aussi pour contrôler les sociétés Alfa Gold (dont le siège social est à Bukavu, en RDC), Alfa Gold Corp (siège social dans le DMCC à Dubaï) et Alfa Gems Corp (à Manica, au Mozambique). La situation géographique de cette dernière société est remarquable : bien qu'il y ait un modeste secteur artisanal de l'or au Mozambique, la ville est tristement célèbre pour avoir été l'une des principales plaques tournantes de la contrebande des diamants de Marange durant l'embargo du PK des années 2009 à 2012⁶⁴. À Dubaï, on considère qu'Alibhai est politiquement intouchable grâce à ses relations étroites avec des membres de la famille royale.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dans les pays de transit, les exportateurs dépendent de contrebandiers qui font entrer de l'or en provenance de la RDC. Le travail des groupes d'experts des Nations Unies a permis d'identifier un grand nombre de ces contrebandiers. Bien que plusieurs d'entre eux possèdent une licence pour commercer à l'intérieur de la RDC — et il arrive qu'ils vendent effectivement à des centres d'exportation congolais — ils sont surtout en lien avec des exportateurs à l'extérieur de la RDC. Les exportateurs installés à Bujumbura, qui ont régné sur ce milieu pendant de nombreuses années, sont reconnus pour avoir un flux de trésorerie beaucoup plus important que les exportateurs congolais; ils sont donc en mesure d'offrir un financement préalable plus généreux aux fournisseurs congolais et ils offrent temporairement des prix supérieurs à ceux du marché afin de s'assurer leur loyauté⁶⁵.

Bien que la plus grande partie de l'or artisanal de la RDC sorte du pays en contrebande par ses frontières perméables, les exportations officielles de la RDC augmentent lentement : de 112 kilogrammes en 2011⁶⁶, elles sont passées à au moins 203 kilogrammes en 2013 (voir le tableau 1). Un certain nombre de nouveaux centres d'exportation se sont aussi établis au cours des derniers mois dans des endroits tels que Bunia et Bukavu. Cette tendance à la hausse pourrait s'expliquer par la réduction de la taxe à l'exportation, qui est passée de 3,5 % à 2 % en 2012, soit le même taux qu'au Burundi et au Kenya⁶⁷.

57 Entrevue téléphonique avec un fonctionnaire de la Direction générale de la Géologie et des Mines (Burundi), 10 février 2014.

58 Yager, T.R., « The Mineral Industry of Burundi », U.S. Geological Survey, 2011.

59 Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo des Nations Unies, S/2009/603, 23 novembre 2009, par. 140-154;

60 « Striking Gold: How M23 and its Allies are Infiltrating Congo's Gold Trade », Enough Project, octobre 2013; p. 6.

61 http://www.portaldogoverno.gov.mz/Legisla/boletinRep/boletins-da-republica-2010/br-n-o-48-iii-serie-2010/BR_48_III_SERIE_2010.pdf

62 http://www.portaldogoverno.gov.mz/Legisla/boletinRep/boletins-da-republica-2012/br-n-o-48-iii-serie-2012/BR_48_III_SERIE_3.o%20SUPLEMENTO_2012.pdf

63 Enough Project, octobre 2013; p. 31.

64 « Diamonds and Clubs: The Militarized Control of Diamonds and Power in Zimbabwe », Partenariat Afrique Canada, juin 2010; http://www.pacweb.org/Documents/diamonds_KP/Zimbabwe-Diamonds_and_clubs-eng-June2010.pdf

65 Rapport intérimaire, Groupe d'experts sur la RDC des Nations Unies, S/2012/348, par. 157.

66 Hogg, J., et J. Harvey, op cit.

67 « The poverty of the DRC's gold miners », Irin News, 29 janvier 2013; <http://www.irinnews.org/report/97356/the-poverty-of-the-drc-apos-s-gold-miners>

Les centres d'exportation de la RDC ne peuvent acheter de l'or légalement qu'auprès de négociants intermédiaires autorisés. Pour chaque vente, ces derniers doivent produire une autorisation de transport émise par les autorités minières de l'endroit où l'or est acheté ou d'où il est transporté. Ces autorisations sont habituellement rattachées au territoire où l'or a supposément été produit ou à la ville à partir de laquelle on l'a transporté. Pour se conformer au Code minier de la RDC, les centres d'exportation s'assurent que la quantité de leurs achats légaux reflète la quantité de ce qu'ils exportent légalement.

L'établissement de nouveaux bureaux d'achat, même s'ils aident à officialiser les exportations, ne semble pas, en général, entraîner un approvisionnement plus diligent. On prétend que plusieurs sociétés, telles que Mining Congo, DTA, Glory Minerals, AR Gold et Namukaya (dans les années précédentes), achètent indifféremment dans des régions minières qui sont complètement ou partiellement sous le contrôle de groupes armés⁶⁸.

Cela ne signifie pas que l'approvisionnement diligent n'a aucun potentiel, ou qu'il ne suscite aucun intérêt. PAC a pu prendre connaissance d'une stratégie élaborée relative au devoir de diligence, issue du nouveau bureau d'achat Métaux Précieux à Bunia; cette stratégie vise à assurer des achats légaux auprès de coopératives dans des régions libres de conflit de la province Orientale, ce qui implique la sélection de négociants intermédiaires, et met l'accent sur les transferts bancaires, la documentation de la chaîne de possession et des preuves photographiques des sources de l'or⁶⁹.

Tableau : Exportations officielles d'or de la RDC en 2013

Lieu	Exportateur	Poids (kg)	Période	Destination
Kinshasa	SatisRessources	3,16	Jan-Oct	
	Centauris	1,02	Jan-Oct	(Suisse)
	Metal Aurum	37,43	Jan-Oct	
	Eda Velma	9,55	Jan-Oct	Ramp International (ÉAU)
Bukavu	DTA	10,66	Jan-Déc	Al Refaa Star Trading (ÉAU)
	Mining Congo	49,28	Jan-Déc	Viren Jewellers (ÉAU)
	Namukaya	7,08	Jan-Déc	Economic Exchange Centre, Sharjah (ÉAU)
	Cavichi	12,19	Jan-Déc	Cavichi Jewellery (ÉAU)
Kisangani	Metal Aurum	44,31	Jan-Oct	
	Centauris	11,84	Jan-Oct	
	Eda Velma	2,65	Jan-Oct	
	Divas	2,57	Jan-Oct	
Butembo	Glory minerals	2,1	Jan-Oct	Sakshi Jewellery (ÉAU)
Bunia	Métaux Précieux	8,99	Jan-Oct	
Total		202,83		

Source : Rapport final, Groupe d'experts sur la RDC des Nations Unies, S/2014/41, 23 janvier 2014, p. 165; Centre d'évaluation, d'expertise et de certification (CEEC) Bukavu, statistiques sur l'exportation pour septembre-décembre 2013.

68 Rapport final, Groupe d'experts sur la RDC des Nations Unies, S/2009/603, 23 novembre 2009, par. 130; Rapport final, Groupe d'experts sur la RDC des Nations Unies, S/2012/843, 15 novembre 2012, par. 186; Rapport final, Groupe d'experts sur la RDC des Nations Unies, S/2011/738, 2 décembre 2011, par. 200; Rapport final, Groupe d'experts sur la RDC des Nations Unies, S/2014/41, 23 janvier 2014, par. 168.

69 Entretien téléphonique avec le directeur général de Métaux Précieux, 21 février 2014.

Deuxième section LA FILIÈRE DES ÉMIRATS ARABES UNIS (ÉAU)

En 2011, les importations d'or dans les ÉAU s'élevaient à 834 tonnes, et la grande majorité est arrivée à Dubaï⁷⁰. L'Émirat a importé 745 tonnes d'or cette année-là, dont la valeur s'élevait à plus de 32 milliards de dollars, et il en a exporté 451 tonnes; il en restait donc 383 tonnes pour la vente locale⁷¹. À lui seul, l'or congolais ne représente qu'une fraction des importations totales d'or par les ÉAU. L'ensemble de la région de la CIRGL — y compris le Soudan du Nord et la Tanzanie, qui sont aussi des pays à haut risque — compte pour environ un dixième des importations totales d'or aux ÉAU⁷².

Les exigences documentaires relatives à l'importation d'or dans les ÉAU semblent être devenues plus rigoureuses ces dernières années. Les procédures d'inspection du Dubai Customs Gold Office de 2009 exigent que les agents du fret qui font entrer de l'or présentent : la déclaration d'importation, la lettre de transport aérien, le bon de livraison et la facture originale⁷³. Les procédures ne font aucune mention des certificats d'origine, des formulaires de déclaration douanière du point de sortie ou de la preuve du paiement des taxes à l'exportation dans le pays d'origine. Toutefois, d'après des expéditeurs d'or qui expédient de l'or à Dubaï à partir de l'Afrique, les cargaisons d'or doivent maintenant être accompagnées de certificats d'origine et de formulaires de déclaration douanière⁷⁴. PAC n'a pas pu trouver de procédures officielles pour l'or transporté à la main, mais d'après l'expérience des expéditeurs d'or, il semble que seule la déclaration douanière soit exigée dans ce cas.

La prédominance de l'or transporté à la main (à la différence de l'expédition par fret) en provenance des pays en question limite la possibilité de le retracer par l'entremise de la chaîne d'approvisionnement après son entrée dans les ÉAU. Dans le cas de l'or expédié par fret, la facture commerciale doit indiquer qui est le consignataire, c.-à-d. un négociant licencié ou un affineur, qui sera avisé et viendra chercher l'envoi au Gold Office des douanes, à l'aéroport de Dubaï. À l'opposé, la facture commerciale, dans le cas d'un transport à la main, n'a pas à être établie au nom du consignataire, mais elle l'est habituellement au nom de l'expéditeur⁷⁵. Et si un consignataire est mentionné sur la facture, rien ne garantit qu'il s'agisse du véritable acheteur de l'or puisque le consignataire n'est pas censé en prendre livraison. Dans la pratique, l'expéditeur peut se rendre à n'importe quelle joaillerie dans le souk.



De la poussière d'or est pesé à un comptoir de Mangi, Province Orientale, RDC

Crédit: Joanne Lebert/PAC

PAC a communiqué avec cinq des 10 joailliers et sociétés négociantes d'or indiqués comme consignataires sur les registres d'exportation des douanes ou des autorités minières de la RDC et de l'Ouganda, et leur a demandé s'ils acceptaient de l'or extrait en RDC et dans les pays voisins⁷⁶. Aucun d'eux n'avait le moindre intérêt pour l'origine exacte de l'or et des conditions dans lesquelles il avait été produit. Leur seul critère pour accepter de l'or était le fait que les frais de douanes avaient été payés au port de sortie et au port d'entrée.

70 Comtrade statistics des Nations Unies pour 2011; <http://comtrade.un.org/db/dqBasicQueryResults.aspx?px=H2&cc=7108&r=784&y=2011>

71 <http://www.dmcc.ÉAU/gold-overview>

72 Comtrade statistics des Nations Unies pour 2011; <http://comtrade.un.org/db/mr/daCommoditiesResults.aspx?px=H2&cc=7108>

73 « Inspection procedures at the gold office », Dubai Customs, 2009; <http://www.dubaicustoms.gov.ÉAU/en/Procedures/CustomsDeclaration/Pages/InspectionProceduresGold.aspx>. Les autorités douanières n'ont pas répondu à la demande de renseignements de PAC concernant les procédures d'inspection (mises à jour) pour les importations d'or.

74 Entrevues avec des expéditeurs et des importateurs d'or, Dubaï, 4-7 février 2014.

75 Ibid.

76 Entrevues avec des joailliers, Dubaï, 3-7 février 2014.

Un joaillier a dit à PAC que la plupart de l'or provenant de la région de la CIRGL est vendu dans le souk parce qu'il est devenu plus difficile de vendre ce type d'or à des affineurs du DMCC depuis le début des audits sur les pratiques d'approvisionnement responsable. Les affineurs demanderaient le dédouanement pour la quantité exacte fournie, refusant tout or expédié de la RDC ou de ses pays voisins. Kaloti ne semble toutefois pas être le seul affineur à Dubaï dont les systèmes de diligence sont compromis. Le même joaillier a admis mélanger une petite quantité d'or extrait en RDC, pour un affineur du DMCC, avec de l'or extrait dans des pays d'origine acceptés, tels que la Ghana et l'Afrique du Sud.

Un autre joaillier a dit à PAC qu'il lui arrivait de mélanger de l'or extrait en RDC ou n'importe où ailleurs avec des déchets d'or et de vendre cet or à des affineurs sans que cela ne soit détecté. D'après un expert de l'industrie, cela serait possible si l'or extrait ne représentait pas plus que 10 % d'une barre de déchets d'or destinée à la joaillerie lors d'un examen aux rayons X⁷⁷. Pour empêcher que ce type d'or ne s'infilte dans les voies légales, certains affineurs demandent aux fournisseurs de déchets d'or de montrer des photos des bijoux qui ont été fondus en déchets ainsi que les factures de leurs fournisseurs, et d'expliquer pourquoi les bijoux ont été fondus plutôt que de leur être livrés comme tels⁷⁸.

Bien qu'une certaine quantité d'or extrait en RDC et dans ses pays voisins entre encore chez les affineurs du DMCC qui font l'objet audits — faussement présenté en tant que déchets d'or ou comme ayant été extrait dans un autre pays — les témoignages des joailliers donnent à croire qu'il est plus probable que cet or soit absorbé par le marché de la joaillerie ou exporté vers des pays tels que l'Inde (voir l'encadré). Outre les témoignages des joailliers que PAC a consultés et les preuves évidentes de l'apparition de l'or dans les statistiques ougandaises et congolaises sur l'exportation, PAC a appris de certains négociants congolais à Dubaï les noms de six autres joailliers qui achètent régulièrement de l'or de la RDC⁷⁹.

Cela laisse entrevoir deux choses. La première, c'est qu'avec l'accent qu'on met actuellement sur les affineurs, les ÉAU ferment les yeux sur les vulnérabilités de leur secteur de la joaillerie et que le pays doit élaborer une stratégie pour contrer la pénétration de l'or de conflit dans le marché mondial de l'or, causée par cette échappatoire. La deuxième, c'est que les efforts de diligence, que ce soit au niveau de l'affineur ou du joaillier, ne devraient pas chercher à simplement « éviter » l'or congolais. Les efforts devraient plutôt favoriser un engagement de la part de tous les acteurs de la CIRGL, y compris les principaux exportateurs, les fonctionnaires et les collectivités minières. Ce faisant, on établira les systèmes de diligence raisonnables nécessaires, qui remontent jusqu'au site minier, créent un accroissement des flux d'exportations d'or légal (de tous les pays) et, c'est ce qui est le plus important, contribuent à la stabilité politique et économique de la région.

77 Entrevue téléphonique avec un expert de l'industrie de l'or, 9 février 2014.

78 Entrevue avec un affineur d'or, Dubaï, 3 février 2014.

79 Entrevues avec des négociants congolais, Dubaï, 3-7 février 2014.

80 Base de données Comtrade des Nations Unies, op. cit.

81 « Dubai precious metals conference (6-7 April 2013) live update »; <http://dpmc.ÉAU/liveupdates.aspx>

82 « Import of Gold by Nominated Banks/Agencies/Entities », Reserve Bank of India, Circular No. 25, 14 août 2013; <http://rbi.org.in/scripts/NotificationUser.aspx?Id=8312&Mode=0>

83 Arnold, T., « Dubai feels the pain from India's gold taxes », The National, 13 octobre 2013; <http://www.thenational.ÉAU/business/industry-insights/economics/dubai-feels-the-pain-from-indias-gold-taxes#ixzz2tlBVixGW>

84 Entrevues avec des négociants d'or de Dubaï, 3-7 février 2013.

COMMERCE D'OR DES ÉAU VERS L'INDE

En 2011, environ la moitié des exportations d'or des ÉAU sont allées en Inde, la Suisse apparaissant au deuxième rang avec 22 %, suivie par l'Iran et la Turquie avec 5 % chacun, d'après la base de données Comtrade des Nations Unies⁸⁰. Les organismes désignés par la Reserve Bank of India (RBI) pour importer de l'or à des fins d'utilisation dans le secteur intérieur ont le droit d'acheter des affineurs du DMCC qui ont subi de façon concluante un audit sur les pratiques d'approvisionnement responsable⁸¹. Mais d'autre or des ÉAU peut pénétrer, et pénétre effectivement, dans des zones économiques spéciales où les organismes désignés n'interviennent pas. En tant que tel, le commerce de l'or avec l'Inde peut comprendre des lingots d'or produits par des affineurs du DMCC, de même que des bijoux et des déchets de joaillerie.

En 2013, l'Inde a triplé ses droits d'importation sur l'or, qui ont atteint les chiffres records de 10 % par lingot et 15 % sur la joaillerie, de manière à tenter de décourager des importations d'or qui entraînent d'énormes déficits dans les comptes en devises et font baisser la valeur de la roupie. De plus, en août 2013, la RBI a obligé les importateurs désignés à mettre de côté 20 % de plus pour la réexportation sous forme de joaillerie⁸². Conséquemment, les exportations officielles des sociétés de Dubaï vers l'Inde ont chuté de près de 20 % en 2013⁸³.

Ces mesures d'exportation semblent toutefois ne pas avoir nui au commerce de la joaillerie autant qu'au commerce du lingot de l'Inde. L'approvisionnement restauré et la demande constante des consommateurs indiens à l'égard de la joaillerie ont fait grimper les prix en Inde, faisant en sorte qu'il soit encore profitable pour les joailliers de Dubaï (qui ne sont pas contraints de conserver 20 % de la valeur pour la réexportation) d'expédier des bijoux ou des barres d'or individuelles avec l'aide de passagers expatriés et d'acquitter les taxes requises⁸⁴. La contrebande serait aussi à la hausse, que ce soit par voie terrestre, par l'entremise de pays voisins tels que le Népal et le Pakistan, ou en transitant d'un aéroport international à un aéroport intérieur, évitant ainsi les contrôles rigides.

Troisième section **LE COMMERCE DES DIAMANTS DE LA RDC VERS LES ÉAU**

De par sa géographie, Dubaï se trouve à un carrefour du commerce mondial des diamants. À l'extrémité est de la péninsule d'Arabie, elle fait le pont entre les pays producteurs du Sud, les centres du diamant des « vieux pays » occidentaux à Anvers, Tel-Aviv et Londres, et la promesse du « nouveau monde » à Mumbai et Shanghai.

Depuis 2003, Dubaï est sortie de l'ombre pour devenir le troisième plus grand centre de commerce de diamants du monde; on y a négocié pour près de 42 milliards de dollars de pierres en 2013 — dont 12,4 milliards de diamants bruts⁸⁵.

La géographie n'est pas la seule raison du succès des ÉAU. Confrontée à un déclin de ses réserves de pétrole, Dubaï a fructueusement manœuvré de façon à se réinventer en tant que centre régional du commerce, inspirée par une réglementation marquée par le laissez-faire et un généreux congé d'impôts de 50 années que ne pouvaient concurrencer ses principales rivales telles qu'Anvers. Son double rôle en tant que centre de transit à partir duquel les diamants peuvent être réexportés et réévalués rend Dubaï extrêmement attirante pour ceux qui cherchent à donner un regain de vie à des diamants illégitimes ou à priver des pays producteurs africains de taxes qu'il faudrait leur payer autrement.

En vertu du Système de certification du Processus de Kimberley, tous les diamants commercialisés dans le monde doivent être accompagnés de certificats exposant en détail leur valeur et leur origine. S'il fonctionnait correctement, le système devrait pouvoir enrayer le commerce des pierres dont l'origine ou la valeur sont douteuses et qui ne concordent pas avec l'empreinte géologique du pays d'exportation. Malheureusement, ceux qui cherchent à effacer leurs traces peuvent facilement contourner ce système en utilisant des certificats d'origines mixtes, obtenus en faisant transiter ces diamants par des centres de commerce des diamants tels que Dubaï.

Les sociétés, les particuliers ou les réseaux criminels qui cherchent à camoufler des diamants problématiques expédieront d'abord leurs pierres — la plupart du temps avec des certificats valides obtenus dans des pays tiers — à Dubaï, où les lots pourront être mélangés avec d'autres envois. À partir de là, on enverra les pierres dans d'autres juridictions pour la taille et le polissage, mais cette fois, elles seront accompagnées d'un certificat du PK de Dubaï plutôt que du pays d'exportation initial. En répétant ce processus, on rendra ces diamants excessivement difficiles, sinon impossibles, à retracer. Cette pratique pose un problème non seulement parce qu'on peut s'en servir pour camoufler des achats de sources légales, mais dont la réputation est contestable (comme les champs de diamants de Marange, au Zimbabwe), mais aussi parce qu'on peut s'en servir pour dissimuler l'origine de diamants qui ne satisfont pas aux exigences du PK en matière de certification.

Avant l'arrivée du PK, on pouvait souvent acheter les diamants de l'Afrique à prix d'aubaine, puis on en rétablissait le prix avec plus d'exactitude lorsqu'ils cheminaient le long de la chaîne d'approvisionnement des diamants. En agissant ainsi, on réduisait les taxes à l'exportation et l'on camouflait l'écart entre le prix d'achat et le prix réel des pierres. L'exigence du PK voulant que les diamants soient accompagnés de certificats indiquant le prix d'un lot donné et émis au point d'origine était destinée à rendre cette pratique plus difficile. En réalité, cependant, le problème persiste.

⁸⁵ <http://www.dmcc.ae/dubai-diamond-trade-statistics>

La principale attraction des ÉAU est le fait qu'on y soit exonéré de taxes. On peut réévaluer les diamants importés du pays d'origine aux ÉAU à un prix plus près de celui du marché, puis les réexporter sans conséquences fiscales. Les statistiques du PK pour 2013, par exemple, montrent que la valeur moyenne par carat des diamants entrés aux ÉAU était de 74,40 \$; pourtant, le prix moyen à l'exportation était de 107,05 \$ le carat — une augmentation de 43,8 %. La différence était encore plus spectaculaire en 2011, atteignant 74 %, d'après une étude novatrice du Groupe d'action financier et de l'Egmont Group, qui portait sur les rapprochements entre les diamants, le blanchiment d'argent et le terrorisme⁸⁶.

En 2012, la RDC était le deuxième plus gros producteur de diamants du monde, en volume; elle a produit plus de 21 millions de carats. En valeur, par contre, elle se situait au 10^e rang⁸⁷. Malgré sa situation de premier plan, la RDC n'a compté que pour 7 % des près de 67 millions de carats qu'ont importés les ÉAU en 2013. En termes de valeur, cela s'est traduit par tout juste un peu plus de 1 % de la valeur totale des importations des ÉAU cette année-là (5,1 milliards de dollars)⁸⁸.

La valeur moyenne des diamants industriels de la RDC décroît régulièrement depuis une décennie, de même que leur quantité totale. Les exportations congolaises de diamants sont nettement sous-évaluées par les exportateurs et par le bureau d'évaluation gouvernemental, le Centre d'Évaluation, d'Expertise et de Certification (CEEC), en grande partie pour réduire au minimum le paiement des taxes à l'exportation de 3,75 %⁸⁹. Par exemple, les exportateurs ont déclaré une valeur moyenne de 10 \$ le carat en 2013, tandis que les évaluations du CEEC leur attribuaient une valeur moyenne de 14 \$ le carat.

Table 2: Statistiques sur l'exportation du CEEC pour 2013

	Exportateur	Quantité, cts	Valeur déclaré \$ US	Moyenne par carat	valeur après expertise \$ US	Moyenne par carat	Destination
1	Afrogem	1 317 454,67	31 226 296	23,70	41 848 275	31,76	ÉAU et Belgique
2	Kasai wa Balengela	8 284 051,69	32 520 255	3,93	56 905 220	6,87	ÉAU et Belgique
3	Saga	2 839 584,82	56 781 649	20,00	77 196 662	27,19	Israël et Belgique
4	Solidiam	3 125 684,28	35 829 705	11,46	44 867 025	14,35	ÉAU et Belgique
	Total	15 566 775	156 357 905	10,04	220 817 182	14,19	

Source : Centre d'Évaluation, d'Expertise et de Certification, Kinshasa

D'après un expert en commerce du diamant, la dernière valeur moyenne est encore étrangement basse si l'on considère le fait que, depuis 2010, les exportateurs congolais doivent désoxyder les diamants pour en améliorer l'apparence⁹⁰. Ce processus peut faire augmenter la valeur des diamants de type gemme de jusqu'à 40 % et celle des diamants industriels, de 25 %. En réalité, la valeur par carat des diamants industriels a diminué de 30 % en comparaison de la valeur moyenne par carat au cours des trois années précédant 2010, alors que les diamants de qualité gemme ont connu une augmentation de 20 % au cours de la même période⁹¹.

86 « Money Laundering and Terrorism Financing Through Trade of Diamonds », GAFI-Egmont Group, octobre 2013, p. 34;

<http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/ML-TF-through-trade-in-diamonds.pdf>

87 Statistiques du processus de Kimberley, résumé annuel mondial 2012 (en anglais seulement); https://kimberleyprocessstatistics.org/public_statistics

88 Statistiques du Processus de Kimberley pour la RDC et les ÉAU; données inédites de l'industrie.

89 Communication par courriel avec un expert du commerce des diamants, 31 janvier 2013.

90 Ibid.

91 Calculé à partir des statistiques du Processus de Kimberley pour la RDC; données inédites de l'industrie.

En théorie, on peut attribuer, en partie, l'estimation plus élevée à Dubaï au mélange ou au « triage » des lots pour les rendre plus attirants pour les acheteurs qui suivront. En général, ce processus peut entraîner une augmentation de 10 à 15 %. Dans la pratique, toutefois, les « transactions » qui se déroulent à Dubaï sont en fait de simples réévaluations qui sont effectuées au sein de la même famille de sociétés. Au fond, les mêmes diamants bruts entrent puis ressortent, mais à un prix beaucoup plus élevé. Ce phénomène, qu'on appelle l'établissement des prix de transfert, permet aux sociétés associées de sous-déclarer la valeur de leurs exportations de diamants dans les pays producteurs et d'ainsi réduire au minimum les taxes à payer.

Comme l'a souligné un consultant en diamants : « Essentiellement, les multinationales du diamant font passer leurs achats de diamants bruts... par Dubaï. Souvent, les lots ne sont même pas ouverts et après une refacturation, ils sont expédiés à leur destination finale, souvent les centres de taille de la Belgique, de l'Inde ou de l'Extrême-Orient. La facture affichera inévitablement un chiffre plus élevé... Ainsi, la société locale réalise un profit — qui n'est qu'un profit fictif, parce que la transaction se fait généralement entre sociétés affiliées⁹². »

Pour les gouvernements africains, la différence entre l'évitement fiscal (que beaucoup considèrent comme une pratique légale) et l'évasion fiscale (qui est illégale) n'est que sémantique. En 2013 seulement, les manipulations de prix dues à l'établissement des prix de transfert ont généré un excédent de 1,6 milliard de dollars en « profits » dans les ÉAU, et représentent une perte majeure pour les Trésors africains, qui perdent ainsi des recettes fiscales dont ils ont grand besoin. Dans le contexte des diamants de la RDC, on estime que l'établissement des prix de transfert a coûté au Trésor environ 66,2 millions en 2013. Le Zimbabwe est peut-être l'un des pays les plus touchés; on a estimé qu'il avait perdu 770 millions en recettes fiscales sur les exportations vers les ÉAU entre 2008 et 2012, en raison d'une sous-évaluation de ses diamants d'en moyenne 50 %⁹³.

Cela cause un autre type de préoccupations aux forces de l'ordre internationales. Le Groupe d'action financière (GAFI) sur le blanchiment de capitaux est l'un des principaux organismes du monde à étudier la question du blanchiment d'argent (BA) et du financement du terrorisme (FT), et son rapport en date d'octobre 2013 concluait que l'établissement des prix de transfert à Dubaï posait des risques sans pareils pour la réputation du commerce des diamants et qu'il pourrait faciliter les choses pour les organisations terroristes :

« Les centres de commerce des diamants tels que Dubaï, qui fonctionnent comme des zones franches, sont susceptibles d'être vulnérables au [blanchiment d'argent]... Cela, conjugué aux vulnérabilités particulières du commerce des diamants et au mécanisme d'établissement des prix de transfert, crée une fragilité significative par rapport aux activités de BA et de FT. Au moyen de la surfacturation ou de la sous-facturation entre sociétés de diamants affiliées situées en zone franche, il est possible de transférer de façon illégitime les profits des sociétés de diamants des pays où le taux d'imposition est élevé aux zones franches et d'ainsi éviter les taxes. Il est possible aussi d'utiliser le même système à des fins de BA/FT. La combinaison d'un manque de transparence dans le commerce des diamants et d'un manque de transparence dans une zone franche crée une atmosphère très propice à la réalisation d'un important volume de transactions sans être découvert⁹⁴. »

92 Even-Zohar, C. (2004), *Diamond Industry Strategies to Combat Money Laundering and Financing of Terrorism*, ABN AMRO, p. 101 .

93 Statistiques du PK.

94 GAFI-Egmont Group, op. cit., p. 63

La pratique qu'a Dubaï de permettre les transactions de diamants — qui valent souvent de nombreux millions de dollars — en argent comptant plutôt que par l'entremise des voies bancaires officielles aggrave ces préoccupations. Bien que les ÉAU ne soient pas le seul pays qui permette de telles transactions, il est préoccupant de savoir que Dubaï s'opposait avec une énergie particulière aux efforts du PK en 2013 pour intégrer ces transactions dans le système bancaire, où des initiatives visant à déceler le blanchiment d'argent telles que « Know your customer » pourraient fournir davantage de renseignements sur ceux qui sont à la source de la transaction.

De son côté, le Dubai Multi Commodities Centre (DMCC), qui applique le Système de certification du PK aux ÉAU, affirme effectuer des évaluations indépendantes des lots importés, sur une base ponctuelle. D'après le directeur du Processus de Kimberley aux ÉAU, les sous-évaluations de plus de 30 % ne sont pas acceptées dans le cas des diamants de qualité gemme, alors que l'écart acceptable n'est que de quelques points de pourcentage dans le cas des diamants industriels⁹⁵. Bien qu'un nombre inconnu d'envois aient été rejetés il y a huit ans, lorsque les vérifications aléatoires ont commencé, aucun lot n'a été rejeté en raison de niveaux inacceptables de sous-évaluation au cours des cinq dernières années.

Les énormes écarts entre la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation placent aussi Dubaï en marge des autres principaux centres de commerce des diamants bruts : au sein de l'Union européenne, l'écart est en moyenne de 5 %, tandis qu'en Suisse et en Israël, il est de 8 % et 6 % respectivement⁹⁶. En Belgique et en Israël, l'industrie du diamant est soumise à une très faible taxe forfaitaire sur le revenu net, calculée comme pourcentage du chiffre d'affaires. Évidemment, cette façon de faire réduirait l'attrait de la pratique de l'établissement des prix de transfert puisque cela gonflerait les revenus imposables présumés. Dans un régime libre d'impôts, les ÉAU devraient mettre en place une réglementation sur l'établissement des prix de transfert pour remédier au problème. Actuellement, il n'y a pas de dispositions relatives à l'établissement des prix de transfert aux ÉAU⁹⁷.



Un mineur artisanal montre un diamant qu'il a trouvé. Crédit: Shawn Blore/PAC

95 Entretien avec le directeur, Processus de Kimberley des ÉAU, Dubaï, 5 février 2014.

96 Statistiques du Processus de Kimberley pour la Suisse, Israël et l'UE pour 2013; données inédites de l'industrie.

97 « Taxation of Cross-Border Mergers and Acquisitions, United Arab Emirates », KPMG International, 2012; <https://www.kpmg.com/Global/en/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/cross-border-mergers-acquisitions/Documents/uÉAU-2012.pdf>

Quatrième section ANALYSE DES POLITIQUES ET RECOMMANDATIONS

LE DEVOIR DE DILIGENCE DANS LE SECTEUR DE L'OR

Le Congrès américain a adopté la *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* en juillet 2010. L'article 1502 de la loi exige des sociétés cotées en bourse aux États-Unis qui utilisent des minéraux, y compris de l'or, de la RDC et des pays voisins qu'elles exercent un devoir de diligence le long de leur chaîne d'approvisionnement⁹⁸. Plus tard cette année-là, le Conseil de sécurité des Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiaient des documents d'orientation compatibles exposant une démarche en cinq étapes pour s'assurer que les sociétés telles que les affineurs d'or ne contribuent pas à des conflits ou à des violations des droits de la personne par leurs achats de minéraux⁹⁹:

1. Établir des systèmes de gestion d'entreprise rigoureux, y compris pour conserver les documents relatifs aux stocks et aux transactions, et pour préciser le type d'or (c.-à-d. or extrait ou déchets d'or) et les coordonnées du fournisseur;
2. Repérer et évaluer les risques le long de la chaîne d'approvisionnement, y compris en déterminant l'origine de façon raisonnable, et en enquêtant sur les conditions dans lesquelles l'or a été extrait, commercialisé et exporté de la mine d'or dans les régions touchées par un conflit et à haut risque;
3. Élaborer et mettre en œuvre une stratégie visant à réagir aux risques;
4. Voir à l'exécution d'un audit indépendant par une tierce partie;
5. Produire des rapports annuels sur le devoir de diligence le long de la chaîne d'approvisionnement.

Le *Practical Guidance for Responsible Sourcing of Precious Metals* du DMCC, lancé en avril 2012, est fondé sur le Guide OCDE sur le devoir de diligence¹⁰⁰. En octobre 2013, le DMCC a signé un accord de reconnaissance réciproque avec le Responsible Jewellery Council (RJC). Conséquemment, les membres du RJC — y compris les sociétés telles que Tiffany & Co, Signet et JC Penney — qui veulent se conformer à la loi Dodd-Frank peuvent être assurés que les affineurs accrédités par le DMCC sont des sources d'or libre de conflit.

La contrebande, la sous-déclaration et la sous-évaluation qu'on pratique partout dans la région des Grands Lacs nuisent à l'approvisionnement diligent en or et en diamants de la RDC, favorisent le financement des conflits et privent le gouvernement de la RDC de recettes fiscales cruciales. Le manque de vérification des importateurs d'or et de leurs documents, de même que le manque de volonté de régler le problème de l'établissement des prix de transfert dans les ÉAU perpétuent les problèmes dans la région des Grands Lacs. La liste des démarches nécessaires pour enrayer le commerce de l'or et des diamants illicites et sous-évalués, et pour faciliter un approvisionnement diligent est longue, que ce soit du côté de l'offre ou de celui de la demande.

Les pays fournisseurs doivent intervenir pour officialiser le commerce de l'or, intégrer des obligations relatives au devoir de diligence (voir l'encadré) dans les politiques et les lois nationales, et tenter des poursuites contre les exportateurs qui ne respectent pas la chaîne de possession et les procédures d'exportation. Pour s'attaquer à la contrebande, les pays membres de la CIRGL doivent aussi mieux harmoniser les régimes fiscaux et accroître la coopération en matière d'application. La volonté politique d'agir de l'Ouganda et du Burundi est particulièrement faible, c'est évident. Le Kenya fait plus d'efforts à de nombreux égards, et les progrès en RDC demeurent limités en raison de la faiblesse des capacités administratives et de la volonté politique de régler le problème de la contrebande et d'officialiser le commerce.

Le ministère de l'Énergie et du Développement minéral de l'Ouganda propose une révision juridique et réglementaire du secteur minier et prévoit rendre opérationnel le Mécanisme de certification régional de la CIRGL¹⁰¹. Le financement du projet, qui doit se dérouler de 2014 à 2019, reste à organiser. En vertu des mesures de contrôle actuelles, il n'y a eu aucune saisie ou arrestation liée à la contrebande d'or de la RDC, ce qui a permis aux propriétaires des entités sanctionnées par les Nations Unies de continuer d'exporter impunément. L'indifférence des pouvoirs publics s'étend jusqu'aux autorités minières ougandaises, qui n'inspectent pas les lots d'or à l'exportation et ne concilient pas les statistiques avec leurs homologues des douanes¹⁰². Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, cela a incité certains exportateurs à contourner l'ensemble des autorités minières et à éviter ainsi d'avoir à obtenir des permis d'exportation et à payer des taxes.

98 Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act, 2010; <http://www.sec.gov/about/laws/wallstreetreform-cpa.pdf>

99 « Due diligence guidelines for the responsible supply chain of minerals from red flag locations to mitigate the risk of providing direct or indirect support for conflict in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo », Conseil de Sécurité des Nations Unies, 2010; http://www.un.org/sc/committees/1533/pdf/due_diligence_guidelines.pdf; « Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque — Deuxième édition », OCDE, 17 juillet 2012, <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/GuideEdition2.pdf>.

100 « Practical Guidance for Market Participants in the Gold and Precious Metals Industry », Dubai Multi Commodities Centre, 2012; <http://www.dmcc.ae/gold-responsible-sourcing-precious-metals>; le Supplément sur l'or du Guide de l'OCDE est à la base des documents d'orientation élaborés par la London Bullion Market Association (LBMA) que doivent mettre en œuvre ses affineurs membres.

101 « Strengthening mineral sector through inspection for legal and environmental compliance », ministère des Levés géologiques et des Mines de l'Ouganda, 11 avril 2013, document gouvernemental inédit.

102 Entrevue avec un fonctionnaire du ministère des Levés géologiques et des Mines de l'Ouganda, Kampala, 27 janvier 2014.

Le Kenya a un nouveau projet de loi, qui devrait être ratifié par le Parlement au milieu de 2014. Selon les responsables des mines, la nouvelle loi renvoie à la certification de la CIRGL et prévoit l'identification en bonne et due forme des mineurs artisans et des petits exploitants miniers ainsi que l'enregistrement de la production et des ventes¹⁰³. Ces éléments sont censés éliminer les échappatoires dont les deux principaux exportateurs du Kenya sont présumés avoir tiré parti au cours des dernières années. Les enquêtes en cours sur les sociétés minières témoignent d'un engagement louable du gouvernement du Kenya à faire respecter les procédures existantes de la chaîne de possession. Bien qu'il semble que les exportations illégales ou sous-déclarées aient été minimales au Kenya au cours des dernières années, les responsables des mines attribuent cette situation au fait qu'eux-mêmes et les responsables des douanes sont tenus d'apposer leur sceau sur les envois exportés et que les chiffres de ces deux institutions sont conciliés avant l'exportation.

En 2013, le Burundi a adopté un nouveau code minier qui prévoit des peines sévères pour les contrebandiers de minéraux, et les autorités de l'aéroport ont resserré le contrôle des exportations pour lutter contre la contrebande. Toutefois, il n'existe toujours pas de données vérifiées ou plausibles sur la production d'or au Burundi ni d'initiatives en vue d'instaurer la traçabilité dans le secteur de l'or; il est par conséquent difficile de repérer et de contrer les exportateurs qui s'approvisionnent illégalement en or à l'extérieur du pays. Le gouvernement n'a toujours pas élaboré de stratégie pour s'attaquer à sa principale vulnérabilité : les flux illégaux d'or congolais entrant au Burundi. Le nouveau code minier passe sous silence la question de savoir comment ou quand le gouvernement prévoit mettre en place des pratiques de diligence raisonnable ou le Mécanisme de certification régional de la CIRGL¹⁰⁴.

Dans le pays qui est au cœur de cet enjeu — la République démocratique du Congo — on progresse timidement dans la bonne direction. En février 2012, le ministère des Mines a intégré les normes sur le devoir de diligence de l'OCDE à son droit national par la voie d'un arrêté ministériel, dans le cadre de sa conformité au Mécanisme de certification régional de la CIRGL¹⁰⁵. Dans le secteur des 3T, deux maisons d'exportation qui n'avaient pas fait preuve de diligence raisonnable ont été suspendues temporairement en mai 2012¹⁰⁶, mais jusqu'à maintenant, aucune maison d'exportation d'or n'a été suspendue pour les mêmes motifs — c'est probablement pour intéresser les sociétés à ouvrir une maison d'exportation d'or plutôt que de les repousser en adoptant des règlements.

Un autre arrêté ministériel, publié par le ministère des Mines en 2010, a donné lieu au lancement d'un manuel sur les procédures de traçabilité des produits miniers, y compris l'or, de l'extraction à l'exportation. Cependant, le contenu du manuel n'a pas encore été harmonisé avec les normes de la CIRGL¹⁰⁷. L'élargissement des services de manière à offrir une documentation de la chaîne de possession dans les régions éloignées où se pratique l'exploitation minière de l'or a toutefois été trop restreint pour permettre aux exportateurs de remonter jusqu'à la mine précise d'où provient l'or qu'ils achètent. Les rapports sur la contrebande par des négociants intermédiaires n'ont toujours pas engendré d'enquête officielle ni de suspensions des permis.

103 Entrevue avec des fonctionnaires du service des mines et de la géologie (Kenya), Nairobi, le 30 janvier 2014.

104 Rapport final, Groupe d'experts sur la RDC des Nations Unies, S/2014/42, 23 janvier 2014, par. 193.

105 Arrêté ministériel, No 0057.CAB.MIN/MINES/01/2012, 29 février 2012, article 8.

106 Rapport d'étape, Groupe d'experts sur la RDC des Nations Unies, S/2012/348, par. 142.

107 Arrêté ministériel, No 0711/CAB.MIN/MINES/01/2010, 15 octobre 2010.

Lorsqu'elle présidait le Processus de Kimberley en 2011, la RDC aurait voulu se démarquer, entre autres en réglant le problème de la sous-évaluation des diamants. Bien qu'elle ait reçu l'appui de nombreux producteurs africains, ainsi que de groupes de la société civile, le problème est demeuré entier en raison de la résistance de l'industrie et de la place prédominante qu'a occupée le débat sur l'opportunité de lever ou non les restrictions à l'exportation des diamants de Marange, au Zimbabwe. Toutefois, la RDC fait actuellement partie d'une équipe de membres du PK (dont PAC fait aussi partie) qui se penchent sur la création d'une approche régionale de la conformité au PK dans la région du fleuve Mano, en Afrique de l'Ouest. Le règlement de la question des prix de transfert et l'évaluation plus juste des diamants constituent des volets essentiels de ce travail, qu'on espère pouvoir étendre à d'autres régions productrices de diamants, notamment en Afrique centrale.

Sur le plan de la demande, le Dubai Multi Commodities Centre a élargi, en 2013, l'application de son guide d'approvisionnement responsable au-delà de ses affineurs, par l'entremise de ce qu'il a qualifié d'initiative d'accréditation des participants au marché responsables, pour y inclure les négociants, les joailliers et les fabricants¹⁰⁸. Comme dans le cas des affineurs, l'accréditation est sujette à des audits assujettis au protocole d'examen du DMCC, mais l'application n'est pas obligatoire, tout comme dans le cas des affineurs du DMCC.

PAC n'a connaissance d'aucune initiative publique ou privée visant à promouvoir le devoir de diligence dans le secteur de l'or, outre celle du DMCC, par exemple dans le souk de l'or. Les joailliers interviewés ne semblaient au courant d'aucune responsabilité autre que de demander à leurs fournisseurs d'or de se conformer à la loi.

En 2012, le DMCC a commencé à approcher les autorités douanières fédérales des ÉAU au sujet de l'approvisionnement responsable¹⁰⁹. À la suite de discussions avec le DMCC et les autorités douanières, il est difficile de dire si et dans quelle mesure des données détaillées sur les importations d'or sont communiquées au DMCC pour faciliter le suivi des approvisionnements jusqu'aux importations de la RDC et de pays voisins. De toute façon, les affineurs n'ont pas accès à de telles données¹¹⁰.

En ce qui a trait à la sous-évaluation ou à l'atténuation des vulnérabilités sur le plan de la réputation dans le secteur du diamant — notamment en ce qui concerne le sourçage de diamants dans des régions touchées par des conflits autres que celles en proie à des guerres civiles traditionnelles, la possibilité de blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme — le DMCC n'a pas encore divulgué publiquement les mesures qu'il a prises ou qu'il entend prendre pour régler ces problèmes. On pourrait qualifier, au mieux, d'hostile et de méprisante la position de Dubaï durant une discussion interne, qui a duré deux ans, sur les moyens à prendre pour réformer le processus de Kimberley ainsi que durant les actuelles délibérations sur l'opportunité pour l'OCDE d'imposer un devoir de diligence dans le cas des diamants et d'autres pierres précieuses.

108 <http://www.dmcc.ae/gold-responsible-sourcing-precious-metals>

109 Sharma, C., « DMCC's responsible sourcing initiatives », exposé à la Dubai Precious Metals Conference, 6 avril 2013; en ligne à http://www.dpmc.ae/dpmc2013/Presentation/3Masterclass_Responsble_sourcing_Chirag_Sharma_DMCC.pdf

110 Entrevue avec un affineur d'or, Dubaï, 3 février 2014.

Compte tenu de l'analyse des politiques ci-dessus, PAC formule les recommandations suivantes à l'intention des gouvernements et des exploitants du secteur privé :

Les gouvernements de l'Ouganda, du Burundi, du Kenya et de la RDC ainsi que d'autres pays de la CIRGL devraient :

- intégrer le devoir de diligence et le Mécanisme de certification régional de la CIRGL dans la législation nationale relative au secteur minier, et opérationnaliser son application dans le secteur minier;
- procéder à des inspections des mines telles que définies dans le MCR de la CIRGL pour le secteur de l'or et des 3T afin de constituer une base de données nationale sur les sites miniers et la production minière; cette base de données devrait servir à appuyer et à protéger la production minière intérieure légitime, notamment en servant à vérifier la mine d'origine au moment de l'exportation et à justifier la production d'or nationale;
- harmoniser les politiques et les pratiques dans le but de mettre un terme au commerce illicite. Cela devrait comprendre une harmonisation plus poussée des régimes fiscaux, et de meilleures stratégies d'application et coopération transfrontière;
- préciser davantage les procédures relatives à la chaîne de possession pour le commerce des minéraux et déployer des agents de l'État pour distribuer la documentation requise, particulièrement dans les régions productrices d'or;
- resserrer le contrôle de l'exportation d'or et de diamants, notamment en recoupant les exigences des autorités émettrices en matière de documentation lors de l'exportation et en procédant à des évaluations indépendantes précises;
- enquêter sur les personnes et les sociétés engagées dans le commerce illégal de l'or provenant de la RDC, y compris les bénéficiaires finaux des entités sanctionnées par l'ONU et leurs sociétés-écrans, et intenter des poursuites;
- par l'entremise du secrétariat de la CIRGL à Bujumbura, achever la mise en place du bureau de l'auditeur indépendant de la chaîne des minéraux de la CIRGL chargé d'enquêter sur les activités minières illicites, ainsi que le système d'audit par des tiers des exportateurs de la CIRGL

Les sociétés qui exportent de l'or de l'Ouganda, du Burundi, du Kenya et de la RDC, et d'autres pays de la CIRGL, devraient :

- déménager en RDC ou y ouvrir des succursales si elles font le commerce de l'or congolais, et s'assurer de se conformer pleinement aux exigences juridiques lorsqu'elles exportent cet or;
- adopter et appliquer des politiques relatives au devoir de diligence qui cadrent avec le Guide OCDE, demander aux autorités minières de l'État de fournir la documentation nécessaire sur la chaîne de possession ou mettre au point des systèmes de traçabilité, préférablement avec l'appui des sociétés clientes.

Le Processus de Kimberley devrait :

- créer un groupe de travail extraordinaire pour enquêter sur les prix de transfert entre sociétés dans l'industrie du diamant, dans le but de recommander aux pays africains producteurs de diamants des moyens de garantir des évaluations plus équitables et précises des diamants, et d'assurer des recettes fiscales plus prévisibles.

Le gouvernement des ÉAU devrait :

- resserrer les contrôles réglementaires relatifs aux importations d'or, particulièrement l'or transporté à la main, y compris la vérification du consignataire, le certificat d'origine ou le permis d'exportation (leur authenticité) et les documents de dédouanement (y compris les reçus à des fins fiscales);
- rendre disponibles les données vérifiées sur les consignataires des importations d'or dont disposent le DMCC et d'autres organismes de réglementation de la zone franche pour aider les sociétés enregistrées à approfondir leur connaissance de leur chaîne d'approvisionnement;
- régler la question du prix de transfert des diamants par l'entremise d'une loi fédérale et établir des inspections de routine fréquentes portant sur la valeur des lots importés par le DMCC, avec un seuil de sous-évaluation de 15 % pour le rejet;
- retourner dans leur pays d'origine les envois dont le seuil de sous-évaluation dépasse les 15 % afin que les autorités de ce pays puissent prélever les taxes exigibles après une juste évaluation réalisée par un évaluateur indépendant. On devrait communiquer aux autorités du pays d'origine les noms des exportateurs qui sous-évaluent constamment et grossièrement, dans le but d'intenter des poursuites contre eux;
- montrer quelles mesures de sauvegarde elles entendent intégrer à leur système pour atténuer les risques associés aux diamants, au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme. On devrait envisager de mettre un terme à la pratique actuelle qui permet de faire des transactions en espèces pour les diamants plutôt qu'en empruntant les circuits bancaires officiels;
- participer de manière constructive aux efforts de conception d'un guide sur le devoir de diligence relatif aux diamants et aux pierres précieuses; cette participation devrait être proportionnelle au rôle de meneur que joue Dubaï au sein de l'industrie du diamant.

Les négociants, les joailliers et les affineurs des ÉAU qui obtiennent directement ou indirectement de l'or extrait dans la région de la CIRGL devraient :

- adopter et mettre en œuvre des politiques relatives au devoir de diligence qui soient conformes au supplément sur l'or du Guide OCDE, c'est-à-dire par l'entremise d'une inspection sur place des conditions de l'extraction et du commerce du minerai, et de la mise en place d'un système de chaîne de possession ou de traçabilité avec les exportateurs locaux.

Les affineurs des ÉAU jugés conformes au guide du DMCC relatif à l'or responsable pourraient :

- améliorer les techniques de caractérisation de l'or recyclable ou des déchets d'or afin de déceler l'or possiblement négocié sous de fausses représentations et d'exercer par conséquent une diligence raisonnable;
- fournir un soutien financier aux commissions multipartites pour l'évaluation des sites miniers, des itinéraires de transport et des points où l'or est négocié, ainsi qu'aux mécanismes de chaînes de responsabilité ou de traçabilité (conformément au guide de l'OCDE) dans les pays de la CIRGL;
- recommencer à exercer leurs activités dans la région de la CIRGL par l'entremise d'achats provenant de mines et d'itinéraires de transport évalués pour lesquels des systèmes de chaînes de responsabilité et de traçabilité sont en place.

Publications de Partenariat Afrique Canada

Partenariat Afrique Canada travaille à renforcer la bonne gouvernance et le respect des droits de la personne, à prévenir les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, et à promouvoir le développement durable.

Vous trouverez les rapports de PAC suivants sur le commerce des diamants sur le site web de PAC.

- Reap What You Sow: Greed and Corruption in Zimbabwe's Marange Diamond Fields
- Diamants sans frontières: une évaluation de la contrebande des diamants et de la mise en œuvre du système de certification de PK en Afrique de l'Ouest
- Diamonds and Clubs: The Militarized Control of Diamonds and Power in Zimbabwe
- Paddles for Kimberley: An Agenda for Reform
- Zimbabwe, Diamonds and the Wrong Side of History
- À la loupe: les diamants illicites et le Processus de Kimberley
- Land Grabbing and Land Reform: Diamonds, Rubber and Forests in the New Liberia
- The Lost World: Diamond Mining and Smuggling in Venezuela
- Tuer Kimberley? Diamants de guerre et tigres de papier
- Triple Jeopardy - Triplicate Forms and Triple Borders: Controlling Diamond Exports from Guyana
- Fugitives and Phantoms: The Diamond Exporters of Brazil
- Implementing Kimberley Process - 5 years on - how effective is the Kimberley Process and what more needs to be done?
- The Failure of Good Intentions
- Le riche et le pauvre - diamants du développement et diamants de la pauvreté: Les possibilités de changement dans les champs alluviaux de diamants artisanaux en Afrique
- La clé de Kimberley : contrôles internes des diamants- sept études de cas
- Diamants sans cartes: le Libéria, les Nations Unies, les sanctions et le Processus de Kimberley
- Brillantes paroles, actions sans éclat: la responsabilité sociale des entreprises dans l'industrie du diamant
- L'Afrique de l'Ouest: entre pierres et étincelles. L'économie politique des diamants et la déstabilisation régionale
- Les diamants en République centrafricaine : commerce, évaluation et blanchiment
- Ici? Jamais de la vie. Succès, suffisance et suspicion au sein de l'industrie indienne du diamant,
- Guerre et paix en Sierra Leone: les diamants, la corruption et la filière libanaise
- Le Processus de Kimberley : Les arguments en faveur d'une surveillance adéquate
- Monnaie forte : l'économie criminalisée des diamants dans la République démocratique du Congo et les pays voisins
- Les diamants : éternels ou providentiels? L'impact économique des diamants en Afrique australe
- Un éclat dans la glace : bénéfiques, protection et réglementation dans l'industrie canadienne du diamant
- Déstabiliser la Guinée : les diamants, Charles Taylor et la possibilité d'une catastrophe humanitaire de plus grande envergure
- Le cœur du problème – la Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine



THE REPUBLIC OF UGANDA

JUDICIAL COMMISSION OF
INQUIRY

INTO

ALLEGATIONS INTO ILLEGAL
EXPLOITATION OF NATURAL
RESOURCES AND OTHER FORMS OF
10 WEALTH IN THE DEMOCRATIC
REPUBLIC OF CONGO 2001

(May 2001– November, 2002)

Legal Notice No. 5/2001, as amended

FINAL R E P O R T

November, 2002

TABLE OF CONTENTS

1.	ESTABLISHMENT OF THE COMMISSION .	1
1.	INTRODUCTION	1
2.	MEMBERS:.....	2
3.	TERMS OF REFERENCE	2
4.	TIME FRAME OF THE INQUIRY	3
5.	CONSTRAINTS/LIMITATIONS	3
6.	METHODOLOGY	4
6.1.	<i>Documentation:</i>	5
6.2.	<i>Evidence</i>	5
7.	RULES OF PROCEDURE	9
8.	WORKING HOURS.....	9
9.	PLACE OF WORK	9
10.	SECTIONS OF EVIDENCE	9
2.	DEFINING KEY CONCEPTS	10
11.	ILLEGALITY.....	10
11.1.	<i>Violation Of Sovereignty</i>	10
11.1.1.	<i>Whether the UPDF should have gone into the Democratic Republic of Congo.</i>	10
11.1.2.	<i>Whether Businessmen and International Companies may trade in a war zone without compromising the Sovereignty of the country</i>	11

11.2.	<i>Respect By Actors Of The Existing Regulatory Framework</i>	11
11.3.	<i>Use And Abuse Of Power.....</i>	12
11.3.1.	<i>Forced monopoly in trading</i>	12
11.3.2.	<i>Unilateral fixing of prices of products by the buyer</i>	13
11.3.3.	<i>Confiscation and looting of products from farmers</i>	13
11.3.4.	<i>Use of military forces in various zones to protect some interest or to create a situation of monopoly.</i>	13
11.3.5.	<i>Violation of international law including “soft” law.</i>	13
12.	EXPLOITATION	15
3.	ILLEGAL EXPLOITATION OF NATURAL RESOURCES	16
13.	THE KAZINI REVELATIONS.	16
13.1.	<i>UPDF Officers conducting business</i>	16
13.2.	<i>Gold Mining.....</i>	19
13.3.	<i>Intelligence/Security Funding</i>	20
13.4.	<i>Looting.....</i>	21
13.5.	<i>Smuggling</i>	21
14.	PRE-EXISTING STRUCTURES THAT FACILITATED EXPLOITATION	23
14.1.	<i>Allegations against the Government of Uganda</i>	25
14.2.	<i>Allegations against General Salim Saleh</i>	27
14.3.	<i>Allegations against Kainerugaba Muhoozi</i>	28
14.4.	<i>Allegations against top UPDF Officers</i>	28
14.5.	<i>Allegations against General Kazini.</i>	28
14.6.	<i>Transportation Networks.....</i>	29

	14.6.1.	<i>Military Air Base</i>	29
	14.6.2.	<i>Allegations against the Government of Uganda</i>	37
	14.6.3.	<i>Implied Allegations against The Civil Aviation Authority</i>	38
15.		MASS SCALE LOOTING	48
	15.1.	<i>Amex Bois</i>	48
	15.2.	<i>La Forestiere</i>	48
	15.3.	<i>Confiscation of Coffee Beans.</i>	49
	15.4.	<i>Cars</i>	49
	15.5.	<i>Theft from Banks</i>	50
	15.6.	<i>Murder of Civilians</i>	50
	15.7.	<i>Organised Looting</i>	50
	15.8.	<i>Allegations against Uganda</i> ...	51
	15.8.1.	<i>Appointment of Adele Lotsove</i>	51
	15.8.2.	<i>Knowledge of Key Ugandan Officials</i>	53
16.		SYSTEMATIC AND SYSTEMIC EXPLOITATION	53
	16.1.	<i>Timber : Dara Forêt and Dara Great Lakes International.</i>	53
	16.1.1.	<i>Allegations against His Excellency the President and his family</i>	62
	16.2.	<i>Mining Sector</i>	63
	16.2.1.	<i>Mining Disasters and Soldiers imposing “Gold Tax”</i>	64
	16.2.2.	<i>Harrassment of Civilians</i>	70
	16.2.3.	<i>Trainees used as Convincible Labour to Mine</i>	71
	16.2.4.	<i>Foreign Labour</i>	71

- 16.3. *Wildlife*..... 72
 - 16.3.1. *Poaching in Garambwa National Park* 72
 - 16.3.2. *Tusks seized in Isiro* 72
 - 16.3.3. *Tusks seized from Col Mugenyi near Garambwa National Park* 72
 - 16.3.4. *Allegations against the Government of Uganda* 73
- 17. MONOPOLIES AND PRICE FIXING 74
 - 17.1. *Coffee Harvesting by J P Bemba* 74
 - 17.2. *Control of the Economy* 74
 - 17.3. *Allegations against Uganda*... 75
 - 17.4. *Individual Colonels collecting or demanding taxes* 77
- 18. CURRENT STRUCTURES OF ILLEGAL EXPLOITATION 78
 - 18.1. *Administrative Structures*. 78
 - 18.1.1. *Appointment or confirmation of Congolese Administrators* 78
 - 18.2. *Modes of transportation*..... 79
 - 18.2.1. *Allegations against Uganda* 79
 - 18.3. *Air Alexander International Ltd* 80
 - 18.4. *Take Air Ltd* 81
 - 18.5. *Other Private Companies* 81
 - 18.5.1. *Victoria Group* 81
 - 18.5.2. *Trinity* 83
- 19. SYSTEMATIC EXPLOITATION 85
 - 19.1. *Allegations against Uganda*... 85

19.2.	<i>Allegations against Top Army Commanders</i>	86
20.	INDIVIDUAL ACTORS	86
20.1.	<i>Major General Salim Saleh ...</i>	86
20.2.	<i>Jovial Akandanawaho.....</i>	88
20.3.	<i>General James Kazini.....</i>	88
20.3.1.	<i>General Kazini's Coltan.</i>	89
20.3.2.	<i>General Kazini's demand for \$5000.</i>	91
20.3.3.	<i>General Kazini's assets.</i>	92
20.4.	<i>Colonel Tinkamanyire.....</i>	92
20.5.	<i>Col Otafiire.....</i>	92
20.5.1.	<i>Documents obtained at the request of the Nairobi witness when giving evidence.....</i>	93
20.5.2.	<i>Letter dated 3rd August 2000 from Professor Wamba, instructing payment of \$13,000 to Col Otafiire.</i>	94
20.6.	<i>Col Otafiire, Col Mayombo and Hon. Wapakhabulo</i>	94
20.6.1.	<i>Payment of US\$380,000.</i>	94
20.6.2.	<i>Letter from Professor Wamba dia Wamba authorising payment. (2).....</i>	96
20.7.	<i>Colonel Mayombo's advice to Professor Wamba dia Wamba.</i>	105
20.8.	<i>Ateenyi Tibasiima and Roger Lumbala</i>	106
20.9.	<i>Other Individual Actors</i>	106
20.10.	<i>The Uganda Peoples' Defence Force (UPDF)</i>	106
21.	ECONOMIC DATA : CONFIRMATION OF THE ILLEGAL EXPLOITATION OF THE NATURAL RESOURCES OF THE Democratic Republic of Congo	108
21.1.	<i>Gold</i>	108

21.2.	<i>Diamonds.....</i>	112
21.3.	<i>The Diamond Link</i>	114
21.3.1.	<i>Victoria.....</i>	115
21.3.2.	<i>Khalil.....</i>	116
21.3.3.	<i>Picadilly Import and Export</i>	118
21.3.4.	<i>General Kazini</i>	119
21.3.5.	<i>Jovial Akandwanaho</i>	122
21.4.	<i>Niobium.....</i>	123
21.5.	<i>Mineral Transit figures.....</i>	124
21.6.	<i>Cobalt:</i>	126
4.	LINKS BETWEEN THE ALLEGED ILLEGAL EXPLOITATION OF NATURAL RESOURCES AND THE CONTINUATION OF THE CONFLICT.	127
22.	NATURE OF THE LINKS.....	127
22.1.	<i>Budgets compared to military expenditure.</i>	127
22.2.	<i>Financing the War</i>	129
22.2.1.	<i>Primary Means of Financing The War</i>	129
22.2.2.	<i>The Re-Exportation Economy</i>	130
22.2.3.	<i>Purchase Of Supplies On Credit</i>	132
22.2.4.	<i>Racketeering By Soldiers</i>	132
22.2.5.	<i>Handing over of Arms</i>	132
22.2.6.	<i>MLC, RCD Goma and RCD-ML</i>	135
22.3.	<i>Allegations against Uganda.</i>	137
22.4.	<i>Special Features of the Links</i>	137

	22.4.1.	<i>Lendus And Hema Conflict:</i>	137
	22.4.2.	<i>Nia Nia Confrontation:</i>	139
	22.4.3.	<i>The Kisangani Clashes</i>	140
	22.5.	<i>Facilitators or passive accomplices</i>	142
	22.5.1.	<i>Bilateral Donors...</i>	142
	22.5.2.	<i>Mulilateral Donors</i>	142
	22.5.3.	<i>Transit Countries..</i>	143
	22.6.	<i>The pivotal role of leaders...</i>	143
	22.6.1.	<i>President Museveni</i>	143
5.	PANEL'S CONCLUSIONS AND FINDINGS		146
	23.	MINERAL RESOURCES	146
	24.	SYSTEMIC AND SYSTEMATIC EXPLOITATION	146
	25.	ROLE OF PRIVATE SECTORS.....	147
	26.	BILATERAL AND MULTILATERAL DONORS	147
	27.	TOP MILITARY COMMANDERS.	148
6.	UGANDAN ADMINISTRATIVE ORGANISATIONS		148
	28.	Registrar of Companies	148
	28.1.	<i>Recommendations – Companies.</i>	152
	29.	Uganda Revenue Authority	153
	29.1.	<i>Recommendations: –URA....</i>	154
7.	CONSIDERATION OF THE ADDENDUM		155
	30.	INTRODUCTION	155
	30.1.	<i>Methodology</i>	155

31.	EXPLOITATION OF THE NATURAL RESOURCES	157
	31.1. <i>“Illicit” and “Illegal”</i>	157
	31.2. <i>Coltan</i>	160
	31.3. <i>Gold</i>	160
	31.4. <i>Copper and Cobalt</i>	162
	31.5. <i>Diamonds</i>	162
	31.6. <i>Timber</i>	163
32.	ALLEGATIONS AGAINST UGANDA IN THE ADDENDUM	163
33.	THE LINK BETWEEN EXPLOITATION OF RESOURCES AND THE CONTINUATION OF THE CONFLICT.....	167
	33.1. <i>Recent Developments</i>	167
	33.1.1. <i>Uganda</i>	167
	33.1.2. <i>Democratic Republic of Congo - Dara Forêt</i>	167
34.	CONCLUSIONS OF THE PANEL IN THE ADDENDUM	168
35.	RECOMMENDATIONS OF THE PANELS	169
	35.1. <i>Institutional</i>	169
	35.2. <i>Financial and Technical</i>	170
	35.3. <i>Sanctions</i>	171
8.	CONSIDERATION OF THE FINAL REPORT OF THE PANEL	172
	36. <i>Methodology</i>	172
	37. <i>Elite Networks</i>	173
	37.1. <i>Key Figures</i>	173
	37.1.1. <i>Lt General Salim Saleh</i>	173

37.1.2.	<i>General Kazini</i>	173
37.2.	<i>Members of Networks</i>	173
37.2.1.	<i>Col Mayombo</i>	173
37.2.2.	<i>Col Otafiire</i>	174
37.2.3.	<i>Sam Engola</i>	174
37.3.	<i>Front Companies</i>	176
37.3.1.	<i>Victoria</i>	176
37.3.2.	<i>Trinity</i>	176
37.3.3.	<i>La Conmet and Sagricof</i>	176
37.4.	<i>Methods used by Networks</i> ..	177
37.5.	<i>Intimidation and use of force by UPDF</i> ..	177
38.	<i>Training of Paramilitary Force</i>	177
39.	<i>Tax Exemptions</i>	180
39.1.	<i>Local Operators</i>	181
39.2.	<i>Victor Bout</i>	181
40.	<i>Strategies and Sources of Revenue</i> ...	181
40.1.	<i>Coltan:</i>	181
40.2.	<i>La Conmet</i>	182
40.3.	<i>Diamonds - Victoria</i>	183
40.4.	<i>Tax Fraud and the requisition of assets</i> ..	184
40.5.	<i>Economic exploitation and ethnic conflict.</i> ..	184
40.6.	<i>Armed Conflict and its consequences: Malnutrition and mortality</i> 185	

40.7.	<i>Cooperation</i>	186
40.7.1.	<i>“Concessions”</i>	188
40.7.2.	<i>Questionable documents</i>	191
40.7.3.	<i>Credibility</i>	192
40.7.4.	<i>Comparative Procedures</i>	192
40.7.5.	<i>Powers of the Commission</i>	193
40.8.	<i>Agreement in General</i>	194
41.	Recommendations in the Final Report	194
42.	ADDITIONAL EVIDENCE.....	195
43.	CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS OF THE COMMISSION	196
43.1.	<i>Inquiry into allegations of illegal exploitation of natural resources</i>	196
43.1.1.	<i>Exploitation</i>	196
43.1.2.	<i>Illegality</i>	196
43.2.	<i>Inquiry into allegations of Mass Scale Looting and Systematic Exploitation</i>	197
43.2.1.	<i>Mass scale Looting</i>	197
43.2.2.	<i>Systematic and Systemic Exploitation</i>	197
43.3.	<i>Inquiry into Allegations of Complicity by His Excellency the President and his family</i>	198
43.4.	<i>Inquiry into Allegations of Involvement of Top Ranking Army Officers and other Ugandans</i>	199
44.	RECOMMENDATIONS of the Commission	200
44.1.	<i>Indiscipline of UPDF Officers</i>	200
44.2.	<i>General Kazini</i>	200

44.3.	<i>UPDF Officers conspiring to allow illegal flights</i>	200
44.4.	<i>UPDF and the Ongoing Defence Review</i>	200
44.4.1.	<i>Assessment</i>	200
44.4.2.	<i>Professional ability</i>	201
44.4.3.	<i>Constitutional Requirements</i>	201
44.5.	<i>Senior Officials of CAA</i>	201
44.6.	<i>Military Air Base</i>	201
44.7.	<i>Mining Sector</i>	201
44.8.	<i>Lt. General Salim Saleh</i>	202
44.8.1.	<i>Disobedience to the orders of the President</i>	202
44.8.2.	<i>Take Air Ltd</i>	202
44.8.3.	<i>Offences against the Companies Act</i>	202
44.9.	<i>Diamond smuggling</i>	202
44.10.	<i>Registration of Companies</i>	202
44.10.1.	<i>Updating of Register</i>	202
44.10.2.	<i>Proactive management of Registration</i>	203
44.10.3.	<i>Revision of penalties</i>	203
44.10.4.	<i>Air Alexander</i>	203
44.11.	<i>URA</i>	203
44.12.	<i>Addendum to the original Panel Report</i>	203
44.13.	<i>Panel's Final Report</i>	203
44.13.1.	<i>General</i>	203
44.13.2.	<i>Colonel Burundi and LA CONMET</i>	204

	44.13.3.	<i>Sam Engola.....</i>	205
	44.13.4.	<i>Colonel Peter Karim.</i>	205
	44.13.5.	<i>Major General James Kazini.</i>	205
	44.13.6.	<i>Colonel Noble Mayombo.</i>	205
	44.13.7.	<i>Colonel Otafiire..</i>	205
	44.13.8.	<i>Lt. General (ret'd) Salim Saleh.</i>	206
9.	ANNEX 1: EXHIBITS		208
10.	ANNEX 2: WITNESSES		223
11.	ANNEX 3: PAPER ON ILLEGALITY		230
45.	Introduction.....		230
46.	The Concept of 'Illegality' and the Democratic Republic of Congo Expert Panel's Interpretation.....		231
47.	Theoretical and Doctrinal Postulations on Illegality – Concept		236
48.	Concept and Parameters of 'Illegality' Revisited		239
49.	Concluding Remarks.....		241

1. ESTABLISHMENT OF THE COMMISSION

1. INTRODUCTION

This report is as a result of an inquiry made into the allegations contained in a UN Expert Panel Report on the illegal exploitation of natural resources and other forms of wealth in the Democratic Republic of the Congo. The Expert Panel was appointed by the Secretary General at the request of the Security Council through its President's Statement S/PRST/2000/20. It produced a report which was submitted to the Security Council on 16th April, 2001. In that report, the Expert Panel alleges that there has been illegal exploitation of Congolese natural
10 resources by individuals, governments and armed groups; and that the Government of the Republic of Uganda was one of those involved.

The Security Council considered the original Panel and made a number of decisions and observations. It noted that the report contained disturbing information about the illegal exploitation of Congolese resources. It took note of the action plan of the Expert Panel for time extension of the original Panel's mandate to allow it to conduct a follow-up investigation and to prepare an Addendum to its final report. It also urged governments named in the report to conduct their own inquiries into these allegations. Accordingly His Excellency the President of the Republic of Uganda, through his Minister of Foreign Affairs took urgent steps to implement the decision to set up an inquiry.

20 The reconstituted Panel of Experts under the new Chairmanship of Ambassador Kassem has produced an Addendum to the original Panel Report which this Commission will also consider.

This Commission produced an Interim Report which was sent to the Minister of Foreign Affairs on 15/10/01 and immediately published on the World Wide Web. That Interim Report was directed at Legality, involvement in illegal activities by the Ugandan Government, His Excellency the President and Members of his family only, although other issues have had to be addressed to deal with these matters.

This Commission has used the basis of its Interim Report to answer both the issues left outstanding by the Interim Report, and additional matters arising from the Addendum to the

original Panel Report in this Final Report. The Report attempts, so far as possible, to follow the headings and the order of Paragraphs in the original Panel Report and the Addendum.

On 23rd May 2001, the Minister of Foreign Affairs issued Legal Notice No.5 which was published as Supplement No.23 in the Uganda Gazette of 25th May 2001, and by which the Minister established the Commission of Inquiry (Allegations into Illegal Exploitation of Natural Resources and other Forms of Wealth in the Democratic Republic of Congo) 2001.

2. MEMBERS:

The Commission consisted of the following persons:

Hon. Justice David Porter	:	Chairman
10 Hon. Justice J.P. Berko	:	Member
Mr. John Rwambuya retired Senior UN official	:	Member
Mr. Bisereko Kyomuhendo Principal State Attorney	:	Secretary
Mr. Alan Shonubi, Advocate	:	Lead Counsel

The Commission was ably assisted by Dr. Henry Onoria particularly on International Law and Mr. Vincent Wagona from the office of the Director of Public Prosecutions as Assistant Lead Counsel.

3. TERMS OF REFERENCE

The terms of reference of the Commission are as follows; _

- 20
- to inquire into the allegations of illegal exploitation of natural resources and other forms of wealth of the Democratic Republic of Congo, to wit minerals, coffee, timber livestock, wildlife, ivory, moneys or other property from the Democratic Republic of Congo contained in the said report.
 - To inquire into the allegations of mass scale looting and systematic exploitation of natural resources and other forms of wealth from the Democratic Republic of Congo by the Government of Uganda made in the said report;
 - To inquire into allegations of complicity or involvement by His Excellency the President and his family in the alleged illegal exploitation made in the said report;

- To inquire into allegations of involvement in the illegal exploitation of the natural resources of the Democratic Republic of Congo by top ranking UPDF officer and other Ugandan individuals named in the said report.

4. TIME FRAME OF THE INQUIRY

The Commission was required to submit a report of its findings and recommendations to the Minister responsible for Foreign Affairs within three months after commencing duties. This time period has been increased from time to time by Legal Notice, and includes a 6 week Christmas break

The Commissioners were sworn in on 4th June 2001, but because of logistical set backs, they
10 did not open public hearings until 12 July 2001. The intervening period was spent in preparing office, acquiring equipment, recruiting secretariat, collecting and reading source documents and relevant data (such as the original Panel Report) and interviewing, selecting and summoning witnesses.

5. CONSTRAINTS/LIMITATIONS

The Commission has experienced various constraints in its task. One of the major snags was the lack of sources of information. Although the original Panel was prepared to accept unsworn, and often hearsay evidence in private, this Commission is forced by the Commissions of Inquiry Act to work only with sworn evidence, given in public.

The Commission had hoped for the original Panel's assistance in providing some of the
20 sources it had not included in its report, but disappointingly from the outset, this was not the case. In initially refusing to share with this Commission their sources of information, the original Panel made it clear that it was the policy of UN not to disclose such sources in its reports. However, later on during further visits by members of the reconstituted Panel to this Commission, some documents were availed which have assisted enquiries to a certain extent. Further documents were provided from time to time, although some of them turned out to be impossible to rely upon, while others were translations from French into English. The reconstituted Panel availed one witness, together with facilities to hear him in Nairobi, which was of great assistance. All in all, however, this Commission has been left with the impression that the reconstituted Panel could have done a great deal more to assist, and could
30 have done it earlier in the investigations.

In that regard it is important to be aware of the difference in emphasis between the original Panel and this Commission. Broadly put, it is for the original Panel to gather intelligence,

evaluate it, and base allegations on the result. It is for this Commission to look at the allegations raised, search for evidence to support or deny such allegations, and to make recommendations to the calling Minister, and ultimately to the Uganda Government upon those allegations. This Commission's writ runs only in Uganda. In the nature of things, therefore, the original Panel is in the position of accuser, whilst this Commission has to try to obtain prima facie evidence of the accusations for action by the Government of Uganda. Normally then, the original Panel would be in the position of complainant, providing the basis and evidence, or at least lines of inquiry, to convince this Commission of the truth of specific allegations. The provision of a few documents, even including the undoubted assistance given
10 in respect of the interview of one witness in Nairobi (to whom this Commission will refer as "the Nairobi witness") has not amounted to sufficient to assist to any great extent.

This has been a problem, since one of the things this Commission has had to bear in mind is not blindly to accept the original Panel's evaluation of the intelligence it has gathered, but to look at the evidence available on specific matters, and to make its own evaluation. In doing so there are important occasions upon which the evaluation of intelligence by the original Panel has been found to be unreliable- for example, the Case Study of Dara Forêt, and the various documents supplied by the reconstituted Panel to this Commission upon which the reconstituted Panel clearly relied which have been found probably to have been forged. This theme is further examined in Paragraph 6.2 below

20 Other constraints included unwillingness from fear by witnesses interviewed to tell all they knew, inefficiency of some officials or poor record keeping, fear of self incrimination in instances of corruption and in some cases fear of reprisal. Also financial shortage and bureaucracy in releasing approved funds had an adverse effect on the work of the Commission.

6. METHODOLOGY

In conducting its inquiry, the Commission looked at its task as one of inquiry and investigation rather than that of prosecution or defence of any one who appeared before it. With few exceptions, the hearing was conducted in public and evidence was given on oath. Witnesses were free to be accompanied or assisted by counsel before the Commission, if they
30 so wished. Members of the Public were repeatedly encouraged to give information to this Commission, and any interested party was free to engage counsel to question witnesses. The Commission utilized two types of information for its inquiry: documentation and evidence.

6.1. Documentation:

Abundant documents were available to the Commission. They included;

- Report of the original Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and other Forms of Wealth in the Democratic Republic of the Congo, dated 16th April 2001.
- Addendum to the above Report
- Response by the Government of the Republic of Uganda to the above report dated 23 April 2001.
- Response to the Addendum
- 10 ■ Statement by H.E President Museveni about the original Panel Report dated 3 May 2001.
- Legal Notice issued by the Minister of State for Foreign Affairs/Holding the Portfolio of Minister of Foreign Affairs, dated 23 May 2001, establishing the Commission and terms of reference therein.
- The Commission of Inquiry Act, Cap. 56 of the Laws of Uganda as amended by Statutory Instrument 200 of 1965.
- Sections 89 and 93 of the Penal Code Act.
- Lusaka Agreement 1999 (and subsequent protocols).
- A list of other relevant documents is given in Annex I Exhibits:

20 6.2. Evidence

His Excellency President Museveni gave evidence. Also all Ugandans and some non-Ugandans mentioned in the original Panel Report provided evidence on oath. They included, the Defence Minister, Mr. Amama Mbabazi, the former Army Commander, then Major General . J. J. Odongo, the former Secretary of Defence, Dr. Ben Mbonye, the Current Secretary of Defence, David G Musoke, the former Chief of staff, Brig. James Kazini, Major General . Salim Saleh (Caleb Akandwanaho). Also interviewed were Government officials from various Ministries and institutions. They produced and defended or explained data and reports presented to the Commission. This enabled the Commission to cross check or compare the figures or sources with those

30 given in the original Panel Report.

Only one witness appeared in response to the Commission's appeal to the public to come forward and give evidence. Unlike the original Panel of Experts, the Commission's terms of reference restricted its task to the allegations relating to Uganda and the Democratic Republic of the Congo. A full list of witnesses is given in Annex II Witnesses

On the question of consideration of evidence, there is an obvious difference between the proceedings of the original Panel and of this Commission. The original Panel said on this subject :

10

“Methodology. Owing to the nature of the work and the complexities of the issues, a methodology that allows flexible data collection was essential in order to complete this project. The Panel has therefore utilized:

(a) Primary data collection. Official documentation from ministries and other institutions as well as recorded minutes of meetings involving various relevant actors;

(b) Secondary sources. Reports, workshop proceedings, published and unpublished literature;

(c) Interviews. Structured, semi-structured and open interviews as well as interviews resulting from various network referrals.

10. A vast amount of data was obtained from three essential sources:

20

(a) Countries and other entities involved in the conflict in the Democratic Republic of the Congo, namely: Angola, Burundi, the Democratic Republic of the Congo, Namibia, Rwanda, Uganda, Zimbabwe, RCD-Goma and RCD-ML;

30

(b) “Third-party” sources such as Belgium, Cameroon, China, Denmark, France, Germany, Kenya, the Netherlands, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United Republic of Tanzania, the United States of America, Switzerland, various United Nations agencies, the International Monetary Fund, the World Bank, the World Trade Organization, OECD, the International Coffee Organization, De Beers, the Diamond High Council, the International Diamond Manufacturers Association, the University of Maryland, the World Resource Institute and CIFOR;

(c) Various individual actors and stakeholders who expressed an interest for various reasons in sharing their knowledge and understanding with the Panel.

40

The production and export data series available for the analysis cover the period 1995-2000. Data were systematically analysed separately and then compared with one another. Comparative analysis thus contributed to the Panel's ability to develop a good understanding of the issues. In addition, the Panel sought to cross-check every item of information received. In relation to this and to the extent possible, Panel members attempted to speak to individuals against whom serious allegations were made. When access to those key witnesses or primary actors was denied, Panel members

10

often relied on their closest collaborators for insight. The Panel however faced a problem of imbalance in the acquisition of data. Indeed data was abundant for Rwanda, Uganda, RCD-Goma, RCD-ML and MLC. This is partly due to the high number of insiders living in the Democratic Republic of the Congo and in Europe who were directly involved with those entities and who offered to share almost everything they knew or had experienced or gathered as documentation while they were involved with them. The same quantity and quality of data were not available for Angola, Namibia or Zimbabwe, although the Panel visited those countries. This constraint can be felt in the report. Overall the report was written using the empirical method combined with the economic analysis of data collected, supported by elements of evidence.”

The Addendum to the Report does not address this subject, and must be assumed to have adopted the same approach. Often the reconstituted Panel refers to only one source, whether reliable or credible.

This is a pity, because the Government of Uganda in its response took exception to the original Panel’s methodology, and accused the original Panel of not following its own expressed methods of work.

20

For this Commission, bound as it is to hear sworn evidence in public, it would seem that the majority of evidence likely to be obtained by such a methodology would be either hearsay, biased, or pure gossip, all untested.

An example of the sort of problem which this methodology, as practiced by the original Panel, would create all by itself is the swingeing criticism of the Uganda Government, His Excellency the President, and of various companies by the original Panel in their so-called Case Study of Dara Forêt.

As this Commission has already shown in its Interim Report and repeats here in Paragraph 16.1 below, that investigation was in many areas one sided, biased, and completely wrong, because the original Panel did not do what it said it was going to do, that is to interview those accused, or ask to do so.

30

The original Panel Report directly caused the misconceived and wrongful kidnapping and detention by the Mayi Mayi of 24 of Dara Forêt’s expatriate employees for a considerable period of time.

The Addendum to the Report hides an admission that the original Panel was wrong, shyly tucked away in a passage on payment of tax, under the heading of “The Democratic Republic of Congo” within the heading of “The Link between exploitation of resources and the continuation of the conflict”. and fails to

acknowledge the obvious fact that the original Panel’s accusation, levelled against the President and the Government of Uganda as conspirators with Dara Great Lakes Industries Ltd to facilitate fraud against the Timber Certification system, is totally unsupported, and even worse, untrue.

So far as this Commission can see, the very minimum standard of proof or methodology would be to hear both sides of every story, which the original Panel failed to do. The reconstituted Panel heard both sides of the Dara Forêt saga, as they interviewed Mr. Kotiram, as they did many other accusees, but failed to record their conclusions having done so.

10 For this sort of inquiry, acknowledging that open hearings on oath are likely to give a very limited picture, one could well adopt the methodology of the original Panel of Experts on Sierra Leone, who said on this subject::

“C. Standards of Verification

The Panel agreed at the outset of its work to use high evidentiary standards in its investigations. This required at least two credible and independent sources of information to substantiate a finding. Wherever possible, the Panel also agreed to put allegations to those concerned in order to allow them the right of reply. In the past, allegations against various parties to the conflict in Sierra Leone have been denied with the question, ‘Where is the evidence?’ An example of this is the standard response to charges that weapons have been channelled to Liberia through Burkina Faso. In the report that follows, we have dealt in detail with this particular allegation. It might still be asked, ‘Where is the evidence?’ On this charge and others, full details of the sources will not be revealed, but the evidence is incontrovertible. The Panel examined the flight records maintained at the offices of Roberts Flight Information Region (FIR) in Conakry for all aircraft movement in West Africa during the period in question. It saw photographs of the aircraft being loaded in Burkina Faso. It examined flight plans. It spoke to eyewitnesses of aircraft movement in Burkina Faso and Liberia, and it spoke to individuals who were on board the aircraft in question. In addition to its own detailed verification, the Panel received corroborating information from international intelligence agencies and police sources operating at international as well as national levels. The assistance of Interpol specialists was also taken as and when required. This is an example of one of the more difficult issues examined by the Panel. All issues have been judged and reported using the same standard. “

Unfortunately the traps warned against by the Sierra Leone Panel are exactly the traps into which the original Panel fell: it is not very clear that the Addendum has helped to free them.

7. RULES OF PROCEDURE

While the Commission was empowered to adopt its own rules of procedure, it on the whole adhered to the Evidence Act (cap.43).

8. WORKING HOURS

The working hours of the Commission were from 8:30 a.m. to 5:30 p.m. from Monday to Friday of each week. Public hearings were normally conducted between 9:00 a.m. and 5:30 p.m.

9. PLACE OF WORK

The Commission's office was located in suites 102-104 Nile Hotel. The Commission had
10 open hearings at the International Conference Centre.

10. SECTIONS OF EVIDENCE

The evidence gathered was divided in the following briefs;

1. Background to Uganda involvement in the Congo.
2. Exploitation allegations pertaining to timber – Dara Forêt Case Study and other timber related allegations.

2A Aviation and Airport
3. Exploitation allegations pertaining to minerals, diamonds, gold, cassiterite, other minerals and economic data.
4. Exploitation allegations pertaining to coffee, livestock, wildlife, ivory, money and
20 other property.
5. Exploitation allegations pertaining to mass scale looting systematic and systemic exploitation.
6. Allegations against His Excellency the President and his family in alleged illegal exploitation.
7. Exploitation by individuals and top UPDF officers named in the report.

8. Upcountry considerations and evidence.

The Briefs were generally intertwined in such a way that the evidence in one brief could also appear in another brief or, to some extent, be mentioned in another.

2. DEFINING KEY CONCEPTS

11. ILLEGALITY.

This Commission has read Paragraph 15 of the Report of Experts on illegality. Bearing in mind that there are pending proceedings before the International Court of Justice between the Democratic Republic of Congo and Uganda, this Commission takes the view that it would be wrong to attempt a full definition of illegality in the context of exploitation of resources in the Democratic Republic of Congo, particularly with regard to Uganda's intervention in the Democratic Republic of Congo. As to violation of sovereignty, it would be wrong for this Commission to come to any conclusion. However, as to illegality of alleged exploitation of natural resources, this matter may be considered.

The original Panel Report defined four concepts of illegality:-

11.1. Violation Of Sovereignty

The history of Zaire now the Democratic Republic of Congo since independence has been characterised by the seizure of power by military means. There is no doubt that, even before the rebellion in 1996 Kinshasa had little or no control over the Eastern the Democratic Republic of Congo, and that to all intents and purposes, apart from the technical drawing of lines on a map, in practice these were different countries.

The point about sovereignty is that consideration of it falls into two headings:-

11.1.1. Whether the UPDF should have gone into the Democratic Republic of Congo.

This Commission's consideration of the evidence shows that the original incursion into the Democratic Republic of Congo was by consent between Uganda and the Laurent Kabila government. It has been shown that movement across the Democratic Republic of Congo over the period of a year was strategically necessary from Uganda's point of view, and this Commission has said that in view of the outstanding ICJ case, it will not attempt finally to decide the matter.

However, there are many examples from up-country visits of breach of Uganda's sovereignty, prior to the first incursion by the UPDF, by groups actively supported and sheltered, first by the Mobutu regime, and later by the regime of Laurent Kabila.

Whether or not the movement across the Democratic Republic of Congo was legal or illegal under International Law is irrelevant to the consideration of illegal exploitation of the resources of the Democratic Republic of Congo, because exploitation would be by trade, and this Commission has been advised that even during an illegal occupation, trade is not affected (see Annex III Paper on
10 Illegality and International Law). Further, this Commission has great difficulty in differentiating in principle between the events in the Democratic Republic of Congo and recent events on the International Stage.

11.1.2. Whether Businessmen and International Companies may trade in a war zone without compromising the Sovereignty of the country

Even if it were to be argued that Uganda's presence in the Democratic Republic of Congo is unlawful on the basis of UN resolutions, this does not necessarily imply that commercial activities in the Eastern Part of the Democratic Republic of Congo should be deemed illegal. For International Doctrine and Practice admits of the continuity of the political, socio-economic and cultural life of the people and
20 communities in territory occupied. Trade by businessmen and International Companies is only a facet of that continuity. The alleged exploitation found by this Commission after hearing ample evidence appears to have been mainly in the nature of trade, rather than deliberate policy of the Uganda Government as consistently alleged in the original Panel Report. The reconstituted Panel have come to the same conclusion as this Commission in the Addendum to the Report (see Paragraph 98 of the Addendum)

11.2. Respect By Actors Of The Existing Regulatory Framework

There is no doubt that since 2nd August 1998, the Kinshasa Regime has never had effective control in Eastern and North Eastern the Democratic Republic of Congo.
30 This was a mere reflection of the situation which prevailed before the rebellion against the Mobutu regime. Therefore the authorities exerting effective power and control over Northern, Eastern and North Eastern the Democratic Republic of Congo after August 1998 were the various rebel groups, as recognised in the Lusaka Agreement.

This Commission is surprised to see, in Paragraph 15(b) of the Report, the suggestion by the original Panel that rebels in effective control of an area somehow adopt the title of “sovereignty” over that area. This Commission’s view is that sovereignty is indivisible within borders and relates to the whole of the Democratic Republic of Congo. This Commission thinks that the original Panel was ill advised to use this phraseology.

The original Panel appears to say on the one hand that breach of sovereignty is illegal, and on the other hand that rebels exerting effective power and control over an area can set up a regulatory framework to govern the use and exploitation of natural resources in that area. The two are incompatible.

This Commission is inclined to the view that Congolese, in effective control of territory in the Democratic Republic of Congo, who set up or adopt a regulatory framework, commit no breach of sovereignty, and therefore that regulatory framework must be obeyed by traders and businessmen who operate in that territory. It is not, however, for those traders or businessmen to look into the application of taxes, merely to comply with the regulations.

Throughout the Addendum the reconstituted Panel does not use the word “illegal” once as an active criticism, merely in titles. Only at the end is the word “illicit” allowed to creep in, and then only on one occasion in relation to Uganda.

The Addendum to the original Panel Report appears to accept that rebel leaders have in the main adopted the regulatory framework which previously existed, sometimes with variations: and that accords with this Commission’s observation of import, export and transit documents.

11.3. Use And Abuse Of Power

The original Panel gives five examples of abuse of power :

11.3.1. Forced monopoly in trading

Forced monopoly should not be confused with price fixing in the ordinary course of trade. For example in the coffee trade, quite often coffee buyers will provide sacks, either free or at a price, for the growers: this is an advantage to both parties: clean coffee for the trader, and facilitation of packing for the growers. However, coffee prices will be fixed by the buyers, and if there are fewer buyers, the

situation will appear more and more like a monopoly: but such a practice is in the ordinary course of business. (see Panel Report Paragraph 65)

Similar practices exist in the tobacco industry, where seed money, fertilizers, chemicals and hand tools are provided, and recovered from the farmer through tobacco prices.

But where the circumstances amount to a use of military force as considered under Paragraph 11.3.4 below, this should obviously be considered as illegal.

11.3.2. Unilateral fixing of prices of products by the buyer

10 In view of the practices in the coffee and tobacco trade, this Commission cannot agree that the examples given in the original Panel Report involve illegality in the examples quoted. (See 11.3.1 above)

11.3.3. Confiscation and looting of products from farmers

These would obviously be rightly considered as illegal where there is evidence. However the examples quoted throughout the original Panel Report do not have sufficient evidentiary support to ground this complaint. (See e.g. Paragraph 15.3 below)

11.3.4. Use of military forces in various zones to protect some interest or to create a situation of monopoly.

20 Once again one has to distinguish circumstances. There is a great deal of difference between provision of security in the general sense, which enables businessmen to trade safely, and specific protection of interests for the benefit of a particular party. To satisfy this commission's conditions of work, this Commission would need evidence of specific instances, which evidence in the main is not available. The evidence of Adele Lotsove and General Kazini clearly shows that, after initial occupation, what was expected of the UPDF was to provide security.

11.3.5. Violation of international law including "soft" law.

In Paragraph 15 (d), the original Panel considered that business activities carried out in violation of international law were illegal, and included "soft" law in that definition.

This Commission has received a great deal of evidence relating to import, export and transit of timber. Certification of timber is an example of “soft” law, and the only one referred to in the original Panel Report. This Commission was told that the only certified Forest in Africa is in Gabon: researches on the Internet show that Smartwood, one of the certifying bodies, do not even have a category for Africa. Other certifying bodies mention forests in South Africa only

10 On the basis of evidence this Commission has received there is no doubt whatever that, although the international community quite rightly promotes proper forest management for the protection of the environment, and uses certification as a powerful tool to that end, nevertheless in commercial terms the difference between certification and non-certification amounts to a difference in price only, and as a matter of fact, companies involved in the timber trade will use certification where they can, but will nevertheless sell uncertified timber where certification is not possible or too expensive.

It is difficult to describe an act as illegal unless there is some penalty attached to the performing of the act, which is not the case for certification of timber, and this Commission doubts that the original Panel of experts was correct in including "soft" law in their definition of illegality.

20 This Commission does not think that the definition of illegality is quite as simple as the original Panel of Experts has set out in the report.

30 On the basis of the response of the Republic of Uganda, and that of His Excellency President Museveni, this Commission takes the view that there are many considerations which the original Panel did not include, some of which are implicitly recognised in documents such as the Lusaka Agreement to which the original Panel does not refer throughout the Report, although the reconstituted Panel have the Agreement well in mind. The omission of the original Panel was unfortunate, because there is no doubt that the Lusaka Agreement recognizes and legitimises the various rebel groups, and their administrations and indeed Uganda's role as a peacekeeper. The Agreement itself is witnessed by major nations and representatives of the UN and is recognized and being implemented by the United Nations Security Council.

As this Commission understands the position of the Government of the Republic of Uganda, and the case put forward by His Excellency the President in their respective responses, there is a level of trade which must be expected to continue

whatever the political situation, and for which provision must be made during times of trouble. In respect of a country like the Democratic Republic of Congo, which on the Eastern side is in practice landlocked due to the difficulty of communication with Kinshasa, and indeed Uganda itself, cross-border trade is a fact of life, and in some cases is the support of life itself.

Control of that level of trade must be allowed to be exercised by whoever is in de facto control of the area in question. Coffee, for instance, grows, is picked, dried, packed and stored: but it does not wait for 30 years for politicians to settle their differences. A market must be found for it before it goes off. If that market is
 10 across the border of another country, then that is where it will be sold, whatever the rules of an administration thousands of kilometres away, which has no de facto control over the area where the coffee was grown.

At a higher level of trade, such as mineral resources, wherever there are such resources, there will be miners to mine them. Those miners have to make a living, and in order to do that they have to sell what they mine. There have been earlier precedents of rebels while in de facto control, granting concessions to companies based in other countries, before being successful and later forming the government. For instance, the original Panel Report cites concessions granted to Zimbabwean companies during Laurent Kabila's rebellion against Mobutu.

20 **12. EXPLOITATION**

This Commission has also read the original Panel's definition of exploitation in Paragraph 16 of the original Panel Report. Once again, this Commission hesitates to enter upon a full definition of the word for the same reason as above. However the word itself does not bear the overtones of illegality with which it has been used in the present context. It is perfectly normal to exploit a forest, or a Gold Mine or a diamond mine in the ordinary course of trade. Many national or international companies enter onto the sovereign territory of another country than their own in search of opportunities for exploitation of natural resources. It is the question of illegality which should bring such actions to the attention of the international community. The original Panel was somewhat confused about this, while the reconstituted
 30 Panel has abandoned the use of the word "illegality" almost entirely.

3. ILLEGAL EXPLOITATION OF NATURAL RESOURCES

Originally this Commission received no assistance from the reconstituted Panel. However when the Commission was about to wind up, some documents were received from the reconstituted Panel, which prompted this Commission to recall General Kazini for the third time. After some difficulty in securing his attendance, the General attended, and after giving evidence about the documents obtained from the new Panel, produced a number of radio messages which affected this Commission's understanding of what was going on in the the Democratic Republic of Congo. so far as the UPDF was concerned, and confirmed certain suspicions which this Commission had entertained throughout. That evidence is considered here first, as it affects the consideration of the subsequent Headings, taken from the original Panel Report. The relevant allegations in the original Panel Report involve confiscation, extraction, forced monopoly and price fixing. Some of the revelations made by General Kazini in the radio messages which he produced go to confirm some of the allegations made by the original Panel.

13. THE KAZINI REVELATIONS.

The radio messages concerned the undermentioned subjects:

13.1. UPDF Officers conducting business

20 In answer to the President's radio message (set out in a quotation of the message at Paragraph 14.6 below), General Kazini wrote the following message (dated the 20th December 1998) within hours: --

30 *"It is true that some officers were getting excited about doing business in Congo from the beginning but it was discouraged. What is happening is that some Ugandans could be in business partnership with some commanders but no officers or men are directly involved in trade in Congo. There is a big influx of Congolese businessman into Entebbe using our Aircraft on their return journeys they are still facing difficulties to take items bought. We have been squeezing to assist them but we cannot handle all their cargo. So I suggest that the Ministry of Commerce or a trade delegation from UMA to meet the RCD leadership on your recommendation to agree on modalities of doing business with their*

counterparts in Congo. By a copy of this message 2 i/c 1 DIV should not allow any officer to trade using our aircraft. Meanwhile 2DIV CO, 4DIV CO to make sure boarders are thoroughly monitored."

The speed at which General Kazini replied shows that he was aware of all these problems, would take no real action until the matter became public, and had not previously himself made His Excellency the President aware of them.

From this message, General Kazini was admitting the following: --

- 10 1. That the allegation by the original Panel that some top officers in the UPDF were planning from the beginning to do business in Congo was generally true, although the specific examples given were incorrect. On the first occasion when General Kazini came before this Commission to give evidence, he denied the allegations in paragraphs 27 and 28 of the original Panel Report, and was extremely evasive while doing so. In view of his radio message in reply to the President's radio message, he was clearly lying to this Commission.
2. That Commanders in business partnership with Ugandans were trading in the Congo, about which General Kazini took no action.
- 20 3. That Military aircraft were carrying Congolese businessman into Entebbe, and carrying items which they had bought in Kampala back to the Congo, but the military were unable to handle all the cargo. On the first occasion that General Kazini gave evidence before this Commission, he said that it was not allowed for Congolese businessman or Ugandan businessman to bring items from the Congo on military airplanes. In this he has been revealed to have lied to this Commission. The whole question of the use of military transport is considered at Paragraph 14.6 below, and a graphic representation can be found below.

As a result of the President's message, General Kazini took the following steps: --

- He directed that officers should not be allowed to trade using military aircraft
- He directed that passengers on military aircraft be thoroughly monitored.
- 30 • He took no action in relation to Ugandans in partnership with UPDF officers or Congolese

The third paragraph of the President's radio message directed that Ugandan businessmen should be given security assistance to do business in Congo in order to alleviate the acute needs of the population and to establish links for the future. The radio message itself is clear, and when this Commission interviewed His Excellency the President, he confirmed that he had no intention to assist Congolese businessmen, save as to security, and pointed out that in his message he had specifically mentioned Ugandan businessman.

However when General Kazini gave evidence to this Commission on the third occasion, he said that he had given directions to assist Congolese businessman to travel back and forth from Congo, and had even allowed them to carry goods from Uganda for sale in the
10 Democratic Republic of Congo. His counsel also interrupted his evidence to argue that the Presidential Radio message included assistance to Congolese businessmen, which it clearly did not, save of course in relation to the provision of security.

This Commission's researches in comparing the data from the Uganda Revenue Authority which related to collection of customs duty on flights landing at the Military Air Base since 1999, data from Liaison Officers at the Military Air Base and from the Ministry of Defence relating to flights for the UPDF, and data from the Civil Aviation Authority showing all flights recorded by them to the Democratic Republic of Congo, both Civil and Military, showed quite clearly that on many occasions, military flights paid for by Ministry of Defence, or flown on Uganda Air Cargo (flying for Ministry of Defence) were carrying large quantities
20 of coffee in particular back from the Democratic Republic of Congo.

Not only was this originally denied by General Kazini, but also by all of the liaison officers who served at the Military Air Base. There was only one admission concerning coffee flown in from the Democratic Republic of Congo for Mr. Bemba.

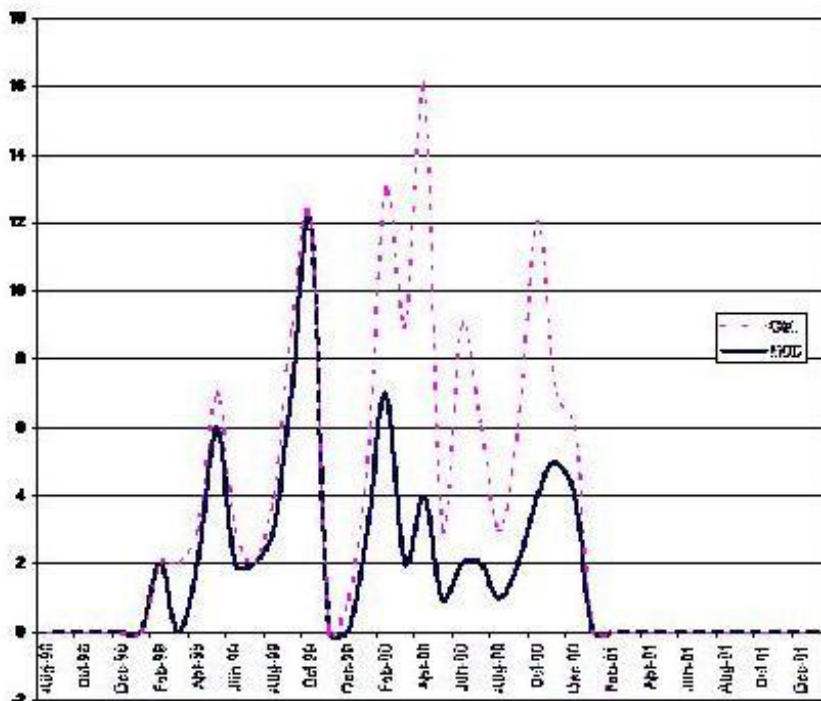


Figure 1: Data from URA Customs at Old Airport Entebbe

However, as Figure 1 shows, the comparison between Military and Civilian dutiable flights arriving at the Military Air Base shows, for flights during 1999 and 2000 which were recorded by URA, military flights and civilian flights were almost equally disposed during 1999, with a wide difference during 2000. There was no data available before 1999 and after December 2001, which is the reason for the dips at each end. General Kazini, and the liaison Officers at the Military Air Base have been lying to this Commission.

On the 11th of February 1999 in a radio message General Kazini said that reports had started coming to him that officers in the Colonel Peter Kerim sector, Bunia and based at Kisangani airport were engaging in business contrary to the presidential radio message, and he pointed out that the cover being used was "Uganda businessmen / Congolese".

This corroborates many of the Original Panel's allegations in respect of officers of the UPDF.

13.2. Gold Mining

On the 31st of December 1998 General Kazini messaged Major Kagezi, saying that his soldiers and detach commanders were writing chits for gold mining and smuggling and instructing him to stop this immediately. Major Kagezi replied that his investigations revealed that Lieutenant Okumu had been giving chits, and recommended changing his platoon because they had stayed for a long time, but he had been unable to do so because the Commander had refused (an interesting comment on co-operation and discipline within the UPDF). On the 1st of January 1999, General Kazini ordered that the platoons be changed and Lieutenant Okumu arrested. This does not agree with the evidence of Lt Okumu who said that he had

already been arrested from Durba on 27th December 1999. On the 11th of February 1999 General Kazini sent a message to say that he was sending intelligence officers on a fact-finding mission on the gold trade involving UPDF officers and men. This was the first time that this Commission had heard of this investigation, and is surprised not to have heard about this from Colonel Mayombo, who said that he did not conduct any investigations until after the original Panel Report.

As late as the 15th of February 2000 General Kazini was receiving reports from Professor Wamba that UPDF soldiers in Watsa were in conflict with civilians in relation to mining, and on 23rd February 2000, he sent a message in which he said
10 that he had seen three messages concerning uncoordinated deployments. He pointed out that no soldier of the UPDF was supposed to guard mines, although Major Kagezi had deployed soldiers to Durba. He directed that all soldiers must be withdrawn to Isiro. This message backs up some of the allegations in the original Panel Report relating to mining. It is extremely difficult to reconcile with General Kazini's evidence that he did not know that the soldiers at Durba had been detached to guard the bridge there, and that Lt Okumu's direct mission written instructions in September 1999 were to guard the bridge and the airfield.

Further on the 3rd of October 1999, General Kazini was asking Lieutenant Colonel Sula, Major Kagezi (who had already posted soldiers to Durba against orders) and
20 Captain Kyakabale to let him know if there was any UPDF deployed in either gold or diamond mines, directing them to withdraw them immediately and send their names. General Kazini's actions, radio messages, and evidence to this Commission have been inconsistent throughout.

13.3. Intelligence/Security Funding

On the 21st of January 1999 General Kazini complained in a radio message that some commanders were getting money from Congolese rebel leadership under the pretext of intelligence gathering. This is an extremely interesting complaint, given that he himself later, in July 2000, instructed Commanders in that area to refer any payment of security funding to himself at TAC HQ, and is an example of what this
30 Commission is beginning to suspect, that General Kazini was writing all these radio messages, and copying many of them to His Excellency the President, to cover himself, without any intention that they should be followed.

13.4. Looting

On the 29th of January 1999 General Kazini was complaining that soldiers of the 19th Battalion were involved in looting civilians. He directed that soldiers should not man roadblocks anywhere, and asked for an explanation and details of a specific occurrence. This was another matter raised by the original panel, and denied by General Kazini initially, but confirmed by these radio messages.

13.5. Smuggling

On the 5th of July 1999 General Kazini directed that an investigative team be stationed in Arua and Nebbi at the customs stations to monitor goods in transit. He explained that a dangerous habit was developing where goods supposedly in transit to Congo were returned to Ugandan markets tax-free. He said that the suspects were army officers aided by “Kampala and Arua Boys”. He directed Captain Kyakabale to take the appropriate measures. On 23rd August 1999 General Kazini accused the 19th Battalion of being involved in smuggling in Bunia and Beni sector. On the 25th of December 1999, General Kazini sent a message to, among others Lieutenant Colonel Arocha, Lieutenant Colonel Mugenyi, Lieutenant Colonel Nyakaitana, and Lieutenant Colonel Burundi. He accused of all of them of being suspected of indulging in smuggling goods re-entering Uganda territory from the Democratic Republic of Congo. On the same date he was asking for liaison with the Inspector General of Government to send experts to monitor various customs those on the Uganda border. He said that these were border points where goods were smuggled into the country aided by the UPDF without paying taxes. This Commission was able to check this information with the Inspector General of Government, who said that he had never been approached by the UPDF for this purpose. These were the kind of events, together with others referred to below, to which this Commission was referring when asking Col, Mayombo why he had not investigated such matters. His reply after some questioning, and after the witness indicated that he did not know of these matters, although General Kazini clearly did, was:-

“Lt. Col. Mayombo: I am saying My Lord that: At that time I did not investigate it. It was a failure in judgement, I accept.”

What General Kazini has done by producing these radio messages is to confirm that his information in respect of many of the allegations of misconduct of the UPDF was the same as that which reached the original Panel. There is no doubt that his purpose in producing these messages was to try to show that he was taking action in respect of

these problems. For it is to be noted that many of these messages were copied to His Excellency the President, who had made his position clear in his radio message in December 1998.

General Kazini's position then was that, while problems did exist, they were being dealt with. However little was being done, although there were complaints as late as February 1999, and continual trade often, according to evidence, with General Kazini's personal clearance contrary to the orders of His Excellency the President, on Military Aircraft throughout 1999, 2000 and 2001. There appears to have been little or no action taken as a result of these messages, and the allegation that the Inspector General of Government was to be involved has been specifically denied by him, going to confirm that all this correspondence was intended by General Kazini to cover himself, rather than to prompt action. There also appears to be little or no follow up to the orders given.

General Kazini also had access to the Chieftaincy of Military Intelligence on all these subjects, but on checking Col Mayombo's evidence the following appears:-

“Lead Counsel: Did you ever receive reports of soldiers involved in mining of gold or diamonds?”

Lt. Col. Mayombo: The only report we received My Lord, I received, as Chief of Military Intelligence, was the UN Report.

Lead Counsel: I am in particular referring to an incident mentioned in paragraph 57 where some people actually even died in Yoruba mines on the 9th September – Gorumbwa Gold Mines, that's September – the UPDF Local Commander – if you can look at that paragraph – you have never received a report to that effect?

Lt. Col. Mayombo: We did investigate this to....

Justice Porter: But not until you received the UN Report?

Lt. Col. Mayombo: I received this UN Report My Lord

Justice Porter: So you didn't investigate until you saw the UN Report

Lt. Col. Mayombo: Yes. Until we did see the UN Report we did not have information – I did not have information. My office My Lord, did not have any information that there was mining in that area, being done by UPDF soldiers.”

The picture that emerges is that of a deliberate and persistent indiscipline by commanders in the field, tolerated, even encouraged and covered by General Kazini, as shown by the incompetence or total lack of inquiry and failure to deal effectively with breaches of discipline at senior levels. The best example of such tolerance

appears from this Commission's questioning of General Kazini, when it became clear from the documents supplied by the reconstituted Panel that he was expecting intelligence/security funding to be offered to his commanders, and directed them to refer such matters to himself at TAC HQ, presumably so that he could administer the funds. At the very least, it has become clear that the UPDF as at present established is not capable of dealing with the sort of infractions exemplified by these radio messages.

10 It follows from the production of these radio messages that many of the allegations made in the original Panel Report were true, and conducted by senior officers in the UPDF. It does not follow that the Uganda Government or His Excellency the President were involved. Rather what is revealed is a deep-seated indiscipline throughout the UPDF which requires further investigation and a full review of the capability, discipline and honesty of senior officers. That is what this Commission recommends as an urgent matter.

14. PRE-EXISTING STRUCTURES THAT FACILITATED EXPLOITATION

With the above general consideration of evidence in mind, this Commission now turns to specific allegations in the original Panel Report. This Commission has done its best to follow the headings in the the original Panel Report, which has involved a certain amount of repetition and cross referencing.

20 In Paragraph 23 and 26 of the original Panel of Experts Report, the original Panel recites the outbreak of war between Zairean forces and the AFDL, a rebel movement led by the late Laurent Kabila. The original Panel recites that the AFDL was supported by the Angolan, Rwandan and Ugandan forces.

The original Panel leaves the impression that Ugandan forces marched with the AFDL, certainly in eastern Zaire. The original Panel develops that point in the following way in Paragraph 23:

30

“This AFDL-led conquest of then eastern Zaire fundamentally altered the composition of the regional stakeholders and the distribution of natural resources. Previously, the distribution norm was (via legal and illegal channels) through locally based Congolese, mostly civilian-managed, business operations. However, these traditional modes were quickly overtaken by new power structures. Along with new players came new rules for exploiting natural resources. Foreign troops and their “friends” openly

embraced business in “liberated territories”, encouraged indirectly by the AFDL leader, the late President Kabila.”

And in Paragraph 26 and onward, under the heading “Pre-existing structures that facilitated illegal exploitation”:

10 *“26. Illegal exploitation by foreigners aided by the Congolese began with the first “war of liberation” in 1996. The AFDL rebels, backed by Angolan, Rwandan and Ugandan soldiers conquered eastern and south-eastern Zaire. As they were advancing, the AFDL leader, the late Laurent-Désiré Kabila, signed contracts with a number of foreign companies. Numerous accounts and documents suggest that by 1997 a first wave of “new businessmen” speaking only English, Kinyarwanda and Kiswahili had commenced operations in the eastern Democratic Republic of the Congo. Theft of livestock, coffee beans and other resources began to be reported with frequency. By the time the August 1998 war broke out, Rwandans and Ugandans (top officers and their associates) had a strong sense of the potential of the natural resources and their locations in the eastern the Democratic Republic of the Congo. Some historians have argued that Ugandan forces were instrumental in the conquest of areas such as Watsa, Bunia, Beni and Butembo during the first war.*

20 *27. Numerous accounts in Kampala suggest that the decision to enter the conflict in August 1998 was defended by some top military officials who had served in eastern Zaire during the first war and who had had a taste of the business potential of the region. Some key witnesses, who served with the Rally for Congolese Democracy rebel faction in early months, spoke about the eagerness of Ugandan forces to move in and occupy areas where gold and diamond mines were located. Other sources informed the original Panel that, late in September 1998, they were already engaged in discussions with General Salim Saleh on the creation of a company that would supply the eastern Democratic Republic of the Congo with merchandise, and on the import of natural resources. The project never materialized in this form, but the sources reportedly also discussed this and other business venture possibilities with the President of Uganda, Yoweri Museveni.*

30 *28. There are strong indications that, if security and political reasons were the professed roots of the political leaders’ motivation to move into the eastern Democratic Republic of the Congo, some top army officials clearly had a hidden agenda: economic and financial objectives. A few months before the 1998 war broke out, General Salim Saleh and the elder son of President Museveni reportedly visited the eastern Democratic Republic of the Congo. One month after the beginning of the conflict, General James Kazini was already involved in commercial activities. According to very reliable sources, he knew the most profitable sectors and immediately organized the local commanders to serve their economic and financial objectives. “*

40

14.1. Allegations against the Government of Uganda

As this Commission understands the original Panel's argument in Paragraphs 23 and 26-28, leaving aside for the moment alleged personal involvements, and endeavouring to separate alleged Ugandan and Rwandan involvement, which unfortunately the original Panel failed to do, the original Panel say:

- 1) Ugandan top Officers gained experience of business potential in the Congo because they supported the ADFL in eastern Congo during Laurent Kabila's rebellion against President Mobutu, while conquering East and South East Zaire
- 10 2) Top Military officials in the UPDF who had served in eastern Zaire in 1996 argued for Uganda's involvement in 1998 for their own selfish ends
- 3) The original Panel acknowledges that political leaders might have been motivated to move into the Congo for security and political reasons
- 4) However top army leaders had a hidden agenda : economic and financial motives
- 5) General Kazini organised local commanders to achieve economic and financial objectives

Reference to the transcript of evidence will quite clearly show that, so far as Uganda was concerned, while the AFDL, together at least with the Rwandan army, if not the
 20 Angolan army, swept across the country, and finally attacked and took Kinshasa, the UPDF was concerned with dealing with incursions into Uganda at Uganda's north-western border with the Sudan and Zaire. The UPDF therefore went into Zaire at its north eastern-most point, and pursued West Bank Nile Front rebels successfully. Thereafter, the UPDF was withdrawn from Zaire. This Commission was told that this was a short campaign and that the UPDF moved quickly.

There is some evidence that Uganda provided extremely limited assistance to the Rwandans, by detaching a pilot to fly Rwandan soldiers on quick response in a plane chartered by Rwanda. The pilot has told this Commission that he never flew Ugandan troops. Uganda's former Ambassador to Kinshasa told this Commission that, although
 30 he was away at the time of the fall of Kinshasa to Laurent Kabila, he returned only ten days later to witness the swearing in of Laurent Kabila, and he saw no sign of Ugandan troops.

All of this evidence is supported by the evidence of Ministers and Permanent Secretaries responsible at the time. This Commission, in default of representation for

the opposing view, has been forced to descend into the arena and put the points raised in the original Panel Report strongly to the witnesses who have come before it.

10 On point 1 above, on the evidence which this Commission has heard, this Commission finds as a fact that there is no indication whatever that in 1998 “Ugandans (top officers and their associates) had a strong sense of the potential of the natural resources and their locations in eastern Democratic Republic of the Congo” due to their earlier experiences, because the earlier experiences were brief and in north eastern Zaire and the Sudan, rather than eastern Zaire. It would not however have been necessary to have had such experience: the richness of the resources of the DRC are widely known.

20 On point 2 above, it is beyond contest that in April 1998, Uganda’s Ambassador to Kinshasa had briefed His Excellency the President on the situation in the Congo after several visits to the border area and discussions with traditional chiefs, opinion leaders and local authorities in Beni and Irumu: there were also intelligence reports from UPDF Intelligence. The situation was that ADF, NALU, EX-FAZ, EX-FAR and WNBF were operating along the common border. Vehicles stolen from Uganda were ending up in the Congo. ADF, EX-FAZ and EX-FAR were getting support through Sudan. On this side of his report, the Ambassador recommended a military solution in addition to a political one : as a joint operation between Uganda and the Democratic Republic of Congo to get rid of the armed groups.

There was a Ministerial Meeting on Security and Refugee Matters between Uganda and the Democratic Republic of Congo on 7.4.98 in Kampala. Uganda recommended Joint Command for the UPDF and the ADFL, with increased deployment of ADFL on the border, and other cooperative measures: the Democratic Republic of Congo preferred joint operations rather than joint command. However, there was a clear understanding of the problems of security, and acknowledgement of the problem. The language of the discussion clearly indicates that the Democratic Republic of Congo expected any joint command to include “foreigners into the affairs of a foreign state”

30 A joint communiqué was prepared on 26th April after a meeting between Ministers, in which it was stated that there was agreement on ways and means to eradicate insecurity, although no details were spelt out.

Thereafter at a date late in April, a Protocol was drawn up at Kinshasa in which the two parties (Uganda and the Democratic Republic of Congo) recognised the existence of enemy groups which operate on either side of the common border. Consequently

the two armies agreed to “co-operate in order to insure (sic) security and peace along the common border”.

It was at about this time probably, on the evidence this Commission has heard, that shortly before the Protocol, the UPDF went into the Democratic Republic of Congo, with a force of three battalions in three places, Bukira, Buswaga and Lhume. When they did that they met no resistance from the ADFL: and presumably, whatever the political or legal situation, it follows that the two armies were in agreement to this action: which the politicians appear to have attempted (unsuccessfully in this Commission’s view) to legalise in meetings and by the drafting of the Protocol to which this Commission has referred above. The circumstances, leaving aside the documentation, shown by the evidence amount to a genuine invitation to Uganda to take part in security operations over the border.

Now this does not sound to this Commission like a collection of gung-ho top military commanders wanting to dash off into the Democratic Republic of Congo to make money, and persuading even their commander-in chief, whose decision it finally must have been, to agree with them, and commit Uganda to the danger and expense of occupation of another country. There were sound reasons for the concerns of both countries, and the action Uganda took was as a result of discussions and agreement.

There was a problem of security, to which the original Panel does not refer, although the Addendum in Paragraph 95 acknowledges that there was a problem.: there clearly were discussions and agreements of the most open kind: all these documents were available to the original Panel. This Commission thinks that, taken together with this Commission’s finding on Point 1, it cannot be said either that the Government of Uganda acted for any other motive than for security and political reasons: and this finding also deals with Point 3 above.

As to Point 4 above as to the involvement of army leaders, these allegations should not be dealt with here, as this Commission has in mind the overall policy and the actions of Government. The evidence on the point is at Paragraph 13.1 above, and consideration is at Paragraph 14.4 below

30 **14.2. Allegations against General Salim Saleh**

General Salim Saleh in Paragraph 27 of the original Panel Report was criticised for visiting the Eastern the Democratic Republic of Congo before the 1998 war broke out. General Saleh told this Commission on oath that he had never visited the Eastern

the Democratic Republic of Congo, but that he had gone to Kinshasa at the invitation of Laurent Kabila, and there discussed trade possibilities, and in particular air services. This was at a time when there was every reason to count on the co-operation of Laurent Kabila, and this Commission sees no problem in such matters as trade being discussed at that time.

14.3. Allegations against Kainerugaba Muhoozi

Apart from a later general allegation, this is the only time Lt Muhoozi's name is mentioned (in Paragraph 28) in the whole original Panel Report.

10 Before this Commission Lt Muhoozi said that he went, not to Eastern the Democratic Republic of Congo but to Kinshasa on two occasions. The first was in 1997, during the regime of Laurent Kabila, when he went to look for a market for meat products on behalf of his family ranch, which is well known for the keeping of cattle and the need for a market. The second occasion was in early 1998 when he had started working for Caleb International, Salim Saleh's firm, for discussions with some potential partners in the Democratic Republic of Congo with the possibility of developing some mining interests there. This was early in the regime of Laurent Kabila, when friendly relations were thought to exist between the Kinshasa Government and Uganda.

20 This Commission is fully satisfied that these were genuine visits during peacetime to promote international trade, and this Commission cannot understand why they appear as criticisms in the original Panel Report.

14.4. Allegations against top UPDF Officers

As to Point 4 above, see Paragraph 13.1 above: General Kazini's radio message in reply to that of His Excellency the President shows that, although there was no effect on the policies of the Uganda Government, some officers were excited about the possibility of self-enrichment in the Democratic Republic of Congo. To that extent the allegations in the original Panel Report are true.

14.5. Allegations against General Kazini.

30 As to Point 5 above, this Commission has received some evidence in support of the allegation against General Kazini in relation to his conduct at the inception of the campaign in the Democratic Republic of Congo, From August to December of 1998, he was clearly aware of a problem as his radio message shows, but took little action:

he only appears to have acquainted His Excellency the President of the problem as late as December 1998.

14.6. Transportation Networks

14.6.1. Military Air Base

The original Panel said that the Military Air Base was used during Operation Safe Haven for transport of goods to and from the Democratic Republic of Congo. The Commission therefore investigated the operations at the Military Air Base. What the Commission found left a lot to be desired.

10 The first question to be asked was how a supposedly secure Military Air Base came to be used for transport of civilians and goods.

This Commission asked His Excellency the President about this because it had been intimated to this Commission that this was on reliance on his radio message dated 10/12/98. Set out below is part of the transcript of his evidence:

20when my army went into Congo, I had to give them terms of reference on all major matters; there is no major matter which we did not regulate by a document. For instance, on the 15th of December 1998, no, on the 10th of December, 1998 at 1500hrs, I sent a message myself to all army units in Congo, which I could read for their Lordships: "From President for Chief of Staff, Inform Army Commander, Minister-of-State for Defence, and All Stations.

(All stations means all units).

Ensure that there is no officer or man of our forces in Congo who engages in business. Also report to me any other public servant, whether currently based in Congo or not, who tries to engage in business in the Congo. However, other Ugandan businessmen (who are not soldiers or public servants, including all politicians or their families)"

This is in brackets: (businessmen who are not soldiers or public servants, including all politicians or their families), end of brackets.

30 " ... should, given the fluid security situation in Congo, be assisted, if necessary, to do business there in order to alleviate the acute needs of the population"

(Of the population in Congo).

"... and also to establish links for the future. The purpose of this directive is to erase the feeling that I ordered our forces into Congo because we wanted to loot minerals from Congo, and not to defend our security interests."

Your Lordships, if they have not given you this copy of this message, then I will give it to you. This is the

Justice Porter: We have it.

H. E. The President: You have it?

Justice Berko: We have it.

H. E. The President: Very good. Give it to the rumourmongers. Give a copy to those rumourmongers.

Justice Porter: Your Excellency, would you mind if I asked you?

H. E. The President: Yes?

10 *Justice Porter: In that radio message, sorry. In the bit in brackets, did you mean to stop politicians or their families, or did you mean to allow politicians and their families to trade?*

H. E. The President: To stop them.

Justice Porter: To stop them?

H. E. The President: Yes.

Justice Porter: I thought that was probably it.

H. E. The President: [Affirmative response].

Justice Porter: And the

H. E. The President: Because I did not want leaders to be involved in ... they were not part of the businessmen I was talking about.

20 *Justice Porter: I thought that must be it. It is oddly drafted, though, so I was not quite clear.*

And the other thing was, in that third paragraph you were encouraging Ugandan businessmen?

H. E. The President: [Affirmative response].

Justice Porter: Were you also prepared to encourage Congolese businessmen?

H. E. The President: Of course, why not?

Justice Porter: You were?

H. E. The President: [Affirmative response].

30 *Justice Porter: Yes. Because UPDF took it that way, but it does not say so in your radio message, so*

H. E. The President: No. I was more concerned Of course, the assumption was that the Congolese businessmen are always there. They are always there, so this was not my

Justice Porter: Yes. What was worrying us is that nearly four thousand businessmen travelled back from the Congo, over the three years that we are talking about, on military aeroplanes; and we did not think that your radio message authorized that.

H. E. The President: No, no. No, that is a separate matter; I was not talking about that.

40 *Justice Porter: Right. Because those who authorize actually rely on this radio message*

H. E. The President: Oh! No.

Justice Porter: ... to say that they could do that.

H. E. The President: Oh, no.

Justice Porter: All right. Sorry, I interrupted you, please

H. E. The President: No problem, no problem.

10 *But what I was saying was that: soldiers, politicians or their families should not do any business in Congo, because if they do, first, they would be diverted. (This one, of course, I did not have to say all this in the message). They would be diverted from their work and they may be involved – you know, because businesses always involve conflicts and so on and rivalries, and they would be involved in all that. But business people – Ugandan business people – should, if necessary, be assisted to do business; with security because of the insecurity there because, I mean, there was also insecurity there. With security, not transport; transport is not my ... nobody asked me about that. Because here, we had ... I was bearing in mind that a town like Kisangani is a town of half-a-million people. If they go on without supplies for two weeks, three weeks, you can have a humanitarian disaster. So you had to provide ... to enable them to get supplies, so that they ... we do not get a humanitarian problem.*

20 It is very clear from the radio message, particularly the underlined part of it, and the evidence set out above that His Excellency the President was quite startled to hear that Immigration Authorities had recorded so many civilians to have travelled on Military transport. His intention was quite clear, that businessmen, whether Ugandan or Congolese should be assisted with security, but not with free transport for them and their goods. This Commission was fully satisfied that his reaction was impromptu and quite genuine, and that operations at the military airport have been kept from him.

And indeed Salim Saleh said:

30 *Maj. General . Salim Saleh: The nature of the talks – we were looking at the socio-economic situation in the areas which UPDF had taken over. Which needed services of that nature – of essential commodities, of medicine – those services. So, we were discussing it from the perspective of assisting, delivery of these supplies into the areas which were already controlled by UPDF. Because nobody was willing to do it, so we were discussing it from that angle.*

Lead Counsel: And did you ever come out with any documentation? Did you sign any documents to that effect?

Maj. General . Salim Saleh: No.

40 *Ruhinda Magulu(representing Salim Saleh): Before that please, you were discussing this with who? You have not told us.*

Maj. General . Salim Saleh: With the different interest groups

Justice Berko: In which place – Congo or where.?

Maj. General . Salim Saleh: No in Kampala

Lead Counsel: So, did you ever execute anything after these talks, or sign any document?

Maj. General . Salim Saleh: We presented the ideas – the proposals to the Commander-in-Chief. Because this would have been a civil military operation and he rejected it. And issued a specific order that the military or people associated with the military should not engage in delivery of those services. That it should be left to the business community – to see how they can deliver those services to the areas under UPDF. This was in a specific directive.

Justice Porter: Are you talking about the radio message?

Maj. General . Salim Saleh: Yes My Lord

This evidence confirms His Excellency the President's evidence, There never was any intention to allow civilians to use military transport. The matter had been brought up by Salim Saleh, apparently discussed by the High Command, and specifically rejected by President Museveni. All that was intended was that UPDF should assist traders by providing security in the Democratic Republic of Congo.

Somehow or another, it is clear from the evidence of the Liaison Officers at the Military Air Base, and of General Kazini, that it became to be understood that civilian traders, Ugandan, Congolese and indeed Lebanese were entitled to, and did, travel on military flights when there was space, contrary to the Commander in Chief's instructions. Goods were stored at the Air Base to await the availability of planes. Authority was given by various officers, but the most senior was General Kazini according to the evidence: there were also occasions when the Permanent Secretary of the Ministry of Defence, by then Dr Mbonye, gave authority. It should also be remembered that one or more of the airline operators was owned and/or controlled by Lt General . Salim Saleh who would have been closely involved in interpretation of the Presidential directive, with knowledge of its purpose and intent.

These were direct recipients of the radio message: how then did they come to authorise such trips? In numbers, the evidence revealed that Immigration checked in nearly 4000 travellers from the Congo on Military airplanes over a period of just under 3 years. No doubt those travellers had either come from Uganda and were returning, or were coming from the Congo and planning to return. Only

sometimes were these travellers recorded on outgoing military flights. There is no UPDF record of incoming flights.

The whole subject of the use of military airplanes for civilian travel and trade is full of questions which have not been satisfactorily answered: what this Commission can conclude, however, is that the UPDF appears to do whatever it likes, even when specifically told not to by its Commander in Chief, and this raises the whole question of transparency and accountability within the UPDF.

10 As set out below, His Excellency the President did later allow civilian planes to use the military airbase, on the grounds that ENHAAS charges were too expensive for traders to be able to assist in any humanitarian effort.

The Commission heard evidence on oath from the liaison officers at the Entebbe Military Airport, Major Jones Musinguzi Katafire and his colleagues at the airport during Operation Safe Haven. These included Lt. David Livingstone Komurubuga, Lt. Badogo and Lt. Col. John Kasaija Araali. When Operation Safe Haven started the first Liaison Officers were Lts. Ahimbisibwe and Kiwanuka. These two officers never kept records of goods going to and coming from the Democratic Republic of Congo. This Commission finds this unbelievable, in terms of accountability within UPDF.

20 Lt. Col. Kasaija was deployed at the Military Air Base in September 1998 as Co-ordinator and Liaison Officer. He introduced for the first time Loading Schedules for goods going to the Democratic Republic of Congo from The Military Air Base and Acknowledgement Forms which were to be signed by the Local Commanders in Congo who received the goods. However, there were no similar Loading Schedules kept in the Congo for goods that came from Congo. That, in the view of this Commission, was contrary to the Military System.

30 Lt. Col. Kasaija told the Commission that he recorded whatever came to the Military Air Base from Congo. He said that this was limited to purely military matters, namely wounded soldiers, body bags and military hardware, as according to Lt. Col. Kasaija he had no interest in non-military terms that came from Congo and so he kept no records of them. The implication here, which later evidence has proved beyond doubt is that there were in fact civilian goods being transported by military transport, but that the Liaison Officers were not recording them. Lt Col Kasaija lied to the Commission.

From August 1998 to May 1999 URA did not have a presence at the Military Air Base. This Commission has evidence that URA insisted on inspecting goods imported, for transit, or re-export as from May 1999. This implies first that URA realised that customable goods were being flown in from the Congo without their being able to check them (and the most likely customable goods were the natural resources of the Democratic Republic of Congo), and second that neither the military nor URA were recording such goods for a period of 8 months.

10 Lt. Col. Kasaija left the Military Air Base in June 2000 and was succeeded by Major Katafire in July 2000. Records of military return goods began to be kept when Major Katafire took over from Lt. Col. Kasaija.

The evidence given to the Commission shows that there was no clear policy regarding who could travel and what could be carried on military charter planes. That was largely left to the discretion of the Liaison Officers on the ground and sometimes senior military officers such as Lt. General. Kazini according to the evidence. There was obviously a lack of accountability and a lack of security both in regard to civilians and goods.

20 What the Commission found remarkable was that the Liaison Officers were prepared to take responsibility for whatever was wrong rather than betray their commanders who at times clearly directed them to do what they did. This is clear from the evidence of Major Katafire and Lt. Col. Kasaija. As so often this Commission was faced with a conspiracy of silence, which forced middle ranking officers to be first embarrassed into silence under cross examination followed by evasion, and then outright lies. For instance Captain Richard Badogo told the Commission on oath that the military charter planes never carried non-military goods and also that Uganda businessmen and women were not allowed on military flights. Capt. Badogo obviously lied, as there is clear evidence on record that non-military goods were carried on the military charter planes. There is also evidence before the Commission that many civilian businessmen and women used the military planes and charter planes to take their goods to Congo. A notable example
30 was Sam Engola, a Ugandan businessman, whose salt and other goods were carried to the Democratic Republic of Congo on military flights free of charge.

A motor-cycle was also flown from Congo for one Humphrey who was said to be a Congolese businessman. That was obviously contrary to the humanitarian assistance the President of Uganda talked about as the basis for his radio message.

URA did not establish its presence at the Military Air Base until 1st May 1999, nearly a year after the start of the war. Since the army was not interested in recording non-military goods, it meant that until then neither the UPDF nor URA would have records of the goods. It also meant that military transport could be used for carrying goods from the Democratic Republic of Congo with no record being made, with no possibility of checking. If the goods were dutiable, the customs duty on them would not be collected by URA, thereby causing a loss to the State.

10 Evidence received by the Commission shows that even after URA started operating at the Military Air Base, it did not maintain a 24 hour presence as it operated from 8a.m. to 5p.m. There is evidence that some flights from Congo came at night when URA had closed. URA informed the Commission that there was an understanding between them and the UPDF that aircraft that arrive at night from Congo should not be off-loaded. This Commission has serious doubt as to how this gentleman's agreement could have been enforced if the goods on the night flights belonged to a high-ranking army officer, who would have no problem in clearing the so called security at the rear gate to the Air Base. This Commission's observation on the flight to Gbadolite was that security was almost non-existent overnight and early in the morning until officers started turning up at
20 8.30a.m. to 9.30p.m.

The Commission was informed that at times civilian porters from nearby Kitoro Trading Centre were allowed onto the Air Base to load and off-load planes at the Military Air Base. This Commission thinks that the practice is highly improper as loading and off-loading of planes is a specialist job and the Military Air Base was supposed to be a secure place.

According to the evidence of His Excellency The President, the need for use of the Military Airport by civilian planes was presented to him as necessary because of the high cost of ENHAAS charges.

30 *H. E. The President: Now on the question of transport, Your Lordship, the only thing I know about transport, which people asked me about – the officers, I do not know which officers, was whether Or was it Bemba? I think it was Bemba who was asking me whether we should allow them to use the old airport for cargo going to Congo, because at the new airport there is a company – a handling company there called ENHAS, which was forcing them to pay more – to pay money for handling; so this was raising their costs, raising their costs. Instead of just paying what, they were paying*

more because they had also to pay ENHAS. And I remember I talked to some people, I do not know which ones, I said: why do you ...? These Congolese are in a lot of problems. If they are taking merchandise to Congo for Congolese people, since it is a war area ...; because, you see, people in a war area, people fear to go there (they fear to go, they fear to take their planes there, there is some risk), so if you put on other impediments then you are discouraging them even more. That is the only thing that I remember some people consulting me about, but I do not remember how it was concluded. But I do not remember whether it was Bemba or who on that particular issue, but that is the only legitimate case I remember about this transport: to use the old airport or the new one. For me, I was for using the new one if it would help them not to pay the ...

Justice Berko: The old one.

Justice Porter: The old one.

.....

H. E. The President: Then the Customs people were saying, but how shall we charge customs if they are using the old airport? And I remember I told them, I said: that is no problem, you come and base yourselves at the new airport, charge the customs, if necessary, but not this ENHAS charges. I was looking at it as an exemption for cargo going to Congo in order to help those people get supplies a bit cheaply. That is the only thing I remember about transport, but I do not know how it was concluded; because sometimes the ... when you are discussing, they say: President has directed. So it seems President is not supposed to think, or any opinion of the President is a directive – for those who want to steal: President directed. But I remember I gave some opinion like that. I think it was Bemba or somebody, I do not remember how it started, but somebody brought it to me; and my opinion was: do not overburden the Congolese with these ENHAS charged because they have enough problems already. That is the only thing I remember about transport.

It clearly made sense in view of the President's humanitarian approach, to allow Ugandan traders to get to the Democratic Republic of Congo as easily and cheaply as possible. The theory could not be criticised. However, to advise His Excellency to allow use of what was supposed to be a secure Air Base (as Senior Army Officers interpreted the matter) was totally unnecessary. If porters from Kitoro could be allowed to go onto a supposedly secure Air Base, then there would be less problem involved in allowing them onto the civilian side of the Airport to load and unload planes operating in the Congo, in order to save ENHAAS charges.

The Commission found, during a visit to the Military Air Base, that there is a back road which links the Military Air Base to the Kampala/Entebbe Airport road. It is therefore possible for one to enter or leave the Military Air Base without passing through the International Air Port where URA has a 24 hour presence. It is possible to avoid URA Customs by using that road which is secured by very junior

UPDF officers. That would make the country lose revenue. The Commission therefore recommends that the road should be closed with immediate effect if businessmen are to continue to use the Military Air Base. However, this Commission's recommendation is that they should not and that they should use the civilian side with Airworthy Air Craft cleared by Civil Aviation Authority, subject to clearance from the proper military authority in respect of security issues only.

10 The Databases constructed by this Commission from Data provided by URA, Civil Aviation Authority and MOD provide clear evidence that in fact military airplanes flying for Ministry of Defence were carrying private goods from the the Democratic Republic of Congo to the Military Air Base in Entebbe (See Figure 1). Clearly the evidence of the Liaison Officers at the Military Air Base that this was not happening was untrue. The Liaison Officers have been lying to this Commission.

The Commission was not permitted to inspect the hangars at the Military Air Base on the pretext that the hangars could not be opened without the permission of the Officer-in-Charge who was said not to be there even though he had advance notice of the visit. The Commission thinks that the UPDF had some things in the hangars that they did not want the Commission to see.

20 Disciplinary action is recommended against those officers named in this section of the Report.

14.6.2. Allegations against the Government of Uganda

In Paragraph 31 of the Report, it is alleged that the Government of Uganda permitted these flights to facilitate the exploitation of natural resources of Congo.

30 The problem here is a matter of perception. What was happening was two entirely separate operations, one private and the other military. It would have been easy for an observer to assume that all operations were military, because the planes used do not carry any special markings, for instance camouflage, and the Ministry of Defence planes were not armed. In fact some of the planes were chartered by both the UPDF and by civil organisations. Figure 2 shows the relationship between civil and military flights as recorded by CAA.

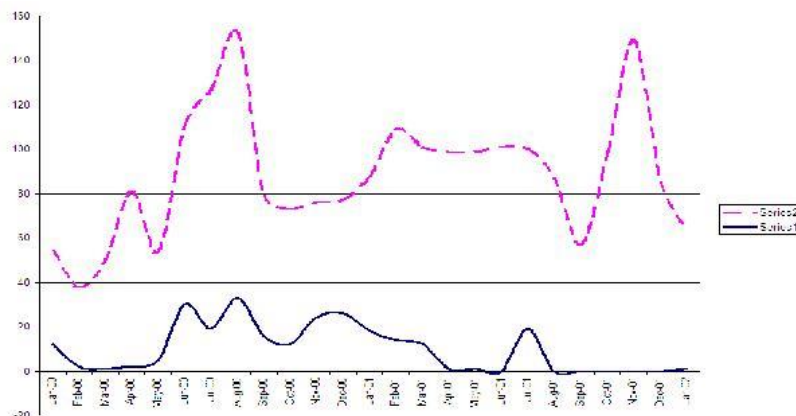


Figure 2: Flights out of Military Airbase

Having made that incorrect assumption, that all operations were military, the observer would wrongly conclude that military officials were carrying out enormous amounts of trade at the military airport. So far as this Commission can tell, whilst military transport of goods from the Congo, which cannot have been anything else than natural resources, has been proved to have been taking place, by far the largest number of flights were private, carrying merchandise to and from the Congo.

10 This Commission actually saw an Antonov Aircraft carrying a cargo of 19 tons of Cocoa for Unilever land during the visit to the airport. It was using the military airport, and had dropped passengers from the Democratic Republic of Congo at the International Airport for Immigration and Customs formalities. It was met by Customs officials when it taxied over to the military installation.

Evidence before this Commission clearly shows that trade through the Military Air Base was being hidden, and that those involved were perfectly prepared to lie to this Commission to cover it up. It has only been after a protracted effort in gathering data and collating it into databases that this Commission has been able to show what was going on. In those circumstances, it is difficult to lay blame at the door of the Uganda Government.

20

14.6.3. Implied Allegations against The Civil Aviation Authority

The Civil Aviation Authority was established by the Civil Aviation Authority Statute of 1994 (Statute No. 3).

The provisions of the Statute apply to all aircraft operating in Uganda airspace, be it of Foreign or Ugandan registry and to Ugandan aircraft operating outside of

Ugandan territory. The Statute does not apply to State aircraft, which are defined to include military aircraft and any aircraft commandeered by the army and military aircraft belonging to a foreign country.

The authority was established for the purpose of promoting safe, regular, secure and efficient use and development of Civil Aviation inside and outside Uganda. Its functions include:

advising the Government on policy matters concerning Civil Aviation locally and internationally,

- the licensing of air transport,
- 10 • the designation of domestic and international air carriers;
- the provision of air navigation services;
- the registration of aircraft;
- the control of air traffic;
- the certification of operators of aircraft; and
- the licensing of Civil Aviation personnel.

Uganda has one International Airport, which is the Entebbe International Airport, part of which is called the New Airport; the other part is the Old Airport or the Military Air Base, which is for the military.

20 The Civil Aviation Authority has no presence on the ground at the Military Air Base and therefore cannot supervise what goes on there, in matters such as airworthiness, crew qualifications etc. In the air one would expect Civil Aviation Authority to control flight paths and Air Safety, and there are records to show that Civil Aviation Authority did authorise and supervise at least some flights, although the records of landings and take-offs are not complete.

The data from the Civil Aviation authority shows that private flights outnumber the military flights by a large number (See graph above). These private flights were operating independently of the military. The justification for the private flights operating from a military airport was that they were flying to the Democratic Republic of Congo, which is a war zone and therefore needed to be

under military control, and further to avoid ENHAAS charges. These private flights carry merchandise and civilian passengers to and from the Democratic Republic of Congo.

10 The Civil Aviation Authority does not issue an Air Service Licence for aircraft that operate from the military airport. The reason being that Civil Air Services operate under ICAO recommended standards and practices which are different from military aircraft or, allegedly, civilian aircraft for military operations. They were however private flights as defined, and therefore should have come under Civil Aviation Authority control. Hardly any of the planes using the Military Air Base could have been licensed as airworthy by Civil Aviation Authority .

Authorisation for aircraft operators to operate from the Military airport was given by Liaison Officers of UPDF at the Military Air Base, senior UPDF officers including General Kazini, and Ministry of Defence personnel who may have little or no knowledge of air-worthiness standards. A typical example is Knight Aviation, which was refused an Air Service Operation Licence by Civil Aviation Authority. Nevertheless it operated from the Military Air Base under the Ministry of Defence Charter arrangement and flew civilians to and from Democratic Republic of Congo. What is remarkable is that the very same Civil Aviation Authority, that refused Knight Aviation Air Services Operation Licence because it
20 did not meet the Uganda Flying Air Worthiness Standard, allowed Knight Aviation to take off and land on the New Airport Runway, which also accommodates International and Civilian services, regardless of Aviation Safety.

These aircraft, which are not airworthy, are also allowed by Civil Aviation Authority to fly over Ugandan Air space. This is an example of submission to military pressure which should not be tolerated. This is contrary to Civil Aviation Authority 's Motto which is "to maintain the highest standards of safety and service in civil aviation."

30 The Commission also observed that civilian planes using the Old Airport and going to and from Congo and doing non-military operation are not under the supervision of the army because they are not doing military operations. They are also not under the supervision of Civil Aviation Authority since they operate from the military base. The Civil Aviation Authority is therefore unable to enforce compliance of safety standards relating to personnel, airworthiness of aircraft,

conditions under which persons, or personal belongings, baggage and cargo may be transported by air.

The use of the Entebbe military airbase was a big problem. As considered in Paragraph 14.6.1 above, before May 1999, URA did not have a presence at the old airport. Non-military goods could be brought in or taken out without paying taxes. Even after URA established its presence this was only from 8:00 a.m. to 5:00 p.m. It is said that an arrangement was made with the military not to offload planes arriving at night. There is also an access road from the Entebbe/Kampala airport road leading to or from the old airport. This could be used to bring goods to or from military planes.

As a result of the questions raised above, the Civil Aviation Authority was asked to assist this Commission to understand how private aircraft were allowed to operate from the Military Airbase in Entebbe for flights to the Democratic Republic of Congo.

In a written submission the Civil Aviation Authority refer to the Chicago Convention, the Rules of the Air and Air Traffic Services and the Civil Aviation Authority Statute, which is the Ugandan legislation establishing the Civil Aviation Authority . The Statute in Section 2 states:

“(1) This Statute shall extend to all aircraft operating in Ugandan airspace, be it of foreign or Ugandan registry and to Ugandan aircraft operating outside of Ugandan territory
This Statute shall not apply to state aircraft except where it is expressly stated”

The expression “state aircraft” is defined in S 3 of the Act to include:

“aircraft of any part of the Defence Force (including any aircraft that is commanded by a member of that force in the course of duties); and aircraft used in the military, customs, or police services of a foreign country”

The Civil Aviation Authority written submission refers to the Chicago Convention for a full definition of the expression “state aircraft”, on the basis that S 33(1) of the Civil Aviation Authority Statute requires the Authority to carry out its functions in a manner consistent with the Convention, annexes to it and

recommended practices, with amendments. The basis of the submission is that the way in which the expression is defined in the Ugandan Act must be read with the intention expressed in the Convention.

The Convention in Article 3 deems “state aircraft” to be :

“Aircraft used in military, customs and police services”

and states that the Convention shall not apply to such aircraft. The Civil Aviation Authority Act makes similar provisions.

10 Thus, on any view, the expression “state aircraft” certainly includes aircraft of any part of the Defence Force, and aircraft used in military, customs and police services. Neither the express definitions or inclusions, nor the intent of either the Civil Aviation Authority Statute or the Chicago Convention could possibly be read to include aircraft chartered from privately owned and run airlines, carrying goods for sale to the Democratic Republic of Congo, and returning with goods therefrom.

20 On any reading therefore, the rules and requirements of the Civil Aviation Authority Statute are required to be enforced by the Authority in respect of such aircraft. The Authority’s witnesses have told us that the aircraft flying from the Military Airbase could not have been licenced for various reasons. This Commission has seen for itself an aircraft in dangerous condition. The question this Commission has to ask is, why then did the Authority relinquish authority over these private flights?

In the submission of the Civil Aviation Authority, it is stated that pursuant to the provision that the Authority is required follow the Convention, and given existing practices referred to in the Convention, Civil Aviation Authority has regarded civilian aircraft **hired/leased by the military** in the course of duty to be state aircraft. With that statement this Commission has no quarrel.

However, the subject to be addressed is the question of private aircraft used for trade by private entrepreneurs to the Democratic Republic of Congo: the statement therefore is of no assistance.

30 It is clear from correspondence that in July 1999 that this question was raised by the Managing Director of the Civil Aviation Authority by his letter of 7th July

1999 to Dr Mbonye, then Secretary for Defence. In that letter the Managing Director said:

“In the recent past we have received some aircraft at Entebbe whose operators claim to be exporting consignments or supplies for Ministry of Defence. On Verification, it has been found that the Aircraft are carrying general cargo and some passengers to or from the Democratic Republic of Congo. Some of the aircraft park at the Old Airport which is not under the direct operational control of the Civil Aviation Authority .”

10 Pausing there for a moment, this is the exact problem with which this Commission has asked the Civil Aviation Authority to assist.

The letter quotes an example aircraft, and continues:

“I would request you to clarify whether this aircraft is on contract from the Ministry of Defence.”

The Managing Director then proposes that the then Major Katafiire be given the mandate to guide Civil Aviation Authority about aircraft that are on military business, when the remainder would be appropriately handled (which no doubt meant that if they could not comply with safety regulations, they would not be allowed to fly).

20 The Managing Director was reassured by the then Permanent Secretary, Ministry of Defence, Dr Mbonye, who said in a letter of 13th July 1999:

“At the moment the Ministry of Defence is operating aircraft from Uganda Air Cargo Corporation, VR Promotions and Knight Aviation. The aircraft you have mentioned in your letter has never been engaged in any official business with the Ministry of Defence.

Concerning clearance of Aircraft on Ministry of Defence business, the UPDF Liaison Officer, currently Major Musinguzi Katafiire remains the officer to give your staff such clearance.

30 ***I am available any time for consultation should you at any stage need further clarification with regard to aircraft claiming to be handling Ministry of Defence business.”***

Pausing there for a moment, a number of conclusions can be drawn from this correspondence:

- There was a problem of aircraft falsely claiming to be operating for the Ministry of Defence, raised by Civil Aviation Authority and acknowledged by Ministry of Defence
- A method of dealing with the problem was set out, with responsibility given to the Liaison Officer to confirm when asked on behalf of MOD that any particular flight was a military flight.

On 20th July 1999, Col Otafiire, who was then the Special Presidential Advisor for Security, wrote to the Managing Director of the Civil Aviation Authority requesting Civil Aviation Authority to allow an aircraft Reg No LZ-FK to use the
 10 airbase. He said in his letter:

“Whatever cargo, non-military subject to tax, shall be taxed according to your financial regulations.”

By this paragraph, Col Otafiire revealed such an astonishing misunderstanding of his duties, and of the Civil Aviation Authority requirements and those of the fiscal system that he either was not the man to fill his important position, or he had a financial interest in enabling the flights.

On 23rd July 1999 the Managing Director of Civil Aviation Authority replied to Col Otafiire, with reference to the landing of that Aircraft LZ-FK Antonov 12F. He quite rightly said:

“We wish to advise you that Civil Aviation Authority has difficulty in authorising civil air operations in/out of DR Congo for the following reasons:

The ICAO rules and regulations that govern international air operations do not permit such operations given the current situation prevailing in the eastern part of the Congo

The aircraft LZ-FK Antonov 12 F you intend to use does not meet our flight safety standards”

However, he continued, wrongly in the view of this Commission:

“However, if the flights have to be operated, then they should be operated as purely military flights which are not subject to Civil Aviation Authority’s strict regulations and safety requirements..... ”

Pausing again for a moment, there are some further conclusions which can be drawn, and comments which can be made:

- Civil Aviation Authority agree with this Commission that private flights should be under Civil Aviation Authority supervision
- There were flight safety issues.
- Civil Aviation Authority was proposing that a fiction be adopted, whereby any such private aircraft going to the Democratic Republic of Congo should be called military flights. This fiction was contrary to the rules in the Chicago Convention and also the provisions of the Civil Aviation Authority Statute.

10

On 6th August 1999, General Kazini got into the act on behalf of Planet Air, (which, it will be remembered was connected to Salim Saleh). He wrote from TAC HQ in Kisangani to the Chairman of the Civil Aviation Authority as follows:

“1. This is to bring to your attention that Aircraft Planet Air has been authorised to continue with its normal duties of Humanitarianism.

2. Owing to the current situation where we have been stopping aircraft over flying our areas of control, you are therefore informed to allow Aircraft Planet Air resume their Humanitarian work in the Democratic Republic of Congo ”

20

This appears to be a similar approach to that of Col Otafiire, and constitutes a complete disregard of all the earlier correspondence, which could only be justified by a personal and financial interest.

The Managing Director of Civil Aviation Authority attached this letter to a letter of 13th August 1999 to his Chairman, copying to the relevant officers in his Ministry. In his letter he said:

“It is recommended that the Government comes out with clear guidelines on how Civil Aviation Authority should handle Air Operators who apply for clearance to operate into the the Democratic Republic of Congo while having regard to Articles 1,2 and 3 of the Chicago Convention (copy attached).”

30

Pausing there for the moment, it did not need Government to issue guidelines. As this Commission has considered above, if the operator was private and not military, and the aircraft was not chartered to MOD, then it should not be allowed to fly, as it came under Civil Aviation Authority rules. And indeed that is exactly

the correct action taken in respect of Planet Air, which clearly was not flying as a military aircraft, for the letter continued:

“In this particular case, Planet Air is not licenced in Uganda, Civil Aviation Authority therefore does not have jurisdiction over the operator. I have informed the representative of Planet Air accordingly.”

Civil Aviation Authority had also received a request for a permit to allow aircraft LZ-FK, referred to above, on the basis that it would be conducting military flights between Entebbe Airport and the the Democratic Republic of Congo “under the command of Col K Otafiire”. This of course was a direct lie, told to try to bring the aircraft under the definition of state aircraft in the Civil Aviation Authority Statute.

There were a number of requests for clearance signed apparently by military officers at the air base. But everything seems to have gone quiet until 24th March 2000, when in an internal memo from the Managing Director to the Director Air Transport, the following instructions were given:

“At a meeting held in Bombo on 17th February 2000 with the Military Leadership, it was clarified that Government has stated clearly that Uganda has military personnel in the East the Democratic Republic of Congo. This fact was also recognised under the Lusaka Peace accord.”

No surprises so far.

“It was further clarified that, as long as the soldiers are still in the Democratic Republic of Congo, the Government is obliged to send supplies and provisions to them.”

There is no argument with that, These were clearly military missions.

“It is under this situation that some flights have to be cleared to the Eastern the Democratic Republic of Congo. ”

The argument so far complies with aircraft on true military missions, but the Memo continues:

“It was agreed with the Military, however, that the flights shall be facilitated under Military Clearance and Operational Supervision”

Now if the flights were military flights, or aircraft chartered by MOD, nothing in this memo was anything but self evident. It apparently took the matter no further forward, and recorded that the meeting of 17th February was a complete waste of the time of the military and Civil Aviation Authority personnel involved. However the last paragraph shows the purpose of the memo and the meeting which preceded it. It reads:

10 ***“You should therefore handle flight clearances to the Eastern the Democratic Republic of Congo accordingly. Where you are in doubt, you may refer the matter to this office. It should be made clear, however, that Civil Aviation Authority charges must be paid up front by the operators.”***

It is unlikely that the instructions in this memo were to refer only to military flights, but if they did, then Civil Aviation Authority charges would be invoiced to MOD, as one clearance letter records. These instructions were to give an apparently legal gloss to the private trading flights to the Democratic Republic of Congo from the airbase. Nor did they account for or deal with flights to Western Congo, Gbadolite for instance.

20 In fact UPDF Military authorities and Civil Aviation Authority had conspired to see that flights illegal by both Ugandan Law and International Convention were falsely recorded as the flights of State Aircraft, which they were not, thereby endangering Ugandan participation in International Air Transport.

This Commission sees a weakness in the top administration of the Civil Aviation Authority in conspiring to break the international air safety rules at the behest of the UPDF, whom Civil Aviation Authority ought to have refused, instead of apparently capitulating, when throughout they had been in the right, at the meeting at Bombo of 17th February 2000.

30 This commission also sees an unseemly wielding of military power and contempt of civil rules and regulations which appears throughout its investigations of the conduct of the UPDF.

What should have happened is that private flights to the Democratic Republic of Congo should have been conducted, whether from the military airbase or from the

International Airport, under Civil Aviation Authority rules and regulations. Senior officers in Civil Aviation Authority and UPDF are responsible for this situation, and should be investigated and the necessary disciplinary action taken, for the protection of Uganda's participation in International Air Travel.

15. MASS SCALE LOOTING

The original Panel Report states as a general proposition in Paragraph 32 that between September 1998 and August 1999, occupied zones of the Democratic Republic of Congo were drained of existing stockpiles. Specific examples were given, as below:

10 **15.1. Amex Bois**

Ugandan soldiers under General Kazini were accused in Paragraph 33 of having, in late August 1998 absconded with stockpiles of Timber belonging to Amex Bois. The Report does not state whether General Kazini was present at the time. This Commission has been able to investigate this allegation to some extent. This Commission found on the evidence that only a short time after this was supposed to have happened, Amex Bois was transiting quantities of timber through Uganda: and wonders, if Amex Bois was drained of stockpiles of timber, how they were able to replenish their stocks so quickly. This creates a serious doubt in this Commission's minds as to the truth of this allegation. One suggestion given to this Commission on
20 oath is that some UPDF soldiers had used a little of the timber for firewood, falling far short of draining the stocks. This allegation cannot be confirmed, and is unlikely to be true in view of the above.

15.2. La Forestiere

In Paragraph 33, General Kazini was also alleged to have ordered the confiscation of stockpiles of timber of La Forestiere in December of that year. The original Panel rely on an allegation that General Kazini was seen in the area at the time of the alleged incident, and it is true that General Kazini set up his HQ at La Forestiere. In fact when General Kazini left La Forestiere, he obtained a withdrawal document signed by the relevant authorities which stated that La Forestiere had no such complaint.
30 This allegation is unlikely to be true.

15.3. Confiscation of Coffee Beans

Paragraph 35 of the original Panel Report states that in January 1999 Jean Pierre Bemba with General Kazini was alleged to have organized a large operation for the confiscation of coffee beans. Although there is an allegation against General Kazini, the recital of information upon which the original Panel relied, deals with acts of Jean Pierre Bemba, but does not implicate General Kazini. In any case both General Kazini and Jean Pierre Bemba have denied the allegation.

10 Jean Pierre Bemba told the Commission that on hearing the story he wrote to the companies mentioned and requested them to confirm the allegation and inform him the quality and quantity of the coffee his men had taken. He told them that he was prepared to reimburse the cost. He said that he did this although he was aware that his men had not taken any coffee.

In response the Company is said to have stated that the coffee he was talking about was taken by Chadians and not his men. He showed the exchange of correspondence to the Commission (Exh. JPB/7/116.) He also said that he had given copies of those documents to the reconstituted Panel. The Commission was impressed by the orderly manner in which Jean Pierre Bemba kept his records, and conclude that this allegation is unlikely to be true.

15.4. Cars

20 It is further alleged by the original Panel that :-

“Cars and other items were apparently also taken from the country, as the statistics on Ugandan registered cars reflected an increase of about one quarter in 1999”.

The assumption that the increase in registered cars in Uganda at the relevant period represented cars stolen from the Democratic Republic of Congo was obviously wrong as it ignored completely other probable sources from which the increase could have come.

30 Besides, the information this Commission has received from the Interpol Data Base shows that the number of stolen vehicles that were recovered by Uganda and handed over to the Democratic Republic of Congo between 1998 and 2001 was only three.

If the allegation were true, there would have been a significant number of left hand drive cars in the streets of Kampala. This Commission has evidence, and has observed, that this is not the case and cannot confirm this allegation.

The evidence of Adele Lotsove also shows that cars in the Democratic Republic of Congo are junk, as there are no good roads in the Democratic Republic of Congo, and therefore would not be worth stealing and transporting.

15.5. Theft from Banks

Paragraph 40 of the original Panel Report alleges that Jean Pierre Bemba had instructed his soldiers to empty banks once a town was captured and that the soldiers had taken the equivalent of \$400,000 from Banque Commerciale du Congo branch at Bumba, \$500,000 in Lisala and about \$600,000 in Gemena. Jean Pierre Bemba denied the allegation. As in the case of coffee referred to in paragraph 15.3 above, he told the Commission that he heard of the allegation and wrote to the banks concerned requesting them to confirm that money was taken from them by his men during the liberation of their towns. The banks replied saying that they had never been looted by his soldiers. He gave copies of the correspondence to the Commission (Exh. JPB/7/116) and said that he had also given copies of those documents to the second original Panel. He also pointed out that when a town was about to be captured, the occupying troops would be ill advised to leave cash in the banks, knowing that it would be lost to them, and converted to funding for the victorious rebels. This allegation is unlikely to be true.

15.6. Murder of Civilians

In Paragraph 42 it is alleged that in Bunia Congolese civilians were injured or murdered for resisting the attempted seizure of property by “RCD rebels and foreign soldiers”. It is not clear whether this is an allegation against the UPDF, but the allegation is not sufficiently detailed to investigate, or to rely upon. This Commission does however have a record of a General Court Martial in which a soldier was accused and convicted for murdering civilians who were in custody in Gemena. This was much later in April 2001, but indicates that Uganda appears to have taken at least one such allegation seriously.

15.7. Organised Looting

In Paragraph 43 and 44, the highest army commanders of Uganda are alleged to have encouraged, organized and coordinated looting, and in particular General Kazini is

said to have appointed loyal commanders and reliable civilian Congolese to secure his network in areas rich in mineral resources. The appointment of Adele Lotsove was quoted as an example, and is further dealt with in Paragraph 71. This Commission has considered the matter at Paragraph 15.8 below of this report. In particular, it should be born in mind that General Kazini was aware of looting, as his radio message of 29/1/99 shows, and was inappropriately involved in promoting Victoria Diamonds, indicating actions consistent with the allegations of the original Panel, which cannot be totally ruled out.

15.8. Allegations against Uganda

10 **15.8.1. Appointment of Adele Lotsove**

In paragraph 71 of original Panel Report it was stated that the illegal exploitation of natural resources of Democratic Republic of Congo was facilitated by the administrative structures established by both Uganda and Rwanda. The original Panel cited as an example the appointment as Governor of Ituri Province of Adele Lotsove on 18th June, 1999 by Major General Kazini.

20 This Commission has seen the letter of appointment among the exhibits. The Commission has also heard evidence on oath from Madam Adele Lotsove and General Kazini on the issue. Madam Adele Lotsove told the Commission that she was a native of Ituri. She was once the 1st Deputy Governor of Kisangani in-Charge of Upper Zaire Province or Haut Zaire. She said that Ituri Province was one of the Provinces of Zaire in 1962, but was abolished by Mobutu. During a National Conference in 1991 it was proposed that the whole of Zaire should be divided into 28 Provinces. Ituri was supposed to be one of the Provinces, but the proposal was never carried out. So when she was appointed the 1st Vice Governor of Kisangani, she considered that as an opportunity to implement the 1991 proposal by proclaiming Ituri a Province as that was the aspiration of her people. Her aim was to adopt the Ugandan model of administration and political system, which she had seen during her stay in Nebbi in Uganda.

30 When she discussed with General Kazini her aspirations and ambition, she found him very receptive. Since General Kazini was the one in charge of Security she asked him to take charge of her security whilst she fought for the creation of Ituri Province. The letter written by General Kazini dated 18/6/99 allegedly appointing her a Provisional Governor in-Charge of the Districts of Ituri and HAUT-UELE

was for the purpose of enabling his Commanders on the ground to understand that she had the support of UPDF so as to give her maximum security.

Armed with Major General Kazini's letter, she left Kisangani on 22/6/99 and went to Bunia and proclaimed Ituri Province on 5/7/99. She was positive that, apart from the provision of security, General Kazini had no hand in both the proclamation of Ituri as a Province and the declaration of herself as Governor of the Province.

10 This has been confirmed by General Kazini during his last testimony before this Commission. He said he did not appoint her as a Governor as she was already a Deputy Governor. He said that his role was to provide security and its enforcement. The additional matters he mentioned in his letter were only intended to enable her execute her duties properly in an area where there was total confusion. This is clearly different from his earlier testimony in which he admitted appointing her as Governor. Once again General Kazini lied to this Commission.

In the opinion of this Commission neither General Kazini nor Adele Lotsove told the Commission the whole truth about the circumstances regarding the creation of Ituri Province and the appointment of Adele Lotsove as Governor of that Province.

20 Considering the evidence of His Excellency the President, the original evidence of General Kazini, in which he admitted appointing Adele Lotsove, for which he was said to have been reprimanded, and the terms of the appointment letter itself, there is no doubt that in fact he did make this appointment, and the later evidence of General Kazini and Adele Lotsove cannot be true. The possibility that General Kazini had a personal interest in appointing Adele Lotsove is further examined at Paragraph 21.3.4 below

As to the allegation that Madame Lotsove was instrumental in the collection and transfer of funds from her assigned administrative region to the Uganda authorities in 1999, this Commission has been interested in the mechanics of such a transfer of funds.

30 It would have helped this Commission in its work had the original Panel named the authorities concerned. If local UPDF authorities were concerned, this Commission does not see how it would now be possible to check any payments made. If government authorities in Uganda were concerned, this Commission does not see how any payments made could have reached Treasury without being

recorded. In those circumstances this Commission is at a loss to work out what information gathered by the original Panel could clearly indicate that such payments were made, and this Commission therefore doubts this conclusion. There is one additional consideration which does not seem to have been borne in mind by the original Panel, which is that Adele Lotsve was only in office for some 3 months before she was dismissed by Professor Wamba, and would therefore have had little time to get involved in such matters.

15.8.2. Knowledge of Key Ugandan Officials

10 In Paragraph 45 it is alleged that key officials in the Government of Uganda were aware of the situation on the ground: and further, in the case of gold, that the increased production would have alerted any government.

It has proved impossible to trace or investigate the allegation in Paragraph 45, because the key officials and the sources of information upon which the original Panel relies are not given. In evidence on oath before this Commission, this allegation has been denied in toto. As to the allegation relating to the levels of production of mineral resources, in particular gold, this Commission has dealt with this at Paragraph 21.1 below

16. SYSTEMATIC AND SYSTEMIC EXPLOITATION

20 In Paragraphs 46-54 of the original Panel Report, the original Panel allege that a company (Dara Forêt) used illicit business practices and complicity with occupying forces and the Government (presumably the Government of Uganda) as well as its international connections to exploit the natural resources of the Congo. The original Panel conducted a case study which is alleged to support this proposition.

The allegations of impropriety concern Dara Forêt, Dara Great Lakes Industries and associated companies, and the Uganda Government.

16.1. Timber : Dara Forêt and Dara Great Lakes International.

This Commission reproduces here the example according to the original Panel Report. Evidence brought, and severely tested by this Commission, is interpolated together with this Commission's comments.

DARA-Forest case study. A Ugandan-Thai forest company called DARA-Forest moved to the Ituri area late in 1998.

Dara Forêt is a company registered in the Democratic Republic of Congo. Whilst it has Thai (5%) and Congolese (40%) Directors and Shareholders, it has no Ugandan Directors shareholders, or any other Ugandan Interest apart from a Ugandan Company named Royal Star Holdings, whose Directors and Shareholders are exclusively Thai Nationals. Royal Star Holdings has 55% of Dara Forêt.

In March 1998, DARA-Forest applied for a licence to carry out logging activities in the Democratic Republic of the Congo, but was denied a forest concession by the Kinshasa authorities.

10

Mr. John Supit Kotiram, the managing Director of Dara Forêt, denied before this Commission that he had ever made any application to Kinshasa authorities. This Commission has no evidence of any such application.

In 1999, the company began to buy production by hiring individuals to harvest timber and then sell it to the company. Initially, these individuals were Congolese operating in partnership with Ugandans.

The evidence of Mr. Kotiram was that the company was buying individual trees from Congolese, with the assistance of Local Chiefs in the Congo. He was then shipping them in transit through Uganda (with the exception of a trial run of two containers which he imported to Uganda and in respect of which he has produced the relevant customs documents) to foreign destinations.

20

The same year, DARA engaged in industrial production with the construction of a sawmill in Mangina. By 2000, it had obtained its own concession from RCD-ML.

So far as this Commission can ascertain, this is correct.

Analysis of satellite images over a period of time reveals the extent to which deforestation occurred in Orientale Province between 1998 and 2000. The most harvested forests in the areas were around Djugu, Mambassa, Beni, Komanda, Luna, Mont Moyo and Aboro. This logging activity was carried out without consideration of any of the minimum acceptable rules of timber harvesting for sustainable forest management or even sustainable logging.

30

Timber harvested in this region, which is occupied by the Ugandan army and RCD-ML, has exclusively transited or remained in Uganda. Our own investigation in Kampala has shown that mahogany originating in the Democratic Republic of the Congo is largely available in Kampala, at a lower price than Ugandan mahogany. This difference in price is simply due to the lower cost of acquisition of timber. Timber harvested in the Democratic Republic of the Congo by Uganda pays very little tax or none at all.

There is no evidence before this Commission that Uganda as a country or as a Government
 10 harvests timber in the Democratic Republic of Congo. This Commission doubts that the
 allegation in the Report is correct. Timber does come across the border as an import, and there
 is no doubt that timber is also smuggled through the porous borders. Congo timber is cheaper
 in the market because it is usually cut by chain saws, which are not allowed in Uganda. Such
 documentation as this Commission has seen indicates that timber cut in the Democratic
 Republic of Congo is dutiable there on export, and that such duties are levied by the rebel
 authorities and paid.

This Commission toured the Kampala Timber Market at the Ndeeba area. The Commission
 found that timber from Congo is available in the market. The timber from Congo is mainly
 hardwood.

20 The Commission found that timber from Congo is cheaper than those from Uganda. The
 reason for the difference in price depends on the method of cutting the timber. In Uganda
 timber is processed either by handsaw or pit saw or by sawmills or what is commonly known
 as machine cut. Timber from Congo is processed by chain saw. Timber processed with
 handsaws has a smooth surface while those cut with chain saw have rough or uneven surface.
 Chain saws are illegal in Uganda.

Transit timber is always accompanied by Forest Products Movement Permit issued by the
 District Forest Offices. One needs to get a concession from the Forestry Department to cut
 timber from Forest Reserves. The application is made through the District Officer of the area
 where the Forest Reserve is situated. It is then forwarded to the headquarters in Kampala
 30 where it is processed and issued.

This Commission was informed that there is a ban on raw timber export. Only finished or
 semi-finished wood products are permitted to be exported.

In addition, customs fees are generally not paid when soldiers escort those trucks or when orders are received from some local commanders or

General Kazini. Timber from the Democratic Republic of the Congo is then exported to Kenya and Uganda, and to other continents. The Panel gathered from the Kenyan port authorities that vast quantities of timber are exported to Asia, Europe and North America.

The Panel also discovered during its investigation that individual Ugandan loggers violated forestry legislation, recognized by their ally RCD-ML, by logging (extracting) the timber directly. According to the Congolese legislation on the permis de coupe, only individual Congolese nationals are allowed to harvest timber and only in small quantities. Foreigners must apply for the larger concessions. Initially, Ugandans operated in partnership with a Congolese permit holder. Soon, the Ugandans began to pay the Congolese to sub-lease the permit and, subsequently, to obtain the licence in direct violation of the law.

10

In so far as the above relates to Dara Forêt, Mr. Kotiram has told this Commission that he has not yet cut a single tree within his concession. He has given good and sufficient reason for that, and this Commission will recite it in due course.

During a visit to Mpondwe/ Kasindi and also at Arua/ Ariwari, this Commission spoke to the Congolese Officers there, and they denied strongly that it would be possible for UPDF to influence the passage of merchandise, or for their commanders to give orders in that regard. It is true that large quantities of timber transit Uganda for export to Europe and America, in the ordinary course of trade.

20

In so far as individual Ugandan loggers are concerned, this Commission has no way of investigating this non-specific matter: This Commission has had evidence that there are Ugandans who go over to the Congo and buy trees by negotiating with individual Congolese permit holders or Chiefs, and import the timber once cut to Uganda, which helps to account for the presence of Congolese hardwood in the Uganda market. This Commission was informed that the low price of Congolese hardwood is due to the fact that Congolese timber is harvested and cut with chain saws, while chain saws are not permitted in Uganda. The efficiency of chain saws accounts for the increase in cross border trade. This cross border trade has been carried on throughout living memory.

30

Timber extraction in the Democratic Republic of the Congo and its export have been characterized by unlawfulness and illegality. Besides extracting timber without authorization in a sovereign country and in violation of the local legislation, DARA-Forest consistently exported its timber without any certification procedure.

In this Paragraph the original Panel raise the whole question of de facto control of administration which this Commission has dealt with under the heading of “Illegality” at Paragraph 11 above.

It tried to approach some certification bodies licensed by the Forest Stewardship Council. These bodies requested documentation and elements that the company failed to provide.

Mr. Kotiram has told this Commission that he wants to gain certification for his concession in the Congo, for reasons which are to do with timber for his processing factory at Namanve in Kampala which is yet to be built. It is because certification has not yet been achieved that he has not cut any trees on his concession

Yet DARA-Forest exported timber in violation of a normal procedure generally required and accepted by the international forest community and gradually considered to be international "soft law". Companies importing this uncertified timber from DARA-Forest were essentially in major industrialized countries, including Belgium, China, Denmark, Japan, Kenya, Switzerland and the United States of America.

10

20

If companies so widely spread around the developed world are prepared to trade in uncertified timber, this Paragraph lends weight to this Commission's conclusion under the title "Illegality" at 11 above that international commercial practice is to trade in timber whether certified or not, but at different prices. It again raises the question of "soft law" which this Commission has considered in Paragraph 11.3.5 above. Mr. Kotiram gave this Commission some interesting information: he said that there is no other company certified in Africa except one company in Gabon. This Commission does not know if that is true or not, but has no reason to doubt it. If so, then in Africa this cannot be said to be a "procedure generally required". Researches on the Internet show that Smartwood, one of the certifying bodies, do not even have a category for Africa. Other certifying bodies mention forests in South Africa only

The Panel also realized that DARA Great Lakes Industries (DGLI), of which DARA-Forest is a subsidiary, along with a sister company in Uganda, Nyota Wood Industries, is in collusion with the Ministry of Water, Land and Forests of Uganda in establishing a scheme to facilitate the certification of timber coming from the Democratic Republic of the Congo.

30

There are a number of matters here, which this Commission has investigated intensively, and called sworn evidence from the Companies Registrar, who confirms what Mr Kotiram said.

First, DGLI is not a subsidiary of Dara Forêt. They are both subsidiaries of the Dara Group. Mr. Kotiram is managing director of both, and holds the controlling interest in both

companies, either personally, or by his interest in yet another company, Royal Star Holdings, which, while registered in Uganda, is a wholly Thai owned Company. Since the shareholding in Nyota Wood is much the same, presumably it falls under the same umbrella. This is the evidence of Mr. Kotiram, and probably in practice it is true: but probably also these are not in law subsidiaries of Dara Group, (a company registered in the Virgin Islands) since that company does not appear to hold any direct interest in any of the companies.

Then it can be shown that there was no collusion between Nyota Wood and the Ministry of Water, Land and Forests of Uganda, because one application which was made to the Ministry, which, if the original Panel is right, would have been essential to the alleged conspiracy, was
10 refused by the Ministry.

In May 2000, DGLI signed a contract for forest stewardship certification with SmartWood and the Rogue Institute for Ecology and Economy in Oregon, United States of America.

This is not true. Smartwood is the certifying Agency: the Rogue Institute for Ecology and Economy was an agency whom Mr. Kotiram contracted to advise him on SmartWood's requirements for certification. Thereafter Dara contacted another Company, UNIQUE, Wegerhäuser & Partner, who later gave a presentation to the reconstituted Panel. UNIQUE were advising Dara on the way to go about certification of their concessions in Democratic Republic of Congo and in Uganda.

20

On 21 March 2000, the Director of the DARA group, Prossy Balaba, sent a letter to the Commissioner asking him to allow an official of SmartWood to visit certain forests, such as Budongo and Bugoma; he was due to visit the region in mid-April.

Prossy Balaba was not "the director of the Dara Group". She was a director and minority shareholder of the Ugandan Company referred to above as DGLI. In that regard it will be noted that Mr. Kotiram set up his companies with himself in control, supported by the participation of local directors and shareholders. This is quite normal, and indeed required in some countries. In any event, for a Thai National whose grasp of French and English is not that good, it is certainly advisable.

30 It is true that the request above was made : this Commission has a copy of the letter.

The visit was meant to deceive the official by presenting those forests as the ones for which certification was sought and to convince SmartWood to work for the certification of their timber.

The evidence of Mr. Kotiram, and of the Forestry Commissioner is quite clear and consistent. DGLI had applied and obtained an investment licence for a factory to process finished and semi-finished timber in Kampala. The specifications for the factory were that it would require an enormous amount of timber, far more than it turned out that Uganda could supply once investigations were made. It was therefore necessary for DGLI to turn to Dara Forêt in the Democratic Republic of Congo for additional supplies. But Mr. Kotiram was advised that, in addition to certification of the timber from Uganda, he would have to show that timber from the Congo was also certified if it was to be processed in the factory, and sold as certified produce. This he was told would be a requirement of SmartWood, who would be interested not only in the forests, but the whole operation. DGLI therefore needed to start with certification in Uganda at least.

Indeed, when the visit took place, from 14 to 16 April, the DARA group had not even applied for the concession of the Budongo forest (Uganda). It was only on 5 July 2000 that John Kotiram of the DARA group wrote to the Commissioner to request the concession on the Budongo forest.

The visit never took place, because the concessions in Uganda had not been granted by the suggested date. Prossy Balaba and Mr. Kotiram told this Commission that to write this letter so early was a genuine mistake brought on in the belief, based on discussions with the Forestry Commissioner that the concessions were to be granted more quickly than they in fact were.

The idea behind this is to use Budongo forest as a model of forests from which timber is harvested and which comply with the international requirements for certification, in order to certify timber coming from the Democratic Republic of the Congo for which basic elements of certification do not exist. Future plans for beating the international system are already in place. According to internal documents of DGLI, DARA- Forest will import timber from the Democratic Republic of the Congo into Uganda, which will be processed for different types of products in the new plant in Namanve for the saw milling of hardwood, both imported from the Democratic Republic of the Congo and harvested in Uganda. DGLI partners in this new scheme include DARA Europe GmbH Germany, Shanton President Wood Supply Co. Ltd China, President Wood Supply Co. Ltd Thailand, DARA Tropical Hardwood, Portland, Oregon, United States of America.

The original Panel's informant no doubt did not have, as this Commission has, DGLI's application to the District Forestry Officers concerned for concessions in three Ugandan Forests, namely Budongo, Bugoma and Mabira dated 11th October 1999, and therefore have seen conspiracies where no conspiracies exist. Mr. Kotiram has explained to this Commission what he planned to do: there is no way that the conspiracy alleged would have fooled experts from SmartWood, as the capacity of the factory would have been obvious, as would the inability of the Ugandan Forests to supply it. The first question would have been where the balance was to come from. Mr. Kotiram accepts the list of overseas companies with whom his companies trade.

- 10 In a letter of 5th July 2000, what is alleged to have been recorded only in internal documents is in fact publicly acknowledged.

The distribution of sales of the company is thought to remain the same, about 30 per cent to the Far East, China, Japan and Singapore, 40 per cent to Europe and 25 per cent to North America. DARA Great Lakes Industries shareholding and management is between Thai and Ugandan nationals, among them John Supit Kotiram and Pranee Chanyuttasart of Thailand and Prossy Balaba of Uganda.

- These figures are accepted by Mr. Kotiram and Prossy Balaba. Pranee Chanyuttasart is his wife, who is now unfortunately and lately deceased. Mr. Kotiram retains firm control of
20 DGLI, and is its managing Director

Some unconfirmed information indicates that members of President Museveni's family are shareholders of DGLI, although more investigation is needed.

This Commission agrees that a great deal more investigation is needed before such an allegation appears in a report to a United Nations body. This Commission's investigations with the Companies Registry reveal nothing whatever of that nature, and the allegation is denied by Mr. Kotiram and Prossy Balaba, and for himself by His Excellency the President.

30

The DARA group also established another scheme to carry out fraudulent activities in the Democratic Republic of the Congo. The objects of DGLI range from logging to financial and industrial activities. Because of the confusion created between DARA-Forest, which received a concession from RCD, and DGLI, DARA-Forest has also been dealing in diamonds, gold and coltan. The original Panel has received reports from the custom posts of Mpondwe, Kasindi and Bundibujyo of the export from the

Democratic Republic of the Congo of minerals such as cassiterite and coltan in trucks. During the original Panel's visit to Bunia it was reported that other products were loaded in trucks which are supposed to carry timber only; it is likely that coltan and cassiterite were these products. Moreover, the fraud extends to the forging of documents and declarations "originating" in Kinshasa.

The confusion between Dara Forêt and DGLI, on the basis of the evidence, exists only in the mind of the original Panel. These appear to this Commission to be two separate Companies, registered in two separate countries. Mr. Kotiram agrees that Dara Forêt has been exporting
 10 coltan for which he has a licence, which he has produced to this Commission. It does not appear to be forged. The mineral has been sent in transit through Uganda. Mr. Kotiram has produced before this Commission Customs documents which have been verified for this Commission by URA. There is no evidence whatever that any of the Dara Companies have been dealing with diamonds or gold.

The original Panel is not specific as to the forgery alleged: but this Commission suspect that the problem may arise from the use by rebels of original forms left by the Kinshasa Government before the rebellion. In any event, this Commission would be slow to accuse parties of criminal offences such as fraud and forgery without being able to set out specific details with particulars

20 ***The logging rate was alarming around Butembo, Beni, Boga and Mambassa. The RCD-ML administration acknowledged its lack of control over the rate of extraction, the collection of taxes on logging activities and the customs fees at the exit points. On the basis of eyewitness accounts, satellite images, key actors' acknowledgements and the Panel's own investigation, there is sufficient evidence to prove that timber extraction is directly related to the Ugandan presence in Orientale Province. This has reached alarming proportions and Ugandans (civilians, soldiers and companies) are extensively involved in these activities. In May 2000, RCD-ML attributed a concession of 100, 000 hectares to DARA-Forest. Since
 30 September 1998, overall DARA-Forest has been exporting approximately 48, 000 m³ of timber per year.***

UPDF presence in Orientale Province provided the security and access to overseas markets denied to the Congolese for so long. One would therefore expect to see increased activity in the area, not only by Dara Forêt but by other companies as well.

So far as Dara Forêt is concerned, while Mr. Kotiram agrees the figures quoted, he tells this Commission that in his concession he has not cut even a single tree, and he has given this Commission good and sufficient reason for this. The source of his timber has been from

individuals, in accordance with a long standing practice outlined to this Commission by another witness.

This Commission is extremely concerned at the approach of the original Panel to this subject. Nowhere in the whole of this passage is the reliability of sources quoted, but, considering the emphasis put on these alleged events, the original Panel must have come to the conclusion that it was safe to rely on its undisclosed and apparently un-evaluated sources. Yet the perception of those sources, and that of the original Panel, was quite clearly wrong. A short interview with Mr. Kotiram and his associates would have established the truth, but he was never approached, according to his evidence. This problem casts doubt on the original Panel's
 10 collection and reliance upon information given to it, not only in respect of Dara Forêt, but throughout the Report, given the emphasis placed upon this so-called Case Study.

From the evidence, this Commission has come to the conclusion that the investigation by the original Panel of Dara Forêt was fundamentally flawed and is unable to find support for any single allegation made in this so-called Case Study.

16.1.1. Allegations against His Excellency the President and his family

The original Panel say :

Some unconfirmed information indicates that members of President Museveni's family are shareholders of DGLI, although more investigation is needed.

20 As above, this Commission agrees that a great deal more investigation is needed before such an allegation appears in a report to a United Nations body. This Commission's own investigations with the Companies Registry reveal nothing whatever of that nature. All the relevant witnesses were called, and all the Companies Registry files were obtained. The allegations are specifically denied by Mr. Kotiram, Prossy Balaba, Salim Saleh, Jovial Akandwanaho, and, for himself, by His Excellency the President

30 During a consideration of the link between exploitation of resources by the Democratic Republic of Congo and the continuation of the conflict, the reconstituted Panel point out that Dara Forêt registered as a Congolese registered Company in Kinshasa in March 1998: it will be remembered that that was at a time when relationships between Kinshasa and Kampala were good, and trade opportunities were being investigated (see Paragraph 14.2 above). Then in June

1998 Dara Forêt was granted a logging concession from North Kivu Provincial Authority, and an exploitation licence. The reconstituted Panel found that Dara Forêt had complied with all the regulations in effect, and paid taxes as before. It is checked by local authorities in North Kivu to see that it is complying with the terms of its licence. It was also granted a certificate of registration by the Ministry of Justice in Kinshasa. The reconstituted Panel then concludes that:

10

73. DARA Forest, which the Panel has found to have complied with all the regulations in effect, currently pays its taxes at the same bank as it did before the area came under rebel control. It also deals with the same customs officials as it did before the rebels took control of the area when it exports its products and imports production equipment. The Panel has also learned that a bimonthly check is conducted by the local Congolese authorities in North Kivu to ensure that DARA Forest is complying with the terms of licences granted to it. Furthermore, DARA Forest was granted on 12 September 2001 a certificate of registration from the Ministry of Justice in Kinshasa. This would appear to be a clear sign of recognition of the company and acceptance of its work in the rebel-held areas by the Government of the Democratic Republic of the Congo.

20

This is a completely different story from that of the original Panel, whose criticisms of Dara Forêt were attributed by the Mayi Mayi for their formation, and for the kidnapping of 24 Thai Nationals working there. There is no acknowledgement of any mistake by the original Panel: this Commission has examined the whole of the so-called Case Study of Dara Forêt and DGLI, and the allegations against the Uganda Government, and His Excellency the President, and found that far from there merely being no evidence of the original Panel's allegations, those allegations were false to fact: and the reconstituted Panel have independently agreed, on the basis of additional evidence.

30

This Commission was expecting to see a specific withdrawal of and even perhaps an apology to Uganda and His Excellency the President for the disgraceful and unsupported allegations made in the original Panel Report: it is absent.

16.2. Mining Sector

Under the heading of systematic and systemic exploitation, the original Panel states in Paragraph 56 that direct extraction of minerals was carried out in three ways, namely:

- 1) by individual soldiers for their own benefit;
 - 2) by local people organised by Rwandan and Ugandan commanders;
- and

3) by foreign nationals for the army or commanders' benefit.

The original Panel specified a number of specific examples as under:-

16.2.1. Mining Disasters and Soldiers imposing "Gold Tax"

The original Panel states, in Paragraph 57, that it came across a number of cases in which soldiers were directly involved in mining in Watsa. It cites an incident that happened in September, 1999 where:

UPDF local commanders demanded the extraction of gold on the pillars of the Gorumbwa mine in which dynamite was used and which caused the galleries to collapse, leading to the death of a number of Congolese miners.

10 In Paragraph 59 the original Panel further states that in Kilo-Moto mineral district, Ugandan local Commanders and some of the soldiers who guarded the different entry points of the mining area allowed and encouraged the local population to mine on an arrangement that each miner would leave at the entry/exit point one gram of gold every day. The original Panel states that about 2,000 miners were involved and on the average 2 kg of gold were delivered to the person heading the network. The reconstituted Panel came up with a figure of 10,000 miners, but did not quote a source: Dr Mido gave evidence that Professor Wamba had appointed a Commission of soldiers who were to guard the Kilo Moto mine and collect gold worth 15\$ a day from artisanal miners, and that this was yielding some two
20 hundred to three hundred grams a month. This might have raised the possibility of a confusion between RCD and UPDF soldiers.

 This Commission did its best to investigate these incidents, and in the evidence of Col Mayombo and of General Kazini, including the radio messages produced by him, found references to similar incidents in which one Lt Okumu was alleged to be involved. Also Lt Col Mugenyi told this Commission that he received a direct report regarding an incident of an explosion in a mine on 10/10/98. This incident could not have been the same as the one referred to by the original Panel, as Lt Okumu only reached the area of his responsibility in Watsa and Durba on 9/9/98, He left on 27/12/98 as a result of investigations into his conduct, and therefore
30 could not have been involved in the incident to which the original Panel refer. The other possibility might be that the original Panel was incorrectly informed as to the year of the occurrence, or perpetrated a typing error.

However, when the original Panel Report was published, the Chieftaincy of Military Intelligence was asked to investigate a number of incidents. It was already known that there had been problems in the Watsa area before Lt Okumu went there, which had reached Senior Levels. These problems no doubt prompted the phraseology of the orders he received. Lt Okumu's orders on arrival from Lt Col Mugenyi (409 B/ Co) who was based in Isiro Exhibit FM/07/102 (inter alia) read :

No soldier should interfere with the authorities of the gold mining area without consulting (B/Co) into.

10

No Loitering of Soldiers in the centres and on the area of gold mining (must be halted)

These orders were signed by Lt Col Mugenyi, and countersigned by Lt Okumu. This Commission took Lt Col Mugenyi to task at length about these orders: it suggested that the way in which they were phrased clearly indicated that soldiers had been interfering with the authorities of the gold mining area, and that soldiers had been loitering in the centres and in the area of gold mining : the orders specifically said that this behaviour must be halted. Such allegations went a long way to support the allegations in the original Panel Report. Lt Col Mugenyi was not prepared to accept that this was the case.

20

This Commission on a consideration of the evidence found that the Lt Col was not telling the truth, and that these specific orders arose from events such as the original Panel described, Otherwise for example, the written orders would not have said that such behaviour **must be halted**.

Apart from that specific finding, this Commission was not at all impressed by the evidence of this senior officer who was evasive on many points throughout his evidence. It also interested this Commission that this officer was prepared to put in writing that, although in the general sense soldiers were prohibited from interfering with the gold mining authorities, they nevertheless might do so after consulting with himself, the Battalion Commander.

30

Only a month later after the date of the above document, Lt Col Mugenyi was writing to one Maj. Sonko who was an Intelligence Officer temporarily in Durba.

In that communication, Lt Col Mugenyi was saying that he had received information that the Detach Command (Lt Okumu) had been reported to have been:

- 1) Mining with his soldiers
- 2) Selling diesel, empty drums, fridge and cookers
- 3) Using 275 detonators from the gold mine, and primers from UPDF mortars to mine.
- 4) Breaking the store where there were Walkie Talkies belonging to the factory

10 He also said that he had information that Maj. Sonko and Lt Okumu were harassing civilians, causing workers to have started running away from the place.

Lt Col Mugenyi then stated that he wanted Maj. Sonko to Countercheck those allegations stating :

Otherwise I am going to arrest all of you

This Commission was astonished by the suggestion that Maj. Sonko should be the officer to investigate his own alleged misconduct, and to be expected to report usefully. And indeed Lt Col Mugenyi was quite unable to deal with questioning on this subject. One thing that is clear is that Lt Col Mugenyi took his information very seriously.

20 In fact Maj. Sonko did report on Lt Okumu: the numbering above is used as follows:

- 1) **Mining with his soldiers** : Maj. Sonko was asked to crosscheck and report later. He did not do so in writing, although he claimed to have done so verbally. In evidence he said that he found nothing in the allegation against Lt Okumu, having spoken to local people, the mine director, and the local Intelligence Sergeant. He said that he had cleared Lt Okumu as a result of his investigation, but then was unable to report in writing, he said, in order to keep the matter secret from Lt Okumu. But in evidence he also said that another team came to investigate from Makindye Barracks, and it was that team which cleared Lt Okumu.

30

- 2) **Selling diesel, empty drums, fridge and cookers:** the Report catalogued the full and empty drums of diesel and aviation fuel, coming to a total of 323 full drums, and recording that 100 drums had been issued to Kilo Moto. This Commission tried to get out of Maj. Sonko how these figures related to the stock which ought to have been present, so as to establish whether there was a shortage, but he was not able, or prepared, to go into that. On the subject of fridges and cookers, there was nothing in the report, and Maj. Sonko was not prepared to go into the matter, because, he said, there was no electricity in the area. His conclusion, according to his evidence, was that Lt Okumu should be transferred because of selling National logistics. This was later investigated by a team from Makindye: this Commission does not know the results, apart from Lt Okumu's word that he was cleared, and some other unclear evidence, including an allegation by General Kazini that the matter was dealt with by court martial, in respect of which General Kazini appears to have done little to obtain the record, despite repeated requests from this Commission, and ample time to do so.
- 10
- 3) **Using 275 detonators from the gold mine, and primers from UPDF mortars to mine.** Maj. Sonko said that he "arrested" 115 Cordex Wires, which, after some questioning turned out to be detonators and which he said was stolen from the stock of Kilo Moto. He said he "arrested" them from among the 20,000 artisanal miners who were digging on the site. He set out the munitions found with the Unit. His investigation was inconclusive, to say the least. On this subject, although Lt Okumu denied knowing anything about this allegation, Lt Col Mugenyi said that he had been informed during October 1998 of the incident. It is inconceivable therefore that Lt Okumu knew nothing of it.
- 20
- 4) **Breaking the store where there were Walkie Talkies belonging to the factory.** Maj. Sonko said that the Walkie Talkies were removed from Kilo Moto "to assist communication of our detach. For every 3 kms we deployed 1 Walkie Talkie". He also reported that a ManPack Radio had been removed from Kilo Moto because "they were communicating to Bunia". A further one was recovered from Colombo Mission by the Police of Watsa, in what circumstances was
- 30

not recorded. (In the original orders above referred to, it was set out that five Walkie Talkies were given to the Platoon at Durba by the Director of Gold Mining to ease co-ordination with his office. There was one ManPack Radio with “all its gadgets” for the platoon). Once again Maj. Sonko’s investigation was inconclusive.

10 On questioning by the Commission, Maj. Sonko finally admitted, on the question of fuel, that he did not investigate properly. He said that in fact he did not belong to the detach, but was an Intelligence Officer on another duty, and had just been pulled in by Lt Col Mugenyi to assist in what he called “a little investigation”. This Officer was almost incapable of expressing himself in any intelligible fashion. Time and again this Commission had to abandon questioning of this officer because he had contradicted himself so many times that it was almost impossible to understand what he was trying to say. For instance, when he was trying to say that the manager of the Mine had asked Lt Okumu for assistance because he had been attacked by miners who wanted to steal detonators and fuses, instead he said, and it is clearly on record, that the mine manager attacked Lt Okumu. As a result, in any event, according to this witness, Lt Okumu provided soldiers, and went himself with them to reinforce the mine police, something Lt Okumu specifically denied doing.

20 Lt Okumu said that he knew nothing about the mine except what he had been told by Congolese Police who guarded it, and that he had never been there. At first he said that he was not investigated for anything to do with the mine, neither for being involved in blowing it up, nor for arranging for his soldiers to charge miners 1 gram of gold a day to allow them to mine in an artisanal fashion. In the end he admitted that he was investigated by a team from Makindye (which accounts for General Kazini’s knowledge of this matter) and cleared, but he thought that that was only in respect of fuel. This Commission cannot imagine that a serious investigation could have been conducted without interview of the suspect, and once again is of the view that Lt Okumu was not telling the truth about this. Nor
30 does the evidence available confirm General Kazini’s evidence that a Court Martial was conducted, of which for some reason difficult to understand, General Kazini has been unable to obtain a copy: one would have expected Lt Okumu to have said something about that, but he did not.

Lt Col Mayombo said:

Lt. Col. Mayombo: I am aware that a Lt. Okumu, who was in charge of a platoon, got involved with civilians by issuing chits that they could mine and he was arrested by the overall operational commander and his case was investigated by the Special Investigations Branch of the Military Police.

He promised to let this Commission have details of the investigation, but has never returned with that information. This would have assisted this Commission's investigations enormously.

10 General Kazini at first said that the officer was reprimanded for his offences: later he said that there was a court martial which acquitted him. The entry of reprimand on this officer's record has never been produced. Lt Okumu said that he was never even investigated in respect of any offences relating to mines, but that he was cleared of any charges in respect of selling fuel.

20 This has been a cover up: and it is in respect of the conduct of Lt Col Mugenyi, a senior officer whom this Commission has caught out in lies and contradictions of a serious nature, Maj. Sonko, who is not fit to fill the rank which he has attained, and Lt Okumu, who also lied to this Commission, and whose misconduct has been badly investigated. Particularly this Commission is unable to reject the allegation by the original Panel (for this is the purpose of the cover-up) that UPDF soldiers were posted at mines to take contributions of gold from miners to allow them to mine.

The evidence of Major General Kazini, General Jeje Odong and Lt. Col. Noble Mayombo clearly shows that the incident did happen and that the culprits were Lt. David Okumu and the soldiers under his command. Lt. Col. Mugenyi claimed that Lt. David Okumu was investigated and found innocent. This Commission has found that no proper investigation was conducted because Lt. Col. Sonko who was instructed by Lt. Col. Mugenyi to investigate the matter was also implicated in the matter. His conclusion therefore did not come as a matter of surprise to the Commission.

30 The evidence about the final investigation of this matter was extremely unclear. General Kazini promised to let this Commission have a copy of it: he took no action for many months, and on his last appearance stated that the matter had come before a General Court Martial. He said that he had tried to get a copy of the proceedings, and had been told that they could not be released to him for reasons

which were unclear. This was far too late for this Commission to take any further action. The whole situation was most unsatisfactory.

In December 1998 General Kazini sent a message to one Major Kagezi, then C/O of 409 BDE in which he said:

Your soldiers and Detach Commanders are writing chits for Gold Mining and smuggling. You should stop this immediately and inform me of the steps taken. You will be held responsible for Breach of Standing Orders

In reply Major Kagezi said:

.... an information received reveals that Lt Okumu have been giving chits to those people but I am still going on with investigations

10

This Commission has no doubt that the original complaint, and the original Panel's report of it, in this matter was true.

But the investigations have been so poorly conducted, either purposely or through incompetence, that no court properly directed could convict on the evidence available. It is this Commission's recommendation that the whole question of inquiry into complaints against officers of the UPDF be looked into extremely carefully.

20

For the purposes of this Commission, the important matter is that the allegations that individual soldiers, to a quite senior level are probably true, but that allegations that Government was involved cannot be supported.

16.2.2. Harrassment of Civilians

30

There was another allegation which involved both Maj. Sonko and Lt Okumu, of harassing civilians, which appears to have resolved down to the fact that 400 civilians had been recruited as an LDU Unit, and were required for training. The evidence was not at all clear, but apparently the case for Maj. Sonko and Lt Okumu was that they did recruit, but were unable to feed these people, and they seemed to think that it followed that therefore they could not train them. In evidence Maj. Sonko said that these 400 were going home for food. Nothing of all this made any sense, still less the fact that if they were unable to train these people, then why they should have kept them coming back and forth. In his report,

however, Maj. Sonko referred to a quite different incident in which two soldiers from Bunia were said to have connived with three FAC soldiers from Watsa Barracks who harassed and robbed civilians. According to his report the detach managed to get the stolen money back and to restore it to its rightful owner. The whole matter was indecipherable, and amounts to just another example of the frustrations one encounters when one tries to investigate what was going on within the UPDF. However, in the Kazini Revelations at Paragraph 13.2 above, it is obvious that there is confirmation of some of the original Panel's allegations.

16.2.3. Trainees used as Convincible Labour to Mine

10 In Paragraph 58 the original Panel states that local Congolese were used in what the original Panel termed as "Convincible labour" to mine gold, diamonds or coltan. The original Panel gives, as an example, Bondo locality in Equator Province where young men from 12 to 18 years recruited by Jean- Pierre Bemba were given one-hour morning physical training in the morning, and then sent to gold mines to dig for gold on behalf of the Ugandans and Bemba. Jean Pierre Bemba denied the allegation concerning the recruitment of young men from the ages of 12 to 18 years. He stated that the minimum age of recruits was originally 17 years, but that it was later put at 18 years. Even when he was told that the Commission had had evidence from a journalist who showed some video of some
20 young people being trained, Jean Pierre Bemba insisted on saying that the minimum age was 17 years. He could not see the purpose of recruiting 12-year-old young men.

The UPDF officers and men this Commission interviewed have admitted that Jean-Pierre Bemba was an ally and that they trained the rebels under his command, but denied that they trained young men recruited by him to mine gold diamonds or coltan. Jean-Pierre Bemba has also denied the allegation. Since the names of the alleged eyewitnesses who gave information to the original Panel were not disclosed, this Commission is unable to investigate the matter further, concludes that there it is unable to find evidence to support this allegation

30 16.2.4. Foreign Labour

The allegation in Paragraph 60 of the original Panel Report is that occupying forces brought manpower from their home countries to mine in Congo. UPDF was one of the occupying forces, but Uganda, unlike Rwanda, was not mentioned in

connection with that pattern of organised extraction of minerals from Congo. This Commission has not received evidence that tends to prove the allegation. The probability is that the original Panel did not find that Uganda was involved and that was the reason why Uganda was not specifically mentioned by the original Panel. Accordingly this Commission rejects it as a mere allegation so far as Uganda is concerned.

16.3. Wildlife.

16.3.1. Poaching in Garambwa National Park

10 Paragraph 61 of the original Panel Report states that between 1995 and 1999, 30% of elephants were killed in Garambwa National Park in areas controlled by Ugandan troops and Sudanese rebels, and that there are similar problems in other parks. There is no evidence available as to who was responsible for this. There is however evidence that although there was a detach at Durba, near the Park, its duties did not cover the Park. Congolese Security Reports produced complained of poaching by SPLA in Garambwa Park and there were other reports of trouble caused by the SPLA there. (Exh. FM/07/102). It should also be noted that the original Panel's allegation covers the period from 1995 to 1999. Ugandan troops did not reach the area until late 1998, and therefore could only have been involved in this allegation, if at all, for a very short time.

20 16.3.2. Tusks seized in Isiro

It is also said in Paragraph 61 of the original Panel Report that RCD-ML temporarily seized about 3 tons of tusks in Isiro. After strong pressure, it is said, from Uganda, the cargo was released and transferred to Kampala.

16.3.3. Tusks seized from Col Mugenyi near Garambwa National Park

Paragraph 62 of the original Panel Report alleges that Lt. Col. Mugenyi of the UPDF and a crew of his soldiers were found with 800 kgs of elephant tusks in their car near Garambwa Park. The Uganda Government is alleged to have received notification of the incident.

30 The original Panel Report does not state the date on which he was found nor by whom he was found, nor to which department or officer of the Uganda Government Report was made. The Uganda Government denies in its response that it received notification of this incident as alleged in the original Panel Report.

The Ministry of Defence, Finance, Army, Uganda Revenue Authority and Uganda Wildlife Authority Officials were questioned by the Commission on this issue and confirmed this position.

Lt. Col. Mugenyi denied the incident though he stated further that the area of Garambwa National Park was under his jurisdiction during Operation Safe Haven and the District Administrator of the area did inform him of various problems, with SPLA, poaching and other problems in the Park. Lt. Col. Mugenyi said during investigations which were started after the original Panel Report:

10

“I told them (Chieftaincy of Military Intelligence) that I do not know anything as regards those 800 kilograms of elephant tusks because I have never operated in those areas not even passed through those areas.”

Lt. Col. Sonko Lutaya testified that Lt. Col. Mugenyi passed through the Garambwa National Park regularly on his way to Isiro. Although this Commission has problems with Lt Col Sonko’s evidence in other respects, the route he describes makes sense, and his evidence is probably true.

20

This shows that Lt. Col. Mugenyi was not being truthful and one wonders what he was hiding. This Commission was unable to visit the area or find out which crew Lt Col Mugenyi may have been with. However, since the army was in the area they should have been able to carry out an exhaustive investigation. The matter should be investigated more thoroughly by the responsible organs. Too long has passed now for meaningful further investigations to be made.

16.3.4. Allegations against the Government of Uganda

In Paragraph 61, the implication is that RCD-ML seized about 3 tons of tusks from Ugandans, or possibly Congolese who are not named, and that strong pressure was exerted from some unnamed people in Uganda to release these tusks so that they could continue on their journey to an unnamed destination.

30

With the evidence at hand, it is impossible to investigate this incident, and certainly not to attribute it to the State of Uganda. Officers from the Wildlife Authority told this Commission on oath that they had no information about this alleged incident, and one would have expected them to have been the agency informed.

In Paragraph 62, that the Government of Uganda received detailed notification of the incident, and, by implication, did nothing.

This Commission is again in problems due to the lack of available information. This Commission has no idea who found the Colonel, or where the recovered tusks are. Nor does this Commission know to whom the report to the Government of Uganda was made: an officer from Wildlife Authority appeared before this Commission and told this Commission on oath that he had not received any such report, nor did he know about the recovered tusks. Col Mugenyi (who was not a particularly impressive witness) denied the whole incident on oath, and there was
 10 no evidence to the contrary. It is therefore impossible to attribute blame for this alleged incident to the Government of Uganda. This Commission is however unable to exclude the possibility of the involvement of this senior UPDF Officer.

17. MONOPOLIES AND PRICE FIXING

17.1. Coffee Harvesting by J P Bemba

In Paragraph 63 of the UN Report it is alleged that Jean Pierre Bemba, leader of MLC with General Kazini, had been harvesting coffee directly from plantations that did not belong to him.

This allegation has been denied by both General Kazini and Jean Pierre Bemba. The latter stated that distance alone would make the alleged coffee harvesting virtually
 20 impossible since General Kazini was based in Kisangani, which was 1,000km away. On hearing the allegation Jean Pierre Bemba wrote to the Company from which he had allegedly taken the coffee. The Company responded denying the allegation. He showed the relevant correspondence to the Commission. (Exh. **JPB/7/116**). There is no evidence to support this allegation.

17.2. Control of the Economy

In Paragraph 64 of the original Panel Report, Ugandan Troops are alleged to have abused commerce and the trade system by forcing unnamed locally owned and foreign owned businesses to close down with a view of gaining control of local
 30 commerce. The original Panel say that the result was unprecedented control of the economy of the Eastern and North Eastern Democratic Republic of Congo.

As examples of that, the original Panel refer to their field trips to Gbadolite and Bunia in the Democratic Republic of Congo where they found consumer goods which emanated from Uganda.

17.3. Allegations against Uganda

10 Uganda is only involved in the allegations in Paragraph 64 by implication. However, this Commission has visited the border posts at Kasindi and Ariwari in the Congo, and was particularly interested in the markets over on the Congo side. This Commission agrees that those markets are full of goods imported from Kenya and Uganda, and indeed from even further afield. However, this Commission does not agree with the original Panel that this is unprecedented control of the economy, nor that it is attributable to the actions of Ugandan Troops, apart from the provision of overall security.

First, it is suggested that local and foreign companies have been forced out of business due to trade from Uganda. These companies have not been named, and this Commission doubts whether sending merchandise from Uganda, which is not available in the Democratic Republic of Congo would have the effect of forcing a company in the Democratic Republic of Congo to close down. This Commission has affidavits from reputable companies such as BAT who have continued trade with the Democratic Republic of Congo throughout. This Commission saw an Antonov loaded with cocoa for Unilever on a visit to the military airport.

20

All that this Commission's investigations show is that on each side of the border there are similar or the same tribes, with common languages and culture. On each side of the border are close family relationships, and cross border trade is only to be expected, and historically has existed. The evidence before this Commission shows quite clearly that cross border trade has been there in one form or another since time immemorial. This Commission was told that trade through the Western side of the Democratic Republic of Congo is not now practical due to the poor infrastructure and the comparative level of economic development of Kenya, Uganda, Rwanda and Burundi as against the Democratic Republic of Congo, and that the obvious markets for Eastern Democratic Republic of Congo dwellers have always been Uganda, Rwanda and Burundi, due to proximity and infrastructure.

30

Certainly Congolese goods can be found in quantity on the Ugandan side: this Commission has seen that to be true on its visit to the border posts, and the opposite is also true, although at Kasindi in the Democratic Republic of Congo, the most

noticeable trade item was salt from Kenya, who do not feature in this regard in the original Panel Report.

Further, the cross border markets are not some hole in the corner affair. There are market days arranged by agreement from both sides of the border, and proper arrangements in the market places : the best market this Commission saw was in Ariwari which was fully stocked with an array of goods for local purchase. In Mpondwe and Kasindi there were representatives on both sides for Chamber of Commerce, and proper arrangements for resolution of trade disputes had been put in place. Every sign that this Commission saw was that OFIDA and Ugandan Customs were operative and visibly present.

The other level of trade involves those who fly goods from Entebbe to places in the Democratic Republic of Congo, and back from the Democratic Republic of Congo, and also those (like Dara Forêt) who trade within the Democratic Republic of Congo without using the markets, but using lorries.

It is clear that this was happening, and on a major scale. This Commission has dealt with the legality of such trade at Paragraph 11.1.2 above and has required manifests and import documents from most of the airlines and companies involved. Attached to almost every transaction are papers from the Congo showing payment of the relevant taxes. In the case of Dara Forêt, this Commission has details of every cross border transaction the company engaged in, and in each case, again, there is evidence that taxes were paid.

This Commission wonders therefore whether the statement attributed to RCD-ML about non-payment of taxes is correct. Mr Bemba in his sworn evidence to this Commission showed accounts which clearly recorded payment of taxes in the areas under his control. There is the possibility which traders such as Sam Engola, Grace Majoro and Idi Taban have raised on oath before this Commission, that there was an unusual arrangement which rebel factions used to raise money quickly. As this Commission understands it, and there are documents in support, traders used to pay a sum to a particular rebel faction in advance of importing goods, and were given a time within which to complete the import. The race then began to get goods through the border before the expiry of the time limit, which might, for example, be three months. This practice has been confirmed in the affidavits of rebel leaders. In the case of MLC, a document procured from the reconstituted Panel specifically accepts \$100,000 from Victoria Diamonds as prepayment of taxes, which is attached to

correspondence endeavouring to ensure that no further taxes were to be paid. Sometimes this system worked, but on other occasions differences would arise within the rebel organisations which resulted in the promise to allow import against the prepayment not being honoured.

After talking to rebel leaders, it was made clear that taxation was at the root of funding for the movements, and one would expect every effort to be made to collect as much as possible, whether for personal gain, or to finance the movements. The evidence of the Nairobi witness was that Trinity was established for just this purpose, to collect pre-financing of taxes from intending importers and exporters, but had to be
10 ended because the money was not ending up where it was supposed to, and less tax than would otherwise have been collected was obtained by this method, according to Professor Wamba.

In Paragraph 68 of the original Panel Report, it is suggested that part of the taxes collected by RCD-ML and MLC were sent to Kampala, and individual colonels, who are not named, would claim direct payment from RCD-ML. There is a similar allegation in Paragraph 71 relating to Adele Lotsove, which this Commission has dealt with in Paragraph 15.8 above. All the rebel leaders who gave evidence before this Commission have dismissed the suggestion as ridiculous. As to the allegation in relation to individual colonels see 17.4 below

20 **17.4. Individual Colonels collecting or demanding taxes**

At first there was no evidence or complaint before this Commission from any of the rebel leaders who have provided evidence that individual colonels were demanding a cut of taxes collected. However, on the last occasion that General Kazini gave evidence before this Commission, he introduced the possibility that individual colonels under his command, were collecting sums of money from Congolese Rebel Leaders under the pretext of Intelligence Gathering (See Paragraph 13.3 above). Indeed he produced a Radio Message which was copied to, among others, His Excellency the President, which complained of this behaviour. Further, in the correspondence General Kazini sent to the Governor of Kisangani in July 1999, there
30 is the clearest statement that General Kazini was instructing the Commanders under his control, if they were approached with payments for security funding, to forward the matter to him at TAC HQ. What that meant in relationship to General Kazini's conduct will be examined in due course. The Nairobi witness gave evidence that a monthly tribute of \$25,000 was sent to UPDF Officers in Rwampala, an enormous

sum for soap and pocket money as he described the purpose: whether this evidence is reliable or not, it is clear that the original Panel's allegation against individual colonels who were in command is supported.

There is a need for further investigation and disciplinary action against the officers involved in this section.

18. CURRENT STRUCTURES OF ILLEGAL EXPLOITATION

18.1. Administrative Structures.

10 Paragraphs 43 and 71 of the original Panel Report state that the illegal exploitation of natural resources of the Democratic Republic of Congo was facilitated by the administrative structures established by Uganda and Rwanda.

18.1.1. Appointment or confirmation of Congolese Administrators

20 It is alleged in Paragraph 71 that the leaders of Uganda and Rwanda directly and indirectly appointed regional governors or local authorities or, more commonly, appointed or confirmed Congolese already in those positions. It cites the appointment of Madame Adele Lotsove, a Congolese who had already been employed by the Mobutu and Kabila administrations, and by then had been appointed as First Vice Governor of Kisangani by RCD-Goma. General Kazini at first stated that he appointed her in June 1999 as Governor of Ituri Province. The original Panel Report alleges that this woman was instrumental in the collection and transfer of funds from her assigned administrative region to the Ugandan authorities. She was also alleged to have contributed to the reallocation of land from Lendus to Hemas. The matter of Adele Lotsove has been dealt with exhaustively in Paragraph 15.8 above, and does not bear the connotations put to it by the original Panel, particularly where she was only in place for a very short period of time.

30 So far as confirmation of Congolese already in position is concerned, if such confirmation took place, this Commission fails to see what complaint could be made. On the evidence, the UPDF tended to accept whoever was the local authority in place, so as to be able to concentrate on providing security in the relevant area. Had new appointments been made, as in the case of Adele Lotsove, the original Panel would have criticised that as well. Perhaps a less biased word than "confirmation" would have been the word "recognition".

18.2. Modes of transportation

In Paragraph 72 and 73 with 74 of the original Panel Report, the original Panel reverts to criticism of the airlines, including the Ministry of Defence, who operated from the Military Airport at Entebbe on the basis that illegal activities, that is transport of products and arms into the Democratic Republic of Congo, and vast quantities of agricultural products and minerals out to Kampala, have benefited from the increase in airline traffic, and in Paragraph 73 that existing airlines are put out of business.

18.2.1. Allegations against Uganda

10 What is criticised by the original Panel Report here is the conducting of illegal activities. While this Commission would deal with the question of the UPDF being involved in such activities elsewhere, under “Illegality” at Paragraph 11 above, this Commission cannot see that ordinary trade can be said to be an illegal activity, and this strikes at the whole basis of these Paragraphs. For this reason for instance, this Commission cannot see any basis for the criticism of Sabena contained in Paragraph 76, particularly as the evidence is that Air France appears to have taken over the market Sabena has voluntarily left.

20 This amounts to a criticism of the Ministry of Defence who are credited with using aircraft leased by the UPDF for commercial and non-military functions. This Commission has already dealt with the misperception which this involves at Paragraph 14.6 above. There clearly were two operations at the military airport, military and civilian, and the major operation was civilian, as can be seen from the graph above. UPDF officers were acting secretly, hiding what was going on from the Ministry, as they have tried unsuccessfully to do before this Commission, and therefore allegations against Uganda as a state cannot be supported. It is odd that the original Panel starts Paragraph 72 by saying that prior to the second war the major forms of transport were only by road and by smuggling across the lakes, not by air: and thereafter in Paragraph 73, allege that the new means of transport by air put existing air operators out of business. The argument does not seem to be consistent. No doubt in any business opportunity, it is open to any company to
30 develop where there is an opportunity to do so. This Commission cannot see how Uganda as a State can be blamed if Congolese Air Operators failed to react to the changing circumstances. It is alleged that the airlines involved are owned or controlled by “relatives and friends of generals, colonels and Presidents”. This Commission has on every opportunity to do so, investigated connections with such

people. Leaving aside Air Alexander and Take Air for the moment, but bearing in mind Paragraphs 18.3 and 18.4 below, there is nothing in this allegation. Air Navette which is specifically mentioned is owned and firmly controlled by Shiraz Hudani, a Canadian, and the other directors and shareholders are Mrs. Hamida Hudani, and one Abu Mukasa, a Ugandan, not so far as can be traced a relative or friend of generals, colonels and presidents, according to Mr. Hudani's evidence. Modeste Makabuza who is mentioned in Paragraph 75 as a major shareholder is not and never has been a shareholder of Air Navette.

10 Mr. Hudani of Air Navette specifically denied having any connection with Salim Saleh or any of his companies. In fact he is a competitor. He admits however dealing with Jean Pierre Bemba commercially, and that is confirmed by Jean Pierre Bemba who said that he used Air Navette to carry coffee for MLC and showed to this Commission relevant documents and accounts to support the legality of MLC's coffee exports.

18.3. Air Alexander International Ltd

Salim Saleh clearly committed offences under Section 396 of the Companies Act when he falsely stated that Alexander Mahuta was an adult businessman in the returns he filed with the Registrar of Companies, when he knew he was a minor, and further offences with which this Commission has dealt with at Paragraph 28 below.

20 There is one further matter upon which this Commission wishes to comment. The coincidence of the date of transfer of shares, and the date of the President's Radio message to the UPDF, forbidding the conduct of business by politicians and Army Officers in the Congo is too close to ignore. Having heard Salim Saleh giving evidence, in particular the manner in which he tried to wriggle out of being covered by the Radio Message, and bearing in mind that although he disposed of his shares, he did so amidst a welter of backdated paperwork, to his wife, in a Company where the only other shareholder was his infant son, this Commission has no doubt that he wished to give the appearance of disposing of his interest while in fact keeping control of the Company: and indeed, Jovial in her evidence, admitted that Salim Saleh
30 kept an active interest. Whether as a soldier or as a Public Servant Salim Saleh was clearly covered by the President's Radio Message.

This Commission is satisfied that what Salim Saleh did was to find a way to cover his disobedience of the order of his brother, his Commander in Chief and President by lying to him, while continuing to do business. This has resulted in a perception, which

has harmed Uganda, and allowed investigators to conclude that His Excellency the President must have been involved in illegal exploitation of the natural resources of the Congo. This Commission takes the matter very seriously indeed, and recommends that the matter be further investigated by the relevant authorities for further action.

18.4. Take Air Ltd

In 1998 Take Air, in which General Salim Saleh was a shareholder and director, submitted invoices to UPDF and was paid Shs. 111 million for flights to the Congo that could not be identified. Lt. General . Saleh could not explain the reason for the payment. He promised to check with his staff and report back to the Commission. This was not done. Months later the General appeared before the Commission again. When asked about the documents he had promised including manifests, he said that he had so far failed to get them. Take Air had closed in late 1998 and he (Saleh) had difficulties in tracing its Managing Director who left Uganda in March 1999. To-date the payment is still not accounted for. Further investigations are necessary and recommended.

18.5. Other Private Companies

In Paragraph 79 of the UN Report it is alleged that a number of Companies were created to facilitate the illegal activities in Democratic Republic of Congo. On the Ugandan side, it is alleged that military officials created new companies and businesses using prête-noms. It is said that most of the companies are owned by private individuals or groups of individuals. Trinity and Victoria Group are specifically named in Paragraph 80 as some of the said companies.

18.5.1. Victoria Group

Victoria Group is said to be chaired by one Mr. Khalil and has its headquarters in Kampala and is owned jointly by Muhoozi Kainerugaba, son of President Museveni, Jovial Akandwanaho and her husband. It is said the Group deals in diamonds, gold and coffee. These products are purchased from Isiro, Bunia, Bumba, Bondo, Buta and Kisangani. The Group is also suspected in the making of counterfeit currency.

The evidence the Commission has on oath from Mrs. Ketra Tukuratiire, the Acting Registrar – General, is that Victoria Group is not known in Uganda. It is neither registered as local Company nor as a foreign Company. Apart from Khalil whom this Commission has not been able to interview, as he is a non-resident in the

Country, all the alleged owners of the Groups have denied any connection with the Group.

Further evidence this Commission has received however, shows that there is a Company known as La Societe Victoria which is owned by two people who have not been mentioned throughout the evidence. The Company is registered in Goma and deals in diamonds, gold and Coffee which it purchases from Isiro, Bunia, Bumba, Bondo, Buta and Kisangani. The Company pays taxes to MLC to back up what the Army Commander, Major General Kazini, terms' "the effort in the armed struggle".

10 For that reason, General Kazini gave specific instructions to UPDF Commanders in Isiro, Bunia, Beni, Bumba, Bondo and Buta to allow the Company to do business uninterrupted in the areas under their command.

Though General Kazini has denied on numerous occasions that he has any connection with Khalil and that he only knew him casually, from the special favours he gave to La Societe Victoria and the lies he told about his dealings with the Company, one cannot resist the conclusion that he has some interest in the Company, though this Commission has no conclusive evidence to prove it.

20 It is clear, however that the steps he took to facilitate the interests of the Company were above and beyond the call of duty, and further, inappropriate to the UPDF's role of providing security.

As regards the alleged dealings of Mr. Khalil with Jovial Akandwanaho in diamonds, this Commission originally had only the evidence of Jovial on the issue. She admitted that she knew Khalil and that herself and Khalil at one time established a Lebanese Restaurant known as Leban (U) Ltd on Bombo Road in Kampala, in the middle of 1999. They are no longer operating the restaurant. Jovial has denied that, apart from restaurant business, she had had any other dealings with Khalil and in particular, diamonds. However under the heading "The Diamond Link" at Paragraph 21.3 below, and particularly at Paragraph 21.3.5 below, this Commission has come to the conclusion that Jovial's participation in
30 Khalil's operations, and Victoria in particular, cannot be excluded.

18.5.2. Trinity

According to Paragraph 81 of the UN Report, Trinity is a fictitious Company and a conglomerate of various businesses owned by Salem Saleh and his wife. Mr. Ateenyi Tibasiima, second Vice-President of RCD – ML is said to be the “Manager”. It is said that the primary purpose of the Company was to facilitate the business activities of Salim Saleh and his wife in the Orientale Province. It is said that Tibasiima granted a tax holiday to all Trinity activities in the area controlled by Uganda and administered by RCD – ML in Nov. 1999. Trinity imported various goods and merchandise and took from Orientale Province gold, coffee and timber without paying taxes.

10

The evidence before the Commission shows that Trinity is neither registered as a local or foreign Company in Uganda. Both Salim Saleh and his wife have denied any connection or association with the Company. Witnesses who appeared before this Commission have given different accounts of the nature and ownership of the Organisation.

20

According to Tibasiima Ateenyi, Trinity is not a fictitious company as alleged, but that it is owned by well known Congolese business people. He cited Iddi Taban and Manu Soba as the owners. According to him, these two businessmen, in the name of Trinity assisted the rebel movements with money for their activities. The money so advanced would be recouped by exoneration from taxes on goods imported by Trinity into the areas held by the rebels.

30

One of the alleged owners, Iddi Taban, on the other hand, said that Trinity was set up by RCD through Tibasiima Ateenyi to raise funds from business community by way of custom dues paid in advance. On payment of a stipulated amount, the businessman would be issued with a letter, which he would present at the customs entry points to enable his goods to enter the rebel held areas within a specified period without paying custom dues. He and his partner Manu Soba paid money to Trinity in order to be able to conduct their businesses in the rebel held areas. Iddi Taban denied ownership of Trinity.

The account of Iddi Taban agrees in material particular with the evidence of Sam Engola, a Ugandan businessman with business interests in the rebel control areas of Congo and alleged to be engaged in pre-financing activities before Trinity was established.

The only evidence which appears to link Salim Saleh with Trinity came from the Nairobi witness, a civil servant who was one time Inspector of Taxes and later became Inspector General of Finance of RCD under Tibasiima Ateenyi and a member of Wamba dia Wamba's cabinet.

According to him, the owners of Trinity were Tibasiima, Manu Soba and Salim Saleh. He said he saw documents during the period he was in Wamba's cabinet, which showed that Salim Saleh had interest in Trinity. Unfortunately he was unable to produce any of the alleged documents or any concrete proof of the ownership of Trinity. He admitted he was not in a position to produce any of the
10 alleged documents establishing Salim Saleh's connection with Trinity. He said that the only person who was in a position to tell the Commission who were his partners in Trinity is Tibasiima Ateenyi. This Commission obtained an affidavit from Mr. Tibasiima Ateenyi. In that affidavit he never said that Salim Saleh or his wife had interest in Trinity.

It is clear from the evidence of Hon. Wapakhabulo that Trinity was the organisation set up by Tibasiima Ateenyi who was the Deputy Commissar General, Deputy Prime Minister, Minister in charge of Finance and Budget, as well as Mines and Energy. The organisation was handling all imports and exports more or less on monopoly basis particularly in the Ituri Province. How he was
20 accounting for the revenue generated from Trinity's operations became a source of conflicts between him and Professor Wamba dia Wamba. Uganda, under the chairmanship of Hon. Wapakhabulo, made several attempts to set-up transparent regulatory methods of collecting and accounting for revenue from the Ituri and North Kivu provinces. Those attempts failed mainly due to disagreement between Professor Wamba dia Wamba and Mbusa Nyamwisi on one side and Tibasiima on the other side. When Professor Wamba dia Wamba moved to Bunia in September 1999 as head of RCD, he set up a new administration headed by Mbusa Nyamwisi as the Commissar General and removed Tibasiima Ateenyi from Finance.

From the evidence of the Nairobi witness and Professor Wamba dia Wamba the
30 removal of Tibasiima from Finance should have marked the demise of Trinity. But the Addendum to the report of the original Panel of Experts of UN gives the impression that the activities of Trinity are still continuing in the Oriental Province of Congo.

While the Commission agrees that Trinity is a dubious company, it does not agree that it was set by Salim Saleh and his wife to facilitate their business activities in the Oriental Province. The preponderance of the evidence the Commission has received shows that it was set up by Tibasiima when he was the Minister in charge of Finance in RCD – ML to collect funds purportedly to finance their campaign against the Kinshasa Government. How he accounted for the revenue so collected became a source of conflict between him and Professor Wamba dia Wamba. In the result the Commission does not agree with the allegations in Paragraphs 79, 80, and 81 of the UN Report.

10 **19. SYSTEMATIC EXPLOITATION**

In Paragraph 85 the involvement of Uganda was treated differently from Rwanda. Effectively the Uganda Government was acquitted of the charge of Systemic and Systematic exploitation by government, and the blame was put on to individuals, mainly top Army Commanders. This was, however, said to be known by the political establishment in Kampala.

19.1. Allegations against Uganda

There are two bases upon which the Government of Uganda could be said to be involved. First that the amount of trade, especially in items where statistics are kept, signalled what was going on in the Democratic Republic of Congo. Second, there is a specific allegation that the political establishment knew.

20 There are only very few examples given in the original Panel Report where knowledge can be imputed to the Government of Uganda as such, and in each case this Commission does not have sufficient details to be able to investigate, or to attribute knowledge to the Government of Uganda. However, looking at the Civil Aviation Authority statistics and the relationship between flights of the Ministry of Defence airplanes and private airplanes, and the manifests available to this Commission, this Commission would think that, if the Ministry of Defence airplanes were being used for transport by senior officers, then it would not have been for the majority of the resources alleged to have been exploited. Further most of the resources flown or driven out of the Democratic Republic of Congo appear to have
30 transited Uganda, rather than to have been exported to Uganda: and in such case, this Commission cannot see that a message would necessarily be transmitted to the Government of Uganda

19.2. Allegations against Top Army Commanders

As to whether top army commanders are the main illegal exploiters of the Democratic Republic of Congo, this Commission deals with this matter at Paragraph 20.10 below

20. INDIVIDUAL ACTORS

Paragraphs 87 – 89 of the original Panel Report deal with individual actors on the Uganda side. Sixteen persons were chosen based on the crucial roles they played and their direct alleged involvement in the exploitation of natural resources within the Democratic Republic of the Congo in one way or the other. Six out of the sixteen individuals are Ugandans. These
 10 are Major General Salim Saleh, Brigadier James Kazini, Jovial Akandwanaho, Col. Otafiire, Col. Mugenyi and Col. Mayombo, one, Col. Tinkamanyire, is not known among UPDF soldiers and the remaining nine are Mr. Khalil, Ateenyi Tibasiima, Mbusa Nyamwisi, Nahim Khanaffer, Roger Lumbala, Jean Yves Ollivier, Jean-Pierre Bemba, Adele Lotsove and Abdu Rhoman are either Congolese or Congo residents.

Out of these sixteen the original Panel selected three to focus on as the key actors. The three “key actors” appeared before the Commission and were thoroughly examined. They denied the allegations made against them in the original Panel Report.

They are :-

20.1. Major General Salim Saleh

20 Lt. General Salim Saleh and his wife Jovial were said to be at the core of the illegal exploitation of natural resources in the areas controlled by Uganda. It is alleged that Salim Saleh pulls the strings of illegal activities and that James Kazini is his executive arm and right hand; and that he protects and controls Mbusa Nyamwisi and Ateenyi Tibasima. In return these two protect his commercial and business interests in the regions controlled by the former RCD – ML. It is further alleged that he uses both Victoria Group and Trinity for the purchase and the commercialisation of diamonds, timber, coffee and gold.

30 Lt. General Salim Saleh’s business interests include aircraft services. When he was interviewed by the reconstituted Panel in August, 2001, he admitted that although he had never been in eastern Congo, one of his companies had been engaged in exporting merchandise to that part of the country; and that the aircraft transporting the

merchandise was initially confiscated by General Kazini. This Commission has considered this question in Paragraph 32, and found that this allegation is based on a misunderstanding.

Furthermore, two of General Saleh's Airlines – Take Air and Air Alexander International Ltd - were among companies whose planes were chartered by UPDF to fly to Congo. Another case which has come to the attention of this Commission relates to the unsatisfactory registration and irregular handling of Air Alexander International Ltd. The case is dealt with at length in Paragraph 28 below.

10 The Commission recommends that these cases should be pursued for appropriate action.

In paragraph 99 of the addendum to the original Panel Report, it is alleged that Mbusa Nyamwisi "skims" up to \$400,000 off the tax revenue collected from Beni customs post of the Uganda border and shared the money with General Kazini and Lt. General Saleh. All, including Nyamwisi, have denied this allegation. In the absence of supporting evidence and considering the fact that the amount seems to be too large for the Beni customs post, the Commission does not accept the allegation.

In his sworn evidence Salim Saleh said that he visited Kinshasa only during peacetime, that is before 1998, at the invitation of the late Laurent Kabila; and that he has never been in any part of Eastern Congo.

20 There is evidence from the Nairobi witness that Salim Saleh was part of the Trinity organisation. The nature of Trinity appears to have been largely involved in the collection of taxes by pre-financing, and evidence from the Nairobi witness and Professor Wamba was that money collected was not reaching the movement's coffers. There is clear evidence that Trinity was run by Mr Tibasiima, and if there was a relationship in relation to Trinity then it would have been between Salim Saleh and Mr Tibasiima. However when giving evidence, the Nairobi witness was very hesitant in naming Salim Saleh, and since he is the only witness on this point, this Commission cannot come to the conclusion that a recommendation should be made for further investigation of Salim Saleh. However the evidence should be borne in
30 mind in case other evidence later appears, as there is cause for suspicion. Trinity, however, is not a conglomerate of various businesses owned by Salim Saleh and his wife as stated in Para 81 of the original Panel Report.

This Commission has asked the Inspector General of Government to provide copies of the declaration of assets of Salim Saleh unfortunately he has not made one for any of the past years, nor yet for 2002.

20.2. Jovial Akandanawaho

Jovial told the Commission that she has never been in any part of the Democratic Republic of the Congo. Salim Saleh denied business dealings with any of the persons mentioned. Jovial stated that she co-owned a restaurant with Khalil in Kampala for a limited period in 1999, but denied having any other commercial dealings with him. She further denied the allegation that she wanted control of Kisangani diamond market. She and her husband refuted the allegation that she was at the root of the Kisangani wars. However, this Commission has evidence connecting Jovial with Khalil and Victoria in Diamond smuggling, which is considered at Paragraph 21.3.5 below where this Commission has found that it is unable to rule out the participation of Jovial Akandwanaho in the diamond smuggling operations of Victoria, revealing that there is some truth in the allegations made against her by the original Panel.

20.3. General James Kazini

In Para 89, General James Kazini is said to be the third key actor. It is alleged that he is the master in the field, the orchestrator, organizer and manager of most illegal activities related to the UPDF presence in the Democratic Republic of the Congo. He is said to rely on the established military network and former comrades and collaborators such as Colonels Tinkamanyire and Mugenyi and to be close to Messrs. Nyamwisi, Tibasiima, Lumbala, Jean-Pierre Bemba all of whom have facilitated his illegal dealings in diamond, coltan, timber, counterfeit currency and imports of goods and merchandise in Equator and Oriental Provinces.

General Kazini is accused of many wrong doings in the original Panel Report, and this Commission has tried to deal with the allegations in the same order as did the original Panel. He was examined by the Commission at length, but he denied any involvement in business activities. One of the witnesses, Ateenyi Tibasiima, confirmed what Kazini had said. He stated in an affidavit that he had not helped or seen Kazini in business activities. However, consideration of General Kazini's involvement with Khalil and Victoria can be found at Paragraph 21.3.4 below. Throughout this report, General Kazini's name surfaces in respect of many allegations which relate to the misbehaviour of senior officers of the UPDF in the DRC, in respect of which he has taken little action: he has lied to this Commission on many occasions. Whilst this Commission bears in mind that he was the man on the ground, and that

many allegations have been freely made from the DRC which have not stood up to close examination, nevertheless this Commission has found that many of those made against General Kazini are supportable.

General Kazini's alleged dealings with Jean-Pierre Bemba in respect of coffee beans is covered by Paragraph 17.1 above. He and a number of other witnesses have stated that they were never asked to meet with the original Panel. Aside from his meddling in local administration when he appointed Mme Adele Lotsove a Provisional Governor and created a new Ituri Province for which he was reprimanded (see Para 15.8), the Commission has not found any evidence to implicate him as accused in the original Panel Report.

- 10 However, the Commission has received documentary evidence implicating General Kazini in other local administrative matters. In one case he instructed UPDF Commanders in Isiro, Bunia, Beni, Bumba, Bondo and Buta to allow one company, La Societe Victoria, to do business in coffee, diamonds, gold uninterrupted in areas under their control as it had been cleared of taxation by the President of MLC, Jean Pierre Bemba. He concluded by saying that: "Anything to do with payment to you in form of security funding, it will be done through OSH-Tac HQS", i.e. his office.

In another letter addressed to the Governor of Kisangani, the Major General attached a copy of communication from the chairman of MLC and his own comments and stated that VICTORIA had officially cleared taxes with MLC authorities and asked the Governor "to
20 leave VICTORIA do his business and he will continue to pay taxes to MLC to back up the effort in the armed struggle".

While General Kazini and other UPDF officer denied collecting or receiving any money from Congolese for their services, the General's first letter above leaves little doubt that some of the UPDF Senior Officers expected money from Congolese for security purposes. His evidence makes clear that he also expected it, and that the Commanders would keep the money for themselves, rather than accounting to him for it.

20.3.1. General Kazini's Coltan.

Letter from General Kazini requesting one Thomas Mathe as minister of finance of RCD-ML to allow his Coltan through customs.(Document 5)

- 30 On the face of it this appears to be a proper copy letter from General Kazini (who then was a Brigadier). However it is apparent that there are a number of strange things about it. In the first place Captain Balikudembe's name is spelt wrong. He

is described as “Commander Sector” which is not the manner in which General Kazini would have put it: he says so, and throughout his evidence he uses the English method of “Sector Commander” rather than “Commander Sector”, which is the order a Frenchman, for instance, would naturally put the words. It might be thought that this was a translation from French, which would account for the order of the words, but then the question arises as to why General Kazini would draft a letter in French (which he does not speak), and then have it translated into English obviously by a Frenchman. If it was so drafted, and then the translation prepared for General Kazini’s benefit, then why would he sign the translation? Even if that

10 happened, it would be the French version which would be sent, and therefore available to the reconstituted Panel: the English version would remain on General Kazini’s file.

Further, to General Kazini’s knowledge, Captain Balikudembe was not the Sector Commander of UPDF/Butembo. He was an Intelligence Officer according to both himself and General Kazini: General Kazini said that he would have described him as “Sector Intelligence Officer – Beni” as the sector name was Beni, to include Butembo, and he would not have referred to the UPDF in that description. Someone from outside, of course, might well make that mistake.

General Kazini also said that he would not have signed as “Brig. Gen.” because he

20 was a Brigadier, not a Brigadier General, which rank does not exist in the UPDF, he said: he produced a file in which most of the letters are signed in that way. However there is one letter which he signed as “Brig Gen” and another where the typist has described him as “Brig”, and he has written, after his signature, “Brig Gen”. That file was also produced to show that he always signs below the typed description, although it shows the exact opposite.

However, whatever this Commission’s reservations about General Kazini’s evidence on this and other occasions, its observation of the conduct and manner of giving evidence by Captain Balikudembe was that he was an honest witness doing his best to tell the truth despite strong questioning, and that his evidence was

30 credible. That may be that this letter is a forgery, or that the proposed convoy was never communicated to him: there is no way of telling, without seeing the original of the document.

Professor Wamba said that Thomas Mathe was “Mbusa’s Finance Officer”, and that Mbusa, not Mathe, was Minister of Finance of RCD-ML.

There are many factors in the evidence which go to show that the possibility that this letter is forged cannot be excluded.

The letter is produced to show that General Kazini was shipping Coltan: in that object it fails.

20.3.2. General Kazini's demand for \$5000.

Unheaded copy letter with no address signed by one D.X.Lubwimi.(6)

General Kazini denies knowledge of this letter. It makes no pretence at originality: it is an unsigned copy, with no heading : the addressee is not known and none of the witnesses before this Commission said that they knew anything about anyone named D.X. Lubwimi.

10

There is nothing this commission can do to counter General Kazini's denial in default of further information.

On the bottom of the translation there is a note, probably added by the Panel, stating "Note: This letter is clearly about extortion and threat". No doubt this letter is produced as proof of such allegations: however it fails in that object.

20.3.3. General Kazini's assets.

General Kazini in evidence, said that he was a poor man and invited this Commission to look under his bed. Unfortunately the sort of asset which the Commission would have in mind would not fit there. It is very obvious that the building pictured in Figure 3 has required a great deal of capital investment, which is being presented publicly as coming from General Kazini. This material, which this Commission has been unable to confirm or exclude, is included in this report



Figure 3: Photograph of Hotel being built at Kasese attributed to General Kazini's ownership: Acknowledgement New Vision

for the assistance of any body which wishes to undertake further investigations, for example the Inspector General of Government. This Commission strongly recommends such further investigations.

20.4. Colonel Tinkamanyire

Colonel Tinkamanyire who is reported to be one of Kazini's comrades and

collaborators does not exist. There is no soldier in UPDF known by that name and rank.

20 In addition this Commission has found other names upon which to focus:

20.5. Col Otafiire.

The name of Col Otafiire has featured in respect of two cars alleged to have been imported from the DRC.

Proper ownership of two vehicles had been raised in the newspapers: a Mercedes Benz saloon car and a Jeep Cherokee.

Col. Otafiire has told the Commission that he bought for ESO the Mercedes Benz in Uganda from a Rwandese called Paul Nyangabyaki. This was when he was the Head of ESO. The vehicle was deployed in Congo for under cover operational work for ESO. He did not get the logbook for that car.

30 The car was returned from Congo to Uganda in 1997 and he drove it for some time. He stated that it is now in a garage in Kampala.

The ownership of the car was raised when Col. Otafiire was seen driving it.

According to Col. Otafiire, the Jeep Cherokee belongs to a Mr. Joseph Maditi a Sudanese national working for UNHCR in Yumbe. He occasionally leaves the car with Otafiire. It is registered in Sudan, although Otafiire has sometimes used it in the Democratic Republic of Congo.

This Commission would conclude that the explanation given by Col. Otafiire of an allegation contained only in a newspaper report is consistent with his duties at the time, and this Commission would not recommend taking the matter further.

20.5.1. Documents obtained at the request of the Nairobi witness when giving evidence

10 A letter dated 4th October 2001 from Col Otafiire to the President RCD introducing John Kalimasi

This letter was not originally sent to this Commission by the Panel, but arose in the evidence of the Nairobi witness. In his evidence the Nairobi witness stated that “A lot of things were sorted out between RCD and UPDF by compensation and exports”. This was a subject this Commission was very interested in, and asked for examples with names. And surprisingly, at first the Nairobi witness refused to do so. In the end, after an evasive interlude, the Nairobi witness agreed to give an example, and said “I have been interested in a file, somehow related to Col Otafiire, for exoneration of imports of petroleum products about 15 trucks under the name for a certain economic operator, Mr John Kalimasi”. the Nairobi witness said that the Panel had the document, and asked for it to be produced.

20

A copy was produced later in the day, with another letter attached from Mr Kulu, the Commissaire of RCD-Kis’s Commissariat of Finances and Budget. This letter, copied to all and sundry, attaches Col Otafiire’s letter, and asks by reference to Col Otafiire’s letter, that the petrol be imported with exoneration of tax.

The letter from Col Otafiire does not amount to an example of things being sorted out between RCD and UPDF by compensation and exports. Col Otafiire, who accepts writing the letter told the Commission that it was within his portfolio as Minister in charge of Regional Cooperation, to introduce businessmen to Congolese authorities, and pointed out that he made no request in the letter for any exoneration from taxes. Col Otafiire also pointed out that, although he dictated the letter in his office in Kampala in the morning of the 4th of October 2001, and

30

signed it and gave it to Mr Kalimasi in the afternoon, he could not understand, as this Commission could not understand, how Mr Kulu's letter could have been dated on the same day, since it was signed, as was to be expected, in Beni.

There is indeed a mystery here: but there is no purpose in further investigation, as any arrangements were clearly made between Mr Kalimasi and the rebel authorities: all Col Otafiire did was to introduce him. There may be other examples which have not been shown to us by the reconstituted Panel, but this is not an example of "things being sorted out between RCD and UPDF by compensation and exports".

10 20.5.2. Letter dated 3rd August 2000 from Professor Wamba, instructing payment of \$13,000 to Col Otafiire.

Col Otafiire denies knowing anything about this letter which he says must be a forgery. Consequently this Commission sent the letter to the handwriting expert. His opinion was that there were two parts to the letter, the top, and the signature, and that they were out of line and made in two operations, that is, probably forged.

20.6. Col Otafiire, Col Mayombo and Hon. Wapakhabulo

20 With regard to the other individual actors mentioned in Para 87, no specific allegations were made against Colonels Otafiire and Mayombo in the original Panel Report. Nevertheless both were summoned and examined by the Commission because their names appear as generally mentioned in the original Panel Report and they had been in the Democratic Republic of the Congo in the course of their official duties. No evidence was originally found to implicate them in the exploitation of the natural resources of the Democratic Republic of the Congo, but as a result of some documents received from the reconstituted Panel, this Commission has heard evidence from the Nairobi witness that Col Mayombo was involved in obtaining a payment of \$380,000 from RCD for himself, Col. Otafiire and the Hon Wapakhabulo.

20.6.1. Payment of US\$380,000.

Letter from Colonel Mayombo requesting payment (1).

30 In this letter, Colonel Mayombo is purported to have written to Professor Wamba on the 5th of June 2000, reminding him to pay US\$380,000 which he says is owed to him following "the operation which you know very well". In his last paragraph

Colonel Mayombo is purported to have said that if there was a financial problem they could be sorted out by compensation through the means of customs.

Colonel Mayombo in his evidence stated that the signature on the letter appeared to be his, but that he was not aware of the contents of the letter and had not written it. He therefore declared that the letter was a forgery and alleged that his signature had been copied from elsewhere and put on the bottom of the letter.

Whether such copy is achieved by photocopying the signature from another document and sticking it on the forged document, or by scanning the signature into a computer and constructing the whole document with the signature so
10 obtained attached, it is well known that it is extremely difficult, if not impossible, to line up the typing which appears below the signature. An example of this appears below as Document (4).

In the case of this document, the typing below the signature appears to be in line with the typing of the body of the letter. It is most probable, therefore, that it was typed at the same time, and it appears in the font which this commission knows that Colonel Mayombo is accustomed to use. This is the opinion of the handwriting expert who has been assisting this Commission.

It follows then that if this letter is a forgery, only the signature was stuck on to the letter for photocopying, either physically, or in a computer program after scanning
20 of the signature. The handwriting expert is unable to tell whether this happened as alleged or not, because he has not had a sight of the original document, only of photocopies.

Colonel Mayombo in his evidence pointed out that the word "sort" in the second paragraph was misspelt as "soot", something which he would have edited when signing the letter, and that in the typing identifying himself below the signature, he was described as "COL.", whereas at the time he was a Lieutenant Colonel, and was accustomed to describe himself as such in correspondence. Neither of these matters are particularly convincing or decisive in trying to decide whether the letter is a forgery.

30 Professor Wamba said that he had never seen this letter, apart from having been shown it on his way through Nairobi by the reconstituted Panel. He said he had no financial dealings with Mayombo.

In view of the fact that Col. Mayombo admitted that the signature on this letter appeared to be his, although taken from elsewhere, this commission did not take handwriting samples from him.

Nonetheless, this letter has been submitted to a handwriting expert, but beyond the matters pointed out by Colonel Mayombo there is little that can be done to establish whether this letter is a forgery or not without being able to look at the original letter which has not been afforded to this commission, or, apparently, to the reconstituted UN Panel.

10 Without the original, and in view of Col Mayombo's evidence, on its own it would be dangerous to conclude that this letter is either genuine or forged. This letter however would need further consideration in the light of document(2) with which it should be taken together.

20.6.2. Letter from Professor Wamba dia Wamba authorising payment. (2)

This letter purports to have been written by Professor Wamba on the 25th June 2000 on RCD notepaper, bearing a reference 0172/BP/PR/RCD -- KIS./2000. It is addressed to the Nairobi witness, who is said to be the senior finance Inspector for RCD Kisangani in Bunia.

20 The letter purports to authorise one the Nairobi witness to pay for RCD-Kis the sum of \$380,000 to Hon James Wapakhabulo, Hon Kahinda Otafiire and Col Mayombo. The reasons for payment given are two-fold: first as a refund for exoneration on commodities, mainly the exportation of mineral products (Coltan) and second, because these personalities had taken care of some RCD-Kis unpaid bills in Kampala, which remained unpaid.

When taking evidence from those concerned, this Commission invited each witness to indicate anything on the face of the document which might indicate that it was a forgery, because all of them stated that it was.

30 Col Mayombo said that it must be a forgery, although he had never seen it before, on the basis that he could not envisage a situation where Professor Wamba would write such a letter to him. He said that the signature on the document was that of Professor Wamba, with which he was familiar, and that the document appeared to be stamped with the RCD-Kis stamp, over the top of the signature. He said that he

was not a Colonel at that time, but a Lt Colonel, and would not have signed as “Col” or have been addressed by Professor Wamba as “Col”.

Hon Otafiire was no better witness than on previous occasions. He appeared to treat this very serious allegation as a huge joke. He denied assisting RCD-Kis in his personal capacity. He did not know the Nairobi witness, to whom the document was addressed and alleged that he did not exist (although Professor Wamba said that he did, and this Commission interviewed him in Nairobi). He said that he did not know of RCD-Kis having an Inspector General of Finance, although this office clearly did exist. He was not aware of a liaison office of RCD-Kis in Kampala, but he agreed that Professor Wamba stayed in a house provided by Uganda Government, and the rest stayed at Silver Springs Hotel.

He stated that the signature on the document was not that of Professor Wamba, drawing attention to a difference in the “E” of the signature, and the end of the signature: he also pointed out that the stamp on the document was not that of RCD-Kis which he said was smaller. He is not borne out in this by the report of the document examiner, or by this Commission’s observation of the samples provided.

He said that the headed notepaper was not that of RCD-Kis, because in the third line of the heading, he thought that it should say “RCD Kisangani-ML”. The Chieftaincy of Military Intelligence supplied samples from their files of headed notepaper received from RCD-Kis: one sample was like document 4 without “-ML”, and another included “-ML”, and so this difference does not assist. In that regard, the handwriting expert concluded that the headed notepaper was from a different source of printing than the samples provided: it can be seen however that although there are printing differences between the samples and this document, it is probable that these differences arise from different print runs of the notepaper, rather than from forgery.

Hon Otafiire pointed out that his name was wrongly spelt, which this Commission had also noticed, and that Mayombo by then was not a Colonel. He said that RCD-Kis never had so much money as \$380,000.

Hon. Wapakhabulo also said that he knew nothing about this letter, or the payment of \$380,000 in which he was alleged to be involved.

Professor Wamba denied writing this letter: he said that the signature at the bottom looked like his, although the first part looked shorter, and there was something about the end which did not look right. He said that such a subject fell under Finance, and he would not have been writing to an Inspector: and even if the matter was out of the ordinary course, he would not use someone he did not trust. He also pointed out that Mayombo was not by then a Colonel, and that Hon Otafiire's name was misspelt. Nor could he understand how Hon Wapakhabulo could have been thought to be involved in such matters.

10 As to the Nairobi witness, Professor Wamba said that he was at first a Finance Inspector, and then involved with a Commission for General Inspection, and was sent to Beni to investigate there. He failed to make a report, and made arrangements to leave the country, but was stopped, in possession of \$5,000 under suspicious circumstances. Later he became an assistant to one Onore Kadiima who was working with Mbusa in FLC. However this person was never in charge of making payments.

20 The handwriting expert stated that the signature appeared to be fluently written, with four distinct parts matching closely with the specimens in letter construction, letter slope and shape. The typescript has lines which are parallel to each other, signifying that the document was done in a single typing operation from top to bottom, unlike document No 4. He confirmed the point taken by both Professor Wamba and Hon Otafiire, pointing out the extent of the final flourish underline to the left, thereby giving detail to their misgivings about the signature. The variation can clearly be seen.

It is also apparent that the highest strokes of the signature run into the typed name, something which would be extremely difficult to achieve by copying means, although a forger writing the signature could achieve it.

30 However, there is no doubt that, if this signature is a forgery, the forger is extremely good, as the handwriting expert concludes that it is possible that Professor Wamba signed this document: he is unable finally to conclude only because he was asked to work with photostats, where he would need originals for a final conclusion. It cannot be imagined that such an accomplished forger would make such an obvious mistake as to get the final flourish on Professor Wamba's signature wrong: it is more likely that this is a variation rather than a forgery.

This Commission interviewed the Nairobi witness in Nairobi, and also Dr Mido, who was mentioned by the Nairobi witness in evidence, in London.

10 the Nairobi witness said that he was Inspector of taxes, in charge of taxes since 1997 before the rebellion, and when the rebellion started he was taken by RCD as Inspector of Finances at a time when Tibasima was deputy commissioner in the Ministry of Finance until May 2000, when he moved to Wamba's Cabinet as general Inspector of Finance in Bunia with Wamba as Minister of Finance. He remained there until September 2000. From June 2000 RCD was divided into two: Mbusa was in charge in Beni Butembo, while Wamba was in charge in Bunia. When working with Tibasima as Inspector of Finance, he was in charge of overseeing everything concerning Finance, taking account of receipts, controlling money received, and control of keeping the money of the state.

20 When working with Tibasima, the Nairobi witness, would get his instructions direct from Mr Tibasima, usually verbally. And the Nairobi witness said that when he was working with Mr Tibasima, Mr Tibasima was at the origin of a lot of things, and that when he was working with Professor Wamba, this was no longer true and "effectively the Inspector himself was in the field." Probably this means that he was left a lot to his own devices. He was reporting to Dr Mido, whom he described as Wamba's major collaborator, although Dr Mido was not a financial person and would discuss financial matters with the Professor .

30 He said he was responsible for making payments (contrary to the evidence of Professor Wamba), and in particular he told this commission about a payment which Professor Wamba was calling the debt of the RCD to Uganda. RCD had been taken to court in Kampala by hotel managers, landlords and airline companies. The way the Nairobi witness described it, due to the split in the RCD, and the differences between Mbusa and Wamba, Wamba had reached an agreement with the Ugandan authorities that he would find a way to pay the debt, and in return the Ugandan authorities would support him in his ongoing dispute with Tibasiima. The debt amounted to some \$380,000, and Professor Wamba was unable to obtain the amount from Mr Tibasima, who was initially Minister of Finance.

After discussions between the Nairobi witness and Dr Mido, the Nairobi witness advised Dr Mido that he would be able to go to the field and collect receipts of the proceeds and bring them back to Bunia. It was also discussed whether it would be

possible to obtain some refinancing in respect of coltan to be exported from the Beni Butembo area, once the Ugandan authorities had helped Professor Wamba to regain control in that area.

The precondition would be payment of the outstanding \$380,000. The Nairobi witness in his evidence was not at all clear as to how all this happened, but according to the Nairobi witness the result of all the negotiations was the drafting by Professor Wamba of a payment order addressed to him, and that payment order was document No 2 in a bundle of documents which this commission received from the UN panel. It was brought to him by Dr Mido.

10 This commission was initially extremely suspicious of this document, arising from the fact that the translation of it supplied by the UN panel stated first that the sum of \$380,000 was to be paid "as a refund for exoneration on commodities, mainly the exportation of mineral products (Coltan)" and secondly that the payment was due to some unpaid bills in Kampala. Initially it appeared that there were two conflicting reasons for the payment, but it was made clear at the hearing in Nairobi that the translation provided was wrong, and should have read not "as a refund", but "by a refund", which made more sense and was consistent with the evidence of the Nairobi witness.

20 the Nairobi witness said that he was given a mission order to go to the field and collect money: it is not clear whether the mission order he received was document No 2 or another document. In any event he went to Mahagi and Aru border points where he obtained \$45,000 from taxes collected and at Bunia he negotiated with companies and managed to collect a further \$30,000 by way of refinancing, a total of \$75,000. By one means or another the money was paid into the bank. The Nairobi witness said that later he was approached by Dr Mido who told him that Col Mayombo was in the country and that they had to go with the money which they had to pay it to him. Mayombo was staying in a flat which was rented by RCD from one Mr Lubenga of Solenki. The Nairobi witness and Dr Mido went together to the Bank and Dr Mido withdrew the money in cash.

30 the Nairobi witness was cross-examined at great length by all parties as to why Professor Wamba would communicate directly with him in Document 2, rather than through the hierarchy. His answer, after great confusion, was that it was he who had the experience of negotiating with Economic Operators for prefinancing deals, and that he and Dr Mido had discussed and recommended to Professor

Wamba that the authority to collect and to pay should be made out to him.

The manner of his evidence, and the importance attached to the hierarchical system by the other witnesses, particularly Dr Mido, makes this Commission think that this transaction was at the least conducted out of the ordinary, and probably that the Nairobi witness's explanation was a little thin.

10 There was also confusion about the manner of withdrawal of the \$75,000. The Nairobi witness said that the withdrawal was made, specifically not by a cheque, but by a payment order signed by Professor Wamba the sole signatory, which was then signed by Dr Mido in acknowledgement of receipt of the money. Dr Mido, who was In Charge of General Inspection, and the Nairobi witness's boss, however said that to get money out of the bank a cheque had to be signed by Professor Wamba for large amounts, and by the Minister of Finance, countersigned by himself for smaller amounts. Dr Mido's account is the more familiar and acceptable, and this Commission might be forgiven for thinking that perhaps the Nairobi witness was not as au fait with the proper procedure as he said in evidence.

20 According to the Nairobi witness, he and Dr Mido went then to see Col Mayombo at the flat in Bunia where he was staying, and Dr Mido handed over the money, and then started talking to Col Mayombo first about finance and Trinity, and then the dispute between Tibasiima and Professor Wamba, which he said had been planned by Col Arocha with others. He said that Tibasiima had soldiers in the bush, and there was no UPDF intervention to support Professor Wamba. He put this down to the fact that the \$380,000 had not been paid. After the \$75,000 was paid, he said that Professor Wamba received the support he needed. In his statement (supplied to this Commission by the reconstituted Panel) he said that "the only issue was to tame the Hema militia of Tibasiima". In later questioning, the Nairobi witness inclined to the view that there was probably no debt in Kampala, but that the money was paid for UPDF support. There was also the issue of Mbusa's control of Beni Butembo, and this somehow came in to the Nairobi witness's evidence, but not in a clear manner: this however was an important matter, because part of the way the \$380,000 was to be collected, according to the Nairobi witness, was by the expectation that the UPDF would assist Professor Wamba in regaining control of those areas, so that prefinancing of coltan from the Beni Butembo area (referred to in Document 2) could proceed once control had been re-established. This portion of his evidence did not make sense.

30

This Commission was not impressed by the Nairobi witness's way of dealing with these subjects. In his statement he attributed the payment to persuading Col Mayombo "to inquire about the crisis within RCD-KIS between Wamba and Tibasiima whose militia retired in Bogoro to strike and dislodge Wamba in Bunia". Then initially in his evidence the whole issue according to him was to do with the debt in Kampala: then he reverted to the reasons given in his statement: later he was shown Document 1, which purported to be a letter to Professor Wamba written by Col Mayombo asking for the payment of \$380,000 "for the operation which you know", and his opinion then became quite firm, that the money was for UPDF support.

The Commission and those cross-examining the Nairobi witness took him to task as to why no receipt was signed by Col Mayombo. The reason he gave was that accounting in RCD was not satisfactory. He said that the law of the jungle applied and senior people would never identify themselves by signature. It was pointed out that he himself had been an inspector in finance with RCD from the start and that if he was doing his job properly, with his qualifications, as an inspector he would have something to say about that. Further it has occurred to this Commission that the case put forward is that Mayombo wrote a letter demanding the sum of money, thereby putting himself on record, which the Nairobi witness says that the senior people would never do. The whole matter of the lack of a receipt is most unsatisfactory and inconsistent, bearing in mind the Nairobi witness's qualifications, and the circumstances.

Every allegation made by the Nairobi witness has been denied by Dr Mido. He at the moment, as he told this Commission on oath, is in London, working as a doctor, and awaiting the coming of peace in the DRC. This Commission sees no reason for him to lie, while the Nairobi witness clearly has a grudge, whether justified or not, arising from his arrest by the UPDF

Lastly, evidence from Mr Khan of Silver Springs Hotel, and from Col. Otafiire, supported by correspondence from Col Otafiire and Col Mayombo, is quite clear that the Uganda Government accepted responsibility for hotel bills of RCD members in Kampala: it may be that the amounts have not been paid yet, but the responsibility for payment appears to be clear. The evidence was that, as at June 2000, there were outstanding amounts, which Col Otafiire accepted were for the Uganda Government to pay. This was the understanding of Silver Springs as well, for they have issues a plaint against the Uganda Government for outstanding

amounts. Whilst Professor Wamba's payment order is not specific as to the nature of the outstanding debts, and he denies that he ever wrote the order, the Nairobi witness appears to have some, at least, details of how the debt arose. These details are not consistent with evidence that the government of Uganda was responsible for these bills. The comparison of the evidence shows that the Nairobi witness, if not lying about this transaction, is at least wrong about its purpose, and since his is the only evidence that this did occur, on a balance of the evidence this Commission is bound to reject his claim, or at the least to conclude that there is not sufficient evidence for the Commission to advise Government of Uganda to take any action against the parties involved.

The Nairobi witness also alleged that a 10 kg gold bar worth \$100,000 which he said was the result of a "gold tax" imposed, not by the UPDF, but by RCD on artisanal miners allowed to work at Kilo Moto, had also been paid to someone he did not know by Madame Colette against the \$380,000 debt. He started by saying the gold bar had "disappeared" (meaning to imply "stolen") from the Kilo Moto Office, and that the manager had fled the country because he did not want to be blamed for it. However the Nairobi witness was soon acknowledging that the gold bar went to the Presidency, no doubt in the ordinary course as funding. It was this allegation relating to a gold bar which brought this whole matter within our terms of reference, amounting to an allegation of exploitation of the natural resources of the DRC. Once again the Nairobi witness in his evidence started out on one tack, and as that was shown in questioning to be a bit thin, changed course to another tack. His source of information about this, he said, was Dr Mido, who in his evidence to this Commission said that it would have been impossible at Kilo Moto to smelt gold into a bar, as they did not have the facilities to do so. This would normally be done at the Central Bank, he said.

Again the Nairobi witness said that Dr Mido had paid \$50,000 at the end of July : Dr Mido denied it and said that there was never enough money in the bank to make this or other payments. According to the Nairobi witness, he managed to collect this from one Angina Tombe, and gave it to Dr Mido in Beni. Dr Mido said that pre-finance arrangements were paid direct into the Central Bank by the economic operator, and that cash was not handled.

Lastly, the Nairobi witness said that he and one Polly Siwako had paid to Col Burundi \$20,000, about which there is no other evidence.

There is a clear difference between the evidence of the Nairobi witness and the Ugandan witnesses, which might be expected whether this transaction took place or not, although it is extremely difficult to believe that the Hon. Wapakhabulo has been telling this Commission barefaced lies. Professor Wamba also differs from the Nairobi witness on major matters, and the Nairobi witness put that down to the fact that he thought he was arrested for treason on the Professor's instructions: but that would not account for the fact that, on the face of it as presented, this transaction was a straight reimbursement for money paid, occasioning no reason to lie on the part of Professor Wamba. The Nairobi witness also said that he had a close relationship with Dr Mido, who failed to confirm any detail of evidence which he might have been expected to confirm where such a relationship existed.

There was also one other matter which has caused this Commission concern. It relates to the letter purported to have been written by Col Mayombo, making demand for this \$380,000. It is apparent that this letter is a photocopy of the original. Dr Mido told us that all such correspondence would end up with Madame Colette who was Chief of Cabinet: and it ought to have comments on it for action: comments by Professor Wamba, or by Mme Colette: this is quite normal in the ordinary course: but there are no such comments. To set against these problems is the opinion of the handwriting expert on both letters: he can find nothing in particular to show that either of them is a forgery, but he points out that he is working with a photostat, and could have given a better opinion if he had been working with an original.

The Nairobi witness was introduced to this Commission by the reconstituted UN Panel as a witness who could support the documentation which the UN Panel also forwarded to this Commission to show that specific senior government officials were involved in illegal exploitation of the natural resources of the DRC. It is also noted that the reconstituted Panel have not set out this alleged event in their Final report.

On the balance of the totality of the evidence, this Commission is not satisfied that the UN Panel has achieved its object to a satisfactory standard, so that action can be taken by the Ugandan Government.

20.7. Colonel Mayombo's advice to Professor Wamba dia Wamba.

Letter from Colonel Mayombo advising Professor Wamba dia Wamba to monitor one the Nairobi witness.(4)

On this letter there are a number of features which clearly indicate a forgery. First, the typing of the identification line at the bottom (NOBLE MAYOMBO (MP) COL DCMI) is not in line with the rest of the typing on the letter, which indicates that it, and the signature above it, have been carefully (but not carefully enough) been stuck on or added from a scanned signature.

10 Then it has to be remembered that Col Mayombo is an intelligent, educated man, Deputy Chief of Military Intelligence, able to speak perfect English, although he says he does not know French. He is purported to be writing to Professor Wamba, who, although his main language is French, is also able to speak perfect English, and does not hesitate to do so, as he has done before this Commission. It has been suggested that this is a translation from the French original. After checking the language of the letter, which is clearly a translation from the French by a Frenchman, the question arises as to why Col Mayombo would have had a letter written for him in French, and then translated, and then signed the translation. There seems to be no logical answer to these questions, and Col Mayombo says that it did not happen.

20 The first sentence of the letter makes no sense at all, being devoid of a verb. Since a verb is required in both languages, this is not decisive, although it would indicate a less careful writer than Col Mayombo. However no member of this Commission can imagine that Col Mayombo would for one minute consider calling the National Political Commissar the "National Politics Commissioner", nor of spelling his name wrongly, or of failing to edit such a mistake.

The hand writing expert found that the last three lines of the document, describing Col Mayombo were not parallel to the lines of the rest of the typescript, suggesting that these last lines were added on to the document after the upper lines had been type and removed from the typewriter/printer.

30 All the evidence available in respect of this letter is that it is a forgery, and nothing short of production of the original would convince the members of this Commission otherwise.

20.8. Ateenyi Tibasiima and Roger Lumbala

Ateenyi Tibasiima and Roger Lumbala gave evidence in affidavits. They did not accuse Ugandan troops, Kazini or anyone else of any exploitation of natural resources of the Democratic Republic of the Congo, but Lumbala said that he had received complaints from civilians in artisanal mining areas that some individual soldiers of the UPDF demanded money from Congolese citizens who were engaged in artisanal mining. He said that he had no record of those who complained or the names of the soldiers involved, but they wore UPDF uniforms. In the Commission's view this does not amount to the allegations made. Jean Pierre Bemba on oath gave much the same evidence.

10

20.9. Other Individual Actors

A number of allegations have been difficult to investigate because they are purportedly based on what the original Panel described as "very reliable sources". The Commission has not had the opportunity to cross check the evidence received from such sources, or at least received some documentation to assist. The work of the Commission would have been easier had the original Panel agreed to name those sources, or provide documentation. Unfortunately this was not the case. Nonetheless on the basis of the evidence received, the Commission's finding is that there is no ground for sustaining the allegations made against the individual actors concerned, except as earlier set out.

20

20.10. The Uganda Peoples' Defence Force (UPDF)

The original Panel Report contains serious allegations against UPDF and Top Military Officers, and many of those allegations were repeated and enlarged in the Addendum. Some of those affected have appeared before this Commission and on oath asserted that the allegations were untrue. Many of these were poor and unreliable witnesses. However, no soldier is prepared to come forward and say to the contrary. There appears to this Commission to be a conspiracy of silence, which it is not easy to breach.

One way in which it could have been breached would have been for the reconstituted Panel to reveal sources, who could have given evidence before this Commission, or to provide reliable documentary evidence to support the allegations.

30

To get to the root of the matter this Commission thought a proper and thorough investigation of UPDF would be the best option. This Commission's inquiries have established that the

only organisation that can investigate UPDF is the Military Intelligence, which is part of the military.

Lt. Col. Noble Mayombo, the Acting Chief of Military Intelligence and Security appeared before this Commission. The conclusion, after listening to him, is that the Military Intelligence's investigations are not good enough, nor concentrated on misbehaviour of officers and soldiers in the field. In some cases investigations were made long after the incident. This Commission refers, in particular, to the allegation in Paragraph 62 of UN Report that in August, 2000 UPDF Col. Mugenyi and a crew of his soldiers were discovered with 800kg of elephant tusks in their car near Garambwa Park.

- 10 From the evidence of Lt. Col. Mayombo the allegation was not investigated until nine months after the incident, and then only on receipt of the original Panel Report. Naturally nothing turned out. That was to be expected. For after nine months potential witnesses might not be around and vital evidence might have been destroyed or disappeared for one reason or the other.

Lt. Col. Mayombo admitted before this Commission that some cases were not reported to the Military Intelligence Headquarters by the Intelligence Officers in the field. This is a clear admission of weakness in the Intelligence establishment.

- 20 There is also an incident where an allegation was made against a Senior Army Officer and a Junior Army officer. The Local UPDF Commander asked the Senior Army Officer to investigate himself and the Junior Officer and report to him. The case in point relates to the instructions given by Col. Mugenyi to Major Sonko to investigate the allegation made against himself and Lt. Okumu in respect of mining.

Further it appears that all an officer has to do is to deny an incident for the investigation to be dropped.

From the above it is clear that this Commission's hands are therefore tied as far as UPDF is concerned and there is nothing further this Commission can do than to express dissatisfaction with the conduct of many of the UPDF officers who gave evidence, not the least because when they started to be asked awkward questions they resorted to a conspiracy of silence, or in the case of one very Senior Officer, levity and disrespect of the civil process.

- 30 The credibility of evidence given to the Commission by some army officers has been questionable in many cases especially with regard to cargo transportation at the old airport

and the mining incidents referred to in Paragraphs 57 and 59 of the original Panel Report, with which this Commission has dealt at Paragraph 16.2.1 above.

A serious consideration of those holding Senior Posts in the UPDF is called for, and recommended by this Commission .

**21. ECONOMIC DATA : CONFIRMATION OF THE ILLEGAL EXPLOITATION
OF THE NATURAL RESOURCES OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF
CONGO**

In Paragraphs 94 to 108 economic data is set out in the report.

21.1. Gold

10 The conclusion of the original Panel Report in relation to the economic data was that the official data provided by Uganda authorities, contained substantial discrepancies. The original Panel pointed out that the export figures for gold were consistently greater than production values. The original Panel attributed the gap to the exploitation of the natural resources of the Democratic Republic of Congo. They point out that the Bank of Uganda has acknowledged to IMF officials that the volume of Ugandan gold exports does not reflect Uganda's production levels, but rather that some exports might be leaking over the borders from the Democratic Republic of Congo. According to the Bank of Uganda exports in 1996 6.4 million dollars, and in 1995 \$23 million, and in 1997 were \$105 million.

20 This Commission has heard evidence from Bank of Uganda officials that their data is collected from forms provided by the Bank of Uganda which express an intention to export only. This Commission therefore looked at the URA figures for gold exports and transit. It was not possible to separate the figures for exports originating from the Congo, although it was possible to separate the transit figures, but only for 1999 and 2000.

30 This Commission thought to confirm figures from the UN COMTRADE database said to have been provided by the Uganda Bureau of Statistics, which revealed totally different Ugandan export figures to those quoted by the UN panel, sourced from the Ministry of Energy and Mineral Development. When comparing those figures with the figures provided by Uganda's trading partners in terms of imports from Uganda an even more disparate picture emerged.

There are problems in comparing figures, since some are in millions of shillings and others in thousands of dollars, and some others are in tones/tonnes. But a general picture can be obtained of a steady rise until 1997, with a dip in 1998 and an increase in 1999. In 2000 there is a small dip.

There is also one other thing which appears from the figures, and that is that the figures from the COMTRADE database as provided by Uganda Bureau of Statistics as to Uganda's export figures, and the figures provided by Uganda's partners as imports differ wildly, and bear no relation at all to the figures provided by URA. It is quite clear therefore that there is massive smuggling of gold, and that the figures from any source cannot be relied upon. One wonders how it can be suggested that Uganda must have realised what was going on with respect to Gold, or how Uganda can be blamed for anything but an inefficient Customs Service and a porous border. It is not the only country in Africa with these problems. The Commission will have recommendations to make on this subject in due course.

It is also clear that there is no mine in Uganda which is fully operative; the same is also true for the eastern Democratic Republic of Congo. The only source of gold available is artisanal mining in open areas and abandoned mines (such as Kilo Moto). The original Panel themselves indicate that a great deal of artisanal mining is going on: they quote a figure of 2000 people mining in Kilo Moto mines per day, paying soldiers a total of 2 kg per day; no doubt the workers also take an appreciable amount of gold out of the gate. The Addendum to the original Panel Report increases that figure to 10,000 people per day, generating £10,000 a day, 6 days a week, or \$3,120,000 a year. Whether or not soldiers are involved, this is an appreciable amount of gold. Maj. Ssonko put the figure at 20,000 artisanal miners. Dr Mido gave evidence that Professor Wamba appointed a Commission of soldiers to charge artisanal miners at Kilo Moto about \$15 worth of gold to go into the mine, and that the proceeds from that were about two to three hundred grams a month, which raises the possibility that RCD soldiers were mistaken for UPDF soldiers.

According to the Uganda Government, the figures for production in Uganda do not reflect true production, because artisanal miners do not declare production, whereas exporters do. Nevertheless there is widespread artisanal production in Uganda, since this would be the only source of gold production in Uganda, apart from the production from one mine in development.

What concerns this Commission is that the COMTRADE figures declared by Uganda Bureau of Statistics are 16,35, and 43 million dollars for 1998,1999, and 2000 respectively. These figures are far too high to be matched by likely artisanal production in the Democratic Republic of Congo even taken together with Uganda, and they are not matched by COMTRADE Partner Import figures which are 2,4,and 14 million dollars only, (which are much more acceptable in relation to artisanal production.

10 The original Panel has relied upon figures provided by the Ugandan Bureau of Statistics. These figures do not match URA figures, or figures from Import partners who, with respect, might be expected to be more reliable. This Commission thinks that perhaps if a little comparative research had been done, the original Panel would have realised that the figures upon which they relied were, to say the least, questionable, even though provided by Uganda, and that artisanal mining was the only realistic source of gold production in this part of the world. The original Panel might have been able to look with sympathy on the parlous state of the Uganda Customs Service, and to make constructive recommendations in that regard. This Commission cannot support their conclusion in Paragraph 45 that :

20

"The Panel has strong indications after talking to numerous witnesses (key and others) that key officials in the Governments of Rwanda and Uganda were aware of the situation on the ground, including the looting of stocks from a number of factories. In some cases, the level of production of mineral resources would have alerted any government, such as those of gold for Uganda and coltan for Rwanda (from 99 tons in 1996 to 250 tons in 1997)."

In passing this Commission would point out that in view of this Paragraph, and similar comments in the Addendum, this Commission will not be considering coltan under this heading, although there undoubtedly was coltan from the Congo transiting through Uganda.

30

With relation to the acquisition of proper statistics, the problem appears to be the recording of production. This Commission visited a gold exporter, and saw one transaction through from the visit of the client with unprocessed gold dust to the melting of the gold, and payment for it. The client was a businessman in Arua, and he brought one large packet which was split up into many smaller packets, each of which belonged to an artisanal miner. Each one was painstakingly labelled with the name of

the artisan, and they were all melted and assessed individually, and the payment for each man calculated.

In such circumstances it is impractical to expect the artisans to notify gold production and source, even where the law requires it. It is only the exporter who is required to fill in statistical forms for export. Production and, more importantly, source figures ought also to be required of whoever is the first person in Uganda to melt the gold down, because the gold dust brought contains many impurities. In that regard, it was quite clear from the visit that URA has no hope of charging import duties, because the individual packets were so small (smaller than a matchbox, though heavy, and quite valuable) that they were easy to hide. For the same reason, it might be impractical to require source figures, because gold smuggled through the border would be unlikely to be declared as sourced from outside Uganda, so that it was not dutiable. This Commission was told that the sources were all within Uganda: but looking at some of the names involved, and bearing in mind the fact that the client was from Arua, this was unlikely.

This Commission's observation of the practice and procedure of, at least, artisanal gold production was that it would be very difficult, if not impossible to control gold imports from across the border, or to produce production statistics of any kind. Therefore, even if the Uganda Government ought to have noticed that production figures did not match export figures, there was very little that could be done about it. Practically speaking this Commission is unable to suggest an approach to solve the problem, but would recommend further study of the problem.

Table 1: Comparative figures for Gold from various sources

GOLD							
INFORMATION FROM	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
URA EXPORTS Mshs	24,296	22,233	18,972	12,988	22,497		
URA TRANSIT from Congo Value Mshs	0	0	0	0		13	53
BOU Mshs	2,539	6,409	8,059	1,860	3,836	3,184	

COMTRADE UGANDA - EXPORTS (\$000)	27,375	24,506	18,737	16,015	35,812	43,284	0
COMTRADE PARTNERS-IMPORTS (\$000)	4,286	28,161	20,744	2,234	4,235	14,405	
COMTRADE UGANDA - EXPORTS Tonnes	2	2	1	3	21	43	0
COMTRADE PARTNERS-IMPORTS Tonnes	2	3	8	0	0	0	0
URA TRANSIT from Congo Grams ??	0	0	0	0		1,780	7,030
PANEL (Tons)	3	5	7	5	11	11	

21.2. Diamonds.

The original Panel in their report say

"98. Second, the data from the Ugandan authorities are silent with regard to diamond production and export. Several third party sources (WTO, World Federation of Diamond Bourses, Diamond High Council) indicate diamond exports from Uganda during the last three years. These diamond exports are suspicious for many reasons:

(a) Uganda has no known diamond production;

(b) Diamond exports from Uganda are observed only in the last few years, coinciding surprisingly with the occupation of the eastern Democratic Republic of the Congo as shown in table 2 and figure 2;

(c) Finally, these facts corroborate the Panel's findings from field investigation, discussions and external observers on the need to control the rich diamond zone near Kisangani and Banalia.

99. These figures are understated and there are indications that Uganda exported more diamonds. However, this is not well captured in the statistics because of the loose regulations governing the free zone areas. These regulations permit diamonds originating in any country to be repackaged, and then to be sold from any country as diamonds from a country of origin that is not necessarily the one mentioned in the statistics.

100. Data collected from any third party consistently show that Uganda has become a diamond exporting country; they also show that diamond exports

10

20

from Uganda coincide with the years of the wars in the Democratic Republic of the Congo, that is from 1997 onward."

So far as this Commission is concerned, the data from Ugandan Authorities is not silent. It is quite clear from URA, BOU and Uganda Bureau of Statistics data to COMTRADE that there is no record whatever of diamond production in Uganda. There is a slight possibility of some artisanal surface diamond collection, but nothing has been officially declared.

10 On the other side, the original Panel's information, which is said to have come from WTO, the World Federation of Diamond Bourses and the Diamond High Council, agrees quite closely with the COMTRADE Partner Import figures on diamonds, except for the figures for 2000. This Commission has checked the original Panel's information with the Diamond High Council. It is revealed that, although much more care is now exercised by the Belgian Authorities, at the time in question, the source of diamonds was accepted upon the information of the importer, and Diamond High Council statistics (which the original Panel quoted as their source) relate to import to Belgium.

Therefore, although the original Panel treat as suspicious the fact that, according to external statistics, Uganda was a diamond exporter, in fact that information was based upon the most unreliable figures.

20 For example this Commission has traced a Police case in Uganda where one Khalil, who is mentioned in the original Panel Report, admitted to obtaining diamonds in the Democratic Republic of Congo in April 2000, flying them in to the Military Air Base, and ultimately sending a packet of them through associates to the International Airport, where the diamonds were exchanged (in the Gents toilet at the airport) for \$550,000 in cash with a courier from Belgium who caught the next flight back. This was hardly an honest exchange, particularly as there is no record of import, export or transit through Uganda. The reason the matter was reported to the Police in Uganda was because on the way back to Kampala, the car was stopped by armed men and the money stolen. The case is dealt with more particularly at Paragraph 21.3 below. The point is that the source of information in Belgium that the diamonds originally came from Uganda (which they did not) was the courier who had been involved in this
30 shady deal. Had the original Panel known all this, perhaps they would not have been so hasty as to lay the blame at Uganda's door: and to establish the source of the information upon which they relied was only a telephone call away, for that is how

this Commission established this information. There is no doubt that diamonds are being smuggled, and falsely declared as sourced in Uganda. Bearing in mind that a fortune can be carried in a pocket, it is difficult to see what Uganda as a State can do about this. Partner Countries must be aware that Uganda is not a diamond producing country, and yet are prepared to publish figures which deny that fact. The original Panel acknowledge the difficulty, and make recommendations in respect of it, which the Uganda Government, in its response, accepts.

10 Although the original Panel refers to diamond exports from Uganda as commencing "with the occupation of the eastern Democratic Republic of the Congo" the figures they produce clearly show considerable trading in 1997, a year before the UPDF went in. This however would coincide with the start of the Laurent Kabila regime, and the coming of relative peace and security to the eastern Democratic Republic of Congo, followed by security provided by UPDF even in troubled times, both of which enabled overseas trading. There is no surprise in this.

This Commission cannot therefore understand why the original Panel referred to these figures as suspicious, or as supporting their conclusions from field trips.

Table 2: Comparative figures for Diamonds from various sources

DIAMONDS	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
URA	0	0	0	0	0	0	0
BOU	0	0	0	0	0	0	0
COMTRADE UGANDA-EXPORTS (\$000)	0	0	0	0	0	0	0
COMTRADE PARTNERS-IMPORTS (\$000)	0	0	203	1,364	1,232	13	0
PANEL (\$000)			198	1,440	1,813	1,263	

21.3. The Diamond Link

20 An opportunity presented itself to investigate the way in which diamonds were exported to Europe from the Democratic Republic of Congo, arising from a document

provided by the reconstituted Panel, combined with information that this Commission had obtained about the smuggling of diamonds. The evidence and conclusions to be drawn from it are set out below.

21.3.1. Victoria

Throughout this Commission's investigations the name of Victoria Diamonds or Victoria Group has surfaced on many occasions. The allegations in the original Panel Report were that Salim Saleh was a key shareholder in the group, which was said to have been involved in the making of counterfeit Congolese Francs (Paragraph 67). Later in paragraph 80 the original Panel described Victoria Group as being chaired by one Mr. Khalil with its headquarters in Kampala. The original Panel said that Mr. Khalil deals directly with Salim Saleh's wife on Diamond issues, and had two collaborators in the Democratic Republic of Congo, Mohammed Gassan and Mr. Talal. The original Panel were also told that Victoria Group belongs jointly to the son of President Museveni and Salim Saleh and his wife, and was involved in trading diamonds, gold and coffee.

In Paragraph 88, when focusing on Salim Saleh and his wife, and accusing Salim Saleh of controlling Mbusa Nyamwisi and Ateenyi Tibasima through General Kazini, who were protecting his commercial and business interests, the original Panel stated that Salim Saleh used the Victoria Group (and also Trinity) for the purchase and commercialisation of diamonds, timber, coffee and gold. The original Panel also reported that Salim Saleh's wife wanted to control the Kisangani diamond markets on the recommendation of Mr. Khalil.

In the Addendum, Victoria comptoir in Kampala is mentioned in Paragraph 26 as continuing to sell gold mined from Malaka, and in Paragraph 97 as still exploiting diamonds, gold coffee and timber, enabling the UPDF to "pull out their troops, while leaving behind structures that permit military officers and associates, including rebel leaders, to continue profiting". In Paragraph 99 of the Addendum, Roger Lumbala is alleged to be a front for Victoria in respect of Bafwasende diamonds.

This Commission's original researches were centred on a Ugandan Company of that name because of the insistence of the original Panel that the Company was connected with Kampala, and it took very little time to establish that there was no such company registered in Uganda, either local or foreign. All that was

discovered relevant to the allegations in the original Panel report was that at one time Jovial Akandwanaho and Khalil were associated in a Lebanese restaurant. They were directors in a company named Leban (U) Ltd which was registered on 5th August 1999, and opened a Lebanese Restaurant in Kampala Road in mid-1999. Later, Jovial said, she had sold her shares to Khalil.

10 Later on in this Commission's researches, a registration document of a company called Victoria Diamonds, registered in Goma in February 1999 was obtained. The Directors of that Company were Ahmed Ibrahim (a Lebanese living in Goma) and Kay Nduhuukire (a Ugandan living in Goma), who were mentioned nowhere else in the reports or evidence. This Commission therefore thought that this Company was not the Company referred to by the Original Panel, and reported as such.

However, an event in Uganda came to the attention of this Commission. On 14th July 2000 a robbery took place on the Entebbe Road. The robbery was from a vehicle which was travelling from Entebbe Airport to Kampala: and a sum of \$550,000 was reported to have been robbed from the occupants. The matter was reported to the Police, and it turned out that the loser was the same Khalil, who made a statement to the Police.

21.3.2. Khalil

20 In that statement Khalil identified himself as Khalil Nazem Ibrahim, of British Nationality. He said that he came to Uganda in January 1999 and that he had a Lebanese restaurant on Kampala Road and did business of buying diamonds from the Congo especially in Kisangani, Buta and Bunia. He did not name the company under which he worked. He said that he used to send money for buying diamonds through one Hussein, and sometimes would go himself. He was receiving diamonds through the Entebbe airport and also sending them to Europe especially to Belgium, and received the money in dollars for buying the diamonds from one Nasser Murtada at Entebbe Airport. His base was in Bugolobi in Kampala. Due to problems in the Congo he said that he stopped the business and in June 2000 brought a man named Ismail from Buta to start buying diamonds from the Congo.

30 Khalil said that he then went back to Belgium to arrange finance after showing Ismail what to do. The procedure was that Nasser Murtada delivered money in dollars from Belgium at Entebbe airport and took the diamonds already purchased back to Belgium.

The man Ismail identified himself as Ismail Kamil Dakhlallah, a diamond dealer aged about 22 years. He said he was based in the the Democratic Republic of Congo and used to buy diamonds from Buta and Kisangani. He said that after the wars in Kisangani and shortly before the robbery in July 2000 he moved to Kampala to join a company named Beccadilly Ltd which was based in Bugolobi. He said that his partner in Uganda was Abas Khazal, and they were financially supported by Nami Gems who were based in Belgium. On the particular occasion of the robbery, he was telephoned by a Mr. Hemang Shah (of Nami Gems) who said he would be sending money to him with Nasser Murtada on the Sabena flight arriving on Friday the 14th of July 2000.

10

He went to the airport, met Nasser, picked up the money which was \$550,000, and started back to Kampala but on the way the money was robbed at gunpoint. After the robbery he was assisted by Mohammed Jawad (who according to his statement runs a Lebanese restaurant in Kampala Road, the one in which Jovial and Khalil were originally associated) and Abas Kazal. It is interesting to notice that in his statement, Ismail did not mention that he had handed over diamonds to Nasser at the airport, although Khalil said that the procedure was to deliver money and pick up the diamonds already purchased.

20

These people were quite clearly engaged in smuggling diamonds through Uganda, since URA statistics show no import or transit of diamonds from the Democratic Republic of Congo. At the very least the law would require them to declare the diamonds for transit through Uganda from the Congo to Belgium. As this Commission has pointed out elsewhere, there would be no income to Uganda from such a declaration, but Uganda would be entitled to check the transit and ensure that there was no import to Uganda of some or all of any particular consignment, upon which duty would be payable. In fact, since parcels of diamonds from the Democratic Republic of Congo were collected in Bugolobi before being sent to Belgium, this was an import/re-export situation, which all the more should have been reported to Customs.

30

There is also interesting material in the statements made to the police by various Congolese and Ugandan businessmen who were coming and going from the Congo using military air transport through the military air base.

21.3.3. Picadilly Import and Export

Part of the Police enquiries were based upon a report made by insurance investigators who were looking into the loss on behalf of the insurance company involved. The report was produced in evidence before this Commission. The investigators met Khalil, who described himself as a rough diamond buyer trading under the named Piccadilly Import and Export from premises in Bugolobi. This was clearly the same company for which Ismail said he was working, although in his statement it is spelt “Beccadilly”. The Company was incorporated on 28th October 1983: the present directors are Hussein Ali Hamad and Nazih Ali Hamad, both of PO Box 2533 Kampala according to the latest return filed 17th April 2002. Hussein Ali Hamad is referred to in Paragraph 91 of the original Panel Report as being an individual actor with Rwandan contacts in the diamond and gold trades.

The report gives the history of Khalil's operations in the diamond trade in the then Zaire, Brazzaville, Kisangani, and in January 1999 Bugolobi in Kampala. A clear link was established in the report between Khalil and Abbas Khazal of Beldiam Ltd, who runs his diamond business from a room in the Sheraton hotel in Kampala: this link is confirmed by information this commission has received from the investigators working in the diamond trade in Belgium.

When interviewing witnesses, this Commission has done what it can to find out about Victoria: Salim Saleh said that he had only heard of it from the original Panel Report: Jovial Akandwanaho said she knew nothing about it, although she did know Khalil, and was involved with him in a Company which ran a Lebanese restaurant: Sam Engola said that he did not know of the company although he had business dealings with Khalil and transported him in his plane: Mr. Bemba at first said that he did not know of Victoria, but when asked if he knew Khalil, agreed that he did, and that he was working under the company name Victoria in Kisangani: Adele Lotsove knew of Victoria in Kisangani, and of Khalil, although she did not connect them: General Kazini on the third time he came before the Commission was emphatic that Khalil whom he knew was trading as Victoria in Kisangani, although on the first occasion he was very unclear about it, and descended into broken sentences and inaudibility as he was accustomed to do when faced with an embarrassing question.

The preponderance of the evidence is that Khalil's operations in Kisangani were under the name Victoria, and in Bugolobi under the name Piccadilly, and that the Military Air Base was being used to smuggle diamonds across Uganda, sometimes

with Military Transport. It is the name Khalil which connects these operations and the allegations in the original Panel Report. It seems to matter little whether the Goma registered Company La Société Victoria is the same Victoria Group or Comptoir referred to in the original Panel Report or not. Khalil's operations are therefore referred to in this report simply as "Victoria".

21.3.4. General Kazini

10 In considering these operations, this Commission wonders how they could have been set up, obviously with UPDF assistance, so far at least as transport is concerned. Those concerned in smuggling of diamonds from the Congo to the Military Air Base in many cases were admittedly Lebanese, who were plainly and visibly neither Ugandan nor Congolese, and again it is fair to ask, in view of the President's radio message, how these Lebanese were allowed to travel to and from the Military Airport. This Commission had no evidence as to how these operations were set up, until the reconstituted Panel provided a set of documents which had to be put to General Kazini.

The first document was a receipt for payment of ad valorem tax in advance to MLC of \$100,000 each from Siporia Diamonds and Victoria Diamonds. The payer on behalf of Victoria Diamonds was Abbas Kazal, a connection which helps to confirm this Commission's above finding.

20 The receipt was attached to a note on MLC notepaper signed by Mr. Bemba addressed to all civil and military authorities, dated 26th June 1999 which states that La Societe Victoria was authorised to proceed with purchases of gold, coffee and diamonds in Isiro Bunia Bondo Buta Kisangani and Beni, and that all the local taxes would be paid to MLC.

The note was an interesting document in itself, confirming that Mr. Bemba initially lied to this Commission, and confirming what appears to have been a universal practice of pre-payment of taxes.

30 But also endorsed on the note were the comments of General Kazini addressed to the Commanders in all of the mentioned towns, except Kisangani, also dated 26th June 1999. From other writings of General Kazini this commission had no doubt that it was in his handwriting: and there is quite a large sample in this case. It was therefore astonishing to hear General Kazini deny flatly that he wrote it. It was not until it was pointed out that in another document with which this Commission will

deal below, the comments were referred to, and that it would be a simple matter to call handwriting expert evidence that he admitted that he was indeed the author. This was not a mistake: having watched General Kazini giving evidence, this Commission is fully satisfied that it was a deliberate lie by Uganda's Acting Army Commander, displaying an arrogance and contempt of civil authority similar to that which has been displayed by other witnesses in the UPDF.

10 General Kazini's comments were actually instructions to his Commanders, pointing out that La Societe Victoria had been granted permission to do business in coffee, gold and diamonds in their areas, that taxes were to be paid to MLC, and that the Commanders should "let Victoria to do its business uninterrupted by anybody". This makes one wonder what the Commanders would have done if they had not received this instruction.

In his last paragraph General Kazini instructed the commanders that anything to do with payment to them in the form of security funding, it should be done through OSH TAC HQS, that is, through himself. Throughout these proceedings, every UPDF witness, including General Kazini, has denied that any such funding was taking place, but it clearly was. Senior Officers have again been lying to this Commission.

20 All of the above documents were copied in a letter from General Kazini on UPDF notepaper addressed to the Governor Kisangani, datelined July 1999. The letter referred to Mr. Bemba's letter and General Kazini's comments endorsed on the same document. He informed the Governor that Victoria had officially cleared taxes with MLC authorities and MLC was a recognised organisation by all Congolese and allies. He asked the Governor to "leave Victoria to his business and he will continue to pay taxes to MLC to back up the effort in the armed struggle."

30 Pausing there for a minute, it is worth considering the position in Kisangani at the time. Contrary to what this Commission understood at the start of this investigation, the UPDF never took control of Kisangani town, but established headquarters at La Forestiere some 17 km outside Kisangani. According to the evidence of General Kazini and Adele Lotsove, Kisangani itself was under the control of RCD Goma, and indeed the letter is copied to them. General Kazini was questioned on his authority to give instructions to the Governor of Kisangani. His explanations were confused and unconvincing.

Whilst the Governor of Kisangani would also be responsible for territories north of Kisangani, in areas which were under UPDF control, it has to be remembered that Adele Lotsove had been talking to General Kazini for some time with a view to establishing the province of Ituri so that she could take the governorship of the province, and indeed it was on the 18th of June 1999 that General Kazini wrote the letter of appointment, some 8 days before the date of the correspondence under consideration: General Kazini therefore knew on the date on which he wrote the letter to the Governor that the areas North of Kisangani, which were destined to become Ituri Province, which were the same areas controlled by the commanders listed in his comments, either were already, or soon would come under the administration of Adele Lotsove, not of the Governor of Kisangani.

Evidence shows that Kisangani, though not a diamond producing area in itself, was the basis of collection and distribution. It was also Victoria's base. Clearly Victoria's operations involving pre-payment of tax to MLC could not succeed without some co-operation from the Rwanda supported Kisangani Administration in the matter of tax.

Set in that light then, this Commission asked General Kazini why he, who had no control in Kisangani Town, was giving instructions to the Governor of Kisangani in administrative matters, and why, in his last paragraph he wrote what amounts to a veiled threat. His replies were not satisfactory, particularly in view of the fact that apart from the appointment of Adele Lotsove, he denied being involved in any other administrative matters.

This Commission can only come to one conclusion, that General Kazini had more interest in Victoria's operations than he has been prepared to admit: and that conclusion supports many allegations of the original Panel in respect of General Kazini.

The Governor of Kisangani was not notified in advance of the intended appointment of Adele Lotsove, or of the carving out from his Province of the new Province of Ituri. General Kazini therefore was involved in secretly appointing, or conspiring in the appointment of Adele Lotsove to take administrative control of the mineral producing areas. This can only have been because she was a sympathetic administrator. In appointing her, General Kazini was acting against the existing Governor who clearly was not sympathetic, as is revealed by the

phraseology of the last paragraph of General Kazini's letter to him: "Let me hope that I have been clearly understood". In the circumstances this letter was inflammatory, and calculated to upset the appointed administration, RCD Goma and its ally, Rwanda.

It is also revealing that, amongst others, he copied his letter to Victoria, as though reporting that he had obeyed his instructions, and done what he had been asked to do by Victoria.

10 These conclusions put General Kazini at the beginning of a chain as an active supporter in the Democratic Republic of Congo of Victoria, an organisation engaged in smuggling diamonds through Uganda: and it is difficult to believe that he was not profiting for himself from the operation.

Perhaps also an answer to the question posed above, as to how Lebanese were being allowed to fly on Military Aircraft to and from the Democratic Republic of Congo, in breach of the President's Instructions, is beginning to appear. General Kazini according to the evidence, was one of those who gave clearance instructions to the Liaison Officers at the Military Air base.

21.3.5. Jovial Akandwanaho

20 It is fairly clear how diamonds were smuggled into Uganda through the Military Air Base, and smuggled out to Belgium. The question that arises is how the courier was able on many occasions to get through Entebbe Airport Security unscathed. He had to have had assistance at the airport.

Enquiries have revealed that a Civil Aviation Authority officer in the VIP lounge was in fact assisting Nasser as he came into the country on Sabena. His evidence had to be taken in camera on the basis that he feared for his life should he give evidence in public. This fear was based upon an allegation that one of the investigators into the robbery had been killed. What this officer told this Commission on oath was that he had been introduced to Khalil by Jovial Akandwanaho with a view to assisting him through Customs when he came from Belgium, and returned to Belgium with the diamonds.

30 When he met Khalil, they came to an arrangement where the officer would assist couriers from Belgium, and the officer was rung on several occasions by Jovial

Akandwanaho, on occasions by Khalil, and also by others and asked to meet the courier, which he did, and assisted him through Customs.

On one occasion he received a call from Jovial and was asked to go to the departure lounge where the courier had been stopped because he was carrying diamonds. When he got there, he rang Jovial who spoke on his phone to the security officer, as a result of which the courier was allowed to continue onto his flight. The officer said that this was how he came to know that diamonds were involved. He showed Jovial's mobile number on his phone: it was found to be correct.

10 This Commission had the opportunity of seeing this witness give evidence, and was impressed by him as a truthful witness. He clearly thought that he was putting himself in danger by giving evidence, but nevertheless volunteered information which supported the allegations made by the original Panel. It might be thought that this Commission might have further interviewed Jovial Akandwanaho, but it had regard to her denial that she had anything to do with diamonds, and was only associated with Khalil through a Lebanese restaurant: only a renewed denial was to be expected where it was obvious that the identity of the witness would become known, contrary to this Commission's promise to the witness.

20 As a result, this Commission is unable to rule out the participation of Jovial Akandwanaho in the smuggling operations of Victoria as alleged by the original Panel : on the contrary there is every indication that there is a link between General Kazini, Victoria, Khalil and Jovial Akandwanaho, and perhaps others in the smuggling of diamonds through Uganda to Belgium.

It is clear to this Commission that the incident of the robbery opened many channels of investigation, and the recommendation would be that further investigations should be conducted on the basis of what has been revealed so far, and appropriate action taken.

21.4. Niobium

30 The original Panel say that the pattern of Niobium Export appears to be the same : no production prior to 1997, followed by an increase in exports. In respect of all these minerals, due to the original Panel's recital of data source, this Commission communicated with WTO, who said that they did not keep such statistics, and referred this Commission to the UN COMTRADE Database. So there is some

confusion there, as the figures are somewhat different. Uganda declares exports as from 1995, whilst Partner Imports start in 1998. This makes a nonsense of the original Panel's conclusion that Export started in 1997, to coincide with the start of the war. The original Panel's figures are much higher than those from the COMTRADE database, but the figures never exceed \$782,000 in a year from whatever source. This Commission does not think that the figures bear out the original Panel's conclusion, or that Niobium bears any real relation to the alleged illegal exploitation of the natural resources of the Democratic Republic of Congo.

Table 3: Comparative figures for Niobium from various sources

NIOBIUM	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
URA							7
BOU							
COMTRADE UGANDA EXPORTS (\$000)	210	32		231	7		
COMTRADE PARTNERS IMPORTS (\$000)				435	713	422	
PANEL (\$000)	0	0	13	580	782		

10 **21.5. Mineral Transit figures**

In Paragraph 102 of the Report, the original Panel say:

102. Third, the Ugandan authorities, in their response to the Panel's questionnaire, stated that there was no record of transit of mineral products. However, the Panel received information from one Ugandan customs post at the border between the Democratic Republic of the Congo and Uganda. Records for 1998, 1999 and 2000 reveal that mineral products as well as other commodities left the Democratic Republic of the Congo and entered Uganda (presumably this would also prove true for the other dozen or so points of entry). The following three examples show an increase in the transboundary movement of natural resources between 1998 and 1999.

Coffee 1998: 144,911 bags

1999: 170,079 bags

2000: 208,000 bags

Timber 1998: 1,900 m3

20

1999: 3,782 m3 and 46,299 pcs

2000: 3,272 m3 and 3,722 pcs

Cassiterite*1998: None

1999: 30 kgs

2000: 151 drums

*** The sudden increase in the import of cassiterite may also mean an increase in the import of coltan. The Panel discovered that cassiterite is often listed in lieu of coltan, as coltan possesses a higher value, which implies high import taxes in Uganda.**

10 This Commission is totally confused by this Paragraph: the original Panel start by implying that the Ugandan authorities were dishonest in stating that there was no record of transit of mineral products, and then quote examples of Coffee and Timber, which are not mineral products. There is indeed one example relating to Cassiterite between 1998 and 2000, and it is of such a small quantity as to be totally ignored. In fact, URA have been able to give this Commission transit figures for all sorts of commodities: but it has taken an extended exercise to do so, as transit figures, although recorded at the customs stations, were not being recorded centrally, because there was no duty on transits, and therefore it was thought, wrongly of course, that it was not necessary to assemble this data centrally. This was the procedure, however
20 unwise. It was therefore true, at the time the original Panel was dealing with this matter, that there were no centrally available figures for mineral transits : but the figures could be, and were for this Commission, made available. This Commission agrees that coltan is declared as cassiterite, from which it (and Niobium) is extracted.

The original Panel's complaint in Paragraph 96 is that the official data on minerals contains substantial discrepancies. This Commission does not think that the three examples given in the Report bear out this conclusion, but would point out that the Commission had great difficulty using the statistics and records provided by the Uganda Revenue Authority on the one hand and Bank of Uganda, Uganda Bureau of Statistics and the Coffee Development Authority on the other hand. Most of these
30 bodies had different years, starting in different months, different yardsticks. Whereas one body would quantify export of a given product in kilograms, another would give it in US\$ (Dollars) then another in Uganda Shillings.

Hence depending on which body or authority one went to, one would receive different results for the same period. There is need to standardise or harmonise statistics in order to churn out consistent statistics by Government and other

authorities/bodies which can be used by Government itself for future planning and meaningful records.

21.6. Cobalt:

10 In the original Panel Report cobalt is only mentioned in passing. It was not investigated by the original Panel and is not included in the list of recommended minerals in Paragraph 221 to be subject to a temporary embargo. However, it has been dealt with in the Addendum, although Uganda is not mentioned. Nonetheless a major local company, Kasese Cobalt Company, has noted with concern that cobalt is mentioned in the report as a mineral of interest and might therefore be affected by a possible embargo.

Kasese Cobalt Company processes cobalt pyrites that were stockpiled as a by-product from the Kilembe Copper Mine in Uganda. Those stockpiles were set aside in the period from 1955-1980. Kasese Cobalt has informed this Commission that it has invested some US\$135 million since 1996 in building a plant to convert the pyrite to cobalt metal and associated amounts of cobalt and nickel and other mixed hydroxides. Kasese Cobalt exports the resultant cobalt cathodes and hydroxides via Kenya to customers worldwide.

20 Given the location of the the Democratic Republic of Congo cobalt plants along the Zambian border in the Democratic Republic of the Congo it is the company's opinion that if cobalt was being illegally exported from the the Democratic Republic of Congo it is highly unlikely to be exported via Uganda. In addition the Katanga cobalt mining areas are reported to be controlled by the Government of the Democratic Republic of the Congo and its allies, which does not include Uganda, making it even more unlikely that cobalt is exported via Uganda. Furthermore the figures for cobalt which are included in Table 1 (on page 20 and entitled Uganda Minerals exports and production 1994-2000) exactly match those from Kasese Cobalt Company's production and export records for 1999 and up to October in 2000. This leaves no room for imported cobalt from the Democratic Republic of Congo.

30 It would be unfortunate and most unfair if the Security Council were to declare a temporary embargo on the import or export of cobalt from Uganda.

4. LINKS BETWEEN THE ALLEGED ILLEGAL EXPLOITATION OF NATURAL RESOURCES AND THE CONTINUATION OF THE CONFLICT.

22. NATURE OF THE LINKS

The original Panel, between Paragraphs 109 and 218 examines the possibility that there is a link between the alleged exploitation of natural resources and the continuation of the conflict.

10 The headings under which the original Panel considered the matter were;

- Budgets compared to military expenditures
- Financing the War
- Special Features of the Links
- Facilitators or passive accomplices

22.1. Budgets compared to military expenditure.

20 In Paragraph 115 of the original Panel Report the Uganda military budget is set out, with one error by which it is assumed that the military budget pays for the pension of retired soldiers. It has been explained to this Commission, as it would have been to the original Panel had they asked, that the budget which they quote covers programme 2 (Land Forces) and programme 3 (Air Forces) only. There is an additional programme 1 which provides for Headquarters, out of which pensions are paid.

In Paragraphs 116 and 117 calculations are made, based on various assumptions and directed to show that the budget was overspent by about \$16 million. Particularly the calculation relating to the cost of air transport is based upon fantastic and unrealistic figures. The correct figures could have been obtained by the original Panel from

Ministry of Defence. For 2000/2001 the figure for air charter was Shs 6 billion, instead of \$12.96 million as calculated by the original Panel.

Life has been made rather more simple for this Commission. This Commission has not had to make any assumptions or do any calculations, because the actual figures have been availed to this Commission on request. According to the evidence, overexpenditures during the years 1998 to 2001 were:

Table 4: Military Budgets and Overexpenditures

Financial Year	Overexpenditure	Defence Budget	Total
98/99	47	145.6	192.6
99/00	6	188.4	194.4
00/01	14	187.7	201.7

10 Evidence before this Commission was that these overexpenditures were necessary for various reasons, not all of which related to Operation Safe Haven: they were covered by supplementary budgets, and the money provided by Ministry of Defence from funds obtained from Ministry of Finance.

Therefore, in the case of Uganda, the link between exploitation of natural resources of the Democratic Republic of Congo and the continuation of the conflict, based upon the suggestion that such exploitation was swelling the funds of Uganda's treasury in order to pay for the war is tenuous, to say the least.

The original Panel say in Paragraph 109 on this subject that it had demonstrated that military expenditures far outweighed the supposed money allocated for such expenses.

20 First, the use of the word "supposed" is unfortunate: the "supposed money allocated for such expenses" was approved by Parliament by budget in fact, not supposedly.

It is difficult to criticise the budget overrun in 99/00, less difficult to criticise the overrun in 00/01, and easy to criticise the overrun in 98/99, if one looks only at the figures.

If however one looks at the circumstances obtaining at the time, these criticisms fall away. In 1998, this was the move from Peace to War; and an overexpenditure is only to be expected on the initial move of troops and equipment across the border in respect of a new venture which could not have been foreseen at budget time. In 2000/01, this was the start of withdrawal and included transport of troops and equipment back to Uganda: once again an unforeseen expense. Budget overruns in such circumstances are only to be expected. There is little here to support the original Panel's finding.

22.2. Financing the War

10 In Paragraph 135 of the report, the original Panel say:

“Uganda unlike Rwanda did not set up an extra budgetary system to finance its presence in the Democratic Republic of the Congo. The regular defence budget is used and broadly the deficit is handled by the treasury. “

However the original Panel continues to conclude that Uganda was only able to finance the war in the Democratic Republic of Congo in the following manners:

22.2.1. Primary Means of Financing The War

The original Panel Report in Paragraph 125 alleges that Uganda's economy benefited from the conflict through:

- 20
- 1) Purchase of arms and equipment through direct payment. There is no basis in the text to support this allegation.
 - 2) Barter of arms for mining concessions. There is no basis in the text to support this allegation.
 - 3) Creation of joint ventures. There is no basis in the text to support this allegation

With respect to these sources, the original Panel's arguments appear to relate mainly to their investigations of Rwanda. What is specifically stated against Uganda relates to:

22.2.2. The Re-Exportation Economy

In Paragraphs 136 – 142 the original Panel attempt to make a case for saying that Uganda was able to pay for the war out of what they call a “re-exportation economy”. They summarise the case in the following way:-

10 *“142. The Ugandan situation can be summarized as follows: the re-exportation economy has helped increase tax revenues, allowing the treasury to have more cash. Businesses related to the conflict and managed by Ugandans have contributed to an extent to generate activities in the economy in a sector such as mining (gold and diamonds). The growth in these sectors has had a trickle-down effect on the economy and permitted Uganda to improve its GDP in 1998 and maintain it somewhat in 1999. The improvement in GDP has permitted, according to Ugandan officials, an increase in absolute terms of the military budget while keeping the level of the military budget at the agreed 2 per cent of GDP. The apparent strength of the Ugandan economy has given more confidence to investors and bilateral and multilateral donors who, by maintaining their level of cooperation and assistance to Uganda, gave the Government room to spend more on security matters while other sectors, such as education, health and governance, are being taken care of by the bilateral and multilateral aid.”*

20 Specifically in Paragraph 136/7, the original Panel explain the re-exportation economy to imply that natural resources imported from the Democratic Republic of Congo are re-packaged or sealed as Ugandan Natural resources or products and re-exported. They say that that is the case for gold, diamonds, coltan and coffee exported by Uganda.

In Paragraph 137, an example is given (which relates to Burundi) where it is alleged that coffee dealers mix Congolese coffee with Burundian Coffee to increase its value. A similar “trick”, as the original Panel calls it, is alleged against Ugandan Coffee dealers.

30 As pointed out in the Uganda Government’s response to the original Panel Report, there is no sign of a drop in the quality of Uganda’s coffee, and exports have been on the decline from 4.2 million bags in 1996/97 to 2.9 million bags in 1999/2000. The facts do not seem to support the allegations.

This Commission has no evidence leading to either conclusion.

In paragraph 138, there is an allegation that illegal exploitation of gold improved balance of payments, leading to improving donor confidence in the economy theoretically leading to higher tax collection. So far as this Commission can trace,

there is no income to Uganda arising from exploitation of gold. According to the figures, if the source of much of the gold is indeed the Democratic Republic Congo as alleged by the original Panel, there are no URA records of import, and the gold is therefore being smuggled into Uganda, thereby avoiding Ugandan taxes. Whilst a small service industry may have grown up around such dealings, it can hardly be said to have had a significant contribution to the Ugandan Treasury. Uganda does not profit from export of Gold, and it is difficult to see how the original Panel could conclude that this would be a manner in which Uganda finances the war.

10 Further in Paragraph 138, the original Panel refer to improvement on tax collection levels, particularly in the agricultural and forestry sectors. They do not refer to Ugandan efforts to improve revenue collections as a possible root cause of this.

They state that timber “destined for Uganda, Kenya or for export out of the continent pay customs duties as they enter Uganda”. Timber destined for Kenya or the continent, emanating from the Democratic Republic of Congo, for transit or re-export do not pay customs duty in Uganda. Timber imported properly to Uganda would be dutiable, but there is the example of Dara Forêt and DGLI, where only two container loads were imported, and found not to be profitable. Timber
20 smuggled into Uganda would, by definition, not fall into the net.

As to the question of collection of taxes in the Congo, also referred to in Paragraph 139, that is a matter for such Congolese authorities as are recognised under the Lusaka Agreement, and as this Commission has examined elsewhere at Paragraph 17.3 above the allegation that taxes were not paid is doubtful.

Then there appears to be a suggestion that if customs duties were to have been paid on items in transit, then that would bring in \$5 million per month: but in the context of the subject being discussed, that \$5 million would not be income to Uganda from transit goods. In the affidavit of Ateenyi Tibasiima, he doubts that the figure of \$5 million is realistic in any event.

30 In Paragraph 139, examples are given of road transit of all manner of goods through Uganda. This example is irrelevant, because transit goods do not pay duty or taxes in Uganda.

22.2.3. Purchase Of Supplies On Credit

In Paragraph 140 the original Panel suggest that Uganda was financing the war by buying military supplies, specifically petrol, on credit.

It seems to this Commission that these are normal commercial transactions, and are matters between, for instance, the petrol companies and Government. This Commission has no doubt that if the credit extended gets too great, the petrol companies would neither extend further credit nor be able to.

22.2.4. Racketeering By Soldiers

10 In Paragraph 141, the original Panel talk of official bonuses. This Commission has the clearest evidence that no official bonuses were paid to soldiers in the Democratic Republic of Congo. There was a payment in lieu of rations to enable soldiers to buy food, which was cheaper for the UPDF than flying food over from Uganda.

If individual soldiers were lining their pockets, with or without the approval of their commanders, this cannot be connected to the alleged re-exportation economy: and this is an inappropriate place to consider this matter. It has been considered by this Commission elsewhere at Paragraph 22.2.5 below.

22.2.5. Handing over of Arms

20 There is also a suggestion in Paragraph 143 under the heading of the rebel movements that weapons seized from Congolese armed forces are given to MLC and RCD-ML. The point made in evidence is that such arms belong to Congolese, and should not be taken by UPDF, but rather handed over. Right or wrong, Ministry of Defence, UPDF and individual witnesses from UPDF are quite open about this, and think it the right thing to do. It is difficult to see how the Ugandan economy could be said to benefit from this.

A far greater portion of this area of consideration by the original Panel, with specific examples, relates to the actions of Rwanda in the Democratic Republic of Congo: Uganda is, as so often in the original Panel Report, tagged on behind by association.

30 Again, there is nothing here to support the findings of the original Panel in Paragraph 143.

To assist, the verbatim evidence on the re-exportation economy, is set out :-

10 *“Justin Zake: (Justin Zake is a Deputy Commissioner General with Uganda Revenue Authority) Yeah. I saw in the report \$5 million, re-exportation went to the treasury and my reaction was to laugh because if it was re-exportation, and re-exportation does not benefit the Government of Uganda, unless the company doing the re-export is resident and registered in Uganda. In other words, we would not go for income taxes from them because these are transit items, I mean, from one place passing through Uganda, so that would not benefit the Government of Uganda. And I beg your indulgence my Lords, I talked about contribution of the top 200 taxpayers and as I said the top 20 contribute about 50%. Now any of these companies that were mentioned in the report are not in the top 20 and 50% of about a trillion shillings, and that is a lot of trillions. \$5 million, and I think that is the captured value, the mere captured value, but not tax out of that value, and not a tariff attached on a particular item off what they thought maybe ends up in Uganda. So I would like to tender as well the top taxpayers in Uganda, these are 200 for both 1997-1998 and 1999-2000 just to give you a feel of what it is. So the issue of dramatic revenue arising out of Democratic Republic of Congo and significant contributions to the treasury, the data that I have doesn’t bear that out.*

20 *Justice J.P. Berko: Actually the UN were not concerned with the legitimate trading between the two countries and that is what would be reflected in your documents. But they were really worried about the illegal trade between the two countries.*

Justin Zake: My Lord I do understand that.

Justice J.P. Berko: And that one would not reflect, in treasury accounts.

30 *Justin Zake: It wouldn’t reflect in treasury accounts, not as far as we are capturing. Maybe after having read the report and they were talking of re-exportation, there are no taxes on exports, so somebody resident in Uganda, and registered in Uganda can take out whatever they want, there will be no tax on the export, however, he will be liable to the profit tax if he makes profits. If a company is non-resident in Uganda and consigns directly from the Democratic Republic of Congo to wherever and it is just transiting Uganda I cannot tax them because they are not resident in Uganda. Yes, the Income Tax Act 1997 talks about the concept of global income, but that is for a company that is resident in Uganda and it is earning from global sources, that is taxable. And of course where there is a double taxation agreement there is a set off, so that is my submission.”.*

And

40 *“Michael Atingi-Ego: (Michael Atingi-Ego is Acting Director of Research at Bank of Uganda) My Lords, I would not want to entirely believe that re-exports have benefited the Ugandan economy as such, if there were benefits to Uganda economy they should be clearly spelt out. First of all re-exports are not taxed just like any exports are not taxed so I do not know how benefits would have come in there and if there are re-exports that are going out through Uganda the beneficiaries of these might be the non*

residents may be the foreigners given the good infrastructure that they are using for re-exporting the receipts they get from those re-exports go direct to the economy, so how will it benefit Uganda?

Assistant Lead Counsel: So you are saying that any re-exportation would not benefit?

10 *Michael Atingi-Ego: I cannot say that there is no benefit at all, for example, if you have trucks coming from Rwanda or Sudan or Congo going through Uganda may be re-exporting, there are indirect effects that you have e.g. business might boom for small owners of restaurants, lodges, eating places etc. It can get an indirect benefit just like you have Ugandan traders who are bringing oil from Mombasa, we buy our oil from there and it is a re-export of Kenya and it comes to Uganda and as the truck drivers go to Kenya to pick the oil they may stop in Kisumu for a night, spend some money there so the owners of such business benefit If that is the kind of benefit that you are talking about*

Assistant Lead Counsel: No I am talking in the terms of benefit to the treasury in terms of taxes or custom duties. Please look at Paragraph 138 where they make that allegation that there were trucks carrying timber, coffee, minerals etc

20 *Michael Atingi-Ego: Paragraph 138, the very first sentence reads:*

“Secondly, illegal exploitation of gold in the Democratic Republic of Congo brought a significant improvement in the balance of payments of Uganda

That statement is wrong because our current account balance has been deteriorating so much, our exports are far less than our imports so I do not know how it is improving and the improvement in the overall balance of payment is largely as a result of donor in flows coming to this country not as a result of exports because these are far less compared to our imports even the tables I have here show that the current account has been deteriorating for a long time and this is being financed by donors to the extent that exports, leave alone the re-exports are not taxed I do not see how the treasury benefits from this

30 *Assistant Lead Counsel: Because you are saying that customs wouldn't be paid on transit and re-exports. Customs duties wouldn't be paid on re-exports so the treasury wouldn't benefit?*

Michael Atingi-Ego: No they do not tax exports, any exports in Uganda are not taxed

Assistant Lead Counsel: The statement that the Ugandan treasury got at least 5 million dollars every month

40 *Michael Atingi-Ego: To the best of my knowledge that is not the case because exports are not taxed so how would the treasury benefit*

Assistant Lead Counsel: I want to make this final question, is there a significant relationship between the policy of liberalization and the volume of trade that Uganda has enjoyed in those years?

Michael Atingi-Ego: My Lord there is a strong significant relationship between liberal policies pursued by the government of Uganda and the volume of trade in that during the period of controls farmers were paid farm gate prices for the products an amount which was not competitive to make them recover the costs of production so what happened was that in

10

20

most cases the cost of producing an item that is sold to a state owned enterprise e.g. Produce Marketing Board, Coffee Marketing Board, the farmers could not recover some of the costs they were incurring so as a result they abandoned growing of these cash crops and resorted to subsistence. Evidence shows that non monetary economy picked up at or during the time of controls, however, when the government of Uganda liberalized its economic environment the incentives for farmers produce picked up so much because a farmer was now free to sell his/her products at a price that would cover the production costs. Ever since the government of Uganda began liberalizing production has picked up and then we also liberalized both the current and capital accounts and so the border trade has also picked up, e.g. The trade between Uganda and Kenya, Uganda and Rwanda and the trade between Uganda and the Democratic Republic of Congo particularly when West Nile got some degree of peace as a result that there are some items which are produced in Uganda that may not be produced in other countries. We are well known for supplying food to Kenya and in return agents get manufactured goods particularly when we had our manufacturing sector here not working. It was a normal border trade but what is happening is that when we liberalized production picked up and therefore the volume of trade has picked up”

22.2.6. MLC, RCD Goma and RCD-ML

30

There are a number of armed rebel groups operating in the eastern Democratic Republic of Congo. The first group is RCD (Rassemblement Congolais pour la democratie) (Rally for Congolese Democracy). This group was formed by Congolese politicians and intellectuals, including remnants of Mobutu regime and former Kabila associates. Professor Wamba dia Wamba was its first Chairman with Moise Nyarugabo as its Vice Chairman. Following a disagreement over who should assume control, RCD split into RCD – Goma based in Goma and RCD – Kisangani based in Kisangani. It later moved to Bunia and is often referred to as RCD-ML. RCD-ML was led by Professor Ernest Wamba dia Wamba. His two deputies were Mbusa Nyamwisi and Tibasiima Ateenyi. RCD-Goma was previously led by Dr. Emile Ilunga and is currently led by Adolphe Omusumba. A former founding member of RCD, Roger Lumbala, after disagreement with his colleagues, broke away and formed another rebel group known as RCD – Nationale (Rassemblement Congolais pour la democratie – Nationale) based in Bafwasende. Following the ousting of Professor Wamba dia Wamba RCD-ML is currently headed by Mbusa Nyamwisi.

40

Another anti-Kabila group known as MLC (Movement Liberation de Congo) was formed in 1998 by Jean Pierre Bemba. Following in-fighting within the ranks of RCD-ML, Uganda brokered the formation of a united movement. RCD-ML

merged with MLC to form FLC (Front de Liberation du Congo). That alliance appears now to have broken down.

10 If newspaper reports are anything to go by, then it appears that thereafter RCD-Nationale, with Roger Lumbala as its head, has merged with two other rebel groups, namely, RCD-Kisangani and the Movement for the Liberation of Congo, MLC. However, it is reported that Roger Lumbala backed by Jean Pierre Bemba has captured four towns of Isiro, Watsa, Poko and Bafwasende from Mbusa Nyamwisi's RCD-Kisangani. The situation in the Congo is ever changing, and reports confusing : it is therefore impossible to give an up-to-date history of the relationship of rebel groups.

The original Panel, in paragraph 143, alleges that officially, the rebel movements receive the bulk of their military equipment through UPDF and Rwanda. It says that during discussions with the Ugandan Minister of Defence and the Chief of Staff of UPDF, the original Panel was informed that weapons seized from the Congolese armed forces were given to MLC and RCD/ML. This was admitted by Major General Kazini. He said that the weapons were Congolese weapons. That was the reason why they were given to the rebels in the areas controlled by Uganda. This has been dealt with at Paragraph 22.2.5 above

20 It is further alleged in the same paragraph 143, that Mr. Bemba, at the instigation of Major General Kazini, bargained with the highest authorities of Uganda for the release of some Ukrainian pilots whose Antonov aircraft had been captured in exchange for military fatigues, boots and medical supplies for Bemba's soldiers from a third party.

The first observation of this Commission is that the alleged third party was not disclosed. That made it impossible to crosscheck the allegation.

30 General Kazini appeared not to know anything about the incident. The evidence of Jean Pierre Bemba is very clear on the incident. He said that the Antonov plane was bringing military supplies to the Kabila regime. The plane landed at Basankusu airport when his soldiers had just captured Basankusu airport (against strong opposition from Ugandan authorities). The plane was carrying brand new military hardware – SMG, LMG (machine guns) and big bombs. He seized both the plane and the weapons and flew them to Gbadolite under escort. He released the pilots without any intervention from any body after speaking with the family

of the pilots and the owners of the plane. He was positive that neither Kazini nor Ugandan authorities knew anything about the incident.

This Commission thinks that the evidence of Jean Pierre Bemba is more credible and preferable to the unsupported allegation made by the original Panel, particularly since the original Panel never interviewed Jean Pierre Bemba to afford him opportunity to explain.

Jean Pierre Bemba is very hurt by the manner in which he has been maligned by the original Panel. He has no kind words for the original Panel and its Chairperson.

10 **22.3. Allegations against Uganda**

This Commission thinks therefore that the attempt of the original Panel to show that Uganda was financing the war in the Democratic Republic of Congo through the re-exportation economy fails.

22.4. Special Features of the Links

In Paragraph 180 the original Panel raise the question of the Hema/ Lendu and Nia-Nia conflicts: elsewhere the question of the Kisangani confrontations is also raised. And it is suggested that these conflicts were strategies used to sustain the vicious circle of war and exploitation.

22.4.1. Lendus And Hema Conflict:

20 It is alleged in Paragraph 180 of the original Panel Report that some top UPDF Commanders trained Hemas whilst others trained the Lendus. They then manipulated the two groups to fight each other. It was alleged specifically that General Kazini and Colonels Kyakabale and Arocha assisted in training different Hema militia whilst the Colonel Peter Kerim Camp assisted in training the Lendus. It was further alleged that these UPDF elements spark off the inter-ethnic violence so as to remain in the region in an attempt to control the mineral wealth of the area.

30 This Commission heard the UPDF Officers mentioned in the report on oath. All of them denied that they trained the tribes as alleged and manipulated them to fight each other. This Commission did not find them to be credible witnesses. Col. Mayombo, who was the Acting Head of Military Intelligence and Security,

travelled to Bunia when he received a report of a flare up of the inter-ethnic fighting between the Lendus and the Hemas and remained at Bunia for two weeks. His evidence shows clearly that Cap. Kyakabale, Colonels Arocha, Angina, and the then Cap. Peter Kerim were in one way or another, highly suspected of being involved in the ethnic conflicts between the Hemas and Lendus. UPDF High Command took immediate action against the Officers involved. Cap. Peter Kerim has been on indefinite leave ever since. Col. Angina was relieved of his duties as Section Commander. Cap. Kyakabale was removed from Bunia immediately.

10 The evidence available against these officers, which this Commission accepts, does not, amount to concrete evidence that the UPDF Officers named did what the original Panel alleged they did, but because at the time the clashes flared up, UPDF, under the Lusaka Agreement, was playing the role of peacekeeping, Bunia was within UPDF area of Operation. Consequently UPDF High Command did not want the Congolese to perceive that some of the UPDF Officers were taking sides in their inter-ethnic conflict. That would have undermined their credibility as peacekeepers. UPDF, as peacekeepers, must not only be neutral, but they must demonstrably appear to be neutral.

20 The original cause of the ethnic conflict, however, has nothing to do with minerals. The evidence clearly shows that it is about the distribution of land: where to live, where to farm and where to graze their animals. The Lendus think that the Hemas have been favoured in the land distribution. The inter-ethnic clashes occur when one tribe encroaches on land belonging to another tribe.

The evidence also shows that the conflict had existed ever since the two tribes found themselves living in the area. This was long before the UPDF entered Congo and long before the on-going war started. This is confirmed by witnesses who appeared before the Commission prominent among them being Adele Lotsove.

30 The recent conflicts have been exacerbated as a result of the absence of effective authority capable of maintaining law and order in the Eastern Congo following the withdrawal of the UPDF from the area.

Having said that, this Commission is of the view that the prompt action taken to remove the officers when the complaints were made demonstrates that the Uganda Government and the approach of the High Command was not to foment trouble

between the Hemas and the Lendus for the purpose of controlling the mineral-rich areas of Nyaleki or to keep them for long-term exploitation as alleged.

22.4.2. Nia Nia Confrontation:

The Nia-Nia Confrontation in October 2000 in which it was alleged UPDF General Kazini and Roger Lumbala, President of RCD – Nationale, fought another UPDF group and RCD-ML has been cited as one of the strategies used by Uganda to sustain the vicious circle of war in Congo in order to control the rich-mining areas of Bafwasende in Congo.

10 According to the evidence of Major General Katumba Wamala, who was the Operational Commander of Operation Safe Haven in the Democratic Republic of Congo, the Confrontation arose when Roger Lumbala, who used to be with Wamba dia Wamba of RCD and had fallen out with Wamba dia Wamba and formed another rebel group known as RCD – Nationale, tried to attack Wamba dia Wamba's forces that were guarding the Nia-Nia Bridge regarded as a strategic centre for Bafwasende.

According to Roger Lumbala it was rather Wamba dia Wamba and his forces that came from Bunia to attack his men at a bridge called Abakuli with the aim of capturing Bafwasende area.

20 Whatever might have been the reason for the conflict the evidence of these witnesses clearly shows that at the time of the incident General Kazini was not in Congo and had long been replaced by Major General Katumba Wamala. The evidence also shows that the confrontation had nothing to do with the mineral wealth of the area. Rather it was a leadership struggle between Roger Lumbala and Wamba dia Wamba for the control of Bafwasende area. It was about political power over an area.

UPDF merely intervened to stop the wrangle and advised the factions to settle their differences politically. UPDF's role was peacekeeping within the Lusaka Peace Keeping Agreement and nothing else.

30 This is another example of the original Panel 's lack of appreciation of the reality of the situation. The original Panel found exploitation of natural resources of the Democratic Republic of Congo and continuation of the war a convenient peg on

which to hang any conflict in Congo. By so doing they disabled themselves from an in-depth analysis of the underlying causes of the problems of Congo.

22.4.3. The Kisangani Clashes

The Commission has sought and received evidence regarding the cause of three clashes between Uganda and Rwanda, who had previously worked as allies.

The first clash took place in August 1999; a month after the Lusaka Peace Accord was signed. The second one took place in May 2000 and was followed by the third one a month later.

The original Panel report does not discuss these clashes. It simply mentions them in passing. In Paragraph 88 it states

10

“very reliable sources have told the Panel that behind Salim Saleh there is Jovial Akandwanaho, who is more aggressive on the issue of exploitation of the natural resources of the Democratic Republic of the Congo. She is particularly interested in diamonds. According to very reliable sources, she is at the root of the Kisangani wars.”

This could be interpreted to mean that minerals were the cause of the clashes. The evidence received by this Commission does not support this assumption.

20

In his evidence Col. Mayombo stated that most of the diamond areas of the Democratic Republic of Congo were in the North or in the areas of Bafwasende which were already controlled by UPDF. Kisangani had diamond shops only. In his view the areas where the fighting took place and the areas where the diamonds are, are not related. Therefore minerals could not have been a reason for the wars. This argument is a little thin, because Kisangani was the place where diamonds were expected to be collected into convenient lots: access to diamonds in Kisangani therefore would be easier than running around all over the country digging them up.

30

Witnesses interviewed by the Commission on this subject include Major General Kazini, Acting Army Commander; Col. Mayombo, Chief of Military Intelligence and Security; Mr. Amama Mbabazi, Minister of Defence who was Minister of State for Foreign Affairs in-Charge of Regional Cooperation; and Mbusa Nyamwisi, President, RCD – Kisangani.

All stated that the first clashes were due to disagreement as to who would sign the Lusaka Peace Accord for RCD which had split into two factions namely, RCD–Goma and RCD–Kisangani. Difference in strategy between Rwanda and Uganda was also mentioned as another possible reason.

10 According to the evidence given by Mr. Amama Mbabazi, who attended the Lusaka meetings, the negotiations had almost been completed. They were trying to identify the groups which would be signatory to the Lusaka Agreement and who would sign for RCD, which had split into two movements. Rwanda insisted that RCD must sign as one organization. Uganda’s position was that RCD was de facto two movements with two different leaders. The issue reached the summit and it was decided that President Chiluba who was chairing the meetings should investigate whether Wamba dia Wamba had an organization that existed in Kisangani and whether he had the capacity to cause problems. President Chiluba sent a team of Ministers to undertake the investigation, and establish whether or not RCD – Kisangani existed.

On the Saturday morning when the delegation was supposed to undertake its investigations RCD started sabotaging the investigations by shooting in the streets. UPDF was ordered to clear them out of the street to enable the team to carry out its work.

20 Mr. Mbabazi stated that the reasons for the second and third clashes were essentially the same as those for the first clash. The other side tried to kill Wamba dia Wamba (leader of RCD–Kisangani) in order to resolve the question once for all but Ugandan troops protected him.

During his meeting with this Commission, His Excellency President Museveni described the clashes as “very unfortunate”. He said that he was horrified, infuriated and very unhappy. The matter remains unresolved. There are contradictory claims as to who started the fights. Rwanda claims that Ugandan troops are the one who started the fights and Ugandan troops claim that it was the Rwandese who did. Committees set up by both sides to study the matter have so far not produced any acceptable conclusions.

30 Unfortunately the Commission cannot reach any conclusions on this matter without hearing evidence from the Rwanda side. However this Commission would certainly hesitate, even on the limited investigations which have been possible, to

attribute responsibility for the clashes to Jovial Akandwanaho, as did the original Panel.

22.5. Facilitators or passive accomplices

The original Panel Report deals with this subject under the following headings;

22.5.1. Bilateral Donors

The gravamen of the report is that the major donors to Uganda, by contributing to poverty education and governance have enabled Uganda to free funds for the war in the Democratic Republic of Congo. The question asked, which the original Panel does not answer, is whether these savings were used to finance this war?

10 The consequences of such an allegation are so wide that it is difficult to answer the question; perhaps it would have been better not to ask it, particularly when the ramifications have not been set out and considered. For this Commission, it would be right to assume that all these matters have been considered by the donors before such projects are commenced, and that they have found that the country itself is unable to deal with these problems without assistance. Indeed there is a limit, related to GDP, for Defence expenditure which is agreed with the donor community. Is it to be that whenever a country acts against attacks of whatever nature, any bilateral assistance to such country is to be immediately withdrawn, at whatever cost to the population, in order to avoid such allegations? The
20 reconstituted Panel have come to much the same conclusion in the Addendum.

22.5.2. Mulilateral Donors

Under these Paragraphs (187 – 190), the original Panel accuse the World Bank of being aware of gold and diamond exports from Uganda based upon what the original Panel refer to as the exploitation of the resources of the Democratic Republic of Congo, and nevertheless promoting Uganda's case for the Highly Indebted Poor Countries initiative. It is interesting that in this section, as in the last, the original Panel has again dropped the word "illegal". The original Panel's criticism is based upon the fact that the World Bank was aware that Uganda was registering as a gold and diamond exporter, when she did not produce such
30 minerals, and extends to one official who "in one instance even defended it". This Commission has dealt with the theory of export of minerals at Paragraph 21 above. The World Bank is further criticised for permitting long term borrowing in

support of Uganda's budget, which is stated to have allowed both Rwanda and Uganda to continue the conflict. All one can say is that this criticism totally ignores the closely monitored and worthwhile Projects being conducted by the Uganda Government with World Bank assistance, and the relationship agreed between GDP and Defence expenditure which is also, even according to the original Panel, closely monitored by the Breton Woods Institute. Uganda's response to the original Panel Report contains a table that shows Uganda's Poverty Alleviation Expenditure (which is the main area for support) to be increasing annually, in addition to the donor PAF expenditure, which it exceeds by a great margin. The original Panel's conclusion does not stand up to close examination.

22.5.3. Transit Countries

As this Commission has said elsewhere, it is difficult to understand how the original Panel can expect a transit country to have in mind the considerations which so concerned the original Panel. Uganda is criticised for using Mombasa and Dar es Salaam to export natural resources: so far as this Commission can see, Uganda, as a state, did not export any resources whatever. It may be that firms in the Congo or Uganda used Uganda and Kenya as transit countries to export to their customers abroad, but that is an entirely different matter which is irrelevant under this heading. So far as this Commission can see, with some slight exceptions, such as the recent refusal under CITES to transit 200 kilograms of worked ivory which had been exported from the Democratic Republic of Congo as Works of Art, Uganda is bound to allow transit of goods (See Right of Passage through Territory of India (Portugal v India) [1960] I.C.J. Rep. Again there is little in this criticism by the original Panel.

22.6. The pivotal role of leaders

22.6.1. President Museveni

The original Panel in Paragraph 201 accuse President Yoweri Museveni of complicity in the exploitation of the natural resources of the Democratic Republic of Congo and the continuation of the war in that country on three grounds, namely his alleged policy towards the rebel movements, his attitude towards the Uganda Army and the protection provided to illegal activities and their perpetrators. On his alleged policy towards the rebel movements, the original Panel alleged in Paragraph 202 that President Museveni has shaped the rebellion in the area

controlled by Uganda according to his own political philosophy and agenda of a more centralised authority and being prepared to intervene only when major problems arise, even though he has a good knowledge of the situation on the ground.

This Commission thinks that matters pertaining to the President's political philosophy and agenda are beyond this Commission's terms of reference and not suitable for the enquiries which this Commission has been asked to conduct. However, President Museveni has publicly declared on many occasions that the internal administration of the Democratic Republic of Congo is for Congolese themselves, so long as the security concerns of Uganda are addressed.

It was for this reason that General Kazini was reprimanded for meddling in the local administration in the Democratic Republic of Congo.

President Museveni has been accused in Para 203 of not taking action against Nyamwisi and Tibasiima for alleged embezzlements of \$10 million and \$3 million respectively. This Commission thinks the accusation is misconceived as the President of Uganda has no jurisdiction over Congolese Nationals or rebel leaders for that matter.

In the same Paragraph 203 President Museveni was accused for not taking action about an alleged collusion between Trinity Group and Tibasiima and its impact on collection of customs duties. It is also clear from later evidence from the Hon. Wapakhabulo, the Nairobi witness, and Dr Professor Wamba that the operations of Trinity, and transparency in Financial matters was the subject of many diplomatic meetings hosted by Uganda, and the root cause of the attempt to bring together RCD- Kis and MLC. Here again this Commission wishes to point out that the original Panel was ill advised to accuse President Museveni as he had no jurisdiction over the actors alleged in the collusion. The same might be said in relation to Paragraph 204.

President Museveni has again been accused in Para 205 for having allowed members of his family namely General Salim Saleh and his wife who are alleged to be shareholders in Victoria Group and Trinity to carry on business activities in the occupied zones of the Republic of Congo undisturbed.

This Commission has evidence on oath that Victoria Group does not exist in Uganda. The original Panel report quotes Victoria Group as a company with its

Headquarters in Kampala. This Commission called for every single company file registered in Uganda containing the words “Trinity” or “Victoria”. None of them bore any relationship to either of these alleged companies, and none of the shareholders of the companies found were in any way familiar. This Commission’s enquiries bear out the evidence. Therefore General Salim Saleh and his wife could not have been shareholders in a Ugandan Company as alleged. Nor could Lt Muhoozi. One Company called Victoria Diamond SPRL has been traced. It has a Lebanese and a Ugandan, whose names have not been mentioned throughout, as Shareholders and Directors, but it is registered in Goma in the Democratic Republic of Congo, not Kampala. Although this Commission has shown that General Kazini and Jovial Akandwanaho had connections with Victoria’s operations, these operations were conducted in secret, and no connection with his Excellency the President has been shown in the case of Victoria.

There is also evidence on oath that Trinity is a dubious company established by the rebels in the Eastern the Democratic Republic of Congo to generate funds by pre-financing to organise their campaign against the Kinshasa Government. The affidavit of Iddi Taban is quite clear on that, and agrees with the sworn evidence of Sam Engola. General Salim Saleh and his wife have said that they have no interest in that company. Unlike the case of Victoria, there is no reason to disbelieve them, although the evidence of the Nairobi witness is enough to raise great suspicion in respect of the secret participation Salim Saleh. Consequently it was wrong for the original Panel to accuse President Museveni for allowing the two companies to operate in the Democratic Republic of Congo undisturbed.

Therefore the original Panel’s conclusion in Para 206 is misconceived and unwarranted, and consequently there is no basis for the original Panel’s accusation in Paragraph 211 that President Museveni is on the verge of becoming the godfather of the illegal exploitation of the natural resources and the continuation of the conflict in the Democratic Republic of Congo. There is no evidence to suggest that he has given criminal cartels unique opportunity to organise and operate in the Democratic Republic of Congo.

5. PANEL'S CONCLUSIONS AND FINDINGS

23. MINERAL RESOURCES

In paragraph 213 the original Panel states that the conflict in the Democratic Republic of Congo has become mainly about access, control and trade of five key mineral resources, Coltan, Diamonds, Copper, Cobalt and Gold.

10 Whilst this Commission agrees that the Democratic Republic of Congo is endowed with immense natural resources, it does not agree that the conflict in the country is mainly about access, control and trade of the mineral resources. The main rebel groups in Congo are not fighting the Central Government with the aim of getting control of the mineral resources of the areas they seek to control. It is the view of this Commission that their main objective is, undoubtedly political power. The access and control of the natural resources of the area is secondary. This Commission has indicated earlier in the report that, contrary to the assertion of the original Panel, the Hema/ Lendu conflicts have nothing to do with access to and control of minerals. Rather they are about Land. It is an obvious fact and it is remarkable that the original Panel failed to see it.

24. SYSTEMIC AND SYSTEMATIC EXPLOITATION

20 The original Panel, in paragraph 214, states that exploitation of the natural resources of the Democratic Republic of the Congo by foreign armies has become **systematic** and **systemic**. It states that plundering, looting and racketeering and the constitution of Criminal cartels are becoming commonplace in occupied territories. These criminal cartels are said to have ramifications and connections worldwide.

The original Panel, in paragraphs 46 – 54, used Dara Forêt as a case study to demonstrate how a company used illicit business practices and complicity with occupying forces and Government as well as its international connections to exploit the natural resources of the Democratic Republic of Congo. This Commission has already shown that whatever the original Panel said about Dara Forêt was clearly wrong and that the investigation by the

original Panel of Dara Forêt was fundamentally flawed. The Addendum to the original Panel Report has also exonerated Dara Forêt of any wrongdoing. This casts a serious doubt on the conclusion and findings in paragraph 214, and indeed the capacity of the original Panel to sift evidence.

25. ROLE OF PRIVATE SECTORS

Paragraph 215 deals with the role of private sectors in the exploitation of the natural resources and the continuation of the war in Congo. It states that a number of companies are involved and have fuelled them directly, trading arms for natural resources. Others have facilitated access to financial resources, which are used to purchase arms. Companies trading in minerals
 10 have prepared the field for illegal mining activities in Congo. On Uganda side, two companies have featured prominently, namely, Trinity and Victoria Group. The evidence before this Commission shows that these two organisations have no Ugandan connections, although facilitated secretly by General Kazini and Jovial Akanwanaho, possibly Salim Saleh. Consequently the conclusion and findings in paragraph 215 do not seem to affect Uganda.

26. BILATERAL AND MULTILATERAL DONORS

The original Panel, in paragraph 216, states that bilateral and multilateral donors have sent mixed signals to Governments with armies in the Democratic Republic of Congo. The implication in this paragraph is that the major donors to Uganda, by contributing to poverty eradication, education and governance, have enabled Uganda to free funds for the war in the
 20 Democratic Republic of Congo.

The World Bank has been accused that, in spite of its awareness that Uganda is exporting gold and diamonds exploited from the Democratic Republic of Congo, nevertheless has promoted Uganda's case for the Highly Indebted Poor Countries Initiatives. The World Bank is further accused for permitting long-term borrowing in support of Uganda's budget, which is said to have allowed both Uganda and Rwanda to continue the conflict.

This Commission has said that the original Panel's conclusion does not stand up to close scrutiny as it totally ignores the closely monitored and worthwhile projects being conducted by the Uganda Government, with World Bank assistance, and the relationship agreed between GDP and Defence expenditure, and the fact that Uganda does not profit from transits or
 30 exports

27. TOP MILITARY COMMANDERS

The original Panel, in paragraph 217, states that top military commanders from various countries that are in the Democratic Republic of Congo needed the conflict because they have found it lucrative. They have therefore created criminal networks to takeover after the foreign armies have left the Democratic Republic of Congo. This Commission has interviewed and examined the top Ugandan military officers alleged to be involved, and is unable to exclude some of the allegations against top military commanders in the UPDF. However, where it has been possible to confirm the original allegations by evidence, this Commission recommends that Uganda relieve the International Community from the need to act against these officers, until Uganda has a chance to act against them: only on failure to do so would it be necessary for International action to be taken.

6. UGANDAN ADMINISTRATIVE ORGANISATIONS

There are areas of weakness which investigations have revealed and which are not specifically mentioned in the original Panel Report, but which are dealt with below.

28. REGISTRAR OF COMPANIES

The Companies Registry does not come well out of its investigations. As an example, this Commission considered the case of Air Alexander.

20 Air Alexander International Ltd was incorporated on 7th February 1994. For incorporation requirements the Registrar relied upon a Declaration of Compliance filed by Kasirye Byaruhanga & Co Advocates under S 17(2) of the Companies Act, on the same date, sworn by William Byaruhanga. The Memorandum and Articles referred to four subscribers,

Caleb K Akandwanaho (whom this Commission shall refer to by his more familiar alias as Salim Saleh) (31%),

Ramesh Sheth (32%)

Roy Ndisi (31%), and

Wolfgang Thome (6%)

According to a Statement of Nominal Capital dated and filed on 7th February 1994 the Nominal Capital was Ushs 2,000,000 divided into 100 shares of Ushs 20,000 each.

A Notice of Situation of Registered Office was filed just over 5 years later on 24th of March 1999: out of time for the current change : no notice had been filed 14 days after incorporation as required.

Annual Returns were filed as follows:-

Date of Filing	For AGM of	Out of date by (years)	Age of Alexander Mahuta at AGM
23.3.99	1995	4	4
23.3.99	1996	3	5
23.3.99	1997	2	6
23.3.99	1998	1	7

All these Returns show that all shares had been taken up, no shares had been paid for, and that
10 the shareholders were Alexander Mahuta (50 shares) and Caleb Akandwanaho (50 shares)

Alexander Mahuta was described as a Businessman in all the forms: at the time of the first AGM, according to the evidence of Salim Saleh he was aged 4, and was a Director of the Company. In the particulars of Directors he was described as an adult businessman. The forms are signed by Salim Saleh, and by someone for the secretary who is said to be Kasirye Byaruhanga & Co Advocates.

On the following day, 24.3.99, particulars of Directors and Secretaries under S 201(4) were filed. The Directors are stated to be :

Jovial Akandwanaho (Salim Saleh's wife)

Alexander Mahuta and

Alexander Mahuta was described as an Adult Businessman, although by then he was aged about 7.

The Company passed two resolutions at a meeting of the 4th January 1999, and filed resolutions dated 22.3.99 on that same date. The first appointed Atari Iddi as Managing Director, and the second recorded the transfer of Salim Saleh's shares to his wife Jovial. The Company resolved to make its first (apparently) allotment of shares as to 50 shares to Jovial, and 50 shares to Alexander Mahuta.

A return of allotment to Jovial and Alexander, said to have been made on 18th January 1999, (although in fact the allotment was made on 4th January 1999) was filed on 24th March 1999
10 under S54(1) of the Companies Act. It described Alexander Mahuta as a Businessman. He was aged about 7 at the time. The shares were still not paid up. It was also a little difficult to see how the Companies Registry could have accepted this, since the original subscribers to the Memorandum and Articles were still on record at the time of filing.

However, on 13th May 1999, rather belatedly, a Board Resolution was filed in respect of a meeting said to have been held on 10th August 1994: in that meeting the Board accepted the resignation of Ramesh Sheth, Roy Ndisi and Wolfgang Thome as Directors (they had never been declared as such), "and to relinquish all their shares in the Company". And that the shares be offered to Salim Saleh and Alexander Mahuta so that they could hold in equal shares : and that the shares be so allotted. No return of allotment was filed.

20 This resolution of allotment to Salim Saleh and Alexander makes nonsense of the previous return of allotment to Jovial and Alexander made and filed before the filing of the resolution. If the Company had resolved to allot shares to Salim Saleh and Alexander Mahuta in 1994, then although no return of allotment was filed getting rid of the 3 original subscribers to the Memorandum and Articles, (which is only a matter of failing to file within time), the shares were nevertheless allotted, and could not be allotted again, but only transferred thereafter. One is tempted to wonder whether that Board Resolution was in fact passed in 1994, or whether it was an afterthought, passed by a Board which was not properly constituted: it would be interesting to see a copy of the minutes. However that would be going far outside this Commission's terms of reference. It may however be of interest to others to have a
30 further look, relying on S 399 of the Companies Act.

The matter is now further confused by the Registration of a Share Transfer from Salim Saleh to Jovial of his 50 shares for Ushs 1,000,000: the shares not paid up. This Share transfer was undated, but filed on 13.5.99. There are also two other share transfers with similar effect both filed on 20th January 1999, and another return of allotment, this time not accompanied by a

Board Resolution, now allotting all the shares in the Company to Jovial and Alexander equally. And it is signed by Salim Saleh as a Director, which he continued to be despite the transfer of shares. Alexander Mahuta is described as a businessman.

And the matter is even further confused by the inclusion by the Companies Registry of two documents (which are totally irrelevant to Air Alexander) in the Air Alexander bundle. They quite clearly are misfiled, and demonstrate an inefficiency in the Companies Registry which cannot be tolerated

The first comment this Commission has to make is that the Companies Registry is not doing its job. Documents are accepted for Registration without consideration of compliance with the
10 Companies Act, and the Register itself does not reflect the current situation of many Companies. This Commission hears that efforts are being made to update the Registry, and to take action against Companies in breach of the requirements of the Companies Act.

Officers in the Registry should realise that particulars of Shareholders and Directors are extremely important, and that to allow Annual Returns to remain outstanding for 4 years is unacceptable.

This Commission would point out that in the case of Air Alexander, the Registered Office was not notified to the Registry until nearly 5 years after incorporation : since service of documents is required to be on the Registered Office of a Limited Company, how can any company be served unless the registered office can be established by search. And this is not
20 the only example this Commission has come across: there are companies who have never filed notification of registered office. This is just not acceptable.

The next comment this Commission has to make relates to fines and sentences in the Companies Act. For example the default fine for failing to notify the registered office, (which as far as this Commission can see is never exercised), is Ushs 100 per day. Thus a Limited Company can avoid service of proceedings for Ushs 100 per day: a good deal. The Secretaries for the Company say that on registration of a share transfer at the Registry (if that is necessary at all: the Company is required to keep its own Share Register), the Registrar requires a Return of Allotment relating to those shares. This reveals such an inadequate understanding of
30 Authorised Share Capital and Share Transfers on the part of either the Advocates, the Registry or both that this Commission despairs of correcting the situation.

Lastly, as a general point of law, an infant has no capacity to hold shares: although they can be held by an adult in trust for the infant. There are good reasons for this: it would not be possible for the Company to enforce a call on unpaid shares against an infant, for instance,

and here was a severely undercapitalised company. In this case, on repeated occasions Salim Saleh has represented Alexander Mahuta as an Adult, and as a Businessman in official documents. Throughout Alexander Mahuta has been a child, and could not be described as a businessman. He could not hold shares.

Now the serious consequence of this arises under S 396 of the Companies Act. It is an offence :

10

“396. If any person in any return report certificate balance sheet or other document required by or for the purposes of any of the provisions of this Act specified in the Tenth Schedule to this Act, wilfully makes a statement false in any material particular, knowing it to be false, he shall be guilty of an offence and shall be liable on conviction to imprisonment for a term not exceeding two years or to a fine not exceeding ten thousand shillings”.

While this Commission is quite sure that the continual filing of Returns of Allotment throughout the life of the Company was unnecessary, there is one exception, and that is the first Return. Returns of Allotment are filed under S 54(1), and therefore are covered in the Tenth Schedule to the Companies Act. This Return is signed by Salim Saleh, and filed by Kasirye Byaruhanga Advocates: Mr Saleh in his evidence referred to his advocates for responsibility for the offence committed. In the view of this Commission further action is required. It may be thought that this is not a sufficiently serious offence for further
20 investigation. However this Commission takes the view that over a period of more than 5 years what is in fact a one man outfit has been presented as a limited company with all the protection that that implies, and takes the matter extremely seriously.

28.1. Recommendations – Companies.

This Commission recommends that the updating of the Registry referred to above be implemented speedily.

This Commission recommends that the Registrar and the staff of the Registry should seriously accept responsibility for proactive management of the Registry and of the important actions required of Registered Companies. All current files should be checked for compliance, and immediate action taken against companies which offend
30 the requirements of the Companies Act.

This Commission recommends that fines and sentences for offences under the Companies Act be revised urgently.

This Commission recommends that, as an example of the Government's determination to rationalise the Registry, and to encourage other Companies to comply with the Act, the facts revealed by this Commission's investigation of the file of Air Alexander at Paragraph 28 above be presented to the Director of Public Prosecutions for further investigation with a view to prosecution of the responsible parties.

29. UGANDA REVENUE AUTHORITY

URA is not specifically mentioned in the original Panel report, but its functions, particularly those relating to imports and exports of goods between Uganda and the Democratic Republic
10 of Congo are of great interest to the Commission's inquiry.

In Para 72 of the original Panel Report about modes of transportation, it is stated that there has been noticeable increase in the number of aircraft utilized to transport products and arms into the Democratic Republic of Congo, while transferring out vast quantities of agricultural products and minerals, in particular to Kampala and Kigali. The increase in the use of aircraft leased by the army for commercial and non-military functions is also mentioned.

The evidence given to the Commission has shown that URA systems of controlling imports and exports are not entirely effective. In fact there are many loopholes for smuggling products to or from one country to the other.

For example one witness (Joseph Olea) from Arum told the Commission that 10 to 20 trucks
20 a day were transporting timber from Congo to Uganda without paying taxes. The trucks use feeder roads and join the main road after the customs post. While the Commission thought that the number of daily trucks was exaggerated, there was no doubt that smuggling of timber at that point was actually taking place. The efforts of the Special Revenue Protection Service in the West of Uganda appear to have had little effect. There was clear evidence from a Congolese who lives near the border in the Democratic Republic of Congo of daily smuggling of timber over the border to Uganda. This Commission believed that evidence, and suggested that further enquiries be made. The report from Special Revenue Protection Service came up with a facile explanation of the evidence which could not have been true. Since the original
30 evidence talked of up to 20 lorry loads a day (which, although probably an exaggeration of reality, nevertheless gives an indication of the scale of the problem), and since there was only one or two roads which needed policing to check the situation, this Commission has difficulty in taking the efforts of the Special Revenue Protection Service on the Democratic Republic of Congo border seriously.

The Commission was told that Uganda has five major and two minor customs posts on its border with the Democratic Republic of Congo. These are too few considering the length of the border and the poor condition of roads from the Democratic Republic of Congo. This alone is a ground for smuggling goods across the border. Allen Kagina stated that there are businessmen who try to smuggle timber by under declaring its weight at entry point, but that they are normally caught and that their penalty was deterrent. This was borne out by the evidence of one witness from whom the Commission heard during an up-country visit to Arua, which confirms the fact that policing smuggling is possible, and can work.

URA has no power to inspect any items said to be classified.

10 The procedure of importing goods is as follows:

Goods intended to remain in Uganda are declared at entry point, assessed for taxation and tax collected. Goods in transit are also declared at entry point. The container is sealed and a bond is deposited. The bond is refunded when the goods have exited.

The impression created by the URA officers who testified before this Commission, was that all transit goods do exit Uganda. This Commission was therefore surprised to read in the New Vision newspaper of 5 October, 2001 (page 65) a statement attributed to URA Commissioner of Customs and Excise, Allen Kagina that in most cases transit goods do not exit Uganda. She was called to explain this and said that she had been misquoted, that there had been a few incidents where transit goods from Kenya to Rwanda or to the Democratic Republic of Congo
20 did not reach their destination and that additional measures should be devised to eliminate such incidents. The big item investigated by the Commission was timber. Minerals have been considered but it was difficult to tell their sources of origin.

URA has admitted that it does not yet have experts who can identify the difference kind of minerals and timbers.

29.1. Recommendations: –URA

It is noted that the Uganda Government has appointed a Commission of Inquiry into the URA, which Commission will have a far closer focus than this Commission on the problems facing that body. It is suggested that this Commission's remarks on the URA be copied to that Commission for further consideration in the context of the
30 mandate of that Commission.

7. CONSIDERATION OF THE ADDENDUM

In November 2001 the reconstituted Panel of Experts produced an Addendum to the original Panel Report. This Commission has been able since, on 4th March 2002, to meet with the reconstituted Panel, and to obtain from them certain documents which have enabled this Commission to take its enquiries further forward.

In the Addendum, the following matters arise:

30. INTRODUCTION

30.1. Methodology

10 The reconstituted Panel's mandate is recited in the Introduction as follows:

1 a) An update on the relevant data and analysis of further information, including as pointed out in the action plan submitted by the Panel to the Security Council:

1 b) Relevant information on the activities of countries and other actors for which necessary quantity and quality of data were not made available later.

1 c) A response, based as far as possible on corroborated evidence to the comments and reactions of States and Actors cited in the report of the Panel

20 *1 d) An evaluation of the situation at the end of the extension of the mandate of the Panel, and of its conclusions, assessing whether progress has been made on the issues which come under the responsibility of the Panel.*

However, In Paragraph 15, the reconstituted Panel say that their investigations focused on evaluating whether changes in trends had occurred since the release of the report, and that those investigations confirmed a pattern of continued exploitation, that is, a consideration of 1 a) above, although the reconstituted Panel also adds at the end of the Paragraph that the selection of the resources upon which they focused permitted them to examine some of the reactions presented to the Report, a reference to 1 b) above.

30 This Commission had occasion to discuss this subject with the reconstituted Panel at our meeting on 4th March 2002, particularly with regard to 1 b) above, the question of a response on the basis of corroborated evidence to the comments and reactions of

States and Actors. This was a subject which was of great interest to this Commission, as the hope was that from such a consideration would come some specific allegations which could be investigated. It did not appear that the members of the reconstituted Panel who visited us were aware of, or perhaps had in mind, the response by the Uganda Government.

It became clear that the reconstituted Panel had not addressed this subject in any depth at all. The reason, with which this commission sympathises, is the lack of time. It is true that a great deal of the time of the reconstituted Panel was taken up with investigation of other countries which had not been looked at before in very great detail. An example of the reconstituted Panel's failure can be found in Paragraph 31.5 below.

This has therefore raised problems, once again problems of perception.

In Paragraph 15 of the Addendum it is made clear that there was no emphasis placed on such a review, since the reconstituted Panel say that their investigations focused on evaluating whether changes in trends had occurred since the release of the report, thereby apparently approaching their task by accepting the original Report, which has been the subject of so much criticism, as a basis.

This was an important omission from the point of view of the accused countries, and from Uganda's point of view in particular. Uganda submitted detailed, item by item responses. His Excellency the President also submitted a particularised response to the allegations made against himself and his family. These responses appear in the main to have been ignored by the reconstituted Panel. This Commission examined those responses in tandem with the relevant paragraphs of the original Panel Report, and, to take an example, in its Interim Report found no evidence whatever to back up the criticisms by the original Panel against His Excellency the President. The reconstituted Panel has done nothing to confirm or deny those allegations, which remain in the air.

The second arises from the apparent complete acceptance of the original Panel Report in the Press, the International Community and the proceedings of the United Nations Security Council. One International Donor has already withdrawn substantial Aid from Uganda on the ground of the allegations in the original Panel Report. This demonstrates that the mandate to the reconstituted Panel recited in Paragraph 1 b) above was not an unimportant issue to which the reconstituted Panel might merely refer, but an issue at the basis of the whole perception of the situation by the

International Community as regards the allegations against Uganda made in the original Panel Report, which have caused Uganda a great deal of harm. On this Commission's evaluation, allegation by allegation, there is little evidence to support most of the allegations, and none at all in respect of those against Uganda as a State, and against His Excellency the President. The reconstituted Panel's mandate was to come up with a response, based as far as possible on corroborated evidence to the comments and reactions of States and Actors cited in the report of the original Panel. The reconstituted Panel so far has failed to do so.

31. EXPLOITATION OF THE NATURAL RESOURCES

10 31.1. "Illicit" and "Illegal"

As can be seen from the title of this section, the reconstituted Panel have abandoned the use of the word "Illegal", save in referring to their mandate. This is the case throughout the Addendum, in which only the word "illicit" is used on nine occasions instead, and only once in relation to Uganda.

It is important to understand the difference between these two words. "Illegal" is defined as "not allowed by law". "Illicit" as either "not allowed by laws or rules, or strongly disapproved of by society". (Longman – Dictionary of Contemporary English).

20 In usage, "Illegal" appears to be the more uncompromising and restricted meaning of "breach of the law": the example given is "they were caught selling illegal drugs" whereas "illicit" has a wider use and more often is used in the sense of moral disapproval: the examples given are "an illicit love affair" (which would normally involve no breach of the law, but more probably would attract society's disapproval) and "illicit diamond trading", which expression arose from the days when there were no controls, and now remains in the language.

Thus an illegal action will also be illicit: but an illicit action is not necessarily illegal.

30 One wonders then why the reconstituted Panel have moved to the word "illicit", when their mandate, as the mandate of this Commission uncompromisingly relates to alleged "illegal" acts. In this Commission's view, this constitutes a movement, not only of the goalposts, but of the whole playing field, and this Commission is unable to accept the view expressed by the Chairman of the reconstituted Panel in an interview with this commission that, in view of differing interpretations, the word

illicit may be used instead of the word “illegal” in respect of the allegations against Uganda and Ugandans in the original Panel Report.

Indeed in a Press briefing by the President of the Security Council on 19th November 2001, the Chairman is reported in the following manner:

But during the second phase of the fact finding mission, the Panel discovered that whether it was legal or illegal, most of the exploitation was illicit. ‘There may be differences in style and forms of exploitation, but in the end it was illegal’ he said.

10 If correctly reported, (and this was a specific quotation in a Press briefing by the President of the Security Council), a finer example of circular logic could not be imagined.

Further in answer to a question specifically on the point of the definition of illegality, the Chairman is reported to have said:

During the first phase of the Panel, the issue was whether the exploitation was legal or illegal. In the second phase, the Panel found that the words legal or illegal became irrelevant. In the end it discovered that those who claimed to be operating legally were actually engaged in illicit activities with regard to exploitation. Also between those activities classified as legal and those classified as illegal there was a wide grey area

20 The grey area to which the Chairman refers is the area described by the word “illicit”, in the sense of strong to mere disapproval by the International Community, by whom the reconstituted Panel is mandated.

The report continued:

For example, those whom the Panel thought were illegal were not denounced by the Democratic Republic of Congo Government – in fact the Democratic Republic of Congo dealt with them to allow the continuation of the activity

30 Just such a case was the operation of Dara Forêt as found by the reconstituted Panel. In Paragraphs 72 to 73 of the Addendum, the reconstituted Panel found that Dara Forêt had complied with all the regulations in effect and was recognised by the Kinshasa Government. As an entity therefore, the reconstituted Panel was forced to recognise that Dara Forêt had to be accepted as legal. Nevertheless, in interviews with

this Commission, representatives of the reconstituted Panel continued to be critical of Dara Forêt, on the basis that chopping down trees was not a good thing, that is, it is frowned on by the International Community. This was why the original Panel continued to think that the operation was illegal. However, it was not illegal: it was illicit in the eyes of the International Community: perhaps not even illicit, however, in the eyes of the schoolchildren who sit at the desks the timber might be made into. Therefore, Dara's operation, while clearly exploitation of the natural resources of the Democratic Republic of Congo, was not illegal exploitation, because Dara was not forbidden by the law administered by the Kinshasa Government or the
10 controlling rebel administration, nor by International Law, and therefore should not have been criticised in the original Panel Report, or used as a basis for criticism of the Uganda Government or His Excellency the President. This Commission has in mind such questions under its specific Terms of Reference, which are based on the findings of the original Panel.

The matter becomes even more complicated when the reconstituted Panel approaches Governments with requests to assist on curbing the transit of "illegal goods", as it has done. This phraseology raises all sorts of impossible questions. It is not the item itself which is illegal, but the manner of dealing with it. A diamond, for instance is not innately illegal, but to smuggle it out of a country without paying duty where
20 applicable is an illegal transaction with it. So the first question Governments are likely to ask is "what goods do you mean?" According to its own definitions, this is a question the reconstituted Panel will be unable to answer.

This Commission has the temerity to suggest what is in fact going on. It is not hard to define what is illegal: there will be some law somewhere, whether national or international which forbids the doing of the act, and Panels of Experts or Commissions such as this will be able to quote it.

In the reconstituted Panel's grey area, the area of the "illicit", what is being considered is the quite proper international disapproval of areas of excess: for instance, pollution leading, we are told, to holes in the ozone layer: or stripping of the
30 tropical rain forest: such matters, hopefully, become the subject of international agreements, such as CITES, which control excesses on an International level, and these agreements become part of the International Law. But until such agreements are concluded, actions properly described as "illicit" are not yet "illegal" by any standard.

The problem has arisen from the mandate of the original Panel of Experts, which was in part:

To follow up on reports and collect information on all activities of illegal exploitation of natural resources and other forms of wealth of the Democratic Republic of Congo

10 What the reconstituted Panel appears to have come to realise is that the International Community is surely most interested in trying to find a way to control excesses, particularly in conflict situations, and that in that task, the question of whether actions are legal or illegal is irrelevant: the function of the United Nations and the Security Council is to identify excesses (the original Panel's grey area) and then to find ways of controlling them by negotiating the necessary agreements to establish legality or illegality, as has been done in relation to Sierra Leone's diamonds.

In International Terms, the question of, and inquiries into, whether actions were legal or illegal are for the ICJ: in National Terms for the National Courts. To establish a Panel of Experts to look into "illegal exploitation" was to place that Panel into an inappropriate prosecutorial stance, a stance that the original Panel adopted with a will, and that the reconstituted Panel is quite rightly in the process of renouncing

20 Put in that way, possible solutions begin to present themselves, such as import, transit and re-export quotas for timber and minerals, although the question of diamond smuggling is much more complicated, and can probably only be resolved by International negotiation to control purchases by end users. It also begins to be clear that to ask the original Panel to investigate "illegal exploitation" was counterproductive, forcing Governments into defensive, rather than co-operative positions in dealing with the real problem, that of excesses in war situations.

31.2. Coltan

In the Addendum there is no criticism of Uganda in respect of exploitation of Coltan. There is only a reference in Paragraph 20 to a Ugandan-owned freight Company transporting coltan through Kigali, an allegation for others to consider.

31.3. Gold

30 The reconstituted Panel recite the well known fact that artisanal gold mining continues on a large scale. The Addendum states:

10 *27. The original Panel's report sheds light on the gold mining activities carried out by the Ugandan army, which assumed control of this gold-rich area. The sharp rise in Ugandan gold exports, which also exceeded national production, was given as further evidence that this gold is transported by UPDF elements to Kampala, from where it is exported. The Government of Uganda contested the findings of the original Panel in its report, attributing the increase in its exports to 1993 policies liberalizing gold sales and exports, where the revamped policies permitted artisanal miners in Uganda to keep hard currency earned from sales. Officials claimed that as a result of the ease with which gold can be smuggled, Uganda became the preferred destination for gold produced by artisanal miners in the surrounding region.*

20 *28. The discrepancy between the gold export figures registered by the Ministry of Energy and Mineral Development and those recorded by the Uganda Revenue Service was attributed to the fact that the Ministry's figures reflect the quotas set for the production of the Ugandan export permit holders. These permit holders can buy from artisanal miners, the total of which appears on the export permits. While small-scale smuggling may in part explain the discrepancy in Uganda's production and export figures, the original Panel has evidence that artisanal gold mining activities in the north-east by UPDF and RCD-ML, as well as the short-lived rebel coalition FLC, have continued. In the Kilo-moto area for example, operations at the Gorumbwa and Durba sites are under the control of UPDF and RCD-ML. The Malaka site reportedly employs 10,000 diggers and generates amounts of gold valued at \$10,000 per day. Gold produced is still being sold through the Victoria comptoir in Kampala.*

30 The original Panel Report quotes a figure of only 2000 artisanal diggers operating at Kilo Moto, producing sufficient gold to "pay off" up to 2 kg of gold a day. The reconstituted Panel gives no account for this inflationary figure, which raises suspicions of exaggeration by the original Panel's informants. The reconstituted Panel do not deal with this problem. There is another example of such exaggeration relating to the "skimming" by Mbusa Nyamwisi of taxes, dealt with at Paragraph 32 below of this report.

This Commission has dealt with Gold at Paragraph 21.1 above. As with diamonds, there are no import figures of gold, which, if it is sourced in the Democratic Republic of Congo, is clearly being smuggled. There is something in what the reconstituted Panel say, with regard to gold being sold through Victoria, who were licenced in respect of gold as well as diamonds, and this Commission is unable to exclude this possibility.

31.4. Copper and Cobalt

There are no allegations which involve Uganda in respect of these minerals. This Commission has drawn attention to the situation of Kasese Cobalt Ltd in Paragraph 21.6 above. The company has now ceased to function.

31.5. Diamonds

The reconstituted Panel say:

Diamonds from artisanal mining in northern Kisangani area have provided a source of revenue for the rebels, RPA and UPDF for the continuation of the conflict. The high combined taxes imposed by the RCD-Goma rebel group and RPA ultimately resulted in diamonds mined in this area being redirected to Kampala, where lower tax rates prevail.

The reconstituted Panel continue to quote the same figures from the Diamond High Council as were used in the original Panel Report, and to draw the same conclusions as the original Panel.

This Commission has dealt with the question of diamonds at Paragraph 21.2 above of this Report. Its conclusions are undeniable: there are no import figures for diamonds, nor transit figures. Diamonds are therefore quite clearly being smuggled through Uganda, and declared as sourced in Uganda by the smugglers on arrival in Antwerp. This Commission has evidence of one such transaction, privately conducted. That being so, since no tax is paid in Uganda, it is difficult to understand the relevance of lower tax rates in Kampala, how the Ugandan Treasury benefits, and how the UPDF is able to use the proceeds for the continuation of the war, as the reconstituted Panel claim. Tax paid in the Democratic Republic of Congo would be paid to rebel authorities, who would be able to use the money for the continuation of the war. This, however, would not be a matter to be laid at Uganda's door, although it is true that there is cause to believe that some top Commanders were secretly profiting for themselves from "Security Funding", a different matter.

This point is a specific example of the unfortunate failure of the reconstituted Panel to carry out its mandate, as mentioned in Paragraph 1 b) above. The response of the Uganda Government to the original Panel Report raises exactly this point, and the investigations of this Commission have confirmed the likelihood that the response was correct.

31.6. Timber

The reconstituted Panel complain that although timber is exported through Kampala to Mombasa, the Government of Uganda denies that timber is transited through Uganda. In the meeting with the reconstituted Panel, it was made clear that in their interviews, information such as this had mistakenly been given to the original Panel by a senior Ugandan Government official, but this Commission has discovered such information is quite wrong. URA has provided this Commission with transit information for Timber, and also import figures both from the Democratic Republic of Congo. It is difficult to understand how this misunderstanding has arisen, but a
 10 misunderstanding it certainly is. If only referring to the data from Dara Forêt, there is clear evidence of transit of timber: and this information was no doubt provided to the reconstituted Panel during their interview with Mr Kotiram. It certainly was provided to this Commission from that source, and finally from URA. There was without doubt, constant transit of timber through Mpondwe, and transit and import through Arua.

32. ALLEGATIONS AGAINST UGANDA IN THE ADDENDUM

In Paragraph 95 of the Addendum, the reconstituted Panel acknowledge what Uganda has said all along, that it had legitimate security interests which prompted its military intervention in the Democratic Republic of Congo. The Addendum acknowledges
 20 that there has been a significant withdrawal of UPDF troops, resulting in the perception that exploitation activities have reduced.

In paragraph 97 of the Addendum it is stated that while the effect of the original Panel's report and the significant withdrawal of UPDF troops have given the impression that the exploitation activities have been reduced, they are in fact continuing. It alleges that commercial networks put in place by Ugandan Army Commanders and their civilian counterparts that were described in the original Panel's report are still functioning in Orientale Province and Kampala. It cites, in particular, Trinity and Victoria Companies as examples of Commercial networks that are still actively exploiting diamonds, gold, coffee and timber from the Democratic
 30 Republic of Congo.

The two named companies have no direct Ugandan connection. Trinity was set up by the rebel leaders in control of the Oriental Province to generate funds to finance their war efforts, although it is possible that much of the income ended up in private rebel

pockets. According to Professor Wamba and Col Otafiire, Uganda has made strenuous diplomatic efforts at the time of the forming of FLC to bring it to an end. Victoria Group is registered in Goma and operates in Isiro, Bunia, Bondo, Buta, Kisangani, Beni and other places in the Democratic Republic of Congo and pays taxes to MLC as evidenced by one of the documents made available to this Commission by the re-constituted Panel of Experts. Neither of the companies has Ugandans living in Uganda as shareholders. They are not registered in Uganda and have no registered or Branch offices in Uganda. While it is true that this Commission has found that there are Ugandans who have interests in Victoria, nevertheless those individuals have done everything to keep their interests secret. Uganda as a state is not involved in their activities.

The ownership and nationality of the Companies could easily have been ascertained from the Registrar of Companies' offices in Uganda and the Democratic Republic of Congo. That would have prevented the erroneous allegation that the two companies are owned (rather than facilitated) by Ugandan Army Commanders and their civilian counterparts. In the case of Victoria, however, this Commission is unable to exclude that possibility. Trinity on the other hand appears to be a mainly Congolese affair, in respect of which strenuous efforts have been made by Uganda to end it and therefore this Commission doubts the reconstituted Panel's conclusion.

Paragraph 98 of the Addendum states that while the Government of Uganda does not participate directly in the exploitation activities, the culture in which its military personnel function tolerates and condones their activities. It alleges that Commercial activities of Senior UPDF officers are public knowledge but does not provide any evidence of that. To prove the alleged involvement of Senior UPDF officers in Commercial activities, it cites the alleged admission by General Salim Saleh that one of his Companies had been engaged in exporting merchandise to the eastern part of the Democratic Republic of Congo and the confiscation of the aircraft that was transporting the merchandise by Major General Kazini. The paragraph also alleges that General Kazini told the original Panel about his role in facilitating the transport of Uganda merchandise to Kisangani and other areas in the Democratic Republic of Congo.

This Commission interviewed both General Kazini and Lt. General Salim Saleh about the allegation. It appears that the reconstituted Panel in the Addendum has mixed up the role of Lt. General Salim Saleh as a businessman dealing in merchandise and as an aircraft operator. As a businessman, Lt. General Salim Saleh has denied that any of

his Companies has transported merchandise to the Democratic Republic of Congo. What he admits is that some of his aircraft have been chartered by Ugandan businessmen to transport merchandise to the Democratic Republic of Congo. It was one of these aircraft that landed at Kisangani airport without clearance and was confiscated by General Kazini and ordered to return back without discharging whatever cargo it was carrying. According to General Kazini it was the role of Lt. General Salim Saleh as an aircraft operator in the Democratic Republic of Congo that they tried to explain to the reconstituted Panel in August 2001 and not his role as a businessman sending merchandise to the Democratic Republic of Congo. He said that the aircraft came to Kisangani once and never returned. Further this took place in late 1998 or early 1999, and therefore cannot serve as an example of continuing exploitation.

With regard to the alleged role of General Kazini in facilitating the transport of Ugandan merchandise to Kisangani and other areas of the Democratic Republic of Congo the explanation of General Kazini was that when UPDF first went to the Democratic Republic of Congo they found that the people of the Democratic Republic of Congo were in dire need of basic commodities, like salt, sugar and soap. The UPDF had aircraft that brought military supplies to the Democratic Republic of Congo and returned empty. The Congolese businessmen pleaded with him to allow the aircraft to give them lifts to Kampala to buy some commodities and bring back to the Democratic Republic of Congo. He appreciated their problem and so whenever an aircraft was returning empty, he allowed the Congolese businessmen to go on board the aircraft to Kampala to buy commodities and if there was space, transport them back to the Democratic Republic of Congo. He assisted the Congolese in this way until some of the businessmen had money to charter their own aircraft.

He claims that he thought, quite wrongly, that he was implementing His Excellency The President's radio message to assist businessmen to do business in the Democratic Republic of Congo so as alleviate the acute shortage of the Congolese and also establish links for the future. General Kazini seems to have thought the President meant that Congolese businessmen, and apparently Lebanese, should be facilitated as well. When it was pointed out to him that the President only meant Ugandan businessmen, and only for security as opposed to transport, he admitted his mistake but said he was only trying to be flexible in the application of the President's directive.

In the Commission's view the role General Kazini played, as indicated above, supports to some extent the allegation in the Addendum that at least he established a mechanism to promote business in the areas under the control of UPDF. We find the allegation in Paragraph 98 sustainable, but are unable to lay blame at the door of the State of Uganda.

10 In paragraph 99 of the Addendum it is alleged that UPDF officers usually conduct their business through a Congolese affiliate, on whom they bestow power and support. To prove their point the reconstituted Panel stated that they had learnt that recently Mr. Lumbala had signed two Commercial agreements bearing the signatures of UPDF Commander Kahinda Otafiire and Belgian and Austrian parties. During a working session with the reconstituted Panel in Kampala in March 2002, this Commission asked the reconstituted Panel if they had in their possession copies of the Commercial agreement alleged to bear the signatures of UPDF Commander Kahinda Otafiire. The Chairman of the reconstituted Panel replied that they had only heard about the allegation, as stated in the Addendum, and had no documentation to support it.

20 This Commission finds it difficult to understand how a Panel of such stature could make such a serious allegation against Colonel (not Commander) Kahinda Otafiire, who is now a Minister of State in-Charge of Regional Co-operation, on hearsay evidence of a single uncorroborated witness. The Commission's immediate re-action was to ignore the allegation. But in order to put matters beyond dispute, the Commission summoned the Minister to come and tell the Commission what he knows about the alleged Commercial agreements. He told the Commission that he had not signed any commercial agreement with anybody and challenged the original Panel to produce the signed Commercial Agreements to prove him wrong. He had not been asked about them by the reconstituted Panel.

30 It is also alleged in paragraph 99 that Mbusa Nyamwisi "skims" up to USD 400,000 off the tax revenues collected from the Beni Customs post at the Uganda border and shared the money with General Kazini and General Salim Saleh. This allegation has been denied by Nyamwisi, General Kazini and General Salim Saleh and constitutes a substantial advance on the original allegation. As the alleged credible, and apparently very inflationary, source of the original Panel's information was not disclosed, this Commission has no alternative but to accept their denial, particularly as the source is quoted by the reconstituted Panel as single, and is not corroborated

In view of the findings of this Commission regarding the allegations in paragraphs 97, 98 and 99 above, this Commission thinks that the original Panel's conclusion in paragraph 100 that there is a link between the continuation of the conflict and the exploitation of the natural resources and that Ugandan influential Government Officials, military officers and businessmen continue to exploit the security situation for their commercial interests, is tenuous with the possible exception of the operations of Victoria. In particular the suggestion that Ugandan influential Government Officials are involved has no basis in the text. While it is true that businessmen continue to trade in the Democratic Republic of Congo, that does not necessarily have the result of the continuation of the conflict.

33. THE LINK BETWEEN EXPLOITATION OF RESOURCES AND THE CONTINUATION OF THE CONFLICT

33.1. Recent Developments

33.1.1. Uganda

In Paragraph 57 the original Panel say:

There are indications that clashes during the past seven months in the Oriental and Kivu Regions between the Mayi Mayi, who appear to be better equipped and coordinated than before, and UPDF and the MLC rebel group have been directly related to control of coltan and gold

It is odd that, while the reconstituted Panel do not mention Uganda when considering the exploitation of Coltan, nevertheless the Mayi Mayi clashes are attributed to the UPDF's desire for coltan. As to the desire for control of gold, when talking of the clashes with the Mai-Mai, this allegation appears to be geographically unrelated.

It is therefore probable that the reconstituted Panel ought perhaps to have gone beyond relying on pure indications, and to have looked for evidence, as has this Commission. This Commission has not found any such evidence, and would have appreciated any assistance either of the Panels could have given in this regard.

33.1.2. Democratic Republic of Congo - Dara Forêt

During a consideration of the link between exploitation of resources by the Democratic Republic of Congo and the continuation of the conflict, the

reconstituted Panel point out that Dara Forêt registered as a Congolese registered Company in Kinshasa in March 1998: it will be remembered that that was at a time when relationships between Kinshasa and Kampala were good, and trade opportunities were being investigated (see Paragraphs 14.2 and 14.3 above). Then in June 1998 Dara Forêt was granted a logging concession from North Kivu Provincial Authority, and an exploitation licence. The reconstituted Panel found that Dara Forêt had complied with all the regulations in effect, and pays taxes as before. It is checked by local; authorities in North Kivu to see that it is complying with the terms of its licence. It was also granted a certificate of registration by the Ministry of Justice in Kinshasa.

10

This is a completely different story from that of the original Panel, whose criticisms of Dara Forêt were attributed by the Mayi Mayi for their formation, and for the kidnapping of 24 Thai Nationals working there. There is no acknowledgement of any mistake by the original Panel: this Commission has examined the whole of the so-called Case Study of Dara Forêt and DGLI, and the allegations against the Uganda Government, and His Excellency the President, and found that far from there merely being no evidence of the original Panel's allegations, those allegations were completely wrong : and the reconstituted Panel have independently agreed, on the basis of additional evidence.

20

This Commission was expecting to see a specific withdrawal of the false allegations contained in the original Panel Report: it is absent.

34. CONCLUSIONS OF THE PANEL IN THE ADDENDUM

In paragraph 143 of the Addendum the reconstituted Panel alleges that the systematic exploitation of natural resources and other forms of wealth of the Democratic Republic of Congo continues unabated. It alleges that the exploitation activities are carried out by a large number of state and non-state actors from the region and outside the region, some of whom are involved in the conflict, others not. It stated that some individuals and institutions who have been enriched from the exploitation are opportunistically making use of the current situation in the Democratic Republic of Congo to amass as much wealth as possible. And in paragraph 144 it alleges that without resolution of the broader conflict in the Democratic Republic of Congo and the region, it would be highly unrealistic to expect an end to the exploitation of the natural resources and other forms of wealth in the country.

30

This Commission agrees that exploitation of natural resources and other forms of wealth of the Democratic Republic of Congo is still continuing. The Government of Uganda has been acquitted of any wrong doing by the reconstituted Panel and no state institution has been found by it to be involved

in exploiting the natural resources and other forms of wealth in the Democratic Republic of Congo. This Commission, however, agrees that some top military Commanders and civilians have been enriched from the exploitation. This Commission also agrees that unless and until a permanent and a realistic solution is found to end the conflict in the Democratic Republic of Congo and the Great Lakes Region the exploitation will not end. It is the absence of effective state institutions and structures to maintain law and order in the Democratic Republic of Congo that have enabled the systematic exploitation to continue. However, this Commission notes the absence of the words “illegal” or “illicit” from this part of the Addendum, and therefore cannot see that these conclusions form a basis for interference or criticism from the International Community, although Uganda itself needs to look to the
 10 obvious contempt which Senior Army Officers have for civil institutions.

In paragraph 147 it is alleged that there is a link between the continuation of the conflict and exploitation of natural resources. The reason the original Panel gives is that all the parties involved in the conflict in the Democratic Republic of Congo have transformed their military operations and presence in the Democratic Republic of Congo into self financing activities, whereby no real budgetary burden is borne by the parties concerned. This allows them greater degree of freedom and no financial compulsion to end conflict. In paragraph 151 it is alleged that the actual sources for financing the war effort by all parties in the conflict remain shrouded in mystery.

While the allegations might be true of some of the countries involved in the conflict, that is not so with Uganda. In Uganda, the war was financed by the regular defence budget and any deficit was handled
 20 by the Treasury by way of a supplementary budget. This fact was acknowledged by the original Panel in paragraph 135 of its report and the policy has not changed since. This Commission has no doubt that if the original Panel had asked Uganda Government, it would have received a clear answer.

Since the reconstituted Panel agrees that the Government of Uganda did not participate directly in the exploitation activities, its military operations and presence in the Democratic Republic of Congo could not be self-financing activities as alleged in paragraph 147.

35. RECOMMENDATIONS OF THE PANELS

The original Panel in its report made a number of far-reaching recommendations which are set out in full in the original Panel Report. This Commission thinks that those recommendations, some of which in this Commission’s view are unreasonable and not well thought through,
 30 have been overtaken by the recommendations of the reconstituted Panel in the Addendum, which are more pragmatic than those of the original Panel.

35.1. Institutional

The first recommendation in the Addendum is a call on International Community to assist in formulating a plan of action on the building of State institutions in the

Democratic Republic of Congo which should be linked to the convening of an International Conference on peace and development in the Great Lakes Region. This is clearly in line with the Lusaka Cease Fire Agreement and a move in the right direction.

10 The second recommendation relates to concessions, commercial contracts and agreements signed during the era of Laurent Désiré Kabila (1997 – 2000) and subsequently in the rebel-held areas. These were to be reviewed and revised under the auspices of a special body to be created by the Security Council to address and correct all the irregularities. This Commission sees nothing objectionable with such a recommendation, which in this Commission's view will free the country from obligations arising from badly negotiated and dubious agreements.

In the third recommendation the reconstituted Panel urges the United Nations Organisation Mission in the the Democratic Republic of Congo (MONUC) to accelerate the disarmament, demobilisation and re-interrogation process in order to reduce the Security concerns of a number of states in the region, including the Democratic Republic of Congo, to a level that makes it possible for the countries concerned to negotiate among themselves the modalities of securing their borders without infringing upon the sovereignty of any state. This Commission thinks that this is a laudable recommendation within the spirit of the Lusaka Cease Fire Agreement to which Uganda is committed.

20

35.2. Financial and Technical

Unlike the call made by the original Panel to the World Bank and IMF to consider suspending their support to the budgets of the countries involved in the conflict in the Democratic Republic of Congo until the end of the conflict without regard to the effect of the measure on the ordinary people of those countries, the reconstituted Panel thinks that the World Bank, IMF and the other International donors are best placed to critically evaluate their assistance. In this Commission's view, this is a more pragmatic and humane way to deal with the matter.

30 The original Panel, in paragraph 221, recommended to the Security Council as part of recommendations on Sanctions to immediately declare a temporary embargo on the import or export of specified minerals and timber from or to Burundi, Rwanda and Uganda until those countries involved in the exploitation of the natural resources of the the Democratic Republic of Congo satisfy certain conditions. The reconstituted Panel, on the other hand, calls for a declaration of moratorium for a specific period of

time, banning the purchase and importing of precious products originating in areas where foreign troops are present in the Democratic Republic of Congo, as well as in territories under the control of rebel groups.

It also recommends that during the moratorium, countries directly or indirectly involved in the conflict in the the Democratic Republic of Congo and in particular transit countries such as Zambia, South Africa, Kenya and the United Republic of Tanzania, should review their national legislation, and pass the necessary laws to investigate and prosecute the illicit traffickers of the precious products from the Democratic Republic of Congo.

- 10 It further recommends that during the moratorium period, all technical measures such as standardisation of certificates of production, harmonisation of tax regimes and verification regulations, compilation of diamond production and trade statistics that are under consideration, should be finalised.

It was further recommended that Revenues from the resources of the Democratic Republic of Congo should be channelled through the States' budgets and that tax collection and use should be rigorously controlled to ensure transparency and accountability. This Commission has nothing against the above recommendations, which are considered reasonable and appropriate.

35.3. Sanctions

- 20 On sanctions, the reconstituted Panel has left it entirely to the discretion of the Security Council and the timing was made to depend on the Security Council's assessment of the evolution of the situation with regard to the exploitation of the natural resources as well as the developments in the Great Lakes region. This recommendation is preferable to the blanket imposition of sanctions by the original Panel without regard to the situation on the ground and the negative consequences of sanctions. However, so far as Uganda is concerned, now that troops have been withdrawn for the main part from the DRC, and although transit trade no doubt continues, there would seem to be little justification for consideration of sanctions against Uganda itself.

8. CONSIDERATION OF THE FINAL REPORT OF THE PANEL

36. METHODOLOGY

The reconstituted Panel say that owing to the nature of its mandate, gaining access to information has been difficult, but that in the end it was able to rely on information, mostly documentary evidence for its Report. The Panel claims to have made every effort to fairly and objectively evaluate the information it has gathered.

If all that is true, this Commission would ask why it has not been provided with further documentation.

- 10 The reconstituted Panel forwarded to this Commission a total of 12 documents (some with translations, one of which was a bad translation which misled this Commission severely), and a further 3 (counting attachments), were provided at the request of the Nairobi witness during the hearing in Nairobi. Of those twelve documents seven had problems as set out in Paragraph 20 above under the relevant individual actors: others were from Congolese officials, and incapable of verification. One was the statement of the Nairobi witness, kindly taken by the Panel at this Commission's request to save the expense of a double trip to Nairobi. All documents save the last were photocopies, making handwriting analysis more difficult. No documents were provided until this Commission had been working for nearly a year.

- 20 Leaving aside the question of "illegal and illicit" to which the reconstituted Panel suddenly return, countries involved in such matters all have their Constitutions to respect. In Uganda's case, the implication is that before action can be taken as required, evidence of wrongdoing contrary to the law is required. That is why the investigations of this Commission were not supposed to be a repeat of the Panel's work, but an examination of it, and why this Commission depended on the Panel to provide some evidence of its allegations, so that Uganda could take action in appropriate cases.

If a 59 page report, alleged to be based mainly on documentary evidence, resulting in allegations against 29 companies and 54 individuals, is in fact based upon 12 documents, then its basis must be very thin. The reconstituted Panel could clearly have assisted this Commission further.

37. ELITE NETWORKS

In Paragraph 98 the Panel turn to a description of the elite networks operating out of Uganda, which the Panel describe as “decentralized and loosely hierarchical”. This description seems to exclude the possibility of a network, and seems to show that the theory of a network, elite or not, is an unsuccessful attempt to fit all countries involved into the same description. There are probably separate and distinct organisations, on the basis of the evidence before this Commission, under generic names such as Victoria, or companies trading in the Democratic Republic of Congo, some of whom are entirely disconnected from the problems identified in the Panel reports: for instance Unilever, whose cocoa this Commission saw at the Military Air
10 Base. This Commission has interviewed representatives of many companies who produced copies of tax payments: Sam Engola was one of them and yet he is supposed to have been the initiator of Trinity, the archetype network, and exonerated from taxes.

37.1. Key Figures

Key figures are said to be Lt General Salim Saleh and Major General James Kazini.

37.1.1. Lt General Salim Saleh

This Commission has no evidence to prove that Salim Saleh is a key figure in any of the networks described, nor has the reconstituted panel provided any such evidence.

37.1.2. General Kazini

This Commission has found that General Kazini is involved in the Victoria network to such an extent that, on their behalf he was prepared to write what this Commission is satisfied was a veiled threat to the Rwanda supported Administration in Kisangani. (see Paragraph 20.3.1 above) To that extent, this Commission agrees with the Panel as to key figures.
20

37.2. Members of Networks

37.2.1. Col Mayombo

In support of its allegations against Col Mayombo, the reconstituted Panel supplied this Commission documents which purported to show that Col Mayombo claimed \$380,000 from RCD, through Professor Wamba, and supplied a witness who gave evidence as to payment thereof. This Commission has taken further evidence on the

matter, and is unable to agree with the Panel that this evidence is convincing. A full consideration is at Paragraph 20.6 above.

37.2.2. Col Otafiire

In support of its allegations against Col Otafiire, the Panel sent various documents to this Commission which have been considered at Paragraph 20.5 above. This Commission has been unable to rely upon them.

37.2.3. Sam Engola

Sam Engola gave evidence to this Commission. Mr. Engola was first mentioned as a Ugandan businessman working in the Democratic Republic of Congo by General Kazini. After some embarrassment, Major Katafiire was forced to admit that Mr. Engola had been travelling to the Democratic Republic of Congo on military planes. Capt Badogo was forced to admit that the plane also carried 1.5 tons of salt for Mr. Engola, on the authority of the Chief of Staff. Mr. Engola himself said that he was operating in the Democratic Republic of Congo, that he exported salt, sugar, soap, cigarette fuel, beer, jerrycans, and carried business people. He also travelled to the Democratic Republic of Congo, he said, over one hundred times. He described the prefinancing system which was set up by rebel leaders, and produced an exemption letter signed by Tibasiima: he told the Commission that he had been granted tax exemption against pre-financing payments by Mme Lotsove, Mbusa, Tibasiima and Professor Wamba, and described the problems which arose from the system for the businessman. He pointed out that he had written a letter of complaint where a pre-financing payment had been made and a letter of exemption issued but not honoured, to Professor Wamba and produced it. He also described the Trinity organisation as follows:

Sam Engola: As I told you that, it is not registered officially, so the people who run the company are the movement of Congo rebel leaders.

Lead Counsel: Which ones in particular?

Sam Engola: Tibasiima. (Let me help the Commission), as I told you earlier, the rebel group does not have the money or office or salary, now they tried to form a company called Trinity to raise money to help them meet their obligations and their finances. Now as I told you that, the government is not in the rebel territory to register a company, they just formed Trinity Investment, then they go to the Congolese business community i.e. all who were doing business in Congo. They invite us and

10

say; we want to raise money. Now when you pay money to Trinity then you get the exemption letter, that any goods under the name of Trinity is free in Congo, but you have paid. So this is prepayment of taxes. Now you find that my Congolese friends whom I know, whom I deal with, that is why they can implicate me and say that; I am among, Mr. Manu Soba signed by Tibasiima and Mr. Idi Taban, these are the rich men in Bunia. Now because Mr. Tibasiima comes from Bunia, you know, when you come from the area, you know who is who and who is rich and who can afford. So he would say; give us \$100,000 for Trinity, but there is no agreement, there is no receipt. But because he is a Minister, his signature is honoured at the border or at the Customs post, they would say; we were given a tax already for 6 months, but you have paid. But because the leaders are fighting for this money, or how to use this money or the accountability, then they mix the business community also and start saying that; they have not paid taxes, and yet you have paid. So these people have been paying money to Trinity's account which is for the movement and then they get the exemption letter and with this, they use it only for fuel, essential goods like, sugar, salt and soap, but you have paid.

In describing what he said was Mr. Engola's part in Trinity, and pre-finance, the witness
20 supplied by the panel and interviewed by this Commission in Nairobi said:

30

Lead Counsel: So what exactly was Trinity doing? How did this work within this framework that you've mentioned?

Witness: Tibasiima took charge of all the functions of Finance Minister, if my memory serves me right, between August and October 1999. Until when Wamba had to come, and established in Bunia, and during this time, there was already an analogue operation, which was operating under the name of Sam Engola. We did not understand that Tibasiima was going to take responsibility, to change the names, but to keep in place the same system. Sam Engola was going to disappear, to give way to Trinity, to pave way for Trinity.

Justice D. Porter: And who is Sam Engola?

Witness: He is a Ugandan businessman.

This Commission had difficulty in understanding how an operation similar to Trinity as described by witnesses could be operated by a Ugandan businessman, when the organisation clearly was of a nature which could only be authorised and profited from by a rebel leader, since it involved exoneration from tax against a pre-payment. The witness was unable to enlighten this Commission any further.

Any suggestion that Sam Engola was a founder or member of Trinity does not seem to make sense: what does seem to make sense is that he was, as the reconstituted Panel say, a private
40 entrepreneur trading with the Democratic Republic of Congo, but finding that the only way he could do so was to take the risk of paying the authority in control a sum to represent taxes in advance against an exemption letter (which did not always work) on an informal basis, which

system was later formalized by Tibasiima (though Tibasiima denies it). The fact that Mr. Engola, as a private businessman was trading with the Democratic Republic of Congo cannot, as has been examined elsewhere, be criticized.

It cannot be supported, on the evidence before this Commission, that Sam Engola was a member of the alleged network: the evidence does reveal that he, according to his own public admission, was conducting trade with the Democratic Republic of Congo, which cannot in itself be said to be illegal, illicit, or subject to criticism. There appears to be no reason to advise the Uganda Government to take any action against him.

37.3. Front Companies

10 37.3.1. Victoria

In Paragraph 99 the reconstituted Panel cite Victoria, Trinity, La Conmet, and Sagricof as front companies for the network.. This Commission has advised the Ugandan Government to take appropriate action in respect of those shown to have been involved in Victoria

37.3.2. Trinity

On the evidence received, Trinity is involved in tax fraud and personal theft by Congolese officials, and appears to be a Democratic Republic of Congo -based informal and unregistered organisation, headed by Tibasiima. Apart from the vague and unsupported allegation that Salim Saleh is at its head, of which this
 20 Commission has no convincing evidence, there does not appear to be any Ugandan involvement. Indeed there is clear evidence that Uganda did its best to persuade rebel leaders to establish a financial system of transparency and accountability, and promoted FLC as a means to achieve the fair distribution of funds for all purposes.

37.3.3. La Conmet and Sagricof

This Commission has considered the position of La Conmet in Paragraph 40.2 below, and cannot see that it is anything but a trading company: there is no evidence that Sagricof is any different. One would expect such companies to be involved in personnel, logistics and financing, and this cannot be considered to be
 30 a problem.

37.4. Methods used by Networks

The reconstituted Panel complain that the network relies on intimidation, maintenance of a public sector façade in the form of a rebel administration, and manipulation of money supply and the banking sector using counterfeit currency and other related mechanisms.

Certainly the evidence against General Kazini shows intimidation on behalf of Victoria: and his correspondence implies that without his assistance, a company trying to work in the Democratic Republic of Congo would run into all sorts of problems with the UPDF, whose Commanders were warned off Victoria by General Kazini. This evidence also shows that an attempt was being made to control the various administrations, including those who had no alliance with Uganda, and this Commission therefore agrees with the reconstituted Panel that a façade in the case of Victoria was being used.

As to manipulation of the banking sector, there is no evidence before this Commission, or in the text of the Final Report of the reconstituted Panel, to support these allegations.

37.5. Intimidation and use of force by UPDF

In Paragraph 101, the reconstituted Panel deal with the networks' use of the UPDF through intimidation and the threat and use of force. This Commission's finding on intimidation is dealt with in the preceding paragraph. In the case of gold, there is clear evidence of occupation of gold producing areas, though not originally for the sole purpose described, and the subsequent armed interference with artisanal production. As to the collection of taxes, there seems to be a dichotomy: on the one hand the reconstituted Panel complain of the pre-financing operations of Trinity, while on the other they accuse the networks of collecting taxes to generate revenue for the UPDF. This commission doubts, as it has said elsewhere in this report, that if such a thing is occurring, that it is a policy of the UPDF. On the other hand, individual officers have been shown to be only too ready to charge for "Security services", and General Kazini found it necessary to direct them to refer such matters to himself.

30 38. TRAINING OF PARAMILITARY FORCE

It is alleged in paragraph 102 that in anticipation of Uganda's agreement to withdraw all UPDF troops from the Democratic Republic of Congo , except for a reinforced battalion in

Bunia and a small number of units on the slopes of the Rwenzori Mountains, a paramilitary force is being trained under the personal authority of Lt. General Salim Saleh which is expected to continue to facilitate the commercial activities of UPDF officers after UPDF have departed. It is said that the paramilitary group is drawn from dissidents from Jean-Pierre Bemba's MLC, members of the Uganda-supported RCD-Congo including its leaders Professor Kin-Kiey Mulamba and Kabanga Babadi and others in the north – eastern Democratic Republic of the Congo who had supported UPDF in the past. It is said that Mr. Heckie Horn, the Managing Director of Saracen Uganda Ltd and Lt. General Salim Saleh are jointly supporting the paramilitary group. It is also said that Mr. Horn provides military
10 training and arms to the group. The Panel do not say where this is taking place.

It is further said in paragraph 103 that Lt. General Salim Saleh and Mr. Horn consulted President Joseph Kabila to obtain support for this covert operation, whose primary objective had been to replace Mbusa Nyamwiisi with Roger Lumbala as head of RCD – K/ML in order to ensure access to the diamond-rich areas around Buta and Isiro controlled by Mr. Roger Lumbala's rebel group, RCD-Nationale, whilst their long-term objective is to bring about the downfall of Jean-Pierre Bemba. It is further said that the ultimate aim of the group is to confront RCD-Goma and Rwanda after it had obtained increased members and training.

The Panel agrees that when it interviewed Mr. Horn he denied categorically that he was involved in any such covert operations with Lt. General Salim Saleh. In spite of Mr. Horn's
20 denial, the Panel included the allegation in its report to make it appear that it was true without indicating why it disbelieved Mr. Horn. It did not interview Salim Saleh on the subject.

This Commission has received sworn evidence from both Mr. Horn and Lt. General Salim Saleh on the issue. Mr. Horn has categorically denied the allegation. He said that he has personally never been to any part of the Democratic Republic of Congo. The nearest the company, Saracen Uganda Ltd, of which he is a Managing Director, has been to the Democratic Republic of Congo is along the banks of Semliki River where the company is providing security services to a company that is doing oil exploration. Semliki River is on the border between Uganda and the Democratic Republic of Congo.

Lt. General Salim Saleh admits he has 50% shares in a company called Special Services that
30 has 25% shares in Saracen Uganda Ltd; 75% of the shares of Saracen Uganda Ltd is owned by Saracen International. Lt. General Salim Saleh consequently owns not 25% of Saracen Uganda Ltd, but 12.5%. Lt. General Salim Saleh told the Commission that neither Mr. Horn nor Saracen Uganda Ltd is involved in any covert operation with him in Democratic Republic of Congo or elsewhere, and that he has never been to Congo with Mr. Horn. He, however,

said that as part of the efforts to try and bring peace between Uganda and Democratic Republic of Congo, he has been given a special assignment by the President of Uganda to reorganise the Congolese rebel deserters whom he has gathered at Namboole near Kampala, so that they can be sent back to Kinshasa. That is the only force he was in touch with. The force was neither a paramilitary group nor a covert operation. What he is doing has the support of the President of Uganda, and of President Kabila. He said that he appeared before this Commission on 30th October, 2002, only two days after he had returned from a visit to President Joseph Kabila on the issue.

The Commission visited the Sports Hotel at Namboole where it observed a large number of families living, identified to this Commission as soldiers from rebel groups in the Congo, the same groups as mentioned by the reconstituted Panel, and Salim Saleh. These soldiers and their families were under the care of Pan Afrikan Center for Strategic and International Studies. There was no sign of any military training, and the only sign of security was two guards on the gate coming, not from Saracen, but from Interid. There was information that, spread around Kampala were other groups totalling some 500 ex-rebel soldiers in all. Visits to the Project, which was being handled by Salim Saleh, had been made by a Minister and others from Kinshasa, and also the Charge d'Affaires from the Embassy in Kampala. The desire of the participants was to go back to Kinshasa as soldiers for the Kinshasa Government. This appears to be a genuine project, supported jointly by the Uganda and Kinshasa Government.

There is no evidence of any other group being trained in Uganda or the Democratic Republic of Congo for such purposes, and since the reconstituted Panel have not revealed their source, nor where the alleged paramilitary training is taking place, there is nothing further this Commission can do to investigate this allegation.

To quote Mr Horn:

30

If I may say something; I just feel that it's extremely irresponsible for people to make allegations like this without any proof. And I can say we are supplying work to 1300 people in this country. This can have a tremendous ripple effect within the commercial market. Our clients can turn around and say, look at what Saracen is doing. And that's one of the reasons why I am standing here today, is again I want to categorically deny these things, we are not selling guns in the Congo, we are not training rebel groups in Congo, I've never been inside the Congo, we are a commercial security company. And I want to protect the company as well as the people working for the company. Because to put 1300 people out of work because of malicious rumours I think it is very, very unfair. From what is supposed to be a responsible panel organisation - or whatever you want to call it.

It is of course possible that there is some secret paramilitary group being organised and funded by Lt. General Saleh as the Panel describe. It is also possible that the group Lt General Saleh has told this Commission about at Namboole and elsewhere in Kampala is the group to which the Panel refer. From the Panel's report, it is impossible to tell whether they and Lt General Saleh are talking of the same group. If they are, then the Panel has clearly been misled by its sources. If not the matter could have been cleared by specifying where the group was being trained: either the Panel or this Commission could have then visited the area, when the matter would no longer have been in issue. Now that there has been a general withdrawal of UPDF troops, without evidence of such a paramilitary force, the Panel's theory of networks
 10 under the continuing control of the UPDF is considerably weakened.

This Commission therefore has no reason to disbelieve Lt. General Salim Saleh and Mr. Horn: indeed the composition of the people collected at Namboole derive from such disparate rebel organisations according to the Panel that that fact alone gives support to his evidence.

It also follows that, if there is no training of a paramilitary force to take over from the UPDF when the UPDF leaves, then the case for the establishment of networks controlled by UPDF becomes even thinner.

39. TAX EXEMPTIONS

In Paragraph 104 the reconstituted Panel refer once again to tax exemptions. On the evidence the probability is that tax exemptions arise from pre-financing deals. Those not directly
 20 involved would only see the letter of exemption, particularly in cases where it is said that those payments were made to Trinity or others, and disappeared into a Congolese pocket. This would give rise to a perception that the companies were benefiting, and this Commission thinks that, in the majority of cases, it is this perception upon which the reconstituted Panel has been misled to rely

As an example of the granting of a tax exoneration to Col Otafiire, at the request of the witness interviewed in Nairobi the reconstituted Panel provided him with a document which he produced in evidence. This was a letter from Col Otafiire introducing a proposed commercial operator who wanted to import petrol. It bore no request for tax exoneration: and in the circumstances, if it had, the exoneration would have benefited the commercial operator,
 30 not Col Otafiire. Col Otafiire agrees that he introduced a number of commercial operators to authorities in the Democratic Republic of Congo, and said that as Minister of State for Regional Cooperation, such things were part of his duty. If the reconstituted Panel is relying

on such letters, (and only the one example has been provided), then this Commission cannot agree with their conclusions in this Paragraph.

39.1. Local Operators

In Paragraph 105, the reconstituted Panel point out that such favours shown to Ugandan importers would affect local commercial operators badly. Obviously this would be so, where no tax was paid, but the reconstituted Panel leave out of account the pre-financing payments which the evidence, even that of the Nairobi witness, clearly shows were being collected from importers. The question of the sufficiency, and the application of these collections would be a matter which should be taken up
10 with the rebel authorities to whom they were paid.

39.2. Victor Bout

In Paragraph 107 the Panel refer to the involvement of the transnational criminal group of Victor Bout. From a list of outbound flights from 1998 to 2002 from Entebbe (which was provided to the reconstituted Panel by this Commission), the reconstituted Panel make a connection with Planet Air, which is said to file flight plans on behalf of his airlines, named as Okapi Air, renamed Odessa.

This Commission prepared the list in question from CAA log entries of flights to the Democratic Republic of Congo, and also has the incoming flights on another database. The list with outgoing flights was submitted to Mr. Raeymaekers of IPIS,
20 who was able to match up the plane registration numbers with ownership of the planes. There are 97 flights of planes said to belong to Victor Bout recorded. They have been registered by CAA individually as operated variously by ACS, Air Cess, Central African Air, Air Pass, Military and Nyota. There is only one flight recorded as of Planet Air. There are no flights for Okapi Air or Odessa.

While it is clear that planes of Victor Bout have been used extensively from Entebbe to the Democratic Republic of Congo, the connection to Planet Air and Jovial Akandwanaho is unsupported by the database to which the reconstituted Panel refer.

40. STRATEGIES AND SOURCES OF REVENUE

40.1. Coltan:

30 In Paragraph 108, the reconstituted Panel make the first specific allegations against Ugandans in respect of Coltan. In earlier reports the matter has been largely ignored.

It is too late in the day for this Commission to launch a further inquiry on this subject. This Commission would point out that the description by La Conmet, which is accused of operating within Trinity, of the gathering of Coltan, supported by their copy purchase receipt book, reveals purchase of small amounts of Coltan from hundreds of different artisans over a period of 6 months, and payment of taxes on the subsequent export. This does not reveal a coordination of the supply under Trinity.

40.2. La Conmet

The reconstituted Panel, in its Final Report, allege in paragraph 108 that Coltan has been exploited extensively in Oriental Province by various armed groups under the protection of UPDF and used a company called La Conmet as a case study of a commercial chain involving coltan in paragraphs 109 – 111. The allegation was that in March 2002, the reconstituted Panel members met with one Valentina Piskounov who, together with her husband, Anatoli Piskounov, represents and operates La Conmet from Kampala. It alleged that Ms Piskounov told the Panel that because of the collapse of the international coltan market, prices for the mineral in the eastern Democratic of Congo had dropped dramatically, but the international dealers continue to have interest in coltan from Democratic Republic of Congo due to ‘very low’ labour costs of extracting the mineral. Therefore La Conmet continue to buy coltan from its office in Butembo in the Democratic Republic of Congo. Ms Piskounov is alleged to have told the Panel that their purchase price for coltan with a 30% tantalum content was \$ 10 per kilogram, which the Company sold at \$ 17 per kilogram.

Ms Piskounov is also alleged to have told the Panel that the company’s coltan was transported by road from the Democratic Republic of Congo to Entebbe International Airport from where it was transported to Kazakhstan for processing. It is said that in addition to the profit made on the sales of the coltan, La Conmet had been granted ‘full exoneration’ for all its activities involving exploitation for the territory of Beni-Lubero in the Democratic Republic of Congo. The exoneration included freedom from paying fiscal and customs duties. The document granting the exoneration signed by Mbusa Nyamwisi, who was then Commissioner General for RCD – Kisangani on 5th January, 2000 in which General Salim Saleh is identified as the owner of La Conmet, was said to be in possession of the Panel. This Commission has not seen it.

This Commission received evidence from Ms Valentina Piskounova and her husband as well as Lt. General Salim Saleh. The evidence of the Piskounovs show that La Conmet S.P.R.L is a company registered in the Democratic Republic of Congo. It is

owned by a Uganda registered company Kullinan Finance Investment Company. Kullinan Finance Investment Co. Ltd is owned by Mr. Anatoli Piskounov and an offshore company called Term Invest Company INC, an international Business Company incorporated in the British Virgin Islands on 11th September, 2000. Kullinan Finance Investment Co Ltd owns 99% of the shares in La Conmet whilst 1% of the Shares is owned by Ituri Gold Mining Co.

The Commission is in possession of the registration documents of both companies. Lt. General Salim Saleh has no interest in any of the companies that own La Conmet. Therefore he could not be the owner of La Conmet. Lt. General Salim Saleh has testified on oath that he has no interest in La Conmet. His evidence is corroborated by Mr. and Mrs. Piskounov.

According to the evidence available, La Conmet exported only one consignment of coltan from Democratic Republic of Congo to Ulba, Kazakhstan in October 2000. The commission has in its possession receipts for taxes paid by the company to the Congolese authorities in respect of that export. Therefore it is not correct that the company was exempt from paying fiscal and customs duties.

It will be remembered that the original Panel ran into some trouble in its case study of Dara Forêt: here is another example of a problematic case study, involving a report of an interview which does not reflect the facts revealed by documentation. No doubt a complete case study would have involved looking at the documentation available from the Piskounovs, compared with the document in the panel's possession. Unfortunately the reconstituted Panel did not avail that document to this Commission, which must proceed on available evidence.

Consequently this Commission has come to a conclusion that the allegations contained in paragraphs 109 – 111 are not supported by credible evidence.

40.3. Diamonds - Victoria

In Paragraph 112 the reconstituted Panel set out briefly the information supplied to it by this Commission in relation to Victoria's diamond operations, and Khalil. This Commission has no evidence to connect Lt. General Saleh with Victoria, nor is there any evidence available upon which this Commission could act, that Victoria has been purchasing gold from local comptoirs with counterfeit money: it may or may not be so, but there is no evidence upon which this Commission can recommend any action by the Government of Uganda.

40.4. Tax Fraud and the requisition of assets

This Commission has no information on the matters dealt with by the reconstituted Panel in Paragraphs 114 to 117.

40.5. Economic exploitation and ethnic conflict.

This Commission has dealt with the ethnic conflicts at Paragraph 22.4 above. According to the reconstituted Panel in Paragraph 122, and 123, there is a Protocol d'Accord dated 22nd February 2002, signed by Mbusa Nyamwisi and John Tibasiima for RCD-K/ML, and by Col Mayombo as an official representative of the Government of Uganda. It is alleged to provide for reduction of armed conflict in Ituri, keeping a contingent in place for that purpose, with a provision for payment of the UPDF of \$25,000, and exoneration from all duties and taxes due to the rebel administration. If such an agreement exists, this Commission is astonished that the reconstituted Panel would not have supplied this Commission with a copy of it, and access if necessary to the original. It is not quite clear whether the reconstituted Panel are saying that the document, or a copy of it, is in their possession, or whether, as in another case, they had merely heard of it. The alleged document has been denied on behalf of the Ugandan Government by the Minister of Foreign Affairs, and in evidence before us by Col Mayombo. In the face of such direct evidence, this Commission cannot take the matter any further, nor make any recommendations which might be able to put into effect action based upon the allegations in these Paragraphs, other than that, if it does exist, it should be publicly renounced.

Since completion of the final draft of this Report the Ministry of Foreign Affairs requested, and was availed from the UN Panel Office, a copy of the alleged Protocole d'Accord, and in view of Col Mayombo's evidence, this Commission sent it to the handwriting expert for analysis, together with specimen signatures of the three parties who are alleged to have signed it. In respect of the purported signatures of Mr Tibasiima and Col Mayombo, the opinion of the handwriting expert is uncompromising, and matches the untutored observation of this Commission, that these signatures are clumsy forgeries. The purported signature of Mr Nyamwisi is not so obviously forged to the untutored eye,. However, the handwriting expert reports that it is highly likely that the document was not executed by Mr Nyamwisi.

In addition to the evidence obtained from the handwriting, Col Mayombo points out that it would have been crazy for the parties to execute such a document at a time when the UN Panel and this Commission were actively investigating

This Commission itself is confused as to the purpose of the document. On the face of it, it appears to be an agreement for, inter alia, payment of US\$25,000 per month to UPDF Officers, and further, exoneration from tax for the UPDF and certain airlines.

The document describes “the ally” in Paragraph 2 of the decisions, not as the Uganda Government, on whose behalf the Panel would have Col Mayombo as signing, but as the UPDF.

10 Only a little thought makes it very unlikely that the whole UPDF, from Army Commander to the lowest private, would be able to secure complete exoneration from tax on behalf of favoured companies, or indeed themselves, merely by signature, for ever more. This in itself raises doubts about the document.

Further, the agreement would be an agreement which could never be used, because it could never be made public in the event of a dispute, and therefore never enforced. This is so because, as the Final Report of the Panel shows, publication of the terms of the agreement would immediately be accompanied by an outcry from the International Community.

The purported Protocole d’Accord is a final attempt by the Panel’s informants to drag the name of Uganda as a state into the limelight for criticism. The attempt fails.

40.6. Armed Conflict and its consequences: Malnutrition and mortality

20 This Commission groups together Paragraphs 124 to 131, because in those Paragraphs the reconstituted Panel describes the horrifying consequences of war, not solely attributable to the actions of the UPDF. This Commission does not wish to minimise the seriousness of these problems, and joins with the reconstituted Panel, and no doubt the whole International Community, in decrying such actions wherever in the world they occur, and in fervently praying for peace, particularly in the Democratic Republic of Congo . So far as Uganda is concerned, any step of disengagement taken, consistent with Uganda’s border security and the Lusaka Agreement is recommended. It might also be thought that officers named in the Panel’s Final Report, whether found by this Commission to have been implicated or
30 not, should be removed from all official connection with the Democratic Republic of Congo, in order to avoid unfortunate perceptions, and further allegations of interference.

40.7. Cooperation

Under the heading “Collaboration of the Panel with the Porter Commission in Uganda”, the reconstituted Panel appear to be critical of the work of this Commission.

At the inception of the enquiries of the reconstituted Panel, this Commission was unable to obtain any documents at all from the reconstituted Panel. On one visit to this Commission, it was explained by the Panel’s Chairman that UN Panels never released their sources of information, bearing in mind protection of their sources. This Commission therefore lobbied many of the Diplomats in Kampala to exert pressure through the UN for the release of some information: and, late in the proceedings, one document with attachments relating to General Kazini was sent, whether as a result of that lobbying or not being unknown. After a successful (from the point of view of the Panel) cross examination of General Kazini, other documents were sent.

This Commission has been disappointed that more documents have not been made available, to enable it to take to task officers of the UPDF who have clearly been lying before this Commission. As an example, this Commission would have expected the Panel to have volunteered a copy of the Protocole d’Accord alleged to have been signed, amongst others, by Col Mayombo as an official representative of the Government of Uganda, referred to in the reconstituted Panel’s Final Report at Paragraph 122. Minutes of the meeting referred to in the following paragraph would also have been of great assistance. This Commission has been able to take evidence from Col Mayombo on this matter: he denies having signed any such document, and it would have been beneficial to have been able to put it to him, in order to demonstrate that he is the liar the reconstituted Panel believes him to be. In fact after completion of the final draft of this report, the Ministry of Foreign Affairs obtained a copy of the alleged Protocole, which this Commission has examined at Paragraph 40.5 above. The document is clearly, even to the untutored eye, a forgery.

Since the Panel is in the position of accuser, rather more help, in the form of ammunition for cross-examination of witnesses, was hoped for, although this Commission would immediately acknowledge the great assistance given by the reconstituted Panel in availing the statement of, and facilities for interview of, the Nairobi witness.

In respect of those documents which have had to be ignored due to the opinion of the handwriting expert, and the observation of the members of this Commission, it should

be pointed out that the opinion of the handwriting expert is supported by photographs clearly showing the problems he identified: it should also be said that a simple test by lining up a piece of A4 paper, while not definitive, can easily identify such problems before making the decision to forward such matters for expert opinion, and can even now be conducted on the exhibits available to confirm for the uninitiated what the expert has clearly demonstrated in his reports. Such evidence is not easy merely to dismiss by statement without investigation.

10 The original purpose of the Panel was to investigate allegations of illegal exploitation. It reported on many such matters, and its report was met with criticism, a great deal of which this Commission has found to have been justified. Early meetings with the reconstituted Panel reflected this, and could well have contributed to a perception of strained relations, and criticism on the part of the Panel, which at that time was composed of a majority of original Panel members. The initial refusal of the Panel to name sources or release documents certainly contributed to the difficulty of conducting this Commission.

In the Addendum, the reconstituted Panel moved from the word “illegal” to the word “illicit”. This Commission has also explained the consequences of this, both to the reconstituted Panel in meetings, and in this Report.

20 In the final Report, so far as Uganda is concerned, the reconstituted Panel appears to have abandoned the use of either word completely, contenting itself with talking of networks which in themselves, “closely resemble criminal organisations” supported by organized or transnational criminal groups.

The reconstituted Panel has clearly moved on from its original mandate to look at excesses: this Commission had dealt with this at Paragraph 31.1 above, and would not criticize the reconstituted Panel for that: it would merely comment that the Commission’s terms of reference are tight, relating to illegal exploitation of the natural resources of the Democratic Republic of Congo, and therefore the Commission could not accompany the reconstituted Panel on its wider journey.

30 Nevertheless, on that journey, the reconstituted Panel has come across additional factors which go to show that some of the criticisms of the original Panel, though denied by witnesses before this Commission, and unsupported by evidence before this Commission, were in fact right: and there is no better example than the correspondence showing that General Kazini was working on behalf of Victoria, leading to a connection with a chain of evidence referred to by the reconstituted Panel

in Paragraph 112 of their report, which evidence was supplied to the reconstituted Panel by this Commission, (although there is no acknowledgement of that).

The Chairman of this Commission communicated to the Chairman of the reconstituted Panel his satisfaction that at last it had been possible to make a finding based on clear evidence with respect to that, in the hope that once the deadlock over the supply of documentation by the reconstituted Panel had been broken, further assistance would be availed.

10 The wording of the communication, set out in the Final report, clearly shows a, perhaps inappropriate, satisfaction that finally the Commission was able to get somewhere, and to make a finding which the reconstituted Panel might have recognised as a desire fairly to investigate and confirm, according to its rules of evidence, an allegation the truth of which the reconstituted Panel was satisfied, and reveals this Commission, where evidence was available, as being prepared to support the objects of the reconstituted Panel.

This Commission was a little surprised that a personal comment such as this, revealing a conclusion apparently reached before publication of its final report, has been published in such a public way. However, what is done is done, and this Commission has found no reason to change what, by then, was a tentative conclusion.
20 No harm has in fact resulted.

40.7.1. "Concessions"

However the reconstituted Panel seems to have continued to treat this Commission with suspicion, as can be seen from Paragraph 136 of the Final Report. The evidence for this is contained only in one word, but the word is so inappropriate, and twice repeated, that it bears a certain amount of consideration.

When cross-examining General Kazini with the benefit of the three documents supplied by the reconstituted Panel, the record is quite clear that this Commission was extremely tough on General Kazini, as is its function if it is forced to descend into the arena. It accused him of lying on previous occasions. In later discussions
30 with the reconstituted Panel, this was indeed repeated.

But on neither occasion was this a "concession": on both occasions it was a comment on the situation as this Commission saw it at the time on the evidence

before it, and indeed now as it completes its Final Report. To use the word “concede” on both occasions is to imply an antagonistic stance by this Commission which it has never taken: far from antagonising the reconstituted Panel, this Commission supplied evidence of the chain which connected with General Kazini, which the reconstituted Panel has set out and relied upon at Paragraph 112. The transcript was provided with a view to apprising the Panel of what was being said to the Commission, in the hope that this would provoke some reaction in the form of documentation upon which the Panel claim to have relied.

10 Further, as the transcript (most of which has been supplied already to the reconstituted Panel) will show, this Commission has throughout done its best to expose weaknesses in the evidence of those who have given evidence before it, although it has had little ammunition upon which to base that cross-examination.

This Commission is criticized for submitting “one of the Panel’s informants to an unusually aggressive questioning designed to frighten the individual and discredit his testimony”. This Commission concedes (this time) that the session was unusually long, and points out that it offered a break to the following day, of which offer the witness did not want to take advantage.

20 However, the manner of questioning was in no way unusual, nor designed to frighten or discredit: those accused by the Panels have been treated in the same manner. That is the function of a Commission, and a method of getting at the truth established over centuries. Establishing the credit of a witness cannot usually be achieved merely by listening to what is said without testing it. The offer has always been open to the reconstituted Panel to observe or participate in the proceedings if it wished. It has not done so.

30 In the circumstances obtaining here, leaving aside technical data and similar matters, and confining the area of investigation to the involvement of Ugandans, one can expect four types of witnesses: the Democratic Republic of Congo Government supporters of various ranks, rebels and their leaders residing in the Democratic Republic of Congo, dissident rebels and Ugandans residing out of the Democratic Republic of Congo, and Ugandans who may or may not have been misbehaving in the Democratic Republic of Congo. Each of those classes can be expected to have an interest in criticizing the others, and in telling less than the whole truth. Complainants who are not prepared to make their complaints in

public should be treated with particular care. Possible mistaken perceptions should also be taken into account and challenged.

In the nature of things, the Panel would have primary access to those who were complaining about the behaviour of Ugandans, normally of the first three classes, and would, (or at least should) thereafter approach and interview those accused, that is, normally, Ugandans on the subject of the complaints. This may be an over-simplification, but that is why this Commission views the Panel as accusers, or complainants.

10 This Commission's position is different: it is tasked to investigate the allegations made by the Panel, and recommend to the Government of Uganda steps which the Government could take. In performing its task, while it has wide powers of investigation in Uganda, it has none elsewhere, and particularly not in the Democratic Republic of Congo . This Commission would in the nature of things have primary access to the fourth class, those accused who would also have an interest in criticising others and telling less than the whole truth. The best manner top resolve any differences would have been for open communication between the Panel and the Commission.

In regard to a general allegation there is little that can be done. The Uganda Government has asked in its response for specificity and supporting evidence.

20 In regard to an allegation against a particular individual, unsupported by primary evidence of a witness in complaint (which the Panel appears not to be able to avail, due to protection of its informants, a position this Commission understands in some cases), or by supporting documentation, this Commission's hands are tied. All it can do is to put the allegation to the person accused, listen to him deny it, and conclude that it cannot recommend to the Government of Uganda that further steps be taken, for lack of evidence. Sometimes the accused person, in denying accusations, provides information which can be used in cross-examination of other accused persons, which may result in a useful conclusion. Sometimes evidence can be compared with other sources, such as the databases prepared by this
30 Commission, copied to the Panel.

To simplify the matter, imagine a prosecution of a man for murder, based upon an newspaper article, with no witnesses for the prosecution, no weapon no motive and no dead body: or a civil case in which the Plaintiff files a Plaintiff but does not give evidence. These are parallel situations.

The first documentation supplied by the reconstituted Panel in respect of General Kazini, gave this commission some hard evidence upon which to come to a conclusion which supported the Panel's. Its consideration of the evidence, the documents themselves, and a transcript of the evidence taken are there for all to see.

40.7.2. Questionable documents

10 With regard to the next bundle of documents, there were problems. The documents were not received until shortly before the end of this Commission's already extended life, and in order to investigate, a further extension of 3 months was required.

This Commission has considered those documents at Paragraphs 20.3 above to 20.7 above. Unlike the first set, which General Kazini admitted writing after some of the "aggressive" questioning of which the reconstituted Panel complain, those concerned on oath said that many of the documents were forgeries. This cast the burden on this Commission of looking into the matter.

20 None of the members of this Commission profess any knowledge of the technicalities of forgery of documents, and documents which appeared suspicious were sent to a handwriting expert, in the normal course of investigation. The expert has reported: his evidence is contained in exhibits and is available for all to see. In some cases he has advised this Commission that some documents are forgeries, and this Commission has decided, on the basis of that evidence, and in some cases, due to the contents of the documents themselves, that it is unable to rely upon them. This decision was communicated to the reconstituted Panel in the spirit of co-operation, and resulted in the offer of a witness in support. This witness was interviewed (in Nairobi, with the Panel's welcome assistance), and a further witness, mentioned by that witness as one who would confirm his evidence, but who gave contrary evidence, interviewed in London.

30 In addition to the above, the Protocole d'Accord referred to by the Panel has turned out to be a definite forgery: and this adds verisimilitude to the decisions made by this Commission in respect of other questionable documents. The danger of relying on these documents cannot be dismissed out of hand, as the Panel has done in Paragraph 135 of their Report.

40.7.3. Credibility

The Panel say “The Panel’s many efforts to establish a constructive relationship with the Commission have mostly been met with attempts to dismiss its credibility”, and gives the above as examples. This Commission has been presented with evidence, has examined it, found problems with some of it, and decided that it is unable to recommend to the Government of Uganda that it can take action upon it. This should not be construed as an attempt to discredit the Panel.

10 As the reconstituted Panel say, this relationship is unique, and in the respectful submission of this Commission, eminently desirable. However, it is plain, from what the reconstituted Panel say, that without the encouragement of Member States, no working relationship could have been established. This Commission has had no such approach, and was always desirous of establishing a working relationship. The difficulty has always been the Panel’s reluctance to release information. This interpretation is confirmed by the fact that this Commission had been working for nearly a year before information considered useful by the reconstituted Panel began to be provided. This Commission takes the view that an opportunity to enable Uganda to confirm Panel allegations and to act upon them with hard evidence has been lost.

20 40.7.4. Comparative Procedures

This Commission has not questioned the Panel’s credibility as alleged: it has merely considered the evidence before it, and recorded its conclusions. On many occasions this information has been supplied to the Panel. This Commission takes the view that there are sufficient arguments over the Democratic Republic of Congo and would have preferred not to have to enter the lists. However, in view of Paragraph 135 of the Final Report, this Commission would ask, in view of its own consideration of the evidence, whether the Panel is right in saying that “reliable witnesses have testified to their (letters) validity”. Are the witnesses truly reliable? Did the Panel ever entertain any doubt of it, or test the witnesses and the documents as has this Commission, whether aggressively or not?

30

Is the Panel right, by saying that this Commission “has submitted other documents signed by ranking officials to handwriting analysis to imply that they may be forgeries”, to suggest that this Commission has by some underhand and unfair

means cheated the Panel out of the ability to rely on documents which appear to be at the basis of the Panel's case against certain officers?

How can the Panel say "The analysis of those documents, however, suggests that the signatures were probably genuine." What analysis? By whom? How does it compare with the expense, care, effort and time spent by this Commission on this subject? Is it available to the public for assessment, as are the evidences and the deliberations of this Commission?

10 This Commission takes the view that, if documents are shown on the evidence to be questionable, they should not be relied upon either by this Commission or by the reconstituted Panel.

As to the matter raised by the Panel, relating to its credibility (considered at Paragraph 40.7.3 above), or, as this Commission would prefer to put it, the credibility of its Report, it is only necessary to refer to the unfortunate matter of the forged Protocole d'Accord to form an opinion on the matter. The whole report of the Panel is undermined by the failure of the Panel to deal with this problem, since if the Panel can be so badly misled by one informant on a subject so strongly relied upon in their Report, it cannot be ruled out that the same has happened in other areas.

40.7.5. Powers of the Commission

20 Lastly, the reconstituted Panel, in Paragraph 137 have set out what it conceives to be the position of this Commission. Unfortunately, there are some misunderstandings. Commissions of Inquiry report direct in confidence to the Minister who called them, in this case the Minister of Foreign Affairs. It is a matter for that Minister to decide whether to publish the report or not. In this case the Minister is on record, sight unseen, as saying that it will be published. His Excellency the President, on behalf of Government, has said publicly that action will be taken on recommendations in the report. If a report contains recommendations for investigation with a view to prosecution, it is a matter for the Minister involved to decide whether the recommendation for prosecution is
30 justified, and if he does, then he will forward the papers to the Director of Public Prosecutions who has a Constitutional discretion to initiate a prosecution.

The Final Report also states that this Commission has no powers to obtain military records and documents from the Defence Ministry. This is not so, and indeed this

Commission has obtained sheaves of information from such sources, included in the exhibits. Therein lies the problem. There is too much information. What this Commission was trying to get over to the Panel was that in order to make meaningful requests for such records and documents, that is, to narrow the field, this Commission needed documents in support of the Panel's allegations, and that there was no purpose in making such requests without such documentation. This was a problem in communication which was probably the fault of the Chairman of this Commission in trying every tactic to obtain documentary evidence from the reconstituted Panel, which is regretted.

10 **40.8. Agreement in General**

Nevertheless, leaving aside details and personalities, in general this Commission and the reconstituted Panel are not so far apart. There is agreement that the original Panel's allegations against Uganda as a State, and against President Museveni were wrong. There is agreement that officers to a very senior level, and men of the UPDF have conducted themselves in the Democratic Republic of Congo in a manner unbecoming. Arising from this, this Commission recommends that the ongoing Defence Review include:

- 20
- a careful assessment of the ability, intelligence, and educational achievements of, particularly, officers. Some of those who have given evidence before this Commission have barely been able to make themselves understood, even to the rank of Major.
 - A stringent examination of the capacity of the officer to fill his office as a professional soldier
 - The commitment of the officer to the defence of the State rather than self-advancement and self-enrichment, and respect for Civil Authority as required under the Constitution.

41. RECOMMENDATIONS IN THE FINAL REPORT

Many of the recommendations in the Final Report are of a wide nature, and far outside this Commission's terms of reference. Most are unobjectionable, and a valuable contribution to
30 resolution of the regional problem.

However there are problems with some of the recommendations. This Commission has in Paragraph 36 above pointed out the difficulty in complying with the recommendations in Paragraph 172, relating to phased reductions in aid disbursements, due to lack of specific evidence.

There are similar problems in the recommendations as to restrictions on business enterprises and individuals, many of whom appear in the Annexes without a word in the text to support allegations against them.

Before action is taken against companies alleged to be breaking OECD guidelines, it would be necessary to be sure that the companies involved were covered by those guidelines.

42. ADDITIONAL EVIDENCE

Since completing the final draft of this report, this Commission has been approached by a possible witness who stated that he had information which appeared to support some of the allegations made by the Panel in the Final Report. These were matters involving Col Peter
10 Kerim, Salim Saleh, Mr Horn and others. The reliability of this prospective witness was instantly in question, first because he has come so late, second because he refused to assist, or even to sign the statement taken from him without payment of a very large sum of money.

Additionally, one of the allegations he made was that Salim Saleh was using a company called Eagle Drill to pump crude petroleum from the Democratic Republic of Congo to Kasese along pipes which he had obtained from some abandoned water pipes belonging to the Government. This allegation was so ridiculous that this Commission was unwilling to take the matter further: however, one allegation relating to the possession of elephant tusks could be investigated by the Police, and this Commission set these investigations in train. At the time of writing, the investigators have been given the run around.

20 For these reasons, this Commission cannot take the matter further.

43. CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS OF THE COMMISSION

In this Commission's Terms of reference, the Commission was tasked to cover four general subjects as set out below:-

43.1. Inquiry into allegations of illegal exploitation of natural resources

43.1.1. Exploitation

There is no doubt that there has been excessive exploitation of the natural resources of the the Democratic Republic of Congo since 1998, and indeed from before that. This exploitation includes minerals, coffee, timber, livestock, wildlife and ivory, and has been carried out by foreign governments, but not by the Ugandan Government: by foreign armies under the policies of their governments, but not in the case of Uganda: by international companies (such as Unilever) and businessmen in the ordinary course of trade, operating through Uganda, mainly for export to Europe and America: by senior army officers working on their own and through contacts inside the Democratic Republic of Congo : by individual soldiers taking advantage of their postings: by cross border trade and by private individuals living within Uganda, and, for all this Commission knows, within other countries who have established contacts and assist in facilitating transport and clearance of goods through transit countries.

43.1.2. Illegality

This Commission has dealt at length with the question of illegality of exploitation at Paragraphs 11 and 31.1 above. It is clear that the paths of this Commission and of the reconstituted Panel now diverge on this point. This Commission's Terms of reference are specific as to illegality, while the reconstituted Panel are now looking at ways to stem excessive exploitation, whether illegal, illicit or merely prejudicial to the interests of the Democratic Republic of Congo when political normality returns. While this is a praiseworthy object, with which this Commission would have liked to assist, it is not within this Commission's Terms of Reference. The only matter to note is that the reconstituted Panel have almost completely abandoned allegations that what was going on in the Democratic Republic of Congo was illegal, terming it "illicit" instead. As this Commission has shown in Paragraph 31.1, this volte face removes many of the allegations of the original Panel from the need for consideration by this Commission. The Final

Report abandons any pretence of “illegal” or “illicit” in respect of Uganda until its recommendations, for instance Paragraph 172. This reference has no support in the text.

43.2. Inquiry into allegations of Mass Scale Looting and Systematic Exploitation

43.2.1. Mass scale Looting

This Commission has dealt with the allegations of Mass Scale Looting at Paragraph 15 above, and notes that the reconstituted Panel has abandoned this as a separate heading. Each specific instance given by the original Panel was considered separately by this Commission, and in most cases this Commission found that the allegations were unlikely to be true for reasons given. The outstanding matter was Looting, about which General Kazini clearly knew as he sent a radio message about it. This commission is unable to exclude the possibility that individual soldiers of the UPDF were involved, or that they were supported by senior officers

43.2.2. Systematic and Systemic Exploitation

This section of the original Panel Report contains the flawed Dara Forêt Case Study, with which this Commission has dealt at length in Paragraph 24 above, and in respect of which the reconstituted Panel have found Dara Forêt to be legally established. In the Addendum the reconstituted Panel have cleared the Uganda Government of involvement in such exploitation, and this Commission’s investigations have revealed the same. However in the Final Report, Dara Forêt resurfaces as a company which breaches OECD guidelines for Multinational Enterprises. There is no basis in the text for this allegation, and further, the Democratic Republic of Congo, where Dara Forêt is registered, (not in Thailand as alleged in the Annex III), is not a member or signatory of the OECD. Nor is Uganda. It is difficult then to understand the inclusion of Dara Forêt in Annex III to the Final Report.

In respect of the Mining sector, there were allegations of Mining Disasters caused while UPDF soldiers were using civilians to mine for them, and the imposition of a gold tax. This Commission’s investigations in Paragraph 16.2 above reveal that there is no doubt that both RCD and UPDF soldiers were imposing a gold tax, and that it is very likely that UPDF soldiers were involved in at least one mining accident. Unfortunately investigations conducted by the UPDF were so

compromised as to be useless. There was also confirmation available of harrasment of civilians as alleged by the original Panel (See Paragraph 16.2.2 above). In this area, the UPDF has revealed a lack of discipline which has shamed Uganda on the International Scene.

Under the heading of Wildlife, this Commission's investigations raised many suspicions, but due to lack of specificity in the original Panel Report, this Commission was unable to investigate sufficiently.

10 Additionally there were allegations of Monopolies and price fixing. On examination of each allegation, this Commission found nothing in these allegations.

43.3. Inquiry into Allegations of Complicity by His Excellency the President and his family

Those involved are:

- 20 • **His Excellency the President.** This Commission has examined each and every allegation against His Excellency with great care. None of the allegations are based in fact: in one case, the so-called Dara Forêt Case Study, this would appear to call for a specific admission that the original Panel was wrong.
- 30 • **Salim Saleh.** This Commission is not impressed by the denials of Salim Saleh, bearing in mind his involvement in air transport to and from the Democratic Republic of Congo. However, apart from the deception practiced upon His Excellency the President, to which this Commission has referred in Paragraph 18.3 above, there is no evidence available to this Commission to take the matter any further, though there is great suspicion arising from evidence from the Nairobi witness that Salim Saleh was involved in Trinity. There are some internal matters upon which recommendations for investigation with a view to prosecution have been made in Paragraph 28 above relating to Salim Saleh, Air Alexander and Take Air. In the Final Report, there are new allegations in relation to Salim Saleh's involvement in La Conmet, which this Commission is unable to confirm (see Paragraph 37.3.3 above), and he is also said to have been the head of Trinity, upon which the evidence before this Commission is confined to the evidence of the Nairobi witness which amounts to an unsupported undetailed allegation only.

- **Jovial Akandwanaho.** This Commission has set out Jovial Akandwanaho's involvement with Khalil's diamond smuggling ring at Paragraph 21.3.5 above
- **Muhoozi Kainerugaba.** There is nothing in the allegations against this officer. This Commission has dealt with the allegations at Paragraph 14.3 above.

43.4. Inquiry into Allegations of Involvement of Top Ranking Army Officers and other Ugandans

This Commission has found a number of areas in which the allegations of the original Panel
 10 against General Kazini are soundly based in evidence. The main area was General Kazini's
 involvement with Khalil and Victoria, dealt with at Paragraph 21.3.4 above. In the matter of
 control of his commanders in the field, investigation, follow up and disciplinary action in
 relation to complaints under this officer's area of command were suspiciously weak. There is
 no doubt that as a matter of practice "Security/Intelligence Funding" was imposed on RCD,
 businessmen and companies, or that General Kazini's regret was that his commanders were
 likely to take the money for themselves, rather than accounting to him. (See Paragraph 21.3.4
 above)

The reconstituted Panel have forwarded to this Commission two documents which involve the
 Hon Wapakhabulo, Col Mayombo and Col Otafiire in a claim that there was a payment to
 20 them by RCD Kis of \$380,000. This Commission heard evidence from a witness in Nairobi
 provided by the Panel, and another witness interviewed in London: their evidence was
 completely opposite. This Commission has considered this matter in full detail (see Paragraph
 20.6), and is unable to confirm the Panel's conclusions in this matter. This Commission
 would further comment that the two documents, one signed by Col Mayombo and the other
 by Professor Wamba appear to the handwriting expert to be genuine so far as can be told from
 a photocopy, although denied by the signatories,. This Commission is not satisfied that the
 main witnesses involved have told the whole truth. However there is no reliable evidence
 against Col Otafiire and the Hon Wapakhabulo.

There are other allegations against Col Mayombo (Paragraph 20.7 above and Col Otafiire
 30 (Paragraph 20.5 above) which were supported by questionable documents upon which this
 Commission is unable to rely.

There are a number of occasions on which this commission has found that senior officers
 have lied to protect themselves while giving evidence: those involved in the mining incidents,
 Col. Mugenyi, Major Ssonko, and Lt. Okumu as examples. Further the evidence of the liaison

officers at the Military Air Base has been shown to be untrue in respect of goods arriving at the Air Base on military aircraft.

44. RECOMMENDATIONS OF THE COMMISSION

44.1. Indiscipline of UPDF Officers

This Commission recommends that the deliberate and persistent indiscipline by General Kazini and his Senior officers throughout the Democratic Republic of the Congo as revealed by General Kazini's radio messages should be further and thoroughly investigated urgently, and disciplinary action taken (see Paragraph 13 above). Disciplinary action is recommended against those officers named in this section of the Report at Paragraph 13 above.

10 44.2. General Kazini

This officer has been mentioned in connection with a number of incidents in all the reports prepared by the UN Panels. This Commission has heard very clear evidence to confirm many of those allegations. In particular, this Commission recommends that thorough investigation and appropriate action should be undertaken in respect of General Kazini's radio instructions to his commanders not to keep any payments for security funding given to them, but to send such payments to him at TAC HQ (see Paragraph 17.4 above).

This officer has shamed the name of Uganda, and this Commission recommends that disciplinary action against him be taken by the relevant authority.

44.3. UPDF Officers conspiring to allow illegal flights

20 The Commission recommends that investigations and disciplinary action should be taken against UPDF military authorities who conspired to see that flights illegal by both Uganda Law and International Convention were falsely recorded as the flights of State Aircraft, which they were not, thereby endangering Uganda's participation in International Air Transport (see Paragraph 14 above)

44.4. UPDF and the Ongoing Defence Review

This Commission recommends that the ongoing Defence Review include:

44.4.1. Assessment

a careful assessment of the ability, intelligence, and educational achievements of, particularly, officers. Some of those who have given

evidence before this Commission have barely been able to make themselves understood, even to the rank of Major.

44.4.2. Professional ability

A stringent examination of the capacity of the officer to fill his office as a professional soldier

44.4.3. Constitutional Requirements

The commitment of the officer to the defence of the State rather than self-advancement and self-enrichment, and respect for Civil Authority as required under the Constitution.

10 **44.5. Senior Officials of CAA**

The Commission recommends that senior officials in the Civil Aviation Authority be considered for fitness, arising from their failure to see that the provisions of the Chicago Convention and the Civil Aviation Authority's Statute were followed, thereby putting Uganda's international standing in air transport at risk. (See Paragraph 14.6.3 above)

44.6. Military Air Base

This Commission recommends that the Military Air base at Entebbe be closed, or revert to civilian operation under the CAA. In any event, apart from true Military Flights, shown to be chartered by Ministry of Defence, all traffic from the Air Base should immediately stop. In that regard, it is recommended that CAA insist on production of written proof of charter
20 before clearing the flight for takeoff. Customs should maintain a full time presence at the Air Base. (See Paragraph 14.6 above)

44.7. Mining Sector

The Commission recommends that the whole question of inquiry into complaints against officers of the UPDF relating to mining sector should be looked into extremely carefully. The officers involved in this matter include General Kazini, Lt. Col. Mayombo, Lt. Col. Mugenyi, Major Sonko, Major Kagezi, Lt. Okumu. Investigations made by UPDF in respect of these complaints have been poorly conducted either purposely or through incompetence (see Paragraphs 16.2,16.2.1 and 16.2.2 above)

44.8. Lt. General Salim Saleh

44.8.1. Disobedience to the orders of the President

The Commission recommends that the disobedience shown by Lt. General Salim Saleh in respect of purporting to dispose of control of Air Alexander International Ltd., while retaining control in fact, contrary to the President's orders be further investigated for appropriate action. (See Paragraph 18.3 above)

44.8.2. Take Air Ltd

10 The Commission recommends further investigations in respect of Take Air Ltd, to trace and confirm accountability for Ushs 111 million. The Commission has been unable to complete inquiries as Salim Saleh has failed to produce the necessary supporting documentation. See Paragraph 18.4 above

44.8.3. Offences against the Companies Act

The Commission recommends that two other specific offences against the Companies Act committed by Lt. General Salim Saleh should be pursued for appropriate criminal action. (See Paragraph 28.1 above or Paragraph 20.1 above and Paragraph 44.10.4 below)

44.9. Diamond smuggling:

20 The Commission has had information which confirms the participation of Jovial Akandwanaho in the smuggling operations of Victoria. There is every indication that there is a link between General Kazini, Victoria, Khalil and Jovial Akandwanaho. The evidence which came to light during Police investigation of a robbery case opened many channels of investigations. In the circumstances, this Commission recommends strongly that this smuggling of diamonds, contrary to the Laws of Uganda, should be thoroughly investigated for further action on the basis of the evidence revealed in this report.(see Paragraph 21.3 above)

44.10. Registration of Companies

44.10.1. Updating of Register

This Commission recommends that the updating of the Registry referred to above be implemented speedily (see Paragraph 28 above).

44.10.2. Proactive management of Registration

This Commission recommends that the Registrar and the staff of the Registry should seriously accept responsibility for proactive management of the Registry and of the important actions required of Registered Companies. All current files should be checked for compliance, and immediate action taken against companies which offend the requirements of the Companies Act.

44.10.3. Revision of penalties

This Commission recommends that fines and sentences for offences under the Companies Act be revised urgently. They are currently too low.

10

44.10.4. Air Alexander

This Commission recommends that, as an example of the Government's determination to rationalize the Registry, and to encourage other Companies to comply with the Act, the facts revealed by this Commission's investigations of the file of Air Alexander at Paragraph 35.1 above be presented to the Director of Public Prosecutions for further investigation with a view to prosecution of the responsible parties.

44.11. URA

20

A Commission of Inquiry into the URA has been established. It is suggested that this Commission's recommendations on the URA be copied to that Commission for further consideration in the context of the mandate of that Commission.

44.12. Addendum to the original Panel Report

For this Commission's comments on the recommendations in the Addendum, see Paragraph 34 above)

44.13. Panel's Final Report

44.13.1. General

In Paragraph 41 above this Commission said the following

Many of the recommendations in the Final Report are of a wide nature, and far outside this Commission's terms of reference. Most are

unobjectionable, and a valuable contribution to resolution of the regional problem.

However there are problems with some of the recommendations. This Commission has in Paragraph 36 above pointed out the difficulty in complying with the recommendations in Paragraph 172, relating to phased reductions in aid disbursements, due to lack of specific evidence.

There are similar problems in the recommendations as to restrictions on business enterprises and individuals, many of whom appear in the Annexes without a word in the text to support allegations against them.

10 *Before action is taken against companies alleged to be breaking OECD guidelines, it would be necessary to be sure that the companies involved were covered by those guidelines.*

However, in respect of the Panel's general conclusions, as stated in Paragraph 40.8 above:

20 *Nevertheless, leaving aside details and personalities, in general this Commission and the reconstituted Panel are not so far apart. There is agreement that the original Panel's allegations against Uganda as a State, and against President Museveni were wrong. There is agreement that officers to a very senior level, and men of the UPDF have conducted themselves in the Democratic Republic of Congo in a manner unbecoming.*

The necessary recommendation in that regard is made above.

In Annex II to the Panel's final report, recommendations are made for a personal travel ban and financial restrictions. These recommendations involve the following (references to Paragraphs in the Final Report):

44.13.2. Colonel Burundi and LA CONMET.

30 This officer is named in Paragraph 108 only as having been involved in Coltan operations under Trinity. The question of Coltan has been dealt with in this report at Paragraphs 40.1 above and 40.2 above. The second paragraph deals with the Piskunov's of LA CONMET, who are also mentioned in the list. This Commission is unable to recommend any action against these individuals, due, in respect of Colonel Burundi to lack of specific information, and in respect of the Piskunov's due to evidence, documentation and explanations given on oath before this Commission.

44.13.3. Sam Engola

Mr Engola is named in Paragraph 98. Paragraph 98 is a catchall Paragraph describing the alleged elite networks. This Commission has no idea what Mr Engola is accused of specifically. This Commission is therefore unable to recommend any action against this individual. He is also mentioned in Paragraph 116 (with a different spelling, and as a Ugandan parliamentarian, which he is not) as being involved with illegal logging and fraudulent evacuation of wood. Paragraph 116 also names Colonel Peter Karim and Colonel Otafiire as similarly involved. These are serious criminal accusations, which require support, and at least some indication of the grounds upon which the accusations are made. These are absent. This Commission is therefore unable to recommend any action against these individuals

44.13.4. Colonel Peter Karim.

This officer is named in Paragraph 98, and for the same reason, on this ground alone this Commission is unable to recommend any action against this individual. This officer is also mentioned in Paragraph 116 dealt with above.

44.13.5. Major General James Kazini.

This officer's name figures throughout this Report, and recommendations for action by the Uganda Government have been made. It is respectfully submitted that no action by the International Community is required, pending action by Uganda.

44.13.6. Colonel Noble Mayombo.

This officer is mentioned in Paragraph 98. On this ground alone this Commission is unable to recommend any action against this individual. He is also mentioned in Paragraph 122 in relation to the forged Protocole d'Accord. No action is called for in this regard. There have also been allegations, not mentioned in the Final Report, which this Commission has investigated and found to be unsupportable.

44.13.7. Colonel Otafiire.

Colonel Otafiire is mentioned in Paragraph 98, in respect of which no action can be recommended. Also in Paragraph 104, as benefitting from tax exemptions, which this Commission has dealt with at Paragraph 20.5 above, in respect of

documents produced by the Panel upon which this Commission has been unable to rely. He also is mentioned in Paragraph 116, dealt with above. A travel ban in respect of this officer bearing in mind his responsibilities for regional Co-operation, would have far reaching consequences for Uganda.

44.13.8. Lt. General (ret'd) Salim Saleh.

This officers name has also been mentioned throughtout this Report, and recommendations made on the basis of supportable evidence. There are allegations which have been investigated, and which cannot be supported.

10 Signed by Justice D C Porter Chairman

Signed by Justice J P Berko Commissioner

Signed by John G Rwambuya Commissioner

ANNEXTURES

9. ANNEX 1: EXHIBITS

N.B Scanned copies of the exhibits are available from Ministry of Foreign Affairs on CD ROM

NO.	MARKED AS	SUBJECT	TENDERED BY
1.	BKB1/1	Minutes of Good Neighbourliness Meeting between Uganda/Zaire officials held at Rukungiri District H/Q on 9-10/6/1990.	CW/01 /01 Bernadette Kyomugisha Bigirwa
2.	BKB1/2	Minutes of Border Meeting held at Kasindi on 16/6/1993.	“
3.	SKB1/3	Protocol between DRC/Uganda on Security along common border in April 1998.	CW/01/02Steven B. Kavuma
4.	SBK1/4	Radio Message by HE President to Chief of Staff banning trading in DRC by UPDF Officers/Men on 15/12/1998.	“
5.	SBK1/5	Press report of interview with Mr. Steven Kavuma, the then Minister of State for Defence: <i>New Vision</i> , 24/11/1998.	“
6.	SBK1/6	Press reports on refutation by the army of Congo claims of UPDF forces' presence in the DRC territory: <i>New Vision</i> , 12 Aug. 1998.	“
7.	SBK1/7	Press reports of continued plane flights from DRC into Old airport, Entebbe in spite of CAA directive: <i>New Vision</i> , 16/08/1999.	“
8.	SBK1/8	Agreement for a Ceasefire in DRC (Lusaka Peace Agreement), 1999.	“

9.	JK/1/9	Photocopy of document from one Embaba, a FAC officer, to an ADF officer (captured doc. On 15/2/98).	CW/01/03 Brig. James Kazini
10.	JK/1/10	Letter from Intelligence Officer, Capt. Kasule to the Chief of Staff on allegations against Col. Kerim (interference with customs) dated 14/3/1999.	“
11.	JK/1/11	Letter of appointment by Brig. Kazini of Ms. Adele Lostove as a <i>provisional</i> administrator of Ituri province in DRC dated 18/6/99.	“
12.	KBC/1/12	Brief to H.E President Y.K. Museveni by Uganda's Ambassador to DRC (Dr. Kamanda Bataringaya Cos) on the insurgency in Rwenzori Mountains along Common Border.	CW/01/04 Dr. Kamanda Bataringaya Cos
13.	KBC/1/13	Press Article Titled, “ Uganda is in Congo Legally”, Sunday Vision, 13/09/1998, pg.9.	“
14.	KBC/1/14	Joint Communiqué Between DRC and Uganda of 1/6/1999.	“
15.	BM/1/15	Ministry of Defence Approved Estimates of Revenue and expenditure (Recurrent and Development) 1998/99.	CW/01/05 Ben Mbonye
16.	BM/1/16	Ministry of Defence Proposed Estimates 1998/99, Financial Analysis of Programme 02 and 03 as at 30/06/99.	“
17.	BM/1/17	Ministry of Defence Approved estimates of revenue and expenditure (Recurrent and Development) 1999/2000.	“
18.	BM/1/18	Ministry of Defence Proposed Estimates 1999/2000, Financial Analysis of Programme 02 and 03 as at 30/06/2000.	“
19.	BM/1/19	Ministry of Defence Draft Estimates of Revenue and expenditure (Recurrent and development) 2000/01.	“
20.	RO/1/20	Peace (SIRTE) Agreement Between Uganda, Eritrea, Chad and DRC (18/04/1999).	CW/01/06 Ralph Ochan

21	RO/1/21	UN Security Council Resolution 1258 (1999) dated 6 August 1999.	“
22	RO/1/22	UN Security Council Resolution 1291 (2000) dated 24 February 2000.	“
23	RO/1/23	UN Security Council Resolution 1304 (2000) dated 16 June 2000.	“
24	RO/1/24	UN Security Council Resolution 1323 (2000) dated 13 October 2000.	“
25	RO/1/25	UN Security Council Resolution 1332 (2000) dated 14 December 2000.	“
26	RO/1/26	UN Security Council Resolution 1341 (2001) dated 22 February 2001.	“
27	RO/1/27	Letter by Uganda's Charge d' Affaires (Fred Beyendeza), Permanent UN Mission, New York, 18/08/1999. – to PS, Min. of Foreign affairs, Uganda. Attached: - Statement to the UN by DRC Permanent Rep. to UN and the Rep.'s letter to UN security Council.	“
28	RO/1/28	Letter dated 4 may 2001by UN Sec. Gen. Kofi A. Annan to H.E., Y.K.Museveni, appealing to Uganda not to withdraw from the Lusaka Peace Process.	“
29	RO/1/29	Govt. Response to UN Panel Report	“
30	KT/2/30	Certificate of Incorporation, Memorandum and Articles of Association for TRINITY (U) LIMITED.	CW/02/01 Ketrah Tukuratire
31	KT/2/31	Certificate of Incorporation, Memorandum and Articles of Association for DARA GREAT LAKES (INDUSTRIES) LIMITED.	“
32	KT/2/32	Certificate of Incorporation, Memorandum and Articles of Association for NYOTA WOOD INDUSTRIES (U) LIMITED.	“

33	KT/2/33	Certificate of Incorporation, Memorandum and Articles of Association for ROYAL STAR HOLDING LIMITED.	“
34	PB/2/34	Application for CERTIFICAION authority in respect of Budongo and Bugoma forests dated 21 st march 2000 by Pross Balaba of DARA GREAT LAKES (INDUSTRIES) LTD., to the Commissioner, Forestry.	CW/02/03 Pross Balaba
35	PB/2/35	Application for CONCESSION in respect of Budongo, Bugoma and Mabira forests, dated 21 st march 2000 by Pross Balaba of DARA GREAT LAKES (INDUSTRIES) LTD., to the Commissioner, Forestry.	“
36	PB/2/36	3 PROVISIONAL LICENCES No 149, 150 & 351 all dated 18/09/2000 for DARA GREAT LAKES (INDUSTRIES) LTD., to Harvest and Process Forestry Produce in Budongo, Bugoma and Mabira Forests.	“
37	DNB/2/36A	3 LICENCES No 149, 150 & 351 all dated 18/09/2000 for DARA GREAT LAKES (INDUSTRIES) LTD., to Take Forest Produce from Budongo, Bugoma and Mabira Forests.	CW/02/04 Deogratius Nkeija Byarugaba
38	KT/2/37	Certificate of Incorporation, Memorandum and Articles of Association for M/S DARA EXPRESS (UGANDA) LIMITED.	CW/02/01 Ketrah Tukuratire
39	KT/2/38	Certificate of Incorporation, Memorandum and Articles of Association for TRINITY INTERNATIONAL LIMITED.	“
40	KT/2/39	Letter dated March 27, 1996 by MAYANJA – NKANGI, EDWARD ELUE & CO, to the Registrar of Companies, inquiring whether the name TRINITY HOLDINGS [UGANDA] LIMITED, was available for registration as a Company. Plus attachments including the Certificate of Incorporation.	“

41	KT/2/40	Certificate of Incorporation, Memorandum and Articles of Association for TRINITY 2000 LIMITED.	“
42	PB/2/41	Application for a Permit to Harvest Hard Wood (Cynometra Alexandria, Celtis and Pirinari) from Budongo forest dated 11 th October 1999, by Pross Balaba of DARA GREAT LAKES (INDUSTRIES) LTD., to the Commissioner, Forestry.	CW/02/03 Pross Balaba
43	PB/2/42	Letter dated July 5, 2000 by John Kotiram of DARA GREAT LAKES (INDUSTRIES) LTD., to the Commissioner, Forestry as a follow up of the subject in PB/2/41 above.	“
44	DNB/2/43	SI 56/1987 The External Trade (Export Restricted Goods) Order, 1987. Prohibits the Export of TIMBER.	CW/02/04 Deogratius Nkeija Byarugaba
45	DNB/2/44	Letter dated 25 th July 2000 by Jacques Chan of NYOTA WOOD INDUSTRIES (U) LTD, to the Commissioner of Forestry, seeking clearance for transit timber traded by their sister company, M/S DARA FOREST of Beni, Congo.	“
46	GMD/1/45	(UPDF) 2000/2001 Proposed Budget Financial Analysis of Programme 02 and 03 as at 30/06/2001.	CW/CW/01/07 Gabindade Musoke David
47	GDM/1/46	UPDF Salary Payments to units Under operation Safe Haven for: - August – December 1998; January – December 1999; January – December 2000; January – June 2001.	“
48	GDM/1/47	UPDF RCA Payments to Units Under Operation Safe Haven for: - August – December 1998; January – December 1999; July 1999 – June 2000; July 2000 – June 2001.	“
49	GMD/1/48	UPDF Aero plane Charter Payments for 1998/1999; 1999/2000; 2000/2001.	“

50	GDM/1/49	Agreement for Lease and Charter Services Between the Government of the Republic of Uganda and Uganda Air Cargo Corporation dated 26 th July 2000.	“
51	GDM/1/50	Amendment to and Renewal of the Agreement in GDM/1/49 above.	“
52	JSK/2/51	French Version of Articles and Memorandum of Association for DARA FORET.	CW/02/06 John Supit Kotiram.
53	AM/1/52	Joint Communiqué of 26/04/1998 Between Uganda and DRC, on Security along Common Border, Police Training and refugees.	CW/01/08 Amama Mbabazi
54	AM/1/53	Agreed Minutes of the Ministerial Meeting on Security and Refugee Matters Between the Uganda and the DRC held in Kampala on April 7, 1998.	“
55	AM/1/54	Statement of 23/03/1999 by Hon. Amama Mbabazi to the 53 rd Resumed Session of the UN General Assembly.	“
56	AM/1/55	Statement of 27/10/1998 by Hon. Amama Mbabazi to the Lusaka Ministerial Meeting on the Conflict in DRC.	“
57	AM/1/56	DRAFT SECURITY COUNCIL PRESIDENTIAL STATEMENT dated January 26, 2000 by Hon. Amama Mbabazi to UN Security Council President.	“
58	AM/1/56 (b)	Uganda's Reaction (Hon. Amama Mbabazi) of 30 January 2000 to 1/27 SECURITY COUNCIL DRAFT RESOLUTION ON DRC.	“
59	AM/1/57	GoU Response to UN Panel Report dated 3 rd April 2001.	“
60	KT/2/58	Memorandum and Articles of Association of VICTORIA BIOTECHNOLOGY LTD.	CW/02/01 Ketrahi Tukuratiire

61	NM/1/59	<p>Photographs Depicting Scenes of and Atrocities by Rebels Fighting Uganda Government.</p> <p>Statements made to CMI by Lt. Soko Lutaya, Lt. Col. Fenekas Mugenyi, Lt. Col. John Waswa and Col. Sula Semakula following allegations against UPDF and individual Officers, contained in the UN Panel report.</p>	CW/01/11 Lt. Col. Noble Mayombo
62	JN/2/60	Volume of Timber Production in Uganda in Cubic Metres From Mid 1997 to 2000 as Per Forestry Department Computerized Data Bank.	CW/02/07 James Ndimukulaga
63	JN/2/61	Two Copies of Letters dated 11 th October 1999 from DARA GREAT LAKES (INDUSTRIES) LTD by Pross Balaba, being Applications for Permits to Harvest timber from Bugoma and Mabira Forests Respectively.	“
64	JN/2/62	Letter dated 18 th September 2000 from Ag. Commissioner of Forestry to M/S NYOTA WOOD INDUSTRIES (U) LTD., being a reply to theirs, seeking a permit or special clearance for their transit timber from DRC.	“
65	WLA/1/63	Contract dated 19 th October 1998 Between GoU and KNIGHT AVIATION.	CW/01/12 William Luwemba Apuuli
66	MJK/1/64	Summary of Troops and Logistics Sent and withdrawn From DRC Between 1998 and 2000.	CW/1/13 Maj. Musinguzi Jones Kafiire
67	MJK/1/65	UPDF Loading Schedules for Goods Originating From Entebbe Military Air Base (Old Airport) Destined for the DRC, Contained in a File Opened on 05/04/2000 and Closed on 31/12/2000.	“
68	JJ/1/66	RESPONSE BY UPDF TO THE REPORT OF THE PANEL OF EXPERTS ON THE ILLEGAL EXPLOITATION OF NATURAL RESOURCES AND OTHER FORMS OF WEALTH OF THE DRC.	CW/01/14 Maj. Gen. J.J. Odongo

69	JSK/67	Customs Documents Relating to Imports and Exports of Timber and Minerals From the DRC by DARA GREAT LAKES (INDUSTRIES) LTD.	CW/02/06 John Supit Kotiram
70	DLK/2A/68	UPDF Loading Schedules for Goods Originating From Entebbe Military Air Base (Old Airport) Destined for the DRC for 1998 and 1999.	CW/02A/01 Lt. David Livingstone Komurubuga
71	DLK/2A/69	UPDF Loading Schedules for Goods Originating From Entebbe Military Air Base (Old Airport) Destined for the DRC for: October – November 1998, January and February 1999, March 1999, April 1999.	“
72	RB/2A/70	UPDF Loading Schedules for Goods Originating From Entebbe Military Air Base (Old Airport) Destined for the DRC for June 1999.	CW/2A/02 Capt. Richard Badogo
73	AKA/2A/71	Map (Lay out) of the Entebbe International Airport and Military Air Base.	CW/02A/04 Ambrose Akandonda Kashaya
74	AKA/2A/72	Revenues Billed and Received in Respect of Operations at Old Airport: Sept. 1998 – June 2001.	“
75	AKA/2A/73	Flight Schedules, Operations and ICAO Destination in DRC.	“
76	AKA/2A/74	Specimen of Flight Plan Form to be filled by Aircraft.	“
77	AKA/2A/75	Correspondence Between CAA and MOD on Knight Aviation (Letter dated 13/07/1999).	“
78	AKA/2A/76	Documents on Air Navette from UPDF to CAA (Letter of 7/8/1999).	“
79	AKA/2A/77	Air Service Licence Air Alexander, for Operating a Helicopter dated 16/6/1999.	“
80	AKA/2A/78	Air Service Licence for Bogol Air Services (U) Ltd. Dated 21/6/1999.	“

81	AKA/2A/79	Letter from URA to CAA dated 8/8/2001 relating to request by CAA on Timber Imports/Transit.	“
82	WB/03/80	Map of Uganda Detailing Concessions and Licences for Prospecting/Exploration of Minerals Plus Details of Concession Holders.	CW/03/01 Watuwa Bwobi
83	WB/03/81	List of Companies Licenced to Trade in Minerals.	“
84	WB/03/82	Statistics of Production and Export of Minerals – 1992– 1995.	“
85	BK/02A/83	Video Tape Recording in DRC, Showing Among Others an Interview With Ugandan Rebels of WNBF.	CW/02A/05 Bart Kakooza

86	YKM/01/84	<p>DOCUMENTS TENDERED BY PRESIDENT YOWERI KAGUTA MUSEVENI: -</p> <p>A bound file of photo copies of news paper cuttings with articles on ADF atrocities;</p> <p>Another file similar to 1 above on the MPONDWE attack by ADF on 13/11/1996;</p> <p>The President's Statement on - <i>Background to the situation in the Great Lakes Region</i>;</p> <p>The Presidents Statement on <i>Conflicts in the Great Lakes Region</i>, circulated to the U.N. Security Council, 24/01/2000</p> <p>The President's speech to the SADC FORCE, 18/08/1998;</p> <p>Record of Meeting Between the President and the UN Expert Panel on Illegal Exploitation of Resources of DRC;</p> <p>The President's Response to the UN Expert Panel Report, 02/05/2001.</p> <p>UPDF Court Martial Criminal Proceedings against RA – 134917 PTE Okello Otim Tonny for the murder of Congolese nationals in Gemena, DRC on 23/5/2001.</p> <p>A specimen of UPDF FORM NO. AC/DRC/01 filed during withdrawal of UPDF from DRC.</p>	CW/01/15 President Yoweri Kaguta Museveni
87	RC/03/85	Documents Relating to Minerals Transported out of Entebbe Airport by SABENA Airways, 1998, 1999 & 2000.	CW/03/02 Roger Carion
88	MA/03/86	BOU Data on Internal Debt and Uganda's Trading Partners, 1995 – 2000.	CW/03/03 Michael Atingi - Ego
89	JZ/3/87	Table of Revenue Collections and Growth – 1990/1991 – 2000/2001.	CW/03/04 Justin Zake
90	JZ/3/88	Annual Report for URA 1999/2000.	“

91	JZ/3/89	List of the Top 200 Tax Payers in Uganda – 1999/2000..	“
92	AK/2/90	Importation and Transit of Timber	CW/02/05 Allen Kagina
93	AK/2/90A	Re-arranged exhibit AK/2/90 plus additional material on export, transit minerals, timber, coffee, hippo teeth.	“
94	AK/2/91	Transit Timber From DRC by Grace Majoro (GCK Enterprises), via Air Navette.	“
95	AK/2/92	Transit Timber From DRC by Grace Majoro (GCK Enterprises), via Air Navette and later sold to MS. BITANGARO & CO. ADVOCATES.	“
96	AK/2/93	Transit Timber from DRC via Malaba, brought by Sodhi Tonny aboard air Navette.	“
97	AK/2/94	Import of 105 pieces of Timber for Grand Imperial Hotel via Air Navette.	“
98	AK/2/95	Graph of Transit Timber from DRC – 1993 – 2001.	“
99	AK/2/96	DARA FOREST Transit Exports (Tantalite) from DRC – 2001.	“
100	AK/2/97	Transit Gold via Entebbe Airport – 1999 – 2001.	“
101	HAN/4/98	Coffee Exports during the coffee years 1995/1996 – 1999/2000 in 60 KG bags and corresponding values as prepared by UCDA.	CW/04/01 Henry Agyenda Ngabirano
102	JKT/4/99	<ol style="list-style-type: none"> 1. Map showing Wildlife and forestry protected areas in Uganda. 2. Summary of Wildlife specimen seizures and court cases, 1994-June 2001. 3. Report on ‘Trade in Ivory in Uganda’ dated 18 Nov. 2000. 4. Wildlife Statute, No. 14/1996. 	CW/04/02 Justus Kashagire Tindigarukayo

103	SS/7/100	Memorandum and Articles of Association for AIR ALEXANDER.	Cw/07/01 Hon. Maj. Gen. Caleb Akandwanaho alias Salim Saleh
104	SS/7/101	Memorandum and Articles of Association for TAKE AIR.	“
105	FM/7/102	Statement (and attachments) to CMI by Lt. Col. Fenekasi Mugenyi in response to allegations of illegal possession of ivory by himself and gold mining by the members of UPDF, contained in the UN Panel report.	CW/07/03 Lt. Col. Fenekasi Mugenyi
106	KM/3/103	A Sample of a mineral from DRC, called Coltan.	CW/03/05 Kasule Mohamed
107	TM/3/104	Documents Tendered by Capital Finance Corporation relating to Gold Trade – trading licences 1995 to 1997; register of gold dealings 1995 to 1997; customs documents for the last export in 1998, of 20 KG via Sabena Airlines; BOU letter stopping the Company's gold trade on grounds of non viability.	CW/03/06 Twinomujuni Julius
108	EK/5/105	Statistics on Stolen / Robbed Motor Vehicles 1994 – 2000.	CW/05/01 Elizabeth Kutesa
109	FKM/3/106	Documents pertaining to trade in Coltan from DRC and Prospecting for Coltan in Uganda, by UGANDA MARINE PRODUCTS LTD.	CW/03/07 Farouq Kigozi Makubya
110	SM/3/107	Documents relating to trade in DRC in Coltan between one Songa Museme (Congolese) and John Sopit Kotiram of DARA FOREST.	CW/03/08 Songa Museme
111	GM/2/108	Documents relating to trade in timber from DRC by Grace Majoro of G.C.K. ENTERPRISES.	CW/02/08 Grace Majoro
112	SE/5/109	Documents relating to trade in general merchandise between Uganda and DRC by SAM ENGOLA.	CW/05/03 Sam Engola

113	PK/5/110	<p>1. Letter dated 17/12/1999 by Col. Peter Kerim to President Museveni on ethnic fighting in Ituri Province.</p> <p>2. Letter dated 26/2/2000 by Gen Kazini appointing col. Peter Kerim to streamline liaison duties in Bunia, DRC.</p>	CW/05/05 Col. Peter Kerim
114	SH/2A/111	Documents relating to AIR NAVETTE and its trading activities between Uganda and DRC.	CW/02A/06 Shiraz Hudani
115	GAW/8/112	<p>Message by Col. Katumba Wamala (as he then was) to Zaire authorities and Businessmen at the height of West Nile bank Front (WNBF) insurgency.</p> <p>Tape recording.</p>	CW/08/10 George Ambe William
116	EA/08/113	Forestry Statistics relating to Timber Movement from Congo and Uganda (Arua) – 11/9/97 – 15/5/2000.	CW/08/12 Edison Adiribo
117	SL/7/114	Report by the then Major Sonko Lutaaya, following assignment by Lt. Col. Fenekasi Mugenyi to investigate allegations of indiscipline by troops under Lt. Okumu near Kilomoto gold mines in DRC.	CW/05/07 Lt. Col. Sonko Lutaaya
118	SL/7/115	Report to CMI by Lt. Col. Sonko Lutaaya, following mission to DRC.	CW/05/07 Lt. Col. Sonko Lutaaya
119	JPB/7/116	Documents in French tendered by Jean Pierre - Bemba	CW/07/08 Jean Pierre - Bemba
120	AR/02A/117	<p>Aircraft time log and flight reports for KNIGHT AVIATION for 10/1/99, 13/1/99, 25/1/99, 12/2/2000;</p> <p>Aircraft time log and flight report for VR PROMOTIONS LTD. for 28/2/2000;</p> <p>CAA Tax invoices serial Nos. 1056, and 1623, issued to Ministry of Defence and KNIGHT AVIATION respectively</p>	CW/02A/11 Andrew Rugasira

121	BMS/3/118	Insurance claim investigation report relating to a claim by NAMI GEMS BVBA for robbery of cash US \$ 550,000 from diamond sales vides Criminal Case Ref. ENTEBBE CRB 280/2000.	CW/03/10 Simon Mugenyi Byabakama
122	SS/7/119	Document titled, 'MY PERSPECTIVE ON THE ALLEGATION OF ILLEGAL EXPLOITATION' authored by Lt. Gen. Salim Saleh.	CW/07/01 Hon. Maj. Gen. Caleb Akandwanaho alias Salim Saleh
123	JK/01/120	Various Army instructions or messages during Operation Safe Haven (OSH) in DRC	CW/01/03 Brig. James Kazini
124	JK/01/121	Map of the Democratic Republic of Congo	“
125	SM/03/122	Copies of a Police File on robbery of cash US \$ 550,000 from diamond sales vide Criminal Case Ref. ENTEBBE CRB 280/2000.	CW/03/11 Steven Musobya
126	ZK/07/123	Documents and correspondences between GOU and Silver Springs Hotel relating to accommodation bills for Congolese nationals	CW/07/10 Zia Khan
127	CE/1	Letters attributed to the authorship of Brig. Kazini seeking clearance for business by VICTORIA in areas of DRC	Provided by UN Panel
128	CE/2	Documents relating to Trinity and the alleged payment of \$ 380,000 to Hon. Wapakhabulo, Col. Mayombo and Col. Otafiire	Provided by UN Panel
129	CE/3	Report by handwriting expert on the signatures attributed to Prof Wamba Dia Wamba, Brig. Kazini and Col. Mayombo in exhibits CE/2 above.	Report submitted by Mr. A.M. Ntarirwa, GOU Analyst / handwriting Expert.
130	CE/4	Report by handwriting expert on the signatures attributed to Prof Wamba Dia Wamba and Col. Otafiire in exhibits CE/5 below.	Report submitted by Mr. A.M. Ntarirwa, GOU Analyst / handwriting Expert.

131	CE/5	<p>Letter attributed to the authorship of Prof. Wamba Dia wamba authorizing payment of \$ 13,000 to Col. Otafiire;</p> <p>Letter by Col. Otafiire introducing one John Kalimasi a Ugandan businessman, to RCD authorities for possible assistance.</p>	Provided by UN Panel
132	AP/07/124	Documents relating to registration of a company called LA CONMET S.P.R.L, its purchases from Congo and export of coltan f through Uganda.	CW/07/12 Anatoly Piskunov

10. ANNEX 2: WITNESSES

N.B. The complete transcript of evidence is available from Ministry of Foreign Affairs on CD ROM.

BRIEF 1

Background to Uganda Involvement in Congo

NO.	FULL NAMES	REFERRED AS
01	Bernadette Kyomugisha Bigirwa	CW/01/01
02	Steven B. Kavuma	CW/01/02
03	Brig. James Kazini	CW/01/03
04	Hon. Dr. Kamanda Bataringaya Cos	CW/01/04
05	Ben Mbonye	CW/01/05
06	Maj. Gen. Katumba Wamala	CW/01/06
07	Ralph Ochan	CW/01/07
08	Gabindade Musoke David	CW/01/08
09	Hon. Amama Mbabazi	CW/01/09
10	Hon. Maj. Tom Butime	CW/01/10
11	Lt. Col. Noble Mayombo	CW/01/11
12	William Luwemba Apuuli	CW/01/12
13	Maj. Musinguzi Jones Kafiire	CW/01/13
14	Maj. Gen. J. J. Odongo	CW/01/14

15	President Yoweri Kaguta Museveni	CW/01/15
16	Lt. Col. Andrew Lutaaya	CW/01/16
17	Dr. Cripus Kiyonga	CW/01/17
18	Adele Lotsove Mugisa	CW/01/18
19	Prof. Ernest wamba dia Wamba	CW/01/19

BRIEF 2

Exploitation Allegations Pertaining to Timber – DARA Case and Other Timber Related Allegations

NO.	FULL NAMES	REFERRED AS
01	Ketrah Tukuratiire	CW/02/01
02	Joseph Olea	CW/02/02
03	Pross Balaba	CW/02/03
04	Deogratus Nkeija Byarugaba	CW/02/04
05	Allen Kagina	CW/02/05
06	John Supit Kotiram	CW/02/06
07	James Ndimukulaga	CW/02/07
08	Grace Majoro	CW/02/08
09	Boniface Kakare	CW/02/09

BRIEF 2 (A)

Transport

NO.	FULL NAMES	REFERRED AS
01	Lt. David Livingstone Komurubuga	CW/02A/01
02	Capt. Richard Badogo	CW/02A/02
03	Lt. Col. John Kasaija Araali	CW/02A/03
04	Ambrose Kashaya Akandonda	CW/02A/04
05	Bart Kakooza	CW/02A/05
06	Shiraz Hudani	CW/02A/06
07	Anthony Rubombora	CW/02A/07
08	Valentine Tendo	CW/02A/08
09	Capt. Johnson Turyahikayo	CW/02A/09
10	Andrew Musoke	CW/02A/10
11	Andrew Rugasira	CW/02A/11
12	Samuel Muneza	CW/02A/12
13	Binta Kasojo	CW/02A/13

BRIEF 3

Exploitation Allegations Pertaining to Minerals, Diamonds, Gold, Cassiterite, Other Minerals and Economic Data

NO.	FULL NAMES	REFERRED AS
01	Watuwa Bwobi	CW/03/01
02	Roger Carion	CW/03/02
03	Michael Atingi – Ego	CW/03/03
04	Justin Zake	CW/03/04
05	Kasule Mohamed	CW/03/05
06	Twinomujuni julious	CW/03/06
07	Farouq Kigozi Makubya	CW/03/07
08	Songa Museme	CW/03/08
09	WITNESS X	CW/03/09
10	Byabakama Mugenyi Simon	CW/03/10
11	Steven Musobya	CW/03/11

BRIEF 4

Exploitation Allegations Pertaining to Coffee, Livestock, Wildlife, Ivory, Money and other Property

NO.	FULL NAMES	REFERRED AS
01	Henry Agyenda Ngabirano	CW/04/01
02	Justus Kashagire Tindigarukayo	CW/04/02

BRIEF 5

Exploitation Allegations Pertaining to Mass Scale Looting, Systemic and Systematic Exploitation

NO.	FULL NAMES	REFERRED AS
01	Elizabeth kuteesa	CW/05/01
02	Lt. Col. Joseph Arocha	CW/05/02
03	Sam Engola	CW/05/03
04	Col. Kahinda Otafiire	CW/05/04
05	Col. Peter Kerim	CW/05/05
06	Lt. Col. Sonko Lutaaya	CW/05/06
07	Capt. Joseph Balikudembe	CW/05/07

BRIEF 7

Alleged Exploitation by Individuals and Top UPDF Officers

NO.	FULL NAMES	REFERRED AS
01	Maj. Gen. Caleb Akandwanaho Salim Saleh	CW/07/01
02	Lt. Muhoozi Kainerugaba	CW/07/02
03	Lt. Col. Fenekasi Mugenyi	CW/07/03
04	Lt. David Livingstone Okumu	CW/07/04

05	Jovial Akandwanaho	CW/07/05
06	Mbusa Nyamwisi	CW/07/06
07	Jean Pirre – Bemba	CW/07/07
08	Felly Tshiana	CW/07/08
09	Dr. Gala Mido	CW/07/09
09	Zia Khan	CW/07/10
10	Heckie Horn	CW/07/11
11	Anatoly Piskunov	CW/07/12
12	Valentina Piskunova	CW/07/13

BRIEF 8

Witnesses from Border Areas (Kasese, Bwera, Fort Portal, Arua)

NO.	FULL NAMES	REFERRED AS
01	Tushabe Christopher alias Benz	CW/08/01
02	Masereka Ibrahim	CW/08/02
03	Ramadhan Kalihod	CW/08/03
04	Ezekiel Mwehga	CW/08/04
05	James Burolerro	CW/08/05
06	Maisho Fred	CW/08/06
07	Moses Ikagobya	CW/08/07

08	John Masoro	CW/08/08
09	Kasoro Williams	CW/08/09
10	George Ambe William	CW/08/10
11	Milton Rahuka	CW/08/11
12	Edison Adiribo	CW/08/12
13	Alex Angundru	CW/08/13

AFFIDAVITS

NO.	FULL NAMES
01	ROGER LUMBALA
02	TIBASIIMA ATEENYI
03	IDDI TABAN
04	MICHAEL J. STEVENS
05	GARY JOHN JEFFERY
06	HANNINGTON KARUHANGA
07	COL. PETER KERIM

11. ANNEX 3: PAPER ON ILLEGALITY

The Concept of ‘Illegality’ in International Law: Theoretical and Doctrinal Analysis *vis-à-vis* Allegations of *Illegal* Exploitation of Natural Resources and other forms of Wealth in the Democratic Republic of the Congo

45. INTRODUCTION.

The concept of *illegality* in international law has been subject of theoretical analysis and controversy in legal scholarship, international relations as well as doctrinal pronouncements by
10 courts. The earliest post-19th century statement of the concept is traceable to the *Manchuria question* and the *Stimson doctrine of non-recognition* of a puppet statal entity created in the aftermath of Japan’s invasion of China. The non-recognition policy urged by then US Secretary of State was premised on the perceived *illegality* of Japan’s action as being in violation of the prohibition on the use of force in international relations.¹ Since then the concept of *illegality* and the doctrine of *non-recognition* have come to underpin conduct of states in international law.² This has been the case in the respect of the unilateral declaration of independence in Rhodesia; conduct of South Africa after termination of its mandate over South West Africa; creation of *bantustans* in South Africa; Israel-occupied territories in the Middle East; Turkish occupation of Northern Cyprus; and the Iraqi occupation of Kuwait.

¹ The position taken at the League of Nations was that Japan’s action was a violation of the prohibition on non-use of force contained in the Covenant and the Pact of Paris: LNOJ Special Supp. No. 101/I, 81, 11 Mar. 1932.

² See, e.g. *illegality* (and *voidness*) of treaties concluded under coercion in violation of the principles of the UN Charter: Vienna Convention on the Law of Treaties, 1969, art. 52.

Traditionally, the consequence of an illegality is non-recognition of acts or conduct of the illegal entity or authority with respect to territory. However, this concerns acts or conduct that pertains to a claim or alteration in status of a territory. Thus, for instance, conduct on the part of South Africa that tended to confirm its continued claim to administer South West Africa as a mandatory power after the termination of the mandate by the UN Security Council was regarded as invalid.³ Or for that matter conduct on part of then *apartheid* South Africa that confirmed the segregation policy in creation of *bantustans* as *separate stataal entities*.⁴ Or the case of Israel's policy of settlements which was seen as intended to alter the Arab-character of its occupied territories and give an impression of disguised annexation.⁵ Thus if Uganda (and
 10 Rwanda) purported to annex the eastern part of the Democratic Republic of Congo territory, this would in effect amount to an alteration of the status of that part of territory, and would *prima facie* be an illegal act or conduct.⁶

46. THE CONCEPT OF 'ILLEGALITY' AND THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO EXPERT PANEL'S INTERPRETATION.

A significant concern has been the conceptualisation of *illegality* in respect of the 'illegal' exploitation of natural resources and other forms of wealth in the Democratic Republic of Congo (the Democratic Republic of Congo). The Panel of Experts established by the United

³ *Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in South West Africa notwithstanding Security Council resolution 667(1970)*, adv. op. [1971] ICJ Rep. 6 (here-inafter *Namibia case*)

⁴ See e.g. Resolution on the so-called Independent Transkei and other Bantustans, GA Res. 31/6, 26 Oct. 1976.

⁵ See e.g. GA Res. 32/5, 1 Nov. 1977; SC Res. 446 (1979), 22 Mar. 1979.

⁶ The illegality would inure from the existing condemnation contained in the numerous Security Council resolutions, but generally on the principle of international law on the non-recognition of acquisition of territory by the use or threat of force. This intention is apparently denied by Uganda (and Rwanda) according to press reports on the matter: E. Allio, 'Uganda, Rwanda dismiss plot to annex Congo', *The New Vision*, 5 Dec. 2000.

Nations⁷ saw it necessary as a starting point to give a definition or interpretation of *illegality* as a key concept. The Panel admits that it was the ‘most contentious concept in [its] mandate’.⁸ Further, it states that: ‘almost all actors in the conflict and observers requested a clear definition of illegality’.⁹ In the finality, the Panel adopted what it saw as a wish of the Security Council for a broad interpretation of the concept, and in this regard it understood it to be underpinned by *four* elements (related to the rule of law), viz.: (a) violation of sovereignty; (b) respect of existing regulatory framework for conduct of activities; (c) accepted practices in trade *vis-à-vis* those obtaining in the Democratic Republic of Congo and (d) violations of international law (including ‘soft law’).¹⁰

10 In respect of violation of sovereignty, the Panel states:

The first element is based on the Security Council’s understanding of illegality as described in the Panel’s mandate. This posits that all activities – extraction, production, commercialization and exports – taking place in the Democratic Republic of the Congo without the consent of the legitimate government are illegal. This interpretation suggested that only non-invited forces and nationals are carrying out illegal activities in the Democratic Republic of the Congo.¹¹

This should essentially be the fundamental starting point of determining that a particular act or conduct is an illegality. In this case, the presumption is that the United Nations having condemned the presence (and continued presence) of Uganda (and Rwanda) in the Democratic
20 Republic of Congo territory as a violation of territorial integrity and political independence of

⁷ The Expert Panel was constituted by the UN Secretary-General on 31st July 2000 (letter to the President of the Security Council: S/2000/796) in response to a request by the Security Council (letter by President of the Security Council to the Secretary General: S/PRST/2000/ 20), 2 June 2000). The Expert Panel submitted its report through the Secretary-General on 12 April 2001: S/2001/357.

⁸ Expert Panel report, para. 15.

⁹ Id.

¹⁰ Id.

¹¹ Ibid., para. 15(a). The Panel refers for this element to the statement of the President of the Security Council of 2 June 2000.

the Democratic Republic of Congo,¹² this *particular* conduct on the part of Uganda is in itself an illegality. This in itself however does not dispose off the question of whether all the activities involving exploitation of resources in the territory of another State are to be considered illegal. This probably explains the Panel's contention that it employs the four elements it identified as a basis of its definition of illegality in a complementary manner.¹³ But this in itself has a shortfall in that it presumes in the corollary that activities of the (so-called *legitimate*) Kinshasa regime (and its allies) are legal. This may not necessarily be the case.

With regards to the second element, the Panel expressed thus:

... if authorities exerting effective power and control over their sovereign area recognise or set
10 up a regulatory framework to govern the use or exploitation of resources, this framework should be respected. Failure to do so may lead to the infringement of law and, therefore, activities considered illegal and unlawful. In this case the Panel deems illegality to be the carrying out of an activity in violation of an existing body of regulations.¹⁴

This is a rather vague recognition that activities in rebel-held areas of the Democratic Republic of Congo territory *may be* legal if they are carried out in accordance with a regulatory framework. The *authorities* exerting *effective power* in this case must be taken to mean the rebel groups (and their backers). One may assume that this is an implied recognition that in a situation in which the *legitimate government* has lost effective control over part of its territory (to rebels or a foreign occupier), those exercising effective authority must ensure continuity of
20 civil life in its various manifestations. This tends to be in contradiction with the Panel's view in their first element that 'non-invited forces and nationals are carrying out illegal activities in the Democratic Republic of the Congo'.

¹² See, e.g. Security Council resolutions:

¹³ Expert Panel report, para. 15.

¹⁴ *Ibid.*, para. 15(b).

It is to be admitted that those in effective control must not allow society to degenerate into lawlessness and anarchy. This is perhaps crucial in the Panel's concerns about an existing regulatory framework for exploitation and trading in natural resources. What exactly the existing regulatory framework for that purpose is or was, either in the Democratic Republic of Congo generally or the rebel-held parts, is not stated or outlined by the Panel, although this may imply regulations on, for instance, concessions, reforestation, etc. The crucial questions are thus:

who was or were the *authorities in effective power*; and

was or has there been in existence a *viable regulatory framework* prior to or after exerting of
10 effective control by such authorities in the Democratic Republic of Congo?

These concerns were not adequately addressed and one is left to infer from particular incidents in the report. Are the authorities in effective power the rebel groups clothed with administrative authority by the Lusaka agreement of 1999? Further, it is contended that the history of the Democratic Republic of Congo shows harvesting of timber and mining of minerals permitted to individuals outside the realm of state control – is this the regulatory framework to bear in mind?

The third element identified by the Panel was:

The discrepancy between widely accepted practices in trade and business and the way business is carried in the Democratic Republic of the Congo ... [T]he Panel considered the use and the
20 abuse of power by some actors fall in the category of illegality. This includes forced monopoly in trading, the unilateral fixing of prices of products by the buyer, the confiscation or looting of products from farmers and the use of military forces in various zones to protect some interests or to create a situation of monopoly.¹⁵

¹⁵ Ibid., para. 15(c).

This element largely ties in with the second. Similarly, inferences can only be read into particular incidents documented in the report. Here, it also begs the question of what is accepted practices of trade and business, given that in the Democratic Republic of Congo for decades in the Mobutu era, the exploitation of and trading in natural resources might not have followed the so-called ‘accepted practices’. In any event, incidents of looting, confiscation, forced monopolies are perhaps better conceptualised in relation to the functioning of the *de facto* authorities.

The fourth and final element of illegality identified by the Panel is stated as:

The violation of international law including ‘soft law’. The Panel considers that business
10 activities carried out in violation of international law are illegal.¹⁶

What the international law in question is (including the so-called ‘soft law’) is not stated or outlined. Incidents such as those alleged to involve exploitation of wildlife (e.g. elephant tusks) in violation of CITES can be considered to be in this category—these acts would *prima facie* be illegal irrespective of whether undertaken by the Kinshasa government or authorities in rebel-held parts if they were in violation of CITES. Is the certification of timber, for instance, an instance of ‘soft law’ and would the failure to do so entail an illegality in real terms?

However, what is perhaps more crucial and was not dealt with by the Panel is the principle in international law on permanent sovereignty of *States* and *peoples* over their natural
20 resources.¹⁷ In this regard, the exploitation of natural resources by either side or all parties to

¹⁶ Ibid., para. 15(d).

¹⁷ This principle is stated in several resolutions of the United Nations dating as far back as 1960s: e.g. Resolution on Permanent Sovereignty over Natural Resources, GA Res. 1803 (XVII) (1962); Charter on the Economic Rights and Duties of States, GA Res. 3281 (XXIX) (1974). The principle as *right of peoples* is conceived in human rights treaties: e.g. International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) (1966), art. 47; International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR) (1966), arts. 1(2) and 25; African Charter on Human and Peoples’ Rights, 1981, art. 21.

the conflict that would not benefit (or is inimical to the interests of) the Congolese peoples would be in violation of international law and, therefore, inherently *illegal*.

**47. THEORETICAL AND DOCTRINAL POSTULATIONS ON ILLEGALITY –
CONCEPT**

and its Application

A concept of *illegality* has in application in international law been founded on the desire to proscribe certain conduct on part of States. This is particularly so where the conduct offends the so-called values in the realm of *order public* of the international community, e.g. non-use of force, self-determination, non-discrimination (*apartheid*). Traditionally, theory and doctrine
10 was concerned with the illegality and non-recognition of entities or territorial acquisitions in violation of international law such as Manchuria and the Iraqi occupation of Kuwait respectively. In the past century, theory and doctrine came to embrace *humanistic* elements in situations such as Rhodesia, Namibia, *bantustans*, Israel-occupied territories. The emphasis was placed on the human character of the illegal statal entities or acquisitions in the nature of *peoples* deprived of rights to self-determination or sovereignty over natural resources. The state or territory thus ceased to be an abstraction.

The very transcendence of abstractions of state or territory and recognition of the ‘human element’ in those erstwhile abstractions was also to be the premise for exempting certain acts or conduct of the otherwise illegal statal entity or authorities from the realm of *illegality*.
20 Doctrine and state practice has sought to except certain acts or conduct of an other illegal statal entity or authority in effective power if the acts or conduct, while they do not affect the status of territory, are nonetheless beneficial to the social ordering of human existence in that territory. Therefore the illegality would exclude activities that support the *social fabric* and *livelihood* of inhabitants/people in the particular territory.

Illegality (and non-recognition) would concern with the *external* aspects of territory – and a duty would thus be placed on states to refrain from dealings that otherwise legitimise or entrench an illegality. This has been distinguished from acts or conduct that are beneficial to the *internal* ordering of society. This distinction was made by the International Court of Justice with regards to South West Africa in the wake of termination of South Africa’s mandate. The Court observed that the duty imposed was to abstain from *diplomatic relations* and *economic and other forms of relationships or dealings with South Africa* in respect of the territory¹⁸ - in effect, relations that would affirm South Africa’s continued exercise of mandatory powers over Namibia. The Court nonetheless recognised the fact that the ‘injured
10 entity is a people’,¹⁹ and that:

... In general, the non-recognition of South Africa’s administration of the Territory should not result in depriving the *people* of Namibia of any advantages from international co-operation. In particular while *official acts* performed by the government of South Africa on behalf or concerning Namibia after the termination of the Mandate are *illegal* and *invalid*, this invalidity shall not extend to those acts, such as, for instance, the registration of births and deaths, marriages, the effects of which can be ignored only to the detriment of the *inhabitants of the Territory*.²⁰

Similar positions were taken in respect of the non-recognition of statehood with regards to Rhodesia (1965-1980) and the Bantustans (1970s-1994) where acts and conduct affecting
20 private lives and social ordering of peoples were to be excepted from the realm of illegality.²¹

¹⁸ Namibia case, *supra*, note 3, paras. 123-4.

¹⁹ *Ibid.*, para. 127.

²⁰ *Ibid.*, para. 125.

²¹ In any event, international law has in fact taken analogies from municipal law – with the most prominent example often given being the years of the American civil war (1862-70), whereby after the conclusion of the civil war, the courts recognised the legality and validity of the acts and conduct of the renegade (rebel) southern states on the premise of the doctrine of ‘necessity’. The cases pertaining to the American civil war are largely referred to in the case of *Uganda v. Commissioner of Prisons*, *ex parte Matovu* [1966] EA 514.

What is admitted is that certain acts and conduct are excepted from illegality if it ensures survival of inhabitants or peoples in the territory – whether it is a situation of rebel-controlled areas (e.g. eastern the Democratic Republic of Congo), territory occupied by a foreign power (e.g. Israel-occupied territories in the Middle East and Turkish-occupied Northern Cyprus) or even illegal entities in violation of self-determination (e.g. The *Bantustans*).

The acts or conduct that is to be regarded as beneficial to inhabitants are wide-ranging as long as it is not a disguised attempt at legitimising *status* of the illegal entity.²² Thus apart from registration of births and deaths and of marriages, it can encompass the ‘maintenance of law and order’, ‘provision of social services (education, health)’, ‘economic policy’, commercial
10 activities etc.²³

What has perhaps been a critical concern has related to the exploitation of natural resources by an illegal entity or authority in effective power. The position has generally been that the illegal entity and occupier cannot exploit resources in the territory in question, and any act or conduct in that regard is manifestly *illegal*.

in Namibia, after the termination of its mandate, South Africa had no power to enter into agreements for the exploitation of natural resources in Namibian territory;²⁴

²² Thus in respect of Rhodesia, issuance of passport was included in the ‘illegal’ acts, as it tended to lend legitimacy to Ian Smith’s UDI as a mark of statehood (only a state can confer nationality and citizenship). It was then still taken that Rhodesians were British protected persons.

²³ Detention of an individual under *preventive detention* laws: *Madzimbamuto v. Ladner-Burke* (1969) AC 645 (Rhodesia). Of course, concerns were expressed over the non-usurpation of the *authority of the lawful sovereign*: per Lord Pearce. See also trial of an individual for treasonable offences: *Binga v. The Administrator-General for South West Africa & Ors* (1984) 82 ILR 464 (Namibia). The economic policy (e.g. market-orientation, taxation, currency) should not however seem a disguised attempt to unify the economy of the occupier state with that of the occupied territory – this was apparent in the criticism of the tax policies of Israel with respect of the occupied territories. See also on export/import trade with Northern Cyprus: *R v. Minister of Agriculture, Fisheries & Food, ex parte SP Anastasiru (Pissouri) Ltd. & Ors* (1994) 100 ILR 244.

²⁴ Namibia case, *supra*, note 16. In fact, the United Nations established the United Nations Council for Namibia. The Council adopted Decree No. 1 for the Protection of the Natural Resources of Namibia, 27 Sept. 1974 which was endorsed by the UN General Assembly: GA Res. 3295 (XXIX), 13 Dec. 1974.

in the occupied territories, the United Nations generally treated Israel's exploitation of resources as illegal and unlawful;²⁵

in respect of Rhodesia during Ian Smith's regime, concern was expressed by the United Nations over chrome ore;²⁶

in respect of East Timor, Portugal did institute proceedings before the International Court against Australia in respect of a treaty concluded by the latter and Indonesia to exploit resources in the 'Timor Gap'.²⁷

The concern over natural resources has thus been a pivotal one in some of the problematic situations in the post-United Nations period. Nonetheless, it is notable that these situations did
 10 entail an *official* policy of the illegal entity or authority in effective control in illegal exploitation of resources. Further, there has not been a specific excepting of acts of inhabitants in the exploitation of resources especially as is asserted that right of individuals to harvest timber or mine minerals has traditionally existed in the Democratic Republic of Congo, and that such activities (and related trading or commercial activities in such resources) have been the mainstay of the *livelihood* of its peoples.

48. CONCEPT AND PARAMETERS OF 'ILLEGALITY' REVISITED

The conceptual definition of illegality remains crucial in determining which exploitation or trading in the Democratic Republic of Congo natural resources is to be considered or treated as *illegal*. One may vouch a number of positions:

²⁵ See e.g. GA Res. 3171 (XXVIII), 17 Dec. 1973.

²⁶ See e.g. concerns expressed over import of chrome from Rhodesia by the United States: SC Res. 232 (1966)

²⁷ *East Timor case* (Portugal v. Australia) [1992] ICJ Reports. The essence of the Portuguese claim was that the treaty would violate the right of the *East Timorese* people to permanent sovereignty over natural resources.

that all exploitation that deprives the Congolese peoples of their right to permanent sovereignty over their natural resources is illegal. This is a general exposition of the principle of international law recognised in GA Resns. 1803 and 3218. In effect, if the resources are being systematically exploited to detriment of the Congolese peoples (and not their benefit) – whether by the Kinshasa government and its allies (Zimbabwe, Angola, etc); Uganda (and Rwanda) or by any other non-state entities (e.g. rebel groups, foreign companies) – then it is *illegal* exploitation;²⁸

that exploitation of resources by occupier of territory exercising effective power, where the presence of armed forces in territory of another State has been condemned, is *prima facie* 10 illegal. This is however dependent upon:

proof that the exploitation is part of *official policy* of the occupier state or that acts of its army officers are *attributable* to the state;

demonstration that the state is indeed in a situation of *occupation* and thus international law rules on occupation apply to proscribe any exploitation of resources;

that certain activities involving the exploitation – extraction, production, trading – in natural resources of a territory not in the *de facto* control of the *legitimate state* is to be excepted from the realm of *illegality* if such exploitation is beneficial to inhabitants (e.g. allow for provision of social services – education, health, infrastructure) or that it is part and parcel of the *normal and daily life, wage-earning employment or activities* of the inhabitants of the territory. In 20 effect, even activities that are taking place without the consent of the legitimate government may be legal if they meet this criterion. In effect, the Panel's definition of illegality in its first element can be taken as only partially correct, with the second part of that definition being not entirely correct in light of the practical realities of societal existence (requiring that activities

²⁸ One can draw reference to the exploitation of phosphate by the administering powers, New Zealand, Australia and United Kingdom in Nauru: *Phosphates in Nauru case* (Nauru v. Australia) [1991] ICJ Reports.

that support livelihood of a people should continue being carried out) and more so in the specific peculiarities of the Democratic Republic of Congo.

that exploitation of resources must in the event that it meets element 3 above must be undertaken under a clear regulatory framework put in place by occupier state or other authority in *effective power* (e.g. rebel groups). The existence of a regulatory framework established and put in place by groups such as RCD, MLC, etc. must be ascertained. Otherwise, an absence of such a framework permits for lawless and arbitrary acts in exploitation of resources. If there are regulations requiring exploitation of timber with licence, then *harvesting and extraction* of timber without a licence or one granted by one who has no authority to grant it should be
10 regarded as unlawful and thus illegal. In the finality, such acts would revert to element 1 above.

49. CONCLUDING REMARKS

What amounts to illegality remains problematic given the implications of the various United Nations resolutions and the Lusaka Agreement. The Security Council has consistently condemned the presence of Uganda (and Rwanda) armed forces in the Democratic Republic of Congo. On the other hand, the Lusaka agreement supposedly vests administrative authority in the rebel groups signatory to the agreement. In this regard, the Uganda government has remained insistent that it has no administrative role in the Democratic Republic of Congo (at least after Lusaka agreement) while its conduct remains at least ambivalent in that regard.
20 Uganda thus escapes the status of an occupier state, as is traditionally the case of a state whose forces occupy another state's territory (e.g. Israel). Nonetheless, in-fighting between rebel groups (and factions within groups) has left a very fluid situation which in itself poses the question of existence of effective *administrative structures* in several parts of eastern the Democratic Republic of Congo. This seems to have left a vacuum of authority in which lawlessness and arbitrary acts in the exploitation of the Democratic Republic of Congo resources thrives, and thus left any concept of *illegality* highly fluid in itself.

ANNEXE 3

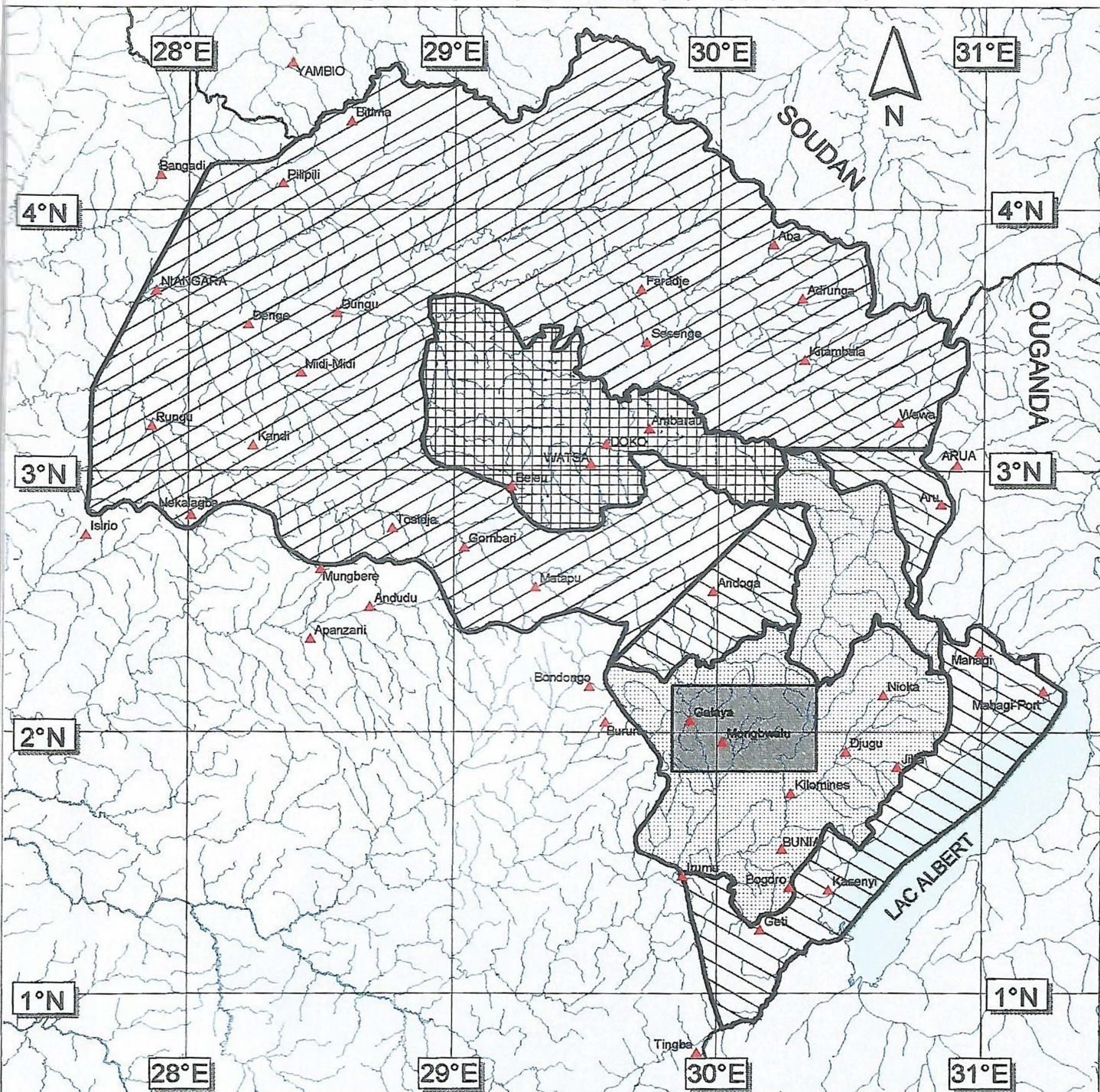
PERIMETRE:

LOCALISATION

DES ZONES EXCLUSIVES DE RECHERCHES

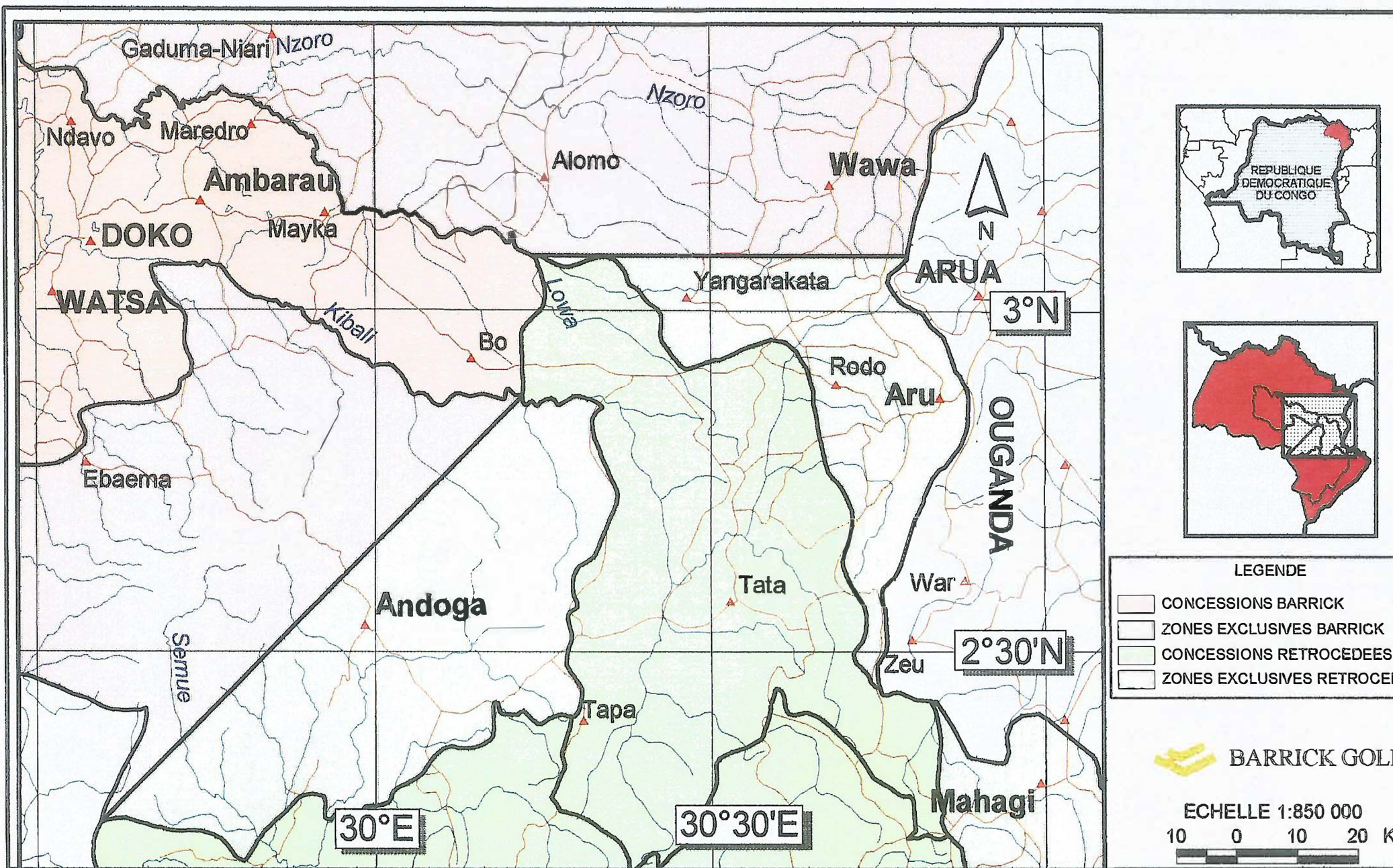
ET DES CONCESSIONS

LOCALISATION DES ZONES EXCLUSIVES DE RECHERCHES ET DES CONCESSIONS



LEGENDE

	CONCESSION BARRICK
	ZONES EXCLUSIVES BARRICK
	CONCESSIONS RETROCEDEES
	ZONES EXCLUSIVES RETROCEDEES
	CONCESSION KIMIN



DETAILS DES LIMITES SUD-EST DES CONCESSIONS ET DES ZONES EXCLUSIVES DE RECHERCHES.

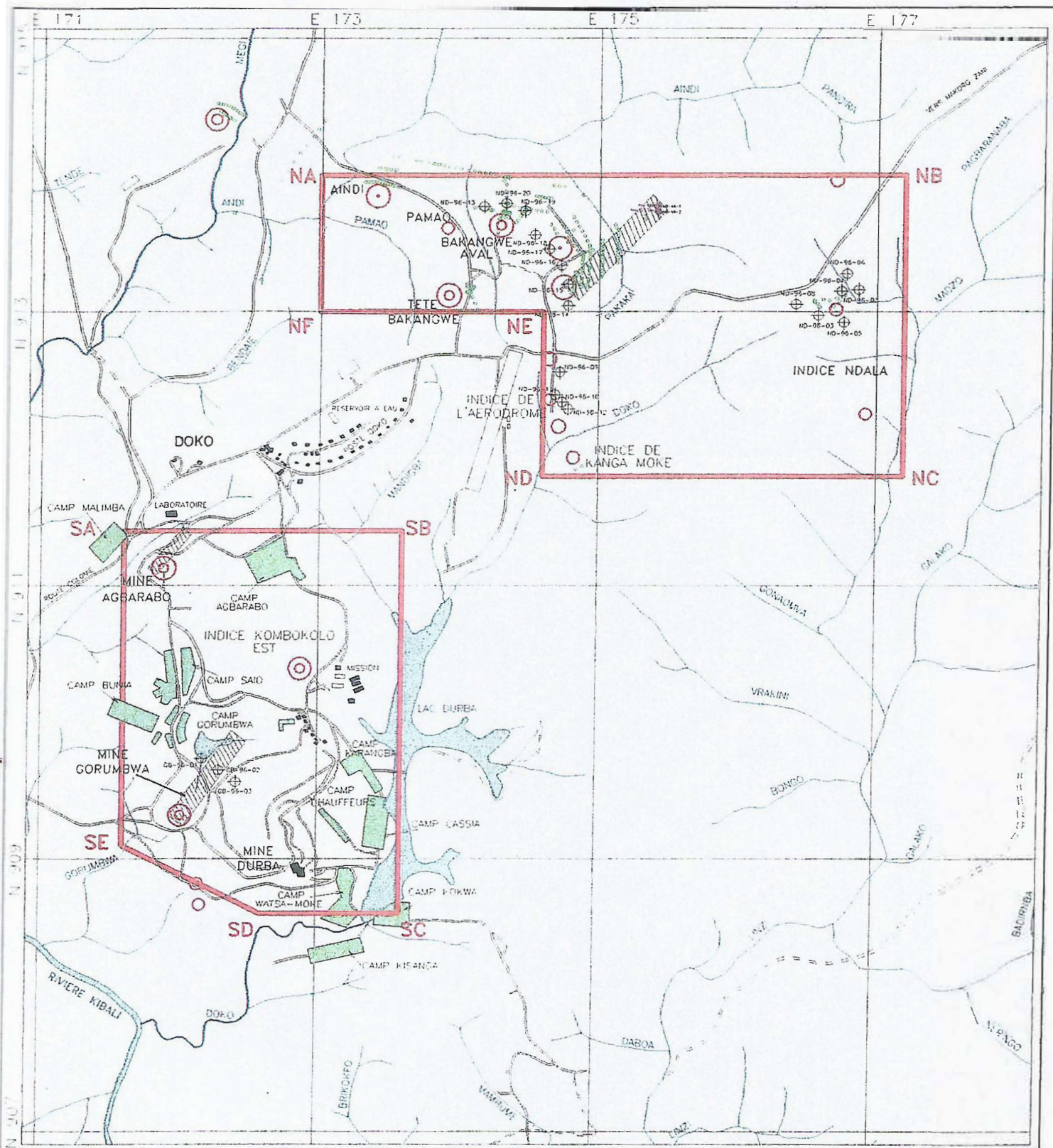
ANNEXE 4

LOCALISATION DES

ZONES RETROCEDEES

A L'OKIMO

DANS LA REGION DE DOKO



LEGENDE

- RESEAU HYDROGRAPHIQUE
- ROUTE
- PISTE
- ANCIEN FORAGE
- FORAGE DE BARRICK
- INDICE, GISEMENTS
- ZONE RETROCEDEE A L'OKIMO
- PROJECTION EN SURFACE DES GITES AURIFERES

N.B.: LES COORDONNEES DE LA PARTIE SONT EN UTM LOCAL. (SYSTEME ETABLIS PAR LES BELGES)

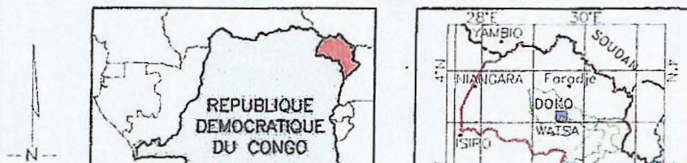


LOCALISATION DES ZONES RETROCEDEES A L'OKIMO

REGION DOKO DURBA

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

LOCALISATION



ANNEXE 5

PROGRAMME DES TRAVAUX POUR LES CINQ PREMIÈRES ANNÉES DE VALIDITÉ DE L'AUTORISATION DE RECHERCHES

ANNEXE 5

PROGRAMME DES TRAVAUX POUR LES CINQ PREMIÈRES ANNÉES DE VALIDITÉ DE L'AUTORISATION DE RECHERCHES

ANNÉE I

1. GÉOCHIMIE:

i) Échantillonnage des sols., 10,000 échantillons.	\$200,000
ii) Tranchées : 1,000 mètres de tranchées	\$50,000
iii) Forages à la Tarière; 10,000 mètres de forages	\$200,000
iv) Analyses	\$150,000
SOUS-TOTAL GÉOCHIMIE:	\$600,000

2. GÉOPHYSIQUE:

i) Levés aéroportés	\$400,000
ii) MAG-VLF-EM: 1000 Kilomètres de lignes.	\$100,000
SOUS TOTAL GÉOPHYSIQUE	\$500,000

3. GÉOLOGIE.

i) 1000 Kilomètres de lignes d'échantillonnages	\$300,000
---	-----------

4. FORAGES CAROTTÉS

i) 15,000 mètres de forages carottés	\$2,000,000
--------------------------------------	-------------

5. REDEVANCE SUPERFICIAIRE

\$1,200,000

TOTAL ANNÉE I	\$4,600,000
----------------------	--------------------

ANNÉE II

1. GÉOCHIMIE, GÉOPHYSIQUE, GÉOLOGIE.	\$ 1,400,000
2. FORAGES CAROTTÉS	-
i) 15,000 mètres de forages carottés	\$2,000,000
3. REDEVANCE SUPERFICIAIRE	\$1,200,000
TOTAL ANNÉE II	\$4,600,000

ANNÉE III

i) Forage de développement , redevances superficiaire
et divers travaux à définir

TOTAL ANNÉE III \$4,600,000

ANNÉE IV

i) Forage de développement , redevance superficiaire
et divers travaux à définir

TOTAL ANNÉE IV \$4,600,000

ANNÉE V

i) Forage de développement , redevance superficiaire
et divers travaux à définir

TOTAL ANNÉE V \$4,600,000

TOTAL DES CINQ ANNÉES \$ 23,000,000

ANNEXE 6

LISTE DES EXPERTS

LISTE DES EXPERTS

FIRMES COMPTABLES

Coopers & Lybrand

Deloitte & Touche

Ernst & Young

Arthur Andersen

KPMG Peat Marwick

Price Waterhouse

INGÉNIERIE

Kilborn International

Fluor Daniels Wright

Becchtel Engeneering

SNC Ltd

Pincock, Allen & Holt

MRDI

Annexe RRDC 69

**Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation des ressources
naturelles et autres richesses de la République démocratique du
Congo, 12 avril 2001, S/2001/357**

(Extraits)

Nations Unies

S/2001/357

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
12 avril 2001
Français
Original: anglais

Lettre datée du 12 avril 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Je me réfère à la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 2 juin 2000 (S/PRST/2000/20), où le Conseil de sécurité m'a demandé de mettre en place un groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo pour une période de six mois. Le Conseil a demandé également que le Groupe d'experts, une fois constitué, lui présente par mon intermédiaire, un rapport définitif à la fin de son mandat.

Suite à ma lettre datée du 2 avril 2001, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport du Groupe d'experts, que m'a présenté son président. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir le porter à l'attention du Conseil.

(Signé) Kofi A. Annan

Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–24	3
A. Résumé.	4–8	3
B. Paramètres du rapport	9–16	4
C. Plan général du rapport	17–20	5
D. Rappel des faits	21–24	6
II. Exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses.	25–108	6
A. Les structures préexistantes qui facilitent l'exploitation illégale	26–31	7
B. Pillage systématique	32–45	8
C. Exploitation exogène et endogène	46–70	10
D. Structures utilisées pour l'exploitation illégale des ressources naturelles	71–86	15
E. Agents individuellement impliqués dans l'exploitation illégale	87–93	19
F. Données économiques : confirmation de l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo	94–108	21
III. Liens entre l'exploitation des ressources naturelles et la poursuite du conflit	109–212	28
A. Comparaison entre budgets de la défense et dépenses militaires effectives	110–124	28
B. Le financement de la guerre	125–172	30
C. Aspects particuliers de la relation entre l'exploitation des ressources naturelles et la persistance du conflit	173–180	38
D. Facilitateurs ou complices passifs?	181–212	40
IV. Conclusion et observations	213–218	44
V. Recommandations	219–242	45
Annexes		
I. Échantillon de sociétés qui importent des minéraux de la République démocratique du Congo via le Rwanda.		49
II. Liste des pays visités et des représentants des gouvernements et organisations rencontrés		51
III. Abréviations.		61

I. Introduction

1. Dans la déclaration du Président datée du 2 juin 2000 (S/PRST/2000/20), le Conseil de sécurité a demandé au Secrétaire général de mettre en place un groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo, pour une période de six mois, dont le mandat serait le suivant :

- Examiner les rapports et réunir les informations sur toutes les activités d'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo, ce, notamment en violation de la souveraineté du pays;
- Étudier et analyser les liens existant entre l'exploitation des ressources naturelles et autres richesses du pays et la poursuite du conflit en République démocratique du Congo;
- Présenter au Conseil des recommandations.

2. Dans la lettre qu'il lui a adressée le 31 juillet 2000 (S/2000/796), le Secrétaire général a informé le Président que le groupe se composerait des personnalités ci-après :

Mme Safiatou Ba-N'Daw (Côte d'Ivoire) (Présidente);
 M. François Ekoko (Cameroun);
 M. Mel Holt (États-Unis d'Amérique);
 M. Henri Maire (Suisse);
 M. Moustapha Tall (Sénégal).

3. Le Groupe d'experts a été secondé par un conseiller technique, un spécialiste des questions politiques, un administrateur et un secrétaire.

A. Résumé

4. L'exploitation illégale des ressources minérales et forestières de la République démocratique du Congo se poursuit à un rythme inquiétant. On peut distinguer deux phases : le pillage systématique et l'exploitation endogène et exogène des ressources naturelles.

5. **Pillage systématique.** Pendant cette première phase, les stocks de minéraux, de café, de bois, le bétail et les fonds qui se trouvaient dans les territoires conquis par les armées du Burundi, de l'Ouganda et du Rwanda ont été enlevés pour être soit transférés dans ces pays,

soit exportés sur les marchés internationaux par les ressortissants de ceux-ci, militaires ou civils.

6. **Exploitation endogène et exogène.** Cette phase a exigé planification et organisation. L'exploitation endogène a pu se développer grâce aux structures préexistantes qui avaient été mises au point lors de la lutte pour le pouvoir menée par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre. Ces structures ont été améliorées peu à peu et de nouveaux réseaux d'acheminement des produits ont été mis en place. Quant à l'exploitation exogène, elle a utilisé les systèmes de contrôle mis en place par le Rwanda et l'Ouganda. Dans les deux cas, l'exploitation a souvent été menée en violation de la souveraineté de la République démocratique du Congo, de la législation nationale et parfois du droit international et elle a donné lieu à des activités illicites. Cette exploitation endogène et exogène est dirigée par certains acteurs clefs, y compris des chefs militaires et des hommes d'affaires, d'une part, et des services gouvernementaux, d'autre part.

7. Cette exploitation illégale a eu deux types de conséquences : a) accès de l'armée patriotique rwandaise à des ressources financières énormes et enrichissement de chefs militaires et de civils ougandais; b) mise en place de réseaux illégaux dirigés soit par des chefs militaires soit par des civils. Ce sont ces deux éléments qui constituent pour l'essentiel le lien entre l'exploitation des ressources naturelles et la poursuite du conflit. Il existe certes d'autres facteurs : le rôle joué par certaines entités et institutions et le comportement opportuniste de certaines sociétés privées et personnalités influentes, y compris des décideurs en République démocratique du Congo et au Zimbabwe. Certains dirigeants de la région ont une responsabilité directe. Le Groupe d'experts est parvenu à la conclusion que des mesures très énergiques doivent être prises si l'on veut mettre fin au cycle de l'exploitation des ressources naturelles et de la poursuite du conflit en République démocratique du Congo.

8. Les recommandations du Groupe d'experts ont trait à six questions : 1) sanctions contre les pays et les particuliers participant à des activités illégales; 2) mesures de prévention permettant d'éviter que la situation ne se reproduise; 3) dédommagement des victimes de l'exploitation illégale des ressources naturelles; 4) mise au point d'un cadre pour la reconstruction; 5) amélioration des mécanismes et règlements internationaux régissant certaines ressources naturelles; et 6) questions de sécurité.

B. Paramètres du rapport

9. **Méthode.** Étant donné la nature des travaux et la complexité des questions en cause, il a fallu procéder avec souplesse pour rassembler les données nécessaires. Le Groupe d'experts a donc utilisé les moyens ci-après :

a) Rassemblement de données provenant de sources primaires. Documents officiels de ministères et d'autres institutions et comptes rendus de réunions entre différents acteurs;

b) Rassemblement de données de sources secondaires. Rapports, comptes rendus d'atelier, documents publiés ou non publiés;

c) Entrevues. Entrevues structurées, semi-structurées et non structurées et entretiens destinés à opérer des recoupements.

10. De très nombreuses données ont été obtenues de trois sources essentielles :

a) Pays et autres entités impliqués dans le conflit, à savoir : Angola, Burundi, Namibie, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Zimbabwe, RCD-Goma et RCD-ML;

b) « Tierces parties » : Allemagne, Belgique, Cameroun, Chine, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Kenya, Pays-Bas, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, divers organismes des Nations Unies, Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce, OCDE, Organisation internationale du café, De Beers, Conseil supérieur du diamant, Association internationale des fabricants de diamants, University of Maryland, World Resources Institute et Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR);

c) Différents acteurs et parties prenantes souhaitant pour des raisons diverses communiquer des informations et des observations au Groupe d'experts.

11. Les séries de données disponibles en ce qui concerne la production et l'exportation couvrent la période allant de 1995 à 2000. Les données ont été systématiquement analysées séparément puis confrontées les unes aux autres. Cette analyse comparative a permis au Groupe d'experts de bien comprendre les questions en jeu. En outre, il s'est attaché à vérifier par recoupement chaque élément d'information. À cette fin, les membres du Groupe ont cherché, dans la mesure du possible, à

s'entretenir avec ceux contre lesquels des accusations graves avaient été portées. Lorsqu'il ne leur a pas été possible d'avoir accès à ces témoins clefs ou à ces acteurs importants, ils se sont souvent entretenus avec les plus proches collaborateurs de ceux-ci. Toutefois, la masse de données recueillies est très déséquilibrée. Les données sont abondantes en ce qui concerne l'Ouganda, le Rwanda, le RCD-Goma, le RCD-ML et le MLC, ce qui tient en partie au grand nombre d'initiés vivant en République démocratique du Congo et en Europe qui traitaient directement avec ces diverses entités et qui ont offert de communiquer au Groupe pratiquement tout ce qu'ils savaient, ce qu'ils avaient vécu ou ce qu'ils avaient accumulé, sous forme de documentation par exemple, pendant leur collaboration. Par contre, la quantité et la qualité des données disponibles pour l'Angola, la Namibie ou le Zimbabwe sont bien moindres, bien que le Groupe se soit rendu dans ces pays. Ce déséquilibre se sent dans le rapport. Celui-ci a été établi essentiellement par une méthode empirique combinée avec une analyse économique des données rassemblées, et étayée par des éléments de preuve.

12. **Portée du rapport.** Sur le plan géographique, on a cherché à rassembler des données au sujet de territoires occupés et non occupés en République démocratique du Congo ainsi que de tout pays impliqué dans le conflit ou présentant une importance stratégique à d'autres titres, géographique, financière ou autre. En ce qui concerne les ressources naturelles, le Groupe a pris essentiellement en considération les minéraux, les ressources forestières, les produits agricoles et d'autres richesses, essentiellement les taxes à percevoir. Étant donné le grand nombre de ressources naturelles existant en République démocratique du Congo, l'intensité de l'exploitation à laquelle se livrent de nombreuses parties et le peu de temps et de ressources à la disposition du Groupe, ce dernier a formulé les critères ci-après en fonction desquels choisir les ressources à prendre en considération :

- Valeur commerciale des ressources en valeur absolue;
- Intérêt que les parties prêtent aux ressources;
- Intensité de l'exploitation.

13. Sur la base de ces critères, trois catégories de produits ont été retenues : a) ressources minérales, essentiellement colomboantalite, diamants, or et cassitérite; b) produits de l'agriculture, de la forêt et de la faune, dont bois, café et ivoire; et c) ressources financières,

provenant essentiellement de la perception de taxes. D'autres ressources – cuivre, cobalt, bétail, gorilles, okapis, tabac, thé, huile de palme et ressources foncières – auraient-elles aussi mérité de faire partie des ressources et des produits à prendre en considération. Toutefois, certaines ne répondaient pas aux critères fixés et d'autres – cuivre et cobalt notamment – auraient exigé plus de temps que n'en avait le Groupe. Il en est question dans le rapport, à des fins d'illustration, mais elles n'ont pas fait l'objet d'une étude systématique.

14. **Définitions.** Lorsqu'il a fixé les paramètres du projet, le Groupe a tenu un débat animé sur la définition et l'interprétation des mots « illégalité » et « exploitation » :

15. *Illégalité.* La partie du mandat qui a le plus prêté à controverse est le mot « illégalité » se rapportant à l'exploitation. Presque tous les acteurs et observateurs ont demandé que le mot soit défini clairement. De l'avis du Groupe, la définition de l'illégalité repose sur quatre éléments, tous liés à la primauté du droit :

a) Violation de la souveraineté. Ce premier élément est fondé sur la façon dont le Conseil de sécurité comprend l'illégalité, d'après la description du mandat du Groupe [voir la déclaration du Président du Conseil en date du 2 juin 2000 – (S/PRST/2000/20)]. Il pose comme principe que toutes les activités – extraction, production, commercialisation et exportation – qui sont menées en République démocratique du Congo sans le consentement du gouvernement légitime sont illégales. Selon cette interprétation, seuls les forces non invitées et les ressortissants des pays auxquels celles-ci appartiennent mènent des activités illégales en République démocratique du Congo;

b) Respect des règlements existant dans le pays ou territoire où les acteurs opèrent ou mènent leurs activités. Le Groupe considère que, si les autorités exerçant un pouvoir et un contrôle effectifs sur leur territoire souverain reconnaissent ou créent un cadre de réglementation destiné à régir l'utilisation ou l'exploitation des ressources, ce cadre doit être respecté. Si tel n'est pas le cas, il se peut qu'il y ait violation du droit, et partant, les activités peuvent être considérées comme illégales. Le Groupe considère ici qu'une activité illégale est une activité contraire à un ensemble de règlements;

c) Incompatibilité des pratiques commerciales normalement acceptées et des méthodes pratiquées en République démocratique du Congo. Dans ce cadre, le Groupe estime que l'utilisation du pouvoir et l'abus de

pouvoir relèvent de l'illégalité. Cette catégorie comprend le monopole commercial forcé, la fixation unilatérale des prix par l'acheteur, la confiscation ou le pillage des articles produits par les agriculteurs, et l'utilisation de forces militaires dans diverses zones pour protéger des intérêts particuliers ou pour créer des situations de monopole;

d) Violation du droit international, y compris des instruments non contraignants. Le Groupe considère que les activités et transactions exécutées en violation du droit international sont illégales.

Le Groupe a utilisé ces éléments de façon complémentaire, sans exclusive, et refusant de n'en retenir qu'un seul. À la suite des discussions qu'il a eues avec différents membres du Conseil de sécurité, le Groupe a considéré que le Conseil souhaitait une large interprétation de la notion d'illégalité.

16. *Exploitation.* Le Groupe a choisi de comprendre et d'interpréter largement la notion d'exploitation. Il y voit non seulement la production et l'extraction, mais aussi toutes les activités qui permettent aux acteurs et parties prenantes de mener dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire des activités professionnelles liées aux ressources naturelles et d'autres richesses de la République démocratique du Congo. Cette interprétation large a permis au Groupe de prendre en considération l'extraction, la production, la commercialisation et l'exportation de ressources naturelles ainsi que d'autres services tels que transports et transactions financières.

C. Plan général du rapport

17. Le rapport suit le plan général ci-après : le Groupe a tout d'abord analysé les structures préexistantes qui ont facilité l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo. Il s'agit notamment des liens financiers et commerciaux et des réseaux de transport grâce auxquels les activités actuelles d'exploitation illégale peuvent être menées.

18. Le Groupe a passé en revue les processus par lesquels les ressources naturelles sont physiquement exploitées par les forces d'occupation, essentiellement celles du Rwanda et de l'Ouganda, en collaboration avec certains groupes rebelles en République démocratique du Congo. Il a ensuite analysé les structures actuelles d'exploitation, pour montrer comment les processus ont évolué. Dans la section suivante, il a fait le portrait de certains acteurs pour montrer combien il s'agit d'une

opération organisée et bien établie. Les données économiques ont ensuite été analysées de façon à corroborer les constatations précédentes.

19. Le Groupe est alors passé à l'analyse des liens complexes entre la poursuite du conflit et l'exploitation des ressources, en utilisant pour ce faire des exemples précis. Il a cherché à montrer les divers moyens par lesquels les structures de pouvoir peuvent manipuler des situations dans leur intérêt. Cette section est directement liée à celle qui précède et, dans certains cas, les informations se répètent. La nature très complexe du problème étudié fait que cela était inévitable.

20. Vient ensuite un examen de certains aspects qui sont moins fondamentaux mais néanmoins importants et pertinents : les couvertures officielles et non officielles utilisées, les facilitateurs et les complices passifs. Le rapport se termine par un résumé des constatations et des recommandations d'action.

D. Rappel des faits

21. La République démocratique du Congo, située au cœur de l'Afrique équatoriale centrale, a une superficie de 2 267 600 kilomètres carrés et une population évaluée actuellement à 50 millions d'habitants. Elle est dotée d'une biodiversité remarquable, de ressources minérales et forestières très riches et de sols fertiles se prêtant à l'agriculture (voir carte). Ces conditions favorables, surtout dans l'est du pays, sont à l'origine de l'occupation actuelle et de la lutte pour l'exploitation des ressources naturelles.

22. Les troubles, qui ont essentiellement touché la partie est du pays, ont commencé en 1994-1995 par l'afflux de réfugiés provoqué par la guerre dans le pays voisin du Rwanda. Ce soudain afflux de centaines de milliers de réfugiés, parmi lesquels se trouvaient des membres de l'Interahamwe, a créé une nouvelle dynamique démographique dans la sous-région, brutalement perturbé le délicat équilibre des écosystèmes et provoqué des problèmes de sécurité le long de la frontière avec le Rwanda.

23. La situation s'est détériorée encore en 1996 lorsque la guerre a éclaté entre les forces zaïroises et l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), le mouvement rebelle dirigé par Laurent-Désiré Kabila et soutenu par les forces angolaises, ougandaises et rwandaises. Cette conquête de l'est de ce qui était alors le Zaïre a fondamentalement modifié

le jeu des forces dans la région ainsi que l'exploitation des ressources naturelles. Auparavant, la distribution se faisait (par des moyens légaux et illégaux) par l'intermédiaire d'entreprises congolaises locales, dans la plupart des cas des entreprises dirigées par des civils. Ces méthodes traditionnelles ont été rapidement remplacées par de nouvelles structures. En même temps que de nouveaux acteurs intervenaient, de nouvelles règles ont été mises en place pour l'exploitation des ressources naturelles. Les troupes étrangères et leurs « amis » ont ouvertement participé à cette exploitation dans les « territoires libérés », encouragés indirectement par le dirigeant de l'AFDL, Laurent-Désiré Kabila.

24. En août 1998, des hostilités ont éclaté de nouveau dans le nord, l'ouest et l'est du pays, cette fois entre les forces rwandaises et ougandaises, d'une part, et l'armée congolaise aidée par les armées de l'Angola, de la Namibie et du Zimbabwe et par des forces soudanaises et tchadiennes, d'autre part. Le Soudan et le Tchad ont depuis lors retiré leurs forces de la République démocratique du Congo.

II. Exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses

25. L'exploitation illégale des ressources de la République démocratique du Congo par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda revêt différentes formes : confiscation, exploitation directe, monopole forcé et fixation des prix. La confiscation et l'exploitation directe des richesses ont atteint des proportions telles que la guerre en République démocratique du Congo est devenue une « affaire » très lucrative. Avant, toutefois, de définir les différentes formes d'exploitation illégale et leurs modalités, il importe d'examiner les structures préexistantes qui ont facilité le processus.

A. Les structures préexistantes qui facilitent l'exploitation illégale

26. L'exploitation illégale¹ des ressources du pays par des étrangers avec la participation de Congolais a commencé avec la première « guerre de libération » en 1996. Les rebelles de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), appuyés par des militaires angolais, rwandais et ougandais se sont em-

¹ Dans le contexte du mandat du Groupe d'experts.

parés des régions est et sud-est du Zaïre. Au fur et à mesure de leur progression, l'homme qui était alors à la tête de l'AFDL, le défunt Laurent-Désiré Kabila, avait signé des contrats avec un certain nombre de sociétés étrangères. De nombreux récits et documents indiquent que dès 1997, une première vague de « nouveaux hommes d'affaires » parlant uniquement anglais, kinyarwanda et kiswahili était déjà en activité dans l'est de la République démocratique du Congo². C'est alors qu'on a commencé à signaler de fréquents vols de bétail, de café en grains et autres ressources. Au moment où éclata la guerre d'août 1998, Ougandais et Rwandais (officiers supérieurs et leurs associés) se rendaient parfaitement compte du potentiel de ressources naturelles que recelait l'est du pays et savaient où les trouver. Pour certains historiens, les forces ougandaises ont joué un rôle déterminant dans la conquête des régions de Wasta, Bunia, Beni et Butembo lors de la première guerre.

27. Des nombreux récits entendus à Kampala, il ressort que les partisans de la décision de s'engager dans le conflit en août 1998 se recrutaient parmi les officiers supérieurs qui avaient servi dans l'est du Zaïre pendant la première guerre et qui avaient déjà une idée des bonnes affaires que l'on pouvait réaliser dans la région. Certains témoins clefs, qui avaient servi dans les premiers mois du conflit dans les rangs de la faction rebelle du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), ont dit que les forces ougandaises se tenaient prêtes à entrer dans le pays et à occuper les régions dans lesquelles étaient situées les mines d'or et de diamants. Le Groupe a été informé par diverses sources qu'à la fin de septembre 1998, ces forces avaient entamé des discussions avec le général Salim Saleh concernant la création d'une société qui approvisionnerait l'est de la République démocratique du Congo en marchandises diverses tandis que l'on en importerait les ressources naturelles. Ce projet ne s'est jamais matérialisé sous la forme envisagée, mais selon ces sources, des discussions sur ce sujet et d'autres opérations possibles auraient également eu lieu avec le Président ougandais Yoweri Museveni.

28. Si la sécurité et des raisons politiques ont été invoquées comme motivation première de la décision des dirigeants politiques d'entrer sur le territoire est de la République démocratique du Congo, tout indique que certains officiers de l'état-major avaient sans nul doute des desseins plus obscurs, à savoir des objectifs écono-

miques et financiers. Quelques mois avant que n'éclate la guerre de 1998, le général Salim Saleh et le fils aîné du Président Museveni se seraient rendus dans la région. Un mois après l'ouverture des hostilités, le général James Kazini se livrait déjà à des activités commerciales. Selon des sources dignes de foi, il connaissait les secteurs dont on pouvait tirer le plus grand profit et s'était immédiatement organisé de manière à ce que le commandement local serve partout leurs communs objectifs économiques et financiers.

29. Liens financiers et commerciaux. Dès les premiers mois de la rébellion, la structure et les réseaux financiers étaient déjà en place. Au coeur de cette structure, se trouve la Banque de commerce, du développement et d'industrie (BCDI) sise à Kigali. Selon certaines sources, les Présidents Paul Kagamé du Rwanda, Museveni et le défunt Laurent-Désiré Kabila s'étaient, à l'époque de la rébellion de l'AFDL, entendus quant à la récupération des ressources financières et à l'usage qui en serait fait. De nombreuses sources ont déduit de cette collaboration que les trois dirigeants étaient actionnaires de la BCDI, ce qui n'était pas le cas.

30. L'exemple suivant illustre la nature des transactions et des liens financiers entre la BCDI, la Citibank de New York qui lui servait de correspondant, et certaines sociétés et particuliers : dans une lettre signée par J. P. Moritz, Directeur général de la Minière de Bakwanga (MIBA), société d'exploitation de diamants, adressée à Ngandu Kamenda, le Directeur général de MIBA donnait à celui-ci instruction de verser 3,5 millions de dollars à la Générale de commerce d'import/export du Congo (COMIEX)³, société appartenant au défunt Président Kabila et à certains de ses proches alliés tels le Ministre Victor Mpyo, à partir d'un compte de la BCDI, par l'intermédiaire d'un compte ouvert à la Citibank. Cette somme représentait la contribution de MIBA à l'effort de guerre de l'AFDL.

31. Réseau de transports. Les activités illégales ont également bénéficié de l'ancien réseau de transport qui existait avant la guerre de 1998. Celui-ci est constitué d'importantes compagnies aériennes et sociétés de transport routier, dont certaines ont aidé les troupes de l'AFDL dans leur guerre contre le régime de Mobutu. Le trafic des marchandises transportées s'effectue toujours

² Des échanges commerciaux transfrontières entre les peuples de ces régions ont existé de tout temps.

³ COMIEX est immatriculée au registre du commerce sous le No 43797, numéro national d'identité 31837T, siège social Kinshasa/Gombé 4, avenue de la justice. Administrateur directeur général : Frédéric Kabarele.

de la même manière. Des marchandises ou des armes entrent par la voie aérienne dans le pays tandis que des ressources naturelles ou leurs produits dérivés en sortent. Une femme d'affaires qui opère dans la région depuis quelque temps, Mme Aziza Kulsum Gulamali, par exemple, utilisait déjà ce réseau dans les années 80. Elle affrétait des appareils de la compagnie Air Cargo Zaïre pour transporter des armes à destination des forces rebelles Hutu (FDD) au Burundi et transportait au retour des cigarettes en contrebande. Depuis 1998, des avions décollent des aéroports militaires d'Entebbe et de Kigali transportant des armes, du matériel militaire, des troupes ainsi que des marchandises diverses pour le compte de certaines sociétés. Ils sont chargés au retour de café, d'or, ou transportent des diamantaires et des représentants de certaines sociétés et, dans certains cas, des troupes. Le Groupe conclut que c'est sur la base de ces réseaux et structures préexistants que se développe l'exploitation actuelle des ressources naturelles en République démocratique du Congo.

B. Pillage systématique

32. Entre septembre 1998 et août 1999, les zones occupées de la République démocratique du Congo ont été dépouillées de tous leurs stocks : stocks de minerais, de produits agricoles et forestiers et de bétail. Quelle que soit la nationalité du pilleur, le processus était le même : des troupes burundaises, ougandaises, rwandaises et/ou des soldats du RCD, commandées par un officier, visitaient les fermes, usines et banques, se faisant ouvrir portes et coffres par la direction. Ordre était ensuite donné aux soldats de charger les produits et les biens sur les véhicules de l'armée. Le Groupe a reçu de nombreuses informations et réclamations concernant ces appropriations illicites par les armées ougandaise ou rwandaise et leurs alliés locaux du RCD, dont on trouvera ci-après quelques exemples.

33. Dans le secteur minier, la société minière et industrielle du Kivu (SOMINKI) avait constitué en divers endroits des stocks de coltan pour une durée globale de sept ans. À partir de la fin novembre 1998, les forces rwandaises et leurs alliés du RCD ont organisé l'enlèvement de ces stocks et leur transport à Kigali. Selon les sources, de 2 000 à 3 000 tonnes de cassitérite et de 1 000 à 1 500 tonnes de coltan ont ainsi été prélevées dans la région entre novembre 1998 et avril 1999. Le Groupe a appris de source sûre qu'il avait fallu près d'un mois aux Rwandais pour transporter par air ce

coltan à Kigali. Il lui avait d'autre part été communiqué des documents officiels, dont un dans lequel le RCD reconnaissait avoir enlevé six tonnes de coltan et 200 tonnes de cassitérite provenant de SOMINKI d'une valeur totale de 722 482 dollars.

34. Fin août 1998, les troupes du général Kazini se sont éclipsées, emmenant avec elles les stocks de bois d'oeuvre appartenant à la société d'exploitation forestière AMEX-BOIS sise à Bagboka. En décembre de la même année, le même général a ordonné la confiscation de tout le stock de bois de la société La Forestière. Le général Kazini aurait été vu au moins deux fois dans la région où il avait temporairement établi son quartier général, pendant la période où s'est effectué le pillage.

35. En janvier 1999, dans la province de l'Équateur, Jean-Pierre Bemba et le général Kazini ont organisé une importante opération visant la confiscation de café en grains. M. Bemba était l'initiateur de ce genre d'opérations dans la province, opérations qu'il encourageait et perpétuait. Dans une lettre adressée à l'un de ses officiers, il intimait à celui-ci de mettre à disposition un véhicule de plus grandes dimensions, dont le besoin se faisait impérativement sentir. Ce véhicule, selon la source d'information, allait ultérieurement être utilisé pour transporter des tonnes de café en grains. Un participant à cette opération, qui a depuis abandonné le mouvement, a expliqué qu'il avait fallu deux mois pour transporter d'aussi énormes quantités de café. La province produisait auparavant 60 % du café robusta produit dans le pays. À la suite de ces saisies, il n'y a plus eu pendant un an aucun stock de café à exporter dans les localités de Bumba, Lisala, Bosonzo, Binga et Mindembo. La Société congolaise du café, qui était la plus grande détentrice de stocks de café de la région, a fait faillite. Le pillage systématique atteignait de tels niveaux qu'il est arrivé une fois que M. Bemba s'empare d'un stock de 200 tonnes de café en grains de la société SCIBE, qui appartenait à son père, M. Saolona Bemba. La justice n'a pas encore tranché la question.

36. Dans certains cas, des usines ont été démantelées ou on s'est emparé des pièces de rechange pour les machines; c'est ce qui s'est produit notamment à la raffinerie de sucre de Kaliba dans le sud du Kivu. Au Groupe qui s'était enquis du démantèlement de certaines usines, le cabinet du RCD a répondu que les investisseurs étaient libres de démanteler leurs usines et de les réinstaller où ils le voulaient. En résumé, le RCD reconnaissait le phénomène, mais l'expliquait par la décision de l'investisseur de délocaliser les usines tout en

s'approvisionnant en matières premières en République démocratique du Congo. Il semble qu'on s'y soit également emparé, entre autres choses, de voitures, car les statistiques d'immatriculation en Ouganda ont augmenté de 25 % en 1999.

37. Le secteur financier n'a pas été non plus épargné. Un ancien membre du RCD ayant fait défection et qui avait participé à quelques pillages, a dit au Groupe que les militaires rwandais, aussitôt qu'ils s'étaient emparés d'une ville, prenaient systématiquement pour cible les banques locales. Très souvent, ils utilisaient des hommes du RCD pour ramasser l'argent, tandis que leurs soldats armés encerclaient la banque. C'est ainsi que la Banque Kisangani, une succursale de la Banque centrale, a été visitée par du personnel du RCD accompagné de soldats rwandais. Selon les différentes sources (Banque centrale à Kinshasa ou témoins oculaires), le montant des sommes ainsi soustraites en francs congolais allait de l'équivalent de un million à 8 millions de dollars des États-Unis. L'opération aurait eu lieu environ deux jours après que des fonctionnaires de la Banque centrale et du Ministère des finances y avaient déposé l'argent destiné au paiement des salaires des fonctionnaires et que les billets en anciens francs congolais avaient été remplacés par de nouveaux billets.

38. L'argent avait ensuite été transféré, sous escorte militaire, à l'hôtel Palm Beach. La direction de l'hôtel se rappelle que des sacs pleins d'argent ont été entreposés dans ses locaux sous la garde pendant quelques jours de soldats armés qui ne parlaient pas le lingala (la plus communément parlée des langues congolaises). Une telle opération avec la participation d'un certain nombre de militaires armés pouvait-elle se dérouler sans le consentement du commandant en chef rwandais en République démocratique du Congo et sans que celui-ci en ait eu connaissance?

39. Ce serait les aides de Jean-Pierre Ondekane (un dirigeant du RCD) qui auraient retiré l'argent de l'hôtel Palm Beach, l'auraient acheminé par air jusqu'à Goma et remis à Emmanuel Kamanzi (ancien chef du Département des finances du RCD), qui se serait envolé ensuite pour Kigali. Le Groupe n'a pu identifier le destinataire final de l'argent et ne sait pas non plus combien d'argent s'est évanoui entre Kisangani, Goma et Kigali. Toutefois, il a appris de certaines sources que M. Kamanzi avait été brièvement emprisonné quelque temps après cette opération. Celui-ci aurait semble-t-il puisé dans l'argent qu'il avait uniquement ordre de transporter.

M. Kamanzi a expliqué à des amis qu'il avait simplement pris des vacances (deux mois) à Kigali.

40. Au moment où se déroulait cette opération, plusieurs banques dans la province de l'Équateur recevaient la visite des hommes de M. Bemba. Selon une source digne de foi, ses troupes avaient reçu ordre de vider systématiquement la banque aussitôt qu'une ville avait été prise. Celles-ci ont ainsi prélevé l'équivalent de 400 000 dollars à la succursale de la Banque commerciale du Congo à Bumba, de 500 000 dollars à Lisala et d'approximativement 600 000 dollars à Gemena.

41. Kinshasa n'a pas été davantage épargné par le pillage. Le Groupe a des preuves d'une pratique systématique consistant pour le défunt Président Kabila, agissant par procuration, à percevoir un certain pourcentage des bénéfices des sociétés. Certaines compagnies pétrolières de la République démocratique du Congo, par exemple, versaient quotidiennement ou hebdomadairement au titre de la rubrique obscure de *taxe parafiscale* des sommes d'argent liquide au défunt Président par l'intermédiaire de son ministre, ami et homme de main, M. Mpoyo. D'autres sociétés, comme la MIBA, devaient reverser une partie de leurs bénéfices au régime du défunt Président et toutes les sociétés paraétatiques et privées importantes étaient priées d'ouvrir des comptes à la Banque de commerce et du développement (voir par. 78).

42. Toutefois, avec le temps, la diminution progressive du pillage systématique que l'on vient de décrire a exposé au grand jour les vols commis individuellement par les militaires. À Bunia, par exemple, lors des entretiens organisés par le Groupe, des ONG, des témoins oculaires et des victimes ont mentionné des cas de civils congolais qui avaient été tués ou blessés pour avoir résisté à des tentatives de vol de la part des rebelles du RCD et de soldats étrangers. À Bukavu, des particuliers ont expliqué aux membres du Groupe comment des militaires rwandais avaient confisqué les économies de toute une vie en billets de banque des États-Unis ainsi qu'une partie de l'or acheté à titre de monnaie refuge pour se protéger de la dévaluation répétée des francs congolais et zaïrois. Ces agissements avaient contribué à alimenter le ressentiment croissant de la population congolaise à l'égard des soldats étrangers et de certains rebelles.

43. Le pillage des usines, des stocks et des biens privés n'était pas uniquement le fait de soldats isolés, mais était encouragé, et parfois organisé et coordonné, par les officiers supérieurs des armées aussi bien ougandaise que rwandaise.

44. C'est ainsi que, pour faciliter le pillage, le général Kazini nommait des officiers loyaux et des civils congolais dont il était sûr à des postes de la fonction publique dans des régions ayant un riche potentiel en ressources naturelles afin d'y implanter solidement ses réseaux. C'est ce qui s'est passé à Ituri, où il a nommé Adele Lotsove en 1999 (voir par. 71). Aux ordres de cette pyramide de collaborateurs, colonels et officiers supérieurs, des hommes de main se livraient pour leur compte au pillage.

45. Des entretiens qu'a eus le Groupe avec de nombreux et divers témoins, il ressort que des membres de premier plan des Gouvernements ougandais et rwandais étaient très certainement au courant de la situation, notamment du pillage des stocks d'un certain nombre d'usines. Dans certains cas, le niveau de production de ressources minérales ne pouvait manquer d'alerter n'importe quel gouvernement; la production d'or pour l'Ouganda et de coltan pour le Rwanda, par exemple, était passée de 99 tonnes en 1996 à 250 tonnes en 1997.

C. Exploitation exogène et endogène

46. Phase d'exploitation. L'ampleur du pillage systématique auquel se sont livrés à divers niveaux en République démocratique du Congo les rebelles et les militaires étrangers a jeté un voile sur les activités d'exploitation directe pendant les 12 premiers mois de la deuxième guerre. Une fois épuisés les stocks de ressources, les forces d'occupation et leurs alliés sont passés à une autre phase d'exploitation active. Les Congolais (civils et militaires) comme les étrangers (civils et militaires) entreprirent d'exploiter directement les ressources naturelles. Plutôt que de ne mentionner que brièvement quelques exemples, on examinera plus longuement ci-après un cas particulier, qui est une excellente démonstration des pratiques illicites auxquelles a recours une société, et de sa complicité avec les forces d'occupation et le Gouvernement, ainsi que des relations internationales qu'elle met en oeuvre pour exploiter les ressources naturelles de la République démocratique du Congo.

47. Étude du cas DARA-Forest. Une société forestière ougando-thaïlandaise appelée DARA-Forest s'est installée dans la région d'Ituri à la fin de l'année 1998. En mars 1998, cette société avait sollicité l'octroi d'une concession forestière en République démocratique du Congo, concession qui lui avait été refusée par les autorités de Kinshasa. En 1999, la société a commencé à acheter des produits forestiers et, pour ce faire, a loué les

services de particuliers chargés de récolter le bois pour le lui revendre ensuite. Ces particuliers étaient initialement des bûcherons congolais opérant en partenariat avec des Ougandais. La société DARA s'est engagée la même année dans la production industrielle en construisant une scierie à Mangina. En 2000, elle avait obtenu du RCD-ML sa propre concession. L'analyse de séries d'images recueillies par satellite sur une certaine période révèle l'étendue de la déforestation qu'a subie la Province orientale entre 1998 et 2000. Les forêts les plus exploitées se situent autour de Djugu, Mambassa, Beni, Komanda, Luna, Mont Moyo et Aboro. L'abattage des arbres s'y est effectué sans considération d'aucune règle minimale acceptable d'exploitation assurant une gestion durable de la forêt ou ne serait-ce que des possibilités d'abattage durables.

48. Le bois d'oeuvre exploité dans cette région occupée par l'armée ougandaise et le RCD-ML transitait exclusivement par l'Ouganda ou était utilisé dans ce pays. Il ressort de l'enquête que le Groupe a menée à Kampala que l'on peut se procurer facilement dans cette ville de l'acajou provenant de la République démocratique du Congo que l'on paie moins cher que l'acajou ougandais. Cette différence de prix s'explique simplement par le fait que le bois est acquis à moindre coût en République démocratique du Congo. Le bois d'oeuvre que l'Ouganda se procure dans ce pays n'est pratiquement soumis à aucune taxe. En outre, les droits de douane ne sont généralement pas acquittés lorsque les camions passent la frontière sous escorte militaire ou simplement sur instructions du commandement local sous les ordres du général Kazini. Le bois d'oeuvre provenant de la République démocratique du Congo est alors exporté vers l'Ouganda, le Kenya et sur d'autres continents. Selon les autorités portuaires du Kenya, d'importantes quantités de bois d'oeuvre étaient exportées vers l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord.

49. Le Groupe s'est aussi rendu compte au cours de son enquête que des bûcherons ougandais violaient la législation forestière, reconnue par leur allié RCD-ML, en abattant des arbres qu'ils exploitent directement comme bois d'oeuvre. La législation congolaise concernant le permis de coupe n'autorise que des particuliers ressortissants du Congo à exploiter du bois d'oeuvre et seulement en petites quantités. Pour se voir octroyer des concessions plus importantes, les étrangers doivent en faire officiellement la demande. Les Ougandais ont commencé par opérer en partenariat avec un Congolais titulaire d'un permis puis ont rapidement entrepris de le

soudoyer pour qu'il leur sous-loue celui-ci en vue de s'en assurer à l'avenir la possession en violation directe de la loi.

50. L'abattage d'arbres destinés à la production et l'exportation de bois d'oeuvre en République démocratique du Congo n'a cessé de se faire en toute illégalité. Outre qu'elle exploite du bois d'oeuvre sans autorisation dans un pays souverain et en violation de sa législation, DARA-Forest exporte régulièrement sa production sans se soumettre à aucune procédure de certification. Elle a tenté de prendre contact avec des organismes de certification agréés par le Forest Stewardship Council. Ces organismes exigent de l'exploitant qu'il présente certains documents et pièces justificatives que DARA-Forest n'a jamais produits. Cette société exporte pourtant du bois d'oeuvre en violation de la procédure établie et généralement acceptée par la communauté mondiale des exploitants forestiers et qui est maintenant considérée comme un usage de droit international. Les sociétés qui importent ce bois d'oeuvre non documenté provenant de DARA-Forest sont essentiellement ressortissantes de grands pays industrialisés, notamment la Belgique, la Chine, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, le Japon, le Kenya et la Suisse.

51. Le Groupe s'est également rendu compte qu'il y avait collusion entre la société DARA Great Lake Industries (DGLI) dont DARA-Forest est une filiale, de même qu'entre la société jumelle ougandaise Nyota Wood Industries et le Ministère ougandais de l'aménagement du territoire et des eaux et forêts aux fins de la mise en place d'un système facilitant la certification du bois d'oeuvre en provenance de la République démocratique du Congo. En mai 2000, DGLI a signé un contrat avec Smart Wood et le Rogue Institute for Ecology and Economy d'Oregon, États-Unis, concernant la délivrance de certificats de conformité des produits forestiers. Le 21 mars 2000, le Directeur du groupe DARA, Prossy Balaba, a envoyé une lettre au Commissaire le priant d'autoriser un représentant de Smart Wood à visiter certaines forêts, notamment celles de Budongo et Bugoma; celui-ci était attendu dans la région vers la mi-avril. Cette visite n'était qu'un artifice destiné à abuser le représentant de Smart Wood auquel ces forêts étaient présentées comme étant celles sur lesquelles porteraient les certifications afin de le convaincre de certifier conforme la production de bois d'oeuvre de DARA-Forest. Or, au moment de cette visite, qui a eu lieu du 14 au 16 avril, le groupe DARA n'avait même pas sollicité de concession dans la forêt de Budongo (Ouganda). Ce

n'est que le 5 juillet 2000 que John Kotiram du groupe DARA écrivit au Commissaire sollicitant l'octroi d'une concession forestière dans cette forêt.

52. Derrière tout cela se cache la volonté de se servir de la forêt de Budongo exploitée en conformité des exigences internationales de certification comme modèle des forêts d'où est tiré le bois d'oeuvre en provenance de la République démocratique du Congo, de telle sorte que celui-ci soit certifié conforme en l'absence de tout élément justifiant cette certification. Les plans qui doivent permettre de contourner à l'avenir le système international sont déjà en place. Selon des documents internes de la société DGLI, DARA-Forest importera du bois d'oeuvre de la République démocratique du Congo en Ouganda, où ce bois sera transformé en différents types de produits dans une nouvelle usine à Namanve qui débitera ce bois en même temps que du bois provenant de l'exploitation de forêts ougandaises. Les partenaires de DGLI dans ce montage sont les suivants : DARA Europe GmbH d'Allemagne, Shanton President Wood Supplie Co. Ltd. de Chine, President Wood Supply Co. Ltd. de Thaïlande, DARA Tropical Hardwood, Portland (Oregon) des États-Unis. La répartition des ventes de la société restera vraisemblablement la même soit environ 30 % à destination de l'Extrême-Orient, de la Chine, du Japon et de Singapour, 40 % à destination de l'Europe et 25 % à destination de l'Amérique du Nord. L'actionnariat et la gestion de DARA Great Lakes Industries sont aux mains de ressortissants ougandais et de ressortissants thaïlandais dont M. John Supit Kotiran et Pranee Chanyuttasart, l'un et l'autre ressortissants thaïlandais, et Prossy Balaba, ressortissant ougandais. Selon certaines informations non confirmées, des membres de la famille du président Museveni seraient actionnaires de DGLI, encore qu'un supplément d'enquête soit nécessaire pour le vérifier.

53. Le groupe DARA a également mis en place un autre montage lui permettant de mener ses activités frauduleuses en République démocratique du Congo. Les activités de DGLI consistent en l'exploitation forestière et en diverses activités financières et industrielles. Profitant de la confusion qui s'est créée entre DARA-Forest, à laquelle a été octroyée une concession par le RCD, et DGLI, DARA-Forest se livre également au commerce des diamant, de l'or et du coltan. Des rapports émanant des postes douaniers de Mpondwe, Kasindi et Bundbujy concernant l'exportation par camion, en provenance de la République démocratique du Congo, de minéraux

tels que la cassitérite et le coltan ont été communiqués au Groupe. Au cours de la visite qu'il a effectuée à Bunia, celui-ci a été informé que d'autres produits que du bois étaient chargés dans les camions censés ne rien transporter d'autre; il y a tout lieu de penser qu'il s'agissait de coltan et de cassitérite. La fraude s'étend, en outre, à l'établissement de faux documents et déclarations « en provenance » de Kinshasa.

54. Le taux d'abattage aux alentours de Butembo, Beni, Boga et Mambassa est inquiétant. L'administration du RCD-ML a reconnu qu'elle n'exerçait aucun contrôle sur le taux d'exploitation, le recouvrement des taxes concernant les activités d'abattage et les droits de douane aux points de sortie. D'après les récits de témoins oculaires, les images recueillies par satellite, les déclarations d'acteurs principaux et la propre enquête du Groupe, il est suffisamment prouvé que l'exploitation de bois d'oeuvre est directement liée à la présence ougandaise dans la Province orientale. Ces activités ont atteint des proportions alarmantes et les Ougandais (civils, militaires et sociétés) y participent très largement. En mai 2000, le RCD-ML a octroyé une concession de 100 000 hectares à DARA-Forest. Depuis septembre 1998, cette société exporte en gros chaque année environ 48 000 mètres cubes de bois d'oeuvre.

55. Autres plans d'extraction. Les Burundais et les Rwandais se sont également livrés à des activités d'abattage du bois ou ont été associés avec des entreprises congolaises d'exploitation forestière. Les routes à emprunter pour acheminer le bois d'endroits éloignés dans la forêt sont en très mauvais état. Toutefois, on trouve du bois congolais, comme on l'appelle à Bujumbura, au Burundi et au Rwanda. Cependant, certains Burundais participent également à l'exploitation d'écorce de *Prunus Africana*, arbre connu et utilisé en médecine pour le traitement de la prostate. Il ressort clairement des statistiques collectées auprès des autorités portuaires tanzaniennes que le Burundi exportait ces écorces en 1998 et 1999. Il n'y a pas toutefois de *Prunus Africana* au Burundi; on le trouve dans les forêts du Sud-Kivu.

56. Industries extractives. Dans le secteur minier, l'extraction directe était pratiquée de trois manières, à savoir : a) par des soldats pour leur compte personnel; b) par des villageois organisés par des commandants rwandais et ougandais; et c) par des étrangers pour le compte de l'armée ou des commandants.

57. Le Groupe d'experts a eu connaissance d'un certain nombre de cas où des soldats participaient directe-

ment à l'extraction minière à Watsa. Le 9 septembre, le commandant local des Forces armées ougandaises a exigé l'extraction d'or sur les piliers des galeries des mines de Gorumbwa, pour laquelle de la dynamite a été utilisée. Le 9 septembre, les galeries se sont effondrées, causant la mort de plusieurs mineurs congolais. Quelques mois plus tard, des soldats ougandais qui étaient venus exploiter des mines dans le même secteur ont contracté des maladies respiratoires. D'autres soldats de l'armée ougandaise ont eux-mêmes raconté à des amis, à leur retour, comment ils opéraient pour extraire de l'or. Il ressort de ces récits que, même lorsque les commandants locaux étaient informés de ces activités, il y avait une certaine indulgence. Le Groupe d'experts qualifie ce comportement de complicité passive de la part de certains commandants mais il n'est pas établi que les soldats aient partagé avec leurs alliés les minéraux en leur possession.

58. Les Congolais locaux se livrent depuis de nombreuses années à des activités d'extraction pour leur propre compte. La nouveauté concernant leur participation réside dans le fait que certains d'entre eux étaient utilisés comme main-d'oeuvre que l'on a « convaincue » d'extraire de l'or, des diamants ou de la colombotantalite (coltan). Dans la localité de Bondo, province de l'Équateur, des jeunes de 12 à 18 ans étaient recrutés par Jean-Pierre Bemba. Les alliés ougandais entraînaient les recrues et leur inculquaient l'idée que l'armée ougandaise était une « armée de développement » dont l'objectif était d'améliorer les conditions de vie de la population. Après la séance d'exercice physique d'une heure le matin, ils étaient envoyés dans les mines d'or afin d'extraire le minerai pour le compte des Ougandais et M. Bemba. D'après des témoins, à Kalima, le commandant Ruto, de l'APR, a engagé deux équipes de Congolais locaux pour extraire du coltan; ces Congolais travaillaient sous la surveillance vigilante de soldats rwandais.

59. Dans le district minier de Kilo-Moto, les commandants ougandais locaux et certains des soldats qui gardaient les différents points d'entrée des secteurs miniers autorisaient et encourageaient la population locale à se livrer à des activités d'extraction. Suivant l'arrangement conclu entre les soldats et les mineurs, chaque mineur devait déposer au point d'entrée/de sortie un gramme d'or chaque jour. Un important informateur a dit au Groupe d'experts qu'en moyenne 3 000 personnes exploitaient cette vaste concession six jours par semaine. Cette source, confirmée par d'autres sources, l'a informé

que l'opération était bien organisée et se déroulait sans problème. En moyenne, deux kilogrammes d'or étaient livrés chaque jour à la personne dirigeant le réseau.

60. Le dernier plan d'extraction organisée mis au point par les forces d'occupation comprend l'importation de main-d'oeuvre pour les activités d'extraction. Ces dernières amenaient de la main-d'oeuvre de leur propre pays et assuraient la sécurité et le soutien logistique nécessaires. En particulier, le Rwanda utilisait des prisonniers pour extraire le coltan moyennant une réduction de peine ou le versement de montants limités pour acheter de la nourriture. Le Groupe d'experts a récemment été informé de la présence de 1 500 prisonniers rwandais à Numbi, territoire de Kalehe. D'après le même rapport, ces prisonniers ont été vus alors qu'ils extrayaient du coltan sous la garde de soldats de l'Armée patriotique rwandaise. L'organisation Human Rights Watch a fait état de la même information en mars 2001. Ce récent rapport confirme un grand nombre d'autres informations et récits de témoins oculaires décrivant la participation de prisonniers, dont certains étaient d'anciens réfugiés.

61. **Incidences sur le milieu naturel.** Le milieu naturel a aussi souffert considérablement du conflit. De nombreuses informations et statistiques d'organisations régionales de protection de l'environnement indiquent que, dans le secteur contrôlé par les forces ougandaises et les rebelles soudanais, près de 4 000 éléphants sur une population de 12 000 ont été tués dans le parc de Garamba, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, entre 1995 et 1999. La situation dans d'autres parcs et réserves est tout aussi grave, en particulier dans le parc de Kahuzi-Biega, la réserve d'okapis et le parc de Virunga. Le nombre d'okapis, de gorilles et d'éléphants a fortement diminué. Dans le parc de Kahuzi-Biega, zone contrôlée par les Rwandais et le RCD-Goma et riche en coltan, il restait en 2000 seulement deux familles d'éléphants sur 350. Les écologistes craignent que les animaux restants aient fui d'eux-mêmes ou aient été tués, du fait que deux tonnes de défenses ont été repérées dans le secteur de Bukavu à la fin de 2000. Dès avril 2000, environ trois tonnes de défenses ont été provisoirement saisies par le RCD-ML à Isiro. À la suite des fortes pressions exercées par l'Ouganda, le chargement a été débloqué et transféré à Kampala.

62. Le Groupe d'experts dispose d'informations indiquant que la chasse à l'éléphant pratiquée en violation du droit international [convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages

menacées d'extinction (CITES)] était généralement bien organisée. Les soldats chassaient directement, avec l'accord de leur commandant, ou ils fournissaient matériel et protection aux villageois locaux afin qu'ils chassent eux-mêmes dans le but d'obtenir des défenses d'éléphant. Par exemple, en août 2000, le colonel Mugeni des Forces armées ougandaises et plusieurs de ses soldats ont été découverts avec 800 kilogrammes de défenses dans leur véhicule près du Parc de Garamba. Le Gouvernement ougandais a reçu des informations détaillées sur cet incident. Des témoins oculaires ont signalé au Groupe d'experts plusieurs incidents où des soldats rwandais étaient impliqués dans le commerce de la viande d'éléphant et de buffle. Dans les secteurs de Bukavu et Goma, il semble qu'un certain type d'arrangement soit appliqué : les commandants prennent les défenses, les soldats négocient le prix de gros avec des villageois et ces derniers vendent la viande au marché comme détaillants.

63. La récolte du café par des non-propriétaires de plantations représente une autre caractéristique de l'exploitation des ressources naturelles. Jean-Pierre Bemba, dirigeant du MLC et aujourd'hui Président du Front de libération du Congo, partenaire du général Kazini dans une affaire d'exploitation de café, a récolté directement du café d'une plantation dont il n'est pas propriétaire. Lors de notre visite à Gbadolite, plusieurs habitants ont indiqué que le café était récolté par des hommes de M. Bemba dans plusieurs plantations privées appartenant à des personnes qui avaient fui la région.

64. **Monopoles et fixation des prix.** Les rebelles et les forces rwandaises et ougandaises se sont non seulement livrées au pillage et à l'extraction des ressources mais ils ont aussi exploité illégalement le système commercial. Dans certains cas, ils ont contraint les entreprises locales et certaines entreprises étrangères à fermer. Les méthodes utilisées variaient, allant du pillage au harcèlement des propriétaires; l'objectif final était d'obtenir le contrôle du commerce local, aboutissant à l'exercice d'un contrôle sans précédent de l'économie dans les régions est et nord-est du Congo. Lors de ses visites sur le terrain, le Groupe d'experts a constaté que les biens de consommation et autres produits que l'on trouvait à Gbadolite et Bunia provenaient pour la plupart d'Ouganda. Lors d'une visite qu'ils ont effectuée à Bunia, les membres du Groupe ont assisté au déchargement de caisses de bière d'un avion en provenance de ce pays. À Gbadolite, la majeure partie des cigarettes, des boissons, du papier de toilette, etc. sont importés d'Ouganda.

S/2001/357

De même, les produits que l'on trouve à Kisangani, Bukavu et Goma proviennent essentiellement du Burundi ou du Rwanda. Les articles importés pour les zones occupées transitent par les ports de Mombassa et Dar es-Salam. Ces faits ont été confirmés lors d'une visite du Groupe d'experts aux services des douanes (Administration fiscale) à Kampala. Par ailleurs, suivant les importateurs, certaines taxes ne sont pas acquittées. Le RCD-ML a confirmé cette pratique au Groupe lors de ses entretiens à Bunia, en octobre 2000.

65. Les forces rwandaises et ougandaises et leurs alliés congolais exploitaient également les cultivateurs locaux, auxquels ils imposaient des prix et des conditions. Dans un cas, un exploitant agricole vivant à proximité du fleuve Oubangui, à 20 km de Gbadolite, a expliqué à un membre du Groupe d'experts de quelle manière il était tributaire des négociants pour la fourniture des sacs imposés par les collecteurs de café (acheteurs). Si les exploitants n'utilisaient pas ces sacs, il en résultait une réduction automatique du prix du café. Les sacs n'étaient pas fabriqués dans l'est de la République démocratique du Congo et il fallait les acheter.

66. Dans un autre cas, une femme a expliqué comment elle-même et son mari ne pouvaient plus vendre leur huile de palme à la République centrafricaine voisine, ou l'expédier à Kinshasa pour obtenir un meilleur prix. Le contrôle des réseaux commerciaux pour des produits comme le café et l'huile de palme était presque total dans les zones occupées, ce qui aboutit à un monopole de fait, comme celui qu'exerce M. Bemba sur les exportations de café dans la province de l'Équateur. Les habitants de la province demeurés dans les villages travaillaient plus pour une rémunération moindre, voire inexistante. Les organisations humanitaires actives dans les zones occupées ont mentionné au Groupe des cas où les femmes, dans certains villages, avaient cessé d'envoyer leurs enfants dans les centres sanitaires car elles ne possédaient plus de vêtements simples pour préserver leur dignité.

67. L'exploitation des ressources devient encore plus contestable lorsque certains des protagonistes non seulement fabriquent de la fausse monnaie congolaise mais l'utilisent pour acquérir des ressources naturelles. Selon des sources fiables, le groupe Victoria, dont l'actionnaire principal est le général Khabab Akandwanaho, alias Salim Saleh, aurait participé à la fabrication de fausses monnaies congolaises. Ces billets servent à acheter les produits de cultures commerciales, principalement du café. Une source très fiable a déclaré au Groupe

d'experts qu'au milieu de 1999, Jean-Pierre Bemba avait ordonné la fabrication de billets de 100 francs congolais. Toutefois, le groupe Victoria a lui aussi fabriqué de la fausse monnaie congolaise pendant la même période. De fait, à la fin de 1999, la province de l'Équateur était inondée de faux billets congolais; M. Bemba a donc décidé de suspendre la fabrication de faux billets de 100 francs, y compris ceux qu'il avait fait fabriquer, afin d'entraver l'inflation dans les secteurs qu'il contrôlait.

68. Le Groupe d'experts dispose d'éléments établissant que l'exploitation illégale des ressources naturelles dépasse le cadre des ressources minérales et agricoles. Elle se poursuit aussi activement en ce qui concerne les transactions financières, les taxes et le recours à une main-d'œuvre bon marché, que notre mandat a qualifié d'autres formes de richesse. Les banques et compagnies d'assurances locales opérant à Goma, Bukavi, Kisangani, Bunia et Gbadolite traitent directement avec Kigali ou Kampala. Un système de recouvrement des impôts, appliqué dans certains cas, a été mis en place par le MLC, le RCD-ML et le RCD-Goma, en collaboration avec leurs contreparties ougandaises et rwandaises établies. D'après les rebelles, ces impôts servent à financer ou à appuyer l'effort de guerre. En fait, une partie des fonds collectés est envoyée à Kigali (dans le cas du RCD-Goma). En ce qui concerne les anciens membres du RCD-ML et le MLC, non seulement une partie des taxes était envoyée à Kampala, mais certains colons exigeaient un paiement direct du RCD-ML. À Bunia et à Bukavu, la population a protesté et manifesté contre cette pratique abusive qu'elle a dénoncée. Dans les zones contrôlées par M. Bemba, les ruraux qui transportent de l'huile de palme sur leur bicyclette doivent acquitter une taxe sur celle-ci.

69. Le recours à la main-d'œuvre enfantine est également généralisé dans les territoires occupés. Certains enfants seraient utilisés pour extraire de l'or dans les mines de Kilo-Moto. Dans la province de l'Équateur, des enfants ont été vus dans des mines de diamant. Les membres du Groupe d'experts ont noté la présence de jeunes recrues du MLC à l'aéroport de Gbadolite et dans la ville. À l'aéroport, ils attendaient un vol, après avoir achevé récemment leur période d'entraînement militaire.

70. Les faits susmentionnés attestent que les procédures et méthodes d'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo évoluent constamment. Les forces d'occupation ont commencé par la méthode la plus simple : le pillage des réserves. À mesure que les réserves diminuaient, elles ont mis au

point des moyens efficaces d'extraire les ressources supplémentaires nécessaires pour maintenir leurs coffres pleins. Enfin, tous les moyens nécessaires étaient reconnus comme modes d'acquisition légitimes. Il ressort de tous les éléments exposés plus haut que ce processus continuera d'évoluer selon qu'il sera jugé nécessaire.

D. Structures utilisées pour l'exploitation illégale des ressources naturelles

71. Structures administratives. L'exploitation illégale des ressources naturelles est facilitée par les structures administratives mises en place par l'Ouganda et le Rwanda. Les dirigeants de ces pays ont nommé directement et indirectement des gouverneurs régionaux ou des autorités locales, ou, plus généralement, nommé ou confirmé des Congolais à ces postes. Un exemple typique, du côté ougandais, est la nomination du Gouverneur de la province d'Ituri. Le 18 juin 1999, le général ougandais Kazini a nommé gouverneur de cette province Adele Lotsove, Congolaise qui avait déjà exercé des fonctions dans les gouvernements de Mobutu et Kabila. Il ressort clairement des informations obtenues qu'elle a participé à la collecte et au transfert de fonds de la région administrative qui lui avait été assignée aux autorités ougandaises en 1999. D'après certaines sources, elle aurait également contribué à la réaffectation de terres des Lendus aux Hemas. Du côté rwandais, d'après une source fiable, les autorités rwandaises seraient intervenues pour obtenir la nomination de Gertrude Kitembo comme gouverneur du Maniema.

72. Modes de transport. Les activités illégales ont été facilitées par l'évolution des moyens de transport dans la région. Avant la seconde guerre, la plupart des échanges de biens et de produits étaient effectués par route. Dans une large mesure, les trafiquants utilisaient les lacs Kivu et Tanganyika pour faire passer en contrebande des biens et produits à destination ou en provenance de la République démocratique du Congo, et dans certains cas, ils utilisaient des aéronefs. Le changement s'est accentué au cours des quatre dernières années. Un nombre croissant d'avions sont utilisés pour transporter des produits et des armes en République Démocratique du Congo et de vastes quantités de produits agricoles et de minéraux, en particulier vers Kampala et Kigali. L'autre fait nouveau concernant le recours accru au transport aérien a été l'utilisation d'avions loués par l'armée pour des fonctions commerciales et non militaires. Différentes catégories de personnes, notamment des soldats, des journalis-

tes et des commerçants, ont décrit au Groupe d'experts leurs voyages dans des avions transportant également des sacs de café et d'autres produits non militaires.

73. Le changement intervenu dans les modes de transport s'accompagnait d'un changement dans les intervenants et d'une redéfinition des compagnies de transport. Les sociétés traditionnelles et bien établies, comme TMK, ont vu leur part de marché diminuer, tandis que d'autres ont simplement disparu (Air Cargo Zaïre). En même temps, de nouvelles sociétés sont apparues et se sont développées, comme Air Navette et Jambo Safari, dont les propriétaires sont des parents et amis des généraux, colonels et présidents, contrôlés par eux. De l'autre côté, les intervenants extérieurs qui sont arrivés dans la région avec la « conquête » de Kinshasa par l'AFDL pendant la première guerre, en transportant des troupes, sont restés et ont consolidé leurs positions; c'est le cas de Victor Butt, marchand d'armes notoire dans la région. La plupart des vols à destination et en provenance de la province de l'Équateur et de la province orientale partent de l'aéroport militaire d'Entebbe. Lors d'une visite à Kampala, le Groupe d'experts a été informé des préoccupations exprimées par la Direction des impôts ougandaise au Ministère de la défense concernant la question des pertes de recettes fiscales du fait que les produits entrant par avion en République démocratique du Congo en provenance de l'aérodrome militaire d'Entebbe ou quittant le territoire congolais à destination de cet aérodrome n'étaient pas contrôlés et qu'aucune taxe n'était recouvrée par les services douaniers.

74. Du côté ougandais, on mentionnera trois grandes compagnies privées :

- Air Alexander, dont le propriétaire est Jovia Akandwanaho, épouse de Salim Saleh et beau-père du Président Museveni. Cette société assurait essentiellement des vols entre Entebbe et Kisangani avant le dernier combat dans cette ville. D'après certaines sources, elle continue d'opérer dans le territoire contrôlé par les forces ougandaises;
- Air Navette, qui traite avec le général Salim Saleh et Jean-Pierre Bemba. La compagnie assure des vols à destination de Gbadolite, Gemena, Kisangani, Bunia et Kampala, utilisant deux appareils de type Antonov 26 et Antonov 12;
- Uganda Air Cargo, qui travaille principalement avec le Ministère ougandais de la défense. Auparavant, elle utilisait un appareil C-130 mais elle exploite actuellement un Iliouchine 76 et un Antonov

12. Cette compagnie assure des vols à destination d'Entebbe, de Gemena, de Basankasu, d'Isiro et de Buta.

Le Groupe d'experts dispose d'informations indiquant que la plupart des compagnies aériennes privées ne sont pas propriétaires des appareils qu'elles utilisent, ceux-ci appartenant généralement à des personnes comme Victor Butt.

75. Du côté rwandais, diverses compagnies privées opèrent dans le territoire :

- New Gomair qui assure des vols à destination de Kisangani-Goma et Kigali. D'après certaines sources, l'épouse du Ministre rwandais des finances figurerait parmi les actionnaires;
- Air Navette, qui assure des liaisons à destination de Goma, Bukavu, Kisangani et Kigali. D'après certaines sources, l'un des principaux actionnaires, Modeste Makabuza, également propriétaire de la compagnie Jambo Safari, est une personnalité connue dans l'entourage du Président Kagamé;
- Air Boyoma, service de navette entre Goma et Lodja; d'après certaines sources, M. Ondekane, ancien premier Vice-Président du RCD-Goma, figurerait parmi les actionnaires;
- D'autres compagnies, comme la Compagnie aérienne des Grands Lacs et Cargo Fret International, Sun Air Services et Kivu Air Services, assurent des vols dans la région.

76. Des clients et d'autres sources très fiables ont indiqué que Sabena Cargo transportait des ressources naturelles illégales extraites en République démocratique du Congo. Cette compagnie transporterait du coltan extrait de ce pays, de l'aéroport de Kigali vers des destinations européennes. Le Groupe d'experts a demandé à rencontrer des membres de la direction de Sabena à Kampala et à Bruxelles, mais personne n'a été mis à sa disposition pour un entretien.

77. Réseau financier. Toutes les activités illégales menées dans l'est de la République démocratique du Congo, mais principalement les opérations commerciales, utilisent le réseau financier dans une certaine mesure. L'une des caractéristiques de ce réseau est le fait qu'il est capable de s'adapter rapidement au nouveau contexte politique et économique. Des villes comme Kisangani et Goma étaient déjà des centres commerciaux importants pour les diamants et les biens de consumma-

tion. La plupart des banques opérant dans les zones occupées étaient déjà établies en République démocratique du Congo avant la guerre d'août 1998. Leur siège ou les banques correspondantes se trouvaient généralement à Kinshasa. Avec l'occupation, ces banques et leurs correspondants ont souvent transféré leur siège à Kigali. On mentionnera entre autres les établissements suivants :

- Union des Banques congolaises; bien que son siège demeure à Kinshasa, elle poursuit des activités dans des secteurs contrôlés par le Rwanda;
- Banque commerciale du Congo, dont le siège est à Kinshasa; elle a des filiales dans l'est de la République démocratique du Congo. Le Directeur a été transféré à Kigali afin de superviser l'opération dans l'est du pays. Cette banque est liée à la Belgo-congolaise, consortium de banques belges;
- Banque commerciale du Rwanda, dont le siège est à Kigali mais qui a des opérations à Kisangani, Bukavu et Goma. Le Gouvernement rwandais figurerait parmi les actionnaires;
- Banque à la Confiance d'or (BANCOR), l'une des nouvelles banques de Kigali qui a commencé ses activités en 1995. Jusqu'en 1999, elle appartenait à une famille mais, au début de 2000, un homme d'affaires, Tibere Rujigiro, l'a achetée pour un prix très bas, d'après diverses sources.

78. Cas particuliers de la Banque de commerce, de développement et d'industrie (BCDI) et de la Banque de commerce et de développement (BCD). La BCDI, banque la plus récente, a été créée en novembre 1996; son siège est à Kigali. Ses liens avec la République démocratique du Congo remontent au début de la conquête de l'ex-Zaïre par l'AFDL. Elle effectuait la plupart des transactions financières de l'Alliance avant l'arrivée au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila. Le Groupe d'experts a appris que ses actionnaires étaient essentiellement le Front patriotique rwandais, COMIEX, Alfred Khalissa et plusieurs Angolais. Les véritables actionnaires sont les alliés, à l'exception de l'Ouganda. Certains documents, acquis de virement et autorisations de paiement établis par plusieurs grandes sociétés en République démocratique du Congo entre le début et la fin de 1997 indiquaient clairement que les versements devaient être effectués par l'intermédiaire de la BCDI, au titre de la contribution à « l'effort de guerre ». Lorsque le Président Kabila, aujourd'hui décédé, est arrivé au pouvoir, il a créé la BCD, dont la particularité est d'avoir pour actionnaires Tristar,

COMIEX et Alfred Khalissa, de la BCDI. Le FPR demeure actionnaire de la BCD, par l'intermédiaire de la BCDI et de Tristar, malgré la guerre.

79. **Autres sociétés privées.** Diverses sociétés ont été créées afin de faciliter la poursuite des activités illégales en République démocratique du Congo. D'autres, établies depuis des dizaines d'années dans la région, ont suivi le mouvement, attirées par les bénéfices évidents résultant de l'exploitation des ressources du pays. Aux côtés de l'Ouganda, du MLC et du RCD-ML, les chefs rebelles et les cadres militaires ougandais ont créé de nouvelles sociétés et entreprises en recourant à des « prête-noms ». Pratiquement toutes ces entités appartiennent à des particuliers ou à des groupes de personnes.

80. Parmi les sociétés participant à l'acquisition illicite de ressources naturelles dans la République démocratique du Congo, Trinity et Victoria semblent les plus intéressantes, compte tenu de leur mode de fonctionnement, de leurs activités et de leurs actionnaires respectifs. Le Groupe Victoria est présidé par M. Khalil et son siège est à Kampala. D'après des sources fiables, ce dernier traite directement avec Mme Akandwanaho pour les questions relatives aux diamants. M. Khalil a deux collaborateurs en République démocratique du Congo, l'un à Kisangani et l'autre à Gbadolite. Tous deux viendraient du Liban; il s'agit de Mohammed Gassan et de M. Talal. Lorsqu'il s'est rendu à Gbadolite, le Groupe d'experts a reçu confirmation de la présence de l'un d'eux et du rôle prépondérant qu'il joue dans l'achat de diamants dans la région. Une source fiable a indiqué à ses membres que le groupe Victoria appartenait conjointement à Muhoozi Kainerugabe, fils du Président Museveni, et à Jovia et Khaleb Akandwanaho. Le groupe Victoria est lié au commerce des diamants, de l'or et du café. Il achète ces minéraux et produits agricoles à Isiro, Bunia, Bumba, Bondo, Buta et Kisangani. Il acquittait des taxes au MLC mais non au RCD-ML. Lorsque des faux billets (francs congolais et dollars des États-Unis) ont été trouvés dans les secteurs où la société achète les ressources naturelles, on a accusé le groupe Victoria. D'autres sources ont confirmé aux experts que le groupe avait participé à la fabrication de fausse monnaie.

81. Trinity est également un cas intéressant. Aseenyi Tibasima, deuxième Vice-Président du RCD-ML et actuellement *Commissaire général adjoint* du FLC, était « directeur » de la société. D'après des sources fiables, il s'agit d'une société fictive, conglomérat regroupant diverses entreprises appartenant à Salim Saleh et à son épouse. Son objectif principal était de faci-

liter leurs activités commerciales dans la Province orientale. À cette fin, M. Tibasima a accordé une exonération fiscale temporaire pour toutes les activités poursuivies dans les secteurs contrôlés par l'Ouganda et administrés par le RCD-ML en novembre 1999. La société a importé divers biens et produits et s'est procurée, dans la Province orientale, de l'or, du café et du bois sans acquitter de taxes. Diverses personnes, des Ougandais et Congolais, ont profité de la confusion au sujet de la société pour exporter de la République démocratique du Congo (pour le compte de Trinity) diverses ressources naturelles sans non plus acquitter de taxes.

82. Du côté rwandais, la plupart des sociétés poursuivant des activités importantes liées à l'exploitation de ressources naturelles de la République démocratique du Congo appartiennent soit au Gouvernement, soit à des personnes très proches des collaborateurs du Président Kagamé. Rwanda Métaux, par exemple, est une société liée au commerce du coltan. Elle achète ce minerai et l'exporte hors du continent. Le Groupe d'experts dispose d'informations sérieuses indiquant que le FPR contrôle cette société. Au milieu de janvier 2001, certaines sources très fiables ont eu des entretiens avec la direction de Rwanda Métaux à Kigali. À cette occasion, le Directeur leur a déclaré que la société était une entreprise privée qui n'avait pas de relations avec l'armée. Il a ajouté qu'il devait rencontrer des partenaires clefs le matin même. Tandis que les discussions se poursuivaient, les « partenaires » sont arrivés comme prévu mais, malheureusement, ils portaient l'uniforme de l'armée rwandaise et étaient des officiers supérieurs. Cet incident confirme les informations de différentes sources indiquant que Rwanda Métaux est contrôlée par le FPR. Entre-temps, d'autres éléments ont été obtenus, indiquant que l'Armée patriotique rwandaise (APR) figurait parmi les actionnaires de la société Grands Lacs Métaux, qui se livre également au commerce du coltan.

83. Jambo Safari est une autre société dont l'émergence et le développement ont indisposé certains à Goma et Bukavu. Lorsque la guerre d'août 1998 a éclaté, Modeste Makabuza achetait du pétrole au Kenya et le revendait dans l'est de la République démocratique du Congo. La société a tiré avantage d'un réseau interne de faux récépissés au sein du RCD-Goma et de l'APR. D'après une source très fiable, Jambo Safari facturait au RCD-Goma trois fois les quantités de pétrole livrées et toute contestation des chiffres était rejetée. Dans un effort exceptionnel visant à éclaircir la situation, certains membres du RCD-Goma, lors de la dernière réunion de

l'Assemblée générale en juin 2000, ont demandé la création d'une commission aux fins d'une vérification interne des comptes. Kigali a accepté de dépêcher un colonel pour effectuer l'audit, en collaboration avec une équipe du RCD. Une fois réglée la question des faux récépissés et du trop-payé, Kigali a rappelé le colonel et suspendu l'enquête. Certaines sources ont confirmé l'existence de liens étroits entre M. Makabuza, propriétaire apparent de Jambo Safari et le Président Kagame. Jambo Safari a diversifié ses activités commerciales, poursuivant maintenant des opérations dans le café, a récemment acheté une flotte de nouveaux camions et est également associée au transport aérien avec Air Navette.

84. D'autres compagnies moins importantes opèrent également avec la protection de certains commandants locaux. Par exemple, Établissement Habier participe à la fourniture de pétrole et d'essence à Goma et Bukavu. Cette société appartiendrait à Ernest Habimana, qui est étroitement lié à l'APR, et en particulier au commandant Karasira et à M. Gakwerere. STIPAG, société appartenant à M. Mbugiye, opérant en collaboration avec le commandant Kazura (chef de la sécurité de l'Armée rwandaise en République démocratique du Congo) et le commandant Gatete, est l'une des nouvelles sociétés associées au commerce du café et des diamants. Enfin, de nombreuses petites sociétés ont été créées, dont les actionnaires sont toujours des personnalités influentes dans la nomenclature rwandaise ou dans les structures de la République démocratique du Congo. C'est le cas de Grands Lacs Métaux dont seraient actionnaires les commandants Gatete, Dan et Kazura. Dans d'autres cas, des sociétés étrangères intègrent des potentats locaux dans leurs conseils d'administration : comme c'est le cas de Gesellschaft Für Elektrometallurgie (GFE), avec Karl Heinz Albers et Emmanuel Kamanzi comme partenaires, ou de MDM, avec M. Makabuza.

85. Se fondant sur les données, rapports et documents reçus et analysés, le Groupe d'experts a conclu que les systèmes d'exploitation illégale établis par les Ougandais et les Rwandais étaient différents. Dans le cas de l'Ouganda, des particuliers, en général des officiers supérieurs, usant de leur pouvoir sur leurs collaborateurs et certains cadres des mouvements rebelles, exploitent les ressources de la République démocratique du Congo. Toutefois, cela est connu dans le milieu politique à Kampala.

86. Dans le cas du Rwanda, les activités ont un caractère plus systémique. Il existe des liens et des échanges

entre certaines grandes sociétés, comme dans le cas de Tristar et de la BCDI, et, en premier lieu, entre l'APR, le FPR, la BCDI, Rwanda Métaux, Grands Lacs Métaux et Tristar. La direction de ces sociétés semble faire rapport séparément aux mêmes personnes en haut de la pyramide. Par ailleurs, les principaux dirigeants entretiennent des relations personnelles avec divers commandants, lesquels font eux-mêmes rapport à la hiérarchie. Cette structure pyramidale intégrée, associée à la stricte discipline du groupe, a rendu l'exploitation des ressources congolaises plus systématique, efficace et organisée. Il existe également des liens entre les structures rwandaises internes d'exploitation illégale et celles du RCD-Goma. Le Gouvernement rwandais a conclu des arrangements avec le RDC-Goma afin de transférer des ressources hors de la République démocratique du Congo. Il existe un cas où des prêts sont consentis par la BCDI au RCD afin de payer les fournisseurs dont les activités sont liées à l'APR. Ce « relais financier » est statutaire; en fait, le statut du RCD reconnaît indirectement le rôle du Rwanda dans la supervision des ressources financières du mouvement et sa participation à la prise de décisions et au contrôle ou à la vérification des comptes.

E. Agents individuellement impliqués dans l'exploitation illégale

87. La liste qui suit n'est pas exhaustive, mais la sélection opérée par le Groupe d'experts était guidée par le fait que ces personnes ont joué un rôle crucial en fournissant un appui, en parrainant des réseaux ou en facilitant l'exploitation des ressources naturelles à l'intérieur de la République démocratique du Congo et étaient directement impliquées dans ces activités. Du côté ougandais, on voit fréquemment apparaître des noms familiers, par exemple le général Salim Saleh, le général James Kazini, le colonel Tikamanyire, Jovia Akandwanaho, le colonel Utafire, le colonel Mugeni, M. Khalil, Ateenyi Tibasima, Mbusa Nyamwisi, Nahim Khanaffer, Roger Lumbala, Jean-Yves Ollivier, Jean-Pierre Bemba, Adela Lotsove ou Abdu Rhaman, mais aussi des nouveaux venus comme le colonel Muyombo.

88. Le Groupe d'experts a décidé de concentrer son attention sur trois agents importants : les deux premiers sont le général Salim Saleh (en retraite) et son épouse, Jovia Akandwanaho. Khaleb Akandwanaho, alias Salim Saleh, et son épouse Jovia sont au coeur de l'exploitation illégale des ressources naturelles dans les zones tenues par l'Ouganda et ses alliés. Il est le frère

cadet du Président Museveni (très populaire au sein de l'armée) et dirige en sous-main des activités illégales dans les zones susmentionnées. James Kazini est son bras droit et son exécutant. Il encadre et protège Mbasa Nyamwisi et Ateenyi Tibasima. En échange, ces derniers protègent ses intérêts commerciaux dans les régions qui sont sous la coupe de l'ancien RCD-ML. Il a utilisé à la fois le groupe Victoria et Trinity pour l'achat et la commercialisation de diamants, de bois, de café et d'or. Selon des sources très fiables consultées par le Groupe d'experts, Salim Saleh est soutenu par Jovia Akandwanaho, qui est plus agressive sur la question de l'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo et qui a un intérêt particulier pour les diamants. Toujours selon des sources très fiables, elle serait à l'origine des affrontements à Kisangani. Elle voulait avoir la haute main sur le marché des diamants dans cette ville, le « Directeur » du groupe Victoria, M. Khalil, ayant confirmé que cette idée était judicieuse et réalisable.

89. Le troisième agent est le général James Kazini, ancien chef d'état-major des FDP et ex-commandant des opérations militaires en République démocratique du Congo. Il est orfèvre en la matière; c'est lui qui orchestre, organise et dirige la plupart des activités illégales liées à la présence des FDP dans le nord et le nord-est de la République démocratique du Congo. Il est le bras droit de Salim Saleh, s'appuie très largement sur le réseau militaire en place et des anciens camarades et collaborateurs, comme les colonels Tikamanyire ou Mugeni, et a des rapports très étroits avec MM. Nyamwisi, Tibasima et Lumbala et avec Jean-Pierre Bemba, toutes personnes qui ont facilité ses transactions illégales dans le commerce des diamants, de la colombo-tantalite, du bois, de la fausse monnaie, de l'or, du café, et les importations de marchandises dans la Province de l'Équateur et la Province orientale. Il entretiendrait de bonnes relations avec M. Baramoto, anciennement général sous le régime du Président Mobutu. Bien qu'il ait été démis de ses fonctions de commandant des forces armées ougandaises en République démocratique du Congo, ses réseaux subsistent. Le Groupe d'experts a demandé à rencontrer ces agents importants mais sa demande a été rejetée.

90. Les agents rwandais et les membres du RCD de Goma qui sont impliqués dans l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo ne peuvent pas être dissociés de la structure à laquelle ils appartiennent. La plupart de ces personnes

sont au service d'un système. Le Groupe d'experts a néanmoins remarqué que certains noms revenaient régulièrement ou que des individus ont joué un rôle particulier à un moment donné et dans telle ou telle opération. Outre les noms mentionnés dans les passages relatifs aux principales sociétés, on peut en citer plusieurs autres.

91. Tout d'abord, Ali Hussein qui joue un rôle majeur dans les transactions de diamants et d'or à Bukavu et à Kisangani. Ceux qui ont eu affaire à lui précédemment ont signalé la présence d'un ressortissant rwandais lors des négociations commerciales. Certains indices donnent à penser que le Rwandais qui assistait aux réunions est un fonctionnaire travaillant au Cabinet du Président à Kigali. Il y a ensuite le colonel James Kabarebe qui négocie certaines transactions pour le compte de l'Armée patriotique rwandaise. D'après certaines sources, il aurait été en contact avec Victor Butt [ou Bout] à propos de la location de l'Ilyouchine 76 qui a servi à transporter de la colombo-tantalite entre la République démocratique du Congo et Kigali et il serait associé à Mohamed Ali Salem, Directeur de la société Global Mineral qui a joué un rôle dans l'achat de colombo-tantalite à Bukavu et à Goma. Troisièmement, Tibere Rujigiro, membre du Front patriotique rwandais, qui est considéré comme l'un des principaux bailleurs de fonds du parti au cours de la guerre de 1990-1994. Il est l'un des principaux actionnaires de la société Tristar Investment, elle aussi étroitement liée au Front patriotique rwandais. On dit qu'il se livre également au commerce du tabac.

92. Quatrièmement, Aziza Kulsum Gulamali, est un cas particulier parmi les principaux agents impliqués dans l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo. Cette personne serait titulaire de plusieurs passeports. Elle réside alternativement à Bukavu, à Bruxelles ou à Nairobi en fonction de son emploi du temps. Mme Gulamali a reconnu avoir été impliquée jadis dans la guerre civile au Burundi. Selon des sources fiables, elle a fourni des fonds et des armes aux rebelles hutus des Forces pour la défense de la démocratie (FDD) au Burundi. Pourtant, elle a conclu une nouvelle alliance avec le Gouvernement rwandais et est devenue un allié important du régime de Kigali et du RCD de Goma. Mme Gulamali a participé à des transactions d'or, de colombo-tantalite et de cassitérite dans les territoires contrôlés par les Rwandais. Elle se livrait auparavant à un trafic d'armes pour le compte des Hutus burundais et était également impliquée dans un trafic d'or et d'ivoire. Son nom a par ailleurs été mentionné à propos d'une contrebande de cigarettes.

S/2001/357

Selon des sources très fiables consultées par le Groupe d'experts, elle utilisait son usine de fabrication de cigarettes –actuellement en faillite– comme façade pour dissimuler ses activités illégales. Dans le commerce de la colobotantalite, elle compte parmi ses clients Starck, la Cogecom et la Sogem; la Banque Bruxelles Lambert assure la gestion de certains de ses comptes. Le Groupe d'experts a demandé plusieurs fois au RCD de Goma s'il pouvait rencontrer Mme Gulamali et a également contacté ses collaborateurs, mais elle ne lui a jamais accordé d'entretien.

93. Le RCD de Goma l'a nommée dernièrement Directrice générale de la Société minière des Grands Lacs (SOMIGL), conglomerat formé par quatre associés qui ont obtenu le monopole de la commercialisation et l'exportation de la colobotantalite. Ce monopole a renforcé sa position prédominante dans le commerce de la colobotantalite dans la région. Cherchant à caractériser cette association, le RCD de Goma a déclaré que Mme Gulamali était très efficace et rapporterait chaque mois 1 million de dollars au RCD. Selon certaines sources consultées par le Groupe d'experts, son réseau de relations est impressionnant et elle tient quasiment tous les responsables du RCD de Goma sous sa dépendance. Elle se livrerait également avec sa fille Djamila à un trafic de fausse monnaie. Elle est connue pour avoir falsifié des déclarations en douane, notamment pour les produits qu'elle exporte. Interrogée récemment à propos d'une fausse déclaration, dans laquelle la colobotantalite était présentée comme étant de la cassitérite, elle a répondu que tout le monde faisait la même chose avec ce produit. Pour le Groupe d'experts, sa déclaration montrait bien à quel point la fraude était répandue parmi les sociétés qui exportent de la colobotantalite.

F. Données économiques : confirmation de l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo

94. Les données empiriques exposées plus haut sont étayées par l'analyse économique d'autres données provenant de sources différentes.

Ouganda

95. À la demande du Groupe d'experts, les autorités ougandaises ont communiqué des données détaillées,

notamment sur le volume de la production et des exportations de produits agricoles tels que le café, le co-ton, le thé et le tabac. En ce qui concerne les minéraux, les données portent également sur la production et les exportations d'or et de colobotantalite.

96. Les données officielles font apparaître des discordances importantes : en premier lieu, le volume des exportations d'or est systématiquement supérieur à celui de la production (voir tableau 1 et figure 1).

Tableau I
Ouganda : exportation et production de minerais, 1994-2000

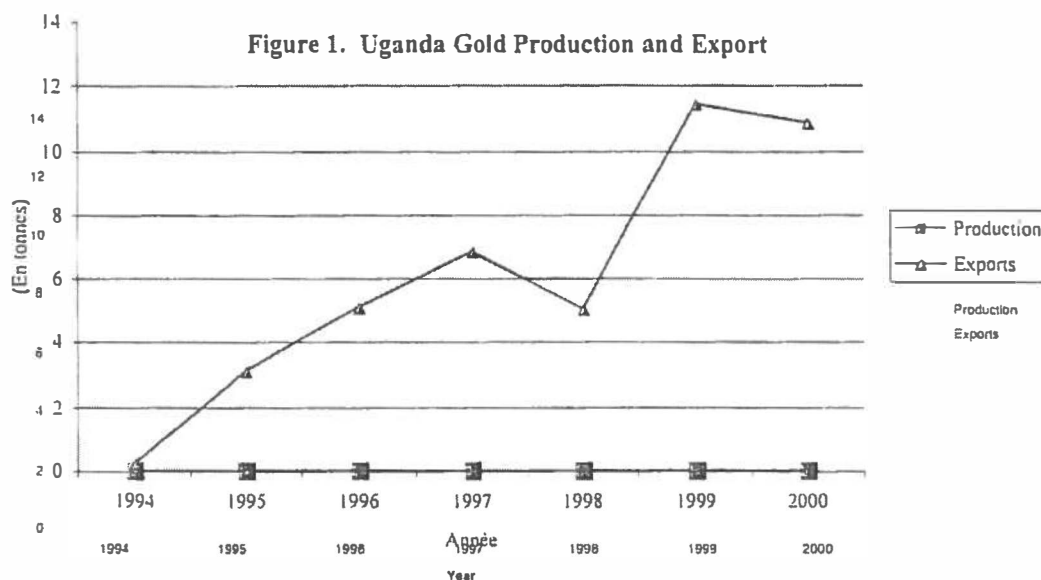
<i>Année</i>	<i>Or</i>	<i>Étain</i>	<i>Colombotantalite</i>	<i>Cobalt</i>
A. Exportations de minerais (en tonnes)				
1994	0,22	-	-	-
1995	3,09	-	-	-
1996	5,07	3,55	-	-
1997	6,82	4,43	2,57	-
1998	5,03	-	18,57	-
1999	11,45	-	69,50	67,48
2000	10,83	-	-	275,98
B. Production de minerais (en tonnes)				
1994	0,0016	3,704	0,435	-
1995	0,0015	4,289	1,824	-
1996	0,0030	0,380	-	-
1997	0,0064	1,810	-	-
1998	0,0082	1,102	-	-
1999	0,0047	-	-	76,74
2000	0,0044	-	-	287,51

Source : Uganda Ministry of Energy and Mineral Development.

Les données relatives à l'an 2000 portent sur la période janvier-octobre.

S/2001/357

Figure 1
Ouganda : production et exportation d'or, 1994-2000



97. L'écart observé entre la production et les exportations pourrait avoir son origine dans l'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo. La Banque centrale de l'Ouganda aurait confié à des fonctionnaires du FMI que le volume des exportations d'or ougandaises ne reflétait pas le volume de la production nationale et que certaines exportations pourraient être imputables à des « infiltrations » provenant de la République démocratique du Congo. Elle a indiqué que la valeur des exportations d'or effectuées par l'Ouganda atteignait 105 millions de dollars en septembre 1997, contre 60 millions de dollars en 1996 et 23 millions en 1995.

98. En deuxième lieu, les données communiquées par les autorités ougandaises ne donnent aucune indication sur la production et les exportations de diamants. Plusieurs sources tierces (Organisation mondiale du commerce, Fédération mondiale des bourses de diamants, Conseil supérieur du diamant) font état d'exportations de diamants en provenance de l'Ouganda au cours des trois dernières années. Ces exportations sont suspectes pour de multiples raisons :

a) L'Ouganda ne produit pas de diamants officiellement;

b) Les exportations de diamants en provenance de l'Ouganda n'ont été observées que depuis quelques années et ce phénomène coïncide curieusement avec l'occupation de la partie orientale de la République démocratique du Congo (voir le tableau 2 et la figure 2);

c) Enfin, ces faits susmentionnés corroborent les conclusions auxquelles le Groupe d'experts est parvenu à la suite d'investigations menées sur le terrain, d'entretiens et d'observations effectuées par des tiers quant à la nécessité de surveiller la zone diamantifère située à proximité de Kisangani et de Banalia.

Tableau 2
Ouganda : exportations de diamants bruts, 1997-octobre 2000

Année	Volume (carats)	Valeur (dollars É.-U.)
1997	1 511,34	198 302
1998	11 303,86	1 440 000
1999	11 024,46	1 813 500
2000	9 387,51	1 263 385

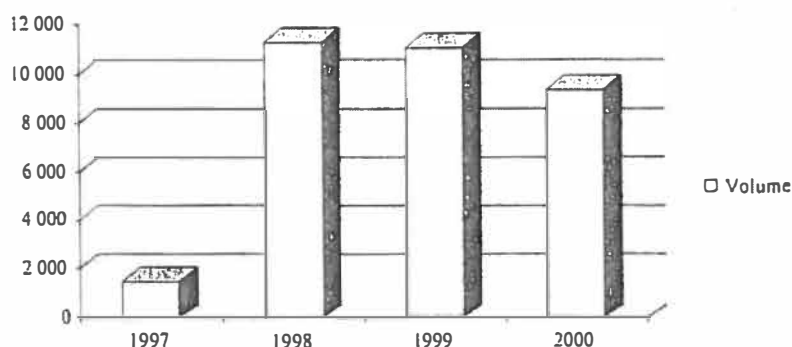
Source : Conseil supérieur du diamant.

99. Ces chiffres sont sous-estimés et certains indices montrent que l'Ouganda a exporté une plus grande quantité de diamants. Toutefois, cela n'apparaît pas clairement dans les statistiques du fait des réglementations laxistes en vigueur dans les zones de libre-échange. En vertu de ces réglementations, les diamants

provenant d'un pays quelconque peuvent être reconditionnés et vendus ensuite à partir d'un autre pays quelconque comme étant des diamants originaires d'un pays qui n'est pas nécessairement celui mentionné dans les statistiques.

Figure 2

Ouganda : volume des exportations de diamants bruts, 1997-octobre 2000



100. Les données recueillies auprès de sources tierces quelconques montrent invariablement que l'Ouganda est devenu un pays exportateur de diamants; elles révèlent également une coïncidence entre les exportations de diamants de l'Ouganda et les années de guerre en République démocratique du Congo, c'est-à-dire 1997 et les années suivantes.

Tableau 3

Ouganda : exportations de niobium, 1995-1999

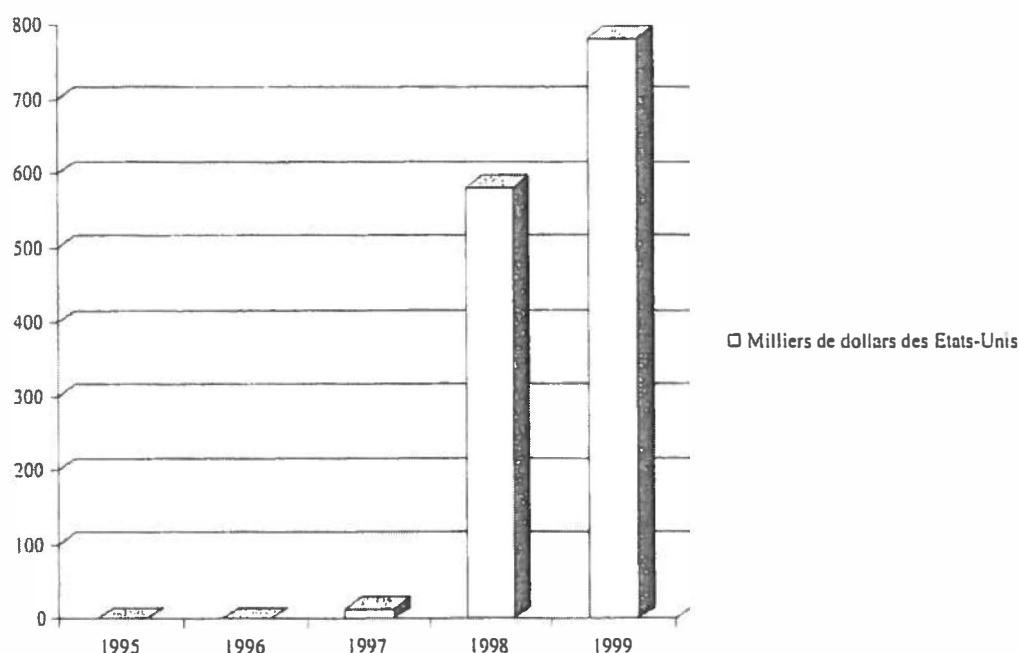
(En milliers de dollars des États-Unis)

Année	Niobium
1995.....	-
1996.....	-
1997.....	13
1998.....	580
1999.....	782

Source : Organisation mondiale du commerce (données agrégées).

S/2001/357

Figure 3
Ouganda : volume des exportations de niobium, 1995-1999



101. En ce qui concerne le niobium, on observe le même schéma : production nulle avant 1997, puis augmentations successives dans les exportations (voir le tableau 3 et la figure 3).

102. Troisièmement, les autorités ougandaises ont déclaré, dans leurs réponses au questionnaire du Groupe d'experts, qu'il n'existait pas de registres sur le transit des produits minéraux. Le Groupe d'experts a tout de même reçu des informations provenant d'un poste de douane ougandais situé à la frontière entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda. Les registres pour 1998, 1999 et 2000 montrent que des produits minéraux ont été exportés de la République démocratique du Congo en Ouganda, de même que d'autres produits de base (on peut supposer que cela serait vrai également pour les autres points d'entrée qui sont au nombre d'une dizaine). Les trois exemples ci-après font apparaître une hausse dans les mouvements transfrontières de ressources naturelles entre 1998 et 1999.

Café	1998 : 144 911 sacs
	1999 : 170 079 sacs
	2000 : 208 000 sacs

Bois d'oeuvre 1998 : 1 900 m³
1999 : 3 782 m³ et 46 299 unités
2000 : 3 272 m³ et 3 722 unités

Cassitérite* 1998 : Néant
1999 : 30 kg
2000 : 151 fûts

Rwanda

103. En réponse à la demande de statistiques formulée par le Groupe d'experts, les autorités rwandaises ont communiqué les données suivantes :

* La hausse soudaine enregistrée dans les importations de cassitérite peut également signifier une augmentation des importations de colomboantalite. Le Groupe d'experts a constaté que la cassitérite était souvent mentionnée au lieu de la colomboantalite, car ce dernier produit a une valeur plus élevée, ce qui se traduit par des taxes plus lourdes à l'importation en Ouganda.

III. Liens entre l'exploitation des ressources naturelles et la poursuite du conflit

109. Les deux sections ci-dessous étudient les liens qui existent entre l'exploitation des ressources naturelles et la poursuite du conflit en République démocratique du Congo. Les questions qui y sont abordées sont interdépendantes, mais on a préféré maintenir cette distinction pour plus de clarté. La première section est consacrée aux dépenses militaires des différents pays. On constate que ces dépenses sont très supérieures aux montants inscrits au budget. La seconde section est consacrée à une étude détaillée de la façon dont les parties concernées obtiennent le financement supplémentaire nécessaire à la poursuite de la guerre⁴. Le Groupe d'experts est parvenu à la conclusion qu'il existe un lien entre l'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo et la poursuite du conflit.

A. Comparaison entre budgets de la défense et dépenses militaires effectives

Rwanda

110. Le Rwanda consacre environ 3 % de son PIB, soit 29 % de son budget annuel, à la défense. Le budget militaire pour l'exercice en cours s'élève à 70 millions de dollars. Ce chiffre officiel, communiqué par le Ministre des finances, couvre toutes les dépenses : soldes et primes, achat de matériel et maintenance du matériel existant.

111. Les spécialistes militaires qui connaissent bien la région s'accordent pour dire que l'armée rwandaise utilise du matériel léger, ce qui signifie que les dépenses à ce titre sont depuis longtemps peu élevées. Ils reconnaissent également que compte tenu de l'étendue de la zone qu'il contrôle, le Rwanda doit disposer d'au moins 25 000 hommes en moyenne en République démocratique du Congo pendant le conflit. De plus, l'utilisation d'avions pour le transport des troupes et de certains types de matériel ainsi que de fournitures peut être onéreuse.

⁴ Le nombre de soldats n'est pas resté constant pendant la période de guerre, et les chiffres cités ne sont par conséquent que des estimations du nombre moyen.

112. Un propriétaire d'avion de la région a déclaré facturer en moyenne 2 000 dollars de l'heure pour la location de son appareil. Compte tenu de sa propre expérience, à savoir trois rotations par jour dans une zone plus petite, le Groupe d'experts estime le nombre de sorties pour le Rwanda à cinq par jour, d'une durée moyenne de six heures chacune. Un simple calcul permet alors d'arriver à un coût de 1,8 million de dollars par mois, soit 21,6 millions de dollars par an.

113. Si on se base sur un effectif minimum de 25 000 hommes en République démocratique du Congo et une rémunération totale (solde plus primes) de 100 dollars en moyenne par homme et par mois, on obtient le chiffre de 2 500 000 dollars par mois, soit 30 millions de dollars par an. En d'autres termes, les seules dépenses de transport et de personnel en République démocratique du Congo s'élèveraient à 51,6 millions de dollars par an, soit environ les trois quarts du budget officiel de la défense du Rwanda. Si on y ajoute la solde (50 dollars par mois en moyenne) des 20 000 soldats stationnés au Rwanda, on constate que la presque totalité du budget (63 millions de dollars) est consacrée à deux postes de dépenses. Or, la présence en République démocratique du Congo implique également d'autres dépenses de base, par exemple pour les munitions, même si les troupes ne sont équipées que de matériel léger, et pour la maintenance et le remplacement de ce matériel.

114. Tous les experts militaires consultés estiment que le budget officiel de la défense du Rwanda ne peut à lui seul permettre de financer la guerre et la présence de troupes en République démocratique du Congo. Le Groupe d'experts partage l'opinion du Président rwandais Kagame, qui décrit le conflit en République démocratique du Congo comme « un conflit qui s'autofinance ».

Ouganda

115. Officiellement, l'Ouganda consacre environ 2 % de son PIB à la défense, et ses dépenses à ce titre sont surveillées par les institutions de Bretton Woods. Pour l'exercice 2000, le budget de la défense s'élevait à environ 110 millions de dollars. Il sert à payer la solde (environ 70 dollars par mois) des 50 000 hommes que compte l'armée, dont environ 10 000 sont stationnés en République démocratique du Congo, à payer les pensions de retraite, à acheter le matériel et à couvrir d'autres besoins.

116. Selon diverses sources, 10 000 hommes en moyenne, sur un total de 50 000 que comptent les forces de défense ougandaises, seraient stationnés en République démocratique du Congo. Dans le budget, la solde de ces 50 000 hommes représente à elle seule environ 41 millions de dollars. Si on considère qu'une prime de 20 dollars par mois est versée à chacun des 10 000 hommes en République démocratique du Congo, on obtient le chiffre de 200 000 dollars par mois (en 1998 et 1999), soit 2,4 millions de dollars par an.

117. Les dépenses de transport, calculées sur la base de 2 000 dollars de l'heure, de six heures en moyenne par sortie et de trois sorties par jour, représentent 12 960 000 dollars par an. Celles liées à la maintenance et au remplacement du matériel sont également importantes. D'après certaines sources, l'Ouganda a dépensé en 1999 environ 126 millions de dollars pour ses forces armées, soit environ 16 millions de dollars de plus que le montant inscrit au budget.

République démocratique du Congo

118. De toutes les parties en guerre, c'est la République démocratique du Congo qui présente le plus de problèmes quand il s'agit de calculer le budget de la défense et de déterminer les effectifs de l'armée. Le manque de données fiables et la quasi-inexistence de l'appareil d'État font qu'il est très difficile d'obtenir des données. Le pays est en guerre depuis 1996, et avant cette date l'armée était déjà en train de se désintégrer. Divers experts militaires que le Groupe d'experts a consultés sont d'accord sur un point : il est extrêmement difficile d'estimer les effectifs de l'armée de la République démocratique du Congo. D'après ceux qui ont essayé, ils seraient compris entre 50 000 et 55 000 hommes.

119. Selon certaines sources officielles, la République démocratique du Congo fait appel à des sociétés chinoises et d'Europe orientale pour se procurer les armes et le matériel militaire dont elle a besoin. Le Groupe d'experts dispose d'indications claires selon lesquelles le Gouvernement congolais, en dépit de ses problèmes économiques, a consacré des sommes très importantes à la défense du territoire.

Zimbabwe

120. Le budget global de la défense du Zimbabwe était en diminution au moment où les forces zimbabwéennes sont entrées en République démocratique du Congo. Début janvier 2000, le Gouvernement a annoncé qu'il

passerait de 15,3 milliards de dollars zimbabwéens en 2000 à 13,3 milliards en 2001. Or, les forces de défense zimbabwéennes comptent environ 10 000 hommes en République démocratique du Congo, pour lesquelles les dépenses s'élèvent à environ 3 millions de dollars des États-Unis par mois, soit 36 millions de dollars par an.

Angola et Namibie

121. Les troupes que maintient l'Angola en République démocratique du Congo sont moins importantes que celles du Zimbabwe : d'après certaines sources, elles s'élèveraient à environ 3 000 hommes. La Namibie n'a que 2 000 soldats en République démocratique du Congo. Le budget de la défense de la Namibie est resté stable depuis 1999 (24 millions de dollars namibiens), en dépit de l'aide apportée à la République démocratique du Congo. Le collectif budgétaire pour les forces armées est quant à lui revenu de 89 millions de dollars namibiens en 1999 à 76 millions en 2001.

Rebelles

122. Les mouvements rebelles (Mouvement de libération du Congo (MLC), RCD-Goma et RCD-ML) ont leur propre armée. Les effectifs militaires du MLC seraient compris entre 12 et 15 000 hommes, généralement équipés de matériel léger obtenu en Ouganda. M. Jean-Pierre Bemba a conclu avec certains intermédiaires et hommes d'affaires des marchés en vertu desquels il leur permet d'exercer leurs activités ou leur octroie des concessions d'exploitation minière contre la fourniture de certains équipements militaires. En 1999, M. Khalil a ainsi obtenu la concession d'une mine de diamants contre la fourniture de treillis militaires et de chaussettes fabriqués en Ouganda.

123. La rémunération de ces soldats est inconnue. Le Groupe d'experts est cependant parvenu à la conclusion que ces jeunes n'étaient pas payés, mais qu'ils pouvaient recevoir de temps à autre une « aide » sous forme d'une petite somme d'argent. En conséquence, ils prennent part à l'exploitation des ressources naturelles. Les dépenses liées à la guerre sont minimales : achat de munitions et d'armes légères, transport des soldats par avion et argent versé par le MLC aux forces de défense ougandaises et à certains officiers de rang le plus élevé pour leur appui. Il en est de même en ce qui concerne le RCD-ML, qui compte environ 3 000 soldats.

124. Les effectifs du RCD-Goma s'élèveraient, d'après les estimations, de 12 à 15 000 hommes. Selon certaines

professionnels. Rwanda Métaux et Grands Lacs Métaux contactent, directement ou par l'intermédiaire du Bureau Congo, les clients : certaines des lettres adressées à des clients potentiels en Europe et aux États-Unis sont signées Dan, c'est-à-dire par le Directeur du Bureau Congo.

130. Les cours de la coltan ont sensiblement augmenté entre fin 1999 et fin 2000, période pendant laquelle l'offre était en baisse et la demande en hausse, et s'établiraient selon les estimations à 200 dollars des États-Unis le kilo pour de la coltan de qualité moyenne. Comme, d'après les estimations d'un spécialiste, l'armée rwandaise exporterait au moins 100 tonnes par mois par l'intermédiaire de Rwanda Métaux, le Groupe d'experts en déduit qu'elle pourrait avoir obtenu 20 millions de dollars par mois simplement en vendant la coltan qu'en moyenne les intermédiaires paient environ 10 dollars par kilo aux petits négociants. D'après les experts et des négociants, si l'on se fonde sur les estimations les plus élevées en ce qui concerne les coûts (achat et transport du minerai), l'armée rwandaise a retiré au minimum 250 millions de dollars sur une période de 18 mois, ce qui est suffisant pour financer les opérations militaires. Et c'est ici qu'apparaît le cercle vicieux de la guerre en République démocratique du Congo : la coltan a permis à l'armée rwandaise de financer sa présence en République démocratique du Congo et donc d'assurer la protection et la sécurité des individus et des sociétés qui extraient la coltan. Ces derniers en ont retiré un bénéfice qu'ils partagent avec l'armée qui à son tour continue de maintenir un environnement favorable à la poursuite de l'extraction du minerai. Les transactions financières entre les banques rwandaises (BCDI et SONEX), les fournisseurs de l'armée et les organismes du RCD-Goma constituent un autre exemple de la façon dont le Rwanda finance la guerre.

131. La SONEX a été fondée en mars 1999 à Kigali. Elle appartient au RCD-Goma et est dirigée par M. Emmanuel Kamanzi, ancien responsable des finances du RCD-Goma. Il s'agit principalement du « bras » commercial et financier du RCD, par lequel transitent la plupart des affaires commerciales et financières. Elle a été fermée à la fin 2000, mais elle a eu suffisamment de temps pour installer un mécanisme de transfert de ressources du RCD vers Kigali. Le Groupe d'experts a reçu des documents décrivant les transactions financières de la SONEX et de la BCDI. D'après ces documents, la BCDI a accordé à la SONEX à la mi-1999 un prêt de 1 million de dollars des États-Unis pour payer la facture de combustible due à la société Jambo Safari. La SO-

NEX devait rembourser ce prêt avec l'argent provenant de la vente de coltan et de cassitérite. En février 2000, elle avait déjà remboursé entre 200 et 300 000 dollars. Le prêt accordé par la BCDI semble faire partie du mécanisme financier qui permet de transférer de l'argent à Kigali, argent sur lequel certains membres du RCD prélèvent une part substantielle.

132. La même année, la SONEX a déposé une nouvelle demande de crédit, d'un montant de 10 millions de dollars des États-Unis, auprès de la BCDI à Kigali qui lui a accordé un prêt de 5 millions. D'après l'un de ceux qui ont participé à cette transaction, ces 5 millions n'ont pas été en fait versés à la SONEX mais à la Citibank de New York avec ordre de payer les fournisseurs du RCD. Cette transaction financière est suspecte à de nombreux égards.

133. Tout d'abord, le Front patriotique rwandais est actionnaire de la BCDI par l'intermédiaire de la société Tristar. Ensuite, les fournisseurs du RCD sont essentiellement des sociétés rwandaises dont les propriétaires sont proches de l'armée ou du Front patriotique. Troisièmement, la transaction avec la SONEX est assurée par le commandant Dan, du Bureau Congo, membre par alliance de la famille de M. Kamanzi, Directeur du département finance et cerveau de l'ensemble de l'opération.

134. Les prêts de la BCDI à la SONEX pourraient être des opérations soigneusement conçues destinées à transférer de l'argent de la BCDI à l'armée rwandaise et à payer les fournisseurs de l'armée rwandaise par l'intermédiaire de la SONEX, ce qui constitue un moyen parmi d'autres de financer la guerre sans utiliser le budget officiel. D'après des sources fiables, environ 700 000 dollars ont déjà été remboursés par le RCD. Un document du RCD-Goma décrit en détail comment ces remboursements devraient être effectués avec l'argent retiré de la vente de coltan. Par ailleurs, une partie du million de dollars que Mme Gulamali verse chaque mois au RCD en contrepartie du monopole sur la coltan pourrait également servir à rembourser le prêt à la BCDI.

Ouganda

135. Contrairement au Rwanda, l'Ouganda n'a pas mis en place de système extrabudgétaire pour financer sa présence en République démocratique du Congo. Il utilise le budget ordinaire de la défense, et le déficit est dans une large mesure comblé par le Trésor. L'économie ougandaise a cependant bénéficié du conflit sous forme d'un développement des réexportations ce qui, par

S/2001/357

contrecoup, a entraîné un surplus de recettes pour le Trésor et a permis d'accroître le budget de la défense.

136. Les réexportations concernent les ressources naturelles importées de République démocratique du Congo, reconditionnées ou étiquetées en tant que ressources naturelles ou produits ougandais et réexportées. C'est le cas d'une partie de l'or, des diamants, de la coltan et du café exportés par le pays. Ces réexportations ont très fortement contribué au financement de la guerre et ce de trois façons, comme indiqué ci-après.

137. Premièrement, elles ont permis à certains d'hommes d'affaires, commerçants et négociants importants, d'accroître leurs revenus. Dans le secteur du café, les négociants de Kampala et de Bujumbura ont ainsi retiré un gain substantiel. D'après un expert du secteur qui vit dans la région, les exportateurs utilisent une astuce. Comme le café arabica produit à Bujumbura est de meilleure qualité que celui produit à Kivu, la différence de prix entre les deux pouvant dans certains cas atteindre un tiers, les négociants y incorporent du café importé de République démocratique du Congo et le vendent comme du café du Burundi, ce qui leur permet d'en obtenir un prix plus élevé. Les négociants ougandais utilisent le même stratagème et en profitent même doublement : ils achètent du café peu cher en République démocratique du Congo, souvent avec de la fausse monnaie, le mélangent à du café ougandais et le réexportent en tant que robusta ougandais, qui est de meilleure qualité que le robusta congolais.

138. Deuxièmement, l'exploitation illégale de l'or en République démocratique du Congo s'est traduite par une amélioration sensible de la balance des paiements ougandaise, ce qui a renforcé la confiance des donateurs multilatéraux et, en particulier, du FMI (qui s'intéresse davantage à la situation du Trésor) dans l'économie du pays. Troisièmement, elle a permis d'accroître les recettes du Trésor sous forme de taxes sur les biens, les services et le commerce international. Les entretiens avec le Commissaire adjoint de l'Autorité fiscale rwandaise ont révélé que la collecte de l'impôt s'était très fortement améliorée au cours des cinq dernières années. Les statistiques du FMI concernant la situation budgétaire de l'Ouganda confirment cette évolution positive sur les trois dernières années. Une analyse détaillée de la structure et de l'évolution des opérations budgétaires montre que certains secteurs se sont mieux comportés que d'autres et qu'il s'agit pour l'essentiel de secteurs liés à l'agriculture et à la sylviculture en République démocratique du Congo. L'Ouganda applique des droits

de douane sur les importations de grumes, de bois de sciage ou de planches, y compris lorsqu'elles sont destinées à être réexportées vers le Kenya ou hors d'Afrique.

139. D'après les chiffres communiqués par le Gouvernement ougandais, 1 800 camions chargés de grumes, de bois d'oeuvre, de café, d'écorces médicinales, de cassitérite, de pyrochlore, de minerai de fer, de thé et de quinine sont entrés en Ouganda entre 1998 et 2000, soit en moyenne 600 camions par an, tous enregistrés par les fonctionnaires des douanes. Ainsi que l'a déjà fait observer Mme Lotsove, l'exonération fiscale accordée aux entreprises Victoria et Trinity représentent un manque à gagner net de 5 millions de dollars par mois (il existe 15 points d'entrée). Compte tenu du fait que les exonérations ne s'appliquent pas en Ouganda et que la fiscalité y est plus lourde, les droits prélevés sur les importations en transit de ressources naturelles exploitées par des Ougandais et certains Congolais dans la Province de l'Équateur et la Province orientale devraient rapporter au Trésor au moins 5 millions de dollars par mois.

140. Un autre moyen de financer la présence de l'armée en République démocratique du Congo consiste à acheter des fournitures militaires à crédit. L'armée ougandaise s'est ainsi procurée de l'essence auprès de plusieurs sociétés privées, la dette qui en résulte étant considérée comme un endettement intérieur.

141. Le Groupe a également appris que des responsables locaux de l'armée rwandaise choisissaient d'ignorer le racket exercé par leurs soldats auprès de la population ou leur participation à de petites entreprises, considérant qu'il s'agissait de « primes ». Cette méthode a été très bien accueillie. Des informations reçues d'amis et de membres de la famille de soldats de l'armée ougandaise qui ont servi en République démocratique du Congo montrent clairement que les soldats préfèrent de loin cette forme de rémunération aux primes officielles. Globalement, l'armée, ses dirigeants comme d'autres personnes concernées parviennent à manipuler les facteurs budgétaires et autres pour conserver le contrôle des territoires occupés.

142. La situation en Ouganda peut être résumée comme suit : les réexportations se sont traduites par un accroissement des recettes fiscales et donc une augmentation des liquidités du Trésor. Les entreprises dirigées par des Ougandais qui ont bénéficié du conflit ont contribué dans une certaine mesure au développement de l'activité économique dans des secteurs tels que l'industrie ex-

tractive (or et diamant). La croissance de ces secteurs s'est répercutée sur l'ensemble de l'économie, de sorte que le PIB de l'Ouganda a augmenté en 1998 et s'est à peu près maintenu au même niveau en 1999¹. Selon les responsables ougandais, cette hausse du PIB a autorisé une augmentation en termes absolus du budget militaire qui n'a cependant pas dépassé 2 % du PIB comme convenu. Cette vigueur apparente de l'économie ougandaise a contribué à donner davantage confiance aux investisseurs ainsi qu'aux donateurs bilatéraux et multilatéraux qui, en maintenant leur coopération et leur assistance, ont permis au Gouvernement de dépenser davantage pour les questions de sécurité et de consacrer l'aide bilatérale et multilatérale à l'éducation, à la santé et à la gouvernance.

MLC, RCD-Goma et RCD-ML

143. Officiellement, les mouvements rebelles reçoivent l'essentiel de leur matériel militaire par l'intermédiaire de l'armée ougandaise et de l'armée rwandaise. Lors des entretiens que le Groupe d'experts a eus avec le Ministre ougandais de la défense et le chef d'état-major de l'armée ougandaise, il a été informé que les armes saisies aux forces armées congolaises étaient généralement données au MLC et au RCD-ML. Selon d'autres sources, ces groupes se procurent directement une partie du matériel dont ils ont besoin soit en l'achetant soit dans le cadre d'opérations de troc. Le Groupe d'experts a eu connaissance d'une affaire très intéressante : à l'instigation du général Kazini, M. Bemba a négocié avec les plus hautes autorités ougandaises la libération de pilotes ukrainiens dont l'Antonov avait été capturé, en échange de quoi il a reçu d'une « tierce partie » des treillis, des bottes et des fournitures médicales pour ses soldats.

144. Le RCD-Goma a mis en place un système budgétaire principalement basé sur le secteur extractif. Il existe dans ce secteur six formes différentes d'impôt concernant huit types de minerai, y compris les plus importants (coltan, or et diamant). En se fondant sur les statistiques officielles du RCD-Goma, le Groupe d'experts en déduit que la production d'or dans les zones contrôlées par le RCD-Goma s'est établie en moyenne à 60 kilos par mois, soit 720 kilos par an en 1999 et à 100 kilos par mois en 2000. En ce qui concerne la coltan, la production s'est élevée à 27 tonnes par mois en

1999 et à 29 tonnes par mois en 2000. Étant donné le nombre de comptoirs (19 pour la coltan) et le fait qu'il existe six types différents d'impôt, le Groupe d'experts en déduit que les recettes fiscales collectées par le RCD-Goma sont relativement importantes. Il est toutefois difficile d'en donner une estimation un tant soit peu précise, même si certaines personnes bien informées ont déclaré au Groupe d'experts que la situation financière s'était améliorée depuis la fin 2000 et que les perspectives de parvenir à un budget équilibré étaient meilleures qu'en 1999. Les informations tirées de documents et obtenues d'individus donnent à penser qu'en plus des impôts prélevés et des revenus que lui procurent les parts qu'il détient dans la SOMIGL, le RCD-Goma perçoit 1 million de dollars par mois de la SOMIGL en échange du monopole de l'exploitation de la coltan.

145. Exemples d'activités commerciales du RCD-Goma. La majorité des informations tirées des documents et des renseignements fournis par des individus en ce qui concerne les activités du RCD-Goma en République démocratique du Congo, en République-Unie de Tanzanie et ailleurs pendant les hostilités montrent clairement que le RCD-Goma et d'autres commercialisent les ressources naturelles de la République démocratique du Congo – or, diamants et bois – via Dar es-Salaam. Pour faciliter ces ventes et leur donner une apparence de légitimité, il utilise divers documents destinés à en cacher les propriétaires véritables. Par exemple, dans le cas de l'or et des diamants qu'il vend sur le marché international par l'intermédiaire de son réseau financier et logistique, il utilise des formulaires d'exportation officiels congolais qui, d'après les timbres et des signatures, auraient été délivrés à Kinshasa et à Lubumbashi. Ses représentants à Dar es-Salaam coordonnent la réception, la réexpédition et la vente de l'or et des diamants. Les envois d'or transitent par l'intermédiaire de l'aéroport international de Dar es-Salaam en direction de Sri Lanka ou d'autres régions du monde. Les diamants sont déposés à la Banque de Tanzanie avant d'être réexpédiés vers la Belgique, les Pays-Bas et l'Afrique du Sud.

146. L'or et les diamants sont soit vendus soit échangés contre des armes et des médicaments utilisés pour poursuivre les hostilités. Les représentants du RCD-Goma à Dar es-Salaam se chargent également de l'achat de denrées alimentaires et d'autres questions logistiques liées à l'effort de guerre. Le bois provenant de la République démocratique du Congo est expédié par bateau depuis Dar es-Salaam vers la Grèce et la Belgique. En ce qui concerne les exportations à destination de la Grèce, les

¹ Le PIB a augmenté sans interruption depuis le début des années 90, mais un léger fléchissement a été observé en 1999.

uniquement politique et stratégique (dans le cas de l'Angola). Selon des sources très fiables, la création de coentreprises proposée à ces deux pays était un manque de gratitude plutôt qu'une incitation à maintenir leur aide, et ces deux pays ne l'ont jamais demandé expressément.

C. Aspects particuliers de la relation entre l'exploitation des ressources naturelles et la persistance du conflit

173. On dit souvent que le conflit au Congo est à faible intensité, que les armées ne sont pas face à face chaque jour et que les batailles rangées et autres hostilités graves sont rares. Le Groupe d'experts a noté que le conflit, en République démocratique du Congo, en particulier dans les zones occupées se déroulait à trois niveaux :

a) Les forces gouvernementales et leurs alliés contre les rebelles et leurs alliés ougandais, rwandais et burundais;

b) Le RCD-Goma et ses alliés rwandais contre le Mouvement de libération du Congo ou RCD-ML et ses alliés ougandais;

c) Les mouvements rebelles et leurs alliés (Rwanda ou Ouganda) contre les forces dites négatives : Interahamwe, Maï-Maï et autres groupes dissidents.

174. En fait, le conflit en République démocratique du Congo se poursuit sur deux fronts : le front officiel et le front non officiel. Le premier est celui d'une guerre classique mettant aux prises deux armées ou plus. Ce front va de Pweto à Mbandaka, selon une ligne irrégulière passant par diverses localités. Le front non officiel est concentré à l'intérieur de zones contrôlées par les rebelles et leurs alliés ougandais et rwandais.

175. L'analyse des batailles rangées et des accrochages recensés entre le milieu de 1999 et 2000 montre que :

a) Dans l'ensemble, le nombre de batailles rangées comportant l'engagement d'une armée sur le front officiel est inférieur à celui des accrochages, qui a été de l'ordre de 96 entre 1999 et 2001;

b) Le nombre des batailles rangées diminue au fil des ans. Au premier trimestre 2001, on n'en signale que huit le long de la ligne de front officielle;

c) D'autres batailles importantes ont eu lieu dans les zones d'importance économique évidente, au

voisinage des gisements de cobalt et de cuivre du Katanga et de la zone diamantifère de Mbuji Mayi. Les spécialistes militaires estiment que l'objectif des Rwandais est de s'emparer de ces zones minières pour priver le Gouvernement congolais de moyens de financement de son effort de guerre. Faute de contrôler ces zones, le Gouvernement de la République démocratique du Congo ne pourrait prolonger la guerre. Cette analyse confirme que le désir de contrôler les ressources naturelles et leur exploitation expliquent la persistance de la guerre en République démocratique du Congo. Cela pourrait fort bien être le cas pour toutes les parties. Sur la base des constatations concernant l'exploitation illégale des ressources de l'est du pays par le Rwanda et l'Ouganda, on peut également estimer que l'occupation de cette autre zone minière riche conduirait à l'exploitation de ces ressources. En pareil cas, le contrôle de ces zones, par le Rwanda, pourrait s'analyser principalement comme la poursuite d'un objectif économique et financier plutôt que comme la volonté d'assurer la sécurité des frontières du Rwanda.

176. Le nombre des accrochages entre les forces rebelles et leurs alliés et les groupes armés « Maï-Maï » a augmenté. Entre mai et décembre 2000, on a signalé 177 combats. La zone des hostilités est généralement située près des gisements de colomboantalite (coltan) et des zones diamantifères. Le Groupe d'experts est très porté à croire que la plupart des accrochages entre les soldats rwandais et les Maï-Maï ont eu lieu dans ce qu'on appelle la « ceinture du coltan ». Dans certaines localités, il y a eu jusqu'à 10 accrochages en 2000. Selon certaines sources, de nombreux témoignages mentionnent la présence de soldats rwandais et ougandais assurant la sécurité autour des mines de colomboantalite et de diamants. Les responsables du RCD-Goma ont confirmé le danger que représentent les Maï-Maï et les « forces négatives » dans ces régions. Un haut responsable congolais a précisé que seules des entités très bien organisées, ayant l'équipement de sécurité nécessaire, peuvent se livrer à l'exploitation de la colomboantalite dans ces régions. Dans cette affaire particulière, l'armée rwandaise est la seule institution ayant ce potentiel dans l'est de la République démocratique du Congo.

177. **Tactique « inhabituelle » du Rwanda.** Les forces rwandaises investissent une zone précise pendant deux jours, puis se retirent. Selon nos sources, ces attaques semblent coïncider avec la période d'extraction de la colomboantalite et sa mise en sacs, en vue d'une évacuation par les Maï-Maï. Une fois attaqués, les Maï-Maï

abandonnent le minerai, qui est ensuite enlevé par de petits avions. Les soldats rwandais se retirent à nouveau en attendant les informations sur la prochaine livraison. Dans les régions où leur emprise est plus faible, les forces rwandaises, en particulier, ont imaginé une tactique consistant à conserver le contrôle de certains échelons des hiérarchies locales. Dans les régions contrôlées par les forces interahamwe et Maï-Maï, ou bien l'Armée patriotique rwandaise monte de temps à autre des opérations militaires qui leur permettent de s'emparer temporairement de ces zones et d'enlever le minerai extrait, ou bien des intermédiaires sont utilisés pour acquérir le minerai des Maï-Maï et autres « forces négatives ».

178. On signale aussi des batailles rangées entre mouvements rebelles dans les zones riches en minerais. Le 18 novembre 2000, le RCD-Goma et ses alliés rwandais basés à Kisangani ont attaqué les positions du MLC à Bengamisa, à 50 kilomètres au nord-ouest de Kisangani, et ont pris le contrôle de cette zone diamantifère. Le 31 décembre 2000, le même RCD-Goma et ses alliés ont lancé une attaque contre la zone contrôlée par le RCD-ML et ont pris Kandole, une localité diamantifère où l'on trouve également une certaine quantité de colomboantalite. Par ailleurs, à la fin de décembre 2000, la faction RCD-Goma a lancé une autre attaque depuis Lindi pour prendre le contrôle de Lakutu, autre localité située dans une zone diamantifère.

179. Enfin, dans les zones où les risques sont trop élevés, les adversaires, s'ils ne sont pas des ennemis irréconciliables, deviennent des partenaires dans diverses transactions. C'est le cas quand les Maï-Maï ont pris langue avec des acheteurs civils de colomboantalite affiliés à l'Armée patriotique rwandaise, qui, à leur tour, ont vendu le minerai à un comptoir contrôlé par les Rwandais et leurs sociétés Grands Lacs Métaux et Rwanda Métal. L'affaire la plus connue est celle où le chef des Maï-Maï, le général Padiri, a informé des agents à Kigali, en novembre 2000, qu'il vendait 60 tonnes de colomboantalite.

180. Les stratégies qui entretiennent le cercle vicieux de la guerre et de l'exploitation des ressources de la République démocratique du Congo : l'exemple de l'Ouganda. L'état-major ougandais a essentiellement utilisé le conflit opposant Hema et Lendu. Le Groupe d'experts dispose d'informations très fiables montrant sans ambiguïté comment le général Kazini et les colonels Kyakabale et Arocha ont aidé à former différentes milices Hema, et ont manipulé ces groupes ethniques pour les amener à s'entredéchirer. Il est établi que si le

camp de Kazini contribue à la formation des Hema, le colonel Peter Karim et son camp aident à former les Lendus. Les deux camps appartiennent pourtant l'un et l'autre à l'armée ougandaise. On dispose d'indications convaincantes montrant que certains éléments de l'armée ougandaise déclenchent des violences pour rester dans la région, dans l'espoir de contrôler les zones aurifères et les zones probablement riches en colomboantalite de Nyaleki. Il existe donc une intention manifeste de la part de l'état-major ougandais de contrôler ces zones riches en minerais et de les conserver en vue d'une exploitation durable. L'accrochage qui a eu lieu à Nia-Nia en octobre 2000, où les camps de Kazini et de Roger Lumbala, des forces de défense ougandaises, se sont attaqués à un autre groupe des forces armées ougandaises et à la faction RCD-ML, n'est qu'un des exemples de ces luttes divisant les forces armées ougandaises au sujet du contrôle de zones riches en colomboantalite. Selon différentes sources, Roger Lumbala de la faction RCD-Nationale aurait été utilisé par le général Kazini pour contrôler la zone de Bafwasende, riche en diamants et en colomboantalite.

D. Facilitateurs ou complices passifs?

181. Le lien entre la prolongation du conflit et l'exploitation des ressources naturelles n'aurait pas été possible si certaines entités qui ne sont pas parties au conflit n'y avaient pas, volontairement ou non, joué un rôle crucial. Des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, ainsi que certains pays voisins et lointains, ont en effet facilité de façon passive l'exploitation des richesses de la République démocratique du Congo et la poursuite du conflit; de même, le rôle joué par certaines entreprises privées et certains particuliers a été déterminant.

182. Le Groupe d'experts a recueilli des informations qui montrent que les liens entre un certain nombre d'acteurs et de parties prenantes sont si bien structurés que certains gouvernements ainsi que des entreprises importantes et de bonne réputation mènent leurs activités en toute confiance. Ainsi, par exemple, toute la documentation nécessaire à l'exportation de la colomboantalite (coltan) est délivrée à Kigali, avec des complices au Ministère des mines à Kinshasa, mais les entreprises importatrices et leurs intermédiaires sont parfaitement au courant de son origine réelle. Selon des manifestes de chargement dont le Groupe a reçu communication, la société Sabena Cargo et la filiale SDV du groupe Bolloré

les éléments objectifs de la responsabilité politique du Président. De même, dans certains rapports et communications, le nom du Président Museveni était mentionné en qualité d'actionnaire d'une entreprise particulière. Le Groupe s'abstiendra de faire état de ces rapports jusqu'à ce que des recherches plus complètes aient été effectuées.

Le Président Paul Kagame

196. Bien que sa position dans l'appareil d'État par rapport à l'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo et à la poursuite de la guerre ait évolué, son rôle est resté décisif. Ce rôle se situe sur trois plans : le plan de ses relations avec les milieux d'affaires rwandais actifs en République démocratique du Congo, le plan du contrôle qu'il exerce sur l'armée et le plan des structures impliquées dans les activités illégales.

197. Selon des sources fiables, le Président Kagame entretient des rapports étroits avec des hommes d'affaires rwandais de premier plan. Ainsi, par exemple, il entretient de bonnes relations avec le « propriétaire » de Jambo Safari, M. Modeste Makabusa. Il est également proche d'Alfred Khalissa, « fondateur de la Banque de commerce, de développement et d'industrie (BCDI) » et ancien directeur de la Banque de commerce et de développement (BCD). Les mêmes sources ont déclaré au Groupe d'experts que le Président Kagame est très proche de Tibère Rujigiro, dont le généreux appui financier au Front populaire rwandais pendant la guerre de 1990-1994 est bien connu. M. Rujigiro est actionnaire de la Tristar Investment Company et entretient des rapports très étroits avec le Front populaire rwandais. Ce proche collaborateur du Président Kagame entretient lui-même des relations d'affaires avec Faustin Mbundu, connu pour ses activités de marchand d'armes. Tous ces hommes d'affaires présentent une caractéristique commune : ils sont directement impliqués dans l'exploitation des ressources naturelles dans les zones sous contrôle rwandais. Des sources variées ont déclaré au Groupe d'experts que chacun d'eux a, à un moment ou à un autre, bénéficié d'un « coup de pouce » du Président.

198. Lorsqu'il était Ministre de la défense, le Président Kagame a réorganisé ou approuvé la réorganisation de l'armée rwandaise et du Ministère de la défense, qui a débouché sur la création du Ministère des relations extérieures où se trouve le « Bureau Congo ». Ce bureau a été la clef de voûte des opérations financières de

l'Armée patriotique rwandaise (APR). Le Ministre de la défense de l'époque ne pouvait manquer d'être au courant du mode de fonctionnement de l'APR et de ses opérations au jour le jour.

199. Deux sources très fiables ont déclaré au Groupe d'experts qu'en septembre 1998 lors d'une réunion avec des représentants du RCD et des officiers supérieurs de l'APR, le Président Kagame, alors vice-président, avait informé les participants de la nécessité de lever des fonds à hauteur de 50 millions de dollars des États-Unis pour atteindre Kinshasa en deux mois.

200. Enfin, lorsqu'il a été confronté à la question de l'implication de l'APR dans l'exploitation des richesses de la République démocratique du Congo, le Président a déclaré, dans une interview à la radio, que certains citoyens rwandais exerçaient à titre privé des activités commerciales en République démocratique du Congo. Faut-il voir dans cette déclaration une tentative délibérée d'abuser un certain nombre de partenaires du Rwanda ou l'effet d'un manque d'information du Président sur la question? Toujours est-il que le Président avait admis à une occasion précédente que le conflit en République démocratique du Congo se finançait lui-même. Pris ensemble, tous ces éléments révèlent le degré auquel le Président a connaissance de la situation, son approbation implicite de la poursuite de l'exploitation illégale des ressources de la République démocratique du Congo et, d'une certaine façon, sa complicité ainsi que sa responsabilité politique et morale.

Le Président Yoweri Museveni

201. Le rôle du Président Yoweri Museveni dans l'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo et la poursuite de la guerre se joue sur les plans suivants : sa politique à l'égard des mouvements rebelles, son attitude à l'égard de l'armée, et la protection fournie aux activités illégales et à leur auteurs.

202. Dans la zone contrôlée par l'Ouganda, le Président Museveni a formé la rébellion au moule de sa philosophie et de ses visées politiques. Il a choisi d'exercer son autorité de façon plus décentralisée et n'intervient qu'en cas de problème majeur. Cela ne l'empêche pas d'avoir une très bonne connaissance de la situation sur le terrain.

203. MM. Mbusa Nyamwisi et Tibasima, respectivement ancien premier et deuxième vice-présidents, sont proches des généraux Salim Saleh et Kazini et plutôt enclins aux affaires et à l'exploitation des richesses natu-

relles. En décembre 1999, un rapport faisant état de détournements de fonds à hauteur de 10 millions de dollars des États-Unis par M. Mbusa Myamwisi et de 3 millions de dollars des États-Unis par M. Tibasima a été remis au Président ougandais. En février 2000, un autre rapport était remis au Président Museveni, qui dénonçait celui-là la collusion entre le Trinity Group et M. Tibasima et ses incidences sur la perception des droits de douane. Le Président Museveni a donc choisi de confier la direction du Front de libération du Congo à des individus qui sont les complices de cartels illégaux.

204. Le Président Museveni a également été informé de la situation sur le terrain, de l'exploitation qui s'y déroulait et du rôle joué par les représentants du MLC et du RCD-ML, notamment par rapport au conflit entre Hémas et Lendus.

205. La famille du Président a elle aussi été très engagée dans des activités commerciales dans les zones occupées de la République démocratique du Congo. Le général Salim Saleh et sa femme sont actionnaires des sociétés Victoria et Trinity. Ils ont mené leurs activités avec assurance et sans entrave.

206. Le Groupe d'experts a conclu que lorsque le Président reçoit des informations et qu'il décide de ne pas y donner suite, lorsqu'il nomme à des postes des individus qui exercent des activités criminelles et lorsque des membres de sa propre famille mènent des activités criminelles en toute impunité, il devient plus qu'évident que le Président lui-même s'est mis en situation de complicité.

Le défunt Président Laurent-Désiré Kabila

207. Son rôle dans la poursuite de la guerre lui a survécu. Il est en partie responsable de la situation actuelle à trois points de vue. Premièrement, en tant que dirigeant de l'AFDL, il a créé un précédent en conférant une apparence de « légalité » ou de légitimité à des opérations néanmoins illégales. Pendant sa marche sur Kinshasa, il a accordé des concessions alors même qu'il ne disposait nullement de l'autorité pour ce faire. Certains groupes armés utilisent aujourd'hui les mêmes méthodes dans leur lutte pour le pouvoir.

208. Deuxièmement, il a permis et toléré un certain nombre d'entreprises illégales à titre de récompense pour ses alliés. Il a également lancé le régime de troc existant afin de défendre son territoire. Ce système est en train de devenir une pratique normale des groupes rebelles.

209. Troisièmement, il a offert la meilleure excuse et le meilleur prétexte à ceux qui ont méticuleusement planifié la façon dont la carte de la région devrait être redessinée en vue d'en redistribuer les richesses. De nombreuses sources ont déclaré au Groupe d'experts qu'elles avaient été pressenties et s'étaient fait demander de réfléchir à la distribution des richesses de la République démocratique du Congo ainsi qu'à leurs intérêts personnels.

210. Étant donné les faits, les rapports et les informations recueillis, le rôle décisif joué par les dirigeants ougandais et rwandais réside dans la façon dont ils ont détourné leurs armées de leur mission première, qui est la protection du territoire, pour en faire des armées au service du commerce. De même, ils ont indirectement créé, au sein de leurs armées, les conditions qui ont permis aux plus hauts gradés de mettre en place des réseaux qu'ils contrôlent. Ces réseaux deviennent des cartels qui s'approprient la guerre pour les ressources naturelles.

211. Les Présidents Kagame et Museveni sont sur le point de devenir les parrains de l'exploitation illégale des ressources naturelles et de la prolongation du conflit en République démocratique du Congo. Ils ont offert indirectement à des cartels criminels une occasion exceptionnelle de s'organiser et d'opérer dans une région fragile et sensible. Enfin, le comportement du défunt Président Kabila a peut-être semé les germes d'un nouveau cycle dans la guerre pour les ressources de la République démocratique du Congo. Des politiciens comme Jean-Pierre Bemba, Mwenze Kongolo, Victor Mpoyo, Adolphe Onusumba, Jean-Pierre Ondekane ou Emmanuel Kamanzi, qui sont prêts à conclure n'importe quel arrangement par soif du pouvoir ou volonté d'enrichissement personnel, et des entreprises comme l'IDI et la Sengamines, dont certaines auraient des liens avec des marchands d'armes risquent fort de créer une situation encore plus préoccupante en République démocratique du Congo. De même, les coentreprises et les concessions accordées à certains alliés à titre de récompense risquent de provoquer des problèmes, étant donné la nature de leurs actionnaires, qui sont soit des militaires soit des hommes politiques puissants et influents. Cette situation est maintenant profondément enracinée et affecte la stabilité des structures de pouvoir dans la région.

212. Le lien entre l'exploitation des ressources naturelles et la poursuite du conflit en République démocratique du Congo est bien réel, et il s'appuie sur cinq facteurs qui ne sont pas mutuellement exclusifs : premièrement,

l'aptitude de certains pays à financer la guerre jusqu'à un certain point en puisant dans leurs ressources propres, comme dans le cas de l'Angola. Deuxièmement, l'aptitude de certains pays à prélever des ressources sur l'ennemi et à s'en servir pour conduire une guerre prétendument « autofinancée », comme dans le cas du Rwanda. Troisièmement, la propension de certains gouvernements à mettre à profit et exploiter une situation de guerre afin de transférer au bénéfice de leur économie nationale des richesses prélevées sur un autre pays, comme dans le cas du Rwanda et du Zimbabwe. Quatrièmement, l'intérêt qu'ont certains particuliers et entreprises privées à prolonger la guerre pour en tirer un bénéfice politique, financier ou autre. Il en est ainsi, par exemple, des généraux et autres officiers de la haute hiérarchie des armées ougandaise et zimbabwéenne, ainsi que de responsables et de politiciens peu recommandables (Victor Moyo, Gaétan Kakudji, Mwenze Kondolo) du côté du Gouvernement de la République démocratique du Congo. Cinquièmement, l'aptitude de l'une des parties au conflit à offrir un intérêt (sous forme de produits miniers et sous d'autres formes) à ses alliés et à ses soldats, par exemple la République démocratique du Congo.

IV. Conclusion et observations

213. Les principaux motifs du conflit en République démocratique du Congo sont devenus l'accès à cinq ressources minérales de première importance – l'or, le cobalt, le cuivre, le diamant, le colombo-tantalite – ainsi que le commerce de ces matières. La richesse de la République démocratique du Congo suscite une convoitise à laquelle il est difficile de résister du fait de l'anarchie et de la faiblesse de l'autorité centrale.

214. L'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo par des armées étrangères revêt aujourd'hui un caractère aussi bien étrange qu'exogène. Le pillage, l'extorsion et la constitution d'associations de criminels sont devenues courantes dans les territoires occupés. Ces organisations qui ont des liens dans le monde entier, constituent un grave problème de sécurité auquel la région va maintenant devoir faire face.

215. Le secteur privé a joué un rôle déterminant dans l'exploitation des ressources naturelles et la poursuite de la guerre. Un certain nombre de sociétés ont alimenté le conflit directement, échangeant des armes contre des ressources naturelles. D'autres ont facilité l'accès à des

219. Le Groupe reconnaît la validité des résolutions 1304 (2000) et 1341 (2001) du Conseil de sécurité, de même que celle de l'Accord de Lusaka, qui définissent le cadre général dans lequel s'inscrivent son rapport et ses recommandations. Il tient que ceux-ci sont conformes aux dites résolutions.

Position de principe

V. Recommandations

216. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux jouent un rôle équivoque avec les gouvernements des pays qui ont des troupes en République démocratique du Congo.

217. Les chefs militaires de différents pays avaient et continuent d'avoir besoin de ce conflit pour différentes raisons, dont l'appât du gain et la possibilité de faire temporairement passer à l'arrière-plan certains des problèmes internes desdits pays. S'étant rendu compte que la guerre s'entretenait elle-même, ils ont créé ou protégé les réseaux criminels qui prendront vraisemblablement le relais si les armées étrangères quittent un jour la République démocratique du Congo.

218. Du fait de son caractère lucratif, le conflit en République démocratique du Congo a créé une situation telle que chacun des belligères gagne à tout coup. Adversaires et ennemis s'associent par moments en affaires (Mat-Mai et Rwandais, d'une part, et rebelles congolais, de l'autre), les prisonniers d'origine hutu travaillent dans les mines exploitées pour le compte de l'Armée patriotique rwandaise, les combattants des divers bords s'adressent aux mêmes marchands de canons et passent par les mêmes intermédiaires. La volonté de réussir en affaires l'empêche de maintenir sur le socle de la sécurité. Seul le peuple congolais est perdant au regard de cette gigantesque entreprise.

220. Le Groupe recommande que le Conseil de sécurité proroge le mandat du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo, afin que celui-ci

puisse poursuivre son enquête et faire rapport sur les structures et réseaux mis en place ou appuyés par les parties au conflit afin d'exploiter illégalement les ressources naturelles de la République démocratique du Congo, notamment après le retrait des forces étrangères.

Sanctions

221. Le Conseil devrait immédiatement décréter un embargo sur l'importation et l'exportation de colombo-tantalite, niobium, pyrochlore, cassitérite, bois, or et diamants en provenance et à destination du Burundi, de l'Ouganda et du Rwanda, qui ne serait levé que lorsqu'il déclarerait que ces pays ne prennent plus part à l'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo. Tous les pays devraient s'abstenir de faciliter l'importation ou l'exportation des dites ressources. Des sanctions devraient être imposées à l'encontre de tout pays qui violerait l'embargo; les gouvernements devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour que les sociétés ayant leur siège sur leur territoire et les individus qui violeraient l'embargo ne puissent agir impunément.

222. Le Conseil devrait exiger que tous les États Membres gèlent sans attendre les actifs financiers des mouvements rebelles et de leurs dirigeants. Les États Membres devraient prendre les mesures nécessaires pour obtenir de leurs institutions financières publiques et privées qu'elles cessent de traiter avec les banques identifiées dans le présent rapport, qui se trouvent au Burundi, au Rwanda et en Ouganda.

223. Le Conseil devrait instamment demander à tous les États Membres de geler, immédiatement après la publication du présent rapport, les avoirs financiers des sociétés ou individus qui continueraient de participer à l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo.

224. Le Groupe recommande que le Conseil décrète un embargo immédiat sur les livraisons d'armes et de tout matériel militaire destinés aux groupes rebelles opérant en République démocratique du Congo, et qu'il envisage de l'étendre aux États qui appuient ces groupes ou leur viennent en aide.

225. Le Groupe recommande que le Conseil exige que toute coopération militaire avec les États ayant des forces en République démocratique du Congo, en violation de la souveraineté du pays, soit immédiatement suspendue jusqu'à ce que celles-ci soient retirées.

Questions financières et économiques

226. Le Groupe recommande que le Conseil demande instamment aux États Membres de cesser de soutenir la balance des paiements des pays de la région qui prennent part à l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo, jusqu'à ce qu'il ait acquis la conviction que l'exploitation illégale des ressources naturelles a cessé.

227. Le Groupe recommande que le Conseil demande à la Banque mondiale et au FMI d'envisager de cesser d'étayer le budget de ces pays jusqu'à la fin du conflit. Au cas où il ne serait pas démontré de façon probante, dans les deux mois qui suivront la publication du présent rapport, que ces pays ont cessé de prendre part à l'exploitation des ressources naturelles de la République démocratique du Congo, la coopération entre ces institutions et les pays contrevenants devrait être suspendue. La Banque mondiale et le FMI devraient établir des directives générales concernant leur coopération avec les pays parties à des conflits.

228. Le Groupe recommande que le Conseil demande instamment aux États Membres qui ont une frontière commune avec la République démocratique du Congo ou servent de pays de transit pour les marchandises et ressources naturelles qui en proviennent, de constituer une commission d'enquête sur celles des activités financières et économiques menées sur leur territoire qui ont un rapport avec la guerre en République démocratique du Congo, ainsi que de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux activités qui contribuent à la poursuite des hostilités.

Commerce des diamants

229. Le Conseil devrait demander à la République démocratique du Congo de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la circulation illicite de diamants en libéralisant le commerce des diamants. Il faudrait qu'un message sans équivoque parvienne de la sorte à toutes les sociétés qui s'emploient à faire obstacle à la libéralisation des marchés des minéraux.

230. Tous les diamantaires opérant dans les territoires occupés par des forces étrangères devraient immédiatement cesser de traiter avec les rebelles, le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda. Au cas où ils ne le feraient pas, des mesures devraient être prises par l'intermédiaire du Conseil mondial du diamant. La République du Congo et la République centrafricaine devraient prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme au soutien dont

S/2001/357

bénéficie le commerce de diamants illicite et de diamants de la guerre.

231. Le Groupe souscrit en outre à toutes les recommandations relatives aux diamants que le Groupe d'experts constitué en application de la résolution 1306 (2000), pour étudier la question du commerce des diamants et des armements en relation avec la Sierra Leone, a formulées aux paragraphes 155 à 166 de son rapport (S/2000/1195) en ce qui concerne les diamants, à savoir notamment :

a) Qu'il devrait être exigé de la République démocratique du Congo et de tous les autres pays exportateurs de diamants de la région qu'ils appliquent, dans les six mois, des systèmes de certification analogues à celui adopté par la Sierra Leone;

b) Que les grands centres de négoce s'entendent pour harmoniser les écritures concernant les importations de diamants bruts et adoptent un système qui fasse clairement apparaître aussi bien le pays de provenance que le pays d'origine;

c) Que tous les pays qui importent des diamants bruts, en zone franche ou non, participent au système de « contrôle des bruts »;

d) Que l'Union européenne ne devrait compter que peu de points d'entrée pour les diamants;

e) Que l'ONU et le Conseil mondial du diamant devraient établir une commission chargée de procéder à un contrôle annuel de l'application du système de certification;

f) Que chacun des pays exportateurs devrait publier un rapport statistique sur sa production annuelle et que tous les rapports ainsi établis devraient être compilés par le Conseil mondial du diamant et/ou l'organe de certification qui devrait résulter du « processus de Kimberley ».

Forêts et bois

232. Le Groupe propose que les pays ayant des ports maritimes ou des installations de transit rendent compte au Forum intergouvernemental sur les forêts du transit de bois par leur territoire. Étant donné que le bois en provenance de la République démocratique du Congo transite par les ports de Mombasa et Dar es-Salaam, les Gouvernements kényen et tanzanien devraient déclarer l'origine du bois expédié à partir de là au Forum inter-

gouvernemental sur les forêts et lui faire tenir les certificats concernant ce bois.

233. Le Groupe recommande que le Forum intergouvernemental sur les forêts unifie les différents systèmes et procédures de certification du bois. Le système de certification devrait être fondé sur l'ensemble de principes, critères et indicateurs retenus par le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts et le Forum intergouvernemental sur les forêts. Il devrait être envisagé d'établir de nouveaux critères applicables en ce qui concerne le « bois de la guerre ». Le Forum intergouvernemental sur les forêts devrait devenir ou désigner l'unique organe habilité à certifier le bois. La composition de cet organe devrait refléter la diversité des agents et des intérêts en jeu, de même que la spécificité des régions. La mise en place d'un dispositif unifié de ce genre permettrait d'éviter que la codification ne tombe dans le laxisme et que des organes certificateurs purement commerciaux ne délivrent des certificats ou ne soient tentés de le faire. Le Groupe exhorte le Conseil à déclarer le bois et les produits forestiers non ligneux en provenance des zones de conflit « bois et produits forestiers non ligneux de la guerre ». Les pays importateurs de bois non certifié devraient établir des directives minimales et instituer des sanctions applicables aux sociétés qui importent du bois et des produits forestiers non ligneux de pays en guerre ou aux prises avec une guerre civile dans laquelle intervient la répartition des ressources naturelles.

234. Le Groupe propose, comme suite à la déclaration du G-8 sur la lutte contre l'exploitation forestière illégale faite en 1998, et dans le droit fil des discussions qui se poursuivent au sujet des « produits du bois de la guerre », qu'il soit donné pour mandat au Forum intergouvernemental sur les forêts de :

a) Recueillir, en collaboration avec diverses ONG, l'information existant en ce qui concerne l'exploitation forestière illégale et les « produits du bois de la guerre » dans le monde;

b) Publier chaque année une liste des pays prenant part au commerce illégal de bois et de « produits du bois de la guerre »;

c) Soumettre un rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies.

235. Le Groupe recommande que les pays de transit et de destination finale du bois commercialisé exigent des sociétés d'exploitation forestière qu'elles produisent les certificats d'origine du bois transitant par leur territoire

ou y entrant. Ces pays devraient communiquer la copie des certificats ainsi obtenus au gouvernement du pays d'origine dans les trois jours. Les pays qui omettraient d'appliquer la consigne seraient tenus pour complices et figureraient parmi ceux facilitant le commerce de « bois illégitime » et de « produits du bois de la guerre » qui seraient énumérés dans le rapport du Forum intergouvernemental sur les forêts.

Réparation et indemnisation

236. Le Groupe recommande que les particuliers, notamment les exploitants agricoles, les groupes religieux et les sociétés dont les biens, le bétail et les cultures ont été endommagés, pillés ou expropriés par les forces armées rwandaises, ougandaises et burundaises et leurs alliés, soient indemnisés par les États concernés. Les biens confisqués devraient également être restitués à leurs propriétaires légitimes. Les Gouvernements burundais, ougandais et rwandais et leurs alliés devraient indemniser les sociétés dont les biens et les stocks de matières premières – colombo-tanaitaïte, cassitérite, or, bois et autres – ont été confisqués ou saisis entre 1998 et 2000. Le Conseil pourrait étudier la question de savoir comment le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies à Kinshasa pourrait aider à recueillir les éléments d'information voulus touchant les demandes qui seraient présentées à ce titre.

237. L'UNESCO, agissant en collaboration avec le PNUB, le secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinctions et les ONG oeuvrant en République démocratique du Congo, devrait évaluer l'ampleur des dommages causés dans la réserve de Garamba, le parc national de Kahuzi-Biéga, la réserve de la faune d'Okapis et le parc des Virunga, et proposer des sanctions à prendre contre les gouvernements des pays dont les soldats ont pris part au massacre d'animaux appartenant à des espèces menacées.

Cadre pour la reconstruction

238. Le Conseil donnerait pour mandat à une commission des Nations Unies d'aider le Gouvernement de la République démocratique du Congo à gérer la transition dans les régions précédemment occupées et la doterait des moyens nécessaires pour ce faire. La Commission aiderait à concevoir et à mettre en place le cadre juridique et administratif requis et à créer un climat propice à l'activité économique. La Commission aiderait également à créer les conditions nécessaires pour renforcer ment à créer les conditions nécessaires pour renforcer

Sécurité

242. Le Groupe demande instamment au Conseil de tenir les gouvernements des pays parties au conflit en République démocratique du Congo, de même que les mouvements rebelles et les militaires cités dans le rapport, responsables de tout tort causé à l'un quelconque des membres du Groupe. Le Conseil devrait encourager les différents pays à continuer de veiller à la sécurité de chacun des membres du Groupe bien après que celui-ci aura été dissous. Le Conseil devrait engager le Secrétaire général à prendre les dispositions nécessaires pour continuer d'assurer la sécurité des membres du Groupe informé d'actes de harcèlement commis à Bunia et dans d'autres localités à l'encontre d'individus qui auraient été en contact avec certains de ses membres. Le Conseil devrait tenir les autorités du Rwanda, de l'Ouganda, du RCD et du FLC responsables de tout tort causé à des témoins qui ont déposé devant le Groupe.

de pays envahisseurs.

241. Les États Membres devraient être encouragés à adopter une législation qui interdise aux sociétés ayant leur siège dans leur territoire d'importer ou d'exporter des ressources naturelles en provenance ou à destination des pays envahisseurs.

Généralités

240. Le Groupe recommande que le Conseil envisage de mettre en place un dispositif permanent qui serait chargé d'enquêter sur le trafic de ressources naturelles dans les situations de conflit armé, de façon à suivre les dossiers dont sont déjà saisis d'autres groupes, tels que ceux sur Sierra Leone.

239. Le Groupe recommande que le Conseil envisage de

d'enquêter sur les activités économiques criminelles d'individus (tels que Kaleb Akandwamah, alias Salim Saleh, Jean-Pierre Bemba, James Kazini, Mbusa Nyamvisi, Aieenyi Tibasima, Roger Lumbala, Mme Aziza Kulsam Gujami et les autres nommés dans le présent rapport), ainsi que de poursuivre les intérêts, de même que les sociétés et les agents de l'État dont les activités économiques et financières nuisent directement ou indirectement à des gens sans pouvoir ou à l'économie fragile du pays.

S/2001/357

Annexe I

Échantillon de sociétés qui importent des minéraux
de la République démocratique du Congo via le Rwanda

<i>Société</i>	<i>Pays de destination</i>	<i>Marchandise</i>
Cogem	Belgique	Cassitérites
Muka-Entreprise	Belgique	Cassitérites
Issa	Allemagne	Cassitérites
Chpistopa Floss	Allemagne	Cassitérites
Redemi	Rwanda	Cassitérites
Banro-Resources Corp.	Malaisie	Cassitérites
		Coltan
	Canada	Cassitérites
Bharat	République-Unie de Tanzanie	Cassitérites
Extano-Office	Rwanda	Coltan
Coopimar	Rwanda	Coltan
Geologistics Hanover	Allemagne	Coltan
Rwasibo-Butera	Suisse	Coltan
Eagleswings	Pays-Bas	Coltan
Veen	Pays-Bas	Coltan
Soger	Belgique	Coltan
Patel Warehouse	Pays-Bas	Coltan
Afrimex	Royaume-Uni	Coltan
	Pays-Bas	Cassitérites
Chimie Pharmacie	Pays-Bas	Coltan
	Belgique	Coltan
Sogem	Belgique	Coltan
	Belgique	Cassitérites
	Belgique	Étain

S/2001/357

<i>Société</i>	<i>Pays de destination</i>	<i>Marchandise</i>
Cogecom	Belgique	Coltan
	Belgique	Cassitérites
Cogea	Belgique	Coltan
Panalpina	Kenya	Coltan
Tradement	Belgique	Coltan
	Belgique	Cassitérites
Ventro Star	Royaume-Uni	Coltan
Raremet	Inde	Coltan
Finconord	Pakistan	Coltan
Finiming Ltd.	Belgique	Coltan
Finconcorde	Fédération de Russie	Cassitérites
		Coltan
Patel	Inde	Cassitérites
Cicle International	Belgique	Coltan
Masingiro	Allemagne	Coltan
Union-Transport	Allemagne	Coltan
Specialty Metal	Belgique	Coltan
MDW	Belgique	Cassitérites
		Coltan
Trasintra	Belgique	Cassitérites

Source : Administration fiscale du Rwanda.

Annexe II

Liste des pays visités et des représentants des gouvernements et organisations rencontrés

Le Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo souhaite exprimer sa profonde reconnaissance aux fonctionnaires, diplomates, représentants d'organisations non gouvernementales, agents humanitaires, journalistes et autres personnes qui l'ont aidé dans ses enquêtes et ont permis l'élaboration du présent rapport.

Le Groupe souhaite remercier en particulier la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), et spécialement l'Ambassadeur Kamel Morjane; l'Office des Nations Unies à Nairobi, et spécialement M. Klaus Töpfer et M. Alexander Barabanov; et le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs de l'Afrique, et spécialement l'Ambassadeur Berhanu Dinka.

Parmi les pays impliqués dans le conflit en République démocratique du Congo, le Groupe souhaite noter en particulier la coopération qu'il a reçue de la République de l'Ouganda, qui a fourni au Groupe toutes les informations qui avaient été demandées.

La liste ci-après est incomplète afin de respecter les vœux de ceux qui ont demandé l'anonymat, en particulier des citoyens congolais qui ont mis leur vie en danger en fournissant des informations au Groupe.

Afrique du Sud

Représentants du Gouvernement

Ministère des affaires étrangères

Autres

Anglo-American

De Beers

Angola

Représentants du Gouvernement

Vice-Ministre des relations extérieures

Vice-Ministre des finances

Ministre du pétrole

Ministre de la géologie et des mines

Organismes et bureaux des Nations Unies

Représentant du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies en Angola

Bureau des Nations Unies en Angola

Belgique

Représentants du Gouvernement

Ministère des affaires étrangères

Ministère des communications, Administration de l'aéronautique

Ministère des finances

Ministère de l'économie

Cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères

Administration des douanes et accises

Office belge du commerce extérieur

Organisations internationales

Eurostat

Organisation mondiale des douanes

Autres

Belgolaise

BHP Diamonds and Minerals

BHV

Diamond High Council

Independent Diamond Valuers

Institut de politique et de gestion du développement

Langer Diamonds

Nordiska Afrikainstitutet (Institut nordique pour l'Afrique)

Musée royal d'Afrique centrale, Département de géologie et de minéralogie

SwissCargo

Fédération mondiale des bourses de diamant

Burundi**Représentants du Gouvernement**

S. E. le major Pierre Buyoya, Président de la République du Burundi

Ministre de l'agriculture et de l'élevage

Ministère des finances

Ministre des relations extérieures et de la coopération

Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Ministre des transports, postes et télécommunications

Représentants d'États

S/2001/357

Belgique

États-Unis d'Amérique

France

République démocratique du Congo

Organismes et bureaux des Nations Unies et organisations internationales

MONUC

Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général au Burundi

PNUD

Banque mondiale

États-Unis d'Amérique**Représentants du Gouvernement**

Département d'État

Bureau des affaires africaines

Bureau des affaires concernant les organisations internationales

Cynthia McKinney, membre du Congrès, cinquième District, Géorgie

Organismes et bureaux des Nations Unies

UNESCO et Fondation pour les Nations Unies/White Oak Conference

Organisations internationales

Banque mondiale

Autres

Oregon Certification Group

Smartwood

University of Maryland

France**Représentants du Gouvernement**

Ministère des affaires étrangères

Ministère de la défense

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie – Direction du trésor

Agence française de développement

Inspecteur général de l'aviation civile et de la météorologie

Direction générale des douanes et droits indirects – Sous-Direction de l'Union douanière et de la coopération internationale

Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

Organisations internationales

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Kenya

Représentants du Gouvernement

Ministère des affaires étrangères

Administration portuaire du Kenya

Représentants d'États

Belgique

Fédération de Russie

France

Japon

République démocratique du Congo

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Représentant spécial du Royaume-Uni pour la région des Grands Lacs

Zimbabwe

Organisations internationales

Bureau du Facilitateur du processus de paix en République démocratique du Congo

Organismes et bureaux des Nations Unies

MONUC

Bureau de la coordination des affaires humanitaires

Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs

PNUD

PNUE

Office des Nations Unies à Nairobi

Autres organismes

International Crisis Group (ICG)

Namibie**Représentants du Gouvernement**

Ministre adjoint des affaires étrangères, de l'information et de la diffusion

Ministre des finances

Ministre adjoint de la défense

Ministre des mines et de l'énergie

Ministre de l'agriculture, de l'eau et du développement rural

Ministre de l'environnement et du tourisme

Représentants d'États

Chine

États-Unis d'Amérique

Fédération de Russie

France

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Ouganda**Représentants du Gouvernement**

S. E. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda

Administration de l'aviation civile

Administration fiscale

Ministre de l'agriculture

Ministre de la défense

Ministre de l'énergie et de la mise en valeur des ressources minérales

Ministre d'État chargé de l'environnement, des ressources en eau et des affaires foncières

Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères

Ministre des finances

Ministre d'État chargé de la planification et des investissements

Ministère des travaux publics, des transports et des communications

Comité parlementaire pour les affaires présidentielles et les affaires étrangères

Vice-Président de la République de l'Ouganda

Représentants d'États

Belgique

Danemark

Fédération de Russie

France

Italie

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Envoyé spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs

Organismes des Nations Unies

Bureau de la coordination des affaires humanitaires

PNUD

Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies à Kampala

Médias

East African

Monitor

New Vision

Radio Ouganda

Top Radio

Télévision ougandaise

République démocratique du Congo

Représentants du Gouvernement

S. E. le général de division Joseph Kabila, Président de la République démocratique du Congo

Commissariat général du Gouvernement chargé des affaires de la MONUC

Banque nationale du Congo

Banque centrale

Département des forêts

Direction générale des contributions (DGC)

Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations (DGRAD)

Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)

Ministre des affaires foncières, de l'environnement, de la conservation de la nature et du développement touristique

Ministre de l'agriculture et de l'élevage

Ministre des droits humains

Ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie

Ministre de l'énergie

Ministre des finances et du budget

Ministère des mines

Ministre d'État chargé du pétrole

Ministre des transports et communications

Office des douanes et accises (OFIDA)

Représentants d'États

Belgique

Chine

États-Unis d'Amérique

France

Italie

Corps diplomatique de Kinshasa

Organismes et bureaux des Nations Unies

FAO

Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général

MONUC

Bureau de la coordination des affaires humanitaires

Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

PNUD

HCR

UNICEF

PAM

OMS

Autres organismes

COSLEG Holding

Fédération des entreprises du Congo (FEC)

Georges Forrest International

Gouverneur du Sud-Kivu et directeurs provinciaux

Observatoire gouvernance-transparence (OGT)

Groupe de sociétés Kotecha

Mouvement de libération du Congo

Société Olive

Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma

Rassemblement congolais pour la démocratie-ML/Kisangani

Trafca

World Resources Institute

Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

Représentants du Gouvernement

Foreign and Commonwealth Office

Autres

Cluff Mining

De Beers

The Economist

Organisation internationale du café

Conseil mondial du diamant

Rwanda

Représentants du Gouvernement

S. E. le général de division Paul Kagame, Président de la République rwandaise

Chef d'état-major

Ministre de l'énergie, de l'eau et des ressources naturelles

Ministre des affaires étrangères

Ministre des finances et de la planification économique

Ministre de l'agriculture, des forêts et de l'élevage

Ministre des travaux publics, des transports et des communications

Ministre de l'énergie, des mines et des ressources en eau

Ministre des affaires foncières, des réinstallations et de l'environnement

Banque nationale du Rwanda

Secrétaire général au commerce, à l'industrie et au tourisme

Administration fiscale du Rwanda

Représentants d'États

Allemagne

Belgique

Canada

Chine

États-Unis d'Amérique

S/2001/357

Fédération de Russie

France

Pays-Bas

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Suisse

Bureau de la délégation de l'Union européenne

Organismes et bureaux des Nations Unies

CEA

FAO

Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies représentés au Rwanda

Tribunal pénal international pour le Rwanda

MONUC

Bureau de la coordination des affaires humanitaires

PNUD

Suisse

Représentants du Gouvernement

Ministère suisse des affaires étrangères, Chef de la Direction politique

Administration fédérale suisse

Organisations internationales

Organisation mondiale du commerce

Autres

Société générale de surveillance

Zimbabwe

Représentants du Gouvernement

Secrétaire principal aux affaires étrangères

Ministre de l'énergie et des mines

Directeur général de l'Administration de l'aviation civile

Représentants d'États

Belgique

Chine

États-Unis d'Amérique

Fédération de Russie

France

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Organismes des Nations Unies et organisations internationales**PNUD**

Chefs de secrétariat de tous les organismes des Nations Unies représentés
au Zimbabwe

Médias

Zimbabwe Independent

Daily News

Autres

First Banking Corporation Limited

Zimbabwe Transparency International

ZimTrade

Annexe III

Abréviations

ADL	➤ Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
APR	➤ Armée patriotique rwandaise
BCD	Banque de commerce et de développement
BCDI	Banque de commerce, du développement et d'industrie
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
Coltan	Colombotantalite
COMESA	Marché commun d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe
COMIEX (1)	Compagnie mixte d'import-export
COMIEX (2)	Générale de commerce d'import-export du Congo
COSLEG	Coentreprise entre la COMIEX et OSLEG
RDC	➤ République démocratique du Congo
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
CEA	Commission économique pour l'Afrique
FDD	➤ Forces pour la défense de la démocratie
FLC	➤ Front de libération du Congo (fusion du MLC et du RCD-ML)
FMI	Fonds monétaire international
FPR	Front patriotique rwandais
GECAMINES	Générale des carrières et des mines
IDI	International Diamond Industries
MIBA	Minière de Bakwanga
MLC	Mouvement de libération du Congo
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OSLEG	Operation Sovereign Legitimacy
OMS	Organisation mondiale de la santé
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RCD-Goma	➤ Rassemblement congolais pour la démocratie (basé à Goma)
RCD-Kisangani	➤ Rassemblement congolais pour la démocratie, basé à Kisangani, puis à Bunia, et désigné comme RCD-ML
RCD-National	➤ Rassemblement congolais pour la démocratie-National, situé à Bafwasende
SOMIGL	Société minière des Grands Lacs
SOMIKIVU	Société minière du Kivu

SOMINKI	Société minière et industrielle du Kivu
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UPDF	Uganda People's Defence Forces
PAM	Programme alimentaire mondial
ZANU-PF	Zimbabwe African National Union Patriotic Front
ZDF	Zimbabwe Defence Forces

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
POUVOIR JUDICIAIRE

BULLETIN DES ARRETS DE LA HAUTE COUR MILITAIRE

4ème ÉDITION



Kinshasa 2016



MONUSCO

nées des articles 104 et 120 du Code Judiciaire Militaire, l'intéressé ayant été nommé à ce grade des FARDC par décret présidentiel N°04/94 du 11/12/2004.

L'article 104 dispose que la compétence personnelle des juridictions militaires est déterminée par la qualité et le grade que porte le justiciable au moment de la commission des faits incriminés ou au moment de sa comparution.

L'article 120 stipule que sont justiciables de la Haute cour militaire : (a) : les officiers généraux des Forces armées congolaises et les membres de la Police Nationale du même rang.

I. EXPOSE DES FAITS

De 2002 à 2004, le District de l'ITURI était en proie aux conflits armés menés avec rage et dont les affres étaient d'une telle ampleur que certains analystes des conflits armés ont affirmé qu'il s'agissait de l'une des crises humanitaires les plus sévères de cette époque.

Les principaux protagonistes qui ont mis cette contrée à feu et à sang causant la mort et la désolation parmi la population civile sont:

1. **L'Union des Patriotes Congolais, (UPC) :**
2. **L'Union des Patriotes Congolais- KISEMBO**
3. **Le front des Nationalistes et Intégrationnistes (FNI)**
4. **Forces de Résistance Patriotique en ITURI, FRPI.**
5. **Le parti pour la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo (PUSIC)**
6. **Front de l'Intégration pour la Pacification de LITURI (FIPI)**
7. **Les Forces Armées du Peuple Congolais (FAPC)**

Les groupes armés, à l'exception des FAPC, étaient constitués essentiellement sur des bases ethniques. Les causes de ces conflits en étaient : la haine, les rivalités hégémoniques, la conquête et le contrôle des territoires stratégiques sur le plan économique.

A l'occasion et à la faveur de ces conflits, des atrocités ont été commises par leurs membres au préjudice de la population civile, notamment : de nombreux cas de violences sexuelles, de torture, de meurtre.

C'est pour ces faits que le Général KAKWAVU a été déféré devant la Justice.

DE LA CREATION, DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DU GROUPE ARME « FAPC »

Il ressort de l'instruction de la cause que le Général KAKWAVU est un ancien militaire des ex Forces armées Zaïroises (ex-FAZ). Il a suivi la formation de parachu-

tiste au Centre d'instruction de MIKONDO (31^e Brigade) et celle de Commando à KOTAKOLI. A la 31^{ème} Brigade des Parachutistes, il avait le grade de Sergent. De 1987 à 1988, selon ses propres déclarations, il a suivi une formation à l'Ecole de Police Militaire à MATADI MAYO (EPM) où il a obtenu un brevet de Gendarme. Après cette formation, il sera versé à la Gendarmerie et affecté au SUD KIVU ; il fut ensuite muté au NORD KIVU.

A l'entrée de l'AFDL, il avait le grade d'adjudant-chef. En août 1998, il se retrouve dans le RCD, et après scission du RCD, il sera dans le RCD/Kisangani qui deviendra RCD/K-ML où il assumera les fonctions de commandant bataillon.

Au début de 2003, il quitte le RCD/KML pour soutenir Mr Thomas LUBANGA qui venait de créer son propre mouvement appelé UPC. Il était commandant de la 5^{ème} zone opérationnelle.

Le 06 mars 2003, sous l'instigation et l'appui des autorités civiles et militaires ougandaises, il fait dissidence et crée un nouveau groupe armé sous la dénomination de « Forces Armées du Peuple Congolais » en sigle « FAPC ». En fait, ce nouveau groupe armé dissident est composé presque entièrement des commandants d'unités et hommes de rang des forces armées de l'UPC dans le secteur opérationnel couvrant les Territoires d'ARU, de MAHAGI et une partie du territoire de DJUGU.

Cependant, comme le rapporte le professeur IDRINGI, à l'annonce de la création de ce nouveau mouvement politico-militaire par le général auto-proclamé KAKWAVU, la population de ARU a marché pour manifester sa colère et son opposition à ce mouvement et à son chef.

Avec l'appui extérieur, il réussit à contrôler les territoires d'ARU, MAHAGI et une partie de DJUGU. Son pouvoir s'exerçait non seulement dans le domaine militaire mais aussi dans les domaines politique, administratif et économique.

– *Dans le domaine militaire*

Pour exercer un contrôle effectif sur des Territoires sous son occupation, le prévenu avait besoin d'une armée forte.

Il entreprit à organiser son groupe armé en mettant en place des structures et des organes comparables à ceux d'une armée classique.

Ainsi les FAPC avaient au sommet un commandement et un Etat-major. Le commandant en chef était lui-même. Il se proclama Général Major. Le Chef d'Etat-major était le colonel Manu. Le G1 était le Colonel BOFUETU, le G2, colonel DALAGO remplacé par la suite par le colonel ALI MBUYI GATANAZI, le G3, colonel KUYETTI, le G4 et 5, colonel MAKELA NZOLAMESO.

Les FAPC comprenaient trois brigades. La 1^{ère} brigade était commandée par lonel MUGISHA Paul, son Etat-major à MAHAGI ; la 2^e était commandée Colonel SALUMU MULENDA et son Etat-major était à ARIWARA et la 3^e brigade était commandée par le Colonel SEYI et son Etat-major était à MBIDJO dans le territoire de DJUGU.

Les différentes brigades étaient subdivisées en bataillons, etc.

– *Dans le domaine politique et administratif*

Le prévenu avait créé une branche politique dénommée « UNION DES CONGOLAIS POUR LA DEMOCRATIE » et il mit en place un gouvernement dont les membres en majorité étaient désignés parmi les notables autochtones.

Le prévenu était lui-même Président, chef du gouvernement et Ministre de la Défense. Mr ABOK était Premier Vice-Président, Mr MAWA ENZORONZI, Deuxième Vice-Président, Pierre NZIA, Ministre en charge des Mines, Mr Combe NGABU Vice-Ministre en charge des mines et des hydrocarbures.

Tous les responsables des services publics de l'Etat et spécialement ceux des régies financières devaient faire allégeance au nouveau Maître des lieux. Certains cadres et agents étaient engagés ou mutés par lui-même ou sur son ordre, ce fut le cas de l'administrateur du territoire d'ARU et celui de MAHAGI ; des cadres de l'OFIDA tels que Mr Paul POBI et Mr MUGANGUZI BOB.

Les agents de la fonction publique étaient payés rarement avec des salaires dérisoires.

– *Dans le domaine économique*

Pour pouvoir disposer d'importants moyens financiers, il mit en place un solide réseau pour percevoir les recettes douanières, fiscales et autres recettes provenant des comptoirs d'or. Toutes ces recettes étaient versées directement entre ses mains. Il est à noter que les postes douaniers d'ARU, ARIWARA et MAHAGI sont de grands générateurs des recettes. Bref, il disposait des fonds du trésor public selon son bon vouloir.

Il réussit à avoir l'emprise sur l'économie locale en s'appuyant notamment sur les opérateurs économiques. Il accordait des facilités fiscales et douanières particulièrement aux opérateurs économiques qui acceptaient de collaborer avec lui. C'est ce qui explique ses relations étroites avec certains hommes d'affaires, par exemple Mr OZIA, ancien chef de la FEC ARIWARA, Mr AMASSI Robert opérateur économique nommé chef de la FEC ARU, Mr CONGA UCUMA Fidèle homme d'affaires de MAHAGI, MR MISHO KEROSHIBA, opérateur économique influent de MAHAGI.

Les FAPC comprenaient trois brigades. La 1ère brigade était commandée par le Colonel MUGISHA Paul, son Etat-major à MAHAGI ; la 2^e était commandée par le Colonel SALUMU MULENDA et son Etat-major était à ARIWARA et la 3^e brigade était commandée par le Colonel SEYI et son Etat-major était à MBIDJO dans le territoire de DJUGU.

Les différentes brigades étaient subdivisées en bataillons, etc.

– *Dans le domaine politique et administratif*

Le prévenu avait créé une branche politique dénommée « UNION DES CONGOLAIS POUR LA DEMOCRATIE » et il mit en place un gouvernement dont les membres en majorité étaient désignés parmi les notables autochtones.

Le prévenu était lui-même Président, chef du gouvernement et Ministre de la Défense. Mr ABOK était Premier Vice-Président, Mr MAWA ENZORONZI, Deuxième Vice-Président, Pierre NZIA, Ministre en charge des Mines, Mr Combe NGABU Vice-Ministre en charge des mines et des hydrocarbures.

Tous les responsables des services publics de l'Etat et spécialement ceux des régies financières devaient faire allégeance au nouveau Maître des lieux. Certains cadres et agents étaient engagés ou mutés par lui-même ou sur son ordre, ce fut le cas de l'administrateur du territoire d'ARU et celui de MAHAGI ; des cadres de l'OFIDA tels que Mr Paul POBI et Mr MUGANGUZI BOB.

Les agents de la fonction publique étaient payés rarement avec des salaires dérisoires.

– *Dans le domaine économique*

Pour pouvoir disposer d'importants moyens financiers, il mit en place un solide réseau pour percevoir les recettes douanières, fiscales et autres recettes provenant des comptoirs d'or. Toutes ces recettes étaient versées directement entre ses mains. Il est à noter que les postes douaniers d'ARU, ARIWARA et MAHAGI sont de grands générateurs des recettes. Bref, il disposait des fonds du trésor public selon son bon vouloir.

Il réussit à avoir l'emprise sur l'économie locale en s'appuyant notamment sur les opérateurs économiques. Il accordait des facilités fiscales et douanières particulièrement aux opérateurs économiques qui acceptaient de collaborer avec lui. C'est ce qui explique ses relations étroites avec certains hommes d'affaires, par exemple Mr OZIA, ancien chef de la FEC ARIWARA, Mr AMASSI Robert opérateur économique nommé chef de la FEC ARU, Mr CONGA UCUMA Fidèle homme d'affaires de MAHAGI, MR MISHO KEROSHIBA, opérateur économique influent de MAHAGI.

DES OPERATIONS MILITAIRES DES FAPC

Pour conserver longtemps le contrôle de ces territoires, villes ou sites, les FAPC ont eu des affrontements fréquents avec d'autres groupes armés. Selon les déclarations du Général KAKWAVU devant l'OMP en date du 29/12/2012, il y eut des combats entre les FAPC et les groupes armés ennemis, notamment, les troupes de l'UPC restées fidèles à Thomas LUBANGA, les troupes de l'APC de MBUSA NYAMUISI, les combattants LENDU des FNI et même les éléments des FAPC dissidents.

Il y a lieu de signaler notamment les affrontements violents entre les FAPC et les FNI qui s'étaient déroulés à NDRELE ainsi que les combats acharnés entre les FAPC en coalition avec les FNI contre l'UPC à MONGBWALU, les FAPC contre les FNI à DJALASIGA et ensuite les FAPC en coalition avec l'UPC contre les FNI toujours à DJALASIGA.

DES ACTES CRIMINELS COMMIS PAR LE GENERAL KAKWAVU ET LES MEMBRES DE SON GROUPE ARME.

Le Général Jérôme KAKWAVU ainsi que les membres de son groupe armé se sont livrés à de nombreux abus et atrocités au préjudice de la population civile : des meurtres, des tortures et des viols.

Mais personne ne pouvait oser les dénoncer aussi longtemps que Jérôme KAKWAVU était l'homme fort de ARU, ARIWARA ET MAHAGI.

Il a fallu attendre son départ pour Kinshasa et son arrestation pour voir les langues des victimes directes et indirectes se délier et dénoncer quelques-uns de ces crimes.

Les faits répréhensibles portés à la connaissance de la Justice sont les suivants :

1. *Le viol sur KTD et sur CVR.*
2. *Le meurtre de Mr LETI LEOPOLD, les tortures, physiques et morales infligées à Mr COMBE NGABU et à Mr MAWA ALIAS VOLVO*
3. *Le meurtre de Mr ENEKO et Mr LEBURU*
4. *Le meurtre des personnes suivantes : Messieurs NGANGENI, UNEN MOUSSA, RAPHAEL UCIBA, AVE ANDREANO, UKABA DEPANDA, DENIS UKERBO, UGICAN TCHOMBE.*

1. Le viol sur KTD et sur CVR

Cas KTD

Ayant appris comme tant d'autres à ARU et à ARIWARA que le Gen KAKWAVU était arrêté et détenu à la Prison de MAKALA depuis le 23 avril 2010 et que la Justice

enquêtait sur les actes criminels par lui commis, la demoiselle KTD en tant que victime, décida d'aller porter plainte contre lui. Le 21/6/2010 elle se présenta volontairement et librement devant le Magistrat LIANZA exposer les affres qu'elle avait subies de la part du Gen KAKWAVU.

Voici le récit :

Un jour du mois de février 2003, sans préjudice de la date certaine, Mr Jérôme KAKWAVU entouré des éléments de son escorte bien armée, a vu la demoiselle KADI TINIDE BALANGA qui passait non loin de là où il s'était arrêté. Il ordonna à un de ses gardes du corps d'aller à la trousse de la jeune fille et l'amener auprès de lui. La jeune fille apeurée n'avait d'autre choix que de se laisser conduire et ce jusque dans la résidence du Général Jérôme KAKWAVU. Elle décrit l'endroit où elle avait été emmenée comme une maison gardée par beaucoup de militaires et où il y avait beaucoup d'armes.

Après l'avoir menacée avec son pistolet, il abusa d'elle. Depuis, selon les propres termes de celle-ci, chaque fois qu'il voulait d'elle, il envoyait ses gardes du corps toujours armés la prendre à partir de chez sa tante paternelle qui ne pouvait non plus s'y opposer. Mlle KTD finira par concevoir et accoucher d'une fillette le 18/10/2004 à l'hôpital Général de ARIWARA.

Cas CVR

Fille de dame Micheline UGANDA Van Reeth (MVR), CVR est née le 7 décembre 1990. Dans la période de 2003 à 2004, elle habitait chez son oncle paternel Claude BOBI, agent, à l'époque, de la SONAS à ARU. Le prévenu KAKWAVU qui allait de temps en temps faire ses travaux dans la bureautique chez ce dernier y voyait la petite CVR.

Un jour, le prévenu qui était à bord de son véhicule et avec son escorte, a aperçu Mademoiselle CVR, alors qu'elle se rendait à l'école primaire BAKITA où elle était élève. Il a aussitôt envoyé ses militaires pour la prendre, mais ceux-ci n'avaient pas réussi car elle avait pu s'enfuir. C'était la première fois qu'elle avait échappé à la tentative d'enlèvement.

La deuxième fois, alors qu'elle se rendait au défilé en compagnie de mademoiselle SAFI qui se disait cousine du prévenu Jérôme KAKWAVU, elle fut informée par celle-ci que les mêmes militaires la cherchaient.

Aussitôt, elle dut retourner à la maison.

La troisième fois, c'était au mois d'Avril à l'approche des vacances de Pâques. Lorsque la fillette se rendait à l'Eglise CHRISCO, le prévenu l'a aperçue et a vite envoyé son chauffeur le nommé Michel et six autres militaires pour la prendre.

Elle fut prise de force et conduite immédiatement à sa résidence, laquelle résidence était aussi son Poste de commandement opérationnel. Elle fut installée au salon, ensuite le prévenu KAKWAVU la prit et la conduisit dans sa chambre à coucher. Il lui braqua son arme et lui intima l'ordre de ne pas crier. Il la déshabilla et l'étendit sur son lit et se mit à forcer les rapports sexuels avec elle qui, intimidée et tétanisée, ne pouvait que se laisser faire.

Après ce forfait, le prévenu ordonna à sa victime de n'en parler à personne. Il lui présenta de l'argent qu'elle refusa de prendre. Ensuite, il la confia à son chauffeur MICHEL et Mr Fiston pour la reconduire et la déposer aux environs de la résidence de sa mère. Il est bon de signaler que quelques jours plus tard, par l'intermédiaire de Michel et Fiston, le prévenu enverra à sa victime de l'argent et un appareil téléphonique. Mais, celle-ci refusa de les prendre.

De retour du service, Dame Micheline trouva sa fille à la maison entrain de pleurer et se tordre des douleurs. A la question de savoir de quoi elle souffrait, la petite CVR raconta ce qu'elle venait de subir. La santé de sa fille étant préoccupante, elle eut, en sa qualité d'infirmière A2, le réflexe de lui administrer les premiers soins. C'est ainsi qu'elle la soumit au traitement de bain de siège au permanganate et aux antibiotiques. Elle appela le Docteur LOMOYO, médecin-Directeur à l'hôpital Général d'ARU qui viendra le lendemain. Celui-ci approuva les premiers soins administrés.

Après avoir examiné la fillette, il constata notamment :

- Des traces de coups d'ongle des deux côtés du cou.
- L'ecchymose au niveau des faces internes des cuisses et du mont venus.
- Une lésion superficielle sur la partie extérieure du sexe de la fillette.

Il lui prescrit d'autres médicaments en complément de ce que lui avait administré sa mère.

Il est important de souligner que le Docteur LOMOYO était aussi médecin des FAPC. Il avait même été élevé par le Général KAKWAVU au grade de Major dans son armée. Ayant appris de la fillette et de sa mère qu'elle a été violée par le Général Jérôme qui non seulement était Président fondateur des FAPC, mais aussi son chef direct, le Docteur leur recommanda une extrême prudence et le silence absolu sur cette affaire et leur prodigua le conseil d'aller plutôt se faire soigner dans un centre spécialisé en matière de violences sexuelles, loin d'ARU, notamment à TASSO en Uganda.

Abattue et démoralisée à cause de ce qui était arrivé à sa fille, Madame Micheline VAN REECH UCANDA se confia à dame ANDRONGA DRIDJANO qui était sa meilleure amie et confidente, pour avoir ne fut-ce que du réconfort moral.

Le 18 juillet 2004, Madame MVR obtint une feuille de route pour se rendre à MAHAGI pour les soins de sa fille (voir feuille de route n° DP OR/CONTROFIDA/ARU/063).

A MAHAGI, elle fut reçue par madame Catherine AKELO, qui était collaboratrice de l'ONG internationale COOPI chargée de sensibiliser la population et les victimes, à dénoncer, à ne pas taire les cas de viol et d'autres actes de violences sexuelles. Elle consulta la fillette qui lui exposa son cas. Ensuite elle l'accompagna au Centre médical de LOGO où elle sera examinée par le Docteur ANGELE.

2. Le meurtre de Mr LETI Léopold, les tortures infligées à Mr COMBE NGABU et Mr MAWA ASSIA alias VOLVO

Le 22 mai 2003, vers 5h00, la population d'ARU-Centre, a été réveillée par le crépitement de balles. Il s'agit des combats entre d'une part les militaires des FAPC fidèles au Général KAKWAVU qui lui, en ce moment-là se trouvait en Ouganda et d'autre part ceux qui voulaient le renverser. Les combats étaient très intenses si bien que bon nombre d'habitants, se réfugièrent loin d'ARU et en OUGANDA.

Après quelques heures d'affrontements, alors que les putschistes avaient l'avantage sur le terrain, des militaires ougandais vinrent appuyer le camp fidèle au Gen KAKWAVU. Il y eut renversement de la situation : Les putschistes furent mis en déroute, le camp fidèle au Gen KAKWAVU récupéra la situation.

Le Général Jérôme KAKWAVU qui se trouvait encore en Ouganda, dut revenir en catastrophe, escorté par de nombreux militaires ougandais, il arriva à ARU, dans l'après-midi alors que les affrontements venaient de prendre fin.

Certaines personnes qui étaient impliquées de près ou de loin dans ce coup, dont le nommé Raymond, un ancien garde du corps du Gouverneur ENEKO, qui logeaient au Centre diocésain, avaient réussi à prendre la fuite pour une destination inconnue.

La situation étant récupérée et sous contrôle des hommes fidèles au Président KAKWAVU, la chasse à l'homme et des représailles violentes voire meurtrières furent enclenchées.

Vers 14h00, le Centre diocésain soupçonné d'être le sanctuaire des mutins est encerclé par des militaires du Général Jérôme KAKWAVU, sous le Commandement du Colonel MANU, le chef d'état-major ou le numéro deux des FAPC. Ils y pénètrent et se mettent à fouiller minutieusement toutes les chambres et tous les locaux. Toutes les personnes qui s'y trouvaient, dont l'abbé DHEBO, madame CECILE, femme de chambre du diocèse, Mr Léopold LETI APO et Mr COMBE NGABU, étaient suspectées d'être des complices de ce putsch.

Un moment donné, Monsieur RICKY, un de ses commandants bataillon prit un morceau de brique cuite et le lança en visant la tête de Léopold LETI, mais celui-ci l'esquiva. Ensuite, il sauta sur lui, le fit tomber par terre et le blessa grièvement au dos à l'aide d'un poignard.

Après la fouille de tous les bâtiments du centre diocésain, le Colonel MANU ordonna que Monsieur l'abbé DHEBO, madame CECILE, Mr Léopold LETI déjà blessé et Mr COMBE NGABU soient embarqués à bord d'un véhicule et conduits au container-cachot, lequel était situé près de la résidence du général et poste de commandement opérationnel des FAPC.

Aussitôt arrivé à ARU, Jérôme KÂKWAVU reçoit de Manu, le rapport sur les événements, et sans tarder, il se rendit au container-cachot pour voir les personnes qui étaient déjà arrêtées.

Tous les détenus étaient en sous-vêtement et ligotés. Il va ordonner à ses militaires de ramasser des sachets en plastique, de les brûler et d'asperger le liquide sur le corps de quelques détenus dont Mr COMBE NGABU.

Il est à noter que c'est après la visite du container-cachot par le prévenu, que Monsieur MAWA ASIA alias Volvo sera arrêté et incarcéré dans ce même cachot au motif qu'il était aussi de mèche avec ceux qui voulaient renverser le Président Jérôme KAKWAVU.

Ayant été mis au courant des protestations de l'Evêque au sujet du traitement réservé aux personnes arrêtées au centre, le Général Jérôme KAKWAVU enverra un véhicule pour chercher ce Prélat et l'emmener à sa résidence.

Arrivé auprès du Général Jérôme KAKWAVU qui était entouré de son staff, l'évêque fut accueilli par des admonestations lui adressées directement par le Seigneur de guerre.

Il fut ensuite invité à accompagner le Général à la station d'une radio locale dénommée « MAISON OCEAN », pour adresser des messages à la population d'ARU.

A cette radio, après le message de réconfort de la part du Commissaire de Zone et de Mgr AITI, le Général prit la parole pour mettre en garde la population et particulièrement ses militaires contre ce genre de révolte. Il prévient cette population en disant que si le soir on entendait des coups de balles, qu'on ne s'inquiète pas et qu'on comprenne qu'il est entrain de corriger les mutins.

Après la diffusion de ces messages, l'Evêque fut autorisé à retourner au Centre diocésain avec madame CECILE et Monsieur l'abbé DHEBO.

En fin d'après-midi, le Général tint une réunion avec ses collaborateurs les plus proches, à l'issue de laquelle furent prises des décisions importantes relatives au sort à réserver à ceux qui ont tenté de le renverser.

Monsieur MAWA ASIA qui venait de passer 1H30 au container-cachot eut la chance d'être libéré par le Colonel MANU, tandis que d'autres détenus furent maintenus au cachot, d'autres encore furent extraits l'un après l'autre pour aller subir le châtiment suprême.

Mr LETI Léopold fut l'un de ceux qui extraits, fut conduit en brousse non loin du container où il sera exécuté à l'aide d'une houe.

Pendant qu'on l'emmenait au lieu du supplice, il criait « COMBE na KUFU » c'est-à-dire « COMBE je suis mort ». Mais COMBE NGABU qui était dans le container voyait à travers un trou, comment on l'emmenait ; il ne pouvait lui venir en aide d'autant plus qu'il craignait aussi pour sa vie.

Un peu plus tard, deux mutins qui appartenaient aux FAPC dont le S3 du bataillon du Major Ricky seront aussi exécutés par balles.

S'agissant de COMBE NGABU, il restera enfermé dans ce cachot, trente jours durant. Pendant sa détention, outre les douleurs causées par l'aspersion sur son corps du liquide de sachets en plastique brûlés, il a dû subir d'autres tortures dans ce container, où il faisait très chaud la journée et très froid la nuit. Il était interdit aux détenus d'être en contact avec les membres de famille, de porter des vêtements, à part le sous vêtement. De plus, ils étaient obligés de faire tous leurs besoins à l'intérieur du container et se lavaient rarement.

Après un mois de détention et de tortures, COMBE NGABU comparut devant le Conseil de discipline des FAPC. Ce tribunal le déclara innocent et le libéra immédiatement. Quelques jours après, comme pour le consoler, le Président Jérôme KAKWAVU le nomma Ministre dans le gouvernement qu'il venait de former.

3. Le meurtre de Mr ENEKO

En 2002, Monsieur ENEKO fut nommé Gouverneur de la Province de l'ITURI par Thomas LUBANGA DYLO Président de l'UPC. Etant donné la persistance des rivalités voire des conflits armés entre différentes ethnies ou tribus, il décida au mois de novembre d'entreprendre une mission de pacification ;

Le Commandant Jérôme KAKWAVU qui, à cette époque, était Commandant de l'UPC, secteur ARU et MAHAGI, mit à sa disposition quelques éléments pour assurer sa sécurité pendant son voyage.

Arrivé à MAHAGI-Centre qui était le fief de l'UPC et où le commandant Brigade était le Colonel NDAYISABA, il tint le premier meeting. Ensuite, il poursuivit sa route pour aller à KPANDRUMA à plus ou moins trois kilomètres de MAHAGI-Centre, il tomba dans une embuscade, c'était précisément le 21/11/2002.

Des miliciens qui se cachait dans un buisson au bord de la route se mirent à tirer sur le convoi du nouveau gouverneur ENEKO. Celui-ci et les membres de sa suite furent tués. Il n'y eut que deux rescapés, BISHA et LUSHIMA.

4. Les atteintes aux personnes physiques et aux biens de la population commises par les forces ou les subordonnés du Général KAKWAVU

Certains éléments des FAPC se sont illustrés par des atrocités et des homicides.

Les cas dont la justice a été saisie sont : le meurtre de Messieurs NGANGENI, UNEN MOUSSA, RAPHAEL UCIBA, AVE ANDREANO, UKABA DEPANDA, DENIS UKERBO, UGICAN TCHOMBE.

a. Le meurtre de Monsieur NGAGENI

En date du 18 Aout 2004, Mr NGAGENI, fils de Mr PIRONGA MAMBA, se trouvant au marché de NDRELE, lance une alerte selon laquelle les combattants LENDU étaient en train de venir pour attaquer NDRELE. Il y eut panique, les gens commençaient à prendre fuite. Vérification faite, c'était une fausse alerte. Mr NGAGENI voulait voler les biens abandonnés par les vendeurs en fuite. Les militaires des FAPC qui en étaient informés, l'ont arrêté, lui ont administré des coups et l'ont amené au camp SIGRACO, concession de Mr ADUBANGO, où il fut exécuté et enterré.

b. Le meurtre de Monsieur UKERBO DENIS

Un jour du mois de Décembre 2004, UKERBO DENIS, accusé de stellionat, a été arrêté par des militaires des FAPC et conduit au camp SIGRACO à NDRELE.

Il y sera détenu et torturé jusqu'à l'éclatement de la vessie. Ensuite, il sera acheminé à l'hôpital de LOGO où il rendra l'âme.

c. Le meurtre de Monsieur UGICAN TSHOMBE

Au courant du mois de Mars 2003, un vendredi, UGICAN TSHOMBE est allé vendre quelques articles au marché à NDRELE où il est arrêté par des militaires. Le lendemain, il sera trouvé mort des suites d'un coup de balle tiré au dos.

d. Le meurtre de Monsieur UNEN MUSA

Au début du mois de février 2004, aux environs de 14H00' les miliciens de Jérôme KAKWAVU, positionnés sur le mont PONO, sont allés à DJUPAWODWEGI où ils ont arrêté Mr Abdulay HUBERT UKUMU, ses jeunes frères UNEN MUSA et UCHOKURU PIROWA sans en donner le motif d'arrestation et d'acheminement à leur position. En cours de route, Mr UCHOKURU réussit à s'enfuir. Quant aux autres, aussitôt arrivés à la position des militaires, ils furent battus et mis dans un cachot souterrain. Au troisième jour, quelques miliciens ont escorté Abdulay HUBERT

UKUMU à son domicile pour aller prendre 200\$US et trois chèvres, prix pour recouvrer sa liberté. Trois jours après, le Major BOZI MOTUKA reviendra avec plusieurs miliciens chez Abdulay HUBERT UKUMU pour lui dire qu'il avait de jeunes gens enrôlés militairement et qu'il ne voulait pas les mettre à sa disposition pour utilisation. Avant son départ, il l'obligea de lui donner de l'argent pour payer de l'essence soit 2.500 Shilling (5L).

Ce jour même, il fut informé par quelqu'un de la suite du Major BOZI MOTUKA que son jeune frère UNEN MUSSA et deux autres personnes ont creusé eux-mêmes leur tombe avant d'être tués. Pour ne pas connaître le même sort, il dut se réfugier en UGANDA

e. Le meurtre de Mademoiselle ADOKORAGI

CHRISTINE ADOKORAGI habitait MAHAGI. En 2003, un jour vers 22H00, elle est sortie de la maison pour aller à la toilette. Un militaire non identifié l'a aperçue et a tiré sur elle, et elle est morte sur le coup.

f. Le meurtre de Messieurs UCIBA RAPHAEL et AVE ANDREANO

Les miliciens des FAPC avaient leur position à NSIMBI ASI et à AWASI. Sous le fallacieux prétexte de faire des patrouilles, ils se rendaient souvent le soir ou la nuit à TILAL, PAMITU, PAMITU GOZA et dans les villages environnants pour rançonner la population.

C'est ainsi que beaucoup de citoyens préféraient passer la nuit en brousse.

Parmi les victimes, il y a lieu de mentionner l'homicide de Mr UCIBA RAPHAEL et de AVE ANDREANO.

Cas de UCIBA RAPHAEL

Dans la nuit du 1er /07/2004, des miliciens FAPC sont arrivés au domicile de UCIBA Raphaël, ils ont exigé à celui-ci de leur remettre une chèvre. Suite au refus de celui-ci, ils ont commencé à lui administrer des coups et lui ont même donné un coup de poignard à la tête. Mr UTEMBI Denis qui habitait juste à côté est venu au secours de son Papa mais un milicien lui a lancé un poignard qui le blessa au niveau de la cheville. Ensuite, ils sont repartis en tirant en l'air pour ne pas se faire rattraper par des villageois alertés par Mr UTEMBI et qui les avaient pourchassés jusqu'à une certaine distance pour savoir là où ils se dirigeaient. Cette nuit même, Monsieur UCIBA Raphaël blessé grièvement fut amené au Centre de santé de TILAL où il rendit l'âme le lendemain matin.

Cas de AVE ANDREANO

Dans la nuit du 8/7/ 2004, six miliciens dont quatre en arme, sont arrivés chez Mr AVE ANDREANO. Ils ont forcé la porte de la maison et ont exigé de leur remettre des chèvres et des poules. Suite au refus de celui-ci, ils ont ouvert sa valise et retirèrent 20.000 Shillings, ils ont aussi pris trois chèvres. Puis, ils ont tiré sur lui au niveau des cotes gauche. Son fils UVON UKELO caché en brousse assistait impuissant à la scène. En partant, ces miliciens tiraient en l'air pour empêcher d'être poursuivis.

Saisi de la plainte de l'oncle du défunt, le chef de l'unité de SIMBI, le nommé SOUTANAIS, effectua une enquête sur ce cas et réussit à découvrir les éléments de son unité qui avaient commis ce crime. Ceux-ci étaient même arrêtés, mais ils ont été libérés quelques jours après.

g. Le meurtre de Monsieur UKABA DEPANDA

En date du 25/09/2003, Mr UKABA DEPANDA venant de ARIWARA pour se rendre à BUNIA, a reçu une balle tirée sur lui par des miliciens près du village de MAKOFI. Il sera enterré dans ce village par des membres de sa famille.

II. ANALYSE DES FAITS

Certains des actes criminels ont été commis par le Général Jérôme KAKWAVU en personne ou sur son ordre, d'autres l'ont été par des miliciens FAPC, mais qui engagent sa responsabilité pénale.

– Des actes criminels commis par le Général Jérôme KAKWAVU en personne ou sur son ordre.

Comme ses avocats l'ont reconnu à l'audience, le Général KAKWAVU avait manifestement un penchant pour le sexe. Il aimait avoir à sa disposition *comme objets de plaisirs sexuels*, des jeunes filles qui lui paraissaient belles. Les filles adolescentes et de teint clair étaient sa préférence. Elles étaient en danger permanent d'être enlevées et violées. Pour éviter ce danger, certaines filles durent vivre en cachette, ou s'éloigner d'ARU et ARIWARA voire même se réfugier à l'étranger pour celles qui le pouvaient, comme ce fut le cas de Mlle MADO, fille de Mr ULUNGU.

Le prévenu avait même recruté des commissionnaires pour l'aider à rechercher, identifier, localiser et conduire chez lui les filles de son goût. Les plus connus de ces commissionnaires sont Mr MICHEL, le nommé SCARPA, Mr WAIDI et Mlle NADINE laquelle se présentait comme sa cousine ainsi que TANDEMA NYAKUNI Fiston qui travaillait dans un salon de coiffure situé au croisement route ARU-ARIWARA.

Plusieurs cas d'enlèvement, de tentative d'enlèvement et de viol des jeunes filles ont été commis par le seigneur de guerre KAKWAVU, mais peu ont été dénoncés par les victimes par pudeur ou par peur de représailles de la part du prévenu et des membres de

Cour de céans signale que toutes les tortures causant des douleurs et de souffrances physiques aiguës ne laissent pas forcément des cicatrices ou des traces sur le corps de la victime. D'ailleurs la loi relative à cette incrimination ne le prévoit pas comme condition ou élément constitutif des tortures.

Les tortures infligées à Mr COMBE NGABU ont été commises dans un contexte, sous le couvert, sous le prétexte ou à la faveur des conflits armés.

COMBE NGABU était, un civil et notable de ARU bien connu, même des miliciens. Il n'a jamais participé aux hostilités. C'est donc une personne protégée par les conventions de Genève. COMBE NGABU comme victime d'un crime de guerre par torture est concerné par les literas a, c, e du point 2 de l'article 8 du Statut de Rome de la CPI, à savoir, des personnes protégées par les dispositions des conventions de Genève, des civils ou des personnes civiles qui ne participent pas directement aux hostilités.

Sur la base de l'article 25.3. a, le Général KAKWAVU est individuellement et pénalement responsable du crime de guerre par tortures pour avoir, par l'intermédiaire de ses subordonnés, infligé des tortures à COMBE NGABU.

DES TORTURES INFLIGÉES A MR MAWA ASIA ALIAS VOLVO

L'analyse des faits a démontré que MAWA VOLVO a été arrêté deux fois. La première fois, il a été arrêté par les hommes du prévenu, à l'époque de l'UPC. Mais informé, le prévenu est intervenu pour empêcher ces tortures. Ce qui l'écarte des poursuites sur pied de l'article 28 du statut de Rome.

Par la suite, il a été de nouveau arrêté dans le cadre du putsch, il a été gardé dans le container durant deux heures sans tortures. Cette arrestation de courte durée ne constitue pas un fait de valeur à être qualifié de torture.

En conclusion, la prévention de crime de guerre par torture de MAWA alias VOLVO n'est pas établie.

DES CRIMES DE GUERRE PAR MEURTRE COMMIS PAR LES FORCES OU LES SUBORDONNÉS DU GÉNÉRAL KAKWAVU

La Cour de céans relève avant tout que, par sa décision de renvoi du 31 mars 2012, l'OMP n'a pas saisi cette juridiction aux fins de juger les auteurs des crimes de guerre commis par les forces ou les subordonnés du Général KAKWAVU. La juridiction pénale étant saisie in rem et in personam par l'acte qui la saisit, elle est liée par le contrat judiciaire et ne peut juger au-delà de sa saisine.

L'OMP a saisi la Haute Cour Militaire aux fins de juger plutôt le Général KAKWAVU pour n'avoir pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour empêcher ou répri-

Avocats Sans Frontières



**RECUEIL DE DECISIONS DE JUSTICE
ET DE NOTES DE PLAIDOIRIES
EN MATIERE DE CRIMES INTERNATIONAUX**

Avec le soutien de

**MacArthur
Foundation**



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

AFFAIRE KAKADO CONTRE MINISTERE PUBLIC ET PARTIES CIVILES

Tribunal Militaire de Garnison de Bunia

RP N°071/09, 009/010 et 074/010

Agé de 87 ans, Kakado Bernard Yonga Tshopena est arrêté par les FARDC en 2007 et identifié comme le chef spirituel du groupe armé FRPI (Front de résistance patriotique de l'Ituri).

Il est poursuivi pour les crimes imputés aux miliciens sous son commandement en 2002 : plus d'un millier de civils ont été massacrés en 2002 dans les villages de Nyankunde et de Musezo (à une 40aine de km de Bunia), des écoles, hôpitaux et églises ont été incendiés, des villages ont été pillés et des victimes ont été violées et réduites en esclavage.

Le déroulement du procès :

- Enrôlement de l'affaire le 11 novembre 2009
- Début du procès le 18 janvier 2010
- Prononcé de la décision le 09 août 2010
- 31 audiences publiques (sans huis-clos)
- Condamnation à une servitude pénale à perpétuité
- Appel du condamné sur le banc. L'affaire n'est toujours pas fixée.

Les acteurs au procès :

- 1 prévenu
- 23 demandes de constitution de Parties civiles (dont 2 femmes). 12 victimes ont été reconnues comme telles par le Tribunal, les autres ont été déboutées
- Plus de 24 témoins à charge / Pas de témoin à décharge
- Plus de 200 personnes ont assisté aux audiences

Les infractions mises à la charge du prévenu:

- Initialement poursuivi pour participation à un mouvement insurrectionnel, les avocats des victimes ont demandé une requalification des faits qui a été accordée par le Tribunal.
- *Charges retenues* : mouvement insurrectionnel, crimes de guerre par meurtre, par attaque contre les populations civiles, par attaque contre les biens protégés, par pillage, par attaque contre les localités non défendues, par viol, traitement inhumain ou cruel et par esclavage sexuel.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**JUSTICE MILITAIRE
TRIBUNAL MILITAIRE DE GARNISON
DE BUNIA**

RP N°071/09, 009/010 *et* 074/010
RMP N°885/EAM/08,
RMP N° 1141/LZA/010,
RMP N° 1219/LZA/010, *et*
RMP N° 1238/LZA/010
D.A: 05 Août 2007

PRO- JUSTITIA

JUGEMENT

***Au nom du peuple congolais
(article 149 de la constitution)***

Le Tribunal Militaire de Garnison de l'ituri en premier ressort, dans la sale d'audience à son siège sis avenue route Aéroport au croisement avec kasavubu en face de la CADECO, Quartier LUMUMBA, cité de BUNIA,

A rendu et prononcé

en audience publique de ce lundi neuvième jour du mois de juillet de l'an deux mille dix

le jugement dont la teneur suit:

En cause:

L'Auditeur Militaire de Garnison, Ministère Public et Parties civiles
savoir :

NDR Feuille N°02 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

- **BTSUKI GAMNYANI Dieudonné,**
- **MAKIZALA KWELEMISEZABO Floribert,**
- **MANGESO MUNDJABO Baudouin,**
- **HYAMUZI SENGE Luc,**
- **KATANABO HAMUKABO,**
- **MUSEIZO CHENDABO,**
- **NAGIRANA MARIA,**
- **KIZA MBUSIYA,**
- **KISEZO SIMBILIABO John,**
- **HERABO KATAZABO,**
- **Mmes TERANAKO MAGANI Béatrice, et**
- **MUJAGANI Albertine ;** Plaidant par leurs conseils savoir Maître

Théodore MUKENDI e jean Paul KAGHOMA respectivement Avocats au Barreau près la Cour d'Appel de Kinshasa Matete et de Kisangani, et Maître **ZORABO Dieudonné,** défenseur judiciaire près le Tribunal de Grande Instance de BUNIA de résidence à BUNIA.

Contre:

Le prévenu Sieur **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, de nationalité congolaise, né à KAGABA, le 14 Décembre 1923; fils de INDUZO (décédé) et de ALI (décédée), originaire du village TSHOBENA, secteur de WALENDU BINDI, Territoire d'IRUMU, District de L'ITURI province Orientale ; état civil: marié à Madame SHAI MUZUNGUI et père de 15 enfants de religion protestante; études faites: école biblique EMMAUS de NYAKUNDE, école de pêche et de culture de Cotton, domicile entre BULANZABO et KILIMALI dans le groupement WALESE/BIRA; plaidant par ses conseils savoir Maîtres jean Destiné ESSANOTO, Modeste MAGENE et Nestor KPAMBE, respectivement Avocats au Barreau près la Cour de Kisangani, ainsi que Maître Célestin NTAWARA, Défenseur judiciaire près le Tribunal de Grande Instance de Bunia.

Poursuivi, d'une part, pour avoir participé à un mouvement insurrectionnel par le fait de l'organiser;

NDR Feuillet N°03 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

En l'occurrence, avoir, à IRUMU, Territoire de ce nom, district de l'ituri, dans la Province Orientale en République Démocratique du Congo, plus précisément dans les localités de BAHITI, TSHELETSHELE et TSHEYI, sans préjudice de date certaine, mais au courant des années 2006 et 2007, période non encore couverte par le délai de prescription légale, organisé une milice armée regroupant les combattants NGITI en vue de porter atteinte à l'intégrité du Territoire National ;

Faits prévus et punis par les articles 136 et 139 du Code Pénal Militaire;

Et ,d'autre part, avoir ,au courant d'une période non encore couverte par le délai de prescription légale,comme responsable pénale individuel, chef militaire ou autres supérieurs hiérarchiques du responsable pénal individuel,selon l'un des modes de responsabilité pénale prévue aux articles 25 et 28 du Traite de ROME du 17 Juillet 1998, ratifié par la RDC le 30 Mars 2002et entré en vigueur le 01 Juillet 2002, dans le cadre des conflits armes opposant de manière prolongée sur le Territoire d'un Etat ,les autorités du gouvernement de cet Etat et des groupes armes organisés ou ces groupes entre-eux ,dirigé intentionnellement des attaques contre les personnes civiles qui ne participant pas directement aux hostilités;

En l'occurrence, avoir dans le Territoire d' IRUMU,district de l'ituri,dans la Province Orientale en République Démocratique du Congo,sans préjudice de date certaine, mais au courant du mois de Septembre 2002,comme autre responsable hiérarchiques en sa qualité de l'autorité morale des combattants NGITI, groupe armé organisé autrement identifié sous le label du FRPI, dans le cadre du conflit arme opposant de l'an 2002 à l'an 2007, dans les chefferies des ANDISOMA et de MOBALA le FRPI et l'UPC, dirigé intentionnellement des attaques respectives contre la population de NYAKUNDE, chefferie des ANDISOMA et du Groupement MUSEZO,chefferie de MOBALA, ainsi que contre des personnes civiles (voir liste des victimes versée au dossier de la cause) qui ne participent pas directement aux hostilités;

Faits prévus et punis par les articles 5.1; 8 paragraphe 2 alinéa e.1, 28 et 77 du Statut de ROME;

NDR Feuillet N°04 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

D'autre part, ensuite, dans les mêmes circonstances que dessus avoir lancé des attaques délibérées contre les bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades sont rassemblés, pour autant que ces bâtiments ne soient pas des objectifs militaires ;

En l'occurrence, avoir dans les mêmes circonstances que dessus lancé des attaques délibérées contre l'hôpital de NYAKUNDE et l'école primaire de MUSEZO sans que ces bâtiments aient servi à l'un quelconque des belligérants, ni constitué un point stratégique à conquérir ;

Faits prévus et punis par les articles 5.1; 8 paragraphe 2 alinéa e.iv, 28 et 77 du Statut de ROME;

D'autre part, enfin, dans la même occasion que supra, avoir commis le pillage d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut ;

En l'occurrence, avoir dans l'occasion que supra, commis le pillage des localités ci-après ; NYAKUNDE, GANGU II, BAKOKO, KIKALE, NKIMBA, BAYITI, LAWA et MATOYA ;

Faits prévus et punis par les articles 5.1; 8 paragraphe 2 alinéa e.v, 28 et 77 du Statut de ROME;

Vu l'ordonnance du président du Tribunal Militaire de Garnison de BUNIA prise en date du 12 Janvier 2010 fixant la présente cause à l'audience publique du 18 Janvier 2010 ;

Vu la citation donnée en date du 22 Janvier 2010 au prévenu préqualifié par exploit de l'huissier de justice sergent Jean Robert BAMBE GEREBENDO, d'avoir à comparaître par devant le Tribunal de céans à l'audience publique du 18 Janvier 2010 ;

Vu le procès-verbal de tirage au sort des membres assesseurs dressé à BUNIA pour une session de trois mois courant ainsi que leur prestation de serment conformément à l'article 27 du CJM;

NDR Feuille N°05 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

Vu l'appel de la cause à cette audience et la comparution en personne du prévenu en détention et régulièrement cite, assisté de ses conseils savoir Maître Célestin TAWARA conjointement avec Maître Pascal AGIDIO OKA, tous deux, défenseurs judiciaires près le Tribunal de Grande Instance de BUNIA ;

Vu l'instruction faite à cette audience ;

Vu tous les jugements avant- dire- droit rendus en date du vendredi 25 Janvier 2010 et du Lundi 01 Février 2010 sur les mémoires uniques déposés in limine litis par le Ministère Public sollicitant du Tribunal le maintien en détention du prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA jusqu'au jugement à intervenir ;

Vu la réouverture des débats et la correction contradictoire ordonnées par le juge sur le mémoire unique du Ministère Public déposé en date du 21 Janvier 2010 aux fins de l'éclairer sur la différence des noms du prévenu tant sur la décision de renvoi, que sur ledit mémoire avec ceux figurant tant sur le mandat d'arrêt provisoire, que sur toutes les décisions de confirmation ou de prorogation de la détention préventive (lire l'ADD du 22 Janvier 2010) ;

Vu la jonction de procédure, par économie de temps, décidée en audience publique du vendredi 05-02-2010 sur requisiton du Ministère Publique par le président du Tribunal Militaire de céans des affaires opposant le Ministère Publique au prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA inscrites sous les RP N°071/09 et 009/010 et les RNP RMP N°885/EAM/08 et 1141/LZA/010 ;

Vu l'assignation à civilement responsable établie en date du 26 Février 2010 par le Sous-lieutenant BONDJALA VARIAVAS Greffier de Tribunal Militaire Garnison de KISANGANI donnée à la RDC le 27 Février 2010 d'avoir à comparaître à l'audience publique du 09 Mars 2010 à 09 heures précises dans la sale d'audience du TMG/de Bunia à son siège sis au croisement des avenues route Aéroport et kasavubu en face de la CADECO, Quartier LUMUMBA, cite de BUNIA,

Vu la non comparution de la **République Démocratique du Congo**, citée comme civilement responsable par la personne du Gouverneur de la Province Orientale, ni personne pour son compte et le défaut adjugé par le Tribunal de céans à l'audience du 09 Mars 2010 ;

NDR Feuille N°06 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

Vu les remises successives de la cause sollicitées par l'un des conseils du prévenu précité savoir Maître Célestin TAWARA aux fins de présenter au Tribunal à l'audience de remise du 26 Avril 2010 les éventuels témoins à décharge ;

Attendu qu'à l'audience publique précitée, le conseil du prévenu Maître Célestin TAWARA ne s'est pas présenté et que dans le souci d'une bonne administration de la justice et le respect des droits de la défense par sa lettre N°TMG/ITI/017/2010 du 28 Avril 2010, le président du tribunal militaire de garnison de l'ituri a saisi la section locale du barreau de Kisangani aux fins de désigner deux avocats disponibles qui puissent occuper pour le prévenu susvisé et ce, à partir de l'audience publique du 29 Avril 2010 ;

Vu l'ordonnance prise le 29 Avril 2010 par le président du TMG pour carence de juges assesseurs renvoyant la cause à l'audience publique du 07 Mai 2010 ;

Vu l'appel de la cause à cette audience à laquelle le prévenu comparait en personne assisté de ses conseils savoir Maître Modeste MAGENE NGOLI Avocat au Barreau de KISANGANI conjointement avec Maître Célestin TAWARA défenseur judiciaire près le Tribunal de Grande Instance de BUNIA, tous deux, de résidence à BUNIA;

Vu le Jugement avant dire droit ordonnant l'instruction de la cause, rendu en date du Lundi 10-03-2010, sur le mémoire unique déposé par Maître Modeste MAGENE NGOLI Avocat au Barreau de KISANGANI et ce, en vertu de l'article 246 du Code Judiciaire Militaire se considérant nouvellement désigné par le Tribunal Militaire de Garnison;

Vu l'appel de la cause à l'audience publique du jeudi 27 mai 2010 à laquelle le prévenu comparait en personne assisté de son nouveau conseil savoir Maître Nestor KPAMBE Avocat au Barreau de KISANGANI et la réouverture des débats à l'intention de l'un des juges assesseurs savoir le Commissaire de Police Principal LITOFO TUMBO qui était absent à l'une des audiences passées ;

NDR Feuille N°07 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

Vu l'instruction faite à cette audience et la constitution des parties civiles Mmes **TERANAKO MAGANI Béatrice** et **MUJAGANI Albertine** respectivement pour viol, esclavage sexuel et pour viol, traitement inhumain par le biais de leurs conseils savoir Maître Théodore MUKENDI, Avocat au Barreau de KISHASA/MATETE et Maître ZORABO Dieudonné, défenseur judiciaire près le Tribunal de Grande Instance de BUNIA de résidence à BUNIA ainsi que la remise sollicitée par l'OMP pour l'audience publique du 04Juin2010 ;

Vu qu'à la date précitée une ordonnance de renvoi a été prise pour l'audience publique du 09juin 2010 et ce, pour indisponibilité de l'OMP audiencier ;

Vu l'appel de la cause à cette audience et le dépôt de la nouvelle décision de renvoi sous le RMP N° 1219/LZA/010 à charge du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** pour le viol de Mme **TERANAKO MAGANI Béatrice** qui aurait été commis par un certain PAPY combattant NGITI, non autrement identifié et le mémoire unique déposé par le conseil des parties civiles constituées savoir Maître Théodore MUKENDI, Avocat au Barreau de KISHASA/MATETE pour obscuri libelli de ladite décision de renvoi demandant au Tribunal de Céans de se prononcer par un jugement avant faire droit ;

Vu le jugement avant dire droit rendu en date du 18juin 2010 ordonnant à l'OMP la correction de toutes les obscurités relevées dans la décision de renvoi susvisée et le dépôt, en date du 02 juillet 2010, de deux décisions de renvoi sous le RMP N° 1219/LZA/010 en ce qui concerne le viol et la réduction en esclavage sexuel de Mme **TERANAKO MAGANI Béatrice** et le RMP N° 1238/LZA/010 en ce qui concerne le viol et les traitements inhumains de Mme et **MUJAGANI Albertine** ainsi que la jonction de procédure ou d'instance ordonnée par le juge par économie de temps avec les RMP N°885/EAM/08, et N° 1141/LZA/010 dont les libellés de prévention sont conçus comme suit :

NDR Feuille N°08 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

1. Avoir dans le ressort du TMG de l'ituri au courant d'une période non encore couverte par le délai de prescription légale, comme responsable pénal individuel, chef militaire ou autre supérieur hiérarchique selon l'un des modes de responsabilité pénale prévus par les articles 25 et 28 du Statut de ROME du 17 juillet 1998 entré le 01 juillet 2002, ratifié par la RDC le 30 mars 2002 dans le cadre des conflits armés opposant de manière prolongée sur le territoire d'un Etat, des autorités du Gouvernement de cet Etat, aux groupes armés organisés ou ces groupes entre - eux engagé sa responsabilité pénale du fait des combattants ayant commis le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée telles que définis à l'article 7 paragraphe 2, alinéa f, la stérilisation forcée ou toute autre forme des violences sexuelles constituant une infraction grave aux conventions de GENEVE.

En l'occurrence avoir à CODECO secteur de WALENDU BINDI, territoire d'IRUMU, District de l'Ituri, province Orientale en RDC en tant que autre supérieur hiérarchique, fondateur et chef spirituel suprême du mouvement politico-militaire dénommé FRPI (Front de Résistance Patriotique en Ituri), engagé sa responsabilité pénale suite aux actes de viol commis pendant et après les attaques lancées par les combattants NGITI du FRPI contre la localité de LAWA au cours desquelles un certain PAPY, combattant NGITI, non autrement identifié a eu à enlever la dame **TERANAKO MAGANI Béatrice** pour la garder en captivité pendant la période allant de Septembre 2002 à Novembre 2003 la transformant en épouse lui imposant ainsi des relations sexuelles contre son consentement à plusieurs reprises tout au long de cette période de la captivité.

Faits prévus et punis par les articles 5.1; 8 paragraphe 2 alinéa a.viii)-1 ; 8 paragraphe 2 alinéa b.xxii)-1 ; 8 paragraphe 2 alinéa b.xxii)-2 ; 28 et 77 du Statut de ROME;

2. Avoir dans le ressort du TMG de l'ituri au courant d'une période non encore couverte par le délai de prescription légale, comme responsable pénal individuel, chef militaire ou autre supérieur hiérarchique selon l'un des modes de responsabilité pénale prévus par les articles 25 et 28 du Statut de ROME du 17 juillet 1998 entré le 01 juillet 2002, ratifié par la RDC le 30 mars 2002 dans le cadre des conflits armés opposant de manière prolongée sur le territoire d'un Etat, des autorités du Gouvernement de cet Etat aux groupes armés organisés ou ces groupes entre - eux, engagé sa responsabilité pénale du fait des combattants ayant commis le

NDR Feuillet N°09 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée telles que définis à l'article 7 paragraphe 2,alinéa f, la stérilisation forcée ou toute autre forme des violences sexuelles constituant une infraction grave aux conventions de GENEVE.

En l'occurrence avoir à TALOLO, village situé à 3 Km de NYAKUNDE, territoire d'IRUMU, District de l'Ituri, province Orientale en RDC, engagé sa responsabilité pénale entant que l'un des fondateurs et chef spirituel suprême du mouvement politico-militaire dénommé Front de Résistance Patriotique en Ituri, FRPI en sigle, des viol commis pendant et après les attaques lancées contre la localité de TALOLO dans la nuit du 25 au 26 Décembre 2007 par les combattants NGITI du FRPI, en représailles contre son arrestation par les éléments FARDC,les attaques au cours desquelles 07 combattant NGITI, non autrement identifiés avaient eu à imposer des relations sexuelles à tour de rôle à la dame **MUDJAGANI Albertine** dame **TERANAKO MAGANI Béatrice** pour la garder en captivité pendant la période allant de Septembre 2002 à Novembre 2003 la transformant en épouse lui imposant ainsi des relations sexuelles contre son consentement à plusieurs reprises tout au long de cette période de la captivité.

Faits prévus et punis par les articles 5.1; 8 paragraphe 2 alinéa a.viii)-1 ; 8 paragraphe 2 alinéa b.xxii)-1 ; 8 paragraphe 2 alinéa b.xxii)-2 ; 28 et 77 du Statut de ROME;

3. Avoir, engagé sa responsabilité pénale entant que l'un des fondateurs et chef spirituel suprême du mouvement politico-militaire dénommé FRPI, du fait des combattants ayant infligé à une ou plusieurs personnes de grandes souffrances ou porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé.

En l'occurrence, avoir dans les mêmes circonstances de lieu et de temps que dessus, engagé sa responsabilité pénale entant que l'un des fondateurs et chef spirituel suprême ou autre supérieur hiérarchique du mouvement politico-militaire dénommé Front de Résistance Patriotique en Ituri, FRPI en sigle, dont 07 des combattant NGITI, non autrement identifiés avaient eu au cours de l'attaque lancée contre la localité de TALOLO infliger à la dame **MUDJAGANI Albertine** les traitements inhumains en renversant des braises ardentes sur son sexe, brûlant ainsi toute la partie du corps jusqu'aux cuisses et ce, après l'avoir violée .

NDR Feuillet N°10 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

Faits prévus et punis par les articles 5.1; 8 paragraphe 2 alinéa b.v ; 8 paragraphe 2 alinéa a. iii ; 28 et 77 du Statut de ROME;

Vu l'ordonnance prise par le Président du Tribunal Militaire de Garnison à la même date du 02 juillet 2010 fixant l'audience au 07juillet2010 ;

Vu les citations à prévenu établies en date du 02 juillet 2010 par le Sous-lieutenant Bernard DUGBA WAYAWAYA, Greffier du siège d'avoir à comparaître à l'audience publique du 07juillet2010 ;

Vu l'appel de la cause à cette dernière audience et la comparution du prévenu en personne assisté de son conseil savoir Maître Nestor KPAMBE Avocat au Barreau de KISANGANI de résidence à BUNIA sur les nouvelles préventions susrappelées mises à sa charge ;

Vu la remise de la cause accordée par le Tribunal Militaire de ceans pour l'audience publique du Mercredi 14 juillet 2010 sur demande de l'OMP afin de prendre ses réquisitions conformes ;

Vu l'appel de la cause à cette audience et la comparution du prévenu en personne assisté de son conseil savoir Maître Nestor KPAMBE Avocat au Barreau de KISANGANI de résidence à BUNIA ;

Les parties civiles entendues par le biais de leurs conseils susvisés dans le dispositif des conclusions sollicitent du Tribunal de céans qu'il plaise de dire établies en fait comme en droit, les préventions de participation à un mouvement insurrectionnel, ainsi que les crimes de guerre par meurtre, attaque dirigées contre les civiles, attaque dirigées contre les bâtiments ne représentant pas les objectifs militaires, pillage, viol et esclavage sexuel, et de le condamner conformément à la loi ,et en outre Recevables et amplement fondées les actions civiles de chacune de parties civiles, et par conséquent condamner l'accusé KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA solidairement avec le Gouvernement central de la République démocratique du Congo au paiement à titre des dommages – intérêts les sommes ci-après :

- L'équivalent en francs congolais de **100.000\$** us à chaque victime personne physique ou ses ayants droit ci-haut énumérer, pour réparation équitable de tous préjudices confondus subis par chacun d'eux ;

NDR Feuillet N°11 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

- L'équivalent en francs congolais de **5.000.000** \$ us à chacune des deux institutions ci-haut citées à titre de réparation de tous les préjudices confondus ;

- Frais et dépens comme de droit, **CA SERA MEILLEURE JUSTICE** ;

Le Ministère Public entendu dans son réquisitoire postulant la condamnation du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** sans admission des circonstances atténuantes comme suit :

- à la peine capitale pour organisation du mouvement insurrectionnel ;
- à la peine capitale pour crime de guerre par Meurtre ;
- à la peine de servitude pénale à perpétuité pour crime de guerre par attaque contre les populations civiles ;
- à la peine de servitude pénale à perpétuité pour crime de guerre par attaque contre les biens protégés ;
- à la peine de servitude pénale à perpétuité pour crime de guerre par pillage;
- à la peine de servitude pénale à perpétuité pour crime de guerre par attaque contre les localités non défendues ;
- à Vingt ans de SPP et une amende de 100.000, FC pour crime de guerre par viol ;
- à Vingt ans de SPP pour crime de guerre par traitement inhumain ou cruel;
- à Vingt ans de SPP pour crime de guerre par esclavage sexuel ;
- de faire application de l'article 7 du Code Pénal Militaire et le condamné à la peine la plus forte soit la peine capitale et enfin ;
- de dire recevable et fondée les actions mues par les parties civiles et d'y faire droit.

NDR Feuille N°12 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

La défense entendue dans sa plaidoirie tendant à plaider non coupable pour chacune de préventions mis en charge du prévenu KAKADO BANABAYONGA TSHOPENA arguant sa vocation biblique pour avoir fait l'école EMMAUS pour avoir été responsable de la CODEZA depuis la deuxième République avec le but de faire la terre et l'élevage, que en tant que tel, il ne devrait pas être responsable d'une quelconque milice ou un groupe armé tel le FRPI et que par voie de conséquence il ne pas non plus responsable des crimes de guerres mis en sa charge par l'OMP.

Sur quoi après avoir accordé la parole en dernier lieu au prévenu, le président a déclaré les débats clos et le Tribunal prit l'affaire en délibéré pour rendre en ce jour le présent jugement.

NDR Feuille N°13 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

JUGEMENT

I. EXPOSE DES FAITS et RETROACTES :

Attendu qu'il ressort de l'examen des pièces du dossier de la procédure que les faits de la cause sous les RPN°071/09, 009/010 et 074/010 se présentent sommairement de la manière suivante :

1. Attendu que l'Ituri est un district de la Province orientale de la République démocratique du Congo (RDC), La population appartient à une vingtaine de groupes ethniques, dont les plus nombreux sont les Hema, les Lendu et leur sous groupe méridional (les Ngiti), les Alur et les Bira. Il compte entre 3,5 et 5,5 millions d'habitants dont seulement 100 000 vivent à Bunia, chef lieu du district (1) ;

2. Attendu que Il a comme frontière à l'Est l'Ouganda et au Nord le Soudan ;

3. Attendu que la majorité de la population iturienne vit de l'agriculture et le reste du commerce, de l'élevage et de la pêche. La tribu Lendu et La tribu NGITI ont l'agriculture pour principale activité économique tandis que la tribu Hema/Gegere se consacre davantage à l'élevage de bétail ;

4. Attendu que depuis la prise de Pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo **AFDL**, en sigle, au courant de l'année 1997, la République du Zaïre actuelle République Démocratique du Congo, était le théâtre des hostilités non seulement entre différentes composantes armées, mais aussi et surtout entre différentes milices ou groupes armé(es) basé(es) à l'Est de la RDC ;

NDR Feuillet N°14 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

5. Attendu que cedit théâtre n'a pas épargné le province Orientale dans l'un de ses districts savoir l'Ituri jusqu'à ce jour avec la présence de plusieurs groupes armés ou Milices dont l'UPC de **THOMAS LUBANGA DIALO** entendez *Union des Patriotes Congolais* des combattants des milices **Hema/Gegere**, dont la branche armée était les **FPLC** soutenue par *les troupes de l'armée ougandaise* et le **FRPI** à savoir *Front de Résistance Patriotique en Ituri* la milice armée des combattants **Ngiti** dont le Chef d'Etat Major fut le Colonel **COBRA MATATA BANALOKI** et le **FNI** (Front des Nationalistes et Intégrationnistes) des combattants **Lendu** et ce, suite à des conflits fonciers entre les **Hema/Gegere** et les **Lendu**, qui est l'une des causes principales de la survenance des conflits armés qui sévissent dans la région.

6. Attendu que Selon l'accusation, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** alias **KABAYONGA** est né le 14 décembre 1923 à Kagaba en République Démocratique du Congo de l'union entre Monsieur **INDUZO** et Madame **ALI** tous deux décédés. Il appartient à la tribu **Ngiti** dans le secteur des **Wa Lendu Bindi**, territoire d'**IRUMU**, dans le district d'**Ituri**, Province **ORIENTALE**, en République Démocratique du Congo.

7. Attendu que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait fréquenté à son jeune âge l'école biblique Emmaüs où il aurait été formé à l'évangélisation, avant de se convertir plus tard à l'agriculture Jusqu'avant son arrestation en date du 05 août 2007 il était domicilié à **BULANZABO** ;

8. Attendu que Vers l'année 1959, ensemble avec un groupe des employés domestiques au service des expatriés occidentaux résidant en Ituri, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait activement participé à la création d'une coopérative pour le développement agricole en Ituri dont il est rapidement devenu l'un des animateurs en qualité de secrétaire ;

9. Attendu que cette coopérative avait au départ son siège social à Bunia avant d'être transféré à Kagaba, elle s'étendait dans les collectivités des **Wa Lendu Bindi**, d'**Andisoma**, de **Mobala**, **Wa Hema sud** et **Wa Lese Vukutu**, qui sont par la suite devenues les théâtres des opérations militaires des combattants des groupes armés du **FRPI** (Front de Résistance Patriotique en Ituri) et du **FNI** (Front des Nationalistes en Intégrationnistes) ;

NDR Feuillelet N°15 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

10. Attendu qu'au courant de l'année 1986, le **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait brusquement surgi à **Kpesa**, dans le Groupement de **MUSEDZO**, collectivité de **Mobala** dans la Chefferie d'**Andisoma**, Territoire d'**Irumu**, où il va sans titre ni droit et de force occuper une concession agricole appartenant à Monsieur **PANGA BALO** ;

11. Attendu que c'est en ce lieu que le **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** se serait installé, et aurait implanté à l'occasion une extension de sa fameuse coopérative des agriculteurs laquelle, avec le temps a pris la dénomination de **Coopérative pour le Développement du Zaïre** en sigle **CODEZA** ;

12. Attendu qu'après cette implantation anarchique, le **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait procédé au recrutement massif et systématique des jeunes gens vigoureux, essentiellement des tribus **Ngiti, Lendu** et **Lese**, en qualité d'ouvriers au sein de la **CODEZA** au total un nombre de plus ou moins **2000 hommes**, pour l'exploitation agricole de cette grande concession spoliée au préjudice de sieur **PANGA BALO** ;

13. Attendu comme il fallait s'y attendre, ajoute l'accusation, l'organisation de cette coopérative agricole n'était qu'une couverture pour le **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** qui, en réalité caressait discrètement un agenda politique caché, qui ne va pas tarder à apparaître au grand jour lorsque vers les années 1990, il aurait fait chasser de la localité de **Kpesa** toute les populations autochtones **Bira**, par les jeunes **Ngiti, Lendu** et **Lese** qu'il aurait recrutés dans des circonstances susdécrites ;

14. Attendu que poussant ses ambitions politiques plus loin, le **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** se serait permis en cette période de paix sur toute l'étendue de la République du zaïre à l'époque, de s'ériger en administrateur de la localité de **Kpesa**, et a même interdit au Chef de Groupement tout comme le chef de Chefferie de percevoir les taxes au marché de la **CODEZA** à **Kpesa** pendant des années, s'accaparant ainsi de manière illégale les pouvoirs de ces autorités coutumières légitimes ;

NDR Feuille N°16 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

15. Attendu que c'est seulement grâce à l'intervention énergique de la garde civile de l'époque, saisie par plainte du **Chef de la Collectivité Chefferie de Mobala**, que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait été rappelé à l'ordre et au respect des autorités coutumières légalement établies, de cesser à jamais d'interférer de quelque manière que ce soit dans la gestion et l'administration de l'entité coutumière de Kpesa, et de restituer sans délai, et à qui de droit, toutes les taxes indûment et illégalement perçues par lui des années durant ;

16. Attendu que lors de la prise de Pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo **AFDL**, en sigle, au courant de l'année 1997, la République du Zaïre étant rebaptisée en République Démocratique du Congo, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, profitant de l'indisponibilité temporaire de Monsieur **UNEGA Gaston** Président statutaire de la **CODEZA**, et du décès de son Vice Président **NDARABO Pierre**, il s'est autoproclamé Président de la coopérative qu'il a désormais débaptisé en **Coopérative pour le Développement du Congo** en sigle **CODECO** ;

17. Attendu que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** serait resté avec sa coopérative comportant plus ou moins 2000 hommes dans la localité de Kpesa, dans une cohabitation des conflits fonciers à répétition entre les **Hema/Gegere** et les **Lendu** avec la population autochtone Bira, jusqu'à la période allant de **1999 à 2001** ;

18. Attendu que pour plus de lumière au sujet de ce conflit foncier, ajoute l'accusation, que depuis longtemps, les communautés **Hema/Gegere** (éleveurs des gros et petits bétails) et les **Lendu / Ngiti** (agriculteurs), sont les uns et les autres propriétaires des concessions foncières en Ituri, qu'ils occupent et utilisent aux fins de leurs activités respectives. Mais les concessionnaires éleveurs **Hema/Gegere**, profitant de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat en Ituri, ils auraient organisé frauduleusement l'extension des étendues de leurs concessions, empiétant ainsi sur les concessions de leurs voisins agriculteurs les **Lendu/Ngiti** ;

NDR Feuille N°17 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

19. Attendu qu'ainsi, s'en suivrait- il tout naturellement les protestations violentes des agriculteurs Lendu qui auraient commencé à ravager les élevages et les concessions des éleveurs Hema/Gegere, et au fur et à mesure il s'est déclenché les affrontements entre les communautés Hema/Gegere et Lendu. Les un et les autres se sont organisés pour défendre leurs droits fonciers par des affrontements souvent violents, caractérisés par l'utilisation les armes blanches y compris les armes de guerre pour ceux qui pouvaient s'en procurer. Cette situation est donc à la base de la création des milices tribales dont l'UPC pour les Hema/Gegere, et le FRPI et le FNI pour les Ngiti et Lendu ;

20. Attendu que comme les concessions agricoles qui renfermaient les étendues des plantations de la CODECO n'avaient pas été épargnées par ces conflits fonciers ci-haut décrits, les activités de la coopérative ont été complètement paralysées ; Les coopérants ainsi que les ouvriers de la coopérative se seraient découragés, et quelques un d'entre eux se sont retirés du milieu en fuyant l'insécurité et la guerre tribale devenue inévitable, d'où le déclin de la CODECO vers l'an 2000 ;

21. Attendu que c'est dans ces circonstances que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait décidé de convertir les jeunes ouvriers de la CODECO en **miliciens et combattants de la tribu Ngiti**, a qui il aurait personnellement fait subir **une initiation idéologique politico-tribale et spirituelle**, suivie d'une sommaire formation militaire par l'entremise des **anciens gardes civils du régime déchu de MOBUTU**, notamment **KANDRO NDEKOTE** et **COBRA MATATA BANALOKI**, et cela au vu et au su de tout le voisinage de la cité de CODECO à Kpesa et à Baiti transformés désormais en centres d'entraînements et de formation militaire et que cette décision prise par l'accusé KAKADO aurait été applaudie des deux mains par tout le peuple Lendu entier, au point de la qualifier de salulaire et messianique pour eux, faisant ainsi du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** « le Messie du peuple Lendu » ce qui lui aurait valu d'être reconnu comme une haute autorité morale et chef spirituel suprême des combattants Ngiti. ;

NDR Feuillelet N° 18 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

22. Attendu qu'en conséquence, toutes les autres localités du district de l'Ituri où la CODECO avait des concessions agricoles et les ouvriers Ngiti qui y travaillaient, notamment à **Talay, Upuku, Lawa, Nyavo, Potopoto, Tambasu, Mabanga, Mukatongazi, Fitchama, Singitsha, Masubya et Mulaho** n'ont pas pu échapper à cette transformation décidée par le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, et que les jeunes Ngiti auraient volontairement envahi tous ces endroits pour subir **les formations idéologiques, spirituelles et militaires qui y seraient dispensées ;**

23. Attendu que cette milice armée tribale, selon l'accusation, ainsi créée par le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** a été baptisée **FRPI** à savoir *Front de Résistance Patriotique en Ituri*, il en est devenu naturellement **« l'autorité morale et spirituelle suprême, et ipso facto commandant suprême »** de ce mouvement politico militaire, rang qu'il a occupé sans interruption tout au long de la période visée par les présentes accusations mises à sa charge, et pour preuve de son appartenance incontestable au **FRPI**, lors de son arrestation en date du 05 août 2007, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait été trouvé en possession d'une feuille de route du **FRPI** signée par le Colonel Cobra **MATATA BANALOKI**, Chef d'état major du **FRPI**, **allégation non contredite par le prévenu lui-même en audience publique;**

24. Attendu que du haut de son rang susinvoqué, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait entre autre **la charge de définir la politique générale du FRPI y compris les opérations militaires et en déterminait les objectifs.** c'est ainsi que par exemple en 2003 après les attaques de Nyankunde et Musedzo, il aurait convoqué un meeting au cour duquel il ordonnait la cessation des attaques des combattants Ngiti du **FRPI** contre les Bira, en menaçant de malédiction et de mort tout contrevenant, il s'en est effectivement suivi la fin immédiate des hostilités et les tueries des combattants **FRPI** contre les Bira jusqu'à ce jour ;

NDR Feuillelet N° 19 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

25. Attendu que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** se serait fait aider dans la direction du **FRPI**, selon toujours l'accusation, par Monsieur **TABO MAGORO Gérôme** comme cofondateur, et une série des ministres tous des civils, aux cotés desquels coexistait une hiérarchie militaire dont un Etat Major Général de commandement des opérations militaires dirigé par le colonel **KANDRO NDEKOTE** secondé par le colonel **COBRA MATATA BANALOKI**, suivi de **Germain KATANGA** alias **SIMBA**, Auditeur Général, et bien d'autres combattants de renommée tels que le colonel **KANDRO EPELA** actuellement intégré dans la 15^{ème} Brigade des FARDC, les colonels **MOHITO** et **OHUTO**, le major **Dark ANDROZO ZABA** (*actuellement Lieutenant colonel dans la 17^{ème} Brigade intégrée des FARDC basée à KABAMBARE*), etc.

26. Attendu qu'avec cette structure hiérarchique civile et militaire, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** aurait au courant de l'année 2002, engager la milice armée des combattant **Ngiti** du **FRPI** dans la bataille pour affronter et chasser les combattants des milices **Hema/Gegere** alliés au mouvement politico-militaire de l'Union *des Patriotes Congolais*, **UPC** en sigle, avec sa branche armée **Forces patriotiques pour la libération du Congo**, **FPLC** en sigle, soutenue par *les troupes de l'armée ougandaise* ;

27. Attendu qu'au courant du deuxième trimestre de l'année 2002, soutiennent les conseils des parties civiles, lorsque le **gouvernement central de la République Démocratique du Congo** dans le but de neutraliser l'**UPC** et ramener tant soit peu la paix en Ituri, aurait opté pour la stratégie de collaboration secrète avec certaines milices armées hostiles à l'**UPC** et ses alliés ougandais les **UPDF** en Ituri et ce, par le canal du groupe armé **RCD / K/ML** de **MBUSA NYAMWISI**, un mouvement politico-militaire allié au gouvernement central de la R.D.Congo, se servant de l'aérodrome de **Aveba** sous contrôle du **RCD / KML**, le **gouvernement central de la RDC** aurait procuré les armes de guerre aux troupes armées du **RCD / K/ML** et autres milices armées qui combattaient contre l'**UPC** et ses alliés ougandais en Ituri, notamment les combattants **Ngiti** du **FRPI**, justifiant ainsi l'assignation du **gouvernement central de la RDC** comme civilement desponsable des charges portées sur le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** ;

NDR Feuillet N°20 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

28. Attendu que c'est dans ces circonstances précises que ces combattants auraient été abondamment approvisionnés en armes et munitions par le **Gouvernement central de la RDC**, pour renforcer leurs capacités offensives et donner plus d'efficacité à leurs actions militaires sur terrain, si bien que c'est à l'aide de ces armes et munitions que la Chefferie de **Nyankunde** et le Groupement **Musedzo** ont été attaqués au courant du mois de septembre 2002 par les combattants **Ngiti** du **FRPI** ;

29. Attendu qu'à ce propos, soutiennent les conseils des parties civiles, plusieurs preuves existeraient pouvant donner les motifs substantiels de croire avec certitude que le Gouvernement central de la RDC était à cette époque là, le principal fournisseur d'armes et des munitions pour ces groupes armés en Ituri dont le **FRPI**, nous citons notamment : (1).*Conseil de Sécurité de l'ONU, le rapport spécial sur les événements d'Ituri (janvier 2002-décembre 2003), document ONU S/2004/573 (16 juillet 2004), DRC-OTP-0129, p. 227 , par23, p. 228 et 229 par.27 et 28 ; 2).Assemblée Générale des Nations Unies, Rapport intérimaire de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droit de l'homme en République Démocratique du Congo, document ONU A/58/534 (24 octobre 2003) DRC-OTP-0130-0273 ; 3) Rapport de Human Rights Watch, Ituri : « Couvert de sang », Violence ciblée sur certaines ethnies dans le Nord-est de la RDC, vol. 15, n°11(A), New York, juillet 2003, p.9 ; DRC-OTP 0074-0797, p. 805.)*

30. Attendu qu'avant l'attaque dévastatrice du 05 septembre 2002, Nyankunde, principal ville d'Andisoma, essentiellement peuplée des Ba Bira, était un important centre d'activités commercial doté d'un hôpital de référence bien équipé, le Centre médical évangélique, où travaillaient plusieurs médecins expatriés et qui fournissait des soins médicaux de bonne qualité à toute la population de la région.

31. Attendu que l'attaque de **Nyankunde** baptisée « opération polio » par les responsables du **FRPI**, aurait commencé précisément vers **09 heures** du matin en date du **jeudi 05 septembre 2002**, jour où les combattants de la milice armée **Ngiti** du **FRPI**, après avoir reçu l'accord et les traditionnelles rituelles du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, auraient, sous la conduite de **KANDRO NDEKOTE**, **Cobra MATATA** et **Faustin PALUKU**, pris d'assaut Nyankunde en provenance de quatre extrémités situées en directions de Songolo, Bavi, Tsheyi et Baiti, ils se sont déployés progressivement sur 28 localités des Andisoma ainsi que Nyankunde centre, et les ont mis à feu et à sang, ils les ont détruits et pillés de

NDR Feuillelet N° 21 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

font en comble, avant d'occuper les lieux de manière permanente jusqu'en date du 04 décembre 2003.

32. Attendu que cette attaque généralisée menée par la milice armée Ngiti du FRPI contre la Chefferie de Nyankunde, suivie de son occupation pendant 15 mois est intervenue en riposte aux opérations militaires de l'UPC appuyée par les forces militaires de l'armée ougandaise, contre les positions avancées des **FRPI** situées à **Songolo** à environ 15 km de Nyankunde en date du 31 août, et en représailles contre les populations de la tribu Bira accusée de complicité avec l'UPC, pour avoir toléré l'implantation de leur base militaire à Nyankunde centre, et pour avoir accepté d'accompagner les combattant de l'UPC et leurs alliés ougandais lors de l'attaque de **Songolo en date du 31 août 2002** ;

33. Attendu qu'au cours de ladite attaque, les combattants **Ngiti** et **Lese** de la milice armée **FRPI** qui ont pris d'assaut la Chefferie de Nyankunde s'en seraient pris essentiellement à la population civile Bira de cette entité, en se livrant sans retenue aux massacres, tueries, viols, pillages, destructions et incendies des édifices et infrastructures dans toutes les 28 localités qui composent cette Chefferie, en plus de Nyankunde centre ;

34. Attendu que la liste des victimes décédées lors de cet assaut lancée en ce jour là du 05 septembre 2002 sur Nyankunde et l'ampleur des dégâts matériels qui en ont découlé, témoignent de l'atrocité et de la gravité extrême des divers crimes commis par les combattants **Ngiti** et de la milice armée **FRPI**, avec l'accord et les bénédictions de leur autorité morale et chef spirituel suprême en la personne du **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** ;

35. Attendu que dans les lignes qui suivent comportent les noms des victimes décédées lors de cette attaque de la Chefferie de Nyankunde depuis le 05 septembre 2002, ces victimes sont pour la plupart des vieillards, des malades, des femmes et enfants qui ont eu du mal à fuir lors de la prise d'assaut de leurs localités respectives. Il s'agit des personnes ci après :

NDR Feuille N° 22 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

VICTIMES DECEDEES A NYANKUNDE

I. GROUPEMENT LOY BANIGAGA

VILLAGE DE LOY BATINE

TERANAKO Marie
DUALINA Henriette
HANGAIKA NABABO
NOBIRANA MAKABO
LAMBABO Anne
MUZIAMBAKU Floribert
LUMBABO Arnold
DUALINA SUMBALINA
MUDJANI Rosaline
KISIA LEKETYABO
KAKANI NIMBEY
HIGABO Leonard
KITAGIRA Pascaline
MAKUKWA Marie
KONDWABO Rémy
TEBABO SIRIKABO
SUGALINA MALIMBA
MANARO NOBARO
BASILE MANDAKA
TERANAKO Anastasie
SHIPUFA SIFA
SIRIKABO Luc
SIYABO PEPE
MAKUTYNA Gertrude
TEBABO FURABO
DAKUKWA Albertine
MANAKO.

NDR Feuillelet N° 23 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

LOCALITE GAMBALI

BYARUHANGA BYAKISAKA
BYAKISAKA BAHEMUKA
NYAMABAKU HERABO
MANU KALEHE
KETURA BAHEMUKA
LOTSOVE MBUSI
NDJEKEY NARA
N'TEBANI HATIKE
SIKAKALI NGUMBA
MUNDJAKU KWA NGUMBA
LEMBABO Homer
SEZIKANA Marie Louise
NAGIRANA Anne
KAKULE TSHONGO
EFREM KATEMBO
KAHAMBU MASIKA
NDUKUKWA Léopold
GAMILIABO Isidore

VILLAGE LOY BANIGAGA

KANAMALI Victoriana
SHUKURU GAYABO
NDUKUKWA ZITONO
MATAMA GAYAMBO
KWENA Régine
BARAKA KISEZO
HERABO Paulin
HERABO BHILA
KATANABO Michel
SEZIKANA Chantal
MAPENZI SEZIKANA
NYAMAISO Nicole
CHIKA MUDJAGANI
MBITHO PACHIE
SOMISE EDEL
N'SINGOMA Michel

NDR Feuillet N° 26 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

VILLAGE NZARAKOHE

NOBIRABU DACHABO
BALUKU TENAZABO
MANZALA MAKANI
SUMBAGANI KUNABO
NYAMABAKU KENGABO
KUKWABO MALABO
SIKAKALI LIKABONDO
TIAGANI MUZIABAKU
GANISIKALI TEBIKANA
GANISIKALI NYANGOMA
MAKANZA TEBANI
TOYABO BULE
KATHO MUZIAMBAKU
MUNYORORO KUDYE
SIMBILIABO KALABO
DHIMIJIJA NGABILA
GELYA MALABO
DUNIA FURAHA

VILLAGE BUBONGO

ZALI AMATHO
DWALINA Régine
TEKANAKO MANZALA
MANOKO Joséphine
MAKABO LIKIMANABO
NDIMUSANA DUABO
KATHO LOGABO
SUMBAKABO LOGABO
BAKANAY LOGABO
KIMAREKI TAGIRABO
LEMISE NYAKATHO
LEBABO ZANAMUZI
KINIKABO BINDI
MUNYORORO BINDI
RENGABO KATHO

NDR Feuillelet N°0 27 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MALIMBA Véronique
KATANABO KUDJABO
NGANIHELE NGANABO
KINDJABO KATANABO
YENUABO Ambroise

VILLAGE KAKALUDZA

NGANABO NIBE
SEZABO TONDABO
NOBIRABO Dieudonné
KUNDABO Valentin
HATIKE Anastasie
MATEY SUGABO
TEBABO SEZAGABO
KAKANI LEMABO
DWABO KAZIKAMA
RENGABO KASIYE
SIMBABO BARABO
KISEZO TASIA
LEMABO KISAKA
NJENGA KASAKA
MUNGANGA GURE
SELYABO MATALI
LYABO NIGBALA
SUGABO YEDABO
MATHOTINE KUNDABO
NAGIRANA BANABO
BENEKI Victorine.

NDR Feuillelet N° 28 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

VILLAGE NONGO

GOTABO SOKOSI
N'CHWEKABO Léonard
JENISALINA KANAMALI
IBENEKI Jeanne
N'SINGOMA KULYABO
MANSANI Godelive
HWENZABO Patrick
BUSWANZA KABIBI
YOMBIKALI Gisele
BUSWANZA Iréne
TOYABO SUGABO
BUNGAMUZI KUNDIKALI
SIYABO SUGABO
KIKWANYABO Elisabeth

VILLAGE NSINGOMA TALOLO

NWENZABO SIMBABO
KALABO SIMBABO
TYANA SIMBABO
SIRIKABO KALABO
SEZAKUKWA Elisabeth
TEBISE Anne Marie
DWALINA LIKABINZO
LYABO HWENZABO
NGANABO HWENZABO
KITAGIRA SIFA
KUDJABO SEZABO
MASANI SEZIKANA
MBULABABU SELYABO
GAYABO MUFANO
SUGABO Emile
AVESI MERESI
SIMBILYABO LIYABO
TONDABO SEZABO

NDR Feuillet N° 29 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MATESO NYAMABAKU
LUMBABO KIHAKALI
NYAMABAKU LEMABO
MBIDABO Paul
SEZIKANA Alphonsine
TABO SIFA
MAKUKWA NEEMA

VALLAGE MBANDI

BILIABO Dieudonné
NSINGOMA Atoine
RENIABO Pascal
TEBAKUKWA BUTAGA
GBETABO DUDU
SEZIKANA Marie
MBULABABUHU Benoi
LUMBANA KALIKE
DOMOTILA TABO
DOROTIA MANKUKWA
RONDO Samuel
HERABO TEBABO
JENISALINA DWALINA
JENISALINA Esperance
MAKUKWA MARONI
KATO RENGABO
MATOTINA SIKAKALE
MATOYA BUNGA
NEUNDUKALE ZALABO
KAMBALI LUSIYA
LEMBERONA KASIYE
UNENEGEU Thomas
ZAKINEKI MALIMBA
DAUDI SIMIONI
NYAMABO KABABO
NYANSILI SUMBAKUKWA
LINGABO DUDANGA
SIMBILIABO KAWABO
NEEMA ENGELA
MANDRO Samuel
NEEMA ZAWADI

NDR Feuillet N° 30 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

VILLAGE N'SINGOMA

NYASIKI Clémentine
NABABO Béatrice
NYALANGBA TABO
NOBIRANA Cécile
NOBIKABO Alphonsine
NOBIKANA BALELI
TANDISHABO KABABO
SHUKURU TEBABO I
FURABO Papy
SHUKURU TEBABO II
BAGASEKE ZALABO
BALELI KUKWA
SEZIKANA NOBABO
SUGALINA NOBIKANA
BALELI NEEMA
SUWEZA MAKUKWA
KONDO KAKORI
BARABO CHWEKABO
KACHWEKA MARIO
NYAMABO AIMEDO
MUDJAGANI FURAHA
MALOGO CHIKA
KIMAREKI RENGABO
LUMBABO KISEKE
SIYABO KISEKE
TEBIKANA Cécile
TARABO LEBABO
BOKOTEAKI NGUMBA
MATUPENI KABABO
ZANAMUZI MBUKALI
DOMOTILA SUGALINA
NOBIKANA Théodorine
MBUTYABO Henri
MUNJADUDU Marie
CHENDABO MANONO
CHENDABO Anastasie
ZANAGANI MANARO

NDR Feuille N° 31 *RP N°071/09, 009/010 et 074/010*

BOLINI NOBABO
ZALABO PONEFANCO
CHENDABO Henriette
KATANABO Augustin
LINGANDISO Louise
MANGANGA Paul
KAKANI MALABO
TEBABO Benoit
MANARO Jeanne
MAPENZI FURAHA
MUZITINA Egide
MUSEBERENZI Patrice
GAYASI NOBABO
LOGHO BAHEMUKA
LOKANA BAHEMUKA
TARABO BARABO
LEBISABO TEBABO
SIKAKALI LEBISABO
NOBABO Astrid
KALABO Paul
KASIME BUSWAZA
MUGISA BAMUNOBA
NEEMA Gracia
NDUNDANGA KAZILIABO
TANDISHABO TEBABO
NGUMBA FURAHA

VILLAGE NGOBU

YOMBIABO Dieudonné
SANYABO Patrice
NGUNDUKALI SELYABO
MUHIMBO YOMBIABO
SUMBALINA Félicitée
MAKAMIA Albertine
NOBISE SUGABO
KWEKINAY NOBIRABO
MANGILYO TEBABO

NDR Feuillelet N° 32 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

LINGABO SIMBILIABO
TAGIRABO MANGILYO
KONABO Louise
BAMAKA KONABO
KAMBALI KIHHERO
N’KISA Emmanuel
NEEMA SENGI
SEZIKANA MUNJADUDU
MAZAONI Jean-Bosco
HANDIKABO SIMBILIABO
NDOEHA Gabriel
FURAHA KIMAREKI
SIRIKABO Madeleine
MBUBHA Antoine
KALABO N’TENGA
N’TENGA Pascal
HANYIE MUZIANGANI
SHUKURU KENGABO
NOBAO Constance
SIKO BALELA
MUZIKALI RENGABO
KODABO NOBIRABO
SEZIKANA NOBABO
TERANAKO KIMBABO
N’SINGOMA ZANABO
KISSA KIMAREKI

VILLAGE GAMBILI

JENISALINA MARIA
KUKWABO KISEZO
ZAWADI NUNA
KUWASA Rigobert
NJENI Clarice
NOBIKANA SITAKI
MANGILYO ZUNANABO
MAJALIWA

NDR Feuillet N° 33 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MAJALIWA ISSA
TUZABO YONA
CHABUSIKO NZALA
SEKEREZABO Daniel
KATANZABO YOMBIKALE
FITINA NGONZI
BULINI DETA
TOYANA ANA
ZANAMUZI Raphael
MUGAYO Pierre
SEZIKANA BENITA
SIKAKALI Berthe
ZAWADI NOBABO
NOBABO Jeanne
BANEKI TEBANI
SUGALINA N'KOSI
SIKAKALI Sarah
YEMIMA Yvonne
SUGABANGE ZANAMUZI
NOBABO Christian
MAKISA Jeanine
DWAGANI INGA
SIMBILYABO KATANABO
ZANAMUZI ZORABO
MUZIAGANI TAGISA
KAKANI Alphonse
KECHABO Jérôme
BALELI ANNA
NEEMA BUZUNE
MUYALA Dieudonné
KALIRE Anne-Marie
SADAKA RISIKI
FRIDA FRAPI
ADO Timothée
KITAGIRA RWANISA
NYANGOMA Marie
NYAKATO Marie
HANDIKABO SIMBILYO
KONDWABO SIMBILYO

NDR Feuillelet N° 34 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

ZANAGANI TEBANI
NYAGABO Michel
GAWANA TANDISHABO
KIMAREKI SUGABO
BAMAKA Marthe
NOBABO Charlotte
MURONGO MATAYO
TAMBEKI Hélène
SEZIKANA Christine
BAHATI ZOGABO
MADWANI Jacqueline
CHOYO RUSHWA
NOBIRABI MUGERA
NOBABO Bernadette
GANISIKALI SOROZE
MAKUSUDI JUMA
KIENDA Florimond
HALLAH JUMA
PITANI IBRAHIMU

VILLAGE CHEKEDELE 1

LIMBANYABO KINGABO
TUMBUZA LIMBAYABO
TOLISE KINGABO
NOBIRABO KUDJABO
HERABO SOMIRABO
KUSA BACHWEKI
CHIKA FURABO
BARABO MUSEZO
MANUELI SOMIRABO
ZANAMUZI MUHITO
TAGIRABO Emmanuel
CHIKA Marguerite
MASTAKI Louis
N'SINGOMA Ferdinand
CHENDABO MIKIMAMA
TABO KISUKULU
ZANGA Léopold

NDR Feuillelet N° 35 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

**CHALIMBA AYUBU
NYANGOMA MWISIGI
NYAKATO AYUBU**

VILLAGE CHEKEDELE 2

**KUASSA Richard
SIKAKALI SAMBABO
MPAKA LADZA
JAUVELE Fidel
KATANABO MAGEU
PAKIRABO KYOMBE
KABISABO YOMBIKAL
SENGI MBUZOLIA
MATHOTINE SOKOSHABO
SOKOSHABO LADZA
KAMBALI LADZA
KANAMALI ZANAMUZI
MULIMBA HERABO
CHOKABO MADIMA
CHOKAMUZI NYAMABO
MAKATI BARONGA
KANALINA RITAGIRA
KANAMALI Théodorine
CHENDABO KISUKULU
SEKEREZABO Ferdinand
KATHO SALE
BARABO ADIA
HANGAIKA CHANDIKANA
MATESO CHOKABO
ZANAMUZI LOGABO
N'SINGOMA SALE
ZANAGANI Anne
HWEZABO Fidel
NGOLI CHANJABO
SOKOSIABO LADZA
LUFUNGULA MBUNYA
KAZABA MANGESO
MPAKA LADZA**

NDR Feuillet N° 36 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MADIBO HII SIRIKABO
KATHO SIABO
KUASSA Richard
HERABO MULIMBA
N'SINGOMA SITANI

VILLAGE NDETE

MARTRIDA MANZALA
NGUMBA Roseline
MAGWEKI Marthe
KATANZABO SEDZABO
LEMBISABO Faustin
ODRADA KUMBUKE
TIAGANI Chouchou
TAGIRABO Corneille
NOBISABO Emmanuel
BAKAZALE NGELEKALI
CHENDABO Jean
FURAHA KWEKINAI
SHUKRANI Chantal
JENISALINA ZALABASIKA
KITAGIRA NAGIRANA
BAHATI MUSUBI
SEKABO DUMBI
MBISIKALI NDUKUKWA
NEMEN MAGANI
MANARO Marie
KAYOMBE Pierre
TOLISE SHEFRUZA
GILI Rémy
SHUKURU MUGISA
MALUMBO SAMBILI
GAYABO ALWEZI
SUGALINA LINGASHALI
NOBIKANA SEZANI
HANGAIKA LIBISABO

NDR Feuillet N° 37 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

NYAZUNGU ZAMAMUZI
KISEZO Jeanne
SHUKURU NIKIMOBE
KATANABO Sébastien
NKONI Jean Baptiste
TUMBIABO LEMABO
CHIKA MUSUGANI
RENGABO LEMABO
MANGILYO Norbert
MUFANO KISEKEREZO
HERABO DUKUKWA
BAKALI Emmanuel
NOBAMUZI Floribert
NYANGOMA Pascaline
KWEKINAI Noëlla
LEMISE Victorine
NOBABO LEMISE
NYAKATO LEMISE
KAMBALI MANZALA
NYAMABO KATO
MANGILYO DUMBI
MBUTIABO DUMBI
TOMBILYABO SEKABO
MUTUBULE HANZABO
MATESO KUMBANA
MUHIMBO PELEKABO

VILLAGE HAMABO

KAKANI Sylvianne
TEBABO KAKANI
SILI DACHANABO
MBAGA IBILYABO
IBILYABO Gustave
Emmanuel HHRABO
BOKOTHEKI BENITA
SEZIKANA YOMBIABO
SUMBABO Clotilde

NDR Feuillelet N° 38 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

BARAKA YOMBIABO
LEKETIABO SUMBABO
MPAKA SOBORABO
SEZAKUKWA MPAKA
LEBISABO BASITO
KATANZABO BASITO
MUZIANGANI Charlotte
N'SINGOMA Erneste
KAKANI YENYABO
MUZIABGANI YENYABO
BOLINI KAKANI
MATESO KAKANI
GAMILYABO ZAMUNDU
BAGUNI GAMILYABO
KUNDIKALI Amboise
MBALA Pascal
CHANJABO VUANA
HARINODI LIKAKANI
NYAMABAKU Henriette
KANAGANI Vincent
SIKAKALI SIGABO
TAGIRABO MANGESO
BISILYABO MANGESO
YAKISABO TENGA
TULABO Norbert
BALIGA DOUDOU
NYAGADUDU Angélique
SUGALINA BUNGAMUZI
KURATABO MATESO
SEZANI SEZIKANA
BOLINI BUNGAMUZI
SEZIKANA MATESO
NYAMABUKO SIRIKABO
MADWANI KOLIYE
NOBIRABO HAMABO
YOMBISABOTANDISABO
DUAMUZI GILI
BILA GALI
SENGI GILI

NDR Feuille N° 39 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

DWALINA SEZIKANA
MUZIANGANI MATEO
RENGIRABODAKANABO

VILLAGE BALUMBATA

MUNDJADUDU BUNGA
LYAGABO BETABO
MPAKA KUABO
NYAMABAKU Louis
NOBIRABO NDEKEHA
CHOKABO ZALABO
KAKANI NYABUGA
ZALABO NDIKEHA
MATEO KABOYA
HANDIKABO MUYELA
BAGANEKI GILI
SIMBILYABO De gaule
SEZABO SEKABO
MUZIABAKU Damas
SIDIKOI SIKAPIMA
MATEO SOMBUKABO
MPAKA BUNGAMUZI
HONGABO LOGABO
NOBIKANA BOLIMI
N'SINGOMA BILI
NYANGA NOBIKANA
KATO KINIKABO
NGAYANI KANAMALI
TAGIROBO SUNGILIANE
GOHINA ZOZI
KINIKABO OBELABO
DUKAMA BULUMU
MUSEZO KALABO
SEKABO GAMANYANE
ONI BUKAMA BULUMU
ZANAGANI ESIELAS
LOKASHABO NSILI
BACHWEKI MUTUMOYA
KAKALI MALAKAI

NDR Feuillelet N° 40 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

VILLAGE MBOPPO 1

KATANABO BULIABO
NOBIKANA MAKANI
MANGANGA BULIABO
TEBIKANA Alphonsine
MAKANI MAKALI
ZANABO Armand
SELYABO ZANABO
Lomba ZANABO
MAWA MAKUNGA
BOLINI Emmanuel
KAMISABO MANUELA
LIBAYABO SUMBABO
BULIKI BUZUNE
SUGABO TONDABO
KODABO HERABO
SIMONI MUSUBI
NYAMA NZUNGU
SEZIKANA KIMAREKI
SEZIKANA NAGIRANA
BUGAMUZI BALEJA
NOBIKANA MAKANI
TEBAKUKWA BUNGAMUZI

VILLAGE MBOPPO 2

MANGAMU SIKAKALI
CHANJABO SEZABO
SIKAMOTI MANGAMU
DUAGANI TIAKWA
MANARO Roseline
SIMOLABO KATHO
MULANYANI MUNGANGA
SIKAKALI Roseline
TANDISHABO SUGABO
NOBABO TANDISHABO

NDR Feuillelet N° 41 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

NOBIRABO Gaston
KISEZO Oscar
SHANDIKANA KISEZO
TUDUKALI KISEZO
MIGENYA KISEZO
BUNGAMUZI SANYABO
DUABO Jean- Baptiste
MIJAGANI LINGANAISO
MALUMBO TEBIKANA
SELYABOKISEZO
BAKWEGI Emile
NOBIRABO TEBABO
NGUNDUKALI LAZA

II GROUPEMENT CHINI YA KILIMA

VILLAGE MUDZE

MANGILYO KAMUZE
AGATA KAMUZE
MAGANI NTEBANI
TAMBEKI CHIKA
HANDISANA TABO
SIMON GAYABO
HANYIE Béatrice
NAGIRANA MALUMBO
TEBABO Gilbert
NGUMBA TERANAKO
MANONO TAJEKI
ZUNABO TEBABO
SEZIKANA CHIKA
MANGANGA MUSEMO
TUMBUZE MAKACHOLA
MANZALI Léonie
BOLINI SIKOMOTI
LYAKUNGA MUNGU
SEZIKANA Madeleine
LINGANAISO NEEMA
DUAGANI Grâce

NDR Feuillelet N° 42 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

KUKWABO Jean
MAKUKWA MACHIKA
NAGIRANA DUALINA
MAPENZI TAJEKI
MATESO BUKU
TABO HANDISANA
KUMBABO Emmanuel
ZANAMUZI KUNGU
MUJAGANI Catherine
BAHATI BALUKU
BIYABO BALUKU
LYABO KABONGE
SUMBABO Catherine
ZANAMUZI KUNGU
MUNJADUDU JENISE
SOBORABO MUSEMO
LEMABO MAKIZALA
SOMABO Léandre
BULAGANI HANDISE

VILLAGE NDUGU

SIMBABO N'SINGOMA
GILI Edmond
HERABO BAIITE
KITAGIRA LEMISE
KABABO N'CHWEKE
NYANGOMA KITAGIRA
TOYABO BUKU
NGUNDUKALI N'CHWEKI
KATANABO SELYABO
KIKURATA Jean Pierre
CHIKA NGUMA
BUNGAMUZI NDURU
LUMBABO TONABO
SEZIKANA MUNJADUDU
FATUMA MUHITO
BOKOTAEKI NGUMBA

NDR Feuillelet N° 43 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

HANYIE MANARO
CHALABO MUGENYI
KAKANI BUNGA
BARABO HANGAIKA
NGUMBA Antoinette
JIEME KABAGABO
SUGABO Pascal
MATICO Solange
ZANAMUZI Jean
NYAGABO SILIKABO
KAKANI MALALI
KATHO GILI
BUNGAMUZI BALUKU
SUMBAKO Catherine
DWOBO BARABO
KUKWABO Jean Pierre
MAKUKWA MONIQUE
NAGIRANA SEZAKUKWA
KUMBABO Emmanuel
TEBABO KABABO
HANDISANA MAPENZI
KANI BILA
ZANAGANI Catherine
MUZIKALI KISIMA
BASIYA MULIMBA

VILLAGE MALUMBABO

NGANIHALI NOBIKANA
NOBIRABO YAMBANI
NOBIKANA NGUMBA
SOKOSIABO BAIWANI
KIDANI KUBASE
SIKAKALI Marthe
KAMBALI TEBIKANA
BILA TAGIRABO
DOUDOU PAULO

NDR Feuillet N° 44 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

VILLAGE GUNA

MUKE KABABO
MUNGANGA KIMAREKI
NYAGADUDU KANASIKA
KIZI KIYOMBE
NZUNGU NOBIRABO
NZIANI ESPERA
KIDANI KUBASE
BUNGAMUZI MUSURI
NOBIRABO MUNGANGA
PELEKABO TAGIRABO
KANANI NGANABO
GAWANA NINJEKI
TUMBYABO SIKIYA
SOMABO SIKILABO
KIYOMBE Janvier
NAGIRANA KITAGIRA
NOBIRABO KISE
SOKOSHABO NGOLOKO
NAGIRANA SIKAKALI

VILLAGE BABADU

PELEMISABO RATAILI
ZANAMUZI Etienne
KATANABO MAZANI
NYAMABO NZUNGU
MUNYABO KAZI
TUMABO KAZI
SEZIKANA Eveline
TAJEKI TWANETE
YOANE MANDWABO
CHENDABO Basile
MAZANI François
TITO Alphonse
YAYABO KIYOMBE
GOLA NDEYI

NDR Feuillelet N° 45 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

HERABO KUNGU
MASORA NZUNGU
ZANAGANI Régine
BAZIKE CHENDABO

VALLAGE NGIDA

SAKINA MANARO
KUSA Anne Marie
SEKABO HOZABO
NOBIKANA Victorine
KUKWABO KAVARIOSI
NGANABO MUKAKALO
NYAGISE SEZIKANA
MANGILYO BGEBABO
NOBABO MAKUKWA
MUSUGANI MAMY
SHUKRENI NGANI

NDR Feuillelet N° 27 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

ZUMABO SIABO
SOBORABO MBILIA
NOBIKANA Bernadette
RENGERABO KOBOKA
SELYABO BALUKU
NOBIKANA Anne Marie
KATANABO MUGANDA
NYAEABO TINGILYABO
TERENAKO Gertrude
NDUDANGA MAKABO
MUSUGANI CHOKAMUZI
FURAHА CHOKAMUZI
MUNGANGA CHOKAMUZI
MAKUKWA CHOKAMUZI
MBUNYA Jean
HANYABO Corneille

NDR Feuillelet N° 46 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

GANISIKALI BOLINI
MAPENZI GANISIKALI
NOBOSE SEZIKANA
FURAHA TABO
BUNGISE NOBABO
TOYABO KAKANI
KWEKINAI MALIMBA
TONDABO LEBABO

VILLAGE RUSA 1

ZALABASIKA Jeanne
MATESO PELEKABO
KATHO PELEKABO
LINGANAISO TABO
KABABO KISEZO
SUNGISHABO NOBIRABO
MATESO NOBIRABO
MATOYA KANAO
MAKUKWA TABO
SIMBILYABO SOKOSI
NGILAWANI GODINA
KOSI KISEZO
SOFIA KITEBA
FURABO KATABO
MATOTINA MAKUKWA
SUMBUKABO AIMABO
MANZALA MALIMBA
TOLISE KOREEKI
KOREEKI SOKOSI
MATESO TEBABO
KUKWABO LIHABO
LINGANAISO TEBANI
TEBAKUKWA Henriette
KABABO TAGIRABO
LEBISABO FURABO
TONDABO KUKWABO
KIMEREKI LIJABO
SUMBUKA MAKUNGA
TABO SUMBUKIA
LEBISABO DARABO

NDR Feuillet N° 47 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

TANDISHABO SENGESENGE
KONBO BAKODOKODO
CHOKABO BAISO
TOYABO ZALABO
NDUKUKWA Angela
TABO NDUKUKWA
MALALI NIKAGORO
SUMBUKABO NDUKUKWA
KABABO Michel
TOYABO SUGABO

VILLAGE SEZABO 1

ZALABO KISEZO
BUNGAMUZI DURU
BUNGAMUZI GANISABO
KATANABO NDURU
BARABO HANGAIKA
NGUMBA Georgette
MAPENZI NGUMBA
FURAHA NGUMBA
KOMBOLABO KABAGABO
MUNYAMBOGA HERABO
TOYABO BUKU
NGANABO LOBOLABO
CHALABO MUGENYE
BALUKU BASITO
TONDABO Raphael
SIMBILIABO SAMBABO
SOBORABO N'KUNGU
KONDWABO Cyprien
N'CHWEKE Simon
GANISABO SEZABO
FATUMA Anastasie
BOKOTAEKI Espérance
LONEMA NJANGO
KAKANI BONGA

NDR Feuille N° 48 *RP N°071/09, 009/010 et 074/010*

KUSA TERENAKO
TOBOROSIA Jean Pierre
GANISABO Michel
NYAMALABO NOBIRABO
BUNGAMUZI Dieudonné
TANDISHABO LEKETYABO
MURONGO SEZABO
SORORABO TINDA
CHIKA HANDISANA
SANYABO MURONGO
URONGO TEBABO
JENIBUNZA YENYABO
SIKIYA Elisabeth
TANDISHABO TINANZABO
BIYABO KITOLE
KAMBALI KONABO
PELEKABO MUNYLI
KISEZO Edgard
LAZA Maurice
MAWA KISEZO
MANGANGA YOMBI
TALIKABO KIYOMBI
GANISABO SIYABO
SABENA LEKABO
TOLISE BIYABO
SIKAKALE RUTHA
MUKE NGOLOKO
KISIYA Jean
ROGELINA SEZI
SEZIKANA HANYIE
SIMBILIABO KATO
SUGALINA HATIKO
CHANJIABO MUSEZO
IBILIABO KIYOMBE
HRABO Edouard
KAKANI MAMALI Emmanuel
KALINGABO TEBABO
ZALABO KISEZO
CHIKA Cécile
SOZIKANA Marie

NDR Feuillet N°0 49 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MASANI Suzanne
TANDISHABO NGELE
MURONGO MUBENYA
SOKORABO Samuel
FURABO ZAKAIA
KUKWABO KISIYA
ZANAGANI HANDISANA
MUNYORORO KIMAREKI
YOMBIKALI DOUDOU
KATANABO MUHITO
MATESO SIMBILYABO
NAGIRANA CHIKA
NGELE MUGENYA
MAKUKWA OWALINA
SOMISABO FURABO
KABOYA SIMBILYABO
KABABO SIYABO
MAGANI SEZIKANA

III GROUPEMENT SIDABO

VILLAGE BAGABILA

BASIANZA NDUKUKWA
TINDA GIBULALA
BANDROY KARURUMA
DZEGE TAMBEKI
NYAKABIRA KUSSA
N'CHWEKI MBIZABO
MASUMBUKO MAKUKWA
KIZA SELEMANI
MURONGO GOLE
GOLE Marie
NOBIKA YOLO
KWEKINAI KONGORABO
ZANAMUZI HATILE
TONDABO HANYIE

NDR Feuillelet N° 50 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

KAGWABI LINGISABO
NDAGILINA TAMBAKI
BAGAYA Rémy
MUHUNI KITAGIRA
SILI Clémentine
KATANABO NDUDUDU
NGAWA SALE
LETI ANDROWA
MAKANZALA BOLINI
KIMAREKI NYAMALABO
MAKUKU NDICHOMIYA
KIHERO TAMBAKI
SIFA MAKANZALA
BOLINI TABO
NDUKUKWA KIMAREKI
BAMARAKI MUGAYO
MABONE NYETISA
NYAMUSENYA LALIYE
KONDO MUKWABO
KATANABO PACHIYE
YANYABO GONZI
MUSHYO NGABILA
MALALI NGABILA

Soit un total de **949** personnes tuées sur un total de **22.418** habitants recensés au courant de l'année 2001(*selon les listes répertoires des personnes décédées lors de l'attaque de Nyankunde en date du 05 septembre 2002, établies par l'officier de l'état civil du ressort*).

36. Attendu que l'attaque de la Chefferie de Nyankunde par les combattants Lendu, Ngiti du FRPI en date du 05 septembre 2002 n'a pas causé que des pertes en vies humaines, les dégâts matériels sont extrêmement catastrophiques au point que la collectivité Chefferie de Nyankunde a littéralement été effacée de la carte géographique de la République Démocratique du Congo. Toutes les constructions en matériaux durables et semi-durables, ainsi que les constructions de fortune en terre couvertes des pailles, ont été complètement et délibérément détruites par incendiées, sur l'étendue de 28 localité ainsi que Nyankunde centre.

NDR Feuillelet N° 51 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

37. Attendu que de cette attaque les dégâts matériels suivants ont été enregistrés:

A). **Groupement Loy-Banigaga** : avec **7.542** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables ont été pillées et détruites dans 18 Localités.

B). **Groupement Chini ya Kilima** : avec **1.344** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables et semi-durables ont été pillées et détruites dans 8 Localités.

C). **Groupement Sidabo** : avec **752** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables et semi-durables ont été pillées et détruites dans 2 Localités.

D). **Edifices des institutions publiques et d'enseignement** : le C.M.E, M.A.P, Green House, ISTM, IPASC, IEM, Lycée....., Institut de Mbandi, Centre de Formation en Menuiserie, EP/Nyankunde, EP/Kalinga, EP/Bukeleme, EP/Mudze, EP/Nongo, EP/Kirenge, EP/Marabo-Nyankunde, EP/Lawa, Institut de Sedzabo, le Centre de Négoce de Nyankunde, le Complexe administratif de la Chefferie des Andisoma à Nyankunde ont été pillés et détruits.

E). **Les structures médicales et sanitaires** : Le C.M.E, les dispensaires de Bukeleme, de Talolo, de Sedzabo, de Birinyama, Furaha ya wamama, et beaucoup d'autres dispensaires et pharmacies privées ont été pillés et détruits.

F). **Les églises** : Communauté Emmanuel, 39/Nyankunde, C.E-39/Kalingi, C.E-39/Magimba, C.E-39/Nongo, C.E-39/Sedzabo, Eglise Catholique de Nyankunde avec 9 Chapelles, le Secteur de Sedzabo avec 11 Chapelles, l'Eglise Kimbanguiste, l'Eglise Adventiste, l'Eglise de réveil Chrisco, Salle du Royaume des Témoins de Jéhovah, etc.pillées et détruites.

G). **Elevage dans tous les trois Groupements** : avec 5.853 têtes de gros bétails et 15.216 têtes de petits bétails appartenant aux éleveurs de Nyankunde ont été pillés et empotés vers Kpesa, Baiti, etc.... (Selon l'inventaire contenu dans la plainte adressée à l'Auditeur Militaire par le Chef de la Collectivité Chefferie des Andisoma, cotre le prévenu KAKADO) ;

NDR Feuillelet N° 52 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

38. Attendu que **s'agissant de l'attaque du Groupement Musedzo dans la Collectivité Chefferie de Mobala**, elle aurait eu lieu une semaine seulement après l'attaque de Nyankunde de la Collectivité Chefferie des Andisoma, précisément en date du **12 septembre 2002**, jour où les combattant de la milice armée Ngiti auraient lancé les attaques successives et progressives contre 7 localités du Groupement Musedzo ;

39. Attendu que ladite attaque généralisée des FRPI contre le Groupement de Musedzo Collectivité Chefferie de Mobala est intervenue dans la continuité de riposte aux opérations militaires de l'UPC et leurs alliés de l'armée ougandaise basés sur place à Nyankunde centre, contre les positions avancées des FRPI situées à **Songolo** à environ 15 km de Nyankunde, et surtout en représailles contre les populations de la tribu Bira en général, accusée de complicité avec l'UPC et les FPLC, pour avoir toléré l'implantation de leur base à Nyankunde ;

40. Attendu que partis une fois de plus de la cité de la CODECO à Kpesa devenu désormais leur centre de formation militaire, et Quartier Général des combattants Ngiti de la milice armée FRPI, ces derniers, après avoir, comme d'habitude, reçu l'accord et les traditionnelles encouragement du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** leur autorité morale suprême, ils ont investi en masse et progressivement 7 localités du Groupement Musedzo pour les attaquer sous la conduite d'un certain commandant **AVEGE** et de **KANDRO EPELA**, qui, au moment des faits était le chef de la garde rapprochée du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** ;

41. Attendu qu'au cours de cette attaque, les combattants Ngiti de la milice armée FRPI qui auraient pris d'assaut le Groupement de Musedzo dans la Collectivité Chefferie de Mobala, s'en seraient pris essentiellement à la population civile Bira de cette entité, en se livrant sans retenue aux massacres, tueries, viols, pillages, destructions et incendies des édifices et infrastructures dans 7 localités sur les 13 qui composent ce Groupement ;

NDR Feuillelet N° 53 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

42. Attendu que la liste des victimes décédées lors de cette attaque généralisée lancée ce jour là du 12 septembre 2002 sur les localités de **Gangu 2, Bakoso, N'kimba, Kikale, Baiti, Lawa et Matoya**. Le nombre des pertes en vies humaines et l'ampleur des dégâts matériels témoignent de manière éloquente le degré d'atrocité et de la gravité extrême des crimes commis par les combattants Ngiti de la milice armée FRPI, avec l'accord et/ou les encouragements de leur hiérarchie tant militaire que politique dont autorité morale et chef spirituel suprême en la personne du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** ;

43. Attendu que les lignes qui suivent comportent les noms des victimes décédées lors de cette attaque du 12 septembre 2002 de 7 Localités ci-haut énumérées sur les 13 qui composent le Groupement de Musedzo, ces victimes seraient pour la plupart des vieillards, des malades, des femmes et enfants qui n'ont pu fuir lors de la prise d'assaut de leurs localités respectives. Il s'agit des personnes physiques ci après :

VICTIMES DECEDEES A MOBALA

GROUPEMENT MARABO MUSEDZO

VILLAGE GANGU 2

MBAFUMOYA TEBABO
 KATANABO Dieudonné
 NYANGOMA SEZIKANA
 NYAGADUDU TISANA
 MONYORORO HEMUKABO
 SONYOLE KISEZO
 LIMBANYABO KIKWATA
 BACHWEKI SEZABO
 DWABO LEBISABO
 MADWANI KAMBAKI
 KUNGWABAKU LOGABO
 MATESO PACHIYE
 MUPOLE KABAKU

NDR Feuillet N° 54 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

LIMBABO Mathieu
LUMBANE Marie
KONABO SIRIKANI
MUSUGANI KOLIYE
NAGIRANA SIRIKANI
TAYABO MAKAKALO
KOMBABO PILIPILI
SITAWEZA MALIMBA
MAMA DIDI
NDEY NYAGABO
ZALABASIKA FURABO
MASIKINI SIMBILIABO
TAGIRABO HANDIKABO
TEBANI HANDIKABO
DARA DUKU
CHABUSIKO LEMISE
KAKANI Anne
SIYABO Jean
Epouse SIYABO Jean
TONDABO LEBILIABO
SEZIKANA Marguerite
ZABO KIMAREKI
KATANABO LAMBABO
KUASSA KAKANI
KULYABO KABABO
MALALI MUTUBULE
KANABO KABONGE
NYAGABO MOTAMINYO
MERIKA NYAGABO
KIMEREKI TATYABO
KUKWABO TAGIRABO
KUKWABO CADER
TAYABO MAKODA
KAKANI SIRIKABO
LUMUMBA SIMBILYABO
TATO LUMUMBA
TAMBEKI MUSUGANI
MWANGA BAMUNOBA
NYAZUNGU MULIKALI

NDR Feuillelet N° 55 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MATESO BATCHWEKI
BUNGICHA BAKU
KIMAREKI BACHWEKI
NICHUMBA TYABO
HWENZABO PATRICE
SIYABO Jérôme
KABABO MUTUBULE
MATESO KAYOMBE
KATANZABO KABISABO
LEMISE LEMBISABO
KAYOMBE Pierre
BUNGAMUZI Richard
KATHO MUTINE
SIDABO KUKWABO
LYAGABO GBETABO
BIYABO HERABO
KIMAREKI MUTHINE
FURABO MANGILYO
BUNGISE FURABO
BALELI Espérance
KAKANI Déogracias
MUSEZO DOUDOU
NIGBUNDA HANGAIKA
MBIJO NGAKPA
NGANABO TAGIRABO
KIYOMBE ZANAMU
TABO UYKUFU
KAKULE MUMBERE
BIYABO MATESO
MUFANO BIYABO
YAYABO GOTABO
TEBABO MANGILYO
SIRIKABO HOYABO
TEBABO Espérance
SIMBILYABO TAGISABO
KIKURATA LYABO
KAMBALI TEBISE
FURABO KEMBO

NDR Feuillet N° 56 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MATHIS NDOCHA
MATHS Marie
GASSI TEBABO
DARABO KISEZO
NYAMABUKO Fidele
KUMBABO PILIPILI
TEBAKUKWA MANZALA
KABIBI HYANYIY
BARAKA DWABO
BALUKU TONDABO
TAGIRABO DWABO
NAGIRANASIKAKALI
SITaweza MASUBI
KONGO KANABO
MATESO KANGANA
NOBIKANA Jeanne
NIMOLINDI SIMBILYO
TAABO Clémentine
SIKANYANI MATOYA
TOMABO MAYANI
MUNYORORO TOMABO
WANI Frederic
NGANABO DJIABO
DJIABO Petit
KINDYABO GAMANYANI

VILLAGE LAWA

SOMISOBA GAYABO
SEZANI Marie
BONGISE Cécile
SIKAKALI YAGISE
SEZIKANA SUGALINA
JABO NZOKA
LYAGABO MAKONYANI
NOBIKANA TOLISE
CHIKA KWEKINAY
MARAZI MADWANI
SEZIKANA KITAGIRA

NDR Feuillet N° 57 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

MASANI MANARO
SEZIKANA KULIYE
SIYABO KYOMBA
NGANIELI KIMAREKI
KUFAKO KONGOLABO
HERABO NYAMA
NGUMBA TAJEKI

VILLAGE BAKOSO

KALIKE TUBISE
MBUTYABO LOGABO
RENGABO KIMAREKI
SALIMA TADJEKI
MUSUBI IDA
DWABO N'KONI
SIKANYANY BUZUNE
BUNGUNI BULANGWA
KATANABO SUMBUKABO
SENGI BUNGAMUZI
DACHANZABO Jean Pierre
NYAMABAKU TEBABO
SIMISABO YELABO
KAMBALI Thérèse
SENGI IBILYABO
KATANABO BULA
TABO BULA
KAKANI BULA
KAKANI LAMBABO
KONABO Victor
BILIKANZA DWABO
NAGIRANA LEMISE
HERABO KIZALA
KATANABO SIMBILYABO
SABINA NEEMA
TEBABO BARAKA
BUZUNE Noëlla

NDR Feuillelet N° 58 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

BASITOBAKWEGI
KATHO Pascaline
MUSANA KATANABO
MANZALA KAYIBE
NGILAWANI NOBIKANA
MAGANI NAGIRANA
FELISI ZABO
MATOTINA SUGALINE
MAPENZI SIKAKALI
BAKAKWA Roger
BANGUNI BULANG
LEMISE BULANG
TAGIRABO N'SINGANYA
CHWEKABO Jean-Claude
NDUKUKUTA MADANGANYA
TABO Béatrice

VILLAGE KPESA

BULATUDU
MUNYORORO TOMABO
KAMUHANDA André

VILLAGE KIKALE

TONDABO Evariste
NYAMABO Gilbert
YENYABO Victor
MUSUBI LEBISABO

VILLAGE N'KIMBA

YOMBIKALI TAGISABO
N'SINGOMA LEBISABO
CHANDIKANA Solange
SUGABO Emile
NOBIKANA Clémentine

NDR Feuillet N° 59 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

DWAGANI FURAHA
ANGELIKA MATOTINA
SUGABO NOBISE
SIRIKABO TEBO
KWEKINAI Marie
NGANIELI SUGALINA
ZALABASIKA MUFANO
KAMBALI LINGANAISO
SOMILIMBA TEBANI
NWEKANAI Célestine
MASTAKI Dieudonné
FURABO Deo
DWALINA KIMAREKI
MUSUGANI NYABISE
BOLINI TISANA
MAKASHIO LIKABINDO
JENISALINA TAABO
MAKAMBAKO SELINA
NYAGABO KUNDABO
KIMEREKI SUGABO
BUNGAMUZI GANISABO
MAKIZALA HERABO
HANDISANA DOROTIA
BANEKI Espérance
NYANGOMA BALINYAMA
TONDABO Gilbert
SUGABO KITEBO
TAGIRABO Jean
MUBAYA HANDIKABO
SIMIKALI TEBABO
KUMBABO KISANGANI
SITaweza KUMBABO
MAKIZALA SIMBABO
SUGABO TAGIRABO.

NDR Feuillelet N°0 60 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

GROUPEMENT MAYARIBO

VILLAGE MAMBESO

DOUDOU Matias
ZALISABO Théodore
KAKISHANA MALALI
SEKABO MBUZALA
CHANGIABO TAGIRABO
NGERE SIDABO
NOBABO BINDILUABO
MANSUBI TALIKABO
ZANAGANI KATANABO
MASUMBUKO DARASA
TAZIA KIBANGA
TABO Gêrôme
BANGUNI SIKATINA
GAYABO KABULI
TOMBIABO BALUKU
SEZIKANA KWENYI
TEBABO TAKUBANA
NGUMBA KIKUNDISHA
NYAGADUDU Henriette
SEZABO KISEDZO
SISILIA MAKUKA
BANEKI Anna
MARGELI BATWE
NZUNIKALI NGANABO
KPUNGBU NYAGADUDU
SONGELE ITURI
MUJA Bébé
SALATIELE NGUNA

NDR Feuille N° 61 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

VILLAGE KUDAYA MUSEDZO

KASIANO TANDISHABO
KUKA SELYABO
TEBABO DHACHABO
KUSA NYAMA
TAGIRABO TUMABO
KONGO N'KUNGWABAKU
KABAKU SILIKABO
NYANGOMA Suzanne
IBANEKI Jeanne

Soit un total de **260** personnes tuées parmi les habitants de ces localités attaquées par les combattant Ngiti du FRPI, hors mis les ressortissants de Nyankunde hommes femmes et enfants au nombre d'environ **100** personnes, venus pour trouver refuge au sein de l'école primaire Musedzo où ils ont trouvé la mort brûlés vifs dans des salles de classe par les combattants Ngiti du FRPI lors de l'attaque du groupement Musedzo(*selon les listes répertoires des personnes décédées lors de l'attaque de Musedzo en date du 05 septembre 2002, établies par l'officier de l'état civil du ressort*).

44. L'attaque des 7 localités du Groupement de Musedzo par les combattants Ngiti du FRPI en date du 12 septembre 2002 n'avait pas causé que des pertes en vies humaines, les dégâts matériels sont extrêmement catastrophiques au point que le Groupement Musedzo aurait littéralement été effacée de la carte géographique de Mobala en Ituri, en République Démocratique du Congo.

45. Toutes les constructions en matériaux durables et semi-durables, ainsi que les constructions de fortune en terre couvertes des pailles, auraient été complètement et délibérément détruites par incendiées, sur l'étendue des tous les 07 localités du Groupements Musedzo, après avoir été systématiquement pillées.

NDR Feuillelet N° 62 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

C'est ainsi qu'il a été dégagé de cette attaque les dégâts matériels suivants :

A). les localités **Gangu II, Bakoso, Nkimba, Kikale, Baiti, Lawa et Matoya**, avec **8.500** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables et semi-durables ont été pillées et complètement détruites.

B). **Edifices des institutions publiques et d'enseignement** : 21 bâtiments en matériaux durables et semi-durables, qui abritaient les écoles primaires et secondaires tant publiques que conventionnées, ont été pillés et complètement détruits.

C). **Les structures médicales et sanitaires** : 4 hôpitaux et 10 centres de santé, dispensaires et autres pharmacies privées ont été pillés et complètement détruits.

F). **Les églises** : Communauté Emmanuel, 39/Musedzo, C.E-39/Gangu II, C.E-39/Kimba, C.E-39/Kikale, C.E-39/Baiti, Eglise Catholique de Musedzo avec 7 Chapelles, l'Eglise Kimbanguiste, l'Eglise Adventiste, l'Eglise de réveil Chrisco, Salle du Royaume des Témoins de Jéhovah, etc. ont été pillées et complètement détruites.

G). **Elevage dans tous les sept localités**: avec 1.746 têtes de gros bétails et 5.125 têtes de petits bétails appartenant aux éleveurs, ont été pillés et empotées vers Kpesa, Baiti, etc....

Tels sont les faits de la cause.

NDR Feuillelet N° 63 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

II. EN DROIT ET QUANT A LA FORME :

III. Sur la compétence du Tribunal à l'égard du prévenu:

46. Le Tribunal Militaire rappelle qu'aux termes de l'article 246 al 1 du CJM : "quelle que soit la manière dont elle est saisie, la juridiction devant laquelle le prévenu est traduit apprécie sa compétence soit d'office soit sur déclinatoire" l'esprit de la nouvelle réforme de la justice militaire des lois N°023 et 024/2002 du 18-11-2002 portant Code Judiciaire Militaire(CJM) et Code Pénal Militaire(CPM) cette appréciation d'office s'impose particulièrement lors que des personnes étrangères à l'armée sont déférées devant les juge militaire ;

Bien que le **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** soit étranger à l'armée les règles procédurales étant d'ordre public, le Tribunal Militaire de Garnison de l'Ituri reste compétent pour connaître des infractions ou des crimes susceptibles d'être réalisé (es) au regard des faits de la cause tels qu'exposés SUPRA aux termes des articles 111,in fine ,du CJM et 161 CPM ; En effet :

- Les juridictions militaires sont en outre compétente à l'endroit de ceux qui, sans être militaires commettent des infractions au moyen d'arme de guerre ; et l'article 161 ajoute :

- En cas d'indivisibilité ou de connexité d'infractions avec des crimes de génocide, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, les juridictions militaires sont seules compétentes.

En l'espèce, l'organe de la loi poursuit le **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** pour les actes criminels commis par les combattants Ngiti du FRPI, et qui sont susceptibles de constituer les incriminations de participation à un mouvement insurrectionnel par le fait même de l'organiser (des articles 136 et 139 du CPM) et des crimes de guerre prévus et punis par l'article 8 paragraphe 2 alinéa c) *i*, et alinéa e) *i*, *iv*, *v*, *vi* du Statut de Rome.

NDR Feuille N° 64 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

II.2. Sur la jonction de procédure :

47. le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, poursuivi initialement, par décision de renvoi de l'Auditeur Militaire signée en date du 10 novembre 2009, pour avoir participé à un mouvement insurrectionnel au courant des années 2006 et 2007 par le fait de l'organiser sous le RMP N°885/EAM/08, plusieurs autres ont été signées, l'affaire en instance, en date du 30 janvier 2010 et 24 juin 2010 respectivement sous les RMP N° 1141/LZA/010, 1219/LZA/010 et 1238/LZA/010 pour Crimes de guerre ; Lesdits crimes de guerre portant sur les meurtres des personnes civiles, les attaques dirigées intentionnellement contre les populations civiles, les attaques délibérées contre les bâtiments ne constituant pas des objectifs militaires, le pillage des localités même prises d'assaut, l'esclavage sexuel, et les viols ; le Tribunal Militaire a ainsi ordonné, en vertu de l'article 222 al 2 du CJM, la jonction de procédure par économie de temps car il est de jurisprudence constante que le pouvoir de joindre les causes dans l'intérêt d'une bonne justice ressort de la notion même de la mission des Tribunaux (lire HCM dans l'affaire RP N° 001/2004 p.98) ;

II.3. Du Droit de la défense :

48. Droit purement constitutionnel qui veut en son Article 19 al 4 que toute personne ait le droit de se défendre elle-même ou de se faire assister d'un défenseur de son choix et ce, à tout le niveau de la procédure pénale, y compris l'enquête policière et l'instruction préjudiciaire. En l'espèce, le Tribunal Militaire de céans, considérant l'âge avancé du prévenu soit au moins 87 ans a commis d'office bon nombre d'avocats et défenseurs judiciaires savoir Maîtres Jean Destiné ESSANOTO, Modeste MAGENE et Nestor KPAMBE, respectivement Avocats au Barreau près la Cour de Kisangani, ainsi que Maître Célestin NTAWARA, défenseur judiciaire près le Tribunal de Grande Instance de Bunia et ce, en vue d'assurer un procès équitable ;

NDR Feuillelet N° 65 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

II.4. Des Preuves considérées par le Tribunal :

49. Attendu qu'il n'y a pas de preuve qui s'impose de façon obligatoire au juge pénal qui doit se déterminer d'après son intime conviction, sous la double réserve que celle-ci ne peut d'une part se fonder que sur des éléments produits à l'audience, c-a-d portés à la connaissance du prévenu de manière qu'il ait pu les discuter et se défendre, d'autre part, lors qu'il s'agit d'un des modes de preuve réglementés par la loi, la conviction du juge ne peut s'asseoir que sur ceux qui ont été recueillis conformément aux formalités exigées ;

Attendu qu'en l'espèce en dehors des aveux partiels portant sur le fait de circuler avec la feuille de route signée par le colonel **COBRA MATATA BANALOKI**, le chef d'état major du **FRPI**, les témoignages concordant n'ont pas échappé à l'attention du juge dans la présente cause.

II.5. De la constitution des parties civiles :

50. Attendu que le Tribunal militaire de céans se conformant à l'esprit du CJM en son article 226 qui prescrit :'' lorsque la juridiction militaire est saisie, la partie lésée par le fait incriminé peut la saisir de l'action en se constituant partie civile...'' dit pour droit que seules les actions en réparation mues par les 12 victimes ayant régulièrement consigné les frais seront examinées et non celles des autres prétendues indigentes dont l'enquête préalable de leur indigence n'a jamais été fait soit par l'officier de l'Etat civil soit par le greffier du siège.

III. EN DROIT ET QUANT AU FOND :

51. Attendu que la présente cause concerne 08 préventions autour du mouvement insurrectionnel(1), savoir les crimes de guerre portant sur les meurtres des personnes civiles(2), les attaques dirigées intentionnellement contre les populations civiles(3), les attaques délibérées contre les bâtiments ne constituant pas des objectifs militaires(4), les attaques délibérées contre les localités non défendues(5), le pillage des localités même prises d'assaut(6), l'esclavage sexuel(7), et les viols(8) dont l'analyse en droit se présente de manière que voici.

I. S'AGISSANT DU MOUVEMENT INSURRECTIONNEL
(Articles 136 et 139 du CPM)

52. Au terme de l'article 136 constitue un mouvement insurrectionnel, toute violence collective de nature à mettre en péril les institutions de la république ou de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et l'article 139 du CPM puni, le fait de diriger, d'organiser, de commander un mouvement insurrectionnel, **de mort.**

53. Il ressort de l'analyse de ces deux dispositions légales que le législateur vise uniquement les manifestations attentatoires à la sûreté de l'Etat découlant d'actes à perturber le bon fonctionnement de l'Etat par le fait de participer d'une manière ou d'une autre audit mouvement, de le diriger, de l'organiser ou de le commander ;

54. Attendu que tous les éléments constitutifs de cette incrimination se trouvent bel et bien réunis dans le chef dudit prévenu ;

56. En effet, mouvement insurrectionnel, infraction plurale, vise une violence collective convergeant vers la concrétisation de la mise en péril des institutions de la république ou atteinte à l'intégrité du territoire national et ce de l'an 2006 à l'an 2007 parce que le prévenu ne devrait pas être poursuivi pour des infractions ayant été couvertes par l'amnistie du chef de l'Etat pour faits de guerre signée à l'issue du dialogue Inter-congolais ;

57. Attendu que dans le cas de figure, bien que l'Ouganda faisait la loi dans cette partie du territoire national au point qu'il a été condamné par la CIJ pour agression contre la DRC en tant qu'Etat, retenir à charge **du prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** n'est pas synonyme de légitimer la rébellion ou le pouvoir illégitime qui asservissait l'Ituri pourtant parmi les institutions de la république déstabilisées nous citons notamment la présence des éléments de la Police Nationale Congolaise à BUNIA, la présence des Chefs des Groupements tout comme les chefs des Chefferies, constituant ainsi les institutions légitimes reconnues jusqu'à ce jour par le pouvoir en place;

NDR Feuille N° 67 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

58. Que bien plus, en quelle qualité **le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** s'est-il permis en cette période de paix sur toute l'étendue de la République du Zaïre à l'époque, de s'ériger en administrateur de la localité de Kpesa, et a même interdit au Chef de Groupement tout comme le chef de Chefferie **de percevoir les taxes au marché de la CODEZA à Kpesa pendant des années, s'accaparant ainsi de manière illégale les pouvoirs de ces autorités coutumières légitimes, justifiant ainsi la violence collective en vue de mettre en péril les institutions de la République ou atteinte à l'intégrité du territoire national (confirment les dépositions du témoin à charge N°01 entendu et confronté au prévenu à l'audience publique du 12-04-2010) ;**

59. Attendu que s'agissant du FRPI dont **le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** est accusé d'avoir organisé ; bien que les géants dudit FRPI sont connus et que leurs noms figurent dans le statut de création et non celui du prévenu susvisé, le tribunal dit : *en quelle qualité le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA pouvait-il tenir les meetings en 2003 après les attaques de Nyankunde et Musedzo, notamment à BULANZABO, au cours desquels il ordonnait la cessation des attaques des combattants Ngiti du FRPI contre les Bira, en menaçant de malédiction et de mort tout contrevenant ? il s'en est effectivement suivi la fin immédiate des hostilités et les tueries des combattants FRPI contre les Bira jusqu'à ce jour (confirment les dépositions des autres témoins à charge entendus et confrontés au prévenu aux audiences publiques)* en suite, *en quelle qualité le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA* pouvait-il circuler dans la chefferie de Wa Lendu Bindi avec une feuille de route du **FRPI** signée par le Colonel Cobra MATATA BANALOKI, Chef d'état major du **FRPI** s'il n'était pas membre dudit mouvement ?, que bien plus, la violence collective caractérisant l'élément intellectuel est la résultante d'une volonté convergente des agents conscients de prendre part librement à un mouvement subversif et sachant qu'il est susceptible de menacer ou mettre en péril des institutions de la République ou porter atteinte à l'intégrité du territoire national ; tel est le cas de figure, des combattants Ngiti du FRPI en prennent librement part à ce mouvement insurrectionnel avaient connaissance que cedit mouvement qu'il est susceptible de menacer ou mettre en péril des institutions de la République ou porter atteinte à l'intégrité du territoire national en s'attaquant même aux institutions de la République légalement reconnues par des armes de guerre, des armes blanches comme pour protéger les terres arables Ngiti ;

NDR Feuillet N° 68 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

60. Attendu que le Tribunal militaire de céans dira établie à charge du **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** l'incrimination de mouvement insurrectionnel par le fait de l'organiser et que par voie des conséquences dira les autres crimes de guerre établis dans le chef du prévenu susvisé parce qu'il y a des motifs raisonnables de croire que c'est l'incrimination initiale de mouvement insurrectionnel par le fait de l'organiser qui justifie l'existence de cesdits crimes, mieux n'eût été l'infraction de mouvement insurrectionnel par le fait de l'organiser retenue à charge du **prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** les crimes de guerre n'existeraient pas à sa charge.

II. Des crimes de guerre :

(L'article 8 paragraphe 2 alinéa c) *i*, et alinéa e) *i, iv, v, vi* du Statut de Rome.)

Le droit applicable

61. Attendu qu'Il est de principe que les accords et traités internationaux dûment ratifiés par un Etat font partie intégrante des lois de cet Etat. Tel est le cas de la République Démocratique du Congo par rapport à la réception au Statut de Rome et sa position dans la hiérarchie des normes congolaises, ainsi que son application devant leur juridiction congolais

62. Attendu que la République Démocratique du Congo, par le Décret-loi N° 003/2002 du 30 mars 2002 a ratifié le Statut de Rome portant création de la Cour Pénale Internationale, l'intégrant de ce fait dans l'arsenal des textes juridiques applicables par les Cours et Tribunaux congolais, tel que l'ont déjà fait le Tribunal de céans sous RP N° 018/2006 et RP N° 101/2006, ainsi que le Tribunal Militaire de Garnison de Mbandaka sous RP N° 086/2005.

63. Attendu que les dispositions constitutionnelles de la République Démocratique du Congo à savoir l'article 153, alinéa 4 et l'article 215 du 18 février 2006 autorisent aux Cours et Tribunaux tant civiles que militaires d'appliquer les accords et traités internationaux dûment ratifiés, et leur donnent en plus autorité supérieure par rapport aux lois internes. Cette autorisation constitutionnelle combinée avec le caractère auto exécutoire du Statut de Rome, justifient bien son application directe par les Cours et Tribunaux congolais.

NDR Feuillet N° 69 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

64. Attendu que c'est à bon droit que les poursuites soient engagées par l'OMP pour des actes criminels commis par les combattants Ngiti du FRPI, et qui constituent les faits de la présente cause tels qu'exposés dans les lignes ci-haut, sous l'incrimination des crimes de guerre prévus et punis par l'article 8 paragraphe 2 alinéa c) *i*, et alinéa e) *i, iv, v, vi* du Statut de Rome.

65. Attendu que les dits crimes de guerre ont dans le cas d'espèce pour actes matériels : les meurtres des personnes civiles, les attaques dirigées intentionnellement contre les populations civiles, les attaques délibérées contre les localités non défendues, les attaques délibérées contre les bâtiments ne constituant pas des objectifs militaires, le pillage des localités même prises d'assaut, l'esclavage sexuel, et les viols.

1°) Des meurtres:

66. Attendu qu'Il est reproché au prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHPENNA le crime de guerre par le meurtre de plus de **1200** personnes habitant Nyankunde, et Musedzo en territoire d'Irumu, district d'Ituri, ou qui y étaient présentes lors des attaques respectives de ces deux entités, en dates du 05 et du 12 septembre 2002, ainsi que plus de **100** autres personnes venues de Nyankunde pour se réfugier à Musedzo dans l'école primaire du même nom, et qui y ont été brûlées vives par les combattants Ngiti du FRPI sous la conduite d'un certain commandant AVEGI non autrement identifié, faits constitutifs des crimes de guerre.

67. Attendu que le crime de guerre par meurtres prévu et puni par le paragraphe 2 de l'article 8 à son alinéa c point i) qui dispose qu' « *en cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international, les violations graves de l'article 3 commun aux quatre conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir l'un quelconque des actes ci-après commis à l'encontre des personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres des forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention ou par toute autre cause :*

i.les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment les meurtres sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements inhumains et la torture » ;

NDR Feuille N° 70 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

68. Attendu que pour que ce crime de guerre soit constitué, outre la preuve de l'existence d'un conflit armé ne présentant pas un caractère non international, et de la connaissance par l'auteur des circonstances des faits établissant l'existence de ce conflit, il convient de réunir la preuve de trois éléments essentiels ci – après : *i) « l'auteur doit avoir tué un ou plusieurs personnes » ; ii) « la ou les personnes tuées doivent être protégées par une ou plusieurs Conventions de Genève de 1949 » ; et enfin iii) « l'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de personnes protégées ».*

69. Attendu que dans le cas d'espèce, il est reproché à l'accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** d'avoir par l'entremise des combattants Ngiti du FRPI, causé la mort de plus 1200 personnes, toutes des civiles qui habitaient Nyankunde sur toute son étendue, et une partie du Groupement Musedzo ou qui s'y trouvaient au moment ou au cours des attaques menées contre ces deux entités, respectivement en dates du 05 et du 12 septembre 2002 par les combattants Ngiti du FRPI, ainsi que plus de 100 autres personnes venues de Nyankunde pour se réfugier à Musedzo dans l'école primaire du même nom, et qui y ont été brûlées vives par les combattants Ngiti du FRPI sous la conduite d'un certain commandant **AVEGE** non autrement identifié, faits constitutifs des crimes de guerre.

70. Attendu que ces meurtres de plus de 1200 personnes décédées à Nyankunde et Musedzo, sont prouvés par les actes de constat dressés par les officiers de l'état civil, à travers les listes répertoires versées au dossier, tandis que pour les plus de 100 personnes décédées calcinées dans des salles des classes de l'école Musedzo, le témoin (y) (voir cote 7) déclare avoir été du nombre de ceux qui ont été enfermés dans des salles des classes incendiées, mais il est le seul à s'en est tiré avec des graves brûlures, alors que plus de 100 personnes, hommes, femmes et enfants ont périés complètement carbonisés dans ces bâtiments sous un feu ardent. Ces déclarations ont été corroborées par les témoins n°(1), (2), (4) et (7) à l'audience publique ;

71. Attendu que lesdites attaques ont eu lieu pendant la période au cours de laquelle des opérations militaires de grande ampleur ont été planifiées par les hauts responsables du FRPI, en représailles contre les populations de ces deux entités, à la suite de l'attaque menée en date du 31 août 2002 contre la localité de Songolo, par les troupes de l'UPC et leurs alliés de l'armée ougandaise, à partir de leurs positions militaires implantées à Nyankunde centre, dans les Andisoma en territoire d'Irumu, dans le district de l'Ituri, ce qui est constitutif d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international ;

NDR Feuille N°0 71 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

72. Que par ailleurs, ces deux attaques ont causé la mort d'un très grand nombre de personnes parmi les habitants de ces deux entités, précisément **949** personnes décédées ont été formellement déclarées auprès de l'état civil de Nyankunde, et **260** autres auprès de l'état civil du Groupement Musedzo (voir les listes au dossier), sans oublier plus de **100** autres personnes venues de Nyankunde pour se réfugier à Musedzo dans l'école primaire du même nom, et qui y ont été brûlées vives par les combattants Ngiti du FRPI sous la conduite d'un certain commandant AVEGE non autrement identifié ;

73. Attendu que les dites personnes étaient toutes des paisibles civils, qui ne participaient pas directement aux hostilités armées que connaissait le District d'Ituri donc ils étaient protégés par l'article 3 commun aux quatre Conventions de GENEVE et le Protocole II de 1977 ;

74. Attendu qu'à ce propos, le droit humanitaire s'adresse, dans cette situation, aux forces armées, régulières ou non, qui prennent part au conflit, et il protège tout individu ou catégorie d'individus ne participant pas ou ne participant plus activement aux hostilités, par exemple :

- Les combattants blessés ou malades ;
- Les personnes privées de liberté en raison du conflit ;
- La population civile ;
- Le personnel sanitaire et religieux.

Le Statut de Rome opère la même distinction entre conflit interne et conflit international. Le caractère du conflit sera déterminant des préventions qui peuvent être retenues contre les auteurs des crimes ;

75. Attendu qu'en plus, tout au long de cette période au cours de laquelle ces attaques ont été lancées, il existait un conflit armé ne présentant pas un caractère international en Ituri, et tous ces responsables civiles et militaires du FRPI qui ont planifié et ordonné ces attaques, tout comme les combattants Ngiti de ce mouvement politico-militaire qui les ont matériellement commises, avaient tous connaissance de l'existence d'un conflit armé de ce genre en Ituri. Ce qui est dans le cas d'espèce la preuve de l'existence de l'élément intentionnel ou psychologique, constitutif du dol spéciale conformément à l'article 30 du Statut de Rome ;

NDR Feuillelet N° 72 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

76. Attendu que ces faits étant de notoriété publique, le Tribunal de céans n'en exigera pas plus de preuves, si ce n'est d'en dresser le constat judiciaire en conformité avec l'article 69 alinéa 6 du Statut de Rome, en se rapportant aux listes répertoriant les personnes décédées, dressées par les officiers de l'état civil, et qui sont versées au dossier ;

77. Attendu que par conséquent, il y a des preuves suffisantes pouvant donner au Tribunal de céans les motifs substantiels croire que les meurtres constitutifs des crimes de guerre visés au paragraphe 2 de l'article 8 à son *alinéa c point i) du Statut de Rome ont été commis contre plus de 1000 personnes civiles qui habitaient Nyankunde sur toute son étendue, et une partie du Groupement Musedzo ou qui s'y trouvaient au moment ou au cours des attaques menées contre ces deux entités, respectivement en dates du 05 et du 12 septembre 2002 par les combattants Ngiti du FRPI, avec le soutien, l'autorisation et/ou la bénédiction des hauts responsables de ce mouvement politico-militaire, dont l'accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA.***

78. Attendu que le Tribunal Militaire de Garnison a en l'espèce établie sa conviction non pas sur les crânes présentés par l'OMP en audience publique comme preuves de l'existence de ce crime de guerre par meurtre d'autant plus que ni l'expertise encore moins la périodicité n'ont jamais été faites et/ou déterminées, mais plutôt sur l'existence des attaques du 05 Septembre 2002 et du 12 Septembre 2002 par les combattants de NYAKUNDE et de MUSEDZO et la reconnaissance par le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** desdites attaques et ce même s'il n'était pas présent sur le lieu du crime, et ainsi le Tribunal ordonnera-t-il la restitution des crânes au Ministère Public pour leur ré- inhumation .

NDR Feuille N° 73 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

2. Des attaques dirigées intentionnellement contre la population civile

79. Attendu qu'Il est reproché prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** le fait de diriger intentionnellement une attaques contre la population civile en tant que telle, ou contre des personnes civiles qui ne participent directement pas aux hostilités, fait constitutif d'un crime de guerre prévu et puni par le paragraphe 2 de l'article 8, à son alinéa e) point i) du Statut de Rome, qui dispose que « *les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés ne présentant pas un caractère international, dans le cadre établi du droit international, à savoir l'un quelconque des actes ci-après :*

i) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des personnes civiles qui ne participent pas directement aux hostilités » ;

80. Attendu qu'au regard des Eléments des crimes, pour qu'il y ait crime de guerre, il est requis d'établir, outre un lien entre le crime et l'existence d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international, et la connaissance par l'auteur des circonstances de fait établissant l'existence de ce conflit, que les trois éléments ci-après soient réunis : *i) « l'action de l'auteur consistant à diriger une attaque » ; ii) « l'objectif de cette attaque doit être une population civile en tant que telle ou des personnes civiles ne participant pas directement aux hostilités » ; iii) l'auteur entend prendre pour cible de son attaque ladite population civile tout en sachant qu'elle ne participe pas directement aux hostilités ». Ici l'attaque étant prise dans le sens de l'article 49-1 du « protocole additionnel 1 » aux conventions de Genève du 12 août 1949 qui définit les attaques comme « des actes de violence contre l'adversaire, que ces actes soient offensifs ou défensifs » ;*

NDR Feuillet N° 74 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

81. Attendu que dans le cas sous examen par devant le Tribunal de céans, il est connu qu'en dates du 05 et du 12 septembre 2002 les populations civiles de la Chefferie de Nyankunde et du Groupement Musedzo ont été les cibles des attaques des combattants Ngiti de la milice armée FRPI, ce dont les parties civiles requièrent qu'il plaise au Tribunal de céans d'en dresser un constat judiciaire conformément à l'article 69 alinéa 6 du Statut de Rome. Surabondamment à ce constat judiciaire, ces attaques contre les populations civiles de Nyankunde et du Groupement Musedzo sont clairement documentées prouvées d'une part, par les rapports d'enquêtes publiés tant par Human Rights Watch dans vol.15.N° 11(A)-juillet 2003 « Ituri couvert de sang », que par la MONUC dans le Rapport spécial sur les événements de l'Ituri (janvier 2002-décembre 2003), et d'autre part, par les dépositions de tous les témoins qui ont déposé à l'audience du 12 avril 2010, ainsi que par les listes de officiers de l'état civil des Andisoma et de Mobala qui ont juridiquement constaté les décès à la suite des attaques en question ;

82. Attendu que ces attaques ainsi lancées par les combattants Ngiti du FRPI, l'ont été en représailles contre les populations civiles essentiellement de la tribu Bira qui peuple cette partie du territoire d'Irumu, lesquelles ont été considérés par les responsables du FRPI comme les alliés de l'UPC de Thomas LUBANGA et leurs alliés de l'armée ougandaise qui ont à l'époque des faits implanté une de leurs positions militaire à Nyankunde centre en Territoire d'Irumu, District de l'Ituri ;

83. Attendu que toutefois bien que la position militaire de l'UPC à Nyankunde centre soit garnies de quelques 200 militaire y stationnés, les preuves sérieuses montrent que ces attaques n'ont pas été planifiées et dirigées uniquement contre cette cible militaire, mais aussi et principalement planifiées et dirigées contre les populations civiles Bira et Hema de Nyankunde et du Groupement de Musedzo voisin, dans le but les tuer et/ou de les expulser intentionnellement afin que les Lendu et Ngiti en prennent possession ;

84. Attendu que les preuves de ces attaques et de leur planification découlent très simplement du nombre des personnes civiles qui ont été tuées par les combattants Ngiti du FRPI lors de ces deux attaques, le nombre et la gravité des blessures causées aux victimes survivantes, ainsi que l'ampleur des destructions et pillages des biens à caractère civil, suivies de l'occupation prolongée de ces deux entités des années durant, après leurs attaques respectives. (*En plus des déclarations des témoins n°(1à7) faites à l'audience publique, ainsi que les dépositions des témoins (v,w,x,y et z) voir cotes 05,07,24,25, etc.*)

NDR Feuillet N° 75 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

85. Attendu que tout au long de cette période, il existait en Ituri un conflit armé ne présentant pas un caractère international, si bien que les responsables hiérarchiques du FRPI qui ont planifié et ordonné ces attaques sus invoquées, tout comme les miliciens et combattants Ngiti de ce mouvement politico-militaire qui ont matériellement commis ces attaques, avaient tous connaissance de l'existence d'un conflit armé de cette nature en Ituri, et avaient bien l'intention de diriger ces attaques contre les populations civiles et contre les personnes civiles ne participant pas directement aux hostilités, en violation des dispositions des conventions de Genève. Ce qui est dans le cas d'espèce la preuve de l'existence de l'élément intentionnel ou psychologique, constitutif du dol direct et spéciale conformément à l'article 30 du Statut de Rome.

86. Attendu que par conséquent, il y a des preuves suffisantes pouvant donner au Tribunal de céans les motifs substantiels de croire que des attaques constitutifs des crimes de guerre ont été dirigées intentionnellement contre la population civile de Nyankunde et du Groupement Musedzo par les combattants Ngiti du FRPI, et qu'après avoir pris le contrôle de ces deux entités, ils ont intentionnellement pris pour cible des civils dont la plupart étaient des femmes, des enfants et des personnes âgées qui n'ont pas pu échapper à ces attaques, ainsi que les habitants de Nyankunde qui sont venus se réfugier à Musedzo en se regroupant dans des salles de classes de l'école primaire Musedzo.

87. Attendu que ces attaques l'ont été avec le soutien, l'autorisation, la bénédiction des hauts et/ou le défaut de contrôle des responsables de ce mouvement politico-militaire dénommé FRPI, dont le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA.

3°) Des attaques lancées contre les localités non défendues

88. Attendu qu'il est en outre reproché au prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, le crime de guerre par attaques lancées contre localités non défendues fait prévu est puni par le paragraphe 2 de l'article 8 alinéa b point v dont les éléments constitutifs sont :

NDR Feuillet N° 76 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

- L'auteur doit avoir attaquer une ou plusieurs villes, villages, habitations ou bâtiments ;
- Ces villes, villages, habitations ou bâtiments étaient ouverts à l'occupation sans opposer des résistances ;
- Ces villes villages, habitations ou bâtiments ne constituent pas des objectifs militaires ;
- Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ;
- L'auteur doit avoir connaissance des circonstances de fait établissent l'existence d'un conflit armé ;

89. Attendu que dans le cas de figure plusieurs villages furent attaqués et brûlés entre autre : NYAKUNDE et sept (7) autres localités de groupement MUSEZO, et le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA avait connaissance de ces attaques associées à un conflit armé, que par conséquent il existe des preuves suffisantes pouvant donner au tribunal de céans le motif substantiel de croire que ce crime de guerre par attaques lancées contre les localités non défendues existe dans le chef dudit prévenu

(voir photos versées au dossier sous farde pièces à conviction).

4 °) Des attaques lancées délibérément contre des bâtiments ne constituant pas des objectifs militaires :

90. Attendu qu'il est en plus reproché au prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, le crime de guerre par des attaques contre des bâtiments ne constituant pas des objectifs militaires, fait prévu et puni par le paragraphe 2 de l'article 8 alinéa e) point iv) qui dispose que « *les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés ne présentant pas un caractère international, dans le cadre établi du droit international, à savoir l'un quelconque des actes ci-après :*

iv) le fait de lancer des attaques délibérées contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science, ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades et des blessés sont rassemblés, pour autant que ces bâtiments ne soient pas des objectifs militaires ; » .

NDR Feuillelet N° 77 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

91 . Attendu que le crime de guerre visé par cet article est défini comme le fait d'attaquer et de détruire les bâtiments d'utilité commune et / ou publique, sauf dans le cas où ces attaques et destructions seraient impérieusement commandées par les nécessités militaires.

92. Au regard des Eléments des crimes, pour qu'il y ait crime de guerre, il est requis d'établir, outre un lien entre le crime et l'existence d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international, et la connaissance par l'auteur des circonstances de fait établissant l'existence de ce conflit, il faut que les cinq éléments ci-après soient réunis : *i) « l'action de l'auteur consistant à lancer ou diriger une attaque. » ; ii) « l'objectif de cette attaque doit être un ou plusieurs bâtiments ne constituant pas des objectifs militaires » ; iii) « l'auteur entend prendre pour cible de son attaque lesdits bâtiments tout en sachant qu'ils ne constituaient pas les objectifs militaires » ; iv) « le comportement de l'auteur doit avoir eu lieu dans le contexte d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international » ; v) « l'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé ».* Ici l'attaque étant prise dans le sens de l'article 49-1 du « protocole additionnel 1 » aux conventions de Genève du 12 août 1949 qui définit les attaques comme « des actes de violence contre l'adversaire, que ces actes soient offensifs ou défensifs ».

93. Attendu que dans le cas d'espèce, au cours des assauts lancés contre Nyankunde et le groupement Musedzo respectivement en dates du 05 et 12 septembre par les miliciens Ngiti du FRPI, les attaques destructrices ont été délibérément dirigées contre des bâtiments ne constituant pas des objectifs militaires, notamment ceux abritant des hôpitaux, des actions caritatives, et aux bâtiments consacrés à religion ainsi qu'à l'enseignement.

94. Que dans Nyankunde les attaques délibérées ont été lancées successivement contre :

-Les édifices des institutions publiques et d'enseignement : le C.M.E, M.A.P, Green-House, ISTM, IPASC, IEM, Lycée et Institut de Mbandi, Centre de Formation en Menuiserie, EP/Nyankunde, EP/Kalinga, EP/Bukeleme, EP/Mudze, EP/Nongo, EP/Kirenge, EP/Marabo-Nyankunde, EP/Lawa, Institut de Sedzabo, le Centre de Négoce de Nyankunde, le Complexe administratif de la Chefferie des Andisoma à Nyankunde ont été détruits.

NDR Feuille N° 78 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

- **Les structures hospitalières et sanitaires** : Le C.M.E, les dispensaires de Bukeleme, de Talolo, de Sedzabo, de Birinyama, Furaha ya wamama, et beaucoup d'autres dispensaires et pharmacies privées ont été détruits.

-**Les églises** : Communauté Emmanuel, 39/Nyankunde, C.E-39/Kalingi, C.E-39/Magimba, C.E-39/Nongo, C.E-39/Sedzabo, Eglise Catholique de Nyankunde avec 9 Chapelles, le Secteur de Sedzabo avec 11 Chapelles, l'Eglise Kimbanguiste, l'Eglise Adventiste, l'Eglise de réveil Chrisco, la salle du Royaume des Témoins de Jéhovah, etc.ont été détruites.

95. Que dans le Groupement Musedzo, les attaques délibérées ont été lancées successivement contre :

- les localités **Gangu II, Bakoso, Nkimba, Kikale, Baiti, Lawa et Matoya**, avec **8.500** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables et semi-durables ont été complètement détruites.

- **Les édifices des institutions publiques et d'enseignement** : 21 bâtiments en matériaux durables et semi-durables, qui abritaient les écoles primaires et secondaires tant publiques que conventionnées, ont été complètement détruits.

- **Les structures médicales et sanitaires** : 4 hôpitaux et 10 centres de santé, dispensaires et autres pharmacies privées ont été complètement détruits.

- **Les églises** : Communauté Emmanuel, 39/Musedzo, C.E-39/Gangu II, C.E-39/Kimba, C.E-39/Kikale, C.E-39/Baiti, Eglise Catholique de Musedzo avec 7 Chapelles, l'Eglise Kimbanguiste, l'Eglise Adventiste, l'Eglise de réveil Chrisco, la salle du Royaume des Témoins de Jéhovah, etc. ont été complètement détruites.

NDR Feuillelet N° 79 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

96. Attendu que tous ces bâtiments endommagés et/ou détruits, l'ont été pour avoir été prises pour cibles par les combattants Ngiti du FRPI tant il y a des preuves découlant des allégations de quelques témoins telles que « *au cours de l'attaque , le commandant Faustin PALUKU qui coordonnait conjointement les opérations militaires de Nyankunde conjointement avec le colonel KANDRO aurait dit au personnel de l'hôpital de Nyankunde que les combattants Ngiti voulaient se servir de l'attaque l'hôpital pour attirer l'attention de la communauté internationale sur leur cause* » (rapport Human Rights Watch ITURI « couvert de sang » p.33 par.3)

97. Attendu que ces attaques ont été lancées contre les bâtiments de ces deux entités au cours de la période où sévit un conflit armé ne présentant pas un caractère international dans le territoire d'Irumu en Ituri, dans la Province Orientale en République Démocratique du Congo.

98. Attendu que tout au long de cette période, les responsables hiérarchiques du FRPI qui ont planifié et ordonné ces attaques sus invoquées, tout comme les miliciens et combattants Ngiti de ce mouvement politico-militaire qui ont matériellement commis ces attaques, avaient tous connaissance de l'existence d'un conflit armé de cette nature en Ituri, et avaient bien l'intention de diriger ces attaques contre lesdits bâtiments tout en sachant qu'ils ne constituaient pas les objectifs militaires. Ce qui est dans le cas d'espèce la preuve de l'existence de l'élément intentionnel ou psychologique, constitutif du dol direct et spéciale conformément à l'article 30 du Statut de Rome.

99. Attendu que par conséquent, il existe des preuves suffisantes pouvant donner au Tribunal de céans les motifs substantiels de croire que des attaques constitutifs des crimes de guerre ont été délibérément lancées contre les bâtiments ne constituant pas des objectifs militaires à Nyankunde et le Groupement Musedzo par les combattants Ngiti du FRPI avec le soutien, l'autorisation, la bénédiction et/ou le défaut de contrôle des responsables de ce mouvement politico-militaire dénommé FRPI, dont le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA.

NDR Feuillet N° 80 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

5°) Des pillages d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut ;

100. Attendu qu'il est reproché au prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** le crime de guerre par pillages commis à Nyankunde et dans le Groupement Musedzo dans le territoire d'Irumu en Ituri, respectivement en dates du 05 et 12 septembre 2002 ou vers ces dates, en violation du paragraphe 2 de l'article 8 alinéa e) point v) du Statut de Rome qui dispose que *« les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés ne présentant pas un caractère international, dans le cadre établi du droit international, à savoir l'un quelconque des actes ci-après :*

v) le pillage d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut ; » .

101. Attendu qu'au regard des éléments des crimes pour que cette infraction soit constituée, il faut la réunion des éléments ci-après : *i) « l'auteur doit s'être approprié certains biens » ; ii) « l'auteur doit avoir l'intention de spolier le propriétaire des biens et de se les approprier à des fins privées ou personnelles » ; iii) « l'appropriation doit s'être faite sans le consentement du propriétaire » ; iv) « le comportement doit avoir eu lieu dans le contexte de et avoir été associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international » ; et enfin v) « l'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé ».*

102. Attendu que dans le cas d'espèce, au cours des assauts lancés contre Nyankunde et le groupement Musedzo respectivement en dates du 05 et 12 septembre par les combattants Ngiti de la milice armée du FRPI, il y a eu effectivement passage des biens de la population de ces deux entités sous le contrôle des assaillants qui s'en sont approprié sans les consentements des propriétaires contraints au silence soit par la mort, soit encore par la fuite.

NDR Feuillelet N° 81 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

103. Attendu que les éléments de preuve produits devant le Tribunal de céans par les témoins n°(1,2,3,4 et 7), aux audiences publiques du 12 et 14 avril 2010, établissent que les combattants Ngiti du FRPI ont intentionnellement pillé des biens dans la Collectivité Chefferie de Nyankunde et le Groupement Musedzo après le passage effectif de ces deux entités sous leur contrôle, bon nombre des biens pillés y compris les bétails ont été acheminés à la résidence de l'accusé KAKADO à CODECO et à TSHELETSHELE pour partage.(voir aussi les cotes 05,24,25, etc.). Bien plus, les témoins n° (1 et 7) ont affirmé lors de leurs dépositions aux audiences publiques du 12 et 14 avril 2010 que le colonel KANDRO a été assassiné par COBRA MATATA BANALOKI à la suite du mauvais partage du butin pillé à Nyankunde et le prévenu KAKADO n'a pas nié l'existence de cet assassinat en audience publique.

104. Attendu qu'il s'agit des biens ci-après : pour Nyankunde :

A). **Groupement Loy-Banigaga** : les matériaux de construction et les mobiliers de **7.542** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables ainsi que les marchandises des maisons commerciales ont été pillés dans 18 Localités.

B). **Groupement Chini ya Kilima** : les matériaux de construction et les mobiliers de **1.344** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables et semi-durables, ainsi que les marchandises des maisons commerciales ont été pillés dans 8 Localités.

C). **Groupement Sidabo** : les matériaux de construction et les mobiliers de **752** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables et semi-durables, ainsi que les marchandises des maisons commerciales, ont été pillés dans 2 Localités.

D). **Edifices des institutions publiques et d'enseignement** : les matériaux de construction et les équipements du C.M.E, M.A.P, Green-House, ISTM, IPASC, IEM, Lycée, Institut de Mbandi, Centre de Formation en Menuiserie, EP/Nyankunde, EP/Kalinga, EP/Bukeleme, EP/Mudze, EP/Nongo, EP/Kirenge, EP/Marabo-Nyankunde, EP/Lawa, Institut de Sedzabo, le Centre de Négoce de Nyankunde, le Complexe administratif de la Chefferie des Andisoma à Nyankunde ont été pillés.

NDR Feuille N° 82 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

E). **Les structures médicales et sanitaires** : les matériaux de construction et les équipements C.M.E, les dispensaires de Bukeleme, de Talolo, de Sedzabo, de Birinyama, Furaha ya wamama, et beaucoup d'autres dispensaires et pharmacies privées ont été pillés.

F). **Les églises** : les matériaux de construction et les meubles de la Communauté Emmanuel, 39/Nyankunde, C.E-39/Kalingi, C.E-39/Magimba, C.E-39/Nongo, C.E-39/Sedzabo, Eglise Catholique de Nyankunde avec 9 Chapelles, le Secteur de Sedzabo avec 11 Chapelles, l'Eglise Kimbanguiste, l'Eglise Adventiste, l'Eglise de réveil Chrisco, la salle du Royaume des Témoins de Jéhovah, etc. ont été pillés.

G). **Elevage dans tous les trois Groupements** : avec 5.853 têtes de gros bétails et 15.216 têtes de petits bétails appartenant aux éleveurs de Nyankunde ont été pillés et empotés vers Kpesa, Baiti, etc....

105. Attendu que pour le Groupement Musedzo :

A). les localités **Gangu II, Bakoso, Nkimba, Kikale, Baiti, Lawa et Matoya**, les matériaux de construction et les mobiliers de **8.500** maisons d'habitation et de commerce en matériaux durables et semi-durables, ainsi que les marchandises des maisons commerciales ont été pillées.

B). **Edifices des institutions publiques et d'enseignement** : les matériaux de construction et les mobiliers de 21 bâtiments en matériaux durables et semi-durables, qui abritaient les écoles primaires et secondaires tant publiques que conventionnées, ont été pillés.

C). **Les structures médicales et sanitaires** : les matériaux de construction, les mobiliers et les équipements de 4 hôpitaux et 10 centres de santé, dispensaires et autres pharmacies privées ont été pillés.

F). **Les églises** : les matériaux de construction et les mobiliers de la Communauté Emmanuel, 39/Musedzo, C.E-39/Gangu II, C.E-39/Kimba, C.E-39/Kikale, C.E-39/Baiti, Eglise Catholique de Musedzo avec 7 Chapelles, l'Eglise Kimbanguiste, l'Eglise Adventiste, l'Eglise de réveil Chrisco, la salle du Royaume des Témoins de Jéhovah, etc. ont été pillées.

NDR Feuillet N° 83 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

G). **Elevage dans tous les sept localités:** avec 1.746 têtes de gros bétails et 5.125 têtes de petits bétails appartenant aux éleveurs, ont été pillés et empotés vers Kpesa, Baiti, etc....

106. Attendu qu'un témoin a rapporté ce qui suit : *« ils nous ont donné des charges à porter comprenant des choses pillés, j'ai dû porter du matériel de toiture, on a porté ça sur plusieurs kilomètres en montant au-delà de la rivière Talolo. Quand on est arrivé à Singo à dix –huit kilomètres, j'ai entendu qu'un groupe précédant était déjà arrivé là-bas et avait été tué. »*

107. Attendu que ces pillages se sont poursuivis plusieurs jours durant. Il était au courant de voir les assaillants aidés par les femmes et enfants enlever les tôles de toiture des maisons, en briser les portes et s'approprier les mobiliers divers. Les preuves ont également été produites montrant que les toitures et portes des échoppes et magasins ont aussi été enlevées suivi des pillages des articles divers. Soit dit en passant que même les écoles, les églises, les et hôpitaux n'ont pas échappés aux pillages.

108. Attendu que ces pillages ont eu lieu lors des attaques lancées respectivement en date 05 septembre 2002 pou Nyankunde, et en date du 12 septembre 2002 en ce qui concerne le Groupement Musedzo, dans le contexte d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

109. Attendu que tout au long de cette période où ces pillages ont eu lieu, les responsables hiérarchiques du FRPI qui ont ordonné ces attaques sus invoquées, tout comme les combattants de ce mouvement politico-militaire qui ont matériellement commis ces attaques, avaient tous connaissance de l'existence d'un conflit armé de cette nature en Ituri. Ce qui est dans le cas d'espèce la preuve de l'existence de l'élément intentionnel ou psychologique, constitutif du dol spéciale conformément aux critères d'intention et de connaissance requis à l'article 30du Statut de Rome.

NDR Feuille N° 84 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

110. Attendu qu'après avoir examiné dans leur ensemble les différents éléments de preuve produits à l'audience, le tribunal de céans n'hésitera pas un seul instant à se convaincre que lors des attaques lancées respectivement en dates du 05 et 12 septembre 2002 contre la Collectivité Chefferie de Nyankunde et du Groupement Musedzo suivies de leur occupation prolongée par les combattants Ngiti du FRPI, ces derniers se sont bel et bien approprié à des fins privées ou personnelles, des biens appartenant aux populations civiles ainsi qu'aux organisations caritatives et autres opérateurs économiques. Il s'agit notamment des bétails, des appareils électroménagers, des motos et vélos, des mobiliers des vêtements, de l'argent, et même des tôles, des portes et des fenêtres arrachées aux bâtiments publics et autres habitations privées, et ce sans le consentement des propriétaires légitimes et sans justifier d'une quelconque nécessité militaire.

111. Attendu que par conséquent, il existe des preuves suffisantes pouvant donner au Tribunal de céans les motifs substantiels de croire que des pillages constitutifs de crime de guerre ont été intentionnellement commis dans la Collectivité Chefferie de Nyankunde et du Groupement Musedzo par les combattants Ngiti de la milice armée du FRPI avec le soutien, l'autorisation et/ou la bénédiction des hauts responsables de ce mouvement politico-militaire, dont le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA.

6°) Des viols:

112. Attendu qu'au chef 6 des préventions mises à charge du prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPANA figure le crime de guerre par viol, en vertu de l'article 8-2-e-vi-1 du Statut de Rome. Il lui est en effet reproché le viol des femmes civiles qui habitaient la Collectivité chefferie de NYANKUNDE et le Groupement MUSEDZO en territoire d'Irumu, ou qui y étaient présentes aux moments des attaques successives de ces deux entités, respectivement en dates du 05 et 12 septembre 2002, y compris les victimes - témoins **Béatrice TERANAKO MAGANI** et **Albertine MUDJAGANI** ;

113. Attendu que cette prévention ainsi mises à charge du prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA est clairement inscrite à l'article 8-2-e-vi-1 du Statut de Rome au nombre des violations graves des lois et coutumes de guerre applicables aux conflits armés ne présentant pas un caractère international ;

NDR Feuille N° 85 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

114. Attendu qu'en fait de viol constitutif d'un crime de guerre visé à l'article 8-2-e-vi-1 du Statut de Rome, les éléments de crime, précisent qu'outre la preuve de l'existence d'un lien entre le crime et l'existence d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international, il est requis la connaissance par l'auteur des circonstances de faits établissant l'existence de ce conflit armé, en sus du fait que : *i « l'auteur doit avoir pris possession du corps de la personne de la victime de telle manière qu'il y a eu pénétration, même superficielle, d'une partie du corps de celle-ci ou de l'auteur par un organe sexuel, ou de l'anus ou du vagin de la victime par un objet ou toute autre partie du corps », ii « cet acte doit avoir été commis par la force ou en usant à l'encontre de la victime ou des tierces personnes de la force, de la menace, de la coercition, telle que celle causée par menace de violences, contrainte, détention, pression psychologique, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité de ladite personne de donner son libre consentement. »*

115. Attendu que dans le cas sous examen, il existe des preuves suffisantes donnant des motifs substantiels de croire que pendant et après les attaques menées par les combattants Ngiti du FRPI, respectivement de la Collectivité chefferie de Nyankunde en date du 05 septembre 2002, et du Groupement Musedzo en date du 12 septembre 2002, ces derniers ont effectivement commis les actes de viol sur des femmes civiles qui habitaient ces deux entités ou qui y étaient présentes aux moments des attaques de ces deux entités ;

116. Attendu que pour arriver à cette conclusion, nous avons notamment retenu les éléments de preuve contenues dans la déposition de la première **victime - témoin** en la personne de dame **Béatrice TERANAKO MAGANI** qui, à l'époque des faits était une civile âgée de 16 ans et habitait la localité de Lawa dans le groupement Musedzo au moment de l'attaque de cette entité en date du 12 septembre 2002 par les combattants Ngiti du FRPI. Elle soutient avoir ensemble avec une autre jeune fille de son village, été enlevées de Lawa pour être conduites dans la concession de la CODECO à proximité de la localité de Tsheyi la colline où résidait le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**.

NDR Feuillelet N° 86 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

117. Attendu que cette **victime – témoin** a affirmé avoir été détenue à Tsheyi pendant une année et deux mois sous forte surveillance, menacée de mort si elle refusait, elle est devenue l'« épouse » d'un combattant Ngiti, un certain Papy non autrement identifié, mais qui était un des gardes rapprochés du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**. **Au cours de son séjour en captivité à Tsheyi, la victime – témoin a été contrainte de cohabiter sous le même toit avec ce combattant Ngiti dénommé Papy, qui l'a violée à maintes reprises pendant toute la durée de sa captivité.**

118. Attendu que ce même comportement des viols habituellement pratiqués par les combattants Ngiti du FRPI a été rapporté dans les dépositions de la deuxième **victime – témoin** en la personne de dame **Albertine MUNDJAGANI** qui a affirmé avoir été successivement violée par un groupe de sept combattants Ngiti du FRPI dans son village de Talolo dans la Collectivité chefferie de Nyankunde, ces viols ont eu lieu vers la fin de l'année 2007, lors des incursions punitives violentes perpétrées contre les populations civiles en représailles contre l'arrestation quelques mois auparavant par les éléments des FARDC, de l'accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** fondateur et chef spirituel suprême du mouvement politico-militaire FRPI.

119. Attendu que les cas des viols imputables aux combattants Ngiti du FRPI ont également été invoqués par le témoin n° 1 au cours de sa déposition à l'audience publique du 23 mars 2010, en affirmant avec précision que sa propre fille mineure a été aussi victime de l'enlèvement suivi des actes de violences sexuelles de la part des combattants Ngiti du FRPI avec le soutien, l'autorisation et/ou la bénédiction des hauts responsables de ce mouvement politico-militaire, dont l'accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**.

NDR Feuille N° 87 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

7. Esclavages sexuels :

120. Attendu que quant aux faits d'esclavage sexuel constitutifs d'un crime de guerre au chef 7 des préventions mises à charge du prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA apparaît le crime de guerre par esclavage sexuel, en vertu de l'article 8-2-e-vi-1 du Statut de Rome. Il lui est reproché la réduction en esclavage sexuel des femmes civiles qui habitaient le Groupement MUSEDZO, collectivité de Marabo en territoire d'Irumu, ou qui y étaient présentes aux moments de l'attaque de cette entité, en date du 12 septembre 2002, y compris la victime - témoin **Béatrice TERANAKO MAGANI** ; visé à l'article 8-2-e-vi-2 du Statut de Rome, les éléments de crime, précisent qu'outre la preuve de l'existence d'un lien entre le crime et l'existence d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international, il est requis la connaissance par l'auteur des circonstances de faits établissant l'existence de ce conflit armé, en sus du fait que : *i « l'auteur matériel du crime doit avoir exercé l'un quelconque ou la totalité des pouvoirs découlant du droit de propriété sur une ou plusieurs personnes, par exemple en achetant, vendant, prêtant ou troquant ladite ou les dites personnes, ou en leur imposant une privation similaire de liberté ; ii « et contraindre ladite ou lesdites personnes à accomplir un ou plusieurs actes de nature sexuelle ; »*

121. Attendu qu'il faut à ce propos relever que la note de bas de page à la page 53 des éléments des crimes précise qu'**il est entendu qu'une telle privation de liberté peut, dans certaines circonstances inclure des travaux forcés ou d'autres de nature à réduire une personne à l'état de servitude, tel qu'il est défini dans la convention supplémentaire de 1956 relative à l'esclavage.** Il est aussi entendu que le comportement décrit dans cet élément inclut la traite d'êtres humains, en particulier de femmes et d'enfants.

122. Attendu que dans le cas sous examen, il existe des preuves suffisantes donnant au tribunal de céans des motifs substantiels de croire que pendant et après les attaques menées par les combattants Ngiti du FRPI, respectivement de la Collectivité chefferie de Nyankunde en date du 05 septembre 2002, et du Groupement Musedzo en date du 12 septembre 2002, ces derniers (les combattants Ngiti du FRPI) ont effectivement commis les actes d'esclavage sexuel sur des femmes civiles qui habitaient ces deux entités ou qui y étaient présentes aux moments des attaques de ces deux entités.

NDR Feuillet N° 88 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

123. Attendu que le tribunal militaire a tiré sa conclusion, notamment en retenant les éléments de preuve contenues dans la déposition de la première **victime - témoin** en la personne de la dame **Béatrice TERANAKO MAGANI** qui, à l'époque des faits était une civile âgée de 14 ans et habitait la localité de Lawa dans le groupement Musedzo au moment de l'attaque de cette entité en date du 12 septembre 2002 par les combattants Ngiti du FRPI. Elle soutient avoir ensemble avec une autre jeune fille de son village, été enlevées de Lawa pour être conduites dans la concession de la CODECO à proximité de la localité de Tsheyi la colline où résidait l'accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**.

124. Attendu que cette **victime – témoin** a affirmé voir été privée de liberté de mouvement à Tsheyi dans la concession CODECO pendant une année et deux mois au cours desquels elle a été placée sous forte surveillance, et consignée au domicile d'un certain PAPY non autrement identifié mais qui fut un des combattants Ngiti commis à la garde de l'accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**. Ce combattant dont il est question a sous menaces de mort, obligé la demoiselle **Béatrice TERANAKO MAGANI** à devenir son « épouse ». Au cours de son séjour en captivité dans la concession CODECO à Tsheyi, la victime – témoin a été réduite en esclave sexuel par le combattant PAPY, et quelques fois ensemble avec d'autres femmes, elle a été contrainte aux travaux domestiques forcés, consistant à puiser de grandes quantités d'eaux et à préparer de grandes quantités de nourritures pour les invités à la résidence de l'accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, pendant les occasions des fêtes.

125. Attendu qu'au terme d'élément moral ou subjectif pour que les préventions de viol et d'esclavage sexuel constitutifs de crimes de guerre visés aux articles 8-2-e-vi- 1 et 2 du Statut de Rome réalisées, l'article 30 du même texte exige que ces crimes aient été commis avec l'intention et en connaissance, et au moment au moment de la prise de possession du corps de la victime pour lui imposer les relations sexuelles par la force, menaces ou coercition en ce qui concerne le viol ; et l'exercice de l'un quelconque ou de la totalité des pouvoirs du droit de propriété sur la victime, en lui imposant une privation de liberté et en la contraignant à accomplir un ou plusieurs actes de nature sexuelle.

NDR Feuille N° 89 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

126. Attendu que cette exigence légale est réalisée dans le cas sous examen, tant dans le chef des auteurs matériel d'esclavages sexuels, que dans celui de l'accusé KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA, dans la mesure où ceux là et celui-ci avaient d'une part, en commun l'intention de réaliser ces attaques respectivement contre la chefferie de Nyankunde et le Groupement Musedzo et entendaient adopter ce comportement agressif à l'endroit de ces deux entités, autant qu'ils avaient d'autre part, connaissance ou conscience de l'existence d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international, et qu'en lançant ces attaques dans cette circonstance, les conséquences telles que les viols et esclavages sexuels adviendraient dans le cours normal des événements.

127. Le Tribunal de céans dit qu'il existe des preuves suffisantes donnant des motifs substantiels de croire que pendant et après les attaques menées par les combattants Ngiti du FRPI, respectivement de la chefferie de Nyankunde en date du 05 septembre 2002, et du Groupement Musedzo en date du 12 septembre 2002, ces combattants ont effectivement commis les actes de viol et d'esclavage sexuel sur des femmes qui habitaient ces deux entités ou qui y étaient présentes aux moments de leurs attaques respectifs par les combattants Ngiti du FRPI avec le soutien, l'autorisation et/ou la bénédiction des hauts responsables de ce mouvement politico-militaire, dont l'accusé KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA.

8 °). Traitement inhumain ou cruel :

128. Attendu que quant aux faits de traitement inhumain ou cruel constitutifs d'un crime de guerre visé à l'article 8-(2)-c)-i)-3 du Statut de Rome, les éléments de crime, précisent que - l'auteur a infligé à une ou plusieurs personne(s) une douleur ou des souffrances aiguës physiques ou mentales - ladite personne ou lesdites personnes avaient été mise(S) hors combats ou était (étaient) des civiles ou des membres du personnel médical religieux ne prenant pas part aux hostilités - l'auteur avait connaissance des faits établissant ce statut ;

NDR Feuillet N° 90 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

129. Attendu qu'en l'espèce dans la nuit du 25 au 26 Décembre 2007, après l'avoir violée dans le village Talolo en représailles contre l'arrestation du prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA par les éléments FARDC, sept combattants avaient eu à déverser les braises ardentes sur son organe génital occasionnant ainsi des brûlures jusqu'au cuisses de Mme MUDJAGANI Albertine et au vue des cicatrices de la victime susvisée, que ce là étant, il existe des preuves suffisantes donnant des motifs substantiels de croire que après l'arrestation dudit prévenu les sévisses graves ont été infligées à la victime précitée par les combattants Ngiti du FRPI.

° De la responsabilité pénale du prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA.

130. Attendu qu'en principe, la responsabilité pénale est individuelle ; toutefois un certain nombre d'aménagements doivent être apportés pour mieux comprendre la portée exacte dudit principe. En effet Certains incriminent la complicité et la coaureité, d'autres, plus spécifiques au droit pénal international et au droit pénal militaire, qui prévoient que les supérieurs hiérarchiques peuvent, dans certaines circonstances, être condamnés pour des crimes commis par leurs subordonnés ;

131. Attendu qu'à ce propos, le Tribunal militaire adhérant à la position de la Chambre Préliminaire II de la Cour Pénale Internationale qui a relevé que « *la forme de responsabilité pénale envisagée à l'article 28 du Statut diffère de celle décrite à l'article 25-3-a en ce que le supérieur hiérarchique peut être tenu responsable du comportement prohibé de ses subordonnés pour avoir manqué à son devoir de prévenir ou réprimer leur comportement illégal ou d'en référer aux autorités compétentes. Ce type de responsabilité se comprend mieux « lorsqu'on considère la règle qui veut qu'il ne peut y avoir responsabilité pénale pour omission que si la loi fait obligation d'agir ».*» (Décision de confirmation des charges, affaire le Procureur contre Jean-Pierre BEMBA GOMBO, p. 150, par. 405, Ch.-Prél. II/ CPI- 15 juin 2009) ;

NDR Feuille N° 91 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

132. Attendu qu'en l'espèce, des faits de la présente cause, il ressort que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** n'a pas individuellement et matériellement commis les différents crimes de guerre mis à sa charge, mais dont les auteurs matériels sont formellement identifiées comme étant les combattants Ngiti de la milice FRPI dont il est l'un des fondateurs, autorité moral et chef spirituel suprême, et de droit commandant en chef du FRPI et le messie du peuple Lendu, en tant que tel, il en est la plus haute autorité morale, et le chef spirituel suprême, de facto il est reconnu par des paires du FRPI comme le chef suprême des combattant Ngiti de ce mouvement politico-militaire. Qu'en cette qualité, ensemble avec d'autres responsables militaires de ce mouvement politico-militaire, il a organisé, planifié, soit encore encouragé de quelque manière que ce soit, les attaques successives de **Nyankunde** et le **Groupement Musedzo** par les combattants Ngiti de la milice FRPI, respectivement en dates du 05 et 12 septembre 2002 ;

133. Attendu que telles sont les preuves de l'appartenance du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** au FRPI, depuis sa création jusqu'après son arrestation :

- C'est lui l'accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** qui est le fondateur de la milice tribale des combattants Ngiti qui est par la suite devenu un mouvement politico-militaire armé sous la dénomination de Front de Résistance Patriotique en Ituri, en sigle FRPI ;

- C'est encore lui qui a intégré au sein de la milice tribale des combattants Ngiti les responsables militaire tels que **KANDRO NDEKOTE**, **MATATA BANALOKI** alias **COBRA**, **Germain KATANGA** alias **SIMBA**, **KANDRO EPELA**, les colonels **MOHITO** et **OHUTO**, **ANDROZO ZABA** alias **Dark**. Il connaît personnellement et individuellement tous ces responsables militaires, au point qu'il en a fait une démonstration à l'une des audiences publiques du Tribunal de céans, en donnant des précisions étonnantes *sur ceux d'entre eux qui ont été présents à la cérémonie organisée à la tribune officielle de Bunia, lors de reconnaissance de leurs grades à l'occasion de leur intégration au sein des FARDC* ;

- C'est toujours l'accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** qui, après avoir donné la litanie de ces responsables militaires du FRPI à l'audience publique, répondant à une question du Tribunal de savoir « lui qui dit ne pas être du FRPI, comment les connaissait-il ? », il a répondu sans hésiter un seul instant, « qu'il les connaissait tous très bien, car ils étaient les sien ». Donc des proches collaborateurs dans le FRPI ;

NDR Feuillet N° 92 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

- C'est encore lui l'accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** qui, sans être du FRPI, mais se trouve être le seul de toutes les personnes qui étaient en garde à vue à la Zone Opérationnelle de l'Ituri en ce moment là, à se retrouver dans la tribune officielle réservée pour la circonstance aux seuls autorités civiles et militaires. A la question du Tribunal de savoir « en quelle qualité il se retrouvait là-bas ? », il a répondu que « c'est en sa qualité de directeur de la CODECO. » nous faisons remarquer que depuis l'an 2000 que cette coopérative n'existe plus, et que tous les ouvriers Ngiti qui y travaillaient ont été convertis en combattants de la milice Ngiti qui est par la suite devenue FRPI. Donc il y était en qualité de haut responsable du FRPI ;

- C'est le même accusé **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** qui, sans être du FRPI, s'est retrouvé entrain de circuler dans les localités bastions du FRPI, y compris à Nyabri qu'il a qualifié être l'état major du FRPI sous prétexte que c'était pour aller se manifester et contredire les rumeurs de sa mort, et manger des vaches qui y étaient égorgées l'occasion de sa réapparition. Nous déduisons de ce qui précède cette circulation s'inscrivait dans le cadre d'une tournée d'inspection des positions militaires des combattants Ngiti du FRPI, y compris l'état major des opérations basée à Nyabri, en sa qualité d'autorité moral et spirituelle suprême, et de facto commandant suprême des combattants Ngiti du FRPI dont les apparussions publiques ne pouvaient que des scènes de liesse et des grandes festivités c'était le cas tel qu'il l'a lui-même reconnu ;

- Enfin c'est toujours le même prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** qui, sans être du FRPI, au cours de l'année 2007, est entrain de fuir les opérations de ratissage lancées par les FARD contre les positions résiduelles du FRPI, *sera lors de son arrestation, trouvé en possession d'une feuille de route du FRPI lui délivrée à Tsheyi par le colonel Cobra MATATA BANALOKI, pour son déplacement vers sa résidence de Nyavo.*

134. Attendu que toutes ces raisons invoquées ci-haut, constituent des indices sérieux pouvant donner au Tribunal militaire des motifs substantiels de croire que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, non seulement qu'il faisait bien partie du FRPI, mais aussi et surtout qu'il en était la plus haute autorité civile qui avait une ascendance incontestable, même sur les responsables militaires de ce mouvement politico-militaro-tribal ;

NDR Feuille N° 93 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

135. Attendu que ces évidences donnant au Tribunal militaire des motifs substantielles de croire que le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA devra logiquement être reconnu pénalement responsable des faits mis à sa charge, en qualité d'autres supérieurs hiérarchique de la milice FRPI conformément à l'article 28-b du Statut de Rome, pour des raisons ci-après :

136, Attendu que, bien que n'étant pas un chef militaire au sein de la milice FRPI, le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA en était de fait le commandant suprême, du fait qu'il en était non seulement fondateur, mais aussi il était considéré comme la plus haute autorité morale et chef spirituel suprême. En tant que tel il est un supérieur hiérarchique, ayant de fait sous son autorité et son contrôle les combattants Ngiti de la milice FRPI, *(c'est là l'esprit de l'article 28(2) du Statut de la CPI qui précise que pour les supérieurs civils, le tribunal doit prouver que le supérieur hiérarchique savait ou a délibérément négligé de tenir compte d'informations qui indiquaient clairement que des crimes allaient être ou étaient sur le point d'être commis)*

137. Attendu que, par conséquent, pendant toute la période allant de la création du FRPI jusqu'au moment de son arrestation, **l'accusé KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA**, non seulement qu'il était sensé exercer de fait une autorité et un contrôle effectif sur la milice FRPI et ipso facto sur les combattants Ngiti qui ont commis les crimes de guerre lors des attaques de la Collectivité Chefferie de Nyankunde et le Groupement Musedzo respectivement en dates du 05 et du 12 septembre 2002, mais malheureusement il a omis ou négligé d'exercer le contrôle qui convenait sur les combattant Ngiti de la milice FRPI, alors qu'il savait que ces derniers allaient commettre les crimes de guerre (lors du procès d'Emil Muller, il a été condamné pour la première fois par la Cour Suprême Allemande à Leipzig après la première guerre mondiale pour " ne pas avoir empêché et ne pas avoir pris d'actions disciplinaires à l'encontre des auteurs : sa responsabilité réside dans l'omission d'une responsabilité pénale individuelle ; le supérieur est responsable de crimes commis par ses subordonnés et d'avoir omis d'empêcher ou de prendre les actions disciplinaires) ;

NDR Feuille N° 94 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

138. Attendu qu'il était également sensé exercer le pouvoir de donner les ordres qui étaient exécutés à travers le mécanisme de chaîne de commandement dans la mesure où pendant la période concernée par les faits de la présente cause, le FRPI était organisé comme une armée conventionnelle disposant d'un état major général dirigé par **KANDRO NDEKOTE** secondé par **COBRA MATATA BANALOKI** ce sont eux qui coiffaient les organes et structures de commandement, des opérations militaires que d'administration, mais malheureusement il a omis ou négligé d'exercer le contrôle qui convenait sur les combattant Ngiti de la milice FRPI à travers la chaîne de commandement, alors qu'il savait que ces derniers allaient commettre les crimes de guerre ;

139. Attendu qu'il était aussi sensé avoir et exercer le pouvoir et la capacité matérielle d'empêcher et de réprimer l'exécution des crimes tant qu'il existait une branche chargée de la justice militaires au sein du FRPI placée sous la responsabilité de **Germain KATANGA** comme Auditeur Général doté des pouvoirs de répression, mais malheureusement non seulement il a omis ou négligé d'exercer le contrôle qui convenait sur les combattant Ngiti de la milice FRPI en donnant des ordres visant à empêcher la commission des crimes de guerre à travers la chaîne de commandement, mais aussi il n'en a pas réprimé la commission, ni en référer à l'autorité de la branche chargée de la justice militaires au sein du FRPI aux fins d'enquêtes et poursuites, alors qu'il savait que ces derniers allaient commettre ou ont commis les crimes de guerre.

140. Attendu que quant au premier moyen allégué par la défense tendant à faire croire que le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** n'avait ni autorité, ni pouvoir de contrôle sur les combattants du FRPI, en invoquant quelques témoignages faits par devant la Cour Pénale Internationale lors de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire le Procureur contre **Germain KATANGA** et **Matthieu NGUDJOLO**, le Tribunal Militaire dit que les faits pour lesquels le Procureur poursuit les deux suspects devant la Cour Pénale Internationale ne sont pas les mêmes que ceux dont est entrain de répondre le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** devant nous ;

NDR Feuille N° 95 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

141. Attendu qu'en effet, à l'égard de Germain KATANGA et Matthieu NGUDJOLO, la CPI est saisie et les poursuit des faits en rapport avec **l'attaque de Bogoro** par la coalition des combattants FRPI aille Germain KATANGA avec le FNI de Matthieu NGUDJOLO qui, conjointement ont attaqué Bogoro **en 2003 pour y déloger les troupes l'UPC qui y étaient basées, pourtant,** le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** est poursuivi devant le Tribunal de céans pour des faits en rapport avec **les attaques de la Chefferie de Nyankunde et le Groupement de Musedzo, au courant du mois de septembre 2002 ;**

142. Attendu qu'en sus, comme on peut bien s'en rendre compte, il s'agit non seulement des faits qui se déroulent dans deux circonstances de lieu et de temps très différentes, mais aussi les acteurs et les objectifs militaires sont également différents. Si à Nyankunde et Musedzo c'était le FRPI original du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** (**Front de Résistance Patriotique en Ituri**) dont les combattants Ngiti avaient été les acteurs ; à Bogoro, c'est une coalition entre le FRPI aille Germain KATANGA (**Forces de Résistance Patriotique en Ituri**) composées des combattant Lendu, et le FNI de Matthieu NGUDJOLO composés des combattants Lese, qui étaient les acteurs sur terrain.

143. Attendu qu'en outre, la scission du FRPI original du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** qui est à la base de la création du FRPI aille Germain KATANGA rejoint par quelques membres et combattants non Ngiti n'est intervenue qu'à la suite de l'assassinat du **colonel KANDRO NDEKOTE** par le Colonel **COBRA MATATA BANALOKI** après l'attaque et le pillage de Nyankunde lors de partage des butins de guerre, Donc nous avons affaire à deux FRPI avec deux structures hiérarchiques distinctes.

144. Attendu qu'enfin, le Tribunal de céans, n'accordera pas foi aux dépositions produites devant la Cour Pénale Internationale par des témoins qui n'ont pas comparu devant nous concernant des faits complètement différents de ceux en examen devant cette instance ;

NDR Feuille N° 96 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

145. Attendu que quant au deuxième moyen allégué par la défense tendant à faire croire que la CODECO, cette coopérative du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** n'était pas tribale parce qu'on y trouvait deux collectivités des BIRA, une partie de la collectivité de HEMA/Sud, une collectivité des Lese jusqu'en territoire de DJUGU, le Tribunal Militaire observe et fait observer que ce moyen ne tient pas debout ;

146. En effet, l'étendu du territoire que pouvait occuper ladite coopérative n'exclue pas que les 2000 hommes ouvriers ne se fassent jamais enrôlés dans le FRPI comme l'avait bien soutenu le prévenu lui-même en audience publique disant que les activités de sa coopérative ont cessé d'exister à partir de l'an 2000, que quelques uns de ses ouvriers avaient fuit la guerre dans leurs villages d'origine et que les autres sont restés entrain de faire les champs (le prévenu susvisé a soutenu qu'il tenait des meeting de sensibilisation des jeunes dans différentes localités se trouvant dans le rayon de sa coopérative de ne pas fuir la guerre et de continuer à faire les champs...)

° De la responsabilité civile du prévenu
KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA.

147. Attendu qu'en parlant de la responsabilité civile en rapport avec les faits de la présente cause intimement liés avec les conflits armés qui ont secoué le District de l'Ituri, dans la Province Orientale, en République démocratique du Congo pendant la période allant entre 2001 et 2004, l'Ituri est entré en ébullition pendant la période susindiquée à la suite des affrontements armés entre les multiples groupes armés et autres milices tribales entretenus par les mouvements politico-militaires qui sévissaient dans cette partie de la république qui échappait complètement au contrôle et à l'autorité du Gouvernement central de la République Démocratique du Congo ;

NDR Feuillelet N° 97 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

148. Attendu que parmi ces groupes, le plus virulent était l'**UPC** et sa branche armée les **FPLC** avec leurs alliés de l'armée ougandaise les **UPDF** qui, au cours de la même période, avaient mis en œuvre des stratégies visant à accentuer le conflit armé en déclenchant des opérations militaires de grande envergure en Ituri, le plus souvent contre les groupes armés et milices non **Hema** ou **Gegere**, mais surtout les civils Lendu et ethnies assimilées, notamment les combattants Ngiti de la milice **FRPI**, rependant ainsi la terreur, la violence et la mort dans tout l' Ituri ;

149. Attendu que devant cette évidence, selon les parties civiles, qu'il incombait naturellement au Gouvernement de la République Démocratique du Congo de veiller à la restauration de la sécurité des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national, y compris en Ituri, ainsi que d'assurer la sécurité de toutes ses frontières ;

150. Attendu que, selon les parties civiles, **Le Gouvernement central de la République Démocratique du Congo**, excédé par l'ampleur prise par les conflits armés dans cette partie du territoire national, et soucieux de rétablir son autorité et ramener la paix sur toute l'étendue du territoire national surtout en Ituri, avait décidé vers la fin du deuxième trimestre de l'année 2002, dans le but de neutraliser l'**UPC**, en optant pour la collaboration secrète et le renforcement des capacités militaires sur terrain de certains groupes armés et milices tribales hostiles à l'**UPC** et ses alliés de l'armée ougandaise les **UPDF** en Ituri ;

151. Que pour atteindre cet objectif, le **gouvernement central de la RDC** s'est principalement employé à procurer en abondance les armes et munitions aux groupes armés et autres milices tribales hostiles à l'**UPC**, notamment les combattants **Ngiti du FRPI**, en passant par le canal du groupe armé **RCD KML** de **MBUSA NYAMWISI** qui, lui, avait déjà fait allégeance, et avait sous son contrôle l'aérodrome de **Aveba** par où les avions atterrissaient avec des cargaisons d'armes et munitions ;

NDR Feuillelet N° 98 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

152. Que c'est donc dans ces circonstances précises que les combattants Ngiti du FRPI, concluent le parties civiles, avaient été renforcés en armes et munitions par le **Gouvernement central de la RDC**, et C'est à l'aide de ces armes et minutions que la Collectivité Chefferie de **Nyankunde** et le Groupement **Musedzo** avaient été attaqués au courant du mois de septembre 2002 par les combattants **Ngiti** du **FRPI**, concomitamment aux assaut lancés par les mêmes combattants contre les positions de la branche armée de l'UPC et ses alliés de l'armée ougandaise les UPDF basés à Nyankunde centre afin de les y déloger ;

153. Attendu que, selon les parties civiles, en procédant de la manière ci-haut décrite, le Gouvernement central de la RDC a de facto commis ces groupes armés et milices tribales dont les combattants Ngiti du FRPI, à une tâche précise, relevant de son devoir naturel qui consiste à mettre fin aux conflits armés en Ituri et y rétablir la paix ainsi que l'effectivité de son autorité, en neutralisant l'UPC et sa branche armée des FPLC ainsi que ses alliés de l'armée ougandaise des UPDF ;

154. Que par conséquent, les parties civiles déduisent de ce qui précède que d'abord le Gouvernement congolais a failli à sa mission première d'assurer la sécurité à la population de l'Ituri dont les habitants de Nyankunde et Musedzo, en suite qu' il s'était clairement tissé une relation de commettant et préposés, entre le Gouvernement central de la RDC et ces groupes armés et milices tribales dont les combattants **Ngiti du FRPI**, laquelle relation en conformité avec l'article 260 du code civil congolais livre III, engage irréversiblement et indubitablement la responsabilité civile du commettant qui est le Gouvernement central de la RDC vis-à-vis des préjudices causés aux tiers particulièrement par les combattants Ngiti du FRPI ;

NDR Feuillelet N° 99 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

155. Le Tribunal Militaire de Garnison relève que les parties civiles constituées allèguent une chose avec son contraire en voulant retenir comme civilement responsable l'Etat Congolais dans cette cause opposant le Ministère Public au prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA: contradiction flagrante, lors qu'elles (parties civiles) disent " pour preuve de son appartenance incontestable au **FRPI**, lors de son arrestation en date du 05 août 2007, en fuyant les opérations de ratissage lancées par les FARC contre les positions résiduelles du FRPI , **le prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** avait été trouvé en possession d'une feuille de route du **FRPI** signée par le **Colonel Cobra MATATA BANALOKI**, Chef d'état major du **FRPI**, pour son déplacement vers sa résidence de **NYAVO**", **allégation non contredite par le prévenu lui-même en audience publique**, pourtant s'il existait une relation entre le prétendu commettant, le Gouvernement central de la RDC et les préposés, groupes armés et milices tribales des combattants **Ngiti du FRPI**, les **FARDC**, **armée régulière de la RDC ne mèneraient pas lesdites opérations de ratissage contre les positions résiduelles du FRPI, lequel groupe armé existe jusqu'à ce jour dans la chefferie de WaLendu Bindi et combat toujours contre les FARDC ;**

156. le Tribunal Militaire de Garnison conclue, non sans raison, qu'il rejettera l'hypothèse de la responsabilité civile du commettant de l'article 260 du code civil congolais livre III, au profit de l'article 258 du même code qui veut que tout fait quelconque de l'homme qui cause préjudice à autrui oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer : cette perception du tribunal ne s'écarte pas *de la responsabilité pénale individuelle du prévenu KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA* basée sur l'omission telle que développée ci-haut ;

157. Attendu que dans le cas d'espèce, les faits criminels soumis à l'examen du Tribunal de céans ont causé préjudices matériels et/ou moraux tant aux personnes physiques qu'aux organisations et/ou institutions territoriales coutumières ou administrative publiques tout comme privées ;

158. Attendu qu'ainsi, les victimes personnes physiques dans la présente cause sont soit les survivants et les ayants droits des victimes décédées de suite de la survenance de l'un ou l'autre fait criminel commis par les combattants **Ngiti du FRPI** lors des attaques lancées respectivement en dates du 05 et du 12 septembre 2002 contre **Nyankunde** et le **Groupement Musedzo** ;

NDR Feuille N° 100 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

159. Attendu que toutes ces 12 victimes personnes physiques ayant subi les préjudices soit individuellement sur le plan physique, matériel et moral, soit perdu un ou plusieurs êtres chers, soit encore perdu des biens de diverses natures, se sont régulièrement constituées parties civiles devant le Tribunal de céans réclamant que justice leur soit rendue par une décision qui leur accorde réparations individuelles et/ou collectives équitables selon le cas, en vertu de article **258** du **code civil congolais livre III** ;

160. A ce sujet la règle 97 al. 1 du règlement de procédure et de preuve dispose que « *compte tenu de l'ampleur du dommage, de la perte ou du préjudice, la cour peut accorder une réparation individuelle ou, lorsqu'elle l'estime appropriée, une réparation collective, ou les deux.* » ;

161. Attendu que partant du principe de l'équité qui justifie toute réparation judiciaire, et de l'essence même des chaque forme de réparation telle qu'énumérée ci-haut, Le Tribunal prononcera la réparation pour les victimes qui ont subi des dommages corporels, matériels et/ou moraux personnellement ou individuellement, dans le sens de restituer le bien perdu, ou lui substituer un autre de même nature ou de même valeur, ou encore d'en payer le prix en espèce. Alors que la réparation collective serait appropriée pour réparer un dommage matériel et/ou moral, résultant de la perte ou de la destruction, soit d'un bien d'intérêt ou d'utilité commun ou collectif, soit la perte d'un être cher à un groupe donné de personnes, ou à toute une communauté.

NDR Feuillet N° 101 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

PAR CES MOTIFS :

***LE TRIBUNAL MILITAIRE DE GARNISON DE L'ITURI,
STATUANT SUR L'ACTION PUBLIQUE,***

***Contradictoirement, en audience publique,
et à la majorité des voix de ses membres ;***

Vu le Statut de ROME instituant la CPI entrée en vigueur le 1^{er} Juillet 2002, en ses articles 1, 5, 8, 25, 28, et 77 ;

Vu la Constitution de la RDC du 18 Février 2006 en ses articles 149a et 150 ;

Vu le Décret-Loi N°0013/2002 du 30 mars 2002 autorisant ratification par la RDC du Statut de ROME de la CPI du 17 juillet 1998 ;

Vu les éléments de procédure et de preuve de la Cour Pénale Internationale du 10 Septembre 2002 ;

Vu les éléments des crimes relevant de la compétence de la CPI en leurs articles 5 et 8 ;

Vu les conventions de GENEVE et leurs protocoles additionnels de 1977 ;

Vu telle que modifiée et complétée à ce jour l'Ordonnance-Loi N°082-020 du 31 Mars 1982 portant Code de l'Organisation et de la Compétence Judiciaires ;

Vu la Loi N°023/2002 portant Code Judiciaire Militaire en ses Art 3,4,21,51,73,76,80,88,98,111 in fine,112 point 7,200,204,214,222, et 246 ;

Vu la Loi N°023/2002 portant Code Pénal Militaire en ses articles 7, 10, 26, 27, 33, 63,136-139, 173,174 ;

Vu le Décret du 06 août 1959 portant Code de Procédure Pénale tel que modifié et complété à ce jour ;

Vu le Code Civile Congolais livre III, en ses articles 258 et 260 ;

Vu le Décret d'organisation judiciaire N°04/079 du 21 Août 2004 portant nomination de magistrats militaires du siège ;

NDR Feuillelet N° 102 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

DISANT DROIT :

Attendu qu'à la question de savoir si le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** est coupables des faits infractionnels mis à sa charge, le Tribunal Militaire de Garnison, à la majorité des voix des membres de sa composition, répond :

- oui pour mouvement insurrectionnel par le fait de l'organiser ;
- oui pour crime de guerre par Meurtre ;
- oui pour crime de guerre par attaque contre les populations civiles ;
- oui pour crime de guerre par attaque contre les biens protégés ;
- oui pour crime de guerre par pillage;
- oui pour crime de guerre par attaque contre les localités non défendues ;
- oui pour crime de guerre par viol ;
- oui pour crime de guerre par traitement inhumain ou cruel;
- oui pour crime de guerre par esclavage sexuel ;

Attendu qu'à la question de savoir s'il y a lieu de lui accorder le bénéfice des circonstances atténuantes, des causes de justification objectives ou subjectives, des causes absolutoires ou le sursis, le Tribunal Militaire de Garnison, à la majorité des voix des membres de sa composition, répond : **NON** pour chacune des préventions pour lesquelles il est coupables ;

Attendu qu'à la question de savoir s'il y a lieu de lui appliquer une sanction pénale, le Tribunal Militaire de Garnison, à la majorité des voix des membres de sa composition, répond : **OUI** ;

En conséquence, le condamne comme suit :

- à la peine de servitude pénale à **perpétuité** pour mouvement insurrectionnel par le fait de l'organiser ;
- à la peine de servitude pénale à **perpétuité** pour crime de guerre par Meurtre ;
- à la peine de servitude pénale à **perpétuité** pour crime de guerre par attaque contre les populations civiles ;

NDR Feuille N° 103 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

- à la peine de servitude pénale à **perpétuité** pour crime de guerre par attaque contre les bien protégés ;

- à la peine de servitude pénale à **perpétuité** pour crime de guerre par pillage;

- à la peine de servitude pénale à **perpétuité** pour crime de guerre par attaque contre les localités non défendues ;

- à **Vingt ans** de servitude pénale principale et **une amende de 100.000, FC** pour crime de guerre par viol en ce qui concerne la victime **MUDJAGANI Albertine** ;

- à **Vingt ans** de servitude pénale principale pour crime de guerre par traitement inhumain ou cruel en ce qui concerne la victime **MUDJAGANI Albertine** ;

- à **Vingt ans** de servitude pénale principale et une amende de 100.000, FC pour crime de guerre par viol en ce qui concerne la victime **TERANAKO MAGANI Béatrice** ;

- à **Vingt ans** de servitude pénale principale pour crime de guerre par esclavage sexuel en ce qui concerne la victime **TERANAKO MAGANI Béatrice**;

- Prononce par l'effet conjugué des infractions en concours matériel et idéal et ce, conformément à l'article 7 du Code Pénal Militaire, la peine de servitude pénale à perpétuité unique peine la plus forte ;

- Ordonne la restitution des crânes au Ministère Public pour ré inhimation ;

Met les frais d'instance à charge du prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** de l'ordre de **50.000FC** payable à la huitaine, et à défaut il subir **TROIS MOINS** de CPC.

NDR Feuillelet N° 104 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

**LE TRIBUNAL MILITAIRE DE GARNISON DE L'ITURI,
STATUANT SUR L'ACTION CIVILE,**

*Contradictoirement, en audience publique,
et à la majorité des voix de ses membres ;*

- Déclare non recevable pour non constitution de partie civile, les actions en réparation du préjudice introduites par leur conseil Maître **Théodore MUKENDI** en faveur des autres victimes personnes physiques et morales prétendues indignes faute d'une enquête constatée au préalable ni par l'Officier de l'Etat Civil encore moins par le Greffier ;

En conséquence, les déboute.

- Déclare, par contre, recevables en la forme et fondées partiellement quant à leurs motifs les actions en réparation introduites par les 12 victimes régulièrement constituées citées au premier feuillet ;

En conséquence, le Tribunal condamne, *ex aequo et bono*, seul, le prévenu **KAKADO BARNABA YONGA TSHOPENA** à payer au titre du dédommagement pour tout préjudice subi comme suit :

- à **Mr BTSUKI GAMNYANI** Dieudonné : l'équivalent en Francs Congolais de 50.000\$;

- à **Mr MAKIZALA KWELLEMISEZABO** Floribert : l'équivalent en Francs Congolais de 50.000\$;

- à **Mr MANGESO MUNDJABO** Baudouin : l'équivalent en Francs Congolais de 50.000\$;

- à **Mr HYAMUZI SENGE** Luc : l'équivalent en Francs Congolais de 50.000\$;

- à **Mr KATANABO HAMUKABO** : l'équivalent en Francs Congolais de 50.000\$;

NDR Feuillelet N° 105 RP N°071/09, 009/010 et 074/010

- à **Mr MUSEIZO CHENDABO** : l'équivalent en Francs Congolais de 50.000\$;
- à **Mme NAGIRANA MARIA** : l'équivalent en Francs Congolais de 50.000\$;
- à **Mr KIZA MBUSIYA** : l'équivalent en Francs Congolais de 50.000\$;
- à **Mr KISEZO SIMBILIABO John** : l'équivalent en Francs

Congolais de 50.000\$;

- à **Mr HERABO KATAZABO** : l'équivalent en Francs Congolais de 50.000\$;
- à **Mme TERANAKO MAGANI Béatrice** : l'équivalent en Francs Congolais de 750.000\$;
- à **Mme MUDJAGANI Albertine** : l'équivalent en Francs Congolais de 750.000\$;

- Le Tribunal averti en fin le condamné que la loi lui accorde un délai de cinq jours compter de ce prononcé pour former un recours éventuel.

Ainsi jugé et prononcé en audience publique de ce lundi 09 Juillet 2010 à laquelle ont siégé :

- Le Lieutenant Magistrate Faustin NDRABU, Président ;
- Le Capitaine KAMANDA DEGU, Membre ;
- Le Capitaine Joël BATSHIZA, Membre ;
- Le Lieutenant KABENGELE SUMBULA, Membre ;
- Le Sous-lieutenant WIYALE AWELEGO, Membre ;

Avec l'assistance du sous-lieutenant Jacques MOMBEMBE, Greffier du siège, et la participation aux débats du Lieutenant Magistrate Vicky KABASONGO KABENGELE, Substitut de l'Auditeur Militaire de Garnison, Ministère Public.

Le Greffier

Le Président

GROUPE LOTUS

ONG DES DROITS DE L'HOMME ET DE DEVELOPPEMENT
Membre de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme
B.P. 505 Fax 00 873 762 014 332

KISANGANI

République Démocratique du Congo

RAPPORT DU GROUPE LOTUS DE KISANGANI

Du 15 octobre 1998

OCTOBRE 1998



SOMMAIRE

INTRODUCTION

PARTIE I : LA GUERRE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

I.1. Les causes de la guerre

I.1.1. Les causes lointaines

I.1.2. La cause immédiate

I.2. Les acteurs

I.2.1. Le Rassemblement Congolais pour la Démocratie et ses alliés

I.2.2. La République Démocratique du Congo et ses alliés

PARTIE II : LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME A KISANGANI ET SES ENVIRONS

II.1. Les violations des droits de l'Homme sous les autorités du Gouvernement KABILA

A. Les droits civils et politiques

B. Les droits économiques et sociaux

C. L'utilisation des mineurs dans le conflit armé

D. La protection de la population civile

II.2. Les Droits de l'Homme sous la rébellion

1. Les actes inhumains

2. Les atteintes au droit à la vie

3. Les traitements humiliants et dégradants

4. Les atteintes à l'intégrité physique, psychique et morale

5. La Disparition

6. Le pillage

7. La dégradation de la situation sanitaire, humanitaire et menace à l'égard des agents de la santé

8. Les atteintes au bien-être matériel et social

PARTIE III : L'ATTITUDE DE DIFFERENTES PARTIES AU CONFLIT FACE AUX VIOLATIONS ET ABUS DES DROITS DE L'HOMME COMMIS

III.1. Les autorités gouvernementales

III.2. Les autorités de la rébellion

PARTIE IV : LES ENJEUX DE LA GUERRE

IV.1. Rapport de forces : progression sur le terrain

IV.2. La population : ses préoccupations et ses attentes

IV.3. Les efforts de la Communauté Internationale : timides et insuffisants

IV.4. L'avenir de la République Démocratique du Congo

CONCLUSION & RECOMMANDATIONS

A N N E X E S

1. Décret-loi Constitutionnel du 27 mai 1998
2. Chronologie des événements à Kisangani
3. Déclaration de guerre de la Rébellion du 02.08.1998.

LISTE DES ABREVIATIONS

AFDL	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
ANR	: Agence Nationale de Renseignements
B.S.R.S.	: Brigade Spéciale de Recherche et de Surveillance
FAC	: Forces Armées Congolaises
FAZ	: Forces Armées Zaïroises
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
HCR-PT	: Haut Conseil de la République - Parlement de Transition
OFIDA	: Office des Douanes et Accises
OCPT	: Office Congolais des Postes et Télécommunications
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONU	: Organisation des Nations Unies
PIR	: Police d'Intervention Rapide
SADC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Australe
R.C.D.	: Rassemblement Congolais pour la Démocratie
R.D.C.	: République Démocratique du Congo
RVA	: Régie des Voies Aériennes

INTRODUCTION

Se défendre contre les attaques des bêtes féroces était la préoccupation principale de l'inventeur de la première arme sur terre. Cet aspect défensif n'en est pas demeuré comme tel à travers les âges. En effet, les différentes transformations et modifications y appliquées ont détourné les utilisateurs de cette noble destination d'antan. De nos jours, d'horribles scènes qui endeuillent et attristent l'humanité sont généralement attribuables à l'usage abusif d'armes : guerres fratricides, représailles, rébellion... Bref, la violence sous ses diverses formes.

C'est ce que vit la République Démocratique du Congo, dans sa partie Est depuis le début des années 1990. Du déferlement des réfugiés Hutu-Rwandais en 1994 à la rébellion d'août 1998, en passant par la guerre dite de " libération " menée par l'AFDL en 1996 et qui a hissé le Président KABILA à la présidence de la R.D.C., que de morts n'a-t-on pas enregistré ! Même les puissances " civilisées " , potentiels gendarmes, qui se livrent à cœur joie à frapper - sinon à déstabiliser- les régimes qualifiés de dictature ne tiennent pas compte du sort des populations innocentes ou même des massacres qui s'en suivent.

MOBUTU et son régime partis, KABILA au pouvoir selon la volonté ou le souhait de ceux qui subjuguent le monde et qui, à tout prix, veulent faire pencher les choses du côté de leurs intérêts, une autre guerre est si vite imposée aux Congolais, au moment où ils s'y attendaient le moins. Apporter des profonds correctifs à la dérive totalitaire de l'actuel homme fort de la R.D.C. semble être la principale motivation de la rébellion. Partie de Goma, elle conquiert en un temps record quelques villes et centres stratégiques du pays : Bukavu, Uvira, Beni, Butembo, Bunia, Kisangani... et ambitionne de prendre Kinshasa, la capitale du pays et le siège des institutions.

Kisangani, troisième ville du pays, est le chef-lieu de la Province Orientale, une des onze provinces de la R.D.C., la plus vaste et la plus peuplée. La ville de Kisangani est peuplée d'environ 700.000 habitants d'origines culturelles diverses. Elle est dotée de deux aéroports dont l'un est international (Bangboka) et l'autre servant de base militaire (Plateau Médical). On y trouve aussi un port ouvrant la voie sur Kinshasa, la capitale de la RDC. A partir de Kisangani, on peut atteindre par route l'Ouganda via Bunia, la République Centrafricaine via Bongo et le Soudan via Isiro.

Dans l'histoire politique du pays, Kisangani fut le fief du héros national, Patrice Emery LUMUMBA et la capitale politique de la rébellion muleliste de 1964. Sous le régime Mobutu, elle a été le bastion du Parti-Etat (le Mouvement Populaire de la Révolution) et où s'est organisée la contre-offensive " foudroyante " contre la rébellion de l'AFDL. En mars 1997, c'est à Kisangani que la rébellion de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre de Laurent-Désiré KABILA avait connu un succès populaire inimaginable et qui l'a encouragée à poursuivre sa lutte jusqu'à la prise effective du pouvoir à Kinshasa.

C'est en fait dans cet espace géographique que LOTUS a mené ses investigations qui accouche de ce rapport. Celui-ci traite de violations

y commises, notamment du 04 août 1998, (date marquant la première tentative de la prise de Kisangani par les éléments des FAC favorables à la rébellion) au 23 août 1998 (l'entrée effective des forces rebelles à Kisangani), et du 23 août au 15 octobre 1998 (limite de l'observation périodique). Deux aspects significatifs " fenêtre-miroir " sous-tendent cette rédaction. A travers la fenêtre, le monde extérieur s'apercevra sans doute de la situation tragique de Kisangani et pourquoi pas s'engager, chacun en ce qui le concerne, pour que cesse une fois pour toutes de situations similaires dans le monde. Par contre, le miroir permettra aux commissionnaires et faiseurs de la guerre de contempler leurs œuvres et de se plonger dans la méditation, ne serait-ce que pour l'universalité des valeurs humaines.

Hormis l'introduction, les conclusion et recommandations, ce rapport est divisé en quatre grandes parties. La première partie porte essentiellement sur quelques éléments de compréhension de la nouvelle guerre en RDC. Les violations des Droits de l'Homme aussi bien avant qu'après la prise de la ville de Kisangani sont analysées dans la deuxième partie. La troisième partie porte sur les attitudes de différentes parties en conflit face aux violations et abus des Droits de l'Homme. La dernière partie lance quelques hypothèses, soutenues des libres analyses sur l'avenir de la RDC.

PARTIE I : LA GUERRE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Le 02 août 1998, au grand étonnement de tous, les stations des radios étrangères annoncent la mutinerie des éléments de la 10^e Brigade basée à Goma. Ce jour-là, au cours d'un rassemblement de tous les 21 bataillons composant cette brigade, le Commandant de brigade annonce la rupture avec le régime de Kinshasa et, de ce fait, décide de combattre ce dernier jusqu'à son renversement. Comment en est-on arrivé jusque-là ? Qui aurait pu tirer les ficelles ? Les lignes qui suivent permettront d'éclairer quelque peu les lanternes de nos lecteurs

I.1 LES CAUSES DE LA GUERRE

I.1.1. LES CAUSES LOINTAINES

a. Le mécontentement des anciens alliés de L.D. KABILA

Sans vouloir se plonger dans l'histoire événementielle, il convient tout de même de rappeler que les grands alliés de KABILA, tout au long de sa guerre de Libération restent l'Ouganda et le Rwanda. Le souci de vouloir sécuriser non seulement leurs régimes mais aussi leurs frontières justifie ce soutien. Ils se sont malheureusement très tôt trouvés à la case du départ.

Alors qu'au début des hostilités de 1996, les éléments des armées ougandaises et rwandaises avaient constitué le fer de lance des troupes de KABILA, ils furent jugés embarrassants par le nouveau pouvoir de Kinshasa, une fois la victoire obtenue. Certains hauts cadres de l'armée considérés comme des " coopérants militaires " se voient éjectés du cercle décisionnel étatique.

Entre-temps les menaces que la coalition ougandaise avait cru éloigner de ses frontières refont surface : des maquis s'installent - profitant de l'absence presque totale du contrôle du régime de Kinshasa - et se servent du territoire de la R.D.C comme bases-arrières. C'est le cas de l'Alliance of Democratic Forces et les ex-Forces Armées Rwandaises.

b. De dures conditions d'existence imposées à certains partisans du défunt régime de MOBUTU

Non seulement le régime Mobutu a instauré l'anarchie mais aussi il a mis en place, de façon consciente et volontaire, la loi de la jungle par l'accumulation effrénée des richesses au profit d'un individu et d'une cour de dignitaires, relais des monopoles économiques et des lobbies occultes, tous constituant une sorte de bourgeoisie d'Etat abâtardie. Habités à la magnanimité présidentielle et à la loi du moindre effort en puisant dans les caisses de l'Etat et en entretenant de nombreux partisans et fanatiques, ces dignitaires sont tombés en disgrâce sous KABILA : certains biens mal acquis récupérés, postes juteux perdus, réserves en banques sensiblement secouées...

Leurs partisans, habitués eux aussi à la loi du moindre effort, se retrouvent démunis et sans issue. La situation des exilés ne semble pas non plus enviable pour la plupart. L'exil n'est pas tout aussi payant dans la mesure où beaucoup de gouvernements ne souhaitent pas tout de suite voir leurs rapports avec le pouvoir de Kinshasa se détériorer. Il y a de quoi devenir des nostalgiques du bon vieux temps. Dans ces conditions, leur appui à toute initiative de nature à déstabiliser le régime KABILA est certain.

c. Difficile apprivoisement du régime KABILA par la grande sphère internationale

Les sociétés multinationales qui s'étaient empressées de signer les contrats d'exploitation de matières précieuses avec KABILA, chef rebelle à l'époque, s'attendaient à de privilèges sur le territoire congolais. La remise en cause de tous ces contrats et la rigueur de la loi leur soumise par le Ministère des Mines du Gouvernement KABILA désenchantèrent ces sociétés, aussi bien leurs Etats respectifs.

Aussi, les visites effectuées par KABILA depuis sa prise du pouvoir, notamment en Chine, au Cuba, en Lybie, en Namibie, en Afrique du Sud... ne suffisaient-elles pas pour comprendre sa démarche et sa profonde conviction pour la résolution des problèmes économiques et sociaux que connaît son pays ?

Des qualificatifs peu appréciables ce temps-ci (communiste, africaniste, nationaliste...) lui sont collés par ces détracteurs, pour qui seuls les capitaux occidentaux restent la voie obligée pour le décollage des pays du Tiers-Monde.

Son absence remarquable au Sommet de la Francophonie à Hanoi, son refus de recevoir l'émissaire américain Jesse Jackson, ses tergiversations à prêter forte collaboration aux missions d'enquête de l'ONU sur les allégations de massacre des réfugiés Hutu-Rwandais sur le territoire congolais, ses réserves à survoler les capitales occidentales à la

recherche des capitaux souvent présentés comme solution idéale au décollage économique du Tiers-Monde, autant d'éléments à son passif sur le plan international.

d. La non convocation d'une table ronde politique après la victoire militaire de l'AFDL

En huit ans de transition, beaucoup de concertations politiques (accords politiques de Palais de Marbre I et II, Conférence Nationale Souveraine, Conclave politique et concertations politiques de Palais du Peuple) ont permis de créer une nouvelle race des politiciens -girouettes, opportunistes et carriéristes- rencontrée généralement à Kinshasa. Leur souci permanent consiste en l'occupation des postes (ministériels ou non) non pour l'intérêt général, mais pour assouvir leur soif politique et se positionner socialement. Ces politiciens s'attendaient, à la prise du pouvoir par KABILA, à profiter sans doute de l'aubaine. Ils n'ont pas tardé à réaliser que les choses évoluaient autrement : la non réhabilitation du dernier Parlement éléphantinesque de Mobutu (HCR-PT), l'importance accordée à la diaspora congolaise pour la gestion des dossiers du pays, la mise en place d'un gouvernement composé d'un nombre restreint de ministres. Tout cela permet de comprendre leur embarras et leurs discours vis-à-vis de KABILA.

I.1.2. LA CAUSE IMMEDIATE

Il y a lieu de comprendre, partant de tout ce qui précède, que des tensions latentes s'observaient ça et là tant au niveau interne qu'externe. Il suffisait alors d'un peu de poudre pour voir le pays s'embraser.

Réagissant à toutes les plaintes lui parvenues sur les abus des coopérants militaires venus lui porter secours - après vérification certes pendant un temps relativement long - et dans le but de se tailler une cote appréciable de popularité, le Président KABILA prit la décision de rapatrier tous les militaires étrangers se trouvant en République Démocratique du Congo, sans en préciser les véritables raisons. Cette décision fut annoncée et lue à la télévision nationale dans la nuit du 24 au 25 juillet 1998.

Si la population -qui en avait déjà ras-le-bol de cette présence militaire qui s'excellait dans les abus, occupait d'importants postes de commandement et bénéficiait de beaucoup d'avantages- l'avait favorablement accueillie, il n'en fut pas le cas pour les concernés qui la ressentit douloureusement. Aussi bien à Kisangani qu'à Kinshasa, leur désarmement ne s'effectua pas sans heurts.

C'est dans cette ambiance de retour forcé pour les uns et de fierté nationale pour les autres qu'une mutinerie se déclenche à Goma le 02 août 1998.

I.2. LES ACTEURS

La maladie de Mobutu et la chute certaine de son régime ont permis de remettre sur le plan international le dossier de succession et l'hégémonie de certaines puissances dans la République Démocratique du Congo. Décidément, la balance tourna en faveur des protecteurs

anglophones de la sous-région des Grands Lacs, par le biais de leurs relais.

Ce malgré, le sifflet final n'avait-il pas retenti et ce dossier définitivement clos que KABILA, quoique promu, ne tarda à leur tourner casaque au profit de l'Afrique Australe jusqu'à contribuer à la création de la SADC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Australe).

Si ce bond significatif et décisif allait logiquement éloigner KABILA de ses vieux parrains, ne présageait-il pas de leurs de solidarité ailleurs ?

I.2.1. Le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) et ses Alliés

Le R.C.D. est une structure d'action politico-militaire mise en place en août 1998 visant le démantèlement du régime KABILA et l'établissement d'un régime démocratique fondé sur la légitimité réellement populaire. L'option de la guerre est pour lui la seule susceptible de mettre fin au régime KABILA. Sa manifestation quelques jours après le début des hostilités (12.08.98) lui attribue-t-il la paternité de la rébellion ou alors témoigne-t-elle une sorte de transplantation qui ferait bicéphale la rébellion avec des chefs politiques d'une part et militaires de l'autre ; surtout que ce sont ces derniers qui avaient souhaité voir les politiciens se concerter pour décider de l'orientation politique du pays.

La déclaration politique du RCD et le communiqué du déclenchement de la deuxième guerre de libération appelée rectification se recoupe au niveau du diagnostic du régime KABILA (tribalisme, exclusion, mauvaise affectation de fonds publics).

Il est hasardeux de pouvoir dire avec beaucoup plus de précisions les alliés des parties en conflit sans avoir entendu leur déclaration expresse. Cependant, à rapprocher la décision de rapatriement des militaires étrangers du territoire congolais de la résistance y opposée par les concernés, du déclenchement de la rébellion à Goma, une ville si stratégique et de l'ouverture du front ouest (Kitona, au delà de 2.000 kms de Goma) qui nécessitait le déploiement des troupes aéroportées, l'on est en droit de penser à des soutiens extérieurs. Le Rwanda et l'Ouganda figurent parmi les têtes d'affiche dans la mesure où le premier reconnaît " soutenir " moralement et politiquement " la rébellion, tandis que le second, par le biais du Président MUSEVENI devant son Parlement, reconnaît la présence militaire défensive ougandaise en territoire congolais.

I.2.2. La République Démocratique du Congo et ses Alliés

C'est souvent par les armes que les gouvernements légaux réagissent sur leurs territoires soit pour stopper l'avancée des rebelles, soit pour les étouffer. Le gouvernement de la RDC, ne pouvant rester indifférent à l'attaque subie, mobilise ses troupes dans les différents fronts. Dans sa tentative de reconquérir les espaces perdus, il est officiellement soutenu par l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe et le Tchad. Si des menaces sécuritaires frontalières justifient l'intervention énergique de l'Angola, il n'en est pas de même pour les autres qui volent au secours d'un gouvernement frère et ami en danger et qui digèrent très mal la

déstabilisation cette fois-ci d'un régime qui jouit jusque-là d'une popularité remarquable.

PARTIE II: LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME A KISANGANI ET SES ENVIRONS

II.1. LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SOUS LES AUTORITES DU GOUVERNEMENT KABILA

La République Démocratique du Congo est partie au Pacte International relatif aux Droits civils et politiques, au Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à la Convention relative aux Droits de l'Enfant et aux quatre Conventions de Genève de 1949 qui protègent les victimes des conflits armés et les populations civiles.

L'observation quotidienne des faits révèle que non seulement le Gouvernement de la RDC ne fournit pas assez d'efforts pour promouvoir ces droits, mais aussi il favorise d'une manière ou d'une autre les violations de ces droits.

Depuis le déclenchement des affrontements qui ont eu lieu à Kisangani du 04 au 06 août 1998 jusqu'à la prise de la ville le 23 août, les violations ci-après ont été commises par les forces gouvernementales du régime KABILA :

A. En ce qui concerne les Droits civils et politiques

** Les atteintes au droit à la vie : exécutions sommaires*

- M. Faustin IBANDA, étudiant en dernière année d'études à l'Institut facultaire agronomique de Yangambi et agent de la Compagnie d'Aviation SUNAIR, a été abattu le 05 août 1998, par les éléments des Forces Armées Congolaises, dans son habitation située à l'Immeuble SEDEC dans la commune de la Makiso, pour sa morphologie apparentée aux Tutsi alors que la victime était de la tribu Hema de l'Ituri.

- Il y a des allégations des exécutions sommaires des militaires Tutsi rwandais et congolais (Banyamulenge) capturés lors des affrontements du 04 au 06 août, des militaires congolais (de l'Unité de Prévoté Militaire) soupçonnés d'être en complicité avec les rwandais et des civils rwandais. Ils auraient été exécutés à l'Aéroport International de Bangboka, au dépôt de la Société Pétrolière Congo-SEP situé à peu près 7 Kms du centre ville sur la route de Yangambi et vers la piste de l'Aéroport militaire du Plateau Médical ; certaines de ces présumées victimes auraient été enterrées dans de fosses communes près de la morgue de l'Hôpital général de Kisangani (environ 53 personnes), d'autres aux environs du Bac de la rivière Lindi à 15 Kms du centre ville (à peu près 19 personnes) et enfin d'autres auraient été jetées au fleuve Congo près du dépôt de la Société Congo-SEP.

** Les atteintes aux droits à l'intégrité physique et psychique, de ne pas être soumis à la torture et de ne pas être soumis aux conditions inhumaines.*

Il suffisait, à cette période, d'être pointé comme rwandais ou complice de rwandais pour être appréhendé et subir toutes sortes de mauvais traitements. C'est dans ce cadre que Mme EYANGA, habitant la 5^e avenue n°18 dans la commune Tshopo, avait été arrêtée pour avoir caché deux rwandais. Elle fut fouettée par les éléments de la Police et acheminée à l'Etat-Major où elle fut relâchée après 48 heures.

Plusieurs personnes identifiées comme sujets rwandais arrêtées se trouvaient dans des conditions inhumaines dans les cachots de l'Etat-Major et de la B.S.R.S. (Brigade de Surveillance, de Recherche et de Sécurité) dans la commune de Mangobo.

** Cas d'arrestation arbitraire*

- M. NGWASI Dieudonné, Directeur provincial adjoint de la Direction Générale de Migrations/Province orientale, avait été arrêté le 11 août 1998 par les éléments de la Police, à l'Hôtel Zongia où il logeait. Il a été détenu d'abord à la Police d'Intervention Rapide (ancien bureau de la Garde Civile), puis transféré au Bureau II de l'Etat-Major. On l'a soupçonné d'être en relation avec la rébellion du fait que son cousin, M. Joseph MUDUMBI, est de la Direction Politique de la rébellion à Goma. Il a été libéré la veille de l'entrée des troupes des rebelles à Kisangani (soit le 22 août 98).
- M. Jacques MANGA, 19 ans, élève au Complexe Scolaire de l'Université de Kisangani, domicilié au n°37 de la 1^{ère} avenue Tshopo, a été arrêté le 18 août 1998 par les éléments de la milice Maï-Maï opérant aux côtés de troupes gouvernementales au motif qu'il était rwandais alors qu'il était congolais. La victime a passé 26 heures, détenue dans une chambre à l'ancien Orphelinat, devenu Centre de Rééducation où logeaient les Maï-Maï. Sa vie a été en danger car à ce moment là, la milice Maï-Maï avait été armée par les forces gouvernementales
- M. SHAKIRA, Substitut du Procureur Général, avait été interpellé et gardé pendant plusieurs heures à l'Agence Nationale de Renseignement (ANR) au motif qu'il était rwandais alors que l'intéressé est congolais de la province du Sud-Kivu.

** Les atteintes au droit de propriété*

Plusieurs phonies et autres appareils de communication des particuliers et des personnes morales ont été confisqués par les services de sécurité. De même que les véhicules privés comme ceux des sociétés ont été réquisitionnés sans respect de la procédure.

M. Faustin KINZONZOLI, Secrétaire exécutif de l'ONG APILAF (Association pour la Promotion des Initiatives Locales en Afrique Forestière) s'est vu ravir sa moto de type YAMAHA sport, par les forces gouvernementales la veille de l'entrée des troupes rebelles dans la ville.

** Menace contre les Associations de Défense des droits de l'Homme*

En date du 12 août 1998, le Bureau du Groupe LOTUS a été visité par la Police d'Intervention Rapide qui le soupçonnait de disposer des

appareils de communication avec lesquels il transmettait les nouvelles à l'étranger. Un ordre verbal lui fut donné pour suspendre ses activités.

** Les atteintes au droit à un procès équitable*

Le commandant de la 25^e Brigade de Kisangani, M. LISASI ainsi qu'une trentaine de soldats des forces gouvernementales accusés de trahison, avaient été arrêtés, ligotés et transférés à Kinshasa sans être entendus par les autorités judiciaires compétentes.

** De cas de disparition*

M. CHIASHA, ancien agent de Service de Renseignement, originaire de la province du Sud-Kivu, marié à une rwandaise Tutsi et son fils Papy, élève en 4^{ème} année secondaire ; M. HEMEDI, agent à l'Office de Douanes et Accises (OFIDA), se réclamant de la tribu Hema de l'Ituri au Congo, arrêté à son domicile le 11 août 1998 par les éléments de la police ; M. BEDEL, non autrement identifié, Tutsi rwandais, étudiant en 3^{ème} Graduat à la Faculté de Médecine, arrêté par les éléments de la Milice Maï-Maï sur la cité universitaire au Home Complexe Elungu, Bloc B n°44 avec son ami BIENVENU, non autrement identifié, étudiant en 1^{ère} année Graduat à l'Institut facultaire Agronomique de Yangambi, sujet Tutsi rwandais ; M. RUTARAMERA BIGEGA, agent à la Société Nationale d'Electricité/Kisangani, considéré comme rwandais, arrêté par les éléments de la Police dans son domicile.

Toutes ces personnes sont restées introuvables jusqu'à ce jour. Toutes les recherches menées dans les différentes maisons d'arrêt demeurent sans résultat.

B. En ce qui concerne les Droits Economiques et Sociaux

** Dégradation de la situation socio-économique de la population*

Depuis le déclenchement des hostilités jusqu'au 23 août 1998, les autorités aussi bien gouvernementales que provinciales n'avaient pas réussi à assurer à la population de la ville de Kisangani l'apurement des arriérés des salaires (de 11 mois) et l'approvisionnement en denrées alimentaires de base telles que la viande et le haricot qui venaient de Goma et Bunia sous contrôle des rebelles. A ce moment, on notait déjà une inflation due aux sorties de fonds importants pour le paiement des soldats.

** Des entraves au droit à l'Education*

L'insécurité qui a régné dans la ville pendant et après les affrontements du 04 au 05 août 1998 a abouti à la suspension des enseignements aux Instituts Supérieurs de la place (Institut Supérieur des Techniques Médicales, Institut Supérieur Pédagogique et Institut Supérieur de Commerce) et à l'Institut Facultaire Agronomique de Yangambi.

C. En ce qui concerne l'utilisation des mineurs dans le conflit armé

Les enfants de moins de quinze ans, appelés communément " Maï-Maï ", qui se trouvaient à l'ancien orphelinat/Mangobo et ceux du Site H de

L'Hôpital Général en construction furent armés et certains d'entre eux furent envoyés aux fronts (sur la route Ituri comme sur la route Lubutu).

D. En ce qui concerne la protection de la population civile

Ces quelques affrontements qui ont eu lieu dans certains endroits de la ville (rond-point du Canon, Etat-Major, certains quartiers de Kabondo et au centre ville) ont fait des victimes civiles, innocentes qui ont été abandonnées à leur triste sort dans les hôpitaux. Les cas recensés sont les suivants :

* Mme MOZA, 27 ans, habitant la 11^{ème} avenue n° 20 dans la commune de Kabondo, a reçu une balle perdue qui a causé des plaies au niveau thoracique et à l'avant-bras gauche. Elle a été sauvée aux Cliniques Universitaires de Kisangani.

* MWEEMBO, 12 ans, habitant l'avenue du 30 octobre n° 40 dans la commune de la Makiso, a reçu une balle tirée par un militaire sur sa direction. Cette balle a causé des plaies abdominales pénétrantes. Il a été sauvé aux Cliniques Universitaires de Kisangani.

* Mme HONORINE MAUWA, dans la soixantaine, habitant la 12^{ème} avenue n° 6 dans la commune de Kabondo, a reçu une balle lui tirée par un militaire et qui lui a causé une fracture ouverte communitive de deux jambes. Elle a été admise aux Cliniques Universitaires où elle est décédée le 10 août 1998.

Enfin, dans ce climat d'insécurité qui a régné du 04 au 06 août caractérisé d'une part par des affrontements entre soldats Tutsi et Congolais, et d'autre part par la recherche des soldats rwandais cachés dans la ville, M. MBOMBO MUGENE, 51 ans, Inspecteur à l'Office Congolais des Postes et Télécommunications, a été assassiné le 06 août 1998, par un homme armé, sorti de la parcelle voisine habitée par les Tutsi civils et militaires, la nuit vers 21 heures. Selon les témoignages des enfants de la victime, l'assassin serait de morphologie nilotique, avec des traits de ressemblance à leur voisin du nom de CATABLOS, responsable local de la compagnie aérienne SUNAIR.

II.2. LES DROITS DE L'HOMME SOUS LA REBELLION

Dans le but de protéger la personne humaine en temps des conflits, des efforts ont été déployés dans divers sens pour la mise sur pied des textes internationaux. De là sont nées les quatre conventions de 1949, dites conventions de Genève. Celles-ci traitent de l'amélioration du sort des blessés et des malades des forces armées en campagne, de l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, du traitement des prisonniers de guerre et de la protection des personnes civiles en temps de guerre.

Toutefois, la rigueur de l'analyse appliquée à ces 4 conventions révèle une certaine insuffisance sur l'étendue de la protection de la personne humaine, comblée heureusement par les protocoles de 1977, relatifs aux conflits internationaux et non internationaux. Ces derniers interdisent les actes inhumains, les atteintes à la vie, à la santé et au bien-être physique ou moral, les punitions collectives, la prise d'otages, le terrorisme, les traitements humiliants et dégradants, le pillage... Bref, la population civile doit jouir d'une protection générale contre les effets des hostilités. Pour ne pas donner des brèches à des

mouvements d'insurrection ou de rébellion -et se soustraire ainsi de la vigilance de la communauté internationale- la R.D.C , quoiqu'ayant ratifié les 4 conventions de Genève, ne l'a pas encore fait pour le deuxième protocole additionnel relatif aux conflits non internationaux.

Néanmoins, il demeure vrai que l'article 3 commun à toutes les 4 conventions pose l'obligation d'un minimum de garanties reconnues comme essentielles et dont l'applicabilité est automatique en cas de conflit armé interne.

Les cas suivants, relevés à Kisangani et vérifiés, permettent de jauger le niveau de respectabilité et de protection des droits humains par les nouvelles autorités depuis le 23 août 1998, date de leur entrée.

II.2.1. Les actes inhumains

Pour des raisons difficiles à élucider, beaucoup d'actes inhumains ont été posés par les éléments armés.

* Occupation des immeubles suivie de destruction des biens

Des écoles ont été transformées en camps militaires. C'est le cas des écoles primaires TUFUATE et LISANGA, du réseau protestant, situées sur la 18ème avenue Tshopo. Tout au long de leur occupation, les bancs, tables et portes ont été transformés en bois de chauffage, les salles de classe en dépôts des matières fécales.

Les maisons des particuliers n'ont pas été épargnées. Celles se trouvant aux alentours de l'aéroport militaire et du Guest-House, notamment les maisons du Directeur de la Régie des Voies Aériennes (RVA), du Sous-Directeur de la RVA, du Divisionnaire de la METEO, du Percepteur Principal des Postes et Télécoms (OCPT) et de M. NGOY, agent à l'OCPT, ont été occupées et des mobiliers partiellement détruits.

* Soumission aux travaux forcés et mise en résidence surveillée

Trésor SELEGO, 15 ans, élève, résidant sur avenue Kinshasa n° 40 a été appréhendé le 25.09.98. devant la résidence de l'ex-général LIKULIA et obligé de laver les tenues militaires.

M. Raymond MOKENI EKOPI KANE, opérateur économique de Kisangani et Président de la Fédération des Entreprises du Congo (Patronat) a été mis sous résidence surveillée du 12 au 21.09.98. Les soupçons de détention d'une valise satellitaire pesaient sur lui. Après fouille systématique de sa résidence Arcadia , ses appareils de communication (téléphone et fax) ont été emportés. On lui aurait reproché d'avoir fourni de fonds aux forces gouvernementales et d'avoir repoussé l'offre de la rébellion d'occuper le poste de Gouverneur de Province. De même M. Georges YANGALA, Directeur des Etablissements BELECT, a lui aussi été mis en résidence surveillée, autant que son chef, M. MOKENI et son appareil de communication COMCELL ravi.

* Incursion avec violence dans les maisons des particuliers et établissement public

Dans la nuit du 25 au 26.08.98, des éléments armés ont pénétré de force dans la maison de M. MASUDIN sur la 3ème avenue bis n° 78 dans la commune de la Tshopo, les recettes du Bar et de l'Hôtel non encore

comptées, ainsi que l'argent destinée à la paie des militaires de Buta ont été emportés. Un militaire, agent payeur de Buta, y avait logé avant de s'enfuir.

MM. TANZA et GARRY, 2 sujets Ouest-africains, habitant sur la 1ère avenue n° 24 dans la commune de la Tshopo ont été visités par 2 éléments armés le 26.08.98. 95.000.000 de Nouveaux Zaires ont été emportés.

MM. YAHYA et MUHEMEDI, sujets Gambiens, résidant sur la 8è avenue n°3 dans la commune de la Tshopo, ont été victimes de pareils actes dans la nuit du 20 au 21 septembre 98. Les assaillants ont réussi à emporter un poste téléviseur en couleur 14 '' de marque Sony.

Le 22.09.98, trois militaires cassent le garage de la Faculté des Sciences de l'Université de Kisangani et s'emparent d'un véhicule Land-Rover. Celui-ci fut récupéré quelques jours après, sérieusement endommagé.

Fin septembre 98, les soldats de la rébellion font irruption dans le Couvent des prêtres à Simi-simi et extorquent au Curé de la Paroisse une somme de 10 millions de nouveaux zaires (soit 50 \$ US) et au Père MARTIN KONINGS, une somme de 800 \$US et de 150 millions de nouveaux zaires (soit 600 \$US) destinée à la paie des agents du Centre des personnes handicapées, SIMAMA.

** Désaffectation des salaires de certains agents de l'Etat*

L'Agence Nationale de Renseignement (ANR) aurait perdu six milliards de nouveaux zaires retirés de guichets de la Société BELTEXCO destinés à la paie de son personnel actif et 200.000.000 de nouveaux zaires, salaires de retraités.

II.2.2. Les atteintes au droit à la vie

Des morts parmi lesquels les civils et militaires ont été enregistrés.

- En réaction au soulèvement populaire du 26.08.1998 dû à la tentative de saisie de la Jeep SUZUKI VITARA des Prêtres du Sacré Cœur/Tshopo, soulèvement qui aurait coûté la vie à 5 militaires, une opération de représaille est menée par les militaires dans les communes de Tshopo, Mangobo et Kabondo. Jeunes et adultes furent froidement abattus :

- A la Tshopo : M. Georges ADEMBO, infirmier au Service Ophtalmologique de l'Hôpital de la CNCA, domicilié sur la 14è Avenue n°95, est mort le 26.08.98 d'une balle lui tirée en plein visage par les militaires, aux environs de 17 heures sur la 15ème avenue.

- A Mangobo : Faustin LOKWA ALIFE et Cédric BADJOKO BOBO, domiciliés au Quartier Basoko n°106 sont froidement abattus devant leur domicile, le 27.08.98 vers 9 heures du matin.

- A Kabondo : du 26 au 30.08.98, sont tombées sous les balles de militaires, les personnes suivantes :

- * MULAMBA, père de 3 enfants, domicilié sur la 19è avenue n°17

- * SELEMANI, 15 ans, domicilié sur la 16è avenue bis n°95

- * Mlle Jeanne (non autrement identifiée) tuée sur la 14è avenue bis n°40 chez sa tante, mais elle résidait sur la 5è Transversale n°85

- * ASSANI, facturier à la Société MIMCO et étudiant en 3è Graduat Mathématiques à l'Institut Supérieur Pédagogique-Libre de Kisangani

* MOMBESA, alias BOURRAY, Coiffeur de profession, domicilié sur la 10è avenue bis n°106/derrière ex-Bar La Cueillette, tué sur la 4è Transversale en face du Foyer Social de Kabondo.

* M. Pierrot MANYONGA MATANDA, 26 ans, résidant sur la 1ère avenue n°27/ Tshopo, a été abattu par les militaires le 28.09.98 vers 5 heures du matin. Il était recherché quelques jours avant.

* Pour soupçon de détention d'armes de guerre, un bandit non autrement identifié, mais faisant partie de la famille de Papa BOOLA, sentinelle à la Paroisse St Sacrement, est égorgé par des militaires en septembre 1998 à Lubunga. Au courant de ce même mois et dans cette même commune (Lubunga), un ancien militaire des Forces Armées Congolaises (non autrement identifié) fut égorgé. Il avait été surpris avec une arme de guerre qui lui aurait servi de poser d'ignobles actes.

II.2.3. Les traitements humiliants et dégradants

* M. Jean-Paul KÂBIONA, militaire des Forces Armées Congolaises/aile gouvernementale, a été arrêté quelques jours après la chute de Kisangani et détenu au cachot " Mabuso " de l'Etat-Major/Kisangani. Le refus de servir dans la nouvelle armée est placé à sa charge. Tout au long de sa détention, 60 coups de fouet lui étaient infligés quotidiennement.

* Dans ce même cachot, deux personnes soupçonnées " voleurs " y étaient incarcérées dans des conditions pénibles. Soumises à d'intenses tortures, l'une d'elles rendit l'âme au courant du mois de septembre.

* Mme l'épouse du Directeur Adjoint de l'Agence Nationale de Renseignement, Emmanuel SANZUNGUIMO, a été arrêtée le samedi 26.09.98 au cachot de l'Etat-Major de Kisangani, avec dans ses bras, un bébé d'un an et demi. Il lui était reproché la détention d'un appareil téléphonique portatif et des ustensiles de cuisine de l'Agence. Elle aurait échappé au viol. Elle fut libérée le jour suivant.

II.2.4. Les atteintes à l'intégrité physique, psychique et morale

* Dans la nuit du 11 au 12.09.98 aux environs de 3 heures du matin, Mlle Rita ASSUMANI, mère de 3 enfants, a été sérieusement menacée par 3 hommes en uniforme qui ont réussi à escalader la clôture de sa maison sise sur la 8è avenue bis n°50 dans la commune de la Tshopo. Trois millions de nouveaux zaires lui ont été arrachés.

* Soupçonné d'être le chef de fil d'un groupe de personnes détentrices d'armes de guerre pour une éventuelle opération militaire au quartier Plateau Boyoma, M. SELEGO CHALANDA, étudiant, résidant sur avenue Kinshasa n°40 dans la commune Makiso, a subi des menaces de la part des militaires deux jours durant (les 28 et 29.09.98).

* M. David MONDELE, 28 ans, marié et père de 2 enfants, a reçu deux balles au niveau du biceps (bras droit), dans la nuit du 26 au 27.08.98 vers 23 heures dans sa maison située sur la 9ème avenue n°10 dans la commune de la Tshopo.

* Dans la nuit du 23 au 24.08.98, le Directeur Provincial de l'Institut National de Sécurité Sociale a été enlevé et gardé dans un lieu secret de 23 heures à 3 heures du matin.

* De menaces de mort ont été proférées à M. Georges NGOY le 10.09.98 alors qu'il partait au Plateau Médical pour se rendre compte de l'état de destruction de leur maison familiale occupée par les militaires.

II.2.5. Disparition

* DA SILVA FIGUEIREDO, 50 ans, Portugais, résidant sur l'avenue Lac Nyassa n°5, commune Makiso ; OSVALDO DE SOUSA QUEIROZ, 38 ans, Angolais, résidant sur l'avenue Iac Nyassa n°5 commune Makiso ; MIALA GARCIA, 40 ans, Angolais, résidant sur le Bid Lumumba n°42/B, commune Makiso ; AIRES QUEIROZ GUINAIRES, 28 ans, Angolais, résidant sur le Bid Lumumba n°42/B, commune Makiso ; MIGUENS JULIO, 28 ans, Angolais, résidant sur le Bid Lumumba n°42/B, commune Makiso ; LEONEL CARLOS DE SOUSA, 27 ans, Angolais, résidant sur le Bid Lumumba n°42/B, commune Makiso et RIBIRIO GALVINO FAUSTINO, 22 ans, Angolais, résidant sur le Bid Lumumba n°42/B, commune Makiso.

Les précités sont des hommes d'affaires venus investir en République Démocratique du Congo et attendaient le démarrage effectif des activités de leur société " BHAGMEK INTERNATIONAL ". Vingt quatre heures après la prise de Kisanjani, ils ont été menacés de mort par des militaires, en réaction contre l'intervention angolaise dans le conflit en R.D.C. Tous leurs biens y compris ceux de leur société ont été pillés, leurs maisons occupées jusqu'à ce jour par les assaillants. L'on ignore leur sort et la direction qu'ils auraient prise. Dans le même ordre d'idées, TATI DOMINGOS, angolais, étudiant en première licence Sciences de l'Education à l'Université de Kisanjani et ses trois compatriotes seraient portés disparus.

* Des enfants soldats " Mai-Mai " internés à l'Hôpital Général de Kisanjani (pour raison de santé) et au site H/Mangobo (pour encadrement) auraient disparu. Cela serait consécutif à leur réarmement et leur ralliement aux forces gouvernementales pour stopper l'avancée des troupes de la rébellion vers Kisanjani.

II.2.6. Le pillage

Kisanjani ne s'est pas encore totalement remise sur le plan économique depuis les événements de pillage (septembre 91 et décembre 93). Depuis, seules quelques entreprises tournent encore et occupent la main-d'œuvre locale. Mais un coup assommant vient de leur être appliqué.

* Dans la semaine du 24 au 30.08.98, les Sociétés AMEXBOIS et la FORESTIERE, deux géants d'exploitation forestière, ont été pillées par les militaires : tout le stock de bois travaillé, tout le stock de carburant, matériels roulants, dynamos qui font tourner les scieries ont été emportés.

* A l'Office de Routes, l'on signale les pertes suivantes : 2000 litres de Gasoil, tous les salaires des agents de l'intérieur de la province, une bonne quantité de pièces de rechange tant au bureau du Centre Route que du Centre BAC.

* La Société SORGERI a été victime des casses par les militaires du magasin central, de la caisse centrale, des bureaux du Directeur Administratif et du Chef Comptable. Les détails des responsables de la société ont été abattus ((200 cochons et quelques chèvres).

* Les écoles pillées à Yanonge, localité située à 58 kms de Kisanjani : l'Institut Technique Agricole et l'Institut Mogyo (de menuiserie) ; machines à écrire, les bois et les pendules emportés. Des bancs cassés et utilisés comme bois de chauffage.

* A Yangambi, localité située à 100 kms de Kisanjani : certaines maisons de l'Institut National d'Etudes et de Recherches Agronomiques pillées et détoulées.

* A Banalia, localité située à 128 Kms de Kisangani : des maisons des particuliers (réfugiés en brousse), la Mission Catholique et l'Hôpital Général pillés.

II.2.7. La dégradation de la situation sanitaire , humanitaire et menace à l'égard des Agents de la santé

* L'insécurité et l'isolement de la ville comme facteur de la détérioration sanitaire et humanitaire

a) L'insécurité

Les deux grands centres hospitaliers de Kisangani se trouvent dans le quartier Plateau Médical à Makiso : Cliniques Universitaires et son Laboratoire et l'Hôpital Général.

Les soldats de la rébellion chargés de surveiller l'Aéroport militaire de Simi-Simi ont envahi les alentours de ces deux hôpitaux rendant la circulation difficile dans cette zone et pour le personnel de santé et pour les malades. Il y a eu des pillages des hôpitaux, des agences humanitaires, des dépôts de denrées alimentaires et autres produits de première nécessité, des agressions physiques et des menaces à l'égard de certains agents de santé.

Ce qui a eu comme conséquence logique, l'abandon des hôpitaux par les patients et les agents sanitaires, la fermeture des agences humanitaires et officines pharmaceutiques, dépôts et magasins des vivres.

b) L'isolement de la ville

La ville de Kisangani est coupée actuellement de toutes ses sources d'approvisionnement qui sont : Kinshasa, l'arrière région et l'Est (Goma, Bunia, Butembo, Bukavu...). Elle vit maintenant dans un enclavement total. Comme nous l'avons décrit ci-haut, la ville de Kisangani ne dispose pas d'assez de dépôts et officines pharmaceutiques, de dépôts et magasins de denrées alimentaires (vivres) pouvant servir la population pendant une longue période d'isolement total. Ses principales sources d'approvisionnement en médicaments sont la Pharmacie Diocésaine, MIMCO-PHARMA et Dépôt Pharmaceutique PARS.

Les faits ci-après, constituant des entraves au droit à la santé et menace à l'endroit des agents de la santé, ont été recensés :

- Aux Cliniques Universitaires, le 24.08.1998, tous les patients quittent l'hôpital à cause de l'insécurité. Le personnel médical et paramédical arrivent timidement. Quelques jours plus tard, ils remarquent que même eux sont en insécurité. Le 26.08.1998, le Professeur WAMI WIFONGA, Médecin Directeur des Cliniques Universitaires et Enseignant à la Faculté de Médecine, est visité dans son bureau par 5 rebelles dont 3 Tutsi et deux Ougandais. Ils exigent de l'argent et des médicaments. Après les menaces, ils réussissent à emporter une somme de 200 \$ US, un important lot des médicaments.
- Le 30.08.1998, le Dr. LUKA, Médecin au Département de Gynéco-Obstétrique et assistant à la Faculté de Médecine, voulant se rendre aux Cliniques vers 13 H00', est appréhendé dans l'enceinte même des

Cliniques par 3 éléments armés de morphologie Tutsi et entraîné en brousse vers le Centre Antituberculeux, on le dépouille de ses souliers, sa chemise et une somme de 15 FC après lui avoir infligé des traitements inhumains.

- Le 03.09.1998, le Dr LOLA KISANGA, Médecin au Département de Médecine Interne des Cliniques Universitaires, est appréhendé dans l'enceinte de l'Institut Facultaire Agronomique vers 19 H 00' en quittant les Cliniques pour le Guest-House par des soldats ougandais (4). Il fut aussitôt relâché.
- Le 19.09.1998, pillage systématique du laboratoire de recherche de la Faculté de Médecine et l'unité biochimique des Cliniques Universitaires.

Effets emportés :

- 4 photospectromètres
- 6 microscopes électriques
- une grande quantité de réactifs
- autres matériels de haute valeur
- *A l'Hôpital Général de Kisangani*
- Occupation des pavillons par les rebelles
- Utilisation des mobiliers pour allumer le feu
- Saisie de la phonie de l'Antenne Programme Elargi de Vaccination (PEV) de Kisangani : fermeture des activités du P.E.V., suspension de la campagne de vaccination contre la poliomyélite qui devrait avoir lieu au mois d'août.
- *A l'Antenne O.M.S. Kisangani*
- Occupation de l'habitation du Médecin chef d'Antenne par les autorités rebelles dès leur arrivée à Kisangani (le 23/08/1998) ;
- Pillage du dépôt pharmaceutique de l'OMS
- Menace sur Mme SEFU Christine, Superviseur de l'Antenne OMS/Kisangani pour remettre le véhicule de l'OMS aux rebelles
- Prise du véhicule de l'UNICEF/Kisangani
- *A la CARITAS KISANGANI*
- Réquisition des véhicules pour transport des troupes rebelles au front
- * Pillage de l'Hôpital Général de Lubunga et de l'Hôpital Général d'Ubundu(localité située à 129 kms de kisangani)
- * Menace sur Docteur MOPEPE Jean, Médecin Directeur de la Clinique Orchidée de Kisangani (COKIS) à cause de ses liens de parenté avec le Gouverneur Jean YAGI SITOLO, propriétaire de la Clinique

La Régie de Distribution d'eau (REGIDESO), ayant constaté que le stock de ses intrants est à cours de rupture, ne fournit l'eau que pendant six heures par jour. Actuellement, la qualité d'eau fournie à la population est douteuse et l'éclosion des épidémies de maladies diarrhéiques (dysenterie bacillaire, salmonellose, choléra, amibiase...) est à craindre.

Tableau 1 : Evolution de prix des médicaments avant et après la chute de Kisangani

PRODUIT	PRIX AVANT GUERRE	PRIX ACTUEL
20 Cés d'Aspirine	0,13\$	0,66 \$
20 Cés de Chloroquine	0,20 \$	1 \$
20 Cés Novalgine	0,16\$	0,66 \$
10 Cés de Quinine	0,66 \$	2 \$
1 Flacon de Pénicilline Proc.	0,53 \$	2 \$
20 Cés Indocid	0,20 \$	0,66 \$
16 Cap. Tetracycline 250 mg	0,33 \$	1 \$
16 Cap. Ampicilline 250 mg	0,66 \$	1,66 \$
16 Cap Chloramphénicol	0,66 \$	1,33 \$
20 Cés bactrim	0,40 \$	1 \$
1 Seringue à usage unique	0,13 \$	0,4 \$
1 Litre Sérum Glucose 5%	2 \$	5,33 \$
1 Litre NaCal 0,9%	1,66 \$	5 \$
1 Ampicilline 1g	0,53 \$	1,33 \$
1 flacon Chloramphenicol	0,53 \$	1,33 \$
1 Ampoule Quinine	0,40 \$	1,\$
1 Ampoule Chloroquine	0,16 \$	0,33 \$
1 Ampoule Dipyron	0,16 \$	0,50 \$

N.B. :

- ✓ 1 \$ US = 250.000 Nouveaux Zaires (au taux de change du 29.09.98)
- ✓ Ce sont les prix des médicaments relevés le 29.09.98
- ✓ S'il n'y a pas approvisionnement en médicament, les prix continueront à monter

Traitement d'une crise de malaria associée à une verminose et une infection urinaire (cas fréquent chez nous) :

Consultation du Médecin	: 1 à 2 \$ US.- 15 ampoules de quinine 10 \$US
5 litres sérum glucosé	: 5 \$US - 72 capsules d'Ampicilline 5 \$US
3 ampoules de dipyron	: 1 \$ US - Hospitalisation 1 \$US/jour
Nursing	: 1 \$ US/jour-Examens de Laboratoire 5 \$ US (Examens ord.)
Une Laparotomie	: 150 à 200 \$US

Autre fait important à signaler : l'arrivée massive des militaires Rwandais et Ougandais en provenance des régions à prévalence élevée de SIDA dans la ville de Kisangani ainsi que le désordre sexuel observé chez ces soldats, entraînerait une augmentation du taux d'infection HIV (SIDA) à Kisangani et dans toutes les régions occupées par les rebelles.

II.2.8. Les atteintes au bien-être matériel et social

La population de Kisangani connaît d'énormes difficultés tant sur le plan social qu'économique depuis le 23 août 1998. Coupés de principaux centres d'approvisionnement, les vendeurs et commerçants - qui disposent encore du stock des produits manufacturés - se livrent sans pitié à l'augmentation des prix de leurs produits. Le taux de change prend l'ascenseur au point que certains opérateurs économiques décident

carrément de suspendre momentanément leurs activités alléguant la crainte d'éventuels pillages en cas d'une contre-attaque victorieuse des forces gouvernementales.

Les deux tableaux ci-dessous permettent d'évaluer le degré de détérioration de la situation économique :

a. Taux de change

Date	Devise	Equiv. en N.Z.	Equiv. En FC.	% de majoration
01.07.98	1 \$	140.000 NZ	1,40 FC	-
01.08.98	1 \$	150.000 NZ	1,50 FC	10,71 %
23.08.98	1 \$	190.000 NZ	1,90 FC	13,57 %
27.09.98	1 \$	240.000 NZ	2,40 FC	12,42 %

b. Prix sur le marché

Article	Prix au 01.7.98	Prix au 23.8.98	Prix au 23.9.98
72cl Huile	25.000 NZ	60.000 NZ	75.000 NZ
1 Kg riz	30.000 NZ	60.000 NZ	80.000 NZ
1 Kg sucre	70.000 NZ	120.000 NZ	150.000 NZ
1 savon	35.000 NZ	65.000 NZ	80.000 NZ

La situation financière et monétaire est loin de se stabiliser. D'importants retraits de fonds à la Banque Centrale du Congo/Kisangani sont effectués par les nouvelles autorités (35.000 Francs congolais et 70 milliards de nouveaux zaïres prêts à l'incinération dans le cadre des mesures d'encadrement de la réforme monétaire en cours) pour faire face à la charge salariale des agents et fonctionnaires de l'Etat et des militaires. En conséquence, le Franc Congolais perd de plus en plus de sa valeur et le dollar atteint le cap de 270.000 nouveaux zaïres. En même temps, les prix des produits manufacturés galopent sur le marché. La recherche de compensation des pertes enregistrées (pour le cas de la BELTEXCO, 24.000 \$US emportés par les militaires et des retraits énormes par les autorités civiles) d'une part, et de l'autre, la diminution sensible du stock de ces produits justifient cette hausse.

PARTIE III : L'ATTITUDE DE DIFFERENTES PARTIES AU CONFLIT FACE AUX VIOLATIONS ET ABUS DES DROITS DE L'HOMME COMMIS

III.1. LES AUTORITES GOUVERNEMENTALES

Après les appels et discours lancés à la radio et à la télévision à la population pour dénoncer les agresseurs identifiés comme les rwandais et devant la montée de la haine envers tous les rwandais (civils et militaires), les autorités locales ont appelé la population à ne s'attaquer qu'aux militaires rwandais. Face aux abus commis à l'égard des rwandais civils, aucune mesure de poursuite judiciaire n'a été prise à l'égard des auteurs de ces actes.

III.2. LES AUTORITES DE LA REBELLION

Après les représailles de l'armée rebelle sur la population suite aux manifestations du 23 août 1998, le Commandant des opérations militaires

à Kisangani a demandé des excuses à toute la population pour les égarements de certains de ses éléments. Il a aussi déclaré avoir pris toutes les mesures pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Mais aucune poursuite judiciaire n'a été engagée à l'égard des éléments coupables.

Quelques jours après ces manifestations du 23.08.1998, des véhicules des militaires jetaient de l'argent aux citoyens (des billets de 5 centimes et de 10 centimes) au rond-point de la 15ème avenue dans la commune de la Tshopo, aux alentours du grand marché de la ville et à d'autres coins du centre ville.

Pour faire oublier à la population tous ces abus et obtenir son ralliement à la rébellion, les autorités rebelles remirent aux participants à leur séminaire idéologique une somme de 28 Francs Congolais (soit 10 \$US), à chacun à la fin de la formation ; aux étudiants de l'Université de Kisangani 5 Francs Congolais (soit à peu près 2 \$US) et une importante somme estimée à plus de 300 \$ US aux membres d'une organisation informelle des jeunes dénommée " Les Enfants des Etats-Unis " de la commune de Mangobo, pour participer au meeting de leur leader, M. LUNDA BULULU.

PARTIE IV : LES ENJEUX DE LA GUERRE

La guerre actuelle en République Démocratique du Congo se présente comme un iceberg :

- les acteurs visibles : la rébellion contre le régime KABILA ; les alliés du gouvernement contre les alliés de la rébellion
- les acteurs invisibles : les grandes puissances étrangères ; les lobbies économiques et politiques ; les forces progressistes du Tiers-Monde.

L'issue de cette guerre pourrait modifier plusieurs paramètres tant nationaux, régionaux qu'internationaux.

Dans les lignes qui suivent, nous présentons la situation sur terrain, la réaction de la population, les efforts accomplis par la Communauté Internationale jusqu'à ce jour et enfin, nous essayons de présager l'avenir.

IV.1. RAPPORT DES FORCES : progression sur le terrain

Depuis le déclenchement des hostilités le 2 août 1998, le rapport des forces a entraîné la bipolarisation du pays : à l'Ouest d'un côté les forces gouvernementales et alliés et à l'Est, les forces rebelles et alliés. Mais, la rébellion gagne du terrain à l'Est à cause des alliés de KABILA qui hésitent à s'engager à l'Est non seulement par manque d'intérêt, mais aussi par réserve d'aller affronter les alliés de la rébellion près de leurs bases.

IV.2. LA POPULATION : ses préoccupations et ses attentes

La population congolaise qui n'est pas habituée à la guerre affiche une méfiance à la rébellion qu'elle considère comme inopportune, hybride voire traîtresse. Elle découvre, à travers cette guerre, d'une part

l'incapacité des soldats congolais (gouvernementaux et rebelles) à défendre l'intégrité territoriale et à lui assurer la paix et la sécurité, et d'autre part l'insensibilité des politiciens congolais à sa misère et enfin, l'indifférence de la Communauté internationale.

IV.3. LES EFFORTS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE : timides et insuffisants (du mois d'août à début octobre 1998)

Le Gouvernement de la RDC a dénoncé tant à l'opinion nationale qu'internationale l'invasion de son territoire par les troupes rwandaises et ougandaises. Ses émissaires aux Nations Unies, à l'OUA et dans d'autres institutions internationales ont déposé les plaintes contre le Rwanda et l'Ouganda. Mais les réactions à ces plaintes ont été lentes, réservées voire mitigées.

Les réactions des uns et des autres face au conflit en RDC ont été exprimées au cours des Sommets, dans les Conférences et dans des rencontres des Chefs d'Etat et des Gouvernements, soit au niveau régional, soit au niveau international. On examine rapidement les résultats de ces différentes rencontres :

- *Sommet de Victoria Falls I*

Initié par le Président MUGABE dans le cadre de la SADC, il a réuni les Chefs d'Etat de la RDC, du Rwanda, de l'Ouganda et de la Namibie.

Résultat : désaccord sur l'agression entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda

- *Sommet des Pays non alignés tenu à Durban en Afrique du Sud*

Ce sommet, présidé par Nelson MANDELA, a connu la participation de toutes les forces en conflit en RDC (RDC, Angola, Zimbabwe, Namibie, Rwanda et Ouganda) en présence d'autres leaders des pays non alignés (Fidel CASTRO) et du Secrétaire Général des Nations Unies, KOFFI ANAN.

Résultats :

- Reconnaissance de l'agression étrangère de la RDC sans citer les agresseurs ;
- Responsabilisation du Président MANDELA comme médiateur dans la crise congolaise

- *Conseil de Sécurité des Nations Unies*

Les pays membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies ont reconnu l'agression de la RDC par les forces étrangères sans les nommer. Ils ont fait appel au respect de l'intégrité territoriale de la RDC.

- *Sommet de Victoria Falls II*

Présidé par le Président Zambien, Frédéric CHILUBA, ce Sommet a réuni les Chefs d'Etat de l'Ouganda, du Rwanda, du Zimbabwe, de la Namibie, du délégué du Président Angolais en présence du Secrétaire Général de l'OUA, Salim Ahmed Salim. Le Président Zambien faisait des navettes entre la salle des Chefs d'Etat et la chambre où se trouvait la Délégation de la rébellion conduite par MM. Z'HAIDI NGOMA et BIZIMA KARAH.

Résultats :

- désaccord sur l'agression de la RDC
- acceptation du principe de retrait des troupes étrangères.

- *Conférence d'Addis-ABEBA*

Il a réuni tous les ministres de défense des pays impliqués dans le conflit en RDC. Celle-ci a été représentée par son ministre des Affaires Etrangères.

Résultat : Désaccord sur les modalités de retrait des troupes étrangères

- *Sommet de l'Ile Maurice*

Convoqué par la SADC pour débattre des problèmes économiques de ses membres, ce Sommet a inscrit à son ordre du jour, la crise congolaise.

Résultats :

- désaccord sur l'agression congolaise
- renforcement des positions militaires des alliés de KABILA
- remise en cause du Président MANDELA par le Président MUGABE.

- *Sommet de Libreville*

Convoqué par le Président du Gabon, Omar BCNGO, cette rencontre a réuni les Chefs d'Etat des pays de l'Afrique Centrale pour examiner la crise congolaise.

Résultats :

- reconnaissance de l'agression congolaise par les forces étrangères ;
- rapprochement entre le régime de Kinshasa et les pays de l'Afrique Centrale d'une part, et d'autre part avec la France ;
- acceptation de l'intervention militaire Tchadienne en RDC.

- *Les rencontres de TRIPOLI et le Plan des Forces d'Interposition de KHADAFI (Tchad, Niger et Erythrée)*

Après avoir reçu les Présidents KABILA de la RDC et MUSEVENI de l'Ouganda venus lui soumettre, chacun sa position sur la crise qui secoue la RDC, le Président KHADAFI a réuni autour de lui les Présidents du Tchad, du Niger et de l'Erythrée.

Résultats :

- proposition de retrait de toutes les troupes étrangères en RDC ;
- mise en place d'une force d'interposition neutre (Tchad, Niger et Erythrée) le long des frontières rwando-ougandaises et ougando-congolaises.

Ce plan réaliste ne semble pas bénéficier du soutien de la Communauté Internationale.

- *L'Union Européenne*

Son Envoyé Spécial dans les pays des Grands Lacs a rencontré les Présidents de la RDC, du Rwanda, de l'Ouganda et de l'Angola.

Résultats :

- tous les pays alliés des parties en conflit tiennent à sécuriser leurs frontières
- levée de principe de conférence internationale.

- *L'Ambassadeur des Etats-Unis en RDC*

Le 14 octobre dernier, après avoir été reçu par le Président KABILA à Lubumbashi, l'Ambassadeur des Etats-Unis en RDC a reconnu l'invasion de la RDC par les troupes étrangères.

IV.4. L'AVENIR DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Les régimes actuels de Kigali, de Kampala et de Kinshasa, produits de force des armes et alliés rebelles d'hier, faute d'avoir trouvé des solutions démocratiques à leurs problèmes politiques, économiques et sociaux, sont aujourd'hui en conflit armé.

Le destin politique de la RDC est ainsi inextricablement lié à celui de ses voisins de la région. Il est déterminé par l'issue d'une guerre aux ramifications internationales opposant des belligérants qui semblent mépriser les droits de l'homme et des peuples.

A. En cas de la victoire militaire du Président KABILA

• *Les atouts de KABILA*

Le Président KABILA, s'il démocratise l'Etat comme il le déclare souvent, peut mobiliser le peuple congolais autour des grandes réformes de la reconstruction nationale. Il tire la légitimité de son pouvoir et son charisme de trois éléments :

- a) Le succès de sa lutte armée contre le régime néo-patrimonial et dictatorial de M. Mobutu, un régime diabolisé, remis en cause dans ses pratiques politiques, économiques et sociales. Présenté comme ennemi juré de Mobutu, l'opinion nationale le prend pour le libérateur du peuple congolais, la figure de proue d'une nouvelle ère pour l'espace politique congolais qui fera de l'Etat congolais déliquescence un Etat de droit, prospère et puissant.
- b) Le succès de sa lutte contre la prétention hégémonique Tutsi. Paravent idéologique ou réalité sociologique ? Sinon le discours présidentiel à cet égard mobilise fortement le peuple congolais et légitime la guerre gouvernementale contre la rébellion - agression.
- c) Les efforts de redressement socio-économique entrepris par le Gouvernement KABILA, notamment dans le domaine de la lutte contre les anti-valeurs (corruption, détournement et tracasserie), de la réhabilitation et de la revalorisation de l'appareil de l'Etat et de la jugulation de l'inflation ont suscité l'espoir dans la population.

• *Les dangers à éviter*

Les attitudes politiques autocratiques du Président KABILA recommandent de faire preuve de prudence quant à sa reconversion aux pratiques démocratiques de gestion de l'Etat moderne. Elles font pointer à l'horizon quelques dangers à éviter : l'absolutisme du pouvoir de chef de l'Etat, l'exclusion totale des Tutsi et le développement des conflits armés dans la région.

a) *L'absolutisme du Chef de l'Etat*

La RDC en guerre, le Président auto - proclamé et hostile au champ politique interne pluriel, M. KABILA demeure l'organe officiellement absolu de décision et de recours. Après la guerre, il y a lieu d'envisager des garde-fous juridico-politiques susceptibles de contrarier les velléités autoritaires que transpire le culte de personnalité en développement dans le chef du Président national de l'AFDL. Les meilleures recettes démocratiques pour une transition préfigurant une troisième République démocratique seraient le pluralisme

partisan sous réserve des lois bien définies et l'existence des mécanismes de consultation du souverain sur le devenir de la Nation.

b) L'exclusion totale des Tutsi et l'embrassement de la sous-région des Grands Lacs

Dès le déclenchement de la rébellion, devant la presse tant nationale qu'internationale, et à la Télévision nationale, le Président KABILA accuse les gouvernements de Kigali et de Kampala d'agresseurs, souligne l'illusion de prétention hégémonique Tutsi au Congo et de son empire et projette d'exporter la guerre d'où elle est venue, c'est-à-dire en Ouganda et au Rwanda.

Les ressources ethniques sont clairement mobilisées : l'incrimination des Tutsi au Congo, le ralliement des rebelles rwandais (essentiellement Hutu) et ougandais (selon les accusations de la rébellion contre KABILA) aux troupes loyalistes. Le régime KABILA constituerait un sérieux danger contre les régimes du Rwanda et de l'Ouganda. Si les précautions ne sont pas prises, la victoire militaire de KABILA pourrait provoquer l'exode des Tutsi, exporter la guerre sur les territoires ougandais et rwandais, voire déstabiliser ces régimes.

B. En cas de la prise effective du pouvoir par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie

• *Avantages*

Le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), né de divers clivages au sein de l'AFDL, bien que se réclamant pour la démocratisation des institutions politiques de la RDC, a choisi comme stratégie de conquête de pouvoir la rébellion armée impulsée par les troupes gouvernementales ougando-rwandaïses. Sa prise effective de pouvoir pourrait comporter quelques avantages :

- la possibilité du libéralisme politique liée à l'absence dans ce mouvement, du moins jusqu'à présent, d'un leader charismatique civil ou militaire incontournable, ce qui n'exclut pas la possibilité de domination d'une oligarchie du RCD. ;
- La prise des mesures spéciales pour la protection de minorité Tutsi menacée d'extermination ou d'exil ;
- La coexistence pacifique entre les régimes de la région par l'élimination réciproque des mouvements rebelles respectifs à chaque régime.

• *Inconvénients*

Le RCD, considéré par la majorité de peuple congolais comme de stricte obédience Tutsi et fondé sur les rebuts des ex-FAZ de triste mémoire, pourrait instaurer un régime impopulaire et former difficilement une armée nationale congolaise capable de gagner la confiance des populations congolaises.

Il sera constamment appelé à gérer la haine exacerbée de certains segments des populations congolaises autochtones contre la minorité Tutsi habitant le Congo.

Au cas où il ne parviendrait pas à rendre inopérables les mouvements rebelles ougandais et rwandais (Hutu) qui opèrent à partir du territoire congolais, ses présents alliés ougando-rwandais entreraient en conflit contre lui.

C. En cas d'une solution négociée

- *Avantages*

La RDC est un Etat à reconstruire. La guerre, c'est la destruction. Il lui faut donc un contexte consensuel et pacifique pour son développement. Dans ce sens, la solution négociée évacuant la violence paraît plus féconde pour son avenir.

En effet, les solutions concertées relatives aux différents enjeux ayant motivé l'engagement armé des belligérants pourraient imposer les modalités d'une redistribution du pouvoir entre les forces internes en présence (AFDL, RCD, Opposition interne et Société Civile) prévenant de la sorte la patrimonialisation de l'Etat.

Aussi, elles peuvent engendrer un nouvel équilibre dans la région, commandé par la préoccupation de stabiliser les relations internationales dans le seul but de développement pour le bien-être des populations des Etats considérés.

- *Insuffisance d'une solution négociée*

La Communauté Internationale, par ses efforts à travers les différents sommets précités pour trouver une solution négociée au conflit, veut appliquer les droits de solidarité qui mettent en exergue la fraternité des hommes ou des Etats dans le sens de la conjonction des efforts de tous pour réaliser la vie harmonieuse de la communauté internationale.

Mais dans cette recherche de solution négociée, les acteurs ont tendance à réconcilier les belligérants sans insister sur les droits civils et politiques opposables à l'Etat. Cette situation est favorable à la survie des régimes autoritaires incapables d'instituer et de garantir les droits civils et politiques de citoyen.

Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe adopté formellement par la Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale de l'ONU en décembre 1960, a rendu dynamique le processus de la décolonisation africaine. Aujourd'hui par contre, il secrète et sécurise des régimes dictatoriaux africains ; les détenteurs étatiques de ces types de pouvoir peuvent se sécuriser réciproquement pour la pérennité de leurs régimes (M. Mobutu a su excellemment jouer ce jeu). D'où l'existence inavouée de certaines organisations régionales et sous-régionales en Afrique. Ici, se justifie la tradition qui plaide le devoir d'ingérence chaque fois qu'est menacée la démocratie et que sont vidés les droits de l'homme et des peuples.

Aujourd'hui, même si la solution négociée arrivait à réconcilier les régimes de Kinshasa avec ceux de Kigali et de Kampala, le problème de la légitimité de ces trois régimes restera entier.

L'avenir de la RDC dépendra donc de sa capacité d'édifier un Etat démocratique qui assumera efficacement son rôle géostratégique au cœur de l'Afrique dans le respect des droits de l'homme, de citoyens et des autres peuples.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Depuis le 17 mai 1997, date de la prise du pouvoir par le Président KABILA jusqu'au déclenchement de la rébellion en début août 1998, la situation des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales n'a cessé d'être préoccupante dans la République Démocratique du Congo. Non seulement les partis politiques ont été suspendus et certains de leurs leaders jetés en prison, les organisations des Droits de l'Homme menacées mais aussi et surtout le gouvernement de la R.D.C n'a pas fait preuve de volonté réelle de poursuivre les auteurs des violations massives, flagrantes et systématiques des Droits de l'Homme commises sur son territoire.

La guerre actuelle qui oppose le gouvernement de la R.D.C. à la rébellion, menée par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie, vient aggraver la situation des Droits de l'Homme. Cette guerre ne met pas que les forces internes en collision mais aussi les forces armées ougandaises et rwandaises qui s'engagent, aux côtés des rebelles, pour renverser le régime de Kabila au nom de la protection de leurs frontières et de la minorité Tutsi en danger.

Si dans ce conflit armé, les forces gouvernementales commettent des exécutions sommaires, des arrestations arbitraires et autres actes de nature à choquer la conscience humaine, la rébellion, quant à elle, procède soit à l'élimination physique soit aux traitements inhumains des populations civiles qui tentent de lui opposer une résistance, des extorsions, sous diverses formes, des biens des particuliers et des personnes morales, à la corruption, au favoritisme et au pillage des ressources et des biens d'utilité publique, accentuant ainsi la misère de la population.

C'est pourquoi, extrêmement préoccupé par cette dégradation continuelle de la situation des Droits de l'Homme et de la montée de la violence qui entraînent inexorablement la République Démocratique du Congo vers le chaos et qui risquent d'embraser non seulement la sous-région des Grands Lacs mais aussi toute l'Afrique Centrale et soucieux de l'instauration d'un Etat de droit en R.D.C, le Groupe LOTUS formule les recommandations suivantes :

- Au Gouvernement Congolais :
- d'accepter de négocier avec toutes les parties en conflit et de convoquer dans un bref délai, une Table Ronde politique non seulement pour définir et étudier les modalités de cette négociation, mais aussi pour relancer le processus démocratique et enfin, pour favoriser la réconciliation nationale ;
- de faire de la protection et du respect des Droits de l'Homme une des priorités de l'action gouvernementale en vue de l'instauration de l'Etat de droit en RDC. ;

- de prendre des dispositions législatives et sociales pour instaurer un pouvoir judiciaire indépendant et impartial ;
 - de développer une politique de coopération franche et intense tant avec les organisations nationales et internationales des Droits de l'Homme pour la prévention, les investigations et la répression des violations des droits humains qu'avec les organisations humanitaires désireuses de secourir la population congolaise ;
 - de mettre en œuvre une stratégie réaliste et efficace pour arrêter la distribution et la circulation anarchique des armes dans le pays.
- *Aux Autorités de la Rébellion :*
 - d'arrêter leur progression sur le terrain pour la négociation avec le gouvernement de la RDC ;
 - de protéger les populations civiles et toutes les victimes du conflit armé conformément au droit international humanitaire et aux lois nationales ;
 - d'améliorer la situation socio-économique de la population sous son contrôle par l'ouverture de nouveaux canaux d'approvisionnement en matières premières et en produits manufacturés
 - d'apporter sa collaboration aux organismes internationaux pour remédier aux situations d'urgence qui se posent avec acuité dans la ville de Kisangani ;
 - de veiller au respect de l'intégrité territoriale de la RDC et de son patrimoine national ;
- *A la Société Civile Congolaise :*
 - d'inciter toutes les parties au conflit à la négociation pour éviter une victoire militaire qui risque d'éloigner les chances de la réconciliation nationale ;
 - d'inciter toutes les parties au conflit au respect des droits de l'homme, du droit international humanitaire, de l'intégrité territoriale et du patrimoine national ;
 - d'apporter l'assistance nécessaire aux victimes de violations des droits de l'homme ;
 - de s'acquitter de son devoir de Mémoire et de Témoignage sur toutes les exactions et violations commises par les belligérants.
- *A la Communauté Internationale :*
 - d'amener toutes les parties au conflit en négociation afin d'arrêter la guerre qui entraîne d'énormes dépenses et coûte cher en vies humaines ;
 - de tenir les parties au conflit responsables de la détérioration de la situation des Droits de l'Homme en R.D.C ;
 - d'assurer l'observance des compromis des Sommets jusqu'alors convoqués en vue de la résolution de la crise congolaise ;
 - de fournir l'aide humanitaire aux populations congolaises par le truchement des organisations non-gouvernementales dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la santé ;
 - de veiller au respect de l'intégrité territoriale de la RDC ;
 - de convoquer une conférence internationale pour résoudre l'épineuse question de la sécurité dans la sous-région des Grands Lacs.

Fait à Kisangani, le 15 octobre 1998

Gilbert KALINDE ABELI
Secrétaire

Dismas KITENGE SENGA
Président

Annexe 1

LE TEXTE INTEGRAL DU DECRET-LOI CONSTITUTIONNEL N°003 DU 27 MAI 1997
RELATIF A L'ORGANISATION ET A L'EXERCICE DU POUVOIR EN REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO

Le Président de la République :

Vu la déclaration de prise de pouvoir par l'Alliance des forces
démocratiques pour la libération du Congo, AFDL, du 17 mai 1997 ;

Vu la nécessité et l'urgence ;

Décète :

Chapitre 1er : DES DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1 Jusqu'à l'adoption de la Constitution de la Transition par
l'Assemblée Constituante, l'organisation et l'exercice du pouvoir
sont régis par le présent Décret-loi Constitutionnel.

Art. 2 En République Démocratique du Congo, l'exercice des droits et
libertés individuels et collectifs est garanti sous réserve du
respect de la loi, de l'ordre public et des bonnes mœurs .

Chapitre II : DES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE

Art. 3 Les institutions de la République :

- 1) Le Président de la République,
- 2) Le Gouvernement,
- 3) Les Cours et Tribunaux

Section I : Du Président de la République

Art. 4 Le Président de la République est le Chef de l'Etat. Il
représente la nation.

Art. 5 Le Président de la République exerce le pouvoir législatif par
décrets-loi délibérés en conseils des ministres. Il est le Chef
de l'exécutif et des forces armées. Il exerce le pouvoir
réglementaire par voie des décrets. Il a le droit de battre la
monnaie et d'émettre du papier monétaire en exécution de la loi.

Art. 6 Le Président de la République nomme, relève de leurs fonctions
et, le cas échéant, révoque sur proposition du Gouvernement :
les Ambassadeurs et envoyés extraordinaires, les Gouverneurs et
Vice-Gouverneurs des Provinces, les Officiers Supérieurs et
Généraux de l'armée, les Cadres du Commandement de
l'Administration publique ; les Mandataires actifs et non actifs
dans les entreprises et organismes publics. Il nomme, relève de
leurs fonctions, et le cas échéant, révoque sur proposition du
Conseil Supérieur de la Magistrature, les magistrats du siège et
du parquet.

Art. 7 Le Président de la République accrédite les Ambassadeurs et
envoyés extraordinaire auprès des puissances étrangères et des

organisations internationales. Les ambassadeurs et envoyés extraordinaires étrangers sont accrédités auprès de lui.

Section II : Du Gouvernement

Art. 8 Le Gouvernement conduit la politique de la nation telle que définie par le Président de la République. Il exécute les lois de la République et les décrets du Chef de l'Etat. Il négocie les accords internationaux sous l'autorité du Chef de l'Etat. Il dispose de l'administration et des forces armées.

Art. 9 Le Gouvernement se réunit en conseil des ministres sous la présidence du Chef de l'Etat ou d'un de ses membres par délégation des pouvoirs.

Art.10 Les ministres sont responsables de la gestion de leurs ministères devant le Président de la République. Ils statuent par voie d'arrêtés.

Section III : Des Cours et Tribunaux

Art.11 L'ensemble des cours et tribunaux forment le pouvoir judiciaire. Le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir législatif et exécutif.

Art.12 La mission de dire le droit est dévolue aux cours et tribunaux. Le magistrat est indépendant dans l'exercice de cette mission. Il n'est soumis dans l'exercice de ses fonctions, qu'à l'autorité de la loi.

Chapitre III : DES DISPOSITIONS FINALES

Art.13 Pour autant qu'ils ne soient pas contraires aux dispositions du présent décret-loi constitutionnel, les textes législatifs et réglementaires existant à la date de sa promulgation restent en vigueur jusqu'au moment de leur abrogation.

Art.14 Toutes les dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires antérieures contraires au présent décret-loi constitutionnel sont abrogées.

Art.15 Le présent décret-loi constitutionnel entre en vigueur à la date de sa promulgation.

Fait à Kinshasa, le 28 mai 1998

Laurent-Désiré KABILA /
Président de la République

Annexe 2

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS A KISANGANI

Mois d'août 1998

- Du 04 au 06 :
 - Affrontement entre les soldats congolais et Tutsi Rwandais et Congolais à l'aéroport de Bangboka, au rond point du Canon et à l'Etat-Major ;
 - Intégration des soldats ex-FAZ en rééducation au Camp Base (situé à 11 Kms du centre ville sur la route de l'aéroport) dans les Forces Armées Congolaises
 - Exécutions sommaires et assassinat
- Le 10 :
 - Marche populaire de colère contre l'agression rwandaise en RDC (près de 3000 personnes)
- Du 07 au 23 :
 - Couvre-feu de 19 heures à 6 heures du matin sur toute l'étendue de la ville
 - Distribution des armes aux jeunes " Maï-Maï " internés au Site H (Bâtiment inachevé de l'Hôpital Général) et à l'ancien Orphelinat de Mangobo
 - Arrestation des rwandais et de leurs " complices congolais " à l'Etat-Major, à l'ANR et à l'ancien cachot de la BSRS/Mangobo et transfert de quelques uns au dépôt du Congo-SEP (situé à peu près 7 Kms sur la route Yangambi)
- Le 23 : *Prise de la ville par les rebelles*
- Les 26 et 27 :
 - Manifestation populaire (marche) dans plusieurs communes de la ville (Tshopo, Mangobo et Kabondo) contre les soldats de la rébellion pour une tentative d'extorsion du véhicule des Prêtres du Sacré Cœur de la Tshopo ;
 - Six soldats de la rébellion trouvèrent la mort
 - Représailles des soldats de la rébellion sur la population civile (1 mort à la Tshopo, 5 à Kabondo et 2 à Mangobo.
- Le 29 : *Arrivée de la délégation politique de la rébellion conduite par Me Joseph MUDUMBI, chargé de l'Intérieur et de l'Administration du R.C.D.*

Mois de Septembre 1998

- Le 26 :
 - Meeting du M. LUNDA BULULU, Coordonateur du RCD, à la population de Kisangani ;
 - Nomination et présentation du Gouverneur de la Province Orientale (Pr BENE KABALA L.), du Vice-Gouverneur (Adèle LOTSHOVE) et du Maire de la ville (M. Gabriel BOONDO LOTIKA) en remplacement des anciennes autorités en fuite.

GROUPE LOTUS

ONG DES DROITS DE L'HOMME ET DE DEVELOPPEMENT
 Membre de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme
 B.P. 505 Fax 00 873 762 014 332

KISANGANI

R.D.C.

LES CONSEQUENCES DE LA CONTRACTION DES ALLIANCES ET FACTIONS REBELLES AU NORD-EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

LA GUERRE DE KISANGANI

SEPTEMBRE 1999

SOMMAIRE

- I. LES SIGNES REVELATEURS DE LA RUPTURE**
 - I.1. Les violations du compromis d'occupation**
 - I.2. Les divergences d'options et de leaders**
 - I.3. Le dualisme politique dans la ville de Kisangani**
 - I.3.1. Avant la signature des Accords de Lusaka**
 - I.3.2. Après la signature des Accords de Lusaka**
 - II. LES AFFRONTEMENTS ARMES A KISANGANI**
 - II.1. Rappel sur les positions de différents camps**
 - II.1.1. Positions Ougandaises et alliés**
 - II.1.2. Positions Rwandaises et alliés**
 - II.2. Les affrontements proprement dits**
 - II.3. Les dégâts enregistrés**
 - II.3.1. Les dégâts matériels**
 - II.3.2. Les pertes humaines**
 - III. LES ATTEINTES AUX DROITS DE LA PERSONNE ET LES DIFFERENTES RESPONSABILITES**
 - III.1. Les atteintes observées**
 - III.1.1. Les irruptions dans les maisons des particuliers**
 - III.1.2. Les atteintes à l'intégrité physique, à la sécurité et à la dignité de la personne**
 - III.1.3. Attaques contre les maisons de Presse**
 - III.1.4. Disparition**
 - III.1.5. Les atteintes portées à la vie**
 - III.1.6. Le traitement des prisonniers de guerre**
 - III.1.7. Obstruction aux Journées Nationales de Vaccination**
 - III.2. Les responsabilités**
 - IV. LES DIFFERENTES REACTIONS**
 - IV.1. Les réactions de la population**
 - IV.2. Les réactions de la Société Civile**
 - IV.3. Les réactions des autorités du RCD et du MLC**
 - IV.4. Les réactions des Alliés de la Rébellion**
 - IV.5. Les réactions de la Communauté Internationale**
 - V. ETAT ACTUEL DE LA SITUATION**
 - V.1. Constat général**
 - V.2. Le Spectre d'une nouvelle guerre**
- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**
- INTRODUCTION**

2

LISTE DES ABBREVIATIONS ET SIGLES

MLC : Mouvement de Libération du Congo
RDC : République Démocratique du Congo
RCD : Rassemblement Congolais pour la Démocratie
SOTEXKI : Société Textile de Kisangani
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
UPDF : Forces de Défense Populaire de l'Ouganda
SONAS : Société Nationale d'Assurance
ACKIS : Association des Commerçants de Kisangani
FEC : Fédération des Entreprises du Congo
UNIKIS : Université de Kisangani
FDD : Forces pour la Défense de la Démocratie (Burundi)
ADF : Alliance des Forces Démocratiques (Ouganda)
SADC : Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
DSR : Département de Sécurité et Renseignement
RTNC : Radio Télévision Nationale du Congo

3

INTRODUCTION

Après l'échec patent du coup de force mené sur le front ouest de la RDC qui devait inévitablement conduire à la chute rapide de Kinshasa, siège des institutions étatiques et hisser accidentellement la Rébellion (RCD) à la Magistrature suprême, il se fit sentir la nécessité d'organiser le mouvement d'une façon beaucoup plus sérieuse en ouvrant les battants à toute tendance qui le voulait. Ainsi, les Mobutistes¹, les Progressistes, les Kabilistes² déçus et les Démocrates formés se sont malencontreusement rencontrés, chacun avec ses objectifs et ses idées préconçues. Ce bric-à-brac, ce mélange hétérogène de tendances, ces disparités idéologiques piégeaient, dès le départ, la rébellion elle-même, compromettant ainsi son avenir et la poursuite de ses conquêtes.

D'un côté, le bénéfice des soutiens militaires des alliances, difficilement quantifiables en termes monétaires, sous-tendent toujours des accords secrets ou non, pour le respect desquels le pire peut éclater. Après avoir installé Kabila au pouvoir à Kinshasa et l'avoir disgracié, semble-t-il, la coalition ougando-rwandaise s'est, une fois de plus, embarquée aux cotés de la rébellion pour Kinshasa. Le navire ne s'était-il pas encore approché du quai que les préférences sur les animateurs politiques et les divergences sur l'occupation de l'espace conquis les enflammèrent et déséquilibrèrent l'embarcation, sous l'œil impuissant des commandants de bord congolais.

De l'autre côté, la normalisation des conflits armés ou tout autre conflit analogue exige la stricte observance des règles fondamentales du Droit International Humanitaire. Ces règles consistent, entre autres, en la protection des civils et de leurs biens, au traitement digne à réserver aux malades, blessés et prisonniers de guerre, à l'usage des méthodes de guerre de nature à éviter des pertes inutiles.

Le passage de la tradition orale à la société des écrits a permis à la postérité de prendre connaissance de l'histoire des aïeux, de poursuivre les coupables des crimes et d'établir des responsabilités historiques (2^{ème} Guerre Mondiale, ex-Yougoslavie, Rwanda et KOSOVO) , grâce à la documentation des événements. Témoin temporel et événementiel, le Groupe LOTUS livre aux lecteurs ce rapport succinct, fruit d'analyse de la situation de Kisangani et de son observation pendant une période de quatre mois (de Mai à Septembre 99), à intervalle fermé à gauche par l'arrivée à Kisangani de M. WAMBA après son limogeage et ouvert à droite par les affrontements armés de Kisangani. Pour le rendre beaucoup plus perméable, lucide et facile à lire, ce rapport est divisé en 5 points, outre l'introduction, les conclusion et recommandations. Tour à tour, sont développés les signes évidents de la rupture , les affrontements proprement dits à Kisangani, les atteintes aux Droits de la

Personne et les responsabilités, les réactions d'avant et d'après les affrontements, et l'état actuel de la situation.

¹ *Les Mobutistes sont des partisans de l'ancien régime de Mobutu* ² *Les Kabalistes sont des partisans du régime actuel de Kabila*

⁴

Le Groupe LOTUS remercie tous ses membres -et en particulier ses enquêteurs- pour les investigations menées au risque de leur vie. Qu'ils trouvent l'expression de sa profonde reconnaissance.

I. LES SIGNES REVELATEURS DE LA RUPTURE

1.1. Les violations du compromis d'occupation

L'Ouganda et le Rwanda ont fini par confirmer leur présence en territoire congolais, convergence d'intérêts l'exigeant. En fait, ces deux pays, estimant que leur sécurité était menacée par des rébellions internes opérant à partir du territoire congolais, ont envoyé leurs troupes dans les rangs du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) pour combattre et soutenir ce dernier dans la guerre contre le Gouvernement. Quoique les troupes au front n'aient pas été hétérogènes dans leur composition, il régnait cependant une harmonie entre les principales composantes.

N'a-t-il pas fallu attendre trop longtemps pour comprendre que l'Ouganda, sans avoir renoncé aux premiers engagements, changeait de démarches en soutenant aussi un autre mouvement politico-militaire de Jean-Pierre BEMBA, le Mouvement de Libération du Congo (MLC), au nom de qui d'autres territoires furent conquis, devançant de justesse les forces rebelles du R.C.D ?

Réagissant à la signature de l'Accord de Paix de Syrte, signé par MUSEVENI de l'Ouganda, KABILA de la R.D.C., DEBY du Tchad, AFEWORKI de l'Erythrée et KHADDAFI de la Lybie, M. BIZIMA, Chef du Département de la Sécurité et Renseignement du RCD/Goma, au cours de l'émission radiodiffusée "Congo Nouveau" du vendredi 28 mai 1999, avait conditionné la signature de tout accord de cessez-le-feu à une préalable négociation avec le RCD. MUSEVENI est Président de l'Ouganda et non du RCD, avait-il poursuivi. Ces propos se rapprochent de ceux tenus par les Officiels Rwandais à ce sujet.

Au moment où tout le monde semblait revenir aux bons sentiments, une nomination signée par le Général KAZINI de l'Uganda People's Defense Forces (UPDF, Armée Ougandaise) et Commandant de l'Opération Safe Haven élevait provisoirement Mme Adèle LOTSOVE, alors Vice-Gouverneur de la Province Orientale, au poste de Gouverneur ayant en charge les Districts de l'Ituri et du Haut-Uélé. Bien avant cela, les territoires de Beni et Butembo étaient détachés du Nord-Kivu sous contrôle du RCD/Alie ILUNGA et greffés à l'espace sous contrôle Ougandais. Ce chambardement administratif, tout au moins anarchique, favorablement accueilli par les natifs de ces milieux, a profondément déséquilibré l'exécution du budget provincial, exercice 1999, dans la mesure où un manque à gagner énorme a été enregistré. La proclamation de l'autonomie de cette Province vis-à-vis de la Province Orientale fut douloureusement ressentie et la réalité tellement inacceptable qu'une délégation de la Province Orientale à la tête de laquelle se perchait le Gouverneur de Province, Son Excellence Monsieur Théo BARUTI, fit un déplacement à Kampala pour un éventuel tête-à-tête avec le

⁵

Président YOWERI MUSEVENI et lui remettre, à ce sujet, un mémorandum. Les troupes rwandaises auraient été pointées du doigt accusateur pour n'avoir pas respecté les contours de leurs conquêtes, à savoir l'ancienne Province du Kivu (Sud-Kivu, Nord-Kivu et Maniema) et le Katanga, à en croire certains membres de la délégation.

I.2. Les divergences d'options et de Leaders

Accusé d'une part, de mollesse dans l'implantation du Mouvement dans les territoires déjà sous leur contrôle et de l'autre, de trahison pour avoir prôné des négociations directes et sans condition avec le Gouvernement de Kinshasa, M. WAMBA a été démis par les membres fondateurs du R.C.D., le 17 mai 1999 à Goma au cours d'une Assemblée Générale convoquée à cet effet. Furent également frappés de cette mesure et quittèrent les hautes instances du mouvement, les Sieurs MBUSA et LUNDA BULULU. Si le silence de ce dernier a été observé, il n'en fit pas de même pour les deux autres qui n'ont pas tardé à dénoncer la procédure suivie et d'autres irrégularités qui ont parsemé leur limogeage. De cette confusion naquirent deux lignes : les Militaristes avec le RCD/Aile ILUNGA (le successeur de WAMBA) et les Pacifistes avec le RCD/WAMBA. Entre-temps, il se faisait répandre des rumeurs sur la prise en otage du RCD/ILUNGA par les Rwandophones.

Pour des raisons propres, M. WAMBA décida de transférer l'Etat-Major de son Parti à Kisangani et s'y installa sous le label RCD/Kisangani. Son rapprochement avec les Ougandais -alliés moins problématiques- et son discours en faveur du retour de la paix en R.D.C. allaient favoriser sa popularité.

Au fond, après un bilan moins encourageant de 9 mois de rébellion, les thèses de rapprochement avec Kinshasa semblent avoir divisé davantage le RCD, les uns le conditionnant rigoureusement, les autres non. Désormais, M. Ernest WAMBA (RCD/Kisangani) soutenu par les Ougandais et M. Emile ILUNGA (RCD/Goma) soutenu par les Rwandais devenaient des personnalités importantes sur lesquels reposait le sort des territoires sous contrôle de la rébellion, des intérêts des alliés et de l'avenir de la rébellion elle-même.

I.3. Le dualisme politique dans la Ville de Kisangani

Que le combat politique se déroule dans un environnement normal où sont établis les trois pouvoirs classiques bien organisés, quoi de plus normal ! Mais que cela se passe dans une situation de pouvoir de fait où des éléments armés se dressent derrière des tendances politiques, quoi de plus dangereux ! Et comme les politiciens ont besoin de s'exprimer devant les foules, les répressions de diverses formes sont possibles.

I.3.1. Avant la signature des Accords de Lusaka

Les efforts des politiciens de tous les RCD consistaient en des explications autour de la nécessité de la Paix et des préalables pour une quelconque signature de cessez-le-feu. C'est dans ce contexte que les manifestations politiques organisées par le RCD/WAMBA, considéré comme trouble-fête dans l'univers politique de Kisangani, en quête de popularité, ne se déroulaient pas sans heurts. Il y eut de sérieux échanges de tirs entre d'une part, les militaires

6

ougandais et leurs alliés congolais, et de l'autre, les militaires rwandais et leurs alliés congolais, sur la 15^{ème} avenue, Commune Tshopo, en date du 22 mai 1999 de 14H à 14H 15', dont le bilan s'élevait à un mort soldat rwandais (TWAGIRA) et 2 blessés ougandais, 2 blessés congolais morts plus tard à l'Hôpital de la SOTEXKI (Société Textile de Kisangani). Le jour suivant, le Professeur WAMBA tint un meeting populaire au Bureau de la Commune Mangobo. De leur côté, plusieurs Chefs de Département, tous appartenant au RCD/Goma, s'étaient calmement entretenus, le 26 mai 1999, avec presque toutes les couches de la population calmement et cela, de la manière suivante :

- Toutes les Associations Sportives à l'Hôtel de Ville avec M. Roger LUMBALA, Chef de Département de la Mobilisation et Propagande (à 10 H) ;

- Toutes les Mamans avec M. BIZIMA KARAHA, Chef de la Sécurité & Renseignements, à l'Alliance Franco Congolaise (à 10 H) ;
- Toutes les Associations Syndicales avec M. Lambert MENDE, Chef de Département de l'Information et Presse au Gouvernorat (à 10 H) ;
- Toutes les Associations Culturelles à l'Hôtel de Ville, avec M.M. LUMBALA et BAKONZI (14 H)
- Tous les responsables des sociétés, les Commerçants et les ONG au Bureau de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) avec le Dr. LOLA, Chef de Département de la Santé.

En date du 29 mai 1999, le meeting central projeté par le RCD/WAMBA sous le titre « Pour une Paix durable au Congo » à l'Hôtel de Poste, a eu finalement lieu devant une foule nombreuse - malgré les intimidations faites à la radio officielle et les dispersions menées par les militaires fidèles au RCD/Goma- venue pour la circonstance grâce au largage, dans les artères du centre-ville, des militaires ougandais bien armés et la présence de leurs chars.

I.3.2. Apres la signature des Accords de Lusaka

Dans la recherche des voies d'issue à la guerre du Congo, le Président de la Zambie, M. CHILUBA, avait été chargé d'initier une négociation de Paix, regroupant tous les concernés et d'autres acteurs indépendants dont l'apport paraissait bénéfique. Pour ce, divers experts - provenant du Gouvernement Congolais et alliés, de la rébellion et alliés, des responsables des organisations internationales et régionales, et libres analystes se sont rencontrés à Lusaka du 21 juin au 10 juillet 1999 pour préparer un protocole d'Accords de Paix à soumettre à la signature des Présidents des Pays concernés et aussi aux composantes de la rébellion congolaise, le Mouvement de Libération du Congo et le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD). Le bicéphalisme de ce dernier n'a pas rendu tâche facile aux organisateurs de ces assises pour la signature. En fait, les responsables du RCD/Goma se demandaient pourquoi M. WAMBA, qui n'a pas des troupes ayant fait preuve aux fronts, pouvait signer des Accords de Paix ? A qui il allait donner l'ordre de faire taire les armes ? M. WAMBA, lui, s'en tenait à son assise populaire, à son soutien ougandais et à ses éléments armés fraîchement sortis de la formation.

Suite à cette difficulté qui opposait les deux ailes du RCD à pouvoir apposer leurs signatures sur les Accords de cessez-le-feu, il était convenu l'envoi à Kisangani d'une mission de vérification devant se rendre compte de la popularité sur terrain de ces deux ailes. Cette

7

mission –la 1^{ère}– à la tête de laquelle se trouvait le Ministre Zambien à la Présidence, M. SILUWAMBA, a fait ce déplacement à Kisangani le 05 août 99. Le même jour, est arrivé à Kisangani, M. Emile ILUNGA, Président du RCD/Goma. L'enthousiasme militant n'a pas été au rendez-vous malgré la large médiatisation de cette arrivée et la déclaration de cette journée chômée et payée sur toute l'étendue de la ville de Kisangani par le Gouverneur de la Province Orientale.

Par contre, l'arrivée de WAMBA, le samedi 07 août 99, a drainé un public important, surtout son meeting à l'Hôtel Wagenia. Mais avant cela, dans la matinée, les échanges de tirs d'armes lourdes et légères ont eu lieu entre les militaires de deux ailes du RCD et ont permis à ceux favorables à M. WAMBA d'occuper certaines positions stratégiques pour permettre la circulation de la population. Celle-ci, tout en se préparant à réserver à M. WAMBA un accueil chaleureux –éléments intéressant Mme ZUMA, Ministre des Affaires Etrangères , venue se rendre compte de la popularité de M. WAMBA- avait été étouffée par des tirs des militaires hostiles à M. WAMBA, le blocage de certaines artères et le passage des communiqués à la radio officielle l'appelant à rester chez elle.

Le constat qui s'est dégagé, c'est que M. WAMBA, bien que ne disposant pas visiblement d'une nombreuse troupe et n'ayant pas la main mise sur les services publics de l'Etat, a tout de même une assise populaire. Pour ce, d'autres mécanismes de signature des Accords de cessez-le-feu par les deux factions du RCD devaient être repensés.

II. LES AFFRONTEMENTS ARMES A KISANGANI

La ville de Kisangani a été le théâtre d'intenses affrontements entre les éléments de l'Armée Ougandaise (UPDF) et ceux de l'Armée Rwandaise (APR), du samedi 14 août au mardi 17 août 1999.

II.1. Rappel sur les positions de différents camps

I.1.1. Positions Ougandaises et alliés

Comme il a été dit tantôt, les militaires ougandais avaient pris position, depuis le 07 août 1999 lors de l'arrivée de la Délégation Sud-Africaine, devant des bâtiments officiels et autres immeubles au Centre-Ville, pour démontrer leur contrôle de la ville aux visiteurs et également permettre à la population d'exprimer son soutien à WAMBA, le "Pacifiste". Ces positions ainsi que les précédentes ont été maintenues jusqu'au samedi 14 août, date du début des affrontements.

Il s'agit de :

- L'Hôtel Palm Beach, situé au Quartier TSHATSHI, Avenue Mama YEMO, occupé depuis belle lurette, avant même le début de l'année 1999.
- L'Hôtel Congo Palace, situé sur l'avenue de l'Eglise, repris des militaires du RCD/Goma lors des accrochages du 07.08.99.

8

- L'Hôtel Wagenia, situé sur l'avenue Général MULAMBA, le Quartier Général de M. WAMBA y a été transféré depuis le 07.08.99
- La Banque Centrale du Congo, située sur l'avenue Mgr GRISON, occupée depuis les accrochages du 07.08.99.
- La Mosquée Centrale, située sur la route de l'Aéroport de Bangboka dans la Commune Kisangani, jugée stratégique car, non loin du Camp Militaire Ketele où sont entassés les militaires du RCD/Goma et alliés. Occupée depuis le 07.08.99.
- L'Aéroport International de Bangboka, situé à 17 Kms du Centre-Ville. La présence ougandaise date de longtemps.
- La Forestière, située à 13 Kms sur la route de l'Aéroport. Base de l'Armée Ougandaise depuis son arrivée à Kisangani pour lancer l'offensive vers le front Nord-Ouest.
- L'Immeuble CRISTALEAU, situé sur le Boulevard du 30 Juin, siège du MLC de J.P. BEMBA et Bureau-Relai de la Radio-Liberté. Son occupation date de longtemps.
- La SOTEXKI (Société Textile de Kisangani située dans la Commune Mangobo à 5 Kms du Centre-Ville), une entreprise mixte créée en 1974 dont la maison mère « MAURER TEXTILE » est basée à Genève. L'Etat Congolais y participe à 30 % d'actions (10 % ayant été vendus). L'Administrateur Délégué est M. PICCOTO LELIO, Italien d'origine Juive qui a succédé à M. BEAUJOLAIN. Les Ougandais s'y sont installés lors de la première visite de M. WAMBA à Kisangani. Ils s'y sont restés depuis.

II.1.2. Positions Rwandaises et alliés

Grâce au renfort en troupes (constituées des militaires Burundais), en matériels et en munitions, les Rwandais et alliés congolais se sont organisés de façon à opposer une résistance farouche aux ougandais à contrecarrer tout leur mouvement de secours. Ainsi, les Rwandais ont pris les positions suivantes :

- L'Ancien Gouvernorat pour attaquer l'Hôtel Palm Beach et l'Archevêché où se signalait la présence sécuritaire ougandaise
- L'Hôtel Congo Palace pour y déloger les ougandais postés là
- Le Bac /Office des Routes pour attaquer la Mosquée et le Mont Kilima ya Ba Hindi
- L'Etat-Major pour attaquer l'Hôtel Wagenia et le CEDI

- Aux environs de l'aéroport de Bangboka pour attaquer cet Aéroport
- Aux environs de la Forestière pour attaquer la base ougandaise
- Aux environs de la SOTEXKI pour attaquer la SOTEXKI

En outre, d'autres groupes se sont formés pour empêcher le renfort des ougandais vers le centre ville. C'est le cas des points kilométriques 6, 7 et 8, Route Aéroport de Bangboka.

Ces dispositions des troupes, de part et d'autre, présageaient une lutte farouche qui allait déboucher incidemment à des pertes en vies humaines, des blessures des personnes civiles et des dommages des biens à caractère civil n'ayant aucun rapport avec des objectifs militaires.

9

II.2. Les affrontements proprement dits

D'après certaines indiscretions, l'Ouganda nourrissait, depuis un certain temps, l'idée de chasser les Rwandais et leurs alliés congolais de Kisangani. Mais la détermination des Rwandais provient de la perte de certaines positions qu'il fallait à tout prix récupérer pour le contrôle de l'entièreté de la ville. S'étant déjà préparés à tous points de vue, les Rwandais ne pouvaient pas accepter que le renfort ougandais arrivât, pour ne pas compliquer davantage l'équation. C'est pour cette raison qu'ils attaquèrent à leur descente d'avion, le samedi 14 août 99, les militaires ougandais probablement venus en renfort. C'était le début des affrontements. Par respect aux Journées Nationales de Vaccination (la 1^{ère} phase de vaccination devait se dérouler du vendredi 13 au dimanche 15 août 1999), les hostilités ont débuté au Centre-ville à 14 H 45', l'heure de partage de l'Évangile, des visites familiales et même des ballades. C'est cette heure-là qui a malheureusement été choisie pour surprendre les gens en dehors de leurs logis habituels. Aussi la violence de tirs était telle que personne ne pouvait oser se déplacer ne fût-ce que d'un mètre de sa cachette jusqu'au mardi 17 août à 14 heures, après diffusion du cessez-le-feu conclu entre le Président Ougandais MUSEVENI et le Vice-Président Rwandais KAGAME.

II.3. Les dégats enregistrés

Les dégâts enregistrés sont importants tant du point de vue matériel qu'humain.

II.3.1. Les dégats matériels

Presque toutes les maisons logeant les avenues et boulevards où se sont déroulés les affrontements, ont été endommagées. Les plus importants sont :

a) Dans la Commune Mangobo

- La SOTEXKI : cette société textile a été victime non seulement d'affrontements, mais aussi des pillages orchestrés par les militaires Rwandais, Burundais et Congolais.

• A l'Usine

- Au niveau de la Chaudière : les cheminées, la tuyauterie, les vannes et un manomètre, les tanks (en nombre de 3) ont été atteints par les obus endommageant la ligne électrique desservant l'usine. Plusieurs litres de mazout ont été coulés à la suite de la destruction des tanks.

- D'autres services ont été touchés au niveau des murs, des vitres et des toitures

- Au Service de Finissage, 250 ballots des pièces SOTEXKI ont été emportés (soit 250.000 \$US)

- Au Magasin Garage, les clefs, les caisses d'outillages et pièces de rechange, 2 réchauds et 1 Cafetière emportés

- Au Service Administratif, tous les tiroirs et armoires ont été fouillés et les contenus éparpillés sur le sol. Tout l'argent et biens de valeur trouvés dans certains bureaux ont été emportés

- Les véhicules trouvés dans l'usine (5) ont été endommagés.

A l'Hôpital (Centre Medical SOTEXKI)

Les traces d'obus sont visibles dans l'enceinte de l'Hôpital. La maternité a été vidée de 18 matelas dont 9 de petite dimension pour les berceaux. Les 3 cadenas de sécurité de la Pharmacie n'ont pas résisté aux coups de balles tirées dessus et tous les médicaments ont été emportés.

Au Village SOTEXKI où résidaient 7 familles ainsi que M. WAMBA et sa suite, est resté entre les mains des ougandais et n'a pas été pillé. Mais les dégâts dus aux affrontements sont visibles : murs fissurés, toitures endommagées, vitres brisées..., 3 obus sont tombés : un dans la résidence du Directeur Général et 2 autres dans celle du Chef du Personnel, détruisant la toiture.

b) Dans la Commune Tshopo

Les maisons situées de part et d'autre de la route principale (de la 16^e à la 19^e avenue) ont été touchées de façade.

c) Dans la Commune Kisangani

La voûte de la Mosquée Centrale a été touchée.

d) Dans la Commune Kabondo

Au point kilométrique 7, une roquette a réussi à percer la toiture en paille de deux maisons voisines qui se sont enflammées. Les propriétaires sont sans abris.

Vers le Camp militaire Ketele, un obus a fait écrouler un mur de façade de la maison située sur la 2^{ème} avenue n° 28. La famille est sans abri.

e) Dans la Commune Makiso

Hôtel Congo Palace : fissures et impacts des tirs sur les murs et plusieurs vitres brisées Les dégâts se sont étendus sur un rayon d'environ 200 mètres. Ont été également touchés : le Bureau de FINA, l'Immeuble KILIMA, OPTILUX, l'Immeuble ex-Ciné-Eros et d'autres maisons longeant l'avenue de l'Eglise, dont la résidence de la Famille OMEYAKA.

Banque Centrale du Congo : les obus tirés à partir de l'Agence de la Compagnie Aérienne PLANET'AIR ont brisé les vitres de 3 niveaux et du rez-de-chaussée. Des impacts d'obus sont aussi visibles sur les différentes façades (avant et arrière). Tous

11

les bureaux ont été endommagés et d'importants documents de service détruits. Un montant de 700 millions de Nouveaux Zaïres destiné à l'achat des fournitures de bureau, des médicaments pour l'approvisionnement du dispensaire et le paiement des saisonniers emporté par les militaires rwandais.

Hôtel Palm Beach : impacts d'obus observés de part et d'autre sur les murs et quelques vitres brisées.

Archevêché (la résidence de Monseigneur MONSENGWO, Archevêque de Kisangani) : impacts d'obus sur les murs et plusieurs vitres brisées. Une roquette est allée échouer dans la chambre à coucher de l'Archevêque. Une Toyota Land Cruiser Trooper nouveau modèle détruite, des biens de valeur emportés par les militaires rwandais.

Maison Provinciale des Prêtres du Sacré-Cœur (avenue Mgr GRISON n° 23) : une roquette a détruit l'autel et le tabernacle de la Chapelle.

Hôtel Wagenia : c'est le lieu où les combats ont été violents. Cela est dû au fait que c'était le nouveau Quartier Général du RCD/Kisangani de M. WAMBA où il se trouvait avec sa suite : impacts d'obus sur les murs des façades principale et latérale, murs défoncés. Matelas, draps et couvertures ont été emportés par les militaires du camp du RCD/Goma. Tout ce qui se trouvait dans un rayon de 100 mètres n'a pas été épargné, dont la résidence Zambeke (impacts d'obus, vitres brisées), le Comptoir Al JIHAD (impacts d'obus, vitres cassées), le Comptoir HOUSSEIN ZIDANE (impacts d'obus).

De l'Hôtel Wagenia au Rond-Point du Canon en passant par CEDI

Toutes les maisons situées sur ce trajet ont été touchées par des obus : CEDI, Eglise de Kisangani (derrière INZAL), Bureau de la Société des Chemins de Fer des Uélé, Bureau de la Caisse d'Epargne du Congo...

Du Rond-Point SONAS à l'Immeuble ACKIS (ex-LOTOKILA) sur le Boulevard du 30 Juin

Des affrontements ont été très violents dans cette trajectoire à cause probablement de la forte présence ougandaise établie au siège du MLC (ex-CRISTALEAU). Ont été atteints, les édifices suivants : Bloc NOGUEIRA (Espace 3000), les Etablissements BELECT, le Magasin BISSAN, le Siège du MLC, les Pharmacies situées de part et d'autre de ce boulevard, l'Immeuble abritant le Bureau de l'ACKIS.

Le Complexe Commercial BAKAM : toutes les vitres ont été brisées.

La Grande Poste : quelques vitres brisées

Les difficultés d'accessibilité ne permettent pas de traiter de dégâts à l'Aéroport de Bangboka et à la Forestière.

12

II.3.2. Les pertes humaines

Dans pareilles circonstances, il est pratiquement difficile de souligner avec exactitude le bilan des personnes mortes. A en croire les sources humanitaires, 63 personnes civiles auraient succombé. Le chiffre demeure tout de même discutable dans la mesure où certains corps des civils étaient retrouvés vêtus en uniforme militaire. Aussi, d'autres corps avaient été retirés avant que les organismes spécialisés en la matière ne s'acquittassent de leur tâche. D'autres sources par contre, présentent un bilan provisoire d'au moins 100 civils tués.

Selon les observateurs, l'environnement, les circonstances, le contexte social influent fortement sur l'agir des Responsables de qui dépendent la gestion des hommes et la conduite des institutions. Les combats de 4 jours qui ont eu lieu à Kisangani sont le résultat d'un climat de malaise, d'incompréhension, de méfiance et de suspicion qui s'observait depuis des mois et qui a fini par exploser. Concomitamment, des atteintes aux droits de la personne se sont commises au cours de cette période, contrairement aux prescriptions des articles 4, 13 et 14 du Protocole II Additionnel aux Conventions de Genève de 1949 relatives aux garanties fondamentales de traitement des humains, de la protection de la population civile et de ses biens.

III.1. Les atteintes observées

III.1.1. Les irruptions dans les maisons des particuliers

Le 24.05.99 à 23 H, 6 militaires en uniforme P.M., du camp RCD/Goma, réussissent à forcer la porte de la maison située sur la 9^e avenue n°13, appartenant à M. DINGE (Mungelema). Ses biens de valeur, la valise de sa femme et un montant de 4 500 \$US sont emportés. Le même jour, dans la famille NGAZUA a été victime d'une visite des éléments en uniforme militaire qui ont réussi à emporter beaucoup de biens de valeur.

Sous prétexte de rechercher les militaires ougandais cachés par-ci par-là à Kabondo, les soldats du RCD/Goma ont organisé des perquisitions domiciliaires diurnes le mardi 17 août 99. Ce faisant, plusieurs effets des particuliers ont été emportés.

Dans la Maison de Formation (Postulat Frères Maristes) de Mwangaza, des militaires congolais du RCD/Goma ont emporté une orgue, un magnétoscope, un poste téléviseur couleur, un montant de 2 150 \$US et d'autres biens de valeur.

M. Jean- Eric TANKUTU, domicilié sur la 1^{ère} avenue n° 12 a perdu plusieurs biens de valeur (habits et autres accessoires).

Appareil radio, pendule, ventilateur, mousse, jeu de casseroles et un montant de 130 \$US ont été arrachés de M. Hubert LOYOLO, domicilié sur la 1^{ère} avenue n° 15.

Les mêmes militaires ont ravi 2 vélos et une machine à écrire à M. Faustin FATAKI, habitant la 2^{ème} avenue n° 20.

III. LES ATTEINTES AUX DROITS DE LA PERSONNE

13

ET LES DIFFERENTES RESPONSABILITES

III.1.2. Les atteintes à l'intégrité physique, à la sécurité et à la dignité de la personne • Blessés atteints à domicile

- M. MANU MBUYA, étudiant à l'Université de Kisangani, Rés. B.II n°3 blessé par débris d'un obus au niveau de 2 jambes. Il est interné aux Cliniques Stanley de Kisangani
- M. MASUDI YUNGA, avenue Poko, Commune Kisangani
- M. BARWANI YUSUFU, au point kilométrique 17 / Route Aéroport de Bangboka
- M. ABDALA SUMAILI, 5^{ème} Av. n° 63 C/Tshopo
- M. ASMILE KAPALATA, Plateau Boyoma, Q./Kitima n° 29
- M. KAUME MASUDI, 5è Bis n° 12 C/Kabondo
- M. BASALI Alphonse, 12è Trans n° 97 C/Kabondo
- Mme BASALI Mari « « «
- M. ZAKOANI BWANAMOYA, Camp Militaire P.M.
- M. ALEUMBA MOIPO, 9è Trans n° 109 C/Kabondo
- Pasteur GEMBALI de FEPACO / NZAMBE MALAMU, 7è Av. Pumuzika n° 53, C/Tshopo, blessé par balle au pied droit
- M. AKILI MALI BUSHIRI, 17 ans, résidant au Quartier Bombula n° 8, Commune Mangobo, a été atteint au pied gauche
- M. Auguy ABEDI, résidant sur la 7è Av. n° 12, Commune Tshopo, a été atteint au cou et épaule
- Mme Marie LENGEME, résidant sur la 7è Av. n° 72, Commune Tshopo, a été atteinte à l'épaule gauche
- Mme FATUMA, résidant au Camp des Anciens Combattants, blessée par balle à la cuisse droite
- M. IKONGO, travailleur à la Boulangerie Makiso, habitant la commune Mangobo, a été blessé au bras droit, la balle ayant traversé le radius et le cubitus
- M. KATSHIMUKA, négociant de diamant, résidant sur la 3è Av. n° 30, a été blessé à la lèvre inférieure alors qu'il cherchait à se protéger des balles perdues
- M. MUNGANGA, résidant sur l'avenue Bangelengele n° 32, Commune Kisangani, a été touché au front
- M. Sina SANDJA, Agent de la SOTEXKI, résidant sur la 13è Av. n° 131 dans la Commune Tshopo, a été atteint à la main gauche
- M. LUSALA, Ingénieur à la Société AMEXBOIS, résidant au bloc IFCE, Commune Mangobo, a été atteint par balle au bras gauche
- M. BETAMBE DEKUTA Osée, 4 ans, résidant sur l'avenue opala n° 53, Commune Lubunga, a été touché à la poitrine.
- M. EKODI, habitant la 7è avenue Pumuzika dans la Commune Tshopo, une balle lui a traversé le ventre.

• Viol

Cinq filles, s'occupant de l'intercession, bloquées dans leur Eglise Maranatha, située sur la 2^{ème} avenue n° 22 dans la Commune Kabondo, ont été violées par des militaires du camp RCD/Goma en date du 17 juillet 1999. D'ailleurs l'une d'elles a passé 2 jours au Camp militaire Ketele.

14

• Détections

Une vague d'arrestations vraisemblablement liées au contexte de bipolarisation vécue à Kisangani a été enregistrée.

- MM. Claude OLENGA et KOSEKE de la Société Civile, habitants la 7^e avenue n°7 et la 8^e avenue n° 24 dans la Commune de Kabondo, accusés de soutenir le RCD/WAMBA, ont été détenus au cachot du DSR du 25 août au 01 septembre 1999 ;
- Une quarantaine de jeunes, parmi lesquels Arnold LITANDA, 24 ans, domicilié sur la 1^{ère} avenue n° 8/A, Commune Tshopo, arrêtés dans la semaine du 23 au 28 août, sont détenus à l'Etat-Major. Il est reproché à la majorité d'être de mèche avec les Ougandais et M. WAMBA.
- MM. Théophile MBUYI et Philippe BILIZI, tous deux journalistes à la Radio Liberté ont été arrêtés sans mandat par les éléments de la Sécurité. Le Motif de leur arrestation n'est pas clairement connu, mais l'on ose croire qu'il est lié à leur profession.
- Le RCD/WAMBA s'est rendu coupable de l'arrestation, en date du 06.08.99, de M. Jean-Louis Guillaume MBUYI TSHIBUABUA, Commandant et Animateur de l'émission Congo Nouveau à la Radio officielle (RTNC). Il n'a jamais été tendre envers les cadres politiques du RCD/WAMBA.
- M. LIMO LOSASE, étudiant en 2^{ème} Licence en Sciences Politiques et Administratives, résident au Quartier Bahema à Mangobo, a été arrêté par des hommes en uniforme, le samedi 28.08.99, alors qu'il se trouvait au chevet de son épouse malade à l'Hôpital MAPENDO. Il aurait été Coordonnateur du RCD à Mangobo et après la scission, il avait des accointances avec l'aile WAMBA.
- M. Emmanuel ADJOKANEZO BASAKINO, Directeur de la Société Nationale des Chemins de Fer du Congo/Province orientale et M. PAKA, chauffeur de la même société, ont été arrêtés au DSR au motif de transport de la Délégation du RCD/WAMBA, de l'Aéroport de Bangboka au Centre-Ville alors que le chauffeur l'a fait par confusion due à son arrivée tardive à l'aéroport. Le premier y a passé 2 jours, soit du 21 au 23 août 99, tandis que le 2^e y passa 11 jours, soit du 21 août au 01 septembre 99.
- M. SENGA PESSE, Gérant des Etablissements PLANKUMU à Kisangani, a été arrêté au DSR du 24 août au 26 août 99, accusé par sa locataire suite à un conflit de bail, d'être en contact avec M. WAMBA et de tenir des propos menaçants envers les militants et sympathisants du RCD/Goma.
- M. Coco MOZAGBA a été arrêté au DSR pour soupçon d'avoir logé, chez lui, des ougandais.
- M. TABU, alias TABIN, habitant la 12^e avenue dans la Commune de Kabondo, grand- frère de M. KOLOSO du RCD/WAMBA, a été accusé de facilitateur entre son frère et MM. Claude OLENGA & KOSEKE. Il est resté au cachot du DSR du 25 août au 01 septembre 99.

• Intimidations et Menaces

La Radio Officielle (RTNC) demeure le principal vecteur des menaces et intimidations, surtout dans les tranches d'émission spécialisées du RCD/Goma : RCD et Nous (7H – 7H30'), RCD et Nous (17H – 17H30') et Congo Nouveau (20H – 23H00').

15

- Le Coordonnateur Provincial du RCD/Goma a attaqué ouvertement à la Radio, les Militants des droits de l'Homme des Groupes LOTUS et Justice & Libération dont la principale tâche consiste à intoxiquer la population. Cela s'est passé le jeudi 19.08.99 au cours de l'émission matinale du RCD.
- Lors de sa tournée de sensibilisation de la population de Kabondo, effectuée le 21.08.99, Roger LUMBALA, le Chargé de la Mobilisation et Propagande du RCD/Goma, a cherché à dissuader la population de soutenir WAMBA et que son entêtement pourrait irriter les responsables du RCD et les amener à agir autrement. Ce message a été repris plusieurs fois à la Radio.
- Le largage de plusieurs informateurs des services de Sécurité pour filer tous ceux qui oseraient parler de WAMBA est une sérieuse menace pour les habitants de Kisangani. Car,

les données contenues dans les différents bulletins d'informations peuvent forcément contenir des éléments faussés sciemment.

- Des menaces ont été proférées sur les ondes de la Radio officielle le lundi 16.08.99 contre M. TWAHIRU MUHEMEDI, Electricien à la Société nationale d'Electricité, domicilié sur la 12^e avenue n° 20, Commune Kabondo. A sa charge, pèse la coupure du courant électrique de la ligne basse tension alimentant l'avenue de la Radio.
- D'autres menaces ont été proférées au personnel soignant des Hôpitaux de la place à qui les Commandants militaires exigeaient des soins rapides et appropriés à leurs blessés, malgré l'absence de matériels nécessaires.
- MM Léon KINWANI, Coordonnateur de l'OMS/Kisangani, et BANGBELU, Directeur de la Banque Centrale/ Kisangani ont été interpellés au DSR pour des raisons liées à l'exercice de leurs fonctions.
- M. Dismas KITENGE, Président du groupe LOTUS, a été invité au DSR pour être arrêté dans les mêmes conditions que OLENGA et KOSEKE. Il y a échappé pour n'avoir pas rencontré le responsable de ce service, signataire de ce document.

III.1.3. Attaques contre les maisons de presse

- Le samedi 15.08.99, le Bureau relais de la Radio Liberté, sis sur le Boulevard du 30 Juin, appartenant à J.P. BEMBA, Président du MLC (Mouvement de Libération du Congo), émettant en FM et véhiculant un autre discours que celui du RCD/Goma, a été complètement saccagé.
- Dans la nuit du 17 au 18.08.99, le Bureau du Journal « Le Solidaire » a été détruit et tous les biens s'y trouvant emportés.

III.1.4. Disparition

Depuis l'éclatement de la crise au sein du RCD, l'on enregistre les cas des personnes dont on n'a plus de traces. Parmi elles, l'on peut citer M. Jean-Pierre WABO, enlevé le 29 mai 99 lors du Rassemblement populaire organisé par le RCD/WAMBA. Jusqu'à présent, sa famille est à la recherche de ses nouvelles. De même M. Alphonse MUTEBA, résidant sur la 2^e avenue n° 47, dans la Commune de Kabondo, chauffeur mécanicien à la Forestière, est porté disparu depuis le lundi 15.08.99. Enfin, M. Dieudonné IMANI KIBUKA, Officier de l'Armée du RCD/WAMBA, a été arrêté le 18 août 99 par les Gardes du Corps de J.P. ONDEKANE alors qu'il

16

était à la cité en tenue civile. Gardé d'abord à la résidence de ONDEKANE, puis transféré au Camp militaire Ketele et à la résidence du Commandant Sylvain BUKI en face de l'Hôtel Zongia, sa famille n'a plus de ses nouvelles jusqu'à ce jour.

III.1.5. Les atteintes portées à la vie

Beaucoup de personnes ont été froidement abattues pendant cette période :

Mme YAFOLO, vendeuse de viande de porc au marché central de Kisangani, a été abattue à bout portant par des militaires du RCD/Goma postés devant l'Hôtel des Chutes, le 07.08.99.

M. Simon LOMBO, alias Inspecta, résidant sur la 1^{ère} Av. n° 20, Commune Tshopo en face de la Mosquée communale, atteint au centre ville.

M. BONGINDA, souffrant des troubles psychologiques, résidant sur la 11^{ème} Av. n° 42/B, Commune Tshopo, atteint au centre ville.

Des repréailles ont été infligées aux civils, soit du fait de leur morphologie, de leur profession, soit de leurs liens parentaux ou de leurs contacts avec les militaires ougandais :

- M. Pascal AGAMA à qui on demandait, à cause de sa morphologie, d'indiquer les cachettes des ougandais, a été criblé des balles, le 16.08.99 à l'Immeuble GOYA sur le Boulevard du 30 juin.

- M. Alfred LOTILA, 37 ans, résident sur la 5^e avenue n° 37 dans la commune Kabondo, transporteur cycliste, macaron 1198, a été tiré, chez lui, à bout portant au point que la balle, après avoir tué le père, tua aussi son enfant Emmanuel de 2 ans que tenait sa femme. Il aurait transporté et hébergé chez lui un ougandais.
- KULINDE alias KINI, 18 ans, transporteur cycliste, résidant sur la 6^e avenue n° 43, macaron 3027, a été abattu le lundi 16.08.99, tout près de l'Immeuble abritant le Bureau de l'ACKIS.
- Bernard LOMBA et son épouse, domiciliés sur la 11^e avenue n° 12, Quartier Kilanga, ont été abattus le lundi 16.08.99, laissant derrière eux 7 orphelins. On lui reprochait son incapacité de pouvoir indiquer les cachettes des ougandais alors que leur fils suivait la formation militaire auprès des unités ougandaises.
- Isidore MANGUBU, transporteur cycliste, revenant de villages environnants de l'Aéroport International de Bangboka et soupçonné de soutenir M. WAMBA, a été abattu le 16.08.99.
- M. Honoré ELIAS, de nationalité ougandaise, propriétaire du dépôt pharmaceutique du peuple situé sur le Boulevard du 30 juin.

D'autres personnes encore sont mortes des effets de détonations d'armes :

Mme Henriette LITUKA, résidant sur la 14^{ème} Av. n° 90, Commune Tshopo, chassée de l'Hôpital à cause des événements, a rendu l'âme le 17.08.99 à 12 heures suite à un arrêt cardiaque provoqué par le retentissement d'armes lourdes.

17

III.1.6. Le traitement des prisonniers de guerre

Comme il arrive souvent dans tout affrontement armé, les armées ougandaise et rwandaise ont capturé des prisonniers de guerre. De part et d'autre le traitement leur réservé, les conditions de logement et de restauration demeurent de plus préoccupant. Ils sont soumis à des corvées et bastonnades, en violation des dispositions des articles 22, 25, 26, 27, 28 et 30 de la Troisième Convention de Genève du 12.08.1949.

III.1.7. Obstruction aux Journées Nationales de Vaccination

La Communauté Internationale, par le biais de l'UNICEF et de l'OMS, s'est investie humainement et financièrement pour éradiquer, d'ici l'an 2000, la Poliomyélite de la République Démocratique du Congo par le lancement des Journées de Vaccination en trois phases. Malgré les circonstances de la guerre, il était bien attendu de toutes les parties, l'observance d'une trêve pour le déroulement de ces opérations. A Kisangani (retenue comme Pool de distribution non seulement de l'intérieur de la Province Orientale, mais aussi des territoires de l'Equateur), ces dernières devaient se dérouler du 13 au 15 août 1999, de 8 H à 18 H, pour les enfants des tranches d'âge de 0 à 5 ans.

Quoique la couverture ait été de l'ordre de 91,4 %, les affrontements armés ont cependant empêché l'atteinte de la performance :

Certains enfants ne se sont pas rendus aux lieux indiqués en Ville (dans les différentes communes) et à l'intérieur (à Banalia par exemple) à cause de l'insécurité créée par les tirs d'armes ;

Quelques Centres n'ont pas été approvisionnés à temps : c'est le cas de Bumba et Lisala qui ont accusé un retard considérable dans l'envoi des vaccins en provenance de Kisangani, bouleversant ainsi le programme préalablement tracé ;

D'autres doses se sont détériorées : 4600 doses de vaccin polio oral se sont détériorées faute du courant électrique, les câbles alimentant le Bureau de Conservation ayant été sectionnés par l'explosion d'une grenade. A cela s'ajoutent 1600 doses de la Zone de Santé de Kisangani abîmées pour n'avoir pas été remises au Service compétent de Conservation, la guerre ayant éclaté avant la fin de l'opération.

III.2. Les responsabilités

Aussi bien sur le plan militaire que politique, les responsabilités de toutes ces violations peuvent s'établir à deux niveaux.

a) Au niveau des Congolais eux-mêmes à divers degrés (cadres politiques et militaires) :

L'idéal pour la cause de laquelle la rébellion a pris naissance, à savoir l'éradication de tous les maux et dérives totalitaires du Président KABILA ne semble plus constituer le principal objectif. Au contraire, ce sont les dissensions internes et la recherche effrénée du pouvoir pour la satisfaction des intérêts catégoriels et égoïstes qui justifient la commission de ces

actes. Dans une large mesure, ces discours discordants distillés par les radios locales et d'autres canaux désorientent à coup sûr les populations.

Mais plus particulièrement, il convient de déterminer les responsabilités du RCD, toutes tendances:

Du côté du RCD/Goma :

- Le Haut Commandement Militaire dirigé par Jean-Pierre ONDEKANE et le Commandant des opérations de Kisangani sont responsables des obstructions armées aux manifestations (arrivée à Kisangani et meetings) de M. WAMBA à Kisangani qui, des fois, provoquaient des échanges des tirs.

- Les discours du Commandant Jean-Pierre ONDEKANE, de M. Joseph MUDUMBI (Chef de Département de l'Administration du Territoire et du Gouverneur de la Province Orientale (M. Théo BARUTI) à la radio officielle non seulement ont incité à la guerre mais aussi et surtout entretenaient une action de représailles contre la population civile de Kisangani.

De ce qui précède, les responsables du RCD/Goma ont commis des actes de crimes de guerre et des crimes contre l'humanité tels que les meurtres, tortures, viols, obstructions à l'assistance humanitaire (journées nationales de vaccination), disparitions, attaques contre les civils et leurs biens, les pillages des biens et des Etablissements d'utilité publique...

Du côté du RCD/Kisangani

- Les répliques armées aux obstructions du RCD/Goma en pleine ville ;

- La préparation à la guerre par les tranchées en pleine ville et dans les discours.

Ces actes font partie de certains éléments des crimes de guerre.

b) Au niveau des allies (Responsables Ougandais et Rwandais)

Qui peut le plus, peut le moins, dit un adage. En effet, le soutien incontestable en logistiques et en troupes pour la poursuite de la guerre menée par la rébellion congolaise, les subdivisions qui s'en sont suivies et qui ont occasionné plus tard les affrontements à Kisangani sont l'œuvre de l'Ouganda et du Rwanda. L'entente intervenue le lundi 16.08.99 entre le Président MUSEVENI et le Vice-Président Paul KAGAME montre à suffisance que la volonté de ces deux hommes est capitale dans l'arrêt ou la poursuite de la guerre en République Démocratique du Congo.

Il est à signaler qu'une semaine avant les affrontements entre les deux armées (rwandaise et ougandaise), les renforts de l'armée burundaise étaient dépêchés à Kisangani pour soutenir l'Armée Rwandaise et le RCD/Goma. Les soldats burundais ont attaqué les positions ougandaises basées à la SOTEXKI.

19

La présence de ces trois armées aux côtés des rebelles congolais ainsi que leur rôle déterminant dans la conduite de ces opérations prouvent à suffisance non seulement l'agression de la République Démocratique du Congo, mais aussi leur implication dans la commission des actes de graves atrocités dans le présent conflit armé.

S'il est admis que le caractère pluri-ethnique des communautés des hommes favorise la naissance et le développement des tendances, sectaires, il aurait été bénéfique et salutaire pour les trois pays précités de ne pas se verser dans ce méli-mélo congolais, mais au contraire de se distinguer dans la recherche des voies de réconciliation et de soudure.

IV. LES DIFFERENTES REACTIONS

Ville universitaire, principal point d'évacuation des produits vivriers de l'intérieur et distributeur des produits manufacturés, Kisangani, avec ses 700 000 habitants, est la troisième ville de la République Démocratique du Congo, quoique ses principales infrastructures datent de l'époque coloniale. Sa composition cosmopolite l'épargne d'accrochages fondés sur le séparatisme ethnique et la transforme en une ville stratégique et bastion des nationalistes. C'est à Kisangani que l'Armée Nationale Congolaise mit en déroute les forces rebelles Mulelistes ; c'est aussi à Kisangani que l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) démantela les derniers remparts des forces mobutistes en 1997 ; c'est par la victoire de Kisangani que la rébellion congolaise du RCD lança son offensive pour la conquête du Nord-Ouest.

De ce fait, compte tenu de son passé, du niveau d'engagement et de conscience populaire, et de la structuration sociale de Kisangani, tout événement suscite réactions et commentaires.

IV.1. Les réactions de la population

• Avant les affrontements

Ne s'étant pas totalement remise de la première guerre de libération de KABILA, la population a manifesté, au départ, des réserves vis-à-vis de la rébellion du RCD, dont la présence des militaires étrangers confirmait l'agression. Mais, avec la dissension du RCD, la population, pour n'avoir pas trouvé son compte, a sympathisé avec l'aile WAMBA qui a, par ses propos en faveur de la Paix et sa volonté de négocier avec Kinshasa sans condition, su traduire ses aspirations. C'est ce qui justifie ce soutien malgré les intimidations et les menaces.

• Après les affrontements

Les pertes des positions ougandaises -et en passant, celles de l'aile WAMBA- a plongé la population dans la compassion, manifestée par son affluence au Palm Beach et à la SOTEXKI qui ont été bien protégés. Cette même population, en majorité chrétienne catholique, a été choquée par la destruction de la résidence de l'Archevêque Laurent MONSENGWO et les attaques sur les civils.

20

IV.2. Les réactions de la société Civile

• Avant les affrontements

La Société Civile s'est activée dans les actions de lobbying à différents niveaux. Elle a été représentée dans plusieurs colloques internationaux, notamment en Europe, en Amérique (USA, Canada), à Nairobi, à Kampala et tout dernièrement à Lusaka. Tous ces contacts avec les autres Sociétés Civiles tant de l'Est que de l'Ouest (territoires sous contrôle gouvernemental) et d'autres pays africains devaient déboucher à l'élaboration d'un programme commun de la Campagne pour la Paix durable en République Démocratique du Congo . Cependant, traiter de questions de paix dans un environnement de guerre est délicat.

En outre, plusieurs missions de médiation et de sauvegarde de la paix, constituées par les associations de la société civile, ont été dépêchées auprès du Commandant Jean-Pierre ONDEKANE et de M. WAMBA pour éviter les affrontements armés à Kisangani.

• Après les affrontements

En réaction à toutes ces démarches, la Société Civile a été accusée d'être proche du RCD/WAMBA, de dénoncer à l'étranger les abus des responsables du RCD/Goma, ce qui a valu des menaces, intimidations et arrestations de quelques-uns. Elle a été constante dans sa démarche et n'a ménagé aucun effort pour voler au secours des détenus en condamnant

ces actes, en exigeant leur libération et en demandant instamment aux autorités le rétablissement de la sécurité civile.

IV.3. Réactions des Autorités du RCD et du MLC

a) Du RCD/Goma

- *La responsabilisation de la population et des Associations de la Société Civile de Kisangani sur les affrontements armés du 15 au 17 août 1999*

Selon certaines autorités du RCD, la population de Kisangani est en partie responsable du dernier affrontement armé à cause de son soutien politique au RCD/WAMBA. Cela a été manifesté lors des commentaires sur les événements faits par le Coordonnateur Provincial du RCD à la Radio, le 17.08.99 à 16 heures, de l'adresse du Gouverneur de la Province Orientale à la Radio, le 18.08.99 et de la rencontre des Chefs des Départements titulaire des Affaires Foncières et Adjoint de l'Administration avec les Associations de la Société Civile, le 05.09.99 au Gouvernorat. Il a été reproché à la Société Civile de n'avoir pas suffisamment encadré la population afin de ne pas soutenir M. WAMBA.

21

- *L'interdiction d'exercice des activités politiques au RCD/WAMBA dans la ville de Kisangani*

Plusieurs communiqués des autorités du RCD ont été diffusés à la Radio officielle, interdisant M. WAMBA et son Groupe de se livrer à des activités politiques à Kisangani. Le RCD ne se laisserait pas faire, concluaient-ils.

b) Du RCD / WAMBA et du M.L.C.

Dans un communiqué conjoint du RCD/WAMBA et du MLC, diffusé les 04 et 05.09.99 à la Radio-Liberté, MM WAMBA et Jean-Pierre BEMBA rejettent la responsabilité de la guerre de Kisangani au RCD/Goma et sur le Rwanda, rappellent à la population son attachement à la Paix, annoncent leur retour à Kisangani et leur engagement à la libération totale du peuple de toutes formes de dictature.

IV.4. Reactions des Alliés de la Rébellion • Avant les affrontements

Au début de cette deuxième guerre dite de libération-rectification, les deux alliés ont cheminé ensemble pour un éventuel renversement du Gouvernement KABILA à Kinshasa. Mais, l'internationalisation de la guerre et la complexité des difficultés rencontrées sur terrain sont à la base des divergences entre l'Ouganda et le Rwanda. Ce dernier, qui comptait sur la chute de Mbuji-Mayi et Lubumbashi, a vu son rêve se solder par un échec.

L'Ouganda, par contre, craignant la main mise du Rwanda sur le RCD, s'est permis de façonner un autre mouvement rebelle (le Mouvement pour la Libération du Congo) de Jean-Pierre BEMBA, après le contrôle de la ville de Buta. Le même Ouganda a violé les accords de cessez-le-feu de Syrte signé en Libye et ceux de Lusaka en encourageant BEMBA de lancer une offensive sur Gbadolite, Businga, Gemena, Libenge et Zongo, alors sous contrôle des troupes de KABILA. De la même manière, le soutien de l'Ouganda à WAMBA peut se considérer comme une tentative de réduire davantage le RCD.

• Après les affrontements

En dépit des Accords de cessez-le-feu signés à Mweye en Ouganda entre MUSEVENI et KAGAME et les consolidations de vues des Chefs d'Etat-Major des armées de ces deux pays, dépêchés d'urgence à Kisangani pour la circonstance, l'on a déploré les tracasseries, provocations et arrestations des militaires ougandais et leurs alliés congolais (civils et militaires) par les unités rwandaises qui se comportent en vainqueurs.

Internationale

• Avant les affrontements

La Communauté Internationale pêche par son laxisme et mutisme. En effet, après avoir démontré, mis en évidence les failles dans l'application des textes régissant les Etats en

22

matière de souveraineté, de l'intangibilité des frontières et de l'intégrité territoriale, elle n'a pas pu actionner les mécanismes appropriés pour l'application des sanctions sévères réservées à ces transgressions. Alors qu'au KOSOVO et au KOWEIT, la solution ne fut pas régionale, les crises qui secouent l'Afrique en général ne bénéficient pas de beaucoup d'attention. Cette méthode de deux poids deux mesures, interroge l'opinion congolaise : la Communauté Internationale est-elle réellement une grande famille humaine bâtie sur la solidarité ou tout simplement est-elle fondée sur les intérêts de certaines puissances ? Heureusement, la SADC et d'autres pays africains et Européens s'activent tout de même à la recherche d'une solution durable à la crise congolaise.

• **Après les affrontements**

L'appel du Secrétaire Général de l'ONU à la cessation des hostilités n'a pas été explicite et a quelque peu passé sous silence plusieurs aspects de ces affrontements, surtout le sabotage des journées nationales de vaccination et d'autres violations du Droit International Humanitaire.

V. ETAT ACTUEL DE LA SITUATION

V.1. Constat général

Au regard des affrontements armés intervenus entre les deux alliés de la rébellion dans la ville de Kisangani, il se dégage le constat général suivant :

Recul remarquable dans l'exercice des droits et libertés fondamentaux et retour au monolithisme politique

Le dualisme politique dans la ville de Kisangani a permis à la population d'exprimer librement sa tendance pour l'une ou l'autre faction avec comme garantie de sécurité, les présences militaires rwandaises et ougandaises. Mais, avec le revirement de la situation, conséquence des affrontements armés, le monolithisme refait surface avec le matraquage systématique de tous ceux qui ne semblaient pas épouser les vues du RCD/Goma. C'est dans ce cadre que les intimidations, les menaces, les arrestations arbitraires dont sont victimes la population en général et certaines personnalités de la Société Civile en particulier sont à replacer.

Intensification des tracasseries militaires et policières

Lancer des assauts contre l'armée ougandaise et contenir ses répliques justifiaient les renforts des contingents Rwandais, Burundais et Congolais. Mais, après les affrontements, la prise en charge de tous ces militaires qui ne peuvent pas encore quitter jusqu'à la décrispation totale de l'atmosphère, pose problème, surtout pour les militaires congolais pour qui le solde est un cauchemar. L'érection des barrières et le rançonnement des paysans et petits commerçants constituent des voies raccourcies de

23

résolution des problèmes. Les usagers de la route Banalia et ceux de Lubutu, en paient le prix respectivement au pont Tshopo et au point kilométrique 22.

Même les unités de la Police Nationale chargée de la sécurité des personnes et de leurs biens dans les territoires déjà sous contrôle de la rébellion affichent le même comportement. Le beach Djubu-Djubu, principal centre d'approvisionnement de la ville, est leur lieu de prédilection.

Précarité de la situation sociale de la population

La baisse de l'approvisionnement de la ville de Kisangani en denrées alimentaires et la hausse des prix qui s'en suit, est la conséquence logique du retrait temporaire des agriculteurs de l'hinterland de la ville vers la forêt profonde, pour s'épargner de la guerre. En outre, la rareté du dollar américain au marché monétaire, consécutive à la fuite des tenants des Comptoirs d'achat de Diamant et des Responsables d'Organismes Internationaux,

principaux pourvoyeurs, élève sa cotation par rapport à la monnaie locale. Il en découle une augmentation considérable des prix des biens manufacturés.

Certaines entreprises de la place, dont la SOTEXKI (pour pillage), la BRALIMA et d'autres Petites & Moyennes Entreprises (pour diminutions des recettes journalières) envisagent de mettre en congé technique un bon nombre de personnel. Celui-ci dont la situation paraissait moins enviable, va perdre sûrement les soins médicaux, l'unique avantage social qui l'attachait à l'Employeur.

Sur le plan sanitaire, la hausse du dollar, le pillage de certains officines et dépôts pharmaceutiques, l'irrégularité des vols sur Kampala (pour approvisionnement) contribuent à l'inaccessibilité de la population aux soins médicaux.

Le contrôle le effectif des services publics et des finances publiques par le RCD/Goma

Les empêchements et blocage dus à la présence ougandaise à la Banque Centrale du Congo et à la Banque Commerciale du Congo, et contre lesquels le Gouverneur de Province avait interdit le dépôt des fonds dus à l'Etat dans ces deux Banques, ont été balayés par la perte de ces positions.

Même l'équivoque jetée dans les esprits de certains responsables administratifs à cause de la nomination, par M. WAMBA, d'un autre Gouverneur de Province et de la signature des Arrêtés, notamment sur l'annulation de certaines taxes (aéroportuaires ...) a été dissipée.

V.2. Le spectre d'une nouvelle guerre

Les négociations entre les deux parties ougandaise et rwandaise (accords de Mweye en Ouganda) ont abouti à l'arrêt des affrontements. Cependant, la non respect et la mauvaise lecture de certains aspects risquent d'engendrer un autre affrontement. Ces aspects comprennent le retour de chacune des forces dans ces positions occupées avant les

24

affrontements, l'arrêt des provocations, les sanctions contre les responsables en cas d'établissement de culpabilité.

Du retour aux positions initiales : l'opinion reste perplexe et ne sait si allusion est faite aux échanges du 07.08.99 ou seulement aux affrontements du 14.08.99. En s'en tenant à la deuxième hypothèse, il y a lieu de s'attendre au retour des Ougandais à l'Hôtel Wagenia, Congo Palace, Banque Centrale du Congo.

Des provocations : les arrestations des civils pro-WAMBA et pro-Ougandais, l'usage des biens des Ougandais (véhicules, armes...) comme butins de guerre peuvent, si l'on n'y prend garde, envenimer le climat et surchauffer les esprits.

Le renforcement des troupes et des matériels de guerre de deux côtés : si les accords de Mweye ont été francs, les affrontements militaires ne devaient pas se justifier.

De toutes les façons, à observer les réflexes d'affrontement, à prêter oreille attentive aux rumeurs, à analyser les propos du Président YOWERI MUSEVENI de l'Ouganda qui promet une contre-attaque corrective contre les troupes rwandaises en cas de provocation, à analyser aussi le mécontentement de Jean-Pierre BEMBA du MLC suite à la destruction du siège de son parti et du Bureau-relais de sa radio (Radio-Liberté), le risque de dégénérescence de cette situation en un nouvel affrontement plane en l'air.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les présences militaires ougandaises et rwandaises en République Démocratique du Congo – niées timidement au départ lors du déclenchement du conflit armé, et par la suite, jugées de simple soutien à la rébellion congolaise pour juguler le problème sécuritaire sous-régional-soulèvent aujourd'hui une autre problématique, eu égard aux affrontements auxquels les deux armées se sont livrées dans la ville de Kisangani, loin de plusieurs kilomètres des fronts de Mbuji-Mayi, de Katanga et de l'Equateur où les crépitements d'armes lourdes peuvent se tolérer.

Il n'est sans doute pas raisonnable que des civils congolais non assimilables aux interhamwe, aux ex-FAR, encore moins aux rebelles de l'ADF et des FDD, aient trouvé la mort sur leur territoire sans raison valable. Si le sang a coulé en 1960 pour l'indépendance, en 1992 pour l'ouverture du pays au processus démocratique, pour quelle noble cause les Congolais viennent de périr à Kisangani ?

Pour le moins que l'on puisse dire, l'Ouganda, le Rwanda et la partie congolaise de la rébellion poursuivent ensemble des intérêts aux contours peu clairs qui, par moment, s'entrecroisent ou s'entrechoquent, les unissent ou les divisent. Mais que l'on assiste à un remake de la colonisation à la forme de l'indirect « rule britannique » où les droits de la personne sont sacrifiés, bafoués même, au profit des gains sous toutes leurs formes, voilà ce qui est inadmissible à l'état actuel de l'évolution de l'humanité.

25

A l'instar d'autres Etats civilisés de la planète, la RDC, dont l'avenir s'incruste dans l'établissement d'un espace intégré avec ses voisins, doit répondre aux exigences du 21^{ème} siècle à savoir la bonne gouvernance et le respect des droits de l'Homme. La rébellion congolaise à l'actif de laquelle se trouve le blocage à la tentative du retour du pays à l'archaïsme, doit offrir un espace de développement aux Congolais, réduire le potentiel criminel et restaurer la paix civile. Car, pour être vertueux, l'homme a besoin d'un minimum de bien-être. Il s'impose, pour y parvenir, la nécessité du dialogue et l'harmonisation des références politiques et économiques.

C'est pourquoi, le Groupe LOTUS recommande :

Aux Gouvernements Ougandais et Rwandais :

- de respecter les Accords de cessez-le-feu de Lusaka auxquels ils sont parties prenantes;
- de respecter le Droit International Humanitaire et de traduire devant la Justice, les auteurs de toutes les violations graves des droits humains ;
- de promouvoir le dialogue et la paix d'une part, entre eux-mêmes, et d'autre part, entre toutes les factions rebelles du Congo ;
- d'indemniser les familles des victimes des affrontements et de réparer les dommages causés dans la ville.
- et de garantir la paix aux Congolais dans toutes les parties qu'ils contrôlent.

A toutes les factions de la rébellion congolaise :

- d'harmoniser leurs divergences de vue ;
- de respecter les droits humains et le droit international humanitaire sur tous les territoires sous leur contrôle ;
- de respecter l'esprit et la lettre des Accords de cessez-le-feu de Lusaka ;
- de tenir compte de la volonté populaire dans leurs méthodes de gestion et dans leurs revendications politiques ;
- et de privilégier l'intérêt national dans tous les engagements à prendre en rapport avec l'exploitation des richesses du pays.

• A la communauté internationale :

Au Conseil de Sécurité des Nations Unies

- de condamner clairement l'agression de la République Démocratique du Congo par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ;
- de veiller au respect des Accords de cessez-le-feu de Lusaka ;
- d'envoyer d'urgence une équipe d'observateurs au Congo ;
- d'étendre la compétence du Tribunal Pénal International du Rwanda sur tous les crimes commis en RDC depuis 1996 ;
- et de soutenir matériellement, financièrement et militairement le processus de pacification de la RDC.

26

A l'O.U.A. et à la SADC

- de veiller au respect des Accords de cessez-le-feu de Lusaka et d'accélérer leur mise en œuvre ;
- d'intensifier les démarches diplomatiques en vue de l'harmonisation des divergences de vues entre tous les acteurs de la rébellion congolaise ;
- et de prendre des dispositions de sanctions sur tous les cas de violations des Accords de cessez-le-feu de Lusaka par une des parties signataires.

• **A la population de Kisangani :**

- de se remettre du traumatisme de ces affrontements sans se verser dans des considérations ethniques et provinciales ;
- de manifester son déterminisme au changement qualitatif dans lequel elle s'est engagée et son libre soutien aux leaders qui incarnent ses aspirations ;
- et de s'acquitter de son devoir de Mémoire et de Témoignage sur toutes les exactions et violations commises par les belligérants.

Fait à Kisangani, le 06 septembre 1999

POUR LE GROUPE LOTUS,

Gilbert KALINDE ABELI Dismas KITENGE SENGA

Secrétaire Pré sident

ANNEXE MRDC 93

Groupe LOTUS

**Les rivalités ougando-rwandaïses à Kisangani :
la prise en otage de la population civile**

mai 2000

Rapport du Groupe LOTUS

**LES RIVALITES OUGANDO-RWANDAISES A KISANGANI :
LA PRISE EN OTAGE DE LA POPULATION CIVILE
MAI 2000**

SOMMAIRE**INTRODUCTION***I Des origines*

- 1.1 Causes lointaines
- 1.2 Causes immédiates

II Les affrontements proprement dits

- 2.1 Positions des troupes
 - Troupes ougandaises
 - Troupes rwandaises
- 2.2 Déclenchement des affrontements
- 2.3 Fin des affrontements

III Dégâts causés

- 3.1 Pertes en vies humaines
- 3.2 Les blessés
- 3.3 Les dégâts matériels

IV Conséquences des affrontements

- 4.1 Violations du Droit International Humanitaire
- 4.2 Détérioration de la situation socio-économique

V Différentes réactions enregistrées

- 5.1 Sur le plan local
- 5.2 Sur le plan national
- 5.3 Sur le plan international

VI Le pourquoi de l'attention sur Kisangani

- 6.1 Les raisons d'ordre politique
- 6.2 Les raisons d'ordre économique
- 6.3 Les raisons d'ordre stratégique

VII Rébellion Congolaise et enjeux de la deuxième guerre Ougando-Rwandaise à Kisangani

- 7.1 Thèse des rébellions
- 7.2 Démilitarisation de la Ville de Kisangani
- 7.3 Logique des alliés rebelles
- 7.4 Conflit de leadership

CONCLUSION

1.1. Les causes lointaines

1.1.1. L'affront subi par les troupes de l'UPDF (armée Ougandaise) lors de la guerre de trois jours

La guerre de Kisangani qui avait opposé les Ougandais aux Rwandais du 15 au 17 août 1999 s'était soldée par une légère victoire du camp rwandais, allusion faite au contrôle, non seulement de principales artères, mais aussi de la ville dans son entièreté.

Depuis lors, les Ougandais ruminaient un sentiment de vengeance pour d'abord se refaire moralement en humiliant à leur tour les Rwandais qui avaient expressément exposé sur la place publique les morts Ougandais ; ensuite redorer le blason terni et tenter de cette façon de s'attirer la confiance des Congolais, pour la mériter davantage ; enfin rassurer les Ougandais de la supériorité de leur armée par rapport à celle du Rwanda.

1.1.2. Les violations de l'entente intervenue aux lendemains de la guerre de Trois jours

Les enquêtes menées par les deux chefs d'état-major des armées Rwandaises et Ougandaises, KAYUMBA et JEJE ODONGO, dépêchés précipitamment à Kisangani pour s'enquérir de la situation qui s'était passée et établir les différentes responsabilités avaient abouti à une entente entre les deux parties et dont les clauses stipulaient entre autres :

- la démilitarisation de la ville de Kisangani qui consistait au retrait des troupes de deux camps d'une distance de 40 Kilomètres de la ville. Ce qui fait que la ville devait être sous contrôle d'une commission militaire mixte Rwando-Ougandaise.
- L'organisation des élections à divers niveaux pour hisser au pouvoir des autorités d'une neutralité acceptable et d'aucune obédience.
- L'interdiction d'organiser des meetings publics.
- L'usage d'un langage courtois par les stations locales de radiodiffusion et la chaîne de télévision.

Les signataires ont malheureusement accepté délibérément de marcher sur ces clauses. Après un semblant de retrait des troupes (Point kilométrique 36 sur la route Buta et Bafwasende pour l'armée Ougandaise et Lubutu et Wanierukula pour l'armée Rwandaise), les deux parties se sont caractérisées par des avancées progressives injustifiées leur permettant de s'approcher de la ville et de renforcer leurs effectifs dans la ville. Faute de volonté politique et par crainte de perdre la mainmise sur les services publics de l'État, le RCD/Goma, porté à bras-le-corps par le Rwanda, n'a pas favorisé et soutenu pratiquement l'idée d'organiser des élections.

En outre, les deux radios locales (Radio Liberté pour le MLC et la RTNC pour le RCD/Goma) se sont caractérisées par des attaques personnelles, des propos injurieux et des discours vexatoires.

En décembre 1999, les accords de Kabale avaient accouché d'un "Front Commun des Leaders" pour les trois factions de la rébellion Congolaise notamment le RCD/Goma, le MLC et le RCD/ML. De ces accords il a été décidé que les trois mouvements se réunissent à Kisangani le 4 février 2000 pour poursuivre les discussions de Kabale II.

À l'approche de cette date de la rencontre, les Ougandais et le RCD/ML du Professeur WAMBA ont été systématiquement sapés à la RTNC. Au cours d'une des émissions "Vie et société" de la RTNC de fin janvier 2000, Monsieur le Gouverneur de la Province a semblé ne pas reconnaître, ni

même accepter l'existence du RCD/ML, un mouvement dont le bureau de coordination aurait dû être délogé des bâtiments de la CADECO, avait-il poursuivi.

Dans ce même ordre d'idées, la population a été appelée à manifester son mécontentement contre le Prof WAMBA et les Ougandais. Une vingtaine de femmes vendeuses ont même organisé une marche de la mairie jusqu'à l'alliance franco-congolaise pour manifester leur désapprobation contre la présence de WAMBA à Kisangani, lui à qui on attribue la responsabilité de tous les morts de la guerre de trois jours.

Dans l'après-midi du même jour, quelques personnalités natives de la Province Orientale, dont les tendances politiques ne s'écartent pas fondamentalement du RCD/Goma et qui se font passer pour des notables de la ville de Kisangani, ont rendu public leur mémorandum dans lequel ils refusaient la tenue, à Kisangani, de la réunion des factions rebelles et la présence de M. Wamba. En réaction, l'armée Ougandaise avait fait circuler ce jour-là un char dans les rues de Kisangani et ses militaires mis en alerte.

1.2 Causes immédiates

1.2.1 L'occupation par l'armée Ougandaise du centre d'instruction Kapalata, baptisé P.E. LUMUMBA Training Center.

Kapalata, situé à 6 Kms du centre ville sur la rive droite de la rivière Tshopo, est un grand centre d'instruction où les éléments de la gendarmerie nationale suivaient leur formation. Mais avec la chute de MOBUTU en 1997 et la chute de Kisangani en 1998, ce centre n'a pas suffisamment été mis en valeur. Son état d'inoccupation des mois durant a été à la base de la convoitise des Ougandais dans le but de s'approcher davantage de la ville et de la ceinturer.

Cela coïncida avec la présence dans la ville du Commandant William BALENGELE KAZADI dit l'ango Tango, ancien commandant de la 7ème brigade, transfuge du RCD/Goma, qui s'était décidé de prêter main forte à WAMBA. Le revoir à Kisangani – lui qu'on pressentait déjà comme formateur potentiel de la branche Congolaise de l'armée WAMBA au P.E. LUMUMBA Training Center était synonyme de défi. D'ailleurs, M. Lambert MENDE, alors chef de Département de mobilisation et propagande du RCD/Goma, en mission officielle à Kisangani, a eu à le qualifier de persona non grata au cours d'une interview accordée à la RTNC/Kisangani, le 20 mars 2000.

En date du 20 mars 2000, un incident est de justesse évité au pont Tshopo entre l'armée Ougandaise et les éléments de la Police qui voulaient déloger de force les nouveaux occupants. De l'avis des responsables de la Police Nationale Congolaise, ce camp mis à leur disposition avait déjà été entretenu par eux, cependant son occupation effectif était consécutive à la résolution de certains problèmes logistiques.

1.2.2 La mise sous embargo de la ville de Kisangani

Vers mi-avril, les commerçants habitués à des navettes (Kisangani-Bumba-Kisangani) pour approvisionner la ville en produits alimentaires notamment le poisson fumé, le poisson salé, le riz, le maïs font circuler des informations selon lesquelles le MLC avait décrété un embargo contre la ville de Kisangani et aucun produit ne pouvait franchir les frontières de Bumba. Ne fallait-il pas attendre longtemps pour observer une hausse remarquable des produits concernés. Non seulement

? Au camp Sergent KETELE situé dans la Commune Makiso, vers ses limites avec celle de Kabondo

? A l'aéroport de Simi-Simi, Plateau Médical, Commune Makiso ;

? A l'ex- Résidence officielle du Gouverneur de Province, occupée par les militaires Rwandais depuis leur arrivée à Kisangani, au plateau Médical.

? A l'Aéroport de Bangboka.

En plus, le contrôle du centre-ville dont elles jouissaient leur accordait le bénéfice de mouvement et de dissémination à travers les artères de différentes communes.

2.2. Du déroulement des affrontements

Contrairement à la guerre de 3 jours où les belligérants avaient fait usage aussi bien d'armes lourdes qu'individuelles, cette fois-ci les mortiers 60, 80 et les roquettes --dont le degré de destruction est élevé- ont été les plus utilisés.

Des affrontements à corps à corps, selon d'autres sources, nécessitant l'usage d'armes individuelles auraient eu lieu sur la route de l'Aéroport de Bangboka et à l'Aéroport même.

2.3. De la fin des affrontements

Le calme est revenu tard dans la soirée du même jour au terme d'un accord de cessez-le-feu conclu au niveau de la haute sphère des parties belligérantes sans qu'aucune des parties ne se soit déplacée d'un iota de ses positions de départ.

Il convient toutefois de faire remarquer que les militaires de tous les deux camps bénéficiaient d'une moindre marge de mouvement et ne pouvaient facilement se rendre dans l'espace occupé par l'adversaire. Aussi, aucun avion ne pouvait atterrir aux deux aéroports sans l'accord des ougandais au risque de subir des tirs.

III. DES DEGATS CAUSES

L'ampleur des dégâts tant humains que matériels enregistrés au cours de ces affrontements montrent à suffisance le degré de destruction et la violence dans laquelle se sont engagées les deux armées. Que des armées se battent, même dans un territoire qui n'est pas le leur, peut paraître compréhensible ! Mais que des obus soient dirigés vers des cibles n'ayant visiblement pas de rapport avec le conflit armé, cela est inquiétant.

Les volontaires se sont rapidement mis à acheminer les victimes dans des hôpitaux. Certaines parmi elles ont bénéficié de l'appui de la chaîne de solidarité. D'autres par contre ont vu leurs familles respectives supporter les frais médicaux. Les agents de santé (Médecins, Infirmiers) ont fourni d'énormes sacrifices, au péril de leur vie en traversant rues et routes à la recherche des produits de premier secours.

Au lendemain des affrontements, le CICR/Kisangani a rassemblé les blessés aux CUKIS et à l'Hôpital Général de Kisangani, s'est livré à la distribution des produits de pansement aux hôpitaux visités, et a procédé au nettoyage des endroits touchés ainsi qu'à l'évacuation des déchets de ces dégâts.

22 morts, 80 blessés et 33 maisons et édifices endommagés, tel est le bilan partiel de ces affrontements dressé par le Groupe LOTUS, sur base des éléments récoltés et vérifiés sur terrain.

3.1 Les pertes en vie humaine 20 morts directs

A COMMUNE TSHOPO 9

1. Nom : TOURE

Prénom : YOUSSEUF

Age : 20 ans

Sexe : Masculin

Adresse : 2ème avenue bis n° 67, quartier du Stade

A été tué par les éclats de l'obus qui a explosé sur la grande route, à une dizaine de mètres de là où il se tenait.

2. Nom : FELU

Post-nom : AMUNDALA

Age : 18 ans

Sexe : Masculin

Adresse : 2ème avenue bis n° 91, quartier du Stade

Tué par les éclats d'obus qui ont pénétré sa cage thoracique et percé le globe oculaire

3. Nom : MABWANA

Prénom : SYLVIE

Age : 18 ans

Sexe : Féminin

Adresse : 19ème avenue n° 36, quartier PUMUZIKA

Tuée par les éclats de l'obus qui ont perforé le mur de sa chambre, alors qu'elle était étendue sur le lit, son tronc a été déchiqueté, laissant les entrailles visibles.

4. Nom : ASOMBA

Post-nom : BAELONGANDI

Age : 15 ans

Sexe : Masculin

Adresse : 12ème avenue bis n° 115, quartier LUBUMBASHI

Est mort suite à une fracture du crâne avec perte de substances cérébrales associée à de multiples égratignures sur son corps dus aux éclats de l'obus.

5. Nom : LINGOMBE

Prénom : Sophie

Age : 18 ans

Sexe : Féminin

Adresse : avenue IKELA n° 29, quartier PUMUZIKA.

Tuée par les éclats d'obus qui lui ont fracassé la nuque, atteint à la main gauche et au tronc. Elle a été inhumée dans la cour de leur maison.

3. Nom : ATASIO
Prénom : Louise
Age : Adulte
Sexe : Féminin
Adresse : Boulevard OPALA n° 51

E. COMMUNE MAKISO : 1

1. Nom : KAPINGA
Prénom : Gertrude
Age : Adulte
Sexe : Féminin
Adresse : avenue MONGALA n° 10, Plateau BOYOMA

Tuée par les éclats d'obus alors qu'il l'ont atteinte dans sa maison, blessant aussi deux de ses petits fils.

3.2. Les blessés

A. COMMUNE TSHOPO : 40

1. Nom : MOKITA
Prénom : Héléne
Age : Adulte
Sexe : Féminin
Adresse : 2ème avenue bis n° 37, quartier du Stade.

Lésion (s) : blessure au niveau du bras gauche avec des égratignures sur la jambe du même côté.

2. Nom : NGANABO
Prénom : Annie
Age : Adulte
Sexe : Féminin
Adresse : 2ème avenue bis n° 37, quartier du Stade.

Lésion (s) : plaie contuse au niveau de l'hémithorax gauche.

3. Nom : AWA
Post-nom : USENI
Age : Adulte
Sexe : Féminin
Adresse : 2ème avenue n° 57, quartier du Stade.

Lésion (s) : blessure à la jambe gauche

4. Nom : MBUZA
Post-nom : ASIMBWA
Age : Adulte
Sexe : Masculin
Adresse : 6ème avenue n° 89, quartier

ARUWIMI

Lésion (s) : blessure à la tête.

5. Nom : MASIKINI
Prénom : Anne
Age : 58 ans
Sexe : Féminin
Adresse : 2ème bis n° 91, quartier du Stade

Lésion (s) : blessure à la cuisse par les éclats d'obus qui ont tué un de ses fils.

6. Nom : BOLELA
Post-nom : BALONGA
Age : 27 ans
Sexe : Masculin
Adresse : 10ème avenue n° 5, quartier de l'Ecole
Lésion (s) : blessure à l'épaule gauche.

7. Nom : MAMBEMBE
Post-nom : AMINA
Age : 27 ans
Sexe : Féminin
Adresse : 10ème avenue n° 5, quartier de l'Ecole.

Lésion (s) : blessure à l'hémithorax droit

8. Nom : BOLUKAOTO
Prénom : Jean-Marie
Age : 62 ans
Sexe : Masculin
Adresse : 10ème avenue n° 6, quartier de l'Ecole
Lésion (s) : blessure au niveau du tiers supérieur du mollet gauche.

9. Nom : BOLUKAOTO
Prénom : Johny
Age : 2 ans
Sexe : Masculin
Adresse : 10ème avenue n° 6, quartier de l'Ecole
Lésion (s) : blessure au niveau du pied droit.

10. Nom : KAYUMBA
Post-nom : MATSHOZI
Age : Adulte
Sexe : Féminin
Adresse : 10ème avenue n° 2, quartier de l'Ecole
Lésion (s) : blessure au bras gauche.

- Lésion (s) : Fracture du pied droit
24. Nom : SEFU
Post-nom : ABEDI Eric
Age : 16 ans
Sexe : Masculin
Adresse : 12ème avenue n° 118, quartier LUBUMBASHI
Lésion (s) : plaie au niveau du biceps gauche
25. Nom : Maman POKA
Post-nom : -
Age : Adulte
Sexe : Féminin
Adresse : 12ème avenue n° 118, quartier LUBUMBASHI
Lésion (s) : Plaies multiple au niveau du dos, de l'épaule, de la tête causées par les éclats d'obus.
26. Nom : MATESO
Post-nom : -
Age : 19 ans
Sexe : Féminin
Adresse : 2ème avenue n° 96, quartier du Stade
Lésion (s) : Plaies au niveau des membres.
27. Nom : BATAMBA
Post-nom : MWAMINI
Age : 10 ans (élève en 4ème primaire à MAPENDANO)
Sexe : Féminin
Adresse : 2ème avenue bis n° 85, quartier du Stade
Lésion (s) : Plaies multiples au niveau de la tête, bassin et épaule provoquant des troubles neurolo-giques.
28. Nom : MWAMI
Prénom : Didier
Age : 16 ans
Sexe : Masculin
Adresse : 2ème avenue n° 53, quartier du Stade
Lésion (s) : Blessure à la tête provoquant des troubles neurologiques.
29. Nom : ISSA
Prénom : Johnny
Age : mineur
Sexe : Masculin
Adresse : 2ème avenue n° 42, quartier du Stade
Lésion (s) : Blessure à la tête et au thorax.
30. Nom : LOFABA
Post-nom : LOKELOKE
Age : -
Sexe : Masculin
- Adresse : 2ème avenue n° 73, quartier du Stade
Lésion (s) : Blessure au niveau de l'abdomen.
31. Nom : LOFABA
Prénom : Eglise
Age : -
Sexe : Masculin
Adresse : 2ème avenue n° 73, quartier du Stade
Lésion (s) : Blessure à la tête, à l'avant-bras et à l'épaule. C'est un polytraumatisé
32. Nom : BIFENDA
Prénom : Jean
Age : -
Sexe : Masculin
Adresse : 2ème avenue n° , quartier du Stade
Lésion (s) : Fracture ouverte au niveau du fémur, blessure au genou, à l'arcade sourcilière, au bras droit et aux deux pieds. C'est un polytraumatisé.
33. Nom : BOIUKOLA
Post-nom : -
Age : Adulte
Sexe : Masculin
Adresse : 2ème avenue n°, quartier du Stade
Lésion (s) : -
34. Nom : YENGA
Post-nom : ALUWETE
Age : 25 ans
Sexe : Féminin
Adresse : 2ème avenue bis n° 91, quartier du Stade
Lésion (s) : Blessée par les éclats d'obus.
35. Nom : -
Prénom : Béatrice
Age : 10 ans
Sexe : Féminin
Adresse : 2ème avenue bis n° 91, quartier du Stade
Lésion (s) : Blessée par les éclats d'obus
36. Nom : KALOMBO
Prénom : Jean
Age : 35 ans
Sexe : Masculin
Adresse : 2ème avenue bis n° 91, quartier du Stade
Lésion (s) : Blessé par les éclats d'obus.
37. Nom : YAMO
Prénom : Willy

07. Nom : MISANGO

Post-nom : SAFI

Age : 10 ans

Sexe : Féminin

Adresse : 10ème transversale n° 15

Lésion (s) : Traumatisme au niveau de la jambe gauche.

08. Nom : LOOFA

Post-nom : FELE

Age : 12 ans

Sexe : Masculin

Adresse : -

Lésion (s) : Ecoulements dorsales

09. Nom : EKILA

Post-nom : -

Age : 13 ans

Sexe : Féminin

Adresse : -

Lésion (s) : Polytraumatisme

10. Nom : AKOYA

Post-nom : -

Age : 16 ans

Sexe : Masculin

Adresse : -

Lésion (s) : Plaie traumatique au niveau du pied droit

11. Nom : LITEMA

Post-nom : -

Age : Masculin

Sexe : 7 ans

Adresse : -

Lésion (s) : Plaie traumatique au niveau de l'auxiliaire gauche

12. Nom : AFOMBO

Post-nom : -

Age : 3 ans

Sexe : Masculin

Adresse : 6ème transversale n° 3

Lésion (s) : -

13. Nom : RAZIA

Post-nom : -

Age : 18 ans

Sexe : Féminin

Adresse : 10ème transversale n° 15

Lésion (s) : blessure au thorax et à l'avant-bras gauche

14. Nom : MOMI

Post-nom : -

Age : 25 ans

Sexe : Masculin

Adresse : 10ème transversale n° 15

Lésion (s) : Blessure au niveau du thorax, à la face et à la jambe gauche.

15. Nom : MUZINGA

Post-nom : -

Age : 10 ans

Sexe : Masculin

Adresse : 10ème transversale n° 15

Lésion (s) : Blessures au thorax et aux jambes

16. Nom : AMISI

Post-nom : -

Age : 9 ans

Sexe : Masculin

Adresse : 10ème transversale n° 15

Lésion (s) : Blessures au thorax, aux mains et à la jambe droite.

17. Nom : OTAKO

Sexe : Féminin

Adresse : 11ème transversale n° 18

Lésion (s) : Tendon coupé, membres postérieurs touchés

18. Nom : KITOKO

Prénom : Mado

Sexe : Féminin

Adresse : 11ème transversale n° 12

Lésion (s) : blessure au pied droit

COMMUNE LUBUNGA : 6

01. Nom : NGUSHA

Prénom : Marie-Claire

Age : adulte

Sexe : Féminin

Adresse : Bld OPALA n° 51

Lésion (s) : -

02. Nom : KAYEMBE

Post-nom : -

Age : Adulte

Sexe : Masculin

Adresse : Avenue MAIKO n° 18

Lésion (s) : Blessures aux deux cuisses

Lésion (s) : Blessures à la face et aux membres.

10. Nom : BOTAKAWE

Post-nom : -

Age : 29 ans

Sexe : Féminin

Adresse : Quartier DJUBU-DJUBU n° 4

Lésion (s) : Blessure au niveau de la fesse.

11. Nom : BALILIYA

Post-nom : ATCHUNGI

Age : 26 ans

Sexe : Féminin

Adresse : Quartier BOMBULA, avenue TSHUBI n° 3.

Lésion (s) : Blessure à l'avant-bras.

12. Nom : KALULU

Prénom : Stephie

Age : 12 ans

Sexe : Masculin

Adresse : Quartier BASOKO n° 81

Lésion (s) : -

3.3. Les morts indirects : 2

1. LISONGO, âgée de 16 ans, sexe féminin, résidant sur la 4ème avenue PUMUZIKA n° 74, dans la Commune de la TSHOPO, diabétique, morte par manque d'insuline pour la faire sortir de son coma.

2. HATEMBE Wivine : quartier MEDJE II n° 65, Commune MANGOBO, est morte par émotion due aux détonations d'armes lourdes.

3.4. Dégâts matériels

COMMUNE TSHOPO

01. Maison sise sur la 12ème avenue n° 118, quartier de l'Ecole : la toiture du salon complètement détruite. Propriétaire Monsieur POKA.

02. Maison sise sur la 12ème avenue bis n° 115, quartier de l'Ecole : les vitres plus impact d'obus sur les murs, quelques trous sur la toiture.

03. Maison sise sur la 14ème avenue n° 55 : toiture d'une chambre complètement détruite.

04. Maison sise sur la 14ème avenue n° 84, propriétaire Monsieur MAKANZA : toiture d'une chambre et le lit complètement détruits.

05. Maison sise sur la 14ème n° 36/78, propriétaire Monsieur KASONGO : Toiture d'une chambre complètement détruite.

06. Maison sise sur la 14ème avenue bis n° 36, propriétaire l'Honorable DIP() toiture d'une chambre complètement détruite.

07. Maison sise sur la 15ème avenue n° 21, toiture endommagée à plusieurs endroits et le mur perforé par les éclats d'obus

08. Maison sise sur la 19ème avenue n° 11 : propriétaire Monsieur LALUA. L'obus n'a pas fait des victimes sauf quelques mobiliers, vitres, murs et une partie de la toiture de l'annexe qui étaient touchés par les éclats.

09. Maison sise sur la 19ème avenue n° 36, propriétaire Monsieur MALIAMUNGU : murs plus toiture fortement endommagé.

10. Maison sise sur la 10ème avenue bis n° 1, quartier de l'Ecole, appartenant à M. Alphonse LUKAMBA : Toiture du salon à la chambre complètement endommagée.

11. Maison sise sur avenue Ikela n° 29 appartenant au Pasteur KOMBOZI : impacts d'obus sur les murs de toute la façade avant et quelques trous au niveau de la toiture.

12. Usine de traitement d'eau/Regideso : un décanteur servant de réserve d'eau brute avant traitement a été touché par un obus. Il est pour le moment mis hors usage.

COMMUNE MAKISO

1. Hôpital Général & Faculté de Médecine :

Un obus a survolé le pavillon militaire et le bloc opératoire pour s'écraser sur le terrain de football situé devant la Faculté de Médecine causant de dégâts ci-après :

- Les vitres du bloc opératoire ont été brisées par le choc. Après quelque temps les inciviques sont venus cassé les portes du bloc opératoire et emporté le matériel qui s'y trouvait.

- Les éclats de cet obus ont traversé la partie supérieure de la cave à la hauteur de trous d'aération de la Faculté de Médecine pour échouer dans le mur du couloir : les vitres n'ont pas été épargnées.

2. Les Cliniques Universitaires

Un obus a explosé dans la cour de cet hôpital, près du bâtiment de l'Inspection médicale dont le choc et les éclats ont endommagé les vitres de façade avant, soit celles du département de Médecine interne au rez-de-chaussée et de la Gynécologie à l'étage.

3. Immeuble SEDEC, (Bld. Mobutu)

L'obus a perforé le mur au niveau du cadran supérieur près de la toiture, l'endommageant et cassant aussi les vitres. Un autre a brisé le mur de la façade avant du dépôt SEDEC qui servait de dépôt à la Société MARSAVCO, endommageant le contenu et les murs.

4.1. Violation du Droit International Humanitaire

4.1.1. Atteintes à la dignité de la personne

? Arrestations arbitraires et détentions illégales.

Des paisibles citoyens soupçonnés de travailler de connivence avec les ougandais ou les rwandais – alliés d'hier mais ennemis de circonstance – ont été arrêtés, traités sans aucune considération humaine. Parmi eux, il y a lieu de citer :

- Monsieur KASONGO : responsable de la Société Congolaise des Pétroles, habitant au n° 1 de l'avenue des Cocotiers, Commune MAKISO. Arrêté le dimanche 7 mai 2000 par les militaires du RCD/Goma et relâché le 9 mai 2000, suite à plusieurs interventions locales. Ses compagnons d'infortune MM. KABULUKU, KATUMBA et KABEMBA ont, eux, été relâchés le 11 du même mois, après leur passage au camp Ketele. Il leur était reproché d'être de mèche avec des ougandais

- Monsieur RAMAZANI MWENYEWE, Propriétaire du Complexe Scolaire du Progrès, résidant sur la 3ème avenue bis n° 41, Bloc Saïo/quartier des Musiciens dans la Commune de la MAKISO, a été arrêté le mardi 09 mai 2000 au moment où il posait des affiches portant sur le départ des troupes rwandaises et ougandaises de Kisangani. Conduit à la résidence du Commandant de la 7ème Brigade, il a été transféré au Camp Sergent KETELE, le lendemain de son arrestation. Sa libération est intervenue le mardi 16 mai 2000. Ses effets montre, vélo, souliers, vêtements et un montant de 600 \$ US destinés à la paie de ses enseignants ont été emportés.

- M. Gauthier LIAMBI, journaliste de Radio Liberté, résidant la Commune LUBUNGA, enlevé le 20 mai 2000 par les militaires congolais du RCD, pour des raisons liées à sa profession, sur ordre du Commandant SADAM DU BUREAU II/ANC, Congolais, habitant le Camp LUKUSA à LUBUNGA.

- M. Bernard LUHAYO PENE KAMBA, Journaliste de Radio Liberté habitant la Commune, LUBUNGA, Avenue BARAKA n° 62, ses biens pillés par les militaires congolais du RCD, est recherché et vit depuis, dans la clandestinité.

- M. AMUNDALA Jefferson, Journaliste (Directeur de la radio Liberté), Commune Kisangani, ses biens de valeurs et sa moto ont été emportés par les militaires congolais du RCD. Recherché, il vit dans la clandestinité.

- MUTABALA Gabriel, Journaliste de radio Liberté, Etudiant à l'UNIKIS, le vélo lui a été arraché par les militaires congolais du RCD, alors qu'il revenait de cours.

- NANGA BAMBANAYO, journaliste de la RTNC, arrêté le mercredi 24 mai 2000, pour avoir diffusé l'information selon laquelle les militaires du RCD qui venaient à pieds, accompagnant le vice-gouverneur M. ABIBU SAKAPELA sur l'axe UBUNDU, terrorisaient la population. D'ailleurs lui-même faisait partie de la délégation de M. ABIBU, qui revenait d'une mission à UBUNDU.

- M. Baudouin NDEKEE, coanimateur de l'émission « MASOLO MA NZANGIA » à la RTNC a été arrêté, le 05 mai 2000, au Point Kilométrique 11 sur la route de l'Aéroport de Bangboka puis transféré à la Forestière, Etat-major de l'Armée ougandaise à Kisangani, au motif qu'il serait parmi les journalistes qui ne cessent de proférer jour et nuit des injures contre les ougandais. C'est sur témoignage des journalistes de la RALI-FM qu'il fut libéré le même jour.

- M. Doudou LIFETU, 25 ans domicilié sur la 15ème avenue n° 70 dans la commune de la TSHOPO, a été arrêté le 14 mai 2000 sur ordre semble-t-il du secrétaire du Commandant de la 7ème Brigade. Il lui était demandé de régler la dette de son père qui s'élevait à 200 \$US. Il fut relâché quelques jours après.

- Dans la semaine du 08 au 14 mai 2000, M. Gérard AFINO, résidant à Basoko, présent à Kisangani pour raisons d'affaires a été menacé pour avoir transporté, par le passé, à bord de sa pirogue motorisée du café pour le compte des ougandais. Avant d'être lavé de tout soupçon, son frère KAMAITO, résidant sur avenue Opala n° 23, Bloc Kitenge II, Quartier Plateau Médical dans la commune Makiso, a été arrêté.

? Intimidations et menaces

Des menaces pèsent sur certaines personnes du fait de leurs activités ou responsabilités qu'elles occupent dans la société. Il convient de citer LIABO (journaliste), Théophile MBUYI (journaliste), André LOSANA (journaliste), Maman Dorothee MAGWAMBOA (journaliste), NZALE Barnabé (journaliste) ainsi que les militants des Droits de l'Homme. Ceux-ci sont chaque fois pris à partie par les deux stations de radio pour mollesse. En fait, devant cette situation d'antagonisme, chacun veut voir les organisations des Droits de l'Homme orienter leurs actions dans le sens de ses intérêts.

4.1.2. Atteintes au droit de propriété

- Deux motos appartenant aux ougandais ont été confisquées par les militaires rwandais non identifiés au garage de l'Archidiocèse de Kisangani, situé sur l'Avenue Général Mulamba.

- Un vélo appartenant au Frère Gustave de l'Archidiocèse de Kisangani et sur lequel roulait le journaliste Gabriel MUTABALA a été confisqué.

- Le véhicule de marque « Pajero » de couleur rouge appartenant à un Monsieur Empereur KENNEDY, domicilié sur la 15ème avenue n° 70, commune Tshopo, a été saisi sur ordre, semble-t-il du Commandant de la 7ème Brigade. Son insolvabilité vis-à-vis du secrétaire de ce commandant (dette de 200\$ US) et les rumeurs sur son ralliement au camp de Bemba seraient à la base de cette saisie.

- L'on observe des irruptions nocturnes dans les maisons des particuliers, notamment dans le Quartier Kilima Ya Bahindi dans la commune Makiso

4.1.2. Atteintes à la liberté de circulation et de mouvement

Depuis le 04 mai 2000, les troupes ougandaises avaient interdit la traversée du pont TSHOPO. Ce faisant de part et d'autre de la rivière, nombreuses sont les personnes qui sont séparées de leurs parents et proches pendant des jours, vivant loin de leurs logis habituels. En outre, pour raisons de sécurité, paraît-il, les habitants vivant aux alentours des positions ougandaises sur la rive droite de la rivière TSHOPO ont été sommés d'abandonner leurs maisons et aller au-delà de 10 kilomètres.

RDC dans le strict respect des principes des Nations Unies relatifs à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des Etats.

? La Mission des Nations Unies au Congo/Bureau de Kisangani a dénoncé les premières attaques des ougandais sur les rwandais.

? Le Commandement de l'Armée Ougandaise/Kisangani a lancé un triple message sur les ondes de la Radio Liberté de MLC demandant :

- A la SNEL (Société Nationale d'Electricité) de rétablir la ligne électrique de la Forestière ;
- A la RTNC (Radio-Télévision Nationales Congolaises) de cesser avec les injures contre les Ougandais et d'appliquer la déontologie journalistique.
- Aux autorités du RCD/Goma de lever la barrière érigée au point kilométrique 6 sur la route de l'Aéroport de Bangboka.

? La population qui a ras-le-bol de la présence militaire ougando-rwandaise s'est exprimée à sa manière :

- Le 28 mai 2000, l'on a assisté à un soulèvement populaire suite au refus des ougandais d'ouvrir le passage vers l'autre rive de la rivière Tshopo malgré la campagne médiatique sur le début du processus de démilitarisation. Ainsi, après le passage du véhicule de la MONUC sur le pont Tshopo, la population a décidé d'enlever de chaque côté du pont les traverses pour bloquer le retour de ce véhicule et faire de cet officier de la MONUC leur interlocuteur vis-à-vis des ougandais.
- Le 29 mai 2000, suite à la mort de M. Jean MASUDI BEYAYA, Prêtre à l'Eglise Néo-Apostolique, résidant au n° 40 de l'avenue KIRUNDU dans la commune Lubunga, abattu à bout portant dans la nuit du 28 au 29 mai 2000 aux environs de 20 heures, la population avait sillonné, avec ce cadavre, toutes les grandes artères de la ville jusqu' à la résidence occupée par les officiers de la MONUC. Tout au long de son parcours, elle scandait des slogans hostiles aux militaires du RCD et leurs alliés rwandais.

? Les Eglises ont profité de cet événement pour remonter davantage le moral de la population afin de maintenir permanent le contact avec le Créateur, lui qui est capable de résoudre le problème du Congo. Pasteurs, Evangélistes, Prêtres, autres serviteurs de Dieu, ont imploré la grâce de Dieu pour la libération du peuple congolais comme ce fut le cas avec les Moalites et les Ammonites.

5.2. Sur le plan national

? Le Gouvernement de Kinshasa a qualifié cette situation d'atroce. Il s'agit de la matérialisation d'un vaste plan d'extermination des populations civiles et de la destruction de la ville de Kisangani.

5.3. Sur le plan international

? M. ALDO AYELLO, Représentant de l'Union Européenne dans la région Grands Lacs de passage à Kampala, a condamné ces affrontements et exigé le retrait des troupes ougandaises et rwandaises du Congo.

? Les Etats-Unis ont, quant à eux, condamné l'attitude provocatrice de l'Ouganda pour avoir allumé le feu. Cela risquerait d'entamer leurs relations diplomatiques.

? La rencontre tant attendue entre les Présidents MUSEVENI et KAGAME à Mwanza en Tanzanie, le 14 mai 2000 n'a suscité aucun espoir dans la mesure où ils n'ont fait que réitérer leurs engagements de démilitariser la ville de Kisangani sans autres commentaires, en laissant à leurs Chefs d'Etat-Major respectifs d'échanger sur les modalités de leur effectivité. Et pourtant, quelques jours auparavant, ceux-ci avaient suspendu leurs entretiens en attendant les conclusions de leurs Chefs.

VI. LE POURQUOI DE L'ATTENTION SUR KISANGANI

Ville historique. Kisangani a connu bien d'événements :

- La naissance politique de Patrice Emery LUMUMBA en 1955-1956, devenu plus tard héros national.
- En 1964, la rébellion Muleliste, qui s'était étendue dans une vaste partie du pays, essouille un cuisant échec à Kisangani devant l'ANC avec l'appui des militaires belges.
- En mars 1997, le dernier verrou de la résistance du régime Mobutu est franchi, ouvrant la voie à la rébellion de l'AFDL de conquérir d'autres grandes villes et d'atteindre rapidement Kinshasa.
- C'est Kisangani dont la conquête a permis à la rébellion du RCD de se refaire une autre image et de se détacher du carcan kivutien (des régions du Kivu).
- C'est encore à Kisangani que les ougandais ont permis la naissance politique de M. BEMBA et son MLC et ont installé de force le Prof. WAMBA, en mai 1998, au début de ses divergences avec le RCD/Goma.
- Avec la rupture créée par la création du RCD/Kis, les rivalités pour le contrôle effectif de la ville de Kisangani se sont accentuées. Mais pourquoi le contrôle effectif de la ville de Kisangani intéresse-t-il au plus haut point les rebelles congolais et leurs alliés ?

6.1 Les raisons d'ordre politique

Suite au rayonnement de Kisangani sur les autres coins de la Province, son contrôle peut occasionner un effet d'adhérence, surtout que l'on accorde le caractère provincial ce qui se fait plus au chef-lieu que partout ailleurs à l'intérieur.

En outre, son caractère multi-ethnique, cosmopolite et contestataire, grâce à l'existence d'une importante université officielle et de quelques institutions d'enseignement supérieur, favorise les débats constructifs, souvent moins subjectifs et permet aux politiciens d'évoluer dans un environnement intégrateur et moins exclusif.

Dans l'optique des négociations politiques, préalable non négligeable pour le rétablissement de la paix en RDC, le poids des entités territoriales gérées peut intervenir lors du partage du pouvoir, ou tout au moins pour la prise en considération des arguments des délégués au cours de différents pourparlers. Il en va de même des gouvernements dont les armées bataillent en RDC et pour le retrait de qui pourraient être posées certaines conditions en référence, certes, à l'importance des villes occupées.

6.2 Les raisons d'ordre économique

confiscation permanente par les puissances militaro-économiques ferait de tels comportements agressifs ougando-rwandais une catégorie de la coutume internationale.

Si la démilitarisation de Kisangani paraît une solution à la crise, la grande question reste encore le contrôle politico-administratif de la ville par le RCD/Goma et l'orbite Rwandaise. En ce sens, la mentalité d'une police de ce RCD pose aussi problème. Ne pas résoudre ce problème déterminant de deux guerres, c'est forcer les deux autres branches rebelles (RCD/Wamba et MLC/Bemba) à des stratégies de dérobade et de contournement, car il n'y aurait pas eu un compromis satisfaisant et prêt à être respecté par chacun des acteurs. Par contre, résoudre ce problème, c'est reconnaître aux branches antagonistes les droits politico-administratif sur la ville de Kisangani, ce que le RCD/Goma, "libérateur exclusif" ou du moins conquérant de la ville, pourra difficilement accepter : d'où le risque d'un nouvel affrontement à gérer par la MONUC.

Les difficultés actuelles de Kisangani préfigurent le contexte du déroulement du dialogue national, partant tout le processus de pacification du pays.

7.3. Logique des alliés rebelles

La logique de la présence des alliés Ougando-Rwandais sur le territoire Congolais présente une constance : sécuriser leurs régimes respectifs contre des attaques des rebelles Hutu, des rebelles ougandais et du pouvoir de Kinshasa ; libérer le peuple Congolais des régimes dictatoriaux, de MOBUTU, puis de KABILA, pour instaurer un ordre démocratique au Congo.

Les alliés Ougando-Rwandais, en tant que membres des Nations Unies, livreraient ainsi la guerre de légitime défense autorisée par l'article 51 de la charte et se donneraient en même temps le droit d'ingérence humanitaire qui équivaldrait en quelque sorte au devoir d'assistance au peuple Congolais opprimé, ce droit n'étant pas encore une partie intégrante de l'ordre juridique international.

La première thèse implique en réalité la volonté de résoudre le problème de minorité ou de majorité ou de majorité par la force des armes entraînant ainsi les guerres civiles aux ramifications internationales. On s'inscrit en ce sens à la logique du pouvoir comme phénomène à somme nulle où une minorité et une majorité ethniques sont incapables de se partager légitimement le pouvoir d'Etat.

La deuxième thèse s'avère moins convaincante car les quatre gouvernements en conflit en Afrique de Grands Lacs (Ouganda, Rwanda, Congo-Kinshasa et Burundi) sont des régimes autoritaires issus de coups de force caractérisés par des violations flagrantes des Droits humains, par le problème de gestion des rébellions, et dans ces conditions certains ne peuvent prétendre devenir les donneurs de démocratie aux autres. Rappelons ici que la République Démocratique du Congo avait suivi le schéma de la Conférence Nationale Souveraine et ce faisant expérimenté le système de jeu politique libéral ou pluraliste contrairement aux autres qui ont plus opté pour la voie des armes et pour des régimes à parti unique.

L'occupation militaire Ougando-Rwandaise sous étiquette d'alliés constitue une sorte d'effectivité en mouvement ou inachevée car elle met en exergue l'inadaptation flagrante du droit des gens face à des circonstances nouvelles exprimées sous forme des rébellions- agressions

L'évolution négative de la situation actuelle de la RDC liée à la dialectique des enjeux diplomatiques des Etats pourrait embraser presque toute l'Afrique centrale ou australe ouvrant ainsi la voie à de graves crimes tels que génocides, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et à la possibilité d'une guerre ethnique à grande échelle n'est pas à exclure.

7.4. Conflit de Leadership

La chute du Président MOBUTU alimente aujourd'hui le conflit de leadership aussi bien aux niveaux national que de la sous-région de Grands Lacs. Un observateur averti, Laurent Monnier, a reconnu à MOBUTU le talent du metteur en scène suite à sa connaissance pratique des rapports de force qui gouvernent le monde, acquise par une longue expérience du pouvoir pour assurer sa propre survie et celle de sa clientèle. Et cela MOBUTU l'a pleinement fait au Congo et aux Grands Lacs.

Les puissances militaro-économiques seraient aujourd'hui à la recherche d'un homme fort, d'un MOBUTU SESE SEKO, pour la sous-région qui proviendrait cette fois-ci, non plus de la République Démocratique du Congo dépourvue actuellement d'importance géostratégique avec la fin de spectre communiste, mais plutôt du Rwanda ou de l'Ouganda. L'observation de l'espace politique de la sous-région dans les modalités de sécrétion des leaders peut se prêter à un tel présupposé. Le Rwanda et l'Ouganda rempliraient pour le Congo la fonction de choix des moyens de sa réhabilitation : ils doivent lui choisir le Président de la République, lui former une armée digne, lui fournir ses options diplomatiques. Bref lui servir de parrains sous-régionaux dans le nouvel ordre politique international.

Si au niveau national les chefs de rébellions contrôlés par Kigali et Kampala se bousculent avec le Président KABILA, ancien homme de Kagame et de Museveni pour l'appropriation exclusive de la chaise présidentielle vidée par Mobutu, ces derniers lutteraient à leur tour pour une autre chaise perdue par le « Maréchal du Zaïre » au niveau de la sous-région de Grands Lacs.

Mais dans cette quête de leadership sous-régionale, le Président MUSEVENI semble ne pas avoir la tâche facile face à Monsieur KAGAME, jeune nouveau Président TUTSI de la République Rwandaise dominée par la minorité Tutsi et bénéficiaire de la protection et de la générosité de puissances capitalistes de ce monde. Les pressions exercées plus sur l'Ouganda que sur le Rwanda concernant l'affaire Kisangani ne pouvaient étonner qu'un observateur distrait. Entre-temps, dans le contrôle des rébellions congolaises, le Rwanda et l'Ouganda s'improvisent dans la catégorie des impérialistes (mais sous-développés) par l'exploitation des richesses du Congo dans les espaces qu'ils prétendent libérer.

Pour résoudre cette crise sous-régionale dont la situation de Kisangani n'est qu'un épiphénomène, il est impérieux que la communauté internationale s'investisse pour l'application des accords de LUSAKA.

Que les efforts soient déployés dans le sens d'amener les gouvernements en conflit de résoudre démocratiquement les problèmes de leurs rébellions respectives et de respecter la souveraineté territoriale de chacun.

La charte des Nations Unies et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme suscitent encore de grands espoirs en vue de la préservation de la Paix. Que les grandes puissances arrêtent la

- d'assumer leur responsabilité dans la sécurité des personnes et de leurs biens ;
- de traduire en justice tous les auteurs de graves violations des Droits Humains et de coopérer avec l'Antenne de la MONUC/Kisangani

? Aux radios locales de Kisangani

- de contribuer à la pacification de la ville de Kisangani en prônant la cohabitation pacifique des leaders pacifiques et des peuples ;
- de ne diffuser que des informations objectives ;
- et de respecter la déontologie journalistique.

? A la population de Kisangani

- de lutter pour le respect de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka ;
- de s'engager à instaurer la culture du dialogue et de la Paix partout à Kisangani et à tous les niveaux ;
- de s'acquitter de son devoir de Mémoire et de Témoignage sur toutes les exactions et violations commises par les belligérants ;
- et de coopérer et de soutenir l'Antenne de la MONUC/Kisangani dans ses efforts de pacification de la ville de Kisangani.

? A la communauté Internationale

- de veiller scrupuleusement au respect de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka ;
- d'être impartiale dans la reconnaissance et l'établissement des faits et des responsabilités des parties au conflit en RDC ;
- de prévoir les mécanismes de recours à l'imposition de la Paix en cas de violations répétées et flagrantes de tous les Accords de Paix signés par toutes les parties au conflit en RDC ;
- d'initier le Conseil de Sécurité des Nations Unies à instituer un Tribunal Pénal International sur la RDC en raison de la gravité des crimes commis depuis 1996 jusqu'à ces jours ;
- de soutenir matériellement, financièrement et militairement la MONUC ;
- et d'apporter l'aide humanitaire à la population de Kisangani ainsi qu'à celle des régions les plus gravement touchées par le présent conflit armé en RDC.

Fait à Kisangani, le 29 mai 2000

POUR LE GROUPE LOTUS

Gilbert KALINDE ABELI
Secrétaire

Dismas KITENGE SENGA
Président

- d'assumer leur responsabilité dans la sécurité des personnes et de leurs biens ;
- de traduire en justice tous les auteurs de graves violations des Droits Humains et de coopérer avec l'Antenne de la MONUC/Kisangani

? Aux radios locales de Kisangani

- de contribuer à la pacification de la ville de Kisangani en prônant la cohabitation pacifique des leaders pacifiques et des peuples ;
- de ne diffuser que des informations objectives ;
- et de respecter la déontologie journalistique.

? A la population de Kisangani

- de lutter pour le respect de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka ;
- de s'engager à instaurer la culture du dialogue et de la Paix partout à Kisangani et à tous les niveaux ;
- de s'acquitter de son devoir de Mémoire et de Témoignage sur toutes les exactions et violations commises par les belligérants ;
- et de coopérer et de soutenir l'Antenne de la MONUC/Kisangani dans ses efforts de pacification de la ville de Kisangani.

? A la communauté Internationale

- de veiller scrupuleusement au respect de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka ;
- d'être impartiale dans la reconnaissance et l'établissement des faits et des responsabilités des parties au conflit en RDC ;
- de prévoir les mécanismes de recours à l'imposition de la Paix en cas de violations répétées et flagrantes de tous les Accords de Paix signés par toutes les parties au conflit en RDC ;
- d'initier le Conseil de Sécurité des Nations Unies à instituer un Tribunal Pénal International sur la RDC en raison de la gravité des crimes commis depuis 1996 jusqu'à ces jours ;
- de soutenir matériellement, financièrement et militairement la MONUC ;
- et d'apporter l'aide humanitaire à la population de Kisangani ainsi qu'à celle des régions les plus gravement touchées par le présent conflit armé en RDC.

Fait à Kisangani, le 29 mai 2000

POUR LE GROUPE LOTUS

Gilbert KALINDE ABELI
Secrétaire

Dismas KIFENGE SENGA
Président

GROUPE LOTUS

ONG DES DROITS DE L'HOMME ET DE DEVELOPPEMENT

Membre de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme

B.P. 505

E-mail : groupelotuskis@yahoo.fr - groupelotus28@hotmail.com

Tel | 1.0818990950&98508466 Fax00873762014332

KISANGANI

République Démocratique du Congo

RAPPORT SUR LA GUERRE DE SIX JOURS A

KISANGANI

Juillet 2000

2

INTRODUCTION

Le XXI^è siècle qu'aborde l'Afrique en toute confiance, détermination et espoir est malheureusement –prématurément aussi- stérile à produire de beaux exemples : terrorisme, truquage des élections, coups d'Etat, guerres civiles, séditions, cruautés et atrocités, exils, famine...

A ce concours d'événements humains, se joignent les alliances entre armées invincibles pour des fins soit défensives, soit offensives. Mais, lorsque les comportements fractionnistes et triomphalistes prennent le dessus sur la convergence des efforts vers la réalisation des objectifs communs, il n'est pas étonnant que cela conduise à la catastrophe. Voilà ce qui arrive aux alliés principaux de la rébellion congolaise, le Rwanda et l'Ouganda, à cause des oppositions profondes et nombreuses entre eux notamment au sujet de la stratégie à adopter au Congo, au sujet du rôle que chacun veut faire jouer à « sa (ses) rébellion(s) », et évidemment, au sujet de la répartition des richesses du territoire sous leur contrôle. Et pourtant, au début du déclenchement de la rébellion congolaise, référence n'était faite qu'aux préoccupations sécuritaires que partageaient ces deux pays voisins. A ce sujet, au cours de l'interview accordée concomitamment à l'Agence France Presse et à la Radio Britannique BBC, en date du 07 Décembre 1998, le Général Major Paul KAGAME avait déclaré : « la question (de la crise congolaise) réside dans le souci que le Rwanda a de sa sécurité. Nous devons être capables de nous battre pour la restauration de notre sécurité nationale. A chaque fois qu'elle sera menacée, nous nous battons ... Dès que notre problème de sécurité sera résolu, nous n'aurons plus d'intérêt à combattre au Congo ».

En rapport avec cette crise ougando-rwandaise, les observateurs émettent deux hypothèses : ou l'alliance reposait sur des liens fragiles et peu claires de nature à se défaire en toutes circonstances, ou bien l'accessoire devient plus intéressant et parvient à détourner, en plein chemin, les deux camps de l'essentiel.

Les armées rwandaises et ougandaises se sont battues, une fois de plus à Kisangani, du 05 au 10 Juin 2000, faisant usage de tous les types d'armes dont peut disposer une armée moderne, causant beaucoup de victimes dans la population civile et d'importants dégâts matériels au mépris même du Droit International Humanitaire, malgré la présence des observateurs de la mission de l'ONU en R.D.C. Conscient de la tâche qui est sienne et soucieux des objectifs qu'il s'est assignés, le Groupe LOTUS, qui a observé cette guerre dans un sentiment douloureux

3

d'impuissance, se fait le devoir de rendre témoignage et de documenter l'événement. D'abord, pour lutter contre l'oubli et maintenir actuel l'événement, ensuite pour mobiliser davantage la Communauté Internationale autour de la crise congolaise, surtout du drame de la population de Kisangani et, enfin, pour l'application des sanctions appropriées, pour le cas d'espèce, contre toutes les personnes impliquées dans cette guerre.

Le présent rapport, divisé en cinq points, en plus d'une introduction, d'une conclusion et des recommandations, est rédigé pour cette fin. Il sera complété par une autre publication portant uniquement sur l'identification des dégâts humains et matériels sur base des investigations menées par LOTUS.

Le Groupe LOTUS s'incline devant toutes les victimes de cette guerre, tient à reconforter les familles endeuillées et remercie tous les enquêteurs pour le travail abattu. Que du sang de ces innocents jaillissent de nouvelles énergies pour parvenir à une paix durable en R.D.C.

I. LE MANDAT DE LA MONUC ET LE PROCESSUS DE DEMILITARISATION I.1. Le mandat de la MONUC en RDC

Dans la résolution 1291 (2000) adoptée à la 4104^{ème} séance, le 24 février 2000, le Conseil de sécurité des Nations Unies a autorisé le renforcement de la MONUC qui pourra compter jusqu'à 5537 militaires et décidé du mandat de la MONUC. Celui-ci consistait entre autres :

- - en la surveillance de l'application de l'Accord de cessez-le-feu et l'enquête sur les violations de ce cessez-le-feu ;
- - en l'établissement et au maintien en permanence d'une liaison sur le terrain avec les quartiers généraux de forces militaires de toutes les parties ;
- - en la supervision et à la vérification du désengagement et du redéploiement des forces des parties ;
- - en la prise des mesures nécessaires dans les zones de déploiement de ses bataillons d'infanterie et pour autant qu'elle estime agir dans les limites de ses capacités pour protéger le personnel, les installations et le matériel de l'O.N.U., ... assurer la liberté de circulation de son personnel et protéger les civils se trouvant sous la menace imminente de violences physiques.

Selon l'entendement de l'O.N.U., cette mission n'est ni d'interposition, encore moins d'intervention, car seul l'Accord de Lusaka peut ramener la paix en RDC. Afin d'aboutir, quatre bases de la MONUC avec un important dispositif logistique devraient être installées dans les villes congolaises de Mbandaka, Kananga, Kindu et Kisangani. Une attention particulière a été portée sur Kisangani, une ville où Rwandais et Ougandais vivaient en chiens de faïence et s'en disputaient le contrôle.

I.2. Le processus de démilitarisation à Kisangani

Voulant éviter d'autres affrontements entre les troupes Ougandaises et Rwandaises basées à Kisangani, la MONUC a engagé des discussions avec les hiérarchies militaires de deux armées, à savoir l'APR et l'UPDF. Cela permit d'obtenir l'accord sur le désengagement des troupes dans la ville et leur cantonnement à un rayon de plus ou moins 100 Km.

I.2.1. Le plan de démilitarisation

Pour sa réussite, le projet de démilitarisation de la MONUC prévoyait le désengagement des forces en trois phases :

Phase 1 : elle concernait l'aéroport de Bangoka et ses environs, principalement les installations de LA FORESTIERE, le quartier général de l'UPDF.

Phase 2 : le centre-ville de Kisangani, particulièrement l'aéroport de Simi-Simi et quelques maisons d'habitation.

Phase 3 : le camp Kapalata et la cité de la rive droite de la rivière Tshopo.

En attendant l'arrivée des casques bleus, la MONUC avait sollicité et obtenu de deux armées un accord de principe pour lui détacher deux compagnies militaires chacune avec qui travailler sous son commandement pour la sécurité de la ville et pour d'éventuelles concertations.

A la fin de toutes ces opérations, les troupes concernées devaient se retrouver dans les sites ci-après :

- - L'UPDF à Banalia et Bafwasende ;
- - L'APR à Lubutu et Ubundu ;
- - L'ANC à Yangambi.

1.2.2. L'évacuation proprement dite des militaires

Comme prévu dans le projet de la MONUC, l'évacuation des militaires avait commencé le 29 mai 2000 par la zone de l'aéroport de Bangoka et ses environs.

5

L'opération n'a duré que 4 jours. Si les troupes Ougandaises avaient traversé le centre-ville pour atteindre la rive droite de la rivière Tshopo, les Rwandais se dirigeaient vers l'axe Lubutu.

Alors que l'espoir du retour à la paix gagnait les esprits et que l'on s'attendait à la poursuite normale de la démilitarisation, dans sa deuxième phase, les hostilités ont été déclenchées.

II. LA GUERRE DE SIX JOURS A KISANGANI

Le déclenchement de cette guerre n'est pas le fait du hasard, car l'observateur avisé ne cessait d'enregistrer des signes avant-coureurs.

II.1. Les signes avant-coureurs

- En dehors de la Zone I complètement démilitarisée, l'on pouvait observer des troupes en position, notamment à Kapalata, à l'aéroport de Simi-Simi et dans certains endroits au centre-ville ;
- Quoique les Ougandais aient allégé les mesures d'interdiction de la traversée sur le pont Tshopo, ils ont maintenu la garde à l'entrée du pont du côté de la rive droite, malgré toutes les pressions exercées par les officiers de la MONUC ;
- Les deux radios locales rivales, notamment la RTNC, pro-rwandaise et la RALI FM, pro-ougandaise ont excellé dans la diffusion des messages teintés de haine, des attaques personnelles et des propos provocateurs et discourtois. Ainsi, la RALI FM lançaient des appels à la population pour exiger les élections des autorités locales tout en lui rassurant de bénéficier du soutien de l'armée Ougandaise pour la réalisation de ce projet ;
- Les banderoles rouges qu'avaient noués les militaires Ougandais sur leurs têtes et sur les armes lourdes observés lors de leur passage au centre-ville pour atteindre provisoirement le camp Kapalata, ajouter à cela les chansons mélancoliques et nostalgiques qu'ils entonnaient auguraient un mauvais présage ;
- Presque toutes les forces des troupes évacuées de la zone I au cours de la première phase ne se sont pas directement dirigées vers leurs nouveaux sites et ont jugé bon de se cantonner aux environs de la ville. Le capital de confiance mutuelle n'affichait pas de sérieuses garanties de bonne foi et de bonnes intentions ;

6

- Au cours de la conférence de presse qu'ils avaient animée le 29 mai 2000 à l'hôtel Palm Beach, le Colonel GANION, Commandant des opérations de la MONUC à Kisangani, avait déclaré que la première étape de la démilitarisation – la plus sensible d'ailleurs – s'est exécutée sur fond de tension, de nervosité et de méfiance entre les militaires de deux armées qui n'osaient même pas se fixer mutuellement les regards ;
- Le départ de quelques civils Rwandais ayant séjourné pendant des jours dans la ville avant la période de démilitarisation de Kisangani était curieux.

II.2. Le déclenchement de la guerre

C'est aux environs de 9 heures 45 minutes que les Ougandais cantonnés à la rive droite de la rivière Tshopo commencèrent à pilonner la ville à l'arme lourde et au même moment leurs troupes se sont mis à traverser le pont Tshopo pour prendre position en pleine cité de la commune Tshopo et à l'Immotshopo, un des quartiers résidentiels de la commune Makiso où une forte présence militaire Rwandaise s'observait.

Quant à la cause immédiate de cette guerre, puisque le décor de la guerre était déjà planté, il convient de souligner que les avis sont partagés. Les Ougandais justifient cette attaque par la destruction à la roquette de leur véhicule d'approvisionnement au point kilométrique 6, sur la route de l'aéroport de Bangoka par un militaire Rwandais. Selon cette même version, cet incident avait causé la mort d'un de leurs officiers.

Les Rwandais accusent les Ougandais d'avoir trouvé un prétexte en détruisant d'eux-mêmes ce véhicule pour pouvoir déclencher les hostilités.

Leur argumentation est appuyée par ce qui suit :

- - le refus des Ougandais quittant LA FORESTIERE d'aller à Bafwasende et leur préférence à traverser à l'autre rive de la rivière Tshopo ;
 - - la volonté de traverser le centre-ville pour tenter de mettre en pratique le scénario d'occupation du centre-ville en descendant de leurs véhicules avant même d'atteindre le camp Kapalata ;
 - - les banderoles rouges sur les têtes des militaires et sur les armes pour une armée qui se retire de la ville sont significatives et peuvent exprimer bien de choses, y compris le désir de faire couler du sang ;
 - - les réserves des Ougandais de poursuivre la route de Banalia et leur arrêt au-delà du pont Tshopo auraient été des tentatives de réorganisation des forces ;
 - - le départ de la compagnie ougandaise devant travailler en ville aux côtés de la MONUC est éloquent sur la suite des événements ;
- 7
- - le véhicule Land cruiser attaqué semble-t-il par roquette n'a pas bougé de sa position de stationnement et subi aucune déformation alors que dans la situation normale, une roquette tirée peut être comparable à une force répulsive de 2 tonnes à peu près ;
 - - le temps matériel séparant l'incident et le début des affrontements paraît être relativement moindre pour comprendre dès les premiers instants l'utilisation des armes telles que les BM, nécessitant une heure ou plus pour leur montage.

De toutes les façons, il demeure unanimement vrai que toutes les deux armées se trouvaient sur leur qui-vive. Car, du mystère qui plane sur la rapidité de la mise en service d'armes démontées à LA FORESTIERE s'ajoute l'interception, dans la commune Mangobo, des colonnes des militaires

Rwandais en partance pour le beach de la rive gauche de la rivière Tshopo, la veille du début de la deuxième phase de démilitarisation, soit le 4 juin 2000. Logiquement, chacune de deux armées nourrissait l'envie de chasser l'autre de la ville afin d'en assurer le contrôle et d'en tirer profit.

II.3. Les dégâts enregistrés et les violations du Droit International Humanitaire

Six jours d'intenses et violents combats sans interruption avec usage d'armes de plusieurs types de la Kalachnikov individuelle à la BM (YANNA) en passant par le tank, les mortiers 60, 80, 120 et les batteries anti-aériennes, cela bien entendu au cœur d'une ville de plus ou moins 700.000 habitants, dans des maisons soit en pisé, soit en matériaux durables mais datant des années 60 (amorties), ont créé d'énormes et irréparables dégâts.

II.3.1. Pertes en vies humaines et dégâts matériels

Il est humainement difficile de disposer à ce stade de toutes les statistiques. Néanmoins, le Groupe LOTUS a pu identifier et recensé:

a. **Sur le plan humain** : 279 morts

1.065 blessés

b. **Sur le plan matériel** :

367 maisons partiellement touchées 89 maisons profondément touchées.

8

II.3.2. Les violations du Droit International Humanitaire

L'humanité a connu un développement des normes tel qu'il existe actuellement des dispositions contenant des règles minima à respecter en tout temps, c'est-à-dire aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre et dont l'inobservance expose à des sanctions, fussent-elles sur le plan de terminologie répressive : crime de guerre, crime contre l'humanité, ...

La guerre dite de six jours à Kisangani a permis d'évaluer l'assimilation par les militaires Rwandais et Ougandais de tout cet armadas théorique qui fait ces derniers temps la dignité des armées modernes et leur augmente du crédit sur le plan international. A charge de ces deux armées ayant livré bataille à Kisangani, il convient de mettre les violations suivantes :

II.3.2.1. Les attaques contre les personnes civiles

Alors qu'il est recommandé de prendre des précautions possibles quant au choix des moyens et méthodes d'attaque en vue d'éviter, en tout cas de réduire au minimum les pertes en vies humaines dans la population civile, l'on déplore cependant l'attitude des belligérants qui consistait à se dissimuler dans la population, en installant les bases d'artillerie derrière les maisons d'habitation. De même que les Ougandais n'ont pas été capables d'assurer la protection des personnes en déplacement sous l'aire de leur contrôle de même que les Rwandais ne l'ont fait dans les zones sous leur contrôle. En outre, dans la difficulté de déceler les cibles militaires et de les atteindre, les belligérants ont trouvé mieux de bombarder sans discernement les coins de la ville. Cet agissement a provoqué des atteintes à la vie et à l'intégrité physique.

• **Atteinte au droit à la vie**

- **Dans la commune Mangobo**

M. Simplicie KAPENTE, tolekiste (transporteur cycliste), adulte résidant au quartier Lumbu-lumbu II, avenue Lombeya n° 21, est mort le 9 juin 2000, dans son domicile de suite de l'explosion d'un obus qui lui a broyé la tête.

M. Wesley LITUWAMBELA, étudiant en troisième graduat Psychologie/ Université de Kisangani, résidant au quartier Babudu n° 84, est mort le 5 juin 2000 de suite des

éclats d'obus qui l'ont atteint à l'hémithorax gauche avec perforation du muscle grand pectoral pour aller échouer au niveau du cœur.

9

- Mme Bijoux FOLO, âgée de 23 ans, enceinte de 4 mois, ménagère résidant au quartier Balese Bis n° 299, a été atteinte par les éclats d'obus au niveau de la tête avec perforation du muscle et de l'os frontal pour échouer dans la boîte crânienne, le 10 juin 2000. Elle en est morte quelques minutes plus tard.
- Mme LIFOLI BEKANDA, adulte, infirmière, résidant au quartier Matete, avenue Bongila n° 45, est morte avec sa fille Anto BUMBA du traumatisme causé par les éclats d'obus dans la semaine du 5 au 10 juin 2000.
- Au courant de la même semaine, Mme Julienne EKOKO OLANDA, ménagère, résidant au quartier Walendu n° 1 est morte de suite des éclats d'obus ayant perforé la boîte crânienne du côté occipital.
- Le jeudi 8 juin 2000, un obus pénètre dans la maison sise quartier Walengola, n° 170, y explose et tue du coup deux enfants :
 1. Trésor MANGBAWU, garçon, 13 ans et 2. Hélène MOTONDO, fille, 8 ans.

- Dans la commune Tshopo

- Un obus est tombé sur la maison située sur la 2^{ème} avenue n° 11 appartenant à la famille UTSHUDI, le 5 juin 2000, la détruisant et tuant du coup 6 (six) personnes qui s'y trouvaient :
 1. UTSHUDI MANGAZA
 2. UTSHUDI SHAKO
 3. UTSHUDI Joël
 4. UTSHUDI LAÏ NI
 5. UTSHUDI OSAMBA
 6. Une fillette de l'école primaire Mapendano en uniforme bleu-blanc, non identifiée, ayant trouvé refuge dans cette maison.
- A la maison sise sur la 1^{ère} avenue Dépotoir n° 15, le lundi 5 juin 2000, dans la famille ONANGA, un obus a explosé dans cette maison tuant trois enfants :
 1. ONANGA Moïse, 7 ans, décédé sur place, corps criblé de blessures
 2. ONANGA YOHALI, 4 ans, décédée sur place, tête amputée
 3. ONANGA Robert, 2,5 ans, décédé dans un poste de santé à la recherche de soins de secours.

10

- 5 membres de la famille KANYINDA, domiciliée sur la 11^{ème} avenue bis n° 20, ont été tués le 7 juin 2000 par un obus lancé par des militaires Rwandais en guise de réplique aux obus lancés par des soldats Ougandais. Il s'agit de :
 1. MUJINGA Esther (F), 21 ans, mère d'un enfant
 2. KAPINGA Naoumie (F), 12 ans
 3. KANYINDA MUKULU (G), 9 ans
 4. MWANGO BATSHUMIA (G), 6 ans
 5. MWANGO Alain (G), 13 ans, fils adoptif
- M. KABALI BWANANDEKE, 45 ans, domicilié sur la 8^{ème} avenue n° 13 a été tué le lundi 5 juin 2000 vers 11 heures par les éclats d'obus qui ont pénétré par l'œil gauche, détruisant le globe oculaire et ressortis par la nuque avec perte des substances cérébrales.

- M. ABENDE YOUSOU, domicilié sur la 4^{ème} avenue bis n° 20, a été tué par les éclats d'obus tombé dans sa maison et qui l'ont grièvement blessé au coup et à la poitrine, dans la semaine du 5 au 10 juin 2000.
- Mme Cécile FUNDI, adulte, mariée à M. Cyrille FUNDI, est morte des éclats d'obus qui l'ont atteinte dans sa maison sise sur la 9^{ème} avenue n° 27.
- M. Ibrahim RAMAZANI, étudiant UNIKIS, résidant sur la 10^{ème} avenue bis n° 58, tombé sous le coup d'un obus qui a explosé à quelques mètres de lui, le lundi 5 juin 2000 alors qu'il était en route de la faculté vers sa résidence familiale, fuyant les combats qui venaient d'éclater.

- Dans la commune Kabondo

- M. Paul SENGA, 61 ans, domicilié sur la 1^{ère} avenue n° 105, a été tué par un obus tombé dans sa parcelle pendant la guerre.
- Mlle Lucie BATANGONDO, domiciliée sur la 14^{ème} avenue transversale n° 63, est morte de suite des éclats d'obus tombés dans la parcelle familiale.
- Un projectile est allé exploser au n° 24 de la 6^{ème} transversale coûtant la vie à Jules JUAKALI (5 ans), BAYOMBE (23 ans), Nico KOLOMO (28 ans) et Hélène KOLOMO (28 ans).

11

M. PATIO WILI PATIO, 15 ans, résidant sur la 8^{ème} avenue bis n° 65 est mort de suite des éclats d'obus tombés dans leur parcelle, dans la semaine du 5 au 10 juin 2000

- Dans la commune Lubunga

- 3 personnes appartenant à une famille sont mortes de suite d'un obus qui a explosé dans la cour de la parcelle située sur l'avenue Kalemie n° 89. Il s'agit de :
 1. LOUNA UZUMBWA, retraité de la banque centrale du Congo
 2. Jérôme BEKUA
 3. WANGILO BEKUA
- 3 enfants de M. KISUBI, domicilié sur l'avenue Baraka n° 70, ont été tués par l'explosion d'un obus dans leur parcelle. Il s'agit de :
 1. WANAKALI KISUBI (M), 5 ans
 2. Jean Paul KISUBI (M), 8 ans
 3. Dorcas KISUBI (F), 3 ans
- M. KOMBOZI KITAMBO, 30 ans, domicilié sur l'avenue Lumumba n° 20 est mort de suite des éclats d'obus tombés dans leur parcelle familiale.
- Mlle MAMIE, résidant sur l'avenue Lumumba n° 84, tuée par un obus tombé dans leur parcelle.
Au n° 68 de l'avenue Baraka, les éclats d'obus ont tué Mme Béatrice POLEPOLE âgée de 14 ans.

- Dans la commune Makiso

Le 5 juin 2000, un obus lancé probablement à partir du pont Tshopo et visant l'aéroport de Simi-Simi a échoué et détruit complètement la maison sise sur l'avenue de l'hôpital n° 13, bloc UNIKIS, quartier Plateau Médical appartenant à la famille NGUNGA. L'on déplore la mort des enfants :

1. BIBI NGUNGA (F), 22 ans
2. ALU NGUNGA (M), 10 ans
3. Blaise NGUNGA (M), 5 ans
4. Angèle NGUNGA (F), 2 ans

12

Un obus est tombé le vendredi 9 juin 2000 aux environs de 14 heures au salon de la résidence de Madame KINA MANDEFU, située au bloc Kitenge (IFCE), n° 47, dans la commune Makiso, tuant 8 personnes :

1. BONAMA (son mari)
 2. BILONDA(samère)
 3. KENGE,32ans
 4. BILONDAHélène,13ans
 5. BONAMA Alphonsine, 4 mois
 6. Madeleine,grossede7mois
 7. LIFOTI,21ans
 8. OKWA AKUFA
- M. MAMBANI, élève en 5^{ème} année / Humanités Scientifiques Bio – Chimie à l'institut Lisanga résidant au plateau Médical, Bloc résidence des professeurs de l'UNIKIS, est mort des éclats d'obus dans l'enceinte de l'école même, pendant qu'il cherchait à se trouver une cachette.
 - Mlle Marthe ZIANA, 22 ans, a été atteinte par les éclats d'obus sur l'avenue Mabe Sabiti n° A/17. Elle en est morte.
 - Pasteur LUZAKA DIAMBU, 48 ans, résidant à la mission Kimbanguiste au quartier Saï o, est mort le 6 juin 2000 de suite des éclats d'un obus qui a perforé le toit du bâtiment de la mission. Sa fille Julie âgée de 15 ans, élève en 1^{ère} année des humanités, est morte.
 - MM. Gaby et LOLANGA, âgés respectivement de 16 et 18 ans, élèves à l'institut Saï o, ont été atteints par des éclats d'obus tombé dans leur salle de classe.
 - Dans cette commune, le soldat KALENGA de l'A.N.C. / RCD, Congolais, 25 ans a été exécuté à coup de bâtons le 12 juin 2000, au quartier Simi-Simi, à 5 Km du centre-ville par une foule de déplacés en colère.

- Dans la commune Kisangani

M. Augustin ATUMI, adulte, résidant au n° 2 de l'avenue Dunia, bloc Binakulu quartier Ilembie, est mort atteint par les éclats d'obus qui l'ont blessé sur tout le corps.

- Mme LONGENI Sophie, épouse de M. Raphaël MATATA, résidant sur la 5^{ème} avenue Pumuzika n° 9, Commune Tshopo, a été abattue le 9 juin 2000 par des militaires Ougandais alors qu'elle cueillait des légumes dans son jardin.
- Sur la 7^{ème} avenue n° 6, les membres de la famille BOLEMBO (4 hommes et 3 femmes) ont été tués le mercredi 7 juin 2000 par les militaires Rwandais à cause du refus de leur père de voir les militaires Rwandais se servir de sa véranda pour entasser leurs morts.
- M. Toussaint WENDA, 35 ans, domicilié sur la 4^{ème} avenue Pumuzika n° 1 a été tué le lundi 5 juin 2000 vers 11 heures par les militaires Ougandais qui l'ont surpris en train de cambrioler une des maisons désertées par les occupants.

Atteintes portées à l'intégrité physique

- Mme IKAYI MBOYO, adulte, résidant sur l'avenue M'polo n° 12, bloc Binakulu, quartier Ilembie, est morte atteinte à la tête par des éclats d'obus aux deux jambes et au niveau du ventre.

- M. OLOYA, adulte, résidant dans les î les Wagenia est mort de suite du polytraumatisme causé par les éclats d'obus.
- Sur la 5^{ème} avenue n° 30, un bébé de 3 mois, LUTUKALEPA, est mort de suite des éclats d'obus qui l'ont atteint à la nuque.
- Dans le quartier Kisangani I-Bakwanga, un obus a explosé tuant du coup 6 femmes non identifiées, qui étaient parties chercher de l'eau au fleuve.

Il convient de signaler que certains civils ont été sommairement exécutés.

Parmi eux, l'on peut citer :

Toutes les précautions possibles n'ont pas été prises en vue d'éviter et, en tout cas, de réduire au minimum des blessures aux personnes blessées. Les obus lancés et les balles tirées ont fait plusieurs blessés, parmi lesquels :

Dans la Commune MANGOBO

- - Mlle BAUMA MOKE, 20 ans, résidant au quartier BABIRA n° 30, a été blessée à la tête au niveau du muscle temporal par éclat d'obus.
- - M. BOFANDO Léonard, résidant au quartier MITUKU II n° 227, a été blessé par l'éclat d'obus au niveau de la verge et de la cuisse.
- - M. MUTOMBO BONADJA, 30 ans, résidant au quartier ALUR n° 70, porte à sa tête plusieurs blessures provoquées par des éclats d'obus.
- - M. WANAALI – KUMU, 20 ans, résidant au n° 14 de l'avenue Botanique, quartier MATETE, a été blessé à la cuisse gauche et au bras gauche par les éclats d'obus.
- - Mlle ENGILISI BONANA, 16 ans, élève, domiciliée au quartier BAMANGA n° 12, a été blessée au cou par une balle perdue.

14

Dans la Commune MAKISO

- - M. HADJI DJALO, adulte, résidant sur la 1^{ère} avenue n° 44, a été blessé au visage par les éclats d'obus;
- - Mlle KAIBA KAPIAMBA, résidant sur l'avenue Bambelota n° 7, a été blessée à la colonne verticale (plaie de 15 à 17 cm).
- - M. MUTOMBO MUKOZA, 39 ans, résidant au n° 3 de l'avenue Zéro, a été blessé au pied gauche par éclats d'obus.
- - M. LIFONDJA YANONGE, adulte, résidant sur l'avenue LUNDULA n° 7, a été blessé par les éclats d'obus à l'omoplate droite (plaie de 3 cm).
- - M. Yannick MOWEYI, 9 ans, résidant sur l'avenue Lac MUKAMBA n° 4, a été blessé au dos par des éclats d'obus.

Commune KABONDO

- - Mme Chantal ELOLI, résidant au n° 2 de la 7^{ème} avenue, porte des plaies multiples de suite d'éclats d'obus.
- - Mlle SAFI NAZIDUNGA, 16 ans, résidant sur la 14^{ème} Avenue n° 36, a été blessée à l'épaule gauche et à la tête par les éclats d'obus.
- - M. ABIBI KUCHAKA, 55 ans, résidant sur la 8^{ème} transversale n° 13, a été blessé au bras gauche.
- - M. WASO BULAMA, résidant sur la 5^{ème} avenue n° 53, a été blessé à la cuisse gauche par les éclats d'obus.
- - M. MOTEYA BOSAKE, adulte, résidant sur l'avenue FATAKI n° 7, a été blessé par les éclats d'obus à la jambe gauche.

Dans la Commune LUBUNGA

- - M. César POLEPOLE, 19 ans, résidant sur l'avenue BARAKA n° 68, a été blessé par les éclats d'obus au genou droit et à la paume de la main droite.
- - M. YAMBA YAMBA, adulte, résident sur l'avenue BARAKA n° 52, a été atteint au thorax par un éclat d'obus.

15

Dans la Commune TSHOPO

- - M. KUMBAKISAKA NDOMBE, 40 ans, résidant sur la 5^{ème} avenue n° 63, a été blessé par des éclats d'obus à la fesse droite et au dos avec multiples égratignure aux pieds.
- - M. ALOKO Gaston, 25 ans, résidant sur la 9^{ème} avenue n° 30, a été blessé au front près de l'arcade sourcilière, par les éclats d'obus.
- - M. ALI Jean, 9 ans, résidant sur la 9^{ème} avenue n° 12, a été blessé aux 2 bras, à la tête et au lobule de l'oreille par les éclats d'obus.
- - Mme BIBI LILEKO, 32 ans, résidant sur la 11^{ème} avenue / Immeuble TALI, a été blessée au bras gauche et à l'hémithorax gauche par les éclats d'obus.
- - M. MUCHEMBE Aimé, 14 ans, résidant sur la 15^{ème} avenue n° 65, a été blessé au pied gauche avec multiples égratignures à la cuisse dues aux éclats d'obus.

Dans la Commune KISANGANI

- - M. KAMANGO MUNGANGA, 18 ans, résidant sur l'avenue Dunia, n° 11, quartier ILEMBIE a été blessé à plusieurs endroits par les éclats d'obus.
- - Mme NKALI EKAMBI, adulte, résidant sur l'avenue METEO n° 4, bloc BINANKULU, quartier ILEMBIE, a été atteinte à plusieurs endroits par les éclats d'obus.

II.3.2.2. Irruption dans les domiciles des particuliers et pillage des biens

Au même moment que crépitaient les armes et sifflaient les balles, au même moment des éléments en uniformes et armés faisaient irruption dans certaines maisons d'habitation et se livraient au pillage. Plusieurs personnes ont ainsi perdu leurs biens.

- - Le dimanche 11 juin 2000, la résidence de Mgr TIBAFI, Evêque Anglican, sise sur la 3^{ème} avenue au quartier des Musiciens dans la Commune Makiso, a été visitée par trois militaires Rwandais qui, après avoir systématiquement fouillé la maison et même déshabillé son épouse, ont réussi à emporté la somme de 2000 \$US (dollars américains deux mille). Après ce vol, l'Evêque a dû piquer une crise d'hypertension.
- - M. Victor SABITI, enseignant, résidant sur la 4^{ème} avenue n° 9, dans la Commune Tshopo, a été systématiquement pillé par des militaires dans la semaine du 5 au 10 juin 2000.
- - La maison de M. Philippe MASIKINI, sise au n° 241 du quartier Lumbu Lumbu 2 a été complètement pillée par des militaires.

16

- - Des militaires Rwandais ont pillé la maison de M. LUMBALA OLELA sise avenue Kasanda, n° 43 dans la Commune Makiso. Radio Sharp, téléviseur, casseroles, assiettes et un montant de 200 \$US (dollars américains deux cents) ont été emportés.

- - M. MAYAKA, résidant sur la 7^{ème} avenue n° 6, quartier Saï o, dans la Commune Makiso s'est vu pillé par les militaires Rwandais. Une chaîne musicale AKAI, un poste téléviseur Philips, 35 casiers de bière Primus, 10 casiers de sucrée et 3 cartons de jeu d'assiettes ont été emportés.
- - Le Centre de Santé ALABUL, situé sur la 10^{ème} avenue n° 47, Commune Tshopo, a été pillé par des militaires. Les matériels de laboratoire et de soins, les médicaments et les matériels électriques ont été emportés.
- - Au Centre de santé KUMBAKISAKA, sur la 14^{ème} avenue bis, Commune Tshopo, les produits pharmaceutiques, les matériels de soins et une somme de 300 Francs Congolais ont été emportés par des militaires Ougandais.

II.3.2.3. Les destructions des biens indispensables à la survie de la population

L'on a enregistré des dommages aux biens à caractère civil, causés incidemment. Des maisons des particuliers, hôpitaux, établissements d'utilité publique et d'enseignement ont été soit endommagées par des bombes, soit pillées par des militaires de deux camps. Il s'agit de :

1. Les établissements d'enseignement :

- *L'Institut MAELE, sis boulevard LUMUMBA, Makiso*

La toiture de la grande Salle (Salle de réunions et de spectacles) et celle de la classe de 1^{ère} année D ont été complètement détruites par un obus. Les fenêtres, les vitres, les portes et pupitres n'ont pas été épargnés. Sur les murs, les impacts d'obus sont visibles.

17

18

- *Complexe du Progrès, sur la 4^{ème} avenue bis, quartier Saïo, Makiso*

Une partie de la toiture, les fenêtres et la porte du lieu d'aisance (W.C.) ont été détruites. Quelques impacts de l'obus sont visibles sur le mur de la façade latérale.

- *Institut de SAIO, situé au quartier Saïo, Makiso*

Le toiture de l'école a été détruite par les obus, les pupitres et les murs ont aussi été endommagés.

- *Institut LISANGA : Situé sur la 17^{ème} avenue dans la Commune TSHOPO*

Une partie des toitures des écoles primaire et secondaire a été endommagée. Les impacts d'obus sont visibles sur les murs.

- *Institut de Kisangani et son école d'application : sis sur l'avenue FINA, dans la Commune MAKISO*

- Au niveau des bâtiments de l'école secondaire, la toiture d'un des bâtiments a été complètement détruite, les vitres brisées, quelques ouvertures et impacts d'obus sur les murs.
- Au niveau des bâtiments de l'école primaire : les impacts d'obus sur les vitres et les plafonds, la toiture perforée à plusieurs endroits.

- *École primaire SALIBOKO, située sur la 10^{ème} Avenue dans la Commune TSHOPO*

Une grande partie de la toiture a été complètement détruite, une grosse ouverture sur le mur de la façade latérale gauche, les portes, fenêtres et les pupitres endommagés.

- *École maternelle BERCAIL : Située sur l'avenue FATAKI n° 1 dans la Commune MAKISO*

Un obus est tombé le mardi 6 Juin endommageant une grande partie de la toiture, les vitres, les portes, les fenêtres, ainsi que les installations électriques.

19

- *École maternelle du Foyer social de la 10^{ème} Avenue, en diagonale de la Paroisse*

Saint Joseph/ Commune TSHOPO.

Les murs détruits à plusieurs endroits, la toiture, les portes, les fenêtres et les pupitres ont été détruites.

- *Inspection provinciale de l'EPSP (à côté de l'Institut de Kisangani)*

Murs, portes, fenêtres, vitres et toiture fortement touchés. Les dégâts matériels importants sont enregistrés : les archives des différentes écoles et des élèves finalistes, fournitures et mobiliers de bureau ont été soit détruits, soit endommagés.

2. Hôpitaux

- *Hôpital Général de Kisangani : situé au plateau médical C/MAKISO*

Deux obus sont tombés dans l'enceinte de cet hôpital incendiant un hangar en bambous avec une toiture en paille servant de stockage d'eau potable pour les malades. Aussi, la toiture du Département de chirurgie a été endommagée.

- *Centre SIMAMA pour handicapés physique et mentaux, situé sur le Bld LUMUMBA n° 1 C/MAKISO.*

Un obus est tombé au niveau du magasin scolaire détruisant la toiture, les portes, les fenêtres, les mobiliers, les machines à coudre, les installations électriques et les W.C ; un autre a endommagé l'hospice des handicapés physiques ainsi que les bâtiments environnants.

20

21

- - *Maison BOYOMA Médical , situé sur la 10^{ème} avenue n° 92 C/ TSHOPO* Un obus a endommagé la toiture à la hauteur du bloc opératoire
- - *Centre de santé KUMBAKISAKA, situé sur la 14^{ème} avenue bis n° C/ TSHOPO* Les vitres et les fenêtres ont été brisées par les éclats et les vibrations d'obus
- - *Centre de santé ALABUL, situé sur la 10^{ème} avenue n°47 C/ TSHOPO* La toiture, les vitres, les portes et fenêtres ont été endommagées. Les murs perforés à plusieurs endroits par les éclats d'obus et par des balles.

3. Établissements d'utilité publique

- - La Société Nationale d'Électricité (SNEL), 3 transistors moteurs ont été touchés au niveau des ailes, entraînant une fuite d'huile diélectrique, la toiture de la centrale thermique et du poste élévateur ont été touchées à plusieurs endroits, ainsi que plusieurs câbles d'alimentation endommagés.
- - Une partie de la toiture du bâtiment administratif de la REGIDESO s'est écroulée. Un obus a endommagé les matériels et fournitures de bureau.
- - La toiture du bureau de la Météorologie situé sur l'avenue Abbé MUNYORORO a été détruite.
- - Les murs et les vitres du bureau du Département de Sécurité et des Renseignements ont été détruits par les éclats d'obus.
- - L'Amphithéâtre de l'Université de Kisangani a vu ses vitres se volatiliser par les éclats d'obus qui sont tombés dans la cour de cette institution.

4. Maisons des particuliers

- La résidence de M. MOKENI EKOPI KANE Raymond, Président de la FEC / Province Orientale, située sur l'avenue Kinshasa au plateau BOYOMA a été sérieusement endommagée par des obus : impacts des obus et des balles sur les murs, toitures endommagées, vitres brisées.

22

23

- - La maison sise sur la 3^{ème} avenue n° 13, dans la Commune Tshopo, appartenant à M. GUPA , a été écroulée par un obus.

- - La toiture de la maison sise quartier BALESE n° 175 C/MANGOBO, appartement à M. BOSUNGA, a été complètement détruite par un obus
- - La maison sise sur la 10^{ème} avenue n° 43, appartenant à M. Jean MAKOKO, Trésorier du Groupe LOTUS, dans la Commune TSHOPO, a été complètement détruite par des obus.
- - Le mur de la maison appartenant à M. DODO Bernard, sise avenue MAFUTAMINGI n° 10, Quartier KILANGA, dans la Commune KISANGANI, a été écroulé par un obus.

II.3.2.4. La soumission de la population civile à des privations excessives

• *Approvisionnement en eau*

Pendant les 6 jours d'affrontements, la population a été privée d'eau potable de la REGIDESO, faute de courant électrique qui alimente les machines de traitement et de pompage d'eau. Dans ces circonstances, la population a éprouvé de sérieuses difficultés pour satisfaire certains besoins essentiels tels que la lessive, la vaisselle, le bain corporel, les activités culinaires.

Pour éviter le pire et réduire le risque de déshydratation, la population s'est résolue de s'abreuver à n'importe quelle source.

• *Alimentation en électricité*

Le manque du courant électrique a eu un impact considérable sur la vie sociale :

- - la carence des denrées alimentaires de consommation courante telles que le riz, la farine de maïs et celle de manioc qui subissent d'abord une transformation dans les machines (moulins) avant d'être mis au marché.
- - la détérioration de certains produits pharmaceutiques et denrées alimentaires qui méritent une conservation au frais (viande, poisson frais, vaccin). Cette situation a obligé les responsables des institutions médicales de renouveler le stock du vaccin anti-polio.

• *Accès aux soins d'urgence*

Pendant les combats, la population civile n'a pas eu accès aux soins d'urgence.

L'atrocité, l'intensité des affrontements et le manque de trêve n'ont pas permis à la

24

Croix-Rouge de porter rapidement secours aux malades et blessés et de les acheminer dans les institutions médicales.

La destruction par des obus de certains centres hospitaliers a obligé le personnel soignant d'abandonner les malades à leur triste sort; le manque des produits pharmaceutiques a limité l'action du personnel soignant, surtout qu'en R.D.C, la plupart d'Institutions se limitent à la prescription des ordonnances médicales, quitte aux patients de se les procurer dans les officines pharmaceutiques.

II.3.2.5. Les destructions des lieux de Culte

Les religions sont l'expression de la Spiritualité des Communautés humaines. A ce titre, elles font partie du patrimoine de l'humanité et méritent respect et protection. Malheureusement, lors de la guerre de 6 jours, plusieurs lieux de Culte ont été détruits.

- - *La Cathédrale Notre Dame du Très Saint Rosaire*, située sur l'avenue de l'Église, a été endommagée à la toiture, la voûte et au niveau de l'autel de suite de l'explosion d'un obus. Le feu a consumé un nombre important de sièges.
- - *La Paroisse Catholique du Christ-Roi de MANGOBO*: située au quartier BANGWANDI, a été touchée par un obus au niveau de la toiture de l'Église.

- - *A la Communauté des Églises Libres Pentecôte en Afrique (CELPA), Paroisse de MANGOBO* : la toiture et quelques bancs ont été endommagés par des obus.
- - *L'Assemblée des Chrétiens "PEPELE", église située sur la 13^{ème} avenue n° 64, Commune TSHOPO*, a été incendiée de fond en comble par une bombe incendiaire.
- - *La Paroisse Catholique Saint Joseph Artisan de la Commune TSHOPO*, sur la 10^{ème} avenue a été touchée par des obus. La toiture et les murs de la façade latérale gauche ont été endommagés.
- - *L'Église KIMBANGUISTE (SAIO)*, située au quartier Saï o dans la Commune MAKISO : la toiture de sa maison d'accueil a été sérieusement endommagée de suite des éclats de plusieurs obus tombés dans la concession.
- - *L'Église de la Communauté Baptiste du Fleuve Congo*, située au quartier WAGENYA dans la Commune MANGOBO a été touchée par des obus. Les murs et la toiture du bureau du District ont été endommagés.

25

- *L'Église de la Communauté Baptiste du Fleuve Congo*, située au quartier BOMBULA dans la Commune MANGOBO a été endommagée au niveau des murs des façades latérales.

III. LA DEMILITARISATION DE LA VILLE ET LA DÉPOLITISATION DE L'ADMINISTRATION : DES POINTS DE DIVERGENCES

Conformément à la résolution 1304 du Conseil de sécurité de l'O.N.U., l'on assiste après les hostilités au retrait de la ville des militaires de deux armées (Rwandaise et Ougandaise) ; il y reste néanmoins des militaires de l'ANC/RCD-Goma. Cette présence militaire quoique congolaise, suscite beaucoup de réactions, surtout que le politique n'a pas d'ascendant sur le militaire.

III.1. La position du RCD/Goma

a. Sur la démilitarisation

Selon le RCD-Goma, les armées étrangères doivent obligatoirement quitter la ville, mais la présence militaire congolaise se justifie d'abord par les impératifs de sécurité des personnes et de leurs biens, tant que les casques bleus ne sont pas encore opérationnels ; ensuite pour besoin de maintien des contacts avec le front d'Ikela qui ne serait pas encore totalement stabilisé ; enfin, par référence faite à leur origine ou appartenance étatique à prendre en compte pour ne pas les soumettre au même traitement exclusif que les militaires étrangers.

b. Sur la dépolitisation

Par dépolitisation, le RCD-Goma entend le remplacement des autorités politico-administratives actuelles par celles qui ne répondront de leurs actes à aucun mouvement idéologique. Si cela réussissait à Kisangani, il est à craindre les effets d'imitation qui risque de créer des républiquettes dans l'espace sous contrôle de la rébellion, dans la mesure où chaque ville ou entité administrative quelconque ne manquera pas de motif de dépolitisation.

En outre, confier la gestion de la ville à la MONUC – en cas d'extension du mandat de celle-ci – est, pour le RCD-Goma, une hypothèque de la souveraineté de l'Etat. L'unique issue plausible serait la restructuration du pouvoir actuel de manière à obtenir l'implication et la participation de toutes les forces vives dans la gestion de la cité.

26

III.2. La position des autres mouvements rebelles

a. Sur la démilitarisation

Le RCD/ML et le MLC estiment que la démilitarisation de la ville de Kisangani doit être effective pour empêcher l'exercice sur Kisangani de monopole par un quelconque mouvement. En outre, le retrait de tous les militaires peut épargner la ville des règlements des comptes.

b. Sur la dépolitisation

Les autres mouvements rebelles souhaitent plutôt l'organisation des élections pour permettre à la population de se choisir ses propres autorités politico-administratives (Gouverneur et Vice-Gouverneur). Tandis que les autres services administratifs doivent être réservés aux technocrates, non sur base de leur militance mais plutôt sur la compétence et l'efficacité.

III.3. La position de la MONUC**a. Sur la démilitarisation**

La MONUC souhaite voir toutes les forces combattantes se retirer dans un rayon de 100 Km de la ville conformément à son plan de démilitarisation, les forces de l'ANC / RCD-Goma y compris. Les unités de la Police se chargeront de la sécurité des personnes et de leurs biens jusqu'au déploiement des casques bleus.

b. Sur la dépolitisation

Par respect à son mandat, la MONUC ne s'estime pas être investie d'une manière quelconque sur le terrain non militaire. Toutefois, elle émet le souhait de voir les Congolais faire montre de maturité et d'arriver à un compromis par la voie du dialogue.

III.4. Ce qu'en pense le Groupe LOTUS

De prime abord, il convient avant toute chose de présenter les résultats des observations effectuées par le Groupe LOTUS durant un temps déterminé et pouvant fixer les esprits sur l'état actuel des choses ou faciliter la compréhension et la lecture des signes du temps.

A bien analyser, le RCD paraît un mouvement hétéroclite où on retrouve les dissidents de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL)

27

qui cherchent à se venger et à récupérer le pouvoir, les anciens mobutistes dont le désir est de donner la leçon à KABILA et de poursuivre la protection du circuit maffieux et obscur, les opportunistes qui ont vu démarrer le train RCD et ne veulent pas le rater, même s'il faut ajouter à tout prix un autre wagon, et enfin les révolutionnaires qui luttent contre la dictature et pour l'avènement d'un nouveau type de société en RDC, conforme à l'aspiration de la population et à l'actuel contexte politique et économique international.

Il se pose un sérieux problème d'idéal, de la poursuite des objectifs à atteindre, des départs pour besoin de positionnement, de la gestion des ambitions et des contradictions internes, de la conception d'une idéologie potable et de la forte mobilisation de la population autour d'elle. Dans ces conditions, lorsque les alliés s'en mêlent, le pire n'est pas surprenant.

Pareils obstacles qui exigent une certaine acclimatation n'ont pas été évités au moment opportun et ont conduit à des convulsions oscillatoires. Ainsi sont dignes de rétention :

- Sur le plan politico-administratif : la rupture des alliances et la crise consécutive aux déchirements enregistrés au sein du RCD qui ont conduit le mouvement à procéder à des ouvertures à d'autres forces. Cependant, le manque d'une réelle implication des acteurs est à la base de l'anarchie installée dans le RCD et du spectre d'une mauvaise image. Il en résulte une

gestion partisane et un manque de collaboration franche entre les autorités du RCD elles-mêmes.

- Sur le plan économique : la gestion ne semble pas soumise à des normes standard, à leur application et à leur strict respect. Ce qui fait penser au pillage des ressources économiques du pays par les alliés.
- Sur le plan social : aucune avancée significative n'a été enregistrée. Chaque jour qui passe, la situation paraît plus dramatique qu'avant.

En termes comptables, le bilan de gestion du RCD (gestion économique, des alliances, du marketing politique, l'application du principe de l'unité de commandement) est plutôt négatif. Ce paysage est à mettre à l'arrière-plan chaque fois que l'on aborde certaines questions d'actualité liées à la vie de la cité.

Si la démilitarisation est vidée déjà de tout son contenu presque avec le retrait de Kisangani des troupes Rwandaises et Ougandaises, il ne reste qu'à traiter de la présence militaire congolaise. A ce sujet, pour éviter des polémiques et bras de fer avec la MONUC, le Groupe LOTUS souhaite que l'ANC se retire, elle aussi, de la ville. Cela

28

permettra à la population de se remettre rapidement de son traumatisme et de chasser au loin le spectre de la guerre d'une part, et de l'autre le maintien d'un climat serein et coopératif entre la hiérarchie militaire congolaise de la rébellion et la MONUC.

Par contre, la dépolitisation continue à faire couler beaucoup d'encre et de salive. De même qu'on ne peut dépolitiser une cité seulement en organisant des élections ou en procédant au remplacement des autorités par un quelconque procédé politique ou juridique, de même, par le temps qui court, il est trop osé d'envisager une neutralité stricte des gestionnaires de cité.

Ces difficultés d'appréhension exigent un approfondissement de la question et une prise en compte de plusieurs paramètres. Pour le cas d'espèce, on ne peut parler de la dépolitisation sans se référer à la situation socio-économique générale. A bien analyser les opinions émises çà et là par la masse, la dépolitisation serait une alternance, une proposition de solution au cri d'alarme lancé depuis longtemps sur la situation sociale, aux frustrations et déceptions encaissées, aux déboires connus, aux attentes placées au RCD et pour lesquels les autorités politico-administratives n'ont pas donné satisfaction.

Vu sous l'angle sociologique et tenant compte uniquement des bénéfices à tirer par la population, dépolitiser consiste à rendre moins partisane l'administration de la cité, à restructurer le pouvoir grâce à une approche permettant à la population d'avoir droit au chapitre et de participer, à tous les niveaux, à l'exercice du pouvoir et à placer la situation sociale au centre de toutes les préoccupations. Cela est réalisable aussi bien avec les gestionnaires actuels qu'avec des nouveaux.

IV. SITUATION APRES LA GUERRE IV.1. Le vécu quotidien : une dure épreuve

La population de Kisangani, au départ paupérisée, traverse des moments pénibles de son existence, après 6 jours d'affrontements en pleine ville. La vie devient de plus en plus intenable et son coût nettement supérieur au revenu moyen par habitant. Obtenir à manger ne serait-ce que pour une journée est le fruit d'intenses acrobaties. La flambée des prix sur le marché est provoquée entre autres par la rareté des produits sur le marché, la hausse des prix de transport, la dévaluation permanente de la monnaie locale face au dollar américain, étalon monétaire de référence. A cela

s'ajoutent l'impaiement des fonctionnaires et des employés des entreprises privées, étatiques et para-étatiques, les pertes des marchandises de certains commerçants N°

PRIX en Francs Congolais

PRODUITS 1. Riz blanc

MESURE

Gobelet Botte

Avant la guerre 6,50 2

Après la guerre 15

5

2. Feuilles manioc

de

3. Huile de palme

4. Farine de maïs

72Cl 3 6

5. Farine manioc

de

Gobelet Gobelet

3 5 2,50 3,50

29

pendant la guerre, l'extorsion des fonds dont étaient victimes quelques hommes d'affaires, etc.

Malgré l'assistance du Comité International de la Croix Rouge, constituée des bâches, couvertures, ustensiles de cuisine intervenue quelques jours après les affrontements et l'intervention d'autres organismes (PAM, CARITAS/Allemagne), la survie de la population de Kisangani est aléatoire.

Dans ces conditions, comment honorer les factures de consommation d'eau et d'électricité si dans une large mesure le panier de la ménagère rentre vide du marché ?

Tableau 1 : *Variation des prix des produits de 1^{ère} nécessité*

6. Sel

7. Sucre

8. Lait en poudre

9. Haricot

IV.2. Situation sanitaire fort précaire

La situation sanitaire qui était déjà alarmante depuis longtemps à cause de la pauvreté et des guerres précédentes s'est dégradée profondément suite à la guerre de six jours, au point de rendre inaccessibles les soins médicaux, même aux catégories sociales jadis privilégiées.

Les hôpitaux déjà dans un état de profond délabrement, dépourvu de médicaments et de matériel médical recevaient, des centaines de blessés graves et servaient également des lieux de refuge aux nombreuses familles fuyant les lignes des combats. Le personnel sanitaire était dépassé par l'affluence de blessés. Certains blessés, dans leurs domiciles, ne savaient comment rejoindre les hôpitaux à cause de la violence des combats.

1/2 Kg

1/2 Kg

1 boîte

400g

1/2Kg 9 23

20 30 15 50 70 120

30

L'entassement des personnes dans des maisons, écoles, hôpitaux, couvents, villages et banlieues de la ville fait courir aux populations le risque de flambée d'épidémie, surtout au sein des groupes cibles (enfants, femmes enceintes, vieillards), si aucune intervention sanitaire efficace et à large échelle n'est envisagée par les autorités et les agences humanitaires pour désinfecter les endroits souillés par des corps en décomposition et les latrines, traiter diligemment les eaux qui ont du même fait été polluées.

On compte dans la ville un nombre impressionnant de traumatisés de guerre. Certains d'entre eux ont perdu leurs membres de famille, d'autres sont des déplacés et sans abris suite à l'écroulement de leurs maisons, d'autres encore ont assisté au spectacle macabre des cadavres jonchés sur les ruelles, d'autres aussi continuent à garder fraîche dans la mémoire les détonations fracassantes d'armes lourdes.

L'on note également une forte prévalence de la varicelle chez les enfants, les maladies diarrhéiques, la fièvre typhoïde, la malaria et les affections respiratoires. La malnutrition et la sous-alimentation ont fortement gagné du terrain, surtout chez les enfants dont l'équilibre nutritionnel était déjà précaire avant la guerre.

Plusieurs personnes auraient été accidentellement contaminées par les virus du SIDA et d'autres maladies (hépatite), car la sécurité transfusionnelle et les mesures d'asepsie universelles n'ont pas été respectées. Aux Cliniques Universitaires, à l'Hôpital Général de Référence de Kabondo et dans d'autres centres médicaux, on a reçu plusieurs blessés et plus de 750 transfusions sans test de VIH/SIDA préalable ont été exécutées. L'urgence, l'afflux de blessés, l'absence de l'énergie électrique ont fait que du matériel non stérilisé soit utilisé pour plusieurs blessés. Même le personnel soignant lui-même n'a pas été épargné du risque de contamination à cause de la manipulation du sang sans aucune mesure de protection.

L'assistance médicale apportée par le CICR, le MSF/Hollande et Belgique, MEMISA, ... est d'un soulagement remarquable mais reste tout de même insignifiante au regard du nombre de victimes et de la carence de certains produits de première nécessité et de spécialité.

Les infrastructures sanitaires endommagées demeurent comme telles sans projet de réhabilitation ou de réfection à court terme. En conséquence, les centres de santé et hôpitaux encore opérationnels (cas des CUKIS, HGRK, ...) sont débordés et la qualité de leur service en pâtit.

Les victimes dont la gravité de lésions (poumon, cerveau) nécessitait le transfert soit à Naïrobi, soit ailleurs, ont été sauvées de justesse grâce au concours des

31

médecins spécialistes venus de Kinshasa et de la Belgique avec du matériel approprié pour la chirurgie.

Le pillage perpétré dans certains hôpitaux et centres de santé (KUMBAKISAKA, ALABUL, ...) et les dommages subis par d'autres (Maison Boyoma Médical, Centre de Santé Saint Joseph, CEDRI, MASINA, YEULO, ...) pèsent lourd sur les conditions d'internement des malades dans une ville où le nombre d'hôpitaux, déjà à faible capacité d'accueil, est élevé.

IV.3. L'environnement profondément secoué

L'écosystème n'a pas été épargné par cette démonstration de la puissance destructrice de l'homme. Il y a lieu de relever :

- - la calcination de la végétation surtout dans les zones d'affrontements intenses ;
- - la dévastation des vastes étendues forestières, des champs et la destruction des sources d'eau potable dont se sont rendues coupables les personnes en déplacement fuyant les combats ;
- - la pollution de l'air suite aux effets de la poudre à canon et la décomposition des corps restés sans sépulcre et sous un soleil ardent pendant plusieurs jours ;
- - la pollution des eaux du fleuve Congo et certains étangs piscicoles où ont échoué beaucoup d'obus provoquant par voie de conséquence la disparition de certaines espèces aquatiques rares.
- - Des étendues de terre (LA FORESTIERE, rive droite de la rivière Tshopo, alentours de l'aéroport de Bangoka) sont infestées par des mines anti-personnelles et vont constituer un danger même des dizaines d'années après la guerre.

IV.4. L'enseignement dans une reprise aride

Les pertes en vies humaines et les dégâts matériels enregistrés à Kisangani lors de la guerre de 6 jours sont significatifs. Tout aussi significatif est le moment choisi par les deux belligérants pour s'empoigner. A peine les enfants se sont-ils rendus à l'école, les mamans au marché, les papas au travail, les étudiants dans les auditoriums, que les hostilités débutèrent faisant des victimes non seulement dans les rangs des adultes (parents), mais malheureusement aussi dans ceux des enfants, particulièrement les élèves (aussi bien de l'école maternelle que du primaire et secondaire), tombés sous les coups des balles ou atteints par les éclats d'obus à l'école ou dans une tentative de

32

rejoindre le toit paternel. Même des bâtiments scolaires ont été touchés. Terrifiés par les affres de la guerre de six jours, quelques parents n'ont trouvé mieux que de s'éloigner soit momentanément soit définitivement de Kisangani.

Trois semaines après les hostilités, les autorités politico-administratives du RCD, responsables de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel et de l'Enseignement Supérieur et Universitaire se sont prononcées pour la reprise des enseignements avec, absolument, la prolongation de l'année en cours. Un temps à mettre à profit pour l'organisation des tests d'évaluation. En dépit de toutes les assurances sécuritaires données et l'éponge passée sur le litige des primes scolaires des mois de Mai et Juin 2000, l'appel demeure moins mobilisateur et n'ébranle pas le scepticisme des parents. Ces derniers estiment que les résultats antérieurs peuvent permettre la réalisation des moyennes et remplir les cases vides des bulletins. Malgré le réconfort psychosocial assuré par la société civile et les organismes humanitaires ces temps-ci et la volonté d'éloigner momentanément le spectre de la guerre, la reprise des enseignements, dans l'ensemble, s'effectue timidement dans des bâtiments scolaires méconnaissables: murs fissurés, toitures et charpentes endommagées, impacts d'éclats d'obus et de balles visibles sur les murs. Les élèves étudient à même le sol et sont exposés aux intempéries. Ceux qui ont perdu leurs objets classiques éprouvent des difficultés énormes dans la préparation des examens de fin d'année scolaire reportés au mois de Juillet. Les efforts déployés par la Croix- Rouge dans le sens de revitalisation des écoles demeurent non négligeables et méritent un solide appui.

IV.5. La situation sécuritaire

Après la guerre de six jours, l'on enregistre des cas des violations des Droits de l'Homme.

1. Arrestation arbitraire

M. Jean OTEMIKONGO, Chef de Travaux à l'Université de Kisangani, Directeur du Centre d'Education Populaire à la Démocratie et au Développement et membre de la commission de suivi des actions de paix, une autre dynamique de la société civile, a été arrêté par les services de sécurité et détenu du lundi 3 juillet à 9 heures au mardi 4 Juillet à 14 heures, sans avoir été entendu régulièrement et sans aucun chef d'accusation mis à sa charge.

33

La semaine qui a précédé son arrestation, M. Jean OTEMIKONGO a accordé à Kisangani une interview à la presse étrangère qui accompagnait le Ministre Belge des affaires étrangères, M. Louis Michel.

Au cours de cette même semaine, des commerçants et bradeurs de monnaie attrapés avec de nouveaux billets de 100 Francs Congolais lancés récemment sur le marché par le gouvernement central auraient été arrêtés au cachot des services de sécurité.

2. Menaces et intimidations

Une semaine après la fin de la guerre, à la Radio Télévision Nationales Congolaises, des communiqués se terminant avec des menaces de perte d'emploi ont été diffusés en l'endroit des fonctionnaires de l'Etat qui ne se présenteraient pas à leurs lieux de travail.

Des menaces ont été adressées à des acteurs de la société civile par les personnalités locales appartenant au RCD pour avoir défendu la thèse de la dépolitisation comme préalable au retour de la paix à Kisangani. Dans ce même ordre d'idées, l'Abbé Jean Pierre BADIDIKE, Coordonnateur de la Synergie pour la Paix, est la cible particulière de la tranche d'émission politique du RCD "Congo Nouveau" à cause de ses interventions sur les chaînes de radio étrangères et ses propos jugés hostiles au RCD. Les associations de défenses des Droits de l'Homme dont le Groupe LOTUS, ont été également cités dans cette même émission à plusieurs reprises.

3. Insécurité

L'on enregistre les actes isolés des militaires incontrôlés : le 26 juin 2000, au camp S.N.C.C., 4^{ème} bloc, n° 68, Commune Lubunga, 2 militaires de l'ANC/RCD ont surgi dans la résidence de M. MAKABO TSHILUMBA, aux environs de 23 heures, pour une opération à mains armées. Ils ont ouvert le feu sur les occupants, tuant sur place MBOMBO TSHIBANGU. Son frère TSHILUMBA, blessé et amené à l'Hôpital Général de Référence de Lubunga, rendit l'âme deux jours après, soit le 28 juin 2000. Un des assassins intercepté le mardi 1 juillet 2000 a été publiquement exécuté le même jour sur ordre du commandement militaire de la 7^{ème} Brigade. Plusieurs effets militaires abandonnés (boîtes de cartouches, explosifs, ...) ont causé la mort de la population civile et réduisent la marge de la sécurité de la population.

34

- Le lendemain de la fin des hostilités (le 11 juin 2000), les enfants BOBE Paul (7 ans), BOBE Kolia (G, 9 ans) et BOBE Dorcas (F, 2 ans), domiciliés sur la 18^{ème} avenue n° 7 dans la Commune Tshopo, sont morts de suite de l'explosion d'une grenade avec laquelle ils jouaient.
- M. Sylvain NTEWE, paysan, domicilié sur la 3^{ème} avenue transversale dans la Commune Kabondo, est tombé sur une mine anti-personnelle alors qu'il se rendait au champ, vers le Grand Séminaire. Conduit à la Référence de

Kabondo, il est mort le lundi 12 juin 2000 (un jour après l'évènement) de suite de l'hémorragie.

Suite aux rumeurs qui alimentent les conversations au sujet d'une éventuelle reprise de la guerre à Kisangani, soit entre les ougandais et rwandais par un retour brusque inattendu, soit entre les militaires Congolais et les militaires rwandophones (à qui on reproche leur accointance avec les militaires rwandais), tous de l'ANC/R.C.D, nombreuses sont les familles qui préfèrent s'éloigner du centre ville, ou par prudence, se réfugier dans les quartiers périurbains. Ce mouvement d'exode urbain gonfle les rangs des déplacés de guerre. Ceux-ci méritent attention, secours et protection de la part des autorités de la place et de tous les gens de bien.

4. Extorsion des biens des particuliers

Le Groupe de militaires chargé de récupérer les biens pillés pendant la guerre en circulation se sont malheureusement versés dans le débordement en extorquant les biens de la population civile. Plusieurs plaintes ont été adressées dans ce sens au Commandant Sylvain BUKI, Chef d'état-major de l'ANC lors de son passage à Kisangani. Ce dernier n'a pas manqué de rappeler à l'ordre ses militaires au cours d'une parade militaire au camp Ketele.

5. Interpellation

Le Docteur OLINDA, Médecin Inspecteur Provincial et d'autres médecins ont été interpellés par les services de sécurité au sujet de la présence de 4 médecins en provenance de Kinshasa pour renforcer l'équipe médicale locale pour les soins des victimes de la guerre de six jours. Ces médecins ont par la suite été expulsés de Kisangani par les services de sécurité du RCD/Goma.

Le responsable provincial de l'éducation (PROVED), M. ABAMAKE a lui aussi été interpellé à cause de ses réserves observées quant à la reprise des enseignements au lendemain des affrontements.

35

V. LES CHANCES DU RETOUR A LA PAIX AU CONGO DEMOCRATIQUE

La signature de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka a suscité beaucoup d'espoir aux yeux de la population et accueilli avec enthousiasme comme un document sur la restauration de la paix en RDC. Malheureusement, les violations observées dans sa mise en application réduisent ses chances de réussite.

Il apparaît clairement que l'absence des sanctions –mieux l'affaiblissement de l'efficacité du mécanisme d'application des sanctions internationales– contribue à ce dérapage au point d'arriver même aux affrontements entre deux armées étrangères en territoire congolais. Autant la présence des troupes étrangères est remise en cause, autant cela reconforte la thèse d'agression.

En outre, l'implication de l'ONU, à travers la MONUC, loin d'être salutaire, engendre une crise de confiance dans la population au regard des expériences des Nations Unies dans la résolution des conflits armés et le maintien de la paix en Afrique, notamment en Angola, au Soudan, en Sierra Leone, ...

Les efforts pour le retour à la paix durable en RDC devraient être déployés à deux niveaux :

- - Au niveau de la politique nationale et internationale
- - Au niveau de la population.
- Au niveau de la politique nationale et internationale
 - - Le gouvernement de Kinshasa devrait aérer l'espace politique et s'investir davantage dans le dialogue intercongolais ;

- - L'opposition armée devrait tenir compte de l'intérêt du peuple Congolais dans ses alliances et de s'en désolidariser en cas de danger imminent ;
- - La Communauté Internationale doit contraindre les parties en conflits au respect de l'Accord de Lusaka et se prononcer clairement et faire pression à temps et contre temps pour le retrait de la RDC de toutes les troupes étrangères.

- Au niveau de la population

La cohabitation pacifique entre les peuples de la sous-région des grands lacs devrait être une préoccupation majeure de la Société Civile Congolaise et vers laquelle doivent être orientées plusieurs actions.

36

La paix en RDC passe aussi par le débat national ou le dialogue intercongolais, un dialogue que l'on estime avoir été rompu et qui mérite le rétablissement. Alors que M. Nelson MANDELA avait été récusé par le gouvernement de Kinshasa sur le doute qui pesait sur son impartialité et que beaucoup de temps avait été mis pour obtenir le consensus en la personne de M. KETUMILE MASIRE, pour le rapprochement des pairs congolais en conflit, le gouvernement de Kinshasa ne semble pas s'impliquer dans cette démarche avec conviction et engagement. Que d'embûches et blocages M. MASIRE ne rencontre-t-il pas sur son chemin dans l'accomplissement de sa tâche ! Difficultés d'obtention des facilités administratives dans l'espace territorial congolais, suspicion de tous ordres suite aux contacts avec des personnalités ou leaders estimés ne pas être en odeur de sainteté avec le gouvernement, travail de sape sur ses activités, ..., comme si cela ne suffisait pas, les difficultés financières dues à la lenteur et aux hésitations des bailleurs de fonds perturbent son calendrier d'activités. Avec le désaveu du gouvernement de Kinshasa, il faudrait un temps relativement long pour pouvoir rapprocher les tendances sur un autre facilitateur. L'activisme de la justice internationale observée par le lancement du mandat d'arrêt international contre le Ministre Congolais ayant en charge les affaires étrangères, tout comme ceux qui pourront s'en suivre plus tard, autour principalement de la protection des minorités est de nature à faire obstruction au processus de rapprochement déjà amorcé, quoique timidement. La préférence risque d'être faite aux problèmes d'ordre externe qualifiés autrement de complot contre le peuple Congolais, avant les problèmes internes, particulièrement le dialogue intercongolais relégué au second plan.

Une autre crainte réside au phénomène mimétique de "la révolution ougandaise" consistant en la multiplication par l'Ouganda des mouvements rebelles. Ainsi bénéficient du soutien Ougandais, non seulement WAMBA avec le RCD/ML et BEMBA du MLC, mais aussi LUMBALA du RCD/National et le Congolese Front for National Reconstruction de BARAMOTO et autres. S'il faut donner un espace territorial à chacun de ces mouvements pour se mouvoir, l'on notera à coup sûr un morcellement du territoire, un dur obstacle au rapprochement des Congolais. De même, si d'autres éclatements déchiraient le RCD/Goma avec découpage territorial, à cause des dissensions internes, la RDC raterait ses chances de retour à la paix.

37

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au regard de ce qui précède, il ne fait plus l'ombre d'aucun doute que la solution à l'énigme congolaise passe largement –sinon exclusivement- par la volonté de deux pays africains, le Rwanda et l'Ouganda avec assurément la bénédiction de leurs parrains. En réalité, ces deux pays ont eu à démontrer à la face du monde ce dont ils

sont capables: victoire militaire ayant conduit à la fuite de Mobutu, déstabilisation du gouvernement Kabila, occupation d'une partie importante de la R.D.C, mépris de la vie humaine surtout du Congolais et batailles entre les deux armées, au-delà de leurs frontières. Que tout cela se passe sans condamnation énergique et engagement ferme de la Communauté Internationale en vue d'y mettre fin est étonnant.

La poursuite des épreuves des forces 6 jours durant à Kisangani, l'intensité des combats, le non respect de tous les appels au cessez-le-feu ne serait-ce à titre humanitaire et la non observance des trêves pouvant permettre non seulement le secours d'urgence aux malades et blessés, mais aussi le ravitaillement en vivres et eau potable, ont suscité diverses réactions :

- Le 7 juin 2000, le Ministre rwandais des Affaires Etrangères a déclaré que son pays soutenait le processus de démilitarisation et souhaitait voir l'Ouganda faire de même ;
- Le 8 juin 2000, sur les ondes de la Radio BBC/Swahili, le Président ougandais, MUSEVENI, a accusé le Rwanda d'être à la base de la guerre de Kisangani, suite à son refus d'appliquer la convention sur le retrait de la Ville. Le même jour, le Rwanda a demandé la tenue de la réunion du Conseil de sécurité afin de condamner l'Ouganda sur la situation de Kisangani.
- D'autres réactions ont aussi été enregistrées à la même date, notamment :
- - celle de l'Union Européenne qui, en des termes durs, a condamné le Rwanda et l'Ouganda de se livrer à une guerre meurtrière dans un pays étranger et a exigé l'arrêt immédiat des hostilités ;
- - Celle du Secrétaire Général de l'ONU qui exigeait aux belligérants d'observer le cessez-le-feu ;
- - Celle du Responsable de la Monuc/Kisangani qui accusait les officiers de deux camps de commettre un génocide.
- Le 13 juin 2000, le Secrétaire général de l'ONU a proposé au Conseil de sécurité de voter une résolution exigeant le retrait de la R.D.C du Rwanda et de l'Ouganda
- Le Pape Jean-Paul II a déploré la prise en otage de la population civile par les armées rwandaises et ougandaises.

38

- Le 17 juin 2000, la Résolution 1304 du Conseil de sécurité de l'ONU a été votée à l'unanimité. Elle prévoyait d'abord le retrait de Kisangani des militaires ougandais et rwandais pour un rayon de 100 Kms, ensuite leur départ sans délai de la R.D.C.
- Le réseau Droits Humains/Kisangani, composé des Groupes LOTUS, Justice et Libération et les Amis de Nelson Mandela, a publié un communiqué de presse condamnant ces affrontements.
- Les associations de la Société Civile de la Province orientale ont publié un mémorandum contenant plusieurs recommandations (à la rébellion, à l'Ouganda, au Rwanda et à la Communauté Internationale) pour le retour à la paix à Kisangani

Les efforts doivent être déployés davantage pour redonner l'espoir aux paisibles citoyens congolais, innocents qui ne savent le pourquoi de la guerre et du massacre inutile perpétré contre leurs frères. Dans ce sens, s'il faut condamner les responsables congolais de la rébellion puisqu'ils ne tiennent vraisemblablement plus la conduite de la guerre, il faudrait condamner avec

force l'Ouganda et le Rwanda qui, à travers leurs armées et leurs commandants des troupes sur terrain, se livrent à des crimes crapuleux et abominables, inoubliables de sitôt, comparables et assimilables aux actes odieux commis par les colons européens pendant les guerres qui les opposaient entre eux lors du partage de l'Afrique.

Le Groupe LOTUS est d'avis que l'ensemble de pays du monde qui constituent la Communauté Internationale et qui ont eu à conjuguer les efforts jusqu'à l'obtention de l'abolition de l'esclavage au XIX^e siècle, ces pays doivent –obligation morale exige- converger les énergies pour qu'en ce nouveau millénaire l'Afrique, en général, et la R.D.C, en particulier, puisse vivre dans la stabilité et amorcer sa reconstruction dans ce nouveau virage de mondialisation-globalisation que connaît l'humanité.

En rapport avec les derniers événements de Kisangani, aux implications tentaculaires, le Groupe LOTUS recommande :

• A l'ONU

- - de faire voter par le Conseil de sécurité une autre résolution, limitant cette fois-ci dans le temps, le retrait de toutes les troupes étrangères de la R.D.C ;
- - de constituer et d'envoyer sur terrain une commission d'enquête internationale pour se rendre compte de la situation de Kisangani afin de dégager les responsabilités des uns et des autres ;
- - de mettre tout en œuvre pour livrer à la justice internationale, pour sanctions exemplaires, tous ceux qui seraient impliqués, de près ou de loin, dans les tristes événements qui ont endeuillé la ville de Kisangani.

39

• Aux Grandes Puissances (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, Canada et Russie) et à l'Union Européenne

- - de renforcer les mécanismes de surveillance de circulation d'armes de guerre dans les pays sous-développés, particulièrement les pays africains ;
- - de convaincre les firmes de fabrique d'armes d'arrêter leurs livraisons à destination des pays aux politiques expansionnistes et belliqueuses;
- - d'amener les pays impliqués dans la guerre en R.D.C et signataires de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka à tout mettre en œuvre pour sa réelle application ;
- - de couper de l'aide (autre que l'aide humanitaire) et de rompre la coopération militaire avec des pays en guerre, surtout en Afrique.

• Aux ONG Internationales

- - de voler au secours des populations de Kisangani frappées du sinistre ;
- - d'adopter de nouvelles approches pour que leur secours soient adaptés au sinistre et atteignent les véritables concernés.

• Au Gouvernement de Kinshasa

- de favoriser et d'encourager en actes le processus de la matérialisation de la tenue du dialogue intercongolais.

• Aux Gouvernements rwandais et ougandais

- - de retirer leurs troupes de la R.D.C pour éviter dans l'avenir de pareils accrochages ;
- - de créer un Fonds d'Indemnisation des Familles des Victimes de la Guerre de 6 jours à verser annuellement à la Province Orientale, cela pendant 10 ans.

• Aux Rébellions congolaises

- - de se désolidariser des alliés en divergences de convictions et d'objectifs ;
- - de privilégier les intérêts de la population dans tous les contacts à prendre ultérieurement ;
- - de se pencher sur le côté social des populations dans les territoires sous leur contrôle ;
- - d'éviter des divergences ouvertes et des bras de fer injustifiés avec la Monuc/Kisangani ;
- - de respecter l'esprit et la lettre de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka ;

40

- de se livrer, tant soit peu et avec des moyens de bord, aux travaux de reconstruction.

• **Aux ONG locales**

- - de sensibiliser davantage la population pour sa prise en charge et de relancer les campagnes d'éducation civique afin de susciter l'amour de la patrie ;
- - de créer une chaîne de solidarité pour porter secours aux victimes de la guerre ;
- - d'amener la population à la reconstruction de la cité.

**Fait à Kisangani, le 20 juillet 2000 POUR LE GROUPE LOTUS,
Gilbert KALINDE ABELI Dismas KITENGE SENG A Adam BAKU
J.B. MAKOKO**

**Georges LIMBAYA Simon BOKONGO Osée BEHUHUMA Médard
OKUNDJI Bertin MWANZA Claude MANIA Constant IYUKU Achille
BOFOYA Jean-Eudes BISONGA Barthélemy MUDIMBI Passy SADALA**

ANNEXE MRDC 91

COJESKI

**Dans les provinces occupées de la République Démocratique
du Congo : les violations massives des droits de l'homme et
du droit international humanitaire au seuil du paroxysme**

octobre 1999

SOCIETE CIVILE DU SUD – KIVU

COLLECTIF DES ORGANISATIONS ET ASSOCIATIONS DES JEUNES DU SUD – KIVU EN R.D.C.

«COJESKI»



DANS LES
PROVINCES OCCUPEES DE LA R.D.C :
LES VIOLATIONS MASSIVES DES
DROITS DE L'HOMME ET DU DROIT
INTERNATIONAL HUMANITAIRE
TOUJOURS AU SEUIL DU PAROXYSM

- Rapport Semestriel des faits -
allant du 01 - avril au
30 - Septembre 1999



III.SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LA PROVINCE ORIENTALE

III.1. APERCU SUR LA SITUATION ALLANT DU 1^{er} JANVIER AU 30 MARS 1999 (POUR RAISON DE DIFFUSION)

III.1.1. ATTEINTE A LA DIGNITE HUMAINE / SABOTAGE DU DROIT AU SALAIRE

III.1.2. INEXISTENCE DES DROITS AUX SOINS MEDICAUX

III.1.3. INEXISTENCE DU DROIT A L'EDUCATION

III.1.4. INSECURITE ET TRACASSERIES POLICIERES

III.1.5. ENLEVEMENTS

III.1.6. EXTORSIONS ET EXECUTIONS SOMMAIRES

III.1.7. LES CONSEQUENCES DES BOMBARDEMENTS DANS LA VILLE DE KISANGANI EN DATE DU 10-01-1999.

III.2. LA GUERRE DE KISANGANI : UN VERITABLE CRIME CONTRE LA PAIX ET UNE PREUVE ELOQUENTE DE LA COMPLICITE INTERNATIONALE DANS LA CRISE CONGOLAISE ACTUELLE

III.2.1. GENERALITE

III.2.2. SITUATION DES ALLIES ET CONSEQUENCE DE L'AFFRONTEMENT ENTRE LES ARMEES DU RWANDA ET DE L'UGANDA SUR LE SOL CONGOLAIS.

III.3. LES EX-COMBATTANTS MAÏ-MAÏ EN ETAT D'EXTERMINATION A KASANGANI DANS LA PROVINCE ORIENTALE.

IV.SITUATION DE DROITS DE L'HOMME DANS LA PARTIE OCCUPEE DE LA PROVINCE DU KATANGA

IV.1. TUERIES DE KONGOLO / NORD – KATANGA

IV.2. TUERIES DANS LES TERRITOIRES DE KIMBumbu ET DE NONGE AU NORD-KATANGA

IV.3. MASSACRES DE KASALA / MALEMBANKULU DANS LE HAUT LOMAMI AU KATANGA

V.CONCLUSION GENERALE

VI.SOURCES D'INFORMATIONS.

0.0. INTRODUCTION GENERALE

Les provinces occupées de la République Démocratique du CONGO, continuent à subir les retombées néfastes d'une gestion calamiteuse et / ou prédatrice de ses ressources humaines et matérielles, par les forces armées du RWANDA, du BURUNDI et de l'OUGANDA, envahisseurs internationalement reconnus, de la R.D.C.

D'avril à septembre 1999, les violations massives des Droits de l'homme et du Droit International humanitaire ont atteint six mois durant, le seuil du Paroxysme dans cette partie sinistrée du Pays.

En effet, le présent rapport semestriel, qui du reste narratif des faits enregistrés, est une suite logique des rapport suivants déjà publiés par le Collectif des Organisations et Associations des Jeunes du Sud-Kivu en R.D.C. « COJESKI », depuis l'invasion (le 02- Août – 1998 de la R.D.C.) jusqu'à nos jours.

Il s'agit des rapports ci-après :

1. *Vue synoptique sur les violations massives des droits de l'homme pendant les trois premiers mois d'agression du Sud-Kivu / R.D.C. (Rapport du COJESKI rendu public le 20 novembre 1998) ;*
2. *Cinq mois d'invasion de la R.D.C. : les droits de l'homme en péril dans les provinces occupées de l'Est du CONGO. Cas de la Province orientale, de la province du SUD-KIVU et de la Province du NORD-KIVU (Rapport narratif des faits allant du 2 Août 1998 au 3 Janvier 1999 et rendu public le 10 Janvier 1999).*
3. *Tragédies humaines dans le KIVU / R.D.C. : Apocalypse situation des Droits de l'homme pour la période allant du 01 Janvier au 31 mars 1999 (Rapport trimestriel des faits rendu public le 15 mai 1999).*
4. *La place du BURUNDI dans les violations massives des Droits de l'homme dans le KIVU / R.D.C. (Rapport d'observation effectué par trois militants des Droits de l'homme du COJESKI pendant huit mois de leur vie clandestine au BURUNDI ; rendu public le 27 Août 1999).*
5. *Non à la Balkanisation, à l'Abandon et au Protectorat de la République Démocratique du CONGO (2^{ème} Mémoire du COJESKI adressé à son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de l'O.N.U. à New-York ; Mémoire rendu public le 18 septembre 1999).*
6. *Recueil d'informations sur le Génocide Rwandais de 1994 et ses retombées sur la R.D.C. cinq ans durant (documentations encodées, rendues public le 27 octobre 1999) ; Recueil d'information réalisé en collaboration étroite avec the International Panel of Eminent Personalities to Investigate the 1994 Genocide in Rwanda and the surrounding Events « IPEP / O.U.A. ».*

De ce qui précède, le présent rapport concerne exclusivement les Provinces occupées du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Nord-Katanga et celle Orientale, et partant s'articule sur les grandes lignes suivantes :

- *Atteintes au Droit à la vie et Banalisation de la mort ;*
- *Arrestations arbitraires, enlèvements et Détentions illégales ;*
- *Traitements cruels, inhumains et Dégradants ;*
- *Insécurité Généralisée et tracasseries policières ;*
- *Atteintes à la liberté d'expression ;*
- *Impunité et Détournement des Pouvoirs publics ;*
- *Incitation à la Haine tribale ;*
- *Destructions méchantes et extorsions ;*
- *Assassinats et exécutions sommaires.*

Ces grandes lignes démontrent à suffisance l'état tragique ainsi que le système tyrannique, dans lequel de millions de populations congolaises des provinces occupées, continuent à payer le prix d'une longue guerre injuste ; et ce, sous le regard complice d'une Communauté Internationale réellement et implicitement Responsable de la Balkanisation et de l'invasion actuelle de la R.D.C. ainsi que de toutes les retombées présentes et futures.

0.1. ETAT DE LIEU SUR LES CRISES HUMANITAIRES DANS LA PROVINCE OCCUPEE DE LA R.D.C.

En parachevant le rapport du CADDHOM tel que publié en août 1999, il y a lieu de rappeler qu'une année d'occupation et de rébellion au Kivu, le bilan est catastrophique : plus ou moins 6000 civiles massacrées et/ou tuées, plus de 500 personnes disparues, de milliers de réfugiés et des déplacés de guerre, de centaines de leaders de la société civile, des militants des droits de l'homme et des prêtres, exilés ; de millions de dollars d'équipements et des biens pillés ou détruits, condamnant ainsi plus de 10 millions d'âmes à des maladies, à la famine, à la misère, à l'angoisse ... bref, à la mort.

La communauté internationale (ONU, UE, OUA) le sait. Mais elle se rend complice des crimes contre l'humanité au Kivu par allégeance au « Tutsiisme » et aux centres des pouvoirs économiques qui manipulent la vérité pour continuer à profiter des trafics organisés par les forces rebelles et d'occupation instituant ainsi une mafia dangereuse pour la paix dans toute la région de grands lacs africains. Elle tente timidement de soutenir le respect des accords de paix de LUSAKA signés entre les belligérants, sans un engagement concret.

Une Hécatombe : les pillages et les vols ont détruit le tissu socio-économique et l'environnement, tueries, répressions, exécutions sommaires, rançonnements sont monnaies courantes chez les belligérants maîtres des provinces occupées de la R.D.C.

La gestion de la population repose sur la terreur, les intérêts financiers passent avant les droits, l'ethnisme et les violations massives des droits des humains sont les lots quotidiens de la population. Malgré l'avancée des occupants et rebelles dans les provinces du Kasai, de l'Equateur et du Katanga ; ils ne contrôlent pas jusque-là tout le kivu ; les 2/4 restent aux mains de la résistance

Mai-Mai divisant ainsi le Kivu en deux territoires chaque camp ayant ses chefs, ses lois et son administration. C'est la jungle totale.

Sur le plan social et économique la majorité de la population rurale vit dans la brousse fuyant les répressions des uns et des autres, abandonnant ainsi leurs villages et leurs champs et se trouvent confronté à la famine, aux maladies, ... et vivent comme des animaux sauvages. Les enfants ont abandonné l'école pour s'enrôler dans la rébellion ou la résistance Mai-Mai pour leur sécurité et survie. Les filles sont poussées à la prostitution dès l'âge de 12 ans. Les salaires n'existent plus. Les commerçants tombent progressivement en faillite. Le troc est à la une et les disettes saisonnières sont d'activité dans tous les recoins des provinces occupées. Les populations se trouvent ainsi plongés dans une situation de misère indescriptible.

Ainsi, la guerre du RCD au lieu de résoudre les problèmes sociaux et ceux de cohabitation ethnique, a plus que jamais contribué à élargir le fossé entre les différents groupes, à multiplier les barrières, à entretenir la méfiance, la Peur et la haine.

Le fait de hisser de nouveaux drapeaux au Kivu, le 30 juin 1999, fête de l'indépendance nationale du Congo / Kinshasa, est venu corroborer l'idée nourrie déjà par la population autochtone selon laquelle les Rwandais ont des visées expansionnistes au Congo.

Sur le plan sanitaire,

La situation est affreuse. Les établissements médico-sanitaires sont quasi-inexistants. Et là où ils existent, la plupart sont devenue de véritables mouvoirs, les produits pharmaceutiques sont devenus rarissimes. La population se ravitaille auprès des commerçants ambulants sans aucune formation médicale. Ils vendent ainsi des produits souvent mal conservés, à des doses incertaines avec risque d'intoxication. Les services de surveillance épidémiologiques ont cessé d'exister.

On assiste à une recrudescence de certaines maladies : Sida, choléra, diarrhée sanguinolente, méningite, poliomyélite, ainsi que toutes les autres maladies caranciales, parasitaires et endémiques.

Les lépreux et les tuberculeux n'ont plus de médicaments et certains ont arrêté leur cure, faute d'approvisionnement. Le seul salut est dans la médecine traditionnelle et le fétichisme.

Les groupes les plus vulnérables sont : les vieillards, les femmes enceintes, les enfants et les jeunes. Ainsi les victimes se comptent par milliers.

Sur le plan politique :

Une rébellion impopulaire. Elle ne jouit d'aucun crédit au sein de la population des zones occupées. Elle reste minée de l'intérieur par des dissensions internes. La sécurité des personnes et de leurs biens pour lesquels ils seraient en rébellion sont oubliés. Une rébellion qui n'incarne aucune valeur Démocratique, aucun plan de redressement socio-économique des zones administrées, ...

Sur le plan religieux

Les relations avec l'Eglise, notamment l'Eglise catholique romaine, ne sont pas au bon fixe. Depuis la mort de l'Archevêque de Bukavu (RDC), Monseigneur Munzinhirwa christophe, s.j., le 29 octobre 1996, la liste des personnes ecclésiastiques tuées ne cesse de s'allonger : 4 prêtres, 1 diacre, 3 religieuses d'Uvira tués, 3 de Bukavu, 2 de Goma, 8 prêtres et 3 religieuses rwandais tués à Kalima (kasongo/Maniema) etc. 4 religieuses violées. Biens des Eglises ont été profanés (Kasika, Fizi, Sange, ...) et saccagées. Les couvents ont été cambriolés et dépouillés de tout aux yeux des fidèles. C'est une nouvelle persécution contre l'église qui est annoncée. A l'heure actuelle, bien les prêtres et pasteurs vivent en Exile ou la clandestinité sur leur propre territoire. L'Est de la RDC est devenu une poudrière. Huit armées, une douzaine de milices et beaucoup d'armées d'ombres s'y affrontent. Les droits des humains en pâtissent grandement. Le tissu social et économique fort laminé. Les valeurs morales et religieuses éclaboussées. La population est à la merci des belligérants. Sous l'œil complice de la Communauté Internationale.

I. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LA PROVINCE DU SUD-KIVU

I.1. ATTEINTE A LA SOUVERAINETE ET A L'INTEGRITE DE LA R.D.C.

Alors que les négociations allaient bon train à Lusaka, au Kivu, le RCD – Kigali hissa de nouveaux drapeaux pour signifier la sécession du Kivu. Pour la population, s'en était trop. Ainsi, le 30 juin 1999 sous l'égide du COJESKI (Collectif des Organisations et Associations des Jeunes du Sud-kivu) une marche pacifique de protestation eut lieu à Bukavu et se termina par la destruction de tous les drapeaux par la foule.

Cet acte va en outre en l'encontre de la charte africaine des Droits des peuples et même à la charte constitutive de l'ONU.

Sans trop de commentaires, voici repris en intégralité le Communiqué conjoint sur le protocole de jumelage – coopération entre la Province du Sud-Kivu et la Préfecture de la ville de KIGALI ; une annexion voilée du Sud-Kivu au RWANDA.

I.1.1. COMMUNIQUE CONJOINT SUR LE PROTOCOLE DE JUMELAGE – COOPERATION ENTRE LA PROVINCE DU SUD – KIVU ET LA PREFECTURE DE LA VILLE DE KIGALI

A l'invitation de l' Administration de la Préfecture de la Ville de Kigali représentée par son Préfet, Monsieur Marc KABANDANA, une délégation de la Province du Sud-Kivu, conduite par son Excellence Norbert BASENGEZI KATINTIMA, Gouverneur de Province, a effectué une visite de travail à Kigali du 21 au 24 Août 1999.

Cette visite était en rapport avec le jumelage – Coopération entre les deux Entités Administratives.

Les travaux se sont déroulés à l'Hôtel WINDSOR UMUBANO et ont été ouverts par son Excellence Désiré NYANDWI, Ministre de l'Administration Locale du Gouvernement de l'Union Nationale Rwandais, et en présence de Madame Constance MUKAYUHI RWAKA, Secrétaire Générale au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale.

Etaient également présents les invités représentant différentes institutions tant administratives que socio-économiques.

Durant les quatre jours de travail, les participants ont débattu de six domaines clés d'intervention, à savoir :

- *Economie, Commerce et Industrie ;*
- *Transports et Communications ;*
- *Domaine Socio- Culturel ;*
- *Agriculture, Elevage, Pêche, Tourisme et Environnement ;*
- *Urbanisme, Habitat et enfin*
- *Politique et Sécurité.*

Les cérémonies d'ouverture ont été suivies par une séance plénière au cours de laquelle une méthodologie de travail a été adoptée.

Les participants se sont partagés le travail selon leur domaine de compétence et ont constitué les différentes commissions.

A l'issue des travaux en commissions, les recommandations suivantes ont été émises.

1. Pour le domaine de l'économie, du commerce et de l'industrie

Les deux parties s'engagent à :

- *Faciliter les formalités douanières*
- *Promouvoir la formation et l'échange d'expériences*
- *Coopérer dans les services de recherche de nos administrations douanières*
- *Echanger toutes les informations nécessaires pour lutter contre la fraude qui ne profite qu'à des individus*
- *Harmoniser les régimes douaniers*
- *Organiser des séminaires de formation et des colloques en vue de maîtriser les techniques douanières*
- *Organiser des rencontres régulières entre les autorités douanières et les opérateurs économiques de deux entités*
- *Alléger des rencontres régulières entre les autorités douanières et les opérateurs économiques de deux entités.*

- *Promouvoir les sociétés immobilières privées ou parapubliques dans les domaines de l'aménagement et de la construction.*

6. Pour le domaine de la politique et de la sécurité

- *Eduquer la population sur le plan général et sur le plan politique,*
- *Encourager le principe de la coopération régionale*
- *Créer une commission mixte permanente de sécurité*
- *Encourager la bonne gouvernance et prendre les mesures énergétiques contre l'impunité,*
- *Que ce jumelage serve de courroie de transmission entre les Etats respectif,*
- *Combattre le climat de méfiance et de suspicion mutuelle en encourageant les formations conjointes dans le domaine de la police, la sécurité, la formation de cadres politiques et le recyclage militaire,*
- *Organiser des séminaires au profit des agents de l'administration de la Province du Sud-Kivu et ceux de la Préfecture de la ville de Kigali.*

Fait à Kigali, le 24 août 1999.

I.1.2. PROTOCOLE DE JUMELAGE – COOPERATION ENTRE LA PROVINCE DU SUD-KIVU ET LA PREFECTURE DE LA VILLE DE KIGALI

Entre :

La Province du Sud-Kivu, représentée par son GOUVERNEUR, d'une part ;

Et

La Préfecture de la ville de KIGALI, représentée par son PREFET, d'autre part ;

- *Considérant les liens historiques existant entre les deux peuples ;*
- *Considérant la proximité de le Province du Sud-Kivu avec la République Rwandaise ;*
- *Vu la nécessité de complémentarité entre les deux Entités Administratives ;*
- *Vu les besoins d'émergence économique et socio-culturel ;*
- *Soucieux de maintenir une sécurité permanente par une politique saine ;*
- *Compte tenu des phénomènes d'interdépendance sous régional*
- *Considérant la volonté exprimée librement par les deux Parties.*

EST CONVENU CE QUI SUIT :**Article 1^{er}**

La PROVINCE du Sud-Kivu et la Préfecture de la ville de KIGALI s'engagent à coopérer et à faciliter les rencontres directes entre leurs populations respectives en vue des échanges dans les domaines suivants :

1. *Domaine de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie*
2. *Domaine des Transports et des Communications*
3. *Domaine Socio-culturel*
4. *Domaine de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche, de l'Environnement et du Tourisme*
5. *Domaine de l'Urbanisme et de l'Habitat*
6. *Domaine de la Politique et de la Sécurité.*

1. Domaine de l'Economie , du Commerce et de l'Industrie

- *Relancer les activités industrielles compte tenu de nos potentialités*
- *Faciliter les formalités douanières*
- *Mettre en place une politique concertée de lutte contre la fraude*
- *Intensifier la coopération entre nos deux Chambres de Commerce*
- *Redynamiser le secteur des Services.*

2. Domaine des Transports et des Communications

- *Echanger les expériences*
- *Favoriser les investissements par les secteurs publics et/ou privés*
- *Favoriser les nouvelles technologies de communication*
- *Faciliter l'utilisation des infrastructures existantes.*

3. Domaine Socio-culturel

- *Echanger les informations et les expériences*
- *Favoriser l'émergence d'une culture de paix, d'unité et de réconciliation*
- *Favoriser les échanges en matière de formation, d'instruction et de recherche*
- *Collaborer dans le domaine de la santé préventive et curative*
- *Favoriser la promotion, la production et la circulation des activités culturelles et sportives*
- *Promouvoir l'émergence d'une presse libre et responsable.*

Article 4^{ème}

Ce jumelage – Coopération est d'une durée indéterminée.

EN FOI DE QUOI, les représentants dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Protocole.

Ce protocole est reproduit en deux exemplaires originaux.

Fait à KIGALI, le 24 août 1999.

**POUR LA PROVINCE DU SUD-KIVU POUR LA PREFECTURE DE LA VILLE
DE KIGALI**

Norbert BASENGEZI KATINTIMA

Marc KABANDANA

GOUVERNEUR

PREFET

**1.1.3. COMPOSITION ET RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'URBANISME ET
HABITAT**

Cette Commission était formée par 7 membres :

- | | |
|--------------------------------------|---------------------|
| 1. Thadée MUTWARE : | Président (Rwanda) |
| 2. M ^{me} MUJIJIMA Louise : | Secrétaire (Rwanda) |
| 3. MUSHENGEZI NYAMUHAMA | (Sud-Kivu) |
| 4. Jean-Pierre BABULIMO BANGA | (Sud-Kivu) |
| 5. BUTERA BAZIMYA | (Rwanda) |
| 6. SESONGA Léonard | (Rwanda) |
| 7. IJAMBAO SEMA André | |
| 8. KANAMUGIRE Callixte | (Rwanda) |

Le domaine de l'urbanisme, dans ce cadre de Jumelage a été abordé sous trois points qui sont les suivants :

1. *Importance de l'Urbanisme dans son ensemble*
2. *Etat urbanistique actuel des deux villes (Bukavu et Kigali)*
3. *Formulation des recommandations*

l) Dans le souci de commencer le débat en parlant le même langage, la commission a commencé par définir l'urbanisme qui est une science, un art, un ensemble des techniques qui mène à une gestion convenable de l'espace urbain.

L'urbanisme se résume en 3 grands programmes :

- *Programme de planification de l'occupation du sol ;*
- *Programme de développement et d'exécution ;*
- *Programme de gestion des espaces disponibles.*

II) Etat urbanistique actuel des deux villes (Bukavu et Kigali)

a) La ville de Bukavu

La situation urbanistique de cette ville se situe en 3 périodes :

- Le temps des colons : Tout était planifié, les documents d'urbanisme existaient et la gestion urbaine dans l'ensemble était bonne ; c'est-à-dire que la législation dans la matière d'urbanisme était respectée.
- Le temps du régime Mobutu : Dans un premier temps, la continuité de la bonne gestion s'est fait sentir.
C'est autour des années 1975 que l'anarchie commence, on ne respecte plus la législation foncière, les fonctionnaires du gouvernement ne sont plus payés, et cette situation touche également le domaine de l'urbanisme.
Les techniciens du domaine, pour pouvoir survivre se mettent à distribuer des terrains non lotis moyennant des commissions. On assiste également à un exode rural et c'est ainsi que les quartiers spontanés s'installent à Bukavu.
- Le temps actuel : Depuis la guerre de 1996 jusqu'aujourd'hui, les nouvelles autorités ne gèrent que les conséquences de toute cette situation ci-dessus décrite.
Jusque là il y a une insuffisance de moyens financiers pour pouvoir corriger les failles des régimes précédents dans le domaine de la gestion urbaine.

b) La ville de KIGALI

Dans l'ensemble nous constatons que la situation urbanistique de la ville de Kigali est pratiquement la même que celle de la Ville de Bukavu (les quartiers spontanés, l'inexistence ou insuffisance des infrastructures sociales telles que les routes, l'eau potable, l'électricité, l'assainissement ...).

III) Les recommandations

- Mise sur pied d'une politique nationale de l'habitat et sa mise en œuvre
- Création des centres de documentation permettant des échanges d'information documentaire
- Organisation d'un programme d'échanges à travers :
 - Les visites de formation de techniciens municipaux
 - Les échanges dans le cadre de la formation académique
 - L'échange des techniciens dans le cadre de la coopération bilatérale (gestion foncière et planification).
- L'ouverture du marché immobilier aux investisseurs et hommes d'affaires
- La création des espaces aménagés pour les monuments, les espaces verts destinés à accroître les relations entre les deux régions jumelées d'une part et ériger les œuvres symbolisant leur histoire d'autre part.

I.1.4. RAPPORT DE LA COMMISSION TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Cette Commission était formée de 5 membres :

1. MORISHO SELEMANI : Président de la Commission (Sud-Kivu)
2. RWAGASORE Innocent : Secrétaire de la Commission (Rwanda)
3. MULONDA WILOLWA : Membre (Sud-Kivu)
4. KAYIHURA Jean-Pierre : Membre (Rwanda)
5. IRANKUNDA Maussen : Membre. (Rwanda)

La problématique de ce secteur est liée aux infrastructures de base et d'exploitation.

I. TRANSPORT

a) TRANSPORT TERRESTRE

Infrastructures

Les parties sont d'accord que la voie routière entre KIGALI et Bukavu existe et qu'elle est en bon état. L'on peut aussi aller de Kigali à Uvira en passant par la voie nationale (l'escarpement de Ngomo) bien qu'en terre mais la route est bien entretenue. On peut aussi joindre UVIRA en passant par Bugarama et Kamaniola.

Le Sud-Kivu est en train de réhabiliter les routes de l'intérieur, ce qui permettra dans le cadre de ce jumelage de relier KIGALI à l'intérieur de la province du Sud-Kivu. Les 2 parties recommandent d'harmoniser les normes de construction routière en ce qui concerne les charges à l'essieu, recommandent également l'échange d'expérience entre experts en matière de réhabilitation des infrastructures.

Exploitation

Les 2 parties ont fait le constat ci-après : l'exploitation de cette voie de communication se fait en sens unique beaucoup plus par la partie rwandaise (secteur public et secteur privé).

Malheureusement cette exploitation ne s'arrête qu'à Cyangungu. Dans le cadre de ce jumelage, les parties souhaitent que l'exploitation rwandaise arrive jusqu'au Sud-Kivu et que le Sud-Kivu fasse un effort dans le même sens jusqu'à Kigali. On encourage les rencontres fréquentes entre les associations d'exploitants publiques et privées de Kigali et du Sud-Kivu.

b) TRANSPORT AERIEN

Infrastructures

La Commission a constaté que les infrastructures aéroportuaires au niveau de Kigali sont conformes aux normes internationales.

Au Sud-Kivu, il existe un aéroport qui reçoit des gros porteurs, celui de Kavumu qui malheureusement n'est pas balisé et dont les infrastructures de communications sont presque inexistantes. Le Sud-Kivu possède également des aérodromes dans chaque territoire qui reçoivent des petits porteurs.

1. LES CAUSES D'INSECURITE

La Commission a épinglé les causes majeures d'insécurité :

- a. L'ignorance
- b. La pauvreté
- c. Les injustices
- d. L'impérialisme
- e. Le manque d'unité, de coopération et la désintégration régionale
- f. La mauvaise gouvernance et la corruption.

2. LES RECOMMANDATIONS

La Commission a formulé les recommandations suivantes :

- a) Eduquer la population sur le plan général et sur le plan politique
- b) Encourager le principe de la coopération régionale
- c) Créer une commission mixte permanente de sécurité
- d) Encourager la bonne gouvernance et prendre les mesures énergétiques contre l'impunité
- e) Que ce jumelage serve de courroie de transmission entre les Etats respectifs
- f) Combattre le climat de méfiance et de suspicion mutuelle en encourageant les formations conjointes dans le domaine de la police, la sécurité, la formation des cadres politiques et les recyclages des militaires
- g) Organiser des séminaires au profit des Agents de l'Administration de la province du Sud-Kivu et ceux de la Préfecture de la ville de Kigali
- h) La population de la province du Sud-Kivu et la population de la préfecture de la ville de Kigali encouragent la signature des accords de cesser le feu de LUSAKA et demande à la communauté internationale de lever tous les obstacles à la signature de ces accords.

1.1.6. COMMISSION AGRICULTURE – ELEVAGE, ENVIRONNEMENT ET TOURISME

Cette Commission était formée par 10 membres dont :

- | | | |
|---------------------------|---|--|
| 1. Isidore GASARASI | : | Président de la Commission (Rwanda) |
| 2. Dr ; ASUMANI | : | Secrétaire de la Commission (Sud-Kivu) |
| 3. Prof. BITIJULA | : | Membre (Sud-Kivu) |
| 4. Dr. NDAKENGWA Octavien | : | Membre (Rwanda) |
| 5. KANTENGWA Anne-Marie | : | Membre (Rwanda) |
| 6. MARY Prosper | : | Membre (Rwanda) |
| 7. MUVUNYI Augustin | : | Membre (Rwanda) |
| 8. UMUTANGUHA Eulalie | : | Membre (Rwanda) |
| 9. GATERA Manzi | : | Membre (Rwanda) |
| 10. DUSABEMUNGU Gervais | : | Membre (Rwanda) |

I. TOURISME

a) Inventaires des ressources existantes

La ville de KIGALI

- Danses INTORE
- Systèmes hôteliers
- Pistes d'aviations
- Race locale de la vache Ankore (NYAMBO)
- Les parcs nationaux : les parcs des volcans et de l'Akagera
- La Forêt de Nyungwe
- Œuvres d'art
- Etc.

Sud-Kivu

- PARC National de KAHUZI-BIEGA
- Systèmes hôteliers
- Réserves forestières d'ITOMBWE : beaucoup de ressources animales et végétales
- Lac-Kivu et ses îles et îlots
- Œuvres d'art
- Les eaux thermales

b) Recommandations

- Création des jardins zoologiques et parcs de récréation avec échange des ressources attractives
- Mise en place des musées en faisant recours aux patrimoines touristiques
- Edition d'un dépliant pur la promotion des sites identifiés
- Projet commun de création d'une école ou centre de formation en tourisme et hôtellerie.

II. ENVIRONNEMENT

- Echanges d'expériences dans la protection des espèces animales ou végétales protégées
- Application des mêmes règles de gestion de l'environnement
- Stratégies communes de lutte contre les calamités
- Stratégies concertées de gestion des systèmes d'évacuation des eaux usées et des déchets solides
- Echanges d'expériences pour la création des espaces verts et parcs d'attraction
- Politique concertée dans la conservation de la nature.

c) Agriculture et Elevage

- *Mise en place d'une politique commune d'imposition d'intrants agricoles*
- *Echange des résultats et expériences dans le domaine des recherches agro-zootecniques*
- *Echange des technologies appropriées dans le domaine agro-zootecniques ; semences améliorées, fabrication d'aliments, production des champignons*
- *Echange d'expérience dans le domaine d'élevage en stabulation*
- *Création d'une zone franche pour échange des produits agro-pastoraux,*
- *Facilités l'acquisition des matériels génétiques améliorés et adaptés*
- *Facilités d'écoulement des produits animaux spécialement la viande et le lait*
- *Stratégie commune de lutte contre les maladies animales et végétales*
- *Création d'un bureau permanent d'échanges d'information dans les domaines d'agriculture et élevage.*
- *Constitution d'une banque des données sur la médecine traditionnelle curative des maladies régionales (animales et végétales) ainsi que sur leur mode d'emploi et traitement*
- *Echange d'expérience dans la transformation et conservation des produits agricoles et animales (lait – patate douce)*
- *Politiques de l'approche intégration agriculture et élevage.*

d) Pêche

- *Politique concertée de conservation des espèces halieutiques*
- *Facilités d'accès aux produits de pêche des lacs TANGANIKA & KIVU*
- *Echange d'expériences dans la pisciculture familiale.*

CONCLUSION DE LA COMMISSION

Dans les domaines qui nous concernent notamment Agriculture, Elevage, Environnement et Tourisme ? ce projet de jumelage peut résoudre un bon nombre de problèmes à la base de notre pauvreté.

La Préfecture de la Ville de KIGALI comme le Sud-Kivu partagent les mêmes réalités qui font que les solutions communes constituent une voie véritable de développement socio-économique et politique.

I.1.7. COMPTE-RENDU DES TRAVAUX EN ATELIER DE LA COMMISSION ECONOMIE, COMMERCE ET INDUSTRIE

Cette commission était composée par les membres ci-après :

1. CHIHUBAGALA CHINJA (Sud-Kivu)
2. MILABYO MUGHIMA BASILA (Sud-Kivu)
3. Simon BUABUA (Sud-Kivu)
4. Maurice KAONGO (Sud-Kivu)
5. SHUNGU MUSOLO (Sud-Kivu)
6. Simon SEBITEREKO (Rwanda)
7. MUNYAKAZI Juru Antoine (Rwanda)
8. RUGIRAMUMARO Alphonse (Rwanda)
9. GAKUBA RUBOJO Egide (Rwanda)
10. KADELI Alexis (Rwanda)
11. IRENNEE BUBINGO. (Sud-Kivu)

1. COMPOSITION DU BUREAU

Après concertation, débats et délibérations, le Bureau a été constitué de la manière suivante :

1. Président : MUNYAKAZI JURU Antoine (Rwanda)
2. 1^{er} Secrétaire : MILABYO MUGHIMA BASILA (Sud-Kivu)
3. 2^{ème} Secrétaire : SIMON BUABUA NDAYE. (Sud-Kivu)

2. TRAVAUX PROPREMENT DITS

La commission a pris connaissance du protocole d'accord de coopération entre la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda et la Fédération des Entreprises du Congo signé à Kinshasa en date du 12 août 1997 et qui avait pour objectif d'accroître et d'élargir les relations de coopération économique et commerciale entre le Rwanda et le Congo.

Après examen de ce document, la commission propose que celui-ci serve de cadre juridique de promotion de la coopération économique et commerciale entre la province du Sud-Kivu et la P.V.K.

La commission a aussi pris connaissance d'un document élaboré par la partie Rwandaise ayant fait trait au renforcement des échanges économiques et commerciaux entre l'Est de la République Démocratique du Congo et le Rwanda. Après débat, la commission a reconnu la pertinence des propositions énoncées dans ce document et suggère qu'il serve d'orientation pour les travaux ultérieurs en matière économique et commerciale;

Dans la suite, certaines urgences ont retenu l'attention de la commission :

1. Pour les deux Chambres de commerce

- *La partie Rwandaise s'engage à faire accélérer les formalités de travail des camions transportant des marchandises à destination de la province du Sud-Kivu.*

- *En ce qui concerne l'interdiction de passage à travers le Rwanda des camions transportant des poissons salés à destination de la province du Sud-Kivu, la partie Rwandaise fait constater que l'importation des poissons était momentanément interdite au Rwanda, à cause de l'empoisonnement au niveau du lac, Victoria et que les démarches étaient en cours pour trouver une solution à ces problèmes.*
- *Les deux parties conviennent que les opérateurs économiques Rwandais désireux de s'implanter dans la province du Sud-Kivu doivent respecter scrupuleusement la réglementation économique de la République Démocratique du Congo.*
 - *La coopération dans la formation du personnel bancaire du Sud-Kivu et l'appui à la redynamisation de ce secteur. La Chambre de Commerce et d'industrie du Rwanda sensibilisera les opérateurs économiques de la P.V.K. dans ce sens.*
- *Les deux Chambres de Commerce conviennent d'échanger toutes les informations nécessaires pour lutter contre la fraude qui ne profite qu'à des individus.*

2. L'Office des Douanes et Accises (OFIDA) et Rwanda Revenue Authority (R.R.A.)

La Commission suggère :

- a) *L'harmonisation des régimes douaniers entre la province du Sud-Kivu et la P.V.K.*
- b) *L'échange d'expériences par l'organisation des séminaires de formation et de colloques en vue de bien maîtriser la technique douanière,*
- c) *La coopération des services de recherche de nos administrations douanières respectives, pour parvenir à réprimer la fraude,*
- d) *L'organisation des rencontres régulières entre les autorités douanières et les opérateurs économiques des deux entités*
- e) *L'allégement des procédures administratives dans les postes frontaliers de la province du Sud-Kivu et du Rwanda.*

3. Dans le domaine de l'énergie

La Commission propose :

- *L'accessibilité de plus en plus améliorée en énergie électrique au bénéfice de nos populations,*
- *La signature d'un accord entre l'ELECTROGAZ et la SNEL pour l'électrification de la localité de Kamanyola,*
- *L'échange d'expérience et du matériel dans le secteur énergétique,*
- *La coopération dans les échanges de produits ethniques pour le traitement de l'eau,*

- La relance des activités de recherche dans le secteur énergétique (gaz méthane du lac Kivu, la tourbe, l'éthanol, le bio-gaz).

CONCLUSION DE LA COMMISSION

La commission propose l'instauration d'un comité de suivi en matière économique, commerciale et financière qui devrait se réunir au moins une fois par mois. Il a été suggéré que la prochaine réunion se tienne le mois prochain à Bukavu.

Les membres de la commission se félicitent de l'esprit de fraternité et de compréhension mutuelle qui a régné tout au long de leurs travaux et sont convaincus que cet esprit facilitera grandement la promotion des échanges commerciaux entre la province du Sud-Kivu et la Préfecture de la Ville de Kigali.

I.1.8. ATELIER SOCIO-CULTURELLE

Cette commission était formée de 15 membres ci-après :

- | | |
|---------------------------|------------|
| 1. MWENYEMALI KASILEMBO | (Sud-Kivu) |
| 2. Maman TSHISEKEDI | (Sud-Kivu) |
| 3. MULINDWA ITONGWA | (Sud-Kivu) |
| 4. Balthazar MUHIGIRWA | (Sud-Kivu) |
| 5. Joseph MBONEKUBE | (Sud-Kivu) |
| 6. MWITENDE Aloys | (Sud-Kivu) |
| 7. MAKUZA Vianney | (Rwanda) |
| 8. RWIGAMBA BARINDA | (Rwanda) |
| 9. BUTOTO Jean | (Rwanda) |
| 10. NYIRABUKEYE Anastasie | (Rwanda) |
| 11. NIRERE Marie-Rose | (Rwanda) |
| 12. RUTALI Gérard | (Rwanda) |
| 13. ASHIMWE Mary | (Rwanda) |
| 14. RWAKA Constance. | (Rwanda) |

COMPOSITION DU BUREAU

- | | | |
|--------------------------|----------------------------|------------|
| 1. Prof RWIGAMBA BARINDA | : Président | (Rwanda) |
| 2. MWENYEMALI KALISEMBO | : Vice-Président | (Sud-Kivu) |
| 3. MUHIGIRWA Balthaza | : Secrétaire côté Sud-Kivu | (Sud-Kivu) |
| 4. NYIRABUKEYE Anastasie | : Secrétaire côté P.VK. | (Rwanda) |

METHODOLOGIE ADOPTEE

Harmonisation des titres tirés dans les 2 documents de base. Les titres retenus par la commission sont les suivants :

1. Education
2. Santé
3. Femme et Famille
4. Jeunesse
5. Groupe vulnérable
6. Sports et Loisirs
7. Culture, Information et Presse.

Les recommandations qui ont été retenues dans chaque domaine sont les suivantes :

1. EDUCATION

Compte tenu des réalités actuelles, la commission recommande ce qui suit :

- Le recrutement des Enseignants devra se faire à travers un cadre de jumelage et création d'un organe de suivi chargé de contrôle.
- Que l'argent des cotisations sociales soit versé sur le compte de l'enseignant après son départ, son décès, etc. ...
- Concernant l'Enseignement Supérieur, universitaire et Recherche Scientifique, la commission souhaite :
 - L'échange des professeurs, des chercheurs,
 - Communication des résultats des recherches,
 - L'échange entre les différentes institutions d'Enseignement Supérieur
 - L'échange des Etudiants en formation ou des stagiaires,
 - Proposition d'envoyer les étudiants de la P.V.K. à l'ISDR (Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu).
- Une recommandation importante a été formulée au niveau des enfants qui terminent leurs humanités dans le Sud-Kivu et dont leurs copies d'examens d'Etat sont bloquées à cause de la guerre.

La commission recommande que tout soit fait pour que les examens d'Etat 1998 et 1999 trouvent une solution de correction en passant par l'UNESCO par exemple.

2. SANTE

- Echange du personnel médical
- Transfert des malades dans le cadre du SUREMED
- Formation des spécialistes en médecine du 3^{ème} cycle chirurgie, pédiatrie, gynécologie, médecine interne à Kigali
- Echange des stratégies dans le domaine de la lutte contre le SIDA, les maladies sexuellement transmissibles, le paludisme et autres maladies.

3. FEMMES ET FAMILLE

Après l'audition des problèmes des mamans du Sud-Kivu, membre de la commission, les recommandations suivantes ont été arrêtées :

- Que les femmes du Sud-Kivu entrent en contact avec les Associations des femmes ruandaises, notamment le collectif (Pro-femme twese Hmwe) pour bénéficier de leurs expériences.
- Que les voyages d'échanges d'expériences soient organisés.

4. JEUNESSE

I.2. ATTEINTES AU DROIT A LA VIE ET BANALISATION DE LA MORT

- *Le 16 avril 1999 à Mpene kusu, Moire et Salome sont égorgés par les Mai-Mai pour complicité avec la RCD.*
- *Le 22 avril 1999 à Nyalukungu/Shabunda, les Mai-Mai exécutant : Mme Bitondo, Kisama, Kabusango, Nsinga, (égorgés) alors que Kisambale est brûlé vif pour cause de sorcellerie.*
- *Le 25 avril 1999 à Mwamba, Mr. Mungalama et le Pastuer Kabusuku sont égorgés.*
- *Mai 1999 à Kitutu, les Mai-Mai égorgent Mme Ngozi (pour la sorcellerie), les chefs de groupement (chefs locaux traditionnels) Muganza Musali, Banamukika, Ombeni Kisegenyo et M. Wabenga, Mme Kamwanga pour laisser-aller et le refus de faire la guerre contre la RCD.*
- *Le 05/05/1999 à Shabunda-Mpenekusu, exécution de Mathias Kingambwa après lui avoir coupé le sexe par les éléments du RCD motif complicité avec les Mai-Mai.*
- *Le 10/05/1999 à Kazombo, assassinat de 3 personnes par la RCD.*
- *Le 12 et 17/05/1999 Binkutu, Lusenge et Nyalukungu, assassinats de 12 personnes par la RCD dont Bernard et Baudouin pour la complicité avec les Mai-Mai.*
- *Le 25/05/1999 à Kingulube, assassinat de Dalida MUKUZU pour complicité avec les Mai-Mai.*
- *Le 31/05/1999, massacre de 100 personnes entre kingulube et Shabunda-centre par les forces du RCD.*
- *Le 15 – 16/05/1999 à Uvira, les militaires tutsi du RCD assassinent 12 personnes dont Ndaye Risasi 25 ans et kalenga Ebochwa en répression contre la mort d'un militaire tutsi à Kilimabenge.*
- *Le 20/06/1999, assassinat d'un convoyeur du diocèse d'Uvira, non autrement identifié.*
- *Le 24/06/99 à Rubanga (Plaine de la Ruzizi), exécution par collier de feu par le commandant Jaguar kamonyo du RCD. Ce dernier a brûlé vif, deux anciens éléments de FAC, Déogratias BWIMA (39 ans) et Jojo FATAKI.*
- *Le 30 juin 1999 à Bukavu, arrestation de Mushagalusa par les éléments du RCD. Motif : participation à la marche pacifique de la contre le drapeau. Il serait déporté au Rwanda. Et à présent, on n'a aucune de ses nouvelles.*
- *Du 31 Mai au 06 juin, après une confrontation armée entre Mai-Mai et forces du RCD, les derniers incendièrent 18 ,villages en territoire de Shabunda dont MPENEKUSU, Mwamba, Kiloza, Wasezia, Mikaba, Lugezi, Nyalukungu, Idemba,*

Kyanama, Penekasingi, Mizombo, Tangila, Kizinga, Kipombo, Lukamba, Kibanda, Idumbo, Musingini.

Sous la même rubrique de Banalisation de la mort, nous faisons ici, aussi allusion du rapport – Bilan de la conférence des chefs coutumiers du Sud-Kivu tenue au cercle sportif de Bukavu du 04 au 09 octobre 1999 ; laquelle conférence révélant la situation très sombre ci-après :

- *+ ou – 240 personnes déjà tuées à Kasika . Mwenga*
- *+ ou – 60 personnes déjà tuées dans la Plaine de la RUZIZI dans le Territoire d'UVIRA.*
- *+ ou – 72 personnes déjà tuées à BURHINYI / MWENGA.*
- *+ ou – 136 personnes tuées à KITUTU / MWENGA.*
- *+ ou – 40 personnes tuées à LUHWINJA / MWENGA.*
- *+ ou – 134 personnes tuées à KAZIBA / WALUNGU.*
- *+ ou – 40 personnes tuées à NYALUKUNGU dans le WAKABANGU I.*

Ce bilan non exhaustif fourni à la présence du Gouverneur de la Rébellion au SUD-Kivu, démontre à suffisance le Niveau d'atteintes au Droit à la vie dans le Sud-Kivu / R.D.C.

I.3. ARRESTATIONS ARBITRAIRES, ENLEVEMENTS ET DETENTIONS ILLEGALES

- *Le 04/04/1999 : à Bagira, enlèvement du Pasteur Bashombana CIHIRWA Paul soupçonné d'être interhamwe. En réalité, un hutu vivant au Congo. Jusqu'ici, il a disparu.*
- *Dans la nuit du 04 au 05 avril 1999 : pillages par forces du RCD des villages de MABINGU et KABUSHWA en territoire de Kabare / Bukavu.*
- *Le 05/04/99 : Une équipe composée de 27 militaires sous le commandement de Didier MULIKUYA a fait irruption à FUNU/B (Garunua) vers 19h00'. Les soldats ont arrêté les jeunes garçons, les femmes, les hommes et les enfants qu'ils rencontraient et volés ceux qui les intéressaient. Ils ont avancé comme motif le démantèlement du noyau des Mayi-Mayi qui s'entretenaient au maniement des armes. Ironie du sort, aucune arme n'a été retrouvée à cet endroit ; les innocents arrêtés seront libérés après avoir remis de l'argent au commandant.*
- *Le 07/04/99 : Mr. Jean-Jacques SAINZONGA s'est vu ravir sa montre, sa carte d'identité et sa ceinture vers 19h15' par les militaires à FUNU.*
- *Le 10/04/99 : Mr. Théophile SAINZONGA se tenait devant leur maison, les militaires lui ont arraché sa montre, 10 \$ U.S. et ses souliers.*

- **Toujours en avril 1999 :** Le propriétaire de la boutique Lumière du centre commercial / O.N.L. Cimpunda a reçu trois balles à la jambe après que les militaires aient dépouillé sa boutique.
- **Le 05/04/99 :** La femme du feu TABARO SANDOKA habitant à Cimpunda a été menacée par trois militaires qui l'ont ravi une farde de cigarettes et l'ont promis de « suivre » son mari dans quelques jours. Tout cela parce que la veuve a refusé de céder à la promesse d'un de ces inciviques. Toutes les autorités militaires et civiles au niveau de la commune de Kadutu sont saisies de cette situation mais personne n'ose inquiéter ces trois Jeunes de l'O.N.L. / Cimpunda à l'endroit de ces inciviques. Nous signalons Mr. TABARO SANDOKA a été assassiné par 6 militaires Tutsi au moment où il venait du centre commercial de Cimpunda où il vendait ces cigarettes. Ces assassins lui ont ravi 100 \$, 1.600.000 NZ et 10 fardes de cigarettes.
- **Au début avril :** Le chef de quartier de NYAMUGO, Mr. KIBIKIBI WALUMONA a rendu l'âme suite aux tortures lui impliquées par les militaires du Commandant CHUMA (ex. Mayi-Mayi au service des agresseurs).
- **Toujours en avril 1999 :** Mr. l'Abbé Emmanuel MUSODA, curé de la paroisse de Cimpunda a été menacé plusieurs fois par les militaires du camp T.V. mais les ordres de leur commandant Justin Nardin LUBALA. Il lui a été disait-il d'être habitué à faire la politique dans l'Eglise.
- **Vers la fin du mois d'avril 1999,** la famille de Mr ; TEBURA de la nationalité congolaise habitant sur l'avenue Buhende / Cimpunda s'est vu encore une fois de plus visitée par les soldats Rwandais. Ces derniers sont toujours à la recherche d'un de ses fils surnommé Pasteur qui a vécu plusieurs années au Rwanda, séparé de son épouse, Tutsi du Rwanda depuis les événements de 1994, se voit souvent insécurisé par les militaires Tutsi commandé par les concubins de son épouse. Cette dernière craint que son époux ne réclame ses biens abandonnés au Rwanda. Maintenant, ils traitent le Pasteur d'un interhamwe pour qu'ils parviennent à l'éliminer au cas où ils mettraient la main dessus.
- **Dans le même mois d'avril 1999 :** Le curé de la Paroisse de Ciriri, Abbé Prothée a été escorté, comme un voleur par les militaires avec une dizaine de ses fidèles. Le motif de cette arrestation fait suite à la liste de noms de victimes qu'a été dressé par les chrétiens et non seulement les noms de victimes des tracasseries militaires mais aussi les objets saisis. Ils ont été libérés grâce aux pressions des fidèles chrétiens de la paroisse de Ciriri, des prêtres et surtout de l'archevêque, après avoir été torturé.
- **Fin avril et début mai 1999 :** le chef du quartier Nkafu, Mr. Patient BAGALWA, dans la commune de Kadutu s'est vu arrêté plus de 4 fois dans moins d'un mois et demi par le commandant Jean-Marie (sujet Rwandais) puis par le commandant de l'auditorat militaire, l'inspecteur KANDUDIE.
A chaque arrestation, il subissait des traitements inhumains et dégradants devant sa famille et sa population. Les militaires en complicité avec Mr. TEMBETEMBE, chef d'avenue de son entité. L'accusant d'être en intelligence avec les éléments de F.A.P. (Mayi-Mayi)

- **Le 09/05/1999** : Mr. JAGEN (petit fils de Mr. KARASHIMA) comptable à la commune d'Ibanda, a été ligoté vers 5h30' du matin, par les militaires déserteurs. Il a été libéré à 100 mètres de chez lui après avoir payé la somme de 1.500.000 NZ (150 \$ U.S.) cinq jours après il sera recherché par le commandant Chris du Bureau de renseignement basé à la Brigade.
- **Le 14/06/1999** : Le commandant Adolphe Bila du camp T.V., nouveau commandant à l'époque qui a remplacé Justin Nardin LUBALA a organisé un bouclage à Cimpunda et à Nyakaliba. Ils ont arrêté beaucoup d'enfants, des jeunes et des adultes. La population est accusée de commettre des actes de vandalisme à l'endroit des militaires par jet des pierres.
- **Le 15/06/1999** : le chef de quartier Mosala, Mr. Pascal MAZINGE a échappé plusieurs fois aux pièges du RCD. Il sera suspendu de ses fonctions par le Bourgmestre de Kadutu sous l'initiative des autorités du RCD pour avoir troublé la rencontre entre les autorités militaires et la notabilité de Kadutu. Il lui est reproché encore de n'avoir fourni aucun effort pour s'impliquer dans la philosophie du RCD. Voulant déposer sa démission, il sera intimidé par les agents de la sécurité.
- **Le 25/06/1999** : arrestations arbitraires et détentions illégales de DJUMA EMEDI et IDI ABEDI pour avoir réclamé leur bus par le commandant MACHUMU. Ils furent accusés de complicité avec les Maï-Maï.
- **Le 03/07/1999** : tentative de vol au couvent des sœurs missionnaires d'Afrique du lycée WIMA à Bukavu par les éléments du RCD. Elles devront leur salut grâce à la population arrivée à la rescousse. Monsieur BUTONYI fut abattu par un militaire du RCD en débandade.
- **En date du 22 septembre 1999**, les autorités du RCD à GOMA ont arrêté le Mr Patient BAGENDA BALAGIZI, secrétaire Général de l'ONGD COMITE ANTI-BWAKI du Sud-Kivu lorsqu'il était de transit à GOMA en route pour Entebbe (Ouganda). Après un interrogatoire serré où l'infortuné devrait répondre de tous les visas de voyages qu'il avait déjà effectué depuis le début de l'année, de ses activités professionnelles et extra-professionnelles, ses connaissances à Kinshasa, son appartenance à la Société Civile du Sud-Kivu et ses « intentions » de se rendre à Kinshasa ainsi que des éventuels contacts qu'il aurait eu (selon ces mêmes autorités) avec le chargé d'affaires de l'Ambassade du Congo à Nairobi, il n'a été libéré que vers 18 heures.
En plus, il devait se présenter pendant deux jours à la Direction Générale de la Sécurité Intérieure, au bâtiment appelé « Chien Méchant » presque chaque jour de 10 heures à 15 heures.
C'est tard, le vendredi 24 septembre 1999 qu'il a été autorisé de rentrer sur Bukavu sans son passeport et sans sa carte d'identité, par le Directeur Général Adjoint, Mr. Justin KOZANGA, promesse lui a été faite que l'enquête sur sa personne allait se poursuivre. Jusqu'à présent, il est donc sans papiers d'identité (carte pour citoyen) et sans passeport en attendant l'aboutissement de « l'enquête ». Prions le Bon Dieu pour qu'il les ait un jour.

I.4. INSECURITE GENERALISEE

Le Kivu reste divisé en zones d'influences Mai-Mai ou RCD. Cette situation crée des barrières entre les deux camps où pour passer la population est soumise à des multiples tracasseries. Ainsi, la population a décidé de vivre soit en ville, soit à la campagne et ne circule presque plus.

Les routes de Bukavu, Uvira, Goma sont ainsi coupées de tout trafic par les Mai-Mai pour asphyxier les forces d'occupation et de rébellion dans les villes et cités.

Sur la route de Bukavu-Kamituga-Shabunda-Kindu, le trafic est interrompu à partir du village de Tubimbi jusqu'à celui de Mungombe. Cette situation oblige la population (y compris les rebelles du RCD) à n'utiliser que le transport aérien desservi par un aéronef de Madame Aziz Khursum (président de la fabrique de tabac UZABUCO de Bukavu et qui a ouvert un comptoir d'achat d'or à Kamituga depuis le mois de février 1999. Elle a été aussi active dans le trafic d'armes au profit des rebelles Burundais du CNDD entre 1994-1996). Cette situation rend aussi difficile le ravitaillement de la ville de Kamituga, de la zone rurale de Mwenga et Shabunda en produits alimentaires, pharmaceutiques et autres de premières nécessités.

Sur d'autres axes routiers du kivu (Bukavu-Goma-Butembo, Bukavu-Uvira-Fizi), le trafic est timide mais existant. Cependant, l'insécurité y est quasi-permanente à cause de l'érection de plusieurs barrières policières par les différentes bandes armées (RCD, Mai-Mai, Ex-FAR, ...) et leurs attaques sporadiques sur les camions des commerçants. En effet :

- **Le 03 juillet 1999** : un groupe des ex-FAR et interhamwe avec leurs alliés Mai-Mai ont dévalisé dans les escarpements de Ngomo (sur la route Bukavu-Uvira) six véhicules des commerçants emportant le butin estimé à plus de 20.000 \$ US.
- **Le 04 juillet 1999** : à Cigogo entre Nyagezi et Mumosho (sur la route Bukavu-Uvira), ils dévalisèrent encore 3 véhicules dont une des religieuses catholiques.
- L'érection d'un poste douanier sur la route Bukavu-Butembo chargé de perception des taxes sur les biens en provenance de la ville congolaise de Butembo. Depuis le mois de juillet 1999, un container de wax « dubai » paie une taxe douanière de 21.000 \$ US alors qu'au mois de juin les commouçants payaient 2.100 \$ US. C'est cette dernière taxation qui reste d'application dans les territoires du Kivu sous contrôle du RCD / Rwanda-Burundi-Ouganda.

I.14.1. L'ARMEE ET LA POLICE DU R.C.D. SOUS L'OCCUPATION RWANDO-BURUNDO-UGANDAISE

a) DE L'ARMEE

Elle est un instrument de terreur au service des agresseurs Rwandais dans le territoire sous leur contrôle. Chaque trois mois, il y a permutation des militaires d'un meilleur à un autre. Avant qu'ils ne quittent leur poste, ils commettent beaucoup de dégâts humains et matériels, surtout les militaires basés à CIRIRI et au camp T.V. dans la commune de Kadutu qui sont habitués à ce genre d'opérations. comme ils ne

reçoivent pas leur solde, ils ne survivent qu'en se lançant dans la débrouillardise et le rançonnement de la population en complicité avec leurs autorités militaires.

Pour atteindre la population, ils organisent des patrouilles à partir de 17h00'. les militaires se divisent en petits groupes ou équipes de 3 à 5 soldats ; ils dispersent dans les avenues et se pointent dans certains coins obscurs. Tout passant qui vient du marché ou du boulot se retrouve dépourvus de ses biens et en cas de résistance, la personne est tabassée, ligotée et traitée de Mai-Mai une fois arrivée auprès des autorités ;

Les mamans qui viennent du marché se voient ravir les provisions destinées à leurs familles, de l'argent et surtout les chaînettes en or pour celles qui en possèdent. Au cas où elles n'auraient rien, ces bourreaux arrivent mêmes aux saisies des pagnes et au viol.

Parmi les hommes, nombreux sont ceux qui n'ont plus de montres et des cartes d'identités ; celles-ci sont ravies et vendues à d'autres personnes à un prix dérisoire ; les cartes d'identité sont remises surtout aux sujets rwandais.

Les tracasseries militaires se passent surtout de 18 à 21 heures à des endroits bien identifiés ci-après :

- Colline Ruvumba (pont Lupulu)
- Ecole des filles Cimpunda
- Route Burhende (Nyamulagira)
- Centre O.N.L. / Cimpunda
- Terrain de FUNU
- Colline Mahamba
- Carrefour de Kadutu
- Courbure route du cercle récréatif de Kadutu
- Place Kibonge
- Marché de Kadutu
- Industrielle devant le bureau de la P.I.R. et aux T.P.
- Devant le centre social Cheche
- Tronçon Lycée Wima – Economat
- Croisement routes Kadhuru, Lycée Wima et celle qui mène vers l'I.S.T.M.
- Ecole des filles de Kadutu.

b) DE LA POLICE NATIONALE

Les éléments de la Police Nationale Congolaise « P.N.C. » en territoire du Sud-Kivu ont dans l'ensemble une meilleure cote. Ils sont appréciés par la population. Nous les remercions dans la vie courante surtout pendant les bouclages. Par contre, la majorité des hauts gradés s'inclinent devant l'agresseur pour sauvegarder leurs postes et pour accéder à un poste plus rentable, il faut être un Vassal en devenant entièrement à leur service.

C'est ainsi que certains officiers sont obligés de châtier toute personnes qui ne veut pas s'impliquer dans la philosophie du R.C.D.

Beaucoup de commandants sont souvent suspendus illégalement et même mis au cachot pour n'avoir pas obtempéré aux ordres impopulaires de leurs chefs.

Parmi ces officiers de la Police Nationale Congolaise « P.N.C. » du Sud-Kivu qui subissent des traitements dégradants suite à leurs comportements jugés négatifs à l'endroit de la politique du RCD, nous citons :

LWABANJI, NGONGO du camp policier, inspecteur SAIDI, etc.

b1) DE LA POLICE D'INTERVENTION RAPIDE « P.I.R. »

Elle est au service de l'agresseur. Le Bureau de la P.I.R. est basé sur l'avenue industrielle à l'ancien hôtel de ville. Beaucoup d'entre eux sont des inciviques de la garde civile et du Sarm de la deuxième république et/ou aussi des délinquants et malfaiteurs ramassés dans les cités. Comme ils n'ont ni instruction, ni morale, ils se permettent de tout faire au vu et au su de tout le monde. Les habitants de Nyamugo, kasali et nkafu sont mal à l'aise avec ces bourreaux du RCD. Pour eux, ils disent : « nous sommes dans la rébellion où tout est permis, nous vivons dans la jungle, celui qui se sent fort, martyrise le faible ».

Les militaires et les éléments de la P.I.R. s'adonnent à n'importe quelle affaire qu'ils rencontrent qu'elle soit vraie ou fausse, dans le but de rançonner la population. Ils sont devenus des magistrats et ont transformé leur Bureau en tribunal où ils jugent les affaires pénales et civiles. Quelqu'un peut être détenu plus de deux à trois semaines sans être auditionné. Les magistrats du parquet n'ont accès à tous les cachots des militaires et ne peuvent pas s'enquérir du dossier qui est en instruction auprès d'un O.P.J. au service des militaires.

Pour qu'un détenu soit libéré, il faut payer une amende qui varie entre 15\$ à 150\$ us selon son dossier et sa situation sociale. Souvent ils ont toujours fait irruption dans un débit de boisson pour arrêter le propriétaire de la maison et tous les clients. Le motif souvent avancé « la réunion des Maï-Maï ». Les clients, une fois arrêtés se voient dépouillés de ses biens. Pour arrêter les gens, ils avancent souvent le motif de Maï-Maï.

Face à toutes ces tracasseries des militaires et de la police, et sur l'initiative des jeunes membres de l'union des jeunes de Cimpunda, une plate forme a été crée en avril 1999 réunissant certaines associations de la commune de Kadutu. Elle est dénommée : « Carrefour de la jeunesse de Kadutu » qui est non seulement un cadre pour le développement du milieu mais aussi et surtout s'occupe des actions de lobbying.

Pour réprimander les actes barbares posés par les militaires en patrouille, les jeunes ont commencé à mener certaines actions à l'égard de ces inciviques pendant la nuit et la journée ; ils arrivent même à faire face à ces bourreaux. Les actions ont amené les autorités militaires à la date du 14/06/1999 aux arrestations de beaucoup de jeunes lors d'un bouclage. Les arrestations seront mal vues par la population. Des réunions clandestines ont été tenues pour arrêter les stratégies qui pourront amener à la libération des gens détenus au camp T.V. et permettre à la population de la commune de Kadutu de circuler librement la journée et la nuit.

Saisie de la montée de tension à Cimpunda, les autorités militaires au niveau de la Brigade ont paniqué et elles ont organisé une rencontre entre elles et la population de la colline Cimpunda ; tout soldat d'origine Tutsi n'avait pas accès à cet endroit. La rencontre s'était terminée en queue de poisson.

I.5. ATTEINTES A LA LIBERTE D'EXPRESSION ET DENI DU DROIT A L'INFORMATION

I.5.1. DE LA RADIO MAENDELEO / BUKAVU

La Radio Maendeleo appelée « Radio du peuple » ou « Radio Communautaire » est l'œuvre des organisations non gouvernementales de développement du Sud-Kivu. Parmi ses journalistes réputés, nous citons KIZITO MUSHIZI NFUNDIKO (Directeur de la R.M.) ; Paulin BAPOLISI (Ancien directeur de Cabinet du feu le Professeur Jean-Charles MAGABE), le bombardier KAMENGELE OMBA, Jules BAHATI (le chrysostome), AZIZA BANGWENE, etc.

Cette radio est un moyen incontournable d'expression de toutes les couches sociales du Sud-Kivu. Elle est la radio la plus écoutée du milieu à cause surtout de ses informations objectives. Malheureusement, elle est mal vue par le ennemi de la paix à cause de ses journaux parlés et de ses différentes émissions : telles que Micro des jeunes de Jules BAHATI, émission catholique de Mr. l'Abbé Jean Bosco BAHALA, le Sketch LUFACHERI, l'émission du dimanche de KAMENGELE OMBA à laquelle, il fait intervenir certaines personnalités de la société civile et autres pour éclairer l'opinion sur les événements ou les dossiers épineux de la semaine. Enfin les émissions des associations des défenses de droits de l'homme.

Suite à ses différentes émissions qui sont un danger pour la politique du RCD, les autorités ont plusieurs fois menacé de fermer la radio Maendeleo. Le gouverneur du Sud-Kivu, Norbert BASHENGEZI KATINTIMA et le soit disant Ministre des affaires intérieures, Mr. MUDIMBI Joseph, ont plusieurs fois menacé les journalistes de la R.M. lors des points de presse. Ces autorités ont placé Mr. Jérémie, un ancien membre de la B.B.C. / cerrefour pour qu'il soit l'œil et les oreilles du RCD pour tout ce qui se passe à la radio M. vers le début du mois de juillet 99 et le matériel a été emporté vers une destination inconnue.

Récemment, au début du mois de septembre 99, on a signalé l'arrestation du directeur de la R.M. et certains de ses journalistes. Donc MUSHIZI NFUNDIKO KIZITO et KAMENGELE OMBA.

Voilà comment la presse est bafouée et muselée dans les territoires occupés et entre temps on prétend prôner la démocratie. Mais laquelle ?

I.5.2. DES ASSOCIATIONS DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME

- GROUPE JEREMIE

Armés jusqu'aux dents, le commandant Didier MULIKUWA avec ses militaires ont fait irruption le lundi 04/06/99, vers les après-midi, dans les locaux du groupe Jérémie. Ces assaillants ont forcé la porte et ont pillé presque tous les biens qui s'y trouvaient. Après cette opération, ils ont scellé la porte et les activistes du groupe étaient recherchés. Le dernier était sous l'instruction par l'O.P.J. CHIHENGA du bureau des

renseignements à la 222^{ème} brigade. Ce dossier sera transféré à une juridiction civile (Parquet de Bukavu). Ironie du sort, ce transfert est dû d'abord au fait que les autorités militaires n'avaient rien trouvé comme indice pour culpabiliser les membres du groupe Jérémie. Aussi par le fait de crainte des pressions locales et internationales. Ce dossier sera confié à un magistrat membre du G.A.A.P. (groupe d'action politique) qui est une branche du R.C.D.

Les activistes des droits de l'homme du groupe Jérémie qui étaient recherchés sont : Georges BAHAYA, Moreau TUBIBU, Jean Baptiste MULENGEZI, Mr ; MAHESHE du collègue Alfajiri, Remy MITIMA et Mr. KIRIZA Déogratias. Ironie du sort, elles avancent le motif d'atteinte à la sécurité de l'Etat.

- ASSOCIATION HERITIERS DE LA JUSTICE

Se voit aussi menacée par les autorités du RCD et ses activistes se forcent à travailler malgré les intimidations. Nous citons par exemple, le cas de Mr ; Jean Paul BENGÉYA, plusieurs fois inquiété et menacé par le terminator commandant Elias, sujet tutsi, chargé de la sécurité dans la province du Sud-Kivu. Ce commandant a un cachot privé chez lui sur avenue Nyofu à Nyawera ; il a transformé une de ses chambre en lieu de détention.

Au début du mois de septembre 99, l'arrestation de Mr. Raphaël WAKENGE, animateur et activiste des droits de l'homme de l'association Héritiers de la Justice ; qui du reste a recouvré sa liberté une semaine après sa détention à la Prison Centrale de BUKAVU.

I.5.3. LES ANIMATEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La Société civile mérite des éloges car elle joue bien ses rôles dont surtout celui de protéger et de défendre les intérêts de ses membres et de toute la population. Malheureusement, certains animateurs actifs se voient être menacés de mort par les autorités politiques et militaires du RCD qui cherchent une astuce pour les éliminer physiquement. Les plus visés sont : le chef des travaux Gervais CHIRHALWIRWA (appelé oncle), Patient BAGENDA, Oscar BAHARANYI, chef des travaux Prosper BIRHAKAHEKA, C.T. Paulin BAPOLISI, docteur BALEGALMIRE, pharmacien BAPOLISI, ...

Vers la deuxième quinzaine du mois de mai 99, le gouverneur du Sud-Kivu a encore une fois de plus menacé certains animateurs de faire tout pour déstabiliser la vie politique au Sud-Kivu. Par exemple, le Docteur BALEGAMIRE a échappé à un attentat au début du mois de juin 99, commandité par les autorités provinciales du Sud-Kivu. Cette mission échouée, devait être exécutée par les militaires Rwandais qui sont arrivés à son domicile à son absence.

d) DE L'EGLISE CATHOLIQUE DE BUKAVU MENACÉE

Le clergé du Diocèse de Bukavu est menacé d'intimidation et d'assassinat. L'Eglise Catholique est appelée à demeurer dans la lutte contre les anti-valeurs afin de préserver tout atteinte à la dignité de la personne humaine surtout pendant cette période difficile que traverse la partie Est de la R.D.C.

Face à cette position ecclésiastique, les autorités du RCD du gouvernemat à la commune s'attaquent publiquement à son Excellence l'archevêque de Bukavu Emmanuel KATALIKO et de son vicaire général. Les Abbés et les Pères des Paroisses urbaines et rurales ne sont pas épargnés. Pour protéger et conserver leur pouvoir d'hégémonie et de terreur, il faut s'attaquer à l'Eglise catholique. Par exemple, la profanation de la Paroisse de Burhale et de Kasika, et les menaces du clergé :

- Abbé Emmanuel MUSODA de la Paroisse Cimpunda
- Abbé Prothée, de la Paroisse de Ciriri
- Abbés MAROYI Georges (rescapé du diocèse d'Uvira) et J. Bosco BAHALA, tous de la Paroisse de Kadutu.
- Père Gianni de la Paroisse de Chaï.
- Père Georges de la Paroisse de Muhungu
- Abbé BALEGAMIRE de la Paroisse de Kabare.
- Abbé Eliézère de la Paroisse de Bagira.

Cette liste du clergé à assassiner n'est pas exhaustive. Certaines communautés des sœurs locales et expatriées sont aussi menacées surtout la nuit. Plusieurs fois l'archevêque de Bukavu a été interpellé au gouvernemat pour des explications et de recevoir des ordres. Il lui a surtout été demandé de muter certains prêtres gênant, tel que Jean Bosco BAHALA.

A une des réunions de sécurité à Kadutu, le bourgmestre adjoint, BIGANZA SADOCK (sujet Rwandais) proposa la fermeture de la paroisse de Kadutu et de la chapelle DOM'S siège de Mr. l'Abbé J.B.BAHALA. Au cas où il n'y aura pas de changement, qu'on passe à l'assassinat public d'un prêtre à la place de l'indépendance (ex place du 24 novembre).

En outre cette autorité de nationalité rwandaise dira « l'archevêque MUZHIRWA est mort, Vatican a parlé pendant une semaine et c'était fini. Nous sommes capables d'arrêter certaines personnes et d'assassiner certains prêtres. Vatican parlera pendant trois ou quatre jours et rien ne changera, entre temps nous aurons maîtrisé la situation ».

Chaque dimanche, les autorités du RCD larguent leurs agents de renseignements dans chaque Paroisse pour écouter tout ce qui se dit dans les homélies et faire rapport immédiatement à la sortie de la messe. Ca se passe plusieurs fois à Cimpunda et à Kadutu (Paroisses). D'ailleurs un certain dimanche du mois d'avril 99, avant la 3^{ème} messe, la paroisse a été envahie par deux camionnettes remplies de militaires, tous armés de lances roquettes et des mitrailleuses. Ils sont venus intimider les prêtres et les fidèles de la paroisse de Kadutu puis ils ont réparti vers la paroisse de Cimpunda.

L'insécurité qui guète l'Eglise catholique doit interpellier toutes les Eglises locales officielles pour qu'elles se mettent ensemble, se mobilisent comme un seul homme. Elles doivent prendre leur responsabilité, celle de la défense et du bien être de la personne humaine. Dans ce contexte de muselage accrue de l'expression publique,

les forces du RCD s'acharment à détruire l'Eglise, depuis les débuts des hostilités entre les deux belligérants. Ceci pour la simple raison que la seule structure qui marche fort heureusement après la mort de l'état Mobutiste est l'Eglise. C'est la seule chance pour le peuple. Ainsi, ont-ils détruit les paroisses, pillé les couvents, assassinés les prêtres, les pasteurs, les religieuses et les fidèles détruisant le fondement même de l'Eglise. Aujourd'hui, la plupart des prêtres vit en exil et/ou déplacés. La chrétienté se retrouve seule devant la haine, l'angoisse et la méfiance. La morale chrétienne jusque là observée est en péril.

I.6. DETOURNEMENT DU POUVOIR PUBLIC

Au grand mépris des normes Démocratiquement élémentaires, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie « RCD » a institué par le biais de Monsieur Norbert BASENGEZI KATINTIMA, le Gouverneur de l'agression – rébellion au Sud-Kivu, une « BARZA PROVINCIALE » (PARLEMENT PROVINCIAL ou ASSEMBLEE PROVINCIALE), en date du 07 août 1999.

Composée de 67 membres tous nommés, dans lesquels 54 femmes seulement, ledit Gouverneur a aussitôt désigné du doigt, les membres du Bureau provisoire de cette nouvelle institution ne tirant pas l'émanation de la volonté populaire. Et dont curieusement la Direction a été confiée à deux membres dudit Bureau provisoire, retenus l'un pour la primogéniture (le plus âgé), l'autre pour l'ultimogéniture (le moins âgé).

Certains membres de cette « BARZA » dite pour la Paix au Sud-Kivu, malgré leur âge ou leur instruction, se sont suffisamment illustrés par l'intrigue et la brigue et ne tarderont pas à se transformer en reptiles amphibies pour conquérir des « Fauteuils » sans lendemain meilleur. Tellement qu'ils sont si obnubilés par la goinfreterie politique qu'ils font semblant d'ignorer cette loi sacro-sainte de la Déclaration universelle des Droits de l'homme selon laquelle :

« La volonté du Peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics. Cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement au suffrage universel et au vote secret ou suivant, une procédure équivalente assurant la liberté de vote » (Article 21).

Donc, Démocratiquement ne devient parlementaire ou député (provincial, national) qu'une personne qui a été élu quelque part, c'est-à-dire qui a reçu le mandat de telle ou telle circonscription électorale, en vertu d'une loi électorale ratifiée par quelque préalable référendaire.

De ce fait, tout « Barzamen », Député ou Parlementaire nommé quelque part et à quelque échelon que ce soit, doit son mandat à l'autorité qui l'a nommé, qui l'a juridiquement créé, et ne peut donc œuvrer que pour les intérêts de son créateur !

Voilà pourquoi, constatant que l'institution au Sud-Kivu d'une « BARZA », est une véritable tricherie et une confiscation du Pouvoir du souverain primaire du Sud-Kivu dans la mesure qu'une telle action devrait être incluse et/ou située dans un processus national des réformes institutionnelles en R.D.C. ;

Le bureau de Coordination Provinciale de la SOCIETE CIVILE du SUD-KIVU, dans sa lettre N° BCSK/020/99 du 23 août 1999 adressée à Monsieur le gouverneur du Sud-Kivu, pour ne pas cautionner le Détournement du pouvoir public, a exigé la Dissolution de ladite « BARZA du SUD-KIVU » car considérée comme une oligarchie ploutocratique sadique et cynique, composée de seuls habitants de la commune d'IBANDA, comme si la seule commune pacifierait toute la Province. Et à la Société Civile du Sud-Kivu de conclure dans sa lettre que la paix, la vraie, devrait avoir pour assises, ces fins fonds de nos territoires ruraux où les habitants ont chaque jour spolié, traqués, trucidés par les uns et les autres au gré des issues de nos batailles insensées et fratricides ».

I.7. INCITATION A LA HAINE TRIBALE

Dans plusieurs entités du Sud-Kivu, la population vit dans un traumatisme généralisé suite aux massacres, viols et pillages perpétrés par les différentes forces en présence (confirment 15 chefs coutumiers du Sud-Kivu du COBASKI dans leur Conférence du 04 au 09 octobre 1999 au Cercle Sportif de BUKAVU, sous le patronage du Gouverneur du Sud-Kivu ; ce qui exacerbe et incite la haine entre communautés « BANYAMULENGE » et les tribus du Sud-Kivu. A titre exemplatif, ces chefs coutumiers « BAMBI » du Sud-Kivu ont révélé les conséquences néfastes de la haine au Sud-Kivu, notamment :

- + ou - 10.000 déplacés de guerre concentrés à UVIRA ;
- + ou - 10.000 BAFUMIRU déplacés de guerre vers la plaine de la RUZIZI.
- + ou - 3.500 déplacés de guerre ont fui au BURUNDI (dont une grande partie dans sa province de CIBITOKI).
- + ou - 11.000 Viura (sujets Rwandais) déplacés de guerre de MOBA et KABALO / NORD KATANGA vers la plaine de la RUZIZI au Sud-Kivu ;
- + ou - 80 BAHAVU de KALEHE déplacés de guerre vers le Territoire insulaire d'IDJWI / SUD-KIVU ;
- + ou - 50.000 déplacés de guerre de la chefferie WAMUZIMU ;
- Des centaines de milliers des réfugiés congolais du Sud-Kivu en exil à l'étranger et surtout en TANZANIE ;
- + ou - 80.000 sans abris dans la chefferie BASILE ;
- Plusieurs prêtres et sœurs (Religieux) séquestrés à LUHWINDJA / MWENGA et à MURHESA / KABARE ;
- Etc.

Tous ces faits ci-hauts cités et qui révèlent des politiques qui dirigent le Sud-Kivu, sont tributaires des décisions administratives et politiques lapidaires à l'encontre des aspirations de la population sans que leurs représentants naturels ne soient consultés. Cela est à la base de la haine, du climat malsain et du calvaire que sont entrain de subir nos populations du Sud-Kivu (destruction des résidences des Bami, tentative de meurtre de certains Bami et lâche assassinat des chefs coutumiers dont

le Mwami LENGE en 1996 et le Mwami BWAMI NALWINDI François en août 1998 et toutes les retombées).

Point n'est besoin de signaler ici que la résurgence de guerres tribales opposant d'une part les Bembe et les Rega, et d'autre part les perpétuels conflits opposant la Communauté BANYAMULENGE et la population du KIVU dans sa globalité ; constituent le point culminant de l'incitation à la haine dans la province sinistrée et martyrisée du Sud-Kivu, estimons-nous.

I.8. DESTRUCTIONS MECHANTES ET BARBARES

Depuis le déclenchement de la guerre en R.D.C. en date du 02 août 1998, le Sud-Kivu est toujours astreint à de crises humanitaires sans précédent. Le présent rapport concernant la période allant d'avril à septembre 1999, va tout simplement relater les cas frappant non exhaustifs qui suivent, tels que décrits par la conférence des chefs coutumiers du Sud-Kivu réunis au cercle sportif de Bukavu du 04 au 09 octobre 1999 :

- + ou – 545 maisons brûlées WAKABANGO I
- + ou – 62 maisons brûlées à LUHWINDJA
- + ou – 50 maisons brûlées à BAVIRA
- + ou – 700 maisons brûlées à WAMUZIMU
- Destruction et pillages systématique de plusieurs infrastructures sanitaires (hôpitaux et centres de santé) ;
- Destruction et pillages de plusieurs résidences des chefs coutumiers (Bami) ;
- Destruction de plusieurs infrastructures scolaires et pillages d'équipements et matériels didactiques y afférentes ;
- Destruction et impraticabilité des voies routières (y compris celles de dessertes agricoles) et l'insuffisance des moyens de déplacement déficients, constituant de surcroît un goulot d'étranglement quant à la circulation des personnes et des biens.

Il est à noter que les habitants de ces 1.300 maisons brûlées ci-hauts, les uns sont morts, les autres en fuite dans la brousse sans abris où ces derniers en détresse, restent assujettis à toutes les sortes d'intempéries et maladies parasitaires, et partant demeurent abandonné à leur triste sort.

II. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LA PROVINCE DU NORD-KIVU (EXCLUSIVEMENT DANS LE TERRITOIRE DE MASISI)

LUANDA (cultivateur). 9 personnes ont été tuées sur la route KITCHANGA-MWESO en Collectivité Chefferie des BASHALI, parmi les victimes : Monsieur MBAIRE KAHUNDE (49 ans), chef de localité de LUHANGA.

Le 06 avril 1999 :

Assassinat de l'Abbé Paul JUAKALI de la Paroisse de Mweso, Diocèse de Goma. La population de la ville de Goma a été frappée de stupeur en apprenant le décès combien triste et prématuré du très jeune dynamique et aimable Abbé Paul JUAKALI qui s'est rendu célèbre par ses homélies suffisamment dosées mais actualisées et contextualisées. La tristesse a été d'autant plus grande quand on a découvert que Monsieur l'Abbé n'est pas mort de sa douce mort et que, par contre, il avait été méchamment « charcuté » par des hommes en armes avant qu'il ne fût éliminé et achevé. Alors qu'il venait de l'hôpital de PINGA à bord d'un véhicule de la Paroisse, où il lui avait été demandé de conduire un malade, au niveau du village NGINGWE (à 17 km de PINGA), l'abbé (né en 1970) fut retiré et séparé des autres passagers par des gens armés qui le torturèrent à l'arme blanche avant de l'achever par une balle qui traversa la boîte crânienne, du maxillaire inférieur à l'occipital, parcourant le cerveau. D'après les témoignages, ces tueurs au nombre de 6 avaient achevé l'Abbé après lui avoir dépouillé de tout ce qu'il avait, notamment 400 \$; ils avaient entre les mains sa photo pour ne pas se tromper de cible. Les témoins oculaires du massacre ont en outre affirmé que l'Abbé Juakali a été tué par la Milice dite les « Forces d'autodéfense » opérant dans le territoire de Masisi.

Au cours du même mois d'avril, 37 autres personnes civiles non armées auraient été tuées à Lukweti en Collectivité-chefferie des Bashali.

Du 23 au 28 avril 1999 :

31 jeunes ont été tués à MASISI-CENTRE en collectivité de Osso-Banyungu et 12 autres en provenance de Goma sur la route SAKE-MASISI.

Mai 1999 :

Le 25 mai 1999, 50 personnes ont été tuées à Sake en Collectivité-chefferie des bahunde. Parmi les victimes, KIYANA BULENDA, les autres non encore identifiés ont été mis dans une fosse commune.

Dans la deuxième moitié du mois, 14 personnes ont été tuées à KALEMBE en Collectivité-chefferie des Bashali par les Forces « d'Autodéfense » (FAD). Parmi les victimes, Madame MUKWEA (69 ans), Mr MANENO (43 ans), son épouse et ses enfants et Mr. KAZIMIRI (71 ans). Tous les biens ont été pillés et emportés et la population traumatisée a été obligée de désertier le village pour se réfugier à Pinga et à Kitchanga toujours dans le territoire de Masisi.

- 3 personnes ont été tuées à KIUSHA MUONGOZI en collectivité-chefferie des Bashili. Parmi les victimes : Mr. KINKONE (69 ans)/
- 4 personnes ont été tuées à NYABIONDO. Parmi les victimes : un élève de la 6^{ème} année secondaire, Mr. BILOTO, fils de MANENO.
- 6 personnes ont été tuées à KILAMBO en collectivité-chefferie des Bashali et plusieurs autres non encore identifiées auraient été massacrées dans une église locale par les FAD.
- 4 garçons soupçonnés d'être interhamwe ont été tués çà LOASHI en collectivité de OSSO-BANYUNGU.
- 6 personnes ont été tuées à KILAMBO en collectivité-chefferie des Bashali et plusieurs autres non encore identifiées auraient été massacrées dans une église locale par les FAD
- 4 garçons soupçonnés d'être interhamwe ont été tués à LOASHI en collectivité de OSSO-BANYUNGU.

Juin 1999 :

- Le 16 juin 1999 : Mr BABA RIFE a été lâchement assassiné avec d'autres personnes non encore identifiées à BWEREMANA, chef-lieu de la Collectivité-chefferie des Bahunde.

Du 02 août 1998 à nos jours, dans le territoire de Masisi, près de 382 personnes civiles non armées auraient été froidement assassinées par les forces au service du RCD, notamment par les FAD (Forces d'autodéfense).

N.B. : Alors que le titre IV du Protocole Additionnel I des conventions de Genève protège à la fois les personnes et les biens civils, les populations civiles du Kivu en général et celles du territoire du Masisi en particulier sont victimes du non-respect du Droit International Humanitaire par les forces combattantes en RDC. Et, chose étonnante, à toute dénonciation de tel ou tel autre massacre, assassinat ou tuerie, on n'a qu'une réponse : « il n'y a eu que ... morts » pour minimiser l'affaire et innocenter les criminels.

II.2. ARRESTATIONS, DETENTIONS ARBITRAIRES ET ENLEVEMENTS

Dans la zone de Masisi, il suffit d'être soupçonné ou accusé gratuitement (souvent pour des règlements des comptes) Mai-Mai ou Interhamwe pour faire l'objet d'arrestation arbitraire, enlèvement, torture voire la mort. Des sources sûres et fiables, nous avons appris combien de fois des personnes sont enlevées et portées disparues pour être retrouvées après une semaine, un mois ou plus jamais après des traitements inhumains ?

A Kitchanga par exemple, plusieurs personnes seraient détenues illégalement à KAHE, dans les enceintes de l'usine à thé de l'ex-SICIA (Société Internationale de Commerce et Industrie) endommagée par les guerres et aujourd'hui par des

éléments de L'APR (l'armée Patriotique Rwandaise) au service du RCD. Ces personnes auraient été accusées soit d'être Maï-Maï, soit d'être Interhamwe ou d'être en possession d'armes à feu.

Le 08 juin 1999, dans le but affiché de rechercher des armes entre les mains des civils à Kitchanga, des forces APR au service du RCD ont fait un bouclage de ce centre de négoce (Kitchanga) depuis 4h00' jusqu'à 11h30'. Toute la population a été traumatisée parce qu'elle était entourée par des militaires de l'APR armés jusqu'aux dents. Aucune arme n'a été trouvée mais les poursuites se sont accentuées par la suite.

Suite à cette situation, certains notables et personnalités du territoire de Masisi sont obligés de fuir le Masisi pour se réfugier en ville où ils ne jouissent d'aucune forme d'assistance. Cela fait que beaucoup de ces gens naguère riches sont devenus de mendiants à Goma ou à Sake, des « débrouillards », des « hommes de la rue » ou des clochards.

Au vue de tout ce qui se passe dans le Masisi à l'encontre des Bahunde, certains ne s'empêchent pas de penser que le RCD a un projet sur le territoire de Masisi. Faire un nettoyage systématique des BAHUNDE parce que depuis longtemps on les a empêché de se considérer comme les seuls autochtones de la zone. Comme ils ne veulent pas comprendre en dépit de toutes les tracasseries dont ils ont fait l'objet depuis 1990, le RCD se détermine à donner « la solution définitive », c'est-à-dire une véritable épuration ethnique. Mais à petit feu, en dehors des médias, sous prétexte de « poursuivre les Interhamwe partout où ils se trouvent ». Ces impressions ne sont pas dénuées de fondement parce que déjà depuis le mois de septembre 1998, les activistes des Droits de l'homme notaient ce qui suit :

Les faits d'enlèvements, d'arrestations arbitraires et de déportation qui sont en cours dans la ville de Goma et ses périphéries interpellent plus d'un. Trop de violations du droit à la paix, à la sécurité et à la justice, de menaces d'extermination, etc. alors que ces droits sont garantis à toute communauté tant sur le plan national que sur le plan international. Pour être plus concrets, nous citons à titre d'exemple les cas d'arrestations arbitraires, de déportations et d'enlèvements suivants :

- Maman MAOMBI FEZA, infirmière, arrêtée en date du 14 sept ; 1998 pour avoir soigné un blessé ; elle a été libérée après plusieurs interventions, notamment celle de l'Evêque de Goma.
- Monsieur KIZUNGU BULERE KIANA, arrêté sans préjudice de date précise au Bureau 2 de la Brigade pour un règlement de compte. Son adversaire dans un conflit parcellaire l'ayant dénoncé d'être rebelle « Maï-Maï », il est toujours en détention.
- Monsieur BONHOMME BALUME, arrêté pour avoir hébergé un chef de localité de Masisi soupçonné d'être complice des rebelles Maï-Maï et reste détenu¹.

¹ Le chef de localité en question qui est resté longtemps en détention sous torture n'est rien d'autre que Monsieur Mwanda-Bandu Venant qui se serait indigné publiquement devant les moqueries du Gouverneur de Province du Nord-Kivu qui se moquait des habitants de Masisi après les massacres dont ils avaient été victimes. Après que des soldats rwandais aient brûlé les villages et massacré la population civile, le gouverneur est passé évaluer les

- Messieurs SALUMU de Sake (troisième âge) et son fils. MULONDA, MUTIMA, Madame BULONDO, Pascal, MWENDABANDU, maître MUITI DESIRE, KASHANI, MIANCHO et beaucoup d'autres.
- La maman MALIRA BAHATI, enlevée à 2h00' du matin (du 13 sept.) et déportée au Rwanda (Gisenyi) et libéré par la providence divine après avoir été jetée dans un flot d'urines et des mares². Nous élevons nos voix pour rappeler que la vie appartient à Dieu seul et vous faire savoir que pareil plan consiste à un génocide.

II.4. INSECURITE GENERALE

Toute personne a droit à ce que règne sur le plan social et sur le plan international un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet. Art. 28
DUDH

L'insécurité est accentuée dans le territoire de Masisi suite à la présence non seulement des bandes armées notamment les interhamwe, les ex-FAR et les FAD (miliciens du RCD) mais aussi certains éléments des forces Armées Congolaises fidèles au Gouvernement central de Kinshasa. Tous ces groupes orchestrent occasionnellement des pillages des biens des commerçants et des passagers sur les tronçons routiers Goma-Sake, Goma—Rutshuru-Kanyabayonga, Sake-Masisi, Saka-Bweremana, Sake-Kitchanga-Mweso-Kalembe-Pinga, Sake-Ngungu-Ufamando, etc.

II.3. TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS ET DEGRADANTS

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Art. 5 DUDH

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial qui décidera soit de ses droits et obligations soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Art. 10 DUDH

Signalons que dans le territoire de Masisi, toutes les victimes de tueries sont d'abord torturées avant d'être achevées ou éliminées par balles.

Le 6 avril 1999, Monsieur l'abbé Paul Juakali a été torturé, charcuté à l'arme blanche à Ngingwe (17 km de Pinga sur la route de Mweso) avant d'être éliminé par balle, par six hommes armés éléments des « Forces d'Autodéfense » du RCD.

Dans la deuxième quinzaine du mois de mai 1999, Monsieur CAMARADE MABWIRE, boucher, résidant à Kitchanga a été victime d'une fusillade et a été

dégâts. C'est là qu'il dira que la population de Masisi était elle même auteur de ces crimes et qu'il traitera les habitants de Masisi de « Wapumbafu ».

² Notons que toutes ces victimes sont des civiles qui n'ont rien à voir avec les mouvements Maï-Maï ou Interhamwe. Leur faute principale est qu'ils sont tous originaires du territoire de Masisi.

blessé au niveau de la jambe par des forces au service du RCD en patrouille ; la victime a été acheminée au centre hospitalier de la CBK à Goma pour y recevoir des soins médicaux.

Plusieurs autres cas relatifs au non-respect de l'article 5 de la DUDH se manifestent dans les différentes maisons et lieux de détentions à Goma et sur les territoires de Masisi. Ce tableau combien sombre du mois de février 1999 que les activistes des Droits de l'homme tracent est très parlant même s'il est loin d'être exhaustif :

**PERSONNES ASSASSINEES PAR LES FORCES DU RCD AU MOIS DE FEVRIER
DANS LE TERRITOIRE DE MASISI**

<u>DATE</u>	<u>VILLAGE</u>	<u>NOMBRE DE MORTS</u>	<u>OBSERVATIONS</u>
11-02-1999	LOASHI	10	6 élèves fusillés et/ou noyés Dont un mort sous la torture.
	NGESHA	4	
	BUSORO	3	
	LUSHEBERE	2	
	BUKOMBO	2	
	NYABIONDO	3	
18-02-1999	LWIBO	1	En plein marché
	LUKWETI	47	
19-02-1999	MAHANGA	154	En plein marché

Quelques personnes identifiées parmi les assassinés

LOASHI :

KWABO BUSANGA plus ou moins 25 ans (cultivateur) ; BANDU Hélène femme enceinte ; LUANDA LUBIRA, 32 ans (femme de ménage) ; MUHOMBO BALAA avec ses deux enfants dont un élève noyé ; KAENDO LUBIRA 43 ans (fils de monsieur Mashini) ; VUMILIA (femme de ménage), BOLINGO Charles 43 ans (cultivateur) ; RUJORI.

NGESHA :

MAOMBI (femme de ménage) avec son enfant ; deux femmes qui étaient de passage et qui n'ont pas été identifiées autrement.

BUSHORO :

KAMUSEHE (cultivateur) plus ou moins 55 ans : il est mort sous les coups des tortures, un infirmier de passage non identifié outre mesure.

LUSHEBERE :

Kulu Kyabinduka (cultivateur) plus ou moins 60 ans ; Siméon plus ou moins 30 ans.

LWIBO :

BAENI (cultivateur) plus ou moins 45 ans.

MAHANGA :

MABONDO (menuisier) plus ou moins 40 ans, Brigitte femme de ménage : 38 ans.

II.5. ATTEINTES A LA LIBERTE D'EXPRESSION ET DENI DU DROIT A L'INFORMATION

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. Art. 19 DUDH

Malgré les différents abus et cas de violations de droits de l'homme commis d'une part par les forces du RCD et d'autre part par les bandes armées dans le territoire de Masisi, personne n'ose dénoncer ou parler ouvertement de la situation de peur qu'il ne disparaisse ou qu'il ne soit exécuté. Les populations civiles non armées du territoire de Masisi vivent donc dans la terreur, et les églises qui, naguère étaient leur porte-parole ont finalement choisi la voie du silence ou, parfois réduites au silence³.

Comme disait un Pasteur digne de confiance l'Eglise Catholique et l'autorité coutumière sont comme visées par les Seigneurs de la guerre. Il disait : « J'ai le sentiment que par delà des faits isolés reprochés à l'un ou l'autre, à tort ou à raison, pour l'anéantir, il y a une stratégie qui vise à détruire tout ce qui est considéré par le peuple comme sacré. Une fois détruit le noyau autour duquel se construisent la cohésion et l'identité communautaire des peuples il serait plus facile de soumettre les populations désormais sans défense et sans repères à l'arbitraire d'une idéologie et d'un système totalitaire qui veulent s'imposer à tout prix. Dans ce cadre, l'Eglise Catholique, comme le pouvoir coutumier, deviennent la cible privilégiée de ce pouvoir qui veut faire table rase des valeurs chrétiennes et traditionnelles. Son mécanisme consiste à déstructurer un peuple en s'attaquant jusqu'à la racine de son identité pour mieux le soumettre. Par la suite il imposerait ses nouvelles valeurs. Mais lesquelles ?⁴ Voilà pourquoi certains chefs coutumiers qui osent encore dire un mot pour défendre le causes de leurs populations prostrées sont victimes de menaces, de persécution et d'intimidations de la part de l'autorité politique du RCD. La plupart des chefs coutumiers du Masisi sont réfugiés à Goma où tous leurs mouvements sont surveillés à la loupe : une sorte de résidence surveillée.

Bien plus pour paralyser complètement la force de l'autorité coutumière authentique dans la zone administrative de Masisi, le pouvoir actuel du RCD n'hésite pas de remplacer ses ayants droits par des membres de la MAGRIVI (Mutuelle Agricole de Virunga) que la CNS a condamnée à l'unanimité⁵. Ces membres ont été reconnus coupables dans cette autre guerre dire « Kanyarwanda » ; les membres de la même

³ Nous pensons à la Paroisse de Mutongo qui a été obligée de fermer ses portes après le massacre de son curé très aimé, l'Abbé Ndyanabo Boneza Conrad tué le 12 décembre 1994.

De même les prêtres de Mweso n'osent se rendre dans leur Paroisse à cause du choc qu'ils ont subi par le meurtre de leur confrère Pau Juakali tué récemment.

⁴ E. KATALIKO, archevêque de Bukavu, dans sa déclaration du 1^{er} mai 1999 de « Solidarité de l'Eglise de Bukavu avec celle du Rwanda à l'occasion de l'arrestation de Mgr. Misago Augustin ».

⁵ Voir la conclusion du Rapport VANGU MAMBWENI (HCR-PT).

mutuelle ont été reconnus coupables dans cette autre guerre qui ensanglante le Congo depuis 1990⁶.

Quelques exemples de remplacement de l'autorité coutumière par des membres de la MAGRIVI :

Dans la Collectivité-chefferie des Bashali, Monsieur Erasto BINWAGARI, résidant à BUSUMBA, Groupement Bashali-Mukoto, se nomme désormais Mwami et chef de collectivité-chefferie des Bashali en remplacement du Mwami coutumier BASHALI WA MUKOTO NYANGUBA.

- *Monsieur MBARARE : chef de Groupement de KIBACHIRO*
- *BAMENYA : Chef de localité de KIRUMBU.*
- *NGENDA SEMAJERI : chef de localité de KAHIRA*
- *MUNYANGANIZI et NZABONIMPA : responsable du village MBUHI*
- *MADUI : chef de localité de MWESO*
- *KIKERI (l'un des commanditaires du massacre du 07 mai 1993 à KIBACHIRO-KAROLE où plus de 250 jeunes Hunde trouvèrent la mort) : chef de localité de LUBULA-BWIMIRE*
- *UTAZIRUBANDA KABAGEMA ; capita/chef du village KITOBO-KITCHANGA*

Dans le groupement BASHALI-KAEMBE, les responsables des différentes localités ont été légitimés par l'administrateur du Territoire Résidant à Mweso, Monsieur ZACHARIE BIZUMYREMYI UKOBIZABA par son approbation du 22 février 1999. Les responsabilités se présentent de la manière suivante :

- *MUNYAGISHARI Thomas : responsable de la localité NYAMITABA*
- *NKURIKIYINKA Oscar : responsable de la localité TUNDA/LUBALE*
- *KISANGANI Bonaventure : responsable de la localité de LUSHANGI-BURUMO*
- *TURIKINKIKO WENCESLAS : responsable de la localité BUSIHE-KALONGE*
- *KAYITANI KAMANZI : responsable de la localité MUTOBO*
- *MBENDUBUNDI JOKE : responsable de la localité MUSONGATI*
- *HABYARIMANA Jean-Claude : responsable de la localité BURUNGU.*

Les chefs coutumiers qui ont été limogés sont :

LUANDA BAHATI, SEREME NDABIGIRO, BONANE KAEMBE, BULENDA MAPFUMO, KULU WABO, MATESO KAEMBE et Madame SAFI BULENDA (représentée par MAONERO KISA KISA).

Dans la collectivité de OSSO-BANYUNGU, le Chef coutumier du Groupement BAPFUNA, Monsieur BAKUNGU PFUNA-MAPFUNA Michel a été remplacé par Monsieur MUNYABARIBA (sujet rwandais Hutu).

Ces immigrants et transplantés rwandais Hutu (en général) gérant illégalement certains Groupements, Localités et villages dans le territoire de Masisi accusent faussement les chefs coutumiers Hunde ou Nyanga limogés, en disant qu'ils détiennent des armes à feu. Cette manœuvre a pour objectif de les poursuivre et de les éliminer physiquement. Certains chefs de localité ont déjà payé de leur peau, ceux qui sont

⁶ Ceux qui connaissent mal les réalités du Nord-Kivu pensent que la guerre actuelle a commencé en 1993. En réalité, dans le Masisi, la guerre a commencé avant le 1^{er} octobre 1990, date où la guerre a éclaté officiellement au Rwanda. Malin comme le renard, le Rwanda a su se débarrasser d'elle et de ses affres pour l'offrir à la manière d'une piqûre de HIV au pays et « frère » par l'entremise des « bicucu » congolais.

sur la liste d'attente ont fui Masisi et se trouvent à Goma comme réfugiés mais l'autorité de Goma les tient sous l'œil. Le moment venu, ils y passeront.

II.6. IMPUNITE ET DETOURNEMENT DU POUVOIR PUBLIC

II.6.1. IMPUNITE

Massacres, assassinats, tueries, traitements cruels inhumains et dégradants, pillages des biens des civils, extorsions et rançonnements, détentions, arrestations illégales et arbitraires, tortures, viols, détournements de biens publics et autres cas de violations des droits de l'homme sont commis dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu dans l'impunité totale. Tout se passe comme si les habitants de ce territoire étaient des animaux sauvages qui n'ont qu'un seul droit : celui de mourir.

- *Aucune enquête n'a été ouverte sur la mort de Monsieur l'Abbé paul Juakali méchamment torturé à l'arme blanche avant d'être achevé par balle à Ngingwe le 6 avril 1999. Et pourtant trois suspects Hutu armés soupçonnés dans la mort de l'Abbé avaient été capturés et transmis à l'Administrateur de Territoire Résidant à Mweso, Monsieur Zacharie BIZUMUREMYI UKOBIZABA (lui-même Hutu) et au Commandant militaire de Mweso (un Tutsi) par le chef de localité de N'SUKA/KALONGE, Monsieur Célestin KIBIRA BIANDEJA. Les trois suspects ont été relâchés avec leurs armes sans aucune forme de procès. Après avoir été relâchés, ils n'ont pas tardé de menacer de mort le dit chef de localité en disant que c'est lui qui les a dénoncés. Ils auraient promis qu'ils continueraient de barrer la route de MWESO-PINGA et qu'ils tueraient tout Hunde ou Nyanga qui s'aventurerait sur cette route.*
- *Aucune inculpation n'a été signifiée aux éléments de l'APR au service du RCD, auteurs du fusillade où Monsieur Camarade MABWIRE aujourd'hui au centre hospitalier de la CBK/Goma a été blessé. Beaucoup d'autres cas d'impunité s'observent dans le territoire de Masisi notamment de la part de forces dites d'autodéfense qui commettent multiples crimes au vu et au su de l'autorité politico-administrative et militaire.*

II.6.2. DETOURNEMENT DU POUVOIR

Alors que selon une des résolutions du HCR-PT du 28 avril 1995, la mutuelle MAGRIVI (Mutuelle Agricole de Virunga) devait être éradiquée du territoire congolais et certains personnages expulsés du territoire national avec possibilité de poursuites judiciaires à leur charge pour avoir incité à l'insurrection des immigrés et Transplantés contre toute tentative de mettre en application la loi sur la nationalité congolaise et invité à la désobéissance civile dans les territoires administratifs de MASISI, WALIKALE, RUTSHURU, NYIRAGONGO, KARISIMBI et GOMA au Nord-Kivu et KALEHE au Sud-Kivu, les populations autochtones ont été surprises de voir les autorités du RCD confier des postes de responsabilité à ces personnes déclarées indésirables au Congo.

Nous citons entre autres Monsieur NZABARA MATSETSA, Maire de la ville de Goma, Monsieur Zacharie BIZUMUREMYI UKOBIZABA, administrateur du Territoire Résidant à Mweso. Ceux-ci, en complicité avec les autorités du RCD, ne font que

légitimer le pouvoir de la MAGRIVI pourtant condamnée par la voix du peuple congolais qui s'est exprimée pendant la CNS (Conférence Nationale Souveraine). Lire la suppression du pouvoir coutumier par le limogeage des chefs coutumiers traditionnels plus haut.

II.7. INCITATION A LA HAINE

Alors qu'à l'aliéna 2 de l'article 20 du PIDCP (Pacte International relatif aux Droits Civiques et Politiques) il est dit : « Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi », la haine tribalo-ethnique est de mise dans le territoire de Masisi et ses environs. Cette dernière est justifiée par une rancune issue de la guerre qui éclaté en 1993 et qui a opposé les autochtones Hunde, Nyanga et Tembo aux immigrés et transplantés rwandais. Cette rancune est à l'origine des massacres, assassinats, tueries, pillages et autres violations des droits de l'homme commis et orchestrés par les forces au service du RCD, surtout les milices de ce dernier.

Rien ne se fait au hasard dans le RCD ; lors de différentes tournées et missions de pacification, seule la population autochtone a été désarmée par l'autorité et jusqu'à aujourd'hui, aucune action de désarmement n'a été amorcée à l'endroit des Hutu. Bien au contraire, on a l'impression qu'ils sont régulièrement fournis en armes et munitions par le pouvoir en place.

Cette opération a pour objectif non seulement d'usurper le pouvoir traditionnel mais aussi d'éliminer en silence ceux de la population autochtone qui refusent d'adhérer à leur mouvement.

III. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LA PROVINCE ORIENTALE

III.1. APERCU SUR LA SITUATION ALLANT DU 1^{ER} JANVIER AU 30 MARS 1999 (POUR RAISON DE DIFFUSION)

III.1.1. ATTEINTE A LA DIGNITE / SABOTAGE DU DROIT AU SALAIRE

Dans les territoires occupés par le RCD, la situation sociale est toujours précaire. La population croupit non seulement dans la misère, mais aussi elle est l'objet d'humiliations, des brimades et des tortures tant physiques que morales de la part des militaires du RCD et de ses alliés.

Nous constatons également une dissension entre les militaires congolais et leurs alliés. Dans ses déclarations radiodiffusées du 05 avril 1999, M. BALENGELA TANGO-TANGO, commandant d'opération de la 7^{ème} brigade des rebelles avait demandé à la population congolaise de prêter mains fortes aux Forces Armées Congolaises « FAC-RCD » parce que les Congolais sont devenus de plus en plus victimes d'humiliations dans leur propre pays, par les militaires étrangers (Rwandais et Ougandais).

Pour renforcer son appel, il a fait allusion au cas du Vice-Gouverneur M. YOGBA qui, lors de son voyage à Isiro a été sommé par les militaires Ougandais de se mettre à même le sol, de se relever et de remonter dans l'avion qu'il avait amené pour retourner à Kisangan ; oubliant qu'il était en tournée « officielle » dans les différents districts de la Province Orientale. Outre ces humiliations qui porte atteinte à la dignité de la personne, les lois du Congo sont complètement foulées aux pieds par les alliés du RCD.

A titre d'exemple : dans la législation congolaise, il est stipulé que les étrangers ne sont pas autorisés de fréquenter les Zones minières, sauf sous l'autorisation de l'Etat. A Kisangani par contre, la population assiste stupéfaite aux défilés des machines et camions étrangers (rwandais et Ougandais) vers les carrières de diamant et de l'or.

Il est reconnu à tout travailleur le droit à un salaire équitable et décent. Un salaire qui correspond au rendement et permet de satisfaire les besoins de base du travailleur et de sa famille. (Art. 23 : Déclaration Universelle des Droits de l'homme à son alinéa2)

Dans les territoires occupés par le RCD, les travailleurs de la fonction publique ont perdu notion de salaire. Chaque fois que les fonctionnaires de l'administration publique ainsi que les enseignants des écoles publiques osent réclamer le salaire, on leur recommande la patience jusqu'à la prise de la ville de Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo.

III.1.2. INEXISTENCE DES DROITS AUX SOINS MEDICAUX

Depuis la deuxième République jusqu'aujourd'hui, les institutions hospitalières ne reçoivent plus les frais de fonctionnement et les subsides de l'Etat. A cela s'ajoute l'absence des salaires. Cet état des choses a entraîné une remise en surface des antivaleurs décriés pendant la deuxième République du Maréchal Mobutu.

L'enclavement de la Province Orientale causé par l'occupation des rebelles a encore rendu la situation plus difficile. Les soins médicaux par exemple sont devenus l'apanage des commerçants et de ceux qui dans leurs attributions ont le pouvoir de diriger un groupe d'hommes qu'ils peuvent aisément exploiter.

L'aide en produits pharmaceutiques apportée par l'UNICEF n'a fait qu'enrichir ceux qui travaillent dans le domaine de la santé. Les informations dignes de foi ont fait état du détournement de ces produits à Kisangani, Isangi et yangambi.

III.1.3. INEXISTENCE DU DROIT A L'EDUCATION

Plusieurs élèves ont abandonné les études parce que leurs parents ne sont plus en mesure de payer la prime exigée dans les écoles.

Les dirigeants du RCD basés dans la Province Orientale ont tout simplement demandé aux élèves finalistes de la promotion 1997-1998, d'entrer comme tel « sans document » à l'université et dans les Instituts supérieurs. Ils sont appelés « les Sans Papiers ». Même le système éducatif National est « balkanisé ».

La question que l'on se pose est de savoir si l'UNESCO pourra valider leurs diplômes Universitaires ou des Instituts Supérieurs. Cette inquiétude plane également chez les finalistes de cette année scolaire 1998-1999 qui continuent à étudier sans conviction de terminer les humanités avec succès.

III.1.4. INSECURITE ET TRACASSERIES POLICIERES

Les belligérants ne cessent de répéter chacun de son côté, qu'il lutte pour libérer la population. Pour les uns, il faut libérer la population de la dictature du Président Laurent Désiré KABILA. Pour les autres, on doit libérer la population de l'invasion Rwando-Ougandaise. Pour les autres encore, libérer la population de l'hégémonie de l'empire Hima-Tutsi.

Mais en pratique, on constate que la population, surtout celle des territoires occupés par le RCD est abandonnée à elle-même. Elle vit dans une insécurité la plus totale. Il ne se passe pas un seul jour sans entendre un coup de feu, sans qu'il ait des visites nocturnes dans les maisons des particuliers.

Très souvent ces visites sont accompagnées des coups de feu. Mais jamais ces inciviques ne sont inquiétés par ceux qui prétendent assurer la sécurité des personnes et de leurs biens.

A titre illustratif :

- **Du 25 au 28 janvier 1999**, trois maisons du quartier Kitenge II ont été pendant 4 jours l'objet des visites nocturnes accompagnées des coups de feu. Il s'agit de la parcelle N° 29 située sur le boulevard Kiwele, de l'habitation de M. NZUZI située sur l'avenue LIKINDA, N° 17 et de l'habitation de M. BASILA sis sur l'avenue BOTALIMBO, N° 53. Bien que ce quartier soit à quelques mètres de l'aéroport militaire, cette population victime a été abandonnée à elle-même sans secours. Ces malfaiteurs ont abandonné cette opération après avoir récupéré plusieurs biens de valeur.
- **Dans la nuit du 11 au 12 mars 1999**, deux hommes en uniforme, armés jusqu'aux dents ont pris d'assaut le domicile de M. NGUBI situé sur la 13^{ème} avenue Trans, N° 20 dans la commune de Kabondo. Ils ont emporté 35.000.000 NZ (100\$), 10 pièces d'habits wax et d'autres biens de valeur.
- **Le 10 mars 1999**, un commando composé d'une dizaine de personnes a assiégé le quartier MONGA dans la commune de Kabondo. La famille de M. BASAI a eu la vie sauve grâce à la chaîne de solidarité vulgarisée par les « ANM ».
- **Dans la nuit du 16 au 17 janvier 1999** : plusieurs hommes en uniforme, fortement armés ont assiégé les bâtiments de Travaux Publics et Aménagement du Territoire (TPAT). Ils ont détolé quelques-unes, un de ces bâtiments (emportant plus au moins 200 tôles). Actuellement cette opération se fait au grand jour sans être inquiété.

III.1.5. ENLEVEMENTS

Contrairement à ce que prévoient les lois internationales sur la protection des civils pendant la période des conflits armés, en RDC et plus précisément à l'Est du pays, les civils ne sont pas protégés ; ils sont souvent victimes d'abus des Droits de l'Homme, soit sous prétexte qu'ils servent d'éclaireurs, soit les cibles militaires n'ont pas été bien identifiées. L'on peut citer le cas de la localité de MAKOBOLA où le 07 janvier 1999, les militaires Ruandais avaient massacré plus de 500 personnes parce qu'ils ne savaient pas distinguer les combattants et la population civile. Jusqu'aujourd'hui, aucune enquête ni de l'ONU, ni de l'OUA, ni du Gouvernement de la RDC ni même du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) n'est déjà effectué.

Voici également quelques autres cas à titre d'exemple :

- **Le 10 janvier 1999**, on a attribué la mort de 16 personnes à Kisangani à l'avion bombardier des Forces Gouvernementales, alors qu'en réalité, ces 16 personnes étaient tuées par les obus lancés par les militaires du RCD qui voulaient abattre cet avion (cfr. Rapport de « ANM » du 10 janvier 1999 sur le bombardement dans la ville de Kisangani).
- **Dans la nuit du 19 au 20 janvier 1999**, M. Simon ENGWANDE résidant sur la 17^{ème} avenue trans N° 46 dans la commune de Kabondo a succombé à l'hôpital de référence protestante, suite aux 6 balles lui logées dans la poitrine par un militaire à qui il a refusé l'accès dans sa parcelle.
- **Le 01 février 1999**, un corps d'un homme non autrement identifié, sur qui les traces des baïonnettes ont été retrouvées a été abandonné à la morgue de l'hôpital général de Kisangani jusqu'à la décomposition. Ce corps a été tout simplement dévoré par les chiens.
- M. Bassay, âgé d'environ 27 ans, conducteur de vélo-taxi, fils d'un agent de l'Institut facultaire agronomique de Yangambi a été abattu dans l'enceinte de la Société BUSIRA LOMAMI à Isangi (125 Km de Kisangani sur le fleuve Congo). Les militaires ougandais qui l'avaient arrêté ont déclaré aux membres de sa famille qu'il était en intelligence avec les militaires des forces gouvernementales.
- **Le 09 février 1999** : quatre personnes non autrement identifiées, accusés de sorcellerie et deux autres arrêtées pour détention illégale d'armes de guerre ont été enterrées vivants dans une fosse commune à Isangi (125 Km de Kisangani).
- A Yangambi, territoire situé à 97 Km de Kisangani, il y existe une milice dénommée « ESENDE BUKA » qui s'est assignée comme objectif « Mettre fin à la vie des Sorciers ». Cette milice œuvre au grand jour sous l'œil complice de la police locale. Parmi les victimes de cette organisation, il y a M. OMANGAOTO âgé d'environ 60 ans, abattu à coup de pierres au vu et au su des policiers qui ne faisaient que tirer en l'air sous le cri triomphal des enfants. Il y a aussi Madame TOLEYA, célibataire et mère d'une famille nombreuse, enseignante à l'école des filles de Yangambi. Elle a été retirée brutalement de sa classe par ces jeunes gens qui l'ont copieusement tabassé en présence de ses élèves. Elle a eu la vie sauve grâce à l'intervention de ANM antenne de Yangambi.

III.1.6. EXTORSIONS ET DESTRUCTIONS MECHANTES

Les enlèvements sont classés parmi les méthodes d'intimidation les plus souvent pratiquées pour soumettre les opposants à accepter la ligne de conduite des tenants du pouvoir.

- **Le 25 janvier 1999**, M. MOLISHO, Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Kisangani a été enlevé par un commando composé de plusieurs hommes en uniforme portant les armes de guerres. Il lui a été reproché d'être en contact avec M. Jean-Pierre BEMBA commandant d'un groupe rebelle le « Mouvement National pour la Libération du Congo » (MLC) en sigle.
- Pour le même motif, M. BIONA WA BIONA, Inspecteur urbain de la police et commandant de la ville de Kisangani a été enlevé. Pour ce dernier, en plus du contact avec le commandant du « MLC », il aurait été aussi en contact avec certains dignitaires du M.P.R. dont M. KPAMA et M. NZIMBI, Respectivement Général de Paix et Commandant de SARM (Service de Renseignement Militaire du Régime MOBUTU).
- **Le 25 janvier 1999**, le Bourgmestre de la commune de Mangobo, M. LOELA a été recherché par les agents de l'ordre à cause des rumeurs selon lesquelles, la population de son entité préparait clandestinement une marche de protestation contre l'éventuel enlèvement de leur Bourgmestre. Après s'être présenté lui-même auprès des autorités militaires, il a été détenu pour quelques jours.

Comme nous n'avons cessé de le répéter, grand nombre de politiciens congolais ne visent que leurs intérêts égoïstes. La libération du peuple dont ils parlent n'est qu'un mot de passe.

Si les grandes autorités se rouent sur les richesses du sol et sous-sol, les agents subalternes, les policiers et les militaires se rabattent sur la population innocente.

Ils usent des pratiques inhumaines pour s'accaparer des biens d'autrui. ils organisent des arrestations et des détentions arbitraires, ils torturent et quelques uns vont jusqu'à tuer.

Les exemples ci-dessous sont éloquentes :

- **Le 07 janvier 1999**, à Banalia, territoire situé à 128 Km de Kisangani, un pillage systématique a été organisé par les militaires Congolais du RCD et leurs alliés. Ce mouvement a abouti au viol des femmes habitants les villages voisins.
- **Le 09 janvier 1999**, trois hommes en uniforme portant les armes de guerre ont entrepris une opération d'extorsion des biens de la population habitant la commune de KABONDO à Kisangani, ce mouvement qui a commencé dans la soirée a continué jusqu'au petit matin. Parmi les victimes M. KATSUVA, propriétaire de la pharmacie située sur la 6^{ème} avenue commune de Kabondo, a perdu 5.500.000 NZ soit (157 \$) et une bonne quantité de produits pharmaceutiques.

- **Le 14 janvier 1999**, un groupe d'hommes armés et habillés en uniforme militaire a investi le tronçon KONDLOLE, localité situé à \pm 180 Km de Kisangani en amont de la rivière Lindi : ce groupe s'est emparé de la pirogue des Etablissements JIDEX qui contenait les marchandises des commerçants qui allaient dans les carrières de diamant de cette contrée ;
- **Le 08 janvier 1999**, les prêtres de la Paroisse Ste Elisabeth de Banalia, en provenance de Kisangani ont été à deux reprises le cible des militaires qui leur ont ravi à 40 Km de Kisangani une somme de 5.000.000 NZ et à 90 Km, une sacoche contenant plusieurs objets dont une radio cassette et leur provision du mois.
- ✓ - **Le 20 janvier 1999**, Madame Mariam ; bien connue sous le pseudonyme de Maman KADAFI a été visitée par un groupe d'homme en uniforme et portant les armes de guerre. Ils l'ont exigé une somme de 10.000 \$ US ; après avoir fouillé son domicile de fond en comble et après avoir tiré trois coups de balle. Ces assaillants ont emporté plusieurs biens de valeur. La victime habite au bloc KIWELE derrière le bâtiment du service vétérinaire, dans la commune de MAKISO.
- ✓ - **A la même date**, M. AMISI RASHIDI habitant sur la 1^{ère} avenue N° 67 dans la commune de KABONDO, élève à l'I.T.M. /Kisangani (Institut des Techniques Médicales) a été visité par un groupe d'hommes en uniforme et portant les armes de guerre. Ces assaillants ont pris deux radios de marque SHARP et la valise de son épouse. Sa sœur a été violée.
- **Durant leur séjour à Yangambi**, les militaires ougandais ont détôlé quatre villas appartenant à l'Institut National des Etudes et Recherches Agronomiques « INERA » en sigle. Ils ont vendu les tôles aux habitants de la cité. Après leur passage, les policiers qui les ont remplacé, ont entrepris l'opération de récupération de toutes ces tôles. Puisqu'ils ne détenaient pas la liste des personnes qui les ont achetée, les Policiers se sont mis à détôler toutes les maisons construites en 1998. La délégation des ANM/ Kisangani qui séjournait à Yangambi, a reçu la plainte de Monsieur MBOOLE et Monsieur KAMBALE dont les factures confirmaient que leurs tôles ont été achetées à Kisangani, avant 1998. Si dans les grandes villes, les agents de l'ordre ont quelques réserves à l'égard de la population civile, à l'intérieur de la province, c'est-à-dire dans les campagnes, la population est sérieusement traquée.

Pour toute infraction, l'amende compensatoire ne va jamais en deçà de cinq millions de Nouveaux Zaires soit 14 \$ US. Cette somme est souvent accompagnée de deux ou trois chèvres, cinq ou six poules ou canards :

- **Le 21 janvier 1999**, Mme KITUNDU âgée d'environ 45 ans, mariée et mère de cinq enfants habitant le camp des travailleurs de la P.L.C. (Plantation Lever au Congo) à Lokutu situé à quelques 200 Km de Kisangani a été abattus à bout portant par un policier qui l'a surpris en train de couper les noix de palmes. Aussitôt alerté par les autres femmes qui se trouvaient en ce moment dans la plantation : M. KASIALA époux de la victime s'est rendu sur le lieu et a poignardé à son tour le policier qui est mort sur place. L'administrateur du territoire, saisi de l'événement s'est rendu à LOKUTU avec un groupe de policiers qui ont pillé la

citée et arrêté plusieurs innocents. Leur libération était conditionnée par le paiement d'une amende de 5.000.000 NZ (\pm 155\$ us). Il y a lieu de retenir que dans des pareilles situations, les chèvres et poules sont les premières à être emportées.

- *Le 03 mars 1999, M. BASILA, âgé de 34 ans, marié et père de 3 enfants, habitant la cité de BASOKO (territoire situé à 237 Km de Kisangani) a été arrêté et sommé de payer nuitamment une amende évaluée à 7.000.000 NZ plus deux chèvres. Les griefs mis à sa charge étaient le fait d'avoir demandé à l'épouse de Monsieur Alpha (non autrement identifié) policier de son état, de passer chez lui à la maison, retirer la facture de l'arak (alcool indigène) qu'il venait de consommer.*

III.1.7. LES CONSEQUENCES DE BOMBARDEMENTS DANS LA VILLE DE KISANGANI EN DATE DU 10-01-1999.

En effet, dans la nuit du dimanche 10 janvier 1999 à 21 heures 50 minutes, un avion bombardier a largué des bombes sur la ville de Kisangani.

« Les Amis de Nelson MANDELA pour la Défense des Droits de l'Homme » (A.N.M.) qui a suivi de près cette situation s'est vu obligé de porter à la connaissance de l'opinion tant Nationale qu'Internationale la façon dont les événements ont endeuillé plusieurs familles à Kisangani.

Partant des investigations faites sur terrain, il revient de constater que les avions bombardiers qui ont largué ces bombes appartiennent aux Forces Gouvernementales, qui lancent une contre-offensive dans le but de déloger les Forces rebelles du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) de la ville de Kisangani. Ainsi, ils avaient ciblé quelques points stratégiques de la ville tel que l'Aéroport militaire de SIMI-SIMI II, l'hôtel ZONGIA où logeaient certaines autorités des rebelles, l'Aéroport International de BANGBOKA, ...

Dans cette opération, les bombes larguées sont tombées successivement derrière la salle de formation du Sanatorum de Kisangani situé à 500 mètres environ du hangar de piste de décollage de l'Aéroport de SIMI-SIMI, dans la parcelle de Monsieur KANIMA Didier, située dans la commune de la Makiso, Quartier des musiciens, 5^{ème} Avenue n° 1 à plus ou moins 10 mètres de l'hôtel ZONGIA.

La réplique des Forces du RCD en vue d'abattre cet avion a causé des pertes aussi bien en matériels qu'en vies humaines dans la population civile.

En effet, le 1^{er} Obus est tombé dans la parcelle de M. ILONGO-LONGO situé sur la 2^{ème} Avenue N°, 28, le deuxième s'est éclaté dans la parcelle de M. EPIDI DJAFARD située sur la 3^{ème} Avenue Dépotoir N° 36, tous dans la commune de la Tshopo.

Dans l'ensemble le bilan se présente de la manière suivante :

I. Personnes mortes :

<u>NOMS</u>	<u>SEXE</u>	<u>Adresse/Tshopo</u>	<u>Etat-civil</u>	<u>AGE</u>
1. LOLEKA (père)	M	2 ^{ème} Av. N° 28	M	60 ans
2. LOLEKA (fils)	M	2 ^{ème} Av. N° 28	C	12 ans
3. BANDOLE METALEKE	M	2 ^{ème} Av. N° 20	C	18 ans
4. BASOSILA T.F.	M	2 ^{ème} Av. N° 23	M	43 ans
5. Jean Paul MBULA	M	2 ^{ème} Av. N° 29	C	13 ans
6. LOKITA Passy	F	3 ^{ème} Av. N° 30	C	19 ans
7. LOKITA Sylvie	F	3 ^{ème} Av. N° 30	C	16 ans
8. Jean LONGALA	M	3 ^{ème} Av. N° 33	C	+30 ans
9. BOTWETWE	M	2 ^{ème} Av. N° 23	C	36 ans
10. MAZAMUNU MANU	M	2 ^{ème} Av. N° 21	C	42 ans
11. DALIGE NORA	F	2 ^{ème} Av. N° 19	C	12 ans
12. LIENSE ZAKALO	F	2 ^{ème} Av. N°	C	20 ans

II. Personnes blessées :

<u>NOMS</u>	<u>SEXE</u>	<u>Adresse/Tshopo</u>	<u>Etat-civil</u>	<u>AGE</u>
1. OKITO	M	2 ^{ème} Av. Dépotoir N° 28	C	+ 25 ans
2. MANGWANGU J.Louis	M	2 ^{ème} Av. Dépotoir N° 28	C	+ 25 ans
3. BOTSHO Pascal	M	2 ^{ème} Av. Dépotoir N° 28	C	+ 27 ans
4. KENI MOZART	M	2 ^{ème} Av. Dépotoir N° 28	C	12 ans
5. BANDOLE BAMIIWA	F	2 ^{ème} Av. N° 20	C	20 ans
6. Célestin	M	2 ^{ème} Av. N° 23	C	+ 25 ans
7. Maman LYLY	F	2 ^{ème} Av. N° 25	M	+ 30 ans
8. NENE	F	2 ^{ème} Av. N° 25	C	+ 18 ans
9. TULANGA Jean	M	2 ^{ème} Av. N° 29	C	20 ans
10. LUTAMBULA	F	2 ^{ème} Av. N° 19	M	+ 35 ans
11. MANU Le blanc	M	2 ^{ème} Av. N° 25	C	13 ans
12. MANU	F	2 ^{ème} Av. N° 25	C	11 ans
13. BOLANDA	M	2 ^{ème} Av. Dépotoir N° 30	C	29 ans
14. MUKUPHAR	M	2 ^{ème} Av. N°	M	--

III. Dégâts matériels : Six (6) maisons ont été détruites ainsi que plusieurs biens de valeur qui s'y trouvaient.

En vertu du droit international humanitaire, la protection des civiles et de leurs biens en temps de guerre doit être garantie par les belligérants. De même que les belligérants ne doivent jamais lancer des attaques contre la population civile ni l'utiliser comme bouclier (ce principe universel n'a jamais été effectif en R.D.C. occupé).

III.2. LA GUERRE DE KISANGANI : UN VERITABLE CRIME CONTRE LA PAIX ET UNE PREUVE ELOQUENTE DE LA COMPLICITÉ INTERNATIONALE DANS LA CRISE CONGOLAISE ACTUELLE

III.2.1. GENERALITES

Nombre de souffrances humaines en Afrique en général et en particulier en République Démocratique du Congo sont engendrées en ce 20^{ème} siècle finissant par des conflits armés où les Droits humains sont foulés aux pieds. Pour la plupart de fois, la population innocente paie les frais.

L'actualité vient de démontrer une fois de plus que lorsqu'un problème est laissé sans solution sérieuse, celui-ci entraîne une spirale de violence qui à son tour produit la guerre et les morts inutiles.

L'affrontement entre la coalition rwando-ougandaise à Kisangani est un exemple éloquent.

Au moment où l'attention de toute la population des territoires occupés est tournée vers le résultat de la commission de vérification qui du reste fixera l'opinion sur les signatures par les factions rebelles des accords de LUSAKA au sujet du cessez-le-feu, voilà Kisangani pleure et enterre ses morts.

III.2.2. SITUATION DES ALLIES ET CONSEQUENCES DE L'AFFRONTEMENT ENTRE LES ARMEES DU RWANDA ET DE L'OUGANDA SUR LE SOL CONGOLAIS DE KISANGANI

ACCORDS DES ALLIES

Faisant un regard rétrospectif sur la guerre qui déchire la R.D.C., le Rassemblement Congolais pour la Démocratie RCD, en sigle a eu dès le début deux alliés en l'occurrence le Rwanda et l'Ouganda.

Pour ces deux pays, leur présence était justifiée à plus de 1.500 Km de la frontière en territoire congolais au motif de sécurité frontalière.

Comme du temps de rébellion de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo, les rébellions du RCD et du M.I.C., n'ont jamais révélé à la population le contenu de leurs alliances.

Mais l'opinion publique soutient que les deux alliés se seraient entendus dans leur protocole d'accord sur la gestion des territoires occupés. Pour sa part, l'Ouganda devrait gérer politiquement et économiquement la partie Nord qui comprend la Province de l'Equateur, la Province Orientale et a partie Nord de la Province du Nord-Kivu en l'occurrence : BENI, BUTEMBO et LUBERO, tandis que le Rwanda devrait s'occuper du Sud, c'est-à-dire le Sud-Kivu, les KASAI, le KATANGA, le MANIEMA et une partie du Nor-Kivu.

Ces affrontements ont produit des **conséquences néfastes ci-après** :

- violation flagrante par le RWANDA et l'OUGANDA de la Résolution 1234 du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. du 9 avril 1999 ;
- la violation flagrante par l'OUGANDA, de l'Accord de Paix de SYRTE/LYBIE ;
- la complicité et l'incapacité de l'O.N.U. à faire respecter la charte internationale des Droits de l'homme et la charte constitutive des Nations Unies, par le RWANDA et l'OUGANDA ;
- le sabotage de 3 millions de doses de vaccin destinés aux milliers des enfants de 0 à 5 ans dans le cadre de la Campagne Nationale de vaccination contre la poliomyélite dans la Province Orientale.'
- La mort de plus de 175 personnes victimes innocentes, parmi lesquelles plusieurs dizaines des jeunes, de nombreuses femmes et des enfants ;
- La destruction de plusieurs infrastructures publiques et privées suite aux combats à l'arme lourde ;
- La coupure du courant électrique et toutes les conséquences y afférente dans la ville de KISANGANI.

III.3. LES EX-COMBATTANTS MAÏ-MAÏ EN ETAT D'EXTERMINATION A KISANGANI DANS LA PROVINCE ORIENTALE

Dans la mission de défense et de promotion des droits de la personne humaine en République Démocratique du Congo, « ANM » s'était une fois de plus préoccupée de la situation des ex-combattants Maï-Maï se trouvant à Kisangani.

Il convient de rappeler que les « Maï-Maï » sont des congolais, originaires de la Province du Sud-Kivu, qui s'opposent depuis plusieurs années au visé expansionniste des TUTSI dans les provinces du Nord et Sud-Kivu.

A la première guerre dite de libération, ces congolais ont combattu aux côtés de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (A.F.D.L.), dirigée par le Président Laurent Désiré KABILA.

Après la prise du pouvoir par ce dernier, ils ont été intégrés dans les Forces Armées Congolaises (FAC) et hébergés au camp d'instruction militaire « Kapalata » à Kisangani, sous l'œil vigilant des instructeurs Rwandais, où plus de deux mille d'entre eux étaient décimés. C'est à ce titre que « ANM » avait lancé un Appel Urgent le 02 janvier 1998 qu'elle avait intitulé en ce terme :

« Les combattants Maï-Maï sont-ils atteints de l'épidémie de choléra ou souffrent-ils de la malnutrition ? »

Aujourd'hui l'histoire semble se répéter. A la chute de la ville de Kisangani dans les mains des rebelles (le Rassemblement Congolais pour la Démocratie), ces ex-

combattants Mai-Mai ont été ramenés au camp militaire « BASE » situé à plus de 9 Km du centre ville de Kisangani.

Suite au bruit qui courait dans la ville et après enquêtes menées, « ANM » venait de constater que ces ex-combattants Mai-Mai étaient abandonnés à leur triste sort et sont entrain d'être tués à petit feu. On les voit errer du matin au soir à travers la ville de Kisangani cherchant, qui un petit boulot pour attraper de quoi se nourrir, qui se livrer à la mendicité forcée. Les autres se livrent aux véritables indigents.

Pour les cent cinquante (150) malades transférés à l'Hôpital Général de Kisangani, ils sont presque en état d'abandon : pas de soins médicaux, pas de nourritures, ni même des prescriptions médicales, ...

Face à cette situation dégradante, grand nombre d'entre eux, sont affaiblis, rongés par la famine et la maladie et sont entrain de mourir un à un tous les jours.

Le cas le plus frappant est celui de M. HESHIMA, âgé de plus ou moins 20 ans, mort à la porte d'entrée de l'Institut Supérieur de Techniques Médicales (I.S.T.M.) à cinquante mètres du lieu d'internement.

Au vu de la situation qui ne cesse de se produire sur le terrain, c'est sans risque que l'opinion puisse croire à l'extermination pure et simple des ex-combattants Mai-Mai, pourtant partagés par les conventions de Genève et le Droit International Humanitaire.

Devant un nombre croissant de victimes, « ANM » avait lancé un appel urgent et pathétique à l'opinion tant Nationale qu'Internationale, pour venir en aide aux 77 ex-combattants ci-après les noms :

Liste des ex-combattants Mai-Mai internés à l'Hôpital Général de Kisangani en danger de mort

1. NGENDA	27. BOSONGO	53. SAMUSONI
2. PARUKU	28. BOSEMBAYI	54. BISURU
3. KITISAO	29. SOUDANAIS	55. MASIKIRIZANO
4. MIKAYELE	30. SAFARI JACQUES	56. MILIEZA
5. MADUDU	31. BARIBONERA	57. NZABIRINDA
6. MUZUHUKE	32. UDINO	58. DINE
7. KAMBALE MAPENDO	33. MUSUBAO	59. SIBOMANA
8. KAMBALE FAUSTIN	34. LWANSA J.P.	60. JANVIER
9. PATRICE	35. BASENGO NYEMBO	61. SHIRAMBERE
10. JACKSON	36. MUSAFIRI	62. MATEO
11. BIYAMUNGU	37. KAYUMBA	63. BAZIRAKE
12. NZABANITA	38. MULEMBA	64. KABALIRA
13. HABIYANA	39. KIBONGE MUTWALE	65. TURINABO
14. AMABU	40. SAFARI TSHLUBALA	66. TURIDUMWE
15. DUME	41. LOKALANGA	67. NGUBA
16. ILUNGA	42. YAMNONGA NGUGANDJE	68. SADIKI
17. MBO	43. MOYINDA	69. ETIENNE
18. BAMUPARABI	44. KASANGAI SOSSA	70. KAMBALE
19. KALOMBO	45. RUBUNDA NGAGIDJE	71. HABIMANA RUSASA
20. KAVUMA	46. SALISALI MARIE	72. DUNIA ROGER

Les scènes de ces crimes odieux ont été relatées entre autres, par une fillette rescapée alors internée pour des soins médicaux appropriés à l'hôpital Général de SENDWE à LUBUMBASHI (chef lieu du KATANGA).

IV.4. ARRESTATIONS ARBITRAIRES ET ENLEVEMENTS

*Le mois d'août 1999, a été très fatal pour la population du Nord-Katanga occupé. Pendant cette période, on a enregistré le **prompt enlèvement de 40 sœurs (religieuses) Franciscaines** à SOLA au Nord-KATANGA, par les éléments des troupes Rwandaises d'occupation. outre ces Religieuses, il y a lieu d'ajouter le Père Baudouin WATERNANE (sujet Belge), un sacristain et un séminariste de la Paroisse Locale ainsi qu'un Directeur d'une école de SOLA. Après plusieurs jours de recherche, 18 sœurs ont été retrouvées et 22 autres demeurent portées disparues.*

NOTA BENE : *Pour ce qui est de la situation des Droits de l'homme dans la Partie Nord du KATANGA occupé, outre les tueries et les enlèvements enregistrés, la situation humanitaire dans cette partie du pays est également très catastrophique : Plusieurs centaines de familles restent sans abri, plus de **114 maisons incendiées**, différentes Eglises et Ecoles tout simplement détruites, et plusieurs Jeunes filles astreint à la prostitution et au viol.*

Les crimes humanitaires y sont aigus.

CONCLUSION GENERALE

Les violations massives des droits de l'homme et du Droit International humanitaire dans les Provinces occupées de la R.D.C., constituent, ces jours, une preuve éloquente de l'incapacité de l'O.N.U. à gérer les conflits internationaux au-delà du tiraillement des puissances impérialistes impliquées, préoccupées par les intérêts géo-stratégiques sous-régionaux au détriment de la vie des être humains.

Dans six mois seulement, les Provinces de la R.D.C. occupées par les armées du RWANDA, du BURUNDI et de l'OUGANDA ; ont été le théâtre des actes criminels, des massacres inutiles des populations, de tueries de toute nature, ainsi que de toutes les autres formes possibles des violations massives des Droits de l'homme et du droit international humanitaire que l'on puisse imaginer.

Que des drames : *des maisons d'habitation incendiées, des milliers des populations déplacées de guerre, de centaines des routes de dessertes agricoles abandonnées ; des disettes saisonnières accrues, un muselage de l'expression sans précédent, des infrastructures d'utilité publique détruites, des pillages systématiques des ressources naturelles et autres richesses Nationales ; des millions des populations traumatisées, ... Bref des crises humanitaires aiguës dont les tenants et es aboutissants risquent fort d'engendrer plus, des hécatombes humaines que maintenant au regard de la résistance populaire contre toutes les initiatives des agresseurs et leurs succédanés congolais, lesquels oubliant que :*

« Par la force, on arrive à tout sauf à se faire aimer » et/ou « vaut mieux une guerre juste qu'une Paix injuste, ne tenant pas compte des aspirations profondes de la population concernée ».

Le présent rapport semestriel dont la narration des faits concerne les provinces occupées du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Nord-Katanga et celle Orientale ; pour la période allant du 01 avril au 30 septembre 1999 ; loin d'être une panacée aux violations massives des droits de l'homme déjà enregistrées depuis l'invasion de la R.D.C. jusqu'à nos jours ; ou du moins loin d'être le fruit d'une spéculation, se veut plutôt constituant une banque des données sur les actes criminels perpétrés contre la cosmopolite et hospitalière population congolaise. Une banque des données qui servira certainement de base dans les enquêtes et réparations futures, sans laquelle ces criminels de guerre ne répondraient pas de leurs actes auprès des incontournables et impératives instances judiciaires compétentes.

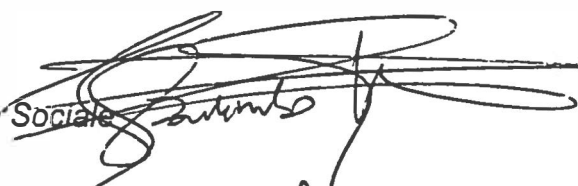
Ce rapport n'est pas à archiver et à classer sans suite mais il est à analyser et à mettre en valeur au profit des populations éprises de Paix des Provinces occupées de la R.D.C.

Fait à Kinshasa, le 30 octobre 1999.

Pour les 152 Mouvements et Associations des jeunes du Sud-Kivu / R.D.C.
Membres du COJESKI

1. Christian BULAMBO WANDILA


Animateur Provincial de la Commission Sociale



2. Marcel-Joseph KAMBA NYUNYU

- Animateur Provincial d'Ethique et Morale

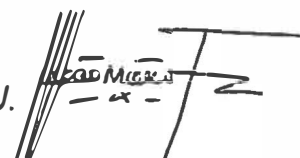
- Conseiller Technique en Elaboration, Planification et Evaluation des Projets de Développement.



3. Fernandez MURHOLA MUHIGIRWA

- Animateur Provincial de la Commission Politique

- Conseiller de Surveillance de la SOCIETE CIVILE du SUD-KIVU.



4. Willy TSHITENDE WA MPINDA

Vice-coordonnateur.



BUREAU DE REPRESENTATION : N° 03 Av. du marché, croisement boulevard du 30 Juin, Immeuble NZOINGBA, 1^{er} niveau (en face des Boîtes postales de la Grand-Poste dans la Commune de la Gombe.

B.P. : 5744 Kinshasa I Tél. : 243 12 21 245 Fax : 243 12 20 743 E-mail : cojeski@raga.net / cnpd@ic.cd

VII. TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE / PLAN DU RAPPORT	1
<i>I.1. ATTEINTES A LA SOUVERAINETE ET A L'INTEGRITE DE LA RDC</i>	<i>1</i>
<i>II.1. ATTEINTES AU DROIT A LA VIE ET BANALISATION DE LA MORT</i>	<i>1</i>
0.0. INTRODUCTION GENERALE	3
<i>0.1. ETAT DE LIEU SUR LES CRISES HUMANITAIRES DANS LA PROVINCE OCCUPEE DE LA R.D.C. ...</i>	<i>4</i>
I. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LA PROVINCE DU SUD-KIVU.....	6
<i>I.1. ATTEINTE A LA SOUVERAINETE ET A L'INTEGRITE DE LA R.D.C.</i>	<i>6</i>
<i>I.1.1. COMMUNIQUE CONJOINT SUR LE PROTOCOLE DE JUMELAGE – COOPERATION ENTRE LA PROVINCE DU SUD – KIVU ET LA PREFECTURE DE LA VILLE DE KIGALI</i>	<i>6</i>
<i>I.1.2. PROTOCOLE DE JUMELAGE – COOPERATION ENTRE LA PROVINCE DU SUD-KIVU ET LA PREFECTURE DE LA VILLE DE KIGALI</i>	<i>10</i>
<i>I.1.3. COMPOSITION ET RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'URBANISME ET HABITAT.....</i>	<i>13</i>
<i>I.1.4. RAPPORT DE LA COMMISSION TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</i>	<i>15</i>
<i>I.1.5. COMPTE-RENDU DES TRAVAUX EN ATELIER DE LA COMMISSION POLITICO-SECURITAIRE</i>	<i>16</i>
<i>I.1.6. COMMISSION AGRICULTURE – ELEVAGE, ENVIRONNEMENT ET TOURISME.....</i>	<i>17</i>
I. TOURISME.....	18
<i>I.1.7. COMPTE-RENDU DES TRAVAUX EN ATELIER DE LA COMMISSION ECONOMIE, COMMERCE ET INDUSTRIE.....</i>	<i>20</i>
<i>I.1.8. ATELIER SOCIO-CULTURELLE.....</i>	<i>22</i>
<i>I.1.9. CONSTAT GENERAL.....</i>	<i>24</i>
I.2. ATTEINTES AU DROIT A LA VIE ET BANALISATION DE LA MORT	25
I.3. ARRESTATIONS ARBITRAIRES, ENLEVEMENTS ET DETENTIONS ILLEGALES	26
I.4. INSECURITE GENERALISEE	29
<i>I.4.1. L'ARMEE ET LA POLICE DU R.C.D. SOUS L'OCCUPATION RWANDO-BURUNDO- OUGANDAISE.....</i>	<i>29</i>
I.5. ATTEINTES A LA LIBERTE D'EXPRESSION ET DENI DU DROIT A L'INFORMATION	32
<i>I.5.1. DE LA RADIO MAENDELEO / BUKAVU.....</i>	<i>32</i>
<i>I.5.2. DES ASSOCIATIONS DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME</i>	<i>32</i>
<i>I.5.3. LES ANIMATEURS DE LA SOCIETE CIVILE</i>	<i>33</i>
I.6. DETOURNEMENT DU POUVOIR PUBLIC	35
I.7. INCITATION A LA HAINE TRIBALE	36
I.8. DESTRUCTIONS MECHANTES ET BARBARES	37
II.1. ATTEINTES AU DROIT A LA VIE ET BANALISATION DE LA MORT	38
II.2. ARRESTATIONS, DETENTIONS ARBITRAIRES ET ENLEVEMENTS	40
II.4. INSECURITE GENERALE.....	42
II.3. TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS ET DEGRADANTS	42